UNIVERSITÉ PARIS SORBONNE (PARIS IV)

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME I

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

Roger PASQUIER

DIRECTEUR DE THESE :

Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

1987

Roger PASQUIER

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME I

THÈSE PRÉSENTÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ
DE PARIS-SORBONNE (PARIS IV)

DIRECTEUR DE THESE :
Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier M. Jean GANIAGE, professeur à l'Université Paris IV qui ayant accepté de diriger cette thèse en a suivi l'élaboration avec une patience jamais en défaut et m'a fait bénéficier de ses critiques. Je n'aurais garde d'oublier M. le Professeur Hubert DESCHAMPS aujourd'hui disparu, qui a toujours manifesté une bienveillante attention à mon travail. Grâce au Centre de Recherches Africaines qu'il a contribué à créer à la Sorbonne et qui est aujourd'hui rattaché pour une part à l'Université Paris-I, j'ai pu bénéficier d'un climat intellectuel particulièrement stimulant.

J'ai, comme tout chercheur, contracté une dette de reconnaissance à l'égard des archivistes qui m'ont guidé dans mes recherches avec compétence et amitié : Mlle Marie-Antoinette MENIER et Mme Monique POULIQUEN à la Section Outre-Mer des Archives Nationales, M. Jean-François MAUREL alors aux Archives du Sénégal et le R.P. Bernard NOEL aux Archives de la Congrégation du Saint-Esprit. Je remercie également les dirigeants de la Maison Maurel et Prom qui m'ont autorisé à consulter leurs archives.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACC	Archives de la Chambre de Commerce
ACEHSAOF	Annuaire du Comité d'Etudes Historiques et Scientifiques de 1'AOF
AC SSp	Archives de la Congrégation du Saint-Esprit, Chevilly-Larue.
AD	Archives départementales
AMAE	Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Paris
AM&P	Archives Maurel & Prom
AN	Archives Nationales, France
ANSOM	Archives Nationales Section Outre-Mer
ANS	Archives Nationales du Sénégal
ASHM	Archives du Service Historique de la Marine (Vincennes)
BAS	Bulletin Administratif du Sénégal
BCEHSAOF	Bulletin du Comité d'Etudes Historiques et Scientifiques de 1'AOF
BN	Bibliothèque Nationale, Paris
DFC	Dépôt des Fortifications des Colonies
DPPC	Dépôt des Papiers Publics des Colonies
IFAN	Institut Français d'Afrique Noire, devenu Institut Fondamental
JAH	Journal of African History
M&D	Mémoires et Documents
PRO CO	Public Record Office, Colonial Office
PRO FO	Public Record Office, Foreign Office
PV CC	Procès-verbaux des séances de la Chambre de Commerce
RFHOM	Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer
RHC	Revue d'Histoire des Colonies
RMC	Revue Maritime et Coloniale

TRANSCRIPTION DES NOMS AFRICAINS

Après avoir un moment hésité sur l'emploi de l'orthographe réformée, nous y avons finalement renoncé en accord avec notre directeur de thèse. C'est un souci de clarté et de simplicité qui nous a guidé dans la décision de conserver l'orthographe en usage sous la plume des contemporains, mais en l'uniformisant. Ainsi, par exemple, au lieu des graphies traditionnelles Ouolof, Oualo nous préférons adopter celles de l'abbé Boilat : Wolof, Walo plus proches de celles actuellement usitées. Par ailleurs, nous appliquons les marques du pluriel français aux mots "fabriqués", tels que les "Peuls", les "Toucouleurs", mais nous écrivons : les Trarza, les Diola. Evidemment, nous avons respecté l'orthographe de l'époque dans les citations et celle des cartes pour les noms de lieux.

INTRODUCTION

Au milieu du siècle, le Sénégal suscite la parution inhabituelle, plusieurs années de suite, d'ouvrages, de brochures, d'articles de journaux et de revues. Cette abondance peut surprendre car il n'occupe dans le domaine colonial français qu'une place modeste et c'est plutôt l'Algérie, avec ses problèmes de conquête et de colonisation, qui accapare la plus grande part de l'opinion publique. Elle constitue un témoignage éclatant de la gravité de la crise économique et sociale qui secoue les comptoirs de Saint-Louis et de Gorée. Toutes ces publications s'attachent à en analyser les causes, à en découvrir les remèdes ; parfois, elles prolongent leurs réflexions en s'élevant à des considérations beaucoup plus générales sur l'avenir de la France en Afrique occidentale. Le dépouillement des Archives publiques et privées ainsi que des statistiques confirme bien l'importance majeure d'une crise aux nombreuses facettes qui affecte le présent mais aussi engage l'avenir par les décisions qu'elle provoque.

Ainsi, l'historien de l'économie, un moment tenté par une étude sur la longue durée peut, au contact des documents, juger préférable de s'intéresser d'abord à des années décisives. La plupart des observateurs fixent le début de la crise aux alentours de 1838 lorsqu'une concurrence effrénée déséquilibre le marché de la gomme, principal , voire unique aliment des exportations du Sénégal. En 1853, au vu des statistiques qui traduisent une très vive reprise des échanges, la période des difficultés peut être considérée comme terminée. C'est aussi l'année où l'administration coloniale prend de nouvelles et importantes décisions pour assu-

rer plus de liberté et de sécurité au commerce. Mais l'application n'en a pas été aussi immédiate et radicale qu'il était espéré et c'est pourquoi on a préféré repousser d'une année le point final de cette étude, c'est-à-dire à la fin de 1854 lorsque Faidherbe devient gouverneur du Sénégal. Ce n'est point pour sacrifier à la tradition mais parce qu'à partir de cette date un programme largement inspiré par le commerce sera désormais mis en oeuvre par un homme qui dispose de la totale confiance de ses supérieurs et des négociants.

Cette recherche s'inscrit dans une relativement courte durée : une quinzaine d'années. Une crise est toujours un excellent révélateur. Celle qui atteint le Sénégal à l'extrême fin des années trente lui est propre mais à partir de 1847, elle est cruellement aggravée par la conjoncture européenne. Elle met en relief les défauts d'un système économique encore très largement façonné par le passé, jette une vive lumière sur les mentalités des divers éléments de la société des comptoirs et fait brutalement éclater des antagonismes jusqu'alors demeurés sous-jacents. Mais une crise a aussi une autre fonction : elle provoque la réflexion des responsables politiques, des négociants, des commerçants et des traitants, des blancs comme des mulâtres et des noirs, à la recherche des causes et des responsabilités. Elle est aussi accoucheuse d'avenir car ce foisonnement de discussions auquel on assiste durant ces années fièvreuses débouche sur des programmes à plus ou moins long terme.

Evidemment, il ne s'agit point dans cette étude d'examiner l'économie du Sénégal dans son ensemble mais essentiellement le secteur qui depuis plusieurs siècles s'est organisé en fonction des marchés extérieurs et qui consiste en l'échange des produits africains contre des marchandises européennes. Mais au milieu du siècle, il a pris

une importance telle et il joue désormais un rôle tel que les autres secteurs de l'économie entrent progressivement sous sa dépendance.

L'espace dans lequel cette activité se déploie ne coïncide pas exactement avec celui que suggère la définition administrative du "Sénégal et dépendances". Celle-ci correspond tout d'abord à Saint-Louis et aux postes échelonnés sur le fleuve : Lampsar, Richard-Toll, Dagana, Bakel et sur ses affluents : Mérinaghen et Sénoudébou, tous deux créés au milieu des années quarante. Ensuite, elle comprend au sud de Gorée, Albréda, Carabane et Sédhiou mais aussi les récents comptoirs fortifiés de Grand Bassam, d'Assinie et de Libreville. En réalité, les limites géographiques retenues parce qu'elles enferment un ensemble cohérent économiquement sont les suivantes : le littoral depuis Portendick, en Mauritanie où le commerce de la gomme s'effectue occasionnellement jusqu'à la colonie anglaise de Sierra Leone et des côtes jusqu'aux chutes du Félou, au cours supérieur de la Gambie et de la Casamance et aux approches du Fouta Djalon. Dans ce vaste domaine alors que la région du fleuve était traditionnellement la source de la plus grande richesse du fait de la gomme, on assiste au milieu du siècle à un rééquilibrage en faveur du sud grâce à l'entrée de l'arachide dans le circuit des échanges.

Classiquement, l'étude se divise en trois parties : la description de la crise, les explications qu'on peut en donner et enfin la recherche patiente d'une solution. Les témoignages des contemporains nous permettent d'appréhender la gravité de la crise économique et de ses répercussions sociales. Mais pouvait-on espérer en connaître la réalité avec une précision quasi mathématique, autrement dit le quantitatif pouvait-il confirmer, rejeter ou nuancer le qualitatif et fournir les bases d'un raisonnement rigoureux ? C'est tout le problème de la valeur des statistiques qui se

trouvait posé. En général, celles qui proviennent de l'administration coloniale ont la réputation d'être incomplètes et de médiocre qualité. Il importait dans le cas précis du Sénégal d'en déterminer la valeur exacte et de les confronter avec les statistiques métropolitaines. Malgré les imperfections du matériel documentaire, il a paru possible de retracer l'évolution globale du commerce et afin d'en dégager avec plus de sûreté la tendance, il a paru parfois nécessaire de remonter plus haut dans le passé, c'est-à-dire jusqu'au début des années trente lorsque la politique de colonisation agricole a été définitivement abandonnée.

L'économie sénégalaise s'ordonne autour de deux pôles : Saint-Louis et Gorée. Il convient de rechercher leurs caractéristiques propres, de mesurer quels ont été les effets de la crise sur leurs activités et de montrer comment celles-ci s'inscrivent dans les réseaux du commerce africain en essayant d'en dessiner la géographie.

Les conséquences sociales n'ont pas été les moindres. Elles affectent principalement la bourgeoisie sénégalaise, ce petit monde de commerçants et surtout de traitants. Pour le plus grand nombre, leur vie quotidienne se coulant dans le moule juridique français, il était possible de les appréhender au travers des minutes notariales, des jugements des tribunaux ou des inscriptions d'hypothèques. On pouvait, dans ces conditions, en s'inspirant des méthodes employées par les historiens de la métropole, tenter de reconstituer leur fortune et d'en suivre l'évolution dans ces années difficiles. Une source particulière permettait de faire une étude semblable sur les revenus.

Les conséquences matérielles très sévères de la crise ont-elles entraîné des modifications sensibles dans les relations entre Européens et Sénégalais tant sur le plan des personnes que sur celui de la politique ? Question de

première importance qui fournit l'occasion de vérifier l'assertion communément répandue qu'au Sénégal il n'existe aucun problème de couleur.

Face aux Sénégalais très éprouvés, les Européens font preuve d'un dynamisme quelque peu insolent. Il est donc indispensable de définir les structures de leurs entreprises et si possible d'évaluer l'importance des capitaux mis en jeu. Atteints à leur tour, lorsque la crise qui sévit en Europe atteint les rives du Sénégal, les négociants se livrent à une réflexion non seulement sur l'économie mais aussi sur la situation d'ensemble du Sénégal. Leur analyse peut être confrontée à une enquête approfondie menée à partir des documents d'archives. Elle permet de recenser les causes de la crise, d'en évaluer l'importance respective et de montrer comment s'articulent "le politique", et "l'économique". Les freins au développement du commerce ont été repérés tout particulièrement dans une organisation du commerce qui alourdit les coûts des produits d'une manière d'autant plus intolérable que les prix de ceux-ci baissent sur le marché européen, dans un outillage économique presque inexistant et dans des rapports avec les chefs africains générateurs d'exigences matérielles jugées exagérées et d'insécurité. Cela a été l'occasion, au-delà des récriminations des négociants d'apprécier l'impact réel des coutumes.

Des causes multiples expliquent cette situation critique des comptoirs du Sénégal, mais il semble bien comme le pressentait déjà Raffenel, qu'il n'y avait de solution que politique à la crise économique.

Après le constat, la recherche des remèdes. Négociants et traitants, gouverneurs et fonctionnaires, officiers et explorateurs devant la gravité de la situation se sont attaché à dégager des solutions, voire à formuler de véritables programmes. Il nous faut en présenter les con-

vergences et les différences, en dresser un inventaire et préciser l'accueil qui leur a été réservé. Le plus important, peut-être, consiste à déceler si l'idéologie qui sous-tend certains d'entre eux n'annonce pas l'impérialisme qui triomphera trente ans plus tard.

La Commission des comptoirs réunie à l'initiative du ministre de la Marine est la preuve d'une prise de conscience de la faillite d'une politique et par conséquent de la nécessité d'en définir une nouvelle. Les demi-mesures semblaient bannies mais qu'en était-il dans la réalité ? Les principes retenus : la maîtrise du fleuve, la liberté du commerce de la gomme tranchaient radicalement avec le passé. Au moment d'agir, les pouvoirs publics ne pouvaient manquer de mesurer les risques : la guerre, une année perdue pour la traite, le mécontentement des traitants ; aussi optaient-ils pour la prudence et l'étalement des mesures.

Deux thèmes de recherche ont principalement retenu l'attention : la prise des décisions et le retour de l'expansion. Le premier est une nouvelle occasion de préciser le rôle respectif du "politique" et de "l'économique". D'un côté, on peut apprécier quelles ont été les incidences sur les affaires du Sénégal de la conjoncture politique et de la personnalité du gouverneur Protet. De l'autre, on peut s'interroger sur les raisons et les étapes de la radicalisation du programme des négociants et sur l'organisation toute moderne d'un groupe de pression chargé d'intervenir auprès du ministre et de l'opinion publique des ports trafiquant avec le Sénégal. Leur victoire sera incontestable. Le second thème éclaire l'attitude des négociants. L'examen détaillé des statistiques a pour but de mettre en relief le redressement du commerce du Sénégal et l'importance de plus en plus massive des arachides dans les exportations. C'est une nouvelle géographie du commerce qu'il faut dessiner et c'est le rôle respectif de Saint-Louis et de Gorée

qu'il faut également définir. On peut alors vérifier que les grandes maisons de commerce présentes directement ou indirectement sur un vaste domaine s'étendant de Saint-Louis aux Rivières du Sud peuvent assumer le risque d'une guerre sur le fleuve, assurées qu'elles sont de faire, grâce à l'arachide, de beaux bénéfices. Les conditions étaient donc remplies pour que soit mis en oeuvre le programme élaboré par le commerce européen auquel le ministère avait fini par se rallier.

Ainsi, à travers une documentation d'une richesse souvent inégale, on voudrait avoir répondu à cette question : la crise économique qui affecte les comptoirs du Sénégal pendant une quinzaine d'années a-t-elle ouvert la voie à l'impérialisme ?

P R E M I E R E P A R T I E

LA CRISE DU SENEGAL AU MILIEU DU SIECLE

ECONOMIE ET SOCIETE

C H A P I T R E I

LE PAYS ET LES HOMMES

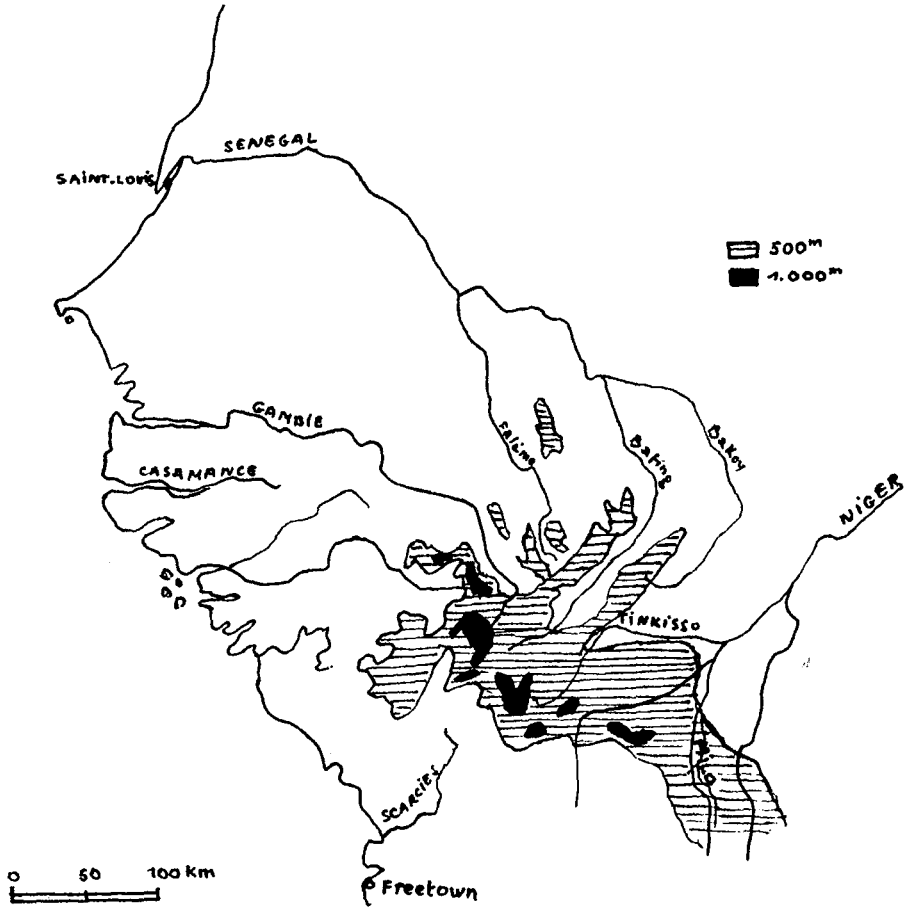
-:-

Finistère de l'ouest africain, le Sénégal actuel situé entre le 12°30' et le 16°30' de latitude nord et le 11° 21' et le 17°16' de longitude à l'ouest de Greenwich a pour limites au nord le fleuve Sénégal qui l'enserre dans un immense arc de cercle, à l'est, son affluent la Falémé, sauf sur une partie de son cours, au sud les premiers contre-forts du Fouta Djalon et la Guinée portugaise et à l'ouest l'Océan Atlantique. Cette assiette territoriale dessinée par Faidherbe et progressivement élaborée au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, stabilisée lors des derniers ajustements administratifs du début du XXe siècle, est le fruit de la conquête coloniale. Ce n'est cependant pas dans ces contours devenus familiers que s'inscrira notre étude, mais dans un cadre plus large si paradoxal que cela puisse paraître quand on songe aux fragiles comptoirs que la France possède au milieu du siècle. C'est qu'à cette époque, comme déjà au XVIIIe siècle, à Saint-Louis comme à Gorée, on agite de vastes projets et l'on noue ou raffermit des relations avec de lointaines contrées. De Saint-Louis, le regard s'étend à la fois vers les mystères et les splendeurs du Soudan et de Tombouctou et, par le bassin de la Falémé et le cours du haut Sénégal en entier vers le Fouta-Djalon. Et Gorée ne désespère pas d'atteindre aussi les populations de ce massif montagneux en poussant son commerce vers le sud.

Ainsi, entre océan, fleuve et montagne serait dessiné un vaste et cohérent domaine. Mais les Français n'y sont pas seuls; en effet les Portugais, pâles héritiers des découvreurs du XVe siècle et surtout les Anglais attirés par la Gamble et installés en Sierra Leone depuis la fin du XVe siècle trafiquant dans le secteur côtier que commande Gorée. L'interférence des intérêts commerciaux provoquera d'autant plus de frictions que les délimitations entre les puissances resteront longtemps indécises.

Ainsi, il apparaît impossible de renfermer la réalité vivante de l'activité économique du Sénégal dans le cadre arbitraire que nous connaissons aujourd'hui. Comment pourrait-on séparer le commerce français en Gambie, à Bissao, à Boulam et dans les "Rivières du Sud", de Gorée qui en fut longtemps l'initiateur et l'entrepôt ; même lorsque les voyages en droiture de la métropole amenuisent cette fonction d'entrepôt, c'est de Gorée que partiront encore les consignes des maisons de commerce, les traitants et les laptots. Politique et commerce étant intimement mêlés, n'oublions pas que pendant de longues années le gouverneur du Sénégal et le commandant particulier de Gorée devront assumer d'une part la responsabilité des relations avec les populations africaines et les puissances européennes et d'autre part la protection des intérêts français dans ce vaste secteur côtier.

Il en va de même pour le Sénégal qu'il faut envisager dans la totalité de son cours et des régions qui le bordent, car c'est sur lui que se sont d'abord cristallisés les projets de pénétration vers l'intérieur. Le Sénégal historique déborde donc les limites de la République actuelle et c'est pourquoi nous serons amené à mettre en scène des régions qui appartiennent aujourd'hui au Mali, à la Guinée et à la Gambie.



CARTE N° 1 LE SENEGAL DANS L'OUEST AFRICAIN

Une fois précisées les limites spatiales de l'étude nous voudrions dans ce chapitre liminaire présenter à l'aube de la seconde moitié du XXe siècle d'une part les hommes, les Européens en particulier, aux prises avec le milieu physique dont les contraintes en ce temps de marine à voile et de médecine balbutiante sont évidemment beaucoup plus tyranniques qu'aujourd'hui, et, d'autre part, les différents peuples avec lesquels les Européens ont noué ou vont amorcer des relations commerciales.

1. La part du milieu

C'est autant d'histoire que de géographie qu'il sera question dans ces pages car il s'agit de restituer, grâce aux témoignages contemporains l'état de choses du XIXe siècle. Comment les hommes d'alors conçoivent-ils la nature sénégalaise ? et de quelles contraintes la rendent-ils responsable ? Mais il est évident qu'il faudra confronter ces points de vue avec ceux d'une autre époque afin de mieux percevoir continuité et changement.

a) La tyrannie du climat

A travers toute la littérature que le Sénégal a suscité depuis le XVIIe siècle jusque vers 1850, se dégage une condamnation unanime de son climat. Les descriptions pessimistes abondent qui présentent cette "fournaise ardente" et ce "marécage fiévreux" comme le tombeau des blancs. Le séjour y serait beaucoup plus meurtrier que dans beaucoup d'autres régions tropicales. On ne parlait que d' "hécatombes" et de "tribut payé au climat". Toutes ces souffrances et toutes ces tragédies attribuées uniquement au climat ont accrédité dans les esprits une réputation fâcheuse pour le Sénégal qui se perpétuera pendant toute la seconde moitié du XIXe siècle. Le colonel Frey s'en fera encore l'écho dans son ouvrage (1). Pourtant quelques voix

---

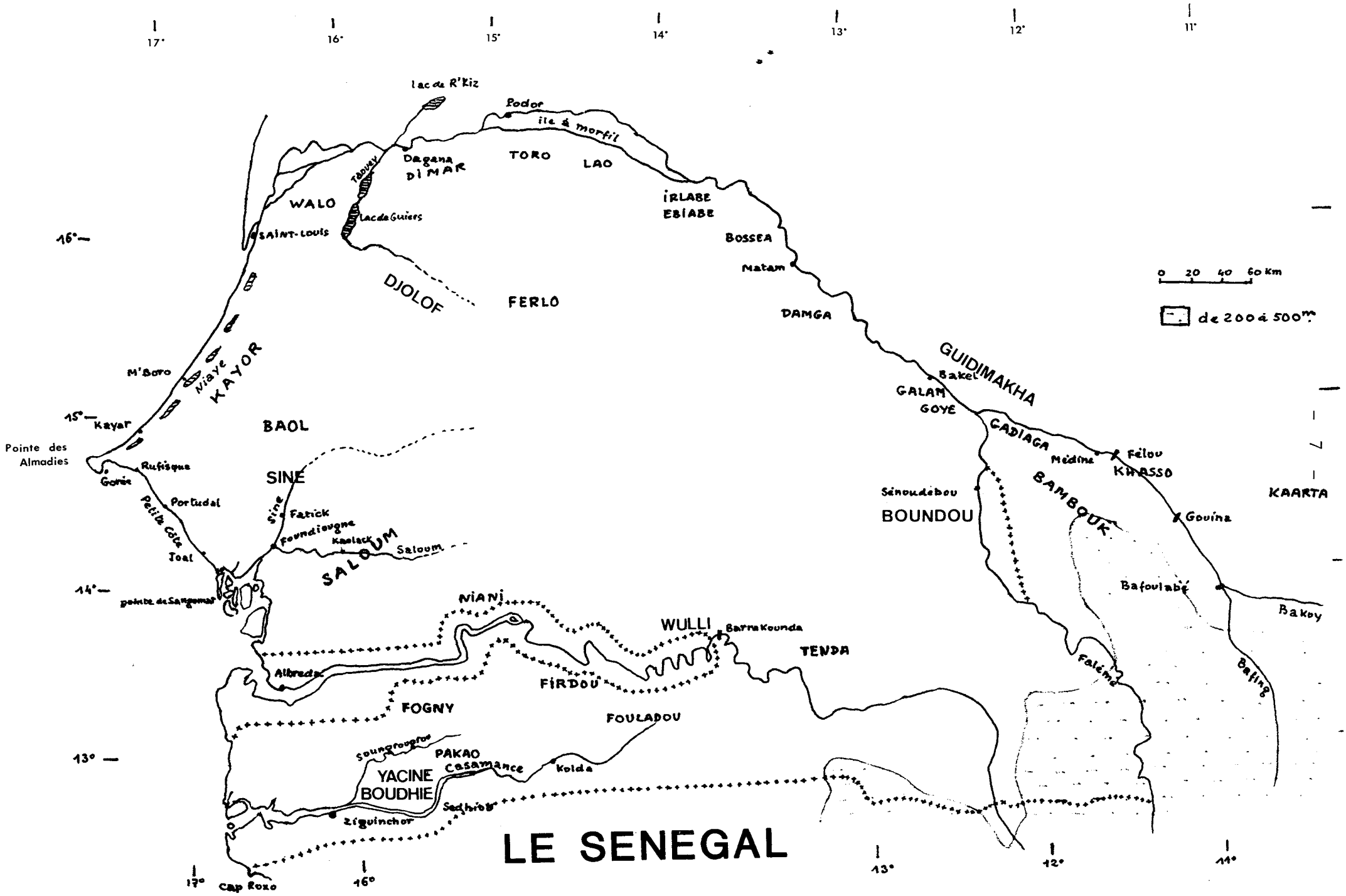
(1) FREY (colonel) Campagne dans le Haut-Sénégal et dans le Haut-Niger (1885-1886), Paris, Plon, 1888.

se sont élevées pour dénoncer ce qu'elles considéraient comme des exagérations nuisibles au développement de la colonie : au milieu du siècle, Auxcousteaux négociant originaire du Havre et installé à Saint-Louis, et quarante ans plus tard Faidherbe répliquant au colonel Frey (2). Pourquoi ces voix ont-elles crié si longtemps dans le désert ? D'abord parce que l'étude du climat débutait à peine. Avant 1850 on ne dispose que de quelques observations éparses : celles d'Adanson entre 1749 et 1753 et celles qui ont été recueillies par des médecins et des pharmaciens à Saint-Louis de 1824 à 1828, et de 1830 à 1831, et à Gorée de 1841 à 1850. Elles sont le fruit de la curiosité et de la bonne volonté, et non d'une exigence de l'administration, d'où les nombreuses et inévitables lacunes dues à la maladie et aux mutations. Le ministère s'en inquiéte et fait rédiger en 1851 une instruction sur "les observations météorologiques à faire dans les hôpitaux coloniaux". L'effet commencera à s'en faire sentir à partir de 1856 à Gorée et de 1861 à Saint-Louis mais l'impulsion sera donnée en 1873 par le Docteur Borius qui peut être considéré comme le véritable fondateur de l'observatoire de Saint-Louis (2). La qualité des observations qui avait longtemps laissé à désirer tant à cause du matériel que du personnel va s'améliorer progressivement.

---

(2) AUXCOUSTEAUX (S.). Le Sénégal est une colonie française, Paris, Dupont, 1851, 40 p. Il réfute en particulier les assertions plus ou moins fantaisistes que le Sénégal a provoquées dans la presse à cette époque.
FAIDHERBE (général) : Le Sénégal,la France dans l'Afrique occidentale, Paris, Hachette, 1889, p. 106 et suivantes.

(3) Le Docteur BORIUS a effectué plusieurs séjours au Sénégal. Il a publié de nombreux travaux sur la météorologie de la colonie entre autres des Recherches sur le climat du Sénégal, Paris, Gauthier-Villars, 1875, 319 p. première synthèse établie d'après les renseignements recueillis par ses devanciers et par lui-même en 1873 et 1874.



CARTE N° 2

REGIONS NATURELLES ET PAYS HISTORIQUES

Dans la première moitié du XIXe siècle malgré le manque évident d'informations précises et d'études rigoureuses, les médecins ont attribué au climat le déplorable état sanitaire de la colonie. Thévenot a tenté dans un important traité publié en 1840, la première étude de climatologie appliquée à l'homme et à sa pathologie (4). Un de ses successeurs, Salva, dans son rapport au gouverneur, après avoir d'entrée de jeu constaté que la conviction qu'il avait en arrivant que le Sénégal était "un des points les plus malsains du globe et devenait promptement le tombeau des malheureux Européens" était corroborée par ses observations, consacre essentiellement au climat sa première partie intitulée : les causes morbides en général. Elle se divise en trois chapitres : "l'influence du climat sur les hommes qui habitent la colonie", "saisons et état sanitaire", "aptitude des hommes à être impressionnés par le climat" (5). Le rôle néfaste du climat est donc devenu un dogme que trente ans plus tard des auteurs aussi sérieux que Bérenger-Féraud et Borius ne chercheront pas à discuter (6).

---

(4) THEVENOT (Dr) : Traité des maladies des Européens dans les pays chauds spécialement au Sénégal, Paris, Baillière, 1840.

(5) Rapport sans date mais probablement de 1844 AN.SOM Sénégal XI 27 a.

(6) BERENGER-FERAUD : Traité clinique des maladies des Européens du Sénégal, Paris, Delahaye, 1875-1878, 2 volumes, BORIUS (Dr) Climat et état sanitaire du Sénégal suivant les saisons, Paris, Gauthier-Villars, 1875, et Les maladies du Sénégal, Paris, Baillière, 1882, 363 p.

Dans l'ignorance totale des causes réelles, le médecin est tout naturellement tenté de rechercher dans les phénomènes macroscopiques du milieu des causes apparentes et comme le climat est ce qui frappe le plus l'observateur, c'est sur lui que retombera la responsabilité de toutes les affections (7). La majorité des Européens instinctivement ne pense pas autrement voyant le climat le plus souvent à travers le prisme déformant du subjectivisme. On le juge sous le coup de la perte d'un être cher ou sous l'empire de la crainte de ne jamais revoir la terre de France. Le docteur Borius traduit assez bien la mentalité de certains Européens quand il décrit l'anémique :

> "s'asseyant chaque jour à votre table, [il] vous parle de sa famille, de sa ville natale, de la promenade qu'il vient de faire sur la place publique ; il répond aux paroles que lui adressent des êtres imaginaires ou des personnes aimées dont la mémoire lui fait passer l'image sous les yeux. Lorsqu'il sort de son état de douce folie, d'hallucination mélancolique c'est pour reconnaître l'affreuse réalité des choses, prendre le calendrier, y biffer l'un des jours qui le séparent du moment de l'arrivée du navire" (8).

Or, dans ce Sénégal considéré comme un tombeau des blancs vers 1850, allait se développer un demi-siècle plus tard une colonie européenne relativement importante, ce qui démontre bien que ce ne sont pas seulement les conditions

---

(7) Sur cette question des rapports de l'homme et du climat, on consultera le livre de J.P. NICOLAS : Bioclimatologie humaine de Saint-Louis du Sénégal, mémoires de l'IFAN, n° 57, Dakar, 1959, 340 p.

(8) BORIUS (Dr), cité par Nicolas, p. 290.

climatiques qui sont en jeu mais tout un ensemble social, économique, technique et biologique, lié à une époque, à un état de civilisation. On peut constater en particulier des confusions fréquentes entre les conséquences du climat et celles des genres de vie. Au milieu du XIXe siècle on vivait encore sensiblement comme au XVIIe et XVIIIe siècles. Le vêtement n'est pas très différent de celui qui se porte en Europe."Les vêtements de toile blanche ... ne se portent que par exception. Les Européens s'y vêtissent de draps plus ou moins légers et d'étoffes de laine peu épaisses ; les flanelles bleues y sont beaucoup en usage" (9). La nourriture rappelle celle que l'on consomme à bord des navires : abondance de vivres salés, absence de légumes verts - on recommande encore de ne manger aucun légume du pays parce que malsain - et rareté des fruits. Mais on absorbe beaucoup d'alcool car son adjonction est considérée comme nécessaire pour assainir l'eau. La médecine favorise cette consommation car selon Borius :

> "l'office de l'apothicaire était une succursale de l'estaminet, tant l'habitude de l'infusion alcoolique de quinquina et d'autres remèdes alcoolisés était fréquente".

L'alcoolisme était particulièrement répandu chez les soldats qui, arrachés à leurs familles tombent en arrivant au Sénégal sur le spectacle déprimant de leurs camarades malades ; souvent désoeuvrés, nostalgiques toujours, ils boivent pour s'étourdir (10).

Les maladies les plus répandues sont les dysenteries, l'hépatite et le paludisme d'ailleurs bientôt combattu

---

(9) BORIUS (Dr) Recherches sur le climat ... op.cit., p. 66.

(10) Rapport du Dr Salva, déjà cité.

par l'emploi régulier de la quinine. La fièvre jaune est encore rare au Sénégal, mais les meurtrières épidémies de 1830 et de 1837 constituent de redoutables avertissements. Cependant le docteur Salva et ses successeurs croient que cette maladie est étrangère au Sénégal et qu'elle ne peut qu'être importée à la faveur des navires infectés de Gambie ou de Sierra Leone où elle est endémique. Les faits ne parlent-ils pas d'eux-mêmes ? En 1778, la première apparition indiscutable de la fièvre jaune à Saint-Louis peut être attribuée à un navire en provenance de Sierra Leone. En 1830, c'est l'épidémie survenue dans les postes anglais et portugais qui atteint Gorée d'abord, et Saint-Louis ensuite (11). En 1859 la fièvre jaune vient de Gambie et en 1866 de Sierra Leone (12). En 1878, l'argumentation ne tient plus car si Bérenger-Féraud et quelques confrères attribuent par la force de l'habitude l'origine de la nouvelle épidémie à la Sierra Leone, il faut bien se rendre à l'évidence : la colonie britannique au contraire redoute les navires en provenance du Sénégal et s'en protège par une rigoureuse quarantaine. Pourtant certains commencent à s'interroger et en décembre 1880 le gouverneur Brière de l'Isle commentant le rapport du médecin en chef écrit au ministre : la fièvre jaune "est un

---

(11) LEONARD (J.) : Les officiers de santé dans la marine française de 1814 à 1835, Paris, Klincksieck, 1967, p. 208. Pour Bérenger-Féraud, c'est un bateau pirate capturé qui déchainera cette épidémie. Ce paragraphe s'inspire largement de l'article de Claude PULVENIS : la lutte contre la fièvre jaune au Sénégal à la fin du XIXe siècle : Revue générale des Sciences, tome LXXV, n° 3-4, pp. 83-104.

(12) Ce serait un navire de l'Etat le Rubis qui en 1859 aurait introduit la fièvre jaune de Sainte Marie de Bathurst. voir BEL : mémoire sur l'épidémie de fièvre jaune qui a sévi sur l'île de Gorée pendant le troisième trimestre de l'année 1859, Revue coloniale, mars 1861, pp.194-238.

fléau dont le caractère endémique paraît s'accentuer au Sénégal" et il est persuadé de "l'éclosion de la maladie sur place sans l'influence d'importation quelconque" (13). La réapparition de la fièvre jaune en 1880, 1881 et 1882 prouve qu'elle est désormais bien installée au Sénégal. Malgré quelques résistances, la croyance en l'endémicité se répand de plus en plus. Conformément aux théories de l'époque sur l'influence du climat, on est persuadé que l'élévation de la température est essentielle à l'éclosion de la maladie ; en effet, les grandes épidémies se déclarent au moment des plus grandes chaleurs et disparaissent avec la fraîcheur retrouvée. Bérenger-Féraud frappé par l'alternance des périodes d'immunité et des périodes d'épidémies avance comme hypothèse de travail que la périodicité pourrait être liée à la météorologie. Plus rare que la fièvre jaune, le choléra n'épargne cependant pas le Sénégal qui connaît deux graves épidémies en 1869 et en 1893.

La fièvre jaune provoque des ravages considérables : elle tue en moyenne un Européen sur deux. Par contre les noirs semblent jouir d'une relative immunité dans la seconde moitié du XIXe siècle (14). Privés de leurs cadres européens les services administratifs sont désorganisés, d'autre part la sécurité de la colonie est compromise. La peur s'empare d'une grande partie de la population devant le spectacle affreux qu'offrent les malades

> "c'est une terrible chose à voir que cette agonie accompagnée de cris arrachés par la souffrance, de paroles incohérentes ... que ces hommes à la face jaune fripée, barbouillée de sang et de matières noires, aux yeux d'un rouge fauve, hagards, au corps et aux vêtements souillés de sang des hémorragies qui s'élancent de leur couche, se roulent par

---

(13) Lettre du 8 décembre 1880 citée par Pulvénis.

(14) Sur cette question de l'immunité des noirs, voir Pulvénis, op.cit., p. 89.

terre et se tordent dans d'affreuses convulsions" (15).

Ceux qui le peuvent recherchent dans la fuite le salut :

"A Saint-Louis je dois constater que de nombreux commerçants européens ont déjà fui lors du premier cas et qu'une forte émigration sur France est décidée si le second se produit".

Il règne "partout une émotion que je n'ai jamais remarquée à la Martinique ni à la Guadeloupe" (16). En voyant partir les gens du commerce pour des cieux plus cléments, fonctionnaires et militaires cloués à ces rivages malsains dissimulent mal une violente jalousie. Ainsi, depuis qu'à partir de 1878 la fièvre jaune devient plus fréquente, le Sénégal tend-il à vivre au rythme tragique des épidémies.

De ce climat si souvent invoqué comme le grand responsable des maladies, que sait-on en cette seconde moitié du XIXe siècle ? Les premiers Européens débarqués sur les côtes du Sénégal avaient bien vite remarqué la division fondamentale de l'année en deux saisons bien contrastées et les études, comme celles de Borius ont apporté à ce schéma devenu traditionnel la confirmation de leurs nombreuses précisions sur les températures, les pluies, les vents et l'hygrométrie.

"Il est peu de régions où l'année se divise d'une manière aussi tranchée qu'au Sénégal ... il n'existe aucune saison intermédiaire correspondant au printemps ou à l'automne des pays tempérés ni aux petites saisons de transition, qui sous l'équateur, séparent les deux saisons principales" (17).

---

(15) Bérenger-Féraud cité par Pulvénis.

(16) Brière de l'Isle à ministre, 23 septembre 1878, A.N.S. A.O.F. 2 B 46.

(17) Borius, op. cit., p. 31.

On distingue donc la saison sèche et l'hivernage (18). La première qui débute en décembre et dure jusqu'à la mi-juin se caractérise par un ciel implacablement serein et par des températures fraîches, surtout en février. L'hivernage de la mi-juin à la fin novembre serait marqué par de fortes chaleurs, surtout fin septembre et début octobre et par des pluies abondantes tombant tantôt lentement, tantôt avec violence à la suite du passage d'une tornade. Pierre Loti nous en a donné une bonne description :

> "puis tout à coup une grande rafale terrible, un coup de fouet formidable couche les arbres, les herbes, les oiseaux, fait tourbillonner les vautours affolés, renverse tout sur son passage. C'est la tornade qui se déchaîne, tout tremble et s'ébranle, la nature se tord sous la puissance effroyable du météore qui passe ... Une pluie diluvienne rafraîchit le sol altéré d'Afrique" (19).

Borius opposait également les deux saisons sur le plan de la santé des Européens, la saison sèche est pour eux la bonne saison et l'hivernage la mauvaise. Bien sûr, le retour de la bonne saison avec "sa fraîcheur délicieuse" célébrée par le chevalier de Boufflers était impatiemment attendu et pendant longtemps un coup de canon annonçait à Saint-Louis la fin de l'hivernage.

En définitive, cette dualité ne reflète qu'une vue

---

(18) L'emploi de ce terme pour désigner la saison des pluies c'est-à-dire l'été peut paraître discutable mais Borius le conserve car il est consacré par l'usage. Il aurait été introduit sur la côte occidentale d'Afrique par les Portugais assimilant cette saison pluvieuse à la leur qui se situe en hiver.

(19) Sur le climat du Sénégal voir les études de BRIGAUD (F.) fascicule 3 des Etudes Sénégalaises, n°9, (Centre de Recherches et de Documentation du Sénégal) Saint-Louis du Sénégal, 1965, pp. 1 à 109 et de MORAL (P.) dans la Revue de géographie de l'Afrique de l'Ouest, n° 1,2 et 3,1965.

assez grossière des phénomènes. Les Africains, instruits par leur expérience paysanne discernent en fait quatre saisons : le "lolli" de fin octobre à la mi-décembre est une période de transition pendant laquelle la température et l'humidité diminuent, le "nor" ou saison sèche dont le coeur se situe entre janvier et avril reçoit parfois les fraîches ondées du "heug", le "tiorone" de la fin avril à la fin juin marquée par l'augmentation de la température et de l'humidité favorable à l'éclosion d'un printemps avant la première chute d'eau, le "navêt" enfin de juillet à fin octobre ou saison des pluies (20). Pendant la saison sèche il convient de noter l'opposition très nette qui existe entre l'intérieur et le littoral compris entre Saint-Louis et la presqu'île du cap Vert. Celui-ci bénéficie de température modérées grâce à l'action rafraîchissante de l'alizé marin tandis que celui-là est soumis à l'haleine desséchante de l'harmattan ou vent d'Est.

Nous ne retiendrons du climat que ce qui peut exercer une influence sur les activités des hommes, laissant de côté les nuances qui ne peuvent manquer d'apparaître sur un espace aussi vaste (21). En effet ce qui est fondamental c'est qu'à la suite de la situation en latitude du Sénégal, l'activité agricole est conditionnée par les précipitations

---

(20) Nous ne pouvons que renvoyer à l'admirable thèse de Paul PELISSIER : Les Paysans du Sénégal, les civilisations agraires du Cayor à la Casamance, St Yriex, 1966, 939 p. Notre dette à son égard a été considérable.

(21) LOTI (P.). Le Roman d'un spahi.

et que celles-ci sont bloquées sur une unique saison. Des deux éléments du climat : température et précipitations, c'est le second qui est donc déterminant car les températures quelles que soient leurs variations dans le temps et dans l'espace n'interviennent ni dans le choix des espèces cultivées, ni dans le rythme de la vie paysanne, toujours supérieures en moyenne mensuelle à 20° centigrades, elles permettent toute la gamme des espèces tropicales. L'année agricole se confond avec la saison des pluies, à une exception près - majeure surtout au XIXe siècle - de la vallée du Sénégal où l'on peut entreprendre en saison sèche des cultures de décrue. La durée et plus encore l'abondance des précipitations retiennent l'attention. La carte des pluies offre l'image d'une diminution rapide et régulière de la tranche d'eau de 1500 mm en Casamance à moins de 400 mm dans le bas Sénégal. Les pluies se répartissent sur cinq à six mois dans le sud contre quatre mois dans le nord. Cette aridité croissante du climat a plusieurs conséquences. Tout d'abord, elle restreint le nombre des plantes cultivables ; en simplifiant beaucoup, on peut dire qu'entre bas Sénégal et Saloum règne le petit mil, qu'au sud du Saloum le sorgho (gros mil) et le maïs apportent de précieux compléments et qu'en Casamance la gamme des céréales s'enrichit de la culture du riz. D'autre part, il faut noter que dans les régions les plus arrosées, la saison humide ne s'allongeant pas proportionnellement à la quantité d'eau tombée, il est toujours possible d'introduire des plantes des régions plus sèches comme les petits mils et l'arachide car l'essentiel pour elles, ce n'est pas tant l'ampleur des précipitations que la durée du cycle végétatif. Ainsi, peut-on constater la profonde unité de l'agriculture sénégalaise.

Que pouvait-elle offrir aux Européens en ce milieu du XIXe siècle ? Peu de choses en vérité : essentiellement le mil et le riz indispensables à l'approvisionnement des villes et des escales commerciales. Le coton et l'indigo

assez largement répandus avaient nourri autour des années 1820 des espoirs vite déçus, ils n'étaient cependant pas définitivement écartés de leurs préoccupations. Le seul produit de l'agriculture qui commence à susciter leur intérêt, c'est l'arachide qui apporte une réponse satisfaisante aux besoins croissants de l'Europe en matières grasses. Entre 1840 et 1850 les progrès réguliers de cette graine introduite en Afrique par les négriers portugais permettent de penser qu'elle assurera bientôt le relais du seul produit sur lequel se joue l'économie du Sénégal : la gomme récoltée par les Maures au nord du fleuve. La valeur des exportations ne dépendra plus des seuls aléas de la cueillette mais aussi des vicissitudes de l'agriculture. Les commerçants européens avaient été jusque là surtout attentifs à la précocité, à la force et à la régularité du vent d'est responsable de l'exsudation de la gomme, ne s'inquiétant que médiocrement des variations des récoltes de mil qui n'affectaient que l'alimentation des indigènes alors que la leur était pour la plus large part importée de France. Désormais, les irrégularités des pluies en retentissant sur le volume des arachides exportées les concernaient directement. Or il faut reconnaître que plus on s'élève en latitude, plus la vulnérabilité de l'entreprise agricole est grande. En effet, plus les pluies sont modestes, moins elles sont assurées et plus s'aggrave leur irrégularité (22). On peut estimer qu'au nord du

---

(22) Voici quelques chiffres extrêmes tout à fait révélateurs: de 1920 à 1960 ils ont été respectivement de 927 et 2031 mm à Ziguinchor, de 524 et 1276 mm à Kaolack mais de 239 à 865 mm à Louga. PELISSIER (P.), op.cit., 1.12), pour trois stations du fleuve nous avons les renseignements suivants : Rosso (période 1934-1952) 106 et 315 mm Podor (période 1918-1954) 98 et 308 mm et Matam (période 1919-1954) 255 et 522 m. La Moyenne vallée du Sénégal P.U.F., Paris, 1962, 368 p. le chapitre sur le milieu naturel est dû à C. LAURENT.

Saloum la vie agricole connaît une insécurité d'autant plus menaçante que s'amenuisent les précipitations. Pour Pélissier, le Saloum peut être regardé

> "comme une limite au nord de laquelle les pluies représentent à l'ouverture de chaque campagne agricole une inconnue dans l'équation des rapports hommes milieu, tandis qu'au sud elles sont une constante si précisément définie qu'elle est en quelque sorte neutralisée" (23)

Or, solidement installés dans le nord, à Saint-Louis, les Français portent avant tout leur attention sur les régions proches de la ville et en particulier sur le Kayor qui depuis quelques années s'efforce de répondre à la demande d'arachides malgré la sévérité des conditions climatiques.

Le rythme climatique s'impose non seulement aux travaux des champs, mais aussi à toute la vie du pays car en schématisant on peut dire qu'à une période d'intense activité agricole succède le temps de la fièvre commerciale. La préparation des lougans commence à la fin de la saison sèche, le tiorone des Wolof. Dans le Kayor et le Baol elle débute fin avril, soit un mois, un mois et demi avant l'apparition des premières pluies. Dans le sud, la précocité de l'hivernage avance de quelques semaines ces travaux. Ils consistent en un simple nettoyage du sol pour les champs cultivés l'année précédente et en un véritable défrichement pour les plus longues jachères. Les herbes, les chaumes et les branchages des arbres élagués sont mis en tas, brûlés et leurs cendres répandues ensuite comme engrais. A la mi-juin commencent les semis qui se poursuivront jusqu'à la fin juillet. C'est pendant cette période que se joue le sort de la récolte. Si à la rigueur le mil peut être semé en terrain sec,

---

(23) PELISSIER (Paul), op. cit., p. 12.

l'arachide exige un sol suffisamment arrosé. Les semis les plus précoces sont d'expérience les plus productifs mais pour cela il faut qu'ils soient assurés d'un rythme régulier de précipitations. C'est donc un véritable pari que font souvent les agriculteurs. Pour satisfaire la demande croissante des Européens, les paysans sénégalais seront de plus en plus tentés de donner la priorité à l'arachide et en conséquence d'avancer ou de retarder l'ensemencement des champs de céréales risquant ainsi de compromettre leur nourriture quotidienne et l'approvisionnement des villes. Viennent ensuite les sarclages nécessaires pour assurer aux cultures leur meilleur développement. Les travaux intensifs de ces premiers mois d'hivernage exigent des efforts d'autant plus pénibles que les réserves de vivres sont souvent épuisées. C'est alors que le commerçant entre en scène proposant pour franchir cette période de difficile soudure des prêts qui hypothèquent la récolte future.

Fin août, la cadence des travaux se ralentit et septembre offre un répit relatif. A la fin du mois, les premiers épis de mil hâtif viennent améliorer la situation alimentaire. La récolte demande un nouvel et sérieux effort. Elle s'échelonne du début d'octobre à la mi-novembre pour l'arachide et il est préférable de l'effectuer avant la fin des pluies sinon la terre durcie rend l'arrachage difficile et occasionne des pertes. Il faut procéder au battage et au ventilage afin que les graines soient aptes à la vente. Parallèlement à la récolte de l'arachide on s'affaire à celle du mil. Les travaux agricoles se terminent dans l'allégresse provoquée par le retour d'une abondante nourriture et l'ouverture prochaine de la traite.

Pendant de longs mois l'activité fébrile des commerçants va désormais contraster avec le repos des paysans. La traite peut révéler des visages divers selon les lieux et les produits, être plus précoce ou plus tardive, plus brève

ou plus longue, mais elle est toujours pour les hommes l'occasion de déplacements et de rencontres que la sécheresse de la saison favorise. La traite, ce n'est pas seulement le drainage des produits destinés à l'exportation, mais aussi le débouché massif des marchandises arrivées d'Europe. Au début des premières pluies, les escales et les factoreries se ferment ; les traitants et leur personnel rallient les villes qui les attendent avec impatience. La traite de la gomme, la plus importante et la plus noble de toutes les traites en ce milieu du XIXe siècle impose son rythme à la vie saint-louisienne. A son retour on en dresse le bilan, puis s'effectuent les réglements entre traitants et négociants. C'est en fonction de la traite de la gomme que les autorités ont décidé de fixer au 31 juillet la date officielle de l'échéance des billets à ordre et de tous les paiements importants (24). Si les résultats de la traite ont été satisfaisants, les réjouissances se multiplient et les achats vont bon train : étoffes et bijoux en particulier. Le retour des escales est aussi le meilleur moment pour vendre un terrain ou une maison car l'argent est alors abondant et les acheteurs éventuels plus nombreux. Une fois les comptes terminés quelques Européens partent pour la France afin de préparer la prochaine traite et d'échapper aux rigueurs de l'hivernage : cette migration saisonnière très faible au milieu du XIXe siècle prendra quelque ampleur lorsqu'une ligne de paquebots assurera des relations régulières entre la colonie et la métropole.

---

(24) Le tribunal de 1ère instance de Saint-Louis le rappelle dans un jugement de 1843. Tous les règlements doivent donc être effectués, à cette date s'ils sont stipulés en produits, un délai de quinzaine est cependant accordé s'il s'agit de paiement en espèces.

Ainsi, le climat impose ses rythmes rigoureux à l'économie du Sénégal divisant l'année en deux : le temps des travaux agricoles et le temps des transactions commerciales. Cependant, la vallée du Sénégal par sa profonde originalité, nuance de variations importantes ce simple schéma.

b) Le fleuve Sénégal : son rôle dans l'histoire

La vallée du Sénégal au travers des siècles a joué un rôle de première grandeur. Coulée de vie agricole et pastorale au milieu de régions désertiques, elle a attiré les hommes et a été le théâtre d'importants brassages ethniques. De bonne heure sur ses rives des états ont vu le jour comme le Walo et le Tekrour. Elle a subi l'influence des empires du Ghana et du Mali et à plusieurs reprises depuis l'épopée des Almoravides, elle a été secouée par des mouvements politico-religieux. Le commerce a été stimulé par l'arrivée des Arabes et le fleuve est devenu avec le Niger un des axes essentiels du trafic de l'Ouest africain (25). En 1445, les Portugais repèrent l'embouchure du Sénégal et bientôt leurs navires remontent jusqu'au Fouta et même au-delà, inaugurant l'ère du commerce européen. Au milieu du XVIIe siècle, les Français s'installent à demeure à l'entrée du fleuve et font de celui-ci le centre de leur trafic d'esclaves et de gomme. En 1850, alors qu'en général les Européens n'ont de relations politiques et commerciales qu'avec les régions côtières, les Français ont noué avec les populations riveraines du Sénégal des contacts nombreux et suivis ; de plus en

---

(25) Al-Idrisi au XIIe siècle parle des embarcations venant charger le sel à Awlil et remontant le Sénégal pour en approvisionner les populations riveraines, cf. MAUNY (R.) Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen-Age, I.F.A.N., Dakar, 1961, p. 407.

plus conscients de la valeur de cette voie de pénétration vers l'intérieur, ils sont à la recherche d'une ligne de conduite capable de leur en assurer la maîtrise. A Saint-Louis, on emploie couramment l'expression le Fleuve pour désigner les pays bordant le Sénégal, témoignage de l'importance du lien qu'il établit entre eux et de son rôle dans l'histoire. Nous la reprendrons à notre compte.

Le Sénégal, long de près de 1800 kilomètres se nommé Bafing dans sa partie supérieure. Il prend sa source au coeur du Fouta-Djalon à 850 mètres d'altitude près de Mamou. A Bafoulabé, - rencontre de deux rivières en bambara -, il reçoit le Bakoy grossi du Baoulé qui viennent des plateaux situés au nord-ouest de Siguiri. A gauche, la Falémé née également dans le Fouta-Djalon, longue de 400 kilomètres vient le rejoindre en amont de Bakel. Là se termine son cours supérieur qui, comme celui de ses affluents s'encaisse dans des roches anciennes et dévale une forte pente (92 mètres d'altitude à Bafoulabé, 25 mètres à Kayes et 15 mètres à Bakel à 800 kilomètres de la mer), coupée de seuils et de rapides comme ceux de Gouïna d'abord et du Félou ensuite. A Bakel, le fleuve dégagé de l'étreinte du socle primaire entre dans un ancien golfe et sa pente devient à peu près insensible : 0 m 025 par kilomètre contre 0 m 5 en amont. Il décrit un vaste arc de cercle en s'infléchissant vers l'ouest. Il circule dans une vallée alluviale modelée au cours des siècles et large de dix à vingt-cinq kilomètres. Inondée au moment des crues, elle est encombrée par un lacis de bras morts et de marigots. L'un d'entre eux, celui de Doué enserre avec le fleuve de Saldé à Podor la vaste "île à morfil" (26). A Dagana commence le delta, l'eau s'écoule sur un sol sans pente et se

---

(26) Terme qui désigne l'ivoire non encore travaillé.

déverse dans de multiples marigots et dans deux lacs, celui de Kayar ou de R'Kiz sur la rive droite et celui de Guiers ou de Paniéfoul sur la rive gauche par deux affluents-défluents, respectivement le marigot de Koundi et la Taouey. Le fleuve est ensuite détourné vers le sud par un long cordon littoral.

Le régime du Sénégal commande toute la vie de la vallée. Il est tropical avec une période de hautes eaux suivie de maigres de saison sèche. Il dépend pour l'essentiel des pluies qui tombent sur le bassin supérieur car dans la partie aval, le fleuve traverse une région de climat sud-sahélien aux précipitations faibles et ne reçoit le secours d'aucun affluent véritable. La crue s'amorce en mai dans le Bafing et la Falémé mais ce premier flot est absorbé entre Bakel et Matam par des cuvettes limitées par des seuils. Fin juin - début juillet, l'eau monte rapidement à Bakel et se répand vers l'aval, l'eau sortant du lit mineur pour emplir les cuvettes qui constituent le lit majeur. Le maximum de la crue est atteint au début septembre à Bakel et vers le 15 octobre à Dagana. La fin des pluies marque le début de la décrue qui se produit dans la seconde quinzaine d'octobre dans le haut fleuve, vers la mi-novembre à Podor et quinze jours plus tard à Dagana (27). D'une année à l'autre, l'ampleur de la crue est très variable. A Bakel le débit peut

---

(27) Voir la moyenne vallée du Sénégal, op. cit. et surtout l'article de L. PAPY dans lequel on trouvera une excellente description de la vallée : La vallée du Sénégal agriculture traditionnelle et agriculture mécanisée, Cahiers d'Outre-mer, n° 16, octobre-décembre 1951, pp. 277-324.

aller de 2.500 m³/seconde à 6.000 m³. Les eaux commencent à se répandre sur les terres de la moyenne vallée quand les cotes 6 m 75 à Bakel et 2 m 50 à Dagana sont atteintes. 300.000 hectares sont inondés dans les années de faible crue et près de 800.000 dans les années de très fortes crues.

Le Sénégal par le régime de ses eaux confère à sa vallée une situation privilégiée sur le plan agricole. On peut, en effet, y pratiquer successivement deux campagnes de travaux, l'une de décrue pendant la saison sèche et une autre pendant la saison des pluies. Une rapide description de la vallée est indispensable pour comprendre comment s'organise l'année agricole. De part et d'autre du lit mineur se trouve le fondé, puissant bourrelet alluvial créé par un exhaussement des bords au moment des crues. Les villages s'installent sur ces hautes terres plus ou moins boisées. Au pied du fondé, des terrains très souvent en pente et appelés palé (singulier : falo) constituent une frange de dépôts limoneux régulièrement enrichis par les crues et jouissant grâce à la proximité des eaux du fleuve d'une humidité bienfaisante. Le walo désigne la large dépression du lit majeur. Il est formé d'une série de cuvettes cultivables au sol argilo-sableux ou siliceux. Enfin le diéri est par opposition au walo, l'ensemble des terres de la vallée qui restent à l'abri de l'inondation. Le diéri est couvert, au milieu du XIXe siècle, de forêts épineuses très denses que Faidherbe sera obligé, quelques années plus tard, de faire éclaircir au sabre d'abattis pour pouvoir assurer la progression de ses troupes (28).

Ainsi, grâce au rythme des pluies et de la crue, le paysan de la vallée se trouve occupé d'une manière plus ou

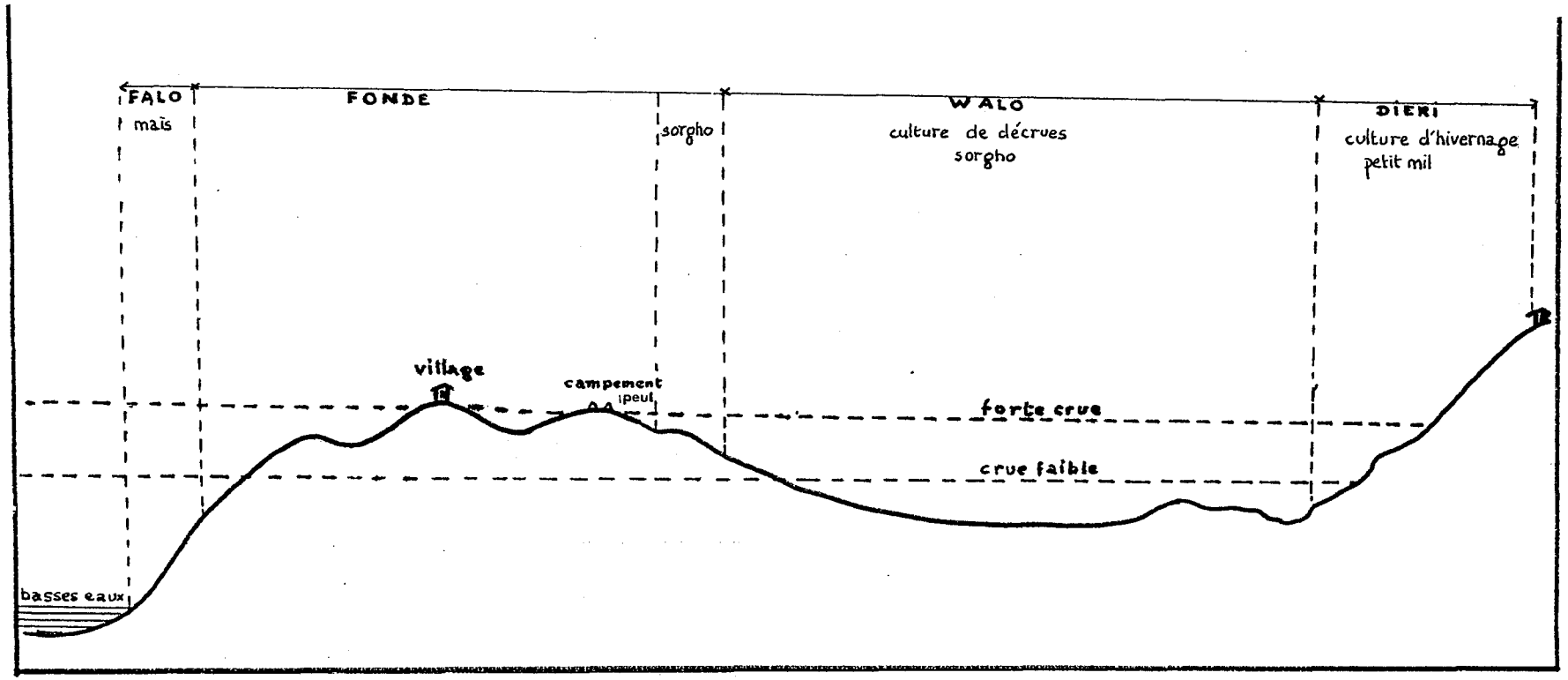
---

(28) TROCHAIN (Jean). Contribution à l'étude de la végétation du Sénégal, mémoires de l'I.F.A.N. n°2, Paris, Larose, 1940, p. 185.

CARTE N° 3

COUPE DE LA VALLEE DU SENEGAL

d'après L. Papy



moins intense toute l'année à la différence des autres cultivateurs. Dans l'ensemble, les cultures de décrue, ont une importance sensiblement plus grande que celles de l'hivernage, mais les différences apparaissent selon les secteurs de la vallée, par exemple en amont de Matam, les terres de walo deviennent plus rares par suite du resserrement de la vallée et de pluies plus abondantes pour les cultures d'hivernage. Le calendrier agricole pour les cultures du walo varie selon les années et les régions. D'une part, une forte crue en retardant le retrait des eaux repousse la date des premiers semis et risque d'exposer la récolte aux vents desséchants de l'est et d'autre part, la baisse des eaux permet en amont de commencer les travaux plus tôt qu'en aval. Les semis s'échelonnent ainsi d'octobre à novembre-décembre et les récoltes de février à juin. On y cultive surtout du gros mil, des niébé et du maïs. Les activités des paysans du fleuve pendant l'hivernage sont tout à fait comparables à celles des cultivateurs des autres régions. Les travaux répartis de juin à novembre sont consacrés avant tout au petit mil, mais on y pratique aussi quelques cultures d'importance secondaire (maïs, niébé, indigo, coton). Le fleuve apparaît avant tout comme le pays traditionnel du mil, ce "blé de la Sénégambie" selon Bouët-Willaumez ; à ce titre il constitue le véritable grenier de Saint-Louis. Il faut noter que sur les rives du haut Sénégal et de la Falémé, des cultures d'arachides commencent à alimenter quelques transactions commerciales.

La vallée avait un vieux renom de richesse agricole. Au XVIIIe siècle, le P. Labat n'avait-il pas comparé le Sénégal au Nil à cause de ses crues périodiques et le botaniste Adanson vanté la variété et l'étendue de ses ressources ? Dans la première moitié du XIXe siècle, administrateurs et voyageurs ratifient ces jugements favorables. Le gouverneur Schmaltz dans son enthousiasme va jusqu'à prétendre que les bords du Gange ne lui avaient pas paru plus fer-

tiles et Raffenel au cours de sa première exploration évoque la fécondité du sol, les champs bien cultivés, l'abondance des récoltes et les possibilités de développement des cultures en particulier dans l'île à morfil (29). Le journaliste Jules Duval a bien exprimé ce courant d'opinion si fréquent au milieu du XIXe siècle et générateur de trop d'illusions dangereuses :

> " Le fleuve donne vie et fortune ... Si les Grecs et les Romains avaient connu le Sénégal, ils l'auraient personnifié comme le Nil et le Tibre sous la forme d'un dieu bienfaisant versant de son urne intarissable aux humains groupés à ses pieds les flots qui fécondent une terre nourricière. Cette harmonie doit être toujours présente à l'esprit de quiconque veut comprendre l'histoire du Sénégal, elle seule en donne la clé" (30).

Bouët-Willaumez, plus réaliste, avait vu juste quand il affirmait que "les débordements périodiques du fleuve sont loin de féconder la terre comme ceux du Nil", mais à cette époque les esprits prisonniers du mythe de la richesse du Sénégal n'étaient pas prêts à entendre sa voix (31). Les

---

(29) Schmaltz à ministre, 8 juillet 1817, lettre citée par Hardy (G.) La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1854, Paris, Larose, 1921, p. 39.
RAFFENEL (A). Voyage dans l'Afrique occidentale, Paris Arthus Bertrand, 1846, p. 31-32.

(30) DUVAL (J.) : La politique coloniale de la France : le Sénégal, Revue des Deux Mondes, 1er octobre 1858.

(31) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite des Noirs aux côtes occidentales d'Afrique, Paris, Imprimerie Nationale, 1848, 230 p.

études scientifiques entreprises de nos jours lui donnent raison en faisant remarquer que le Sénégal n'apporte que 100 à 150 grammes de dépôts par m^3 contre 1,5 kg pour le Nil (32).

La navigation indispensable à un commerce actif dépend du régime du fleuve et des particularités de son cours. Podor à plus de 250 kms de Saint-Louis marque à peu près la limite de la navigation pendant la saison sèche. Par contre Bakel et Médine ne peuvent être atteintes que grâce à la crue. Les navires de faible calaison commencent à remonter le fleuve dans les derniers jours de juillet et au début d'août, suivis une quinzaine de jours plus tard par des navires plus importants. Ceux-ci doivent redescendre dès la fin octobre, tandis que ceux-là attendent la seconde quinzaine de novembre et le début de décembre. Ce rythme fluvial impose deux conséquences à la fois politiques et commerciales. La plus importante concerne l'interruption pendant près de huit mois des relations entre Saint-Louis et le haut fleuve, c'est dire que pendant cette longue période il ne peut être question ni de porter secours à des postes et à des établissements commerciaux menacés, ni d'en assurer l'approvisionnement en marchandises et l'évacuation des produits. La seconde implique la recherche d'une utilisation maximum du temps de crue par une adaptation du matériel. Il s'agit donc de disposer de nombreuses embarcations de faible tirant d'eau, mais ce faisant on multiplie les risques d'attaque aux passages difficiles et on élève le coût du transport.

Au milieu du XIXe siècle, la navigation s'arrête sur le Sénégal aux cataractes du Félou, proches de Médine et à

---

(32) PAPY, article cité.

Sénoudébou sur la Falémé (33). Les bancs sableux et les seuils rocheux comme celui de Mafou, à 35 kms en amont de Podor rendent difficile la navigation. L'échouage est un accident fort commun aux dires de Raffenel et les pilotes ne peuvent guère l'éviter car la crue déplace tous les ans les bancs de sable. Il en résulte souvent des avaries et toujours du retard. La navigation est extrêmement lente pour les bâtiments à voile. Les brises irrégulières en force et en durée et les nombreuses sinuosités du fleuve qui contrarient l'action d'une brise même constante exigent l'emploi de la touée ou de la cordelle. Marcher à la touée consiste à aller avec une chaloupe mouiller une ancre en avant du navire et à reporter à bord le bout du cordage auquel elle est amarrée, des marins le saisissent et le tirent en chantant jusqu'à ce que le bâtiment arrive à l'endroit où l'ancre est mouillée, ils la lèvent alors et recommencent plus loin les mêmes opérations. Le courant est parfois si puissant qu'il constitue un sérieux obstacle à la remontée. Raffenel signale qu'en 1843 le bâtiment à vapeur l'Erèbe dut larguer un des navires qu'il remorquait

> "car les courants étaient d'une telle force que par instants sa machine ne servait qu'à combattre leur puissance sans faire avancer le navire d'un mètre" (34).

Dans ces conditions la durée du voyage de Saint-Louis à Bakel est très variable. Raffenel déclare avoir mis seize jours mais c'est sans doute un exploit car la moyenne se

---

(33) La navigation sur la Falémé jusqu'à Sénoudébou n'avait débuté qu'avec la construction du poste en 1844. Sur les chutes du Félou voir HAIR P.E.H., The Falls of Felou. A bibliographical exploration, History in Africa, n° 11, 1984, pp. 113-130.

(34) RAFFENEL (A.), op. cit., p. 70.

situe selon l'abbé Boilat et Carrère autour de trente-cinq à quarante jours (35). Au milieu du XIXe siècle le commerce n'utilise que des bâtiments à voile alors que depuis longtemps déjà l'Etat a doté sa station navale de quelques unités à vapeur (36).

L'hydrographie du Sénégal restait en ces années 1850 bien mal connue. Pourtant l'administration consciente de l'importance de cette voie commerciale avait à plusieurs reprises envoyé des missions d'exploration mais les résultats avaient toujours été des plus modestes. En 1818, l'ingénieur géographe Chastellus qui accompagnait le capitaine de frégate de Mélay chargé de renouer les contacts avec le haut-fleuve devait étudier les conditions de navigabilité du Sénégal et de ses affluents les plus importants comme la Falémé, le caractère exact des rapides du Félou et les voies fluviales d'accès dans le haut pays. Mais Chastellus succombe bientôt à Bakel. Le travail fut repris quelques années plus tard sous l'aiguillon de l'emploi de la vapeur. Une carte sommaire fut construite à la suite de trois campagnes : 1827-1828 et 1829 pour le service des bateaux à vapeur "indiquant les endroits où l'on trouve des forêts de bois propres à la machine et les lieux où il y a danger d'échouer" (37). Au

---

(35) BOILAT (abbé). Esquisses sénégalaises, Paris, A. Bertrand, 1853, p. 442.
CARRERE (F.) et HOLLE (P.). De la Sénégambie française, Paris, Firmin-Didot, 1855, p. 149.

(36) Déjà en 1824 un bateau à vapeur parcourait le fleuve car Caillié nous rapporte qu'il en a utilisé un en août pour aller de Podor à Dagana
CAILLIE(R.) Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné Paris, Imprimerie Nationale, 1830, réédition en 1965 par les éditions Anthropos, t.1, p. 46.

(37) Collection du service hydrographique de la marine, Bibliothèque Nationale, division 3, portefeuille 111, pièce 24, carte du fleuve Sénégal.

milieu du siècle, pour échapper aux servitudes de cette navigation dangereuse et intermittente, l'idée d'une canalisation du fleuve fut lancée au cours des discussions de la commission chargée par le ministère d'inspecter les postes du fleuve et de prévoir la construction d'établissements nouveaux. Devant le conseil d'administration, en juin 1848, on avait insisté sur l'importance qu'aurait pour le commerce des travaux exécutés en certains endroits pour rendre le fleuve navigable en toute saison. Le gouverneur Duchâteau fait sienne cette suggestion car "les conséquences en seraient une existence toute nouvelle et un avantage incalculable pour la colonie", mais il la considère par suite de la situation politique sur le fleuve comme inopportune et inexécutable. Cependant,il se déclare prêt à faire entreprendre dès que possible les explorations préparatoires (38). C'est ainsi que le sous-ingénieur hydrographe Ploix fut chargé de relever d'une manière précise le tracé du fleuve. Il ne put mener son travail que jusqu'à Podor et encore depuis le marigot de N'Dor, à quelques lieues au-dessus de Dagana, manquait-il d'exactitude. Ainsi le problème restait-il entier puisqu'en 1850, il n'existait aucune carte régulière du Sénégal et des pays qu'il arrose et cette carence fut vivement déplorée quelques années plus tard lorsque débuta l'application de la nouvelle politique française (39).

---

(38) Conseil d'administration, 5 juin 1848, délibération 19. A N S O M. Sénégal VII 26 bis 9 ; gouverneur par interim à ministre, 9 juin 1848, n° 232, A N S A O F 2 B 27.

(39) Le lieutenant de vaisseau Brossard de Corbigny traçant en 1856 le programme d'une reconnaissance hydrographique du fleuve et de ses affluents parle de l'ignorance complète dans laquelle on se trouve. A.N. S.O.M. Sénégal III 8.

En définitive, à cette époque et pendant de longues années encore tant que le développement du haut fleuve restera médiocre, le trafic d'hivernage, malgré ses imperfections pourra suffire. Ce n'est qu'à la fin du siècle avec la conquête et les débuts de la mise en valeur du Soudan que les insuffisances du fleuve seront ressenties comme autant de goulots d'étranglement du progrès économique.

A côté de la primauté écrasante du Sénégal, les autres voies d'eau ne jouent qu'un rôle modeste. Le Saloum n'est plus qu'un bras de mer alors que vraisemblablement il était autrefois un véritable fleuve comme tendrait à le prouver la vallée sèche qui le prolonge sur près de 70 kms. Le Saloum s'avance dans l'intérieur des terres en un cours parsemé de bancs de sable ou de vase, coupé de seuils et de plus en plus sinueux à mesure qu'il se rétrécit. La navigation possible jusqu'à Kaolack à 112 kms de la mer n'en est pas moins difficile et l'accès de la rivière est rendu dangereux par la barre et par le déplacement fréquent de passes mal repérables dans une embouchure très large. A Foundiougne le Saloum reçoit un affluent, le Sine, qui peut être remonté jusqu'à Fatick par des navires à fond plat. Une étude hydrographique ne s'était pas révélée indispensable tant que les goëlettes de Gorée furent capables d'assurer tous les transports du commerce, mais les choses allaient bientôt changer à la fin des années cinquante avec l'arrivée des navires d'Europe qui réclamaient une indispensable sécurité (40).

A la différence du Saloum, la Gambie est un vrai fleuve long de 850 kms qui prend naissance dans le Fouta Djalon à 1100 m d'altitude, au nord de Labé. Son cours supérieur avec sa forte pente et son profil irrégulier coupé de rapides rappelle celui du Sénégal. A près de 700 kms

---

(40) Le premier croquis sera dressé sous la direciton de Pinet-Laprade d'après les travaux hydrographiques du lieutenant de vaisseau Vallon en 1859.

de l'océan le fleuve n'est plus qu'à 180 m., il décrit ensuite de nombreux méandres et se termine par un vaste estuaire large de 12 kms. Les premiers aventuriers européens avaient signalé l'intérêt qu'offrait la Gambie comme voie de pénétration vers l'intérieur et vers les pays de l'or en particulier. Mungo Park l'avait utilisée au cours de ses deux retentissants voyages. Le fleuve dispose en outre de deux sérieux atouts ; la facilité d'accès grâce à l'absence de barre et la profondeur du lit permettant la remontée des navires d'Europe jusqu'à l'île Mac Carthy à 275 kms de l'océan. Les rapides de Barrakounda à proximité de la frontière actuelle marquent la limite de la navigation (31). Malgré tous ces avantages la Gambie n'est activement fréquentée que dans la partie inférieure de son cours. Ainsi, l'Angleterre n'a pas cherché, au contraire des Français avec le Sénégal, à profiter des possibilités qui lui donnait le fleuve pour nouer des contacts avec les populations de l'intérieur. L'intérêt porté avant tout à la colonie de Sierra Leone et la présence des concurrents français à Albréda peuvent expliquer cette attitude (42). Les facilités

---

(41) Le dernier point atteint par les chalands est Koina à 483 kms de Sainte-Marie de Bathurst.

(42) Alors que les gouverneurs français et leurs représentants effectuaient de fréquentes tournées sur le Sénégal, c'est exceptionnellement que le gouverneur Mac Donald remonta en 1848 la Gambie jusqu'à Barrakounda, puis il gagna par terre le Tenda. Même différence fondamentale sur le plan commercial : alors que les Français ont des intérêts importants dans le haut fleuve, les Anglais n'ont qu'un très modeste établissement à Mac Carthy.

offertes par la nature ne suffisent pas à sceller le destin d'une région.

La Casamance, longue de 300 kms environ n'est à Kolda qu'un maigre ruisseau n'ayant pas plus de 20 cm d'eau en saison sèche. A Sédhiou, elle devient une ria navigable que remonte l'eau de mer. Elle reçoit ensuite le Soungrougrou à droite et après Ziguinchor le trait géographique le plus important est l'existence d'un réseau de marigots qui communiquent avec le fleuve. La Casamance a en commun avec le Saloum une pente faible, un courant insignifiant sauf là où elle se rétrécit et un large estuaire aux rives envasées. Ici, comme souvent la navigation est délicate. Il faut d'abord franchir la barre par une passe étroite et changeante, puis affronter un cours sinueux encombré de nombreux bancs et peu profond en amont de Ziguinchor. Seuls les navires de faible tirant d'eau peuvent atteindre Sédhiou, ce qui exclut les bâtiments venus d'Europe. Au-delà, les transports fluviaux sont encore possibles mais seulement par chalands ou par pirogues. La géographie de la Casamance et des régions qui la bordent commence à se préciser grâce aux observations de Bocandé, un commerçant établi dans la zone de l'estuaire et à l'exploration du lieutenant de spahis Hecquard qui en 1850 a parcouru la rivière en amont de Sédhiou, mais aucune étude hydrographique n'a été entreprise. Bientôt, les progrès du commerce rendront indispensables un service de pilotage à l'entrée et un balisage convenable de la vallée. Mais la Casamance, comme le Saloum, constitue une simple artère commerciale et non une voie d'accès vers l'intérieur.

c) L'Océan et ses rivages

L'Océan Atlantique n'a été ouvert à la circulation maritime que très tardivement par les découvertes portugaises du milieu du XVe siècle. En effet, les populations

côtières ignoraient tout des conditions de la navigation hauturière comme l'illustre la fameuse tentative de l'empereur du Mali, Abou Bakr,au début du XIVe siècle. Selon Al Omari il aurait lancé deux expéditions pour reconnaître les limites de l'Océan. Ce fut un désastre complet et le souverain qui s'était mis à la tête de la seconde ne revint jamais. Les pirogues qui vraisemblablement partirent de la Gambie, démunies de voiles ne pouvaient que se perdre en haute mer. Les navigations antiques ont excité l'imagination des historiens et le fameux périple de Hannon a alimenté d'innombrables controverses. Aujourd'hui, à la lumière des recherches récentes ce vieux mythe a sombré et M. Mauny n'hésite pas à parler "de gigantesque bluff" (43). Les Anciens qui n'ont pas dépassé les Canaries et les caps Juby et Bojador ignoraient tout des côtes de l'ouest africain. La situation ne fut pas modifiée par l'arrivée des Arabes et l'on ne peut manquer d'être frappé par le surprenant contraste qui oppose les côtes occidentales du continent noir privées de vie et les côtes orientales animées par le commerce maritime. L'explication fondamentale réside dans les conditions météorologiques de la navigation. Après avoir rencontré des vents favorables de Gibraltar aux Canaries, le marin entre dans le domaine des alizés qui soufflent toute l'année nord-est - sud-ouest jusqu'au Sénégal. Après la presqu'île du cap Vert, les vents sont variables et il faut craindre les calmes équatoriaux. Le retour vers le nord constitue le grand problème puisqu'il fallait être capable d'affronter des vents forts et constants (44). La marine arabe n'était pas en mesure de le faire et ce n'est qu'au XVe

---

(43) MAUNY (R.). Les siècles obscurs de l'Afrique noire, Paris, Fayard, 1971, 314 p.

(44) Au contraire, dans l'océan Indien, l'alternance des moussons facilitait des voyages entre la côte orientale de l'Afrique et l'Inde.

siècle que les Européens purent s'y risquer à la suite des perfectionnements apportés aux navires et à la navigation à la fin du Moyen-Age. Le retour était rendu désormais possible soit en tirant des bords le long de la côte, soit en prenant la route du large pour prendre le contreflux des latitudes moyennes. C'est cette dernière route, découverte par les Portugais, après bien des tâtonnements qui est encore utilisée par la marine à voile au milieu du XIXe siècle (45). Cette route varie selon les mois de l'année mais se tient toujours dans les mêmes parages entre le 30° et le 40° à l'ouest de Greenwich au 20° de latitude nord et entre les 35° et 45° au 30° nord. Ainsi la route d'aller est-elle plus courte que celle du retour : 2320 milles contre 2811 en moyenne de Bordeaux au Sénégal (46).

Au milieu du XIXe siècle la durée des voyages demeure longue et irrégulière. Il faut en moyenne aux voiliers une

---

(45) Sur ces problèmes de navigation, consulter MAUNY (R.). Les navigations médiévales sur les côtes sahariennes antérieures à la découverte portugaise, Centro de Estudios historicos ultramarinos, Lisboa, 1960, XV-151 p. La thèse de Mauny a été critiquée par Raoul LONIS : Les conditions de la navigation sur la côte atlantique de l'Afrique dans l'Antiquité ; le problème du retour in L'Afrique noire et le monde méditerranéen dans l'Antiquité, pp. 147-162, NEA, Dakar, 1978.

(46) D'après de KERHALLET : Considérations générales sur l'océan Atlantique et instructions particulières sur la navigation sur la côte occidentale d'Afrique, Paris Ministère de la Marine,1851, 68 p. Cet ouvrage fait la synthèse des travaux antérieurs tant anglais que français, parmi ces derniers à signaler, BOUET-WILLAUMEZ, Description nautique des côtes de l'Afrique occidentale, Paris, Imprimerie Nationale, 1845.

vingtaine de jours pour joindre Bordeaux au Sénégal (en 1853, le Mixte mettra douze jours et l'Abel quarante deux) et un mois au départ du Havre ou de Marseille. Les retours exigent encore plus de temps du fait d'une plus grande distance à parcourir, nous l'avons vu, et aussi de l'absence de vents aussi réguliers et aussi puissants que les alizés : il faut compter trente à trente cinq jours pour Bordeaux, une cinquantaine pour le Havre et pour Marseille. Sans doute, les relations entre la France et le Sénégal sont-elles assurées tout au long de l'année mais on note une plus grande fréquence pendant la saison sèche et cela ne saurait étonner puisque c'est alors que d'une part les conditions atmosphériques sont les plus favorables : absence de dangereuses tornades et descente plus méridionale des alizés et que d'autre part, les récoltes étant achevées, les échanges battent leur plein. Il faut aussi éviter dans la mesure du possible aux marins européens les dangers de l'hivernage. La navigation maritime reste prisonnière des rythmes climatiques.

Les particularités du littoral imposent bien d'autres contraintes. Les navires d'Europe longent d'abord la côte mauritanienne inhospitalière et souvent dangereuse. Entre le cap Blanc et le cap Timiris elle demeure élevée et présente de profondes indentations comme la baie du Lévrier et celle d'Arguin ; au sud, elle est basse, constituée par un épais cordon littoral sableux en arrière duquel s'allonge une dépression parallèle au rivage, l'aftout es sahel dans laquelle le Sénégal envoie ses eaux de crue. La côte est souvent inabordable avec ses écueils et ses hauts fonds comme le banc d'Arguin si tristement célèbre par le naufrage de La Méduse en 1816. Un seul mouillage convenable s'offre : Portendick que les Européens ont particulièrement fréquenté pour leur commerce de la gomme au XVIIIe siècle et qu'ils ne dédaignent pas complètement dans la première moitié du XIXe siècle.

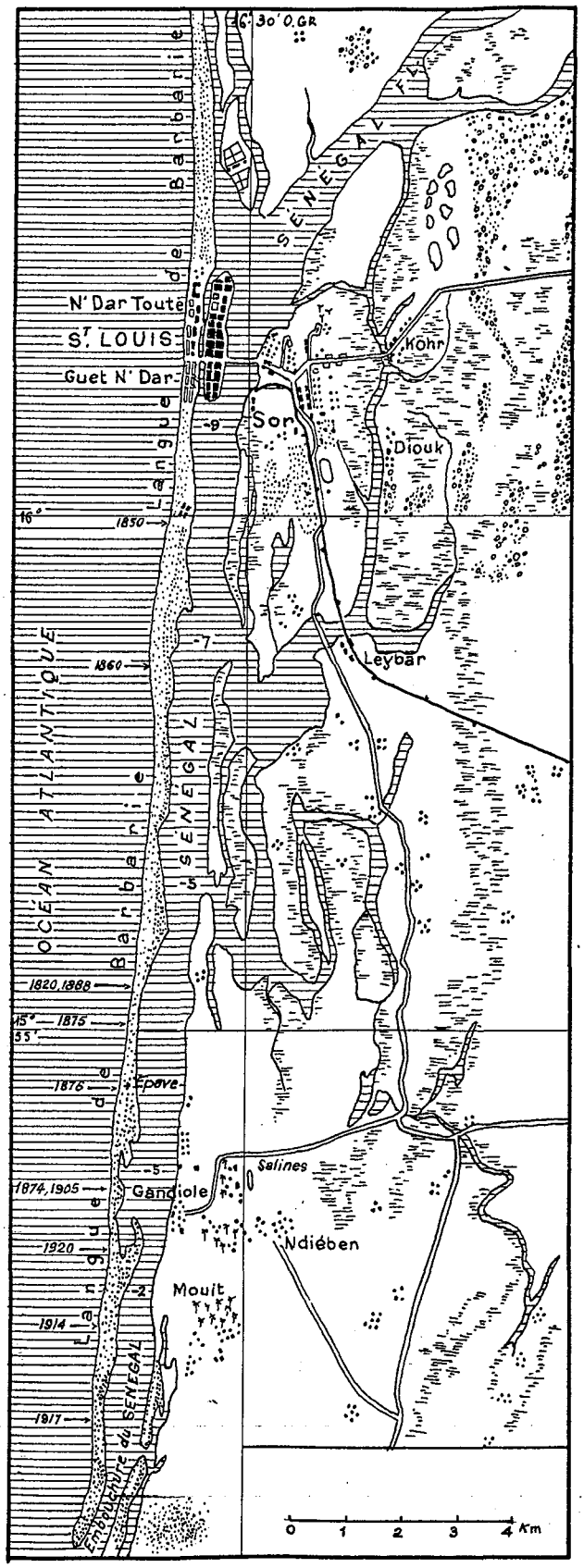
Le puissant bourrelet de sable de la côte mauritanienne détourne vers le sud le Sénégal qui se fraie péniblement un passage vers l'océan. Là se pose pour l'économie sénégalaise un grave problème qui en a compromis pendant longtemps le développement. En effet, la barre constitue un sévère obstacle à l'entrée et à la sortie des navires. Ce que l'on a coutume de désigner sous ce nom recouvre en fait deux phénomènes. Le premier est une houle plus ou moins importante qui peut interdire temporairement tout passage de navires et le second est constitué par l'existence de bancs de sable plus ou moins profonds et souvent mobiles qui rendent toute navigation très délicate. La barre est essentiellement due à l'action de la mer puisque les bancs résultent d'un transport de sables provoqué par la houle du nord-ouest liée aux vents dominants. En cheminant lentement du nord vers le sud les sables ont formé une bande de terre de 200 mètres de large, la "langue de Barbarie" qui sépare le fleuve de l'océan (47). Ce cordon littoral qui dans sa plus grande extension peut atteindre trente kilomètres subit sur une face la pression des eaux fluviales et sur l'autre l'assaut puissant des vagues. C'est ainsi que la levée de sable cède tantôt sur un point tantôt sur un autre à la suite d'un raz de marée. Les variations de la barre sont assez fréquentes. Notons parmi ses différentes positions celles de 1820 à 10 kms 380 de Saint-Louis et de 1827 à 14 kms. En 1850 elle s'établissait plus près de la ville à la Pointe aux Chameaux mais l'année suivante elle se fixa à hauteur de l'extrémité du marigot de Gandiole où elle se stabilisa jusqu'à la fin de 1856 (48). Le chenal présente deux inconvénients majeurs :

---

(47) SECK (Assane) Dakar, métropole ouest-africaine, Dakar, Mémoires de l'IFAN n° 85, 1970, p. 361.

(48) Quelques renseignements sur l'évolution de la barre dans le mémoire du 31 juillet 1846 de Creuly AN SOM D F C Sénégal 459, dans l'article du capitaine de frégate AUBE, le fleuve Sénégal, Revue maritime et coloniale, t.XII, 1864, pp. 266-288. Voir aussi l'étude de BOUQUET de la GRYE, ib. t.LVXXXIX, 1886, p. 515.

CARTE N° 4 L'EMBOUCHURE DU SENEGAL



Extrait de la "Geographie Universelle" Vidal de la Blache Tome XI

une extrême mobilité et une insuffisance notoire des fonds. En effet, dans le détail, il se modifie après chaque marée. Pendant le quatrième trimestre 1867, il était long de 800 m et avait une forme brisée qui obligeait les navires à effectuer un angle brusque de 50 à 60° dans un passage très étroit (49). La profondeur en général de 2 m 50 à 3 m s'accroissait évidemment au moment de la crue. La houle ajoute à ces difficultés et sa puissance varie tout au long de l'année ; on a remarqué que de janvier à avril elle engendre une barre dangereuse quand le courant de fleuve est incapable de l'amortir. La barre est donc moins praticable en saison sèche qu'en hivernage, c'est-à-dire justement au moment où la navigation est plus intense. Il est difficile d'apprécier d'une manière précise le retard qu'occasionne aux navires le passage de la barre car le nombre de jours où elle s'avère impraticable est extrêmement variable d'une année à l'autre pour le même mois (51). Les attentes peu-

---

(49) Rapport du commandant de la Marine au gouverneur. 4e trimestre 1867, A N Marine, BB4 886.

(50) Ainsi en octobre 1856 : 16 jours où la barre est impraticable et 0 en 1857, et pour le mois de novembre 5 et 14, d'après le Moniteur du Sénégal. Il faudrait disposer de longues séries pour établir des moyennes.

(51) En mars 1857 la barre a été impraticable pendant 22 jours. En 1845, un capitaine de commerce s'est plaint d'être resté plus d'un mois devant l'embouchure du fleuve. Ministre à gouverneur, 25 mars 1845, n° 100, A N S O M Correspondance générale 206.

vent atteindre plusieurs semaines et parfois un mois (52). Pour que les voiliers franchissent la barre, trois conditions devaient être remplies à la fois. Il fallait d'abord que la mer soit assez calme pour que le creux des lames ne fit pas talonner ou échouer le navire, ensuite qu'il y ait du vent et que la direction de ce vent permette de gouverner dans le sens du chenal et enfin que le niveau de l'eau soit suffisant (53). Un service de pilotage est installé à proximité de la barre pour guider les navires. L'abbé Boilat nous a laissé une description des délicates opérations du passage :

> "Quand un navire arrive d'Europe ou d'ailleurs, il attend en pleine mer ; s'il vient de Saint-Louis, il mouille,devant le poste du capitaine stationnaire et attend les signaux de la barre. Alors que les pilotes vont sonder et laissent des bouées pour indiquer le passage. Cette opération terminée, le pilote se rend à bord du navire, en prenant le commandement ; les autres pilotes suivent à quelque distance en cas d'accidents : c'est ainsi qu'on entre et qu'on sort" (54).

Afin de communiquer avec Saint-Louis, le poste de pilotage est relié par sémaphores échelonnés sur la "langue de Barbarie".

---

(52) Cf. le rapport du capitaine de Lapradelle publié dans le Lloyd bordelais du 13 avril 1853, il avait quitté Saint-Louis le 8 février et n'avait pu franchir la barre que le 23. "Du 1er octobre 1852 au 16 janvier 1853, il n'est entré dans le fleuve que trois navires et à part ces derniers quatre seulement sont sortis. Cela tenait à l'état de la barre, au manque d'eau ou aux vents contraires, car pour parvenir à entrer ou sortir du Sénégal, les trois conditions des vents, du niveau de l'eau et de l'état de la barre sont nécessaires indispensables".

(53) BOILAT (abbé). op. cit., p. 186.

Les conséquences de ce handicap physique sont lourdes pour l'économie sénégalaise. La relative fréquence des sinistres oblige les assureurs à demander une prime plus élevée (54), l'irrégularité des voyages alourdit les taux de fret et risque de compromettre la préparation d'une campagne de traite (55) et enfin la faible profondeur du chenal exige des navires d'un faible tirant d'eau (56). Evidemment l'administration poussée par le commerce a cherché des remèdes à cette situation. Le plus facile consistait à s'affranchir des caprices du vent en utilisant un remorqueur à vapeur. On y songeait depuis plusieurs années quand en 1842 une étude fut entreprise à ce sujet. Elle conclut qu'en l'état actuel du trafic les frais seraient supérieurs aux

---

(54) En 1851 , année exceptionnelle sans aucun doute, cinq navires se sont perdus sur la barre - rapport au ministre du directeur des Colonies, janvier 1852, A N S O M Sénégal XIII, 27 bis a.

(55) Le taux du fret est en général plus élevé pour Saint-Louis que pour Gorée. Le commentaire sur les statistiques de 1855 signale que le recul est dû en partie au fait qu'en décembre, période d'approvisionnement pour la traite, les navires n'ont pu pénétrer dans le fleuve.

(56) Les annonces des armateurs dans le Lloyd bordelais font état de navires spécialement conçus pour le franchissement de la barre.

recettes. La question reprise,en 1845,n'est pas réglée en 1850 (57). Mais lorsque plus tard sera enfin créé un service de remorquage et que la vapeur se substituera de plus en plus à la voile, le problème du franchissement de la barre ne sera pas résolu pour autant. En effet, au moment où le tonnage des navires augmente régulièrement à travers le monde, l'insuffisance des fonds devient l'inconvénient majeur et c'est tout le problème de l'avenir du port de Saint-Louis qui se trouve posé.

Le littoral au sud du delta du Sénégal n'est pas différent de celui que nous avons rencontré au nord : même bourrelet de dunes façonné par l'alizé à partir des sables accumulés par les courants marins, mêmes dépressions situées en arrière (58). Cependant, celles-ci appelées niaye sont plus humides et conservent des espèces végétales reliques, comme le palmier à huile,qui témoignent d'une phase climatique aux précipitations abondantes. Ces deux cents kilomètres de côte rectiligne constituent une zone marginale sans vie maritime et à l'écart des civilisations paysannes traditionnelles. Cependant, grâce à l'isolement, ce chapelet de dépressions peut offrir aux Européens l'avantage d'une route relativement à l'abri d'incidents graves avec les po-

---

(57) Ministre à gouverneur, 14 décembre 1842, A N S O M Correspondance n° 150. Le 15 juin 1843 Bouët fait part au ministre de l'avis négatif qu'il partage du conseil d'administration et du comité du commerce, lettre n° 214, A N S O M Correspondance générale 206.

(58) Les dunes ont barré l'embouchure de tous les marigots côtiers, par exemple celui de M'Boro qui jusqu'au XVIIIe siècle communiquait avec la mer.

pulations : les courriers reliant Saint-Louis à Gorée l'empruntaient depuis le XVIIIe siècle.

Contrastant avec cette longue côte monotone et inhospitalière la presqu'île du cap Vert apparaît comme un petit monde original avec un relief plus vigoureux et une végétation abondante (59). Elle s'étend, adossée à une ligne nord-sud de hauteurs d'environ 130 à 140 m d'altitude, depuis le village de Kayar jusqu'à l'embouchure de la Somone. Son extrémité occidentale constitue une zone élevée marquée par la présence de reliefs d'origine volcanique mais la formation de la presqu'île apparaît plus complexe que celle d'un simple tombolo reliant les coulées basaltiques au continent ainsi que l'imaginait Richard-Molard (60). Quoiqu'il en soit, cette tête de la presqu'île délimitée par le village de Yoff au nord-ouest et la pointe de Bel-Air au sud-est est la plus intéressante au point de vue de la navigation. On y rencontre les sommets les plus élevés avec les deux Mamelles (100 mètres environ) d'où l'on découvre un vaste horizon marin et les côtes les plus découpées témoignant de la violence de l'attaque de l'océan. La pointe des Almadies constitue l'avancée la plus occidentale du continent africain. Au Sud-est, de la pointe de Fann jusqu'à celle de Bel Air se succèdent les baies les mieux dessinées de la presqu'île tandis qu'à quelques kilomètres au large, les ilôts des Madeleines et de Gorée en surveillent les abords.

---

(59) Le Portugais Dinis Dias, le premier à l'aborder en 1444, lui donna son nom justement frappé par l'importance de sa couverture végétale.

(60) RICHARD-MOLARD (J.) Introduction géographique à l'ouvrage collectif : la presqu'île du cap Vert, Etudes sénégalaises , I F A N , Saint-Louis, 1949, n° 1, et SECK (A.), op. cit., p. 241-248.

Les marins après une longue attente découvraient là les havres dont ils avaient un urgent besoin : le mouillage de Gorée et les anses Bernard et de Dakar délimitées par le cap Manuel et les pointes de la Défense et de Bel Air.

> "En effet sur chacun de ces points la tenue est bonne, les fonds suffisamment profonds, on y est à l'abri de la mer du large qui est le seul danger à craindre de novembre à juin. Pendant les mois d'hivernage de juillet à octobre, les grands bâtiments peuvent prendre sur la rade de Gorée un mouillage qui les met à l'abri de tout danger tandis que les vents de l'est ou du sud de cette saison portent à la côte dans les anses de Dakar et Bernard, et y soulèvent une mer qui peut dans certains cas compromettre la sûreté des navires" (61).

Aussi on comprend que c'est sur Gorée que les Européens jetèrent leur dévolu car non seulement elle offrait en toute saison un abri sûr aux navires, mais surtout parce qu'à l'écart du continent et inhabitée au moment de sa découverte, elle échappait à la pression des populations africaines.

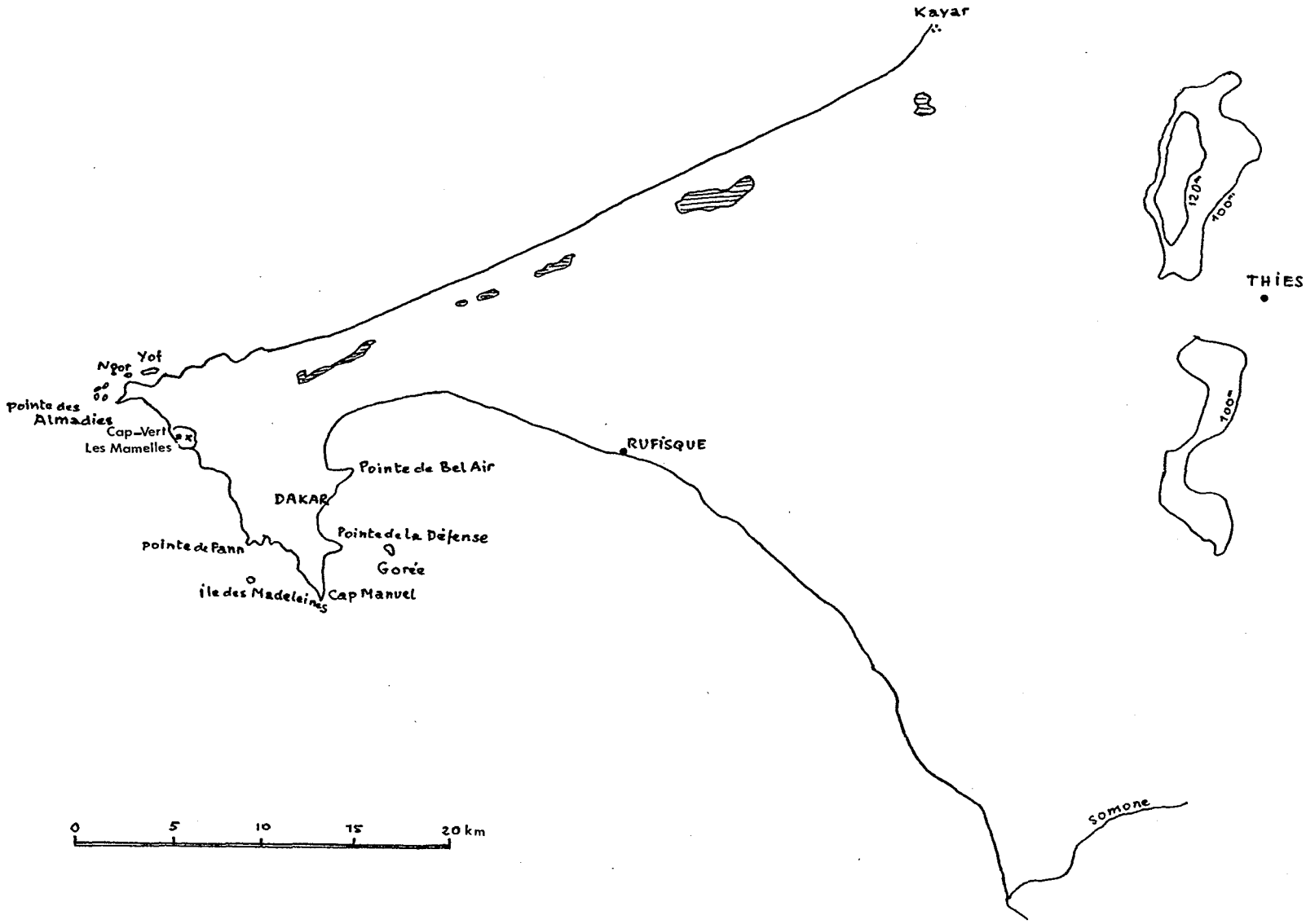
De bonne heure, les Européens prirent conscience de la valeur de la position de la presqu' île. En effet, elle est située au carrefour de routes maritimes qui mènent

---

(61) Rapport de la commission chargée d'étudier la question de la construction d'un barachois à Dakar, 15 janvier 1860 A N A O F P 260 cité par CHARPY (J.) : La fondation de Dakar 1845-1869, collection de documents inédits pour servir à l'histoire de l'Afrique occidentale française. Paris, Larose, 1958, p. 245.

CARTE N° 5

PRESQU'ILE DU CAP-VERT



vers les points de traite de la côte occidentale du continent africain, vers les Indes orientales et vers l'Amérique centrale et méridionale. Avant une longue navigation les navires se procuraient dans cette relâche indispensable les vivres nécessaires. Pendant quatre siècles les Européens purent se contenter de la simple possession de Gorée qui suffisait à leurs besoins, mais au milieu du XIXe siècle le monde est en pleine transformation. La vapeur révolutionne les transports maritimes et les échanges commerciaux entre continents se multiplient. L'Amérique du Sud s'éveille et attire les émigrants, l'Afrique voit progressivement le vieux système des relations avec l'Europe fondé sur la traite des esclaves s'écrouler pour faire place à un nouveau qui consiste à procurer aux puissances industrielles les matières premières dont elles ont besoin. Ainsi, le petit îlot rocheux de Gorée ne paraît plus capable de répondre aux exigences du monde moderne et des esprits audacieux s'étonnent que les magnifiques virtualités qu'offre la presqu'île du cap Vert demeurent inemployées. Au moment où l'on discute de la création de lignes régulières de navigation à vapeur vers le Brésil et le Rio de la Plata la rade de Gorée démontrera vite son impuissance à accueillir les paquebots et à offrir la place nécessaire à la constitution d'un dépôt de charbon. D'autre part, les abords nord de la presqu'île sont dangereux et ne sont pas signalés aux navigateurs qui de plus en plus fréquentent ces parages. De nombreux sinistres se produisent autour de la baie d'Yoff et de la pointe des Almadies. Les villages voisins se sont taillés une belle réputation de pilleurs d'épaves. Ainsi se trouvaient réunies au milieu du siècle les conditions objectives pour une solide implantation sur le continent. Mais si Dakar pouvait de par sa situation exceptionnelle espérer profiter de l'accroissement régulier de la navigation à vapeur, il était plus difficile de se tailler un rôle sénégalais car la presqu'île restait à l'écart des grandes voies commerciales qui du Djolof au Saloum et du Fouta Toro au Sine traversaient le

Sénégal. C'est ce qui explique que, malgré des avantages évidents, la pleine exploitation du site ne se fera que tardivement.

Au-delà de la pointe de Bel Air, nous suivons à nouveau une côte basse et rectiligne sans abris naturels mais où la barre faible ou inexistante permet de mouiller dans d'assez bonnes conditions auprès du rivage. Cette facilité a été depuis les premiers temps de la découverte utilisée pour effectuer la traite avec les populations de Rufisque, de Portudal et de Joal disséminées le long de ce qu'on appelle la Petite Côte. Après la longue flèche de sable de la pointe de Sangomar s'ouvre un monde nouveau qui se poursuivra, jusqu'à la presqu'île de Sierra Leone.C'est la côte à rias typique avec ses anciennes vallées fluviales submergées, ses estuaires qui ne sont que des bras de mer. La marée remonte souvent fort loin dans l'intérieur des terres jusqu'à trente kilomètres et plus. Appelées Rivières du Sud par les Français et Northern Rivers par les Anglais, ces côtes comprennent le Saloum et la Casamance au Sénégal, la Gambie, les rios Cacheo, Geba et Grande en Guinée portugaise, les rios Compony, Nunez et Pongo, le Dubréka et la Mellacorée en Guinée. Monde amphibie avec ses nombreuses îles (les Niominka au Saloum, l'archipel des Bissagos, Los et Matacong entre autres), ses plaines basses en partie marécageuses et son envasement progressif. Les rias qui reçoivent des marigots dessinent d'énormes méandres fréquemment encombrés de bancs. Les immenses étendues de vase noirâtre, le poto-poto sont colonisées par la mangrove à palétuviers. Le cap Verga et la presqu'île du Kaloum constituent les seuls accidents rocheux du littoral. Les Rivières du Sud n'offrent en général que de très médiocres conditions à la navigation. En effet, la présence de brisants et de hauts fonds en rendent l'accès délicat tandis que la sinuosité de leur cours, l'étroitesse et la faible profondeur des chenaux en limitent souvent la pénétration. Bouët-Willaumez a laissé une descrip-

tion précise de ces difficultés particulièrement pour la zone qui s'étend entre le Rio Cacheo et le rio Nunez

> "suite ininterrompue d'îles longues, plates d'un abord difficile, impossible même dans certaines parties à cause des bancs de vase qui en prolongent les contours bien avant dans la mer".

On se trouve en face d'

> "un réseau inextricable de canaux, de marigots peu profonds dans lesquels il n'est souvent de navigation possible qu'à l'aide de pirogues".

D'autre part, "une ceinture de brisants qui unit du côté de la mer tout ce vaste archipel des Bissagos n'en permet les approches qu'à de petits caboteurs" (62). L'embouchure du Rio Pongo est également dangereuse. Heureusement l'ensemble de ce vaste secteur côtier n'est pas uniquement voué aux petits caboteurs. Plusieurs rias comme le Saloum, la Casamance, le Rio Nunez et la Mellacorée peuvent être accessibles à de plus grands bâtiments (63). En l'absence de tout balisage, il est nécessaire d'embarquer à bord un pilote recruté à Gorée et de naviguer avec une extrême prudence sans pouvoir être sûr d'éviter tout accident. Des îles comme Boulam, Los et Matacong, par leur position centrale offrent aux marigots et aux rivières que seules les pirogues et les petites embarcations peuvent parcourir, la possibilité d'un relais indispensable. Au milieu du siècle cette vocation d'entrepôt s'affirme nettement. Malgré les inextricables labyrinthes de ses marigots et la vigueur de sa

---

(62) BOUET-WILLAUMEZ. Commerce ... op.cit., p. 66.

(63) Toujours d'après Bouët, la Mellacorée est "la plus accessible aux bâtiments du commerce car elle est navigable sur un parcours de huit lieues marines pour des bâtiments tirant quatre mètres", ibid. p. 76.

végétation le monde hostile des rivières ne manque pas d'attrait pour ceux qui cherchent à dissimuler leurs activités. C'est ainsi qu'à l'époque où la traite des esclaves était pourchassée par les croisières européennes, les rivières pouvaient offrir aux négriers un lieu d'opérations à l'abri des regards indiscrets. Le fameux Théodore Canot n'a-t-il pas tenté un coup de traite dans le Saloum en 1834 et le Rio Pongo n'est-il pas considéré encore dans les années cinquante comme un repaire de trafiquants de bois d'ébène ? (64). Ainsi, dans la première moitié du XIXe siècle tout ce qui sur le plan naturel apparaît comme des avantages pour le trafic clandestin constitue autant d'entraves pour le commerce licite. Mais avec l'entrée en scène de l'arachide la volonté de triompher de ces dernières va s'affermir et se traduire bientôt par d'indispensables études hydrographiques et par l'établissement de postes de pilotage aux embouchures et d'un réseau de balises dans les rivières.

d) Désert, plaines et montagnes

Le vaste ensemble de plaines que constitue le Sénégal est encadré par deux autres domaines géographiques qui lui ont été intimement mêlés au cours de l'histoire le désert au nord et la montagne au sud-est. Le Sénégal est en contact avec la partie du grand désert saharien qui présente

---

(64) Sur la tentative de Th. Canot, voir DEBIEN (G.). Théodore condamné comme négrier en 1834, Revue française d'Histoire d'outre-mer, T.LVII, n°207, 2e trimestre 1970, p.214-224. PASQUIER (R.). A propos de Théodore Canot, négrier en Afrique, RFHOM, t.LV, 1968, n°200. Sur le Rio Pongo, le témoignage de Protet commandant de la Division navale. Dans une lettre au Ministre datée du 23 avril 1857 il déclare que le Rio Pongo a encore aujourd'hui l'apparence d'un repaire de négriers avec ses marigots sinueux et que pour franchir

le visage le moins farouche (65). En effet, l'influence océanique s'exerce ici sans être gênée dans son expansion jusqu'aux plateaux du Tagant et de l'Adrar. Elle se manifeste par la présence de pluies d'été (de juin à août). A ces pluies de moins en moins régulières vers le nord s'ajoutent quelques précipitations d'hiver caractéristiques du Sahara septentrional et qui atteignent en biais l'ouest du Trarza. La Mauritanie se trouve donc favorisée et l'isohyète de 150 mm qui marque en gros le passage du climat sahélien au climat saharien s'établit au nord de Nouakchott et de Tidjikja soit deux cents kilomètres plus au nord qu'à Walata. Cette limite se traduit aussi dans la végétation : le cram-cram, petite graminée piquante de la zone sahélienne cède la place au had, typique du désert. Ainsi, rencontre-t-on dans le sud des pâturages beaucoup plus riches qui peuvent accueillir non seulement des chameaux mais aussi des moutons et des bovins (66). Les broussailles discontinues et les herbes groupées en touffes sont piquetées de petits arbres, surtout des acacias. L'un d'entre eux, l'acacia verek ou gommier constitue parfois des peuplements relativement denses qui ont été de bonne heure exploités. En descen-

---

... ses passes difficiles il est nécessaire d'avoir des pilotes habiles que seuls les négriers peuvent se procurer A N Marine BB4 745.

(65) On peut consulter CAPOT-REY (R.) : Le Sahara français, Paris, P.U.F., 1953, 485 p. et DESIRE-VUILLEMIN (G.) : Contribution à l'histoire de la Mauritanie 1900-1934. Dakar, Editions Clairafrique, 1952, 412 p.

(66) Selon Capot-Rey chacune de ces plantes caractérise un pâturage et un genre de vie : le had correspond au pâturage à chameaux et au nomadisme, et le cram-cram au paturage à bovins et à l'élevage à faible transhumance p.30, had : cornucala monacantha ; cram-cram : cenchrus biflorus.

dant vers les rives du Sénégal le paysage change car la pluviosité devient plus abondante (de 300 à 400 m) et le fleuve qui remplit les bras secondaires : marigots et lacs comme le R'Kiz, apporte ses crues bienfaisantes. Les terres régulièrement inondées - le chemama - analogue au walo, permettent sur une plus large échelle que dans les oasis les cultures vivrières et la vie sédentaire.

Les conditions géographiques imposent la vie nomade sur la quasi-totalité du pays. Elle est pratiquée par les blancs - les beidanes - ou ceux qui se considèrent comme tels car, dans le sud, les métis sont nombreux. La vie sédentaire se localise dans les oasis et le long du fleuve où elle acquiert quelque ampleur. Ce sont des esclaves noirs, les haratin, qui assurent les travaux des champs mais on trouve également installés le long du fleuve depuis des temps lointains, des Toucouleurs et des Sarakollé. On assiste à un déplacement régulier selon les saisons. "Chaque tribu a un canton qu'elle parcourt tous les ans, épuisant successivement les pâturages qu'il a produits" (67). Aux premières pluies d'hivernage, c'est-à-dire en juin, les Maures commencent à abandonner les bords du fleuve et se retirent provisoirement sur les dunes voisines, mais en juillet quand le fleuve est sur le point de déborder, ils se disposent définitivement à quitter ses rives et à gagner l'intérieur. En effet, l'humidité fait éclore des myriades de mouches et de moustiques incommodes aux hommes et très nuisibles aux troupeaux. La piqûre de certaines mouches provoque même la mort des chameaux. Un proverbe maure assure que "la mère des chameaux est au désert". Les migrations pastorales prennent parfois quelque ampleur. Ainsi les Ahel Cheik Sidia, famille qui commande aux Oulad Biri, une des tribus les plus importantes du Trarza, ont leurs troupeaux de chameaux et de

---

(67) CARRERE (F.) et HOLLE (P.), op. cit., p. 319.

moutons dans la région de Boutilimit en saison sèche et en saison des pluies dans l'Aouker et quelquefois même dans l'Akchar. Les Oulad Ahmed ben Daman nomadisent des environs de Méderdra au sud de l'Inchiri et à l'Akchar au nord. Lorsque l'harmattan indique le renversement de la saison, les Maures prennent le chemin du sud, établissent leur camp d'abord à proximité des gommiers puis rejoignent ensuite le voisinage du fleuve vers la fin janvier. Les tribus moins importantes ne se déplacent guère que sur une centaine de kilomètres. Celles qui ne possèdent que des boeufs ne bougent presque pas, elles se contentent d'aller au devant de la pluie au début de l'hivernage, de se replier vers le nord à l'apparition des tornades pour revenir autour de leurs puits traditionnels en octobre-novembre. Pendant la saison sèche, les Maures d'une part viennent jouir des récoltes de leurs haratin et d'autre part échanger les produits de leurs gommiers et de leurs troupeaux contre des marchandises européennes. C'est la période de l'abondance, des rencontres et des festivités qui succède à celle de la frugalité et de l'isolement, mais c'est aussi le temps des pillages et des exactions. En effet, les Maures éprouvant le traditionnel mépris des nomades pour les sédentaires, fascinés par les relatives richesses de ceux-ci n'hésitent pas à franchir le fleuve pour aller razzier les populations de la rive gauche. C'est souvent à la fin de la saison sèche lorsqu'ils s'occupent de faire leurs provisions pour l'hivernage que les pillages sont les plus nombreux : "c'est le moment que les malheureuses populations riveraines redoutent le plus" (68). Ainsi, dans la première moitié du XIXe siècle pas d'année sans que les rapports des administrateurs français n'enregistrent de plaintes contre les exactions des Maures.

---

(68) CARRERE, op. cit., p. 323.

Le fleuve ne constitue en aucune manière une limite ethnique. Les noirs qui vivent au nord du Sénégal peuvent être les descendants soit des populations négroïdes qui ont occupé le Sahara à l'époque néolithique et durent se réfugier autour des points d'eau quand le climat est devenu désertique, soit des esclaves ramenés du Sénégal et du Soudan par les blancs depuis le Moyen-Age. Il faut y ajouter les Toucouleurs et les Sarakollé qui se sont infiltrés sur la rive droite pour y cultiver les terres inondées. Le fleuve ne forme pas non plus une limite politique nette car des états comme le Tekrour ont pu s'organiser sur ses rives. Beaucoup plus tard, aux XVIIIe et XIXe siècles les émirats maures, celui des Trarza en particulier, n'ont pas manqué de chercher à s'immiscer dans les relations entre les états de la rive gauche et à dominer les plus faibles d'entre eux. Ainsi le destin des deux rives du Sénégal est étroitement solidaire, les événements qui secouent l'un retentissent inévitablement sur l'autre.

Le Sahara n'est pas une barrière infranchissable. Les Arabes dès leur arrivée au Maroc, informés de l'existence de l'or soudanais ont traversé le grand désert et donné un nouvel essor aux routes caravanières dès le VIIIe siècle. Celles de l'ouest unissant les rivages méditerranéens aux bords du Sénégal ont connu une éclatante fortune. A travers les vicissitudes de l'histoire, ces liens économiques n'ont jamais été complètement rompus. Mais ce ne sont pas seulement des marchandises qui ont circulé le long de ces routes pénibles : des techniques, des genres de vie, des idées et des croyances ont également cheminé. L'Islam de très bonne heure a atteint les rives du Sénégal. Sans doute, beaucoup de noirs paraissaient réfractaires à son message ou ne l'acceptaient que du bout des lèvres.Malgré tout les hommes du Livre bénéficiaient d'un grand prestige. Les Maures dévoués musulmans nourrissaient leur foi aux sources maghrébines en entretenant de constantes relations avec les villes saintes

de Tlemcen et de Fès. A leur tour, comme autant de relais, ils s'efforçaient d'étendre le règne de Mahomet vers le sud, diffusant les mots d'ordre des confréries et formant des lettrés noirs. Il est d'ailleurs de bon ton parmi les musulmans noirs d'aller parfaire ses connaissances coraniques auprès des maîtres réputés de Mauritanie.

Ainsi, le désert relativement perméable aux influences venues du nord en transmet l'essentiel au monde noir qui particulièrement réceptif à certaines époques en sera plus ou moins ébranlé, ce qui, avec la pression maure sur le fleuve, ne manquera pas de poser bien des problèmes aux Français.

Au sud-est, le Fouta Djalon pas plus que le désert ne peut être dissocié de l'histoire du Sénégal. Cet ensemble de hautes terres qui par son modelé n'est pas sans rappeler les massifs anciens, forme une véritable "marqueterie" de horsts, de blocs basculés et de compartiments affaissés" (69). Des escarpements impressionnants se dressent au-dessus des plateaux que découpent de profondes entailles. Au nord, le mont Loura constitue un bel exemple de ces reliefs vigoureux : avec ses 1515 m, il est le point culminant du Fouta. A l'ouest et au sud-ouest, des plateaux en escaliers descendent vers les Rivières du Sud. Le relief et une pluviosité abondante (1 m 80 à Labé) font du Fouta Djalon le château d'eau de l'Afrique occidentale bien que le Niger n'y prenne pas sa source. Le Bafing, la Falémé et la Gambie en descendant au nord, le Rio Grande, le Fatala et le Konkouré à l'ouest, le Tinkisso à l'est. Les variations des quantités de pluie reçues par le Fouta Djalon ne peuvent manquer de retentir sur l'ampleur de la crue du Sénégal et en définitive sur le sort des récoltes. Mais entre montagne et plaines sénégalaises, les liens ne se limitent pas à une simple

---

(69) SURET-CANALE (J.). La République de Guinée, Paris, Editions sociales, 1970, p. 18.

solidarité physique car les hommes au cours des siècles en ont noué de nombreux et solides.

Par ses hautes terres, le Fouta Djalon a eu une double vocation de refuge et de point d'appui pour des aventures politiques et spirituelles à travers les régions avoisinantes. La montagne qui n'offrait que de médiocres ressources aux cultivateurs concentrés dans ses vallées ne prit quelque importance que lorsque la vocation pastorale de ses salubres plateaux a été reconnue, c'est-à-dire avec la pénétration des Peuls. Ceux-ci, après avoir quitté le Sahel mauritanien et remonté la Falémé s'y étaient installés au cours du XVe siècle semble-t-il. Vers 1490, pour échapper aux souverain de Diara, une nouvelle vague sous la conduite de Koli Tenguela vint se fixer dans le nord-ouest du massif. Pour peu de temps d'ailleurs, car ayant refait ses forces, le chef peul partit à la conquête du Fouta Toro où il fonda la dynastie des Déniankobé qui gouverna le pays jusqu'en 1776. Le peuplement peul ne cessa d'augmenter avec l'arrivée de nombreux groupes venus du Macina, en particulier à la fin du XVIIe siècle. La conversion à l'Islam puis la constitution en 1727 du premier état de langue et de culture peul firent du Fouta Djalon un actif foyer de rayonnement religieux et politique auprès duquel on venait chercher enseignement et investiture. C'est ainsi que le chef du parti musulman du Fouta Toro, Souleyman Bal, y avait approfondi ses connaissances coraniques et puisé dans les structures politiques des modèles qu'il s'efforcera d'adapter à son pays après qu'il eut renversé le dernier chef dénianké en 1776. Quelque temps après, le Boundou situé sur la route qui unit les deux Fouta connaissait une révolution comparable qui aboutissait à la création d'un troisième état théocratique dirigé par un almami.

Communauté de foi, similitude du régime politique, parenté ethnique, autant de raisons qui favorisent entre

les deux pays la circulation des hommes mais sans être suffisantes pour que les relations soient toujours empreintes de sérénité. En 1840 ou 1841, après son départ de Sokoto, El Hadj Omar n'a-t-il pas choisi de s'installer au Fouta Djalon pour entamer sa prédication religieuse à destination du Fouta Toro son pays natal. Les relations commerciales ne sont pas non plus absentes et les caravanes descendaient traditionnellement des plateaux pour emprunter la voie de la Falémé et du Sénégal ; elles trouvèrent un nouvel intérêt à ce parcours lorsque s'ouvrirent dans la première moitié du XIXe siècle les comptoirs français du haut fleuve (70). D'autre part le Fouta Djalon assurait avec les pays du Niger une liaison plus sûre que celle qui traversait le pays bambara. L'influence du Fouta Djalon s'exerce non seulement vers le nord mais aussi vers les Rivières du Sud. En effet, les Baga, les Nalou et les Landouman avaient été refoulés très tôt du Fouta Djalon et étaient descendus vers le littoral où ils étaient déjà installés à l'arrivée des Portugais. Ils furent suivis plus tard par les Soussou qui après les avoir chassés durent à leur tour subir la pression des Peuls ; leur descente vers la mer fut accélérée à la suite de la révolution du début du XVIIIe siècle. Les Rivières du Sud étaient autant de points d'aboutissement des routes commerciales venant du Fouta Djalon (71). Les caravanes

---

(70) MOLLIEN signale à plusieurs reprises l'existence de caravanes reliant le Fouta Djalon au Fouta Toro en passant par le Boundou. MOLLIEN (G.) Voyage dans l'intérieur de l'Afrique aux sources du Sénégal et de la Gambie fait en 1818 par ordre du gouvernement français, Paris, 1820, 2 t. En 1850,HECQUARD confirme dans son Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale, Paris, 1855, 409 p.

(71) Il s'agit ici essentiellement du littoral de la Guinée.

peules et les dioula du Soudan y amenaient les esclaves, les cuirs, l'or et le morfil. Les maîtres du Fouta comprenant tout le profit qu'ils pouvaient tirer de ces échanges avec les Européens avaient imposé leur domination sur les populations côtières. Ainsi, un délégué de l'almami, généralement un des principaux chefs du Fouta, était-il établi dans le Rio Nunez pour surveiller le pays, régler les différends et percevoir les tributs, mais au milieu du XIXe siècle son autorité n'était plus aussi redoutée que par le passé. Les peuples côtiers cherchent à s'affranchir de la tutelle foula. Ils se sentent assez forts pour le faire car depuis quelques années leurs propres produits : café, riz et surtout arachides prennent une place de plus en plus grande dans le circuit des échanges. Face aux populations côtières en pleine effervescence, la position des Européens est délicate. En effet, leur commerce exige à la fois de bonnes relations avec les populations des Rivières et avec le Fouta Djalon. Sans connaître ce pays autrement que par les récits de quelques voyageurs ou les informations recueillies dans les comptoirs, les Européens ont conscience de son importance politique et économique. N'est-ce pas une vaste forteresse naturelle aux mains d'un état guerrier qui fait sentir sa force sur les peuples qui l'entourent ? (72) N'est-ce pas aussi un important carrefour de routes commerciales

---

(72) Mollien parle de "la puissance des Peuls du Fouta Djalon" et de "leur goût pour les expéditions lointaines" p. 277 de l'édition d'Hubert DESCHAMPS sous le titre L'Afrique occidentale en 1818 vue par un explorateur français Gaspard Theodore Mollien, Paris, Calmann-Lévy 1967. Mollien ne manque pas de signaler au cours de son voyage les pays qui respectent l'autorité de l'almami.

qui mènent en particulier vers Ségou et Tombouctou ? (73) Ces facteurs géographiques méritent donc considération car heurter le Fouta Djalon qui se sent invulnérable dans ses montagnes serait inévitablement attirer des représailles faciles sur les peuples voisins entretenant des relations économiques fréquentes avec les Européens, provoquer l'arrêt des caravanes et étouffer l'espoir d'ouvrir de nouvelles routes. Le Fouta Djalon occupe donc une position clé.

Dans l'ensemble, ni le relief, ni la végétation du Sénégal n'offrent d'obstacles majeurs à la pénétration des influences extérieures. Seuls quelques accidents topographiques comme la "falaise" de Thiès, les dunes littorales et le bourrelet qui domine à l'ouest la vallée du Sénégal de Matam à Bakel viennent interrompre la désespérante monotonie des plaines basses. L'altitude est partout inférieure à 200 mètres. Ce vaste bassin sédimentaire s'appuie au sud-est sur un socle de roches primitives et primaires qui s'élève sans cependant jamais dépasser 500 mètres. Dans le Bambouk, entre Sénégal et Falémé se dresse l'échine du Tambaoura qui prolonge vers le nord le massif du Fouta Djalon. Habitués à parcourir de vastes étendues où rien n'accroche le regard, les voyageurs ne sont que plus frappés par les rares reliefs qu'ils rencontrent et qui prennent à leurs yeux l'allure de véritables montagnes. Ainsi pour Mollien "le Bambouk dans presque toute son étendue, est un pays couvert de hautes montagnes, leur élévation sert à la défense du pays" (74). Le sous-lieutenant Pascal qui parcourt le

---

(73) Cf. Mollien : "Les habitants du Fouta Djalon ont des relations beaucoup plus suivies avec les peuples du Kankan, et surtout avec ceux de Ségou ou de Tombouctou", op.cit., p. 278.

(74) MOLLIEN, op.cit., p. 191.

pays parle de "la majesté imposante des montagnes" et décrit la "chaîne du Tambaoura comme "un système de montagnes à crête continue" avec "deux ou trois étages de véritables murailles aux arêtes vives (75). De même, la falaise de Thiès apparaît encore dans les années soixante comme une impressionnante montagne alors qu'elle ne surplombe la presqu'île du cap Vert que d'une centaine de mètres. Mais s'élèvant brutalement au-dessus de la plaine et couverte d'une forêt dense elle fait illusion. D'autre part, elle constitue l'élément principal d'un véritable amphithéâtre de hauteurs s'allongeant du nord au sud sur près de quarante kilomètres. Cette ligne de relief au front tourné vers l'ouest a longtemps formé une limite isolant la presqu'île du cap Vert du Sénégal intérieur. Sans doute une profonde entaille ouvre-t-elle un passage mais il est facile d'en interdire l'accès aux soldats et aux caravanes : son nom de "Ravin des voleurs" l'indique éloquemment. C'est un verrou que les Français auront quelques difficultés à faire sauter quand, après avoir occupé la presqu'île, ils voudront la relier à Saint-Louis par une piste plus praticable que la vieille route des niaye.

Horizontalité et monotonie, telles sont les expressions qui reviennent constamment sous la plume des voyageurs et des géographes, pourtant ce relief n'est pas sans nuances. Ainsi par exemple, la topographie dunaire qui caractérise les plaines s'étendant des confins du delta du Sénégal jusqu'aux approches du Saloum et de l'ouest jusqu'aux lisières du Ferlo. Vigoureuse dans le Kayor, elle offre le modèle le plus proche d'un erg authentique tandis qu'au sud la couverture sableuse ne connaît plus qu'un moutonnement confus passant à une nappe

---

(75) PASCAL : voyage d'exploration dans le Bambouk, Revue algérienne et coloniale, août 1860, pp. 154 et 156.

subhorizontale et discontinue. De même, à l'ouest, les massifs dunaires sont d'une ampleur et d'une régularité comparables à celles des puissantes dunes vives de la côte, tandis que vers l'est la chappe de sable s'amincit et disparaît laissant à nu les tables ferrugineuses du Ferlo qui s'élèvent à près de cinquante mètres (76). On peut aussi évoquer les plaines de niveau de base des abords du Saloum, l'architecture massive des plateaux disposés en marches d'escaliers de la moyenne Casamance et le découpage des plateaux de la basse Casamance par un quadrillage serré de vallées. Mais toute ces nuances de relief n'ont guère d'incidence sur l'histoire, tout au plus pourrait-on être tenté d'attribuer au cloisonnement du relief l'émiettement politique de la basse Casamance, mais en fait, bien d'autres facteurs d'explication interviennent.

La végétation peut au premier abord donner une impression de monotonie mais en fait elle présente des aspects variés dûs à la plus ou moins grande abondance des pluies. Les botanistes distinguent trois domaines : sahélien, soudanien et guinéen avec chacun leurs plantes caractéristiques (77). Evidemment leurs limites ne sont pas nettement tranchées et de l'un à l'autre le passage se fait par d'insensibles transitions marquées par l'interpénétration des flores. La zone sahélienne offre un saisissant contraste entre l'hivernage et la saison sèche. Après l'exubérance d'une végétation qui recouvre partout le sol et qui déploie toute la richesse de la gamme des verts, le tapis herbacé disparaît au coeur de la saison sèche, laissant le sol dénudé piqueté d'arbres squelettiques,

---

(76) PELISSIER (P.), op.cit. : une morphologie dunaire fossile, p. 44 et suivantes.

(77) ADAM (J.G.) : généralités sur la flore et la végétation du Sénégal in Etudes sénégalaises, n° 9, C D R S, Saint-Louis du Sénégal, 1965, pp. 154)214.

"la trace des culture s'efface et les limites des champs avec les zones incultes s'estompent, l'empreinte des travaux saisonniers est balayé par une végétation buissonnante d'une étonnante vitalité" (78).

Les acacias sont les arbres caractéristiques de cette zone ; ils sont nombreux en quantité et en espèces et l'on retiendra le gommier, l'acacia raddiana, véritable symbole des paysages du Kayor qui s'accomode des nuances les plus arides du climat sénégalais et l'acacia seyal qui lui, se fixe dans les dépressions sur les sols argileux. Le passage de la forêt claire sahélienne à la forêt sèche soudanienne se fait progressivement, signalé par l'apparition de nouvelles espèces comme le baobab (Adansonia digitata), le caïlcédrat (Khaya senegalensis) et l'acacia albida. Dans la forêt soudanienne les arbres dominent soit un tapis herbacé dense et vivace, soit un sous-bois arbustif formé le plus souvent de combretacées mais aussi de bambous. Les galeries forestières le long des cours d'eau avec les palmiers-roniers et les lianes comme Landolphia senegalensis introduisent un important élément de diversité et annoncent la végétation de type guinéen. La basse Casamance et certains secteurs des confins de la moyenne Casamance renferment des massifs forestiers compacts Les espèces sont nombreuses : parmi elles les caïlcédrats avec leurs fûts lisses et rectilignes frappent par leur majestueuse beauté. Le palmier à huile est aussi représenté surtout sur la rive gauche de la Casamance au sud de Ziguinchor et dans le pays Floup. Parmi les lianes des sous-bois, Landolphia heudelotii donnera lieu à la fin du siècle à la collecte du latex.

Etudiant la végétation actuelle, botanistes et géographes ont rendu sensibles les profondes altérations que les hommes ont fait subir au cours des siècles aux paysages

---

(78) PELISSIER (P.) op.cit., p. 61.

végétaux originels. Les feux de brousse et depuis trois quarts de siècle la rapide extension d'une agriculture avide de nouvelles terres leur ont porté des coups redoutables. Il serait d'un grand intérêt de pouvoir reconstituer les étapes de l'évolution de la végétation mais la documentation est des plus réduites. Peut être pourrait-on en reprenant systématiquement les études des botanistes qui, depuis Adanson ont visité le Sénégal, les récits des voyageurs, les rapports des administrateurs et des officiers et les témoignages des anciens, apporter quelques précisions sur ce problème. Incontestablement au milieu du XIXe siècle, les forêts sénégalaises frappaient par leur étendue et leur diversité; elles étaient capables de nourrir des animaux aujourd'hui disparus comme les éléphants que l'on trouve alors non seulement en Casamance mais aussi dans le Djolof (79). On peut se demander en particulier quel paysage végétal offraient au milieu du siècle les plaines situées entre le delta du Sénégal et le Saloum, alors que la culture de l'arachide venait tout juste de débuter. Le manteau végétal qui, à l'origine était forestier dans ce domaine comme l'a bien montré Pélissier n'avait encore été attaqué que par des paysans soucieux avant tout d'assurer leur propre subsistance et de vastes forêts devaient encore s'y rencontrer. Quelques années plus tard, au moment où le Sénégal commencera à être parcouru en tous sens par les Français, d'assez nombreuses notations sur les forêts apparaissent à l'occasion soit de difficultés qu'elles ont pu offrir à la progression des

---

(79) Cf. CARRERE, op.cit., p. 120.Il signale qu'au Djolof "les éléphants y vivent en troupes nombreuses" et que de magnifiques forêts de gommiers, plus grandes, plus abondantes que celles de la rive droite" s'y rencontrent. HECQUARD, op. cit. sur les forêts de Casamance, nombreuses notations en particulier, p. 107.

troupes, soit d'inventaire des ressources de la colonie (80). Les boisements les plus importants sont alors ceux des rives du Sénégal de la région de Thiès, du bas-Saloum et des Rivières du Sud. Les forêts traditionnellement utilisées pour la construction des cases et des pirogues commencent à devenir l'objet d'une exploitation plus intensive. Le développement des villes s'accompagne d'une grosse consommation de charbon de bois, d'arbres pour la charpente des maisons, de rôniers pour les appontements et pour les quais. L'Etat remplaçant ses voiliers par ses navires à vapeur cherche à leur assurer un approvisionnement régulier en concluant des traités avec les chefs,maîtres des forêts (81). Ainsi, commence à poindre dans les années cinquante une menace pour les forêts situées près des villes et sur les rives du fleuve, d'autant plus que la croissance de certaines essences est particulièrement lente (82).

Le Bambouk n'est pas seulement un pays au relief vigoureux qui contraste avec la monotonie de l'ensemble du Sénégal mais surtout la région qui produit l'or arrivant aux comptoirs du haut fleuve. Les mines en sont connues

---

(80) Par exemple pour la Casamance dans les différents rapports de Bocandé.

(81) Les coupes faites par la marine ont débuté sur les rives du fleuve puis se sont étendues au Sine et au Saloum (traités de 1849) et à la Casamance (traité avec le Boudhié en 1850). Cette utilisation massive des bois de la colonie limitait les importations de charbon toujours très onéreuses.

(82) L'exploitation sans discernement des rôniers dont le bois très dur et imputrescible est très recherché à été catastrophique. Les boisements utilisés sont ceux du fleuve, en particulier sur la rive maure près de Todd et surtout de la Casamance.

depuis longtemps puisque c'est probablement d'elles que parle Al Bakri quand il cite l'or de Ghiarou comme "le meilleur or du pays" (83). La région Galam-Bambouk - Tambaoura est le gisement le plus occidental d'un vaste ensemble qui a joué dans l'économie médiévale un rôle de premier plan avant d'être détrôné par les mines d'Amérique (84). L'or se trouve dans l'étage birrimien et dans les alluvions des rivières qui ont coulé au milieu de cette formation. L'imagination des Européens n'a cessé d'être excitée par l'existence de ces mines. Compagnon est le premier à les avoir visitées au début du XVIIIe siècle. Cent ans plus tard, Mollien en fait une nouvelle description et rappelle que "le Bambouk a toujours été regardé comme le Pérou de l'Afrique" (85). En 1843, Raffenel rapporte de son premier voyage une description précise de l'exploitation de l'or à Kéniéba (86). Enfin, Carrère croit pouvoir conclure de tous les témoignages recueillis que "l'or se rencontre partout dans le Bambouk" (87). Au milieu du siècle, les convoitises s'allument à la pensée qu'existe, proche des comptoirs français, un vaste réservoir de richesses dans les alluvions de la Falémé

---

(83) Al Bakri cité par MAUNY (P.) : Tableau géographique, op.cit., p. 296.

(84) BRAUDEL (F.) Monnaies et civilisations : de l'or du Soudan à l'argent d'Amérique, Annales-Economies-Sociétés-Civilisations, n° 1, 1946, pp. 9-22.

(85) MOLLIEN, édit. Deschamps, p. 190.

(86) RAFFENEL (A.) Voyage ... op. cit., p. 377 et suivantes

(87) CARRERE (F.) et HOLLE (P.) op. cit., p. 170.

et dans les terrains du Tambaoura (88).

Ainsi le Sénégal par sa position entre le monde du désert et celui des forêts, par ses vastes étendues planes favorables aux migrations et aux échanges commerciaux est-il avant tout une zone de contacts. Il a pu largement accueillir au cours de l'histoire des populations d'origines très différentes et les retenir par les possibilités qu'il offre sur le plan agricole et pastoral.

2. Les hommes et leur organisation politique et sociale

Le Sénégal connait une très grande diversité de groupes ethniques : Wolof, Sérer, Peul, Toucouleur, Manding, Sarakollé et Diola. Chacun de ces groupes humains fait preuve d'une personnalité bien affirmée que les Européens commencent à démêler pour certains d'entre eux. Le Sénégal offre un véritable échantillon des institutions socio-politiques de l'Afrique noire et sur ce plan il "n'est pas seulement

---

(88) Les mines du Bouré (région de Siguiri) qui appartiennent au même étage birrimien sont également connues, Caillié les cite comme alimentant les établissements français et anglais de la côte, c'est-à-dire des Rivières du Sud, op. cit., tome I, p. 417-18. Carrère cite également le pays du Bouré "où, si l'on en croît les récits des marchands colporteurs, l'or est si abondant qu'on le voit mêlé à la poussière produite par le balayage des cases" (!!!), op. cit., p. 171.

le finistère de l'Ouest-Africain, il en est le résumé exemplaire" (89). En schématisant, on distingue généralement deux groupes de peuples. Le premier, le plus nombreux, réparti dans les régions sahélienne et soudanienne comprend les ethnies qui ont connu de bonne heure des états organisés ou ont fait partie des empires médiévaux, tandis que le second établi dans le sud, en Casamance, se caractérise par son refus de toute infrastructure politique. Sur le plan social, le contraste est total entre des sociétés hiérarchisées avec des classes et des castes spécialisées et des populations farouchement individualistes et égalitaires.

Au milieu du XIXe siècle, les différentes unités politiques avec lesquelles les Français se trouvent ou vont se trouver en contact sont le fruit d'une longue histoire. N'est-ce pas le royaume du Tekrour qui est apparu le premier, peut-être dès le IXe siècle ? Etabli sur l'emplacement du Fouta et de la Mauritanie sahélienne, il se fit surtout connaître au XIe siècle lorsqu'il devint à la suite des Almoravides le premier champion de l'Islam. Le mot Tekrour survit dans le nom des habitants de la vallée moyenne du Sénégal : les Toucouleurs. Le Fouta est resté le centre principal de l'histoire sénégalaise jusqu'à la fondation de l'empire djolof datée selon les traditions, soit du XIIIe siècle, soit du XIVe siècle. Quoiqu'il en soit, c'est à cette époque que les Wolof font irruption sur la scène de l'histoire. En effet, le fondateur de l'empire, N'Diadiane N'Diaye, "a conféré une unité linguistique, coutumière et sociale" à un ensemble ethnique complexe (90). Cet état regroupe le Djolof

---

(89) PELISSIER (P.) op.cit., p. 27.

(90) VILLARD (A.) Histoire du Sénégal, Dakar, 1943, p. 41. Pour la genèse de l'ethnie wolof consulter Pélissier, op.cit., pp. 100-107. Voir également GAMBLE (David P.) Wolof of Senegambia, London, International African Institute, 1957, 110 p.

proprement dit, le Walo, le Kayor, le Baol et pour un temps certains territoires sérèr. Au milieu du XVIe siècle les vassaux ayant repris leur liberté, l'empire se disloque. C'est au XIVe siècle que se sont constitués les royaumes sérèr du Sine et du Saloum. Le peuple serèr a pour berceau la vallée du Sénégal et ses ancêtres l'ont quittée au XIe ou au XIIe siècle à la suite des remous provoqués par l'épopée almoravide et du refus d'embrasser l'Islam. Les Sérèr se dirigèrent par vagues successives vers le Sud, certains furent pris dans la construction de l'empire djolof mais d'autres, désireux de conserver intacte leur originalité atteignirent les massifs forestiers du Sine et du Saloum. Comme le dit excellement Pélissier, les Sérèr sont "les hommes d'un double refus refus d'adopter l'Islam, refus d'être assimilés par les Wolof" (91). Mais il fallut une intervention extérieure pour leur donner une structure politique ; ce fut le rôle d'une aristocratie issue de guerriers manding, les guelwar venus du Gabou (92). Ainsi, dès le XIVe siècle se trouvent dessinés les grands traits des structures politiques et sociales de la majeure partie du Sénégal.

Au milieu du XVe siècle, les Portugais atteignent les côtes du Sénégal et en rapportent de précieuses informations. Le début de l'installation coloniale coïncide avec le déclin de l'empire du Mali. Deux faits dominent le XVe siècle, d'une part la dislocation de l'empire djolof comme nous l'avons vu, et d'autre part l'affirmation du pays toucouleur qui sous la direction du chef peul Koli Tenguela va être unifié et dégagé des influences soudanaises. Maître du Fouta, fort de son prestige, il porte la guerre contre les Manding du Bambouk et agrandit son domaine aux dépens du

---

(91) PELISSIER (P.), op. cit., p. 192.

(92) Le Gabou est situé au nord-ouest du Fouta Djalon.

Djolof. Il a donné naissance à la dynastie païenne des Déniankobé qui se maintint jusqu'à la révolution musulmane du XVIIIe siècle.

Ce bref rappel nous ayant permis de constater l'ancienneté de la formation des états sénégalais, il est maintenant indispensable de présenter chacun d'eux vers 1850. Sachant le rôle important et parfois décisif qu'ont joué les Maures dans l'histoire du Sénégal, il nous faudra les évoquer de même que les populations qui en Casamance ne sont pas organisées politiquement, mais qui depuis quelques années sont entrées dans le cercle des intérêts français. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'en ce milieu du XIXe siècle, ce qui intéresse les Français avant tout ce sont les riverains du fleuve et le Kayor dans la mesure où il est proche de Saint-Louis. N'est-il pas significatif que l'ouvrage de Carrère et Holle intitulé pourtant "De la Sénégambie française", soit absolument muet sur Gorée et les régions méridionales (93).

a) Les émirats maures

Les émirats des Trarza et des Brakna accaparent l'attention presque exclusive des Français dans leurs relations

---

(93) Sur 338 pages, si on fait abstraction du dernier chapitre intitulé : "passé, présent et avenir de la colonie" les Maures se taillent la part du lion avec 130 pages, les états Wolof (Kayor, Walo, Djolof) en occupent une centaine, le haut fleuve une quarantaine ; on s'étonnera que le Fouta n'inspire qu'une quinzaine de pages. L'abbé BOILAT dans ses Esquisses sénégalaises avait tenté de réaliser un équilibre entre le nord et le sud et en particulier il avait consacré un chapitre à chacun des royaumes sérèr.

avec le monde maure. Le XVIIe siècle a été décisif pour l'histoire de la Mauritanie. En effet, la fameuse guerre de Charr Babba qui a opposé les Berbères Sanhaja aux Arabes Hassane et qui a consacré la victoire de ces derniers a engendré d'importantes conséquences : constitution des émirats, nouvelle hiérarchie sociale et mise en place des principales tribus qui occupent des territoires qui ne varieront pas sensiblement par la suite (94). Les principaux vainqueurs, les Trarza et les Brakna, ont été les premiers à s'organiser en émirats. Il ne s'agit pas d'états véritablement constitués car ce régime politique présente de criantes faiblesses. L'émir choisi dans une même famille (les Oulad ben Daman chez les Trarza et les Oulad Abd Allah chez les Brakna) n'est en fait qu'un chef de guerre qui ne peut rien entreprendre de sérieux sans consulter les princes et les chefs de tribus et il est rare qu'il obtienne l'assentiment de tous. D'autre part, les règles de succession étant imprécises, des rivalités ne cessent d'éclater, entraînant des guerres fratricides. Enfin, l'émir ne dispose pas de ressources suffisantes pour créer un minimum d'administration. L'organisation sociale issue de la victoire repose sur une stricte hiérarchie à caractère féodal. La noblesse guerrière placée au premier plan (après les chorfa descendants du Prophète, évidemment) accapare le pouvoir politique et militaire. Ensuite viennent les tribus Zouaya, détentrices des activités pacifiques : élevage,

---

(94) Pour les questions maures, voir l'ouvrage de Mme DESIRE VUILLEMIN déjà cité et du même auteur sa contribution dans l'Histoire générale de l'Afrique noire, publiée sous la direction de Hubert DESCHAMPS, Paris, P.U.F., 1970, tome I, pp. 253-259, STEWART (Ch.) : Islam and social order in Mauritania, Oxford, 1973, 204 p.

commerce, enseignement du Coran et qui bientôt vont prendre le nom de marabouts. Enfin, les Aznaga, tributaires quoique hommes libres, qui payent des redevances en grains, dattes, bestiaux et hébergement. Au bas de l'échelle sociale figurent les esclaves, les forgerons et les griots. Une autre conséquence importante de la victoire des Hassane, c'est la diffusion de l'arabe parlé l'hassaniya.

Les caractères de l'histoire maure sont donc nettement dessinés à la fin du XVIIe siècle et tels nous les retrouvons au XIXe siècle : incessantes querelles intestines et luttes de succession, rôle de la personnalité de l'émir, place grandissante des vaincus d'hier, les Zouaya qui, outre leur primauté intellectuelle et spirituelle, reconstituent leur fortune par les dons pieux et les activités mercantiles. Il faut aussi y ajouter les interférences du commerce de la gomme qui commence à prendre quelque ampleur. En effet l'émir a perçu rapidement tout le profit qu'il en pouvait tirer : en n'accordant aux Européens son autorisation de trafiquer que contre de substantiels cadeaux, il augmente ses richesses et peut ainsi s'assurer d'indispensables fidélités. D'autre part, les marabouts engagés à fond dans ce commerce souhaitent avant tout le maintien de la paix.

Au cours des siècles, le rapport des forces entre Brakna et Trarza va se modifier. Au lendemain de la guerre de Charr Babba, les Brakna font figure de grands vainqueurs entraînant dans leur sillage toutes les tribus hassane y compris les Trarza. Mais ceux-ci vont rapidement s'efforcer d'échapper à la suzeraineté de leurs voisins. Ils y réussiront au début du XVIIIe siècle grâce à la personnalité de l'émir Ali Chandora, qui allie à l'habileté du diplomate - il s'assurera l'alliance chérifienne -, l'énergie du guerrier - il saura réduire toutes les oppositions -.

D'autre part, les Trarza, installés en bordure de l'océan recueillent l'essentiel du bénéfice des relations avec les Européens et ils peuvent jouer de leurs rivalités. Ainsi, les Trarza disposent des moyens de renforcer leurs positions face aux Brakna. A la fin du siècle, Ali Koury poursuivra la même politique que son grand-père Ali Chandora mais en intervenant, à titre d'arbitre dans un différend entre le Kayor et le Walo, il inaugure une politique d'expansion vers la rive gauche qui ne manquera pas d'inquiéter les Français. Après sa mort, dans un combat contre les Brakna, c'est, faute d'avoir un fils assez âgé pour lui succéder, une période d'anarchie qui s'ouvre pour les Trarza. La situation n'est pas meilleure chez les Brakna où une rivalité entre la branche ainée des Oulad Normach et la branche des Oulad Siyed déchire la famille émirale et affaiblit dangereusement le pays. Alors que la première nomadise vers le nord, la seconde fréquente les bords du Sénégal et entrant en contact avec les Français, elle réussit à faire considérer son chef comme l'émir des Brakna malgré les protestations de sa rivale.

Au milieu du XIXe siècle, sur la rive droite du Sénégal, le domaine des Trarza s'étend des portes de Saint-Louis à Gaé point situé un peu en amont de Dagana et celui des Brakna lui succède et atteint Saldé. Les limites septentrionales sont difficiles à préciser mais les Trarza occupant le littoral atlantique jusqu'à la baie d'Arguin sont maîtres de l'escale de Portendick. A cette époque les tensions qui secouent depuis longtemps le monde maure prennent plus d'acuité avec l'intervention des intérêts économiques. Les luttes pour le pouvoir qui constituent la trame de l'histoire maure s'accompagne toujours de perfidie de brutalités et de retournements de situation. Les princes de la famille émirale choisissent

> "presque toujours le plus riche ... Le fils ne succède pas de droit à son père. Si celui-ci n'a pas de longue main disposé l'esprit des princes, si ce fils est trop jeune, si enfin son patrimoine ne donne pas à ses électeurs l'espoir de se voir largement récompensés, on l'exclut, et son compétiteur obtient le pouvoir qu'il garde jusqu'à ce qu'une cabale vienne le lui enlever" (95).

Au moindre mécontentement, les princes et les chefs de tribus

> "abandonnent le pays avec leur famille, leurs vassaux, leurs adhérents et leurs captifs et vont établir dans un pays voisin, un foyer d'intrigues qui entravent toujours le roi, quand elles ne parviennent pas à le renverser" (96).

C'est ainsi que Hamet Ould El Eygat frère de Mohammed El Habib roi des Trarza s'est réfugié chez les Brakna.

Mais les Maures peuvent de moins en moins régler seuls leurs propres affaires. Ainsi, dans la compétition qui oppose en 1822 chez les Trarza Amar Ould Moctar et Hamadou Koury, le premier cherche des appuis du côté des Anglais et le second auprès des Français. L'enlèvement et la déportation du roi des Brakna, Moctar Sidi, en 1844, par le gouverneur Bouët offrant un autre et très spectaculaire exemple d'intervention dans les querelles intérieures. En effet, après la mort de Hamadou en 1841, un prince qui s'était fait remarquer par son amour de la paix, son successeur Moctar Sidi fut rapidement aux prises avec un parti adverse. Celui-ci, animé par l'ancien ministre d'Hamadou et secrètement soutenu par les Français fit élire Mohammed el Ragel, oncle de Moctar Sidi. Mais une fois débarrassé

---

(95) CARRERE, op.cit., p. 220.

(96) Ibid., p. 251.

de son concurrent grâce à l'action de Bouët, le nouveau souverain, personnage sans envergure, se heurta à des adversaires acharnés qui réussirent à le détrôner en 1849 et à mettre à sa place Mohammed Sidi qui ne s'était lancé dans l'aventure qu'avec l'appui des traitants de Saint-Louis. Comme le constatait un fonctionnaire, "c'est à coup de guinées que se font et se défont les rois dans ce pays" (97). La preuve était ainsi administrée de la décadence de l'institution émirale chez les Brakna. Par contre, chez les Trarza elle conservera assez d'éclat avec Mohammed el Habib, forte personnalité qui réussira pendant longtemps à déjouer les intrigues (98). Sous la direction les Trarza feront preuve de beaucoup de mordant, cherchant à subjuguer leurs voisins Brakna et à consolider leur autorité sur la rive gauche.

En pays trarza vit une grande tribu de marabouts d'origine berbère : les Darmankour. Ils jouissent vis-à-vis de l'émir d'une certaine indépendance en récompense, dit-on, de ce qu'ils ont les premiers vendu la gomme aux Européens. Ils ont leur propre escale et leur chef, le schems, s'efforce au milieu du siècle, grâce à son prestige de rétablir la paix entre les Maures désunis. Les Français entretiennent aussi des relations commerciales avec les Dowich. Ils ne sont pas comme les Brakna ou les Trarza des riverains du Sénégal mais leurs caravanes viennent à Bakel. En effet, ils dominent le Tagant dont l'émirat ne fut fondé

---

(97) Cette formule est de Larcher, chef du service judiciaire, dans une lettre au directeur des Colonies du 28 février 1850. A N S O M Sénégal IV, 19. La guinée est un tissu bleu indigo très prisé des Maures qui s'échange contre la gomme.

(98) Elu en 1827, il sera finalement assassiné en 1860.

qu'à la fin du XVIIIe siècle. En 1850, Bakar, le turbulent émir doit faire face aux mêmes difficultés que les souverains trarza et brakna : un parti adverse lui dispute le pouvoir.

Il est difficile d'apprécier l'importance de la population maure. Le lieutenant-colonel Caille qui fut pendant de nombreuses années jusqu'à sa mort en 1847 le responsable de la politique française du fleuve évaluait les Trarza à 55.000 personnes (25.000 appartenant aux tribus guerrières et 30.000 aux tribus de marabouts) et les Brakna à 63.000 (23.000 de tribus guerrières et 40.000 de tribus maraboutiques). Faidherbe contestait ces chiffres sans apporter d'autres précisions (99). Les Maures, les Trarza surtout, malgré leurs divisions représentent donc une force que les Français redoutent car ils leur disputent la maîtrise du fleuve. Ils sont d'autre part les agents actifs de la diffusion de l'Islam.

b) Les royaumes wolof

Le peuple wolof, malgré son hétérogénéité originelle, a formé rapidement une solide communauté dont l'effort constant a été la recherche des moyens susceptibles d'assurer sa suprématie politique. En effet, N'Diadiane N'Diaye avec un noyau de fidèles venus de Mauritanie, appartenant aux populations noires que les Maures appellent Bafour, a réussi à encadrer les Socé, d'origine mandingue et les Sérèr auxquels se sont ajoutés des groupes importants Tou-

---

(99) FAIDHERBE, op. cit., p. 105.

couleurs (100). C'est alors que les structures sociales ont été mises en place, mais on notera que l'empire djolof a respecté les lamane ou chefs de terre hérités de l'occupation sérèr dans le bas Sénégal. Ils étaient nommés suivant l'usage de leur pays avec l'assentiment du bourba-djolof, c'est-à-dire de l'empereur. Les lamane semblent avoir joué un grand rôle politique et ils ont contribué à la dislocation de l'empire.

La société wolof traditionnelle est très hiérarchisée. Au sommet de la pyramide, la noblesse comprend les lignages royaux ou garmi et les dignitaires parmi lesquels se recrutent les chefs de province (Kangame) et les cadres de l'armée. Après les nobles viennent les roturiers ou diambour dont la grande masse est constituée par les paysans (badolo) "sujets taillables et corvéables à merci". selon la formule de V. Monteil ; on y ajoute les marabouts

---

(100) La vallée du Sénégal a joué un rôle majeur dans le peuplement du Sénégal septentrional et central, elle en apparaît selon Pélissier comme "le berceau ou du moins l'antichambre". Sur cette hétérogénéité du peuple wolof, une réponse significative du petit-fils du damel du Kayor, Lat-Dior à qui l'on demandait si son grand-père était wolof : "Oui, dans la mesure où l'on peut l'être ... Par son père, son dix-huitième ancêtre était arabe ; par sa mère il est manding, maure et toucouleur ; il est dit wolof" cité par MONTEIL (V.) : Lat Dior, damel du Kayor et l'islamisation des wolof in Esquisses sénégalaises, I F A N , Dakar, Initiations et études africaines, n° XXI, 1966, p.89.Sur la situation des royaumes wolof à la fin du XVIIIe siècle voir la thèse de Jean BOULEGUE : La Traite, l'Etat, l'Islam, les royaumes wolof du XVe au XVIIIe siècles, Université Paris I, 1987.

(serigne) souvent d'origine manding ou toucouleur et qui exercent une grande influence alors que la société wolof est encore peu touchée par l'islamisme. Les gens de castes ou Nyeno forment la troisième grande catégorie sociale. Les castes fondées sur la spécialisation professionnelle, l'hérédité et l'endogamie comprennent les forgerons et les bijoutiers (teug), les tanneurs et les cordonniers (oudé), les tisserands (raba), les bucherons et les ouvriers du bois (laobé). Les "griots" représentent une catégorie particulière de gens de caste ; poètes, musiciens, ils chantent les exploits des familles princières, annalistes précieux ils conservent vivant le passé de l'ethnie. A la base de la société, se situent les esclaves (dyam) que l'on peut diviser en deux groupes : les captifs de case et les captifs de la couronne. Les premiers en général bien traités bénéficient de conditions matérielles comparables à celles de leurs maîtres badolo, Mollien le notait déjà écrivant : "les Iolofs sont des maîtres extrêmement doux avec leurs esclaves, ils prennent soin de leurs enfants, les frappent rarement et ne leur font pas supporter des fatigues dont le poids pourrait les accabler" (101). Les esclaves de la couronne jouent un rôle considérable car ils représentent les seuls éléments sur qui le souverain puisse compter (102).

---

(101) MOLLIEN, op.cit., p. 79. Même notation chez Carrère : "la condition de ceux-ci (des esclaves) est loin d'être rude ; ils font, en quelque sorte, partie de la famille. Le maître les traite avec douceur et ne leur impose qu'un travail modéré", p. 53.

(102) D'après Carrère "Les princes n'oseraient jamais confier leur personne à d'autres qu'à leurs esclaves", p.55. Sur la société wolof. DIOP (Abdoulaye Bara), La Société wolof, Paris, Karthala, 1981, 355 p.

En général c'est parmi eux que se recrutent les guerriers ou tiedo. Ceux-ci ont une solide réputation de pillards et sont la terreur des badolo. En définitive, la société wolof se caractérise par la subordination étroite de la masse paysanne (badolo et esclaves) à une aristocratie soutenue par une classe de guerriers dont l'influence politique est grande. Si cette description schématique des structures sociales demeure valable pour l'ensemble des états issus de la dislocation de l'empire djolof, il convient de présenter chacun d'eux dans son individualité politique au milieu du XIXe siècle.

Le Walo n'offre plus que le pâle reflet de sa grandeur passée. Et pourtant en fondant sa dynastie, le célèbre N'Diadiane N'Diaye lui avait assuré un grand prestige. Etabli sur les deux rives du Sénégal, ce royaume amphibie (walo c'est nous l'avons vu, la zone inondée par la crue annuelle) tenait les Maures en respect et sa capitale Ndiourbel se situait dans le Chemama sur la rive droite. Il s'étendait de l'océan au lac R'Kiz et de Saint-Louis au-delà du lac de Guiers (103). Mais en 1850, réduit à quatre cents lieues carrées sur la rive gauche, dépeuplé, menacé par ses voisins le Walo connaît une crise politique et sociale décisive.

Le souverain, le brak, est élu par le Seb ag Baor, assemblée de dignitaires dont les trois plus importants sont

---

(103) Les limites du royaume peuvent être précisées ainsi : entre le parallèle 16°5' de l'océan au R'Kiz, une ligne allant de Fanaye sur le Sénégal jusqu'à Sirinké sur la rivière Bounoun qui se jette dans le Guiers et de Sirinké à Saint-Louis par les villages de M'Pal et de Ndialakhar. Cf. BRIGAUD (F.) : Histoire traditionnelle du Sénégal, Etudes Sénégalaises, n° 9, fasc. 9,

le Dyogomay, maître des eaux, le Dyawdin maître de la terre et le Malo ou trésorier. Le brak est choisi dans l'un des trois lignages royaux qui sont d'origine soit maure (les Logar), soit sérèr (les Dyo) soit peule ou mandé (les Tè-dyek). Le nouveau roi est intronisé selon un rituel païen qui se déroule au milieu du XIXe siècle encore sur l'emplacement de la première capitale : Ndiourbel

> "Au jour fixé pour le couronnement, le nouveau brak suivi du peuple se rend à Dgiangué sur la rive gauche ; de ce point, on aperçoit le rônier qui marque sur l'autre rive la place où fut Diourourbel ... Tout le monde ayant traversé le fleuve on se dirige vers la plaine de Diourourbel où s'élèvent les tertres des braks".

Ensuite se déroule la cérémonie d'investiture minutieusement décrite par Carrère et Holle (104). Le rôle du brak est essentiellement celui d'un porte-bonheur et éventuellement d'un chef de guerre. Les annalistes sont unanimes à affirmer qu'il ne quittait sa capitale (Nder au XIXe siècle) sur la rive ouest du lac de Guiers que pour prendre la tête de ses troupes. Il ne paraît en public que pour la fête de la naissance de Mahomet, le Gamou. Les pouvoirs du brak sont limités par l'assemblée qui peut éventuellement le détroner. Le rôle des femmes dans la vie politique est très important car la succession est matrilinéaire et la première charge du royaume est généralement confiée à la mère ou à la soeur du brak, la linguèr.

Le Walo a connu une crise politique permanente marquée d'une part par les conflits fréquents entre le brak et l'assemblée, et d'autre part par la lutte de plus en plus âpre que se livrent les trois lignages royaux. Cette situa-

---

(104) CARRERE, op.cit., p. 108.

tion va conduire les protagonistes à rechercher des alliances extérieures et amener par les guerres incessantes dont le Walo est l'objet le pays au bord du précipice. En effet, la pression des peuples voisins : Kayor, Fouta Toro et Trarza est une des constantes de l'histoire du pays. Enfin, entourant le comptoir de Saint-Louis, le Walo subit dans sa vie économique et sociale les conséquences du commerce atlantique. L'aristocratie et les Maures réduisirent en esclavage et razzièrent pour alimenter la traite négrière et d'autre part, le commerce de la gomme a favorisé la poussée des Trarza qui s'affirme à la fin du XVIIIe siècle (105).

Pendant la première moitié du XIXe siècle, la crise atteint son paroxysme et les anciennes structures sociales et politiques subissent de très profondes transformations (106). A la suite de l'islamisation qui atteint le

---

(105) L'abolition de la traite une fois décidée en Europe, le trafic a continué plus ou moins clandestinement au début du XIXe siècle, mais surtout si l'on en croit Mollien, les noirs vendirent aux Maures les captifs qu'il est défendu aux blancs d'acheter, "et tel roi qui avait un revenu suffisant pour l'entretien de sa cour avec deux cents prisonniers vendus six cents francs pièce aux Européens, fait à présent de plus en plus fréquentes incursions chez ses voisins et chez ses sujets même, pour doubler le nombre de ses esclaves et avoir toujours le même revenu puisque les Maures ne paient un captif que la moitié du prix qu'en donnait un Européen", p. 76.

(106) BARRY (Boubacar) : Le royaume du Waalo. Le Sénégal d'avant la conquête. Préface de Samir Amin, Paris, F. Maspéro, 1972, 395 p., nouvelle édition, Paris, Karthala, 1985, 390 p.

petit peuple, l'organisation patriarcale pénètre chez les roturiers et les gens de caste, tandis que le système matriarcal continue chez les nobles à régir la dévolution des droits politiques et des biens. D'autre part, les familles princières pour la conquête du pouvoir s'entourent de plus en plus d'une nombreuse clientèle et de captifs, se constituant ainsi en une entité indépendante des traditions et modifiant de ce fait la hiérarchie d'ordre et de caste qui réglait la vie politique et sociale. Les tiedo constituent maintenant une aristocratie militaire turbulente et de plus en plus exigeante. Les guerres civiles comme celle qui oppose en 1828 le brak Fara Penda au Dyawdin favorisent la lassitude des artisans et des paysans qui se tournent vers l'Islam qui apparaît comme l'unique rempart contre l'arbitraire de l'aristocratie traditionnelle. Parfaitement significative est la tentative menée en 1830 par Diile. Profitant des troubles, ce marabout envahit le pays pour y établir un gouvernement à l'image de la théocratie du Fouta Toro. Le régime du brak ne fut sauvé que par l'intervention française. Un triple enseignement se dégage de cet épisode : sur le plan religieux, il montre la force du parti des marabouts qui ne craint pas de prendre les armes pour imposer sa religion, sur le plan social, Diile, un bijoutier, un homme de caste remet en cause la hiérarchie traditionnelle et rallie tous les mécontents et enfin sur le plan politique, la décomposition du système éclate dans l'incapacité de l'aristocratie de s'unir face au danger commun. La guerre civile continue donc de plus belle et les partis en présence recherchent l'appui du roi des Trarza dont les guerriers ravagent le pays. Lorsque la nièce de Fara Penda, la linguèr Ndjimbot épouse Mohammed el Habib, ouvrant ainsi la perspective d'une union des deux royaumes, les Français réagissent avec vigueur. Le brak n'est plus roi que de nom et c'est Ndjimbot qui dirige maintenant sous l'influence de son mari la politique du pays. Après sa mort en 1846, sa soeur Ndaté



pl. 1 La Reine du Walo

BOILAT Esquisses Sénégalaises

Yalla accaparera toute l'autorité et continuera la même politique (107). Le Walo n'est plus que l'enjeu de la lutte entre Trarza et Français (108).

Le Kayor dont le nom viendrait de gay-i dior, "ceux du sable" s'étend sur deux cents kilomètres au nord-est au sud-ouest, de Saint-Louis à Rufisque, limité par le Walo, le Djolof et le Baol. Il comprend plusieurs provinces : le Gandiole et le Diambour au nord, le Guet à l'est, le Diander au sud-ouest et le Saniokhor au centre. Le souverain porte le titre de damel, ce qui d'après la tradition signifierait "briseur" à la suite de la rupture avec le Djolof qui

---

(107) Carrère et Holle font remarquer que c'est à tort qu'on croit généralement à Saint-Louis que "Guimbotte a été reine du Walo et que Déthé Jalla lui a succédé", en fait les femmes ne peuvent jamais avoir la dignité de brak : "La vérité est que, représentant au degré le plus proche la branche régnante, en possession des captifs et des propriétés de la famille royale, Guimbotte et Déthé Jalla se sont emparées de la souveraineté de fait, mais pour sauvegarder les formes traditionnelles, elles n'ont jamais manqué de faire nommer un brak, fantôme de roi, soumis à leur influence absolue, instrument aveugle de leurs volontés, qu'elles ont toujours fait agir sous l'impulsion de Mohammed el Abib, roi des Trarzas, au gré de leurs caprices, de leurs passions et de leurs terreurs", op.cit., p.98.

(108) La situation troublée du Walo n'a pas été sans conséquences démographiques.

s'est produite entre 1530 et 1550. Si la structure sociale était semblable à celle du Walo, l'organisation politique présentait quelques différences. Le damel est choisi dans l'un des sept matrilignages royaux par une assemblée composée de dignitaires, gouverneurs et chefs de régions, de réprésentants des hommes libres et du chef des captifs royaux. Après l'élection une cérémonie d'intronisation a lieu à Mboul. On retrouve à la cour, la linguèr, mère, tante maternelle ou soeur utérine du damel, ainsi que les courtisans dans la mesure où ils résident dans la capitale. La première dignité de la cour est celle du ministre de la guerre qui marche toujours aux côtés du damel dans les combats ; il a sous ses ordres le corps de réserve, troupe d'élite qui ne donne qu'à la dernière extrémité. Le damel pourvoit à toutes les charges mais la domination n'est qu'une investiture car elles se transmettent en réalité par hérédité ; le damel avant d'entrer en fonctions exige un présent dont il fixe lui-même l'importance. Tous ces dignitaires sont généralement choisis en fonction de leurs qualités guerrières : "fuir est un vice" disaient-ils. De même les tiédo ont par leur bravoure contribué à assurer au Kayor une réputation militaire prestigieuse. Mollien l'évoque à propos d'une guerre avec le Baol où chaque guerrier pour se mettre dans l'impossibilité de chercher son salut dans la fuite "remplit ses larges culottes de sable et, accablé sous le poids d'un tel fardeau, se met à genoux et se dispose à tirer" (109). Mais les tiédo se sont aussi taillés une solide renommée de grands ivrognes et de pillards incorrigibles.

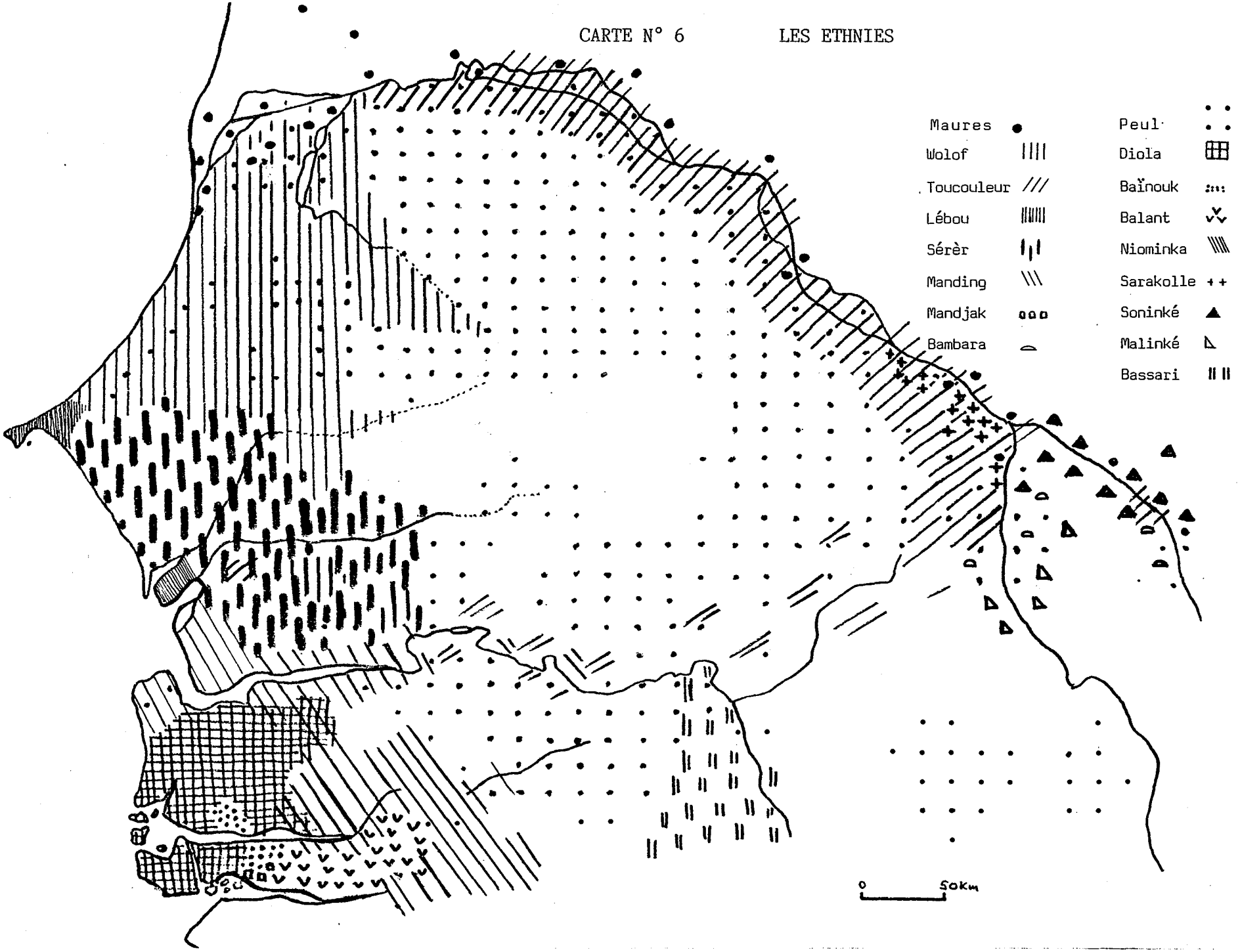
---

(109) MOLLIEN, op.cit., p. 74, DIOUF (M.). Le Kajoor au XIXe siècle, thèse de 3e cycle. Université Paris I, 1980, FALL (R.). Le royaume du Bawol du XVIe au XIXe siècle, thèse de 3e cycle, Université Paris I, 1983.

Les revenus du damel proviennent des razzias faites sur son ordre dans l'intérieur du pays et dont les deux-tiers lui appartiennent, de la moitié du butin pris après les combats, des salines de Gandiole et depuis 1849 d'un cadeau octroyé par les Français pour que soit favorisé le commerce des arachides. A l'époque les observateurs s'accordent pour trouver importantes les ressources du damel. Depuis 1832, Maîssa Tenda Dior est le souverain du Kayor mais il règne aussi sur le Baol comme tègne. Il appartient à un lignage qui détient le pouvoir depuis le milieu du XVIIIe siècle. Le pouvoir, par le prestige et les avantages matériels qu'il procure allume bien des convoitises. Les rapports du Kayor avec ses voisins ont été souvent difficiles. Aux luttes contre le Djolof qui ont accompagné ses premiers pas comme état indépendant se sont ajoutés les conflits fratricides avec le Baol dont les chefs, les tègnes, sont apparentés aux damels. Souvent les deux pays furent réunis sous l'autorité d'un même souverain. C'est le cas dans la première moitié du XIXe siècle mais cela ne va pas sans guerre, et Maîssa Tenda dut éliminer des compétiteurs pour s'imposer aussi au Baol. Les Maures qui font des incursions de pillages sont craints et détestés.

L'aristocratie gardienne du paganisme s'est heurtée à l'Islam. Elle mena quelques guerres contre le parti des marabouts à la fin du XVIIe siècle, sans pouvoir en empêcher les progrès. Parallèlement à l'appareil judiciaire du damel se met en place une justice musulmane dirigée par un grand cadi. Petit à petit se constitue une petite élite musulmane qui montre vis-à-vis du pouvoir une attitude critique. Son opposition prendra une allure inquiétante à la fin du XVIIIe siècle. Le damel Amari Ngoné Ndéla Kumba réprima la révolte des marabouts qui se réfugièrent dans la presqu'île du cap Vert. Quelque temps après, l'almami du Fouta Toro, Abdoul Kader venu faire croisade au Kayor fut battu. Malgré ces

CARTE N° 6 LES ETHNIES



d'après les cartes ethnodémographiques publiées par l'I.F.A.N.

échecs, comme le note Mollien "Le mahométisme fait chaque jour des progrès" (110). Cependant il demeure encore un phénomène partiel et localisé : ce sont les régions du nord, le Diambour essentiellement qui sont les plus touchées tandis que le sud-est est à peine entamé. Mais la décadence des institutions traditionnelles est moins avancée qu'au Walo car ce n'est que depuis quelques années que le Kayor s'est véritablement intégré à l'économie européenne grâce aux arachides. D'autre part, à la différence du Walo, le pays reste à l'écart des démonstrations militaires de la France car le gouverneur Baudin estime les expéditions dans l'intérieur de ce pays immense, sans eau et au terrain sablonneux "comme impossibles ou extrêmement dangereuses et avec la certitude de n'obtenir aucun résultat" (111).

Le royaume du Kayor avait perdu depuis peu le contrôle de la presqu' île du cap-Vert. En effet les Lébou qui s'y étaient installés au XVIIIe siècle au terme d'une longue migration supportaient mal le despotisme et les brigandages du damel et de ses gens. Ils s'unirent sous la direction d'un des chefs du village, Dial Diop qui fit construire des fortifications depuis la baie de Yoff jusqu'à celle de Hann. Les Lébou résistèrent à toutes les attaques du Kayor dont le damel dut reconnaître l'indépendance en 1812. Le nouvel état s'organisa sous la direction d'un serigne, chef suprême, politique et religieux. Il se déchargea sur l'imam de ses fonctions religieuses, sur le diaraf de ses

---

(110) Ibid., p. 82.

(111) Baudin : Mémoire de remise de service,16 août 1850. A N S O M Sénégal I 37 a. La population du Kayor est évaluée alors à 100.000 personnes.

attributions en matière de répartition et d'exploitation des terres et sur le saltigué dans certaines circonstances de celles de chef de guerre. Les deux assemblées de diambour jouaient un rôle considérable dans l'état dont elles étaient à peu près maîtresses. La vie de la presqu'île fut troublée par des conflits entre habitants des différents villages et par des oppositions religieuses. La proximité de Gorée et l'installation de marchands contribuaient aussi à diviser les Lébou. Ceux qui servaient d'intermédiaires aux traitants partageaient leurs griefs contre la lourdeur des taxes et les entraves apportées au commerce par les chefs de Dakar. En 1850, le sérigne de Dakar s'appelle Eliman Diol et il a été investi de cette dignité vingt ans plus tôt (112).

Province lointaine aride et peu peuplée, le Djolof a été, nous l'avons vu, le berceau d'un vaste empire. Axée sur le Bounoun, prolongement de la longue vallée, morte du Ferlo, elle est limitée par le Fouta, le Kayor, le Walo, le Baol, le Boundou et le Saloum. Elle offre de beaux terrains de parcours et de magnifiques forêts de gommiers mais les terres cultivables sont très rares. Le souverain ou bourba doit appartenir à l'un des quatre patrilignages royaux et obligatoirement à l'un des dix matrilignages. Il est l'élu d'une assemblée de grands électeurs présidée par le grand diaraf, un roturier mais dont le rôle est considérable.
D'après Mollien

---

(112) Sur les Lébou consulter : ANGRAND (A.). Les Lébous de la presqu'île du Cap Vert, Dakar, La Maison du Livre, s.d. (1947), 144 p. et BALANDIER (G.) et MERCIER (P.) Particularisme et évolution : les pêcheurs Lébous, Saint-Louis, IFAN, 1952, X-216 p. Voir également : MICHEL (Claude) : Organisation coutumière de la collectivité Lébou de Dakar. BCEHS AOF, T.XVII,n°3,pp.510-524.

> "Le gouvernement du Bourb-Iolofs, comme celui de tous les royaumes voisins est féodal. Le roi jouit néanmoins d'une autorité despotique qu'il doit, ainsi que tous les autres souverains africains, au grand nombre de ses esclaves" (113).

Au début du XIXe siècle, si le bourba ne dispose que de richesses médiocres par rapport à celle du damel "il jouit encore d'une certaine prédominance parmi les autres souverains de sa couleur, qui ne l'abordent qu'en se prosternant devant lui" (114). et son titre de suzerain lui donne "vis à-vis de ses anciens feudataires, une supériorité morale qui agit encore fortement sur les esprits" (115). Le Djolof était, comme les autres pays wolof épuisé par les discordes intestines et les dévastations des Maures ; les bourba avait même dû consentir au roi des Trarza un tribut annuel de deux cents boeufs. L'islamisme paraît moins puissant qu'au Kayor voisin :

> "le pays du Bourb-Iolofs renferme plus de païens que de mahométans. Ces derniers y jouissent de beaucoup de considération qu'ils doivent à la douceur et à la tolérance qu'ils affectent mais ils seraient probablement tout autres, si leur secte s'accroissait" (116).

Enfin le Djolof est à peine effleuré par le commerce européen.

---

(113) MOLLIEN, op.cit, p. 102. CHARLES (Eunice A.) Precolonial Senegal : The Jolof Kingdom, 1800-1890. African Research Studies n°12, Boston, 1977, XI-163 p.

(114) MOLLIEN, op.cit., p. 102.

(115) CARRERE et HOLLE, op.cit., p. 113.

(116) MOLLIEN, op.cit., p. 102.

c) Le Fouta Toro

Le Fouta sénégalais est la région située le long du Sénégal de Dagana au village de Dembakané, à la lisière du pays de Galam. Ainsi, commandant l'accès au haut fleuve, il occupe une position clé. Pays du mil et du riz, il contraste par sa richesse avec le Ferlo et la Mauritanie qui l'enserrent. Il se divise en sept provinces historiques qui en remontant le fleuve sont les suivantes : le Dimar, déformation du nom du village Dimat ou Dialmath, le Toro, le Lao, la province des Irlabé, le Bosséa, le Nguénar et le Damga. Les deux composantes ethniques sont les Peuls et les Toucouleurs.Ces derniers, mélange de Peul, de Sérèr et de Wolof, parlent peul. Le Fouta a connu fin du XVIIIe siècle une révolution qui renoue le fil quelque peu interrompu d'une longue tradition musulmane. L'aristocratie dénianké mise en place par Koli Tenguéla considérée toujours comme étrangère au pays a été balayée par le groupe musulman toucouleur des Torobé conduit par le marabout Souleyman Bal (117). Une fois renversé le dernier représentant de la dynastie dénianké, Souleyman Bal refuse le pouvoir qui est alors confié à un autre marabout, guerrier valeureux, Abdoul Kader (1776). Un

---

(117) Les Torobé (torodo au singulier) : ceux qui prient. Sur l'importance de la réaction des lettrés musulmans. voir les Chroniques du Fouta sénégalais de Siré Abbas Sow publiées par DELAFOSSE et GADEN, Paris, Leroux, 1913. Delafosse simplifie beaucoup quand il dit que cette révolution est la victoire du parti toucouleur sur le parti peul en même temps que celle de l'élément musulman sur l'élément païen. La réalité est plus complexe. Cf. Pathé DIAGNE : Pouvoir politique traditionnel en Afrique occidentale, Paris, Présence Africaine, 1967, 294 p. Voir également JOHNSON (J.) The almamate of Futa Toro : 1770-1836. A political history, Ph.D. Wisconsin, 1974, 513 p. ROBINSON (David). The islamic Revolution of Futa Toro, The International Journal of

gouvernement théocratique fut mis en place : c'est un collège électoral composé de l'élite torodo qui choisit Abdoul Kader comme almami. Le nouveau titre qui vient de l'arabe imam ne désigne pas seulement celui qui dirige la prière, mais un chef qui concentre à la fois les pouvoirs religieux et politiques. Le premier almami se révéla un remarquable constructeur mettant sur pied des structures politiques inspirées de l'expérience de l'Islam oriental. "Le Koran y forme la loi unique de l'ordre politique et civil, toute la vie sociale s'y règle par les principes, plus ou moins bien compris, de leur livre sacré" (118). Le système fiscal, objet de soins particulièrement attentifs, a été conçu pour favoriser les catégories sociales dirigeantes. Sur ce plan, l'arrivée au pouvoir des Torobé n'a pas provoqué une mutation radicale car l'almami n'a pas craint d'intégrer les cadres existants qui s'étaient ralliés au régime. Pour asseoir son pouvoir, l'almami récompensa les fidèles de la première heure et les compagnons de lutte par d'importantes distributions de terres confisquées aux insoumis. Il utilisa ce système de fiefs au mieux de ses intérêts en s'assurant de solides alliances parmi d'importants groupes familiaux du Bosséa, du Nguénar et du Damga et en plaçant des chefs réputés pour leurs qualités guerrières aux endroits guéables afin de protéger le pays contre les incursions des Maures. En procédant à d'importantes dotations de terres, l'almami ne faisait que reprendre la politique de Koli Tenguéla et des Déniankobé. Comme on le voit, la lutte pour l'accaparement des terres a joué un rôle déterminant dans l'histoire du Fouta et l'on peut dire que "la structure foncière de la vallée reflète fidèlement son histoire et l'histoire de la société toucouleur elle même" (119). Après avoir réorganisé

... African Historical Studies, vol.8, n°2, 1975, pp.185-221. Du même Chiefs and clerics. The history of Abdul Bokar Kan and Futa Toro, 1853-1891, Oxford University Press, 1975.239 p.

(118) CARRERE (F.), op.cit., 127.

(119) La moyenne vallée du Sénégal, op.cit., p.112.

réorganisé le pays, Abdoul Kader mena le jihad chez les Maures et dans le Kayor mais là il fut vaincu. L'islamisme militant apparaît un des traits essentiels du nouveau régime. Atteint dans son prestige à la suite de sa défaire, l'almami périt assassiné en 1804 victime d'un complot.

La société toucouleur est stratifiée en castes et ressemble de ce fait à la société wolof, mais la révolution islamique a eu pour conséquence de mettre au sommet de la pyramide sociale les Torobé. On peut distinguer trois groupes de castes : les hommes libres ne faisant pas partie des castes artisanales, les gens de métier et les captifs. Dans le premier groupe, celui des Rimbé, les Torobé forment la caste supérieure. Cette aristocratie est formée d'éléments n'ayant pas la même origine mais soudés par leur appartenance à une fois commune. A l'intérieur de cette caste, existe une hiérarchie allant des détenteurs de grands domaines, électeurs de l'almami, aux paysans réduits à louer des terres en passant par les petits propriétaires. Ensuite viennent les dyawambé qui jouaient le rôle de conseillers auprès des chefs dans les grandes familles. Les Sebbé semblent constituer un fonds de population établie dans la vallée à une époque ancienne et dont l'origine est controversée : Wolof et Sérèr établis dans le pays avant l'islamisation des Toucouleurs ou guerriers peuls amenés par Koli Tenguéla. Enfin, les Soubalbé qui proviennent également de groupes établis depuis longtemps forment la caste des pêcheurs. Le deuxième groupe, les nyembé rassemble les castes d'artisans et les griots. On y retrouve les tisserands, les cordonniers, les forgerons-bijoutiers et les travailleurs du bois. Enfin au bas de l'échelle les captifs ou matioubé (120).

---

(120) Sur la société toucouleur, on peut consulter DIOP (Abdoulaye Bara) : Société toucouleur et migration, I F A N , Dakar, 1965, Initiations et Etudes, n°XVIII, 232 p.

Le régime fondé par Abdoul Kader s'est rapidement altéré. En effet, la disparition du premier almami coïncide avec un affaiblissement de la ferveur religieuse et de l'élan réformateur. La lutte pour l'accaparement de l'appareil politique avec tous les avantages que cela comporte passe alors au premier plan. La coalition qui a écarté Abdoul-Kader n'a que d'étroites assises et le Fouta se trouve entre les mains d'une petite oligarchie religieuse ; désormais les grands électeurs éclipsent l'almami qui n'est le plus souvent qu'un jouet entre leurs mains.

> "Quand l'almami a perdu les bonnes grâces de ses électeurs, ce qui arrive fréquemment, ils lui ordonnent d'abdiquer. Comme ce fantôme de souverain est toujours incapable de résister, après lui avoir signifié leurs volontés, accompagnées quelquefois de la confrontation des biens, ils procèdent à son remplacement" (121).

De la mort d'Abdoul Kader en 1804 à l'intronisation d'Ahmadou Hammad en 1850, il a été procédé à 28 élections, preuve éclatante de l'instabilité politique (122). Plus grave, peut être, l'unité du pays se trouve menacée à terme par le fait que le Fouta central (Nguénar, Bossea, Lao) monopolise maintenant l'élection et considère les autres provinces comme territoires soumis. On comprend que dans ces conditions, il sera relativement facile à un adversaire décidé d'utiliser les tensions internes et de jouer

---

(121) CARRERE, op. cit., p. 128.

(122) Instabilité à peine tempérée par le fait que certains personnages ont été élus à plusieurs reprises, d'après la liste des almami établie par Delafosse.

du particularisme des différentes provinces spécialement du Dimar et du Toro qui ont pour chef la première un éliman et la seconde le lam-toro. Faidherbe ne s'en privera pas (123).

d) Les royaumes du haut Sénégal

Le haut fleuve, zone de grands mouvements migratoires rassemble des groupes ethniques plus ou moins mêlés : peul, malinké ou manding, sarakollé ou soninké et toucouleur. Ici, pas de grande unité politique mais quatre ou cinq états présentant des caractéristiques propres. Après avoir quitté le Fouta à Dembakané on entre dans ce que les Européens appellent le pays de Galam. Cette expression probablement inventée par eux sans qu'on en connaisse exactement l'origine ne recouvre pas la même extension géographique chez les auteurs. Pour Carrère "le Galam contient deux grandes provinces, le Guidiaga et le Kassô" mais l'abbé Boilat ne retient que la première. C'est aussi la définition qu'en donne le lieutenant Flize et qui paraît la plus communément admise (124). Le Gadiaga comprend deux grandes provinces séparées par la Falémé : le Goye ou bas Galam à l'ouest et le Kaméra ou haut Galam à l'est. Une famille sarakollé les Bathily ou Bakiri, venue de la région de Ségou avec les siens, vint s'installer dans le Gadiaga après en avoir chassé les Malinké. Les deux provinces étaient gouvernées par le même souverain qui portait le titre de tounka. Il revenait toujours au plus âgé des Bakiri quel que soit son degré de parenté avec le souverain pré-

---

(123) Les Français considérent le Fouta Toro comme un des pays les plus peuplés de la Sénégambie.

(124) FLIZE (L.). Le Gadiaga, Moniteur du Sénégal, n°42, 15 janvier 1857. CHASTANET (Monique) : L'état du Gadiaga de 1818-1858 face à l'expansion commerciale française au Sénégal, mémoire de maitrise, 1976, Université Paris I, sous la direction d'Y. PERSON, 303 p.

cédent. Tuabo au nord de Bakel était la capitale du royaume. En 1833 s'ouvre une longue période de troubles dont l'origine semble être le désir d'un chef du Kaméra de partager avec le tounka les droits que payaient les navires de Saint-Louis montant à Galam. Ce fait est extrêmement révélateur des incidences que les progrès du commerce peuvent avoir sur la vie politique et en définitive sur la cohésion des royaumes. En effet, à la suite de conflits, le Gadiaga se scinda en deux états. Tuabo avait été détruite et le tounka du Goye résidait maintenant à Counguel dans un site plus favorable à la défense. En 1850, le tounka Samba Coumba Diama était très âgé. Au Kaméra dont la capitale était Makhana, le tounka ne l'était que de nom car il avait laissé la réalité du pouvoir à un chef qui percevait à son profit tous les droits de passage. En définitive ces deux états qui renferment de quinze à vingt mille habitants apparaissent assez peu solides et comme une proie tentante pour l'entreprenant almami du Boundou.

Le pays Boundou assez étendu et relativement peuplé aurait près de cent mille habitants selon les évaluations de l'époque. Un célèbre marabout peul, Malick SY était venu s'y installer après que les Bakiri se soient fixés dans le Gadiaga (125). Il fonda la famille des Sissibé dont le membre le plus âgé a toujours la charge de conduire les destinées du pays. La population est hétérogène car Malick Sy fit de son état une terre d'asile. Le gouvernement qui est entre les mains d'un almami n'est pas théocratique comme au Fouta Toro où l'élu doit être plus docte et le plus saint des marabouts. Ici, c'est simplement un homme parvenu au pouvoir par hérédité et joignant à la qualité de guerrier

---

(125) L'autorité du tounka s'exerçait auparavant sur le Boundou. BATHYLY (Abdoulaye). Guerriers, tributaires et marchands. Le Gajaaga (Galam), "le pays de l'or", le développement et la régression d'une formation économique et sociale sénégalaise c.VIII-XIXe s. Thèse de doctorat d'Etat, Dakar, 3 vol. 1985.

celle d'homme instruit dans la loi du Coran. Son pouvoir est absolu car aucune assemblée ne l'entrave, il rend la justice, lève les impôts (la dîme sur les récoltes) et prélève des droits de passage sur les nombreuses caravanes qui traversent son pays. Il dispose d'une armée de dix mille hommes et de mille chevaux aux dires de Raffenel (126). Le Boundou n'a pas tardé à s'agrandir aux dépens de ses voisins et particulièrement du Bambouk. Il s'empara de la rive droite de la Falémé où il fonda des villages. En 1850, l'almami Saada caressait l'ambition d'atteindre le Sénégal afin d'exiger des navires de Saint-Louis d'importants cadeaux. Boulébané, la capitale possède une muraille de grande étendue avec des bastions carrés et cylindriques pour la protéger. Comme dans le Fouta Toro, l'enseignement coranique est largement répandu.

Entre Boundou et Khasso, le Bambouk est encore une contrée peu connue. Les Malinké qui l'habitent ont une réputation "d'hommes farouches et méchants" (127). Réfractaires à l'Islam, ils s'organisent en petites républiques plus ou moins unies par un lien fédératif si on en croit Raffenel (128).

Le Khasso, à cheval sur les deux rives du Sénégal et borné au nord par le Kaarta, au sud par le Bambouk et à l'ouest par le Kaméra était autrefois un état puissant.Des lignées peul venues du Sahel dès le XVIe siècle, s'étaient assimilées aux Malinké pour former le peuple Khassonké qui n'est musulman que de nom. Au milieu du XIXe siècle, attaqué et grignoté sur sa rive gauche par les Bambara, le pays

---

(126) RAFFENEL (A.), Voyage ..., op.cit., p. 268.
(127) CARRERE (F.), op. cit., p. 170.
(128) RAFFENEL (A.), ibid., p. 392.

est divisé en provinces indépendantes. C'est ainsi que Médine et le territoire qui l'entoure ont pour chef Sambala. Celui-ci, en 1848 doit faire face à la rébellion de son frère (128 bis).

Ainsi, mis à part le Boundou et encore, les Français ne trouvent en face d'eux que des organismes politiques affaiblis, divisés contre eux-mêmes et opposés les uns aux autres.

e) Les royaumes sérèr

Le pays sérèr est partagé entre deux grands organismes politiques : les royaumes du Sine et du Saloum auxquels s'ajoutent quelques petits états indépendants ou vassaux. Le Sine, le plus petit des deux, possède une façade littorale de Joal à la pointe de Sangomar, borde la rive droite du Saloum jusqu'à une cinquantaine de kilomètres en aval de Kaolack, puis sa frontière avec le Saloum remonte vers le nord-est jusqu'au 16° de longitude. Le royaume du Saloum à partir de l'estuaire se déploie en éventail dans l'intérieur, des frontières assez incertaines le séparent du Rip au sud du Niani et du Djolof à l'est.

L'aristocratie guelwar a joué, on le sait, un rôle décisif dans l'édification du système politique qui encadra le peuple sérèr. Par ses alliances matrimoniales elle avait réussi à se faire accepter, puis à imposer son autorité. D'elles sortirent les dynasties qui sont à l'origine des royaumes du Sine et du Saloum. Elles le gouverneront jusqu'à

(128 bis) CISSOKO (Sekene Mody). Contribution à l'histoire politique du Khasso dans le haut Sénégal des origines à 1854, Paris, l'Harmattan, 1985, 415 p.

la conquête coloniale. D'après les traditions, Maîssa Wali Dione fonda le royaume du Sine dont la première capitale fut M'Bissel et son petit-neveu M'Begane N'Dour celui du Saloum (129). Les structures sociales et politiques révèleront, sans doute, des éléments déjà rencontrés dans le monde wolof mais au-delà de ces ressemblances existent d'importantes différences qui illustrent la profonde originalité des Sérèr. L'organisation sociale s'éclaire par l'histoire du peuplement, chacun des deux groupes venus s'installer dans le pays apportant ses caractéristiques propres : d'une part une masse de paysans libres, les diambour, et de l'autre une aristocratie accompagnée de ses guerriers, les tiédo. Nobles et paysans ont les uns et les autres des captifs et des griots à leur service. Le régime des castes de métiers est assez peu marqué car les artisans sont beaucoup moins nombreux qu'en pays wolof. Ils descendent de l'escorte des princes manding, mais surtout des wolof venus s'installer dans le pays après l'organisation des royaumes et ces artisans ne sont vraiment intégrés à la société sérèr que dans le royaume du Sine (130). Quelques autres particularités sont à retenir. A la différence des Wolof, l'aristocratie guelwar ne pratique guère l'endogamie ; au Saloum beaucoup moins replié sur lui-même que le Sine, elle ne dédaigna pas les alliances avec les noblesses voisines. L'influence politique des tiédo semble beaucoup moins importante

---

(129) La tombe de Maîssa Wali Dione à M'Bissel est encore aujourd'hui l'objet d'un culte. Cf. GRAVRAND (H.). Les Sérères, Afrique Magazine, n° 2, mars 1959 ; du même La civilisation sérèr I : Cosaan, les origines, Dakar Nouvelles Editions Africaines, 1983, 361 p.

(130) Les artisans n'ont été insérés que tardivement dans la société sérèr car les Ndieghem et les None qui sont restés à l'écart de l'action des guelwar ne connaissent pas le système des castes. D'autre part, l'analyse anthroponymique des familles de castes ne révèle qu'exceptionnellement des noms typiquement sérèr. Cf. Pathé DIAGNE, op.cit.

qu'au Kayor. Enfin, il existe une catégorie sociale à mi-chemin entre les hommes libres et les esclaves : le sourga est un paysan libre qui s'asservit volontairement en acceptant de faire partie de l'entourage d'un dignitaire qui lui fournit des armes, la dot d'une femme et subvient éventuellement à son entretien moyennant le service de guerre. Mais le fait capital qui domine l'histoire du peuple Sérèr, c'est le dynamisme de la classe des paysans libres. En effet, comme l'a bien montré Pélissier :

> "c'est elle qui a assimilé les immigrants venus l'encadrer ou lui apporter le complément de techniques spécialisées : elle a accepté la superstructure politique et administrative construite par les Guelwar, accueilli des professionnels du travail des métaux, du cuir, du coton, du bois ; mais à tous elle a imposé sa langue, ses croyances religieuses" (131)

La noblesse manding malgré son prestige n'a pu s'imposer aux Sérèr qu'en s'enracinant au terroir, en devenant elle-même profondément sérèr.

Dans le domaine politique, le poids de la paysannerie sérèr n'est pas moins importante. En effet, à la différence de la masse rurale wolof demeurée passive, elle a conservé un certain contrôle sur le pouvoir. Le bour (mad en sérèr) chef à la fois religieux et politique, était obligatoirement un guelwar et en principe le mâle le plus âgé de la branche maternelle du précédent souverain. Généralement le bour désignait son successeur qui prenait le titre de boumi, mais en fait cette décision ne préjugeait en rien de l'avenir. En effet, la monarchie sérèr possède en quelque

---

(131) PELISSIER, op.cit., pp. 207-208.

sorte un caractère électif et la désignation du nouveau souverain offre pour le peuple l'occasion de renouveler au moins symboliquement la délégation de pouvoir consentie aux princes d'origine manding. Le plus puissant des signitaires qui entouraient le bour ; le Diaraf-bou- rey ou Grand Diaraf, choisissait en accord avec l'assemblée des notables le nouveau souverain et procédait à son intronisation. Le grand Diaraf tire son autorité de ce qu'il représente les paysans libres face à la noblesse guelwar. Issu d'une famille libre mais non noble, il est choisi parmi les chefs de village (diaraf) les plus notables et parmi les sakh-sakh représentants du pouvoir central à la tête des provinces. Nommé par le roi sur présentation de l'assemblée des sakh-sakh et des diaraf- la même qu'il préside lors de la désignation d'un nouveau souverain - il était assuré de son pouvoir car il ne pouvait être révoqué par le roi, mais seulement par une décision unanime de ceux qui l'avaient choisi. Comme il ne pouvait accéder au trône à cause de son origine roturière, un équilibre s'établissait entre le pouvoir du souverain et celui du peuple (132). Les affaires extérieures et militaires ainsi que la nomination des chefs de province revenaient au roi tandis qu'au Grand Diaraf appartenaient la justice, les problèmes de la vie des villages et spécialement la défense des droits fonciers des Sérèr contre tout empiètement. Deux autres dignitaires sont à retenir : le Grand Farba qui,dans la hiérarchie se situe après le Grand Diaraf,est chef des guerriers et comme tel joue le rôle d'un ministre de la guerre et le Farba-bir-Keur

---

(131) Pour l'analyse des institutions traditionnelles, voir AUJAS (L.) : "Les Sérèr du Sénégal", BCEHS AOF, 1931, pp.293-333.

chargé à la fois de la perception des impôts et de la répression des révoltes intérieures. Il faut faire aussi une place spéciale à la linguèr, mère du roi ou à défaut la plus âgée des tantes maternelles. Elle joue un rôle dans les cérémonies religieuses et dispose de plusieurs villages à titre d'apanage. Enfin, il se trouve dans l'entourage du bour comme dans toutes les cours des souverains wolof un ou plusieurs marabouts chargés de la correspondance officielle.

Dans une société essentiellement paysanne, les lamane maîtres de la terre tiennent une place importante dans la vie sociale. Héritiers des chefs de famille ayant procédé à la première mise à feu de la forêt, ils sont davantage les gardiens que les propriétaires de la terre. On pourrait comparer leur rôle à celui d'un conservateur de la propriété foncière. Le lamane est aussi un des prêtres de la religion du terroir qui est si caractéristique du pays sérèr et qui lui assure une grande force de cohésion face aux entreprises islamiques.

Les deux royaumes sérèr n'offrent pas exactement le même visage. Sur le plan des institutions, le pouvoir du bour Saloum apparaît beaucoup moins absolu que celui du souverain voisin. Mais surtout, le Sine vivant davantage replié sur lui-même et ayant une population plus homogène que celle du Saloum où aux Sérèr se mêlent Socé, Toucouleurs,Wolof, et Peuls se présente avant tout comme le conservatoire des traditions sérèr. Tous les Sérèr ne vivaient pas à l'intérieur des frontières des deux royaumes. Sur les marges septentrionales et occidentales du Sine s'étaient établis de petits groupes : N'Dout, None et Safène dans les forêts couvrant la falaise de Thiès et Ndieghem. Ils ont cherché à conserver leur originalité et à se protéger par d'importantes cloisons forestières des incursions des féodaux wolof. En fait, ils vécurent dans un climat d'insécurité qui se

traduit en particulier en 1850 par de sévères razzias du damel contre le Ndiéghem.

Les deux royaumes dont les capitales sont Diakhao pour le Sine et Kahone à quelque distance en amont de Kaolack pour le Saloum, présentent au milieu du XIXe siècle d'incontestables faiblesses. Ici comme ailleurs, les successions sont l'occasion de conflits qui risquent d'offrir prétexte à une intervention extérieure (133). Au Saloum, les tiédo, moins bien tenus en main qu'au Sine multiplient les exactions contre les paysans tandis que le souverain atteint dans ses revenus depuis la disparition de la traite des esclaves a vu son autorité s'effriter.

Malgré les relations commerciales des Goréens, le monde sérèr demeure peu connu des Français. L'abbé Boilat, le premier, lui a fait une large place dans son ouvrage consacrant un chapitre à chacun des deux royaumes mais ne négligeant pas les autres groupes sérèr : les None et ce qu'il appelle la république de Ndieghem (134).

Les îles qui bordent la côte de l'embouchure du Saloum à celle de la Gambie abritent une population hétérogène dont les origines sont obscures. Ces peuples que l'on

---

(133) Ces conflits se présentent différemment dans les deux royaumes. Dans le Sine, la succession matrilinéaire pousse les candidats à rechercher des appuis dans leur parenté paternelle de telle sorte qu'en réalité les conflits de succession se règlent entre trois patrilignages. Au Saloum ce sont deux matrilignages guelwar qui s'opposent à chaque succession.

(134) Quelques années plus tard les Sérèr attireront l'intérêt des administrateurs français en particulier de Pinet-Laprade qui leur a consacré une étude qui n'est pas négligeable : Notice sur les Sérères, Revue maritime et coloniale, 1865, pp. 479-492 et 709-728.

désigne sous le nom de Niominka semblent avoir pour ancêtres des Socé venus du Gabou soit directement, soit après un séjour en pays sérèr. (135) Pêcheurs et cultivateurs, les habitants des îles n'ont jamais constitué d'unité politique. Vivant en marge du continent, ils ont cependant subi l'influence des Sérèr du Sine dans le nord et celle des Manding de la Gambie dans le sud. D'ailleurs vers 1850, l'islamisation des villages du sud entreprise par des marabouts venus de Gambie a commencé. En effet, les Manding peuplent les rives de la Gambie qui ont longtemps appartenu à l'empire du Mali. Ils ne se sont pas constitués en états, mais simplement en chefferies dont les deux importantes sont celles de Barra et du Badibou sur la rive nord. Le milieu du siècle marque le début d'un long conflit qui couvait depuis longtemps entre une minorité musulmane appuyée sur les classes marchandes et les populations païennes. On rencontre aussi sur la rive droite des Diola qui nous introduisent dans le monde de la Casamance.

f) Les populations de la Casamance

C'est seulement vers 1850, une quinzaine d'années après les débuts de la pénétration française qu'un premier tableau de l'ensemble des populations casamançaises a été

---

(135) Le royaume du Gabou grâce à sa position intermédiaire entre les fleuves Gambie,Casamance, Cacheo et Geba connut un essor commercial important entre le XVIIè et le XVIIIè siècle. MANE (Mamadou) : Contribution à l'histoire du Kaabu, Bulletin de l'IFAN, t. 40, B, pp. 87-159. Un colloque sur les traditions orales du Gabou s'est tenu en mai 1980 à Dakar. CISSOKO (Mody Sekene), L'histoire des manding de l'ouest : l'empire du Kabu XVI-XIXè siècle, communication au Congrès d'études mandingues, Londres.

brossé par des observateurs vivement attirés par ce monde si différent du reste du Sénégal. La Casamance est partagée entre de nombreux groupes ethniques dont il est difficile de délimiter avec précision les territoires car les frontières se modifient au gré des luttes entre les villages.

D'après les traditions les Baînouk sont probablement les plus anciens occupants de la Casamance soudanienne comme de la basse Casamance. Ils ont été refoulés de l'est vers l'ouest par l'arrivée de vagues successives d'émigrants manding, notamment à l'époque de l'apogée de l'empire du Mali. Dès le XVè siècle, la présence des Baînouk n'était plus attestée que dans la basse vallée du Soungrougrou. Les Diola dont l'origine demeure mystérieuse - ils sont dépourvus de traditions historiques comme la plupart des populations de la Casamance - viennent après les Baînouk pour l'ancienneté de leur installation. L'appellation de Diola appliquée à une population très morcelée mais qui se caractérise par sa remarquable adaptation au milieu est d'utilisation récente.

> "A l'entrée de la Casamance sont les Feloups ou Yolas, même nation sous des noms différents dont le premier lui fut donné par les Portugais et le second par les laptots ouolofs" (136)

Localisés de la côte au Soungrougrou sur la rive droite et au rio San Domingo sur la rive gauche, ils occupaient déjà la même zone au XVè siècle à l'époque des premiers contacts avec les Portugais. Les Diola au cours de leur installation auraient assimilé les Baînouk ou les auraient chassés. Commencée depuis longtemps la poussée balant vers la moyenne Casamance se poursuit encore dans la première moitié du XIXè siècle aux dépens des malheureux Baînouk grandes victimes des mouvements migratoires. Enfin, dans les années cinquante apparaît un nouvel élément ethnique les Mandjak

---

(136) HECQUARD (H), Voyages sur la côte ..., op. cit., p.114.

ou Mandiagos venus du rio Cacheo ; il ne s'agit alors que d'une avant-garde d'immigrants temporaires venus amasser un pécule dans les factoreries européennes, mais qui sera bientôt suivie par d'autres Mandjak venant créer des villages au milieu des Baïnouk. Après avoir retracé, autant que les documents le permettent, les grandes étapes du peuplement, force est de constater qu'au milieu du XIXè siècle, les mouvements de population ne sont pas encore achevés et que constamment de nouvelles retouches sont apportées à la physionomie ethnique de la Casamance.

La poussée manding en particulier se poursuit. Guerriers redoutables, commerçants actifs et zélés propagateurs de l'Islam, les Manding se sont établis dans le Pakao , le Boudhié et le Yacine. Leur société féodale et hiérarchisée s'organise au niveau du village avec un chef religieux, l'almami,et un responsable de l'ordre et de la justice,l'alcati. Le système de gouvernement bicéphale est mal équilibré et il arrive souvent que l'influence personnelle de l'un réduit ou même annihile l'autorité de l'autre. Les conquérants manding avaient à leur service des gens de caste et une main d'oeuvre servile. Déjà sur leur territoire la culture de l'arachide commençait à se développer. Mais en définitive les Manding n'ont réalisé qu'une occupation militaire discontinue du territoire d'où ils avaient chassé les Baïnouk. Aussi, les Peuls se sont infiltrés dans les espaces laissés libres et tout en poursuivant leurs activités pastorales, ils se sont sédentarisés, c'est-à-dire qu'ils se sont également occupés d'agriculture. Tout en restant vassaux des Manding ils constituèrent une région d'important peuplement peul qui de ce fait s'appela le Fouladou. Cette avance manding renforcée par des émigrants peuls disposait de l'appui de l'almami du Fouta Djalon qui, d'après Hecquard, aurait fourni une aide militaire. La lutte pour le pouvoir devait faire de la première moitié du XIXè siècle une période d'insécurité et de désordre.

Les Balant venus des hauts pays qu'arrosent le rio Geba et le rio Cacheo, occupent au milieu du XIXè siècle un territoire le Balantacounda, limité au nord par la Casamance, à l'est par le pays manding et à l'ouest par les refoulés baïnouk (137). Repliés sur eux-mêmes, plus ou moins isolés par les forêts, les Balant avaient fort mauvaise réputation chez leurs voisins. "Remuants et vicieux ... ils sont à leurs voisins ce que sont les Maures à certaines peuplades du Sénégal ; jamais on ne leur résiste" (138). En fait, s'ils ont pu facilement repousser les Baïnouk, ils trouvaient dans les Manding des adversaires autrement redoutables, malgré tout ils ont su résister à leurs tentatives d'implantation et à leurs efforts de prosélytisme. Emiettement de l'habitat, absence d'institutions politiques, société égalitaire contrastant avec la société hiérarchisée des Manding, telles sont les caractéristiques essentielles du pays balant. Hecquard décrit le gouvernement comme anarchique, les plus riches et les plus forts imposant leur volonté et la société comme profondément individualiste, chaque famille vivant isolée dans ses cases entourées de fortifications "ce qui forme de nombreux villages qui ne se relient par aucun lien, aucun intérêt". Les observateurs présentent alors les Balant comme "peu cultivateurs" se contentant de quelques champs de mil mais passionnés d'élevage et de chasse.

Les Baïnouk, d'après les traditions, formaient autrefois le peuple le plus puissant de la Casamance. Doux, hospitaliers, ayant le sens du commerce, ils avaient établi de bonnes relations avec les Portugais du préside de Ziguinchor. Ils furent les victimes de leurs turbulents voisins

---

(137) La répartition actuelle des Balant coïncide dans ses grandes lignes avec celle que nous décrit Hecquard.

(138) HECQUARD, op. cit., p. 116-117.

qui grignotèrent progressivement leur territoire. Vers 1830 leur capitale, Brikane située à proximité du confluent du Soungrougrou et de la Casamance fut détruite par les Balant. D'après Hecquard une monarchie tempérée par des assemblées dont les membres étaient élus gouvernait les Baïnouk, mais elle était en pleine décadence au milieu du XIXè siècle (139).

A la différence des Baïnouk, les Diola se caractérisent par une absence d'organisation politique qui a frappé tous les observateurs. Sans doute certains villages étaient-ils soumis à l'autorité d'un chef, mais il s'agissait le plus souvent d'une autorité provisoirement acceptée, par exemple pour faire face à un danger précis ou pour préparer une attaque contre des voisins. Les villages diola s'efforcent de préserver farouchement leur indépendance et se livrent à d'incessantes batailles les uns contre les autres "De village en village, la vendetta est déclarée en permanence" (140). Ainsi l'insécurité était-elle de règle. Les

---

(139) En 1700, les Balant d'après Hecquard, payaient tribut au roi des Baïnouk il est probable que les importants mouvements de population qui se produisirent au XVIIIè siècle ont provoqué un affaiblissement progressif des Baïnouk. Voir également BOCANDE (B) : Note sur La Guinée portugaise ou Sénégambie méridionale, Bulletin de la Société de Géographie, t. XI, n°65-66, mai-juin 1849, pp. 265-350.

(140) VALLON (A). La Casamance, dépendance du Sénégal, Revue Maritime et Coloniale, t. VI, octobre 1862, pp. 456-474. BOULEGUE (J). L'ancien royaume de Kasa (Casamance), Bulletin de l'IFAN, t. 42, B, juillet 1980, pp. 475-486. Voir également : Note sur la Casamance par l'administrateur Labretoigne du Mazel, 1906, ANS AOF 1 G 328, Voir l'ouvrage récent de Peter MARK : A Cultural Economic and Religions History of the Basse Casamance since 1500. Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1985, XII- 136 p.

conditions géographiques d'ailleurs contribuent à favoriser cet émiettement politique. D'autre part, les Diola forment une société égalitaire et individualiste. La famille constitue la cellule sociale de base ; elle se rassemble à l'intérieur d'une maison collective fortifiée. Les Anciens, comme le remarque Hecquard, disposent d'une grande influence dans les villages constitués par la juxtaposition des familles. Autre fait caractéristique qui souligne l'originalité de la société diola par rapport aux structures sociales des autres régions du Sénégal, elle ne comporte pas d'esclaves. Cependant sur les membres de cette société qui ignore la hiérarchie s'exercent des pressions : celles des coutumes, des traditions familiales et villageoises et d'un animisme vigoureux qui implique une soumission aux forces naturelles. Les Diola n'ont pu, d'autre part, élaborer une authentique civilisation du riz que grâce à un sens aïgu de la solidarité paysanne appliquée essentiellement dans le cadre villageois. (141).

Pour mieux apprécier le rôle respectif des différents groupes humains dans l'histoire de la Sénégambie au milieu du XIXè siècle, on est tout naturellement tenté d'en préciser le poids démographique. Ambition légitime qui en réalité est une gageure car les renseignements sont souvent très incomplets. Pour certains royaumes, on dispose de chiffres globaux et pour d'autres de l'effectif des guerriers ou de la population de quelques localités. Y. Saint-Martin a réuni quelques indications chiffrées données par les voya-

---

(141) Sur les Diola on lira avec attention les chapitres remarquables de finesse de la thèse de P. PELISSIER et la thèse d'ethnosociologie de L.V. THOMAS : Les Diola, essai d'analyse fonctionnelle sur une population de Basse-Casamance, Mémoires de l'IFAN, n° 55, Dakar, 1959, 2 vol., 821 p.

geurs et reprises dans les ouvrages des géographes de l'époque. (142) A partir de là, il évalue entre 2.000.000 et 2.500.000 la population de la Sénégambie entendue au sens large c'est-à-dire en y incluant le Fouta Djalon et les Rivières du Sud. (143) Une collecte plus complète de chiffres tirés non seulement de documents imprimés mais aussi de sources manuscrites apporterait une moisson plus ample sur laquelle pourrait s'exercer une critique plus poussée. Dès maintenant on peut souligner combien est contestable le principe d'analogie utilisé par Saint-Martin pour déterminer la population globale à partir du nombre des guerriers. En effet, partant de Golberry qui annonce pour le Kayor 180.000 habitants et 6.000 soldats, il avance que le Khasso qui dispose de 4.000 guerriers doit compter environ 120.000 âmes et le Fouta Djalon avec 16.000 cavaliers au moins 480.000 habitants. (144) Sans doute l'auteur ne se dissimule pas le caractère aventureux de tels calculs. En effet, le rapport entre soldats et population est très variable selon les pays. Par exemple, le lieutenant-colonel Caille, non cité par Saint-Martin considère que la population du Walo s'élève à 16.000 habitants pour 2.500 combattants et celle du Fouta

---

(142) MALTE-BRUN : Géographie Universelle, t. 5, Asie orientale et Afrique, 5, Edit. Paris, 1845, d'AVEZAC : Esquisse générale de l'Afrique, Paris, 1837. A. TARDIEU La Sénégambie, se montre très prudent ne donnant pas de chiffres de population pour les différents états.

(143) SAINT-MARTIN (Y). Thèse déjà citée, p. 81.

(144) Comme on ne prend en compte que les cavaliers, ne faudrait-il pas raisonnablement doubler au moins ce chiffre, s'interroge Saint-Martin.

Toro à 1.500.000 habitants pour 30.000 guerriers (145). D'autre part, les estimations sont très différentes pour un même pays. Ainsi, elles varient du simple au double pour le Walo de 10.000 à 20.000 et pour le Fouta de 200.000 à 1.500.000.

Dans le tableau dressé par Saint-Martin aucun chiffres n'a été rassemblé pour le Baol, le Djolof, le Boundou et les états de la Gambie. Il faudrait y ajouter les peuples maures. Caille comble cette dernière lacune en avançant les chiffres de 55.000 pour les Trarza et de 63.000 pour les Brakna. De son côté, Malte-Brun d'après Faidherbe évalue la population trarza entre 50 et 60.000 habitants (146).

L'examen du tableau suivant montre, si l'on écarte les estimations visiblement exagérées concernant le Fouta Toro, que la Sénégambie est, en ce milieu du XIXè siècle, relativement peu peuplée. Cependant, le Fouta Djalon fait figure de grande puissance mais quelque peu marginale par rapport à notre étude. Viennent ensuite le Saloum et le Fouta Toro pour lequel l'estimation de Mollien reprise par Malte-Brun paraît inférieure à la réalité. Ce sont deux grandes régions productrices de mil, la première âprement disputée entre

---

(145) Les renseignements donnés par Saint-Martin se situent autour de 10.000 habitants, AZAN Revue Maritime et Coloniale, novembre 1863 et 11.900 (FAIDHERBE 1859 : Notice sur la colonie du Sénégal). Il faut ajouter CAILLE : Note sur les peuples de la Mauritanie et de La Nigritie riverains du Sénégal, Revue Coloniale, septembre 1846, pp. 1-10, CARRERE et HOLLE, op. cit., avancent le chiffre de 20.000 pour le Walo. Pour le Fouta Toro, MALTE-BRUN, 1845, p. 613 donne 200.000, la Commission des comptoirs de 1850, un million.

(146) MALTRE-BRUN, 1861, édition révisée par Cortambert, p. 141.

Français et Anglais, la seconde, selon l'expression de Caille "grenier d'abondance et de réserve du Sénégal qui en retire tout le mil nécessaire à la subsistance de sa population et au commerce des escales du bas fleuve". Les autres ensembles humains qui comptent sont le Kayor, le haut Sénégal et les pays maures. C'est autour de ces principaux foyers que le commerce du Sénégal s'organise.

*
* *

Diversité des paysages géographiques de l'aride Ferlo à la luxuriante Casamance, personnalité vigoureuse des groupes ethniques, contraste entre populations à structure étatique et populations à société égalitaire et individualiste refusant toute infrastructure politique, telles sont les caractéristiques essentielles qu'offre le Sénégal.

Les contacts que les Européens ont établi avec ce monde aux aspects multiples n'ont partout ni la même ancienneté, ni la même intensité. Le fleuve constitue la zone privilégiée des relations commerciales et lorsque la traite négrière a été abolie, l'adaptation a été facilitée par l'existence de l'important trafic de la gomme. Les états proches de Saint-Louis ou riverains du Sénégal ressentent profondément les effets de l'activité marchande. Tandis que les souverains tentent de se réserver jalousement le bénéfice des contacts avec les Européens, princes et notables cherchent à s'en assurer une part. Ainsi se trouvent renforcés les germes de divisions qui existent dans tous les royaumes. D'autre part, le petit groupe d'Africains, intermédiaires entre les producteurs noirs et les négociants blancs, est porteur d'une hiérarchie nouvelle fondée sur

Etats	Population totale	guerriers	Sources
KAYOR	100.000		Malte-Brun 1845, p. 612.
	180.000	6.000	Golberry (Malte-Brun 1816)
WALO	10.000		Azan, RMC, 1863
	11.900		Faidherbe, 1859
	16.000	2.500	Caille, RC, 1846
DJOLOF	.....		
BAOL	.....		
REPUBLIQUE LEBOU DE DAKAR	10.000		Boilat, p. 43
FOUTA TORO	200.000		Malte-Brun 1845, p. 613.
	1.000.000		Commission des Comptoirs Rapports
	1.500.000	30.000	Caille, RC, 1846
BOUNDOU	.....		
KHASSO	120.000*	4.000	Malte-Brun, 1845, p. 614.
BAMBOUK	80.000		Malte-Brun, 1845, p. 615.
SINE	60.000		Mate-Brun, 1845, p. 612. (Golberry)
SALOUM	300.000		Malte-Brun, 1845, p. 616.
ETATS DE GAMBIE	.....		
CASAMANCE	60.000		Malte-Brun, 1816.
FOUTA DJALON	480.000*	16.000	Malte-Brun, 1845, p. 614. (Mollien)
TRARZA	55.000	6.000	Caille, RC, 1846.
BRAKNA	63.000	5,000	Caille, RC, 1846.

* Estimation d'après le nombre de guerriers.
Tableau établi à partir de celui dressé par Y. Saint-Martin et complété par de nouvelles références.

l'argent et destructrice des valeurs traditionnelles. Les Wolof avec lesquels les contacts ont été les plus anciens et les plus profonds constituent les auxiliaires privilégiés du commerce français. Or, au milieu du XIXè siècle une ère nouvelle s'ouvre avec l'apparition de l'arachide à côté des produits traditionnels. Pour stimuler la culture de cette graine oléagineuse, le négoce français va envoyer de nombreux wolof ouvrir des comptoirs dans diverses régions du Sénégal et dans les Rivières du Sud ; ils y fonderont de petites colonies dont l'influence sur le milieu sera considérable. Désormais ce n'est plus de simple cueillette dont il s'agit, mais d'agriculture. Tout l'avenir des sociétés rurales sénégalaises va se trouver engagé par la pénétration progressive de l'agriculture spéculative et l'on peut se poser la question de savoir si celles qui ont élaboré des structures politiques sont plus aptes à l'accueillir que celles qui sont demeurées inorganisées. Constatons simplement avec Pélissier le divorce paradoxal qui existe en général entre "l'efficacité des techniques de contrôle territorial" c'est-à-dire de l'organisation étatique et les qualités des techniques agricoles. En effet, ce sont les sociétés les plus authentiquement paysannes, celles qui ont,au prix d'une longue expérience, mis au point de savantes méthodes de création et d'entretien des terroirs qui ont refusé toute infrastructure politique, à l'inverse, des populations comme les Wolof qui ont cherché à assurer leur suprématie politique au cours des siècles n'ont que de médiocres connaissances agricoles. Ne seront-elles pas tenté, en se faisant les agents actifs de l'économie de traite et les champions de l'agriculture extensive de maintenir et d'accroître leur influence ?

CHAPITRE II

LA CRISE DU COMMERCE SENEGALAIS

1°) Bref rappel de l'histoire économique du Sénégal

Depuis sa restitution en 1817 par les Anglais en vertu des traités de Paris, la colonie du Sénégal n'a pas réussi à trouver un équilibre économique et social. Pendant une trentaine d'années, elle connut une existence précaire, traversée de lueurs d'espoir sans lendemain bientôt suivies de temps de désillusion et d'accablement. Aussi le Sénégal était-il en 1850 comme en 1817 "un maigre archipel battu de flots tumultueux où la vie ne pouvait qu'être inquiète et misérable" (G. Hardy). La faillite se révélait dans toute sa tragique ampleur.

Le retour de l'autorité française s'était effectué sous les facheux auspices du naufrage de la Méduse qui amenait le gouverneur Schmaltz. Ne serait-on pas tenté de faire du trop fameux radeau le symbole de ce Sénégal qui pendant trente ans vogua au gré des flots sans être jamais véritablement gouverné ? Les autorités anglaises locales firent preuve de beaucoup de mauvaise volonté, retardant sous de fallacieux prétextes la remise des comptoirs entre les mains des Français. Il leur était bien pénible d'abandonner une précieuse voie de pénétration vers l'intérieur à l'époque où l'opinion anglaise, passionnée par les voya-

ges de Mungo Park, s'intéresse à l'Afrique et où l'African Association nourrit des projets d'annexion depuis Arguin jusqu'à Sierra Leone. De là naquit un solide et durable climat de méfiance entre Français et Anglais. La possibilité offerte à ces derniers par les traités de trafiquer la gomme à Portendick ne pouvait manquer de l'entretenir et de raviver les souvenirs encore frais de la lutte menée au XVIIIè siècle par les deux puissances pour s'assurer les fructueux bénéfices de la redistribution de ce produit en Europe. (1).

Les guerres révolutionnaires et impériales n'avaient pas manqué de faire sentir leurs effets jusqu'aux lointains rivages africains : les liens commerciaux avec les métropoles distendus par l'irrégularité et l'insécurité des liaisons maritimes, les budgets parcimonieux qui excluent toute initiative, amenuisent les garnisons et enhardissent les peuples africains en laissant leurs exactions impunies. Les Anglais n'ont-ils pas dû abandonner le voyage annuel à Galam à cause du trop grand danger de la navigation sur le fleuve ?

Tout était à reconstruire, qu'il s'agisse des bâtiments militaires et administratifs menaçant ruine faute d'entretien ou de l'activité économique, en passant par l'indispensable autorité morale auprès des Africains. Des deux éléments essentiels du commerce sénégalais : les esclaves et la gomme, seul subsistait le second depuis l'interdiction en 1807 de la traite que les Anglais devaient évidemment appliquer à leur conquête. Les Bourbons s'étaient engagés de mauvaise grâce d'ailleurs, à maintenir cette

---

(1) Sur ces "guerres de la gomme" voir l'ouvrage d'André DELCOURT : La France et les établissements français au Sénégal entre 1713 et 1763, Mémoires de l'I F A N , n° 17, Dakar, 1952, 432 pages.

prohibition, mais armateurs nantais et négociants sénégalais, prisonniers de leur passé ne surent pas toujours résister aux séductions de ce vieux démon de la traite vraiment difficile à exorciser. (2) Restait donc le trafic de la gomme qui, au début du XIXè siècle n'était plus que l'ombre de lui-même, réduit de près des deux tiers par rapport aux dernières années de l'Ancien Régime. La misère s'installait parmi la population de Saint-Louis. Avec le retour de la paix en Europe, un nouvel essor était possible car le Sénégal restait la source unique des approvisionnements, du moins jusqu'à ce que les progrès de la géographie et le dynamisme du commerce européen, mettent en exploitation d'autres forêts de gommiers ou que la chimie découvre d'autres substances pour l'apprêt des tissus. Jouer toute la fortune du Sénégal sur un seul produit était trop hasardeux pour que les responsables de la politique coloniale ne s'en inquiètent.

Plus tragique encore était le destin de Gorée : grand centre du "bois d'ébène", elle avait ébauché une économie de substitution sous la domination anglaise en devenant l'entrepôt de la Gambie. Une brève prospérité avait provoqué un rapide et substantiel gonflement de la population. Mais voici que le retour des Français entraîne une brutale rupture de ces liens commerciaux récemment tissés, et que Gorée est condamnée une nouvelle fois à chercher les bases d'une nouvelle activité.

L'occasion était bonne après tant de bouleversements et à la veille d'assumer à nouveau la charge des comptoirs du Sénégal de réfléchir sur l'expérience passée et

---

(2) A ce sujet, voir la thèse de 3ème cycle de S. DAGET : La France et l'abolition de la traite des noirs de 1814 à 1831, Paris, 1969, 357 p.

d'examiner les possibilités d'avenir. Le baron Portal (3), directeur des Colonies, puis ministre de la Marine s'y employa. Les ouvrages que les "anciens" du Sénégal : Durand (4), Golberry (5) et Pelletan (6) avaient publiés au moment où l'éphémère euphorie provoquée par la paix d'Amiens ravivait l'intérêt pour les questions coloniales, fournissaient d'utiles éléments de méditation.

Les intentions de la métropole se révélèrent singulièrement audacieuses car le retour de la France ne pouvait signifier une simple réoccupation de territoires momentanément abandonnés, mais devait permettre une transformation

---

(3) PORTAL, né en 1765 près de Montauban vint à Bordeaux à dix-huit ans pour entrer dans une maison de commerce dont il deviendra bientôt le chef. Bien posé dans sa ville d'adoption, il est remarqué par Napoléon qui le fit entrer au conseil d'Etat. En 1815 il devint directeur des Colonies et en 1818 élu député, il sera nommé quelque temps après ministre de la Marine. Les armateurs bordelais désireux de reprendre leurs anciennes relations commerciales interrompues par les guerres de la Révolution et de l'Empire demeurèrent en contact étroit avec Portal toujours attentif aux intérêts de sa ville d'adoption.

(4) DURAND (J.B.L.), Voyage au Sénégal, Paris 1802 ; Durand avait été directeur général de la Compagnie du Sénégal.

(5) GOLBERRY (X.), Fragments d'un voyage en Afrique, Paris, 1802. Collaborateur du gouverneur de Boufflers, il était ingénieur en chef du Sénégal.

(6) PELLETAN (J.G.) (ancien directeur de la Compagnie du Sénégal). Mémoires sur la Colonie française du Sénégal... Paris, 1801.

de la vie économique et sociale du pays et ouvrir une période de prospérité. Mais dans les faits, qu'il est difficile de rompre totalement avec le passé ! Comme sous l'Ancien Régime, l'activité commerciale continuera à se couler dans le moule étroit de l'exclusif. Elle devra s'étendre vers la presqu'île du cap Vert, le haut Sénégal et les régions aurifères de la Falémé : voeux pieux tant de fois répétés et jamais suivis d'effet. Sans doute renonce-t-on pour exploiter l'ensemble du Sénégal au vieux système des compagnies privilégiées si violemment critiqué au XVIIIè siècle, mais la nostalgie en est si forte qu'on le ressuscitera bientôt pour les régions éloignées du Galam et de la Casamance. La métropole ayant ainsi fait sa part à la tradition, s'engage alors hardiment sur de nouveaux sentiers. En effet, Portal avait bien compris que le problème colonial ne se posait plus dans les mêmes termes et que les Antilles, autrefois fécondées par l'apport régulier de main-d'oeuvre servile, devaient désormais céder la place dans les préoccupations du gouvernement et du commerce aux établissements africains dont la main d'oeuvre pouvait servir la mise en valeur. Au lieu de transporter les ouvriers là où se trouve le travail, on transporterait le travail là où se trouvent les ouvriers. Ainsi s'affirmait avec vigueur la volonté de faire du Sénégal une colonie agricole afin d'assurer à bon compte l'approvisionnement de la métropole en produits tropicaux : une nouvelle Saint-Domingue allait naître qui devait compenser la perte de l'ancienne dont l'éclatante prospérité hantait encore toutes les mémoires.

Parallèlement aux efforts anglais en Sierra Leone, ceux qui furent déployés au Sénégal pendant près de quinze ans ne conduisirent finalement qu'à l'amère déception et au découragement profond. Pourtant enthousiasme et initiative n'avaient point fait défaut dans les milieux officiels. Après un rapide contact avec la nature sénégalaise, le gouverneur Schmaltz croyait pouvoir affirmer dans un rapport

de juillet 1817 que le Sénégal appelé à devenir une colonie modèle permettrait à la France de prendre le premier rang dans le commerce du monde et il ajoutait :

> "J'ai beaucoup voyagé, j'ai toujours soigneusement observé les pays que j'ai parcourus et je n'en ai pas vu de plus beau, de plus propre à de grandes entreprises que le Sénégal, les bords du Gange ne m'ont point paru plus fertiles que ceux de notre fleuve, je n'ai point le moindre doute d'y voir réussir toutes les cultures qu'on y voudra tenter".

Fortifié par cette conviction passionnée, le ministère établit en 1818, un plan de colonisation associant Européens, habitants de Saint-Louis et de Gorée et chefs indigènes. Ample et méthodiquement construit, il s'en dégageait une incontestable impression de solidité. C'est à l'épreuve des faits qu'on allait pouvoir en mesurer la réelle valeur. Avec beaucoup de précipitation et d'improvisation sous la direction de Schmaltz, avec un esprit méthodique et scientifique chez le baron Roger (7), l'effort porta surtout sur

---

(7) ROGER Jacques, François (1787-1849), avocat à la cour de cassation et au conseil d'Etat, il partit au Sénégal en 1819 pour diriger l'habitation royale de Koïlel, ferme modèle entretenue par les fonds de la liste civile. Il avait de solides appuis en particulier de la mère Javouhey qui lui permirent d'être nommé gouverneur du Sénégal en juillet 1821. Fait baron en 1824, il quittera la colonie en 1827, mais il en suivra toujours de près les affaires ; le conseil général du Sénégal en 1846 le choisira comme délégué et nous aurons la possibilité de relater ses interventions auprès du ministère. Elu député du Loiret en 1831, il le restera jusqu'à sa mort. Enfin, il a été un des membres influents de la Société de Géographie.

le coton, dans l'espoir de satisfaire la demande sans cesse accrue des usines de la métropole et sur l'indigo, afin de s'affranchir du monopole coûteux de l'Inde. Roger ayant un goût très vif des choses de la terre, rien n'échappa à son zèle : façons culturales, emploi de la charrue, irrigation, choix du matériel le mieux adapté à l'égrenage du coton, à la fabrication de l'indigo. Dans le Walo, des terres sont concédées aux habitants de Saint-Louis et des distributions de semences, d'outils et bientôt de primes devaient stimuler leur ardeur. Roger qui a compris que ces commerçants improvisés agriculteurs ont besoin d'être guidés, réunit une équipe de techniciens chargés dans des jardins d'essais de mettre au point les meilleures méthodes et de les vulgariser.

Ainsi, rien ne semblait avoir été laissé au hasard et Roger, sur le point de revenir en France, dressa, fin 1826, un bilan de l'oeuvre accomplie. Cependant son optimisme complaisamment affiché suscita d'autant plus le doute que des informations parvenues en France décrivaient la réalité sous de sombres couleurs. Le ministère s'en inquiéta mais il était cependant trop accroché à l'espoir de faire du Sénégal un pourvoyeur de produits tropicaux pour changer brutalement de cap. Ce n'est qu'après de nouvelles et péremptoires enquêtes (8) qu'il se résigna à l'abandon de la politique

---

(8) Cf. Les enquêtes de Gerbidon et de Jubelin. Le premier dans son rapport au ministre du 25 août 1827 constatait que le Sénégal malgré "la végétation vraiment extraordinaire qui s'y développe pendant la saison des pluies" n'a que les apparences de la fertilité ; le second aboutissait à la même conclusion. Le ministre devait alors reconnaître dans une dépêche du 28 décembre 1830 que : "le seul résultat qu'on eut obtenu de tant de soins et d'efforts c'est la certitude que le climat du Sénégal et sa constitution physique repoussent la culture des denrées coloniales".

inaugurée en 1817 en supprimant de son budget de 1831 tout encouragement aux cultures. Le rêve longtemps caressé d'une colonie agricole se dissipait pour laisser la place à la réalité beaucoup moins exaltante d'un simple comptoir commercial.

Les raisons de l'échec sont nombreuses et d'ordre varié. En métropole, le gouvernement avec une belle inconscience s'est lancée dans l'entreprise sans en mesurer l'ampleur et il donne un peu l'impression de croire que d'un coup de baguette magique une nouvelle Saint-Domingue allait surgir. Il n'a aucune idée claire de l'importance des crédits à allouer ni de la nécessité d'une longue patience. Avant tout préoccupé de restaurer les finances de l'Etat et victime d'une conception traditionnelle des rapports entre la métropole et les colonies, il attend du Sénégal un prompt secours et exige des résultats rapides et décisifs.

Les gouverneurs victimes de leurs propres illusions ou de la crainte d'un retournement de la politique ministérielle n'ont guère eu le courage d'expliquer les difficultés d'un plan singulièrement ambitieux. D'autre part, l'agronomie tropicale balbutiait ; empétrée dans des raisonnements assimiliationnistes, elle ne parvenait pas à prendre son autonomie. Un professeur du Muséum chargé d'analyser les sols du Walo les comparant à ceux de la Beauce et faisant délibérément fi des différences climatiques concluait à leur aptitude à la culture du blé. Dans ce domaine neuf, il n'était possible d'obtenir une agriculture nouvelle qu'au prix de longues années d'observations délicates que l'impatience du ministère interdisait ; les conclusions hâtives et les erreurs étaient alors inévitables.

D'autre part, cette politique agricole provoquait une sourde résistance de la part d'une population habituée de longue date aux jeux et aux bénéfices rapides du commerce.

Etrangère à l'agriculture, considérée comme une occupation inférieure, incrédule quant aux résultats à attendre de l'expérience, elle n'y participa que dans une faible mesure et se montra souvent plus apte à détourner à son profit le système des primes (9) qu'à organiser une véritable plantation.

Enfin le ministère ne s'était guère préoccupé d'un problème pourtant primordial : comment assurer la sécurité des exploitations dans un pays dont nous ne tenions que quelques points ? Réussirait-on à établir et à maintenir avec les populations africaines des rapports suffisamment confiants et stables pour installer des colons parmi elles ? N'avait-on pas été tenté de raisonner par analogie comme si l'agriculture pouvait se contenter des incertitudes au milieu desquelles vivotait le commerce ? Faute d'avoir suffisamment réfléchi à ce problème et de vouloir se donner les moyens de le résoudre, on dut renoncer à la fertile région du Fouta, chère au gouverneur Schmaltz pour se contenter des terres médiocres du Walo ; ce qui contribua à amenuiser considérablement les chances de succès.

Dans de telles conditions, la rigueur des chiffres de production ne pouvait qu'apporter un cinglant démenti au vague des affirmations optimistes de Roger. Aux statistiques des exportations de 1822 à 1826, le coton égrené ne figure

---

(9) Le baron Roger attribuait des primes en fonction de l'extension des cultures et il arrivait que les planteurs aient recours à la fraude. A l'annonce de la visite de l'inspecteur, des chefs de culture faisaient ficher en terre pendant la nuit des branches de cotonnier ou d'indigofères. Le nombre des plants abusivement accru donnait droit à une prime d'un montant élevé.

que pour cinquante tonnes et l'indigo pour une quantité insignifiante, alors qu'ils devaient constituer les deux piliers du plan de colonisation.

Les répercussions psychologiques furent beaucoup plus graves que les pertes financières et la vanité des efforts. L'échec toujours présent dans les mémoires fut opposé vingt, trente ou même cinquante ans plus tard à tous ceux qui cherchaient par le développement de l'agriculture à donner de nouvelles ressources au Sénégal et à sa population croissante. Les habitudes mentales des traitants et des négociants avaient été trop bousculées par l'expérience menée par le gouvernement de la Restauration pour qu'ils n'en saluent pas la ruine avec une joie bruyante, heureux d'y trouver l'éclatante revanche de leurs vues. En effet si l'on en croit l'explorateur Raffenel : "les vieux traitants et leurs adhérents chantèrent un Te Deum : leurs prophéties avaient été réalisées" (10).

Une fois liquidée l'oeuvre du baron Roger, l'économie retournait franchement à son origine : le commerce de la gomme et le Sénégal semblait condamné à redevenir à tout jamais ce qu'il était avant la reprise de possession, un simple lieu d'échanges, un comptoir. Sans doute, le gouvernement cherchait-il à masquer l'abandon de la colonisation agricole par l'espoir d'une extension du champ commercial et par l'affirmation que la civilisation de l'Afrique pouvait être aussi bien assurée par le commerce que par le

---

(10) RAFFENEL : Nouveau voyage dans le pays des Nègres, Paris, Chaix, t. II, p. 79.

travail de la terre (11). Il n'empêche qu'en engageant l'économie sénégalaise dans cette voie, on la condamnait en fait à l'impasse et les événements n'allèrent pas tarder à le prouver. La misère ou la prospérité allait dépendre uniquement de la faiblesse ou de l'abondance de la récolte de la gomme, de l'hostilité ou de la bonne volonté des Maures et des tribus riveraines du fleuve.

Vers 1830, une véritable "fièvre de la gomme" s'empare de la population de Saint-Louis qui voue à ce produit "un culte exclusif" et considère toute autre conception de l'enrichissement comme une "hérésie" (12). Les traitants s'obstinent à ne pas comprendre que le commerce ne pouvait se développer considérablement puisque la gomme est un produit naturel forcément limité dans sa cueillette et que de surcroît il était entièrement tributaire des Maures maîtres des forêts d'acacia verek.

---

(11) "L'abandon de la colonisation doit avoir pour résultat de ramener toutes les vues de l'administration sur les relations commerciales du Sénégal avec l'intérieur de l'Afrique. Une extension considérable de ces relations pourrait seule donner à la colonie une plus grande importance et elle ne serait pas moins profitable à la cause de la civilisation et de l'humanité pour laquelle il reste tant à faire en Afrique et qui ne peut être mieux servie que par les pacifiques conquêtes du commerce et de l'industrie" écrivait le ministre au gouverneur Renault de Saint-Germain dans ses instructions du 15 avril 1831. SCHEFER : Instructions générales ... T. II p. 24-25, A N S O M Sénégal I 15 a.

(12) Ces expressions sont de RAFFENEL : Nouveau voyage ...

La gomme, base quasi exclusive de l'économie sénégalaise, accaparaît évidemment toute l'énergie et toute l'intelligence des gouverneurs. Il leur fallait être attentifs au moindre signe annonciateur de changement dans les relations avec les Maures et aux excès générateurs de troubles et de misère d'une concurrence sans merci entre les traitants. L'administration n'avait pu rester passive au milieu d'intérêts complexes et opposés : négociants métropolitains dispensateurs de crédit et vendeurs de la gomme sur le marché européen, traitants sans cesse en compétition pour atteindre le plus fort tonnage ramené à Saint-Louis, "marigotiers" las de la traite du mil et aspirant à la consécration du commerce de la gomme. Elle s'était épuisée dans la vaine recherche de solutions qui concilieraient les appétits en présence : "le compromis" (13), l'association privilégiée. Après plusieurs traites désastreuses, la métropole, inquiète de l'augmentation considérable de la dette des traitants et de nombreuses faillites, se décide à intervenir. Elle réunit une commission qui, après une étude approfondie de la question, prépare l'ordonnance du 15 novembre 1842 dont le but fut de constituer les traitants en corporation, d'éteindre leurs dettes et de limiter les emportements de la concurrence. Le succès ne couronna pas cet effort d'organisation et le problème resta donc entier.

Le conflit entre les principes de liberté commerciale et de réglementation se manifeste également à propos du commerce de Galam que, dès 1817, les Français tentent de

---

(13) Le compromis, régime intermédiaire entre la libre concurrence et la taxation officielle est une "convention volontaire par laquelle les traitants s'engagent à ne pas échanger la guinée en dessous d'une quantité minima de livres de gomme déterminée par eux".(Raffenel)

reprendre. Les impératifs de sécurité et la nécessité de coordonner les efforts pour mieux résister aux exigences locales imposèrent la création d'une compagnie privilégiée en 1824. C'est ce système qui prévalut jusqu'en 1848, malgré de nombreuses critiques et des rapports difficiles avec l'administration. Le comptoir de Bakel fondé en 1818 permettait aux traitants de Saint-Louis de se procurer de la gomme, de l'ivoire et un peu de cire. Le manque d'initiative des dirigeants de la compagnie, l'éloignement de Bakel par rapport à l'itinéraire des caravanes qui du Kaarta et du haut Niger se dirigent vers la Gambie expliquent le volume toujours restreint des affaires. Pourtant, l'administration avait tenté de l'accroître en suscitant des explorations vers l'intérieur, en particulier vers la région aurifère du Bambouk, et en cherchant à imposer à la compagnie l'ouverture de nouveaux comptoirs. (14)

Le fleuve accaparait toutes les attentions, toutes les énergies, aussi Gorée était négligée et s'en plaignait. Les problèmes de la côte méridionale étaient totalement différents. Il ne pouvait s'agir ici, comme pour le Sénégal, d'un circuit commercial exclusivement français. Gorée, au coeur de la concurrence étrangère par la proximité des comptoirs portugais et surtout anglais ne pouvait avoir son développement assuré que si ses commerçants étaient mis en mesure de se procurer dans d'excellentes conditions les marchandises étrangères : fer, tabac, tissus dont ils avaient besoin. Le carcan de l'exclusif ne le permettait pas. Le ministère s'en rendit compte qui, par le décret de janvier 1822, créant un entrepôt fictif, ouvrit dans la muraille protectionniste une première brèche trop étroite pour être vraiment efficace.

---

(14) SAULNIER (E.). La Compagnie de Galam ; une compagnie à privilège au XIXè s., Paris, Larose, 1921, X-199 p.

Les goëlettes de Gorée trafiquaient le long de la côte jusqu'en Sierra Leone à la recherche de maigres profits. La cire, les cuirs, quelques "dents d'éléphants" et l'exportation épisodique de boeufs vers les Antilles constituaient les principaux éléments d'un commerce qui demeurait médiocre. Malgré cette stagnation désespérante, le gouvernement veille à ce que les droits de la France à Albréda, petit comptoir de Gambie sans grand intérêt, soient défendus contre tout empiètement possible de l'Angleterre et il approuve en 1838 la fondation d'un poste à Sédhiou dans cette Casamance qui, par sa luxuriante végétation suscite l'intérêt mais qui dans l'immédiat ne stimule guère l'activité de Gorée.

Vers 1840, l'économie sénégalaise était toujours aussi languissante que vingt ans auparavant, mais le plus grave n'était-il pas l'incapacité du Sénégal à procurer de nouveaux aliments à son commerce malgré une longue et patiente recherche. Aussi, l'attention se détourne de lui pour se fixer sur le golfe de Guinée où à la suite de l'exploration commerciale de La Malouine en 1838 sont fondés cinq ans plus tard trois comptoirs fortifiés. Pourtant c'est au moment où l'avenir apparaîssait le plus sombre que, grâce à l'arachide, un fragile espoir va luire (15).

---

(15) La période qui s'étend de la reprise de possession à la nomination de Faidherbe au gouvernement du Sénégal a été étudiée sur le plan économique par G. HARDY : La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1854. Paris, Larose, 1921, 376 pages. Cette thèse vieille de plus d'un demi-siècle apporte sans doute de précieux éléments, mais trop descriptive, elle néglige les structures et ne replace pas les problèmes dans le contexte de la situation économique générale. La crise du milieu du siècle n'a pas été mise en pleine lumière.

2°) La crise vue par les contemporains

Entre 1840 et 1850, tous les témoignages, qu'ils soient officiels ou privés, concordent pour dénoncer et l'état de langueur dans lequel est tombé le commerce et la misère qui étreint chaque jour davantage la population ; presque tous évoquent la perspective d'une proche catastrophe si aucun remède n'est apporté. Ainsi, les gouverneurs se faisant l'écho des plaintes des Sénégalais, ont-ils, à plusieurs reprises, alerté les autorités métropolitaines, tandis que la gravité de la crise incitait négociants, traitants et officiers qui avaient servi au Sénégal à rédiger livres, brochures et pétitions, ou à adresser des correspondances aux journaux parisiens comme "La Presse" ou des grands ports comme le Sémaphore de Marseille et le Courrier de la Gironde. D'ailleurs, depuis quelques années les informations sur le Sénégal se font moins rares. D'une part, le ministère, après la mise en application en novembre 1842 d'une nouvelle législation sur le commerce de la gomme, publie dans "Le Moniteur" et dans "la Revue Coloniale" les résultats de chaque campagne de traite. D'autre part, l'évolution économique sous le règne de Louis-Philippe s'est accompagnée de nombreuses informations, de fréquents articles et d'âpres controverses. En particulier, quotidiens et revues accordent une grande place à la lutte où s'affrontent les défenseurs du protectionnisme et ceux du libre-échange, et à ce débat d'idées le Sénégal sera mêlé.

*

* *

Le lieutenant de vaisseau Cottu (16) et le capitaine de vaisseau Bouët-Willaumez (17) situent le début de la crise en 1839-1840. Deux ans plus tard, elle traversait une phase particulièrement aigüe. Victor Calvé qu'un long séjour a familiarisé avec les choses et les gens du Sénégal (18)

---

(16) COTTU Charles : le Sénégal, histoire et situation actuelle de la colonie, Revue des Deux-Mondes, 15 janvier 1845, pp. 247-296.

(17) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'Afrique. Paris, Imprimerie Nationale, 1848, 230 p. La longue carrière africaine de l'auteur a débuté en 1836 par son affectation à la station du Sénégal. Il s'est fait connaître ensuite par l'exploration commerciale des côtes du golfe de Guinée effectuée à bord de la Malouine (1838-1839). Le 6 septembre 1842, il est nommé gouverneur provisoire du Sénégal. Nous aurons l'occasion de nous étendre longuement sur le rôle de Bouët-Willaumez dans l'étude consacrée à la recherche des solutions à la crise du Sénégal.

(18) CALVE Victor, né à Port-Louis en 1793, était chirurgien de la Marine de seconde classe quant il partit pour le Sénégal à bord de la célèbre Méduse. Il parvint néanmoins à Saint-Louis le 9 juillet 1816. Deux ans plus tard, il participe à l'expédition de Galam qui devait aboutir à la fondation du poste de Bakel sur le Haut-Sénégal. Il fit preuve d'un beau dévouement lors de l'épidémie de fièvre jaune que connut Saint-Louis en 1830 et il exerça les fonctions de directeur du service de santé de la colonie de 1832 à 1837 (Cf. J. LEONARD : Les officiers de santé de la marine française de 1814 à 1835, Paris, Kliencksieck, 1967, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rennes, 333 p.). Ses activités médicales ne l'empêchaient pas de s'intéresser au commerce car il sera directeur de la compagnie de

en sa qualité de délégué du Sénégal, intervient auprès du ministre le 16 novembre 1841 et lui explique que

> "les souffrances que le commerce du Sénégal éprouve depuis quelques années sont parvenues à un point où des mesures extraordinaires sont reconnues indispensables par les hommes sincèrement attachés à cette colonie naguère florissante mais qu'une perturbation dans la traite des escales a suffi pour plonger dans une crise dont les désastres sont faciles à apprécier car ils ne peuvent être que la dépossession immobilière des habitants et la ruine des négociants européens par la banqueroute la plus épouvantable et la plus générale qui ait jamais menacé et atteint le pays" (19).

Quelques jours plus tard, un négociant de Bordeaux, Bruno Devès lui faisait écho dans une lettre du 6 décembre adressée à Mestro, comme lui "ancien" du Sénégal et alors chef du bureau politique et commercial au ministère de la Marine et des Colonies :

---

(18) suite CALVE Victor.
Galam de 1828 à 1836. Ayant pris sa retraite en 1837, il s'installe à Bordeaux et fonde avec ses frères une société commerciale qui devint vite prospère. Le 1er décembre 1840, le conseil général du Sénégal élu en vertu de l'ordonnance organique du 7 septembre 1840, le choisit comme délégué de la colonie. Le baron Roger, ancien gouverneur du Sénégal, lui succèdera dans ces fonctions en 1846.

(19) A N S O M Sénégal XIII 26 a.

"Cette situation du Sénégal se développe bien sombre et bien périlleuse ... Chaque avis nouveau de la colonie accroît les inquiétudes que les précédents avaient fait naître. Les indigènes succombent sous le poids de leurs dettes; les neuf dixièmes des immeubles de Saint-Louis, des embarcations et des captifs (seule fortune de cette classe de la population) seraient en vente s'il pouvait y avoir des acheteurs. Leur dépréciation complète par suite de la multiplicité des offres suspend seule la crise d'une liquidation" (20).

L'administration partage ces inquiétudes ; ainsi l'ordonnateur du Sénégal, Pageot des Noutières insiste-t-il sur "l'état de marasme dans lequel se consume la colonie" et craint que "toute la population indigène se trouvant réduite à la plus profonde misère, population maintenant bonne et paisible"ne devienne "méchante et émeutière avec la perte de ses moyens d'existence" (21).

---

(20) A N S O M Sénégal XIII - 26a - DEVES Jean, Auguste, Bruno (1797-1868) fonda avec ses frères une importante maison de commerce à Bordeaux. Il établira un comptoir à Saint-Louis où il séjournera plusieurs années et en 1827, il succèdera à Calvé comme vénérable de la Loge La Parfaite Union. Rentré en France, il deviendra en 1842 membre de la Chambre de commerce de Bordeaux; sous la Seconde République, il fut préfet du Finistère et démissionnera lors du coup d'Etat de 1851.

(21) Lettre du 7 décembre 1841 adressée de Bordeaux où il est en congé à Mestro A N S O M Sénégal XIII 26a. PAGEOT des NOUTIERES Edouard, Paul, né en 1802, est le fils d'un planteur de Saint-Domingue qui était entré dans l'administration. Après avoir été affecté aux Antilles, il fut nommé en mai 1840 ordonnateur du Sénégal,

Pour tous ces observateurs, la concurrence entre traitants de plus en plus nombreux et entre négociants de Saint-Louis et de France, en devenant de plus en plus ardente et déréglée a perturbé le commerce du Sénégal et, en grande partie, est responsable de la crise. Ainsi se pose la question de savoir si l'administration doit laisser se développer le libre jeu des forces économiques ou si elle doit défendre les populations sénégalaises contre elles-même et contre les négociants européens en contenant la concurrence par des règlements stricts ou même en réservant aux indigènes le privilège de la traite des gommes. Dans la colonie, partisans et adversaires du privilège s'affrontent et bientôt transportent leur querelle dans la presse métropolitaine satisfaite de trouver dans la situation du Sénégal une nouvelle illustration aux débats qu'elle soutenait avec passion depuis quelque temps, en particulier à propos de l'union douanière franco-belge, sur les principes de liberté commerciale. Raffenel, sous-commissaire de la Marine et explorateur malchanceux au Sénégal, souligne le fait dans son livre :

> "La France retentit de cette question de gomme que si peu de gens connaissaient alors. La presse ouvrit ses feuilles aux champions des deux camps, et, pendant plusieurs mois, ils se livrèrent à une polémique si passionnée, à des déclamations si violentes,

---

(21) suite PAGEOT des NOUTIERES
puis gouverneur par interim (du départ de Montagniès de la Roque en mai 1842 jusqu'à l'arrivée de Bouët en février 1843). Désigné à un moment particulièrement difficile, il fit preuve de courage et de lucidité et sut formuler des solutions que la métropole reprendra plus tard. Comme pour Bouët-Willaumez, il nous faudra apprécier son rôle dans la définition d'une nouvelle politique sénégalaise.

que le gouvernement jugea son intervention nécessaire" (22).

C'est ainsi que le journaliste Louis Reybaud, le célèbre auteur des Etudes sur les réformateurs ou socialistes modernes, se lance avec fougue dans le débat. Il dénonce avec beaucoup de mordant la compagnie privilégiée que le gouverneur Montagniès de la Roque, inspiré par Pageot des Noutières, a cru devoir mettre sur pied en avril 1842 pour assainir l'économie du Sénégal, car les événements du Sénégal ont pour lui une valeur exemplaire.

> "Plus qu'un fait, il y a là une tendance. Le pouvoir exécutif n'a pas su résister aux fumées de l'orgueil. On lui a tellement dit que seul il pouvait imprimer à l'activité nationale une direction harmonique qu'il a fini par prendre ce rôle au sérieux, à se croire appelé à jouer dans le domaine des affaires privées le rôle de médiateur, d'arbitre et de réparateur. En un mot, le gouvernement en cette occasion s'est fait utopiste. Il importe de l'arrêter sur cette pente. C'est par la liberté qu'on fonde la fortune des peuples. Dans ce sens, le monopole du Sénégal a une signification fâcheuse. Il prouve que les croyances de l'administration ont fléchi et qu'elle est disposée à courir les aventures dans les sphères économiques. Raison de plus pour la ramener au sentiment de sa .

---

(22) RAFFENEL (A) : Nouveau voyage dans le pays des nègres, Paris, Chaix, T.II, p.97. Cottu avait également insisté sur le rôle de la presse qui avait signalé "l'état déplorable où le Sénégal se trouvait réduit. Les plaintes des ports, les exagérations des journaux n'avaient pas été entièrement inutiles car elles ont appelé l'attention du gouvernement sur la colonie dont l'état critique exigeait son intervention".

mission et de ses devoirs" (23).

Le gouvernement, finalement impressionné par la campagne de presse et les réclamations des négociants hostiles au monopole, remit en cause les décisions du gouverneur et confia en septembre à une commission présidée par Gautier, pair de France, l'étude du commerce de la gomme. Ses travaux aboutirent à l'ordonnance du 15 novembre qui, cherchant la conciliation entre des intérêts antagonistes ne satisfit personne et relança, en particulier à travers "le Journal des Economistes", "les Débats" et "la Phalange" la controverse sur la nécessité de l'intervention de l'Etat dans les affaires commerciales (24).

---

(23) REYBAUD (L) : Le monopole de la traite des gommes au Sénégal; Journal des Economistes, T.3; septembre 1842, pp.154-170.

(24) Cf. "le Journal des Débats", 20 novembre 1842, dénonçant l'ordonnance commerciale portant atteinte aux droits des négociants de Saint-Louis et de la métropole. "le Journal des Economistes", t.4, décembre 1842, pp.60-64, toujours sous la plume de L. Reybaud écrit : "En résumé la commission a renversé le monopole et c'est un service dont il faut lui savoir gré; mais elle a substitué à ce régime monstrueux tout un code réglementaire qui a le double tort d'être dangereux et ridiculement simple; elle aime mieux faire preuve de génie inventif et se lancer dans les aventures. Ce serait un plaisir innocent si la fortune du pays ne payait les frais de ces expériences. Espérons qu'on y mettra un terme". A l'opposé, "la Phalange","revue de science sociale, politique, industrie, science, art et littérature" qui fera place en juillet 1843 à "la Démocratie pacifique", un quotidien dont V. Considérant sera le directeur pousse le gouvernement à l'action. "Nous vou-

Les espoirs mis par le gouvernement dans la nouvelle législation du commerce des gommes furent rapidement déçus. Avec prudence, le gouverneur par interim, Thomas, le 12 novembre 1844 informe le ministre que les échanges aux escales n'ont laissé aucun bénéfice aux traitants et que même plusieurs d'entre eux ont éprouvé des pertes. Pressé de s'expliquer, il avouera, le 23 décembre que "les traitants sont plus ruinés que jamais" (25). En mars 1845, Calvé transmet au ministère le "cri de détresse" des traitants qui déclarent être réduits à la "dernière expression" et annoncent leur "proche anéantissement" (26). Mais au moment où ces plaintes parviennent à Paris, les nuages annonciateurs d'une violente tornade se dissipent brusquement et dans le ciel du Sénégal, c'est l'embellie : récolte exceptionnelle et prix élevés de la gomme. Passant de l'abattement à l'exaltation, les Sénégalais

---

(24) suite
drions qu'il fit étudier les grandes questions commerciales, qu'il réunit et publiat tous les documents positifs ... sur l'état actuel et sur l'avenir probable de chacune de nos colonies, qu'il provoquât la recherche des plans d'exploitation,... et au besoin qu'il en proposât lui-même ... Le gouvernement ne doit pas abandonner aux intérêts particuliers la conduite des affaires coloniales et il doit toujours se réserver la haute main dans leur direction" (20 novembre 1842).

(25) A N S O M , Sénégal, I 27a, Lettres n°360 et 409.

(26) Lettres des traitants au délégué du Sénégal,23 décembre 1844 et de Calvé au ministre, 8 mars 1845, A N S O M Sénégal XIII 27c.

nourrissent des espoirs irraisonnés bientôt cruellement démentis (27).

°°°

En effet, et c'est un signe qui ne trompe pas, les publications consacrées au Sénégal se font plus nombreuses à partir de 1847, suscitées par l'aggravation de la crise. Les circonstances économiques générales et bientôt la révolution de février ne manquent pas de secouer dangereusement ce frêle esquif qu'est la colonie et d'inciter à une sévère critique des idées traditionnelles professées depuis longtemps sur son avenir. Ainsi, Héricé, négociant européen et membre du conseil général se risque-t-il à publier le mémoire qu'il avait adressé l'année précédente au ministre de la Marine et des Colonies (28), bientôt suivi par Durand-Valantin, "habitant indigène" (29) et par le baron Darricau,

---

(27) BOUET-WILLAUMEZ avait été chargé pendant son gouvernement (1842-1844) de mettre en vigueur le régime défini par l'ordonnance du 15 novembre 1842. Ecrivant sous l'influence de la traite exceptionnelle de 1845, il dresse dans son ouvrage (Commerce ou traite des noirs.. op.cit.) un bilan optimiste de la décision gouvernementale et croit bien aventureusement le Sénégal sorti de l'ornière.

(28) HERICE : Mémoire présenté à M. le Ministre de la Marine et des Colonies sur quelques améliorations à apporter à la colonie du Sénégal, Paris, Plon, 1847, 48 p.

(29) DURAND-VALANTIN : Mémoire rédigé à l'occasion de la pétition présentée à l'Assemblée Nationale par les commerçants européens du Sénégal, Bordeaux, imprimerie des ouvriers associés, 1849, 39 p.. VALANTIN (Durand) né à Saint-Louis en 1806 et mort dans cette même ville le 30

capitaine de frégate (30). D'autres ouvrages écrits à peu près au même moment mais publiés plus tard comme les Esquisses sénégalaises de l'abbé Boilat (31) et surtout le Nouveau voyage de Raffenel (32) partagent les mêmes préoccupations. Enfin, atteignant un public beaucoup plus large, la presse par ses articles et ses communications donne une singulière ampleur au débat.

---

(29) suite DURAND VALANTIN
juillet 1864. Directeur de la Compagnie de Galam en 1840, qualifié de "négociant indigène" par l'arrêté du 20 janvier 1843 fixant la liste des électeurs au Conseil général. Il dirige une maison de commerce qui après de brillants résultats connaîtra de sérieuses difficultés et sera finalement mise en faillite en juin 1851.Nommé maire de Saint-Louis par arrêté du 27 novembre 1848, il entrera en conflit avec le gouverneur Baudin et démissionnera en 1851. Il fut élu représentant du Sénégal à l'Assemblée Constituante le 30 octobre 1848 et le 12 août 1849 à la Législative. Ses affaires exigeant sa présence constante au Sénégal il remit son mandat entre les mains de ses électeurs l'année suivante. Membre du Conseil général pendant toute sa durée, puis du Conseil d'administration de la colonie, il joua un rôle important particulièrement dans les discussions sur l'organisation du commerce de la gomme.

(30) Baron R. DARRICAU : Le Sénégal est-il une colonie ou un simple comptoir? Paris, 1850, 15 p.

(31) BOILAT (Abbé); Esquisses Sénégalaises, Paris, A.Bertrand, 1853, T.I, XVI-495). T.II, planches, nouvelle édition. en un seul volume aux éditions Karthala, 1984, avec une introduction d'Abdoulaye-Bara Diop, 499 p.

(32) RAFFENEL (Anne): Nouveau voyage dans le pays des nègres, suivi d'études sur la colonie du Sénégal et de documents historiques,géographiques et scientifiques, Paris, 1856, T.I 512 p. et T.II 456 p.

De cette gerbe de témoignages se dégage une remarque initiale de première importance car elle traduit un état d'esprit profond et durable : la plupart des auteurs,à l'exception de Boilat (33) et des officiers de marine qui, par leurs fonctions, ont pu apprécier l'importance de Gorée et de ses dépendances (34), réduisent la colonie à la seule région du fleuve et résistent mal à la tentation de ne concevoir l'avenir qu'en fonction du commerce de la gomme. De toutes façons, s'ils songent à l'expansion des échanges vers l'intérieur et à la culture de l'arachide, c'est vers le fleuve et sa rive gauche qu'ils tournent leur regard. Ainsi, ignorant l'autre domaine de la colonie, ils apparaissent trop souvent incapables de s'élever à une vision globale des problèmes que le Sénégal doit résoudre. Sur le plan économique, les auteurs se contentent de constater la gravité de la crise commerciale :

> "si toutes les correspondances doivent nous rassurer au sujet de la situation sanitaire du Sénégal, les renseignements qu'elles ont apportés sur la situation commerciale sont loin de la présenter sous un aspect favorable" ("La Presse", 19 octobre 1847).

"Des lettres du 2 août du Sénégal tracent un tableau bien triste de la colonie. Le commerce était dans une crise épouvantable" ("Le Sémaphore de Marseille", 16 septembre 1848). Quatre ans plus tard, "Le Courrier du Havre" note que le Sénégal se trouve "toujours dans un grand malaise" (5 juin 1852). Pour Darricau, "la question commerciale est la plus

---

(33) L'abbé BOILAT, mulâtre a été un temps curé de Gorée et avait effectué des tournées pastorales le long de la "petite côte".

(34) BOUET-WILLAUMEZ signale les progrès du commerce goréen qui, d'après lui, atteint en 1845 un mouvement triple de celui qui était constaté 10 ans auparavant, op.cit., p.48 et suivantes.

grave de toutes et l'état actuel est déplorable" et Durand-Valantin insiste sur "les résultats funestes des traites successives depuis 1846".

Tous ces observateurs ressentent avec peine la triste impression de stagnation qu'offre le Sénégal. Raffenel remarque que "le Sénégal est demeuré tel qu'il était autrefois : c'est toujours une terre maudite". Héricé donne de cette absence de progrès l'exemple frappant de Bakel, où vingt-huit ans après la fondation du poste, "pas un pas de plus" n'a été accompli. Le découragement se perçoit à travers l'affirmation de Durand-Valantin que la question commerciale "est en 1849 aussi grave qu'en 1842". La répétition des crises ne peut "qu'énerver la vitalité" du Sénégal et conduire à sa démoralisation et à sa ruine, constate le négociant Auxcousteaux qui cherche à se bâtir une réputation d'expert (35).

Quelques points de convergence se dégagent de la lecture de cette abondante littérature. La quantité de gomme traitée "est toujours restée la même" et il serait dangereux de continuer "à ne s'occuper que d'une seule chose" car il est bien prouvé que la gomme seule ne peut fournir de décents moyens d'existence tant aux négociants français qu'aux habitants de Saint-Louis (36). Parallèlement à la stagnation de la production le nombre des traitants n'a cessé d'augmenter, aussi Boilat reprend-il le thème déjà évoqué de "la malheureuse concurrence" qui ne peut qu'engendrer la "ruine de la

---

(35) AUXCOUSTEAUX (Stéphan) : le Sénégal est une colonie française, Paris,1851, 40p.une carte, et "Courrier du Havre", 18 septembre 1852.

(36) Cf. les articles du "Courrier du Havre" du 5 juin 1852 (Xavier Eyma) et du 18 septembre 1852 (Auxcousteaux).

majeure partie des habitants" (37).

La crise ayant atteint, semble-t-il, son paroxysme en 1848, quelques aspects des difficultés sont bien mis en relief : l'impossibilité d'attribuer un coût réel à la gomme dès l'ouverture de la traite, par suite de sa considérable dépréciation sur les marchés de France, l'absence quasi totale de numéraire et enfin le refus des négociants d'accorder tout crédit qui pousse les traitants à solliciter des autorités la création d'une Caisse d'Escompte qui leur consentirait des prêts à un faible intérêt (38).

Plus que la crise économique, ce sont les problèmes sociaux qui ont délié les plumes, peut-être parce qu'ils s'accommodent mieux d'imprécision et qu'ils sont plus susceptibles d'émouvoir les lecteurs. En effet, qui resterait insensible à la sombre description du sort des traitants brossée dans la pétition qu'ils adressent au gouverneur le 22 octobre 1849 ?

> "Nous avons souffert jusqu'à ce jour sans nous plaindre, mais nos misères devenues excessives nous forcent à vous faire le tableau d'une situation qui sera bientôt tout à fait désespérée si le gouvernement ne vient pas à notre secours. La ruine est à notre porte; à aucun moment le Sénégal ne s'est trouvé dans

---

(37) BOILAT, op.cit. pp.210-211.

(38) Cf. "le Sémaphore de Marseille", 16 septembre 1848 : "L'argent manquait presque entièrement et pour comble de malchance, les maisons qui avaient des retours à faire les ont fait en espèces, ne voulant pas s'exposer à subir de nouvelles pertes en envoyant des denrées. C'est ainsi que par le Bakel, parti en juillet dernier à destination de Marseille, il est sorti près de 100 000 F. en espèces de Saint-Louis".

l'état de stagnation et de pénurie où nous le voyons maintenant" (39).

En effet, si l'on en croit un jeune négociant bordelais, Marc Maurel, l'âge d'or ne cesse de hanter l'esprit des "anciens", du pays (40), et Boilat est l'interprète le plus vigoureux de cette nostalgie.

> "Autrefois cette traite était comme une source intarissable où les habitants puisaient, sans beaucoup de peine, des fortunes colossales ... Ainsi toutes les familles étaient-elles à l'aise : l'or brillait aux oreilles et aux bras de leurs femmes, de leurs filles, de leurs nombreuses servantes ; la joie et le bonheur régnaient partout". Mais aujourd'hui "le retour de la traite n'est plus un sujet de joie pour les familles, mais de chagrin et de douleur : ce sont des ventes de maisons ou de terrains par autorité de justice et des prises d'hypothèques sur ce qui leur reste" (41).
> Et Boilat conclut : "il est donc évident que jamais le Sénégal n'a été aussi malheureux qu'aujourd'hui" (42).

Si Auxcousteaux, Darricau et Raffenel sont conscients de l'importance du problème de l'endettement des traitants, ils tiennent avant tout à affirmer la solidarité des intérêts entre Sénégalais et Européens. Le malheur des premiers ne peut signifier que déboires pour les seconds :

---

(39) A N S O M Sénégal XIII 29 b .

(40) MAUREL (Marc) : Pétition adressée à M. le Gouverneur du Sénégal, Bordeaux, imprimerie de Mme Vve Crugy, 1852, 55 p.

(41) BOILAT, op. cit. pp. 210-211.

(42) BOILAT, op. cit. p. 473.

> "Le commerce européen n'a pas non plus à se louer de la situation actuelle. Si la dette n'est pas payée, il perd beaucoup, mais supposé qu'elle le soit, ce ne sera qu'après de bien longues échéances. Jusque là il aura toujours été gêné dans ses remises à la métropole, il aura toujours ses fonds découverts et sera toujours arrêté dans le développement qu'il pourrait donner à ses affaires" (43).

Réaction en chaîne, les négociants limitent leurs avances, réduisent le nombre de leurs expéditions dans le fleuve et par conséquent aggravent le chômage. "Les négociants fatigués de perdre continuellement ont restreint leurs crédits... aussi une grande quantité de traitants, laptots, commis et autres ne sont pas employés". ("Courrier du Havre", 5 juin 1852). Le drame est particulièrement aigu pour les jeunes qui sortent de l'école et qui méprisant le travail manuel n'envisagent que le commerce. Héricé s'en inquiète car il observe que la "jeunesse lettrée indigène est si nombreuse que le commerce n'en occupe pas la dixième partie" (44).

Finalement la durée et la violence de la crise ne peuvent qu'engendrer méfiance et même hostilité entre Sénégalais et Européens. C'est incontestablement le fait le plus nouveau qui nous est révélé à travers pétitions et mémoires, même si certains parmi les Européens cherchent à le nier. Comment les traitants qui sans cesse remâchent leur misère et

---

(43) DARRICAU, op.cit.

(44) HERICE, op.cit., ch.3, privation d'emplois et de ressources pour la jeunesse lettrée.

leur détresse ne finiraient-ils pas par accuser les Européens de vouloir se réserver la meilleure part du commerce? Ils se sentent méprisés et vivent dans la crainte, pour ne pas dire l'angoisse, de perdre leur indépendance ou d'être éliminés. Durand-Valantin le dit d'une manière nette :

> "Les années où les traitants n'ont pas fait de bonnes affaires ne sont pas forcément mauvaises pour les Européens, parfois c'est le contraire. Ce parallèle entre les deux intérêts qui s'agitent au Sénégal, explique les causes d'un antagonisme qui comprimé jusque là par des sentiments de bienveillance mutuelle auxquels chacun rendait justice, vient de se faire jour".

Si les Européens étaient autorisés à commercer directement aux escales comme ils le demandent avec insistance, "les indigènes succomberaient infailliblement dans la lutte ... et le temps ne serait pas éloigné où les traitants se verraient réduits à abandonner les escales". Et à propos d'une pétition des négociants européens adressée à l'Assemblée Nationale, le député du Sénégal relève avec amertume que ses rédacteurs "se sont appliqués à déverser l'injure sur les traitants. Cette étrange manière d'argumenter révèle un sentiment hostile et un conflit affligeant" (45). Les traitants qui s'adressent au gouverneur le 12 novembre 1849 se montrent plus violents. Pour eux le but des négociants en revendiquant le droit d'aller en traite est de

> "nous exclure peu à peu d'un commerce qui est notre seule ressource, le moyen unique qui nous reste de

---

(45) DURAND-VALANTIN, op.cit.Dans leur pétition du 31 juillet 1849, les Européens avaient en effet accusé les traitants "d'incapacité notoire" à tenir un compte exact de leur opération, de gaspillages, voire même d'infidélités, A N S O M Sénégal XIII 29b.

pourvoir au soutien de nos familles ... Il n'y a pas à en douter, si MM. les Européens ont le droit de devenir traitants, ils feront exploiter la rivière par des commis et pour nous chasser du marché, ils n'auront qu'à nous refuser tout crédit ou à ne plus nous employer comme intermédiaires; or ils n'hésiteraient pas : leur intérêt leur fait sentir qu'en supprimant les courtiers imposés par les règlements, ils bénéficieront du droit de courtage qu'ils subissent aujourd'hui. Dès lors que deviendront les habitants de ce pays ? Les noirs émigreront, forcés qu'ils seront d'aller demander à un sol ingrat des moyens d'alimentation. En sortant du Sénégal, ils retourneront à l'état barbare. Les habitants mourront de faim, mais qu'importe à MM. les Européens, ils gagneront, voilà leur but suprême" (46).

Ce qui frappe à la lecture de ces témoignages, c'est tout d'abord la faiblesse pour ne pas dire l'absence de toute analyse d'une crise économique unanimement constatée. Les auteurs se contentent d'affirmer le fait sans chercher à l'éclairer par quelques chiffres qui eussent permis d'apprécier à la fois l'ampleur du recul des échanges et des exportations de gomme en particulier. Ils avaient pourtant à leur disposition les statistiques publiées par le ministère de la Marine et sans aucun doute dans la colonie des documents beaucoup plus détaillés. C'est, semble-t-il, sur les aspects sociaux qu'ils ont délibérément choisi de porter l'accent, avec le secret espoir que le spectacle de la misère sénégalaise toucherait davantage les esprits métropolitains que les longs raisonnements chiffrés. D'ailleurs, le désarroi

---

(46) A N S O M Sénégal XIII 29b.

dans la colonie est tel qu'on sollicite pour ne pas dire qu'on presse le gouvernement de prendre quelques mesures indispensables au redressement de la situation. Boilat exprime bien, là encore, le sentiment général : "Il faut espérer que le gouvernement métropolitain, dont la sollicitude pour cette colonie est incessante, trouvera dans sa sagesse le moyen de remédier à de si grands maux" (47). Mais il faut bien constater qu'articles, ouvrages ou pétitions émanant soit d'Européens, soit de Sénégalais, n'offrent qu'une image souvent déformée et toujours superficielle des réalités sociales. En effet, si parfois on défend ses intérêts personnels avec force et netteté, on préfère le plus souvent les dissimuler sous le couvert de l'intérêt général et alors le langage manque, à dessein, de précision, confondant par exemple, sous les expressions d'habitants et de traitants des situations différentes. Mais aussi, se manifeste une évidente tendance à dramatiser, à noircir le tableau dans l'espoir naïf de mieux faire triompher sa cause (48). Enfin, avec la persistance des difficultés, on assiste à une lente mais décisive prise de conscience par les différentes catégories sociales de leurs intérêts spécifiques, aussi ne faut-il pas s'étonner

---

(47) BOILAT, op.cit., p.211.

(48) Ainsi, Bruno DEVES dans sa lettre à Mestro déjà évoquée, annonce que les négociants refusant tout crédit aux traitants vont se décider à échanger eux-mêmes leurs marchandises contre les produits du sol. Ainsi, les traitants perdront toute ressource et d'un autre côté, la concurrence des négociants de Saint-Louis et celle des négociants d'Europe va se transporter plus ardente et plus déréglée dans les marchés de l'intérieur, stimulée par les manoeuvres des Maures. D'énormes capitaux s'anéantiront dans ce gouffre. Le bon sens de Mestro lui inspire cette notation marginale: "je ne puis croire que cinquan-

de voir monter le ton de la polémique. Pour s'en convaincre, il n'est que de comparer déclarations, pétitions et mémoires du grand débat de 1842 à ceux des années 1848-1850.

°°°

Face aux revendications contradictoires que lui adressent Européens et Sénégalais, et pressé par eux d'intervenir, le ministre a-t-il les moyens d'apprécier correctement la situation? Pouvait-il puiser dans la correspondance des gouverneurs les éléments d'une information précise sur la réalité économique et sociale de la colonie. Pour cela il eut fallu que ces officiers aient une ouverture sur les affaires que leur formation ne pouvait leur donner et une expérience des choses du Sénégal qu'un trop bref séjour ne leur permettait pas d'acquérir. Aussi la lecture attentive de leur correspondance au ministre ne révèle que d'insignifiantes notations sur "la fâcheuse position du Sénégal", "la rareté des gommes" (49), l'aggravation de la crise due

---

(48) suite DEVES Bruno
te à soixante négociants courront ainsi à l'envi après des affaires ruineuses".

(49) Gouverneur Baudin à ministre, 29 avril 1848, n° 171, A N S O M Sénégal IX 56. Un an plus tard en faisant le bilan de la traite, le gouverneur parlera "des désastres de la gomme" lettre n° 290 du ministre, A N S O M Sénégal I 35a. BAUDIN, Auguste, Laurent (1807-1877) a été affecté à la côte occidentale d'Afrique en 1843 ; en octobre 1847 il fut nommé gouverneur du Sénégal mais dut prendre le commandement de la Division Navale pendant quelques mois (mars-novembre 1848). Il est alors replacé à la tête du Sénégal ; il y restera jusqu'en 1850.

à la Révolution (50), "l'état commercial des plus tristes" (51) et la misère des traitants (52).

Ainsi, malgré la gravité d'une crise persistante(53), aucun gouverneur n'a consacré au commerce ou à la vie sociale, une dépêche spéciale. Ce n'est qu'au détour de lettres

---

(50) Gouverneur provisoire BERTIN-DUCHATEAU à ministre, 16 novembre 1848, n°444, A N S O M Sénégal I 34. Chef de bataillon d'Infanterie de Marine, Bertin-Duchateau a remplacé Baudin pendant son commandement à la mer.

(51) Mémoire de remise de service du gouverneur BAUDIN, 16 août 1850 A N S O M Sénégal I 37a. Déjà le conseil d'administration dans sa séance du 10 juillet 1848 parlait "d'une situation commerciale effrayante" et en janvier 1850 s'inquiétait de la baisse considérable (près de 40%) des recettes douanières qui en était la conséquence.

(52) "La misère est partout et beaucoup de familles ne vivent que des bijoux en or qu'elles avaient en assez grande quantité et qu'on vend à mesure que les besoins se font sentir. Je crois donc de mon devoir d'appeler d'une manière sérieuse l'attention de la métropole sur une situation aussi critique" Baudin à ministre, 29 novembre 1848, n°453, A N S O M Sénégal 2B 27. Un an plus tard, la situation est toujours la même "à aucune époque la misère ne s'est fait sentir d'une manière aussi vive qu'en ce moment; on ne saurait se dissimuler que l'émancipation y a puissamment contribué", Baudin à ministre, 9 novembre 1849, n°446, A N S O M Sénégal I 35a.

(53) L'espoir que "la colonie se relèvera bientôt de l'état de gêne dans lequel elle était tombée" exprimé par le gouverneur OLLIVIER en ouvrant en janvier 1846 la session du conseil général a été bien vite déçu et Baudin le 2 août 1850 ne cache pas au ministre qu'il n'y a pas d'espoir d'amélioration. A N S O M Sénégal VII 29c et Sénégal I 35a.

traitant de l'émancipation, des élections ou de la situation politique sur le fleuve qu'on découvre quelques brèves indications. Rien n'est plus significatif à ce sujet que le mémoire de remise de service que Baudin a rédigé pour son successeur Protet. Ce n'est que dans le résumé final, après avoir longuement présenté l'état des services administratifs et des troupes et exposé la situation politique par secteurs géographiques qu'il consacre quelques phrases au commerce. Cette répugnance des gouverneurs de traiter quant au fond une question qu'ils considèrent pourtant comme primordiale ne s'explique pas seulement par leur peu de familiarité avec les problèmes économiques en général mais par une grande prudence dictée par l'opposition irréductible des intérêts européens et sénégalais que la crise a mise en pleine lumière. Ils préfèrent donc se réfugier dans la simple affirmation de la gravité de la crise plutôt que d'en tenter une analyse qui risquerait de conduire à une prise de position rejetée par le ministère (54). Celui-ci se trouvait placé devant ses responsabilités. Habitué à considérer depuis l'abandon des cultures en 1831, les comptoirs du Sénégal sous le seul point de vue de l'intérêt commercial, il devait avouer la faillite de sa doctrine. Las de la paresseuse transmission de documents disparates et de l'affligeance banalité des observations, sollicitant en vain une étude personnelle du gouverneur (55), il

---

(54) BAUDIN souligne combien ces problèmes économiques sont délicats et justifie par avance son inertie "chacun connaît les difficultés insurmontables qu'on rencontre habituellement dans ce pays lorsqu'on touche à l'arche sainte du commerce", A N S O M Sénégal I 33a.

(55) Par exemple, à propos du commerce de Galam, ministre à Baudin, 22 mai 1850, n°144, A N S O M Sénégal I 35b.

sentit bientôt l'urgente nécessité d'une large enquête chargée de définir le mal, d'en rechercher les causes et d'y apporter des remèdes.

°°°

En définitive, les témoignages des contemporains, malgré des faiblesses, offrent l'incontestable mérite d'éclairer par leurs silences et leurs outrances les mentalités des Européens et des Sénégalais, et surtout de faire pressentir, maladroitement sans doute, que les différences économiques, et sociales de la colonie ne sont pas le fruit d'un quelconque accident, mais de quelque chose de plus profond. Ainsi, lorsqu'il s'agira de découvrir des explications et des solutions à ce que Georges Hardy appelle superficiellement "le malaise sénégalais" nous aurons garde de les récuser (56).

3°- L'inquiétante évolution du commerce

Au delà d'informations plus ou moins subjectives, les documents stastistiques, malgré leur médiocrité, rendent cependant possible pour la décennie qui s'achève en 1850 une approche plus précise de l'évolution du commerce sénégalais. Ils permettent de le suivre dans son ensemble et dans ses différents éléments, d'apprécier l'importance respective de Saint-Louis et de Gorée, de mesurer l'ampleur de ses liens avec la métropole et le rôle des échanges avec l'étranger.

---

(56) HARDY (Georges), op.cit., livre III, ch.V.

a) Les documents statistiques

Ils proviennent essentiellement de deux sources : l'administration des douanes métropolitaines et le service correspondant du Sénégal. Le Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères publié chaque année et le Tableau décennal (57) nous offrent une ample moisson de chiffres qui ne concernent que les seuls échanges entre la France et le Sénégal; sans doute la plus grande partie du commerce de la colonie se fait-il avec la métropole, mais il ne faut pour autant négliger le trafic effectué avec les Antilles françaises et l'étranger; Ce dernier consiste essentiellement en l'importation de marchandises de traite (fers, poudre, tabac) autorisés par décision royale du 7 janvier 1822 et en l'exportation directe des gommes vers l'étranger depuis 1831 (58). N'oublions pas que dans les statistiques métropolitaines aucune distinction n'est faite entre les provenances de Saint-Louis et de Gorée, non plus qu'entre les expéditions à destination de ces deux ports.

Les publications du ministère de la Marine et des Colonies révèlent dans la confection des statistiques une fâcheuse diversité de méthodes (59). Si jusqu'en 1835 inclus,

---

(57) Soit pour la période qui nous occupe les tableaux décennaux de 1837-1836, 1837-1846 et 1847-1856.

(58) L'ordonnance du 1er février 1831 n'autorisait la libre exportation que par Gorée. Cette obligation onéreuse pour Saint-Louis fut abrogée peu de temps après en décembre. Sur le régime douanier du Sénégal, voir infra chapitre XII.

(59) D'abord insérées dans les Annales Maritimes et Coloniales, les statistiques coloniales ont été l'objet d'une

ce sont uniquement les documents rassemblés au Sénégal qui sont publiés, on s'avisa pour remédier à leur mauvaise qualité d'utiliser de 1836 à 1842 les chiffres métropolitains pour le commerce avec la France auxquels on ajoutait les renseignements fournis par les douanes de Saint-Louis et de Gorée pour le commerce avec les colonies et l'étranger. En 1843 le ministre désireux de présenter séparément l'activité des deux ports sénégalais eut de nouveau recours aux seules sources coloniales jusqu'en 1850. Sans doute, avait-il trop présumé de l'efficacité de ses recommandations au service des douanes du Sénégal, car, en 1851, ou utilisait de nouveau chiffres métropolitains et chiffres sénégalais (60). Le ministère ne semble pas avoir eu conscience de l'hérésie qui consistait à additionner les chiffres de deux sources aussi hétérogènes, car pénétré de la supériorité des statistiques métropolitaines, il croyait améliorer la valeur de l'ensem-

---

(59) suite
publication à part entre 1830 et 1838 sous le titre d'Etats de population, de culture et de commerce relatifs aux colonies françaises, puis à partir de 1839 sous celui de Tableaux et relevés de population, de culture de commerce et de navigation des colonies françaises.

(60) Le tableau du commerce annuel se subdivisa en trois rubriques : commerce entre la France et le Sénégal, commerce avec les autres colonies françaises et commerce du Sénégal avec l'étranger. Dans cette dernière rubrique, figurent aux importations les marchandises étrangères extraites des entrepôts français et par conséquent, évaluées au taux de la métropole, et les marchandises venues directement du Sénégal et cotées d'après le tarif de la colonie. La première rubrique ne concerne donc qu'une partie des échanges métropole - colonie, tandis que les tableaux établis en métropole ajoutent systéma-

ble en les utilisant. C'est ainsi que ce système fut maintenu pour toutes les autres colonies durant les huit années où le Sénégal ne connut que les chiffres d'origine coloniale (1843-1850).

Pour comprendre ces variations, il est utile de rappeler dans quelles conditions les statistiques sont collectées dans la colonie : le service des douanes fonctionne sans force et sans régularité. Le personnel est insuffisant en nombre et en capacité et il n'était pas rare que pour remplacer les vides provoqués par la maladie ou la mort, on fit appel à des militaires (61). A plusieurs reprises, le gouvernement métropolitain s'était proposé de "régulariser le service", d'éviter des tâtonnements en codifiant à l'usage des gouverneurs les règlements et les tarifs en vigueur. Il invitait, d'autre part, le gouvernement local à prévoir une organisation plus complète des institutions douanières, mais ces projets ou ces recommandations demeurèrent lettre morte (62). On imagine dans ces conditions le peu de soin avec le-

---

(60) suite
tiquement et avec raison les marchandises françaises et les marchandises étrangères extraites des entrepôts; d'ailleurs celles-ci, en vertu du monopole du pavillon, ne peuvent être introduites au Sénégal que par navires français.

(61) En 1850, on affirme au ministère que "ce sont aujourd'hui des militaires qui font à Saint-Louis et à Gorée le service des préposés des douanes".

(62) Cf. HARDY (G), op.cit., pp.332-333.

quel ces statistiques étaient établies, le manque de contrôle des déclarations faites par les négociants, les retards fréquents dans l'envoi des états et les erreurs parfois grossières relevées avec indignation par la direction des Colonies. Celle-ci s'efforçait de les redresser en sollicitant des explications du gouvernement local, tentait de rendre acceptable une matière ingrate et singulièrement altérée au départ (63). Tâche évidemment impossible et vouée d'avance à l'échec.

A partir de 1843, comme nous l'avons vu, l'activité commerciale de Saint-Louis est dissociée de celle de Gorée, mais il ne s'agit là que d'une simple modification de présentation. Notons simplement qu'avant comme après, les échanges entre Saint-Louis et Gorée figurant sous la rubrique "commerce avec les colonies" risquent de provoquer une surestimation de l'ensemble du commerce sénégalais. En effet, une marchandise importée de France ou de l'étranger, entreposée à Gorée puis réexpédiée à Saint-Louis est comptabilisée deux fois. Il en est de même pour les produits de la colonie qui, à la recherche d'une prompte réexpédition pour la métropole naviguent entre Saint-Louis et Gorée et vice-versa, les peaux, la cire ou les arachides de la Petite Côte et de la Casamance sont dirigées sur Saint-Louis après avoir été introduites à Gorée, tandis que la gomme passe parfois par Gorée pour être exportée (64). Le cabotage entre les deux ports non

---

(63) Par exemple les Tableaux de l'année 1840 ont publié des chiffres rectifiés pour l'année 1839, qui font apparaître une différence de deux millions et demi de francs.

(64) Par exemple, en 1843 Saint-Louis exporte quarante quatre tonnes de gommes sous la rubrique "colonies françaises", on en retrouve quarante trois à l'importation à Gorée et quarante seront expédiées de ce port vers la France, ainsi la valeur de cette marchandise a-t-elle été comptée deux fois à l'exportation.

distingué dans les statistiques locales n'est cependant pas négligeable, eu égard à la médiocrité du commerce total.

A l'opposé, des produits du commerce sénégalais échappent aux statistiques. En effet, de la Gambie à la Sierra Leone, les progrès des échanges rendent de plus en plus possibles des voyages en droiture vers la France. Ces retours ignorés des douanes locales puisque l'autorité française n'est pas encore établie dans les Rivières du Sud figurent comme provenances de la côte occidentale d'Afrique dans les douanes métropolitaines. Pourtant, il s'agit bien d'un commerce sénégalais puisqu'il doit tout à l'impulsion de Saint-Louis et surtout de Gorée. Les agents des maisons bordelaises et les correspondants des négociants marseillais préparent les campagnes de traite et consentent aux traitants sénégalais qui parcourent cette côte les crédits nécessaires. Enfin, si le port de Gorée ne rassemble plus la totalité des produits d'exportation, il continue encore à redistribuer les marchandises de traite, d'une variété et d'une valeur plus grandes (65).

La disparité que l'on constate entre les chiffres des sources métropolitaines et coloniales, relativement aux quantités, ne tient pas seulement au soin différent avec lequel ils ont été collectés, car si les deux statistiques étaient d'une rigoureuse exactitude, elles ne seraient pas d'accord

---

(65) Il ne faut pas oublier non plus l'existence de la fraude. Elle est particulièrement active à Gorée, car le commerce local peut se soustraire à l'action de la douane, soit en établissant des entrepôts sur la proche presqu'île de Dakar alors en dehors de la mouvance française, soit en transbordant au large de Gorée des marchandises des navires étrangers et des caboteurs.

pour plusieurs raisons. D'abord une marchandise qui a quitté la France en décembre figure dans la douane française à cette date, mais n'arrivant qu'en janvier au Sénégal, elle n'est enregistrée que l'année suivante par la douane coloniale. Or les départs sont fréquents en décembre pour la préparation de la nouvelle campagne de traite. De plus, il se peut que la marchandise n'arrive jamais, car les sinistres en mer sont encore relativement nombreux en cette époque de marine à voile. D'autre part, dans le cas de marchandises entrant en franchise, l'administration se contente d'une déclaration approximative (66). Enfin et surtout, la valeur des marchandises est calculée dans la métropole et dans la colonie d'après des bases différentes. Ainsi, les douanes de France ont adopté une valeur dite officielle établie en 1826 d'après une série de taux moyens, tandis que les douanes coloniales utilisent la méthode des mercuriales semestrielles (67). Alors que la valeur des marchandises expédiées de France devrait se trouver surhaussée au Sénégal, elle présente, en

---

(66) Ainsi, l'ordonnance du 26 août 1833 accorde aux bâtiments français l'autorisation d'importer directement de l'étranger dans les établissements de la côte occidentale d'Afrique, "des fers et aciers non ouvrés et des poudres à tirer de toutes espèces en exemption de droit".

(67) Sur le mode d'évaluation des marchandises par les douanes métropolitaines voir l'article de M. LEVY-LEBOYER: la balance des paiements et l'exportation des capitaux français, le matériel statistique in La position internationale de la France, Aspects économiques et financiers XIX-XXe s., deuxième colloque des historiens économiques français, Paris, EHESS, 1977, pp.75-142.

fait, dès 1835, par rapport aux valeurs officielles une infériorité de près de 25% (68). De même la valeur des produits d'exportation comme la gomme était nettement sous-estimée. La Direction des colonies,inquiète des répercussions de telles pratiques sur le budget du Sénégal,pressait l'administration locale d'y porter remède (69). En 1850, l'écart subsistait encore mais dans des proportions moindres. Pour les produits exportés, la valeur était déterminée par les prix courants à Saint-Louis et à Gorée, tandis qu'en France, elle demeurait immuable. Les valeurs officielles ignoraient donc les fluctuations importantes du cours de la gomme et surestimaient l'arachide, classée arbitrairement parmi les produits pharmaceutiques. Sa valeur avait été fixée à un moment où cette graine, encore sans emploi dans l'industrie, ne faisait

---

(68) Rapport de FILLEAU SAINT-HILAIRE, directeur des colonies. Sans doute, par suite des progrès techniques, les prix des produits textiles tendent-ils à baisser, mais cette baisse se fera surtout sentir au delà de 1835. De plus, il faut ajouter à l'évaluation métropolitaine tout l'ensemble des frais parmi lesquels le fret entre pour une large part.

(69) Dans un rapport au ministre du 13 septembre 1847 sur le budget de la colonie, le directeur des Colonies écrit à propos du rendement du droit de sortie sur les gommes : "il est à remarquer que les prix de base fournis par les mercuriales officielles ... sont plus ou moins inférieurs aux prix auxquels les ventes de gommes s'effectuent en réalité dans la colonie. Cette tolérance dont on a d'ailleurs plusieurs preuves est tout à fait irrégulière...(Il faut exiger) que le prix de base soit établi comme il doit l'être sur la moyenne exacte des ventes effectuées dans le semestre de l'année antérieure, sauf modification spécialement justifiée". Pour 1844 les mercuriales indiquent le prix de 1 F,90 pour le

l'objet d'aucune cotation dans les ports (70). A partir de 1847, les douanes françaises utilisent dans leurs calculs des valeurs actuelles, mais pour conserver l'homogénéité de la série, nous avons raisonné sur les valeurs officielles jusqu'en 1850 (71). Ces explications prouvent à l'évidence combien était aberrant le procédé qui consistait à mélanger dans les publications du ministère de la Marine, statistiques métropolitaines et statistiques coloniales.

Une extrême prudence s'impose donc dans l'utilisation de nos deux sources de documents et il apparaît souvent dif-

---

(69) suite
kilog de gommes, mais le gouverneur fait savoir au ministre que le prix pratiqué sur la place est en fait de 2 F,50. A N S O M Sénégal IX 4.

(70) Les douanes avaient fixé en 1826 la valeur officielle du kilogramme de gomme à 1 F,40; au Sénégal la valeur adoptée oscillait entre 0 F,89 et 2 F,02 pour la période 1843-1850. L'arachide cotée entre 0 F,10 et 0 F,20 le kilogramme au Sénégal était évaluée à 0 F,75 en France (valeur officielle). Sur le classement de l'arachide comme produit pharmaceutique, voir Th. FLEURY : l'arachide in Actes de l'Institut Colonial de Bordeaux-1907, Congrès colonial, Bordeaux, 1908.

(71) Les tableaux statistiques donnent parallèlement les deux valeurs. Notons que même si nous utilisions les valeurs actuelles pour être plus proche de la réalité, la sous-estimation des valeurs au Sénégal persisterait. Par exemple, pour 1850, la valeur des exportations de France, y compris les marchandises extraites des entrepôts s'élève à 6 321 551 F, elle ne représente plus au Sénégal que 5 660 432 F. On ferait des constatations semblables pour les années précédentes, ce qui élimine les incidences du décalage des livraisons.

ficile de les éclairer l'une par l'autre par suite du mode différent d'établissement des valeurs. Pour porter un jugement sur le commerce du Sénégal au milieu du siècle, il faudrait pouvoir en suivre l'évolution depuis l'abandon des cultures. Or les statistiques coloniales pêchent par une fâcheuse interruption entre 1836 et 1842 et les statistiques métropolitaines qui nous offrent l'incontestable avantage de leur continuité et de leur plus grande rigueur ignorent évidemment les importations directes de marchandises étrangères. Or, depuis l'assouplissement du régime douanier, celles-ci sont loin d'être négligeables, surtout à Gorée. D'autre part, établir un bilan réel des marchandises étrangères introduites au Sénégal permettrait d'éclairer le débat sans cesse renaissant sur l'intérêt que peut présenter la colonie comme débouché pour les produits manufacturés nationaux. Mais comment l'établir sérieusement si l'on ne dispose que de sources incomplètes et hétérogènes ?

Dans ces conditions, il est évidemment hasardeux d'apprécier l'évolution du commerce sénégalais dans la décennie qui s'achève en 1850, mais telles quelles les séries chiffrées peuvent être utilisées comme des indicateurs de tendances.

b) L'évolution globale du commerce sénégalais

- Y a-t-il eu stagnation ?

Les observateurs des réalités sénégalaises, nous l'avons vu, ont souvent dénoncé la stagnation du commerce et affirmé qu'au milieu du XIXe siècle, il n'était guère supérieur à ce qu'il était en 1831 après l'abandon des cultures. Il nous faut donc, dans une première démarche, soumettre ce jugement à l'épreuve des statistiques. D'après les publications du ministère de la Marine et des Colonies qui seules

reflètent l'ensemble du commerce sénégalais, nous constatons que ce dernier évolue entre 1831 et 1835 dans les limites de 4 M,7 et de 8 M, 2 tandis qu'entre 1843 et 1850, il s'inscrit entre 12 M,1 (1850) et 22 M,4 (1845). Il y aurait donc, en une vingtaine d'années une progression légèrement supérieure à deux fois et demi (72). L'examen des statistiques métropolitaines pour les mêmes périodes confirme cette tendance : les échanges entre la France et le Sénégal ont été multipliés par 2,25 ou 3 (73).

Puisqu'il ne saurait y avoir de doute sur le sens de la tendance, on pourrait être tenté de récuser en bloc les témoignages de nos auteurs. En fait, il nous faut pousser plus avant pour juger s'ils ne contenaient pas une part de vérité. N'est-ce pas psychologiquement normal que du passé on ne retienne que les meilleures années ? (l'âge d'or dont parlait Boilat) et du présent que les difficultés ? Comparant les 8 M,2 de 1835 et les 12 M,1 de 1850, la progression n'est plus que de 50% environ. Surtout si on envisage toute la période 1831-1850 - ce que seules les statistiques des douanes françaises permettent de faire - on remarquera que le volume des échanges atteint en 1836 (neuf millions de francs) est

---

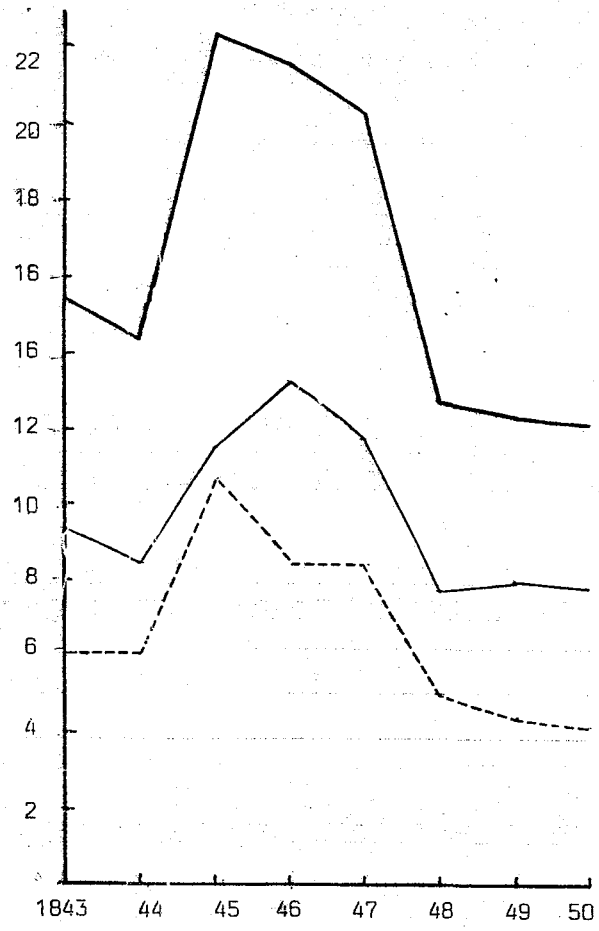
(72) Pour les raisons indiquées plus haut, nous nous appuyons d'abord sur les statistiques coloniales : il sera donc entendu que tous les chiffres cités sans indication d'origine en proviendront. Voir le graphique 1 : les statistiques coloniales offrant une trop longue solution de continuité de 1836 à 1843, les courbes n'ont été établies qu'à partir de 1843.

(73) En 1832 : 5 M,1 1834 : 7 M,7
1843 : 11 M,5 1846 : 23 M,9 voir le graphique 2.

GRAPHIQUE 1 COMMERCE DU SENEGAL

A. COMMERCE TOTAL

Millions de Francs



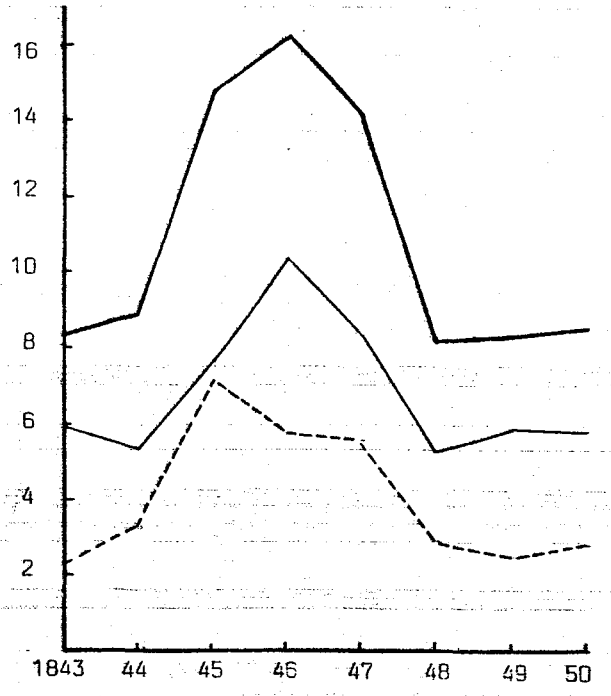
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS REUNIES.

IMPORTATION

EXPORTATION

d'après les Statistiques Coloniales

B. COMMERCE AVEC LA FRANCE



supérieur à celui de 1842 (huit millions six cent mille francs) et somme toute proche de celui de 1848 (11 M,9) (74). D'autre part, les résultats de 1848-1850 nous ramènent à ceux qui ont été enregistrés dix ans plus tôt.

TABLEAU I : COMMERCE du SENEGAL (1831-1850)

Années	A	B	C	Années	A	B	C
1831	4,7		6,4	1841			10
1832	6,1	4,6	5,1	1842			8,6
1833	6,8	5,3	5,9	1843	15,4	8,2	11,5
1834	7,3	5,4	7,7	1844	14,6	8,8	13,3
1835	8,2	6,5	7,7	1845	22,4	14,7	23
1836			9	1846	21,7	16,1	23,8
1837			12,1	1847	20,3	14,1	21
1838			17,1	1848	11,8	8,1	12
1839			13,6	1849	12,4	8,3	17,7
1840			11,8	1850	12,1	8,3	14,2

En millions de francs

A Commerce total du Sénégal d'après les tableaux publiés par le ministère de la Marine et des Colonies

B Commerce du Sénégal avec la France (même source)

C Commerce du Sénégal avec la France d'après les tableaux décennaux. Les valeurs utilisées sont celles du commerce général car elles permettent de saisir le commerce sénégalais dans son ensemble et de tenter une comparaison avec les statistiques coloniales.

---

(74) La progression de 1836 à 1848 serait donc de 30% environ.

Enfin, les statistiques coloniales nous révèlent que le commerce entre le Sénégal et la France plafonne entre 1848 et 1850 à un niveau voisin de celui de 1843. Ainsi, s'explique par le rapprochement de tels chiffres, l'impression de stagnation ressentie par négociants et traitants sénégalais.

Les fluctuations, par leur ampleur et leur brutalité, les déconcertaient également. Si, entre 1845 et 1850 le commerce diminue de près de moitié, les écarts d'une année à l'autre deviennent considérables : croissance de 50% ou régression de 36% environ (75). Aux trois meilleures années (1845-1846-1847) depuis 1843 font suite les trois plus mauvaises : la moyenne triennale en fléchissant de 21 M,4 à 12 M,4 accuse donc un recul de 42%. Le commerce entre le Sénégal et la France tombe de 16 M,1 (1846) à 8 M,1 (1848) soit une baisse de moitié. Les statistiques métropolitaines, une fois encore, confirment ces observations. A l'ampleur et à la rapidité de la croissance des années 1836-1838 et 1844-1846 correspond la brutalité de l'effondrement des périodes 1832-1842 et 1846-1848.

Ainsi, les documents statistiques utilisés nous démontrent la persistance et la gravité de la crise traversée par le Sénégal. La plupart des contemporains ignorant le volume exact du commerce des années trente, en venaient à nier tout progrès, obnubilés qu'ils étaient par le faible niveau auquel les échanges semblaient devoir se stabiliser et par la référence abusive à quelques années heureuses. Prenant leurs désirs pour des réalités, les Sénégalais se refusaient à reconnaître un caractère exceptionnel à l'année 1845 béné-

---

(75) De 14 M,6 à 22 M,4 de 1844 à 1845 et de 20 M,9 de 1847 à 1848, voir tableau, colonne A.

ficiant de la conjonction rare d'une récolte considérable de gommes et de cours élevés sur le marché métropolitain. Ecrivant en 1846, à un moment où les résultats sont encore satisfaisants, Héricé, un des rares observateurs à convenir des progrès d'ensemble réalisés par la colonie depuis l'abandon des cultures, ne manquait pas cependant, de dénoncer la crise que traversait le Sénégal. En l'attribuant au nombre croissant des traitants qui s'efforçaient de tenter fortune, il introduisait dans le débat une dimension sociale (76). Mais si déjà en 1846, les Sénégalais sont sensibilisés à l'extrême par les difficultés rencontrées, on comprend que les résultats décevants de 1848-1850 aient pu les conduire à parler de catastrophe ou de faillite : les réactions des contemporains ne pouvaient manquer d'être plus que proportionnelles à la chute de la courbe.

- Importations et exportations

Une première constatation se dégage de l'ensemble des statistiques : la permanence et l'ampleur du déséquilibre de la balance commerciale. Faible encore en 1831 (0 M,2 pour l'ensemble du commerce et 0 M, 2 pour les échanges avec la France), il s'élève déjà en 1835 respectivement à 2 M,4 et à 1 M,7. Pour la période 1842-1850, le fait majeur est la brutale succession en 1845-1846 du minimum et du maximum du déficit. A remarquer aussi que les pourcentages minima et maxima se maintiennent dans les mêmes limites (77).

---

(76) HERICE (M), op.cit.

(77) Les pourcentages s'établissent ainsi :

1831 : 4,34 et 5,26 1835 : 29,26 et 26,15
1845 : 3,57 et 3,40 1846 : 21,65 et 28,39

le premier chiffre s'entend par rapport au commerce total, le second par rapport aux échanges avec la France. En pourcentage le déficit se situe en 1848 pour le com-

TABLEAU II - IMPORTATIONS et EXPORTATIONS du SENEGAL
d'après les statistiques coloniales

Années	COMMERCE TOTAL			COMMERCE AVEC LA FRANCE		
	Import.	Export.	déficit	Import.	Export.	Déficit
1831	2,4	2,2	0,2	2	1,8	0,2
1832	3,4	2,7	0,7	2,7	1,9	0,8
1833	3,9	2,9	1	3,3	2	1,3
1834	4	3,3	0,7	3	2,2	0,8
1835	5,3	2,9	2,4	4,1	2,4	1,7
1843	9,3	6,1	3,2	5,9	2,3	3,6
1844	8,5	6,1	2,4	5,4	3,3	2,1
1845	11,6	10,8	0,8	7,6	7,1	0,5
1846	13,2	8,5	4,7	10,4	5,8	4,6
1847	11,8	8,5	3,3	8,4	5,7	2,7
1848	7,8	5	3,8	5,2	2,9	2,3
1849	8	4,4	3,6	5,8	2,5	3,3
1850	7,9	4,2	3,7	5,7	2,7	3

N.B. Le minimum pour chacune des deux périodes est souligné d'un trait et le maximum de deux traits

---

(77) suite

merce total : 32,20 et en 1850 pour le commerce avec la France : 35,71, ce qui une fois de plus montre l'accentuation des difficultés dans les trois dernières années de la décennie.

Il est instructif de s'arrêter quelque peu sur l'année 1846 qui par son déséquilibre majeur annonce le renversement brutal de la tendance. La récolte exceptionnelle de gomme de l'année précédente incitant à l'optimisme, le commerce, par crainte de manquer de marchandises de troc, fait à nouveau des envois considérables. Les résultats de la traite s'avèrent beaucoup moins satisfaisants qu'on ne l'espérait, le déficit prend alors des proportions inquiétantes. Malgré le retour progressif à la prudence, le déséquilibre demeure important et traduit dans une large mesure les difficultés persistantes du commerce sénégalais.

Le caractère structurel du déficit ne peut manquer de frapper, mais dans la réalité il est vraisemblablement moindre que ne l'indiquent les statistiques. En effet, le Sénégal, nous le savons, joue un rôle d'entrepôt pour la côte occidentale d'Afrique, redistribuant les marchandises de troc tandis que les voyages de retour alimentés par l'arachide produit de fort encombrement, tendent à se faire directement vers la métropole. De plus, les statistiques ne comptabilisent pas ou très mal les remises effectuées en or brut, en espèces et en traites du Trésor. Malheureusement il est impossible d'apprécier avec exactitude cette atténuation de la dette de la colonie (78).

Un simple coup d'oeil sur les statistiques des douanes françaises permet de déceler une évolution différente et un déficit beaucoup plus accusé. Après un faible solde créditeur en 1831-1832, le déficit s'installe rapidement à un niveau élevé (3 M,2 et 35,55% en 1836, 6 M,5 et 38% en 1838 par

---

(78) Voir à ce sujet la lettre de Bruno DEVES à Mestro du 6 décembre 1841, A N S O M Sénégal XIII, 26a.

exemple) pour s'atténuer au début des années 1840 (2 M,6 et 26% en 1841, 2 M,3 et 20% en 1843) et bientôt reprendre une ascension vers les sommets (8 M,8 et 36,82% en 1846, 5 M,6 et 39,43% en 1850, 5 M,3 et 39,84% en 1844 et enfin 9,6 et 45,71% en 1847 (79).

TABLEAU III - IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS du SENEGAL
d'après les douanes françaises

Années	IMP.	EXP.	Déficit	Années	IMP.	EXP.	Déficit
1831	3,1	3,3	+0,2	1841	6,3	3,7	2,6
1832	2,5	2,6	+0,1	1842	5,6	3	2,6
1833	3,8	2,1	1,7	1843	6,9	4,6	2,3
1834	5,3	2,4	2,9	1844	9,8	4,5	5,3
1835	4,6	3,1	1,5	1845	16,2	6,8	9,4
1836	6,1	2,9	3,2	1846	16,3	7,5	8,8
1837	8	4,1	3,9	1847	15,3	5,7	9,6
1838	11,8	5,3	6,5	1848	7,2	4,8	2,4
1839	8,6	5	3,6	1849	10,9	6,8	4,1
1840	7,5	4,3	3,2	1850	9,9	4,3	5,6

---

(79) Le minimum se situe en 1848 (2 M,4 et 20%) il suit le maximum, à la différence de ce que l'on a constaté d'après les statistiques coloniales; il atteint le même pourcentage qu'en 1843 bien que légèrement supérieur en chiffres.

Pour la période 1843-1850, la courbe des importations de France évolue en gros parallèlement à celle des importations totales. Leur volume se gonfle en 1845 et atteint son record l'année suivante. Les résultats de 1847 sont encore satisfaisants puis c'est le repli durable sur un niveau généralement inférieur à celui du début de la période, 1848 marque l'étiage, avec un recul d'environ 40%. La courbe des exportations révèle une allure comparable, mais elle anticipe sur le mouvement des importations puisque l'année 1845 est celle du maximum (les exportations vers la France ont plus que doublé d'une année sur l'autre). Les deux années suivantes, le recul est sensible mais leurs résultats presque identiques se situent encore à un niveau satisfaisant, puis c'est la chute brutale de 50% environ en 1848. Si à cette date on constate le creux de la courbe pour les exportations totales, il ne s'inscrit qu'en 1849 pour les exportations vers la France. Nous retrouvons ici le contraste déjà observé entre trois années d'essor et trois années de régression (80). Enfin, on constate, pendant ces huit années une plus grande amplitude des oscillations pour les exportations que pour les importations (81).

---

(80) Pour les exportations totales, les chiffres de 1848-1849-1850 se situent à un niveau inférieur à celui de 1843-1844. Pour les exportations vers la France, à celui de 1844 seulement, notons aussi que le chiffre de 1849 (2 M,5) est semblable à celui de 1835 (2 M,4).

(81) Le rapport entre le maximum et le minimum est de 2,7 pour les exportations totales et de 2,84 pour les exportations vers la France; de 1,7 pour les importations totales et de 2 pour les importations de France.

Sans doute, l'examen des statistiques métropolitaines n'apporte guère de modifications essentielles au schéma dessiné d'après les documents coloniaux, mais on n'en relève pas moins quelques différences. Si on retrouve le rythme ternaire des bonnes et des mauvaises années, les résultats de ces dernieres sont beaucoup moins homogènes et se situent en général à un niveau supérieur à celui du début de la période. D'autre part, les effets de l'excellente récolte de 1845 ne se font pleinement sentir dans les statistiques d'exportations qu'en 1846 et le niveau le plus bas s'établit en 1850 et non en 1849 (82). Enfin, si l'amplitude des oscillations et des importations de France apparaît tout à fait comparable, elle est de beaucoup inférieure pour les exportations du Sénégal (83).

Les statistiques métropolitaines nous offrant la possibilité d'un plus grand recul, nous pouvons comparer à dix ans de distance le volume des échanges. La moyenne triennale 1848-1850 est exactement la même (9 M,3) que celle de 1838-1840 pour les importations et légèrement supérieure pour les exportations (5 M,3 et 4 M,85) : nouvelle preuve de la stagnation du commerce sénégalais.

---

(82) Pour les exportations vers la France et 1848 pour les exportations totales d'après les statistiques coloniales.

(83) Le rapport de 1,75 pour les exportations et de 2,25 pour les importations toujours pendant la période 1843-1850.

- la suprématie du commerce avec la France

La part des échanges avec la métropole de l'ensemble du commerce du Sénégal se situe aux environs des deux tiers, mais elle peut exceptionnellement descendre à près de la moitié (53,24% en 1843) et s'élever à plus des trois quarts (74,53% en 1846). Mais ces chiffres ne nous donnent qu'une vision déformée de la réalité car on sait que le mode d'établissement des statistiques coloniales aboutit à une sous-estimation du commerce effectué avec la France et avec l'étranger. Après correction, le taux oscille entre 80,39% (1843) et 91,42% (1846) donnent une image plus exacte du caractère quasi exclusif des relations avec la métropole (84).

TABLEAU IV - COMMERCE avec la FRANCE - 1843-1850

Années	IMP. et EXP. réunies	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1843	80,39	81,94	76,66
1844	86,27	80,59	99,40
1845	86,47	84,4	88,75
1846	91,42	90,90	95,08
1847	89,80	84,27	99,31
1848	85,26	80	96,66
1849	84,69	82,85	89,28
1850	82,35	77,02	96,43

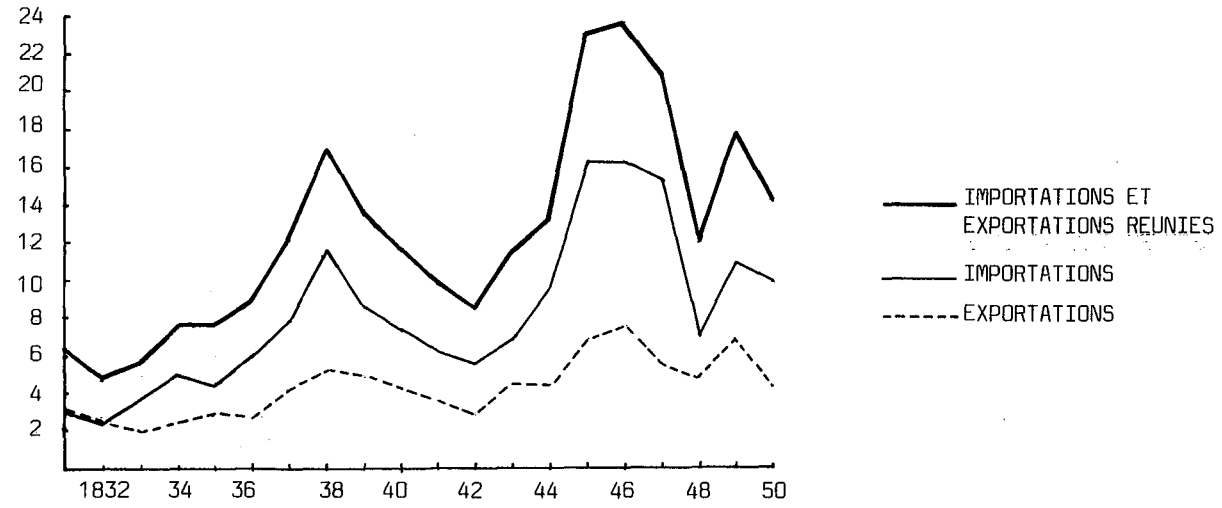
N.B.en pourcentage : 1° la part du commerce avec la France dans l'ensemble du commerce sénégalais; 2° la part des importations de France par rapport à l'ensemble des importations; 3° la part des exportations destinées à la métropole par rapport à l'ensemble des exportations sénégalaises. Tous ces pourcentages s'entendent après correction.

---

(84) Il est possible d'après les Tableaux Statistiques du ministère de la Marine et des Colonies d'éliminer le

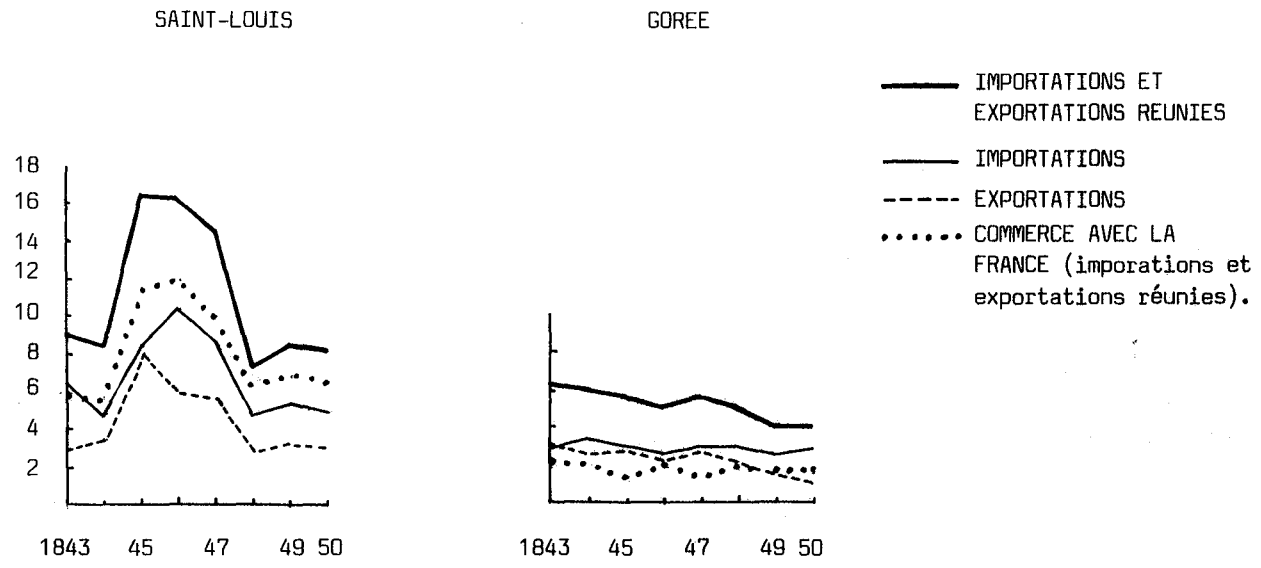
GRAPHIQUE 2 COMMERCE DU SENEGAL AVEC LA FRANCE

Millions de Francs



D'après les statistiques des Douanes de France - Tableaux décennaux

GRAPHIQUE 3 COMMERCE DE SAINT-LOUIS ET DE GOREE



D'autre part, la supériorité de la France apparaît beaucoup plus écrasante dans le domaine des exportations que dans celui des importations du Sénégal. Aussi, peut-on affirmer que le marché métropolitain constitue à peu près l'unique débouché pour les produits sénégalais : en 1844 en 1847, années record, la France absorbe respectivement 99,40% et 99,31% des exportations du Sénégal et, mise à part l'exception de 1843 (76,66%) le taux n'est pas inférieur à 88,75% (1845). La part de la France dans les importations totales oscille entre 77,02% (1850) et 90,90% (1846) (85).

En dehors de la France, le Sénégal entretient avec l'étranger des relations commerciales qui oscillent entre 7,42% (1846) et 17,64% (1850) (86). Elles sont fondamentale-

---

(84) suite
commerce entre Saint-Louis et Gorée et la redistribution des marchandises provenant de France et de l'étranger et par conséquent déjà comptabilisées.

(85) Dans cet aperçu global, nous ne distinguons pas l'origine des marchandises importées de France dans la colonie: c'est ainsi que les marchandises étrangères extraites des entrepôts métropolitains sont comptées dans le commerce effectué avec la France. Nous aurons l'occasion de faire ultérieurement cette distinction afin d'apprécier dans quelle mesure le Sénégal peut offrir un débouché à l'industrie métropolitaine.

(86) Ces pourcentages ont été calculés suivant la méthode définie à la note 26. Ils sont donc directement comparables à ceux établis à propos des échanges avec la métropole.

ment déséquilibrées à cette époque car le Sénégal qui recherche aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne des marchandises de traite à meilleur compte n'expédie que d'insignifiantes quantités de ses produits. Ajoutons pour être complet, un faible courant d'exportation à destination de la Guadeloupe (87).

- évolution comparée de Saint-Louis et de Gorée

La structure du commerce effectué par chacun de ces deux ports, est originale et traduit la personnalité économique des deux parties qui composent la colonie du Sénégal : le Fleuve et les régions riveraines d'une part, la "Petite Côte" (88), le Saloum, la Gambie et les Rivières du Sud (89) d'autre part. Une présentation séparée des statistiques coloniales permet à partir de 1843 de comparer l'activité des deux ports.

---

(87) Les statistiques permettent de suivre dans leur ensemble le mouvement des échanges avec l'étranger mais ne donnent que des renseignements fragmentaires en ce qui concerne les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il en est de même pour la Guadeloupe. On peut cependant remarquer l'irrégularité d'une année à l'autre de ces courants commerciaux.

(88) On appelle "Petite Côte" la portion de rivage qui s'étend de Rufisque à Joal.

(89) Sous ce terme général, on groupe la Casamance, le Rio Nünez, le Rio Pongo et la Mellacorée. Ces trois dernières "rivières" constitueront plus tard la Guinée française.

TABLEAU V - COMMERCE de SAINT-LOUIS et de GOREE - 1843-1850

Années	SAINT-LOUIS			GOREE		
	Import.	Export.	Total	Import.	Export.	Total
1843	6,3	2,9	9,2	3	3,2	6,2
1844	5,1	3,5	8,6	3,4	2,6	6
1845	8,5	8,1	16,6	3,1	2,7	5,8
1846	10,4	6,1	16,5	2,8	2,4	5,2
1847	8,7	5,8	14,5	3,1	2,7	5,8
1848	4,7	2,8	7,5	3,1	2,2	5,3
1849	5,4	3	8,4	2,6	1,4	4
1850	5,1	3	8,1	2,8	1,2	4

En millions de francs

La supériorité de Saint-Louis sur Gorée éclate au premier coup d'oeil. Le volume minimum de son commerce (7 M,5) est supérieur au maximum de Gorée (6 M,2) tandis que les deux maxima (16 M,6 et 6 M,2) sont dans le rapport de 2,68 et les deux minima (7 M,5 et 4 M) dans celui de 1,9. Enfin la moyenne de ces huit années se situe à Saint-Louis à un niveau légèrement supérieur à deux fois celui de Gorée(90).

L'activité de Saint-Louis impose donc sa tendance à l'ensemble du commerce sénégalais. Nous y retrouvons l'allègre montée de 1844 au maximum de 1845 et la chute brutale de 1847 au minimum de 1848 (91), ainsi que la succession de

---

(90) 11 M,18 pour Saint-Louis et 5 M,28 pour Gorée soit le rapport de 2,11.

(91) La progression et le recul ont la même ampleur, soit un gonflement de près de deux fois et une baisse de près de la moitié.

trois bonnes années et de trois années désastreuses. La comparaison des graphiques 1 et 3 est très instructive puisqu' elle révèle un étroit parallélisme entre les courbes qui traduisent l'évolution de la totalité du commerce sénégalais et celles qui représentent le commerce de Saint-Louis.

Par contre, à Gorée les échanges obéissent à un rythme totalement différent puisque les résultats supérieurs à la moyenne se situent en 1843-1844-1845 et 1847-1848 avec le maximum la première année de la période, mais c'est tout de même en 1849-1850 que nous retrouvons les plus mauvais. D'autre part, le recul des affaires, désespérément continu est beaucoup plus accentué qu'à Saint-Louis.

L'amplitude des fluctuations est, à Saint-Louis, supérieure à celle de l'ensemble du commerce sénégalais (environ 2,2 contre 1,85) et plus encore à celle du commerce goréen (1,55), comme si la collecte des peaux, de l'ivoire et de la cire offrait moins de surprise que celle de la gomme.

L'analyse des importations et des exportations confirme les observations déjà formulées à propos du déficit des échanges. Pour Saint-Louis comme pour l'ensemble du commerce sénégalais, il atteint son maximum en 1846 (4 M,3 contre 4 M,7) et son minimum en 1845 (0 M,4 contre 0 M,8). A Gorée, après le faible excédent constaté en 1843 c'est l'établissement d'un déficit chronique qui s'élève à son plus haut niveau en 1850 (1 M,6). Mais plus que ces chiffres bruts, c'est le pourcentage du déficit par rapport à l'ensemble des échanges qui est instructif. A Saint-Louis, à part 1843 où le record est atteint avec 36,95%, les trois dernières années, comme on pouvait s'y attendre, sont parmi celles qui enregis-

trent le déséquilibre le plus élevé (92). A Gorée, on remarque une dégradation croissante de la situation puisque le déficit représente 30 à 40% des échanges pour les années 1849-1850 (93).

Les importations de Saint-Louis oscillent entre 4 M,8 en 1848 et 10 M,4 en 1846, soit selon un rapport de près de 2,2; les trois dernières années se situant à un niveau inférieur à celui de 1843 et comparable à celui de 1844. Le mouvement des exportations traduit une sensibilité beaucoup plus grande : le rapport entre le minimum de 1848 et le maximum de 1845 s'établit à près de 3 (2,89). En 1848-1850, on retrouve le montant des exportations de 1843.

A Gorée l'amplitude des variations est encore considérable mais atténuée : le rapport entre le minimum et le maximum n'est que de 1,3 pour les importations et de 2,6 pour les exportations. Notons, sans y attacher une valeur absolue pour les raisons déjà évoquées, que les exportations de 1849-1850 ont baissé de plus de la moitié depuis le début de la période.

Ainsi se dégage la double impression d'une évolution sans à coups spectaculaires et d'une décadence inexorable du commerce goréen (94).

---

(92) Soit 26,31% pour 1848 et 28,57% pour 1849. En 1850 le pourcentage se situe à un niveau (25,92) très légèrement inférieur à celui de 1846 (26,06). C'est en 1845 avec 2,4% que le déficit est le plus faible.

(93) Peut-être cet écart est-il exagéré par la tendance déjà indiquée aux retours directs des Rivières du Sud vers la métropole. Le déficit semblait se stabiliser autour de 7 à 8% entre 1845 et 1847.

(94) Voir le graphique 3.

Un autre aspect de l'originalité de Gorée que la lecture du graphique révèle d'une manière éclatante, c'est la part relativement réduite du commerce avec la France. Elle oscille, en effet, entre 24,14 et 40%, alors qu'elle s'établit à Saint-Louis entre 64,13 et 86,05%. Ainsi, pour l'ensemble de la période le commerce avec la métropole est-il deux fois un quart plus important à Saint-Louis qu'à Gorée (95). Le commerce avec l'étranger (Etats-Unis, Grande-Bretagne) (96) et accessoirement celui effectué avec la Guadeloupe prennent donc à Gorée une dimension non négligeable, mais il est malheureusement impossible de fixer avec sûreté la part respective de chacun de ces partenaires.

- place du Sénégal dans le commerce colonial

Il n'apparaît pas sans intérêt de juger de l'importance relative du Sénégal dans le commerce colonial afin de mieux comprendre les réactions du pouvoir face aux réclamations des "Sénégalais". La comparaison s'impose avec ce que l'on appelle alors "nos quatre grandes colonies", c'est-à-dire les îles à sucre et la Guyane auxquelles le Sénégal tend à s'assimiler sur le plan administratif. Pour la mener à bien, nous aurons recours aux renseignements fournis par les douanes françaises, les statistiques coloniales étant par trop insuffisantes.

---

(95) Le pourcentage s'établit à 78,82 pour Saint-Louis et à 34,21 pour Gorée.

(96) Au commerce direct avec l'Angleterre, il faut ajouter celui qu'effectue Gorée avec la Gambie afin de se procurer des marchandises de traite moins chères que les marchandises françaises.

Un simple coup d'oeil sur le classement d'ensemble des partenaires commerciaux de la France pour la décennie 1837-1846 nous apprend que le Sénégal avec le 26e rang arrive loin derrière la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, respectivement aux 13e, 15e et 17e rang, mais que par contre, il distance la Guyane (32e rang). Le volume du commerce des îles à sucre est environ de 1,45 à 3,90 fois plus élevé que celui du Sénégal. La progression du commerce sénégalais en 1846 puis la crise sévère traversée par les îles à la suite de l'émancipation des esclaves tendent à atténuer les écarts.

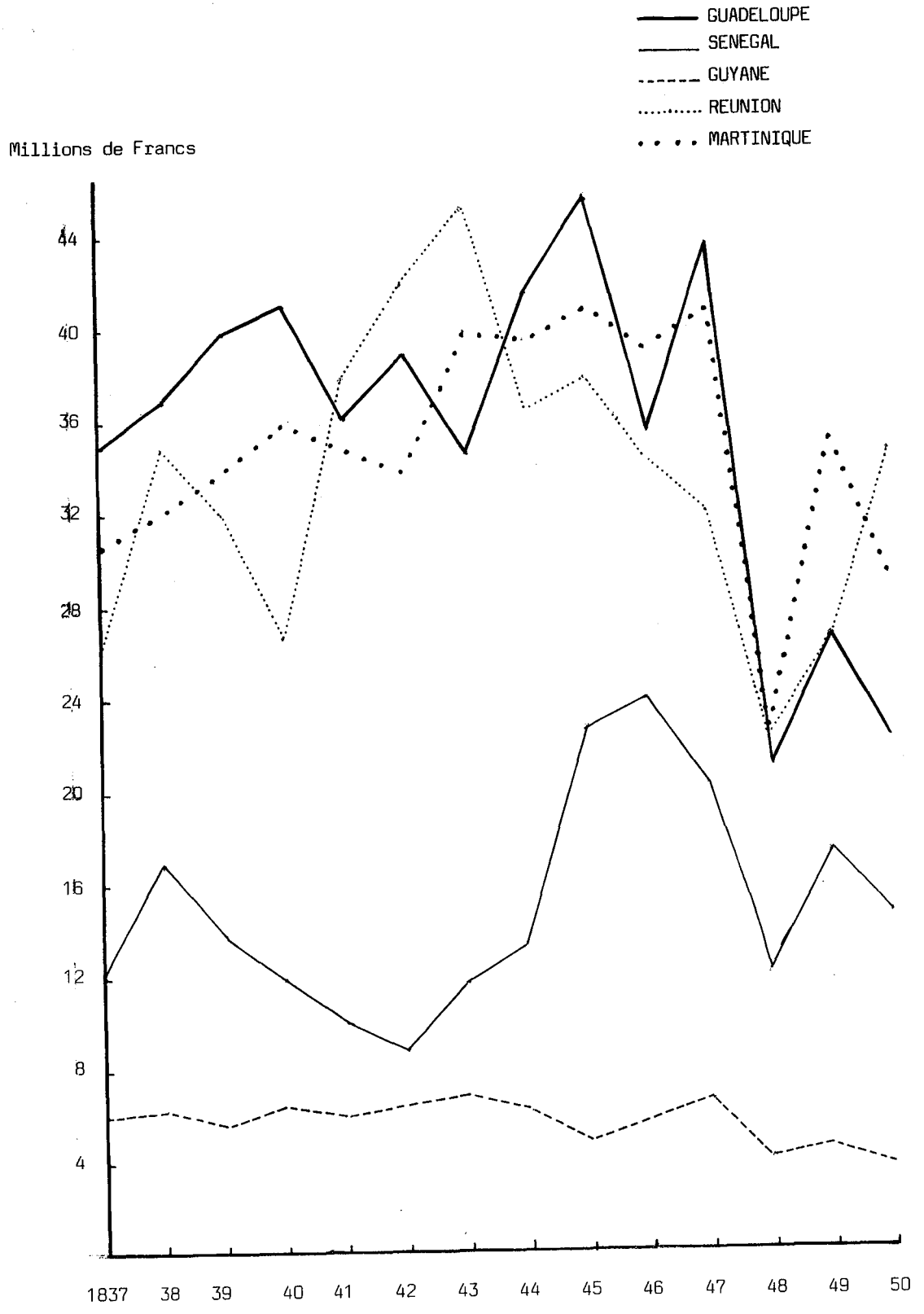
TABLEAU VI - EVOLUTION COMPAREE du COMMERCE du SENEGAL et des ILES à SUCRE

Années	SENEGAL	MARTINIQUE	rapport	GUADELOUPE	rap.	REUNION	rap.
1843	11,50	39,90	3,42	34,50	3	44,90	3,90
1844	13,30	39,70	2,98	42	3,16	36,40	2,74
1845	23	41,50	1,80	45,70	1,99	38,30	1,66
1846	23,80	39,90	1,67	35,70	1,50	34,60	1,45
1847	21	41,40	1,97	43,70	2,08	32,20	1,53
1848	12	22,90	1,91	20,60	1,72	22	1,83
1849	17,70	35,10	1,98	26,40	1,49	26,60	1,50
1850	14,20	28,90	2,03	23	1,62	34,80	2,45

En millions de francs, valeurs officielles

Remarquons aussi que les résultats obtenus par le Sénégal les années fastes sont sensiblement équivalents à

GRAPHIQUE 4 COMPARAISON DU COMMERCE DU SENEGAL AVEC CELUI DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA REUNION ET DE LA GUYANE.



ceux des îles les mauvaises années (97) et que contrairement à l'opinion généralement admise à l'époque, le Sénégal surclasse nettement la Guyane, son commerce étant environ une fois et demie à cinq fois supérieur (98). Enfin, abstraction faite des années 1848-1850, on enregistre pour le commerce du Sénégal des oscillations beaucoup plus amples, comme si la gomme était plus sensible aux fluctuations du marché que le sucre (99).

Au delà des comparaisons partielles, les Tableaux décennaux des douanes françaises nous offrent la possibilité d'une confrontation instructive entre l'évolution du commerce du Sénégal et celle de l'ensemble du commerce colonial de la France (100).

---

(97) Avec 23 M en 1845 et 23 M,9 en 1846, le Sénégal a atteint un niveau comparable à celui de la Martinique et de la Réunion en 1848 et de la Guadeloupe en 1848 et en 1849 cf.tableau VI.

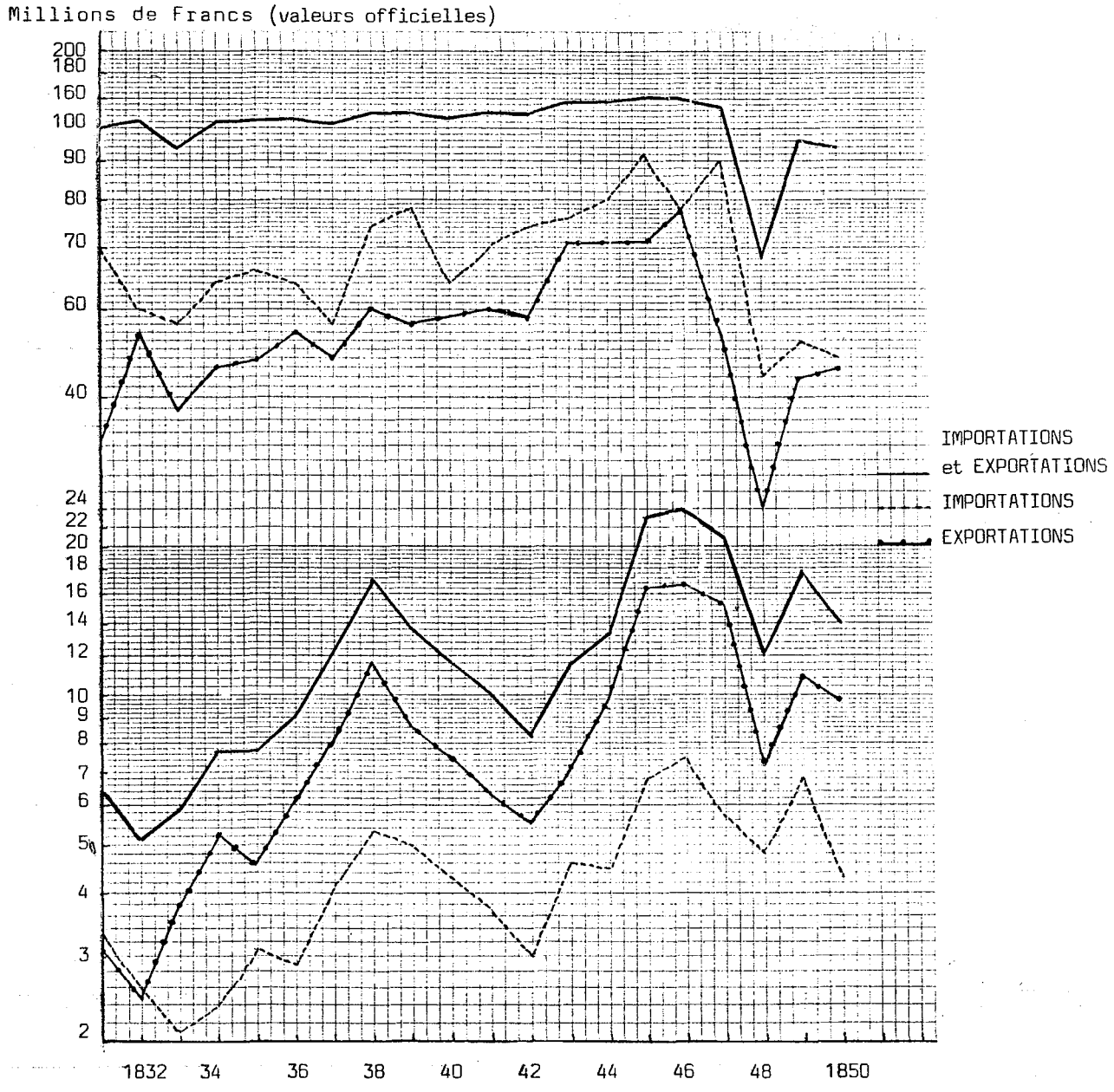
(98) En 1845, la Guyane a un trafic de 4 M,6 contre 23 M pour le Sénégal et en 1842 de 6 M,3 contre 8 M,6 : le rapport s'établit alors à 1,36.

(99) Le rapport s'établit pour le Sénégal de 2,4 (10 M et 23,9), à 1,32 pour la Guadeloupe (34 M,5 en 1843 et 45 M,7 en 1845), 1,35 pour la Martinique (30 M,7 en 1837 et 41 M,5 en 1845) et 1,71 pour la Réunion (26 M,2 en 1837 et 44 M,9 en 1843). Voir graphique n°4.

(100) Tableaux décennaux des douanes françaises 1867-1876
On y trouve grâce aux graphiques du tableau 21, une rétrospective du "commerce de la France avec les colonies et possessions françaises de 1827 à 1876" (non compris l'Algérie et la grande pêche), nous nous en sommes inspiré pour établir le graphique 5.

GRAPHIQUE 5
(semi-logarithmique)

EVOLUTION COMPAREE DU COMMERCE DE LA FRANCE
AVEC LES COLONIES ET LE SENEGAL



Colonies: Algérie non comprise - voir tableau VII

TABLEAU VII - EVOLUTION COMPAREE DU COMMERCE DU SENEGAL et de l'ENSEMBLE du COMMERCE COLONIAL

Années	COMMERCE COLONIAL	SENEGAL	%	Années	COMMERCE COLONIAL	SENEGAL	%
1831	102	6,4	6,27	1841	130	10	7,69
1832	114	5,1	4,47	1842	132	8,6	6,51
1833	94	5,9	6,28	1843	148	11,5	7,77
1834	110	7,7	7	1844	152	13,3	8,75
1835	114	7,7	6,75	1845	164	23	14,02
1836	118	9	7,63	1846	156	23,8	15,26
1837	114	12,1	10,61	1847	142	21	14,79
1838	134	17,1	12,76	1848	68	12	17,64
1839	134	13,6	10,15	1849	96	17,7	18,44
1840	122	11,8	9,67	1850	94	14,2	15,11

En millions de francs, valeurs officielles

A la lecture des chiffres et du graphique, on ne peut manquer d'être frappé par le contraste entre la relative stagnation du commerce colonial et la nette poussée des échanges avec le Sénégal. En effet, au cours des deux décennies, la colonie ne cesse d'améliorer ses positions. Faible en 1831 (6,27%) sa part dans le commerce colonial progresse lentement pour atteindre 7,63% en 1836; puis s'établit de 1837 à 1840 autour de 10% environ, revient ensuite à ses positions de départ pour se redresser brusquement en 1845 (14,02%) et se maintenir jusqu'à la fin de la période au plus haut niveau, avec un maximum de 18,44% en 1849. En simplifiant, on peut estimer que dans les années 1845-1850, la part du Sénégal dans le commerce colonial de la France est de 2,5 à 3 fois supérieure à ce qu'elle était dans les années trente.

Remarquons une fois de plus que le Sénégal a, relativement moins souffert de la crise de 1848 que l'ensemble du commerce colonial. Enfin, le graphique fait apparaître une différence fondamentale dans la structure des échanges puisque pour la totalité du commerce colonial, la métropole importe plus qu'elle n'exporte, alors que c'est l'inverse qui est vrai pour le Sénégal.

- Commerce du Sénégal et commerce à la côte occidentale d'Afrique

La comparaison avec l'évolution du commerce français à la côte occidentale d'Afrique n'est pas moins fructueuse au moment où un fort courant d'opinion met en doute l'utilité de la domination politique pour assurer l'essor des échanges. Depuis 1837, les douanes françaises rangent sous la dénomination : côte occidentale d'Afrique, le commerce effectué depuis le sud du Maroc jusqu'à la colonie anglaise du cap de Bonne Espérance, à l'exclusion de celui du Sénégal; ainsi se trouvent comptabilisés les échanges tant avec les comptoirs anglais et les comptoirs fortifiés français fondés en 1843 qu'avec les points du littoral encore indemnes de toute domination européenne et traditionnellement fréquentés par notre marine marchande.

Ce qui frappe, c'est que, parti de très bas, le commerce de la côte occidentale après avoir stagné jusqu'en 1843 prend son essor l'année suivante pour atteindre son maximum en 1847. Peu affecté par la crise de 1848, il a presque retrouvé en 1850 son niveau de 1847. Alors que son volume était environ six fois plus faible que celui du Sénégal au début de la période, il est devenu tout à fait comparable dans les dernières années. L'ensemble du commerce de la côte occidentale a presque septuplé entre 1837 et 1847 mais les exporta-

TABLEAU VIII - COMMERCE DE LA COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

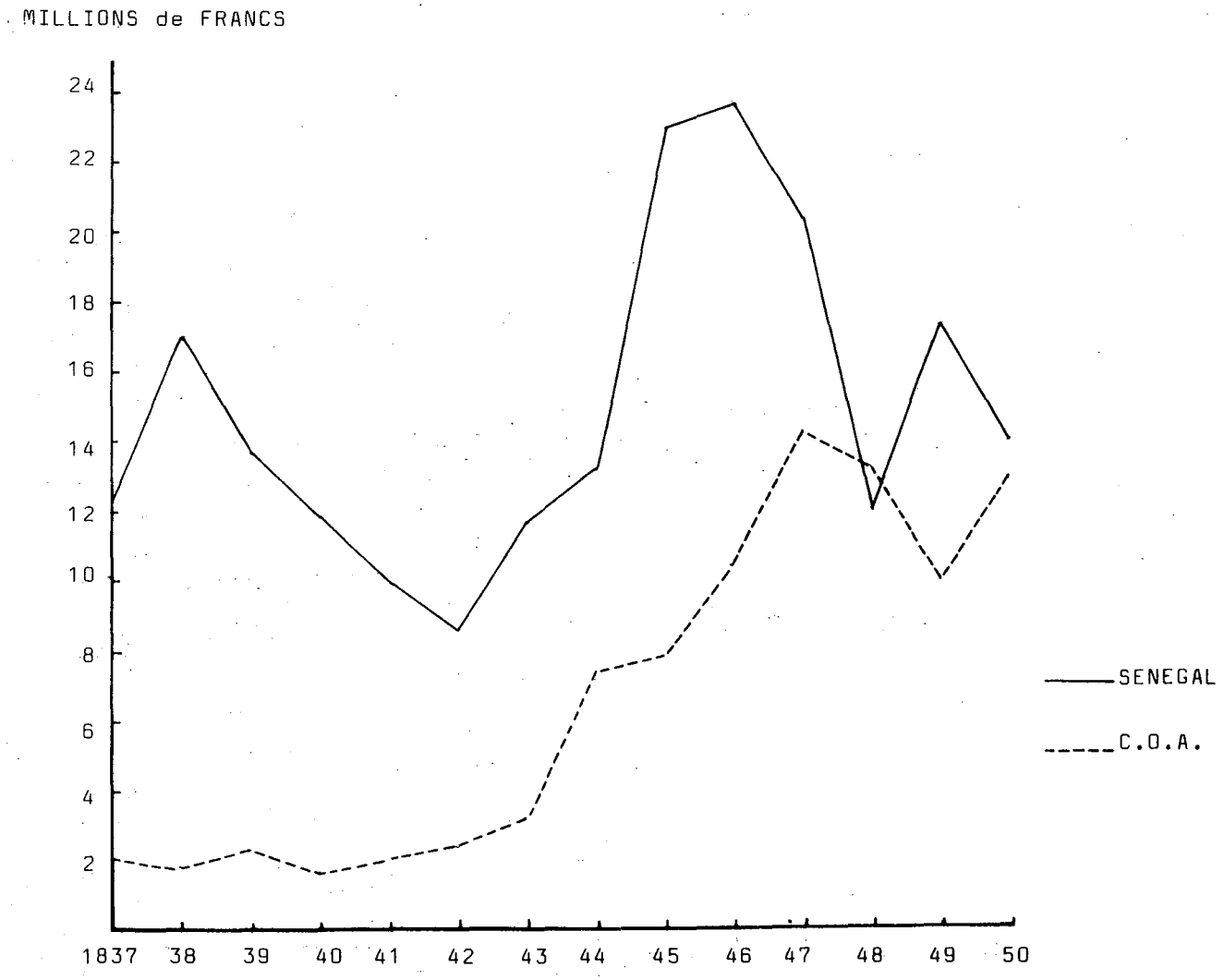
Années	IMPORT.	EXPORT.	TOTAL	Années	IMPORT.	EXPORT.	TOTAL
1837	1461,4	649,9	2111,3	1844	4565,8	2725,1	7290,9
1838	1317,7	573,3	1891	1845	2842,6	4964,7	7807,3
1839	1229,8	999,8	2229,6	1846	3529,6	7071,3	10600,9
1840	780,2	962,9	1743,1	1847	3875,1	10520,3	14395,4
1841	1219,3	791,5	2010,8	1848	2399,4	10613,3	13012,7
1842	1743,7	746,5	2490,2	1849	2335,7	7581,3	9917
1843	1962,1	1335,1	3297,2	1850	3095,8	10158,2	13254

En milliers de francs, valeurs officielles

tions ont fait un bond encore plus saisissant : elles ont été multipliées par 15,7. C'est l'entrée en scène des arachides à partir de 1843-1844 qui explique ce phénomène. Par ailleurs, les importations ont été toujours été supérieures aux exportations jusqu'en 1844. La tendance s'est renversée ensuite. A la différence du commerce du Sénégal, celui de la côte occidentale se solde par un excédent qui atteint un niveau particulièrement élevé : 5 M,2 en 1849 et 8 M,2 en 1848 année où il atteint son maximum. Ce phénomène est plus apparent que réel car une partie non négligeable des marchandises de traite provient de l'entrepôt de Gorée et en conséquence ne figurent pas dans ce commerce tandis que les produits recueillis en échange sont expédiés en droiture en métropole.

GRAPHIQUE 6

COMMERCE DU SENEGAL ET COMMERCE DE LA
COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE



c) Les éléments du commerce

- Les marchandises d'importation
  remarques préliminaires

La simple comparaison entre les tableaux d'importations et d'exportations révèle une opposition fondamentale entre la très grande diversité des marchandises destinées au Sénégal et le nombre restreint des produits recueillis en échange. En effet, on compte d'un côté une quarantaine de rubriques (l'une d'elles, intitulée "marchandises diverses" atteint souvent des montants élevés) (101) et de l'autre, moins d'une dizaine dont deux ou trois essentielles. L'organisation d'une campagne de traite exige donc une préparation minutieuse et une connaissance précise des besoins les plus variés de la colonie.

Les marchandises expédiées au Sénégal ont un double but : d'une part, l'échange contre les produits du pays - et c'est là le principal - et d'autre part, le solde des dépenses de souveraineté et la satisfaction des besoins des Européens. Pour assurer la protection de son commerce, la France doit maintenir une petite troupe et une station navale. Il faut donc expédier des matériaux pour la construction et l'entretien des casernes et des postes, de la houille (102), des machines et des pièces de rechange afin de permettre aux ateliers de la marine d'effectuer les réparations

---

(101) D'après les statistiques métropolitaines, ils oscillent pour les années 1847-1850 entre 1 M,1 et 2 M,2 pour un total de 7 M,2 et de 15 M,4 soit environ le septième de l'ensemble des importations.

(102) Les dépôts de charbon établis à Saint-Louis et à Gorée servent exclusivement à la marine de guerre, à cette époque, seuls des voiliers assurent les relations commerciales.

les plus urgentes aux navires de la flottille. D'autre part, militaires, fonctionnaires, négociants, marchands et artisans cherchent à reconstituer sur le sol d'Afrique une vie matérielle aussi proche que possible de celle de la métropole (103). Attachés à leurs habitudes alimentaires, ils importent de la farine, des biscuits, des conserves, des viandes séchées, des légumes (haricots secs, pommes de terre, oignons de France et à l'occasion des légumes frais des Canaries), de l'huile d'olive et du saindoux. Il faudrait y ajouter les boissons, vin, bière et liqueurs (104). Pour édifier leurs constructions publiques ou privées, les Européens doivent, pour la plus grande part s'approvisionner à l'extérieur en matériaux de construction (pierres de France et des Canaries, briques, chaux, bois, feuilles de zinc et peintures). Les meubles, les vêtements et les articles de mode, les chaussures, le papier et les bougies viennent de France.

Malgré le petit nombre d'Européens installés au Sénégal,cet aspect du commerce sénégalais est loin d'être négligeable, comme le prouvent quelques sondages à travers les statistiques. Ainsi, en 1847, à Saint-Louis, on peut évaluer ce type d'importations à plus de 600 000 F. sur un total de 3 M,6 de marchandises expédiées de la métropole, soit le sixième environ. A Gorée, cette proportion s'élève à plus d'un tiers (105). A cela s'ajoute l'apport de l'étranger.

---

(103) Aux Européens, il faut joindre les métis qui dans l'ensemble partagent le même genre de vie.

(104) Voir infra p. 202

(105) 363 000 F. sur 985 000 F., soit 36,86% .

Sans s'attacher à une analyse détaillée des besoins que satisfont ces importations, puisque ce qui nous intéresse avant tout ce sont les marchandises directement utilisées pour le commerce de traite, nous pouvons cependant souligner l'importance de certains postes, tels que la farine, les bois et la houille. Le Sénégal importe environ 300 000 F. de farine par an, à peu près également répartis entre Saint-Louis et Gorée (106). Elle provient essentiellement de la métropole, mais à l'occasion les négociants se procurent auprès de navires arrivant des Etats-Unis une marchandise offerte à meilleur compte (107). Pour les bois, on constate, d'une année à l'autre, de sensibles variations : c'est ainsi que de 1849 à 1850, les importations progressent brutalement de près de 80 000 F. à 260 000 F. Dans ce commerce, la part de l'étranger est toujours considérable, dépassant souvent et de loin, la valeur des fournitures de la métropole (108). Les importations de houille, stabilisées autour de 170 000 F. pour les années 1848-1850 (109), proviennent d'Angleterre

---

(106) D'après les statistiques coloniales : 247 100 F. en 1847, 294 700 F. en 1849 et 300 800 F. en 1850 : à cette date les importations ont doublé par rapport aux années 1843-1844.

(107) Ces achats ne sont pas nouveaux car déjà en 1832 le gouverneur les signale au ministre. Cf. HARDY, op.cit. p.284. C'est Gorée, fréquentée par les bâtiments des Etats-Unis qui complète ainsi ses approvisionnements, pour 53 700 F. en 1847 contre 6 400 F. pour Saint-Louis.

(108) En 1850 223 000 F. de bois américain sur un total de 260 000 F.

(109) Soit 167 635 F. en 1848, 178 211 F. en 1849 et 173 179 F. en 1850.

soit par l'intermédiaire des entrepôts de France, soit directement; dans le premier cas, elles sont généralement destinées à Saint-Louis et dans le second à Gorée.

En regroupant ces chiffres qui traduisent approximativement les besoins tant publics que privés des Européens, on s'aperçoit qu'au fil des ans, ils présentent une assez grande stabilité qui s'explique par un refus de toute politique d'expansion, par un net souci d'économie, par une crise qui réduit à presque rien le volume des constructions neuves et par un nombre à peu près constant des consommateurs (110). A la rigidité de cette catégorie d'importations s'oppose la grande sensibilité des expéditions de marchandises de traite aux fluctuations de la récolte des produits.

Dans l'étude de l'importation des marchandises, les statistiques coloniales nous apporteront une fois de plus, malgré leurs imperfections, l'essentiel de notre documentation, car les statistiques métropolitaines aux rubriques différentes, souvent moins détaillées, ne peuvent nous offrir ni les comparaisons fructueuses, ni les contrôles nécessaires (111).

---

(110) Les variations de l'approvisionnement en matériaux de construction sont à mettre en liaison avec des phénomènes naturels. La grande inondation de 1841 qui, à la suite d'un hivernage exceptionnel a recouvert Saint-Louis et le raz de marée de 1844 à Gorée ont provoqué d'importants dégâts dans le patrimoine immobilier.

(111) En effet, le tabac en feuilles, le sucre n'y figurent pas tandis que les verroteries sont regroupées avec les poteries et les cristaux.

La hiérarchie des importations telle que les chiffres la révèleront nous donnera une image des goûts et des besoins des Africains du Sénégal et des régions voisines au milieu du XIXe siècle.

Primauté des tissus

Sans aucune contestation possible et d'une manière permanente, les fils et les tissus occupent le premier rang aux importations. Pour la période 1843-1850, leur montant oscille entre 1 M,8 et 6 M,2, soit entre le 1/3 et environ les 2/3 des expéditions totales de la métropole et pour l'ensemble de ces huit années une moyenne de 50,73% (112). C'est uniquement des ports français que viennent les tissus destinés au Sénégal (113).

Sous la dénomination générale de tissus, se cache, en réalité, une très grande variété d'articles de lin, de chanvre, de laine et soie et surtout de coton, parmi lesquels

---

(112) Le pourcentage le plus bas est atteint en 1848 et le plus élevé en 1845.

(113) A de très rares exceptions près d'infimes quantités de tissus arrivent directement de Grande-Bretagne, des Etats-Unis ou de l'Inde (aucune importation de 1843 à 1846; en 1847, 80 pièces de guinées pour une valeur de 1 120 F. et les années suivantes la valeur des tissus introduits oscille entre 18 et 36 000 F.). Pour les guinées, contrairement aux règlements douaniers qui exigent le passage par les entrepôts métropolitains , l'administration locale admet le débarquement des cargaisons dans des cas de force majeure: navire incapable de poursuivre sa route par exemple : le gouverneur prend sa décision en conseil privé.

il faut réserver une place toute particulière aux guinées. Nous avons regroupé avec les tissus les importations de fils de coton destinés aux tisserands sénégalais.

TABLEAU IX - IMPORTATIONS de FILS et de TISSUS au SENEGAL (guinées comprises)

Années	VALEUR	% des importations	Années	VALEUR	% des importations
1843	2.966.969	50,84	1847	3.783.667	42,53
1844	3.069.992	57,40	1848	1.837.343	34,61
1845	4.690.430	61,84	1849	2.672.769	46,55
1846	6.239.517	59,61	1850	2.322.403	40,35

Guinées

Quelques chiffres traduisent la place exceptionnelle que les guinées occupent dans le commerce du Sénégal. En effet, avec une valeur qui oscille entre 1 M,2 et 4 M,1, elles viennent en tête non seulement des importations de tissus (entre 58,06 et 87,23%) mais aussi de toutes les marchandises reçues par le Sénégal (entre 23,07 et 53,94%).

TABLEAU X - IMPORTATION DE GUINEES AU SENEGAL
d'après les statistiques coloniales

Années	QUANTITES nombre de pièces	VALEUR	Part des guinées dans les importations de tissus	Part des guinées dans les importations totales
1843	106.000	1,9	63,33	32,20
1844	157.000	2,4	77,41	44,44
1845	269.000	4,1	87,23	53,94
1846	234.000	3,6	58,06	34,61
1847	185.000	2,6	68,42	30,95
1848	90.000	1,2	66,66	23,07
1849	170.000	2	77,77	36,20
1850	140.000 (1)	1,7	73,91	29,82

(1) Le nombre de guinées n'est pas indiqué pour 1850;au taux de la mercuriale on peut l'évaluer à 140.000 environ.

C'est par Saint-Louis que se trouve introduite la quasi totalité des guinées (114). Les guinées sont des toiles de coton originaires de la côte de Coromandel qui servent de vêtement à un nombre considérable de populations telles que les indigènes de Sumatra, de Java, de Bornéo, des Philippines, des îles Bourbon, Maurice et Madagascar, des côtes occidenta-

---

(114) Ce qui ne veut pas dire que la guinée ne trouve pas d'acheteurs en dehors des rives du Sénégal, nous aurons l'occasion de le montrer plus loin, mais la plus grande partie est utilisée pour les achats de gommes.

les d'Afrique et tout spécialement du Sénégal. De même que les Anglais appelèrent guinées les pièces qu'ils frappèrent avec l'or rapporté du golfe de Guinée, les toiles de coton sont dénommées ainsi parce qu'elles constituent également une monnaie et qu'elles sont utilisées pour les échanges sur les côtes occidentales d'Afrique (115). Durand-Valantin rappelle qu'un ancien délégué de Pondichéry avait qualifié la guinée de "billet de banque du désert", une formule qui sera souvent reprise (116). Ces toiles teintes fortement en bleu par l'indigo se répartissent entre quatre variétés : conjonc, salem, oréapaléon et filature, mais pour jouer leur rôle de monnaie, elles doivent être d'un poids et d'un métrage uniformes.

Les guinées importées en balles contenant en général 80 pièces ne sont souvent plus uniquement fabriquées aux Indes mais aussi en Angleterre, en France et en Belgique. La production de Pondichéry renommée par la beauté de sa teinture était au début du XIXe siècle entièrement filée et tissée à la main. Mais l'Angleterre grâce au machinisme, fournissait à bon compte aux tisserands de l'Inde, des quantités sans cesse croissantes de filés . Pondichéry assiste alors, impuissant, au déplacement de ses activités vers les districts soumis à la domination anglaise. Il ne lui restait plus que l'industrie de la teinture heureusement sauvée par la qualité des eaux. Pour sortir le comptoir de cette délicate situation, le vicomte Desbassyns de Richemont, administrateur général de l'Inde, soumit au ministre de la marine Chabrol le projet de créer sur place une usine moderne utilisant le coton du pays. Le gouvernement accepte de donner un

---

(115) Voir Littré et d'après un article du "Times", la note du Moniteur officiel du 10 mars 1868.

(116) DURAND-VALANTIN, op.cit.

large appui financier aux industriels qui en 1828 installèrent une filature puis quelques années plus tard un tissage (117).

Au moment où l'industrie se développait à Pondichéry, Rouen reprit sur une base nouvelle la fabrication des tissus imités de ceux de l'Inde (118). Il serait intéressant de connaître dans les envois au Sénégal la part respective des guinées de l'Inde tant française qu'anglaise, de Rouen, de Manchester et éventuellement de Gand. Malheureusement aucun document statistique ne peut nous éclairer d'une manière pré-

---

(117) A une époque où l'industrie était bannie de toute colonie, l'idée était audacieuse d'amener le gouvernement à intervenir par de substantielles avances et par des avantages de toutes sortes dans la création d'une industrie coloniale. Il est vrai qu'il s'agissait de lutter contre la concurrence de l'Angleterre et d'assurer la survie d'un territoire que la ruine risquait de conduire à l'absorption par la puissante colonie voisine. "Le but proposé par le gouverneur et par les soumissionnaires a été d'obvier au tort que faisait à la colonie de Pondichéry l'emploi de machines en Europe. L'emploi de ces mêmes machines à Pondichéry est considéré comme le moyen le plus simple de rétablir l'équilibre" : Duchon-Doris (négociant de Bordeaux intéressé à l'usine de Pondichéry) au ministre de la Marine et des Colonies, 28 mars 1833, A N S O M Inde 594.

(118) A la fin de l'Ancien Régime, la fabrication des cotonnades destinées à la traite des noirs et aux Antilles est une branche importante de l'industrie rouennaise, cf. S. BERBAIN : le comptoir français de Juda (Ouidah) au XVIIIe siècle, mémoires de l'I F A N , n°3, Paris, 1942, p.86. Cet ouvrage donne en particulier pour 1786 le

cise. Dans les tableaux du commerce dressés par l'administration des douanes françaises comme dans ceux du ministère des Colonies les guinées figurent en bloc sans distinction d'origine dans la catégorie des marchandises étrangères extraites des entrepôts métropolitains : dans ces conditions les guinées de provenance anglaise et belge sont comptabilisées avec celles qui arrivent de l'Inde. Quel sort est-il réservé aux guinées de Rouen ? Les a-t-on ajoutées aux précédentes bien que produit national ou les a-t-on assimilées aux tissus de coton? Nous n'avons aucune information à ce sujet et de ce fait il est impossible d'apprécier l'importance que peut offrir le Sénégal comme débouché pour la production de la Seine-Inférieure; pourtant quelques précisions dans ce domaine seraient les bienvenues quand on sait l'âpreté des débats sur l'origine des guinées tout au long du XIXe siècle. Les documents à notre portée sont rares et partiels. Le tableau des importations en France permet une approche du problème en ce qui concerne les guinées fabriquées en dehors du territoire national, mais il ne faut pas oublier qu'elles ne seront pas toutes réexpédiées au Sénégal même si cette colonie en constitue - et de loin - le principal débouché. Incontestablement, les efforts pour équiper Pondichéry ont porté leurs fruits puisqu'à partir des années 1840 la quasi totalité des importations provient de l'Inde française, la part de l'Inde

---

(118) suite
cours des guinées fabriquées à Rouen par rapport aux guinées anglaises. Levainville dans son ouvrage classique consacré à Rouen signale l'existence d'une fabrication de guinées dès 1709. (LEVAINVILLE : Rouen étude d'une agglomération urbaine, Paris, A.Colin, 1913) Melle Berbain en situe le démarrage au milieu du XVIIIe siècle. Outre la côte occidentale d'Afrique, les industriels rouennais trouveront, grâce à la conquête de l'Algérie, un intéressant débouché pour leurs cotonnades et leurs guinées.

anglaise et de la Grande-Bretagne étant des plus médiocres (119). Quant à la fabrication rouennaise la position des manufacturiers normands semblait relativement assurée grâce aux prix élevés alors atteints par la guinée indienne (120), mais quelques années plus tard, les espoirs de Rouen furent anéantis par une baisse sensible des produits concurrents et par des déboires dans la teinture. Ainsi, en 1844, le gouverneur par interim du Sénégal, Thomas, déclare-t-il qu'il ne faut pas compter que la guinée de Rouen puisse de longtemps

---

(119) Quelques chiffres pour illustrer cette constatation : en 1844, cas limite, l'Inde française assurait la totalité des importations, soit 372.844 pièces, en 1843, 293.437 pièces sur un total de 296.205 et en 1846, 472.508 pièces sur 474.918. Par contre en 1827, le comptoir français ne fournissait que 2.780 pièces sur un total de 32.328. Parallèlement la part des Indes anglaises comme celle de l'Angleterre décroissait continuellement. Pour les premières, une vingtaine de milliers de pièces en 1829-1831 et un millier environ en 1847 et pour la Grande-Bretagne, 19.770 pièces en 1827, 600 en 1843 pour se redresser à 1800 en 1846 et s'établir autour de 3 à 5000 pièces entre 1847 et 1850. L'addition des importations d'Angleterre et des Indes étant inférieure au chiffre des importations totales, on peut logiquement en déduire que la différence - très faible - est fournie par l'industrie belge.

(120) Un document difficile à utiliser confirmerait ce point de vue affirmé à plusieurs reprises dans la correspondance officielle : il s'agit d'un jugement intervenu à Saint-Louis en juillet 1843 à propos de la succession du négociant Aimé Pesnel qui avait reçu en consignation des négociants de Rouen guinées indiennes et guinées normandes. Les envois, échelonnés de juin 1838 à mars 1841 portaient sur 4.592 pièces de Pondichéry et 2.949

remplacer celle de l'Inde (121). C'est ce qùe paraissent confirmer quelques chiffres tirés d'archives privées pour les années 1847-1849 (122).

Avec la multiplicité des fabrications, la guinée ne présentait plus l'uniformité de poids et de métrage jugée indispensable pour lui conférer la fixité d'une monnaie. Aussi, le ministère a-t-il cherché à imposer un type unique afin de faciliter les transactions : c'est l'objet de l'ordonnance royale du 18 mai 1843 qui exigeait pour chaque pièce au moins 16 mètres de long et 1 m de large et un poids d'au moins 2 kg,300. Une estampille apposée dans les établissements français de l'Inde attestera que la pièce répond aux normes requises. Mais derrière cette décision qui apparemment a pour but de défendre l'intégrité d'une monnaie et de faire cesser tout trouble dans les échanges, se cachent bien des

---

(120) suite
pièces de Rouen, soit 39,1% de l'ensemble. Toutes ces expéditions ont été effectuées par Rouen, aussi rien n'interdit de penser que PESNEL aurait pu recevoir,pour alimenter son commerce,des guinées de l'Inde par la voie de Bordeaux (A N S O M , D P P C Tribunal de 1ère instance, Saint-Louis, 1843).

(121) Séance du conseil d'administration du 16 août 1844, A N S O M Sénégal VII 26bis 8.

(122) D'après les archives Maurel et Prom de Bordeaux, les importations de guinées de Rouen s'élèveraient à 10.128, 5.120 et 4.870 F. contre 2.533.028, 1.183.341 et 2.078.696 F. pour les guinées de l'Inde. Ces chiffres sont indiqués sans aucune référence.

rivalités d'intérêts (123). Aussitôt promulguée, l'ordonnance est l'objet de violentes attaques. Des négociants la considèrent inapplicable parce qu'elle repose sur une erreur fondamentale. D'après eux, les autorités ignoraient que le chiffre des guinées de diverses catégories employées ailleurs qu'à la traite de la gomme était important et progressait sans cesse. En effet, les guinées servaient également au commerce de détail à Saint-Louis, à celui des marigots pour les achats de mil, à la traite de Galam et à la "troque" sur la côte au sud de Gorée. Il apparaissait donc impossible de condamner d'un trait de plume, les guinées de qualité inférieure. Aussi, le ministère se laissa fléchir et décida le 1er septembre 1843 que les dispositions de l'ordonnance précédente s'appli-

---

(123) Les propriétaires de la manufacture de Pondichéry cherchaient à s'assurer une position de monopole et avaient agité l'idée d'un droit différentiel destiné à protéger leurs fabrications en frappant d'une taxe de 5 F. par pièce les guinées de l'Inde anglaise teintes ou non à Pondichéry. La manufacture avait connu de sérieux déboires après 1838 ayant perdu les grands débouchés qu'elle possédait dans les îles de la Sonde; aussi cherchait-elle à se réserver le Sénégal cf. DUCHON-DORIS, op.cit. La question des droits différentiels a été longuement débattue dans la séance du conseil d'administration du 16 août 1844. En Inde même, l'unanimité était loin d'être faite et le délégué de la colonie, Joyau, dénonçait avec force les efforts des "monopoleurs" (lettre du 22 février 1844, A N S O M Inde 494) mais les manufacturiers de Pondichéry ne désarmeront pas et tenteront plus tard de telles manoeuvres.

queraient uniquement à la traite de la gomme sur les rives du Sénégal; ainsi, l'emploi des guinées réglementaires était-il réservé aux escales. Mais les négociants ne s'estimèrent pas satisfaits et continuèrent malgré des rappels à l'ordre (124) d'expédier diverses catégories de guinées, sous le prétexte que la traite du mil était indispensable aux échanges avec les Maures. Placé devant le fait accompli, le gouverneur se résignera à légaliser l'usage des guinées non estampillées, mais en le restreignant au trafic effectué sur la rive gauche du Sénégal (125). Demi-mesure inapplicable qui devait conduire, après une nouvelle offensive des négociants, à l'abrogation de toute législation restrictive en 1852 (126). Ainsi, pendant toute cette période, guinées de poids et de longueurs différentes ont continué à circuler sur le marché sénégalais.

---

(124) Arrêté des 2 février 1846, 19 février 1847 et 5 mars 1848 portant défense d'employer aux escales des guinées non estampillées.

(125) Par l'arrêté du 19 avril 1851, le gouverneur PROTET reconnaissant que les arrêtés antérieurs n'ont pas été exécutés, décide "que les guinées non réglementaires seront aussi reçues aux escales mais elles ne pourront être employées qu'à la traite du mil sur la rive gauche. Toutefois, en raison de l'approvisionnement de guinées de toutes sortes qui existent déjà aux escales, pour la traite de cette campagne, le présent arrêté n'aura effet qu'à partir du 1er septembre 1851".

(126) Décret du 17 janvier 1852 promulgué dans la colonie par l'arrêté du 28 février.

Tissus de coton

Le Sénégal importe entre un demi-million et 2 millions, 2 F. de tissus de coton, soit entre 10,63% et 35,48% de la valeur des importations totales de fils et d'étoffes (127). La variété des tissus de coton est grande. Les écrus sont presque entièrement constitués par l'escamite, la moins coûteuse des étoffes employées au Sénégal (128). Les blanchis comprennent les calicots, les basins et les percales (129), tandis que les liménéas (130) et les indiennes représentent les imprimés. Dans les tissus teints en pièces ren-

---

(127) Le minimum se situe en 1849 (451.000 F.) et le maximum en 1846. Les importations pour les années 1844-1845 et 1848-1850 s'établissent autour du demi-million, et pour les années 1843 et 1847 autour de 900.000 F. Seule l'année 1846 se détache par un niveau quintuple de celui de l'année précédente. Le pourcentage maximum de l'ensemble des importations de fils et d'étoffes est donc atteint en 1846 et le minimum en 1845. Pour la période 1843-1850, il avoisine le quart (23,55% exactement).

(128) Espèce de toile qui à l'origine venait du Levant.

(129) Le calicot est une toile qui porte le nom de la ville de la côte de Malabar (Calicut) où elle a d'abord été fabriquée; le basin est une étoffe croisée dont la trame est de coton et la chaîne de fil; la percale est un tissu fin, serré et uni, une préparation lui ôtant tous les petits poils qui se voient sur le calicot.

(130) Le liménéa ne comporte que deux teintes, le blanc et le bleu, ce dernier étant dominant.

trent principalement les roums et les sucretons. Comme les guinées, ces tissus sont bleus et unis, mais les premiers sont assez clairs tandis que les seconds sont plus foncés et glacés.

Il ne nous est pas possible de préciser l'origine de ces tissus, faute de statistique. Cependant, d'après quelques rares témoignages, il est permis de penser qu'à côté des cotonnades anglaises dont la place semble à cette époque assez réduite, ce sont l'Alsace et surtout la Normandie qui approvisionnent le Sénégal. Rouen, en effet, s'est spécialisé dans la fabrication des tissus pour les colonies (131). Plusieurs contemporains comme Boüet-Willaumez et Durand-Valantin ont souligné les progrès des cotonnades rouennaises sur le marché du Sénégal dans la période 1840-1850 (132). Quelques chiffres publiés par la Chambre de commerce de Rouen les confirment. En 1842, 40 tonnes de tissus étaient expédiées au Sénégal et 199 en 1846. Malgré la crise, les expor-

---

(131) D'après Cl. FOHLEN, les colonies constituent à peu près le seul débouché extérieur de l'industrie normande : L'industrie textile sous le Second Empire, Plon, 1956, 534 p.

(132) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., souligne que les villes manufacturières de France "en première ligne, Rouen, commencent à jeter une assez grande quantité de cotonnades sur les marchés du Sénégal"; p.8. Quant à DURAND-VALANTIN, il met en relief les "immenses progrès de la fabrication rouennaise depuis dix ans qui lui ont permis de lutter victorieusement contre les étoffes anglaises" et il signale que des négociants de Gambie viennent faire leurs achats à Rouen. On serait peut être tenté de taxer le député du Sénégal d'un optimisme exagéré si la Chambre de commerce de Bordeaux en réponse à cel-

tations se maintiennent à 81 tonnes en 1850, soit à un niveau double de celui du début de la période (133). Par contre on ne retrouve pas la même unanimité quant à la qualité des rouenneries. Duchon Doris parle d'étoffes légères et ordinaires, tandis que Bouët-Willaumez évoque au contraire des étoffes de luxe (134).

Guinées et autres cotonnades constituant la quasi totalité des importations de textiles, les tissus de lin, de chanvre, de laine et de soie ne représentent qu'une valeur dérisoire de 3,04%, à peine supérieure à celle des fils écrus ou teints, simples ou retors qui alimentent l'artisanat local (2,39%). En effet, les tisserands africains les utilisent en les mélangeant aux fils de coton du pays pour confectionner des pagnes et des pendales (135).

---

(132) suite BOUET-WILLAUMEZ
le de Rouen en mars 1867 rappelait que les "Anglais eux-mêmes transmettent encore aujourd'hui à Rouen une bonne partie de leurs commandes de tissus" - Exposé des Travaux de la Chambre de Commerce de Rouen, 1867-1868.

(133) Chambre de Commerce de Rouen : Statistique du Commerce maritime du port de Rouen, 1843-1867.

(134) FOHLEN semble rejoindre le point de vue exprimé par DUCHON DORIS ; L'industrie textile ..., op.cit., p.193; BOUET-WILLAUMEZ, op.cit. p.8.

(135) Ils tissent des bandes de dix centimètres de large environ, un pagne est la réunion de ces bandes. Un pendale, sorte de jupon, en comprend de douze à quinze.

Les statistiques métropolitaines présentent une vision un peu différente des choses par suite de la fixité des valeurs depuis 1826. D'une part, elles confirment en l'exagérant la primauté des textiles dans les importations et d'autre part, elles atténuent l'ampleur des fluctuations (136).

Vins, alcools et liqueurs

Les boissons s'inscrivent en seconde position mais loin derrière les tissus puisqu'elles représentent entre 8,65 et 17,3% des importations, soit une moyenne de 10,84% pour la période. En simplifiant, on peut estimer la valeur des vins et alcools au cinquième de celle des tissus.

TABLEAU XI - IMPORTATIONS DE VINS ET D'ALCOOLS AU SENEGAL

Années	Valeur	% des importations	Années	Valeur	% des importations
1843	764.358	13,55	1847	860.394	10,71
1844	529.165	9,81	1848	914.890	17,30
1845	762.199	10	1849	579.754	10,34
1846	899.778	8,65	1850	538.967	8,77

---

(136) La part des textiles dans les importations du Sénégal se situe entre 61% et 74,69% tandis qu'elle oscille dans les statistiques coloniales entre 34,61% et 61,84% comme nous l'avons vu précédemment.

La métropole possède évidemment le monopole incontesté de la fourniture des vins. La Gironde trouve un débouché non négligeable au Sénégal où le vin de Bordeaux se taille la part du lion (entre les 3/4 et les 4/5). Le vin de Provence, moins apprécié, est de plus jugé de conservation plus difficile par de nombreux observateurs (137). Les autres régions viticoles françaises n'apportent qu'un contingent faible et irrégulier à l'approvisionnement du Sénégal. Aux vins de France s'ajoutent occasionnellement des importations de vins de Madère et de Ténériffe très utiles à la santé des Européens, aux dires des médecins d'alors (138). La part considérable des vins dans l'importation des liquides (elle oscille entre 33,15 et 71,39%) n'est pas sans nous étonner, habitués que nous sommes à considérer l'alcool comme la boisson de traite par excellence. En admettant pour les Européens une consommation élevée, attestée d'ailleurs par médecins et administrateurs, il faut cependant convenir que le vin entre dans le circuit des échanges avec les populations voisines des comptoirs. Il peut en être de même pour la bière, dont la valeur dépasse parfois 100.000 F. (139).

---

(137) Plusieurs rapports de médecins signalent cette difficulté de conservation et insistent avec complaisance sur les qualités thérapeutiques du vin de Bordeaux. Cf. les chirurgiens de la marine Salva et Calvé, A N S O M Sénégal XI 27a.

(138) C'est en arguant de cette nécessité que les négociants de la colonie demandèrent à plusieurs reprises l'exemption de droits.

(139) 105.793 F. en 1847, mais en général les importations de bière se situent autour de 50.000 F.

Les alcools apparaissent sous plusieurs rubriques : eaux-de-vie, liqueurs, anisette, absinthe et esprit de vin. Ils n'occupent qu'une place modeste qui s'explique par la présence de populations islamisées. Ils proviennent pour la quasi totalité de la production métropolitaine car "nos spiritueux y sont supérieurs à tous autres" (140). Ce n'est que très irrégulièrement que sont extraites des entrepôts de France de très faibles quantités d'alcool étranger. En outre, la colonie reçoit de temps à autre des barils de rhum et de tafia directement des Etats-Unis et des Antilles françaises, sans qu'on puisse en évaluer le nombre : quelques allusions dans les correspondances et quelques chiffres épars laissent deviner un trafic aussi modeste qu'irrégulier.

Armes et munitions

Faibles, très variables d'une année à l'autre, ces importations représentent à peine 3% de la valeur des marchandises arrivant de métropole (141). Fusils de traite, fusils de chasse ou armes de luxe sortent pour les deux-tiers d'ateliers français, le tiers restant, d'origine étrangère (de Liège essentiellement) transite par les entrepôts français (142). C'est cette dernière voie qu'emprunte la poudre à ti-

---

(140) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., p.56.

(141) Moyenne 1843-1850 : 2,94%; les importations ont atteint 5,95% en 1847 mais ne représentaient que 0,59% en 1843.

(142) BOUET-WILLAUMEZ, là encore bon observateur des réalités commerciales en ce milieu du siècle constate les progrès de la fabrication nationale : "nos fusils commencent à être bien vendus", op.cit., p.56.

rer anglaise dans sa totalité, les manufactures françaises étant impuissantes à rivaliser contre elle. Le Sénégal procède également à des importations directes de Grande-Bretagne, limitées et occasionnelles pour les fusils, constantes et massives pour la poudre (143). Elles sont principalement dirigées vers Gorée.

Les déficiences des statistiques nous interdisent de dresser un bilan exact du commerce des armes et des munitions. En 1847, à Gorée, aucune importation d'armes en provenance de France n'est signalée alors qu'ont été expédiés vers le "bas de la côte" des fusils de la métropole. S'agit-il d'armes mises en entrepôt en 1846 et écoulées seulement l'année d'après ou tout simplement d'une omission dans les importations de 1847 ? La seconde hypothèse paraît plus vraisemblable car comment admettre qu'aucun envoi d'armes n'ait été effectué tout au long de l'année, alors qu'en 1846 l'activité commerciale avait atteint un haut niveau et que les stocks ne devaient pas être considérables ? D'autre part, si l'on compare les statistiques officielles publiées par le ministère de la Marine et des Colonies et les relevés semestriels qui figurent dans les Archives, on s'aperçoit que pour la poudre à tirer les importations directes à Saint-Louis sont plus fréquentes et plus considérables qu'on ne le pensait (144). D'ailleurs, l'action persévérante entreprise par les négociants du Sénégal pour obtenir cette importation directe

---

(143) La valeur de la poudre à tirer venue de métropole ne représente qu'à peine 8% de la valeur des poudres introduites directement.

(144) A N S O M Sénégal IX 44b (1845-1850). Les relevés pour Gorée ont disparu pour cette période.

dans les meilleures conditions possibles prouve à la fois tout l'intérêt qu'ils y attachaient en l'absence d'un produit national de bonne qualité et d'un prix acceptable et le rôle non négligeable de la poudre dans les opérations commerciales.

Tabac en feuilles

Préparé au Brésil ou aux Etats-Unis, le tabac arrive en boucauts (145), soit par l'intermédiaire des entrepôts métropolitains, soit directement de l'étranger, c'est-à-dire pour une très faible part de la Grande-Bretagne et pour la quasi totalité des Etats-Unis. Pour l'ensemble des années 1842-1850, les importations directes sont trois fois plus importantes que les expéditions de France (146) "le tabac (est) sur toute la côte (au Sud de Gorée) ce que la guinée bleue est au Sénégal, l'objet d'échange le plus recherché, la base première de toute spéculation" (147). Aussi l'île de Gorée joue-t-elle un rôle primordial dans son importation. Avec cet apport massif de l'étranger, la valeur du tabac introduit au Sénégal dépasse celle des armes et des munitions (148).

---

(145) Le boucaut désigne un tonneau qui sert à renfermer certains marchandises sèches telles que sucre, café ou tabac et par extension la contenance de ce tonneau.

(146) L'année 1846 constitue l'exception qui confirme la règle: il est arrivé des entrepôts métropolitains: 137.009 F. de tabac contre seulement 75.785 F. de l'étranger. Le tabac représente à peine 2% de la valeur des importations de France (1,87% exactement).

(147) Lettre du gouverneur Schmaltz au ministre, 3 janvier 1819, A N S O M Sénégal 2 B 3.

(148) Les importations de France et de l'étranger se situent pour les huit années autour de 1 M,9 pour les armes (1 M,6 + 0 M,3) et de 4 M. pour le tabac (1 M,01 + 2 M,99).

Objets de parure

Au premier rang figure la verroterie, c'est-à-dire les grains de verre percés et les perles de verre. Venise et l'Allemagne assurent la totalité des importations. Celles qui transitent par les ports français représentent 1,46% du total des expéditions de la métropole. Il n'est malheureusement pas possible d'avancer comme pour le tabac des chiffres précis pour les importations directes, malgré tout, quelques indices font penser qu'elles devaient être importantes (149).

L'ambre jaune ou succin qui provient des pays de la Baltique est importé par Saint-Louis pour une valeur qui oscille entre 25.510 F. (1844) et 116.783 F. (1847).
Le corail, monopole de Marseille, qui se le procure sur le long des côtes d'Afrique du Nord et le taille pour l'exportation ne représente qu'environ la moitié de la valeur de l'ambre importé (150).

Fer en barres

Marchandise traditionnelle du commerce de traite, elle n'intéresse pas l'industrie métropolitaine car elle vient de Suède, d'Allemagne ou d'Angleterre. Les barres de

---

(149) Comme pour les armes, des exportations de verroterie vers le bas de la côte sont signalées par extraction directe pour des valeurs qui ne coïncident pas avec celles qui figurent à la rubrique: importations de l'étranger.

(150) Saint-Louis reçoit la quasi totalité des importations d'ambre et de corail. Les premières s'élèvent, toujours pour la période 1843-1850 à 573.513 F. et les secondes à 246.894 F. A elles deux, elles atteignent une valeur très faiblement supérieure à celle de la verroterie et représentent 1,50% des importations en provenance de la métropole.

50 cm de long, de 4 cm de large et de 8 mm d'épaisseur sont utilisées par les forgerons africains pour la fabrication d'outils. Malheureusement, il n'est pas possible d'apprécier l'importance des besoins car, en ce domaine, les statistiques élaborées dans la colonie sont fâcheusement insuffisantes (151). Cependant, à partir de quelques renseignements épars, il est permis de penser que les importations effectuées à partir de la métropole ont toujours été inférieures à celles qui provenaient de Grande-Bretagne, soit directement de Liverpool, soit par l'intermédiaire de la Gambie. En effet, c'est au terme d'une lutte tenace que les négociants sénégalais ont obtenu en 1833 l'autorisation de s'approvisionner directement afin d'être en mesure de concurrencer efficacement le commerce anglais sur la côte (152).

---

(151) Est-il possible qu'à Saint-Louis il n'y ait eu en 1844 et en 1850 aucune importation de quelque provenance que ce soit et en 1843 aucune extraction des entrepôts métropolitains? Pour Gorée nous ne disposons pour la période d'aucun chiffre précis. Les statistiques métropolitaines apportent quelques lueurs en révélant un accroissement à peu près régulier des quantités dirigées vers la colonie : d'une vingtaine de tonnes en 1841, on passe à 66 tonnes en 1848 et à 152 tonnes en 1850.

(152) Par l'ordonnance du 26 août 1833, les "fers et aciers non ouvrés" étrangers furent admis tant à Saint-Louis qu'à Gorée. Nous reviendrons sur cette question dans l'étude du régime douanier du Sénégal.

Produits alimentaires : sucre et riz

Le sucre est une marchandise de traite fort recherchée. Les Maures, en particulier en sont friands et les pains de sucre interviennent dans tous les achats de gommes. Aussi, n'est-on pas surpris d'observer le gonflement des importations quand la traite des gommes s'annonce sous d'heureux auspices comme en 1845-1846 et son recul dans le cas contraire comme en 1843-1848. Dans l'ensemble, mélasse, brut et raffiné représentent 3,89% des importations en provenance de France (153). La plus grande partie, soit environ les 2/3, est assurée par l'industrie nationale et le restant, extrait des entrepôts, provient des colonies françaises.

Le progrès spectaculaire des approvisionnements en riz constitue un fait majeur dont il convient de souligner l'importance. Jusque dans les années quarante, de très modestes quantités de riz tirées soit de Casamance, soit des entrepôts métropolitains suffisaient aux habitants de Gorée et de Saint-Louis. Mais avec le démarrage de la culture des arachides, le riz va entrer dans le circuit du commerce de la traite. Nous assistons au début d'un phénomène qui ne cessera de prendre de l'ampleur et qui aura pour grave conséquence de rendre le Sénégal tributaire de l'extérieur pour son alimentation (154). En huit ans, les importations de toute ori-

---

(153) Moyenne annuelle : 263.990 F. pour la période 1848-1850.

(154) Ce fait n'a pas échappé à BOUET-WILLAUMEZ comme toujours bon observateur des réalités sénégalaises. Il écrit : "les naturels de ces territoires (Kayor, Baol, Saloum) voyant que les arachides étaient vivement recherchées, se sont mis à en cultiver beaucoup, et par suite à négliger leurs moissons de mil", op.cit.,p.54.

gine auront à peu près triplé (155), mais alors que les arrivages des Rivières du Sud progressent faiblement et que ceux des Etats-Unis sont très irréguliers, ce sont les achats effectués en métropole qui connaissent un véritable boom : en 1850, ils sont quinze fois plus élevés qu'en 1843 (156). Malgré cette poussée brutale des toutes dernières années, le riz représente à peine 1% de la valeur des importations totales.

Après cette longue analyse des composants essentiels du commerce d'importation au Sénégal, il convient d'éclairer rapidement la nature de ces "marchandises diverses" qui en représentent environ le cinquième. Certaines sont destinées avant tout à l'usage des Européens et de ceux qui ont adopté leur genre de vie : vêtements et articles de mode, meubles, argenterie et livres, mais d'autres, les plus importants, constituent l'indispensable complément des transactions commerciales. Au premier rang figurent les articles en métal : coutellerie de Solingen, les objets en cuivre (plats et chaudrons), les cuvettes et les bouilloires en fer étamé, la poterie d'étain, les grelots et les clochettes. Viennent ensuite la vaisselle de faïence, les pipes de Hollande et les miroirs d'Allemagne. Il faudrait y ajouter les tabatières et

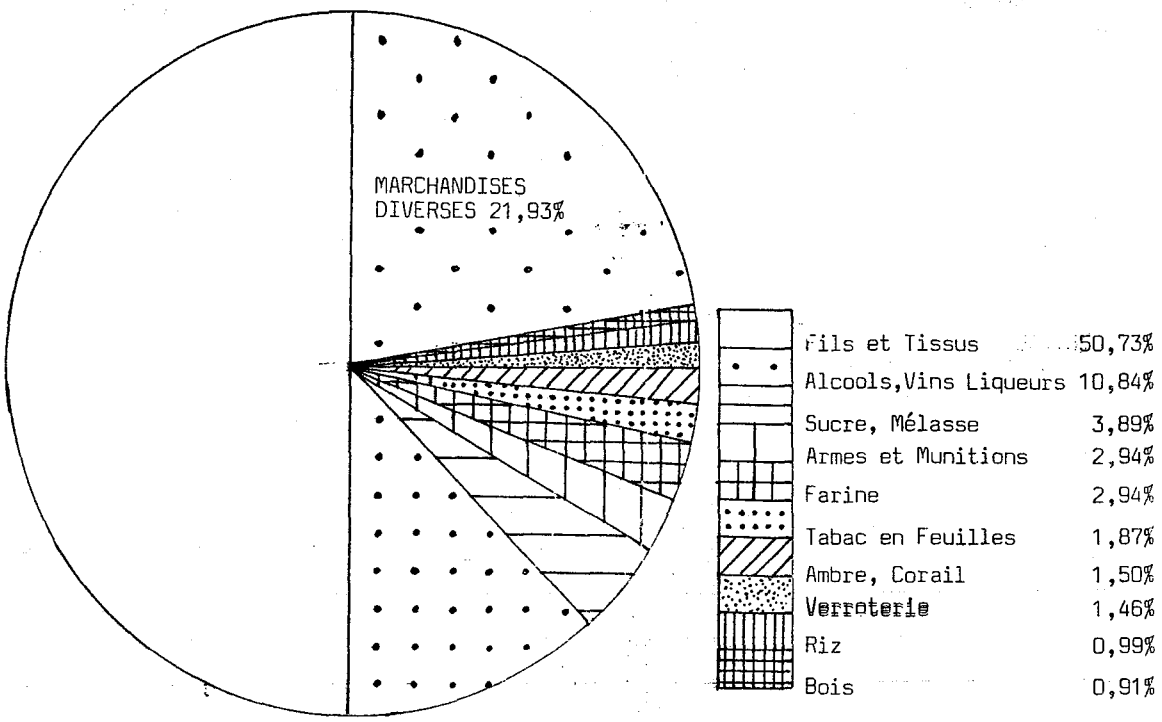
---

(155) Elles sont, en effet, passé de 134.800 F. en 1843 à 396.900 F. en 1850.

(156) Les statistiques métropolitaines nous confirment ce fait; il a été expédié 8.726 kgs de riz en 1837, 22.025 en 1843, 34.568 en 1845, 71.887 en 1848 mais brusquement le chiffre s'élève à 294.036 en 1849 et 492.000kgs l'année suivante.

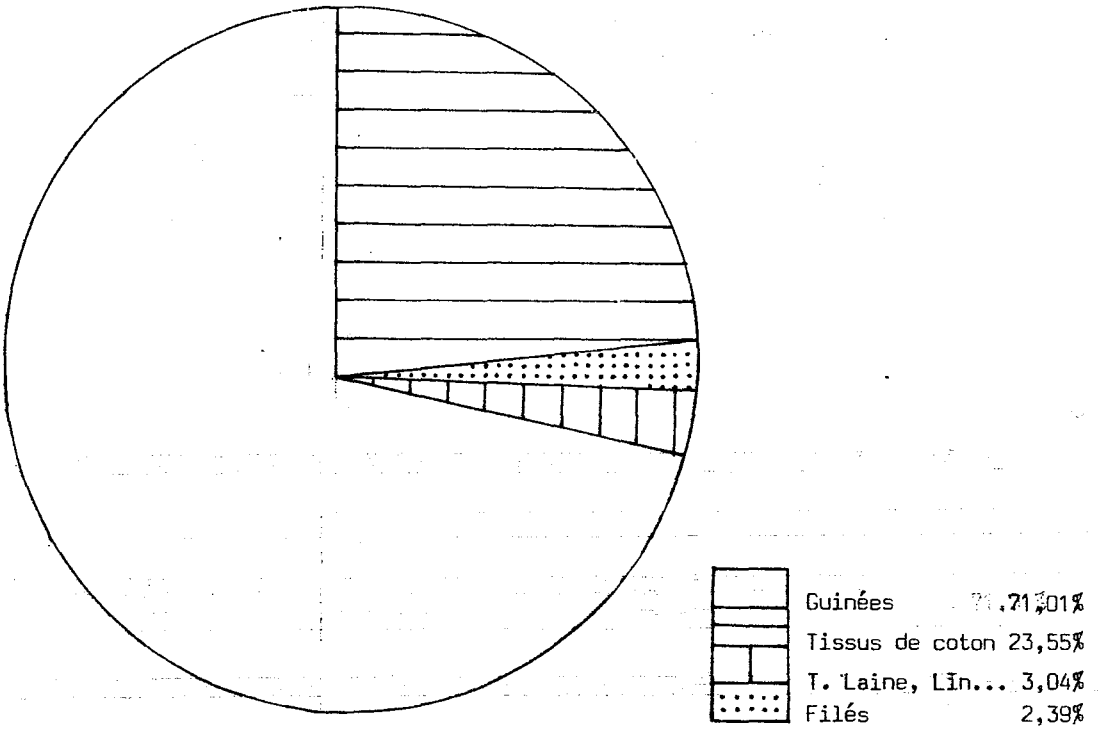
GRAPHIQUE 7 COMPOSITION DES IMPORTATIONS DE FRANCE AU SENEGAL

Moyenne 1843-1850



IMPORTATIONS DE FILÉS ET DE TISSUS AU SENEGAL

Moyenne 1843-1850



les cadenas (157). Il est quasi impossible de dresser la liste complète des marchandises qui garnissaient les magasins du Sénégal, surtout ne méconnaissons pas l'importance de certains objets plus ou moins hétéroclites qui, offerts en cadeau au moment des ultimes marchandages, décident de la conclusion du marché.

°°°

Au milieu du XIXe siècle, les cargaisons destinées au Sénégal ne diffèrent guère de celles du XVIIe et du XVIIIe siècles, telles que les documents nous les révèlent. Mais, faute d'études d'ensemble, nous ne pouvons dire si la part respective des composants (tissus, armes, alcools, fer en barres, etc...) s'est modifié au cours des siècles (158). Vieux trafic, car, alcool mis à part, les Portugais au XVe siècle n'avaient fait que prendre le relais des caravanes transsahariennes qui apportaient déjà au bled-es-Sudan, les

---

(157) La "bagatelle", cadeau obligé dans les achats de gommes comprend un petit couteau à manche en bois, un ciseau, un peigne en bois, une tabatière, un petit cadenas et un petit miroir.

(158) On trouvera quelques indications sur les cargaisons du XVIIe et du XVIIIe siècles dans A.LY : La compagnie du Sénégal, Présence africaine, Paris, 1958, 310 p. et dans S. BERBAIN : Le comptoir français de Juda au XVIIIe siècle, Mémoires de l'I F A N, n°3, Paris 1942, 127 p.

étoffes, les vêtements de luxe, les perles de verre, le corail et le sucre (159).

- Les produits d'exportation

Dans la première moitié du XIXe siècle, la gomme tend à résumer tout le commerce d'exportation tant elle distance les autres aliments traditionnels : cuirs, cire, ivoire et or. Cependant, vers 1850, l'arachide encore inconnue quelques années auparavant fait figure de rivale dangereuse et occupe déjà la seconde place.

Primauté de la gomme

Le Sénégal, alors le plus grand pourvoyeur de gomme arabique bénéficie d'une situation de quasi monopole sur le marché européen. La gomme dite "arabique" est une sécrétion soluble dans l'eau produite par l'acacia verek, arbre épineux de la sous-famille des mimosas dispersé dans toute la zone subdésertique du Sahara méridional. D'autres acacias présentent un intérêt économique, mais seul l'acacia vérek, appelé aussi acacia Sénégal donne un produit de première qualité (160). Ce fut le mérite du naturaliste Michel

---

(159) Les étoffes venaient d'Europe, du Maghreb, d'Egypte et éventuellement du Yémen; les perles de verre d'Egypte, le corail du Maghreb et le sucre du Sous; cf. R. MAUNY : Tableau géographique de l'ouest africain au Moyen Age, mémoires de l'I F A N , n°61, Dakar, 1961, 587 p., voir pp.368, 369 et 372.

(160) L'acacia seyal et l'acacia albida donnent une gomme friable que l'on appelle salabreda; l'acacia arabica, gonakié pour les Wolof, surtout connu pour le tanin que renferme ses gousses, exsude une gomme rougeâtre sans grande valeur.

Adanson (161), envoyé en mission au Sénégal par la Compagnie des Indes entre 1749 et 1753 d'avoir déterminé l'acacia verek et expliqué la formation de la gomme. Connue dès l'Antiquité, la "gomme des Arabes" fut ramenée en Europe par les Croisés, le Proche-Orient était alors la principale source d'approvisionnement mais l'Afrique occidentale entra en scène lorsque les Portugais la découvrirent (162). Assez rapidement l'histoire de la Mauritanie et celle du Sénégal vont être commandées par le trafic de la gomme car les besoins de l'Europe s'accroissent régulièrement. Aussi les puissances maritimes : Pays-Bas, Angleterre et France tentent de s'assurer le contrôle des sources d'approvisionnement et le monopole de la redistribution en Europe. André Delcourt a retracé avec bonheur ces "guerres de la gomme" qui agitèrent le XVIIIe siècle (163). En 1815, en recouvrant le Sénégal la

---

(161) ADANSON (1727-1806) a adressé en 1750 à Jussieu un échantillon d'acacia verek. Son mémoire "sur le gommier blanc appelé verek" a été déposé à l'Académie des Sciences en 1778.

(162) La gomme de Mauritanie n'était pas totalement inconnue en Europe au Moyen-Age. EL-BEKRI dans sa Description de l'Afrique septentrionale, traduction de Slane, 1913, p.299 nous apprend que la gomme d'Awdaghost était envoyée en Espagne où elle servait à lustrer les étoffes. Dès la fin du XVe siècle, elle sera exportée vers le Portugal par Arguin, cf.V. FERNANDES : Description de la côte occidentale d'Afrique, édition P. de Cénival et Th. Monod, Paris, Larose, 1938, p.61.

(163) DELCOURT (A) : La France et les établissements français au Sénégal entre 1713 et 1763, Mémoires de l'I F A N n°17, Dakar, 1952, 432 p.

France retrouvait son rôle de fournisseur de l'Europe. Toute l'économie de Saint-Louis devait, à la suite de l'interdiction de traite des nègres reposer exclusivement sur les exportations de gomme.

Les anciens Egyptiens l'utilisaient à divers collages, y compris celui des bandelettes de leurs momies. Leurs hiéroglyphes la désignaient sous le signe qui se lisait Komi dont la copie a fait "Kome", le grec "Koumi" d'où notre mot gomme. Au XVIIIe, le P. Labat recense les propriétés et les usages de la gomme :

> "Les anciens médecins prétendent que la gomme est pectorale, humectante, anodine, rafraichissante; qu'elle est propre à guérir le rhume après qu'on lui a donné une teinture de réglisse ou de sucre d'orge ... on prétend encore qu'elle est spécifique pour arrêter le flux de sang et les dysenteries, et même pour les hémorragies les plus obstinées" (164).

Un peu plus loin, Labat parle de l'utilisation de la gomme pour les manufactures

> "il y a bien des ouvriers qui s'en servent et qui en font une grande consommation surtout ceux qui travaillent aux draps de laine et de soie, aux taffetas, aux rubans, aux treillis et à une infinité d'autres ouvrages. Les teinturiers en emploient beaucoup"(165)

---

(164) LABAT : Nouvelle relation de l'Afrique occidentale., Paris, 1728, Tome I, pp.237-238.

(165) LABAT, op.cit., tome I, p.240.

Au XIXe siècle, les usages de la gomme sont pour l'essentiel, identiques. Elle est encore indispensable à l'apprêt et au lustrage des étoffes et des feutres, elle sert à la fabrication des encres, des cirages et des colles (166) et intervient dans les préparations pharmaceutiques.

La valeur de toutes les gommes exportées du Sénégal oscille entre 1 M,6 et 6 M,6 francs pour la période 1843-1850 soit en gros dans le rapport de un à quatre. Par contre, l'amplitude est plus grande encore pour les expéditions à destination de la France qui varient de 1 M,1 à 6 M,2, soit dans un rapport de 1 à 5,6. Nous ne devons pas nous étonner de retrouver une fois de plus la succession de trois années heureuses (1845-1847) et de trois misérables années (1848-1850). A remarquer que le niveau le plus bas se situe en 1843 et non en 1848.

---

(166) La gomme est en particulier utilisée pour le collage du papier.

TABLEAU XII - EXPORTATIONS de GOMME

Années	EXPORTATIONS France et étranger	EXPORTATIONS France	% (1)
1843	1,6	1,1	47,82
1844	2,3	2,2	66,66
1845	6,6	6,2	87,32
1846	5,3	5,1	87,93
1847	4,5	4,5	78,94
1848	1,7	1,6	55,17
1849	1,8	1,6	64
1850	2	2	74,07

Statistiques coloniales : en millions de francs

(1) part des exportations de gomme dans l'ensemble des exportations destinées à la métropole

La liberté d'expédier directement la gomme à l'étranger (essentiellement vers la Grande-Bretagne) n'a pas, en définitive, atteint son but puisque ce courant est resté faible, à l'exception de l'année 1843 et que même il se tarit certaines années comme en 1847 et en 1850.

La part de la gomme dans les exportations destinées à la France est beaucoup plus écrasante que celle des tissus dans les importations. Elle ne descend qu'une seule fois en dessous de la moitié et s'élève dans les années de bonne récolte à près de 90%.Pour l'ensemble de la période, alors que les tissus constituent la moitié environ des importa-

tions (167), la gomme alimente les trois-quarts des exportations (75,23%). C'est dire que d'elle et d'elle seule dépend la misère ou la prospérité du Sénégal.

La gomme, on le sait, s'échange essentiellement contre la guinée et pour l'ensemble de la période sa valeur se situe entre celle de la totalité des fils et des tissus et celle des guinées (168). Dans le détail, nous constatons que lors des récoltes médiocres, la valeur de la guinée et celle de la gomme tendent à s'équilibrer tandis que l'abondance provoque une distorsion très appréciable au profit de la gomme : ce qui semblerait signifier que la part des autres "marchandises" croît alors dans de très notables proportions (169).

Pour apprécier d'une manière plus rigoureuse l'évolution du trafic de la gomme, le meilleur moyen consiste à se reporter aux statistiques métropolitaines qui nous livrent d'une manière sûre les quantités entrées en France. Observons les deux décennies 1831-1850 : les apparences (le minimum de 1834 et le maximum de 1846) ne doivent pas nous masquer la réalité profonde, c'est-à-dire la régression sensible des exportations vers le milieu du siècle. Les résultats de la première décennie surclassent nettement ceux de la seconde : moyenne annuelle supérieure (1880 tonnes contre 1692 tonnes) et nombre plus élevé d'années réalisant 1500 tonnes et plus (sept contre cinq). Enfin, la seconde décennie se caractérise

---

(167) Voir la primauté des tissus supra p. 189.

(168) Gomme 24 M,3, guinées 19 M,5, fils et tissus 27 M,6

(169) Voir graphique 8. Bien entendu le niveau respectif des prix intervient.

TABLEAU XIII - IMPORTATIONS DE GOMME du SENEGAL en FRANCE
(statistiques métropolitaines)

Années	Quantités en tonnes	Années	Quantités en tonnes	Années	Quantités en tonnes	Années	Quantités en tonnes
1831	1965,6	1836	1640	1841	1774,6	1846	3436
1832	1268	1837	2457	1842	850	1847	1964,5
1833	743	1838	3285	1843	714	1848	988
1834	554	1839	2821,5	1844	1232,7	1849	1635
1835	1572,6	1840	2483	1845	3085	1850	1236,5

par des fluctuations plus brutales, par un maximum de peu supérieur à celui de 1838 et par un tonnage qui, pour les trois premières et les trois dernières années nous ramène à un niveau comparable quoique inférieur à celui des années 1831-1833 (170) : nouvelle preuve du recul du commerce sénégalais.(171)

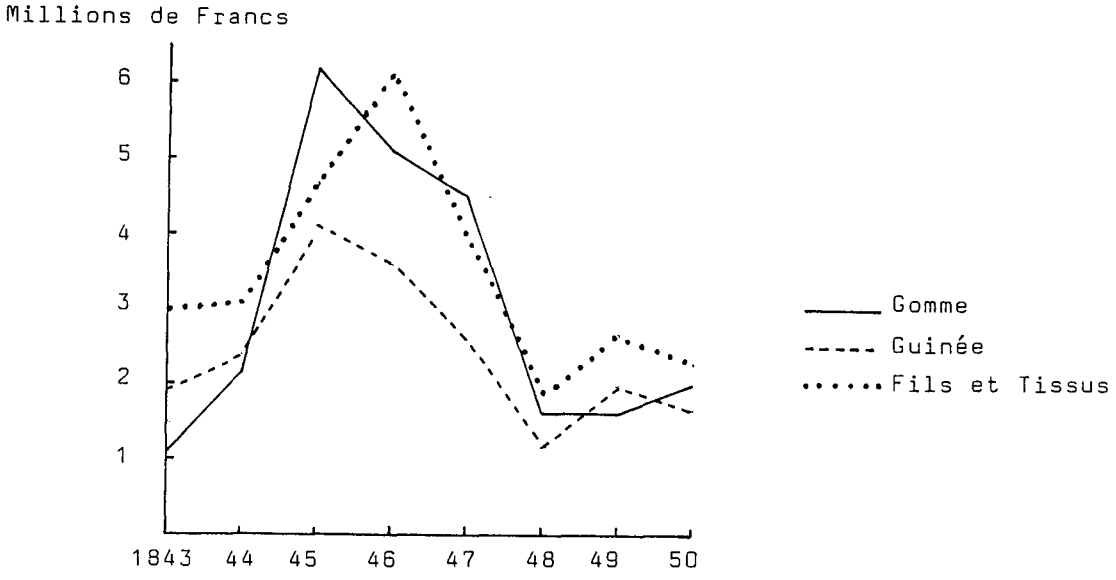
Incontestablement, le Sénégal domine le marché métropolitain de la gomme puisqu'il assure pour la période 1831-

---

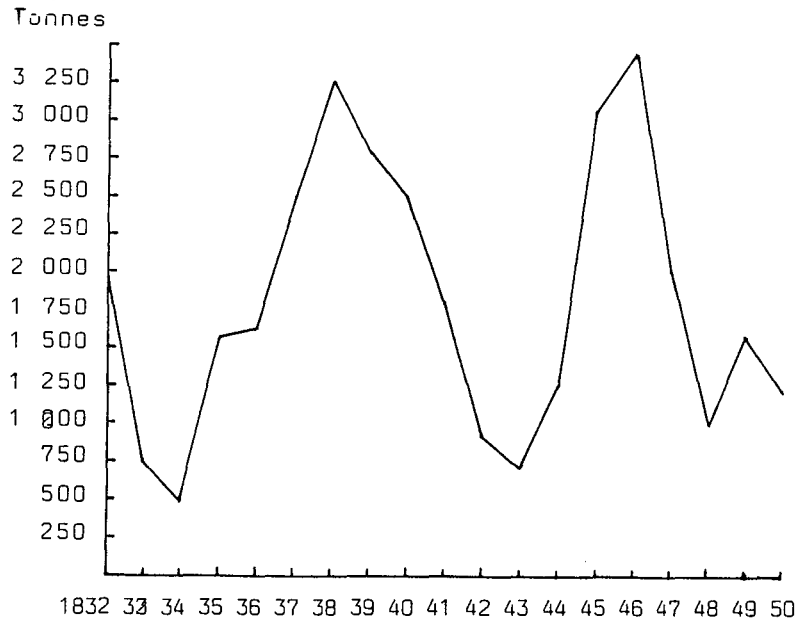
(170) 3.386 tonnes,6 (1841-1843), 3.859 t,5 (1848-1850) contre 3.986,6 pour 1831-1833. Voir graphique 9.

(171) Il est possible pour la période 1843-1850 de contrôler les statistiques coloniales par les statistiques métropolitaines. Les premières accusent pour ces huit années 14.878 tonnes expédiées en France et les secondes 14.292 tonnes reçues, soit une différence de 586 tonnes qui peut s'expliquer en grande partie par pertes et avaries dues au transport.

GRAPHIQUE 8 EXPORTATIONS DE GOMME ET IMPORTATIONS DE TISSUS ET DE GUINEES



GRAPHIQUE 9 IMPORTATIONS DE GOMME EN FRANCE



1840, 90,47% des arrivages. Tout au plus, nous pouvons remarquer au cours de la décennie suivante, un léger recul : le pourcentage s'établissant alors à 83,95%. Face à cette suprématie, le principal concurrent l'Egypte ne peut constituer un danger véritable avec ses faibles envois oscillant entre 26 et 344 tonnes (172); à plus forte raison le Maroc qui apparaît épisodiquement dans les statistiques pour des quantités infimes. D'une manière générale et sans qu'il soit possible d'ériger cette constatation en règle générale, on peut dire que le rôle des fournisseurs étrangers consiste à pallier les défaillances de la production sénégalaise.

La crise du milieu du siècle ne pouvait manquer d'atteindre la fonction traditionnelle de réexportation de la gomme vers les pays industriels, l'Angleterre en particulier : ainsi entre 1841 et 1850, 36,04% des arrivages ont-ils été réexpédiés contre 44,47% la décennie précédente. Mais surtout, fait essentiel à souligner, la gomme sénégalaise a été la grande victime de ce recul : l'étranger n'en enlève plus que 33,50% au lieu de 46,32% et sa part dans les réexportations tombe de 94,27% à 78,03% (173).

---

(172) Pendant la seconde décennie la France a importé 20.787 tonnes dont 18.806 du Sénégal et 1.069 d'Egypte et pendant la seconde 20.153 tonnes dont 16.918 du Sénégal et 1.836 d'Egypte. On notera les progrès de ce dernier pays.

(173) Ces pourcentages ont été calculés d'après les renseignements contenus dans les tableaux décennaux du commerce extérieur de la France.

Les récents progrès de l'arachide

A l'antique commerce de la gomme s'oppose le tout récent trafic de l'arachide. Celui-ci n'apparaît dans les statistiques métropolitaines qu'en 1840 pour les provenances du Sénégal et en 1842 pour celles de la côte occidentale d'Afrique. Très rapidement, il se taille une place considérable puisqu'en valeur, dès 1847, il passe du quatrième au troisième rang des exportations sénégalaises et conquiert l'année suivante le second.

L'histoire de l'origine et de la propagation de l'arachide ou pistache de terre est loin d'être entièrement élucidée (174). C'est semble-t-il une plante originaire du Brésil, pays qui allait jouer un rôle décisif comme foyer de diffusion. Bien avant le XVIe siècle, l'arachide fut transportée et cultivée au Pérou (175). Les Espagnols répandirent cette graine à travers le bassin du Pacifique et au Mexique; de là, ils l'introduisirent, plus tard, dans leur patrie. Par contre, aucune trace d'arachide n'a pu être retrouvée sur le continent africain pour la période précédant l'arrivée des

---

(174) PEHAUT (Yves) : Les oléagineux dans les pays d'Afrique occidentale associés au marché commun : la production, le commerce et la transformation des produits, thèse, Lille, 1974, 2 t., 1476 p. Le tome 1 est consacré à l'histoire de la culture en Afrique occidentale. Sur les origines de l'arachide, voir spécialement pp.259-279.

(175) Des graines d'arachide ont été retrouvées au nord de Lima dans des sépultures datant de l'époque précoloniale.

Européens (176). Ce sont des négriers portugais qui auraient introduit en Afrique l'espèce brésilienne dès le début du XVIe siècle. Quelques allusions d'auteurs tels que V.Fernandes et d'Almada peuvent être considérées comme se rapportant à l'arachide mais il faut attendre 1705 pour trouver dans Bosman la première mention certaine concernant l'arachide en Afrique. Cette plante aurait reçu son nom du P. Plumier, le célèbre botaniste de la fin du XVIIe siècle, qui aurait eu l'occasion de l'étudier au cours de ses missions aux Antilles (177) mais c'est Linné qui lui donna, en 1744 son appellation définitive : arachis hypogaea.

Entre la découverte des côtes de l'Afrique de l'ouest et le début de la traite des arachides au début des années 1840, une révolution agricole s'est accomplie : des plantes ont été diffusées et se sont intégrées dans le cycle des cultures africaines. Des voyageurs du XVIIIe siècle tels que Compagnon, David et Mungo Park et du début du XIXe tels que Mollien et Caillié ont constaté la présence de l'arachide dans les pays de la Gambie, du haut Sénégal et de la Falémé. Les peuples manding ont, semble-t-il, adopté en priorité cette plante directement héritée des Portugais. Les termes locaux qui la désignent, tiga, mantiga sont proches parents du sub-

---

(176) Une preuve parmi d'autres de l'origine non africaine de l'arachide nous est donnée par RICHARD le "jardinier" envoyé en mission au Sénégal en 1816. Pendant un séjour de plusieurs années, il ne rencontra jamais la plante à l'état sauvage.

(177) FOUQUET (J.) : La traite des arachides dans le pays de Kaolack et ses conséquences économiques, sociales et juridiques, I F A N , Dakar, 1958, Etudes Sénégalaises n°8, p.19.

stantif portugais, manteiga, qui signifie beurre (178). Si l'arachide tenait une place relativement importante dans l'ensemble des plantes cultivées dans les régions du haut Sénégal et de la haute Gambie, son rôle apparaît tout à fait secondaire dans ce qui sera, par la suite, le bassin arachidier. Ainsi, le botaniste Sauvigny, au retour de sa mission en mai-juin 1822, ne cite pas l'arachide parmi les végétaux qu'il a inventoriés au Kayor, au Baol et au Saloum. L'arachide, selon G. Hardy, n'aurait été qu'une plante de jardin de case dont chaque femme cultivait quelques pieds (179).

La valeur de l'arachide n'était pas ignorée en Europe car des essais de culture avaient été entrepris à la fin du XVIIIe siècle en Espagne, puis dans le royaume de Naples et les Etats pontificaux. Déjà, une littérature abondante précisait les conditions de sa culture et vantait ses mérites. Lors de son ambassade à Madrid, Lucien Bonaparte faisait parvenir des graines au préfet des Landes afin qu'il tente des essais dans son département. Ils seront étendus ensuite à l'Hérault. Un certain Sonnini en rend compte en 1808 et se fait un ardent propagandiste de cette culture en France. Il souligne que l'arachide "fournit pour l'ordinaire en huile la moitié du poids de ses fruits que l'on soumet à la pression", elle peut remplacer "avantageusement celle des oliviers et des autres plantes oléagineuses". Outre l'alimentation, elle peut trouver des débouchés dans la savonnerie, "mêlée à la lessive des savonniers, l'huile d'arachide donne un savon très blanc, très sec et inodore", l'éclairage et la

---

(178) DUBARD (M.) : De l'origine de l'Arachide, Bulletin du Muséum d'Histoire Naturelle, Paris, 1906, n°5, pp.340-344.

(179) HARDY (G.) : La mise en valeur du Sénégal, op.cit.,p.288.

fabrication des peintures. Enfin ses fanes constituent une excellente nourriture pour les bestiaux (180). L'insuffisance des plantes oléifères en France et les impératifs du blocus continental créaient des conditions favorables aux yeux de Sonnini, mais ses espoirs furent rapidement déçus.

Déjà, l'arachide sénégalaise était connue de cercles étroits en France. Des botanistes comme Adanson, des négociants comme Saugnier et Durand ou un fonctionnaire comme Golberry en avaient révélé l'intérêt dans leurs ouvrages (181). Mais leurs appels n'avaient pas été entendus : les guerres, la tourmente révolutionnaire et la perte à deux reprises des comptoirs français passés sous la domination anglaise empêchèrent toute continuité dans l'action.

Sous la Restauration, les tentatives de colonisation agricole attirèrent l'attention sur la pistache de terre et

---

(180) SONNINI (C.S.) Traité de l'arachide ou pistache de terre, Paris, D.Colas, 1808, in-8°, VIII-87 p.; voir aussi le Recueil de Mémoires, instructions, observations, expériences et essais sur la culture de l'arachide, vulgairement dite par les Espagnols cacahuète, imprimé et publié par ordre du préfet des Landes, germinal an X.

(181) ADANSON (M.). Histoire naturelle du Sénégal avec la relation abrégée d'un voyage fait dans ce pays en 1749-1753, Paris, 1757, SAUGNIER : Relations de plusieurs voyages à la côte d'Afrique, au Maroc, au Sénégal, à Gorée, à Galam, Paris, 1791. L'auteur rend responsable la compagnie du Sénégal car le privilège qu'elle détient "fait que les avantages que l'on pourrait retirer de ce commerce (celui des "graines") sont entièrement perdus car ses agents "négligent cette branche essentielle, peut-être par ignorance mais qui, par l'épreuve

il paraît excessif de dire comme Y. Péhaut, que le gouverneur Roger l'a dédaignée. En effet, il en recommande la culture et fait extraire de la graine une huile qui paraît de bonne qualité. Le ministère l'encourage dans cette voie et lui adresse une utile documentation (182). Cependant, ce dont se soucie avant tout la métropole, c'est de l'avenir du coton et de l'indigo au Sénégal. Au total, lorsque la politique agricole sera abandonnée en 1831, la culture de l'arachide n'aura pris aucun essor et nul n'aurait pu prévoir le rôle déterminant qu'elle jouera dans l'économie sénégalaise une vingtaine d'années plus tard.

Les premières importations d'arachide arrivent en France en 1840. La controverse est largement ouverte entre les auteurs sur l'identité du négociant qui, le premier, ouvrit cette nouvelle voie au commerce sénégalais. Adam dans

---

(181) suite ADANSON M.
que j'en ai faite produit un bénéfice immense.
Les objets qu'on en retire sont de première nécessité en France pour les manufactures de savon de Marseille et coûtent aussi peu à l'achat que pour être préparés". pp.266-267, DURAND (J.B.L.) Voyage au Sénégal, Paris, Agasse, 1802, t.I, pp.84 et 172, GOLBERRY (X.), Fragments d'un voyage en Afrique, Paris, 1802, t.I, p.440.

(182) Le ministre écrit au gouverneur le 18 août 1824, n°139 "Je vous engage à faire connaître aux habitants les avantages que pourrait leur présenter la culture de l'arachide. Vous (devrez) faire d'ailleurs des essais sur les établissements du Roi. Vous m'adresserez des échantillons de l'huile que l'on aura obtenue afin de la soumettre ici à des expériences et de faire constater jusqu'à quel point elle peut être employée à la fabrication du savon" A N S O M , Sénégal, 1 8 d.

son ouvrage bien connu sur l'arachide (183) repris par d'autres historiens, Hardy en particulier, en attribue le mérite à un représentant d'une maison de commerce de Rouen, Rousseau, qui, en 1841 aurait expédié le brick Zénith avec 70 tonnes d'arachides destinées à l'huilerie de Sotteville-les-Rouen. Le ministre de la Marine dans une lettre à son collègue de l'Agriculture et du Commerce datée du 21 novembre 1849 désigne Rousseau, alors chargé d'une mission commerciale sur la côte occidentale d'Afrique par la Chambre de commerce de Rouen comme le premier à introduire en France un chargement d'arachides (184). Paul Masson dénonce avec véhémence ce Rouennais qui "a voulu disputer aux Marseillais l'honneur d'avoir créé le commerce des arachides" et il prétend que "la priorité revient bien sans contestation possible au marseillais Jaubert" (185). En effet, ce négociant établi à Gorée avait dès 1833 attiré l'attention de la Chambre de commerce de Marseille sur l'utilité de la pistache de terre et

---

(183) ADAM (J.), Les plantes oléifères de l'A.O.F., t.I L'Arachide, Paris, Challemel, 1908, pp.16-17.

(184) A N F^{12} 7208. Dans une autre lettre de la même date, adressée à la Chambre de commerce de Marseille, le Ministre réitère son affirmation. A.C.C. Marseille OK commerce avec les colonies françaises (4) 1846-1856.

(185) MASSON (P.), Marseille et la colonisation française, Marseille, 1906, p.471.

il présentait le premier échantillon d'huile d'arachide fabriquée par lui. Schnapper quant à lui, considère que ce sont les frères Régis qui ont lancé le produit sur le marché marseillais en y expédiant du comptoir d'Albréda trois cents tonnes en 1842 et cinq cents l'année suivante (186). Mais voici qu'à côté de ces trois concurrents bien connus, un autre négociant marseillais, Abraham Cohen, revendique la même gloire lorsqu'il écrit au gouvernement français, le 11 mars 1859 : "j'introduisis le premier à Marseille l'arachide en pronostiquant l'avenir de cette précieuse noix" (187). Comme on pouvait s'y attendre, les Bordelais ne sont pas en reste. Lucien Maurel, vice-président de la Chambre de commerce, se présente, en 1932, comme "le petit-fils de celui qui a importé en France, le premier chargement d'arachides". Par ailleurs, la maison Maurel et Prom entretient la légende que l'un des siens, Hilaire Maurel, est l'inventeur de l'outil agricole dénommé iler qui sert en particulier à la culture de l'arachide. Enfin, en 1908, le gouverneur général William Ponty, dans un discours prononcé à Bordeaux déclare que le Sénégal (de l'arachide) a été créé par les Bordelais.

Dans l'état actuel de la documentation, il est difficile de trancher d'une manière définitive. Cependant, le fonds Schoelcher consacré aux colonies françaises, à l'esclavage et à la marine déposé à la Bibliothèque Nationale sem-

---

(186) SCHNAPPER (B). La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1839 à 1871. Paris, Mouton, 1961, p.125.

(187) A D Bouches-du-Rhône, T^4 241. Ce dossier a été constitué en 1955 à la demande de son petit-fils, Gustave COHEN, professeur à la Sorbonne.

ble plaider en faveur de Jaubert (188). Mais, avant d'examiner son cas, quelques remarques s'imposent. Tout d'abord, Masson signale quen 1840 ou en 1841 "plusieurs maisons de Marseille firent venir du Saloum cinq cents kilogrammes de la nouvelle graine oléagineuse" (189), soit un an avant les envois de Régis. Adam et Fouquet, d'autre part, notent qu'à l'époque où le brick, le Zénith de Rousseau enlevait des arachides pour la Normandie, un négociant de Saint-Louis, Gasconi, adressait 722 kgs de graines à Marseille. Or si nous consultons les statistiques métropolitaines, nous constatons que les arachides sénégalaises figurent pour la première fois en 1840 et justement pour 722 kgs (190). Faudrait-il,en conclure - les apports des autres factoreries de la Côte occidentale d'Afrique n'étant comptabilisés qu'à partir de 1842 - que c'est à Gasconi qu'en définitive il faut attribuer le mérite d'avoir introduit le premier l'arachide africaine ? La question n'est pas si simple car Gasconi très lié avec Cohen était peut-être son associé (191). Ainsi les prétentions de

---

(188) Bibliothèque Nationale collection Schoelcher, n.a.f. 3634.

(189) MASSON, op.cit.p.470.

(190) ADAM, op.cit.pp.16-17, FOUQUET, op.cit.même mention dans le travail manuscrit d'AUGUSTE (Alcide): "un aspect du problème de l'arachide : la commercialisation et le conditionnement de l'arachide au Sénégal, 1956. Un article du Moniteur du Sénégal du 1er juillet 1856 mentionne ce premier envoi de 722 kgs sans l'attribuer à un commerçant précis.

(191) C'est ce qui résulte d'une lettre de R. Massinon qui figure dans le dossier Cohen. On trouvera plus de détails sur Abraham Cohen (1806-1887) dans l'article de R.MASSINON : l'entreprise du Rio-Nunez, Bulletin de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-mer, Histoire, Bruxelles, 1965, pp.304-353.

Cohen ne sont peut-être pas sans fondement. Cependant, Jaubert n'a cessé d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour se faire reconnaître le rôle de pionnier, de premier importateur d'arachides africaines en France. Le dossier qu'il avait établi pour défendre sa cause n'a pas été retrouvé dans les archives officielles. C'est ce qui peut expliquer que les historiens qui se sont penchés sur le problème y compris le dernier en date, Y. Péhaut, ont minimisé son rôle. En 1833, à Gorée, Jaubert extrait de l'huile d'arachides achetées dans le voisinage. Faute d'un matériel convenable, Jaubert ne se décourage pas et décide d'effectuer de nouveaux essais mais cette fois à Marseille où il prend contact avec un négociant de ses amis, Roch Olive. Ils sont concluants et en 1834, de retour à Gorée, Jaubert expédie à Marseille cinq tonnes d'arachides achetées à Albréda. Mais l'opération se révéla déficitaire (192). En 1843, les membres du conseil d'arrondissement de Gorée expriment dans une lettre au ministre toute leur reconnaissance en faveur de Jaubert qui "le premier a expédié à Marseille sur plusieurs navires, à la fin de 1834, des arachides. C'est à lui que l'on doit exclusivement le développement de si riches produits" (193). Le marchand de Gorée n'a pourtant pas été un homme d'affaires heureux et

---

(192) Dans le fonds Schoelcher, on trouve la copie de la lettre de Jaubert du 3 mars 1834 demandant à son correspondant à Albréda de lui acheter des arachides, les justificatifs des quatre chargements sur l'Heureux Joseph (18 juillet 1834), le Saint Tropez (25 juillet 1834), Le Latude (15 septembre 1834) et le Zéphyr (5 décembre 1834). Figure également dans le dossier un certificat en date du 14 décembre 1842 délivré par le gouverneur de la Gambie, Ingram et stipulant que la première expédition d'arachide qui a eu lieu à partir de Bathurst a été faite au nom de Jaubert le 26 juin 1834.

(193) A S.E. le ministre de la Marine et des Colonies, 15 avril 1843, fonds Schoelcher.

quand il rentrera à Marseille au terme d'un long séjour au Sénégal, il sera dans la gêne (194). D'ailleurs, il se plaint d'envieux dont les intrigues ont réussi à le brouiller avec le gouverneur Bouët (195). Peu de temps après, le journal La Presse, prend sa défense et dénonce "trois ou quatre individus" qui se parent de ses mérites et sollicitent du ministre une récompense (196). Jaubert ne réussira jamais malgré sa ténacité à se faire reconnaître comme le premier à avoir introduit l'arachide en France. En 1848, le gouverneur Baudin veut bien enregistrer "le service réel rendu au pays" par ce négociant de Gorée qui "depuis longtemps a déployé de persévérants efforts pour obtenir de l'huile de cette graine" devenue aujourd'hui "l'objet d'un commerce immense pour le Sénégal" (197). Mais, en 1855, à la suite d'une nouvelle démarche de Jaubert, le ministre écrit : "Il ne m'apparaît pas toutefois résulter d'une manière assez positive des diverses pièces produites par M. Jaubert que l'importation de l'arachide en France soit réellement due à ce négociant" (198). L'année suivante, une pétition présentée à l'empereur n'aura pas plus de succès (199). Jaubert : un imposteur ou plus vraisemblablement un pionnier méconnu.

---

(194) Commandant particulier de Gorée à gouverneur, 1er décembre 1850, A N S A O F , 4 B 16.

(195) Mémoire de Jaubert à Calvé, délégué du Sénégal, 20 juin 1844, fonds Schoelcher.

(196) La Presse, 13 août 1845.

(197) Gouverneur à ministre, 28 mars 1848, n°128, A N S A O F 2 B 27.

(198) Ministre à gouverneur, 26 octobre 1855, n°377, A N S O M Correspondance générale 231.

(199) Ministre à commandant de la station des côtes occidentales d'Afrique, 18 juillet 1856, A N S A O F 6 B 66.

Quoiqu'il en soit, le fait capital, comme l'a bien vu Bouët-Willaumez, c'est que

> "ce fut à partir de 1841 que l'on commença surtout à reconnaître et à apprécier véritablement la richesse oléagineuse de ces graines en France ... Ces arachides provenaient du Cayor, du Baol, de la Cazamance, mais principalement de Gambie, ce qui donnait une importance sérieuse à notre chétif comptoir d'Albréda"

puis bientôt de "tout le littoral compris entre le Cap-Vert et Sierra-Leone" (200). De même le gouverneur par interim Pageot des Noutières affirmait en décembre 1842 que "le placement (de l'arachide) est désormais assuré sur les marchés de la métropole" (201). En 1850 une nouvelle étape est franchie quand, au lieu de compléter les cargaisons avec des arachides, on vit pour la première fois Rousseau réussir à charger à partir de sa seule factorerie de Rufisque la totalité du trois-mâts "Nouvelle Amélie" (202).

Les deux séries statistiques déjà utilisées nous permettent pleinement d'apprécier la croissance rapide des exportations. Nous retiendrons surtout les renseignements fournis par les tableaux des douanes françaises : ils sont d'autant

---

(200) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., p.52.

(201) Gouverneur à ministre, 23 décembre 1842, n°445, A N S O M Sénégal I 24a. Le ministre est moins affirmatif, "par suite de la concurrence du sésame, le placement est moins assuré qu'on ne le pense dans la colonie", 31 août 1843, n°239, A N S A O F I 25a.

(202) FLEURY (Th.) : 1'Arachide, Bordeaux, 1900 et ADAM, op.cit. p.17.

plus précieux qu'ils nous indiquent les provenances de la côte occidentale d'Afrique, c'est-à-dire de la zone, qui s'étendant du sud de Gorée jusqu'à Sierra Leone est exempte de toute domination française mais largement dépendante du commerce de Gorée.

De 722 kilogrammes en 1840, les importations d'arachides sénégalaises en France dépassent déjà I.000 tonnes en 1842 et triplent presque l'année suivante (2.830 tonnes). Elles se stabilisent autour de 1800-1900 tonnes dans les années 1844-1847 pour atteindre leur maximum en 1849 avec 4.845 tonnes, soit près de 19 fois le tonnage de 1841, pour finalement retomber brutalement autour de 2.000 tonnes en 1850, soit une chute de plus de moitié.

Pour la côte occidentale d'Afrique, le démarrage s'effectue deux ans plus tard, mais la progression est beaucoup plus spectaculaire : les expéditions passent de 12 tonnes en 1842 à 2.385 tonnes en 1844 et la montée continue régulièrement jusqu'aux maxima de 1847-1848 : 12.000 tonnes, soit 1000 fois le tonnage de 1842. Après un recul de près d'un tiers l'an suivant, on retrouve en 1850 les chiffres des années 1847-1848 (203). Dès 1844, la côte occidentale surclasse le Sénégal. Pour l'ensemble de la période, les importations de la première sont plus de deux fois et demie supérieures à celles du second et environ six fois en 1847 comme en 1850. On remarque aussi le véritable monopole de l'approvisionnement métropolitain que détient l'Afrique avec 81.475 tonnes sur 83.410 tonnes pour les années 1840-1850

---

(203) Voir le graphique 10 : importations d'arachides en France 1840-1850.

GRAPHIQUE 10 IMPORTATIONS D'ARACHIDES EN FRANCE

1840 - 1850

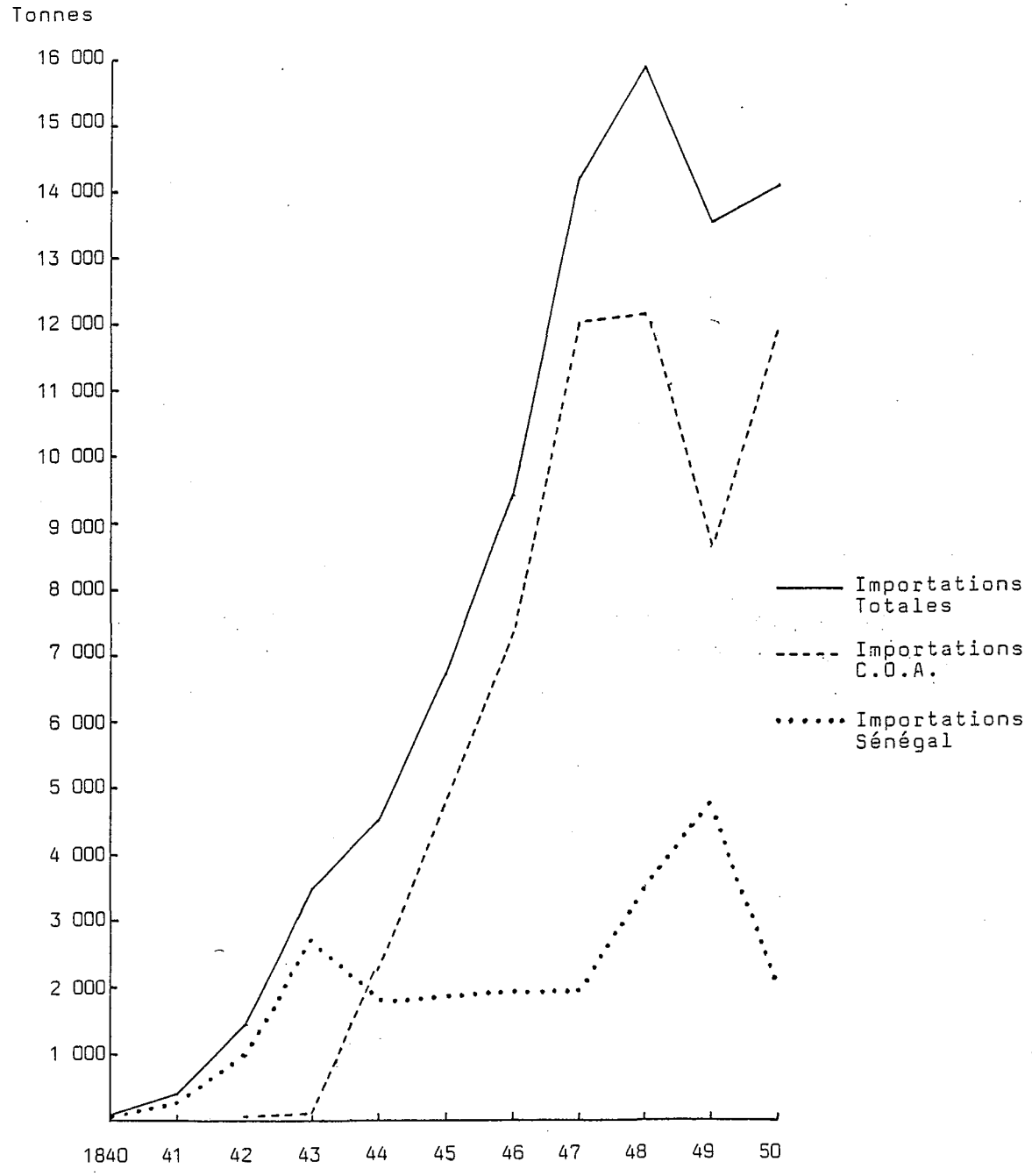


TABLEAU XIV - IMPORTATIONS D'ARACHIDES en FRANCE 1840-1850

Années	SENEGAL	COTE OCCIDENTALE	Toutes provenances
1840	722		1.080
1841	258.927		266.682
1842	1.012.511	12.091	1.450.241
1843	2.830.706	98.918	3.426.371
1844	1.829.280	2.384.566	4.464.931
1845	1.854.713	4.825.472	6.713.114
1846	1.897.375	7.336.386	9.464.175
1847	1.926.777	12.015.110	14.179.084
1848	3.557.730	12.127.827	15.856.761
1849	4.845.017	8.605.007	13.523.375
1850	2.089.210	11.966.754	14.063.765
	22.102.968	59.372.131	83.409.579

d'après les Statistiques métropolitaines, en kilogrammes

(204). A la différence de la gomme, l'arachide est consommée dans sa quasi totalité par la métropole, seules des quantités infimes sont l'objet d'une réexportation.

---

(204) La part de la côte occidentale et celle du Sénégal dans les importations françaises s'élevaient respectivement à 53,33 et 40% en 1844, 76,84 et 20% en 1846, 84,73 et 13,62% en 1847, 76,10 et 22,64% en 1848, 63,7 et 35,55% en 1849 et enfin 84,39 et 14,81% en 1850. Le complément est alors fourni par l'Inde.

Les statistiques coloniales, qui, on le sait, ne sont disponibles qu'à partir de 1843 révèlent le rôle capital qu'a joué Gorée dans les premières années : ses exportations ont toujours été nettement supérieures à celles de Saint-Louis de 1843 à 1846, la situation semble se renverser à partir de 1847, mais on aurait tort d'en tirer des conclusions défavorables à Gorée car en réalité avec le succès de l'arachide en France, la traite effectuée au sud de Gorée ne cesse de se développer. Aussi, les caboteurs rassemblent les arachides à Gorée ne suffisent plus à la tâche et se multiplient alors les voyages en droiture vers les ports français. C'est ce que Bouët-Willaumez a très bien aperçu dans son ouvrage classique (205). Il faut également signaler qu'à cette époque toutes les arachides traitées par les Français sont destinées à la métropole, mais déjà les Américains qui deviendront quelques années plus tard autour de Rufisque d'intéressants acheteurs commencent à fréquenter la Gambie (206). Enfin, il nous faut préciser ce que représente en va-

---

(205) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit.: "Les arachides expédiées directement de la côte pour la France sans toucher Gorée en retour, à bord des navires qui vont se charger aux divers ports compris entre Rio Nunez et Sierra Leone" p.32.

(206) A N F ^{12} 7.208. Quelques navires américains abordent depuis quelque temps Albréda. Cf. le rapport du commandant de Gorée au gouverneur du 4 janvier 1851, A N S A O F. 13 G 29. BROOKS (George E.) : Yankee Traders Old Coasters and African Middlemen, A History of American Legitimate Trade with West Africa in the Nineteenth Century, Boston University Press, 1970, 370 p. du même: Commercialization of peanuts on the upper Guinea Coast in the nine teenth century: prologue to the colonial era,communication au 3e Congrès International des Africanistes, Addis-Ababa, 1973.

leur ce nouvel aliment du commerce sénégalais. Par rapport à l'ensemble des produits de la colonie acheminés vers la métropole, le pourcentage s'établit autour de 4% pour les années 1843-1844, pour s'élever à environ 20% en 1848-1849 et descendre à 15% l'année suivante. Comme on peut le constater, l'arachide malgré sa faible valeur intrinsèque a réussi à se tailler rapidement une part non négligeable du montant des exportations, soit 7,12% pour la période 1843-1850. Cela est particulièrement vrai à Gorée où le pourcentage d'emblée situé à 6% en 1843, évoluera entre 12 et 18% les quatre années suivantes pour osciller entre 27 et 31% les trois dernières années. Ainsi apparaît en pleine lumière l'importance capitale de l'arachide pour le commerce de Gorée (207).

On mesure à travers cette histoire des débuts de l'arachide, combien la crise du commerce sénégalais aurait été encore plus sensible si l'arachide n'avait pas pris faiblement encore mais tout de même d'une manière assez nette à partir de 1848 le relais de la gomme. Mais à Saint-Louis, l'arachide n'a fait qu'une apparition encore bien timide et l'on comprend que les négociants de la place en s'appuyant sur les résultats du seul commerce du fleuve aient pu formuler des plaintes particulièrement vives et susceptibles d'être entendues par des gouverneurs qui résidaient au milieu d'eux et qui étaient plus familiers de leurs problèmes que de ceux

---

(207) On ne peut suivre encore BOUET-WILLAUMEZ lorsqu'il déclare que "les arachides figurent au premier rang pour l'importance de la valeur pécuniaire" (op. cit. p. 51) car dans cette fin du premier demi-siècle la cire arrive régulièrement en tête, mais c'est exact si on considère au delà des cargaisons enregistrées à Gorée l'ensemble du commerce qu'anime ce comptoir tout au long de la côte jusqu'à Sierra Leone.

de Gorée dont le rôle avait été jusqu'ici secondaire dans la vie de la colonie. S. Auxcousteaux remarque avec raison que les "négociants du Sénégal justement préoccupés de l'importance du commerce de la gomme pour lequel aucun pays du globe ne peut leur faire concurrence, mais un peu trop imbus alors de préventions contre tout commerce nouveau, ne firent pas assez d'efforts pour développer sur les rives du Sénégal la production de l'arachide" (208).

Cire et peaux brutes

Dans ces domaines la supériorité de Gorée sur Saint-Louis se retrouve. La cire en provenance du Kayor, du Baol et surtout de la Casamance est achetée brute aux naturels, c'est-à-dire mélangée à de nombreuses impuretés. L'extension de ce commerce a donné aux négociants de Gorée l'idée de la clarifier à l'aide de presses, mais le produit demeure tout de même d'une présentation médiocre car il est classé en France comme cire non ouvrée. De 1843 à 1850, 869 tonnes ont été expédiées en France dont 131,5 par Saint-Louis et 737,5 par Gorée. Les fluctuations sont assez sensibles d'une année à l'autre et les expéditions oscillent entre 64 tonnes en 1850 et 169 en 1848. Elles correspondent en gros à celles que révèlent les Douanes françaises bien que les chiffres ne coïncident pas exactement. En offrant une plus longue série, les Tableaux métropolitains soulignent les progrès réalisés par le Sénégal qui, donnant une quarantaine de tonnes à la fin des années 1830, en expédie en moyenne plus d'une centaine la décennie suivante. En 1847, le Sénégal se situe au second rang des fournisseurs de la France et de 1848 à 1850 ravit

---

(208) AUXCOUSTEAUX (S.), op.cit., p.14.

la première place aux Etats-Unis (209). En valeur la part de la cire dans les exportations du Sénégal représente 8,04% pour l'ensemble de la période. Elle ne cesse de s'amenuiser puisque de 21,73% en 1843, elle s'effondre à environ 5% entre 1845 et 1847 pour se relever un moment à 16,66% en 1848 et retomber brutalement à 3,70% en 1850 (210).

L'évolution du commerce des peaux brutes est encore moins favorable. Les cuirs proviennent des troupeaux qui paissent sur les rives du fleuve, mais surtout ils arrivent à Gorée apportés par les marchands africains de la presqu'île du cap Vert, ou à bord des caboteurs qui les traitent dans le Saloum, la Gambie, la Casamance et le Rio-Nunez. Toujours pendant la même période, la France a reçu 2.667 tonnes de peaux sèches du Sénégal, soit, 1.107 à partir de Saint-Louis et 1.560 de Gorée (211). Jusqu'en 1847, les envois se maintiennent à un niveau relativement élevé, se situant entre 359 et 457 tonnes, mais un recul sensible se manifeste les trois années suivantes (169 tonnes en 1848). En valeur les cuirs dégringolent du demi-million à 90.000 F. et de 21,73% du montant des exportations aux alentours de 3% (3,33 en 1848, 3,70 en 1850 (212). Evoluant dans les mêmes limites que la cire, les peaux semblent promises à un déclin définitif.

---

(209) Le Sénégal contribue au cinquième des besoins de la France en 1847 et en 1850, au tiers en 1848 et aux deux-cinquièmes en 1849.

(210) En 1843 la valeur de la cire s'élevait à 531.000 F., elle était tombée à 128.000 en 1850.

(211) Exceptionnellement en 1845, Saint-Louis a surclassé Gorée en expédiant 209 tonnes contre 150 tonnes.

(212) Pour la période 1843-1850, les peaux brutes atteignent une valeur à peine inférieure à celle de la cire, soit 7,73% de la totalité des exportations sénégalaises.

Leur mauvaise qualité si souvent dénoncée - elles sont simplement salées - peut contribuer à l'expliquer. Le Sénégal ne participe que pour une faible part à l'approvisionnement de la France; du quatrième rang en 1847-1848, il descend au cinquième en 1849-1850, mais le plus révélateur consiste dans le fait que son apport ne représente plus que le trentième environ (1848, 1850) ou le quarantième (1849) des importations françaises de cuir contre le quinzième en 1847.

L'ivoire et l'or

L'ivoire, produit riche, perd de son intérêt pour le commerce sénégalais dans les dernières années du premier demi-siècle. Un coup d'oeil sur les statistiques métropolitaines nous en convainc. Sans doute, une très grande irrégularité dans les envois a-t-elle été toujours constatée, mais les maxima se situent toujours avant 1840. (15 tonnes en 1827, 17,7 tonnes en 1835 et près de 30 tonnes en 1837). Dans la décennie 1841-1850, les expéditions oscillent autour de 5 à 6 tonnes seulement, mises à part les deux années exceptionnelles 1845-1846 où elles atteignent le double. Les renseignements collectés par la colonie confirment cette évolution. La valeur de l'ivoire expédié entre 1844 et 1848 oscille entre 22 et 47 000 F., mais elle s'effondre à 11.000 et 13.000F. en 1849 et 1850. Dans l'ensemble, l'ivoire ne contribue que pour une part très modeste aux exportations sénégalaises : au maximum 1,66% en 1848; 0,5 à 0,6% en général et évidemment le taux le plus bas dans les deux dernières années : 0,40 et 0,37. L'ivoire se classe au cinquième rang des exportations sénégalaises tout au long des années 1843-1850. Une raréfaction des ressources (on signale que le "morphil" vient désormais de l'intérieur car les éléphants des rives du fleuve ont été poursuivis et traqués trop activement) et un certain manque d'intérêt pour un article de qualité très moyenne peu-

vent, entre autres raisons, donner la clé de ce recul. Gorée qui paraissait jouer au début un rôle important dans ce commerce en rassemblant les dents d'éléphant du Saloum, de la Casamance et d'autres Rivières du Sud est distancée de plus en plus par Saint-Louis expéditeur de l'ivoire des pays de Galam.

L'exportation de l'or pose un problème difficile, soit qu'elle ne figure pas toujours dans les statistiques, soit que les chiffres avancés n'offrent aucune garantie. Pourtant de nombreux témoignages en attestent la réalité. Le chef du service des douanes commentant les résultats du troisième trimestre 1840 remarque que le "commerce de Saint-Louis ne faisant plus comprendre sur le manifeste du navire qui part pour la France l'or qui est exporté", il est impossible de fournir un chiffre.(213) D'autre part, un négociant, Bruno Devès pense que le déficit de la balance commerciale du Sénégal, tel qu'il apparaît dans les Tableaux publiés par le ministère doit être en partie atténué par les remises de la colonie en or brut (214). Vers 1850, les autorités constatent que l'exportation de l'or demeure toujours aussi mal connue. L'or en lingots est apporté dans le haut fleuve et sur la Falémé par les Noirs et par les Maures. Parfois, les Maures Tichit viennent l'échanger à Saint-Louis. Les traitants sénégalais recueillent au sud de Gorée et en particulier dans le Rio Nunez l'or que les caravanes viennent écouler.

---

(213) A N S O M Sénégal I X 44a.

(214) Lettre de Bruno DEVES à Mestro, 6 décembre 1841, A N S O M Sénégal XIII 26a. Aucun chiffre précis n'est avancé pour l'or seulement. DEVES évalue l'ensemble des expéditions d'or brut et des espèces à 400.000 F.par an.

- Produits divers :

Le bois de teinture et d'ébénisterie (caïlcédrat) n'apparaît que très épisodiquement dans les statistiques coloniales, mais les tableaux métropolitains nous apprennent que la France en reçoit chaque année pour des valeurs qui ne sont pas négligeables. Abondantes sur la côte entre la Casamance et Sierra Leone et surtout dans le Rio Grande, les ressources forestières n'ont jamais alimenté un commerce comparable par son ampleur à celui qu'avait suscité la Royal Navy dans la colonie britannique de Sierra Leone. Quelques chiffres nous permettent de suivre l'évolution des importations en France. Ainsi, d'une décennie à l'autre, la moyenne annuelle a fléchi de moitié environ mais un redressement dont l'avenir dira s'il est durable semble s'amorcer dans les quatre dernières années (215).

L'huile de palme ne figure qu'irrégulièrement et pour des quantités insignifiantes dans les statistiques coloniales (9,5 tonnes en 1847, 24,8 tonnes en 1848 et 23 tonnes en 1850) et les douanes françaises ne font pas mention d'une provenance sénégalaise. N'oublions pas que nous sommes ici à la limite de la zone de production et que dans les Rivières du Sud, le Rio Nunez en particulier, les traitants de Gorée absorbés par la traite des arachides tendent à négliger l'huile de palme.

Le café du Rio Nunez qui a pris quelque faveur en France depuis plusieurs années est une espèce de café sauva-

---

(215) Moyenne annuelle pour 1827-1836 : 107.849 F. contre 52.845 F. pour la décennie suivante. Elle s'élève pour les années 1847-1850 à 83.894 F. malgré un effondrement passager en 1849.

ge que certains amateurs voulaient, bien à tort, semble-t-il, comparer au moka. Il figure de temps à autre dans les statistiques coloniales (6 tonnes en 1843, 10 tonnes,5 en 1844) mais rapports et ouvrages de l'époque donnent l'impression d'un commerce régulier mais faible.

- Un commerce vulnérable : l'exportation des boeufs vers les Antilles

Le courant d'exportation des boeufs pour les travaux agricoles aux Antilles est le fruit d'une des nombreuses initiatives du baron Roger. A l'occasion d'un premier envoi, il écrivait au gouverneur de la Guadeloupe, le 18 octobre 1826 :

> "Si des colons des Antilles y pensaient bien, ils reconnaitraient que les boeufs du Sénégal leur coûteraient moins que les nègres qu'on tirait autrefois de cette colonie et qu'ils produiraient proportionnellement infiniment plus" (216).

C'est essentiellement la Guadeloupe qui devait recevoir des boeufs du Sénégal. En 1832, Jubelin, ancien gouverneur du Sénégal avait bien essayé d'en introduire en Guyane qu'il commandait alors, mais sans succès. Aux statistiques coloniales figurent 2.672 boeufs expédiés en 1843 et 3.113 l'année suivante. A partir de 1845, ce commerce recule régulièrement: 160 boeufs seulement pour la Guadeloupe en 1848, 224 en 1850 et une absence totale d'envoi en 1849. Les boeufs en provenance du Fouta, du Sine et du Saloum étaient embarqués tant à Saint-Louis qu'à Gorée. Héricé, négociant européen de Saint-Louis spécialisé dans ce commerce depuis vingt-cinq ans, ex-

---

(216) HARDY (G), op.cit. p.214.

pliquait dans sa brochure que le Sénégal rencontrait désormais la concurrence de Porto Rico, de la côte Ferme et de Para (217). En 1844 on était en pleine euphorie quant à l'avenir de ce commerce et le gouverneur par interim Thomas faisait remarquer au ministre qu'il avait été stimulé par l'interdiction d'introduire des engagés à temps dans les comptoirs français,

> "les Sarracolés qui avant la propulgation de l'arrêté du 18 janvier échangeaient leur or et d'autres produits contre des captifs qu'ils amenaient à Saint-Louis ... achètent aujourd'hui des boeufs qu'ils sont certains de vendre avec bénéfice pour les expéditions qui ont lieu pour les Antilles" (218).

En 1848, Bouët-Willaumez doit constater que l'exportation des boeufs a considérablement diminué (219).

°°°

Au terme de cette longue analyse des exportations sénégalaises, nous pouvons dégager quelques caractères. Tout d'abord, la vulnérabilité. La gomme demeure le moteur de l'économie, or on en connaît les limites tant sur le plan de la production que sur celui de son emploi. A dépendre uniquement de la gomme, le Sénégal risquerait à plus ou moins longue échéance plus que la stagnation, une véritable paralysie économique. Le salut ne pouvait être attendu des autres ex-

---

(217) HERICE (M), op.cit.
(218) Gouverneur à ministre, 11 déc.1844, n°390, A N S O M Sénégal XIV 18.
(219) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., p.53.

portations traditionnelles : ivoire, peaux brutes et cire dont la médiocrité et l'irrégularité n'avaient d'égale que l'absence de toute perspective d'accroissement massif. Cependant au milieu des difficultés du demi-siècle, un espoir surgit, rapidement perçu par les observateurs contemporains. L'apparition puis les progrès spectaculaires de l'arachide (220). Le Sénégal semble, en effet, capable de répondre sans trop d'efforts à la demande sans cesse croissante d'une métropole qui apprécie en ces temps de crise un oléagineux relativement bon marché. D'autre part, la pistache de terre offre par son encombrement un utile aliment à la marine marchande. Cet intérêt n'a évidemment pas échappé à Boüet-Willaumez et il sera d'ailleurs très souvent évoqué ultérieurement (221).

Déjà, en une dizaine d'années le classement des produits exportés a singulièrement été bouleversé. En 1843,

---

(220) Citons à titre d'exemple, cette remarque du gouverneur BAUDIN dans une lettre au ministre du 4 août 1849, n°290 : "Heureusement pour le Sénégal que le commerce des arachides déjà si considérable cette année et qui semble devoir atteindre encore l'année prochaine à des proportions plus grandes pourra peut-être réparer un peu les désordres de la gomme" A N S O M Sénégal I 35a.

(221) "Ce produit a cela d'essentiellement avantageux à la navigation que son transport exige beaucoup d'encombrement sur les bâtiments de commerce, partant beaucoup de ces bâtiments, partant beaucoup de marins pour les armer: de là une augmentation de mouvement maritime, de matériel et de personnel naval, but final que nous devons poursuivre de tous nos efforts". BOUET-WILLAUMEZ, op.cit. p.59.

l'arachide distançant l'ivoire se situe à la quatrième place. En 1847, il ravit de peu la troisième à la cire, et accentuant sa rapide ascension s'installe l'année suivante au second rang, tenu encore en respect par la gomme, mais pour combien de temps ? Une comparaison entre les pourcentages de la période 1843-1850 et ceux des trois dernières années est particulièrement suggestive. La gomme accuse un recul sensible même si, en 1850, elle frise presque sa moyenne; la cire malgré une grande irrégularité semble faire preuve d'une certaine résistance tandis que les peaux brutes n'atteignent qu'un pourcentage constamment inférieur de moitié à celui de leur moyenne.

TABLEAU XV - COMPOSITION des EXPORTATIONS du SENEGAL en FRANCE

en pourcentage	gomme	arachide	cire	peaux brutes	ivoire
moyenne 1843-1850	75,23	7,12	8,04	7,73	0,74
1848	55,17	20,69	16,66	3,33	1,66
1849	64	21,94	8	3,60	0,40
1850	74,07	14,81	3,70	3,70	0,37

De la compétition, l'arachide sort grand et unique vainqueur ayant doublé au moins et triplé au plus sa moyenne (222). Le dynamisme de son commerce est révélateur du

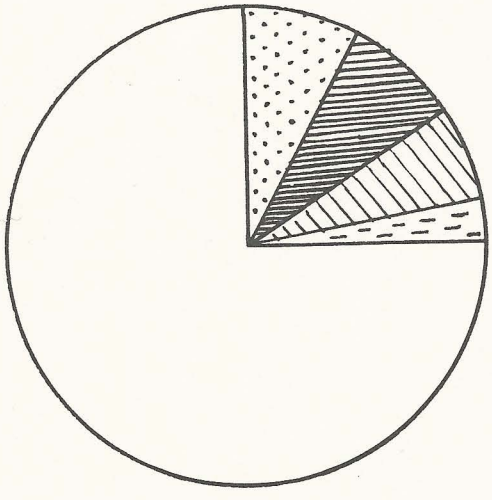
---

(222) Voir graphique 11.

GRAPHIQUE 11

COMPOSITION DES EXPORTATIONS DU SENEGAL

EN FRANCE 1843 - 1850



Gomme	75,23%
Cire	8,04%
Peaux brutes	7,73%
Arachides	7,12%
Divers	1,88%

changement qui est en train de s'accomplir dans l'économie du Sénégal : une période de son histoire va se clore tandis qu'une autre s'ouvre. Un peu comme le Brésil, le Sénégal connaît une activité cyclique. Après le cycle des esclaves vient celui de la gomme et au milieu du XIXe siècle débute celui de l'arachide avec l'inévitable cortège des difficultés propres à toute période de transition (223).

---

(223) La traite négrière qui a débuté avec l'arrivée des Portugais a duré jusqu'au début des années 1830, mais assez vite le Sénégal est devenu une zone de second ordre par rapport au golfe de Guinée et à la côte d'Angola. Sur la place de la gomme dans le commerce du Sénégal au XVIIIe siècle voir DELCOURT (A), op.cit., et le témoignage de LAMIRAL pour la fin du siècle : L'Affrique et le peuple affricain considérés sous tous les rapports avec notre commerce et nos colonies, Paris, 1789, p.82. CURTIN (Philip): Economic change in pre-colonial Africa, Senegambia in the era of the slave trade, Madison, University of Wisconsin Press, 1975, XXVII-363 p.

CHAPITRE III

GEOGRAPHIE DU COMMERCE

Au-delà de l'abstraction des chiffres, il apparaît indispensable pour pénétrer plus avant dans les réalités sénégalaises d'esquisser une géographie des activités économiques. Des témoignages et des rapports officiels permettront de découvrir la diversité du pays, les régions qui, trop liées au cycle de la gomme nous apparaissent en perte de vitesse et celles que "la révolution de l'arachide" fait sortir de l'ombre. Quelques chiffres, à l'occasion, préciseront pour telle escale, tel poste ou tel secteur, l'évolu- des échanges au milieu du XIXè siècle. Les craintes et les espoirs formulés par les contemporains n'en prendront que plus de relief.

Mais postes, escales ou factoreries ne sont que des relais qui collectent les produits africains et redistribuent des marchandises européennes. Il nous faut donc indiquer les routes qui leur apportent la vie, dégager l'importance et la permanence des uns, la médiocrité et la fragilité des autres, tenter d'apprécier l'aire de diffusion des objets importés et les menaces de détournement de trafic que font peser des rivaux : Portugais et Anglais essentiellement. Ainsi, apparaîtra comment s'intègre le commerce européen dans le réseau des routes traditionnelles de l'Afrique marchande.

Le schéma serait trop simple si les Français n'avaient besoin que de leurs tissus, de leurs métaux, de leur tabac ou de leurs alcools pour obtenir en échange la gomme, la cire, les peaux, l'ivoire ou les arachides que réclame la métropole. Il leur faut aussi, approvisionner en vivres les villes créées par eux pour soutenir leur réseau commercial et les Maures nomades, pourvoyeurs de gomme. Au cours des années le gonflement de la population urbaine, les progrès des échanges ont imposé l'élargissement du cercle des pays fournisseurs de mil et de riz. Ainsi, par son rôle de stimulant, le commerce européen s'insère de plus en plus dans l'économie sénégalaise en intégrant petit à petit de nouvelles zones qui jusqu'alors avaient résisté à son action.

Le Sénégal se partage entre deux secteurs commerciaux nettement tranchés, celui du fleuve et de son affluent la Falémé, commandé par Saint-Louis et celui de la côte qui s'étend de la presqu'île du cap Vert jusqu'à Sierra Leone et qu'anime Gorée. Chacun possède une originalité bien affirmée et n'entretient que de médiocre rapports avec l'autre. D'un côté, une voie navigable autour de laquelle tout s'ordonne, un commerce qui se concentre dans quatre ou cinq points importants, une pénétration relativement aisée, un contact direct avec les grands circuits caravaniers et un produit qui domine incontestablement les autres : la gomme. De l'autre, une vaste zone côtière visitée par un cabotage actif, de nombreuses factoreries dispersées mais qui ne s'aventurent guère dans l'intérieur, plusieurs produits dont l'un, l'arachide commence à peine à se détacher.

1°/- Saint-Louis et les régions riveraines du Sénégal :

La géographie du commerce européen semble singulièrement figée depuis près de deux siècles qu'elle s'est dessinée. Les deux domaines essentiels demeurent le bas fleuve avec ses escales où se traite la gomme et le pays de Galam, important carrefour de pistes caravanières aux ressources variées. Dans l'un comme dans l'autre s'effectue le "grand commerce" des produits d'exportation qui confère aux intermédiaires utilisés par les Européens un prestige recherché. D'autre part, le haut fleuve, grâce à l'or du Bambouk et à l'existence supposée d'un vaste marché intérieur, a périodiquement nourri des espoirs souvent démesurés et vite déçus. Enfin, les échanges avec le Walo, le Fouta, le Djolof et le Kayor gravitent en quelque sorte dans la dépendance du grand commerce.

a) Les escales

Primitivement, on appelait escale un endroit où un chaland pouvait accoster pour faire du commerce. Les escales sont devenues des marchés de gomme ouverts sur les rives du fleuve pendant six à sept mois de l'année. Dès le début du XVIIIè siècle, au temps d'Ali Chandora et de Brüe, le commerce de la gomme s'est concentré sur trois points : l'escale des Darmankour, celle des Trarza ou du Désert et celle des Brakna ou du Coq (1).

> "A mesure que l'on approche de l'escale des Darmankour située à 24 lieues environ au-dessus de Saint-Louis et sur la rive droite, on remarque que cette rive devient de plus en plus aride, de plus en plus

---

(1) Sur Ali Chandora et Brüe, voir DELCOURT, op. cit.

sablonneuse, ce n'est que du sable" (2)

Cette aridité frappe davantage encore une lieue plus en amont à l'escale des Trarza

> "C'est, en effet, le lieu le plus désert de la terre entière, on n'a devant les yeux qu'une plaine à perte de vue, entièrement couverte de sable ; il n'y croît pas un brin d'herbe ; il n'y a pas d'eau pour boire. Il faut l'aller chercher à plusieurs lieues de là parce qu'ici la rivière est salée ... Le vent d'est y souffle avec violence" (3).

Enfin, sur une rive plus accueillante parce que boisée, l'escale du Coq ou des Brakna est installée à 50 lieues environ de Saint-Louis.

Les escales offrent au milieu de la solitude, un prodigieux spectacle de fièvre commerciale et de "fête" que les auteurs n'ont pas manqué de souligner.

> "Rien n'est plus curieux et plus animé que ces escales au moment de la traite. La flotille des créoles est rangée le long des berges ; les tentes des Maures couvrent le rivage. Des chameaux, des boeufs, des chèvres, des moutons paissent en liberté. Ces peuplades nomades ont amené à leur suite leurs femmes et leurs enfants. C'est une ville improvisée qui s'étend dans la plaine tandis qu'une ville à l'ancre stationne sur le fleuve" (4).

---

(2) BOUET-WILLAUMEZ. Description nautique des côtes de l'Afrique occidentale, Paris, Imprimerie Nationale, 1845, p. 10.

(3) LAMIRAL (M). op. cit. p. 87.

(4) REYBAUD (L). Journal des Economistes, septembre 1842, p. 157.

> "Quand le soir arrive, écrit l'abbé Boilat, on allume les feux partout ; les amusements commencent car c'est le temps des plaisirs pour eux (les Maures) et pour les habitants. Les Maures les plus tranquilles s'assemblent en groupe, étendus sur des nattes, ils entonnent un chant guerrier ou amoureux que l'on accompagne d'une espèce de guitare à trois ou quatre cordes" (5).

Partout des danses s'organisent. A un demi-siècle de distance, c'est le même tableau que brossait déjà Golberry (6).

Pour assurer la surveillance et la protection des opérations commerciales ainsi que le respect de la réglementation édictée à Saint-Louis, une goélette de l'Etat est ancrée dans chacune des escales. Le poste de Richard-Toll, bâti cinq lieues en amont de l'escale des Trarza peut lui apporter son appui militaire tandis que celui de Dagana ne peut-être que d'un médiocre secours à l'escale du Coq, bien vulnérable depuis l'abandon du fort de Podor.

La gomme apportée par les Maures aux escales provient de peuplements d'acacia verek qui furent longtemps considérés comme de véritables forêts. Adanson et Durand au XVIIIè siècle mentionnent, en effet, trois principales forêts productrices : Sahel, Lebiar ou Hel Hiebar, Alfatak ou

---

(5) BOILAT (abbé). op. cit. t. 1, p. 370.

(6) GOLBERRY (X), op. cit., t. 1, p. 235 et suiv. P. CULTRU dans son Histoire du Sénégal du XVè siècle à 1870, Paris Larose, 1910, 370 p. en a donné de larges extraits dans son chapitre VIII consacré à la traite au Sénégal.



Sénégal.—5. L'ancienne escale du désert ou des Trarzas.

Pl. 2 - L'escale du Désert ou des Trarza

ou Al Fatack (7). Cependant Caillié, au cours de son séjour chez les Maures avait bien remarqué que même là où ils sont les plus abondants, les gommiers sont toujours disséminés au milieu d'autres essences :

> "On a cru mal à propos jusqu'à ce jour qu'il se trouvait des forêts de gommiers dans le désert. Cette erreur a été accréditée par tous les voyageurs qui ont écrit sur des renseignements inexacts tirés des Maures qui pour élever leur pays, répondent toujours que tout s'y trouve en abondance. L'acacia qui fournit la gomme croît isolément dans toutes les parties élevées du désert, jamais dans les terrains argileux ou d'alluvions, mais sur un sol sablonneux et sec ; il est très rare sur les bords du Sénégal". (8)

La récolte commence en général à la mi-octobre, c'est à dire à la fin de l'hivernage. Les conditions climatiques sont alors favorables à l'exsudation car aux pluies abondantes d'août et de septembre qui ont gonflé de sève le tronc et les branches du gommier succède une période de chaleur et de sécheresse. Le vent d'est, l'harmattan, appelé aussi irifi, qui indique le renversement de la saison provoque la chute des feuilles et la gerçure de l'écorce. Bientôt les premières boules apparaissent. La nouvelle s'en répand vite dans les campe-

---

(7) Pour Adanson, voir la localisation qu'il propose dans la carte générale du Sénégal 1756, reproduite par Félix BRIGAUD, in Etudes Sénégalaises, n° 9, Connaissance du Sénégal, fascicule II, Histoire moderne et contemporaine du Sénégal, Saint-Louis du Sénégal, 1966 ; DURAND (Jean-Baptiste Léonard), op. cit., t. 1, p. 262 ; BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite des noirs, p. 6.

(8) CAILLIE (R). Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné dans l'Afrique Centrale, Paris, Imprimerie Nationale, 1830, t. 1, p. 133.

ments et les récolteurs, captifs pour la plupart, (9) s'arment de l'amoud el elk, perche longue de deux à trois mètres portant au bout une espèce de petite houe en fer, et de la mulgata ou sac de cuir qui peut contenir trois ou cinq kilogrammes de gomme. La première période de cueillette ne dure que deux mois, un froid relatif,quelques pluies réduisent l'activité des récolteurs à partir de décembre. Elle connaît une nouvelle ardeur à la fin de janvier pour atteindre son maximum en mars. Cette seconde période coïncide avec le mouvement général de descente des grands nomades vers les rives du fleuve où ils trouvent la nourriture nécessaire à leurs troupeaux (10). L'abondance de la production dépend pour une large part des conditions climatiques car, si les pluies se prolongent et si le vent d'est ne souffle pas ou très peu, l'exsudation sera tardive et médiocre.

Au XVIIIe siècle et au début du XIXe, la traite s'ouvrait en janvier pour se clore le 31 juillet. Mais une évolution se dessine qui vise à en retarder le début, en février d'abord, puis en mars et même en avril (11). C'est

---

(9) Les captifs des Maures sont appelés pourognes.

(10) CAILLIE, op.cit., t. 1, p. 135 a donné une description de la cueillette. Voir aussi SANNER : la gomme arabique. Note d'Information n° 65, décembre 1960, publiée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. On trouvera quelques renseignements historiques dans l'ouvrage de Mme DESIRE-VUILLEMIN consacré à une période récente : Essai sur la gomme et le commerce de la gomme dans les escales du Sénégal, Dakar, Editions Clairafrique, s.d., V-102 p.

(11) Elle est déclarée ouverte le 15 février en 1843, le 10 février en 1845, le 1er mars en 1847, le 15 mars en 1848, le 10 mars 1849 et le 10 avril l'année suivante.

le gouverneur qui chaque année en fixe la durée. Un coup de canon annonçait dans chaque escale le début et la fin des transactions. Cette volonté délibérée de réduire le temps des transactions ne s'explique pas seulement par des impératifs politiques, mais aussi par le souci exprimé par les traitants et plus encore par leurs bailleurs de marchandises, les négociants, de diminuer les frais considérables qu'occasionne la montée aux escales. En effet, les traitants emploient un personnel nombreux. Il leur faut recourir aux services d'un "maître de langue", indispensable interprète pour entrer en contact avec les Maures porteurs de gomme. Un aide-traitant les seconde dans leur tâche et un "écrivain" s'efforce de tenir leurs livres de compte. Propriétaires des embarcations qui apportent aux escales les marchandises d'échange et descendent la gomme à Saint-Louis, ils doivent en assurer l'entretien et en prévoir le remplacement. L'équipage, sous la direction d'un "capitaine de rivière", comprend des gabiers, des pilotes, des timoniers, des charpentiers et des laptots qui effectuent les manoeuvres, halent le navire lorsqu'il ne peut aller à la voile et font toutes les manutentions nécessaires. Enfin, les pileuses préparent la nourriture non seulement du traitant et de son personnel mais aussi des vendeurs de gomme tant que durent les interminables marchandages (12).

Les rapports de traite donnent quelques précisions sur le nombre des Saint-Louisiens qui fréquentent les escales. Dans les années 1830-1840, on comptait 40 à 50 traitants

---

(12) Voir CAILLIE, op. cit., p. 202 : "Depuis l'arrivée de la caravane jusqu'à parfaite livraison de la gomme, les marabouts qui la composent sont nourris par les traitants ; et toutes les fois qu'un Maure va à bord d'un navire pour vendre une partie de la gomme quelque petite qu'elle soit, il y est nourri avec ceux qui l'accompagnent".

mais avec l'arrêt de la colonisation agricole, l'effectif se gonfle jusqu'à 150-160 en 1842. Une nouvelle réglementation du commerce de la gomme le ramena brutalement à 53 l'année suivante, mais progressivement on retrouva le niveau antérieur (156 traitants en 1847) pour retomber autour de 121-124 en 1848-1849 (13). Les équipages représentent de leur côté entre 700 et 2.000 personnes (14). Peut-on apprécier l'ampleur des transactions tant par l'ensemble des escales que pour chacune d'elles ? Les renseignements très incomplets ne nous permettent qu'une approche grossière. La guinée de l'Inde, on le sait constitue la principale marchandise échangée aux escales et l'unité monétaire au Sénégal : aussi dit-on, la gomme est à 20 ou 25 , 30 ou 40 dans le fleuve, ce qui signifie que la pièce de guinée se vend 20 ou 25, 30 ou 40 livres de gomme. Cette expression n'est pas tout à fait exacte puisque dans un marché conclu entre les Maures et les traitants, il entre d'autres éléments d'échange tels que couteau de matelot, miroir, mallette, mouchoir, feuilles de papier, pain de sucre, etc. Ces objets sont en quelque sorte des appoints qui s'ajoutent aux pièces de guinée sous le nom de bagatelle, mais leur valeur est minime comparativement à celle des ballots de guinée (15). Pendant les années 1845-1847, pour lesquelles nous avons des renseignements, il a été échangé dans les trois escales respectivement 164.283, 137.996 et 189.624 pièces (16). En dehors des guinées de l'Inde et des objets composant la bagatelle, les traitants doivent être capables

---

(13) Nous manquons d'indications pour 1850.

(14) 719 hommes en 1843 et 1.989 en 1847.

(15) Un essai de définition de la bagatelle a été tenté par l'arrêté du gouverneur en date du 3 juin 1841.

(16) Pour 1847, le total se répartit de la façon suivante entre les 3 escales : 97.782 pièces pour les Brakna, 73.854 pour les Trarza et 17.987 pour les Darmankour.

d'offrir à leurs clients un assortiment varié : des tissus comme le sucreton de l'Inde et de Rouen, la guinée de Rouen, les pagnes fabriqués en France ou au Sénégal, des fusils, de la poudre et des balles, des bassins de cuivre ou d'étain, de la mélasse et du tabac. Depuis quelques années, le mil prend une place croissante dans les échanges : une modification du régime alimentaire des Maures et la nécessité de nourrir les nombreux captifs employés à recueillir la gomme expliquent cette évolution (17). Dans ces conditions, le mil doit être apporté dès l'ouverture des escales car la première gomme n'est vendue par les Maures que contre du mil. La fourniture de cette céréale est devenue une préoccupation majeure des traitants car comme le fait remarquer le gouverneur Baudin, "le manque de mil pour les esclaves qui vont chercher la gomme est un motif qui rend cet article assez rare aux escales". L'ouverture tardive de la traite risquerait donc de compromettre la récolte si la contrebande n'apportait un palliatif (18). Le fait important, capital même, c'est que les traitants de Saint-Louis décourageant les Maures de s'approvisionner directement dans les régions

---

(17) "La nourriture de cette population (les Maures) consiste ... principalement en laitage et viande séchée au soleil, pourtant depuis quelques années, le mil entre dans le régime alimentaire des "Maures" BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite ..., op. cit., p. 33. Sur le commerce du mil voir PASQUIER (R.).Un aspect de l'histoire des villes du Sénégal : les problèmes de ravitaillement au XIXè siècle, à paraître dans les Cahiers du C.R.A.

(18) Mémoire de remise en service du gouverneur Baudin, 16 août 1850, A N S O M Sénégal I 37 a ; voir aussi le témoignage de Duprat, officier chargé de suivre les opérations de traite, lettre au gouverneur, 12 octobre 1850, A N S A O F. Q 22.

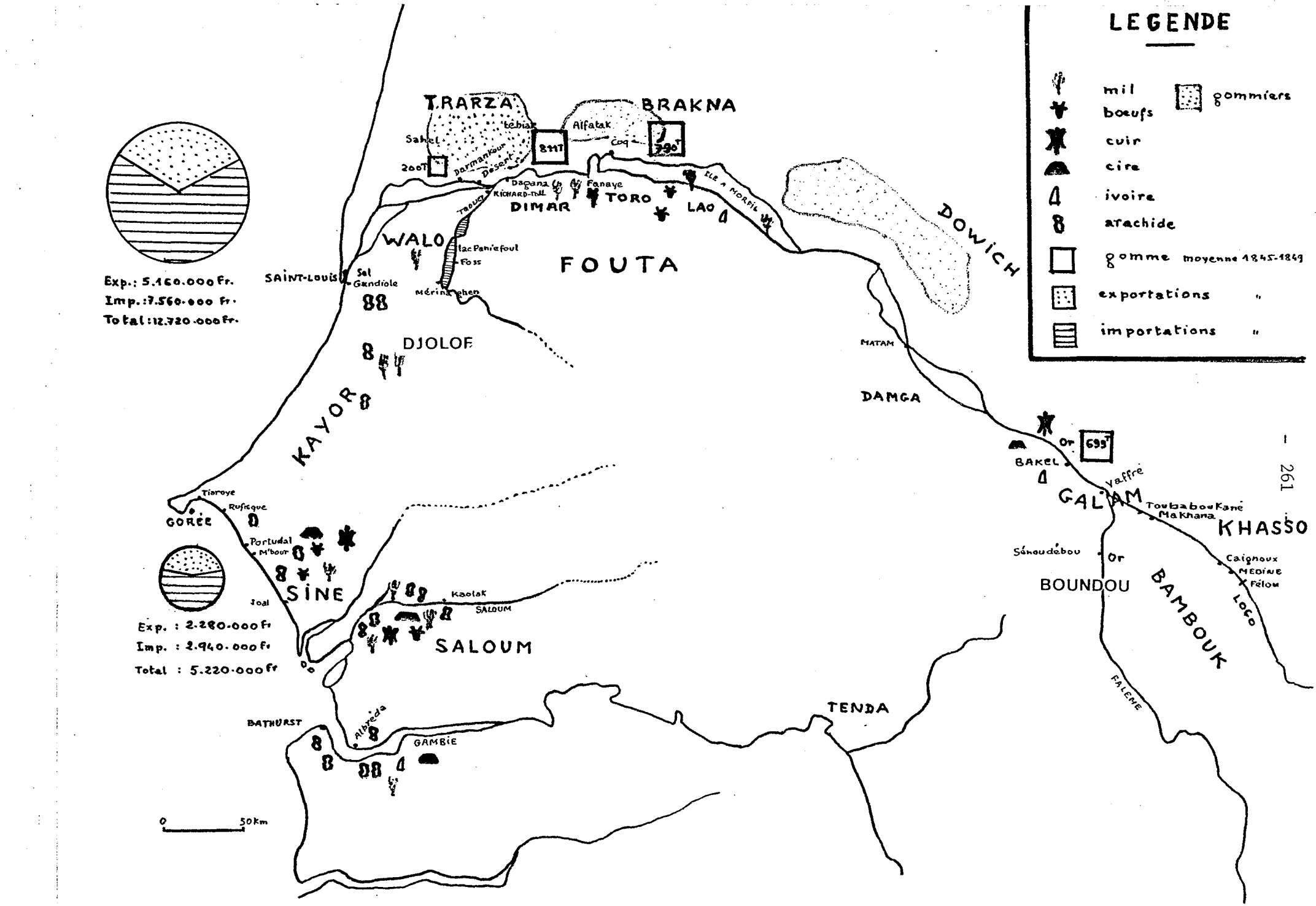
productrices ont réussi à accaparer le commerce du mil. Lorsque la récolte manque dans le Walo et dans le Fouta, ils doivent, pour satisfaire leurs clients, accomplir de grands efforts en faisant appel aux traitants de Gorée qui opèrent dans le Saloum.

Les archives de Dakar ont conservé le relevé détaillé des opérations effectuées par les traitants aux escales. Sans oublier que les conditions de l'échange varient non seulement d'une année à l'autre, mais aussi tout au long de la même traite et selon l'habileté des traitants, il est possible à partir de sondages de déterminer la part respective des guinées, du mil et des "marchandises diverses" dans les transactions. Le mil vient en seconde position trois fois sur quatre avec un pourcentage qui se situe entre 14,05 et 23,98 % (19).

Les achats de gomme sont mieux connus car la réglementation mise en place en 1842 exige l'enregistrement des arrivées de gomme à Saint-Louis. En gros, ils varient de 1843 à 1850 entre 500 et 3.000 tonnes. Si pour la période 1843-1850 on oppose les quatre premières années aux quatre dernières, on constate qu'il a été traité 6.738.891 kg d'abord et 4.371.076 ensuite soit respectivement une moyenne annuelle de 1.684.722 et de 1.092.769. Le recul, très sensible atteint 35 % environ. Mais le plus important est sans conteste, la possibilité que nous offrent nos sources de reconstituer le trafic de chacune des escales entre 1843

---

(19) Les quatre traitants étudiés sont Auguste Miston, Miller d'Erneville, Jérome Pellegrin et Massamba Cina. Seul ce dernier a échangé plus de marchandises diverses que de mil, toutes les évaluations sont faites en guinées de l'Inde, A N S A O F Q 13, escale des Trarza, 1847.



CARTE N° 7 L'ECONOMIE DU SENEGAL VERS 1850

TABLEAU XVI - RELEVE DES QUANTITES DE GOMME IMPORTEES A SAINT-LOUIS 1843-1850

Années	Escales du fleuve	Galam
1843	509.705	
1844	1.042.433	
1845	2.984.527	764.500
1846	2.202.226	546.800
1847	1.606.232	657.800
1848	1.137.099	522.900
1849	1.098.957	1.072.000
1850	528.788	791.300

en kilogrammes (20)

TABLEAU XVII - GOMMES TRAITEES AUX ESCALES 1843-1840

Années	Brakna (Coq)	Trarza (Désert)	Darmankour
1843	352.488	146.078	12.166
1844	391.948	519.613	130.871
1845	1.250.068	1.342.132	352.119
1846	840.308	1.087.074	290.549
1847	874.721	614.920	130.989
1848	421.775	587.085	119.442
1849	566.546	424.264	108.164

---

(20) Les renseignements concernant les escales ont été tirés d'une note du chef du service des douanes A N S O M Sénégal XIII 30 a.
Pour Galam A N S O M Sénégal, XIII 10 c (aucun renseignement pour les années 1843-1844).

et 1849. En moyenne les escales des Brakna et des Trarza ont la même importance (671 tonnes,1 contre 764 tonnes,4) distançant très largement l'escale des Darmankour (136,4 tonnes). On peut remarquer que le plus fort tonnage a été réalisé au Désert. Une évolution semble s'être récemment produite car Bouët-Willaumez attribuait une nette supériorité à l'escale du Coq. (21) Le bas Sénégal, en alimentant pour un peu plus des deux tiers le commerce de la gomme constitue au milieu du XIXè siècle la zone vitale de la colonie, celle qui accapare la majeure partie de l'attention des contemporains (22). Aussi comprend-on que les Français cherchent à se réserver entièrement ce marché et qu'ils s'inquiètent du droit que le traité de 1783 a donné aux Anglais de commercer sous voile à Portendick. En réalité, la traite anglaise n'a lieu qu'à de rares intervalles et pour de faibles quantités. Il faut, en effet, que les Trarza soient en guerre avec la France comme en 1834 pour qu'ils se décident à affronter les fatigues et les risques d'un transport de la gomme jusqu'à Portendick (23). Même si la marine française signale à peu près tous les ans la présence

---

(21) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce, op. cit., p. 32, attribue une moyenne de 1.000 tonnes à l'escale du Coq contre 750 tonnes à celle des Trarza. L'escale des Darmankour aurait connu une baisse assez sensible puisqu'elle traitait auparavant 250 tonnes environ. La documentation utilisée par Bouet-Willaumez est antérieure à 1845. Le tableau XVII a été établi grâce aux dossiers A N S O M. Sénégal XIII 27 et 28.

(22) De 1845 à 1850 les trois escales ont traité 9.557.829 kilogrammes de gomme contre 4.355.300 kilogrammes à Galam.

(23) On constate alors une chute sensible des exportations de gomme : 895 tonnes contre 1.095 en 1833 et 1.793 tonnes en 1832.

d'un navire de Gambie ou de Sierra Leone dans les eaux de Portendick, la concurrence anglaise est des plus modestes et n'entame en rien le monopole français (24).

b) La traite à Galam

Le pays de Galam situé dans la région du confluent de la Falémé avec le Sénégal avait éveillé de bonne heure l'attention des Français du fait de son voisinage avec les mines du Bambouk renommées pour leur fabuleuse richesse. En 1685 avec La Courbe, peut-être même dès 1667, ils s'y aventurèrent, mais les expéditions organisées par les compagnies n'étaient que saisonnières. Avec A. Brüe, au début du XVIIIe siècle, on peut dire que le Galam entrait dans la sphère des préoccupations françaises : deux forts furent construits, l'un appelé Saint-Joseph entre le confluent de la Falémé et la chute du Félou, l'autre le fort Saint-Pierre sur la Falémé. Le pays de Galam devenait au fil des ans un îlot actif du commerce français des esclaves et de l'or relié simplement à Saint-Louis par le pédoncule long et ténu du fleuve (25). Avec la Révolution française et l'occupation anglaise la tradition du voyage annuel à Galam est rompue et les forts ruinés. Aussi, le gouvernement de la Restauration, désireux, au

---

(24) On est extrêmement sensible du côté français à cette concurrence que les autorités comme les négociants sont souvent tentés de grossir. En 1847, le gouverneur informe le ministre de l'accroissement du tonnage des navires qui fréquentent Portendick, dépêche n° 73 du 2 mars, A N S O M Sénégal I 30 b.

(25) Sur le Galam à l'époque de l'Ancien Régime, outre Delcourt déjà cité, voir CULTRU (P) : Premier voyage du sieur de La Courbe fait à la côte d'Afrique en 1685, Paris, Champion et Larose, 1913, il-8, LVIII- 319 pages.

retour de la paix, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, de "renouer la chaîne des temps", décide-t-il d'envoyer dès la reprise du Sénégal, une mission pour rétablir "les anciennes relations d'amitié et de commerce qui existaient autrefois entre les habitants du Sénégal et ceux de Galam (26). En 1818, le capitaine de frégate de Mélay et l'ingénieur de Chastellus furent chargés, entre autres tâches, de rechercher l'emplacement d'un nouveau fort. La baisse des eaux ayant contraint la petite flotille à s'arrêter à Bakel, c'est en ce lieu que le détachement débarqué édifia le poste (27). Bakel est situé sur la rive gauche à 900 kilomètres de Saint-Louis. Le fort bâti sur une colline protège le comptoir et le village. A deux cents mètres du fort, le comptoir est entouré d'une faible muraille pourvue d'embrasures et de meurtrières. Il a été construit par la Compagnie de Galam qui, de sa création en 1824 à la proclamation de la liberté du commerce en 1848, a bénéficié du privilège exclusif du commerce du haut Sénégal pendant les mois de l'année où la baisse des eaux suspend la navigation sur le fleuve. Au contraire, pendant la crue, c'est-à-dire du 1er août au 31 décembre, le commerce est libre et les traitants de Saint-Louis viennent alors s'installer dans le village étalé au pied des collines (28). Il est lui aussi ceinturé par une muraille de terre glaise qui lui assure une protection grossière. Faidherbe évalue la population de Bakel à

---

(26) Circulaire du gouverneur au tounka et aux principaux du royaume de Galam, 10 février 1817, citée par HARDY (G). p. 33.

(27) Op. cit., p. 33.

(28) De Mélay, malade, avait dû rentrer à Saint-Louis tandis que de Chastellus mourait en décembre.
En fait la traite libre ne commence qu'en septembre afin de permettre aux traitants des basses escales de s'y préparer.

800 habitants en 1848 (29), mais elle s'enfle au moment où les embarcations de Saint-Louis viennent y jeter l'ancre. Bakel offre alors le même spectacle coloré que les basses escales quelques semaines plus tôt. On y voit

> "une véritable flotte de navires de tout tonnage et de toute forme serrés les uns contre les autres et selon leur tirant d'eau mouillés au large ou amarrés à terre. Chacun de ces navires avait une triple ceinture de canots et de pirogues chargés à couler bas .... Toutes les langues de l'Afrique depuis l'arabe vulgaire des nomades du Sahara jusqu'au patois mêlé de yoloff des gens de Saint-Louis. On riait, on chantait, on se querellait, on dansait. L'escale est le rendez-vous des caravanes. Sitôt arrivés, leurs chefs se trouvaient ... entourés par vingt maîtres de langues cherchant tous à les attirer par mille caresses, par mille séduisantes promesses". (30).

La gomme est le principal aliment du commerce de Bakel. Apportée par les Maures Dowich dont le pays succède à celui des Brakna, elle est blanche et en général moins dure que celle des basses escales. La Compagnie de Galam s'en assurait la plus grande part, puis après elle les traitants qui représentent les maisons de commerce de Saint-Louis. Pour la période 1845-1850, la moyenne annuelle des gommes expédiées au chef-lieu s'établit à 725,9 tonnes (31). Le commerce de Bakel donne une impression de plus

---

(29) Mémoire sur les travaux à faire en 1854 au poste de Bakel pour améliorer et compléter son casernement et son système de défense, A N S O M D P P C Sénégal 576.

(30) RAFFENEL (A). Nouveau voyage, op. cit., t. 1, p. 17.

(31) Voir le tableau XVI, supra p. 262.

grande stabilité que celui des basses escales : la quantité de gommes traitées y varie du simple au double au lieu de 1 à 5,5. Bakel soutient très bien la comparaison avec l'escale des Brakna ou celle des Trarza. En effet, de 1845 à 1849, il y a été acheté 712,8 tonnes par an en moyenne contre 790,7 tonnes et 811 tonnes. D'autre part, l'escale du haut fleuve n'a pas été atteinte par la récession qui affecte celles du bas Sénégal depuis 1848 : elle a même en réalisant son maximum en 1849 égalé l'ensemble de ses concurrentes.

Le gouverneur Baudin déclarait avec quelque exagération que "la gomme est à peu près le seul commerce à Bakel" (32). En réalité, à la différence des trois escales du bas fleuve, il existe ici d'autres aliments au commerce sans doute encore modestes, mais non dénués d'intérêt. Bien que les renseignements soient très approximatifs, on peut, sans trop de risque d'erreur, classer l'or au second rang des échanges. Il est apporté par des caravanes de Maures Tichit et surtout par les Sarakollé.Il en aurait été traité en moyenne pour 260.000 francs par an entre 1845 et 1849. Viennent ensuite les cuirs (pour 142.000 F.), l'ivoire et la cire (33). La Compagnie de Galam n'avait guère manifesté d'intérêt pour les arachides, produit de faible valeur et encombrant : elle n'en avait acheté que 641 kilogrammes en

---

(32) Mémoire de remise de service, 16 août 1850, ANSOM Sénégal I 37 a.

(33) Si on en croit le rapport établi par le directeur des Colonies en 1850, la gomme représenterait 72,35 % des transactions, l'or 15,30 % et les cuirs 8,23 % Les Maures Tichit portaient aussi de temps à autre leur or à l'escale des Trarza.

1846 (34). Aussi est-ce avec le régime de liberté inauguré deux ans plus tard que l'on assiste au démarrage rapide de cette nouvelle branche du commerce (35). En dehors des produits destinés à l'exportation ; les traitants de Bakel contribuent à l'approvisionnement de Saint-Louis en achetant du mil, du beurre végétal renommé sous le nom de beurre de Galam et des boeufs.

Les traitants offrent à Bakel un assortiment de marchandises guère différent de celui des basses escales. La guinée de l'Inde y joue le même rôle écrasant (36). Il en a été expédié 52.463 pièces pour la campagne 1851-1852. Sucreton, calicot, escamite, roum et madapolam complètent avec les pagnes la rubrique des tissus. L'ambre et le corail semblent assez recherchés ; les fusils et la poudre également. Le sel dont le haut pays est absolument privé constitue un aliment important du commerce, aussi les traitants ne manquent-ils pas de s'en procurer aux salines de Gan-

---

(34) Rapport du chef du service administratif sur les opérations de la Compagnie de Galam,19 octobre 1846, A N S O M Sénégal XIII 9 a. Sur les griefs adressés à la Compagnie à cet égard, voir la pétition de P.V. Régis et d'U. Borel adressée au gouverneur le 19 juin 1848. A N S Saint-Louis, non coté.

(35) Faidherbe dans le mémoire déjà cité écrit : "Le commerce des arachides y a commencé en 1848".

(36) Nous ne disposons pas de renseignements valables avant ceux de la campagne de 1851-1852. Il a alors été expédié à Bakel pour 732.109 F. de guinées sur un total de 1.193.102,55 F. de marchandises A N S O M Sénégal XIII 10 c.

diole (37). Ainsi, bénéficiant de la supériorité des transports fluviaux sur les caravanes, ont-ils réussi à éliminer les Maures de l'approvisionnement du pays de Galam. Le commerce des métaux n'occupe qu'une faible place car le minerai de fer est abondant dans les régions voisines du Khasso et du Logo. Les forgerons produisent un métal de bonne qualité que les habitants préfèrent dans les années 1830 aux barres de fer importées d'Europe (38). Cette supériorité de la production locale s'est-elle maintenue ? Il est difficile de l'affirmer. Le sous-lieutenant Hecquard au terme de son exploration traverse le pays de Galam et tout en signalant l'importance de l'industrie du fer qui permet de fabriquer des armes et des instruments aratoires remarque que les habitants donnent la préférence au fer français tandis que Carrère et Holle qui écrivent à peu près au même moment déclarent absolument le contraire. Or Hecquard et Holle ont

---

(37) Sur l'importance du commerce du sel, constatations convergentes de l'abbé BOILAT, op. cit., t. 2, p. 419 et de CARRERE (P) et HOLLE (P) : De la Sénégambie française, Paris, Firmin-Didot, 1855, p. 146.

(38) Le 27 mars 1833 dans une lettre au ministre, n° 73, le gouverneur du Sénégal signalait l'importance de cette industrie du fer, aussi disait-il : "la Compagnie de Galam exclut-elle de ses objets d'échange cet article dont elle ne trouverait pas la défaite". Le gouverneur aurait souhaité que les traitants de Saint-Louis stimulent cette industrie en en diffusant les produits dans la colonie, ainsi aurait-on évité d'importer du fer de Suède ou d'Angleterre. Inutile de dire que ce voeu ne fut pas exaucé. La qualité du fer a été attestée par une analyse faite en France. Thiers, alors ministre du Commerce et des Travaux Publics en informe son collègue de la Marine le 21 mars 1834. A N S O M Sénégal XIII 54 a.

été commandants de Bakel et ont été à même de suivre de près les opérations commerciales (39). Les états des marchandises expédiées à Galam ne mentionnent aucun article en fer, mais ce n'est pas une preuve absolue à cause de l'ampleur de la rubrique marchandises diverses.

Une dizaine d'années après la fondation de Bakel, on ressentit à Saint-Louis la nécessité de franchir une nouvelle étape en pénétrant plus avant dans l'intérieur. Comme l'écrivait Brüe plus d'un siècle auparavant : "l'établissement de Galam, tout avantageux qu'il est ne doit être regardé que comme les premiers fondements jetés d'un plus grand

---

(39) HECQUARD (H). Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale, Paris, Bénard, 1853, p. 395 ; CARRERE, op. cit., p. 416.
Hecquard né à Lisieux le 1er mai 1814, s'est engagé en 1837, il a servi en Algérie de 1839 à 1843. A cette date il est affecté à l'escadron de spahis du Sénégal, il est maréchal des logis en 1845, commandant du poste de Bakel en 1846-1847, nommé sous-lieutenant indigène le 5 juillet 1848. Remarqué par Boüet-Willaumez, celui-ci devenu Commandant de la Division navale lui assigne la mission d'atteindre Ségou et peut-être l'Afrique du Nord à partir de Grand-Bassam. Mais il ne peut pénétrer dans l'intérieur, aussi accomplit-il un autre voyage en 1850-1851 : il partit de la Casamance, gagna le Fouta-Djalon puis se dirigea vers le poste français de Bakel. En 1847, Hecquard avait tenté une opération commerciale à Galam qui fut un échec. A cette occasion, il eut des démêlés avec l'administration. Voir A N S O M D P P C Tribunal de première instance de Saint-Louis, séances du 20 novembre et du 24 décembre 1847.

édifice" (40). Il s'agissait avant tout pour les hommes de 1830-1840 de reconstituer les positions commerciales de l'Ancien Régime en rétablissant les deux comptoirs abandonnés, d'attirer des caravanes de l'intérieur et de s'enquérir auprès d'elles des possibilités de développer les échanges et surtout de se rapprocher des mines d'or du Bambouk. L'administration devant les risques de l'entreprise pensait que seule la Compagnie de Galam était capable de la mener à bien, mais dirigée par des hommes plus soucieux de bénéfices immédiats que de vues d'avenir elle s'acquitta fort mal de sa tâche. En 1832, lors du renouvellement de ses statuts, la Compagnie se vit imposer par le gouverneur la création d'un comptoir à terre dans le Khasso soit à Caignoux, soit à Médine. La région présente en elle-même une grande valeur commerciale puisqu'elle est fréquentée par les caravanes du Kaarta, de Ségou et du Wasoulou ; d'autre part elle permet d'atteindre aisément le pays de l'or. En 1836, le gouverneur Malavois accompagné du jeune Boüet remonte le fleuve pour préparer la fondation de ce comptoir servant de succursale à Bakel. Mais la Compagnie fait traîner les choses en longueur, invoque les difficultés de toutes sortes et finalement n'établit qu'un comptoir flottant à Caignoux qui, mal approvisionné, restera sans influence. Devenu gouverneur du Sénégal, Boüet devant reprendre la question. Il fit explorer en 1843 par Huard, Raffenel et Potin-Patterson les pays du Boundou et du Bambouk. La Falémé ouvrait aussi une voie d'accès aux mines d'or et le Boundou, riche d'élevage et de cultures, parcouru par les caravanes pouvait être un objectif intéressant pour le commerce français. La Compagnie ne pouvant se dérober une nouvelle fois, mit en place à Sénoudébou, fin 1844, un comptoir flottant qu'elle abandonna en septembre de l'année suivante pour un établissement permanent à terre. Les résultats de la première campagne paru-

---

(40) Cité par DELCOURT, op. cit., p. 169, n 244.

rent encourageants ; de la gomme, de la cire, des peaux, de l'ivoire et de l'or y furent traités. La Compagnie caressait l'espoir d'y attirer les caravanes de dyula qui se dirigeaient vers les comptoirs anglais de la Gambie. En fait, le commerce ne fit aucun progrès et le chiffre d'affaires se stabilisa autour de 40.000 F. (41). Au total, à la dissolution de la Compagnie, Sénoudébou était plus un poste militaire qu'une active place de commerce. Baudin constatait cette faillite, en août 1850, en écrivant : "Le poste de Sénoudébou n'a pas répondu à ce qu'on attendait de cette position avancée" et "le Boundou n'offre par lui-même aucun commerce aux traitants du Sénégal" (42). Il n'a d'utilité que pour le commerce de l'or (43) et "comme jalon pour étendre nos relations dans l'intérieur de l'Afrique, c'est un point bien choisi et je n'oserais pas donner le conseil de l'abandonner" (44).

---

(41) Les produits achetés à Sénoudébou en 1845-1846 ont une valeurs de 43.881 F 91 , et la campagne suivante de 39.027 F. En 1848, le résultat est identique et l'année suivante les échanges ont été à peu près nuls. Par comparaison, notons qu'à Bakel, la Compagnie achète entre 500 et 700.000 F. de produits. En 1845-1846 la Compagnie a réalisé à Sénoudébou un bénéfice de 5.970 F 90. L'or constitue à peu près la moitié des achats. A N S O M Sénégal XIII 9 a, rapport à l'Assemblée Générale de la Compagnie, 29 septembre 1846 et A N A O F 2 B 30. Baudin à ministre, n° 330, 17 juillet 1850. Le chiffre d'affaires de 40 à 50.000 F. est également donné par RAFFENEL : Nouveau voyage, op. cit., p. 78.

(42) Mémoire de remise de service, 16 août 1850, A N S O M Sénégal I 37 a.

(43) Baudin à ministre, 27 août 1849, n° 332, A N S O M Sénégal I 35 a.

(44) Baudin à ministre, 17 juillet 1850, n° 330, A N S A O F 2 B 30.



Le poste et le village de Senoudébou sur la Falémé.

Pl. 3 - Le poste de Sénoudébou sur la Falémé

Le commerce de Galam présente des caractéristiques propres. En effet, à la différence de celui des escales, il est installé à terre et dure toute l'année, il est plus équilibré, car il ne repose pas uniquement sur la gomme et enfin il est étroitement dépendant des conditions de navigation sur le fleuve. Le problème des transports, capital pour le développement de l'activité commerciale est souvent évoqué dans la correspondance officielle et dans les rapports de la Compagnie. Ne faut-il pas vingt-cinq à trente jours pour remonter le fleuve jusqu'à Bakel et la crue de la Falémé n'est-elle pas plus précoce que celle du Sénégal ? (45). Presque tous les ans, des produits restent à Bakel faute d'avoir pu être embarqués avant la baisse des eaux. La Compagnie songe à acheter un ou deux navires à vapeur mais y renonce à cause des charges trop lourdes que cela impliquerait. En 1847, l'Etat se déclarait prêt à aider la Compagnie en remorquant ses voiliers, moyennant rétribution, mais un an plus tard, la Révolution proclame la liberté du commerce (46).

Au milieu du XIXè siècle, on peut dire que la stagnation est un trait essentiel du commerce de Galam. Depuis 1843, date à laquelle la Compagnie a augmenté son capital social, elle en consacre toujours la même part, soit 375.000 F. sur 600.000 F. aux affaires du haut fleuve. Néanmoins, on estime pour la période 1845-1849 la valeur moyenne des produits recueillis à 1.700.000 F. ce qui

---

(45) D'après le rapport de Pinet-Laprade du 18 juin 1850, la Falémé est navigable environ du 15 juin au 20 septembre, A N S O M D F C Sénégal 504.

(46) Rapport du directeur des Colonies Galos au ministre, 23 avril 1847, A N S O M Sénégal XIII 9 b.

représente le tiers des exportations de Saint-Louis (47). C'est dire la place que le commerce de Galam occupe non seulement dans la vie économique mais aussi sociale du Sénégal. Plus de la moitié de la population commerçante de Saint-Louis y participe : il réclame environ un millier de laptots, et les traitants malchanceux aux basses escales viennent tenter de réparer leurs pertes aux côtés de leurs confrères habitués à ce commerce. Si l'on en croit l'abbé Boilat, "la traite de N'Galam est aujourd'hui la seule ressource du Sénégal", c'est l'unique escale où l'on peut espérer faire de bonnes affaires (48). La flotille de petits bateaux qui monte à l'époque des hautes eaux ne limite pas son champ d'activité aux escales de Bakel et de Sénoudébou, mais elle se répand dans de nombreux marigots et visite de nombreux villages tels que Yaffré, Toubaboukané et Makhana. Cette dispersion a l'avantage de familiariser des populations riveraines avec de nouvelles habitudes commerciales et de leur créer des besoins nouveaux en les accoutumant à d'autres produits. Cependant, on peut noter que si la guinée de l'Inde, unité monétaire généralement bien acceptée, trouve un débouché intéressant, un artisanat textile vivace rend difficile la pénétration des tissus européens. Les cotonnades du Galam sont appréciées pour la finesse du tissu et la qualité de la teinture, et celles du Bambouk, plus rustiques, sont remarquables par leur solidité. Dans le Boundou, on fabrique des quantités considérables de pagnes blancs qui ont cours dans le Sénégal

---

(47) Cette évaluation figure dans une note du directeur des Colonies de 1850, A N S O M Sénégal XIII 2 b. La moyenne des exportations de Saint-Louis s'établit à 5.160.000 F. Voir supra le tableau V.

(48) BOILAT, op. cit., t. 1, p. 440.

tout comme les guinées de Bakel (49). Les habitants les utilisent pour se procurer l'or, l'ivoire et les peaux qu'ils vont chercher dans le Bambouk, le Tenda et quelquefois plus loin pour les proposer ensuite aux traitants de Saint-Louis contre du sel principalement. Par cette résistance de l'artisanat local que nous avons déjà constatée à propos de l'industrie du fer, nous touchons du doigt une des difficultés rencontrées par le commerce français. Mais le Galam, tout en ayant déçu et une fois encore tout récemment - la liberté totale n'ayant en rien provoqué le progrès escompté (50) - demeure aux yeux des contemporains la région d'avenir par excellence parce qu'elle dispose de ressources propres et parce qu'elle est la porte de cette "mystérieuse Afrique" où "l'on finira par pénétrer le caducée du commerce à la main" pour reprendre l'expression de Bouët-Willaumez (51). Carrère et Holle ne sont pas moins optimistes :

---

(49) Voir le témoignage de REY (P) commandant de Bakel : Voyage à Farabana (Haute Sénégambie), Revue Coloniale, t.XII, janvier 1854 et d'HECQUARD (H), op.cit., p.389; RAFFENEL : Voyage ..., op.cit. p.458.

(50) BAUDIN le signale au ministre le 18 avril 1849, n°133 : "Le commerce libre a changé peu de choses à la situation" A N S O M Sénégal I 35a.

(51) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce et traite ..., op.cit., p.39.

"le Galam est évidemment destiné à devenir un centre important dont l'influence rayonnera sur les pays voisins ... Serait-il donc si téméraire de croire que notre commerce, après avoir fait sentir ses bienfaits au Bondou, au Bambouk et au Kassôo, après avoir étendu son bras fécond au delà du Félou, pourra pénétrer dans le Kaarta et s'épancher jusque vers le Ségou?"(52)

Ainsi, malgré le recul certain par rapport à l'Ancien Régime puisque seul le poste - d'ailleurs bien fragile - de Sénoudébou a été reconstruit, malgré les déceptions du commerce, on ne désespère pas de l'avenir du Galam alors que le pessimisme prévaut pour les basses escales. C'est bien cette opinion commune qu'exprime le métis Léopold Panet qui en 1850 joint le Sénégal au Maroc lorsqu'il déclare "qu'il y a longtemps qu'il est démontré que seule, elle (la gomme) ne peut plus suffire aux besoins de cette population" qu'il est nécessaire de pénétrer à partir de Bakel dans l'intérieur pour trouver de nouveaux aliments à notre commerce. Le vaste continent africain, selon ses dires, promet au Sénégal une éclatante prospérité (53).

---

(52) CARRERE (F) et HOLLE (P), op.cit.p.147, même espérance chez Baudin, mémoire de remise de service déjà cité: "Il est permis de penser que le commerce de la colonie pourrait trouver là (à Ségou) un débouché immense pour nos produits car ...Ségou est le centre principal du commerce à l'intérieur de l'Afrique".

(53) PANET (L), Relation d'un voyage du Sénégal à Soueira (Mogador) Revue Coloniale, 2e série, t.5, nov.et déc. 1850. Cette relation a été réimprimée avec une introduction par CORNEVIN (R) au Livre Africain, Paris 1968. Voir aussi PASQUIER (R) : un explorateur sénégalais : Léopold Panet 1819-1859, African historical studies, II, 2, 1969.

c) Le Sénégal et les routes caravanières

Le commerce de Galam, nous venons de le voir, évoque irrésistiblement chez les contemporains la possibilité de pénétrer au coeur de l'Afrique pour étendre le champ commercial de la colonie. Aussi, après avoir étudié les échanges avec les peuples riverains du Sénégal, apparaît-il indispensable de se demander dans quelle mesure le commerce de cet axe fluvial s'intègre dans le réseau des routes caravanières, ou autrement dit, quelle est l'aire de diffusion des marchandises européennes au milieu du XIXe siècle. Pour cette recherche, nous ne disposons que de vagues indications dispersées dans les récits des voyageurs et d'allusions dans la correspondance officielle (54). Si dans la réalité, les pistes qui atteignent le Sénégal forment un réseau cohérent, nous envisagerons pour la clarté de l'exposé, d'abord les relations avec le Maroc, puis avec Ségou, Tombouctou et enfin avec la Gambie.

Quelques indices fragmentaires témoignent de la persistance de relations commerciales avec le Maroc qui, en

---

(54) Pour les problèmes du commerce caravanier on peut se reporter à MIEGE (J.L.) : Le Maroc et l'Europe (1830-1894), Paris, P.U.F., 4 vol., 1961-1963, voir t.2, pp.131 et suivantes et pp.146 et suivantes. (abondante bibliographie et références utiles), BOAHEN (A.A.) : Britain, the Sahara and the western Sudan, 1788-1861, Oxford, Clarendon Press, 1964, 268 p., NEWBURY C.W. : North African and Western Sudan trade in nineteenth century : a reevaluation, Journal of African History vol.VII, 1966, pp.233-246.

d'autres temps avaient été plus intenses et se doublaient d'une influence politique de l'Empire chérifien sur la vallée du Sénégal (55). Des Marocains, musulmans et juifs, sont signalés à Saint-Louis, tels ce vieux Maure de Fès installé depuis deux ou trois ans et ce Juif Yaouda qui ont aidé Panet dans son voyage (56). D'autre part, des caravanes de Juifs du Maroc fréquentent l'escale des Trarza où elles apportent de l'or (57). Les Trarza se risquent aussi à ces relations directes en allant échanger contre des chevaux des esclaves achetés ou razziés dans le Walo et dans le Kayor (58), mais le plus souvent ils se contentent du rôle d'intermédiaire, tout comme les marabouts du Tiris et de l'Adrar et les Maures Tichit et Wadan. Chinguetti apparaît comme une importante place de commerce qui met en relation Tichit, l'oued Noun et le Sénégal. La guinée venue de Saint-Louis ou des escales s'échange généralement contre le sel de la grande Sebkha

---

(55) Elle est encore sensible au début du XVIIIe siècle, DELCOURT (A), op.cit., Ch.III, KANE (O.) Les Maures et le Fouta Toro au XVIIIe siècle, Cahiers d'Etudes Africaines, 54, 1974, pp.237-252.

(56) PANET (L.), op.cit. La commission de la Société de géographie dans ses instructions à Panet fait également état de gens qui viennent continuellement du Maroc.

(57) BAUDIN, Mémoire de remise de service déjà cité.

(58) FAIDHERBE (L). Renseignements géographiques sur la partie comprise entre l'oued Noun et le Soudan, Moniteur du Sénégal n°163, 10 mai 1859 et n°165, 24 mai 1859 repris dans les Nouvelles Annales des Voyages, août 1859.

d'Idjil. Le sel, unité monétaire à Chinguetti est ensuite livré à Tichit avec un fructueux bénéfice contre l'or du Soudan. Panet nous parle d'une caravane qui avait réussi à écouler huit cents pièces de guinée pour une valeur de 1.600 gros d'or (59). Désireux de s'approvisionner directement aux sources des marchandises européennes, les "Maures Tichit" ainsi que les "Maures Wadan" se mettent à fréquenter l'escale des Trarza et même se risquent à Saint-Louis. Certains, fascinés par la ville, s'y installent pour y tenter fortune (60). Parallèlement, les Tichit ont cherché à étendre leur rayon d'action vers le nord, et si l'on en croit le gouverneur Baudin, ils auraient atteint Constantine et le Maroc (61). En dehors de la guinée, les fusils constituent un autre élément du commerce puisque Faidherbe précise que les Ouled Delim, tribu qui nomadise au nord-ouest de l'Adrar

---

(59) Le gros d'or équivaut à 3,824 grammes d'or.

(60) Leur présence à Saint-Louis nous est révélée par quelques incidents de leur activité commerciale. En octobre 1842, des "Maures de la tribu de Tichit" et en février 1843,des Maures Wadan "en ce moment à Saint-Louis" ont été poursuivis devant le tribunal de 1ère instance pour n'avoir pas acquitté des billets qu'ils avaient souscrits à des commerçants de la ville. En décembre 1843, un maure Tichit est condamné pour n'avoir pas payé le fonds de commerce qu'il avait acheté; en janvier 1844, il sera déclaré en faillite. A N S O M D P P C tribunal de 1ère instance Saint-Louis 1842-1843-1844.

(61) Gouverneur à ministre 26 février 1848, n°83 A N S. A O F 2 B 27.

et qui rançonne les caravanes, possèdent des fusils à deux coups en provenance du Sénégal (62). Plus au nord, le cheikh de l'oued Noun avait cherché dans les années 1843-1845 à prendre contact avec des négociants sénégalais, mais en vain (63). Il semble en définitive, que le territoire des Ouled Delim, le massif de l'Adrar et Tichit constituent la limite septentrionale des marchandises importées par Saint-Louis. Elles y rencontrent la concurrence des marchandises - essentiellement anglaises - débarquées à Mogador.

A partir de Bakel ou de Makhana, le Sénégal est relié plus ou moins épisodiquement par les caravanes au Kaarta, à Ségou et même à Tombouctou. Elles sont organisées par les Bakiris ou traitants du pays de Galam (64), les Maures Tichit et les Dowich qui, nous l'avons vu, apportent leur gomme à Bakel et fréquentent aussi le Maroc. Le Kaarta se procure de la guinée, des tissus imprimés, du coton filé, des verroteries, de l'ambre, des armes, du sel et de l'eau-de-vie qu'il

---

(62) FAIDHERBE (L), art.cité, Moniteur du Sénégal, 10 mai 1859.

(63) Le cheikh Beyrouk désireux d'entamer des relations commerciales avec les Français avait dépêché en 1843 son ministre Sidi Bouezza à Saint-Louis; il s'agissait de créer un port qui aurait concurrencé Mogador et non d'établir des échanges réguliers par terre avec le Sénégal, l'affaire n'eut pas de suite. Faidherbe signale comme un fait exceptionnel l'arrivée d'une caravane de l'Oued Noun à l'escale des Trarza.

(64) "Ils (les Bakiris) nous servent volontiers de courtiers et se répandent, avec nos marchandises, dans tous les pays environnants; quelques-uns poussent leurs excursions jusqu'au Ségou" CARRERE et HOLLE, op.cit., pp.182-183.

échange contre de l'or, du morfil et des pagnes (65). Les colporteurs noirs qui se rendent de Bakel à Ségou partent généralement en décembre; ils prennent de préférence la route du Bambouk plus sûre que celle du Kaarta. Ils portent essentiellement des tissus, des armes, de l'ambre et du sel. Leurs marchandises sont payées en cauris et avec cette monnaie ils achètent de l'or. Quelques-uns poussent jusqu'à Tombouctou; dans ce cas, ils partent de Ségou vers le mois d'avril et ne seront de retour à Bakel qu'en décembre (66). Si l'on en croit H. Barth les fusils à deux coups trouvent un débouché relativement facile tandis que les tissus affrontent la concurrence de la production anglaise importée par Mogador et par Ghadamès (67). Au total, les relations commerciales devaient être des plus médiocres. Plusieurs gouverneurs du Sénégal ont cherché à les accroître en s'efforçant d'y intéresser le roi de Ségou, mais aucune de ces tentatives n'avait réussi. Aussi, Raffenel, au retour de son exploration manquée,

---

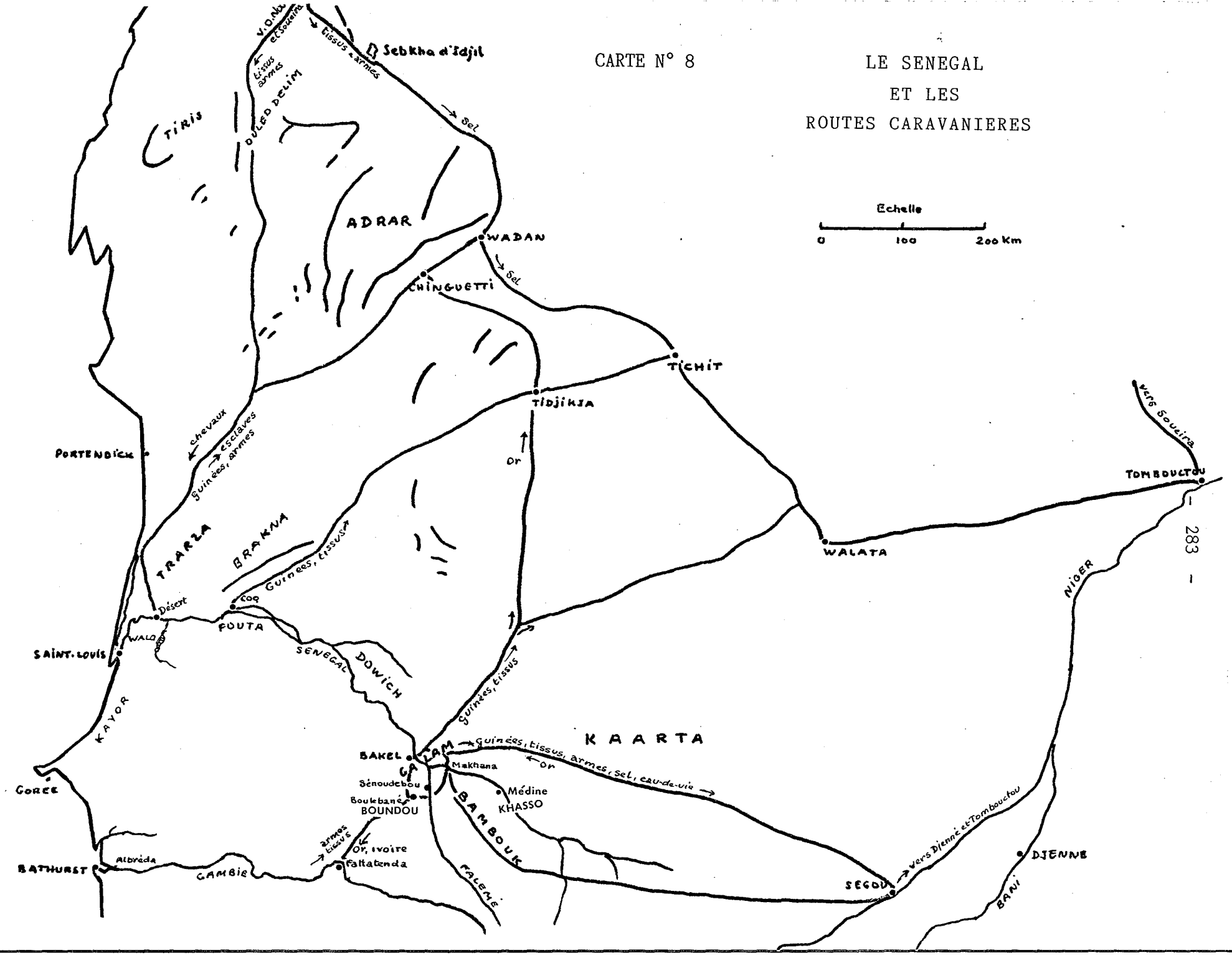
(65) RAFFENEL (A), Nouveau voyage, ...op.cit. t.1, p.233; CARRERE et HOLLE, op.cit. p.182-183.

(66) CARRERE et HOLLE, op.cit., pp.186-187 et lettre de Baudin au ministre n°83 du 26 février 1848 déjà citée.

(67) BARTH signale que les Gouarrin el Kohol, subdivision des Berabish "étaient armés presque sans exception de fusils à deux coups, sorte d'arme très répandue dans cette partie du désert par suite du commerce des Français sur le Sénégal". Quant au calicot anglais importé par Ghadamès, il va jusqu'à Sansanding où il concourt avec celui qu'on importe par la côte occidentale" BARTH (H) : Voyages et découvertes de l'Afrique septentrionale et centrale, Paris, A. Bohné, t.4, 1861, pp.96 et 105. Caillié avait signalé l'importance de Sansanding comme entrepôt commercial.

CARTE N° 8

LE SENEGAL ET LES ROUTES CARAVANIERES



écrivit-il au roi en février 1848 pour l'engager à conclure un accord commercial avec le Sénégal. Des messagers arrivèrent en décembre à Saint-Louis et furent reçus par le gouverneur Baudin. Les pourparlers n'aboutirent à rien de concret mais les ponts n'étaient pas rompus, puisqu'une nouvelle ambassade est annoncée au moment où en août 1850, le gouverneur va remettre ses pouvoirs à son successeur (68).

Les routes qui joignent le Kaarta, Ségou, Chinguetti et Tichit à Bakel, à Makhana et à Médine se réunissent à Boulebané, la capitale du Boundou pour se diriger ensuite vers les comptoirs anglais de la haute Gambie. C'est ainsi que les Maures se rendent de temps à autre jusqu'à Fattatenda pour y échanger l'or, l'ivoire et très exceptionnellement la gomme. Au Khasso et au Boundou, la proximité des comptoirs anglais explique l'âpreté d'une concurrence qui entrave la diffusion des articles français. Raffenel, lors de son premier voyage, signale la présence de tissus et d'armes de fabrication anglaise à Boulebané et quelques années plus tard, Rey affirme qu'au Khasso tous les fusils sont anglais. Mieux encore, les comptoirs français du haut Sénégal ne constituent pas un barrage puisqu'au coeur du Kaarta les marchandises venues de Gambie sont largement représentées à côté de celles achetées à Bakel (69). Cette rivalité franco-anglaise n'est pas nouvelle puisque Brüe craignait déjà que les Anglais

---

(68) Sur cette question, gouverneur à ministre, 6 décembre 1848, n°475, A N S O M , Sénégal I 35a et Mémoire de remise de service déjà cité. On en trouve l'écho dans RAFFENEL, Nouveau voyage, op.cit., t.1, p.494 et dans CARRERE, op.cit., p.187.

(69) RAFFENEL, Nouveau voyage, op.cit., t.1, p.233.

n'accaparent le commerce de la Falémé (70). La fondation de Sénoudébou a-t-elle porté un coup sensible au commerce anglais ? Hecquard l'affirme lorsqu'il écrit que depuis ce moment Fattatenda ne fait plus que "peu d'affaires avec les dioulas" (71). Mais on peut en douter d'après ce que nous savons par ailleurs de la très faible activité commerciale du comptoir de la Falémé et d'après le témoignage de Rey invoqué plus haut (72).

Malgré les imprécisions et parfois les contradictions des informations recueillies dans les années 1840-1850, on peut tout de même conclure que le commerce du fleuve ne se prolonge par les routes caravanières que pour une très faible part. Devant ce commerce limité et précaire les observateurs éprouvent d'autant plus une impression d'échec qu'aucun effort suivi n'a été tenté pour exploiter un réseau caravanier connu depuis longtemps dans ses grandes lignes et qu'au milieu du XIXe siècle, la vallée du Sénégal apparaît toujours comme une impasse. Cette stagnation devient désormais inacceptable car, d'une part, on est de plus en plus persuadé des immenses possibilités de développement que recèle l'intérieur et d'autre part, on craint que ce vaste marché pris en tenailles par les Anglais maîtres de la Gambie et du commerce de Mogador n'échappe aux Français.

---

(70) MACHAT (J) dans ses Documents sur les établissements de l'Afrique occidentale au XVIIIe siècle. Paris, Challemel, 1905, 140 p. écrit "une pensée constante, une véritable obsession s'affirme à chaque page de ces textes et les relie encore entre eux: l'idée qu'il fallait prévenir l'installation des Anglais dans la Haute Falamé", p.8.

(71) HECQUARD, op.cit. p.178.

(72) HECQUARD et REY voyagent tous deux en 1851.

d) Walo, Fouta Toro, Kayor

A l'opposé des escales du fleuve, ces trois régions ne fournissent dans l'ensemble que des produits destinés au commerce local, mais leur rôle est capital pour assurer la vie quotidienne de Saint-Louis et pour porter aux Maures le mil dont ils ont besoin. Aussi, les gouverneurs s'inquiètent-ils de la moindre menace qui risque d'entraver ce commerce vital. Duchateau gouverneur par interim écrit au ministre :

> "Je dois vous faire connaître que Saint-Louis n'est approvisionnée de toutes espèces de vivres que par la Grande Terre ... Les boeufs, les moutons et en général tous les bestiaux nous viennent du haut Fouta par le Toro, le Dimar, le Walo et le Cayor. Le mil, une des plus importantes branches du commerce du Sénégal n'est produit que par les terrains appartenant aux peuples du Fouta, du Walo et du Cayor" (73)

Baudin confirme : "Le mil vient du Cayor et du Fouta, surtout du Cayor. Une guerre avec ce pays laisserait donc 10 à 11.000 habitants de Saint-Louis sans aucun moyen d'alimentation"(74). Cependant, depuis quelques années, un fait nouveau : une demande sans cesse croissante d'arachides est en train de sortir le commerce du Kayor de sa torpeur.

A la fin du XVIIIe siècle, Saugnier déclarait que "le commerce avec le Walo est très peu de choses, on n'y tire que le mil nécessaire à la colonie et un peu de morfil". Un demi-siècle plus tard la situation ne semble pas avoir évolué si on en croit Bouët-Willaumez :

---

(73) Duchâteau à ministre, 22 août 1848, n°352, A N S O M Sénégal XIV 15 a.

(74) Baudin à ministre, 12 février 1849, n°50, A N S O M Sénégal I 35 a.

> "Les produits de la contrée consistent en petit et gros mil, riz, morfil, gomme en médiocre quantité, poisson sec, coton, indigo ... Il s'y trouve des troupeaux de boeufs, de moutons et de chèvres. Les produits du Walo encore en petit nombre, ne peuvent que tendre à devenir plus considérables de jour en jour, et ceux que l'on n'exporte pas pour la métropole n'en sont pas moins autant de ressources offertes à la colonie pour son marché particulier" (75).

Ainsi, les espoirs qu'à l'époque de la Restauration on avait mis dans le développement agricole s'étaient bien évanouis et tous ceux qui parcourent le Walo nous donnent l'impression d'une économie chétive. Le mil, malgré ses deux récoltes par an, le petit en septembre et le gros en avril-mai, est très insuffisant (76). Le peu de gomme qui est traitée provient de la contrebande avant l'ouverture des escales. Le Walo fournit aussi à Saint-Louis le bois à brûler, les coquilles à chaux, la paille et le bois pour les cases et la terre pour les briques. Mais au total ces ressources variées sont médiocrement exploitées et le gouverneur Baudin le déplore(77). Les marchandises de traite qui s'échangent le mieux contre ces produits sont l'ambre et le corail, l'anisette, l'absin-

---

(75) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce et traite, op.cit., p.32.

(76) Le mémoire d'Auxcousteaux lu à la séance du conseil général du 7 février 1848 insiste sur le fait que"le Walo ne suffirait pas actuellement à nous fournir cet aliment" et qu'il serait nécessaire d'en développer la culture" A N S O M Sénégal VII 29 c.

(77) BAUDIN, mémoire de remise service déjà cité.

the et l'eau-de-vie, le calicot, les guinées de l'Inde et de Rouen, les marmites de fer ou de cuivre, les barres de fer; les fusils et la poudre, le sucre, le tabac et la verroterie. La pièce de guinée et la barrique de mil constituent les unités de valeur pour le commerce de gros, la coudée de guinée et le moule de mil les unités pour le commerce de détail. Les principaux points de traite sont Richard Toll et N'dombo sur la Taouey et Foss sur le lac Paniéfoul. Les caravanes des Maures qui vont chaque année commercer dans le Kayor se réunissent à Tiagar et à Diekten sur le fleuve, tandis que les troupeaux du Fouta destinés à Saint-Louis font halte dans les pâturages du Walo (78).

Dans l'espoir de stimuler le commerce avec le Djolof voisin, l'administration du Sénégal, après avoir fait explorer la région en 1840, avait imposé deux ans plus tard à la Compagnie de Galam l'établissement d'un comptoir à Mérinaghen sur le lac Paniéfoul à l'intersection des routes du Walo, du Kayor et du Djolof (79). A la fin de 1843, le fortin destiné à le protéger avait été construit par la colonie mais la Compagnie, ici comme ailleurs, était moins pressée de remplir ses engagements. Elle ne s'installait que pour la forme, ne consacrant aux affaires de Mérinaghen qu'une faible partie du capital prévu (80). Dans ces conditions, les résultats ne pou-

---

(78) AZAN, notice sur le Oualo, Revue Maritime et coloniale, novembre 1863, pp.395-422 et décembre 1863, pp.607-655.

(79) Le commandant Caille et le pharmacien Huard accompagnés de deux habitants de Saint-Louis, Potin et Holle avaient rapporté de leur exploration des conclusions favorables au développement du commerce avec le Djolof, voir HARDY, op.cit., p.300.

(80) Sur un capital social de 500.000 F. la Compagnie devait consacrer 75.000 F. à son comptoir de Mérinaghen. Bouët

vaient manquer d'être décevants : pertes constatées lors des bilans de 1844 et de 1845, bénéfices insignifiants et très menacés en 1846 (81). La gomme constituait la quasi totalité des produits achetés au comptoir (17.501 F,20 sur 17.856 F,17). Elle provenait des gommiers des environs de Mérinaghen que les Maures venaient exploiter (82). Les cuirs et le morfil n'étaient donc traités qu'en quantité insignifiante. Pendant plusieurs années, la colonie ne voulant pas avouer son échec laissa espérer au ministre que le comptoir se relèverait, mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence. Le lieutenant Arnier dans ses commentaires de la carte du fleuve dressée en 1849 écrit que

> "ce poste destiné au commerce ne remplit pas le but qu'on s'était proposé ... Les marchandises peu assorties et leurs mauvaises qualités qu'expédiait à ce

---

(80) suite
à ministre, 15 septembre 1843, n°329, A N S O M Sénégal I 25 c et arrêté du gouverneur du 31 mai 1847 A N S O M Sénégal XIII 9b.

(81) Ministre à gouverneur, 21 juin 1844, n°201, A N S O M Sénégal I 26b : "perte légère à Mérinaghen". Rapport du directeur de la Compagnie aux actionnaires 29 septembre 1845, A N S O M Sénégal XIII 9a, perte de 2.904 F,47 qui représente eu égard à la somme qui avait été consacrée un déficit de 111% : ministre à gouverneur, 4 février 1846, n°40 A N S O M Sénégal I 28d. Pour la campagne de 1845-1846 le bénéfice s'élève à 3.085 F,35 mais le directeur signale que pour la campagne en cours les transactions sont arrêtées. Rapport du 29 septembre 1846, A N S O M Sénégal XIII 9a.

(82) Rapport du 29 septembre 1846 déjà cité.

poste la Compagnie de Galam a forcé les gens du Walo et du Yollof à venir s'approvisionner à Saint-Louis" (83).

La disparition de la Compagnie n'améliora en rien la situation et le gouverneur Baudin fait remarquer qu'à l'origine "on a peut-être exagéré l'importance des forêts de gommiers du Dyolof". Pour lui Mérinaghen n'a donc qu'une "médiocre importance au point de vue commercial" et son successeur Protet avec plus de netteté déclare au ministre que "ce comptoir n'a pas contrairement aux espoirs formulés de rôle commercial" (84).

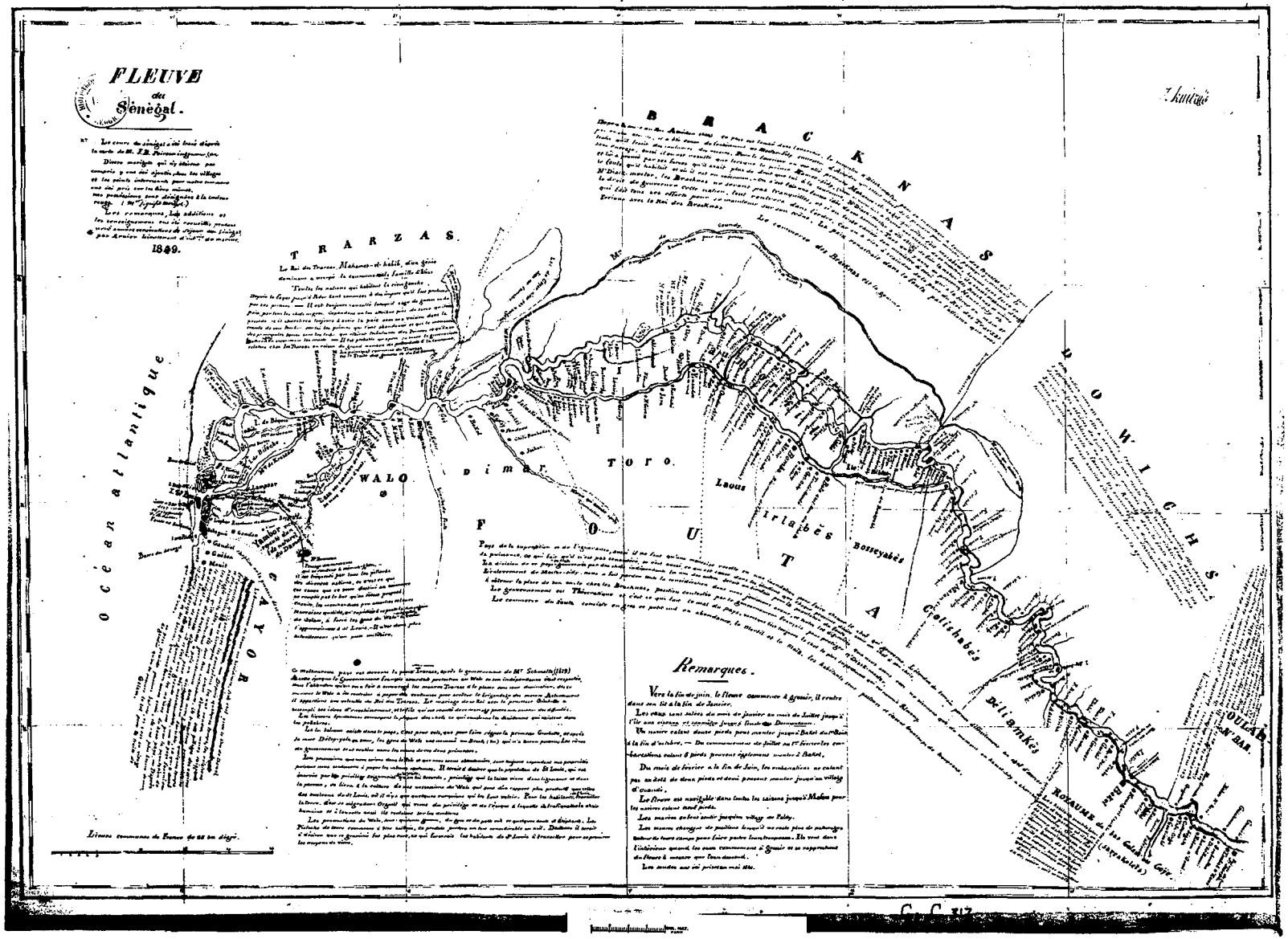
Les voyageurs européens ont souvent vanté la fertilité du Fouta, le goût et l'ardeur de ses habitants pour les travaux des champs. Mollien, par exemple, tout au long de son récit, insiste sur la richesse agricole du pays et sur la place importante qu'y occupe l'élevage (85). L'île à morfil est présentée comme la région la plus peuplée et la

---

(83) Carte du fleuve Sénégal 1849, Dépôt des cartes et plans B N GeC 317. Le lieutenant Arnier de l'infanterie de Marine qui avait neuf années de séjour au Sénégal, après avoir commandé l'escale du Coq en 1849 était devenu sous-directeur des Relations extérieures.

(84) Mémoire de remise de service déjà cité et lettre de Protet au ministre, 2 juillet 1851, n°285, A N S O M I 37b.

(85) "Un pays qui me parut riche et bien cultivé", 1'Afrique occidentale en 1818 vue par un explorateur français, Gaspard, Théodore Mollien, présentation de Hubert DESCHAMPS, Paris, Calmann Lévy, 1967, p.117. CARRERE et HOLLE, op.cit., p.133 confirment : "la culture est en grand honneur dans ce pays: personne ne peut se dispenser du travail de la terre".



CARTE N° 9 Carte du Fleuve Sénégal, par le lieutenant ARNIER, 1849, B.N. Département des Cartes et Plans G et C 317

plus fertile du Fouta (86). Comme dans le Walo le mil y donne deux récoltes, on y cultive le béref et les pistaches, le coton et l'indigo. Les populations élèvent des boeufs, des moutons et des chevaux. Saint-Louis y trouve une grande partie de sa nourriture : mil, viande, poissons séchés et beurre. Les traitants viennent également acheter des peaux et en petite quantité de la gomme qu'ils se sont procurés en contrebande auprès des Maures (87). Le commerce de Saint-Louis écoule au Fouta de la guinée, du sel, des armes et des munitions de guerre, des tissus imprimés, des verroteries, du sucre et de la mélasse. Les objets en fer trouvent preneurs dans le Toro et dans le Lao mais plus à l'est, ils se heurtent à la concurrence des produits de l'artisanat local.

La traite s'effectue dans de gros villages ou le long des marigots. Dans le Dimar, province occidentale du Fouta; Gaé et Fanaye sont les points les plus fréquentés, Fanaye surtout qui, de l'avis de Raffenel et de Baudin est un des villages les plus importants du fleuve pour son commerce de mil, de poissons secs et de gomme de contrebande (88). Pour l'île à morfil, où les points de traite sont nombreux,

---

(86) Parmi d'autres le témoignage de RAFFENEL (A) : Voyage.., op.cit., p.32 : "Aucune localité ne semble plus fertile que l'île à morfil et plus propre aux cultures".

(87) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite ..., op.cit.,p.34, gouverneur Baudin à ministre, 27 juillet 1849, n°271, A N S O M Sénégal I 35 a.

(88) RAFFENEL (A) : Voyage .., op.cit., p.27 et lettre de Baudin au ministre, 27 juillet 1849, n°271, déjà citée.

on peut citer tout particulièrement Ouroardo et pour le Damga, Dolol, Kamel, Guellé et Matam qui, outre le mil, échange les peaux et le beurre. Une grande fraction de la population de Saint-Louis est employée pendant plus de six mois par an à la traite du Fouta. Celle-ci atteint sa plus grande intensité au moment où la crue du fleuve permet à toute une flotille de marigotiers ou petits bateaux dont le tonnage varie entre 2 et 12 tonneaux de se répandre dans les nombreux bras du fleuve (89). Le nombre de ces petites embarcations qui oscille entre 50 et 80 pendant la saison des basses eaux qui est celle de la traite de la gomme atteint un chiffre plus que double, triple même lorsque cette dernière est terminée. Malheureusement nous ne disposons d'aucune indication précise sur la valeur de ce commerce qui se déroule loin de tout poste français. Cependant, il semble bien que le Fouta constitue une pièce importante de l'économie locale car il est régulièrement qualifié de "véritable grenier du Sénégal et des escales du Fleuve" (90). Par contre, sa part dans le commerce d'exportation demeure limitée à une fourniture assez faible de peaux brutes. Ainsi, les échanges apparaissent au milieu du siècle semblables à ceux que décrivait Mollien trente ans plus tôt (91). Pourtant le Fouta ne manque pas de

---

(89) Ce tonnage est très inférieur à celui des navires utilisés pour la traite de la gomme : il atteint en moyenne 15 tonneaux.

(90) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite, op.cit., p.34.

(91) "Les Européens leur (aux habitants du Fouta) fournissent les guinées bleues, les armes à feu et de la quincaillerie; ils reçoivent en échange du mil et du coton". "L'Afrique occidentale en 1818 vue par un explorateur français : Gaspard Théodore Mollien, op.cit., p.162. Le coton acheté dans le Fouta n'est pas destiné à l'exportation mais aux tisserands de Saint-Louis.

produits susceptibles d'intéresser les Européens, l'arachide en particulier. Carrère et Holle sont persuadés que "la somme de nos transactions avec le Fouta pourrait être, en peu de temps, centuplée, si on s'attachait à y favoriser la production des denrées utiles à notre commerce" et ils comptent avant tout sur la pistache qui "lorsque nous irons l'acheter sur place, donnera bientôt des produits immenses"(92).

Or en ce milieu du XIXe siècle, c'est au Kayor que l'arachide est en train de devenir "l'objet d'un immense commerce" (93). Ce royaume considéré comme beaucoup moins fertile que le Fouta (94) a depuis longtemps effectué d'actifs échanges avec Saint-Louis. Ses fournitures de mil, de légumes et de fruits, de viande et de volailles, de savon, de coton pour les tisserands de la ville, de sel nécessaire au commerce du fleuve, de boeufs pour les Antilles et de peaux pour la France ont toujours été appréciées (95); en échange les habitants se procurent des sabres, des fusils et des muni-

---

(92) CARRERE (F) et HOLLE (P), op.cit., p.134. Ces deux auteurs ne font que refléter une opinion courante. Cf. AUXCOUSTEAUX 'S) op.cit. "l'île à morfil peut devenir le centre d'un commerce considérable".

(93) Baudin : mémoire déjà cité.

(94) CARRERE (F), HOLLE (P), op.cit., "les terres y sont d'une fertilité médiocre" p.85.

(95) A signaler que des habitants de Saint-Louis possèdent des troupeaux de boeufs qu'ils envoient paître dans le Kayor moyennant le paiement d'un droit au damel qui s'engage en retour à assurer la protection des troupeaux et de ceux qui les gardent.

tions, du fer en barre, du tabac, des tissus imprimés et de la guinée, du coton filé bleu et blanc, de la verroterie, de l'ambre et du corail sans oublier les alcools. Ces transactions ne vont pas sans quelques frictions car les Kayoriens recherchant avant tout le bon marché, le commerce de Saint-Louis ne leur fournit le plus souvent que des objets de mauvaise qualité.

Depuis deux ou trois ans, les relations commerciales se modifient profondément par suite de l'apparition et des progrès rapides de l'arachide. En février 1849, Baudin fait état d'achats d'une valeur de 200.000 F. et pour la campagne de 1849 Carrère et Holle parlent de 4.000 tonneaux de graines (96). Le rapport de Baudin d'août 1850 nous permet de saisir l'ampleur des transformations. D'après lui, le Kayor n'est plus "le grenier du Sénégal" qu'il était "presque autrefois" pour le mil. "Aujourd'hui cette culture a été presque complètement abandonnée et remplacée par celle des arachides ... Le seul commerce avec le Cayor est donc en ce moment celui des arachides" (97).

Les habitants du Kayor avaient autrefois l'habitude de venir offrir leurs produits à Saint-Louis, mais depuis que l'arachide est recherchée, les traitants parcourent le pays et les maisons de commerce envoient leurs agents à Gandiole

---

(96) Gouverneur à ministre, 12 février 1849, n°50, A N S O M Sénégal I 35a. Les 4.000 tonneaux de graines représentent une valeur d'environ 325.500 F.

(97) Mémoire de remise de service déjà cité. Carrère et Holle qui écrivent quelques années plus tard témoignent parallèlement à la montée de l'arachide de la persistance des échanges traditionnels, tels que Mollien les avait décrits, op.cit., p.69.

qui tend à devenir une "escale"comparable à celles de la gomme. Bouët-Willaumez décrit Gandiole comme l'entrepôt de traite du Kayor avec la colonie où "de nombreux bateaux descendent journellement et, remontent le fleuve à la oordelle". L'abbé Boilat, pour sa part, constate que

> "depuis près de dix ans, Gandiole représente un vrai port de commerce. Les traitants ont toujours des navires mouillés devant le village. A terre on a construit un grand nombre de cases servant de magasins pour les marchandises. Dans le village même, on trouve des boutiques où l'on vend toute sorte de denrées d'Europe" (98).

Ainsi, le village de Gandiole déjà fréquenté pour ses salines, connait-il depuis 1845-1846 environ une fiévreuse activité due au commerce de l'arachide. D. Valantin dans une note présentée en 1850 au conseil d'administration parle de la "folle concurrence" à laquelle se livrent "négociants, marchands, capitaines-pacotilleurs" (99). La naissance et la croissance fulgurante de cette escale spontanée sont loin de faire l'unanimité. Une véritable coalition se noue entre ceux qui craignent de voir la ville de Saint-Louis désertée par les habitants du Kayor et ceux qui s'inquiètent du renchérissement probable des prix et des exigences que le damel manifeste à l'égard du commerce de Gandiole, suivant en cela l'exemple des souverains maures maîtres des escales de la gomme. Elle réussit à la suite d'une offensive menée au conseil général d'abord et au conseil d'administration ensuite, à faire supprimer l'escale de Gandiole par l'arrêté du 17

---

(98) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite .., op.cit.p.31-32
Abbé BOILAT, op.cit., pp.188-189.

(99) Délibération n°21 du 17 juillet 1850. A N S O M
Sénégal VII 26 bis 10.

juillet 1850. Les échanges avec le Kayor devaient désormais être concentrés à Saint-Louis (100). Pour faciliter l'accès à la ville, un pont devait être construit entre Sor et Leybar.

Ainsi, à la stagnation du Fouta s'oppose le démarrage du Kayor. Longtemps borné au rôle de pourvoyeur des besoins alimentaires des habitants de Saint-Louis, il entrait désormais, grâce à l'arachide dans le circuit du commerce d'exportation. Il était la preuve tangible que les espoirs de développement caressés depuis si longtemps n'étaient pas vains et que d'autres régions du Sénégal pouvaient à leur tour connaître le même départ.

e) Le rôle de Saint-Louis

Saint-Louis est le moteur et le régulateur du commerce du fleuve et des régions environnantes. Tout part de lui et tout revient à lui. Les maisons européennes approvisionnent en marchandises les traitants qui "montent" aux escales et aux comptoirs du fleuve, parcourent les marigots et se lancent sur les pistes du Kayor. Ils rapportent les produits que les négociants centralisent et expédient en Europe. Nous avons déjà examiné le volume et les fluctuations de ces importations et de ces exportations. En fait, l'activité commerciale de Saint-Louis s'avère beaucoup plus complexe;. Tout d'abord les caravanes attirées par le prestige de la ville et surtout le désir de s'affranchir des intermédiaires des escales viennent de temps à autre y conclure directement

---

(100) Séance du 17 janvier 1848 du conseil général A N S O M Sénégal VII 29 c au conseil d'administration : séances du 25 mai 1849 (délibération n°12) et du 17 juillet 1850 A N S O M Sénégal VII 26 bis 9 et 10.

leurs transactions. L'administration par les marchés qu'elle passe pour toute la colonie joue un rôle non négligeable dans l'économie de Saint-Louis et ses besoins variés intéressent à la fois le grand commerce et les fournisseurs locaux. D'autre part, le commerce de détail ouvre de nouvelles boutiques pour répondre aux demandes d'une population urbaine croissante et des Africains du voisinage. Enfin, depuis une quinzaine d'années, les maigres et fragiles bénéfices de la gomme ont incité Saint-Louis à chercher de nouveaux débouchés sur les côtes situées au sud de Gorée.

Malheureusement nous ne pouvons suivre d'une façon continue ce courant commercial car les statistiques à notre disposition n'offrent que des renseignements partiels classés sous des rubriques qui ont été plusieurs fois modifiées : ainsi les exportations vers la Gambie sont tantôt confondues avec celles du "bas de côte", tantôt distinctes (101). Cependant on peut formuler quelques remarques relatives à l'expansion, à la nature et à la valeur des échanges. Le commerce de Saint-Louis s'oriente très irrégulièrement vers le Sine Saloum trop proche de Gorée pour s'y implanter véritablement, par contre il entretient d'actives relations avec la Gambie, la Casamance et le "bas de côte". On appelle ainsi, le secteur qui s'étend du sud de la Casamance jusqu'à la Sierra Leone et qui demeure malgré quelques manifestations récentes à l'écart de toute domination européenne. Le Rio Nunez constitue la "rivière" la plus fréquentée de cet ensemble. Pour les années 1841-1842, les seules pour lesquelles nous possédons des renseignements complets, le trafic de Saint-Louis au sud de Gorée atteint une valeur respectivement de 938.000 F.

---

(101) A N S O M Sénégal I X 44 a.

et 1.230.000 F., les exportations comptant pour deux fois plus que les importations. A la même époque, le commerce de Gorée avec la même zone apparaît sensiblement équivalent (102). L'absence de chiffres valables pour les années suivantes et surtout pour 1848-1850 ne permet pas de retracer l'évolution de ces échanges.

Saint-Louis expédie essentiellement des tissus de coton, de la guinée de l'Inde, du corail, de l'ambre, de la verroterie et des gommes. Il reçoit du mil, du riz, de la cire, des peaux de boeuf, de l'ivoire, des arachides et du fer en barres. Il apparaît donc, à la lumière de cette énumération, que Saint-Louis cherche pour une part dans son commerce avec la Gambie à compléter ses relations directes avec l'Angleterre en y exportant la gomme pour en recevoir des barres de fer.

En réalité, la part de Saint-Louis dans le commerce du sud est plus grande que ne le suggèrent ces quelques observations car très souvent des caboteurs armés à Saint-Louis viennent suppléer ceux de Gorée et surtout nombre de maisons de commerce établies dans cette île ne sont que des succursales de celles de Saint-Louis.

---

(102) Environ 952.400 F. en 1841 et 1.020.300 F. en 1842. Dans ces calculs ont été pris en compte les opérations commerciales effectuées en Gambie, en Casamance et au bas de côte. L'absence de renseignements chiffrés pour Saint-Louis nous a amené à éliminer le commerce avec le Sine Saloum. On sait par divers témoignages que le chef-lieu de la colonie n'y entretenait que de très médiocres et très épisodiques relations. Par contre Gorée y faisait pour près de 300.000 F. d'affaires. Le total de son commerce avec le sud s'élèverait alors respectivement à 1.239.200 F. et à 1.314.000 F.

2. GOREE et DEPENDANCES

Le commerce de Gorée n'a pas suscité la même attention que celui du fleuve, aussi ne faut-il pas s'étonner s'il ne bénéficie pas de la même moisson d'informations. La lecture de la correspondance officielle est tout à fait significative à cet égard: aux longues dépêches consacrées au fleuve s'opposent de rares et sommaires indications sur Gorée et ses dépendances. De même, les contemporains dans leurs ouvrages, leurs brochures ou leurs articles n'ont eu d'yeux que pour le commerce de la gomme et rares sont ceux qui ont pressenti l'avenir de sa vaste secteur côtier. Pourtant les Français le fréquentaient depuis longtemps, mais après l'interdiction de la traite des nègres, ils n'y trouvaient que de la cire, des cuirs et un peu d'ivoire pour l'exportation, du mil et du riz pour l'approvisionnement de Gorée et éventuellement de Saint-Louis. Il n'existait donc aucun produit comparable à la gomme jusqu'aux années 1840 où l'arachide fit son apparition dans le commerce avec la France. Si comme le constate Bouët-Willaumez "l'impulsion donnée aux récoltes d'arachides fut rapide et vigoureuse", nous ne sommes en 1850 qu'au début de ce phénomène, mais nous pouvons déjà en constater les premiers effets.

A la différence de ce que nous avons pu remarquer sur le fleuve, il n'existe pas ici de distinction tranchée entre zones où se pratique le commerce d'exportation et zones où se rassemblent les vivres destinées aux villes. Nous pouvons distinguer quatre secteurs : la presqu'île du cap Vert et le Sine Saloum, la Casamance et les autres Rivières du Sud.

a) La presqu'île du cap Vert et le Sine Saloum

La vie sur l'îlot rocheux de Gorée n'était possible que si des relations étroites étaient nouées avec les villages de la presqu'île du cap Vert. Aussi, dès leur installation au XVIIe siècle, les Européens doivent-ils se procurer à la "Grande Terre"de l'eau, des boeufs, des volailles, des poissons frais, du vin de palme mais aussi du bois, des pierres et du sable. Une tradition d'échanges nécessaires à la vie quotidienne est donc née, qui devient exclusive quand la traite est supprimée. Malgré l'accroissement de la population goréenne dans la première moitié du XIXe siècle, cette fonction d'approvisionnement manquait d'avenir et les autorités encouragèrent à plusieurs reprises les habitants de Gorée à cultiver des plantes d'exportation sur la presqu'île du cap Vert. Les quelques établissements agricoles ainsi fondés périclitèrent rapidement et il n'en subsista bientôt plus que quelques maisons de campagne, quelques potagers et vergers, près de Hann en particulier, qui contribuèrent à améliorer la vie des Goréens (103). Ce n'est donc qu'avec l'arachide que la presqu'île va s'animer véritablement, ouverte qu'elle sera désormais au commerce d'exportation. La graine vient du Kayor car les essais entrepris en 1842 sur la presqu'île n'ont guère donné de résultats. Comme les gens de l'intérieur redoutent de venir à Gorée "parce qu'ils se font un

---

(103) Après l'échec de la Société Coloniale Philanthropique en 1817, quelques Goréens avaient tenté la culture du coton sans succès; voir FAURE (Cl.) : Histoire de la presqu'île du cap Vert et des origines de Dakar, Paris, Larose, 1914, 165 p.

épouvantail invincible de la nécessité qu'il y a de traverser le bras de mer", les échanges s'effectuent à Dakar où les traitants de Gorée commencent à édifier des factoreries et des magasins en planches. Dès 1845, cette transformation s'esquisse comme le remarque le P. Briot : "Dakar est déjà maintenant un lieu de commerce, un gros bourg ... tous les jours, il s'y fait pour plus de mille francs d'échanges" (104). En janvier 1848, le conseil d'arrondissement constate que "cette tendance à fonder de nouveaux établissements sur la presqu'île du cap Vert "s'affirme chaque jour davantage" (105). A leur tour, des négociants comme Maurel viennent y établir des magasins. Les traitants qui se livrent à une concurrence de plus en plus âpre se déplacent au devant des caravanes et se fixent dans des villages comme Tiaroye et Rufisque. Outre les arachides, ils se procurent des cuirs, de la cire et un peu de mil. Les marchandises qui se débitent le mieux en échange sont des tissus, des fusils, des barres de fer, du tabac en feuilles et de l'eau-de-vie. Il est malheureusement impossible d'apprécier l'importance de ce réveil économique. Cependant on peut dire qu'en 1850, le commerce des arachides apparaît avant tout

---

(104) Le P. Briot a été envoyé par le P. Libermann pour rechercher un emplacement pour fonder une mission au Sénégal. P. Briot à P. Libermann, 28 août 1845, A C SSp. boîte 152 B.

(105) Procès-verbal du conseil d'arrondissement de Gorée, 25 janvier 1848, A N S - A O F 2 E2 - texte publié par CHARPY (J) : La fondation de Dakar 1845-1857-1869, Collection des documents inédits pour servir à l'histoire de l'Afrique occidentale française, Recueil n°1, Paris, 1958, document n°6, p.22.

comme la promesse d'une prospérité prochaine, les progrès décisifs ne devant se produire qu'après.

Au delà du cap de Naze, les Goréens fréquentent Portudal, Mbour et Joal pour s'y procurer également des cuirs, de la cire, des boeufs et accessoirement du mil. De ces villages qui servent d'intermédiaires avec les populations de l'intérieur, le plus important est Joal, le meilleur mouillage de cette côte. On y voit encore les vestiges des factoreries qui avaient été si actives à l'époque de la traite des nègres. La pistache n'y a fait qu'une timide apparition alors qu'elle commence à transformer l'économie du Saloum, "le royaume le plus commerçant de toutes les contrées habitées par les Sérères" (106). Voulant donner un nouveau départ à des relations anciennes et sortir Gorée de son marasme, le gouverneur Roger fit explorer le pays par le botaniste Sauvigny en 1822. Il en rapporta une importante documentation mais le commerce, faute de s'intéresser à de nouveaux produits, demeura stationnaire . Au début des années 1840, la valeur des échanges entre Gorée et le Saloum s'élevait à près de 300.000 F. L'île, outre des cuirs et du mil (90% des importations) recevait des boeufs, de la cire et de très faibles quantités d'ivoire, tandis que le royaume se procurait de l'eau-de-vie et du tabac (environ 80% des achats), des barres de fer, du corail, des perles, de la verroterie et de la guinée bleue (107). L'arachide s'intro-

---

(106) BOILAT (abbé), op.cit., p.180.

(107) En 1841, Gorée a expédié 134.000 F. de marchandises dont 60.600 F. d'eau-de-vie et 51.500 Frs de tabac en feuilles. L'île a reçu 152.135 F. de produits dont 85.700 F. de peaux et 52.600 F. de mil. En 1842 et 1843 les exportations de Gorée se sont élevées respectivement à 135.800 F. et 201.900 F. et les importations

duit dès 1843 dans le circuit des échanges. Le roi en favorise la culture par tous les moyens, ayant vite compris tout l'intérêt de cette nouvelle branche de commerce. Quatre ans plus tard "le commerce de la rivière ... commence à devenir très important, c'est la partie vitale du cabotage du Sénégal"(108). En effet, il n'est pas un noir de Gorée qui ne soit pratique de la rivière tant les relations sont fréquentes. Les goëlettes remontent jusqu'à Kaolack, dernière et principale station du commerce sur la rivière. Déjà apparaissent les premières conséquences du développement des échanges. Primitivement la traite ne se faisait que pendant la belle saison et une fois terminée les traitants retournaient à Gorée et les cases qu'ils occupaient devaient être brûlées, selon les ordres du roi. Le commerce des arachides a provoqué la coutume des avances en marchandises à des sous-traitants qui demeuraient toute l'année et Bouët-Willaumez peut constater qu'ils ont réussi à créer de nombreux et importants besoins parmi les populations du Saloum. La production d'arachides augmentant régulièrement, le cabotage de Gorée ne suffit plus à l'évacuer et c'est pourquoi dès 1847 des navires de la métropole reçurent l'ordre d'y opérer leur chargement et d'en relever directement pour la France. Enfin, à mesure que s'étend la culture des arachides, celle du mil est délaissée (109). Les traitants goréens rencontraient de-

---

(107) suite
du Saloum à 158.300 et 153.700 F. Nous n'avons pas de renseignements sûrs pour les années suivantes. A N S O M IX 44a.

(108) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., p.61 et rapport du capitaine Jean-Marie Thomas et commandant l'Antoinette, A N S O M Sénégal IV 24b.

(109) Note sur la rivière de Saloum par de Rulhière, lieutenant de vaisseau, commandant le vapeur Alecton,

puis longtemps la concurrence anglaise dans le Saloum. Elle n'avait jamais été très sérieuse tant que le pays ne fournissait que du mil mais elle prenait maintenant qu'on y trouvait un produit propre à l'exportation une consistance qui commençait à inquiéter sérieusement. Mais c'est en Gambie que cette rivalité devait atteindre sa plus grande acuité.

b) Gambie

Français et Anglais fréquentaient depuis le XVIIe siècle ce "fleuve magnifique qui a sur le Sénégal l'avantage de ne pas être barré et de donner accès aux navires marchands du plus grand tonnage" (110). En 1661, les Anglais s'y installèrent dans une île qu'ils baptisèrent Fort Saint-James, tandis que les Français prirent pied plus en aval à Albréda sur la rive droite en 1678 (111). Les rapports entre les représentants des deux nations furent toujours difficiles et parfois hostiles car à la concurrence commerciale s'ajoutèrent les répercussions des guerres européennes. En 1817, la France recouvre Albréda mais la situation du comptoir s'était profondément modifiée depuis la fin de l'Ancien

---

(109) suite
A N S O M Sénégal IV 24 b. Avec quelques corrections elle a été publiée dans la Revue Coloniale, juillet 1853, pp.124-128.

(110) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., p.62.

(111) L'arrivée des Anglais en Gambie est signalée en 1588, année de la formation de la compagnie pour le commerce de la Sénégambie. En 1620 le marchand Richard Jobson rapporte d'une reconnaissance du fleuve des renseignements très optimistes sur la richesse des régions de l'intérieur. Voir VERDAT (Melle M.): Sur la fondation au XVIIe siècle du comptoir français d'Albréda, Notes Africaines, janvier 1946, n°29.

Régime puisqu'au lieu de fermer la rivière il était maintenant dominé par la ville de Sainte-Marie de Bathurst fondée un an plus tôt. Dans de telles conditions, l'avenir ne pouvait être qu'incertain. Les Goréens venaient cependant y traiter du mil, du riz, de la cire, des cuirs ainsi que l'ivoire et l'or apporté par les caravanes de l'intérieur. Le baron Roger croyait possible l'accroissement de ce trafic auquel il portait un réel intérêt, mais ses espoirs furent déçus. Au début des années 1840, la valeur des exportations est sensiblement la même qu'en 1826, à la fin de son gouvernement (112). Sans attacher trop d'importance à ces chiffres, on peut cependant conclure pour cette période à une stagnation confirmée par de nombreux témoignages. Mais dès 1843, la conjoncture se redresse, grâce à l'arachide. On a évoqué par ailleurs le rôle de pionnier qu'a joué la Gambie dans ce domaine et l'on sait qu'elle devint rapidement le principal fournisseur de la côte. De ce fait, en quelques années, Albréda prit une importance inattendue, appréciée à la fois du commerce local et de ceux de nos ports qui sont en rapport avec la côte occidentale d'Afrique. Les exportations d'arachides enregistrées à Bathurst où les navires français devaient obligatoirement relâcher ont plus que décuplé entre 1843 et 1848 (113). Il est tout à fait frappant de constater le ton nouveau qui à partir de 1845 anime la correspondance des gouverneurs et des négociants ainsi que les articles des journaux des grands ports. Alors qu'autre-

---

(112) HARDY (P.). Le comptoir français d'Albréda en Gambie 1817-1826, Revue d'Histoire des Colonies, 1924, pp.237-272 et note du 14 septembre 1843 A N S O M Sénégal IV 8 d.

(113) 61.200 F. en 1843 (contre 7.800 deux ans plus tôt) et 695.400 F. en 1848, Revue Coloniale, 1850, t.V., p. 85.

fois, il n'était question que des "faibles ressources" que procurait le commerce d'Albréda, de ses "proportions insignifiantes", on parle désormais de "résultats satisfaisants" "d'avantages sérieux" et "d'opérations fructueuses". Ainsi, voit-on les négociants et les traitants de Gorée attirés par ces perspectives favorables, adresser à l'administration de nombreuses demandes pour obtenir des concessions de terrains et des permis de former des établissements autour du comptoir. Enfin, les Anglais, peu intéressés par le commerce de l'arachide mais jaloux des succès de leurs rivaux multiplient vexations et incidents qui prennent une ampleur nouvelle et trouvent un écho dans la presse et dans les débats parlementaires. On évoquera par ailleurs ces démêlés politiques mais on ne peut manquer de souligner que dans une certaine mesure ils témoignent du poids économique nouveau qu'est en train de prendre cette petite position française enclavée dans une colonie anglaise. En 1849-1850 cependant,les échanges, sans doute victimes des tracasseries anglaises,reculent de près de 25% et Hecquard qui nous en informe se montre très pessimiste pour l'avenir (114).

L'arachide prenant chaque année de plus en plus d'importance a fini par constituer près de 90% des exportations

---

(114) HECQUARD (H). Voyage.., op.cit.p.144. L'auteur utilise ici une autre série de chiffres, publiée également par la Revue Coloniale en 1850, t.V, p.105-106. La différence constatée entre les deux séries peut trouver une explication dans le fait que l'une enregistre la totalité des exportations, tandis que l'autre ne mentionne que le cabotage avec Gorée.

(268.500 F. sur un total de 304.741 F. en 1849). Ainsi, les produits traditionnellement traités comme les cuirs et le mil ont été progressivement réduits à la portion congrue tandis que, selon Hecquard, Sénoudébou aurait accaparé le commerce de l'or et de l'ivoire. Par le comptoir d'Albréda s'écoulent des marchandises françaises qui pour la plupart sont apportées d'abord au Sénégal : il s'agit de guinées de l'Inde et de tissus de Rouen, de verroterie et de tabac en feuilles, d'eau-de-vie et de vins. Mais les armes et la poudre étant des "objets spéciaux de traite pour la Gambie" les Anglais ont exigé qu'ils proviennent de leurs manufactures et qu'ils soient importés par leurs navires. Les négociants de Sainte-Marie de Bathurst les font payer très cher aux traitants d'Albréda qui, d'autre part, doivent pour se les procurer prendre en même temps des marchandises anglaises. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la part du commerce français régresse dangereusement (115).

Devant le peu d'intérêt manifesté par les Anglais pour le commerce de l'arachide, quelques négociants de Saint-Louis et de Gorée se sont en quelque sorte substitué à eux

---

(115) En 1848, sur un total d'importations de 137.210 F. le commerce français s'élevait à 110.010 F., l'année suivante il ne représentait plus que 80.790 F. sur un total de 220.790 F., tandis que le commerce anglais passait brutalement de 26.200 F. à 140.000 F., Revue Coloniale, 1850, voir aussi le rapport d'Aumont, commandant particulier de Gorée, au gouverneur, 4 janvier 1851, A N S A O F , 13 G 29.

et ont installé des succursales à Bathurst. Ils avaient aussi l'espoir de mieux surmonter les difficultés suscitées par les Anglais. C'est ainsi qu'en 1849 la maison Maurel et Prom pour briser le monopole du commerce britannique de la ville fit venir sur navire anglais la poudre et les armes dont elle avait besoin pour ses opérations de traite, mais cette tentative ne s'est pas révélée assez satisfaisante pour qu'elle soit renouvelée l'année suivante (116).

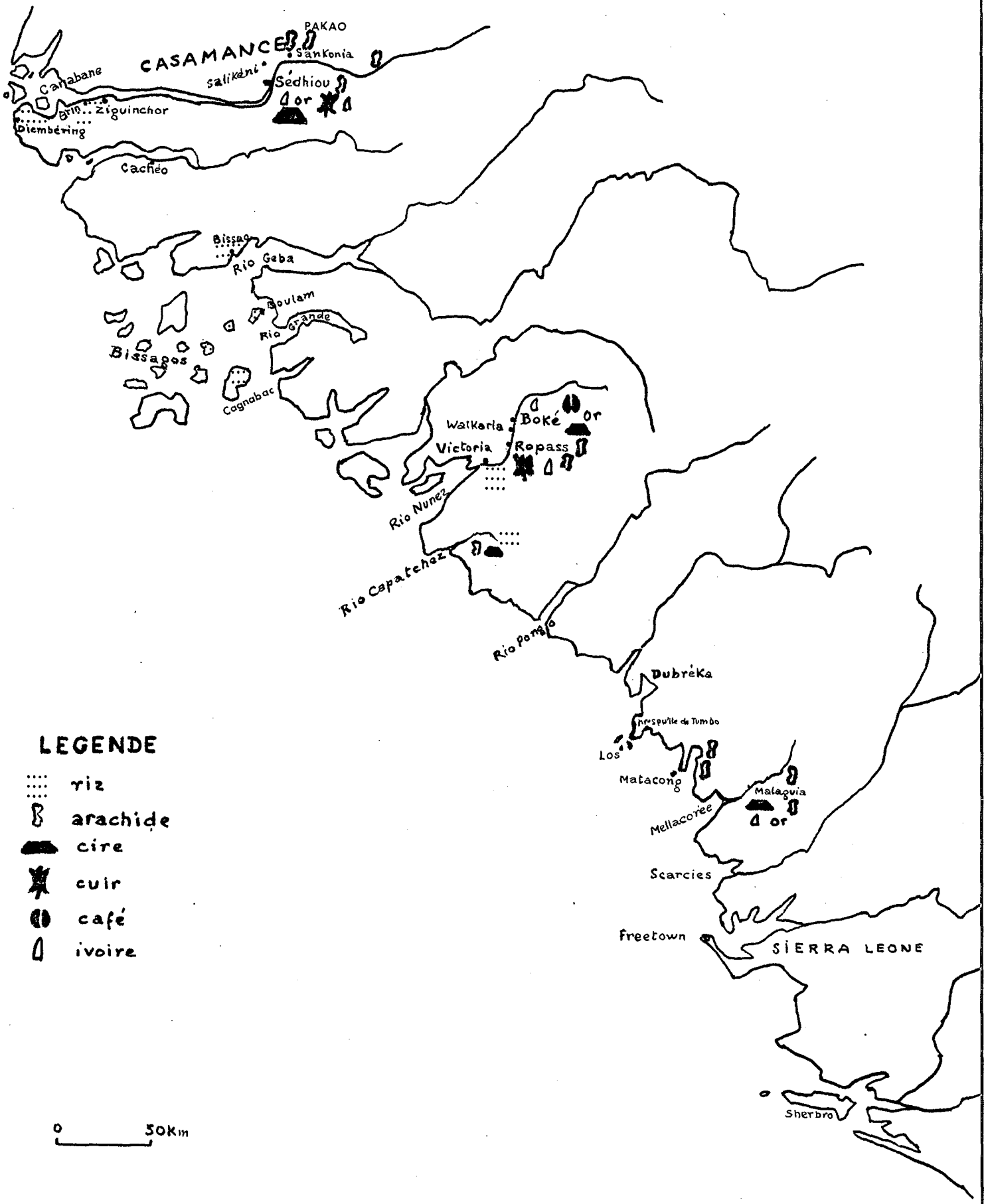
Très rapidement les négociants français acquirent une position dominante dans l'exportation des arachides et le fait qu'en 1843 la pièce de cinq francs ait été reconnue comme monnaie légale en Gambie en fournit la meilleure preuve (117). En 1848, les arachides représentent en valeur les deux-tiers des exportations (118). Comme les traitants sénégalais n'avaient ni le droit de remonter le fleuve, ni de commercer ailleurs que dans le comptoir d'Albréda, les maisons françaises de Bathurst ne pouvaient subsister qu'en utilisant des intermédiaires de nationalité britannique. Ainsi s'établit progressivement une division du travail entre Français et Anglais mais il convient de souligner que

---

(116) Rapport du commandant de Gorée précédemment cité.

(117) Les gouverneurs britanniques déplorent dans leur correspondance que le commerce de la Gambie soit passé dans des mains étrangères. GRAY (J.M.) : A history of the Gambia, Cambridge University Press, 1940, p.384. Nous étudierons par ailleurs l'emploi du numéraire dans les transactions.

(118) GRAY, op.cit., p.380 et Revue Coloniale, t. 5, 1850, pp.50-104.



CARTE N° 10 L'ECONOMIE DES RIVIERES DU SUD VERS 1850

parmi les premiers, seuls les négociants en tirent avantage, alors que les traitants goréens ne peuvent espérer de débouchés à la mesure du trafic.

c) Casamance

Cette vallée par sa végétation luxuriante, ses riches forêts, son sol fertile et ses rizières bien aménagées avait suscité chez tous ceux qui l'avaient visitée la conviction qu'elle était destinée à un magnifique développement économique et qu'ainsi elle apporterait un remède efficace à la maladie de langueur dont était atteint le commerce de Gorée. Au milieu du siècle ces espoirs s'étaient-ils réalisés ?

Les Goréens fréquentaient depuis longtemps la rivière, mais leurs affaires n'y avaient jamais connu une grande importance même au temps de la traite; et pour que l'administration porte un intérêt nouveau à la Casamance, il a fallu attendre le voyage du baron Roger en mai 1826. Pour le gouverneur, le riz, la cire, les peaux, le bois, l'ivoire et l'or devaient permettre aux maisons de Gorée d'étendre leurs activités d'une manière satisfaisante et il envisageait l'établissement d'un entrepôt à M'bering (Brin). Aucune suite ne fut donnée à sa suggestion, mais en 1834 les négociants du Sénégal relancent la question (119). A cette époque, quelques Sénégalais faisaient à l'embouchure de la rivière une modeste traite du mil et du riz, mais ils cherchaient à étendre le cercle étroit de leurs relations en remontant le fleu-

---

(119) Mémoire adressé au gouverneur du Sénégal par les négociants de Saint-Louis, 29 novembre 1834. A N S O M Sénégal IV 25 b : "Il serait dans l'intérêt du commerce de Saint-Louis et de Gorée de former sur la côte un établissement qui ouvrirait de nouvelles ressources à leur population exubérante".

ve pour intercepter les caravanes qui, de l'intérieur, portaient en Gambie des produits plus riches. Ils rencontraient l'hostilité des Portugais qui imposaient lourdement les marchandises françaises et interdisaient la navigation en amont de leur poste de Ziguinchor. La métropole se désintéressant de son comptoir, l'obstacle portugais était plus apparent que réel, par contre, la concurrence des traitants de Gambie venant se procurer du riz et de la cire en basse Casamance s'avérait beaucoup plus dangereuse. A Paris comme à Saint-Louis, on comprit qu'il n'était plus possible de se contenter de soutenir du bout des lèvres de trop rares initiatives individuelles aux moyens dérisoires. En janvier 1836, le commandant de Gorée, Malavois, acquiert l'île de Carabane tandis que quelques semaines plus tard l'administration impose à la Compagnie de Galam lors du renouvellement de son privilège d'établir un comptoir en Casamance.

Le désir de ruiner le commerce anglais en Gambie explique la décision du gouvernement de sortir d'une longue réserve. En effet, il attend du nouvel établissement qu'il puisse attirer par une situation judicieusement choisie dans le haut de la rivière, les produits de l'intérieur et qu'il balance l'influence de la Gambie qui, si "l'on n'y prend pas garde, s'emparera successivement de tout le commerce de la côte occidentale d'Afrique" (120). La Casamance devra aussi devenir pour le Sénégal, un grenier dans lequel la colonie s'approvisionnera à moindre frais de tout le mil nécessaire et l'affranchira ainsi de l'espèce de monopole dont jouit

---

(120) Ce point de vue exprimé par le comité du commerce de la colonie dans sa séance du 9 février 1836 est entièrement partagé par le gouvernement , A N S O M Sénégal IV 25 b.

alors la Gambie (121). Un tel développement de son commerce doit faire de la Casamance le centre des opérations de la colonie au bas de la côte (122). Ces objectifs ambitieux ont-ils été atteints ?

La commission que le gouverneur du Sénégal envoie en mars-avril 1837 explorer les lieux sous la direction de Dagorne, nouveau commandant de Gorée, confirme l'intérêt économique de la rivière et achète à Sédhiou le terrain nécessaire à l'installation d'un comptoir fortifié (123). L'année suivante, la Compagnie de Galam y commence ses affaires sans grand enthousiasme car elle n'a pas obtenu un privilège aussi étendu qu'elle l'espérait. Les résultats furent loin d'être au niveau des ambitions. Il semble que le gouverneur Soret se soit trop hâtivement réjoui quand en avril 1839 il confie à son successeur que "déjà Sainte-Marie se ressent de notre présence en Casamance" (124), car Hecquard, au cours de son voyage, constate en 1850 à plusieurs reprises que les caravanes manding fréquentent peu Sédhiou et se dirigent toujours

---

(121) Rapport du lieutenant de vaisseau Renaud, 2 août 1837, A N S O M Sénégal IV 25 b.

(122) Délibération du conseil privé, 2 mars 1837, A N S O M Sénégal IV 25 b.

(123) Sédhiou a été choisi à cause de sa proximité du Pakao, lieu de halte et de rendez-vous des caravanes se dirigeant vers la Gambie.

(124) Mémoire de remise de service à M. le gouverneur Charmasson par M. Soret, 14 avril 1839, A N S O M Sénégal IV 25 c.

vers la Gambie (125). La Casamance n'est pas devenue le grenier à mil du Sénégal car sa culture subit la concurrence croissante de celle des arachides. Le riz traité surtout autour de Carabane ne le remplace pas car en 1850 son commerce demeure encore bien modeste (126). Par contre, les Français paraissent avoir à peu près réussi à éliminer leurs rivaux portugais et anglais . Avec les Portugais, la tâche était facile, car ils étaient sans moyens pour faire respecter leur prétention d'interdire aux navires la remontée de la rivière et pour entreprendre de grandes affaires. Bientôt, les traitants de Ziguinchor furent réduits au rôle d'auxiliaires des commerçants français qui utilisaient leur expérience du pays et de ses populations pour étendre leurs opérations. Les Anglais étaient plus redoutables. En février 1841, Durand-Valantin, attribuait pour une large part à leur concurrence, les médiocres résultats obtenus par la Compagnie de Galam qu'il dirigeait alors. Mais assez rapidement la situation s'améliore. Les comptoirs à terre des maisons de Sainte-Marie n'ont eu qu'une existence épisodique car en juillet 1843 leur dernier représentant, l'agent de Forster

---

(125) HECQUARD (H.), op.cit., pp.112, 133 et 155. Bouët-Willaumez deux ans plus tôt avait fait la même remarque.

(126) Pour Baudin "Si ce commerce (celui du riz) pouvait prendre de l'extension par suite du peu d'abondance du mil depuis qu'on cultive partout l'arachide, ce serait une bonne ressource pour le cabotage de Gorée qui pourrait y employer un bon nombre de bateaux" Mémoire de remise de service, 16 août 1850, A N S O M Sénégal I 37 a.

quitte Sédhiou (127). Sans doute, les navires de Gambie, fréquentent encore de temps à autre la rivière, mais c'est essentiellement le fait de traitants isolés et l'on peut affirmer qu'au milieu du siècle, Portugais et Anglais ont fini par admettre l'existence d'une prédominance française en Casamance.

Mais en fait, le mouvement commercial au milieu du siècle est loin de répondre aux espoirs de ceux qui avaient préconisé l'installation à Carabane et à Sédhiou. Les statistiques nous le montrent oscillant entre 300 et 500.000 F. et retombant en 1849 au niveau de 1841 (128). La traite, à la différence de celle du Sénégal est pratiquée toute l'année et les goëlettes de Saint-Louis et de Gorée assurent régulièrement les relations avec la Casamance. Le riz constitue le produit le plus recherché dans le bas du fleuve; les traitants de Carabane le tirent soit des rizières qu'ils possèdent à Diembering, soit de leurs échanges avec les villages floup et bagnoun ou avec les Portugais de Ziguinchor. Certains font, au moyen des coquilles abondantes sur les rives, de la chaux qu'ils vendent en Gambie ou à Gorée. Le commerce de la haute Casamance se concentre à Sédhiou. Une partie se fait au comptoir même où les indigènes viennent

---

(127) "La concurrence que nous ont faite pendant quelque temps plusieurs maisons anglaises de Sainte-Marie est devenue aujourd'hui presque nulle par suite du départ de toutes exceptée une seule qui, à ce qu'il paraît, ne pourra même pas tenir longtemps", gouverneur à ministre, 1er janvier 1842, A N S O M Sénégal IV 25c. En 1849 timide réapparition: la maison Lloyd entretient un agent à Sédhiou, A N S O M Sénégal V 14c.

(128) Il ne peut s'agir que d'un ordre de grandeur car ces statistiques sont peu sûres. A N S O M Sénégal IX 44a pour les années 1841-1843, A N C983 pour la période 1844-1847 et A N S O M Sénégal XIII 2b pour 1848 et 1849.

apporter leurs produits, l'autre s'effectue par des traitants qui vont s'établir dans les villages riverains où des embarcations viennent leur apporter des marchandises et enlever les produits indigènes (129). Les marchandises les plus en faveur sont les armes, les fusils, les guinées et les tissus de coton, le tabac, l'ambre et quelques verroteries ainsi que le fer en barre. On y reçoit un peu d'ivoire et d'or, des peaux et surtout de la cire. L'arachide a fait son apparition en 1841 et depuis cette date sa culture se développe en particulier dans le Pakao. Malgré tout, en 1850, les tonnages exportés demeurent modestes.

Au total, douze années d'efforts en Casamance s'achèvent sur un constat d'échec. Carabane n'est qu'un village d'une cinquantaine de cases abritant traitants de Gorée et quelques Floup. En aucune façon, il n'a réussi, comme l'imaginaient certains esprits audacieux à jouer pour la rivière le rôle de Saint-Louis pour le Sénégal ou de Bathurst pour la Gambie. Quant à Sédhiou, ce comptoir s'était révélé aussi décevant que ceux de la Côte de l'Or et en 1847, l'administration s'interrogeant sur sa valeur commerciale pose le problème de savoir si elle doit maintenir le poste qui le protège (130).

---

(129) Quelques traitants sont dispersés dans le Fogny et le Pakao; parmi les villages importants de ce dernier pays, citons Salikeni et Sankonia.

(130) Ministre à gouverneur, 23 avril 1849, n°131, A N S O M Sénégal I 30 c.

d) Rivières du Sud

En 1850, les caboteurs de Saint-Louis et de Gorée fréquentent assez activement le littoral aux multiples rias que l'on appelle au Sénégal le bas de côte. Phénomène récent, car une quinzaine d'années auparavant les relations n'étaient qu'épisodiques. L'impulsion a été donnée en 1837 par la commission Dagorne à la recherche d'un point où ancrer le commerce français. Sans doute, a-t-elle choisi Sédhiou, mais elle ne l'a fait qu'après bien des hésitations qui soulignaient tout l'intérêt qu'elle attachait au bas de côte en général et au Rio Nunez en particulier. Dans ses notes de septembre 1840 à la direction des Colonies, le lieutenant de vaisseau Bouët rapporte que des caboteurs prennent maintenant le chemin des îles Bissagos et du Rio Nunez. Ces tentatives toutes récentes sont, dit-il, encore précaires et de bien peu d'envergure, mais elles semblent avoir beaucoup d'avenir et l'administration se doit de les encourager (131). La correspondance du commandant de Gorée et celle des officiers de marine qui bourlinguent dans ces parages nous révèlent les développements de ce cabotage et l'implantation progressive des traitants et des agents des maisons françaises.

Les produits riches (cire, peaux et surtout morfil et or) qui arrivent du Fouta par les caravanes ont longtemps alimenté la quasi totalité du commerce des Rivières, mais depuis quelques années, le riz, le café, l'huile de palme et surtout l'arachide donnent une importance toute nouvelle aux zones côtières. Aussi, la France retrouve-t-elle, ici comme en Casamance ses rivaux traditionnels : les Portugais autour de Bissao et les Anglais autour de Freetown auxquels s'ajoutent à partir de 1848, les Belges au Rio Nunez.

---

(131) A N S O M Sénégal IV 21 b.

Au sud de la Casamance, le Rio Cacheo que les brisants et les bancs de sable rendent difficile d'accès a peu attiré les goëlettes du Sénégal. Par contre, elles fréquentent régulièrement l'archipel des Bissagos, les îles de Boulam et de Cagnabac en particulier, et Bissao, l'entrepôt de la région qui reçoit les bois de construction du Rio Grande et par l'intermédiaire du Rio Geba les produits du Fouta Djalon. Un goréen, Cabeuil, a pendant quelques années installé un comptoir au Rio Grande, mais il n'a pas pu ou n'a pas su y développer ses affaires. Cette rivière possède des réserves considérables en bois, tout spécialement, une espèce de chêne , l'african wood, recherchée en Sierra Leone. Les officiers de la Marine ont, à plusieurs reprises signalé mais sans succès la possibilité de créer de grandes exploitations qui approvisionneraient les chantiers de constructions navales et les fabriques de traverses pour les chemins de fer (132).

Le Rio Nunez apparaît aux yeux de tous les observateurs comme le lieu de troque le plus important des Rivières du Sud car les caravanes de Foula et de Manding visitent assidument le marché de Karkandy. Quelques Sénégalais n'ayant créé que de très modestes factoreries, Bouët en 1840 regrette que le commerce d'une rivière aussi riche et aussi facilement accessible ait été trop négligé (133). Le gouverneur Charmasson lui fait écho quand il déclare :

---

(132) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce ..., op.cit. p.70 et Baudin, 27 juillet 1848, A N S O M Sénégal IV 26 c.

(133) Le rapport du commandant de La Triomphante de 1837 note la présence du goréen Laporte et des saints-louisiens René Valantin, d'Erneville et Boucaline, A N S A N S A O F 7 G 6.

"Il y a beaucoup à faire à Rio Nunez : les produits qu'on y traite ont de la valeur, c'est de l'or, du morfil, de l'huile de palme, du café. Pour y faire le commerce avec avantage, il faudrait qu'il y eut des maisons françaises sur les lieux pour y traiter avec les caravanes lorsqu'elles arrivent. Quelques jeunes gens de Saint-Louis y sont établis mais ils n'ont ni la consistance, ni le crédit qui constitue une maison de commerce" (134).

Mais si en 1841-1842 les autorités de Saint-Louis notent avec satisfaction que le commerce semble devoir prendre de l'extension et si l'année suivante les arachides apparaissent à l'exportation et si de nouveaux traitants viennent tenter leur chance, les résultats demeurent en définitive en deçà des espérances. Aussi, en 1846, la Chambre de commerce de Bordeaux suggère-t-elle pour mieux asseoir notre influence commerciale, d'établir comme sur le golfe de Guinée, un comptoir fortifié. Le capitaine de corvette Philippe de Kerhallet propose le site de Boké, considéré comme la clé des échanges dans le fleuve, mais le ministère, instruit par l'expérience de Grand Bassam repousse cette solution (135). Une des faiblesses du commerce français, c'est qu'à la différence des traitants étrangers qui résident constamment dans le fleuve et trafiquent toute l'année, Goréens et Saint-Louisiens n'apparaissent qu'à l'époque de la traite de janvier à mai ou juin, ne laissant ensuite sur place que "des facteurs plus ou moins recommandables" (136).

---

(134) Rapport du gouverneur sur la situation du Sénégal et des dépendances pendant l'année 1840, A N S O M Sénégal IV 26 b.

(135) A N S O M Sénégal IV 26 c.

(136) Philippe de Kerhallet à amiral Montagniès de la Roque, 4 mai 1847, A N S O M Sénégal IV 26 c.

Bouët-Willaumez évalue le commerce du Rio Nunez avant le développement de l'arachide à quatre millions de francs, mais il est impossible, faute de statistiques précises, d'apprécier la part des Français. Les guinées de l'Inde, les tissus de Rouen, le sel de Casamance et d'Europe, les verroteries, les armes et la poudre, les eaux de vie, l'ambre, le corail et les feuilles de tabac sont les marchandises les plus recherchées dans la rivière. En échange, les traitants se procurent des cuirs d'excellente qualité, de la cire, du café, du morfil, de la poudre d'or, du riz, de l'huile de palme et des arachides (137). Les traitants s'échelonnent depuis Victoria jusqu'à Boké en passant par Ropass où s'arrêtent les navires de trois cents à quatre cents tonneaux et Walkaria. Fait rare à signaler, un Européen, A. Santon, s'occupe davantage d'agriculture que de commerce : il a créé une plantation de café en pays nalou.

En 1849-1850, les affaires traversent une crise extrêmement grave, particulièrement dans le haut de la rivière où les traitants ont dû abandonner Boké. "Notre commerce est perdu" affirme un officier de marine tandis qu'un autre redoute que les caravanes ne se détournent du Rio Nunez pour aller proposer leurs produits au Rio Pongo et surtout à Sierra Leone où les Anglais multiplient les efforts pour les attirer (138). Faute de renseignements précis, il n'est pas possible d'apprécier l'ampleur des difficultés rencontrées par le commerce français ni de savoir dans quelle mesure la partie inférieure a pu être relativement épargnée. Seuls les

---

(137) En général la traite du riz et du café s'effectue en janvier, celle des arachides en février et en mars celle de l'huile de palme.

(138) De la Tocnaye au commandant de la division navale, avril 1849, A N S O M Sénégal IV 26 b et de Kerkallet, rapport de novembre 1849.

témoignages convergents des marins, même s'il faut nuancer des affirmations trop tranchées, ne permettent pas de douter que les espoirs mis dans le Rio Nunez au début des années 1840 se trouvent pour un temps anéantis par des conflits entre Africains plus ou moins exacerbés par les intrigues européennes. Voisin du Rio Nunez, le Rio Capatchez en est, en quelque sorte, une modeste annexe lui apportant par pirogues des arachides, du riz et de la cire.

Le Rio Pongo longtemps célèbre par ses activités de traite négrière s'ouvre depuis peu d'années au commerce légitime. De temps à autre des commerçants du Sénégal viennent y tenter des opérations de troque, mais avant 1850, à la différence des Anglais de Sierra Leone, ils ne disposent d'aucune factorerie dans la rivière. La présence commerciale anglaise déjà si sensible au Rio Nunez et au Rio Pongo s'affirme encore plus vigoureusement au sud au fur et à mesure que l'on se rapproche de Sierra Leone. Les Anglais ne rencontrent aucun concurrent dans le Rio Dubréka et sont installés dans les deux excellentes positions des îles de Los et de Matacong transformées par eux en entrepôts actifs pour le commerce des rivières voisines. Cependant les Français viennent échanger auprès de la factorerie de Benjamin Campbell à l'île Factory et de celle, beaucoup plus importante de Nathaniel Isaacs à Matacong des tissus de Rouen, de l'eau-de-vie, du vin et du tabac contre des arachides (139). Ces relations prennent

---

(139) Benjamin CAMPBELL était un ancien employé de l'administration de Sierra Leone qui s'était lancé dans le commerce. Nathaniel Isaacs, né à Cantorbéry en 1803,après avoir sans succès tenté fortune au Natal, arriva en Afrique occidentale en 1834. Il s'installa à Matacong dix ans plus tard. Cf. FYFE (Christofer) : A History of Sierra Leone, Oxford University Press, 1963, 773p.

d'autant plus d'importance que le Rio Nunez, nous l'avons vu, n'offre plus la sécurité nécessaire aux transactions et que les pistaches trouvent en France des débouchés sans cesse croissants. Aussi, le commandant de la Division navale juge-t-il bon de dépêcher un de ses officiers, Ducrest de Villeneuve, pour étudier la région. Celui-ci préconise de ruiner les intérêts anglais des îles de Los en prenant pied dans la presqu'île de Tumbo qui leur fait face et d'y construire des magasins. Ainsi, les pirogues n'ayant pas intérêt à aller plus loin vendront leurs produits à nos traitants (140). Sa suggestion ne sera pas retenue car, en définitive, ses supérieurs s'accomodent assez facilement du rôle d'intermédiaire d'Isaacs puisqu'il fait "de grandes affaires presque toutes exclusivement avec les Français" et qu'il simplifie les opérations des navires venant directement de la métropole (141).

La Mellacorée, rivière assez facilement accessible aux navires de commerce commence à intéresser les Sénégalais dans les années 1840. De Saint-Just, négociant de Gorée ouvre en 1844 une factorerie à Malaguia, terminus de la navigation et point d'arrivée des caravanes apportant la cire, l'ivoire et l'or du Fouta Djalon. Au début, ses affaires paraissent prospères car il a constitué son assortissement en marchandises de premier choix. Les tissus et les guinées de l'Inde représentent les deux tiers de ses importations. Les fusils, la poudre et les objets de cuisine en fer battu et en cuivre se vendent assez bien tandis que les spiritueux

---

(140) Ducrest de Villeneuve, commandant de l'Amaranthe, 29 octobre 1849. Papiers Ballot A N 185 Mi.

(141) De Kerhallet à Bouët-Willaumez, 1850, Papiers Ballot A N 185 Mi et rapport de Lecomte, capitaine au long cours, publié dans la Revue Coloniale, juillet-décembre 1851, pp.434-436.

et les verroteries ne trouvent aucun débit. Pour Laffon de Ladébat, commandant de La Mésange envoyé par le commandant de la Station navale explorer la rivière, le commerce français a quelque chance dans "ce pays encore neuf pour nous" car il peut y trouver du riz, du sésame, un peu d'huile de palme et surtout des arachides dont la culture a pris une extension considérable depuis deux ou trois ans (142). Mais justement, ici comme dans les autres rivières, la pistache de terre a stimulé davantage la navigation à partir des ports métropolitains que le cabotage sénégalais. En 1845, mention est faite pour la première fois de navires venant de Bordeaux, de Nantes et de Rouen en avril-mai, la période la plus favorable pour les chargements (143).

L'exemple de Saint Just a-t-il été suivi par d'autres commerçants du Sénégal comme le souhaitait Laffon de Ladébat? Faute de documentation précise, il est difficile de répondre à la question. On sait seulement qu'en 1850, les Anglais possèdent sept factoreries et les Français trois et que celles-ci sont mal approvisionnées. A cette date, il a été traité pour un millier de tonnes d'arachides dans la rivière (144).

D'autre part, les troqueurs français mouillent de temps à autre dans les Scarcies, rivière d'accès facile proche

---

(142) Rapport de Laffon de Ladébat, 2 avril 1845, A N S O M Sénégal IV 28 a, publié dans la Revue Coloniale, novembre 1845.

(143) Rapport du capitaine du Dryas de Bordeaux, A N S O M Sénégal IV 28 a.

(144) Rapport de Ph. de Kerhallet, 1850, op.cit., les arachides achetées par les Français sont dirigées soit vers Gorée soit directement vers la métropole mais une substantielle proportion de la production acquise par les Anglais est acheminée sur des caboteurs à Freetown.

de Freetown. Là, ils écoulent leurs marchandises qu'une réglementation draconienne prohibe en Sierra Leone contre des arachides achetées auprès des négociants anglais. Freetown marque la limite du commerce sénégalais et Bouët-Willaumez regrette qu'au delà il laisse le monopole des opérations commerciales aux navires expédiés directement de la métropole (145).

e) Le rôle de Gorée

La fonction essentielle de Gorée consiste à redistribuer les marchandises européennes et à collecter les produits africains. Les navires venus de France ou de l'étranger apportent aux négociants de l'île les approvisionnements dont ils ont besoin et effectuent leurs "retours" sur la métropole, tandis que cotres et goëlettes montés par les marins de Gorée assurent la liaison avec les factoreries dispersées sur le littoral. Pendant longtemps, nous l'avons vu, ce cabotage se limitait à quelques points situés au sud de la presqu'île du cap Vert (Petite Côte, Gambie et occasionnellement la Casamance) et à quelques produits : la cire, les peaux et l'ivoire pour l'exportation, le mil et le riz pour le ravitaillement des habitants de l'île. Mais peu avant 1840, le commerce semble sortir d'une longue léthargie. Pressés par la nécessité les Goréens ont tenté d'élargir le cercle de leurs activités jusqu'aux îles Bissagos et au Rio Nunez (146).

---

(145) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce ... op.cit. p.84.

(146) Note du lieutenant de vaisseau Bouët remise à la direction des Colonies septembre 1840 "Les tentatives toutes récentes n'ont été que précaires...Le bas de côte est encore peu de chose mais semble avoir beaucoup d'avenir". A N S O M Sénégal IV 21b.

Quelques années plus tard, l'entrée en scène de l'arachide sur le marché français donnera un aliment nouveau à leur commerce, consolidera puis développera la recherche de nouveaux points de traite vers le sud. Rapidement, la Gambie et le Rio Nunez deviennent les foyers les plus actifs du secteur côtier qui s'étend jusqu'à la Sierra Leone.

Malheureusement, les progrès des transactions commerciales sont difficiles à apprécier faute de statistiques sérieuses et l'on peut se demander dans quelle mesure Gorée en profite. En effet, à la différence de Saint-Louis qui demeure le maître du commerce du fleuve, Gorée voit progressivement la direction des opérations lui échapper. Saint-Louis, dans le commerce du sud, a sa part difficile à évaluer. Le chef-lieu avec l'extension de la Compagnie de Galam à la Casamance avait déjà marqué un point et avec l'arachide il ne cesse de multiplier ses expéditions vers des régions que Gorée considérait comme sa chasse gardée. De plus, assez vite, les caboteurs ne suffisant plus à assurer dans un délai convenable, l'expédition d'un produit aussi encombrant que l'arachide, les maisons de commerce organisent de plus en plus des voyages en droiture. Ceux-ci ont surtout lieu en fin de campagne lorsque l'apparition prochaine de l'hivernage impose une évacuation rapide (147). Par contre, en début de traite, l'approvisionnement des factoreries reste le quasi monopole des caboteurs de Gorée. Cependant, il faut remarquer que la situation est loin d'être uniforme tout le long de la côte

---

(147) A ce moment de l'année, les navires arrivent pour la plupart sur lest, cependant quelques uns effectuent des transports pour le compte de l'Etat : charbon pour la Station navale et approvisionnements pour les troupes. Au retour, note en mai 1845 Dagorne, commandant de Gorée, ces navires ne repassent plus à Gorée.
A N S O M Sénégal IV 21b.

car la culture de l'arachide n'a pas pris partout le même essor. Là où la production de cet oléagineux demeure faible les Goréens continuent leurs activités commerciales traditionnelles, tandis que là où elle s'accroît rapidement, les grosses maisons européennes prennent la direction des opérations et s'efforcent d'envoyer des navires de haute mer le plus près possible des lieux de production. Les Goréens doivent passer à leur service ou se contenter de la traite sans avenir des cuirs, du café et de la cire.

Ainsi, assistons-nous au début des profondes transformations qui allaient secouer le commerce de Gorée. Le cabotage qui était sa raison d'être se trouve menacé. Dans une certaine mesure, c'est la rançon du succès. En effet, son extension à un vaste secteur côtier avait paru l'amorce d'un renouveau attendu depuis longtemps. Mais les Goréens équipés pour la collecte des produits traditionnels de faible volume ont été en quelque sorte débordés par l'irruption de l'arachide dont ils n'ont pu, faute de moyens, assurer le transport vers leur île.

°°°

Au total, l'aire géographique du commerce sénégalais n'a présenté de modifications importantes que dans le sud car dans le nord l'ouverture du comptoir de Sénoudébou n'était qu'un retour aux limites atteintes sous l'Ancien Régime. Plus que l'extension au delà de Gorée qui n'a guère provoqué d'augmentation sensible de la valeur des transactions, ce qui importe, c'est l'apparition d'un nouveau produit, l'arachide, qui, en amorçant l'intégration à l'économie européenne de régions jusqu'alors uniquement préoccupées d'assurer leur subsistance, est en train de bouleverser la

géographie du commerce sénégalais. Cette récente évolution conjuguée à la stagnation des échanges pendant plus d'une décennie et à leur recul sévère pendant les années 1848-1850 ne pouvait manquer d'avoir de profondes répercussions sociales.

CHAPITRE IV

LE CADRE URBAIN AU MILIEU DU SIECLE

Au cours du XVIIIe siècle, la présence européenne a provoqué la naissance d'une petite société de métis et d'Africains qui gravite dans son orbite. Elle comprend des manoeuvres et des marins (laptots), des capitaines de rivière et des maîtres au cabotage qui commandent les navires sur le fleuve et sur la côte au sud de Gorée, des traitants qui concluent les transactions avec des détenteurs de produits africains, des employés du commerce et de l'Administration et des soldats de la milice. Les uns sont libres, les autres, beaucoup plus nombreux, esclaves. Les Africains d'origine ethnique variée constituent la majorité, mais le nombre des mulâtres s'accroît régulièrement. En effet, c'est dans la seconde moitié du XVIIIe siècle qu'apparaissent les familles métisses qui joueront un si grand rôle au XIXe siècle. Dans ce microcosme, les traitants, qu'ils travaillent pour les compagnies ou, quand le commerce sera déclaré libre, pour leur propre compte ou éventuellement pour celui des négociants européens, occupent le sommet de la hiérarchie sociale et exercent une influence incontestable sur les destinées de la colonie. D'ailleurs, la disparition des compagnies a favorisé l'éclosion de vocations commerciales et a renforcé le "poids social" de ce petit groupe.

Cette société s'est évidemment fixée à Saint-Louis et à Gorée, les deux pôles de la présence française, mais si elle y a installé ses foyers, ses affaires appellent les hommes plusieurs mois de l'année dans les escales du fleuve les villages de l'intérieur et les factoreries de la côte. A la fin du XVIIIe siècle, elle représente dix mille personnes environ, et cinquante ans plus tard, dix-huit mille. Pendant cette même période, le nombre des Français passe de deux cent cinquante à près de mille deux cents. En contacts suivis avec les Européens, cette communauté en a plus ou moins subi l'influence ; ses genres de vie, ses modes de pensée et parfois pour un petit nombre d'individus il est vrai, ses croyances religieuses, ont été modifiés. Puisant pour l'essentiel ses ressources dans l'activité commerciale elle est évidemment très sensible aux fluctuations des échanges ; aussi est-elle profondément atteinte par la crise qui secoue le Sénégal au milieu du siècle. Mais le malaise qu'elle éprouve tient moins à la baisse de ses revenus, si importante soit-elle, qu'à la conscience aiguë du danger qui menace son avenir. En effet, depuis quelques années, les Européens font preuve d'un dynamisme nouveau qui les porte à contester de plus en plus ouvertement le rôle d'intermédiaire des Africains et des métis dans l'économie sénégalaise. Aussi, aux tensions sociales nées du conflit entre le groupe moteur de l'économie et celui qui en est le serviteur tendent à s'ajouter des tensions à caractère racial. La crise économique par sa gravité a vraiment joué le rôle de révélateur dans ce domaine. Mais avant d'étudier la société sénégalaise et l'évolution de sa situation matérielle et morale au milieu du siècle, il paraît utile de présenter le cadre urbain dans lequel elle vit.

1°. Le site

Les Européens, à la recherche de bases pour implanter leur commerce sur la côte sénégalaise, ont préféré les

sites insulaires à la terre ferme. C'est ainsi que N'Dar, une de ces nombreuses îles qui, au milieu d'un dédale de marigots forment ce qu'on appelle "le faux delta du fleuve" fut choisie pour y fonder le fort Saint-Louis. Allongée du nord au sud sur près de deux mille cinq cents mètres et large de trois cents au maximum, l'île est située au milieu du XIXe siècle à sept lieues d'une embouchure dont on sait qu'elle se déplace fréquemment. Cette bande de sable entrecoupée de vasières gorgées d'eau de pluie et d'eau de crue pendant l'hivernage s'élève peu au-dessus du niveau du fleuve. Elle est donc particulièrement vulnérable aux crues.Si la montée des eaux est normale, c'est près de la moitié de l'espace urbain qui est recouvert et plus des trois-quarts si elle est exceptionnelle. Ainsi, en 1841, la ville est-elle presque entièrement recouverte, les bateaux sillonnent les rues et les places. Plusieurs maisons se sont écroulées, les magasins sont inondés et les boutiques fermées. Beaucoup d'habitants ont dû abandonner leur demeure et se réfugier à Gandiole ou sur leur navire. "La souffrance est partout, écrit le gouverneur Montagniès de la Roque au ministre, car cette calamité met le comble à tous les éléments de misère dont la colonie est déjà affligée" (1). Sans doute l'Administration s'efforce-t-elle de protéger

---

(1) A N S O M Sénégal XII 9a. Les crues exceptionnelles se reproduisent tous les dix ans. En 1841, la métropole a octroyé un secours de 180.000 F aux victimes de l'inondation.

l'île mais ne disposant que de faibles moyens et n'obtenant qu'un concours limité de la population, les remblais qu'elle a fait édifier à plusieurs reprises aux endroits les plus menacés se sont avérés impuissants à contenir les eaux du fleuve (2).

A l'ouest, le petit bras du Sénégal sépare l'île de la langue de Barbarie. Ce cordon littoral d'aspect désertique, battu sur une de ses faces par les vagues de l'Océan et pressé sur l'autre par les eaux fluviales a moins de trois cents mètres de large. A l'est, entre le grand bras et le marigot de Khor, Sor "offre des apparences de terre ferme" mais n'est en réalité qu'une grande île au sol marécageux (3). Ainsi, l'eau, partout maîtresse du site, impose au développement de la ville de dures contraintes par des inondations saisonnières qui menacent les habitations et entretiennent l'insalubrité.

Gorée est une île plus modeste située à 3 kilomètres à l'est de la presqu'île du cap Vert. Elle mesure neuf cents mètres du nord au sud et trois cents mètres de l'ouest à l'est à l'endroit le plus large. Sa superficie (dix-sept hectares) est la moitié de celle de Saint-Louis. Elle se compose de deux parties distinctes : la partie haute qui n'est qu'un bloc de basalte découpé en prismes ou orgues, et la partie basse où s'est édifiée la ville. Une petite anse offre un

---

(2) Voir par exemple les arrêtés du 9 juin 1831, du 8 mars 1832 et du 17 novembre 1846.

(3) Nous renvoyons à l'étude de C. CAMARA : Saint-Louis du Sénégal, évolution d'une ville en milieu africain, Initiations et Etudes Africaines,n° XXIV, IFAN, Dakar, 1968, 292 p.

lieu de débarquement (4). L'île n'est pas à l'abri des attaques furieuses de la mer qui se produisent généralement pendant l'hivernage. Ainsi, le 28 juin 1844, un véritable raz de marée a ravagé les batiments publics et les maisons particulières (5).

En conclusion, les sites de Saint-Louis et de Gorée n'offrent que de bien mauvaises conditions à l'établissement de villes : exiguïté des terrains à bâtir (6), absence de matériaux de construction, de sources d'eau douce et de ravitaillement sur place (7). Mais alors, pourquoi les Européens ont-ils jeté leur dévolu sur ces sites désolés alors que la terre ferme, toute proche semblait offrir de multiples avantages ? La clé de l'explication se trouve dans l'histoire.

Ce que l'on recherchait avant tout au XVIIe siècle, c'était la sécurité. On croyait la trouver dans l'insularité garantie jugée suffisante contre les attaques des Africains, mais aussi contre les entreprises des rivaux européens. La barre, handicap sérieux pour le commerce de Saint-Louis devait aussi dans l'esprit des gens de l'époque apporter une protection supplémentaire en décourageant tout ennemi

---

(4) MAUNY (R.). Guide de Gorée, Initiations Africaines, n° VII, IFAN, Dakar, 2e édition, 1954, 38 p.

(5) A N S O M Sénégal XI 19b. Dans un rapport au ministre, les pertes sont évaluées à près de 160.000 francs.

(6) Saint-Louis trouvera cependant pour son extension les terrains proches de la langue de Barbarie et de l'île de Sor, mais Gorée n'aura aucune possibilité.

(7) A Saint-Louis quelques puits ne donnent qu'un maigre débit d'eau un peu saumâtre. Gorée possède à la pointe sud une petite source vite tarie en saison sèche.

éventuel. On était aussi sensible au fait qu'après la désespérante descente le long de la côte inhospitalière du Sahara, l'île de N'Dar offrait le premier port aux eaux calmes qui permette d'entrer en contact avec l'Afrique noire. De son côté, Gorée possède un excellent mouillage (8), relâche utile en ces temps de lente et difficile navigation pour les navires qui se dirigeaient soit vers les lieux de traite du golfe de Guinée, soit vers les Indes Orientales.

2°. Bref rappel historique

Au milieu du XIXe siècle, voici près de deux siècles que les Français ont pris pied dans les îles de N'Dar et Gorée. Leurs marins, normands pour la plupart, commencèrent à fréquenter les côtes de Sénégambie à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle (9). Les Portugais qui avaient ouvert la voie en découvrant la presqu'île du cap Vert en 1444 et l'embouchure du Sénégal l'année suivante avaient établi leur monopole commercial et utilisé l'île de Palma (Gorée) comme escale mais sans la fortifier. Vers 1560, les Français supplantent les Portugais, mais vingt ans plus tard, ils reculent, activement concurrencés par les

---

(8) Le nom de Gorée viendrait du hollandais good reed, bonne rade, cf. Nora et Ch. TOUPET : l'origine du nom de Gorée, Notes Africaines, janvier 1959, pp. 17-20.

(9) Le premier contact commercial attesté est l'escale du cap Vert de Paulmier de Gonneville faisant route en 1503 vers le Brésil. Son voyage a été présenté et annoté par Ch. A. Julien : les Français en Amérique pendant la première moitié du XVIe siècle, P.U.F., 1946, p. 31.

marins anglais et à la fin du XVIe siècle par les Hollandais qui, en quelques années, accomplissent des progrès spectaculaires. La côte sénégalaise apparaît alors comme une sorte de "foire internationale" (10) fréquentée non seulement par les navires des trois puissances qui ont brisé le monopole portugais mais aussi par d'autres pavillons européens (11). Au début du XVIIe siècle aucune nation n'a encore créé d'établissement stable en Sénégambie. Les Français, initiateurs en ce domaine, font une tentative en Gambie en 1612 mais échouent. Peu de temps après, les Hollandais achètent l'île de Palma ou de Berzequiche au roi du cap Vert (12). Ils l'appellent Gorée et y construisent un fort. Ressentant de plus en plus vivement la nécessité de disposer d'un établissement fixe pour leurs opérations de troc, les Français renouvellent leur tentative mais cette fois à l'embouchure du Sénégal. En 1638, le capitaine dieppois, Thomas Lambert, habitué à fréquenter ces parages fut chargé par les marchands normands organisés en compagnie de trouver un endroit favorable. Le site choisi, l'île de Bocos, se révéla incommode et en 1659 Louis Caullier vint bâtir dans l'île de N'Dar le fort de la compagnie qu'il baptisa Saint-Louis en l'honneur du roi régnant (13).

---

(10) VILLARD (A.). Histoire du Sénégal, Dakar, Maurice Viale, 1943, 265 p.

(11) En particulier de ports allemands comme Lübeck.

(12) D'après DAPPER (O.). Description de l'Afrique, Amsterdam, Wolfgang Waesberge, Boom et Van Someren, 1686, p.502. Cette acquisition aurait eu lieu en 1617 mais son texte prête à discussion voir BOULEGUE, La Sénégambie, op.cit., p. 268.

(13) L'île de Bocos se trouve située à environ cinq kilomètres en aval de Saint-Louis.

Cette implantation des Européens ouvre une ère nouvelle non seulement dans les rapports entre royaumes africains et puissances maritimes, mais aussi dans les rapports de ces dernières entre elles. D'une part, les comptoirs permettent d'intensifier les échanges et d'attirer une population africaine au service des compagnies et de leurs commis et d'autre part, les guerres qui opposent les puissances en Europe ne manquent pas d'avoir leur prolongement en Afrique. C'est ainsi que Gorée fut prise en novembre 1677 par l'amiral d'Estrées et attribuée à la France par le traité de Nimègue. La rivalité franco-anglaise domine le XVIIIe siècle. Déjà les Anglais avaient enlevé Saint-Louis et Gorée en 1693, mais le traité de Ryswick avait rétabli le statut quo. La guerre de Sept ans fut désastreuse car à la fin de l'année 1758, il n'existait plus de comptoirs français au Sénégal (14). Gorée fut rendue à la France au traité de Paris de 1763, tandis que le gouvernement anglais, maître de Saint-Louis et des comptoirs du fleuve, tentait de donner vie à une colonie de Sénégambie. Profitant de la guerre d'Indépendance pour prendre leur revanche, les Français s'emparent de Saint-Louis en janvier 1779 mais laissent sans défense Gorée que leurs adversaires réoccupent aussitôt. A la suite du traité de Versailles de 1783 qui reconstitue le domaine français, le gouvernement royal semble esquisser une politique plus active à la côte occidentale d'Afrique dont Gorée devait bénéficier, mais l'élan est rapidement brisé (15). D'ailleurs, les guerres de la Révolution et de l'Empire allaient faire peser de lourdes menaces sur des comptoirs qui finalement furent emportés dans la tourmente. Gorée réussit à repousser deux attaques en 1793 et en 1797 mais

---

(14) Saint-Louis succomba en avril et Gorée en décembre.

(15) Gorée en 1786 est devenue le port d'attache de la Station d'Afrique chargée de protéger la traite et de relever des sites où des comptoirs pourraient être édifiés.

capitula le 5 avril 1800 (16). Neuf ans plus tard ce fut le tour de Saint-Louis qui se rendit à Maxwell, gouverneur de la Gambie. Les Anglais ajournèrent jusqu'en 1817 la restitution du Sénégal prévue par le traité de Paris du 30 mai 1814. Ainsi, sur les soixante années qui vont de 1758 à 1817, l'occupation anglaise a duré vingt six ans à Gorée et vingt-neuf ans à Saint-Louis. L'absence de guerre en Europe depuis la chute de l'Empire allait redonner aux comptoirs d'Afrique la stabilité qui leur avait manqué au XVIIIe siècle.

Il est indiscutable que les menaces et les attaques accompagnées souvent de destructions ont, parmi d'autres raisons, entravé la formation des villes. En effet, le paysage urbain ne s'est dessiné que lentement. Le fort autour duquel il s'est ordonné a été pendant longtemps l'unique construction (17). A la fin du XVIIe siècle, La Courbe qui vient inspecter au nom de la compagnie les comptoirs du Sénégal nous en apporte le témoignage. Il trouve à "Saint-Louis l'habitation fort irrégulière, tous les commandants y ayant fait quelque ouvrage mal assorti avec les autres" ... "et ne pouvant contenir que peu d'habitants, les autres étant obligés de demeurer dans les cases de roseaux". Le

---

(16) L'île devait revenir à la France d'après les clauses de la paix d'Amiens, mais la mauvaise volonté anglaise et la reprise de la guerre empêchèrent toute exécution En 1804 Victor Hughes, parti de la Guyane, ne reprit l'île que pour quelques mois.

(17) A. LY fait remarquer que l'évolution du fort de Saint-Louis est mal connue que les documents du dernier quart du XVIIe siècle ne laissent apparaître aucune trace de l'existence d'un autre bâtiment. Cf. sur le site et les origines de Saint-Louis, Notes Africaines, n°58, avril 1953, pp. 52-57. A Gorée les Hollandais ont édifié le fort d'Orange sur la partie élevée de l'île et le fort Nassau sur la partie basse.

même spectacle l'attendait à Gorée (18). Bref, rien qui ressemble à une ville, mais une impression d'inachevé et d'éphémère (19). Un siècle plus tard, on peut observer les progrès accomplis malgré de graves difficultés. Descriptions et plans révèlent l'existence de petites villes avec leurs noyau de constructions en dur et leurs rues à angle droit. A Saint-Louis, le fort s'est enrichi d'un vaste hôpital et d'une très modeste église ; tout autour s'étend une esplanade, lieu favori de réunion des habitants. La partie sud de l'île, la mieux construite avec ses maisons de briques à un étage s'efforce de reconstituer le décor d'une petite cité de la France méridionale. Déjà, le manque de place oblige à transférer le cimetière dans l'île de Sor en 1785. Cases de planches ou de paille et terrains vagues où paissent les porcs et les moutons se partagent la partie située au nord du fort (20). L'île de Gorée faisait davantage figure de ville avec ses maisons entassées entre les deux forts. Les Anglais avaient augmenté l'espace disponible en permettant de construire sur les remparts démantelés ou détruits en 1779 (21). Le gouverneur de Boufflers qui avait un faible pour l'île et qui aurait voulu y transférer le chef-lieu de la colonie trouvait les maisons fort acceptables. Durand lui fait écho en déclarant :"Les maisons y sont commodes et

---

(18) LA COURBE. Premier voyage du sieur La Courbe à la Côte d'Afrique en 1685 publié par P. Cultru, Paris, Leroux, 1913, p.25.

(19) VILLARD (A.), op.cit., p. 71.

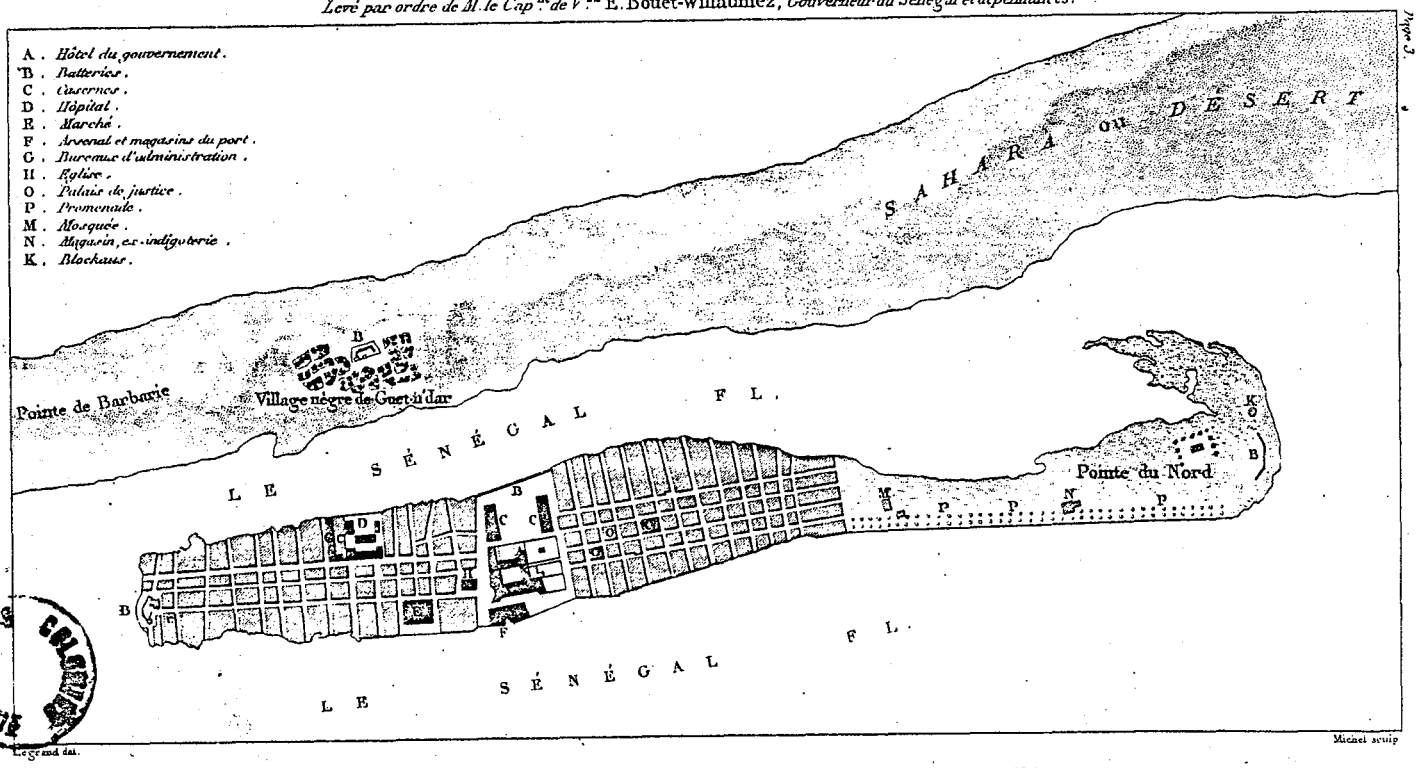
(20) Parmi les témoignages sur Saint-Louis et Gorée à la fin du XVIIIe siècle, retenons ceux de PRUNEAU de POMMEGORGE Description de la Nigritie, Amsterdam,et Paris, 1789 et de DURAND (J.B. Léonard) : Voyages au Sénégal, Paris, Agasse, An X, 2 tomes. KNIGHT-BAYLAC : La vie à Gorée de 1677 à 1789, RFHOM, t.LVII, 4e trimestre 1970, pp. 377-420.

(21) Voir le plan du marquis de La Jaille (1785) dans l'Atlas

CARTE N° 11

PLAN GÉNÉRAL DE L'ILE ET DE LA VILLE DE S.t LOUIS,

Levé par ordre de M. le Cap.ne de V.au E. Bouët-Willaumez, *Gouverneur du Sénégal et dépendances.*



assez bien bâties en briques" (22). Cette apparition des maisons en dur s'explique en partie par l'évolution sociale des comptoirs. En effet, elles ont été construites au fur et à mesure que les Européens se mettaient en ménage avec des femmes du Sénégal, en avaient des enfants et se logeaient avec sur un terrain que l'autorité leur concédait, moyennant l'obligation de le clore. Les fils héritaient de la maison de leur père soit décédé, soit rentré en France. A leur tour, ils batissaient pour leur famille. Qu'il s'agisse d'Européens désireux de quitter le Sénégal après quelques années de séjour ou de mûlatres avant tout soucieux d'investir leurs fonds en esclaves, il ne pouvait être question d'édifier de vastes et luxueuses demeures (23). Ainsi s'est constitué un type de petite maison qui allait largement se répandre par la suite et donner aux deux villes, au milieu du XIXe siècle, leur incontestable unité.

Après l'essor de la fin de l'Ancien Régime, les cités sénégalaises ont vivoté pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Pourtant, la disparition du système des compagnies en 1791, avait suscité un grand espoir de progrès, mais l'ouverture des hostilités avec l'Angleterre en février 1793 allait rapidement l'anéantir. En effet la difficulté sans cesse croissante des relations maritimes avec la métropole mine sûrement les transactions commercia-

---

... de Durand et celui de Golberry de 1786 qui nous montrent que toute l'île était pratiquement bâtie à cette époque.

(22) DURAND, op. cit., p. 44.

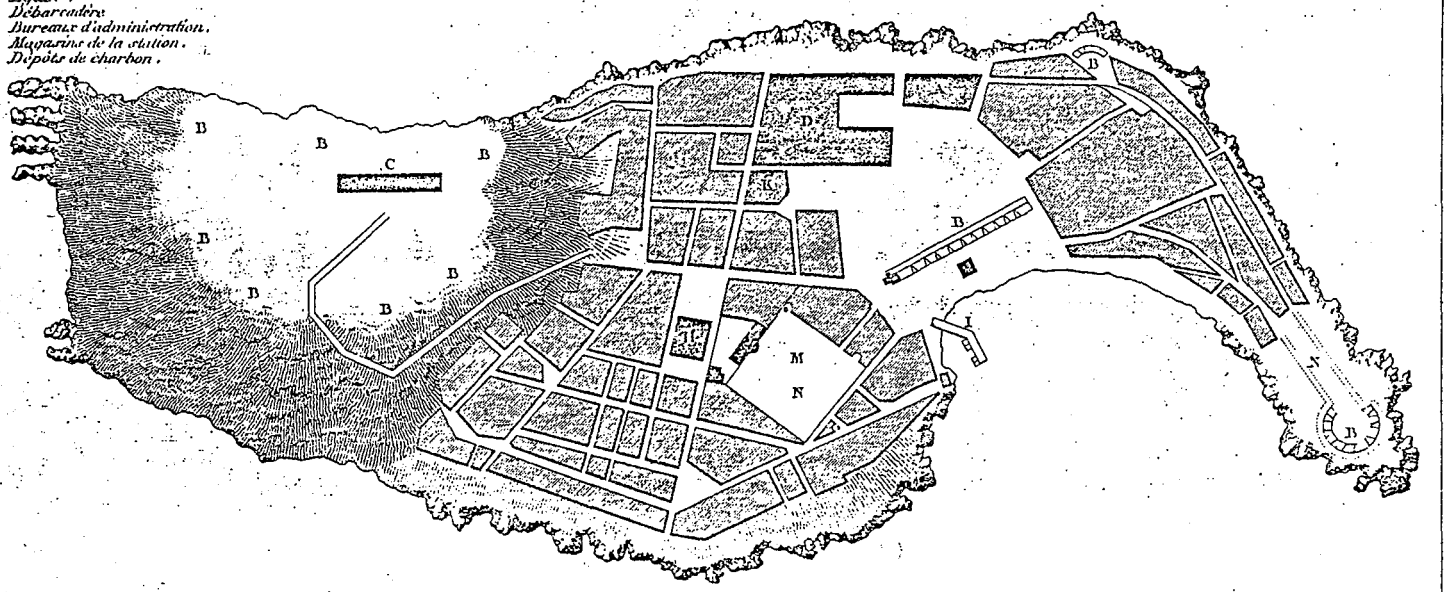
(23) DEROURE (F.). La vie quotidienne à Saint-Louis par ses archives (1779-1809), Bulletin de l' I F A N, t.XXVI, série B, n° 3-4, 1964, pp. 397-439.

CARTE N° 12

PLAN DE L'ILE ET DE LA VILLE DE GORÉE,

Levé par ordre de M.le Cap.ne de V.au E.Bouët-Willaumez, *Gouverneur du Sénégal et dépendances.*

A. *Gouvernement.*
B. *Batteries élevées ou en construction.*
C. *Casernes.*
D. *Hôpital.*
H. *Eglise.*
I. *Débarcadère*
K. *Bureaux d'administration.*
M. *Magasins de la station.*
N. *Dépôts de charbon.*



Pavis del.

Lith. et imp.

les. Sous l'occupation anglaise, si Gorée retrouve quelque activité en devenant l'entrepôt du commerce de la Gambie, Saint-Louis, plus ou moins délaissée, continue à décliner. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de l'état de délabrement qu'offre le chef-lieu aux autorités françaises venues reprendre possession de la colonie en 1817 : bâtiments administratifs et militaires en ruines (24), maisons particulières dont l'entretien ne peut plus être assuré convenablement par des propriétaires dont les revenus se sont effondrés.

Après avoir pansé les plaies dues à la guerre, Saint-Louis pouvait espérer profiter de la politique ambitieuse élaborée par le gouvernement de la Restauration. En effet la mise en place d'une administration beaucoup plus étoffée que sous l'Ancien Régime, la création d'une base nécessaire à l'effort de colonisation agricole entrepris dans le Walo voisin, le rétablissement et l'élargissement des courants commerciaux lui assurèrent jusque vers le début des années 1840 où apparaissent les prodromes de la crise, un développement constant que traduisent les transformations de sa physionomie matérielle. Beaucoup plus incertain était l'avenir de Gorée depuis que son activité commerciale avait été rudement atteinte par la rupture de ses liens avec la Gambie et la création de Sainte-Marie de Bathurst. Dans l'ensemble, les conditions économiques étaient peu favorables à un progrès de l'urbanisation car ce n'est que tardivement que la traite de l'arachide sortira l'île de sa torpeur.

---

(24) Le gouverneur Schmaltz écrit au ministre : "Les établissements m'ont été remis dans un tel état de dégradation et même de dévastation par le commandant anglais que les réparations les plus indispensables nécessiteront de grandes dépenses". Lettre citée par HARDY (G.), op. cit., p. 8.

3°. Saint-Louis et Gorée vers 1850.

Si surprenant que cela puisse paraître, les auteurs du milieu du siècle ne nous ont laissé que de rares descriptions précises. Sans doute jugeaient-ils que le cadre urbain ne s'était guère modifié et qu'il était plus utile pour l'avenir des comptoirs de s'attacher à démonter les mécanismes du commerce de la gomme, à disserter sur la crise économique et les moyens de la surmonter, à présenter dans leur diversité les populations du Sénégal et à disputer des chances respectives de l'Islam et du christianisme. Cependant, il est possible de restituer le visage des deux cités à partir de quelques témoignages, plus indigents pour Gorée que pour Saint-Louis, de renseignements exhumés des Archives et de dessins et de peintures (25). Après plusieurs jours de navigation le long de la côte monotone de Mauritanie, quel voyageur venant d'Europe n'aurait-il pas éprouvé de la joie en voyant surgir d'une manière inattendue une cité sous le ciel des Tropiques. C'est ce sentiment qu'exprime

---

(25) Edouard Nousveaux (1811-1868) est l'illustrateur le plus important de cette période. En 1842, il reçoit du ministère de la Marine la charge de dessiner un "Album pittoresque" de la côte occidentale d'Afrique. Avec le concours de la marine royale, et en particulier de Bouët il y effectue plusieurs voyages mais il réserve la plus grande part de son activité au Sénégal. Il expose ses aquarelles aux Salons de 1845, 1846, 1847 et 1848. Ses dessins ainsi que ceux de son prédécesseur, Darondeau, mort au Sénégal, illustrent l'ouvrage de Bouët-Willaumez, Description nautique, op.cit., Dr P.A. CARIOU : un peintre colonial méconnu : Edouard Nousveaux, Notes Africaines, n°46, avril 1950, pp. 46-47. Parmi les autres dessinateurs, on peut citer de Bérard, collaborateur comme Nousveaux de la revue Le Tour du Monde, et d'Hastrel.

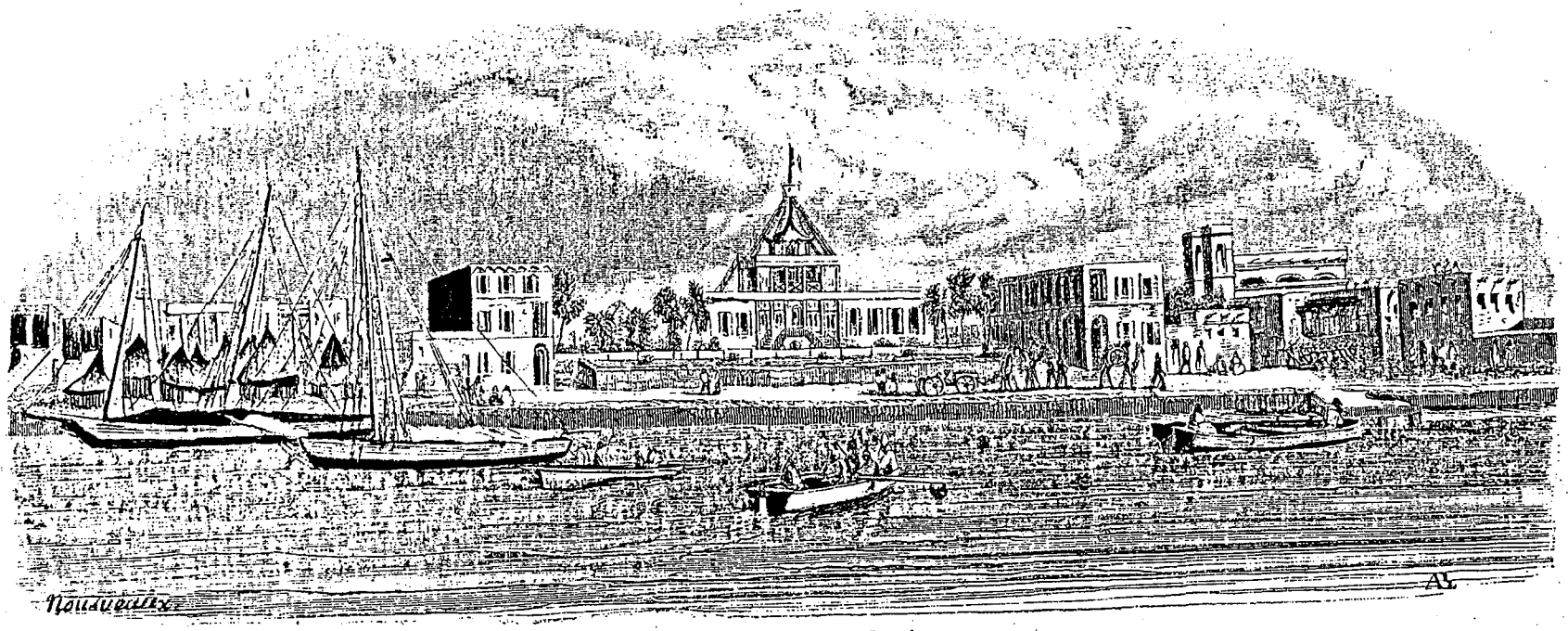
après bien d'autres Auguste Bouët.

> "Figurez-vous une côte basse, sablonneuse, torréfiée par un soleil de feu, où surgissent de loin en loin quelques touffes de brousailles desséchées où ondulent des collines d'un sable éblouissant, voilà la terre du Sénégal, placée aux confins du Sahara. Soudain sur les bords de cette côte désolée apparaissent quelques maisons blanches au milieu desquelles s'élève un vaste édifice surmonté des couleurs de la France, c'est Saint-Louis, capitale de la colonie. En approchant, les formes de la ville se dessinent, les maisons s'agrandissent, les mâtures des navires se déploient ainsi que les chevelures panachées d'une vingtaine de cocotiers et l'hôtel du gouvernement développe sa façade entre deux longues casernes : tel est l'aspect de Saint-Louis quand on vient prendre mouillage sur sa rade extérieure et l'on est tout surpris de cette jolie miniature blanche surgissant au milieu d'un désert de sable" (26).

Nous partageons pleinement cette impression en contemplant le tableau de Nousveaux ou la gravure d'Amédée Rousseau car vue du large ou de la langue de Barbarie, la ville se compose un visage avantageux en alignant ses édifices les plus imposants. Ils ont été construits ou profondément rema-

---

(26) BOUET (A.) : Côte occidentale d'Afrique, l'Illustration 16 mars 1850. Auguste Bouët, lieutenant de vaisseau, était le frère d'Edouard Bouët, ancien gouverneur du Sénégal.



Sénégal. — I. Vue de Saint-Louis.

PLANCHE 4 VUE DE SAINT-LOUIS

niés au cours de la première moitié du XIXe siècle. "L'hôtel du gouvernement, très vaste et fort élégant" utilise des parties de l'ancien fort. Devant lui s'étend la place d'armes qu'encadrent deux casernes achevées vers 1830. Dans le voisinage on aperçoit les deux tours carrées de l'église inaugurée en 1828, l'hôpital de la Marine vaste et aéré, et "un beau palais de Justice". Promise depuis longtemps aux musulmans, la "belle mosquée" située dans la partie nord n'a été achevée qu'en 1847 (27). Bref, ces bâtiments publics sont ceux là même qui, un siècle plus tard, donneront à la ville "un air de majesté et de fierté" (28).

En même temps que l'administration accomplissait un louable effort de construction, les maisons et les cases se multipliaient. En effet, un élan bâtisseur traverse les vingt années qui ont suivi la reprise de possession et tout particulièrement pendant la période marquée par ce que Raffenel a appelé "la fièvre de la gomme". De nombreux traitants ont alors investi leurs bénéfices en maisons qu'ils louaient avantageusement aux Européens qui débarquaient de plus en plus nombreux dans l'île, en quête d'une fortune rapidement amassée. Quelques chiffres permettent d'en mesurer l'ampleur. Alors qu'on signalait en 1817 une trentaine de maisons en briques, on en dénombrait 200 en 1828 et 311 dont 229 à étages dix ans plus tard (29). mais après 1840, la crise freine la construction. Au milieu du siècle, l'abbé Boilat affirme que désormais "la ville occupe

---

(27) BOUET (A.), op. cit.

(28) CAMARA (C.), op.cit., p. 47. SINOU (Alain): Idéologie et pratiques de l'urbanisme dans le Sénégal colonial, Paris, EHESS, 1985, 300 p.

(29) Recensement des immeubles, Saint-Louis, 1838, A N S O M 3 G 3/2.

toute l'île", mais il semble difficile de le croire, quand nous savons par ailleurs que la partie nord renferme encore de nombreux terrains vagues plus ou moins marécageux. Aussi paraît-il plus exact de dire avec Rousseau que "les deux tiers de l'île sont occupés par des constructions" (30). Sur les bords du fleuve, maisons particulières et magasins constituent une ligne continue, surtout dans la partie sud et déjà on observe une ébauche de quartiers spécialisés. A l'est sur le grand bras, se rassemblent les maisons de commerce avec leurs débarcadères pour faciliter l'accostage des navires, tandis qu'à l'ouest s'étend le quartier officiel avec les casernes, l'hôtel du gouverneur qui abrite l'administration, l'hôpital et l'église.

Gorée n'a pas connu de transformations comparables à celles de Saint-Louis. Le marasme économique qui a suivi le départ des Anglais a brisé l'élan bâtisseur qui s'était manifesté à la fin du XVIIIe siècle et dans les premières années du XIXe siècle (31). S'adapter aux nécessités nou-

---

(30) ROUSSEAU (R.) : le site et les origines de Saint-Louis, La Géographie, t. XLIV, juillet-septembre, novembre-décembre 1925.

(31) Nous avons vu plus haut que les Anglais reprenant l'île en 1779 avaient concédé des terrains sur les remparts rasés par les Français, Boufflers, de son côté en fit distribuer gratuitement autour du fort Saint-François à condition de bâtir dans l'année. Une nouvelle poussée de construction, peut être constatée lors de l'occupation anglaise. A ce sujet la comparaison des plans de l'île est fort instructive. Celui du capitaine Davy de 1821 atteste l'ampleur des progrès réalisés depuis 1784 date de celui du marquis de la Jaille. Par contre le plan dressé par ordre de Bouët-Willaumez en 1844 (Description nautique, op.cit.) révèle le stagnation des vingt années précédentes. Le docteur P.A. Cariou a réuni

velles du commerce , les Goréens se bornèrent à faire de leurs captiveries des magasins ou même de simples logements en perçant des ouvertures dans les murs des cellules. Le seul bâtiment important édifié à cette époque, l'église Saint-Charles, achevée en 1829, plante un décor de village français sous le ciel des tropiques. Le capital immobilier de l'île, exception faite des bâtiments publics représente à peu près le tiers de celui de Saint-Louis : on dénombre, en effet, en 1842, 113 maisons en dur dont l'entretien laisse souvent à désirer (32). Le type de ces maisons semblable dans les deux villes et fixé dès le XVIIIe siècle a été reproduit sans grande modification par la suite. Autour d'une cour intérieure, parfois minuscule, le bâtiment comprend au rez-de-chaussée, boutiques et magasins et les pièces réservées aux esclaves de case. Les maîtres logent à l'étage beaucoup mieux aéré. La forme des piliers et des arcades, la disposition des galeries et les ornements des balcons constituent autant de détails qui donnent à chaque construction un cachet particulier (33).

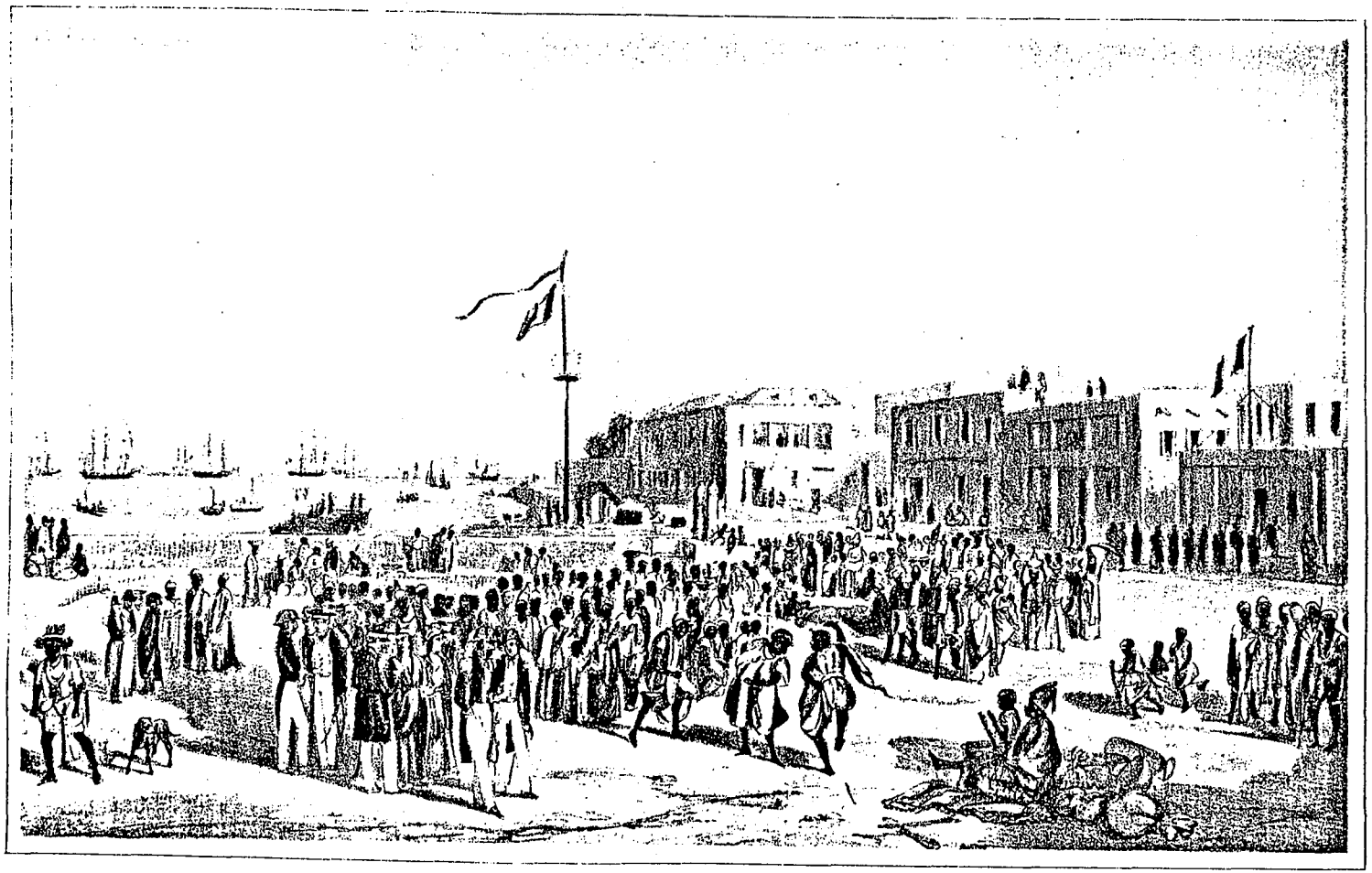
Timidement, l'administration a commencé à prendre conscience des problèmes urbains, Tout d'abord, elle a cherché à discipliner la fièvre de construction qui s'est emparée

---

... une précieuse documentation sous le titre "Promenade à Gorée". Il nous a aimablement communiqué son manuscrit, qu'il en soit ici vivement remercié.

(32) Lettre du commandant particulier Dagorne, 20 février 1842. Sur ces 113 maisons deux ont deux étages, 85 un seul et 26 se réduisent au rez-de-chaussée. "Beaucoup de maisons tombent en ruines" négligence ou pauvreté ? s'interroge Dagorne A N S O M Sénégal IV 21 b.

(33) DEROURE (F.), op.cit., p. 402.



Nousveaux pinxt et lith:

J. Rigo et Cie

LA PLACE DU GOUVERNEMENT A L'ILE DE GORÉE. (SÉNÉGAL.)

(Salon de 1846)

PLANCHE 5 LA PLACE DU GOUVERNEMENT A GOREE

de Saint-Louis, en faisant dresser par les Ponts et Chaussées un plan directeur. Adopté par le conseil d'administration en juillet 1828, un arrêté du 31 mars 1829 en précise les modalités d'application : en particulier toute construction neuve en dehors de l'alignement prévu, est interdite (34). Le plan uniquement attaché à l'organisation des rues et des places et, en fait, assez mal respecté, se révèle caduc au milieu du XIXe siècle. En particulier, il ne prévoyait aucune action précise quant à la protection de l'île contre les crues annuelles. Pourtant, l'administration va s'efforcer de parer à ce danger en édifiant aux endroits les plus menacés des remblais et des quais, mais les crédits dont elle dispose étaient sans commune mesure avec l'ampleur de la tâche à accomplir. Aussi, avait-elle cherché dès 1831 à y intéresser la population en offrant la propriété des terrains gagnés à ceux qui contribueraient aux travaux par leurs captifs et leurs chalands (35). L'expérience fut décevante mais elle ne découragea pas le gouverneur Bouët qui pour assainir et peupler le nord-ouest de l'île promet en 1843 de concéder gratuitement des terrains à toute personne qui remblaierait dans un délai de dix-huit mois sur trente

---

(34) B A S 1819-1842, p. 251. Pour Gorée, ce n'est pas avant 1851 que l'administration tentera d'établir un véritable plan d'alignement, mais elle se heurtera à une forte opposition de la population. Déjà, en 1767, l'ingénieur Armeny de Paradis avait tracé quelques rues dont celle du Castel à l'ouest de l'île.

(35) A propos de la construction des quais, voir A N S A O F 3 G 3/1 bis ; pour les travaux de remblaiement ; arrêtés des 9 et 16 juin 1831 et du 3 mars 1832, B A S 1819-1842, p. 311 .

centimètres au-dessus des eaux ordinaires (36). Il n'eut pas plus de succès que ses devanciers car ce n'est que dix à quinze ans plus tard que cette partie de l'île sera effectivement occupée.

L'administration s'était également inquiétée du danger que faisait courir à la ville la présence de cases serrées les unes contre les autres ou encombrant la cour des maisons en dur. Saint-Louis était la plus menacée avec près de 2.700 cases rassemblées pour la plupart dans la partie nord (27). En 1842, un arrêté interdit la construction de cases en paille et institue un système de primes pour aider les habitants à bâtir en pierres ou en briques (38). Quinze ans plus tard, force est de constater l'échec de ces dispositions, le nombre des cases ayant finalement augmenté (39). Les populations atteintes par la récession n'avaient pas trouvé dans de médiocres primes une incitation suffisante. D'ailleurs, le prix de la construction était élevé au Sénégal et particulièrement à Saint-Louis, les matériaux étant rares dans les environs. La pierre à bâtir venait du haut fleuve, de Thiès, de Rufisque, des îles Canaries et du Cap-Vert ; la brique et la tuile arrivaient de France. On avait bien tenté de fabriquer des briques

---

(36) Arrêté du 24 août 1843 B A S 1843-1844, p. 107 .
(37) Recensement de 1838 déjà cité.
(38) Arrêté du 27 décembre 1842 B A S 1819-1842, p. 707
(39) C'est Faidherbe qui le constate en 1858.

avec l'argile locale, mais la qualité laissait à désirer (40). Ainsi, au milieu du siècle, les villes offraient toujours une proie facile aux incendies. En 1851, en particulier, les sinistres des 16 et 31 janvier attisés par la violence des vents d'est avaient pris à Saint-Louis une stupéfiante ampleur : cinq cents cases environ avaient été anéanties (41).

4°. Population : effectifs et composition

Dans cet habitat médiocre et fragile s'entassait au milieu du XIXe siècle une population relativement nombreuse. Dans le domaine démographique comme dans beaucoup d'autres, l'historien qui se heurte au problème de la qualité des statistiques est tenté d'accorder moins de valeur aux chiffres qu'aux témoignages convergents des contemporains. A la fin du XVIIIe siècle, les auteurs estiment la

---

(40) Rapport du lieutenant du génie Joris au gouverneur (sans date mais vraisemblablement de la fin de l'année 1853) A N S O M D F C Sénégal 592, mais même en utilisant les matériaux locaux une case en maçonnerie revient à 500 F., la prime s'élevant à 150 F., Protet constate que la plus grande partie de la population saint-louisienne a de grandes difficultés pour amasser 350 F. Protet à ministre, 3 février 1851, n°61, A N S O M Sénégal I 37 b.

(41) Le 16 janvier, l'incendie avait détruit 98 cases du quartier sud, le 31, c'est le nord qui est touché : 367 cases brûlées et 36 démolies pour faire la part du feu. Protet à ministre, lettre citée à la note précédente et rédigée d'après le rapport du maire A N S 3 G 3/4.

population de Saint-Louis à 7.000 habitants et celle de Gorée à 2.500 habitants. Les villes, nous le savons, exercent sur les populations de l'intérieur un attrait qui demeure presque aussi vif lorsque sous la Révolution et l'Empire la précarité des relations commerciales avec le fleuve et des liaisons avec la métropole aura singulièrement altéré les conditions d'accueil. Le gouverneur Blanchot se trouve alors aux prises avec les graves problèmes posés par un surpeuplement relatif. Avec l'occupation anglaise les destins de Saint-Louis et de Gorée divergent. Le chef-lieu, profondément atteint dans sa substance économique, a finalement perdu un millier d'habitants tandis que Gorée devenue l'entrepôt du commerce anglais voit, en une quinzaine d'années, sa population atteindre 6.000 âmes (42).

L'administration française après son retour en 1817 se contente comme auparavant d'estimations incertaines, reprises dans les publications officielles du ministère de la Marine, mais sentant, enfin, le besoin d'apprécier plus exactement la réalité, elle prescrit, pour la première fois semble-t-il, l'établissement d'un recensement annuel par l'arrêté du 9 août 1842. Nous ignorons si les opérations ont été menées effectivement chaque année en août-septembre comme prévu, mais nous savons que les commissions qui en étaient chargées rencontrèrent de sérieuses difficultés dans l'accomplissement de leur tâche (43). Bien que l'autorité ait pris la précaution de leur adjoindre un marabout notable, les africains montrèrent "une répugnance presque invin-

---

(42) Les deux villes ont approximativement une population équivalente au moment du retour des Français. Cf. BOUET-WILLAUMEZ : Commerce ... op.cit., p.12 et ZUCCARELLI (F.), l'entrepôr fictif de Gorée entre 1822 et 1852, Annales Africaines, 1959, p.267.

(43) A Saint-Louis, deux commissions, une pour le nord et une pour le sud étaient nommées par le gouverneur et à Gorée le commandant particulier en désignait une.

cible" à fournir les renseignements nécessaires (44). L'état-civil, théoriquement obligatoire n'a jamais existé d'une manière régulière. En effet, le procureur général constate en 1851 que "les Européens qui habitent cette colonie et quelques habitants indigènes pris parmi les plus éclairés font au bureau de l'état-civil les déclarations voulues par la loi, mais que la majeure partie de la population musulmane s'abstient" (45).

Si l'on en croit les documents officiels, la population saint-louisienne serait passée de 6.000 habitants en 1817 à 10.305 en 1826 et à 11.909 en 1838, pour atteindre 12.336 en 1843 et se stabiliser autour de 12.000 les années suivantes (46). A Gorée, la population partant du même niveau de 6.000 habitants recule à 5.825 en 1826 et s'établit autour de 5.000 de 1838 à 1847 (47). Brusquement les tableaux des années 1848 et 1850 font état d'une baisse sensible ramenant les effectifs de Saint-Louis à 10.000 environ et ceux de Gorée à 3.200 (48). Paris s'en émeut et

---

(44) Protet à ministre, 5 novembre 1851, n° 491, ANSOM Sénégal XIV 12.

(45) Rapport du procureur général, Carrère, à la séance du Conseil d'administration du 22 octobre 1851, AN SOM Sénégal VII 26 bis 10.

(46) 12.138 en 1845, 11.998 en 1847. Tous ces chiffres s'entendent garnison, fonctionnaires et leurs familles exclus.

(47) 5.012 en 1838, 4.952 en 1843, 5.025 en 1845 et 5.018 en 1847. Dagorne, alors commandant de Gorée, évalue la population de l'île à 5.400 en 1842 et 5.051 en 1845. AN SOM Sénégal IV 21 b. Claude FAURE dans son ouvrage : Histoire de la presqu'île du Cap Vert, op.cit., p.109, fait état du chiffre de 4.983 pour l'année 1842.

(48) 9.967 et 9.913 pour Saint-Louis et 3.197 pour Gorée.

l'attribue à des inexactitudes mais il faut bien constater qu'elle s'inscrit durablement dans les statistiques des années suivantes (49). Faute d'avoir pu retrouver dans les archives les explications que le ministère avait sollicitées de l'administration locale, doit-on conclure que la population urbaine avait été trop longtemps surestimée et qu'une plus grande rigueur présidait désormais aux opérations de recensement ? Les contemporains se hasardent à avancer quelques chiffres, mais sans indiquer leurs sources. Ainsi, Bouët-Willaumez affirme que Saint-Louis renferme 13.000 habitants en 1837 et Tardieu 15.000 en 1844 (50). Pour sa part le P. Briot, récemment arrivé au Sénégal déclare que "c'est une ville de 20.000 âmes" (51). Quant à Gorée, 4.500 personnes se pressent sur son rocher, d'après l'abbé Boilat, et 5.800 d'après un autre missionnaire, le P. Arragon (52).

---

(49) Les tableaux du ministère donnent, en effet, les chiffres suivants :

	Saint-Louis	Gorée
1852	9.809	3.111
1853	9.203	3.084
1854	9.127	3.042

(50) TARDIEU (A.) : Sénégambie et Guinée, Paris, 1847. Il reprend d'ailleurs l'évaluation de Cottu, op.cit.

(51) P. Briot au P. Libermann, 12 août 1845, A C S Sp ; B 152 IV.

(52) P. Arragon au Supérieur, septembre 1845, A C S Sp. B 152 III.

Aux habitants ayant leur foyer dans les deux villes sénégalaises s'ajoute une population flottante particulièrement importante à Saint-Louis. Elle est constituée en particulier par des gens de l'intérieur venus se procurer quelques marchandises par trois ou quatre mois de travaux pénibles. Selon Héricé et Tardieu elle représente 1.200 à 1.500 individus, mais l'abbé Boilat l'estime à 4.000 (53). En raisonnant à partir de ces divers éléments, on peut, sans trop s'aventurer fixer vers 1850 la population totale de Saint-Louis aux environs de 12.000 à 13.000 habitants et celle de Gorée à 4.000-4.500 habitants. Quoiqu'il en soit, il serait intéressant de pouvoir correctement apprécier le sens de l'évolution démographique. Les statistiques suggèrent, sans doute, une stagnation et même un recul, mais elles sont contredites, en général, par les observations des contemporains. En effet, ceux-ci ne cessent d'évoquer une population en constante croissance. En 1843, Bouët ouvrant une séance du Conseil d'administration expose "qu'à son arrivée dans la colonie, il a été frappé de l'exubérance de la population sénégalaise et de son accroissement incessant" (54). Deux ans plus tard, le P. Briot fait la même remarque pour Saint-Louis et il semble que ce dynamisme se poursuive encore en 1849 et 1850 (55). Même son de cloche

---

(53) Héricé : Mémoire ... op.cit. et Boilat : Esquisses ... op.cit., p. 207.

(54) Conseil d'administration, délibération du 1er avril 1843, AN SOM Sénégal VII, 26 bis 7.

(55) "C'est une ville ... tendant à s'accroître de plus en plus" écrit le P. Briot dans la lettre précitée. Cf. le témoignage de Baudin, lettre au ministre, n° 464, du 27 novembre 1849 et la délibération du conseil d'administration du 9 septembre 1850. Le phénomène est le même pour les villes des colonies anglaises : Sainte-Marie de Bathurst passe de 2.227 h en 1830, à 3.880 en 1845 et 4.262 en 1851 et le nombre des Européens de 24 à 50 et à 180. Au milieu du siècle, Freetown compte environ

pour Gorée au conseil d'arrondissement en 1846 et dans une lettre du gouverneur de 1848 (56). Bref, les deux villes donnent l'impression d'être surpeuplées ; Héricé déclare que "l'île de Saint-Louis n'offre plus maintenant assez de place" et le P. Arragon s'étonne qu'à Gorée on puisse "loger tant de monde sur un rocher qui a, à peine, une lieue de tour et dont la moitié est occupée par un fort".

Les statistiques officielles ne nous permettent pas d'étudier d'une manière précise la composition de la population. Elles ne distinguent, en effet, que deux groupes : les Européens et les indigènes, et cela seulement jusqu'à l'année 1847, les années suivantes ne comportant que des données globales. Ainsi, l'importance respective des métis et des différents groupes ethniques ne pouvant être établie avec rigueur, nous devrons nous contenter de simples approximations.

L'effectif des Européens, fonctionnaires et militaires de la garnison compris qui, en 1838 représentait 584 personnes, s'élève à 1.039 cinq ans plus tard pour se situer autour de 1.160 en 1845-1846. Ainsi, a-t-il doublé en dix ans. Si l'on compare à la masse des indigènes recensés res-

---

.... 16.000 h. KUCZYNSKI (R.) : Demographic Survey of the British Colonial Empire, vol.I, West Africa, 1948, p.318 et 159.

(56) Conseil d'arrondissement, 3 janvier 1846, ANS AOF 2E2, texte reproduit dans FAURE, p. 108 et dans CHARPY, p. 17. Baudin à ministre, 21 avril 1849, n° 159, ANSOM Sénégal I 33 a et CHARPY, p. 28.

tée à peu près stationnaire pendant cette période, on constate que son poids numérique s'est régulièrement accru, passant de 3,34 % à 7,04 % de la population totale. A l'intérieur de ce noyau européen, il est significatif de constater que les deux catégories : commerçants d'une part et fonctionnaires et militaires d'autre part ont progressé à un même rythme, comme si l'extension du commerce impliquait obligatoirement un développement parallèle de l'infrastructure administrative et des moyens de protection. Enfin, Saint-Louis semblait offrir moins d'attrait que Gorée aux Européens venus tenter fortune au Sénégal, puisque la population commerçante du chef-lieu s'accroît seulement de 60 % environ, tandis que celle de Gorée quadruple (57). Ce fait doit être rapproché de l'apparition et du développement rapide du commerce de l'arachide dans le sud.

Il est malaisé de définir l'importance numérique des métis car les statistiques officielles ne répartissent les indigènes qu'en trois catégories : libres, engagés à

---

(57)

	Saint-Louis	Gorée
1838	122	21
1846	194	88

Malgré ces progrès spectaculaires, la population commerçante de Gorée n'atteint pas la moitié de celle de Saint-Louis. Il est évident que ces chiffres de la population européenne s'entendent familles comprises, mais on sait qu'elles étaient très peu nombreuses à cette époque. En 1846, la sex ratio des adultes s'établit à 430 femmes pour 1000 hommes (75 femmes et 171 hommes).

temps et captifs (58). Cependant, la distinction faite entre chrétiens et musulmans peut nous aider à cerner le problème. Sans doute, tous les libres chrétiens ne sont pas des métis, mais les noirs chrétiens sont peu nombreux, surtout à Saint-Louis. A partir de cette base, il est possible d'estimer à 9 ou 10 % la part des métis dans la population totale (59).

Une grande variété ethnique caractérise la population de Saint-Louis et de Gorée, mais chacune de ces villes possède son originalité propre. Depuis leur fondation, elles n'ont cessé de faire appel aux populations des royaumes voisins, puis petit à petit à celles de régions plus éloignées. Les captifs introduits de force et les hommes libres désireux de se procurer quelques marchandises devinrent auxiliaires du commerce européen. Parmi les immigrants libres, certains repartaient au bout de quelques mois tandis que d'autres établissaient leur foyer dans les îles formant bientôt un noyau de citadins. L'élément wolof est prédominant à Saint-Louis, venant du Walo (l'île étant partie intégrante de ce royaume), du Kayor et du Djolof, mais dès le XVIIIe siècle avec le développement du comptoir apparaissent les Toucouleurs et les Bambara du Kaarta et de Ségou. Ces

---

(58) Le système des engagés établi pour assurer le recrutement de main-d'oeuvre et de soldats a fonctionné de 1823 à 1844. Il a été étudié par ZUCCARELLI (F.) : le régime des engagés à temps au Sénégal, Cahiers d'Etudes Africaines, vol. II, n° 7, 1962, p. 421-461.

(59) Lorsque les mûlatres seront recensés séparément, on constatera un pourcentage voisin. Bérenger-Féraud dans le Moniteur du Sénégal du 18 mars 1873 considère que les métis représentent 13,3 % de la population saint-louisienne.

deux groupes se retrouvent dans la première moitié du XIXe siècle. Le courant venant du Fouta est le plus important et les Toucouleurs constituent le second groupe après les Wolof. Ils trouvent facilement de l'emploi dans les maisons de commerce comme courtiers et comme interprètes, certains exercent le métier de tisserand tandis que les moins nombreux doivent se contenter d'être manoeuvre. Jusqu'en 1844, les Bambara provenaient pour la plupart du rachat à Bakel de captifs transformés en engagés à temps. La suppression de ce système de recrutement n'empêche pas l'arrivée de Bambara à Saint-Louis. Travailleurs industrieux, ils confectionnent des objets en cuir ou des broderies sur les boubous, ou bien détiennent le quasi monopole de la fabrication et de la vente du charbon de bois. Les Peuls venus du Fouta et du Ferlo se partagent entre la ville et les pâturages proches de Gandiole et de Lampsar ; ils contribuent à assurer l'approvisionnement en viande de l'agglomération. Enfin, on rencontre, venus du haut fleuve, des Sarakollé qui font preuve d'une belle aptitude au commerce.

Pour être complet, il ne faudrait pas oublier la présence de deux communautés encore très réduites en nombre, mais appelées à prendre quelque développement au cours du siècle : les Maures et les Marocains. Les premiers qui appartiennent à des tribus variées : Trarza, Tichit par exemple, exercent les métiers de forgerons-bijoutiers ou de commerçants (60). Les Marocains ne constituent qu'un groupe minuscule qui maintient les liens traditionnels entre Fès et le Sénégal. Déjà à la fin du XVIIIe siècle, Saugnier en signa-

---

(60) Il est significatif de voir un ancien caravanier tichit se transformer en commerçant sédentaire en achetant un fonds de commerce à Saint-Louis A N S O M D P P C, Tribunal de première instance 1843.

lait la présence (61) et quelques documents en attestent la persistance au milieu du XIXe siècle (62). Ces Fassi se livrent au commerce, an particulier avec les Trarza et servent d'intermédiaires aux caravanes venues du Maroc apportant de la laine, du safran, des babouches et des livres pieux (63).

Pour Gorée, les indications précises manquent quant aux composants ethniques de la population, mais, comme à Saint-Louis, les Wolof se taillent la première place. Venus du Kayor et du Baol, ils trouvent à s'employer dans le commerce, le cabotage et les activités artisanales comme charpentiers, menuisiers, maçons et tisserands. Les Sérèr du Sine-Saloum sont également représentés ainsi que les Bambara introduits le plus souvent comme captifs. Connaissant l'importance des relations commerciales avec les côtes situées au sud de l'île, on ne s'étonnera pas de l'installation de petits groupes venus particulièrement de Casamance et de Bissao, non plus que de l'importance des liens fami-

---

(61) SAUGNIER : Relation de plusieurs voyages à la Côte d'Afrique, au Maroc, au Sénégal, à Gorée, à Galam, tiré des journaux de Saugnier qui a été longtemps esclave des Maures, Paris, 1791, in-8°.

(62) Dans les instructions de la Société de Géographie à Panet, il est fait allusion à une famille de réfugiés marocains établie à Saint-Louis depuis soixante ans, Bulletin de la Société de Géographie, septembre-octobre 1849. Panet dans le récit de son voyage parle d'un vieux Maure de Fès installé à Saint-Louis depuis deux ou trois ans : Relation d'un voyage ... op.cit., également la présence d'un fassi ayant auparavant habité dans le Wad Noun, est signalée dans une lettre du gouverneur au ministre, n° 220, du 31 mai 1845, A N S O M Sénégal I 27 a.

(63) Panet au directeur des Colonies, 13 juin 1849, A N S O M Missions 1.

liaux qui se sont tissés lors de l'occupation anglaise avec les habitants de la Gambie et de Sierra Leone et qui demeurent encore vivaces au milieu du XIXe siècle.

A côté d'une population stabilisée ou en voie de l'être, les villes sénégalaises, Saint-Louis spécialement, abritent une masse flottante assez bigarrée qui, à l'occasion, pose de graves problèmes. Elle comprend, tout d'abord, nous l'avons vu, les travailleurs temporaires, mais aussi les caravanes et les marchands venus apporter leurs produits. Un rapport de l'adjoint au maire de Saint-Louis nous permet d'apprécier l'importance de ce mouvement de va et vient rythmé par la traite. Ainsi, du 18 février 1848 au 30 avril 1849 on a compté 4.086 étrangers ayant pénétré dans la ville venant pour les sept huitièmes du Kayor et pour le reste de la rive droite (64). La crise ne semble pas avoir diminué le flot d'étrangers en quête d'un emploi. Si certains sans travail parviennent à subsister grâce aux moeurs hospitalières de parents ou de compatriotes, combien d'autres errent dans les rues mendiant ou vivant de rapines. Une foule de mutilés, d'aveugles ou de lépreux plus ou moins rejetés par leurs communautés viennent aussi en ville dans l'espoir d'y survivre. Mais ce qui inquiète le plus les Européens, c'est l'afflux de marabouts originaires du Fouta et de griots

---

(64) Du 18 décembre 1848 au 5 février 1849 : 872 entrées
du 6 au 28 février 499
du 1er au 31 mars 1.341
du 1er au 30 avril 1.374
4.086

Du Kayor les étrangers pénétraient par Gandiole (1217) et par Leybar (2318). Les caravanes de la rive droite étaient dénombrées à Guet N'Dar, village de la langue de Barbarie situé en face de Saint-Louis. A N S A O F 3 G 3/2.

venant du Walo et du Kayor, car ils s'ingénient à vivre aux dépens d'une population sénégalaise trop crédule. Tous ces inactifs constituent une "classe dangereuse" que l'autorité souhaiterait limiter le plus possible. En 1841, le conseil général avait bien demandé l'exécution sévère des réglements qui assujettissent tout noir étranger arrivant à Saint-Louis à se présenter devant le maire, à faire connaître ses moyens d'existence et à indiquer un répondant civilement responsable de ses faits et gestes, mais l'administration s'était révélée impuissante à endiguer le flot car quelques années plus tard, on dénonce toujours "ce fléau" des gens venant de l'extérieur (65).

5°. Les conditions de vie

Dans ces deux villes aux dimensions exiguës, les conditions de vie n'étaient rien moins que satisfaisantes, car le surpeuplement aggravait les problèmes de ravitaillement et d'hygiène qui, parfois prenaient une allure dramatique.

Nourrir était la préoccupation première. En effet, tout devait être importé : les céréales, les animaux de boucherie, l'eau douce ainsi que le bois ou le charbon de bois

---

(65) Voeu du conseil général du 27 septembre 1841, A N S O M Sénégal VII 29 c ; HERICE, op. cit., l'arrêté de mars 1847 qui avait renouvelé l'obligation à tout noir venant de l'extérieur de se présenter à la mairie ne semble pas avoir eu d'efficacité, conseil d'administration, 1er mars 1847, AN S O M Sénégal, VII 26 bis 8.

nécessaire à la cuisson des aliments. Un approvisionnement régulier supposait de bonnes relations avec les indigènes et en particulier le paiement des droits qu'ils exigeaient. Le mil étant la base de l'alimentation de la majeure partie de la population, l'administration en surveillait de près le niveau des stocks. Sans doute, l'augmentation de la population avait exigé qu'on élargit progressivement les zones d'approvisionnement comme on l'a vu en étudiant la géographie du commerce. Mais, malgré ces efforts, les populations urbaines demeuraient à la merci non seulement d'une mauvaise récolte ou d'une épizootie, mais encore de la spéculation et surtout de la guerre qui interrompait toute transaction. Aussi, l'autorité consciente du danger que couraient les villes s'employait à éviter tout conflit ou du moins ne s'y résignait qu'en dernier recours. C'est bien ce qu'exprime à propos des relations avec le Kayor le gouverneur Baudin :

> "Une guerre avec ce pays laisserait Saint-Louis et Gorée sans aucun moyen d'alimentation ; cette considération est grave et a été la cause de tout temps des concessions sans nombre que le Sénégal a été obligé de faire à ces voisins turbulents" (66).

Saint-Louis importait de grandes quantités de mil, car outre la consommation de ses habitants, il fallait prévoir l'approvisionnement des traitants partant pour les escales, les Maures s'y procurant cette céréale indispensable à la nourriture de leurs esclaves employés à la récolte de la gomme.

Il suffit que la récolte manque dans une région pour que la ville soit menacée de disette et que les autorités

---

(66) Gouverneur à ministre, n° 50, 12 février 1849, A N S O M Sénégal I 35 a. PASQUIER (R.) : Un aspect de l'histoire des villes : les problèmes du ravitaillement au XIXe siècle. Cahiers du CRA, n°5.

soient obligées d'intervenir avec énergie. Si chaque année à l'époque de la soudure, la situation est traditionnellement tendue, il semble que l'on constate une aggravation dans les années 1848-1850 et les mesures draconiennes prises par l'administration en fournissent la preuve. Ainsi, après la mauvaise récolte de 1847 doit-on dès février 1848 interdire toute exportation de mil et lorsque la traite va s'ouvrir en mars, limiter à 40 barriques le chargement des navires partant pour les escales (67). La pénurie engendre au même moment la spéculation. Alors que les habitants du Kayor venaient habituellement apporter leur mil à Saint-Louis, des maisons de commerce ont cherché à les intercepter en expédiant leurs traitants avec des embarcations à Gandiole afin d'accaparer la majeure partie des arrivages et, étant maîtresses du marché, d'en élever le prix (68). L'année suivante, c'est la guerre avec le Fouta qui compromet l'approvisionnement. De nouveau, l'exportation est interdite et les navires en partance ne sont autorisés à embarquer qu'une quantité limitée calculée en fonction de l'effectif de l'équipage et de la durée du voyage (69). La situation alimentaire est encore plus grave en 1850 car non seulement on interdit en avril toute exportation de mil, mais aussi toute vente aux escales au risque de compromettre la traite de la gomme. En conséquence, les marigotiers ne pourront vendre leur mil en rivière et devront obligatoirement l'expédier à Saint-Louis (70). La récolte du gros mil en mai

---

(67) Conseil d'administration : délibérations du 15 février et du 2 mars 1848. A N S O M Sénégal, VII 26 bis 9.

(68) Séance du conseil général en date du 17 janvier 1848 A N S O M Sénégal VII 29 c.

(69) Conseil d'administration ; séance du 11 septembre 1849.

(70) Conseil d'administration : séance du 4 avril 1850 A N S O M Sénégal VII bis 10.

provoque une courte détente (71). Mais en septembre, en pleine soudure, les autorités constatent que les réserves de la ville couvriraient à peine quarante cinq jours de consommation. La gravité de la disette conduit cette fois le conseil d'administration à une mesure extrême. Alors que dans les débats précédents on se bornait à déplorer que la présence d'une masse considérable d'étrangers complique la situation, certains membres en viennent maintenant à préconiser une expulsion afin de diminuer le nombre des bouches à nourrir. Finalement il est décidé que la mesure frapperait non seulement les mendiants et les vagabonds, mais aussi "cette partie de la population flottante ... qui ne travaille pas et qui vit aux dépens de l'hospitalité des habitants de Saint-Louis" (72). Malheureusement nous ignorons si cette décision a été réellement appliquée, mais il apparaît que les années suivantes la situation s'est considérablement améliorée car ce n'est qu'en juin 1854 que la question de l'approvisionnement en mil se trouvera à nouveau posée.

On peut affirmer sans crainte de se tromper que Gorée n'a pas rencontré les mêmes menaces de rupture de stock que Saint-Louis : sa population y est beaucoup moins nombreuse, ses sources d'approvisionnement sont plus diversifiées grâce au cabotage actif le long des côtes et ses rapports avec la métropole sont plus réguliers, l'île, à la différence de Saint-Louis, échappant aux caprices de la barre. Bien entendu, ces fréquentes disettes retentissent sur les prix et au milieu du XIXe siècle les plaintes redoublent contre la cherté de la vie qui affecte en premier lieu les

---

(71) Le commerce du mil est à nouveau autorisé aux escales par un arrêté du 14 mai 1850.

(72) Conseil d'administration séance du 9 septembre 1850. A N S O M Sénégal XI 5 a.

classes les plus défavorisées (73). En temps ordinaire la barrique de mil vaut entre 20 et 25 francs mais en février 1848 elle atteint 40 francs et après une nouvelle et inquiétante hausse, l'administration décide en mai 1850 de fixer le prix maximum à 50 francs (74). Rappelons qu'indépendamment des vicissitudes des récoltes ou de la guerre la demande, sans cesse croissante des Maures aux escales d'une part et d'autre part le recul de la culture du mil au profit de celle de l'arachide favorisent une hausse constante des prix.

L'approvisionnement en eau douce constituait une autre grave problème pour le gouvernement. A Saint-Louis, de juillet à décembre, l'eau pouvait être puisée dans le Sénégal, mais elle manquait pendant la saison sèche, le fleuve étant salé. Il fallait alors recourir aux puits de la pointe nord et de la langue de Barbarie. Leur débit était faible et l'eau le plus souvent saumâtre. Pour pallier ces insuffisances l'administration et quelques particuliers avaient fait construire à grands frais des citernes qu'on

---

(73) Parmi les témoignages, retenons ceux de Héricé et du P. Briot, lettre du 12 août 1845 déjà citée. La vie est plus chère à Saint-Louis qu'à Gorée. Voir aussi l'écho de ces plaintes à la séance du conseil d'administration du 1er mars 1847.

(74) Arrêté du 6 mai 1850, B A S 1849-1850 p. 183. L'arrêté du 8 septembre 1835 faisant obligation de n'interdire l'exportation du mil que lorsque le cours de 35 Frs était atteint, l'administration ne pouvait intervenir que tardivement, Conscient de ce danger le gouverneur fit adopter en conseil un arrêté, le 10 juillet 1850, qui lui permettait de se déterminer en fonction des approvisionnements et des circonstances.

remplissait à l'époque où les eaux du fleuve étaient complètement douces (75). L'administration ne pouvant répondre à la demande dut établir un rationnement très sévère parmi les militaires, les fonctionnaires, les employés et les salariés du gouvernement (76). A Gorée la situation n'était pas meilleure, loin de là. La petite source qui tarissait à la saison sèche et les citernes qui conservaient l'eau de pluie de l'hivernage ne suffisant pas à la consommation, la cité était presque entièrement tributaire de l'aiguade de Hann, propriété des Lébou. Des traités conclus avec eux par les autorités de Gorée réglaient les conditions de la fourniture de l'eau (77). Mais de temps à autre, les relations se tendaient, comme en 1830, et les Goréens devaient faire eau plus à l'est, à M'Batal village dépendant du Kayor. Ainsi, les deux villes ne disposaient au milieu du siècle que d'une eau insuffisante en quantité et médiocre pour ne

---

(75) Mémoire sur la topographie de l'isle Saint-Louis de Calvé chirurgien de la Marine 1824 A N S A O F 3G3 1 bis et une note du lieutenant-colonel Roux, directeur du Dépôt des Fortifications des Colonies, 1852, A N S O M D F C Saint-Louis 561.

(76) La ration journalière oscille entre 2,50 et 4 litres, elle est accordée à chaque membre de la famille des ayant-droits.

(77) En particulier le traité du 22 avril 1830 reproduit dans l'ouvrage de Cl. Faure p.64 et dans celui d'A.P. ANGRAND. Les Lébous de la presqu'île du Cap Vert, Dakar (1947), p. 79, supprimait tout droit sur les navires venant de Gorée. En 1845, le P. Briot signale que "dix à quinze bateaux viennent chaque jour chercher de l'eau à la Grande Terre". Lettre du 28 août 1845, A C S Sp boite 152 B IV. Le gouvernement avait fini par assurer un ravitaillement régulier en eau en faisant établir en 1846 à Hann et à Dakar deux fontaines. Celle de Hann fournit, en février 1847. 18 à 20 m3 d'eau soit 40 barriques entre l'aube et 3 h de l'après midi. CHARPY, op.cit.p.66.

pas dire mauvaise en qualité (78).

Les inondations annuelles à Saint-Louis, les rues où stagnent les pluies de l'hivernage, faute d'écoulement, l'absence d'égoûts, la rareté et l'impureté de l'eau, l'uniformité et parfois l'insuffisance de l'alimentation constituent un ensemble de facteurs qui, parmi d'autres, expliquent les déplorables conditions sanitaires des villes. Le Sénégal avait mauvaise réputation : "pays des fièvres et des dysenteries" (79), il passait pour être "un des points les plus malsains du globe" et devenir "promptement le tombeau des malheureux Européens" (80). Raffenel s'en fait l'écho dans son Nouveau voyage (81) mais il est bien évident que cette appréciation pessimiste recouvre l'ensemble du Sénégal et qu'il est nécessaire de la nuancer. Le docteur Salva reconnaît, en effet, que les "localités du Sénégal où résident habituellement les Européens ne sont pas ordinairement aussi malsaines qu'elles sont réputées" et il ajoute que les dures conditions de Bakel ne sont pas celles de Gorée qui bénéficie de l'heureuse présence de la

---

(78) Sur le plan de la qualité Gorée paraît mieux partagée grâce à l'aiguade de Hann, mais à Saint-Louis l'eau du fleuve nécessite une clarification que les filtres alors en usage n'opèrent qu'avec une extrême lenteur. En conséquence, l'immense majorité des rationnaires reçoit de l'eau impure, rapport du lieutenant-colonel Roux déjà cité.

(79) LEONARD (J.), op. cit., p. 115.

(80) Rapport d'Adolphe Salva, médecin de 1ère classe à Bouët non daté, probablement de 1844, A N S O M Sénégal XI 27 a.

(81) RAFFENEL, t. 2, p. 3.

mer. Néanmoins, les établissements français du Sénégal constituent une zone de préoccupations graves pour les officiers de santé de la Marine comme le prouvent les cinq thèses de médecine qu'ils suscitent de 1828 à 1836 (82). Quelques années plus tard, dans un important Traité des maladies des Européens dans les pays chauds, Thévenot consacre une place de premier plan au Sénégal (83).

En dehors des maladies (paludisme, dysenterie, hépatite en particulier) qui devenaient plus fréquentes et plus dangereuses à chaque retour de l'hivernage, la fièvre jaune endémique aux Antilles, était considérée comme rare au Sénégal. Elle n'en fit pas moins une apparition terrifiante à deux reprises. Venue des postes anglais et portugais, elle éclate à Gorée en juin 1830 et dure jusqu'en août : sur 150 européens, 144 furent atteints et 53 moururent. Saint-Louis prit alors le relais et l'épidémie qui fit rage jusqu'à la fin décembre foudroya 328 européens sur 650. La mortalité était effrayante chez les noirs tandis que les mulâtres qui se faisaient soigner comme les Européens guérissaient plus fréquemment (84). En 1837, l'épidémie apparait en Sierra Leone puis est signalée en Gambie avant d'atteindre Gorée en août ; elle durera jusqu'à la fin novembre et emportera

---

(82) LEONARD, op. cit., p. 211. Parmi ces thèses citons celles de TAYEAU : Esquisse de la topographie médicale de l'île de Gorée, 1828, de BANCAL : des fièvres du Sénégal, Montpellier, 1834 et de CHEVE : la fièvre jaune au Sénégal en 1830, Paris, 1836.

(83) Ouvrage publié en 1840 à Paris chez Baillière.

(84) LEONARD (J.), op. cit., p. 208.

plus du quart des Européens (85). Ce grave fléau relativement nouveau terrifiait les populations et poussait parfois certains Européens au suicide (86).

Pour combattre endémies et épidémies, la colonie ne dispose que d'hôpitaux insuffisants ou vétustes et d'un service de santé peu nombreux et vite paralysé par la maladie ou la mort (87). D'autre part, la coordination de la politique nécessaire à la protection sanitaire du Sénégal était

---

(85) Rapports sur la fièvre jaune dans A N S O M Sénégal XI 30 b et 30 c. Voir également les quelques considérations historiques du mémoire de Bel, chirurgien de la Marine (1859) publié dans la Revue Coloniale, mars 1861, pp. 194-238. Deux thèses sont alors en présence : celle des anciens habitants de Gorée pour qui la fièvre jaune a fait son apparition pour la première fois dans l'île en 1830 et celle de Bel qui pense qu'elle s'était déjà manifestée au XVIIIe siècle. Ce dernier point de vue sera confirmé par BERENGER-FERAUD : Traité théorique et pratique de la fièvre jaune, Paris, Doin, 1890, cité par JORE (L.) : Les établissements français sur la Côte d'Afrique 1758-1809. Paris, Société Française d' Histoire d'Outre-Mer, 1965, p.268.

(86) LEONARD (J.), op. cit., p. 209.

(87) La vétusté de l'hôpital de Gorée fut dénoncée par A. Tardieu dans un article de "La Presse" du 13 août 1845: "Rien ne serre le coeur comme l'aspect de cette misérable masure encombrée de malades presque toute l'année" Les projets d'amélioration approuvés en 1847 ne seront réalisés qu'en 1854. Cf. Cariou, op.cit., p. 228. Lors de l'épidémie de 1830 sur les cinq médecins de Gorée quatre furent atteints et deux moururent.

mal assurée par les institutions existantes : ainsi, par exemple lorsqu'une épidémie apparaissait dans les régions avoisinantes, l'isolement n'était le plus souvent décidé qu'avec retard et appliqué qu'avec une insuffisante rigueur (88). Enfin la médecine tropicale était encore bien balbutiante, prisonnière de concepts comme celui de miasme, agent pathogène mystérieux provenant de milieux malsains. Ainsi, pour Calvé dans son rapport sur la topographie de Saint-Louis déjà cité, l'atmosphère de l'île est comparable à "celle des hôpitaux, des vaisseaux, des casernes, des prisons et de tous les lieux où les produits excrémentiels sont décomposés" en grande quantité sous l'effet combiné de l'eau et de la chaleur ; l'air délétère qui s'en dégage est responsable du développement des miasmes "qui sont précisément les causes directes des coliques, des diarrhées qui "négligées dégénèrent en dysenteries" (89). D'autre part à cette époque, les confusions sont encore fréquentes entre les conséquences du climat et celles des genres de vie (90). Calvé comme beaucoup d'autres auteurs, insiste sur les effets néfastes du climat. Cependant, quelques voix timides s'élèvent contre cette idée toute faite. Par exemple, le négociant Héricé attribue la forte mortalité des Européens à l'inaction et aux excès de toutes sortes et, à la lumière de son expérience personnelle de plus d'un quart de siècle de séjour, il pense qu'avec de la conduite, du travail et une bonne hygiène, on peut vivre très longtemps au

---

(88) Le conseil de santé créé à Saint-Louis en 1822 fut réorganisé en 1841. C'est seulement à cette date que fut instituée une commission de santé à Gorée.

(89) Mémoire cité par CAMARA (C.), op.cit., p. 93.

(90) Sur cette question, voir l'ouvrage de NICOLAS (J.P.) Bioclimatologie humaine de Saint-Louis du Sénégal, Mémoires de l' I F A N, n° 57, Dakar, 1959, 349 p.

Sénégal (91). Il constate également une certaine amélioration de l'état sanitaire que semble corroborer les statistiques relatives à la mortalité des troupes aux colonies (92).

6°. L'impuissance de l'administration

A ces problèmes majeurs posés depuis de longues années : santé publique, ravitaillement et présence jugée dangereuse de trop nombreux oisifs étrangers, l'administration n'avait pu rester indifférente. A plusieurs reprises elle avait proposé des solutions qui, faute de volonté et de moyens n'eurent guère d'effets. Or, au milieu du siècle la situation s'aggrave. L'habitat est saturé alors que les villes exercent toujours sur les populations de l'intérieur la même fascination qu'autrefois, et les difficultés économiques non seulement interdisent la création de nouveaux emplois, mais atteignent souvent avec sévérité les Saint-Louisiens et les Goréens dans leurs ressources.

---

(91) HERICE : Mémoire, op.cit., Dans son ouvrage Faidherbe a repris le témoignage de ce négociant : le Sénégal, le France dans l'Afrique occidentale, Paris, Hachette, p.109.

(92) Statistiques publiées dans la Revue coloniale, juin 1853. Pour la période 1819-1827 le taux de mortalité s'établit à 14,35 % semblable à celui des Antilles (15 % pour la Guadeloupe et 15,20 % pour la Martinique). La décennie 1828-1837 marquée par les deux épidémies de fièvre jaune voit son taux grimper à 18,92 %, il redescend à 6,17 pour la décennie suivante, inférieur à celui des Antilles (8,90 et 9,04 %).

Le contrôle par lequel l'administration avait cherché à endiguer le flot des nouveaux arrivants s'était avéré totalement inefficace, aussi fût-elle contrainte de décider l'expulsion quand les vivres commencèrent à manquer mais sans plus de succès. Or il ne s'agissait là que de personnes encore peu familiarisées avec la vie urbaine. Comment pouvait-elle raisonnablement espérer réussir auprès de ceux qui étaient installés dans les villes depuis de longues années ou parfois même depuis plusieurs générations. Pourtant, en 1842, le gouverneur Pageot des Noutières, inquiet du surpeuplement des villes, proposa d'en installer les habitants dans les régions avoisinantes et de les transformer en agriculteurs (93). Son successeur Bouët, peu de temps après son arrivée, en reprit l'idée, mais limita son ambition à Saint-Louis. Il exprima avec netteté le but poursuivi dans la lettre où il informait le ministre des premières mesures prises : "Préoccupé de l'accroissement incessant de la population sénégalaise à laquelle le commerce restreint de la gomme ne peut suffire, j'ai cherché à en jeter une partie hors de Saint-Louis" (94). Pour cela il avait décidé par l'arrêté du 1er avril 1843 de concéder des terres le long du fleuve aux habitants de Saint-Louis auxquels il promettait toute la protection désirable par la création d'une ligne de postes (95). Dès les premiers jours la population paraît sensible à l'appel du gouverneur : 80 demandes

---

(93) Pageot des Noutières à ministre, 23 décembre 1842, n° 445, A N S O M Sénégal I 24 a. Déjà sous le Consulat le gouverneur Blanchot avait acheté trois îles dans le voisinage et Saint-Louis pour y installer l'excédent de population mais il n'y réussit pas.

(94) Gouverneur à ministre, 12 avril 1843, n° 122 A N S O M Sénégal I 25 c.

(95) Arrêté du 1er avril 1843, B A S 1843-1844.

de concessions provenant pour la plupart de traitants et de laptots ont été enregistrées à la date du 12 avril et l'intérêt se maintient car en septembre, on en dénombre 381. Bouët est satisfait de voir une fraction de la population sénégalaise quitter son îlot de sable ; pour lui "l'élan est donné" et le succès paraît certain (96). En fait l'engouement des Saint-Louisiens pour les cultures fut de courte durée : en 1845 l'excellente récolte de gomme et les pluies tardives qui compromirent les premières semences les détournèrent de travaux difficiles auxquels ils n'étaient pas préparés. Abandonnant leurs concessions, ils revinrent avec leur personnel à Saint-Louis (97). C'était donc un échec, mais la traite de la gomme redevenant mauvaise, l'idée n'était pas écartée. Héricé la relance dans son mémoire et le conseil général dans sa séance du 7 février 1848 défend vigoureusement auprès du gouverneur le projet du négociant Auxcousteaux qui prévoit l'installation de chefs de famille de Saint-Louis dans le Walo. Le coût relativement élevé de l'opération et les problèmes provoqués par l'émancipation des esclaves ajournèrent toute décision (98).

La population des villes, commerçante dans l'âme répugnait non seulement à changer d'activité, mais aussi à

---

(96) Lettre du 12 avril déjà citée et lettre du 15 septembre 1843 de Bouët au ministre, n° 325, A N S O M Sénégal I 25 c.

(97) Rapport sur les cultures du 19 juillet 1846, A N S O M Sénégal XIII 17 a.

(98) Le gouverneur Baudin souhaitait cependant cette installation des Saint-Louisiens dans le Walo pour qu'ils s'adonnent à la culture, lettre du 27 novembre 1849 au ministre, n° 464, A N S O M Sénégal I 35 a.

transporter ailleurs son foyer, c'est ce qui explique que, malgré les incommodités de l'entassement, peu de gens s'étaient décidés, au milieu du XIXe siècle, à aller s'établir sur la "grande terre" toute proche. Sur la langue de Barbarie parfois menacée par la mer et naturellement ouverte aux incursions des Maures, on rencontrait face à la partie sud de l'île, le village de Guet N'Dar peuplé d'environ 1.100 à 1.200 habitants (99). Probablement aussi ancien que le comptoir français, son nom signifierait "parc de Saint-Louis" son emplacement ayant servi de parc à bestiaux (100) Sa population constituée essentiellement de pêcheurs contribuait à l'alimentation de la ville et assurait le batelage entre la terre et les navires mouillés au large. L'émancipation des esclaves en 1848 fut l'occasion de la création de deux villages qui deviendront plus tard des faubourgs. En effet, une fois libérés les esclaves, en général, ne trouvant plus le logement que leurs maîtres étaient jusqu'alors tenus de leur fournir, Baudin, dans l'espoir de décongestionner la ville, décida de leur accorder des concessions dans la langue de Barbarie, au nord de Guet N'Dar et de l'autre

---

(99) La population y était recensée comme celle de Saint-Louis : en 1838 1.039 habitants, en 1847, 1.242 et en 1848 : 1.106 habitants. Le Père Briot, dans une lettre du 20 août 1845 au Père Libermann déjà citée l'estime à 2 ou 3000 habitants.

(100) C'est l'étymologie la plus communément adoptée. Cf. BOILAT, op.cit., rappelle que les Maures arrivant du nord y faisaient paître ânes et chameaux. Les compagnies l'utilisaient de même aux XVIIe et XVIIIe siècles. Cependant, A. Ly a proposé une autre hypothèse : Guet viendrait de Guetti qui veut dire "aller à la pêche à la ligne en mer" cf. CAMARA, op.cit., p.231.

côté du grand bras du fleuve dans l'île de Sor. L'arrêté du 6 octobre 1849 en fixe les modalités pour le nouveau village de N'Dar Toute ou "petit Saint-Louis" et le 27 novembre Baudin informe le ministre que plus de 150 concessions ont été octroyées dans chacun des villages (101). En fait cette création ne fut pas une réussite. En mars 1850 une douzaine de cases seulement s'élevaient à N'Dar Toute et en décembre le gouverneur Protet constatant que la quasi totalité des concessionnaires n'avaient pas rempli leurs obligations prononça la déchéance de cent quatre vingt d'entre eux ; huit seulement obtinrent un titre définitif (102). L'administration ne réussit pas mieux à Sor puisqu'en 1852 elle doit reconnaître que l'île est restée inhabitée (103). Seuls quelques Saint-Louisiens comme Héricé y possédaient des jardins qui les fournissaient en légumes et en fruits. L'absence de ponts ou d'un service de bac indispensables à des relations régulières peut expliquer parmi d'autres raisons que les nouveaux villages n'aient exercé aucun attrait sur les habitants de Saint-Louis.

---

(101) Seul l'arrêté concernant le village de N'Dar Toute a été retrouvé mais les conditions d'octroi devaient être sensiblement les mêmes à Sor. Les concessions, destinées avant tout aux libérés étaient également offertes aux autres Saint-Louisiens ; elles avaient 16 mètres de côté et à la différence de Saint-Louis la construction de cases en paille était autorisée. Baudin à ministre, 27 novembre 1849, AN S O M Sénégal I 35 a. On trouvera quelques renseignements sur cette création dans l'ouvrage de D. BOUCHE :Les villages de liberté en Afrique noire française, Mouton, Paris-La Haye, 1968, p. 54.

(102) Arrêté du 20 décembre 1850 : La déchéance était prononcée si le terrain n'avait pas été utilisé dans un délai d'un an.

(103) Arrêté du 4 août 1852.

A Gorée, le problème se posait d'une manière différente. En effet, à l'inverse de Saint-Louis où l'administration a tenté de créer des faubourgs et d'y attirer le trop plein de la population, ce sont les Goréens, qui installés pour des raisons commerciales sur la presqu'île du cap Vert ont réclamé, à différentes reprises, la création d'un centre de peuplement et la proclamation de l'autorité française. Pendant de longues années et malgré l'échec de la Société Coloniale philanthropique, la presqu'île n'avait été considérée que comme une zone d'expériences agricoles et un lieu de détente pour les Goréens fortunés qui y bâtissaient des maisons de campagne entourées de jardins et de vergers (104). A partir des années 1840, le commerce de l'arachide démarre sur la côte et bientôt les traitants goréens se transportent sur la Grande Terre pour négocier avec les caravanes. Déjà en 1845, Dakar apparaît aux observateurs comme "un lieu de commerce, un gros bourg ; plusieurs des négociants de Gorée y ont maisons de commerce et tous les jours, il s'y fait pour plus de mille francs d'échanges" (105). Cette évolution se précise avec les progrès constants de la pistache car la presqu'île offre au commerce l'espace que Gorée ne peut lui donner pour ses magasins. La maison Maurel et Prom, la

---

(104) Dès 1821, un habitant de Gorée, Baudin, avait créé un jardin près de Hann ; quinze ans plus tard, le général Bernard, alors en relâche à Gorée, en admire les résultats et propose d'étendre les cultures dans la presqu'île, rapport au ministre du 5 juillet 1836. En 1842 ont lieu quelques essais de culture de l'arachide Cl. FAURE, op.cit., p.102. Le maire de Saint-Jean, Jaubert et Cabeuil possédaient une propriété sur la presqu'île.

(105) Père Briot au Père Libermann, lettre du 28 août 1845, déjà citée.

plus importante du Sénégal en possède un en 1850 (106). Aussi, est-ce surtout pour assurer la défense de leurs intérêts économiques que les Goréens ont plaidé en faveur de l'occupation de Dakar. Le conseil d'arrondissement créé par l'ordonnance organique du 7 septembre 1840 leur permettait d'exprimer leur point de vue et à partir de 1846 ses délibérations se faisaient de plus en plus pressantes. Aux intérêts commerciaux se mêlaient des espoirs de développement agricole d'autant plus que l'émancipation que l'on pressent prochaine impose de trouver une nouvelle activité aux libérés.

> "Il s'agit de donner à la population de Gorée un théâtre autre que celui si borné de l'île qui, par sa position spéciale, semble condamner ses habitants à une oisiveté obligée. En effet, est-ce dans un rayon de quelques centaines de mètres que peut se mouvoir avec quelque avantage cette population qui ne fait que s'accroître et qui avant peu et par la force des choses débordera elle-même de l'île qui la renferme avec peine ? ... Il faut donc jeter ailleurs ses vues et c'est sur le continent voisin, c'est sur la presqu'île du Cap Vert qu'il faut les reporter. C'est là que du sol de cette terre ... doit surgir une ère nouvelle pour notre population. Sans une grande secousse, une partie de cette population peut être conduite sur la presqu'île ; si le gouvernement le veut sérieusement, il peut arriver

---

(106) Le conseil d'arrondissement de Gorée dans sa séance du 26 janvier 1847 constate avec quelque exagération sans doute que "chaque jour de nouveaux établissements se fondent à Dakar". A N S A O F 2E2, CHARPY, op.cit. p. 21.

à ce but qui, du reste, a dû lui apparaître devant l'éventualité d'une émancipation prochaine" (107).

Reprenant et élargissant le voeu exprimé l'année précédente, le conseil d'arrondissement dans sa séance du 25 janvier 1848 réclame la création d'une ville et l'occupation entière de la presqu' île :

"Depuis un an on a vu s'accroître sur le continent le nombre des habitations ... C'est un élan qu'il convient d'aider. Peut-être aujourd'hui même l'établissement isolé d'une ville ne satisferait-il pas entièrement aux exigences du jour ; l'occupation entière de la presqu'île serait plus efficace. La culture des arachides dans l'intérieur a pris un accroissement considérable ; le transport de ces graines s'effectue sur Dakar avec une activité incroyable lorsque l'on compare l'état actuel avec le passé" (108).

Pour la première fois, l'argument commercial est le seul invoqué à l'appui de la demande au ministre : c'est la preuve éclatante de l'accroissement rapide des intérêts engagés sur le continent (109). Au même moment, Bouët-Willaumez démontrait dans son livre le caractère inéluctable de la

---

(107) Procès-verbal du conseil d'arrondissement de Gorée, séance du 3 janvier 1846, A N S A O F 2E2 reproduit dans CHARPY, op.cit., p. 17.

(108) Conseil d'administration, séances des 26 janvier 1847 et 25 janvier 1848. Voir CHARPY, p.21 et 26.

(109) Il est malheureusement impossible d'en chiffrer l'importance de même que le nombre de Goréens qui ont des habitations dispersées dans les différents villages de la presqu'île.

prise de possession de la presqu'île du cap Vert. Cependant au milieu du siècle, gouverneurs et ministres se refusent à céder à la pression des Goréens car si finalement ils admettent le principe de l'occupation, ils reculent toujours l'heure de la décision (110).

7°. Les fonctions urbaines

Les deux villes, pôles de la présence française au Sénégal, assumaient de multiples fonctions : politique, économique, sociale, religieuse et culturelle. L'ancienneté de l'implantation et l'importance du commerce et des relations avec les populations riveraines du fleuve expliquent la primauté de Saint-Louis. Aussi, la ville concentrait-elle la majeure partie des moyens administratifs et militaires de la colonie. L'ordonnance organique du 7 septembre 1840 avait récemment précisé les formes de gouvernement et d'administration. Autour du gouverneur se trouvaient rassemblés les responsables des différents services. Le chef du service administratif ayant rang de commissaire de la marine avait la haute main sur l'administration des troupes, de la Station navale, de l'intérieur et de la comptabilité générale ; le procureur général dirigeait le service judiciaire renforcé depuis peu (111) et l'inspecteur colo-

---

(110) On trouvera un excellent exposé du problème des origines de Dakar dans la thèse de SECK (Assane) : Dakar, métropole ouest-africaine, Dakar, I F A N, mémoire n° 85, 1970, 516 p., chapitre VII.

(111) L'ordonnance du 4 décembre 1847 avait pour objectif d'en augmenter l'effectif au moment où il risquait d'être débordé par la question des captivités illégales et par celle du régime des engagés à temps pourtant aboli en 1844.

nial veillait à la régularité de l'administration et requérait à cet effet l'exécution des lois, ordonnances et réglements. A un niveau inférieur, il faut citer les chefs des services des douanes, des travaux publics et de la santé. Un conseil d'administration a pour tâche d'éclairer le gouverneur dans ses décisions (112). La population peut faire connaître ses besoins et ses voeux à travers le conseil général qui d'autre part donne chaque année ses avis sur le budget et sur les affaires que lui soumet le gouverneur (113). Le maire dont l'office a été créé au XVIIIe siècle s'occupe des problèmes de police et de salubrité mais il sert aussi d'intermédiaire entre les Saint-Louisiens et l'administration. Il est de tradition que le gouverneur nomme un mulâtre. Son rôle avait longtemps débordé le cadre étroit de l'île car le gouverneur profitant de son expérience des populations du fleuve l'utilisait comme informateur et souvent le choisissait comme négociateur. Mais en 1845, sur la proposition de Bouët avait été créée une direction des affaires extérieures confiée à un officier qui, désormais, sous l'autorité du gouverneur élaborera la politique à l'égard des riverains du Sénégal (114). A Saint-Louis, sta-

---

(112) Il est composé du gouverneur, du chef du service administratif, du chef du service judiciaire, de l'inspecteur colonial et de deux notables : un européen et un indigène. Pour certaines questions, le gouverneur peut appeler à titre consultatif d'autres fonctionnaires et d'autres notables du chef-lieu. M'BAYE (Saliou) : Le conseil privé du Sénégal de 1819 à 1854. Thèse de l'Ecole des Chartes, 1974, 431 p.

(113) Créé en 1840 et supprimé par le décret du 27 avril 1848, il comprend dix membres élus.

(114) Bouët à ministre, 6 novembre 1844, SCHEFER : Instructions ..., t.II, p. 166.

tionne la majeure partie des troupes : soldats européens et indigènes, sans oublier l'escadron de spahis venu d'Algérie. Lorsque la situation l'exige, milice et volontaires recrutés parmi la population viennent renforcer les effectifs (115). Enfin, la Station navale y possède son port d'attache avec ses ateliers et ses magasins (116).

La position de Saint-Louis à l'embouchure du Sénégal a été jugée, à plusieurs reprises insuffisante pour tous ceux qui rêvaient d'établir une autorité française incontestée tout le long de cette excellente voie de pénétration. Ainsi le pensait le gouverneur Schmaltz au moment où il échafaudait ses plans de colonisation agricole :

> "Des forts séparés et placés dans des îles ne sauraient plus convenir : l'étendue et l'importance du pays dont nous pouvons disposer aujourd'hui exigent un grand établissement central, à portée d'imprimer au loin, autour de lui un mouvement général, et d'inspirer une sécurité complète".

Cé grand établissement central ne peut être selon Schmaltz que Dagana et cette ville bien située sur la frontière du Walo et du Toro, proche des Trarza et des Brakna deviendrait

---

(115) Les effectifs de la garnison européenne oscillant entre 7 et 800 hommes : la quasi-totalité est casernée à Saint-Louis. L'escadron de spahis arrivé en 1843 comprend en 1849, 65 soldats français et arabes et 25 noirs.

(116) La Station navale dispose au milieu du siècle de quatre petits navires à vapeur : l'Erèbe, le Serpent, le Basilic et le Rubis, de trois stationnaires pour les escales et de trois ou quatre autres navires stationnés à Gorée.

la capitale du Sénégal tandis que Saint-Louis serait réduite au rôle d'entrepôt "pour l'Etat et le commerce et de "poste avancé" chargé d'assurer la défense de la barre (117). Cette idée de transfert de la capitale n'a pas disparu avec l'échec de la colonisation agricole, mais bien qu'elle se trouve encore exprimée au milieu du siècle par des hommes aussi différents que le général de Fitte et Raffenel, elle ne menace en rien la primauté politique et militaire de Saint-Louis (118).

Dans l'économie c'est, aussi éclatante, la même primauté. Les échanges par leur valeur de loin supérieure à ceux de Gorée imposent leur tendance à l'ensemble du commerce sénégalais et l'activité de Saint-Louis rayonne non seulement sur les régions avoisinantes et tout le long du fleuve mais aussi sur la côte au sud de Gorée. C'est un lieu de rupture de charge et dans ses magasins s'entassent les marchandises d'Europe prêtes à être redistribuées et se rassemblent les produits du Sénégal avant leur embarquement pour la France. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir longtemps sur le rôle économique de Saint-Louis car les différents éléments en ont été déjà évoqués dans les pages consacrées à l'évolution et à la géographie du commerce sénégalais. Remarquons cependant que la ville est un centre de décision car les maisons de commerce de la métropole y ont établi leurs agences générales et y disposent à la fois des effectifs les plus nombreux et du matériel le plus im-

---

(117) Lettre du gouverneur au ministre, 10 avril 1819, citée par HARDY (G.) op.cit., p. 72.

(118) RAFFENEL (A.) : Nouveau voyage ..., op. cit., p. 156.

portant. Si la stratégie d'ensemble des firmes est élaborée à Bordeaux et secondairement à Marseille, une certaine initiative est laissée aux représentants installés sur place et cela s'explique à la fois parce qu'ils sont des fils ou des neveux des patrons et par la lenteur et l'irrégularité des communications. D'autre part, commerce et politique étant étroitement imbriqués, les intérêts métropolitains et les intérêts locaux tentent de peser sur les décisions du gouverneur par l'intermédiaire de leurs représentants respectifs au Conseil d'administration, au Conseil général et au Comité du commerce ou directement par des demandes individuelles ou collectives ou par l'envoi de pétitions (119).

Sur le plan social, Saint-Louis offre un lieu privilégié de contact non seulement entre blancs et noirs, mais aussi entre ethnies originaires du fleuve ou de régions voisines comme le Kayor. Langues française et arabe, dialectes africains, mentalités et croyances différentes s'y côtoient, mais peut-on parler de "melting-pot", de creuset ? (120). A cette époque, ce serait bien téméraire car la diversité des situations est grande et les possibilités de fusion bien limitées. Pour évaluer le rôle de la ville dans ce domaine on peut, à l'aide de quelques faits tenter une première approche de problèmes que nous retrouverons dans les chapitres suivants. Diversité des situations d'abord. Les mulâtres, sans aucun doute, participent des deux cultures, mais les différences sont sensibles entre les familles

---

(119) Le Comité du commerce a été installé à Saint-Louis en 1825, mais son rôle semble beaucoup moins actif vers le milieu du siècle.

(120) CAMARA (C.) emploie cette expression à propos de l'époque contemporaine.

constituées dès le XVIIIe siècle, stabilisées et très souvent alliées entre elles, constituant une sorte d'aristocratie, et celles qui se créent au milieu du siècle. De même, faut-il distinguer entre les captifs nés dans la condition servile intégrés à une famille de maîtres depuis longtemps installée à Saint-Louis, et les captifs introduits récemment par achat (121). L'émancipation de 1848 révèlera des comportements opposés. Les premiers chez qui le souvenir de leurs origines s'est bien émoussé, ne pourront concevoir d'autre cadre de vie que celui que leur offre une ville qui les a façonnés, aussi lui resteront-ils fidèles, tandis que les seconds encore trop proches de leur patrie pour ne pas en ressentir la nostalgie profiteront de l'occasion pour y retourner en assez grand nombre. Mais ceux qui ont préféré quitter Saint-Louis sont revenus dans leur pays différents de ce qu'ils étaient à leur départ car pendant leur séjour ils se sont frottés à d'autres genres de vie et ont acquis une expérience technique souvent appréciée et quelques bribes de français. Aussi, n'est-il pas étonnant de rencontrer dans les villages de l'intérieur des hommes qui ont habité Saint-Louis soit comme captifs,

---

(121) L'arrêté du 28 septembre 1823 qui avait institué le système des engagés à temps interdisait l'introduction d'esclaves, mais il n'a pas toujours été scrupuleusement observé. Il en sera de même après la suppression de l'engagement à temps après 1844. Cf. ZUCCARELLI, article cité.

soit comme engagés à temps ou comme otages (122).

Les possibilités de contact avec la culture française demeuraient limitées. L'enseignement longtemps négligé s'était amélioré depuis l'arrivée des frères de Ploërmel en novembre 1841. Mais bientôt quelques hardis précurseurs comme l'abbé Boilat réclamèrent l'ouverture d'un collège. Rallié à leurs vues, Bouët les appuie et leur donne les moyens de créer quelques classes secondaires en février 1843. Mais ses successeurs ne manifestèrent pas le même intérêt que lui pour cette institution et les difficultés s'accumulèrent provoquant finalement la fermeture en 1849 (123). De toutes façons, l'enseignement dispensé au Sénégal n'atteignait que les quelques rares enfants européens, les mulâtres et un très petit nombre de noirs. Il en était de même pour les écoles de filles tenues par les soeurs de Saint-Joseph de Cluny. L'élément noir en majorité musulman restant à l'écart d'une instruction dispensée uniquement par des congrégations religieuses, le gouvernement n'allait plus pouvoir éluder longtemps le problème de l'enseignement s'il voulait que la ville joue vraiment son rôle de foyer de

---

(122) On connaît le cas de Samba N'Diaye, un sarakollé des environs de Bakel. Il avait été otage pendant vingt ans à Saint-Louis et n'avait quitté cette ville que vers 1846-1847. Rentré dans son pays il s'était fait traitant puis suivra El-Hadj-Omar ; il se rendit indispensable par sa connaissance des usages et de la langue des Blancs et par son expérience de la construction. SAINT MARTIN (Y.) : L'empire toucouleur et la France : un demi-siècle de relations diplomatiques 1846-1893 Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Dakar, n° 11, 1967, p. 121.

(123) Sur les problèmes de l'enseignement : D. BOUCHE : L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique Occidentale de 1817 à 1920, Lille, 1975, 947 p.

rayonnement de la culture française (124). En effet, au milieu du siècle, l'usage du français était encore très peu répandu chez les Africains et les femmes de couleur, et Mgr Bessieux, vicaire apostolique des Deux-Guinées écrivait: "A Saint-Louis, les neuf dixièmes de la population ne comprennent pas le français" (125). Par contre, l'arabe maure, langue commerciale, est assez largement pratiqué par les traitants.

Sur le plan religieux, même clivage, La religion catholique introduite depuis plusieurs siècles ne recrute de fidèles, hormis les Européens, que parmi les mulâtres et quelques rares Africains. Ceux-ci, baptisés au temps de l'esclavage, manifestent depuis l'émancipation une certaine tendance à retourner à la religion de leurs pères. En général, l'instruction chrétienne ne se faisant, à part de courts essais vite abandonnés qu'en français, l'action des prêtres du Saint-Esprit ne pouvait être que très limitée. Il est malheureusement impossible d'établir la proportion exacte des chrétiens dans chacune des villes, les statistiques quand elles indiquent l'appartenance religieuse confon-

---

(124) En décembre 1850 sur 200 élèves fréquentant les classes des frères, on compte 19 mahométans dont 9 otages. Rapport de Guyard, préfet apostolique A N S O M Sénégal X 5 a.

(125) Mgr Bessieux au cardinal Préfet de la Sacrée Propagande, Rome, 1er avril 1852 A C S Sp boîte 155 A. Son témoignage rejoint celui de la commission qui a étudié l'organisation de l'Instruction Publique au Sénégal (1846) : "Jusqu'à ce jour, le Sénégal est resté exclusivement africain, les indigènes noirs, la plupart des femmes de couleur sont tout à fait étrangers à la langue française" A N S O M Sénégal X 3 bis.

dant l'ensemble de la population urbaine (126). Cependant à partir des chiffres globaux à notre disposition on peut évaluer autour de 15 % l'importance de la communauté chrétienne (127). On sait la différence qui existe entre les deux villes, Saint-Louis étant plus musulmane et Gorée plus chrétienne. D'après le P. Arragon, Gorée comprenait en 1845 1.200 chrétiens, soit 23,5 % de la population non européenne (128).

L'emprise de l'Islam était donc particulièrement forte à Saint-Louis où les marabouts souvent originaires du Fouta tenaient pour la plupart une école où étaient dispensés les rudiments d'arabe et de culture coranique. La mosquée dont le gouvernement avait favorisé la construction était achevée depuis 1847 et le tamsir, chef de la religion musulmane, était en fait revêtu,d'un caractère officiel. Les marabouts, si l'on en croit Héricé, exercent même une grande "fascination" sur de "notables habitants chrétiens qui ne peuvent pas toujours se défendre de la superstition" et se procurent auprès d'eux des gris-gris qui doivent leur assurer la réussite dans la vie en général et dans le commerce en particulier. Le P. Barbier, préfet apostolique

---

(126) A partir de 1845, la distinction entre chrétiens et musulmans n'apparaît plus. Notons aussi que tous les non-chrétiens sont considérés comme musulmans, pourtant les villes abritent des animistes.

(127) Les pourcentages, 14,97 % pour 1838 et 16,32 % pour 1845 ont été établis en éliminant les Européens.

(128) P. Arragon au P. Libermann, 5 septembre 1845, A C S Sp boîte 152 B IV.

ne dit pas autre chose au ministre lorsqu'il affirme que les mulâtres, quoique chrétiens, conservent des pratiques de la religion de Mahomet et que des traitants ont des marabouts qu'ils consultent avant toute entreprise sérieuse et dont les conseils sont regardés comme des oracles, et il dénonce "la bizarre alliance de la religion de Jésus-Christ et des pratiques superstitieuses de Mahomet" (129). Les mentalités n'avaient guère évolué car, soixante ans plus tôt, Lamiral faisait à peu près la même constatation :

> "Tous les gens de couleur et quelques nègres professent la religion catholique avec un mélange singulier de mahométisme et d'idolâtrie ; ils célèbrent également les fêtes chrétiennes et les musulmanes ... Il en est qui, après avoir été à la messe font encore le salam et ils prient avec la même ferveur Jésus-Christ et Mahomet ... J'ai vu une vieille mulâtresse chrétienne fort dévote, attendre comme les mahométanes, l'apparition de la nouvelle lune et faire en la voyant paraître beaucoup de révérences et de signes de croix en actions de grâce" (130).

Ainsi, beaucoup d'Européens, Raffenel en particulier, s'inquiétaient de cette forte influence de l'Islam sur les esprits Saint-Louisiens et constataient avec amertume que faute de moyens la ville n'avait pu remplir par l'école et par la religion sa mission assimilatrice.

---

(129) Rapport de Barbier au ministre, 1856, A C S Sp Boite 156 A.V.

(130) LAMIRAL (D.). L'Affrique et le peuple affricain, Paris, Dessenne, 1789.

Gorée présente une originalité certaine par rapport à Saint-Louis. En effet, la ville, confinée dans un rôle purement administratif, supporte mal d'être subordonnée au chef-lieu et aspire à jouer une fonction politique que justifient à ses yeux l'importance et les caractères de son activité maritime et les progrès de ses intérêts le long de la côte. Cette situation diminuée de Gorée se manifeste tout d'abord par le fait que le commandant particulier, représentant du gouverneur n'a aucun pouvoir de décision et qu'il n'a pas autorité sur les différents services qui relèvent directement de leurs chefs de Saint-Louis. D'autre part le conseil d'arrondissement composé de cinq membres élus par des notables ainsi que la commission de commerce n'ont qu'une influence plus que restreinte et enfin Gorée n'a aucun représentant au Conseil général qui délibère pour tout le Sénégal et désigne le délégué chargé de défendre les intérêts de la colonie auprès des pouvoirs métropolitains (131). Ainsi, Gorée, consciente que ses intérêts sont méconnus et que son avenir se décide en dehors d'elle, souffre d'un sentiment de frustration que le conseil d'arrondissement finira par exprimer en janvier 1846. Pour lui, Gorée et Saint-Louis devraient agir isolément et la séparation s'impose car Gorée est appelée "à se placer comme point culminant

---

(131) La fonction de délégué avait été créée par l'ordonnance de 1840 en même temps que le Conseil général. Depuis 1846, c'est le baron Roger ancien gouverneur du Sénégal qui l'occupe.

sur le littoral occidental d'Afrique sous le rapport militaire et commercial" (132). En effet, le chef-lieu de la Division navale a pris une importance toute nouvelle depuis que la convention franco-anglaise du 29 mai 1845 relative à la répression de la traite des noirs portait les effectifs à vingt-six croiseurs au moins (133). D'autre part, la création récente de factoreries françaises pour drainer les arachides d'Albréda et des "Rivières du Sud" exige la possibilité d'agir rapidement pour réprimer d'éventuelles exactions dont elles seraient les victimes (134). Cette rupture souhaitée par les notables goréens et plus ou moins approuvée par le commandant particulier est évidemment récusée par le gouverneur Houbé :

> "L'idée de séparer l'administration de Gorée de celle de Saint-Louis doit s'effacer devant l'autorité de la raison. L'exécution d'une pareille mesure entraînerait à des dépenses considérables et inutiles et doublerait le travail des bureaux du département de la Marine sans nécessité. L'importance respective de Saint-Louis et de Gorée n'est pas assez considérable pour donner même une apparence sérieuse à une

---

(132) Délibération du conseil d'arrondissement de Gorée du 25 janvier 1846 A N S O M Sénégal IV 21 b.

(133) La Révolution de 1848 imposa une importante réduction de la croisière qui fit l'objet du protocole signé à Londres le 8 mai 1849.

(134) L'autonomie de Gorée permettrait de mieux résister aux empiètements anglais à Albréda. C'est l'avis exprimé par le Journal du Havre dès le 18 octobre 1845.

semblable proposition" (135).
Passant outre, le ministère fait préparer en novembre 1846 un projet de séparation approuvé en principe par le Roi, mais finalement aucune décision n'étant prise, la question demeure toujours posée.

Sur le plan économique, deux faits sont à retenir : d'une part les maisons de commerce installées à Gorée tout en ayant des rapports directs avec le siège de Bordeaux sont en réalité plus ou moins sous la coupe de leur agence générale à Saint-Louis et d'autre part le rôle d'entrepôt de l'île paraît menacé par les voyages en droiture qui se multiplient des "Rivières" vers la France. Cependant Gorée possède une fonction portuaire propre malgré le caractère rudimentaire de ses installations ; elle constitue une relâche indispensable sur les routes des Antilles et des Indes et il semble qu'elle va pouvoir tirer un nouveau parti de sa position au moment où se dessinent les projets de création de lignes de navigation à vapeur vers l'Amérique latine. Le problème présenté aux Chambres par Thiers en 1840 n'aura pas reçu de solution dix ans plus tard (136).

Le rayonnement de l'enseignement français paraît encore moins assuré à Gorée qu'à Saint-Louis. Le supérieur des Frères de Ploermel concentrant ses efforts sur le chef-

---

(135) Gouverneur à ministre, 5 avril 1846, n° 150, A N S O M Sénégal I 29 a.

(136) PASQUIER (R.) : Bordeaux et les débuts de la navigation à vapeur, Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, 1957, p. 220-237.

lieu n'y avait envoyé de maîtres que deux ans plus tard et il n'hésitait pas à les rappeler à la moindre difficulté (137). Cependant en 1850 l'effectif de l'école des garçons oscillait entre quatre-vingt dix et cent et la proportion des noirs y était plus élevée qu'à Saint-Louis (138). Par contre l'école des Soeurs n'accueillait que des blanches et des mulâtresses. En juillet 1845 débarquaient à Gorée deux prêtres de la congrégation du Saint-Coeur de Marie que venait de fonder le P. Libermann pour l'évangélisation des Noirs. Ils envisageaient d'y ouvrir une école mais, après quelques hésitations et à la suite de difficultés avec le clergé local, ils préférèrent s'installer à Dakar (139). Comme à Saint-Louis, peu d'Africains connaissent le français et ne le parlent jamais entre eux, mais le wolof, langue la plus répandue car les Sérèr l'utilisent aussi, a incorporé beaucoup de mots français tandis que l'arabe est peu répandu dans l'île (140).

---

(137) Le P. Chevalier dans sa lettre au P. Libermann du 12 mai 1848 signale que "les pauvres enfants noirs, blancs et mulâtres sont complètement abandonnés depuis deux ans" A C S Sp boîte 153 IV.

(138) Rapports sur l'enseignement du 21 novembre et du 29 décembre 1850 A N S O M Sénégal X 5a.

(139) C'est en 1841 que cette nouvelle congrégation avait vu le jour et en 1848 la fusion était réalisée avec la société dite du Saint-Esprit qui depuis le début du XVIIIe siècle formait le "clergé colonial".

(140) Témoignage du P. Arragon septembre et novembre 1845, A C S Sp Boîte 152 B III et IV.

Les Goréens que leurs activités commerciales dispersent sur la côte jusqu'en Sierra Leone jouissent d'un prestige certain et contribuent au rayonnement de l'île particulièrement sensible dans la portion du littoral comprise entre la presqu'île du cap Vert et la Gambie. "Gorée donne le ton sur la côte jusqu'à la Gambie" écrit Mgr Kobès au P. Libermann en 1849 (141).

°
° °

Ainsi, au milieu du XIXe siècle, sur le littoral sénégalais, Saint-Louis et Gorée commencent à prendre la stature de véritables villes. Leur paysage se dessine avec la multiplication des constructions en dur que l'administration s'efforce d'organiser selon un plan régulier. Les problèmes de ravitaillement, de voi rie et de salubrité prennent une ampleur nouvelle avec l'accroissement de la densité de la population qui fait craindre le surpeuplement. Villes - comptoirs, elles commandent un réseau de relations commerciales le long du fleuve et des côtes ; elles constituent ainsi les deux points d'insertion de l'économie sénégalaise dans l'économie mondiale. Centre politique, Saint-Louis tente le plus souvent en vain de faire respecter le

---

(141) Mgr Kobès est le coadjuteur de Mgr Bessieux A C S sp boîte 153 VI, quelques mois plus tard, il renouvelait la même remarque : "la conversion des côtes de la Sénégambie dépend sinon entièrement au moins en grande partie de la conversion et de la ferveur des noirs de Gorée ; les rapports sont très fréquents et l'on est assez porté à faire ce que l'on voit faire à Gorée A C S Sp boîte 154 A I, 15 janvier 1850.

nom français par la diplomatie ou par d'éventuelles démonstrations de force. D'autre part, dans les villes coexistent des groupes ethniques variés et si la société urbaine se caractérise par une grande mobilité et par le maintien de liens nombreux et efficaces avec le milieu rural, il s'est cependant cristallisé en son sein depuis plusieurs générations un petit noyau de citadins. La participation d'un plus grand nombre aux activités commerciales impose une hiérarchie nouvelle fondée sur l'argent et ainsi s'esquissent des structures sociales différentes de celles qui dominent sur le continent. Enfin, les villes, création de blancs s'efforcent de diffuser leurs modèles culturels parmi la masse africaine et trouvent souvent d'utiles auxiliaires dans la catégorie intermédiaire des métis. Dans ces microcosmes où s'édifie au milieu d'inévitables tensions une société nouvelle, une crise économique ne peut manquer d'avoir de profondes répercussions.

CHAPITRE V

LA SOCIETE SENEGALAISE : LES CATEGORIES SOCIALES

Abstraction faite des Européens qui seront présentés ensuite, la société sénégalaise comprend deux groupes nettement différenciés. Le premier, le moins nombreux mais dominant par la fortune et l'influence dans les affaires du pays fournit aux établissements français d'indispensables intermédiaires pour l'économie dont ils sont le siège, d'utiles auxiliaires pour leur administration et même des ministres pour le culte qu'ils ont implanté. Le circonscrire aux familles mulâtres comme certains historiens l'ont fait serait délibérément ignorer les efforts entrepris et souvent couronnés de succès par des Africains pour y pénétrer. Le second groupe étroitement subordonné au premier rassemble le monde des travailleurs : artisans, marins du fleuve ou du littoral, manoeuvres et domestiques.

1. Définitions préalables

Avant d'étudier les différentes catégories sociales il paraît indispensable de se pencher sur le vocabulaire usité au XIXe siècle pour désigner les divers éléments de la société sénégalaise. Nous n'avons pas la prétention

d'effectuer une étude exhaustive de la sémantique qui serait probablement très riche d'enseignements, mais simplement d'apporter quelques précisions et de formuler quelques remarques (1).

Le terme le plus employé est celui d'habitants. Il revient constamment sous la plume des auteurs décrivant les divers aspects de la colonie ou des responsables de la politique dans leur correspondance. L'abbé Boilat, bon observateur des réalités de ce milieu du siècle, ouvrant son ouvrage par un chapitre consacré à Gorée affirme que parmi les mulâtres, "quelques hommes prirent le nom d'habitants, et les femmes, celui de signares", quelques lignes plus loin il écrit : "Habitants et signares ont été chrétiens dès le principe" (2). Ainsi les habitants ne seraient que les mulâtres de sexe masculin, mais cette définition restrictive s'élargit dans sa "notice sur le Sénégal" c'est-à-dire en fait sur Saint-Louis. En effet, à côté des mulâtres "qui tiennent un rôle honorable dans la société" et "sont tous chrétiens", il consent à faire figurer les "gourmets" car ces "noirs baptisés ... instruits et honorables par leur bonne conduite et leur rang dans la société" sont considérés comme habitants. Il y ajoute même "plusieurs noirs mahométans dont les familles ont toujours été libres" qui eux sont simplement "regardés comme habitants" (3). Jules Duval, le publiciste du Second Empire attaché à défendre

---

(1) MAUNY (R.) a écrit un précieux Glossaire des expressions et termes locaux employés dans l'Ouest africain, Dakar, IFAN, 1952, 69 p.

(2) BOILAT (abbé), op.cit., p. 5.

(3) Ibid., pp. 209-212.

la cause coloniale, reprendra quelques années plus tard à peu près mot pour mot la définition de l'abbé Boilat.

> "Les habitants constituent une race intermédiaire d'hommes de couleur, mais ce titre s'accorde aussi aux nègres baptisés et à certains noirs musulmans dont la famille ayant toujours été libre occupe un rang élevé dans la société de Saint-Louis. Ce sont les notables indigènes" (4).

Le sens large a été retenu par deux historiens récents du Sénégal, J.D. Hargreaves et G.W. Johnson (5). Ainsi, les habitants se définissent moins par la couleur de leur peau que par une certaine situation sociale : ce sont des "notables", jouissant d'une relative aisance acquise par le commerce et Boilat écrit que "tous les habitants sont traitants", et Bouët-Willaumez que "les traitants de couleur" sont "connus sous le nom générique d'habitants de Gorée" (6). Mais les choses ne sont pas aussi claires qu'il y paraît et à lire de près Boilat, on décèle une certaine ambiguïté. En effet, on a l'impression que pour lui les vrais habitants, ce sont les mulâtres parce que plus proches des Européens, plus assimilés à leur culture et à leur religion. S'il a accueilli les gourmets, c'est parce qu'il doit constater chez eux les caractéristiques propres aux mulâtres : "ils sont aussi traitants" et ils sont baptisés. On le sent

---

(4) DUVAL (J.) : la politique coloniale de la France : le Sénégal, Revue des deux Mondes, 15 octobre 1858, pp.837-879.

(5) HARGREAVES (John D.) : Assimilation in Eighteenth Century Senegal, Journal of African History, VI, 2, 1965, pp. 177-184, JOHNSON (G. Wesley) : The emergence of black politics in Senegal, Stanford University Press, 1971, p. 23.

(6) BOILAT, p. 209. BOUET-WILLAUMEZ, op.cit., p. 55.

cependant prêt à les écarter : "aujourd'hui il y a peu de gourmets bien distingués, la plupart n'en méritent plus le nom et ne comptent pas parmi les habitants (7). Quant aux noirs musulmans en déclarant qu'ils "sont regardés comme habitants" Boilat suggère qu'ils ne sont pas acceptés par tous, à commencer par lui, qui champion de l'assimilation par la religion se montre par ailleurs violemment hostile à l'Islam. De toutes façons ils sont très peu nombreux puisqu'il leur faut appartenir à une famille exempte depuis toujours de toute tare servile. Ces quelques phrases de l'auteur des Esquisses Sénégalaises sont révélatrices de la mentalité des mulâtres désireux de s'affirmer dans leur originalité raciale. Leur incontestable sentiment de supériorité s'exprime par les expressions qui les désignent encore couramment au milieu du siècle, "enfants du Sénégal, gens du pays", comme s'ils constituaient l'unique composante de la population sénégalaise (8).

Ces différentes acceptions du vocable habitant se retrouvent dans la correspondance administrative et dans les lettres privées. Tantôt il désigne le milieu des traitants qu'ils soient noirs ou mulâtres, par exemple lorsque Calvé parle de la "dépossession immobilière et mobilière des habitants" et de "la méfiance introduite entre l'Européen et l'habitant "à la suite de la très grave crise du commerce de la gomme (9). Tantôt, au contraire, il s'applique au seul groupe des mulâtres. Enfin, beaucoup plus rare-

---

(7) BOILAT, p. 212.

(8) MAUNY (R.), op.cit., p. 35 et 38. ANFREVILLE de la SALLE Notre vieux Sénégal, Paris, 1909, établit l'équation mulâtre et gens du pays, p.101.

(9) Dans une lettre au ministre du 16 novembre 1841 A N S O M Sénégal XIII 26b.C'est dans ce sens large qu'il est utilisé par tous les participants aux discussions de la Commission du commerce des gommes de 1842.

ment mais ajoutant à la confusion, il arrive à désigner un Européen depuis longtemps établi dans la colonie et qui par son union avec une "femme du pays" se trouve intégré à la communauté sénégalaise (10).

Dans notre étude, nous emploierons le mot habitant dans un sens large désignant à la fois des mulâtres et des noirs exerçant une activité commerciale ou servant le gouvernement résidant à Saint-Louis ou à Gorée, plus ou moins modelés par la culture française et occupant un rang élevé dans la société sénégalaise. C'est dire que le critère social l'emportera sur le critère racial, d'ailleurs cette acceptation du mot habitant paraît mieux adaptée aux réalités sénégalaises. Mais nous n'aurons garde d'oublier que ce groupe, du fait de son hétérogénéité connaît des tensions sur lesquelles il faudra nous arrêter ensuite.

---

(10) Rappelons que selon Littré, habitant se dit de "celui qui possède un domaine, une habitation dans une colonie". Ne pourrait-on pas imaginer qu'au Sénégal par analogie avec les Antilles, ce vocable a d'abord désigné les Européens puisque seuls ils détenaient la fortune mais que progressivement il se serait appliqué aux gens du pays qui, par une activité commerciale comparable à celle des Européens, ont acquis comme eux des biens relativement importants. Finalement il se serait appliqué uniquement aux gens du pays, mais il arrive qu'à l'occasion dans la première moitié du XIXe siècle, on l'emploie mais d'une manière archaïque pour un Européen, ce que semble confirmer la mention trouvée assez souvent dans les années 1830 d'habitant indigène dans les actes notariés.

Remarquons aussi qu'à l'époque, mulâtre déborde le sens étroit que lui donne Littré "qui est né d'un blanc et d'une négresse" pour englober toute personne d'ascendance mixte : père européen et mère mulatresse, père mulâtre et mère négresse, père et mère mulâtres. Enfin, les Français emploient indifféremment les expressions métis et créoles détournées elles aussi de leur sens originel pour désigner les mulâtres (11).

Il faut faire une place à part aux signares à cause de leur rôle dans l'histoire économique et sociale (12). Le mot vient du portugais : senhora, (dame), il s'applique à une femme du pays vivant avec un Européen, c'est-à-dire

---

(11) Calvé dans la lettre déjà citée emploie en effet le mot créole. Précisons qu'en Sierra Leone le mot créole recouvre une autre réalité : celle d'une communauté plus ou moins occidentalisée constituée par des Africains débarqués du Nouveau Monde et par des esclaves libérés par la croisière britannique, voir SPITZER (Léo) : The Sierra Leone crëoles 1870-1900 in Africa and the West, intellectual responses to european culture, Philip D. Curtin editor, The University of Wisconsin Press, 1972, pp. 99-138.

(12) BROOKS (George E.) : The signares of Saint-Louis and Gorée : Wömen Entrepreneurs in Eighteenth Century Senegal; in Women in Africa : Studies in Social an Economic change, coedited by Nancy J. Hafkin and Edna G. Bay, Stanford University Press, 1976, pp. 19-44 ; du même : Artists' depictions of Senegalese signares : insights concerning french racist and sexist attitudes in the nineteenth Century, Fourth Berkshire Conference on the History of Women, 1978.



P1. 6 - SIGNARE

BOILAT Esquisses Sénégalaises

ayant contracté une union limitée au séjour de celui-ci dans la colonie. Au XVIIIe siècle, les signares sont ou des mulâtresses ou des noires. "Les femmes de cette île Saint-Louis en général sont fort attachées aux blancs et les soignent on ne peut mieux lorsqu'ils sont malades. La plupart vivent avec beaucoup d'aisance et plusieurs de ces négresses ont à elles trente ou quarante esclaves qu'elles louent à la compagnie"écrit Pruneau de Pommegorge (13). Durand précise qu'on "appelle signares les femmes de qualité, celles qui sont mariées avec des blancs, et les mulâtresses" (14). Progressivement, avec le développement du groupe métis, signare devient synonyme de mulâtresse et c'est bien ainsi que l'entendent l'abbé Boilat et ses contemporains. Sur le plan social, elles apparaissent en pleine lumière à la fin du XVIIIe siècle où tous les auteurs nous les montrent riches de leurs maisons et de leurs captifs, ne dédaignant pas les bénéfices du commerce et jouissant d'un grand prestige dans la communauté urbaine. C'est encore vrai dans les premières décennies du XIXe siècle.

> "La signare ou femme de couleur est la grande dame du pays ; jadis au bon temps des négriers, l'existence de la signare coulait doucement sur un pactole de doublons dont l'inondait l'aventureux navigateur avec lequel elle se mariait fort souvent à la mode du pays : depuis que le trafic du bois d'ébène est tombé sous l'anathème civilisateur la signare a encore les moyens de subvenir à ses besoins dans le travail de ses captifs dont la moitié des gages lui revenait" (15)

---

(13) PRUNEAU de POMMEGORGE, p.3.

(14) DURAND, p. 216.

(15) BOUET (A.), op.cit. Sur le mariage à la mode du pays voir le mémoire de DEA d'histoire du droit de Sylvain SANKALE : Une ancienne coutume matrimoniale de Saint-Louis du Sénégal : le mariage à la mode du pays, Dakar, 1982.

Gourmets et laptots, deux termes du vocabulaire sénégalais fréquemment utilisés ont été remarquablement étudiés ces dernières années (16). Gourmet a deux sens dans la littérature ouest-africaine : "mousse, jeune matelot" d'une part (Le Maire, 1695, Labat, 1728), noir chrétien, d'autre part (La Courbe, 1685, Barbot, 1732, Durand, 1802). Entre les deux acceptions de ce mot en usage seulement entre Sénégal et Sierra Leone, il s'est produit un glissement naturel de sens. Les matelots appelés à remplacer sous un climat meurtrier des "gourmets" portugais ont été les premiers parmi les habitants des côtes occidentales d'Afrique à subir l'influence des Européens, à adopter leur genre de vie et leur religion. Gagnant progressivement leur confiance, les gourmets de simples matelots sont devenus des marins spécialisés. C'est ce que montre bien Lamiral décrivant la traite de la gomme sur le Sénégal : "On met des équipages nombreux, tous composés de Nègres ; les libres font fonction de Gourmets, c'est-à-dire de gabiers, de pilotes et de timoniers", mais comme il fallait bien faire effectuer les besognes dures et pénibles, on fit appel à des esclaves "qui font les manoeuvres de dessus le pont et qui halent le vaisseau lorsqu'il ne peut aller à la voile" (17). Ainsi Lamiral établit l'équivalence gourmet = homme libre, ce que confirme à un demi-siècle de distance Boilat :"A Gorée, la population de noirs libres porte le nom de gourmets".Leur ascension sociale a été manifeste puisqu'au milieu du XIXe siècle, ils sont traitants, tout comme les mulâtres. Leur

---

(16) NARDIN (J. Cl.) : Recherches sur les "gourmets" d'Afrique occidentale, RFHOM, t.LIII, 3e et 4e trimestres 1966, pp. 214-244.

17) LAMIRAL (D.), op. cit., p. 89.

appartenance à la religion chrétienne, une de leurs caractéristiques essentielles selon Boilat, apparaît pour la première fois semble-t-il dans la relation du passage à Saint-Louis, en 1778 de deux spiritains, les PP. de Glicourt et Bertout (18). Mais, dans les années 1850, les gourmets sont en perte de vitesse, car avec l'émancipation des esclaves ils perdent leur prestige d'hommes libres et ils vont disparaître insensiblement de la scène.

Les laptots, nous l'avons vu au travers du texte de Lamiral, sont des matelots. Golberry en donne une bonne définition : "cette espèce de nègres que dans le pays on nomme laptots et qui sont employés au tirage des embarcations et bâtiments qui remontent le Sénégal pendant la saison des pluies" (19). Mais ce sont aussi des "nègres au service de la Compagnie" quelle que soit leur affectation particulière. Dans la première moitié du XIXe siècle le laptot est, selon Raffenel, "un homme universel : domestique, garçon de magasin, jardinier, infirmier" (20). Boilat ne dira pas autre chose quelques années plus tard : "les laptots servent à tout", mais comme aux siècles précédents, ils continuent à rendre d'éminents services pour la navigation sur le fleuve et sur le littoral (21). Dès

---

(18) LINTINGRE (P.) Voyages du sieur de Glicourt à la côte occidentale d'Afrique pendant les années 1778 et 1779, Dakar, Afrique-Documents, 1966, (Dossiers Africains, n° 3).

(19) GOLBERRY (X.), op.cit., t.1, p. 84.

(20) RAFFENEL (A.), Nouveau voyage, op.cit., t.2, p. 180.

(21) Ibidem : "En général, un laptot est employé à la navigation du fleuve, il y a aussi le laptot de mer qui de même qu'en France dédaigne superbement son confrère du Fleuve, marin d'eau douce".

le temps de Brüe, la compagnie se servait de laptots comme soldats. Au milieu du XIXe siècle, les laptots constituent une milice dont le concours est indispensable à tout gouverneur désireux d'entreprendre une expédition militaire car la faible garnison européenne ne saurait y suffire. Les laptots peuvent donc être considérés comme les ancêtres des troupes levées par la France (22).

2. Origine des familles mulâtres

La prépondérance des mulâtres dans la société sénégalaise nous paraît exiger de rassembler dès le principe quelques précisions biographiques sur des familles qui occupent le devant de la scène en ce milieu du XIXe siècle. Elles faciliteront l'intelligence des développements qui seront consacrés par la suite aux différents groupes

---

(22) L'importance du rôle des laptots est bien mise en évidence par le gouverneur Montagniès de la Roque en 1842 s'inquiétant d'une émigration possible des traitants poursuivis pour dettes : "ces émigrants seraient précisément les hommes les plus influents de la population noire, ceux à la voix desquels se lèvent les laptots aussitôt que le gouverneur a besoin de leur concours pour une expédition militaire, pour agir par exemple sur les Maures. Quand ces chefs auront disparu, il faudra renoncer à toute influence sur cette population dont ils resteront, quoique éloignés, les maîtres secrets" déposition devant la Commission des gommes, 26 septembre 1842.

sociaux (23). La plupart de ces familles se sont constituées au cours du XVIIIe siècle. Les pères européens appartenaient à tous les échelons de la hiérarchie sociale depuis le gouverneur jusqu'au maître maçon ou au fourrier du régiment. Français dans leur grande majorité, on rencontre aussi des Anglais qui n'ont pas manqué de faire souche quand ils se sont rendus maîtres à deux reprises du Sénégal.

Les fondateurs des familles sénégalaises peuvent se répartir en trois grandes catégories : les militaires, les administrateurs et les employés des compagnies ou de la marine et enfin les officiers de la marine marchande et les commerçants. Parmi les soldats se détache le petit groupe des gouverneurs avec Estoupan de Saint-Jean qui, responsable de Gorée dut succomber à l'attaque anglaise en décembre 1758, son successeur le lieutenant-colonel William Newton, le colonel O'Hara qui fut à la tête de la colonie de la Sénégambie de 1766 à 1775, le lieutenant Mathieu Mac

---

(23) La tenue des registres d'état-civil a laissé beaucoup à désirer, en particulier pendant l'occupation anglaise du début du siècle, les déclarations n'ont pas été faites. Cependant au travers de nombreux documents d'archives et de minutes notariales on peut glaner nombre d'éléments utiles. On consultera avec profit pour la fin du XVIIIe siècle le livre du gouverneur général Léonce JORE : Les établissements français sur la côte occidentale d'Afrique de 1758 à 1809, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 1965, 447 p. Mais la référence essentielle est la thèse de Nathalie REYSS : Saint-Louis du Sénégal à l'époque précoloniale : l'émergence d'une société métisse originale 1658-1854, Université Paris I, 1983.

Namara qui le remplaça (24), et enfin le colonel Blanchot (25). Deux officiers appartenaient à la noblesse : Charles Jean-Baptiste d'Erneville et le marquis de Beccaria. Le premier, né le 8 janvier 1752 à La Nouvelle-Orléans d'un père gentilhomme normand, parent des La Rochefoucauld, capitaine et chevalier de l'ordre royal de Saint-Louis, embrasse la carrière des armes comme lieutenant en second au régiment d'artillerie de Grenoble en 1769 et dix ans plus tard au bataillon d'Afrique;il devait mourir gouverneur de Gorée en mars 1792 (26). Beccaria, d'origine suisse était lui aussi capitaine au bataillon d'Afrique et en 1785 fut nommé commandant du fort de Podor (27). Deux autres noms

---

(24) La Sénégambie comprenait Saint-Louis, les escales du fleuve et la Gambie,Gorée ayant été restituée à la France au traité de Paris de 1763. Le colonel O'Hara prit part ensuite à la guerre d'Indépendance américaine, puis aux guerres sur le continent européen. Devenu général, il fut gouverneur de Gibraltar de 1795 à 1802, date de sa mort.

(25) François Michel Blanchot, commandant des troupes sous le gouvernement de Boufflers lui succéda en mai 1789. Il restera à la tête du Sénégal jusqu'à sa mort en 1807, mis à part le gouvernement du colonel Laserre 1801-1802. L'action de Blanchot a été étudiée par Jore avec beaucoup de précision. Dans son annexe sur la descendance du gouverneur, il passe sous silence la branche sénégalaise.

(26) Ch. J.B. D'Erneville avait épousé Caty Miller probablement la fille d'un officier de la marine anglaise qui avait participé à l'attaque contre Saint-Louis en avril 1758.

(27) SAUGNIER, op.cit., p. 5.

d'officiers français sont à retenir : Feuilletaine, lieutenant chargé de l'approvisionnement dans les toutes premières années du XIXe siècle (28) et surtout Charles Boucher qui demeura plus de trente ans dans la colonie. Né à Louisbourg au Canada, il était entré dans l'armée en 1754 et était arrivé à Gorée en 1763. En 1778, il avait assumé le commandement intérimaire de l'île et l'année suivante fut appelé à continuer ses services à Saint-Louis. Par la suite il devint major du bataillon d'Afrique. Il mourut en fructidor an V. Blanchot l'avait beaucoup apprécié (29). Du côté anglais, citons John Sleight, officier de la Royal Navy, et Lloyd lieutenant-colonel, commandant de la garnison de Gorée lors de la dernière occupation de l'île.

Les sous-officiers et soldats forment une liste beaucoup plus brève car il est évidemment plus difficile d'en retrouver la trace. Il y a tout d'abord Linkenheyl qui, sergent au bataillon d'Afrique en 1790, sous le nom de sa province natale, Alsace, devait avoir une nombreuse postérité. A la même époque Joseph Haucerne et Colné étaient fourriers, Gabriel Duchesne, maître-armurier, Nicolas René Durécu soldat (30). Une place à part doit être faite à la

---

(28) Feuilletaine, quartier-maître, sous-officier d'approvisionnement était à Saint-Louis en 1802 ; on l'y retrouve en 1809 au moment de la reddition de l'île aux Anglais.

(29) JORE (L.), op.cit., p. 120-121.

(30) Gabriel Duchesne déclare la naissance d'un enfant né le 12 avril 1785. ANSOM Etat-civil Saint-Louis, n° 139.

compagnie d'hommes de couleur originaires des Antilles qui, créée en 1798, fut dirigée l'année suivante de France sur le Sénégal : figuraient parmi ses cadres le sous-lieutenant Alin né au Lamentin et le fourrier Morel. Peut-être faut-il y ajouter Lazare Audibert né à la Guadeloupe (31).

Les administrateurs et les employés des compagnies et de l'Etat constituent aussi un groupe important. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, François Le Juge qui, envoyé comme teneur général des livres de la ferme des Tabacs, en 1732, pour inspecter les écritures des employés de la Compagnie des Indes devint directeur à Gorée quatre ans plus tard et Jean Etienne Porquet commis surnuméraire ensuite conseiller de la Compagnie dont le fils Charles fut maire de Saint-Louis à l'époque de Blanchot (32). C'est à la fin de l'Ancien Régime qu'arrivent au Sénégal Malivoire et Degrigny qui devaient y poursuivre leur carrière et être commissaires de la Marine lors de la sédition des habitants de Saint-Louis qui obligea le gouverneur Laserre à quitter la colonie. Le premier fut l'innocente victime de ces événements, révoqué par le ministre Decrès, tandis que le second, chef du service administratif, était présent au moment de la capitulation en 1809 (33).

---

(31) Alin serait né au Lamentin, Martinique, en 1783 D P P C Tribunal de première instance 23 avril 1842, n° 237. Lazare Audibert (1780-1838). Ibid. Notariat Saint-Louis 27 novembre 1853, n° 269.

(32). Les noms de Le Juge et de Porquet figurent dans le "rôle général des Blancs et des Noirs au service de la Compagnie des Indes à la concession du Sénégal" 1736, DELCOURT, pp. 401-402.

(33) Antoine Sébastien Malivoire (1766-1819) était arrivé avec Boufflers en 1786.
Degrigny, écrivain auxiliaire à Gorée en 1788, atteindra le grade de sous-commissaire de 1ère classe en 1801.

Quelques chirurgiens ont également fondé une famille dont on retrouve les descendants au milieu du XIXe siècle :. Jean Pépin envoyé dans les années 1750 au Sénégal par la Compagnie des Indes (34) et à l'époque impériale deux anglais : Armstrong et Heddle chargés du service de santé de Gorée (35).

Parmi les commis on peut tout d'abord citer Pierre Aussenac au service de la Compagnie des Indes à Galam en 1736 (36) et à la veille de la Révolution Nicolas Escal pour

---

(34) Jean Pépin eut de Catherine Baudet, "libre chrétienne" une fille, Anna, née en 1758 et qui fut la signare du chevalier de Boufflers, CARIOU, p. 173.

(35) Armstrong uni à Charlotte Carpot avait eu un fils Jean né le 14 avril 1817 ANSOM DPPC Tribunal de première instance Saint-Louis 8 novembre 1845, n°205. Heddle avait eu quatre enfants de Sophie Boucher probablement descendante de Charles Boucher major au bataillon d'Afrique. Après la reprise du Sénégal par la France, le chirurgien Heddle avait été affecté en Sierra Leone. Son fils John fut également médecin et mourut à Bombay en 1842, un autre, Charles, fonda en Sierra Leone une importante maison de commerce. Sur la famille Heddle, voir FYFE (Christopher) : A history of Sierra Leone, London, Oxford University Press, 1963, 773 p. et du même : Charles Heddle, an african "merchant prince" in Entreprises et Entrepreneurs en Afrique XIX-XXe siècles, t.1, pp.235-247. Les deux filles, Nanette et Sophie restèrent à Gorée. ANSOM Notariat Gorée, 8 septembre 1847, n° 75 et Tribunal première instance, 2 février 1850,n°10.

(36) DELCOURT (A.), op.cit., p. 402.

la Compagnie du Sénégal (37) sans oublier Jean Jouga employé aux écritures du Roi (38). Il faut aussi mentionner Roger Charles Picard qui après avoir appartenu à diverses administrations en France s'était fait nommer commis de troisième classe au Sénégal dans le but de satisfaire son goût des voyages. Arrivé dans les dernières années du XVIIIe siècle, Blanchot le nomma en 1802 greffier de la colonie. Il la quitta lors de la capitulation mais à la Restauration il reprit son emploi qu'il exerça jusqu'à sa mort (39). Dans les emplois subalternes nous signalerons Paul Bénis tonnelier et François Touranjou maître-maçon de la Compagnie des Indes ainsi que Michel Carpot garde-magasin du gouvernement (40). Dans la troisième catégorie, nous relevons tout

---

(37) Le sieur Nicolas Escal employé à la Compagnie de la gomme déclare la naissance de la fille qu'il a eue de la négresse Demba Fal le 1er décembre 1786. ANSOM Etat-civil Saint-Louis n° 220. Pierre-François Lamotte fait une déclaration semblable en 1790 A N S O M Etat-civil Saint-Louis n° 390.

(38) Jean Jouga déclare la naissance d'un fils naturel prénommé Nicolas en 1788 Etat-civil Saint-Louis n° 265.

(39) Picard (1769-1819). Père d'une nombreuse famille. Une de ses filles épousa Jean Dard directeur de l'Ecole d'enseignement mutuel, elle écrivit un ouvrage intitulé "La chaumière africaine" qui connut quelque notoriété, voir à ce sujet l'article de JORE (L.) et DEBIEN (G.), bulletin de l'IFAN, série B LXXVII, janvier-avril 1965, pp. 287-318.

(40) Paul Bénis "tonnelier de la Compagnie, à Gorée quand l'île tomba aux mains des Anglais", c'est-à-dire en 1779 (SAUGNIER, op.cit., p. 176). François Touranjou avait eu d'une négresse libre un fils Martin qui se marie à Gorée en 1778. Michel Carpot père d'une assez nombreuse famille déclare son premier enfant en 1791 (renseignements communiqués par Mlle M.A. Ménier).

d'abord les noms de quelques capitaines de la marine marchande qui fréquentant régulièrement les côtes du Sénégal ont fini par s'y fixer pour développer leurs activités commerciales : à la fin de l'Ancien Régime : Louis Despêche et Sacray et au début du XIXe siècle Jean-Georges Lezongar, Jacques Labouré du Havre, Agaisse et Renaud (41). Ce dernier sur lequel nous sommes un peu plus informé fut le fondé de pouvoir du gouverneur, le colon el Laserre qui, comme nombre de ses prédécesseurs voulut satisfaire ses goûts mercantiles en créant en 1801 une compagnie à laquelle il attribua le monopole de la traite de la gomme, ayant soin de n'y admettre que quelques amis, des subordonnés ... et sa femme (42).

Les négociants très peu nombreux au XVIIIe siècle, puisque les compagnies disposaient de larges privilèges, jouent un rôle plus important à partir de la Révolution. Certains sont venus de métropole tenter leur chance comme Valantin qui allait participer à la compagnie de la gomme fondée par Laserre, d'autres sont d'anciens soldats ou

---

(41) Louis Despêche père d'un enfant né d'une négresse mahométane, 2 décembre 1785, ANSOM Etat-civil Saint-Louis, n°181. Sacray déclaration de naissance 1789 Ibid.n°344. Jacques Labouré a eu deux enfants de mère différente: Marie-Louise née le 21 juin 1802 et Jacques Labouré le 5 juillet 1812. JORE (L.), op.cit., p. 182 et 192. Renaud mourut à Saint-Louis le 26 juin 1805. Sur son rôle voir JORE (L.), pp. 182-186, 192-199 et 225 et 337.

(42) JORE (L.), s'étend longuement sur cette initiative du gouverneur et sur ses conséquences, dans les chapitres IX, X, XI et XII. Agaisse, Labouré et Renaud ont participé à l'entreprise.

d'anciens ouvriers de la Compagnie qui au terme de leur contrat sont restés dans la colonie pour se lancer dans les affaires. Nous retrouvons ainsi les noms de Gabriel Duchesne, de Paul Bénis, de Nicolas René Durécu et de Guillaume Audibert. Paul Bénis, si l'on en croît Saugnier paraît avoir bien réussi : il n'y avait en 1785 que

> "trois maisons européennes qui faisaient à elles seules la plus grande partie du commerce, savoir la maison de la Compagnie ... celle de M. Aubry de la Fosse de Nantes ... La troisième maison était gérée par M. Paul Bénis uniquement pour son compte ... C'est lui qui connaissait le mieux la colonie ; il parlait nègre comme les nègres mêmes, vivait à leur manière et s'emparaît toujours des meilleures affaires" (43).

Durécu paraît avoir également bien réussi. Après l'armée et l'emploi de magasinier du service local qu'il s'occupa à Saint-Louis sous le gouvernement du chevalier de Boufflers, il s'associa avec un armateur de Bordeaux, Ladurantie qui à l'occasion faisait la traite des noirs. Les deux associés devaient attaquer la politique du gouverneur Laserre dans un virulent pamphlet publié en 1805. Il rendit de grands services aux survivants du naufrage de la Méduse et mit à la disposition du gouverneur Schmaltz une somme de cinquante mille francs. Il devait mourir à Saint-Louis, le 3 octobre 1823 (44). D'autre part, le commissaire de la marine Malivoire était revenu au Sénégal après sa révocation dans l'espoir de se refaire une situation par le commerce. Enfin, au début du XIXe siècle, nous retiendrons encore deux noms

---

(43) SAUGNIER, op.cit., Bénis mourut à Saint-Louis en novembre 1800.

(44) JORE (L.), op.cit., pp. 180 et suivantes et p. 337.

ceux de l'anglais Dodds et de l'américain Watermann (45).

D'autres patronymes familiers à l'historien du Sénégal des années 1840-1850 apparaissent déjà à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle. Charbonnié (46), Crespin, Labrue et Moustey (47) parmi les Européens, André, Blondin,Campine, Pellegrin et Prévost parmi les commerçants mulâtres (48). On peut aussi avancer que les familles Floissac, Panet et Patterson remontent à la seconde moitié du XVIIIe siècle mais par contre, nous ne disposons d'aucun repère dé-

---

(45) Dodds associé à Hook avait pour correspondant Oliver de Londres, A N S O M Sénégal XIII 70. William Watermann dont le fils était né le 14 août 1809, au sujet de ce dernier, voir BROOKS (George E.Jr) Yankee Traders, Old Coasters and African Middlemen, Boston University Press, 1970, p.140. Fleuriau, gouverneur par interim, signale à Portal, le 30 juin 1818, "les services importants" que "cet américain établi au Sénégal" a rendus au gouvernement de ce pays. A N S O M Sénégal VII 7 b.

(46) Charbonnié, Aymar, Joseph, François, curé de Gorée puis de Saint-Louis a abandonné l'état ecclésiastique pendant la Révolution. Il fut nommé greffier en 1794 et mourut à Saint-Louis en 1802.

(47) Les trois hommes ont participé à la Compagnie de la gomme. Cf. JORE, op.cit., p.182.

(48) Dans une délibération des habitants du Sénégal du 23 juillet 1802, on voit figurer les frères Charles, François et Gabriel Pellegrin, Charles, Jean et Etienne Blondin, Pierre André, Guillaume Campine, Pierre Prévost, ce qui implique que ces familles se sont constituées au moins une vingtaine d'années auparavant.

cisif pour les familles Descemet, Dumont et Foy (49).

Le métissage remonte au XVIIe siècle dès l'installation dans les îles de Saint-Louis et de Gorée, mais de cette période primitive nous n'avons retrouvé aucune trace. Les indications recueillies sur la formation des familles mulâtres confirment ce que nous savons des mouvements de la population urbaine. Au milieu du XVIIIe siècle, avant la perte de Saint-Louis au traité de Paris, le nombre des Européens est fort restreint mais ceux-ci néanmoins ont fondé les plus anciennes familles que nous puissions repérer un siècle plus tard. A la fin de l'Ancien Régime, puis sous la Révolution et l'Empire, nous assistons à la naissance de nombreuses autres familles. En effet, le nombre des Européens s'accroît d'abord grâce à une politique plus dynamique au lendemain de la reconstitution de la colonie dans son intégralité en 1783

---

(49) L'état-civil de Gorée mentionne la naissance d'une fille d'Hélène Patterson en 1797, celle de Catherine Floissac le 4 septembre 1802 de Charles Floissac négociant et de Marie Anne Charles Porquet, et celles des trois enfants de Jacques Panet s'échelonnant entre 1780 et 1789. Nous savons seulement qu'un certain Pierre Louis Descemet était garde-magasinier de l'Etat en 1809 mais nous ignorons s'il était Européen ou mulâtre. Un nommé Blaise Dumont mort à Gorée en 1819 était le père de Gabriel et de William, ce dernier né en 1809. Blaise avait épousé une mulâtresse. Quant à Pierre Guillaume Foy, il était né à Saint-Louis le 27 novembre 1803, fils de Charles Ambroise Foy et de Marie Atman Gueye. Là encore nous ne pouvons déterminer si Blaise Dumont et si Charles Foy étaient Européens ou mulâtres.

puis avec l'abolition des privilèges de la Compagnie sous la Constituante. Ensuite, avec la guerre, les relations deviendront plus difficiles avec la métropole et les Européens obligés à demeurer au Sénégal seront davantage incités à y fonder un foyer.

Dans le dernier quart du XIXe siècle, on s'est posé la question de savoir si les familles mulâtres pouvaient se perpétuer. Le docteur Bérenger-Féraud qui a étudié les populations de la Sénégambie était persuadé comme beaucoup de ses contemporains que

> "les mulâtres deviennent inféconds en général, quelquefois à la seconde, le plus souvent à la troisième, certainement à la quatrième génération au plus tard". "Soit qu'ils s'unissent entre eux, soit qu'ils s'unissent aux blancs, soient qu'ils se croisent par une alliance avec le sang noir ... La classe métisse est comme le tonneau des Danaïdes qui est constamment alimenté sans pouvoir être rempli" (50).

Il s'appuyait outre ses propres observations médicales, sur quelques recherches superficielles effectuées par un magistrat de l'époque dans les registres de l'état-civil afin de prouver la disparition de plusieurs familles qui auraient joué un rôle important dans la vie de la colonie. En réalité, il serait tout aussi facile d'affirmer le contraire en signalant en plein XXe siècle la persistance des familles fondées

---

(50) BERANGER-FERAUD (L.J.B.): Les peuplades de la Sénégambie, Paris, Leroux 1879, pp.396 et suivantes. Trente ans plus tard, le docteur ANFREVILLE de la SALLE dans Notre vieux Sénégal, Paris, Challemel, 1909, p.101 et suivantes, reprenait les mêmes arguments.

un ou deux siècles plus tôt. En fait, sous des apparences scientifiques Bérenger-Féraud dissimule mal un raisonnement par analogie de caractère raciste. On sait que le mot mulâtre vient de l'espagnol mulato dérivé de mule, mulet et pour notre docteur le produit du croisement de deux races humaines doit être aussi infécond que celui d'un âne et d'une jument. Les mulâtres ne sont-ils pas pour lui, le

> "résultat d'une erreur de la nature ou plutôt d'une tromperie vis-à-vis de cette nature, les mulâtres sont des métis trop mal compensés pour acquérir droit d'existence et de perpétuation de leur lignée à la côte d'Afrique... Ils sont en équilibre instable et l'on sent que la nature désireuse d'en finir au plus vite avec de pareils produits, leur a donné des imperfections en assez grand nombre pour condamner la race à une prochaine extinction" (51).

Au milieu du XIXe siècle, tant pour Saint-Louis que pour Gorée, on peut évaluer le nombre des familles véritablement constituées entre soixante et quatre-vingt. Elles portent non seulement des noms français, mais aussi anglais, écossais et irlandais (52). Avec la reprise du Sénégal par la France en 1817, les familles d'origine anglaise se sont souvent dispersées. Les officiers et les administrateurs furent mutés en Gambie ou en Sierra Leone et les commerçants bientôt expulsés par les Français allèrent les rejoindre.

---

(51) Ibid., p.397.

(52) CORRY (J) dans ses Observations upon the windward coast of Africa, London, G & W. Nicol, 1807, veut vertueusement l'ignorer, ne signalant que "la progéniture illégitime des Français".

Certains membres de leur famille les accompagnèrent tandis que d'autres demeurèrent au Sénégal. Mais les liens se maintinrent très étroits, particulièrement entre Gorée où l'occupation fut la plus longue et les colonies britanniques : les documents d'archives nous en fournissent la preuve dans cette première moitié du XIXe siècle et même au delà(53).

Bien entendu, de nouvelles familles ne cessent de se fonder, les Dard, les Pesnel et les Devès entre autres, mais elles sont trop récentes pour avoir atteint à la fois la stabilité et la notoriété. Celles qui occupent le devant de la scène vers 1850 sont plus anciennes : ce sont d'une part les Alin, les Alsace, les Crespin, les d'Erneville, les de Saint-Jean et les Valantin fortes de leurs nombreux rejetons, les Sleigth et les Foy réduites à quelques individualités mais de premier plan (54). Dans ce microcosme que sont les villes,

---

(53) Signalons que le docteur Heddle nommé à Sierra Leone, avant le retour du Sénégal à la France, devait mourir à Freetown en 1812. Tandis que sa femme Sophie Boucher restait avec ses filles à Gorée, les fils furent élevés en Grande-Bretagne, L'un d'eux, Charles se lança dans le commerce à Sainte-Marie de Bathurst d'abord, puis à Freetown, ensuite. Il allait en devenir l'un des plus riches négociants vers 1840. Il eut un moment comme associé J.F.Pellegrin cf. FYFE (Chr) op.cit.p.239. Il a employé en Sierra Leone son neveu Théodore François Valantin (1827-1872) le fils de sa soeur Nanette D P P C Notariat Gorée septembre 1873, n°122. Les familles Lloyd, Newton et Hamilton sont aussi partagées entre territoires français et britanniques.

(54) Jean Jacques Alin a été maire de Saint-Louis de 1829 à 1848. Durand Valantin de 1848 à 1851 et à cette date Nicolas d'Erneville lui a succédé. Durand Valantin et

on imagine facilement que la plupart des familles mulâtres sont plus ou moins apparentées. Ainsi, les d'Erneville sont-ils alliés avec les Alsace, les Crespin et les O'Hara et les Valantin avec les Aussenac, les de Saint-Jean, les Moustey-Charbonnié, les Panet, les Lézongar et les Heddle (56).

A l'école des Européens, les mulâtres se sont initiés au commerce, bien vite rejoints par les noirs. Ils ont joué le rôle d'intermédiaires nécessaires avec les producteurs,

---

(54) suite
Sleigth ont été élus successivement députés du Sénégal pendant la Seconde République. François de Saint-Jean était maire de Gorée. Nous aurons l'occasion de présenter un peu plus loin le rôle politique et social des métis.

(55) Charles Thévenot, maire de Saint-Louis, s'était illustré comme chef de la communauté catholique et française lors de la domination anglaise au lendemain du traité de Paris (1763). Une de ses descendantes Louison est mariée à Jean d'Erneville au début du XIXe siècle. Charles Porquet a été également maire de Saint-Louis dans les premières années du siècle mais sa famille n'est plus représentée que par des traitants de moyenne envergure Charles et Etienne.

(56) Le dépouillement des actes notariés nous a permis de déceler les alliances entre les principales familles, nous en feront état à l'occasion de tel ou tel personnage. C'est ainsi que nous avons retrouvé la postérité africaine du gouverneur Blanchot : Marianne unie à Georges Alsace et Marie à Pierre Provost à l'occasion du mariage de leurs enfants.

les Européens redoutant, à cause du climat et de l'insécurité fréquente, les déplacements dans l'intérieur. La majeure partie des habitants restait confinée dans ce rôle subordonné. Cependant quelques individus intelligents, audacieux et énergiques ont tenté d'y échapper.

3°- Les négociants sénégalais

Les maisons de commerce dirigées par des négociants sénégalais - trois, peut-être, dans les années 1840-1850 - posent beaucoup de questions auxquelles malheureusement la documentation ne permet pas de répondre la plupart du temps. Des renseignements très dispersés et souvent d'intérêt secondaire ne nous permettent pas, en effet, de connaître l'origine et l'importance des capitaux mis en jeu, les liaisons avec la métropole indispensables pour apprécier les conditions dans lesquelles les négociants se procurent les marchandises de traite et écoulent les produits du pays, et les rapports avec les traitants. De même, quelle a été l'attitude des maisons de commerce de Bordeaux et de Marseille installées au Sénégal à leur égard ?

L'association avec les Européens semble avoir été le tremplin indispensable pour John Sleigth et Blaise Dumont. En effet, on constate dans les années 1840 l'existence des maisons Lacoste et Sleigth et Dumont et Barazer. Mais en 1848 Sleigth vole de ses propres ailes et Dumont a dû faire de même à peu près à la même époque. Mais rien n'interdit de penser qu'ils continuent à être épaulés à l'occasion par les

Européens (57). Cependant les Valantin issus d'un négociant européen nous l'avons vu, ont pu se dispenser de l'association et fonder seuls la firme François Valantin et frères (58). Après la mort de François en 1838 et de René en 1847, l'affaire a probablement été reprise par Durand Barthélémy Valantin qui y travaillait depuis plusieurs années en qualité de commis-négociant.

Ainsi, en 1850, trois négociants sénégalais : Dumont, Sleigth et Valantin travaillent sur la place de Saint-Louis

---

(57) La société Sleigth a été fondée le 1er janvier 1848 au capital de 100.000 F. dont 85.000 F. apportés par Sleigth. A N S O M D P P C Tribunal de première instance de Saint-Louis, 6 novembre 1858, n°306. Lacoste entretenait des liens étroits avec les Devès de Bordeaux dont nous parlerons plus loin. Il devait fonder en décembre 1850 la société J. Devès et P.Lacoste. Selon le procureur général Carrère, c'est dans la maison B.Devès de Saint-Louis qu'a été élevé Sleigth. En reconnaissance celui-ci devait faire quelques années plus tard "l'éducation commerciale" de Gaspard Devès, le fils naturel de Bruno Devès.A N S O M Sénégal VII 44 d. Dumont, lui, paraît avoir eu partie liée avec les Calvé de Bordeaux; en effet, lorsque ceux-ci abandonneront leurs comptoirs au Sénégal, ils le choisiront comme liquidateur et plusieurs indices laissent à penser que par la suite les Calvé continuèrent leurs relations avec le Sénégal par l'intermédiaire de la maison Dumont.

(58) François Valantin est associé à René et à Aussenac Valantin. A N S O M D P P C Tribunal de première instance de Saint-Louis 14 août 1852 n°37. Cependant, François Valantin, dans ses débuts a peut être été associé

mais de quelle manière? Organiser une campagne de traite exige des fonds de roulement relativement importants et des achats judicieusement effectués en métropole. Or à cette époque les voyages sont toujours longs et souvent difficiles, il faut donc avoir recours à des intermédiaires coûteux et pas toujours capables de répondre convenablement aux besoins de l'acheteur. Si nos sources révèlent des contacts directs avec des fabricants comme Barbaroux de Mégy pour le corail, la plus grande partie des achats était faite auprès de négociants ou de "commissionnaires en marchandises" à Rouen, à Paris ou à Nantes et surtout auprès des maisons de Bordeaux et de Marseille spécialisées dans le commerce de la côte occidentale d'Afrique. Or celles-ci le plus souvent commanditaient des maisons européennes qui, installées à Saint-Louis étaient les concurrentes directes des négociants sénégalais. Pour vendre des produits, la gomme en particulier, les mêmes problèmes se posaient. Ou bien il fallait s'entendre avec les maisons de la place, solution facile et de toute évidence peu avantageuse ou bien confier les retours à un courtier qui tente de tirer le meilleur parti de la fluctuation des cours mais on courait là de plus grands risques, d'autant qu'à Saint-Louis on était alors assez mal informé de l'état du marché. Peut être les maisons sénégalaises employaient-elles concurremment les deux méthodes. De toute manière nous possédons un précieux témoignage de relations directes avec l'Europe dans la déclaration faite devant notaire par François

---

(58) suite
au négociant européen Chaize comme semblerait le prouver leur démarche commune auprès du conseil d'administration réuni le 6 novembre 1827 pour obtenir la résiliation de leur marché de fourniture de bois, à la suite du naufrage de leur navire envoyé aux Etats-Unis.

Valantin et frères d'un chargement de près de quatorze tonnes de gommes sur deux goëlettes pour la principale maison anglaise trafiquant à la côte occidentale d'Afrique Forster and Smith de Londres (59).

Pour les envois de ou pour la métropole, les négociants sénégalais sont entièrement tributaires de leurs concurrents métropolitains qui, pour la plupart joignent l'armement à leurs activités commerciales. Ils risquent donc de recevoir trop tard les marchandises qui leur sont destinées et de voir compromise leur campagne de traite. Sur place, leur connaissance du milieu et leurs liens de parenté avec de nombreux traitants pouvaient faciliter leurs affaires, mais à regarder de près, n'était-ce pas en définitive un handicap car comment résister aux constantes sollicitations pour obtenir plus de crédits et plus de facilités de toutes sortes ? Un rapide coup d'oeil sur les dettes des traitants envers eux nous en convainc rapidement : en effet, on constate qu' au lendemain des traites de 1847 et de 1848, les trois maisons sénégalaises figurent parmi les créanciers les plus importants, ce qui implique qu'elles ouvrent des crédits sans

---

(59) A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis, 28 août 1838, n°104. Forster et Smith était aussi le correspondant de Charles Heddle à Freetown. Peut-être les liens de famille qui existent entre les Valantin et les Heddle ont-ils facilité les affaires avec la maison londonienne. François Valantin avait épousé selon les usages du pays Sophie la soeur de Charles Heddle.

proportion avec le volume de leurs affaires (60).

Ainsi, les maisons sénégalaises pour toutes ces raisons apparaissent singulièrement vulnérables. Déjà dans les années trente, un habitant du Sénégal, Nicolas Zéler, qui avait tenté de se lancer dans le négoce devait rapidement connaître un échec retentissant l'obligeant à vendre ses immeubles et ceux de sa femme pour apaiser de trop nombreux créanciers (61). Dumont, Sleigth et Valantin sauront-ils surmonter la crise qui, au milieu du siècle, ébranle si profondément le Sénégal ? Si les habitants rencontrent beaucoup d'obstacles pour se livrer, à l'instar des Européens, aux activités du négoce, ils paraissent beaucoup mieux armés pour jouer comme traitants le rôle de diffuseurs des marchandises européennes et de collecteurs des produits du pays (62).

---

(60) Après la traite de 1847, Valantin arrivait en tête de tous les créanciers avec plus de 200.000 F. de créances, Dumont en avait pour plus de 172.000 et Sleigth pour près de 70.000. Maurel et Prom, vraisemblablement la plus importante des maisons métropolitaines n'en avait que pour 85.000 environ. En 1848 la situation sera à peu près comparable. A N S O M Sénégal XIII 28 b.

(61) Quelques allusions dans les registres d'actes notariés de 1839 et de 1841. Zeler après sa déconfiture sera gérant de la Cie de Galam à Bakel, en 1849. Il exercera pendant quelques mois les fonctions de directeur des Affaires extérieures. Zeler est marié à Marguerite Boucaline.

(62) On a bien conscience de ce que peut avoir de superficiel cette analyse du négoce des habitants. Mais la documentation est à peu près inexistante et les quelques éléments rassemblés ici ne l'ont été qu'au prix de longs dépouillements.

4°- Les traitants de gomme

a) L'organisation de la profession

Ils constituent une véritable aristocratie dans le monde sénégalais. Leur profession organisée par l'ordonnance du 15 novembre 1842 est, de ce fait, relativement bien connue. L'intervention du gouvernement de Louis-Philippe avait été rendue inévitable par la gravité de la crise que traversait le Sénégal. Au lendemain de l'abandon des cultures nous l'avons vu, une véritable "fièvre de la gomme" s'était emparée des Saint-Louisiens. Après de courtes années de relative euphorie, la concurrence prit, à partir de 1838, une ampleur nouvelle attisée par les négociants européens qui importèrent des quantités croissantes de guinées sans commune mesure avec les besoins de la traite. Les résultats de cette concurrence ne se firent pas attendre : les traitants succombèrent sous le poids de dettes que les négociants craignaient de ne pouvoir récupérer. Les traitants étaient menacés de se voir dépossédés de leur activité traditionnelle car n'ayant plus de crédit, la traite de la gomme risquait d'être monopolisée par les négociants européens puisque seuls ils disposaient des marchandises propres à ce trafic. Les "habitants" de Saint-Louis exclus à l'avenir de transactions qui étaient leur monopole de fait perdraient toute ressource. La situation était grave non seulement sur le plan économique et social mais aussi sur le plan politique. Le délégué du Sénégal, Calvé, s'inquiétait auprès du ministre. Laisserait-on fondre sur le Sénégal "l'épouvantable catastrophe" qui serait "l'expulsion de la presque totalité de ses créoles du commerce du fleuve" ou bien par "des mesures énergiques" rétablirait-on la confiance et un juste équilibre " entre

négociants et traitants ? (63). Le chef du service administratif du Sénégal, Pageot des Noutières, conscient du danger avait ébauché en novembre 1841 un projet qui devait établir selon le jugement de Bruno Devès "une heureuse alliance de la liberté et de l'ordre". Il prévoyait la création d'une Société pour la traite de la gomme qui bénéficierait d'un privilège exclusif et accueillerait en son sein négociants, marchands patentés et traitants. Il visait d'une part à réaliser comme le souhaitait Calvé, un équilibre entre les intérêts en présence et d'autre part à assurer un remboursement progressif des dettes (64). En ayant approuvé les grandes lignes, le ministère donna au gouverneur par ordonnance du 9 janvier 1842 le pouvoir exceptionnel "de régler le mode,

---

(63) Calvé au ministre, 16 novembre 1841, Bruno Devès à Mestro, chef du bureau politique et commercial, 6 décembre 1841, signale également que les négociants refusant "toute nouvelle avance aux traitants" vont "se décider à échanger eux-mêmes leurs marchandises contre les produits du sol". A N S O M Sénégal XIII 26a.
Sur la situation de la colonie et la création de l'Association privilégiée on peut consulter HARDY (G), op.cit. p.262 et suivantes.

(64) Pour que l'influence des négociants ne soit pas prédominante dans la Société, il était prévu qu'ils ne pourraient souscrire plus de 15 actions par personne et éventuellement plus de 4 pour un tiers. Le dividende ne pourra être affecté au règlement des dettes qu'à concurrence des 3/4; le quart restant étant incessible et insaisissable. Les actions de 5.000 F. seront souscrites en totalité ou partie, soit en espèces, soit en guinées. Le capital de la société s'élèvera à 250.000 F.

les conditions et la durée des opérations commerciales avec les populations de l'intérieur de l'Afrique" après consultations du Conseil général réuni extraordinairement et du Conseil d'administration. La société de traite fut donc mise sur pied en avril-mai après les discussions présidées par le gouverneur Montagniès de la Roque, mais celui-ci ayant été nommé commandant de la Station navale d'Afrique, ce fut Pageot des Noutières qui, devenu gouverneur intérimaire, fut chargé d'appliquer la nouvelle réglementation dont il avait été l'inspirateur.

A peine l'Association privilégiée avait-elle vu le jour qu'elle déchaîne une polémique si violente que le ministère fut obligé, quelques mois après avoir donné carte blanche aux autorités locales, de faire machine arrière et de prendre en main le problème en le faisant examiner par une commission présidée par Gautier pair de France (65). Insti-

---

(65) La polémique a été déclenchée par la maison Régis qui a inspiré dès le 11 avril 1842 une pétition à la Chambre des députés des "armateurs, négociants et capitaines marins" de Marseille intéressés au commerce du Sénégal dénonçant à la fois le monopole et l'abus de pouvoir qui aurait été commis par le gouvernement. Quelques semaines plus tard, des négociants de Marseille (Isnard aîné, A.Cohen entre autres) faisaient savoir à la Chambre de commerce, aux journaux de la ville et enfin au ministre de la Marine et des Colonies qu'ils se désolidarisaient de l'initiative de Régis et se ralliaient à la décision de créer la société de la traite de la gomme. Le commerce de Bordeaux avait fait connaître le même sentiment dans son mémoire du 20 mai aux membres de la Chambre des députés ainsi que "des négociants, marchands détaillants, habitants indigènes de St Louis" dans leur

tuée le 14 septembre, elle comprenait de hauts fonctionnaires (le directeur général des Douanes, le directeur du Commerce extérieur, le directeur et le sous-directeur des Colonies) et des représentants des chambres de commerce du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille. Elle appela en consultation au cours de ses séances qui s'échelonnèrent entre le 23 septembre et le 28 octobre des négociants de la métropole comme Devès et V. Régis et du Sénégal comme Durand-Valantin, les délégués du Sénégal et des établissements français de l'Inde et les responsables de la colonie comme l'ancien et le nouveau gouverneur : Montagniès de la Roque et Bouët, le sous-commissaire de la Marine Thomas et le chef du Service judiciaire Larcher (66).

Le commerce de la gomme a été étudié dans toute son ampleur mais c'est le sort des traitants qui a été au coeur

---

(65) suite
"Mémoire adressé à M. le Ministre de la Marine et des Colonies" de juin. Le dossier de cette polémique se trouve aux archives départementales de la Gironde A.D. Gironde M 7523.

(66) "La Commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes" était composée de Gautier, président, Gréterin, conseiller d'Etat, directeur des douanes, Magnier de Maisonneuve, directeur du commerce extérieur, Galos, député de la Gironde, directeur des Colonies, Mestro chef de bureau à la direction des Colonies (il avait servi autrefois au Sénégal) et quatre membres des chambres de commerce : Mérillon (Bordeaux) Fournier (Marseille), Betting de Lancastel (Nantes), de Coninck (Le Havre). Les procès-verbaux des séances ont été publiés par l'Imprimerie Royale, 1842, in 4°, 272 p. En outre les Annales Maritimes et Coloniales ont donné

des discussions et si la commission est revenue sur les dispositions les plus contestables du système imaginé par Pageot des Noutières, elle a confirmé d'une manière éclatante le rôle irremplaçable des traitants sénégalais en les instituant en corporation (67). C'est "une mesure qui, sans sortir du droit commun concourra ... avec quelque efficacité, nous l'espérons du moins, au double but de favoriser l'extinction de la dette et de renfermer la concurrence dans de justes bornes". Ce privilège en faveur des traitants "n'est que la légalisation d'un état de fait et se justifie par la spécialité de l'aptitude" (68). Les travaux de la commission aboutirent à l'ordonnance du 15 novembre 1842 et nous ne retiendrons ici que ce qui intéresse le statut des traitants.

---

(66) suite
dans le tome II de 1842, partie non officielle, page 1093, le texte du rapport général de la commission au ministre et partie officielle p.1060, le rapport au Roi et l'ordonnance du 15 novembre 1842.

(67) L'arrêté du 16 avril 1842 en instituant l'Association privilégiée unique acheteur de guinées et principal vendeur de guinées risquait de faire tomber sous sa dépendance exclusive le négociant européen qui veut faire des affaires au Sénégal, les fabricants de guinées et l'armateur qui les amène au Sénégal.

(68) Rapport fait au ministre de la Marine et des Colonies par Gautier, pair de France au nom de la commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes au Sénégal, 2 novembre 1842.

Après l'affirmation du principe réservant à des traitants commissionnés la traite de la gomme aux escales (art.2) était définie cette catégorie de privilégiés (art.3). Dans l'immédiat, elle était constituée par "les personnes libres nées au Sénégal et dépendances ne payant patente ni comme marchands ni comme négociants qui auront fait, soit pour leur propre compte, soit pour compte d'autrui, des expéditions pour la traite de la gomme aux escales depuis l'ouverture de la traite de 1836". Pour réserver le bénéfice de ce trafic aux "habitants", les commis européens employés par les maisons de commerce de la colonie étaient exclus. Le gouverneur en conseil dressera la liste générale des traitants. A l'avenir, il n'y admettra que les personnes âgées de vingt-et un ans, nées au Sénégal et dépendances, justifiant avoir fait pendant trois ans la traite aux escales en qualité d'aide-traitant et produisant un certificat signé de trois personnes notables constatant leur moralité et leur aptitude. A une époque qui sera déterminée par le gouverneur, il sera exigé des nouveaux traitants qu'ils sachent lire et écrire. Tous les trois ans, le gouverneur procèdera à la révision de la liste des traitants.

De tous les traitants inscrits sur la liste, seuls auront le droit de traiter aux escales ceux à qui le gouverneur en conseil délivrera une commission. Ce pouvoir discrétionnaire du gouverneur avait pour but d'écarter des hommes susceptibles d'apporter "le trouble et le désordre dans les transactions" (69). Pour assurer l'apurement des dettes, il

---

(69) Instructions du ministre au gouverneur, 18 novembre 1842, n°301, A N S O M Correspondance générale, 231, publiées par SCHEFER, t.II, p.119.

était institué un fonds commun alimenté par un prélèvement de 5% sur la quantité de gomme rapportée de la traite (art.7); il était réparti également entre tous les traitants inscrits sur la liste générale et les créanciers pouvaient, jusqu'à concurrence des deux-tiers, mettre opposition sur la part de chacun (art. 8 et 9). Mais pour ne pas perdre les droits attachés à leur inscription sur la liste, les traitants non-commissionnés devaient justifier exercer les fonctions d'aide-traitant ou faire la traite des marigots, ou se livrer à Saint-Louis à une industrie (art.5). Une commission syndicale de cinq membres devait sous la présidence d'un fonctionnaire assurer la bonne marche de la profession (70). Elle devait donner son avis lors de la révision de la liste générale et de la désignation des traitants commissionnés; en outre elle assurait à la clôture de chaque traite la répartition du fonds commun.

---

(70) Les cinq membres de la commission étaient choisis par le gouverneur sur une liste triple de candidats formée au scrutin secret et à la majorité absolue par l'Assemblée générale des traitants. Le ministre avait recommandé au gouverneur de composer la commission de telle façon qu'il conserve toute sa liberté d'action; pour cela il devait choisir des hommes d'une position indépendante, intelligents et intègres et éviter que ne prédominent les intérêts des grands traitants (instructions déjà citées).

b) Nombre, origine et âge des traitants

La corporation fut rapidement organisée car la liste des traitants fut arrêtée le 20 janvier 1843 et la commission syndicale constituée le 6 février (71). 187 traitants figuraient sur cette première liste. Devant la commission des gommes, Fournier, délégué de la Chambre de commerce de Marseille avait avancé le chiffre de 150 à 160, mais Régis était plus près de la vérité en parlant de 180. Dix ans auparavant, il n'y avait que 40 à 50 traitants, mais depuis que les guinées commençaient à encombrer le marché, c'est-à-dire depuis 1839, l'empressement à devenir traitant a été tel que non seulement on vit des ouvriers de Saint-Louis, mais aussi des captifs monter aux escales. Malgré le système d'inscription mis en place en 1842, le nombre des traitants n'a cessé d'augmenter (203 en 1846, 267 en 1849, chiffre ramené à 233 l'année suivante, mais atteignant 246 en 1851) (72). On peut

---

(71) La liste générale des traitants est publiée dans le Bulletin Administratif du Sénégal; la présentation en est défectueuse : orthographe très approximative, entorses nombreuses à l'ordre alphabétique. Par exemple, Paul Holle figurant à la lettre P. Ces défauts se retrouvent lors des publications ultérieures.

(72) Arrêtés des 14 janvier 1846, 27 mars 1849, 2 avril 1850 et 18 janvier 1851. Depuis 1849, la liste des traitants est publiée annuellement. Dès 1846, le ministère s'inquiétait mais sans résultat, de l'inflation de la liste des traitants comme en témoigne cette note marginale à la lettre du gouverneur du 12 janvier 1846 : "la liste des traitants est déjà bien assez considérable puisqu'elle est double du nombre de ceux qu'on emploie. Il ne faut rien faire pour l'augmenter sans nécessité".
A N S O M Sénégal I 28 c.

s'interroger sur l'efficacité d'une mesure qui visait à l'origine à contenir dans d'étroites limites une concurrence si souvent jugée désastreuse. Au début, l'administration appliquant à la lettre l'ordonnance de 1842 avait rejeté les candidats qui n'étaient pas nés dans les comptoirs français, mais par la suite elle assouplit sa position. Ainsi, Macodé Mamour Sal après avoir essuyé plusieurs refus sous le prétexte qu'il était né au Kayor fut finalement reçu en qualité de traitant le 24 avril 1846. D'après le chef du service judiciaire, le candidat ayant été affranchi en terre française, il pouvait être considéré comme étant né dans la colonie en vertu d'une ordonnance de 1685 toujours appliquée.

La liste publiée en 1851 apporte sur le milieu des traitants des renseignements intéressants à plus d'un titre. Si la quasi totalité d'entre eux est née dans les comptoirs français (201 sur 230) ce qui ne nous surprend pas, on notera que vingt Goréens dans l'incapacité de trouver un débouché dans le commerce de la côte avant l'apparition de l'arachide ont pris le chemin du fleuve dans l'espoir d'y rencontrer la fortune : précieux témoignage sur l'attrait qu'exerçait alors le commerce de la gomme (73). Les autres traitants, sans doute des esclaves ou des engagés à temps, ont été comme Macodé Mamour Sal, assimilés par leur affranchissement à des personnes nées dans la colonie. Certains viennent du Kayor

---

(73) Arrêté du 18 janvier 1851, B A S 1851-1852, p.4, la liste comprend 246 noms, mais les précisions quant au lieu de naissance et à l'âge ne sont données que pour 230 d'entre eux - 179 traitants sont nés à Saint-Louis, 2 à Guet N'Dar, 19 à Gorée et un en Gambie, fils de Goréens établis dans cette rivière.

(8), du pays de Galam (8) du Baol (6) du Fouta Toro (5) du Walo (4) du Sine-Saloum (3) ou même de Ségou (1) et du Fouta Djalon (1) (74). La quasi totalité de ces gens de l'extérieur avait plus de vingt ans de séjour dans la colonie car l'interdiction d'y introduire des captifs depuis 1823 et la suppression du régime des engagés à temps en 1844 avaient singulièrement réduit l'ouverture sur les régions indépendantes. Pour un temps seulement, puisque l'arrêté présidentiel du 5 mai 1849 offrait la possibilité aux personnes figurant depuis cinq ans au moins sur les listes de recensement de formuler une demande d'inscription sur la liste des traitants (75).

---

(74) Ces chiffres n'ont qu'une valeur approximative car on a déjà signalé le peu de soin avec lequel ces listes ont été confectionnées. Nous avons regroupé sous une même rubrique les originaires du Kayor et de Gandiole car cette escale dépend encore à cette date du damel, les originaires du Walo et de M'Pal. A côté des lieux d'origine, on voit apparaître des indications d'ordre ethnique (wolof, bambara) ce qui montre que les responsables de l'établissement de la liste n'ont pas su adopter un unique principe de classement. Nous avons intégré le bambara parmi les originaires du pays de Galam, mais les trois traitants wolof, faute de pouvoir être attribués soit au Kayor, soit au Walo, sont restés à l'écart de notre répartition.

(75) Arrêté présidentiel du 5 mai 1849 promulgué le 23 juillet (art.3) B A S 1849-1850, p.75.

Les indications concernant l'âge des traitants peuvent être légitimement suspectées pour les habitants musulmans qui effectuent très irrégulièrement les déclarations de naissance à l'état-civil et plus encore pour les traitants originaires de l'extérieur; malgré tout, pour l'ensemble de la corporation elles ne sont pas dénuées de signification. L'âge des traitants s'échelonnerait entre 22 et 78 ans et la moyenne d'âge s'établirait à 34 ans. La crise persistante du commerce de la gomme ne semble pas détourner les jeunes d'un métier difficile puisque 40% environ des traitants ont entre 22 et 29 ans (76). D'ailleurs de nombreux exemples nous prouvent que les fils embrassent le même métier que leur père (citons parmi bien d'autres Yérim Codé fils de Samba Agui, Yatma Diop fils de Yatma Blondin, Pierre André fils, Georges, Crespin et Jean-Baptiste, les trois fils de Nicolas d'Erneville). Autant que l'on puisse en juger d'une manière précise, le nombre des mulâtres figurant sur les listes des traitants équilibre celui des noirs. Parmi les premiers il faut noter la présence d'un peu plus d'une dizaine de signares qui expédient leurs anciens captifs à la traite aux escales (77) . Cette activité commerciale n'est pas nouvelle puisqu'elle est attestée à la fin du XVIIIe siècle par Pruneau de Pommegorge et par Saugnier. Celui-ci écrit :

---

(76) 36% de 30 à 39 ans et 5% de 60 à 78 ans.

(77) Retenons les noms de Marie Escal, Marie Labouré, Rose Jaffro, Vve Pellegrin, Catherine Despèche, Catherine et Madeleine Blanchot, vraisemblablement des filles du gouverneur Blanchot et Mme Tailhardat-Fayette.

"on le peut (traiter des affaires) avec les riches habitantes qui conduisent leurs affaires par elles-mêmes, ont toujours de cent cinquante à deux cents nègres à elles appartenant" (78).

Si tous les traitants figurant sur la liste générale périodiquement révisée participent aux répartitions du fonds commun destinées à l'extinction progressive des dettes, seuls quelques uns d'entre eux reçoivent une commission et dirigent effectivement des opérations de traite. Comme nous l'avons déjà remarqué, l'administration fit preuve au début d'une certaine rigueur mais elle s'en départit peu après la bonne récolte de 1845 pour redevenir plus prudente avec le retour des difficultés. Ainsi, le nombre des traitants commissionnés de 53 en 1843 grimpa à 143 en 1846 pour descendre à 124 en 1849 et le pourcentage par rapport aux inscrits de la liste générale s'établit respectivement à 28,3, à 70 et à 46,4 (79).

c) Les catégories de traitants

Les traitants ne constituent pas un groupe homogène car il nous faut, en effet, distinguer ceux qui travaillent pour leur compte et ceux qui sont mandataires d'un négociant. Les premiers sont des entrepreneurs dont les relations avec

---

(78) PRUNEAU de POMMEGORGE, op.cit., p.3, SAUGNIER, op.cit., p.276.

(79) En 1847, 156 traitants furent commissionnés. Ce chiffre maximum est trois fois plus élevé que celui de 1843. L'année précédente l'association sénégalaise n'avait employé que 22 traitants.

les négociants peuvent cependant revêtir deux formes. Les uns leur achètent des guinées soit au comptant (80), soit à crédit, arment pour leur compte et disposent pour leur meilleur profit de la gomme obtenue en échange, les autres reçoivent en prêt d'un négociant avec lequel ils sont liés d'affaires, à un prix déterminé une certaine quantité de guinées et de marchandises propres aux échanges et la campagne finie, ils doivent livrer selon les conditions du marché un certain tonnage de gomme. Chaque maison de commerce de Saint-Louis est ainsi en relations constantes avec un certain nombre de traitants qu'elle regarde comme sa clientèle. Les gérants - traitants ou mandataires - ne sont pas, comme les précédents, des traitants trafiquant à leurs risques et périls, mais des hommes essentiellement à gages percevant donc des appointements fixes et un bénéfice déterminé pour chaque millier de gommes qu'ils traitent.

A l'origine, tous les traitants appartenaient à la première catégorie, mais, avec l'installation de nouvelles maisons de commerce et le développement de la concurrence, apparaît et se développe le système des traitants employés comme mandataires par les négociants. En 1842, affirmer comme le fait le rapport de la commission des gommes que les mandataires constituent l'exception paraît exagéré car au cours des débats, Larcher, chef du service judiciaire du Sénégal avait signalé l'évolution qui, depuis quelques années

---

(80) Les traitants capables d'acheter au comptant leur cargaison de traite sont très peu nombreux, cinq ou six estime le commerce bordelais en 1842. Dans ce cas ces traitants ne sont la clientèle de personne, se fournissant aux meilleures conditions chez les différents négociants.

poussait les traitants à leur compte à "se mettre aux gages des négociants". Aux yeux de l'administration française l'ordonnance de 1842 doit l'accélérer. Distinguant parmi les traitants à leur compte les "gros" et les "petits", elle considère que ces derniers plus vulnérables aux fluctuations de la conjoncture et ne disposant que de peu de crédit auprès des négociants devront se résigner à en devenir les mandataires. Ils feront alors une concurrence ruineuse aux "gros" qui à leur tour se soumettront, à part les plus importants et les plus habiles qui réussiront à devenir négociants. Ainsi, Thomas, chef du service administratif écrit au moment où s'organise la traite de 1843 :

> "Tout semble indiquer que les petits traitants auront beaucoup de peine à trouver du crédit chez les négociants; ceux-ci paraissent bien décidés à ne leur faire aucune vente de guinées, mais seulement à les employer comme mandataires" (81).

Bouët rapportant les craintes des gros traitants confie au ministre qu'"il ne serait pas impossible que dans un avenir plus ou moins lointain les traitants ne devinssent presque tous de simples courtiers de rivière des négociants de Saint-Louis" et quelque temps après, il ajoute qu'il faut s'applaudir de cette révolution dans les usages de la traite car "elle assigne aux traitants leur véritable rôle, celui de courtier de gomme" (82). Cependant cette transformation

---

(81) Thomas à directeur des Colonies 20 février 1843 A N S O M Sénégal XIII 26b.

(82) Bouët à ministre, 1er février 1843,n°55 et 28 mars 1843, n°114 A N S O M Sénégal I 25c. Les gros traitants avaient demandé au gouverneur par la voie de la commission syndicale "à ne pas souffrir que les négociants puissent expédier les petits traitants en rivière comme mandataires. Ils objectent que ne pouvant faire venir

n'a pas été aussi rapide que l'espérait Bouët car si vraisemblablement le nombre des mandataires s'est brusquement élevé en 1843 par comparaison avec les années antérieures, on constate ensuite une certaine stabilité dans le rapport numérique entre traitants à leur compte et traitants salariés. En 1843, sur cinquante trois traitants ayant effectivement fait la traite, vingt six agissaient pour leur propre compte, soit la moitié. Cependant les bonnes récoltes de 1845-1846 ayant incité les négociants à diriger sur les escales de plus nombreux traitants, le pourcentage des indépendants a fléchi jusqu'aux environs de 40% (83). Il retrouve son niveau de 1843 en 1848-1849 (respectivement 61 sur 121 et 64 sur 124 traitants), mais à la suite des années difficiles du milieu du siècle, il s'effondre en 1852 à 25% (20 traitants à leur compte sur 81) (84). L'évolution souhaitée par Bouët paraît alors en bonne voie d'achèvement.

Certains "gros traitants", à la vérité fort peu nombreux, achètent, nous l'avons vu les marchandises de traite au comptant ou à crédit, et s'efforcent d'écouler la gomme obtenue en

---

(82) suite
leurs marchandises de première main de France ... ils craignent d'ouvrir une lutte trop désavantageuse avec les mandataires des négociants de Saint-Louis aux escales".

(83) 40,5 % en 1845, 38,4 % en 1846 et 42,3 % en 1847. Ces renseignements sont tirés des dossiers XIII 27, 28 et 29 des A N S O M Sénégal.

(84) Rapport du 5 août 1852, A N S O M Sénégal XIII 30 c.

échange aux meilleures conditions possibles sur le marché de Saint-Louis. Cependant le développement de leurs affaires les inciterait à secouer le monopole des négociants de la colonie et à tisser des liens avec le commerce de la métropole si la législation en vigueur ne leur en refusait la possibilité en leur interdisant le cumul des patentes de négociant et de traitant (85). L'association était le seul moyen d'échapper à cette réglementation restrictive. Certains l'ont bien compris comme les deux frères Alsace qui fondèrent en janvier 1839 une société en nom collectif sous la raison sociale Alsace frères, Louis étant négociant et Georges traitant. Elle avait pour but "l'achat et la vente de toutes marchandises, l'envoi de tous produits, de valeurs en Europe et retours, l'expédition au bas de côte, aux escales du haut et bas Sénégal pour la traite des gommes et autres produits". Le capital social s'élevait à 169.984 F.,78 c. constitué en marchandises diverses, en pièces de guinées, en embarcations et en actions de la Compagnie de Galam (86). En fait, il semble qu'elle soit restée confinée dans le cercle étroit des affaires saint-louisiennes (87) et nous verrons plus tard qu'elle n'a pas été heureuse. Une autre solution

---

(85) Bouët à ministre, 13 février 1843.

(86) Constitution de la société Alsace frères, D P P C Notariat de St Louis, n°3, 10 janvier 1839. La durée était de quatre ans mais la société fut reconduite ensuite.

(87) Allusion dans la discussion du Conseil d'administration relative à l'Association privilégiée, séance du 7 avril 1842.

consistait à abandonner la profession de traitant pour prendre une patente de négociant. Germain et Joseph Crespin créérent ainsi en octobre 1837 une maison de commerce au capital de près de 100.000 F., mais en fait ils n'avaient "d'autres industries que celle qu'ils trouvaient aux escales" par l'intermédiaire de leurs traitants (88). Devant la concurrence de plus en plus vive des mandataires surtout en fin de traite lorsque les négociants expédient aux escales des traitants jusque là inemployés pour écouler leurs stocks de guinées, quelques traitants ont songé à unir leurs forces. Ainsi, en mars 1847, Nicolas d'Erneville établit une association avec ses trois fils traitants. Sous la raison sociale "d'Erneville et Cie" elle a pour but de "pratiquer le commerce tel qu'il se fait au Sénégal, principalement le commerce de la gomme aux hautes et basses escales du Sénégal". Son capital est de 40.000 F., "partie en marchandises, partie en numéraire, partie en navires". Sa durée est de cinq ans et les bénéfices seront laissés dans la société afin de lui donner toutes possibilités d'extension (89). Le sort de cette association ne nous est malheureusement pas

---

(88) La société Germain et Joseph Crespin a été constituée par acte du 12 octobre 1837 D P P C Notariat Saint-Louis n°126. En 1843, Joseph Crespin expédiait à l'escale du Coq François Patterson et à celle des Trarza Mathurin Bougouma et François Désert, Germain Crespin utilisait au Coq les services de Gabriel Bénis; la société ayant été dissoute cette même année après la traite, les fondateurs reprennent à partir de 1844 le chemin des escales c'est-à-dire Joseph au Coq et Germain aux Trarza.

(89) D P P C Notariat de Saint-Louis n°42, 1er mars 1847, Nicolas d'Erneville en 1843 traitait seul à l'escale des Trarza, à cette date J.B. était aide-traitant de Yatma Blondin et Georges aide-traitant de Moussa Toup. Nous n'avons pas trouvé trace à cette date du troisième fils Crespin.

connu. Nicolas d'Erneville n'innovait pas car en séance du Conseil d'administration on signalait déjà en 1842 que plusieurs traitants se trouvaient associés, faisaient des expéditions aux différentes escales et, présents sur les divers marchés du fleuve répartissaient ainsi les risques et les chances. Remarquons que toutes ces sociétés commerciales, quelle qu'en soit la forme sont toutes de structure familiale. Certains Africains paraissent avoir été tentés comme les mulâtres par la formule de l'association. Nos sources nous en signalent une à l'escale du Coq en 1843 : celle d'Ali Seye, de Demba Kévé et de Madiop Poul. Elle s'explique sans doute par le fait que si tous les trois sont bien présents sur la liste des traitants, seul Ali Seye a obtenu une commission et que ces deux associés ont été réduits à l'assister au titre d'aide-traitants. Il ne s'agit que d'une association de circonstance car en 1847 chacun des membres ayant été commissionné a repris son indépendance (90). D'autre part, certains "grands" se contentaient d'utiliser auprès d'eux aux escales les services de plusieurs traitants qu'ils pouvaient diriger avec efficacité : ainsi Guillaume Foy, l'un des plus riches et des plus importants de Saint-Louis employait-il au Coq Samba Poul et J.P. Floissac.

A la différence des gros traitants que nous venons d'évoquer et qui peuvent se faire entendre des négociants, la plupart des traitants qui travaillent à leur compte prenant à crédit les guinées qu'ils rembourseront en gomme, n'ont le plus souvent que l'illusion de l'indépendance même s'ils conduisent eux-mêmes leurs opérations aux escales. En effet, ils subissent surtout en fin de traite la concurrence

---

(90) Traite de 1843, escale du Coq A N S O M Sénégal XIII 27 a. Traite de 1847, escale du Coq A N S A O F Q 6.

des mandataires et ils doivent convertir en gomme, dans des conditions le plus souvent désastreuses, les guinées jusqu' alors invendues et ainsi, se trouve liés par d'importantes dettes à ceux qui les ont approvisionnés. Pour rompre ce cercle vicieux, il faudrait, comme le rappelle le ministre en mars 1845, que les traitants puissent stipuler avec leurs bailleurs de guinées des conditions propres à les mettre de pair avec eux dans les échanges aux escales, c'est-à-dire obligation pour le négociant de reprendre les guinées invendues, renonciation formelle de sa part à vendre la guinée aux escales en dessous du prix auquel il aura conclu à Saint-Louis et enfin faculté pour le traitant de débiter lui-même la gomme au retour des escales et de solder le négociant en argent ou en billets. Mais dans la conjoncture difficile du milieu du siècle, il était bien évident que les traitants étaient incapables de faire accepter ces conditions, et faute de le pouvoir, ils restaient à la merci de leurs fournisseurs à moins qu'ils ne se résignent à abandonner la partie et à se transformer en simples courtiers des négociants (91).

d) Les diverses activités des traitants de gomme

Les traitants qui depuis 1842 par leur organisation en corporation jouissent du monopole du commerce de la gomme aux basses escales ne limitent pas à ce secteur du fleuve leurs activités. En effet, ils participent aussi au commerce de Galam directement et indirectement. La Compagnie de Galam constituée dans le but d'assurer une meilleure exploitation du commerce du haut fleuve a son privilège suspendu chaque année au moment des hautes eaux du 1er août au 31 décembre.

---

(91) Gouverneur à ministre 24 mai 1844, n°150, A N S O M Sénégal I 25 c et ministre à gouverneur par interim, n°95, 18 mars 1845, idem I 27 b.

Pendant ces cinq mois la traite est entièrement libre et tous les traitants sans distinction peuvent l'effectuer soit pour leur compte, soit pour celui des négociants. Or les traitants des basses escales ne les quittent le plus souvent que dans le courant de juillet, ils doivent alors redescendre à Saint-Louis pour y rapporter la gomme et préparer leurs approvisionnements pour Bakel; ils ne peuvent être prêts pour le 1er août. A leur requête, l'administration décide, à partir de 1845, semble-t-il, de retarder le départ de Saint-Louis pour Galam de telle façon que "les traitants des escales inférieures" ne soient pas "devancés ... par ceux qui ne sont pas admis aux escales" (92). Cette attitude suscita une réclamation au ministre de la société Marrot de Bordeaux qui possède une maison à Saint-Louis sous la raison sociale Bourilhon et Cie. Elle faisait remarquer qu'en agissant ainsi l'administration prolongeait en fait le privilège de la Compagnie de Galam de plus d'un mois, alors que les traitants auraient dû partir entre le 1er et le 5 juillet pour être à pied d'oeuvre au 1er août. Le Conseil d'administration consulté par le gouverneur à la demande du ministre répond que, d'une part les transactions de la compagnie s'arrêtent en fait toujours le 1er août parce que les indigènes conservent leurs produits "pour attendre le commerce libre qui par suite de la concurrence leur procure plus d'avantages" et que,

---

(92) L'arrêté du 11 août 1845, B A S 1845-1846, p.43, fixe le départ à partir du 15 août. L'année suivante, les traitants ne purent se faire expédier que le 1er septembre, arrêté du 31 août 1846, B A S p.250-251 et arrêté du 28 juin 1847 fixant le départ au 20 août A N S O M Sénégal XIII 9 b.

d'autre part, si on faisait droit à la demande de Bourilhon "ce serait au détriment de la grande majorité". Le gouverneur en ajournant sa décision après la conclusion d'une enquête qu'il fera effectuer auprès des traitants des escales se rangeait délibérément aux côtés de ceux-ci (93). Les affaires de Galam étant plus avantageuses que celles des escales, on comprend l'acharnement des traitants à défendre leurs positions. Nous retrouvons donc parmi les expéditeurs pour le haut fleuve les frères Alsace, Joseph Crespin, Georges d'Erneville, Rose Jaffro Vve Pellegrin et Marie Labouré (94). Enfin, ces mêmes traitants participent indirectement pendant le reste de l'année au commerce de Galam comme actionnaires de la Compagnie. En effet, lorsqu'elle se reconstitue en 1847 nous voyons figurer à côté des négociants, des marchands et des artisans de Saint-Louis, les noms de nombreux familiers des escales du Coq, des Trarza et des Darmankour; citons au hasard Samba Agui, Demba Taliba, Massemba Cina, Fara Biram, G. Foy, Marie Escal, Marie Labouré, Nicolas d'Erneville, Georges Alsace, Germain Crespin, Mme Rose Pellegrin et Mac Namara (95). Mais comme si tous ces avantages ne leur suffisaient pas, nombre de traitants ne négligeaient pas les bénéfices de la petite traite en faisant effectuer par des commis la collecte du mil et des cuirs dans les marigots de la rive gauche. Le ministère s'inquiète de

---

(93) Marrot et Cie à ministre, 22 février 1846, et Conseil d'administration, 25 mai 1846, A N S O M Sénégal XIII 9a et ministre à gouverneur, 10 mars 1846, n°72, id. I 28 d.

(94) Traite libre à Galam en 1844 A N S O M Sénégal XIII 9a et en 1845 A N S A O F Q20.

(95) Conseil d'administration, séances des 28 juin et 19 septembre 1847, A N S O M Sénégal XIII 9b.

cette situation lorsqu'il écrit au gouverneur par interim en mai 1844 :

> "il me paraît regrettable qu'on se soit cru dans la nécessité de laisser ... le commerce des marigots de la rive gauche accessible aux traitants des escales en concurrence avec les traitants non commissionnés. Cette liberté sans être expressément contraire aux stipulations de l'ordonnance du 15 novembre 1842 détruit cependant une des combinaisons qui dans le système consacré apparaissait compensatoire des restrictions mises à la profession de traitant" (96).

Ainsi, dans l'esprit du ministre les avantages réservés aux escales à la corporation des traitants impliquaient qu'elle ne cherche pas à accaparer à son profit toutes les activités de traite de la colonie, mais dans la question du commerce des marigots comme dans l'affaire de la réclamation Bourilhon considérée comme justifiée par les bureaux de Paris, le ministre n'a pas réussi à faire prévaloir son point de vue, vaincu par la "pesanteur sociologique". En effet, cet échec est tout à fait révélateur de la prééminence des traitants de gomme ou plus exactement des plus importants d'entre eux dans la société sénégalaise. Représentés au Conseil général, au Conseil d'administration et au Comité du commerce, entretenant des liens étroits avec certains membres de l'administra-

---

(96) Ministre à gouverneur par interim, 17 mai 1844, n°165, A N S O M Sénégal I 25 d. Sans doute le règlement sur la traite de la gomme aux escales du 10 février 1843 dans son article 28 avait interdit ce commerce aux traitants des escales mais il avait été abrogé faute de pouvoir le faire respecter.

tion, ils sont attentifs à défendre leurs intérêts et cette "rente de situation" qu'a tenté de leur réserver la législation de 1842 (97).

5°- Les auxiliaires du commerce et de l'administration

Autour des traitants de gomme, surtout des plus importants d'entre eux gravitent d'une part un personnel qualifié qui les secondent aux escales, et d'autre part des petits traitants de Galam pendant la période de la traite libre. Pour eux, comme pour les auxiliaires du commerce européen, nous ne disposons que de notations fragmentaires qui ne permettent pas d'apprécier d'une manière précise la diversité des situations et les possibilités d'ascension sociale. Nous n'avons pas plus de chance du côté de l'administration car nous n'avons aucun moyen d'établir la proportion des mulâtres et des Africains qui y servent. Mais constatons seulement que le monde de la balance et celui du porte-plume ne sont pas irréductibles et que relativement fréquents sont les passages de l'un à l'autre.

---

(97) Les fonctionnaires métropolitains contractaient avec des signares, soit des "mariages à la mode", pratique encore courante, soit des unions légitimes. Signalons pour cette période que le chef du service administratif (1843), puis gouverneur par interim (1844-1845), Thomas, était le gendre de Marie Labouré. De plus, les bureaux de la colonie employaient des jeunes gens de Saint-Louis et de Gorée.

a) Dans la mouvance du commerce de la gomme

Aux escales, les traitants tout au moins les plus importants d'entre eux, utilisaient les services d'aide-traitants et d'"écrivains" pour les assister dans leur négociation avec les vendeurs de gomme, surveiller le séjour de ceux-ci à bord des navires, diriger le personnel, tenir le minimum de comptabilité exigé par l'ordonnance de novembre 1842 et assurer les contacts avec l'officier chargé de la sécurité de l'escale. Existait-il une différence entre les attributions de l'aide-traitant et celle du commis-traitant? Une discussion allait s'engager sur cette question. On sait que l'article 3 de l'ordonnance de 1842 exigeait pour être inscrit sur la liste générale des traitants d'avoir exercé pendant trois années les fonctions d'aide-traitant, or en 1845 la commission syndicale y fait figurer des commis-traitants. Le chef du service administratif s'élève au Conseil d'administration, contre cette assimilation abusive car d'après lui le commis-traitant, confiné dans de simples besognes d'écriture (tenue des livres, centralisation des opérations de traite) ne peut acquérir une formation suffisante pour exercer un jour le métier de traitant alors qu'au contraire l'aide-traitant qui supplée à l'occasion son patron, et même agit de concert avec lui possède toutes les connaissances pratiques nécessaires. Cependant des négociants ayant fait remarquer que les deux dénominations recouvraient en fait une même activité, le ministre se rangeait à leur avis en déclarant qu'à Saint-Louis les deux termes sont considérés comme synonymes (98). Parmi les aide-traitants qui figurent

---

(98) Séance du Conseil d'administration du 16 décembre 1845. A N S O M XIII 26 b, ministre à gouverneur, 22 mai 1846, n°166, ib. I 29 b.

dans les rapports de traite, on peut distinguer d'une part les jeunes, fils de traitants le plus souvent, qui accomplissent leur temps d'initiation exigé par la réglementation, et, d'autre part, des traitants qui n'ayant pas été commissionnés ont préféré servir en second. On peut aussi se demander si l'"écrivain" n'a pas, par la suite, bénéficié de la même assimilation que le commis-traitant car deux des écrivains de 1843 : François Blondin et Etienne Watermann ont été admis à faire partie des traitants trois ans plus tard (99).

Enfin, il faut remarquer qu'il n'existe pas de ségrégation entre mulâtres et Africains, les premiers acceptant facilement de servir d'aide-traitants et d'écrivains à des traitants noirs (citons par exemple Georges d'Erneville chez Moussa Toup, Auguste Guillabert chez Télémaque, Jean-Baptiste d'Erneville chez Yatma Blondin, Jean Lamotte chez Tierno Malick et Etienne Watermann chez Ali Seye (100). Les mulâtres par leur instruction constituaient d'indispensables auxiliaires pour des traitants noirs le plus souvent illettrés.

Petits traitants et marigotiers - cent à cent cinquante au milieu du siècle - se déplacent tout le long du fleuve pour recueillir le mil, les poissons secs, les cuirs, un peu d'arachide et de gomme. Ils effectuent leur commerce en toutes saisons mais surtout pendant la période de crue avec de petits bateaux plats de deux à douze tonneaux. Ils partent en général pour une campagne de deux mois, leur travail est beaucoup plus pénible que celui des escales car ils

---

(99) Traite du Coq 1843, A N S O M Sénégal XIII 26 b et 27 a.
(100) ibidem.

se déplacent sans cesse et ne bénéficient pas de la même protection. A l'époque de "la fièvre de la gomme", on avait vu la traite des marigots abandonnée par une partie de ceux qui la pratiquaient afin de tenter leur chance dans la "grande traite" et le mil s'était raréfié sur le marché de Saint-Louis. L'organisation de la corporation des traitants rendra les marigotiers à leur trafic et cela d'autant plus que la demande de mil aux escales ne va pas cesser de s'accroître. Ces marigotiers travaillent pour leur compte ou sont les mandataires des traitants de gomme même si le mil doit être expédié à Saint-Louis avant d'être embarqué pour les escales. Les petits traitants se précipitaient à Galam pendant la période de traite libre agissant pour eux-mêmes ou pour le compte de traitants de gomme ou de négociants de Saint-Louis. Il est impossible d'en évaluer le nombre, mais on sait seulement que d'assez nombreux Saint-Louisiens trouvaient dans cette activité un modeste gagne-pain, d'où leur attachement à ce que la liberté du commerce soit véritablement effective pendant les cinq mois où elle était autorisée. D'ailleurs, les conditions allaient bientôt changer avec la suppression de la Compagnie de Galam.

b) Dans la mouvance du commerce européen

Les traitants du fleuve même s'ils accaparent toute l'attention par l'importance numérique, la diversité et l'originalité des situations, le prestige et à l'occasion, l'influence sur les décisions des autorités, ne sauraient constituer tout le monde des traitants sénégalais. Il y aurait mauvaise grâce, en effet, à passer sous silence ceux qui, à partir de Gorée, prospectent le littoral proche ou lointain à la recherche de mil, de riz, des cuirs, de la cire, des boeufs et du morfil. Evoqués discrètement dans les ouvrages des contemporains et dans les archives, de faible envergure dans l'ensemble, ils font piètre figure à côté de leurs

confrères du fleuve. Les traitants mulâtres ou noirs, captifs ou libres, munis de marchandises convenables par les négociants pratiquaient essentiellement la troque des produits nécessaires à l'approvisionnement de Gorée et éventuellement de Saint-Louis (101). Les produits d'exportation : cire, cuirs et morfil semblent leur échapper si on en croit Bouët-Willaumez qui écrit que les petits traitants de Gorée "ont continué à vivoter de la traite fort restreinte du mil" (102). A Sédhiou, les traitants de Gorée rencontraient la concurrence de la Compagnie de Galam dans laquelle les capitaux de Gorée étaient représentés d'une manière infime. La nature des relations entre traitants et négociants ne peut être éclaircie mais il est tout à fait vraisemblable de penser que très peu nombreux étaient ceux qui travaillaient à leur compte.

L'arachide dont on a pu apprécier l'importance toute nouvelle sur la côte au sud de Gorée ne devait finalement pas apporter d'aliment nouveau à l'activité des traitants de l'île. L'organisation de son commerce comme le constatent le commandant particulier Dagorne et Bouët-Willaumez s'est faite en dehors d'eux. A Saint-Louis, l'apparition de l'arachide dans les transactions est un peu plus tardive qu'à Gorée. Comme sur la côte sud, les achats se font en dehors de toute réglementation, différence capitale avec le commerce de la gomme : les négociants constatant les débouchés faciles de l'arachide en métropole expédient dans le Kayor quelques traitants qui n'ont pas trouvé d'emploi sur le fleuve. Mais leur sécurité n'est pas toujours assurée et finalement se

---

(101) Rapport du commandant particulier de Gorée, Dagorne, 1er mai 1845, A N S O M Sénégal IV 21 b.

(102) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce .., op.cit, p.55.

constitue à Gandiole une escale dont l'atmosphère de concurrence n'est pas sans rappeler celle des escales de gomme. Etablira-t-on pour l'arachide un régime réglementaire comme il en existe déjà un pour la gomme ? Certains le souhaitent d'autant plus qu'ils s'inquiètent de l'emploi nouveau et fréquent du numéraire. Ainsi, Tailhardat-Fayette, président du Conseil général s'en fait l'avocat lors de la séance du 17 janvier 1848 : "on peut réglementer le commerce de Gandiole puisque celui des escales l'est" et il présente au gouverneur un voeu de l'assemblée en ce sens. Cette attitude est tout à fait révélatrice de la mentalité des nombreux "habitants" mais le Conseil d'administration s'est prononcé finalement pour la liberté (103). A Gandiole est en train de se dessiner un autre type de traitant qui s'imposera avec l'extension du commerce de l'arachide. En effet, les négociants européens instruits par la difficulté, voire l'impossibilité du recouvrement des dettes des traitants de gomme ne tiennent évidemment pas à renouveler une expérience aussi décevante et préfèrent mettre en place un réseau d'agents salariés intéressés aux affaires qu'ils peuvent guider et étroitement surveiller. Le commerce européen offre aux Sénégalais quelques emplois de "cadres" : commis-négociants, gérants de boutiques et de factoreries, employés aux écritures. Ces débouchés sont fort modestes car en ce milieu du XIXe siècle les maisons de commerce n'ont d'installations qu'à Saint-Louis et à Gorée auxquelles s'ajoutent quelques factoreries échelonnées de la presqu'île du cap Vert jusqu'à Sierra Leone. C'est à Saint-Louis où se centralisent toutes les opérations de comptabi-

---

(103) Conseil général, séance du 17 janvier 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c, conseil d'administration, séance du 5 mars 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

lité que ces auxil iaires sont les plus nombreux et à cette époque ils sont largement recrutés parmi les "gens du pays". Les archives ne nous livrant aucun contrat d'engagement de ces divers personnels ne nous ont pas permis d'en définir avec exactitude les véritables fonctions et d'en connaître les avantages matériels. Aussi, beaucoup de questions restent-elles sans réponse : pourcentage respectif des Européens et des "gens du pays", influence des années de crise sur le nombre de ces emplois et conséquence pour les jeunes Saint-Louisiens et Goréens, comparaison entre les ressources d'un traitant salarié et celles d'un commis-négociant. Remarquons simplement que si les noirs sont nombreux parmi les traitants, ici ce sont les mulâtres qui, grâce à leur niveau d'instruction jouissent d'une incontestable suprématie.

La dénomination générale de commis-négociant semble en fait recouvrir deux types de situations. La première, plus fréquente à Saint-Louis, n'implique que des responsabilités limitées. Le commis-négociant ayant la charge d'un secteur particulier travaille sous le contrôle de ses patrons européens. Il prévoit l'approvisionnement de la prochaine traite et surveille l'évolution du stock de marchandises, suit les résultats de la collecte des produits et tout particulièrement de la gomme, ou bien encore dirige les relations avec les traitants et établit le bilan de leurs opérations. Ce n'est qu'occasionnellement lors d'une absence ou d'un décès, qu'un commis-négociant peut être appelé à prendre la direction des affaires de l'ensemble de la maison. Ainsi, un acte notarié confie-t-il aux deux commis-négociants, Alexis Léautier et Th. Dard, la mission d'assurer la continuité de la Société Gasconi, Griffou et Cie, en cas de décès de l'un

des associés-gérants (104). Par contre, à Gorée les commis-négociants, souvent mis à la tête des succursales des maisons de Saint-Louis assument des responsabilités plus larges: ainsi, par exemple Marrot Rabaud et Cie donne en 1852 mandat à François Dupuy "de suivre et gérer toutes opérations de commerce de la maison à Gorée et sur tous les points de la côte occidentale d'Afrique jusqu'à Sierra Leone, vendre, affréter" (105). Quelques autres noms de commis-négociants nous ont été conservés, mais pour certains comme Alexis Huchard à Albréda, J.P. Jouga et Pierre d'Erneville fils, au bas de côte, il semblerait plus juste de parler de gérants de factoreries (106).

Les négociants ne limitaient pas leurs activités au commerce de gros, ils avaient aussi ouvert des boutiques de

---

(104) D P P C Notariat Saint-Louis, 1er juillet 1847, n°116. Sauveur Gasconi devait gérer la maison de commerce établie à Marseille et Antoine Griffou celle de Saint-Louis et de Gorée. C'est en cas de décès de ce dernier que les deux commis-négociants le remplaceraient en attendant une décision de Marseille (art.10). Théodore Dard est le fils naturel de Jean Dard instituteur et de Marie Laîné, habitante indigène.

(105) D P P C Notariat Saint-Louis, 28 décembre 1852, n°371. François Dupuy est le fils de Nicolas Dupuy décédé en 1836 et d'Eugénie Hardy.

(106) Jean-Pierre Jouga descend d'un nommé Jean Jouga, employé aux écritures du roi à la veille de la Révolution. Pierre d'Erneville est le neveu de Nicolas d'Erneville.

détail à Saint-Louis et à Gorée dont le but était non seulement de procurer aux citadins une gamme extrêmement variée de marchandises européennes mais aussi d'accueillir les étrangers venus apporter leurs produits directement dans les villes. La gérance de ces boutiques était généralement confiée à des hommes ou des femmes du pays plus proches de la clientèle et en connaissant mieux les besoins et les désirs. Aux gérants de boutique, il faut ajouter quelques employés aux écritures qui à l'agence générale de Saint-Louis ou à la succursale de Gorée, tout en tenant à jour les livres de comptabilité et les registres de correspondance, s'initient aux affaires avec pour certains le secret espoir de devenir commis-négociant et d'être intéressés à la marche de l'entreprise. Le commerce de détail n'est pas l'apanage des négociants européens car l'existence de boutiques tenues par des noirs ou des mulâtres est attestée sans que nous puissions apprécier l'importance de leurs affaires.

c) Au service de l'administration

Dans ce domaine les informations sont également rares et dispersées. Les compagnies d'Ancien Régime avaient très tôt compris la nécessité d'effectuer pour certains emplois un recrutement local et l'administration royale continua cette tradition trouvant avantage dans l'adaptation au climat et dans les traitements moins élevés des créoles. Cependant les vocations sont rares car les séductions du commerce sont plus fortes que celles de l'administration. La stabilité du personnel s'en ressent parmi les "écrivains de marine" qui n'attendent qu'une occasion pour échapper à la monotonie des bureaux. L'exemple le plus illustre dans ce domaine est celui de Léopold Panet. Né dans le milieu "traitant", mais n'ayant pu y faire sa place alors que le commerce de la gomme traversait la crise que l'on sait, il se tourna vers le service de la colonie. Remarquant son intelligence, Raffenel

l'emmena dans son voyage vers Ségou. Par la suite, Panet allait accomplir la traversée du désert de Saint-Louis à Tanger, mais à son retour il opta définitivement pour le commerce (107). D'autres employés ont eu, à son exemple, leur carrière partagée entre le commerce et l'administration, c'est-à-dire que pour un grand nombre, celle-ci n'était envisagée que comme un recours dans les moments difficiles (108). L'abbé Boilat a cherché à réagir contre un tel état d'esprit qu'il jugeait déplorable. Le collège créé à son instigation à Saint-Louis devait, selon lui, orienter les jeunes Sénégalais vers des études complémentaires en France qui feraient d'eux par la suite les cadres indispensables de la colonie (109). Les services techniques attiraient peu car rares étaient les "enfants du pays" qui avaient pu suivre un enseignement en France. Cependant Ferdinand Girardot,

---

(107) PANET(Léopold)(1819-1859) entre dans l'administration comme écrivain temporaire de la Marine en juin 1838, mais il démissionne en janvier 1839 pour devenir aide-traitant. Il réintègre le service de la colonie en décembre 1845 comme écrivain. Promu commis en mars 1849, il quittera définitivement l'administration pour le commerce en novembre 1850 déçu de ne pas avoir été nommé aide-commissaire. Voir CORNEVIN (R) Léopold Panet premier explorateur du Sahara et premier écrivain africain de langue française, Bulletin de l'I F A N B , t.XXX, juillet 1968, n°3, pp.1243-1255 et PASQUIER (R): un explorateur sénégalais, Léopold Panet, African Historical Studies, vol.II, 1969, n°2, pp.307-317.

(108) Nous reviendrons sur ce problème plus loin.

(109) Discours prononcé par l'abbé Boilat pour annoncer la création du collège en février 1843, reproduit dans les Esquisses Sénégalaises, p.236.

Edmond Lejuge et Honoré Lamotte avaient été élèves à l'école des Arts et Métiers de Chalons-sur-Marne. Le premier mourut poitrinaire peu après son retour au Sénégal tandis que le second servit à la direction du Génie et le dernier à celle des Ponts et Chaussées (110). Ces "écrivains" de marine et ces conducteurs de travaux recrutés sur place étaient parfois envoyés sur la côte occidentale dans les comptoirs nouvellement créés d'Assinie, de Grand-Bassam et du Gabon. Ces auxiliaires de l'administration issus de vieilles familles mulâtres n'occupaient que des postes subalternes tandis que certains des fils que les fonctionnaires européens avaient eu des femmes du pays gravirent des échelons plus élevés et revinrent pour une partie plus ou moins longue de leur carrière au Sénégal (111). Les noirs ne pénètrent dans l'administration que comme interprètes à la direction des Affaires extérieures, par exemple : Hamat N'Diaye Ann pour l'arabe.

---

(110) Les trois jeunes Sénégalais avaient accompagné en 1843-1844 la mission d'exploration Huard-Bessinières-Raffenel, cf. RAFFENEL (A) : voyage dans l'Afrique occidentale, op.cit.

(111) Parmi les mulâtres servant dans l'administration, on peut citer Joseph Moustey-Charbonnié, né en 1805, Entré dans les bureaux de l'administration de la marine en 1827, toute sa carrière se déroulera au Sénégal. Il sera aide-commissaire au moment de sa retraite en 1860, Jules Chapusa-Busquet débute en 1846 comme écrivain à Saint-Louis, Pierre Carpot (1825-1885) grâce à l'appui du baron Roger est nommé écrivain de marine en octobre 1847. A N Colonies, dossiers personnels EE 451, EE 449 (2) et EE 395.

Enfin, n'oublions pas pour être complet que, sous le régime du Concordat le clergé appartient à l'administration. Or au milieu du siècle, trois enfants du Sénégal, membres de la congrégation du Saint-Esprit figuraient parmi le clergé local : les abbés Boilât, Fridoil et Moussa. Ordonnés prêtres en septembre 1840, ils étaient arrivés dans la colonie en 1841 et 1842, réalisant l'ardent espoir de la Mère Javouhey de faire évangéliser l'Afrique par ses enfants. La personnalité la plus brillante était sans conteste celle de l'abbé Boilat, et nous aurons l'occasion de le présenter plus longuement par la suite; l'abbé Fridoil a été un moment directeur du collège tandis que l'abbé Moussa était le premier prêtre wolof (112).

6°- Les travailleurs

Le monde des négociants, des traitants et des employés du commerce et de l'administration, c'est-à-dire celui des habitants, formait la couche supérieure et relativement peu nombreuse de la population urbaine. Elle était en quelque sorte portée par la masse des travailleurs et de leurs familles qui pouvait représenter environ les trois-quarts

---

(112) Charles Fridoil, né en 1816 de père anglais après avoir servi à Saint-Louis fut en 1849 curé de Gorée. Jean Pierre Moussa arrivé en mai 1841 n'avait pas l'intention de rester dans son pays natal; en fait il y demeura jusqu'en 1849 ayant demandé à cette date de faire partie de la mission de la côte occidentale d'Afrique. Les abbés Fridoil et Boilat durent quitter le Sénégal en 1852 à la suite d'une décision du gouverneur Protet.

des effectifs recensés (113). Les demandes en domestiques, manoeuvres, ouvriers plus ou moins spécialisés et artisans étaient importantes puisqu'il convenait de satisfaire à la fois aux besoins des villes et à ceux d'un commerce qui pour de longs mois se fixait dans les escales du fleuve ou dans les factoreries de la côte.

Les briquetiers, les maçons, les charpentiers et les menuisiers assuraient l'entretien et la construction des maisons, les forgerons fabriquaient les outils nécessaires tandis que les tisserands et les bijoutiers s'efforçaient de répondre aux appétits de luxe des habitants des villes. Les traitants vivant à bord de leurs navires pendant cinq mois environ aux escales de la gomme et trois ou quatre mois à celles du pays de Galam aimaient à s'entourer d'un personnel nombreux, non seulement pour être capables de faire face à leurs activités, mais aussi pour satisfaire un penchant naturel à l'ostentation. Le personnel s'organisait en fonction de trois préoccupations majeures : le navire, sa con-

---

(113) D'après le rapport de Dagorne, commandant particulier de Gorée, du 1er mai 1845 déjà cité, on peut évaluer le nombre des travailleurs de cette île à plus de 4000 sur une population indigène de 5.000 personnes. Il y dénombre en effet 3.783 captifs et 123 engagés à temps, soit 3.906, auxquels il faut ajouter les ouvriers libres qu'il avait estimé trois ans plus tôt au nombre de 134. Pour Saint-Louis, la proportion d'esclaves et d'engagés à temps est beaucoup moins élevée par rapport à l'ensemble de la population recensée, mais il ne faut pas oublier que la ville accueille une importante population flottante venue du continent.

duite et son entretien, la traite avec la manutention des marchandises et des produits et les relations avec la clientèle et enfin la vie à bord : la nourriture et éventuellement les distractions. Les problèmes étaient du même ordre pour les traitants de Gorée qui partageaient leur existence entre de sommaires factoreries et leurs navires.

Avant 1848, selon leur statut juridique, les travailleurs se répartissaient en trois catégories : libres, esclaves et engagés à temps. Les premiers proviennent soit de noirs libres du continent, soit de captifs affranchis ou d'engagés qui, arrivés au terme de leur contrat, ont préféré demeurer dans les villes. Le nombre des libres de condition pauvre ou modeste est limité, car aussitôt qu'un peu d'aisance leur permet de s'élever, ils se rangent dans la catégorie des habitants. S'il est impossible de déterminer l'importance numérique des noirs libres, il semble qu'on soit mieux renseigné à l'égard des esclaves. En effet, les recensements précisent qu'en 1845 ils étaient 10.113 à Saint-Louis, à Guet N'Dar et à Gorée sur un total de 18.540 et en 1847, 9.159 sur 18.258 : ainsi un citadin sur deux était-il de condition servile. Il faut cependant distinguer entre le fait et le droit. Le fait, c'est la même dépendance à l'égard des maîtres de tous ceux que la société considère comme des esclaves. Le droit, c'est-à-dire ceux qui sont esclaves et ceux qui ne devraient pas l'être. En effet, l'administration du Sénégal s'était engagée dans la voie d'une législation restrictive. Ainsi, quand en 1823 un arrêté organise le recrutement des engagés à temps, il est fait défense d'introduire de nouveaux captifs dans les comptoirs français (114).

---

(114) Arrêté du 28 septembre 1823 B A S 1819-1842, p.67. D'après un arrêté du 31 décembre 1825, B A S idem p.112, l'état-civil des engagés à temps doit être constaté sur des registres particuliers.

En fait, la société coloniale va s'ingénier à tourner la législation, car malgré les garanties l'engagement est en réalité un esclavage à temps pouvant facilement se transformer en captivité pure et simple. Les engagistes se montraient habiles à provoquer le passage dans la catégorie des captifs en ne respectant pas la clause de libération définitive une fois le temps de travail accompli, en omettant de déclarer les enfants nés d'une engagée, en substituant l'engagé au captif décédé et en lui donnant son nom, et enfin, en ne présentant pas les engagés au recensement (115). Mais il y avait aussi plus simplement l'introduction clandestine de captifs. L'administration bien que consciente de ces fraudes est restée longtemps passive, plus ou moins paralysée par la crainte d'affronter une population réticente. Il faudra attendre les derniers mois de la Monarchie de Juillet pour qu'elle abandonne cette complaisance coupable. En effet, à ce moment les études se multiplient en vue de préparer une prochaine suppression de l'esclavage et le ministère tient à assainir la situation afin de ne distribuer une éventuelle indemnité qu'aux propriétaires en règle avec la loi. Il donne donc des ordres à la justice du Sénégal pour que la loi soit appliquée. C'est ainsi qu'en janvier, février et mars 1848, le procureur général fait diligence pour entamer de nombreuses procédures contre des propriétaires "d'esclaves" introduits à Saint-Louis sous le régime des engagés à temps et non portés comme tels sur les registres d'état-civil. Le tribunal a, alors prononcé dans la plupart des cas l'affran-

---

(115) ZUCCARELLI (F.) : Le régime des engagés à temps au Sénégal 1817-1848, Cahiers d'Etudes Africaines, volume II, n°7, 1962, pp.420-461.

chissement pur et simple (116). L'émancipation, une fois décidée, de nouvelles vérifications furent entreprises par une commission qui ramena le chiffre des esclaves donnant droit à une indemnité de 10.075 à 6.703 (117).

La possession d'esclaves est avant tout le fait des habitants. La classe servile est répartie entre un très grand nombre de maîtres car si quelques uns en détiennent plusieurs dizaines, une forte majorité n'en a que deux ou trois à son service (118). Il faut ajouter que certains esclaves étaient à l'occasion temporairement confiés par leurs maîtres de l'intérieur à des habitants du Sénégal moyennant une rétribution convenue à l'avance. L'esclavage des comptoirs français issu de la captivité africaine n'est en rien comparable à celui des colonies à sucre où il constituait un mode d'ex-

---

(116) A N S O M D P P C Tribunal de 1ère instance de Saint-Louis 1848 2.182 esclaves introduits en violation de l'arrêté de 1823 ont été radiés en quelques mois.

(117) Protet à ministre, 8 juin 1852, n°287, A N S A O F 2 B 31.

(118) D'après un état des possesseurs d'esclaves établi en 1844 il y aurait 6.173 captifs à Saint-Louis appartenant à 1.058 propriétaires. Soixante-trois d'entre eux ont plus de vingt captifs; les Européens ne s'inscrivent que pour des chiffres modestes (Héricé 27, Merle 24, Maurel et Prom 18), à la différence des habitants (Louis Alsace 111, Marie Labouré 94, Samba Agui 87 et Massemba Cina 77) . Il en est de même à Gorée où François et Jean de Saint-Jean viennent en tête respectivement avec 141 et 125 captifs. A N S O M Sénégal XIV 13.

ploitation à outrance. L'esclave de même race que son maître est simplement un serviteur ou un ouvrier à vie et héréditaire. Dans l'ensemble, les maîtres traitaient convenablement leurs esclaves et l'on pouvait constater dans leurs rapports "une grande familiarité et une certaine cordialité" (119). Malgré tout, une nette distance était marquée dans l'habitat. Ainsi, à Saint-Louis, les maîtres qui habitaient surtout la partie sud de l'île logeaient leurs esclaves, tout au moins ceux qui ne constituaient pas leur domesticité, dans le quartier du nord où ils avaient fait édifier pour eux des cases appelées "gallo" nom qui désigne au Kayor et au Walo le lieu consacré à la demeure des esclaves (120). Le maître était également tenu de nourrir tous ses esclaves, qu'ils travaillent ou non. Lorsque le captif travaillait à l'extérieur, soit pour le gouvernement, soit pour un employeur privé, il devait remettre à son maître la moitié de son salaire. En 1848 il existait tant à Saint-Louis qu'à Gorée quelques centaines d'affranchis qui devaient leur liberté soit "de la générosité de leurs maîtres soit par rachat de gré à gré" (121). Reconnaissons tout de suite qu'affranchir des esclaves

---

(119) GUEYE (M'Baye) : la fin de l'esclavage à Saint-Louis et à Gorée en 1848. Bulletin de l'I F A N série B t.XXVIII, n°3-4 juillet-octobre 1966,pp. 637-656.

(120) CARRERE (F) et HOLLE (P) : op.cit., p.8.

(121) GUEYE précise que de 1839 à 1848 d'après les registres de l'état-civil 554 esclaves ont été libérés par rachat.

âgés relevait souvent moins de la reconnaissance de bons et loyaux services que d'un souci d'alléger des charges devenues inutiles, souci qui, en ce temps de crise pouvait être ressenti assez vivement. Le rachat constituait cependant la principale forme d'affranchissement d'après Larcher chef du service judiciaire. Ce haut fonctionnaire soulève d'autre part un coin du voile sur la condition servile généralement trop parée de couleur rose par les historiens lorsqu'il signale dans son rapport que sur vingt-six affranchissements réalisés à Gorée en 1841, la plus grande partie de ce chiffre porte sur des captifs en état de désertion et réfugiés à Sainte-Marie de Bathurst. Les captifs emploient le temps de leur évasion au travail et lorsqu'ils ont amassé la somme suffisante à leur rachat, ils l'offrent à leurs maîtres, mus par le désir de rentrer dans leurs familles (122). Divers incidents qui se produisirent peu avant l'émancipation sont également révélateurs. Certains esclaves pensèrent que le moment des règlements de compte était arrivé et c'est ainsi qu'un jeune captif de vingt ans se porta à des voies de fait et à des menaces de mort contre la dame Labouré, propriétaire d'un grand nombre de captifs. D'autre part deux ou trois maîtres accusés de sévices à l'encontre de leurs captifs furent poursuivis devant les tribunaux (123).

Malgré l'attachement manifesté à l'esclavage par la majorité des habitants des comptoirs, le gouvernement métro-

---

(122) Rapport de Larcher au ministre, 20 mars 1842, A N S O M Sénégal VIII 9.

(123) Duchâteau, gouverneur par interim à ministre, 10 juin 1848, n°233 et 8 septembre 1848, n°374, A N S O M Sénégal XIV 15 a.

politain, convaincu que le Sénégal était placé dans des conditions différentes de celles des colonies à sucre, a pris l'engagement tacite de régler la question par ordonnance lors d'un débat parlementaire en 1845. Une minutieuse étude du dossier aboutit en octobre 1847 à un projet d'ordonnance qui fixe l'extinction de l'esclavage au 1er janvier 1849. Comme l'écrivait le directeur des Colonies dans une note au ministre, le Sénégal, à cause de sa situation particulière entrera le premier dans la voie du progrès où les autres colonies seront lancées par la suite. En fait, il n'en fut rien car le ministère incapable de définir la meilleure présentation du projet aux Chambres ajourna toute décision. La Révolution de 1848 allait précipiter les choses et l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies fut décrétée le 27 avril. Le gouvernement du Sénégal promulgua la mesure d'émancipation le 23 juin et, dans un délai de deux mois, tous les esclaves devaient se trouver libres. La journée du 23 août fut marquée par la proclamation solennelle de la liberté place du gouvernement à Saint-Louis.

Les engagés à temps qui devaient encore des années de service n'étaient plus très nombreux au moment de ces événements. Au recensement de 1846, ils étaient 814 mais deux ans plus tard selon les registres officiels il n'y en avait plus que 550 (124). Cette catégorie d'hommes avait été instituée au début de la Restauration dans la triple perspective de mettre un terme à l'esclavage, de disposer d'une

---

(124) Au recensement de 1846 on en dénombre 713 pour Saint-Louis et 161 pour Gorée mais il est évident qu'à ces chiffres comme à beaucoup d'autres on ne peut attacher une valeur absolue.

main d'oeuvre suffisante pour assurer le succès du plan de colonisation et de recruter les soldats nécessaires au renforcement de la garnison européenne. L'arrêté du 28 septembre 1823 pris par le gouverneur Roger organise minutieusement le régime des engagés à temps afin qu'aucune confusion ne s'établisse avec celui des captifs. Les esclaves de l'intérieur rachetés par les habitants de Saint-Louis et de Gorée et immédiatement affranchis étaient astreints à un maximum de quatorze années de travail.

Les précautions prises par l'administration n'ayant pas empêché des abus comme nous l'avons vu précédemment, le système des engagés à temps souleva bien des critiques dans les milieux abolitionnistes et des difficultés avec les Anglais lorsque des opérations de rachat étaient menées sur le littoral au sud de Gorée. L'administration coloniale craignant d'affronter le mécontentement de la population retardait sa décision. Il fallut toute l'autorité et toute la conviction du gouverneur Bouët pour sortir de l'impasse. Son arrêté du 18 janvier 1844 interdisait à partir du 1er mars suivant l'introduction de nouveaux engagés. Seul l'Etat se réservait de recruter ceux qui seront nécessaires pour organiser les troupes noires. Mais Bouët devait bientôt quitter la colonie et les habitants réclamèrent alors ouvertement l'abrogation de son arrêté. Ses successeurs se montrèrent souvent faibles face à ces réclamations, mais à Paris on entendait confirmer la politique de Bouët par une ordonnance royale. Celle-ci ne sera pas signée car le ministère rapidement persuadé de la nécessité de prendre le problème dans toute son ampleur, s'oriente délibérément vers l'abolition de l'esclavage au Sénégal.

Mais si depuis le 23 août 1848 les habitants des villes étaient libres devant la loi, il faut bien constater

qu'il était plus facile d'abattre d'un trait de plume les structures de l'esclavage que de faire évoluer les mentalités. En effet, les anciens esclaves désignés désormais selon Boilat sous le nom de "libertés" portaient d'une manière indélébile la marque de leur ancienne condition et les métiers manuels qu'ils avaient exercé inspiraient toujours la même répugnance et le même mépris à l'ensemble de la communauté.

Les différents métiers exercés peuvent être regroupés autour de deux grands thèmes : la traite et la ville. La première, surtout celle de la gomme, mobilise des effectifs importants et nécessite des compétences variées. A Saint-Louis et à Gorée, les charpentiers, les "voiliers" et les calfats construisent et réparent divers types d'embarcations des plus petites adaptées à la traite du mil dans les marigots jusqu'aux cotres et goëlettes de plus de cent tonneaux qui montent à Galam ou assurent le cabotage au sud de Gorée en passant par les bateaux de dix à vingt tonneaux destinés aux escales de la gomme. La traite durant souvent plusieurs mois, il est indispensable d'avoir à bord un ou plusieurs ouvriers capables d'assurer l'entretien et les réparations urgentes.

L'équipage des navires sous la direction des capitaines de rivière ou des maîtres au cabotage comprenait les gourmets ou quartiers-maîtres et les laptots qui outre leur besogne de matelots effectuaient à l'escale les chargements ou les déchargements ainsi que toutes les manutentions nécessaires. Les pileuses de mil avaient la tâche de préparer les repas pour le maître et l'ensemble de son personnel. Le traitant employait obligatoirement un maître de langues pour entrer en contact avec la clientèle. C'était une sorte d'interprète habile à se débrouiller dans tous les parlers qui ont cours sur le fleuve ou sur la côte.

Grâce à quelques témoignages, on peut avoir une idée des effectifs globaux que la traite de la gomme met en jeu chaque année. Le gouverneur Montagniès de la Roque devant la commission de la gomme avance le chiffre de quinze cents individus, habitants, laptots et captifs. Comme environ cent cinquante à cent soixante embarcations participent au commerce des escales, cela représente en moyenne un équipage d'une dizaine d'hommes (125). Les rapports établis chaque année conformément à l'ordonnance du 15 novembre 1842 permettent de mieux suivre l'évolution du personnel employé. En 1843, les hommes d'équipage ne sont que 719, mais leur nombre progresse rapidement pour atteindre son maximum en 1847 (1.989) et amorcer un recul brutal l'année suivante (1.289), que la crise a dû accentuer ensuite mais sur lequel nous manquons d'éléments d'information (126). Relayant la traite de la gomme, celle du mil le long du fleuve et celle du haut pays emploient d'août à décembre la majorité des laptots, soit environ un millier d'hommes (127). Ces quelques précisions nous amènent à formuler deux remarques dont il faudra tirer par la suite des conséquences économiques et sociales. D'une part, le personnel n'est pas utilisé régulièrement tout au

---

(125) RAFFENEL (A) dans son Nouveau voyage.. tome II,p.178 retient également ce chiffre de 1.500 mais pour l'appliquer uniquement aux laptots.

(126) Rapports annuels établis par le secrétaire de la commission syndicale déjà cités. En 1844 : 1.124 membres d'équipage, 1.490 en 1845 et 1.908 en 1846.

(127) Ed. Duprat au gouverneur, Saint-Louis, 12 octobre 1850, A N S A O F Q 22.

long de l'année. En effet, au retour à Saint-Louis, l'activité se ralentit considérablement et même s'arrête car le déchargement une fois effectué les embarcations sont désarmées et il faut également noter que ce n'est pas la totalité des laptots qui participe aux deux traites successives. D'autre part, l'état des affaires influe directement sur le volume de l'emploi comme nous l'avons vu en 1848 pour la traite de la gomme. Ce rythme saisonnier du travail se retrouve aussi à Gorée que les embarcations rallient pendant la durée de l'hivernage.

Le travail qu'offrent les villes à différents corps de métiers et aux manoeuvres est plus régulièrement réparti tout au long de l'année. Les besoins de la construction ont donné naissance à des briqueteries et à des fours à chaux à proximité de Saint-Louis. Les premiers ont trouvé dans l'île de Salsal la terre qui convenait et les secondes exploitent les bancs épais de coquilles d'huîtres que l'on trouve le long du marigot justement dit des Fours à chaux, à 16 kilomètres de Saint-Louis. Ces petites industries ont employé essentiellement une main d'oeuvre servile (128). Les maçons mettent en oeuvre ces matériaux locaux mais aussi et surtout ceux qui sont importés. Charpentiers et menuisiers collaborent avec eux pour satisfaire à la construction et à l'entretien des bâtiments publics ainsi qu'à la demande de maisons en dur. Nous n'avons retrouvé dans les archives aucun état de ces métiers pour Saint-Louis et simplement quelques indications pour Gorée. En 1842 on y dénombrait 52 menuisiers (13 libres et 39 captifs) 32 charpentiers (2 et 30) et 47

---

(128) Gorée utilise un important dépôt de coquillages à Joal mais n'a pas à cette date de briqueterie.

maçons (5 et 42) (129). A ces diverses catégories d'ouvriers on peut rattacher celle des forgerons qui, par le mépris qu'elle inspire constitue une véritable caste à part. Peu nombreux à Gorée, ils sont sept et tous captifs. Divers métiers gravitent autour du commerce et du ravitaillement de la population : les tonneliers qui fabriquent en particulier les barriques destinées au transport du mil et de la gomme, les captives que les habitants envoient à travers le Walo et le Kayor faire le colportage des marchandises importées et les bergers préposés sur le continent voisin à la garde et à l'entretien des troupeaux (130).

Les habitants des villes, tout en appréciant vivement les tissus importés d'Europe n'avaient pas perdu le goût des belles étoffes locales, aussi le nombre des tisserands était-il relativement élevé car, si l'on en croit une notice officielle il excèderait à lui seul celui de tous les autres ouvriers réunis (131). Le recensement de Gorée confirme cette affirmation puisque l'île renfermait 224 tisserands sur un total de 360 ouvriers. Fait intéressant à signaler : alors que la quasi totalité des autres catégories d'ouvriers était de condition servile (116 captifs, 20 libres) un certain équilibre s'était établi chez les tisserands (110 captifs et 114 libres). Quelques bijoutiers s'efforçaient de satisfaire le désir de parure des femmes, des signares tout spécialement. Ce sont en fait le plus souvent des

---

(129) Un arrêté du 1er avril 1843 a prescrit le recensement des ouvriers. Pour Gorée, rapport de Dagorne du 20 février 1842 déjà cité.

(130) La présence de ces deux dernières activités est signalée dans le dossier sur l'esclavage A.N.S.O.M. Sénégal XIV 13.

(131) Notice sur le Sénégal, Revue Maritime et Coloniale, tome VIII, 1863, p.732.

forgerons qui s'acquittaient de cette tâche en travaillant à l'occasion l'or et l'argent, mais on trouve trace dans nos archives d'artisans spécialisés dans la fabrication des bijoux. A côté des Wolof, des Maures étaient venus s'installer à Saint-Louis pour exercer cette industrie mais le plus souvent ils se cantonnaient dans l'utilisation de l'argent (132).

Les habitants aimaient à s'entourer d'une domesticité nombreuse afin de prouver leur richesse. Il est ainsi fait état de pileuses de mil, de cuisiniers, de blanchisseuses, de repasseuses et de couturières. Enfin, au bas de l'échelle sociale la masse des manoeuvres qui se recrute pour la plus grande part parmi les étrangers, parmi cette population flottante dont on a, à plusieurs reprises, signalé l'importance et les problèmes qu'elle posait.

Les gens de métier de Saint-Louis et de Gorée appartiennent-ils comme dans la société africaine à de véritables castes caractérisées par "l'hérédité", l'endogamie et la

---

(132) Ainsi par exemple sept forgerons maures avaient obtenu du gouverneur Schmaltz l'autorisation de s'établir à Saint-Louis en 1819, leur chef de file était Hamet Krekiba protecteur des naufragés de la Méduse et qui les conduisit depuis le cap Mirik jusqu'à Saint-Louis. En 1830 le gouverneur Saint-Germain leur donne l'assurance qu'ils pourraient continuer à exercer leur état même dans le cas où le Sénégal serait en guerre avec les Maures. Les originaux de ces décisions ont été déposés chez le notaire de Saint-Louis le 4 juin 1839. A N S O M D P P C Notariat de Saint-Louis, n°63. L'importance des bijoutiers dans la vie de Saint-Louis s'est maintenue jusqu'à nos jours et Camara leur a consacré un chapitre dans son ouvrage.

spécialisation professionnelle ? Dans l'impossibilité d'apporter une réponse nette, contentons-nous de quelques remarques : d'abord, les membres des castes artisanales africaines sont des hommes libres tandis que dans les villes coloniales les gens de métier ont été pour la plupart des esclaves. Ceux-ci pouvaient avoir été achetés soit comme captifs, soit ensuite comme engagés à temps aux populations voisines et par conséquent n'étaient pas préparés au métier auquel on les destinait, ou bien, ils étaient fils d'esclaves depuis longtemps introduits dans la colonie et ils recevaient alors de leurs pères l'apprentissage nécessaire. Comme d'autre part les préjugés traditionnels à l'égard du travail manuel se trouvaient renforcés par le mépris qu'inspirait la condition servile il est facile d'imaginer l'isolement dans lequel se trouvaient les gens de métier par rapport à la société globale. Ainsi, on peut affirmer que dans ces conditions des castes s'étaient reconstituées dans les villes coloniales. D'ailleurs, une de leurs caractéristiques, l'hérédité apparaît nettement à travers les actes privés, le fils exerçant la même activité que le père. Ajoutons que très probablement, les nombreux tisserands libres de Gorée, et il devait en être de même à Saint-Louis, appartenaient aux castes traditionnelles. Eux-mêmes ou leurs parents étaient venus y exercer leur métier attirés par les profits que pouvait leur procurer une clientèle nombreuse et relativement aisée.

Avant 1848, le monde des travailleurs s'organisait autour du maître pour former une unité de travail. C'est ainsi que généralement le traitant possédait des captifs de talents variés capables de répondre aux différents besoins de son activité commerciale. Des habitants, les signares en particulier, qui en ont fait une véritable spécialité, au lieu d'utiliser directement le travail de leurs captifs ont préfé-

ré en louer les services. Le propriétaire de nombreux esclaves avait intérêt à réunir un large éventail de talents tandis que celui qui en avait peu préférait au contraire se limiter à un secteur bien déterminé d'activité. Les deux solutions apparaissent nettement au travers des déclarations faites devant la commission d'enquête sur l'abolition de l'esclavage en 1844. Marie Escal représente la première lorsqu'elle affirme que "toute habitante possédant un certain nombre de captifs a parmi eux des hommes de tous les états; il en est de même qui ont des traitants de gomme" et elle énumère ensuite tous les métiers rassemblés : traitants de mil et d'autres produits, charpentiers, menuisiers, calfats, maçons, laptots et hommes de peine fabriquant les briques et la chaux. Marie-Pierre Fablot est l'expression de la seconde avec ses six captives qui font le blanchissage, le repassage et le travail d'aiguille (133).

Avec l'émancipation, cette organisation du travail devait s'effondrer en grande partie. En effet, si l'unité de travail groupée autour d'un traitant réussissait le plus souvent en s'allégeant à se maintenir avec des ouvriers désormais salariés, il n'en était pas de même pour ces ateliers de "prestations de service" qui se trouvaient brutalement dispersés.

Une question souvent soulevée au cours des années qui ont précédé l'émancipation a été de savoir si les gens de métier et les manoeuvres pouvaient suffire dans les deux villes

---

133) Procès-verbaux de la commission d'enquête au sujet de l'abolition de l'esclavage au Sénégal créée par décision du Gouverneur le 23 janvier 1844. A N S O M Sénégal XIV 13.

à la demande du commerce et de l'industrie. Les débats, confus pour la plupart, étaient faussés par la position adoptée à l'égard de l'esclavage par ceux qui y participaient. L'administration a toujours affirmé du gouverneur Pujol en 1836 à la direction des Colonies dans son rapport de septembre 1847 que le Sénégal ne souffrait pas de pénurie, mais les habitants attachés dans leur grande majorité au maintien du travail servile soutenaient d'une part que l 'apport extérieur - celui des engagés à temps en l'occurrence - était indispensable, et que, d'autre part, l'émancipation provoquerait une émigration qui priverait les villes des bras nécessaires. Dans l'ensemble, le point de vue officiel paraît justifié car "une population mobile composée d'étrangers se trouve toujours à Saint-Louis en assez grand nombre pour subvenir aux besoins" surtout en laptots et en manoeuvres. Si une fois encore, à la fin de l'année 1846, les habitants se plaignent de difficultés à en recruter, c'est parce qu'ils se refusent à payer des salaires qu'ils jugent "exorbitants" et qu'ils tentent ainsi de faire pression pour revenir au système des engagés à temps beaucoup moins coûteux (134). D'autre part, au lendemain de l'émancipation, l'émigration redoutée des ouvriers ne semble pas s'être produite ou plus exactement n'a eu qu'une ampleur limitée (135).

---

(134) Conseil d'administration, séance du 1er mars 1847, délibération n°4 A N S O M Sénégal VII 26 bis 8. Le 1er mars 1846, le chef du service judiciaire avait écrit : "ce ne sont pas les hommes qui font défaut... Malgré deux mille noirs qui montent pour la traite, il reste encore à Saint-Louis des milliers de bras à employer ANS AOF K8.

(135) Nos sources d'archives ne signalent pas de départs massifs. La seule allusion se trouve chez Darricau, op. cit.: "les colonies anglaises de Sainte-Marie ou de Sierra Leone où la main-d'oeuvre est mieux rétribuée".

Le véritable problème se posait avant tout sur le plan de la formation et de la qualification des ouvriers. D'une part, l'évolution des techniques suscitait de nouveaux besoins. C'est ainsi que la présence de plusieurs navires à vapeur de la marine française pour surveiller le fleuve et le littoral exigeait, pour éviter l'emploi onéreux de blancs sous ce climat meurtrier que des chauffeurs et des mécaniciens soient recrutés parmi les Sénégalais (136). On avait tenté une première solution qui allait s'avérer vite décevante en envoyant des jeunes du pays à Indret et à Chalons (137). Restait donc la formation sur place. Le gouverneur Baudin fit créer un petit atelier sous la direction des Frères de la Doctrine chrétienne, mais c'était très insuffisant et avec l'émancipation le problème prenait une toute autre ampleur car l'administration craignait qu'une partie de l'apprentissage sur le tas ne fut plus assurée.

> "Les ouvriers en général appartenant à des propriétaires qui les utilisaient pour leur compte ou pour celui d'autrui étaient chargés en outre par leurs maîtres de former dans leur profession des enfants qui leur étaient livrés à cet effet. L'émancipation a modifié cet état de choses" (138).

---

(136) Les navires marchands assurant le trafic entre l'Europe et le Sénégal sont à cette époque uniquement des voiliers.

(137) A N S O M Sénégal X 8 a, b et c.

(138) Gouverneur Duchâteau à ministre, 16 novembre 1848, n°446, A N S O M Sénégal X 5 a.

Pour suppléer à cette carence prévisible, l'administration proposa en octobre 1848 de confier l'instruction pratique des ouvriers à la direction de l'Artillerie qui disposait des ateliers et du personnel nécessaires(139). Cette solution présentée sous la dénomination ambitieuse d'école des Arts et Métiers était la plus avantageuse pour les deniers publics, mais elle comportait le risque évident que la direction de l'Artillerie ne s'intéresse qu'à la formation des ouvriers réclamés par l'administration et néglige délibérément les besoins de la communauté toute entière.

La société sénégalaise apparaît nettement hiérarchisée à travers la simple énumération des différentes catégories qui la composent : l'étroite et fragile élite des négociants, la riche gamme des traitants depuis les seigneurs de la gomme jusqu'aux gagne-petit qui avec quelques pièces de guinée et une barrique de sel parcourent les marigots et montent à Gàlam, les employés du commerce et du gouvernement, et la masse des travailleurs partagée entre quelques spécialistes (navigation, gens de métier) et l'imposante cohorte des simples manoeuvres. Mais il nous faut pour prendre véri-

---

(139) Rapport du chef du service administratif, 9 septembre 1848, A N S A O F J1 et A N S O M Sénégal X 5d - conseil d'administration, séance du 16 octobre 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9. Darricau préconisait une solution comparable dans sa brochure : "les ateliers dont il (le gouvernement) dispose à la direction du port, à la direction du Génie et de l'Artillerie, aussi dans les régiments en garnison tels que la sellerie, la botterie, la cordonnerie, l'habillement pourraient devenir autant d'écoles pratiques de métiers pour les peuples noirs".

tablement conscience de cette diversité et des liens de dépendance tissés entre les groupes de la société, tenter d'appréhender maintenant leurs niveaux de fortune, leurs genres de vie et leur rôle social.

UNIVERSITÉ PARIS SORBONNE (PARIS IV)

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME II

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

Roger PASQUIER

DIRECTEUR DE THESE :

Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

1987

Roger PASQUIER

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME II

THÈSE PRÉSENTÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ
DE PARIS-SORBONNE (PARIS IV)

DIRECTEUR DE THESE :
Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

CHAPITRE VI

LE DANGEREUX APPAUVRISSEMENT DES SENEGALAIS

Pierre Vilar disait un jour que les problèmes majeurs de l'histoire sociale étaient ceux des appauvrissements et des enrichissements. Aussi, ne serait-il pas de première importance pour l'historien du Sénégal de pouvoir apprécier d'une manière rigoureuse les conséquences de la crise économique sur les revenus et les fortunes ? L'idéal voudrait que l'on puisse comparer l'évolution respective des situations matérielles des Sénégalais et des Européens mais la documentation disponible permettra-t-elle de réaliser cet ambitieux programme ? Au-delà des notations dispersées dans les correspondances officielles et privées qu'un patient effort de collecte regroupe en un faisceau souvent éclairant, au-delà des rapports et des témoignages que cette période de crise suscite abondamment, peut-on espérer bâtir des conclusions définitives sur le roc solide de chiffres inattaquables ? Constatons d'abord que les archives des maisons de commerce de la métropole que nous avons été autorisé à consulter ne comprenaient aucune comptabilité qui aurait permis de suivre les fluctuations du profit au cours de ces années critiques. Par contre, les archives officielles nous offrent plus de facilités. Elles ont conservé tant en France qu'à Dakar des

traces de l'important effort de rationalisation du commerce de la gomme qu'a imposé l'ordonnance du 15 novembre 1842. Elles nous restituent pour plusieurs campagnes et pour chaque traitant les quantités de gomme achetées, les prix pratiqués, les frais occasionnés par l'opération et finalement son bilan. Elles nous présentent aussi année par année l'évolution globale des dettes des traitants. D'autre part, les archives des notaires, des tribunaux et des hypothèques nous apportent de précieux renseignements sur les mutations de propriétés et les obligations hypothécaires souscrites par des traitants en difficulté, sur les poursuites engagées par les créanciers contre leurs débiteurs et sur les faillites. Ce que disait en 1841 et en 1842 le chef du service judiciaire dans ses rapports au ministre était encore plus vrai quelques années plus tard. Les motifs de l'accroissement considérable des affaires jugées par le tribunal de première instance de Saint-Louis "ne doivent pas être attribuées à une nouvelle et plus grande activité donnée à l'esprit de chicane. Les désastres commerciaux de cette place sont là pour en expliquer la cause et en faire comprendre les tristes effets". "C'est dans les actes (des notaires) de ces deux dernières années que se trouve retracé, en traits d'une effrayante vérité, la situation commerciale du pays" (1).

Aussi vivantes que soient ces sources nous révèlant des hommes pris dans le tourbillon de la crise économique nous ne pouvons oublier qu'elles privilégient un groupe important sans doute, dominant même, mais en qui ne peut se résumer la totalité des Sénégalais vivant du commerce. Gorée une fois de plus se trouve sacrifiée à Saint-Louis et pour

---

(1) Rapports au ministre du 28 janvier 1841 et du 20 mars 1842. A N S O M Sénégal VIII 9b.

tenter d'apprécier le sort de ses traitants qui tout au long des côtes de la presqu'île du cap Vert à Sierra Leone s'efforcent de découvrir les moyens de survivre, nous sommes réduits à déplorer le manque de repères chiffrés et à nous réfugier dans le subjectivisme des témoignages contemporains. De même nous ne saurons rien ou à peu près de ces traitants appelés marigotiers qui, le long du fleuve, par leurs achats de mil et de bestiaux assurent le ravitaillement de la ville et des escales. Il en est de même pour tous ceux qui gravitent dans l'orbite des traitants de gomme ou des traitants de Gorée : capitaines de rivière et patrons au cabotage qui assurent les transports sur le fleuve et le long des côtes, maîtres de langues ou interprètes et laptots, marins ou manoeuvres. Ces auxiliaires indispensables, esclaves pour la plupart, sont devenus libres en 1848. Certains ont quitté leur travail mais d'autres sont restés au service de leurs anciens maîtres. Il est malheureusement impossible de jauger les conséquences que la transformation de leur statut juridique a eu sur leur existence quotidienne.

Même lorsque nous voulons suivre de près cette aristocratie des traitants de gomme, force est de constater que les archives nous réservent quelques surprises désagréables. Il est, en effet, impossible de reconstituer de 1843,date de la première application des mesures édictées par l'ordonnance de 1842, à 1850 toutes les vicissitudes de la traite pour l'ensemble de la corporation comme pour chaque traitant. Il est aussi à remarquer que les registres des délibérations du tribunal comme ceux du notariat sont parfois incomplets.

Mais devant les graves lacunes que comportent nos sources, fallait-il se dérober et déclarer impossible toute approche du problème de l'évolution des ressources en période de crise ? Nous ne le pensons pas malgré les risques inhé-

rents à une telle entreprise. Mieux vaut classer et interroger, discuter et confronter les divers éléments dont nous disposons et aboutir à des hypothèses partielles, sans doute, mais qui provoqueront ensuite, il faut l'espérer, de nouveaux débats qui seront peut-être l'occasion de faire sortir de leurs repaires des archives privées jusque là inaccessibles.

Le rôle joué par la gomme dans l'économie du Sénégal et les sources disponibles orientent nécessairement l'enquête vers cette aristocratie que constituent les grands traitants des escales; il est, en effet, très exceptionnel que des Sénégalais se lancent, à l'imitation des Européens, dans le commerce de l'import-export. On mesure toute l'importance du débat. En ce temps de crise dont les témoignages de contemporains lucides et l'analyse économique nous ont révélé l'ampleur, les conséquences sociales ne peuvent être que décisives. En effet, si, d'une part l'aristocratie des traitants était profondément atteinte dans ses biens et dans son identité et si, d'autre part, les Européens réussissaient non seulement à maintenir mais aussi à renforcer leurs positions, on pourrait affirmer, sans crainte d'être démenti, que les comptoirs français du Sénégal se trouvent à un tournant de leur histoire.

1. FORTUNES ET NIVEAUX DE VIE

a) Documentation

L'idéal consisterait à pouvoir appréhender pendant la crise du milieu du siècle tant pour la fortune que pour les moyens d'existence, toutes les catégories sociales définies précédemment, mais il est bien évident que la documentation dont nous disposons ne nous permettra pas de réaliser cette ambition. Cependant, malgré ses limites, elle offre grâce à ses repères chiffrés, le moyen d'atténuer souvent le flou des témoignages contemporains et parfois de dessiner avec une relative netteté le profil économique de certains composants de la société sénégalaise.

Quelques remarques préliminaires doivent demeurer constamment présentes à l'esprit. D'abord, une fraction non négligeable de la population des villes sénégalaises échappe en grande partie à notre investigation du fait de la coexistence de deux systèmes juridiques : celui de l'Islam et celui du Code civil promulgué en 1830 dans la colonie (2).

---

(2) Par arrêté du 5 novembre 1830, le Code civil était promulgué au Sénégal, B A S , 1819-1842, p.303. Une disposition prévoyant que "tout individu né libre et habitant le Sénégal ou ses dépendances jouirait dans la colonie des droits accordés par le Code civil aux citoyens français" impliquait une ignorance complète du droit musulman et des coutumes locales. Les musulmans s'élevèrent contre cette disposition et les autorités, le gouverneur Saint-Germain par exemple en 1832, reconnurent qu'il y

Par principe, les musulmans portent leurs affaires matrimoniales et successorales devant le cadi dont l'activité n'a pas laissé de trace. Aussi, ne rencontrons-nous les traitants, les capitaines de rivière, les laptots, les artisans et toutes les autres personnes de religion islamique non pas à ces moments décisifs où il est possible d'apprécier la nature et l'importance de leurs biens, mais seulement dans la mesure où ayant des relations d'affaires avec des non-musulmans, ils doivent recourir au notaire européen. Dans ces conditions, interviendront le plus souvent dans les contrats les éléments les plus liés au commerce européen et en conséquence leur situation matérielle sera plus facile à cerner que celle des autres catégories. D'autre part, notre documentation - et c'est une de ses caractéristiques essentielles - privilégie les traitants de gomme, ce qui ne saurait surprendre quand on connaît la stricte réglementation mise en place par l'ordonnance de novembre 1842. Autre constatation importante, nos sources n'offrent pas les mêmes possibilités pour Saint-Louis et pour Gorée. En effet, si dans cette dernière ville les Africains christianisés et par conséquent assimilés sur le plan juridique sont relativement nombreux, il faut noter, par contre, que l'absence d'organisation rigide ne permet pas de connaître la situation des traitants avec la même pré-

---

(2) suite
aurait "inconvénient à blesser une croyance religieuse et à porter le trouble dans les intérêts qu'elle a consacrés". Si l'arrêté introduisant le Code civil ne fut pas modifié, on ne chercha pas à l'imposer aux musulmans: ainsi, mariages et successions continuèrent à être réglés par le cadi, voir SCHNAPPER (B). Les tribunaux musulmans et la politique coloniale au Sénégal 1830-1914, Revue historique du droit français et étranger, n°1, 1961, pp.90-128.

cision qu'à Saint-Louis;.on comprend alors que les comparaisons entre les habitants des deux agglomérations resteront toujours délicates. Enfin, il est certain que dans une société aussi étroite, le nombre des contrats de mariage et des successions demeure peu élevé même si l'observation s'étend sur un peu plus d'une dizaine d'années dans ces conditions, il serait peu prudent de conférer une valeur absolue à nos conclusions. Ainsi, il est difficile, pour le Sénégal du milieu du XIXe siècle, de prétendre à une rigueur comparable à celle des études consacrées à la société française et il est, par exemple, impensable que la documentation dont nous disposons nous révèle en une photographie saisissante l'état des fortunes à une date déterminée comme c'est le cas pour Grenoble en 1847 (3). Néanmoins, en rassemblant en un fais-

---

(3) Les enquêtes relatives à la fortune en France se sont multipliées ces dernières années. Signalons pour leur intérêt méthodologique les travaux d'Adeline DAUMARD et de François FURET : Méthodes de l'histoire sociale : les Archives notariales et la mécanographie, Annales-Economies, Sociétés, Civilisations, n°4, 1959, pp.676-693 et Structures et relations sociales à Paris au milieu du XVIIIe s., Paris, A.Colin, Cahiers des Annales, n°18,,1961, 100 p. Voir également d'A. DAUMARD : Structures sociales et classement socio-professionnel, l'apport des archives notariales au XVIIIe siècle, Revue historique, janvier-mars 1962, pp.139-154. Opérant sur une population nombreuse, ces auteurs ont utilisé avant tout la méthode des sondages alors que pour le Sénégal tout travail sérieux implique un dépouillement exhaustif des archives notariales. Enfin, certaines études sur la société française ont limité leurs investigations à une seule catégorie de documents : les contrats de mariage ou les mutations après décès; pour le Sénégal il fallait interroger l'ensemble des sources disponibles pour aboutir à des conclusions

ceau convergent les éléments les plus variés d'information, on peut tenter une première approche des fortunes et des revenus, problème capital pour la société sénégalaise si éprouvée par la crise.

Les archives notariales constituent une source irremplaçable par la diversité des éclairages qu'elles nous procurent grâce aux contrats de mariage, aux inventaires après décès, aux ventes de terrains, de maisons, de navires et de fonds de commerce, mais aussi aux actes de constitution de sociétés commerciales, aux obligations hypothécaires et aux baux de location. Les jugements du tribunal de première instance et de la Cour d'appel de Saint-Louis apportent de précieux renseignements sur la situation économique et sociale en enregistrant les faillites et en dévoilant le douloureux contentieux qui oppose négociants et traitants, Un dépouillement exhaustif des registres du notariat et de la justice pour la période 1838-1850 permet de

---

(3) suite
valables. WHEATON (R) : Notes critiques sur les classes sociales au XVIIIe s. à Bordeaux d'après les contrats de mariage, Revue Historique, janvier-mars 1969, pp.99-114. Pour Grenoble, voir IBARROLA (Jésus): Structure sociale et fortune mobilière et immobilière à Grenoble en 1847, Publications de la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Grenoble, Paris, Mouton et Cie, 1965, 124 p. POISSON (J.P) : Notaires et Société. Travaux d'histoire et de sociologie notariales, Paris, Economica, 1985, XII-736 p. Une première synthèse sur "Les traitants des comptoirs du Sénégal au milieu du XIXe siècle" par R. PASQUIER in Entreprises et Entrepreneurs en Afrique XIX-XXe s., Paris, L'Harmattan, t.1, pp.141-163.

déceler des lacunes qui, dans l'ensemble, paraissent assez rares (4).

Les inventaires après décès se révèlent décevants. D'abord il en a été peu retrouvé pour Saint-Louis et ensuite, ils se présentent le plus souvent d'une manière succincte en ne mentionnant que le total du passif et de l'actif. Quand ils sont plus précis, ils semblent répondre avant tout à un but conservatoire en énumérant mobilier, linge, bijoux et captifs et en ignorant maisons et terrains dont la propriété est évidemment mieux assurée (5). Beaucoup plus intéressants sont les contrats de mariage qui eux concernent à la fois Saint-Louis et Gorée. L'état-civil des conjoints pour sommaire qu'il soit le plus souvent ne pose guère de problème quant à l'orthographe puisqu'il s'agit de patronymes européens pour

---

(4) L'année 1838 a été choisie comme point de départ car c'est à cette date que les premiers symptômes de la crise se manifestent suivant les témoignages des contemporains. D'autre part, étant donné la faiblesse numérique de la population concernée, il faut un dépouillement d'au moins une dizaine d'années pour pouvoir appréhender la diversité des situations. Les actes notariés et les jugements étant numérotés, on peut facilement constater que certains ont été omis lors de la constitution des registres.

(5) On a pu s'en convaincre à la lecture de l'inventaire dressé en avril 1848 après le décès de la dame Nitte Faye de Gorée. En effet, il ne comporte pas le terrain qu'elle avait acquis en décembre 1844 et pour lequel aucune vente ultérieure n'a été décelée. Pour une rectification faite combien d'autres demeureront impossibles?

la quasi totalité et quant à la profession correctement indiquée dans l'ensemble (6). Cependant l'âge n'est jamais précisé, le notaire se contentant de porter les mentions majeur ou mineur et, sauf pour les Européens, le lieu de naissance est ignoré (7). Par contre le caractère naturel ou légitime de la filiation figure dans la plupart des cas. Le recours au contrat est relativement fréquent dans les mariages entre "Sénégalais" si l'on se réfère aux tables de l'état-civil; ainsi, entre 1838 et 1850 on en dénombre vingt à Gorée pour trente mariages, soit les deux-tiers et trente-quatre à Saint-Louis pour cinquante, soit près de soixante-dix pour cent. Mais de ces pourcentages élevés il faut se garder de tirer des conclusions hâtives et en particulier de rapprochement avec les taux constatés en Europe car, d'une part, la coutume des "mariages à la mode" bien qu'en régression est encore assez répandue pour diminuer sensiblement la nuptialité par rapport à l'Europe, et d'autre part les observations portent en fait non sur la totalité mais sur la fraction la plus aisée de la population, c'est-à-dire sur

---

(6) Vérification pouvant être faite et précision apportée grâce à d'autres actes notariés ou aux listes de notables ou de traitants.

(7) En l'absence du lieu de naissance, il n'est pas possible de cerner le problème des migrations familiales entre les deux villes, un coin du voile a cependant été soulevé à propos du lieu d'origine des traitants, voir infra p. 426 et suivantes.

la plus sensible à la nécessité d'un contrat (8). Le régime juridique du mariage n'est pas sans importance. On remarquera qu'à Gorée le régime dotal jouit d'une grande faveur puisqu'il régit treize contrats contre sept instituant une communauté réduite aux acquêts. Cependant, cette dotalité est accompagnée dans neuf cas d'une société d'acquêts. A Saint-Louis on recense vingt communautés, neuf séparations de biens et cinq régimes dotaux assouplis par l'établissement d'une société d'acquêts. Comment expliquer ces comportements différents ? On ne peut avancer qu'une bien fragile hypothèse. La situation économique précaire de Gorée après le retour des Français n'a-t-elle pas contribué à enraciner le régime dotal réputé plus apte à protéger les biens de la future ? (9) La conjoncture, en effet, ne semble pas sans incidence sur le régime des contrats si l'on en juge par l'évolution qui se produit à Saint-Louis. Le régime de la

---

(8) A. Daumard dans son article de la Revue Historique note qu'à Paris pour la période 1671-1787 c'est 70 à 75% du nombre des mariages célébrés qui échappent au recensement notarial. A l'inverse à Genève en 1749 on enregistre 75% de contrats. PERRENOUD (A), Analyse des contrats de mariage génevois en 1749, Cahiers d'Histoire, n°1-2, 1967, pp.143-152. A titre de comparaison, les Européens ayant épousé soit des européennes soit des mulâtresses ont conclu quinze contrats pour seize mariages à Gorée, mais seulement quatorze pour quarante-trois à Saint-Louis. Cette disproportion paraît difficilement explicable. A part quelques contrats qui ont pu être passés devant un notaire en France avant la célébration du mariage dans la colonie, faut-il admettre que certaines minutes des contrats rédigés à Saint-Louis aient été égarées au moment de la confection des registres?

(9) A Paris, le choix du régime dotal, souligne A. Daumard,

communauté règne sans conteste jusqu'en 1845-1846, mais avec le développement de la crise, les futurs adoptent de plus en plus le régime dotal et celui de la séparation (10). Si les contrats fournissent toujours des indications sur l'apport de la future, ils sont beaucoup plus réservés sur celui de l'époux, ce qui n'est pas pour nous surprendre (11). Le notaire dans d'assez nombreux cas, se borne à signaler que les biens du futur consistent dans les revenus de son "industrie" ou dans des droits relatifs à des héritages non encore réglés ou qu'ils figurent dans les livres de sa maison de commerce ou dans un inventaire qui n'a pas été reproduit dans le contrat. Il sera donc impossible pour la totalité des mariages d'évaluer le niveau de fortune du couple. Lorsqu'ils sont détaillés dans les contrats, les biens peuvent être répartis en plusieurs catégories que nous retrouverons en analysant la structure de la fortune sénégalaise, mais ce qui se pose avant tout, c'est le problème de l'évaluation de ces différents apports. La précision des chiffres - en particulier pour les meubles, les bijoux et le linge - ne doit pas nous impressionner. Pour les immeubles, une con-

---

(9) suite
n'intéresse qu'une partie très limitée de la population: quelques conjoints appartenant à des milieux riches.

(10) De 1838 à 1846 inclus, la répartition des régimes est la suivante : communauté : 16, séparation : 3, régime dotal : 1. De 1847 à 1850, communauté : 4, séparation: 6, régime dotal : 4.

(11) L'apport du futur figure dans vingt-cinq contrats - en fait vingt-deux avec des indications chiffrées sur 34 à Saint-Louis et dans douze sur vingt à Gorée.

frontation toujours difficile mais sans doute instructive avec les prix réels pratiqués lors des ventes permettrait de déceler des anomalies. Surtout ces inventaires sont-ils bien sincères ? Ne dissimulent-ils pas dans un sens ou dans un autre la situation exacte des conjoints ? D'ailleurs, juridiquement la communauté née du mariage n'est pas tenue aux dettes et aux hypothèques antérieures, aussi quand on sait combien sont obérés les traitants en cette période de crise, on peut légitimement douter que le contrat soit un reflet fidèle de la réalité. Cependant, pour importantes qu'elles soient, ces réserves ne doivent pas nous conduire à un rejet brutal des contrats qui suggèrent un ordre de grandeur et permettent d'utiles comparaisons.

Il n'y a pas d'observation particulière à formuler à propos des actes de mutation si ce n'est qu'à la différence des contrats de mariage,ils intéressent les Africains autant que les mulâtres. L'état-civil devient alors plus douteux avec une orthographe fantaisiste des noms propres, une insuffisance, voire même une absence d'indications précises sur la profession et sur le statut matrimonial des femmes (12).

Un acte notarié qui doit retenir notre attention, c'est l'obligation hypothécaire dont la pratique semble se généraliser dans ces temps difficiles. Elle revêt plusieurs formes. Cela peut-être un crédit à court terme permettant au débiteur soit de mener à bien des affaires de traite -

---

(12) Jusqu'en 1848, elles sont dénommées "négresses libres" par opposition aux esclaves.

cas le plus fréquent - soit de favoriser l'achat ou la réparation d'un immeuble (13). Mais c'est aussi et surtout devenu un moyen de donner un caractère juridique incontestable à des comptes qui n'ont pas été soldés à la date prévue, le bailleur accordant alors à son débiteur des délais de deux ou trois ans et parfois plus, pour se libérer.

La conservation des hypothèques n'offre pour la période en cause, qu'un intérêt limité puisque les inscriptions n'ont été sauvées que pour Saint-Louis et à partir de 1845 seulement. Trop souvent les renseignements fournis sont des plus succincts : la profession des intéressés, la nature du bien hypothéqué et le montant de la dette sont passés sous silence. Néanmoins ces listes de personnes ayant dû hypothéquer leurs biens, confrontées avec d'autres sources permettront de définir avec plus de sûreté l'ampleur du phénomène des dettes. Justement, les archives des tribunaux livrent sur ce chapitre capital des informations d'un grand intérêt : jugements établissant le montant des dettes (factures impayées, billets à ordre non soldés), poursuites entraînant la saisie - arrêt des traitements et des commissions des traitants - mandataires, déclarations de faillites et ventes par adjudication des biens des débiteurs.

Au delà des archives notariales et judiciaires, il existe d'autres sources susceptibles d'apporter d'intéressants

---

(13) Les crédits des négociants aux traitants remboursés après la traite des gommes ou après le retour de Galam s'effectuaient par de simples conventions de gré à gré, mais la crise a poussé les bailleurs à utiliser la formule de l'obligation hypothécaire qui leur offrait des garanties.

éléments sur les fortunes et les revenus. Ainsi, les enquêtes ordonnées en vue d'une prochaine abolition de l'esclavage établissent un recensement des propriétaires et de leurs captifs et tentent d'évaluer le profit que les premiers tiraient des seconds. Plus riches encore sont les dossiers consacrés à la traite des gommes car ils permettent de suivre sous l'empire de l'ordonnance de 1842 les fluctuations des quantités échangées aux escales et des résultats obtenus par les traitants, mais aussi du montant des dettes. Enfin, il est encore possible de glaner à travers l'ensemble de la documentation, soit des éléments chiffrés (prix des marchandises et des produits, loyers et salaires par exemple) soit de nombreux jugements des contemporains sur la situation économique et sociale qui contribuent pour une part non négligeable à éclairer un problème difficile.

b) Structure des fortunes et des revenus

D'après les témoignages de l'époque, ceux de Bouët-Willaumez, de l'abbé Boilat et de Durand-Valantin, en particulier, les biens possédés par les Sénégalais se répartissent essentiellement entre quatre catégories : la propriété immobilière, les captifs, les navires, l'or et les bijoux. L'analyse des contrats de mariage ne contredit pas formellement cette description en précisant l'importance respective de ces différentes catégories, mais elle fait ressortir avec netteté la place considérable des créances détenues par les futurs (14). Les maisons et les terrains représentent envi-

---

(14) Le total des biens possédés par les futurs, hommes et femmes, tant à Saint-Louis qu'à Gorée s'élève à 1.685.735 F., les terrains et les maisons s'inscrivent pour 537.646 F., les captifs pour 288.895 F., l'or et les bijoux pour 174.030 F., les navires pour 43.800 F. et enfin les créances auxquelles s'ajoutent les espèces et les actions de la Compagnie de Galam pour 264.370 F.

ron 31,89%, les captifs 17,14%, l'or et les bijoux 10,32%, les navires 2,50% tandis que les créances s'élèvent à 15,68% du total des biens inventoriés. La lecture des inventaires suggère deux remarques importantes : d'une part, il apparaît étonnant que les contrats de Gorée à l'inverse de ceux de Saint-Louis (15) ne mentionnent jamais la possession de navires alors qu'on connaît le rôle du cabotage pour l'économie de ce port et, d'autre part, la valeur des captifs ne figure plus à partir de 1848 puisque les propriétaires demeurent assez longtemps dans l'ignorance du montant de l'indemnité qui leur sera accordée. Ajoutons, enfin, que le dépouillement ayant porté sur la période 1838-1850, c'est une image altérée par la crise que nous découvrons, certains Sénégalais ayant dû même se dépouiller d'une partie de leurs biens pour apaiser leurs créanciers. Cependant, ces réserves ajoutées à celles qui ont déjà été formulées à l'encontre des contrats de mariage, ne doivent pas nous faire oublier qu'ils constituent la seule source cohérente dont nous disposons et qu'ils établissent une hiérarchie tout à fait vraisemblable et confirmée par ailleurs de la composition des fortunes.

"La propriété immobilière appartient exclusivement aux indigènes" écrit Durand-Valantin dans son mémoire de 1849. Cette affirmation doit être prise au pied de la lettre avant la crise et nuancée par la suite, et c'est un fait indiscutable qu'à cette époque marchands et négociants européens et dans une certaine mesure l'administration, préfèrent louer aux Sénégalais les bâtiments dont ils ont besoin

---

(15) A Saint-Louis, la valeur totale des navires s'élevait à 42.500 F.

pour leur logement, leur commerce et leurs bureaux. La propriété immobilière est assez largement répandue parmi les Sénégalais puisque dans les actes de mutations apparaissent non seulement des traitants mais aussi des employés du commerce et de l'administration, des artisans, des capitaines de rivière ou des patrons au cabotage, des laptots, des maîtres de langues, des petits commerçants et même un griot. En poussant plus avant l'analyse, on s'aperçoit, abstraction faite des traitants noirs (16), que les Africains à l'inverse des mulâtres interviennent dans les actes essentiellement pour des terrains et très exceptionnellement pour des maisons de type européen (17). Par exemple, de 1844 à 1850, à Gorée, toutes les transactions faites par les Africains ont porté sur des terrains et à Saint-Louis, on dénombre cent quarante-huit acheteurs ou vendeurs de terrains contre neuf seulement pour des maisons. A signaler aussi l'importance prise dans les transactions immobilières par les femmes africaines que les actes présentent, à part quelques commerçantes au détail, comme "négresses libres" jusqu'en 1848, puis ensuite comme propriétaires ou sans profession (18).

---

(16) Pour mieux apprécier la diffusion de la propriété immobilière parmi les Africains, nous avons exclu les traitants noirs qui ont, nous le verrons plus loin, un niveau de fortune souvent comparable à celui des traitants mulâtres.

(17) Les actes de vente mentionnent assez souvent sur ces terrains l'existence de cases en maçonnerie. Par contre, ils passent sous silence la fréquente présence de cases en paille, d'une part à cause de leur faible valeur et d'autre part, du désir des autorités de les voir disparaître. Dans ces conditions il est difficile d'établir la valeur d'un terrain nu.

(18) A Saint-Louis, six dont une commerçante pour les maisons et quatre-vingt dont trois commerçantes pour les terrains.

On peut se faire une idée de la valeur des maisons. Leur importance, leur organisation, leur âge, leur entretien et leur situation dans l'agglomération constituent autant d'éléments d'appréciation, mais les comparaisons s'avèrent en général, peu aisées, faute d'une description suffisamment précise des lieux. A Saint-Louis, la valeur de la moitié des transactions atteint au moins dix mille francs (19). Le maximum enregistré pour un bien appartenant à un Sénégalais est de trente mille francs. Il comprend sur un terrain de huit cent m2, situé dans la partie nord de l'île, un corps de logis relié par des galeries et des terrasses à deux pavillons et deux "cases à nègres" dans la cour. Des magasins et une boutique occupent le rez-de-chaussée et trois pièces à l'étage du bâtiment principal. Une maison construite en 1843 et vendue quatre ans plus tard vingt-quatre mille francs comporte sur un terrain d'une superficie deux fois moindre, mais situé au centre de la ville, un grand magasin, une boutique avec étagères et comptoirs, deux petits magasins et dans la cour un autre en construction et une "case à nègres", plusieurs pièces à l'étage, galerie et terrasse (20).

---

(19) Vingt-trois sur quarante-six exactement; on en dénombre neuf de dix à vingt mille F. exclus, onze de vingt à trente mille F. exclus, deux de trente mille F. Le maximum, cinquante mille F. a été atteint par une des rares transactions entre Européens. Il est dommage de ne pas avoir trouvé des archives fiscales car, à partir de l'impôt sur les immeubles, on aurait pu tenter d'apprécier la valeur du capital immobilier.

(20) A N S O M - D P P C Notariat Saint-Louis; actes n°98 du 15 juillet 1845 et n°201 du 15 octobre 1847.

Comparer la valeur des maisons des deux villes du Sénégal offre quelques difficultés car le nombre des transactions à Gorée est beaucoup plus réduit; néanmoins à l'étude, il apparaît que le niveau des prix est plus élevé à Saint-Louis. En ce qui concerne le prix des terrains, on ne peut guère avancer de chiffres précis à partir de l'analyse des actes de vente car la superficie n'est pas toujours indiquée et de plus, très souvent, des cases en paille ou en maçonnerie ont été édifiées dessus. Cependant, le gouverneur Protet note en 1851 que "la terre même nue se cote ici à un prix très élevé" puisque "le mètre carré se vend communément cinq francs" (21).

Si nous ne pouvons évaluer ce que représente l'ensemble du capital immobilier appartenant aux Sénégalais, il est possible d'avancer quelques chiffres en ce qui concerne les captifs. La société sénégalaise repose, nous l'avons vu, sur le travail des esclaves exerçant les métiers les plus divers. L'enquête de 1844 menée sur l'ordre de la métropole qui prépare alors l'émancipation, fixe à partir du recensement de 1838 le nombre des captifs à 6.173 pour Saint-Louis et à 3.873 pour Gorée. Elle établit, d'autre part, la valeur moyenne d'un esclave à cinq cents francs pour Saint-Louis, ce qui donne un total de trois millions de francs (22). Présenté dans l'espoir d'obtenir une substan-

---

(21) A N S O M Sénégal XIV 12, Protet à ministre, n°446, 27 sept. 1851.

(22) A N S O M Sénégal XIV 13 : état nominatif des possesseurs d'esclaves et destiné à établir dans quelle proportion entrerait pour l'extinction de la dette, l'indemnité qui serait accordée aux propriétaires débiteurs. Aucun chiffre n'est avancé pour Gorée mais tous les témoignages sont formels pour dire que l'esclave y représente une valeur moindre. En prenant comme hypothèse

tielle indemnité, ce chiffre parut trop élevé au ministre de la marine, qui pour disposer de bases sûres fit établir à partir des actes notariés et des jugements du tribunal un relevé de tous les prix de vente d'esclaves. Le dépouillement qui porta sur la période 1835-1845 donna une valeur de quatre cents quinze francs pour Saint-Louis et de trois cent quarante deux francs pour Gorée. Calculée cette fois d'après le recensement de 1845, la valeur de la main d'oeuvre servile se situerait autour de trois millions neuf cent mille francs (23). Détenant environ 96% du nombre des captifs, la part des Sénégalais dans ce capital s'élevait donc à plus de trois millions sept cent mille francs (24).

---

(22) suite
le chiffre de quatre cents francs, on atteint donc pour Gorée un capital d'un million et demi environ. Pour les deux villes, la valeur des esclaves s'élèverait alors à quatre millions et demi.

(23) A N S O M Sénégal XIV 14, note au ministre, 4 octobre 1847. Elle dénombre 6.341 esclaves à Saint-Louis pour une valeur de 2.631.515 F. et 3.772 à Gorée pour 1.290.024 F., soit au total 3.921.539 F. Si on se reporte aux contrats de mariage, on constate, d'une part, ce qui ne surprend pas, un large éventail de prix allant de quatre-vingts - cent francs à mille francs pour Gorée et à deux mille à Saint-Louis et d'autre part une valeur moyenne se situant autour de quatre cent cinquante -cinq cents francs. Il faut cependant remarquer qu'en général les esclaves inventoriés dans les contrats possèdent une formation professionnelle et de ce fait ne sont pas véritablement représentatifs de l'ensemble de la masse servile.

(24) A N S O M Sénégal XIV 13. Les rapports de la Commission d'enquête de 1844 permettent d'évaluer la part respecti-

Les navires constituent un troisième élément de la fortune des Saint-Louisiens et des Goréens. Les embarcations affectées à la traite des basses escales et à celle de Galam sont en général d'un port de dix à vingt tonneaux et sont montées par un équipage d'une dizaine d'hommes. Vers 1842, cent cinquante à cent soixante étaient affrétées à ce trafic. On peut en estimer la valeur autour de quatre à cinq mille francs pour des navires récents et en bon état (25). La traite du mil dans les marigots emploie des péniches de quelques tonneaux (de 4 à 9 environ) valant en moyenne 1.500 F. (26). Malheureusement, il n'est pas possible d'apprécier l'importance de cette flotille. A Gorée, cotres et

---

(24) suite
ve des Européens et des Sénégalais dans la propriété des esclaves. A Saint-Louis les premiers possèdent 237 esclaves sur un total de 6.173.

(25) A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis, acte du 31 mars 1841 : vente d'un bateau de 19 tonneaux pour quinze mille francs - acte du 13 août 1841 : vente d'une embarcation neuve de 13 tonneaux pour quatre mille francs. En octobre 1839 un côtre de 22 tonneaux construit l'année précédente a été cédé pour quatre mille francs. On signale quelques navires d'un tonnage plus élevé pour le voyage à Galam, mais nous n'avons trouvé aucune précision quant à leur valeur.

(26) A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis : péniche de 4 tonneaux : 1.250 F. (vente du 13 juillet 1841), deux péniches de 6 et 9 tonneaux valant 4.000 F. (acte du 10 oct. 1839), péniche de 7 tonneaux pour 1.500 F. (acte du 26 oct. 1839).

goëlettes qui assurent le cabotage jusqu'en Sierra Leone sont d'un tonnage plus élevé mais là aussi aucune source ne nous en donne le nombre (27). La propriété des navires nécessaires à la traite sur le Sénégal et au cabotage le long des côtes au sud de Gorée était, avant la crise, entièrement détenue par les Sénégalais, mais il faut se résigner à ne pouvoir en déterminer la valeur totale (28).

Aux immeubles, aux captifs et aux navires, il faut ajouter un élément de richesse trop peu souvent évoqué : la possession de gros d'or, de pièces d'or et de bijoux. Elle est révélatrice d'une mentalité marquée par le goût de la thésaurisation et de l'ostentation. Boilat écrit, évoquant les années heureuses du commerce de la gomme :

> "la traite était comme une source intarissable où tous les habitants puisaient sans beaucoup de peine des fortunes colossales; aussi les familles étaient-elles à l'aise : l'or brillait au cou, aux oreilles et aux bras des femmes, de leurs filles, de leurs nombreuses servantes, la joie et le bonheur régnaient partout" (29).

---

(27) Le tonnage peut atteindre pour certains 70 tonneaux. Il arrive que des armateurs de la métropole vendent aux négociants de Gorée leurs navires pour qu'ils finissent leur carrière comme caboteurs sur la côte, acte de vente du 18 août 1843 d'un brick de 73 tonneaux pour 13.015 F.

(28) Nous l'avons vu, la seule évaluation possible concerne les navires utilisés pour la traite de Galam et celle de la gomme aux basses escales. Les cent soixante embarcations d'une valeur moyenne de 3.500 F. représentent un capital de 500.000 F.

(29) BOILAT, op.cit., p.210.

Les contrats de mariage nous éclairent à ce sujet car la quasi totalité des futures possèdent ou reçoivent en donation de leurs parents de l'or non travaillé, des pièces françaises et anglaises le plus souvent, espagnoles parfois, qui contribuent à l'ornement de la coiffure et des bras ainsi que des bijoux du pays. Cela représente en général le quart ou le cinquième de la dot, mais parfois atteint près de la moitié et cas limite : 85% (30).

A ces quatre piliers de la fortune sénégalaise, il faut ajouter divers éléments d'importance inégale : meubles, argenterie et linge, fonds de commerce des commerçants et des artisans pour lesquels on regrette ne pas disposer d'indications précises sur leur valeur, stocks de marchandises indispensables aux traitants à leur compte et créances dont on ne sait si elles constituent toujours des valeurs sûres (31). Enfin, il ne faut pas négliger les actions de la Com-

---

(30) Exceptionnels sont les contrats de mariage qui ne mentionnent aucun apport de cette nature. En général, le notaire indique la quantité de gros d'or, le nombre de pièces et leur valeur, décrit les bijoux : boucles d'oreilles, colliers, bracelets et les estime. C'est à partir de ces éléments que les calculs ont été faits, mais il arrive que l'on trouve une évaluation globale pour les pagnes, le linge, les meubles et les bijoux. L'absence totale d'information concernant l'or et les bijoux n'implique pas forcément que la future n'en possède point.

(31) Les contrats de mariage font, en général, l'inventaire des meubles, du linge et de l'argenterie; pour les femmes, la description de la garde-robe est particulièrement détaillée. A noter également quelques exemples de déclarations 1° pour les marchandises : 20.000 F.

pagnie de Galam qui représentent à partir de 1842 un capital nominal de six cent mille francs même si nous ignorons la répartition des titres entre Sénégalais et Européens. A noter, cependant, le souci constant affiché par l'administration coloniale de faire partager les fruits du monopole du commerce de Galam entre le plus grand nombre de Sénégalais, c'est pourquoi elle a exigé que le nominal des actions soit ramené de cinq cents à deux cents puis à cent francs en 1847 et que le nombre des titres soit limité à dix par personne. La réalité se révèle bien différente car si à chaque reconstitution de la société la diffusion des titres paraît très large, au contraire, les rapports notent à chaque dissolution une extrême concentration. Dans l'intervalle, les souscripteurs disposant de faibles moyens ont préféré vendre à un cours avantageux ou ont aliéné leurs titres pour régler achats et dettes, à moins qu'ils n'aient été que des prête-noms agissant pour le compte de personnes disposant de capitaux plus importants (32).

---

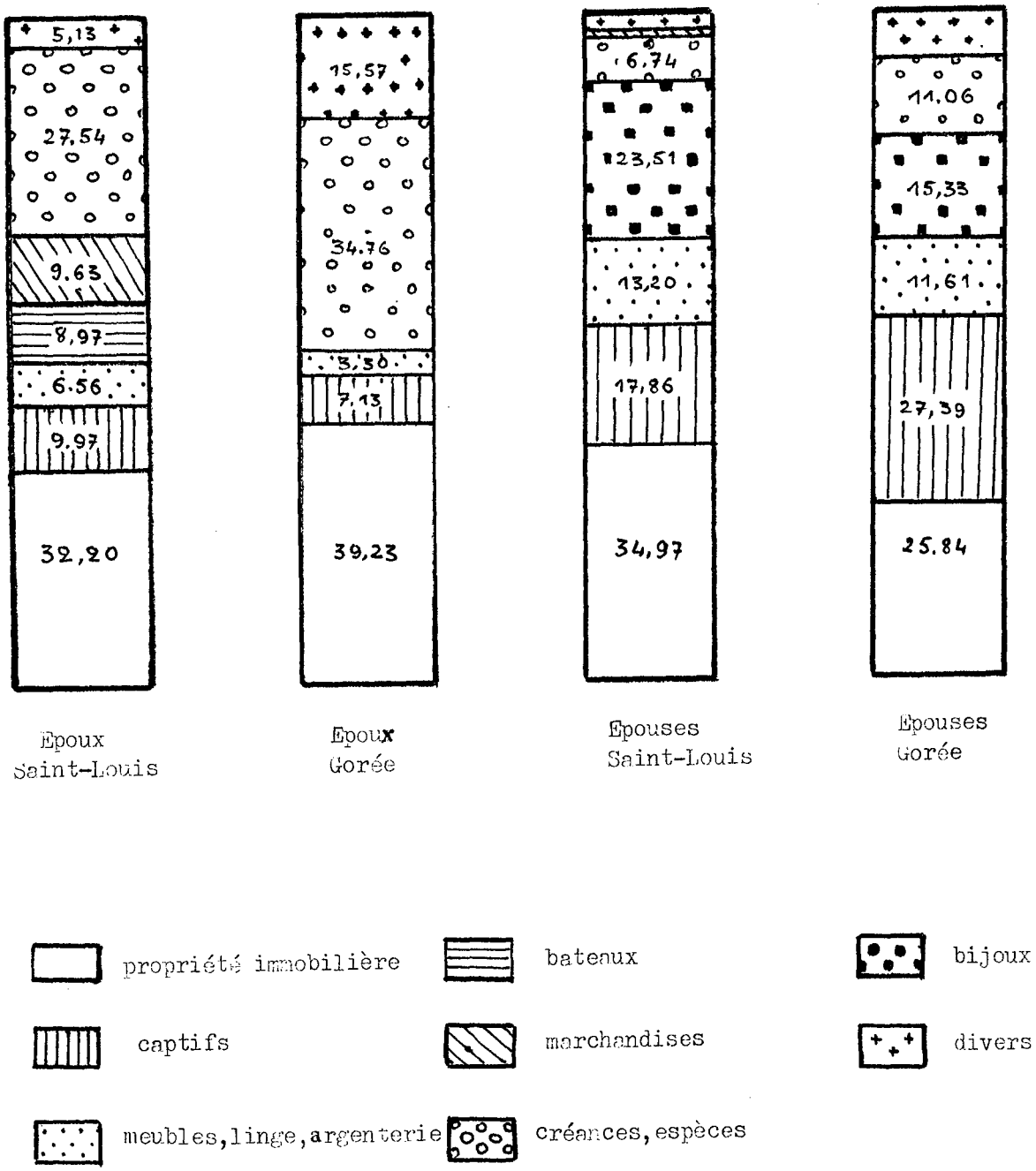
(31) suite
(1838), 8.400 F. (1842), 16.462 F. (1848) - 2° pour les créances : 15.000 F. (1842), 29.499 F. (1848) et 34.693 F. A N S O M - D P P C Notariats de Saint-Louis et de Gorée.

(32) Sur la Compagnie de Galam, voir l'ouvrage d'Eugène SAULNIER : Une compagnie à privilège au XIXe siècle, Paris, Larose, 1921, X-199 p. Après avoir porté en février 1848 son capital à sept cent mille francs, la compagnie devait être emportée par la Révolution. En juin 1847, lorsque se reconstitue la compagnie, la liste des souscripteurs fait état de cinq cent soixante noms dont une cinquantaine d'Européens, mais nul doute qu'elle ne représente pas la réalité. Nous savons par ailleurs, qu'une signare possédait en 1842 cent soixante neuf actions de la Compagnie (à propos d'un jugement de

GRAPHIQUE 12

COMPOSITION DES FORTUNES AU MILIEU DU XIX^{e} SIECLE

d'après les contrats de mariage



Cet inventaire met en évidence la place très importante qu'occupent les biens meubles dans la fortune des Sénégalais aisés (un peu moins de 70%). Ce fait ne surprendra pas car on retrouve dans la colonie un schéma assez comparable à ceux que les études de J. Ibarrola et d'A. Daumard ont révélé pour la France.

Faute d'informations précises, on ne peut donner qu'une idée approximative de la structure des revenus. Le premier élément, on s'en doute, consiste en la location d'immeubles, les traitants ayant au temps des traites heureuses investi leurs bénéfices dans la construction. L'administration, les fonctionnaires, les négociants, les marchands et les artisans européens constituaient une clientèle intéressante. Il n'a pas été possible de chiffrer le taux de rendement procuré aux propriétaires car si le notariat contient quelques baux, on ignore la valeur des maisons données en location. Cependant, tous les témoignages concordent pour dénoncer la cherté des loyers et le Dr Cariou dans son étude sur Gorée avance le taux de 12% (33).

---

(32) suite
la Cour d'appel du Sénégal de décembre 1842). Nous ne disposons que d'indications très fragmentaires sur le cours de l'action. Cependant dans un contrat de mariage de décembre 1842, elle est cotée deux cent soixante quinze francs (nominal deux cents francs).

(33) Pour la période considérée, les baux de location concernant essentiellement Gorée, leur montant s'échelonne entre 1.800 et 3.500 F. par an. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une maison située à l'angle des rues du Castel et de Boufflers, comprenant trois magasins au rez-de-chaussée, logement de quatre pièces à l'étage, deux magasins au fond de la cour et deux cases à nègres (acte n°138 du 1er décembre 1846). Le Dr CARIOU, op.cit.,

Aux dires de la Commission des affaires coloniales, au Sénégal plus encore qu'aux Antilles et à Bourbon, les captifs par leur industrie et leur activité constituent "une ressource inestimable pour des familles entières" et plus particulièrement pour les signares (34). En effet, certains propriétaires, nous l'avons vu, ne se contentent pas de les utiliser pour leurs propres affaires, mais aussi s'organisent pour louer les services de captifs ayant une formation professionnelle ou des aptitudes commerciales. Dans ce cas, il est d'usage que le propriétaire laisse à l'esclave la moitié de son salaire. Certains administrateurs ont cherché à préciser le revenu moyen procuré par un captif. Par exemple, l'ordonnateur Guillet, dans son enquête de janvier 1836, estime que le travail d'un esclave rapporte cent francs dans une colonie à culture et trente sept francs vingt centimes au Sénégal, sans dévoiler d'ailleurs les bases de son calcul. Il se contente d'expliquer cette différence par l'inactivité du plus grand nombre dans les comptoirs de l'Ouest africain. Mais, au-delà de cette moyenne, il faut discerner la variété des situations réelles et Guillet re-

---

(33) suite
p.248, fonde son taux de 12% sur une indemnisation accordée aux héritiers de Saint-Jean, établie sur le taux du loyer. En France, d'après A. Daumard, le taux du revenu par rapport à la valeur vénale se maintenait à la même époque autour de 5,5 - 7%.

(34) A N S O M Sénégal XIV 13, Procès-verbal de la séance du 31 mai 1842 de la Commission des affaires coloniales.

connaît lui-même que

> "certains captifs peuvent par leur activité commerciale et les habitudes qu'ils ont dans le haut pays rapporter plus à leur patron que le plus habile associé, mais ce ne sont là que des exceptions fort rares".

L'enquête de 1844 confirme d'après les témoignages recueillis auprès des propriétaires le revenu élevé qu'assurent certains captifs (35).

Les embarcations du fleuve ou de la côte au sud de Gorée n'étaient pas en général source de revenus car elles constituaient avant tout des instruments de travail pour les traitants qui les possédaient., Cependant certains d'entre eux, surtout à Gorée, quelques capitaines de rivière et

---

(35) ANSOM Sénégal XIV 13. Par exemple, un captif est loué pour la traite à un Européen 150 F. par mois, plus une commission de 20 F. par millier de livres de gomme. La traite durant sept mois et s'il a acheté quarante mille livres, il procure à son maître un revenu annuel de 925 F. D'autres captifs procurent à leurs maîtres trente, trente-cinq ou cinquante francs par mois suivant leur métier. Dans ces conditions, on comprend l'exigence des maîtres lors de l'affranchissement "des nègres à talents". Dans la même enquête, le traitant Demba Taliba déclare qu'il s'est racheté pour cinq mille francs, deux de ses frères pour quinze cents francs. Sans doute il ne faut pas se départir d'une certaine prudence à l'égard des affirmations des maîtres car, dans la perspective d'une prochaine émancipation, ils avaient intérêt à gonfler leurs revenus et surtout à accréditer l'idée que les esclaves ayant un métier étaient les plus nombreux.

patrons au cabotage qui, à force d'économies étaient devenus propriétaires pouvaient affréter leurs navires. Sans doute parce que le phénomène était rare, nous ne disposons d'aucun repère précis pour apprécier le bénéfice qu'ils pouvaient en retirer (36).
Le prêt hypothécaire ne paraît pas à cette époque un moyen utilisé pour faire fructifier des liquidités d'ailleurs fort réduites car la plupart des opérations de ce genre n'ont pour but que de conférer toute garantie nécessaire à une dette antérieure. Cependant, une signare semble s'être lancée dans le prêt à intérêt pour tirer parti de quelques disponibilités (37).

Le revenu provenant de l'activité commerciale est d'un type différent. En effet, il n'est pas le simple produit d'un capital comme la location d'une maison, d'un navire ou d'un captif puisqu'il exige le travail du détenteur pour le valoriser. Il existe une grande diversité de situations chez les traitants à leur compte comme chez les commerçants et s'il est possible en cette période de réglementation d'avoir quelque lumière sur les premiers, il n'en

---

(36) Les seules indications trouvées concernent la location par deux traitants de leur chaloupe pour la traite de Galam d'octobre à janvier au prix de 1.250 F. pour l'un et de 1.100 F. pour l'autre. A N S O M - D P P C Cour d'appel Saint-Louis, n°101, 20 août 1847 et n°102, 24 sept. 1847.

(37) En effet, à côté de prêts hypothécaires officialisant un compte non soldé à la date fixée, on remarque que Marie Labouré prête quelques sommes relativement importantes (huit et dix mille F.) à 12% d'intérêt (Notariat de Saint-Louis).

est pas de même pour les seconds (38).

Enfin, salaires et traitements constituent la dernière catégorie des revenus des Sénégalais. L'éventail des professions a déjà été déployé; rappelons seulement qu'aux traitants mandataires, commis-traitants et commis-négociants s'ajoutent les employés de l'administration et quelques militaires. Mais il ne faudrait pas oublier les ouvriers, les marins et les manoeuvres qui, pour la plupart esclaves, ne sont entrés dans le champ du salariat qu'au moment de l'émancipation.

L'analyse des différents éléments constitutifs des fortunes et des revenus devrait naturellement déboucher sur une étude de cas concrets pris dans toutes les catégories sociales, mais les sources disponibles en restreignent le champ aux milieux les plus aisés.

c) Niveaux de fortune

Cette étude peut s'effectuer selon la démarche suivante : partir de l'analyse des contrats de mariage pour tenter une première approche des niveaux de fortune des futurs et dans la mesure du possible des couples de la so-

---

(38) Pour les traitants, nous le verrons un peu plus loin à l'occasion de quelques études individuelles : pour les plus importants des seconds, le notariat fait état de ventes de fonds de commerce mais nous n'avons aucune indication sur le chiffre d'affaires et les bénéfices. D'ailleurs beaucoup de ces petits commerçants sénégalais ne tenaient qu'une comptabilité sommaire ou même pas de comptabilité du tout. Les femmes étaient largement représentées dans le commerce de détail.

ciété mulâtre, et examiner par la comparaison entre les deux villes les rapports entre activité commerciale et richesse, puis, en rassemblant des renseignements puisés à des sources dispersées, affiner ces premiers résultats et élargir l'enquête aux Africains.

A Saint-Louis, où la moyenne des apports des hommes se situe aux environs de vingt et un mille francs, l'éventail s'ouvre démesurément de un à cent et le poids des "riches" de la société se révèle écrasant puisque les quatre personnes qui déclarent quarante mille francs et plus détiennent 43,12% du patrimoine de l'ensemble des futurs. Les inventaires des femmes ne grimpent pas à ces sommets et ne descendent pas si bas, l'éventail est près de quatre fois et demie moins déployé, la moyenne frôle dix neuf mille francs et la répartition des avoirs paraît mieux équilibrée car les trois plus fortunées ne réunissent que le cinquième du total (39). En comparant la structure des fortunes des

---

(39)

SAINT-LOUIS	EPOUX (22)	EPOUSES (34)
Total des apports	474.289	645.719
Moyenne	21.558	18.991
Maximum	65.206	49.405
Minimum	650	2.193
% des apports de 40.000 et plus	43,12	20,75

deux groupes, on est conduit à formuler plusieurs remarques. Tout d'abord, la part de la propriété immobilière y est sensiblement équivalente alors que les valeurs représentées par les captifs d'une part, les meubles, le linge et l'argenterie d'autre part sont près de deux fois plus importantes chez les femmes et que les bijoux et les espèces de celles-ci équilibrent presque le montant des créances détenues par les hommes qui, par ailleurs, sont seuls à posséder des navires (40).

Des apports plus faibles dans l'ensemble et pour les femmes une place éminente composent à Gorée un paysage quelque peu original. Les épouses, en effet, surclassent leurs maris tant en moyenne que dans l'absolu : n'est-ce pas une signare de cet îlot rocheux qui détient le record pour l'ensemble du Sénégal, dépassant de peu, il est vrai, le Saint-Louisien le plus riche ? A l'inverse de ce que l'on constate à Saint-Louis, c'est pour les hommes que la "fourchette" à l'intérieur de laquelle s'inscrivent leurs biens est la plus refermée; par contre, on retrouve à Gorée

---

(40)

en pourcentage	EPOUX	EPOUSES
Propriété immobilière	32,20	34,97
Captifs	9,97	17,86
Meubles, linge, argenterie	6,56	13,20
Bijoux et pièces d'or		23,51
Créances et espèces	27,54	6,74
Navires	8,97	
Marchandises	9,63	
Fonds de commerce	5,13	

le rôle capital des mieux pourvus (41). Dans la composition des fortunes, il faut souligner la situation particulière des femmes caractérisée par une faiblesse relative de la propriété immobilière, le rôle plus modéré des bijoux et surtout la très grande importance de la possession de captifs puisqu'elle représente plus du quart du total (42).

Le niveau et la composition des fortunes traduisent quelques réalités de l'économie goréenne : manque de vigueur des activités commerciales, absence d'intérêt pour la Compagnie de Galam qui, a pourtant, depuis 1838, étendu son aire

---

(41)

GOREE	EPOUX (10)	EPOUSES (28)
Total des apports	136.934	428.793
Moyenne	13.693	15.314
Maximum	49.499	66.510
Minimum	3.000	1.070
% des apports de 40.000 F. et plus	36,14	26,08

(42)

en pourcentage	EPOUX	EPOUSES
Propriété immobilière	39,23	25,84
Captifs	7,13	27,39
Meubles,linge,argenterie	3,30	11,61
Bijoux et pièces d'or		15,33
Créances et espèces	34,76	11,06
Divers	15,57	

N.B.Le calcul n'a pu être effectué pour les hommes que d'après sept contrats, les trois autres ne comportant aucune ventilation des avoirs entre les différentes catégories.

d'action à la Casamance (43), poids plus écrasant du passé souligné par le profond attachement des femmes à la propriété d'esclaves, moindre luxe dans les bijoux, les meubles et le vêtement qui s'explique par des difficultés financières (44) et enfin, part excessive des créances - souvent fictives, on peut le présumer - qui témoigne de la gêne des affaires.

Si l'on envisage maintenant la fortune des couples, il convient avant de se hasarder à des conclusions, de ne pas oublier la situation originale du Sénégal. En France, les contrats de mariage reflètent une situation de la jeunesse ou des débuts de la maturité, c'est-à-dire un point de départ. Il en va différemment au Sénégal pour un nombre de mariages malheureusement assez difficile à préciser. En effet, une évolution de la mentalité que signalent les contemporains conduit alors à condamner la pratique des "mariages à la mode" et par conséquent à des régularisations. Dans ce cas, les avoirs déclarés au contrat représentent plutôt un point d'arrivée : une fortune amassée au cours d'une vie plus ou moins longue. Justement le couple le plus riche nous en donne une excellente illustration puisqu'il vient d'officialiser une union contractée depuis près de

---

(43) Les actions de la Compagnie de Galam ne figurent que dans les avoirs des futurs de Saint-Louis.

(44) Le rapport du président de "la commission d'enquête relative à l'émancipation des nègres" en date du 20 avril 1844 souligne que les signares qui doivent acquitter des dettes préfèrent vendre des bijoux, des meubles, voire même des immeubles, plutôt que de se séparer de leurs esclaves. A N S O M Sénégal XIV 13.

trente ans (45). Après ce qui a été constaté sur les niveaux de fortune dans les deux villes, on ne s'étonnera pas que là aussi, Saint-Louis surclasse très nettement Gorée. En effet, la capitale du Sénégal détient le maximum (88.350 F. contre 59.704 F.), la plus forte proportion de couples réunissant au moins quarante mille francs et une moyenne de près du double (46).

Si imparfaite qu'elle soit, cette première approche permet tout de même de cerner le problème de la fortune chez les mulâtres du Sénégal. En rester là serait cependant insuffisant car il n'est possible de prendre la véritable me-

---

(45) Ces régularisations sont difficiles à repérer car un indice, l'âge des futurs, ne figure jamais dans les contrats. Il reste à retrouver dans les actes notariés un autre indice, celui des reconnaissances d'enfants. Lors de son mariage en 1838, le couple en question a reconnu ses six enfants dont l'aîné a vu le jour en 1812.

(46) Il serait dangereux de solliciter ces chiffres puisqu'ils ne portent que sur un petit nombre de couples du fait de l'absence relativement fréquente de renseignements sur les deux partenaires. Ainsi, le classement se trouve faussé par le fait que le futur le plus riche de Saint-Louis a épousé une personne dont on ignore tout de l'avoir. D'autre part, la future la mieux pourvue de Gorée a épousé un Européen et par conséquent ce couple n'entre pas dans le cadre de cette étude uniquement réservée aux "gens du pays". A Saint-Louis, sur vingt couples, neuf possèdent au moins quarante mille francs contre un seul sur dix à Gorée. La moyenne s'établit respectivement à 42.003 F,45 et à 22.472 F.

sure des niveaux de fortune que par comparaison. Aussi, est-il indispensable de s'évader de ce microcosme pour chercher dans la société européenne du Sénégal, dans celle de la métropole ensuite d'utiles points de repère. Mais la prudence s'impose dans les conclusions car, d'une part, les Européens sont peu nombreux au Sénégal et plus rares encore ceux qui s'y marient et, d'autre part, les conditions de vie (niveau des prix, structure des dépenses, par exemple) diffèrent considérablement entre villes françaises et villes sénégalaises. Entre 1838 et 1850 vingt quatre conjoints européens ont consigné le montant de leurs avoirs dans un contrat de mariage contre quatre-vingt quatorze mulâtres. On ne sera pas surpris d'apprendre qu'en moyenne la situation de fortune des premiers est supérieure à celle des seconds, mais le fait important est que la distance entre les deux communautés apparaisse en définitive assez peu considérable (47). L'examen des contrats met en relief quelques caractéristiques propres au groupe européen. Tout d'abord, on constate, à la différence de ce qui a été observé chez les "gens du pays", une grande disparité entre les hommes et les femmes,

---

(47) Moyenne des apports des Européens : 26.197 F,75, des mulâtres : 17.933 F,15. La première est donc supérieure à la seconde d'environ 50%. Il faut cependant souligner les limites de cette comparaison : d'abord il est probable que les Européens les plus riches se sont mariés ou se marieront en France; ensuite, il ne faut pas oublier que les apports des hommes sont en général plus élevés que ceux des femmes et que les deux communautés présentent une répartition inverse des sexes : chez les Européens, quatorze hommes et dix femmes ont déclaré leur avoir contre trente deux hommes et soixante deux femmes chez les "gens du pays".

la fortune moyenne des premiers étant quatre fois plus élevée que celle des secondes (48). Ensuite, l'éventail des situations s'ouvre très largement chez les hommes depuis celle du commis fraîchement débarqué avec à peine deux mille francs et celle du riche négociant qui déclare en posséder cent vingt cinq mille. Le commis se situe alors aux plus bas échelons des mulâtres tandis que le négociant réunit une fortune double de celle du plus riche mulâtre (49). Enfin, la composition des fortunes dans la mesure où elle est précisée est tout à fait révélatrice du caractère transitoire de la colonie européenne, on note, en effet l'absence quasi générale d'immeubles et de captifs dans les inventaires, l'essentiel étant constitué par l'avoir réalisé dans une entreprise commerciale (50).

Mais ce n'est pas ce milieu européen très restreint qui peut fournir une échelle de valeur indiscutable lorsqu'on veut apprécier le niveau réel des fortunes mulâtres. Aussi, est-il nécessaire d'élargir le débat à la métropole. Bien qu'il s'agisse d'une ville sans commune mesure avec les petits comptoirs sénégalais, la thèse d'Adeline Daumard con-

---

(48) Moyenne de la fortune des époux : 38.066 F.
des épouses : 9.588 F,2.

(49) Le plus faible avoir européen est celui d'une femme (786 F.), le commis apporte pour son compte 1.840 F.

(50) Un seul Européen possède des captifs et un autre une maison à Saint-Louis. Par contre, les inventaires font parfois état d'immeubles sis en France.

sacrée à Paris offre d'utiles points de repère (51). Cherchant à définir la bourgeoisie par des critères de fortune, sans d'ailleurs se dissimuler le caractère arbitraire de l'entreprise, elle la circonscrit entre deux mille et cent mille francs, mais pense que la limite supérieure se situerait mieux à cinq cent mille francs, palier qui indique l'accès à une situation véritablement privilégiée. D'autre part, la somme de vingt mille francs lui apparaît comme une frontière où se termine la petite bourgeoisie. Confrontée à ce schéma la situation du Sénégal inspire plusieurs remarques. En premier lieu le niveau moyen des fortunes se situe légèrement en dessous de cette barrière et ensuite, on constate que celle-ci est franchie par un nombre appréciable de Goréens et surtout de Saint-Louisiens; certains d'entre eux possédant quarante mille francs et plus ne feraient donc pas mauvaise figure au sein de la bourgeoisie parisienne. Par contre, le seuil de deux mille francs n'est pas intangible car il apparaît légitime de ne pas dissocier de son milieu le traitant qui déclare ne posséder que six cent cinquante francs (52). Justement, il apparaît nécessaire de sortir du cadre de l'analyse d'ensemble pour tenter de décrire quelques situations de fortune en liaison avec les catégories socio-professionnelles. Sans doute le nombre de ces dernières est-il restreint au Sénégal et il est d'évidence que la recherche se cristallisera autour du milieu

---

(51) DAUMARD (A) : La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848, Paris, SEVPEN,1963, XXXVII - 661 p.

(52) Ces cas marginaux sont excessivement rares : un à Saint-Louis et un à Gorée.

des traitants avec l'espoir de connaître les noirs aussi bien que les mulâtres (53).

Peu de Sénégalais peuvent se lancer dans le négoce, nous le savons; aussi la possibilité de dresser l'inventaire de la fortune de l'un d'entre eux est-elle précieuse en dépit de son approximation. Lorsque Louis Alsace fonde en 1839 avec son frère une maison de commerce, il y investit un capital de plus de cent dix mille francs constitué par un apport de marchandises, de quatre embarcations, de onze actions de la Compagnie de Galam et d'espèces. Il possède par ailleurs cent onze captifs et une fortune immobilière évaluée à plus de cinquante cinq mille francs. Ainsi, dans les années quarante, Louis Alsace devait-il disposer d'une fortune dépassant deux cent mille francs (54). Par contre, un autre négociant fait état au moment de son ma-

---

(53) Sur trente deux hommes dont la fortune a été déclarée dans un contrat de mariage, on distingue dix-sept traitants, six commis-négociants, trois écrivains de la marine, un négociant, un commerçant, un commis-traitant, un propriétaire, un officier d'état-civil mais qui en réalité semble avoir été à la tête d'une entreprise de travaux de construction et un sans profession déterminée. Même en ajoutant les renseignements que nous procurent d'autres sources que les contrats, il est certain qu'il s'agit ici de donner avant tout quelques exemples de fortune, seuls les traitants peuvent constituer une véritable catégorie socio-professionnelle.

(54) Sur la société Alsace-frères, voir Chapitre V. La fortune de Louis Alsace se décompose ainsi :

riage d'un capital plus modeste (28.300 F.) constitué pour la quasi totalité par sa part de bénéfice inscrite sur les livres de l'affaire qu'il anime en association avec un Européen (55).

Pour les traitants dont on connaît le rôle dans l'économie sénégalaise, les informations heureusement beaucoup plus nombreuses permettent de sortir des cas individuels et de dessiner le profil d'une catégorie socio-professionnelle. Les contrats de mariage mettent en évidence le niveau élevé de la fortune des traitants. En effet, la moyenne de leurs avoirs (22.584 F.) est supérieure à la moyenne générale (17.973 F.) et à celle des futurs époux (19.100 F.) (56). Sans doute existe-t-il une grande diversité

---

(54) suite

apport dans la société	:	116.284,78
esclaves au prix moyen de 400 F.	:	44.400
patrimoine immobilier évalué lors des ventes de 1847-1855 à		55.400
		216.084,78 F.

(55) Il s'agit de Sleigth dont il a déjà été question plus haut. Sa part de bénéfice s'élève à 25.000 F. On se trouve en face d'un type de déclaration comparable à celui des négociants européens. Il est vraisemblable que Sleigth, "habitant" du Sénégal a passé sous silence d'autres éléments de son avoir.

(56) Cette prédominance des traitants peut se traduire également sous la forme suivante : au nombre de dix sept sur quatre-vingt quatorze conjoints, soit 18%, ils détiennent 23% des avoirs et sur trente-deux époux soit 53%, ils possèdent 62,8% des fortunes.

de situations puisque le plus pauvre et le plus riche sont dans un rapport de un à cent et que les fortunes se répartissent de la façon suivante : trois sont inférieures à cinq mille francs, sept, c'est-à-dire les plus nombreuses, se situent entre dix et vingt mille, trois entre vingt et trente mille, deux entre quarante et cinquante mille et enfin deux dépassent cinquante mille francs. D'autre part, on ne s'étonnera pas de retrouver à l'intérieur du monde des traitants l'écart qui sépare les deux villes du Sénégal. Les traitants de gomme constituent, on le sait, une véritable aristocratie et c'est à elle qu'appartiennent les plus riches futurs, c'est-à-dire disposant de plus de quarante mille francs. Aussi, les traitants de Gorée font-ils assez piètre figure avec une fortune moyenne de quatorze mille francs environ auprès de ceux de Saint-Louis qui se hissent à l'échelon des vingt cinq mille francs (57). Les structures des fortunes des traitants présentent quelques différences avec le schéma général. Le fait le plus important à souligner est, sans conteste, une moindre place réservée à la propriété immobilière, ce qui s'explique vraisemblablement par l'obligation de vendre pour apurer des dettes. Par con-

---

(57) Moyenne des avoirs des traitants de Saint-Louis : 25.206 F,5, de Gorée 14.062 F,5. Sur dix-sept traitants étudiés, treize sont Saint-Louisiens, aussi étant donné l'échantillon très réduit des Goréens, il faut se garder de donner un caractère absolu à cette comparaison entre les deux villes. Leurs avoirs s'échelonnent entre 3.000 et 21.420 F.

tre, la part des créances, des marchandises et surtout des navires est plus considérable (58). La composition des apports de Charles Porquet et de Charles Provost illustrent bien ces constatations (59).

Les traitants noirs jouissent-ils d'un patrimoine comparable à celui des mulâtres ? Alors que pour ceux-ci nous avons la possibilité de définir un groupe avec ses caractéristiques d'ensemble et ses aspects divers, nous ne disposons pour ceux-là que d'informations fragmentaires concernant le plus souvent les plus connus et partant les plus riches; aussi le traitant africain moyen nous échappe-t-il en grande partie. Néanmoins voici comment on peut reconstituer, incomplètement sans doute, l'actif de cinq traitants travaillant à leur compte (60). Massemba Cina possède

---

(58) Les traitants sont à peu près seuls à posséder des navires. Ceux-ci représentent 10,60% de leurs avoirs contre 2,5% en général.

(59) A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis. Charles Porquet, contrat du 20 décembre 1848 : espèces : 5.000 F.; créances : 4.408 F,25 ; actions de Galam : 1.000 F.; meubles, linge, argenterie : 1.350 F.; marchandises, gommes : 11.000 F.; guinées : 1.462 F,50; diverses : 4.000 F.; embarcations : 13.000 F.; total : 41.220 F,75 ; Charles Provost, contrat du 27 janvier 1849 : créances : 38.693 F.; actions de Galam : 3.000 F.; meubles, linge : 4.173 F.; 600 grammes d'or de Galam : 1.800 F.; marchandises, guinées : 840 F.; bateaux : 2.200 F.; maison : 13.000 F.; donations en espèces : 1.900 F.; total : 65.606 F.

(60) Deux d'entre eux furent obligés par suite de la crise de devenir traitant-mandataire : Diara Moussa en 1848 et Fara Biram en 1850.

soixante dix sept captifs, une maison achetée quinze mille francs en 1845 et des actions de la Compagnie de Galam, ce qui donne un total de près de cinquante mille francs (61). L'actif de Demba Taliba s'en rapproche puisqu'il atteint quarante mille francs et que sur ce total la propriété immobilière figure pour vingt cinq mille cinq cents francs. Quant à Samba Agui qui devait mourir en 1849, on lui connaît cinquante sept esclaves, un terrain de deux mille francs et des actions de la Compagnie de Galam, ce qui aboutirait à un total d'environ vingt sept mille francs. Mais sachant qu'il est un des traitants les plus en vue de l'escale du Coq et qu'il utilise les services d'autres traitants, on peut légitimement supposer plus importante sa fortune. Enfin, l'avoir de Fara Biram (1820-1868) s'élèverait à quinze mille et celui de Diarra Moussa à dix mille francs (62). Ces cinq exemples pourraient inciter à conclure que le niveau de for-

---

(61) Tous les dénombrements de captifs sont faits d'après l'enquête de 1844 et le prix moyen retenu a été celui de quatre cents francs; pour les actions de Galam, on ignore en général et le nombre possédé par chaque traitant et leur cours réel; aussi est-on obligé de raisonner en fonction de la souscription de dix actions effectuée lors de chaque reconstitution de la société et de la valeur nominale.

(62) Nos sources ne permettent pas de faire un bilan exact de la propriété immobilière puisque nous ne la saisissons qu'au hasard des mutations. L'estimation relative à Fara Biram reposant sur la propriété de trente et un esclaves et de dix actions de Galam est manifestement inférieur à la réalité car on sait par ailleurs que le traitant a donné en garantie une maison dont on ignore la valeur.

tune des traitants noirs est comparable à celui des mulâtres, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont l'expression de remarquables réussites individuelles comme le souligne le gouverneur Protet.

> "Jadis et sous le régime même de l'esclavage, on a vu au Sénégal d'anciens captifs devenus traitants acheter des maisons d'une valeur considérable. On pourrait citer Samba Agui, Fara Biram, Demba Taliba, Jupiter Pesnel, Diarra Moussa, Jean Cartier et autres pour démontrer qu'à force de patience et d'économies, ces honorables citoyens sont devenus propriétaires aisés et influents" (63).

Ce témoignage de Protet est précieux car il montre d'une part la rapidité avec laquelle des fortunes pouvaient s'édifier avant la crise et d'autre part d'incontestables possibilités d'ascension sociale.

Sans doute, les actifs des traitants, qu'ils soient noirs ou mulâtres sont-ils fréquemment grevés de dettes, mais il a paru préférable d'envisager dans un premier temps les fortunes brutes et d'examiner ensuite ce grave problème avec les répercussions de la crise sur les fortunes et les revenus (64). Commis-négociants, commis-traitants et commer-

---

(63) Protet à ministre, 27 septembre 1851, n°446, A N S O M Sénégal XIV 12.

(64) A. DAUMARD a également dissocié fortune brute et dettes. Elle souligne l'importance de l'endettement en particulier chez les négociants. En 1844, trois des cinq Africains étudiés sont exempts de dettes, il s'agit de Demba Taliba, Samba Agui, et Diarra Moussa.

çants paraissent réunir entre leurs mains des fortunes comparables à celles des traitants mais le petit nombre de cas étudiés interdit toute généralisation (65).

Les "signares" jouent, nous l'avons vu à plusieurs reprises, un rôle non négligeable dans la vie économique en se livrant au commerce, en expédiant des traitants aux escales, à Galam ou dans les marigots et en louant le travail de leurs esclaves. En examinant les apports des futures, nous avons du même coup apprécié la valeur moyenne du patrimoine des "signares". Mais il manquait à cette étude d'ensemble la chaleur humaine de quelques exemples précis. Tout d'abord en voici un qui, pour exceptionnel qu'il soit, n'en est pas moins révélateur. A travers tous les dépouillements effectués, Marie Labouré surgit comme l'une des plus riches, sinon la plus riche des "signares". Née en 1802 à Saint-Louis d'un père négociant européen, elle mourra en 1856. Elle expédie des traitants pour le commerce de la gomme et les actes officiels la qualifient de commerçante. Sa fortune immobilière peut être estimée en gros à trente cinq mille francs, la valeur de ses esclaves à trente sept mille francs et l'on sait qu'elle détient cent trente neuf titres de la Compagnie de Galam,soit trente trois mille huit cents francs. Enfin, on lui connaît pour près de cent mille francs de créances se présentant sous forme d'obligations hypothécaires. Ainsi, sa fortune dépasserait deux cent mille francs et serait par conséquent équivalente à celle du négociant Louis Alsace. Jouissant d'une grande aisance, il n'est pas surprenant qu'elle ait pu constituer une dot de cinquante

---

(65) La moyenne de la fortune des six commis-négociants s'établit à 12.926 F,33. Le commerçant déclare 11.700 F. et le commis-traitant : 3.580 F.

mille francs à sa fille lorsqu'elle a épousé en 1837 le commissaire de la marine M. Thomas qui devait gouverner par interim le Sénégal en 1844-1845 (66). Il aurait été intéressant de faire le bilan de la fortune de Marie Labouré au soir de sa vie mais si un inventaire a été dressé, il n'a laissé aucune trace. Par contre, quelques déclarations de successions enregistrées à Gorée permettent de projeter sur la fortune des "signares" un éclairage quelque peu différent de celui des contrats de mariage. Pas de surprise quant au niveau qui se situe entre six mille sept cents francs et trente quatre mille trois cent quarante francs, mais, semble-t-il, des modifications quant à la structure des fortunes. En effet, sans qu'on puisse dégager une conclusion inattaquable d'un échantillon réduit, on constate cependant un accroissement de la part de la propriété immobilière et dans une certaine mesure de celle des esclaves avec en contrepartie un rôle plus effacé des bijoux (67).

---

(66) Marie Labouré est née le 21 juin 1802 de Jacques Labouré et de Marie Anne Bountar (état-civil de Saint-Louis). Mariée selon les usages du pays avec Narcisse Mille, négociant, elle a donné naissance en 1820 à une fille Emilie qui a été reconnue par ses parents. Lors du mariage de sa fille, Mille qui avait quitté le Sénégal depuis plusieurs années, habitait Marseille.

(67) A N S O M - D P P C Notariat de Gorée. Voici quelques exemples de successions :
1°- Caty Touranjou (1845) mère de l'explorateur Léopold Panet : 11.737 F,55, captifs 47,7%, propriété immobilière 34,08%, le reste est constitué par des meubles, des vêtements, des bijoux et des réserves de mil.
2°- Marie Descombes décédée en décembre 1843 laissait 34.340 F., deux maisons et un terrain représentaient 70,47%, les captifs 21,10%, les bijoux 6,43% et le

De même que certains Africains ont très bien réussi à s'intégrer au système économique mis en place par la colonisation et à se créer des situations enviées, on peut se demander si quelques femmes africaines n'ont pas, elles aussi par le commerce pris leur place dans la nouvelle hiérarchie sociale fondée sur l'argent. Justement nous avons rencontré le cas intéressant de Binta Sar qui appartient à l'une des meilleures familles du Kayor et en cela diffère totalement des anciens esclaves devenus de riches traitants. Commerçante et expédiant aux escales de la gomme comme Marie Labouré, elle s'est associée à plusieurs reprises avec Paul Holle le futur défenseur de Médine, pour des opérations menées à Galam. Mariée au traitant Macodé Sal, elle eut pour fils Alioun Sal qui, après avoir échoué dans les affaires deviendra officier à l'époque de Faidherbe. Sa fortune telle qu'on peut la saisir doit approcher d'une quarantaine de mille francs (68). Situation unique que celle de cette femme

---

(67) suite
reste, soit 2% le linge, les vêtements et les meubles.
3°- Henriette Benoit (1846) sur un total de 6.700 F,90, une maison représentait 44,77%, les bijoux 26,66% et les esclaves 10,82%.
4°- Caty Bischopp, morte en décembre 1847 laissait 10.387 F,9 , propriété immobilière 57,76% et esclaves 24,55%, bijoux 3,6%.

(68) Terrains et maisons représentent 23.670 F. et la valeur de ses trente cinq captifs, quatorze mille francs.

qui, au lieu de se cantonner dans le commerce de détail comme beaucoup d'autres Africaines, s'est lancée dans le noble trafic de la gomme. En effet, alors que des "signares" figurent fréquemment sur la liste des expéditeurs aux escales dans la catégorie des "habitants", Binta Sar est la seule "négresse" inscrite.

En définitive, négociants, traitants et signares - tout particulièrement celles qui participent directement au commerce - forment la couche supérieure de la bourgeoisie sénégalaise. Ses différents niveaux de fortune peuvent - toutes choses égales d'ailleurs - se comparer à ceux de la classe moyenne parisienne qu'A. Daumard délimite par les barrières de vingt mille et cinq cent mille francs. Même si ce sommet n'est pas atteint au Sénégal - il se situe vraisemblablement autour de deux cent cinquante mille francs - il n'en reste pas moins que certaines fortunes apparaissent relativement considérables. Boilat ne parlait-il pas des "fortunes colossales" amassées au temps de la fièvre de la gomme ? (69) Mais ces réussites matérielles se révèlent assez souvent éphémères sans qu'on puisse cependant souscrire à l'affirmation brutale de Durand-Valantin : "Ces fortunes sont si mobiles qu'il suffit d'une seule traite de gomme pour les édifier ou pour les abattre" (70). D'autre part, la composition des fortunes sénégalaises n'est pas

---

(69) BOILAT, op.cit., p.210.
(70) DURAND-VALANTIN; Mémoire, op.cit.

fondamentalement différente de celle des patrimoines métropolitains (71).

Les milieux de la petite bourgeoisie sont beaucoup plus difficiles à saisir, d'une part, parce que appartenant pour la plus grande part à la communauté musulmane, ils n'apparaissent pas dans les contrats de mariage et d'autre part parce que la profession des Africains demeure souvent indéterminée dans les actes de mutations comme si seuls les métiers de traitants, de commerçant et d'employé de l'administration comptaient dans la hiérarchie sociale. Les sources nous révèlent que des patrons au cabotage, des capitaines de rivière et des laptots possèdent des terrains en général de valeur modeste (elle oscille entre cinq cents et onze cents francs dans les mutations) et, pour un grand nombre d'entre eux, des esclaves (72). L'inventaire dressé

---

(71) J. IBARROLA, op.cit. et A.DAUMARD : la bourgeoisie parisienne, op.cit. Si l'on rapproche les traitants sénégalais de la catégorie socio-professionnelle des boutiquiers distinguée par A.Daumard, on constate, par exemple, que la part de la propriété immobilière s'établit pour les premiers à 26,92% (32% pour l'ensemble des mulâtres) alors qu'elle se situe pour les seconds à 37,8% sous la Restauration et à 40,1% sous la Monarchie de Juillet. Situation un peu différente pour les négociants car au Sénégal où les possibilités d'investissement sont limitées, la part de la propriété immobilière est beaucoup plus élevée: 25% environ contre 20,4% sous la Restauration et 9,7% sous la monarchie de Juillet pour les négociants parisiens.

(72) Des laptots figurent souvent dans la liste des propriétaires de moins de vingt esclaves établie par l'enquête déjà citée de 1844.

après le décès du batelier Dembalo en 1846, illustre bien cette situation de fortune avec ses seize esclaves dont dix adultes et ses deux terrains situés à Saint-Louis et estimés près de quatre mille francs (73). Les maîtres de langue paraissent jouir d'un niveau de fortune comparable si le patrimoine du nommé Sadaro comprenant un terrain de mille deux cents francs et des esclaves peut être considéré comme représentatif de l'ensemble (74). Des renseignements fragmentaires projettent quelques lueurs sur le monde des artisans bien proche, semble-t-il, de celui des auxiliaires des traitants que nous venons d'examiner. La quasi totalité dispose d'esclaves, main d'oeuvre utile pour les seconder dans leur tâche et possède généralement le terrain sur lequel leurs cases sont édifiées. Ainsi, le maître-maçon Tiécouta et le charpentier Galandou propriétaires de terrains à Saint-Louis d'une valeur de deux mille cinq cents francs pour le premier et de quatre cents pour le second et qui préfèreront au moment du règlement de l'indemnité coloniale vendre leurs droits. En octobre 1846, un maître maçon "noir libre, originaire de la Martinique" laisse une succession de près de quinze cents francs dont la composition n'est pas précisée (75). Divers indices révèlent, d'autre part, un niveau de

---

(73) A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis, 7 octobre 1846, n°153.

(74) Il a vendu en 1847 ce terrain et il figure sur la liste des possesseurs de moins de vingt esclaves.

(75) A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis, 14 septembre 1847, n°103, actif : 1.592 F,30, passif : 148 F,85 , soit : 1.443 F,45.

fortune du même ordre chez les menuisiers et les forgerons (76). Enfin, à cette petite bourgeoisie du commerce et de l'artisanat il faut intégrer les employés de l'administration qui pour le plus grand nombre sont de condition modeste (77).

Ainsi, malgré les insuffisances de la documentation disponible, il a été possible de reconstituer d'une manière approximative les divers niveaux de fortune de la bourgeoisie sénégalaise. Mais que représente numériquement cette classe moyenne par rapport à l'ensemble de la population des deux comptoirs ? Question à laquelle il est à peu près impossible de répondre car si on peut évaluer le nombre des mulâtres qui pour la quasi totalité appartiennent à la bourgeoisie, nous ne disposons d'aucun élément pour connaître le nombre des Africains qui par leur intelligence et leur travail ont réussi à en forcer les portes. D'ailleurs, un véritable abîme sépare le cercle étroit des privilégiés de la masse démunie de tout bien et demeurée esclave pour la plus grande part jusqu'en 1848.

---

(76) Birali Moussa Thiam, forgeron, possède un terrain de deux mille cinq cents francs à Saint-Louis et Tourlou Faye, menuisier, des immeubles pour une valeur de mille francs.

(77) Voici les exemples de Moctar Fall, employé au magasin général propriétaire d'un terrain à Saint-Louis valant deux mille francs, de Clédor, interprète du gouvernement, un immeuble de mille cinq cents francs et d'Etienne Jouga écrivain de la marine dont la succession en 1850 s'élève à près de deux mille francs.

d) Revenus et niveaux de vie

Si l'enquête sur les fortunes était pleine d'embûches, l'exploration des revenus s'avère à peu près impossible. En effet, si l'on a pu dans certains cas dresser l'inventaire des biens de quelques Sénégalais, le niveau de leurs ressources annuelles échappe à toute investigation. Sans doute, les bénéfices réalisés par les traitants de gomme aux escales peuvent être connus - ils atteignent parfois plusieurs dizaines de milliers de francs lors d'heureuses traites - mais nous ignorons leurs revenus complémentaires provenant de la traite à Galam, du travail des esclaves et de la location des immeubles et des navires (78). Les traitants au service des négociants retirent de leurs activités aux escales des résultats beaucoup plus modestes. Le taux de leur salaire s'établissant en moyenne à cent cinquante francs par mois et celui de leur commission à vingt francs par millier de livres de gomme, ils gagnent pour sept mois de traite entre mille deux cents et deux mille francs, suivant le tonnage qui a été réalisé (79). Mais ces hommes s'emploient aussi dans le haut fleuve ou dans les marigots pour compléter leurs revenus. Le salaire alloué pour aller troquer le mil, le sel et d'autres produits comme les cuirs et la cire s'élève à cent francs par mois. Quant aux signares, le travail de leurs esclaves constitue, nous l'avons vu,

---

(78) Nous aurons l'occasion de préciser l'évolution de ces bénéfices dans l'étude sur le recul des revenus et des fortunes.

(79) Sur cette base, un traitant mandataire, s'il obtient cinquante milliers de livres de gomme - excellent résultat d'ailleurs assez rare - reviendra à Saint-Louis avec deux mille cinquante francs en poche. S'il n'a traité que sept milliers de livres de gomme son salaire ne sera que de mille cent quatre vingt dix francs.

l'essentiel de leurs ressources. Ainsi, la dame Marie Fablot explique à la commission d'enquête de 1844 que ses six esclaves qui se livrent à la couture, au blanchissage et au repassage lui procurent un revenu annuel de dix huit cents francs. Mais les signares qui possèdent de nombreux esclaves surtout s'ils ont une qualification professionnelle jouissent de revenus plus élevés (80).

Quelques repères nous permettent heureusement d'apprécier le niveau des salaires qui, si l'on accepte les doléances des employeurs n'a cessé de s'élever dans les dix dernières années du demi siècle. L'abrogation du régime des engagés à temps en 1844 en raréfiant l'apport de main d'oeuvre de l'extérieur y a contribué de même que la prise de conscience par les manoeuvres du rôle indispensable qu'ils jouent dans l'économie saint-louisienne. Ce fait significatif nous est révélé par le gouverneur de Gramont qui se flatte par les dispositions de son arrêté du 1er mars 1847 de "faire cesser le concert au moyen duquel les manoeuvres noirs ont porté à un taux exorbitant le chiffre des salaires" (81). Ainsi, la journée d'un manoeuvre qui, pendant longtemps était restée fixée à soixante quinze centimes, un franc, a-t-elle atteint en 1846-1847 une valeur double (82).

---

(80) Un esclave employé à la traite aux escales peut rapporter six à sept cents francs à son maître, un charpentier, un menuisier, un maçon ou un calfat entre trente et trente cinq francs par mois.

(81) Arrêté du 1er mars 1847, B A S 1847-1848, pp.25-27.

(82) Le taux de 1 F,50 - 2 F. est mentionné par le juge Delannoise dans un rapport de 1846 A N S O M Sénégal XIII 17 a. L'arrêté du 1er mars 1847 fixe le maximum à 1 F.50 pour un manoeuvre de Saint-Louis et à 1 F,25 celui de Dakar, "toute personne qui paiera un salaire plus élevé que celui du tarif sera punie"(article 9).

L'émancipation des esclaves devait d'ailleurs provoquer une nouvelle poussée des salaires.

Dans les années 1844-1845, l'échelle des rémunérations journalières se déploie entre 0 F,40 pour un jeune mousse et 3 F,50 pour un maître-maçon ou un maître-menuisier. La pileuse gagne 0 F,60, l'ouvrier charpentier, le voilier, le calfat et le tisserand reçoivent 2 F,50, le menuisier et le maçon 2 F,40. Les ouvriers peuvent être payés au mois, dans ce cas le maître-charpentier obtient 90 F. et les simples ouvriers entre 60 et 70 F. (83). Nous ne connaissons pas d'une manière précise l'évolution des salaires après 1848, mais il semble que la journée d'ouvrier soit passée de 2 F,80 à 3 F., 3 F,50 (84). La valeur nominale des salaires ne signifie rien si on ne peut la confronter avec le coût de la vie. Or une convention d'affranchissement nous

---

(83) Ces taux de salaire proviennent de l'enquête de 1844 sur l'émancipation et des arrêtés du 10 juin 1843 et du 4 juillet 1845, B A S 1843-1844 p.70 et 1845-1846, p.37.

(84) Lors d'un arbitrage entre employeur et employé la journée de voilier a été fixée à 3 F. en 1854 A N S O M Tribunal 1ère instance de Saint-Louis. Le prix de la journée a été fixée par arrêté du 7 avril 1859 à 3 F,50, B A S 1859, p.406. Nous n'oublions pas que les tarifications officielles ne sont pas toujours respectées par les employeurs privés qui renchérissent afin de se procurer de la main d'oeuvre. Cf. les considérants de l'arrêté de 1859. A titre d'information, notons que d'après la célèbre enquête du Dr Villermé en 1840, les salaires dans l'ensemble de la France sont de 2 F. pour l'homme, de 1 F. pour la femme et de 0 F,45 pour l'enfant. Mais il y a bien des différences

offre un intéressant élément d'appréciation, l'émancipé s'engageant à fournir à sa maîtresse sa vie durant "un quart de barrique de mil et une gourde par mois, c'est-à-dire la quantité de mil et d'argent nécessaire pour assurer sa subsistance dans le pays". La charge contractée par l'affranchi peut être évaluée à quatorze ou quinze francs (85). Ainsi, un simple manoeuvre ayant trois personnes à charge ne pourra assurer leur subsistance tandis qu'un ouvrier gagnant soixante francs par mois y arrivera tout juste. Encore faut-il que ni l'un ni l'autre ne connaissent le chômage. Un abîme sépare leur genre de vie de celui des signares et des traitants qui, pour les plus riches d'entre eux, pouvaient à l'époque de la prospérité dépenser par an dix, quinze, vingt mille francs et parfois plus. Les contemporains ont souvent décrit leur genre de vie marqué par le goût du faste. Une domesticité nombreuse, le luxe du vêtement, la profusion des bijoux, une maison de campagne sur la langue de Barbarie, dans l'île de Sor ou sur la presqu'île du cap Vert, les séjours en Europe, à l'occasion, pour

---

(84) suite
selon les régions; dans la région parisienne, par exemple, les salaires masculins s'échelonnent de 2 F,50 à 4 F,50.

(85) A N S O M Sénégal XIV 13 - affranchissement du captif Macodé Sar. Une gourde désigne une pièce de cinq francs et une barrique de mil vaut trente cinq francs en moyenne (arrêté du 8 juillet 1846). Mais les fluctuations du cours du mil sont assez grandes et en mai 1850 le gouverneur Baudin décide que le prix de la barrique ne pourra excéder cinquante francs sous peine d'amende. B A S 1849-1850, p.283.

les affaires ou pour la santé (86), les études dans les écoles de France et par dessus-tout les réjouissances fréquentes, en particulier lors du retour des traites ou de la célébration des mariages, en sont les manifestations les plus éclatantes. Boilat décrit de la façon suivante les réunions organisées par le mbotaye, société regroupant les signares du même âge, de même rang et souvent du même quartier, lors des naissances et des mariages.

> "Les signares du même mbotaye envoient des plats recherchés, du vin vieux, des légumes et de la bière; elles s'y rendent avec les parents et les amis, suivies chacune de plusieurs domestiques, vêtues richement ... le cou, les oreilles, les bras et les pieds ornés de bijoux d'or ... S'il se trouve des musiciens on les invite, quelquefois on s'adresse à la musique du bataillon, mais faute d'amateurs on se sert d'un orgue de Barbarie" (87).

Cet amour de la fête n'est pas l'apanage des plus fortunés car il est largement répandu parmi de plus humbles catégories comme celle des laptots par exemple. Boilat nous en fournit le témoignage à propos du retour de la traite de Galam.

> "Les laptots qui sont ennemis de l'économie et amis des plaisirs plantent des drapeaux au milieu des rues, invitent les femmes et les jeunes filles au bal. Cinq ou six griots accourent avec leurs grands

---

(86) En 1845, Georges Alsace n'a pu participer à la traite, sa santé ayant exigé un séjour en France.

(87) BOILAT, op.cit., t.II, commentaire de la planche représentant une signare.

tamtams; on se réjouit, on danse, on chante, on mange et l'on boit jusqu'à ce qu'on ait dépensé tout ce qu'on a gagné au péril de sa vie" (88).

e) Fortune et influence sociale et politique

La fortune confère incontestablement à ceux qui la détiennent prestige social et influence sur les destinées des comptoirs. Quelques faits suffiront à en apporter la preuve. Tout d'abord, les habitants règnent sur une sorte de clientèle constituée par leurs esclaves et par les hommes libres qui gravitent dans leur orbite économique. Ces derniers les secondent dans leurs activités commerciales comme patrons au cabotage, capitaines de rivière, laptots, maîtres de langues, teneurs de livres, ou bien vivent de leurs commandes comme artisans et ouvriers. Respectueux, en général, de la hiérarchie sociale, ils tendent naturellement à modeler leurs manières de vivre et de penser sur les plus riches. Ainsi, les habitants disposent-ils d'une masse de manoeuvre qu'ils savent utiliser à l'occasion pour faire aboutir leurs revendications auprès du pouvoir.

D'autre part, l'élite des mulâtres oriente souvent les décisions de l'administration. Elle le peut d'autant plus facilement que les gouverneurs officiers de marine pour la plupart, mal préparés à leur tâche, n'exercent leur commandement que pendant un temps trop bref pour se familiariser avec les problèmes de la colonie. D'ailleurs la Monarchie de Juillet en promulguant l'ordonnance organique du 7 septembre 1840 qui met de l'ordre dans l'administration

---

(88) BOILAT, op.cit., p.445.

du Sénégal

> " a pensé que la colonie avait acquis assez d'importance pour qu'il y eut à la fois convenance et utilité à associer au moins dans une certaine mesure la partie la plus intelligente de sa population à la marche du service et à lui créer en dehors de l'administration proprement dite un moyen d'étudier elle-même ses ressources et de faire connaître ses besoins" (89).

La participation aux affaires s'effectue par l'intermédiaire du Conseil privé et du Conseil général. Dans le premier les habitants, tout comme les Européens, disposent d'un siège et le gouverneur y appelle pour l'assister les personnalités les plus éminentes et les plus fortunées de la communauté mulâtre. C'est ainsi que pendant la décennie 1840-1850 furent désignés comme titulaires ou comme suppléants les négociants Louis Alsace, John Sleigth, Blaise Dumont, Durand-Valantin et le traitant Guillaume Foy. Pour l'examen de questions particulièrement délicates, celle des coutumes payées aux chefs maures par exemple, le gouverneur a le souci d'élargir le cercle de ses conseillers en convoquant aux délibérations plusieurs notables compétents, qu'ils soient Africains ou mulâtres (90). Le Conseil général qui a été mis en place par l'ordonnance de 1840 fonctionnera jusqu'à la Révolution. Composé d'une dizaine de membres, Européens et mulâtres, son rôle est purement consultatif et il peut, à l'occasion formuler des voeux relatifs à la si-

---

(89) A N S O M Correspondance générale 213, ministre à gouverneur 24 septembre 1847, n°353.

(90) Les Africains les plus consultés furent Demba Taliba et Fara Biram.

tuation politique et économique (91). D'autre part, il élit le délégué du Sénégal qui est à Paris l'avocat des intérêts de la colonie auprès du ministre de la Marine. Négociants, traitants et commerçants peuvent aussi faire entendre leur voix dans les Comités de commerce de Saint-Louis et de Gorée qui, bien que réorganisés en 1842, n'ont eu qu'une efficacité limitée car les intéressés avaient toujours la possibilité d'agir plus rapidement et plus directement auprès des pouvoirs publics (92).

Dans un pays où, pour les trois cinquièmes, les affaires judiciaires sont des litiges d'ordre commercial, l'administration fait appel au concours des notables en désignant quelques-uns d'entre eux comme conseillers près la Cour d'appel et comme juges près le tribunal de première instance et l'on ne s'étonnera pas de retrouver des noms connus, ceux de Durand-Valantin, de Blaise Dumont et d'Auguste Léautier (93). Ainsi, au Sénégal comme en métropole la fortune est à la base de la participation aux affaires. Les gouverneurs, nous venons de le constater, font leur choix

---

(91) Parmi les membres, on retrouve G. Foy et Durand-Valantin; font également partie du Conseil général les traitants Descemet, A. Léautier et Joseph Crespin.

(92) Arrêté du 27 décembre 1842 organisant le Comité de Commerce de Saint-Louis. Sur cette situation voir chapitre XIII.

(93) L'arrêté du 26 août 1844 B A S 1843-1844, p. 180 nomme Durand-Valantin conseiller titulaire et A.Léautier suppléant auprès de la Cour d'appel, Blaise Dumont juge titulaire et Charles Provost suppléant auprès du tribunal de première instance.

parmi les familles les plus riches et se montrent toujours respectueux de la hiérarchie sociale puisqu'ils confient les postes de titulaires aux négociants sénégalais pourtant réduits à quelques unités alors que les traitants beaucoup plus nombreux doivent se résigner à n'être que des suppléants.

La présence des représentants des Sénégalais aux différentes institutions ne signifie pas qu'ils adoptent obligatoirement les vues de l'administration. Bien au contraire, ils sont conscients d'être les défenseurs d'une communauté détentrice d'importants intérêts et de s'appuyer sur un réseau serré de liens économiques (les créances sur les Maures en particulier) et familiaux, avec les populations voisines des comptoirs. Les habitants constituent donc une force avec laquelle les gouverneurs doivent compter. Ainsi voit-on souvent les détenteurs de l'autorité paralysés par cette "pesanteur sociologique" après avoir analysé d'une manière différente la situation préoccupante des comptoirs et proposé des solutions qui risquaient de heurter les intérêts immédiats des habitants.

Le maire de Saint-Louis est en quelque sorte le symbole de la puissance des familles métisses, car outre ses responsabilités de magistrat municipal, il exerce les fonctions de juge de conciliation sans en avoir le titre et il inspire et dans une certaine mesure conduit la "politique extérieure" de la colonie (94). Sans doute existe-t-il un maire à Gorée, mais son rayonnement a toujours été beaucoup plus limité pour des raisons qui tiennent à la fois à la

---

(94) Voir l'article de Henri Jacques LEGIER : Institutions municipales et politique coloniale : les communes du Sénégal, Revue Française d'Histoire d'Outre-mer, tome LV, n°201, 4e trimestre 1968.

géographie et au passé de l'île. Au cours des années, on assiste à un accroissement constant du rôle du maire. Il doit maintenir le bon ordre et la police de la ville, surveiller les approvisionnements des marchés et les poids et mesures. Il peut interdire l'exportation du mil et fixer le prix des denrées de première nécessité. La propreté, la salubrité et l'hygiène requièrent son attention vigilante. Il est d'autre part l'intermédiaire entre la population indigène et le gouverneur ou ses services, puisque c'est lui qui procure les laptots pour armer les bâtiments du Roi, les ouvriers pour les divers ateliers. Il délivre les passeports, surveille les étrangers qui viennent séjourner dans l'île. Il fait connaître aux autorités les besoins et les réclamations des Saint-Louisiens. Fait révélateur de la confiance que sa personne inspire,

> "la population noire toute entière et la population de couleur en grande partie font constamment le maire juge de leurs différends. Il reste libre d'entrer fort avant dans les intérêts des parties, de leur faire entrevoir les conséquences probables d'un procès engagé, il les invite, il les presse en vue d'un rapprochement et ... il est rare qu'il ne l'obtienne pas" (95).

Enfin, le maire joue un rôle important dans les relations avec les pays voisins. Il présente au gouverneur les chefs en visite et s'assure que les coutumes qui leur sont dues leur soient versées. Mais surtout, il entretient une correspondance constante avec les chefs africains, spéciale-

---

(95) Note pour un projet de décret concernant une nouvelle organisation judiciaire au Sénégal, 1851, A N S O M Sénégal VIII 14 e.

ment les souverains maures, maîtres du commerce de la gomme. Ainsi, les gouverneurs, s'inclinant devant sa profonde connaissance de la situation politique locale, utilisaient le maire de Saint-Louis soit comme principal conseiller, soit comme responsable de la conduite des négociations. Les traitants, en particulier pour le règlement de l'épineuse question des coutumes, faisaient appel à son autorité (96). Cette activité diplomatique ne manquait pas de susciter des réserves de la part du ministère qui craignait qu' elle ne soit au service d'intérêts particuliers. C'est pourquoi a été créé en 1845 une direction des Affaires extérieures confiée à un officier de l'état-major du gouverneur. Mais la tradition était trop ancienne et trop puissante pour que le maire soit écarté du jour au lendemain et le gouverneur Baudin reconnaissait en 1848 qu'il entretenait "des relations journalières et suivies avec le roi des Trarzas, soit pour le commerce, soit pour la politique du gouvernement local dont il informe régulièrement ce prince" (97).

Il était aussi de tradition que la mairie de Saint-Louis revint à un traitant. En effet, comme la plupart des métis, François Pellegrin, maire de 1824 à 1829 et Jean-Jacques Alin de 1829 à 1848, ont participé au commerce de

---

(96) Citons à titre d'exemple le traité de paix et d'amitié avec le roi des Trarza (30 août 1835),celui du 3 août 1834 avec le Fouta et les conventions relatives aux coutumes passées avec les souverains maures par différents traitants, Charles Porquet, Samba Agui par exemple.

(97) Gouverneur à ministre, 22 avril 1848, A N S O M Sénégal VII 49.

la gomme. Seul Durand-Valantin nommé en 1848 est négociant et lorsqu'il démissionne en 1851, c'est à nouveau un traitant, Nicolas d'Erneville qui le remplace. A Gorée, François de Saint-Jean appelé à la mairie en 1849 est connu comme un riche traitant.

Ainsi, progressivement depuis près d'un siècle, les mulâtres et particulièrement les traitants ont acquis d'importantes positions et exercé une influence capitale sur les destinées économiques et politiques du Sénégal, ce qui fera dire à Faidherbe en 1855 que "l'on avait sacrifié la colonie à la classe des traitants" (98). Cette position privilégiée, ils la devaient au monopole du commerce local et à la fortune qu'ils avaient amassée grâce à lui. Mais la crise qui sévit depuis 1838-1840 remet tout en cause puisqu'elle atteint dangereusement revenus et fortunes.

2. RECUL DES FORTUNES ET DES REVENUS

Par sa durée et son acuité dans les années 1848-1850, la grave crise économique que traverse le Sénégal ne pouvait manquer de saper les fondements matériels d'une société organisée en fonction du commerce européen. Nous avons vu les publicistes de toutes sortes et les fonctionnaires se faire écho en décrivant le malheur qui s'abat sur le Sénégal et la misère qui règne partout, mais il est maintenant nécessaire d'apprécier dans quelle mesure les revenus et les fortunes ont été atteints. En effet, tous les témoignages se rejoignent pour prouver qu'une baisse sévère des revenus ou des pertes importantes dues à des traites désastreuses ont conduit nombre

---

(98) Gouverneur à ministre, 16 juin 1855, A N S O M Sénégal I 41 b.

de Saint-Louisiens et de Goréens à aliéner tout ou partie de leur capital. Faut-il rappeler les difficultés de cette recherche alors que l'on sait que la documentation privilégie les traitants de gomme et qu'elle ne dispense que de faibles lueurs sur les autres catégories de la société sénégalaise?

a) La chute des revenus

Pour les traitants de gomme, l'idéal serait de pouvoir suivre leurs opérations dans le détail pendant toute la durée de la réglementation de 1842. Théoriquement cela devrait être possible puisque les dispositions de l'ordonnance et de l'arrêté d'application du 10 février 1843 faisaient obligation à chaque traitant de fournir au commandant de l'escale un relevé des quantités de guinées et de marchandises chargées pour le fleuve et des quantités de gomme expédiées à Saint-Louis (99). A défaut d'une comptabilité

---

(99) L'article 15 de l'ordonnance du 15 novembre 1842 stipule "que chaque traitant commissionné sera muni avant son départ pour la traite d'un registre conforme au modèle qui sera indiqué par l'administration. Sur ce registre qui sera coté et paraphé par la commission syndicale, le secrétaire de la commission inscrira le manifeste déclaré devant elle ... de la quantité, de l'espèce et de la qualité des marchandises de traite chargées, à la destination des escales soit à la consignation du traitant, soit pour son propre compte. Pendant le cours de la traite, le traitant consignera jour par jour, sur ce registre, les détails et les résultats de ses opérations. Il sera tenu de le représenter toutes les fois qu'il en sera requis par l'autorité. L'article 19 ajoutait "avant de quitter l'escale pour revenir à Saint-Louis, le traitant sera tenu de faire au commandant la déclaration de la quantité de gommes qu'il aura

stricte que beaucoup de traitants étaient incapables de tenir, la réglementation ainsi mise en place devrait nous offrir le moyen d'appréhender dans ses grandes lignes l'évolution des affaires des traitants. (100) En effet, les archives détiennent deux séries de documents. La première, conservée à Dakar, donne une première idée de la manière dont chaque traitant dirige son opération. En effet, donnant mois par mois la quantité de gomme échangée contre marchandises, elle permet de repérer les traitants qui réalisent les plus forts tonnages et ceux qui obtiennent le meilleur rapport guinée-gomme (101). A Paris, la seconde série contient les éléments d'un bilan car pour les trois escales, on y découvre outre les résultats globaux (quantité de gommes traitées, bénéfices ou pertes éventuelles et taux moyen de

---

(99) suite
traitées et des conditions auxquelles elles auront été traitées". L'arrêt du gouverneur du 10 février 1843 précisait dans ses articles 13 et 15 les conditions d'application des dispositions précédentes : visite de toute embarcation venant de Saint-Louis à son arrivée à l'escale et organisation du pesage des gommes achetées par les traitants.

(100) L'article 12 de l'arrêté de février 1843 prévoyait que "le traitant illettré ne sera expédié qu'après avoir fait inscrire sur son rôle le nom de l'écrivain chargé de tenir ses écritures".

(101) A côté des guinées figurent les autres marchandises de traite estimées en pièces de guinées. A titre d'exemple, on apprend qu'à l'escale du Coq, en mars 1847, pour une pièce de guinée, tel traitant obtient quatorze kilogrammes de gomme, tandis que tel autre, neuf seulement. A N S - A O F Q 6, 13 et 14.

l'échange) la situation de chaque traitant (valeur des marchandises et de la gomme reçue en contre-partie, frais et balance). Disponibles seulement pour les années 1843 à 1848, ces données permettent malgré tout de prendre conscience de la chute brutale des bénéfices réalisés par les traitants (102). Mais avant de les analyser, deux remarques s'imposent. D'une part la notion de frais n'est guère explicite. S'applique-t-elle à l'ensemble de l'opération ou simplement aux dépenses effectuées à l'escale ? D'après certains indices, elle concernerait avant tout le loyer de l'embarcation et les frais d'équipage; mais des incertitudes demeurent car on peut se demander si la valeur de l'affrétement est prise en compte lorsque le traitant est propriétaire du navire et si la main d'oeuvre servile intervient comme le personnel libre dans les calculs des frais d'équipage. D'autre part, un "gros traitant" emploie parfois aux escales un ou deux collègues. Dans ce cas, le bénéfice total qu'il réalise nous échappe pour la raison qu'ignorant les conventions qui lient les parties en cause on ne peut déterminer la part qui revient à chacun.

Comme il est possible de suivre de 1843 à 1848 l'évolution des quantités de gomme achetées par chacun des traitants, on mesurera à l'aide de quelques exemples la gravité de la crise.

---

(102) Notons cependant que les renseignements ne sont pas complets en 1848 pour l'escale du Coq. Pour les deux autres escales en 1847 et 1848, le montant des frais est incorporé à la valeur des marchandises apportées. Il est dommage, mais cela se comprend puisque la réglementation de 1842 est en voie de démantèlement, que nous n'ayons plus de précisions pour chaque traitant en 1849-1850.

TABLEAU XVIII - TONNAGE DE GOMME EXPEDIE A SAINT-LOUIS
par quelques traitants (103)

	G.Foy	G. Alsace	S.Agui	S.Poul	Miller d'Erneville	Massemba Sina	Diarra Moussa	A. Crespin
1843	45,7	40	15,8	26,5	4,2	7,1	6,5	4,9
1844	32,2	25,6	9,2	16	9,6	16,5	15	12,8
1845	98,6	-	36,5	40,6	19,4	34	27	21,1
1846	51,3	38,6	17,4	28,2	17,9	25	16,2	14,9
1847	47,6	36	15,4	26,3	14,7	10,3	24,7	6,1
1848	15,5	14	3,7	10,2	4,4	7,1	7,1	4,8

La simple lecture de ce tableau révèle une situation différente entre les deux escales. A celle du Coq, les traitants ont réalisé en 1848 un tonnage inférieur à celui de 1843 tandis que ceux de l'escale des Trarza maintenaient leur position. Mais la première année de l'application de l'ordonnance de 1842 a été caractérisée selon le secrétaire de la commission syndicale par "une disette extraordinaire des gommes" sensible surtout à l'escale des Trarza et si on prend pour cette dernière 1844 comme année de référence, on s'aperçoit que le recul y a été à peu près aussi sévère qu'

---

(103) Les quatre premiers traitants fréquentent l'escale du Coq et les quatre autres celle des Trarza.

au Coq (104). Mais la chute du tonnage se révèle dramatique si on se reporte à 1845, année connue pour la très grande abondance de gomme. En effet, les traitants n'ont pu acheter en 1848 que des quantités quatre à dix fois moindre (105). Cet effondrement devient particulièrement brutal entre 1847-1848, ce qui explique la vigueur des plaintes des traitants, l'année de la Révolution (106). Ainsi, en 1847,

---

(104) Rapport de la commission syndicale A N S O M XIII 27. Le rapport tonnage 1843/tonnage 1848 est respectivement de 2,94, 2,85, 4,27, et 2,62 pour les quatre premiers traitants et pour les quatre suivants, rapport 1844/1848, de 2,18, 2,32, 2,11, 2,66. Notons, d'autre part, que G.Foy, utilisant le service d'autres traitants, il n'a été tenu compte ici que des opérations qu'il a personnellement menées car on n'a pas l'assurance que ses mandataires de 1843-1844 aient été encore à son service quelques années plus tard. Retenons cependant qu'il a effectué avec eux entre le cinquième et le quart environ des transactions conclues à l'escale du Coq (1843 : 85 t.,5 pour un total de 351 t,5, 1844 : 77 t,6 sur 392 t.) On saisit ainsi le rôle important joué par G. Foy dans l'économie du Sénégal.

(105) Les rapports entre les tonnages de 1845 et ceux de 1848 sont les suivants : Samba Agui, 9,86, G. Foy : 5,36, Massemba Cina : 4,79, Miller d'Erneville : 4,40. A.Crespin : 4,40, Samba Poul : 3,98 et Diarra Moussa: 3,80. G.Alsace n'a pas participé à la traite de 1845.

(106) Les rapports entre les tonnages de 1847 et ceux de 1848 sont pour quatre d'entre eux supérieurs à 3 (Samba Agui : 4,16, Diarra Moussa : 3,47, Miller d'Erneville : 3,34, G.Foy : 3,07) ils se situent pour G.Alsace et Samba Poul à 2,57, pour Massemba Cina à 1,45 et à 1,27 pour Crespin.

si vingt huit d'entre eux à l'escale du Coq et trente-quatre à celle des Trarza avaient réussi à expédier au moins dix tonnes chacun, ils n'étaient plus que huit et onze l'année suivante (107). Le meilleur tonnage réalisé fléchissait de quarante neuf à seize tonnes et demie à la première escale et de quarante-deux à seize à la seconde.

Mais le problème ne se posait pas uniquement sous l'aspect quantitatif, il est nécessaire d'envisager non seulement les conditions dans lesquelles les traitants ont échangé au cours des années la guinée contre la gomme, mais aussi l'évolution du montant des frais engagés et les variations du cours de la gomme à Saint-Louis. Le taux moyen de l'échange établi à 17 K,5 en 1843, atteignait 18 K,15 en 1845 et 16 K l'année suivante pour s'abaisser à 8 K,54 en 1847 devenant "ruineux" pour les traitants. La même année le secrétaire de la commission syndicale constate un alourdissement considérable des frais résultant à la fois de l'augmentation du loyer des embarcations et des exigences du personnel (108). Enfin, le prix de la gomme marque une nette tendance à la baisse puisqu'il diminue de moitié entre

---

(107) Traitants à l'escale du Coq : 58 en 1847 et 57 en 1848 et respectivement 84 et 57 à l'escale des Trarza.

(108) Rapport du secrétaire de la commission syndicale du 4 mars 1848. D'après lui, "un équipage se payait (en 1847) moitié plus que les années précédentes" et les maîtres de langue qui se contentaient jusqu'ici de huit à douze pièces de guinée en exigèrent jusqu'à soixante. Cet alourdissement des frais se trouvera encore accru par les conséquences de l'émancipation. A N S O M Sénégal XIII 28 b.

1844 et 1848-1849 (109). Par conséquent, au moment où les quantités et les prix s'amenuisent où les conditions de l'échange se détériorent, les frais augmentent dans de notables proportions : le temps des bénéfices cède le pas à celui des pertes.

Globalement, les opérations de traite aux trois escales se soldent en 1845-1846 par des bénéfices respectivement de 1.700.000 F. et de 1.400.000 F., mais en 1847, seuls douze traitants sortent honorablement de la crise avec un bénéfice réduit sans doute, mais représentant 47.263 F., tandis que les cent quarante quatre autres ont accumulé près de neuf cent mille francs de pertes. Malheureusement nous n'avons pour 1848 que les résultats de deux escales sur trois mais ils confirment l'ampleur des pertes. Le bénéfice moyen de l'ordre de quatorze mille francs en 1845 descendait à dix mille un an après. En 1847, les quelques privilégiés qui ramenaient un résultat positif de leur campagne de traite devaient se contenter d'environ quatre mille francs tandis que la majorité de leurs collègues inscrivaient une perte moyenne de six mille francs (110).

---

(109) En 1843, le cours de la gomme s'établit à Saint-Louis à 1 F,50 le Kg, il s'élève à 2 F. en 1844 et reste à un niveau élevé jusqu'en 1846 (2 F,10) pour s'infléchir à 1 F,70 l'année suivante et s'effondrer à 1 F - 1 F,05 en 1848-1849.

(110) En 1845, total du bénéfice net : 1.711.503,12 F. soit pour cent vingt et un traitants une moyenne de 14.144 F,65. En 1846, 1.441.633 F,14 de bénéfice net, moyenne pour 144 traitants de 10.081 F,35 et l'année suivante bénéfice net de 47.263 F,91 soit pour 12 traitants 3.938 F,65 de moyenne et perte totale de 870.329 F,22 soit pour 144 traitants une moyenne de 6.043 F,92. A N S O M Sénégal XIII 27 et 28.

Mais les moyennes, si elles traduisent une tendance générale ne peuvent en rien refléter la foisonnante diversité des cas individuels. En effet, l'analyse de ceux-ci a révélé l'ample ouverture de l'éventail des bénéfices comme des pertes, ainsi que l'extrême variété des conditions d'échange. En 1845, année faste, les bénéfices atteignent leur sommet. Les plus favorisés des traitants reviennent à Saint-Louis avec plusieurs dizaines de milliers de francs et les moins heureux avec deux et trois mille francs seulement. Le rapport entre le meilleur résultat et le plus mauvais s'établit à 8,65 aux Darmankour, 14 aux Trarza, 34,73 au Coq et pour l'ensemble des trois escales à 38,45, Autrement dit, l'échelle des revenus tirés de la gomme aux basses escales se déploie de un à quarante environ (111). L'année suivante, on assiste à un effritement des bénéfices qui demeurent assez satisfaisants dans l'ensemble (112) mais en

---

(111) Darmankour : 65.820 F. et 7.604 F; Trarza : 35.525 F. et 2.522 F.; Coq 59.469 F. et 1.712 F.
Répartition de l'ensemble des traitants selon leurs bénéfices :

	Darmankour	Trarza	Le Coq
+ de 40.000 F.	1		1
de 30 à 40.000 F.	1	4	3
de 20 à 30.000 F.	3	9	5
de 10 à 20.000 F.	6	20	13
moins de 10.000 F.	1	24	30
	12	57	52

Ce tableau fait apparaître en particulier l'excellence des résultats obtenus à l'escale des Darmankour.

(112) Les meilleurs résultats de 1846 s'établissent à 39.243 Francs pour les Darmankour, à 28.822 Francs aux Trarza et à 42.213 Francs au Coq.

1847-1848, la quasi totalité des traitants connaît des pertes dont les plus sévères se situent autour de quinze mille et les plus faibles autour de quelques centaines de francs (113). Les conditions d'échange varient beaucoup d'un traitant à l'autre et d'une année à l'autre. Certains avec de grandes quantités de guinées et de marchandises n'obtiennent que de médiocres résultats tandis que d'autres, plus vigilants dans la conduite de leurs opérations, retournent à Saint-Louis avec des bénéfices satisfaisants. Quelques exemples illustreront ces disparités. Partant avec une quarantaine de milliers de francs de marchandises, cinq traitants réalisent des bénéfices qui oscillent entre 15.342 et 35.326 Francs, soit un rapport de 1 à 2,3. Inversement cinq

---

(113) Perte maximum : 21.371,22, perte minimum : 261,99 F.
rapport : 1 à 81,57
Résultats des traites 1847-1848 d'après A N S O M
Sénégal XIII 28

	Darmankour				Trarza			
Années	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1847	15	1	314,27	14.515,9	84	1	659,82	21.371,22
1848	7	1	9.951,60	7.087,47	57	2	6.840	13.441,85

	Brakna (Coq)			
	(1)	(2)	(3)	(4)
1847	57	10	14.795,3	12.375,19
1848	renseignements incomplets			

(1) Traitants ayant fréquenté l'escale
(2) Traitants ayant réalisé des bénéfices
(3) Bénéfice maximum
(4) Perte maximum

traitants dont le compte se solde par un bénéfice comparable compris entre 5.453 et 6.603 F. ont expédié aux escales des marchandises pour une valeur s'échelonnant de 17.865 à 73.009 F., soit dans un rapport de un à quatre (114). On pourrait apporter bien d'autres preuves à différents niveaux

---

(114) Toutes ces situations de traitants se trouvent dans A N S O M Sénégal XIII 28.

Valeur des marchandises	Frais	Bénéfice net
40.732,42	4.500	26.470,46
41.018,96	2.460	15.341,69
41.345,73	1.780	27.113,88
41.711,05	3.640	35.325,96
42.578,88	4.050	32.430,69
73.009,24	2.280	5.453,11
43.761,69	2.300	5.991,86
17.865,42	1.320	6.314,09
19.844,22	2.660	6.444,35
19.732,11	2.670	6.603,34

Comme on peut le voir l'incidence des frais sur les résultats apparaît limitée et les disparités constatées s'expliquent par la manière dont chaque traitant échange la guinée contre la gomme. Au début de la traite, les transactions peu importantes s'effectuent en général à un taux d'échange élevé, mais dans la crainte de ne ramener qu'une faible quantité de gomme, le taux s'abaisse et certains traitants se laissent entraîner jusqu'à compromettre les résultats de leur opération.

de valeur quant aux marchandises et aux résultats; conten - tons-nous des suivantes. Pour deux traitants qui montent aux escales avec quatorze, quinze mille francs, l'un redescend à Saint-Louis avec 1.759 F. et l'autre avec 5.636 F. de bénéfice. Deux autres qui obtiennent une balance positive de dix huit mille francs avaient à leur disposition l'un 36.066 et l'autre 67.878 F. de marchandises de traite (115). Si maintenant on évalue en pourcentage le bénéfice par rapport aux valeurs engagées (marchandises et frais) on remarque que certains traitants dépassent 90% tandis que d'autres arrivent péniblement à 3 ou 4% : judicieuse utilisation des moyens dans un cas et grave gaspillage dans l'autre. La moyenne des bénéfices approche de 40% en 1845, année de récolte abondante et s'y maintient la campagne suivante (116). Quant aux pertes, insignifiantes pour quelques heureux qui frôlent l'équilibre, elles deviennent catastrophiques pour

---

(115)

Marchandises	Frais	Bénéfice net
14.036,79	1.520	5.636,61
15.003,40	2.040	1.759,85
36.066,06	4.270	18.739,30
67.878,80	2.480	18.871,49

(116) Moyenne établie à partir de l'examen des résultats de trente traitants représentatifs des différents niveaux de bénéfices :
1845 : 39,90% - 1846 : 39,59% - En 1847, trois sur trente ont obtenu un bilan positif et le bénéfice moyen s'établit à 7,22%.

les malchanceux qui ont gâché, 45,50, voire même 65% des valeurs engagées (117). La moyenne des pertes se situe autour de 25% en 1847 (118).

L'irrégularité des revenus d'une année à l'autre pour un même traitant constitue une des caractéristiques essentielles du commerce de la gomme. En effet, l'analyse des comptes toujours positifs des années 1845-1846 suggère plusieurs remarques. Tout d'abord, des traitants figurant dans le peloton de tête tombent brutalement au rang des plus infortunés tandis qu'à l'inverse, phénomène beaucoup plus rare, quelques heureux réussissent un redressement spectaculaire en se classant parmi les meilleurs (119). Ensuite, tel qui réduit de moitié la valeur de ses marchandises revient avec un bénéfice à peine inférieur à celui de l'année précé-

---

(117) Pourcentage maximum minimum
bénéfices : 91,19 (1846) 3,51 (1846)
pertes : 65,58 (1848) 0,51 (1847)

(118) Moyenne des pertes : 25,28% en 1847. Ce pourcentage s'est incontestablement aggravé l'année suivante, s'élevant à 38,01 pour les traitants qui ont fréquenté les escales des Trarza et des Darmankour (on sait que l'on ne dispose d'aucun renseignement individuel pour les Brakna en 1848).

(119) Exemples de Baudoin Labrue (Darmankour) avec respectivement 21.059 et 846 F,95 de bénéfice et de Pierre André fils (Trarza) avec 5.453 F,11 et 27.113 F,88.

dente tandis que tel autre qui a presque doublé sa mise n'obtient qu'un résultat décevant (120). Enfin, quelques-uns, peu nombreux il faut le préciser, ont à peu près maintenu leurs revenus (121). L'étude des pertes subies en 1847-1848 conduit en gros aux mêmes conclusions. Mais au-delà des résultats nominaux, il est intéressant d'examiner comment se sont comportés les traitants face aux fluctuations de la conjoncture. Les uns n'en sont que le fidèle reflet, quelques rares individualités y échappent superbement, tandis que d'autres prouvent leur faculté d'adaptation et leur habileté en maintenant ou même en améliorant leur efficacité (122).

---

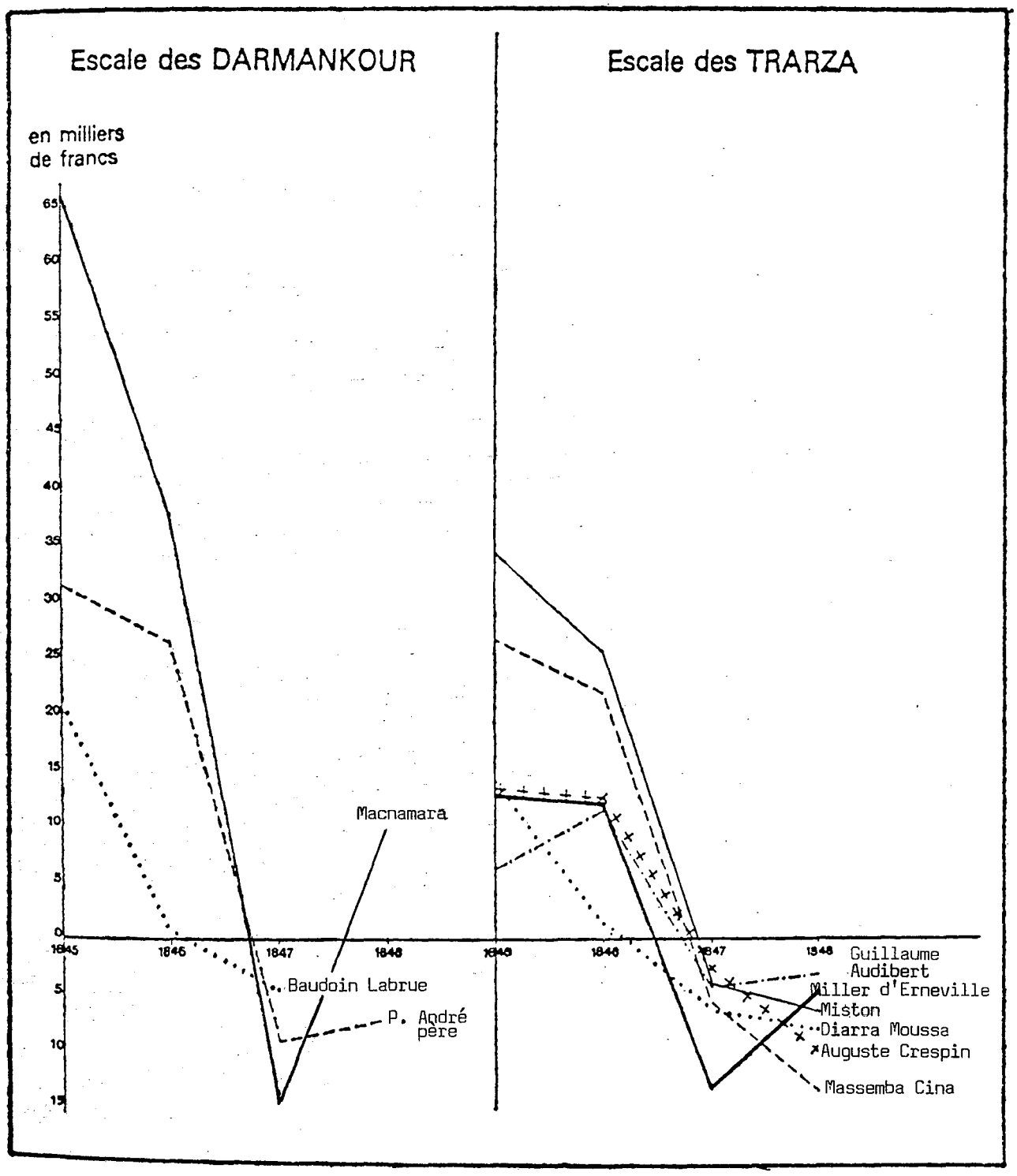
(120) Cas de Ch. Carpot qui, parti avec plus de soixante dix mille francs de marchandises ramène 39.453 F,20 de bénéfice en 1845 et qui, l'année suivante pour trente cinq mille francs de marchandises obtient une balance positive de 34.986 F,75. Par contre Maka Diop (escale du Coq également) pour neuf mille francs de mise rapporte 1.712 F,15 et pour plus de dix sept mille ne réalise que 1.463 F,40 de bénéfice.

(121) Cas de Miller d'Erneville (Trarza) avec respectivement un solde bénéficiaire de 12.642 F,69 et de 12.131 F,72.

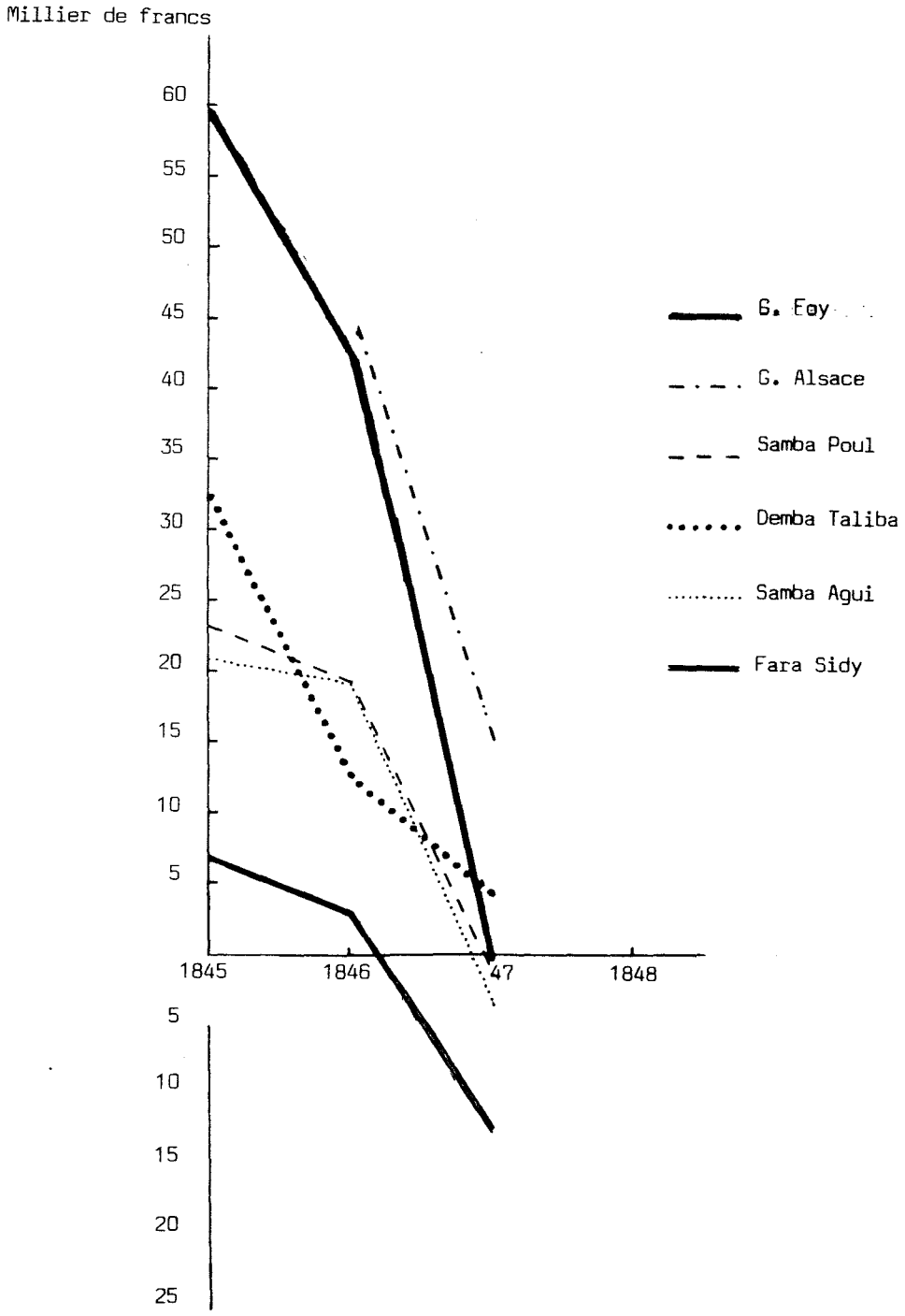
(122) Cette diversité de comportements est illustrée par les pourcentages calculés pour 1845-1846. Pour cette dernière année, la conjoncture est devenue moins favorable; récolte moins abondante, détérioration du taux moyen d'échange de 12% environ que ne compense pas une légère hausse de 5% du cours moyen de la gomme à Saint-Louis. Quelques exemples permettront d'illustrer cette distinction entre les traitants : appartiennent à la première catégorie : Massemba Cina 58,52 et 53,66%, Joseph Crespin : 37,91 et 35,75%, à la seconde Baudoin Labrue 58,92 et 3,51% et Pierre André fils 62,52 et

GRAPHIQUE 13

Quelques exemples de chute des bénéfices des traitants de gomme



ESCALE DES BRAKNA OU DU COQ



Si incontestablement en 1847-1848 l'évolution des résultats de la traite des gommes a été catastrophique, il n'est malheureusement pas possible d'apprécier celle des autres revenus de traitants qu'il s'agisse des opérations réalisées dans les marigots ou à Galam pendant les mois où le monopole de la Compagnie est suspendu. N'oublions pas d'autre part, que la crise a découragé nombre de traitants et les a incité à rechercher leur subsistance en exerçant d'autres activités (123). Peut-être ont-ils été plus sages et plus heureux que ceux qui s'obstinaient à affronter une conjoncture défavorable mais les archives ne nous fournissent aucun élément pour l'affirmer en toute sécurité. L'historien quand il se penche sur d'autres catégories sociales ne trouve le plus souvent que flou ou obscurité totale. Il n'a pour pâture que les notations subjectives des observateurs contemporains ou les simples réflexions du bon sens. Ainsi, pour les traitants de Gorée dont Bouët-Willaumez brosse le triste tableau de leur "déchéance" et pour les quelques négociants sénégalais dont aucune source n'éclaire le recul de leur

---

(122) suite
90,37% et à la troisième G. Foy 38,06 et 38,74% et Demba Taliba 37,96 et 37,93%.

(123)

	Traitants expédiés	Sans emploi aux escales
1843	53	134
1844	89	107
1845	121	?
1846	143	60
1847	156	41
1848	121	126
1849	124	143

chiffre d'affaires et de leurs bénéfices, mais que nous savons solidaires des traitants et par conséquent très vulnérables. Par contre est indiscutable l'anéantissement complet du revenu des propriétaires, les signares tout spécialement, qui tiraient l'essentiel de leurs revenus de la location du travail de leurs esclaves. Ils devront attendre plusieurs années le règlement de l'indemnité, aussi connurent-ils une misère que Boilat nous décrit ainsi :

> "La libération arrive comme un coup de foudre ... les maîtres furent réduits pour la plupart à la plus grande gêne. J'ai vu de mes propres yeux, un vieillard vénérable dont les revenus consistaient en près de cinq cent captifs assis sur son escalier, la tête soutenue sur ses mains. Je lui demandais ce qu'il faisait là. Je pleure ma misère, me dit-il. Il est dur à mon âge de rompre non seulement avec mes habitudes, mais encore de n'avoir plus aucun domestique, pas même une personne pour me faire la cuisine" (124).

De la chute souvent brutale des revenus des catégories sociales les plus favorisées, on peut déduire les conséquences fâcheuses qui en découlent pour ceux qui gravitent dans leur orbite. Tout d'abord des traitants moins nombreux et plus attentifs à réduire leurs frais, cela signifie chômage et misère pour un certain nombre de capitaines de rivière, de laptots ou de maîtres de langue. Les commerçants sont aussi touchés car, comme le note Boilat "dès que l'ha-

---

(124) BOILAT, op.cit., p.38. Contrairement à ce qu'affirme l'auteur, nous n'avons jamais trouvé dans l'enquête de 1844 un propriétaire possédant un aussi grand nombre d'esclaves.

bitant n'a plus de ressources, les commerçants n'ont plus de débouchés". Enfin, les artisans et les ouvriers sont victimes de cette réaction en chaîne, ceux des métiers de luxe comme ceux du bâtiment car l'argent manque pour la construction de nouvelles maisons et parfois même pour la réparation des anciennes. Seuls les affranchis paraissent gagnants car leurs ressources ont doublé depuis l'émancipation, c'est du moins ce qu'affirme Boilat et ce qu'explique Protet. En principe le maître ne devait rien, mais en fait la force des moeurs avait établi comme loi sacrée que le maître devait au captif employé

> "la moitié du salaire revenant à un travailleur libre. Il est vrai que si le maître donnait le logement et en cas de maladie les soins gratuits aux captifs et à leur famille, il ne leur fournissait pas la nourriture. Le salaire du captif servait donc à le nourrir. Aujourd'hui, ce salaire est acquis en entier au travailleur; au lieu d'éprouver une baisse, il est constant qu'il a légèrement augmenté et comme l'habitation est restée gratuite, ou à peu près, les ressources de l'ancien captif ont doublé" (125).

Ouverte en 1838-1840 la crise, malgré l'embellie de 1845 pour les traitants de gomme, n'a pas seulement affecté les revenus elle a aussi et surtout porté de profondes atteintes au patrimoine sénégalais.

---

(125) Gouverneur à ministre, 27 septembre 1851, n°446, A N S O M Sénégal XIV 12.

b) L'érosion des fortunes

Tous les Sénégalais disposant de capitaux ont subi très durement les conséquences de la crise. Négociants et traitants ont été submergés de dettes et certains d'entre eux ont été acculés à la faillite. Pour eux comme pour d'autres, leur patrimoine immobilier a été hypothéqué ou vendu. Les propriétaires d'esclaves ont souvent cédé leurs droits à l'indemnité pour apurer leurs dettes, tandis que les femmes durent se résigner à monnayer leurs bijoux.

Déposer un bilan eut semblé une procédure normale pour un traitant couvert de dettes et poursuivi par ses créanciers, mais le Sénégal n'est pas la métropole. Sans doute, le traitant accomplit-il des actes de commerce et est un commerçant tel que la loi le définit. De ce fait, il est soumis pour le dépôt de son bilan aux formalités qu'elle prescrit. Justement toute la difficulté réside dans l'application de ces règles car il n'a aucun moyen d'établir par des livres - il n'en tient généralement pas - sa situation commerciale. Dans ces conditions, il lui sera impossible d'administrer la preuve de son malheur et de sa bonne foi tandis qu'il sera toujours facile aux créanciers de produire des témoignages qui mettront en évidence les fautes de leur débiteur et le désordre de ses affaires. Néanmoins, les faillites dont on n'entendait parler qu'à de longs intervalles reparaissent avec les difficultés. Larcher, chef du service judiciaire, en en signalant deux pour 1840 alors que la dernière remontait à 1835 trouve que "ce chiffre de deux faillites déclarées dans une même année est digne de remarque dans un pays où l'on avait l'habitude de ne compter ce même chiffre que de dix en dix années à peine" et il ajoute que les autres ont été arrêtées par des arrange-

ments (126). En effet, la manière la plus courante de sanctionner l'échec d'un traitant, c'est de conclure entre les parties intéressées une convention sous forme d'obligation hypothécaire. Le débiteur s'engage à rembourser sa dette dans un délai fixé et apporte en garantie le terrain ou la maison qu'il possède. Dans la majorité des cas, le créancier renonce à réclamer le paiement d'un intérêt. Cependant en février 1842, un traitant, Macodé Mamour Sal est déclaré en faillite par le tribunal de Saint-Louis, mais deux mois plus tard, il en est relevé. La raison invoquée pour justifier ce revirement réside dans le fait que la société privilégiée que l'ordonnateur Pageot des Noutières met alors en place doit donner au failli comme à tout traitant en difficulté les moyens d'apaiser ses créanciers (127). Quelques

---

(126) Rapports de Larcher du 28 janvier 1841, A N S O M Sénégal VIII 9 b et du 6 octobre 1842. Ibi, Sénégal XIII 26 a.

(127) Faillite Macodé Mamour Sal. Le jugement du 5 février a été déclaré le 21 avril "nul et non avenu" "vu que les mesures exceptionnelles qui viennent d'être prises par l'autorité administrative sur la traite de la gomme, il y a lieu de faire rentrer Macodé Mamour Sal dans sa condition première afin de le faire jouir du bénéfice des actions qui lui sont dévolues par la Société de la gomme en sa qualité de traitant, que le bénéfice des susdites actions qui pourra augmenter l'actif de Macodé Mamour Sal de 25 à 30% se trouverait entièrement perdu par la masse des créanciers et avant la constitution de la société Macodé Mamour Sal ne se trouvait pas relevé du jugement qui l'a placé en dehors de toutes espèces de transactions commerciales". D'autre part, ce jugement illustre l'absence de comptabilité déploré par Larcher : "attendu que dans l'es-

mois plus tard, la société est dissoute, mais l'ordonnance de novembre 1842 organisant un système d'apurement des dettes, il ne sera plus question de faillite pendant plusieurs années. Mais s'étant révélé totalement inefficace il fallut revenir, modérément d'ailleurs, à la procédure classique de la faillite. Si en août 1848, Achille Bonnaire, le demi-frère de l'abbé Boilat, l'évita de justesse, quatre autres traitants , après avoir lutté pied à pied y furent acculés (128). Leur échec n'a pas manqué d'inquiéter les milieux commerciaux de Saint-Louis, mais celui des frères Alsace eut plus de retentissement car il atteignait deux des membres les plus en vue de la société sénégalaise. L'affaire est d'importance tant par l'ampleur du passif (quatre cent mille francs environ) que par le nombre des créanciers (trente) appartenant aussi bien à la société locale qu'au commerce de Bordeaux, Nantes et Marseille. Elle apparaît aussi originale

---

(127) suite
pèce, le manque absolu de pièces et de livres, défaut qui ne saurait être imputé à un noir illettré a mis jusqu'à ce jour les agents de la faillite dans l'impossibilité de se livrer à aucune des opérations exigées". A N S O M - D P P C Tribunal de première instance Saint-Louis 1842.

(128) Accord amiable entre A. Bonnaire et ses créanciers, A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis, acte n°146, 10 août 1848. Tribunal de 1ère instance de Saint-Louis : faillite de Pierre André père, jugement n°65 du 9 avril 1853. Ses embarras s'étaient sensiblement aggravés en 1850; faillite Joseph Crespin, n°224, 17 septembre 1853; Pierre André fils, n°103, 5 mai 1855 et Guillaume Audibert, n°126, 26 mai 1855.

dans la mesure où elle n'atteint pas de simples traitants, mais une association qui avait tenté de joindre le commerce d'importation et d'exportation à celui des escales (129). On peut s'interroger sur les véritables raisons de leur faillite : spéculations pour lesquelles ils étaient mal préparés, échanges désastreux à l'escale ou les deux à la fois? Il est malheureusement impossible de répondre à une telle question, faute d'information précise. Tout au plus serait-on tenté d'incliner en faveur de la première hypothèse en constatant que l'initiative prise à l'encontre des frères Alsace provenait essentiellement de négociants européens et que c'était Louis qui était incapable de répondre à ses engagements. Leurs premières graves difficultés apparaissent en 1848 et ils recourent alors à des expédients qui se révèlent bientôt insuffisants. (130) En mai 1850, ils durent solliciter un délai de trois ans pour régler l'intégralité de leurs dettes, offrant de se libérer par tiers et à servir un intérêt de 6%, mais là encore ils avaient trop présumé de leurs forces (131). Aussi, en janvier 1854, à la requête d'Isnard aîné de Marseille, ils furent contraints à déposer

---

(129) Tribunal de première instance de Saint-Louis, 1854 (actes du 21 janvier - 4 février - 25 mars, 8 avril, 3 juin, 25 septembre). La Cour d'appel, le 11 août 1854, a fixé le point de départ de la faillite au 15 septembre 1849, enfin notariat Saint-Louis, 29 mai 1855 : convention entre les frères Alsace et leurs créanciers.

(130) Le 30 novembre 1848, ils avaient obtenu de leur créancière Marie Labouré qu'elle transforme plusieurs billets impayés en un billet unique de 52.000 F. portant intérêt à 12%.

(131) Règlement du 21 mai 1850, acte notarié n°198.

leur bilan. La date d'ouverture de la faillite provisoirement fixée au 6 avril 1852 fut finalement reportée au 15 septembre 1849. Le détail du règlement nous échappe. On sait seulement que grâce à la vente des marchandises et des embarcations le syndic a pu distribuer dans un premier temps aux créanciers des dividendes d'un montant de 58,50%, non compris les intérêts. Dans un second temps, pour éteindre la dette de 193.775,17 francs restant due, les frères Alsace signèrent une convention en mai 1855 par laquelle non seulement ils abandonnaient "les valeurs, marchandises, créances encore existantes sur celles qui ont été portées au bilan" mais aussi les immeubles qu'ils possédaient encore à Saint-Louis, Ceux-ci, vendus en adjudication publique au mois d'août procurèrent une somme de 67.400 F. (132).

Plus spectaculaire encore a été la déconfiture qui atteignit, en 1851, un des rares négociants sénégalais : Durand-Valantin. Personnalité de premier plan, maire de Saint-Louis et premier député du Sénégal en 1848, nous aurons l'occasion de reparler de cet ardent défenseur des intérêts des "habitants". Fils d'un négociant français et d'une signare, directeur de la Compagnie de Galam en 1840, il a pris, après la mort de ses frères aînés, la direction de leurs affaires de commerce (133). Trop confiant à l'égard des traitants auxquels il avance des marchandises, il est rapidement mis en difficulté. En effet, le bilan de la traite de 1847 le fait apparaître comme le principal créancier de la corpo-

---

(132) Louis Alsace possédait quatre maisons et un terrain et Georges deux maisons.

(133) La firme François Valantin et frères dont il a été question plus haut. Durand-Valantin semble avoir entretenu des liens étroits avec la maison Lombard de Marseille. En 1842, il a été entendu au titre de "négociant de Saint-Louis" par la Commission Gautier.

ration pour plus de deux cent mille francs (134). Il essaie de faire front, mais bientôt les séjours en France que lui impose son mandat de député ne lui permettent guère de mettre de l'ordre dans ses affaires. Aussi, il décide de démissionner et dans sa lettre au président de l'Assemblée nationale, le 27 juin 1850, il invoque justement la nécessité pressante de rester au Sénégal. Malgré ses efforts, il ne réussit pas à redresser la situation et c'est après les poursuites engagées contre lui par la maison Barbaroux de Mégy "fabricant de coraux" à Marseille, en juin 1851 qu'il est déclaré en état de faillite par jugement du 4 octobre suivant. D'après nos sources, seuls les négociants de la métropole (de Paris, Rouen, Nantes, Bordeaux et Marseille) se sont faits représenter dans la faillite qui a d'ailleurs été rapidement réglée par le concordat du 20 mars 1852. A notre grande déception, on en ignore la teneur (135). L'échec de Durand-Valantin dépasse celui de sa personne. En effet, il avait voulu prouver aux habitants qu'il était possible de s'affranchir du rôle subordonné d'intermédiaire que leur assignaient les Européens et de bâtir leurs propres maisons de commerce indépendantes et attentives aux besoins des traitants. Sa faillite en ce sens, est celle d'une communauté tout entière et de ce fait revêt valeur de symbole.

---

(134) 200.635,90 francs exactement pour lesquels il touchera sur le fonds commun d'extinction des dettes la somme dérisoire de 4.094,42 francs . A N S O M Sénégal XIII 28 b.

(135) Le procès-verbal du registre du tribunal de première instance se borne à signaler la conclusion du concordat.

Avec l'apparition des temps difficiles, nombreux sont ceux qui ne peuvent donc faire face à leurs obligations que ce soit le traitant ayant obtenu des marchandises à crédit, le commerçant menacé par la baisse catastrophique de ses ventes ou la personne qui a contracté un emprunt pour acheter ou faire construire une maison. Les conventions étaient conclues le plus souvent sous seing privé ou même verbalement. La persistance de la crise devait amener les créanciers à réagir pour assurer la sauvegarde de leurs intérêts. Ils firent appel aux tribunaux pour obtenir la reconnaissance de leurs créances. Ces assignations très nombreuses à Saint-Louis au début des années quarante le redevinrent en 1848 après une accalmie tandis qu'à Gorée les maxima se situent en 1843 et en 1845 (136). Mais il ne s'agissait là que de mesures conservatoires et il était nécessaire d'aller plus loin. Aussi, les créanciers, négociants européens pour la quasi totalité, font-ils inscrire la dette sous forme d'obligation hypothécaire. Les arrangements pris alors présentent différentes modalités quant aux délais de règlement qui peuvent être plus ou moins longs et quant à l'intérêt. En effet, certaines obligations hypothécaires sont consenties sans intérêt, et pour les autres, le taux s'échelonne entre 6 et 12% (137). Parfois, pressentant l'in-

---

(136) En 1842, abstraction faite des affaires de peu d'importance, il y eut plus de soixante dix reconnaissances de dettes par des traitants de Saint-Louis. Cette procédure devint beaucoup plus rare à la suite de la mise en place du système d'amortissement des dettes prévu par l'ordonnance de 1842. Sa faillite provoqua une nouvelle poussée de poursuites à partir de 1848 (trente six en 1851). A Gorée, vingt cinq en 1843, vingt sept en 1845 et dix-sept en 1848.

(137) A noter, indice du marasme profond que connaît Gorée, que le nombre des obligations consenties sans intérêt

capacité du débiteur à se libérer, le créancier préfère consentir une remise partielle de dettes (138). Ces obligations dont le nombre évolue parallèlement à celui des reconnaissances de dettes aboutissent à grever maisons, terrains et chaloupes appartenant non seulement aux débiteurs, mais aussi à leurs femmes et à leurs parents qui s'offraient comme caution (139). On peut estimer que près de la moitié des traitants de Saint-Louis ont leurs biens hypothéqués.

Certains débiteurs ont pour atténuer ou éteindre leurs dettes, vendu terrains, maisons, esclaves ou embarcations (140). Par exemple en 1848 après une traite particu-

---

(137) suite
y est beaucoup plus faible qu'à Saint-Louis et le taux de 12% beaucoup plus fréquent.

(138) A titre d'exemple, l'obligation hypothécaire souscrite en janvier 1841 à Gorée par Nicolas Potin au profit du négociant Monteillet. Celui-ci "en raison des égards qu'il veut bien avoir pour le dit sieur Nicolas Potin" veut bien faire un sacrifice de 50% et lui accorde la possibilité de s'acquitter en trois paiements, les 31 décembre 1841, 1842 et 1843. Le montant total de la dette s'élevait à 47.178,75 F. A N S O M -D P P C Notariat de Gorée, acte n°3, 21 janvier 1841.

(139) Dans le cas de Nicolas Potin évoqué plus haut, l'obligation était garantie par une maison et un terrain appartenant à Mery Carew son épouse légitime et par un terrain et une maison propriétés de D.Pignard sa belle-mère.

(140) Quelques exemples de ventes conclues à Saint-Louis : 1°- Moussa Fara traitant vend au négociant Rouelle un cotre de vingt deux tonneaux pour quatre mille francs valeur portée "au crédit de son compte qui reste débiteur". 2°- Dahour Nancy autre traitant vend à l'euro-

lièrement désastreuse, on remarque que sur vingt-deux ventes de terrains, dix sont le fait des traitants. Mais la pression morale ne suffisant pas les créanciers durent dans certains cas entamer des poursuites pour obtenir par autorité de justice la vente des biens de leurs débiteurs (141). Ainsi, comme l'écrit Boilat

> "le retour de la traite n'est plus un sujet de joie pour les familles, mais de chagrin et de douleur : ce sont des ventes de maisons ou de terrains par autorité de justice et des prises d'hypothèques sur ce qui leur reste" (142).

De son côté Durand-Valantin remarque "parmi les Européens qui sont propriétaires d'immeubles, il en est beaucoup qui

---

(140) suite
péen Michel Pesnel deux péniches pour quatre mille francs et cinq esclaves pour mille sept cent cinquante francs, cette vente venant aussi en déduction d'une dette. 3°- Charles Gabriel Pellegrin traitant vend à un autre traitant Yatma Blondin une maison pour douze mille francs avec délégation du prix de vente à la société Gasconi et Lombard afin de régler une partie de la dette de Pellegrin à son égard. A N S O M - D P P C Notariat de Saint-Louis 1839, actes n°150 du 3 octobre 1839, n°155 du 10 oct.1839 et n°144 du 23 septembre 1841.

(141) Pour reprendre le cas de Nicolas Potin il faut noter que n'ayant pu rembourser sa dette un jugement du tribunal de Gorée du 13 janvier 1844 ordonna la vente des immeubles qui la garantissaient.

(142) BOILAT, op.cit., p.211.

ne l'ont été qu'à leur corps défendant par suite d'expropriations poursuivies à leur requête" (143). Enfin, à propos de Gorée, Bouët-Willaumez constate que les "traitants de couleur ... se laissent déposséder avec une apathie déplorable" et qu'ils "ont vendu goëlettes et bateaux"(144). L'endettement constitue donc un phénomène général qui affecte aussi bien Gorée que Saint-Louis, le commerçant et la signare aussi bien que le négociant et le traitant. S'il est malheureusement impossible de chiffrer sa valeur globale et de la comparer à celle du patrimoine des Sénégalais, on peut cependant en suivre l'évolution chez les traitants des escales.

L'endettement des traitants de gomme vis-à-vis des négociants, par son ancienneté et son ampleur constitue vers 1850 un des problèmes sociaux les plus importants, d'autant que les résultats des dernières traites l'ont encore aggravé. En 1848, le ministère doit se rendre à l'évidence : le système que, malgré ses répugnances à l'égard de toute politique d'intervention, il avait été contraint d'élaborer six ans plus tôt pour éteindre progressivement la dette a fait complètement faillite. Aussi le supprime-t-il l'année suivante.

C'est en 1838 que tous les observateurs placent le début de l'endettement qui devait atteindre en quelques années un niveau inquiétant (145). Ses causes résident dans la surabondance des guinées sur le marché de Saint-Louis et le

---

(143) DURAND-VALANTIN, Mémoires, op.cit.

(144) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce, ... op.cit. p.55.

(145) Témoignages de Caille, commandant supérieur des escales, de Calvé, de B. Devès à la Commission du commerce des gommes, op.cit., séances des 24, 27 et 28 septembre 1842.

bas prix auquel elles étaient vendues en rivière aux Maures. En effet, les bénéfices considérables réalisés par quelques importateurs, maîtres du commerce du Sénégal et la baisse de la guinée de l'Inde firent naître chez un grand nombre de maisons jusque là étrangères aux affaires du Sénégal le désir d'y participer. Il en résulte une violente concurrence. Les envois massifs de guinées en 1838-1839 surchargèrent le marché de Saint-Louis et les négociants, contraints de s'en débarrasser, avilirent leur prix au cours de la traite. Agissant ainsi, ils portèrent un coup terrible aux traitants. En effet, les négociants, si l'on en croit Caille, après avoir vendu avant le départ en rivière des marchandises de traite aux "habitants" sur bonne hypothèque expédiaient ensuite aux escales des mandataires qui bradaient les guinées à des prix inférieurs à ceux auxquels ils les avaient vendues aux traitants. Les négociants nouveaux venus, dans l'espoir de se tailler rapidement une place importante dans le commerce du Sénégal avaient inauguré cette pratique bientôt suivie par les maisons plus anciennes. Mais les traitants devaient alors accepter, en échange de leurs guinées une quantité de gomme inférieure à celle qu'ils s'étaient engagés à livrer au retour en paiement. De là vint la ruine de nombreux traitants incapables de faire face à leurs engagements.

En 1842, la dette avait pris une ampleur sans précédent mais difficile à préciser. En effet, les évaluations de l'époque varient presque du simple au double. Le gouverneur du Sénégal, Montagniès de la Roque, avance le chiffre de 3 à 4 millions et le directeur général des Douanes,

Gréterin, celui de 2.127.000 francs (146). V. Régis parle de 3 millions et le rapport de Gautier, président de la Commission du commerce des gommes au ministre de 2.250.000 F. et peut-être plus. Ainsi, peut-on constater que, même après les études menées tant au Sénégal qu'en France, il est impossible de prendre l'exacte mesure des créances des négociants (147). Si on s'arrête au chiffre de deux millions et demi, on peut sans doute convenir que dans l'absolu il est faible mais ce serait une erreur que de ne pas en comprendre l'importance pour l'économie sénégalaise, car il représente en réalité une valeur supérieure à celle des exportations annuelles de gomme. Régis le savait bien mais s'il déclarait que "cette dette n'est rien par rapport à celle de nos grandes colonies", c'est que, par cette comparaison fallacieuse, il cherchait avant tout à écarter toute intervention gouvernementale et à laisser jouer les mécanismes de l'économie libérale. Lors des débats à la Commission, quelques participants font remarquer que la situation pour grave qu'elle soit, n'est pas aussi tragique que certains veulent bien le dire, par suite de l'existence d'une créance des traitants sur les Maures, mais les divergences éclatent à la fois sur l'importance de cet actif et sur les possibilités de recouvrement. La valeur des créances représente pour le délégué du Sénégal, Calvé, la moitié et pour Fournier, porte-parole de la Chambre de commerce de Marseille et pour le directeur général des Douanes, l'équivalence de la dette des

---

(146) Le chiffre de 2.127.516 F,25 avait été avancé lors de la formation de l'Association Sénégalaise en avril. Pageot des Noutières à ministre, 15 juin 1842, n°208, A N S O M Sénégal I 24a.

(147) Commission du commerce des gommes, op.cit., séances des 26 et 27 septembre et du 3 octobre 1842. Annales Maritimes et coloniales, tome II, op.cit.

traitants à l'égard du commerce (148). Sans apporter de précisions, le directeur des Colonies s'efforce cependant de dissiper toute illusion en rejetant l'idée trop souvent répandue que le Sénégal en matière de dettes "fait à peu près le pair". Le chef du service judiciaire de la colonie, Larcher, est beaucoup plus catégorique car il ne craint pas d'affirmer dans son rapport au gouverneur que certaines de ces créances sont fictives, car les billets soi-disant souscrits par les Maures et donnés en paiement aux négociants constituent un moyen coupable employé par quelques traitants pour couvrir le déficit de marchandises qu'ils ont dissipées (149). De l'avis de tous, le recouvrement des créances réellement prouvées dépend pour une grande part de la pression que le gouvernement local pourra exercer sur les débiteurs : la question politique est donc posée, mais il n'en est pas moins évident qu'à cette époque le gouvernement n'était pas du tout décidé à recourir aux moyens coercitifs (150). Il était donc prudent et sage de ne pas attendre de

---

(148) Séances des 28 septembre et 3 octobre.

(149) Larcher au gouverneur, 27 juin 1844, A N S O M Sénégal XIII 27 a. Il fonde son opinion sur les jugements qui ont été rendus à Saint-Louis.

(150) L'administration du Sénégal avait imposé une vérification des titres de créances par une commission instituée par l'arrêté du 28 décembre 1840. Le règlement sur la traite des gommes aux escales du 10 février 1843 spécifiait que "les gommes en payement des dettes des Maures devront être délivrées à bord du stationnaire et en présence du commandant de l'escale". Seuls les titres antérieurs au 1er janvier 1841 revêtus du visa de la commission seront pris en considération (art.21). Il était expressément défendu aux traitants "de se rendre justice en détenant arbitrairement à

cette hypothétique compensation le règlement du problème des dettes.

Pouvait-on l'espérer de la poursuite des débiteurs en justice ? Quelques négociants avaient effectivement engagé des poursuites afin de faire vendre les biens des traitants : terrains, maisons et embarcations. Plusieurs jugements d'expropriation forcées avaient été rendus, mais le produit des adjudications aux enchères s'avérait souvent insuffisant à apurer les dettes. D'autre part, beaucoup de traitants ne jouissaient que de médiocres actifs qui ne méritaient pas de mettre en action la justice. Alors que faire? Aller jusqu'à la solution extrême de la prison pour dettes? L'administration refusait de l'adopter pour des raisons politiques car elle craignait que les traitants endettés ne cherchent à se dérober à l'emprisonnement par l'émigration; or le gouvernement a besoin du concours de ces hommes influents pour toute expédition militaire puisque c'est à leur voix que se lèvent tous les laptots nécessaires. Même si l'argument politique a été quelque peu exagéré à dessein par

---

(150) suite

bord les Maures qui leur doivent... Ils auront recours à l'officier commandant l'escale qui est chargé de veiller au maintien des droits de tous et de faire respecter les conventions" (art.22). D'autre part, Mestro à la séance du 3 octobre 1842 avait déclaré que "la dette des Maures était le résultat de la liberté commerciale, or celle-ci était inapplicable dans l'état actuel des choses parce qu'elle exigerait un gros effort pour assurer la sécurité indispensable à son développement, or il est à craindre que la France recule devant les sacrifices assez considérables qui seront nécessaires".

Montagniès de la Roque et par Pageot des Noutières, il n'en a pas moins été à l'origine de la décision de tendre une main secourable à des débiteurs plus ou moins insolvables : l'association sénégalaise d'avril, puis l'ordonnance de novembre 1842 n'avaient pas d'autre but. Ainsi, pour l'administration, à une situation exceptionnelle devaient correspondre des mesures exceptionnelles. Il fallait donner aux débiteurs le moyen de réparer leurs pertes par l'organisation de la profession de traitant et la mise en place d'un mécanisme d'extinction progressive des dettes même si l'intervention pour arrêter des poursuites portait atteinte "à l'un des principes les plus sacrés du droit public : l'indépendance du pouvoir judiciaire" (151). Dans son projet d'ordonnance, l'administration proposait de créer un fonds commun destiné à rembourser les créanciers. Pour l'alimenter un prélèvement de 15% devait être effectué soit sur les bénéfices nets des traitants agissant pour leur propre compte, soit sur la commission déduction faite des frais des traitants au service des négociants. Les membres de la commission écartèrent ce système trouvant trop lourde la ponction et injuste la distinction entre les deux catégories de traitants; ils proposèrent que le prélèvement soit opéré sur la quantité de gomme rapportée par chaque traitant des escales et la fixèrent finalement à 5%. Après chaque traite, le fonds commun, par l'entremise de la commission syndicale et sous la surveillance du gouverneur, devait être distribué par parts égales entre tous les traitants inscrits sur la

---

(151) De Lancastel ayant ainsi souligné cette atteinte, Mestro, après Fournier, la justifiait par les circonstances exceptionnelles que connaissait le Sénégal, séance du 3 octobre 1842.

liste générale. Les créanciers ne pourront faire opposition que jusqu'à concurrence des deux-tiers du montant de la part de chaque traitant (152). Ainsi, tous les traitants, qu'ils fassent la traite des gommes ou non, pouvaient bénéficier de cette répartition. Cependant, ceux qui ne seraient pas expédiés en rivière devaient pour conserver les droits attachés à leur inscription sur la liste générale, justifier exercer les fonctions d'aide-traitant ou faire la traite des marigots, ou se livrer à Saint-Louis à une industrie (153). D'autre part, il était désormais interdit aux traitants de faire aucun crédit aux Maures (154). Les institutions étaient donc en place. Restait à savoir si elles seraient assez efficaces pour effacer les dettes en cinq ans comme certains membres en avaient manifesté le ferme espoir au cours des débats.

Le ministre prévoyait une application difficile de l'ordonnance, car il craignait que le prélèvement ne suscite beaucoup d'objections de la part des négociants non créanciers et des traitants non obérés. Il recommandait à l'autorité locale de faire preuve de beaucoup de fermeté afin que les uns et les autres "se plient à l'acquittement de cet impôt et le considèrent comme un moyen de salut commun".

---

(152) Articles 7, 8 et 9 de l'ordonnance du 15 novembre 1842. Cependant la totalité de la part de chaque traitant pouvait être soumise à l'opposition des créanciers si le gouverneur comme l'article 13 lui en donnait la possibilité, décidait de fixer le prix d'échange aux escales de la guinée contre la gomme.

(153) Article 5.

(154) Article 17.

Enfin, il suggérait de faire renoncer les créanciers aux voies de rigueur et de les amener à accepter des transactions (155).

Au moment où allait s'ouvrir la traite de 1843 sous l'empire de la nouvelle réglementation on estimait que les dettes se partageaient entre des quinze maisons qui participaient au commerce de la gomme de la façon suivante :

- 3 maisons ayant chacune de 200 à 300.000 F. de créances
- 3 maisons ayant chacune de 150 à 200.000 F. de créances
- 6 maisons ayant chacune de 50 à 100.000 F. de créances
- 3 maisons ayant chacune de 13 à 34.000 F. de créances

Le reste de la dette se répartissait en petites fractions de 4 à 5.000 F.

Très peu de traitants étaient exempts de dettes. Il y en avait peut-être huit ou dix sur cent cinquante ou cent-soixante selon Fournier, quatre-vingts sur cent quatre-vingt selon V. Régis toujours porté à minimiser la gravité du mal. Cependant la première appréciation, plus proche de la vérité semble confirmée par une lettre du gouverneur en 1844 précisant qu'il n'y avait que dix traitants ne devant rien aux négociants (156).

---

(155) Ministre à gouverneur, 18 novembre 1842, n°301, A N S O M Correspondance générale 197. Ces instructions ont été publiées par SCHEFER, tome II, pp.119.

(156) Gouverneur par interim à ministre, 12 novembre 1844, A N S O M Sénégal I 27 a.

On peut suivre dans ses grandes lignes le fonctionnement du système du prélèvement jusqu'à sa suppression en 1849 à travers les rapports que la commission syndicale adressait annuellement au gouverneur. La première année d'application devait être particulièrement importante pour l'avenir du système. Le ministère qui en attendait les résultats avec quelque impatience fut satisfait de constater que d'une part les réticences que l'on craignait ne s'étaient pas manifestées et que, d'autre part, les traitants "semblaient entrer dans la voie de l'ordre et de l'économie" puisque pas un seul d'entre eux n'avait été "au-dessous du pair lors du règlement de ses comptes". Mais la faible récolte de gommes en 1843 reculait la perspective d'un prompt règlement des dettes. Le fonds commun n'avait produit que 183 F,50 pour chaque traitant et de ce fait plusieurs créanciers avaient préféré ne pas se manifester ce qui explique que le chiffre total des oppositions soit inférieur à celui du montant des dettes (157). L'optimisme qu'affichait alors le ministère malgré ces résultats dérisoires devait alors être entamé l'année suivante par les conclusions de la com-

---

(157) La commission syndicale a pensé qu'il valait mieux vendre aux enchères les gommes reçues en prélèvement que de donner à chacun sa part en nature. Les oppositions des créanciers se sont élevées à 1.581.973 F,14, rapports de Guibert, président, des 19 et 23 août, du 16 septembre 1843. A N S O M Sénégal XIII 27a. Voir aussi la correspondance gouverneur à ministre 12 août 1843,n°282 et ministre à gouverneur 27 octobre 1843, n°306, A N S O M Correspondance n°199.

mission syndicale. Il lui apparaissait, en effet, que le prélèvement ne parviendrait jamais à éteindre les dettes, vu qu'il était même incapable d'en assurer le paiement des intérêts. Cependant on ne voulait pas avouer l'échec de l'ordonnance et on le masquait en affirmant qu'elle avait contribué à apporter plus de régularité et de bonne foi dans les échanges, en même temps qu'elle avait été d'un grand secours pour les traitants les plus nécessiteux (158). Mais en 1845, avec une récolte exceptionnelle de gommes et leur prix avantageux, les illusions refleurissent. Les autorités locales affirment que la dette sera prochainement éteinte (pourtant il n'a été distribué aux créanciers qu'à peine plus de 90.000 F. alors que les oppositions s'élevaient à plus de 1.300.000 F.), et le ministère renchérit en proposant au gouverneur de faire étudier par le Conseil d'administration la question de savoir si cette espèce d'impôt qu'est le prélèvement doit être maintenue (159). Bouët n'hésite pas à écrire - mais n'avait-il pas participé à l'élaboration de la nouvelle réglementation et reçu mission de l'appliquer,- qu'au "bout de trois années d'application les traitants sont exonérés de leurs dettes" (160).

---

(158) Rapport de la commission syndicale 6 novembre 1844, A N S O M Sénégal XIII 27b gouverneur à ministre 12 novembre 1844, n°360, déjà citée.

(159) Mémoire de Thomas destiné à son successeur 14 novembre 1845, gouverneur à ministre 26 novembre 1845, n°411, et ministre à gouverneur 17 février 1846, n°58, A N S O M Sénégal respectivement XIII 27 c, I 27 c et I 28 d.

(160) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite, op.cit., p.22.

Bien que les résultats de 1846 fussent sensiblement équivalents à ceux de l'année précédente, les responsables qui ne sont pas à un revirement près, s'inquiètent maintenant de constater que "la libération des traitants est loin d'avoir marché aussi vite qu'on l'avait précédemment énoncé" et que le montant des dettes dépasse encore un million (161). Au même moment, le Conseil général s'interrogeant sur l'intérêt du fonds commun remarque que "cette institution ne peut rien pour ceux qui devaient des sommes énormes" et constitue une lourde charge pour tous; d'autre part, avec l'augmentation régulière du nombre des traitants, la part de chacun devient insignifiante. Dans ces conditions, le Conseil en demande la suppression pure et simple. La commission syndicale et le Conseil d'administration adoptent le même point de vue (162). Les mauvais résultats de 1847 et de 1848 confirmeront l'impuissance du système si laborieusement conçu en 1842. Les oppositions des créanciers demeurées à un niveau

---

(161) Gouverneur de Gramont à ministre, 4 février 1847, n°23 et ministre à gouverneur, 19 avril 1847, n°123, A N S O M Sénégal I 30 b et c. L'attitude du ministre est pour le moins curieuse. Il semble avoir attaché plus d'importance aux formules apaisantes qu'à la réalité des chiffres car comment expliquer son étonnement manifesté par l'annotation marginale de la lettre de de Gramont "on voit ici que le chiffre de la dette qu'on représentait comme éteinte s'élève encore à une somme très importante, il y a lieu d'éclairer cela".

(162) Séance du Conseil général du 15 février 1847, rapport de Stéphan, président de la commission syndicale au Conseil d'administration, délibération du 6 mai 1847 A N S O M Sénégal VII 29 c.

élevé tout au long de ces six années ne donnent qu'une estimation inférieure à la réalité. Les négociants ne reçoivent que des sommes infimes pour des créances restées considérables; par exemple Gasconi, Griffou et Cie a reçu 2.396 F,07 pour 125.081 F,59 en 1847 et la liquidation Lombard 416 F,05 pour 173.481 F,17 l'année suivante (163). Si un traitant avait plusieurs créanciers, il était ridicule de partager entre eux l'attribution réglementaire tant elle était exigüe, aussi plusieurs créanciers renonçaient à faire opposition. Contrairement à ce que l'on avait escompté en haut lieu, la concurrence continuait à sévir très âpre entre traitants à leur compte et mandataires des négociants, de telle sorte que de nouvelles dettes s'ajoutaient aux anciennes : en 1847 la commission syndicale évaluait le montant des dettes contractées depuis le système du fonds commun à près de 400.000 F. (164). D'autre part, avec l'élargissement constant des listes de traitants, le système jouait presque entièrement en faveur de jeunes traitants nouvellement inscrits et non endettés : ils touchaient, en effet, intégralement leur part de fonds commun, réduisant ainsi sensiblement la part des traitants débiteurs et portant préjudice à la masse des créanciers. Baudin, dans une lettre au ministre de mars 1848 après avoir rappelé que "la dette est encore aujourd'hui presqu'au même point où elle était en 1843" dénonce

---

(163) Rapports de la commission syndicale pour 1847 et 1848, A N S O M Sénégal XIII 28 b et c.

(164) En 1847 les dettes se répartissaient ainsi :

anciennes	793.176,76
nouvelles	388.429,45
mixtes ne provenant pas uniquement des dettes commerciales	34.975,70
	1.216.581,91

la faillite du système et en demande la suppression (165). Les événements de la métropole retardèrent la décision jusqu'en mai 1849 date de l'arrêté du président de la République sur le commerce des gommes au Sénégal (166). Le pouvoir après une expérience décevante de plusieurs années abandonnait sa politique d'intervention en faveur du recouv rement des dettes.

---

(165) Baudin à ministre, 30 mars 1848, n°129, A N S O M Sénégal I 33a. Le tableau établi par le secrétaire de la commission syndicale après la traite de 1848 permet de suivre l'évolution du montant des oppositions, de la valeur du fonds commun, des sommes réparties aux créanciers et de celles qui ont été versées aux traitants.

Années	Nbre de créanciers	Montant des oppositions	Valeur nette du fonds commun	Sommes réparties au prorata	Sommes payées aux traitants
1843	56	1581.973,14	36.879,36	16.012,63	20.866,73
1844	59	1725.208,49	105.422,43	44.555,31	60.867,12
1845	74	1361.984,61	297.052,87	99.183,66	204.869,21
1846	81	1161.637,22	234.087,70	83.298,80	150.788,90
1847	55	1216.881,91	117.040,38	35.570,76	81.469,62
1848	70	1485.441,02	26.654,01	12.663,06	13.990,95

(166) Arrêté du 5 mai 1849 promulgué au Sénégal le 3 juillet, B A S 1849-1850, p.75.

Au moment où le fonds commun était de plus en plus discuté intervenait l'émancipation des esclaves qui entra en vigueur au Sénégal le 23 août 1848 (167). Pour les Sénégalais, les signares tout spécialement, qui tiraient une grande partie de leur subsistance du travail de leurs esclaves, les conséquences de cette mesure furent désastreuses : revenu anéanti et capital dévalué. En attendant le règlement de l'indemnité promise, il fallait vivre et la vente des bijoux était un moyen d'y parvenir. Le gouverneur Baudin décrit bien cette situation dans une lettre au ministre de novembre 1848 :

> "le Sénégal souffre, la population a été frappée au coeur par l'émancipation qui portera de bons fruits plus tard .. Cinq cents francs au moins semblent indispensables pour éviter la ruine du plus grand nombre des habitants qui, à Gorée surtout, ne peuvent remplacer par aucun autre moyen le produit du travail de leurs anciens captifs. La misère est partout et beaucoup de familles ne vivent que des bijoux et or qu'ils avaient en assez grande quantité et qu'on vend à mesure que les besoins se font sentir" (168).

Sans doute, l'annonce reçue au cours de l'été qu'une commission était chargée de préparer des propositions à sou-

---

(167) PASQUIER (R) . A propos de l'émancipation des esclaves au Sénégal en 1848 in : Hommage à Robert Delavignette, R F H O M , t.LIV, n°194 à 197, 1967, pp.188-208.

(168) Gouverneur à ministre, 29 novembre 1848, n°453, A N S - A O F 2 B 27.

mettre à l'Assemblée Nationale pour le règlement de l'indemnité avait été accueillie avec quelque soulagement par les propriétaires mais les craintes n'étaient pas entièrement dissipées car on redoutait que le taux retenu soit trop faible et que les délais de règlement fussent très longs. En effet, ce n'est que le 30 avril 1849 que la loi sur l'indemnité fut votée (169). Elle stipulait que l'indemnité comprendrait une partie en numéraire payée trente jours après la promulgation et une rente à 5% qui porterait intérêt à partir du 22 mars. Sur cette rente un prélèvement d'un huitième était prévu pour former éventuellement le capital d'une banque. Les engagés à temps donneraient droit à indemnité. La somme consacrée au Sénégal s'élevait à 2.215.571 F,61 soit 105.503 F,41 en numéraire et une somme équivalente en rente représentant un capital de 2.110.068 F,20. La loi n'avait établi que des principes et laissait en suspens bien des problèmes qui ne devaient être résolus que par la loi et le décret des 15 et 24 novembre. Ce dernier précisait les justifications à exiger des demandeurs, la composition et les attributions des commissions de liquidation qui seraient créées dans chaque colonie, les bases de la répartition et les conditions dans lesquelles les créanciers des indemnitaires pourraient faire valoir leurs droits. Enfin, il était stipulé qu'un engagé à temps ne représentait que la moitié de la valeur d'un esclave.

---

(169) La Commission fut établie par arrêté du pouvoir exécutif en date du 10 juin 1848. En faisaient partie entre autres, le baron Roger, député du Loiret, ancien gouverneur du Sénégal, A. de Tocqueville, Schoelcher et Mestro directeur des Colonies.

En application de la loi du 30 avril, Baudin met en place les comités communaux de Saint-Louis et de Gorée chargés de vérifier les demandes des propriétaires (170). Leur travail fut revu par le Conseil d'administration qui, dans sa séance du 20 octobre, arrêta le chiffre des esclaves et des engagés à temps et fixa les modalités de la répartition en numéraire (171). A la suite du décret du 24 novembre, une commission de liquidation établit les certificats qui, plus tard, devront être convertis en titre de rente (172). Ses travaux commencés au début de 1850 durèrent jusqu'en mai de l'année suivante. Cette lenteur s'explique par l'absence prolongée de nombreux propriétaires du fait de la traite, par l'ignorance et l'apathie de certains d'entre eux rebutés par la complexité des formalités à accomplir. En effet, il était délivré "aux créanciers aussi bien qu'aux indemnitaires originaires dont les droits ont été constatés un certificat équivalent aux trois quarts du montant de leur

---

(170) L'arrêté du 22 juin 1849 fixe la composition de ces deux comités. Les maires de Saint-Louis et de Gorée en étaient les présidents.

(171) Arrêté du 24 octobre 1849. Le chiffre des esclaves s'élevait à 6.240 et celui des engagés à temps à 650. L'allocation était de 15,10 Francs par captif et de 4,76 francs par engagé à temps.

(172) La commission de liquidation était présidée par un magistrat; le sous-commissaire de la Marine faisant fonction de contrôleur colonial, Petiton, était commissaire du gouvernement. Jaume et Héricé négociants européens et l'habitant Paul Holle en étaient membres.

liquidation, le quart restant demeurant réservé comme marge de la révision générale de l'opération" (173). Il ne faut pas oublier que plus de deux cents créanciers avaient fait opposition contre le tiers des indemnitaires et que les droits pouvaient être vendus. Il fallait tenir compte de toutes ces mutations avant la liquidation définitive. A l'origine, l'administration avait tablé sur un total de 10.075 captifs mais vérification faite, l'indemnisation n'a porté que sur 6.703. Dans ces conditions, le quantum par tête a été de 330 F.,15, somme inférieure à ce qui avait été prévu en octobre 1847 et surtout aux demandes de Baudin (174). Aussi, les propriétaires mécontents ont-ils à plusieurs reprises exprimé leurs plaintes contre l'insuffisance de l'indemnité. Durand-Valantin s'est fait leur porte-parole dans un mémoire de 1849 déclarant

> "qu'aux résultats funestes de la traite venait s'ajouter l'immense dommage de l'émancipation qui pèsera longtemps sur la colonie et auquel l'exiguïté de l'indemnité et le mode adopté pour en opérer le paiement seront loin de porter un suffisant allègement"(175).

---

(173) Instructions du ministre, 15 octobre 1849, n°290 bis, A N S O M Correspondance générale 219.

(174) Gouverneur à ministre, 8 juin 1852, n°287 A N S A O F 2 B 31. Le ministère en octobre 1847 avait envisagé l'abolition de l'esclavage au 1er janvier 1849 et fixé l'indemnité à 415 F. à Saint-Louis et à 342 F. à Gorée. Baudin avait proposé 500 F. au moins.

(175) DURAND-VALANTIN, Mémoire .., op.cit.

La cession des droits offrait la possibilité d'apurer des comptes pendants en particulier entre traitants et négociants tout comme la vente des embarcations et des immeubles. Aussi, peut-on maintenant poser dans son ensemble la question de l'ampleur de ce transfert de propriété qui a si fortement ému les contemporains. C'est seulement dans le domaine de l'indemnité que l'on peut se risquer à quelques conclusions solides. Pourtant la documentation n'est pas sans faille. En effet, alors que Protet souligne le rôle des tribunaux dans le règlement des créances au moyen de l'indemnité, on est surpris de ne trouver dans leurs registres aucune trace de ces opérations (176). D'autre part, les transferts étant effectués soit par actes sous seing privé, soit par actes notariés, les premiers par définition nous échappent. Quant aux seconds, s'il n'est pas toujours précisé qu'il s'agisse du règlement d'une créance, on peut légitimement supposer en cette période d'endettement qu'une cession de droit d'un traitant à un négociant a ce but. Le nombre des actes sous seing privé et celui des actes notariés paraît s'équilibrer

---

(176) Protet à ministre, 27 mai 1851, n°236, "Sur deux cents comptes ouverts au Grand Livre quarante environ sont restés en arrière par suite des oppositions qui pèsent encore sur les indemnitaires et par la question de savoir si les oppositions formées entre les mains du directeur de l'Intérieur après signification à lui faite des actes de transfert étaient valables. Les intéressés s'empressent activement à régler leurs affaires; l'administration a l'espoir que sous peu de jours, les créanciers fourniront main levée et les tribunaux seront ensuite appelés à statuer sur la question des transferts, ce qui permettra de liquider ces derniers comptes". A N S A O F 2 B 29.

(177). En dehors des propriétaires endettés, nombreux sont ceux qui, ignorant tout de ce que représente un titre de rente, préférèrent vendre pour toucher de suite une somme en argent. Ils constituèrent une proie facile pour les acheteurs et le gouverneur dénonça "un agiotage effrayant". Les ventes qui s'échelonnèrent de décembre 1849 à septembre 1854 pour Saint-Louis et de février 1851 à décembre 1854 pour Gorée, connurent une ampleur considérable puisqu'elles portèrent rien que pour les actes notariés sur près de 30% du total des captifs (178). Quel a été le prix de cession du droit à l'indemnité pour un captif ? En prenant pour base les règlements en espèces, on constate qu'à Saint-Louis, l'éventail s'ouvre assez largement de soixante quinze à trois cents francs. Au début de l'opération, le taux a été particulièrement défavorable aux vendeurs puisqu'il s'établissait autour de cent cinquante francs. Pour Baudin, "les prix auxquels ces titres sont achetés par tout le commerce semblent sentir un peu l'usure" car il s'agit d'achats à "cent cinquante francs de valeurs réelles incontestables de trois cents francs" (179). A Gorée où les transactions débutèrent quand les cours s'étaient raffermis à Saint-Louis, les prix n'oscillent qu'entre cent cinquante et trois cents francs. Le paiement des droits cédés s'est effectué soit en espèces soit moitié marchandises moitié numéraire, soit en marchan-

---

(177) Dans sa lettre au ministre, n°51, du 1er février 1852 Protet évalue à 675 le nombre des actes des deux catégories. Au 31 décembre 1851, on comptait 339 actes notariés.

(178) Les transferts de droits intéressaient 1.978 captifs soit 29,5% du total.

(179) Gouverneur à ministre, n°229, 6 mai 1850 et n°241, 15 mai 1850 A N S A O F 2B 30.

dises, c'est-à-dire en guinées. La vente en espèces a été la seule pratiquée à Gorée alors qu'elle représente 65% du total à Saint-Louis. Les règlements partie ou totalité en marchandises sont particulièrement nombreux au début de l'année 1850. Le taux n'en a donc pas été très élevé. Il est cependant difficile de l'apprécier avec certitude car la tradition constante des négociants vise à majorer le plus possible le prix des marchandises, seule source de bénéfice d'après eux. Le prix le plus fréquemment pratiqué s'inscrit à cent cinquante francs moitié marchandises, moitié espèces (180). Les paiements entièrement en guinées oscillent entre dix et douze pièces, ce qui au prix courant de treize francs la pièce donne cent trente, cent quarante trois et cent cinquante six francs. Enfin, dans le cas d'un apurement de comptes entre traitants et négociants, le taux peut varier dans de notables proportions (181).

Bien que le nom et la profession des acheteurs et surtout des vendeurs ne soient pas toujours indiqués d'une manière satisfaisante, il est possible de dégager quelques conclusions (182). Tout d'abord, on ne sera pas surpris de constater que, pressées par la nécessité les signares ont été nombreuses à négocier tout ou partie de leurs droits. Ensuite, phénomène également attendu, la part des traitants

---

(180) Il concerne la cession de cent dix sept esclaves.

(181) Par exemple 149 F,28, 202 F,16, 235 F,10 et même 300 francs.

(182) Les vendeurs africains sont souvent qualifiés de propriétaires. Dans ces conditions il est impossible d'établir une statistique sérieuse par professions.

dans ces transferts apparaît considérable surtout à Saint-Louis (183). Enfin, on rencontre parmi les vendeurs, un assez large échantillon de la société sénégalaise : des marigotiers et des laptots, des artisans et des commerçants (184), des pileuses et des blanchisseuses. Si le nombre des vendeurs est considérable (cent trois pour cent dix actes à Gorée par exemple), celui des acheteurs est beaucoup plus restreint : cinquante cinq pour tout le Sénégal (185). Ce vaste transfert a abouti à une extrême concentration des droits à l'indemnité entre les mains des négociants qu'ils soient Européens ou métis. En poursuivant une politique systématique d'achats, ils n'avaient pas seulement en vue le recouvrement de leurs créances mais aussi le contrôle de la

---

(183) Voici quelques exemples de cessions importantes faites par des traitants au profit d'un négociant : Jean d'Erneville débiteur à l'égard de Blaise Dumont : droits pour cinquante huit esclaves (acte n°167 du 16 avril 1850); Jacques Patterson : vingt esclaves à Castagné (acte n°402 du 25 novembre 1850). Massemba Cina : trente deux à Rabaud et Cie (acte n°155 du 21 avril 1851) et Joseph Crespin quarante esclaves et un engagé à temps à Granges et Cie (acte n°405 du 8 novembre 1851).

(184) Exemple de Binta Sar commerçante : vingt deux esclaves, treize engagés à temps à Bourilhon et Cie (acte n°172 du 18 avril 1850).

(185) Quarante et un acheteurs à Saint-Louis et vingt à Gorée : sur ce dernier chiffre, il faut en retrancher six qui ont opéré également à Saint-Louis.

plus grande partie du capital de la Banque du Sénégal créée par le décret du 21 décembre 1853 (186).

Parmi les dix principaux acheteurs, on distingue six négociants européens, trois négociants métis et une

TABLEAU XIX - ACHETEURS DE DROITS A L'INDEMNITE AUX PROPRIETAIRES D'ESCLAVES

Acheteurs	Nombre d'esclaves	Montant des paiements en marchandises	Montant des paiements en espèces
Maurel et Prom	623	75	135.968,70
Rabaud et Cie	123	13.345	14.290
Labouré M. (signare)	115 1/2 (a)	1.933,50	19.821,50
Dumont Blaise (métis)	93		19.040
Sleigth J. (métis)	93	2.248	16.280
Valantin D. (métis)	82		25.435
Teisseire A.	80 1/2		15.700
Beynis A.	76	1.340	14.329,50
Castagné A.	76	2.062,50	11.946,50
Merle M.	51 1/2		11.570
Européens	1.030	16.822,50	203.804,78
métis	383 1/2	4.181,50	80.576,50

(a) Un engagé à temps est compté pour la moitié de la valeur d'un esclave.

---

(186) Conformément à la loi d'indemnisation, il était prévu que le capital des Banques coloniales serait constitué par un prélèvement d'un huitième. Le capital de la Banque du Sénégal était fixé à 230.000 F., soit 189.000 F. provenant du prélèvement et 41.000 F. des arrérages.

signare bien connue Marie Labouré. La maison Maurel et Prom qui a opéré surtout à Gorée vient très largement en tête ayant acquis les droits de 623 captifs, soit 31,50% des droits qui ont changé de mains (187).

D'après les actes notariés, les Européens sont donc devenus propriétaires d'un peu plus de la moitié des droits vendus (52,07%) et les métis d'un peu moins du cinquième (19,39%). Ainsi, alors que les premiers ne possédaient que très peu d'esclaves en 1848, ils ont acquis à des conditions favorables une part dominante dans la répartition de l'indemnité. On peut donc à propos de l'indemnité coloniale mesurer l'ampleur du processus d'expropriation des Sénégalais au profit des Européens (188). Nos sources ne nous permettent malheureusement pas de le faire pour la propriété immobilière.

---

(187) Le montant de ces achats s'élève à 136.043 F,78 . A titre de comparaison notons qu'en 1848 ses créances à l'égard des traitants de gomme atteignaient 120.162 F.

(188) Lorsque la Banque du Sénégal a été mise en place en 1855, un certain nombre de détenteurs de titres de prélèvement ont préféré les vendre et l'on assiste, toutes proportions gardées, à un même phénomène de concentration ; les titres négociés à 80% de leur valeur représentent un peu moins de 10% du capital. Les principaux acheteurs ont été là aussi des négociants européens : Maurel et Prom, Rabaud, Griffou et Rey; Blaise Dumont et John Sleigth n'ont fait que des achats insignifiants.

Il semble cependant que les traitants et les signares n'ont pas été victimes d'un dépouillement aussi total que l'affirment les contemporains, Boilat en particulier. En effet, dans les années qui suivront 1850, les Sénégalais détiendront une part sans doute amoindrie, mais encore considérable du patrimoine immobilier (189). Il n'empêche que les habitants ressentaient beaucoup d'amertume face au bouleversement profond que dix années de crise avaient apporté dans leurs fortunes et aux progrès constants des Européens réalisés le plus souvent à leur détriment.

---

(189) Parmi les acheteurs, la catégorie des "négresses libres" est largement représentée. Il n'est pas téméraire d'imaginer que des traitants en difficulté aient réussi à vendre fictivement à leurs femmes selon la loi musulmane un immeuble afin de le mettre à l'abri de poursuites éventuelles. Panet signale d'autre part, qu'il est de pratique relativement fréquente chez les traitants d'inscrire leurs biens au nom de leurs femmes. L. Panet, op.cit., p.186.

CHAPITRE VII

CRISE SOCIALE et MALAISE POLITIQUE

L'appauvrissement constant des habitants provoque d'abord amertume et découragement, puis lorsque la crise devenue de plus en plus aiguë eût ruiné certains d'entre eux les obligeant à renoncer à la traite, ce fut une véritable explosion de colère. Les habitants dont on connaît l'influence morale entraînèrent d'autant plus facilement dans leur protestation capitaines de rivière, laptots et maîtres de langue, que ceux-ci étaient le plus souvent réduits à la misère faute d'emploi. C'est en 1848 qu'apparaissent brusquement les premières manifestations d'un mécontentement qui atteindra son paroxysme l'année suivante. Visiblement surprise par l'événement , l'administration locale, dans ses rapports au ministère parle de complot, de meneurs et découvre tardivement ce qu'elle appelle "l'esprit habitant". Mais, autre phénomène inquiétant qui préoccupe également l'administration, la crise économique s'accompagne d'une baisse de la moralité se traduisant par une recrudescence sensible de délits de tous ordres. Aussi, avant d'étudier les manifestations de colère des habitants, il apparaît utile de s'arrêter quelques instants sur cette autre forme de réaction engendrée par la misère.

1°- Les progrès de la délinquance

Une crise économique conduit toujours à un relâchement de la rigueur morale. Aussi voit-on à Saint-Louis le sans-travail tenté de dérober vivres et vêtements, le traitant salarié de soustraire des marchandises appartenant à son mandant, le laptot sous-employé de s'approprier des pièces de guinée ou des sacs de gomme, tandis que des citadins dans la gêne recherchent des expédients de toutes sortes. Le gouverneur Bouët avait dû, devant les progrès de la délinquance, créér en janvier 1844 une brigade de gendarmerie "pour mettre un terme aux vols nocturnes dont Saint-Louis était habituellement infesté par suite de l'état des dettes et des faibles récoltes" (1). De même, en 1850, un correspondant de Monseigneur Kobès note que "le commerce va très mal et la baisse en ce genre entraîne toujours un accroissement en fait d'immoralité parmi la classe pauvre noire et une certaine classe de signares" (2). D'autre part, le gouverneur Baudin constate que l'émancipation s'est accompagnée d'une recrudescence de la prostitution et il prend en mai 1849 des mesures pour en combattre les dangers sous le rapport de la sûreté et de la santé publique (3).

---

(1) Lettre du 20 janvier 1844 au ministre, n°24, A N S O M Sénégal IX 4.

(2) Morel à Mgr Kobès, 15 mars 1850, A C S Sp boîte 154, dossier A n°1.

(3) Sur cette question, voir dans A N S O M Sénégal XI 4c un dossier comprenant 1° une lettre de Baudin du 24 mai 1849, n°177, signalant que "la liberté dont jouissent les jeunes filles depuis l'émancipation ... devait naturellement augmenter considérablement la débauche" à laquelle il joint un arrêté pris en Conseil d'administration qui établit un régime de tolérance légale avec un dispensaire destiné à arrêter la propagation des mala-

Seul un dépouillement minutieux sur une longue période des registres contenant les arrêtés rendus en matière correctionnelle permettrait d'apprécier l'évolution de la délinquance, La crise ayant commencé à se manifester au début des années quarante, il faudrait pour disposer d'un élément valable de comparaison remonter jusque vers 1830. Mais pour cette période, le fait que les arrêts du tribunal de première instance, qu'ils soient d'ordre civil, commercial ou correctionnel se trouvent collationnés dans un même registre, rend plus difficile la recherche. C'est à partir de 1840 que la distinction a été opérée et cette décision a été prise très vraisemblablement à la suite de l'augmentation du nombre des affaires, phénomène que nous avons déjà constaté dans le domaine commercial avec la multiplication des procès engagés par les négociants contre leurs débiteurs.

En matière correctionnelle, les statistiques que nous avons établies pour Saint-Louis révèlent un nombre à peu près constant de vols, soustractions frauduleuses de marchandises, abus de confiance et escroqueries pendant la période 1840-1848. Situé entre vingt et un et trente et un

---

(3) suite

dies vénériennes. 2° une note du ministère de la Marine au préfet de Police de Paris du 3 juillet lui demandant son avis sur les dispositions prises. 3° l'approbation du préfet (14 juillet 1849) il pense en effet "que l'arrêté renferme des positions propres à combattre avec une certaine efficacité les désordres et les dangers de la prostitution sous le rapport de la sûreté et de la santé publique",4° une lettre du gouverneur au ministre du 9 novembre 1849, n°447, sur les effets positifs de l'arrêté.

avec une moyenne de vingt-huit, il représente environ 40% des délits sanctionnés. Mais brusquement au lendemain de l'émancipation, on assiste à une augmentation très sensible du nombre des vols, soit respectivement pour les années 1849-1851, quarante-huit, soixante et soixante-six. La moyenne s'établit donc à cinquante-huit, soit un peu plus du double de celle de la période précédente, mais fait intéressant à souligner, les vols ont progressé plus rapidement que l'ensemble des délits, puisqu'ils en constituent désormais 68% (4). L'émancipation n'explique qu'en partie la recrudescence de la délinquance. Sans doute quelques affaires témoignent de la volonté de vengeance d'anciens captifs à l'égard de leurs maîtres, mais elles sont peu nombreuses et il faut être prudent dans ses conclusions, quand on sait que dans la période précédente la grande majorité des vols était due aux esclaves (5). On constate aussi des vols de vivres

---

(4) A N S O M - D P P C Tribunal de première instance de Saint-Louis. Arrêts rendus en matière correctionnelle n°1 : 1840-1841, n°2 : 1842-1845, n°3 : 1846-1848 ; n°4 : 1849-1851. On relève aussi une évolution comparable du nombre des arrêts en matière criminelle de la Cour d'assises. De 1838, première année conservée, jusqu'à 1848; trente six arrêts et pour la période de 1848-1851 : seize.

(5) Ainsi, le 5 octobre 1848, le tribunal condamne à cinq années d'emprisonnement un laptot, ancien captif de Samba Agui, pour vol de douze pièces de guinée. On sait que Samba Agui avait la réputation d'un homme violent se livrant à des voies de fait sur ses esclaves.

de vêtements, de planches et de bois qui expriment la détresse d'hommes et de femmes devenus brusquement libres sans que leur soient toujours donnés les moyens élémentaires d'assumer cette liberté : le travail et le logement (6). Mais, il ne faut surtout pas oublier que les années 1848-1850 s'avèrent les plus désastreuses sur le plan économique avec la contraction générale des échanges et l'effondrement des revenus. La misère, compagne du Sénégal depuis de longues années déjà, s'aggrave avec l'évolution de la conjoncture et l'émancipation provoque une flambée de délits commis surtout par des laptots, mais aussi par des calfats, des tisserands, des menuisiers et des charpentiers, des pileuses et des blanchisseuses ainsi que par "des nègres et des négresses sans profession" (7). C'était en quelque sorte la réaction d'une fraction de la classe laborieuse africaine contre la situation dramatique dans laquelle elle se trouvait enfermée. Mais l'administration fut davantage alarmée par la violente opposition manifestée par les habitants.

---

(6) Le gouverneur fait état dans sa correspondance au ministre de mesures visant à assurer du travail à la population affranchie ainsi que l'indispensable aux enfants, aux vieillards et aux infirmes, mais il est impossible de juger de leur efficacité.

(7) Sur les vols que nous avons dénombrés, on en compte en moyenne deux par an qui sont le fait de commis-traitants, de traitants ou d'écrivains de la marine.

2°- La colère des "habitants"

L'administration a été largement surprise par l'ampleur de la réaction de la population, habituée qu'elle était à ne pas mettre en doute son calme, son dévouement et son excellent esprit dans ses rapports avec les Européens. En effet, bien des témoignages contemporains sont rassurants. Darricau affirme qu'il n'y a "pas de population plus douce et plus obéissante à la fois" (8). L'éventualité d'une proche émancipation des esclaves n'a pas ébranlé cette confiance. Ainsi, la commission des affaires coloniales, tout en recommandant d'éviter une libération trop brutale, note en 1842 que "la population indigène est paisible et dévouée à la France"(9) et la commission d'enquête créée par le gouverneur Bouët conclut dans son rapport en 1844 que, qu'elle que soit la solution adoptée : émancipation générale ou affranchissement partiel et progressif, "l'excellent esprit d'une population toute dévouée permet de se prononcer pour l'un ou l'autre système sans qu'il y ait crainte à concevoir d'aucun côté" (10). Bel optimisme confirmé encore l'année suivante par le lieutenant de vaisseau Cottu se réjouissant que "les traitants (aient) toujours donné les preuves de la

---

(8) Baron R. DARRICAU, op.cit.

(9) Commission des affaires coloniales. Abolition de l'esclavage dans les établissements de la Côte occidentale d'Afrique, séance du 31 mai 1842, A N S O M Sénégal XIV 13.

(10) Rapport du 20 avril 1844 au gouverneur A N S O M Sénégal XIV 13.

loyauté la plus parfaite dans leurs rapports avec les Européens" (11), mais qui sera démenti par la violente hostilité manifestée entre les deux communautés pendant les sombres années 1848-1850.

Comment en est-on venu là ? Il n'est pas très difficile en vérité d'expliquer les raisons de cette brutale montée de fièvre, mais quelques remarques initiales s'imposent. Tout d'abord, les pouvoirs publics, persuadés de l'apathie de la population ne semblent pas avoir mesuré l'ampleur du trouble provoqué dans les esprits par de longues et pénibles années de crise et en conséquence se refusent à entendre l'avertissement lancé dès le début par le chef du service administratif Pageot des Noutières (12). Ensuite, le mouvement d'opposition qui s'exprime aussi bien par des mémoires et des pétitions que par des manifestations d'indépendance allant jusqu'à braver l'autorité est essentiellement le fait des traitants de gomme noirs ou mulâtres et tout spécialement de ceux qui travaillent pour leur compte, les "entrepreneurs" selon la formule de Cottu. C'est donc à Saint-Louis qu'il prend sa forme la plus aiguë mais il ne s'y cantonne pas, car les signares y participent aussi bien celles de Gorée que de Saint-Louis. Enfin, cette aristocratie de la société sénégalaise tente de donner à son action le poids du nombre en y entraînant sa "clientèle" (13).

---

(11) COTTU, op.cit.

(12) Cf. la phrase déjà citée sur "la population maintenant bonne et paisible mais qui deviendrait méchante et émeutière avec la perte de ses moyens d'existence". Lettre à Mestro du 7 décembre 1841, A N S O M Sénégal XIII 26a.

(13) Cf. la pétition du 10 août 1849 des traitants et des laptots du Sénégal au président de la République A N S O M Sénégal XIII 29 b.

L'endettement d'abord, la vente de leurs biens ensuite et souvent la perte de leur indépendance en devenant salariés ne pouvaient manquer d'affecter au plus profond d'eux-mêmes les traitants. En effet, ne se situaient-ils pas au sommet de la hiérarchie des valeurs dans la société sénégalaise ? Aussi, comme Raffenel le fait remarquer après bien d'autres "la profession de traitant est l'unique ambition des Sénégalais" (14). Mais au milieu du XIXe siècle, ce n'est dans la plupart des cas qu'une ambition déçue, l'amertume sans cesse remâchée d'un échec, l'humiliation et le découragement. C'est aussi tout un idéal de vie qui apparaît condamné à jamais, un âge d'or dont Boilat a évoqué la disparition avec tant de nostalgie. Si certains ont subi cette douloureuse situation avec un certain fatalisme, d'autres ont eu une conscience confuse d'abord, puis progressivement plus claire d'être victimes d'un sort injuste. Seuls étaient capables d'exprimer les sentiments qui agitaient la masse des traitants quelques mulâtres au premier rang desquels se trouvait Durand-Valantin qui joignaient à l'intelligence et au courage une instruction suffisante.

Les premiers indices d'une prise de conscience publique des dangers qui menaçaient les grands traitants apparaissent lors des débats de la commission du commerce des gommes de 1842. Le négociant sénégalais Durand-Valantin appelé à témoigner se fit le défenseur encore bien modéré des intérêts des traitants (15). L'ordonnance de novembre 1842

---

(14) RAFFENEL, Nouveau voyage ... op.cit, p.172.

(15) Procès-verbaux et rapport de la commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes, Imprimerie Royale, 1842, séance du 30 septembre 1842.

qui devait les préserver n'apporta finalement que déception et l'on comprend que le climat moral se soit alourdi dans les années suivantes.

> "Le malaise du pays s'accuse ouvertement aujourd'hui par des murmures vagues, par des regrets ... On s'agite, on sent que le sable sur lequel on marche est mobile, que les pieds n'y laissent pas d'empreintes; que le présent est triste, l'avenir voilé"

écrit Raffenel (16). Panet, de son côté, dans sa note au directeur des Colonies, insiste sur le découragement qui s'est emparé des habitants du Sénégal (17). Jusqu'en 1847, les débats du Conseil privé et du Conseil général où Européens et mulâtres sont également représentés n'ont laissé percer que de vagues allusions à leurs rivalités d'intérêts (18). Mais tout change au début de 1848. En effet, lorsque Baudin, nouvellement arrivé comme gouverneur, ouvre le 4 janvier la session du Conseil général, le climat est tendu car on vient d'apprendre que le gouvernement royal met la dernière main à une prochaine mesure d'émancipation (19). Au moment où la position commerciale du pays devient de plus en plus critique, les habitants ne doivent-ils pas redouter un nouveau et dan-

---

(16) RAFFENEL : Nouveau voyage ..op.cit. t.II, p.123.

(17) PANET : Notes sur le Sénégal, 10 mai 1848, A N S O M Sénégal II 3.

(18) Sur le Conseil privé, consulter le très utile travail de Saliou M'BAYE : le Conseil privé du Sénégal de 1819 à 1854, thèse de l'Ecole des Chartes, 1974.

(19) Sur cette session du Conseil général, A N S O M Sénégal VII 29 c.

gereux coup porté à leurs ressources ? Aussi, au cours des discussions de février on perçoit nettement au travers des interventions de J. Crespin et d'A. Léautier une hostilité à l'égard des négociants européens et une volonté de défendre coûte que coûte le monopole réservé aux traitants d'effectuer les transactions aux escales (20). Mais c'est la nouvelle officielle de l'émancipation des esclaves décidée par le gouvernement provisoire qui, lorsqu'elle sera connue quelques semaines plus tard, cristallisera les sentiments de la masse des habitants.

a) Les habitants et l'émancipation

Les réactions de la population sénégalaise à l'égard de l'émancipation ne peuvent se comprendre que si on se rappelle combien grand était son attachement à l'esclavage. La Commission des affaires coloniales le notait avec beaucoup de justesse quand elle déclarait que

> "la classe des propriétaires est encore plus profondément attachée que dans les autres colonies au principe de l'esclavage et si le préjudice matériel que leur causerait son abolition doit être moins grave, il sera cependant encore plus difficile de leur faire accepter un dédommagement pécuniaire comme une compensation suffisante de ce changement social" (21).

---

(20) Séance du 2.février 1848. Le débat qui portait sur l'admission des étrangers, Anglais en particulier, au commerce du Sénégal a en partie dévié sur "la concurrence ruineuse pour les traitants" que font les négociants européens aux escales par le moyen d'agents salariés. Crespin et Léautier préconisent, véritable réflexe de défense contre l'amenuisement de leurs ressources, l'interdiction pure et simple de cette concurrence.

(21) Commission des affaires coloniales, séance du 31 mai 1842, A N S O M Sénégal XIV 3.

Cet état d'esprit se trouve confirmé par les consultations organisées par Bouët en 1844. Les signares se sont unanimement déclarées contre l'émancipation et il en est de même chez cette "fraction d'élite, active, intelligente" que sont les traitants mulâtres car "pas une voix parmi les habitants d'origine blanche qui n'ai repoussé avec énergie cette mesure". Les deux maires, Alin pour Saint-Louis et Laporte pour Gorée ne prévoyaient que des résultats malheureux pour les maîtres et les esclaves si le gouvernement décidait d'imposer l'émancipation. Par contre, les traitants noirs étaient divisés en partisans et adversaires du maintien de l'esclavage. Malgré ces résistances, le gouvernement métropolitain convaincu qu'à la différence des îles à sucre, l'esclavage n'est pas nécessaire à la conservation du Sénégal, colonie avant tout commerciale a pris lors d'un débat parlementaire en 1845 l'engagement tacite de régler le problème par ordonnance. Le département de la Marine, à deux reprises, en août 1845 et en juin 1846, a averti l'administration du Sénégal de l'imminence d'une solution, mais c'est seulement en août 1847 que Galos, directeur des Colonies rouvre le dossier. De nouvelles études menées avec le concours de l'ancien gouverneur Bouët et de Carrère, conseiller à la Cour d'appel de Saint-Louis, aboutissent le 4 octobre à un projet d'ordonnance qui fixe l'extinction de l'esclavage au 1er janvier 1849 (22).

---

(22) Sur la question de l'émancipation, voir DEMOUGEOT (A): L'esclavage et l'émancipation des noirs au Sénégal, Tropiques, juillet 1949, M'BAYE (Gueye) : La fin de l'esclavage à Saint-Louis et à Gorée en 1848, op.cit. RENAULT (F) : L'abolition de l'esclavage au Sénégal : l'attitude de l'administration française (1848-1905), Société Française d'Histoire d'Outre-mer, 1972, 109 p. et PASQUIER (R) : A propos de l'émancipation des esclaves au Sénégal en 1848, op.cit.

Cependant au Sénégal, les propriétaires d'esclaves ne pouvaient ignorer la décision de principe prise par la France et ils craignaient des désordres semblables à ceux qui venaient de se produire à Saint-Louis au début de 1848. Le Conseil général s'en était ému et préconisait tout un ensemble de mesures destinées à en éviter le retour (23). Ces craintes se précisent et se renforcent quand on apprend en avril, presque coup sur coup les nouvelles de la Révolution de février et la nomination d'une commission de l'abolition de l'esclavage présidée par Schoelcher (24). Les

---

(23) Dans la séance du 10 janvier 1848, un membre du Conseil signale que deux incendies ont éclaté à Saint-Louis et qu'ils sont le fait de captifs. Les tribunaux ayant depuis peu appliqué avec rigueur la législation libérant les captifs introduits frauduleusement, il apparut nécessaire à un autre conseiller, Héricé, de proposer dans la séance du 18 janvier un ensemble de mesures destinées à assurer la sécurité publique et les besoins de ceux qui vont être libérés ou viennent de l'être : surveillance sévère, ateliers de travail, maisons d'apprentissage pour la jeunesse et d'asile pour les vieillards et les malades. Beau et vaste programme dont le Conseil général en l'adoptant s'est empressé de déclarer que les dépenses qu'il impliquait ne pouvaient être qu'à la charge de la métropole. A N S O M Sénégal VII 29c.

(24) V. Schoelcher venait de visiter le Sénégal, voir l'article de Denise BOUCHE : Un voyage d'information bien dirigé : Victor Schoelcher au Sénégal (septembre 1847 - janvier 1848), Conjonction, n°105, 1967, pp.21-26.

bruits les plus divers circulent et en particulier quelques maîtres, selon Arnier, sous-directeur des Affaires extérieures, s'efforcent d'effrayer leurs esclaves en leur disant "qu'on ne les rendait à la liberté que pour les déporter et les mettre sous la servitude d'un gouvernement qui les assujettira, à un joug plus terrible que leur captivité actuelle" (25). D'autre part, des habitants de Saint-Louis dans la crainte de ne recevoir qu'une indemnité dérisoire conçurent le projet de gagner de vitesse le gouvernement en envoyant des captifs aux escales pour les vendre aux étrangers. Promptement informé, le gouverneur Baudin réagit avec vigueur "pour empêcher l'exécution de ces infâmes projets" qu'il attribue "à quelques vieilles signares à idées rétrogrades et fanatiques de l'esclavage". Il met en garde par une proclamation solennelle les Saint-Louisiens du danger d'une telle opération et par les officiers commandant les escales, il fait prévenir les traitants qu'il considère "comme un crime la seule pensée d'une pareille action" et les chefs des deux rives du fleuve qu'il ne tolèrera de leur part aucun achat de ce genre (26). Si finalement cette mise en garde devait s'avérer efficace, la tension des esprits n'en persistera pas moins. Au début de juin, la population de Saint-Louis connaissait par le Moniteur le décret d'émancipation du 27 avril, mais le gouverneur par interim Duchâ-

---

(25) Lettre d'Arnier du 18 avril 1848 vraisemblablement destinée à Schoelcher. A N S O M Sénégal I 34 c.

(26) Lettres de Baudin au citoyen ministre, n°172 du 25 avril 1848 et au directeur des Affaires extérieures, proclamation aux habitants de Saint-Louis, A N S O M Sénégal XIV 15 a.

teau se lamentait de n'avoir reçu à cette date aucune instruction ministérielle (27). L'attente impatiente des esclaves plus bruyante que dangereuse se traduisait par le refus de tout travail et par "quelques actes répréhensibles" isolés comme ces voies de fait et ces menaces de mort proférées par un jeune esclave contre sa maîtresse (28). Aussi, Duchâteau supplie-t-il les esclaves de rester calmes et de respecter leurs maîtres dans l'attente d'une décision qui ne saurait tarder. Enfin, il est heureusement en mesure, le 23 juin de promulguer le décret du gouvernement provisoire qui prendra effet deux mois plus tard.

Au fur et à mesure que le jour de la libération approche, l'effervescence se développe à Saint-Louis et le gouverneur dans sa correspondance en rend responsable

> "les mulâtres qui sont tous contre l'émancipation et ont assez d'influence sur les esclaves pour les tromper et leur faire croire que la France ne les arrache à la servitude que pour en faire des soldats destinés à aller dans les autres colonies" (29).

Duchâteau ne craint pas de parler de "complot tramé contre les blancs" (30) et de voir dans le maire Alin soutenu par une importante coterie un adversaire d'autant plus dangereux

---

(27) Dans sa lettre du 10 juin 1848, n°233, le gouverneur signale que les "dépêches ministérielles explicatives" ne lui sont pas parvenues.

(28) Duchâteau a fait "mettre le coupable en prison afin d'arrêter par un exemple sévère ces dispositions dangereuses à la rébellion contre les maîtres".

(29) Duchâteau à un ami, 1er août 1848 A N S O M Sénégal I 34 c.

(30) Duchâteau à ministre, n°306, 25 juillet 1848, A N S O M Sénégal I 3c.

qu'il "sait rester toujours derrière le rideau et ne se compromet jamais" (31). Il enrage de ne pouvoir le poursuivre faute de preuves, car Alin "est le mulâtre le plus rusé de toutes les colonies" (32). En fait, cette opposition dont le gouverneur dramatise l'importance prend sa source pour une part assez large dans sa politique maure qui risque de bousculer les intérêts de quelques traitants noirs et mulâtres. Ceux-ci avaient eu semble-t-il, l'habileté d'exploiter à leurs fins le vif mécontentement provoqué chez les habitants par la perte prochaine de leurs esclaves.

Le gouverneur attendait donc avec une certaine anxiété le 23 août, date de la libération officielle, d'autant plus que fin juillet un des principaux propriétaires d'esclaves, le traitant Samba Agui, accusé de s'être livré à des voies de fait sur un de ses captifs, fut déféré à la justice. Puni de cinq jours de prison, il avait fait appel et l'administration redoutait une manifestation de solidarité de tous les maîtres si la condamnation était confirmée. Le 8 août, la Cour d'appel prononça un verdict d'acquittement que Duchâteau jugea scandaleux. Une "joie bruyante" éclata "chez les partisans de Samba Agui, mulâtres et possesseurs d'esclaves", tandis que les captifs s'agitaient (33). Finalement après un dernier appel à la sagesse lancé le 12 août par le gouverneur et la mise en place de sérieuses mesures

---

(31) Duchâteau à ministre, n°254, 26 juin 1848, A N S O M Sénégal, I 3c.

(32) Duchâteau à ministre, n°282, A N S -A O F 2827.

(33) Sur l'affaire Samba Agui lettres du gouverneur au ministre, n°306 du 25 juillet et n°336 du 18 août dont le jugement de la Cour d'appel n°46 du 8 août 1848 dans A N S O M -D P P C. Cour d'appel de Saint-Louis.

de police, le grand jour s'est déroulé dans le calme le plus complet (34).

Si l'explosion de violence un moment redoutée par Duchâteau n'avait pas eu lieu, la "grogne" des anciens propriétaires persista d'autant plus qu'ils restèrent longtemps dans l'ignorance du montant de l'indemnité qui leur avait été accordée. D'abord incrédules, puis retrouvant quelque espoir après l'annonce au cours de l'été de la nomination d'une commission chargée de faire des propositions de règlement à l'Assemblée Nationale, ils connurent ensuite de nouvelles et cruelles déceptions avec l'insuffisance du dédommagement, les lenteurs et les complications de la procédure et pour beaucoup d'entre eux la vente à bas prix de leurs droits (35). On constate donc quelques manifestations de mauvaise humeur comme ce refus des signares de participer aux comités de patronage créés en avril 1849 par Baudin pour s'occuper des mineures orphelines que l'émancipation avait laissées sans soutien (36). "Les signares ... mécontentes d'un décret qui avait amoindri leur rang social ... ne voulaient pas aider à sa mise en oeuvre" (37).

---

(34) Avis aux captifs : vous serez tous libres le 23 de ce mois : proclamation de Duchâteau du 12 août 1848, A N S O M Sénégal I 34 c compte-rendu de la journée du 23 août dans la lettre au ministre du même jour, n°355, A N S O M Sénégal XIV 15 a.

(35) Cette expropriation a été étudiée plus haut.

(36) L'arrêté du 13 avril 1849 créait un comité de patronage à Saint-Louis sous la direction de Marie Labouré et un autre à Gorée animé par Virginie Legros.

(37) RENAULT, op.cit., p.23.

Au total, comment interpréter les réactions des habitants vis-à-vis de l'émancipation des esclaves et de ses séquelles au cours des années 1848-1850 ? Bien qu'avertis depuis longtemps de la volonté du gouvernement d'en finir avec l'esclavage, les habitants se laissent aller à un violent mouvement de colère parce que le décret intervenant au plus mauvais moment de la crise atteignait un capital qu'ils s'étaient efforcés jusqu'ici de garder jalousement. Les signares comprenaient enfin que leur rôle commercial qui datait des compagnies était à jamais révolu. Tout cela explique que dans les semaines qui ont précédé la libération effective, les idées les plus subversives aient pu circuler et que Duchâteau, les prenant au pied de la lettre, les transmettait au ministre dans des dépêches alarmantes, mais en fait, comme le souligne le chef du service judiciaire Larcher, il n'y avait jamais eu complot (38). L'attitude du gouverneur n'en était pas moins caractéristique d'un réflexe de "peur sociale" que certains Européens partageaient. Il était normal qu'une modification aussi importante de l'état économique et social entraîne une grave tension des esprits et des incidents comme celui du procès de Samba Agui, mais

---

(38) Dans sa lettre du 18 août 1848, Duchâteau qui avait présenté précédemment Samba Agui comme l'un des chefs du complot signalait qu'à la veille du procès, beaucoup d'armes et de munitions avaient été achetées par les habitants du quartier de Samba Agui et qu'ils étaient bien disposés à faire feu sur les agents de la force publique, chargés de l'exécution du jugement. La lettre de Larcher au directeur des Colonies en date du 23 août 1848 se trouve dans A N S O M Sénégal XIV 15a. "S'il vous a été écrit qu'il a existé dans l'air quelques gros complots rejetez cette dénonciation, car elle n'a pu sortir que d'un cerveau malade".

en définitive, l'émancipation n'a pas donné lieu au Sénégal à des "scènes tumultueuses comme dans les autres colonies" (39). Les habitants du Sénégal qui n'ignoraient ni la disparition de l'esclavage dans les colonies anglaises depuis 1833, ni la détermination affichée depuis cinq ou six ans par le gouvernement français ne pouvaient en fin de compte que subir avec une morne résignation cette transformation sociale inéluctable. Dans cette période de crise aiguë, plus que le sort d'une institution anachronique, c'est l'avenir des Sénégalais qui est en jeu. Ils l'ont bien compris, trouvant dans leurs rudes épreuves le courage et l'audace d'exprimer avec force les griefs qu'ils nourrissaient à l'égard des Européens.

b) Les habitants devant leur avenir économique et social

Jusque vers les années quarante, les habitants n'ont guère exprimé de point de vue sur tous les problèmes qui les concernaient, si ce n'est par l'intermédiaire de leur représentant au Conseil privé et des maires, surtout celui de Saint-Louis dont le crédit moral est grand. Mais n'oublions pas que ces hommes sont nommés par le gouverneur. A cette époque, il n'est pas question de position autonome des habitants. Aussi, lorsque la très grave et très délicate question du commerce des gommes qui engageait leur avenir se trouve débattue en 1842, tant au Sénégal qu'en métropole, ils sont divisés, à la remorque des Européens apportant leur caution aux pétitions des partisans et des adversaires du système de l'association imaginé par Pageot des Noutières(40).

---

(39) DARRICAU, op.cit.

(40) Mémoire adressé à M. le ministre de la Marine et des Colonies par des négociants, marchands détaillants et habitants indigènes de Saint-Louis, juin 1842. Le texte

La crise en se poursuivant et en s'aggravant révèle d'une manière plus aiguë les rivalités d'intérêts et obligea les Sénégalais à faire un sérieux effort pour analyser une situation chaque jour plus dangereuse pour eux. D'autre part, la conjoncture politique ouverte par la Révolution de février les avait poussés à prendre davantage conscience de leur identité et à l'affirmer avec force devant les Européens.

La fréquentation des archives et la lecture attentive des témoignages contemporains introduisent nécessairement dans la familiarité de cette aristocratie sénégalaise et l'on peut dire, sans crainte de démenti, qu'elle atteignait en ce milieu du siècle une véritable maturité. Trois noms pourraient en être le symbole : ceux de l'abbé Boilat, l'apôtre de l'enseignement secondaire à Saint-Louis et l'auteur des Esquisses sénégalaises, de Léopold Panet, l'explorateur reliant le Sénégal au Maroc et de Durand-Valantin, le négociant qui sera bientôt le représentant de son pays à l'Assemblée Constituante, puis à la Législative. Chacun à sa façon exprimera ses idées sur la situation présente et l'avenir du Sénégal. Mais aussi, fait révélateur, les traitants n'hésitent plus à prendre leur sort en mains, à définir une position commune et à la faire connaître par des lettres et des pétitions au gouverneur, au directeur des Colonies, au ministre et au président de la République. A la différence de

---

(40) suite
inspiré par "les bordelais", Maurel et Prom en particulier, a été signé parmi les habitants par Sleigth, Léautier, Porquet et Descemet entre autres. Une pétition contre l'Association rédigée sous l'égide de P.V.Régis en août 1842 a recueilli les signatures de Carpot, P.André, Samba Agui, G. Crespin et celle du maire Alin. A N S O M Sénégal XIII 26 a.

1842, les pouvoirs publics seront donc informés des aspirations propres à la population sénégalaise. Ainsi, après un long silence et des balbutiements confus, on assiste, pour reprendre une formule à la mode aujourd'hui, à une véritable "prise de parole" des Sénégalais, comme si des sentiments et des idées trop longtemps contenus se trouvaient brusquement libérés à l'occasion d'une crise profonde.

La personnalité dominante de ces années cruciales, c'est bien Barthélémy Durand-Valantin. Nous l'avons déjà rencontré au nombre des témoins de la crise et comme négociant (41). Intelligent et ambitieux sans nul doute, doué d'une nature ardente, il se pose avec courage en défenseur acharné des intérêts et de ce qu'il considère les droits des Sénégalais. Pour mener à bien son action, il disposait de sérieux atouts; une excellente instruction reçue en France, une forte position sociale due à la fois à son activité de négociant et à une popularité héritée de son frère (42), une habileté et un talent reconnus et enfin un in-

---

(41) Voir chapitres II et IV. Barthélémy Durand-Valantin (1806-1864) était le fils d'un négociant européen et d'une mulâtresse, Rosalie Aussenac.

(42) Son frère François Valantin, mort en 1838, rappelait aux dires de Vieu, procureur impérial, qui prononça l'éloge funèbre de Durand-Valantin "tout ce que le dévouement au pays, l'intelligence et la capacité eurent de plus développé dans la population sénégalaise". Il s'était particulièrement illustré en réclamant pour les habitants une plus large représentation au Conseil privé lors de la séance du 4 octobre 1837 (sur son action, voir Saliou M'Baye, op.cit., t.I, pp.89-90). "Plus jeune que lui de quelques années, poursuit Vieu, Durand-Valantin égala-t-il ou surpassa-t-il son frère? Je

contestable désintéressement qui lui vaudra la reconnaissance des Sénégalais. Il n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de forger la conscience collective des habitants, ce qui lui attira des jugements sévères, voire violemment hostiles des gouverneurs de l'époque.

En 1848, Durand-Valantin est dans la force de l'âge et son expérience des affaires sénégalaises est solide. N'a-t-il pas été mêlé à tous les grands problèmes depuis une dizaine d'années ? Parallèlement à une activité de négociant marquée en particulier par son passage à la direction de la Compagnie de Galam en 1840-1841, il a été un interlocuteur écouté de l'Administration. Membre du Conseil général, appelé à participer à titre extraordinaire aux délibérations sur la traite des gommes, l'émancipation et la Compagnie de Galam du Conseil privé avant d'y être désigné comme membre titulaire en février 1848, il avait été consulté en 1842 lors d'un séjour en France par la Commission chargé d'examiner le commerce des gommes (43). Déjà, les traits essentiels de la personnalité de Durand-Valantin se dégagent au travers de ses différentes interventions : le constant effort de réflexion personnelle sur tous les problèmes qui intéressent le Sénégal, le courage d'affirmer la part de responsabilité des négociants européens dans le déclenchement de la crise et en conséquence la volonté de défendre les habitants et les plus défavorisés d'entre eux même si les solutions re-

---

(42) suite
l'ignore; ce que je sais, c'est que François mort, la popularité dont il avait joui fut dévolue à Durand" Moniteur du Sénégal, 2 août 1864. .

(43) PASQUIER : Fortune, race et pouvoir. La crise de 1837-1838 au Sénégal, Mélanges Mauny, t.2. pp.941-960.
Il a été entendu lors de la séance du 30 septembre 1842.

tenues ne coïncident pas avec ses intérêts de négociant (44). Mais c'est au cours de l'année 1848 que Durand-Valantin va surclasser les porte-parole traditionnels de la communauté mulâtre : le maire Alin, L. Alsace et J. Sleigth (45). Son élection en octobre comme premier député du Sénégal et sa désignation en novembre comme maire de Saint-Louis en constituent les preuves les plus flagrantes. L'année suivante, l'envoi d'une "pétition du commerce européen à Messieurs les membres de la Législative" lui fournira l'occasion d'exprimer avec force des idées qu'il mûrissait depuis plusieurs années (46).

---

(44) Au conseil d'administration du 4 avril 1842, il demande et il obtient pour "soulager les plus nécessiteux" parmi les habitants indigènes que soit réservés la traite des produits autres que la gomme "aux personnes non intéressées" à l'Association créée par Pageot des Noutières, sinon on aurait vu "cette industrie accaparée par les plus riches". A la Commission du commerce des gommes, il affirme que par principe, il n'est pas favorable à l'Association, mais qu'il a considéré cette mesure comme le seul moyen de salut pour la majorité des habitants. Ce n'était pourtant pas conforme à son intérêt, car l'Association ne lui donnait dans les affaires de la colonie qu'une part modeste comparée à celle qu'il pourrait obtenir au moyen de la libre concurrence. Régis confirme le désintéressement de Durand-Valantin. D'autre part, ce dernier sollicité de donner son avis sur l'origine de la dette des traitants déclare que les Européens par la concurrence qu'ils ont déchaînée en sont responsables.

(45) Louis Alsace et John Sleigth ont été membres du Conseil d'administration.

(46) Pétition du commerce européen à Messieurs les membres de l'Assemblée Législative; Saint-Louis, 31 juillet

Monsieur le Directeur,

Nous prenons la liberté de vous adresser la copie d'une adresse à Monsieur le Président de la république. Sous avez habité notre pays, Monsieur le Directeur, et nous avons la ferme confiance que nous pouvons nous fier à votre sort. Tant que nous n'avions à souffrir que du malheur des temps, nous nous sommes jugé à propos de garder le silence, mais aujourd'hui que certains négociants, mal-contents de nous exploiter si impunément encore de nous injurier et de nous diffamer dans des pièces officielles, nous n'hésitons plus à élever la voix pour faire entendre nos plaintes et nos réclamations.

Nous vous supplions, Monsieur le Directeur, d'examiner les faits, et nous croyons que vous serez indigné comme nous de la somme de calomnies que l'on écrit contre nous.

Nous avons l'honneur d'être avec respect,

Monsieur le Directeur,

votre très humble et très obéissants serviteurs.

au nom des traitants.

Saint Louis (Sénégal) le 11 août 1849.

PLANCHE 8 LETTRE DES TRAITANTS AU DIRECTEUR DES COLONIES, août 1849

ANSOM Sénégal XIII 29 b.

Le pamphlet des Européens ne pouvait rester sans réponse car il portait une rude atteinte à l'honneur des traitants. En effet, les négociants ne demandaient-ils pas l'abolition du privilège dont bénéficiaient les traitants pour la raison qu'il ne paraissait plus possible "de continuer à confier sans contrôle et sans surveillance" leurs affaires et leurs "intérêts les plus graves" à des hommes qui n'offraient pour la plupart ni les garanties financières et morales ni les capacités nécessaires ? Ils dénonçaient également les "gaspillages" et les "infidélités" des traitants et leur prétention à considérer comme de la "finesse" ou de "l'habileté" leur habitude de tromper les Maures alors qu'il ne s'agissait en fait que "d'un reste d'ancienne barbarie". En conséquence, les traitants indignes de leur privilège ne devraient servir que comme intermédiaires librement choisis et dûment dirigés et surveillés par les négociants européens.

La pétition fit l'objet d'une bombe et sa violence verbale engendra celle des traitants. Ceux-ci soulignèrent avec amertume et colère dans leurs requêtes au président de la République et au gouverneur le profond changement survenu dans l'attitude des Européens à leur égard. "Il y a dix ou quinze ans ... ils nous témoignaient de l'intérêt" alors qu'aujourd'hui "non contents de nous exploiter" ils "nous poursuivent sans relâche de leurs injures, de leur haine et de leurs calomnies affirmant "que les habitants du Sénégal ne savent pas travailler" ou pire encore que "les

---

(46) suite

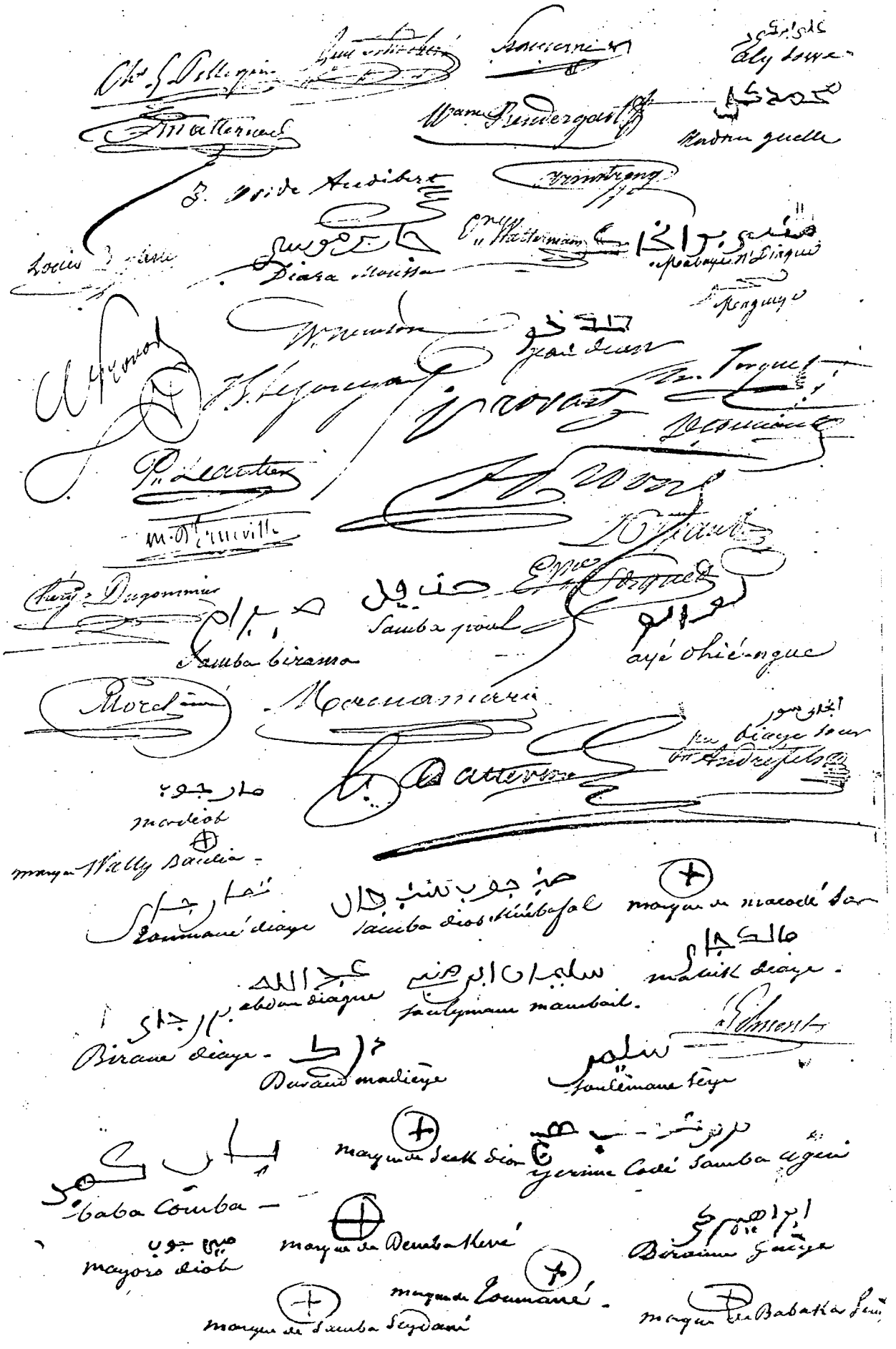
1849, A N S O M Sénégal XIII, 29 b. Mémoire rédigé à l'occasion de la pétition présentée à l'Assemblée Nationale par les commerçants européens du Sénégal par M.Durand-Valantin, habitant indigène du Sénégal, Bordeaux, imprimerie des ouvriers associés, 1849, 39 p.

Sénégalais, à part cinq ou six, ne forment qu'une horde de fripons, de gens de mauvaise foi, ignorants et sans intelligence" (47). Durand-Valantin leur fait écho en remarquant que les Européens "se sont appliqués à déverser l'injure sur les traitants" et que "cette étrange manière d'argumenter révèle un sentiment hostile, un conflit affligeant" (48). "Toutes ces allégations, tous ces reproches sont d'une injustice révoltante" déclarent les traitants qui s'efforcent de les réfuter et de prouver que les Européens en déchaînant la concur-

---

(47) Pétition des traitants et des laptots du Sénégal au président de la République, 10 août 1849. Dans la lettre transmettant au directeur des Colonies une copie de cette pétition, les traitants écrivent : "Tant que nous n'avons eu à souffrir que du malheur des temps, nous avons jugé à propos de garder le silence, mais aujourd'hui que certains négociants et marchands non contents de nous exploiter se permettent encore de nous injurier et de nous diffamer dans des pièces officielles, nous n'hésitons plus à élever la voix pour faire entendre nos plaintes et nos réclamations". Lettre des traitants au gouverneur, 22 octobre 1849, A N S O M Sénégal XIII 29b. Pétition et lettre ainsi que celle du 12 novembre 1849 sont le fait des traitants indépendants. On y retrouve parmi d'autres, les signatures suivantes : Georges Alsace, Germain Crespin, Mac Namara, Pierre André père et fils, Potin, Léautier, Nicolas d'Erneville, Carpot, Provost, Et.Porquet, Ch.Bamby, Ch.Et.Blondin, Descemet, Lézongard, O.Audibert, Wilcoq, Lesse, Watermann, Ch.G. Pellegrin, Haucerne et W.Prendergast ainsi que les signatures arabes ou les marques de Demba Kévé, Macodé Sar, Birama Gueye, Biram N'Diaye et bien d'autres encore.

(48) Durand-Valantin : mémoire, op.cit. Toutes les autres citations de Durand-Valantin sont extraites de son mémoire.



P1.8 - Pétition au président de la République 10 août 1849 - Signatures des traitants. A N S O M Sénégal XIII 29 b.

rence aux escales ont provoqué leur ruine (49). L'antagonisme entre Européens et habitants, longtemps latent, éclate maintenant au grand jour car il n'est plus, selon Durand-Valantin, "comprimé par des sentiments de bienveillance mutuelle". "Deux intérêts sont en présence : celui du commerce métropolitain ... et l'intérêt local" constatent les traitants, mais pendant longtemps un équilibre s'était établi "donnant à chacun d'eux une satisfaction légitime" tandis qu'aujourd'hui le premier cherche à dominer, sinon à anéantir le second. "A entendre (les négociants) on croirait vraiment que le Sénégal leur appartient, que la rivière et la traite de la gomme forment entre leurs mains une propriété inviolable" (50). C'est donc à une lutte sans merci entre les deux catégories sociales des négociants et des traitants que l'on assiste. "Nous luttons péniblement depuis longtemps contre la tendance des Européens à nous chasser d'un commerce que notre travail rend fructueux pour eux seulement" disent les traitants (51). La crise que traverse le Sénégal n'épargne-t-elle pas les Européens alors qu'elle accable les habitants ? "les années où les traitants n'ont pas fait de bonnes affaires ne sont pas forcément mauvaises pour les Européens, parfois c'est le contraire" écrit Durand-Valantin. Le phénomène avait d'ailleurs été constaté par le

---

(49) Traitants au gouverneur, le 22 octobre 1849.

(50) Traitants au président de la République.

(51) Ibid. Dans leur lettre au gouverneur du 22 octobre 1849, les traitants parlent également de "lutte constante" ... (entre) les divers intérêts en présence".

gouverneur par interim Thomas quelques années plus tôt : "des bénéfices énormes ont été réalisés par les négociants à la suite des prix élevés de la gomme mais ces bénéfices ne réagissent pas sur les malheureux traitants qui sont plus ruinés que jamais" (52). Les Sénégalais ont été particulièrement frappés par le désir de plus en plus exacerbé des Européens d'amasser le plus rapidement possible une fortune indépendante : "Maîtres du commerce sur place, (les négociants) gagneront des sommes énormes qu'ils se hâteront de transporter en Europe pour en jouir loin d'un pays et d'habitants" qu'ils méprisent (53). Pour arriver à leurs fins, le meilleur moyen n'est pas seulement pour les Européens les spéculations de grande envergure sur les guinées telles qu'elles sont menées depuis quelques années, mais la volonté affichée d'exclure les habitants des escales en obtenant des pouvoirs publics l'abrogation du privilège des traitants.

Dans leur lettre au gouverneur, les traitants dénoncent avec force le processus mis en place par les négociants et qui les conduit inéluctablement à la ruine. En effet, depuis quelques années, les Européens font échanger aux escales par leurs mandataires salariés des guinées au-dessous du prix auquel ils les ont vendus à Saint-Louis aux traitants.

---

(52) Gouverneur par interim à ministre, 23 décembre 1844, n°409, A N S O M Sénégal I 27 a.

(53) Pétition au président de la République. On y lit également cette phrase : "Aujourd'hui, les représentants des maisons d'Europe ... trouvent qu'il faut trop longtemps pour se créer une fortune indépendante".

"Tout est si bien calculé qu'on a soin de ne baisser le prix que jusqu'à la limite à laquelle le traitant ne sera pas tout d'un coup trop obéré au retour. On se contente de l'empêcher de faire des bénéfices et de le mettre un peu en dessous de ses affaires; par ce procédé on le domine, on peut le menacer d'expropriation s'il ne subit pas l'influence qu'on lui impose et on le contraint à s'approvisionner sans cesse chez le négociant devenu son créancier. La misère que l'on semble entretenir systématiquement parmi nous paralyse nos efforts" (54).

Exclus du commerce du fleuve qui est leur seule ressource "les habitants mourront de faim mais qu'importe à Messieurs les Européens, ils gagneront, voilà leur but suprême" (55).

Si Durand-Valantin dans son mémoire développe les mêmes thèmes que les traitants dans leurs lettres et pétitions, il tient avant tout à mettre en garde l'opinion sénégalaise comme le pouvoir métropolitain contre l'habileté des Européens qui se parent des grands principes de liberté commerciale et d'égalité pour mieux camoufler leur cupidité.

---

(54) Lettre au gouverneur, 22 octobre 1849.

(55) Lettre des traitants au gouverneur, 12 novembre 1849, A N S O M Sénégal XIII 29b. Dès 1841, Calvé, délégué de la colonie s'interrogeait sur l'avenir des traitants. Ceux-ci "n'ayant plus de crédit, la traite de la gomme sera nécessairement monopolisée par les négociants puisque seuls ils ont les marchandises propres à ce trafic.. A moins de mesures énergiques... on peut affirmer que la colonie du Sénégal est menacée d'une épouvantable catastrophe par l'expulsion de la presque totalité de ses créoles du commerce du fleuve". Calvé au ministre, 16 novembre 1841, A N S O M Sénégal XIII 26a.

> "Les pétitionnaires invoquent ... le principe de la liberté commerciale, mais n'est-il pas facile d'apercevoir que sous ce voile ... se cachent des préoccupations peu fraternelles dont le but pourrait bien être la substitution d'un autre privilège à celui contre lequel ils s'élèvent : le privilège de l'argent, de la fortune mis à la place de celui qui, au tort immense d'exclure les quarante six signataires des escales, présentait au moins la compensation non moins grande d'assurer l'existence de quinze mille individus?"

Admettre à égalité Européens et habitants aux escales peut être satisfaisant sur le plan intellectuel mais s'avère fallacieux dans la réalité car "les indigènes sont dans un tel état d'infériorité sous le double rapport de l'instruction et des ressources pécuniaires qu'ils succomberaient infailliblement dans la lutte" et seraient réduits "à l'état d'ilotes, condamnés à servir d'instruments à l'ambition de quelques privilégiés de la fortune".

Enfin les Européens en souhaitant un nouvel ordre des choses préjudiciable aux habitants se révèlent bien légers sur le plan politique. Tout d'abord, est-il possible de tenir pour quantité négligeable la population indigène alors que la Commission des gommes de 1842 avait reconnu son rôle éminent et pris ses décisions en conséquence? Pour Durand-Valantin les arguments présentés alors conservent toute leur valeur. Les traitants constituent toujours une élite qu'il faut défendre à cause de l'influence considérable qu'elle exerce non seulement sur la population de Saint-Louis mais aussi sur les peuples riverains du fleuve.

MÉMOIRE

RÉDIGÉ A L'OCCASION

De la Pétition présentée à l'Assemblée Nationale par les Commerçants européens du Sénégal;

PAR

M. DURAND VALANTIN,

Habitant indigène du Sénégal.

BORDEAUX,

Imprimerie des Ouvriers-Associés, rue du Parlement-Sainte-Catherine, 19.

(Métreau, gérant-titulaire.)

—

1849

PLANCHE 9 MEMOIRE DE DURAND VALANTIN

> "La population de Saint-Louis compte dans son sein un grand nombre d'anciens habitants du Fôuta, du Walo et du Cayor que des intérêts de famille attachent encore à leur pays natal. Ces hommes sont des intermédiaires naturels ... et souvent leur influence fut employée avec succès à aplanir de graves difficultés. Ce sont de tels rapports qui expliquent comment les peuples riverains entraînés quelquefois à répondre par des actes d'hostilité à l'injustice et à l'arbitraire de notre politique, s'arrêtent désarmés devant la pensée de confondre dans leur ressentiment le gouvernement et la population".

C'est pour ces raisons que le privilège de la traite qui a été reconnu aux habitants afin de leur assurer des ressources suffisantes a été considéré en 1842 comme "d'ordre public". En effet, c'est bien grâce à la population saint-louisienne courageuse et dévouée que la France a pu jusqu'ici, avec une faible garnison, se faire respecter de voisins turbulents et guerriers et "concourir à faire pénétrer la civilisation en Afrique".

Durand-Valantin ne se contente pas de dresser un réquisitoire contre les négociants européens mais élargissant sa réflexion, il se tourne vers le gouvernement métropolitain. Tout d'abord, il le met en garde contre la tentation d'accéder aux exigences des Européens car en ne tenant aucun compte de considérations politiques toujours aussi contraignantes qu'en 1842, la France risquerait d'être rapidement confrontée à une dangereuse situation : sécurité publique compromise, heurts avec les populations voisines. Ensuite, si la crise sénégalaise atteignait une telle ampleur, si les principes d'égalité et de liberté commerciale auxquels Durand-Valantin se déclarait attaché ne pouvaient être appliqués, c'est que depuis trente ans les progrès des comptoirs avaient

été extrêmement lents et à peine sensibles. Panet ne dit pas autre chose quand il évoque à la fin de sa relation de voyage "cette colonie où tout progrès est encore à naître malgré que son occupation par une nation riche et puissante date déjà de longtemps" (56). Mais Durand-Valantin en termes beaucoup plus vifs accuse le gouvernement d'être le responsable d'une telle situation et il déplore en particulier l'absence de tout progrès dans le domaine intellectuel. En laissant l'enseignement dans l'abandon, n'a-t-on pas refusé à l'ensemble de la population sénégalaise, noirs et mulâtres, les moyens de lutter à armes égales avec les Européens ?

> "On ne saurait se défendre d'une pénible impression en songeant que sans cette funeste incurie la face du pays ... serait aujourd'hui totalement changée. S'il était possible d'admettre qu'un intérêt quelconque existait pour maintenir la population dans un état d'ignorance permanent ... afin de la dominer de toute la hauteur qui sépare la civilisation de la quasi barbarie, tout ce qui a été fait tendrait à donner à cette supposition qui serait absurde le caractère de la vraisemblance" (57).

En conclusion, Durand-Valantin comme Panet, comme les traitants dans leurs pétitions, se tourne, malgré toutes ses insuffisances passées, vers le pouvoir métropolitain qui, enfin éclairé sur une crise dangereuse à plus d'un titre, saura tout au moins il l'espère, en tenant compte des divers intérêts en présence, prendre les décisions qui s'imposent.

---

(56) PANET (L), op.cit. édition Cornevin, p.182.

(57) Panet dans sa note au directeur des Colonies, 1er novembre 1848, insiste également sur cette nécessité de répandre l'instruction au Sénégal.

Les habitants ont donc exprimé à travers des formules saisissantes, le plus souvent révélatrices, leurs griefs et leur colère. Ils ont mis l'accent sur l'antagonisme qui s'accroît sans cesse entre les intérêts des Européens d'une part et ceux des traitants à leur compte qu'ils soient noirs ou mulâtres d'autre part. Mais le plus grave est qu'ils se sentent désormais condamnés car dans cette lutte que les Européens rendent sans merci, ils ne disposent pas des moyens nécessaires pour relever le défi. Au fur et à mesure que les années passent et que la crise s'aggrave, l'Européen s'identifie au créancier, au riche et l'habitant au débiteur et au pauvre. De plus, les négociants réclament à grands cris l'abrogation du privilège du commerce des escales, dernier rempart auquel s'accrochent les habitants, mais déjà miné par la pratique de l'envoi des mandataires salariés. Alors, les traitants exclus du commerce des gommes n'auront plus qu'à mourir de faim. Comment peut-on ainsi déposséder les enfants du pays, leur retirer les moyens de vivre sur une terre qui est la leur? Les habitants qui souffrent de leur infériorité dans la lutte économique et d'un grave complexe de frustration exigent que justice leur soit rendue et dans un réflexe désespéré de conservation, le maintien d'une législation protectrice (58). Menacés d'être exclus sur le plan économique, les habitants se considérant comme les seuls détenteurs d'une connaissance véritable du pays craignent aussi qu'au moment des décisions importantes les autorités ne tiennent pas compte de leurs intérêts et de leur influence sociale et prêtent une

---

(58) Les traitants dans une lettre adressée au délégué du Sénégal le 23 décembre 1844 affirmaient : "la justice qui est le premier besoin d'une cité doit toujours offrir un refuge assuré au pauvre contre le riche, au faible contre le fort". A N S O M Sénégal XIII 27a.

oreille complaisante aux revendications de leurs adversaires. Aussi, les habitants vont-ils saisir toutes les occasions qui leur seront offertes pour démontrer qu'ils représentent une force politique qui ne peut être négligée.

3°- Malaise politique

Les conséquences politiques de la crise économique et sociale déjà perceptibles à travers les débats de la commission des gommes prirent deux ans plus tard une gravité que devait souligner Bouët :

> "le pire des inconvénients de cet état de choses (l'endettement des traitants) se trouve selon moi dans les sentiments de désaffection qu'il fait naître chez les noirs et les mulâtres à l'égard de la France dont leurs créanciers comme Européens sont à leurs yeux la représentation vivante ... les laptots, la classe la plus nombreuse et la plus guerrière, se demandent enfin s'ils doivent s'armer et combattre pour un pays dont ils ont tant à souffrir".

Alarmiste, il croit pouvoir affirmer que

> "cette classe guerrière d'Africains ... en cas de collision avec une nation européenne resterait neutre, tournerait même, peut-être, les armes contre nous afin de reconquérir son indépendance en changeant de domination". (59)

Sans doute, la traite relativement heureuse de 1845 apporte-t-elle une détente , mais avec le prompt retour de difficultés

---

(59) Cette lettre de Bouët au ministre en date du 19 novembre 1844 se trouve dans le "Registre rouge" conservé aux A N S -A O F mais également dans A N S O M Sénégal XIII - 27c.

persistantes le climat s'alourdit au moment où la Révolution de février offre aux habitants la possibilité de s'exprimer. Ceux-ci prennent alors conscience que, depuis trente ans qu'elle a recouvré le contrôle de ses comptoirs africains, la France ne leur a jamais témoigné une confiance à laquelle ils pensaient avoir droit comme représentants naturels de la population sénégalaise. Les débats sur les attributions du maire de Saint-Louis et l'élection du premier député du Sénégal allaient permettre aux habitants d'affirmer leur prétention à jouer un rôle politique et à Durand-Valantin d'imposer son leadership.

a) L'enjeu de la mairie de Saint-Louis

L'apparition de maires à Saint-Louis et à Gorée date, on le sait, des dernières années de l'Ancien Régime et le gouvernement de la Restauration affirma, lors de la reprise, sa volonté non seulement de maintenir cette utile institution mais aussi de respecter

> "l'ancien usage d'après lequel l'emploi de maire est constamment dévolu à un homme de couleur, créole du chef-lieu, usage réputé conforme au système de fusion des Européens et des naturels qu'il est si important de maintenir et même d'étendre" (60).

Ainsi, était officiellement reconnu aux métis un monopole auquel ils attachaient beaucoup de prix et qu'ils devaient

---

(60) Instructions générales du ministre de la Marine au commandant pour le roi Schmaltz, 31 décembre 1818, in SCHEFER, op.cit.,t.I,p.290. Sur le problème des institutions municipales du Sénégal, voir l'article déjà cité de LEGIER et ZUCCARELLI (F) : Les maires de Saint-Louis et Gorée 1816-1872, Bulletin de l'IFAN, B, t.XXXV, n°3, 1973.

conserver jusqu'au gouvernement de Faidherbe. Pourtant le régime municipal sénégalais différait sensiblement de celui de la métropole. En effet, si les maires étaient nommés par le pouvoir comme en France, ils ne détenaient que des compétences déléguées (61). Comme le fait remarquer Légier, ils sont considérés comme des intermédiaires utiles mais subalternes entre le gouvernement local et la population autochtone. Fonctionnaires rétribués, ils s'intègrent à la hiérarchie administrative, ils doivent rendre compte de leurs moindres actes et les Européens échappent à leur juridiction. A la différence de la métropole, il n'existe pas de conseils municipaux; seuls deux adjoints les assistent dans leur tâche ou les remplacent en cas d'absence ou d'empêchement quelconque. Malgré tout, les maires jouissent auprès de la population sénégalaise d'un prestige hors de proportion avec les pouvoirs dont ils disposent.

En 1842, la Monarchie de Juillet manifesta la velléité d'instituer comme dans d'autres colonies des conseils municipaux. Elle prescrivit donc une enquête sur le problème communal, mais le gouverneur Bouët fit savoir que toute réforme était inutile (62). Il fallut attendre cinq ans pour que le dossier soit rouvert. L'initiative en revient-elle à la direction des Colonies ou à Durand-Valantin qui, alors présent à Paris, fut consulté sur ce problème ? S'il est impossible d'apporter une réponse valable à cette question, il faut cependant noter que le gouvernement souhaitait l'introduction

---

(61) La loi du 18 juillet 1837 reprenait une distinction posée antérieurement entre des fonctions subordonnées déléguées par l'autorité administrative et des fonctions propres justifiées par les libertés communales.

(62) Dépêche ministérielle du 16 décembre 1842 et réponse de Bouët. A N S O M Sénégal VII 50b.

de réformes du Sénégal puisqu'il venait de décider à peu près au moment où se déroulait ces conversations, l'émancipation à bref délai des esclaves et qu'il se ralliait aux propositions de Durand-Valantin concernant le régime municipal de Saint-Louis. La dépêche ministérielle du 10 décembre 1847 ordonnait, en effet, au gouverneur d'une part de faire rédiger "un règlement nouveau qui déterminerait les fonctions du maire de Saint-Louis et qui étendrait les attributions de l'emploi" et d'autre part d'entreprendre une enquête sur l'opportunité de créer un conseil municipal (63). Durand Valantin sollicité par le ministre de prendre la succession du maire J.J. Alin, en fonction depuis 1829, avait en principe accepté, mais conscient qu'une sévère bataille serait à mener au Sénégal pour traduire dans les faits les intentions libérales de Paris, il avait exigé que sa nomination officielle n'intervienne qu'à l'issue des débats sur le nouveau statut. Le futur maire souhaitait marquer ses distances à l'égard des autorités locales et donner un caractère plus politique à ses fonctions. Pour cela, ses objectifs qui ne furent pas tous dévoilés dès le début, consistaient à obtenir que le maire dépende désormais directement du gouverneur et ne soit plus subordonné aux différents chefs de service, qu'il tienne son mandat de l'élection, qu'il dispose de pouvoirs plus larges et enfin, qu'en cas de création d'un conseil municipal, les Européens en soient exclus. Ce programme ne pouvait manquer de susciter des réticences, sinon l'hostilité des autorités locales. Bouët, dont le crédit moral était grand, n'avait-il pas refusé, il y a quelques années à peine, d'accéder au désir de réforme du ministère ? (64) Sans doute,

---

(63) Dépêche ministérielle, 16 décembre 1847, n°469, A N S - A O F 1847.

(64) Le gouverneur Baudin ouvrant le 4 janvier 1848 la session du Conseil général rend hommage à l'action de son "meilleur ami" le capitaine de vaisseau Bouët. A N S O M Sénégal VII 29c.

très rapidement les conditions politiques seront modifiées par l'annonce de la Révolution de février début avril, mais l'idée avancée par le baron Roger de créer des assemblées municipales ouvertes aux Européens afin de réduire l'influence des autochtones ne risque-t-elle pas de réapparaître sous prétexte d'établir l'égalité entre les deux communautés ? (65). Pour exercer plus d'influence dans les discussions qui allaient s'ouvrir à Saint-Louis, Durand-Valantin avait demandé au ministre d'être nommé membre du Conseil d'administration. Baudin accéda à cette requête en février 1848 (66).

Dès la réception de la dépêche ministérielle, le chef du service administratif élabore un projet d'arrêté qui s'inspire de ce qui a été réalisé à Cayenne (67). La discussion s'engage le 5 février devant le Conseil d'Administration qui a appelé à siéger à titre délibératif deux membres du Conseil général, un Européen Tailhardat-Fayette et un habi-

---

(65) Roger au ministre, 10 avril 1824 propose de créer "un conseil municipal dans lequel entreraient les plus notables habitants européens ... peu à peu on les fera ainsi arriver à la mairie, au moins concurremment avec les indigènes" A N S O M Sénégal VII 8.

(66) Dans la dépêche déjà citée du 10 décembre 1847, le ministre écrit "le maire doit remplacer dès que possible le membre du Conseil d'administration qui décèdera ou partira, en attendant l'appeler consultativement au conseil toutes les fois qu'il sera traité de questions relatives à l'administration intérieure de Saint-Louis". Durand-Valantin succède au Conseil à Louis Alsace.

(67) Dans sa séance du 26 janvier 1846, le Conseil général avait réclamé une définition claire des attributions du maire et avait invoqué l'exemple de la Guyane, A N S O M Sénégal VII 29c.

tant, Léautier (68). Acceptant la nomination du maire par le gouverneur, Durand-Valantin fait porter tout son effort contre l'article 7 qui prévoit de placer le premier magistrat de la cité sous "l'autorité du chef du service administratif en sa qualité de directeur de l'Intérieur". En réclamant qu'il relève directement du gouverneur, il se heurte à l'ordonnateur par interim Petiton, et provoque de longues discussions qui durent se poursuivre le lendemain. Valantin développe alors son argumentation en faisant remarquer que le devoir primordial du maire est de défendre l'intérêt de ses concitoyens face à l'administration et qu'il ne pourra l'exercer que s'il en est indépendant.

> "Quelle sera l'influence du maire placé immédiatement sous les ordres de l'ordonnateur? Ou il sera muet et faillira au mandat dont il aura été investi, ou il engagera une lutte dont le résultat ne saurait être douteux : il serait brisé par l'influence du pouvoir dont il dépendrait".

A cette raison de principe il ajoutait une constatation de fait :

> "L'administration du Sénégal par les fréquentes mutations auxquelles elle est assujettie, par l'inexpérience des personnes appelées inopinément à la diriger, a été le plus souvent tracassière et peu bienveillante pour les habitants de la colonie".

---

(68) Délibérations du Conseil d'administration des 5 et 6 février 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9. Pour le détail, voir Saliou M'BAYE, op.cit. pp.245-252.

En conclusion, il fait remarquer que "si l'on veut s'engager dans la voie du progrès", il faut accorder au maire des pouvoirs réels et ne le faire relever que de l'autorité du gouverneur. Après quelques échanges assez vifs, la majorité du Conseil décida d'accéder aux demandes de Durand-Valantin tout en subordonnant l'application de l'arrêté qui définit le nouveau régime municipal à l'approbation du ministre(69).

La nomination de Durand-Valantin comme maire de Saint-Louis allait d'abord être retardée par des divergences avec le gouverneur (70), puis par la Révolution de février. En effet, celle-ci ouvrant des perspectives libérales, il était permis d'espérer une modification des institutions coloniales et par conséquent une remise en cause du statut municipal élaboré en février. Durand-Valantin tirant cette conclusion des événements parisiens raidissait son attitude et refusait maintenant d'être nommé, invoquant son désir de tenir son mandat de l'élection (71). La dépêche ministérielle

---

(69) Seul parmi les membres fonctionnaires, le chef du service judiciaire, Larcher, a toujours soutenu Durand-Valantin. Par contre, Petiton déclarait sans ambages qu'il ne fallait "pas faire les institutions en vue d'un homme mais de manière à ce qu'elles puissent fonctionner toujours". Valantin, intéressé dans la question s'est abstenu de voter. Baudin déclarait ne voir "aucun inconvénient à ce que le maire relève du gouverneur" mais il renvoyait la décision au ministre.

(70) L'administration avait suspendu la nomination du maire désigné en invoquant son opposition à des mesures de police. Lettre de Durand-Valantin au directeur des Colonies, 16 février 1848, A N S O M Sénégal VII 49.

(71) Le refus de Durand-Valantin est évoqué dans la dépêche ministérielle du 21 mai 1848, A N S O M Sénégal VII 49.

du 10 mai annonçant que le Sénégal enverrait un député à l'Assemblée Nationale pouvait renforcer sa détermination (72). Cependant, en matière municipale, l'administration centrale se montrait très réservée. En mai le ministère prescrivait de placer le maire de Saint-Louis sous la dépendance directe du commissaire de la République et excluait Gorée de cette réforme, et en octobre, malgré le régime électif institué en France, il maintenait pour le Sénégal la nomination autoritaire des maires (73). Pendant ce temps à Saint-Louis, Duchâteau, chargé du début de mai jusqu'au milieu de novembre de l'interim de Baudin, se préoccupait essentiellement de l'émancipation des esclaves et de ses conséquences. Ses relations avec Durand-Valantin devinrent vite mauvaises. Le maire désigné paraît avoir organisé un mouvement d'opinion en sa faveur. Il transmet en effet, le 2 juillet, au commissaire de la République une pétition dirigée contre J.J.Alin et six semaines plus tard une nouvelle adresse de notables mulâtres et noirs souhaitant sa prochaine nomination. Ce fut l'occasion pour Durand-Valantin de préciser à nouveau sa position dans une lettre au commissaire de la République : le maire ne peut plus être comme dans le passé "un agent salarié de l'Etat", exécutant passif des ordres de l'autorité supérieure et il doit être désigné par le suffrage des concitoyens (74). Il fallut attendre plus de

---

(72) Ministre à commissaire de la République, 10 mai 1848, A N S O M Sénégal VII 44a.

(73) Ministre à commissaire, 24 mai 1848, n°101, ANS AOF 1B 48. La loi du 3 juillet art.10 précisait que le maire et les adjoints seront choisis par le Conseil municipal et pris en son sein, le contraste était donc saisissant avec le maintien de l'ancien régime au Sénégal, lettre, n°241, A N S A O F 1B 49.

(74) La pétition contre J.J.Alin adressée par Durand-Valantin au commissaire de la République le 2 juillet, de même

trois mois pour que la situation soit enfin dénouée. Ayant reçu le 30 octobre la consécration de la population sénégalaise qui l'avait élu député, Durand-Valantin pouvait se montrer plus souple et accepter sa nomination de maire d'autant plus que le gouverneur était à nouveau Baudin avec lequel il avait toujours entretenu des relations correctes. Sa désignation intervint le 27 novembre et le 1er décembre un arrêté fixait les attributions du maire (75). Durand-Valantin n'avait pas atteint tous les objectifs qu'il s'était fixés. Sans doute pouvait-il affirmer jouir de plus d'indépendance que ses prédécesseurs puisqu'il relevait directement du gouverneur et ne pouvait plus être assimilé à un fonctionnaire (76). D'autre part, le maire avait acquis des compétences propres qu'il exerçait par voie d'arrêtés tant sur les Euro-

---

(74) suite
que sa lettre du 12 août se trouvent dans A N S O M Sénégal VII 49. La lettre de Duchâteau au ministre est à voir aussi, n°336, 18 août 1848, A N S O M Sénégal I 34 a.

(75) Arrêté de nomination du 27 novembre 1848, B A S 1847-1848, p.289. Arrêté du 1er décembre 1848, ibid, pp.290-293.

(76) Pour ne pas apparaître comme un fonctionnaire, Durand-Valantin avait demandé que ses fonctions soient gratuites, mais quatre mille francs lui furent alloués à titre de frais de représentation.

péens que sur les Sénégalais (77) mais il avait dû renoncer à être élu comme en métropole et se résigner à avoir un adjoint européen (78).

L'avenir paraissait incertain car si le gouverneur considérait l'arrêté du 1er décembre comme une étape vers un régime plus libéral (79), ses chefs de service se déclaraient convaincus que l'extension des compétences reconnues au maire de Saint-Louis ne pouvait donner que "matières à contestations" (80). Si jusqu'ici le gouverneur s'était montré com-

---

(77) Les attributions du maire de Saint-Louis sont l'exécution des lois et règlements, la police municipale, la surveillance des écoles, les compétences traditionnelles en matière de police, justice et voirie. Le maire est consulté sur les projets de travaux publics exécutés par la direction des Ponts et Chaussées, il peut présenter des observations sur la répartition des contributions et il fait partie des commissions chargées du recensement, de l'établissement des rôles de capitation, de l'impôt sur les maisons.

(78) Baudin informe le ministre dans sa lettre du 4 décembre 1848, n°454, que la nomination de Durand-Valantin a été "accueillie avec une vive satisfaction". Les deux adjoints sont Sleigth et Héricé, A N S O M Sénégal I 35a.

(79) Dans cette même lettre du 4 décembre 1848, Baudin s'exprime ainsi "Si nous organisons définitivement une municipalité, il faut nous rapprocher autant que possible de ce qui se passe dans la métropole".

(80) Le chef du service administratif s'est fait le porte-parole des différentes administrations dans son rapport de fin d'année 1848, A N S O M Sénégal VII 50 b.

préhensif, à l'égard de la volonté de Durand-Valantin de réserver au maire un droit d'initiative directe pour tout problème d'intérêt municipal en tenant en lisière son administration, il était évident que l'évolution de la conjoncture politique en métropole allait l'obliger à réviser sa position. Privé de son appui, le maire ne pouvait, en définitive, que connaître l'échec.

Pourtant à la fin de 1848, Durand-Valantin partait pour la France relativement confiant : n'avait-il pas recueilli l'adhésion du Conseil d'administration à ses propositions de créer des ressources propres à la municipalité de Saint-Louis ? (81) En effet, conscient qu'un maire sans conseil municipal et sans budget était dépourvu de pouvoir réel, il s'était promis de soumettre le problème au département de la Marine. Celui-ci refusa de s'engager dans la voie de l'autonomie financière de la commune, mais il jeta du lest en faisant savoir au gouverneur qu'il n'était pas hostile à ce que "le maire recouvre ses titres d'officier de l'état-civil" (82). Mais, quelques mois plus tard les dispo-

---

(81) Séance du Conseil d'administration du 9 décembre 1848, A N S 3E 20. Le conseil reconnaît "les moyens bons et faciles pour créer un revenu à la ville lorsque plus tard, comme il est permis de le croire, la municipalité sera établie sur des bases plus larges et d'une manière plus complète".

(82) Dépêche ministérielle du 18 avril 1849 citée par Saliou M'Baye. Baudin dans sa lettre du 4 décembre 1848 avait d'ailleurs déclaré au ministre qu'il ne voyait "aucun inconvénient à mettre l'état-civil entre les mains du maire".

sitions de l'administration changèrent du tout au tout, le gouverneur Baudin déclarant dans une lettre au ministre "qu'il serait bon de se prémunir contre une trop grande tendance à mettre tout à l'élection dans un pays comme le Sénégal" (83). Toujours combatif, Durand-Valantin, à son retour au Sénégal, n'hésite pas, malgré ce climat peu propice, à lutter pour l'indépendance du maire que son adjoint, semble-t-il, n'a pas su préserver pendant son absence. En effet, le chef du service administratif exerce un contrôle sur les actes du maire, se réservant de les contresigner. Durand-Valantin va provoquer au Conseil d'administration un grand débat sur l'interprétation de l'arrêté du 1er décembre 1848. Dans une note adressée au gouverneur, il émet la théorie suivant laquelle le maire "dont les attributions embrassent tout le service de l'intérieur" est devenu un véritable directeur de l'Intérieur et que de ce fait le contrôle ne doit appartenir qu'au gouverneur et il pose la question de savoir si l'arrêté de 1848 sanctionné par le ministre n'abroge pas, en conséquence, certaines dispositions de l'ordonnance organique du 7 septembre 1840. Evidemment le chef du service administratif combat dans la séance du 6 mai 1850 le point de vue du maire dont les demandes aboutiraient à un changement profond du système administratif de la colonie. D'autre part, il déclare que "le conseil ne peut pas être saisi, pour

---

(83) Baudin à ministre, 19 août 1849, n°311, A N S A O F 2B 30. Il ajoutait un peu plus loin : "si je ne partage pas l'avis de ceux qui regardent en France le vote universel comme une admirable chose, ici je vais plus loin, je le considère comme une absurdité, comme un non-sens". Les affirmations exprimées au Conseil d'administration de décembre 1848 étaient bien oubliées.

ainsi dire à l'improviste d'aussi graves questions" et finalement le Conseil se déclare incompétent et renvoie la question au ministre (84). Le maire revient à la charge trois mois plus tard en demandant que le service de la voirie soit distrait des attributions du directeur des Ponts et Chaussées pour lui être confié. Il subit un nouvel et humiliant échec devant le Conseil d'Administration qui a rejeté sa proposition après que l'ordonnateur ait déclaré qu'il était "temps de mettre un frein au zèle du maire" et que le directeur des Ponts et Chaussées ait affirmé brutalement ne voir dans le maire "qu'un agent de police municipale exécutant passivement les ordres de l'autorité supérieure". (85) A peu près au même moment, le gouverneur restreint le contrôle du maire sur l'exportation des vivres indispensables aux Saint-Louisiens (86) et réprouve l'intervention du maire

---

(84) Conseil d'administration, séance du 6 mai 1850,A N S O M Sénégal VII 26 bis 10. Le chef du service administratif avait fait remarquer que les attributions du maire fixées par l'article 7 de l'arrêté du 1er décembre 1848 étaient en gros celles que l'on retrouve dans la loi du 18 juillet 1837 appliquée aux Antilles sans que la direction de l'Intérieur soit supprimée; d'autre part, au Sénégal, les attributions du directeur de l'Intérieur sont dévolues au chef du service administratif par l'ordonnance de 1840 qui n'est en rien abrogée par l'arrêté de 1848.

(85) Conseil d'administration, séance du 17 août 1850. Seul le notable européen avait pris parti en faveur du maire; Griffou avait fait observer que puisque la mairie a été créée, il faut donner au maire les prérogatives des maires de France.

(86) Le gouverneur par arrêté du 17 août 1850 pris en conseil avait interdit l'exportation du mil hors de Saint-Louis et autorisé verbalement le maire à délivrer des certifi-

en faveur d'habitants tracassés par l'administration (87). Ainsi, le gouverneur et son administration ne manquent aucune occasion d'affirmer leur interprétation rigoureusement étroite de l'arrêté de décembre 1848, mais ils cherchent aussi à atteindre le prestige du maire en suggérant au ministre de diminuer ses frais de représentation (88), en limitant son rôle au Conseil d'administration (89) et en lui refusant à l'église la place d'honneur qui en France revient

---

(86) suite
cats aux Saint-Louisiens désireux de procurer du mil aux familles des environs. Le maire avait saisi cette occasion pour voir dans cette autorisation une compétence douanière et la justifier par l'intérêt général: "parce qu'au maire incombe le devoir de veiller à la subsistance des habitants". Cette interprétation est évidemment rejetée par le gouverneur. A N S O M Sénégal VII 50 b.

(87) Lettre du maire au gouverneur, 29 août et 1er sept.1850 citée par Légier, op.cit.p.441: protestation contre l'interdiction faite aux traitants d'emprunter le bateau à vapeur du gouvernement.

(88) Lettre de Baudin au ministre, 24 avril 1849, n°142 au sujet des réductions praticables de dépenses, A N S A O F 2B 27.

(89) Au cours de ses entretiens avec le ministre en 1847, Durand-Valantin avait obtenu l'admission du maire au Conseil d'administration avec voie délibérative. En réalité le maire est appelé à titre consultatif en 1850. Lettre du maire au ministre, 10 octobre 1850, A N S O M Sénégal VII 50b; même comme député du Sénégal, il n'a pas à connaître du budget de la colonie, dépêche ministérielle, 14 mars 1851, n°82, A N S -A O F 1B 56.

au magistrat municipal (90). Baudin agissait ainsi parce qu'il se savait soutenu par le ministère mais c'est son successeur intérimaire Aumont, qui tira la leçon des derniers conflits en suggérant au ministère de mettre un terme à l'expérience menée depuis 1848 (91). A plusieurs reprises, Paris donna son approbation à la politique menée à Saint-Louis à l'encontre du maire (92). La tentative de Durand-Valantin de donner à la mairie saint-louisienne une indépendance véritable à l'égard des chefs d'administration et par voie de conséquence un lustre inconnu jusqu'alors se soldait par un échec complet (93). En se déroulant dans le milieu fermé du Conseil d'administration, le duel qui opposait le maire au gouverneur et à ses chefs de service n'avait qu'un retentissement limité; par contre les élections législatives passionnèrent la population sénégalaise et révélèrent son état d'esprit.

---

(90) Dépêche ministérielle, 14 mars 1851, ibid, sur ces conflits voir Légier, op.cit., p.441-442.

(91) Aumont, gouverneur par interim à ministre, 19 août 1850, n°304, A N S O M Sénégal VII 50 b.

(92) Voir les dépêches ministérielles des 9 novembre 1850, n°374, 8 janvier et 14 mars 1851.

(93) Durand-Valantin devait donner sa démission de maire en août 1851. Cet échec avait pu intervenir dans sa détermination mais l'élément essentiel était l'extrême gravité de sa situation financière sur laquelle nous insisterons plus loin. Gouverneur à ministre, 3 septembre 1851, n°410, A N S O M VII 50b.

b) Le combat des élections législatives

L'irruption du suffrage direct et universel dans un Sénégal en proie à une grave crise économique et sociale constituait, à l'évidence, un événement d'importance majeure. En effet cette première consultation générale allait être la pierre de touche de l'influence exercée sur la population des comptoirs par les deux groupes dominants : les Européens et les mulâtres. Jusqu'alors, le premier l'avait automatiquement emporté, grâce au système clos de la représentation accordée au Sénégal. C'est dans le cadre de l'ordonnance organique de 1840 modifiant profondément ses institutions que le Sénégal longtemps après les autres colonies, obtint la possibilité de désigner un délégué chargé de défendre ses intérêts en France (94). Le Conseil général composé de notables européens et mulâtres forma le corps électoral (95) et choisit successivement un négociant, V. Calvé, et en 1846 un ancien gouverneur, le baron Roger (96). Outre le nombre restreint des électeurs un des défauts essentiels du système résidait dans le fait que les habitants de Gorée sans repré-

---

(94) On trouvera une analyse de l'ordonnance du 7 septembre 1840 dans A N S O M Sénégal VII 9. Dès 1827 les négociants et les principaux habitants de Saint-Louis et de Gorée avaient adressé une pétition demandant que "le Sénégal ait comme les autres colonies un député". A N S O M Sénégal VII a.

(95) Le Conseil général est composé de dix membres, soit huit choisis parmi les négociants ou propriétaires européens et indigènes par portions égales et deux parmi les marchands détaillants.

(96) Victor Calvé, ancien négociant au Sénégal, avait été élu en 1841 et il participa à ce titre aux débats de la Commission du commerce des gommes. En janvier 1846,

sentation au Conseil général se trouvaient ipso facto exclus du choix du délégué (97). Toutes ces entraves allaient brutalement s'effondrer avec la Révolution de février et les différentes catégories sociales recouvraient ainsi la liberté de s'exprimer. Le décret du gouvernement provisoire en date du 5 mars 1848 "sur les élections des représentants du peuple à l'Assemblée Nationale" comprenait en effet le Sénégal dans ce droit de représentation et dans une dépêche du 10 mai le ministre de la Marine adressait au commissaire de la République des instructions sur les modalités du vote. Elles étaient larges puisqu'il suffisait d'une résidence de cinq ans dans la possession française pour que les indigènes puissent voter (98). La nouvelle fut connue à Saint-Louis quelque six semaines plus tard, au moment où les esprits

---

(96) suite
Roger était désigné à l'unanimité et il en sera de même deux ans plus tard. Son suppléant avait été V.Régis aîné puis Gasconi. A N S O M Sénégal VII 7c.

(97) Le conseil d'arrondissement de Gorée avait demandé à participer à la nomination du délégué dans sa séance du 25 janvier 1846. Le ministre avait estimé que la question soulevée était digne d'intérêt et il s'engageait à examiner une solution qui devait réserver à Gorée "sa part d'action et d'influence", mais en fait rien n'était réglé quand survint la Révolution de février. A N S O M Sénégal VII 7c.

(98) Ministre à commissaire de la République, 10 mai 1848. Si les militaires composant la garnison coloniale n'étaient pas admis à voter pour l'élection des représentants des colonies, il n'en était pas de même pour les soldats noirs qui appartiennent à la population, A N S O M Sénégal VII 44a. Les élections en France avaient eu lieu le 23 avril.

étaient déjà échauffés par la perspective d'une proche émancipation et par les événements qui se déroulaient alors dans le fleuve (99). Les élections ne pouvaient avoir lieu dans un court laps de temps, car il fallait attendre que les traitants soient rentrés des escales, que l'émancipation des esclaves soit devenue effective et surtout que soit menée à bien la tâche complexe que représentait la confection des listes électorales. Le gouverneur décida finalement que la consultation aurait lieu le 30 octobre (100).

Comment se présente la situation au moment où les nerfs de la population déjà tendus par les habituelles épreuves de l'hivernage vont subir les excitations toutes nouvelles des passions politiques? Très rapidement, on distingue deux forces en présence : les Européens d'une part, les mulâtres de l'autre (101). Duchâteau constate en juillet ce clivage qui n'est que le reflet de l'antagonisme économique

---

(99) Le gouverneur par interim Duchâteau avait dû monter sur le fleuve fin juin à la suite d'un conflit qui opposait Trarza et Brakna. Sur cette question voir dans la seconde partie, chap.XIV.

(100) Promulgation du décret du 5 mars 1848 sur la représentation à l'Assemblée constituante et convocation des électeurs par l'arrêté du 10 octobre 1848, B A S 1847-1848, pp.255-256. On trouvera un résumé très succinct concernant la vie politique des années 1848-1851 dans G.Wesley Johnson Jr : The emergence of Black politics in Sénégal, Stanford University press, 1971, pp.49-51. M'BAYE (S): La représentation du Sénégal au Parlement français sousla seconde République 1848-1851, Bulletin de l'IFAN, B, t.38, n°3, 1976, pp.516-551.

(101) Dans le groupe des habitants, les noirs sont en fait à la remorque des mulâtres.

et social qui, comme nous l'avons vu, s'est développé depuis quelques années (102). Les compromis n'étant plus possibles aux yeux des traitants débiteurs, ceux-ci pensent qu'une occasion leur est offerte de prouver à leurs créanciers européens leur cohésion et leur détermination à obtenir des autorités responsables des décisions conformes à leurs intérêts. L'inconnu résidait dans la grande masse des Africains. Comment allait-elle réagir ? Suivra-t-elle les Européens qui venaient d'apporter la liberté et qui tentaient de se concilier la majorité musulmane par la construction d'une mosquée à Saint-Louis et par la promesse de l'établissement prochain d'un tribunal musulman, ou se rangera-t-elle sous la houlette des habitants, leurs employeurs et souvent leurs anciens maîtres en général peu disposés en faveur de l'Islam? (103) L'enjeu de la bataille électorale consistait pour chacun des deux camps en présence à rallier les noirs à sa cause.

---

(102) Duchâteau dans sa lettre au Ministre du 25 juillet 1848, n°306, parle de "parti des mulâtres" A N S O M Sénégal I 34 a.

(103) Durand-Valantin apparaît prudent dans son mémoire "La religion musulmane a fait de grands progrès qui s'ils sont un pas rétrograde dans la voie de la civilisation seront incontestablement un puissant auxiliaire pour l'agrandissement de notre commerce". En fait, comme la plupart des mulâtres, il est violemment hostile à l'Islam. Cependant Panet pense qu'"avec le temps les erreurs de l'islamisme viendront se briser devant les saines vérités du christianisme". Enfin, Paul Holle signera avec Carrère en 1855 un ouvrage ouvertement hostile à l'Islam : De la Sénégambie française, op.cit.

La désaffection de ceux-ci à l'égard de la France, engendrée par la crise économique, constatée par Bouët et confirmée par Baudin (104) constituait un lourd handicap pour les Européens qui, cependant, espéraient jouer de leur politique libérale. En invoquant leur appartenance au pays et la nécessaire solidarité des intérêts sénégalais face à ceux des Européens, les mulâtres disposaient d'arguments plus efficaces.

Durand-Valantin, le premier, s'est déclaré courant juillet prêt à briguer les suffrages de ses concitoyens, mais bientôt d'autres ambitions se découvrent si l'on en croit le gouverneur : G. Foy, l'un des plus riches traitants et l'abbé Fridoil, un noir directeur du collège pour les Sénégalais, Bréghot de Polignac, greffier à la Cour d'appel pour les Européens ainsi que Schoelcher dont le nom avancé par certains susciterait "un parti assez fort parmi les esclaves" (105). En octobre, Duchâteau, apprenant son rappel en France à la suite du retour de Baudin à la direction des affaires du Sénégal, décide de se porter "candidat à la représentation nationale" pour répondre, dit-il, à l'insistance de ses amis et des chefs de service (106). Il justifie

---

(104) Le témoignage de Bouët en date du 19 novembre 1844 a été déjà évoqué, Baudin dans une lettre du 6 décembre 1848, n°478, parle à propos des noirs musulmans de"cette tendance tous les jours plus manifeste chez eux, à s'affranchir de l'autorité métropolitaine". A N S A O F 2B 26.

(105) Duchâteau à ministre, 18 août 1848, n°336, A N S O M Sénégal I 34a.

(106) Duchâteau à ministre, 20 octobre 1848, n°401, A N S O M Sénégal I 34a.

auprès du ministre sa détermination par sa connaissance du pays et surtout par le fait que "n'appartenant à aucune caste, ni commerçant, ni habitant" il est l'homme "le plus capable de défendre les intérêts généraux de la colonie". A cela, il ajoute des raisons d'opportunité : à son avis, "parmi les candidats, Schoelcher et Bouët-Willaumez paraissent avoir peu de chance" (107) et Durand-Valantin, d'après ses informations est refusé par "presque tous les noirs de la ville et les libérés récents".

En définitive, la lutte allait se circonscrire entre l'ancien gouverneur par interim Duchâteau et Durand-Valantin. Le premier, résolu à ne pas faire campagne, se borna à présenter un programme économique ambigu sur le plan des principes mais plus précis dans le domaine des réalisations concrètes. C'est ainsi que Duchâteau se déclarait partisan "de la liberté du commerce partout et en tout temps" mais, craignant de heurter les Sénégalais, il voulait la contenir " "dans de sages limites basées particulièrement sur les intérêts des habitants du Sénégal". Il demandait la création d'une caisse d'escompte, le règlement rapide d'une indemnité substantielle aux propriétaires d'esclaves libérés et un service mensuel de bateaux à vapeur reliant la métropole au Sénégal. Enfin, il proposait de presser l'organisation de la municipalité de Saint-Louis et l'extension de la juridiction du tribunal musulman alors envisagé aux droits civils et commerciaux (108). L'ancien gouverneur espérait par ce programme balancé obtenir des voix à la fois des Européens, des

---

(107) C'est la seule fois que le nom de Bouët-Willaumez apparaît parmi les candidats. L'ancien gouverneur du Sénégal venait d'être nommé commandant de la Station navale de la Côte occidentale d'Afrique (septembre 1848).

(108) Programme de Duchâteau dans A N S O M Sénégal VII 44b.

mulâtres et des musulmans, mais il se heurtait à un adversaire de taille en la personne de Durand-Valantin qui depuis plus de trois mois déjà travaillait à se créer une clientèle. Très habile, il s'était gardé de tracer un programme précis préférant utiliser les sentiments qui agitaient alors la population sénégalaise : rancoeurs nées de la misère, conscience que l'avenir de la colonie est lié à la prospérité des indigènes et que les habitants possèdent les qualités nécessaires pour prendre en main les affaires de leurs pays. Ces idées se trouvent en particulier exprimées dans une pétition adressée au ministre en août 1848 et dont Durand-Valantin paraît être l'inspirateur.

> "La politique doit s'appuyer sur l'opinion publique, L'autorité du gouverneur de la colonie ne peut que se fortifier au contact de la population... Il est temps que par sa représentation légale le pays soit appelé à prendre une part large et directe dans la discussion des intérêts" (109).

A travers la correspondance du gouverneur rendant compte au ministre de la campagne du candidat saint-louisien on pressent les formules de son mémoire publié l'année suivante "Au Sénégal où l'intérêt commercial règne sans partage", le commerce s'effectue "par l'intermédiaire indispensable d'une population sur le maintien et la prospérité de laquelle repose toute notre puissance" et "c'est uniquement de la prospérité indigène que la colonie doit attendre sa prospérité et son agrandissement" (110). Comme négociant, Durand-Valantin avait souffert de la concurrence des Européens et de ce fait comprenait la situation critique dans laquelle se

---

(109) Pétition au ministre de la Marine, 23 août 1848, A N S O M Sénégal IV 19 f.

(110) Durand-Valantin, Mémoire, op.cit.

trouvaient les traitants. En se faisant l'ardent avocat de leur cause et en prétendant à travers eux défendre "l'existence de quinze mille individus" contre l'ambition de quelques Européens privilégiés de la fortune, il s'assurait leur concours pour entreprendre dans les meilleures conditions possibles la conquête de la population noire. Duchâteau constate à deux reprises l'intensité de cette campagne. Le 12 octobre, il écrit que "les hommes de couleur travaillent ... jour et nuit la population noire qui, peu éclairée encore et comprenant à peine l'importance des élections, pourra subir quelque influence"et, huit jours plus tard, il fait état "des manoeuvres de toute nature employées jour et nuit par les hommes de couleur à travailler la population noire en faveur de Valantin" (111).

Les élections qui se déroulèrent le 30 octobre dans le calme firent de Durand-Valantin le représentant du Sénégal avec 1.080 voix contre 687 à son principal concurrent, Duchâteau. Les résultats de cette première consultation sug-

---

(111) Duchâteau à ministre, 12 octobre 1848 et du même au même, 20 octobre 1848. Valantin de son côté s'inquiétait des moyens dont pouvait disposer son concurrent. Dans sa proclamation du 17 octobre il déclare : "Que d'obstacles il faudra vaincre! Le candidat qui m'est opposé est puissant, c'est le chef de la colonie auquel son omnipotence donne des moyens d'influence qui pourront être irrésistibles sur l'esprit crédule de quelques uns d'entre vous. Mon devoir est de vous éclairer. Soyez fermes et unis, résistez aux séductions et aux flatteries qui vous seront offertes... Soyez unis, habitants du Sénégal, à quelque classe que vous appartenez, la liberté a tout nivelé". A N S O M Sénégal VII 44 b.

gèrent plusieurs remarques. Tout d'abord, la participation se situe à un niveau médiocre, le nombre des votants représentant 43,82% de celui des inscrits; ensuite, l'élu ne recueille qu'un peu plus de la moitié des suffrages exprimés (52,15%) soit moins du quart du total des inscrits (22,85%). Gorée a manifesté son originalité par un taux de participation plus élevé qu'à Saint-Louis (47,71% contre 43,04) et par un vote relativement massif en faveur de Schoelcher qui bénéficie de 69,15% des voix. Toute la campagne de Valantin reposant sur la défense des intérêts des traitants de gomme, il ne faut pas s'étonner que Gorée ne lui ait accordé que 20% environ de ses suffrages. Par contre, le succès de Schoelcher s'explique vraisemblablement par le vote des anciens esclaves qui à Gorée échappaient à la domination économique de leurs anciens maîtres (112).
A Saint-Louis, l'interprétation des résultats est difficile et ne permet que de formuler des hypothèses. Si Duchâteau, en guerre ouverte avec "le parti des mulâtres" a bénéficié des voix européennes, il n'a pu faire bonne figure dans la compétition que grâce aux voix des noirs (113). Celles-ci

---

(112) Rappelons ce témoignage de l'abbé Boilat montrant les captifs de Gorée travaillant pour le gouvernement et pour les commerçants, c'est-à-dire les Européens et remettant la moitié de leur salaire à leurs maîtres. La libération venue, "les captifs continuèrent leurs travaux et augmentèrent leur salaire de la partie qui leur était retenue auparavant". Esquisses ... op.cit., p.37. Ils pouvaient d'autant plus naturellement porter au compte de Schoelcher cette transformation de leur situation que celui-ci les avait visités quelques mois plus tôt.

(113) A Saint-Louis, Duchâteau a recueilli 648 voix soit 38,23% et Valantin 1.005 voix soit 59,29%.

pouvaient provenir, soit de libres qui, comme les artisans ne gravitaient pas dans l'orbite des traitants, soit d'anciens esclaves qui ont attribué au gouverneur le mérite de l'émancipation et lui ont été reconnaissants des quelques mesures prises pour faciliter leurs premiers pas dans leur vie d'hommes libres (114). D'autre part, Duchâteau avait su gagner la sympathie des chefs musulmans en les invitant à exprimer leur point de vue sur le projet de tribunal musulman devant le Conseil d'administration quelques jours avant les élections et en se montrant décidé à aboutir le plus rapidement possible (115). Dans ses conditions, Valantin apparaît essentiellement comme l'homme des traitants et de leur clientèle et ses efforts pour attirer à lui la masse

---

(114) Duchâteau avait organisé la cérémonie solennelle de l'émancipation le 23 août : "Quelques députés des nouveaux citoyens sont venus me demander l'autorisation d'entrer dans la cour de l'Hôtel pour me témoigner leur joie et leur reconnaissance envers la France qui venait d'en faire des hommes". Lettre au ministre, 23 août 1843, n°355, A N S O M Sénégal XIV 15a. Le gouverneur s'était flatté d'avoir pris des mesures pour procurer un travail et un toit aux libérés. Il s'est vraisemblablement produit en faveur de Duchâteau un phénomène comparable à celui dont Schoelcher a bénéficité à Gorée.

(115) Délibération du Conseil d'administration du 21 octobre 1848. Valantin contre le gouverneur avait demandé le renvoi de la discussion au mois prochain. A N S O M Sénégal VII 26bis 9. Dans sa lettre au ministre du 6 décembre 1848, n°478, Baudin signale que la question du tribunal musulman avait été utilisée comme "un moyen propre à capter les suffrages des noirs". ANS AOF 2B 26,voir SCHNAPPER (B), Les tribunaux musulmans,op.cit.

des noirs ont été à peu près vains (116). Le nouveau député partit en décembre pour la France et, après vérification de ses pouvoirs, il fut admis à siéger à l'Assemblée le 16 janvier 1849. Mais à cette date, la Constitution votée en novembre était déjà entrée en application avec l'élection

TABLEAU XX - ELECTIONS d'OCTOBRE 1848

ELECTEURS				RESULTATS			
	Saint-Louis	Gorée	Total	Candidats	Saint-Louis	Gorée	Total
Inscrits	3.938	788	4.726	Valantin	1.005	75	1.080
Votants	1.695	376	2.071	Duchâteau	648	39	687
				Schoelcher	1	260	261
D'après la lettre de Duchâteau au ministre, 16 novembre, n°449, ANSOM: Sénégal 44 b				de Girardin	36		36
				Raffenel	1		1
				Fridoil	1		1
				divers	3		3

du président de la République en décembre. Les jours de la Constituante étaient donc comptés et en mai les électeurs de la métropole étaient convoqués pour choisir leurs représentants à la Législative. Au Sénégal, pour réunir au chef-lieu le maximum d'électeurs il fallait attendre la fin de la traite aux escales aussi le Conseil d'administration fixa-t-il au 12 août la date de la consultation.

---

(116) Si on évalue à trois cents le nombre des traitants et de leurs commis, les capitaines de rivière, les laptots et les maîtres de langues libres ou anciens esclaves qui dépendent d'eux pour leur subsistance ont pu fournir les sept cents voix complémentaires.

Ainsi s'ouvrait une nouvelle campagne électorale à un moment où la situation économique se révélait particulièrement dramatique à la suite de plusieurs mauvaises traites. "A aucune époque, la misère ne s'est fait sentir de manière aussi vive qu'en ce moment" écrivait Baudin qui ajoutait : "l'émancipation y a certainement contribué" et pour l'heure l'indemnité prévue était loin d'être réglée (117). Les thèmes de l'année précédente sont repris mais avec plus de vigueur encore. Justement en juillet-août la polémique autour du privilège réservé aux gens du pays d'effectuer le commerce aux escales bat son plein (118). Pour les traitants dont Durand-Valantin demeure évidemment le porte-parole le maintien de leur rôle d'intermédiaires exclusifs est une question de vie ou de mort, mais ce qui apparaît maintenant en pleine clarté, c'est l'existence d'un conflit à caractère racial. Le commandant de l'escale du Désert, le lieutenant Arnier, note que "les mulâtres veulent des chefs pris parmi eux et le privilège exclusif de la rivière, c'est ce qui met le pays en effervescence" et il précise que de leur opposition à la volonté de libéralisation du commerce affichée par le gouvernement "ils veulent faire une question de couleur" (119). Les traitants dans leur pétition au président de la République dénoncent "l'espoir (des négociants européens) de chasser les hommes de notre couleur d'un commerce que ces messieurs veulent avoir en partage". Dans le mémoire

---

(117) Baudin à ministre, 9 novembre 1849, n°446, A N S O M Sénégal I35a.

(118) Rappelons les dates des pétitions : 31 juillet pour celle du commerce européen, 10 août pour celle des traitants et des laptots du Sénégal.

(119) Lieutenant Arnier au gouverneur, 26 juin 1849, A N S A O F Q 20.

de Valantin rédigé au même moment, l'opposition raciale, pour n'être pas explicitement exprimée n'en est pas moins suggérée par l'analyse des causes de l'antagonisme qui sépare les intérêts des Européens de ceux des traitants. Baudin constate avec amertume l'évolution qui s'est produite dans les esprits depuis un an :

> "La population du Sénégal ... semble chaque jour se séparer davantage de la population européenne ... Il y a aujourd'hui deux camps bien marqués au Sénégal et je considère cela comme le plus grand malheur qui pût lui arriver. Valantin, à mon avis, en faisant de son élection une affaire de race, a été la mauvaise étoile de son pays" (120).

Ainsi l'opposition entre les intérêts économiques des Européens et ceux des Sénégalais, entre la richesse des uns et la misère des autres aurait conduit à une violente tension raciale inconnue jusqu'alors au Sénégal. En 1845, le lieutenant de vaisseau Cottu assurait qu'il n'existait "aucun préjugé de couleur" mais J. Duval, en 1858, donc quelques années à peine après les affrontements de 1848-1850 ne craignait pas de formuler la même affirmation rassurante (121). Si ce n'est pas le lieu d'entreprendre ici une étude, passionnante à plus d'un titre, des sentiments qu'éprouvent blancs, mulâtres et noirs les uns à l'égard des autres, il n'est pas inutile d'apporter quelques témoignages prouvant que "la question de couleur" est antérieure à la Seconde Républi-

---

(120) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n°252, A N S A O F 2 B 27.

(121) Lieutenant de vaisseau Cottu, op.cit. et J. Duval, op.cit.

que (122). Ainsi, en 1838, François Valantin et trente indigènes s'étaient cru obligés d'intervenir avec une certaine solennité pour "détruire les insinuations répandues dans le public" relatives à leur hostilité à l'égard des Européens (123). Cette nécessité de se justifier apparaît assez éclairante des rapports entre blancs et gens de couleur à une époque où la crise n'avait pas encore provoqué ses ravages. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, les autorités du Sénégal se refusaient à avouer l'existence d'un problème racial. Sans doute, n'avait-il pas atteint la gravité qu'il revêtira plus tard, mais pour subtiles et feutrées qu'elles soient, ses manifestations n'en altéraient pas moins les relations entre les divers groupes de la population. En 1844, fidèle à cette tradition, Bouët se contente de suggérer en insistant sur la gravité de l'antagonisme qui met aux prises débiteurs mulâtres et noirs et créanciers

---

(122) Une question de vocabulaire doit être précisée ici. Par "gens de couleur", il faut entendre essentiellement les mulâtres et quelques noirs qui ont les mêmes intérêts économiques qu'eux, autrement dit les habitants. Cf. les pétitionnaires du 10 août 1849. Ainsi, les considérations sociales interfèrent avec la couleur de l'épiderme. Les noirs sont assimilés aux mulâtres parce qu'ils exercent le même métier de traitant placé au sommet de la hiérarchie sociale. Il n'est donc pas question dans ce paragraphe des sentiments réciproques des mulâtres et des noirs ainsi que des Européens et des noirs.

(123) L'incident, tout à fait significatif, a éclaté à propos des élections des représentants du commerce au Conseil privé. Voir à ce sujet PASQUIER (R) : Fortune, race et pouvoir. La crise de 1837-1838 au Sénégal, déjà cité.

blancs (124). La position de Panet est également révélatrice. En effet, l'ancien secrétaire de l'explorateur Raffenel affirme que la population de couleur dans son ensemble croit que ses membres au service du gouvernement sont victimes d'une discrimination raciale et il déclare avec force :

> "le gouvernement a un devoir à remplir, c'est de donner un démenti formel à cette persécution, c'est de prouver qu'à dévouement égal, il ne fait pas de différence entre l'Européen et l'homme de couleur" (125).

Ainsi, "les gens de couleur" ont pris, avec la crise, une conscience claire du mépris que les Européens manifestaient à leur égard, qu'ils soient employés de l'administration ou traitants (126) et, par un réflexe de défense, ils ont fait bloc autour de leur candidat Durand-Valantin. Face à ce dernier, deux Européens tentèrent leur chance : le capitaine Masson qui venait de s'illustrer dans l'expédition dirigée contre le village de Fanaye dans le Dimar (127) et Petiton, sous-commissaire de la Marine. Comme la précédente,

---

(124) Lettre déjà citée de Bouët au ministre, 19 novembre 1844.

(125) Lettre de Panet au directeur des Colonies, 11 novembre 1848, A N S O M Sénégal II 3.

(126) On se souvient qu'en juillet 1849 dans leur pétition les Européens dénonçaient "l'incapacité des traitants" leurs gaspillages, leurs infidélités et leur routine.

(127) Le capitaine du génie Masson avait servi en Algérie avant d'être affecté au Sénégal. Voir les lettres de Baudin n°271 et 274 des 27 et 30 juillet 1849, A N S O M Sénégal I 35a.

la campagne électorale fut particulièrement animée. Baudin notait:"Les passions ... dans ce moment sont fortement excitées entre les Européens et les indigènes" (128). Les candidats cherchaient tout particulièrement à séduire les noirs et les manoeuvres et les pressions dont ils étaient l'objet alimentèrent les réflexions désabusées du gouverneur :

> "S'il était possible d'expliquer comment les élections pour le représentant de la colonie se sont faites ici, il y aurait de quoi faire reculer effrayé le plus enragé partisan d'un vote universel. Les malheureux noirs étaient pris au collet par tous les partisans de tel ou tel candidat" (129).

Malgré toutes ces interventions la participation fut moins élevée que lors de la première consultation, atteignant seulement 40,73%. Durand-Valantin fut réélu le 12 août 1849 améliorant nettement ses positions puisqu'il recueillit 64,87% des suffrages exprimés et 26,42% des voix par rapport aux inscrits (130). Les résultats de l'année précédente se trouvaient donc confirmés avec éclat.

A cette époque, le prestige de Durand-Valantin, maire et député, est à son apogée et porte ombrage au gouverneur

---

(128) Gouverneur à ministre, 19 août 1849; n°311, A N S A O F 2 B 30.

(129) Gouverneur à ministre, 19 août 1849, n°311, A N S A O F 2 B 30.

(130) Il y eut 2.033 votants sur 4.991 inscrits; Durand-Valantin a recueilli 1.319 voix, Masson 472 et Petiton 240. A Saint-Louis, le maire a progressé de 1.005 à 1.245 voix, Baudin à ministre, 30 août 1849, A N S O M Sénégal VII 25 c.

comme le prouve l'incident suivant. Le nouveau préfet apostolique, Guyard, porteur d'une recommandation d'un des directeurs du ministère des Cultes pour le maire de Saint-Louis, préfèra à son arrivée au Sénégal rendre d'abord visite à celui-ci avant de présenter ses respects au gouverneur Baudin (131). Il subit si fortement l'influence de Durand-Valantin qu'il épousa le point de vue des mulâtres et contribua de ce fait, si l'on en croit Carrère, procureur général par interim, à exacerber "l'esprit de jalousie qui touche à la haine" animant les habitants contre les Européens (132). Mais bientôt, la situation exceptionnelle dont jouissait Durand-Valantin, grâce à son aptitude à exprimer avec vigueur et souvent habileté les revendications des habitants, va se trouver menacée. En effet, victime de la crise économique, il rencontre dans ses affaires de négociant des difficultés telles qu'elles exigeront sa présence constante au Sénégal et le conduiront à donner sa démission de député en juin 1850 (133).Il faudra attendre, comme à l'accoutumée, que la traite aux escales soit terminée pour con-

---

(131) Protet successeur de Baudin fait allusion à cet incident dans sa lettre au ministre du 24 août 1852,n°412. A N S O M Sénégal IX 4b. Guyard avait été nommé préfet apostolique le 19 février 1850.

(132) Carrère dans son rapport au gouverneur du 17 août 1852 déclare que le vicaire apostolique "depuis un an... s'est égaré en subissant une influence funeste, celle de M.Durand-Valantin que l'on rencontre partout au fond de toutes les difficultés éprouvées par l'autorité". A C S Sp.boîte 155, dossier A IV.

(133) Durand-Valantin a adressé de Saint-Louis sa lettre de démission au président de l'Assemblée législative le 27 juin 1850. Son siège sera déclaré vacant à la séance du 18 novembre 1850. Le ministre de l'Intérieur en donnera notification au ministre de la Marine le 13 décembre. A N S O M Sénégal VII 44 d.

voquer le corps électoral. La consultation n'a donc eu lieu, malgré les invitations pressantes du ministre que le 18 août 1851 (134). Deux candidats s'affrontaient : Lefort-Gonssolin négociant de Rouen (135) soutenu évidemment par le commerce européen et John Sleigth, un habitant, adjoint au maire de Saint-Louis que Baudin qualifiait deux ans plus tôt comme "un des plus ardents orateurs de la place publique et un des plus dangereux par son exaltation en paroles". (136) La lutte fut donc vive et animée et jamais le nombre des votants ne fut aussi considérable. Sleigth l'emporta mais il recueillit un peu moins de suffrages que Durand-Valantin à la précédente

---

(134) La dépêche ministérielle du 19 décembre 1850 faisant part au gouverneur de l'acceptation de la démission de Durand-Valantin par la Législative demande de procéder à l'élection de son remplaçant dans les meilleurs délais. Réuni peu après sa réception, le Conseil d'administration dans sa séance du 4 février 1851 constate que la traite est ouverte depuis le 1er février et que beaucoup de traitants étant partis ou sur le point de le faire, c'est en réalité près de la moitié des votants qui a quitté le chef-lieu; dans ces conditions, il décide de repousser en août la date de l'élection, A N S O M Sénégal VII 25 d.

(135) Lefort-Gonssolin (1802-1863) fut député de 1846 à 1848 et représentant du peuple à la Constituante pour le département de la Seine-Inférieure. Commissionnaire en toiles, puis banquier à Rouen, il entretenait des relations commerciales avec le Sénégal. Dictionnaire des parlementaires français d'A.ROBERT, t.IV, p.57, Paris, Bourloton, 1891.

(136) Baudin à ministre lettre du 19 août 1849 déjà citée.

consultation (137). Selon le gouverneur Protet, "le commerce n'a pas vu sans déplaisir le candidat de son choix lui échapper; il voudrait voir aujourd'hui annuler la nomination de Sleigth" (138). Il allait en trouver le prétexte dans le fait que le nouvel élu était fournisseur du gouvernement et finalement l'Assemblée Législative, acceptant cette raison, décida d'annuler les élections du Sénégal dans sa séance du 14 novembre 1851 (139). En faisant connaître cette nouvelle au gouverneur, le ministre déclarait inutile une convocation spéciale des électeurs puisqu'en février prochain devaient avoir lieu des élections générales. Mais le coup d'Etat du 2 décembre allait avoir pour conséquence, parmi d'autres, la suppression de la représentation décidée par le décret du 2 février 1852.

---

(137) Sleigth recueille 1.220 voix dont 1.170 à Saint-Louis et Lefort-Gonssolin 929. Protet à ministre, 26 août 1851, n°397, A N S O M Sénégal VII 44 d.

(138) Ibid.

(139) Sleigth avait fait une démarche avant que le résultat du dépouillement général des votes ne soit connu pour obtenir le transfert à Gaspard Devès de son marché conclu avec le gouvernement pour la fourniture de gros mil. Le Conseil d'administration dans sa séance du 21 août 1851 a accepté ce transfert moins la voix du notable européen. A N S O M Sénégal VII 26 bis 10. Sur l'invalidation de Sleigth, procès-verbal de la séance du 14 novembre 1851, lettre du ministre au gouverneur , 20 novembre 1851 dans A N S O M Sénégal VII 44 a.

Dans cette élection d'août 1851, quelle a été la position de Durand-Valantin ? Question inutile dira-t-on, car peut-on douter que l'ancien député ne soutienne sans défaillance la cause de Sleigth, membre influent comme lui de la communauté des habitants ? Pourtant, le gouverneur Protet nous apprend, et c'est le seul renseignement que nous possédons, que c'est Durand-Valantin qui a présenté le candidat Lefort-Gonssolin (140). Comment peut-on expliquer cette volte-face, ce reniement ? Par une antipathie personnelle à l'égard de Sleigth qui ne lui aurait pas paru posséder les qualités nécessaires pour assurer au mieux la défense des intérêts des habitants ? (141). Rien ne permet de l'affirmer. Par une évolution de sa pensée qui l'aurait amené à adopter des positions moins tranchées et à accepter des compromis ? Quelques indices témoigneraient en ce sens; ainsi en avril 1850, quand Baudin souligne les efforts de Durand-Valantin pour rapprocher les points de vue des Européens et des traitants lors de la fixation du prix d'échange de la guinée contre la gomme (142) et en août 1851 quand il soumet à l'appréciation des électeurs ses réflexions sur les problèmes économiques (143). Mais, d'un autre côté, le gouver-

---

(140) Protet à ministre, 26 août 1851, lettre déjà citée.

(141) On a vu l'appréciation que portait Baudin sur Sleigth. Duchâteau dont la modération dans les jugements n'était certes pas la qualité dominante le traitait "d'énergumène". Lettre du 26 juin 1848, A N S O M Sénégal I 34a.

(142) Baudin à ministre, 10 avril 1850, n°186, A N S O M Sénégal I 35a.

(143) Hommage de reconnaissance aux habitants du Sénégal, 14 août 1851, A N S A O F Q 22.

neur Protet, à peu près au même moment fustige l'attitude violemment critique de l'ancien député à l'égard de son administration (144). A-t-il cherché à s'attirer la bienveillance de certains négociants européens dans l'espoir d'atténuer les difficultés qui l'assaillaient dans ses affaires de négociant ? Durand-Valantin ne pouvant plus récupérer ses créances sur les traitants se trouvait dans l'incapacité de régler ses fournisseurs métropolitains. Il était maintenant complètement ruiné; aussi, en août après un jugement de la Cour d'appel qui le condamnait à payer plus de cent mille francs dont il ne possédait pas la centième partie, menacé à chaque instant de faillite, il adressa au gouverneur sa démission de maire de Saint-Louis (145). Selon Protet, Valantin aurait "en quelque sorte promis à l'un de ses principaux créanciers, M. Lefort-Gonssolin, de le faire élire à Saint-Louis et à cet effet (l'avait) présenté à la population sénégalaise comme un autre lui-même" (146). Ainsi, pour le gouverneur, il n'y a aucun doute : Valantin, pour échapper à une situation financière désespérée, aurait tenté

---

(144) Protet à ministre, 6 septembre 1851, n°412, allusion est faite à un rapport malheureusement non retrouvé dans lequel "Durand-Valantin tombe dans des exagérations extraordinaires sur la situation du pays" et qui constitue "un travail de calomnie contre mon administration".A N S O M Sénégal I 37b. Le gouverneur, en août 1852 dans une lettre déjà citée dénonce l'influence fâcheuse qu'a exercée sur le préfet apostolique Guyard "M.Valantin dont on connaît au département de la Marine, les idées subversives". Mais Protet, comme Duchâteau, s'est souvent montré d'une grande susceptibilité, réagissant avec violence à la moindre critique.

(145) Protet à ministre, 3 septembre 1851,A N S O M Sénégal VII 50 b.

(146) Ibid.

de monnayer son crédit moral en faisant élire son principal créancier. Mais ce que l'on sait du caractère de l'ancien député et du préjugé constamment défavorable de Protet à son endroit, rend difficile d'accepter cette explication. Notons cependant qu'en choisissant à Rouen plutôt qu'à Bordeaux ou à Marseille un négociant susceptible de représenter le Sénégal, Durand-Valantin a peut-être pensé trouver une personne moins engagée dans les luttes commerciales locales et par conséquent plus attentive aux intérêts des habitants. Au total, ces questions sur l'attitude de Durand-Valantin en août 1851, dans l'état de notre documentation restent à peu près sans réponse valable. Quelques semaines plus tard, un jugement en date du 4 octobre déclara en faillite l'ancien député-maire (147).

Au delà des péripéties de cette élection, on peut s'interroger sur le sens profond du combat engagé par le maire de Saint-Louis pendant ces quatre années importantes pour l'histoire du Sénégal. Incontestablement, il a su provoquer parmi les habitants une prise de conscience aiguë tant de leurs intérêts face à ceux des Européens que de leur

---

(147) D P P C Tribunal de première instance Saint-Louis, jugement du 4 octobre 1851, n°364. La faillite est déclarée ouverte à la date du 5 juin. Nous n'avons guère de détails, sinon les poursuites engagées par les syndics contre les débiteurs de Valantin et les noms des principaux créanciers. On relèvera ceux des négociants métropolitains : Barbaroux de Mégy et Jean-Joseph Isnard de Marseille, Charles Laporte, A.H.Guérin et Calvé de Bordeaux, Lefort-Gonssolin de Rouen, Succession Chenard et Monneron Dupin de Nantes, Bouffard et Brabant commissionnaires en marchandises à Paris. Valantin obtiendra un concordat en mars 1852 mais nous ignorons son contenu.

capacité à participer largement aux affaires du pays. Cet affrontement parfois violent que nous avons constaté, en définitive, bien plus comme un combat d'arrière-garde que comme une préfiguration des luttes de l'avenir. Les thèmes développés par Durand-Valantin et l'analyse des suffrages qu'il a recueillis prouvent à l'évidence qu'il s'est fait le champion d'une catégorie sociale menacée par l'évolution économique et non de l'ensemble de la population sénégalaise. En symbolisant la cause des traitants et tout particulièrement de ceux qui travaillent à leur compte, et en exigeant par conséquent le maintien du statu quo, c'est-à-dire de leur privilège d'exercer le commerce aux escales, Durand-Valantin a montré le caractère corporatiste et conservateur de son entreprise (148).Porte-parole des habitants, c'est en défenseur d'une aristocratie qu'il se pose. D'ailleurs au Parlement n'a-t-il pas siégé à droite, refusant la loi d'amnistie et approuvant les crédits pour l'expédition de Rome, la loi Falloux et les restrictions au suffrage universel ? (149) Dans son éloge funèbre, Vieu plaçait "le représentant du Sénégal au nombre de ceux qui opposèrent leurs personnes et leurs votes au courant

---

(148) Durand-Valantin semble vouloir se défendre de l'accusation de conservatisme quand il déclare dans le texte déjà cité du 14 août 1851 que "conserver ce n'est pas fermer l'avenir à cette ardeur du mieux qui trop souvent gâte le bien quoiqu'elle vous aide parfois à le trouver".

(149) Dictionnaire des parlementaires français de A.ROBERT et E. BOURLOTON.

de l'anarchie" (150). Lorsque Durand-Valantin connut de durs revers de fortune, les habitants témoignèrent d'une manière éclatante leur reconnaissance à celui qui, face aux Européens avides d'accroître leur contrôle sur l'économie sénégalaise, avait consacré tout son temps et toute son énergie à les défendre (151). Il n'avait pas dépendu de lui de triompher, mais il avait su traduire dans les luttes politiques les aspirations de toute une communauté.

---

(150) Article du Moniteur du Sénégal, déjà cité, démontant les accusations portées par Protet et Carrère.

(151) Deux cent soixante quinze traitants, noirs et mulâtres ont pris le 25 août 1851 l'engagement solennel de vendre chacun à partir de la traite de 1852 pendant cinq ans dix pièces de guinée pour le compte de Durand-Valantin "sans aucune espèce de frais, pas même ceux de charroi de gomme" B N Fol. Plano L n 27 6 905, Paris, de Lacombe, 1852. Voir le texte de cet engagement et la réponse de Durand-Valantin en annexe.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Au terme d'une longue et minutieuse analyse qui a démontré, contrairement à ce que pensait Georges Hardy, que le Sénégal ne subissait pas un simple "malaise" mais bien une véritable crise qui par sa durée et son acuité, ébranlait les structures économiques et sociales, il importe d'en dégager avec netteté les caractères essentiels.

Quand les tentatives de colonisation agricole furent abandonnées, toutes les énergies se concentrèrent sur le commerce de la gomme. La confiance en ses possibilités de développement et partant en la croissance des profits était apparemment totale. Pendant quelques années, les chiffres parurent confirmer cette opinion puisque le commerce global progressait régulièrement et selon un rythme relativement rapide. Mais, en 1839, la tendance se renversa brutalement et une longue période de dépression s'ouvrit. En 1842 la valeur des échanges n'était plus que la moitié de ce qu'elle était en 1838. Dans ce ciel assombri, l'exceptionnelle récolte de 1845 provoque bien une éclaircie qui ne pouvait être que de courte durée car aux difficultés proprement sénégalaises allaient s'ajouter les effets de la crise qui éclate en Europe en 1847. Ainsi, de 1848 à 1850, les statistiques traduisirent-elles des résultats plus que décevants qui nous ramènent dix ans auparavant. Cependant, l'étude de l'évolution comparée du commerce sénégalais et de l'ensemble du commerce colonial (Algérie non comprise) a permis d'apprécier avec plus d'exactitude la portée du mal qui sévit sur les rives du Sénégal. Pour les décennies 1831-1850 une première

constatation s'impose : les échanges des comptoirs sénégalais ont finalement progressé, puisque partis de l'indice 100 en 1831, ils terminent honorablement à 222 tandis que ceux des colonies ont régressé en s'établissant à l' indice 92. On observe également d'un côté des fluctuations nombreuses et brutales, un maximum atteint dès 1838 (indice 267), puis un recul à peu près constant mis à part l'heureux accident de 1845, de l'autre, moins de tempêtes et à la fin des années trente et dans la première moitié des années quarante, des gains limités (indice maximum 161 en 1845) rapidement compromis par la récession des trois dernières années. A ce moment, par rapport à 1831, la valeur des échanges se situe pour le Sénégal à plus du double (indice moyen pour 1848-1850 : 229) et seulement pour le commerce colonial à 84% de son niveau initial. Ainsi, le Sénégal apparaît-il relativement épargné par rapport aux îles à sucre.

Pour rassurante qu'elle soit, cette comparaison ne doit pas masquer la vulnérabilité du commerce sénégalais qui résulte de la double prédominance de la France dans les échanges et de la gomme dans l'économie des comptoirs. Tout l'équilibre de cette dernière ne se joue-t-il pas sur la bonne marche des affaires dans la métropole, sur le volume et la valeur de la récolte de gomme ? Les comptoirs effectuent 80 à 90% de leurs échanges avec la France mais ils sont beaucoup plus dépendants pour leurs exportations que pour leurs importations, le marché métropolitain constituant à peu près l'unique débouché pour leurs produits. La gomme demeure encore au milieu du XIXe siècle le moteur de l'économie sénégalaise puisqu'à elle seule elle assure, selon les années, 50 à 80% de la valeur des exportations. Situation dangereuse dans la mesure où des conditions naturelles variables commandent le tonnage de la récolte et où des progrès en chimie risquent de restreindre considérablement la demande en offrant

TABLEAU XXI : COMMERCE DU SENEGAL ET COMMERCE COLONIAL
Indices pour la période 1831-1850

ANNEES	COMMERCE DU SENEGAL (1)		COMMERCE COLONIAL
1831	100		100
1832	80		112
1833	92		92
1834	120		108
1835	120		112
1836	141		116
1837	189		111
1838	267		131
1839	213		131
1840	184		120
1841	156	153	127
1842	134	121	129
1843	180	147	145
1844	208	186	149
1845	359	338	161
1846	373	352	153
1847	328	306	139
1848	188	145	67
1849	277	219	94
1850	222	197	92

(1) Indice établi abstraction faite de la valeur des arachides exportées - voir graphique 5 et tableau VII.

des produits de substitution. A plus ou moins long terme, l'avenir du Sénégal apparaîtrait compromis si depuis quelques années une solution de rechange ne s'esquissait. En effet, apparue en 1840, l'arachide accomplit de constants progrès et représente déjà 15 à 20% des exportations en 1848-1850. A la relative rigidité du commerce de la gomme s'oppose un marché des graines oléagineuses en pleine expansion. Il est donc évident que sans l'arachide, la crise aurait pris un caractère encore plus dramatique comme le prouve approximativement le calcul des indices défalcation faite de la valeur des importations d'arachides en France (1). A l'exception des années 1845-1847, le Sénégal n'aurait jamais retrouvé le maximum de 1838 et l'indice moyen des trois dernières années descendrait de 229 à 187 : cette simple comparaison entre les deux séries d'indices met en relief la place que s'est taillée l'arachide dans l'ensemble du commerce sénégalais.

Supériorité éclatante de Saint-Louis sur Gorée, originalité de chacun des comptoirs et déséquilibre des activités économiques entre le nord et le sud constituent également des aspects majeurs de l'économie sénégalaise. En effet, c'est Saint-Louis qui, par ses échanges deux à trois fois supérieurs en valeur à ceux de Gorée, imprime sa tendance à la courbe du commerce. D'autre part, il entretient avec la métropole des relations quasi exclusives qui, au cours des deux décennies ont connu d'amples et brutales fluctuations.

---

(1) Pour atteindre une précision plus grande il faudrait également soustraire du montant des importations la valeur des marchandises utilisées pour l'achat des arachides. C'est bien sûr impossible; aussi les indices que nous avons calculés n'ont pas la prétention de donner une image exacte de ce qu'aurait été la crise si l'arachide

Par contre, Gorée ne semble pas avoir tiré profit des quelques facilités qui lui ont été concédées pour élargir la provenance et la destination de ses échanges; ceux-ci, toujours très modestes, ont évolué d'une manière beaucoup plus calme qu'à Saint-Louis, mais en définitive presqu'aussi inquiétante. En vivant essentiellement de la gomme, Saint-Louis a subi une crise bien plus sévère que Gorée où l'arachide vient ajouter un nouvel aliment au trafic. Malheureusement sa fonction d'entrepôt se trouve privée d'une partie de sa substance par la pratique qui tend à s'instaurer des voyages en droiture des lieux de production vers la métropole. La suprématie économique du fleuve, incontestée jusqu'alors, se trouve remise en cause par l'arachide qui redonne vie après un long sommeil aux régions méridionales : "Petite Côte", Gambie et "Rivières du Sud". La culture de cet oléagineux vient même d'atteindre les marges du Kayor. C'est donc une nouvelle géographie commerciale qui, timidement encore, commence à s'esquisser. Mais la plupart des esprits prisonniers d'une mentalité traditionnelle ignorent ou perçoivent mal les changements qui se préparent car c'est toujours le fleuve et ses problèmes qui sollicitent les autorités responsables et passionnent Européens et habitants. Les ouvrages et les articles consacrés au Sénégal, les rapports officiels et les pétitions en apportent la démonstration éclatante. Plus nombreux et plus actifs, disposant de moyens pour faire entendre leurs voix : Conseil général et délégué d'abord, député ensuite, les Saint-Louisiens réussissent à convaincre qu'ils représentent l'ensemble du Sénégal. Gorée apparaît comme une annexe sans importance qui n'a guère la possibilité de s'exprimer.

---

(1) suite
n'était pas entrée depuis dix ans dans le cercle des échanges, du moins ils aident à en mieux découvrir l'ampleur.

Plus encore que dans les statistiques des échanges, c'est sur le plan social que se manifeste la crise. Ne semble-t-elle pas avoir réservé la majorité de ses coups aux Sénégalais ? Atteints au cours de ces longues années de difficultés dans leurs revenus et leur patrimoine, leur travail et leur honneur, ils sont remplis d'une amertume et d'une rancoeur qui éclatent dans leurs pétitions de 1849-1850. Pour ces enfants du pays, la fonction d'intermédiaires entre les producteurs de gomme et les Européens leur revenait de droit et elle était sanctionnée par une longue tradition. Or ils constatent avec stupeur que ce qui était pour eux une position inexpugnable s'écroulait sous les attaques des Européens menées avec une vigueur et une détermination toutes nouvelles. Le choc était rude car pour cette aristocratie marchande un univers familier s'effondrait : l'indépendance dans la conduite des affaires, le jeu qui habilement mené pouvait à l'occasion apporter la fortune, les dépenses ostentatoires au retour des escales, les griots qui chantent les louanges de l'heureux traitant et une clientèle d'esclaves et de libres dévoués au maître. Demeurant endettés pour la plupart, malgré la vente de leurs maisons et de leurs navires ils ont dû, pour subsister se résigner à passer au service d'un négociant européen. Le contrat leur assure, sans doute, un salaire fixe, mais ne leur concède qu'une dérisoire participation aux bénéfices des opérations de traite : finis les espoirs un peu fous de fortune rapidement édifiée caressés dans les années trente, mais désormais la grisaille des gains réguliers et modestes. Ainsi, les habitants se considèrent-ils comme victimes d'une grave injustice et tout naturellement se tournent-ils vers le gouvernement auquel ils rappellent avec véhémence que son devoir aujourd'hui comme hier consiste à soutenir les faibles pour les empêcher d'être écrasés par les forts. Enfin, remâchant leur misère, les Sénégalais en viennent à penser que l'acharnement que mettent

les Européens à les évincer du commerce du fleuve pour en prendre le contrôle peut trouver une explication dans leur "couleur" comme si la crise avait brusquement libéré des sentiments longtemps refoulés. Les difficultés économiques avaient donc débouché non seulement sur des tensions sociales mais aussi sur un conflit racial. Altération profonde et durable des rapports entre blancs et gens de couleur ou violence verbale sans lendemain, telle est la question qui est désormais posée. La réponse dépendra de la manière dont la crise sera résolue.

Les Sénégalais en attribuant à la seule concurrence des Européens la responsabilité de leurs malheurs ne cédaient-ils pas à une conception bien manichéenne des choses et en se crispant sur la défense intégrale de leur privilège, ne proposaient-ils pas une solution anachronique à la crise longue et complexe que subissaient les comptoirs ?

DEUXIEME PARTIE

EXPLICATION DE LA CRISE

CHAPITRE VIII

LES EUROPEENS MOTEURS DE L'ECONOMIE SENEGALAISE - TRADITIONS COMMERCIALES ET INVESTISSEMENTS RECENTS

Pendant près d'un siècle et demi, les relations commerciales entre la France et les comptoirs du Sénégal avaient été coulées dans le moule étroit des compagnies privilégiées. La dernière en date, celle du Sénégal a été supprimée par le décret de la Constituante du 18 janvier 1791 déclarant le commerce libre pour tous les Français. La voie était donc totalement ouverte à l'entreprise privée, mais les conditions étaient loin d'être réunies pour assurer son épanouissement. La guerre, puis l'occupation anglaise avaient brisé les liens avec la métropole et quand la France récupéra les comptoirs en 1817, une part importante de leur trafic d'Ancien Régime avait disparu avec l'abolition de la traite. Très difficile pour Gorée, l'adaptation aux conditions nouvelles fut plus aisée pour Saint-Louis qui, avec la gomme, conservait un élément d'échange de premier plan.

L'intérêt porté depuis peu à l'Afrique et illustré par les voyages d'exploration inaugurés en 1795 avec Mungo Park, l'espoir d'y collecter des produits susceptibles de trouver d'importants débouchés dans une Europe en pleine transformation économique, le caractère spéculatif du commerce

de la gomme, ont incité des négociants à venir tenter leur chance au Sénégal. Bien qu'il subsiste encore des nostalgiques de l'association privilégiée, c'est dans un régime de libre concurrence que s'est développé le commerce entre la métropole et les comptoirs.

Dans ce chapitre, nous allons tenter de déterminer l'importance et la structure des intérêts qui dans les ports français sont impliqués dans les affaires sénégalaises, de préciser les diverses formes de leur implantation en Afrique et de rappeler la conjoncture générale dans laquelle se déploient les efforts des négociants face à la crise qui secoue durement le Sénégal.

1°- Les ports français et le commerce du Sénégal

Pour la décennie 1841-1850, le commerce entre la France et le Sénégal a nécessité 1.293 navires représentant un tonnage total de 193.733 tonneaux et 7.820 hommes d'équipage. L'examen détaillé des statistiques permet une première approche du rôle respectif des ports métropolitains. Ainsi, Marseille distance nettement Bordeaux avec 42,22% du tonnage contre 23,95%. Viennent ensuite Le Havre (15,8%) et à peu près à égalité Nantes et Rouen (7,51 et 6,40%). Ces cinq ports assurent la quasi-totalité du trafic soit 96% environ, Saint-Malo, Brest, Dunkerque, Toulon et Caen n'entretenant que d'épisodiques relations avec le Sénégal (1).

Dans l'ensemble, les sorties l'emportent nettement sur les entrées puisqu'elles représentent plus de 61%)

---

(1) Pour ces derniers ports, à l'exception de Caen, il s'agit uniquement d'expéditions pour le Sénégal.

(118.641 tonneaux, contre 75.092 aux entrées) (2). Ce déséquilibre s'explique par le fait que certains navires expédiés pour Saint-Louis et surtout Gorée poursuivent leur route vers la Gambie, la Casamance et les Rivières du Sud et reviennent directement vers la métropole; ils sont alors déclarés à la douane comme provenant de la côte occidentale d'Afrique (3). Ce phénomène peu sensible dans les premières années de la décennie s'accentue par la suite au fur et à mesure que l'arachide, produit de grand encombrement prend une place de plus en plus importante dans les échanges (4).

Marseille et Bordeaux représentent à eux seuls les deux-tiers du tonnage destiné au Sénégal, mais la structure des mouvements est bien différente d'un port à l'autre. Aux sorties, Marseille et Bordeaux sont à égalité tandis que le premier domine largement aux entrées puisqu'elles sont quatre fois supérieures à celles de son rival (5). L'arachide est

---

(2) Tableaux généraux du commerce de la France avec l'étranger et les colonies. Dans ces statistiques, n'ont été pris en considération que les navires chargés. Remarquons que le tonnage moyen s'établit aux environs de 150 tonneaux ce qui est assez faible, mais s'explique en particulier par les difficultés d'accès à Saint-Louis.

(3) Tous les témoignages confirment la multiplication des retours "en droiture" dans les années 1840.

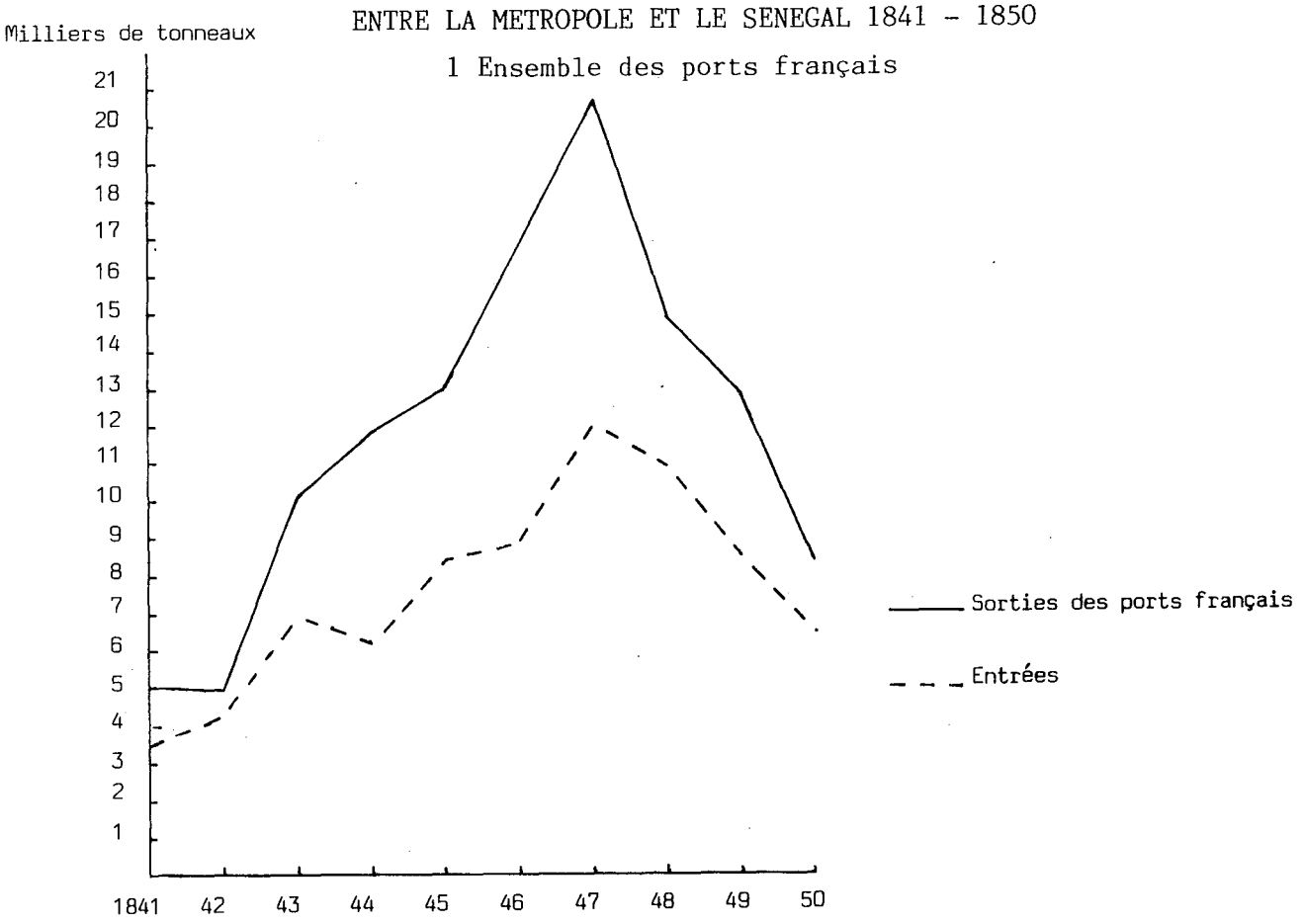
(4) Cf. le graphique 14.

(5) Marseille est le seul port où les entrées surpassent les sorties; elles représentent 57,27% du tonnage total.

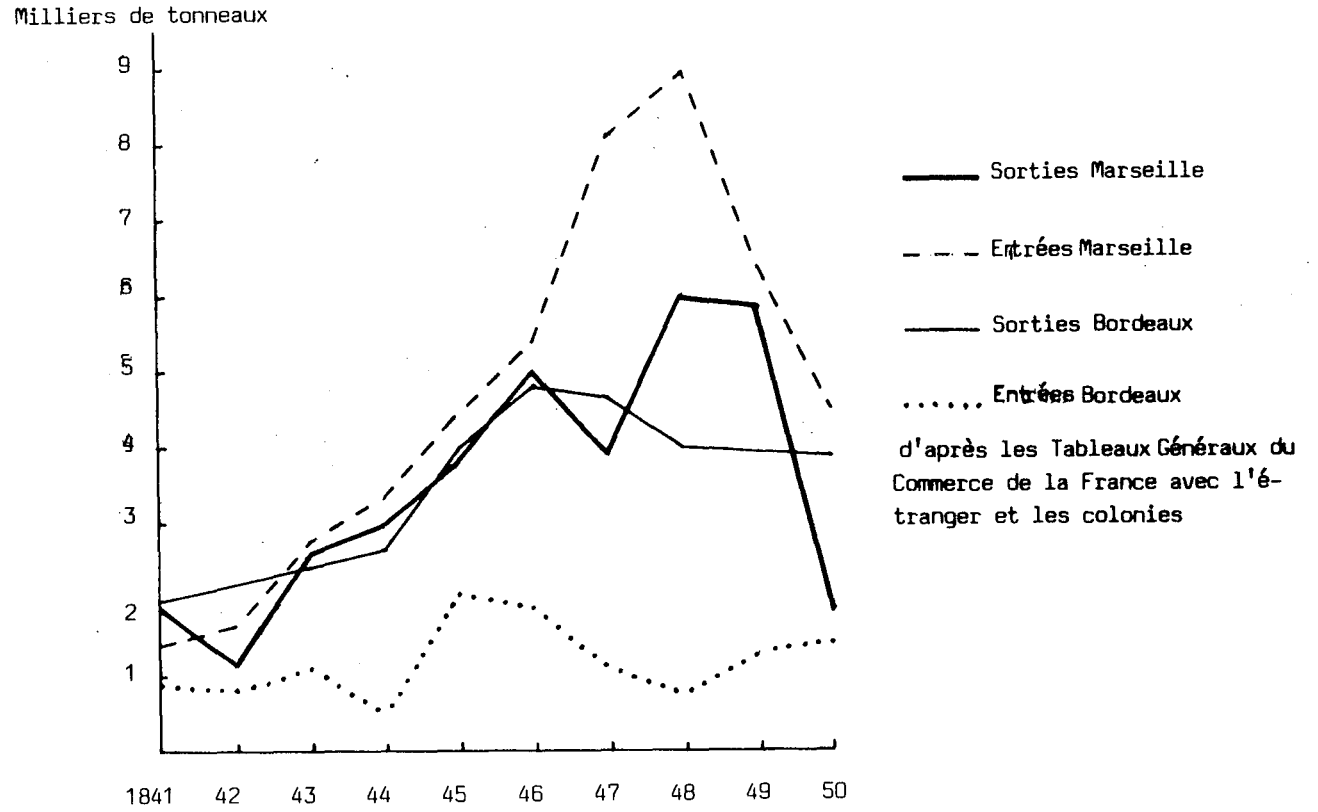
GRAPHIQUE 14

TONNAGE DES NAVIRES CHARGES EFFECTUANT LE COMMERCE ENTRE LA METROPOLE ET LE SENEGAL 1841 - 1850

1 Ensemble des ports français



2 Bordeaux et Marseille



d'après les Tableaux Généraux du Commerce de la France avec l'étranger et les colonies

aussi responsable de cette situation car, peu sensible au début, l'écart entre les entrées des deux ports s'exagère par la suite, les armateurs bordelais étant obligés de diriger leurs navires vers les huileries du port phocéen (6). Le Havre arme pour le Sénégal mais en reçoit très peu de navires tandis que les mouvements sont mieux équilibrés à Nantes et surtout à Rouen où l'usine de trituration des graines oléagineuses de Sotteville offre un débouché aux arachides.

Le passé explique pour une large part la localisation des ports en relation avec le Sénégal. En effet, tout au long du XVIIIe siècle, malgré d'inévitables fluctuations, Nantes, Bordeaux, Le Havre et Rouen ont armé pour Saint-Louis et Gorée afin d'y pratiquer essentiellement la traite négrière (7). Pour Nantes, le temps fort du trafic semble se situer au milieu du siècle quand la Compagnie des Indes, désireuse de réserver ses ressources au commerce asiatique se décharge du fardeau africain en confiant l'adjudication de la traite négrière au Sénégal à des armateurs tels que les Michel, les Grou et les Wailsh considérés comme les plus importants de

---

(6) Cf. graphique 15.

(7) Les relations entre le Sénégal et les ports métropolitains au XVIIIe siècle mériteraient une étude utile à plus d'un titre. Elle permettrait en particulier une comparaison avec la situation du XIXe siècle mettant en évidence continuité pour certains et ruptures pour d'autres.

GRAPHIQUE 15

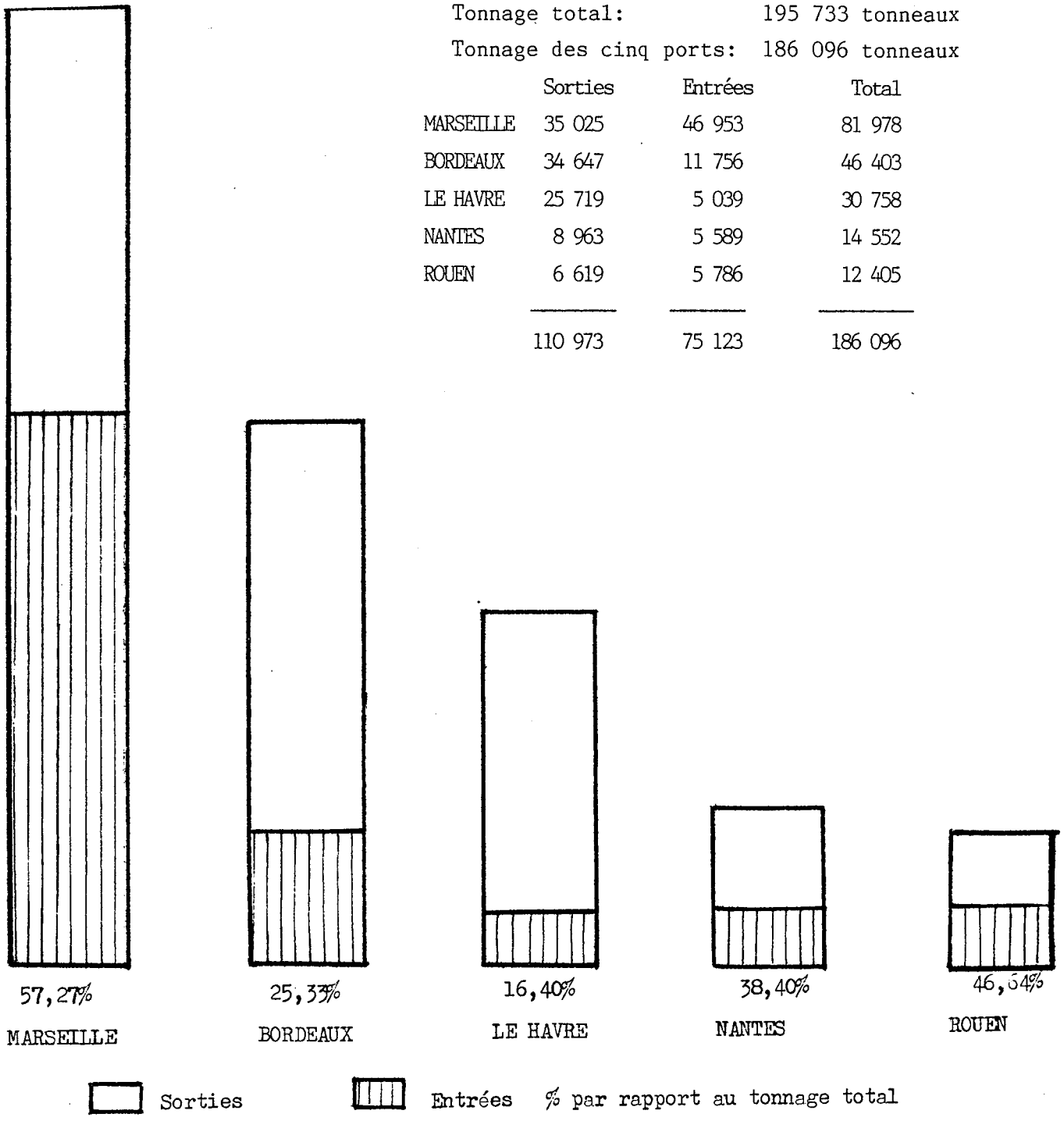
TONNAGE DES CINQ PRINCIPAUX PORTS EN RELATION AVEC LE SENEGAL (1841-1850)

(en tonneaux de jauge)

Tonnage total: 195 733 tonneaux

Tonnage des cinq ports: 186 096 tonneaux

	Sorties	Entrées	Total
MARSEILLE	35 025	46 953	81 978
BORDEAUX	34 647	11 756	46 403
LE HAVRE	25 719	5 039	30 758
NANTES	8 963	5 589	14 552
ROUEN	6 619	5 786	12 405
	110 973	75 123	186 096



la place (8). Dans la seconde moitié du siècle, Bordeaux joue un rôle de premier plan lorsque le plus puissant armateur de la ville, Abraham Gradis, reçut au lendemain de la guerre de Sept ans la charge d'assurer l'approvisionnement de Gorée qu'il conserva jusqu'en 1775 (9). Il semble qu'en dehors des périodes où une compagnie détenait un monopole absolu, les navires bordelais étaient les plus nombreux à venir traiter à Gorée et à Saint-Louis et se risquer à remonter le fleuve (10). Cependant à la fin de l'Ancien Régime, Le Havre était en passe de devenir le grand port de France pour l'importation et l'exportation de ou pour le Sénégal. C'était en quelque sorte la brillante renaissance d'un trafic qui au début du siècle avait été presque tari par le choix

---

(8) DELCOURT, op.cit., pp.72-80. On peut suivre l'évolution des armements nantais après la guerre de Sept ans dans EVERAERT : les fluctuations du trafic négrier nantais 1763-1792, Cahiers de Tunisie, 3e trim. 1968 et dans J. MEYER : l'armement nantais dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, Paris, SEVPEN, 1969, collection Routes, Ports, Trafics, XXVIII, 468 p.

(9) Sur les entreprises de fournitures de Gradis aux colonies, voir P. BUTEL : la croissance commerciale bordelaise dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, thèse, 1973, t.I, p.830 et A. DELCOURT, op.cit., pp.88-89.

(10) HUBRECHT (G) : Le trafic colonial de Bordeaux au XVIIIe siècle, Annales de la Faculté de Droit, série économique, n°1, 1955, pp.55-68.

de Lorient par la Compagnie des Indes (11). Quant à Rouen, la ville avait été le siège d'une des compagnies du Sénégal qui entre 1709 et 1718 définit et mit en oeuvre face à la concurrence des Hollandais et des Anglais une politique de défense du monopole français du commerce de la gomme bientôt reprise par la Compagnie des Indes (12). D'ailleurs, Rouen devait continuer à porter intérêt à cette partie de l'Afrique puisque Law avait confié à des membres de l'ancienne compagnie la gestion des affaires du Sénégal (13).

La tradition du commerce de ces quatre ports avec la Sénégambie s'est donc poursuivie au XIXe siècle, mais avec deux modifications essentielles : Lorient, autrefois siège

---

(11) DARDEL (P): Navires et marchandises dans les ports de Rouen et du Havre au XVIIIe siècle, Paris, 1963, 787 p. Le Havre est devenu un important port négrier entre 1708 et 1718 grâce à la Compagnie du Sénégal dite Compagnie de Rouen. Quand la Compagnie des Indes lui succéda et abandonna Le Havre pour Lorient, il n'est plus question ou presque d'armements pour le Sénégal à partir de 1723, ce qui provoqua de lourdes pertes aux dires de Dardel. La renaissance s'explique par le fait que lorsque se constitua en 1774, après une période de libéralisation du commerce une nouvelle compagnie, elle fit choix du Havre pour ses armements et pour les retours de ses navires. JORE, op.cit. p.316.

(12) DELCOURT, op.cit., pp.62-64 et 177-228.

(13) La firme Vve Morin et fils à côté de Mustellier était l'un des principaux participants à la Compagnie du Sénégal. L'aîné des fils Morin sera l'un des directeurs de la Compagnie des Indes jusqu'en 1738, DARDEL : Commerce, industrie et navigation à Rouen et au Havre au XVIIIe siècle, Rouen, 1966, p.155.

de la Compagnie des Indes, a été éliminé et Marseille a conquis la première place pour le mouvement des navires. Sans doute les négociants marseillais n'ignoraient pas au XVIIIe siècle le Sénégal qu'ils fournissaient en corail, mais leurs navires ne le fréquentaient pas ou très peu, car lorsqu'ils se lancèrent tardivement dans la traite négrière au lendemain de la guerre d'Indépendance, c'est surtout vers des marchés plus fructueux qu'ils dirigèrent leurs efforts(14).

Des conditions locales favorables ont permis l'enracinement dans tel ou tel port d'une tradition d'échanges avec la côte d'Afrique. En général les armateurs trouvaient facilement dans les campagnes voisines des vivres, des farines en particulier, destinés au ravitaillement de la population des comptoirs et les eaux-de-vie souvent indispensables aux tran-

---

(14) RAMBERT (G) : Histoire du commerce de Marseille, t.VI : de 1660 à 1789 : les colonies, Paris, Plon, 1959, pp.144-167. N'oublions pas que deux représentants des compagnies parmi les plus célèbres, André Brüe et Pierre David étaient marseillais. A l'occasion, les capitaux du grand port méditerranéen ne dédaignaient pas les affaires du Sénégal : ainsi Jacques Rabaud, un des plus importants négociants de la place, devint en 1786 le principal actionnaire de la dernière compagnie du Sénégal. P. MASSON : Marseille et la colonisation française, Paris, Hachette, 1912, p.227. Charles CARRIERE dans sa thèse magistrale sur les Négociants marseillais au XVIIIe siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes, Institut historique de Provence, 1973, 1111 p. ne donne aucune indication sur cette participation de J.Rabaud à la compagnie du Sénégal mais il déclare n'avoir pu retrouver les papiers Rabaud que Masson avait eu la bonne fortune de consulter.

sactions avec les noirs (15). Ils appréciaient surtout la proximité d'industries métallurgiques et textiles susceptibles de leur fournir une grande partie de la gamme des marchandises dont ils avaient besoin. Les ports de la basse Seine bénéficiaient de la métallurgie de la haute Normandie (16), et surtout de la fabrication des tissus dispersés à travers le pays de Caux pour les platilles et concentrée à Rouen pour les cotonnades et spécialement les guinées. A Nantes, les armateurs achètent des toiles en Bretagne et prennent l'initiative de faire travailler à façon les artisans de la région nantaise et du Choletais d'une part et de créer des manufactures de cotonnades dans leur ville d'autre part : l'exemple des Montaudoin est bien connu. A Bordeaux, enfin, on signale l'existence de fabriques d'indiennes. Mais les cargaisons expédiées en Afrique ne pouvaient être uniquement constituées avec des produits de la métropole, il fallait les compléter par des importations de Suède et d'Allemagne pour les barres de fer, d'Angleterre et de Hollande pour les armes à feu et la poudre et de l'Inde pour les

---

(15) Du Havre et de Rouen partent des eaux-de-vie de cidre de Normandie. A Nantes, on distille les vins qui n'ont pas été vendus tandis que toute la vallée de la Loire jusqu'à Orléans traite les lies et les résidus de vin, enfin Bordeaux s'approvisionne facilement en Guyenne.

(16) N'oublions pas qu'à la fin du XVIIIe siècle, la Normandie constituait avec la Franche-Comté et la Champagne l'un des trois grands foyers de sidérurgie en France.

cotonnades (17). Aussi, les ports qui entretenaient de fréquents rapports avec ces pays pouvaient organiser dans de meilleures conditions de rapidité et de prix leurs expéditions à la côte occidentale d'Afrique. Ces liens étaient précieux pour faciliter la redistribution d'un produit sénégalais comme la gomme indispensable à l'apprêt des tissus. Ils devaient contribuer avec la présence d'une industrie textile dans les ports et les régions avoisinantes à l'établissement d'un véritable marché. Ce fut le cas à Rouen où l'on enregistre au début du XVIIIe siècle quelques voyages ramenant en droiture la gomme alors que le plus souvent l'or et le morphil selon le schéma classique du commerce triangulaire revenaient par la route des Isles (18). Il en fût de même à Nantes et surtout à Bordeaux où le commerce orienté traditionnellement vers l'Angleterre devait trouver pour la

---

(17) Pour les tissus de l'Inde et en particulier les guinées, la compagnie des Indes qui avait le monopole de l'importation a effectué des ventes à Nantes de 1724 à 1734 et ensuite à Lorient; elle avait alors des correspondants à Rouen, Nantes et Bordeaux chez qui les négociants désirant acheter ses marchandises devaient déposer leurs fonds. H. SEE et L. VIGNOLS : Les ventes de la Compagnie des Indes à Nantes 1723-1733 Revue d'Histoire des Colonies, 4e trim. 1925, pp.489-550 et GASTON-MARTIN : Nantes et la Compagnie des Indes 1664-1769, Revue d'Histoire économique et sociale 4e trim. 1926 et 1er et 2e trim. 1927.

(18) DARDEL : Navires et marchandises, op.cit., état des chargements des navires revenus en droiture du Sénégal 1719-1724, p.131. TARRADE (J) remarque dans sa thèse sur le commerce colonial de la France à la fin de l'Ancien Régime. L'évolution du régime de l'exclusif de 1763 à 1789, P.U.F., 1972, 2 tomes, 892 p., que les

gomme de substantiels débouchés par suite des progrès rapides de l'industrie textile à la fin du siècle (19).

Au début du XIXe siècle, le classique commerce colonial avec les Antilles a été profondément bouleversé par les guerres de la Révolution et de l'Empire et tout particulièrement par la perte de Saint-Domingue et l'abolition de la traite. Le trafic avec le Sénégal qui en était alors une annexe dut conquérir son autonomie. Sans doute retrouvera-t-il dans les ports ayant une longue pratique du commerce à la côte occidentale d'Afrique des conditions qui ne sont pas sensiblement

---

(18) suite
communications entre les comptoirs africains et la métropole passent le plus souvent par les îles américaines; seules les compagnies feront parfois des retours directs des côtes occidentales d'Afrique en métropole" t.I, p.42. En 1780, dix navires font "la navette entre Le Havre et le Sénégal" selon DARDEL : Commerce, industrie, op.cit. p.173.

(19) On ne dispose que de renseignements épars sur l'arrivée et la vente des produits du Sénégal en France, J.Tarrade dans sa thèse ayant uniquement étudié les produits antillais. N'oublions pas que la France a perdu lors de la guerre de Sept ans le monopole du commerce de la gomme et qu'elle l'a retrouvé en 1783. P. JEULIN dans l'évolution du port de Nantes, Paris, P.U.F., 1929, 576 p., signale sans aucune précision chronologique que la gomme du Sénégal gagnait la Hollande par l'intermédiaire de ce port qui recevait aussi de la cire, des cuirs et de l'or des comptoirs africains, p.279. Au début du siècle, on l'a vu, Rouen a joué un rôle important dans le commerce de la gomme. D'autre part dans un prospectus cité par P. Dardel la Compagnie des Indes annonce qu'elle "déli-

différentes de ce qu'elles étaient au siècle précédent. Ainsi, la métallurgie normande tout comme l'industrie textile toujours présente à Nantes et surtout à Rouen continuent à alimenter pour une part les cargaisons destinées à la côte d'Afrique (20). Par contre la fabrication des tissus autrefois florissante en moyenne Garonne dépérit. Les raisons demeurent en gros les mêmes pour que la gomme du Sénégal aboutisse aux mêmes ports qu'autrefois. Par contre, l'apparition des arachides dans les années 1840 va donner une vigueur nouvelle aux échanges entre le Sénégal et Marseille grâce à la présence d'huileries et de savonneries et donner rapidement au port méditerranéen la suprématie en matière de tonnage (21).

---

(19) suite
vrerait de la gomme du Sénégal (reçue à Lorient) à compter d'octobre 1749 par ses correspondants de Nantes et de Rouen, Commerce... op.cit.p.79. Enfin Rouen traitait les cuirs importés au Havre ou à Rouen des Antilles et du Sénégal dans les tanneries de la ville qui, après avoir connu un brillant essor, étaient en complète décadence en 1789. P. Dardel, ibid., p.127.

(20) Les industries connaissent évidemment de profondes transformations dans cette première moitié du XIXe siècle. Ainsi, l'industrie textile se concentre à Nantes et décline dans les campagnes avoisinantes. En Normandie, on constate un remarquable essor de la draperie et de rapides progrès techniques dans le coton; la fabrication des guinées nous l'avons vu, n'est pas négligeable. Quant à la métallurgie de base elle s'est modernisée à l'exemple anglais et ses produits sont utilisés dans une métallurgie secondaire très diversifiée et très spécialisée.

(21) Rouen possède, nous l'avons vu, dans sa banlieue une usine de trituration des graines oléagineuses et les arachides de la côte occidentale d'Afrique vont y être

Au lendemain de la longue éclipse révolutionnaire et impériale, il fallait reconstituer sur de nouvelles bases le commerce entre la métropole et le Sénégal puisque ne pouvant plus désormais vivre et prospérer dans le sillage de la traite, il lui fallait trouver son équilibre et affirmer sa propre identité. Comme sous l'Ancien Régime le Séné-

---

(21) suite

dirigées, mais ce phénomène est d'une ampleur bien moindre qu'à Marseille. Bordeaux pour le tonnage affrété pour le Sénégal est jusqu'en 1842 à égalité avec Marseille, mais le port aquitain qui ne possède alors aucune huilerie va être très rapidement et très sérieusement concurrencé par son rival méditerranéen qui affirme sa supériorité d'une manière éclatante à partir de 1847.

Années	Bordeaux	Marseille	Années	Bordeaux	Marseille
1840	3.139	2.738	1845	6.100	8.319
1841	2.816	3.285	1846	6.669	10.432
1842	2.949	2.917	1847	5.801	11.909
1843	3.592	5.047	1848	4.633	14.969
1844	3.190	6.435	1849	5.288	12.291
			1850	5.365	6.374

La chute brutale du tonnage constatée à Marseille en 1850 s'explique par la crise très sévère que subit alors l'industrie des huiles. De nombreuses fabriques ont dû fermer cette année là leurs portes. Cf. P. GUIRAL : le cas d'un grand port de commerce, Marseille in Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIXe siècle 1846-1851, Bibliothèque de la Révolution de 1848, 1956, XXIV - 366 p.

gal joignait au trafic du "bois d'ébène" celui de la gomme et dans une faible proportion des peaux, de la cire, de l'ivoire et de l'or, la reconversion en fut facilitée. Mais privée de leur principal élément, les échanges ne pouvaient s'établir au départ qu'à un modeste niveau. Reprendre pour elles-mêmes les relations avec Saint-Louis et Gorée, c'est pour les négociants faire le double pari d'une demande croissante en Europe des produits traditionnellement livrés par le Sénégal et d'une découverte de nouvelles ressources à exploiter après une enquête minutieuse dans le pays. Les avantages offerts par tel ou tel port ou par son arrière-pays, tout comme l'ancienneté des liens noués avec l'Afrique peuvent aider à risquer l'aventure mais parfois la desservir. Nantes qui n'a pu reconquérir la place qui avait été la sienne dans le oommerce sénégalais n'en offre-t-il pas l'exemple ? Comme écrasés par le poids du passé, certains de ses armateurs s'obstinent à poursuivre une traite devenue clandestine et administrent par là même la preuve de leur incapacité à s'adapter aux conditions économiques (22). Pour l'établissement sur des bases nouvelles des échanges avec le Sénégal, le rôle de l'initiative individuelle est capital. En effet, dans la plupart des

---

(22) Vers 1830 quelques expéditions conduites par des capitaines nantais que la traite avait initié à la connaissance de ces parages s'effectuaient de la Sierra Leone au Gabon, mais elles s'attachaient plus à des produits traditionnels qui n'avaient guère d'avenir, le bois de santal et les dents d'éléphant, qu'à l'huile de palme. DAGET (S). La navigation nantaise pour "le commerce légitime" à la côte occidentale d'Afrique 1833-1872, Enquêtes et Documents, VI, 1981, pp.85-113.

cas, ce sont des hommes nouveaux qui s'y intéressent, les spécialistes du commerce "circuiteux" préférant garder l'essentiel c'est-à-dire les Antilles et abandonner à d'autres le chemin de la côte d'Afrique. C'est surtout à Bordeaux et à Marseille que sont nées les vocations et que se sont constituées les maisons de commerce travaillant au Sénégal. Si, comme nous l'avons vu les statistiques relatives au tonnage démontrent la nette supériorité de ces deux ports elles ne donnent en fait qu'une image approximative de leur rôle respectif dans le commerce sénégalais (23).

A Bordeaux, le retour à la paix avait nourri de très vifs espoirs de renouer avec la prospérité commerciale du XVIIIe siècle, mais très vite ils avaient été ruinés à la fois par des circonstances propres à la région et par la conjoncture internationale (24). Le commerce antillais autrefois

---

(23) On peut aussi envisager la place qu'occupent les échanges avec le Sénégal dans l'ensemble du commerce colonial pour chaque port. Par commerce colonial les statistiques des douanes comprennent les relations avec la Martinique, la Guadeloupe, Cayenne, les comptoirs de l'Inde, Bourbon et le Sénégal. En 1850 s'y ajoute Sainte-Marie de Madagascar. Sur 198 navires envoyés ou reçus des colonies à Marseille en 1840, 27 étaient à destination ou en provenance du Sénégal, soit 13,6% ; dix ans plus tard, le pourcentage s'élevait à 23,70% avec 45 navires sur 190. Quant à Bordeaux la situation était comparable avec une légère supériorité 15,8% avec 27 navires sur 171 en 1840 et 24,9% avec 40 navires sur 161.

(24) Pour un résumé rapide, voir JARDIN (A) et TUDESQ (A.J.): la France des notables ,t.2 : la vie de la nation 1815-1848, Paris, Le Seuil, 1973, pp.71-73, voir JULLIAN (C): Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895,

primordial est menacé par la concurrence de plus en plus rude du Havre et par les progrès constants du sucre de betterave. Les illusions entretenues sur l'Amérique latine s'effondrent tandis que les tentatives de quelques négociants et armateurs comme celle de Balguerie-Stuttenberg dans l'Océan Indien et en Cochinchine s'avèrent sans lendemain. L'activité du port de Bordeaux stagne par rapport à celle de concurrents plus dynamiques : ainsi, pendant la décennie 1837-1846, le tonnage des navires progresse de 71% à Marseille et au Havre alors qu'il ne s'accroît que de 6% à Bordeaux (25).

Contrastant avec cette atonie générale, le secteur des affaires sénégalaises a, dans l'ensemble réalisé d'incontestables progrès depuis la reprise des comptoirs jusqu'au milieu du XIXe siècle. Le nombre croissant des négociants qui s'y intéressent, la création de maisons de commerce qui s'y consacrent et le départ d'individus originaires de la région girondine qui vont tenter leur chance au Sénégal en administrent la preuve. D'autre part, Bordeaux incontestablement domine le marché des deux éléments essentiels du troc sur les rives du Sénégal : les guinées et les gommes.

---

(24) suite
Bordeaux, Féret, 1895, 804 p. et surtout l'ouvrage récent publié sous la direction de HIGOUNET (C) : Histoire de Bordeaux, t.VI : Bordeaux au XIXe siècle, Bordeaux, 1969, 580 p. A consulter l'intéressant article de CROUZET (F) : Les origines du sous-développement économique du Sud-Ouest, Annales du Midi, janvier 1959, n°45, pp.71-79.

(25) Tableau décennal du commerce extérieur de la France 1837-1846.

On sait que les guinées de l'Inde doivent obligatoirement être introduites dans les entrepôts français avant d'être réexpédiées sur la côte d'Afrique. Une statistique de février 1842 révèle que les entrepôts de Bordeaux détiennent 107.000 pièces contre 27.200 à Nantes, 16.000 à Marseille tandis que ceux du Havre en sont dépourvus. Même s'ils ne reflètent qu'une situation à un moment donné, ces chiffres n'en traduisent pas moins l'écrasante supériorité du port aquitain confirmée par d'autres témoignages (26). C'est donc

---

(26) La statistique de février 1842 figure dans un mémoire du délégué des Etablissements français de l'Inde présenté lors de la réunion de la Commission de la gomme. La situation des entrepôts pour les années 1840 et 1850 montre la supériorité de Bordeaux, les progrès de Marseille et le recul de Nantes :

	Situation au 31-12-1839	Entrées	Total	Situation au 31-12-1840
Bordeaux	120.030	81.016	201.046	122.486
Nantes	46.818	-	46.818	35.846
Le Havre	17.986	11.645	29.631	8.836
Marseille	10.073	16.565	26.638	3.860
Total (en pièces)	194.907	109.226	304.133	171.028

	Situation au 31-12-1849	Entrées	Total	Situation au 31-12-1850
Bordeaux	43.579	141.530	185.109	43.113
Nantes	11.855	1.380	12.235	242
Le Havre	-	9.295	9.295	-
Marseille	15.057	24.560	39.617	11.270
Total (en pièces)	70.491	176.765	246.256	54.625

D'après le Tableau général du commerce de la France

essentiellement à Bordeaux que les négociants préparant leur campagne font leurs achats et ce sont les cotations des courtiers de cette place qui commandent celles des autres marchés. Le fait que l'un des initiateurs de l'industrie cotonnière moderne de Pondichéry, J.P. Duchon-Doris, soit bordelais explique pour une large part la suprématie de la ville pour le commerce des guinées de l'Inde.

Le marché bordelais des gommes s'impose non seulement pour la France mais aussi pour l'Europe. Il détient le quasi-monopole de l'importation des provenances du Sénégal. Seuls quelques sacs sont dirigés vers Le Havre, Rouen, Nantes et Marseille (27). Préalablement à sa mise en vente par l'intermédiaire de courtiers, il est indispensable d'effectuer un triage selon les teintes et la grosseur. Les plus belles qualités comme "la grosse et la petite blanches" sont utilisées en pharmacie, en confiserie et à l'apprêt de la lingerie fine et des dentelles. Les autres, "grosse et petite blondes",

---

(27) ROUSSEL aîné (J.B.): Dictionnaire analytique et raisonné des articles indigènes et exotiques, t.II, p.413, Bordeaux, 1846. Alors que Bordeaux recevait en 1852, 2.027 t. de gommes, il n'en arrivait que 113 t. au Havre et 11 à Nantes, PVCC de Bordeaux, séance du 13 février 1856. On peut s'interroger sur l'exactitude de cette statistique car elle ignore Rouen. Or, d'après la Chambre de commerce du port normand, 88 tonnes de gommes sont arrivées en 1852. Lors des excellentes récoltes de 1845-1846, Rouen avait importé respectivement 133 et 198 tonnes, mais aucun arrivage n'est signalé en 1848 et 1849 et seulement 11 tonnes en 1850 Statistique du commerce maritime du port de Rouen.

brunes, "grabeaux" (28) et poussière sont destinées à la fabrication de la colle, à celle de l'encre et surtout à l'apprêt et à l'impression des tissus. Le triage des gommes est "une industrie toute bordelaise" créée en 1832 par Adrien Doris père (29). La réexportation vers l'Angleterre, les Pays-Bas, la Belgique, les villes hanséatiques et la Russie oscille entre un tiers et la moitié des gommes reçues en métropole (30). En effet, la réputation de la gomme du Sénégal sur les marchés européens est grande et une partie notable des ordres transmis de l'étranger s'applique à des gommes triées. Trieste cherche à se poser en marché rival de Bordeaux mais il reçoit surtout des gommes de l'Inde dites Gedda d'un prix moins élevé. Leur aspect brillant les fait facilement confondre par les meilleurs connaisseurs avec les provenances du Sénégal, mais elles ont l'inconvénient d'être à peu près insolubles.

Pour les gommes comme pour les guinées, c'est le prix établi à Bordeaux qui fait autorité sur les autres places de

---

(28) Grabeau, selon Littré, est un terme de pharmacie signifiant "morceau rompu des drogues, les plus petits fragments des substances".

(29) GRISARD, Van den BERGHE : Notes sur quelques plantes commerciales du Sénégal, Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Bordeaux 2 juillet 1888, pp.353-385. Il est probable que ce Doris était apparenté au fondateur de l'industrie cotonnière de Pondichéry.

(30) Exactement 46,32% pour la décennie 1831-1840 et 33,50% pour la décennie 1841-1850. En 1856, la Chambre de commerce de Bordeaux déclare dans une de ses séances que la moitié des gommes fournies par le Sénégal est réexportée . PVCC Bordeaux séance du 13 février.

la métropole. Très souvent, la spéculation s'empare de l'article, les courtiers laissant s'emballer les prix à la moindre rumeur parvenue de Saint-Louis annonçant soit une mauvaise récolte, soit un arrêt des transactions à la suite de difficultés avec les Maures; inversement ils jouent à la baisse dès l'annonce en début de traite d'arrivages importants aux escales, dès le moindre gonflement des stocks et les premières réticences des acheteurs.

Le Lloyd bordelais constitue un fidèle miroir de la place qu'occupent les affaires sénégalaises dans la vie de la cité. Cette feuille "maritime, commerciale, d'annonces judiciaires et d'avis divers" qui paraît depuis 1842 donne dans son bulletin de quinzaine les cours des guinées de l'Inde, de la gomme, des cuirs et de la cire en provenance du Sénégal. Fait significatif, l'arachide n'est pas cotée sur la place à cette époque, aussi est-il fait mention des prix pratiqués à Marseille. Le journal analyse régulièrement les fluctuations du marché (31) et se fait l 'écho des nouvelles

---

(31) A titre d'exemple, voici les informations relatives au marché de la gomme. Il est dit dans le numéro du 3 septembre 1845 que de grandes affaires ont été traitées, et que l'étranger a absorbé la plus grande part des importations aussi les cours ont-ils progressé sensiblement. Le 17 septembre paraît le commentaire suivant : "Malgré les avis erronés répandus sur cet article au début de sa campagne on ne pouvait s'attendre à l'augmentation rapide qu'il vient d'éprouver. C'est qu'on s'est aperçu trop tard que le produit de la traite n'avait pas eu l'importance qu'on s'était plu à proclamer et que la large part que l'exportation avait prise aux achats laissait un contingent insuffisant pour les besoins toujours croissants de nos fabriques".

parvenues de la côte d'Afrique, signalant par exemple les navires qui y sont en chargement et la plus ou moins grande rapidité avec laquelle ils effectuent leurs opérations. Il est aussi fait état du mouvement des navires à destination ou en provenance du Sénégal, de la composition des cargaisons de retour ainsi que des taux du fret et des assurances. Bien que plus limitée que celle qui est consacrée aux informations provenant des Antilles, de l'Amérique du Sud, de l'Inde et des mers du Sud, la place dont dispose le Sénégal n'en est pas moins importante et le journal surveille attentivement l'évolution des marchés qui, comme Nantes, Le Havre, Rouen et Marseille s'intéressent aux échanges avec l'Ouest africain.

Depuis le début de la Monarchie de Juillet, Marseille connaît une activité sans cesse croissante favorisée par l'expansion française en Algérie et par le développement de l'activité industrielle. En particulier, l'essor des huileries et des savonneries, d'après Julliany, est tout à fait remarquable. Elles constituent au milieu du siècle avec les raffineries de sucre les industries dominantes de la ville (32). Le savon de Marseille dont la réputation n'est plus à faire se fabriquait alors avec de l'huile d'olive, mais celle-ci coûtait cher et l'irrégularité de la production provoquait de très fortes variations des cours (33). Aussi, les industriels

---

(32) JULLIANY J. Essai sur le commerce de Marseille, Paris, 1842; t.III, p.302-303 donne quelques précisions sur la progression du nombre des huileries:quatre en 1833, dix-huit en 1840, vingt six deux ans plus tard, sans compter dix autres en construction.

(33) Dans son Compte-rendu de la situation industrielle et commerciale, la Chambre de commerce de Marseille note en 1861 que, vingt-cinq ans plus tôt les besoins en huile ne cessaient d'augmenter : "le surcroît de consommation des huiles d'olive que rendait nécessaire le graissage

se mirent à rechercher des huiles meilleur marché susceptibles d'être mélangées à l'huile d'olive sans altérer la qualité du savon. Ils importeront pour la première fois des graines de lin de Russie en 1833 et des sésames du Levant et de l'Inde en 1840. Le sésame dont l'essor fut foudroyant supplanta le lin et porta un préjudice considérable à l'huilerie du Nord qui broyait les graines locales : l'oeillette et le colza. Menacés dans leurs intérêts, les agriculteurs et les industriels du Nord réussirent à obtenir en 1845 de la Chambre des députés le vote d'une loi qui frappait les sésames de très lourds droits de douane. Cette mesure devait favoriser le commerce de la côte occidentale d'Afrique qui offrait deux produits pour alimenter les fabriques : l'huile de palme et l'arachide, mais en ce milieu du XIXe siècle, c'est le second qui très rapidement s'imposa.

Les Anglais et les Américains ont été les premiers à utiliser l'huile de palme dans la fabrication du savon, obtenant un produit bon marché,ils devaient durement concurrencer les exportations marseillaises. Aussi, suivant l'exemple de Nantes, quelques fabricants de Marseille comme la maison Roulet et Gilly se décidèrent à les imiter. Mais, de couleur jaune, ce savon qui heurtait les goûts traditionnels des consommateurs trouva peu de débouchés en France (34). Ce fut la chance de l'arachide qui donnait une huile blanche utilisable non seulement dans la savonnerie mais aussi dans l'alimenta-

---

(33) suite
des machines coïncidant avec le déficit des récoltes, il fallut fortement chercher pour la fabrication des savons des huiles auxiliaires". PIERREIN (L.) Industries traditionnelles du port de Marseille, Le cycle des sucres et des oléagineux 1870-1958, 1975, 343 p.

(34) Julliany, op.cit., t.III, p.293.

tion. Enfin, avantage non négligeable, le tourteau d'arachide est plus nutritif que les autres tourteaux de graines oléagineuses. La découverte en 1852 par l'ingénieur Rougier d'un procédé chimique de décoloration de l'huile de palme n'entrava pas les progrès spectaculaires de l'arachide (35). Marseille est donc devenue en quelques années le grand marché des graines oléagineuses en France et il s'est assuré la quasi-exclusivité des importations d'arachides en provenance du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique (36). Le Sémaphore de Marseille qui se présentait en 1846 comme "l'organe dévoué et indépendant des besoins de notre commerce et de notre industrie" permet de suivre semaine après semaine les fluctuations de ce marché.

---

(35) Sur cette évolution de l'industrie du savon, outre Julliany déjà cité voir les Bouches du Rhône - Encyclopédie départementale t.VIII : les industries, Paris, Champion, 1926, in 4°, pp.91-93 et le résumé clair et bien informé de SCHNAPPER, op.cit. pp.121-128.

(36) Vers 1840 Marseille reçoit 78% des importations françaises de corps gras. Devant l'augmentation du commerce des graines oléagineuses, le maire à la demande de la Chambre de commerce désigne sept experts qui ont pour but de juger de la qualité des arrivages. "Le commerce des graines oléagineuses qui date de vingt-cinq ans a acquis dans ce court espace de temps une grande importance" est-il écrit dans le Compte-rendu de la situation industrielle et commerciale de 1861. L'année suivante la Chambre de commerce précise que "l'importation des graines oléagineuses est une des branches les plus importantes de notre commerce local". Cette situation de quasi-monopole semble durer jusque dans les années 1860 car l'auteur du Compte-rendu de 1866 signale que "les transports des graines de la côte occidentale d'Afrique qui

Si l'on en croit les historiens phocéens, la position de Marseille dans le commerce sénégalais aurait été la première dans les années "trente". Julliany écrit, en effet, qu'"en 1833, Marseille entretenait avec le Sénégal des relations plus importantes que tout le reste du royaume" (37) et Masson affirme qu'"en 1830 des maisons marseillaises étaient encore maîtresses du commerce à Saint-Louis et à Gorée" (38). Ce dernier considère donc que s'est perpétuée dans les premières décennies du XIXe siècle une situation créée au siècle précédent mais, contrairement à ce qu'il pense, la présence de directeurs marseillais à la tête des comptoirs du Sénégal n'implique pas que le port méditerranéen ait alors largement participé à ce trafic par ses capitaux et ses navires. Avec plus de vraisemblance, Berteaut, secrétaire de la Chambre de commerce fait remarquer que "c'est seulement depuis la reprise en 1817 que Marseille exploite cette colonie" (39). Le grand port de la Méditerranée y trouvait des

---

(36) suite
avaient été jusqu'ici presque exclusivement réservés à l'importation de Marseille tendent aujourd'hui à se déplacer en faveur des ports de Bordeaux, Nantes, Le Havre et Rouen qui commencent à recevoir des quantités considérables d'arachides et de graines oléagineuses".

(37) JULLIANY (J.), op.cit., t.III, p.45.

(38) MASSON (P.), op.cit., p.472.

(39) BERTEAUT (S.) : Marseille et les intérêts nationaux qui se rattachent à son port, Marseille, 1845, 2 tomes, t.II, p.5. Comme nous l'avons vu plus haut la participation des capitaux marseillais aux affaires du Sénégal apparaît assez tardivement au XVIIIe siècle et d'autre part les échanges entre les comptoirs et la métropole s'effectuaient avant tout avec les ports de l'Atlantique.

débouchés pour ses vins, ses eaux de vie et ses farines. Il en recevait des peaux de boeuf pour les tanneries de Provence et partageait désormais "le riche commerce de la gomme" avec Bordeaux qui pendant longtemps en avait eu le monopole. En effet, la gomme trouvait un débouché dans les usines d'Alsace, de Lyon et de Suisse. La cire également reçue du Sénégal alimentait les fabriques de l'intérieur de la France et se plaçait avantageusement dans les villes d'Italie. D'autre part, l'arachide commençait à devenir un important aliment de fret et, toujours selon Berteaut, quelques armateurs marseillais avaient eu "l'idée d'amener des toiles bleues de Pondichéry".

Que penser de ces affirmations ? Par les quelques chiffres qu'il livre pour la période 1833-1841, Julliany peut nous aider à en apprécier la valeur. Si Marseille ne détient qu'une part modeste mais qui tend à s'accroître dans les importations de guinées (entre 3 et 8% dans les années 1830 pour atteindre 23% en 1840) il a réussi à devenir un véritable marché de la gomme en contrôlant environ le tiers des transactions. Par contre la suprématie marseillaise apparaît indiscutable pour la cire et les peaux brutes qui représentent entre 65 et 95% des provenances du Sénégal (40). La

---

(40) Julliany, op.cit., t.III, p.45 et suiv.

pourcentage des importations marseillaises

	guinées	gommes	peaux brutes	cire
1833	3,5	32,2	95,8	83,5
1834	8,6	33,6	96	87,3
1839	8	32,7	91,6	71,1
1840	23,2	24,7	66,8	68,4
1841	17,7	31,1	81,7	65,9

confrontation de ces chiffres et de ce que nous savons à propos de Bordeaux nous amène à constater que même pour les années 1830 où l'auteur de l'Essai sur le commerce de Marseille proclame la supériorité de sa ville, le port aquitain détenait la meilleure part pour les deux éléments essentiels de l'échange pratiqué au Sénégal : la guinée et la gomme. Ainsi le jugement de Julliany doit-il être sérieusement révisé. Sans doute, les auteurs marseillais sont-ils obligés de reconnaître que quelques années plus tard Bordeaux a réussi à prendre la première place dans les relations avec le Sénégal (41). Ils proposent une explication de ce phénomène qui selon eux se situe autour des années 1842-1843.

Selon P. Masson, dans la lutte ouverte pour la domination du commerce du Sénégal entre Marseillais et Bordelais "ceux-ci appelaient à leur secours l'arme du monopole". Il en voyait la manifestation dans le privilège accordé à la Compagnie de Galam et renouvelé en 1841. Il en déduisait que "les Bordelais bénéficièrent ... au début tout au moins, de la protection officielle" (42). La démonstration du chantre de l'expansion marseillaise n'est guère convaincante car les affaires de Galam ne sont qu'une partie du commerce sénégalais et d'autre part aucune précision n'est donnée sur l'origine des capitaux qui composent cette compagnie. Il évoque, également, en termes extrêmement vagues la constitution en décembre 1841, d'"une autre société" à laquelle le gouverneur octroie "un nouveau monopole". Il s'agit très probablement de la création en avril 1842 par les autorités du Sénégal dûment autorisées par le ministre de la Marine d'une Association privilégiée où devaient se regrouper négociants, mar-

---

(41) JULLIANY, op.cit., t.III, p.45, MASSON, op.cit. p.472.
(42) MASSON, op.cit., pp.472-473.

chands et traitants pour effectuer la traite de la gomme. Cet effort d'organisation entrepris dans le but de faire franchir un cap difficile à l'économie sénégalaise a provoqué une très vive polémique entre Marseille et Bordeaux. V.Régis dénonça le monopole auprès des députés tandis que les négociants de Bordeaux, appuyés par ceux de Nantes, du Havre et de Rouen, défendaient l'Association (43). Devant la violence des passions déchaînées, le gouvernement réunit, on le sait, une Commission du commerce de la gomme qui, aux termes de ses travaux, décida la suppression de l'Association privilégiée et rétablit la liberté de la traite de la gomme avec cette restriction qu'aux escales, seuls des intermédiaires agréés pourraient procéder aux échanges. Ainsi, tous les négociants européens recouvrant une certaine liberté, Bordeaux ne jouissait donc d'aucun avantage par rapport à Marseille, contrairement aux insinuations de P. Masson (44).

En fait, si les deux villes affichent une même conviction en faveur du libre-échange, elles s'opposent quant à

---

(43) Le dossier de cette polémique se trouve aux Archives de la Gironde sous la cote M.7523. L'hostilité des Marseillais à l'égard des compagnies privilégiées semble traditionnelle. Qu'on se rappelle leurs démêlés avec Colbert, leur opposition aux initiatives de Law et à la Compagnie des Indes. Ch. Carrière peut écrire : "leur attitude à l'égard de ces puissantes sociétés par actions et à monopole n'a pas varié" p.896.

(44) BERTEAUT (S.), op.cit. t.II, p.7 a donné de brèves indications sur cette crise de 1842 et en particulier sur les deux conceptions qui s'affrontent à propos de la traite de la gomme.

l'application de ce principe. En effet, le libéralisme économique de Bordeaux reste très mitigé car, à l'occasion, les négociants de la ville n'hésitent pas à réclamer quelque avantage. L'acceptation de l'Association privilégiée pour la traite de la gomme a été une manifestation de cet état d'esprit et les discussions qui s'instaurent sur la meilleure façon d'exploiter le commerce de la côte occidentale d'Afrique au-delà du Sénégal et de ses dépendances en est un autre exemple. A la suite de l'exploration commerciale de La Malouine dirigée par le lieutenant de vaisseau Bouët et par le capitaine-marchand Broquant (45), le ministère consulta en 1839 les Chambres de commerce intéressées au commerce de l'Afrique noire. Celles de Rouen, du Havre, de Nantes et de Marseille se prononcèrent en faveur de la libre concurrence alors que celle de Bordeaux, la dernière à répondre en mars 1841, exposa un plan fort précis dont la pièce maîtresse consistait en la formation sur le modèle de la Compagnie de Galam d'une association commerciale privilégiée dont le siège serait à Gorée. Cette prise de position provoqua un véritable duel entre Marseille et Bordeaux qui se termina à l'avantage du port méditerranéen; la libre concurrence entre négociants français était assurée (46). Finalement les Bordelais se désintéressèrent de cette partie du littoral allant de la Sierra Leone jusqu'au Gabon, laissant le champ libre aux Marseillais qui, avec les frères Régis acquirent rapidement de fortes positions. Ainsi semble s'esquisser un partage : aux Bordelais le Sénégal et ses dépendances et aux Marseillais le reste de

---

(45) Broquant a été désigné par la Chambre de commerce de Bordeaux. Il avait déjà fréquenté la côte et avait été au service de Balguerie et Cie.

(46) BERTEAUT (S.), op.cit., t.II, p.17 et pour l'ensemble de cette question SCHNAPPER (B.), op.cit., pp.15-25.

la côte occidentale. C'est ce qu'exprime P. Masson lorsqu'il écrit que :

> "les Marseillais attirés de plus en plus par le bas de côte et par des parages plus lointains divisèrent leurs efforts. C'est ainsi que grandit peu à peu la situation des Bordelais" (47).

N'oublions pas cependant qu'au milieu du siècle d'importants intérêts marseillais, ceux de Régis en particulier, sont toujours présents à Saint-Louis (48).

Enfin, autre pièce à verser au dossier : l'indiscutable audience que trouvent auprès des pouvoirs publics les milieux d'affaires bordelais. Ainsi, au début de la Restauration, le baron Portal, issu d'une famille de négociants et d'armateurs de la ville, s'est, comme directeur des Colonies d'abord, puis comme ministre de la Marine ensuite, vivement intéressé à la mise en valeur du Sénégal par l'agriculture. Sous la monarchie de Juillet, Henri Galos, député de Bordeaux, fut nommé directeur des Colonies en mars 1842 et conserva son poste jusqu'à la Révolution de 1848. Quelque peu jaloux des atouts que possédait son rival, Marseille en avait, semble-t-il, conçu quelque aigreur.

En définitive, au terme de cette rapide enquête, il faut avouer que nous ne disposons guère d'éléments précis permettant de suivre avec exactitude l'évolution de la part

---

(47) MASSON (P.), op.cit. p.473.

(48) Il semble que les importations de gomme du Sénégal soient en recul à Marseille vers 1850; en effet les cotations du Sémaphore concernent essentiellement les provenances d'Egypte.

respective des deux grands ports dans le commerce du Sénégal pendant la décennie 1841-1850 (49). On regrettera que le souhait d'une étude approfondie sur ce problème exprimé dès 1912 par Masson n'ait pas été satisfait. Il a malheureusement ouvert le débat dans le vague et la confusion tirant de quelques indications fragmentaires des conclusions absolues. Il faut, en effet, distinguer les différents critères susceptibles de définir le rôle respectif de chacun des ports : le tonnage mis en oeuvre, les quantités et les valeurs des marchandises et des produits à destination et en provenance du Sénégal ainsi que l'intérêt national et même international des marchés de l'arachide et de la gomme. Pour insuffisantes qu'elles soient, les données disponibles ont permis d'éclairer certains aspects du problème, mais il reste à en examiner un qui est fondamental : les différentes formes et le volume des investissements de la métropole dans les comptoirs du Sénégal.

2°- Les investissements de capitaux dans l'économie sénégalaise

Les différentes formes d'investissements doivent être pour la clarté de l'exposé regroupées en deux catégories : d'une part ce qu'on pourrait appeler "les grandes affaires" et d'autre part les affaires de médiocre envergure. Les premières se livrent essentiellement au commerce d'importation et d'exportation et les secondes constituent une gamme variée allant du commerce de gros jusqu'à l'activité artisanale en passant par la boutique de détail et le trafic épisodique pratiqué par des "pacotilleurs" venus de métropole concurrencer sur les côtes du Sénégal le "commerce établi". Pour d'évi-

---

(49) Berteaut et Julliany ne donnent de statistiques que jusqu'en 1841.

dentes raisons de documentation on ne peut prétendre ni dresser un bilan définitif des investissements réalisés dans l'économie sénégalaise, ni en éclairer tous les mécanismes et toutes les liaisons. Cependant, à défaut d'archives privées, le dépouillement d'archives notariales et judiciaires apporte de précieux renseignements (50).

a) Le cadre juridique

Il n'y a pas de commerce, et tout particulièrement de grand commerce, sans mise de fonds, sans capital social. Il faut donc analyser la manière dont les hommes associent leurs capitaux car elle est révélatrice aussi bien de leur mentalité et de leur conception des affaires que du caractère plus ou moins évolué des techniques économiques. Que leur siège soit établi dans les ports métropolitains ou au Sénégal, les entreprises du grand commerce sont toutes coulées dans le moule juridique traditionnel des sociétés de personnes. Cependant la constitution d'une société de capitaux en 1849 constitue l'exception qui confirme la règle (51).

Les sociétés de personnes sont de deux types : la société en nom collectif et la société en commandite simple. La première est une société que contractent deux ou plusieurs personnes, elle a pour objet de faire le commerce sous une raison sociale. Cette société est désignée par les noms des

---

(50) POISSON (J.P.) : De quelques utilisations des sources notariales en histoire économique : XVII-XXe siècle. Revue historique, janvier-mars 1973, n°505, pp.5-22.

(51) Sur les formes juridiques des sociétés, on peut consulter Jean BOUVIER : Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques (XIX-XXe siècle), Paris, SEDES, 1969, pp.244 et suivantes et le Dictionnaire des Sciences Economiques sous la direction de Jean ROMEUF, Paris, PUF, 1956-1958, 2 tomes.

associés ou par un nom suivi de "et compagnie" afin de bien marquer qu'il n'existe qu'une catégorie d'associés et qu'ils sont tous solidaires et responsables sur la totalité de leur fortune propre des engagements souscrits par l'entreprise. Les firmes bordelaises Maurel et Prom, Brian et Guiches, Marc Merle et neveu, Marrot et Cie, A. Teisseire et Ch. Bohn appartiennent à ce type ainsi que Régis de Marseille et Théraizol et Brémond de Saint-Louis.

Dans la société en commandite simple, il existe deux catégories d'associés : le ou les commanditaires et le ou les commandités. La responsabilité des premiers ne va pas au delà des capitaux qu'ils ont fournis tandis que les seconds sont entièrement responsables et solidaires. La gestion est assurée par le ou les commandités qui donnent leur nom à la raison sociale laquelle est suivie de la mention "et compagnie". La société Gasconi, Griffou et Cie est un bel exemple de ce type. Très souvent les sociétés de personnes sont des entreprises à structure familiale dont le capital est formé par la réunion des apports des membres d'un même groupe familial parfois aidé par des proches ou des amis. C'est le cas en particulier des maisons de commerce Maurel et Prom, Marrot et Cie, Marc Merle et neveu et Régis frères.

On assiste à l'introduction d'un autre type de société avec la mise sur pied au Sénégal en juillet 1849 de l'Association Sénégalaise. Il s'agit d'une société anonyme par actions qui a pour but l'exploitation du commerce de Galam et suivant le code du Commerce elle ne peut se former qu'après enquête et approbation gouvernementale. Les propriétaires du capital se trouvent juridiquement mis sur le même pied mais peuvent posséder un nombre variable d'actions. En l'occurrence, chacun des neuf actionnaires a apporté le même capital à la formation de l'Association Sénégalaise. Dans une société ano-

nyme la responsabilité des associés est limitée à l'apport de chacun, ce qui explique que l'Etat se réserve de vérifier le sérieux des fondateurs. Le gouverneur du Sénégal par un arrêté du 20 juillet 1849 a autorisé la nouvelle société et approuvé ses statuts (52). Mais le ministre de la Marine après concertation avec son collègue du Commerce et de l'Agriculture, donne l'ordre au gouverneur du Sénégal de révoquer l'autorisation donnée car il a été constaté dans les statuts des irrégularités "qui touchent à l'essence même des sociétés anonymes" (53).

A côté de ces trois types classiques de sociétés, il faut aussi mentionner l'association commerciale en participation ou "société en participation" qui a lieu dans les formes ou proportions d'intérêts et aux conditions convenues entre les parties. Cette formule semble avoir été utilisée à plusieurs reprises car elle permettait à des capitalistes de la métropole de s'intéresser à des affaires se traitant au Sénégal (54).

---

(52) L'acte constitutif de la société passé devant maître Bréghot de Polignac, à Saint-Louis le 17 juillet se trouve dans A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis 1849, n°142. L'arrêté du 20 juillet 1849 dans B A S 1849-1858, pp.88-89.

(53) Ministre à gouverneur 23 mai 1850, n°146, A N S O M Sénégal I 35b. L'arrêté du gouverneur exécutant les instructions du ministre est daté du 22 juillet 1850, B A S 1849-1850, p.211.

(54) Un exemple un peu tardif (mars 1855) est la "société en participation" conclue entre H. et D. King et Cie de Marseille avec H.Martin et Th. Pécarrère de Saint-Louis. A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis, n°54.

b) Les "grandes affaires" et les ports de la métropole

Le cadre juridique étant ainsi défini, il convient maintenant de présenter pour les différents ports de la métropole les maisons de commerce qui trafiquent directement ou indirectement avec le Sénégal ainsi que les capitalistes qui commanditent des affaires dont le siège est installé à Saint-Louis ou à Gorée.

Malheureusement, de bien maigres informations ont été recueillies pour les ports de la Seine et de la Loire sans doute parce qu'on n'y rencontre pas comme à Bordeaux ou à Marseille des négociants et des armateurs spécialisés dans le commerce africain. Dans ces conditions, il nous est très difficile de démêler la nature et l'importance des liens tissés entre les commerçants du Sénégal et ceux de la métropole. Mais la rareté des renseignements ne doit pas faire oublier l'intérêt qui se manifeste à Rouen, au Havre et à Nantes pour le trafic à la côte d'Afrique. En voici quelques preuves, l'accueil assez large fait aux nouvelles du Sénégal dans des journaux comme le Courrier du Havre, le Journal du Havre et le Nouvelliste de Rouen (55), les initiatives d'exploration commerciale comme celle confiée à Rousseau par la Cham-

---

(55) Le Courrier du Havre traite, selon l'inspecteur de la librairie, avec autorité des questions maritimes et commerciales et il est dit du Journal du Havre qu'"à raison de ses correspondances maritimes et de l'intérêt de ses renseignements maritimes et commerciaux, ce journal est très apprécié des négociants et répandu sur tous les points du globe". Quant au Nouvelliste de Rouen, le protectionniste Pouyer-Quertier en est un des principaux actionnaires.

bre de commerce de Rouen et la consultation systématique par le gouvernement des négociants des trois ports sur tout problème intéressant le Sénégal et la côte occidentale d'Afrique (56).

De Rouen, nous n'avons que les noms de quelques sociétés engagées dans le commerce de la gomme, des arachides, du bois de teinture et de l'huile de palme : Vve Abiel et Cie, Malétra fils, Peulvé fils aîné et de Jourdaine, Malfilâtre (57). On sait seulement que Peulvé avait pour représentant en 1848 un certain Grattepain dont l'activité localisée entre Gorée et Sainte-Marie de Bathurst devait être essentiellement tournée vers l'arachide (58). Malfilâtre est la plus connue. Créée dans le but d'amener à Rouen les laines d'Australie, la société ouvrit une agence à Sydney mais les résultats n'ayant pas été, semble-t-il, à la mesure des espoirs, les dirigeants s'orientèrent alors vers la côte d'Afrique, soutenus par les industriels du textile qui cherchaient de nouveaux débouchés à leur production. C'est probablement à la fin des années quarante que se situent les débuts de Malfilâtre au Sénégal guidés par Rousseau, cet ancien délégué

---

(56) Par exemple avis a été demandé à propos de l'exploration commerciale de la Malouine dirigée par Bouët et Broquant, de même les représentants des trois ports ont été associés aux débats de la Commission de la gomme de 1842.

(57) LE CORBEILLER (A.) : Histoire du port de Rouen et de son commerce depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, Rouen, Schneider, 1902, p.203.

(58) A N S O M D P P C Notariat Gorée, 12 février 1848, n°8.

dé la chambre de commerce passé à son service (59). Dans la décennie suivante, la firme a connu un très rapide mais éphémère essor, étendant le réseau de ses affaires de Saint-Louis à la Sierra Leone. Enfin, il paraît fort probable que les hommes d'affaires de Rouen commanditaient des négociants locaux ou entretenaient des correspondants dans les comptoirs car lorsqu'en août 1851 des élections législatives eurent lieu au Sénégal, un négociant de Rouen, Lefort-Gonssolin, recueillit un nombre très honorable de suffrages (60).

Les archives ne nous ont révélé que deux noms de sociétés havraises : Leleu et Bodard et Auxcousteaux. La première nous permet de saisir un des types de relations existant entre commerce métropolitain et agent établi au Sénégal. Par un contrat de 1839 J. Leleu et N. Bodard, négociants et armateurs établissent A. Rousselle leur mandataire à Saint-Louis. Pour son travail exclusivement consacré aux intérêts de ses patrons, il recevra une indemnité de nourriture et une commission de 2,5% sur toutes les ventes de marchandises qu'il opèrera pour leur compte, sur tous les achats de marchandises qu'il effectuera dans la colonie en leur nom et sur tous les retours qu'il leur enverra provenant du produit de

---

(59) Dans un rapport adressé à la Chambre de commerce et daté du 31 août 1855, Rousseau déclare que la maison Malfilâtre opère sur la côte depuis sept années. Cela fixerait donc les débuts en 1848. Malfilâtre et Cie a pour gérant Auguste Malfilâtre et Victor Rollet, chevalier de la légion d'Honneur et adjoint au maire de Rouen. A N S O M D P P C Notariat Gorée, 12 juin 1861.

(60) La question a été évoquée au chapitre VII.

la vente de leurs marchandises (61). On aperçoit pour la première fois Stéphen Auxcousteaux en 1843-1844. Il résidait alors au Havre et faisait des opérations en compte à demi avec un certain Leleu établi à Saint-Louis. Arrivé au Sénégal en avril 1845, Auxcousteaux expédie des traitants à Galam et s'intéresse aux essais agricoles. En 1847, il est nommé assesseur à la cour d'assises. Bientôt, il se brouille avec son associé qui, traduit en justice, est condamné (62). On ignore tout de l'origine et de l'importance des capitaux mis en oeuvre et du volume des affaires mais Auxcousteaux, fort de son séjour de trois ans à Saint-Louis, s'est posé en expert des affaires sénégalaises dont il tiendra la rubrique dans le Courrier du Havre.

La participation de Nantes aux affaires du Sénégal est encore plus mal connue car on a retenu seulement le nom de l'armateur A. Lecour et celui du négociant Adolphe Chenard. Le premier, membre de la Chambre de commerce et juge au tribunal de commerce, bien connu pour le très vif intérêt qu'il porte aux ressources de l'Afrique et de Madagascar (63) sem-

---

(61) Contrat du 28 juillet 1839, n°85, AN S O M D P P C Notariat Saint-Louis, Leleu et Bodard étaient déjà installés à Saint-Louis puisque Rousselle succède à un autre mandataire.

(62) Jugement du 10 octobre 1848 de la Cour d'appel n°51, A N S O M Cour d'appel Saint-Louis. On ne sait pas si ce Leleu a des liens de parenté avec le Leleu de la société Leleu et Bodard.

(63) SCHNAPPER (B.), à propos des projets de colonisation agricole de Lecour au Gabon parle avec quelque emphase de cet "homme plein d'idées et de projets grandioses" comme "l'un des premiers impérialistes modernes, l'obscur précurseur d'Etienne ou de Ferry", op.cit., p.92.

ble avoir récupéré une créance sur un commerçant en se substituant à lui dans la propriété d'une île proche de Saint-Louis (64). C'est comme créancier dans plusieurs faillites dont celles des frères Alsace et de B. Durand-Valantin que le nom de Chenard est apparu (65). D'autre part, ce négociant entretenant des relations d'affaires avec les Etats-Unis a contribué à plusieurs reprises à l'approvisionnement du Sénégal en bois et en tabac. (66)

A Marseille, quelques négociants et armateurs ont orienté leur activité vers la côte occidentale d'Afrique au début de la Restauration et surtout à partir des années trente. Les plus connus, les frères Régis, symbolisent en quelque sorte la présence marseillaise en Afrique noire. Cependant leur nom semble davantage associé au démarrage des comptoirs de la Côte d'Ivoire et surtout aux progrès du trafic de l'huile de palme au Dahomey qu'aux opérations menées en Sénégambie. Pourtant c'est dans ce secteur que les Régis ont

---

(63) suite
Voir aussi LIBAUDIERE (H.) : Nantes sous Louis-Philippe, Paris, 1900, pp.250, 269 et 304.

(64) A N S O M D P P C Hypothèques Saint-Louis 1841-1850, transcription du 19 février 1850.

(65) Faillites Alsace frères, A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis 1855, Cabeuil, Tribunal première instance 25 août 1849, Durand-Valantin, Notariat Saint-Louis 1851.

(66) Charte-partie dressée par Brun courtier maritime entre Chenard négociant à Nantes et le capitaine Coantic, commandant le brick Rose-Adélaïde. Ce navire doit relever de la Guadeloupe pour aller à Charleston ou à Portland, prendre une cargaison de bois pour Saint-Louis, A N S O M D P P C Cour d'appel, 9 juillet 1845, n°35.

mené leurs premiers efforts consacrés d'abord à la gomme, puis à l'arachide. En l'absence d'archives de la firme, il est impossible d'apprécier le volume des capitaux engagés, l'organisation des affaires et les résultats. Joseph François Victor Régis, né dans le Tarn, était venu à Marseille en 1793. Il prend un associé pour se lancer dans le commerce des Echelles du Levant mais la période révolutionnaire n'est guère propice. Il se tourne vers d'autres activités, mais la paix rétablie, il revient au commerce extérieur et expédie dès 1816 son premier navire au Sénégal. Il faut croire que cette nouvelle voie allait se révéler fructueuse car ses trois fils, Victor, Pierre et Louis, s'y engagèrent bientôt (67). Pierre effectuera très jeune plusieurs séjours au Sénégal pour le compte de son père. Ensuite, tout en opérant pour lui-même, il collabora étroitement avec ses deux frères lorsque ceux-ci commencèrent en 1833 leurs armements pour le Sénégal et la côte occidentale d'Afrique. Il existe donc deux maisons distinctes : à Marseille la firme Régis frères qui, après le retrait de Louis lors de la Révolution de 1848, prit la raison sociale Régis aîné et, à Saint-Louis, celle que dirige Pierre, surnommé l'Africain par sa famille. Il est dommage que la nature des liens qui les unissent ne puisse être définie, mais on peut imaginer que les Régis de Marseille assurent l'approvisionnement en marchandises, l'écoulement des produits ainsi que les transports nécessaires à

---

(67) Joseph François Victor Régis (1767-1827). Ses trois fils sont : Louis, Théodore, Victor (1803-1881); Victor, Pierre (1806-1853); César Ambroise, Louis (1812-1889), voir J.F. REGIS : Les Régis au Dahomey, un centenaire familial, Marseille, imprimerie du Sémaphore, 1941. Voir également Encyclopédie du Département des Bouches-du-Rhône, op.cit., t.XI : Biographies. Les archives de la maison Régis ont malheureusement été détruites par un incendie.

Pierre pour mener à bien ses opérations au Sénégal. De même ils appuient leur frère dans la défense de ses intérêts en intervenant dans la crise de la gomme en 1842 par l'envoi d'une pétition à la Chambre des députés, par une action constante auprès de la Chambre de commerce de Marseille et par une critique vigoureuse de tout projet de monopole devant la "commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes au Sénégal".

Quelques aspects de l'activité de Pierre pendant les années 1840-1850 apparaissent à la lecture des archives. Installé à Saint-Louis, il est profondément engagé dans le trafic de la gomme et sans qu'on puisse déterminer s'il travaille de préférence avec des traitants indépendants ou avec des traitants salariés pour les échanges effectués aux basses escales, on sait, par ailleurs, qu'il expédie à Galam pendant la période où la traite est libre. Nous n'avons pas le moyen d'apprécier le volume de ses affaires mais, à la différence de beaucoup de ses concurrents, on le voit assez habile pour ne pas accumuler sur les traitants des créances plus ou moins récupérables (68). Les débiteurs qu'il poursuit devant les

---

(68) Nous n'avons que de rares indications sur les quantités de gommes traitées par Pierre Victor Régis. A l'escale du Coq, grâce aux services du traitant Potin Léautier, il a obtenu 3 t,9 en 1843, 5 t,15 t,7 et 10 t,7 les années suivantes. A N S O M Sénégal XIII 27 a et A N S A O F Q2 et Q6. En 1848 à Galam, Régis a traité 10 t. de gomme A N S O M Sénégal XIII 10c. Les affaires traitées directement en rivière assez modestes, semble-t-il, devraient être complétées par d'importantes opérations réalisées à Saint-Louis. Sinon on comprendrait mal l'influence morale exercée par Pierre-Victor Régis dans tous les débats relatifs à la traite de la gomme; par

tribunaux dans les années 1848-1849 et 1850, petits commerçants pour la plupart, ne lui sont redevables que de sommes modestes. D'autre part, à travers les pétitions qu'il inspire en 1840, 1841, 1842 et 1849, il se présente comme le champion intransigeant de la liberté du commerce (69). P.V. Régis ne limite pas ses efforts à la gomme car on sait qu'il a, parmi les premiers, saisi tout l'intérêt de l'arachide; aussi a-t-il installé un agent à Gorée et un autre pour les comptoirs de Sainte-Marie de Bathurst et d'Albréda (70). En 1849, à Gorée, c'est Benjamin Jaubert l'un des pionniers du commerce

---

(68) suite
exemple il est appelé à donner son avis devant le Conseil d'administration.

(69) Par exemple la pétition au gouvernement du 8 août 1842 contre l'Association privilégiée A N S O M Sénégal XIII 26a et celle du 22 juin 1848 en faveur de la liberté totale du commerce à Galam A N S Sénégal pièce non cotée.

(70) Cyprien Mistral, par procuration rédigée à Saint-Louis le 22 décembre 1842 et enregistrée au notariat de Gorée, recevait de P.V. Régis le mandat "de vendre en son nom sur la place de Gorée des marchandises qui lui sont ou seront confiées soit au comptant soit à terme contre argent ou contre produits, convertir le numéraire en produits, toucher le montant de ses créances pour en tenir compte, en donner quittance, négocier, transiger avec les débiteurs, faire et signer tous actes, prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de son mandat" A N S O M D P P C Notariat de Gorée, n°1, 10 janvier 1843. Antoine Allègre qui gérait depuis deux ans les affaires de P.V. Régis effectuées dans les comptoirs de Sainte-Marie de Bathurst et d'Albréda a été assigné par son patron devant le tribunal de Saint-Louis. Sa ges -

des arachides. Mais, fin 1850 ou début 1851, P.V. Régis, malade, abandonne les affaires et rentre en France. Pour ne pas rompre avec le commerce sénégalais à la suite de ce départ, la maison Régis aîné a cherché des correspondants. Elle s'est tournée tout naturellement vers B. Jaubert pour Gorée, vers Urbain Borel autre négociant marseillais pour Saint-Louis, mais on ignore quel fondé de pouvoir elle a choisi pour la Gambie (71). Malheureusement les conditions de la collaboration établie entre Régis aîné et ses correspondants nous échappent. Notons cependant que B. Jaubert a constitué le 30 mars 1852 avec son fils une société en nom collectif au capital de soixante mille francs "pour le commerce de gros et au détail de toutes espèces de marchandises et produits dont la colonie est susceptible" (72). Ces quelques lueurs projetées sur la présence des Régis ne nous permettent malheureusement pas de déterminer la part qui revient à la Sénégambie dans l'ensemble des affaires qu'ils traitent en Afrique.

Parmi les négociants et armateurs marseillais en relation avec le Sénégal en 1841, Masson cite Fabre fils aîné,

---

(70) suite
tion ayant révélé un important déficit. A N S O M D P P C Tribunal de première instance Saint-Louis, 11 novembre 1843, n°289.

(71) Benjamin, Julien Jaubert né le 9 janvier 1789 à Marseille est mort à Dakar le 22 octobre 1856. Urbain Borel négociant à Saint-Louis avait été constitué mandataire général et spécial de V.Régis aîné par acte notarié passé devant maître Ernest de Gasquet le 25 juin 1853 à Marseille. A N S O M D P P C Notariat Gorée, 1er juillet 1855, n°47.

(72) Acte de société A N S O M D P P C Notariat de Gorée 1853, acte n°60.

Jérome Borelli, Briqueler, Cohen, Roch Olive (73). On pourrait y ajouter Rabaud frères et Aquarone. Les Fabre et les Borelli ont plus ou moins travaillé dans le sillage des Régis auxquels ils étaient attachés par des liens de famille et de fortune (74). Les documents manquent pour préciser la forme de leur participation au commerce du Sénégal. N'ont-ils pas été également des négociants ayant recours dans les comptoirs aux services de représentants ou de maisons de commerce? Dans l'état de la documentation, il est impossible de trancher (75). Quant à Briqueler, il apparaît comme le type même du négociant qui, parti jeune au Sénégal, y fit fortune et

---

(73) MASSON, op.cit. p.391.

(74) Augustin Fabre (1772-1850) originaire de La Ciotat, ce capitaine au long cours se lance dans le commerce, l'industrie et l'armement; il devient l'un des principaux armateurs de voiliers. Il marie sa fille à Victor Régis. Les frères Borelli, d'origine italienne, avaient été associés à Victor et à Louis Régis avant de fonder leur propre maison, Borelli frères, en 1836, mais elle resta étroitement mêlée aux affaires des Régis. En 1876, Victor Régis associait à sa maison Georges Borelli, Théodore et Louis Mante et en 1880 Régis aîné devenait Mante frères et Borelli.

(75) Les archives n'ont livré sur les activités de Fabre au Sénégal qu'un rapport du capitaine du navire Le Soleil d'Austerlitz armé en décembre 1841. Après avoir transporté marchandises et guinées à Saint-Louis, il conduisit des boeufs de travail à Pointe à Pitre. Il releva sur lest pour la Nouvelle-Orléans afin d'y charger des planches et du tabac pour Saint-Louis, Gorée et la Gambie. Le retour s'effectua sur Marseille en novembre 1842. Mais nous n'avons aucun renseignement sur la réalisation des marchandises et l'achat des produits. A N S O M Sénégal XIII 26a.

revint en France pour créer à Marseille une maison de commerce de plus grande envergure (76).

Parmi les négociants marseillais qui trafiquent à la côte occidentale d'Afrique, Abraham Cohen occupe incontestablement une place à part (77). Cet homme original doué d'une forte personnalité fait figure de précurseur . Sa vie longue et mouvementée a été traversée de succès et d'échecs. Négociant, il jouit d'une situation enviable, mais bientôt ruiné par de malheureuses spéculations il part pour l'Afrique afin de reconquérir la fortune. Quelques années plus tard, il se lancera dans l'industrie et les affaires de presse. Son père lui avait ouvert la voie car il avait été au lendemain des guerres de l'Empire, un des premiers à rétablir les échanges entre la France et le Sénégal. Les affaires de la

---

(76) Briqueler né à Rumilly en 1796, naturalisé français, a séjourné au Sénégal dans les années vingt et au début des années-trente (en 1831 il est, en particulier, concessionnaire du gouvernement). De retour à Marseille, il semble qu'il ait élargi le champ de ses activités car en 1857 il écrit au ministre des Colonies qu'il a créé depuis quelques années "près de Marseille des usines pour le traitement des minerais de cuivre du bassin de la Méditerranée et principalement de nos possessions algériennes". Les quantités de minerai étant loin de suffire aux besoins il envisage de rechercher des approvisionnements au Congo et dans la région d'Ambriz.
A N S O M Gorée XIII 1b.

(77) Abraham Cohen né à Marseille le 24 novembre 1806 meurt à Paris en 1887. Son père Joseph Raphaël Salomon né à Marseille en 1767 ou 1768 devait y mourir en 1843.

maison Cohen étaient prospères quand en 1832 Abraham en prit la tête. Il les géra d'abord avec prudence et nous avons vu le rôle de premier plan qu'il joua dans l'introduction de l'arachide à Marseille. Mais, vers 1842 il s'aventura dans une spéculation portant sur des quantités considérables d'huile de palme. Il ne put les écouler sur le marché marseillais et connut de ce fait des pertes catastrophiques. Ruiné, il préfère émigrer en Belgique (78). Avec le concours d'industriels et d'armateurs belges, il mène plusieurs expéditions en Gambie, dans les Rivières du Sud et en Sierra Leone. Avec quelques exagérations, Cohen affirme que pendant dix ans il vécut de la vie de marin. On retrouve quelques tra-

---

(78) Voici comment il raconte à sa manière cette période de sa vie dans une lettre de mars 1849 : "Les ministres m'engagèrent de la manière la plus pressante à introduire en France le commerce des huiles de palme qui avait une si haute importance chez les Anglais; cédant à leurs instances, j'allai étudier à Liverpool les opérations d'échanges. J'en rapportai des spécimens et toutes les marchandises employées à cette troque. J'y engageai des agents expérimentés, je fis construire de grands navires, je les expédiai au bas de la côte pour recevoir en échange de produits de notre industrie des cargaisons d'huile de palme complétées par de l'ivoire, de la cire et de la poudre d'or. Marseille m'empêcha de réaliser les huiles que je ne parvins pas à écouler. J'y réussis seulement quelques années plus tard à Nantes, naturellement avec une perte immense... Mes coûteuses tentatives n'en profitèrent pas moins à mon pays car la maison Régis si puissante aujourd'hui reprit mon oeuvre ... Quant à moi, j'expiai comme presque tous les novateurs la faute d'avoir voulu doter la France d'un commerce éminemment utile pour le développement de son industrie et de sa marine".
A.D. Bouches-du-Rhône T 4 241.

ces de ses activités à Gorée en 1845 et dans les années suivantes. Ainsi, en 1847 comme négociant patenté, il expédie à Bathurst des gommes achetées à Louis Alsace. En 1849, il acquiert un goëlette de 45 tonneaux pour faciliter ses transports de marchandises dans "le bas de côte" et il rend à la marine française dans le Rio Nunez des services qui lui valent l'année suivante la Légion d'Honneur (79). Finalement ses affaires n'ayant guère été heureuses, Cohen quitte la Sénégambie et renonce définitivement au commerce avec l'Afrique (80).

Le nom de Cohen se trouve mêlé à une société ayant son siège à Saint-Louis et dont le principal animateur est Sauveur Gasconi. En effet, Cohen créancier de Gasconi, Lombard et Cie alors en liquidation, se voit offrir en "reconnaissance de ses services" une participation en association d'un montant de cinquante mille francs dans la société Gasconi, Monteillet et Cie constituée le 1er avril 1841 pour une durée

---

(79) Le nom d'A.Cohen apparaît dans le notariat en 1845, 1846, 1847 et 1849. Pour l'épisode du Rio Nunez voir dans A N S O M Sénégal IV 26 les témoignages favorables des officiers de la Tocnaye et de Kerhallet; par contre Boüet-Willaumez a critiqué la décision d'attribuer la Légion d'Honneur à Cohen. Consulter également l'article de Massinon déjà cité.

(80) A son retour à Bruxelles, il fonde une maison de commission. En 1856 il revient en France et il s'intéresse à une entreprise de distillerie des produits agricoles, mais il connaît des déboires. Il achète le journal l'Observateur en 1859 et crée l'année suivante une usine de raffinage de pétrole à Rouen. On le retrouve entre 1863 et 1870 employé au Conservateur.

de six ans (81). Mais le négociant marseillais fait bientôt savoir qu'il refuse ce compromis préférant réserver l'intégralité de ses droits de créancier (82). Peu de temps après, Victor Monteillet meurt (83) et la société se reconstitue sous la raison sociale Gasconi, Griffou et Cie. Son capital s'élève à 345.195 F,16, Roch Olive négociant de Marseille apportant au titre d'associé commanditaire 200.000 F., Gasconi, des valeurs pour un montant de 120.985 F,16 et Antoine Griffou, commis-négociant, 25.000 F. La société a pour but "toutes les opérations de commerce qui se font au Sénégal et principalement la vente des gommes". Son siège est à Saint-Louis, mais elle est également installée à Gorée. Au milieu des écueils d'une période particulièrement difficile, la société réussit à naviguer au mieux, aussi s'établit-elle en 1847 sur des bases plus larges. Le capital est porté à 750.000 F, Gasconi désormais à égalité avec le commanditaire y contribue pour 300.000 F et Antoine Griffou, devenu négociant, pour 150.000 F. A son objet antérieur la société

---

(81) Selon cette offre Cohen ne pourra disposer de cette somme qu'à l'expiration de la société soit le 1er avril 1847. A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis 14 août 1841, n°109 bis.

(82) La donation au profit d'A.Cohen est révoquée faute d'acceptation. Le 10 octobre 1841 Cohen fait déposer par Durand-Valantin, liquidateur de Gasconi, Lombard et Cie la justification de ses créances qui s'élèvent à 187.272 F,81, intérêts non compris. A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis, n°134. En 1845, l'affaire n'est pas réglée et ses créances sont estimées à 210.145 F,90, Notariat Saint-Louis, 9 septembre 1845, n°154.

(83) Victor Pythéas Monteillet est présenté par le gouverneur dans une lettre du 24 janvier 1840 au ministre comme "un homme de progrès qu'on peut considérer comme la tête du commerce au Sénégal, Cf. G. HARDY, op.cit., p.307. Il meurt le 13 juillet 1841 à Saint-Louis.

ajoute les activités suivantes : "envois en France et retours, expéditions au bas de la côte". Pour mieux assurer l'approvisionnement en marchandises et la vente des produits il est décidé de créer une maison à Marseille dont Gasconi assurera la gérance tandis que Griffou s'occupera des affaires de Saint-Louis et de Gorée (84).

Incontestablement, Gasconi, Griffou et Cie se classe dans les années quarante parmi les plus importantes maisons de commerce par les capitaux engagés, par sa participation à la traite de la gomme et au commerce de Galam et par sa rapide adaptation au trafic nouveau de l'arachide (85). Roch Olive, le commanditaire, est réputé à Marseille comme faisant "un commerce des plus notables avec le Sénégal" (86) et Sauveur Gasconi au Sénégal est devenu un des négociants les plus écoutés des autorités. Né à Marseille en 1796 dans une famille de marins (87), il était lui-même capitaine au long cours avant de tenter fortune au Sénégal. Il y réussit apparemment car lorsqu'il se marie en juillet 1841 il évalue ses biens

---

(84) Voir les actes de constitution de Gasconi Griffou et Cie dans Notariat de Saint-Louis, 4 avril 1842, n° 43 et 1er juillet 1847, n° 116. La société à travers bien des transformations subsistera jusqu'à la fin du XIXe siècle.

(85) Au lendemain de la traite de 1845, la société est créancière pour une somme de 125.081 F 59, à l'égard des traitants AN SOM Sénégal XIII 28 b. D'autre part, elle participe pour 50.000 F à la Société anonyme pour l'exploitation du commerce de Galam en 1849.

(86) Edouard BARATIER : Histoire de Marseille, Privat, 1973, 512 p. A sa mort en 1860, Roch Olive laisse une fortune évaluée à 1.511.865 F., p. 328.

(87) Son père Dominique Gasconi mourut en mer en se rendant à Tripoli en 1803.

propres à 125.000 F. (88). Chevalier de la Légion d'Honneur, commandant de la milice, il a été élu au Conseil général en 1840-1841 et en 1844-1846. Invité à donner son avis sur le projet d'Association privilégiée pour la traite de la gomme, il s'est déclaré d'accord avec son inspirateur, Pageot des Noutières, s'opposant ainsi avec éclat à Régis (89). De retour à Marseille en 1847, il devait mourir quelques années plus tard. Cependant le souvenir qu'il a laissé au Sénégal demeura suffisamment vivace pour que son fils ait pu solliciter en 1879 les suffrages des électeurs sénégalais et être envoyé au Palais-Bourbon. Enfin, A. Griffou s'est aussi créé une situation personnelle enviable puisqu'il sera également appelé à siéger au Conseil d'administration de 1848 à 1851 et en 1854 (90).

Le capital marseillais se trouve également présent dans des entreprises de moindre envergure, généralement installées à Gorée et de création récente, ce qui s'explique par l'essor du commerce de l'arachide. Ainsi, Aquarone, spécialisé avant tout dans le commerce des blés, intervient-il dans les affaires des maisons Salzedo et Rabaud frères dans celles d'Auguste Borrelly et accessoirement dans celles

---

(88) Sauveur Gasconi épousa Elisa Fleuriau née à Saint-Louis en 1819, fille naturelle de Marie-Thérèse Renaud et de Fleuriau officier de marine, collaborateur du gouverneur Schmaltz devenu en 1841, maître des requêtes aux Conseil d'Etat et directeur du personnel au ministère de la Marine.

(89) Séances au Conseil d'administration d'avril 1842, AN SOM Sénégal XIII 26 a.

(90) Antoine Griffou 1807-1864 né et mort à Marseille. Après le décès de Gasconi, commandité par Roch Olive, il met sur pied la société Griffou et Cie.

de Cabeuil et d'Huvillier (91). Malheureusement on ignore tout de l'importance et des modalités de leur participation financière. Il en est de même pour la maison L.P. Rey créée, semble-t-il, à l'instigation de Stanislas Rouelle négociant marseillais qui a longtemps séjourné au Sénégal (92). Enfin, dernière information recueillie en l'état actuel de la documentation sur les investissements marseillais au Sénégal, une procuration en date du 30 novembre 1854 nous apprend que le négociant Henri Martin de Saint-Louis a été chargé de liquider toutes les affaires que la maison H. et D. King et Cie "a actuellement ou a eues précédemment dans l'île de Gorée" (93). Elle n'abandonne cependant pas le Sénégal puisqu' elle conclut en mars 1855 avec H. Martin et Th. Pécarrère

---

(91) Salzédo, ancien capitaine de navire né à Marseille en 1812, est inscrit sur la liste des notables de Gorée en 1847 ; ses liens avec Aquarone sont évoqués dans le notariat de Gorée, acte du 27 mars 1860, n° 43. Rabaud frères a cherché à s'implanter à Gorée au milieu des années quarante voir AN SOM Sénégal, Cour d'appel de Saint-Louis, 8 novembre 1847, n° 112 et Notariat de Gorée 22 mai 1848, n° 45 et 7 janvier 1850.

(92) Rouelle qui a été membre du Conseil d'administration a quitté le Sénégal en 1843. Il s'intéressait essentiellement comme Rey au commerce du fleuve. La subordination financière de Rey à l'égard de Rouelle apparaît au cours des débats du Conseil d'administration du 9 octobre 1848. ANS AOF 3 E 20.

(93) Procuration devant Me Roux notaire à Marseille déposée au notariat de Saint-Louis 18 janvier 1855, n° 14. Il se peut que la maison King ait été fondée par John Dupont King, neveu d'un commerçant notable anglais d'Avignon qui avait séjourné dans les années trente au Sénégal et qui s'était vu finalement refusé le droit de commercer par le gouverneur parce qu'étranger.

une société en participation qui a pour objet principal l'exécution des travaux publics décidés par le gouvernement et accessoirement la construction d'immeubles et la vente de matériaux de construction aux habitants de Saint-Louis. La maison King s'engage à apporter à l'entreprise un capital de cent mille F. qui pourra être doublé ultérieurement (94).

Par suite de l'éparpillement de ses capitaux engagés dans les affaires sénégalaises et du retour définitif de P.V. Régis en France, les positions de Marseille s'affaiblissent alors que Bordeaux est en train de conquérir une situation dominante que les observateurs de l'époque qualifieront bientôt de monopole (95). Dans la première moitié du XIXe siècle se créent ou s'ébauchent les "cinq ou six

---

(93) suite
Sur cette affaire, voir SCHNAPPER : la fin du régime de l'exclusif : le commerce étranger dans les possessions françaises d'Afrique tropicale 1817-1850. Annales Africaines, 1959, pp. 149-200. Nous n'avons découvert aucune autre trace de l'activité de la maison King antérieurement à 1854.

(94) AN SOM DPPC Notariat Saint-Louis 5 mars 1855, n° 54. Il est prévu que les avances de King porteront intérêt à 6 % et"les dits bailleurs sur tous leurs envois auront une commission de 3 %, en considération de quoi le fret de leurs navires et de ceux qu'ils affréteraient sera autant que possible au plus bas cours de Marseille. De plus, ils auront droit au cinquième des bénéfices réalisés. Le reste des bénéfices, pertes et résultats sera partagé ou supporté par moitié par H. Martin et Th. Pécarrère" (art. 4).

(95) De SAULNIERS dans : A propos des intérêts de Bordeaux, simple esquisse. Bordeaux, Durand, 1857 écrit p. 255 "sans parler du Sénégal sur lequel nous exerçons un monopole" ....

maisons bordelaises" qui à l'aube du XXe siècle considéreront "un peu le Sénégal comme leur fief" (96). Selon Y. Péhaut, le secret de la réussite des négociants bordelais réside dans le fait qu'ils se sont installés assez tôt pour prendre des initiatives lorsque l'arachide va s'avérer un produit de commercialisation et trop tard pour être "marqués" comme les plus anciens commerçants de Gorée et de Saint-Louis par le trafic des esclaves ou par le commerce exclusif de la gomme (97). Affirmation qu'il faut nuancer car, en réalité, les nouveaux négociants établis pour le plupart à la fin des années vingt ou au cours des années trente étaient beaucoup plus engagés dans le commerce de la gomme que ne le croit Y. Péhaut. D'ailleurs, mises à part quelques opérations sur les cuirs, la cire, l'ivoire ou le mil, ce sont essentiellement les échanges marchandises européennes contre gomme qui ont assuré les premiers pas et les premiers succès des jeunes maisons de commerce. Elles s'enracinèrent pour la plupart quand "la fièvre de la gomme" saisit le Sénégal. Les violentes polémiques sur le régime de la traite auxquelles elles participèrent largement, en constituent un éclatant témoignage. La véritable raison de leur succès réside dans la spécialisation dans le commerce du Sénégal qui permet d'en connaître tous les détours alors que très souvent pour le bailleur de fonds marseillais les affaires africaines ne forment qu'un secteur parmi d'autres. De plus, ou bien les firmes ont leur siège à Bordeaux et peuvent avec tout le discernement possible acheter les marchandises nécessaires à la traite et revendre les produits du Sénégal ou bien elles ont de solides attaches en France avec des négociants qui les ont précédés à Saint-Louis et à Gorée et qui, fidèles au trafic colonial, les font bénéficier de leur expérience. Ainsi, se dessine et

---

(96) LAGRILLIERE-BEAUCLERC (E), Mission au Sénégal et au Soudan, Paris, Ch. Taillandier, 1899, 222 p.

(97) PEHAUT (Y), op. cit., t. I, p. 366.

s'affirme dans les années cinquante, le groupe des "Sénégalais" dont l'influence au sein du négoce bordelais et en particulier de la Chambre de commerce ne cesse de grandir. Dès cette époque la maison Maurel et Prom en est devenue le chef de file. Vingt ans auront suffi à Maurel et Prom pour conquérir cette position de premier plan conservée par la suite pendant si longtemps. Il n'est donc pas inutile de rappeler les débuts de la doyenne des maisons de commerce trafiquant au Sénégal (98). Les deux fondateurs Hubert Prom et Hilaire Maurel appartenaient à des familles du Tarn unies par des liens matrimoniaux. Hubert Prom, né à Bordeaux en 1807, après un bref stage chez un négociant de la ville est envoyé par celui-ci en 1822 chez son cousin Potin de Gorée (99). Il s'initie pendant quatre ans au commerce sénégalais et il revient après avoir liquidé la succession de son patron, plein de confiance dans l'avenir économique des comptoirs. En décembre 1827, après s'être assuré des correspondants et des capitaux, il repart avec de la pacotille fonder

---

(98) Pour l'histoire de la firme, on peut consulter la brochure publiée à l'occasion du centenaire : Etablissements Maurel et Prom 1822-1923, Bordeaux, (s.d.), 90 p. elle est due à E. BAILLET, un des directeurs de l'époque. Mlle Séverine de LUZE a soutenu en 1965 un mémoire de maîtrise intitulé La maison Maurel et Prom 1828-1870, 66 p. On trouvera des indications sur les familles des fondateurs dans l'ouvrage de Jean et Bernard GUERIN : Des hommes et des activités au cours d'un demi-siècle, Bordeaux, 1957, 926 p.

(99) Une divergence de date existe entre Baillet et Mlle de Luze, le premier situant le départ pour l'Afrique au 31 mai 1822 et la seconde l'année suivante. Pourtant, l'année 1822 est gravée sur l'immeuble Maurel et Prom à Saint-Louis, ce qui semble indiquer que cette date est considérée comme celle de l'arrivée en Afrique de l'un des fondateurs.



Cour de la maison MAUREL & PROM

Saint-Louis

Cliché I.F.A.N. - Photo Labitte

PLANCHE 10 MAISON MAUREL ET PROM A SAINT-LOUIS

un magasin à Saint-Louis et un autre à Gorée. H. Prom se lance dans le commerce de la gomme mais il ne néglige aucune source de profit puisqu'il répond par exemple à un appel d'offres des Ponts et Chaussées et en retire un substantiel bénéfice de 85.000 F. Ses affaires prenant de l'ampleur il invite en 1830 son cousin, Hilaire Maurel, à venir l'aider. Un premier acte de société, le premier janvier 1831, consacrait leur association de fait, chaque partenaire apportant un modeste capital de 5.283 F 05.

Il est bien dommage que les archives de la maison concernant cette période si capitale des débuts n'aient pas été communiquées ; elles auraient peut-être permis de déceler les causes d'une ascension si rapide qui fait de Maurel et Prom dans les années soixante une affaire "colossale" pour reprendre l'expression du gouverneur Jauréguiberry (100). La réussite sociale des deux partenaires est bien le reflet de leur succès sur le plan économique. En effet, les deux cousins se sont bien intégrés dans la société des "habitants" par leur mariage "selon les usages du pays" avec Sophie et Constance Laporte, les filles du maire de Gorée (101). H. Prom jouit dès 1832 d'une certaine aisance (102) et au début des années quarante sa notoriété le fit désigner pour

---

(100) Jauréguiberry a exercé le gouvernement du Sénégal de décembre 1861 à mai 1863. Dans ses papiers personnels on trouve une note rédigée pour son propre usage sur les négociants et commerçants établis à Saint-Louis ; elle trahit incontestablement une hostilité certaine à leur endroit.

(101) Hubert Prom de Sophie Laporte eut deux filles Marie Louise Sophie, née en 1830, et Sophie Constance en 1832. La mère mourut à l'accouchement. Hilaire Maurel eut trois enfants de Constance Laporte : Emile, Jean et Lydie. Constance Laporte mourut le 28 avril 1849.

(102) Recensement des propriétés, septembre 1832, AN SOM document non classé.

les fonctions de secrétaire, puis de président du Conseil général. Cependant, pour importante qu'elle soit, sa position n'est pas dominante et on le voit bien lors des débats qui se déroulent en 1842 au Conseil d'administration à propos du régime de la gomme où c'est Gasconi qui apparaît le chef de file des négociants européens. Il n'en sera plus de même une dizaine d'années plus tard quand la maison Maurel et Prom aura pris suffisamment de poids dans l'économie du Sénégal pour que son représentant d'alors, Marc Maurel, neveu d'Hilaire, s'impose d'une manière décisive dans toutes les discussions sur l'avenir du Sénégal. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de préciser plus tard son action.

L'étendue de la famille Maurel devait faciliter le développement de ses affaires. Tandis que certains de ses membres servaient de correspondants comme Jean-Louis, le frère d'Hilaire entré par son mariage dans une famille d'armateurs, d'autres venaient au Sénégal diriger les différents établissements de la maison ; ainsi Jean-Louis le fils de Louis et Marc, le fils aîné de Pierre, qui, arrivé en 1841 fut suivi en 1845 par ses cadets Urbain et Louis. Cette même année, H. Prom après avoir vendu sa part dans la société à son cousin H. Maurel rentre à Bordeaux et fonde avec Jean-Louis Maurel la firme J.L. Maurel et H. Prom et Cie au capital de 400.000 F constitué par des apports égaux des deux fondateurs. H. Maurel qui dirigea désormais seul les comptoirs du Sénégal sous la raison sociale H. Maurel et Cie rentrera définitivement à Bordeaux en 1852 (103). Cette nouvelle organisation avait pour but de resserrer les liens entre les comptoirs d'Afrique et la maison de Bordeaux, étape vers une fusion qui interviendra en novembre 1855.

---

(103) Nous ignorons le capital de la société H. Maurel et Cie, mais celle-ci engage 50.000 F. dans la Société anonyme pour l'exploitation du commerce de Galam créée en 1849.

Tableau établi en partie
d'après l'ouvrage de :
J. et B. Guérin déjà cité
pp. 503-505.

Famille MAUREL

Pierre MAUREL
1736-1826
ép. Mlle Rouanet

I

Jean MAUREL
1757-1832
ép. Anne PROM 9 enfants dont 5 fils

I
Louis MAUREL
1792-1852
I
Jean-Louis

I
Pierre MAUREL (Second fils)
1795-1865
ép. Mlle Carrazal

Jean-Louis MAUREL
1797-1869 (3e fils)

Hilaire MAUREL
1807-1884 (5e fils
ép. Constance Laporte

I Marc 1826-1911
I Urbain
I Louis 1834-1902
I Pierre 1836-1910
I Jean 1836-1875

I
Paul
1867-1942
I
Jean

I Emile 1833-1920
I Jean
I Lydie

Hubert PROM
1807-1896

épouse Sophie Laporte
+ 1832

se remarie avec Marie-Coralie Boyé

I Louise 1830-
I Sophie 1832

I Henri 1846-1908
I Léon 1848-1931

La prospérité des affaires Maurel et Prom est évidente, la progression des capitaux engagés par Hubert Prom en offre une preuve parmi d'autres. En Europe pour leurs achats de marchandises comme pour leurs ventes de produits, J.L. Maurel et Hubert Prom et Cie ont pour correspondants les maisons les mieux établies comme Isnard aîné à Marseille Latham au Havre, P. et Ch. Devaux à Londres et à Liverpool. L'expérience des débuts a très rapidement convaincu H. Prom et H. Maurel de la nécessité d'adjoindre l'armement au négoce, aussi prennent-ils, dès 1835, la décision d'acquérir des navires pour assurer les liaisons avec la métropole et le cabotage le long de la côte africaine, car leurs affaires s'étendirent rapidement au sud de Gorée, en Gambie et dans les Rivières du Sud, Hilaire Maurel ayant très rapidement compris l'importance du commerce de l'arachide.

Calvé frères a vu également le jour au Sénégal, avant de s'installer à Bordeaux. Cette société devait connaître par la suite une brillante destinée, puisque s'orientant vers la fabrication de l'huile d'arachide elle devait fusionner vers la fin du XIXe siècle avec une société hollandaise sous la raison sociale Calvé-Delft, puis s'intégrer dans le vaste complexe Unilever sous la dénomination Astra-Calvé. Un jeune chirurgien de la Marine rescapé du naufrage de La Méduse en est le fondateur. Arrivé en 1816 à Saint-Louis, il se passionna pour le Sénégal où il séjourna plus de vingt ans (104). Parallèlement à son activité de médecin, il s'intéresse à l'avenir économique du pays, y appelle ses frères pour créer avec eux une société commerciale qui devint vite prospère (105). Victor Calvé presque constamment directeur de la Compagnie de Galam entre décembre 1828 et septem-

---

(104) Pour la biographie de V. Calvé, voir supra p. 129.

(105) GUERIN, op. cit., situe la création de cette société en 1825, mais cette date paraît prématurée car dans la recensement de septembre 1832 déja cité, il est indiqué que Félix Calvé habite Saint-Louis depuis six ans.

bre 1836 avait noué des liens d'amitié avec un jeune officier de marine, Bouët. Il fut à l'origine de l'exploration commerciale que ce dernier devait conduire avec La Malouine le long de la côte occidentale d'Afrique (106). Elu délégué du Sénégal par le Conseil général en 1840, l'ancien directeur du service de santé devait suivre attentivement l'évolution économique des comptoirs et participer activement à la commission du commerce de la gomme. Ses frères quittèrent le Sénégal quatre ans après lui, en 1841. A Bordeaux, les frères Calvé devenus également armateurs, continuèrent leur commerce avec l'Afrique par l'intermédiaire d'agents ou de commandités (107).

---

(105) suite
D'autre part, le notariat de Saint-Louis fait mention d'une société conclue entre Henri et Félix Calvé en 1828 pour "le commerce en gros de guinées, gommes, cire, peaux, morfil, et autres articles" AN SOM DPPC Notariat de Saint-Louis, n° 42, 21 avril 1841. L'acte de constitution de la société n'a pas été retrouvé mais il est fait allusion dans une procuration faite le 20 août 1828 par Etienne Calvé à son frère Félix à une association entre Victor et Etienne de Saint-Louis d'une part et leur frère aîné, Henri, de Bordeaux, d'autre part. ANSOM DPPC Notariat de Saint-Louis, acte n° 192. L'acte de société a probablement été dressé devant un notaire bordelais.

(106) Sur l'action de Calvé, voir B. SCHNAPPER, op. cit. p. 16

(107) Nous ne disposons que de maigres renseignements pour définir l'activité de cette maison de commerce. Blaise Dumont, un mulâtre, a été chargé de liquider la société H. et F. Calvé en 1841. Sept ans plus tard, après la traite, elle détenait encore sur les traitants de gomme une créance de près de 68.000 F. AN SOM Sénégal XIII 28 c. Blaise Dumont a probablement exercé son activité de négociant avec le concours des Calvé, voir supra

Justin Devès, qui est à l'origine de la maison Devès et Chaumet, eut des débuts difficiles. Après la faillite de son père, survenue à Bordeaux en 1806, il résolut de s'expatrier et de tenter fortune en Amérique. Après avoir bourlingué le long des côtes de la jeune république, il s'embarqua à Baltimore en décembre 1809 pour Saint-Louis où il arriva en mars 1810. Il décida d'y rester et il accomplit comme Hubert Prom son apprentissage commercial chez Potin. Tout en restant chez celui-ci, il s'enhardit en 1812 à traiter quelques affaires pour son propre compte et à partir de 1815, il travailla seul. En 1819, il fait venir ses deux frères Bruno et Edouard (108). Justin a dû réussir quelques spéculations car en 1821 il est capable en rentrant à Bordeaux, de désintéresser les créanciers de son père et d'obtenir la réhabilitation de ce dernier. Avant de quitter le Sénégal, il s'était associé avec ses frères leur confiant la gérance de ses affaires. A Bordeaux, il jouera le rôle d'un commanditaire et d'un correspondant. Bruno et Edouard semblent avoir été également heureux, car quelques années plus tard ils rentrèrent fortune faite dans la capitale de

---

(107) suite

p. 422. Par ailleurs, nous trouvons mention d'un Prosper Calvé, ancien officier de santé, directeur de la Compagnie de Galam, entre octobre 1837 et mars 1838. Nous le retrouvons en 1850 négociant à Bordeaux. AN SOM DPPC , jugement du 21 février 1850. Le Lloyd bordelais nous renseigne sur les mouvements des navires appartenant à la maison Calvé.

(108) Voir note manuscrite sur la maison Devès et Chaumet rédigée par de Lestapis en 1944. Dans le bulletin n°12 du Comité de Documentation de la Marine marchande, juillet 1955, un court article sur les maisons d'armement bordelaises signale que les archives de Devès ont été détruites.

l'Aquitaine (109). Les frères Devès restèrent présents au Sénégal par l'intermédiaire de Lacoste et Sleigth et par la maison Rey et Rolland qu'ils commanditaient (110). Resté seul à la tête des affaires, Justin s'associa avec Polyeucte Lacoste et créa le 31 décembre 1850 la société en nom collectif J. Devès, P. Lacoste et Cie dans laquelle entra l'année suivante Gustave Chaumet, mais nous ignorons malheureusement l'importance du capital investi (111).

Si Devès et Lacoste qui ne se lancera dans l'organisation des transports maritimes qu'en 1857 limite ses activités commerciales au Sénégal, Tandonnet frères avec ses voiliers sillonnant toutes les mers du globe est avant tout une maison d'armement ne se livrant qu'accessoirement au commerce direct. Née à la fin du XVIIIe siècle, elle prend

---

(109) Bruno démissionne en août 1828 de son poste de directeur de la Compagnie de Galam pour rentrer en France ; est-ce définitif ? nous l'ignorons mais dans des actes notariés de 1831 et 1832 il est question de Bruno et Edouard Devès négociants à Bordeaux "les deux ci-devant à Saint-Louis". Rentré en France, Bruno Devès participera à la Commission du commerce des gommes réunie en 1842.

(110) P. Lacoste et Sleigth, voir supra p. 421 et pour Rey et Rolland la lettre adressée par Bruno pour les Devès au ministre de la Marine le 24 avril 1833 "la maison Rey et Rolland travaille sous notre commandite et elle est débitrice de 672.526 F 90", ce qui suppose en fait un important volume d'affaires AN SOM Sénégal XV 5.

(111) Polyeucte Lacoste a réussi à la traite de 1849 une spéculation qui aux dires des traitants forts mécontents lui aurait rapporté cent mille francs en quelques mois AN SOM Sénégal XIII 29 b.

son essor dans les années trente et figure vers 1850 parmi les plus importantes de Bordeaux (112). La création de sociétés en commandite a permis à Tandonnet frères de prendre sa part dans le commerce du Sénégal. Ainsi, à Saint-Louis, dans la société Granges et Cie créée en mai 1850, Armand Granges ne fournissait que 25.000 F alors que les armateurs bordelais investissaient 100.000 francs (113). Il en est de même, semble-t-il, à Gorée où la société Ch. Lafon et Cie a représenté les intérêts de Tandonnet jusqu'à la mort de son gérant en mai 1851. A cette date, c'est Saint-Martin Carrère qui a pris la succession (114). Néanmoins, depuis que l'arachide présente un intérêt commercial Tandonnet intervient directement en envoyant chaque année des navires effectuer la traite des arachides dans les Rivières du Sud (115).

---

(112) La maison fut fondée en 1790 par les frères Jean et Armand Tandonnet. Au milieu du XIXe siècle, on rencontrait ses voiliers le long des côtes d'Amérique et d'Afrique, à Bourbon et à Maurice et en Océanie, voir FERET : Statistique générale de la Gironde, t. III, Biographies, Bordeaux, Féret et fils, 1889 et l'article d'A. CHARLES : Voyages au long cours des navires bordelais il y a un siècle, Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, 1956, pp 199-208.

(113) Granges et Cie succédait à Fortané et Granges qui, sans qu'on ait la preuve formelle, devait être une société suscitée par Tandonnet Frères. AN SOM DPPC Notariat de Saint-Louis, n° 186, 6 mai 1850, n° 58, 22 mars 1859.

(114) AN SOM DPPC Tribunal de Gorée 7 juin 1851.

(115) Tandonnet frères au ministre de la Marine, 1er décembre 1846 : "Depuis quelque temps déjà nous envoyons tous les ans aux mois de janvier, février et mars un de nos navires faire la traite des arachides et du riz dans la Rivière de Scarcies ... nous avons réussi à nous y procurer un placement assez abondant de nos

Les quatre maisons qui effectuent la plus grande part des échanges entre Bordeaux et le Sénégal et qui sont à l'origine de toutes les interventions auprès des pouvoirs publics pour la défense des intérêts des Européens ne doivent pas faire oublier les autres capitaux de la Gironde qui ont suscité la création de sociétés commerciales à Saint-Louis et à Gorée. C'est tout d'abord le cas des frères Marrot de Sainte-Foy-la-Grande, négociants et armateurs qui ont créé H. Bourilhon et Cie, devenue ensuite H. Bourilhon et E. Buhan et Cie (116). Celle-ci liquidée en octobre 1850 fit place l'année suivante à la société Marrot Rabaud et Cie au capital de 150.000 F dont le but était "l'exploitation de toutes les branches du commerce qui se pratique à la côte occidentale d'Afrique" (117). Une autre formule également employée est l'association en participation par laquelle un négociant de Bordeaux fait à son partenaire de Saint-Louis les avances de fonds nécessaires pour les achats de marchandises à expédier

---

(115) suite
tissus et de plusieurs produits de notre sol". AN SOM Guinée XV 1 bis. Il est éminemment probable que Tandonnet effectuait cette traite dans les autres Rivières du Sud, dans le Rio Nunez en particulier.

(116) H. Bourilhon apparaît sur la liste des notables en 1843 et sur celle des créanciers après les traites de 1847 et 1848 AN SOM Sénégal XIII 28 b et c. Joseph Evariste Buhan né en 1812 appartient à une famille de la haute bourgeoisie bordelaise ; il fondera en 1871 avec Albert Teisseire, la société Buhan et Tesseire qui prendra rapidement une place importante dans le commerce du Sénégal. Sur la liquidation de H. Bourilhon et E. Buhan et Cie voir AN SOM DPPC Notariat Saint-Louis, n° 363, 26 octobre 1850.

(117) Marrot et Rabaud et Cie, société constituée pour trois ans à partir du 18 décembre 1851 entre les autre frères Marrot et E. Buhan, tous associés en nom collectif

au Sénégal. Ainsi, le 17 octobre 1845, Boudret s'engage-t-il à consentir un crédit de 150.000 F au moins par an à Barazer qui établira "une maison de commerce pour y exploiter les produits du pays et principalement les gommes qui sont traitées dans le fleuve". Les intérêts seront réglés en compte à 6 % l'an et "les affaires seront de compte en participation par demi entre Boudret et Barazer". Chacune des parties pourra retirer la moitié des bénéfices qui lui incombera dans l'année, l'autre moitié servira à augmenter les affaires des années subséquentes". Un inventaire sera dressé à la fin de chaque traite (118).

Le négociant ou le commerçant parti seul pour le Sénégal ne reste le plus souvent que quelques années - une dizaine environ - soit qu'il ait conquis une certaine aisance ou mieux une coquette fortune, soit qu'il ne supporte plus le climat. Ainsi, se choisit-il un associé dans sa famille ou parmi les commis-négociants qu'il a vus à l'oeuvre. Voici deux exemples caractéristiques. Marc Merle était venu au Sénégal à peu près à la même époque qu'Hilaire Maurel. Cet ancien marin s'établit à Saint-Louis comme boulanger, puis, il ouvrit un magasin de détail. Ses affaires prospérèrent et il se lança dans le grand commerce. Il fonde en juin 1841 avec son neveu Jean une société en nom collec-

---

(117) suite
et apportant un capital de 100.000 F en Henri Rabaud qui investit 50.000 F dans l'affaire. D'autre part, Marrot et Cie ouvre un crédit de 300.000 F à la maison du Sénégal. Notariat de Saint-Louis, n° 459. La société étendra ses opérations depuis Gorée jusqu'à Saint-Louis, Notariat de Saint-Louis, n° 371, 28 décembre 1852.

(118) L'acte d'association en participation, Bordeaux, 17 octobre 1845 entre Boudret et Barazer est reproduit dans l'arrêt de la Cour d'appel de Saint-Louis du 4 août 1849, n° 21. AN SOM DPPC Cour d'appel de Saint-Louis.

tif, Marc Merle et neveu, qui se fixe pour objet

> "le commerce en général, l'achat et la vente de toutes marchandises et l'envoi de tous produits et valeurs en Europe, l'expédition au bas de côte et aux escales du haut et bas fleuve pour la traite des gommes et autres produits".

Le capital de 80.000 Francs est apporté pour les trois-quarts par l'oncle et pour un quart par le neveu. En octobre 1844 le capital est élevé à 100.000 Francs et les deux partenaires sont alors à égalité. Mais en 1848, Marc Merle étant rentré à Bordeaux, sa société se reconstitue en y faisant entrer le commis-négociant Paul Domecq (119). A cette date, Marc Merle et neveu est devenue une maison de négoce et d'armement dont le mouvement d'affaires ne paraît pas négligeable (120). Le cas de Charles Brian paraît moins heureux : des débuts encourageants, certes, - il est inscrit sur la liste des notables de Saint-Louis en 1843 - mais les progrès sont limités. Une fois retiré à Bordeaux, il fonde avec Anthime Guiches qui était au Sénégal depuis quelques années, une société au capital modeste de 30.000 F. De mauvaises affaires le con-

---

(119) On peut suivre le début des affaires de Marc Merle et Neveu à travers la note de Jauréguiberry déjà citée et le notariat de Saint-Louis, actes n° 71 du 16 juin 1841, n° 88 du 27 mai 1842, n° 180 du 19 octobre 1844, n° 180 du 23 septembre 1848 et n° 235 du 12 décembre 1848. A cette date, le capital de 100.000 F se trouve réparti entre Marc pour 37.500 F, Jean pour la même somme et Paul Domecq pour 25.000 F. Ces deux derniers sont d'ailleurs devenus les gendres de Marc Merle. La famille Merle est originaire de Saint-Macaire en Gironde.

(120) Le commerce de la gomme paraît un des pôles essentiels de l'activité de Marc Merle. AN SOM Sénégal XIII 28 b. Le Lloyd bordelais de 1850 range sa société parmi les armateurs.

duiront au suicide en 1852 (121).

Pour bien des entreprises, il est souvent impossible de découvrir les modalités de leur constitution comme les liens qu'elles peuvent entretenir avec le capital des ports de la métropole. Aussi, trop souvent pour nous, les négociants ne sont que des noms collectés dans les listes de notables, les rapports administratifs et les pétitions. Pourtant peut-on négliger de citer Henri Jay, présent dans les années vingt, et dont le fils s'associera plus tard avec Evariste Buhan, Philippe Lafargue qui, après avoir été au service de Maurel et Prom volera de ses propres ailes, et, avec son neveu Jean Anselme Delmas, sera à l'origine de la puissante firme Delmas et Cie qui au XXè siècle règnera sur le port de Dakar et Auguste Teisseire dont le fils sera l'un des fondateurs de Buhan et Teisseire (122).

---

(121) La société Ch. Brian et Guiches dont le siège est à Saint-Louis a été créée le 1er février 1850 pour se terminer au 31 août 1853. Brian apportant 20.000 F et Guiches 10.000 F. AN SOM DPPC Notariat de Saint-Louis, n° 47, 8 mars 1852. A. Guiches figure parmi les assesseurs pour la Cour d'assises de Saint-Louis, arrêté du 1er février 1847. C'est Jauréguiberry qui donne l'information du suicide de Ch. Brian.

(122) Henri Jay a signé en 1822 une pétition au ministre avec d'autres commerçants de Saint-Louis. Son fils Henri né en 1827, fut d'abord au service d'E. Buhan avant de devenir, en 1860, son associé en compagnie d'Henri Rabaud, négociant à Bordeaux. Les familles Lafargue et Delmas étaient originaires de Beaucaire. Philippe Lafargue vint au Sénégal en 1834 et son neveu vint le rejoindre vers 1850. J. et B. GUERIN, op. cit., p. 763 et G.W. JOHNSON, op. cit., p. 99. Auguste Teisseire arrive à Saint-Louis en 1827. Au moment de rentrer définitivement en France, il fonde

Bien qu'elle n'ait pas pour objet comme toutes les sociétés précédentes, l'importation de marchandises d'Europe et l'exportation des produits de la Sénégambie, la Société anonyme pour l'exploitation du commerce de Galam mérite d'être évoquée ici puisqu'elle est l'émanation de capitaux des ports métropolitains. Cette société anonyme, la seule que nous ayons rencontrée, ne durera que l'espace d'une traite, car le gouvernement, on le sait, ne ratifia pas l'autorisation donnée par le gouverneur. Son capital de 450.000 F. était réparti entre neuf actionnaires dont les noms nous sont familiers pour la plupart : Blaise Dumont intervenant vraisemblablement pour Calvé, Polyeucte Lacoste, Gasconi, Griffou et Cie, Marc Merle et neveu, H. Bourilhon et Cie, H. Maurel et Cie, Fortané, Granges et Cie, H. Rabaud et Cie et Adolphe Beynis (123).

Cet inventaire des entreprises pratiquant le commerce entre l'Europe et le Sénégal nous conduit à formuler plusieurs remarques. Tout d'abord les unes y consacrent tous leurs efforts, tandis que les autres opèrent sur un plus vaste théâtre. Ensuite, elles sont nombreuses - vingt-cinq environ au milieu du siècle, pour exploiter un trafic relativement restreint mais qui paraît prometteur depuis l'en-

---

(122) suite
avec Ch. Bohn, la société en nom collectif, Auguste Teisseire et Cie, au capital de 70.000 F dans laquelle il investit 50.000 F. AN SOM DPPC Notariat Saint-Louis n° 111, 26 juin 1847. Un de ses fils Albert, né à Saint-Louis en 1843 deviendra en 1871 l'un des créateurs de Buhan et Teisseire.

(123) La société a été créée le 17 juillet 1849. H. Rabaud et Cie devait s'associer en 1851 avec Marrot et Cie. Adolphe Beynis est un négociant né en 1803 à Nantes, il a été directeur de la Compagnie privilégiée de Galam en 1842 et en 1846. Il mourut à Saint-Louis en 1853.

trée en scène de l'arachide. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de voir dans les années quarante plusieurs sociétés s'élargir ou se créer preuve d'un incontestable dynamisme. Faute de renseignements complets, il est impossible de préciser le montant du capital social réuni par toutes ces entreprises. Mais il ne paraît pas abusif de le situer autour de quatre millions et demi à cinq millions de francs, soit environ le tiers de la valeur des échanges commerciaux entre la France et le Sénégal au milieu du siècle (124). La dispersion des capitaux n'est pas pour surprendre, s'agissant d'un phénomène fréquent à cette époque en France, mais une sélection s'est déjà opérée et un petit nombre de maisons dont Maurel et Prom ont réussi à émerger de la masse, concentrant entre leurs mains une part importante du commerce sénégalais (125). Enfin, ces entreprises reposent, comme très souvent en France au milieu du XIXè siècle, sur des structures familiales. Celles-ci s'imposent d'autant plus au Sénégal qu'elles assurent plus de souplesse et plus de chances de durée. Elles permettent, en effet, aux aînés après un séjour au Sénégal, de revenir à Bordeaux ou à Marseille préparer les campagnes de traite et vendre les produits reçus du Sénégal tandis que les jeunes partent assumer la responsabilité des comptoirs. Unissant deux familles alliées, la maison Maurel et Prom offre la meilleure illustration de l'atout que représentent les structures familiales dans les affaires sénégalaises.

---

(124) Ce calcul a été effectué à partir des données connues pour un certain nombre de sociétés, et pour d'autres, d'estimations fondées en particulier sur des renseignements postérieurs à 1850.

(125) Sur la division des capitaux de l'armement bordelais, voir l'article cité d'A. Charles. On apprend, par ailleurs, qu'en 1860, il y avait 132 armateurs inscrits au port de Bordeaux : Bordeaux au XIXe siècle, op. cit. p. 194.

c) Affaires locales

Entre les "grandes affaires" s'occupant essentiellement d'importation et d'exportation et les entreprises locales, les pacotilleurs constituent en quelque sorte une transition. En effet, de temps à autre, des marchands de Rouen, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille arment des navires dans le but de conclure de fructueux échanges sur les côtes de Sénégambie et ils ne manquent pas de susciter à Saint-Louis et à Gorée une concurrence que dénonce le commerce local. Nous ne connaissons les pacotilleurs qu'au travers des contestations d'ordre commercial que leur présence a pu provoquer ou des successions qui ont été déclarées ouvertes quand la mort saisissait l'un d'entre eux au cours de son séjour (126). Les pacotilleurs faisaient en général deux voyages par an (127). La période qui leur semblait la

---

(126) Quelques exemples relevés dans les archives : Gasteau "pacotilleur et armateur de Marseille" à Gorée en 1842, Jacques François Hamel "commerçant pacotilleur domicilié à Rouen" présent à Saint-Louis en 1846 s'est rendu à Gorée et à Sainte-Marie de Bathurst, René Garbes "capitaine pacotilleur" de Marseille à Saint-Louis en mai 1854 et Th. Doumic "négociant pacotilleur, demeurant à Bordeaux" décédé le 13 octobre 1855.

(127) Le contrôleur colonial dans une séance du Conseil d'administration consacrée à la patente des pacotilleurs souligne "la valeur assez considérable" des cargaisons. Après une intervention du gouverneur remarquant que le négociant "a beaucoup plus de charges qu'un capitaine qui vient passer quinze jours, un mois dans la colonie et dont le passage porte la stagnation dans les affaires du négociant" le Conseil adopte le principe d'une patente par voyage et établie en fonction de la valeur de la cargaison (au dessus et en dessous de 10.000 F). Séance du 4 août 1852. AN SOM Sénégal VII 26 bis 11.

plus propice pour leurs affaires se situait soit en mai quand la traite de la gomme va s'achever et que les marchandises risquent de manquer pour les dernières transactions, soit en juillet-août, lorsque les relations avec la métropole se font plus rares et que les vivres de France sont très recherchés. Le fret de retour, en général, ne manque pas car c'est le moment d'expédier vers Bordeaux ou Marseille les sacs de gomme descendus des basses escales. Parfois ces voyages ne sont pour le pacotilleur qu'un moyen d'examiner les possibilités offertes par le marché sénégalais ; s'il les juge favorables il viendra s'installer au Sénégal et tenter sa chance comme marchand ou comme négociant (128).

> Si l'on en croit Raffenel, il est assez "difficile d'expliquer ce qu'on entend par marchand au Sénégal car le négociant a lui-même une boutique et le marchand comme le négociant intervient dans les opérations de traite. Généralement on appelle marchand à Saint-Louis un commerçant qui ne se livre qu'à des spéculations de médiocre importance" (129).

Les actes officiels reflètent cette ambiguïté car tel qui est présenté dans l'un comme marchand est qualifié à la même époque de négociant dans un autre. D'autre part, il est prudent de ne pas se laisser impressionner par l'acte constitutif d'une société lorsqu'il est question "d'envois d'Europe et de retours" car cela ne signifie pas obligatoirement que les associés pratiquent réellement ce type de commerce. Il s'agit, le plus souvent, d'une possibilité qu'ils se réservent si leurs affaires se développent. En fait, ils se procurent généralement sur place les marchandises dont ils ont besoin.

---

(128) C'est le cas de Garbes signalé comme commerçant en 1859, puis comme négociant figurant sur la liste des notables dressés par l'arrêté du gouverneur en date du 30 décembre 1865.

(129) RAFFENEL (A) : Nouveau voyage ... op. cit., t. II, p. 171.

C'est peut-être moins avantageux, mais c'est beaucoup moins risqué car on est assuré de la qualité de ce que l'on achète et l'on est délivré de tous les tracas des commandes passées auprès des intermédiaires de Bordeaux et de Marseille et des aléas des transports. Une petite entreprise au personnel réduit ne peut faire face à ces problèmes comme à ceux de l'expédition et de la vente des produits en France. Au total, la possibilité existe de vivre à coté des "grandes affaires" en atteignant la petite clientèle des villes, en complétant l'approvisionnement des traitants, en attirant les producteurs de l'intérieur et en s'intéressant aux produits de consommation locale comme le mil et la viande.

Si l'association est le plus souvent une nécessité pour donner plus de stabilité au fonctionnement d'une maison de commerce, elle n'est pas cependant la règle générale. En effet, le jeune européen débarqué en Afrique tente sa chance seul, mais s'il réussit, il lui faut trouver un associé pour partager un travail devenu plus lourd et pour le remplacer s'il est malade ou s'il se rend en France. Il est de très bons "boutiquiers" qui rapidement amassent une jolie fortune et affirment très haut leur ambition de "s'établir en grand" pour reprendre une formule courante à l'époque. Mais tous n'y réussissent pas (130).

C'est à Gorée que les créations de sociétés ont été les plus nombreuses sans doute parce que l'arachide depuis peu stimulait l'économie. Prenons l'exemple de Bareste et Cie fondée en avril 1843 entre Jean Joseph Bareste, marchand, et Adolphe Sorano, commis-négociant. Après un assez long

---

(130) Jauréguiberry dans sa note sur les négociants et commerçants établis à Saint-Louis signale le cas d'Auguste Teisseire, "un ancien boutiquier ayant fait rapidement fortune ... bon boutiquier, mais mauvais commerçant".

séjour, Bareste devait sentir le besoin d'être aidé et il songeait probablement à un retour définitif en France. L'association a donc pour but "la continuation du commerce que fait en ce moment Bareste : l'achat et la vente de marchandises, soit en gros, soit en détail et de toutes les autres affaires commerciales dont la colonie est susceptible" (art. 1). Le fonds est composé "de toutes les marchandises existant en ce moment en magasin, des meubles meublant, des ustensiles de commerce, des captifs, des espèces et des créances actives (art. 5). Bareste avait d'autre part, décidé pour former l'apport de Sorano de lui céder "la moitié de son capital tel qu'il sera reconnu par l'inventaire". Sur ce capital, Sorano s'engage à verser un intérêt de 6 % l'an (art. 6). Il est d'autre part prévu "qu'en cas de départ forcé, celui qui reste est chargé de la direction de toutes les affaires" (art. 10). L'association qui devait durer jusqu'au 1er avril 1848 fut rompue d'un commun accord un an auparavant. Bareste trouve un nouvel associé en la personne de Joseph Noël Barrère et reconstitue la société sur les mêmes bases (131). Avant le terme fixé, c'est-à-dire le 1er avril 1853, Bareste se retire et une nouvelle société Barrère et Cie née en décembre 1849 assure la continuité des affaires (132). La société Giraud et Cie s'est constituée en 1844 sur le même type que la précé-

---

(131) Sur la société Bareste et Cie, voir AN SOM DPPC Notariat Gorée, n° 53, 8 avril 1843, n° 26, 17 mars 1847, et n°37, 2 avril 1847. Bareste cédait à Barrère la moitié du capital comme il l'avait fait pour Sorano.

(132) Jean Barrère s'est associé avec Mme de Saint-Just commerçante. L'association qui doit "prendre la continuation du commerce que faisait la maison Bareste et Cie" dispose d'un capital de 163.101 F, 63 constitué par des valeurs en caisse, des marchandises, des comptes dûs par divers et le mobilier. Notariat de Gorée, n° 120, 7 décembre 1849.

dente, le marchand Joseph Giraud ayant cédé à Louis Satragno, commis-négociant, une part du capital moyennant intérêt. Cinq ans plus tard, elle se transforme en une société en nom collectif entre Giraud et Jean-Marie Serpolet de Saint-Louis. Son horizon s'est élargi car au magasin de Gorée se sont ajoutés les établissements de Hann et de Tiaroye et ses activités se sont diversifiées en assurant l'exploitation d'une "buvette, d'un café, d'une boulangerie" aussi bien que la "traite des peaux, du riz, du mil, des pistaches et de la cire" (133). Le nom de Benjamin Jaubert étant mêlé aux débuts du commerce de l'arachide, on peut aussi citer la société en nom collectif qu'il a créée en mars 1852 alors qu'il manifestait des velléités de s'installer définitivement en France. Jaubert père et fils disposait pour effectuer "le commerce en gros et au détail de toutes espèces de marchandises et produits dont la colonie est susceptible" d'un capital de cinquante mille francs environ (134).

---

(133) AN SOM DPPC Notariat de Gorée, n° 1, 12 janvier 1844 - n° 47, mai 1849. Le capital est passé de 25.537 F 38 à 76.156 F 11 toujours constitué en espèces, marchandises et meubles.

(134) AN SOM DPPC Notariat Gorée, n° 60, 30 mars 1852. La société a commencé ses opérations le 1er mars 1852 et doit les continuer jusqu'au 1er avril 1854. Le capital s'élevait à 51.366 F 56 dont 3.000 fournis par le fils de Jaubert. Contrairement à ses espoirs Benjamin Jaubert ne devait pas se réinstaller à Marseille ; il mourut à Dakar en octobre 1856, laissant une succession difficile. Ainsi, l'un des pionniers du commerce des arachides n'avait pas su ou pu en tirer profit. A ces sociétés créées à Gorée entre 1840 et 1852, on pourrait ajouter Roustan et Cie qui a vu le jour le 1er mars 1848 mais qui n'a duré que quelques mois.

A Saint-Louis, deux nouvelles sociétés en nom collectif ont seulement été dénombrées : celle conclue entre Héricé père et fils d'une part, et Ed. Besson d'autre part, et celle associant La veuve Théraizol et ses enfants mineurs à Ch. Brémond. Le capital s'élève à 140.000 F dans le premier cas et à 80.000 F dans le second (135).

En examinant la plupart de ces sociétés à rayonnement local, on peut constater que le capital qu'elles mettent en jeu n'est, en général, pas sensiblement différent de celui des sociétés pratiquant régulièrement l'importation et l'exportation. Cependant, il est difficile de comparer puisque le fonds social est constitué essentiellement pour les premières par des valeurs d'exploitation telles que les marchandises et pour les secondes par des apports d'espèces.

Il faut aussi noter que les Européens n'ont pas laissé aux gens du pays le monopole du petit commerce de détail. En effet, ouvrir une boutique constituait pour ceux à qui tout investissement important était interdit le meilleur moyen de tenter leur chance. L'approvisionnement régulier

---

(135) Dans la société Héricé, Ed. Besson et Cie, M. Héricé fournit l'essentiel du capital, soit 120.000 F. Le commerce des bestiaux pour l'approvisionnement de Saint-Louis et accessoirement l'exportation vers les Antilles constitue la branche essentielle de l'activité de la société. DPPC Notariat Saint-Louis n° 279, 8 août 1851. Théraizol, Brémond et Cie a un capital divisé en parts égales entre les deux associés, il est constitué soit en espèces, soit en marchandises. Son but est "la vente et l'achat à Saint-Louis en gros et en détail de toutes les marchandises, envois et retours en Europe", Mme Théraizol s'occupant plus spécialement du magasin de détail. AN SOM DPPC Notariat Saint-Louis, n° 271, 9 septembre 1850.

auprès des marchands en gros de la place n'offrait-il pas la possibilité d'échapper à une longue et coûteuse immobilisation de capitaux ? C'est la découverte de quelques actes de vente de fonds de commerce qui a permis de déceler cette présence des Européens dans le petit commerce (136).

Enfin, on rencontre à Saint-Louis et à Gorée des artisans européens : menuisiers, ébénistes, forgerons, armuriers, mécaniciens et tailleurs d'habits, mais il est impossible d'en dresser une liste exacte à un moment donné. A remarquer qu'il s'agit parfois d'anciens soldats qui se sont installés au Sénégal après leur démobilisation (137). Il est bien dommage de ne disposer d'aucun repère pour apprécier la valeur des ateliers et la comparer à celle des boutiques,

---

(136) Ainsi, à Gorée, des Européens vendent en mai 1849 deux fonds de commerce comprenant marchandises, ustensiles, étagères et comptoirs, respectivement pour 9.500 F et 13.369 F 92, le paiement étant effectué dans les deux cas en quatre versements échelonnés de novembre 1849 à mai 1851. AN SOM DPPC Notariat Gorée, n° 44 et 46 des 19 et 22 mai 1849. Pour Saint-Louis nous n'avons retrouvé aucun acte de vente de fonds de commerce mais nous connaissons le nom de quelques marchands détaillants Breuilh, Lenormand, G. Pellen et Roger.

(137) Voici autour de 1850 le nom de quelques artisans. A Saint-Louis Lucien Soulens, cordonnier et bottier, Victor Moisnard (1819-1857) ébéniste, J.B. Audol, maître-mécanicien, Jean Bénière (1830-1860) forgeron, Tressol armurier et Antoine Charbelet, menuisier, tous deux anciens soldats au 3è régiment d'Infanterie de Marine. A Gorée, on relève les noms de Louis Bégat (1820-1869) maître menuisier et de Pierre Biberger, maître tailleur né en Bavière en 1805 et mort au Sénégal en 1859.

mais il apparaît que l'existence de la plupart des artisans a été souvent difficile (138). Aussi, ne s'étonnera-t-on pas que dans les années quarante aucun artisan à la différence des détaillants ne figure sur la liste des notables (139).

*

* *

Les négociants et les commerçants établis dans les comptoirs tout comme les sociétés commerciales, émanation du capital des grands ports métropolitains se sont toujours imposés comme règle d'or de limiter leurs investissements au Sénégal afin de consacrer la quasi totalité de leurs capitaux aux seules opérations commerciales. Les uns comme les autres préféraient donc louer entrepôts, magasins ou boutiques, cotres ou goëlettes nécessaires au trafic du Sénégal et au cabotage plutôt que de les posséder en propre. Cette position solidement affirmée constitue, semble-t-il, une réaction de prudence d'un capital qui tente d'ouvrir des voies nouvelles et qui est conscient de la précarité des investissements outre-mer. D'autre part, en cas d'échec ou de décès n'est-il pas commode et avantageux de n'avoir pas à réaliser sur un marché étroit des actifs immobiliers et de pouvoir régler le plus rapidement possible une situation difficile ou une succession ? Ce n'est qu'à leur corps défendant que les négociants deviennent propriétaires d'un patrimoine de maisons et de navires dont les habitants, nous l'avons vu, ont dû se dessaisir pour tenter d'apurer leurs

---

(138) Bégat a dû accepter un concordat en 1852 et dix ans plus tard Tressol fit faillite.

(139) En 1856 figure un maître menuisier mulâtre, mais aucun artisan européen.

dettes. Enfin, on comprend qu'étant donné l'état d'esprit des entrepreneurs métropolitains, seul l'investissement commercial soit possible. En effet, on constate l'absence totale de toute entreprise à caractère industriel au milieu du XIXè siècle. Pourtant deux négociants agissant en véritables précurseurs avaient tenté d'implanter une fabrique d'huile à partir de graines oléagineuses au Sénégal : en 1835, B. et E. Devès pour la société Rey et Rolland qu'ils commanditent et Monteillet cinq ans plus tard. Mais ces vélléités ne débouchèrent sur aucune réalisation concrète, car l'administration n'avait pas cru devoir accorder aux initiateurs désireux de ne courir que de faibles risques les avantages substantiels qu'ils réclamaient (140). Malgré ses limites et sa stratégie prudente, le capital découvre dans la seconde moitié des années trente et au début des années quarante un intérêt nouveau pour les affaires sénégalaises, porté qu'il est par la conjoncture favorable qui se manifeste alors en France.

---

(140) Voir SOW (Samba) : Histoire de l'huilerie au Sénégal, 1971, ronéoté, 75 p. et PREVAUDEAU (Albert) : Contribution à l'histoire de l'industrie huilière du Sénégal, 1959, ronéoté, 17 p. A peu près à la même époque des essais comparables furent entrepris à Freetown, mais sans plus de succès par Richard Oldfield dans les années quarante et en 1849 par Th. Reader. L'huile extraite était de qualité inférieure et d'un coût relativement élevé, cf. Ch. FYFE, op. cit. pp. 240 à 258.

CHAPITRE IX

CONJONCTURE ET DYNAMISME DES EUROPEENS

1. Les années favorables : 1840-1847.

Les recherches d'histoire économique ont récemment montré l'importance des années du milieu du siècle pour le développement de l'économie de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. On a même parlé d'un "tournant du demi-siècle"(1). La France de Louis-Philippe, en particulier, connaît un remarquable essor au lendemain de la crise de 1836-1839 (2). En effet, l'ancien régime économique caractérisé par la prépondérance d'une agriculture essentiellement destinée à l'alimentation locale et d'une industrie artisanale et par la juxtaposition d'économies régionales recule de plus en plus au profit d'un régime nouveau qui se définit par l'in-

---

(1) LESOURD (J.A.) : Histoire économique XIX-XXe siècles, Paris, Colin, 1963, t. 1, p. 214.

(2) JARDIN (A.) et TUDESQ (A.J.) : La France des notables, l'évolution générale 1815-1848, Paris, le Seuil, 1973, 249 p. Voir également BRAUDEL (F) et LABROUSSE (E) : Histoire économique et sociale de la France, t. 3, 1789 - année 1880, Paris, PUF, 1976, PALMADE (G):Capitalisme et capitalistes français au XIX siècle, Paris, Colin, 1971, 297 p. et surtout PINKNEY (D) : Decisive years in France : 1840-1847, Princeton University Press, 1986, 235 p.

dustrialisation capitaliste, la modernisation des activités bancaires, la mise en place d'une agriculture spéculative commercialisant sa production et de moyens de transport plus rapides. Quelques chiffres suffisent à montrer le changement qui se manifeste dans le climat économique autour de 1840. Le revenu national s'accroît de 2,4 % entre 1835 et 1847 alors qu'il ne progressait que de 1,2 % entre 1825 et 1835. Il y a donc eu doublement du rythme de croissance de l'économie française mais si cette accélération a profité à l'agriculture comme à l'industrie, c'est celle-ci qui est la grande victorieuse. N'est-ce pas pendant la décennie 1835-1844 que se produit une modification fondamentale dans l'équilibre économique du pays : pour la première fois l'agriculture n'est plus prédominante dans la formation du produit physique puisque sa part s'élève à 45 % contre 55 % pour l'industrie et l'artisanat.(3) D'ailleurs Walt W. Rostow dans un ouvrage devenu rapidement classique situe le "décollage" de l'économie française dans les décennies 1830-1860. (4) Sans doute, les discussions et les recherches provoquées par ce livre pionnier semblent aboutir aujourd'hui à des conclusions qui contestent l'existence d'un "take off" dans le cas français. En effet, les techniques de l'économie quantitative mises en oeuvre récemment ne permettent pas de déceler une période de vingt ou trente années plus brutale , plus "révolutionnaire" pendant laquelle la production aurait commencé à croître d'une manière décisive et les structures économiques et

---

(3) MARCZEWSKI (J.) : Le produit physique de l'économie française de 1789 à 1913, Paris, Cahiers de l'ISEA, série AF, n°4, 1965. Le produit physique ne comprend que la production des marchandises et exclut le calcul des services.

(4) ROSTOW (W.) : Les étapes de la croissance économique, Le Seuil, 1962, 207 p.

sociales a être profondément bouleversées (5). Il s'agirait donc non d'une lame de fond portant l'industrie française au rythme anglais, mais d'une croissance graduelle qui reprend au lendemain des guerres napoléoniennes et s'accélère à partir de 1840 (6).

Une série de phénomènes favorables caractérise le cycle d'expansion 1840-1847 : les importations tout comme les exportations sont en hausse, les recettes publiques également, tandis que la circulation monétaire continue sa croissance. La Monarchie de Juillet jugeant préférable d'engager des investissements profitables dans le domaine des transports : voies navigables, réseau routier et chemins de

---

(5) LEVY-LEBOYER (M.) : La croissance économique en France au XIXe siècle. Annales E.S.C., n° 4 juillet-août 1968, pp. 788-807. MARKOVITCH (T.J.) : L'industrie française de 1789 à 1964, Paris Cahiers de l'ISEA, n° 4, 5, 6 et 7, 1965-1967 et du même : les cycles industriels en France. Le mouvement social, n° 63, avril-juin 1968, pp. 11-39. MARCZEWSKI (J.) : Y a-t-il eu un take off en France ? Paris, Cahiers de l'ISEA, Série AD, n° 1, 1961 pp. 64-94. GILLET (M.) a fait le point de ce débat dans l'Information Historique, n° 2, mars-avril 1970, pp. 67-75 sous le titre Révolution industrielle ou take off ?

(6) Les séries annuelles de MARKOVITCH comme celles que François CROUZET a établies dans son étude : "Un indice de la production industrielle française au XIXe siècle" Annales E.S.C., n° 1, janvier-février 1970, permettent de repérer des taux de croissance assez voisins. Malgré la modestie relative de leurs progrès les années 1830-1860 apparaissent à F. Crouzet comme marquées par une accélération privilégiée.

fer (on sait que dans ce domaine la loi fondamentale a été votée en 1842) abandonne en conséquence volontairement une politique traditionnelle d'équilibre budgétaire. L'insuffisante organisation du crédit ne manquait pas de freiner considérablement l'expansion ; cependant quelques germes de transformation apparaissent qui porteront leurs fruits sous le Second Empire. La modernisation ne vint pas de la "haute banque" parisienne ni même de la Banque de France qui consent tout de même à partir de 1840 à sortir de son cadre parisien pour ouvrir progressivement des succursales dans les principales villes de France, mais de quelques esprits audacieux qui, comme Laffitte, vont s'efforcer de mobiliser les capitaux d'une vaste clientèle et en développant le crédit à procurer aux entreprises anciennes et nouvelles les fonds qui leur sont nécessaires. La Caisse générale du Commerce et de l'Industrie qu'il met sur pied en 1837 servira de modèle pour la création dans les années suivantes d'autres caisses de crédit tant à Paris qu'en province. L'industrie accomplit d'incontestables progrès que révèlent d'une part une consommation de houille en pleine expansion alimentée par la production nationale et plus encore par l'importation, et d'autre part, une augmentation rapide du nombre et de la puissance des machines à vapeur (7). Dans la métallurgie s'affirment après 1840 à la fois le rôle croissant des hauts-fourneaux au coke dans la production de fonte et le dynamique secteur de la fabrication des machines en liaison avec le développement d'industries nouvelles : la construction des chemins de fer, des navires et du matériel

---

(7) Sous la Monarchie de Juillet la production de houille a plus que doublé tandis que les importations triplaient. (en 1847 la France extrayait 5.000.000 de tonnes et en recevait 2.700.000. Pendant la même période le nombre des machines à vapeur passait de 525 à 4.853.

agricole (8). De même, on constate une rapide et significative accélération du rythme de la modernisation de l'industrie cotonnière tandis que l'on assiste à la naissance d'une véritable industrie chimique. Parallèlement à la mécanisation de la fabrication qui permet de maintenir le profit patronal en multipliant les quantités vendues, se dessine un irrésistible mouvement de concentration industrielle rendu nécessaire par le coût élevé des techniques et de l'outillage moderne, - la région de Mulhouse en avance sur le reste de la France en offre un exemple typique - et il prend déjà une singulière ampleur dans l'extraction de la houille et dans la métallurgie (9). Enfin, sous l'influence d'une minorité de propriétaires et d'exploitants, de nouvelles techniques pénètrent l'agriculture et là encore des progrès très lents avant 1840 tendent à devenir plus rapides ensuite. L'amélioration du cheptel, la mise en valeur rationnelle de terres longtemps négligées et l'accroissement des rendements et des récoltes en sont les manifestations essentielles.

---

(8) Le nombre des hauts fourneaux au coke qui n'a progressé que de 29 à 33 entre 1830 et 1839 fait un bond de 41 à 107 entre 1840 et 1847. A cette date, ils affinaient déjà les deux tiers du fer.

(9) C'est en 1845 que la Compagnie des Mines de la Loire se substitue à la centaine d'exploitations qui, quinze ans auparavant, se partageaient le bassin de Saint-Etienne. Dans la métallurgie, à côté du rôle de plus en plus décisif du grand établissement apparaît la concentration verticale. En voici deux exemples avec de Wendel qui possède à la fin du règne de Louis-Philippe quatre hauts fourneaux, six laminoirs et sept usines sortant des produits finis et vient d'acquérir les mines de charbon de la Warndt et surtout avec le groupe du Creusot qui racheté en 1836 par les frères Schneider réunit la mine de fer et celle de houille, les hauts fourneaux, les forges et les laminoirs.

Sans doute existe-t-il, surtout dans le domaine agricole, bien des limites à cet essor et bien des entraves à son épanouissement. Les transformations décisives, on le sait, ne se produiront que plus tard sous le Second Empire mais les phénomènes significatifs, ce sont le faisceau d'indices de changement que nous avons repéré, le nouveau climat économique qui incite à l'expansion et que le gouvernement Soult-Guizot s'efforce de préserver et l'amorce d'une évolution des mentalités comme en témoigne la diffusion de l'idéologie libérale en matière économique. Ainsi, à la méfiance traditionnelle à l'égard du crédit succède à partir des années quarante une confiance parfois aveugle dans ses possibilités et à la croyance absolue dans les bienfaits d'une politique douanière ultraprotectionniste partagée par les grands propriétaires terriens et les industriels, une critique vigoureuse menée à la suite d'économistes libéraux comme J.B. Say, Adolphe Blanqui, Michel Chevalier et F. Bastiat par les négociants des ports et les "soyeux" lyonnais. Leur objectif consistait donc à lutter contre les prohibitions et les droits de douane trop élevés, cause fondamentale du retard de l'industrie française. Le négoce de Bordeaux, fidèle à une vieille tradition se montra particulièrement réceptif et la ville devint selon Thiers la capitale du libre-échange. C'est un phénomène tout à fait exceptionnel que la naissance hors de Paris d'un vaste mouvement d'opinion. En effet, le journaliste Henri Fonfrède a mené de la Restauration jusqu'à sa mort en 1841 une ardente campagne (10), poursuivie par F. Bastiat, publiciste plein d'humour et de mordant, de conviction et d'énergie. En février 1846 se crée "l'Association bordelaise pour la liberté des échanges" dont le président fut le maire Duffour-Dubergier, ancien président de la Chambre de commerce et le trésorier Gustave Samazeuilh, le prin-

---

(10) C'est dans l'Indicateur de Bordeaux, le journal de Th. Ducos que Fonfrède se fit l'apôtre passionné des libertés commerciales.

cipal banquier de la ville (11). Quelques mois après, le Parlement britannique adoptait le libéralisme économique et quand Cobden vint à Bordeaux en septembre, il reçut un accueil enthousiaste. Cependant le libéralisme girondin n'est pas totalement pur puisque les Bordelais le conçoivent avant tout comme une arme de défense et comme la panacée dont ils attendent la renaissance économique de leur cité, et qu'ils n'hésitent pas à l'occasion, nous l'avons vu, à solliciter du gouvernement d'importants avantages, voire même des monopoles.

Les négociants de la métropole trafiquant avec la côte occidentale d'Afrique et avec le Sénégal en particulier vont être évidemment plus ou moins entraînés par le vent favorable qui, dans les années 1840-1847 pousse l'ensemble de l'économie française à l'expansion. Les uns vont s'efforcer d'accroître le volume des affaires qu'ils traitent directement avec les comptoirs de Saint-Louis et de Gorée et les autres de renforcer le réseau de leurs correspondants, mais tous veulent étendre l'aire de leurs activités. Souvent, des succès rapidement connus dans les ports suscitent de nouvelles vocations au départ. Les plus importants des négociants ont puisé dans le libéralisme un optimisme sur les possibilités de développement du commerce africain et une confiance dans leurs propres forces pour affronter la concurrence avec succès. La situation politique, d'autre part, favorisait les initiatives en matière économique : la stabilité paraissait assurée pour la première fois depuis dix ans et Guizot se montrait particulièrement attentif à la satisfaction des intérêts. En constatant qu'à propos de l'Algérie,

---

(11) En quelques jours une souscription réunit 60.000 F. versés par 524 souscripteurs donnant ainsi à l'Association de solides moyens d'action et de propagande.

le gouvernement avait délibérément mis un terme à de longues années d'incertitudes en adoptant avec la nomination de Bugeaud, en décembre 1840, un programme de conquête, nombre de négociants se mirent à espérer une évolution comparable de la politique française au Sénégal. Ainsi, se trouvèrent stimulées les réflexions des négociants européens de plus en plus soucieux de débarrasser l'économie sénégalaise de tout ce qui pouvait freiner le développement de leurs propres affaires. Progressivement s'imposa l'idée que le Sénégal ne pouvait plus longtemps demeurer un simple comptoir et qu'il devait devenir une véritable colonie pour laquelle certains caressaient des rêves grandioses d'expansion vers le Niger et vers Tombouctou.

2. Aspects du dynamisme européen.

Stimulés par une conjoncture économique et politique favorable, les Européens ressentent incontestablement le besoin de sortir d'un long immobilisme et de ne plus se satisfaire du cadre étroit dans lequel s'inscrit tant règlementairement que géographiquement leurs activités commerciales; confusément d'abord, puis plus nettement par la suite, ils pensent que le développement de leurs affaires passe nécessairement par une prise de contrôle de plus en plus complète des échanges, ce qui aboutit à contester aux intermédiaires africains leur indépendance, voire même leur existence. Ce nouvel état d'esprit a engendré un effort de réflexion qui vise tout à la fois à démontrer les dangers de la situation présente et à préparer l'avenir. Ajoutons que les Européens, devenus plus conscients de leurs propres forces, abandonnent toute réserve à l'égard des pouvoirs publics et n'hésitent plus désormais à exercer sur eux une vigoureuse pression pour faire triompher leurs vues. De ce jaillissement d'idées sur le présent et sur l'avenir comme de l'intervention des négociants auprès du pouvoir politique, nous parlerons plus tard quand nous tenterons d'analyser les causes du mal qui ronge le Sénégal et les remèdes proposés

pour le combattre. Dans l'immédiat, nous ne retiendrons que quelques signes de ce dynamisme : la croissance numérique de la colonie européenne et l'extension de ses activités, le progrès des investissements et les possibilités de réaliser de substantiels bénéfices et d'édifier de rapides fortunes.

a) La recherche de nouveaux corps gras.

Les débuts du commerce de l'arachide, fait notable à souligner, s'inscrivent dans ce cycle d'expansion qui voit s'accélérer des transformations de l'économie française. L'industrialisation avec le développement du machinisme d'une part et l'élargissement des débouchés d'autre part, a provoqué une recherche ardente de nouveaux corps gras destinés à pallier l'insuffisance des productions métropolitaines. Les Anglais furent naturellement les premiers à s'engager dans cette voie. Après l'abolition de la traite, les négriers de Bristol et de Liverpool, en quête d'une nouvelle source de profit, finirent par la découvrir dans le commerce de l'huile de palme. Leurs importations, relativement faibles jusqu'en 1820, firent un bond considérable vers 1830 et se maintinrent à un niveau élevé pendant une vingtaine d'années avant de reprendre leur ascension. En 1850, elles avaient centuplé par rapport au début du siècle (12). Les besoins étaient si considérables en Angleterre, que malgré des arrivages de plus en plus massifs, les prix augmentèrent régulièrement pendant la première moitié du XIXe siècle. L'huile de palme apparaît ainsi comme un des éléments essentiels de la révolution commerciale qui affecte alors l'Ouest africain et que dès 1926

---

(12) Importations de l'huile de palme de l'Ouest africain en Angleterre en tonnes métriques, 1800 : 2.262,9 ; 1810 : 1.308 ; 1820 : 886,8 ; 1830 : 15.873,3 ; 1840 : 16.025,3 ; 1850 : 22.070. D'après Mockler Ferryman, British West Africa cité par B. Schnapper, op. cit., p. 122.

Mac Phee avait analysé avec beaucoup de pertinence (13). Quelques négociants français s'intéressèrent aussi à l'huile de palme mais ils ne réussirent pas à lui créer sur le marché une place équivalente à celle qu'elle occupait en Grande-Bretagne. C'est l'arachide, nous l'avons vu, qui allait rapidement s'imposer grâce à l'industrie marseillaise du savon qui en appréciait les qualités. En boudant l'huile de palme et en adoptant l'arachide, l'industrie française donnait sa chance à la Sénégambie. En effet, son développement économique aurait été, sinon compromis, du moins beaucoup plus tardif, si le choix avait été autre car les négociants auraient inévitablement concentré l'essentiel de leurs efforts sur les régions riches en palmiers à huile.

b) L'extension géographique du commerce extérieur.

La recherche de la pistache de terre devait amener les négociants à considérer d'un oeil neuf la vaste région comprise entre Gorée et la Sierra Leone favorable à sa culture. Après une longue stagnation marquée par la commercialisation de quelques produits traditionnels comme l'ivoire, les peaux et la cire, elle connaît à partir des années quarante un véritable réveil économique dû à la précieuse graine. Les relations avec Gorée deviennent plus fréquentes et régulières et les opérations commerciales prennent une ampleur sans cesse croissante. Les maisons de commerce prennent alors conscience que leur intérêt n'est plus de se laisser accaparer par le trafic de la gomme mais de diriger leurs efforts vers les zones où l'arachide peut être facilement commercialisée. Ainsi, Régis donne l'exemple bientôt suivi par ses concurrents. A Gorée, quelques affaires qui vivotaient jusque là comme celles de Cabeuil et d'Huviller

---

(13) Mc PHEE (Allan) : The Economic Revolution in British West Africa, London, Routledge and sons, 1926, 322 p., nouvelle édition, Frank Gass and Co Ltd, 1971.

ou de de Saint-Just semblent devoir prendre une autre dimension tandis que des Européens comme A. Cohen débarquent pour exploiter cette richesse nouvelle. Des factoreries, s'édifient tout le long de la côte aux points les plus favorables et pour les "retours", il devient de plus en plus nécessaire, l'arachide étant un produit de grand encombrement, de substituer au cabotage les voyages en droiture vers l'Europe. La géographie du commerce sénégalais commence donc à se modifier au cours des années quarante, le fleuve qui en avait constitué l'axe vital jusque là se trouvant désormais concurrencé par un vaste secteur côtier en plein renouveau.

De cette extension de l'aire d'activité des négociants de Saint-Louis et de Gorée, il suffira de rappeler les faits les plus saillants puisqu'elle a été évoquée dans la première partie (14). La Gambie étant devenue en quelques années le plus gros fournisseur d'arachides de la côte c'est là que le dynamisme du commerce français a été le plus manifeste. Albréda, comptoir longtemps dédaigné par l'administration saint-louisienne qui, déplorant l'insignifiance des échanges et les fréquents incidents avec les Anglais tout proches, ne songeait qu'à l'échanger contre Portendick, connaît une prospérité inattendue - la valeur de ses exportations d'arachides atteint près de sept cent mille francs en 1848, soit dix fois plus qu'en 1843 - et attire de nouveaux traitants. A Sainte-Marie de Bathurst, le gouverneur par intérim déclarait en 1839 que la demande d'arachides en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis avait ouvert une nouvelle branche de commerce, mais deux ans plus tard, les Français entraient en scène et dès 1843 distançaient largement leurs rivaux. En 1846, ils étaient devenus incontestablement les maîtres du marché des arachides et par conséquent de l'économie de la colonie dont ils assumaient les deux-tiers des

---

(14) Chapitre III : Géographie du commerce.

exportations (15). Ils avaient eu l'habileté pour tourner les droits de douane anglais qui frappaient les marchandises à l'importation d'introduire la pièce de cinq francs en argent. Cette innovation connut un tel succès que dès 1843 la monnaie française eut cours légal et cette décision officielle apparaît comme le signe le plus évident de l'ingration de l'économie de la Gambie dans le système commer-

---

(15) GRAY (J.M.), op. cit., p. 381, voir également SCHNAPPER (B) et BROOKS (G.E.) déjà cités.

Voici le tableau des exportations d'arachides tel qu'il a été établi d'après les Gambia Blue Books :

TABLEAU XXIII - EXPORTATIONS D'ARACHIDES DE GAMBIE

Années	Total des Exportations (1)	Exportation d'arachides (1)	Grande-Bretagne (1)	Etats-Unis (1)	France (1) (2)
1837	138.226	8.053	2.411	5.642	-
1838	129.498	8.021	1.578	6.152	291
1839	162.789	9.795	2.617	7.139	39
1840	124.669	13.531	5.450	8.069	12
1841	115.824	26.325	15.829	8.127	2.369
1842	149.133	25.824	11.283	3.257	11.284
1843	134.513	31.053	5.888	736	24.429
1844	136.745	36.001	4.430	4.886	26.685
1845	154.816	42.397	7.321	7.006	28.070
1846	163.082	67.155	6.875	4.952	55.328
1847	178.112	95.659	3.858	9.463	82.338

(1) Valeur en livres sterling.
(2) Il s'agit des expéditions effectuées par les négociants et traitants français et sénégalais soit vers Gorée soit directement vers la France.

cial français (16). Dès 1842, Régis ouvre une succursale à Sainte-Marie de Bathurst (17) et six ans plus tard le maison Maurel et Prom suivra cet exemple car devant l'accroissement de ses affaires elle ne peut plus se contenter d'être représentée par de simples intermédiaires.

La situation apparaît sans doute moins brillante dans les Rivières du Sud mais partout le commerce français multiplie les initiatives et en quelques années réalise des progrès considérables grâce aux chargements d'arachides. Désormais ce ne sont plus comme autrefois quelques rares points qui sont fréquentés par les caboteurs de Gorée mais presque toutes les "Rivières" et les îles de ce vaste secteur côtier : archipel des Bissagos, Rios Geba, Grande, Nunez, Capatchez et Pongo, les îles de Los et de Matacong, la Mellacorée et les Scarcies qui, d'autre part, accueillent maintenant les voiliers des ports métropolitains. Ainsi, la Mellacorée considérée vers 1840 comme "un pays encore neuf pour nous", par le commandant de la Mésange, accueille à

---

(16) L'introduction du numéraire a été particulièrement appréciée des saisonniers qui venaient cultiver l'arachide. Il est évident que les Français n'effectuaient pas uniquement leurs transactions avec du numéraire et qu'ils ne laissaient pas aux seuls Anglais le rôle d'importateurs de marchandises. Les gouverneurs se plaignent à Londres que le commerce de la Gambie soit passé dans des mains étrangères. cf. J.M. GRAY op. cit., p. 384 et in Alan PIM : The financial and économic history of the african tropical territories, Oxford Clarendon Press, 1940, p. 34.

(17) Régis déclare devant la Commission du Commerce des gommes lors de la séance du 28 septembre 1842 que "depuis peu une succursale de sa maison est établie à Sainte-Marie de Gambie et c'est un débouché important pour les marchandises françaises".

Malaguia en 1844 la première factorerie française, celle du négociant de Saint-Just et expédie l'année suivante des navires pour Rouen, Nantes et Bordeaux. En 1850, il y aura trois factoreries françaises et les transactions sur l'arachide s'élèveront alors à un million de francs. Le Rio Nunez constitue une autre zone où le commerce français a accompli de sérieux progrès en quelques années. En effet, tous ceux qui ont visité cette rivière, officiers de marine et négociants, ont été frappés par ses possibilités de développement et s'accordent à lui prédire un brillant avenir économique. Aussi y rencontre-t-on non seulement des Anglais et des Français mais aussi des Américains et à partir de 1848 des Belges. Cette affluence ne va pas sans problèmes car elle exaspère les rivalités entre marchands et en interférant dans la vie politique locale engendre des conflits préjudiciables à une croissance régulière des échanges. Ici, comme ailleurs sur la côte au sud de Gorée, c'est vers 1841-1842 que les autorités du Sénégal notent avec satisfaction que le commerce français sort enfin d'une longue torpeur.

> "Notre commerce avec le bas de côte, écrit un gouverneur dans son mémoire de remise de service, paraît devoir prendre de l'extension, plusieurs maisons expédient pour le Rio Nunez et font, assure-t-on d'assez bons bénéfices"

tandis que le commandant du Goëland affirme que "déjà plusieurs français y sont installés". (18) Parmi eux, il faut

---

(18) Extraits d'un mémoire remis le 18 mai 1841 à Montagniès de la Roque gouverneur du Sénégal par Charmasson son prédécesseur et d'un rapport de mer en date du 1er novembre 1842 par le capitaine du voilier Le Goëland. En septembre 1840, Bouët, dans une note à la direction des colonies avait signalé que "le commerce du Rio Nunez avait été trop négligé jusqu'ici bien que riche et facilement accessible à nos caboteurs du Sénégal". Le démarrage se situe donc peu après cette observation. AN SOM Sénégal IV 26 b.

citer Auguste Santon qui autour de sa factorerie de Bel Air (Katekouma) créa des plantations de café et d'arachides. En effet, depuis la commercialisation des arachides, les esclaves n'étaient plus dirigés vers le Rio-Pongo où les négriers les embarquaient pour le Nouveau Monde mais vendus au Rio Nunez en nombre croissant pour être employés à la culture. A. Santon fut l'un des premiers à utiliser cette main d'oeuvre afin d'assurer un approvisionnement régulier à sa factorerie (19). S'il est impossible de déterminer l'importance du commerce français au milieu du siècle, on retiendra qu' en moyenne de treize à seize navires de 300 à 350 tonneaux sont chargés annuellement en direction de la métropole et que les Chambres de commerce de Bordeaux et du Havre suivent avec une vigilante attention les événements qui se déroulent dans la rivière et demandent au gouvernement d'assurer une protection indispensable au développement des transactions.

En quelques années, le commerce français a connu un rapide essor à Factory, une des îles de Los, et à Matacong sans qu'il lui soit nécessaire de créer ses propres factoreries comme au Rio Nunez ou en Mellacorée. Il a réussi, semble-t-il à tirer le maximum de profit de celles qu'y avaient fondées les Anglais frappés par la remarquable position de ces îles qui entretiennent un important cabotage avec toutes les rivières du littoral compris entre la presqu'île de Tumbo et celle de Freetown. Depuis 1846, la culture de l'arachide y prend une importance considérable (20), et c'est à Matacong que les progrès du commerce sont les

---

(19) Rapport de Ph. de Kerhallet, novembre 1849 et histoire du Rio Nunez, AN Papiers Ballot n° 111 et 114-115. Voir également BROOKS : Commercialisation of peanuts ... op. cit.

(20) Rapport de Ducrest de Villeneuve, commandant la Goëlette l'Amaranthe, 29 octobre 1847, AN Papiers Ballot, n° 103-104.

plus saisissants. Nathaniel Isaacs qui avait participé aux débuts des transactions sur la pistache de terre en Gambie s'y installe en 1844 (21). Très rapidement, "il y fait de grandes affaires, presque toutes avec les Français" (22). Les navires de Gorée et surtout de la métropole - on en dénombre dix-huit en 1849 - viennent donc y charger des arachides rassemblées par Isaacs dans ses magasins, mais le dynamisme français s'exprime peut-être davantage par le fait que les négociants luttant avec efficacité contre la concurrence anglaise dans cette zone proche de la Sierra Leone réussissent à placer leurs propres marchandises : eaux-de-vie, tabac, articles de mercerie et tissus de Rouen (23). Les Scarcies attirent également des marchandises françaises car cette rivière offre la possibilité d'échapper aux taxes de pilotage et d'ancrage et surtout aux droits de douanes qui a Freetown frappent durement les marchandises étrangères au point de les prohiber à peu près complètement. De connivence avec les traitants qui ont établi des factoreries au nord de la presqu'île de Sierra Leone

> "beaucoup de nos troqueurs mouillent aux Scarcies, même moins loin, et là reçoivent les arachides qu'ils ont été traiter d'avance à Freetwon avec des négociants anglais" (24).

---

(21) FYFE, op. cit., p. 240.

(22) Rapport de Ph. de Kerhallet à Bouët-Willaumez, 1850, AN Papiers Ballot n° 113.

(23) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce ...., op. cit., p. 52, rapport du commandant de l'Achéron au commandant de la station navale, 22 décembre 1849, AN Papiers Ballot, n° 109-110, rapport de Lecomte, capitaine du Général Bertrand de Rouen publié dans la Revue Coloniale, juillet-décembre 1851, pp. 434-436.

(24) BOUET-WILLAUMEZ, op. cit., p. 80.

En Casamance, l'arachide n'avait pas encore suscité le même élan commercial qu'en Gambie et dans les Rivières du Sud. Pourtant, les Français semblaient y disposer de bases plus solides puisqu'ils avaient acquis l'île de Carabane et construit un fort à Sédhiou, preuve de l'intérêt que l'administration et les négociants portaient à cette "rivière" dont voyageurs et officiers en mission vantaient la richesse et les possibilités de développement. Les autorités de Saint-Louis virent dans l'extension à la Casamance du privilège de la Compagnie de Galam le meilleur moyen d'assurer une progression rapide des échanges. Ce fut un échec car d'une part la compagnie mécontente d'avoir été contrainte d'ouvrir un comptoir à Sédhiou se refusa à tout effort sérieux, et, d'autre part, les Goréens s'estimant lésés dénoncèrent avec force le monopole des Saint-Louisiens. Le gouverneur dut battre en retraite en instaurant la liberté commerciale à partir du premier août 1842. Aussitôt, les principales maisons de Gorée établirent des traitants en Casamance. Celle de Cabeuil parut prendre un bon départ car il semble qu' elle se soit taillée une part appréciable des échanges de la rivière, mais vers 1850, c'est la maison Griffou de Saint-Louis qui l'a supplantée (25). Si la valeur globale des exportations n'a guère progressé dans la décennie 1840-1850, leur composition s'est par contre modifiée : l'arachide apparue en 1841, distançant la cire, l'ivoire et les peaux tend à devenir le principal objet du commerce. Bouët-Willaumez écrit en effet, en 1848 que l'exportation des arachides "a pris et prendra de plus en plus d'importance dans la rivière" (26). Mais il faudra attendre les années

---

(25) Rapport d'Hyacinthe Hecquard du 24 août 1850 au gouverneur, publié dans la Revue Coloniale, n° 8, mai 1852, pp. 409-432.

(26) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce ... op. cit., p. 64-65.

1854-1855 pour assister à un véritable démarrage du commerce des graines oléagineuses. Quelques Européens séduits par la luxuriance de la végétation et la fertilité du sol prédisent un avenir économique brillant pour la Casamance : Emmanuel Bertrand-Bocandé est de ceux-là (27). Après avoir parcouru la "rivière" et la Guinée portugaise depuis 1837, il s'établit douze ans plus tard à Ziguinchor méditant de créer une maison de commerce de première importance. Pour ce faire, il jette son dévolu sur l'île de Carabane qui commande l'entrée de la Casamance.

> "Partout, écrit-il, dans les fleuves ou rivières où les Européens ont des factoreries, ils ont fait vers l'embouchure leurs principaux entrepôts de marchandises. Les Portugais ... n'ont pas su profiter de l'intérêt que pouvait leur apporter la Casamance ... mais il arrivera qu'un jour l'établissement de Ziguinchor, qui est peu de chose, ne sera plus rien et que Carabane sera à la Casamance ce que Saint-Louis est au Sénégal, Bathurst à la Gambie, Bissao au Rio Géba" (28).

En effet, pour lui, le choix de Sédhiou comme centre de l'activité française en Casamance avait été une erreur puisqu'il ne pouvait être atteint par de gros navires. Par contre, Carabane pouvait commercer directement avec la métropole, ce qui était important pour un produit aussi encombrant que l'arachide. Connu des autorités du Sénégal pour sa connaissance du pays et de ses habitants, Bocandé fut nommé en

---

(27) Sur la personnalité de Bertrand-Bocandé, consulter l'article de BERTRAND-BOCANDE (J.), DEBIEN (G.), SAINT-MARTIN (Y.) : Emmanuel Bertrand-Bocandé (1812-1881). Un nantais en Casamance, Bulletin de l'IFAN, B, t. 31, n° 1, 1969, pp. 279-308.

(28) Bocandé à commandant de Gorée, 17 décembre 1849, lettre citée par J. FOULQUIER, op. cit.

octobre 1849 résident à Carabane (29). Mais au milieu du siècle, il commençait tout juste à mettre son énergie et son intelligence au service d'ambitieux desseins commerciaux.

Comme en Casamance, le volume des affaires au Saloum sur la "petite côte" ou la presqu'île du cap Vert ne présente pas encore de spectaculaires progrès, mais les observateurs attentifs perçoivent partout des indices sûrs d'un réveil économique. Là encore, l'arachide joue le rôle de stimulant. En quelques années, Dakar change de visage, les habitations et les magasins qui s'y élèvent lui donnant dès 1845 l'aspect d'un gros bourg et, décision qui ne trompe pas, la maison Maurel et Prom s'y installe. Pour le Saloum, Bouët-Willaumez décrit avec sa précision habituelle les progrès du commerce liés à l'extension de la culture de la pistache de terre. Il estimait le volume des graines oléagineuses transportées par caboteurs à Gorée à trois tonneaux et demi en 1843, à trente-six en 1844 et à cent en 1845. A cette même date, deux factoreries venaient de s'ouvrir sur les rives du Saloum prouvant l'incontestable transformation qui s'était opérée dans l'organisation des échanges. Deux ans plus tard, faisait-il remarquer, ce n'étaient plus seulement des caboteurs qui fréquentaient le fleuve, "mais quatre navires français allant directement en France" (30). Sur la Petite Côte, Rousseau, un chimiste parisien envoyé par une maison de commerce de Rouen s'associant avec Jean de Saint-Jean fit semer en 1840 six hectares en arachides aux envi-

---

(29) Bertrand-Bocandé a publié des Notes sur la Guinée portugaise ou Sénégambie méridionale dans le Bulletin de la Société de Géographie, mai-juin et juillet-août 1849, pp. 265-350 et 57-93.

(30) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce ... op. cit., p. 61, le rapport du capitaine de l'Antoinette parti de Bordeaux en janvier 1847 confirme ces voyages en droiture du Saloum vers la métropole AN SOM Sénégal IV 24 b.

rons de Rufisque où il établit d'autre part une factorerie. Si l'on en croit la tradition, il aurait été un ardent propagandiste de cette culture auprès des Africains. En effet, il aurait répondu au chef de Dakar qui lui offrait des esclaves : "Garde tes captifs, ils sont nos semblables, mais pour des arachides, je t'offre tout ce que tu veux d'Europe" (31). En 1843, Rousseau expédiait déjà 266 tonnes de graines à l'huilerie de Sotteville-les-Rouen et près de trois mille, dix ans plus tard.

Au total, les Français qui n'avaient pendant longtemps entretenu que de médiocres relations avec le littoral qui s'étend jusqu'à la Sierra Leone, manifestent dans les années quarante un intérêt nouveau pour cette zone où pousse l'arachide. A côté des maisons de commerce traditionnelles qui jusqu'alors consacraient l'essentiel de leurs efforts à la gomme et qui désormais cherchent à élargir le champ de leurs activités, des Français nouvellement débarqués de la métropole viennent tenter leur chance. Ainsi, des "rivières" trop longtemps négligées sont maintenant régulièrement visitées, des factoreries s'édifient et les caboteurs de Gorée s'effacent au profit des voiliers expédiés par les ports français parce que négociants et traitants ont su convaincre les Africains de développer leurs cultures d'arachides. Sans doute, dans ce vaste secteur côtier, le commerce français se heurte-t-il à des concurrents au premier rang desquels se situent les Anglais, mais il gagne sans cesse du terrain. Ce phénomène s'explique par le fait que les Anglais ont renoncé à leurs premiers essais sur l'huile d'arachide devant la concurrence de l'huile de palme tandis que celle-ci à cause de sa couleur jaune ne trouvait guère de débouché en France. Les Anglais vont donc abandonner aux Français le marché de l'arachide mais ils continueront à dominer celui de l'huile de palme. Vers 1850, le processus de renversement du rapport de force entre commerce français et anglais est

---

(31) SCHNAPPER (B), La politique, ... op. cit., pp. 125-126.

Référence à vérifier.

largement engagé et s'annonce la prochaine élimination des négociants et des traitants anglais partout où pousse l'arachide, du fleuve Sénégal aux Rivières du Sud (32).

c) L'élimination des habitants de Gorée par les Européens.

L'avènement de l'arachide n'a pas seulement provoqué une extension géographique et une intensification des échanges mais aussi un phénomène social particulièrement important : l'élimination des habitants de Gorée au profit des Européens. Bouët-Willaumez l'analyse de la façon suivante :

> "Cette déchéance de la classe des traitants de couleur plus connus sous le nom générique d'habitants de Gorée n'est point le résultat d'une diminution dans l'importance commerciale de l'île ; au contraire le mouvement des affaires y augmente considérablement, et par suite le nombre des négociants ou marchands payant patente s'est accru dans une proportion semblable ; mais ces affaires ont changé de direction et de mains. Il en est résulté que les habitants indigènes, faute d'avoir pu lutter contre l'intelligence et surtout l'activité des commerçants européens se sont vus presque tous obligés d'abandonner à ces derniers des bénéfices qu'ils faisaient jadis, qu'ils pourraient faire encore avec un peu d'activité et dont ils se laissent déposséder avec une apathie déplorable. Du reste, il n'a guère fallu qu'une dizaine d'années pour opérer dans les habitudes commerciales de Gorée et dépendances cette transformation dont j'ai pu suivre les phases pour ainsi dire de jour en jour" (33).

---

(32) SCHNAPPER (B), La politique ..., op. cit., pp. 125-126.
(33) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce., op. cit., p. 55.

L'accaparement rapide du mouvement commercial par les Européens est indéniable si l'explication avancée par Bouët-Willaumez n'est pas convaincante. Le commandant particulier de Gorée, Dagorne, dans sa correspondance met bien en parallèle les progrès du commerce des arachides et le déclin du rôle économique des habitants. Il note en 1842 que si les arachides principalement tirées de la Gambie sont "depuis peu devenues un important objet d'échange", les Goréens n'ont participé à cette activité que par la location de leurs navires et de leurs captifs. L'année suivante, il constate que l'augmentation du mouvement commercial "qui a profité aux négociants a peu donné aux habitants et aux traitants". En 1845, l'échec des Goréens apparaît patent car si "leur misère s'accroît sans cesse, le commerce des Européens se soutient et s'augmente" ; d'ailleurs "pour le commerce extérieur les habitants indigènes y ont à peu près renoncé" (34).

Plutôt que d'invoquer uniquement comme le font Bouët et Dagorne, "l'apathie" et la "routine" des habitants pour expliquer leur élimination progressive, ne conviendrait-il pas de remarquer qu'au moment où l'arachide commence à intéresser les Européens, les Goréens se trouvaient dans une situation très difficile et qu'ils ne pouvaient faute de capitaux prendre une participation majeure à cette nouvelle branche de commerce. Pourtant les deux officiers connaissaient bien la "détresse" de leurs administrés comme en témoignent leurs différents rapports. "Gorée tirait jadis toute sa richesse de la traite des captifs et le souvenir de cette richesse et de cette aisance subsiste encore". Le mil, la cire et les peaux ne constituant que des ressources pré-

---

(34) Rapports de Dagorne des 20 février 1842, 12 février 1843 et 15 mai 1845. AN SOM Sénégal IV 31 b. Dagorne qui a été commandant particulier de Gorée de 1836 à 1845 a pu acquérir une connaissance précise de la situation économique et sociale pendant son long séjour dans l'île.

caires, beaucoup ne pouvaient subvenir à leurs besoins qu'en vendant leurs bijoux ou en s'endettant (35).

Dans ces conditions les Goréens jusqu'alors maîtres de cette traite sans envergure effectuée sur la côte au sud de leur île vont être progressivement submergés par les Européens. Sans doute quelques-uns d'entre eux engagés comme traitants au service des nouveaux venus acquerront-ils de convenables moyens d'existence, mais le fait le plus frappant provoqué par l'essor du commerce des arachides, c'est l'arrivée dans la seconde moitié des années quarante non pas seulement de négociants et de marchands, mais aussi de traitants européens. Ainsi, le rôle d'intermédiaire jusqu'alors réservé aux Goréens, sans que ce monopole soit consacré par la législation comme pour le commerce de la gomme va désormais être disputé entre habitants et Européens. Diverses sources signalent la présence de ces derniers en particulier à Dakar, à Tiaroye, à Rufisque, à Bargny, à Albréda et à Carabane (36). Il est tout à fait significatif que sur les

---

(35) Note de Bouët remise en septembre 1840 à la direction des Colonies AN SOM Sénégal IV 21 b.

(36) Voici quelques noms relevés parmi d'autres dans les registres du notariat, du tribunal, de l'état-civil de Gorée. A Albréda qui a exercé une incontestable attraction : Benjamin Sallomon, né à l'île d'Aix le 16 juillet 1795 et qui après avoir été épicier à Rochefort est devenu traitant à Albréda où il meurt le 11 février 1849 (tribunal 7 mars 1844, notariat, actes n° 48 et 71, 1849), Edouard Klocker, décédé à Bathurst le 10 juillet 1851 (tribunal 24 novembre 1849 et notariat 1851) Gustave Ducros signalé comme traitant en 1846 et 1849 (notariat 16 septembre 1846 et tribunal 24 novembre 1849), Aimable Alphonse Quentin mort à Albréda le 8 juillet 1852. A Dakar et à Tiaroye, Auguste Varaldy, Jean Paulhiac et Joseph Tachon.

dix traitants qui exercent leur activité à Albréda en 1850, sept soient des Européens et trois seulement des habitants de Gorée (37). D'ailleurs, alors à ses débuts, ce phénomène de pénétration du commerce des arachides par des traitants européens prendra de l'ampleur dans les années cinquante.

d) L'accroissement rapide de la population européenne apparaît comme l'une des conséquences de l'attrait qu'exerce le nouveau commerce des graines oléagineuses. On comprend que Gorée soit la ville la plus affectée par cet afflux puisqu'à cette époque l'île commande le vaste secteur où la culture de l'arachide vient de démarrer, mais Saint-Louis accueille aussi de nombreux habitants venus de France ou d'ailleurs. La ville n'expédie-t-elle pas également ses navires vers le sud et près d'elle le village de Gandiole n'est-il pas devenu en quelques années un important marché pour les arachides du Kayor ? Auguste Bouët, en 1850, observe en effet que "la population blanche ... depuis quatre ans surtout, a fait une véritable irruption sur Saint-Louis" (38). Rappelons quelques faits (39). Pour la période 1838-1846, la population européenne liée au commerce a quadruplé à Gorée tandis qu'elle n'augmentait que de 60 % à Saint-Louis. Il est bien dommage que les statistiques ne permettent pas de suivre cet accroissement au delà de 1847 précisément au moment où, selon Bouët, il s'est accéléré. Comme au XVIIIe siècle, les villes sénégalaises renferment en ce milieu du XIXe siècle plus d'Européens que toute autre cité de l'Afrique occidentale. D'autre part, ni Sainte-Marie de Bathurst, ni Freetown ne semblent avoir connu d'augmentation comparable de leur population européenne pendant cette même période.

---

(37) Lettre du résident d'Albréda au commandant particulier de Gorée. ANS AOF 13 G 29.

(38) Bouët (A), op. cit.

(39) Voir supra 1ère partie, ch. IV le cadre urbain.

Le Sénégal affirme ainsi son originalité (40).

Autant et peut-être plus révélateur du dynamisme européen que l'accroissement de la population est le changement de mentalité qui s'opère chez les Français à l'égard des étrangers désireux de tenter fortune au Sénégal. Négociants et marchands, en effet, sont passés de l'hostilité à la tolérance et cette évolution ne s'explique que parce que l'arachide a ouvert de larges possibilités de développement commercial. Tant que la majeure partie des exportations du Sénégal reposait sur la gomme, le réflexe de défense jouait à plein car l'on savait la production contenue dans d'étroites limites et les débouchés en Europe menacés par la concurrence de la dextrine, mais à partir du moment où la demande de corps gras ouvre de belles perspectives à l'arachide et où les Africains y répondent en développant rapi-

---

(40) Population européenne :

	Saint-Louis	Gorée
1838	122	21
1843	178	47
1845	166	68
1846	194	88

Source : Statistiques coloniales 1839, 1843, 1845 et 1847.

	Bathurst	Freetown
1838	50	102
1840		83
1845	50	158
1847		95

Source : R.R. KUCZINSKI : Démographie Survey of the British colonial Empire vol. I West Africa, Londres 1948, p. 187 pour la Sierra Leone et 318 pour la Gambie. Le chiffre élevé de 1845 pour Freetown semble sujet à discussion comme celui de l'année précédente (175). Les mulâtres auraient été recensés avec les Européens. A noter la remarquable (peut-être trop) stabilité de la population européenne de Bathurst.

dement leurs cultures, l'avenir paraît assuré et l'on peut sans trop de crainte élargir le cercle des négociants.

Il n'est pas sans intérêt de retracer rapidement les étapes de cette évolution (41). Lorsque la France reprend possession des comptoirs du Sénégal en 1817, son gouvernement réintroduit le système de l'exclusif tel que le définissaient des lettres patentes d'octobre 1727. Celles-ci, entre autres dispositions, faisaient défense aux étrangers établis dans les colonies françaises d'exercer une profession commerciale (42). Dans son espoir de revenir à la situation antérieure à la Révolution, le gouvernement avait donc exigé le départ des commerçants anglais de Saint-Louis et de Gorée venus à la faveur de la conquête et interdit toute nouvelle installation. Comme ces principes rigoureux d'un autre âge s'étaient révélés inapplicables aux Antilles, le gouvernement qui ne pouvait traiter le Sénégal d'une manière différente décida en janvier 1825 de lever cette interdiction. D'ailleurs, la disparition de cette seule pièce de l'exclusif ne pouvait léser le commerce métropolitain si les autres étaient maintenues (43). Des étrangers déjà installés dans d'autres professions et de

---

(41) Sur cette question, voir SCHNAPPER (B) : la fin du règne de l'exclusif : le commerce étranger dans les possessions françaises d'Afrique tropicale (1817-1870). Annales africaines, Dakar, 1959.

(42) La dépêche ministérielle, n° 95, du 23 octobre 1817 qui a pour objet de régler le sort des commerçants étrangers fait expressément référence au titre VI des lettres patentes de 1727 dont les dispositions "subsistent aujourd'hui dans toute leur force" ANS AOF 1B4.

(43) Rapport au Roi, 19 janvier 1825 : "Il est évident que les étrangers peuvent être admis à trafiquer dans nos îles sans qu'il soit porté atteinte à ce régime puisqu'ils s'y trouvent soumis eux-mêmes". ANS AOF 1 B20.

nouveaux venus forts de cette autorisation se livrèrent donc au commerce. L'affaire semblait réglée dans un sens libéral quand, en 1833, se déclencha à Saint-Louis une offensive contre les étrangers à la suite des ignorances et des maladresses de l'administration d'une part et des jalousies des négociants français d'autre part. Paris n'osant pas heurter de front les intérêts locaux fit promulguer un nouvel arrêté qui, rédigé d'une manière ambiguë pouvait aussi bien permettre un large accès des étrangers que des pratiques restrictives (44). En effet, tout dépendait du gouverneur qui décidait d'autoriser ou non un étranger à établir son domicile au Sénégal.

Justement le problème s'est posé en 1836 quand un jeune Anglais John Dupont King manifesta son intention de s'installer comme commerçant à Saint-Louis. Le 4 mars, le Conseil privé au sein duquel les "habitants indigènes" étaient représentés par F. Valantin et Zéler et le commerce français par les négociants Monteillet et Gasconi et par le "marchand détaillant" Héricé, refusa à l'unanimité moins une voix une "autorisation qui n'aurait d'autre résultat que de faire supporter aux nationaux une très forte concurrence sans avantage pour le trésor" (45). Le ministre, mécontent

---

(44) Arrêté du 16 août 1833 : BAS 1819-1842, p. 403. Son contenu, loin d'être explicite "se contentait d'obliger tout étranger désireux d'installer son domicile au Sénégal d'obtenir l'autorisation du gouverneur et ne parlait pas du droit de commercer. Mais les considérants de l'arrêté visaient à deux reprises l'article 13 du Code Civil (tout étranger autorisé à entrer en France, jouissait de tous les droits civils des Français) promulgué au Sénégal, il en résultait qu'un étranger autorisé à s'installer au Sénégal pouvait y commercer". B. Schnapper : op. cit., p. 157.

(45) Procès-verbal de la séance du Conseil privé du 4 mars 1836, A N S O M Sénégal XV 7.

de cette attitude rappela dans sa dépêche du 19 août l'esprit de l'arrêté de 1833 : "si le gouverneur est juge, c'est seulement de la moralité et de la solvabilité" et en aucun cas il ne peut "exclure un étranger sous prétexte qu'il est étranger" (46). Les vues du ministre furent très mal accueillies par les négociants de Saint-Louis qui ameutèrent leurs correspondants de la métropole et écrivirent aux chambres de commerce en particulier à celles de Bordeaux et de Nantes (47). En janvier 1837, la question fut débattue une nouvelle fois en Conseil privé. Dans leurs interventions les négociants Monteillet et Lombard insistèrent sur la situation difficile du commerce de la gomme et sur la nécessité de ne pas aviver une concurrence déjà très sévère en ouvrant les comptoirs aux étrangers et surtout aux Anglais qui, par le prix plus avantageux de leurs guinées et de leurs articles de quincaillerie provoqueront inéluctablement la ruine du Sénégal (48). Mais les petits traitants étaient d'un avis diamétralement opposé car ils voyaient dans la baisse des prix de la guinée un moyen d'alléger leur dette et d'offrir un prix plus élevé aux Maures, donc de ranimer leur commerce. Leur pétition scandalisera les négociants et Héricé la qualifia "d'honteuse pour des Français" (49). Le ministre impressionné par les arguments des négociants de Saint-Louis repris

---

(46) Dépêche ministérielle du 19 août 1836, n° 153, ibid.

(47) Le gouverneur a donné connaissance de la dépêche ministérielle au Conseil privé et il fait savoir au ministre par sa lettre du 29 octobre que "les dispositions de cette dépêche ont causé une vive agitation parmi les négociants de Saint-Louis."

(48) Séance du Conseil privé du 20 janvier 1837, A N S A O F 3 E 11.

(49) Intervention de Héricé au Conseil privé. Séance du 20 janvier 1837.

par les Chambres de commerce de la métropole et par Calvé, délégué du Sénégal, abandonna sa position libérale pour adopter une politique diamétralement opposée qui enjoignait au gouverneur, sauf cas spéciaux, de faire usage "dans un sens exclusivement prohibitif" de la faculté que lui donne l'arrêté de 1833, "d'accorder ou de refuser aux étrangers et spécialement aux Anglais, l'autorisation de s'établir à Saint-Louis (50). En effet, au moment où après une exploitation fiévreuse de la gomme apparaissaient les premiers symptômes d'un grave malaise, les négociants non seulement ne voyaient pas l'utilité d'un afflux de capitaux, mais ils en redoutaient les conséquences car, se dirigeant vers la seule branche d'activité, ils ne manqueraient pas d'aggraver la concurrence et de provoquer une baisse des profits.

La position des négociants n'allait pas tarder à évoluer lorsque dans les années quarante, l'horizon commercial s'élargit grâce à l'arachide. Les perspectives de développement qui s'ouvraient désormais pour le Sénégal incitaient à se montrer plus accueillants. D'ailleurs, n'avait-on pas constaté entre 1840 et 1843 l'arrivée d'un nombre relativement considérable d'étrangers ? Les uns servaient comme employés des négociants mais d'autres se livraient au commerce grâce à des prête-nom : c'était le cas en particulier de Ch. Bohn, un Hessois débarqué à Saint-Louis en mars 1840. Ainsi, la prohibition officiellement rétablie en 1837 était-elle tournée quelques années plus tard avec la complicité du commerce français et de l'administration. Mais cette tolérance ne pouvait masquer la situation précaire d'étrangers qui, au regard de la réglementation étaient en infraction. Ils souhaitaient très vivement que le droit soit mis en accord avec les faits, aussi quand Louis Rey, originaire de Savoie demanda l'autorisation de s'établir en qualité de

---

(50) Ministre à gouverneur, n° 101, 14 juillet 1837, A N S A O F 1 B 27.

négociant, ce fut un test de l'évolution des esprits (51). Le Conseil d'administration, dans sa séance du 9 octobre 1848 donna à l'unanimité un avis favorable sans aucune discussion (52). Ainsi, à une dizaine d'années de distance, le commerce français porté par une conjoncture favorable avait adopté une position diamétralement opposée parce qu'il ne redoutait plus la concurrence des étrangers. Cependant, quand Bohn présenta une demande identique en 1850 on put croire que l'esprit libéral manifesté deux ans plus tôt s'était affaibli. En fait, l'admission des étrangers ne fut pas remise en cause à la séance du Conseil d'administration qui fut essentiellement animée par la bataille d'interprétation des textes livrée entre l'ordonnateur qui soutenait que la dépêche ministérielle du 14 juillet 1837 avait retiré au gouverneur le droit d'accorder l'autorisation sollicitée et le procureur général qui défendait la thèse contraire. Le Conseil divisé demanda au ministre de trancher. Celui-ci confirma le point de vue du procureur général et Ch. Bohn fut admis à s'établir en qualité de négociant sans aucune protestation (53).

---

(51) REY, Louis, Pierre, né le 25 octobre 1822 à Rumilly, était arrivé à l'âge de vingt ans au Sénégal. Commis-négociant, il dirigeait la maison Rouelle dont le fondateur après avoir séjourné au Sénégal était rentré à Marseille. Son frère, Pierre, Ignace, Rey avait été naturalisé en 1835 après plus de sept ans de présence en Afrique ; un des gérants associés de la maison Rey et Rolland commanditée par Bruno Devès, il habitait Bordeaux en 1848. AN SOM Sénégal VIII 6 bis et XV 5.

(52) Séance du Conseil d'administration du 9 octobre 1848 AN SOM Sénégal XV 5.

(53) Séance du Conseil d'administration du 27 août 1850 et lettre du ministre du gouverneur n° 44 du 7 février 1851 dans AN SOM Sénégal XV 9. L'arrêté du 29 mars 1851 autorise Ch. Bohn à s'établir à Saint-Louis en qualité de négociant : BAS 1851-1852, p. 37.

Désormais, conscient de sa force, le commerce français n'a plus à redouter la présence des étrangers, d'autant que le gouverneur était invité à faire "un usage modéré et prudent" des autorisations (54). D'autre part l'utilité que présente l'apport de capitaux étrangers pour le développement du Sénégal n'est plus mise en doute. On mesure ainsi tout le chemin parcouru en un peu plus de dix ans et l'importance du changement de mentalité qui s'est opéré chez les négociants français maintenant à peu près délivrés de leur complexe d'infériorité.

e) Investissements et profit

A l'évidence, il serait intéressant de connaître avec quelques précisions le montant des capitaux qui, pendant ces années où la conjoncture française s'avère favorable se sont investis dans les affaires des comptoirs mais notre documentation est malheureusement trop fragmentaire pour suivre ce flux d'argent frais et en comparer l'importance avec celui de la période précédente. Cependant, il apparaît possible, à l'aide des renseignements dont nous disposons de dégager une tendance. Quelques remarques préliminaires s'imposent. D'abord, nos sources ne conservant que les traces d'associations de capitaux, le patrimoine personnel du négociant aventureux qui vient au Sénégal pour tenter de le faire fructifier échappera nécessairement à notre investigation. Ensuite, les mises de fond ne sont pas destinées à un secteur déterminé du commerce, par exemple celui des arachides susceptible d'attirer davantage par sa nouveauté et ses perspectives de profit mais à "l'exploitation de toutes les branches du commerce qui se pratique à la côte occidentale d'Afrique" comme l'indiquent les actes de fondation de sociétés. Enfin, cet apport de capitaux

---

(54) Dans cette même dépêche du 7 février 1851, le ministre déclarait que ces autorisations pouvaient être accordées à des sujets britanniques.

n'est pas seulement le fait de nouveaux venus mais aussi de négociants qui, engagés depuis plusieurs années dans le commerce sénégalais, éprouvent le besoin de se donner les moyens nécessaires de développer leurs affaires.

Alors qu'entre 1825 et 1840 le notariat ne fait mention que de très rares créations d'entreprises européennes, - en 1838, une association à caractère temporaire constituée dans le but d'effectuer les travaux décidés par le gouvernement et en 1839, la maison Antoine Pellen -, la période suivante se révèle beaucoup plus féconde puisqu'il n'y a pour ainsi dire pas d'année où l'on ne constate la naissance où la transformation de sociétés commerciales. Ainsi se crée en 1841 Marc Merle et neveu, en 1842 Senger et Bohn et l'année suivante Bareste et Cie qui s'établira sur de nouvelles bases en 1847. Giraud et Cie apparaît en 1844, Barazer en 1845 et deux ans plus tard Auguste Tesseire et Cie (55). Cette succession de créations entre 1841 et 1847 administre sans conteste la preuve de l'intérêt accru que les Européens portent au commerce de la Sénégambie. Pour la plupart, ces sociétés constituent un aboutissement synonyme de succès. En effet, le commerçant débarqué quelques années plus tôt à Saint-Louis ou à Gorée ayant développé ses affaires a très vite ressenti le besoin de leur donner à la fois plus d'envergure et de stabilité : l'association apportant

---

(55) Association de Merle et de Rey et Rolland, 22 mars 1838, n° 37, AN SOM DPPC Notariat de Saint-Louis. Antoine Pellen a fondé une maison de commerce avec l'appui d'un négociant marseillais, n° 21, 8 février 1839, Notariat de Saint-Louis. Quant aux autres sociétés elles ont été étudiées dans le chapitre précédent. D'autre part, il n'était guère utile d'entreprendre des recherches chez les notaires des ports français d'autant que les actes conclus en métropole sont le plus souvent déposés au notariat de Saint-Louis ou à celui de Gorée.

capital et initiative en est le moyen. Parallèlement à cette adaptation nécessaire, des négociants tels qu'Abraham Cohen et Bertrand Bocandé pour ne citer que les plus connus continuent d'arriver pour affronter seuls la bataille commerciale.

La progression du capital investi tout au long de la période tant par les marchands que par les négociants révèle un autre aspect du dynamisme du commerce européen. Quelques exemples illustreront ce phénomène. En cinq ans, Giraud et Cie a triplé son capital et V. Senger, Ch. Bohn et Cie qui ont débuté modestement avec moins de vingt mille francs en 1842 auront décuplé leur mise quatorze ans plus tard (56). Il en est de même pour les "grandes affaires" : Marc Merle et neveu élève entre 1841 et 1844 son capital de quatre vingt à cent mille francs, Maurel et Prom qui dispose en 1831 de 10.566 F. selon E. Baillet, l'historiographe de la société, investira quatre cent mille francs dans la firme J.L.Maurel et H. Prom fondée à Bordeaux en 1845 et Gasconi, Griffou et Cie va un peu plus que doubler sa mise entre 1841 et 1847 en

---

(56) Le capital espèces et marchandises de Giraud et Cie passe de 25.537 F,38 à 76.156 F,11, notariat de Gorée, 12 janvier 1844 et 24 mai 1849. V. Senger, Ch. Bohn et Cie société en participation créée en mai 1842, V. Senger apportant 15.251 F,65 en espèces et marchandises et Ch. Bohn 4.000 F. en espèces (notariat Saint-Louis, n°90, 30 mai 1842). En 1856, la maison garde son siège à Saint-Louis mais Valentin Senger et Charles Bohn rentrant en France y dirigeront les affaires de la société tandis que Jacques Senger et Philippe Betz gèreront les affaires du Sénégal. Les fondateurs apportent les capitaux : 100.000 F. chacun et les gérants "leur industrie et leurs connaissances spéciales en commerce" (n°68, 29 avril 1856).

en la portant de 345.195 F,16 à 750.000 F. (57). Enfin, on ne saurait oublier que les négociants européens sont devenus les maîtres de la plus grande partie du capital de la Compagnie de Galam, soit six cent mille F., en dépit des efforts entrepris par l'administration pour que les actions soient réparties entre le plus grand nombre de mains afin que les habitants puissent participer à l'exploitation du commerce du haut fleuve. Constituée sur de larges bases la Compagnie lorsqu'elle approche de son terme est devenue selon la formule du lieutenant de vaisseau Bouët en septembre 1840 "un monopole exploité par quelques négociants de la colonie" (58). Cette constatation a été confirmée en 1842 par le gouverneur par interim Pageot des Noutières : "La société actuelle est réduite à dix actionnaires" et par le gouverneur de Bourdon-Gramont en 1847 : "on a reconnu qu'aujourd'hui le plus grand nombre des actions appartient à un petit nombre des négociants de la place" (59). Cette main-mise du commerce européen est-elle l'expression d'une volonté bien délibérée d'accaparer la plus grande part des échanges avec le Galam ou la conséquence de l'endettement des traitants? Il est bien évident que les négociants ont saisi l'occasion qui s'offrait à eux d'atténuer leurs créances sur les traitants : les obser-

---

(57) Pour ces sociétés, voir le chapitre VIII.

(58) Extraits des notes remises à la direction des colonies par le lieutenant de vaisseau Bouët en septembre 1840. A N S O M Sénégal IV 19a.

(59) La société constituée en 1836 s'est terminée en 1842. A cette date a été adoptée la solution d'une société transitoire dont le privilège a été limité à l'année 1842-1843. Sur la Compagnie de Galam voir l'ouvrage déjà cité d'E.Saulnier. Pageot des Noutières à ministre, 14 juin 1842, n°206, A N S O M Sénégal I 24a, de Bourdon-Gramont à ministre, 1er juin 1847, n°173, Ibid. Sénégal XIII 9b.

vations de Bouët et les dispositions de l'arrêté du 31 mai 1847 reconstituant la Compagnie de Galam nous en fournissent les preuves (60). Mais déjà perce puis, au cours des années, s'affirme chez les négociants un désir très vif de prendre le contrôle d'un commerce réputé fructueux et qui trouvera, pensent-ils, sa satisfaction dans la création en 1849 de la Société anonyme pour l'exploitation du commerce de Galam.

Le capital social des différentes entreprises ne constitue évidemment qu'un élément d'appréciation de l'ensemble des sommes engagées dans le commerce du Sénégal. On aimerait connaître les autres moyens dont elles peuvent disposer: trésorerie particulière, part des bénéfices investis, crédits extérieurs ouverts soit par un capitaliste soit par un établissement bancaire. L'idéal serait de poursuivre l'évolution de cette masse au cours des années mais dans ce domaine règne le brouillard le plus total que de très rares informations n'arrivent pas à dissiper. A noter cependant que figure très souvent dans les contrats de sociétés une disposition par laquelle les associés ne prélèvent annuellement sur leur part de bénéfices, sauf absolue nécessité, qu'une somme déterminée: quinze cents francs en 1844 et deux mille francs en 1847 chez Giraud et Cie et quinze mille francs chez Gasconi, Griffou et Cie, par exemple. Le surplus se trouve donc automatiquement réinvesti et il est probable que les augmentations de capital signalées précédemment provenaient de l'incorporation des bénéfices. Il est aussi de tradition dans les affaires impor-

---

(60) Bouët : notes déjà citées. L'arrêté du 31 mai 1847 stipule 1° qu'une personne ne peut détenir plus de dix actions. 2° que les actions bien que nominatives seront la propriété de celui qui en ayant payé le montant aura fait constater ce fait dans le libellé du titre, mais le produit appartiendra à celui pour le compte duquel la souscription aura été faite. 3° que les trois-quarts du

tantes, telles que Maurel et Prom que les directeurs d'agences - c'est le cas de Léopold Panet envoyé à Sainte-Marie de Bathurst - laissent en compte dans la société, moyennant intérêt une part non négligeable de leurs salaires ou de leurs commissions (61).

Enfin, les entreprises peuvent bénéficier de divers crédits extérieurs. Tout d'abord, les commanditaires en plus de leur participation au capital social accordent souvent des avances afin d'aider à mettre sur pied les campagnes de traite (62). Mais il est également probable, mais nous n'avons aucun renseignement dans ce domaine, que les négociants bénéficient à l'occasion de concours bancaires dans la métropole. Cependant on sait qu'à Bordeaux les maisons trafiquant avec le Sénégal avaient pour doctrine de limiter le plus possible cet appel aux banquiers, le coût de leurs services étant jugé trop onéreux (63). En définitive, s'il est impossible de pré-

---

(60) suite
montant du dividende pourront être affectés au paiement des dettes tandis que le quart restant sera incessible. A N S O M Sénégal XIII 9b.

(61) Au bout de quelques années, les sommes laissées en dépôt peuvent atteindre plusieurs dizaines de milliers de francs; l'intérêt servi par les maisons de commerce se situe en général autour de 5 à 6%, soit la moitié du taux ordinairement pratiqué pour les opérations de crédit dans la colonie. Les sociétés commerciales se procurent ainsi des capitaux à bon compte.

(62) Nous en avons un exemple avec B.Devès qui a ouvert un crédit de deux cent mille F. à la maison Rey et Rolland qu'il commandite.

(63) On s'en rend bien compte lorsqu'on parcourt la correspondance de la Maison Maurel et Prom pour une période postérieure.

ciser le volume des capitaux engagés dans les affaires de la Sénégambie pendant la décennie 1841-1850, certains indices comme la création de nouvelles entreprises et l'accroissement régulier et rapide du capital social confirment les nombreux témoignages relatifs à l'expansion économique des Européens. Ainsi, malgré la crise de la gomme et les difficultés au milieu desquelles se débattent les traitants, le Sénégal continue à attirer les Européens et leurs capitaux. Cette confiance en l'avenir économique des comptoirs s'explique sans doute comme nous l'avons vu, par l'arachide qui offre une nouvelle branche à leur activité mais aussi par le mythe demeuré intact de l'édification rapide des fortunes et par le maintien du profit des négociants alors que s'effondrent les revenus des traitants. Fréquentes sont les allusions à ces hommes partis avec de modestes capitaux - les leurs ou ceux qui leur ont été confiés -, qui après quelques années de séjour en Afrique regagnent la France pour y jouir d'une très solide aisance. Ainsi, Durand-Valantin évoque-t-il les Européens qui "amassent une fortune et repartent pour la métropole après avoir vu leurs efforts couronnés de succès". Les traitants pour leur part, dénoncent la nouvelle vague d'Européens avides de s'enrichir dans les plus brefs délais, alors que leurs prédécesseurs d'il y a dix ou quinze ans "n'avaient pas une hâte trop grande pour parvenir à accroître leur fortune" (64). Une évolution s'est-elle manifestée ces dernières années dans le comportement des Européens ou bien la recherche obstinée de la fortune par ces nouveaux venus n'a-t-elle paru plus agressive aux habitants que par le contraste de plus en plus saisissant entre leur misère provoquée par la crise et l'enrichissement rapide des négociants ? A cette question il est impossible de répondre.

---

(64) Durand-Valantin : Mémoire, op.cit. et pétition des traitants au président de la République, 10 août 1849, déjà cités.

D'autre part, à Marseille et à Bordeaux surtout, l'exemple de ces hommes qui à leur retour d'Afrique se trouvaient désormais placés à la tête d'affaires relativement importantes et exerçaient une influence incontestable au sein du commerce local ne manquait pas d'exciter les imaginations et de susciter de nouvelles vocations au départ. Quelques spéculations heureuses effectuées sur les rives du Sénégal et largement commentées sur celles de la Gironde ne pouvaient que renforcer chez certains ce violent désir de tenter d'autres "coups" aussi fructueux. Un négociant, Polyeucte Lacoste, n'avait-il pas en jouant sur le prix des guinées gagné cent mille francs en quelques mois lors de la traite de 1849? (65) Même si les traitants ont exagéré pour la défense de leur cause l'ampleur de cette spéculation, même si la majorité des négociants a une gestion plus prudente, il n'en est pas moins vrai que le commerce du Sénégal offre de larges possibilités de gain rapide et que quelques audacieux - nos sources nous montrent que P. Lacoste n'est pas une exception - savent les utiliser au maximum.

Nous avons constaté en son temps combien sévère avait été la chute des revenus des traitants et le moment est venu de nous interroger sur l'évolution du profit des négociants. A-t-elle été parallèle ou au contraire divergente ? Le problème est facile à poser mais difficile à résoudre car en l'absence de toute comptabilité des maisons de commerce notre documentation est indigente, donc sans commune mesure avec celle dont on a disposé pour les traitants. Seuls des témoignages de contemporains et de rares indications chiffrées au détour d'un rapport officiel ou d'une correspondance privée

---

(65) Les traitants écrivent dans une lettre au gouverneur en date du 27 octobre 1849 : "Sur la place de Bordeaux, il (P.Lacoste) proclamera dans quelques semaines que les habitants ne savent pas travailler...et une cupidité nouvelle sera excitée" A N S O M Sénégal XIII 29b.

peuvent apporter quelque lueur et autoriser à formuler une hypothèse. Souvent, on rencontre l'affirmation jamais démentie que le sort des négociants est indépendant de celui des traitants. C'est ce que montre bien le gouverneur par interim Thomas lorsqu'il rend compte au ministre de la traite de 1844 :

> "Les bas prix auxquels les échanges ont lieu aux escales n'ont laissé aucun bénéfice aux traitants, plusieurs ont éprouvé des pertes ... tandis que favorisés par des circonstances sur lesquelles ils (les négociants) ne devaient pas compter, ils ont réalisé d'assez beaux bénéfices"

écrit-il le 12 novembre. Il confirme et précise ce phénomène dans sa lettre du 23 décembre lorsqu'il évoque "les bénéfices réalisés par les négociants à la suite des prix élevés de la gomme, mais ces bénéfices ne réagissent pas sur les malheureux traitants qui sont plus ruinés que jamais" (66).

La documentation disponible n'a pas permis pour la période 1840-1847 de retracer l'évolution du taux du profit réalisé par une maison de commerce pour l'ensemble de ses opérations. Aussi, ce témoignage relatif à la maison Rey et Rolland commanditée par B. Devès de Bordeaux n'en est que plus précieux. De 1833 à 1835, elle a réalisé un bénéfice net de 334.000 F. pour une mise de fonds de cent mille F. et pour un crédit d'un montant double, ce qui établit le taux annuel du profit autour de 37% (67). Ce chiffre est-il comparable à

---

(66) Gouverneur à ministre, n°360, 12 novembre 1844 et n°409 du 23 décembre 1844. A N S O M Sénégal I 27a.

(67) De Montguers à directeur des Colonies, lettre confidentielle du 20 novembre 1841. Son auteur, un fonctionnaire, tient à faire remarquer que les plaintes du commerce européen sont injustifiées et déclare "j'ai vu de mes yeux

celui qu'ont obtenu d'autres entreprises et dans quelles proportions a-t-il varié au cours des années suivantes : autant de questions malheureusement sans réponse. Mais au delà de la rentabilité globale d'une entreprise commerciale on peut tenter de démêler la structure du profit (68). C'est une pratique bien attestée du commerce européen que d'augmenter systématiquement le prix des marchandises importées sur la côte de 50 à 100% (69). Prenons l'exemple des guinées de l'Inde. En 1839, Bruno et Edouard Devès affirment au ministre que le commerce colonial a réalisé sur leur vente "un bénéfice net de plus de 100%"(70). Deux ans plus tard, la pièce de guinée cotée douze ou treize francs à Bordeaux et majorée de 26 centimes à Saint-Louis pour frais de transport et droit d'entrée

---

(67) suite
et j'ai tenu entre mes mains la liquidation de ces trois années". A N S O M Sénégal XIII 25c.

(68) NEWBURY (C) a tenté de poser le problème du profit dans une contribution intitulée "Prices and profitability in early nineteenth century West African trade" publiée dans l'ouvrage collectif réalisé sous la direction de Claude MEILLASSOUX : The development of indigenous trade and markets in West Africa, International African Institute, Oxford University Press, 1971, pp.91-106.

(69) Cette majoration est parfois beaucoup plus élevée. BOUET-WILLAUMEZ Commerce et traite, op.cit.,p.71 signale qu'au Rio Nunez le tonneau de sel acheté en Europe 20 à 25 F. est revendu 80 à 100 F. soit 400% de bénéfice brut. Sur les ventes du sel des salines d'Hyères au Rio Nunez, voir le Lloyd bordelais du 12 octobre 1845.

(70) Lettre au ministre de la Marine et des Colonies, 11 juin 1839, A N S O M Sénégal XIII 25a.

est cédée par les négociants aux traitants sur la base de 16 Kg de gomme soit à raison de 1 F,30 le kilog une valeur de 21 F,45. Le bénéfice (8 F,19 ou 9 F,19 par pièce) s'établit donc à 61,76% dans le premier cas et à 74,95% dans le second (71). Les maisons de commerce comptent avant tout sur la forte majoration des marchandises expédiées à la côte pour assurer leurs bénéfices car elles considèrent la réalisation des "retours" comme une opération des plus aléatoires. Ce principe de stratégie commerciale apparaît à la lecture de la correspondance adressée par les dirigeants d'une firme bordelaise à leurs représentants en Sénégambie comme un véritable dogme inlassablement répété (72).

Pour apprécier correctement le profit réalisé par les Européens, il est nécessaire de tenir compte de l'évolution du prix des marchandises métropolitaines (73). On sait en par-

---

(71) De Montguers, note du 4 septembre 1841 A N S O M Sénégal XIII 25c. Il évalue d'autre part le bénéfice réalisé par les Européens sur les guinées nécessaires à la traite des basses escales à près de 360.000 F. En effet, pour une récolte de 1.500 tonnes, il a fallu selon ses calculs 55.555 pièces de guinée, mais alors qu'il affirme que la pièce de guinée n'a pas coûté tous frais payés, rendue au Sénégal, quinze francs (12 F,26 ou 13 F,26 selon les propres indications de de Montguers) il prend cette somme comme base de ses estimations; l'importance du bénéfice ainsi réalisé se trouve minorée. A titre de comparaison, notons que la Compagnie de Galam dans laquelle les Européens jouent un rôle de premier plan offre à ses actionnaires un rendement de 32,4% en 1843-1844, de 32,3% en 1844-1845 et de 51% en 1845-1846, SAULNIER, op.cit.

(72) Archives Maurel et Prom, Bordeaux

(73) Colin Newbury a posé ce problème, op.cit., p.101.

ticulier que, grâce aux progrès de l'industrialisation, le coût de la pièce de guinée n'a cessé de diminuer pendant la période considérée, mais ce n'est qu'avec bien du retard que cette baisse a été répercutée en Afrique. Par contre, la moindre difficulté survenue à Bordeaux dans le placement des gommes pesait rapidement et fortement sur le taux de l'échange à Saint-Louis. C'est ce qu'exprime Gallois-Montbrun dans ses observations sur le commerce du Sénégal :

> "Je suis fort éloigné de blâmer les habitants du Sénégal d'avoir voulu régler leurs prix sur ceux de France, mais je dis aussi que ces marchés régulateurs pour la gomme devraient l'être aussi pour la guinée" (74).

On peut tenter de calculer la marge laissée par les transactions sur la gomme et l'arachide grâce aux valeurs indiquées d'une part au Sénégal par les mercuriales, les jugements des tribunaux, les ventes de gommes opérées par l'administration ou le rapport établi par Marc Maurel en 1852, et d'autre part, en France, par les bulletins hebdomadaires du Lloyd bordelais et du Sémaphore de Marseille (75). Prenons quelques exemples. En 1841, la gomme vendue à Saint-Louis 1 F,30 le kilogramme trouve preneur à Bordeaux à 1 F,60 soit 23% de bénéfice brut sur lequel il faut déduire le droit de sortie, le fret, les frais d'entrepôt et de triage ainsi que la commission du courtier. En comparant la moyenne annuelle des cotations enregistrées à Bordeaux et les estimations de Marc Maurel, on cons-

---

(74) Observations sur le commerce du Sénégal et plus particulièrement sur la traite de la gomme aux escales du fleuve par Gallois-Montbrun, conseiller, vice-président de la Cour d'appel, février 1840, A N S O M Sénégal XIII 25b.

(75) Rappelons que les gommes vendues par l'administration proviennent du prélèvement de 5% institué par l'ordon-

tate que le bénéfice brut oscille entre 25 et 28% entre 1842 et 1844, puis s'élève à 62% en 1845 et se stabilise autour de 40% les deux années suivantes (76). L'arachide procure, semble-t-il, des bénéfices beaucoup plus substantiels, surtout au début de sa commercialisation où ils atteignent en 1844-1845 environ 200% (77). Dans ces conditions on comprend l'ardeur avec laquelle les négociants se lancent dans le commerce des graines oléagineuses alors que celui de la gomme est en perte de vitesse.

Peut-on conclure que les bénéfices cumulés de la vente des marchandises européennes et de la réalisation des produits africains assurent aux maisons de commerce une rentabilité satisfaisante de leurs capitaux ? L'hypothèse paraît vraisemblable, même si les éléments manquent pour déterminer le taux du profit et en préciser les variations. Mais la crise qui va bientôt s'abattre sur l'Europe ne risque-t-elle pas de porter un coup sévère aux intérêts et partant au dynamisme des Européens ?

---

(75) suite
nance de 1842 afin de permettre l'extinction des dettes des traitants. Le rapport de Marc Maurel se trouve dans A N S O M Sénégal XIII 1a.

(76) On trouvera toutes les indications concernant le calcul du taux de profit dans les commentaires accompagnant le tableau n°XXIV retraçant l'évolution des bénéfices bruts réalisés sur les gommes entre 1841 et 1850, p. 808.

(77) Voir le tableau n°XXV : Evolution du profit brut obtenu sur les arachides de 1844 à 1850, p. 809. A titre de comparaison, rappelons que Newbury évalue le profit réalisé vers 1850 sur l'huile de palme troquée à Grand-Bassam à 300% et à un niveau un peu inférieur pour celle qui a été collectée dans les Rivières de l'huile.

3°- La crise a-t-elle brisé le dynamisme des Européens ?

a) Le renversement de la conjoncture

Dans les derniers mois de 1846, la brillante expansion qui se manifestait en France depuis 1840 donne brusquement des signes d'essoufflement. La conjoncture jusqu'alors favorable se renverse et débute une crise cyclique qui va durer jusqu'en 1850. Par sa double origine : difficultés agricoles caractéristiques de l'économie traditionnelle et défaillance du crédit due à l'ampleur de l'essor industriel et commercial des années précédentes, elle illustre bien cette période de transition entre l'ancien et le nouveau régime économique que traverse alors notre pays (78). De mauvaises récoltes dans la plupart des départements provoquent comme à l'ordinaire une hausse disproportionnée des prix des céréales, car la spéculation et l'accaparement faussent le marché. Les cours du blé ne cessent de monter pendant l'hiver pour atteindre leur niveau record en mai 1847. Au même moment, un autre élément essentiel de l'alimentation fait défaut puisque la pomme de terre est atteinte d'une maladie qui apparue en Irlande en 1845, se répand dans nos campagnes l'année suivante. Heureusement, en 1847, les moissons sont satisfaisantes mais la situation de crise n'a pas pour autant disparu, d'autres secteurs de l'économie ayant été touchés. En effet, à la crise agricole se sont superposées une crise industrielle et une crise financière. La population étant désormais obligée de

---

(78) Pour l'analyse de la situation économique on peut ajouter aux ouvrages cités au début de ce chapitre les synthèses de Ph. VIGIER : La Seconde République, Paris, P.U.F. 1967 et de M. AGULHON : 1848 et l'apprentissage de la République 1848-1852, Paris, Le Seuil, 1973, 253 p.ainsi que le livre publié sous la direction d'E.LABROUSSE : Aspects de la crise de la dépresssion de l'économie française au milieu du XIXe siècle,1846-1851, Paris, 1956.

consacrer l'essentiel de ses ressources à l'achat de produits alimentaires plus coûteux, il était inévitable que les débouchés de l'industrie textile se restreignent. D'autres secteurs, comme la métallurgie et la construction des chemins de fer, connaissent également des difficultés : crise boursière et spéculation étant responsables de leur paralysie. La crise financière est complexe. D'une part, les importants achats de blé effectués par le gouvernement, en Russie principalement, aggravent le déficit budgétaire et diminuent sensiblement l'encaisse-or de la Banque de France. D'autre part, l'ampleur même de l'essor industriel et commercial des années 1840-1846 a provoqué une crise du crédit qui témoigne de l'inadaptation des structures bancaires et commerciales aux besoins d'une économie en pleine transformation. En effet, au moment où la crise agricole oblige les particuliers et l'Etat à recourir aux banques, l'argent manque pour répondre aux appels de fonds des sociétés industrielles et des compagnies de chemins de fer qui avaient multiplié en 1845 les émissions d'actions en échelonnant les versements dans les mois à venir. Les banques se trouvent bientôt dans une situation critique, certaines sont acculées à la faillite et la Banque de France est contrainte d'élever en janvier 1847 le taux de l'escompte de 4 à 5%. Certaines compagnies de chemins de fer doivent interrompre les travaux de construction , d'autres déposer leur bilan. Les industriels restreignent leur production et condamnent au chômage une partie de leur personnel.

A la fin de 1847, on observe, sans doute, des signes de reprise de l'activité industrielle et commerciale, mais les conséquences sociales et politiques des difficultés antérieures sont toujours très sensibles. D'ailleurs, la Révolution de février allait relancer brutalement la crise. En quelques jours se développe une "paralysie sans précédent",

selon l'expression d'Ernest Labrousse. On assiste d'abord à une terrible crise monétaire et bancaire avec son cortège de cessations de paiements, de faillites et d'effondrement des cours à la Bourse de Paris. Puis s'installe une crise industrielle et commerciale provoquée par une brutale disparition des capitaux. Quelques chiffres en illustrent l'ampleur : en 1848, les importations de laine ont reculé de 56 % par rapport à 1845, la production de minerai de fer et de fonte a baissé de 80 %, celle d'acier de 75 %, tandis que l'activité des filatures de coton diminuait d'un tiers (79). Dans les mois qui suivent la proclamation de la République, le chômage revêt une extrême gravité, - à Paris en mai-juin, il affecte 56 % des ouvriers -, et l'on connaît l'importance des conséquences sociales et politiques d'une telle situation. Il faut attendre l'automne pour que s'amorce timidement dans certains secteurs une reprise qui va s'affermir dans le courant de l'année 1849 avec le succès du parti de l'Ordre. Les échanges reprennent tant sur le marché intérieur que dans les relations avec l'étranger. L'activité industrielle s'en trouve stimulée et le textile, en particulier, redémarre. Mais ce renouveau commercial et industriel n'a pendant les années 1849-1851 qu'un caractère limité. En effet, la persistance de la crise du crédit public et privé interdit toute véritable relance. Le gouvernement, face à de sérieuses difficultés budgétaires, réduit considérablement les crédits du ministère des Travaux publics et de ce fait compromet la construction du réseau ferroviaire et refuse à la métallurgie un indispensable stimulant. L'instabilité politique et l'incertitude de l'avenir ne constituaient pas des conditions favorables. Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 en levant l'hypo-

---

(79) MARKOVITCH (T.) : Les cycles industriels en France, Le Mouvement Social, 1968, op. cit.

thèque va permettre la reprise générale tant attendue par les milieux d'affaires. Avec le redressement rapide des valeurs boursières, les mesures gouvernementales destinées à faciliter l'initiative capitaliste et l'enrichissement, et "l'étonnant ensemble de créations bancaires, de concessions de chemins de fer et de travaux publics" les premiers mois de 1852 apparaissent comme "une période faste" de l'histoire économique de la France et "le début d'une grande phase d'expansion" (80). La crise était donc bien terminée, mais par son ampleur elle avait démontré les insuffisances de l'appareil économique français et la nécessité d'en élargir les bases. Guy Palmade a bien saisi l'importance de ces années de crise et l'on ne saurait mieux faire que de le citer :

> "Chronologie des "événements" et chronologie des "structures" pour une fois coïncident : les années centrales du siècle 1848-1851 sont une articulation majeure de l'histoire du capitalisme français comme de la politique générale. La machine économique qui tournait de plus en plus vite à la fin de la Monarchie de Juillet, trop vite probablement, brusquement s'affole et se dérègle. La Révolution détermine une brutale rechute et semble mettre en question les bases mêmes du système. Le danger social pourtant est vite conjuré mais les affaires languissent toujours, le marasme traîne. La peur bourgeoise qui a survécu au péril facilite alors la prise du pouvoir par un gouvernement autoritaire que vient favoriser de surcroît une conjoncture heureuse; la tendance se retourne, une phase de prospérité commence (81)".

---

(80) VIGIER (Ph.) : La Seconde République, op.cit., p.124.
(81) PALMADE (G.) : op.cit., p.121.

b) Répercussions au Sénégal

La crise qui secoue la France et certains autres pays européens, en particulier la Grande-Bretagne ne pouvait manquer d'affecter l'économie des comptoirs sénégalais dont on connaît la dépendance à l'égard de la métropole. Mais avant de s'attarder sur les rives du Sénégal et sur Gorée et ses environs, il n'est pas inutile de jeter un rapide coup d'oeil sur la situation de ces deux relais que sont Marseille et Bordeaux. Le creux de la vague semble se situer pour le grand port méditerranéen en 1849, année pour laquelle le mouvement de la navigation s'inscrit en sérieux recul par rapport à celui de l'année précédente. L'apparition du choléra aggrave une situation déjà difficile. Deux des plus importantes industries de la ville : l'huilerie et la savonnerie, sont sérieusement et durablement touchées puisqu'un rapport du procureur général de décembre 1850 signale l'arrêt ou le ralentissement de nombreuses usines (82). A Bordeaux dans une ville toute à la nostalgie de sa prospérité passée et incertaine de son avenir, la crise fit de sérieux ravages, provoquant en particulier en 1848 un record de faillites. Cependant, par rapport aux autres ports, elle parut relativement épargnée, peut-être parce qu'elle n'avait pas connu dans les années quarante une croissance rapide. Les marchandises et tout spécialement les denrées coloniales, s'accumulaient dans les entrepôts sans qu'on pût les écouler. Les navires partis bien avant la Révolution continuaient d'arriver régulièrement, mais leurs cargaisons ne trouvaient plus preneurs. La reprise amorcée dès la fin de 1848 dans l'exportation des vins ne se manifestera qu'environ un an plus tard dans les constructions navales,

---

(82) GUIRAL (P.) : Le cas d'un grand port de commerce : Marseille in Aspects de la crise ... op.cit.

tandis que le commerce des produits coloniaux n'aura pas retrouvé son activité antérieure à la fin de 1850 (83).

Le volume des affaires traitées par les Européens au Sénégal s'est trouvé singulièrement réduit par les contre-coups de la dépression qui sévit en métropole. En effet, il représente pour les années 1848-1850 environ la moitié du chiffre atteint en 1846 (84). Les importations de tissus en général et de guinées en particulier se sont effondrées; en 1848 leur valeur n'est plus que la moitié de celle de l'année précédente et que le tiers et même moins de celles des années 1845 et 1846 (85). La chute des exportations de gomme est évidemment aussi spectaculaire puisqu'elle s'inscrit dans les mêmes proportions (86). Par contre, et ce fait revêt une importante signification, l'augmentation des quantités d'arachides exportées du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique n'a pas été entravée par la crise (87). Malgré le marasme des huileries et des savonneries, cette graine oléagineuse paraît de plus en plus recherchée et préférée à d'autres. Alors qu'en général les prix des matières premières baissent sensiblement, les cours de l'arachide à Bordeaux et à Marseille n'accusent qu'un léger fléchissement en 1849; puis se redressent rapidement et dépassent le niveau des années antérieures à la crise. La gomme, ce qui ne nous étonnera pas, a

---

(83) CHARLES (A.) : La Révolution de 1848 et la seconde République à Bordeaux et dans le département de la Gironde, Bordeaux, Delmas, 1945, 389 p.

(84) Voir l'étude de l'évolution du commerce, Ch.II, tableau II, p.164.

(85) Ibid., tableaux VIII et IX, p.190 et 191.

(86) Ibid., tableau XII, p.217.

(87) Voir l'étude de l'évolution du commerce, tableau XIV, p.235.

fait preuve d'une grande sensibilité à l'égard de la conjoncture. En 1848 et 1849, les cours à Bordeaux sont au plus bas; ils se situent à un niveau à peine supérieur à la moitié de celui de 1846 et ils n'auront pas encore rejoint ce dernier à la fin de 1850, malgré un sensible progrès.

Ainsi, la diminution des quantités de marchandises et de produits à destination et en provenance des comptoirs sénégalais ainsi que la chute des prix devaient affecter le volume du chiffre d'affaires des négociants européens. Sans information précise sur ce phénomène, il n'est cependant pas interdit de penser que dans l'ensemble les maisons de commerce disposant de capitaux importants, solidement organisées, bien informées de l'évolution de la conjoncture en métropole ont beaucoup mieux supporté l'adversité que les négociants indépendants. La concurrence a été avivée par le manque d'affaires et la documentation disponible nous laisse entrevoir que ces années de difficultés se sont soldées par une consolidation, voire même une expansion des entreprises les plus puissantes, réalisées aux dépens des plus faibles qui, faute de moyens suffisants pour attendre des jours meilleurs, ont dû abandonner la partie ou ont été acculées à la faillite.

Il est, en effet, très frappant de constater qu'au lendemain de la crise, la maison Maurel et Prom a acquis une autorité considérable au sein du commerce européen. Incontestablement, elle apparaît comme le représentant éminent des intérêts des négociants travaillant au Sénégal et ses dirigeants jouent non seulement un rôle important dans la Chambre de commerce de Bordeaux, mais aussi sont devenus les interlocuteurs privilégiés des autorités, tant à Saint-Louis qu'à Paris pour tout ce qui touche à l'avenir des comptoirs sénégalais. Le rapport rédigé en 1852 par Marc Maurel sur l'évolution commerciale des dix dernières années par le retentis-

sement qu'il a eu est la meilleure illustration de ce rôle de leader (88). Il est bien évident que le crédit dont jouissent les dirigeants de Maurel et Prom s'explique par la part sans cesse croissante du commerce sénégalais que la firme a su conquérir. Le gouverneur Jauréguiberry, dans la note qu'il a rédigée pour son usage personnel sur les négociants et les commerçants établis à Saint-Louis, fait état de la croissance rapide de la maison Maurel et Prom et de sa large audience dans les milieux commerçants et politiques (89). Mais ce succès des puissants s'accompagne parfois de désastres pour les "indépendants". C'est ainsi qu'en 1848, deux firmes uniquement installées en Afrique, Cabeuil et D'Huviller et Serpolet et Cie (90) durent déposer leur bilan alors que pendant les dix années précédentes aucune maison européenne n'avait été conduite à cette extrémité (91). La première retiendra notre attention, car son sort est d'une certaine façon exemplaire. Etablie depuis près d'une vingtaine d'années environ à Gorée, elle s'est spécialisée dans le commerce du bas de la côte où elle a joué en quelque sorte un rôle de pionnier. Ses traitants ont collecté dans le Saloum,

---

(88) Rapport de Marc Maurel adressé par le gouverneur Protet au ministre le 16 mai 1852, se trouve dans A N S O M Sénégal XIII 1 a et sous forme de brochure dans Sénégal XIII 30 a. Nous aurons l'occasion d'analyser ce document et d'en préciser l'importance ultérieurement.

(89) Papiers Jauréguiberry A S H M

(90) Jean Serpolet, négociant, et Achille Sérieux, ont constitué la société Serpolet et Cie en avril 1847 A N S O M D P P C Notariat Gorée, n°43, 17 avril 1847. Nous ignorons tout de ses activités mais il est à noter qu'à peine dix-huit mois plus tard elle était déclarée en faillite.

(91) Faillite Cabeuil, A N S O M D P P C Notariat Gorée, 3 mai 1848, n°33, faillite Serpolet, ibid., août 1848.

à Albréda, en Casamance et dans les rios Bolole, Grande et Nunez les produits traditionnels : riz, cire, peaux et ivoire avant d'y adjoindre les arachides (92). En mai 1848, la faillite est déclarée et les syndics désignés, Borelli et Quentin, cherchent à mettre un peu d'ordre dans des affaires passablement embrouillées. Ils actionnent devant le tribunal au cours du second semestre 1848 et de l'année 1849 de nombreux petits débiteurs et font vendre des immeubles à Gorée et Albréda. Finalement, en novembre 1849, ils obtiennent des créanciers qui pour la plupart résident en France (93), un concordat dont on ignore les bases, de même que l'importance exacte de la faillite nous échappe. Il est bien difficile de démêler les véritables raisons de l'échec. Mauvaise gestion? Baudin, commandant de la Division navale, semble l'admettre (94). Mais n'est-ce pas vite dit, et ne conviendrait-il pas d'envisager une incapacité à s'adapter à l'évolution nouvelle du commerce de la côte ? Tant que Cabeuil se cantonnait dans les affaires médiocres d'approvisionnement en riz de Gorée ou de Saint-Louis ou dans la collecte de produits de valeur comme la cire ou surtout l'ivoire, il réussissait à faire face. En effet, il pouvait dans des conditions généralement acceptables, car la fluctuation des cours de ces produits sur les marchés de la métropole s'inscrivait dans des limites

---

(92) Cabeuil a rédigé en janvier 1840 sur le commerce effectué entre la Gambie et les îles de Los un important mémoire dont l'intérêt n'a pas échappé au ministre de la Marine qui y fait de nombreuses allusions dans sa correspondance. A N S O M Correspondance Générale 193 .

(93) Parmi les créanciers, on rencontre Rousseau et Cie, Paillard négociants à Paris, A.Chenard de Nantes et Théodore Senne de Marseille.

(94) Baudin, rapport du 27 juillet 1848 sur le Rio Grande: "Cabeuil qui n'a jamais réussi dans aucune opération commerciale". A N S O M Sénégal IV 26c.

assez étroites, soit les revendre sur place aux succursales des maisons bordelaises ou marseillaises, soit les expédier à des négociants ou des courtiers en France. Cabeuil s'est lancé dans le commerce des arachides, son installation à Albréda le prouverait, mais il n'a probablement pas pu supporter la concurrence de maisons de plus grande envergure qui, pour limiter les frais, organisaient des voyages en droiture vers le sud de Gorée. Dans un tel système, il ne pouvait donc y avoir de place pour un intermédiaire comme Cabeuil qui ne disposait pas de solides appuis financiers en métropole. Désordre de la gestion, accident de conjoncture atteignant tout particulièrement des produits comme les peaux, la cire et l'ivoire, inadaptation au commerce nouveau de l'arachide, ces trois raisons ont pu se conjuguer pour abattre ce négociant réduit à ses seules forces.

Les négociants de Saint-Louis, du fait de l'exclusivisme de la gomme, produit de forte spéculation, semblaient plus vulnérables que ceux de Gorée. En réalité, aucun n'a été contraint de déposer son bilan. A noter, cependant, que la solution adoptée à l'égard de Pierre Louis Rey apparaît comme une faillite déguisée. Il travaillait en liaison avec la maison Rouelle de Marseille et, à la suite de pertes considérables, il a dû, en octobre 1848, entrer en arrangement avec ses créanciers. Un concordat amiable lui fut accordé à condition qu'il s'engage, après avoir fait cession de tout son actif, à payer à ses créanciers la somme de cinquante mille francs dans un délai de cinq ans (95). D'autre part, ayant

---

(95) Pierre Louis Rey, dit Rey le jeune, né à Rumilly (Savoie) en 1822 mourra à Bakel en 1854 ... A la fin de la traite de 1847, il avait pour 152.038 F,25 de créances à recouvrer, soit un montant très largement supérieur à celui de la maison Maurel et Prom, A N S O M Sénégal XIII

constaté dans les années qui ont précédé la crise un afflux d'Européens venus tenter fortune sur les bords du Sénégal, la question se pose donc de savoir si les temps difficiles n'ont pas provoqué un mouvement de reflux. Il est malaisé de répondre, en l'absence de tout témoignage sur ce problème et de statistiques détaillées à partir de 1848. On peut sans doute citer le cas de Stephan Auxcousteaux qui, à la fin de 1848, regagne définitivement le Havre après avoir expédié pendant plusieurs années des traitants dans le fleuve. Mais ce retour n'est-il pas plutôt la conséquence du conflit qui l'a opposé à son associé et qui s'est terminé par la condamnation de ce dernier que des difficultés de la conjoncture ? Il est impossible de trancher (96).

Il convient de s'interroger aussi sur les répercussions de la crise dans le domaine des investissements et du profit, mais les informations très fragmentaires que l'on peut recueillir ne permettent de formuler qu'avec précaution quelques hypothèses. La conjoncture défavorable ne semble cependant pas avoir dissuadé les hommes d'affaires de risquer leurs capitaux dans le commerce du Sénégal. Ainsi Tandonnet, une

---

(95) suite
28b. En octobre 1848, son passif s'élevait à 257.276 F,56 et son actif à 27.194 F,66 dont 20.764 étaient dûs par des débiteurs presque insolvables. Ayant abandonné les affaires, Rey devint commandant du poste de Bakel. A sa mort, il n'avait pu payer que dix mille francs. AN.Col. E.E.1839. D'autre part, Jauréguiberry signale qu'un autre négociant de Saint-Louis, Charles Brian, se serait suicidé en 1852 à cause du désordre de ses affaires, mais est-ce une conséquence de la crise?

(96) A N S O M D P P C Cour d'appel de Saint-Louis, 10 octobre 1848, n°81.

importante maison d'armement et de négoce de Bordeaux dont les aires d'activité sont très diverses n'a profité ni de la dissolution, en 1850, de la société Fortané et Granges, ni de la mort en 1851, de Ch. Lafon pour se retirer des sociétés qu'elle commandite à Saint-Louis et à Gorée (97). Elle considère donc que le commerce des comptoirs, y compris celui de la gomme pourtant bien décrié, peut continuer à offrir d'intéressantes perspectives. Une autre manifestation de confiance dans l'avenir du Sénégal parait bien être, après la disparition de la Compagnie privilégiée de Galam, la constitution par neuf maisons européennes d'une Société anonyme pour l'exploitation du Commerce de Galam. Ainsi, les Européens affirmaient sans équivoque leurs intentions de réaliser à leur profit un véritable monopole du commerce du haut fleuve et ils s'en donnaient les moyens, d'une part, en excluant d'entrée de jeu les habitants de la société et, d'autre part, en réunissant un capital suffisamment important pour annihiler à plus ou moins brève échéance toute velléité de concurrence (98). Cette attitude dynamique paraît se retrouver aussi chez les commerçants et les petits négociants car on constate qu'en pleine crise, en mai 1849, la société Giraud et Cie n'a pas hésité à tripler son capital social (99).

Si on examine maintenant le problème des bénéfices, on constate que, pendant des années de crise si funestes aux traitants, les négociants européens conservent, à l'occasion, la possibilité de réussir des spéculations hardies et à tout

---

(97) Sur ces sociétés, chapitre VIII.

(98) Ibidem, On sait que le gouvernement refusa finalement de donner son autorisation à cette société.

(99) Ibidem.

le moins de maintenir leur taux de profit : les habitants l 'affirment dans leur pétition d'octobre 1849 et Marc Maurel ne les contredit pas dans son rapport. Plus nuancé; Durand-Valantin évoque "les bénéfices devenant plus restreints". Mais au-delà du témoignage des contemporains inévitablement subjectif et vague, il est heureusement possible, comme nous l'avons vu pour la période précédente, de se faire une idée approximative de l'évolution du profit grâce aux quelques séries de chiffres dont nous disposons. Les mercuriales constituent la première d'entre elles. Etablies deux fois par an par une commission où les négociants sont en majorité, elles servent à liquider le montant des droits de douane et de ce fait ont souvent tendance à sous-estimer le prix réel des produits. C'est pourquoi, nous avons pour la gomme utilisé les prix atteints par les lots mis en vente à la fin de chaque traite par l'administration au titre de fonds commun, ainsi que l'évaluation donnée par Marc Maurel et qui reflète le cours moyen des transactions réalisées à Saint-Louis au cours de chaque traite. Enfin, les décisions du tribunal de commerce peuvent apporter d'utiles éléments de comparaison. De même que les mercuriales, les cotations publiées chaque semaine par le Lloyd bordelais ne correspondent pas toujours aux prix réellement pratiqués, mais elles offrent une source homogène préférable pour nos calculs aux renseignements épars que l'on peut recueillir dans le journal sur les transactions effectuées sur la place de Bordeaux (100). Pour la gomme, le taux

---

(100) Les cotations hebdomadaires du Lloyd bordelais qui s'entendent pour un kilogramme de gomme dure bas du fleuve ont permis d'établir les moyennes mensuelles et celles-ci la moyenne annuelle. A côté, la chronique du marché de Bordeaux révèle évidemment des fluctuations de prix plus amples que celles des cotations des courtiers, mais elle ne fournit que de rares indications d'autant plus qu'assez souvent des affaires ont été conclues à prix secret.

du profit a été calculé à la fois d'après les mercuriales et d'après l'évaluation de Marc Maurel, mais pour l'arachide, nous ne disposons pas d'autre source que les valeurs retenues par les douanes.

TABLEAU XXIV - EVOLUTION DU PROFIT BRUT PROCURE PAR LA GOMME

Années	Mercuriales St-Louis	Fonds commun	Tribunal	Maurel St-Louis	Lloyd bordelais	Profit mercur. Maurel	
1841	1,20		1,30		1,60	33%	23%
1842	1,30	1,44	1,36	1,35	1,69	30	25,18
1843	1,40	1,44		1,50	1,926	37,14	28,40
1844	1,90	2,50		2	2,57	35,26	28,50
1845	1,90	2,05		1,80	2,92	53,68	62,22
1846	1,80	2,13		2,10	2,94	63,33	40
1847	2,02 (1)	1,46		1,70	2,388	19,31 (1)	40,47
1848	1,02	0,79		1	1,54	51	54
1849	0,90			1,05	1,50	66,66	42,85
1850	1,80		1,90	1,90	2,19	21,66	15,26

(1) Cette valeur de la mercuriale paraît suspecte car contraire à l'évolution des prix reflétée par les évaluations du fonds commun et de Marc Maurel.

Les taux de profit, tels qu'ils ressortent de ce tableau, suggèrent quelques observations. On constate, tout d'abord, des différences parfois assez sensibles entre les deux séries et celle qui a été établie d'après les évaluations de Marc Maurel se situe en général à un niveau inférieur. D'autre part, les années de crise ne se sont pas traduites par un effondrement brutal du profit. Bien que l'année 1850

soit pour les négociants la moins favorable de la décennie, la période 1848-1850 offre un taux de profit nettement supérieur à celui des années 1842-1844 (101). Une fois encore se confirme l'observation que les années de crise si cruelles pour les traitants de gomme ne l'ont pas été pour les négociants, mais en a-t-il été de même pour le commerce des arachides ? Il ne le semble pas, car le bénéfice brut qui se situait au début de la commercialisation des arachides autour de 200% s'abaisse ensuite jusqu'à 60, 65%. Cependant il apparaît difficile de tirer de ces chiffres des conclusions précises car les cotations sont encore assez rares sur les marchés métropolitains. D'autre part, les bénéfices sont très vraisemblablement plus substantiels pour les chargements effectués dans les Rivières du Sud et expédiés directement en France. Cette pratique qui, on le sait, tend à se déve-

TABLEAU XXV - EVOLUTION DU PROFIT BRUT PROCURE PAR LES ARACHIDES

Années	Mercuriales Saint-Louis	Mercuriales Gorée	Lloyd bordelais	Profit Saint-Louis	Profit Gorée
1844	0,15	0,16	0,30	100%	87,3%
1845	0,15	0,16	0,31	106,5	93,75
1846	0,20	0,12	0,366	83	205
1847	0,20	0,20	0,33	65	65
1848	0,19	0,20	0,32	68,4	60
1849	0,14	0,20	0,295	110,7	47,5
1850	0,22	0,22	0,35	59,1	59,1

---

(101) Le taux moyen se situe pour 1848-1850 respectivement à 46,3% (mercuriales) et 37,3 (Maurel) et pour 1842-1844 à 34 et 27,3%.

lopper, permet de profiter d'un prix d'achat plus avantageux et d'éviter aussi bien les frais de cabotage que le droit de sortie perçu à Gorée. En définitive, la rentabilité du commerce de l'arachide demeure, semble-t-il, pendant les années 1848-1850 nettement supérieure à celle qu'offre le trafic de la gomme (102).

La situation des négociants européens ne saurait être envisagée dans sa totalité sans évoquer le problème des créances qu'ils détiennent vis-à-vis des traitants. La question ayant été étudiée dans la première partie, il suffira ici d'en souligner quelques aspects particuliers (103). Quelle a été l'incidence des années 1848-1850 sur le volume des dettes ? Telle est la première question qui vient à l'esprit. Malheureusement pour y répondre, nous manquons totalement de repères précis pour les traitants de gomme depuis qu'en 1849 a été supprimée la réglementation mise en place sept ans plus tôt dans l'espoir de faciliter l'extinction des dettes. Cependant, le dépouillement des registres des tribunaux apporte quelques indications utiles sur les poursuites engagées par les négociants contre les traitants. En effet, à Saint-Louis, après un gonflement considérable des actions judiciaires en 1842-1843, suivi d'un arrêt à peu près total pendant les trois années suivantes, on assiste dès le second semestre de

---

(102) Pour ces trois années de crise, le taux moyen du profit se situe à 79,30% pour Saint-Louis et à 54,60% pour Gorée. Newbury nous fournit un utile élément de comparaison. Selon lui, l'arachide valait à la même époque entre 3 £ 8sh et 6 £ 3sh la tonne en Sierra Leone soit 95 et 153 F,75 et en Europe entre 10 et 14 £ soit 250 et 350 F. Le bénéfice brut s'établirait alors à 163,15 et 127,60%.

(103) Première partie, chapitre VI.

1847 à une nouvelle poussée qui s'affirme en 1848 et prend toute son ampleur en 1850. Par contre, à Gorée, où depuis longtemps déjà chaque année apporte son lot de procès contre traitants et commerçants africains, la crise ne semble pas en avoir augmenté sensiblement le nombre. On connaît le résultat de toutes ces interventions : un transfert de propriétés (terrains, maisons et navires) au profit des créanciers. D'autre part, la Révolution a offert aux créanciers une autre possibilité de recouvrer une partie de leurs crédits en obtenant des débiteurs la cession de leurs droits à l'indemnité accordée aux possesseurs d'esclaves. On a déjà eu l'occasion de souligner l'importance de cet autre transfert de propriété.

Au total, quel est le bilan de l'action menée par les Européens pour la défense de leurs intérêts ? Tout d'abord, il faut remarquer que les négociants dont la stratégie consistait jusqu'alors à engager leurs disponibilités au maximum dans le mouvement de leurs affaires ont été contraints d'en immobiliser une partie dans la possession d'immeubles. Ensuite il faut s'interroger sur l'importance des recouvrements opérés par voie de justice : ont-ils apporté un soulagement sensible au fardeau des dettes ou même n'ont-ils pas provoqué sa disparition ? (104). En l'absence de tout renseignement chiffré on ne peut que se référer au témoignage de Marc Maurel, exprimé dans son mémoire déjà cité de 1852 :

> "tout le monde sait dans cette colonie que le traitant se ruine uniquement parce qu'il ne s'occupe que d'acheter la gomme et que le négociant ne se ruine pas

---

(104) Aux recouvrements par voie judiciaire on pourrait ajouter les engagements souscrits par des traitants qui, ayant perdu leur indépendance sont devenus des salariés. Une partie de la commission qui leur revenait sur les affaires traitées pouvait être utilisée à l'apurement des dettes.

parce qu'il ne perd à la traite que ce qu'il a gagné en se livrant à d'autres branches d'industrie. Le pays n'est pas débiteur de la métropole et on ne doit pas désespérer de lui".

Sans prendre une telle affirmation au pied de la lettre, il ne semble nullement téméraire d'en déduire que pour une part relativement importante les dettes ont été recouvrées et que pour le reste, les maisons de commerce, tout au moins les plus solides d'entre elles, ont supporté ces pertes sans difficulté.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans l'esprit des Européens, la cession des droits à l'indemnité n'a pas simplement pour but l'apurement des dettes mais aussi de s'assurer le contrôle de la Banque du Sénégal que l'administration envisageait de créer. C'est dans cette perspective que les négociants, les Maurel et Prom en tête, se sont portés acquéreurs des droits détenus par de nombreux petits propriétaires qui n'étaient pas débiteurs mais qui jugeaient préférable de recevoir immédiatement des espèces plutôt que des titres de rente délivrés un ou deux ans plus tard. Cette volonté nettement affirmée de devenir les maîtres d'une institution de crédit dont la crise a révélé la nécessité apporte une preuve supplémentaire d'une confiance dans le destin économique du Sénégal et d'un dynamisme demeurés intacts.

c) Les négociants contre les intermédiaires

La campagne qu'à partir de 1849 les négociants vont mener avec une vigueur toute nouvelle contre le rôle d'intermédiaire des traitants de gomme illustre à la fois leur détermination à prendre le contrôle total des échanges et leur volonté d'expansion. Déjà quelques négociants avaient manifesté des réserves voire même de l'hostilité à l'égard d'un système qui, mis en place par l'ordonnance de novembre 1842 fai-

sait fi du principe de la liberté en réservant le commerce des escales aux membres de la corporation des traitants. La crise de 1848 devait réaliser l'unanimité des Européens contre une législation qui n'avait pas atteint ses objectifs en particulier celui de l'extinction des dettes. D'autre part, si les négociants ont pour la plupart fait face à la tourmente ils n'en ont pas moins été atteints dans leurs bénéfices par la contraction du volume des affaires et par la baisse dans certains cas du taux de profit. Réfléchissant sur les moyens de redresser la situation, ils ont abouti à cette conclusion logique qu'il fallait éliminer le traitant indépendant, intermédiaire dont les services étaient jugés trop coûteux. Durand-Valantin dans son Mémoire constate très justement cette position du commerce européen lorsqu'il écrit : "les bénéfices devenant plus restreints, le négociant s'est demandé pourquoi il ne se passerait pas de l'intermédiaire d'un traitant". Il ajoute que ce sont les "trois dernières traites "de 1847 à 1849" qui ont poussé à la demande d'abrogation" de la législation restrictive (105).

L'arrêté du président de la République du 5 mai 1849 relatif à la traite de la gomme dans le fleuve qui, tout en supprimant la corporation des traitants, consacrait le privilège des habitants fut l'occasion pour les négociants européens de définir leur position avec vigueur (106). Dans la pétition qu'ils adressent en juillet 1849 aux membres de l'As-

---

(105) Durand-Valantin, op.cit.

(106) L'article 2 de l'arrêté présidentiel stipulait que la "traite de la gomme aux escales ne pourra être faite que par l'intermédiaire de traitants". Pour être traitant, il suffisait d'avoir 21 ans, d'être né au Sénégal et dépendances ou d'être inscrit depuis cinq ans au moins sur les listes de recensement de la population indigène et de ne payer patente ni comme marchand ni comme négociant (art.3).

semblée Législative, ils réclament l'abolition d'un privilège qui, selon eux, est "contraire aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité" et en conséquence ils revendiquent le droit de "monter aux escales" pour y régler eux-mêmes leurs affaires (107). Rien ne justifiant à leurs yeux le privilège des traitants, les négociants européens se demandent "Pourquoi ne pourrions-nous pas faire la traite de la gomme comme eux ?" d'autant qu'ils estiment posséder seuls les capacités nécessaires : "Laissez entrer dans ce genre d'affaires les hommes qui savent ce que c'est que le commerce". Sans doute, les négociants tentent de se montrer conciliants pour désarmer les oppositions :

> "Il ne faut pas croire que les Européens absorberont le commerce des escales. Non, les traitants qui sont susceptibles de bien marcher avec une bonne direction seront employés plus avantageusement pour eux et pour les Européens. Ils sont nos intermédiaires naturels pour le commerce. Ils continueront certainement à l'être parce qu'ils sont débiteurs du commerce et que celui-ci est trop intéressé à rentrer dans ses créances pour les abandonner".

Mais qu'adviendra-t-il une fois les dettes remboursées ?
Il est bien évident que les négociants ne conserveront à leur service que les "quelques hommes expérimentés, capables, loyaux et dévoués" dont ils ont besoin. Mais ces salariés travaillant sous la "direction" et la "surveillance" des négociants, qu'ont-ils de commun avec des traitants indépendants, même si par un abus de langage, les pétitionnaires affectent

---

(107) Pétition du commerce européen à Messieurs les membres de l'Assemblée Législative, Saint-Louis, 31 juillet 1849, A N S O M Sénégal XIII 29b.

de les confondre sous le même vocable d'intermédiaires ? En effet, il n'y a d'un côté que des exécutants dociles aux consignes de leur patron (108), et de l'autre, que des commerçants maîtres de leurs affaires qui, après s'être procuré des marchandises auprès du commerce européen s'efforcent de les échanger aux meilleures conditions contre la gomme que leur apportent les Maures. Les traitants n'ont d'ailleurs pas été dupes et leur réaction a été violente, on s'en souvient, contre ce qui leur est apparu comme une volonté délibérée de les exclure du commerce du fleuve (109). En juillet 1849, les négociants ne faisaient que reprendre d'une manière collective et solennelle l'offensive déclenchée sept mois plus tôt par l'un d'entre eux, Lovely Seignac, contre l'ordonnance de 1842 sur la traite des gommes. Devant le Conseil d'administration il avait fait remarquer que"priver les Européens du droit commun de traiter" lui paraissait "contraire à la liberté du commerce ... et souverainement injuste" (110). Au cours de la discussion, il avait cherché à minimiser la portée de sa proposition qui visait à rien moins qu'à rompre avec une vieille tradition de privilège réservé aux habitants. Selon lui, "la présence des Européens aux escales ferait bien

---

(108) Les négociants dans leur pétition déclarent qu'il n'est "pas possible de continuer à confier sans contrôle et sans surveillance nos intérêts les plus importants à des hommes que nous ne pouvons choisir nous-mêmes".

(109) Les traitants ont adressé le 10 août 1849 au président de la République une pétition en réplique à celle des négociants. On connaît la vigueur de certaines formules par les citations faites au cours du chapitre VII.

(110) Séance du 10 décembre 1848. Lovely Seignac remplaçait Griffou membre titulaire. A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

peu de tort aux indigènes puisque les Européens y seront quoiqu'il arrive toujours en bien petit nombre". Affirmation spécieuse, car le facteur décisif pour dominer le commerce des escales n'est-il pas plutôt la possession de capitaux que le nombre de traitants ?

Les négociants justifiaient leur campagne contre les intermédiaires par des arguments de principe et des arguments de fait. Adeptes du libéralisme économique dont on a constaté les rapides progrès à la fin de la Monarchie de Juillet, il leur paraissait inadmissible que dans "une époque toute de progrès", pour reprendre l'expression de Seignac, subsiste une législation qui soit une entrave à la liberté et un défi à l'égalité en réservant le privilège du commerce des escales aux habitants et en refusant aux Européens toute initiative et toute possibilité de déployer leurs capacités. D'ailleurs, pour les négociants, les traitants n'ont pas su se montrer dignes du privilège qui leur a été accordé et ils les jugent responsables "des résultats constamment mauvais" du commerce de la gomme depuis plusieurs années. Ainsi, dressent-ils contre eux un violent réquisitoire les accusant "d'incapacité notoire" : "il n'en est pas dix, peut-être pas cinq pour cent qui puissent se rendre un compte exact de l'opération qu'ils ont entreprise". Les gaspillages et les frais énormes engagés aux escales, un "amour-propre excessif" qui les pousse à "rapporter beaucoup de produits quelqu'en soit le coût" un esprit de routine et une déplorable habitude à tromper les Maures en constituent les meilleures preuves. Ces arguments qui ne sont pour les traitants que des "calomnies" expression de la "haine" des négociants à leur égard (111) reviendront comme un leit-motiv dans toutes les interventions des négociants auprès des autorités et en particulier dans le rapport de Marc Maurel.

---

(111) Pétition des traitants au président de la République du 10 août 1849 déjà citée.

Diverses publications élargirent l'audience de la campagne menée par les négociants européens. Ainsi Auxcousteaux, dans sa brochure "Le Sénégal est . . une colonie française ?" dénonce en 1851 un système commercial qui fait supporter à la gomme des frais énormes et il conclut en se faisant l'apôtre d'une liberté des échanges en tout temps et en tout lieu qui doit permettre aux Européens de monter dans le fleuve et d'y conduire leurs opérations d'une manière beaucoup plus rationnelle que les traitants (112). La presse des ports, Le Courrier de la Gironde et Le Courrier du Havre en particulier, reprend les mêmes arguments. D'ailleurs dans ce dernier journal, c'est Auxcousteaux qui traite le plus souvent des problèmes sénégalais. A diverses reprises, il insiste sur les "déplorables résultats" que ne peut manquer de produire "le régime commercial auquel est soumis l'échange de la gomme". Aussi, est-il "urgent de détruire ... ce régime de monopole qui étouffe le Sénégal" (113). Dans son Nouveau voyage dans le pays des Nègres, l'explorateur Raffenel ne dédaigne pas, en dehors du récit de son expédition dans le Kaarta et de ses études ethnographiques, de s'étendre assez longuement sur la situation économique au milieu du siècle. Il s'attache à montrer tous les inconvénients qui résultent de l'exclusion de "toute participation directe et personnelle" des Européens aux échanges effectués dans les escales. Il fait écho aux demandes des négociants en préconisant le commerce libre c'est-à-dire :

---

(112) AUXCOUSTEAUX, op.cit.

(113) Courrier du Havre, 18 septembre 1852, 22 janvier 1853. Dans le numéro du 27 juillet 1853, Auxcousteaux fait allusion à la campagne pour la liberté commerciale qu'il a menée dans ce journal depuis la publication de sa brochure.

"un commerce dégagé de toute entrave, de toute réglementation susceptible d'arrêter la libre conception et la libre exécution des entreprises individuelles. Il s'ensuit qu'il n'y aurait plus d'escales, plus de corporation de traitants" (114).

De son côté, Auguste Bouët présentant les comptoirs du Sénégal aux lecteurs de l'Illustration remarque à propos du commerce de la gomme

"qu'une singularité de ce commerce, c'est que les Européens habitant le Sénégal en sont exclus et que l'exploitation n'en est permise qu'aux natifs de la colonie. Il faut espérer que cette anomalie n'existera plus longtemps sous notre régime actuel" (115).

Les Européens ne réclament avec tant d'insistance la liberté du commerce que parce qu'ils sont bien conscients qu'elle leur permettra de réaliser leurs ambitions. En effet, le fort grâce à ses capitaux et aux liens étroits qu'il a tissés entre le commerce de la métropole et celui de Saint-Louis ne peut que triompher du faible qu'aucune protection ne viendra plus soutenir. Les traitants, longtemps maîtres des échanges aux escales, seront bientôt emportés par la concurrence et ne pourront survivre qu'en se résignant à devenir les agents des négociants. Durand-Valantin et les traitants ont bien vu se profiler derrière les principes de liberté et de rationalité du commerce complaisamment invoqués cette évolution non seulement souhaitée mais ardemment voulue par les Européens; c'est pourquoi, nous l'avons vu, ils en

---

(114) RAFFENEL : Nouveau voyage .., op.cit. pp.154 et 172.

(115) BOUET (A.) : Côte occidentale d'Afrique, l'Illustration, 16 mars 1850, p.173.

ont combattu l'éventualité avec toute l'énergie du désespoir. Si la revendication des négociants est devenue plus pressante depuis la Révolution de 1848, c'est parce qu'ils jugent avec raison que la conjoncture politique est maintenant beaucoup plus favorable à leurs desseins. Sans doute, dans les grands débats des années quarante sur le commerce de la gomme, le ministre de la Marine et celui du Commerce ont-ils proclamé constamment leur attachement à la liberté des échanges et leur souci d'intervenir le moins possible . Ainsi, le ministre rappelle au gouverneur que

> "la concurrence est l'âme du commerce" et "qu'au lieu d'étendre ... la sphère de son intervention dans les affaires privées, l'autorité doit s'appliquer de plus en plus à la restreindre et à accoutumer graduellement toutes les classes de la population à se plier aux nécessités du droit commun".

D'ailleurs, en acceptant des mesures restrictives, le gouvernement "assume en partie ... la responsabilité des résultats qu'elles peuvent entraîner pour l'avenir de ce commerce" et il s'expose à de multiples récriminations (116). Mais ces principes solennellement affirmés n'ont jamais empêché Paris de céder aux objurgations de l'administration locale et d'approuver les divers systèmes : "compromis", association privilégiée, élaborés par le Conseil d'administration de Saint-Louis. D'ailleurs, le gouverneur avait obtenu par l'ordonnance du 9 janvier 1842 le pouvoir de "régler le mode, les conditions et la durée des opérations commerciales avec les popu-

---

(116) Ministre à gouverneur, 26 août 1840, n°217; A N S O M Correspondance générale 193, du même au même, 8 novembre 1839, n°255, et 26 juillet 1839, n°151, Correspondance générale 191, 3 septembre 1841, n°276, Correspondance générale 195.

lations de l'intérieur de l'Afrique" (117).

Cependant le ministre ne donne son aval aux décisions du gouverneur qu'avec beaucoup de répugnance et il fait de la nécessité de témoigner sa sollicitude à la population sénégalaise la justification de son infidélité au principe de la liberté commerciale.

> "A défaut de la libre concurrence que je n'hésiterais pas à vous signaler de nouveau comme le parti préférable s'il n'y allait du sort actuel et à venir d'une grande partie de la population indigène, un système d'association générale aussi équitable que possible me semble être celui que la prudence aussi bien que l'intérêt commun commanderaient d'adopter. La combinaison (proposée) semble de nature à aplanir beaucoup de difficultés et à concilier dans un degré convenable les justes prétentions des commerçants avec les ménagements que réclame la situation des traitants indigènes" (118).

On a l'impression que l'administration n'ayant pas encore rompu avec une tradition léguée par l'Ancien Régime de protection du faible et d'organisation économique susceptible d'assurer des conditions à peu près égales pour tous, hésite à laisser jouer à plein une concurrence qui ne peut être que dommageable pour les habitants. C'est dans cet esprit que le gouvernement en novembre 1842 met sur pied la corporation des traitants. Mais avec la Révolution de février le vent de la liberté souffle avec une telle vigueur qu'il va entraîner

---

(117) Ministre à Pageot des Noutières, gouverneur par interim, 3 février 1842, A N S O M Sénégal XIII 26a.

(118) Ministre à gouverneur, 21 janvier 1842, n°13, A N S O M Sénégal I 23c.

la suppression des monopoles. Le gouvernement prend en effet nettement parti et le ministre annonce au gouverneur du Sénégal que "la première satisfaction que réclamait l'application du principe républicain aux colonies", c'est-à-dire l'abolition de l'esclavage ayant été obtenu, s'inscrit "au nombre des conséquences immédiates l'abolition des monopoles restrictifs de la libre participation de tous les citoyens aux industries qui peuvent offrir un aliment profitable à leur intelligence et à leur activité" (119). Fait nouveau, à Saint-Louis on adhère pleinement aux vues du ministère. Le gouverneur Baudin espère "arriver à la liberté du commerce aux basses escales en y admettant sans aucune exception tous ceux qui voudraient y traiter, Européens comme indigènes". Il ne se fait d'ailleurs aucune illusion sur les conséquences d'une telle mesure avouant que "ce sera un coup qui paraîtra un peu rude au début à beaucoup de gens" mais il "a la conviction quoiqu'on fasse qu'il faudra y venir forcément à une époque qui ne saurait être bien éloignée". De toute manière, "c'est là seulement où est le progrès réel pour le Sénégal" (120). Ainsi, les négociants européens paraissent assurés d'atteindre leur but depuis que, tant à Paris qu'à Saint-Louis les autorités ont nettement fait connaître leur volonté d'abandonner toute idée de protection et d'envisager froidement les conséquences pénibles qui pourront en découler pour la population sénégalaise.

---

(119) Ministre à gouverneur, 9 mai 1848; n°78, A N S O M Sénégal XIII 9c.

(120) Gouverneur à ministre, 24 avril 1849, A N S O M Sénégal IX 25a. Quelques jours auparavant, Baudin avait déjà abordé ce problème : "Je n'hésite pas à dire qu'il est à souhaiter que le commerce soit ... libre et accessible à tous aux escales; les Européens réclament avec droit et raison contre le privilège accordé aux

Au total, la crise n'a pas brisé le dynamisme des négociants européens. Leurs initiatives dans le domaine économique : poursuite des investissements, création de la Société anonyme pour l'exploitation du commerce de Galam et la prise de contrôle de la Banque du Sénégal qui doit voir le jour prochainement en apportent la preuve incontestable. Sur le plan politique, profitant du climat nouveau provoqué par la Révolution leur campagne pour la liberté des échanges menée avec vigueur et ténacité tant à Paris qu'à Saint-Louis paraît sur le point d'être couronnée de succès.

°°°

Le dynamisme manifesté par les Européens dans les années 1840-1850 n'est pas un phénomène particulier au Sénégal; aussi convient-il de le replacer dans un contexte plus général. En effet, la côte occidentale toute entière offre un intérêt nouveau pour le vieux continent grâce à l'arachide et surtout à l'huile de palme. Elle a été le théâtre d'une véritable révolution commerciale qui a attiré de nombreux marchands, britanniques pour la plupart, tout aussi audacieux et avides que ceux qui allaient se fixer à Saint-Louis ou à Gorée. Ces nouveaux venus, sans aucune attache avec l'ancien ordre de choses, se sont efforcés de supplanter les vieilles firmes de Bristol et de Liverpool qui ont abandonné la traite des esclaves pour "le commerce légitime". Dans un ouvrage aujourd'hui classique, Dike a bien montré l'intensité de la compétition ouverte entre les Européens à Lagos et dans les Rivières de l'huile, la plus grande zone d'exportation de

---

(120) suite
indigènes. Lettre au ministre du 18 avril 1849, n°133, A N S O M Sénégal I 35a.

l'huile de palme (121). On peut constater également un rapide progrès des échanges tant dans les comptoirs anglais de Gold Coast qu'en Sierra Leone où la graine d'arachide est vivement recherchée dans les "Northern Rivers" (122). De nouvelles factoreries sont fondées soit par des négociants indépendants, soit par des firmes comme Forster and Smith, Hutton et Swanzy dont la puissance ne cesse de s'affermir. D'ailleurs, il est à remarquer qu'à une époque où le gouvernement anglais est en quête d'une politique africaine, les intérêts économiques exercent une influence sans cesse grandissante dans l'élaboration des décisions. Il existe bien d'autres similitudes dans les manifestations du dynamisme européen au Sénégal et sur la côte occidentale de la Sierra Leone au delta du Niger. Retenons tout d'abord que le problème du recouvrement des dettes ne tourmente pas seulement les négociants de Saint-Louis, mais aussi leurs collègues de Vieux-Calabar, de Bonny ou de Lagos, voire même d'Accra ou de Cape Coast. Le "trust system" largement répandu dans le delta du Niger par ses avances en marchandises faites pour une période de six mois à un an par les marchands britanniques aux intermédiaires locaux et remboursables en vivres, en bois et surtout en huile de palme, n'est pas sans analogie avec le système des crédits consentis par les négociants de Saint-Louis vis-à-vis des traitants de gomme. Les mêmes problèmes devaient inévitablement surgir car les avances non remboursées s'accumulent, engendrant des conflits entre créanciers d'un même dé-

---

(121) DIKE (O.) : Trade and politics in the Niger delta 1830-1885, Oxford Studies in African affairs, Oxford Clarendon Press, 1959, 250 p.

(122) Entre 1831 et 1840, les exportations sont passées en Sierra Leone de 70.000 à 325.000 livres et les importations de 131.000 à 423.000 livres. FAGE (J.): Ghana. A historical interpretation, Londres, 1966, XIV-122 p.

biteur et entre créanciers et débiteurs. Les négociants n'en envisagent le plus souvent le règlement que dans une intervention de l'autorité britannique; la Royal Navy d'abord, puis à partir de 1849 le consulat qui met sur pied une juridiction mixte : "les cours d'équité". Mais surtout les Européens prennent conscience de leur puissance croissante et las de ces conflits incessants et animés de la prétention toute nouvelle de prendre un contrôle de plus en plus complet des échanges, ils se montrent impatients d'atteindre directement les producteurs et par conséquent d'éliminer les intermédiaires. Ainsi, les négociants multiplient à Saint-Louis les attaques contre la corporation des traitants et pressent le gouvernement de leur accorder la liberté de monter dans le fleuve afin d'y troquer directement avec les Maures la guinée contre la gomme et supplantent à Gorée les traitants indigènes. De même, dans les Rivières de l'huile, ils s'efforcent, depuis la découverte des bouches du Niger par les frères Lander et l'expédition de 1832 organisée par Mac Gregor Laird, de nouer des rapports directs avec les producteurs de l'intérieur et de briser en conséquence le monopole des tribus courtières. Sans doute, la partie n'est-elle pas complètement gagnée vers 1850, mais la victoire paraît proche, tant est irrésistible la poussée européenne (123). La mise en question

---

(123) Du côté du Sénégal, dès 1849, le gouvernement infléchit dans un sens libéral l'ordonnance de 1842 sur le commerce des gommes et nous aurons l'occasion d'étudier en détail l'évolution d'une législation qui apportera satisfaction au négoce européen. Pour Dike, l'expédition du Niger de 1832 purement commerciale symbolise la fin d'une époque et le début d'une autre. Mac Gregor Laird, pionnier de la navigation à vapeur conduisit l'avant-garde des hommes désireux d'exploiter la découverte des Lander et d'établir des relations directes avec les po-

du monopole des intermédiaires, comme l'a noté très justement H. Brunschwig, signifie la fin d'un type de relations entre noirs et blancs caractérisé par une coopération fructueuse. Mis en place au cours du XVIIe siècle, il devait se maintenir jusqu'au XIXe siècle. Les Africains conservaient leur indépendance et contrôlaient les circuits commerciaux du continent. Les Européens parcouraient leurs routes maritimes et développaient la production d'objets d'échanges : tissus, armes et quincaillerie dont ils approvisionnaient les intermédiaires. Pour ce monde de courtiers intégrés dans l'économie de marché et évoluant dans une zone littorale plus ou moins large, l'abolition de la traite constitua une première menace plus ou moins parée grâce à la complicité des négriers, mais la seconde fut plus grave puisque les négociants européens prétendaient devenir les maîtres du commerce (124). "L'ère de la frange", pour reprendre une expression d'Henri Brunschwig,

---

(123) suite
pulations de l'intérieur par le Niger. L'expédition qui atteignit le confluent de la Benoué fut un échec comme celle de 1841 patronnée par un gouvernement aiguillonné par les humanitaristes. Mac Gregor Laird ne se découragea point et l'on sait que le succès de l'expédition du Dr Baikie en 1854 permit l'ouverture de centres commerciaux dans l'intérieur. Mais les promoteurs d'une telle politique devaient rencontrer bien des obstacles dans son application. Sur ce sujet outre l'ouvrage de Dike déjà cité, voir FLINT (J.): Sir George Goldie and the making of Nigeria, Londres; O.U.P. 1960, XIV-340 p. On trouvera un bon résumé de la question dans Brunschwig(H): L'avènement de l'Afrique noire, Paris, A.Colin, 1963 pp.67-74.

(124) BRUNSCHWIG : "De la résistance africaine à l'impérialisme européen", Journal of African History, n°1, 1974, pp.47-64.

se terminait et c'est sur des bases nouvelles foncièrement inégales que s'établirent progressivement les rapports entre Européens et Africains. Ainsi, il ne serait pas sans intérêt d'étudier dans une perspective d'ensemble les modalités et les conséquences du dynamisme commercial des Européens qui s'affirme avec vigueur dans les années 1840-1850. Ce serait l'occasion de déceler entre les différentes zones que la géographie et l'histoire ont façonnées les éventuels synchronismes, les ressemblances et les disparités des initiatives des Européens et de mieux analyser la complexité de cette période de transition qui va déboucher quelques décennies plus tard sur l'impérialisme.

CHAPITRE X

UNE ORGANISATION DU COMMERCE TRES CONTROVERSEE, L'ORDONNANCE DE 1842 SUR LE COMMERCE DE LA GOMME

L'affrontement entre Européens et habitants du Sénégal révèle en réalité deux conceptions divergentes de l'activité économique. L'une marquée au coin du libéralisme qui progresse à cette époque, tend à faire disparaître tout ce qui peut faire obstacle aux initiatives individuelles. Les négociants européens en s'en faisant les chantres y ont vu un moyen d'assurer leur domination sur l'économie sénégalaise. L'autre plongeant ses racines dans un passé lointain et forgée dans un contexte économique totalement différent plaide pour l'intervention de l'Etat. Les Sénégalais l'invoquent, conscients de leur infériorité dans le domaine des capitaux et dans celui de la pratique des affaires. Aussi, pensent-ils que dans l'immédiat, seule une réglementation stricte peut leur assurer la protection à laquelle ils estiment avoir droit. En effet, l'Etat ne doit-il pas, d'une part, s'efforcer de faire régner toute l'équité désirable dans la compétition commerciale et en conséquence aider les plus faibles à surmonter leur handicap, d'autre part, éviter que les traitants, dans leur propre pays, soient confinés dans une posi-

tion subordonnée ? Les Européens unanimes après la Révolution de février ne cessent de mener l'assaut contre la réglementation qui entrave leur volonté de puissance tandis que les Sénégalais s'y accrochent avec l'énergie du désespoir.

Le problème de l'organisation du commerce de la gomme est au coeur du débat mais il n'est point le seul. Cependant, il convient de l'évoquer en priorité en rappelant les conditions de la mise en place de la nouvelle réglementation, en examinant les difficultés de son application et en évaluant ses résultats.

1. De la libre concurrence à l'association privilégiée, 1817-1842.

L'histoire du commerce de la gomme est dominée dans la première moitié du XIXe siècle par le combat que se livrent tant en France qu'à Saint-Louis les partisans de la liberté et les partisans du privilège. Il n'est pas sans intérêt d'en retracer les principales étapes et d'apporter quelque clarté dans un domaine qui est souvent présenté de manière confuse.

Tout d'abord il faut rappeler qu'il ne s'agira ici que des basses escales bien que la gomme soit échangée en d'autres points du fleuve. Ensuite, quelques précisions de vocabulaire s'avèrent indispensables. La liberté ne veut pas dire absence totale de réglementation comme on est trop enclin à le penser, car des mesures de simple police sont bien nécessaires pour assurer la loyauté des transactions et éviter tout désordre. Cependant, il est possible en multipliant les dispositions de cette nature de porter plus ou moins atteinte au principe de la libre concurrence. D'autre part, la liberté invoquée sans aucune précision par ses adeptes

recouvre en réalité plusieurs aspects d'importance différente. La liberté de lieu implique que les transactions puissent se dérouler en n'importe quel point du fleuve ; dispersés, les traitants ne peuvent plus être surveillés comme aux escales où se concentrent les échanges. Dans ces conditions, les conflits avec les Maures risquent de s'accroître dans de fortes proportions. La liberté dans le temps ne signifie pas que la traite puisse s'exercer tout au long de l'année car la gomme malgré ses qualités de conservation est un produit saisonnier, mais que sa durée n'étant pas réglementée, elle se déroule sur le plus grand nombre de mois possible. La question se pose alors de savoir si l'augmentation des frais provoqués par l'allongement de la durée de la traite se trouve compensée par des arrivages plus importants de gomme.

La liberté se manifeste également dans d'autres domaines fondamentaux. Ainsi, dans celui de l'échange guinée contre gomme. Le taux peut en être déterminé soit par le simple jeu de la libre concurrence entre traitants plus ou moins habiles, plus ou moins bien approvisionnés, bénéficiant ou non de relations d'amitié ou de famille avec les fournisseurs maures, soit par une décision du gouverneur fixant la quantité minimum de gomme que le traitant doit recevoir pour une pièce de guinée. D'autre part, le droit de commercer peut être accordé à tous : négociants, marchands et traitants, Européens, et Africains, ou réservé à l'une ou l'autre de ces catégories, Enfin, si l'administration se décide à conférer un monopole, elle peut entre les bénéficiaires soit maintenir la libre concurrence, soit l'annihiler en imposant sous prétexte d'égalité, une association où chacun des membres dispose du même nombre de parts et reçoit en conséquence la même rémunération.

On peut distinguer trois périodes dans la trentaine

d'années qui s'écoule entre la reprise des comptoirs par la France et la Seconde République. La première, la plus longue, s'organise autour d'un régime de libre concurrence qu'une dépréciation rapide de la guinée devait emporter. De 1833 à 1841, c'est le temps des incertitudes marqué par de constantes fluctuations de la réglementation. L'ordonnance de novembre 1842 créant la corporation des traitants assurera, par contre, une période de stabilité.

a) La libre concurrence

Les comptoirs du Sénégal qui avaient toujours vécu sous l'empire du privilège ne semblaient en aucune manière préparés à affronter le régime de la libre concurrence car ils n'avaient pas participé à l'évolution considérable que la métropole avait connue au cours de la Révolution et l'Empire. Aussi, constatait-on un divorce complet entre la mentalité des milieux commerçants de la métropole et celle des habitants. Comme l'écrivent Carrère et Holle : "L'idée de la liberté du commerce était inconnue de notre population car celles de privilège inculquées par les compagnies qui, avant 1789, exploitaient le Sénégal, exerçaient un empire absolu" (1). L'opposition entre le libéralisme affiché par les Européens et la fidélité des Sénégalais aux traditions interventionnistes de l'Ancien Régime éclaire singulièrement les avatars du commerce de la gomme pendant ces trois décennies.

En 1817, quand la France se réinstalle à Saint-Louis, le régime de libre concurrence instauré en 1791 à la suite de l'abolition du privilège de la Compagnie du Sénégal et confirmé par les Anglais ne fut pas remis en cause. Il était, cependant, à peu près impossible de tirer un enseignement de cette expérience toute nouvelle de la liberté car les

---

(1) CARRERE et HOLLE, op.cit., p. 347.

guerres de la Révolution et de l'Empire réduisirent presque à néant l'activité commerciale. En particulier, fallait-il imputer l'élévation considérable du prix de la gomme au renchérissement des marchandises d'échange et tout spécialement de la guinée ou aux conséquences de la concurrence effrénée entre négociants européens et habitants ?

Dans les instructions que le colonel Schmaltz reçoit en mai 1816 au moment de rejoindre son poste de "commandant en chef pour le Roi" le ministre avant tout préoccupé de ses projets de colonisation agricole ne s'étend guère sur la traite de la gomme. Sans doute recommande-t-il au gouverneur "de porter toute son attention sur le rétablissement de cette branche de commerce" dont l'importance pour l'économie sénégalaise est soulignée. D'autre part, il devra par "un esprit conciliant et de sages combinaisons" s'efforcer d'attirer les Maures aux escales et les détourner de Portendick où les Anglais ont le droit de trafiquer. Tous les efforts doivent être accomplis pour assurer à la France "l'avantage d'approvisionner l'Europe en gomme ou tout au moins d'en fixer le prix dans ses marchés" (2). Ainsi, la réglementation se borne-t-elle à exiger que les transactions soient effectuées uniquement aux escales. Le redémarrage du commerce de la gomme nous est malheureusement très mal connu. Hardy n'en souffle mot. Très vite des difficultés ont dû surgir car Schmaltz aurait proposé en février 1820 une organisation de ce commerce. Son successeur Lecoupé reprend la question après la conclusion de la paix avec les Trarza et les Brakna. En effet, ayant "constaté des abus résultant du manque de règles égales pour tous" il fait adopter par le Conseil de gouverne-

---

(2) Mémoire du Roi pour servir d'instructions au sieur Schmaltz, colonel d'infanterie, commandant et administrateur pour S.M. du Sénégal et dépendances. SCHEFER (C.) : Instructions générales, op. cit., t.1, p. 230.

ment en octobre 1821 un ensemble de disposition relatives à la durée de la traite, aux formalités d'expédition des navires, au paiement des coutumes, aux poids et mesures et aux procédures de règlement des différends éventuels entre traitants et Maures (3). Il s'agissait donc avant tout d'assurer l'ordre aux escales et la loyauté dans les transactions. Cependant, remarquons que la libre concurrence se trouve limitée par l'exclusion des propriétaires de petites embar-

---

(3) Délibération du Conseil de gouvernement, séance du 9 octobre 1821. L'arrêté qui en est le résultat a été publié le 16. La traite durera du 1er janvier au 1er août, mais on a l'espoir de la limiter à la période allant du 15 avril au 1er août (art.9). Un "stationnaire" sera affecté à la surveillance de chaque escale (art.2 et 17). Toute gomme traitée en dehors de la période autorisée sera saisie et vendue. Le bâtiment du traitant pourra de même être confisqué et vendu. (art. 3). Pour être admis à la traite, tout navire doit être expédié par le bureau des armements et la douane et avoir au moins un port effectif de 12 tonneaux et demi, les navires d'Europe non immatriculés dans la colonie sont exclus (art. 6 et 7). Avant de commencer la traite, chaque traitant devra régler de gré à gré avec les Maures la coutume de son bâtiment. La convention sera mise par écrit en 2 exemplaires dont l'un est destiné au commandant du stationnaire. La coutume sera délivrée sur le stationnaire en présence du ministre du roi maure (art.10). Les différends entre traitants et Maures seront soumis au commandant du stationnaire et au chef maure (art.15). L'article 16 fixe les mesures autorisées et oblige de passer par écrit les marchés avec les caravanes. Seules les marchandises déclarées en douane peuvent être utilisées à la traite, aussi "tout navire allant en rivière pour faire des échanges autres que la gomme" doit être sérieusement contrôlé".(art.17 et 20).

cations et par la fixation d'une durée maximum de la traite. L'arrêté d'octobre 1821 ne semble pas avoir été correctement appliqué car le nouveau gouverneur, le baron Roger, reçut dans ses instructions du 9 janvier 1822, la mission de

> "régulariser le commerce de la gomme, de remédier aux abus intolérables qui s'y sont introduits et aux inconvénients qui peuvent résulter d'une concurrence illimitée... Le règlement doit avoir principalement pour objet de limiter la durée annuelle de chaque traite de gomme, de maintenir l'ordre dans les escales, d'y protéger les traitants, de rétablir la bonne foi dans les négociations d'assurer aux bailleurs de fonds la rentrée de leurs capitaux" (4).

Roger prend son temps avant de formuler son opinion sur cette importante matière. Il visite les escales et se concerte avec les principaux négociants et traitants. Enfin, il soumet au conseil dans sa séance du 31 décembre 1822 un nouveau réglement qui est publié le 2 janvier. Il reprend pour la plus grande part les dispositions de l'arrêté précédent mais il innove sur trois points importants. Tout d'abord, la police de l'escale sera désormais assurée conjointement par le commandant du bâtiment du Roi et par trois traitants ; ensuite, les négociants qui avancent des marchandises aux traitants bénéficieront d'un privilège sur les retours et enfin, le gouverneur se réserve le droit de fixer annuellement les dates d'ouverture et de fermeture de la traite (5). De ce fait, l'administration locale pouvait restreindre dans le temps la concurrence. Le but poursuivi par la réglementation était d'une part de réduire les dépenses considérables inhérentes à une longue période de traite et d'autre part d'éliminer les traitants aux ressources insuffisantes qui ne ris-

---

(4) SCHEFER (C.). Instructions générales, op.cit., t.1, p.368.

(5) L'arrêté du 2 janvier 1823 ne figure pas au BAS mais dans A N S O M Sénégal XIII 24a.

quant rien, risquent tout et provoquent toutes sortes de désordres aux escales et détruisent à plaisir l'équilibre du marché (6). Mais cette "conception aristocratique" (7) de la traite réservant en fait les escales aux négociants et aux traitants aisés suscita de vives réclamations. Ainsi, Roger après avoir envisagé diverses solutions se décida à supprimer par un arrêté du 14 janvier 1826 toute condition de jaugeage pour les navires destinés à la traite. Il estimait "juste et utile de permettre l'accès des escales aux petites comme aux grandes embarcations et de donner ainsi à ce commerce la plus grande liberté" car de cette manière "une plus grande masse d'individus participera aux avantages de la traite" (8). Par ailleurs, se trouvaient maintenues "toutes les dispositions des règlements antérieurs qui avaient pour objet la police et la surveillance de la traite aux escales et en général tout ce qui concerne le commerce de la gomme" (9). Dans ces conditions, il paraît difficile d'affirmer comme le fait le ministre et comme le répète à sa suite Hardy que "la traite de la gomme a été rendue entièrement libre " (10).

Déjà surgissent les problèmes qui prendront toute leur ampleur au début des années quarante. Ainsi, en 1823,

---

(6) Gouverneur à ministre, 8 septembre 1823, citée par G. Hardy, p. 204.

(7) G. Hardy, op.cit., p. 204.

(8) Gouverneur à ministre, 6 février 1826, AN SOM Sénégal I 11a et XIII 24a.

(9) Instructions à Gerbidon, 10 avril 1827. Ch. Schefer, op.cit., p. 401.

(10) Hardy parle "d'un retour à la pleine liberté", op.cit. p. 205.

l'arrivée inopinée à Saint-Louis d'un navire chargé de guinées désorganisera le marché car "la surabondance de cette principale marchandise de traite ne fut pas plutôt connue que le prix de la gomme augmenta"(11). D'autre part, les négociants pour écouler plus rapidement leurs stocks envoyèrent des agents traiter directement aux escales provoquant ainsi une concurrence désastreuse pour les traitants à leur compte Devant l'antagonisme des intérêts en présence, les autorités, tant à Saint-Louis qu'à Paris, se montrèrent bien embarrassées. Roger tout d'abord suggéra un arrangement amiable, "une convention de gré à gré" entre négociants et traitants, puis prenant conscience de l'impossibilité d'atteindre un tel but, il esquissa finalement le projet de réunir les traitants en une association dont tous les membres seraient collectivement responsables des avances que les négociants leur auraient consenties. Dans ces conditions, le gouverneur aurait pu obliger les négociants à renoncer à toute participation directe à la traite puisqu'ils auraient été désormais garantis contre tout débiteur insolvable. Mais les traitants refusant de se déclarer solidaires entre eux, aucune modification ne put être apportée au régime du commerce de la gomme. D'ailleurs à Paris, le ministre ne cache pas son attachement au principe de la liberté et il écrit à Jubelin, nouveau gouverneur,en novembre 1827 :

> "Le gouvernement n'entend point présenter à l'administration du Sénégal le système des compagnies privilégiées comme devant être favorisé. Le commerce libre serait préférable à tous égards ... toute

---

(11) Gouverneur à ministre, 3 juillet 1823, n°192. Roger signale l'arrivée du Jean Pierre de Bordeaux ayant à son bord treize mille pièces de guinées, AN SOM Sénégal 1 8.

restriction apportée à la liberté du commerce ne peut être considérée que comme une exception transitoire commandée par les circonstances" (12).

Ainsi, sous l'empire de ce régime relativement libéral, "on chemine, selon Raffenel, pendant quinze ans, sans revers, mais aussi sans succès, en compagnie des malheureux essais de culture qui absorbent bien par-ci par-là, quelques unes des clameurs poussées par des traitants ruinés"(13). Mais en 1831, les plans de colonisation agricole étant définitivement abandonnés, la traite de la gomme va absorber toutes les activités de la population de Saint-Louis. La concurrence s'en trouve considérablement avivée au moment où l'exportation directe de la gomme vers l'étranger est autorisée facilitant l'introduction frauduleuse des guinées anglaises (14). Les difficultés que le commerce de la gomme avait déjà traversées prennent une ampleur toute nouvelle car les guinées en affluant sur le marché de Saint-Louis s'avilissent chaque jour davantage. "Il y a exubérance partout, dans les magasins des négociants, dans les maisons des traitants, sous la tente des Arabes. Cette matière est dépréciée et la population tout entière gémit de cet accident inévitable ; la concurrence avait porté ses fruits"(15). Cette fois, les autorités locales ne pouvaient rester indifférentes.

b) Le temps des incertitudes 1833-1841.

Pendant ces neuf années, le commerce de la gomme connut des "fluctuations perpétuelles" (16). L'administration

---

(12) Ministre à Jubelin, 20 novembre 1824, lettre citée par SCHEFER, op.cit., p. 439

(13) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., p. 90.

(14) Sur cette question voir chapitre XII.

(15) RAFFENEL, op.cit., p.90.

(16) L'expression est de CARRERE et de HOLLE, op.cit., p.346.

du Sénégal était mal préparée à arbitrer entre les intérêts divergents qui s'affrontaient chaque année avec une violence accrue. En effet, les gouverneurs comme la plupart des fonctionnaires, peu familiarisés avec les mécanismes économiques faisaient un trop bref séjour à Saint-Louis pour pouvoir s'initier aux problèmes propres au commerce de la gomme. La situation est complexe car à l'antagonisme général entre négociants et traitants se superposent des rivalités à l'intérieur de chacune de ces catégories. D'une part, certains négociants acceptent l'intervention des autorités tandis que d'autres la rejettent avec force et d'autre part les grands traitants appartenant aux anciennes familles voient dans les petits traitants - affranchis pour la plupart - des intrus dangereux. Ainsi, "l'autorité locale, toujours pleine de sollicitude cherchait vainement dans toutes les directions un remède à des maux très réels" (17). En oscillant pendant ces neuf années entre le compromis, l'association et le retour à la libre concurrence, elle apparaît comme le jouet des pressions qui s'exerçaient sur elle soit directement à Saint-Louis, soit en métropole par l'intermédiaire du ministère. Peu de temps après avoir pris possession de son poste, l'ordonnateur Guillet analysait la situation avec beaucoup de clairvoyance dans une lettre au sous-directeur des Colonies, Gerbidon, qui avait été gouverneur du Sénégal :

> "Dès mon arrivée à Saint-Louis, j'ai été frappé de la diversité des intérêts qui sont constamment en discussion et de la difficulté de les concilier ... Je ne sais encore si je me trompe, mais il me semble que le commerce plus envahissant que partout ailleurs, est en possession d'une bien large part dans la discussion des affaires publiques. Représenté en nombre toutes les fois qu'il s'agit de questions commerciales, il est presque certain d'entraî-

---

(17) CARRERE et HOLLE, op. cit., p. 347.

ner par son influence toutes les délibérations ; mais ici les questions commerciales touchent immédiatement à la politique, d'où il suit que les commerçants dominent pour ainsi dire exclusivement dans la généralité ces cas. Comme ils n'ignorent pas leur force, ils prétendent toujours l'exercer et sont toujours prêts à devenir hostiles à l'autorité, à l'aspect de la moindre disposition qui, bien qu'essentiellement utile au pays, viendrait à contrarier quelques combinaisons privées ... Et dans de telles circonstances, rien ne coûte aux spéculateurs : la paix, la guerre, l'accroissement inopportun et démesuré dès dépenses publiques, tout est proposé, soutenu avec la dernière véhémence" (18).

Le système du compromis a été adopté à quatre reprises en 1833, 1837, 1839 et 1841, celui de l'association en 1834 et 1835, tandis que de nouvelles expériences de libre concurrence ont été tentées en 1836, 1838 et 1840. C'est pour réagir contre la dépréciation des guinées constatée depuis deux ou trois ans qu'en 1833, gouvernement et commerce local tombent d'accord pour renoncer à la libre concurrence et mettre sur pied un régime nouveau, le compromis qui consiste à fixer la quantité minimum de gomme que tout traitant doit obtenir des Maures contre une pièce de guinée. Il s'agit, semble-t-il, pour cette première fois, d'une convention volontaire dans laquelle le gouvernement n'intervenant pas officiellement se contentait de favoriser l'entente entre négociants et traitants. Il n'en est pas de même par la suite. En effet, en 1837, 1839 et 1841, voulant donner plus d'efficacité à leur compromis, traitants et négociants ont sollici-

---

(18) Lettre de l'ordonnateur Guillet au sous-directeur des Colonies, 21 mai 1835, AN SOM Sénégal I 18 c.

té de l'administration qu'elle l'entérine par un arrêté qui, d'autre part prévoierait des sanctions contre tout traitant qui ne le respecterait pas. En général, les échanges avaient débuté sous le régime de la liberté, mais les conséquences d'une concurrence forcenée imposaient bientôt de chercher "à remédier, s'il en est temps encore, aux désastres de la traite" (19). Des pourparlers s'engageaient rapidement entre négociants et traitants et aboutissaient à un projet de compromis qui était présenté au gouverneur pour qu'il lui donne en Conseil d'administration force légale. C'est ainsi que la valeur d'échange d'une pièce de guinée fut fixée à 48 livres de gomme par l'arrêté du 14 mars 1837, à 60 livres par celui du 16 mars 1839 et à 54 livres par celui du 12 avril 1841 (20).

---

(19) Délibération du Conseil d'administration, séance du 9 avril 1841, AN SOM Sénégal XIII 25 c. Le gouverneur se déclarait "heureux d'avoir à proposer au conseil l'adoption d'un pacte formé par les habitants eux-mêmes". Les informations reçues des escales rendaient nécessaires une telle mesure car la pièce de guinée qui s'échangeait au début de la traite contre 25 à 30 kg de gomme ne pouvait plus être cédée que contre 15 kgs en mars. "Les négociants et les traitants qui ont un avoir à perdre, continuait le gouverneur, s'en sont effrayés et se sont réunis pour demander à l'autorité son appui".

(20) Arrêtés du 14 mars 1837 et du 16 mars 1839 dans AN SOM XIII 25 a. Arrêté du 12 avril 1841, ib. Sénégal XIII 25 c.

En obtenant l'adhésion des parties intéressées au système du compromis, l'administration espérait empêcher les spéculations des négociants et des grands traitants qui, opérant sur des quantités importantes obtenaient la guinée à meilleur compte et accaparaient ainsi la quasi totalité du marché. Elle se flattait aussi de protéger contre leurs propres emportements les traitants qui se procuraient la gomme à n'importe quel prix et ruinaient leurs concurrents en même temps qu'eux. A Paris comme à Saint-Louis, on s'inquiétait de la croissance rapide de la quantité de guinées déversées sur le marché de la gomme dont on sait qu'il est peu susceptible de développement. L'abondance entraîne inévitablement la dépréciation de la pièce de guinée, ce "billet de banque du désert" et des conséquences de tous ordres : conflits avec les Maures dont les coutumes restent fixes et hausse du coût de la vie dans les villes en particulier. Le compromis a donc pour but de mettre un coup d'arrêt à l'inflation, mais très rapidement il apparaît impossible de fixer arbitrairement la valeur de la pièce de guinée. Ainsi, en mars 1839, lors des discussions pour le rétablissement du compromis, le taux de soixante douze livres de gomme pour une pièce de guinée a été proposé mais il s'est avéré irréaliste : les membres du Conseil d'administration ont finalement adopté le chiffre de soixante livres, "cette fixation a été déterminée ... en vue de la nécessité de ne pas restreindre outre mesure le placement des guinées formant l'approvisionnement" (21).

Le compromis a-t-il été "une planche de salut pour les divers intérêts engagés dans la traite comme l'affirmait Guillet, gouverneur par intérim en mars 1837?(22) Il ne le

---

(21) Ministre à gouverneur, lettre du 2 juillet 1839, n°151, AN SOM Correspondance générale 191.

(22) Gouverneur à ministre, 20 mars 1837, n°84, AN SOM Sénégal I 20 a. En mars 1839, le gouverneur en conseil d'administration parle de "revenir à cette planche de salut de

semble pas, car chacune des expériences de compromis a rencontré de telles difficultés d'application qu'elle s'est soldée par un échec. En effet, l'individualisme des Sénégalais s'est très rapidement révélé plus puissant que toute réglementation : le taux de l'échange n'a pas été observé par la plupart de ceux qui avaient contribué à le fixer.

Ainsi, en 1839, les traitants des escales des Darmankour et des Trarza ont respecté le compromis "à quelques exceptions près qui ont entraîné des condamnations" mais ceux de l'escale du Coq l'ont enfreint "avec une telle impudeur qu'on dut renoncer à des investigations, faute de témoins". Les Maures désertèrent alors les escales des Darmankour et des Trarza pour affluer à l'escale "qui leur offre le meilleur prix" (23). Raffenel a bien décrit la situation :

> "Quand le prix convenu était observé, chose rare, les Arabes en étaient fort mécontents et cherchaient par tous les moyens à échapper à ses rigueurs. Quand il ne l'était pas, chose plus commune, le traitant honnête faisait mal ses affaires ; le traitant passionné, celui qui poussé par un incompréhensible délire, voulait traiter à tout prix, même à perte, se ruinait comme auparavant;enfin, seul le traitant fripon faisait fortune. La raison de cet effet si peu moral est que l'individualité du traitant n'étant engagée que par une simple promesse, la mauvaise foi n'avait aucun frein" (24).

Le traitant habitué à de longs marchandages avec les Maures ne manifestait aucune volonté de modifier radica-

---

.... 1837". AN SOM Sénégal, XIII 25 a.

(23) Gouverneur à ministre, 26 août 1839, ANS A O F 2B 18.

(24) RAFFENEL, op.cit., p. 91.

lement son comportement. La passion de la spéculation attisée le plus souvent par les détenteurs de gomme finissait toujours par l'emporter sur la raison. Carrère et Holle ont bien observé ce phénomène :

> "On savait d'avance que la mesure [le compromis] serait inefficace, car, comment empêcher celui qui avait intérêt à violer cette règle de faire ou de promettre, en dehors de la surveillance de l'autorité, un cadeau au détenteur du produit ? ... Mais les traitants et les négociants espéraient chaque fois que la mesure serait observée, on multipliait à cet effet des menaces de rigueur contre les contrevenants ; mais le Maure luttait toujours, on le comprend, pour sauvegarder ses intérêts il ne vendait que dans la proportion de ses besoins les plus restreints et préférait conserver en l'enterrant, le surplus de sa gomme. Bientôt, l'heure des échéances approchait, un traitant violait le compromis et chacun l'imitait. Quant l'autorité était avertie, le mal était irrémédiable. Le résultat, en fin de compte, était ruineux ; mais on avait gagné du temps" (25).

En 1841, le Conseil d'administration avait par des peines très sévères tenté de dissuader les traitants de commettre des infractions.

> "Cependant, nous dit Raffenel, en dépit de toute vigilance, malgré toutes les prévisions, on parvient encore à se jouer du compromis et à en arrêter l'effet. Le prix convenu était ostensiblement maintenu et payé au vendeur ; mais une convention secrète, passée entre les contractants, faisait au traitant

---

(25) CARRERE et HOLLE, op. cit., p. 348.

l'obligation de payer à Saint-Louis ou à un autre lieu en dehors de l'escale, la différence du prix que l'Arabe avait stipulée ; on alla même jusqu'à glisser dans les canons des fusils l'or en lingots qui constituait cette différence. La fraude s'était faite insaisissable ; le compromis était devenu impossible" (26).

Sa responsabilité étant engagée, l'autorité locale s'inquiéta. En 1841, au moment où le Conseil d'administration décidait de recourir une nouvelle fois au compromis, le chef de service administratif lança un avertissement solennel :

"J'éprouve le besoin de consigner ici toute ma pensée sur les conséquences graves et sérieuses pour l'avenir du Sénégal si ce compromis comme celui de 1839 venait à être méconnu, car un fait semblable démontrerait jusqu'à l'évidence que l'intervention de l'autorité dans les transactions du commerce serait désormais impossible. Il ne faut pas habituer la population à l'idée que le pouvoir n'est pas assez puissant pour faire observer et respecter les actes qui émanent de lui, cette idée entraîne la déconsidération et elle affaiblit les moyens gouvernementaux" (27).

Le compromis ayant manqué son but, il fallait lui substituer un régime plus contraignant, celui de l'association. Une première expérience fut tentée en 1834 mais plus que l'échec du compromis l'année précédente, ce fut la grave crise politique que traversait le Sénégal qui l'imposa.

---

(26) RAFFENEL, op. cit., p. 94.

(27) Délibération du Conseil d'administration du 9 avril 1841 AN SOM Sénégal XIII 25 c.

En effet, les Trarza, à la suite du mariage de leur roi, Mohammed el Habib avec la linguèr du Walo, la princesse Ndjimbot, entrèrent en conflit avec les Français qui ne pouvaient le laisser dominer les deux rives du fleuve (28). Les Trarza abandonnèrent leur escale pour aller traiter à Portendick avec les Anglais. Dans ces conditions, négociants et traitants pouvaient craindre la ruine du commerce de la gomme. Le capitaine de frégate Quernel, arrivé à Saint-Louis avec des renforts, prend en novembre 1833 le commandement des comptoirs à la suite du décès du gouverneur Renault de Saint-Germain. Homme d'initiative, en même temps qu'il bloque Portendick, il mène des opérations militaires dans le Walo et prend en mains les affaires commerciales sans se soucier des rivalités et des influences locales. Ayant pris conscience de la nécessité de se libérer d'une politique au jour le jour menée depuis 1817, il aurait volontiers sacrifié une année de traite pour obtenir la soumission des Trarza (29). Ses projets ayant suscité une vive opposition tant en métropole qu'à Saint-Louis de la part d'un commerce qui "se refusait de voir au-delà de ses intérêts et de sacrifier une année de bénéfices à tout un avenir de sécurité et d'expansion"(30).

---

(28) Le problème de l'incidence de la situation politique sur l'activité commerciale sera étudié dans son ensemble dans le chapitre XIV.

(29) Il avait fait fermer les escales des Brakna et des Darmankour "sur la considération que la suspension de nos rapports commerciaux avec les Maures Trarza ... n'atteindrait point le but qu'on s'était proposé si les Trarza pouvaient continuer à recevoir, soit des Maures Brakna, soit des Darmankour, les marchandises fournies par le commerce français qui leur sont nécessaires." Ministre à gouverneur, 4 avril 1834.

(30) HARDY, op. cit., p. 260.

Quernel dut consentir à ouvrir la traite en 1834 aux escales des Brakna et des Darmankour. Mais il avait songé à franchir un nouveau pas dans la voie de la réglementation en accord avec l'opinion sénégalaise qui demandait "à grands cris l'association privilégiée comme le remède unique à un état désespéré" (31). Son projet établi après consultation d'une commission composée de négociants et de traitants va être repris par son successeur le capitaine de frégate Pujol, quelques jours après sa prise de fonctions (32). Le Conseil privé par un arrêté du 22 mai 1835 crée une association qui reçoit le privilège de la traite aux escales pour une année. Peuvent en faire partie. 1° pour une part, les négociants et les habitants qui ont fait la traite pour leur compte pendant l'une des années 1831, 1832 et 1833. 2°. pour une demi-part, toute personne qui pourra justifier avoir été expédiée pour le compte d'autrui pendant le même temps. L'association sera dirigée par un conseil d'administration de sept membres dont le président allait être François Valantin. Le dixième des bénéfices serait réservé en faveur des détaillants qui n'auraient pas été aux escales et des écrivains et des laptots demeurés sans emploi. L'association n'utiliserait que vingt navires et le prix d'échange de la guinée était fixé à cent livres de gomme (32). Cet ensemble de dispositions avait

---

(32) Quernel, commandant de la Flore avait reçu pour instructions d'amener des renforts au Sénégal et d'apporter son soutien au gouverneur Renault de Saint Germain. Si la santé de ce dernier exige son retour en France, Quernel prendra le commandement de la colonie. Renault de Saint-Germain devait mourir le 18 octobre 1833 et Quernel arriver à Saint-Louis le 13 novembre. Pujol a pris ses fonctions le 10 mai 1834.

(33) Délibération du Conseil privé, 21 mai 1834. La traite a été autorisée à Podor avec les Brakna après la convention signée avec leur souverain, le 5 mai. L'escale des Darmankour n'a été ouverte que du 1er août au 1er septembre. AN SOM Sénégal VII 26 bis 4.

pour but non seulement de régulariser le cours de la guinée comme le compromis mais aussi de grouper les intérêts de tous ceux qui participaient à la traite face aux marchandages des Maures, de limiter les spéculations individuelles et de protéger les traitants à leur compte contre les manoeuvres des négociants européens. Enfin, la société était placée sous le contrôle de l'administration.

L'association provoque bien vite une réaction des négociants de Marseille et surtout de Bordeaux (34). Ils dénoncent la réglementation mise en place comme une intolérable atteinte portée à la liberté du commerce et comme une loi de nivellement. Ils demandent enfin "que le gouvernement s'abstienne l'année prochaine de prescrire de semblables règles" et assurés d'être mieux entendus en France, que les conditions et la durée du commerce de la gomme soient à l'avenir déterminées par une ordonnance royale et non par un arrêté colonial (35). Si le ministre n'accède pas à ce dernier désir des pétitionnaires, il capitule sur l'autre point puisqu'il enjoint au gouverneur de rendre la liberté au commerce de la gomme et "de considérer comme non avenues toutes les mesures prises en 1834 et d'examiner avec soin quelles seraient les règles à adopter pour la circonstance " (36).

L'association privilégiée rappelant trop fâcheusement les compagnies d'Ancien Régime et heurtant trop ouvertement

---

(34) Certains négociants avaient été exclus de l'association pour la raison qu'ils n'avaient pas nominativement pris part à la traite des années précédentes. Mémoire Devès de Bordeaux adressé au ministre.

(35) Ministre à gouverneur, 19 novembre 1834, n° 153, AN SOM Correspondance générale 186.

(36) Ibidem.

les principes de politique économique du ministère était considérée à Paris "comme une concession arrachée par d'impérieux besoins et qui ne devait être conservée que pendant la durée de l'état de guerre" (37). Pour défendre sa politique le gouverneur invoque d'une part la passivité de l'administration qui "n'a fait que sanctionner la décision prise par la majorité des intéressés" et d'autre part, les heureux résultats de l'expérience.

> "Il a été généralement reconnu, écrit-il, que quoiqu'en état de guerre, la colonie depuis six ans n'avait fait d'aussi bonnes affaires. Les principales maisons et entre autres celle de M. Devès ... ont fait de beaux bénéfices et plus de quatre mille francs de dettes arriérées ont pu être payées par les habitants et les traitants" (38).

Mais le gouverneur ne put que s'incliner devant la volonté du ministre : "je vais être forcé quoiqu'à regret de laisser ce commerce entièrement libre l'année prochaine, je prévois des suites désastreuses" (39). Sans doute, l'association

---

(37) En écrivant ceci, RAFFENEL (op.cit.,p.91)faisait écho à la dépêche ministérielle du 19 septembre 1834 déjà citée. Le ministre s'exprimait ainsi : "le rôle de l'administration en un semblable cas me paraît devoir être principalement passif ... et son premier soin doit être de n'intervenir dans les intérêts privés qu'autant que la force des choses et les nécessités politiques du moment lui en imposeraient impérieusement la loi. Les principes du droit commun et de l'économie politique, surtout en matière commerciale, sont loin sans doute de pouvoir être appliqués rigoureusement à un établissement tel que le Sénégal mais il faut que toute dérogation à ces principes trouve dans la nécessité une justification suffisante ".

(38) Gouverneur à ministre, 29 novembre 1834, n° 236, AN SOM Sénégal I 18 b.

(39) ibidem.

s'est maintenue en 1835 mais ne bénéficiant plus d'aucun privilège, elle rencontre une vive concurrence et dut bientôt se dissoudre (40).

Après de nombreux et décevants essais du régime de la traite libre et de celui du compromis, s'ouvrent en septembre 1840 une fois encore, des discussions sur l'organisation de la traite. La situation s'est considérablement aggravée depuis deux ans. La concurrence que les négociants font en rivière aux traitants a été portée à son paroxysme, aussi resurgit l'idée de reconstituer une association en participation. Le gouverneur Charmasson avait déjà plaidé avec vigueur en faveur de la restriction de la liberté commerciale mais le ministère, comme à l'accoutumée, s'était montré très réticent (41). Au Conseil privé, les débats qui se sont déroulés le 9 septembre n'ont abouti à aucune conclusion pratique. Négociants et grands traitants, d'accord sur la nécessité de créer une nouvelle association se heurtent sur deux questions majeures : l'accès aux escales et le prix d'échange de la pièce de guinée. Les grands traitants ne cachent pas leur espoir de devenir les maîtres aux escales et ils voudraient que les négociants soient exclus de la traite, que toute liberté leur soit laissée de fixer le prix de la guinée. Les négociants repoussent évidemment ces prétentions ils craignent, en particulier, que les traitants portant la guinée à un prix exagéré n'en réduisent la consommation annuelle et provoquent ainsi "la ruine du principal commerce

---

(40) Pujol comme il l'avait prévu constate que les traites de 1835 et de 1836 ont été fâcheuses pour les traitants, lettre au ministre du 21 mai 1836, n° 105, AN SOM Sénégal, I 8 c.

(41) Gouverneur à ministre, 9 août 1840, n° 232 et ministre à gouverneur 26 août 1840, n° 217, AN SOM Sénégal I 22 b et I 22 c.

de la colonie et par contre-coup celui de l'Inde" (42). Les points de vue étant inconciliables, le Conseil abandonne le principe de l'association et passe à l'examen d'un troisième projet qui pose les bases d'une "traite libre". Il prévoit cependant une restriction de première importance puisqu'il exclut de la traite des gommes tout navire d'une jauge inférieure à dix tonneaux. Ainsi, en cas d'adoption, les petits traitants feraient les frais de l'assainissement du commerce aux escales (43).

Les discussions suscitées par un éventuel retour au système de l'association trouvèrent un large écho en métropole. Certaines maisons de commerce comme Devès et Bourilhon l'approuvèrent tandis que d'autres comme Tandonnet et V. Régis le dénoncèrent comme devant engendrer des résultats dangereux pour le commerce de France (44). En décembre, la question est à nouveau posée par le gouverneur qui demande l'avis du Conseil privé sur les mesures à prendre pour remédier à la crise commerciale. Il lui soumet en particulier un projet d'association élaboré par le Conseil général qui vient d'être institué. Finalement, après un long débat, le Conseil privé se révèle incapable d'adopter une position nette et le gouver-

---

(42) La délibération du Conseil privé et les projets d'organisation de le traite se trouvent dans AN SOM Sénégal, XIII 25 b.

(43) Ce projet élaboré en dehors des petits traitants devait leur être communiqué par l'intermédiaire du maire. En compensation, il était prévu de leur réserver la traite du mil et d'autres produits.

(44) Les pétitions des maisons de Bordeaux ou de Marseille se trouvent dans AN SOM Sénégal 25 b et 25 c.

neur constate avec amertume que la majorité de la population commerçante favorable au principe de l'association se divise très rapidement lorsqu'il s'agit d'en définir les modalités (45). Dans ces conditions il ne restait plus qu'à décider de maintenir en 1841 comme en 1840 la liberté de la traite (46). Mais on sait qu'après des débuts désastreux, il fallut y renoncer et imposer en avril un compromis.

Les débats de la fin de l'année 1840 présentent un incontestable intérêt même si, dans l'immédiat, ils ne débouchent sur aucune solution nouvelle du problème. Cependant, par leur ampleur et par la variété des arguments exposés par les différentes parties en présence, ils ont apporté quelque clarté dans une question passablement complexe et par conséquent contribué à la maturation d'une décision qui apparaît de plus en plus urgente pour l'avenir du Sénégal (47).

---

(45) Lors de la délibération du 14 décembre 1840, le Conseil s'est partagé : quatre voix pour l'association et quatre voix contre. Le gouverneur avait fait remarquer qu'au Conseil général six voix s'étaient prononcées pour et quatre voix contre et que sur trente quatre négociants et détaillants consultés, vingt étaient favorables et quatorze contre. Chez les traitants les partisans de l'association "étaient dans un plus grand rapport mais si l'on a égard à la position sociale et de fortune des opposants on trouvera qu'il y a compensation" déclare le gouverneur Charmasson. AN SOM Sénégal XIII 25 b.

(46) Délibérations du Conseil privé des 17 et 18 décembre 1840. Il a été décidé que "le commerce libre des escales était ouvert à toutes les classes de la population et aux navires de tout tonnage" : les petits traitants n'étaient donc pas exclus. AN SOM Sénégal XIII 25 c.

(47) Hardy ne fait aucune allusion à ces délibérations pourtant essentielles du Conseil privé.

En effet, en 1841, au retour de la traite la crise a pris "d'effrayantes proportions" (48) : la récolte de gommes a été médiocre, le taux de l'échange désastreux et la dette des traitants s'est élevée à plus de deux millions. Il n'est plus possible que le Sénégal, tel un bateau ivre, continue d'osciller comme il le faisait depuis 1833 entre la liberté commerciale, le compromis et l'association, brûlant une année ce qu'il avait adoré la précédente (49). Enfin, l'administration partagée entre son attachement au libéralisme et son sentiment que la situation exceptionnelle du Sénégal appelle une solution originale ne peut plus se permettre comme elle l'avait fait trop longtemps d'être à la remorque des différentes catégories d'intérêts.

c) Le tournant de 1842

L'avenir du Sénégal était en jeu et comme l'écrit Calvé, délégué du Sénégal,au ministre,

> "Les souffrances que le commerce de Saint-Louis éprouve depuis quelques années sont parvenues à un point où les mesures extraordinaires sont reconnues indispensables par des hommes sincèrement attachés à cette colonie naguère florissante" (50).

L'inquiétude est partout au Sénégal et dans les ports de la métropole comme le prouve l'abondante correspondance que reçoit le ministère tout au long de l'année 1841. Les habitants de Saint-Louis ayant montré à la fin de 1840 leur incapacité à s'entendre sur le régime qu'il convenait d'adopter, toute nouvelle consultation générale semble inutile et le gouverneur, Montagniès de la Roque sollicite du ministre des

---

(48) RAFFENEL, op.cit., p. 94.

(49) Comme l'écrivait Raffenel pour l'année 1843 "le régime du compromis inspire la même répulsion que l'année précédente le régime de la liberté commerciale" op.cit.p.91.

(50) Calvé au ministre, 16 novembre 1841, AN SOM Sénégal XIII 26 a.

pouvoirs étendus en matière de réglementation du commerce (51). Malgré ses réticences, le ministre finit par céder à la suite du séjour en France du chef du service administratif, Pageot des Noutières. Une ordonnance du 9 janvier 1842 stipule que le gouverneur

> "suit les mouvements du commerce et prend les mesures qui sont en son pouvoir pour en encourager les opérations et en favoriser les progrès. Il règle le mode, les conditions et la durée des opérations commerciales avec les peuples de l'intérieur de l'Afrique et détermine les localités où les échanges sont permis. Cette attribution est mise au nombre de celles qui ne peuvent être exercées par le gouverneur qu'après avoir pris l'avis du conseil d'administration, mais sans qu'il soit tenu de s'y conformer" (52).

Cependant, le gouverneur ne semble avoir rien appris puisqu'il ne propose rien d'autre, malgré tous les déboires antérieurs que la solution dérisoire d'un compromis établi pour trois ans. Heureusement, son chef du service administratif se montre audacieux et énergique ; il jouera un rôle essentiel pendant les derniers mois de 1840 et tout au long des années 1841 et 1842. Devenu gouverneur intérimaire en mai 1842, il le restera jusqu'à l'arrivée de Boüet en février 1843.

---

(51) Dans un mémoire de 1834, Devès de Bordeaux avait demandé que "le commerce, ses conditions, sa durée soient à l'avenir déterminés par une ordonnance royale". Le Ministre s'y était refusé, ministre à gouverneur, 19 novembre 1834, n°153, AN SOM Correspondance générale 186. C'est à une solution intermédiaire que les bureaux de Paris se sont arrêtés au début de 1842.

(52) Ministre à gouverneur, 21 janvier 1842, n° 13, AN SOM Sénégal, I 23 c.

"La Société pour la traite de la gomme"

L'évolution des idées de Pageot des Noutières en matière de commerce de la gomme est tout à fait caractéristique. Ce défenseur de la libre concurrence est devenu en quelques mois l'apôtre de l'association privilégiée. Cette rapide conversion mérite qu'on s'y arrête quelque peu. En service à la Guadeloupe, il est nommé en mai 1840 au Sénégal où il n'arrive qu'à la fin de l'année. Au passage, il prend à Paris une première connaissance des dossiers et à Saint-Louis, il complète ses informations pour se préparer aux discussions du Conseil d'administration en décembre. Le 14, après avoir démontré que le projet d'association dressé par le Conseil général était établi sur des bases trop étroites pour être accepté et s'être interrogé sur l'efficacité du compromis, il conclut que la libre concurrence est le seul système qui puisse convenir à condition que des mesures soient prises pour éviter les abus qui se commettent habituellement en rivière. Son argumentation porte puisque l'association est repoussée et que "la grande question de la traite de la gomme a été résolue dans le sens le plus large qu'elle pouvait recevoir, c'est-à-dire celui de la libre concurrence aux escales". Trois jours plus tard, le Conseil se réunit pour adopter un arrêté à la rédaction duquel il a apporté "tout le soin possible pour en faciliter l'application". Ainsi, pour empêcher toute fraude et toute surenchère excessive entre les traitants, des dispositions prévoient l'éloignement des colporteurs qui "sans payer de coutume viennent vendre des marchandises" aux escales et l'interdiction des entrepôts à terre et des crédits aux Maures. Pageot des Noutières se flatte dans une lettre au directeur des Colonies, de "croire qu'il [l'arrêté du 23 décembre] portera un remède efficace aux désordres de la

traite" (53).On sait ce qu'il en advint et comment le gouverneur Charmasson dut proposer à la suite des négociants et des traitants un compromis. Pageot des Noutières devant le Conseil d'administration, le 9 avril 1841, renouvela sa fidélité au principe de la libre concurrence et à l'arrêté du 23 décembre qui le consacre.

> "Il faut, dit-il, que le commerce du Sénégal soit ramené à un état rationnel ; on ne parviendra à ce but qu'en persistant dans la libre concurrence de la traite ... Modifiez, complétez l'arrêté du 23 décembre en y introduisant des dispositions nouvelles réclamées par son application, mais attelez-vous au principe qui a dicté cet acte parce que seul, il peut sauver le Sénégal avec le temps d'une effrayante banqueroute" (54).

En août, au moment de rentrer en congé en France, le chef du service administratif déclare encore, "la liberté du commerce avec l'adjonction de sages mesures, voilà mon dernier mot" (55). D'ailleurs on ne pense pas autrement à Paris car en septembre le ministre écrit au gouverneur "la libre concurrence aux escales avec des mesures de police convenables est le seul mode d'exploitation qui puisse empêcher les opérations d'échange de devenir une source incalculable d'abus et de déceptions en même temps que de griefs contre l'autorité" (56)

---

(53) Délibérations des 14 et 17 décembre 1840 (l'arrêté réglementant la traite discuté le 17 a été publié le 23 décembre) et lettre de Pageot des Noutières à M. le conseiller d'Etat, 27 décembre 1840 dans AN SOM Sénégal XIII 25 b et c.

(54) Délibération du Conseil d'administration, 9 avril 1841, AN SOM Sénégal XIII 25 c.

(55) Extraits de notes sur le service administratif, 15 août 1841, AN SOM Sénégal XIII 25 c.

(56) Ministre à gouverneur, 3 septembre 1841, n° 276, AN SOM Sénégal I 23 c.

C'est au cours de son congé passé à Bordeaux que Pageot des Noutières se convertit au système de l'association privilégiée. Peut-être est-ce le fruit de longues discussions avec les négociants de la ville intéressés au trafic de l'Afrique. Cette hypothèse vient d'autant plus naturellement à l'esprit que la Chambre de commerce venait de proposer en mars 1841, la formation d'une compagnie privilégiée pour exploiter le commerce au sud de Gorée (57). Le 4 novembre, Pageot des Noutières soumet son projet au ministère, suggérant comme l'a fait par ailleurs Montagniès de la Roque, que des pouvoirs exceptionnels soient conférés au gouverneur. Il met tout en oeuvre pour le faire aboutir car dans des lettres particulières adressées à des fonctionnaires du ministère, il insiste d'une part, sur la nécessité d'une intervention de l'autorité dans les affaires commerciales et d'une prompte décision, et, d'autre part, il défend l'équilibre de son système de "prudente liberté commerciale qui permet à toutes les catégories d'être actionnaires" (58). De leur côté, les négociants de Bordeaux font savoir au ministère qu'ils approuvent la combinaison mise sur pied par le chef du service administratif du Sénégal. Calvé dès le 16 novembre se réjouit

---

(57) SCHNAPPER, op.cit., pp. 23-25.

(58) Dans une lettre en date du 4 décembre 1841 à un destinataire non identifié il écrit : "La situation du Sénégal est pleine de périls, la perte d'une année de l'application d'une mesure qui puisse empêcher sa ruine sera une perte de temps irréparable. Je dois vous l'avouer avec franchise, je ne me déciderai qu'avec la plus invincible répugnance à retourner dans quelque position que ce fut dans un pays où les bras croisés, l'autorité locale demeurerait forcément spectatrice de la ruine de ses administrés". L'autre lettre est adressée le 7 décembre à Mestro alors directeur du bureau politique et commercial.

qu'elle témoigne d'un "esprit assez libéral pour toutes les classes moyennes" en même temps qu'elle donne au commerce européen des garanties suffisantes et Bruno Devès qu'elle constitue une "heureuse alliance de la liberté et de l'ordre" (59). Enfin, Pageot des Noutières se rend à Paris pour défendre son projet devant le ministre. Celui-ci, après avoir hésité, finit par l'accepter et le 21 janvier 1842, il prescrit au gouverneur de le soumettre au Conseil général avant d'en faire un examen attentif en Conseil d'administration (60). Quelques jours plus tard, le chef du service administratif est informé de la décision du ministère, mais contre toute

---

(59) Calvé au ministre, 16 novembre 1841 et Bruno Devès à Mestro 6 décembre 1841, AN SOM Sénégal XIII 26 a.

(60) Dans sa lettre du 21 janvier 1842, n° 13, le ministre informe le gouverneur qu'il dispose désormais des pouvoirs nécessaires en matière de réglementation du commerce grâce à l'ordonnance du 9 janvier. Il écarte ensuite la suggestion de Montagniès de la Roque : un compromis pour trois ans et poursuit ainsi :"A défaut de la libre concurrence que je n'hésiterais pas à vous signaler de nouveau comme le parti préférable s'il n'y allait du sort actuel et à venir d'une grande partie de la population indigène, un système d'association générale aussi équitable que possible me semble être celui que la prudence aussi bien que l'intérêt commun commanderaient d'adopter. La combinaison que M. Pageot des Noutières propose semble de nature à aplanir beaucoup de difficultés et à concilier dans un degré convenable les justes prétentions des commerçants avec les ménagements que réclame la situation des traitants indigènes." AN SOM Sénégal I 23 c.

attente, il ne regagne pas immédiatement le Sénégal. En effet il n'arrivera à Saint-Louis qu'en mai, après l'adoption de son projet, avec les pouvoirs de gouverneur intérimaire, Montagniès de la Roque ayant été nommé commandant de la Station navale des côtes occidentales d'Afrique (61).

Les débats du Conseil général et surtout ceux du Conseil d'administration ont revêtu une importance singulière, les participants étant convaincus que l'avenir du Sénégal était en jeu (62). Au terme de longues discussions, aucune modification fondamentale n'a été apportée au projet de Pageot des Noutières. Il put donc créer à Saint-Louis une société qui recevait le privilège exclusif de la traite de la gomme aux escales. Appelée "Société pour la traite de la gomme", son capital est fixé à deux millions et demi de francs et sa durée à cinq ans. Toutefois "la perte des trois quarts de son capital n'entraînera sa liquidation que sur le voeu de l'Assemblée générale exprimée par la majorité absolue des actionnaires" (63). Après avoir longtemps discu-

---

(61) Ministre à Pageot des Noutières, 3 février 1842, AN SOM Sénégal XIII 26 a.

(62) Le gouverneur avait appelé à siéger extraordinairement au Conseil d'administration, deux membres du Conseil général : H. Prom et G. Foy et quatre négociants : Rouelle, Valantin, Lombard et Héricé. Les délibérations occupèrent toute la première quinzaine d'avril. Le 16 un arrêté rend exécutoire le projet, AN SOM Sénégal VII 26 bis 7.

(63) Pageot des Noutières avait proposé que la perte de la moitié du capital entraînerait de droit la liquidation de la Société mais le Conseil d'administration suivit Valantin qui suggérait que la Société poursuive son activité jusqu'à la perte des trois-quarts. Hardy se contente d'exposer le plan de Pageot des Noutières sans tenir compte des aménagements qui lui ont été apportés par le Conseil, op.cit., pp. 267-268.

té de la place des négociants et des marchands dans la Société, c'est finalement la rédaction de Pageot des Noutières qui l'a emportée (64). "Seront membres de la Société tous négociants, marchands et traitants, résidant les uns et les autres dans la colonie qui souscriront des actions à leur nom ou pour compte desquels il en sera souscrit" (art.6) (65). Cha-

---

(64) La plus grande partie de la séance du 5 avril a été consacrée à ce problème. Valantin pense que l'association doit être une oeuvre de réparation et qu'en conséquence ce sont les plus touchés par la crise c'est-à-dire les traitants, qui doivent essentiellement en profiter. Sans "prononcer une exclusion absolue" contre les négociants et les marchands, il cherche à limiter leur participation à la Société car, déclare-t-il, "si une association qui froisse un grand principe dont l'urgence seule et l'indispensable nécessité auront vaincu les justes répugnances de nos gouvernants, si cette association nous est concédée, ce n'est pas pour enrichir ceux qui n'ont rien perdu et faire à quelques uns une position meilleure que celle qu'ils auraient eu dans le cercle de leurs transactions ordinaires". Valantin fut finalement battu, Gasconi ayant insisté sur la nécessité de ne pas toucher à l'article de Pageot des Noutières. Néanmoins, les idées de Valantin feront leur chemin et triompheront dans le système de la corporation des traitants.

(65)"Sont considérés comme négociants et marchands les personnes inscrites au rôle des patentes arrêté le 3 janvier dernier ou qui l'ayant été depuis 1836 ont conservé domicile à Saint-Louis. Sont considérés comme traitants toutes personnes libres qui ont expédié soit pour leur compte soit pour le compte d'autrui pour la traite de la gomme depuis 1836."

que action est payable soit en espèces, soit en "valeurs sur place" (art. 7) (66). Nul ne pourra souscrire en son nom personnel plus d'une action ; aucune association en nom collectif ne pourra réunir sous le nom social ou sous celui des associés plus d'une action quel que soit le nombre de ceux-ci (art. 8) (67). L'action sera nominative, elle ne pourra être saisie, cédée ou vendue pendant la durée de la société quelle que soit son origine que dans le cas de faillite ou de décès du titulaire (art.9). Le bénéfice de l'action appartiendra toujours à celui au nom et pour le compte duquel la souscription aura été faite lors même qu'un autre aura fait le paiement de l'action. Néanmoins, le dividende ne pourra être affecté au paiement des dettes du titulaire que jusqu'à

---

(66) Au cours de la séance du 6 avril il avait été prévu que les guinées seraient acceptées en paiement pour la souscription des actions au taux de quinze francs la pièce. Mais une fois l'ensemble du projet voté, le Conseil d'administration devait revenir sur sa décision car il craignait que les détenteurs de guinées soient les maîtres absolus du fonds social. Montagniès de la Roque défend son arrêté rectificatif du 18 avril en précisant qu'il avait été informé d'un accord conclu entre quelques actionnaires, principaux détenteurs de guinées pour fournir à eux seuls les guinées de l'association en se servant de leurs débiteurs actionnaires. Pour déjouer ce monopole, il a voulu obliger la société à acheter toutes les guinées en concurrence.

(67) Cet article a été modifié lors de la séance du Conseil d'administration du 11 mai 1842 afin de permettre à chacun des membres d'une maison de commerce en nom collectif existant à Saint-Louis à la date du 3 janvier 1842 de souscrire une action de la "Société pour la traite de la gomme" AN SOM Sénégal VII 26 bis 7.

concurrence des trois quarts de son montant. Le quart restant sera insaisissable et incessible (art.11). Les articles 13 et 14 précisent les conditions de l'achat des marchandises nécessaires à la traite et de la vente des gommes à Saint-Louis par la société. Celle-ci sera représentée par un conseil d'administration élu en assemblée générale. Le gouverneur choisira le directeur sur une liste de trois candidats présentés par les actionnaires et nommera le commissaire du roi chargé de veiller à l'exécution du réglement d'administration publique portant statuts de la société.

Le système de l'association tentait une difficile conciliation des intérêts en présence. Tout en souhaitant qu'il soit apporté quelque soulagement à la misère des traitants, il n'allait pas jusqu'à leur réserver l'exclusivité du commerce aux escales puisque négociants et marchands pouvaient y participer. D'autre part, il laissait espérer aux négociants un remboursement progressif de leurs créances par un prélèvement sur le dividende des actions appartenant aux traitants obérés. En supprimant la concurrence aux escales et en fixant un taux d'échange de la guinée à un niveau relativement élevé, il avantageait les traitants et limitait le débouché des détenteurs de guinées (68). Enfin, il devait permettre le recouvrement des créances que les habitants détenaient sur les Maures.

A Saint-Louis, l'unanimité s'était à peu près réalisée autour de la création d'une association privilégiée. On était persuadé que cet effort de régularisation des opérations commerciales poursuivi pendant cinq années devait porter ses fruits et par conséquent sauver les habitants de la ruine.

---

(68) Le Conseil d'administration fixa le 11 mai 1842 le taux de l'échange à vingt-cinq kilogrammes au minimum et à trente kilogrammes au maximum pour une pièce de guinée.

On caressait aussi l'espoir qu'il serait possible de revenir ensuite à un régime de liberté. Raffenel a montré à la fois le sens et la portée de la décision qui venait d'être prise. "C'était, dit-il, la première fois que le gouvernement en acceptait la responsabilité". Il se demandait aussi "comment l'administration avait-elle pu se décider à une abdication radicale de ses doctrines" :

> "Elle se décida par suite des leçons de l'expérience, d'une expérience de plus de dix années d'essais, pendant lesquelles se succédèrent tour à tour le régime de la liberté, celui du compromis, celui du privilège, succession sans ordre, amenant toujours des tiraillements et montrant jusqu'à l'évidence l'inefficacité de toutes ces mesures contradictoires".

Finalement, l'administration fit preuve d'un "esprit résolu" qui "s'inspira du généreux sentiment de soustraire à la misère la classe la plus nombreuse et la plus utile de la population", Le gouvernement vit la réalisation de ce voeu et le salut de la colonie

> "dans l'application immédiate, non d'un illusoire compromis, mais d'un privilège exclusif ; il vit que dans une association sérieuse, on devenait maître des prix en forçant les Arabes dans leurs ruses et leur avidité ; et que, dans cinq années au plus, les dettes énormes qui écrasaient les traitants étaient liquidées. Ainsi, opportunité et moralité se trouvaient réunies dans ce projet ; moralité surtout, car passer cinq ans au Sénégal sans jouer avec sa conscience, sans se parjurer, sans voler, était aussi une belle conquête" (69).

---

(69) RAFFENEL, op.cit., pp. 95-96.

Mais Raffenel se laissait emporter par son optimisme. En effet, le ministre de la Marine n'avait accepté les propositions de Pageot des Noutières qu'avec réticence car il craignait les réactions d'une partie du commerce métropolitain et les observations de son collègue du Commerce (70). Cependant, en donnant les pleins pouvoirs au gouverneur, il s'était ménagé une honorable porte de sortie au cas où les oppositions deviendraient trop vives. Elles n'allaient pas tarder à l'être. Pourtant, le ministre, l'amiral Duperré, avait cherché à laisser le plus longtemps possible dans l'ignorance de ses décisions les adversaires éventuels de l'association. Ainsi, à Régis qui, en décembre, lui avait transmis une note de plusieurs commerçants de Saint-Louis réclamant le retour à la libre concurrence après l'échec du compromis,il se contente de répondre en l'informant que les pleins pouvoirs ont été donnés au gouverneur en matière commerciale (71).

---

(70) Le ministre de la Marine n'ignorait pas qu'en novembre au moment où Pageot des Noutières lui transmettait son projet préparé avec l'assentiment des négociants bordelais, il recevait les protestations des Chambres de commerce (Paris, 15 octobre , Marseille 29 octobre, Le Havre 7 novembre et Rouen 22 novembre) contre le plan de la Chambre de commerce de Bordeaux de créer une association privilégiée pour l'exploitation du commerce de la côte au sud de Gorée.

(71) Ministre à Régis, 21 janvier 1842. Ce même jour, le ministre expédie ses instructions au gouverneur l'enjoignant de soumettre au Conseil d'administration le projet d'association que connaissent déjà les négociants bordelais. Peut être Pageot des Noutières a-t-il réclamé le silence à ces derniers. AN SOM Correspondance générale 198.

Le 7 mai, encore, le ministre feint l'ignorance lorsqu'il accuse réception à Régis, Fabre et Borelli de leurs réclamations contre "les mesures que ..., Monsieur le gouverneur aurait adoptées pour l'exploitation de la traite des gommes aux escales par voie d'association". Duperré objecte qu'il lui faut attendre des informations plus précises pour leur répondre sur le fond (72).

Le ministre se décidant enfin à prévenir son collègue du Commerce des événements du Sénégal lui présente une rapide analyse de la crise commerciale, lui annonce les discussions qui se déroulent à Saint-Louis pour définir un nouveau régime de la traite des gommes et s'engage à lui communiquer tous les renseignements nécessaires dès qu'il les recevra de la colonie (73). Ce n'est que le 3 juin que l'amiral Duperré lui communiquera l'arrêté du gouverneur du Sénégal et lui demandera de recueillir les observations des chambres de commerce sur la nouvelle organisation de la traite des gommes (74). Mais à cette date la polémique engagée deux mois plus tôt autour de l'association battait son plein.

La polémique autour de l'association

Ouverte en avril par une initiative de Régis, la polémique autour de l'association allait se prolonger plusieurs

---

(72) Le même jour, le ministre répond à Reynard, député des Bouches-du-Rhône qui a appuyé la position des négociants de Marseille. Il ajoute seulement "qu'il s'efforcera de concilier les intérêts du commerce métropolitain avec ceux de la colonie du Sénégal". AN SOM Correspondance générale 198.

(73) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 11 mai 1842, ibid.

(74) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 3 juin 1842. Ibid.

mois. Le bouillant négociant de Marseille avait déclenché l'offensive au moment même où à Saint-Louis le Conseil d'administration délibérait. Il n'avait donc pas craint d'agir avant qu'une décision soit officiellement prise en adressant le 11 avril une "pétition à la Chambre des députés au sujet du monopole établi par le gouverneur du Sénégal pour la traite de la gomme" (75). Pour lui donner plus de poids il avait recueilli la signature de nombreux négociants de Marseille et il l'avait largement diffusée dans la presse locale. Pour Régis l'association n'avait d'autre but que d'établir un monopole au profit de quelques uns et de compromettre gravement les intérêts des expéditeurs de la métropole et des détenteurs de guinées qui risquaient d'être livrés pieds et poings liés à l'association, unique acheteur sur la place de Saint-Louis. Selon lui, les actionnaires en recherchant un double profit comme actionnaires et comme créanciers se montraient avant tout soucieux de leur intérêt immédiat et administraient la preuve qu'ils se désintéressaient totalement de l'avenir du Sénégal. Avec l'association, il fallait aussi prévoir une élévation du prix de la guinée telle qu'elle risquerait de stimuler la concurrence anglaise à Portendick et de ruiner les manufactures de Pondichéry. Enfin la décision du gouverneur constituait un abus de pouvoir et Régis demandait aux députés qu'ils interviennent auprès du ministre pour qu'il refuse sa sanction à un "acte aussi désastreux dans ses résultats".

En réalité Régis, contrairement à ce qu'il affirmait, ne parlait pas au nom de l'ensemble des négociants de Marseille intéressés au commerce du Sénégal. En effet, ceux-ci

---

(75) Pétition à la Chambre des Députés, Marseille, avril 1842, Marius Olive imprimeur, A.D. Gironde M 7523. Rappelons que l'arrêté du gouverneur créant la Société pour la traite de la gomme date du 16 avril.

s'empressèrent de dénoncer la manoeuvre de leur collègue auprès de la Chambre de commerce d'une part, en l'avertissant que "la pétition quoique signée par quatre vingt personnes n'était que l'oeuvre d'une seule maison de la ville" et d'autre part, en lui remettant un mémoire réfutant les arguments de Régis (76). Les négociants de Bordeaux ne resteront évidemment pas inactifs et, groupés autour de Calvé, Maurel et Prom, Marrot et Tandonnet frères, ils répliquèrent en mai dans un mémoire adressé à la Chambre des députés. Préférant le ton didactique à la polémique, ils décrivaient le commerce du Sénégal en général et la traite de la gomme en particulier. Ayant longuement expliqué que les exportations sénégalaises comprenaient d'autres articles que la gomme comme les peaux brutes, la cire, le morfil et les arachides, ils

---

(76) Lettre à messieurs les membres de la Chambre de Commerce de Marseille 6 mai 1842 dans la brochure publiée en juillet et intitulée Lettres adressées par le plus grand nombre de négociants de Marseille intéressés au commerce du Sénégal à Monsieur le Ministre de la Marine, aux journaux et à la Chambre de Commerce de cette ville en réponse à deux mémoires concernant la traite des gommes dans le fleuve du Sénégal. Parmi les signataires de ces lettres on retrouve les noms bien connus de Pellen, d'A. Cohen, d'Aquarone, d'Isnard fils aîné, de Briqueler et de Roch Olive, A.D. Gironde M. 7253. Mais nous n'avons malheureusement pas retrouvé le mémoire du 19 mai remis à la Chambre de commerce de Marseille par Briqueler, Roch Olive et A. Cohen, Ce dernier s'est chargé de le transmettre directement au ministre de la Marine - cf. la lettre de l'amiral Duperré à Calvé, délégué du Sénégal, 3 juin 1842, AN SOM Correspondance générale 198.

en concluaient que l'association ne détiendrait pas le monopole du commerce des comptoirs. De plus, la Société pour la traite de la gomme était ouverte à tous et "les traitants pourront largement y entrer". N'était-il pas légitime d'opérer "une concentration des intérêts "afin de mieux résister aux prétentions des Maures alors que l'expérience avait amplement démontré que les détenteurs de gomme tiraient un profit excessif de la concurrence que les traitants se faisaient entre eux, Ils estimaient, d'autre part, qu'il n'y avait rien à redouter du côté des Anglais car Portendick d'accès difficile ne pouvait permettre un important trafic. Enfin, les Bordelais réfutaient le double reproche formulé par Régis de clandestinité dans l'élaboration de la décision et d'abus de pouvoir perpétré par le gouverneur du Sénégal en affirmant que le projet d'association était connu de tous depuis longtemps et que l'administration de la colonie n'avait agi qu'en vertu des pouvoirs que lui conférait l'ordonnance du 9 janvier 1842 (77). Réfutation assez hypocrite quand on sait que le projet d'association et de pouvoir exceptionnel confié au gouverneur avait été mis sur pied par Pageot des Noutières en accord avec les négociants de Bordeaux et que le ministère laissait volontairement Régis dans l'ignorance de ses projets !

Le négociant marseillais ne se tient pas pour battu et il riposte au début de juin en accusant ses adversaires d'exagérer volontairement la gravité du mal "pour exiger un remède violent". La crise qui affecte le Sénégal, disait-il, est "ordinaire" et se produit partout ailleurs : "Ce sont

---

(77) A messieurs les membres de la Chambre des Députés. Mémoires sur le commerce du Sénégal et la traite de la gomme Bordeaux, 20 mai 1842, 39 pages. A.D. Gironde, M 7523.

les fruits amers de la liberté du commerce". Les pertes de ces dernières années provoquées par un afflux de négociants et de traitants inexpérimentés "porteront leur leçon" et l'équilibre se rétablira ensuite entre l'importation des guinées et leur débouché. Il proclame avec force son attachement au principe de la liberté : "la concurrence vaut mieux que le privilège" et il considère que l'association ne constitue en aucun cas un motif d'avenir car elle ne vise en fait qu'à réparer les pertes du passé : "c'est, dit-il, pour rendre à quelques négociants imprudents leur liberté d'action que l'on enchaîne celle de tous ceux qui n'ont pas de créances à recouvrer". Enfin, reprenant des arguments déjà invoqués dans sa pétition d'avril, il estime que l'association provoquera une diminution des quantités de gomme apportées aux escales, des conséquences fâcheuses pour Pondichéry et un déplacement de la traite au profit des Anglais . (78)

Au même moment les négociants, marchands, détaillants et habitants de Saint-Louis entrent en lice en faisant paraî-

---

(78) Réponse du commerce de Marseille au mémoire de quelques négociants de Bordeaux sur le commerce du Sénégal et le monopole de la traite de la gomme, Marseille, Olive, 11 juin 1842, 45 p. L'exemplaire de cette brochure déposé aux Archives de la Gironde est annoté par les négociants qui remarquent que parmi les vingt-deux signataires il n'y a pas un négociant sénégalais à l'exception de Régis. On remarquera que la position de Régis au sein du commerce marseillais s'était très sensiblement affaiblie entre avril et juin puisque sa pétition avait recueilli quatre-vingt-trois signatures.

tre à Bordeaux un mémoire adressé au ministre de la Marine qui se veut une réponse au premier pamphlet de Régis (79). Selon les Saint-Louisiens, les pétitionnaires marseillais font preuve d'une "ignorance complète des besoins et des ressources de la colonie" et se sont abaissés à calomnier "nos commerçants les plus honorables" en leur prêtant "gratuitement des vues étroites et égoïstes". En effet, contrairement à ce qu'ils feignent de croire, l'association n'a pas été établie pour l'avantage de quelques créanciers mais pour des débiteurs réduits à la misère qui retrouveront grâce à elle une position d'homme indépendants que de mauvaises affaires leur avaient fait perdre. D'autre part, il n'y a de monopole que vis-à-vis des Maures car à Saint-Louis l'achat des marchandises nécessaires à la traite et la vente de la gomme se font publiquement en concurrence. Enfin, les Saint-Louisiens sont persuadés que le prix de la guinée ne s'élèvera pas au-dessus d'un taux raisonnable et ils pensent que leurs adversaires devraient convenir que "l'extension excessive qu'avaient pris depuis quelques années les envois de guinées au Sénégal n'était pas un débouché réel et se traduisait pour chaque habitant de cette colonie en pertes énormes". Les négociants du Sénégal inspirés par ceux de Bordeaux prolongèrent cette défense et illustration de l'association en faisant insérer dans les journaux de la métropole une réfutation des arguments de Régis. Ce dernier pouvait paraître isolé car si l'on en croyait ses adversaires

---

(79) Mémoire adressé à Mr le Ministre de la Marine et des Colonies par les négociants, marchands détaillants et habitants indigènes de Saint-Louis (Sénégal) en réponse à une pétition de quelques négociants et capitaines de navires de la place de Marseille, Bordeaux, H. Faye, juin 1842,10 p. Parmi les signataires on trouve les noms de Beynis, Bourilhon, Descemet, Héricé, Lombard, Pellen, Porquet, H. Prom et Sleigth. A.D. Gironde M. 7253.

de Marseille, le plus grand nombre de négociants intéressés au commerce du Sénégal, qu'ils soient de Rouen, du Havre, de Nantes ou de Bordeaux, souhaitait moyennant quelques modifications le maintien de la société (80).

Ainsi, deux camps se sont formés qui dissimulaient le plus souvent sous des arguments de principe ou sous une habile présentation des faits, leurs intérêts personnels. Régis protestait parce qu'il ne voyait dans le nouveau régime commercial que l'impossibilité d'inonder la colonie de guinées et d'accaparer la gomme, tandis que d'autres négociants donnaient leur accord dans l'espoir d'obtenir un remboursement relativement rapide de leurs créances. La ligne de partage entre ces deux camps ne se dessine pas aussi nettement que veut bien le dire Raffenel car il n'est pas exact de dire que les négociants de la métropole choisirent le parti de la libre concurrence (80 bis). En effet, des divergences d'opi-

---

(80) Lettre adressée "par le plus grand nombre de négociants de Marseille intéressés au commerce du Sénégal "au ministre de la Marine, 8 juillet 1842. Le frère de Régis à Saint Louis entraînera bien quelques traitants et marchands à signer une pétition hostile à l'association le 8 août 1842. Pageot des Noutières s'étonnera de trouver parmi les signataires trois membres du Conseil général qui, quelques mois plus tôt, avaient approuvé le principe de la Société pour la traite de la gomme. AN SOM Sénégal, XIII 26 a.

80 bis RAFFENEL op.cit. p. 97 écrit : "Deux camps se formèrent dans l'un, celui du commerce en société privilégiée, se rangèrent les créanciers des traitants et les traitants obérés. Dans l'autre camp se placèrent les négociants de la métropole qui avaient des représentants au Sénégal, les intéressés dans l'industrie et le commerce de Pondichéry, beaucoup d'esprits justes et supérieurs, désintéressés, mais qui virent une guerre de principe plutôt

nion existent non seulement de port à port, mais aussi entre les maisons d'une même place : nous l'avons constaté pour Marseille mais il en était de même quoique d'une manière plus discrète à Bordeaux où les importateurs de guinées ne partageaient pas le point de vue des négociants trafiquant au Sénégal. De même à Saint-Louis les traitants se partageaient. Si la majorité acceptait l'association, d'autres et non des moindres comme les frères Crespin, Nicolas d'Erneville, P. André, Carpot, Provost, Floissac, Samba Agui la récusaient. Quelques marchands et négociants indépendants affichaient la même position, craignant vraisemblablement que l'association ne devienne rapidement un instrument aux mains des grandes maisons métropolitaines (81).

D'ailleurs, au Sénégal, l'application de l'arrêté du 16 avril se heurtait à de nombreuses difficultés : le gouverneur dut prendre en Conseil d'administration des arrêtés complémentaires (82). Le principe de l'association n'était pas ouvertement mis en cause mais la confiance à peu près unanime d'avril laissait maintenant place au doute. En juin,

---

.... qu'une détresse réelle, qu'il fallait à tout prix faire cesser ; enfin, et pardon mille fois de ce méchant alliage, tous les traitants fripons qui, s'inquiétant médiocrement de payer leurs dettes, luttaient de toute leur énergie contre l'élévation d'une barrière à leurs mauvaises passions".

(81) Pétition au gouverneur, 8 août 1842, AN SOM Sénégal XIII 26 a.

(82) Les arrêtés du 23 mai et 12 juillet 1842 ont principalement pour but d'éviter toute fraude qui pourrait nuire à la Société pour la traite de la gomme. AN SOM Sénégal VII 26 bis 7.

Pageot des Noutières constatait cette évolution dans une lettre au ministre : "A quelques exceptions près, écrivait-il, l'arrêté du 16 avril ne satisfait personne". Aussi proposait-il, de procéder en octobre ou novembre aux révisions nécessaires. Il insistait, enfin, auprès du ministre pour qu'il accepte le principe d'une durée de cinq ans.

> "Dans ma pensée, l'association actuelle bien dirigée, adoptée comme base du commerce des escales du fleuve doit replacer notre établissement dans une situation telle qu'à l'expiration de cette période de cinq ans le commerce local n'éprouvera plus le besoin de ces mesures exceptionnelles toujours fâcheuses parce qu'elles ont pour effet immédiat de froisser les idées reçues par le commerce métropolitain, d'arrêter l'essor que pourrait recevoir les transactions de la colonie et de créer une situation anormale à des intérêts aussi difficiles à concilier que ceux qui s'agitent à Saint-Louis" (83).

Des conditions particulièrement difficiles : absence totale de vents d'est et troubles politiques sur les rives du fleuve devaient empêcher de prendre une mesure exacte de l'expérience mise en place en avril. En effet, la Société n'avait traité qu'un peu plus d'un millier de tonnes de gommes soit environ la moitié de la quantité d'une année normale (84). Aussi, certains esprits ont-ils été prompts à rejeter sur le système de l'association les résultats décevants de cette campagne ; ils trouvaient d'autant plus d'audience à Saint-Louis que nombre de traitants et de laptots avaient été écartés des escales par la nouvelle organisation et que le

---

(83) Gouverneur à ministre, 8 juin 1842, n° 197, AN SOM Sénégal, I 24 a.

(84) Gouverneur à ministre, 4 janvier 1843, n°1, AN SOM Sénégal I 24 a.

dividende attribué aux actionnaires était substantiel (85).

Pour sortir de cette situation confuse, le ministre de la Marine sollicite l'avis des Chambres de commerce du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille mais leurs réponses n'étant pas de nature à formuler une solution nette et précise, il eut l'idée, en accord avec le ministre du Commerce de réunir une commission destinée à étudier le trafic de la gomme. Le 13 août, il fit part de sa décision aux Chambres de commerce et leur demanda de désigner un membre "parfaitement désintéressé dans les affaires du Sénégal" (86).

---

(85) La Société pour la traite de la gomme "n'eut besoin que de vingt-deux navires et d'autant de traitants. La masse de la population restant dès lors à peu près inactive à Saint-Louis, on vit bien qu'il fallait renoncer à ce mode de commerce" écrivent Carrère et Holle op.cit. p.349. Le gouverneur Montagniès de la Roque, dans ses communications sur la traite de 1842 avait avancé le chiffre de vingt-deux traitants. Le salaire d'un traitant employé par la société s'élevait à deux cents francs par mois, plus une indemnité de table et une commission de vingt francs par millier de livres de gomme traitée ; il percevait en outre le loyer de son embarcation et de ses captifs. Quant au dividende produit par une action de la société il atteignait 3006 F.,13 pour cinq mille francs de capital soit un taux de 60 %, Pageot des Noutières à ministre, 4 janvier 1843, n°1, déjà citée).

(86) Le 18 août également, le ministre accusant à Régis, Fabre et Cohen réception des observations qu'ils venaient de lui adresser, leur annonce la prochaine réunion d'une commission AN SOM Correspondance générale 198.

2. La constitution de la corporation des traitants : novembre 1842

a) Les débats de la commission du commerce des gommes - septembre-novembre 1842

Devant l'ampleur de la polémique suscitée en France par la création de l'Association privilégiée, le gouvernement prit conscience qu'il ne pouvait plus se retrancher derrière les pouvoirs du gouverneur et qu'il lui fallait désormais intervenir directement. L'instabilité du régime de la traite des gommes n'était-elle pas dangereuse à la fois pour l'avenir commercial du Sénégal et pour le prestige de l'administration Mais désirant se décider en connaissance de cause et établir une organisation durable, le ministère voulut auparavant procéder à une étude approfondie de la situation et à une large confrontation avec les négociants. "La commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes" fut instituée par une décision du ministre de la Marine et des Colonies du 14 septembre 1842. Placée sous la présidence de Gautier, pair de France, elle comprenait d'une part des hauts fonctionnaires comme Gréterin, directeur général des douanes, Magnier de Maisonneuve, directeur du commerce extérieur, Galos, directeur des Colonies et Mestro, sous-directeur des Colonies, secrétaire de la Commission et des délégués des Chambres de commerce : Mérilhon (Bordeaux) Fournier (Marseille), Betting de Lancastel (Nantes) et de Coninck (Le Havre) (87). La commission qui tint seize séances entre le 26 septembre et le 28 octobre partagea également son temps entre l'enquête et l'élaboration d'un régime nouveau (88). Le ministre

---

(87) La Chambre de commerce de Rouen ayant protesté de son exclusion fut invitée tardivement à désigner un délégué. Finalement ce fut Cibiel,un négociant, membre de la Chambre des députés qui la représenta.

(88) Les procès-verbaux et le rapport de la Commission ont été publiés par l'Imprimerie Royale en novembre 1842, in-4°, 272 p.

lui communique toutes les pièces nécessaires à son information et l'autorisa à solliciter toutes les explications qu'elle souhaiterait auprès des responsables de la politique française et des représentants des intérêts engagés dans le commerce du Sénégal. C'est ainsi qu'elle entendit d'une part Montagniès de la Roque, ancien gouverneur du Sénégal et signataire de l'arrêté du 16 avril et Bouët qui venait d'être nommé pour le remplacer, et d'autre part, pour les partisans de l'association privilégiée : Calvé, délégué du Sénégal, Bruno Devès et B. Durand-Valantin et pour les adversaires : Joyau délégué de Pondichéry et Régis (89).

La commission mena son enquête avec sérieux. Elle s'efforça tout d'abord de déterminer les causes de la crise puis de comparer les différents régimes auxquels la traite de la gomme avait été soumise. Elle constata la grande diversité des intérêts en présence et l'extrême difficulté de les concilier sans cependant désespérer d'y parvenir. Enfin, elle ne cantonna pas ses investigations aux aspects purement économiques de la situation mais elle en étudia avec soin les prolongements politiques et sociaux. Le directeur des Colonies s'attacha, en particulier, à présenter avec précision les différentes catégories de traitants et le rôle des laptots. La faiblesse de l'emploi procuré par le système de l'association n'a pas manqué de frapper les membres de la commission qui dans l'ensemble n'ont pas paru convaincus par la démonstration de Montagniès de la Roque leur assurant que traitants et laptots qui n'avaient pas été expédiés aux escales avaient

---

(89) Des fonctionnaires du Sénégal alors en congé en France furent également invités à donner leur avis : ce fut le cas de Thomas, inspecteur colonial et de Larcher chef du service judiciaire.

trouvé dans la traite des marigots une compensation suffisante. Le problème du prix des guinées et les conséquences de son avilissement a longuement retenu l'attention ; il en a été de même pour celui des créances détenues par les négociants sur les traitants sans qu'on puisse finalement en fixer avec exactitude le montant et la répartition entre les maisons de commerce. La commission a également examiné les conséquences que comportait pour les relations de Saint-Louis avec les Maures le type de régime commercial en vigueur aux escales. Selon Caille, Montagniès de la Roque et Devès, les détenteurs de gomme étaient les grands bénéficiaires de la libre concurrence tant sur le plan économique que sur le plan politique. En effet, les traitants dans l'espoir de s'assurer un meilleur approvisionnement que leurs concurrents cherchaient à s'attirer les bonnes grâces des Maures en leur consentant d'importantes avances. Il était bien difficile d'en évaluer correctement le montant : pour les uns, il s'élevait à environ la moitié de la dette des traitants vis-à-vis des négociants, et pour d'autres, il était de même importance. Aussi, quelques esprits optimistes se laissaient aller à penser qu'il suffisait d'obtenir le transport des créances des traitants sur les Maures au profit de leurs propres créanciers. La libre concurrence n'aboutissait aussi qu'à renforcer l'influence des Maures sur le fleuve "Le grand moyen d'influence de ces peuples, c'est l'abondance de la guinée, ce billet de banque du Sénégal", déclare Calvé. Donc, il existe politiquement un danger très grave à prodiguer la guinée aux escales, à en porter aux ennemis de la colonie des quantités exubérantes". Le directeur des Colonies s'inquiète de cette position qui à l'extrême "tendrait à établir qu'il faut restreindre les échanges, c'est-à-dire sacrifier l'intérêt commercial à l'intérêt politique". A cette question essentielle, il ne lui paraît pas que les partisans de l'association puisse répondre par l'affirmative, la seule voie possible étant de concilier ces deux exigences. Calvé ainsi provoqué, répond qu'évidemment

il serait impolitique de faire payer trop cher la guinée aux Maures et qu'il a voulu avant tout faire comprendre qu'il ne fallait pas enrichir les Maures

> "Ne pas leur donner deux pièces de guinée quand on peut raisonnablement ne leur en donner qu'une, parce que la seconde pièce, si son placement profite jusqu'à un certain point au commerce de Pondichéry est un capital entièrement perdu pour la colonie et que chez les Maures il ne se convertit pas en valeur susceptible de concourir plus tard à de nouveaux et profitables échanges".

En effet, le commerce de la gomme n'est susceptible d'aucune extension car "toutes les forêts de gommiers sont en exploitation ... et seules les conditions atmosphériques peuvent influer sur l'abondance ou la rareté des gommes" (90).
D'autre part, un prix trop élevé de la guinée ne pouvait que conduire les Maures à rechercher ailleurs des conditions d'échange plus avantageuses, aussi Régis agitait-il comme un épouvantail la menace de la concurrence anglaise à Portendick tandis que Calvé la considérait comme chimérique. Mais l'un et l'autre raisonnant uniquement en fonction de leur position à l'égard de l'association privilégiée n'ont éclairé en aucune façon la commission sur l'état des relations entre Anglais et Trarza (91).

---

(90) Commission du commerce des gommes, séance du 27 septembre 1842. A la séance du lendemain, Calvé revenait sur cette importante question à peu près dans les mêmes termes "enrichir les Maures, les gorger de guinées, ces billets de banque du désert, c'est substituer leur influence à l'influence française, c'est préparer la ruine de notre établissement de Saint-Louis et ouvrir les voies à l'influence anglaise dans toute la Sénégambie".

(91) La question du commerce anglais à Portendick sera étudiée au chapitre XV.

A la fin de cette première phase des délibérations qui dans l'ensemble a permis d'envisager sous tous ses aspects le commerce de la gomme aux escales, partisans et adversaires de l'association privilégiée qui se sont affrontés courtoisement mais fermement ont affirmé de nouveau leurs convictions. Régis, avec sa fougue coutumière rappelle que la crise au Sénégal ne revêt aucun caractère exceptionnel et qu'il importe en conséquence de laisser se dérouler normalement le jeu des forces économiques. De Coninck, Fournier et le délégué de Pondichéry le soutiennent mais le représentant des intérêts de Rouen ne s'est pas laissé séduire par ses avances (92). Si Valantin, Calvé et Devès restent fidèles au principe de l'association, ils consentent volontiers à apporter à son application des modifications que l'expérience de la dernière traite a révélé nécessaires. Pour eux, c'est utopie que de vouloir assimiler sur le plan commercial le Sénégal à la métropole et danger grave que de lui refuser dans les difficultés le remède d'une intervention du pouvoir. Le directeur des Colonies, Galos, ne pense pas autrement :

> "Le système de liberté est à son apogée et fonctionne dans sa plénitude quand des intelligences ont atteint leur dernier développement et quand chaque individu peut agir dans toute sa liberté et dans l'entier exercice de toutes ses facultés, mais ce n'est pas le cas pour le Sénégal dont l'état d'enfance ... exige que le pouvoir intervienne". Sans doute

---

(92) De Coninck et Fournier reprennent dans la séance du 3 octobre la thèse défendue par Régis. Le premier déclare que la crise du Sénégal "est conforme aux lois d'oscillation commerciale qui sont le caractère propre de la liberté des transactions" et le second : "Au Sénégal comme ailleurs, le remède doit venir après le mal par la vertu même de la liberté des transactions".

la situation est-elle transitoire mais "l'exception pour l'instant est une nécessité. Il faut réglementer le commerce, l'organiser" (93).

Au cours de cette enquête déclarée close le 4 octobre quelques idées intéressantes ont été émises qui vont orienter la seconde phase des débats consacrés à la mise sur pied d'une nouvelle organisation de la traite aux escales. Ainsi, Devès et Calvé favorables au maintien de l'association ont plaidé avec force la cause des traitants en demandant qu'un avantage leur soit réservé dans la répartition des actions (94). Le directeur du commerce extérieur, de Maisonneuve, a, pour son compte, avancé l'idée d'une réglementation de la profession de traitant. Il avait été frappé par l'ampleur des doléances exprimées tout au long des discussions contre les insuffisances des traitants aussi pensait-il qu'un système exigeant des conditions d'habitude et de solvabilité écarterait tous les laptots et les ouvriers qui s'étaient lancés dans le commerce

---

(93) Déclaration de Galos, séance du 3 octobre 1842.

(94) A la séance du 30 septembre Devès déclare que le système de l'égalité des parts lui paraît tout à fait injuste ; il faut proportionner l'intérêt de chacun dans la société à l'importance des affaires qu'il pourrait faire en traite libre, les grands traitants doivent être mieux partagés que les petits et que les négociants eux-mêmes. Calvé propose alors de donner une part aux traitants de première classe, trois quarts aux traitants de seconde classe, une demi-part aux traitants mandataires comme aux négociants et aux marchands de première classe et un quart de part aux marchands de seconde classe.

des gommes aux escales (95). Allant plus loin, le délégué de la Chambre de commerce de Nantes, de Lancastel, proposa, le 1er octobre d'exploiter la traite en rivière par l'entremise exclusive de la classe indigène réunie en association sous la surveillance d'un syndicat dans lequel le commerce européen serait représenté. Le représentant de Bordeaux, de Mérilhon esquissait pour le réglement des dettes, une combinaison qui consistait en un apport de tous les traitants à une caisse commune par un prélèvement du dixième au maximum sur la quantité de gomme traitée par chacun aux escales (96). Enfin, pour Mestro, il était impossible dans l'immédiat d'appliquer le principe de la liberté des échanges, en conséquence, un régime exceptionnel se justifiait et était le seul possible. La liberté supposait la sécurité et Mestro répondait par la négative à la question fondamentale de savoir si la France était alors disposée à mettre le prix pour l'obtenir.

> "Il est à craindre que la France recule devant les sacrifices assez considérables que cette détermination exigerait soit qu'elle se préoccupe d'autres soins, soit qu'elle trouve que quant à présent, ces sacrifices seraient hors de proportion avec les intérêts qui les réclament" (97).

La Commission suffisamment éclairée sur le passé et le présent de la traite pouvait maintenant faire oeuvre constructive. Mais auparavant le président tenait à livrer ses propres conclusions : nécessité de sauver les traitants, élite de la population sénégalaise et appui à peu près exclusif de "la force politique de la France en Sénégambie", maintien

---

(95) Séance du 26 septembre.
(96) Séance du 3 octobre.
(97) Séance du 3 octobre.

de la concurrence entre les négociants au Sénégal et dans leurs rapports avec la métropole et adoption d'un régime qui réserverait aux traitants dont le nombre serait limité le privilège des échanges avec les Maures (98). Si tous les membres de la commission étaient d'accord pour refuser leur totale adhésion aux dispositions de l'arrêté du 16 avril et pour admettre que le principe de la libre concurrence ne pouvait être appliqué dans toute son étendue au Sénégal, ils s'étaient ensuite divisés et pour l'essentiel trois propositions leur furent soumises reflétant trois courants d'opinion.

Lancastel, le premier, proposa le 5 octobre le projet de corporation des traitants qu'il avait laissé pressentir les jours précédents. La traite aux escales serait effectuée par l'intermédiaire obligatoire de traitants qui pour être habilités devront répondre obligatoirement à certaines exigences. Un syndicat de dix membres, quatre traitants, cinq négociants administrerait la corporation. Les modalités d'achat des marchandises nécessaires à la traite et de répartition des gommes obtenues en échange étaient précisées. D'autre part, le syndicat recevait mission d'élaborer un réglement que les traitants devront respecter pour mener leurs opérations aux escales. Enfin, il était prévu un prélèvement d'au moins un dixième des bénéfices pour assurer l'extinction des dettes . Deux idées essentielles avaient guidé l'auteur du projet : diminuer la concurrence en restreignant le nombre des traitants et en les soumettant à une discipline stricte, les aider à franchir une période difficile en exerçant sur eux une étroite tutelle concrétisée par la prépondérance des négociants au sein du Syndicat et les possibilités d'interven-

---

(98) Séance du 4 octobre.

vention du gouverneur (99). De Coninck et Fournier critiquèrent ce système en lui reprochant d'être trop près de celui de l'association privilégiée et d'interdire toute liberté dans le taux des échanges aux escales."C'est, disent-ils, le monopole sous une autre forme" (100).

Un autre membre, Mérilhon, proposa le retour au système du compromis car, dit-il, s'il met "des limites à la liberté, il "ne sort pas du droit commun" et "établit des conditions dont personne n'est excepté". Cependant, pour être acceptable il doit être complété par un dispositif permettant aux traitants de se libérer de leurs dettes. La plupart des membres de la commission eurent beau jeu de rappeler au délégué de Bordeaux les condamnations à peu près unanimes déjà prononcées contre le compromis au nom des principes de la liberté commerciale et de l'expérience.

---

(99) Le projet de Lancastel très court comprenait dix articles. Outre le pouvoir de déterminer "les conditions d'aptitude auxquelles les nouveaux traitants seront admis dans la corporation lorsque les besoins du service l'exigeront" (art.2), le gouverneur avait le droit de dissoudre la corporation pour "faits graves" (art.9).

(100) Dans cette séance du 5 octobre, Calvé, Devès et Durand-Valantin déposèrent un mémoire dans lequel ils reprenaient les principales dispositions de l'arrêté du 16 avril proposant seulement quelques modifications qui mettaient en oeuvre les idées qu'ils avaient défendues au cours des discussions. En particulier, leur projet consacrait la hiérarchie des traitants et avantageait ceux-ci par rapport aux négociants et aux marchands dans la répartition des actions. Leur mémoire ne sera pas discuté.

De Coninck et Fournier présentèrent un troisième projet inspiré d'un grand libéralisme. L'arrêté du 16 avril serait rapporté et la liberté des échanges aux escales proclamée. Cependant ils avaient conscience que la situation actuelle rendait difficile l'application intégrale de ce principe. Ainsi, suggéraient-ils que le gouverneur d'une part, dispose du pouvoir de prescrire toutes les mesures qu'il jugerait utiles pour lutter contre les abus provoqués par l'excès de concurrence et d'autre part, use de son influence, voire même de son autorité pour procurer aux traitants le moyen de se libérer de leurs dettes. Galos n'eut pas de peine à démontrer l'insuffisance d'un tel projet qui, pour l'essentiel, reprenait les dispositions du réglement édicté le 28 décembre 1840 par le gouverneur Charmasson. Les événements n'avaient-ils pas rapidement prouvé qu'il n'était qu'une réponse dérisoire à la crise qui ruinait le Sénégal (101).

La Commission se prononça sur chacun de ces trois projets à l'issue de la séance du 6 octobre, mais aucun n'ayant recueilli de majorité, la discussion rebondit sur un plan

---

(101) Les principales dispositions du projet de de Coninck et de Fournier consistaient à donner au gouverneur le pouvoir de fixer chaque année les dates d'ouverture et de fermeture de la traite, d'exiger un tonnage de dix tonneaux au moins de tout navire expédié à la traite et de ne délivrer de patente de traitant qu'aux individus âgés de vingt cinq ans au moins et ayant effectué la traite pendant cinq ans. Tout crédit était interdit aux Maures et les traitants devaient obligatoirement déclarer à leur arrivée à l'escale les marchandises destinées à la traite, et à leur départ les quantités de gomme traitée. Enfin, le commandant de l'escale devait rendre compte de la conduite des traitants.

général qui risquait de conduire à un échec éclatant (102). Mais le président multiplia les efforts pour sortir de l'impasse et il réussit finalement à rallier à son projet de conciliation les défenseurs les plus acharnés de la libre concurrence. D'autre part, le choix de Boüet comme gouverneur du Sénégal par la confiance qu'inspirait à tous cet officier favorisa les rapprochements nécessaires (103).

Dans son esquisse d'ordonnance, le président tenta une synthèse des trois projets en empruntant au premier l'idée d'une corporation de traitants, au second le fonds commun destiné à assurer l'extinction de dettes et au troisième le principe de la liberté des échanges aux escales. La discussion s'organisa autour de quelques problèmes fondamentaux : le nombre et les conditions d'admission des traitants, l'exclusion des Européens des escales et le fonds commun. Mérilhon en rouvrant inopinément l'épineuse question du

---

(102) Le projet de Lancastel recueillit trois voix pour et six contre, celui de de Coninck et Fournier quatre voix pour et cinq contre tandis que le compromis fut rejeté par sept voix contre deux. Le 7 octobre après ces votes négatifs, de Lancastel constate "qu'il existe entre eux [les partisans de la libre concurrence] et les autres membres de la commission une dissidence tellement caractéristisée qu'il sera probablement impossible d'en venir à s'entendre si on reste dans les termes d'une nouvelle discussion générale".

(103) "La confiance qu'inspirent à la commission, le caractère, l'expérience et la sagesse de l'honorable officier présent à toutes ses séances ... ont déterminé les membres qui professent la dernière des opinions dont nous venons de rendre compte [la libre concurrence] à en sacrifier une partie et à consentir à des mesures auxquelles sans ces motifs, leur conscience leur eut fait un devoir de continuer à résister". Rapport de Gautier au

"compromis" provoqua, à nouveau, un débat long et passionné qui mit aux prises les mêmes protagonistes (104). D'un côté de Coninck et Fournier dénoncèrent le compromis comme une mesure inefficace, impolitique et en définitive impraticable et dans l'autre Mérilhon y vit une mesure indispensable à l'assainissement du commerce de la gomme. Pour sortir de l'impasse, de Maisonneuve présenta finalement à ses collègues qui l'adoptèrent à l'unanimité un amendement qui faisait du compromis non une obligation comme le souhaitait Mérilhon mais une faculté conférée au gouverneur "pour le cas où les circonstances lui feraient juger cette extrémité indispensable". Il était maintenant possible de conclure. Le 28 octobre le rapport d'ensemble du président recueillait l'adhésion de tous et il le transmettait accompagné du projet d'ordonnance le 2 novembre au ministre de la Marine et des Colonies. Le 15, le roi lui donnait sa sanction officielle (105).

b) L'ordonnance du 15 novembre 1842 et son accueil au Sénégal

Reprenant les conclusions auxquelles la Commission avait abouti non sans mal, l'ordonnance proclamait le principe de la liberté du commerce de la gomme aux escales (art.1) réservait l'exclusivité des échanges aux traitants commissionnés chaque année par le gouverneur (art. 2) et organisait une

---

... ministre des Finances, Annales Maritimes et Coloniales T.II, partie non officielle, n° 101, 1842, pp. 1093-1147.

(104) Séances des 12 et 13 octobre.

(105) On trouvera le texte de l'ordonnance du 15 novembre 1842 en annexe.

véritable corporation (art.3). La liste générale des traitants sera dressée par le gouverneur en Conseil d'administration ; ne seront inscrites que les personnes libres nées au Sénégal et dépendances et ayant fait la traite de la gomme depuis 1836. Par la suite, ne seront admis que les candidats âgés de vingt et un ans au moins nés au Sénégal et justifiant de leur moralité et de leur capacité par l'exercice de la traite pendant trois ans en qualité d'aide traitant. Une commission syndicale de cinq membres choisis par le gouverneur sur une liste triple de candidats présentés par l'assemblée générale des traitants et présidée par un fonctionnaire était chargée de défendre les intérêts de la corporation, d'en assurer la discipline interne et de prendre tous les contacts nécessaires avec les pouvoirs publics (art. 6, 7 et 8). Un fonds commun sera constitué par un prélèvement de 5 % sur la quantité de gomme rapportée des escales. Il sera distribué en portions égales entre tous les traitants inscrits sur la liste générale et les créanciers pourront faire opposition sur la part de chaque traitant jusqu'à concurrence des deux-tiers (art. 7, 8 et 9) (106). Le gouverneur pourra avant l'ouverture ou pendant le cours de la traite fixer en conseil d'administration le prix d'échange de la guinée

---

(106) Cette distribution intéresse tous les traitants inscrits sur la liste générale et pas seulement ceux qui ont été commissionnés. Pour ne pas perdre leurs droits les traitants non commissionnés doivent justifier des fonctions d'aide-traitant ou faire la traite des marigots ou se livrer à une industrie à Saint-Louis (art.5). La commission syndicale donne son avis au gouverneur pour la désignation des traitants commissionnés, surveille les opérations de prélèvement et effectue la distribution de la part qui revient à chaque traitant sous le contrôle du gouvernement.

aux escales contre la gomme. Il consultera préalablement le Conseil général et il ne procédera à la fixation du prix d'échange qu'après avoir pris l'avis du Comité du commerce et de la commission syndicale (art. 13). Enfin tout un ensemble de mesures réglementait les opérations aux escales. Elles n'étaient pour la plupart que la reproduction des dispositions antérieures. Le gouverneur recevait le pouvoir de fixer l'époque de l'ouverture et de la fermeture de la traite (art. 11). Les traitants devaient obligatoirement déclarer les noms de leurs aide-traitants et des hommes de leur équipage (art. 14) et posséder un registre coté et paraphé par la commission syndicale sur lequel seront inscrites la nature et la quantité des marchandises de traite destinées aux escales ainsi que les quantités de gomme obtenues en échange (art. 15). Tout crédit aux Maures était interdit aux traitants qui, d'autre part, devront acquitter les coutumes conformément aux règles que le gouverneur édictera ultérieurement (art. 17). A chaque escale, pour éviter fraude et contestation, un pesage public sera établi (art. 18). Les traitants ne pourront vendre ni échanger entre eux aux escales aucune marchandise de traite et le colportage était interdit (art.12) (107). Le privilège du vendeur était réservé aux bailleurs de marchandises de traite afin de relever le crédit des traitants auprès du commerce de Saint-Louis qui bénéficiait ainsi de sérieuses garanties (art. 10). Enfin, le commandant de l'escale veillera au bon déroulement des opérations commerciales et communiquera au gouverneur tous renseignements

---

(107) Conséquence de l'interdiction du colportage, aucune embarcation chargée de marchandises de traite destinées à être vendues en rivière aux traitants ne pourra ni être expédiée de Saint-Louis ni être admise aux escales ; mais il est bien évident que les traitants pourront continuer à recevoir les marchandises qui leur seraient nécessaires à condition qu'elles aient été achetées à Saint-Louis. Ces dispositions avaient pour but de réserver aux négociants la vente des marchandises indispensables aux traitants.

utiles sur l'activité de l'escale et la conduite de ses traitants (art. 19). Toute contravention aux dispositions de l'ordonnance entraînera des sanctions allant de l'expulsion de l'escale à la radiation de la liste générale des traitants (art. 20).

Le ministre de la Marine donna très rapidement des ordres au gouverneur par intérim pour qu'il prépare l'application de l'ordonnance en dressant la liste générale des traitants, en procédant à l'élection des candidats à la commission syndicale et en chargeant le commandant Caille d'enquêter sur les mesures réglementaires qui devront être adoptées par le gouverneur (108). Ainsi, Bouët put, quelques jours après son arrivée à Saint-Louis, prendre en Conseil d'administration un arrêté complémentaire sur la traite de la gomme aux escales (109). Après avoir fixé en vertu de l'article 11 de l'ordonnance les lieux (escales des Darmankour, des Trarza et des Brakna) et la durée de la traite (du 15 février au 1er août) ainsi que le tonnage minimum des embarcations à cinq tonneaux. (110), l'arrêté réglementait essentiellement le personnel employé par les traitants, le paiement des coutumes et les relations avec les Maures, les

---

(108) Ministre à gouverneur, 18 novembre 1842, n° 301. AN SOM Correspondance générale 197. Cette dépêche a été publiée par SCHEFER, op.cit., t.II, p. 119.

(109) Arrêté du 10 février 1843. B A S 1843-1844, pp.11-16.

(110) En acceptant un tonnage faible, Bouët permettait à de petits traitants d'être expédiés alors que très souvent dans les discussions relatives à l'organisation du commerce des gommes, il avait été suggéré de fixer le seuil à dix tonneaux.

modalités des opérations commerciales et le rôle du commandant de chaque escale. En conséquence, un traitant ne pouvait embarquer que des patrons, laptots et pileuses domiciliés au Sénégal et ne disposer que d'un maître de langue par navire ; s'il était illettré, il lui fallait engager un "écrivain chargé de tenir ses écritures" pour être "expédié". Le mode de paiement des coutumes relatives aux embarcations devant être fixé ultérieurement, il était prévu pour 1843 que les conventions conclues de gré à gré entre les traitants et les chefs maures seraient transcrites sur un registre spécial tenu par le commandant de l'escale. Les avances sur les coutumes assimilées à des crédits étaient interdites. Pour tenter de mettre un terme à la fâcheuse habitude des traitants de régler directement leurs différends avec les Maures, il leur était défendu de se rendre justice eux-mêmes : dans tous les cas, ils devaient avoir recours à l'officier commandant l'escale. Dans le domaine des opérations commerciales, toute traite à terre était prohibée, de même que toute transaction sur les produits autres que la gomme. Le pesage public était strictement organisé de manière à permettre toutes les vérifications nécessaires. En particulier, les gommes provenant des créances sur les Maures seront comptabilisées à part. Le charroi des gommes des escales vers Saint-Louis devait obéir à des régles précises dont la plus importante consistait en une déclaration en douane à l'arrivée (111). Enfin, les négociants qui avaient avancé des marchandises aux traitants bénéficiaient de sérieuses garanties et tout spécialement du privilège du vendeur. D'autre part, l'arrêté du 10 février met en pleine lumière la multiplicité des fonctions des commandants d'escales chargés à la fois des relations avec les Maures, du contrôle très strict des opérations commerciales

---

(111) Le commandant de l'escale avait l'obligation de s'assurer fréquemment que les registres tenus par les peseurs publics étaient en harmonie avec ceux tenus par les traitants.

et de la police. Pour les aider dans leur tâche, un embryon d'administration fut mis en place avec la désignation de huit peseurs publics (trois pour les Brakna, trois pour les Trarza et deux pour les Darmankour). Un commis de la marine, Anne Raffenel fut "chargé de les surveiller et de tenir la main à ce que leurs registres et ceux des traitants soient tenus avec ordre et constamment à jour" (112). Caille en tant que commandant supérieur des escales était responsable de l'ensemble des problèmes soulevés par la traite de la gomme dans le bas du fleuve.

Les participants à la Commission du commerce des gommes avaient souhaité ardemment que soit mis un terme à l'instabilité du régime commercial du Sénégal. Régis n'avait-il pas déclaré que "le fléau du Sénégal ce n'est pas la concurrence mais l'incertitude, c'est cette oscillation continuelle du privilège à la liberté et de la liberté au privilège" ? et Gautier dans son rapport final constatait "que l'instabilité était considérée comme une des causes principales de la situation fâcheuse où se trouve aujourd'hui le commerce local" (113). La législation laborieusement mise en place en novembre allait-elle répondre à cet espoir unanime ? Gautier laissera percer quelque scepticisme à l'égard d'un compromis élaboré de justesse par la Commission :

---

(112) Lettre de Thomas, chef du service administratif, au directeur des Colonies, 12 février 1843. Raffenel devait faire partie de la commission nommée par Bouët en août pour explorer la Sénégambie.

(113) Procès-verbaux et rapport de la commission. op.cit.

"Nous regrettons d'autant plus de n'avoir pu, malgré tous nos efforts, présenter des vues plus positives et plus concordantes sur le régime commercial applicable à la colonie du Sénégal que la commission s'est en revanche unanimement trouvée d'accord sur l'importance de cet établissement et sur la fécondité de l'avenir qui s'ouvre devant lui" (114).

De son côté, le ministre craignant que le prélèvement de 5 % ne suscite beaucoup d'objections recommandait à l'autorité locale une grande fermeté dans l'application de cette disposition (115). Au Sénégal, comme on pouvait s'y attendre, l'ordonnance n'a pas rencontré une adhésion unanime. D'une part, les traitants à leur compte redoutaient que les négociants profitant de la faculté qui leur était offerte d'expédier en traite, ne leur fassent une concurrence ruineuse en utilisant à leur service des traitants inscrits sur la liste générale (116). D'autre part, les Européens mécontents d'avoir été exclus des escales cherchaient un moyen d'y

---

(114) Ibid.

(115) Ministre à gouverneur du Sénégal, 18 novembre 1842, n°301 déjà cité.

(116) Thomas dans sa lettre du 12 février 1843 déjà citée déclare que "l'ordonnance du 15 novembre 1842 n'a pas été bien accueillie" et il expose les griefs des gros traitants. Bouët dans sa lettre au ministre du 13 février, n° 55, précise que ces derniers lui ont demandé" par la voie de la commission syndicale de ne pas souffrir que les négociants puissent expédier les petits traitants en rivière comme mandataires". "Je n'ai pas accédé à leur demande contraire à l'article 7 de l'ordonnance" ANSOM Sénégal I 25 c.

reparaître (117). Malgré un accueil mitigé et de fréquentes récriminations, en particulier en 1844 (118), la réglementation édictée en 1842 devait subsister sans modification jusqu'en 1849.

Ainsi, après une longue période d'incertitude, le commerce du Sénégal connaît enfin, à partir de 1842, dans son organisation une stabilité longtemps recherchée. Après sept traites effectuées sous l'empire de l'ordonnance de 1842 les espoirs qu'elle portait ont-ils été réalisés (119) ? L'attention portée à l'évolution du commerce de la gomme nous semble justifiée par plusieurs raisons. Tout d'abord, G. Hardy ne consacre que quelques pages fort superficielles

---

(117) Bouët autorisa les Européens à monter aux escales moyennant les conditions suivantes : inscription sur le rôle d'armement de l'embarcation, séjour limité à une semaine et interdiction de traiter directement. Bouët à ministre, 28 mars 1843, n° 114, AN SOM Sénégal I, 25 c.

(118) Au gouverneur qui l'avait entretenu dans une lettre du 23 décembre 1844 des difficultés d'application de l'ordonnance, le ministre lui répondait le 18 mars 1845 dans une dépêche, n° 95, qu'il n'y avait "pas de motifs à remettre en question le principe d'un régime récemment établi ... Il doit être maintenu ... l'application suivie et persévérante ... peut seule désormais, Monsieur le gouverneur, replacer progressivement le commerce dans une situation normale et faire cesser les perturbations dont on se plaint depuis quelques années ... C'est moins que jamais le moment de se départir de la fermeté et de la constance qui ont présidé jusqu'à ce jour à son exécution. Il faut faire comprendre à vos administrés que la résolution du gouvernement est inébranlable" AN SOM Sénégal I, 274.

(119) L'arrêté présidentiel du 5 mai 1849 qui modifie l'ordonnance du 15 novembre 1842 n'ayant été promulgué au Sénégal que le 3 juillet, les traites de 1843 à 1849

à cette question et ensuite, les batailles qui se déroulent tant en France qu'au Sénégal autour des divers régimes des échanges constituent le meilleur révélateur de la complexité des intérêts en présence. Enfin, on peut se demander si l'ordonnance de 1842, contrairement à son ambition de faire cohabiter harmonieusement les intérêts des négociants européens et ceux des diverses catégories de traitants, n'a pas contribué, en définitive, à aggraver la crise économique et les tensions sociales.

3. Le commerce de la gomme sous le régime de l'ordonnance de 1842.

Les membres de la Commission du commerce des gommes se sont refusé à prendre franchement parti entre les intérêts des Européens et ceux des habitants. Sans doute, à suivre dans le détail le déroulement des débats, a-t-on eu l'impression que les partisans d'une libre concurrence permettant aux Européens d'affronter les traitants dans les transactions avec les Maures sont les plus nombreux et constituent le courant d'opinion le plus dynamique. Mais l'administration est intervenue avec fermeté pour démontrer qu'il n'était pas possible pour des raisons politiques de laisser les forces économiques jouer librement. L'application sans discernement du principe de la liberté des échanges ne risquait-elle pas de provoquer la ruine des meilleurs soutiens de la cause française sur les rives du Sénégal ? Ainsi, s'était finalement imposée une conciliation des intérêts en présence. D'ailleurs, les représentants de l'administration avaient laissé entendre qu'il s'agissait pour les

---

.... ont donc été soumises à l'intégralité des dispositions de l'ordonnance.

partisans de la liberté de patienter quelques années, cinq tout au plus, ce délai devant permettre aux traitants de rétablir leur situation grâce aux dispositions de l'ordonnance de 1842. Ce but une fois atteint, le "régime d'exception" imposé au commerce des escales serait supprimé.

Suivant l'interlocuteur auquel elle s'adressait, l'administration mettait l'accent sur l'un ou l'autre aspect de sa décision. Devant les négociants européens elle insistait sur la gravité de la situation présente au Sénégal qui justifiait l'intervention de l'Etat, sur le caractère temporaire des entraves mises au commerce des escales, sur le maintien de la liberté commerciale à Saint-Louis, sur les garanties données pour le recouvrement des créances et sur l'éventualité relativement proche du retour au droit commun. A Saint-Louis, dès son arrivée en février 1843, Bouët, dans sa proclamation, adjure les Sénégalais de ne voir dans le nouveau régime édicté par le gouvernement que désir sincère d'accroitre le mouvement commercial de leur pays et volonté d'améliorer leur sort. A l'appui de sa démonstration, il invoquait les deux mesures suivantes : l'exclusion des Européens des escales et l'impôt frappant tout le commerce de la gomme et destiné à hâter la liquidation des dettes (120). La législation mise en place en 1842 a-t-elle atteint les buts qu'elle se proposait, quelle influence a-t-elle exercé sur l'évolution du commerce des gommes et quelles conclusions peut-on tirer d'une expérience de plusieurs années : autant de questions auxquelles il importe maintenant de donner une réponse.

a) Les objectifs du gouvernement

Les facteurs politiques ont été déterminants dans les décisions de la Commission. En effet, il avait paru né-

---

(120) Bouët : Proclamation aux Sénégalais AN SOM Sénégal XIII 26 b.

cessaire à ses membres de donner un gage de bonne volonté aux habitants, auxiliaires indispensables de l'influence française et de contenir la puissance des Maures sur le fleuve. Le président, très nettement, avait souligné la

> "nécessité de parvenir à la libération de cette élite de la population sénégalaise qui est l'intermédiaire indispensable de notre commerce dans le fleuve et sur laquelle d'un autre côté s'appuie presque exclusivement la force de la France dans la Sénégambie ; c'est là un but essentiel à atteindre" (121).

A refuser de les aider ne risquerait-on, comme le craint montagniès de la Roque, de voir émigrer "les hommes les plus influents de la population noire, ceux à la voix desquels se lèvent tous les laptots aussitôt que le gouverneur a besoin de leur concours pour une expédition militaire" (122). La Commission s'est aussi inquiétée des progrès de l'influence des Trarza et des Brakna sur les rives du fleuve. Pour Calvé, l'abondance de la guinée en est responsable : "Politiquement, il y a un danger très grave à prodiguer la guinée aux escales, à en porter aux ennemis de la colonie des quantités exubérantes". C'est le régime de la libre concurrence qui doit être condamné selon Montagniès de la Roque, car il

---

(121) Déclaration de Gautier dans la séance du 4 octobre 1842.

(122) Séance du 26 septembre. A la séance suivante, Deyès confirme que "ce sont bien les chefs laptots au Sénégal qui forment la majorité des traitants frappés d'expropriation" et Calvé précise que si on s'aliène les chefs des laptots et si on les force à se réfugier dans l'intérieur ;"toute la politique française dans le pays sera frappée d'impuissance".

"a nécessairement pour effet de développer l'influence des Maures dans le Sénégal. En leur mettant en mains une bien plus grande masse de guinées, il leur donne des moyens de prépondérance sur les peuples de la rive gauche par l'action et par la séduction qu'ils peuvent exercer sur les chefs. Déjà le Wallo est passé indirectement sous leur domination. Ils ont préparé par leurs intrigues une attaque contre le Cayor ... Le Cayor une fois entre les mains des Maures, Saint-Louis se trouvera enfermé de tous côtés" (123).

En conclusion, il faut à l'avenir,rejeter tout système économique qui favoriserait les Maures, mais la prudence exige que soit écartée toute mesure brutale provoquant une diminution considérable du nombre des pièces de guinées en circulation. On pourrait craindre alors que les Maures cherchent à renouer avec les Anglais à Portendick des échanges plus fructueux pour eux. Il est donc nécessaire, comme le reconnaît Gautier, "d'être juste et honnête vis-à-vis des Maures". La nouvelle réglementation a également pour but de contenir dans d'étroites limites la concurrence.

Pour cela, elle protège les traitants à la fois contre leurs rivaux et contre eux-mêmes, en définissant les domaines respectifs des négociants européens et des traitants sénégalais, en limitant le nombre de ceux qui seront expédiés aux escales et en s'efforçant par tout un ensemble de dispositions de les "initier à des habitudes d'ordre et de régularité" dans leurs opérations (124). Le gouvernement considère

---

(123) Séance des 26 et 27 septembre.

(124) Ministre à gouverneur, dépêche du 18 novembre 1842, n° 301, déjà citée?

en effet, qu'il est de son devoir d'exercer sa tutelle sur un groupe social acculé à la ruine en partie à cause de ses propres erreurs (125). Il doit donc s'efforcer de "moraliser" la profession en entreprenant une véritable oeuvre d'éducation. C'est ainsi que le ministre invite Bouët à "faire comprendre aux traitants que l'ordre et l'économie sont plus que jamais nécessaires", à "leur montrer les conséquences de leurs fautes et de leurs imprévoyances" (126). Il lui demande aussi que l'administration sénégalaise tienne la main à ce que les formalités prescrites par l'ordonnance soient scrupuleusement respectées par les traitants : déclarations au départ et au retour des escales, obligation de tenir des registres, comptabilité stricte des pesages. Grâce à cette sévère discipline, l'administration espérait que les traitants deviendraient capables de mieux apprécier la portée de leurs différentes opérations commerciales et qu'ils substitueraient une conduite rationnelle à un comportement trop souvent inspiré par l'amour-propre et la passion du jeu. Ainsi, les traitants seraient préservés de tout nouvel endettement tandis que le mécanisme du prélèvement prévu par l'ordonnance assurerait progressivement leur libération à l'égard de leurs créanciers. Enfin, l'ordonnance ayant été le fruit de l'esprit

---

(125) "La nécessité de venir en aide aux traitants est d'intérêt public alors que le remboursement des négociants n'est que d'intérêt privé" (Rapport de Gautier déjà cité). Dans une lettre personnelle au directeur des Colonies, Thomas écrivait le 18 février 1844 : "les habitants du Sénégal ont besoin d'un tuteur pour veiller à leurs intérêts, ce tuteur ne peut-être que le gouvernement". AN SOM Sénégal XIII 27 b.

(126) Ministre à gouverneur, 18 novembre 1842.

de conciliation manifesté par les divers intérêts en présence le ministère en attendait une stabilité longtemps recherchée du régime commercial, un nouvel essor des affaires de gomme et la fin de la crise sociale.

b) Une expérience décevante

L'application de l'ordonnance à partir de 1843 a-t-elle répondu à l'attente de ses auteurs ? On peut en dresser le bilan à la lumière des rapports de la commission syndicale et des communications des gouverneurs en s'interrogeant sur quatre points essentiels : les excès de la concurrence aux escales ont-ils disparu, la profession de traitant s'est-elle moralisée, la misère des traitants a-t-elle été vaincue et les Maures sont-ils demeurés les grands bénéficiaires du commerce des gommes que la Commission a dénoncés avec force ? De longs développements ne seront pas nécessaires puisque l'analyse de la crise effectuée dans la première partie nous a fourni par avance de nombreux éléments de réponse. Il s'agira donc le plus souvent d'un simple rappel ordonné autour des principales dispositions de l'ordonnance.

- la concurrence, La libre concurrence avait été réintroduite aux escales. En effet, à la différence de l'association inspirée par Pageot des Noutières n'utilisant que les services d'une vingtaine de traitants salariés, l'ordonnance de novembre permettait aux traitants de faire du commerce pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui. Cependant, la commission soucieuse de diminuer "l'excitation à la concurrence" avait proclamé la nécessité de réduire le nombre des traitants. Pour atteindre ce but, la commission avait jugé suffisantes les conditions exigées pour l'inscription sur la liste générale des traitants et avait repoussé comme trop absolue la limite de cent quarante

proposée par Montagniès de la Roque, Thomas et Calvé (127). En abandonnant délibérément l'arme dissuasive d'un maximum, l'administration se condamnait à subir toutes les pressions et à accepter les interprétations les plus laxistes de l'ordonnance (128). On sait ce qu'il advint:une progression à peu près constante tant du nombre des inscrits sur la liste générale que de celui des traitants commissionnés, c'est-à-dire habilités à faire la traite. En 1843 et 1849 les premiers passèrent de 187 à 267 et les seconds de 53 à 124 (129). De cette inflation du nombre des traitants opérant aux escales, on peut déduire deux conséquences ; d'une part le retour à leur ancienne profession d'hommes attirés depuis peu par le commerce de la gomme n'a pas eu l'ampleur souhaitée par l'administration et, d'autre part, la concurrence est demeurée toujours aussi vive et aussi désastreuse.

On dispose de quelques informations qui permettent de suivre le sort des traitants au lendemain de l'application de l'ordonnance de 1842. En effet, si l'on ignore ce que sont devenus les rares individus qui n'ont pu être inscrits sur la liste générale, faute de remplir les conditions exigées, il n'en est pas de même pour les membres de la corporation qui n'ont pas été expédiés aux escales puisqu'ils devaient justifier d'une activité pour pouvoir bénéficier du fonds commun. Les rapports annuels du secrétaire de la commission syndicale précisent parfois, comme en 1844 et 1845, les métiers exercés, mais se contentent le plus souvent

---

(127) La note rédigée par les fonctionnaires et le délégué du Sénégal a été lue et discutée à la séance du 11 octobre 1842.

(128) Voir le débat déjà évoqué à propos de l'admission des commis traitants. Délibération du Conseil d'administration du 16 décembre 1845,AN SOM Sénégal XIII 26 b et ministre à gouverneur 22 mai 1846,n°166, AN SOM Sénégal I 29 b.

(129) Sur ce sujet voir chapitre V.

d'indiquer, comme en 1846, 1847 et 1848, le nombre de ceux qui "se sont livrés à diverses industries" et éventuellement de ceux qui ont perdu leur droit à la répartition du prélèvement (130). Quelques traitants, comme le souhaitaient les autorités locales sont retournés à leur ancien métier tels ce tailleur, ce menuisier, ce maçon et peut-être aussi ces fabricants de chaux et de briques. D'autres, plus nombreux, furent un moment séduits par la propagande du gouverneur Bouët en faveur du "retour à la terre", mais ils manquèrent de persévérance car ils n'étaient plus que cinq en 1845, après avoir été vingt-trois l'année précédente. L'administration a offert quelques débouchés plus stables à des traitants

---

(130) On peut dresser d'après nos sources le tableau suivant qui pour être approximatif n'est cependant pas dépourvu d'intérêt.

Années	Traitants inscrits	Commissions	Ayant exercé une industrie	Perte des droits
1843	187	53		
1844	196	89	103	4
1845	193	121	70	2
1846	204	143	61	
1847	197	156	40	1
1848	275	126	118	8
1849	267	124		

Si au départ en 1844 (nous n'avons pas d'information pour 1843) le nombre de ceux qui ont exercé une industrie dépasse celui des commissionnés, on constate un progrès constant de ces derniers les trois années suivantes ; il faudra une aggravation brutale de la crise pour aboutir en 1848 à un équilibre entre les deux catégories. Le fonds commun ayant été supprimé, le rapport relatif à la traite de 1849 ne contient évidemment plus de renseignements sur les traitants qui ont abandonné la profession. AN SOM Sénégal XIII 27 et 28.

interprètes ou employés du gouvernement tant à Saint-Louis qu'à Bakel ou aux nouveaux comptoirs de Côte d'Ivoire. Le plus grand nombre, on s'en doute, est resté fidèle aux activités commerciales, effectuant la traite du mil, servant comme aide-traitants, commis-traitants ou commis-négociants, comme agents de la Compagnie de Galam ou comme transporteurs; d'autres, enfin, allaient tenter leur chance dans les opérations de troque au bas de côte, tout spécialement au Rio Nunez (131).

La Commission avait bien conscience qu'en maintenant deux catégories de traitants, elle risquait de provoquer de nouvelles flambées de concurrence, mais soucieuse de paraître indépendante, elle ne pouvait prendre parti. Quant au ministre, ses recommandations au gouverneur pour la composition de la commission syndicale paraissaient pour le moins contradictoires, puisqu'il suggérait de ne choisir que des personnes de "position indépendante" et d'éviter d'assu-

---

(131) Parmi les anciens traitants on compte pour les années 1844 à 1845 quatre puis deux artisans, neuf puis huit employés de l'administration. A ce sujet, il faut noter que le Sénégal a fourni, début d'une longue tradition, les agents nécessaires à l'expansion dans l'Ouest africain : c'est ainsi que Charles-François Pellegrin a servi à Grand-Bassam et Gabriel Pellegrin à Assinie. A signaler aussi la nomination du traitant Paul Holle au commandement du fort de Bakel. La Compagnie de Galam a offert quatre emplois dont l'un à Sédhiou. Neuf puis dix anciens traitants de gomme ont fait la traite du mil. Les aide-traitants et les commis-traitants, douze en 1844 ne sont plus que trois en 1845, les neuf autres ont dû trouver facilement à se faire expédier aux escales, la récolte de gomme étant particulièrement abondante.

rer la prédominance des "grands traitants" (132). En fait, ceux-ci vont rapidement s'imposer ; comment pourrait-il en être autrement puisqu'ils étaient anciens dans la profession et qu'ils réalisaient le plus grand volume d'affaires ? Dès le début, ils ont cherché à utiliser à leur profit la commission syndicale pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que "craignant d'ouvrir une lutte trop désavantageuse avec les mandataires des négociants" (133), ils ont demandé en son nom au gouverneur de ne point tolérer que les négociants expédient des petits traitants en rivière. Leur requête, évidemment ne pouvait être accueillie.

Les traites effectuées sous l'empire de l'ordonnance de 1842 connurent donc les mêmes âpres compétitions qu'auparavant et les gouverneurs continuèrent donc d'en dénoncer les méfaits dans leur correspondance. Ainsi, par exemple, en décembre 1844, Thomas qualifie-t-il de déplorable et de déloyale la concurrence que les négociants font aux escales en échangeant les guinées qu'ils tirent des entrepôts métropolitains au dessous du prix auquel ils les ont vendues aux traitants (134). Mais le ministère, on le sait, ne veut pas revenir sur le principe de la liberté des échanges reconnu par la Commission ; aussi, refuse-t-il de prendre en considération une nouvelle demande d'exclusion des mandataires des négociants présentée par les traitants et soutenue par le délégué du Sénégal (135). Avec l'aggravation de la crise, la concurrence des "traitants à gages"

---

(133) Gouverneur à ministre, 13 février 1843 déjà citée.

(134) Gouverneur p.i. à ministre, 23 décembre 1844, n° 409, AN SOM Sénégal I 27 a. En marge le ministre à écrit : "elle n'est pas déloyale, s'il n'y a pas eu de conventions contraires".

(135) Ministre à gouverneur p.i. 18 mars 1845, n° 95 et 20 juin 1845, n° 191,déjà citées.

devient plus insupportable et l'on a vu avec quelle vigueur en 1849 les grands traitants la dénoncent dans leur pétition (136).

En présence de ces intérêts divergents à l'intérieur de la corporation on peut s'interroger sur l'efficacité du privilège que l'ordonnance prétendait réserver aux habitants. En fait, il s'était révélé purement formel puisque les Européens pouvaient le tourner grâce à leurs agents sénégalais. Mais au-delà d'une ambiguïté soigneusement entretenue, la véritable pensée des législateurs ne consistait-elle pas à favoriser une évolution qui réserverait la traite à de simples agents des négociants. Bouët ne s'en cachait d'ailleurs pas lorsqu'il rendait compte au ministre de l'ouverture de la traite en mars 1843 :

> "Les traitants partent en grand nombre comme mandataires ... c'est presqu'une révolution dans les usages de la traite, et de laquelle il faut s'applaudir puisqu'elle assigne aux traitants leur véritable rôle, celui de courtiers de gomme" (137).

Sans doute, les espoirs du gouverneur ont-ils été démentis par les faits puisque, dans les années 1848-1850, environ la moitié des traitants travaillait encore à leur compte. Malgré tout, la correspondance officielle montre que l'administration s'accroche à l'idée de cette transformation profonde du monde des traitants, pensant qu'elle rendait plus facile la solution des problèmes du commerce de la gomme. Mais on sait combien les traitants du Sénégal demeurèrent attachés, en dépit des risques, à leur indépendance.

---

(136) Pétition des traitants et laptots du Sénégal au président de la République, 10 août 1849 et pétition des traitants au gouverneur, 22 octobre 1849.

(137) Gouverneur à ministre 28 mars 1843, n° 114, AN SOM Sénégal I 25 c.

Pour limiter une concurrence trop vive, le gouverneur disposait de la vieille arme du compromis, "combinaison factice" dont l'emploi ne pouvait être "qu'exceptionnel" aux yeux du ministère (138). Bouët se refusa à y avoir recours, mais la concurrence s'aggravant les années suivantes, un de ses successeurs, Houbé, obtint l'accord du Conseil d'Administration le 30 avril 1846, pour fixer le taux des échanges aux escales (139). On renouvela l'expérience en 1848 et en 1850 (140). A chaque fois, l'administration locale ne s'était résignée à cette mesure extrême qu'à la suite d'une démarche pressante de négociants et surtout de traitants.

L'application ne fut pas plus efficace qu'autrefois. Larcher, chef du service judiciaire écrit au directeur des Colonies, le 31 juillet 1846 que

---

(138) Ministre à gouverneur, 18 novembre 1842 et 20 juin 1845, dépêches déjà citées.

(139) Le ministère "sans désapprouver formellement" la décision prise à Saint-Louis la jugea précipitée et fit les plus expresses réserves : "En se faisant juge dans une situation d'autant plus difficile à apprécier qu'elle n'est pas seulement locale et qu'elle a une partie de ses éléments dans nos ports, l'administration de la colonie peut causer des désordres d'une autre espèce et faire naître la perturbation qu'elle veut prévenir". Dans l'avenir le gouverneur devra faire preuve de "toute la fermeté possible" pour résister "aux tendances qui se sont manifestées ... à l'occasion de la traite de 1846". Ministre à gouverneur, 11 août 1846, n° 274. AN SOM Correspondance générale 210.

(140) Délibérations du Conseil d'administration des 6 janvier 1848 et du 3 août 1850, AN SOM Sénégal VII 26 bis 9 et 10.

"le compromis a été exécuté avec une apparence de régularité purement factice ; on estime très haut, en effet, les sommes sorties des caisses particulières pour payer les suppléments des prix convenus sous mains avec les Maures. Ce n'est plus par des livraisons de guinées ou d'assortissements acquittables à Saint-Louis au retour de la traite que ces marchés occultes sont passés, ils se font sur les lieux même à bons écus comptants" (141).

En 1848 et en 1850, l'administration doit constater comme en 1846 que le compromis, s'il apparaît une mesure satisfaisante pour l'esprit est en fait inapplicable et injuste (142).

Prenons par exemple les faits relatifs à la traite de 1848 et rapportés dans une séance du Conseil d'administration. Selon MacNamara, un traitant appelé en consultation, le compromis ne peut convenir qu'à quelques traitants fortunés qui peuvent, bien avant l'ouverture de la traite, faire des avances aux Maures et les forcer ainsi à leur livrer des gommes. Faisant pression sur les autorités, ils obtiennent un compromis qui leur permet de connaître d'avance la quantité de gommes qui leur sera assurée et par conséquent les bénéfices qu'ils réaliseront. Dans ces conditions, seuls quelques spéculateurs, créanciers des Maures auront respecté

---

(141) Larcher à directeur des Colonies, 31 juillet 1846, AN SOM Sénégal XIII 28 d.

(142) Gouverneur à ministre, 9 novembre 1849, n° 446, AN SOM Sénégal 135 a "Un bon compromis, s'il était tenu loyalement sauverait le pays d'une ruine certaine. La grande difficulté est le peu de bonne foi des traitants". Dans son mémoire de remise de service, le même gouverneur, Baudin, fait état une fois de plus, de l'ampleur de la contrebande, 16 août 1850, AN SOM Sénégal I 37 a.

par intérêt le compromis, tandis que la généralité des traitants victime d'une concurrence effrénée se ruine. En effet, n'ayant pas les moyens de faire des crédits, elle est obligée par la force des choses de traiter à vil prix, même si, en apparence, le prix d'échange est respecté (143).

N'est-il pas déconcertant de retrouver en 1850 chez les autorités locales le même optimisme qu'à la fin des années trente sur l'efficacité du compromis ? Baudin ne craint pas d'affirmer, en effet, que "le seul moyen de relever un peu Saint-Louis est d'adopter cette mesure pendant au moins deux ans en prenant des dispositions pour empêcher la contrebande" (144). Il n'ignore pourtant pas que l'ingéniosité des traitants est sans limite (145). Le gouverneur ne pouvait pas être dupe et s'il s'acharne à prouver au ministre que "la traite aux escales n'a pas été complètement désastreuse" c'est grâce au compromis, n' est-ce pas parce qu'il cherche à faire oublier sa capitulation devant quelques traitants et quelques commerçants ? (146). Mais à Paris, on est plus convaincu que jamais, après l'expérience de 1850 que l'administration locale est impuissante à assurer l'exécution loyale du compromis.

---

(143) Délibération du 6 novembre 1849, AN SOM Sénégal XIII 29 b. Les mêmes arguments seront repris par Calvé lors d'une autre séance du Conseil, le 3 avril 1850.

(144) Baudin, Mémoire de remise de service.

(145) Caille, commandant des escales, déclarait en 1842 que que compromis n'a toujours été "qu'un manteau pour les fripons". Bouët le présentait au ministre le 12 août 1843 comme "une merveilleuse mine à exploiter par les traitants de mauvaise foi", lettre n° 282, AN SOM Sénégal I 25 c.

(146) Baudin : Mémoire de remise de service déjà cité.

Ainsi, la concurrence, cause fondamentale de la crise selon les membres de la Commission demeure en 1850 toujours aussi âpre et aussi catastrophique pour les traitants ; il fallait donc bien convenir que l'ordonnance de 1842 contrairement aux espoirs qu'elle avait suscités n'avait pu atteindre un de ses objectifs essentiels. En était-il de même dans le domaine de la "moralisation" de la profession ?

La "moralisation" de la profession. On peut aborder ce problème sous les trois aspects suivants : les traitants se sont-ils pliés à la discipline que l'ordonnance voulait leur imposer, ont-ils modifié leur comportement vis-à-vis des Maures et ont-ils fait effort pour introduire quelque rigueur dans la gestion de leurs opérations.

Sur le plan de l'attitude globale des traitants à l'égard de la réglementation en vigueur, on sait déjà qu' ils n'ont pas hésité à commettre de nombreuses infractions, en particulier, à propos du compromis, mais on est mal renseigné sur l'attitude répressive des autorités. Les expulsions des escales furent, semble-t-il, très rares et aucune radiation de la liste générale n'a été prononcée. Lacune de la documentation ou impuissance des autorités à réprimer une fraude généralisée ? (147). L'habileté et la ruse des traitants si complaisamment évoquées par les contemporains devaient rendre difficile pour le commandant de l'escale, l'établissement de la preuve du délit. Y serait-il parvenu qu'il se serait trouvé moralement dans la quasi-impossibilité de décider une sanction, alors qu'il n'ignorait pas que

---

(147) Par un arrêté du 22 juillet 1850, le traitant Goura Gueye a été exclut de l'escale des Darmankour pour avoir donné des présents aux marchands des caravanes et pour avoir violé le compromis. B A S 1848-1850, pp. 209-210.

de nombreux traitants avaient agi de même. Peut-être, est-ce parce qu'il avait conscience de cette compromission de l'autorité que Baudin a voulu l'en dégager en confiant en 1849 le soin des affaires contentieuses à une commission de quatre traitants choisis par leurs collègues. Le commandant de l'escale, bien que président de cette commission, avait reçu du gouverneur instruction de s'abstenir autant que possible de donner son opinion. Ainsi, dans ces conditions, il n'était pas étonnant que la commission n'eut pas "la moindre influence toutes les fois qu'il était question de réprimer les abus" (148).

Un autre fait qui prouve la faiblesse des autorités locales, c'est sans aucun doute, la possibilité qu'elles ont donnée aux traitants commissionnés de traiter également dans les marigots le mil et les autres produits, alors que, dans l'esprit de l'ordonnance de 1842, cette traite était réservée à ceux qui n'étaient pas habilités à monter aux escales. Mais il paraît beaucoup plus grave que le ministre, tout en manifestant sa surprise et son mécontentement, n'eut pas cru devoir obliger le gouverneur à revenir sur son autorisation (149). Par contre, lorsque quelques traitants nostalgiques

---

(148) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n° 253, AN SOM Sénégal I 35 a.

(149) "Il me paraît regrettable qu'on se soit cru dans la nécessité de laisser de nouveau le commerce des marigots de la rive gauche accessible aux traitants des escales en concurrence avec les traitants non commissionnés. Cette liberté sans être expressément contraire aux stipulations de l'ordonnance du 15 novembre 1842 détruit cependant une des combinaisons qui ... apparaissait compensatoire des restrictions mises à la profession de traitant". Ministre à gouverneur, 17 mai 1844, n° 165, AN SOM Sénégal I 25 d.

de l'association se sont constitués le 21 juillet 1846 en société à l'escale des Darmankour pour traiter en commun toutes les gommes qui arriveraient à l'escale jusqu'à la clôture de la traite et se les partager ensuite en parties égales, l'administration refuse de sanctionner cette remise en cause de la liberté des échanges proclamée par l'ordonnance (150).

Quelques autres indications glanées ça et là dans les archives nous permettent de mieux éclairer le comportement des traitants. Ainsi, à propos de la bagatelle, appoint qu'il est de tradition d'ajouter dans les échanges aux pièces de guinées, il est possible en augmentant la quantité des marchandises qui la composent habituellement : sucre, calicots, petits miroirs, coffrets et en y introduisant des objets de plus grande valeur d'en faire un moyen d'élever les enchères entre traitants et de tourner à l'occasion le taux du compromis. L'administration a bien cherché à réagir contre ces pratiques, d'une part en fixant officiellement la composition de la bagatelle et d'autre part en stipulant qu'elle n'était due que par fraction de cinq cents kilogrammes de gomme. Le rappel de ces dispositions en 1846 et en 1848 administre la preuve qu'elles n'étaient pas respectées (151).

---

(150) Un seul traitant, le dénommé Mahaux accepta la décision du commandant, mais comme les huit autres refusaient de dissoudre la société et par conséquent de lui restituer les gommes qu'il avait traitées, l'expéditeur de Mahaux, Guidoni, les assigna devant la justice, AN SOM DPPC Tribunal de Ière Instance Saint-Louis, 14 novembre 1846.

(151) La composition officielle de la bagatelle a été fixée par un arrêté du 3 juin 1841. Les arrêtés ultérieurs ont été promulgués les 30 avril 1846 et 6 juin 1848.

De même, on peut douter que l'obligation faite par l'article 19 de l'ordonnance à tout traitant quittant l'escale pour revenir à Saint-Louis de déclarer au commandant la quantité de gommes traitées et les conditions de l'échange ait été toujours scrupuleusement observée . En voici un exemple, exceptionnel sans doute parce que collectif. Les traitants de l'escale des Brakna hostiles à la politique du gouverneur ont, de propos délibéré, regagné Saint-Louis fin juin 1848, sans accomplir les formalités exigées (152).Les cas de désobéissance individuelle n'ont pas, à notre connaissance, laissé de traces dans les archives.

Inobservance de la réglementation, violences et tromperies aux dépens des Maures allaient souvent de pair. Caillié dénonçait déjà la malhonneteté qui présidait aux échanges. "On rendrait un grand service aux habitants du Sénégal en ramenant le commerce à des principes loyaux, mais quand on parle de traiter de bonne foi, ils se récrient en disant que c'est impossible avec les Maures" (153). De son côté, Raffenel décrit d'une manière saisissante l'état des relations entre traitants et fournisseurs de gomme :

> "Il nous reste à parler de la moralité du trafic. Les règlements les plus anciens contiennent tous des pénalités contre les ruses et les supercheries réciproquement employées dans la traite par les Arabes et les traitants. Pour qui ne connaît pas les usages des traitants du Sénégal, les récits qu'on en peut faire semblent toujours exagérés. Il n'y a pas encore

---

(152) Rapport du secrétaire de la commission syndicale sur le traité de 1848. AN SOM. Sénégal XIII, 28 c.

(153) CAILLIE, op.cit., tome I, pp. 203-204.

bien longtemps que l'ouverture de la traite était l'ouverture d'une campagne de guerre : Arabes et traitants en venaient souvent aux mains, ceux-ci pour obtenir la préférence de l'échange, ceux-là pour rester fidèles à leurs clients ordinaires. Les traitants eux-mêmes disputaient fréquemment par les armes le droit de diriger sur leur navire la caravane que tous convoitaient, ces combats avaient lieu dans le désert, aux abords de l'escale, entre les hommes que chaque traitant envoyaient au devant des gommes.

Le règlement de 1842 contient une défense expresse d'employer ces courtiers armés et c'est une des plus sages mesures que l'administration ait songé à prendre ; il en est une autre qui empêchera aussi bien des fraudes ... c'est le pesage enlevé aux traitants et confié sous la surveillance du commandant de l'escale à des agents du gouvernement" (154).

L'ordonnance de 1842 - a-t-elle apporté le progrès souhaité par Raffenel ? Sans qu'on puisse en tirer une conclusion générale, le témoignage du gouverneur Baudin laisse pour le moins sceptique. En effet, ne rapporte-t-il pas, d'une part, le pillage effectué à l'escale du Coq par les traitants d'une caravane de trente milliers de livres de gomme et d'autre part, le subterfuge imaginé par les acheteurs pour tromper leurs fournisseurs sur le poids des gommes livrées. Ne pouvant plus voler par de faux poids depuis qu'il existe un poids public sous la surveillance du commandant de l'escale, les traitants inscrivaient sur leurs carnets le vrai poids mais en donnaient un sensiblement

---

(154) RAFFENEL, Nouveau voyage, op.cit., pp. 87-88.

inférieur aux Maures (155). Enfin, il est à noter que les traitants n'ont pas rénoncé semble-t-il, à consentir des avances aux Maures malgré l'interdiction prononcée par l'ordonnance de 1842 et renouvelée par les arrêtés ultérieurs. Nous en avons eu la preuve à propos du compromis. De son côté, Durand Valantin dans son Mémoire présente les avances de marchandises sous forme de prêt comme "un mode habituel employé par les traitants pour captiver leurs clients". Aussi, dans ce domaine, comme dans bien d'autres, l'administration s'est montrée impuissante à faire respecter une interdiction à laquelle elle attachait pourtant beaucoup de prix lors des débats de la Commission de 1842.

Les pratiques commerciales entre traitants et Maures étaient donc demeurées les mêmes en dépit d'une réglementation plus stricte. Cette résistance à tout changement se retrouve également dans la manière dont les traitants conduisent leurs affaires. Comment s'en étonner alors qu'il s'agissait rien moins que d'aborder une tradition solidement implantée et de transformer totalement la psychologie des traitants en un temps si court, sept ans à peine. Le portrait peu flatteur que les membres de la Commission de la gomme avaient brossé du traitant n'était pas nouveau, véritable stéréotype constamment repris par les négociants et les administrateurs. L'un évoque "la disposition des indigènes à l'imprévoyance et à la mauvaise foi, inhérente

---

(155) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n° 253, déjà citée. A la demande du commandant de l'escale, Baudin a prescrit au sous-officier chargé du poids public de remettre lui-même le bulletin de pesée aux marchands Maures afin d'éviter toute tromperie. Le gouverneur ajoute qu'un traitant ayant proposé à ce sous-officier une large rétribution pour indiquer un poids inférieur, il l'a fait poursuivre en justice.

à leur caractère" et l'autre "la sorte d'orgueil qu'ils mettent à exercer la profession de traitant et la traite aux escales moins pénible que celle des marigots". Un troisième dénonce

> "l'espèce de préjugé aveugle qui empêchera toujours un indigène de redescendre à Saint-Louis sans gomme et ses guinées en mains. La crainte de se ruiner ne saurait l'emporter dans leur esprit imprévoyant sur ce besoin de se procurer de la gomme à tout prix qui forme le trait distinctif du caractère du traitant".

Tous, enfin, pourfendent un laisser-aller qui grève de frais considérables les échanges aux escales et élèvent dangereusement le prix de la gomme au risque d'en restreindre les débouchés face à la dextrine. En bref, les négociants et les fonctionnaires penchés sur les malheurs du Sénégal sont prêts à en attribuer pour une grande part la responsabilité à l'incapacité des traitants à conduire des opérations commerciales selon la règle du profit comme en métropole. Vision manichéenne des choses inspirée consciemment ou non par le mépris, vision inexacte dans la mesure où dans les années le plus difficiles - nous l'avons constaté - des traitants, assez rares il est vrai, se révèlent capables non seulement de survivre, mais aussi de réaliser des bénéfices qui ne peuvent être attribués au seul hasard. Quoiqu'il en soit, à la Commission, on pensait qu'il était possible de rendre rationnelle la conduite des traitants aux escales et raisonnable leur gestion par une stricte réglementation et par un développement de l'instruction. Sur ce dernier point, l'ordonnance de novembre 1842 dans son article 3 stipulait qu'à une date fixée par le gouverneur tout traitant devrait savoir lire et écrire sans préciser s'il s'agissait du français ou

de l'arabe (156).

1849 : voici la septième traite régie par l'ordonnance ; particulièrement difficile, elle provoque doléances et recherches d'explications. Dans leur pétition du 31 juillet, les négociants européens dressent contre les traitants un violent réquisitoire qui fait écho aux griefs formulés quelques années plus tôt. En effet, ils les accusent "d'incapacité notoire" (selon eux, "il n'en est pas dix, peut être pas cinq pour cent qui puissent se rendre un compte exact de l'opération qu'ils ont entreprise, ou qui leur a été confiée"), de gaspillages et d'infidélités, de faire des "frais énormes" et d'être toujours guidés par "un amour-propre excessif" qui les poussent à "rapporter beaucoup de produits quel qu'en soit le prix". Evoquant les témoignages de Caillé, de Montagniès de la Roque et de Calvé devant la Commission des gommes, ils concluent à "l'impossibilité pour les traitants de changer de manière d'agir" malgré les "sages conseils qui leur ont été prodigués" (157).

Des observateurs comme Panet et Raffenel et des administrateurs comme le lieutenant Arnier, alors sous-directeur des Affaires extérieures, et le gouverneur Baudin, partagent entièrement le point de vue des négociants (158).

---

(156) Ce n'est qu'en 1848 qu'un gouverneur se décida à utiliser le pouvoir dont il disposait. Baudin dans l'arrêté du 15 février qui fixait la durée de la traite inséra l'article suivant : "A partir de la traite de 1850 nul ne pourra être admis comme traitant qu'après avoir fait la preuve devant la commission syndicale qu'il sait lire et écrire" BAS 1847-1848, p. 137.

(157) Pétition du commerce européen à Messieurs les membres de l'Assemblée Législative, Saint-Louis, 31 juillet 1849, déjà citée.

(158) Par exemple, Panet affirme que "les négociants nouvellement arrivés sont condamnés, pour prendre part à la

Ce dernier stigmatise les "habitudes de paresse contractées aux escales où les traitants vivent en général aux dépens des négociants" (159). Quelque temps après, il précise son point de vue :

> "Une grande partie des marchandises de l'expédition se dépensent en joyeuse vie, en femmes, en danses et festins à l'escale et comme il faut justifier de l'emploi des marchandises reçues, ils [les traitants] établissent des comptes à leur façon. Une inspection du journal d'un traitant a révélé que deux boeufs ont été comptés pour dix pièces de guinée alors qu'un seul boeuf vaut une pièce et

---

(158) suite

traite, d'employer comme mandataires pour aller trafiquer pour leur compte particulier ceux dont l'immoralité et l'incapacité ont converti la traite en commerce de pertes, ceux qui n'ont aucune garantie morale et matérielle à leur offrir, ceux enfin qui n'ont rien à perdre parce qu'ils n'ont rien". Panet, op.cit. p. 186. Pour sa part, le lieutenant Arnier écrit au gouverneur le 6 juin 1849 : "Ils [les traitants] ne calculent rien et il est déplorable de voir l'avenir de la colonie tant sur le rapport du commerce que sur celui de la civilisation entre des mains si peu habiles" ANS AOF Q 20. Dumesnil de Maricourt ancien aide de camp du gouverneur Bourdon de Gramont signale dans un rapport du 24 mai 1848 que "les traitants comprennent fort mal les intérêts de leurs commettants ; c'est chez eux une immense satisfaction d'amour-propre que de traiter une grande quantité de gomme, c'est à qui se surpassera dans le nombre de milliers traités" ANS AOF 1B 48.

(159) Gouverneur à ministre, 24 avril 1849, n° 142, AN SOM Sénégal IX 25 a.

demie" (160).
Sans doute, est-ce parce qu'on se trouve en cette fin de traite au coeur de la polémique entre traitants et négociants que Baudin juge utile d'apporter quelque temps après un nouveau témoignage de l'incapacité de trop d'intermédiaires à effectuer à un taux rémunérateur l'échange de la guinée contre de la gomme (161).

Les traitants, on le sait, ont repoussé avec indignation les accusations dont ils étaient l'objet, mais il est assez malaisé pour l'historien de faire jaillir la vérité d'affirmations aussi contradictoires. Il faut évidemment tenir compte de la surenchère verbale d'antagonistes qui tentent de faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils rouvrent le dossier du Sénégal et de l'absence à peu près totale de renseignements précis : jugements de tribunaux et documents comptables qui permettraient d'apprécier la portée exacte des vols et des frais généraux occasionnés par le trafic aux escales. Si l'on en croit les négociants, la constatation des délits qui se commettent "presque journellement" est "extrêmement difficile" car les traitants sont habiles à maquiller leurs journaux de bord trompant aussi bien sur le prix de l'échange que sur les "dépenses

---

(160) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n° 253. AN SOM Sénégal I 35 a.

(161) Gouverneur à ministre, 4 août 1849, n° 290, AN SOM Sénégal I 35 a : "les traitants ont ... acheté à des prix qui leur font éprouver des pertes énormes. Ils sont incorrigibles. Vous pourrez vous faire une idée de leur déraison en remarquant qu'aux Trarza, ils ont acheté la gomme à vingt sept livres pour une pièce de guinée alors que cette pièce de guinée, tous frais compris leur coûtait au moins trente cinq à quarante livres".

du bord" (162). Pour leur part, les traitants détaillent complaisamment les frais qu'ils doivent assumer : achat, entretien et amortissement d'un navire, salaire et nourriture de l'équipage, hébergement des Maures pendant la durée des marchandages, cadeaux, en particulier les bagatelles, paiement des coutumes et droit de 2 % perçu par le Trésor sur le produit de la traite à son arrivée à Saint-Louis. Ils évaluent l'ensemble de ces charges pour la traite de 1849 à environ 74 % du prix d'achat de leurs guinées (163). Du côté des négociants européens les premières estimations apparaissent seulement en 1852. Auxcousteaux dans une note remise au ministre de la Marine en février avance sans l'expliquer le chiffre de 50 % (164). Marc Maurel dans un rapport dont nous aurons l'occasion de reparler fixe à environ 40 % le poids des frais en rivière, mais ses bases de calcul sont différentes de celles des traitants (165). Il établit le pourcentage non pour une année précise mais pour la décennie 1842-1851 et en fonction de la valeur des gommes traitées

---

(162) Un cas de poursuite devant les tribunaux pour détournement de marchandises par un traitant salarié a été retrouvé ; jugement du 24 septembre 1847, n° 35, AN SOM DPPC. Tribunal de première instance Saint-Louis.

(163) Les traitants dans leur pétition au gouverneur du 22 octobre 1849 précisent qu'ils ont acheté au début de la campagne de traite la pièce de guinée 13 F 50 payables en gomme à la fin de la traite, ce qui a 50 centimes la livre en juillet équivaut à 27 livres et que les frais généraux se sont élevés à 20 livres de gomme.

(164) Note remise à M. Ducos par Ancel ancien représentant et par Auxcousteaux chargé par des négociants et habitants de Saint-Louis d'appuyer leur pétition relativement au régime politique et commercial du fleuve Sénégal, AN SOM Sénégal XIII 30 a.

(165) Le mémoire de Marc Maurel date du 8 décembre 1851 et a été publié sous forme de brochure en 1852 à Bordeaux par l'imprimerie Veuve Crugy, AN SOM Sénégal XIII 30 a.

et non du prix d'achat des guinées. Nous ne disposons malheureusement pas des éléments nécessaires pour comparer les estimations des traitants et celles des négociants. Toutefois, d'après les renseignements fournis par Maurel, on peut déterminer le poids des dépenses en rivière selon les années, Il varie évidemment en fonction du volume et de la valeur de la récolte ; c'est ainsi qu'il représente 50 % en 1842, 36 % en 1844 et seulement 15 % l'année suivante, mais il grimpe à environ 70 % en 1848 et 1849 et à 78 % en 1850. On assiste donc à un alourdissement considérable des frais qui explique les violentes critiques des négociants contre des pratiques qu'ils jugent intolérables. Il est vraisemblable que les faits dénoncés par Larcher, chef du service judiciaire, dans son rapport au gouverneur de 1844, demeurent toujours une réalité six ans plus tard, Pour lui, la ruine des traitants ne s'explique pas seulement par

> "une instabilité des affaires qui a trompé de sages combinaisons", mais "quand l'investigation s'exercera sur leur conduite, l'on sera forcé de reconnaître que pour un grand nombre d'entre eux [elle] a été le résultat du désordre, de ce penchant à la dissipation et aux plaisirs qui est de leur caractère propre".

Loin de la surveillance de leurs commettants, ils auraient abandonné la vie modeste de la ville et ils se seraient érigés en propriétaires absolus des cargaisons qui leur étaient confiées et ils les auraient dissipées. Larcher illustre ses affirmations par l'exemple extrême du traitant Macodé Mamour Sal qui aurait avoué avoir en rivière un cuisinier blanc payé cent trente francs par mois et une demi-douzaine de captifs pour le servir ; en six mois il aurait dépensé rien que pour la table la somme considérable de neuf mille francs (166).

---

(166) Rapport de Larcher au gouverneur, 27 juin 1844, AN SOM Sénégal XIII 27 a.

En effet, si l'on se place sur le seul plan de la rationalité économique, il apparaît nécessaire aux yeux des négociants d'opérer une coupe sombre dans les dépenses de toutes sortes. Il faut, comme le demande Raffenel, faire disparaître

> "tout ce parasitisme de navires, de bateaux ... tout ce personnel nombreux qui vit de la traite et dont les frais d'entretien retombent nécessairement sur le consommateur. S'est-on quelquefois demandé si cette innombrable flotille de goëlettes, de péniches, de chaloupes toutes parées, toutes fastueusement pourvues des choses de la vie à l'usage du traitant - nous allions dire du pacha - qui les gouverne, s'est-on demandé si cette activité qui saisit la population à l'ouverture de la traite, si toute cette mise en scène qui l'occupe et qui l'amuse étaient bien nécessaires ? S'est-on demandé si l'on ne pourrait pas s'affranchir quel que peu du respect de la tradition pour ramener le plus naturellement du monde cette ruineuse poésie d'une opération toute mercantile à une prosaïque économie" (167).

Dans ces conditions, on comprend que les négociants veulent une réduction très sensible des frais, d'autant plus que la baisse importante subie par la gomme sur les marchés européens dans les années 1848-1850 les rend insupportables et impose des solutions drastiques. Ainsi, dans leurs pétitions et leurs rapports, les négociants européens affirment leur volonté de s'affranchir du privilège des traitants et d'obtenir l'autorisation de s'installer aux escales pendant la durée de la traite, si les autorités ne leur reconnaissaient pas le droit d'y commercer eux-mêmes. De cette manière, ils

---

(167) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op. cit., p. 106.

pourraient diriger et surveiller les opérations menées par quelques employés qu'ils auraient soigneusement choisis. Désormais, l'effectif des traitants, des laptots et de l'ensemble du personnel affecté à la traite correspondrait mieux à l'importance réelle des échanges aux escales, les détournements de marchandises et les "infidélités" de toutes sortes deviendraient à peu près impossibles et enfin des navires moins nombreux et d'un plus fort tonnage permettraient des transports moins onéreux. En précisant leurs griefs contre le système de traite jugé ruineux et en définissant leurs objectifs, les négociants européens apportaient la preuve irréfutable que "la moralisation" de la profession de traitant que les auteurs de l'ordonnance de novembre 1842 se flattaient d'obtenir n'avait pas été atteinte. Il est vrai qu'il était impossible en quelques années de modifier totalement la mentalité des traitants et de rompre avec des pratiques qui pour la plupart trouvaient leur origine dans les débuts du comptoir de Saint-Louis.

- Le misère des traitants. Le bilan était tout aussi décevant à propos de la situation matérielle et morale des traitants. En effet, cette élite que l'on se proposait de sauver en 1842 connaissait huit ans plus tard une misère plus grande encore. Il suffira d'être bref puisque ce phénomène a été longuement décrit dans la première partie. Rappelons simplement la chute brutale des bénéfices et plus fréquemment les pertes considérables au retour des escales, l'accroissement des dettes vis à vis des négociants européens, alors que le mécanisme du prélèvement devait selon les augures de 1842 rapidement y mettre un terme, la reprise des poursuites et l'expropriation des terrains, des maisons et des navires au profit des créanciers. Bien sûr, le renversement de la conjoncture en Europe et l'incertitude politique depuis la Révolution de février avaient aggra-

vé une situation locale passablement difficile (168). Les traitants opérant pour leur compte étaient les grands perdants de ces sept ou huit années non seulement sur le plan matériel mais aussi sur le plan moral. L'équilibre que la Commission du commerce des gommes avait cherché à maintenir entre traitants et Européens s'était finalement rompu au profit de ces derniers. Atteints dans leur amour-propre, conscients de la menace qui pèse sur leur traditionnel genre de vie, les traitants indépendants s'inquiètent d'autant plus de la volonté affichée des Européens de les réduire au rôle de simples courtiers, qu'ils soupçonnent les autorités locales de ne plus manifester à leur égard le même intérêt qu'autrefois. D'où leur colère et leur amertume qui se traduisent, nous l'avons vu, par une certaine violence verbale présente dans les pétitions et les mémoires des habitants et par un comportement d'opposants au moment des campagnes électorales. Rappelons-nous Baudin avouant péniblement au ministre, en juillet 1849 à propos d'un projet d'expédition dans le fleuve qu'il ne peut guère compter "sur la population du Sénégal qui ... semble chaque jour se séparer davantage de la population européenne" (169). Constatation lourde de conséquences car certains esprits ne pouvaient-ils pas en conclure que les restrictions à la liberté commerciale acceptées par tous les négociants en 1842 à la suite de longs débats en considération d'impératifs politiques n'avaient été que sacrifice inutile dont il convenait de se libérer le plus rapidement possible. (170).

---

(168) Sur la situation matérielle des traitants, supra chapitre VI.

(169) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n° 252, ANS AOF 2 B 27.

(170) Sur l'état d'esprit des habitants, supra chapitre VII.

- Les Maures et les bénéfices de la traite.

Dans les années précédant la réunion de la Commission du commerce des gommes, c'était devenu un lieu commun constamment répété par les négociants et les autorités locales que les Maures étaient les principaux bénéficiaires de la concurrence de plus en plus acharnée qui sévissait aux escales. En 1836, dès les premiers symptômes du mal, le gouverneur Pujol avait attiré l'attention du ministre sur ce problème grave qui ne manquait pas d'avoir de très importants prolongements politiques. " Un grand concours de monde, écrivait-il, a fait naturellement naître une concurrence déplorable dont les Maures sont habiles à profiter. Voilà deux années telles qu'ils pouvaient les souhaiter". Et il ajoutait craindre que les traites à venir consolident et accroissent encore davantage la prédominance des Maures (171).

Les événements allaient rapidement lui donner raison car pour se placer uniquement sur le plan économique, les Maures sont présentés à travers la correspondance officielle ou privée, au tout début des années quarante comme les véritables maîtres du jeu commercial, capables d'imposer leurs propres conditions dans les échanges effectués aux escales (172). En effet, ils étaient trop fins pour ne pas mettre à profit l'heureuse situation qui leur était offerte par des traitants se disputant leur clientèle à coup de cadeaux, de rabais et de crédits. Ainsi, comme l'écrit Raffenel, "la concurrence profita donc aux Arabes

---

(171) Gouverneur à ministre, 21 mai 1836, n° 105, AN SOM Sénégal I 18 c.

(172) Voir par exemple le procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 24 janvier 1840 et la lettre de Bourilhon à Filleau Saint-Hilaire, directeur des Colonies, au 2 janvier 1841, AN SOM Sénégal XIII 25 c.

puisqu'elle leur donne plus de marchandises en échange de moins de produits" (173). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'à la Commission présidée par Gautier, l'unanimité ait été faite pour condamner un système qui n'aboutit selon les expressions de Calvé qu' "à enrichir les Maures" et "les gorger de guinées" (174).

L'ordonnance de 1842 a-t-elle mis un terme à cette situation jugée intolérable par le négoce français ? On peut en douter à la simple lecture des nombreux ouvrages, articles et mémoires suscités par la crise. En effet à sept ou huit ans de distance, les constatations demeurent identiques mais comment pouvait-il en être autrement, alors que la concurrence entre les traitants ne connaissait pas de trêve ? Panet, catégorique, écrit que "cette ordonnance dont l'excellent esprit" était de favoriser la classe indigène ne profite en réalité qu'aux Arabes... parce que les pertes éprouvées par nos traitants sont autant de bénéfices pour eux" (175). Pour sa part, le commerce européen de Saint-Louis trouve "déplorable de voir chaque année passer la fortune des habitants du Sénégal entre les mains de populations nomades" (176). Enfin, Auxcousteaux affirme que le régime actuel des échanges "constitue en faveur des Maures et à notre préjudice un monopole du commerce de la gomme" (177).

---

(173) RAFFENEL, Nouveau voyage ... op.cit., t.II, p. 104.

(174) Commission du commerce des gommes, séance du 28 septembre 1842.

(175) PANET, op.cit., p. 186.

(176) Pétition du commerce européen à Messieurs les membres de l'Assemblée Législative, 31 juillet 1849, déjà citée.

(177) AUXCOUSTEAUX, Le Sénégal, op. cit.

Mais au-delà de cette convergence des diagnostics - on pourrait citer bien d'autres témoignages - il apparaît indispensable de tenter d'apprécier l'évolution des termes de l'échange gommes-guinée non seulement au cours de la décennie 1841-1850 mais aussi, dans la mesure du possible, d'une période plus longue afin d'effectuer d'utiles comparaisons et de mieux dégager la tendance générale.

Cette recherche se heurte inévitablement à des difficultés de documentation. En l'état actuel pour la période allant de la reprise des comptoirs jusqu'à la mise en place de l'ordonnance de 1842, nous ne disposons que de renseignements fragmentaires glanés au hasard des correspondances et des mémoires, et les chiffres ainsi recueillis manquent le plus souvent des précisions nécessaires pour leur donner leur pleine valeur. Concernent-ils l'ensemble de la traite ou un moment de celle-ci, toutes les escales ou l'une des trois du bas fleuve, résultent-ils d'un véritable calcul ou d'une estimation forcément subjective ? autant de questions le plus souvent sans réponse. Avec la brochure que J.P. Duchon Doris, négociant de Bordeaux spécialisé dans le commerce des guinées de l'Inde, a publié en 1842, on peut disposer de matériaux plus sûrs puisqu'il est évident que son auteur devait détenir une documentation de première main (178). Après 1842, les informations deviennent plus nombreuses du fait des obligations imposées par l'ordonnance. En effet, les commandants des escales sont tenues de transmettre aux autorités de Saint-Louis le taux d'échange obtenu mois par mois et pour la durée de la traite par chacun des traitants et par l'ensemble de l'escale. La commission syndicale fait la synthèse de tous ces renseignements et présente dans ses comptes rendus annuels le taux moyen des échanges pour la totalité des transactions

---

(178) J.P. DUCHON-DORIS junior : Commerce des toiles bleues dites guinées, Paris, 1842, 64 p.

réalisées dans le bas fleuve. Malheureusement ces sources ne nous sont pas parvenues dans leur intégralité et parfois le manque de rigueur dans l'établissement des statistiques les rend inutilisables, ainsi pour l'escale des Brakna en 1848.

On sait que le taux des échanges varie dans de notables proportions au cours d'une même traite. En général, à l'ouverture les traitants obtiennent des conditions plus avantageuses que dans les dernières semaines où, pressés de ramener à Saint Louis la plus grande quantité de gomme possible, ils acceptent n'importe quel prix. Les Maures, d'ailleurs invoquent toutes sortes de raisons vraies ou fausses pour retarder leurs arrivages et défendre ainsi leurs intérêts (179). Le taux d'échange varie aussi selon les escales et si l'écart est en général faible entre les Trarza et les Brakna, il est plus sensible avec les Darmankour où les résultats sont, le plus souvent, moins favorables aux Saint-Louisiens (180). Il ne faut pas oublier que les chif-

---

(179) Ainsi, pour la traite de 1844, les prix se soutiennent à raison de vingt kilogrammes pour une pièce de guinée de janvier à mars mais fléchissent ensuite régulièrement pour atteindre quatorze et treize kilogrammes en juin-juillet (rapport du commandant des escales du 1er août). Pour sa part, Thomas dans sa lettre au directeur des Colonies en date du 6 juin évoque "le mauvais prix (douze à quinze kilogrammes) auquel s'échangent présentement les guinées aux escales" AN SOM Sénégal XIII 27 b et XIII 1 b.

(180) A titre d'exemple, voici le taux d'échange pour la traite de 1847:Brakna, 8 kg 933, Trarza, 8 kg 293, Darmankour, 7 kg 267. En avril 1850, les chiffres s'établissent respectivement à 18 kg 092, 18 kg 283 et 17 kg. AN SOM Sénégal 28 b et 29 c.

fres donnés par nos sources sont avant tout officiels et qu'ils ne tiennent pas compte des cadeaux, des crédits et des rabais que les traitants consentent à leurs fournisseurs Une autre observation doit aussi inciter à la prudence : les comptes rendus de la commission syndicale puis, à partir de 1849, du directeur des Affaires extérieures laissent à penser que le compromis a été respecté puisque le taux des échanges qu'ils proposent pour l'ensemble de la traite est le plus souvent le même que celui qui a été imposé aux traitants. Or, on sait que le compromis n'est généralement décidé qu'après plusieurs semaines de transactions jugées désastreuses (181). D'autre part, tous les témoignages concordent nous l'avons vu, pour dénoncer la violation constante du compromis, aussi nous faut-il puiser à d'autres sources de renseignements,plus proches de la réalité, correspondances et rapports divers, interventions au Conseil d'administration (182).

Mais les lacunes et l'hétérogénéité de la documentation ne doivent pas interdire toute recherche sur l'évolution des termes de l'échange. Prenons comme point de départ l'observation suivante qui peut contribuer à éclairer le

---

(181) Ainsi, le rapport d'ensemble sur la traite de 1846 se contente de reprendre comme taux moyen d'échange celui du compromis décidé le 30 avril soit 16 kg pour une pièce de guinée. En 1850, c'est un taux proche de celui du compromis entré en vigueur le 3 avril qui a été retenu : 17 kg 289 pour 17 kg. Par contre, pour l'année 1848 où le compromis a été établi le 6 juin seulement au taux de trente kilogrammes, le rapport du lieutenant Arnier en date du 7 août fait apparaître un taux moyen de 24 kg 810 pour les deux escales des Trarza et des Darmankour, taux qui correspond aux résultats déclarés par chacun des traitants.

(182) Par exemple, on peut eventuellement connaître le nombre de guinées utilisées pendant le trafic des escales

débat. Entre 1834 et 1850 le rapport gomme-guinée tel qu'il a été fixé par les compromis successifs est devenu de plus en plus favorable aux Maures (183). En effet, de 50 kg en 1834, il descendit à 25,30 et 27 kg pour 1837, 1839 et 1841 ; l'année suivante, l'association privilégiée mise en place par Pageot des Noutières avait prévu un maximum de 30 kg et un minimum de 25 kg. Après l'ordonnance de 1842 et malgré la volonté de ses auteurs de réagir contre les profits jugés excessifs des Maures, il s'est avéré impossible de revenir aux conditions antérieures et le taux s'abaisse jusqu'à 16 et 17 kg respectivement pour 1846 et 1850, mise à part une remontée spectaculaire à 30 kg en 1848 (184). Même si ces taux ne sont que théoriques, il n'en traduisent pas moins une tendance à peu près constante à l'amélioration de la position de vendeur des Maures. En effet, si l'on calcule sur ces bases les termes de l'échange

---

... et la quantité de gommes rapportées à Saint-Louis. Ainsi, pour l'année 1842, le taux moyen réel de l'échange est de 19 kg 27 alors que les actionnaires s'étaient engagés au moment de la constitution de l'association privilégiée à respecter un taux oscillant entre 25 et 30 kg.

(183) Dans notre démonstration, le système de l'association privilégiée est assimilée à celui du compromis. En 1833, l'accord réalisé entre les traitants pour fixer un minimum n'ayant pas été homologué officiellement nous en ignorons le chiffre.

(184) En accord avec les négociants et les traitants, l'administration a fixé à un niveau élevé le taux des échanges dans l'espoir de conjurer les effets de la baisse des cours de la gomme (50 % environ depuis 1846) mais le taux de trente kilogrammes s'est avéré complètement irréaliste.

des marchandises on constate que les Maures auraient obtenu pour cent kilogrammes de gomme deux pièces de guinée en 1834, quatre en 1837 et entre trois et quatre pour la période 1830-1842, six un quart en 1846 et près de six en 1850 (185).

Cette conclusion sera-t-elle vérifiée si nous raisonnons maintenant à partir de chiffres réflétant mieux la réalité des transactions et si nous étendons nos investigations à la totalité de la période qui va de la reprise des comptoirs jusqu'en 1850 ? Pour la commodité de l'exposé, nous avons rassemblé les données disponibles dans le tableau suivant :

---

(185) On entend par termes de l'échange des marchandises "les quantités de biens étrangers obtenues en échange d'une unité physique de biens exportés". André VANHAEVERBEKE : Rémunération du travail et commerce extérieur. Essor d'une économie paysanne exportatrice et termes de l'échange des producteurs d'arachides au Sénégal, Louvain, 1970, 253 p.

TABLEAU XXVI : EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE GUINEE-GOMME

Année	Q. de gomme pour une pièce (1)	Q. de guinée pour 100 kg	Année	Q. de gomme pour une pièce	Q. de guinée pour 100 kg
1817-1819	50-100 k	1 à 2 p.	1843	17 k 5	5,7
1820-1825	35-45	2,2 à 2,8	1844	15,35	6,5
1826-1830	30-35	2,8 à 3	1845	12,5-17,56	5,7 à 8
1832-1838	22-30	3,33 à 4,5	1846	15,85	6,3
1839-1841	10-20	5 à 10	1847	8,52	11,7
1840	16,5	6	1848		
1841	15	6,6	1849	14-15	6,6 à 7,1
1842	19,27	5,2	1850		

(1) La documentation relative à la quantité de gomme obtenue contre une pièce de guinée provient de la brochure de Duchon Doris pour les différentes périodes distinguées par l'auteur entre 1817 et 1841 et pour les années 1840-1850 de différents rapports et correspondances.

D'une simple lecture se dégagent essentiellement trois observations. Tout d'abord, les Maures en un peu plus de vingt ans de 1817 à 1841 ont réussi à obtenir pour une même quantité de gomme en moyenne trois fois plus de guinée à la fin de la période qu'au début (186). En 1842, un coup

---

(186) Le chiffre de cent kilogrammes de gomme pour une pièce de guinée donné par Duchon-Doris pour les années 1817-1819 peut paraître élevé mais il est confirmé par une lettre du contre-amiral de Moges, commandant des forces navales des Antilles. De passage au Sénégal où il a servi autrefois il écrit le 19 novembre 1841 au

de frein, peut-être dû à l'action de l'association privilégiée, semble avoir été porté à cette augmentation constante des profits des Maures. En fait, il ne s'agissait que d'une pause car les fournisseurs de gomme continuent dans les années suivantes à consolider leurs avantages. C'est ainsi qu'entre 1842 et 1849 leur bénéfice s'est accru dans des proportions oscillant entre un quart et un tiers (187).

Sur le plan des termes de l'échange des marchandises où nous nous sommes délibérément placé, on peut donc conclure que l'ordonnance de 1842 a échoué même si le rythme de l'accroissement des profits des Maures a été quelque peu ralenti. L'objectif que s'étaient assigné les membres de la Commission du commerce des gommes de renverser la tendance en faveur des traitants n'a donc pas été atteint. Sans doute la fragilité de l'appareil statistique doit inciter à la prudence et d'autre part il faudrait pouvoir étudier le problème dans sa vraie dimension en faisant nécessairement intervenir deux variables : le prix de la guinée et celui de la gomme à Saint-Louis, mais on se heurte

---

(186) suite
ministre "Le maire actuel de Saint-Louis ancien habitant très au fait de la rivière a reçu de son temps deux cents livres de gomme pour une pièce de guinée" AN SOM Sénégal XIII 1 b.

(187) En faisant abstraction des résultats de l'année 1847, désastreuse pour les traitants, aux dires de tous les observateurs, on a sous-estimé l'accroissement des profits réalisés par les Maures. Si l'on compare uniquement l'année 1847 à 1842, le progrès est spectaculaire : 125 %.

dans ce domaine, à de graves difficultés de documentation (188).

Le bilan de l'expérience s'avérait donc bien décevant : concurrence toujours aussi âpre et ruineuse aux escales, gestion toujours aussi criticable des opérations commerciales et en fin de compte persistance et même aggravation de l'endettement des traitants ainsi que consolidation voire même amélioration des avantages retirés par les Maures de leurs échanges de gomme.

C'est seulement après la traite désastreuse de 1847 que les autorités locales commencent à émettre de sérieux doutes sur l'efficacité du système mis en place par l'ordonnance de 1842 et le gouverneur Baudin n'a eu aucun mal à les faire partager par le ministère. La constatation de l'impuissance du fonds commun à éteindre la dette a été à l'origine de cette prise de conscience et le gouverneur ne craignait pas d'écrire à ce sujet : "Le but de l'ordonnance n'est pas atteint, j'oserai même dire qu'il est manqué" (189).

---

(188) Si pour la gomme on peut utiliser la série de prix que donne Marc Maurel dans son mémoire, on ne dispose que de sources hétérogènes et discontinues pour la guinée. Les prix de la gomme présentent des fluctuations beaucoup plus amples que ceux de la guinée mais si on se borne à comparer les années 1842 et 1849, on constate que leur évolution est sensiblement parallèle : la pièce de guinée a baissé de 19,2 % (de 15 F. à 12 F. 12) et le kg de gomme de 22,2 % (de 1 F 35 à 1 F 05).

(189) Gouverneur à ministre, 30 mars 1848, AN SOM Sénégal I 33 a.

CHAPITRE XI

UNE ORGANISATION DU COMMERCE TRES CONTROVERSEE : LA COMPAGNIE DE GALAM

Le commerce des basses escales ne doit pas nous faire oublier celui d'autres régions du Sénégal telles que le pays de Galam et la Casamance. Dans la première moitié du XIXe siècle, de nombreux esprits estiment que le développement de ces régions éloignées et souvent troublées exige une concentration des capitaux et des efforts que seule une compagnie privilégiée peut assurer. Aussi, doit-on se demander si la Compagnie de Galam emportée par la Révolution de 1848 après un quart de siècle d'existence a répondu à tous les espoirs qui avaient été mis en elle.

1°- Le Privilège, condition nécessaire et suffisante de l'extension du champ commercial ? L'exemple de la Compagnie de Galam

a) Mise en place et caractéristiques de la Compagnie de Galam

Le principe du privilège s'est imposé pour l'exploitation du commerce du haut fleuve bien avant d'être retenu pour présider aux échanges des basses escales. En effet, c'est

très peu de temps après la reprise du Sénégal que administration et commerçants esquissent une organisation du commerce. Le ministère persuadé dès 1817 qu'un brillant avenir économique était réservé au Galam et aux pays environnants était impatient de voir rétablis les anciens rapports et assuré sur des bases solides un commerce qu'il prétendait réserver aux seuls Français. Un moment, l'expédition Gray et Dochard avait fait craindre que les Anglais ne détournent le trafic à leur profit mais l'échec des explorateurs écartait pour un temps cette menace. La sécurité des échanges pouvait être assurée par le fort de Bakel fondé en 1818. D'autre part, devant les résultats décevants des premières traites libres aux basses escales, on envisage à Saint-Louis pour Galam un mode d'exploitation différent et dûment averti de la situation le ministre suggéra l'idée d'une compagnie privilégiée. A l'instigation du gouverneur Schmaltz, les représentants des principales maisons de commerce de Saint-Louis élaborèrent un plan d'association qui fut accepté le 28 juin 1820. Il prévoyait la formation d'une société annuelle qui jouirait du monopole de la traite de la gomme, les autres denrées restant en libre concurrence. Ouverte aux négociants et aux habitants de Saint-Louis qui le désireraient, son capital était fixé à quatre vingt dix mille francs répartis en cent quatre vingt actions payables en guinées de l'Inde.

Le régime du monopole concédé à une société annuelle semblait pleinement justifié par les bénéfices considérables réalisés au cours des campagnes 1820 et 1821, mais c'était oublier l'esprit de lucre. En effet, le Galam apparaissant comme un véritable Eldorado, les petits traitants qui n'avaient pu souscrire une action et les négociants européens qui escomptaient en travaillant chacun pour soi de plus gros bénéfices, réclamèrent la libre concurrence. Le nouveau gouverneur, Roger, céda d'autant plus facilement à ce revirement

d'opinion que, personnellement, il inclinait en faveur du libéralisme.

L'ardeur à expédier dans le haut fleuve fut bien mal récompensée. Les bénéfices se révélèrent si minces que négociants et traitants, changeant brutalement de cap une nouvelle fois, réclamèrent avec force le rétablissement d'une compagnie privilégiée dès 1823. Ils la souhaitaient stable et pour cela lui assignaient une durée de cinq ans, mais Roger ne voulut pas accorder sans autorisation ministérielle plus d'une année d'existence. Ce n'est donc qu'en 1824 que fut inauguré avec la création de la "Société commerciale et agricole de Galam et de Oualo" un système qui fonctionna jusqu'en 1848 (1).

La société avait pour objet l'exploitation pendant quatre ans du commerce du haut fleuve et en recevait le monopole pendant sept mois de l'année du premier janvier au 31 juillet. Ce privilège "intermittent" (Raffenel) était une innovation introduite par le gouverneur Roger en 1823 lors de la constitution de la dernière société annuelle. En conséquence, pendant la période des hautes eaux, tous les traitants pouvaient participer au commerce de Galam. Néanmoins, l'administration estimait que l'avantage concédé méritait compensation. Elle obligea donc la société à fonder un établissement de culture dans le Oualo (2), à construire deux comptoirs for-

---

(1) Sur le commerce de Galam pendant la première moitié du XIXe siècle nous renvoyons pour l'essentiel à l'ouvrage déjà cité d'Eugène SAULNIER : Une compagnie à privilège au XIXe siècle. La Compagnie de Galam au Sénégal. Paris Larose, 1921, X-199 p. Voir également chapitre III p.264.

(2) C'est pour donner à la colonisation agricole l'élan qui lui manquait que Roger imagina d'exiger de la Compagnie la fondation d'un établissement agricole. L'expérience

tifiés, l'un sur l'emplacement de l'ancien fort Saint-Joseph, l'autre sur les bords de la Falémé "comme moyen de pénétrer aux mines de Bambouk" et à organiser une caravane pour tenter d'introduire les marchandises françaises dans l'intérieur de l'Afrique, de préférence à Tombouctou.

Le principe de compensation affirmé en 1824 demeura à la base de toutes les reconstitutions de la société en 1828, 1832, 1836, 1842, 1843 et 1847 (3). D'une manière générale, la Compagnie eut l'obligation de développer les relations commerciales dans le haut fleuve et de fonder des comptoirs dans les régions où l'influence de la France ne se manifestait pas encore. C'est ainsi que ses statuts lui imposèrent en 1832 de créer un comptoir à terre dans le Khasso, soit à Médine, soit à Caignoux, en 1836 d'étendre son activité à la Casamance (4), en 1832 de bâtir une factorerie sur le

---

(2) suite
ayant été un échec, la Compagnie fut déchargée en 1832 de toute obligation en ce domaine.

(3) En 1840, la société créée quatre ans plus tôt fut prorogée pour deux ans à cause du démarrage tardif de Sédhiou. Le gouvernement jugea préférable en 1842, au moment où se débattait la question de l'organisation du commerce de la gomme aux basses escales de ne constituer qu'une société transitoire. C'est pour de toutes autres raisons qu'en 1847, l'existence de la nouvelle société fut limitée à un an; en effet, un retard considérable dans la transmission des ordres du ministère a obligé le gouverneur à prendre cette mesure conservatoire à la veille de la prochaine campagne de traite.

(4) La Compagnie par l'arrêté du 24 juin 1837 reçut le privilège exclusif du commerce français à Djogué, Guimbering, Carabane ainsi que sur le cours de la Casamance de Ziguinchor à sa source. Devant les protestations des Goréens,

lac de Guiers "pour exploiter le commerce du pays Djolof" et de "concourir par moitié de la dépense d'un comptoir à fonder sur la Falémé". Mais l'administration cherchait à lui imposer encore bien d'autres charges comme la participation aux frais d'entretien d'un certain nombre d'élèves sénégalais dans les collèges de la métropole ou la fourniture annuelle au prix de 300 francs par tête de 25 à 100 "noirs rachetés" (Bambara autant que possible à cause de leurs traditions guerrières) "propres à être incorporés dans les compagnies africaines" (5).

Le capital fixé en considération des charges imposées à chaque société a varié tout au long de ce quart de siècle. De 300.000 à 400.000 francs sous les deux premières sociétés, il fut ramené à 200.000 francs en 1832 puis porté à 400.000 francs en 1836. Il atteignit 600.000 francs en 1842 et s'y maintint en 1843 et 1847 malgré les propositions faites de l'élever à 700.000 francs ou à un million de francs. Le capital était partagé en actions dont le nominal de 500 francs à l'origine fut abaissé à 200 en 1836 puis à 100 en 1847 dans le but de permettre une plus large participation des Sénégalais au commerce de Galam. Quand en 1836 la Compagnie fut chargée d'exploiter le commerce de la Casamance, il fut décidé de faire appel aux capitaux des Goréens en leur offrant le cin-

---

(4) suite
il fut limité à ce dernier secteur. Notons qu'à la différence de ce qui se passait à Galam, la Compagnie jouissait de son privilège tout au long de l'année. La liberté du commerce ayant été rétablie à partir du 1er août 1842, la Compagnie n'était plus en Casamance qu'une maison de commerce parmi d'autres.

(5) Ministre à gouverneur, 21 juin 1844, n°201, A N S O M Sénégal I 26b.

quième des titres et à leur connaissance des habitudes de traite au bas de côte en créant pour l'un d'entre eux un poste de sous-directeur.

L'administration intérieure de la Compagnie est restée à peu près identique pendant toute la période. Elle est assurée par un conseil d'administration soumis à la surveillance de l'assemblée générale des actionnaires. Il comprend un directeur nommé par le gouverneur sur une liste de trois candidats présentés par l'assemblée et cinq administrateurs. Un agent général chargé de la comptabilité, de la garde des magasins et de l'expédition des marchandises dans le haut fleuve et un trésorier présentant chaque mois un état de la situation financière assistent le directeur . Enfin, la Compagnie est représentée à Galam par un "agent principal de commerce". Pour présider aux destinées de la compagnie, l'administration a presque toujours porté son choix sur des Européens, seuls Durand-Valantin et Sleigth dans les années quarante ont représenté la communauté mulâtre de Saint-Louis (6). Par contre, le poste d'agent principal à Bakel qui est important parce que de la compétence, de l'habileté et de l'honnêteté du titulaire dépendent pour une large part les bénéfices de la Compagnie a, sauf dans la période initiale, presque toujours été confié à un mulâtre.

A suivre l'histoire de la Compagnie de Galam une double constatation s'impose. D'une part, l'administration locale ne cesse de renforcer son contrôle, par exemple en nommant

---

(6) Les directeurs européens ont été successivement Cl.Potin, Victor Calvé, Monteillet, Prosper Calvé, Lombard et à la fin de la période A. Beynis.

à partir de 1828 un commissaire du gouvernement choisi parmi les fonctionnaires les plus importants, et d'autre part le département de la Marine s'immisce de plus en plus dans l'élaboration des statuts à chaque renouvellement, réduisant à presque rien l'initiative du gouverneur (7). La mise en place de la société qui doit débuter ses activités au premier août 1847 nous en fournit la preuve éclatante.

L'administration locale prépare cette fois avec un très grand soin la reconstitution de la société. Après la présentation des rapports du directeur de la Compagnie et du commissaire du gouvernement sur la campagne 1845-1846, le gouverneur nomme le 24 octobre 1846 une commission spéciale chargée d'élaborer "un projet d'organisation et de règlement pour l'exploitation en société du commerce de Galam" (8). Ses conclusions formulées dès le 17 novembre sont soumises au Conseil d'administration qui les amende au cours de longues discussions. Quelques jours plus tard, le gouverneur de Gramont arrivé depuis peu au Sénégal se borne à transmettre à Paris le résultat des délibérations du conseil (9). Le mi-

---

(7) L'efficacité du contrôle a varié dans le temps en fonction de l'intérêt porté par le gouverneur aux affaires de la Compagnie et du zèle du commissaire. Réduite dans les années 1836-1840, elle s'affirme ensuite avec force, ministre à gouverneur, 21 juin 1844, n°201, A N S O M Sénégal I 26b.

(8) Le Conseil d'administration du 22 octobre 1846 auquel avaient été convoqués des négociants européens et des habitants notables s'était prononcé pour le maintien du privilège. A N S O M Sénégal XIII 9a.

(9) Le Conseil d'administration a consacré trois séances à cette question (18, 20 novembre et 5 décembre 1846), gouverneur à ministre, 10 décembre 1846, n°477, A N S O M Sénégal I 30a.

nistre qui à chaque reconstitution de la société entérinait sans difficulté les propositions faites par le gouverneur décide de faire procéder à une étude approfondie de la question qu'il confie au directeur des Colonies. Celui-ci consulte le délégué du Sénégal, le baron Roger, et remet son rapport au ministre qui l'adopte le 23 avril 1847, mais finalement ce long travail de préparation ne devait servir à rien. Le départ du navire chargé de porter au Sénégal les ordres du ministre ayant été considérablement retardé, le gouverneur fut contraint de prendre à l'approche de la nouvelle campagne une mesure d'urgence : il reconstitua pour un an la société de Galam sur les mêmes bases que précédemment (10). Sans doute, en février 1848, son successeur Baudin établit-il les statuts de la nouvelle compagnie en se conformant aux décisions de l'année précédente mais la Révolution allait tout remettre en cause (11).

b) La justification du privilège

Fidèle à la tradition instaurée sous l'Ancien Régime par des hommes comme Brüe ou David, les autorités locales et métropolitaines attachent toujours une très grande importance au pays de Galam. Ne constitue-t-il pas une porte ouverte sur les champs aurifères du Bambouk mais aussi sur le commerce de Ségou, de Djenné, de Tombouctou et même du pays haoussa ? (12). Tout au long de cette première moitié du XIXe siècle, l'opinion des responsables n'a jamais varié. Dans la correspondance officielle il n'est question que de

---

(10) Arrêté du 31 mai 1847. A N S O M Sénégal XIII 9b.

(11) Arrêté du 17 février 1848 pris en Conseil d'administration, ibid.

(12) Rapport de la commission établie à Saint-Louis pour former un projet de statut, 17 novembre 1846, ibid.

"richesses", de "champs immenses à exploiter" et, vingt ans après son départ de Saint-Louis, Roger réaffirme que "c'est là que sont les véritables intérêts de la colonie dans l'avenir" (13). Au moment des difficultés, c'est toujours du Galam que l'on attend le salut. Ainsi, après le bilan décevant de l'effort de développement agricole, le ministère estime en 1831 que

> "l'abandon de la colonisation doit avoir pour résultat de ramener toutes les vues de l'administration sur les relations commerciales du Sénégal avec l'intérieur de l'Afrique. Une extension considérable de ces relations pourrait seule donner à la colonie une grande importance" (14).

Plus tard, quand la crise de la gomme bat son plein, l'envoi de deux missions dans le haut fleuve et les pays voisins, celles du pharmacien Huard-Bessinières en 1843 et de Raffenel en 1847 procède de la même volonté de satisfaire

> "le besoin impérieux qui se fait sentir à Saint-Louis d'aller chercher des éléments de prospérité dans le vaste continent sur lequel il s'appuie et où l'industrie, le commerce peuvent jeter les fondements d'un brillant avenir" (15).

---

(13) Galos, directeur des Colonies dans son rapport du 23 avril 1847 cite en l'approuvant une lettre de Roger gouverneur du Sénégal. Le dernier directeur de la Compagnie de Galam, A. Beynis, ne disait pas autre chose dans son remarquable rapport à l'assemblée générale des actionnaires du 29 septembre 1846: "tout l'avenir de notre colonie se trouve dans le pays de Galam".

(14) Ministre à gouverneur, 15 avril 1831, A N S O M Sénégal I 25a.

(15) PANET, op.cit., p.132.

Le pays de Galam représentait donc un enjeu trop important pour que le gouvernement l'abandonne aux seules initiatives privées. L'expérience d'ailleurs n'avait-elle pas tranché en faveur d'une compagnie privilégiée ? En effet, le gouverneur Roger qui avait d'abord proclamé au ministre les mérites de la concurrence constata bientôt que les commerçants sénégalais livrés à eux-mêmes se contentaient de profits médiocres, se résignaient à une vie inquiète sur le haut fleuve et en définitive se révélaient incapables de l'initiative nécessaire pour s'avancer d'étape en étape au coeur du continent. C'est ainsi qu'il devait présider à la naissance en 1824 de la première compagnie privilégiée.

Pour justifier leur décision, les autorités invoquent des arguments tant d'ordre économique et social que d'ordre politique. Elles partent tout d'abord de la constatation que la plupart des maisons de commerce établies à Saint-Louis ne disposent pas de moyens assez considérables pour entreprendre de vastes spéculations. En conséquence, seule une compagnie privilégiée peut réunir les capitaux nécessaires et assurer le progrès car

> "avec des plans médités à l'avance et améliorés par l'expérience, avec une persévérance constante vers un but proposé, avec une unité de vues et d'action (elle) peut parvenir à avancer dans des contrées qui ne sont encore connues que de nous" (16).

Elle permet aussi, à la différence d'un régime de libre concurrence, d'obtenir de meilleures conditions d'échange car seule elle possède la force de résister aux exigences des Africains. Ainsi, par exemple, leur menace de conserver leurs

---

(16) Gouverneur à ministre, 20 février 1832, n°60, A N S O M Sénégal I 15c.

produits jusqu'à la prochaine campagne dans l'espoir de réaliser un prix plus avantageux ne la fera pas céder car elle a les moyens de risquer une année un bénéfice moindre pour en obtenir par la suite un plus substantiel.

Les autorités soutiennent également que la compagnie privilégiée offre de sérieux avantages sur le plan social. Tout d'abord, elle est ouverte à un grand nombre d'actionnaires et les habitants de Saint-Louis puis de Gorée peuvent d'autant plus facilement y participer qu'à plusieurs reprises le nominal de l'action a été abaissé et que les souscriptions en guinées ont été autorisées (17). Ensuite, l'existence de la Compagnie ne constitue-t-elle pas dans une certaine mesure une garantie pour tous les traitants de pouvoir trafiquer dans le haut fleuve pendant cinq mois de l'année ? Sans doute, rencontrent-ils durant cette période la concurrence de la Compagnie mais la surveillance de l'administration la maintient dans des limites raisonnables. Ne faudrait-il pas craindre dans un régime de totale liberté commerciale que les traitants soient écrasés par quelques puissantes maisons de commerce ? Enfin, en employant un personnel relativement nombreux, elle offre à la population saint-louisienne quelques débouchés appréciés.

L'administration justifie son choix en invoquant aussi des raisons politiques. Constatant que l'autorité française n'est pas solidement établie sur les deux rives du fleuve

---

(17) Bouët dans ses notes remises à la direction des Colonies en septembre 1840 assure qu'ouverte à tous la Compagnie de Galam "est plutôt un immense banquet auquel a droit de s'asseoir tout membre de la famille sénégalaise", A N S O M Sénégal IV 19a.

et dans le haut pays, elle pense tout d'abord que la sécurité de la navigation est beaucoup plus facile à assurer pour un petit nombre de navires puissants et armés comme ceux que la Compagnie affrète que pour une multitude de petites embarcations, proies tentantes pour des riverains pillards. D'autre part, une compagnie est à la différence d'une foule de traitants aux intérêts opposés, seule capable de vivre en bonne intelligence avec les diverses populations qui avoisinent le fort de Bakel et d'attirer les caravanes de l'intérieur (18).

La libre concurrence ne peut donc signifier qu'atteinte grave à l'influence politique de la France, mais aussi envahissement du commerce anglais. En effet, on est persuadé tant à Paris qu'à Saint-Louis qu'une compagnie privilégiée constitue le meilleur moyen d'élever un solide rempart contre les initiatives britanniques. Selon Ed. Bouët, le jour où un imprudent serait tenté de porter atteinte à la Compagnie de Galam, les colons anglais de Sainte-Marie de Bathurst et de Mac Carthy battraient des mains en son honneur.

> "Le commerce du haut fleuve annulé par l'incurie des petits traitants, leur manque de ressource, de prévoyance et leur isolement ne serait plus alors qu'un cadavre sans âme, sans vie. C'est dire assez que les caravanes fatiguées d'y venir sans y trouver

---

(18) En dehors des notes du lieutenant de vaisseau Bouët déjà citées ces divers arguments sont exprimés en particulier dans la délibération du Conseil d'administration du 7 janvier 1842, dans une lettre de Pageot des Noutières au ministre du 14 juin 1842, n°206 et celle de de Gramont du 10 décembre 1846, n°477.

les objets d'échanges convenables refluераient en grande partie vers la Gambie dont les émissaires ont cherché tant de fois à leur apprendre le chemin"(19). En Casamance les conditions sont différentes et s'il ne peut être envisagé de réserver aux Français le commerce exclusif de la rivière, il n'en reste pas moins vrai selon le ministère qu'une compagnie est l'instrument indispensable pour qu'ils en retirent les principaux avantages (20).

c) Le bilan

La Compagnie de Galam a-t-elle, au cours de près d'un quart de siècle d'existence, atteint les multiples objectifs qui lui avaient été assignés ?

Dans le domaine commercial, les rapports d'activité montrent à l'évidence que la Compagnie n'a pas fait preuve d'un grand dynamisme et qu'en conséquence les échanges dans le haut fleuve n'ont accompli aucun progrès sensible. En effet, de la lecture des statistiques se dégage une pénible impression de stagnation. Ainsi, en ce qui concerne la gomme, principal objet du commerce, la Compagnie au cours des campagnes 1844-1845 et 1845-1846, relativement satisfaisantes pourtant, n'a pas recueilli un tonnage supérieur à celui obtenu quinze ans plus tôt (21). On observe le même phénomène pour le commerce des peaux mais celui de l'ivoire s'est ef-

---

(19) Notes de Bouët de septembre 1840 déjà citées.

(20) Ministre à gouverneur, 4 février 1846, n°40, A N S O M Sénégal I 28d et Correspondance générale 210.

(21) La Compagnie a recueilli respectivement 355 et 358 tonnes de gomme pour les campagnes de 1844-1845 et 1845-1846, 400 tonnes en 1841-1842, 411 tonnes en 1836-1837 et 398 et 393 tonnes au cours des campagnes 1829-1830 et 1830-1831, SAULNIER, op.cit. p.187.

fondré. Seule la quantité d'or traitée a doublé (22). Enfin, l'arachide a fait une apparition trop récente et trop irrégulière pour modifier profondément les activités de la Compagnie.

La stagnation de l'ensemble du commerce du haut fleuve étant attestée par les voyageurs comme Raffenel et par les autorités de Saint-Louis, il est bien évident que la Compagnie n'a pas mieux réussi que le commerce libre autorisé chaque année à Bakel entre le premier août et le 31 décembre. Elle n'a donc pas été l'agent de progrès ardemment souhaité par le gouvernement. On remarque d'autre part, d'après les rares indications que nous possédons, que le volume d'affaires réalisé en cinq mois par le commerce libre est de peu inférieur à celui obtenu pendant une année par la Compagnie, mais celle-ci réalise en général un taux de bénéfice considérablement plus élevé (23). Le gouvernement

---

(22) Il a été traité dix tonnes de peaux en 1833-1834, il en a été de même en 1842-1843 et 1844-1845. La campagne suivante, la collecte s'est élevée à 12 tonnes. Pour l'or, la Compagnie traite entre 1.200 et 1.300 gros d'or à la fin des années vingt et entre 2.300 et 2.800 pour la période de 1842-1846.

(23) Il est malheureusement impossible faute de statistiques de suivre d'une manière précise l'évolution du commerce libre pendant toute cette période. Exceptionnellement, on peut comparer les résultats obtenus par les deux modes de commerce lors de la campagne 1844-1845. La supériorité de la Compagnie réside essentiellement dans sa capacité de tirer un bénéfice beaucoup plus substantiel que le commerce libre. Avec 239.156 F,21 de marchandises elle a obtenu 548.395 F,62 de produits et déduction faite des frais un bénéfice net de 236.497 F,01 soit 98,88% (rapport du directeur Sleigth aux actionnaires

trouvait dans cette rentabilité exceptionnelle un argument pour demander à la Compagnie d'étendre l'aire de ses activités. En contre partie du privilège concédé il lui apparaissait normal qu'elle investisse une part importante de ses bénéfices dans la fondation de nouveaux comptoirs plutôt que de les répartir intégralement à ses actionnaires (24). Aussi, à chaque reconstitution de la société, l'administration devait-elle livrer une véritable bataille pour imposer aux représentants des actionnaires l'obligation d'ouvrir de nouvelles factoreries aux endroits qu'elle jugeait les plus favorables aux intérêts du Sénégal. L'habileté et la persuasion ne suffisant pas toujours, le gouverneur devait alors user de la menace comme en 1843 lorsque Bouët signifia qu'il n'hésiterait pas à recourir à la dissolution définitive si ses exigences n'étaient pas accep-

---

(23) suite
29 septembre 1845, A N S O M Sénégal XIII 9a). Le commerce libre a disposé d'une valeur supérieure en marchandises soit 351.372 F,03 mais n'a recueilli que 463.130 F,77 de produits, le bénéfice net a été de 111.758 F,87, soit 31,80%. Il resterait à déterminer si dans un commerce demeuré à peu près stable, la part de la Compagnie a progressé pendant les années qui ont précédé la Révolution de février aux dépens du commerce libre, mais faute d'informations suffisantes on ne peut que poser la question.

(24) Voici quelques indications sur les bénéfices réalisés par la Compagnie. Ils atteignaient 60% pour la campagne 1833-1834 mais subissant ensuite le contrecoup de l'ouverture de nombreux comptoirs, ils s'établissaient ainsi : 30% en 1842-1843, 32,4% (1843-1844), 32,3% (1844-1845) et 51% (1845-1846). A Bakel, pour les trois dernières campagnes, le taux de bénéfice est respectivement

tées (25). Mais ce n'était qu'une victoire à la Pyrrhus car les dirigeants de la Compagnie ou bien cédant après une longue résistance mettaient une si évidente mauvaise volonté que l'entreprise ne pouvait réussir, ou bien déployaient une étonnante force d'inertie pour ne pas respecter leurs engagements.

Ainsi, constate-t-on lors des débats relatifs à la reconstitution de la société en 1846 qu'elle n'avait pas encore honoré l'obligation inscrite dans ses statuts quatorze ans plus tôt de fonder un comptoir en amont de Bakel, soit à Médine, soit à Caignoux. Cependant la Compagnie avait dû s'exécuter à Sédhiou, à Mérinaghen et à Sénoudébou. Dans chacun de ces cas, l'administration de Saint-Louis n'avait signifié ses exigences à la Compagnie qu'après avoir pris connaissance des conclusions encourageantes formulées par dès commissions d'officiers et de négociants chargées d'enquêter sur les possibilités commerciales de la Casamance, du Djolof et de la Falémé et en avoir délibéré en Conseil d'administration.

Les autorités de Saint-Louis manifestèrent un grand intérêt pour l'exploitation commerciale de la Casamance car

---

(24) suite
de 76,5%, 98,88% et de 98,68%. On comprend alors que le ministre puisse parler de "bénéfices considérables et même exagérés", chiffres tirés de Saulnier, op.cit. pp..147 et 149 et de lettres et rapports déjà cités.

(25) Bouët subordonnait l'octroi d'un privilège de quatre ans aux conditions suivantes : 1° "établir deux nouveaux comptoirs, l'un près des cataractes du Sénégal et l'autre sur la Falémé, la Compagnie prenant en charge la moitié des frais, 2° assurer à l'avenir le recrutement des troupes indigènes de Saint-Louis. Ce projet "a été

elles firent preuve dans ce domaine de beaucoup de décision. Peu après l'acquisition de l'île de Carabane en janvier 1836, elles saisirent l'occasion d'une reconstitution de la société pour lui en confier le commerce, pour augmenter son capital et y associer les Goréens. L'année suivante, le voyage d'exploration du commandant de Gorée, Dagorne, accompagné de deux négociants bien connus : Lombard de Saint-Louis et Cabeuil de Gorée ayant confirmé les espoirs d'un brillant avenir économique de la Casamance, la Compagnie reçut par arrêté du 24 juin 1837 le privilège de traiter aux trois points de l'embouchure : Djogué, Guimbéring et Carabane ainsi qu'en amont de Ziguinchor (26). Elle s'engageait, d'autre part, à établir un magasin à Sédhiou et à commencer ses opérations dès la première année. Face à cette charge nouvelle qui lui était imposée, l'attitude de la Compagnie fut tout à fait significative. Elle montra une mauvaise volonté évidente à organiser une entreprise aussi éloignée de son lieu principal d'opérations, utilisant tous les prétextes possibles pour en retarder la réalisation. Elle estima, tout d'abord, par l'intermédiaire de l'assemblée générale de ses actionnaires qu'une affaire de cette importance ne pouvait être réglée que par le ministre et qu'en conséquence il ne lui était pas possible de mettre à la disposition de son conseil d'administration la somme prévue pour son installation

---

(25) suite
combattu au sein de la Compagnie par une vive opposition, laquelle opposition n'a cédé qu'à une menace de dissolution complète signifiée par mes ordres". Bouët à ministre, 15 septembre 1843, n°329, A N S O M Sénégal I 25c.

(26) Les traitants de Gorée obtinrent de continuer à traiter en toute liberté la chaux et le riz en Casamance.

à Sédhiou (27). Ensuite, elle répandit à plaisir des craintes sur l'insalubrité du climat, si bien que les ouvriers indigènes eux-mêmes avaient peur de s'aventurer en Casamance et refusaient de s'embaucher. Le gouverneur Soret, excédé par les entraves accumulées par la Compagnie, donna libre cours à son mécontentement dans une lettre au ministre de mars 1838. Selon lui, la Compagnie "opère comme si elle ne voulait pas réussir". Aussi regrette-t-il

> "qu'au lieu de l'engagement souscrit par la Compagnie d'employer une partie de ses énormes bénéfices à la création d'un comptoir au bas de côte, l'on n'ait pas mis comme condition d'un privilège aussi profitable l'obligation de verser au Trésor une somme déterminée prélevée sur ces mêmes bénéfices et dont le Gouvernement eut été chargé de l'emploi, soit pour créer l'établissement actuel, soit pour tout autre projet d'utilité publique" (28).

C'est de fort mauvais gré que la Compagnie commença ses opérations à Sédhiou dans le courant de l'année 1838. Elle se refusait, en effet, à investir dans cette entreprise le capital prévu dans ses statuts et à porter également son effort sur Carabane (29). En outre, elle montrait beaucoup

---

(27) A la séance du Conseil d'administration du 24 juin 1837, le gouverneur stigmatise "l'attitude de la Compagnie qui doit provoquer de longs retards" et il obtint qu'elle soit mise en demeure de remplir ses obligations dès la première année. A N S O M Sénégal IV 25b. Ajoutons que le ministre par sa dépêche du 24 novembre 1837 a totalement approuvé la décision du gouverneur.

(28) Gouverneur à ministre, 29 mars 1838, n°49, A N S 2B 17.

(29) En 1836, une somme de 150.000 F. avait été prévue pour l'exploitation commerciale de la Casamance, le capital ayant été préalablement porté de 250.000 à 400.000 F.

de négligence dans ses approvisionnements en marchandises et mécontentait les Goréens en centralisant à Saint-Louis toutes ses affaires du bas de côte (30). Enfin, elle cherchait une excuse à son comportement dans la triple concurrence des caboteurs sénégalais, des Portugais et des Anglais (31). Le commerce de Gorée, déçu par cette expérience, mena une violente campagne pour le rétablissement de la liberté commerciale qui triompha en 1842 lors du renouvellement de la Compagnie : à partir du 1er août, celle-ci n'était plus dans la rivière qu'une maison de commerce parmi d'autres. Mais le gouvernement local la contraignit à maintenir son comptoir, contrairement aux voeux des actionnaires lassés par des pertes devenues chroniques. La situation ne s'étant pas redressée (le déficit représente environ 31% du capital affecté à ce comptoir), la Compagnie continue à harceler le gouverneur pour qu'il la délivre de ce fardeau insupportable. En 1848, la perspective d'un prochain renouvellement de la Compagnie offre l'occasion de poser le problème dans toute son ampleur. Le gouverneur qui est sensible à la fois aux arguments du directeur de la Compagnie en faveur de l'abandon et à la considération que des crédits importants engagés par le Trésor pour assurer au commerce une indispensable protection ne pouvaient avoir été dépensés en vain, réserve au ministre le soin de trancher. Celui-ci convaincu que l'intérêt de la Compagnie consistait à concen-

---

(30) Cabeuil, sous-directeur de la Compagnie, mécontent d'être tenu à l'écart préféra démissionner dès août 1838.

(31) N'oublions pas que si le privilège de la Compagnie était permanent et non limité à une partie de l'année comme dans le haut fleuve, il n'était pas exclusif, les caboteurs de Saint-Louis et de Gorée pouvaient trafiquer dans le bas de la rivière en dehors des trois points antérieurement précisés et jusqu'à Ziguinchor.

trer tous ses efforts dans le haut fleuve accepte qu'elle renonce à la condition expresse qu'elle installe rapidement à Médine et à Makhana des comptoirs promis depuis si longtemps(32). On sait que les instructions gouvernementales arrivèrent trop tard pour être appliquées et que le gouverneur dut reconduire pour un an la Compagnie sur ses bases antérieures.

Le comportement de la Compagnie à l'égard des nouveaux champs d'exploitation commerciale que lui assignait le gouvernement local a sans doute trouvé sa plus frappante illustration à Sédhiou mais on peut l'observer identique à Mérinaghen et à Sénoudébou. En 1842, la Compagnie de Galam avait été chargée à la suite de l'exploration du Djolof menée par le commandant Caille, le pharmacien Huard-Bessinières et deux habitants de Saint-Louis, Potin et Holle d'ouvrir un comptoir sur le lac Paniéfoul. Il était bien précisé que la Compagnie ne jouirait en ce lieu d'aucun privilège. Si le gouvernement avait réussi malgré les difficultés à construire un fortin à Mérinaghen avant la fin de 1843, la Compagnie manifesta beaucoup moins de hâte et prétextant que les circonstances politiques ne se prêtaient pas à des opérations d'envergure, elle ne s'installa que pour la forme. Il n'est pas étonnant que dans de telles conditions le volume de ses affaires demeura dérisoire et que les pertes furent plus fré-

---

(32) On peut suivre ce débat dans A N S O M Sénégal XIII 9a : rapport de la commission établie pour former un projet de statuts, 17 novembre 1846, délibération du Conseil d'administration du 18 novembre 1846 et rapport du directeur des Colonies au ministre du 23 août 1847 et dans A N S O M Sénégal I 30a et c : lettre du gouverneur au ministre, 10 décembre 1846, n°477 et dépêche du ministre au gouverneur du 23 avril 1847, n°131.

quentes que les bénéfices (33). A peu près au même moment, la Compagnie établissait un comptoir flottant à Sénoudébou sur la Falémé, la mission Huard-Bessinières-Raffenel envoyée dans le Boundou et le Bambouk par Bouët ayant affirmé que "le pays présente un ensemble de moyens d'échanges qui n'attend pour acquérir beaucoup d'importance que le voisinage de facteurs intelligents du commerce sénégalais" (34). En 1845, elle fonde un établissement à terre, mais ses affaires, bien que supérieures à celles de Mérinaghen demeurèrent languissantes. La campagne 1845-1846 se solda cependant par un léger bénéfice mais on était loin des résultats escomptés (35). La Compagnie ne faisait, semble-t-il, aucun effort pour s'adapter aux conditions locales du commerce et pour attirer les nombreuses caravanes qui traversaient le Boundou.

La Compagnie de Galam avait donc, sans contestation possible, échoué dans ses entreprises commerciales, qu'il s'agisse de donner une vive impulsion aux affaires du haut fleuve ou d'ouvrir de nouveaux champs d'activité au commerce français. Le bilan n'était pas plus brillant dans le domaine social. Le gouvernement ne lui avait accordé son privilège qu'à la condition expresse que le plus grand nombre possible

---

(33) Pour la campagne 1844-1845, les pertes s'élevèrent à la modeste somme de 2.904 F,47 qui eu égard à la somme qui avait été engagée représentait un déficit de 111%. Ministre à gouverneur, 4 février 1846, n°40 A N S O M Sénégal I 28d. On constate cependant un léger bénéfice lors de la campagne suivante, mais la situation politique se détériorant, les pertes font bientôt leur réapparition.

(34) Sur la mission Huard-Bessinières, voir A N S O M Sénégal III 6.

(35) Le volume des affaires se situe autour de 40.000 F. Le bénéfice net pour 1845-1846 s'élève à 5.970 F,90. Rapport du directeur aux actionnaires du 29 septembre 1846 déjà cité.

de traitants puissent devenir actionnaires, mais on sait que ce "suffrage universel des capitaux" n'a été qu'un leurre. Sans doute le nominal des actions a-t-il été progressivement abaissé de 500 à 100 francs et la souscription en guinées a-t-elle été autorisée. De même, à chaque reconstitution de la société, un maximum de dix actions par personne a-t-il été imposé en fait pour permettre une large diffusion à travers la population sénégalaise. En réalité, les longues listes de souscripteurs ne doivent pas nous impressionner car il ne s'agit le plus souvent que de prête-noms. La situation des traitants telle que nous l'avons décrite dans la première partie peut expliquer ce fait de même qu'elle permet de comprendre que les traitants véritables propriétaires de leurs actions ont pu être obligés de les aliéner au profit de leurs créanciers à la suite d'une ou de plusieurs traites malheureuses. D'autres, enfin, soucieux d'un bénéfice immédiat ont pu être tentés de s'en dessaisir au moment où leur cours dépassait le pair. Aussi, au terme de chaque concession du privilège, il est de règle de reconnaître que malgré les précautions prises "le plus grand nombre des actions appartiennent à un petit nombre de négociants de la place" (36).

En décidant d'étendre les activités de la Compagnie à la Casamance, le gouvernement local espérait venir en aide aux Goréens atteints par une grave crise et d'autant plus inquiets de l'avenir économique de leur île qu'ils craignaient

---

(36) Gouverneur à ministre, 1er juin 1847, n°173. A N S O M Sénégal I 30b. Bouët dans ses notes remises à la direction des Colonies en septembre 1840 ne s'exprimait pas autrement, déplorant que "le but de l'organisation primitive n'ait pas été atteint" puisque"une grande partie des actions a passé aux mains des plus riches actionnaires" et que "maintenant le monopole est exploité par quelques négociants de la colonie".

alors d'être exclus du commerce de la Gambie si les rumeurs d'un échange entre Albréda et Portendick se précisaient. Ils considéraient donc l'ouverture de la Casamance comme une compensation qui leur étaient dûe. Les statuts de la nouvelle Compagnie de Galam et de Casamance réservèrent donc un cinquième des actions aux Goréens et un poste de sous-directeur à l'un des leurs. Mais cette collaboration souhaitée par l'administration s'avéra bien vite difficile, voire même impossible. Cet échec peut s'expliquer par la médiocrité des moyens, l'esprit individualiste et le complexe d'infériorité des Goréens et par la volonté des dirigeants saint-louisiens de dominer sans partage la Compagnie. Ainsi, la participation en capital de Gorée resta toujours inférieure à ce qui avait été prévu : en 1847, par exemple, elle représentait à peine un dixième du nombre des actions (37). D'autre part, l'approvisionnement du nouveau comptoir se fit essentiellement à partir de Saint-Louis, de telle sorte que le sous-directeur, Cabeuil, qui se plaignait d'être tenu à l'écart des affaires démissionna comme nous l'avons vu dès août 1838. Il fut impossible de lui trouver un successeur à Gorée. Une fois proclamée en 1842 la liberté commerciale, les Goréens préférèrent conduire individuellement de médiocres opérations plutôt que d'unir leurs efforts : c'est ainsi qu'un projet de société qui aurait eu son siège dans l'île ne put être mené à bien. Ils apportaient ainsi la preuve, comme le craignait le gouvernement local qu'ils n'avaient ni la volonté ni les moyens d'exploiter les ressources que la Casamance pouvait offrir.

Enfin, contrairement aux espoirs du gouvernement local, la présence de la Compagnie de Galam n'a pas rendu plus

---

(37) Liste des actionnaires dressée lors de la reconstitution de la Compagnie dans le rapport du chef du service administratif du 29 juin 1847. A N S O M Sénégal XIII 9b.

simples et plus faciles les relations avec les populations avoisinant les comptoirs. Le moment n'étant pas encore venu d'exposer dans sa complexité la situation politique au milieu du XIXe siècle - elle fera l'objet d'un prochain chapitre - on se bornera à formuler quelques remarques. N'oublions pas, tout d'abord, que la Compagnie n'est pas seule en cause puisque son privilège est limité dans le temps au Sénégal et tout au moins pendant quelques années dans l'espace en Casamance. Ainsi, au temps fort des échanges, c'est-à-dire pendant la crue du fleuve, les traitants venus nombreux à Bakel se dispersent dans les environs et loin de la surveillance du commandant de poste interviennent en fonction de leurs intérêts dans la politique locale et peuvent provoquer des incidents et finalement entraîner les autorités dans des complications qu'elles n'avaient pas souhaitées. Il en est de même tout au long des rives de la Casamance. Le problème de la sécurité de la navigation n' avait pas non plus reçu de solution satisfaisante. Faute là aussi d'un monopole absolu en faveur de la Compagnie, il ne pouvait être question d'éliminer les petites embarcations et de faire effectuer les transports uniquement par quelques navires de fort tonnage faciles à protéger par les bâtiments de la Station navale.

D'autre part, vivre en bonne intelligence avec les populations africaines exigeait une collaboration franche et loyale entre les agents de la Compagnie et les commandants de postes pour élaborer une politique unique. Mais ne fallait-il pas beaucoup d'optimisme pour penser qu'il en serait ainsi en toutes occasions ? Les faits se chargèrent d'apporter un démenti sévère. En effet, indépendamment des heurts de personnalités, les points de vue étaient le plus souvent divergents. La Compagnie, soucieuse de bénéfices immédiats, acceptait parfois le concours de chefs complaisants mais dont

l'autorité insuffisamment assise risquait d'être remise en cause à bref délai. Devant les difficultés, elle préférait temporiser tandis que les commandants de postes excédés par la répétition d'incidents et de troubles préjudiciables à l'influence française étaient le plus souvent prompts à engager une démonstration de force qui, dans leur esprit, devait, au prix de quelques sacrifices momentanés, assurer une longue période de paix favorable à l'épanouissement du commerce. Ainsi, en 1836, par exemple, le compte-rendu du gouverneur au ministre illustre bien l'état des relations entre la Compagnie et l'administration :

> "La politique du haut Sénégal a été jusqu'à ce moment abandonnée au commandant de Bakel et au gérant de la Compagnie de Galam qui ont sacrifié l'intérêt du commerce à leur rivalité ou à des haines particulières contre les divers chefs qui avoisinent cet établissement" (38).

On pouvait imaginer porter remède à cette dualité en confiant les deux fonctions à la même personne, mais ce n'était possible que pour des postes d'importance secondaire. L'expérience fut tentée à Sénoudébou où fut nommé Potin Patterson, membre de la mission d'exploration Huard-Raffenel. Le ministre ne nourrissait guère d'illusion sur l'efficacité de cette solution, avantageuse surtout sur le plan financier car il pressait le gouverneur "d'examiner si la réunion des deux qualités dans la même personne n'est susceptible d'entraîner aucun inconvénient" (39). Quoiqu'il en soit, Potin Patterson n'a pas apporté la preuve qu'une Compagnie offrait le meilleur moyen possible pour attirer vers les nouveaux comptoirs

---

(38) Gouverneur à ministre, 11 août 1836, n°160, A N S O M Sénégal I 19a.

(39) Ministre à gouverneur, 10 décembre 1845, A N S O M Correspondance générale 206.

les marchands et les caravanes car le directeur A. Beynis dans son rapport de 1846 note avec regret que son agent "n'a peut-être pas compris sa mission comme il aurait dû le faire; il n'a pas eu l'adresse qu'il eut fallu pour attirer les marchands à son poste et pour se bien faire voir de l'almami du Boundou et de ses principaux chefs" (40).

Ce bilan sévère portait un coup décisif aux arguments invoqués avec tant de constance par l'administration. La preuve était faite, après une expérience de près d'un quart de siècle qu'une compagnie privilégiée était impuissante à stimuler le commerce du haut fleuve et à établir de fructueuses relations dans de nouvelles régions. Les responsabilités de l'échec demeurent largement partagées. La Compagnie avec ses médiocres moyens souvent mal utilisés, son absence de vues d'avenir et sa gestion routinière, obsédée par la recherche du profit à tout prix était la cible des attaques conjuguées de quelques négociants et de nombreux petits traitants. Le capital, malgré sa progression, resta modeste, eu égard à l'extension du champ commercial, mais phénomène révélateur, il n'a jamais été entièrement réalisé. En effet, à l'ouverture de chaque campagne, le conseil d'administration détermine les opérations à effectuer et fixe en conséquence la participation de chaque sociétaire. On procède par appels successifs et l'actionnaire verse des sommes plus ou moins importantes en espèces qu'il complète par une fourniture de guinées mais le total atteint rarement le montant intégral de l'action. Le directeur des Colonies estime que pour la société constituée en 1843 sur la base d'un capital de 600.000 F. les appels de fonds n'ont jamais dépassé 450.000 F.

---

(40) Rapport à l'Assemblée générale des actionnaires, 29 septembre 1846 déjà cité.

(41). D'autre part, les rapports annuels du directeur montrent bien que les sommes prévues dans les statuts pour les opérations de Casamance et de Mérinaghen n'ont été que très partiellement engagées. A Sédhiou, pour les campagnes 1844-1845 et 1845-1846, il n'a été respectivement expédié que pour 88.000 et 86.000 F. de marchandises alors que le maximum avait été fixé à 150.000 F. La différence est beaucoup plus sensible à Mérinaghen où la Compagnie n'a mis qu'une dizaine de milliers de francs d'objets d'échange à la disposition de son agent au lieu des 75.000 F. envisagés au moment de la création du comptoir. Il est plus étonnant enfin, de constater que certaines années, le commerce de Galam ne mobilise pas la totalité du capital qui lui est attribué par les statuts, soit 350.000 F. Ainsi, pour la campagne ouverte le 1er août 1844, la valeur des marchandises destinées à Bakel s'élevait à un peu moins de 280.000 F.(42).

Raffenel, toujours bien informé, dénonce cette situation en évoquant les renseignements qu'il a recueillis au-

---

(41) Rapport du directeur des Colonies, Galos, au ministre, 23 avril 1847, déjà cité. Lors de la formation de la nouvelle société en juin 1847, le nominal souscrit par les 567 actionnaires s'élevait à 557.400 F. et non à 600.000 F. Nous ignorons quelle a été la valeur réelle des appels de fonds pour la campagne 1847-1848.
A N S O M Sénégal XIII 9b.

(42) La valeur totale des marchandises d'échange s'est élevée à environ 370.000 F. pour la campagne 1844-1845. On constate un net accroissement l'année suivante puisqu' elle atteignait 491.000 F. environ, soit 370.000 F. pour Bakel, 88.000 F. pour la Casamance, 28.000 F. pour Sénoudébou et 5.000 F. pour Mérinaghen. Notons qu'il y a d'une campagne à l'autre report des marchandises inutilisées;

près des deux gérants de la Compagnie de Galam établis à Bakel et à Sénoudébou.

> "Je lis dans cette note que les capitaux consacrés aux opérations de ces comptoirs étaient si insuffisants en 1846 que le gérant de Sénoudébou se vit forcé à renvoyer les dioulas; j'y lis encore qu'à Bakel, cette situation se reproduisait invariablement chaque année à la fin de la saison sèche ... On peut dire que c'est pousser la prudence un peu loin et il est difficile de ne pas faire de pénibles réflexions sur l'avenir d'un commerce qui suit de pareils errements" (43).

Préoccupée, avant tout de réaliser les plus gros bénéfices possibles, la Compagnie montrait une fâcheuse tendance à limiter son stock d'échange. Elle risquait, en conséquence, de décourager les acheteurs africains d'autant que les articles qu'elle leur proposait étaient souvent de qualité inférieure. Ainsi, le lieutenant de Maricourt, chargé d'une mission dans le haut fleuve, signalait-il au ministre en août 1847 que l'agent de la Compagnie à Sénoudébou, au lieu de donner à l'almami du Boundou "de l'ambre de première qualité, ne lui envoyait que de seconde et au lieu de pièces de mousseline que des quart ou des demi-pièces" (44). En agissant ainsi, la Compagnie mécontentait gravement un

---

(42) suite
leur valeur s'établissait au 31 juillet 1846 à 90.000 F. environ. Rapports annuels du 29 septembre 1845 et du 29 décembre 1846 déjà cités.

(43) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit. t.II, p.210.

(44) Lieutenant de vaisseau de Maricourt à ministre, août 1847, A N S O M Sénégal IV 19 i.

chef de qui dépendait pour une large part l'avenir de ses affaires et faisait le jeu de ses concurrents anglais. Elle ne se montrait pas plus habile en Casamance.

D'autre part, dans les comptoirs qu'elle avait dû fonder, la Compagnie se contentait des premières informations recueillies par les missions d'explorations envoyées par les gouverneurs,négligeant d'entreprendre une enquête approfondie sur les besoins et les goûts de sa nouvelle clientèle et sur les produits les plus capables de lui assurer un trafic intéressant. Un autre fait illustre également le manque de dynamisme des administrateurs de la Compagnie. Bien qu'ils aient de bonne heure reconnu la nécessité d'établir des relations plus rapides entre Saint-Louis et Bakel, ils faisaient la sourde oreille à la suggestion présentée dès 1840 par Bouët d'avoir un petit bateau à vapeur dans le haut fleuve(45). Se récriant contre cette charge nouvelle qu'ils jugeaient insupportable, ils demandèrent au gouvernement d'assurer le remorquage des navires de la Compagnie. Finalement, après de nombreuses discussions, on aboutit à un compromis: il fut stipulé dans les statuts de la société qui aurait dû débuter ses activités au 1er août 1848 que l'Etat offrirait son concours moyennant une indemnité de 25.000 F. (46).

---

(45) Notes remises par Bouët à la direction des Colonies, septembre 1840, déjà citées.

(46) La question évoquée la première fois devant l'assemblée des actionnaires de 1845, fut largement débattue devant le Conseil d'administration du Sénégal en novembre 1846. Contrairement aux avis de Beynis, directeur de la Compagnie, de Maurel et de Sleigth, Durand-Valantin estime que l'achat et l'entretien d'un navire à vapeur ne sont pas au-dessus des moyens de la Compagnie. Pour sa part, il "affirme que si le commerce de Galam était ren-

Ainsi, dans ce domaine comme dans bien d'autres et pour reprendre la formule très modérée du ministre, "La compagnie reste dans une réserve qu'on pourrait taxer de timidité"(47).

Pour comprendre le comportement de la Compagnie, il paraît nécessaire de préciser la nature des relations qu'elle entretenait avec le gouvernement. L'organisation du commerce de Galam procédant, on le sait, d'une volonté de conciliation entre les principes opposés de liberté et de monopole, ne pouvait manquer d'engendrer ambiguité et difficultés. En effet le privilège "intermittent" concédé à la Compagnie pendant sept mois de l'année, n'était selon Raffenel qu'un "compromis fâcheux qui équivalait à prendre de la main gauche ce qu'on donnait de la main droite". Le gouvernement considère que le privilège comporte des avantages substantiels impliquant en contre-partie des sacrifices et que la Compagnie doit être un instrument docile de sa politique. Pour les autorités, les objectifs économiques doivent évidemment être subordonnés aux impératifs politiques. On le voit bien à propos de la Casamance. Ainsi, quand à partir de 1836, on discute de l'implantation de la Compagnie dans cette rivière, l'administration de Saint-Louis paraît soucieuse d'agir avec rapidité, dans la crainte que les Anglais devancent les Français. Quelques années plus tard, toujours

---

(46) suite
du libre.. il ne balancerait pas à prendre l'engagement d'avoir un bâtiment à vapeur de la force de quarante chevaux pour les affaires de sa maison". En avril 1847, le directeur des Colonies suggérait au ministre "par une combinaison mixte de ménager à la compagnie de nouveaux concours dont elle a besoin" c'est-à-dire le remorquage par un bâtiment de l'Etat moyennant une indemnité de 25.000 F. A N S O M Sénégal XIII 9b et c.

(47) Ministre à gouverneur, 4 février 1846, n°40, déjà citée.

persuadée que la Compagnie demeure malgré ses insuffisances le meilleur moyen de défendre le commerce français face à la concurrence étrangère, elle résistera le plus longtemps possible au désir des actionnaires d'abandonner Sédhiou, une régression des échanges signifiant un affaiblissement de l'influence politique. Elle ne cèdera en 1847 qu'à la condition expresse que la Compagnie accomplisse un effort supplémentaire dans le haut fleuve.

D'autre part, il était tentant pour un gouverneur souvent gêné dans ses initiatives par un manque de crédits de chercher à imposer à la Compagnie de nouvelles charges telles que le recrutement de soldats ou l'entretien d'élèves boursiers en France (48). La mentalité qui prévalait au temps des compagnies privilégiées de l'Ancien Régime n'était donc pas complètement disparue ! (49) Pourtant, au même moment, le ministère ne se faisait plus guère d'illusion sur la capacité de la Compagnie à remplir ses engagements et il multipliait les critiques sévères à l'égard de sa gestion; cependant, il cédait sans y croire aux arguments toujours

---

(48) Cette dernière charge a été inscrite dans les statuts élaborés en 1846. Délibérations du Conseil d'administration des 18 et 20 novembre 1846. A N S O M Sénégal XIII 9a.

(49) A une échelle beaucoup plus modeste, les relations entre l'administration et la Compagnie de Galam rappelaient celles qui existaient à la fin du XVIIIe siècle entre le gouvernement de Versailles et la Compagnie du Sénégal. En effet, celle-ci devait au terme de son acte de naissance, l'arrêt en conseil du 10 novembre 1786, oontribuer à certaines dépenses de la colonie comme l'entretien de la garnison en contrepartie de l'attribution du privilège de la traite des nègres et de la prorogation pour trois ans du privilège de la gomme.

ressassés par l'administration locale en accordant en 1847 un renouvellement du privilège (50).

La Compagnie se défendait des accusations portées contre elles en faisant remarquer que les avantages qui lui avaient été concédés n'étaient pas aussi considérables que le gouvernement voulait bien le dire et qu'en définitive elle ne disposait pas des moyens nécessaires pour étendre son commerce dans des régions nouvelles. C'est pourquoi, elle ne cessait de réclamer une révision des statuts lui réservant une plus grande part dans les échanges et lui assurant un avenir meilleur. Ainsi, dénonçait-elle avec vigueur "la concurrence effrénée" dont elle était victime à Galam, mais, consciente de ne pouvoir obtenir un monopole exclusif, elle cherchait à éliminer ses rivaux les plus dangereux, les traitants des basses escales, en se faisant réserver le commerce de la gomme. Elle échoua; sa proposition de doubler la durée de son privilège en la portant à huit ans ne connut pas un meilleur sort (51).

---

(50) Le ministère a, par exemple, critiqué la Compagnie qui désireuse de prouver que le comptoir de Sédhiou était un fardeau insupportable, "une blessure portée à son capital",selon la formule de son directeur, n'a pas hésité à porter au bilan du comptoir une somme visiblement exagérée au titre de la dépréciation du matériel, ministre à gouverneur, 4 février 1846 . La correspondance échangée fin 1846 début 1847 entre Saint-Louis et Paris illustre bien les positions respectives de l'administration locale et du ministère.

(51) C'est en 1845 et en 1846 en particulier, que la Compagnie a demandé avec insistance que pendant les cinq mois du commerce libre les traitants ne soient pas autorisés à traiter la gomme. La commission réunie pour formuler un projet de statuts dans son rapport de novembre 1846

Ainsi, le régime de compromis entre liberté et monopole mis en place en 1824 pour le commerce de Galam comportait d'étroites limites que Raffenel a bien analysées :

> "La compagnie de Galam reçut ainsi une organisation mixte qui ne satisfit ni les détenteurs du privilège limité, dont les opérations, gênées par une concurrence de cinq mois, ne pouvaient pas réellement atteindre de grandes proportions, ni les pratiquants du commerce libre, qui trouvaient, à leur arrivée, des difficultés inouïes pour établir leur clientèle d'une manière favorable, et qui s'en voyaient brusquement séparés au moment où elle achevait de se former. Il en résulta néanmoins de part et d'autre un gain réel, mais renfermé dans des bornes étroites, et obtenu par la Compagnie, en maintenant prudemment ses prix à un taux élevé, et par les traitants madrés en mettant en oeuvre toute l'habileté de leur tactique.
>
> On peut affirmer qu'au point de vue de l'intérêt général cette mesure a été funeste, et n'a rien prouvé, ni les avantages de la libre concurrence ni les vices de l'association privilégiée; et qu'au point de vue de l'intérêt privé, elle n'a servi qu'à entretenir et à développer le goût déjà trop prononcé du petit trafic et des petits profits" (52).

---

(51) suite
a rejeté cette proposition. Par contre, elle suggéra par cinq voix contre deux de porter à huit ans la durée de la Compagnie en formation, le ministère n'accepta que cinq ans.

(52) RAFFENEL, Nouveau Voyage, op.cit., t.II, p.75.

Le régime commercial du pays de Galam s'est donc maintenu pendant près d'un quart de siècle malgré la médiocrité de ses résultats et la vigueur croissante des critiques qu'il suscite. En effet, le ministère répugne, en définitive, à prendre hardiment le parti de la liberté craignant qu'il ne soit funeste aux populations sénégalaises. Il en est de même en ce qui concerne l'organisation de la traite des gommes aux basses escales alors qu'à Paris comme à Saint-Louis on est de plus en plus persuadé, ainsi que nous l'avons vu, que l'ordonnance de 1842 a manqué son but. La Révolution de 1848 va emporter les dernières hésitations.

2°- Vers le libéralisme ?

La Révolution de février a donné une vigueur nouvelle au courant d'opinion qui se dessinait à la fin de la Monarchie de Juillet en faveur d'une libéralisation du régime commercial. Toute atteinte à la liberté qu'il s'agisse du monopole des traitants ou du privilège intermittent de la Compagnie de Galam paraissait désormais intolérable à une large fraction des négociants européens. D'autre part, l'aggravation de la crise due aux événements de la métropole et l'émancipation des esclaves imposaient de rechercher une solution aussi promptement que possible.

Il est évident que le problème du commerce de Galam soulevait moins de passion et pouvait en conséquence être réglé plus rapidement et plus radicalement que celui de la gomme aux basses escales, beaucoup plus important et plus complexe.

a) La suppression de la compagnie de Galam

A peu près au moment où à Saint-Louis le Conseil d'administration fixait les statuts de la Compagnie de Galam

qui devait être reconstituée pour cinq ans à partir du premier août, la monarchie s'écroulait à Paris (53). Le nouveau gouvernement soucieux d'appliquer le "principe républicain" aux colonies décrétait l'abolition de l'esclavage le 27 avril et "conséquence immédiate de ce grand acte"

> s'attaquait sans perdre de temps "au monopole restrictif afin d'assurer la libre participation de tous les citoyens aux industries qui peuvent offrir un aliment profitable à leur intelligence et à leur activité ... Au Sénégal plus qu'ailleurs on a vu prévaloir sous le régime qui vient de finir des dérogations au principe de la libre concurrence en matière de commerce".

Il y avait donc lieu "pour Galam d'arriver à un système de traite libre .. ou du moins d'essayer jusqu'à ce que l'expérience ait donné raison ou tort à ce régime". A l'argument de principe, Schoelcher ajoutait dans ses instructions au gouverneur un argument de fait : la sécurité des transactions s'avérait suffisante pendant les cinq mois de traite libre.

> "Il n'est pas ressorti jusqu'à présent autant d'inconvénients qu'on aurait pu s'y attendre de la dissémination des opérations dans tout le pays de Galam pendant la période de traite libre. On fera du reste le nécessaire pour assurer la situation politique dans le haut fleuve et notamment pour fortifier davantage Bakel, point central des opérations".

Si la nouvelle compagnie n'était pas encore constituée au reçu de cette dépêche le gouverneur n'aurait à ajourner ni la proclamation du principe ni son application. Dans le cas contraire, il aurait à examiner s'il n'y avait pas possibilité de revenir sur ce qui a été fait. Enfin, si les actionnai-

---

(53) Délibération du Conseil d'administration du 17 février 1848, A N S O M Sénégal XIII 9c.

res se refusaient à dissoudre la Compagnie, il faudrait s'efforcer d'obtenir que son activité se limite à la seule campagne de 1848-1849 (54).

A Saint-Louis, dès que la proclamation de la République avait été connue au début d'avril, les partisans les plus résolus de la liberté commerciale se concertèrent autour de P.V. Régis et de quelques autres négociants. Ils adressèrent au gouverneur plusieurs pétitions en juin n'hésitant pas à dénoncer la Compagnie de Galam comme "un fléau pour le Sénégal", car elle avait le tort de freiner l'expansion commerciale et de limiter le nombre des emplois. Enfin, argument décisif pour les auteurs de la pétition, la Compagnie présentait l'inconvénient "d'être en opposition flagrante avec le système libre qui nous régit en France". Utilisant habilement la phraséologie en honneur depuis février, P.V. Régis et U. Borel ajoutaient :

> "De même que la liberté politique régénère une grande nation pendant longtemps affaissée sous le poids du despotisme, ainsi la liberté commerciale débarrassera les commerçants des entraves qui retardaient leurs progrès".

Ils concluaient ainsi :

> "Nous touchons à un moment suprême où la population attend du gouvernement la vie ou la mort; la vie, si on laisse le commerce se mouvoir par lui-même en lui ouvrant de larges voies, la mort, si le privilège prive les citoyens des ressources et des emplois que multiplie la liberté" (55).

---

(54) Ministre à gouverneur, 9 mai 1848, n°78, A N S O M Sénégal XIII 9c.

(55) Pétitions au citoyen gouverneur des 12 et 19 juin 1848, A N S Saint-Louis dossier non coté.

Au moment où les instructions ministérielles arrivaient à Saint-Louis, le gouverneur p.i. Duchâteau s'employait à reconstituer la Compagnie de Galam, conformément à la décision du Conseil d'administration. Mais le climat avait bien changé depuis février et aucun souscripteur ne se présenta. A la suite de ce refus, il ne restait plus qu'à proclamer la liberté du commerce du haut fleuve. Cependant, le gouverneur craignant "qu'un changement trop brusque dans les habitudes commerciales ne vint jeter quelque perturbation dans des affaires déjà si peu florissantes" procéda avec lenteur afin "de donner du temps à la réflexion", Aussi, demanda-t-il l'avis de la population tant aux escales qu'à Saint-Louis. Une large majorité s'étant prononcée pour la libre concurrence, le gouverneur put, sans crainte, ratifier ce choix (56). En conséquence un simple règlement de police concernant en particulier l'établissement d'un poids public à Bakel, les crédits aux Maures, le paiement des coutumes et les modalités du retour des embarcations à Saint-Louis à la fin de la crue fut promulgué (57).

Pour la première fois depuis environ vingt cinq ans, la campagne qui s'ouvrait en août 1848 dans le haut fleuve fut tout à fait libre. L'abolition du privilège a-t-elle provoqué une expansion des échanges comme l'annonçaient les partisans de la liberté ? A Saint-Louis comme à Paris, l'administration attendait avec une certaine impatience les résultats de la première campagne. Il était, cependant, malaisé d'en dresser le bilan faute d'éléments précis de comparaison.

---

(56) Gouverneur à ministre, 16 novembre 1848, n°444, A N S O M Sénégal I 34a.

(57) Sur cette question, délibération du Conseil d'administration du 28 juillet 1848 et arrêté daté du 29. A N S O M Sénégal XIII 9 c.

Dès avril, le gouverneur Baudin assurait que le volume des produits obtenus ne serait pas inférieur à celui des années précédentes et, en août, il constatait un progrès non négligeable de la quantité des gommes expédiées à Saint-Louis (58). Au reçu de ces informations, Paris se félicitait de voir résolue "d'une manière favorable une question fort controversée jusqu'ici" (59).

A peine établi, le régime de libre concurrence risquait d'être faussé par la constitution, en juillet 1849, de l'Association Sénégalaise que le gouverneur s'empressait d'autoriser provisoirement. Cette société anonyme destinée à exploiter le commerce de Galam et les comptoirs du haut Sénégal et de la Falémé regroupait neuf négociants importants de Saint-Louis (60). Cette initiative allait relancer une controverse que le ministère croyait définitivement tranchée.

---

(58) La comparaison est difficile car si le trafic de la Compagnie de Galam est à peu près connu, il n'en est pas de même pour celui réalisé par les traitants pendant la période où le privilège est suspendu. Dans sa lettre du 2 août 1849, Baudin fait état de 780 tonnes de gomme. A titre de comparaison, la Compagnie pour la campagne 1845-1846 en avait traité près de 360 tonnes. Le service des douanes de Saint-Louis qui établit ses statistiques par année civile et non par campagne note pour 1849 une très nette poussée du commerce des gommes : 1.072 tonnes contre 522,9 en 1848 et 657,8 en 1847. A N S O M Sénégal XIII 10c.

(59) Ministre à gouverneur, 12 juin 1849, n°179, A N S O M Correspondance générale 219.

(60) La société a été constituée par devant notaire le 17 juillet 1849 par B. Dumont, A. Beynis, Polyeucte Lacoste, Gasconi et Griffou, Granges et Fortané, Marc Merle et neveu, Maurel et Prom, Hyacinthe Bourilhon et Rabaud

Les traitants passèrent à l'attaque en dénonçant dans une pétition au président de la République le monopole de fait qui allait se substituer au privilège légal. A peu près au même moment, des négociants évincés agissaient à Bordeaux et faisaient remettre une note confidentielle au préfet de la Gironde (61). Pour se justifier, Baudin ne manque pas de reprendre à son compte les considérations énoncées par ses prédécesseurs sur les conditions spéciales du commerce de Galam et de souligner qu'il n'était pas question d'accorder à la société le moindre privilège. Le ministre blâma le gouverneur pour la précipitation avec laquelle il avait autorisé l'Association Sénégalaise (62). Au même moment il sollicita l'avis de son collègue du Commerce sur cette affaire. En mars 1850, le ministère de la Marine fut informé que les statuts présentant des dispositions contraires à la législation des sociétés anonymes, il était inutile, comme la règle l'exigeait, de transmettre le dossier au Conseil d'Etat et qu'en conséquence l'approbation donnée par le gouverneur était nulle et non avenue (63). Aussi, conformément aux ins-

---

(60) suite
et Cie. Le capital de 450.000 F. était divisé en neuf actions de 50.000 F. L'autorisation provisoire a été donnée par le gouverneur à la suite des délibérations du Conseil d'administration des 26 juin et 20 juillet 1849, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

(61) La pétition du 18 août et la note transmise par le préfet au ministre de la Marine le 19 septembre 1849 se trouvent dans A N S O M Sénégal XIII 10 a.

(62) Ministre à gouverneur, 30 novembre 1849, n°328, A N S O M Sénégal I 35 b.

(63) Ministre de l'Agriculture et du Commerce à ministre de la Marine, 8 mars 1850. Les dispositions des statuts qui avaient suscité des critiques concernaient l'apport en nature au fonds social (art.5) et le partage des produits obtenus par la société entre les intéressés

tructions reçues, Baudin fit rapporter par le Conseil d'administration en juillet 1850 l'autorisation accordée un an plus tôt (64).

Au delà de ces péripéties, l'affaire de l'Association Sénégalaise présente l'incontestable intérêt de nous révéler une certaine réaction à l'égard des idées de liberté commerciale exprimées avec tant d'enthousiasme au lendemain de février 1848. L'ancienne organisation du commerce de Galam suscite une nostalgie qui se perçoit à travers la correspondance officielle. En effet, pour le ministre de la Marine, la création de la nouvelle société aboutissait à l'instauration d'un monopole plus entaché d'égoïsme que celui de la compagnie privilégiée. Le ministre du Commerce renchérissait en rappelant "qu'à côté des intérêts européens, il y a l'intérêt indigène qu'une sage politique conseille de respecter, de protéger même par une exception aux règles générales". On en revenait, bien que sa faiblesse ait été démontrée à

---

(63) suite
(art.32). Le ministre soulignait qu'il n'avait pas été prévu d'expertise administrative alors qu'elle était juridiquement indispensable pour tout apport en nature. D'autre part, l'Association Sénégalaise se trouvait placée en dehors des conditions stipulées par le code des sociétés anonymes parce qu'elle semblait n'avoir pour objet que le partage en nature entre les sociétaires des produits acquis par elle alors que d'ordinaire le résultat des opérations se traduit par un bénéfice ou par une perte en argent. Ainsi, contrairement à ce qu'affirment E.Saulnier et G. Hardy, le Conseil d'Etat n'a pas été consulté, les irrégularités de statuts rendant cet examen sans objet, A N S O M Sénégal XIII 10 a.

(64) Ministre à gouverneur, 23 mai 1850, n°145 et délibération du Conseil d'administration du 22 juillet 1850.

plusieurs reprises avant 1848, à l'argument que la Compagnie de Galam offrait des avantages réels à l'ensemble de la population sénégalaise (65).

Cependant, en mars 1850, le directeur des Colonies semblait revenir sur ses positions affichées quelques mois plus tôt. En effet, annotant la lettre du ministre du Commerce, il faisait remarquer que ce qui était en question c'était le bien ou le mal que l'Association Sénégalaise pouvait faire au commerce du comptoir. Il ajoutait : "L'intérêt colonial est là et non dans la protection à donner à la classe indigène par des mesures exceptionnelles". Peu de temps après, il suggérait que la Compagnie poursuive son activité en se transformant soit en société en commandite, soit en société en nom collectif (66). De ces réflexions, il faut retenir la volonté du gouvernement face à un choix en matière d'organisation commerciale de ne plus accorder comme au temps de la monarchie, priorité au souci d'assurer un avenir décent à la population sénégalaise, autrement dit de soutenir les faibles contre les forts. Ainsi, non sans hésitation, le ministère restait fidèle à la politique inaugurée par la Révolution de février. Mais au même moment, à Saint-Louis, le gouverneur Baudin commençait à mener en faveur d'un retour à l'ancien système commercial une campagne si ardente qu'elle risquait d'ébranler les convictions des responsables parisiens (67). Ainsi, la victoire du principe de la libre

---

(65) Sur ce débat, consulter les dépêches du ministre au gouverneur des 30 novembre 1849 et 5 janvier 1850 ainsi que la lettre du ministre du Commerce déjà citées.

(66) Ministre à gouverneur, 23 mai 1850, n°146, A N S O M Sénégal I 35 b.

(67) Dans sa lettre au ministre du 8 mars 1850, n°112, le gouverneur n'hésite pas à écrire que la "création d'une nouvelle compagnie privilégiée serait un bienfait pour

concurrence, inattendue et totale en 1848 paraissait précaire deux ans plus tard.

De même qu'elle avait abattu le privilège à Galam, la Révolution de février a-t-elle réussi à porter des coups décisifs à l'organisation du commerce de la gomme aux basses escales mise en place par l'ordonnance de 1842 ?

b) Timide essai de libéralisation du commerce de la gomme

A la veille de la Révolution, nous avons constaté qu'à Paris comme à Saint-Louis les autorités étaient convaincues que le régime inauguré en 1842 n'avait répondu en rien aux espoirs que les membres de la Commission du commerce avaient mis en lui et qu'il était condamné. Les événements de février balayèrent toutes les hésitations et imposèrent une solution aussi rapide que possible. Dès juin 1848, le ministre persuadé que la libération des esclaves aura de profondes répercussions sur le régime de la traite donne mission au gouverneur d'étudier ce problème et il souhaite qu'une nouvelle réglementation entre en vigueur pour la traite prochaine. Le monopole de la corporation des traitants se trouve remis en cause (68).

---

(67) suite
le pays.. Vouloir au Sénégal ménager par trop le principe de la liberté du commerce serait créer des difficultés fort grandes et nuire au commerce beaucoup plus qu'on ne lui serait utile . Il intervient à nouveau le 31 juillet, affirmant que "si le commerce reste libre à Galam encore deux ans, il sera perdu pour tout le monde". A N S O M Sénégal I 35 a.

(68) Le ministre écrit que "la libération des esclaves aura pour conséquence d'abroger ou de modifier considérable-

Ce n'est qu'une fois connus les résultats de la traite de 1848 que le gouverneur réunit le Conseil d'administration afin de lui soumettre les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter à l'ordonnance de 1842. La révision, en définitive, contrairement à ce que pensait le ministre resta limitée. En effet, elle ne concerne que le fonds commun qui a été supprimé et les conditions d'inscription sur la liste générale des traitants qui ont été assouplies afin de permettre aux émancipés d'y figurer.

La discussion n'a été animée que par l'intervention de Seignac qui réclamait pour les Européens le droit de traiter aux escales. Les membres du Conseil se déclarèrent d'accord sur le fond mais rejetèrent comme inopportune une telle réforme. "La position du pays frappé d'une crise commerciale effrayante, constatent-ils ne permet pas encore d'adopter une mesure aussi libérale" (69). Attitude signi-

---

(68) suite
ment le régime de traite fixé par l'ordonnance de 1842, régime fondé sur l'existence d'une corporation de traitants qui jouit d'un véritable privilège". Il ajoute ensuite : "Cette corporation pourra-t-elle subsister en présence de nombreux éléments que l'émancipation va fournir à la classe des indigènes adonnés à la traite des escales?" Ministre à commissaire de la République, 2 juin 1848, n°112, A N S O M Sénégal I 34 b.

(69) Délibération du Conseil d'administration du 10 décembre 1848. Sous la présidence de Baudin y ont participé : le chef du service judiciaire, Larcher, le chef du service administratif, p.i. Petiton et le contrôleur colonial p.i. Stéphan pour les fonctionnaires, Valantin député-maire de Saint-Louis et Lovely Seignac pour les notables. Le procès-verbal de la séance déclare que toutes les modifications apportées à l'ordonnance de 1842 "ont été

ficative que l'on retrouvera au cours des années 1849-1850. En effet, si les autorités adhèrent tout comme les négociants européens aux idées de liberté commerciale, elles hésitent beaucoup à les traduire dans les faits. Cette prudence s'explique à la fois par les incertitudes de la situation politique en métropole et par la crainte d'exciter la colère des habitants et tout particulièrement des traitants travaillant à leur compte.

Le gouverneur en soumettant la délibération du Conseil à l'approbation du ministre sollicite une prompte réponse afin d'appliquer les nouvelles dispositions dès la prochaine traite (70). Bien que jugeant trop sommaires les indications qui lui ont été fournies, le ministre autorisa le gouverneur à prendre d'urgence un arrêté en attendant la décision du président de la République. La dépêche ministérielle étant parvenue près d'un mois après l'ouverture de la traite, ce n'est que le 13 avril et non sans hésitation que le gouverneur s'est décidé à mettre en vigueur les dispositions arrêtées quelques mois plus tôt (71). Finalement le décret du

---

(69) suite
approuvées à l'unanimité par le conseil et sans avoir amené aucune discussion de nature à être rapportée. Les deux premiers paragraphes de l'article trois (de l'ordonnance) qui excluent les Européens de la faculté de traiter aux escales ont seuls donné lieu de la part de M.Seignac à quelques observations". A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

(70) Gouverneur à ministre, 10 décembre 1848, n°487, A N S O M Sénégal I 35 a.

(71) Ministre à gouverneur, 3 février 1849, n°35. Le 5 avril, Baudin accuse réception de la dépêche ministérielle et déclare que la traite ayant commencé sous l'empire des dispositions prescrites par l'ordonnance du 15 novembre

président de la République du 5 mai 1849 consacrait le régime provisoire élaboré par l'administration du Sénégal; il sera promulgué à Saint-Louis le 3 juillet (72).

Ainsi, l'ordonnance de 1842 subsiste pour l'essentiel. La traite de la gomme continue, en effet, à ne pouvoir être effectuée que par l'intermédiaire de traitants, mais la distinction entre commissionnés et non commissionnés disparaît (article 2). Le gouverneur dresse toujours la liste générale des traitants mais il suffit désormais pour y être inscrit d'avoir vingt et un ans, d'être né au Sénégal et dépendances ou de figurer depuis cinq ans au moins sur les listes de recensement de la population indigène (article 3). Les articles 4 à 9 relatifs à la commission syndicale et au fonds commun sont abrogés. Le privilège du vendeur est maintenu (article 4) tandis que le colportage comme toute vente ou tout échange de marchandises de traite aux escales entre les traitants demeurent rigoureusement interdits (articles 4 et 6). Le gouverneur fixe, comme auparavant les dates d'ouverture et de clôture de la traite et il détient toujours le droit d'établir un "compromis" malgré les critiques soulevées par une telle disposition (articles 5 et 7). Enfin, la réglementation imposée aux traitants pour la conduite de

---

(71) suite
1842, il n'y avait pas lieu de s'occuper cette année des modifications proposées en décembre. Cependant, quelques jours plus tard il cède "aux demandes nombreuses de la population" et il décide en Conseil que ces mesures seraient temporairement mises en exécution. Gouverneur à ministre, 5 et 18 avril 1849, n°124 et 133, A N S O M Sénégal I 35 a.

(72) Décret présidentiel dans B A S 1849-1850, p.75.

leurs opérations commerciales est conservée dans son intégralité (articles 8 à 13).

Le décret présidentiel était considéré tant à Paris qu'à Saint-Louis comme une mesure temporaire. Déjà, fin avril, Baudin faisait de nouvelles propositions. Persuadé que l'indemnité versée aux propriétaires d'esclaves aura rendu un peu d'aisance à la population, il pense qu'il sera possible d'arriver "à la liberté du commerce aux basses escales en y admettant sans aucune exception tous ceux qui voudraient y traiter, Européens comme indigènes". Annotant cette lettre, le directeur des Colonies remarque qu'il serait bon de communiquer "les vues nouvelles du gouverneur" au département du Commerce et "d'aller au fond de cette question avant la traite de 1850" (73). Ayant eu très probablement connaissance de la pétition que les Européens se préparaient à adresser aux membres de l'Assemblée législative, Baudin renouvela sa proposition le 14 juillet (74). Le ministère tout en partageant son point de vue se contenta dans l'immédiat de rappeler au gouverneur qu'il n'était pas contraire à l'ordonnance de 1842 d'autoriser les Européens à monter aux escales surveiller leurs traitants. Il ajoutait que si les négociants séjournaient dans le fleuve pendant la durée de la traite, il était à prévoir que l'obligation de recourir à l'entremise des courtiers deviendrait purement formelle. Il suggérait donc de donner pour l'instant satisfaction aux Européens par ce moyen détourné (75).

---

(73) Gouverneur à ministre, 24 avril 1849 n°142, A N S O M Sénégal IX 25 a.

(74) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n°253. Cette lettre a été communiquée au ministre du Commerce. A N S O M Sénégal I 35 a.

(75) Ministre à gouverneur, 6 octobre 1849, n°284. Le gouverneur Bouët avait dû pour tenir compte des réclamations

La polémique entre négociants européens et traitants sénégalais, comme nous l'avons vu, battit son plein entre juillet et novembre mais le ministre fidèle à la position ambiguë qu'il venait de définir se refusa à "trancher précipitamment" cette question du régime du commerce des gommes qu'il considérait "comme la plus grave qui puisse être agitée relativement au Sénégal" (76). Il est frappant qu'au cours des années 1848-1850, pourtant cruciales pour le commerce du Sénégal, le gouverneur n'ait jamais fait parvenir à Paris d'étude détaillée qui aurait permis de dresser un bilan sérieux de l'application de l'ordonnance de 1842 et proposé en connaissance de cause des solutions pour l'avenir. A plusieurs reprises le ministre lui en avait fait le reproche mais sans exiger d'une manière impérative que cette lacune soit comblée (77). En mai 1850, le ministre déplore encore que l'administration saint-louisienne ne lui ait pas

---

(75) suite
des traitants limiter la durée des séjours des Européens aux escales mais il était évident que l'ordonnance de 1842 n'imposait en aucune façon cette restriction. A N S O M Sénégal I 35 b.

(76) Ministre à gouverneur, 16 et 31 janvier 1850, n°20 et 41. Dans ces dépêches, le ministre précise "qu'en attendant une solution, la question doit rester dans les termes... où elle a été placée par la dépêche du 6 octobre 1849". A N S O M Correspondance générale 221 et Sénégal I 35 b.

(77) Ainsi, par exemple, dans la note marginale à la lettre de Baudin du 10 décembre 1848, le directeur des Colonies écrit ceci : "C'est un travail bien laconique et bien peu informé. Il aurait dû être accompagné d'un rapport". Baudin, quant à lui, estimait que le ministère était suffisamment au courant des affaires du Sénégal et que

soumis un dossier bien documenté sur le commerce de la gomme à la lumière duquel il aurait pu trancher. En réalité, depuis quelques semaines il s'était résigné à prendre lui-même l'affaire en main et il s'acheminait vers l'idée de recourir à une procédure analogue à celle qui avait été utilisée en 1842 (78).

°°°

Les sévères critiques adressées à la fin de la monarchie de Juillet contre la Compagnie de Galam et l'organisation du commerce des gommes prirent une ampleur considérable au lendemain des journées de février. Elles exprimaient, nous le savons, le désir des Européens de voir s'instaurer un régime de liberté complète qui leur permettrait d'éliminer des concurrents plus faibles et de devenir les véritables maîtres du commerce du fleuve. Ils se présentaient en champions du progrès comme étant seuls capables de faire disparaître des pratiques commerciales qu'ils jugeaient archaïques et ruineuses et d'assurer une expansion rapide des échanges. Menacés dans leur avenir, les traitants sénégalais se tournaient vers le gouvernement pour lui demander aide et protection. Mais les temps étaient bien changés et le rapport des forces s'était modifié à leur détriment.

Cette évolution était prévisible. Le ministre n'avait-il pas réaffirmé en 1845 que l'ordonnance n'était qu'une me-

---

(77) suite
de toutes façons, le député Durand-Valantin pouvait en discuter avec la direction des Colonies.

(78) Ministre à gouverneur, 18 mai 1850, n°138, A N S O M Sénégal I 35 b. L'idée de la réunion d'une commission pour régler des problèmes relatifs à l'Afrique noire

sure provisoire et qu'il restait attaché "au principe de la libre concurrence et de la liberté des échanges"? Il avouait ne le sacrifier que "pour une période plus ou moins longue ... à des nécessités de circonstance et à une agglomération d'intérêts locaux représentés par la majorité des traitants et des commerçants". Il considérait, enfin, que

> "hors de la liberté des échanges il n'y avait pour le commerce du Sénégal que des combinaisons artificielles, qu'une intervention arbitraire de l'administration inconciliable avec les nécessités du commerce et dont l'expérience ne cesserait pas de démontrer les vices et la fragilité" (79).

Après la Révolution de février, le gouvernement était convaincu que les traitants s'étaient montrés indignes de sa sollicitude et que les méfaits des "combinaisons artificielles" mises sur pied tant pour le commerce des gommes que pour celui de Galam n'étaient plus à prouver, mais il a hésité à profiter des conditions politiques nouvelles pour jeter bas d'un seul coup toutes les entraves à la liberté. Sans doute, la Compagnie de Galam fut-elle rapidement supprimée mais le gouvernement laissa paraître quelque inquiétude à la nouvelle que quelques capitalistes entreprenants s'unissaient pour dominer le commerce du haut fleuve. Il apaisa à bon compte les craintes des traitants en prononçant la dissolution de l'Association Sénégalaise pour irrégularité de ses statuts et en promettant de rouvrir la discussion sur le meilleur régime à donner au commerce de Galam.

---

(78) (suite
apparaît dans une lettre du ministre de la Marine à son collègue du Commerce en date du 21 avril. A N S O M Correspondance Générale 222.

(79) Ministre à gouverneur, 18 mars 1845, n°15, A N S O M Sénégal I 27 b.

Le problème du commerce des gommes était beaucoup plus complexe ; il était donc hors de question d'agir avec la même précipitation que pour le commerce de Galam. Néanmoins, le sens du décret du 5 mai 1849 était clair même si en apparence la corporation des traitants était maintenue. En rendant plus facile l'inscription sur la liste des traitants on diminuait la valeur du privilège et en autorisant pleinement la présence des Européens aux escales on leur attribuait un rôle nouveau dans les transactions même s'ils étaient toujours obligés d'avoir recours au service d'un traitant. Les nouvelles dispositions minaient donc la réglementation laborieusement édifiée en 1842. Comme pour Galam, le gouvernement prévoyait un nouvel examen de la question, mais, à plus ou moins longue échéance, le triomphe de la liberté ne semblait faire aucun doute. Le gouvernement cherchait à gagner du temps. En effet, en métropole, la situation politique demeurait incertaine et au Sénégal, la persistance de la crise rendait indispensable de garder encore quelque ménagement à l'égard des traitants.

UNIVERSITÉ PARIS SORBONNE (PARIS IV)

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME III

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

Roger PASQUIER

DIRECTEUR DE THESE :

Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

1987

Roger PASQUIER

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXE SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME III

THÈSE PRÉSENTÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ
DE PARIS-SORBONNE (PARIS IV)

DIRECTEUR DE THESE :
Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

CHAPITRE XII

PROBLEMES DOUANIERS

En 1850, le Sénégal ne connaît pas un régime douanier unique, Saint-Louis n'étant pas soumis à la même réglementation que Gorée. Cette différenciation résulte d'une progressive prise de conscience de l'originalité du commerce de chacun des deux ports. En effet, le système de l'exclusif que le gouvernement de la Restauration désireux de "renouer avec la chaîne des temps" avait imposé à l'ensemble du Sénégal s'était vite révélé inadapté aux réalités nouvelles. Il fallut se résigner à faire fléchir les principes en prenant plusieurs mesures dérogatoires, notamment en faveur de Gorée. Etaient-elles suffisantes au milieu du XIXe siècle? Le régime douanier répondait-il aux véritables besoins d'un commerce qui, avec l'apparition de l'arachide était en train de se transformer profondément depuis quelques années ?

Notre regard ne doit pas rester fixé sur les rives du Sénégal ou sur l'îlot rocheux de Gorée, mais se tourner aussi vers la métropole afin d'examiner quelle a été son attitude à l'égard des produits africains nouvellement introduits dans le circuit des échanges (1).

---

(1) Sur le régime douanier au Sénégal, il existe un livre médiocre entaché d'erreurs, celui de DUCHE de BRICOURT :

1°- Un exclusif mitigé

Au moment de la reprise de possession du Sénégal, le gouvernement de Louis XVIII était persuadé que le retour aux méthodes de l'Ancien Régime était encore possible. Aussi se décida-t-il à remettre en vigueur la réglementation qui, avant la Révolution régissait les rapports économiques entre la France et ses colonies. Le système de l'exclusif, on le sait, repose sur le principe que "les colonies ont toutes été établies pour l'utilité de leur métropole" (2) et qu'en conséquence, elles sont les humbles servantes de son économie. Elles ne peuvent donc commercer qu'avec la métropole qui, en contre-partie doit absorber la totalité de leurs exportations et pourvoir à la totalité de leurs besoins. D'autre part, le transport des marchandises entre la France et ses colonies doit être réservé exclusivement aux navires français. La Révolution a d'ailleurs confirmé ce monopole du pavillon par l'acte de navigation du 21 septembre 1793. Un autre principe de l'exclusif consistait à interdire aux étrangers de s'installer aux colonies pour y commercer. Nous avons en son temps examiné comment il a été appliqué au Sénégal (3).

---

(1) suite
"L'évolution de la question douanière au Sénégal et dans ses anciennes dépendances, thèse droit, Paris 1902. Par contre, on consultera avec profit l'étude de SCHNAPPER : Le commerce étranger dans les possessions françaises d'Afrique tropicale (1817-1870) et celle de ZUCCARELLI : L'entrepôt fictif de Gorée entre 1822 et 1852 toutes deux parues dans les Annales Africaines de 1959.

(2) Formule de Choiseul dans ses instructions au gouverneur de la Martinique, 1765.

(3) Voir chapitre IX.

Les instructions données aux gouverneurs sous la Restauration sont rédigées en termes particulièrement énergiques. En effet, en 1816 elles considèrent que "la fin que l'on s'est proposé en établissant des colonies étant essentiellement de favoriser et d'étendre le commerce de la métropole", tout ce qui serait tenté pour "augmenter le petit nombre des dérogations au régime de l'exclusif que dans l'intérêt de ses possessions et dans le sien propre, la métropole a consenti en faveur de l'étranger" "serait un contre-sens ruineux" (4). Le 15 mai de la même année, le ministre signifiait au gouverneur Schmaltz

> "qu'à compter du jour de la reprise de possession de l'île Saint-Louis du Sénégal, les bâtiments français seront seuls admis à faire le commerce dans toutes les parties de la colonie et de ses dépendances .. Il ne pourra être dérogé à ce système prohibitif qu'à raison de circonstances extraordinaires"(5).

Trois ans après, le ministre ayant rappelé "que le Sénégal et ses dépendances doivent être maintenus sous le régime de l'exclusif absolu qui y a été établi par arrêté du gouvernement du 25 frimaire an XII", le gouverneur se décide à prendre les mesures d'application nécessaires. L'arrêté du 28 mai 1819 interdit d'une part à tout bâtiment de commerce étranger de vendre sa cargaison au Sénégal, quelle que soit la nature de ses marchandises, et d'autre part, à tout navire français d'introduire des marchandises étrangères ainsi que des denrées coloniales provenant de colonies appartenant à d'autres puissances que la France. Cependant, ne sont pas

---

(4) HARDY (G.) : Histoire de la Colonisation française, Paris, Larose 1923, p.149.

(5) Ministre à gouverneur, 18 mai 1816, dépêche citée par SCHEFER, t.I, p.230.

considérées comme "denrées étrangères celles qui proviennent du sud de la côte d'Afrique, telles que morfils, cires, pelleteries, coton, riz et bois dit camwood" (6). En 1827 encore lorsque Jubelin part rejoindre son poste, il reçoit les instructions suivantes : "le sieur gouverneur veillera à la stricte exécution des dispositions qui réservent aux nationaux le commerce du Sénégal et il tiendra la main à ce que nulle atteinte ne soit portée au régime de l'exclusif absolu" (7). En 1842, le gouverneur Pageot des Noutières évoquait encore "le régime prohibitif en vigueur dans la colonie dans son grand arrêté sur les douanes" (8).

Cette position des autorités ne peut nous surprendre car les compagnies privilégiées destinées à exploiter le commerce du fleuve et la corporation des traitants que nous avons étudiées procèdent de la même conception de l'économie que le régime de l'exclusif.

Mais, comme le fait remarquer Schnapper, le désir du gouvernement est une chose et les besoins du commerce en sont une autre. En effet, le retour à l'exclusif se trouvait condamné à plus ou moins longue échéance par les transformations générales de l'économie et par la situation propre au Sénégal. Dans la première moitié du XIXe siècle, les aspirations au libéralisme économique se font plus fortes et les échanges internationaux en s'intensifiant deviennent plus complexes. Avec l'abolition de la traite des noirs, l'économie du Sénégal s'affranchit d'un système économique qui, au

---

(6) Ministre à gouverneur, 29 décembre 1818, n°136, A N S A O F, 1 B 5 et arrêté du 28 mai 1819, B A S 1819-1842, p.1.

(7) SCHEFER, op.cit. t.I, p.434.

(8) Arrêté du 24 décembre 1842, B A S 1819-1842,pp.677-695.

XVIIIe siècle, l'intégrait étroitement à celle des Antilles et de la métropole. La gomme devenait la ressource la plus importante, sinon unique, pour Saint-Louis tandis que Gorée était à la recherche de nouveaux trafics. Les négociants des ports français, désireux de renouer avec la côte occidentale d'Afrique se trouvaient confrontés avec le même problème.

Ainsi, pour relancer les échanges, certains ressentent d'une manière confuse d'abord, puis de plus en plus nette par la suite que le cadre rigide de l'exclusif est plus une gêne qu'un appui efficace. D'autre part, la France voit se dresser devant elle, un concurrent dangereux, la Grande-Bretagne, qui a profité des guerres de la Révolution et de l'Empire pour dominer le commerce de la côte occidentale d'Afrique et qui, grâce aux progrès de son industrie pouvait offrir aux populations africaines les marchandises qu'elles désiraient au meilleur prix.

> "Si les Français voulaient exploiter la côte ; ils devraient tirer les marchandises de traite des mêmes sources que les Anglais, donc de l'étranger. Pas de survie économique sans expansion commerciale, mais pas d'expansion commerciale sans assouplissement de l'exclusif" (9).

Très vite se posa la question du maintien de la prohibition des marchandises étrangères. Mais les partisans de l'avènement d'un régime plus libéral rencontraient de sérieuses résistances. Elles provenaient de Français qui, conscients de leur infériorité commerciale, craignaient que la concur-

---

(9) SCHNAPPER, article cité, p.251.

rence ne leur soit funeste et qui, prévenus contre l'Angleterre par de longues années d'affrontement, étaient enclins à voir dans la moindre des initiatives de ses agents à la côte la volonté de les évincer. Enfin dans les ports, une fraction non négligeable des négociants refusaient toute nouveauté dans la crainte des bouleversements qu'elle pourrait apporter dans les échanges et au Sénégal, ceux qui étaient profondément engagés dans le commerce de la gomme défendaient jalousement leur position de quasi-monopole.

Dans ces conditions, l'exclusif allait se maintenir pendant la première moitié du XIXe siècle, tempéré par les mesures dérogatoires nécessaires pour que l'économie des comptoirs sénégalais puisse vivre. C'est le commerce de Gorée qui réclamait le plus impérieusement des facilités. En effet, un problème d'approvisionnement s'y posait car, pour lutter contre les Anglais sur la côte, il lui fallait se procurer les marchandises d'échange : tabac, poudre, fers et tissus au même prix qu'eux. A Saint-Louis, la situation était différente car le commerce de la guinée et de la gomme pouvait sans difficulté majeure reposer sur un circuit purement français. C'était le problème des débouchés de la gomme qui préoccupait les négociants de la place. Ils réclamaient la libre exportation de ce produit vers l'étranger, plus avantageuse selon eux que l'expédition vers la France.

Problème d'approvisionnement à Gorée, problème des débouchés à Saint-Louis, les intérêts des deux places étaient donc opposés. Les autorités en prirent rapidement conscience et dès 1822, le régime commercial de Gorée commença à se différencier de celui de Saint-Louis.

a) Le régime commercial de Saint-Louis

En vertu des instructions ministérielles, le gouverneur Schmaltz nous l'avons vu, a remis en application au Sé-

négal recouvré le régime de l'exclusif par l'arrêté du 28 mai 1819 qui dans ses grandes lignes subsistera jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Si la réglementation demeura stable, mises à part quelques rares atténuations, c'est que dans l'ensemble elle n'entravait pas les besoins propres du commerce de Saint-Louis. La guinée bleue de l'Inde constitue le principal élément d'échange avec les Maures, "le billet de banque du désert" selon une formule courante. Pour être à même de bien remplir cette fonction, il apparaissait nécessaire qu'elle respecte certaines normes de poids et de métrage. Ainsi, en septembre 1843, une ordonnance réserva au trafic de la gomme les guinées pesant au moins 2 Kgs,300 et mesurant 16,5 m sur 1 m. Elles seraient estampillées de manière à les distinguer des autres guinées destinées à d'autres échanges (10).

Les guinées provenaient pour une large part des établissements français où avait été créée une industrie moderne concurrençant avantageusement les productions anglaises voisines. Qu'elles soient françaises ou d'origine étrangère, elles doivent obligatoirement passer par les entrepôts métropolitains avant d'être expédiées au Sénégal. Une lettre ministérielle du 31 janvier 1819 interdisait, en effet, aux navires français venant de l'Inde ou de Bourbon d'entrer dans les ports du Sénégal, augmentant ainsi les frais de transport. Afin de réserver au pavillon français la navigation entre l'Inde et la métropole, la loi du 17 mai 1826 a prévu un droit dissuasif de cinq francs par pièce pour toutes les guinées apportées sur navires étrangers (11).

---

(10) La question des guinées a été évoquée au chapitre II, p.189.

(11) Les guinées transportées sur navires français n'acquittent à la sortie des entrepôts qu'un simple droit de balance.

Les manufactures métropolitaines, celles de Rouen en particulier, contribuent également à l'approvisionnement du Sénégal. Sur le plan de la qualité et sur celui des prix, elles paraissent capables de soutenir la concurrence anglaise non seulement pour les guinées mais aussi pour les autres catégories de tissus. Plusieurs témoignages en apportent la preuve. Ainsi en 1830, le gouverneur précise au ministre que la guinée valant 19 francs en Gambie, rendue par terre à Saint-Louis revient à 21 francs alors que la guinée française est coté 20 F,50 (12). En 1841, après une enquête minutieuse, les Chambres de commerce de Rouen et de Marseille constatent que les prix français sont aussi satisfaisants que les prix anglais (13). En 1844, un des principaux négociants du Sénégal, Gasconi, signale au Conseil d'administration que

---

(12) Gouverneur à ministre, 15 avril 1830, n°118. Le gouverneur ne craint pas la contrebande car dit-il :"J'ai cru trouver quelques garanties de sécurité dans le bénéfice si minime que permettrait de faire aujourd'hui sur les toiles de l'Inde le prix peu élevé, la qualité supérieure de celles sortant des manufactures de France, bénéfice trop faible pour tenter les plus hardis contrebandiers" A N S O M Sénégal I 14 c.

(13) Dans son rapport au ministre du Commerce, la Chambre de commerce de Marseille écrit que "les tissus fins et mi-fins de Rouen ne coûtent pas plus cher que les analogues confectionnés en Angleterre", 8 février 1841, A N S O M Sénégal III 5. De son côté, celle de Rouen déclare "qu' il semblait ressortir de la comparaison .. que nous serions dès à présent en état de lutter avec les manufactures anglaises sous le double rapport des prix et de la qualité", 28 janvier 1841. Même son de cloche à Mulhouse : la lutte est possible si l'industrie française dispose de débouchés suffisants à la côte occidentale d'Afrique, 12 mars 1841, A N S O M Sénégal XIII 13 a.

"depuis trois ou quatre ans nos ventes de toiles augmentent sur tous les points de la côte que le cabotage sénégalais fréquente depuis Sainte-Marie à Sierra Leone mais encore nous avons vendu des quantités considérables de guinées aux négociants anglais dans ces deux derniers établissements"(14).

L'industrie française a probablement recueilli les fruits de sa récente modernisation. C'est particulièrement vrai pour la guinée dont les prix baissent notablement dans cette première moitié du siècle. Ainsi, alors qu'une pièce valait entre 35 et 40 francs en 1820, elle ne cotait plus à Saint-Louis que 13 ou 14 francs à la veille de la Révolution de 1848.

Ce n'est donc pas l'approvisionnement en guinées et en tissus qui inquiétait les négociants de Saint-Louis, mais plutôt la vente à des conditions avantageuses de la gomme. En effet, le prix de celle-ci avait tendance à baisser sur le marché français, à la fin des années vingt. La concurrence de la dextrine n'était sans doute pas étrangère à ce phénomène. A Saint-Louis, les commerçants locaux, mécontents de cette situation souhaitaient s'affranchir de la tutelle du commerce métropolitain seul à profiter des bénéfices de la réexportation. Les débouchés à l'étranger étaient importants si l'on en croit la Chambre de Commerce de Bordeaux. Sur une

---

(14) Conseil d'administration, séance du 16 août 1844, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8. Gasconi affirmait qu'il avait été vendu aux Anglais en 1842 et 1843, 200 balles de guinées au prix de 15,50 F., 16,50 F. et même 17,50 F. Au même moment la guinée de l'Inde valait 14 à 15 Frs la pièce à Saint-Louis. Si l'on croit Gasconi les Français n'avaient rien à redouter des Anglais, A N S O M D P P C Tribunal Saint-Louis, 30 juillet 1843, n°163.

production annuelle de 2.700 tonnes, 1.500 tonnes étaient expédiées en Angleterre et 700 tonnes en Suisse et en Russie alors que la consommation française s'élevait à 500 tonnes (15). Les commerçants de Saint-Louis réclamaient la possibilité d'exporter librement vers l'étranger où l'on offrait des prix plus avantageux.

Après quelque hésitation, le gouvernement par une ordonnance du 12 juillet 1831 accorda, à partir du 1er octobre, l'exportation directe des gommes du Sénégal entreposées à Gorée pour l'étranger et par navire étranger. Il fut précisé ultérieurement, l'ordonnance étant muette sur ce point, que les bâtiments français pourront concourir à cette exportation directe sans être obligés de passer par l'entrepôt de Gorée (16). Cette mesure fut accueillie au Sénégal "avec une vive satisfaction, comme étant de nature à donner une nouvelle impulsion aux relations commerciales de la colonie"(17)

---

(15) Lettre de la Chambre de Commerce de Bordeaux au ministre, 29 mars 1832, A N S A O F 1B 19.

(16) Ministre à gouverneur, 19 juillet 1831, n°159 et 6 décembre 1831 n°252. Dans cette dernière dépêche, le ministre donnait ses instructions quant aux modalités de l'exportation. Il rappelait que les gommes devaient être prises à l'entrepôt de Gorée et qu'il n'était pas question d'autoriser le transbordement des gommes des navires français sur des navires étrangers sur d'autres points de la côte afin d'éviter les tentatives de contrebande. "Pour les navires français qui auraient pris un chargement de gommes à Saint-Louis, il ne saurait y avoir aucun motif de les astreindre à se rendre ultérieurement à Gorée avant d'être expédiés pour l'étranger". A N S A O F 1 B 19.

(17) Ministre à gouverneur, 6 décembre 1831.

Par contre, le commerce métropolitain va bientôt manifester son hostilité à l'égard de l'ordonnance. Il prétendait, par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce de Bordeaux, que l'intérêt général avait été négligé au profit de "quelques intérêts spéciaux". En effet, préoccupés uniquement de la prospérité de nos établissements d'Afrique, les partisans des dispositions nouvelles avaient oublié que "la destination des colonies c'est de féconder le commerce de la métropole". Or, après six mois d'application, l'ordonnance a causé un "dommage évident" au commerce métropolitain. Tout d'abord, une partie non négligeable de la production de gomme ne s'écoula pas par son intermédiaire vers les pays étrangers d'Europe mais par les commerçants goréens vers les comptoirs de Gambie et de Sierra Leone. Ensuite, cette vente s'est révélée moins avantageuse qu'on ne l'avait espérée. Enfin, le transport vers les comptoirs anglais s'effectuant au moyen de bateaux indigènes, la marine française risquait de perdre un fret important (18).

A l'expérience, le volume des exportations directes vers l'étranger n'a en rien justifié les inquiétudes du commerce bordelais. Si imparfaites qu'elles soient, les statistiques anglaises et françaises soulignent l'ampleur limitée du phénomène. L'exportation vers les comptoirs anglais de

---

(18) Lettre de la Chambre de Commerce de Bordeaux déjà citée. Elle insiste sur le fait que la gomme expédiée dans les comptoirs anglais n'a été réglée que pour une faible part en argent. Les Goréens obtenaient en échange "cire, cuirs et quelques autres produits indigènes .. (qui) revendus sur place ou expédiés en France "n'ont pas permis de retrouver "le prix donné pour l'échange". En avril 1834, la Chambre de commerce du Havre et en février 1835 celle de Nantes critiquent avec vigueur l'ordonnance de 1831 et en demandent l'abrogation.

la Gambie et de Sierra Leone et vers l'Angleterre à partir de Saint-Louis et de Gorée a connu d'importantes fluctuations d'une année à l'autre, mais n'a jamais dépassé 500 tonnes. Par ailleurs on constate un net recul dans la seconde moitié des années quarante et même en 1850 un arrêt complet des expéditions vers l'étranger; Gorée pour sa part ne participait plus à ce trafic depuis 1847 et peut-être même depuis 1845. On ne peut évaluer d'une manière précise la part de la Gambie dans ce commerce global car il est à peu près impossible de faire le départ, d'après les statistiques anglaises, entre les provenances de Portendick - assez irrégulières - et celles du Sénégal. Les expéditions vers Bathurst ont été, sans conteste, plus importantes dans les années trente que dans la décennie suivante. Ainsi, la Gambie recevait 380 tonnes environ en 1838, ce qui paraît un maximum et une centaine de tonnes dans les années 1845-1846 alors que se manifeste une reprise du trafic à la suite de bonnes récoltes au Sénégal, mais en 1847 et 1850 aucune transaction sur les gommes n'a eu lieu à Bathurst (19).

Cette réduction sensible du volume des exportations directes vers l'étranger est à mettre en parallèle avec l'évolution des structures du commerce au Sénégal. Nous avons constaté dans un précédent chapitre que la main-mise du commerce métropolitain n'a cessé de s'affirmer au cours des années quarante tandis que les négociants locaux perdaient leur indépendance. Or ce sont ces derniers qui avaient intérêt à trouver des débouchés sur les marchés étrangers. Par contre,

---

(19) Outre les statistiques coloniales publiées par le ministère de la Marine et des Colonies on a consulté les Gambia Blue Books PRO/CO 90 et les Ledgers of imports into Colonies Customs 6.

il était plus simple et en définitive plus rentable pour les négociants métropolitains de diriger la quasi-totalité de leurs expéditions vers la France et d'effectuer la redistribution de la gomme en Europe à partir des marchés nationaux et tout spécialement de Bordeaux. Dans ces conditions les réclamations formulées avec quelque aigreur en 1832 se sont vite apaisées et l'abrogation de l'ordonnance, un moment envisagée par le ministre fut définitivement écartée (20).

Une autre crainte exprimée par le commerce métropolitain s'est révélée également vaine. L'ordonnance de 1831 était rendue responsable de la fraude pratiquée par des commerçants français achetant en Gambie des marchandises prohibées pour les porter sur la côte entre Dakar et Rufisque et de là les introduire à Saint-Louis par le Kayor. En fait, cette contrebande existait depuis de longues années et le gouverneur reconnaissait que la nouvelle législation n'y était pour rien, pas plus que les Anglais malgré les accusations portées contre eux (21).

---

(20) L'analyse des mouvements de la navigation entre le Sénégal et la Grande-Bretagne montre d'une part que les navires français disposent d'un quasi-monopole et que d'autre part le nombre des bâtiments se rendant en Angleterre est toujours et très largement inférieur à celui des provenances de Liverpool. On est bien loin des sombres prédictions de la Chambre de commerce de Bordeaux affirmant que sur 2.700 tonnes de gommes environ à transporter chaque année, 2.200 tonnes échapperaient à la marine française à la suite des dispositions de l'ordonnance.

(21) Sur cette question, voir la dépêche du ministre au gouverneur n°55 du 20 avril 1832 et la réponse du gouverneur du 26 juillet 1832 A N S A O F 1 B 19.

Bien que le commerce de la gomme put se faire avec les seules marchandises françaises, Saint-Louis avait intérêt à se procurer les poudres "à tirer", les fers et les aciers auprès de l'étranger qui les offraient à meilleur compte. Mais ce sont surtout les besoins du commerce de Gorée qui ont déterminé le gouvernement à autoriser l'admission de ces marchandises dans les comptoirs français en application d'une ordonnance du 26 juillet 1833. Evidemment, cette facilité ne devait pas porter atteinte au monopole du pavillon et seuls les navires français pouvaient les introduire à Saint-Louis. D'autre part, il y avait plus de dix ans déjà que Saint-Louis bénéficiait d'une autre dérogation à la prohibition des marchandises étrangères. En effet, le gouvernement avait autorisé en 1820, à titre provisoire, l'introduction de bois de construction et de tabac en feuilles d'origine étrangère par l'intermédiaire de Gorée. Cette tolérance ne fut jamais abrogée (22).

Au milieu du siècle, le régime commercial de Saint-Louis se définit de la manière suivante : libre exportation de la gomme vers l'étranger, libre importation des fers, aciers et poudres "à tirer", libre importation mais par Gorée seulement du bois et du tabac. Tout le commerce avec l'étranger ou avec Gorée devait se faire exclusivement par navire français, le monopole du pavillon étant maintenu. Mises à part ces modifications, comme le précise l'article 6 de la décision royale du 7 janvier 1822,

> "il n'est dérogé en aucun point au régime exclusif qui est maintenant en vigueur à l'île Saint-Louis, où on continuera à ne recevoir que des denrées et marchandises provenant du sol et des fabriques de

---

(22) Décision royale du 7 janvier 1822, article 5, B A S 1819-1842, p. 26.

France ou des denrées coloniales françaises tirées des entrepôts fictifs du royaume" (23).

Si le régime prohibitif s'était maintenu dans ses grandes lignes à Saint-Louis, il n'en était pas de même à Gorée où très tôt le gouvernement avait dû consentir à des mesures libérales.

b) Le régime commercial de Gorée

A Gorée, la reprise économique s'avéra particulièrement difficile. Les liens tissés avec la Gambie sous le régime anglais furent brutalement rompus et la fondation de Sainte-Marie de Bathurst laissa présager une âpre concurrence. L'abolition de la traite ayant été décidée par les Anglais en 1807 et confirmée par le gouvernement de la Restauration en 1815, le commerce goréen n'avait plus pour aliments que la cire, les peaux, l'ivoire, le bois et accessoirement les produits vivriers comme le mil.

Pour effectuer cette troque le long de la côte, les Goréens devaient pouvoir se procurer à des prix compétitifs les marchandises nécessaires. La principale est le "tabac qui est sur toute la côte ce que la guinée bleue est au Sénégal, l'objet d'échange le plus recherché, la base première de toute spéculation" (24). Mais les fers, les aciers et la poudre sont aussi indispensables. Les négociants français se montraient incapables de lutter contre la concurrence des Anglais et des Américains, proposant, par exemple, le tabac

---

(23) On aura intérêt à consulter le Résumé des règlements et tarifs de douane en vigueur dans les colonies françaises, juin 1838, A N S O M Généralités 9/106.

(24) Gouverneur à ministre, 21 mai 1820, n°102. Lettre citée par Zuccarelli.

à un prix deux fois plus élevé. Les Goréens ne pouvaient donc se tailler une place dans le commerce de la côte qu'à la condition d'acheter aux étrangers. Il en était de même pour certaines marchandises nécessaires à la vie de la cité, comme le bois employé à la construction des maisons et des navires. Les bois du nord de l'Europe expédiés de France revenaient au Sénégal à des prix exorbitants, tandis que les Américains faisaient des propositions alléchantes.

Le régime de l'exclusif fit rapidement la preuve qu'il était inapplicable à Gorée si on le maintenait dans son intransigeante rigueur. En effet, le ravitaillement de l'île au lendemain de la reprise provoqua des difficultés considérables. La marine marchande française à peu près inexistante au lendemain des guerres de l'Empire, étant incapable de l'assurer, la nécessité fit fléchir les principes. Ainsi, le gouverneur Schmaltz à la suite de demandes pressantes de l'administration et de la population autorisa en 1817 et 1818 le commerce avec des navires anglais et américains.

Le gouverneur courait le risque d'être désavoué car ces mesures étaient contraires aux principes édictés en France. De plus, elles ne constituaient que des palliatifs. Par ailleurs, la contrebande battait son plein. En effet, des navires de Boston et de la Nouvelle-Orléans relâchaient chaque année à Gorée sous prétexte de faire de l'eau ou de réparer des avaries. Les Américains proposaient alors du rhum, des bois et du tabac. Le marché conclu, ils vont débarquer les marchandises dans des dépôts établis à Rufisque et à Joal. Les Anglais de Bathurst fournissent, quant à eux, du sel, de la poudre, des fers et des tissus que les Goréens vont chercher sur la Petite Côte ou introduisent clandesti-

nement dans leur île (25).

Schmaltz dénonce cette situation dans une lettre au ministre du 21 mars 1820, souhaitant pour l'expansion du commerce de Gorée l'établissement d'un entrepôt réel. Les marchandises admises en exception au régime de l'exclusif seraient déposées, avant leur réexportation, dans des magasins que le service des douanes ferait construire à cet effet. Les bâtiments étrangers seraient évidemment autorisés à introduire à Gorée les marchandises étrangères.

La parole était maintenant au ministre. Il fallut attendre plus d'un an une décision de compromis entre les

---

(25) Le gouverneur après avoir rappelé que le Sénégal et Gorée manquaient entièrement de tabac et de bois justifiait ainsi ses initiatives : "A l'approche de la mauvaise saison, les besoins de l'administration et des habitants pour réparation des bâtiments du roi et des maisons particulières, rendaient nécessaires l'acquisition des bois et l'impossibilité de faire la traite en Gambie sans tabac ... m'a fait regarder comme indispensable de procurer aux habitants de Gorée qui n'ont presqu'aucune autre ressource, les moyens de ne pas la manquer cette année". Gouverneur à ministre, 11 juillet 1817. Un an plus tard "considérant que la colonie se trouve actuellement fort dépourvue de divers articles de première nécessité, que suivant les rapports qui me sont parvenus, il n'y a pas de probabilité que les expéditions de la métropole puissent fournir à ces besoins d'ici quelque temps", il accorde une nouvelle autorisation de commercer avec un navire anglais (décision du 2 septembre 1818).

exigences d'un négoce métropolitain redoutant toute atteinte à son monopole et les impérieux besoins des Goréens. Le 9 janvier 1822, le ministre de la Marine, de Clermont-Tonnerre, faisait savoir au baron Roger nouvellement nommé gouverneur du Sénégal que "Sa Majesté, touchée de ce que souffrent les habitants de cette île, veut bien permettre que le système de l'exclusif éprouve quelques modifications en leur faveur"(26).

En effet, une décision royale du 7 janvier établit un entrepôt fictif à Gorée. Les commerçants auront le droit d'admettre, à partir du 1er avril 1822, dans leurs magasins "les productions naturelles étrangères à l'Europe ... apportées par des navires de tous les pavillons" (art.1). "Les marchandises de toute origine" qui, outre le tabac et le bois, comprennent également le café, le sucre, le vin et les eaux-de-vie, doivent être réexportées dans un délai d'un an ou acquitter à titre de droit de consommation et en sus du droit d'entrepôt le double de ce qui est fixé par le tarif d'entrepôt pour les marchandises venues sur navires étrangers" (art.3). Ainsi, le sucre et le café paient un droit d'entrepôt de 35 centimes pour cent kilogrammes s'ils sont apportés par navire français et 70 centimes, par navire étranger. Mais, si à la fin de l'année, le négociant met ces marchandises en consommation, elles devront acquitter une nouvelle taxe de 1 F,40 qu'elles aient été transportées sous pavillon français ou étranger.

D'autre part, il est prévu que les produits tels que gommes, cire brune, peaux, bois de caïlcédrat, morfil obtenus en contre-partie sur la côte et amenés à Gorée ne pourront être réexportés que pour les ports de France sous la garantie

---

(26) SCHEFER. Instructions .. op.cit. t.1, p.239.

d'un acquit à caution (art.4). Enfin, dérogation mineure et provisoire, les bois et les tabacs en feuilles étrangers, entreposés à Gorée pourront être introduits, moyennant un droit de 2% de la valeur, à Saint-Louis où le régime exclusif est intégralement maintenu (art.5 et 6) (27).

Contrairement à ce qu'avait souhaité Schmaltz, la décision royale n'organisait qu'un entrepôt fictif, c'est-à-dire constitué dans les magasins du commerce alors que l'entrepôt réel aurait exigé l'édification d'un bâtiment spécial isolé de toute autre construction et soumis à la surveillance constante de la douane. L'exiguité de l'île, des frais relativement élevés pour des transactions modestes firent rejeter cette solution. De ce fait, la tâche du service des douanes fut rendue plus délicate et il dut prévoir une stricte réglementation pour éviter les fraudes (28).

La décision de 1822 était importante puisqu'elle apportait une double dérogation au système de l'exclusif en permettant l'introduction à Gorée des marchandises et des navires étrangers. Elle offrait aux commerçants l'occasion de sortir l'île d'un marasme persistant d'autant que les Anglais de Gambie restaient sous l'empire d'une législation restrictive. Les Goréens bénéficiaient donc de l'avantage de proposer rhum et tabac à de meilleures conditions que leurs concurrents. Ils pouvaient même espérer dominer le commerce de la Gambie grâce au comptoir d'Albréda.

---

(27) B A S, 1819-1842, pp.26-27.

(28) Sur l'organisation de l'entrepôt fictif voir ZUCCARELLI. Les difficultés provenaient également du fait qu'il était possible de changer la destination première des marchandises et de les réserver finalement à la consommation. Les autorités de Saint-Louis auraient désiré n'admettre que des marchandises pour la réexportation.

Les marchands britanniques ne se tinrent pas pour battus et désireux de redonner à leur commerce toute sa compétitivité, ils firent pression sur leur gouvernement pour obtenir des concessions similaires. Dès 1824, les navires américains furent autorisés à acheter des peaux brutes à Bathurst et d'autres dérogations allaient suivre. La situation était quelque peu différente en Sierra Leone où il fallut attendre 1831 pour que les navires américains puissent trafiquer à Freetown. C'est d'ailleurs dans les années trente que le régime douanier des colonies britanniques de l'Ouest africain allait s'assouplir, mais jusqu'à l'abolition des Actes de Navigation en 1849, le commerce direct entre les colonies et la mère patrie restera réservé aux navires britanniques et un traitement de faveur sera maintenu dans les colonies pour les marchandises nationales et en Grande-Bretagne pour les produits en provenance des comptoirs anglais (29).

Le régime instauré en 1822, fruit d'un compromis entre les intérêts métropolitains et ceux de Gorée allait recevoir au cours des années suivantes de notables modifications.

La première intervint à la demande du commerce des ports. Craignant que les produits américains ne fassent concurrence aux eaux-de-vie françaises, il fit exclure "les rhums et autres liqueurs spiritueuses" de l'entrepôt de Gorée à compter du 1er juillet 1826 à moins qu'ils ne proviennent

---

(29) BROOKS Jr. : Yankee traders, op.cit. p.77. L'auteur donne en particulier p.156 et suivantes des renseignements précis sur les progrès importants réalisés par le commerce goréen en Gambie dans les deux années qui ont suivi la décision royale de 1822.

des entrepôts de France ou qu'ils ne soient apportés directement des colonies françaises sur bâtiments français (30).

En 1827, c'est une modification favorable au commerce de Gorée qui a été introduite par l'arrêté local du 16 juillet. Il autorisait l'exportation des peaux brutes et des bois d'ébénisterie par bâtiments étrangers (31). Le Comité du commerce de Saint-Louis en avril de l'année précédente avait suggéré cette mesure en la justifiant par la faiblesse des débouchés en France pour ces produits, le prix beaucoup plus avantageux qu'en offraient les Américains et la récente décision du gouvernement anglais d'accorder les mêmes facilités aux négociants de la Gambie.

Un pas non négligeable, le premier depuis 1822, venait d'être franchi dans la voie de la libéralisation. Cependant, cette politique était loin de faire l'unanimité. On ne

---

(30) Le ministre dans sa dépêche du 7 septembre 1825, n°172, transmettant la décision royale du 17 août 1825 écrit ceci : "Attendu que cette admission nuit au débouché des eaux-de-vie françaises sans être d'aucune utilité pour le commerce local puisque d'après ce que vous avez observé, celles-ci sont préférées par les indigènes et peuvent sous le rapport du prix soutenir la concurrence avec les provenances étrangères". La décision royale a été promulguée au Sénégal le 2 novembre 1825. B A S, 1819-1842, p.102.

(31) B A S ibid, p.174. "Les peaux brutes et les bois d'ébénisterie exportés par bâtiments étrangers payeront à leur sortie de Gorée les mêmes droits que si l'exportation en était faite par bâtiments français (art.3)". La mesure est présentée comme provisoire. "Lorsque l'autorité jugera qu'il y a lieu de suspendre la faculté accordée... le commerce de la colonie en sera prévenu quatre mois à l'avance" (art.2).

s'étonnera pas de constater une fois encore, la profonde divergence d'intérêts entre les deux comptoirs du Sénégal. Les négociants de Saint-Louis se plaignaient de la faculté laissée aux Américains d'exporter les peaux brutes et désiraient réserver l'importation du bois et des tabacs étrangers aux bâtiments français. C'était vouloir fermer l'entrepôt de Gorée aux bâtiments des Etats-Unis. Les Goréens se défendaient en reprenant leur argument traditionnel que sans marchandises étrangères, leur commerce était impossible le long de la côte. Ils ajoutaient que la faculté de vendre des peaux brutes aux Américains avait rendu plus intenses les activités des caboteurs et fourni un moyen d'échange qui diminuait d'autant les sorties de numéraire.

Devant cette polémique, le gouverneur Jubelin, cherche une solution dans un système d'admission temporaire. Sans doute, déclare-t-il

> "la préférence qui est toujours due aux intérêts du commerce national dispose à accueillir favorablement la réclamation des négociants de Saint-Louis. C'est cette même raison qui a fait hésiter longtemps à accorder aux habitants de Gorée ce qu'ils avaient sollicité".

Mais il est indispensable de tenir compte de "la situation malheureuse de cette petite île". Aussi propose-t-il, au cas où le privilège de l'entrepôt serait retiré, d'exiger des maisons de commerce du Sénégal un approvisionnement régulier en bois et en tabacs et d'admettre l'introduction des tabacs par les étrangers seulement quand cet article aurait atteint un prix déterminé (32).

---

(32) Mémoire de remise de service du gouverneur Jubelin à son successeur le capitaine de vaisseau Brou, 12 mai 1829, A N S O M Sénégal I 14 b.

Cette proposition n'eut aucune suite et le régime inauguré en 1822, malgré les attaques dirigées contre lui, fut maintenu et même élargi. Ainsi, l'ordonnance du 12 juillet 1831 donne au commerce de Gorée un nouvel aliment en prévoyant que les gommes du Sénégal entreposées dans l'île pourront être exportées directement pour l'étranger par navires de toute nationalité. La plus grande partie de cette gomme étant dirigée vers les comptoirs anglais de Gambie et de Sierra Leone, les Goréens eurent ainsi la possibilité de ramener en échange davantage de cire, de bois et de produits tropicaux divers.

D'autre part, les Goréens tout comme les Saint-Louisiens ne cessaient de se plaindre du prix élevé et de la mauvaise qualité des poudres fournies par les manufactures françaises (33). Ils souhaitaient donc les acquérir à l'étranger de même que les fers et les aciers non ouvrés. Ces marchandises étaient particulièrement utiles pour le commerce goréen. Le gouvernement accéda à leur désir et par une ordonnance du 26 août 1833, il permit aux navires français d'importer directement de l'étranger dans les établissements de la côte occidentale d'Afrique des fers et aciers non ouvrés et des poudres à tirer de toutes espèces en exemption de

---

(33) Le gouverneur Brou écrivait à son successeur Saint-Germain le 31 mai 1831 : "La poudre de traite est tellement inférieure à la poudre anglaise que sa vente est non seulement impossible dans le haut fleuve mais qu' encore elle contraint des caravanes qui viendraient dans nos comptoirs à se diriger sur la Gambie.. Les trois-quarts des caravanes qui se rendent en Gambie n'y sont attirées que par la qualité de la poudre qu'elles obtiennent à moindre prix que celui que le gouvernement fait payer au commerce français". A N S O M Sénégal I 15b.

droits (34). Désormais, le régime douanier ne subira plus de modification jusqu'au milieu du siècle.

En 1850, l'entrepôt fictif de Gorée fonctionne donc sur les bases suivantes :

1. Les bâtiments français peuvent y introduire, indépendamment des marchandises françaises, les fabrications étrangères suivantes :

   a - des entrepôts de France ou de l'étranger directement : les fers et aciers non ouvrés et les poudres à tirer.

   b - des entrepôts de France, toute une gamme d'objets tels que couteaux de traite, flacons de verre, quincaillerie, cuivre rouge, miroirs d'Allemagne, fusils et sabres de traite, pipes de Hollande.

   c - ne sont pas considérées comme denrées étrangères celles qui proviennent du sud de la côte d'Afrique telles que la cire brune, le morfil, les peaux, le coton et le bois d'ébénisterie.

2. Les bâtiments étrangers peuvent apporter à Gorée des produits naturels étrangers à l'Europe et à l'exclusion des rhums et autres spiritueux dont l'achat doit être effectué en métropole ou dans les colonies françaises.

3. Les marchandises importées à Gorée peuvent être mises en entrepôt à charge de réexportation dans un délai d'un an ou de paiement d'un droit de consommation.

---

(34) Ordonnance du 26 août 1833, Moniteur Universel, 28 août 1833. L'ordonnance a été promulguée au Sénégal le 9 novembre 1833, B A S 1819-1842, p.406.

La cire brute et le morfil ne peuvent être réexportées que pour les ports de France sous la garantie d'un acquit à caution. Les gommes peuvent être réexportées vers toutes destinations sous tous pavillons; il en est de même pour les peaux brutes et le bois d'ébénisterie mais cette faculté n'est que provisoire. Enfin, le tabac en feuilles et le bois de construction de provenance étrangère et entreposée à Gorée peuvent être introduits à Saint-Louis par navires français moyennant un droit de 2% de leur valeur (35).

Le gouvernement avait donc au cours des ans tenté de répondre aux demandes essentielles des Goréens en leur permettant d'une part de se procurer les principales marchandises de traite et d'autre part d'exporter vers l'étranger des produits qui ne trouvaient pas de débouché suffisant en France.

Avant d'examiner si, vers 1850, le régime douanier de Saint-Louis et celui de Gorée apportaient pleine satisfaction aux négociants, il nous faut préciser les droits que supportaient marchandises et produits.

c) Tarifs douaniers

Alors que sous l'Ancien Régime, à l'époque des compagnies privilégiées aucun droit n'était perçu à l'entrée et à la sortie du Sénégal, le gouvernement de la Restauration décida de remettre en vigueur la législation consulaire qui com-

---

(35) ZUCCARELLI, article cité et Résumé des règlements et tarifs de douane également cité. L'organisation de l'entrepôt fictif se trouve codifiée par l'arrêté pris par le gouverneur Pageot des Noutières le 24 décembre 1842, B A S 1819-1842, p.677.

portait des droits ad valorem (36). Il en fixa le taux à 2,5% pour les marchandises importées et à 5% pour les produits exportés. Le gouverneur Schmaltz considérait cette charge trop lourde pour une économie fragile et il proposait en conséquence de supprimer à l'exemple des Anglais le droit de sortie et de porter à 5% le droit à l'importation (37). Le gouvernement ne voulant pas renoncer au principe de la double taxation se contenta d'en abaisser les taux.

C'est en 1837, à l'occasion d'une refonte du système fiscal au Sénégal, que furent fixés les taux qui étaient encore en vigueur en 1850. Le droit à l'importation sur les marchandises françaises apportées par bâtiments français tant à Saint-Louis qu'à Gorée s'établit à 2% de même que le droit d'exportation sur les produits de la colonie (38). Les fers et les aciers non ouvrés ainsi que les poudres à tirer étaient astreints à un droit de balance de 2% à Saint-Louis

---

(36) Arrêté consulaire du 7 germinal an X.

(37) HARDY, op.cit., pp.16 et 27.

(38) Ministre à gouverneur, 14 février 1837, n°19, séances du Conseil privé des 11 et 12 mai 1837. Le droit à l'importation fut porté de 1 à 2% et celui à l'exportation demeura fixé à 2%. On peut donc constater qu'une baisse sensible avait été réalisée depuis 1817. Vingt ans après la reprise du Sénégal, l'égalité de traitement entre les importations et les exportations était réalisée. A titre de comparaison le droit à l'entrée était plus élevé à la Martinique et à la Guadeloupe (3%) où le système des droits à l'exportation est totalement différent. A N S O M Sénégal VII 26 bis 5.

et de 1% à Gorée (39). D'autre part, il était perçu un droit de 2% sur les bois et les tabacs étrangers importés de Gorée à Saint-Louis indépendamment des droits déjà acquittés à Gorée, Saint-Louis étant protégé de la concurrence par son régime douanier, le gouvernement toujours à la recherche de ressources nouvelles pour la caisse coloniale pouvait imposer sans difficulté cette charge supplémentaire. On sait aussi que les marchandises débarquées à l'entrepôt de Gorée sont passibles, en fonction soit du volume, soit de la quantité, de droits qui sont doublés quand elles ont été apportées par des navires étrangers. Si elles sont consommées dans l'île, les droits sont alors quadruplés.

Enfin, à ces charges, il faut ajouter divers droits de navigation : un droit d'ancrage est exigé s'élevant à 0,50 Frs par tonneau pour les bâtiments français allant de France à Saint-Louis et à Gorée et à un franc pour les navires français et étrangers venant de l'étranger à Gorée (40). A partir du 1er janvier 1838, un droit de tonnage fut perçu annuellement sur les embarcations inscrites dans les ports du Sénégal (41).

Le droit d'ancrage sur les navires étrangers suscita de vives discussions. Ainsi, en mai 1837, au Conseil privé,

---

(39) Arrêté du 15 mai 1837. Lorsque fut autorisée l'importation des fers, aciers et poudres de l'étranger, le droit de balance avait été établi uniformément à 1% dans les deux ports du Sénégal.

(40) Ces droits, avant l'arrêté du 15 mai 1837 étaient respectivement de 0,25 F. et de 0,50 F. soit la moitié.

(41) Arrêté du 15 mai 1837, B A S 1819-1842, p.481. Les bâtiments de dix tonneaux et plus payaient tant à Saint-Louis qu'à Gorée un droit de 2 F,50 par tonneau; en dessous de dix tonneaux, seuls ceux de Saint-Louis acquittaient une taxe dont le montant était fixé à 1 F,25.

un négociant Monteillet, demanda que par réciprocité il soit égal à celui que les autres pays exigeaient des navires français. Les Américains étaient particulièrement visés. N'imposaient-ils pas à raison d'un dollar par tonneau les navires français dans les ports de l'Union, alors que leurs propres bâtiments ne payaient qu'un franc à Gorée ? A une démarche du ministre français des Affaires étrangères, le secrétaire d'Etat, James Forsyth, rétorqua que les marchandises américaines étaient surtaxées à leur entrée à Gorée et que Saint-Louis était entièrement fermé à la navigation américaine. Dans ces conditions, la négociation était vouée à l'échec, car il était hors de question de permettre aux navires étrangers de pénétrer dans le Sénégal. Cependant, en avril 1840, le Conseil privé adoptant le point de vue des Comités du commerce de Saint-Louis et de Gorée proposa de porter à 5 F,25 le droit exigé des navires américains mouillant à Gorée. Le gouverneur et le ministre refusèrent non sans quelque hésitation de prendre une mesure unilatérale. La prudence l'emportait et par conséquent, en 1850, rien n'était modifié par rapport à la décision de 1837 (42).

---

(42) On peut suivre cette affaire à travers les délibérations du Conseil privé des 11-12 mai 1837, 23 avril 1840 et 17 février 1841 et la correspondance du ministre de la Marine au ministre des Affaires étrangères des 26 août 1840 et 14 octobre 1842. Dans cette dernière lettre, le ministre se demande "si la mesure ne serait pas plutôt défavorable qu'avantageuse car l'approvisionnement de l'entrepôt du Sénégal en bois de construction et en tabac, se fait en grande partie sous pavillon américain et l'augmentation du revenu qui pourrait en résulter pour la caisse coloniale ... ne compenserait pas l'inconvénient qu'il y aurait peut-être à gêner les navires de l'Union par cette surtaxe" A N S O M Correspondance générale 194 et 195. On peut consulter également BROOKS: Yankee Traders op.cit. p.189.

Les droits d'entrée et de sortie ne constituaient pas, en définitive une charge trop lourde pour le commerce sénégalais. Le montant des droits perçus représentait moins de 1,5% de la valeur globale du mouvement commercial (43). La perception de ces droits posait un problème. En effet, le taux des mercuriales ne reflétait pas la réalité des transactions. C'était particulièrement vrai pour les produits d'exportation et tout spécialement pour la gomme. La direction des Colonies manifesta maintes fois son mécontentement à l'égard des autorités locales qui toléraient cette sous-évaluation des produits sénégalais (44). Mais, devant la résistance des commerçants et des négociants, aucun redressement ne fut opéré.

A la différence du Sénégal, la Gambie n'avait institué que des droits à l'importation qui atteignaient d'une manière égale marchandises britanniques et étrangères. En décembre 1845, le taux était aligné sur celui de Sierra Leone et porté de 3 à 4%. Les exportations étaient donc exemptes de toute taxation car les Anglais étaient bien conscients que la présence de commerçants français particulièrement actifs à Albréda en aurait rendu la perception très difficile et finalement peu fructueuse (45).

---

(43) En 1844, pour un total du mouvement commercial de 14.569.019 F. le montant des droits perçus s'est élevé à 190.544 F,50 soit 1,3%. En 1846, la charge s'est allégée puisqu'elle ne représente plus que 0,97% 210.999 F. pour un montant total de 21.630.063 F. A N S O M Sénégal IX 4.

(44) Note de la direction des Colonies du 13 septembre 1847. A N S O M Sénégal IX 4 et ministre à gouverneur, 18 décembre 1847, A N S O M Sénégal I 33 b.

(45) Sur le régime douanier de la Gambie, voir la séance du Conseil législatif du 26 décembre 1845 P R O CO 89/1.

Cette disparité entre les régimes douaniers du Sénégal et de la Gambie ne pouvait manquer de provoquer entre commerçants français et anglais et finalement entre leurs gouvernements des frictions sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir plus tard. Dans l'immédiat, il faut nous demander si le régime de l'exclusif mis en place en 1817 et aménagé ultérieurement demeure au milieu du XIXe siècle adapté à une économie sénégalaise en pleine transformation.

2°- A la recherche d'un nouveau régime douanier

De la stabilité qu'a connu le régime douanier après 1833, il ne faudrait pas en déduire que la réglementation en vigueur répondait parfaitement aux besoins du commerce du Sénégal. En effet, critiques et suggestions formulées par les négociants ne manquèrent point, mais c'est vers 1842, au moment où il décidait de créer de nouveaux comptoirs sur la côte occidentale d'Afrique que le ministère commença à y porter la plus grande attention.

Les discussions révélèrent à la fois le désir des Goréens de bénéficier de nouvelles facilités pour étendre leur commerce et la rivalité qui les opposait aux Saint-Louisiens.

Tout d'abord, la Commission commerciale de Gorée instituée en 1834 pour représenter les intérêts de l'île jugea insuffisante la concession faite l'année précédente et demanda à plusieurs reprises que les poudres et les fers étrangers soient introduits par des navires de toutes nations. Selon elle, les bâtiments français n'apportant de la métropole que très peu de poudres à tirer, il était nécessaire de s'en procurer en Gambie. Or les négociants anglais exigeaient un prix élevé tandis que les Américains étaient disposés à faire

des offres plus avantageuses, mais il fallait obtenir l'autorisation de commercer avec eux (46). Saisi de la question, le Conseil privé dans sa séance du 5 mai 1838 adoptant l'argumentation du Comité du commerce de Saint-Louis, rejeta à l'unanimité les voeux des Goréens. En effet, il lui apparaissait impossible de priver les bâtiments français qui portent les gommes en Angleterre du fret de retour que constituent les poudres et les fers.

Les Goréens ne furent pas découragés par cet échec et un négociant, Cabeuil, par son mémoire du 25 janvier 1840 relança la question. Le ministre de la Marine prescrivit un nouvel examen en Conseil privé. Une fois de plus, il fut défavorable au commerce goréen. Contestant les affirmations des négociants de l'île, l'inspecteur colonial s'efforça de démontrer qu'il ne pouvait y avoir défaut d'approvisionnement en fers et en poudres, le tonnage des navires français de retour d'Angleterre étant largement suffisant. D'autre part, selon lui, les échanges avec les Américains n'étaient pas aussi avantageux pour le commerce national qu'on voulait le croire. En effet, ils s'effectueraient vraisemblabmenet contre espèces et non contre marchandises comme à Bathurst.

Dans ce débat, le gouverneur Charmasson avait pris le parti de la minorité qui estimait nécessaire de satisfaire la demande des Goréens. Ceux-ci attendaient de la faculté de traiter avec les Américains un accroissement de l'activité du port et une moins grande dépendance à l'égard des négociants de Saint-Louis ou de Gambie. Le ministre, pour sa part,

---

(46) La poudre est vendue 90 F. les 50 Kgs à Bathurst alors que les Américains la cèderaient à 65 F. Cf. Zuccarelli.

approuvait la majorité du Conseil et en conséquence signifiait à l'administration locale qu'il n'y avait pas lieu de modifier la législation en vigueur (47).

Cette sèche réponse ne mit pas un terme aux revendications des Goréens qui firent preuve d'une belle ténacité mal récompensée. Appuyant la Commission commerciale, le Conseil général nouvellement créé émit un voeu en faveur de l'admission par tous pavillons des poudres et des fers. Le Conseil d'administration se pencha à nouveau sur le problème en février, juillet et novembre 1841. On y ressassa les mêmes arguments mais finalement le ministre demeura inflexible (48). Une nouvelle tentative en janvier 1846 n'aura pas plus de succès (49).

Les négociants de Saint-Louis supportaient mal la situation spéciale créée en faveur de Gorée par la décision

---

(47) Ministre à gouverneur, 13 mars 1840, n°78 et 7 août 1840, n°205, A N S O M Correspondance générale 193 et délibération du Conseil privé du 5 mai 1840, Sénégal VII 26 bis 6. Au cours de la discussion, le gouverneur déclarait ne pas se dissimuler que le haut commerce de Saint-Louis perdrait à l'adoption de cette mesure, mais il trouvait "la position de la population de Gorée trop désespérée pour que l'on doive être retenu par cette considération".

(48) Conseil d'administration, séances des 17 février, 26 juillet et 19 novembre 1841. Les Américains offrent les poudres 20 à 25% moins cher que les Anglais à Bathurst; aussi la tentation est grande de transporter jusqu'en Gambie les poudres achetées en fraude à bord des navires américains et de les ramener ensuite à Gorée munies d'inscriptions anglaises, A N S O M Sénégal VII 26 bis 6.

(49) Conseil d'administration, séance du 31 janvier 1846, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

de 1822. A plusieurs reprises, ils ont voulu y porter atteinte en tentant de s'affranchir de l'entrepôt afin de s'assurer un approvisionnement direct. Ils ont, en particulier, mené en 1835 une triple offensive réclamant la faculté d'introduire dans leur port, par navires étrangers, les produits naturels d'Afrique, l'autorisation d'importer directement les bois et les tabacs étrangers tirés de Gambie par les caboteurs français et enfin l'admission directe sous pavillon français des bois d'autres provenances étrangères et des tabacs en feuille non extraits des entrepôts de France.

La première de ces demandes introduite par un mémoire des négociants Chaize et Devès adressée au ministre fut évidemment approuvée par le Comité du commerce de Saint-Louis mais rejetée par la Commission commerciale de Gorée et ensuite par le Conseil privé. Les Saint-Louisiens faisaient valoir que l'introduction des produits de la côte sur navires étrangers se ferait en échange de marchandises françaises dont, en conséquence, le débouché s'accroîtrait sensiblement, que les exportations vers la France se trouveraient stimulées et que la navigation nationale tout comme les intérêts de la métropole en tirerait profit.

Au contraire, les adversaires des Saint-Louisiens craignaient que l'introduction par navires étrangers des produits naturels d'Afrique ne favorise une active contrebande préjudiciable aux marchandises françaises ainsi qu'une sévère concurrence de la navigation et des capitaux anglais. Enfin, ils insistaient sur le fait qu'elle mettrait en cause le système de l'entrepôt qui justement avait été établi pour sauver Gorée de la ruine. Ce dernier et grave reproche s'adressait également aux deux autres demandes des négociants de Saint-Louis et c'est pourquoi le ministre refusa d'y consen-

tir (50).

Le négoce chercha à éprouver la volonté de l'administration de n'apporter aucune modification au régime en vigueur. Ainsi, en juillet 1835, Pesnel sollicita l'admission directe à Saint-Louis du navire l'Armide venant des Etats-Unis chargé de tabac, de bois et de farine. Le Conseil privé rejeta sa requête imposant en conséquence le respect de la règle du passage par l'entrepôt de Gorée. En 1840, nouvelle demande, nouveau refus. A cette occasion, le commerce de Saint-Louis avait fait remarquer que la plupart de ces marchandises lui était destinée et que l'obligation d'aller d'abord à Gorée aggravait sensiblement les frais de navigation (51).

A cette période, les plaintes contre le régime douanier provenaient donc essentiellement de Saint-Louis prompt à voir lever toutes les entraves à son commerce afin de pouvoir diriger vers le bas de côte des expéditions de troque sans craindre la concurrence de Gorée. Mais voici qu'au début des années quarante, Gorée prend le relais en lançant par l'intermédiaire de sa Commission commerciale l'idée d'un entrepôt où toutes les marchandises étrangères seraient admises sans aucune restriction pour être ensuite livrées aux

---

(50) Conseil privé, séances des 5 janvier et 15 juin 1835 A N S O M Sénégal VII 26 bis 4 et ministre à gouverneur, 24 novembre 1835, ibid. Correspondance générale 187.

(51) Conseil privé, séances des 13 et 24 juillet 1835. Voir également les instructions du ministre aux commissaires généraux de la Marine au Havre et à Marseille, 27 novembre 1835, A N S O M Sénégal Correspondance générale 187 et ministre à gouverneur 13 mars 1840, n°81, Correspondance générale 193 et du même au même, 9 septembre 1842, A N S O M Sénégal I 24 b.

navires trafiquant sur la côte (52).

Les espoirs soulevés par la mission de la Malouine incitent le commerce local à sortir d'une longue apathie et à réclamer des avantages égaux à ceux dont bénéficie le commerce métropolitain pour étendre dans de bonnes conditions son commerce vers le sud. Le 13 septembre 1841, le Conseil général formule le voeu suivant :

> "Nos ressources sont faibles ... mais secondés ... par un régime douanier en harmonie avec nos besoins, nous pourrons encore, agrandissant notre sphère, dépasser les limites étroites assignées jusqu'à ce jour à nos caboteurs. Une des conditions premières de ce développement commercial que nous appelons de tous nos voeux, c'est l'établissement à Gorée d'un entrepôt de marchandises étrangères qui sera ouvert à nos caboteurs ainsi que le sont en France les entrepôts aux navires troqueurs de la métropole, car toute la question se résume à ce point : il s'agit de fournir au commerce local le moyen de se présenter à la côte avec des avantages égaux à ceux accordés au commerce de la métropole".

Le Conseil d'administration qui en discuta en novembre, l'écarta sous le prétexte qu'un tel système risquait de porter atteinte aux revenus de la colonie déjà éprouvés par une baisse considérable (53).

Saisi de la question, le ministre se montre, en septembre 1842, disposé à accueillir la demande des Goréens à

---

(52) Le voeu de la Commission commerciale a été présenté au Conseil d'administration lors de sa séance du 17 février 1841.

(53) Conseil d'administration, séance du 19 novembre 1841, A N S O M Sénégal VII 26 bis 6.

la condition que "toutes réserves soient faites en faveur du pavillon français" et il fait part au gouverneur de son intention de se concerter avec son collègue du Commerce. En attendant, il profite de la mission que l'inspecteur principal des douanes, J. Itier, doit remplir en Guyane pour lui demander de faire escale à Saint-Louis afin d'étudier la possibilité de créer et d'organiser un entrepôt à Gorée (54).

De son enquête au Sénégal, Itier tira la substance d'une brochure intitulée : Du commerce français à la côte occidentale d'Afrique (55). Il préconisait une réforme radicale du système douanier du Sénégal qui témoignait d'une conception de l'économie totalement opposée à celle qui avait présidé au rétablissement de l'exclusif en 1817. Pour lui,

> "C'est à un commerce d'échange qui emploiera nos capitaux,nos concitoyens et nos bâtiments et qui, en nous procurant les produits bruts de l'Afrique, deviendra la source de nouvelles spéculations que nous devons surtout nous attacher. Ici, donc, l'intérêt d'écouler les produits de nos propres fabriques devient forcément secondaire ... Une protection exagérée en faveur de nos produits sans en assurer davantage le placement aurait pour effet immédiat de restreindre considérablement le champ d'activité de notre commerce d'échange" (56).

---

(54) Ministre à gouverneur, 9 septembre 1842, A N S O M Sénégal I 24 b et ministre de la Marine à ministre des Finances, 11 novembre 1842, A N S O M Correspondance générale 198.

(55) Ecrite en juillet 1843, elle sera publiée en 1847 chez Barlatier à Marseille, AN F^{12} 7203.

(56) ITIER, op.cit.

En conséquence, il demandait que le gouvernement consente à la consommation des marchandises étrangères moyennant un droit modique et en particulier l'admission à Gorée des poudres par navires américains. Il souhaitait, d'autre part, la suppression des droits d'entrée à Gorée sur les marchandises françaises et l'extension de la faculté d'exporter pour l'étranger et par navires de tout pavillon à d'autres produits que les peaux brutes, le bois de caïlcédrat et la gomme.

Le ministre de la Marine avait bien compris la nécessité d'apporter de profondes modifications au régime de l'entrepôt de Gorée, mais le ministre du Commerce, alerté dès janvier 1843, ne s'était pas montré disposé à le suivre. En février 1845, Barbet, député de Rouen, avait tenté d'attirer l'attention de la Chambre sur ce problème, mais en vain (57).

Quelques mois plus tard, de Mackau, ministre de la Marine adressait au département du Commerce des propositions précises qui reprenaient pour une grande part les suggestions d'Itier. Le ministre était d'avis d'autoriser 1° le transport par navires étrangers des fers, aciers et poudres réservé jusqu'ici au pavillon national, 2° l'admission par extraction directe de l'étranger, mais sous pavillon français des marchandises étrangères astreintes jusqu'ici à l'obligation de faire escale dans les entrepôts métropolitains. 3° les exportations de produits d'Afrique chargés à Gorée pour toute destination sous la seule restriction du privilège exclusif en faveur des bâtiments français.

Soucieux de ne pas heurter son collègue, de Mackau

---

(57) Intervention de Barbet à la séance de la Chambre des députés du 8 février 1845, Moniteur Universel, 9 février 1845.

avait borné là les modifications qu'il souhaitait pour l'immédiat. Cependant, dans la dernière partie de sa lettre, il se hasardait à poser quelques jalons pour l'avenir. Il pensait qu'il serait possible de constituer l'île de Gorée en port franc et envisageait la suppression des droits de navigation et d'entrepôt ainsi que du droit de 2% frappant la réexportation des produits africains. Enfin, il s'interrogeait sur la nécessité de maintenir le privilège du pavillon français (58).

Cette prise de position marque une étape importante dans l'évolution des conceptions ministérielles en matière de douane coloniale. Les intérêts de la métropole, qu'ils soient ceux de l'industrie ou de la navigation, ne semblent plus devoir bénéficier d'une priorité jusqu'ici incontestée. L'exportation des produits africains prend une valeur nouvelle et c'est pourquoi il faut la stimuler, même au prix de l'emploi de marchandises étrangères dans les échanges et du dégrèvement des droits de sortie. Pour la première fois, semble-t-il, l'idée d'un port franc était lancée.

Pour le ministre, la libéralisation du régime douanier devait permettre aux négociants locaux, qu'ils soient européens ou mulâtres, de soutenir la concurrence des expéditions organisées directement de la métropole. En proposant ces différentes mesures, le ministre avait manifesté son souci de sauver de la ruine le commerce local tout comme son prédécesseur avait défendu la cause des traitants de gomme en faisant ré-

---

(58) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 22 août 1845, A N S O M Correspondance générale 208. De Mackau ajoutait que l'on pouvait aussi songer à faire disparaître le droit de 2% à la sortie de Saint-Louis.

diger l'ordonnance de novembre 1842 (59). Mais la comparaison s'arrête là. Les moyens diffèrent d'abord et les résultats ensuite.

Dans un cas, le salut est recherché dans le privilège et l'organisation d'une corporation, dans l'autre dans des dispositions libérales qui mettent en pièces le traditionnel système de l'exclusif. Succès d'un côté puisque les traitants ont obtenu une ordonnance en leur faveur, déception de l'autre puisque les Goréens attendaient encore en 1850 une solution à leurs problèmes. Pourtant, les discussions sur la réforme n'avaient pas cessé dans les dernières années de la Monarchie de Juillet.

---

(59) Le ministre soulignait "l'impossibilité pour les négociants de l'île de se procurer la plupart des marchandises étrangères qui servent aux échanges sur la côte aux prix auxquels elles reviennent aux expéditeurs de nos ports qui les puisent dans les entrepôts métropolitains. Vous savez que Gorée, sauf en ce qui concerne les poudres et les fers, ne peut recevoir les marchandises des pays étrangers d'Europe que par la voie de nos entrepôts eux-mêmes, c'est-à-dire de troisième main, tandis que le commerce de France les a de seconde main, et qu'il a même la ressource de les extraire directement des ports étrangers". Le ministre veut donc donner des chances égales aux Goréens. On ne s'étonnera pas que ce soit un représentant de Rouen qui soit intervenu à la Chambre car si, à la différence de Bordeaux ou de Marseille aucune maison rouennaise n'était installée à Gorée, le commerce normand faisait des avances en argent ou en marchandises aux négociants de l'île.

Pour sa part, le commerce sénégalais ne relâchait pas sa pression sur les pouvoirs publics. Le Conseil général, en particulier, suggéra au cours des sessions de 1846, 1847 et 1848 diverses mesures d'importance variable. Tout d'abord, il souhaitait la suppression du droit de 2% exigé à l'entrée à Saint-Louis des bois et des tabacs étrangers qui avaient déjà acquitté les différentes taxes en vigueur à Gorée ainsi que l'exportation par navires étrangers tant à Saint-Louis qu'à Gorée de tous les produits africains. Il soulevait ensuite, à propos des arachides, la question des droits de sortie et réclamait enfin, des innovations de première importance comme la création d'un port franc à Gorée et d'un entrepôt réel à Saint-Louis, sous réserve que les marchandises et les produits qui y seraient admis soient apportés sous pavillon français. Durand-Valantin s'était fait, lors de la séance du 5 février 1847, l'éloquent défenseur de l'octroi de la franchise au port de Gorée en soulignant que le développement du commerce des arachides rendait cette mesure "de jour en jour plus urgente", les marchandises étrangères composant la majeure partie des cargaisons destinées à ces transactions (60).

L'administration locale se bornait à transmettre, assorties d'un commentaire succinct, les propositions du Conseil général à la direction des Colonies afin qu'elle en poursuive l'étude avec le concours des ministères du Commerce et des Finances. Or, à cette époque, à Paris, on avait entrepris de réviser le régime douanier des Antilles, de la Guyane et de Bourbon. Mais on avançait avec prudence, supprimant

---

(60) Voeux du Conseil général, voir gouverneur à ministre, 4 avril 1846, A N S O M Sénégal I 29 a et procès-verbaux des séances des 5 février 1847, 25 janvier et 4 février 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c.

d'abord les droits à la sortie des denrées expédiées en France, puis, à la fin de 1846, on envisageait, dans une seconde étape, d'affranchir les importations sous pavillon français de tout droit d'entrée (61). Les bureaux ne pouvaient manquer de tenir compte de cette politique quand ils se penchèrent sur le cas sénégalais.

Celui-ci n'était pas particulièrement facile à résoudre car interféraient les problèmes de l'équilibre budgétaire et du régime de la traite des gommes. En effet, au moment où les Chambres se montraient réticentes à accroître d'une manière sensible les charges de la métropole pour aider les finances des comptoirs sénégalais, il apparaissait contradictoire de vouloir supprimer les droits de douane. D'autre part devant l'incapacité du fonds commun à éteindre les dettes des traitants, certains fonctionnaires songeaient à abaisser le prélèvement sur les gommes de 5 à 3% et en contre partie à élever les droits de sortie de 2 à 4% (62).

---

(61) La loi du 27 avril 1845 pour les Antilles et l'ordonnance du 18 octobre 1846 pour Bourbon supprimaient les droits de sortie. Dans sa lettre au ministre de l'Agriculture et du Commerce, le ministre de la Marine évoquait le 18 septembre 1846 les droits d'entrée que "nous allons supprimer aux Antilles, à la Guyane et à Bourbon", A N S O M Correspondance générale 212.

(62) Rapports sur le budget du Sénégal des 13 septembre et 5 novembre 1847. Dans une lettre au ministre de la Marine, le ministre du Commerce Cunin-Gridaine faisait remarquer que le droit de sortie ne pouvait être augmenté sans inconvénient. "La France ferait les frais de cette nouvelle ressource ajoutée aux revenus coloniaux, subvention déguisée qui ferait précisément le contraire de ce qu'a voulu la Chambre des Députés". De plus, il ajou-

Au début du second semestre 1846, le ministre du Commerce a élaboré un projet de réglementation douanière qu' il a soumis à ses collègues de la Marine et des Finances. Pour Saint-Louis, il prévoyait l'importation directe de l'étranger des marchandises autorisées et la suppression des droits d'entrée sur toutes les marchandises qu'elles soient françaises ou étrangères. Le privilège du pavillon français serait maintenu entre la France et les comptoirs du Sénégal. Seuls, les navires étrangers paieraient un droit de quatre francs par tonneau. D'autre part, le ministre du Commerce adhérait pleinement à la proposition faite l'année précédente par la Marine de doter Gorée d'un véritable régime de port franc. En conséquence, les importations et les exportations seraient autorisées pour toutes provenances et pour toutes destinations par tous pavillons et elles ne supporteraient aucun droit. Cependant, restaient réservés au pavillon national l'importation des guinées et les "retours" vers la France.

Le ministère de la Marine acceptait l'économie générale d'un projet qui visait à faciliter le mouvement des affaires des comptoirs sénégalais mais il formulait quelques objections sur des points précis concernant Saint-Louis. Il refusait, tout d'abord, la franchise de tout droit d'entrée invoquant d'impérieuses raisons budgétaires mais il finit par céder devant l'insistance du ministre des Finances qui invoquait la nécessité d'établir l'unité du régime douanier dans les colonies. Ensuite, à propos de l'introduction directe des guinées de l'Inde, il craignait que le texte, insuffisamment explicite, ne s'applique qu'aux seules guinées de fabrication française alors qu'il se refusait "à livrer le Sénégal

---

(62) suite
tait que ce serait contradictoire avec les mesures qui avaient été prises en faveur des autres colonies,
A N S O M Sénégal IX 4.

au monopole de Pondichéry". Enfin, il proposait d'étendre l'autorisation donnée en 1831 d'exporter la gomme pour toutes directions sur navires français à d'autres produits africains.

Le ministère des Finances accepta cette dernière proposition mais repoussa non seulement l'importation directe des guinées mais aussi et surtout l'idée de faire de Gorée un port franc (63). Dans l'ensemble, la direction des Colonies faisait preuve de plus de libéralisme que ses partenaires, comme en témoigne sa suggestion faite au cours de la discussion de ne pas réserver au seul pavillon français la navigation entre les diverses colonies françaises (64).

L'unanimité n'ayant pu être réalisée, la direction des Douanes proposa de compléter l'enquête en consultant les Chambres de commerce des ports en relations étroites avec le Sénégal. Bien qu'il eût souhaité une prompte solution, le ministre de la Marine accepta ainsi que son collègue du Commerce. Il fallut près d'un an pour que celui-ci se décide à interroger les assemblées consulaires dont les réponses

---

(63) Sur ces controverses, voir la correspondance du ministre de la Marine et des Colonies adressée à ses collègues du Commerce et des Finances les 18 septembre et 17 novembre 1846, A N S O M Correspondance générale 212 et une note de mai 1847 du ministère de la Marine à propos du projet de loi sur le régime des douanes de Bourbon, du Sénégal de la Guyane, A N S O M Généralités 14-150.

(64) Selon le ministre de la Marine, il était à craindre qu'on ne puisse empêcher les navires étrangers de trafiquer du Sénégal vers les autres colonies, la restriction manquerait de sanction. Aussi il est préférable de la supprimer. Devant le veto du Commerce et des Finances, le ministre de la Marine déclara ne pas insister.

ne furent expédiées qu'en novembre 1847. Marseille et Bordeaux applaudissaient à la transformation de Gorée en port franc et pour Saint-Louis à la suppression des droits d'entrée sur les marchandises françaises ainsi qu'à l'admission directe sur navires français du tabac en feuilles, des bois, des fers et des poudres. Par contre, les deux Chambres de commerce rejetaient catégoriquement l'entrée des navires étrangers dans le Sénégal, mesure impolitique pour Marseille et source de graves inconvénients pour Bordeaux. Enfin, elles s'attachaient à préciser tous les dangers que comportait le projet d'introduire directement à Saint-Louis les guinées de l'Inde : perte d'un important élément de fret pour la navigation française, perturbation dans le commerce des toiles bleues en Inde, en France et au Sénégal, crainte de l'instauration d'un monopole de cette marchandise entraînant inéluctablement celui du commerce de la gomme et enfin porte ouverte à la concurrence anglaise. En conséquence, elles demandaient le maintien du passage par les entrepôts de la métropole. Pour sa part, Bordeaux souhaitait une réforme plus radicale car,

> "nous ne devons pas perdre de vue que nous vivons dans un régime protecteur et colonial dont le résultat est de réduire de la plus déplorable manière notre mouvement maritime; tant que ce régime ne sera pas modifié il y aura des risques à courir chaque fois que l'on voudra apporter une modification partielle à ce qui existe" (65).

Finalement, rien n'était résolu quand la Monarchie de Juillet fut renversée.

---

(65) Lettre de Cunin-Gridaine, ministre de l'Agriculture et du Commerce aux Chambres de commerce, 19 septembre 1847 et réponses de Marseille et de Bordeaux, 17 novembre 1847, ACC Marseille Série O K Commerce avec les colonies françaises, n°4, 1846-1856.

Il est intéressant de noter qu'au moment où se déroulait cette discussion en France, des échanges de vue se poursuivaient entre Londres et Bathurst. On s'interrogeait en particulier, sur l'opportunité qu'il y aurait à diminuer, voire même à supprimer, les droits d'entrée afin de stimuler l'activité commerciale. Là aussi, les exigences budgétaires rendaient la situation difficile. Londres avait suggéré de créer des ressources compensatoires au moyen d'un impôt direct sur les maisons et les terrains mais le Conseil exécutif de la Gambie s'y refusa (66).

La IIe République reprit le problème mais comme le régime précédent, elle ne réussit pas à lui donner une solution. Pourtant, le ministre de la Marine avait à plusieurs reprises pressé ses collègues d'aboutir, profitant en particulier de la communication de la note de Durand-Valantin sur le régime commercial. Une fois encore ce fut la direction des Douanes qui, en maintenant son opposition à l'octroi de la franchise à Gorée bloqua toute réforme. Pourtant, la direction des Colonies ne se faisait pas faute d'exposer tous les inconvénients que comportait pour le commerce de Gorée le régime actuel qui, en particulier, engendrait la contrebande (67).

---

(66) Grey, Colonial Secretary, à Fitzgerald, 19 octobre 1846, P R O C O 401/6 et Sessional Papers, Executive Council 4 février 1847, CO 89/1.

(67) En décembre 1848, le ministre de la Marine déplorait que malgré les efforts de son département, la législation du Sénégal n'ait pas encore subi la refonte nécessaire (lettre du 11 décembre au ministre des Affaires étrangères). A N S O M Correspondance générale 218. La note de Durand-Valantin communiquée aux ministres des Finances et du Commerce le 31 août 1849 a provoqué un rapport de Gréterin directeur des Douanes que le ministre de la

D'autre part, la question douanière ne restait plus circonscrite aux bureaux ministériels et aux Chambres de commerce. Elle était en particulier débattue dans les ouvrages qu'avait suscités la crise sénégalaise. Ainsi Bouët-Willaumez, Darricau et Auxcousteaux faisaient campagne en faveur de l'octroi de la franchise à Gorée, conséquence inéluctable du développement de l'arachide tout au long de la côte.

La question douanière ne représentait en définitive qu'un aspect du problème sénégalais et au début de 1850, avec l'aggravation de la crise, il apparaissait de plus en plus impossible de la régler isolément. Les pouvoirs publics en prenaient conscience et s'orientaient vers une solution globale.

3°- L'accueil de la métropole aux produits sénégalais

Le système de l'exclusif mitigé assure des avantages majeurs à la métropole mais il a dû concéder quelques faveurs aux colonies pour leur permettre de développer leur activité économique. La métropole doit constituer l'unique débouché de leurs produits et être leur protectrice contre la concurrence de produits identiques ou similaires de provenance étrangère. Ainsi, les produits coloniaux sont obligatoirement expédiés vers les ports français où ils bénéficient à l'en-

---

(67) suite
Marine a réfuté dans une lettre du 28 octobre 1849. id.Correspondance générale 220. Sur le développement de la contrebande, en particulier à Dakar, où sont déposées les marchandises prohibées, ministre de la Marine à ses deux collègues, 9 janvier 1850. Ibid. Correspondance générale 222.

trée d'une modération de droits (68).

Une application rigoureuse de ces principes au Sénégal impliquerait donc que la métropole soit toujours capable d'absorber dans des conditions satisfaisantes pour les deux partenaires la gomme, les peaux brutes, la cire, le morfil et le bois d'ébénisterie qui constituent l'essentiel des exportations des comptoirs et qu'elle n'éprouve aucun intérêt à stimuler sa marine marchande et son commerce en étendant à d'autres provenances des avantages tarifaires réservés jusque là aux produits embarqués à Saint-Louis et à Gorée. Or, on le sait, assez rapidement le marché français n'a plus été en mesure d'offrir un débouché suffisamment rémunérateur et l'autorisation a été accordée d'expédier directement les peaux brutes et les bois d'ébénisterie d'abord, les gommes ensuite, pour l'étranger par navires de tous pavillons (69).

---

(68) La première loi douanière de la Restauration est celle du 17 décembre 1814. J.B. DUVERGIER : Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, avis du Conseil d'Etat, t.19, p.284. L'article 4 de la décision royale du 7 janvier 1822 concernant Gorée rappelait que "la gomme, la cire brune, les bois de caïlcédra, le morfil et les peaux brutes apportées des côtes d'Afrique à Gorée ne pourront être réexportées que pour les ports de France sous la garantie d'un acquit à caution. Les produits seraient traités comme étrangers s'ils n'arrivaient pas en droiture dans les ports métropolitains sans faire escale à l'étranger, sauf cas de force majeure dûment justifié. Cf.M. FASQUEL, Résumé analytique des lois et règlements des douanes, Paris 1836, 392 p.

(69) Arrêté du 16 juin 1827 autorisant l'exportation des peaux brutes et bois d'ébénisterie entreposés à Gorée par navires étrangers, B A S 1819-1842, p.174, ordonnance du 12 juillet 1831 sur l'exportation des gommes vers l'étranger.

L'exclusif, lorsque les prix des produits coloniaux s'avilissent en France alors qu'ils demeurent élevés à l'étranger, ne constitue plus le régime d'intérêt mutuel que vantent ses partisans. Pour éviter que le commerce sénégalais soit lésé, il n'y a point d'autre moyen que de faire fléchir les principes en accordant des dérogations.

Evidemment les avantages consentis aux produits coloniaux à leur entrée en métropole retiendront plus longuement notre attention. Ils apparaissent comme la contrepartie des exigences imposées par la métropole à Saint-Louis et à Gorée pour l'extraction de leurs marchandises d'échange, soit des entrepôts métropolitains, soit de l'étranger (70). Le système de modération des droits en faveur des produits des colonies françaises avait été mis en place par la loi douanière du 17 décembre 1814 mais, dans l'ensemble, ces dispositions n'intéressaient guère le Sénégal. Assez rapidement, les autorités métropolitaines mieux informées des possibilités commerciales qu'offraient les comptoirs africains récemment restitués par les Anglais édictèrent des mesures spécifiques. Ainsi bénéficièrent d'un tarif réduit à leur entrée en France, la gomme à partir de 1816, la cire, l'ivoire et le caïlcédrat en 1817 et le bois d'ébénisterie en 1826.

Le Sénégal jouissait donc d'une place à part dans le commerce de la côte occidentale d'Afrique comme cela était normal puisqu'il appartenait à l'ensemble français. L'ivoire, les peaux brutes ou le bois recueillis au delà de Gorée et expédiés directement étaient considérés comme des produits

---

(70) On connaît ces exigences étudiées ci-dessus mais il faut noter par ailleurs que les marchandises françaises expédiées de métropole au Sénégal sous la condition que leur destination se trouve garantie par un acquit à caution sont exemptées de tout droit de sortie.

étrangers et traités comme tels par les douanes à leur arrivée en France. Jusqu'à la fin des années trente, cette distinction entre marchandises identiques selon la provenance ne présentait guère d'importance car les négociants français n'armaient que très rarement pour des destinations situées au-delà du Sénégal. Mais la question allait se poser après que la mission de La Malouine eût révélé les ressources que la côte pouvait offrir au commerce français. Les ministres de la Marine et du Commerce soucieux de ne pas laisser aux Anglais le monopole de l'exploitation de ces rivages cherchèrent alors les moyens d'inciter les négociants français à y prendre leur part. L'un d'entre eux ne consisterait-il pas à assimiler sur le plan douanier les produits de la côte à ceux du Sénégal ?

Cette solution paraissait d'autant plus normale qu'au début surtout, une partie de ce trafic s'effectuerait par cabotage à partir de Gorée. De fait, il n'y avait pas de problème pour les peaux, l'ivoire et la cire, produits traditionnellement considérés comme sénégalais, mais pour d'autres, le café du Rio Nunez par exemple, on pouvait se demander s'il était licite de leur accorder les mêmes avantages. Mais il y avait plus complexe encore. Si, comme l'espéraient les autorités métropolitaines, ce commerce se développait, des expéditions en droiture s'organiseraient, échappant en conséquence aux contraintes inhérentes au passage par les comptoirs français, qu'il s'agisse de l'approvisionnement en marchandises étrangères indispensables à la troque dans les régions où les populations s'étaient familiarisées avec les fabrications anglaises, ou des droits perçus à l'entrée et à la sortie. Dans ce cas, l'assimilation paraissait difficile à envisager mais il restait la possibilité de faire bénéficier la côte occidentale d'Afrique d'un régime intermédiaire entre ceux du Sénégal et des autres provenances. Ainsi, en

1840, le ministre de la Marine écrivait à son collègue du Commerce :

> "Je pense qu'il conviendrait de poser en principe que quelles que soient les modérations de taxes qu'on croira devoir accorder aux marchandises de la côte occidentale d'Afrique, on établira toujours une différence entre les importations directes et celles qui se feront par l'intermédiaire de nos comptoirs" (71).

Prenons quelques exemples. Celui de la cire tout d'abord. Depuis 1817, elle est taxée différemment selon qu'elle provient du Sénégal ou d'ailleurs, mais en 1842 une ordonnance introduira un tarif intermédiaire en faveur de la côte occidentale d'Afrique (72). L'année précédente, le café du Rio Nunez avait bénéficié du même avantage (73). En ce qui concerne l'ivoire, le régime établi en 1816 qui distingue les colonies françaises, l'Inde et toutes les autres provenances subsistera jusqu'en 1835. A cette date le régime de la côte occidentale d'Afrique sera assimilé à celui de l'Inde et par conséquent malgré des propositions contraires, le Sénégal conservera son privilège mais pour peu de temps. En effet, l'ordonnance du 23 juillet 1840 frappa d'un même droit les "dents d'éléphant" de la côte et celles du Sénégal (74). Au même moment, cette égalité de traitement s'ap-

---

(71) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 23 octobre 1842, A N S O M Correspondance générale 194.

(72) Le taux de 5 F. pour cent kg qui finalement a été retenu avait été proposé dès 1840. Les cires du Sénégal paient 3 F. et les autres 8 F.

(73) Loi du 6 mai 1841, DUVERGIER, op.cit.tome 41, p.173.

(74) Ordonnance du 23 juillet 1840, ibid, tome 40, p.251.

pliquait aussi aux produits récemment intégrés au circuit des échanges et appelés à un brillant avenir : l'huile de palme et les arachides.

L'année 1840 marque incontestablement un tournant dans la politique douanière à l'égard des produits expédiés d'Afrique occidentale. Cela ne nous étonnera pas en ces lendemains d'exploration commerciale. Le rapport établi au nom de la commission des douanes par Martin, député du Nord, nous éclaire parfaitement sur les intentions qui ont présidé à l'élaboration de la législation nouvelle (75). Il constatait, tout d'abord, que les relations de la France avec la côte occidentale d'Afrique qui étaient presque nulles il y a quelques années prenaient désormais quelque importance grâce aux initiatives des armateurs métropolitains. A titre d'encouragement, il proposait "une réduction de droits sur les objets qui sont le plus communément importés de ces contrées". Mais le gouvernement craignant que des produits similaires étrangers à cette région ne profitent de cette atténuation de droits et désirant préserver les intérêts des comptoirs voulut imposer aux navires effectuant leur chargement sur la côte occidentale d'Afrique l'obligation de relâcher à Saint-Louis ou à Gorée pour s'y procurer les pièces justificatives de l'origine de leur cargaison. Les négociants ayant protesté contre cette mesure, le ministre des Finances céda.

Cette assimilation de faveur accordée à diverses provenances de la côte parut au ministre de la Marine dangereuse pour les intérêts des comptoirs. Aussi réagit-il avec vi-

---

(75) Le rapport de Martin a été publié dans le Moniteur Universel du 15 juillet 1840 supplément au n°197.

gueur dans une lettre à ses collègues du Commerce et des Finances :

> "Le commerce du Sénégal perd ainsi son privilège sur les ivoires et les bois de santal et il n'obtient que l'égalité de condition dans les immunités accordées aux huiles et aux arachides ... En consacrant cette innovation, vous avez sans doute eu pour but de vous mettre d'accord avec la commission de la Chambre des députés ... Il me paraît regrettable d'avoir ainsi entamé incidemment avec un commencement de préjudice pour les comptoirs existant une des questions les plus importantes qui nous restent à examiner, savoir s'il convient mieux de laisser le commerce de la troque se poursuivre d'après le mode actuel que de chercher à en concentrer une partie à la manière des Anglais dans de nouveaux comptoirs pour la fondation desquels le commandant de La Malouine dans son exploration de 1839 a eu soin de passer des traités" (76).

Le commerce du Sénégal fit écho aux plaintes du ministre. Les Comités du commerce de Saint-Louis et de Gorée virent dans le nivellement des droits sans distinction des provenances "une atteinte injuste et funeste au système de privilège réciproque sous lequel le commerce des comptoirs avec la France a été jusque là placé". Le gouverneur et le Conseil privé se sont associés à cette protestation, mais le gouvernement ne modifia pas sa politique car il était approuvé par les négociants de Nantes ou de Marseille qui s'étaient spécialisés dans la troque au-delà du Sénégal (77).

---

(76) Ministre de la Marine aux ministres du Commerce et des Finances, 7 août 1840, A N S O M Sénégal Correspondance générale 194.

(77) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 11 décembre 1840. Ibid.

La tendance à la réduction des droits sur les provenances de la côte occidentale d'Afrique qui avait débuté dans les années vingt trouvait sa consécration dans l'ordonnance du 23 juillet 1840 et dans les mesures ponctuelles qui suivirent en 1841 et en 1842. Certains négociants avaient souhaité un nouvel allègement mais aucune modification n'était intervenue en 1850 (78).

TABLEAU XXVII : DROITS PERCUS sur les PRODUITS du SENEGAL et de la COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE à leur ENTREE en FRANCE

caïlcédrat		santal rouge		bois d'ébénisterie		cire		peaux brutes	
Sénégal		COA		Sénégal		Sén.	COA	colonies	Autres
5 F		0,80		0,50		3	5	1	
						Autres	8		5
O 25.12.22		O 23.7.40		L 9.6.45		O 26.6.42		L 28.4.16	

ivoire			café			gomme		huile palme	arachide
Sén. COA	Indes	Aut.	Col.	RN.	Aut.	Sén.	Aut.	COA	COA
25	40	55	50 à60	78	95	10	20	4	1
O 23.7.40			L 6.5.41			L 28.4.16		O 23.7.40	O 23.7.40

Les ordonnances et lois citées sont celles qui sont en vigueur en 1850. Les droits s'entendent pour 100 kgs et pour des arrivages effectués sur des navires français.
L = Loi O = Ordonnance R.N = Rio Nunez

---

(78) Un négociant de Bordeaux écrit au ministre de la Marine, le 15 mars 1841 : "Il est nécessaire dans le cas présent de faire une entorse aux principes qui nous régissent; d'ailleurs déjà l'administration l'a tenté puisqu'elle a réduit les droits de douanes sur les marchandises en provenance de la côte occidentale d'Afrique. Il serait peut être possible de les abaisser encore, l'huile de palme, l'arachide, le bois de santal rouge et le bois

La lecture de ce tableau appelle plusieurs commentaires. D'abord, on constate la stabilité des droits concernant le caïlcédrat, les peaux brutes et la gomme. Contrairement à ce que pensait le ministère, le Sénégal ne pouvait exporter comme la Sierra Leone de grandes quantités de bois de construction et d'ébénisterie. Mais un mémoire d'un négociant de Saint-Louis avait attiré l'attention sur le caïlcédrat, bois dur aux fibres extrêmement serrées et dont l'exploitation devait être facile puisqu'elle était déjà dans les habitudes de la population. Le gouverneur Roger demandait une réduction du droit qui avait été fixé à dix francs par la loi du 27 mars 1817. Le gouvernement "considérant qu'il se récolte actuellement au Sénégal des produits à l'égard desquels les règlements actuels n'ont ménagé aucune faveur pour en faciliter l'écoulement dans le royaume " accepta de le diminuer de moitié par l'ordonnance du 25 décembre 1822 (79). Il est difficile d'apprécier l'effet de ce médiocre encouragement, mais on peut affirmer sans crainte d'être démenti que le commerce du caïlcédrat ne prit aucune extension (80).

---

(78) suite
de construction sont à favoriser", A N S O M Généralités 56-572.

(79) Loi du 27 mars 1817, DUVERGIER, t.21, p.177, ordonnance du 25 décembre 1822, ibid, t.24, p.157 et dépêche du ministre au gouverneur du 14 mars 1823 citée par HARDY, op.cit. p.213.

(80) Les statistiques métropolitaines ne distinguent pas entre les différentes catégories de bois exportées du Sénégal. D'après les statistiques coloniales, Gorée n'exportait du caïlcédrat que pour des sommes dérisoires en 1843, 1844 et 1845 et il semble que ce commerce ait cessé ensuite.

Les importations de peaux brutes ont constitué jus - qu'en 1841 inclus le second élément des expéditions du Sénégal en France et elles n'ont cessé de progresser jusqu'en 1847. Dans ces conditions, les autorités n'avaient pas jugé nécessaire d'accorder des facilités particulières aux provenances du Sénégal. Il en était de même pour la gomme, puisque la France jouissait d'un quasi monopole pour la redistribution en Europe. Ainsi, s'explique que le régime fixé en 1816 pour ces deux produits s'est maintenu sans changement pendant toute la première moitié du XIXe siècle.

En ce qui concerne la cire et l'ivoire, contrairement à ce que redoutaient certains, les avantages accordés aux provenances de la côte occidentale d'Afrique ne semblent pas avoir eu de retentissement fâcheux sur les expéditions du Sénégal. Ainsi les exportations de cire ont continué de croître en 1843 et en 1844 et se sont maintenues ensuite à un bon niveau par rapport à la période antérieure à l'ordonnance de 1842. Pour l'ivoire, c'est bien avant la décision d'assimiler les envois de la côte occidentale à ceux du Sénégal que s'est amorcé un mouvement de baisse qui ne semble pas s'être précipité après 1840. (81)

A la suite d'un intérêt nouveau porté aux Rivières du Sud, les négociants pensèrent que le café du Rio Nunez pourrait devenir un élément important de leur commerce. Il était réputé d'excellente qualité mais soumis à son entrée en France à un droit élevé qui équivalait en fait à une prohibition. Aussi, avant de se lancer dans cette nouvelle spéculation les négociants tentèrent d'obtenir un régime de faveur. En 1838, année de la fondation du comptoir de Sédhiou, les Comités du commerce de Saint-Louis et de Gorée, appuyés par le conseil privé demandèrent pour l'admission en France, l'assimilation du café du Rio Nunez aux cafés des colonies

---

(81) Sur l'évolution des importations de produits africains en France, voir chapitre II.

françaises. Le débat qui va s'instaurer entre la métropole et les comptoirs du Sénégal est exemplaire à plus d'un titre (82).

Le ministre de la Marine soumit cette question délicate à ses collègues du Commerce et des Finances. Ce dernier, garant de la protection accordée aux cafés cultivés dans les colonies françaises se devait d'éviter les introductions frauduleuses. Aussi, le Rio Nunez n'étant pas soumis à la domination française, le ministre ne pouvait consentir un régime de faveur que pour les seuls cafés importés directement des comptoirs récemment créés en Casamance où ils devraient avoir été apportés par terre par les indigènes eux-mêmes. Cette solution était inapplicable puisque la Casamance ne produisait pas de café et que le coût du transport annulait l'avantage accordé par ailleurs (83). Dans cette première phase, on a assisté au heurt entre les intérêts des colonies de plantation et ceux du Sénégal, colonie commerciale et l'on a abouti, et c'est peut-être ce qui est le plus significatif, à une proposition du ministre des Finances quelque peu en contradiction avec les principes défendus jusqu'alors puisqu'elle accordait un régime de faveur moyennant le passage par un territoire français à un café qui n'était pas produit par les habitants des colonies françaises.

En 1840, les négociants du Sénégal, et en particulier Monteillet, auteur d'un mémoire sur les produits susceptibles d'être traités par cabotage à partir de Gorée entreprennent

---

(82) Délibération du Conseil privé du 26 septembre 1838. A cette date les cafés des colonies françaises acquittaient un droit de 50 F. pour les provenances situées au delà du cap de Bonne Espérance et de 60 F. en deçà. Toutes les autres provenances subissaient un droit de 95 F. (loi du 23 avril 1816).

(83) Ministre à gouverneur, 2 août 1839, n°157, A N S O M

de nouvelles démarches pour réclamer la concession du "privilège colonial" en faveur du café du Rio Nunez entrant en France. Le ministre de la Marine pour sa part veut bien accorder l'exemption des droits d'entrepôt à Gorée. A ce moment, le débat prend un tour intéressant puisqu'il s'agit de savoir qui de la métropole ou de la colonie fera les frais des avantages à accorder. Le ministère des Finances souhaiterait que le café ne soit plus assujetti au droit de 2% perçu à la sortie du Sénégal, mesure repoussée énergiquement par la direction des Colonies qui fait remarquer que l'effet en serait nul. A ses yeux la seule solution efficace réside dans l'abaissement des droits en France. En outre, elle déplore le temps perdu à résoudre cette question et, procédé classique, fait pression sur les bureaux des Finances en évoquant les Anglais prompts à accaparer toute nouvelle branche de commerce.

Finalement, la métropole fit un geste en fixant par la loi du 6 mai 1841 au taux intermédiaire de 78 F. les cent kilos le droit sur les entrées des cafés des établissements français de la côte occidentale d'Afrique. (84) Pour les Sénégalais c'était insuffisant aussi le ministre de la Marine se résigna à affranchir à partir du 1er août 1841 le café

---

(83) suite
Correspondance générale 191. Ministre Marine à ministre des Finances, 15 juin et 8 août 1839, Correspondance générale 192.

(84) On peut suivre cette question à travers la correspondance du ministre de la Marine avec ses collègues des Finances et du Commerce, lettres des 7 février, 13 avril, 7 août et 25 septembre 1840, A N S O M Correspondance générale 194 et avec le gouverneur du Sénégal, dépêche du 7 août 1840, n°204, Correspondance générale 193.

entreposé à Gorée de tout droit de sortie (85). C'était aussi dangereux, comme le prouve la querelle qui s'éleva bientôt sur l'interprétation de la loi de mai 1841. Au Sénégal, on croyait ou plutôt on feignait de croire qu'il suffisait que le café acheté sur la côte passe par Gorée pour qu'il bénéfice de la modération de droit en France. Mais le ministre des Finances ne l'entendait pas ainsi et il rappelait brutalement en juillet 1844 que le café devait "provenir ou bien des comptoirs français ou du moins y avoir été apporté de l'intérieur et par terre". Son interprétation était étroite mais conforme à la lettre de la loi. Elle aboutissait à exclure de son champ d'application le Rio Nunez, seule zone productrice de café au voisinage de Gorée. On se retrouvait donc au point de départ des discussions, c'est-à-dire six ans plus tôt (86).

Evidemment, le ministre de la Marine réagit avec vigueur, plaidant avec conviction la cause du commerce sénégalais. Soutenu par le ministère du Commerce, il finit par obtenir en octobre 1845 de la direction des Douanes, l'admission du café du Rio Nunez au droit spécial de 78 F., à

---

(85) Ministre à gouverneur, 28 mai 1841, n°149, ibid., Correspondance générale 195. Arrêté du 26 juillet 1841, B A S 1819-1842 p.619.

(86) C'est à la suite de la découverte d'une fraude, semble-t-il, que la direction des Douanes fut amenée à préciser son interprétation. Ministre à gouverneur, 12 août 1844, n°281, A N S O M Correspondance générale 202, lettres du ministre de la Marine au ministre des Finances des 6 et 13 septembre 1844, Correspondance générale 204.

condition qu'il soit prouvé qu'il provienne bien d'un commerce d'échange avec les naturels du pays. Le gouverneur du Sénégal fut chargé de désigner un traitant de cette rivière habilité à délivrer des certificats d'origine (87).

A peu près au même moment, le gouverneur Bouët ayant constaté une reprise de la culture du coton aux environs de Saint-Louis s'inquiétait de savoir si les fibres expédiées en France bénéficieraient du taux préférentiel réservé aux colonies, soit cinq francs pour cent kilos. Le ministre des Finances répondit qu'il avait décidé, bien que la loi du 17 mai 1826 ne concernât en droit strict que les produits des "colonies à cultures", qu'application en serait provisoirement faite aux cotons importés de Saint-Louis et accompagnés d'un certificat d'origine (88).

Là encore, les avantages tarifaires n'ont pas donné au commerce l'impulsion que certains souhaitaient. Pour le café, le tonnage transitant par Gorée est resté sensiblement le même qu'auparavant et pour le coton, contrairement aux espoirs de Bouët, sa culture n'a donné lieu à cette époque à aucune exportation.

Il reste maintenant à évoquer la situation de deux

---

(87) Ministre de la Marine à ministre des Finances 21 octobre 1845, A N S O M Correspondance générale 208. Arrêté du 23 janvier 1845 du gouverneur du Sénégal désignant Charles Boucaline, traitant du Rio Nunez pour établir des certificats constatant l'origine des cafés, B A S, 1845-1846, p.87. Hardy qui évoque cette question du café du Rio Nunez pp.307-308 a commis plusieurs erreurs.

(88) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 12 août 1844. A N S O M Correspondance générale 204 et ministre à gouverneur,18 octobre 1844,n°323,Correspondance générale 202.

produits récemment introduits en France : l'huile de palme et l'arachide. On connaît les besoins sans cesse croissants de l'économie en corps gras ainsi que les rivalités qui existent entre les industriels du nord et ceux du midi, entre les agriculteurs et les importateurs, voire même entre la métropole et la colonie.

En 1820, l'huile de palme est la première à figurer dans un tarif douanier mais ses importations demeurèrent longtemps nulles. Cependant, à partir de 1835 on assiste à un accroissement rapide des arrivages en France, dû en partie à un abaissement des droits de douane (89). Désireux d'accentuer cette tendance, le gouvernement accorde peu de temps après de nouveaux avantages. Ainsi, le droit d'entrée, d'abord fixé à 25 F. les cent kilos, fut ramené en quelques années à 12,50 F. par l'ordonnance de 1835, puis à 4 F. pour les provenances de la côte occidentale d'Afrique par celle de 1840 (90).

Malgré tout, l'huile de palme ne trouva guère de débouché en France, ce fut la chance de l'arachide et celle de

---

(89) En 1835, les importations d'huile de palme n'étaient que de 128 quintaux, mais elles s'élevaient à 2.575 quelques deux ans plus tard. Ce n'était évidemment rien à côté des 140.000 quintaux importés par l'Angleterre en 1836. Ministre à gouverneur, 2 août 1839, n°157, Correspondance générale 191.

(90) Dans le rapport introduisant l'ordonnance du 10 octobre 1835, Duchâtel, ministre du Commerce, affirmait que la réduction du droit sur l'huile de palme était "le moyen d'introduire en France la fabrication du savon jaune, branche d'industrie susceptible de recevoir un assez grand développement". A cette date, les importations d'huile d'olive étaient taxées le double de celles d'huile de palme.

la Sénégambie. En même temps que l'huile de palme, la pistache de terre a bénéficié d'une réduction du droit d'entrée de 2,50 F. à un franc. Par cette mesure, les pouvoirs publics entendaient "encourager la culture d'un produit qui est pour notre navigation un élément de fret de quelque importance" (91). L'intérêt métropolitain primait donc, et dans ces conditions on comprend qu'il ne pouvait être question d'étendre la réduction du droit sur les huiles de palme, de coco et de touloucouna aux huiles d'arachide .

> "On a dû considérer, explique le ministre de la Marine au gouverneur du Sénégal, que ces dernières à la différence des trois autres espèces sont susceptibles d'être employées comme comestible et de faire concurrence à l'un des produits les plus abondants de nos départements du midi. On n'a donc pas cru devoir en encourager la fabrication au Sénégal" (92).

---

(91) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 1er juillet 1842 A N S O M Correspondance générale 198.

(92) Ministre à gouverneur, 7 août 1840, n°203, ibid. Correspondance générale 193. En 1844, les départements des Finances et du Commerce, soucieux de défendre l'huile d'olive renouvelèrent leur objection à une demande de la Chambre de commerce de Bordeaux visant à assimiler dans le tarif douanier les huiles d'arachide de la côte occidentale d'Afrique aux huiles de palme de même provenance. Le directeur des Colonies qui transmettait cette réponse ajoutait : "Néanmoins vous pouvez être assuré que lorsqu'il y aura lieu, j'insisterai autant que je le pourrai sur l'utilité de la proposition de la Chambre de commerce, proposition qui est tout à fait conforme aux intérêts de la colonie du Sénégal", directeur des Colonies à président de la Chambre de commerce,

Les importations connurent une progression remarquable dans les années qui suivirent, mais l'avenir de l'arachide n'était pourtant pas pleinement assuré. En effet, certains négociants intéressés au trafic de la côte occidentale d'Afrique comme Régis, se plaignirent que'en France les huiles de sésame faisaient une concurrence assez vive aux huiles d'arachide , de palme et de coco (93). Mais le danger le plus grave venait de l'offensive menée par les agriculteurs et les huiliers du Nord contre les graines oléagineuses étrangères. Aussi, en avril 1844, à l'occasion d'un projet de loi déposé quelques jours plus tôt, la Chambre de commerce de Bordeaux s'inquiète d'un éventuel relèvement des droits qui atteindrait l'arachide. Le ministre du Commerce s'efforce de rassurer les négociants bordelais en leur faisant remarquer que l'augmentation ne portera que sur les graines et non sur les fruits oléagineux et qu'à son avis taxer davantage le sésame "devrait plutôt favoriser que contrarier les relations de notre pays avec le Sénégal et Gorée" (94).

Mais l'inquiétude devait grandir à la veille du débat parlementaire. Le ministre de la Marine insista auprès de ses collègues pour que les avantages accordés à l'arachide par

---

(92) suite
2 juillet 1844, ibid, Correspondance générale 204. Les essais d'implantation de l'industrie de l'huile d'arachide au Sénégal ont été invoqués au chapitre IX.

(93) Ministre à Régis, 5 mai 1843. A N S O M Correspondance générale 200.

(94) Chambre de commerce de Bordeaux à ministre de la Marine, 2 avril 1844, ministre du Commerce à Chambre de commerce de Bordeaux, 12 avril 1844. A N S O M Sénégal XIII 13 c.

l'ordonnance de juillet 1840 et confirmés par la loi du 6 mai 1841 ne soient pas remis en cause. Calvé, délégué du Sénégal intervenait également (95). Cependant l'alerte fut chaude car au cours de discussions particulièrement animées, plusieurs députés défenseurs de l'agriculture métropolitaine, non contents de taxer lourdement le sésame voulaient également atteindre l'arachide qui risquait de bouleverser le marché des oléagineux comme venait de le faire le sésame. Que servirait alors de combattre l'un si l'on continuait de favoriser l'autre ? (96). Le ministre du Commerce réussit à contenir l'attaque et finalement la loi du 9 juin 1845 épargna l'arachide mais augmenta considérablement les droits de douane sur les graines de sésame (97). Sans doute, les Marseillais craignant les répercussions immédiates de ces nouvelles dispositions dénoncèrent-ils cette

> "loi de passion et de haine qui restera comme un des exemples les mieux caractérisés de l'exploitation

---

(95) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 1er mars 1845, du même à Calvé, 14 mars 1845, ibid. Correspondance générale 208.

(96) On peut suivre les débats parlementaires à travers le Moniteur Universel, 26, 27 et 28 avril pour les séances de la Chambre des députés, 22 et 28 mai pour la Chambre des pairs.

(97) Les droits de douane sur le sésame étaient avant la loi de 1845 de 2 F,5 les cent kilos pour les importations par navires français et de 3 F,5 par navires étrangers. La nouvelle législation établissait une distinction selon les lieux de provenance et maintenait le privilège réservé au pavillon national. Le tarif le plus léger s'appliquait aux Etablissements français de l'Inde, 4 F.,et le plus élevé atteignait 14 F. DUVERGIER, op.cit. , t.45, p.179.

> systématique du midi de la France par les départements du nord. Les intérêts du commerce de la savonnerie et des huileries marseillaises comme ceux de la consommation furent impitoyablement sacrifiés aux usines et à l'agriculture du nord. Cette exécution se fit sans ménagement et sans vergogne" (98).

Mais il fallait bien convenir que l'arachide l'avait échappé belle et qu'en fin de compte son avenir se trouvait assuré. La place qu'en quelques années la pistache de terre allait conquérir dans les importations françaises de graines et de fruits oléagineux en porte un éclatant témoignage. La modération de droit dont elle a continué à bénéficier a constitué sans aucun doute un excellent moyen d'en stimuler le commerce (99). Les Marseillais le reconnurent volontiers.

> "Fort heureusement dans cette Saint-Barthélémy des graines oléagineuses, les ligueurs du Nord ont épargné l'arachide qui n'a dû son salut qu'à son peu d'importance. Mais elle a grandi depuis et sans les événements de février, il est probable que la nouvelle antagoniste des oeillettes, des colzas et des lins du Nord serait à l'heure qu'il est traitée comme le sésame" (100).

---

(98) Le Sémaphore de Marseille, 6 août 1850.

(99) Nous avons vu que les arachides destinées à la France provenaient pour la plus large part de la Gambie, soit du comptoir français d'Albréda soit de l'établissement anglais de Sainte-Marie de Bathurst. Pour favoriser la culture au Sénégal, le Conseil d'administration avait demandé l'exemption des droits de sortie (séance du 30 juin 1847). Le ministre ayant donné son accord, le gouverneur prit un arrêté en ce sens le 22 mai 1848. B A S 1847-1848, p.183.

(100) Le Sémaphore de Marseille, 6 août 1850.

Au milieu du siècle, après une sérieuse alerte, le régime de l'entrée des produits du Sénégal ne suscitait plus de passion et était dans l'ensemble considéré comme satisfaisant. C'est uniquement le régime des comptoirs sénégalais et tout spécialement celui de Gorée qui faisait problème. Le développement des échanges, grâce à l'arachide, en a brutalement révélé l'inadaptation. La grande majorité des négociants réclamait plus de liberté pour leurs approvisionnements en marchandises et pour leurs expéditions de produits en Europe et en Amérique. Ils souhaitaient avoir la possibilité de recourir plus largement aux pavillons étrangers si cela était plus avantageux. En somme, être placés dans de meilleurs conditions pour affronter la concurrence anglaise était leur objectif. Pour l'atteindre, ils préconisaient la création d'un port franc à Gorée. Le ministre de la Marine, sensible à leurs demandes, fit des propositions libérales, mais il devait obtenir l'adhésion de ses collègues des Finances et du Commerce. En 1850, les discussions se poursuivaient depuis plusieurs années. Rien d'étonnant à cela car toute réforme douanière met en jeu de nombreux intérêts difficiles à concilier. Si personne ne pouvait douter qu'une solution allait intervenir dans un proche avenir, on pouvait en revanche s'interroger sur la portée de la réforme qui serait décidée.

Le régime douanier a-t-il pu entraver l'expansion commerciale du Sénégal ? De nombreux négociants n'hésitent pas à répondre par l'affirmative. Mais cette question d'importance est à peu près insoluble faute d'archives d'entreprises qui nous permettraient de comparer les conditions respectives dans lesquelles les négociants français effectuent réellement leurs échanges. Or, on le sait, nous ne disposons que de témoignages plus ou moins subjectifs et souvent contradictoires ainsi que de rares renseignements chiffrés. Les

uns et les autres ne permettent que des raisonnements fragiles. L'accès facile aux marchandises étrangères et le recours aux navires autres que nationaux auraient-ils permis d'abaisser sensiblement le prix des marchandises de traite et en conséquence de stimuler le commerce ? Peut-être, mais il ne faut pas oublier le succès remporté par les négociants français en Gambie. D'ailleurs, le régime douanier n'est qu'un facteur parmi d'autres susceptibles de gêner ou de favoriser le développement des échanges.

CHAPITRE XIII

UN OUTILLAGE ECONOMIQUE RUDIMENTAIRE

Les plaintes du commerce ne se bornaient point à l'inadaptation du régime douanier, elles s'étendaient aussi à l'absence ou à l'insuffisance des infrastructures indispensables au plein épanouissement de la vocation commerciale des comptoirs. Elles portaient sur des domaines aussi variés que les conditions de navigation, l'aménagement des ports, l'organisation du crédit, la représentation des intérêts commerciaux ou la formation professionnelle.

Au cours des années, des projets ont été esquissés mais en 1850, ils n'ont débouché dans la plupart des cas sur aucune réalisation pratique ; cependant ils constituent comme autant de témoignages des besoins ressentis. Mais le problème est de savoir s'ils le sont par une minorité de négociants puissants et dynamiques ou par l'ensemble de la communauté marchande. Il nous faudra aussi rechercher les raisons qui ont empêché des améliorations jugées le plus souvent indispensables de voir le jour. Elles peuvent tenir à l'Etat, à son absence d'initiative, à la faiblesse de ses moyens financiers et à sa crainte d'affronter le commerce pour lui imposer un alourdissement de la fiscalité. Elles

sont aussi le fait des négociants, souvent divisés, menés parfois par une majorité plus préoccupée par l'immédiat que par de larges perspectives d'avenir, plus prompte à critiquer l'Etat qu'à accepter des sacrifices. Elles relèvent, enfin, d'impératifs économiques quand une étude sérieuse montre que les investissements projetés paraissent prématurés eu égard à l'état de développement du Sénégal et que leur rentabilité n'est en aucune sorte assurée.

La crise qui secoue le Sénégal a joué incontestablement le rôle de révélateur des carences de ce que l'on peut appeler l'outillage économique des comptoirs. Elle en a dévoilé toute l'importance et la nécessité d'y porter remède le plus promptement possible.

1. Navigation et aménagement des ports

a) Les dangers de la navigation

La navigation tant atlantique que fluviale présente encore en ce milieu de siècle bien des difficultés (1). Pourtant, la Marine royale a entrepris depuis une vingtaine d'années un long et patient effort pour préciser l'hydrographie des côtes. Bouët-Willaumez a été avec Philippe de Kerhallet l'un des principaux artisans de ce progrès. Les ouvrages qu'ils ont publiés présentent aux capitaines du commerce la synthèse des travaux français et anglais (2).

---

(1) Sur les conditions physiques de la navigation, voir chapitre I.

(2) BOUET-WILLAUMEZ : Description nautique des côtes d'Afrique occidentale comprises entre le Sénégal et l'Equateur, Paris, Paul Dupont, 1849 ; Ph. de KERHALLET : Considérations générales sur l'océan Atlantique et instructions particulières pour la navigation sur la côte occidentale d'Afrique, Paris 1851. On peut citer aussi les ouvrages

Parallèlement des cartes étaient dressées et tout récemment par l'ingénieur hydrographe Ploix. Certaines étaient déjà à la disposition des marins, tandis que d'autres allaient être publiées dans les prochaines années (3).

Mais ces travaux d'ensemble manquaient le plus souvent de précision et des études de détail étaient indispensables. Si les abords du Sénégal, la presqu'île du cap Vert, la rade de Gorée et l'embouchure de la Gambie constituaient les zones les mieux connues, les investigations sérieuses avaient à peine débuté dans les autres parties du littoral (4). Pourtant l'arachide y attirait de plus en plus le commerce. Les navires d'Europe ne s'aventuraient qu'en prenant à leur bord un pilote familier des lieux et recruté à Gorée.

---

(2) suite
plus anciens du baron ROUSSIN : Mémoire sur la navigation de la côte occidentale d'Afrique depuis le cap Bojador jusqu'au mont Souzo, Paris, Imprimerie Royale, 1827 et de l'amiral LE PREDOUR : Description de la côte occidentale d'Afrique depuis le cap Naze jusqu'au cap Roxo, Paris, imprimerie Royale, 1828.

(3) Parmi les cartes utilisées, citons celles du baron ROUSSIN qui se terminent aux îles de Los et celles de PLOIX qui utilisent largement les levés effectués par les Anglais : côte occidentale d'Afrique du Sénégal au Cap Roxo, d'après les levés du capitaine BOTTELER, côte occidentale d'Afrique de la Casamance à Sierra Leone d'après les levés anglais d'OWEN, BELCHER, ARLETT et BOTTELER, publiée en 1857 par le Dépôt des cartes et plans de la Marine.

(4) Plan de la presqu'île du cap Vert et de la rade de Gorée levé en 1817 par GIVEY, ingénieur hydrographe publié par le dépôt de la Marine, 1824. Plan de l'embouchure de la Gambie levé en 1828 par le commandant OWEN. Carte de la

Mais avec l'augmentation sensible du nombre des expéditions, les armateurs métropolitains souhaitaient s'affranchir de cette servitude et par conséquent effectuer des voyages en droiture sans escale technique à Gorée. Une étude hydrographique de ce littoral systématiquement entreprise est donc une nécessité. Cependant, déjà, Philippe de Kerhallet dans le Rio Nunez et Laffon de Ladebat dans la Mellacorée ont dirigé de très utiles reconnaissances (5). Mais il manque encore de bons instruments de navigation pour le Saloum et la Casamance de plus en plus fréquentés (6). Aussi, les assureurs répugnent-ils à assurer les bâtiments qui vont charger dans ces rivières.

L'établissement de cartes marines ne saurait suffire. Les capitaines au long cours souhaiteraient que soient signalés les points les plus importants du littoral et les écueils les plus dangereux. Depuis longtemps ils avaient réclamé l'établissement d'un phare à Guet N'Dar afin de mieux repérer l'approche de l'embouchure du Sénégal. Leur

---

(4) suite
côte d'Afrique du cap Roxo et des îles Bissagos aux îles de Los d'après les levés d'OWEN, BELCHER et ARLETT 1826-1834, publiée par le Dépôt général de la Marine, 1852.

(5) Entrée du Rio Nunez, plan dressé par le capitaine de frégate Ph. de KERHALLET d'après les levés anglais de 1841-1847, publié en 1848 par le Dépôt général de la Marine. LAFFON de LADEBAT : Rivière et pays de Mellacory, Revue coloniale, t. 6, 1845, p. 293.

(6) Le lieutenant de vaisseau Leps a fait un simple repérage de la Casamance d'après les ordres de Bouët. Des renseignements ont été également recueillis sur les Bissagos par de Kerhallet. BOUET-WILLAUMEZ publie dans sa Description.. les résultats d'investigation de ces deux officiers, pp. 43-49 et pp. 52-145.

voeu appuyé par le Conseil général fut prix en considération en 1842 par le Conseil d'administration qui étudia plusieurs projets présentés par l'ingénieur colonial Servant. Sur ces entrefaites, Bouët, nommé gouverneur du Sénégal, décida de placer sur le belvédère de l'hôtel du gouvernement un feu de port qui n'était visible que de trois ou quatre lieues par temps clair. Ainsi, après de longues discussions, on aboutissait, faute de moyens financiers, à une réalisation sommaire qui ne pouvait rendre aux navires que de médiocres services (7).

La baie d'Yoff et la pointe des Almadies constituaient une zone particulièrement redoutée. Par temps de brume ou de tornade, les navires venaient s'y échouer ou se briser. Il ne se passait presque pas d'année sans que l'on déplore un naufrage (8). Aussitôt le sinistre connu, les populations des villages de Yoff, de N'Gor, de Wakam, voire même de Dakar viennent piller les épaves. Les autorités françaises de Gorée sont impuissantes non seulement à prévenir de telles pratiques, mais aussi dans la plupart des cas à les réprimer sévèrement. Les rapports des commandants de Gorée

---

(7) Conseil d'administration, séance du 9 août 1842, A N S O M Sénégal VII 26 bis 7. BOUET-WILLAUMEZ : Description ... op. cit., p. 5.

(8) La liste des navires échoués a été dressée par Jacques CHARPY : la fondation de Dakar (1845-1867-1869), collection des Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Afrique occidentale française, Larose, Paris, 1958, p. 50 : l'Amélie, 1841, le Victor, 1842, le Louis, 1843, le Casimir Périer et la Louise, 1846, la Hariett, 1847, la Concordia, 1850, la Charlotte, 1851, la Sainte-Trinité et le Sea New, 1852.

sont particulièrement éloquents à ce sujet (9). Aussi, à la fin des années quarante les commerçants multiplient leurs plaintes et suggèrent que le meilleur moyen de porter remède à cette situation désastreuse serait d'occuper la presqu'île du cap Vert. C'est ainsi que les "négociants et les habitants notables" de Gorée adressent une pétition en ce sens au commandant de la Division navale, le contre-amiral Montagniès de la Roque, qui la transmet au ministre en juillet 1846 (10). Six mois plus tard, le Conseil d'arrondissement de l'île revient,le 26 janvier 1847,sur ce problème en ces termes :

> "Un événement bien déplorable, le naufrage du Casimir Périer, échoué à peu de distance des villages de Yof et de N'Gor fait regretter vivement que la domination française ne s'étende pas sur cette partie du territoire africain. Les malheureux naufragés du Casimir Périer échappés aux flots auraient mis les pieds sur un sol hospitalier ; loin de là, leur désastre (et c'est chose notoire) est devenu une source de richesse pour la population des villages de Yof et de N'Gor. Et ces scènes de désolation se passent dans nos voisinages et peut-être avant peu se renouvelleront-elles encore ! Mais non, bientôt il n'en restera plus qu'un souvenir confus si

---

(9) Voir les documents réunis par J. CHARPY sous le titre : pillage des navires naufragés 1846-1851, pp. 50-65.

(10) La pétition entre autres signatures comporte celles de Gasconi, Griffou, Cabeuil, Cohen, Monteillet, de Saint-Jean, Laporte, Bareste et Cie, Jaubert et Boutit. A N S O M Sénégal IV 22. La lettre de Montagniès de la Roque du 7 juillet 1846 se trouve dans le même dossier mais elle a été publiée par Charpy, p. 20.

le Gouvernement se décide à intervenir en établissant une bonne fois son pavillon sur la presqu'île du cap Vert" (11).

La suppresion des pillages n'est pas la seule raison qui pousse à ce moment les Goréens à réclamer l'établissement de l'autorité française sur la presqu'île du cap Vert mais elle tient une place très importante. Il en est de même pour le ministre lorsqu'il informe Guizot des études alors entreprises sur ce sujet par ses services. Il laisse entendre que les Anglais ne pourraient élever d'objection car leur marine marchande qui payait aussi son tribut aux populations de la presqu'île tirerait bénéfice de la présence française (12). Mettre un terme aux pillages était bien, prévenir les accidents eût été mieux. Pour cela, il aurait fallu installer un phare à proximité de la pointe des Almadies mais ce ne sera qu'en 1851 que le commandant de Gorée en fera la proposition (13). Quant à Gorée, Bouët, lorsqu' il était gouverneur a fait placer sur le point culminant de la citadelle un feu de port semblable à celui de Saint-Louis (14).

---

(11) Procès-verbal du Conseil d'administration de Gorée, séance du 26 janvier 1847 ANS AOF 2G2 cité par Charpy, p. 21.

(12) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, président du Conseil, 24 janvier 1848, AMAE, M & D, Sénégal et dépendances volume 45.

(13) Le commandant de Gorée, Aumont, au gouverneur, 1er mars 1851. Il demandait "qu'un feu assez puissant pour être aperçu à bonne distance fut établi sur l'une des Mamelles", ANS AOF 13 G 303 cité par CHARPY, p. 65.

(14) BOUET-WILLAUMEZ, Description ... op. cit., p. 22.

b) Le problème du remorquage sur la barre du fleuve

A l'embouchure du Sénégal, la barre constituait un sérieux handicap pour le commerce (15). Il fallait, tout d'abord, utiliser des navires de faible tirant d'eau (16), compter ensuite avec les retards et les risques que comportait son franchissement. Il est difficile d'évaluer d'une manière rigoureuse les incidences économiques des retards. On sait que le nombre de jours où la barre est impraticable est très variable d'une saison à l'autre et d'une année à l'autre (17). D'ailleurs, à la différence de la seconde

---

(15) Sur le phénomène de la barre, voir chapitre I.

(16) "Les pilotes noirs ne se risquent ... à entrer ou sortir un bâtiment qu'après avoir chaque jour rectifié la position du chenal à l'aide de bouées, il est rare qu'ils consentent à piloter un navire calant plus de 2 m 80 à 3 mètres d'eau, bien que, de décembre à mai, la sonde moyenne des passes m'ait rapporté 4 mètres ; mais cette saison étant précisément celle des raz de marées, ils se réservent la différence pour la levée de la mer et les variations de fond imprévues. De juin à octobre ... les pilotes n'osent ... y aventurer un bâtiment mis au tirant d'eau de 2 m 30 à 2 m 66 du fait de la diminution de la profondeur de la barre." BOUET-WILLAUMEZ, Description ... op. cit., p. 7.

(17) Les retards pouvaient atteindre un mois et quelquefois plus. Devant le Conseil privé, séance du 14 décembre 1831, un capitaine au long cours rappelait que sur les 19 voyages qu'il avait accomplis au Sénégal depuis 1821 il n'avait pu franchir la barre sans retard que deux fois. Par contre, en 1829, il avait dû attendre 2 mois et 2 jours et une autre fois 2 mois et 29 jours, AN SOM Sénégal XII 27 bis a.

moitié du siècle, nous n'avons que des renseignements très épars sur l'état de la barre. Seul un dépouillement systématique du plus grand nombre possible de rapports de mer sur une assez longue période permettrait de saisir la réalité de plus près et de comparer valablement avec la durée des voyages directs pour Gorée.

Le retard n'était pas le seul inconvénient, car on déplorait de temps à autre des naufrages au passage de la barre. Depuis que les Européens fréquentaient l'embouchure du Sénégal, les Gandiolais, tout comme les populations de la presqu'île du cap Vert, pillaient les navires échoués dans leur voisinage. Le gouverneur Lecoupé, en 1821, avait bien tenté de réagir contre cette pratique consacrée par le temps, mais il fallut près d'une dizaine d'années et plusieurs démonstrations de force pour que les Gandiolais renoncent à ce qu'ils considéraient comme leur droit. Mais toute difficulté n'était pas écartée car le damel, souverain des Gandiolais, ne se considérait pas engagé par le traité que ses sujets avaient conclu avec les Français. On le vit bien lors du naufrage de la Fourmi et dans d'autres circonstances, par exemple en 1843 et en 1849. En juin 1850, le damel conservait toutes ses prétentions lorsqu'il écrivait au gouverneur pour lui demander :

> "d'arrêter les gens du Cayor ou du Sénégal qui vendraient des objets provenant des navires naufragés.. Vous savez que tout ce qui se perd sur la côte du Cayor m'appartient et que celui qui vendra ou achètera ces objets me volera" (18).

On comprend dans ces conditions que le gouverneur

---

(18) Ahmadou Mapaté DIAGNE, "Un pays de pilleurs d'épaves, le Gandiolais, BCEHSAOF, 1919 (2), pp.137-176.

Baudin ait regretté, malgré tous ses efforts de n'avoir pu conclure "un traité avec le damel pour obtenir de lui qu'il voulut bien renoncer au droit qu'il s'attribue de piller les bâtiments qui font naufrage sur le littoral" (19).

L'élévation du taux de fret et des assurances est une des conséquences les plus sensibles des difficultés qu'éprouve la navigation à destination de Saint-Louis. Par exemple, de 1846 à 1850, alors que les offres de transport pour Gorée se négocient à 30 F. le tonneau et parfois à 35, elles se situent pour Saint-Louis autour de 40 F., soit environ un tiers de plus. Pour leur part, les assureurs exigent une surprime de 30 à 50% pour Saint-Louis (20).

Le remorquage par un navire à vapeur offrait une solution relativement simple aux difficultés rencontrées par le commerce, mais en définitive plus facile à formuler qu'à mettre en pratique. Avancée dès 1831 et peut-être même avant, elle n'était pas encore traduite dans les faits vingt ans plus tard. Cette impuissance à résoudre un problème qui paraissait aussi essentiel au développement du commerce de Saint-Louis mérite quelque attention.

En mai 1831, un capitaine de Marseille, dans son rapport rappelant qu'un navire de la Station navale avait à l'occasion aidé les bâtiments du commerce à franchir la barre, demande qu'un véritable service de remorquage soit créé par l'Etat. Il ajoutait que "le commerce souscrirait sans doute

---

(19) Mémoire de remise de service du Gouverneur Baudin, 16 août 1850, AN S O M Sénégal I 37 a.

(20) Cotations dans le Lloyd Bordelais. Le taux des assurances oscille entre 1 1/2 et 2% pour Saint-Louis et 1 1/8 et 1 1/2% pour Gorée.

avec plaisir à payer une juste rétribution" (21). Informé par l'Inscription maritime, le ministre prescrit au gouverneur de faire examiner par le Conseil privé les moyens de procurer autant que possible au commerce les facilités qu'il réclame. Impressionné par les arguments techniques avancés par le capitaine du port et un officier de marine, le Conseil n'a pas cru donner suite au projet. Le commerce marseillais ne se tint pas pour battu et, fort de l'appui du Havre, de Nantes et de Bordeaux, il obtint une nouvelle délibération du Conseil qui, cette fois, donna une réponse affirmative, les interventions des deux capitaines au long cours consultés ayant été décisives (22). Mais en fait, rien n'était résolu car le ministère jugeant indispensable d'acquérir un navire à vapeur voulait en faire supporter la dépense par le budget du Sénégal qui en était incapable. La situation, maintes fois dénoncée par le commerce persista donc.

En juillet 1836, des négociants de Marseille adressèrent au ministre une pétition lui demandant que l'Africain, "entretenu pour le service de la rivière, soit utilisé pour le remorquage". Faisant preuve d'une apparente bonne volonté, le ministre fit savoir qu'il avait donné des ordres au gouverneur pour que le vapeur "toutes les fois que cela sera possible, rende à nos navires le service réclamé." En réalité, cette réponse équivalait à une fin de non-recevoir. En effet, l'Africain ayant à accomplir de nombreuses missions, en particulier à Galam, ne sera évidemment disponible que très rarement; mais le plus grave c'est que, trois ans plus tôt,

---

(21) Rapport du capitaine des Deux Henriette, de Marseille, 27 mai 1831, A N S O M Sénégal XII 27 bis a.

(22) Délibérations du Conseil privé des 16 décembre 1831 et 14 décembre 1832, lettres du gouverneur au ministre des 17 décembre 1831 et 5 janvier 1833, A N S O M Sénégal VII 27 bis a.

lorsque le ministre expédiait ce navire au Sénégal, il n'ignorait rien des insuffisances de sa machine (23). Six ans plus tard, le problème va être de nouveau posé, mais en termes différents. Alors qu'auparavant les négociants s'adressaient à l'Etat pour que, moyennant rétribution, il mette un de ses navires à leur disposition, il s'agissait cette fois de l'initiative de l'un d'entre eux. Devant la carence de l'Etat, le commerce s'était décidé à prendre les choses en main, faisant preuve d'un dynamisme dont on a déjà constaté plusieurs manifestations au cours des années quarante.

En novembre 1842, Louis Leleu, négociant et armateur au Havre, propose d'organiser le remorquage grâce à un navire d'une force de 40 CV mais comme, selon ses propres termes, "toute opération naissante a besoin d'appui", il sollicite du ministre une subvention de l'ordre de 15 à 20.000 Francs pendant trois ans (24). Fidèle à sa politique, le ministère renvoie le problème devant le Conseil d'administration. Celui-ci, après une étude très approximative de la rentabilité de l'opération, la rejeta à cause de la charge financière qu'elle impliquait pour le Sénégal. Le gouverneur Bouët, pourtant soucieux d'aider au développement économique de Saint-Louis, n'avait pas pris la défense de la proposition de Leleu, la jugeant prématurée. Le mouvement des navires d'Europe paraissait insuffisant pour faire vivre un service de

---

(23) La pétition des négociants de Marseille du 21 juillet 1836, transmise au ministre par A. Cohen le 10 août est signée par les Régis, Briqueler, Roch Olive, Charge fils aîné et par le gérant de la réunion des négociants assureurs. Réponse du ministre à Cohen et dépêche au gouverneur du 26 août, A N S O M Sénégal XII 27 bis a.

(24) Leleu était un des dirigeants de la maison havraise Leleu et Bodard, voir chapitre VIII. Il s'est rendu au Sénégal en 1843 et trois ans plus tard il déposait au

remorquage, d'autant plus qu'il était à craindre que tous les capitaines n'y aient pas recours (25). L'opinion de Bouët était partagée par le commerce métropolitain, car il est tout à fait significatif de constater qu'aucune chambre de commerce n'avait appuyé l'initiative de Leleu.

On en revenait à l'idée primitive de l'aide apportée par un vapeur de l'Etat aux bâtiments du commerce. En effet, les capitaines au long cours continuaient à la réclamer dans leurs rapports de mer. A la demande rituelle du ministère de faire procéder à une nouvelle étude par le Conseil d'administration, le gouverneur manifesta quelque impatience devant

---

(24) suite
notariat de Saint-Louis un diplôme qui l'instituait l'agent du comité des Assureurs maritimes de Paris, A N S O M D P P C Notariat de Saint-Louis, 6 octobre 1846, n°150.

(25) L'étude présentée devant le Conseil d'administration était établie d'après les statistiques des années 1840 et 1841. Sur 76 navires d'Europe entrés et sortis en moyenne par an, elle évaluait à 50 le nombre de ceux qui utiliseraient l'assistance du remorqueur, ce qui, au taux de 400 F. par navire donnerait une recette de 20.000 F. On pouvait aussi compter sur 30 caboteurs payant 200 F. chacun soit 6.000 F. Les recettes totales s'élevaient donc à 26.000 F. mais les dépenses atteindraient 42.200 F. Le déficit de 16.200 F. pourrait être comblé par la subvention demandée. Leleu comptait sur un développement rapide du commerce pour rendre son entreprise rentable mais pour la période 1843-1850 la moyenne des entrées ne dépassa guère celle des années précédentes : 81. Lettre de Louis Leleu au ministre de la Marine, 14 novembre 1842, A N S O M Sénégal XII

ce que, vraisemblablement, il considérait comme une dérobade de la métropole. Négligeant de consulter son conseil, il fit clairement connaître sa position et plaça le ministère devant ses responsabilités. La colonie se refusait à tout service régulier et soulignait les inconvénients graves qui résultaient de l'aide accordée à l'occasion aux navires en difficulté. Le vapeur utilisé sur la barre, l'Erèbe en l'occurence, n'avait "aucune des qualités nécessaires pour faire le service de remorqueur et ... ce serait compromettre à la fois la sûreté de ce bâtiment et celle des navires du commerce que de l'affecter à un pareil service" (26). A Paris, la direction des Colonies ne réagit pas à la lettre du gouverneur et en 1850, le problème du franchissement de la barre restait entier.

De vingt années de discussion, on peut tirer les conclusions suivantes. D'une part, l'Etat est conscient qu'en économie libérale ce n'est pas à lui de prendre l'initiative dans ce domaine et il n'envisage même pas l'octroi d'une subvention limitée dans le temps pour aider au démarrage d'une entreprise privée. Tout au plus consent-il, dans des cas particuliers, à porter assistance à des navires du commerce. D'autre part, du côté des négociants, on constate qu'ils n'ont pas cherché à conjuguer leurs efforts pour tenter d'apporter une solution à un problème important qui les concernait tous. Peut-être, les nombreuses difficultés que ne manquerait pas de soulever la création d'une entreprise de re-

---

(25) suite
27 bis a. Conseil d'administration du 10 juin 1843, gouverneur à ministre 15 juin 1843, n°214, ibid, Sénégal I 25 c.

(26) Ministre à gouverneur, p.i., 25 mars 1845, A N S O M Correspondance générale 206, gouverneur à ministre, 3 mai 1845, n°173, ibid, Sénégal XII 27 bis a.

morquage les avaient fait reculer. En effet, un service régulier impliquait une mise de fonds assez considérable pour l'achat d'un navire spécialement construit, un coût élevé d'entretien et l'existence à Saint-Louis de moyens suffisants de réparation pour une machine qui, dans l'état de la technique, était très délicate. D'autre part, malgré ces lourdes charges, il ne pouvait être question de pratiquer des prix élevés pour le remorquage, dans la crainte de décourager les armateurs. Ajoutons à ces conditions défavorables la crise qui, malgré l'apparition récente de l'arachide dans les exportations limite les perspectives de développement du trafic (27). Le remorqueur risquait d'être sous-employé. Leleu s'en rendait compte qui, dans son mémoire, proposait de l'utiliser au transport des gommes dans le fleuve et à des liaisons avec la Casamance. Mais dans une telle éventualité, le service de remorquage ne risquait-il pas d'en souffrir ?

Dans ces conditions, on comprend les hésitations des négociants et des armateurs à se lancer dans ce qui paraissait encore, à la fin des années quarante, comme une aventure. A plus forte raison, il ne pouvait être question, même pour les plus puissants d'entre eux de substituer dans les relations entre l'Europe et le Sénégal le navire à vapeur au voilier. Théoriquement les avantages apparaissaient évidents : disparition de l'obstacle de la barre, possibilité de drainer dans

---

(27) L'arachide est un produit de grand encombrement, ce qui explique que le nombre des entrées et des sorties des navires d'Europe s'accroisse à la fin des années quarante : entre 81 et 101 pour la période 1847-1850 contre 76 pour 1840-1841 et 51 et 63 pour 1843 et 1844. Pour augmenter les recettes, il semblait imprudent de compter sur les caboteurs car dans l'ensemble, ils franchissaient la barre sans grandes difficultés.

de bonnes conditions de rapidité et de sécurité le trafic du fleuve et de relier facilement Saint-Louis à Gorée et aux autres comptoirs de la côte. Depuis plus de vingt cinq ans, les avisos de la marine royale malgré les difficultés inhérentes à toute technique nouvelle avaient fait preuve de leur efficacité (28). On ne saurait s'étonner de ce retard de la marine marchande sur la marine de guerre toujours plus prompte à se moderniser. Il faut cependant souligner que sur les routes de l'Atlantique nord et de la Méditerranée, les vapeurs du commerce avaient fait leur apparition depuis de longues années, alors qu'ils étaient absents sur celles de la côte occidentale d'Afrique.

Malgré ces vingt années de discussions stériles, on aurait tort de croire les négociants incapables de toute initiative et la solution des problèmes de la navigation plus éloignée que jamais. Certains indices tendraient à prouver le contraire. Tout d'abord, les rapides progrès de quelques maisons de commerce et d'armement se sont traduits, on l'a vu, par une augmentation de leur capital et par conséquent de leur possibilité d'investissement. Ensuite, l'effort de réflexion suscité par la crise sénégalaise a abouti à faire admettre la nécessité de sortir de l'immobilisme et de se montrer audacieux. Enfin, l'extension de la culture de l'arachide à laquelle on assiste dans les régions voisines de Saint-Louis et du fleuve doit fournir dans un proche avenir un fret important. Que la conjoncture s'améliore et il est probable qu'apparaîtra une volonté de triompher d'obstacles jugés pendant longtemps insurmontables.

---

(28) Un état des bâtiments du roi affectés au service de la colonie en 1821 indique la présence de deux bricks à vapeur : l'Africain et le Voyageur, A N S A O F P.224.

c) Navigation sur le Sénégal

Les transports fluviaux constituent un domaine propre aux habitants de Saint-Louis. En effet, ils possèdent la plus grande partie des embarcations qui effectuent le trafic des basses escales et du pays de Galam. Dans la mesure où les Européens se montrent désireux d'échapper pour la traite de la gomme au privilège de la corporation des traitants et d'accaparer le commerce de Galam grâce à l'Association Sénégalaise, il est logique qu'ils s'efforcent de contrôler les transports et de les organiser d'une manière plus rationnelle. Les critiques des Européens contre le coût élevé de l'entretien d'une flotille nombreuse montée par des équipages estimés pléthoriques ne sont pas nouvelles. Elles ont d'abord été formulées au cours des débats de la Commission pour le commerce des gommes et reprises ensuite avec plus de vigueur lors de la grande bataille des pétitions et des mémoires de l'année 1849.

La navigation sur le Sénégal rencontre bien des difficultés que nous avons analysées dans la présentation du milieu physique. Elle ne peut guère s'entreprendre qu'à l'aide de pratiques du pays à cause des bancs qui rétrécissent les passes durant la saison sèche surtout. En effet, il faudrait que les Européens disposent de cartes suffisamment précises pour qu'ils puissent se dispenser des services des capitaines de rivière. Or l'hydrographie.depuis Saint-Louis jusqu'aux cataractes du Félou, limite de la navigation à l'époque des crues, reste encore à faire, selon le témoignage de Bouët-Willaumez.

Aucune amélioration n'avait été apportée aux transports sur le fleuve depuis la reprise du Sénégal. Carrère le constate avec netteté :

"Nos moyens de battelage sont restés ... comme bien d'autres choses, en état d'enfance. Qui voudrait encore croire qu'au Sénégal, pays arrosé par un fleuve que sillonnent huit ou dix vapeurs de la marine impériale, le commerce continue à expédier dans le Galam, où il se fait actuellement pour cinq ou six millions d'affaires, où on pourrait tripler ce chiffre, des navires de vingt-cinq à trente tonneaux ? que ces navires, munis de dix hommes d'équipage au moins ... mettent de trente cinq à quarante-cinq jours pour franchir une distance de cent-cinquante lieues? Cela serait ainsi cependant. On comprend dès lors que les frais d'une pareille navigation ne sauraient être couverts par le prix du transport d'un produit encombrant, pour lequel il faut, si on veut réaliser quelques bénéfices, agir sur des masses considérables; aussi ces barques se hâtent-elles de charger de la gomme, produit riche" (29).

De très rares négociants et la Compagnie de Galam utilisaient quelques goëlettes de cent tonneaux exigeant 80 hommes d'équipage (30). Pour un transport de marchandises entre Bakel et Saint-Louis, le fret s'élevait à 45 F. le tonneau, soit un taux légèrement supérieur à celui qui était demandé de France pour Saint-Louis. Dans ces conditions le commerce de l'arachide ne pouvait se développer dans le haut du fleuve.

L'accroissement du mouvement des affaires passait donc par l'étude d'un système de transport qui réunisse à la fois

---

(29) CARRERE et HOLLE, op.cit. p.385.

(30) AUBE, "le fleuve du Sénégal", Revue maritime et coloniale, t.12, 1864, pp.266-288.

rapidité et économie. Les autorités commençaient à s'intéresser à ce problème. Elles avaient déjà de temps à autre accordé assistance aux cotres et goëlettes en les faisant remorquer par un vapeur de la Station, soit pour des raisons de protection contre les populations riveraines, soit pour permettre de redescendre rapidement de Galam à Saint-Louis au moment où la crue baissait dangereusement. Mais ce n'était qu'un palliatif, Aussi, en 1840 Bouët avait suggéré que la Compagnie de Galam fasse l'acquisition d'un navire à vapeur, mais ses dirigeants s'étaient toujours refusé à cet investissement.

En décembre 1847, le gouverneur nomme une commission spéciale destinée à explorer les rives du fleuve et à améliorer la sécurité de la navigation. En fait, si ses objectifs sont essentiellement d'ordre politique, elle ne peut cependant pas éluder le problème des améliorations à apporter à la navigation (31). En effet, en rendant compte de ses travaux, le gouverneur signale que la commission a évoqué une idée d'"une immense portée" et qui apporterait "un avantage incalculable" au Sénégal : la canalisation du fleuve depuis Saint-Louis jusqu'à Makhana. Cependant, il confesse que dans l'immédiat, cette idée lui paraît "inopportune" et "inexécutable" (32). Le ministre, surpris par tant d'audace, demande alors quelques explications à propos d'une idée qui "à première vue (lui) paraît revêtir des proportions gigantes-

---

(31) Décision du 2 décembre 1847. Duchâteau, chef de bataillon et oommandant des troupes est nommé président de la commission, et Auguste Bouët secrétaire. Deux représentants du commerce en faisaient partie : Durand-Valantin et G. Foy, A N S O M Sénégal IV 17 a.

(32) Le Conseil d'administration réuni le 5 juin 1848 pensait que les avantages commerciaux seraient considérables si

ques" (33). En fait, on se contenta de faire exécuter par le sous-ingénieur hydrographe Ploix des relevés du fleuve de Saint-Louis à Dagana, pendant l'année 1849 (34). Mais en 1851, le négociant Auxcousteaux réclamait dans sa brochure lecreusement des parties du fleuve qui ne sont pas navigables pendant la saison sèche entre Podor et Bakel. Raffenel, plus ambitieux encore voulait que la navigation ne soit plus limitée par les cataractes du Félou et celles de Gouïna. Aussi, il demandait qu'on entreprenne des travaux "soit pour tourner les cataractes par des bras de canaux, soit pour les couper par des écluses" de manière à faire du Sénégal une véritable voie de pénétration vers l'intérieur. Faute d'audace et de décision, les Français risquent d'être très bientôt brutalement interpellés: "Qu'avez-vous fait de votre beau fleuve d'Afrique, que vos marchands remontaient jusqu'à deux cents lieues de ses bouches ? Qu'avez-vous fait de votre Sénégal ?" (35). L'idée de travaux corrigeant les défectuosités du fleuve était désormais lancée. Elle réapparaîtra à plusieurs reprises au cours du XIXe siècle.

---

(32) suite
on exécutait les travaux de canalisation indispensables en certains endroits pour rendre le fleuve navigable en toute saison, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9. Gouverneur p.i. Duchâteau à ministre, 9 juin 1848, n°232, A N S A O F 2 B 27.

(33) Ministre à gouverneur, 17 octobre 1848, n°279, A N S A O F 1 B 49.

(34) Ministre à gouverneur, 15 novembre 1849, A N S O M Correspondance générale 219.

(35) RAFFENEL, op.cit., p.294.

d) Aménagement des ports

Par son tonnage modeste, par le peu d'encombrement de ses éléments jusqu'à l'irruption des arachides, le trafic du Sénégal ne posait pas de grandes exigences en matière d'installations portuaires.

A Saint-Louis, où il n'existe pas à proprement parler de port, les quais ont été construits dans la première moitié du XIXe siècle davantage pour protéger la ville des inondations que pour donner des facilités au commerce. Les navires d'Europe viennent mouiller dans la partie est de l'île, c'est-à-dire dans le grand bras du fleuve. En 1839, le Conseil privé a examiné un projet de construction de port présenté par Molinet chargé de la direction des Ponts et Chaussées (36). Mais finalement rien ne fut réalisé faute de moyens financiers d'autant que les dégâts considérables provoqués par l'inondation de 1841 allaient exiger d'importants travaux de réfection des quais et de construction de remblais en des points qui, jusque-là, étaient mal ou pas défendus contre la violence des eaux du fleuve. De toute manière, la construction d'un véritable port dans un milieu deltaïque où la couche de vase est épaisse de 15 à 20 mètres et où l'on ne dispose que d'une chaux de coquillages calcinés n'aurait pas manqué de soulever de sérieux problèmes techniques (37).

Les installations des négociants s'échelonnaient au nord et au sud des bâtiments officiels : direction du port, magasin général et arsenal de la Station navale situés à

---

(36) Conseil privé, délibération du 3 août 1849. Malheureusement nous n'avons retrouvé aucune précision qui nous permette d'apprécier l'importance du projet.

(37) CAMARA, op.cit., p.105.

hauteur de l'hôtel du gouvernement dans la partie médiane de l'île. Les autorités avaient laissé les négociants s'approprier les quais qui bordaient leurs magasins. Ils avaient établi des sortes de cours au moyen de murs de séparation. Toute communication le long de la berge était donc impossible. Aussi, le chef du service de la douane dégageant sa responsabilité se plaignait de ne pouvoir exercer dans ces conditions une surveillance efficace (38). Les autorités par leur négligence coupable avaient hypothéqué l'avenir car tout projet de travaux portuaires se heurterait désormais à l'obstacle de ces appropriations tolérées depuis si longtemps qu'elles étaient devenues légitimes aux yeux de leurs bénéficiaires.

A l'évidence, des améliorations s'imposaient puisque d'une part, il n'existait à Saint-Louis aucune cale de carénage et que, d'autre part les navires d'Europe mais aussi les petites embarcations ne pouvaient accoster. En conséquence, le chargement et le déchargement ne pouvaient s'effectuer qu'en utilisant une passerelle en planches.

La situation n'était guère plus satisfaisante à Gorée. Dans cette île ceinturée de rochers basaltiques, seule, l'anse située au nord-nord-est offrait aux navires de bonnes conditions d'accès. Mais elle ne disposa que très tardivement d'un aménagement portuaire d'ailleurs très rudimentaire. Ainsi, dans un mémoire au roi, de 1826, il était précisé que l'île ne possédait même pas un débarcadère. Il faudra attendre dix ans pour que soit construit un appontement destiné

---

(38) Ministre de la Marine à gouverneur, 25 janvier 1849, n°23, reprenant les plaintes du chef de service des douanes A N S A O F 2 G 3/3.

aux navires de commerce. C'était un ouvrage sommaire bâti en bois et reposant sur des pieux en troncs de rôniers (39). En 1843, l'ingénieur colonial Servant constatait qu'il était dans "un état de délabrement complet". Il manquait de solidité, sa largeur était très réduite et faute de s'avancer suffisamment vers le large, il n'était accessible qu'aux petites embarcations et aux caboteurs. Ainsi, les ressources qu'offrait Gorée pour les bâtiments en relâche étaient à peu près nulles. En effet, comme le soulignait Servant, ateliers, hangars, magasins, moyens de chargement et de déchargement, tout manque et tout est à créer (40). Seize ans plus tard, le Moniteur du Sénégal ne dira pas autre chose (41).

Au milieu du XIXe siècle, les difficultés rencontrées par le commerce ne cessaient de s'aggraver. En effet, depuis quelques années, le mouvement de la navigation augmentait régulièrement dans le port de Gorée. C'était la conséquence, d'une part, de l'expansion rapide du commerce de l'arachide et d'autre part, du renforcement de la croisière décidé à la suite de la signature de la convention franco-anglaise de mai 1845 relative à la répression de la traite clandestine. La Division navale ne disposait sur la côte occidentale d'Afrique que de la seule base de Gorée, aussi entendait-elle

---

(39) A N S A O F P224. Voir le mémoire de maîtrise d'O.SANE: Urbanisation, urbanisme et architecture de l'île de Gorée aux XVIIIe et XIXe siècles présenté devant l'Université de Dakar, 1972, 135 p.

(40) Rapport de l'ingénieur colonial, 22 novembre 1843, A N S O M Sénégal XII 28 a.

(41) Moniteur du Sénégal, 7 juin 1859, p.59.

jouir de toutes les facilités nécessaires pour remplir sa mission. Sans doute, la nouvelle organisation de la Station d'Afrique a fait apparaître la nécessité de doter le port de Gorée d'un débarcadère qui puisse permettre aux bâtiments de l'Etat d'opérer facilement le chargement des munitions et du charbon de terre (42). Mais en attendant sa construction, navires de l'Etat et navires de commerce devaient se contenter d'un petit appontement vétuste. Le mouvement des navires en était ralenti tout particulièrement pour ceux du commerce qui devaient toujours céder leur tour aux vaisseaux de la marine royale.

En novembre 1845, une commission avait bien été réunie par le gouverneur pour étudier l'édification d'un débarcadère. Elle s'était prononcée pour une jetée en maçonnerie prenant appui sur un enrochement et ayant 156 mètres de long sur 8 mètres de large. Le coût s'élevait à 800.000 F. et le ministère demanda un premier crédit de 125.000 F. au Parlement. Mais par son vote négatif en 1846, la Chambre des députés empêcha toute amélioration sérieuse (43). Cette attitude mécontenta le commerce de Gorée qui, par l'intermédiaire du Conseil d'arrondissement insista pour que soit mis fin le plus rapidement possible à une situation préjudiciable à ses intérêts :

> "A chaque instant, on sent la nécessité d'un établissement autre que le débarcadère actuel. Son peu

---

(42) Ministre à commandant de Gorée, 6 février 1846, A N S A O F p.257.

(43) Sur les études de la Commission, voir A N S O M Sénégal XII 28 a. Le refus de la Chambre des députés de voter le crédit demandé est évoqué dans une note de la direction des Colonies du 1er juillet 1856 et dans le procès-verbal de la délibération du 30 septembre 1856 du Conseil des travaux de la Marine, A N S O M Gorée XII 1a.

de développement fait que très souvent le commerce est dans l'obligation de suspendre les débarquements et embarquements lorsqu'il se trouve en concurrence avec les chalands et les embarcations de la Station. Si de nouveaux ouvrages étaient exécutés, ils devraient être disposés de manière à recevoir une ou plusieurs grues" (44).

La métropole se refusant à l'effort nécessaire, il fallut sur place parer au plus pressé. Le Conseil d'administration s'en préoccupa en août 1847 et décida la construction d'un appontement en bois dont la dépense évaluée entre 25.000 et 30.000 francs était compatible avec les ressources du budget local (45). Simple mesure d'attente car personne ne se faisait d'illusion sur la très grave insuffisance d'une telle solution depuis qu'en 1840 un projet de création de ligne de navigation à vapeur avait brutalement révélé l'absence de toute infrastructure portuaire à Gorée.

2°- Gorée, escale transatlantique

Gorée allait-elle avoir la possibilité d'exploiter son excellente position sur les routes transatlantiques au moment où la vapeur modifiait radicalement les conditions de la navigation ? Un moment, on put raisonnablement en concevoir l'espoir au début des années quarante (46).

---

(44) Délibération du Conseil d'arrondissement de Gorée, 11 février 1847, A N S A O F 2 E 2.

(45) Délibération du Conseil d'administration, 7 août 1847, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

(46) PASQUIER (R) "Bordeaux et les débuts de la navigation à vapeur vers le Brésil", Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, n.série, t.6 (3), juillet 1957, pp.219-237.

Depuis la traversée de l'Atlantique par le Savannah en 1819, les progrès de la navigation à vapeur ont été constants. Avec le voyage du Great Western qui en 1838 relia Bristol à New-York en quatorze jours et demi - soit deux fois moins de temps que par voiliers - débutent réellement les services transatlantiques de steamers. En effet, l'indépendance que donne la vapeur vis-à-vis des vents et des courants, permet d'envisager la disparition des servitudes saisonnières de la navigation à voile et la possibilité de créer des services dont les départs et les arrivées puissent être prévus avec précision. Des lignes régulières s'organisent à partir de Londres et, en 1840, se fonde la célèbre compagnie Cunard. L'Angleterre a pris dans ce domaine, comme dans d'autres, une confortable avance.

Cependant, dès 1829, un négociant bordelais avait conçu un audacieux projet de ligne régulière reliant le port girondin à Saint-Louis huit fois par an au moyen de paquebots "construits de manière à ce que leur tirant d'eau leur permit de passer en toutes saisons la barre". Il sollicitait pour son entreprise une subvention de 9.000 Frs par voyage. Le ministre de la Marine, appuyé par son collègue du Commerce, n'eut pas de mal à démontrer que "l'établissement d'une ligne de paquebots à destination exclusive du Sénégal" lui paraissait prématuré (47). Quelque temps après, des officiers de la Marine proposèrent la création d'un service régulier entre la métropole, le Sénégal et les colonies d'Amérique (48).

---

(47) Ministre de la Marine à Castangt, négociant à Bordeaux 4 mai 1829 et ministre du Commerce à ministre de la Marine, 25 mai 1829, AN Marine BB4 1028.

(48) "Projet du commissaire de la Marine à Brest élaboré avec la collaboration de deux lieutenants de vaisseau Dagorne et Leconte", 19 décembre 1832, Dagorne sera commandant particulier de Gorée de juin 1836 à avril 1845.

Mais il est bien évident qu'à cette date la solution ne pouvait résider dans le cadre étroit du trafic colonial et qu'il fallait établir en priorité des liaisons plus fructueuses avec l'Amérique du Nord et l'Amérique latine.

Justement dans la France de Louis-Philippe, les milieux d'affaires, banquiers, négociants, armateurs et chambres de commerce ne demeuraient pas indifférents à la question des paquebots transatlantiques. De nombreux projets allaient voir le jour mais en définitive aucun ne sera réalisé lorsque surviendra la Révolution de février.

De tous les ports français, c'est Marseille qui fait preuve du plus grand dynamisme. Le 2 septembre 1839, le Conseil général des Bouches-du-Rhône émettait un voeu favorable à l'établissement de trois services subventionnés à destination de New-York, des Antilles et de la Nouvelle-Orléans, du Brésil et de la Guyane par le Sénégal. Une société au capital de six millions se chargerait de la réalisation de ce programme moyennant une aide annuelle de l'Etat de deux millions. Les chambres de commerce de l'est et de la région du Rhône, celle de Lyon tout spécialement, apportèrent un soutien actif aux Marseillais qui, par ailleurs, tentèrent sans succès une démarche auprès des Rothschild. La concentration en un seul port d'attache de trois lignes de navigation devait susciter l'opposition de villes mieux placées à la fois par leur position géographique et par l'importance de leurs échanges commerciaux. Le Havre, Cherbourg et Nantes réagirent vigoureusement. Bordeaux s'insurgea tout particulièrement contre les prétentions de Marseille d'organiser les lignes vers l'Amérique latine. C'est alors que commence dans ce domaine une longue rivalité entre les deux ports.

Les pouvoirs publics ne pouvaient rester à l'écart

de ces discussions. Le 22 décembre 1839, une décision royale instituait une commission spéciale pour examiner "les questions relatives à l'établissement des paquebots à vapeur entre la France et les deux Amériques". La compétition était alors officiellement ouverte entre les ports. La Chambre de commerce de Nantes qui s'intéressait vivement à la ligne du Brésil de laquelle dépendait la desserte du Sénégal envoya à Paris un délégué pour plaider la cause de la ville et lança une souscription pour la formation d'une compagnie. Thiers, devenu depuis peu président du Conseil, démontra aux Chambres, le 16 mai 1840, la nécessité d'établir comme les Anglais et les Américains des lignes régulières de navigation à vapeur. Les rapports de Salvandy aux députés et de Daru aux pairs préparèrent la loi du 16 juillet 1840 créant trois lignes : Le Havre-New-York, Saint-Nazaire-Rio de Janeiro, Bordeaux en alternance avec Marseille vers les Antilles et le Mexique (49).

La loi ne reçut aucune application. La crise diplomatique qui éclata l'été suivant ne favorisait pas la réalisa-

---

(49) La loi du 16 juillet 1840 autorisait le ministre des Finances à traiter dans un délai de six mois avec une compagnie qui se chargera d'assurer le service de New-York, Les autres lignes seront exploitées au compte de l'Etat qui poursuivait un double but militaire et commercial. Il souhaitait en effet, transformer en cas de besoin les paquebots en frégates : "appliqués pendant la paix à l'accroissement et au maintien de notre commerce, ils (les paquebots) pourront se transformer en temps de guerre en navires de combat, revêtit tour à tour le caractère d'arme défensive et de moyen de transport, de marine commerciale et de marine militaire". DUVERGIER, op.cit., t.40, p.282.Voir également C.LAVOLLEE: "Des nouvelles voies maritimes", Revue des Deux Mondes, 15 février 1853, pp.708-736.

tion de grandes entreprises et bientôt, il fallut se rendre à l'évidence que le système élaboré quelques mois plus tôt s'avérait impraticable.

Pourtant le gouvernement n'abandonnait pas l'espoir d'aboutir dans un délai relativement proche. Il prescrivit de nouvelles études afin de mieux connaître les possibilités de trafic des lignes à créer, et leur éventuelle rentabilité. Mais pendant que se déroulaient ces enquêtes, la rivalité entre les ports s'exacerbait : "chaque port voulait une ligne de navigation comme chaque bourg une ligne de chemin de fer". On discutait aussi, à perte de vue, sur les mérites respectifs d'une compagnie unique ou d'entreprises spécifiques. Enfin, les contingences techniques s'ajoutant aux débats d'ordre économique contribuaient à rendre encore plus difficile une solution. Fallait-il adopter la roue à aubes ou l'hélice tout récemment inventée ? Construire en bois ou en fer ? Le Parlement se pencha de nouveau sur le problème des lignes transatlantiques en 1845 et en 1847 mais se montra incapable de définir une position nette. Il en était de même pour le gouvernement (50).

Cet échec révélait aussi et surtout les insuffisances d'une industrie navale encore peu tournée vers les techniques nouvelles et les difficultés de mobiliser les capitaux néces-

---

(50) Dans son projet de 1845, le gouvernement abandonnait l'idée d'exploiter les services transatlantiques et se prononçait en faveur de compagnies privées. Lanjuinais dans son rapport critiquait ce projet comme laissant encore trop d'initiative au ministre. Il fut suivi par un Parlement soucieux d'exercer un contrôle très strict de l'exécutif. En 1847, le contrat passé entre une compagnie et le gouvernement pour la ligne de New-York fut

saires à une entreprise qui paraissait comporter aux yeux de beaucoup d'hommes d'affaires des risques considérables. Ainsi, les frères Péreire pouvaient affirmer avec raison que "le progrès s'arrête au bord de l'océan". Néanmoins, le bilan de ces dix années n'était pas entièrement négatif. Les études successives menées par les bureaux des ministères et par le Parlement ainsi que les tentatives de quelques armateurs comme celle de la Compagnie générale des paquebots transatlantiques fondée au Havre en 1847 permirent de mesurer toute la complexité du problème et constituèrent une première expérience, courte, sans doute, mais déjà riche d'enseignement. Comme le remarque P. Guiral, "l'étape de 1840 est décisive si l'on s'en tient à la prise de conscience du problème" (51).

Retracer l'histoire de ces années d'hésitations et d'échecs n'est pas inutile puisque l'avenir de Gorée comme escale transatlantique dépend étroitement de cette conjoncture. Il est heureux pour le Sénégal qu'à travers toutes les combinaisons échafaudées pour la ligne du Brésil son rôle de relâche n'ait jamais été remis en question. Après le vote de la loi de 1840, le gouvernement s'est inquiété de la nécessité de fournir aux bâtiments à vapeur les ressources nécessaires. Le ministre de la Marine par sa dépêche du 16 mars 1842 a prescrit une enquête sur l'état actuel du port et demandé à la direction des Ponts et Chaussées de formuler d'éven-

---

(50) suite
ratifié par le Parlement. Pour les autres lignes il était prévu que le gouvernement procèderait à des adjudications, mais ce projet n'eut aucune suite.

(51) GUIRAL (P.) et BARAK (M.), La navigation française dans l'Atlantique de 1814 à 1914, in Les routes de l'Atlantique, Travaux du neuvième colloque d'histoire maritime, Paris, SEVPEN, 1969, p.395.

tuelles propositions. Un programme de travaux fut établi sous la direction du gouverneur Bouët par l'ingénieur Servant. Il prévoyait la construction d'une jetée en maçonnerie de 156 mètres de long sur 8 mètres de large dont l'extrémité devait se trouver à 4,50 mètres au-dessus du niveau de la basse mer, d'un appontement en bois, de quais et de divers bâtiments. Selon le rapport du 2 novembre 1843, le devis s'élevait à 1.280.000 F. pour la jetée et à 394.000 F. pour les autres travaux (52). Ce projet d'une ampleur relativement considérable aurait doté Gorée d'un véritable port, mais la loi de 1840 n'ayant pas reçu d'application, l'exécution des travaux fut ajournée.

Les avantages que le Sénégal pouvait espérer recueillir de la fonction d'escale de Gorée étaient de divers ordres. Tout d'abord, il est évident que la construction du port aurait apporté d'incontestables facilités au commerce au moment où le mouvement des navires, nous l'avons vu, s'accroissait rapidement sur cette partie du littoral. Ensuite, l'organisation d'un dépôt de charbon et le ravitaillement des navires en eau et en vivres frais créeront un mouvement d'affaires qui ne serait pas négligeable pour l'économie de l'île. Enfin, la rapidité et la régularité des liaisons avec la métropole auraient d'heureuses conséquences tant pour l'administration que pour le commerce.

La durée des traversées était alors très variable, même pour Gorée où ne jouait pas comme à Saint-Louis le phéno-

---

(52) Le rapport de Servant du 2 novembre 1843, le devis estimatif des ouvrages à exécuter et le "plan général du port de Gorée et des ouvrages projetés pour les services des bâtiments transatlantiques" en cinq feuilles paraphées par le gouverneur Bouët se trouvent dans A N S O M Sénégal XII 28 a.

mène de la barre. S'il fallait compter environ un mois, en moyenne, pour atteindre de France l'île de Gorée, le Persévérant de Marseille mit en 1850 près de quatre mois, tandis que le Gustave de Nantes accomplit en janvier 1848 le voyage en seize jours (53). Le ministre qui jusque là confiait les dépêches destinées au gouverneur à des navires de l'Etat dont les départs étaient subordonnés davantage aux impératifs du service marine qu'à ceux des comptoirs sénégalais aurait désormais, grâce aux paquebots, la possibilité de transmettre ses ordres dans de bien meilleures conditions et ainsi d'en permettre une exécution plus rapide . D'autre part, le gouverneur pourrait tenir le ministre mieux informé des développements de la situation politique et économique.

Le commerce du Sénégal, quant à lui, bénéficierait à dates à peu près fixes d'informations précieuses sur les fluctuations du marché métropolitain et sur les cours de la guinée et de la gomme. En retour les négociants de Bordeaux et de Marseille seraient mieux renseignés sur l'état des récoltes et les conditions des échanges au Sénégal. Une plus grande diffusion des nouvelles d'ordre commercial aurait comporté, semble-t-il, d'importantes et heureuses conséquences. En effet, les hasards de la navigation favorisaient ou des-

---

(53) A titre d'exemple, en 1840, l'Antoinette de Marseille mit un mois et quatorze jours, en 1846, le Mexicain de Bordeaux, 17 jours et le Lapin du Havre un mois; en 1847, l'Ibis de Rouen, 38 jours; en 1848, la Jeune Indienne de Marseille,27 jours et l'Emma du même port, 25 jours. Rapports de capitaines au long cours dispersés dans divers dossiers de la série IV des A N S O M Sénégal. Les retours s'effectuaient le plus souvent après une escale à Sainte-Marie de Bathurst et éventuellement à Saint-Louis. La durée moyenne d'un voyage aller et retour en Sénégambie se situe autour de quatre mois et demi.

servaient les négociants. Tandis qu'aux uns la chance d'une courte traversée livrait les informations les plus récentes sur l'état des affaires en France, aux autres, l'attente anxieuse de navires partis depuis fort longtemps n'apportait que des nouvelles périmées. Dans l'atmosphère d'âpre concurrence qui régnait à Saint-Louis, on comprend tout le parti que pouvaient tirer ceux que le sort avait avantagé d'autant qu'ils s'efforçaient de garder jalousement pour eux les indications reçues. De même à Bordeaux, le négociant le plus promptement instruit de l'arrivée et de l'importance des caravanes apportant la gomme ainsi que les péripéties que connaissent souvent les transactions aux escales et au pays de Galam pouvait se lancer dans de fructueuses spéculations. L'expédition à date fixe des correspondances ainsi que des journaux qui, comme le Lloyd bordelais et le Sémaphore de Marseille donnaient les dernières cotations, aurait permis une meilleure circulation des informations et partant un peu plus d'égalité des chances entre les négociants.

Enfin, les négociants indépendants, européens et sénégalais, pouvaient espérer échapper, en partie tout au moins, pour leurs transports de marchandises au monopole des grandes maisons de commerce qui, comme Maurel et Prom, pratiquaient aussi l'armement. Mais pour cela il aurait fallu que soit tranché le long débat qui s'était instauré à propos du rôle des lignes régulières entre partisans de le limiter à l'acheminement du courrier et des passagers et ceux qui voulaient l'étendre au fret. Pour sa part, la Chambre de commerce de Bordeaux n'avait pas hésité, en 1848, à se prononcer d'une manière catégorique :

> "Remplacer la voile par la vapeur pour le transport des marchandises, et surtout pour la navigation lointaine, n'était-ce pas, de gaîté de coeur, réduire le nombre de nos marins et surtout nuire à leur

expérience et à leur aptitude" (54).
Pour les maisons sénégalaises qui, comme celle de Durand-Valantin connaissaient alors bien des difficultés, la possibilité de faire effectuer leurs transports d'une manière plus indépendante et plus régulière aurait constitué un avantage certain. Cependant, faute d'une ligne desservant uniquement la côte occidentale d'Afrique, on pouvait craindre qu'il ne s'agisse d'une possibilité plus théorique que réelle, la priorité assurée aux destinations et aux provenances du Brésil risquant de ne laisser au fret sénégalais qu'une portion congrue.

Quoiqu'il en soit, les controverses engagées autour de l'établissement de lignes de navigation à vapeur avaient fait découvrir à certains négociants et commerçants du Sénégal les avantages qu'ils en pouvaient attendre. La leçon ne sera pas perdue. Pour l'instant, il est tout à fait significatif de constater que seul un négociant indépendant comme Auxcousteaux réclamait des communications régulières avec la métropole. A défaut d'une ligne française, il souhaitait soit que Gorée devienne l'escale des steamers anglais qui n'allaient pas tarder à desservir l'Ouest africain, soit qu'une correspondance s'établisse avec eux à l'île de Saint-Vincent (55). Par contre, le grand commerce bordelais et marseillais qui disposait de capacités de transport et de moyens d'information suffisants n'avait pas encore ressenti la nécessité d'inscrire à son catalogue de revendications la création d'une ligne de navigation à vapeur. La liberté du commerce de la gomme le passionnait bien davantage.

---

(54) La protestation de la Chambre de commerce de Bordeaux est citée par H. GIRAUD, les origines et l'évolution de la navigation à vapeur à Marseille, 1829-1900, Marseille, 1929, p.43.

(55) AUXCOUSTEAUX, op.cit. p.39.

3°- Les communications au Sénégal

Comme pour les relations avec la métropole, les communications au Sénégal se présentent sous un double aspect qualitatif et quantitatif. Le premier vise à assurer la diffusion des décisions de l'autorité en matière économique et à permettre un échange facile de correspondance entre les négociants et leurs agents dispersés en divers points de la Sénégambie. Le second concerne l'acheminement des produits vers les ports du Sénégal.

a) La diffusion des nouvelles

C'est en 1842 que l'administration avec Pageot des Noutières prend conscience de la nécessité d'installer une imprimerie à Saint-Louis comme en possédait déjà les autres colonies françaises et surtout les établissements britanniques de l'Ouest africain. Elle aurait permis de "donner aux différents actes de l'autorité relatifs aux affaires commerciales du pays toute la publicité qu'ils réclament" au moyen d'un bulletin qui par ailleurs, aurait pu livrer aux habitants différents renseignements commerciaux comme les statistiques des douanes, le mouvement des navires et les mercuriales. Ce voeu formulé par le Conseil d'administration n'eut aucun écho au ministère (56).

Les relations par mer entre Saint-Louis et Gorée, les deux pôles de l'économie sénégalaise, étaient irrégulières

---

(56) Délibération du Conseil d'administration du 14 juillet 1842, A N S O M Sénégal VII 26 bis 7. Pageot des Noutières reviendra sur ce problème dans son rapport sur la situation du service daté du 4 février 1843. A N S O M Sénégal I 23 a. Darricau dans sa brochure fait remarquer que l'absence d'imprimerie constitue pour le Sénégal

et souvent très lentes, tributaires des rares occasions offertes par le commerce et des caprices de la barre. Cependant l'administration bien qu'elle ait manifesté dès 1821 quelque intérêt pour le problème de la poste aux lettres ne se décida à organiser un système de communications terrestres qu'en 1829. Elle répondait au voeu exprimé à plusieurs reprises par le commerce. A partir du 20 février, des courriers relièrent en cinq jours deux fois par mois les deux villes du Sénégal (57). L'affranchissement ne portait que sur les lettres en provenance de France ou de l'étranger. Les recettes ayant été inférieures aux prévisions, l'administration se décida à taxer le courrier échangé entre Saint-Louis et Gorée (58).

---

(56) suite
"une infériorité d'autant plus sensible que l'imprimerie est répandue sur toute la côte d'Afrique et qu'il n'y a pas une colonie anglaise, pas une mission protestante qui n'imprime ses livres elle-même". En effet, le premier journal, le Sierra Leone Gazette parut à Freetown en février 1801, Cf. FYFE, op.cit., p.89.

(57) Arrêté du 9 janvier 1821 destiné à assurer "la plus grande exactitude dans la distribution des lettres adressées de la métropole et dans les différents points de la colonie" B A S 1819-1842, p.16. Arrêté du 12 février 1829, ibidem, p.244. Les départs auront lieu chaque mois les 5 et 20 de Saint-Louis et les 12 et 27 de Gorée. Les arrivées sont prévues les 9 et 24 à Gorée et le 1er et le 16 à Saint-Louis. La tarification est également précisée. Contrairement à ce que pense HARDY, op.cit.,p.333, le service de la poste aux lettres est donc bien antérieur à 1842 puisque cet arrêté de 1829 en constitue en quelque sorte l'acte de naissance.

(58) Arrêté du 9 janvier 1839, ibid., p.540. La taxe fut fi-

Trois ans plus tard, par un arrêté de décembre 1842, le Conseil d'administration à l'initiative du gouverneur p.i. Pageot des Noutières réorganisa le service. Le monopole fut réaffirmé avec vigueur en obligeant sous peine d'amende les capitaines à leur arrivée au Sénégal à remettre lettres et paquets aux bureaux de Saint-Louis et de Gorée. D'autre part, pour faire face à l'accroissement de la demande, le nombre des liaisons mensuelles fut porté à trois. La tarification en vigueur fut conservée (59). La durée des voyages étant ramenée à quatre jours en principe, Gorée pouvait répondre à une demande de Saint-Louis en onze jours. Ainsi, par exemple, une lettre écrite le 2 et partie le 3 de Saint-Louis arrive le 6 à Gorée où elle est distribuée le soir même ou le lendemain. La réponse expédiée le 8 atteint Saint-Louis le 11 et est remise à son destinataire le 12.

En novembre 1847, pour faire face à un nouvel accroissement du trafic, le service de la poste devient hebdomadaire. Mais, en 1851, l'administration annula le bénéfice de cette mesure en décidant malencontreusement une modification des horaires telle que le courrier de Gorée n'attendait plus pour partir l'arrivée de celui de Saint-Louis. Aussitôt, Hilaire Maurel protesta auprès du commandant de Gorée qu'il fallait désormais quinze jours au lieu de onze pour répondre à une lettre expédiée de Saint-Louis (60). En effet, les maisons

---

(58) suite
xée à 25 centimes. Elle était depuis 1828 de 50 centimes pour les provenances de France et de l'étranger jusqu'à 10 grammes, de 1 F. de 10 à 15 grammes et de 1 F.25 au-dessus.

(59) Arrêté du 27 décembre 1842, ibid., p.719. Délibération du Conseil d'administration A N S O M Sénégal VII 26 bis 7.

(60) Arrêté du 18 octobre 1847, B A S 1847-1848, p.89, Arrêté

de Gorée étant pour la plupart des succursales de celles de Saint-Louis, il leur importait de recevoir du siège les directives nécessaires et de l'informer du résultat de leurs opérations le plus rapidement possible.

Pour sa part, Auxcousteaux réclamait dans sa brochure des relations plus régulières entre les deux villes. Il est vrai qu'à cette époque, négociants et administrateurs se plaignaient souvent de la rareté des occasions qui gênait la circulation des hommes, l'approvisionnement en marchandises de traite et l'expédition des produits.

L'établissement prévu à Gorée de l'escale des vapeurs pour le Brésil aurait inévitablement imposé un réaménagement du service de la poste aux lettres. Il aurait fallu modifier le calendrier des courriers en fonction des passages des navires et prévoir les moyens de faire face à dates fixes à un trafic relativement important.

b) Un besoin nouveau : l'aménagement des routes

Depuis longtemps, la batellerie fluviale et le cabotage suffisaient à collecter vers Saint-Louis et Gorée les produits traditionnellement destinés à l'exportation. Mais, à la fin des années quarante, les progrès rapides de la culture de l'arachide allaient poser sur de nouvelles bases le problème des transports. Le commerce avec le Kayor fut à l'origine d'une prise de conscience de la nécessité d'aménager les voies d'accès vers Saint-Louis. En quelques années,

---

(60) suite
du 15 octobre 1851, ibid., 1851-1852, p.91. Hilaire Maurel à commandant de Gorée, 8 novembre 1851, A N S A O F O 260.

ce pays qui jusqu'alors se bornait à contribuer au ravitaillement de Saint-Louis, est devenu un important producteur d'arachides. Les caravanes se dirigèrent tout d'abord vers Gandiole qui parut s'organiser sur le modèle d'une escale de gomme. Le transport des arachides jusqu'à Saint-Louis s'effectuaient sur de mauvais chalands à fond plat qui, de temps à autre chaviraient. Aussi Héricé proposait-il qu'une entreprise dotée d'un privilège assure la liaison Gandiole - Saint-Louis avec un navire à vapeur (61).

Peu après, l'île de Sor est devenue également un point de concentration des arachides. Terre française, face au village de Leybar, elle constituait la porte d'entrée du Walo et du Kayor. Le maire de Saint-Louis, Durand-Valantin, avait proposé d'établir une communication entre Sor et Leybar au moyen d'un pont ou d'un bac. Cette dernière solution fut adoptée provisoirement à la suite d'une délibération du Conseil d'administration de mai 1849 en attendant la construction d'un pont que justifiait l'importance toute récente d'un trafic évalué à plus de 2.000 tonnes (62). Par suite d'un retard de transmission, le ministère n'examina qu'en 1850 les plans et le devis du directeur des Ponts et Chaussées. Il donna son approbation mais laissa la charge de la construction au budget du Sénégal. Le pont fut réalisé trois ou quatre ans plus tard (63). Le problème du transport des arachides à travers le grand bras du Sénégal restait entier mais l'accroissement important des tonnages imposa bientôt l'idée d'un pont.

---

(61) HERICE, op.cit., p.29.

(62) Conseil d'administration, délibération du 25 mai 1849, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

(63) CARRERE et HOLLE, op.cit., p.87.

Affleurant encore bien timidement, ce souci d'améliorer les conditions de transport d'un produit encombrant comme l'arachide n'en est pas moins révélateur de la période nouvelle qui s'ouvre dans l'histoire économique du Sénégal. Sans doute, dans l'immédiat, il ne s'agit que de travaux modestes et localisés à la banlieue de Saint-Louis, mais avec l'augmentation constante de la demande et l'extension de la culture à de nouvelles régions, il suffira de quelques années pour qu'administrateurs et négociants prennent conscience de l'ampleur du problème et échafaudent des projets capables de porter remède à la carence de l'infrastructure.

4°- L'absence d'institution de crédit

A la différence des vieilles colonies, le Sénégal n'a bénéficié d'aucune tentative pour le doter d'un établissement de crédit au cours des trente années qui ont suivi la reprise de 1817 (64). Le gouverneur Roger avait bien présenté un projet de création de caisse d'escompte mais il n'aboutit pas et ses successeurs ne manifesteront aucune intention de le reprendre. L'immobilisme des autorités s'explique-t-il par la persistance des structures archaïques de l'économie sénégalaise et par une insuffisante attention aux transformations qui s'annoncent encore bien timidement à la fin des années quarante ? La crise de 1847-1848 qui secoue durement le Sénégal et fait découvrir l'utilité d'une caisse d'escompte débouchera-t-elle sur une réalisation concrète ?

---

(64) La Restauration tenta d'établir à la Guadeloupe en 1823 et à Bourbon en 1826 des établissements de crédit. Mais dès 1831 ils durent être liquidés vraisemblablement parce qu'ils n'avaient pu vaincre les habitudes des planteurs en matière de crédit. DENIZET (P.) : Les banques coloniales, Paris, Pedone, 1899, 248 p.

a) Le projet du gouverneur Roger

Le baron Roger, un des gouverneurs les mieux informés des réalités sénégalaises avait l'esprit ouvert aux nouveautés et l'ambition de réussir. En particulier, il désirait voir le commerce de Saint-Louis échapper à ses vieilles routines et se rapprocher progressivement des méthodes pratiquées en métropole. Pour cela, il fallait l'aider en le dotant d'une organisation moderne et d'institutions régulières. Dans ce programme, la question du crédit occupait une place essentielle. Aussi, Roger proposa-t-il la création d'une caisse d'escompte car "elle introduirait des habitudes d'ordre, de régularité, l'emploi du papier de circulation et les usages commerciaux de la civilisation" (65).

L'établissement par l'ordonnance du 14 mai 1826 d'une caisse d'escompte à Bourbon a été l'occasion d'étudier le problème du crédit au Sénégal. Sans doute, fallait-il adapter le modèle à des réalités différentes, encore qu'à cette date, certains caressaient encore l'espoir de faire du Sénégal une colonie agricole comparable aux îles des Antilles et de l'Océan Indien.

La "caisse d'escompte et de prêts" envisagée par Roger en mai 1827 disposerait d'un capital de 300.000 F. qui, selon les besoins, pourrait être porté à 400.000. Le gouverneur espérait que la métropole pourrait fournir la moitié du capital puisqu'elle avait déjà consenti à une avance de fonds en faveur de la caisse de Bourbon. La moitié des administrateurs serait choisie parmi les négociants et nommée par les actionnaires; l'autre moitié serait désignée par le

---

(65) Gouverneur à ministre, 14 mai 1827, n°130, A N S O M Sénégal I 11 a.

gouverneur. En outre, un commissaire du roi assurerait le contrôle des opérations. Le taux de l'escompte devrait être fixé à 6% afin de contribuer au développement du commerce. Enfin, quant à la durée du privilège, Roger estimait suffisant de la limiter à six ans alors qu'elle était de quinze et vingt ans à Bourbon et à la Guadeloupe car pour lui comme pour les négociants, il ne pouvait s'agir que d'un essai.

Ces propositions étaient transmises à un bien mauvais moment pour avoir quelque chance d'être acceptées à Paris. En effet, Roger qui, à la fin de 1826, avait prié le ministre de pourvoir à son remplacement rentra peu après en France. La direction des Colonies récemment éclairée sur les résultats décevants de la colonisation agricole examinait alors d'un oeil critique la politique du gouverneur et n'était pas disposée à le suivre dans ses autres projets. Mais en dehors de cette raison de conjoncture, il en existait d'autres, beaucoup plus profondes, qui expliquent que la caisse d'escompte n'ait pas vu le jour dans cette première moitié du siècle.

Tout d'abord, le mouvement des affaires du Sénégal ne paraissait pas devoir justifier la création d'une caisse d'escompte, car il serait incapable de lui fournir "un emploi suffisant et constant ... pour qu'elle couvrit les dépenses et fit des bénéfices convenables". Ensuite, on pouvait craindre des difficultés pour constituer le capital de la caisse, les négociants "habitués à des bénéfices considérables" étant peu enclins à risquer leurs fonds sans l'assurance d'un profit de 20 à 25%. Cette attitude posait la question du taux de l'escompte. Soucieux d'abaisser le loyer de l'argent, Roger proposait 6% mais le commerce local insistait pour qu'il soit fixé à 12% dans l'espoir d'obtenir une sanction légale à ce qui n'était qu'un usage. D'autre part, l'administration de la caisse sera vraisemblablement difficile à assurer étant donné le petit nombre de personnes compétentes de-

meurant à Saint-Louis. Enfin, l'établissement, au lieu de servir l'intérêt général, ne risquerait-il pas de favoriser uniquement les quinze ou vingt négociants ayant des signatures admissibles en banque et qui "pour endosser les billets des habitants et de petits marchands ... prélèveraient une prime d'assurance qui mettrait ceux-ci dans une entière dépendance et les écraserait" (66).

Les objections : insuffisances en moyens financiers et en hommes, échec à peu près certain, sont exemplaires en ce sens qu'elles seront régulièrement invoquées pour refuser toute institution nouvelle. On notera aussi le souci nettement affirmé de protéger les habitants contre les négociants les plus puissants, c'est-à-dire les Européens. On l'a déjà constaté à propos des discussions relatives au commerce de la gomme en 1847.

Ces arguments toujours ressassés ont-ils conservé quelque force quand vingt ans plus tard la valeur du commerce sénégalais a quadruplé , le nombre et surtout la surface financière des négociants se sont sensiblement accrus ? Mais, plus que les arguments d'ordre économique, n'est-ce pas le poids d'une mentalité façonnée par une longue tradition qui est déterminant ? Le débat qui s'instaure sur l'emploi des espèces dans les transactions en est une illustration.

b) Monnaie-marchandise ou numéraire ?

Après avoir fait remarquer dans son rapport rédigé en novembre 1842 au nom de la commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes qu'au Sénégal

---

(66) Lettre déjà citée de Roger au ministre, 14 mai 1827.

le commerce est l'unique intérêt alors que dans les autres colonies l'agriculture et l'industrie ont également leur place, Gautier précise que l'échange de marchandises s'y effectue "sans l'intervention d'aucun signe monétaire" (67). En fait, au stade du simple troc dépassé depuis longtemps a succédé une phase où la monnaie est représentée par une marchandise. En effet, la pièce de guinée constitue l'unité monétaire des transactions sur la gomme. Elle sert aussi d'unité de compte pour les autres articles d'échange : fusils, poudre, ambre, corail, sucre en pain, tabac en feuilles, calicot blanc et diverses sortes d'étoffes de coton. Dans ces conditions, on comprend le désir manifesté par de nombreux négociants et administrateurs de lui donner des caractéristiques constantes de longueur et de poids. Ainsi, elle pouvait être vraiment considérée comme le "billet de banque du désert".

Les négociants livrent la guinée aux traitants qui font la traite pour leur compte sous la condition d'en obtenir le remboursement au retour des escales en gomme et non en numéraire. On dit alors que la pièce de guinée est à 30, 40, 50 livres de gomme. Elle subit, "comme toute marchandise une cote soumise aux fluctuations de la hausse et de la baisse, avec cette différence toutefois que ce n'est point une valeur en espèces qu'on assigne à cette pièce d'étoffe mais une valeur en livres de gomme" (68). De même que l'accroissement de la masse monétaire provoque une hausse des prix si

---

(67) Rapport fait au ministre de la Marine et des Colonies par Gautier pair de France au nom de la commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes au Sénégal, 2 novembre 1842, Annales maritimes et coloniales, 1842, t.2, pp.1093.

(68) RAFFENEL, Nouveau voyage ... op.cit., t.2, p.87.

la production ne se développe pas corrélativement, l'accumulation des pièces de guinées sur le marché de Saint-Louis a pour conséquence, comme en 1839-1841, un enchérissement de la gomme à l'escale.

Cette comparaison schématique ne saurait rendre compte de la complexité des phénomènes. La guinée tout en jouant le rôle d'unité monétaire n'a pas la même souplesse d'utilisation que la monnaie. Du fait des contrats passés entre négociants et traitants fixant la valeur de la guinée en gomme, plusieurs mois avant que soit achevé le cycle des opérations, le traitant se trouve le prisonnier et souvent la victime de ce cadre rigide fixé à l'avance. Du jour du contrat jusqu'au retour à Saint-Louis, six mois plus tard environ, les opérations forment en quelque sorte un bloc, alors que l'intervention de la monnaie les aurait dissociées. D'autre part, à la différence du numéraire, le risque d'avarie sous le climat du Sénégal empêche de conserver trop longtemps la guinée. Aussi, les négociants ont-ils la tentation de jeter brutalement leurs stocks dans le circuit des échanges par l'intermédiaire d'agents salariés provoquant ainsi une dépréciation dangereuse pour les traitants qui avaient conclu à un plus haut prix, quelque temps auparavant.

Au cours des années quarante, deux tentatives au moins furent faites pour obtenir le droit de s'affranchir du mécanisme rigide de l'échange guinée contre gomme. En 1841, quelques négociants demandèrent l'autorisation d'acheter des gommes en rivière contre de l'argent monnayé. Malheureusement, nous ne connaissons cette affaire que par le procès-verbal très succinct de la délibération du Conseil d'administration qui lui a été consacrée (69). A l'appui de leur requête, les né-

---

(69) Délibération du Conseil d'administration, 8 mai 1841, A N S O M Sénégal XIII 25 c.

gociants dont nous ignorons le nom, font valoir que plusieurs navires ne peuvent opérer leur retour en France faute de chargement. Peut-être ont-ils pensé séduire les Maures par ce nouveau procédé d'achat et les inciter à leur livrer de préférence leurs gommes ? Mais le Conseil d'administration a rejeté la demande des négociants en prenant un arrêté stipulant que "nul ne pourra acheter des gommes en rivière contre des espèces".

On peut s'interroger sur le sens à donner à cette initiative des négociants : simple moyen de faire face à une conjoncture difficile ou volonté d'introduire une réforme radicale des méthodes d'échange aux escales ? Il est difficile de trancher faute de disposer d'informations précises. Cependant, on peut noter qu'en 1841, la traite ouverte sous le signe de la libre concurrence, puis continuée sous celui du compromis s'annonçait peu favorable du fait d'une récolte insuffisante (70). L'échange contre espèces pouvait paraître une arme efficace pour drainer le plus possible de gommes. Mais la demande des négociants pouvait avoir une plus longue portée. Les pétitionnaires étaient peut être des nouveaux venus comme en attirait depuis quelques années le marché de Saint-Louis. A l'écart des traditions commerciales, ils ont vraisemblablement cherché à prendre part au trafic de la gomme sans se constituer un réseau de traitants. En effet, ayant essayé de nouer quelques affaires au moyen d'espèces, ils se sont heurtés à l'hostilité des commandants des escales invoquant l'arrêté du 23 décembre 1840 qui défendait en rivière toute transaction autre que celle des Maures

---

(70) Le compromis a été établi par l'arrêté du 12 avril 1841, A N S O M Sénégal XIII 25 c.

avec les traitants et des traitants avec les Maures et c'est pourquoi ils avaient alors présenté leur requête au gouverneur (71).

L'arrêté de mai 1841 interdisant l'emploi des espèces en rivière n'a pas été publié au Bulletin administratif du Sénégal; aussi, on peut se demander s'il a été réellement appliqué. Toujours est-il que le Conseil général lors de sa session de février 1847 se déclarait dans son voeu au gouverneur, vivement préoccupé par "la tendance que depuis deux ans les affaires de traite des gommes ont prise d'employer des valeurs en argent ou en or aux échanges avec les Maures". Si en 1845, de faibles sommes avaient été affectées aux achats, l'année suivante les transactions ont pris plus d'ampleur et on peut les évaluer à plus de 200.000 francs. Aussi, le Conseil général, considérant que cet état de choses était grave pour l'avenir car il était susceptible de modifier profondément les modalités des échanges demandait au gouverneur que des mesures efficaces soient prises pour empêcher le transport en rivière du numéraire et des matières d'or (72).

---

(71) Arrêté du 23 décembre 1840, article 7, B A S 1819-1842, p.591.

(72) Voeux du Conseil général, séance du 5 février 1847, A N S O M Sénégal VII 29 c. On peut légitimement penser que le numéraire a servi pour la traite de 1846 à tourner le compromis. Le procureur général Larcher écrit au directeur des Colonies, le 31 juillet 1846, que le compromis ayant été exécuté avec une apparence de régularité purement factice, "on estime très haut, en effet, la somme sortie des caisses particulières pour payer les suppléments de prix convenus sous mains avec les Maures. Ce n'est plus par des livraisons de guinées ou d'assortiments acquittables à Saint-Louis au retour de la trai-

Alerté également par des commerçants, le Conseil d'administration fit sienne la thèse du Conseil général reconnaissant l'échange des gommes contre espèces comme préjudiciable aux intérêts du commerce local aussi bien qu'à ceux de la métropole. Il prit un arrêté plus large que celui de 1841 puisqu'il s'appliquait au commerce d'échange non seulement des gommes mais aussi "de tous autres produits" et qu'il interdisait l'emploi de l'or aussi bien que celui des espèces. Pour éviter toute fraude, l'achat de l'or en rivière par les traitants était strictement réglementé (73).

Si le chiffre avancé par le Conseil général est exact, les transactions en espèces représenteraient en 1846 moins de 5% de l'ensemble de la traite des gommes soit une part très faible. Cependant, ce qui inquiétait surtout la majorité des négociants et des traitants, c'était la progression rapide de ce nouveau mode d'achat par ailleurs adopté d'emblée pour les arachides. En effet, les produits traditionnels autres que la gomme, peaux, ivoire, cire et or s'échangeaient non seulement contre des guinées ou des étoffes de diverses sortes, mais aussi contre des marchandises variées, la guinée constituant l'unité de référence. Par contre, pour les arachides, l'habitude avait été prise, on l'a vu, dès les premiers achats en Gambie de n'utiliser que des espèces.

---

(72) suite
te que ces marchés occultes sont passés, ils se font sur les lieux mêmes à bons écus comptants" A N S O M Sénégal XIII 28 d.

(73) Délibération du Conseil d'administration du 17 février 1847. A cette séance, le gouverneur avait convié outre le lieutenant-colonel Caille commandant supérieur des escales, Beynis et Durand-Valantin, membres du Conseil général et plusieurs traitants. A N S O M Sénégal VII 26 bis 8. L'arrêté du 17 février 1847 est publié dans le B A S 1847-1848, p.16.

Tant que ces transactions ne ressortissaient que de Gorée, peu importait, mais quand le Kayor se mit à offrir ses pistaches à Gandiole, des négociants fidèles à l'axiome que le véritable profit réside dans l'écoulement des marchandises et non dans la réalisation des produits en Europe, s'inquiétèrent. Vraisemblablement, ils redoutèrent que l'emploi du numéraire aux portes de la ville possède une force d'exemple telle qu'aux escales la fragile barrière constituée par l'arrêté de 1847 ne soit rapidement emportée.

Au Conseil général, en janvier 1847, deux thèses s'affrontèrent. Borel, représentant du commerce marseillais se déclara partisan de la liberté entière du commerce et fit remarquer que l'exportation du numéraire n'était pas "une chose fâcheuse" puisqu'il finissait toujours par revenir à Saint-Louis. A l'opposé, le président Tailhardat-Fayette voulait empêcher toute sortie d'espèces du comptoir français. C'est ce point de vue qui l'emporta dans le voeu que présenta le Conseil général au gouverneur (74). Mais, l'administration refusa de s'engager sur la voie de la réglementation arguant qu'il serait impossible de la faire respecter, Gandiole étant trop proche de Saint-Louis, "le vendeur pourrait toujours y venir prendre son argent" (75). Deux ans plus tard, lors d'un débat au Conseil d'administration, les adversaires de l'emploi du numéraire firent entendre à nouveau leur voix mais sans succès. Selon le procureur général Carrère, "l'achat des arachides avec du numéraire jette la colonie dans une pénurie de métal qui entrave les relations régulières de la place car l'argent une fois sorti de Saint-

---

(74) Conseil général, séance du 17 janvier 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c.

(75) Délibération du Conseil d'administration, 5 mars 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

Louis n'y rentre que difficilement et par petites parties" (76).

Cette hostilité à l'égard du numéraire s'était aussi manifestée à propos du commerce avec les Américains. En 1840, au moment où il commençait à prendre quelque importance, le négociant Gasconi lui reprochait de provoquer une sortie d'espèces monnayées. Cette situation a été de courte durée car les Américains allaient bientôt acheter en contrepartie des tabacs et des bois qu'ils fournissaient des quantités croissantes de peaux sèches et d'arachides (77).

---

(76) Délibération du Conseil d'administration, 17 août 1850, A N S O M Sénégal VII 26 bis 10. Carrère ajoutait qu'une part importante des espèces était transformée en bijoux, manille et bracelets. Il faisait ainsi écho aux propos tenus par son prédécesseur, Larcher, à l'occasion de la traite de 1846 : "les Maures ont eu cette année les moyens d'orner le col et les bras de mesdames leurs épouses et à bon marché avec la pièce de cinq francs qu'ils ont touchée. Il serait dangereux qu'un pareil système prévalut dans des transactions mêmes légitimes car il aurait pour effet de démonétiser la marchandise et de faire disparaître de la circulation des sommes considérables". Deux ans plus tard, Durand-Valantin ne disait pas autre chose: "Depuis longtemps, une fâcheuse tendance à introduire l'emploi du numéraire dans nos échanges avec les naturels s'est manifestée. Toutes les années des valeurs considérables sont détournées pour s'enfouir dans l'intérieur du continent où l'argent est fondu et converti en bijoux et se trouve, par conséquent, à jamais perdu pour la circulation", séance du Conseil d'administration du 30 novembre 1848.

(77) Délibération du Conseil privé, 23 avril 1840. Gasconi déclare : "Ils apportent des tabacs et des bois, denrées

c) La circulation monétaire

Outre l'achat des arachides et un emploi occasionnel dans la traite des gommes, les espèces monnayées étaient utilisées pour le commerce de détail, les transactions au comptant, les règlements entre particuliers et le paiement de la plupart des salaires. L'administration les employait également pour payer les soldes des fonctionnaires et des militaires, pour acquitter les marchés qu'elle avait conclus avec les fournisseurs de Saint-Louis et de Gorée.

Les statistiques ne permettent pas d'apprécier l'importance de la masse monétaire en circulation au Sénégal à la différence des Blue Books qui apportent quelques renseignements sur les colonies anglaises (78). On se doute qu'elle devait être relativement faible puisque l'essentiel des transactions s'effectue sans son intermédiaire. Ainsi, quand en 1842, les membres du Conseil d'administration discutent le projet de création d'une société pour la traite de la gomme, à un négociant qui souhaitait que cette dernière vende à Saint-Louis contre espèces les gommes recueillies aux escales, le gouverneur fit remarquer qu'il était impossible de trouver dans la colonie les six millions environ qui se-

---

(77) suite
d'une grande importance pour la colonie mais au retour, ils ne prennent presque jamais de produits; c'est toujours en espèces monnayées qu'ils exigent le paiement de leurs marchandises", A N S O M Sénégal VII 26 bis 6.

(78) On trouve dans les Blue Books des renseignements sur les monnaies en usage et sur leur cours ainsi qu'une évaluation de la circulation monétaire année par année. PRO CO 90.

raient nécessaires (79). D'autre part, les sociétés commerciales qui se sont créées au Sénégal ont toujours constitué leur capital pour une large part sinon pour la totalité en marchandises et spécialement en guinées. C'est vrai, on l'a vu, non seulement pour les petites entreprises mais aussi pour les plus importantes comme la Compagnie de Galam ou l'Association sénégalaise qui prit sa suite dans l'exploitation du commerce du haut fleuve au lendemain de l'abolition des monopoles.

Même dans le domaine traditionnellement réservé aux opérations en numéraire, les moyens de paiement se sont révélés souvent insuffisants, suscitant des plaintes à plusieurs reprises. Ainsi Durand-Valantin dénonce-t-il devant le Conseil d'administration, les crises financières que subit fréquemment le Sénégal et "dont la cause est toujours la rareté en numéraire" (80).

Les espèces utilisées au Sénégal proviennent des envois de fonds de l'administration et du commerce. Celui-ci calcule au plus juste à cause des frais élevés de transport. Seules les monnaies d'argent, de cuivre et de bronze circulent car les pièces d'or sont thésaurisées. A partir de 1840, les pièces métropolitaines furent introduites afin de se substituer à la monnaie spécialement frappée pour les colonies depuis 1826 (81). Parallèlement, les pièces étrangères

---

(79) Conseil d'administration, délibération du 9 avril 1842, A N S O M Sénégal VII 26 bis 7.

(80) Conseil d'administration, délibération du 30 novembre 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

(81) Pendant plusieurs années après la reprise devait régner une certaine confusion en matière monétaire. A côté des pièces anglaises circulaient une monnaie de compte dite "argent des colonies". Parallèlement, l'administration

comme les piastres et les doublons d'Espagne étaient en usage entre particuliers sans avoir cours légal. Théoriquement, les caisses du Trésor ne devaient pas les accepter mais dans la pratique, il semble que cette interdiction n'était pas respectée.

Sans pouvoir apporter de preuves irréfutables, on peut cependant affirmer qu'il existait un mouvement de flux et de reflux des espèces monnayées en liaison avec le caractère saisonnier de l'activité commerciale. Malheureusement, l'ampleur de ce mouvement ne peut être mesurée. En effet, la rubrique "numéraire" du Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et l'étranger publié chaque année reste muette sur les exportations à destination du Sénégal et ne comporte que très irrégulièrement des chiffres concernant les retours. D'ailleurs ces évaluations ne reflètent pas la réalité du phénomène car seules les quantités de numéraire ayant fait l'objet d'opérations commerciales, c'est-à-dire déclarées en douane, sont retenues. Dans ces conditions, il ne peut s'agir que d'une approximation. Les statistiques

---

(81) suite
cherchait à introduire la computation monétaire de la métropole. En juin 1826, un règlement édicte que "les énonciations en monnaie légale ou "argent de France" sont seulement admises dans les actes administratifs, judiciaires et commerciaux. Quelques mois plus tard, un arrêté décidait que les monnaies de cuivre étrangères cesseraient d'avoir cours. Voir la monnaie et le crédit dans les territoires d'outre-mer in Documents et statistiques, Ministère de la France d'Outre-Mer, service de statistique, n°4, juin 1949, p.159 et A N S O M Généralités, monnaies coloniales 491/2437.

publiées par le ministère de la Marine n'offrent pas plus d'intérêt. Comme pour les statistiques des douanes métropolitaines, les envois d'espèces au Sénégal ne sont jamais mentionnés. D'autre part, les renseignements très fragmentaires relatifs au numéraire ne concernent jamais Gorée. Pourtant ce port n'est-il pas alors le centre du commerce des arachides qui au moment de la traite, nécessite un recours massif aux pièces de cinq francs ? Une fois celles-ci revenues à la suite des achats des producteurs dans les caisses des différentes factoreries, les négociants préfèrent renvoyer en France un capital qui resterait improductif pendant plusieurs mois en Afrique.

De même à Saint-Louis après le retour des traitants des escales fin juillet et le règlement de leurs affaires, s'ouvre la période des achats dans les boutiques de la ville. C'est un temps fort de l'activité commerciale qui se traduit par un gonflement très sensible de la masse monétaire en circulation. Pour les négociants se pose alors le problème des "retours". Non seulement, ils expédient en France leurs gommes, mais aussi, une fois tombée la fièvre des achats, une partie des espèces qu'ils détiennent et dont ils n'auraient plus un emploi satisfaisant. Cependant, ils préfèrent parfois retarder leurs envois de gomme parce que le cours de ce produit s'avère très décevant sur les marchés métropolitains. Dans ce cas, ils sont obligés pour honorer leurs engagements de faire parvenir de plus grandes quantités de numéraire. C'est un fait de ce genre que relate une correspondance publiée par le Sémaphore de Marseille en septembre 1848 :

> "L'argent manque presque entièrement et pour comble de malheur, les maisons qui avaient des retours à faire les ont faits en espèces ne voulant pas s'exposer à de nouvelles pertes en envoyant des denrées. C'est ainsi que par le Bakel parti en juillet dernier

à destination de Marseille, il est sorti près de 100.000 francs en espèces de Saint-Louis" (82).

Un moyen pour les négociants d'éviter le transport toujours coûteux des espèces monnayées consiste à les déposer dans les caisses de la colonie et d'obtenir en contrepartie des traites du Trésor négociables en France. Mais le trésorier ne dispose pas toujours des quantités suffisantes pour répondre aux demandes du commerce (83). Celles-ci, selon l'administration, sont "trop éventuelles" pour qu'il soit possible de fixer à l'avance le montant annuel des traites et de courir le risque d'avoir en caisse des papiers dont personne n'usera. En effet, comme le souligne le chef du service administratif devant le Conseil d'administration, en août 1845, "les demandes de traites sont généralement basées sur le plus ou le moins de produits rendus par les opérations de la traite". Ainsi, en 1837-1838, il y a eu très peu de demandes, les gommes étant abondantes à Saint-Louis, mais au contraire, les traites du Trésor ont été recherchées pendant les quatre ou cinq dernières années parce que les produits ont manqué (84).

Le problème de l'approvisionnement en traites du Sénégal se pose donc avec une certaine acuité dans les années difficiles. On en débat, en particulier en 1847, au moment où le gouvernement vient de faire parvenir la dotation néces-

---

(82) Le Sémaphore de Marseille, 16 septembre 1848.

(83) Ainsi, en 1843, Urbain Borel qui avait déposé 100.000 F. dans les caisses du Trésor ne put les convertir en traites" la colonie n'en possédant point", Bouët à ministre, 31 mai 1845, n°162, A N S O M Sénégal I 25 c.

(84) Conseil d'administration, délibération du 22 août 1845, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

saire au fonctionnement des divers services essentiellement en numéraire, ne réservant qu'une très petite portion aux traites. Or, celles-ci, depuis plusieurs années se situent à un niveau toujours inférieur aux besoins du commerce. Aussi, l'administration locale émet le voeu que dès l'année suivante, les traites représentent la moitié des envois de fonds. Dans l'immédiat, il fut décidé de délivrer en priorité aux fonctionnaires et aux fournisseurs de la colonie des traites émises au pair tandis que les négociants ne les obtiendraient que moyennant une prime. Le taux de celle-ci sera fixé par l'administration en fonction du cours du change sur la place de Saint-Louis en prenant pour base la prime exigée pour négocier les effets de commerce (85). En 1849, à la suite d'une nouvelle intervention du contrôleur colonial en faveur de l'augmentation du nombre des traites mises à la disposition du Sénégal, le ministre se montrait favorable à une telle mesure et envisageait d'en étendre le placement au pair au bénéfice du commerce (86).

D'autre part, pour porter remède à la rareté du numéraire qui, à l'occasion, entravait l'activité commerciale, Durand-Valantin propose en novembre 1848 que le paiement de l'indemnité promise aux propriétaires d'esclaves s'effectue en papier monnaie ayant cours forcé au Sénégal. Le ministre

---

(85) Conseil d'administration, délibération du 7 juin 1847, ibid. Malheureusement nous manquons d'informations précises, relativement au taux de change. Par contre, les Blue Books possèdent une rubrique spécialement consacrée à cette question. Par exemple, en Gambie, des traites du trésor à trente jours de vue sont délivrées en échange des monnaies en circulation moyennant une prime de 1 1/2%.

(86) Ministre à gouverneur, 7 mai 1849, n°140, A N S O M Correspondance générale 531.

ne retiendra pas cette suggestion (87).

En recevant des fonds déposés par les négociants, en facilitant leur transfert en France, en approvisionnant pour une large part en numéraire les comptoirs de Saint-Louis et de Gorée, le Trésor jouait le rôle d'une banque. Mais l'administration continuera-t-elle à accorder des facilités au commerce local si les charges deviennent plus lourdes pour elle ? Or, depuis quelques années, les progrès réguliers de la traite des arachides provoquent un accroissement sensible des besoins en numéraire. Dans ces conditions, le problème de la création d'un établissement bancaire n'allait pas tarder à se poser, d'autant plus que le commerce local au même moment souhaitait de meilleures possibilités de crédit.

d) Les différentes formes de crédit

Quatre moyens de crédit étaient particulièrement utilisés dans les comptoirs du Sénégal : le billet à ordre, l'obligation hypothécaire, le prêt sur gages et le prêt à la grosse aventure. Nos sources, essentiellement les registres des actes notariés et les jugements des tribunaux, nous révèlent que ces usages commerciaux, tout au moins les trois premiers d'entre eux, ne sont pas restés l'apanage des Européens et des habitants et que les autres catégories de la population sénégalaise y ont eu largement recours.

On constate, par exemple, que non seulement des traitants, des commerçants et des artisans africains, mais aussi des bateliers et des laptots utilisent le billet à ordre. Des étrangers en relations d'affaires avec Saint-Louis font de

---

(87) Conseil d'administration, délibération du 30 novembre 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

même. Les Maures de Tichit et de Wadan souscrivent des billets stipulant le paiement en poudre d'or de marchandises et spécialement de guinées achetées à des commerçants de Saint-Louis (88). Le fait n'est pas pour surprendre venant de personnes effectuant traditionnellement le commerce à longue distance et familiers de ces pratiques. Mais plus significatif est le cas d'un Toucouleur, marchand de bestiaux, auquel le négociant Héricé avait remis un billet payable à cinq mois de date en paiement des animaux qu'il avait livrés. Pressé de rentrer au Fouta, il voulut en réaliser la valeur en marchandises en achetant de la guinée chez un autre commerçant (89). Ainsi, les billets à ordre circulaient de main en main et étaient escomptés par des particuliers.

L'obligation hypothécaire était d'un usage relativement courant. Elle constitue moyennant une garantie : terrain, maison, navire ou caution fournie par un propriétaire honorablement connu, une reconnaissance juridique des avances en marchandises, des prêts en espèces et, au lendemain d'une traite désastreuse, du déficit d'un compte ouvert par un traitant chez un négociant. Les modalités varient en fonction de ces finalités différentes. L'avance en marchandises pour la traite aux bases escales est consentie en février-mars et remboursée en août ; elle ne comporte pas d'intérêt (90).

---

(88) Jugements condamnant quatre Maures de Tichit ayant souscrit un billet à l'ordre de la maison Lombard et Frois, n°462 à 465, 10 octobre 1842 et deux Maures de Wadan pour un billet à l'ordre de Binta Sar, n°39, 4 février 1843, A N S O M D P P C Tribunal de 1ère instance de St-Louis.

(89) Jugement de la Cour d'appel, n°38 du 9 octobre 1844.

(90) A titre d'exemple, le contrat du traitant Samba Niébé conclu le 10 mars 1838 avec la maison Rey et Rolland. Il s'engage à livrer 24.475 Kg de gomme le 15 août suivant "pour prix de guinées bleues de l'Inde et autres marchandises vendues et livrées ce jour" A N S O M D P P C Notariat de Saint-Louis, 1839, n° 91.

Pour Galam, le contrat conlu en août-septembre prévoit, en général, un règlement en deux fractions égales au 31 mars et au 31 juillet ainsi qu'un intérêt de 6% (91). Pour l'apurement des comptes, les délais accordés sont beaucoup plus longs et atteignent trois, quatre, cinq et même six ans.

Les sommes en jeu sont parfois importantes se situant autour de 30.000, 40.000 ou 50.000 F. et l'intérêt exigé peut alors s' élever à 8, 9, 10 et même 12% (92). Pour la période 1838-1850, ce dernier taux figure à Saint-Louis dans un tiers des contrats et à Gorée dans les deux tiers. Les obligations hypothécaires ne concernent pas seulement les traitants car les marchands détaillants y ont aussi recours pour se procurer marchandises et crédits. Les négociants européens ne sont pas seuls à consentir des prêts de même que les Sénégalais ne constituent pas la seule catégorie des bénéficiaires. Ainsi, une signare, Marie Labouré, qui utilisa largement l'obligation hypothécaire pour faire fructifier ses capitaux accor-

---

(91) Contrat entre le traitant Mapaté Gueye et la maison Rey et Rolland du 12 août 1839. Il devra livrer 13.022 Kg 750 de gomme moitié au 31 mars, moitié au 31 juillet 1840. A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis 1839, n°91.

(92) Pierre Louis Poul traitant pour régler les 39.931 F,52 qu'il doit aux négociants H. et F.Calvé prend l'engagement le 14 septembre 1839 d'effectuer quatre paiements égaux le 31 juillet des années 1840, 1841, 1842 et 1843, A N S O M D P P C Notariat Saint-Louis 1838, n°129. Nicolas Potin, gérant de la maison de commerce de Monteillet à Gorée doit à celle-ci 52.918 F,75. Ibid. Notariat de Gorée, 3 janvier 1841, n°3.

de-t-elle, à l'occasion, des avances à des négociants européens (93).

Les obligations hypothécaires ne concernent pas uniquement les opérations commerciales. Elles permettent aussi, à des propriétaires en difficulté, d'effectuer les réparations que nécessitent leurs immeubles et d'offrir à de petites gens "piroguier", tonnelier, "négresses libres" une garantie sérieuse aux prêts modestes qu'ils ont consentis à d'autres africains (94).

Les ventes et les prêts sur gages constituent une autre forme de crédit sur laquelle nous ne possédons aucune information précise au milieu du siècle. Bien des questions importantes demeurent sans réponse par exemple l'ampleur et les modalités de cette pratique ainsi que les abus qu'elle peut éventuellement engendrer. On est donc réduit aux hypothèses. Il parait tout à fait vraisemblable qu'en ce temps de difficultés, une plus large fraction de la population sénégalaise a dû avoir recours au prêt sur gages, ce qui explique que l'administration a senti la nécessité de le réglementer en décembre 1842. Les commerçants et les habitants de Saint-Louis qui consentaient des avances sur nantissement devront à partir du 1er janvier 1843 obtenir obligatoirement l'autorisation du chef du service administratif. De plus, ils tiendront un registre coté et paraphé par le président du tribunal de première instance sur lequel ils inscriront les objets d'or et d'argent autres que l'or brut, les hardes, lin-

---

(93) Contrats n°124 du 6 septembre 1838 conclu avec la maison Chaize et Beynis et n°73 du 4 juillet 1839 avec Ad.Cabeuil. Ibid. Notariat de Saint-Louis.

(94) A titre d'exemple : le prêt de 671 F,25 consenti par Adi Sar, piroguier de Guet N'Dar aux deux soeurs Gueye, le 30 mai 1850, Saint-Louis et le prêt de la négresse libre Pauline de 250 F. à Caty, autre négresse libre en juin 1846 à Gorée.

ges, effets d'ameublement et de ménage ainsi que les noms, qualités et domicile de ceux qui les laisseront en gage. En prenant cet arrêté, l'administration ne cachait pas que l'un de ses objectifs était d'enlever aux voleurs la possibilité de se défaire en toute impunité des objets dérobés (95).

Le système de la vente sur nantissement était pratiqué conjointement aux avances d'argent faites aux personnes dans le besoin. Les considérants de l'arrêté du 28 décembre 1842 y font référence. Nous n'en connaissons qu'un exemple à la suite du litige qui opposa le négociant Aimé Pesnel ou plutôt sa succession à un traitant. Ce dernier, moyennant un nantissement de deux boucles d'or d'un poids de dix gros et demi avait obtenu des marchandises payables à son retour du marigot : défaillant, il avait été poursuivi et condamné (96).

De même que l'obligation hypothécaire ouvrait un crédit aux traitants disposant de maisons, de terrains ou d'embarcations pour gager leurs achats de marchandises nécessaires à leur prochaine traite de gomme, la vente sur nantissement permettait aux détaillants les plus humbles et aux marigotiers de se procurer quelques moyens d'échange en offrant en garantie leurs bijoux (97).

---

(95) Délibération du Conseil d'administration, 28 décembre 1842, A N S O M Sénégal VII 26 bis 7.

(96) Jugement du tribunal de première instance du 26 février 1842, A N S O M D P P C Tribunal de Saint-Louis.

(97) Le marigotier débiteur d'A.Pesnel avait acheté pour 334 F,32 de marchandises. Le gros d'or valant environ 12 F., le gage représentait un peu plus du tiers de l'achat (37,7%).

De temps à autre arrivaient à Gorée et à Saint-Louis des navires ayant subi des avaries ou une traversée beaucoup plus longue que prévu. Leurs capitaines connaissaient alors des embarras d'argent pour effectuer les réparations indispensables et leur voyage de retour. Il fallait donc se procurer sur place les capitaux nécessaires : tâche particulièrement difficile sur des marchés aussi étroits que ceux de Saint-Louis et de Gorée. Le prêt à la grosse aventure pouvait être une solution. Cette pratique très ancienne consiste en une avance de fonds assortie au risque de la navigation. Si le navire se perd, l'emprunteur ne rembourse rien et si le voyage est heureux, il rend la somme reçue augmentée d'un intérêt. Il s'agit bien d'un crédit commercial et non la couverture d'un risque qui relève des assureurs. On trouve des exemples de tels emprunts dans les minutes notariales, mais on peut penser que certains d'entre eux ont été simplement conclus sous seing privé. En général, le taux atteignait 25% et le remboursement s'effectuait dix jours après le retour du navire dans un port métropolitain (98). Pour les négociants du Sénégal, outre le profit élevé qu'ils pouvaient en tirer, le prêt à la grosse aventure constituait un moyen de retour d'autant plus apprécié que les traites du Trésor et les autres occasions de remises de capitaux en France étaient rares.

Ainsi, différentes opérations pratiquées à Saint-Louis comme l'escompte des effets de commerce (billets à or-

---

(98) Emprunts à la grosse contractés par le capitaine du trois-mâts l'Industrie en janvier 1849 et par celui du brick le Persévérant en septembre 1850. A N S O M D P P C Notariat Gorée 1849-1850. D'autres exemples concernant les années 1851 et 1853 nous montrent un taux de profit maritime beaucoup plus élevé : 60 à 80%.

dre mais aussi lettres de change dont on sait qu'elles étaient également utilisées), le prêt sur marchandises et sur matières d'or et d'argent, le prêt maritime, l'approvisionnement en numéraire et les remises de capitaux en France auraient pu alimenter l'activité d'une banque. Celle-ci aurait rendu d'incontestables services à l'économie sénégalaise en donnant plus de régularité aux opérations et en provoquant une diminution de leurs coûts. Mais tout le problème était de savoir si le volume des affaires traitées serait suffisant pour permettre à la banque de vivre et de faire des bénéfices convenables.

e) Vers la création d'une banque ?

Au cours de l'année 1848, le problème de l'organisation du crédit va être posé dans toute son ampleur. Le ministre de la Marine a d'abord été alerté par le fait que l'année précédente la Compagnie de Galam, faute de trouver sur place le numéraire nécessaire à la bonne marche de ses affaires, avait sollicité du gouverneur une avance de 125.000 F. qui serait fournie par la caisse de réserve. Un moment favorable, le gouverneur s'était finalement ravisé arguant que l'ordonnance organique de 1840 ne lui en donnait pas le pouvoir. Le ministre qui considérait l'opération projetée comme contraire aux règles de la comptabilité nationale approuve donc le gouverneur et lui fit connaître qu'il allait examiner "le problème de savoir comment organiser le crédit au Sénégal comme dans nos autres colonies" (99).

Au même moment, à Saint-Louis, le Conseil d'administration délibérait sur un projet de caisse d'escompte (100).

---

(99) Ministre à gouverneur, 18 mai 1848, n°92, A N S O M Sénégal I 34 c.

(100) Délibération du Conseil d'administration des 27 avril

En effet, la crise que connaissait le Sénégal depuis plusieurs années se trouvait aggravée par les contre-coups de la situation économique de la métropole. Le prix de la gomme avait subi une dépréciation considérable. Les traitants dont les dettes s'étaient accrues après les fâcheux résultats de la traite de 1847 étaient dans une situation critique. D'urgence, une solution s'imposait. C'est pourquoi, en avril 1848, le commerce présenta au gouverneur Baudin une pétition en faveur de l'établissement d'une caisse d'escompte au capital de 600.000 F. et destinée à prêter à trois, six, neuf ou douze mois sur billets à deux ou trois signatures reconnues solvables et moyennant un intérêt de 5%. Plutôt qu'un projet soigneusement élaboré c'était un appel que lançaient les pétitionnaires. Ils s'en remettaient au fond à l'administration qui, selon eux, devait fournir l'intégralité du capital et organiser le fonctionnement de la caisse. De plus, ils croyaient ou feignaient de croire que la question pouvait être tranchée à Saint-Louis. Au cours de la délibération du Conseil d'administration du 27 avril, les deux commerçants appelés extraordinairement à y participer, Tailhardat-Fayette, président du Conseil général et Caminade plaidèrent l'urgence d'une décision. A leurs yeux, la caisse n'aurait d'utilité que si elle était en mesure de fonctionner au plus tard fin juillet, c'est-à-dire à l'époque où les traitants revenant de la traite aux escales auront besoin de numéraire. En effet, exceptionnellement ils avaient tenté de se prémunir contre la baisse du cours de la gomme en Europe en précisant qu'ils paieraient aux négociants les guinées et les marchandises de traite en espèces. Ils préféraient garder une grande partie de leurs gommes en dépôt dans l'espoir d'en tirer un meilleur profit l'année suivante. Pour s'acquitter de leurs dettes envers les négociants, les traitants obtiendraient de la cais-

---

100) suite

et 15 mai 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

se d'escompte les sommes nécessaires. Ils feraient cautionner leur billet par deux signatures auxquelles ils donneraient en garantie, déposée dans un lieu déterminé, une quantité de gommes représentant la valeur empruntée estimée au cours du moment. Le 27 avril, le Conseil décide de confier à une commission désignée par le gouverneur le soin de préparer un projet qui sera discuté dans une nouvelle séance avant d'être adressé au ministre (101).

Le 15 mai, les débats furent très animés. Durand-Valantin défendit le projet de la commission et les représentants de l'administration, Petiton chef du service administratif et Stéphan contrôleur colonial se comportèrent en défenseurs vigilants des intérêts de l'Etat. Le capitaine du génie Masson qui présidait en remplacement du gouverneur p.i. Duchâteau alors en tournée, prêcha la conciliation et le Conseil appuya auprès du ministre le projet du commerce légèrement remanié. En voici les principales dispositions. Un comptoir d'escompte et de prêts sur nantissement sera créé au capital de 600.000 F. avec les fonds du Trésor de la colonie. La durée du comptoir fixée à six mois pourra être prolongée par le gouverneur en fonction des besoins du commerce local. Nommés par le gouverneur, le directeur et les douze membres du Conseil d'administration choisis parmi les traitants, les commerçants ou les propriétaires assureront la gestion du comptoir. Celui-ci aura pour but d'escompter les effets de commerce (lettres de change, billets à ordre et effets garantis par les signatures de trois personnes au moins notoirement solvables) et de faire des avances de fonds

---

(101) La commission comprenait outre le trésorier de la colonie, les négociants européens Bourilhon, H. Maurel, Lovely Seignac et Héricé et deux habitants : d'Erneville et Sleigth.

sur matières d'or et d'argent et sur dépôts de marchandises ou de produits pour un ou six mois au gré de l'emprunteur. Le taux de l'intérêt était fixé à 6%. Le 17 mai, Masson transmettait au ministre le projet pour lequel il demandait une réponse avant le 1er août "époque des règlements de comptes entre traitants et négociants" (102).

De son côté, le contrôleur colonial faisait part de ses réserves au ministre. Il lui paraissait impossible d'établir la caisse d'escompte exclusivement avec des fonds du Trésor et de ne pas entourer l'administration de toutes les garanties nécessaires. Pour cela, il suggérait que le numéraire du Trésor ne sorte que pour être remis à une commission responsable, chargée des prêts et capable d'apprécier le degré de confiance qu'on peut accorder aux cautions. Cette commission représentant les intérêts des emprunteurs devrait fournir en nantissement des marchandises pour une valeur double du numéraire emprunté. Elle paierait au Trésor 1/2% par mois sur les sommes déposées entre ses mains. Grâce à elle, l'administration qui n'aurait aucun rapport direct avec les emprunteurs serait à l'abri de toute difficulté (103).

Le ministre, bien que désireux d'apporter rapidement une solution favorable au problème du crédit, ne pouvait manquer de partager les vues du contrôleur colonial. L'affectation des fonds de la caisse de réserve à la constitution du

---

(102) Baudin qui avait présidé le premier conseil et adressé la pétition du commerce et le procès-verbal de la délibération au ministre, le 29 avril, demandait déjà une réponse avant le 1er août, lettre n°179. Masson pour le gouverneur p.i., au ministre 17 mai 1848, n°205, A N S A O F 2B 26.

(103) Contrôleur colonial à ministre, 16 mai 1848, A N S O M Sénégal IX 56 a.

comptoir d'escompte posait une question de principe. Le ministre craignait, si un vote du pouvoir législatif s'avérait nécessaire, que surgisse à nouveau un débat à propos des caisses de réserve dont la légalité avait été contestée dans la précédente législature. De toute manière, le Trésor ne pourrait pas offrir plus de 250.000 F. et "si le commerce veut un établissement ayant 600.000 F. de capital, il lui faudra mettre la différence" (104). Sur tous ces problèmes délicats le ministre de la Marine sollicita l'avis de son collègue des Finances (105). Sa réponse dut être négative car l'affaire fut bientôt classée (106).

Ce projet de caisse d'escompte mérite qu'on s'y arrête un instant. Il importe, d'abord, de déterminer quels intérêts défendaient ses initiateurs et ensuite d'examiner pourquoi son échec n'a provoqué aucune réaction. Malheureusement notre documentation est déficiente puisque nous ignorons le nom des pétitionnaires ainsi que le contenu du rapport de la commission désignée par Baudin. Cependant, il est possible d'avancer quelques hypothèses. La pétition du "commerce paraît émaner de commerçants d'importance secondaire et de traitants qui leur sont liés. Il est tout à fait significatif qu' aux délibérations du Conseil d'administration consacrées à ce problème, le gouverneur n'ait pas convoqué de représentants

---

(104) Ministre à gouverneur, 5 septembre 1848, n°224, A N S O M Sénégal IX 56 a.

(105) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 5 septembre 1848, ibid.

(106) Nous n'avons malheureusement pas retrouvé dans les archives la réponse du ministre des Finances, mais le sens de celle-ci ne fait aucun doute.

du négoce européen mais Tailhardat-Fayette et Caminade qui n'occupaient dans le négoce de Saint-Louis qu'une place tout à fait secondaire (107). Le président du Conseil général s'est fait, devant le Conseil le porte-parole des pétitionnaires et toute son argumentation a reposé sur la nécessité d'aider les traitants en difficulté. Il a proposé un taux d'intérêt relativement faible, 5%, celui-la même sur lequel "comptent" les traitants alors qu'il n'est guère possible de trouver de l'argent à Saint-Louis à moins de 12%. D'autre part, les intérêts qu'il a défendus ne disposant en aucune manière des moyens de participer à la fondation de la caisse d'escompte, c'est au trésor colonial qu'il fait appel pour constituer intégralement le capital. Ainsi, il s'agit donc uniquement d'aider les traitants à franchir une étape difficile grâce à une institution provisoire et non à résoudre le problème du crédit posé au Sénégal bien antérieurement à la crise. Dans une certaine mesure, c'est l'esprit qui a inspiré les caisses d'escompte nées en France, au lendemain de la

---

(107) Tailhardat-Fayette avait été appelé en qualité de président du Conseil général. (Le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848 qui supprimait le Conseil général ne fut promulgué que le 6 juin à Saint-Louis). Sans accepter au pied de la lettre le jugement du gouverneur p.i. Duchâteau souvent emporté par la passion "un braillard sans consistance réelle, ex-sous-officier de cuirassiers qui depuis vingt-cinq ans qu'il habite le pays n'a pu réussir à se mettre à l'abri du besoin" il est bien évident que Tailhardat-Fayette ne faisait que de très médiocres affaires. Duchâteau à ministre, 26 juin 1848, n°254, A N S O M Sénégal I 34a. Caminade, marchand à Saint-Louis était actionnaire de la Compagnie de Galam et en 1853 représentant de la maison Rousseau de Gorée.

Révolution de février que l'on retrouve dans le projet des pétitionnaires (108).

Les partisans de la création d'une caisse d'escompte appartenaient à un groupe social bien déterminé. Le négoce européen représenté par les maisons bordelaises et marseillaises disposait en général de moyens suffisants pour surmonter les effets de la crise et la caisse telle qu'elle avait été conçue ne lui apporterait aucun avantage. Faute de ne pas réaliser l'unanimité des négociants, des commerçants et des traitants, le projet était condamné d'avance. Sans doute, l'administration locale pouvait-elle souhaiter sincèrement que des mesures soient prises pour soulager la misère des traitants, "la classe la plus malheureuse et la plus frappée par l'émancipation", et transmettre en l'appuyant l'idée d'une caisse d'escompte mais comme les pétitionnaires, elle faisait preuve d'irréalisme en croyant qu'une prompte et favorable réponse était possible.

A la fin de l'année, quand les traitants connurent la dépêche du ministre équivalant en fait à une fin de non recevoir, ils se résignèrent facilement car toutes leurs énergies se mobilisaient alors autour d'une question vitale:

---

(108) De nombreuses banques ayant fait faillite et celles qui subsistaient étant réduites à l'impuissance, le gouvernement provisoire a institué par décret du 8 mars 1848 des comptoirs d'escompte dans de nombreuses villes afin de remettre en marche la circulation du papier de commerce. Le capital devait être fourni à égalité par des actionnaires privés, par les villes et par l'Etat. Un autre décret, le 21 mars, mettait sur pied des magasins généraux habilités à prêter de l'argent sur dépôt de marchandises. Il s'agissait essentiellement de créations de circonstances destinées à permettre la reprise de la vie économique.

la défense de leur monopole de traite aux escales que contestaient les Européens au nom des idées de liberté qui, à la suite des événements de février, avaient acquis une force nouvelle. On a vu, par ailleurs, combien avaient été violent cet affrontement entre Européens et traitants sénégalais.

Deux ans plus tard, à l'initiative du ministère, la question de l'organisation du crédit sera de nouveau posée mais dans des termes différents. Désormais, c'est un établissement durable aux activités variées, une véritable banque, qui est envisagé. Sa création va être liée au règlement de l'indemnité promise aux propriétaires d'esclaves. Un moment, durant l'été 1848, le ministre avait eu cette idée, mais, rapidement, l'avait écartée (109). On sait que la loi du 30 avril 1849 prescrivait un prélèvement d'un huitième sur le fonds de l'indemnité pour l'affecter à la fondation de banques coloniales, mais le cas du Sénégal était réservé (110). Aussi, le ministre demanda, en août 1850, au gouverneur d'examiner le problème de la création d'une banque "dans l'intérêt du

---

(109) Ministre à gouverneur, septembre 1848, dépêche n°224 déjà citée : "Ma pensée avait été d'abord de rattacher cette question (la création de la caisse d'escompte) à celle de l'indemnité mais la solution de cette dernière affaire a elle-même subi des retards qui n'auraient pas permis d'accélérer beaucoup la mesure réclamée par le Sénégal".

(110) La loi du 30 avril 1849 prévoit la création de banques à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion (art. 7). Le décret du 24 novembre de la même année dispose que le prélèvement sera opéré également pour le Sénégal et la Guyane mais restitué aux intéressés si les banques n'y sont pas instituées avant le 1er octobre 1852. Le Conseil d'Etat en délibérant sur les statuts

commerce plutôt que dans celui des porteurs de titres" (111).

Le nouveau gouverneur Protet, ne se pressa pas de déférer aux ordres du Département. Cependant, en février 1851, le contrôleur colonial Costet avait apporté d'utiles éléments de réponse. Pour lui, il ne faisait pas de doute que la création de la banque serait favorablement accueillie par la majorité du commerce saint-louisien. Elle mettrait un terme au manque constant de numéraire et elle escompterait les effets de commerce en particulier les lettres de change appuyées sur un connaissement. Le taux de l'intérêt pourrait être fixé à 8%. Une circulation monétaire de 500.000 F. suffirait aux besoins de la localité et dans ces conditions le capital pourrait être fixé à 250.000 F. , somme à peu près équivalente au prélèvement. En conclusion, le contrôleur colonial faisait remarquer qu'il était à craindre que la "population indigène" ne puisse retirer de grands avantages de la création d'une banque (112). Mais ce regret n'était pas partagé par la direction des Colonies qui jugeait maintenant sans aménité le projet avorté de 1848 dont le but avant tout était d'aider les traitants sénégalais :

---

(110) suite
des banques coloniales a compris la Guyane dans leurs dispositions et réservé la question quant au Sénégal.

(111) Ministre à gouverneur, 26 août 1850, n°283, A N S O M Sénégal IX 56 a.

(112) Rapport du contrôleur colonial Costet, 8 février 1851 A N S O M Sénégal XIX 3 b.

"Dans les premiers temps qui ont suivi la révolution de février, des voeux pressants ont été adressés par l'administration du Sénégal au département de la Marine pour obtenir une institution de crédit dans le comptoir. Mais toutes les communications roulent sur des combinaisons si peu en harmonie avec les idées aujourd'hui admissibles qu'il ne faut les mentionner que pour mémoire et comme témoignage d'un besoin de la population" (113).

Protet avait vraisemblablement attendu les résultats de l'étude sur l'indemnité coloniale pour réunir en mai 1851 le Conseil d'administration. Vérand, chef du service administratif était alors en mesure de préciser que le montant du prélèvement s'élèvera à moins de 200.000 F. alors qu'il faudrait, d'après les statuts élaborés par le Conseil d'Etat disposer d'un fonds de 400.000 F. pour créer la banque dont le Sénégal a besoin. Même si cela était possible administrativement, le trésor colonial ne pourrait rien fournir, la caisse de réserve ayant disparu à la suite de plusieurs années d'économies budgétaires. Il concluait donc à l'impossibilité de mettre sur pied un établissement de crédit à Saint-Louis. Au cours des discussions, les deux notables, Seignac et Dumont remarquèrent qu'il ne fallait pas compter sur les détenteurs de valeurs de la place, trop peu nombreux d'ailleurs, pour réunir le capital d'un établissement qui pour être vraiment utile devrait atteindre 600.000 F. Pour le procureur général Carrère, en l'état actuel des choses, la banque n'aurait que de très rares opérations à effectuer, elle

---

(113) Note : état de la question après le 26 août 1850, A N S O M Sénégal IX 56 a. Cette note n'est pas datée mais elle s'inspire du rapport Costet.

ne se justifierait que dans la mesure où les pratiques commerciales de la traite des gommes se modifiraient profondément, c'est-à-dire si le numéraire remplaçait la guinée. En conclusion, le Conseil d'administration, à l'unanimité, reconnaissait qu'il y avait une impossibilité à créer une banque au Sénégal (114). En juillet 1851, le ministre prenant acte de la position du Conseil d'administration envisagea de procéder, à l'échéance fixée par la loi, à la répartition du prélèvement entre les indemnitaires (115).

Dans les discussions, il est révélateur que seule la traite de la gomme soit prise en considération et que soit ignoré le commerce des arachides et ses modalités propres alors qu'il commence à transformer profondément l'économie sénégalaise. Cette attitude s'explique parce que l'arachide intéresse surtout Gorée et ses dépendances et parce que les responsables de l'administration et du commerce, prisonniers d'un système de pensée organisé autour du fleuve et de ses problèmes sont incapables de s'élever à une vue d'ensemble de l'économie du Sénégal, Le fonds du problème, comme pour toute amélioration de l'outillage économique, consiste à trancher entre deux politiques : attendre que les progrès des affaires rendent inéluctables la création d'une banque ou donner au commerce la possibilité de moderniser ses méthodes et de se développer rapidement en le dotant, même au prix d'un effort important, d'un indispensable instrument de crédit. La note du ministère à laquelle on a déjà fait allusion, apporte une réponse sans ambiguité lorsqu'elle précise que la banque "devrait avoir moins pour but de développer le com-

---

(114) Délibération du Conseil d'administration, 9 mai 1851, A N S O M Sénégal VII 26 bis 10.

(115) Ministre à gouverneur, juillet 1851. Le prélèvement s'élevait à 185.086 F. A N S O M Sénégal IX 56.

merce de ce comptoir que de le faciliter". Cette position s'explique par la nécessaire prudence qu'impose une situation politique qui, en métropole, n'est pas encore éclaircie.

Ainsi, en 1851, le projet de banque paraissait une nouvelle fois enterré, mais derrière les apparences défavorables se profilaient des éléments positifs. D'une part, l'achèvement des opérations relatives à l'indemnité coloniale allait révéler la concentration des titres entre les mains des négociants européens (116); ceux-ci assurés de détenir par le biais du prélèvement une part importante du capital de la banque pouvaient faire pression sur les autorités pour obtenir la fondation d'un établissement de crédit qu'ils pourraient aisément dominer. D'autre part, le problème de la rareté du numéraire qui allait se poser avec plus d'acuité à la suite de l'extension du commerce des arachides dans les régions voisines de Saint-Louis, agissait dans le même sens. On pouvait donc légitimement concevoir qu'avant l'échéance d'octobre 1852 prescrite pour le remboursement du prélèvement une nouvelle étude sur l'utilité d'une banque au Sénégal serait décidée.

---

(116) Sur le phénomène de transfert des titres de l'indemnité coloniale, voir PASQUIER R.: "A propos de l'émancipation des esclaves au Sénégal en 1848, RFHOM, t.54, 1967, pp.188-208. Dès décembre 1851, le gouverneur transmettait au ministre des réclamations d'indemnitaires demandant le remboursement du prélèvement, arguant que la banque n'était pas créée, gouverneur à ministre, 20 décembre 1851, A N S O M Sénégal IX 56 a.

5°- Une institution dépassée : Le Comité du commerce

Le 16 décembre 1850, le gouverneur reçoit une pétition destinée d'abord à attirer son attention sur le fait que le Comité du commerce de la colonie créé par Roger "ne répond plus aux besoins et à l'importance du commerce de la colonie" et ensuite à lui demander d'instituer une représentation régulière du commerce aussi proche que possible des chambres de commerce de la métropole. Comportant trente cinq signatures dont celles d'une douzaine de négociants européens en première place, la pétition ne se contentait pas de poser des principes, mais elle présentait ensuite un projet détaillé article par article d'un nouveau Comité du commerce répondant mieux aux aspirations du monde des affaires de Saint-Louis, le problème de la place de celui-ci dans les institutions du Sénégal était posé avec force (117).

Le Comité du commerce avait un quart de siècle d'existence. En 1822 déjà, les négociants de Saint-Louis avaient adressé une pétition au gouverneur bientôt suivie d'un mémoire au ministre afin d'obtenir l'établissement d'une chambre de commerce dans leur ville. Roger n'avait pas tardé à faire connaître au ministre son opposition à un tel projet. Ses arguments, d'ordre économique, sont intéressants à noter car quelques uns d'entre eux seront encore repris beaucoup plus tard. Le gouverneur fait remarquer que le commerce du Sénégal n'a rien de comparable avec celui qui se fait en France. Il ne met en jeu que de faibles capitaux, n 'a que

---

(117) Pétition du commerce de Saint-Louis au gouverneur, 16 décembre 1850. Parmi les signataires européens, nous rencontrons Marc Merle et neveu, L.Seignac, Lafargue et Larrieu, Brian et Guiches, H.Maurel, Castagné, Marrot, Granges, P.Lacoste, Rabaud et Régis, A N S A O F Q26.

deux ou trois produits à exporter et est d'une extrême simplicité. Roger se pose, ensuite, en défenseur de l'autorité de l'Etat. Il redoute avant tout de ne plus avoir les mains libres pour conduire la politique de la colonie car, à ses yeux, la chambre de commerce risque de devenir un foyer permanent d'opposition :

> "Le commerce se faisant chez les peuplades riveraines du fleuve, il a nécessairement beaucoup de points de contact avec la politique. Le commerce de Saint-Louis ne prend que trop de part aux relations que le gouvernement établit avec ces peuplades; s'il pouvait figurer auprès d'elles comme corporation et par des représentants reconnus, son influence deviendrait trop considérable; le gouvernement échapperait par la force des choses, quoiqu'indirectement, au commandant de la colonie et passerait à la chambre de commerce".

Dans une colonie naissante, il est nécessaire "de resserrer le noeud de l'autorité plutôt que de le relâcher" et en conséquence l'intervention des administrés dans une partie de l'administration et les assemblées représentatives ne conviennent pas. Enfin, argument social qui témoigne d'une philosophie politique souvent invoquée au cours de ce quart de siècle, une chambre de commerce ne pouvait, selon Roger, que favoriser les intérêts des grands négociants européens au détriment des traitants indigènes, et

> "il est de la justice et même de la politique du gouvernement de soutenir le faible contre le fort sans nuire cependant, à celui-ci. Si, une chambre de commerce est formée, elle sera nécessairement composée de négociants; si l'on y fait entrer les principaux indigènes, les uns auront les mêmes intérêts que les Européens, les autres ne sauront pas résister aux premiers. Ainsi toutes les propositions qui seraient

faites au gouvernement, toutes les mesures qui seraient prises pourraient être dirigées contre la population au profit de quelques individus qui ne font pour ainsi dire que passer dans le pays".

Le gouverneur concluait que dans ces conditions une représentation régulière du commerce lui paraissait inutile. N'avait-il pas, chaque fois qu'il avait à traiter des affaires économiques, pris soin de solliciter l'avis des intéressés et, en définitive, le gouvernement colonial ne constituait-il pas le meilleur défenseur des intérêts du commerce? (118)

Les négociants ne relâchèrent pas leur pression et finalement le ministre imagina le moyen de leur donner satisfaction sans leur accorder "une sorte de représentation dans laquelle leur intérêt ne serait pondéré par aucun autre" : la création d'un "comité consultatif d'agriculture et de commerce" analogue à ceux qui venaient d'être institués quelques années plus tôt à la Martinique, à la Guadeloupe et à Bourbon (119). Mais Roger ne manifesta aucun empressement, faisant remarquer que la colonisation agricole, sa grande idée, débutant à peine, ses intérêts ne seraient pas réellement représentés alors que le commerce manifesterait sa toute puissance au sein du comité consultatif. Il dut finalement céder après trois ans de résistance devant la volonté du ministre clairement exprimée dans sa dépêche du 3 septembre 1825 (120).

Le 7 novembre 1825 fut créé, en Conseil privé, un Comité de commerce à Saint-Louis. Il comprend sept membres

---

(118) Gouverneur à ministre, 14 septembre 1822, n°214, A N S O M Sénégal XIII 4a.

(119) Ministre à gouverneur, 20 mars 1825. Cette dépêche reprend la substance du rapport au ministre du 8 janvier 1823, ibid.

(120) Ministre à gouverneur, 3 septembre 1825, n°166, ibid.

désignés par le gouverneur : l'ordonnateur, président de droit, trois négociants établis au moins depuis cinq ans, deux traitants, un subrécargue ou capitaine de bâtiment armé au compte de négociants domiciliés en France. La durée de leur mandat est fixée à deux ans et les membres sont renouvelés par moitié chaque année. Le comité donne son avis sur les questions proposées par le gouverneur et présente ses vues sur les moyens d'améliorer la situation du commerce. Il dresse les mercuriales, renseigne les autorités sur l'état des approvisionnements et tient un registre de tous les négociants et les marchands établis à Saint-Louis (121). Le comité qui, par sa composition, s'efforçait de tenir la balance égale entre les différents intérêts représentés à Saint-Louis avait un rôle uniquement consultatif.

Deux ans plus tard, sur sa demande, le nombre des membres du Comité fut porté à douze (122). En effet, pendant quatre ou cinq mois de l'année, les intérêts des traitants risquaient de ne pas être représentés, les deux traitants, membres du Comité étant alors aux escales; de plus, si un négociant était malade, le Comité se trouvait réduit à un effectif si dérisoire qu'il ne pouvait se réunir valablement.

---

(121) Arrêté du 7 novembre 1825, B A S 1819-1842, p.143.

(122) Délibération du Conseil privé du 5 novembre 1827 faisant suite au voeu exprimé par le Comité le 10 septembre. Désormais siègent quatre négociants, quatre traitants, deux marchands payant patente et un subrécargue; l'ordonnateur étant toujours président. L'arrêté figure dans le B A S 1819-1842, p.181.

L'année 1834 marque une étape importante dans l'histoire du Comité de commerce car désormais les membres ne seraient plus nommés par le gouverneur mais élus par leurs classes respectives à la majorité des suffrages (123). D'autre part, comme Roger l'avait souhaité, une commission commerciale était créée à Gorée ayant les mêmes attributions que le Comité de Saint-Louis (124). Comme celui-ci à ses débuts, la commission de Gorée comprend sept membres. Sous la présidence du chef du service administratif elle réunit un négociant, deux notables, deux marchands et un capitaine au long cours "quand il y en a un dans l'île". Théoriquement, grâce à cette commission, le commerce de Gorée ne devait plus se sentir ignoré de l'administration.

La réglementation de 1834 était encore en vigueur en 1850 car l'arrêté du 27 décembre 1842 pris par le gouverneur p.i. Pageot des Noutières visait essentiellement à codifier les textes antérieurs et éventuellement à les préciser. Ainsi, le Comité du commerce de Saint-Louis et la Commission commerciale de Gorée ajoutaient à leurs attributions le soin de dresser la liste des commerçants soumis à la patente et à la licence d'après des catégories établies par l'arrêté du 11 mai 1837 (125).

Il est à peu près impossible d'apprécier quelle a été

---

(123) Délibération du Conseil privé du 26 juin 1834 : la composition du Comité était alors la suivante : 4 négociants, 3 habitants notables faisant le commerce des escales, 3 marchands patentés, un capitaine au long cours et l'ordonnateur président, B A S, ibid., p.412.

(124) Arrêté du 15 septembre 1834, B A S, ibid., p.419.

(125) Arrêté du 27 décembre 1842, B A S, ibid., p.716.

l'activité de ces deux organismes et dans quelle mesure ils ont pu infléchir les décisions de l'autorité, puisque les registres des délibérations ne nous sont pas parvenus. En fait, quand on étudie l'évolution de l'économie du Sénégal, on ne peut qu'être frappé par la rareté des références aux voeux exprimés par le Comité de Saint-Louis, surtout après 1840, c'est-à-dire à un moment où les problèmes sénégalais suscitaient des débats passionnés. L'absence ou la maladie de ses membres rendaient son fonctionnement difficile mais l'ordonnateur qui seul avait le pouvoir de le convoquer devait trouver plus facile de discuter des questions économiques devant le Conseil d'administration. Depuis sa réorganisation consécutive à l'ordonnance de septembre 1840, il comprenait en dehors des membres de l'administration, deux titulaires et deux suppléants choisis à égalité parmi les négociants européens et les habitants. De plus, il était toujours possible d'appeler extraordinairement en consultation des représentants des différentes catégories d'intérêts. D'autre part, le Conseil général par ses voeux transmis à l'administration pouvait faire connaître ses vues en matière économique. Enfin l'administration estimait que certaines affaires graves comme l'organisation de la traite des gommes en 1842 devaient être débattues à Paris au sein d'une commission spéciale.

Ainsi, quand en décembre 1850, le Conseil d'administration examine la pétition du commerce, le Comité de Saint-Louis et la Commission de Gorée ne se réunissaient plus depuis plusieurs années. L'administration comme le commerce n'attachaient aucun intérêt à ces institutions. Le commerce désirait une véritable représentation locale s'exerçant d'une manière permanente et disposant d'une large initiative. Ainsi, elle serait "susceptible d'éclairer l'autorité supérieure sur les moyens de développer les intérêts commerciaux, d'en

accroître la prospérité et d'introduire toutes les améliorations que comporte la situation spéciale du pays" (126). Le nouveau Comité choisira dans son sein son président qui le convoquera chaque fois qu'un membre en fera la demande par écrit.

Au cours des débats, Carrère dénonça la défiance manifestée par le commerce à l'égard de l'administration et s'efforça de montrer la nécessité de conserver à l'ordonnateur, juge impartial, la présidence du Comité. Selon lui, le motif déterminant de la pétition réside dans le fait que "le commerce et une partie de la population éprouvent le besoin d'avoir un organe légal de leurs voeux et de leurs idées... Frustrés dans leurs désirs, ils veulent faire créer ici par une voie détournée l'institution qu'ils ont vainement attendue" de la métropole. Pour sa part, l'ordonnateur considère qu'il est impossible de l'évincer "dans un pays où toutes les questions commerciales ont une connexion tellement grande avec les affaires politiques".

Reprenant la parole, après le départ de Durand-Valantin et des délégués du commerce appelés à siéger extraordinairement, Carrère montre qu'à travers la réforme du Comité du commerce, l'opinion sénégalaise cherche à obtenir un système de représentation, une sorte de Conseil colonial. N'est-ce pas inadmissible puisque le Sénégal a son représentant légal en la personne de son député, Durand-Valantin ? Aussi il conclut au renvoi de la pétition au ministre et le Conseil se range à l'unanimité à l'avis du procureur général. C'est donc désormais à Paris d'examiner s'il convient ou non d'assurer une représentation des intérêts commerciaux auprès

---

(126) Pétition du commerce, Conseil d'administration, délibération du 20 décembre 1850, A N S O M Sénégal VII 26 bis 10.

du gouverneur et dans l'affirmative d'en fixer les modalités.

6°- Le problème de la formation professionnelle

Les Européens n'ont besoin, pour faire fonctionner leur commerce et leur administration que d'un nombre limité d'auxiliaires qualifiés. L'agriculture n'exige plus d'agents spécialement formés depuis l'abandon de la colonisation et l'industrie n'existe pas, mises à part la fabrication de la chaux et celle de l'huile d'arachide pour la consommation locale (127).

Dans l'ensemble, le recrutement de ces auxiliaires ne soulevait pas de grosses difficultés. Aussi, pendant de nombreuses années, il ne parut guère nécessaire de débattre longuement de la place des Sénégalais dans la vie économique et administrative et de la formation qu'il convenait de leur donner. Il fallut la crise et la Révolution de février pour que l'on prenne conscience des insuffisances d'une telle attitude et pour que le problème soit replacé dans une perspective beaucoup plus large : celle de l'avenir économique du Sénégal.

---

(127) En 1840, le négociant Monteillet a échoué dans sa tentative de créer une huilerie à Saint-Louis, mais en 1847, Pellen fabriquait de l'huile pour la population de Saint-Louis, délibération du Conseil d'administration du 7 juin 1847, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8. La métropole s'est toujours opposée à l'octroi d'avantages particuliers qui aurait pu aider à la création d'une industrie destinée à l'exportation. Ainsi les ministres des Finances et du Commerce ont rejeté la demande de la Chambre de commerce de Bordeaux d'assimiler dans le ta-

a) Enseignement pratique ou enseignement général ?

La conception longtemps dominante parmi les responsables de l'administration consistait à réserver aux jeunes Sénégalais les professions et les emplois que les Européens ne pouvaient pas tenir ou ne pouvaient tenir que très difficilement pour diverses raisons, en particulier climatiques : traitants des escales du fleuve et des comptoirs de la côte, capitaines pour la navigation fluviale et le cabotage, mécaniciens sur les vapeurs de la Station locale et personnel subalterne de services techniques encore embryonnaires : ponts et chaussées, génie, ateliers de la marine et de la direction de l'artillerie, Les maisons de commerce, tout comme l'administration trouvaient également profit au service d'employés aux écritures recrutés sur place car résistant mieux au climat, ils accomplissaient un travail plus régulier que les Européens et étaient moins rétribués qu'eux. Une telle conception indiquait donc que l'enseignement dispensé ait un caractère essentiellement pratique. C'est ce qu'exprimait avec netteté en 1834 l'ordonnateur Cadéot dans son rapport au gouverneur :

> "C'est vers un but utile, positif que l'administration doit diriger les études de sa population naissante. On y parviendra en mettant les enfants à même de suivre la carrière du commerce, de faire de bons traitants, des agents éclairés dans les résidences éloignées, d'habiles patrons ou capitaines pour les deux

---

(127) suite
rif des douanes les huiles d'arachide aux huiles de palme à leur entrée en France. Directeur des Colonies à président de la Chambre de commerce de Bordeaux, 2 juillet 1844, A N S O M Correspondance générale 204.

cabotages, des conducteurs et surveillants intelligents pour les travaux publics et particuliers"(128).

Il précisait ensuite que parmi les disciplines enseignées, il souhaitait voir figurer la géographie et l'astronomie pratique utiles pour la navigation, le dessin linéaire, l'arpentage et des notions de droit commercial.

C'est ce point de vue qu'allaient défendre les frères de Ploërmel appelés à la fin de 1841 au Sénégal pour donner un nouveau départ à l'oeuvre d'enseignement après l'échec de l'école mutuelle. Le préfet apostolique Maynard, dans ses rapports d'inspection, expose en plein accord avec le frère Euthyme, directeur de l'école de Saint-Louis, les finalités de l'enseignement. Après avoir longuement insisté sur le devoir qui s'impose à l'école de moraliser la jeunesse sénégalaise et de lui apprendre la nécessité du travail "condition du bonheur matériel et moral de l'homme", il trace un véritable programme d'études. "L'enseignement du premier degré" qui succède à l'enseignement élémentaire doit être essentiellement pratique, Il faut, en conséquence, munir les jeunes gens de connaissances comme la tenue des livres, l'arithmétique et la géométrie appliquées aux "arts utiles". On pourra ainsi former des élèves pour les écoles des Arts et Métiers, pour la navigation fluviale et maritime. Si l'on pouvait atteindre ce résultat, ce serait "un véritable bienfait car ce personnel d'hommes éminemment utiles au pays manque totalement, sans eux le progrès est impossible".

---

(128) Rapport de l'ordonnateur au gouverneur, 22 octobre 1834, A N S O M Affaires politiques 2796/1. Sur le problème de l'enseignement, voir la thèse de Denise BOUCHE, L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique occidentale de 1817 à 1920, Lille, Service de reproduction des thèses, 1975, 2 t., 947 pages.

Pour les enfants qui échapperaient à l'école ou qui seraient rebelles à ses méthodes, il serait utile de prévoir l'organisation de l'apprentissage. Nombreux sont ceux qui devraient être dirigés vers "l'industrie indigène". Ce serait là "une source de bien-être et de richesse" dans un pays où l'agriculture "a fait des essais désespérants jusqu'à ce jour" et où le commerce de la gomme est "toujours chanceux, trop souvent ruineux pour les traitants". Il conviendrait donc de faire revivre et perfectionner des métiers locaux : travail du cuir, tissage et d'acclimater des métiers européens : menuiserie, maçonnerie, serrurerie, confection des vêtements. Des ateliers sous la surveillance des frères pourraient être créés. Surtout, il faut lutter contre le préjugé dont sont victimes les travailleurs manuels. En somme, l'enseignement n'était conçu que comme une préparation aux différentes activités de l'économie (129).

A l'opposé, l'abbé Boilat concevait de bien plus grandes ambitions pour la jeunesse de son pays. En fondant un collège avec l'appui du nouveau gouverneur, Bouët, il espérait dispenser une éducation secondaire en tous points identiques à celle de France. Grâce à cette assimilation, l'avenir des jeunes au lieu d'être bloqué comme aujourd'hui, pourrait désormais s'épanouir suivant les facultés de chacun. C'est ce qu'il s'est efforcé de démontrer dans son retentissant sermon prononcé à l'église de Saint-Louis, le 26 février 1843, à l'occasion de l'ouverture prochaine du collège :

> "Vos enfants qui sont aux écoles montrent de grandes dispositions intellectuelles mais ne recevant qu'une

---

(129) Le rapport d'inspection du préfet apostolique Maynard d'août 1844 est longuement analysé par HARDY, L'enseignement au Sénégal de 1817 à 1854, Paris, Larose, 1920, pp.59-61.

> éducation primaire, leur ambition se borne à être traitants ou employés dans les différents bureaux de la colonie. Dans le premier cas, faute d'instruction plus étendue, ils ne savent pas assez bien calculer leurs affaires et se laissent tromper par d'autres plus éclairés qui les ruinent.
> Dans le second cas, ils ne peuvent aspirer tout au plus qu'à être écrivains de marine. Après tout, parviendraient-ils à force de protection, il leur est absolument impossible d'avancer plus loin. Qu'y gagnent-ils ? Peu de chose pour se donner beaucoup de peine".

Le collège mettra un terme à cette situation déplorable car il permettra de former des hommes capables d'assumer les responsabilités des affaires locales. La voie sera ouverte aux enfants pour entrer à Saint-Cyr, "quel est celui d'entre vous, pères et mères qui ne sentirait son coeur battre en voyant son fils officier, puis capitaine, colonel, peut-être même un jour général!" pour servir dans la marine de guerre et pour aspirer au sacerdoce. "En un mot toutes les places de la colonie vous seront ouvertes : médecin, pharmacien, magistrat. Tout dépendra de votre volonté et de votre vocation" (130).

En somme, Boilat proposait un système d'enseignement capable d'assurer aux Saint-Louisiens, selon la formule de D. Bouche "une promotion sociale rapide" (131).

---

(130) Discours prononcé par l'abbé Boilat à l'église de Saint-Louis le 26 février 1843. A N S O M Sénégal X 3 bis. Il a été reproduit dans les Esquisses sénégalaises, op.cit., p.230.

(131) BOUCHE, op.cit., t.1, p.137.

Dans ce débat entre deux conceptions aussi nettement opposées, quelle a été, en définitive, l'attitude de l'administration ? Si, comme nous l'avons dit, Bouët a permis au projet de se réaliser, le ministre prudent a souhaité que cette expérience demeurât limitée. En août 1844, n'écrit-il pas au gouverneur pour lui rappeler que la prospérité de l'école primaire est beaucoup plus importante que celle du collège pour l'avenir du pays.

> "Sans méconnaître le bien qu'on peut attendre de la création d'un collège ... il ne faut pas perdre de vue que dans une colonie aussi dépourvue que le Sénégal de population européenne un tel établissement ne doit pas recevoir une extension trop grande et que c'est l'enseignement primaire et gratuit qui est surtout dû par le gouvernement à la population du pays" (132).

A Saint-Louis, Thomas, le chef du service administratif qui connaissait bien le Sénégal pour y avoir été affecté pendant plus de vingt ans et y avoir épousé une mulâtresse, se demandait s'il était utile aux enfants du pays de consacrer leurs efforts à l'étude du latin :

> Quand ... tous les jeunes gens du Sénégal auront fait dans la langue latine des progrès plus ou moins sérieux, il faudra qu'ils finissent par se faire commis-traitant; cependant ils auront perdu un temps qu'ils auraient pu employer très utilement à la théorie et à la pratique des choses du commerce" (133).

---

(132) Ministre à gouverneur, 20 août 1844, n°265, A N S O M Sénégal X 3 bis.

(133) Mémoire de Thomas au gouverneur, 14 novembre 1845. En marge sur la copie expédiée à Paris, le directeur des Colonies a inscrit : "c'est conforme à nos vues et à nos indications précédentes" A N S O M Sénégal X 3bis.

Après le départ de Bouët, le collège ne bénéficiant plus de l'appui efficace de l'administration mena une existence précaire. Incapable de répondre aux espoirs qui avaient été placés en lui, sa suppression fut décidée en octobre 1849 (134). La situation était plus encourageante dans l'enseignement primaire où les frères de Ploërmel avaient eu en quelques années réalisé d'incontestables améliorations. L'effectif de l'école de Saint-Louis atteignait maintenant près de deux cents élèves et les rapports d'inspection constataient des résultats convenables. Cependant l'effort entrepris depuis la fin de 1841 comportait de sérieuses limites. Ainsi, l'instruction des enfants de Gorée était négligée. Leur école ouverte fin 1843 dut fermer ses portes dans le courant de l'année 1846. Aussi, le Conseil d'arrondissement dénonçait-il en janvier 1848 le spectacle affligeant d'une jeunesse privée d'enseignement et plongée dans l'oisiveté (135). D'autre part, l'école ne s'adressait qu'à des enfants privilégiés : ceux des familles européennes et surtout des familles "assimilées", c'est-à-dire métisses et noires chrétiennes; les enfants musulmans restant à l'écart de l'enseignement dispensé. Enfin, comme auparavant la formation professionnelle

---

(134) Conseil d'administration, délibération du 29 octobre 1849, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9. Le chef du service administratif invoque le nombre insuffisant des professeurs, l'effectif très réduit des élèves et en conséquence les charges trop lourdes que le collège occasionnait pour la colonie. Il proposa en contrepartie l'octroi de bourses pour la métropole. L'histoire du collège a été retracée par D. BOUCHE, t.1,pp.184-189.

(135) Conseil d'arrondissement, 16 janvier 1848, A N S A O F 2 E 2.

a été négligée. Mais la Révolution de février à la suite de l'émancipation provoqua, en particulier, une prise de conscience de cette grave lacune et le désir d'y trouver un remède.

b) Un programme de formation professionnelle

L'enseignement technique n'avait pas été complètement absent des préoccupations de l'administration comme du commerce depuis la reprise de possession. Ainsi, en 1823, le ministère de la Marine lançait l'idée de placer quelques Sénégalais dans une école royale d'Arts et Métiers mais le projet n'aboutit pas alors.

Dans cette colonie à vocation uniquement commerciale, le problème technique qui retenait avant tout l'attention de l'autorité était la conduite et l'entretien des bateaux à vapeur destinés à assurer la protection du commerce du fleuve. C'est dans ce but précis que de 1833 à 1845 furent envoyés à l'école d'apprentissage annexée à l'usine d'Indret des jeunes Sénégalais auxquels on offrirait à leur retour des emplois de mécaniciens. Malgré toutes sortes de difficultés, l'expérience semblait avoir donné satisfaction si l'on en croit le gouverneur Baudin qui,en 1850, affirme que "les jeunes gens envoyés en France aux écoles ont fourni à la flotille des ouvriers et des mécaniciens capables et très dévoués" (136). Il ne s'agissait, en fait, que d'un expédient temporaire puisque les mécaniciens formés devaient suffire pour longtemps aux besoins de la flotille du Sénégal.

---

(136) Gouverneur à ministre, 17 avril 1850, n°201, A N S O M Sénégal X 8 d.

Mais la formation dispensée en France était coûteuse et ne s'adressait qu'à un nombre restreint d'élèves. Ainsi, chemina l'idée de créer au Sénégal un enseignement professionnel. Le préfet apostolique, Maynard, on l'a vu, en avait dressé le programme en 1844. Le gouverneur p.i. Houbé, deux ans plus tard,suggéra au ministre la création d'un atelier d'apprentissage à Saint-Louis. Paris approuva cette idée tout en souhaitant lui donner plus d'ampleur. Le directeur des Colonies demandait en effet que l'on examine à Saint-Louis s'il ne serait pas possible d'y fonder une sorte d'école d'Arts et Métiers analogue à celle qui a été établie depuis peu à Bourbon (137).

Après la commission chargée d'examiner la réorganisation de l'Instruction publique et le Conseil général, le Conseil d'administration,en mai 1847,se saisit de la question. Il persistait à penser que l'envoi de boursiers dans une école d'Arts et Métiers en France était préférable à une initiation des garçons de l'école primaire aux "premiers éléments théoriques et pratiques des métiers en usage au Sénégal" telle que la préconisaient le préfet apostolique et le directeur des frères. En effet, le chef du service administratif reprenant une objection formulée par Durand-Valantin devant la commission craignait que les familles pleines de préjugés contre le travail manuel ne retirent leurs enfants de l'école primaire. Dès lors "l'amélioration tournerait mal" (138).

---

(137) Gouverneur p.i. à ministre 4 avril 1846, n°148 et observations de la direction des Colonies, A N S O M Sénégal X 3 bis.

(138) Rapport de la commission d'Instruction publique, novembre 1846 A N S O M Sénégal X 3 bis, Conseil général 31 janvier 1847, A N S O M Sénégal VII 29 c et Conseil d'administration, délibération du 17 mai 1847, A N S O M Sénégal X 3 bis.

La direction des Colonies manifesta quelque mécontentement quand elle reçut le procès-verbal de la délibération du Conseil en constatant que "l'idée suggérée dans les instructions ministérielles de créer une sorte d'école des Arts et Métiers annexée à la direction de l'artillerie comme à Bourbon" n'avait pas été sérieusement discutée (139).

Néanmoins, à la fin de 1847, les frères se décidèrent à ouvrir un petit atelier de forge et de menuiserie qui bénéficia de la collaboration de trois ouvriers détachés par le service de l'artillerie. Si le ministère se félicitait de cette initiative, il la trouvait cependant insuffisante (140).

En effet, l'émancipation faisait craindre un manque d'ouvriers: dans l'immédiat les libérés risquant de se livrer au vagabondage et dans l'avenir l'apprentissage dispensé jusque là par les maîtres n'étant plus assuré. Aussi, en avril 1848, le ministère insistait sur l'opportunité que la situation conférait à "la proposition de former dans nos colonies des pépinières d'ouvriers habiles dans les arts mécaniques" et il prescrivait de reprendre au plus tôt l'examen du projet de création d'une école d'Arts et Métiers à Saint-Louis formulé en 1846 (141). En exécution des ordres du ministre, le gouverneur Duchâteau confia cette tâche à une commission présidée par le chef du service administratif (142).

---

(139) Annotation marginale du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration. Elle constitue la substance de la dépêche ministérielle du 25 octobre 1847, n°404, ibid.

(140) Ministre à gouverneur, 19 juillet 1848, n°168, A N S A O F 1 B 49.

(141) Ministre à gouverneur, 5 avril 1848, n°26, A N S A O F 1B 48. Le décret abolissant l'esclavage est daté du 27 avril.

(142) Cette commission qui se réunit les 15 et 16 septembre

Ses conclusions furent étudiées par le Conseil d'administration dans sa séance du 16 octobre 1848. La solution à laquelle il s'arrêta était bien modeste par rapport aux propositions du ministère. En effet, le niveau des élèves tel qu'il était défini s'avérait bien inférieur à celui des écoles d'Arts et Métiers de la métropole. Durand-Valantin avait réussi à rallier le conseil à ses vues. L'établissement qu'on envisageait de créer devait se contenter de former des ouvriers ordinaires et en conséquence l'accent devait être mis avant tout sur le caractère pratique de l'enseignement. D'ailleurs n'avait-on pas décidé que les illettrés pourraient y être acceptés ? Bien que les frères de Ploërmel aient ouvert la voie dans le domaine de l'enseignement professionnel le projet confia la direction de la nouvelle école à l'Artillerie car elle seule offrait l'avantage d'être "pourvue d'un matériel complet et d'un personnel d'ouvriers pris dans chaque état" (143). Le ministre effrayé par la subvention demandée pour la création de l'école alors que la situation financière de la métropole était préoccupante ne donna pas suite au projet. Dans ces conditions, il demanda au gouverneur d'accorder toute sa sollicitude à l'expérience tentée depuis la

---

(142) suite
1848 était composée du chef du service administratif, de Latingy, président, du maire Alin, du capitaine d'artillerie Robin, de l'ingénieur colonial Servant, du greffier des tribunaux de Bréghot de Polignac, d'A.Teisseire négociant et de Th.Pécarrère, notable, A N S O M Sénégal X 5 d.

(143) Rapport du chef du service administratif de Latingy, 9 septembre 1848, A N S A O F J1 et Conseil d'administration, délibération du 16 octobre 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9.

fin de 1847 par les frères, mais quand sa dépêche arriva à Saint-Louis, l'atelier avait fermé ses portes depuis six mois (144).

Les projets de création à Gorée d'un enseignement de la navigation et du commerce ne connurent pas un meilleur sort. En 1827, le gouverneur Gerbidon, interrogé par le ministre sur les règles observées en matière de cabotage souhaitait que l'administration ne reste plus étrangère à la nomination des patrons comme elle l'avait fait jusqu'alors et qu'en conséquence elle établisse un système d'examens de capacité. Il préconisait aussi de distinguer nettement le petit et le grand cabotage, le premier s'étendant de Saint-Louis à la Gambie et le second du cap Blanc à Sierra Leone et aux îles du Cap Vert (145).

L'ordonnance royale du 31 août 1828 qui s'inspirait, pour une part de ses recommandations, fut jugée à Saint-Louis inapplicable dans l'immédiat en ce qui concerne les dispositions relatives au grand cabotage. Comme le faisait remarquer le gouverneur Jubelin, les patrons qui actuellement vont jusqu'en Sierra Leone sont incapables de satisfaire à l'examen

---

(144) Ministre à gouverneur, 15 janvier 1850, n°16, A N S O M Sénégal X 5 d.

(145) Gerbidon avait réuni une commission dont il a adopté les conclusions. Elles prévoyaient un examen destiné à confirmer les patrons actuels mais prévoyaient pour l'avenir des conditions d'accès plus strictes en particulier en ce qui concerne les connaissances théoriques. Les patrons au petit et au grand cabotage devaient être désormais inscrits sur un registre spécial. Gouverneur à ministre, 18 octobre 1827, n°197, A N S O M Sénégal XIII 61 b.

théorique qui est exigé. Il faudra leur accorder une tolérance car "le pays n'offre pas assez de ressource pour attirer en nombre suffisant des marins européens remplissant les conditions prescrites". Mais le gouverneur pense que pour l'avenir l'ordonnance préparera "une classe de capitaines au grand cabotage qui offriront des garanties que l'état actuel des choses est loin de présenter" (146).

Cet espoir ne se réalisa sans doute pas puisque près de dix ans plus tard, les Goréens adressaient une pétition réclamant la création d'une chaire d'hydrographie. Quelque peu irrité par cette formulation prétentieuse, le gouverneur fit justement observer que pour être fructueuses, les études d'hydrographie exigeaient "un commencement de solide instruction qui ne se rencontre guère chez les jeunes indigènes". Aussi se contentait-il de proposer un maître de port capable "de tenir un cours de navigation pratique" (147). Bien que le ministère ait réussi à en nommer un, en 1838, il ne semble pas que l'enseignement prévu ait été dispensé.

Quand après l'exploration de la Malouine, il fut projeté de constituer une société privilégiée pour exploiter le commerce de la côte au-delà de Gorée, la Chambre de commerce de Bordeaux proposa la création d'une école de navigation (148). Pageot des Noutières, gouverneur intérimaire débordant d'initiative, reprit l'idée en l'élargissant. Il écrivit au minis-

---

(146) Arrêté du 22 janvier 1829, B A S 1819-1842, p.241 et gouverneur à ministre, 25 janvier 1829, n°35, A N S O M Sénégal I 13 c.

(147) Gouverneur à ministre ,10 septembre 1837, n°214, A N S O M Sénégal X 3 ter.

(148) Chambre de commerce de Bordeaux à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 15 mars 1841, A N S O M Généralités, 56/572.

tre pour insister sur la nécessité de créer à Gorée :

> "une école spéciale de commerce et d'hydrographie à l'usage des jeunes gens de la population indigène qui seront naturellement appelés à servir d'intermédiaires aux agents de la compagnie soit comme agents eux-mêmes dans les comptoirs à établir sur divers points de la côte, soit comme capitaines au cabotage sur le littoral qu'il s'agit d'exploiter" (149).

L'idée d'une compagnie privilégiée étant abandonnée, on ne reparla plus de l'école (150).

Au milieu du siècle, l'administration et le commerce paraissent moins soucieux d'organiser la formation des capitaines au cabotage que de faire face à l'accroissement du trafic provoqué par le développement du commerce des arachides dans les Rivières du Sud et spécialement dans le Rio Nunez. En vertu de l'ordonnance de 1828, les armateurs ne pouvaient embarquer pour ces destinations que des patrons au grand cabotage et l'on sait que faute de connaissances théoriques les indigènes ne pouvaient obtenir le brevet nécessaire. Le commerce local se trouvait donc dans la nécessité soit de faire venir des capitaines de France, mais c'était une solution onéreuse, soit de s'abstenir d'échanges qui offraient un débouché avantageux pour les marchandises. En réalité, il arrivait assez souvent que les armateurs confient à leurs risques et périls leurs navires à des patrons au petit cabotage.

---

(149) Pageot des Noutières à ministre, 20 février 1842. La lettre est datée de Bordeaux. Pageot des Noutières, nommé gouverneur p.i. quelque temps auparavant s'apprêtait à rejoindre son poste, A N S O M Sénégal X 3 ter.

(150) Sur les raisons de l'abandon du projet de compagnie privilégiée voir SCHNAPPER, La politique ... op.cit. p.23-25.

Pour mettre le fait en accord avec le droit, le gouverneur Baudin demanda au ministre de repousser les limites du petit cabotage jusqu'à la Sierra Leone (151). Le ministre accorda volontiers une dérogation mais fit savoir que dans un délai de cinq ans, la loi devrait être à nouveau observée. Sans proposer la création d'une école spéciale, il insistait pour que, dans un avenir plus ou moins éloigné, il soit possible de former parmi les maîtres indigènes "une pépinière de maîtres au grand cabotage" avec le concours de la station et des bâtiments du service local (152).

La question de la formation théorique des capitaines au cabotage se trouvait donc très nettement posée mais elle ne pouvait recevoir de solution que dans la mesure où progresserait l'instruction primaire à Saint-Louis et à Gorée.

D'autre part, à la suite de l'extension des relations commerciales dans le haut du fleuve et au bas de côte, le Conseil général et le Conseil d'administration jugèrent indispensable l'enseignement des langues pour la formation des

---

(151) Gouverneur à ministre, 22 février 1849, A N S A O F 2 B 26. Baudin faisait remarquer que les patrons noirs possédaient des connaissances pratiques suffisantes et qu'il n'y avait "aucun inconvénient sous le rapport de la sûreté de la navigation". Pourtant des critiques s'élevaient parfois; ainsi les missionnaires récemment arrivés au Sénégal écrivaient à leur supérieur, le Père Libermann, qu'ils préféraient pour leurs voyages les navires européens" mieux conduits, mieux commandés". 12 août 1845, A C S Sp boîte 152 B IV.

(152) Ministre à gouverneur, 9 avril 1849, n°106, A N S O M Correspondance générale 219, Conseil d'administration, délibération du 12 juillet 1849, A N S O M Sénégal VII

futurs traitants et, en 1847, réclamèrent mais en vain, l'ouverture de cours d'arabe et d'anglais (153).

L'intérêt pour l'agriculture disparu avec l'échec de la colonisation réapparaissait une quinzaine d'années plus tard au moment où le commerce de la gomme procurait bien des mécomptes aux traitants sénégalais. Certains caressèrent l'espoir que, parallèlement à l'école d'Arts et Métiers pourrait être organisé un enseignement agricole pratique. L'initiative ne vint ni de l'administration, ni de commerçants soucieux de trouver de nombreux produits à exporter, mais de missionnaires. Dans son inspiration, elle n'est pas sans analogie avec l'expédition anglaise qui, sous l'égide de Th.Buxton, avait tenté de créer une ferme modèle au confluent du Niger et de la Bénoué.

En 1846, l'abbé Arlabosse, vice-préfet apostolique faisait part au gouverneur de son intention de fonder entre Dagana et Richard Toll un village modèle qui contribuerait à détruire "le discrédit où se trouve l'agriculture au Sénégal" (154). Favorable au début, l'administration se montra

---

(152) suite
26 bis 9 et ministre à gouverneur, 16 décembre 1849, n°350, Correspondance générale 219.

(153) Conseil général, 21 janvier 1847, A N S O M Sénégal VII 29 c. et Conseil d'administration, délibération du 17 mai 1847, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

(154) Gouverneur à ministre, 30 juillet 1846, n°309, A N S O M Sénégal I 29 a. Cette lettre se trouve également dans Sénégal XIII 17 a ainsi que les "observations et projet de civilisation pour le Sénégal au moyen d'un établissement agricole" d'Arlabosse.

plus réservée par la suite. Arlabosse modifia alors ses plans et après avoir visité le haut fleuve, se décida à créer aux environs de Bakel "un établissement à la fois religieux, scolaire et agricole" (155). Tenace et persuasif, Arlabosse réussit finalement à obtenir l'appui du gouverneur Baudin et du ministère (156). Arrivé à la fin de 1850 dans le pays de Galam, il devait mourir peu de temps après en septembre 1851. L'oeuvre à peine ébauchée allait bientôt disparaître.

A peu près au même moment, les missionnaires du Père Libermann qui venaient de débarquer sur la presqu'île du Cap Vert se proposaient de faire l'éducation agricole des populations. Elargissant cet objectif, Mgr Kobès en 1849 envisageait d'établir près de Joal "une maison d'agriculture et de métiers" qui s'efforcerait de "donner aux noirs par l'exemple et la pratique le goût du travail, le désir de perfectionner leur culture et leur industrie, de les augmenter par l'introduction de nouvelles productions et de nouveaux métiers qu'ils ne connaissaient pas" (157).

En définitive, malgré différents projets élaborés, l'enseignement professionnel n'a pas réussi au milieu du siècle à s'enraciner. Cependant, de nombreux esprits commençaient à considérer le développement de l'instruction comme l'une

---

(155) Lettres d'Arlabosse des 10 juillet et 4 septembre 1848, A C S Sp boîte 153 V.

(156) Un crédit de 15.000 F. était prévu sur le budget de 1850 et de 9.500 sur celui de 1851, Ministre à gouverneur, 19 juillet 1850, n°277, A N S O M Correspondance générale 166.

des conditions du progrès économique. Auxcousteaux, tout en reconnaissant l'utilité d'avoir à Saint-Louis un collège insistait surtout sur la nécessité de développer l'enseignement primaire et de l'organiser dans un sens professionnel. Il ajoutait :

> "Cette question d'école est loin d'être mesquine, c'est peut-être la plus importante de toutes celles qui se rattachent à la civilisation de l'Afrique"(158).

Durand-Valantin, pour sa part, proclamait que l'enseignement ayant été laissé à l'abandon, le Sénégal n'avait pu accomplir de progrès dans le domaine intellectuel. Ce retard expliquait pour une part, la situation économique et sociale dans laquelle se débattaient les comptoirs. Faute d'instruction suffisante, les traitants se trouvaient dans un état d'infériorité tel qu'ils étaient incapables d'affronter la concurrence des Européens (159). Selon lui, il y avait en particulier, deux choses urgentes à accomplir : la création d'une

---

(158) AUXCOUSTEAUX, op.cit., p.35.

(159) Il serait peut-être possible d'entreprendre une enquête sur le niveau d'instruction des traitants de Saint-Louis. On en connaît le nombre puisque la liste en est arrêtée par le gouverneur en vertu de l'ordonnance de 1842. On peut retrouver la trace de la plupart d'entre eux à travers les actes notariés, les jugements des tribunaux et les pétitions adressées à l'administration. On peut affirmer que les mulâtres dans leur quasi totalité savent lire et écrire (d'après les contrats de mariage conclus entre 1838 et 1850, seize époux sur dix sept exerçant la profession de traitants ont signé). Les noirs musulmans que l'école française n'a pu atteindre, se partagent, dans une proportion qui reste à dé-

école d'Arts et Métiers et d'une ferme modèle à installer sur les bords du fleuve (160).

Enfin, Raffenel qui joue volontiers au théoricien, pense également que c'est par l'enseignement dispensé aux Africains que se préparera le développement économique du Sénégal. Après avoir dressé l'inventaire des multiples ressources qu'offre le pays : minerais, bois, élevage, plantes alimentaires, textiles et tinctoriales, il affirme que la prospérité réside dans la transformation de ces produits par l'industrie. Il esquisse alors un grandiose programme destiné à doter la colonie de hauts fourneaux, de tanneries et de mégisseries, de fabriques d'alcool, de sucre, d'arachide et d'indigo ainsi que d'usines textiles (161).

> "Pour inaugurer l'ère industrielle au Sénégal, deux grands établissements sont nécessaires :
> Une école des arts et métiers
> Un institut agricole.
> La première aurait pour annexes des usines modèles; le second des fermes modèles et tous les établissements nécessaires à l'exploitation des produits de la terre et à l'élevage des animaux qu'elle nourrit" (162).

---

(159) suite
finir, entre ceux qui signent en arabe, ceux qui se contentent de faire une marque et ceux qui sont incapables de tenir le porte-plume.

(160) DURAND-VALANTIN : Mémoire ... op.cit.

(161) RAFFENEL, Nouveau voyage, op.cit.. Le chapitre XII du t.2 pp.221-232, est consacré à "l'organisation de l'industrie". On examinera dans un prochain chapitre les idées novatrices de Raffenel en matière de développement économique.

(162) RAFFENEL, ibid., p.216.

Ainsi, quelle que soit la diversité de leurs points de vue sur l'avenir économique du Sénégal, tous ceux qui ont étudié la crise qui affecte les comptoirs s'accordent sur la nécessité de les doter d'un enseignement technique agricole (163).

°°°

Trente ans après la reprise de possession, la situation n'avait guère évolué puisque les différents projets destinés à adapter le Sénégal aux conditions modernes de la vie économique n'avaient pas réussi à prendre forme. En effet, aucun des problèmes posés : aménagement des ports, liaisons régulières avec la métropole, remorquage sur le fleuve et sur la barre, création d'un établissement de crédit, formation professionnelle n'avait reçu de solution. Pourquoi un si décevant résultat alors que de sérieuses discussions menées surtout à partir des années quarante avaient montré le bénéfice que le Sénégal pouvait tirer des réalisations proposées ?

Le phénomène s'explique d'abord par des raisons extérieures au Sénégal. La situation de la métropole est souvent déterminante. Ainsi, en n'ouvrant pas les lignes de navigation à vapeur qu'elle avait prévues, la Monarchie de Juillet a privé l'activité commerciale de Gorée d'un stimulant nécessaire. Ensuite, en 1848, les difficultés économiques et le changement de régime n'ont évidemment pas créé des conditions

---

(163) DARRICAU, op.cit. ne s'intéresse pas à l'enseignement agricole mais il propose modestement que les ateliers dont le gouvernement dispose auprès des directions du port, de l'artillerie et du génie deviennent "autant d'écoles pratiques de métiers pour les jeunes noirs".

favorables à la mise en place d'améliorations jugées pourtant indispensables. En effet, lorsque la crise sénégalaise se trouve aggravée par les répercussions de la récession qui sévit en Europe, le gouvernement paralysé par le délabrement de ses finances se refuse à toute aide au moment où les besoins des comptoirs prennent une ampleur toute nouvelle en particulier dans le domaine du crédit. D'autre part, l'incertitude politique qui subsiste jusqu'au coup d'état du 2 décembre contraint le ministère à une gestion au jour le jour, par conséquent excluant toute initiative importante.

Il faut aussi tenir compte de la mentalité qui règne au Sénégal chez certains représentants de l'administration et du commerce. Elle témoigne d'un esprit routinier qui raisonne encore en fonction d'une économie traditionnelle dominée par la gomme et d'une société fondée sur l'esclavage alors que l'une et l'autre sont dangereusement menacées.

C'est ainsi que, d'une part, certains réclament sans y parvenir l'interdiction de l'emploi des espèces pour l'achat des arachides à proximité de Saint-Louis et que, d'autre part, une large majorité obtient un arrêté maintenant la traite des gommes dans le cadre strict de l'échange des guinées. En voulant contenir dans d'étroites limites la circulation monétaire par le rejet de méthodes plus modernes de commerce, on rend très difficile la création d'une banque que, par ailleurs, on demande à grands cris pour organiser le crédit.

De même, l'émancipation des esclaves a été redoutée par beaucoup comme devant raréfier la main-d'oeuvre et mettre un terme à la formation des ouvriers assurée jusque là par les maîtres. C'est pourquoi se manifesta pour les projets relatifs à l'enseignement professionnel un intérêt qui s'émoussa bien vite quand on se rendit compte que la désertion massive des ouvriers ne s'était pas produite.

En fait, on se trouve en face de deux attitudes vis-à-vis de l'avenir de l'économie sénégalaise. L'une, fortement influencée par une situation présente particulièrement difficile, exprime la position de ceux qui se contentent de laisser agir "la force des choses" et ne conçoivent pas la nécessité de réaliser des améliorations qu'ils jugent coûteuses et sans rapport avec l'importance réelle du Sénégal. Un exemple de cet état d'esprit nous est donné par le ministre qui, en 1851, se demande à quoi sert de former des ouvriers s'ils ne trouvent pas de travail. Au terme de discussions engagées depuis trois ans, il pose, enfin, le problème des débouchés pour conclure qu'ils n'existent pas ou du moins, qu'ils sont très limités (164).

L'autre attitude, au contraire, témoigne d'une vision à long terme. Elle est le fait de ceux qui pensent que les ressources variées du Sénégal constituent un gage de sa prospérité future. Mais celle-ci ne peut être atteinte qu'en dotant les comptoirs des moyens nécessaires. Dans l'immédiat, cela suppose un effort financier qui sera, du moins on l'espère, remboursé par les profits de l'expansion. Mais les commerçants, dans leur grande majorité, souhaitent que la charge en soit assumée par l'Etat. Celui-ci, en 1850, n'est pas encore décidé à se départir de cette attitude prudente, voire timorée, qui est la sienne depuis de trop longues années et qui ne s'applique pas seulement aux problèmes de l'infrastructure économique, mais aussi à tous les aspects de la conduite des affaires sénégalaises.

---

(164) Ministre à gouverneur, 17 octobre 1851, n°351, A N S O M Sénégal X 5 a, BOUCHE, op.cit. p.228.

CHAPITRE XIV

LES OBSTACLES POLITIQUES :

LES RELATIONS AVEC LES AFRICAINS

Au milieu du siècle, le monde du commerce ne borne pas ses critiques à la réglementation de la traite de la gomme, au monopole de la Compagnie de Galam et à l'inadaptation du régime douanier ou aux graves insuffisances de l'outillage économique. En effet, il ne cesse également de rendre responsable de ses difficultés et de ses déboires, la situation des comptoirs toujours précaire plus de trente ans après la réinstallation des Français. N'est-elle pas le résultat de l'incapacité des autorités de Saint-Louis de mener sans défaillance une politique de fermeté à l'égard de chefs africains turbulents et de la concurrence de plus en plus vive d'Européens établis en Sénégambie ?

Les chefs africains, maîtres des routes commerciales, malgré les lourdes redevances qu'ils exigent ne peuvent assurer aux traitants, à leurs navires et à leurs marchandises, la sécurité indispensable qui pourtant n'en est que la contrepartie légitime. D'autre part, à Saint-Louis, on juge de plus en plus entreprenant le commerce de la Gambie et de plus en plus systématiques les tracasseries des autorités de Bathurst entravant ainsi le commerce d'Albréda au moment où le comptoir prend une importance toute nouvelle grâce à l'arachide.

Mais, plus grave, sur les bords du Sénégal, instruit par des précédents fâcheux, on craint toujours qu'un nouveau conflit avec les Trarza ne les jette dans les bras des Anglais et que la traite des gommes soit compromise sinon ruinée.

De nombreux témoignages, tant de commerçants que d'administrateurs expriment avec force une conscience de plus en plus aïgue de la précarité des comptoirs face aux Africains qui les entourent et de l'impuissance de la France à assurer à son commerce les conditions indispensables à son développement. Il suffira d'en évoquer quelques uns. Bouët au moment où il quitte le gouvernement du Sénégal dans une lettre au ministre qui est en quelques sorte son testament politique affirme la nécessité de faire cesser une situation déplorable qui s'aggrave d'année en année. "A nos portes, pour ainsi dire, écrit-il, on pille, on rançonne les peuples nos alliés et les traités eux-mêmes semblent consacrer ces déprédations" (1). Carrère et Holle dénoncent :

> "les tributs onéreux, déguisés sous un nom quelconque, payés aux différents chefs ..., le commerce embarrassé par mille entraves, intimidé par mille avanies, écrasé, obligé de solliciter l'achat de denrées que les détenteurs ont un intérêt au moins égal au nôtre à nous vendre". La colonie est dans "un état de dépérissement ... (elle) s'éteint" (2).

Pour sa part Durand-Valantin présente d'une manière tout aussi saisissante la"dépendance indigne"de la France dans laquelle se trouvent ses comptoirs :

> "Une fois sorti de cette étroite langue de sable sur laquelle repose la ville de Saint-Louis, nous nous trouvons immédiatement en pays étranger,

---

(1) Bouët à ministre, 6 novembre 1844, AN SOM Sénégal VII 10 c cité par SCHEFER, op. cit., t. 2, p.166, texte en annexe.

(2) CARRERE et HOLLE, op. cit., p. 367 et 340.

tributaire, de l'étranger autant pour tous les articles d'échange que pour tout ce qui tient à l'alimentation de notre population depuis le droit de couper le bois à brûler, de faire de la brique et de la chaux jusqu'à celui de traiter de la gomme ; nous ne l'exerçons qu'après l'avoir acheté par des coutumes plus ou moins considérables. La navigation dans le fleuve est soumise elle-même à un péage. Nos bâtiments à vapeur qui le sillonnent en tous sens, tous nos bâtiments de guerre qui sont censés ne puiser leurs droits que dans le nombre et la force de leurs canons ne le doivent pourtant qu'aux cinquante mille francs émargés sur le budget colonial au titre des coutumes et des présents extraordinaires" (3).

Même son de cloche dans le grand journal parisien, "La Presse". La correspondance particulière qu'il reproduit exige que soit mis enfin un terme à une situation dangereuse :

"Nous n'hésitons pas à dire que notre position dans le fleuve est déplorable, depuis quelques années. Nous y sommes en état permanent de guerre ; mais nous la subissons sans la faire". Il nous faut regagner "une influence que d'imprudents actes politiques nous ont fait perdre " (4).

A propos de Gorée on recueille les mêmes plaintes. son commerce dépend pour une large part de l'état de ses relations avec les Anglais de Gambie. Or le prince de Join-

---

(3) DURAND-VALANTIN, hommage de reconnaissance aux habitants du Sénégal, 14 août 1851. ANS Q22 et 13 G 33, également dans ANSOM Sénégal XII 29 b.

(4) "La Presse" 19 octobre 1847.

ville après un voyage effectué à la côte occidentale d'Afrique en 1843 écrivait dans son rapport que la situation qui est faite à nos commerçants à Albréda ne lui paraissait déjà plus digne de la France (5). Par la suite, la situation n'a cessé de se dégrader comme le prouvent les nombreux griefs formulés contre les autorités britanniques dans les rapports des capitaines marchands et les violentes polémiques déchaînées dans la presse et à la Chambre des députés contre un gouvernement accusé de se laisser entraîner aux plus incroyables faiblesses à l'égard de l'Angleterre. En 1848, les autorités de Bathurst bloquaient Albréda en interdisant aux noirs d'y apporter leurs arachides et en novembre 1850, le ministre de la Marine confiait à son collègue des Affaires étrangères sa crainte de voir, à brève échéance, les Français expulsés de Gambie (6).

Ainsi, la position de la France se présentait sous un jour particulièrement sombre à la fin des années quarante. Sur les rives du Sénégal, selon Raffenel, "une politique pacifique a discrédité notre nation sur la terre africaine" (7) et en Gambie l'existence même du comptoir d'Albréda était en jeu parce que, désireux de maintenir avant tout de bons rapports avec la Grande Bretagne, le gouvernement français avait sacrifié à nos droits. Le Constitutionnel n'écrit-il pas que "M. Guizot a abandonné de la façon la

---

(5) Note de la direction des Colonies au ministre, ANSOM Sénégal IV 8c.

(6) Gouverneur à ministre, 23 avril 1848, n° 122 bis, ANSOM Dénégal IV 2 d. Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 9 novembre 1850, AMAE, M & D Afrique 45.

(7) RAFFENEL (A.), Nouveau voyage, op.cit., t. 2, p. 126.

plus cavalière tous nos titres, toutes nos prétentions, tous nos intérêts " ? (8).

Ces affirmations pessimistes correspondent-elles vraiment à la réalité ? A-t-on assisté tout au long de la trentaine d'années qui s'est écoulée depuis la reprise des comptoirs à une dégradation des conditions politiques dans lesquelles les commerçants effectuaient leurs échanges ?

1. Une aggravation constante

Il ne peut s'agir ici de dresser un tableau complet de la situation politique ni de retracer l'histoire des relations entre les autorités françaises et les chefs et souverains africains depuis 1817, mais d'examiner les incidences que les événements politiques peuvent avoir sur les activités commerciales.

Les rapports entre Français et Africains au milieu du XIXe siècle s'inscrivent dans une longue tradition qui a pris naissance dans la seconde moitié du XVIIe siècle et se précise au début du XVIIIe siècle. En effet, sur les rives du fleuve comme sur le littoral, il a fallu que les Français se fassent accepter, que par des traités soient définies les conditions dans lesquelles les activités commerciales peuvent s'exercer et en particulier obtenir des garanties pour leur sécurité.

Petit à petit, la présence française s'est affirmée. Les directeurs et les agents des compagnies ont acquis une plus grande connaissance du milieu et de ses ressources

---

(8) Le Constitutionnel, 21 décembre 1844, ANSOM Sénégal IV 2 c.

ainsi que du réseau des pistes caravanières qui permettrait de faire pénétrer les marchandises européennes dans l'intérieur. Tout naturellement de vastes ambitions ont vu le jour. Et, au milieu du XIXe siècle, on nourrissait encore les mêmes espoirs qu'A. Brûe et P. David avaient caressé de contrôler les mines d'or du Bambouk et le commerce de Ségou et de Tombouctou (9).

D'autre part, pour être en mesure de défendre leurs intérêts économiques, les Français se sont attachés à mieux comprendre la complexité des rapports que les populations africaines entretiennent entre elles. Aussi se sont-ils faits les observateurs attentifs des royaumes africains, prêts à analyser leur structure politique et sociale et à jauger leur force ou leur faiblesse respectives. Ils ont évidemment cherché à démêler les raisons des rivalités qui très souvent les opposent l'un à l'autre et à ne pas se laisser surprendre par les modifications qui interviennent fréquemment dans le rapport des forces. Les Français ont été nécessairement appelés à s'intégrer de plus en plus dans la politique africaine dont ils sont devenus incontestablement un des éléments, puisque souverains ou chefs de factions sollicitent leur appui ou leur médiation. Ils ont élaboré une diplomatie dont les principes, aux yeux de certains, conservent encore

---

(9) Voir à ce sujet DELCOURT (A.). Les établissements français ..., op. cit., p. 168-176 ainsi que le Journal d'un voyage fait en Bambouc en 1744 de P. David publié par A. DELCOURT, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 1974, 303 p.

quelque valeur au début du XIXe siècle.

A cette date, plus encore que sous l'Ancien Régime, les relations avec les populations riveraines du Sénégal constituent la préoccupation majeure du gouvernement. En effet, après l'abolition de la traite des esclaves, toute l'activité économique du Sénégal se trouve concentrée sur le fleuve avec les essais de colonisation agricole et le commerce de la gomme. Cependant, à partir des années quarante, le littoral au sud de Gorée s'anime avec l'entrée des arachides dans le circuit des échanges. Les autorités pouvaient d'autant moins rester insensibles aux appels des commerçants réclamant une protection efficace pour leurs factoreries que l'avenir commercial de la région s'annonçait particulièrement brillant. Mais à Saint-Louis où les autorités et la population sont habituées à réagir au moindre événement survenu sur le fleuve, Gorée et ses dépendances paraissent bien loin et leurs intérêts sont méconnus. Pour acccueillir les demandes des négociants opérant dans le sud, pour apprécier à sa juste mesure le rôle grandissant que ces régions trop longtemps délaissées peuvent jouer dans l'avenir du Sénégal, il faut rompre avec un système de pensée qui régnait alors sans partage. Vers 1850, cette conversion des esprits s'amorce timidement, mais n'est-il pas significatif que cinq ans plus tard, Carrère et Holle dans leur ouvrage pourtant intitulé "De la Sénégambie française" ignorent Gorée et ses dépendances ?

a) Menaces contre le commerce français sur le fleuve

La correspondance officielle constitue une source irremplaçable pour suivre dans tous ses méandres l'évolution des affaires du Fleuve. Les dépêches politiques y consacrent la presque totalité de leurs développements, ce qui ne saurait surprendre puisque dans cette région s'effectue l'essentiel du commerce français. Les gouverneurs stimulés par Paris communiquent au ministre les informations dès

qu'elles leur parviennent, quitte, dans un prochain courrier, à y apporter des rectifications et des compléments et à modifier une première interprétation souvent trop hâtive. Une vue plus synthétique nous est donnée par les rapports annuels sur la situation de la colonie, les mémoires de remise de service rédigés par les gouverneurs pour l'information de leur successeur ainsi que les instructions des ministres. On y découvre aussi l'exposé des principes qui orientent l'action des responsables.

La lecture de l'ensemble de ces documents prouve qu'en ce milieu de siècle les rapports avec les Maures sont plus que jamais l'objet de l'attention vigilante de Paris et de Saint-Louis.

La primauté de la question maure

On a déjà mesuré toute l'importance que revêtait pour les Français leurs relations avec les tribus maures. Celles-ci ne possèdent-elles pas la plus grande partie des forêts d'acacia verek pourvoyeuses de gomme, aliment quasi unique du commerce français puisqu'elle représente environ 75 % des exportations ? Installées sur la rive droite du Sénégal n'ont-elles pas fait sentir toute leur puissance sur les états de la rive gauche, le Djolof, le Kayor et surtout le Walo ? Ne risquent-elles pas de dominer tout le bas fleuve et d'étouffer Saint-Louis dans son île ? Enfin, n'ont-elles pas le moyen grâce à leur proximité de la façade atlantique d'aviver la concurrence franco-anglaise en attirant les négociants de Gambie à Portendick ?

Au milieu du XIXe siècle, les Trarza semblent sur le point d'exercer une véritable hégémonie sur le monde

maure (10). C'est le résultat d'une politique menée avec beaucoup de ténacité et de l'effacement des Brakna en proie depuis plusieurs années à la guerre civile. Les Trarza offrent l'exemple d'une relative stabilité. Le pouvoir se maintient, en effet, dans l'influente famille des Ouled ben Daman et en 1850, Mohammed el Habib est émir depuis plus de vingt ans (11). Intelligent et habile, il a réussi, les importantes coutumes perçues à l'escale du Désert aidant, à consolider un pouvoir que son frère Hamet ould El Eygat tente, mais en vain, de lui ravir (12).

Cette rivalité entre les deux frères n'a pas manqué d'avoir de graves prolongements à l'extérieur. En effet, El Eygat a été amené à rechercher des appuis auprès de certaines fractions de Brakna. La situation chez ces derniers est particulièrement dificile depuis la mort, en 1841, de l'émir Ahmadou de la tribu des Ouled Siyed, maîtresse du pouvoir depuis le début du XIXe siècle. Les Ouled Normach qui l'avaient longtemps détenu auparavant prennent leur revanche en imposant Moctar Sidi. Ils avaient constitué une puissante coalition avec les Ouled Ahmed, les Ouled Mansur et une fraction des Ouled Siyed, les Ahl Amar Brahim, et avaient obtenu le soutien de l'émir des Trarza. En agissant ainsi, Mohammed el Habib ne cherchait-il pas à étendre

---

(10) Sur l'histoire des peuples maures, on peut consulter outre les études de MARTY (P.) : L'émirat des Trarza et Etudes sur l'Islam et les tribus maures : les Brakna publiées respectivement en 1919 et 1921, l'ouvrage plus récent de STEWART (C.) : Islam and social order in Mauritania. A case study from the nineteenth century, Clarendon Press, Oxford, 1973, 204 p.

(11) Mohammed el Habib, émir de 1829 à 1860 aura pour successeur son fils Sidi (1860-1871).

(12) La question des coutumes sera traitée dans son ensemble dans une autre partie de ce chapitre.

son autorité sur les Brakna ? Devant ce danger les Français réagirent avec vigueur, s'emparant en 1844 de Moctar Sidi et le déportant au Gabon.

Ces interventions étrangères aggravèrent dangereusement les luttes qui déchiraient les Brakna. En effet, deux partis s'affrontent sans merci. L'un soutient la famille d'Ahmadou représentée par son fils Sidi Ely trop jeune pour exercer le pouvoir et par Mohammed el Ragel que les Français reconnaissent encore comme émir. Le prétendant trarza, El Eygat, trouve auprès d'eux d'utiles complicités. L'autre faction, animée par les Ouled Normach, un moment désarçonnée par l'élimination de Moctar Sidi, a choisi le neveu de ce dernier Mohammed Ould Sidi, en février 1845, pour accéder à la direction des Brakna. L'émir des Trarza qui avait de grandes obligations à l'égard de ce jeune prince l'avait efficacement soutenu.

Au début de 1848, lorsque El Eygat à la suite de l'aggravation du conflit avec son frère doit chercher refuge chez les Brakna de la tribu des Ouled Siyed où il avait de nombreux parents, la guerre paraît imminente (13). En effet, Mohammed el Habib entre bientôt en campagne et pendant près de deux ans va, aidé par ses alliés, harceler

---

(13) La présence d'El Eygat chez les Brakna est signalée pour la première fois dans le rapport du directeur des Affaires extérieures adressé au gouverneur le 4 mai 1848 et lu trois jours plus tard devant les membres du Conseil d'administration. ANSOM VII 26 bis 9. Le gouverneur en avertit le ministre dans sa dépêche du 26 juin 1848, n° 254, ANS AOF 2 B 27.

par toute une série de raids son frère et les Brakna qui le soutiennent. El Eygat dût gagner l'Adrar en 1850, il mourra l'année suivante (14). Son allié, Mohammed el Ragel n'avait pas les qualités d'intelligence et d'énergie nécessaires pour faire face à une situation particulièrement difficile. Dès ses premières rencontres avec son adversaire Mohammed ould Sidi en août 1848, le sort lui fut contraire et il dut un moment chercher refuge dans le Dimar (15). Par la suite il ne réussira pas à redresser la situation et au début de 1850, Mohammel Ould Sidi est en passe d'être reconnu émir par la plus grande partie des Brakna. Créature de Mohammed el Habib, à l'origine, cet homme remarquable dont le gouverneur Baudin vente l'intelligence, l'activité et la bravoure s'affranchit progressivement de la tutelle de son protecteur et en arrive même à le défier (16).

Dans ces conditions, la lutte pour le pouvoir continue, aussi vive qu'auparavant en pays brakna où Mohammed

---

(14) Mohammed el Habib avait fait assassiner son frère. Le Gouverneur Protet en informe le ministre dans sa lettre du 19 avril 1851, n° 186, ANSOM Sénégal I 37 b.

(15) Gouverneur à ministre, 19 juillet 1848, n° 282, ANS AOF 2 B 27.

(16) "Un des hommes les plus intelligents, les plus braves et actifs de tous ceux qui sont sur les bords du fleuve", Baudin, mémoire de remise de service, 16 août 1850, ANSOM Sénégal I 37 a. En 1851, pendant que Mohammed el Habib menait un raid contre l'Adrar, Mohammed ould Sidi ne défendit pas comme il en avait la charge le territoire trarza contre l'incursion des Idaw Aïch, CARRERE et HOLLE, op. cit., P. 231.

Ould Sidi doit faire face à Sidi Ely devenu majeur et que l'émir des Trarza cherche désormais à attirer dans son jeu (17). Depuis qu'elle a éclaté au milieu des années quarante, elle a été fertile en rebondissement nombreux, provoqués par la ruse, les opérations de pillages et les distributions opportunes de guinées. Ainsi, les alliances se nouaient et se rompaient avec une facilité déconcertante rendant très difficile pour tout observateur de faire le point à un moment donné.

Les luttes entre prétendants ne pouvaient manquer de retentir sur la traite des gommes. C'est évidemment l'escale du Coq appartenant aux Brakna qui en a le plus souffert. Ainsi, par exemple en 1849, les transactions qui s'étaient ouvertes en mars sous la protection de Mohammed el Ragel venu camper à l'escale furent entravées par son rival Mohammed ould Sidi qui prétendait obtenir une part des bénéfices. Ce jeune prince qui s'était constitué un parti assez puissant réussit à arrêter l'arrivage des gommes. Les traitants s'employèrent alors activement à empêcher l'affrontement "préférant arranger les affaires à coup de guinée". Après une réunion générale, ils décidèrent que chaque bateau donnerait deux pièces de guinée à Mohammed ould Sidi (18). Les traitants ménageaient l'avenir en gardant des intelligences dans les deux camps. Si la guerre civile n'a jamais entraîné la perte complète d'une traite, elle n'en a pas moins eu de redoutables conséquences alors que le Sénégal traversait une crise sévère : raréfaction du volume des transactions et plus encore, aggravation des charges qui pesaient sur les traitants.

---

(17) CARRERE et HOLLE, ibid. et gouverneur à ministre, 1er août 1851, n° 362, ANSOM Sénégal I 37 b.

(18) Gouverneur à ministre, 25 juin 1849, n° 239, ANSOM Sénégal I 35 a.

Or, en 1850, la crise politique n'était pas encore résolue. Mohammed el Habib poursuivait ses intrigues et ne désespérait pas de réaliser son ambition d'étendre son autorité sur les Brakna. Dans cette éventualité, les escales du bas fleuve passeraient sous le contrôle exclusif de Mohammed el Habib qui aurait la possibilité d'imposer les conditions d'échange qu'il lui plairait. Les Français avaient bien conscience de ce péril mais il n'était pas le seul que leur faisait courir l'émir des Trarza.

En effet, la politique envahissante qu'il poursuivait depuis de nombreuses années portait ses fruits en ce milieu de siècle. Le chef de service judiciaire écrivait alors : "Mohamed el Habib atteint un degré de puissance tel qu'il devient l'arbitre omnipotent des deux rives". Cette affirmation est confirmée par les faits, car les Trarza perçoivent un tribut sur le Dimar et le Djolof, étendent chaque jour davantage leur influence sur le Kayor et considèrent le Walo comme un pays conquis. Tous ces pays, enfin, sont victimes de leurs entreprises de pillages :

> "Tous les ans, les Maures, pour nous braver sans doute traversent le fleuve à l'escale même, sous le canon du bâtiment de guerre chargé de la protéger : ils se répandent partout en bandes nombreuses, enlèvent au gré de leurs caprices et de leur cupidité ... les femmes, les enfants, les bestiaux, les grains et viennent étaler sous nos yeux le fruit de leurs odieuses rapines" (20).

L'ancien empire Djolof n'était plus que l'ombre de lui-même. Sa dislocation avait considérablement réduit son

---

(19) Larcher à directeur des Colonies, 1er mars 1850, ANSOM Sénégal IV 19 c.

(20) CARRERE et HOLLE, op.cit., p. 283-284.

assiette territoriale et il était miné par de graves discordes intérieures. Pour le négociant français Héricé, le Djolof :

> "est le magasin général des Maures Trarza et Brakna qui ne cessent de se battre en tous sens et en tirent par le pillage de grandes quantités de boeufs et de prisonniers" (21).

Par ailleurs, l'émir des Trarza avait imposé au bourba un tribut annuel de deux cents boeufs (22). Les Français s'intéressaient aussi à ce pays car il n'était pas dénué de ressources : pâturages favorables à l'élevage des bestiaux, présence de nombreux éléphants, gages d'un commerce de morfil et surtout des forêts de gommiers jugées alors plus abondantes que celles de la rive droite. Saint-Louis décida de nouer des liens commerciaux et pour cela fonda, à Mérinaghen, en 1842, un comptoir dont fut chargée la Compagnie de Galam. Par sa position judicieuse, il semblait capable d'attirer le commerce des quatre états voisins : Djolof, Fouta, Kayor et Walo. Surtout, par l'exploitation des gommiers de Bounoun, on espérait fermement porter atteinte au monopole des Maures. C'est ce que ceux-ci ne pouvaient tolérer. Mohammed el Habib

> "comprenant à merveille que la gomme se paierait d'autant plus cher qu'elle serait moins abondante et qu'il en aurait le monopole a établi un camp dans le petit désert de Bounoun... De là, les Maures interceptent le passage en pillant les caravanes". (23)

---

(21) HERICE, op.cit.,

(22) Gouverneur à ministre, 22 octobre 1855, ANSOM Sénégal I 41 b.

(23) CARRERE et HOLLE, op.cit., p. 119.

D'autre part, le roi des Trarza décourageait ses sujets de venir récolter la gomme dans le Djolof en leur imposant de lourdes redevances en guinées (24). Dans ces conditions, les directeurs de la Compagnie avaient beau jeu d'attribuer les pertes éprouvées aux difficultés politiques (25). Celles-ci n'ont pour ainsi dire pas cessé depuis la fondation de Mérinaghen et elles atteignirent leur paroxysme lorsque les Trarza et les gens du Walo attaquèrent et pillèrent le comptoir en février 1850 (26). Mohammed el Habib montrait ainsi quel cas il faisait des traités. Il s'était, en effet, engagé en octobre 1842, à respecter l'établissement commercial de Mérinaghen, à ne commettre ni dégât, ni pillage, ni exaction aux environs du comptoir, à ne pas s'y présenter en armes, à n'attaquer ni les caravanes ni les marchands isolés. Le gouvernement français, en contrepartie, lui payait ainsi qu'à son ministre une coutume annuelle (27).

Pour sa part, le brak du Walo, Mabodje Malick avait pris le même engagement et ne l'avait pas mieux

---

(24) Rapport du directeur de la Compagnie de Galam à l'assemblée générale des actionnaires, 29 septembre 1846, ANSOM Sénégal XIII 9 a.

(25) Ministre à gouverneur, 4 février 1846, ANSOM Sénégal I 28 d.

(26) Des Pallières, chef de poste au gouverneur, 28 février 1850, ANSOM Sénégal IV 19 c et délibération du Conseil d'administration du 22 avril 1850 ANSOM Sénégal VII (26 bis 10.

(27) Convention du 15 octobre 1842 entre Pageot des Noutières gouverneur p.i.,Huard-Bessinières, chargé en chef des affaires politiques de la rivière, Potin Patterson habitant notable d'une part et Moctar Sidy ministre plénipotentiaire du roi des Trarza et Amar, chargé de pouvoir d'autre part. ANS AOF 13 G 1.

tenu (28). Le directeur de la Compagnie de Galam se plaignait en 1846 que la reine Ndjimbot faisait défense à ses sujets de commercer avec le comptoir et l'on a vu que les habitants du Walo avaient largement participé à son attaque en 1850. Mais comment le Walo aurait-il pu avoir une politique indépendante alors qu'il était devenu depuis de nombreuses années un instrument entre les mains du roi des Trarza ?

Les Français devaient donc constater leur échec dans la lutte qu'ils avaient menée tout au long de la première moitié du siècle pour prendre le contrôle du Walo. Ce pays, par sa proximité de Saint-Louis, par ses ressources agricoles contribuant au ravitaillement de la ville et des escales, par les routes qu'il commandait vers l'intérieur, constitue un enjeu de première importance pour les Français. Ils ne pouvaient accepter le voisinage d'un état qui leur soit hostile et entrave leur expansion commerciale.

De leur côté, les Trarza fidèles à leur tradition étaient plus présents que jamais dans les affaires du Walo. Ne s'étaient-ils pas autrefois emparé de sa capitale et de ses terres de la rive droite ? N'avaient-ils pas obstinément cherché à imposer leur autorité en intervenant dans les querelles de succession et en se créant un parti de fidèles dévoués à leur cause ? Dans la première moitié du XIXe siècle, les Trarza éprouvent encore plus impérativement le besoin de contrôler la rive gauche. L'accroissement considérable du commerce de la gomme par rapport au XVIIIe siècle exige plus d'esclaves pour la récolte et plus de vivres pour les entretenir (29). Il leur paraissait souhaita-

---

(28) Convention du 21 juin 1842 conclue avec le brak et les principaux chefs du Walo, ANS AOF 13 G 1.

(29) La production de gomme dans la seconde moitié du XVIIIe siècle oscillait entre cinq cents et six cents tonnes.

Elle atteignait 1.700 et 1900 tonnes au début des années 1830.

ble d'établir une domination stable permettant d'exploiter systématiquement les ressources du Walo. Justement un certain nombre de dignitaires du royaume pensaient que le meilleur moyen de mettre un terme aux exactions était de conclure une alliance avec eux et proposèrent le mariage de la linguèr Ndjimbot avec l'émir Mohammed el Habib. Il fut célébré en juin 1833. Les Trarza paraissaient avoir atteint leur but car ils pouvaient caresser l'espoir que le fils qui allait naître de cette union réunirait un jour sur sa tête les deux couronnes du Walo et des Trarza (30).

Des circonstances favorables avaient aidé les Maures dans la réalisation de leur dessein : violente guerre civile qui déchire le pays et surtout abstention des Français qui, depuis l'abandon de la colonisation agricole, n'ont rien entrepris pour soustraire le Walo à l'emprise maure. Pageot des Noutières considérait en effet que :

> "cet abandon a eu la conséquence de livrer aux Maures toute la rive gauche du fleuve et de les rendre les dominateurs absolus du Yoloff, du Cayor et du Walo où ils signalent leur passage par l'incendie, le vol et l'assassinat" (31).

Pourtant le gouverneur Renault de Saint-Germain avait bien compris le danger qui menaçait Saint-Louis :

> "Ce mariage qui devait mettre un jour la couronne de ce pays sur la tête d'un roi maure et qui l'y mettait dès à présent, mine la base fondamentale sur laquelle la colonie est assise, la neutralité

---

(30) Sur la situation au Walo, voir l'ouvrage de BOUBACAR BARRY : Le royaume du Walo, op.cit.

(31) Rapport du gouverneur p.i. sur la situation du Sénégal 4 février 1843, ANSOM Sénégal I 23 a.

de la rive gauche durant nos fréquentes querelles avec les Maures" (32).

Comment conjurer ce péril ? Saint-Germain usa de l'intrigue pour faire élire un brak de son choix et créer un parti favorable aux Français tandis que Quernel, employant la manière forte, détruisit plusieurs villages situés en bordure du fleuve. Un autre gouverneur, Pujol, crut trouver la solution en obtenant en août 1835 par traité la renonciation formelle de Mohammed el Habib "pour lui personnellement, ses descendants et successeurs à toutes prétentions directes ou indirectes sur la couronne du pays du Walo" (33). D'autre part, dans un but d'apaisement, il reconnut brak, Fara Penda que Saint-Germain avait fait déposer deux ans plus tôt (34).

En fait cette action diplomatique ne modifia en rien la situation. D'une part Mohammed el Habib n'était pas décidé à desserrer son emprise sur le pays ; d'autre part, le brak ne parvenait pas à rétablir son autorité, les tiédo habitués aux pillages constituant une force de plus en plus indépendante et les autorités de Saint-Louis refusant, malgré ses appels, à le soutenir efficacement.

Dans ces conditions, Fara Penda n'était brak que de nom et c'était la princesse Ndjimbot qui dirigeait sous

---

(32) Gouverneur à ministre, 7 août 1833, ANS AOF 2 B 15.

(33) Traité du 30 août 1835 ANSOM Traités carton 1 dossier 30. Le texte a été publié par DE CLERQ, Recueil des traités de la France, tome IV, p. 311.

(34) Traité du 4 septembre 1835, ANSOM Traités carton 1 dossier 31 et DE CLERCQ, op. cit., t.IV, p. 313.

l'influence de son mari, Mohammed el Habib, la politique de son pays. Vers 1839-1840, les Français tournant leur regard vers le Djolof, réserve des bestiaux susceptibles d'alimenter leur commerce d'exportation vers les Antilles, accordent plus d'importance aux affaires du Walo.

> "Dans l'état actuel où se trouve le Walo, notre commerce y est de peu d'importance, mais je crois, écrit le gouverneur Soret, qu'il est de notre politique de tâcher d'empêcher l'envahissement des Maures. Le lac Paniéfoul abonde en mil et nous pouvons par ce point communiquer avec le Djolof" (35).

Au même moment, le commandant du poste de Richard-Toll, Monsérat s'efforçait de démontrer dans un mémoire que la prospérité de Saint-Louis était inséparable de celle du Walo. Pour lui, la preuve était faite que le commerce de la gomme ne pouvait plus suffire et qu'il fallait en revenir à l'idée d'un développement de l'agriculture. Or celui-ci ne sera possible que si le Walo retrouvait la tranquillité nécessaire :

> "Comment veut-on qu'un pays prospère lorsque le peuple est à chaque instant sur le qui-vive et qu'au milieu des travaux les plus pénibles il faut qu'il ait la pioche d'une main et le fusil de l'autre, ces malheureux habitants ne peuvent être en sûreté pour leurs personnes, ni pour leurs familles ... Comment veut-on que le peuple qui fait

---

(35) Mémoire de remise de service à M. le gouverneur Charmasson par le gouverneur Soret, 14 avril 1839, ANS AOF 13 G 22.

la richesse d'un royaume bien gouverné puisse penser à ramasser des biens quand il n'est pas sûr de pouvoir récolter quelques grains de mil qu'il a cultivé en toute hâte". (36)

Monsérat préconisait soit d'annexer le Walo, soit plutôt de le faire gouverner par un prince dévoué à la cause française et auquel les autorités de Saint-Louis donneraient les moyens d'imposer son autorité. Quelques fortins établis sur les bords du fleuve suffiraient, selon lui, à faire respecter par les Maures la rive gauche (37)

L'occasion de mettre en oeuvre cette politique s'était présentée en 1840 lors de la mort du brak Fara Penda, mais le gouverneur d'alors n'avait pas réussi à la saisir. Au contraire, Ndjimbot avait triomphé en faisant élire un brak, Mabodje Malick, suffisamment effacé pour la laisser agir en toute liberté. Ainsi, la situation du Walo demeurait toujours identique et le Conseil général, en 1841, pouvait constater avec inquiétude que les Maures, au mépris des traités étaient les "paisibles possesseurs du pays" (38).

Les autorités françaises, faute de moyens, n'avaient pu mener une politique efficace. Ce ne sont pas de médiocres cadeaux distribués aux principaux chefs et des palabres où les délégués du gouverneur s'efforçaient de leur montrer les dangers de la situation actuelle qui pouvaient leur insuffler la force nécessaire pour secouer le joug maure. En

---

(36) B. BARRY : un mémoire inédit de Monsérat sur l'histoire du nord du Sénégal, Bulletin IFAN, B, T.XXXII, n°1 janvier 1970, p.40.

(37) Mémoire de Monsérat, ibid., p. 32-33.

(38) Conseil général, séance du 27 septembre 1841, ANSOM Sénégal IV 19 e.

effet, après ces longues années de désordre, les grandes familles et les dignitaires du pays, après avoir vainement essayé d'affranchir le Walo de la domination étrangère avaient fini par l'accepter d'une manière complète et n'ayant plus de force et d'énergie pour empêcher les Maures de piller leurs sujets, ils s'étaient associés aux pillards pour avoir leur part de butin (39). La création du comptoir fortifié de Mérinaghen qui avait voulu être la manifestation d'une politique plus énergique n'aboutissait, on l'a vu, qu'à une démonstration éclatante de la faiblesse française.

Le désordre permanent dont le Walo était le théâtre se traduisait par des pillages fréquents effectués au détriment des marchands de Saint-Louis. Ainsi, par exemple, en juillet 1841, à Lampsar, un berger fut assassiné et son troupeau enlevé (40). Aussi les autorités de Saint-Louis avaient-elles cru pouvoir, en octobre 1844, assurer sans incident le passage des troupeaux destinés au ravitaillement de l'île par une convention qui stipulait une coutume supplémentaire (41). Nouvelle concession bien mal récompensée puisque les incidents continuèrent, en particulier en 1847. A cette occasion, la linguèr Ndate Yalla qui, depuis la mort de sa soeur Ndjimbot en septembre 1846 (42), était investie

---

(39) Cette situation est décrite au cours de la délibération du 11 octobre 1850 du Conseil d'administration, ANSOM Sénégal IV 45.

(40) Le gouverneur fait part de cet incident au ministre dans sa lettre du 24 octobre 1841, n° 26, ANSOM Sénégal I 23 b.

(41) Convention du 28 octobre 1844, ANSOM Sénégal IV 19 c.

(42) Dès le 1er octobre 1846, les représentants du gouverneur avaient fait signer à Ndate Yalla une convention par laquelle elle s'engageait "à favoriser de tous ses efforts les relations commerciales dans le lac Paniéfoul et à laisser arriver au comptoir de Mérinaghen

du pouvoir, répondit aux observations du gouverneur qui lui reprochait d'avoir laissé "ses gens faire quelque chose de contraire au traité". en manifestant avec force sa volonté de défendre le respect de sa souveraineté sur le Walo.

> "Nous n'avons fait de mal à personne parce que le pays nous appartient et que nous devons le gouverner ... Saint-Louis appartient au gouverneur, le Cayor au damel et le Walo au brak ; chacun de ces chefs gouverne comme bon lui semble" (43).

Cette attitude hostile s'était encore précisée au cours des années suivantes. Ainsi, Ndate Yalla, n'hésita pas, en mai 1848, malgré les menaces du gouverneur, à placer son armée aux côtés de celle des Trarza dans le conflit qui les opposait aux Brakna (44). Les pillages subis par les

---

... les marchands de tous les pays". En échange, le montant d'une coutume annuelle était précisé. ANSOM Sénégal IV 99 c.

(43) Oualo, correspondance avec les chefs indigènes, ANS AOF 13 G 91.

(44) Dans sa lettre au ministre du 25 mai 1848, n° 228, le gouverneur p.i. Duchâteau montre son impuissance à empêcher le Walo à soutenir les Trarza : "J'écrivis à la reine Ndate Yalla et au brak du Walo pour les engager à ne pas permettre aux habitants de traverser le fleuve attendu qu'ils ne devaient pas intervenir dans les affaires des Trarza ... Malgré ma défense, l'armée du Walo était prête à passer le fleuve dans les environs de Dagana. Je partis à l'instant pour m'opposer à ce passage mais déjà une partie commandée par le prince Marrozo [le mari de Ndate Yalla] était de l'autre côté" ANSOM Sénégal I 34 a.

Saint-Louisiens s'étaient multipliés et en novembre 1850, le Walo avait interdit aux Français tout commerce dans les marigots de sa dépendance (45). D'autre part, Mohammed el Habib venait de dénoncer le traité de 1835, revendiquant le pouvoir pour son fils Ely qu'il avait eu de la princesse Ndjimbot (46).

En cette année 1850, le Walo échappait plus que jamais à l'influence française. Le commerce de Saint-Louis qui ne trouvait dans le pays aucune sécurité était à peu près complètement interrompu. Le gouverneur ne disposait d'aucun parti sur lequel s'appuyer. En effet, deux clans se partageaient le pays. L'un avait pour chef Ely et ralliait certains dignitaires qui, incapables de secouer le pays du joug des Trarza, avaient fait cause commune avec eux. L'autre, qu'on pourrait qualifier de "national" était dirigé par le maaroso, le mari de Ndate Yalla et avait pour chef leur fils Sidi (47). La situation apparaissait si tendue que les responsables à Saint-Louis n'envisageaient d'autre solution que le recours à la force (48).

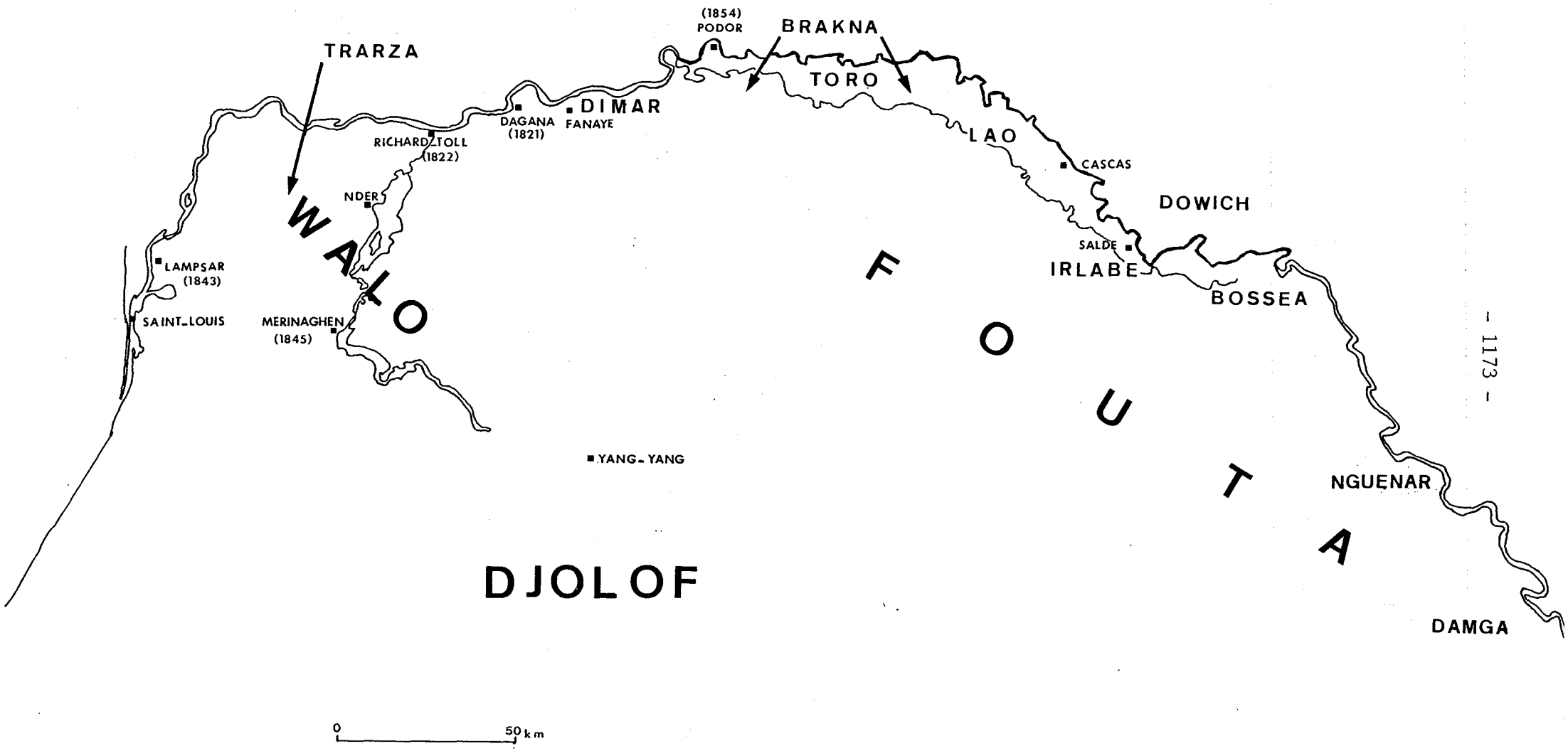
---

(45) Gouverneur à ministre, 5 novembre 1850, n° 512, ANSOM Sénégal 137 b.

(46) Gouverneur à ministre, 16 mars 1850, n° 131, ANSOM Sénégal I 35 a.

(47) Ibid. Voir également la lettre du capitaine du génie Pinet-Laprade à son collègue Parent du 20 octobre 1850: "Mon opinion sur la reine du Walo que j'ai vue à Ndar est qu'elle est notre ennemie et que nous ne parviendrons à faire exécuter les traités et à faire payer les pillages que si nous nous montrons fermes et décidés à agir vigoureusement", ANS AOF 13 G 33.

(48) Le gouverneur Baudin, dans son mémoire de remise de service déjà cité évoquait la possibilité d'une guerre avec le Walo, Pinet-Laprade la jugeait nécessaire et le nouveau gouverneur Protet l'envisageait dans sa lettre au ministre du 5 novembre 1850.



CARTE N° 13 WALO, FOUTA TORO, DJOLOF

A l'évidence, le problème dépassait le seul Walo et le gouverneur Baudin avait bien analysé la situation tragique de ce malheureux pays écartelé entre les Français et les Trarza. Après avoir constaté que les gens du Walo préféraient subir le joug trarza plutôt que "d'essayer une lutte même avec notre protection", il déclarait :

> "On ne peut que fort peu faire du mal aux Trarza, Notre principale victime serait le Oualo qui, s'il prend parti pour nous, est pillé par les Maures ; si au contraire, il prend parti pour les Maures, le malheur vient de notre côté ... La crainte des Maures sera plus forte que celle qu'ils ont de nous et ... en conséquence, quoiqu'ils disent les Oualo s'uniront aux Trarza dans toutes les guerres que nous pourrons avoir avec les Maures" (49).

Le véritable chef du Walo, c'est donc le roi des Trarza qui, justement en 1850, fait de ce pays, "un instrument ... pour sonder les dispositions et la fermeté du nouveau gouverneur" (50). La solution du problème du Walo passait par l'abaissement de la puissance maure.

La faiblesse du pouvoir central était une maladie fréquente chez nombre d'états de la Sénégambie. Le Kayor n'y échappait pas en ce milieu du XIXe siècle. La puissance de l'aristocratie locale n'avait cessé d'accomplir de redoutables progrès, faisant courir au royaume le risque de la dislocation (51). Le Diambour, la province la plus im-

---

(49) Gouverneur à ministre, 16 mars 1850, déjà citée.

(50) Pinet-Laprade à Parent, lettre déjà citée.

(51) Julian Wood WITHERELL : The response of the people of Cayor to french penetration, 1850-1900, thèse non publiée de l'université du Wisconsin, 1964, 208 p.

portante en offrait un bon exemple. Au voisinage du Walo et du Djolof, elle occupait une position stratégique de premier plan. Son chef, le bour, chargé de défendre le royaume contre les attaques extérieures, excipait de son rôle de protecteur pour établir à son profit une fructueuse autonomie. D'autre part, le Kayor n'était pas non plus à l'abri des querelles de succession. Ainsi, les Trarza déjà fortement établis au Walo trouvaient dans la situation intérieure des conditions propices à leur expansion.

Les relations commerciales entre les nomades Trarza et les agriculteurs du Kayor étaient traditionnelles, mais les marchands maures ne bornaient plus leurs activités au nord du royaume mais les étendaient désormais au centre et même au sud. Mais les intérêts économiques n'étaient pas les seuls, car les Trarza exerçaient également une incontestable influence religieuse et politique. Les marabouts maures étaient depuis longtemps présents dans le Kayor et avaient fondé quelques centres d'études coraniques assez renommés comme Koki. Le damel étant à la fois chef temporel et guide spirituel, la pénétration de l'Islam contribuait à saper son autorité. Cependant, les marabouts trarza évitaient soigneusement tout heurt avec les chefs traditionnels, se contentant seulement de prêcher et d'enseigner le Coran. Le damel Maissa Teinde (1832-1855), bien que n'ayant pas embrassé la foi de Mahomet, utilisait les conseils des marabouts trarza, ce qui inquiétait les Français. Le gouverneur Baudin prétendait que le damel était dirigé par les Trarza établis chez lui (52). En effet, en 1850, le ministre du damel était un homme de Mohammed el Habib (53).

---

(52) Mémoire de remise de service 16 août 1850 déjà cité.

(53) Directeur des Affaires extérieures à gouverneur, 30 novembre 1850, ANS AOF 13 G 33.

Quatre ans plus tard, Faidherbe confirmera le fait et soulignera l'emprise croissante des Trarza :

> "Aujourd'hui, damel a pour ministre tout puissant un marabout maure et les Trarza commencent à parler et agir en maîtres dans le Cayor" (54).

A l'occasion, les Maures n' hésitaient pas à intervenir dans les affaires du Kayor en soutenant un prétendant qu'ils avaient plus ou moins suscité. Ainsi, en 1841, la linguèr Binta Masamba et son fils exilés par le damel trouvèrent-ils refuge au Walo. La reine Ndjimbot et Mohammed el Habib voyant tout l'intérêt qu'il y avait à utiliser ce parti leur donnèrent une troupe commandée par le prince trarza Hamet Schey. Menée en juin-juillet, l'expédition traina son cortège de pillages et de destruction de villages jusqu'au Kayor central où le damel infligea un échec sévère à son arrière-garde. Dans cette guerre, des intérêts français relativement importants avaient souffert à Gandiole et à Mbéraye (55). Aussi, les autorités de Saint-Louis s'employèrent-elles à faciliter la conclusion d'une paix de compromis entre les deux adversaires mais se heurtèrent à l'intransigeance du damel (56). Par contre, en août 1842, elles signèrent avec Schey une convention destinée à prévenir toute incursion et tout brigandage dans le Kayor (57).

---

(54) Rapport de Faidherbe, directeur du génie, 3 juillet 1852, ANSOM Sénégal IV 19 b.

(55) Conseil général, séance du 27 octobre 1841, ANSOM Sénégal IV 19 e.

(56) Gouverneur à ministre, 24 octobre 1841, n° 426 ANSOM Sénégal I 23 b.

(57) Le texte de la convention conclue le 13 août 1842 se trouve dans ANSOM Sénégal IV 19 e et dans ANS AOF 13 G 1.

Il en va de cet engagement comme de beaucoup d'autres contractés à cette époque, il ne mit pas fin aux exactions des Trarza.

En effet, le roi Mohammed el Habib, qui avait rapidement compris l'importance croissante de l'arachide, mit en action tous les moyens dont il disposait pour en entraver la culture. Au contraire, les Français avaient intérêt à la favoriser, non seulement pour augmenter le chiffre de leurs affaires, mais aussi pour accroître leur influence politique parmi les populations de la rive gauche. A leurs yeux, le commerce de la pistache leur offrait un moyen de substituer "une légitime et salutaire prépondérance à celle que les Trarza ont usurpée au moyen de leurs brigandages" (58). Dans cette perspective, les relations avec le Kayor prenaient une dimension nouvelle et c'est pourquoi les Français manifestèrent désormais une attention vigilante à leur évolution.

Au début des années quarante, le damel vivait en bonne intelligence avec les Français (59). Il s'efforçait de garder les routes ouvertes et de protéger les marchands et leurs biens. Il donnait aux habitants de Saint-Louis toutes facilités pour faire paître leurs troupeaux. Les courriers qui unissaient les deux comptoirs traversaient le royaume sans trop de difficultés. Quelques années plus tard, les relations se sont tendues. Avec le développement de l'arachide, de nombreux traitants se sont dispersés à travers le royaume. Isolés, ils constituent une proie facile

---

(58) CARRERE et HOLLE, op. cit., p. 84.

(59) Rapport sur la situation de la colonie au 1er janvier 1842, ANSOM Sénégal I 23 b.

pour les tiédo avides de pillage et que le damel ne parvient pas à contrôler. Des incidents se multiplient. Le gouverneur signale, en particulier en juillet 1850, que des gens de Gorée ont été pillés et réduits en captivité (60). De son côté, le damel raidit sa position. En 1849, il voulut limiter l'usage des pâturages et la facilité de voyager à travers son royaume en les subordonnant à son autorisation. Celle-ci ne serait accordée que contre coutume (61). En même temps, conseillé par son ministre maure, Maïssa Teinde tenta de faire de Gandiole une escale pour les arachides à l'instar de celles qui existaient sur le bas fleuve. Il espérait ainsi percevoir d'importantes coutumes qui lui permettraient de renforcer son autorité. Certaines personnes de Saint-Louis qui n'avaient pas hésité à se faire les complices du damel lui avaient suggéré de demander une coutume d'environ sept cents pièces de guinées (62). Pour faire pression sur les autorités de Saint-Louis, Maïssa Teinde ordonna la confiscation des marchandises de tout traitant qui s'éloignerait de Gandiole et pénétrerait dans l'intérieur.

Inquiet des prétentions du damel et de l'installation à Gandiole de nouveaux traitants, le gouverneur réunit, en août 1850, le Conseil d'administration. Les débats auxquels participèrent, en particulier le maire Durand-Valantin et le chef du service judiciaire Carrère aboutirent à une nette con-

---

(60) Gouverneur à ministre, 16 juillet 1850, n° 328, ANS AOF 2 B 30. Cet incident est aussi relaté dans 13 G 32.

(61) Voir la correspondance échangée entre le damel et le gouverneur dans ANS AOF 13 G 256.

(62) CARRERE et HOLLE, op.cit., p. 85 et intervention de Carrère devant le Conseil d'administration, séance du 17 août 1850, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

damnation de la formation d'une escale classique sur le territoire du Kayor. En conséquence, le gouverneur Baudin interdit à "tout citoyen français de traiter autre part qu'à Saint-Louis ou à l'île de Sor, soit par lui-même, soit par un intermédiaire les arachides et les autres prdduits du Cayor à l'exception du mil" (63). Mais les anciennes habitudes étaient difficiles à détruire et des traitants continuèrent à s'aventurer à travers le Kayor. Un certain nombre d'entre eux arrêtés par des chefs locaux ou des tiédo et vraisemblablement vendus comme esclaves aux Trarza. En représailles, Baudin fit saisir à Saint-Louis les sujets du damel comme otages (64). Toute relation commerciale fut suspendues et les autorités de Saint-Louis n'osaient pas envoyer de courrier par terre à Gorée dans la crainte d'un nouvel incident (65). Malgré l'extrême tension qui régnait pendant cet hivernage 1850, la guerre paraissait exclue. En effet, le gouverneur jugeait impossible toute expédition militaire dans l'intérieur "d'un pays immense et sans eau". Cependant, il proposait, s'il était impossible d'amener le damel à récipiscence par la diplomatie, de s'emparer des salines de Gandiole afin de le priver d'un important revenu (66).

---

(63) Délibérations du Conseil d'administration, ibid. Dans son mémoire de remise de service du 16 août 1850 déjà cité, Baudin précise qu'il s'est opposé autant que possible à la création d'une escale à Gandiole et qu'il n'a jamais voulu s'associer à la création d'une coutume : "Le mauvais vouloir des traitants m'a deux années de suite débordé et ... ils ont fait escale".

(64) Gouverneur à ministre, 14 août 1850, n° 387, ANSOM Sénégal, I 35 a.

(65) Gouverneur à ministre, 5 novembre 1850, n° 512, ANSOM Sénégal I 37 b.

(66) Baudin : mémoire de remise de service déjà cité.

A l'automne, les deux adversaires abandonnèrent leur attitude belliqueuse. Le nouveau gouverneur, Protet, relâcha les otages et le damel rouvrit les routes. Maïssa Teinde ne pouvait se risquer à interrompre trop longtemps les échanges avec Saint-Louis. En effet, le commerce des arachides lui procurait ainsi qu'à ses lieutenants des ressources sans cesse croissantes, et d'autre part, le besoin de marchandises européennes était devenu si vif au Kayor que toute privation même temporaire semblait insupportable (67). Ainsi, en 1850 un conflit avait été évité, mais les raisons d'un nouvel affrontement n'avaient pas disparu.

Les relations entre les Français et les Maures traditionnellement difficiles, secouées de temps à autre par de graves crises comme en 1834-1835 se sont singulièrement détériorées en 1848-1850. Puissance dominante, les Trarza menacent alors l'indépendance des Brakna, considèrent le Walo comme leur propriété et tentent par l'intermédiaire de l'un des leurs de diriger la politique du Kayor. "Les Trarza ... nous enlacent comme dans un réseau" s'exclame le capitaine du génie Faidherbe (68). Sur le plan économique,

---

(67) Gouverneur à ministre, 1er août 1851, n° 362, ANSOM Sénégal I 31 b. Ce point de vue est confirmé par CARRERE et HOLLE, op.cit., p.85 : "Les habitants de cette contrée ne pouvant plus se passer des ressources en tout genre et du bien-être que leur a créés la culture de l'arachide s'adonnent avec ardeur à un travail dont le produit certain entre comme élément nécessaire à leur mode d'existence".

(68) Rapport de monsieur le directeur du génie, 3 juillet 1854, ANSOM Sénégal IV 19 b.

les conséquences du dynamisme trarza sont manifestes, sans qu'on puisse les évaluer d'une manière précise. Les exigences sans cesse renouvelées en coutumes et en cadeaux, les pillages et les exactions de toutes sortes élèvent le prix de revient de la gomme, paralysent l'activité du Walo, mais il faut le noter, n'ont pas empêché le brillant essor de l'arachide au Kayor. Au moment où les négociants de la métropole multiplient leurs efforts pour étendre leur commerce au Sénégal, la domination maure apparaît de plus en plus intolérable.

Le Fouta, obstacle à la remontée du Sénégal

Le Fouta présente un double intérêt pour les Français. Il contribue à leur ravitaillement et il commande la montée de leurs navires à Galam. Renommé pour sa richesse agricole, le Fouta et tout particulièrement l'île à morphil, attire pendant près de six mois par an une fraction importante de la population de Saint-Louis. Un nombre considérable de bateaux, de chalands et de péniches y échangent dans les principaux villages le sel et les marchandises européennes (guinées, armes à feu) contre du coton, des pagnes, du riz et surtout du mil pour Saint-Louis et le commerce des escales (69). L'importance du Fouta ne cessait de croître depuis qu'au Kayor, autrefois un des principaux greniers du Sénégal, l'arachide faisait reculer la culture du mil. Les traitants de Saint-Louis qui rencontraient la concurrence des marchands maures ne cachaient pas leur ambition d'établir à leur profit le monopole de la traite du mil. Le commerce effectué au Fouta non seulement faisait vivre de nombreux marigotiers et petits traitants mais apportait aussi aux traitants de gomme un complément de res-

---

(69) Gouverneur à ministre, 18 décembre 1847, n° 455, ANSOM Sénégal I 33 a et mémoire de remise de service, 16 août 1850, déjà cité.

sources d'autant plus apprécié que les échanges aux escales n'avaient pas été heureux.

Ainsi, on saisit d'emblée toute l'importance que revêt pour Saint-Louis l'état de ses relations avec le Fouta : régularité de ses approvisionnements en vivres (70), ampleur de l'insertion de son commerce dans les échanges locaux, élément non négligeable du niveau de vie de nombre de ses habitants. Mais ce n'est pas tout, car pour reprendre la formule d'un gouverneur, le Fouta "est placé sur la grande route sur laquelle nous plaçons toutes nos espérances" (71). En effet, il est le passage obligé vers le pays de Galam souvent considéré comme un Eldorado grâce au Bambouk proche et comme une base indispensable à la pénétration commerciale vers Ségou et Tombouctou. Or, il est relativement facile en quelques endroits précis comme Cascas ou Saldé d'arrêter et de piller les navires qui montent à Galam ou en redescendent. Même les convois de l'escale du Coq ne sont pas à l'abri de toute attaque.

---

(70) Dans le rapport réalisé par la commission chargée en 1847 d'étudier les problèmes du fleuve, il est souligné que le moindre différend avec le Fouta,"grenier du Sénégal", entraîne une interruption du commerce du mil et une menace de disette d'autant plus dangereuse qu' une "tendance funeste" s'est manifestée dans le Kayor, le Saloum "à restreindre la culture du mil aux seuls besoins de la population et à la remplacer par celle bien moins pénible et plus lucrative des arachides" ANSOM Sénégal IV 7 a. La dépendance de Saint-Louis à l'égard du Fouta s'est donc sensiblement aggravée dans ce domaine au milieu du siècle.

(71) Gouverneur à ministre, 1er août 1851, n° 362, ANSOM Sénégal I 37 b.

Les peuples du Fouta jouissent auprès des Français d'une détestable réputation qui s'exprime dans les mêmes termes tout au long de ce demi-siècle, de Mollien à Carrère et des premiers gouverneurs jusqu'à Baudin et Protet. Insolents, turbulents et orgueilleux (71).

> " Ces gens du Fouta disent hardiment que le fleuve leur appartient ; le passage de Saldé est selon eux, une porte qu'ils ont le droit de tenir fermée, tant que nous n'avons pas payé tribut. D'une exigence extrême sur ce point, ils attachent plus de prix à l'idée de nous imposer leur suprématie qu'au profit matériel qu'ils en retirent (72).

De son côté, Reverdit, chargé de la direction des Affaires extérieures écrivait en novembre 1848 au gouverneur :

> "Il [le Fouta] paraît croire qu'attaquer les navires, tuer nos gens et piller leurs marchandises est un droit acquis. Le vol, la ruse, la mauvaise foi et même la trahison sont les moyens que les habitants de ce pays mettent en usage" (73).

---

(71) MOLLIEN constate la force de "l'esprit national" qui anime le Fouta, présenté par ailleurs, comme "une des nations les plus orgueilleuses qui existent" Voyage au centre de l'Afrique, op.cit., édit. H. Deschamps, p. 168. Voir Baudin et Protet, dépêches au ministre des 16 août 1850 et 1er août 1851 déjà citées.

(72) CARRERE ET HOLLE, op.cit., p. 132.

(73) Reverdit à citoyen commissaire, 6 novembre 1848, ANS AOF,13 G 33.

Le régime théocratique mis en place dans le dernier quart du XVIIIe siècle traverse une crise sérieuse. L'almami rencontre, en effet, bien des difficultés à exercer son autorité sur l'ensemble du Fouta face à la montée des autonomies provinciales. Les Français considèrent qu'il est de leur intérêt de favoriser ces forces de dissociation mais n'ont pas encore agi dans ce sens avec beaucoup de détermination.

A l'ouest, le Dimar, sous la direction d'Eliman Boubacar, marabout très influent, a embrassé le parti des Trarza et, en conséquence, se montre un adversaire très actif des Français (74). Par contre, le Toro maître de la plupart des escales de mil de l'île à morphil semble vouloir entretenir de bonnes relations avec Saint-Louis (75). En fait, sa position a souvent varié en fonction de la situation politique qui régnait sur les deux rives du fleuve. Eliman Boubacar et le lam Toro ont été les seuls chefs du Fouta à conclure des conventions avec les autorités de Saint-Louis apportant ainsi une preuve d'indépendance à l'égard de l'almami. Le chef du Dimar s'était engagé en 1843 à favoriser les échanges entre son pays et Saint-Louis et le lam Toro à plusieurs reprises en 1830, 1843 et 1846 avait promis de donner assistance et protection à toutes les embarcations qui viendraient se procurer le mil (76). Ces engagements relatifs au commerce local n'eurent en

---

(74) Reverdit à citoyen commissaire, ibid. Selon Carrère, le Dimar paie tribut au roi des Trarza, op.cit., p.133.

(75) Gouverneur à ministre, 19 juillet 1848, n° 283, ANS AOF 2 B 27 et 2 novembre 1848, n° 408, ANSOM Sénégal I 34 a.

(76) Traités conclus entre le lam Toro et les autorités de Saint-Louis, le 31 août 1830, ANSOM Traités V 537, le 17 juin 1843 ANS AOF 13 G 3 et le 22 juin 1846 ANSOM Traités V 570. Traité conclu avec le Dimar, le 5 juillet 1843, ANS AOF 13 G 1.

général pas plus d'effet que ceux que l'almami avait pris en 1834 et en 1841 pour faciliter le passage des navires remontant à Galam (77). D'ailleurs les réglements intervenus à la suite de nombreux pillages l'attestent avec force (78).

Les opérations commerciales exigent donc un appareil militaire. Les navires de la Station navale ont, en effet, la charge d'assurer dans la mesure du possible la protection des goëlettes de la Compagnie de Galam et à l'occasion de les remorquer. Mais ils ne sont pas toujours à l'abri de toute attaque (79). Dans ces conditions, il ne peut être question, certaines années d'autoriser la montée à Galam des petites embarcations pour la traite libre au moment de la crue. C'est ainsi que l'hostilité du Fouta a privé les traitants de Saint-Louis du bénéfice de leurs affaires du haut fleuve près d'une année sur deux entre 1839 et 1847 (80).

Les difficultés se sont très sensiblement accrues dans la seconde moitié des années quarante et l'on peut constater une fois de plus que les événements qui survien-

---

(77) Traités du 3 août 1834 et du 11 octobre 1841, ANS AOF 13 G 7.

(78) Conventions du 18 juin 1837 et du 10 juillet 1840. ANS AOF 13 G 7, du 7 octobre 1841, ibid. 13 G 1 et du 24 juillet 1844, ibid. 13 G 2.

(79) G. HARDY rapporte une attaque qui montre que les bateaux de guerre avaient cessé d'intimider les Foutanké ; en 1834 ils avaient fort abimé le bateau à vapeur le Serpent et avaient évité les effets de son artillerie en s'abritant dans des tranchées, op.cit. p.323.

(80) La traite libre n'a pas eu lieu en 1839, 1841, 1843 et 1847.

nent sur le fleuve se rattachent à la politique suivie vis-à-vis des populations maures. En effet, en mai 1844, l'émir des Brakna , Moctar Sidi, qui avait intrigué avec Mohammed el Habib pour qu'il reprenne la guerre contre la France fut arrêté et déporté au Gabon, sur l'ordre du gouverneur Bouët à l'escale du Coq. Sur le moment ce coup de force provoqua une véritable stupeur parmi les peuples du fleuve. L'effet fut cependant de courte durée car bientôt se déchainèrent défiances et haines plus vives que jamais. En France, cet événement fut assez largement commenté dans la presse ; La Démocratie Pacifique, en particulier, condamna avec force l'action de Bouët (81). Le ministre, quant à lui, couvrit son subordonné car à ses yeux les "machinations secrètes" auxquelles Moctar Sidi s'était livré constituaient "un cas de trahison qui légitimait envers lui une grande sévérité". Cependant, il s'inquiétait de voir se constituer "une sorte de précédent" et il affirmait que "plus les peuples sont étrangers aux notions de droit des gens , plus il importe de les leur apprendre à la longue par notre exemple" (82).

---

(81) "M. Bouët a compromis le nom français qu'il était chargé de faire aimer et respecter ... Ce n'est pas en méconnaissant les lois les plus élémentaires de la justice et de la bonne foi que les nations civilisées pourront justifier leur tutelle sur les peuples barbares" La Démocratie Pacifique, 13 novembre 1844. Sur l'enlèvement de Moctar Sidi voir ANSOM Sénégal IV 19 g.

(82) Ministre à gouverneur, 28 octobre 1844, ANSOM Correspondance générale 204.

Contrairement à ce qu'avait cru ou voulu croire le ministre l'arrestation de Moctar Sidi n'était pas une de ces décisions qui se justifient par leurs résultats. Un des successeurs de Bouët qui pouvait en mesurer toutes les conséquences la jugeait comme une grave faute politique (83). C'est aussi le point de vue de Schoelcher, devenu après la révolution de février sous-secrétaire d'Etat aux Colonies. Après avoir affirmé que "la République ne gouverne que par des principes d'honneur et de loyauté", il attribuait au geste de Bouët une partie des agressions que les populations du Fouta avaient depuis lors si souvent exercées sur les traitants et les navires du Sénégal (84). Le jugement de Schoelcher ne s'était pas formé au fond de son bureau parisien, mais au contact des réalités sénégalaises. Il venait, en effet, de séjourner plusieurs mois en Sénégambie et en particulier avait fait une course sur le fleuve en compagnie des membres de la commission chargée d'en examiner les problèmes (85).

Après l'enlèvement de Moctar Sidi, alors que les Français soutenaient Mohammed El Ragel, le Fouta manifesta avec éclat son opposition en se soulevant en faveur de Mohammed Sidi, neveu de la victime de l'initiative de Bouët. Il était d'autant plus encouragé à adopter une attitude

---

(83) Gouverneur Houbé à ministre, 29 août 1846, lettre citée par Hardy, op.cit., p. 325.

(84) Sous-secrétaire d'Etat à gouverneur, 5 mai 1848, n°71 ter, ANS AOF 1848.

(85) BOUCHE (D.). Un voyage d'information bien dirigé. Victor Schoelcher au Sénégal (septembre 1847-janvier 1848). Conjonction, n° 105, 1967, pp. 21-26.

hostile que dans les années qui suivirent, les actes de violence commis par les populations demeurèrent impunis.

L'année 1847 a été fertile en événements graves. Au début de février, les Toucouleurs attaquent un convoi descendant de Galam à Cascas dans le Lao. Ce passage du fleuve qui offrait aux assaillants des conditions favorables à leurs desseins était évidemment très redouté et rares étaient les années qui se déroulaient sans incident (86). On dénombre plusieurs blessés parmi les Saint-Louisiens et le montant des pillages sera évalué par la suite à plus de trente mille francs. Comble de l'humiliation, les navires durent acquitter une rançon de cent pièces de guinée pour pouvoir regagner Saint-Louis (87). En juillet, des gens de plusieurs villages du Dimar ont attaqué les traitants de l'escale du Coq et les ont rançonnés. Dans le Toro, des personnes de Saint-Louis ont été dépouillées de leurs biens et vendues comme captifs. On n'observe aucune amélioration en 1848. Les gens du Dimar, comme à l'accoutumée se montrèrent particulièrement turbulents. En effet, ils n'avaient pas hésité à attaquer le 30 juin une goëlette de l'Etat, l'île d'Oléron qui escortait des embarcations venant de l'escale du Coq (88). D'autre part, ils pillèrent les traitants de Mérinaghen et enlevèrent le trou-

---

(86) Ainsi, par exemple, en 1839, un important pillage eut lieu à Cascas à la descente de Galam. Le réglement, très laborieux, nécessita deux conventions respectivement en juillet 1840 et en octobre 1841, ANS AOF 13 G 7 et 13 G 1.

(87) Les éléments du dossier se trouvent dans ANSOM Sénégal IV 19 g et dans ANS AOF 13 G 32 et 13 G 33.

(88) On déplora la mort d'un laptot et les graves blessures d'un caporal d'infanterie de marine. Conseil d'administration, séance du 22 juillet 1848, ANSOM Sénégal VII 26 bis 9.

peau du poste (89).

Les populations du Fouta n'ignorant pas que la faiblesse de leurs moyens interdisent aux Français de poursuivre les pillards dans l'intérieur s'enhardissent chaque jour et vers 1850 il n'est pratiquement pas de navires de Saint-Louis qui ne soit insulté lors de son passage. S'inquiétant de voir l'île à morphil, zone essentielle pour l'approvisionnement en mil manifester une hostilité générale, le gouverneur Duchâteau aurait voulu rétablir une situation compromise depuis longtemps en frappant un grand coup (90). Mais en cette période de difficultés politiques et budgétaires, le gouvernement ne pouvait répondre favorablement à sa demande de renfort de troupes. C'est ce qu'a bien compris son successeur, Baudin, qui s'est décidé à faire en juillet 1849 une démonstration énergique avec les seuls moyens disponibles à Saint-Louis. Il porta tout son effort sur Fanaye, un des villages les plus importants du Dimar pour son commerce de mil et de gomme en contrebande (91). Malgré la prise et la destruction du village, le résultat escompté n'a pas été atteint. Sans doute, certains chefs du Fouta semblaient favorables à la paix, mais Eliman Boubacar du Dimar, qui exerçait une forte influence sur l'almami y était résolument hostile. Dans ces conditions, le gouverneur pouvait

---

(89) Rapport de Reverdit au citoyen commissaire du 6 novembre 1848 déjà cité et Conseil d'administration, séance du 29 juillet 1848, ANSOM Sénégal VII 26 bis 9.

(90) Gouverneur à ministre, 2 novembre 1848, n° 408, ANSOM Sénégal I 34 a.

(91) Fanaye qui n'est pas situé sur le fleuve se croyait invulnérable. Baudin utilisa près de sept cents hommes pour cette expédition, gouverneur à ministre, 27 juillet 1849, n° 271, ANSOM Sénégal I 35 a.

craindre en septembre une reprise des hostilités (92).

Cependant, à la suite de quelques coups de canon tirés en octobre contre un village responsable de pillages (93), l'almami est entré dans la voie de la conciliation et en février 1850 a signé une convention réglant les litiges intervenus depuis l'attaque du convoi de Galam, à Cascas, en 1847 (94). Mais l'apaisement fut de courte durée car le Dimar, impatient de venger son échec de l'année précédente risquait, grâce au prestige de son chef, d'entraîner le Fouta aux côtés des Trarza et du Oualo, adversaires de plus en plus menaçants des Français (95).

En 1848 et 1850, années de lourde tension et d'affrontements violents, le commerce de Galam n'a jamais été interrompu. Les autorités de Saint-Louis avaient d'ailleurs pris des mesures exceptionnelles de sécurité en faisant remorquer les navires du commerce par les bateaux à vapeur de la station navale (96). Néanmoins les troubles du Fouta constituent de l'avis unanime des administrateurs et des commerçants "un des principaux obstacles au développement de notre commerce avec les pays du Galam" (97).

---

(92) Gouverneur à ministre, 12 septembre 1849, n° 354, ibid.

(93) Gouverneur à ministre 16 octobre 1846, ibid.

(94) Traité du 4 février 1850. ANS AOF 13 G 3 et gouverneur à ministre, 18 février 1850, n° 86, ANS AOF 2 B 30.

(95) Gouverneur à ministre, 16 juillet 1850, n° 328, ibid.

(96) En fait, seuls les grands navires appartenant aux négociants pouvaient être remorqués ; les embarcations des petits traitants se trouvaient exclues. Gouverneur à ministre, 29 octobre 1849, n° 437, ANSOM Sénégal I 35 a.

(97) Capitaine Masson à gouverneur, 25 mai 1848, ANSOM DFC Sénégal 495.

Incertitudes dans le haut fleuve

Les Français et leurs agents ne se heurtent pas dans cette région à une hostilité quasi permanente comme dans le Fouta et le bas fleuve. Mais les conditions de leur présence sont, à l'évidence, précaires car Bakel est isolé pendant près de six mois de Saint-Louis. En conséquence, il leur importe d'établir et surtout de maintenir de bonnes relations avec les populations du haut Sénégal. Y sont-ils parvenus en ce milieu du siècle ?

La vie politique, on le sait, s'organise autour de petits états aux frontières imprécises, jaloux les uns des autres et cherchant à accroître leur influence aux dépens de leurs voisins. Très souvent, les querelles de succession et les conflits religieux les affaiblissent. Par ailleurs, la diversité ethnique est grande et souvent génératrice de heurts et de troubles (98). Ces états, d'autre part, subissent la vigoureuse pression de voisins très puissants : Bambara et Maures Dowich. Ainsi, le Gadiaga dans les années trente, avait-il été victime de la rivalité qui opposait le Fouta et les Bambara du Kaarta (99). Lorsque le pays se scinda en deux la partie septentrionale , le Goye, subit l'influence du Fouta tandis que la partie sud-est, le Kaméra rechercha la protection des Bambara. Ces

---

(98) Sur les événements survenus dans le haut fleuve, voir BATHILY (A.). La conquête française du haut-fleuve [Sénégal] 1818-1887. Bulletin de l'IFAN, T. XXXIV, B,n° 1, 1972, p.69-86 et CURTIN (Ph.) Chronology, of events and reigns in the upper Senegal Valley, Bulletin de l'IFAN, t.XXXVI, B,n°3, 1974, pp.525-558.

(99) En 1838, les opérations des Bambara dans le Fouta gênèrent le commerce.

derniers, au milieu du siècle, imposaient tribut au Guidimakha et s'acharnaient à harceler et même à grignoter le Khasso. Quant au chef des Dowich, non content de lever des coutumes sur le Guidimakha, le Khasso et le Boundou, il organisait, pendant la saison sèche, des expéditions destinées à s'emparer de troupeaux et de captifs (100).

Ces royaumes qui allient l'agriculture à l'élevage, alimentent un commerce de mil, attirent les caravanes d'or et de gomme et participent aussi à des échanges à plus longue distance pour lesquels le haut Sénégal constitue une véritable plaque tournante. On comprend tout l'intérêt que Saint-Louis pouvait avoir à s'insérer dans ce réseau commercial et à tenter d'en prendre progressivement le contrôle. Il convenait donc, de se faire accepter par les chefs africains et de les amener d'une part à reconnaître aux traitants de Saint-Louis le droit à la liberté et à la sécurité de leurs mouvements et, d'autre part, de décourager si possible, les caravanes de Gambie à venir proposer leurs marchandises dans le haut Sénégal.

Dès la reprise des comptoirs, les Français avaient manifesté tout l'intérêt qu'ils portaient au pays de Galam en fondant le poste de Bakel d'où devaient rayonner leur influence. La faiblesse des moyens militaires mis à leur disposition les obligeait à avoir avant tout recours à la diplomatie . C'était une tâche bien difficile pour les autorités du poste de maintenir des relations cordiales avec tous les peuples voisins. D'abord, parce que ces derniers

---

(100) Directeur des Affaires extérieures à gouverneur, 30 novembre 1850, rapport déjà cité.

s'opposaient fréquemment les uns aux autres, ensuite parce que les traitants dispersés à travers le pays, acharnés dans leur concurrence et avides de bénéfices immédiats sont difficiles à contrôler par les autorités. On crut pouvoir lever ce dernier obstacle en créant la Compagnie de Galam qui bénéficie, on le sait, du monopole à l'époque critique où la baisse des eaux interrompt toute relation avec Saint-Louis. D'autre part, dès lors que les chefs africains ne manifestaient guère de détermination à lutter contre la concurrence anglaise, la Compagnie aux yeux des autorités de la colonie pouvait constituer le seul moyen efficace. Malgré les critiques dont elle était l'objet, le lieutenant de vaisseau Bouët écrivait en 1840 :

> "La Compagnie de Galam, c'est encore quoiqu'on puisse dire, non seulement la meilleure manière, mais la seule manière d'entretenir et d'accroître des relations commerciales avec le haut du fleuve. Que l'imprudent qui sera tenté d'y porter une main destructrice tourne les yeux vers la Gambie, car ce jour là les colons anglais de Sainte-Marie de Bathurst et de Mac Carthy battront des mains en son honneur et gloire"(101).

Quelques années plus tard, Bouët, devenu gouverneur, prouva tout l'intérêt qu'il portait aux affaires du haut fleuve, en confiant à une commission d'exploration le soin d'étudier les moyens de multiplier les relations politiques

---

(101) Extrait des notes remises à la direction des Colonies en septembre 1840 par Bouët, lieutenant de vaisseau, ANSOM Sénégal IV 19 a.

et commerciales avec cette région de la Sénégambie (102). Cet intérêt ne faiblit pas avec ses successeurs qui se montrèrent toujours attentifs aux événements qui s'y produisaient.

Cependant, au milieu du XIXe siècle, la situation est loin d'être brillante. C'est, en effet, un constat d'échec qu'au début de 1848 dressent le Conseil général qui, dans son adresse au gouverneur demande que le nom français soit respecté dans le haut Sénégal et la commission chargée d'examiner les problèmes du fleuve qui doit convenir que l'influence politique de Bakel ne s'étend pas au-delà des murailles du fort. (103). Dans ces conditions, il est nécessaire pour les traitants qui, depuis la Révolution de février, bénéficient d'une totale liberté, de se tenir constamment rapprochés du poste afin d'être à portée de recevoir secours et protection. Comme le remarque le Conseil d'administration :

> "Dès le moment que le commerce ne peut pas s'étendre, se diviser, se porter sur plusieurs points, établir des lieux de dépôt et de marchandises sur le territoire des peuples avec lesquels on veut échanger des produits, il ne faut rien espérer ni de solide ni de durable" (104).

---

(102) La commission nommée en août 1843 était présidée par Huart-Bessinières, pharmacien de la marine. RAFFENEL, un de ses membres, a rendu compte de ses activités dans son Voyage en Afrique occidentale, op.cit.

(103) Conseil général, 8 janvier 1848, ANSOM Sénégal VII 29 c. Rapport sur les postes militaires créés ou à créer dans le fleuve du Sénégal, ANSOM Sénégal IV 17 a. Cette impuissance du fort de Bakel, RAFFENEL l'avait déjà constatée quatre ans plus tôt. Voyage... op.cit., pp. 230-231.

(104) Conseil d'administration, délibération du 17 février 1851, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

Pour sa part, le commandant de Bakel résumait fort bien la situation en écrivant au gouverneur :

> "Il est un fait malheureusement certain, c'est que depuis trente ans que nous sommes à Bakel, nous ne sommes, pour ainsi dire, pas plus avancés" (105).

Les instructions données aux commandants de Bakel peu après la reprise avaient toujours cours au milieu du siècle. Elles prêchaient la neutralité et visaient à persuader les chefs du pays que les Français n'étaient pas établis à Bakel pour faire la guerre mais uniquement le commerce. En réalité, elles avaient fait faillite puisque l'on constatait que la sécurité des échanges était de moins en moins assurée.

Faute de moyens, les Français n'avaient pu faire triompher leur politique de médiation. Le Galam en était un exemple. Ils n'avaient pu empêcher ni la scission ni les constants affrontements entre les deux états qui en étaient issus : le Goye et le Kaméra. Ainsi, en 1838, le lieutenant de vaisseau Lacheurie, sur mission du gouverneur reconcilia pour un temps, Samba Yacine, tunka du Kaméra et Samba Goumba Diama, tunka du Goye qui pendant plusieurs années s'étaient livrés une guerre sans merci à propos des coutumes. En 1844, nouvelle initiative. Sur l'intervention, en particulier du commandant du poste de Bakel, P. Holle, les tunka ont décidé "pour mettre fin à la guerre qui a désolé les deux pays depuis longtemps" de conclure une paix générale dont les termes seraient soumis au gouverneur. Mais en juillet 1847, le gouverneur Bourdon de Gramont dut se

---

(105) Commandant de Bakel à gouverneur, 30 juillet 1847, ANS AOF 13 G 265.

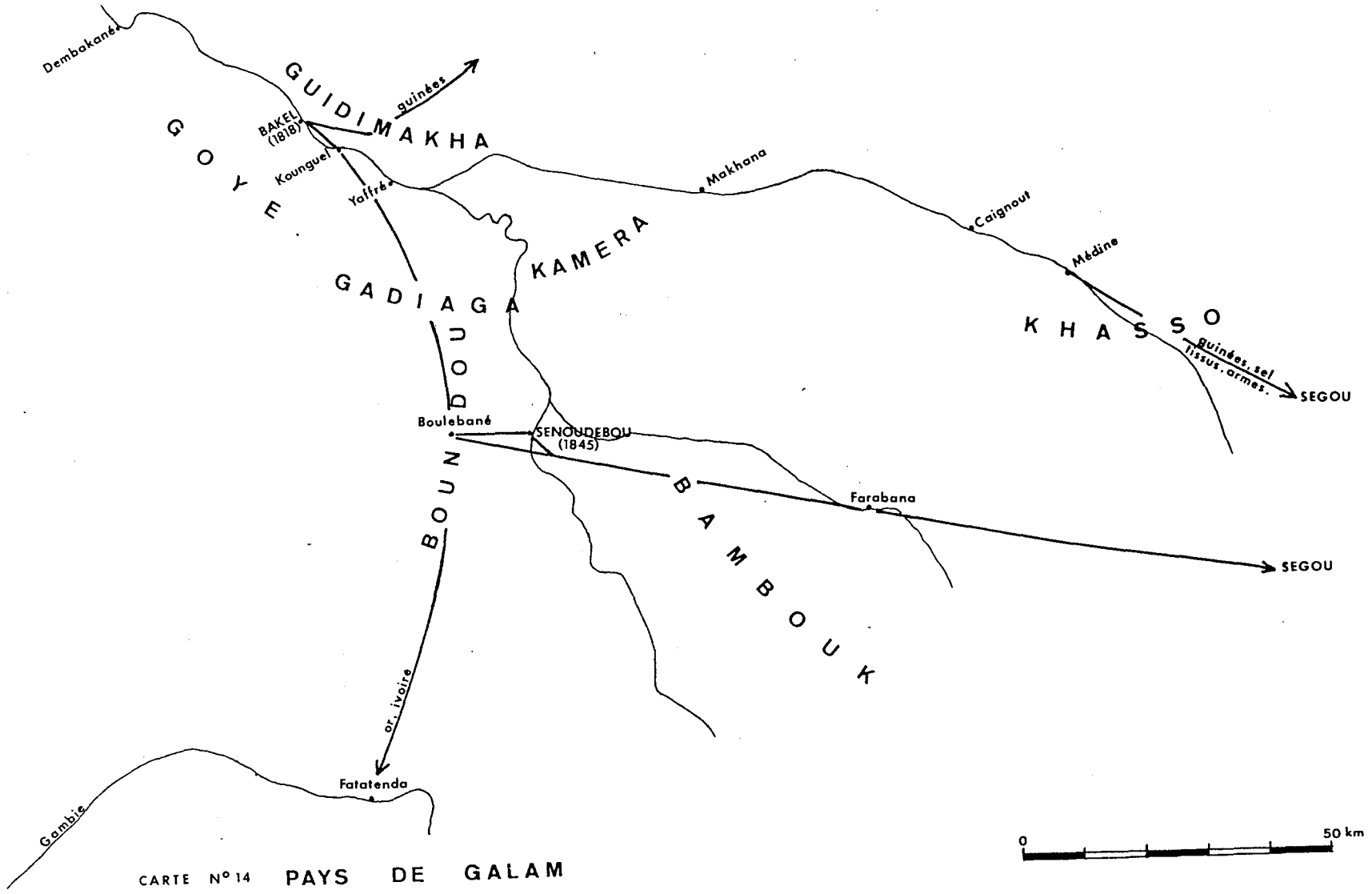
rendre lui-même à Bakel pour imposer sa médiation aux deux pays qui étaient à nouveau en conflit. Une fois de plus, les Bakiri du Goye et du Kaméra affirmaient qu'il y aurait paix et amitié entre eux et que les hostilités cesseraient immédiatement (art. 1). Tous les griefs réciproques seraient oubliés (art. 2) et en cas de différend, le gouverneur serait prié d'intervenir comme médiateur (art. 4). A peine conclu, ce nouvel et solennel engagement fut violé comme les précédents (106).

L'impuissance des Français à faire respecter les accords réalisés sous leur patronage non seulement les discrédite, mais aussi constitue un encouragement aux prétentions exagérées et aux violences. C'est ainsi que, mécontent, le tunka du Goye exige un supplément de coutume et arrête la remontée des embarcations des traitants et des navires de la Compagnie de Galam (107). Cette interminable guerre entre le Goye et le Kaméra, - elle se poursuit encore en 1849 - a de bien fâcheuses conséquences pour le commerce. D'une part, l'agriculture est négligée et la traite du mil, seule ressource du pays s'en ressent vivement, d'autre part, les routes des caravanes sont très fréquemment coupées. Mais aussi, des chefs de gros villages profitent des circonstances pour s'émanciper de l'autorité du tunka et jouer aux souverains. Ils se disputent souvent entre eux, provoquant l'interruption des activités commerciales et ils tentent d'extorquer le paiement de droits en contrepartie du libre passage des navires de Saint-Louis. Au Kaméra, par exemple, Souraké, appuyé par un parti nombreux, n'ayant pas obtenu satisfaction, s'est opposé à

---

(106) Sur cette question des rapports entre le Goye et le Kaméra et sur l'intervention des autorités françaises voir le dossier dans ANS AOF 13 G7.

(107) Conseil d'administration, délibération du 2 octobre 1847, ANSOM Sénégal IV 19 i.



CARTE N° 14 PAYS DE GALAM

l'entrée des embarcations et en a fait piller quelques unes à la fin de 1846 (108). Les menaces des Français ne l'intimident guère car ses partisans du village de Lanel attaquent à coups de fusil un navire de la maison Bourilhon en septembre 1849. Souraké se croit assuré de l'impunité car il bénéficie du soutien de l'almami du Boundou, la principale puissance politique du haut fleuve (109).

Amadi Saada (1837-1851), l'almami du Boundou, nourrissait de grandes ambitions. Il cherchait à profiter des divisions qui affaiblissaient le Goye et le Kaméra pour s'en emparer et devenir ainsi le maître du commerce de Bakel. Il avait par ailleurs, des visées sur les placers de Kenié-ba (110). Vers 1850, à Saint-Louis, les autorités dans l'attente d'une prochaine succession, éprouvaient une vive inquiétude car les fils de l'almami montraient des dispositions beaucoup plus agressives que leur père.

Celui-ci avait bien compris tout l'intérêt qu'il pouvait retirer de la création d'un comptoir à Sénoudébou

---

(108) Gouverneur à ministre, 13 janvier 1847, n° 9, ANSOM Sénégal IV 19 i.

(109) Rapport de Reverdit, commandant du Basilic, septembre 1849, ibid.

(110) Sur la politique envahissante de l'almami, voir la correspondance du gouverneur Baudin, notamment les lettres du 27 août 1849, n° 322, ANSOM Sénégal I 35 a, du 17 juillet 1850, n° 330, ANS AOF 2B 30 et du 16 août 1850, ANSOM Sénégal I 37 a. Pinet-Laprade dans un rapport du 18 juin 1850 présente un point de vue analogue ANSOM DFC Sénégal 504.

et l'accord avait été conclu sans trop de difficulté en 1843 (111). Mais par la suite, sans doute parce qu'il trouvait les avantages concédés trop insuffisants, il multiplia les tracasseries et finalement le poste se trouva entièrement à sa discrétion (112). Le fort n'était-il pas situé en plein Boundou et isolé pendant huit longs mois ? Comment s'étonner dans ces conditions que le nom français n'y soit guère respecté (113).

C'est, semble-t-il, à partir de 1847 que les relations entre Saint-Louis et l'almami se sont altérées et que la défense à son égard s'est sensiblement accrue (114). Sa politique envahissante n'est pas seule en cause. En effet, une des préoccupations majeures des Français était de faire du haut Sénégal une chasse gardée. Ainsi s'étaient-ils efforcés lors de la négociation relative à Sénoudébou d'obtenir dans un article que l'almami s'engage :

> "à arrêter les caravanes de quelque nature qu'elles soient passant de son pays ou dépendances et allant en Gambie ou dans les établissements anglais sur la côte ou dans l'intérieur et à les pousser vers les comptoirs de Bakel et de Sénoudébou" (115).

---

(111) Traité de décembre 1843 ANS AOF 13 G 7. Un nouveau traité a été conclu au moment de l'inauguration du poste le 23 août 1845, ANS AOF 13 G2.

(112) Ministre à gouverneur, 3 juin 1850, n° 161, ANSOM Sénégal I 35 b.

(113) RAFFENEL (A.). Nouveau voyage ... op.cit., t.I, p.77.

(114) Ministre à gouverneur, 16 décembre 1847, n° 437, ANSOM Sénégal I 32 c.

(115) Article 1 du traité de décembre 1843, déjà cité.

En réalité, le souverain du Boundou était trop avisé pour se lier définitivement les mains. Aussi, les Français pouvaient, quelques années plus tard lui reprocher de n'avoir pas tenu ses belles promesses d'attirer chez lui toutes les caravanes se rendant en Gambie (116). Saada avait bien conscience qu'en maintenant ouverte la route de Bathurst, il disposait d'un sérieux atout pour faire pression sur les Français. Par ailleurs, le gouverneur et les négociants de la colonie britannique s'efforçaient de maintenir le contact avec le haut Sénégal et s'inquiétaient des répercussions que pouvaient avoir sur les échanges les raids fréquents du Boundou dans le Niani et le Wuli (117). En 1844, le chief-justice Mac Donnell après avoir remonté la Gambie jusqu'à Fattatenda où il rencontra Raffenel, atteignit Boulebané, la capitale du Boundou, Ayant appris que l'almami avait conclu l'année précédente avec les Français, il le dissuada d'en respecter les clauses. Les Anglais, aux dires des Français appuyaient leurs arguments de "magnifiques cadeaux" (118). Les agents français s'efforçaient de contrebalancer l'influence anglaise sans y parvenir pleinement. Le gouverneur Baudin dépeignait la situation en ces termes :

---

(116) Baudin mémoire de remise de service du 16 août 1850 déjà cité.

(117) Sur la pénétration anglaise en haute Gambie et vers le Boundou, outre l'ouvrage déjà cité de GRAY, voir pour le début du XIXe siècle CURTIN (Ph.). Economic change in precolonial Africa, Senegambia in the era of the slave trade, Madison, the University of Wisconsin Press, 1975, pp. 149-150 et Ingram to Stanley, 31 juillet 1843, PRO CO 87/31.

(118) De Maricourt au ministre, août 1847, ANSOM Sénégal IV 19 i. et ministre à gouverneur, 24 mai 1848,n°100, ANSOM Correspondance générale 217.

"Il suffit, ainsi que cela arrive souvent, du premier caprice de l'almamy pour empêcher les caravanes de nous venir et de les faire aller du côté de la Gambie" (119).

Dans ces conditions, il ne semble pas que l'objectif défini deux ans plus tôt par le ministre dans ses instructions au gouverneur ait été atteint :

"Il nous importe au plus haut degré que sur le haut Sénégal aucune nation européenne ne se mette en mesure de nous disputer la prééminence et d'entrer en partage de notre influence et des avantages commerciaux que nous cherchons à y développer" (120).

Le Boundou, par ailleurs, a très souvent contribué par ses initiatives propres ou par ses alliances à entretenir du Guidimakha aux états de Gambie et au Khasso un état de guerre à peu près chronique. Il était donc bien évident que tout progrès du commerce français dans le haut fleuve et en particulier la pénétration dans le Bambouk dont les mines d'or de Kéniéba venaient d'être visitées par Huard et Raffenel exigeaient une modification radicale des rapports entre Saint-Louis et le Boundou.

Un autre facteur d'insécurité dans le haut fleuve réside dans le voisinage des Maures Dowich. Parallèlement à leur commerce régulier de gomme qui alimente pour la part la plus large le trafic de Bakel, ils mènent souvent, comme

---

(119) Gouverneur à ministre, 27 août 1849, n° 322, ANSOM Sénégal I 35 a.

(120) Ministre à gouverneur, 16 novembre 1847, SCHEFER, op.cit., t.II, pp. 187.

en 1849-1850 par exemple, des opérations de pillages à travers le Goye, le Guidimakha et même le nord du Boundou. Le comptoir de Bakel n'est pas toujours à l'abri de leurs exactions. Mais, en 1850, la guerre civile opposant Bakar à son cousin Abderramane aggrave la situation. Depuis plusieurs années, les Français se plaignaient du mauvais vouloir du chef dowich jugé turbulent et tracassier. Maintenant sans aucune influence, obligé de se réfugier dans l'intérieur, il révèle son incapacité à protéger les caravanes se dirigeant vers le comptoir français. Pour sa part, Abderramane qui dispose de nombreux partisans et de bandes de pillards opérant dans le Boundou se venge des traitants qui n'ont pas tenu leurs promesses à son égard en pillant leurs embarcations et en entravant le trafic par voie de terre(121). Les nécessités du commerce vont bientôt contraindre les autorités de Saint-Louis à prendre parti entre les deux compétiteurs. Le problème de fond ne sera pas pour autant résolu car si Bakar est déchu, comme cela est probable, cela signifiera le regroupement de tous les mécontents autour de sa personne et de nouvelles entreprises de pillages. Or on a particulièrement conscience à Saint-Louis que l'autorité française est bien trop faiblement établie pour pouvoir faire comprendre aux habitants du Kamera, du Goye, du Khasso et du Boundou qu'ils doivent s'opposer au passage des Maures sur leur territoire (122). A l'évi-

---

(121) Conseil d'administration,. délibération du 22 août 1850, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

(122) Directeur des Affaires extérieures à gouverneur, 30 novembre 1850 rapport déjà cité.

dence, on craint que s'établisse dans le pays de Galam une situation comparable à celle qui règne sur le bas Sénégal.

b) La situation politique dans les dépendances de Gorée

Vers 1850, les relations de Saint-Louis avec les populations riveraines du Sénégal subissaient le poids d'une tradition forgée tout au long de plus d'un siècle et demi de contacts à peu près constants entre Européens et Africains. Au sud de Gorée, la situation se présentait d'une manière différente. En effet, les liens tissés au temps de la traite n'avaient ni revêtu une aussi grande ampleur, ni bénéficié de l'appui de comptoirs fortifiés, mis à part Albréda. L'abolition de la traite les avait singulièrement distendus et "le commerce légitime" longtemps balbutiant n'avait pris vigueur que tout récemment grâce à l'arachide. Une fréquentation plus assidue des rivages s'étendant jusqu'à la Sierra Leone par les navires français, la création du poste de Sédhiou et de factoreries dans les "Rivières" ne pouvaient manquer de poser en termes nouveaux les problèmes des rapports avec les populations côtières. Les autorités de Saint-Louis ne semblent pas avoir prêté une suffisante attention aux profondes transformations qui s'esquissaient dans ces lointains parages. Pourtant, le commandant particulier de Gorée transmet ponctuellement au chef-lieu et les avertissements du Conseil d'arrondissement et les plaintes des négociants relatives aux difficultés rencontrées sur place par leurs agents. Mais l'écho en est bien faible, car quel contraste dans la correspondance adressée au ministre, dans les mémoires de remise de service et dans les délibérations du Conseil d'administration entre le quasi monopole accordé aux affaires du fleuve et la très épisodique attention accordée à celles qui ont le bas de côte pour théâtre !

Là, comme sur les rives du fleuve, les relations

avec les chefs africains sont traversées par les mêmes exigences en "cadeaux" et en droits prélevés sur le commerce, par la fermeture brutale des routes commerciales, les pillages et les destructions de factoreries. A tous ces préjudices subis, il faut ajouter ceux qui résultent des guerres incessantes entre Africains. Or il est bien évident qu'au moment où la culture de l'arachide se répand rapidement, cette situation due à la volonté ou au caprice de quelques chefs devient intolérable car elle risque de compromettre un dynamisme enfin retrouvé après une si longue période de stagnation.

Incontestablement, la présence de plusieurs puissances européennes vient ici compliquer la situation, car chacune d'entre elles pour défendre ses intérêts intervient dans la politique locale et recherche des appuis africains. Sans doute, la concurrence étrangère n'est pas absente au nord, mais elle est d'une toute autre ampleur au sud, car, sensible dès le Saloum, elle affecte la presque totalité du littoral fréquenté par les navires goréens. Les négociants anglais sont évidemment les plus redoutables car plus nombreux et dispersés sur un plus vaste espace, ils disposent de moyens importants, mais les Français doivent aussi tenir compte des Portugais en Casamance,et, pendant quelques années, des tentatives d'implantation des Belges dans le Rio Nunez. Il suffit de noter ici le rôle de ces rivalités européennes qui feront, par ailleurs, l'objet d'une étude particulière.

Les relations de Gorée avec la presqu'île du Cap Vert sont d'importance vitale pour les habitants du comptoir français. Ils vont y chercher des vivres, de l'eau dont ils sont à peu près totalement démunis, du combustible et tout ce qui est indispensable à la construction et à l'entretien de leurs maisons et de leurs magasins.

Les autorités françaises et les Goréens considèrent la presqu'île du Cap Vert comme une dépendance de Gorée invoquant, en particulier, le traité de cession que le chevalier de Boufflers avait conclu en 1787 avec le damel du Kayor. Il est toujours jugé valable bien que les Lébou se soient émancipés de la domination du Kayor au début du XIXe siècle. Le gouverneur Schmaltz, au moment de la reprise, n'avait-il pas reçu instruction de mettre en vigueur ce traité ? Mais en fait, aucune décision d'occupation ne fut prise et quelques années plus tard, le baron Roger faisait part au ministre de ses doutes sur la valeur des droits de la France. Pour lui, les traités légués par l'Ancien Régime étant restés sans exécution n'étaient plus connus des chefs du pays. Il ajoutait que le prix d'achat stipulé autrefois étant dérisoire, ce serait une véritable usurpation que de s'emparer du pays.

Les données du problème se modifient profondément au cours des années quarante. La décision de mener une lutte plus efficace contre la traite des noirs renforce la fonction militaire de l'île et le développement de la navigation à vapeur attire l'attention sur sa situation sur les routes internationales. D'autre part, son commerce prend une nouvelle importance et sa population s'accroît régulièrement. Dans ces conditions, l'idée d'une installation sur la presqu'île du Cap Vert fait à nouveau son chemin et l'on constate à travers la correspondance officielle qu'à Paris comme à Saint-Louis, on ne craint plus d'évoquer les traités qui ont placé la population de la presqu'île sous la dépendance de la France (123).

---

(123) Voir en particulier la lettre du gouverneur au ministre du 7 décembre 1847, n° 440, ANSOM Sénégal I 33 a et la réponse du ministre du 3 mars 1848, n° 3 bis, ANS AOF 1 B 48.

Depuis 1830, le sérigne N'Dakarou est Eliman Diol, le neveu du fondateur de l'état lébou. Son autorité paraît mal établie. Ainsi, elle s'impose mal à l'ensemble des villages de la presqu'île et, en 1847, des chefs de Dakar qui lui sont hostiles viennent chercher, mais en vain, un appui auprès du commandement de Gorée pour mener à bien leur complot.

Une des questions essentielles que les autorités de Gorée avaient à régler avec les Lébou était celle des naufrages. On sait qu'ils sont relativement fréquents.
Les populations du littoral regardaient les navires naufragés comme leur propriété, faisant prisonniers les marins et pillant les cargaisons. Pour prévenir de telles pratiques, un commandant de Gorée, en 1826, avait conclu un traité avec le prédécesseur d'Eliman. La conduite à tenir en cas de sinistre avait été précisée conformément aux règles en usage en France. Le chef de Dakar devait sans retard faire donner assistance aux marins et au bâtiments en perdition. Il s'engageait à faire respecter les hommes et les biens et à avertir le commandant de Gorée dans les plus brefs délais. Les gens du pays qui, sur les ordres du capitaine et des autorités de Gorée auront été employés à remettre à flot un navire échoué ou à décharger une cargaison, seront payés à raison de deux francs cinquante par jour. Lorsque les intéressés ne feront pas procéder au sauvetage, les gens du pays pourront y travailler de leur propre initiative, à charge de déclarer tous les objets qu'ils ont sauvés. Il leur sera attribué le tiers de la valeur de ces derniers (124).

---

(124) Traité du 10 octobre 1826, ANS AOF 13 G4. Le texte en est reproduit dans FAURE (Cl.) : Histoire de la presqu'île du Cap Vert, op.cit., p. 57.

L'application du traité ne fut pas chose facile car le "roi" de Dakar et les principaux chefs des villages de la presqu'île, étaient le plus souvent impuissants à faire restituer par leurs sujets les objets provenant d'un naufrage. Aussi, les plaintes des négociants et des habitants notables de Gorée étaient-elles fréquentes. En juin 1846, le Casimir Périer fut pillé par les habitants de Yof, de N'Gor et de Wakam tandis que les gens de Dakar jouaient le rôle de recéleurs. On mentionnait encore en mars 1847 un trafic des objets volés qui s'effectuait dans la presqu'île et atteignait même Gorée, grâce à la complicité de quelques uns de ses commerçants (125). Malgré les remontrances des autorités de Gorée les deux autres naufrages qui survinrent à cette époque dans la baie de Yof, celui de la Hariett en juin 1847 et de la Concordia au début de 1850 donnèrent lieu aux classiques scènes de pillages. Cependant pour la première, l'arrivée rapide d'un vapeur de la marine royale en limita l'ampleur tandis que pour le second il fut impossible de recouvrer la plus grande partie des objets qui en provenaient.

Il fallait donc constater qu'Eliman manquait totalement d'autorité pour faire renoncer à leurs vieilles habitudes les populations des villages proches du lieu des naufrages. D'autre part, il ne prenait l'initiative de faire participer les gens de Dakar au sauvetage des personnes et des biens que contraint et forcé. Ce fut le cas pour la Hariett, les autorités de Gorée averties très rapidement du sinistre ayant pris toutes les dispositions indispensables. Par contre, en février 1850 et surtout en janvier 1851, lors du naufrage de la Charlotte, l'attitude d'Eliman parut des plus suspectes au commandant de Gorée et il le

---

(125) Commandant de Gorée à gouverneur, 18 mars 1847, lettre citée par CHARPY, op.cit., p. 52, note 1.

dénonçait comme le "principal instigateur" du pillage (126).

Le traité de 1826 était donc demeuré lettre morte, mais vingt ans après sa conclusion, les pillages répétés devenaient de plus en plus intolérables. Aussi, le commandant de la Division navale, Montagniès de la Roque, demandant au ministre s'il trouvait convenable "que cet état de chose continue aux portes de nos possessions" suggérait de substituer l'autorité française à celle d'Eliman sur la presqu'île du Cap Vert (127).

Les approvisionnements effectués par les Goréens à la presqu'île du Cap Vert constituaient une autre source de difficultés. Mécontent des droits abusifs exigés par les chefs de Dakar et consacrés par un long usage, le commandant de Gorée avait négocié un traité qui fut conclu en avril 1830. Il supprimait tout droit d'embarquement à Dakar et à Hann et il réglait les redevances et les prix dûs aux chefs et aux propriétaires pour l'eau, les pierres, le sable et le fourrage. Les navires venant de France, à la différence de ceux de Gorée et de Saint-Louis paieront un droit d'ancrage (128). Bien que non ratifié par le gouvernement, le traité de 1830 a été invoqué par les autorités de Gorée dans les différends qui opposaient les habitants de Gorée à ceux de Dakar.

Vers 1850, les incidents deviennent de plus en plus fréquents. Ils s'expliquent par l'essor du commerce

---

(126) Commandant de Gorée à gouverneur, 14 janvier 1851, ANS AOF 13 G 303, lettre publiée par CHARPY, p.58.

(127) Commandant de la Division navale à ministre, 7 juillet 1846, ANS AOF P 259 et CHARPY, p. 20.

(128) Traité du 22 avril 1830, ANS AOF 13 G 4.

des arachides qui a provoqué l'installation par les Européens et les Goréens de factoreries et de magasins sur la presqu'île. Il était naturel que les chefs de Dakar cherchent à profiter de cette conjoncture favorable. C'est ainsi qu'ils tentent d'exiger le paiement d'un droit sur toute marchandise débarquée (129) et d'entraver les transactions directes entre les détenteurs d'arachides venus du Kayor et les marchands de Gorée installés dans la presqu'île (130).

Les chefs de Dakar n'entraient pas en conflit uniquement avec les commerçants et les habitants de Gorée. A l'occasion, ils s'opposaient aux autorités de l'île. Celles-ci s'appuyant sur les traités conclus sous l'Ancien Régime agissaient comme si la presqu'île appartenait au domaine français. Ainsi, en 1847, l'extraction de pierres calcaires nécessaires aux travaux de construction entrepris par le génie provoqua des réclamations des chefs de Dakar exigeant le paiement d'une indemnité. Par souci de conciliation, le commandant de Gorée l'accorda, faisant sienne la conclusion de la commission qu'il avait nommée pour étudier cette affaire. Mais il avait eu soin de rappeler avec netteté aux

---

(129) Par exemple, en février 1850, la maison Maurel se plaint au commandant de Gorée que lors d'un débarquement de barils de poudre un prélèvement fut opéré. Son représentant écrit : "Depuis longtemps ... les chefs de Dakar cherchent à s'arroger le droit d'exiger des droits de débarquement, malgré que nos traités avec eux n'en fassent pas mention. Plusieurs fois déjà, des discussions se sont élevées entre eux et les personnes qui ont eu à opérer des dépôts de marchandises. Il serait à désirer que cet état de chose cessât si nous ne voulons pas leur concéder un droit qui ne leur appartient pas". ANS AOF 6 B 52, CHARPY p. 66.

(130) Rousseau au commandant de Gorée, 6 décembre 1853, ANS AOF 6 B 53, CHARPY, p.71.

chefs de Dakar les droits de la France sur la presqu'île. Rendant compte des faits au ministre, le gouverneur précisa sa pensée. Si l'extraction avait lieu dans un terrain ayant un propriétaire, l'indemnité était de droit car les titres de la France ne peuvent empiéter sur la propriété privée. Dans le cas contraire, il s'agissait du domaine public et en conséquence, les agents du commandant de Gorée pouvaient agir en toute liberté et ne devaient payer aucune redevance. Justement, dans le conflit en question, la demande des chefs n'était pas fondée car les pierres avaient été extraites au bord de la mer et dans un sol impropre à la culture. Le ministre approuva pleinement cette position (131).

Les commerçants, à l'occasion des heurts de plus en plus fréquents avec le sérigne et les chefs de Dakar ont pu mesurer toute l'impuissance de l'autorité française qui, à courte distance de son établissement de Gorée, ne peut obtenir ni le retrait d'exigences fiscales jugées déraisonnables, ni ce qui est plus important, le respect des biens et des personnes. Aussi, trouvent-ils inadaptée à la situation l'attitude tant du commandant de Gorée que du gouverneur qui, cherchant à préserver l'avenir se contentent de rappeler d'une part, qu'en matière de redevances et de prélèvements divers, l'usage ne saurait créer un droit, et, d'autre part, que la France avait grâce aux traités, de solides titres à faire valoir sur la presqu'île du Cap

---

(131) Sur cette question voir l'échange de correspondance suivant : lettres du gouverneur au ministre, 7 décembre 1847, n° 440 et 21 avril 1848, n° 159, ANSOM Sénégal I 33 a et dépêche du ministre au gouverneur 3 mars 1848, n° 3 bis,ANS AOF 1 B 48.

Vert (132).

Les Goréens connaissent également des relations de plus en plus difficiles avec le damel. Désireux d'accroître le trafic des arachides et de nouer des contacts directs avec les producteurs, ils commencent à s'installer à Rufisque et à parcourir l'intérieur du Kayor. Grande est leur vulnérabilité face aux tiedo, toujours enclins à dépouiller les marchands, voire à les retenir prisonniers et à les rançonner. La situation est la même sur la côte du Baol (133). A cette époque, la tègne n'est autre que le damel Maïssa Teinde. Loin de leur souverain les chefs locaux ne se privent pas de tirer profit de la présence de traitants installés en particulier à Mbour et à Portudal.

Pendant longtemps, le faible volume des transactions effectuées sur cette côte expliquait qu'aucun accord sur la protection des traitants n'ait été conclu. Mais, en 1846, signe évident de progrès récents, le Conseil d'arrondissement demanda au commandant de Gorée que soit mis un

---

(132) En décembre 1849, le gouverneur du Sénégal avait demandé au commandant de Gorée de faire connaître aux chefs et aux habitants de Dakar la position de la France, à l'opposé de celle que Roger avait définie une vingtaine d'années auparavant : "Bien que le gouvernement français n'ait pas cru jusqu'ici devoir réclamer le bénéfice des traités qui nous accordent en toute propriété la presqu'île du Cap Vert, nos droits n'en sont pas moins incontestables" (lettre du 7 décembre 1847 citée par FAURE, op.cit., pp.14-15.

(133) La côte du Baol s'étend de Bargny au marigot de la Fasna à proximité de la pointe Sarène.

terme à trop d'exactions demeurées impunies en allouant des cadeaux annuels au roi du Baol qui, en échange, s'engagerait à faire respecter par les villages côtiers les traitants et leurs biens (134).

Plus important, sans aucun doute, était le commerce effectué sur le littoral des royaumes du Sine et du Saloum. Le mil qui attirait aussi les traitants de Gambie maintenait encore sa prépondérance malgré les débuts prometteurs de l'arachide. Mais, au milieu du siècle la situation devenait bien précaire. Pourtant, nombreuses avaient été les demandes de protection efficace formulées tout au long des trente années qui ont suivi la réoccupation. En janvier 1848, le Conseil d'administration de Gorée déclarait que la rivière de Sine était abandonnée à cause des exactions (135). Sans doute faut-il faire la part de l'exagération coutumière aux négociants, mais il faut bien convenir une fois de plus, que le recours au traité avait été vain. Ainsi, en février 1837, Dagorne, un des commandants de Gorée les plus actifs, avait conclu avec le bour Sine un accord fixant les coutumes et les règles à suivre en cas de naufrage. Le roi, par ailleurs, promettait de protéger "tout ce qui est français" et en particulier les biens des traitants décédés dans ses états et de les remettre intacts aux ayant-droit (136). Avec le Saloum, aucune convention n'avait

---

(134) Conseil d'arrondissement de Gorée, 3 janvier 1846, ANS AOF 2 E 2.

(135) Conseil d'arrondissement de Gorée, janvier 1848, ibid.

(136) Traité entre Dagorne, commandant particulier de Gorée et Wagan Faye, roi de Sine, 17 février 1837, ANS AOF 13 G 4.

été conclue à cette époque. Pourtant le bour, Balle N'Dougou Ndao, monté sur le trône en 1825 manifestait le désir d'attirer les traitants dans sa capitale Kahone (137).

Mais, en fait, les plaintes relatives aux mauvaises conditions dans lesquelles s'exerce le commerce dans le Sine et le Saloum ne cessera de parvenir aux autorités de Gorée. Ainsi, au Conseil général en septembre 1842 sont dénoncées les multiples exigences des chefs de villages et des tiedo s'ajoutant à celles des souverains. Refuser expose évidemment à des violences, à des pillages et souvent à des voies de fait (138). Pour porter remède à cette situation, les négociants réclamaient depuis longtemps le passage fréquent d'un navire de guerre et, pendant la traite, la présence d'un stationnaire à l'embouchure du Saloum (139). Pour assurer aux opérations de leurs caboteurs la protection la plus efficace possible, ils ne virent, finalement, pas de meilleure solution que d'établir dans le Sine-Saloum le système des escales en vigueur dans le bas Sénégal pour le commerce de la gomme (140). Mais l'administration n'était

---

(137) Extrait des notes remises à la direction des colonies par le lieutenant de vaisseau Bouët, septembre 1840, ANSOM Sénégal IV 24 b.

(138) Conseil général, délibération du 27 septembre 1842, ANSOM Sénégal IV 24 a.

(139) La question a été agitée dès 1836 au Comité du commerce de Saint-Louis et discutée par le gouverneur Charmasson dans une lettre au ministre du 20 mai 1840, ANSOM Sénégal IV 2 b.

(140) Cette solution est présentée devant le Conseil d'arrondissement de Gorée le 15 décembre 1840 et le 18 septembre 1841. Les membres du Conseil précisent les lieux où des escales pourraient être établies et précisent que des agents désignés par le gouvernement seraient chargés de la police et du règlement des coutumes, ANS AOF 2 E 2.

aucunement décidée à mettre sur pied une organisation de ce genre car elle en mesurait toute l'insuffisance au Sénégal. Elle accepta seulement en 1847, et à la suite d'une nouvelle demande, d'envoyer un navire de guerre (141). L'ère des visites régulières du Sine, et du Saloum commençait.

En mars 1849, la mission du lieutenant de vaisseau Jaffrezic, commandant le Pourvoyeur aboutit à la signature de deux traités, l'un à Fatick avec le Sine et l'autre à Kahone avec le Saloum. Les clauses sont semblables. Les deux bour s'engagent à respecter le pavillon de la France et à accorder aux marchands d'Europe et de Gorée protection et secours. Ils autorisent la construction d'un comptoir à Joal pour le Sine et à Koalack pour le Saloum. Par ailleurs ces traités fixent le montant des subsides annuels et confirment les procédures acceptées en 1837 par le bour Sine en cas de naufrage et de décès de traitants (142).

Le commerce qui avait toujours affirmé que faute de protection il avait craint de s'engager à fond et de créer un établissement sérieux dans ces rivières allait-il voir enfin satisfaits ses voeux si souvent exprimés ? Le ministre le pensait mais ici, comme ailleurs, les traités

---

(141) Conseil d'administration, 30 janvier 1846, ibid.

(142) Traité du 19 mars 1849 avec Amadiouf Guilane Faye roi de Sine et traité du 29 mars 1849 avec Ballé N'Dougou Ndao roi de Saloum, ANSOM Sénégal IV 24 b. Les traités se trouvent également dans ANS AOF 13 G4. Deux traitants, Labouré et Franciero avaient assisté dans les négociations le lieutenant de vaisseau Jaffrezic.

n'ont apporté qu'une protection illusoire. Il n'est pour s'en convaincre que de lire le rapport rédigé en 1853 par le lieutenant de vaisseau de Rulhière, commandant de l'Alecton après sa tournée dans le Saloum (143).

En Gambie, les Français, lors de la reprise de leur comptoir d'Albréda avaient renoué d'anciennes relations avec le royaume de Barra et confirmé les traités d'Ancien Régime en mai 1817. Dix ans plus tard, ils signaient une convention qui fixait de nouvelles coutumes annuelles et surtout faisait de l'alquier le témoin obligé de tous marchés et transactions passés à crédit entre marchands français et habitants du pays (144).

L'année précédente, Barra avait dû négocier avec l'Angleterre et lui céder une partie de son territoire riverain de la Gambie (145). Le voisinage des deux puissances coloniales rendait très délicate la situation du royaume. Ses rapports avec la France ont connu bien des fluctuations qui ne peuvent se comprendre que dans le contexte de la rivalité franco-anglaise qui sera étudiée par ailleurs (146).

---

(143) Pour éviter des conflits dans la mesure du possible, il montrait la nécessité d'envoyer un navire de la Station au début et à la fin de la traite. Rapport du lieutenant de vaisseau de Rulhière, 25 février 1853. AN SOM Sénégal IV 24 b.

(144) Convention de novembre 1827, ANS AOF 13 G 4.

(145) Le territoire cédé à l'Angleterre en 1826 s'étendait le long de la Gambie entre Bounyadou et Jokadou et avait une largeur d'un mille. Le "Ceded Nile" renfermait les principales agglomérations du royaume.

(146) Dans son mémoire de remise de service, Baudin accuse le gouverneur de la Gambie d'avoir poussé les naturels à multiplier les tracasseries et les exactions à l'égard des traitants d'Albréda afin de "dégoûter" les Français de leur comptoir.

Lorsque les Français voulurent étendre leur commerce dans l'intérieur de la Casamance, ils eurent recours au système de protection qui était de tradition depuis le XVIIIe siècle. Ce fut la raison de la fondation d'un comptoir fortifié à Sédhiou en 1838. Avait-il douze ans plus tard répondu aux espoirs que l'on avait placés en lui ?

En mars 1839, le roi du Boudhié avait cédé un terrain pour la construction du fort et s'était engagé à recevoir et à protéger les marchands et les commerçants français qui viendraient trafiquer dans son pays et à les mettre à l'abri de toute vexation (147). Conscientes des difficultés que présentait cette implantation dans un pays mal connu, les autorités de Gorée recommandèrent au premier commandant du poste la plus grande prudence. Jusqu'au début des années cinquante, elles ne se départirent pas de cette ligne de conduite. Il s'agissait, d'abord de reconnaître le pays et tout spécialement le haut du fleuve, de prendre contact avec les populations voisines, puis d'assurer la protection du commerce et de favoriser son extention et enfin d'observer une parfaite neutralité politique et d'intervenir éventuellement comme médiateur (148).

Peu de temps après avoir conclu avec des villages

---

147) Traité du 24 mars 1837, ANS AOF 13 G 4. Ce traité sera modifié en ce qui concerne les avantages matériels concédés au roi de Boudhié par une convention du 3 avril 1838. DE CLERCQ a publié le texte de ces deux accords tome 4, pp. 364 et 416.

(148)"Le rôle de conciliateur est le plus avantageux et le plus honorable pour nous surtout dans la Casamance", gouverneur à commandant de Gorée, 18 juin 1839, n°31, ANS AOF 3 B 46, lettre cirée par J. FOULQUIER, op.cit.

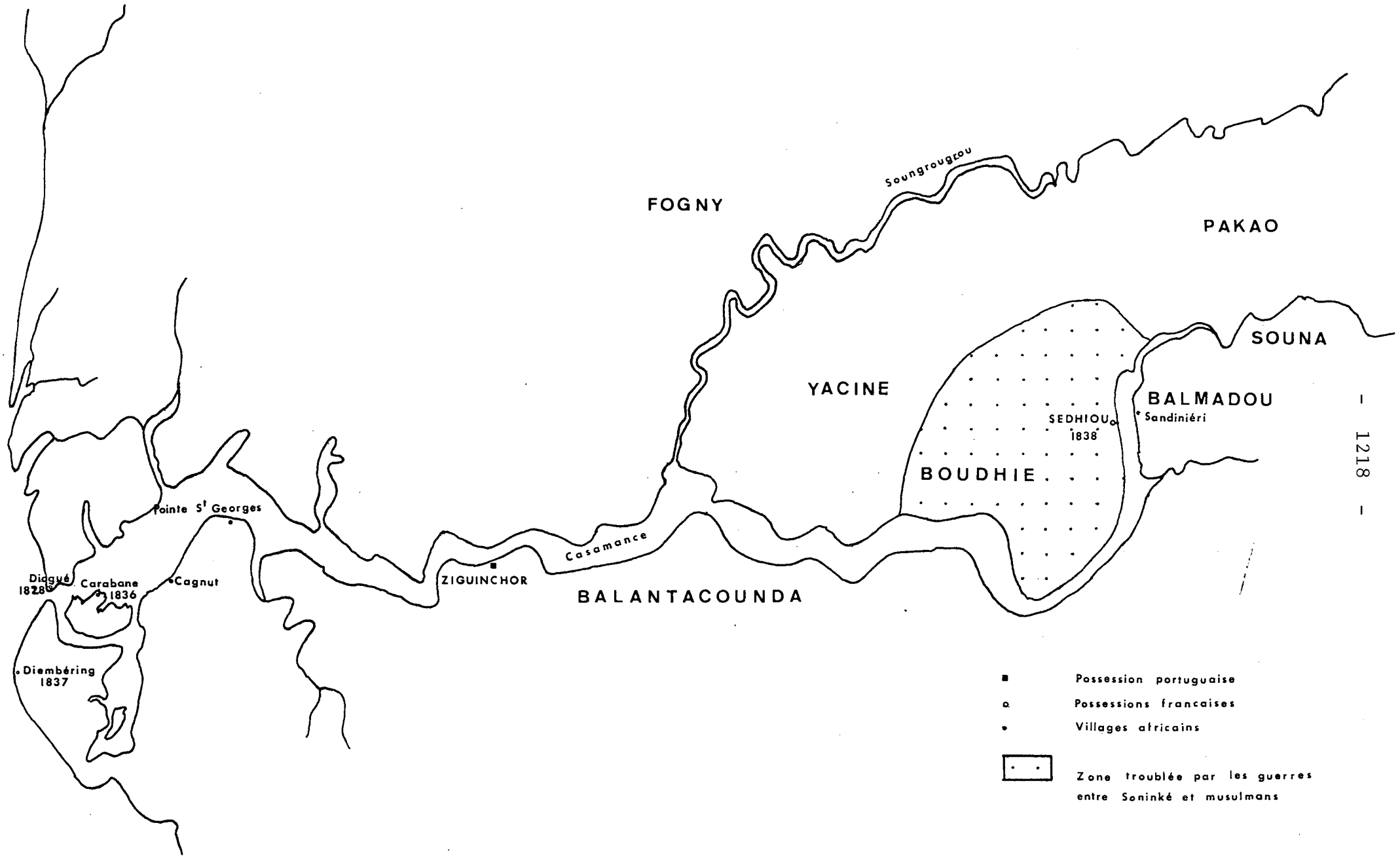
du Souna et du Pakao des traités destinés à faciliter le développement du commerce, les Français allaient être confrontés à une situation particulièrement difficile (149). En effet, la région de Sédhiou subissait le contrecoup de la poussée manding qui s'exerçait alors en Casamance et en Gambie (150). En février 1843, un grave incident mit le poste en danger. Peu de temps après, les marabouts du Pakao qui disposaient de nombreuses intelligences dans le Boudhié entreprirent de secouer le joug des chefs Soninké avec l'aide des Peuls du Fouta Djalon. Cette guerre était le début d'une période d'hostilité qui aboutit à la prépondérance manding et à l'islamisation de la moyenne Casamance. Durant de longues années, les populations ne connurent qu'incendies de villages, combats furieux interrompus seulement par l'hivernage ou de courtes trèves.

Certains Soninké se réfugièrent à Sédhiou et sollicitèrent la protection du poste plaçant le commandant dans une position délicate. S'il paraissait, en effet, difficile de la leur refuser alors que les Français avaient conclu des traités d'installation avec les chefs Soninké mais par ailleurs, les intérêts bien compris du commerce imposaient

---

(149) Traités du 21 décembre 1839 avec les chefs de Bissery, Dingavore et Sandiniéry, du 23 décembre 1839 avec les chefs du Pakao et du 2 août 1840 avec les chefs de Banguiry (Souna). Les clauses sont communes aux trois traités : cession du littoral de la Casamance afin de construire les établissements jugés nécessaires, droit exclusif pour les Français de faire le commerce dans le territoire des différents villages et droit de couper le bois nécessaire, ANS AOF, 13 G 4.

(150) Sur cette question voir, outre le mémoire de maîtrise déjà cité de FOULQUIER, la thèse de ROCHE (C) : Histoire de la Casamance : Conquête et résistance (1850-1920) Paris, Karthala, 1985, 408 p.



CARTE N°15

LA CASAMANCE AU MILIEU DU XIX^e SIECLE

une entente avec les nouveaux.maîtres. Les commandants avaient hésité sur l'attitude à adopter, mais, assez souvent la soudaineté des événements les avait obligé à prendre des initiatives que les autorités de Gorée et de Saint-Louis n'approuvaient pas toujours. En définitive, ils évoluèrent de la neutralité à une prise de position sans équivoque en faveur des Manding musulmans et de leurs alliés Foulah (151). Les traités signés en mai 1849 et en février 1850 avec les nouveaux chefs du Boudhié avaient pour but, en particulier, d'assurer aux Français le droit exclusif de commercer dans le pays (152).

---

(151) En 1844, le capitaine Cathernault signa une convention de neutralité avec un émissaire du chef des Foulah. Le gouverneur p.i. Thomas refusa de l'approuver "afin de nous conserver le droit de protéger qui bon nous semble". Cinq ans plus tard, le commandant du poste, le capitaine Roger, lors de la guerre du Boudhié a aidé à la victoire des Musulmans. Il fut bientôt rappelé à Saint-Louis.

(152) Le traité du 23 mai 1849 signé avec l'alcati de Sédhiou, N'Doura, concerne la reconstruction du village. L'alcati "reconnaît être sur le territoire de la France" et "s'engage à ne recevoir aucun soninquet" (art. 2). D'autre part, aucun traitant de nation étrangère ne pourra s'établir sans autorisation du gouvernement français (art.3). Le traité du 4 février 1850, par contre, autorise le retour des vaincus dans le Boudhié. Le gouverneur refusa de ratifier le premier traité et approuva le second sauf l'article 5 qui réservait à la nation française seule le droit de commercer sur le territoire du Boudhié.Le texte des traités se trouve dans ANS AOF 13 G 4.

Les guerres continuelles perturbaient évidemment le commerce. Pour limiter les risques, il parut nécessaire aux autorités françaises d'interdire aux traitants de disperser leurs agents et leurs magasins dans les villages des régions voisines (153). Parfois les combats interrompaient l'arrivée des produits à Sédhiou, la Compagnie de Galam annonçait régulièrement des pertes et les traitants se plaignaient de ne plus faire leurs frais.

En 1850, le calme était loin d'être rétabli. Les Soninké, craignant les réactions des Manding préférèrent ne pas rentrer chez eux. Les Peuls et leurs alliés poursuivaient leur guerre de conquête et les Balant ripostaient à la menace musulmane en pillant systématiquement les pirogues manding. A l'exception de Sédhiou, protégé par les canons du fort, les rives de la Casamance étaient dangereuses pour les commerçants. L'avenir paraissait compromis. Depuis 1847, le volume et le chiffre d'affaires ne cessaient de diminuer. Le salut, là aussi, paraissait devoir résider dans une intervention militaire. Résumant la situation, le gouverneur écrivait au ministre :

> "Nos comptoirs de Casamance réclament une protection que je ne puis sans vives inquiétudes leur donner. Le commandant de Sédhiou m'informe que les populations voisines de son comptoir deviennent de jour en jour plus voleuses et plus insolentes

---

(153) Arrêté du 18 mars 1845 limitant la liberté des déplacements des traitants. Les contrevenants pouvaient être expulsés du comptoir. L'arrêté du 6 janvier 1849, plus souple, autorisait l'installation dans les villages situés en amont de Sédhiou qu'autant que le gouvernement français aurait passé des traités de commerce avec des chefs de ces villages B A S 1849-1850, pp. 2-4.

et m'assure qu'une expédition de deux cents soldats suffirait à la tranquillité de plusieurs années" (154).

La situation en Basse Casamance était heureusement plus satisfaisante. Les Goréens la fréquentaient pour y faire la traite du mil et l'un d'entre eux, Pierre Baudin, s'était installé à Carabane. En 1828, il avait été désigné comme résident de France, mais ce titre ne signifiait rien d'autre, à cette époque, que l'affirmation d'une présence. Son frère Jean qui lui succéda fut, après la création de Sédhiou, subordonné au commandant du poste. Pour éviter des contestations dans l'avenir, l'île de Carabane fut achetée en janvier 1836 par le gouvernement français qui par la suite fit l'acquisition d'une partie des îles de Diembering et de Djogue (155). Contrairement aux intentions premières, aucun fort ne fut rétabli sur l'un de ces divers points. L'activité commerciale n'y revêtait pas grande ampleur et les relations avec les populations Diola ne soulevaient pas de graves difficultés.

Cependant une évolution moins favorable semble se

---

(154) Gouverneur à ministre, 1er février 1851, n° 51, ANSOM Sénégal I 37 b.

(155) Gession à la France en toute propriété et souveraineté de la pointe de l'île de Diembering. ANSOM Traités carton I dossier 173. Convention du 17 décembre 1839. pour la cession d'une partie de l'île de Djogué ANS AOF 13 G 4.

dessiner à partir de 1849 lorsque Bocandé est désigné comme résident. Il connaissait bien le pays pour l'avoir parcouru depuis plusieurs années. Homme d'affaires, il nourrissait de vastes projets, annonçant le jour prochain où Carabane serait à la Casamance ce que Saint-Louis est au Sénégal, Bathurst à la Gambie et Bissao au Rio Géba. Il se met rapidement à l'oeuvre, Alors que les résidents de Carabane avant lui n'avaient pas songé à étendre leur action hors de l'île, il se montre beaucoup plus ambitieux et entreprenant. Pour lui "l'avancée de la France était même chose que le progrès de ses affaires" (156). Partisan d'une politique d'intervention dans les affaires des Casamançais chaque fois que les intérêts commerciaux l'exigeaient, il tenta de jouer le rôle de médiateur dans les conflits qui déchiraient les villages diola proches de Carabane. Il se heurta, cependant, à l'hostilité des habitants de Cagnut à la fin de 1850. Le calme relatif qui avait régné jusqu'ici en Basse Casamance n'allait pas tarder à disparaître.

Pour diverses raisons, il n'était guère facile d'assurer une protection efficace aux commerçants trafiquant dans les Rivières du Sud. Tout d'abord, l'autorité politique y était morcelée entre les chefs rivaux de populations turbulentes. Les Peuls du Fouta Djalon, maîtres du commerce unissant l'intérieur du littoral ne manquaient pas d'exercer de fortes pressions sur ces chefs et ne se faisaient pas faute d'attiser leurs querelles. Par ailleurs l'almami avait établi sur les populations des Rivières une

---

(156) Sur Bocandé, voir l'article de BERTRAND-BOCANDE, DEBIEN et SAINT-MARTIN déjà cité.

sorte de protectorat qui se manifestait par la perception d'un tribut annuel (157).

La sécurité des navires troqueurs et des factoreries installées pour la plupart dans le Rio Nunez et la Mellacorée posait des problèmes particuliers. En effet, si la responsabilité en incombait pour la Casamance aux autorités du Sénégal, c'était le commandant de la Division navale qui devait l'assumer pour les Rivières du Sud (158). Mais, étant données la faiblesse de ses moyens et l'ampleur des tâches qui lui étaient assignées, il ne pouvait consacrer qu'une attention limitée aux problèmes de ce secteur. Dans ces conditions, les négociants et les traitants venus de Saint-Louis et de Gorée déploraient que les bâtiments de la Division navale ne viennent pas plus fréquemment montrer le pavillon de la France sur leurs lieux de traite et ne soient pas plus prompts à venir châtier les coupables d'exactions et de violences.

Une protection plus efficace des traitants devenait indispensable au moment où le commerce paraissait devoir connaître, tout spécialement dans le Rio Nunez, une croissance rapide. Tout naturellement surgit l'idée de

---

(157) SCHNAPPER (B.) : La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1870, Paris, Mouton 1961, 286 p. ; BRIERE (J.F.). Recueil des traités franco-indigènes conclus dans les Rivières du Sud et le golfe de Guinée de 1838 à 1870, mémoire de maîtrise de l'Université de Dakar, 1971, 299 p. GEORG (O.). Commerce et colonisation en Guinée 1850-1913, Paris, L'Harmattan, 1986, 432 p.

(158) Le gouverneur du Sénégal qui a à sa disposition les navires de la Station navale du Sénégal peut en cas de besoin faire appel au commandant de la Division navale.

construire dans cette rivière un comptoir fortifié comme à Sédhiou et comme on s'apprêtait à le faire en Côte d'Ivoire et au Gabon. Suggéré dès février 1842 par Bouët, elle prend corps deux ans plus tard dans le rapport du capitaine de corvette de Monléon (159). Cependant il fallut attendre trois années pour que le ministère prenne position. Il fit à la suite de la demande de la Chambre de commerce de Bordeaux de faire du Rio Nunez "le siège de l'un des plus importants comptoirs fortifiés" établis par le gouvernement sur la côte occidentale d'Afrique. Invoquant l'exemple de Sédhiou, le ministère n'était pas du tout décidé à s'engager dans cette voie, néanmoins il ordonna au commandant de la Division navale de procéder à une enquête (160). Le lieutenant de vaisseau Philippe de Kerhallet en fut chargé ; sa proposition d'établir un blockhaus à Boké, point d'aboutissement des caravanes de l'intérieur fut approuvée par le commandant de la Division navale, l'amiral Montagniès de la Roque (161). Mais le ministre ne s'y rallia pas et il fit savoir à la Chambre de Commerce de Bordeaux

---

(159)Annotant le rapport du lieutenant de vaisseau de Kerhallet de retour d'une mission dans le Rio Nunez, Bouët, alors commandant de la Station navale insistait sur la nécessité de s'y installer militairement, ANSOM Sénégal III 6. Quant à Monléon, dans son rapport du 15 avril 1844 au gouverneur du Sénégal qui, à cette époque n'est autre que Bouët, il préconise la construction de deux blockhaus, ANSON Sénégal IV 4 d.

(160) Chambre de commerce de Bordeaux à ministre de la Marine et des Colonies, 31 décembre 1846. La réponse du ministre est datée du 22 janvier 1847 de même que les dépêches au commandant de la Division navale lui demandant d'examiner la proposition des commerçants bordelais ANSOM Sénégal IV 26 c.

(161) L'enquête a été rapidement menée ; le rapport de de Kerhallet est du 4 mai 1847 et la lettre de Montagniès de la Roque au ministre du 23 juin 1847, ibid.

que l'expérience des comptoirs fortifiés menée en Côte d'Or était trop récente pour pouvoir en juger les résultats et qu'en conséquence, il fallait attendre pour l'étendre éventuellement au Rio Nunez (162).

L'affaire fut relancée par le Conseil d'arrondissement de Gorée lors de sa session de janvier 1848. Il jugeait nécessaire d'appeler la sollicitude du gouvernement sur une zone où le commerce de l'île avait enregistré de récents et importants succès. Il demandait pour assurer la sécurité des transactions la création de deux blockhaus, l'un dans le Rio Grande, rendez-vous de nombreuses caravanes et poste idéal de surveillance de l'archipel des Bissagos de plus en plus fréquenté par les traitants, et l'autre dans la presqu'île de Tumbo située face aux îles de Los (163). Cependant, les officiers de la Division navale demeuraient fidèles à l'établissement d'un poste militaire à Boké (164). Il en était de même pour Lefort-Gonsssolin, un des porte-paroles du commerce de Rouen engagé dans les affaires de la côte occidentale d'Afrique (165). En décembre 1848, le minis-

---

(162) Ministre de la Marine et des Colonies à Chambre de commerce de Bordeaux, 16 août 1847, ibid.

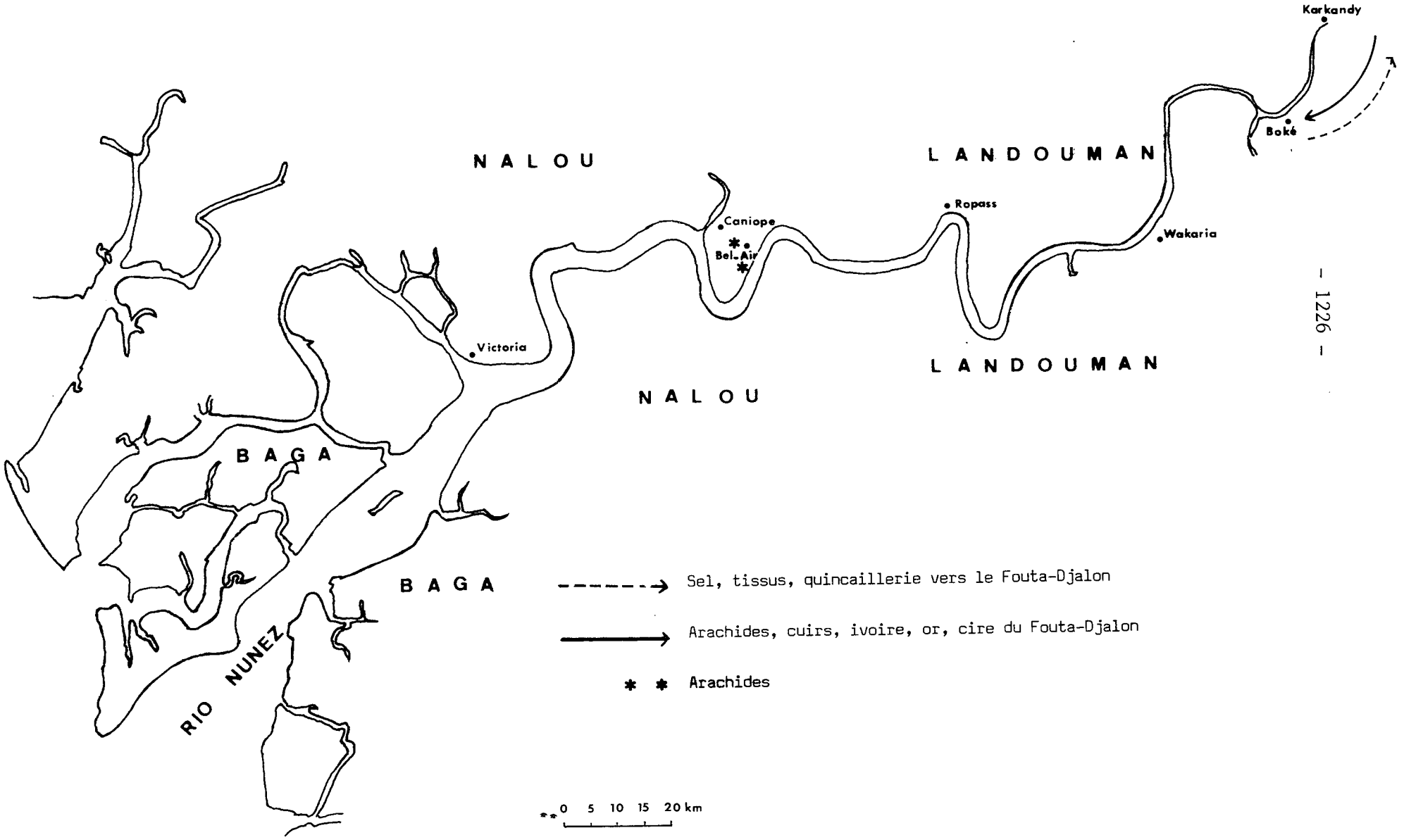
(163) Conseil d'arrondissement de Gorée, session de janvier 1848, ANSOM Sénégal VII 29 c et ANS AOF 2 E 2.

(164) Rapport de Ducrest de Villeneuve, commandant de la goëlette l'Amaranthe à l'amiral Montagniès de la Roque 29 février 1848. Dans sa dépêche au ministre du 25 mars 1848, le commandant de la Division navale signale que les vues émises par Ducrest de Villeneuve confirment celles de Ph. de Kerhallet. ANSOM Sénégal IV 26 c.

(165) Lefort-Gonssolin à ministre de la Marine et des Colonies, 21 novembre 1848, ibid.

CARTE N° 16

LE RIO NUNEZ



tre invoquant les circonstances difficiles que traversait la France refusait de donner suite à ce projet (166). En définitive, c'est donc aux traités d'amitié et de commerce conclus avec les populations riveraines des estuaires que les autorités françaises s'en remettaient pour assurer la sécurité des négociants et des traitants.

C'est au moment où débute la mission de la Malouine que les autorités françaises renouent dans les Rivières du Sud avec cette politique traditionnelle. La première convention est conclue en 1839 mais c'est surtout en 1845 que les officiers de la Division navale déployèrent une intense activité diplomatique. Il s'agit donc, dans la plupart des cas, de traités de prise de contact, les responsables ayant jugé que le moment était venu d'inscrire dans un cadre officiel les relations depuis longtemps entretenues entre les chefs africains et les traitants. Ils espéraient ainsi leur donner plus de régularité et de sécurité et partant, favoriser leur essor.

Au Rio Nunez, les intérêts français étaient encore modestes lorsque 1838, Sarah devint roi des Landouman. Il exigea des traitants une augmentation considérable des cadeaux et des droits d'ancrage. Devant le refus des traitants de s'exécuter, les factoreries de deux Sénégalais, Boucaline et Valantin furent pillées et incendiées (167). La Station navale dépêcha la goëlette La Fine ; son commandant obtint par le traité du 1er avril 1839 que Sarah renonce à

---

(166) Ministre de la Marine à commandant de la Division navale, n°24, 19 décembre 1848, ANSOM Correspondance générale 217.

(167) Sur la situation du Rio Nunez pendant cette période voir ANS AOF 7 G 6.

ses prétentions (168). Cette paix allait s'avérer bien précaire.

La situation politique dans le Rio Nunez était, en effet, très souvent tendue. Les Landouman et les Nalou se partageaient la domination de la rivière et leurs querelles se trouvaient attisées par la vive concurrence qui opposait les traitants du Sénégal et ceux de Sierra Leone. Par ailleurs, les Anglais cherchaient à accroître leur influence sur les Nalou, poussant les Français à resserrer leurs liens avec les Landouman. Très rapidement des plaintes avaient été formulées contre Sarah qui, en particulier, avait laissé piller, en 1841, un navire français par ses sujets. Malgré tout, dans le traité qu'ils signèrent avec lui, en janvier 1842, les Français continuèrent à lui promettre leur aide si son autorité était menacée. En contrepartie, le roi des Landouman s'engageait à assurer la sécurité des biens et des personnes (169). Mais il ne tint pas parole, continuant à rançonner les traitants, interrompant leur commerce et se livrant sur eux à des voies de fait. Aussi, dès la fin de 1847, les officiers de la marine royale lui retirèrent leur appui et choisirent pour être leur intermédiaire avec les populations un chef nalou

---

(168) Traité du 1er avril 1839, ANSOM Sénégal IV 26 b et également ANS AOF 13 G 4.

(169) L'article 1 du traité du 1er avril 1839 fut repris dans la convention du 10 janvier 1842. Il reconnaissait Sarah comme "seul roi du Karkandy" et lui promettait l'assistance d'un bâtiment de guerre pour maintenir son autorité. Le traité du 10 janvier 1842 conclu par Ph. de Kerhallet a été publié dans DE CLERCQ, t.4, p. 610.

Lamina (170).

Ce rapprochement avec les Nalou devait se concrétiser par la signature d'un autre traité en mai 1845. Il s'inscrivait dans l'effort mené depuis peu par la marine royale pour obtenir des chefs africains la suppression de la traite, la protection et le développement du commerce légitime. Aussi, ses clauses étaient-elles identiques à celles des traités conclus au même moment avec les chefs du Rio Grande et de l'île de Cagnabac (171). Les chefs africains promettaient de bien recevoir et de laisser librement trafiquer tous les navires et tous les commerçants français et à recevoir en amis les indigènes des postes français de la côte d'Afrique (art.1) les Français seront garantis de tous mauvais traitements et il leur sera rendu justice

---

(170) Convention du 6 décembre 1842 entre les chefs des Landouman et des Nalou et le lieutenant de vaisseau Fleuriot de Langle, commandant La Malouine. Sarah devait déléguer ses droits à Lamina, frère de Salifou roi des Nalou (art. 3). Lamina s'engagea à protéger les négociants et traitants de tout son pouvoir (art.4). Le texte de la convention se trouve dans ANSOM Sénégal IV 26 b et dans ANS AOF 13 G 4.

(171) Les négociations franco-anglaises de Londres sur la répression de la traite devaient se terminer par la signature de la convention du 27 mai 1845. Sur place le capitaine de corvette Baudin signait le même traité avec le roi Soliman, principal chef du Rio Grande le 22 mai avec Antonio chef de Cagnabac, le 24 et avec Lamina chef des Nalou, le 27. Le texte des trois traités se trouve dans DE CLERCQ, t.5, pp. 275-277.

s'il s'élève des contestations sur les achats et sur les ventes (art. 2). Les chefs, d'autre part, s'engageaient à attirer sur leur territoire la plus grande quantité possible de produits et reconnaissaient que la vente des esclaves pour l'exportation constituait "un trafic mauvais et criminel" (art. 3). Enfin, l'article 4 détaillait les cadeaux qui seraient remis aux chefs chaque année et ce, pendant cinq ans, comme compensation à leur rénonciation au commerce des esclaves.

Mais les résultats ne furent pas à la mesure des espoirs mis dans ces traités. En particulier, au Rio Nunez, les traitants continuèrent à subir de nombreuses exactions, leur situation s'aggrava encore après la mort de Sarah en 1845. Ses deux neveux Tongo et Mayoré se disputèrent âprement sa succession. Les traitants s'immiscèrent dans le conflit, les Sénégalais prenant généralement parti pour Mayoré et les Sierra Léonais pour Tongo. La guerre civile eut évidemment des effets néfastes sur le commerce. La traite longuement interrompue en 1846 reprit péniblement au début de l'année suivante, mais bientôt le blocus établi par Tongo empêchait les pirogues de circuler entre Boké et Victoria. A l'arrivée en janvier 1848 du lieutenant de vaisseau Ducrest de Villeneuve, commandant de la goëlette L'Amaranthe, la situation était particulièrement confuse. Il réussit cependant, à rétablir la paix et le commerce dans la rivière. Le candidat des Français Mayoré ayant été élu chef des Landouman par une assemblée de notables, de Villeneuve pouvait signer avec lui ainsi qu'avec Lamina, chef des Nalou, un traité qui devait assurer aux traitants français les garanties nécessaires, en particulier à Boké où un terrain leur était concédé, et fixait le montant des

coutumes et des droits d'ancrage (172).

Mais la satisfaction affichée par le commandant de l'Amaranthe fut de courte durée. En effet, quelques mois après son accession au pouvoir, Mayoré oublia ses promesses et imposa arbitrairement des traitants établis à Boké. Ceux-ci, dans l'espoir de sauvegarder leurs intérêts se réfugièrent pour la plupart chez les Nalou. D'autre part, l'intervention des Belges dans le Rio Nunez, en 1849, allait compliquer une situation politique largement influencée par la rivalité franco-anglaise. Aussi, lorsque le capitaine de frégate de La Tocnaye arriva dans la rivière en mars 1849, il jugea le commerce français anéanti. Devant le refus de Mayoré de faire droit aux plaintes et aux réclamations formulées contre lui, il se tourna vers son adversaire Tongo. Celui-ci ayant été reconnu chef des Landouman, de La Tocnaye signa avec lui, le 5 avril 1849, un traité qui, comme celui de l'année précédente, s'efforçait d'assurer aux traitants français les garanties nécessaires à l'épanouissement de leurs affaires (173).

Une fois de plus, un simple traité ne pouvait suffire à rétablir la confiance. Les traitants qui avaient quitté Boké préférèrent ne point y revenir. En effet, tous les témoignages s'accordent pour constater que le commerce de la partie supérieure du fleuve demeurait à peu près nul

---

(172) Le rapport de Ducrest de Villeneuve en date du 29 février 1848 au commandant de la Division navale, l'amiral Montagniès de La Roque, se trouve dans ANSOM Sénégal IV 26 c et dans ANS AOF 7 G 6. Le texte du traité du 21 février 1849 a été publié dans DE CLERCQ, op. cité, T.5 p. 618.

(173) De La Tocnaye au commandant de la Division navale, 1er avril 1849. ANSOM Sénégal IV 26 d, Traité du 5 avril 1849, ANSOM Traités 2-250 et ANS AOF 7 G 5.

et qu'en 1849-1850 aucun traitant n'était installé à Boké. Dans ces conditions, on pouvait craindre que les caravanes foulah qui n'avaient plus intérêt à fréquenter le Rio Nunez ne se dirigent vers le Rio Pongo et même la Sierra Leone. D'ailleurs la guerre civile continuait et Tongo se révélait sans habileté et sans énergie, non seulement incapable de se rendre maître de Boké mais même de se maintenir à Wakaria. Devant cette fâcheuse situation, les officiers de la Division navale regrettaient amèrement que le gouvernement, rejetant leur suggestion, ait refusé l'installation d'un blockhaus à Boké, seule solution selon eux capable d'assurer au commerce français sécurité et élan (174).

Les échanges avaient donc tendance à se concentrer dans la partie moyenne et inférieure du Rio Nunez. Ils portaient de moins en moins sur les produits apportés par les caravanes tels que l'or et l'ivoire et de plus en plus sur les arachides cultivées dans la région. Mais la sécurité des transactions dépendait pour une large part du bon vouloir du chef des Nalou, Lamina. Sans doute, pour avoir été autrefois traitant, il n'ignorait pas que la paix était nécessaire au développement économique, mais il se révélait parfois avide d'avantages immdiats et il nourrissait de nombreux griefs contre les Français dont la conduite à son égard avait été incontestablement maladroite. Aussi, en 1850, Lamina s'opposait aux Français en ne soutenant pas Tongo, leur nouveau favori et en accordant son appui à Mayoré qu'ils avaient désavoué (175). La guerre civile risquait donc de se

---

(174) Rapport de Ph. de Kerhallet, novembre 1849 et note sur l'histoire du Rio Nunez 1837-1850, AN Papiers Ballot 185 Mi 3, articles 111 et 114-115.

(175) Lettre de Salzedo au commandant particulier de Gorée, 6 mars 1850, ANS AOF 7 G 6.

perpétuer et l'on pouvait craindre que, profitant de l'excellente position qu'ils occupaient sur le fleuve, les Nalou, à l'instigation de Lamina, l'homme le plus puissant du Rio Nunez, n'utilisent l'arme du blocus pour faire pression sur les négociants et les traitants.

Dans les autres Rivières du Sud, les Français en étaient au stade de l'exploration commerciale et des premiers contacts.

Les commerçants qui viennent y tenter leur chance travaillaient à leurs risques et périls car ils ne pouvaient compter sur les visites quasi annuelles des navires de guerre dont bénéficiaient au milieu du siècle leurs collègues du Rio Nunez, principal foyer du commerce français dans les Rivières du Sud, Au Rio Pongo, c'est exceptionnellement qu'en 1842 une goëlette de la Station vint dans la rivière. Il s'agissait alors d'enquêter sur le pillage d'un navire sénégalais commis l'année précédente et de tenter d'éviter le retour de semblables désordres en obtenant d'un chef l'engagement de protéger les activités des traitants (176).

La Mellacorée était un pays encore relativement neuf pour les Français au milieu des années quarante. Cependant, un négociant de Gorée y avait fondé une factorerie depuis plusieurs années et les troqueurs la fréquentaient de plus en plus pour effectuer la traite des arachides. Les progrès des échanges exigeaient que des relations officielles soient nouées avec les chefs de la rivière.

---

(176) Traité du 25 mars 1842 entre le capitaine de la goëlette La Fine et le chef du village de Khata, ANS AOF 13 G 4.

Elles le furent en 1845 lors de la mission du lieutenant de vaisseau Laffon de Ladébat, commandant de La Mésange. Il signa avec le roi de Mellacorée un traité qui s'inspirait de ceux qui avaient été conclus quelques jours auparavant au Rio Grande, à Cagnabac et au Rio Nunez (177). Les négociants et les traitants de la Mellacorée jouissaient alors, à la différence de ceux du Rio Nunez d'une relative sécurité mais quelques années plus tard, la situation s'était détériorée. Ainsi, en 1849, diverses exactions et le pillage d'une factorerie française ont vivement inquiété les commerçants et les autorités du Sénégal (178). La Mellacorée pas plus que les autres parties du littoral au sud de Gorée n'échappait au désordre et le développement prometteur de son commerce risquait d'en être compromis. Ainsi, au cours de ce long voyage sur le fleuve et sur le littoral de Gorée à la Sierra Leone, on a pu constater une situation identique à quelques nuances près. Un climat d'incertitude, voire d'insécurité pèse sur les activités des traitants. Les souverains et les chefs, cherchant à tirer des profits de plus en plus élevés du commerce qui s'effectue sur leur territoire ne cessent d'accroître leurs exigences. Les vols, les pillages et éventuellement les destructions de dépôts de marchandises et même de factoreries ne sont pas rares. Enfin, les vicissitudes de la politique africaine

---

(177) Malaguia était le principal marché de la rivière. Le traité du 17 avril 1845 accordait diverses facilités au commerce français, fixait des droits d'ancrage et précisait des garanties en cas de naufrage, ANS AOF 13 G 4.

(178) Rapport du capitaine de frégate Villemain, commandant L'Espadon mai 1849, AN Papiers Ballot 185 Mi 3 articles 107-108.

entraînent aussi de sérieuses conséquences. En effet, les traitants se trouvent entraînés à prendre parti dans les querelles de succession et les conflits entre tribus. Leur commerce se trouve donc assez souvent paralysé par des opérations de guerre et en particulier par le blocus des rivières.

c) Conséquences économiques

Quelle incidence les violences de toutes sortes subies par les traitants ont-elles eue sur le développement économique du Sénégal ? Il est bien difficile de répondre à une telle question, faute de renseignements précis. Tout d'abord en ce qui concerne les vols, les pillages et les destructions nous ne disposons ni de relevés, ni d'évaluations systématiques. Seules des affaires de grande importance ont pu laisser quelques traces dans les archives. Les attaques perpétrées à Cascas en 1839 et ne 1847 contre les navires des traitants revenant de Galam en offrent des exemples.

L'administration, désireuse d'assurer l'indemnisation des victimes, les invita à faire connaître le montant de leurs pertes. Dans le premier cas, l'estimation ayant été quelque peu forcée par la commission spéciale qui avait été chargée de l'établir, le Conseil d'administration dans sa séance du 3 juillet la réduisit dans une proportion sensible (179). On ignore à quel moment les traitants ont été indemnisés, mais les délais étaient forcément longs car il fallait non seulement négocier avec les responsables du Fouta, mais aussi veiller à l'exécution du traité(180). Quant

---

(179) Le chiffre des créances réclamées par les commerçants de Saint-Louis a été réduit de 48.934 F à 28.195 F, ANSOM Sénégal IV 19 8.

(180) Traité du 7 octobre 1841 avec l'almami du Fouta portant réglement du pillage, ANS AOF 13 G 1. Les clauses en ont été ratifiées par le Conseil d'administration dans sa séance du 11 octobre 1841.

aux pillages de 1847, un acompte fut versé à la quarantaine d'ayant-droit en 1850 et ce n'est qu'en 1853 qu'ils furent soldés intégralement, soit six ans après les faits (181). Dans les Rivières du Sud, nous avons l'exemple du pillage d'une factorerie française en Mellacorée en 1849. Le commandant de l'Espadon réussit à obtenir du roi de Malaguia la livraison de produits pour une valeur de six mille francs mais on ignore à combien le propriétaire estimait le préjudice subi (182).

Si, dans les trois cas évoqués, les victimes ont été théoriquement remboursées de leurs pertes, les situations personnelles étaient évidemment bien différentes. Ainsi, à propos des pillages commis à Cascas en 1847, certains traitants étaient impliqués pour des sommes modestes voire faibles tandis que d'autres étaient plus lourdement atteints (183). Mais, surtout, il faudrait pouvoir comparer le montant de leurs pertes et le chiffre global de leurs affaires à Galam pour apprécier dans quelle mesure les résultats de la traite pouvaient être dangereusement compromis. Sans doute, certains traitants ont pu surmonter cette épreuve sans trop de difficultés, mais d'autres, attendant une indemnisation qui tardait à venir, ont probablement été gênés dans la préparation de leurs prochaines campagnes.

---

(181) Le montant des pillages s'élève à un peu plus de trente mille francs, ANS AOF 13 G 32.

(182) Rapport du capitaine de frégate Villemain, commandant de l'Espadon, mai 1849, déjà cité.

(183) D'après l'état de répartition, la quote-part la plus faible s'élève à 27 F. et la plus élevée à 4.755 F.

Il faut remarquer que les navires ont été attaqués au retour de Galam, c'est-à-dire après qu'aient été effectués les échanges jugés, en général, comme très fructueux. Dans ces conditions, un bénéfice élevé amortit dans une certaine mesure l'incidence des pertes. Mais, n'oublions pas que des traitants sont parfois victimes de pillages à la montée et que la traite dans le haut fleuve se trouve, de ce fait, complètement anéantie. Il faut ajouter que, faute de sécurité, les autorités n'autorisent pas certaines années la remontée du Sénégal ; en conséquence, s'effondrent tous les espoirs de bénéfices caressés par les traitants. Par ailleurs, la situation est souvent très difficile pour les traitants des basses escales, lorsqu'ils sont victimes de pillages ou d'exactions de toutes sortes. En effet, on sait que les bénéfices que leur procure la traite de la gomme sont très aléatoires et que les pertes sont relativement fréquentes dans les années de crise.

Evidemment, les pertes subies par les traitants s'inscrivent pour une large part à leur passif. En effet, l'indemnisation ne joue que dans des limites assez étroites. Elle intervient en fonction des circonstances et de la gravité des faits. Ainsi, l'administration s'efforcera d'obtenir réparation pour des traitants surpris par un conflit soudain mais se désintéressera du sort de ceux qui, poussés par le désir d'étendre leurs affaires se sont aventurés dans des zones dangereuses ou tout simplement fort éloignées. Par ailleurs, l'indemnisation n'est envisagée que pour des faits particulièrement graves tels que le pillage de navires, la mise à sac ou la destruction de factoreries. Dans ces différents cas, les autorités disposent de quelques éléments permettant d'apprécier approximativement l'ampleur du préjudice. Il n'en est pas de même pour les vols modestes dont les traitants plus ou moins isolés auraient été victimes. Or, la répétition de ces exactions peut compro-

mettre leurs activités et même les ruiner. De même, il ne peut être question, on s'en doute, de compensation lorsque la situation politique interdit toute traite comme ce fut souvent le cas à Galam avant 1850.

De toutes manières, l'indemnisation exige dans la quasi-totalité des cas de très longs délais. Il faut d'abord attendre le retour des traitants pour qu'ils présentent un premier état de leurs pertes à l'administration. Prudente, celle-ci ordonne une enquête afin d'examiner la matérialité des faits, la responsabilité respective des Africains et des traitants et enfin de se garder contre toute évaluation abusive. Ensuite, au moment des conclusions, le gouverneur arrête, éventuellement, en Conseil d'administration, le montant définitif des indemnités à verser. Il faut alors obtenir réparation des chefs africains responsables des exactions. Les autorités peuvent soit exiger la livraison de quantités déterminées de produits : boeufs, ivoire, mil et arachides, soit, en cas de conventions réglant l'exercice du commerce, retenir en totalité ou en partie les "cadeaux" qui sont versés annuellement aux chefs. Mais pour des raisons politiques, le gouverneur peut souhaiter ne pas priver brutalement un souverain d'une part importante de ses revenus et en conséquence échelonner sur plusieurs années le paiement des réparations.

Il apparaît donc impossible d'évaluer l'importance du prélèvement opéré sur l'ensemble du commerce du Sénégal par les blocus, les traites manquées, les pillages et les destructions. On reste malheureusement dans le même flou lorsqu'on évoque un autre aspect du problème à savoir dans quelle mesure ces exactions ont pu freiner le développement des affaires.

Incontestablement, le manque de protection a pu décourager les commerçants d'étendre le champ de leurs activités dans l'intérieur ou le long des "rivières" au sud de Gorée. Mais, si les risques sont évidents, les négociants et les traitants ont parfois tendance à les exagérer et ils ne résistent pas toujours à la tentation d'utiliser l'insécurité comme une sorte d'alibi à leur manque de dynamisme. On l'a vu à propos de la Compagnie de Galam, très réticente à la création de nouveaux comptoirs. Par ailleurs, les officiers de la marine royale déplorent sur le littoral au sud de Gorée un manque évident de protection qu'ils jugent responsable de la faiblesse du nombre des commerçants qui s'y sont installés et de la progression plus lente que prévue du mouvement commercial. Pour sa part, le lieutenant de vaisseau de Kerhallet examinant dans qu'elle mesure l'essor du Rio Nunez, la plus riche des Rivières du Sud a pu être entravé par l'état de guerre quasi permanent qui y règne, estime que la valeur du commerce pourrait doubler en six ans si la paix était réellement assurée. C'est la seule fois, semble-t-il et c'est bien dommage, qu'un observateur ait tenté d'apprécier l'importance du phénomène (184). Mais la répétition des violences et pour reprendre l'expression de Raffenel, le "perpétuel qui vive" qui en résulte n'ont pas eu que des conséquences économiques, ils ont aussi très largement contribué à modeler la mentalité des commerçants sénégalais.

---

(184) Rapport du lieutenant de vaisseau de Kerhallet au Commandant de la Division navale, Bouët-Willaumez, 1850, AN Papiers Ballot 185 Mi 3 article 113.

2. Problèmes majeurs en suspens

Au milieu du XIXe siècle, les relations entre Français et Africains étaient dominées par deux problèmes essentiels : les coutumes et l'esclavage. Le premier plongeait ses racines dans le plus lointain passé où les échanges commerciaux s'établirent et se régularisèrent, et il fallut tout un ensemble de circonstances pour qu'à la fin des années quarante il se pose avec une acuité toute nouvelle. Le second a éclaté brutalement à la suite de la promulgation du décret du gouvernement provisoire qui, en avril 1848, émancipait les esclaves des colonies françaises.

a) Le problème des "coutumes"

Au XVIIIe siècle, Savary des Bruslons donnait des coutumes la définition suivante :

> "Ce sont des droits qui se paient sur les côtes de Guinée particulièrement dans les rivières de Gambie et de Sénégal pour obtenir des rois nègres la permission de faire commerce sur leurs terres. Les coutumes ne sont pas partout uniformes, les unes étant plus fortes, les autres moins. Il y en a qui vont jusqu'à deux mille livres, monnaie de France mais qui ne se paient qu'en marchandises propres au pays comme du fer, de l'eau de vie, de la verroterie, des couteaux" (185).

Quelques précisions supplémentaires s'avèrent nécessaires car Savary des Bruslons ne pouvait mettre l'accent

---

(185) SAVARY des BRUSLONS (J.) : Dictionnaire universel du commerce, Paris, 1723, t.1, colonne 1593.

sur certains aspects qui n'ont pris leur importance qu'avec le développement des relations commerciales. A l'origine, les "cadeaux" avaient pour but à la fois d'obtenir une autorisation de trafiquer et d'inviter les chefs à s'intéresser à un produit, la gomme par exemple, dont leurs sujets méconnaissaient le prix. Par la suite, les Européens ont surtout considéré le paiement des coutumes comme une contrepartie de l'engagement pris par les chefs de favoriser l'essor des échanges et d'assurer la protection des personnes et de leurs biens. C'est ce que dit clairement Raffenel :

> "Dans le but d'activer le commerce et d'assurer une protection aux trafiquants, la France paie depuis un temps sans doute fort ancien aux chefs et aux personnages principaux des tribus arabes, sous le nom de coutumes, des redevances annuelles ... Elles ont surtout pour effet de contenir les chefs arabes dans les bornes d'une réserve convenable en ce qui touche leurs relations avec nous, et d'éviter qu'ils n'élèvent ou ne laissent élever des conflits qui pourraient avoir pour conséquence d'interrompre la traite. La coutume devient alors une sorte de cautionnement qui répond de la conduite des chefs" (186).

Avant d'examiner si le versement des redevances annuelles aux principaux rois, princes et chefs se justifiait toujours vers 1850 par les avantages que les Français

---

(138) RAFFENEL (A.) : Nouveau voyage ..., op. cit., t.2, p. 34.

en attendaient, il paraît indispensable de présenter avec quelque détail ces coutumes, évoquées en général fort superficiellement.

Tout d'abord, il ne faut pas oublier qu'il existe deux sortes de coutumes ayant chacune leurs caractéristiques et leurs problèmes propres : les coutumes payées par les autorités de Saint-Louis et celles que les commerçants et les traitants acquittent individuellement.

Ces deux catégories de coutumes constituent une importante source de revenus pour les chefs et les souverains. Elles leur permettent d'asseoir et d'affirmer leur autorité en distribuant une partie des marchandises reçues, les guinées tout particulièrement, pour gagner les appuis nécessaires et vivifier les fidélités vacillantes. En conséquence, les chefs qui bénéficient de ces redevances doivent avoir à coeur, - tout au moins les Européens l'escomptent - de maintenir des relations correctes avec leurs partenaires afin de continuer à disposer de revenus réguliers. Ils sont tout naturellement tentés de les accroître pour renforcer leur prestige et pour répondre aux sollicitations incessantes d'un entourage avide. Ainsi, pour faire triompher leurs exigences, s'empressent-ils de faire valoir les services rendus ou de profiter de la moindre difficulté rencontrée par les autorités de Saint-Louis.

Pour leur part, les chefs africains se trouvent assez souvent affrontés à des problèmes qui ne manquent pas d'avoir des répercussions sur leurs relations avec les Français. Tout d'abord, il est évident que trop souvent ils parviennent mal à contrôler leurs sujets, ce qui explique la relative fréquence des exactions commises à l'encontre des commerçants et des traitants. Il y a plus grave, ensuite, lorsque l'arbitraire, les maladresses ou les insuffi-

sances d'un souverain provoquent une montée des mécontentements ou lorsqu'une crise de succession divise les populations en factions rivales.

Dans ces circonstances, les autorités de Saint-Louis, attentives à sauvegarder les intérêts du commerce, s'attachent à suivre de près le déroulement des événements et souvent sont amenées à prendre des contacts avec les adversaires du pouvoir en place ou avec les prétendants. Si l'un d'entre eux réussit à prendre le contrôle d'une escale ou des chemins qui y mènent, le gouverneur se trouve placé devant un choix difficile. Doit-il continuer en vertu des accords conclus à verser l'intégralité des coutumes au prince dont l'autorité décline, ou doit-il ménager l'avenir en accordant une partie des guinées au chef qui paraît avoir toutes les chances de s'imposer par la suite ?

Il est intéressant d'observer, à titre d'exemple, ce qui se passe en 1849 dans l'émirat des Brakna violemment secoué par la rivalité qui oppose le souverain Mohammed el Ragel à son concurrent Mohammed ould Sidi. Ce dernier, conscient que l'accès aux coutumes constituait un élément de son succès, éleva auprès du gouverneur la prétention de les partager avec Mohammed el Ragel. Bien entendu, le gouverneur refusa "ne pouvant reconnaître plusieurs rois" mais il ne s'opposa pas à ce que l'émir concède une part des coutumes à son adversaire "s'il le jugeait convenable". Par contre, les traitants qui n'étaient pas tenus au même respect formaliste des engagements n'hésitaient pas à accorder à Mohammed ould Sidi une coutume pour qu'il n'interdise plus l'arrivée des caravanes à l'escale (187).

---

(187) Gouverneur à ministre, 25 juin 1849, n° 239, ANSOM Sénégal I 35 a.

Ce modus vivendi qui, pour un temps, apportait une solution aux problèmes posés appelle plusieurs remarques. Tout d'abord, il est évident que les traitants directement en contact avec les réalités et jouissant d'une plus grande liberté de manoeuvre peuvent s'adapter à une situation fluide beaucoup plus rapidement que les représentants de l'administration. Ceux-ci, en effet, ne pouvaient déchirer les conventions en vigueur sans se discréditer. Ils devaient donc faire preuve de prudence et attendre que la situation politique se soit éclaircie. Mais, une fois acquis le succès de l'un des deux adversaires en présence, il était possible d'en prendre acte et d'agir en conséquence. Sans doute, la position officielle peut, à l'occasion, être assouplie par quelques démarches officieuses, mais il n'en est pas moins vrai qu'en n'adoptant pas toujours la même ligne de conduite, administration et commerce compliquaient singulièrement les rapports avec les chefs africains (188).

Comme cet événement survenu en 1849 le montrait, les coutumes, quelle que soit leur nature, constituent un élément essentiel des relations entre Français et Africains. Les négociations des conventions qui en fixent l'importance et les discussions qui s'élèvent ensuite sur leur application traduisent en définitive, à un moment donné, le rapport des forces en présence.

Au moment où la France allait reprendre pied au Sénégal, le gouvernement de la Restauration donnait ordre

---

(188) Les rapports entre les autorités françaises et le commerce seront évoqués dans un autre chapitre.

au commandant pour le Roi de rétablir les coutumes, afin que reprenne le plus rapidement possible le commerce de la gomme (189). Parant au plus pressé, le colonel Schmaltz remettait en vigueur les anciennes conventions qui, pour certaines, avaient été quelque peu remaniées au temps de l'occupation anglaise.

Bientôt les autorités de Saint-Louis entreprirent des négociations avec les principaux partenaires de la France. Elles n'aboutirent à la conclusion de nouveaux accords que quelques années plus tard. Il est vrai qu'à l'unique et traditionnel objectif de la protection et du développement du commerce s'ajoutait désormais la réalisation d'un vaste plan de colonisation agricole.

Pour se lancer dans cette voie toute nouvelle, il fallait donc obtenir des souverains qu'ils consentent à mettre à la disposition des Français et de leurs agents les terres et la main d'oeuvre nécessaires. L'octroi d'une coutume supplémentaire en était le moyen. La signature des conventions intervint entre 1819 et 1822 (190). En général

---

(189) Mémoire pour servir d'instructions au sieur Schmaltz, 18 mai 1815, SCHEFER (C.) : Instructions générales, op.cit., t.1, p. 230.

(190) Traité du 8 mai 1819 avec le brak du Walo ANSOM Traités carton 3 dossier 416, publié en annexe par BARRY (B.) Le royaume du Walo, op.cit. Traité du 20 mai 1819 avec les Brakna, ANSOM Traités 3-417. Le traité du 30 juin 1820 avec les Darmankour créait une nouvelle coutume. "Le gouvernement a eu pour but de s'attacher cette tribu qui ne se compose que de marabouts et qui par l'influence qu'elle exerce sur les autres peut être utile au Sénégal". Tableaux détaillés des diverses allocations payées annuellement sous le titre de

les clauses des traités antérieurs furent reconduites lorsqu'il s'agissait uniquement d'assurer la protection du commerce. Par contre, les pays qui s'engageaient à favoriser les projets du gouvernement bénéficièrent d'avantages très substantiels. Ce fut le cas non seulement du Walo qui, à défaut du Fouta en proie à une agitation permanente fut choisi par Schmaltz pour accueillir les établissements agricoles mais aussi du Trarza dont l'émir fit reconnaître ses droits sur la rive gauche en contrepartie de sa promesse de faire respecter les propriétés des Français qui seraient créées sur les bords du Sénégal (191).

Les archives ont heureusement conservé plusieurs états des coutumes que le gouvernement français "doit payer annuellement aux rois et princes du continent pour entretenir l'harmonie et faciliter le commerce" (192).

... coutumes... en vigueur au 1er janvier 1829, ANSOM Sénégal IV 14 a. En 1821, ont été signés les traités avec les Dowich (7 février) Traités 3-418, les Trarza (7 juin) Traités 1-23 et les Brakna (25 juin) Traités 3-420. Le texte du traité conclu avec les Trarza est publié en annexe.

(191) Les coutumes du Walo ont un peu plus que triplé, passant de 3547 F, 40 à 11.715 F, 70 (prix des marchandises en 1819). Celles des Trarza ont augmenté d'un peu plus de 50 %, s'élevant de 10.539 F, 19 à 16.581 F., 11. Les Darmankour qui avaient promis ainsi que le roi des Brakna de favoriser des cultures, et en particulier celle du coton sur leurs territoires ne bénéficièrent d'aucun avantage dans l'immédiat.

(192) La question des coutumes peut être étudiée dans les dossiers 13 G 15, 16 et 17 dans ANS AOF et dans ANSOM Sénégal IV 14 a et b.

Ils permettent un examen précis de la structure des coutumes dans la première moitié du XIXe siècle. Quand les liens ont été renoués avec les chefs africains lors de la réinstallation des Français en 1817, la géographie des coutumes recouvre uniquement ou à peu près les pays riverains du Sénégal. D'après un état dressé en 1821, la France verse des redevances aux Maures Trarza, Brakna, Darmankour et Dowich, aux princes de Galam, aux almami du Fouta Toro et du Boundou, au brak du Walo et au damel du Kayor. Il faut ajouter quelques cadeaux destinés à la population de Saint-Louis et aux chefs des villages de Sor et de Thionq. Dans le sud, seuls recevaient des subsides du gouvernement la population de Gorée et le royaume de Barra en Gambie (193). Par la suite, cette situation se modifiera au profit des régions situées au sud de Gorée, puisque l'on verra apparaître sur la carte des coutumes la Casamance, le Rio Grande et le Rio Nunez. Parallèlement à cette extension géographique, on constate un accroissement du montant de certaines coutumes.

Ces modifications qui, en définitive sont d'ampleur limitée interviennent surtout au cours des années quarante. Elles témoignent des efforts entrepris alors pour développer le commerce du Sénégal. Faute de disposer d'inventaires détaillés des coutumes après 1838, il est nécessaire de se référer aux différents traités conclus après cette date pour connaître avec exactitude les changements réalisés (194).

---

(193) Etat général des coutumes payées par le royaume de France 1821, ANS AOF 13 G 16.

(194) Le dépouillement des coutumes par contrées effectué en 1846 est incomplet et ne peut être comparé à ceux qui ont été dressés antérieurement ANS AOF 13 G 17.

Les autorités de Saint-Louis ont très souvent associé à leurs efforts de pénétration commerciale la Compagnie de Galam qui était, ainsi, partie prenante dans les accords conclus avec les rois et les chefs du Sénégal. Dès 1833, un premier essai a été tenté avec le roi du Khasso qui consentait à la création d'un comptoir à Médine moyennant l'octroi d'une coutume. Mais le projet n'ayant pas abouti, aucune redevance ne fut versée comme l'atteste l'état de 1838 (195).

En 1842, la Compagnie ayant décidé de s'installer à Mérinaghen, deux conventions furent signées afin d'assurer la protection du nouveau comptoir et des routes qui y mènent. La première conclue avec le brak et les principaux chefs du Walo ne comportait aucun avantage particulier mais il n'en était pas de même pour la seconde avec les Trarza. En effet ceux-ci habitués à faire de fréquentes incursions dans le Djolof risquaient d'entraver très sérieusement le commerce de Mérinaghen. Moyennant une coutume relativement importante consentie par le gouvernement français, le roi des Trarza s'engageait à abandonner toutes ses prétentions sur le Djolof, à ne jamais s'y présenter en armes, à ne commettre ni pillage ni exaction et à n'exiger des habitants de Saint-Louis aucune redevance (196). Mais il semble que cet accord n'a pas été appliqué très longtemps car Mohammed el Habib a dû bientôt avouer qu'il lui était impossible d'empêcher ses sujets d'aller piller

---

(195) Traité entre Sambala fils d'Awa Demba, le gouverneur du Sénégal et la Compagnie de Galam représentée par Duranton, 1er avril 1833. ANSOM Traités 5-539.

(196) Traité du 15 octobre 1842. La coutume, outre des fusils, de la poudre et des balles, consistait en 50 pièces de guinée, soit 40 pour le roi et 10 pour son ministre, ANS AOF 13 G 1.

dans le Djolof.

Par contre, la convention passée avec l'almami du Boundou qui autorisait la construction du comptoir de Sénoudébou demeurait en vigueur au milieu du siècle. Outre l'achat du terrain, elle stipulait le paiement d'une coutume supplémentaire très largement supérieure à l'ancienne (197).

Si, en définitive, on n'a enregistré qu'une coutume supplémentaire pour la région du fleuve, la situation est quelque peu différente au sud de Gorée. Il avait été décidé, on l'a vu, que la Compagnie de Galam étendrait ses activités en Casamance et qu'une factorerie serait construite à Sédhiou. En conséquence, le commandant de Gorée, Dagorne, négocia avec le roi et les notables du Boudhié. Il aurait souhaité éviter le paiement d'une coutume annuelle mais il dût s'y résoudre par le traité du 3 avril 1838 (198). Les années suivantes, pour étendre son influence en Casamance, la France moyennant des cadeaux annuels a obtenu de plusieurs chefs un certain nombre d'avantages comme la cession de terrains et le droit exclu-

---

(197) Traité du 23 août 1845. La convention prévoyait le versement de vingt pièces de guinée bleue et vingt fusils dont la moitié à deux coups contre respectivement onze et dix pour les anciennes coutumes ANS AOF 13 G 2.

(198) Un premier traité avait été conclu le 24 mars 1837 ; il prévoyait la livraison de marchandises en deux fois pour le prix du terrain concédé à la France. Mais en avril 1838, le roi et les notables renoncèrent au second versement contre une coutume annuelle. ANS AOF 13 G 4. Le texte de ces deux traités a été publié dans DE CLERCQ, op.cit., t.4, pp. 364 et 416.

sif de commercer (199). Enfin, après les troubles du Boudhié, il fallut conclure un nouvel accord qui accrut les charges que la France s'était imposées plus de dix ans auparavant. (200)

De même que la Casamance, les Rivières du Sud constituent un nouveau pôle d'attraction pour les commerçants sénégalais. Afin de les soutenir dans leurs efforts le gouvernement pratique, là comme ailleurs, une politique d'octroi des coutumes. Il le fit, cependant, avec une certaine prudence puisque les traités conclus en 1845 avec les chefs du Rio Grande et de Cagnabac ainsi qu'avec le roi des Nalou prévoyaient que ces avantages matériels n'étaient concédés que pour cinq ans (201). Enfin, les membres du Conseil d'arrondissement de Gorée ayant réclamé la signature d'autres conventions, les autorités de Saint-Louis pensèrent consolider la position du commerce français dans le Rio Nunez en accordant, en 1849, une coutume au roi des Landouman (202).

---

(199) En décembre 1839, trois conventions ont été signées avec les chefs d'Itou et de Djogué le 17, ceux de Sandiniéri le 21, le roi et les chefs du Pakao le 23. Le 2 août 1840, convention avec un chef du Souna et le 1er juillet 1847 avec les habitants du village de Dioudoubou, ANS AOF 13 G 4.

(200) Traité du 4 février 1850. ANS AOF 13 G 4.

(201) Traités du 22 mai 1845 avec Soliman chef du Rio Grande, du 24 mai avec Antonio chef de Cagnabac et du 27 mai avec le roi du Nalou. DE CLERCQ op.cit., t. 5, pp.275, 276, 277. Le texte de ces trois traités est identique. Seule la coutume versée aux Nalou est différente.

(202) Traité du 5 avril 1849, ANSOM Traités 2-250.

Alors que les régions riveraines du Sénégal bénéficient dans leur presque totalité de coutumes gouvernementales datant pour la plupart de l'Ancien Régime, la situation sur le littoral au sud de Gorée apparaît différente car chefs et souverains du Sine, du Saloum, du Rio Pongo et de la Mellacorée où le commerce français se développe depuis que ne recevaient aucune coutume, même si des contacts ont été noués et des traités signés au cours des années quarante.

Les coutumes ne sont pas attribuées au seul souverain. En effet, pour tenir compte des réalités politiques africaines et pour tenter de mieux assurer la sécurité des traitants, les traités dressaient une liste des bénéficiaires parfois assez longue. Ainsi, à côté de l'émir des Trarza et du brak du Walo, on voit figurer de nombreux princes et dignitaires, ainsi que les ministres et des serviteurs comme les maîtres de langues et les griots (203). Il en est de même, quoique dans une proportion moindre, dans le Fouta, le pays de Galam et le Kayor.

Les coutumes consistent dans la livraison chaque année de marchandises dont la nature et la quantité sont soigneusement consignées dans les conventions. Outre les tissus (guinées, écarlate, platille) figurent dans ces états détaillés les fusils et les munitions, les objets de parure (ambre, corail, cornaline et verroterie), le fer en barres, les coffres et les bassines en cuivre, le papier, les alcools, le tabac et les produits alimentaires tels que le sucre, le sel et les épices. La composition

---

(203) Le détail des coutumes fait apparaître pour chacun de ces deux exemples une vingtaine de bénéficiaires.

des coutumes varie suivant l'importance des avantages concédés mais aussi selon les goûts et les besoins des partenaires africains. En conséquence, on ne s'étonnera pas plus de la grande importance des guinées dans les redevances versées aux populations riveraines du Sénégal que de la présence du rhum dans celles du Kayor et du Walo. du tabac et de l'alcool dans celles de Casamance et des Rivières du Sud.

Si les quantités de marchandises délivrées aux princes et aux chefs africains n'ont guère varié depuis la signature des conventions au lendemain du retour des Français, la valeur respective de chaque catégorie à évolué en fonction de la fluctuation des prix. Ainsi, la part des guinées n'a cessé de décroître tandis que celles des fusils et de l'alcool ont pris une importance de plus en plus grande (204).

---

(204) Le prix de la pièce de guinée a connu une baisse spectaculaire passant de 42 F en 1821 à 29 F,08 en 1829, à 20 F 90 en 1838 et 14 F en 1846. Le fusil de traite coûtait 11 F en 1821, 12 F 42 en 1829, 16 F 50 en 1838 et 10 F en 1846. Le prix du rhum est resté à peu près stable.

TABLEAU XXVIII. COUTUMES DU GOUVERNEMENT. Pourcentage en valeur des différentes catégories de marchandises.

	GUINEES			FUSILS			ALCOOL		
	1821	1829	1838	1821	1829	1838	1821	1829	1838
Trarza	80	71,55	63,81	13,62	19,21	23,59			
Brakna	71,67	59,64	46,06	6,02	10,09	13,75			
Dowich	77,10	68,23	56,50	15,44	29,60	34,11			
Darmankour	96,29	97,72	89,70						
Walo	47,86	39,09	28,36	27,75	30,83	33,78			8,63
Kayor	57,28	47,98	36,19	3,89	4,71	7,41	12,30	20,86	23,27
Fouta	62,89	50,12	38,39	8,86	17,01	26,26			
Galam	41,23	43,78	35,82	7,30	9,35	14,14			

D'après les états détaillés des coutumes déjà cités.

La composition de la coutume des Darmankour est exceptionnelle puisqu'elle comporte en quasi totalité de la guinée. Ensuite, c'est chez les Trarza que l'on rencontre le plus fort pourcentage de guinée. Les coutumes des Dowich et du Walo arrivent en tête pour les armes. A noter, ce qui peut surprendre, l'importance limitée des armes dans les coutumes des Brakna, du Galam et surtout du Kayor. Les espèces, piastres ou gourdes, interviennent aussi en proportion non négligeable dans certaines coutumes comme celles du Fouta Toro, du Kayor et du pays de Galam. Dans quelques conventions récemment conclues avec les chefs de la Casamance et des Rivières du Sud, la coutume fixée en gourdes peut être convertie en marchandises au choix des béné-

ficiaires (205).

Quelques traités précisent l'époque du paiement des coutumes. En général, les autorités françaises attendent la fin de la traite. C'est en particulier le cas pour les Maures, fournisseurs de gomme. L'almami du Fouta, quant à lui, doit attendre que les bâtiments de Galam soient redescendus à Saint-Louis. Par contre, le brak du Walo doit être payé chaque année au premier janvier. Il est inévitable que de nombreuses discussions s'élèvent à propos de la perception des coutumes. En effet, les souverains, en menaçant de gêner l'arrivée des caravanes, cherchent à obtenir une augmentation ou simplement une avance. De son côté, l'administration, pour sanctionner les incidents qui trop souvent perturbent les échanges, tente de différer le versement des marchandises, ou, si le trouble a été particulièrement grave, d'opérer une retenue afin de dédommager les victimes. Aussi, de longues négociations sont-elles nécessaires. Pour les mener, les ministres des rois trarza et brakna séjournent très souvent à Saint-Louis, tandis que l'alquier du brak y réside (206). A Bakel et à Sédhiou,

---

(205) La coutume accordée aux princes du pays de Galam prévoyait le versement de 160 piastres soit en 1838, 26,3 % de la valeur de la coutume celle du Kayor 54 gourdes soit 17,3 % et celle du Fouta Toro 82 gourdes soit 12,55 %. D'autre part la coutume,du Pakao (1839) s'élevait à 50 gourdes, celle des Landouman (1849) à 30 et celle du Boudhié (1850) à 100 gourdes. La piastre comme la gourde vaut cinq francs.

(206) L'alquier est le titre porté par le principal agent des affaires du roi ou son premier ministre d'après GOLBERRY : Fragments d'un voyage ... op.cit., Il est prévu dans le budget des coutumes de délivrer des vivres "en faveur des rois, princes, envoyés des tribus indigènes qui viennent à Saint-Louis recevoir leurs coutumes" (Tableau détaillé 1829 déjà cité).

les commandants de poste, dans les Rivières du Sud, les officiers de marine, lors de leurs passages, versent les coutumes aux rois et aux chefs et s'efforcent de trouver une solution aux problèmes qui se posent à ce sujet. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que la correspondance échangée entre les autorités françaises et les chefs africains fasse largement écho à toutes les discussions relatives aux coutumes.

Au milieu du siècle, faute d'inventaire, on ne peut connaître le montant exact des coutumes versées par le gouvernement. Raffenel avance le chiffre de quarante mille francs (207). Il est tout à fait vraisemblable puisque les budgets de 1844 et 1845 font état de paiements s'élevant à 39.000 F. environ (208). Le chiffre n'est donc pas très différent de ceux que nous donnent pour les périodes précédentes les états détaillés des coutumes. Ainsi, le montant de celles-ci évalué en 1821 à 48.936,31 francs devait descendre à la suite de la baisse des prix à 40.438 F 25 en 1829 et à 38.722 F 86 en 1838. A cette date, nous voici donc ramenés au chiffre figurant dans le budget de 1845. Cette stabilité n'est qu'apparente car le recul des prix de la plupart des marchandises qui composent les coutumes se trouve à peu près compensé par les nouvelles obligations contractées alors par le gouvernement français.

Sur une longue période, on constate que le poids des coutumes du gouvernement s'est singulièrement allégé. Ainsi, elles représentaient 9,77 % de la valeur des importations du Sénégal en France en 1821, 1,64 % en 1829,

---

(207) RAFFENEL (A.) : Nouveau voyage ... op.cit. pp.84 et 183.

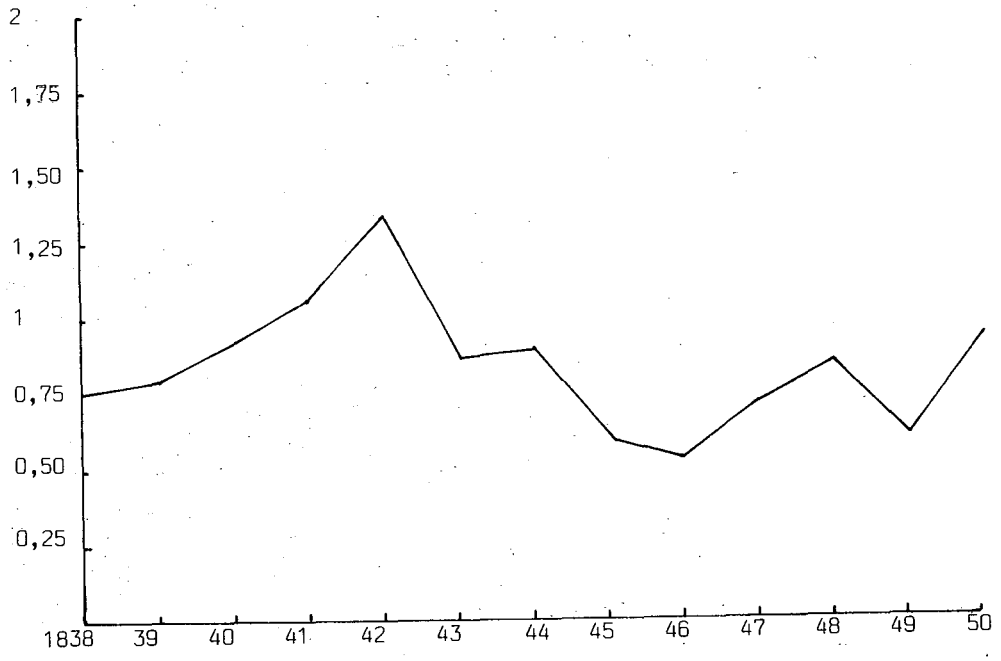
(208) Rapport du 18 janvier 1848 sur les recettes et les dépenses pour 1844 et 1845. Les dépenses effectives concernant les coutumes s'élèvent respectivement à 38.768 F et 38.821 F 80, ANSOM Sénégal VII 29 c.

GRAPHIQUE 16 COUTUMES DU GOUVERNEMENT

1838-1850

Valeur des coutumes par rapport à celle des importations du Sénégal en France:

	%		%
1838	0,75	1845	0,58
1839	0,80	1846	0,53
1840	0,92	1847	0,70
1841	1,07	1848	0,83
1842	1,32	1849	0,59
1843	0,87	1850	0,93
1844	0,89		



0,73 % en 1838, 0,88 % en 1844 et 0,57 % l'année suivante (209). Dans l'ensemble, cette charge peut paraître supportable, mais elle varie dans de très sensibles proportions d'une année à l'autre en fonction des résultats de la traite. L'exemple des années 1844-1845 est tout à fait significatif.

Pour la période de difficultés graves que connaît le Sénégal depuis 1838, il serait intéressant de pouvoir apprécier l'ampleur de ces fluctuations. Faute de renseignements précis, on peut cependant raisonner à partir du chiffre moyen de 40.000 F comme montant des coutumes. Le graphique 16 établi sur cette base laisse apparaître un alourdissement du poids des coutumes au début des années quarante avec un pourcentage maximum en 1842, année de la réunion de la Commission du commerce des gommes, puis un allègement sensible jusqu'en 1846 date de la pression minimum et enfin, une nouvelle aggravation qui atteint son point culminant en 1850 (210).

La répartition des coutumes entre les principaux bénéficiaires constitue un autre élément du problème et sans doute le plus important. Pour la période 1821-1838, les données disponibles ont été rassemblées dans le tableau suivant.

---

(209) Nous avons choisi les statistiques métropolitaines parce qu'elles seules nous offrent une série homogène Les importations du Sénégal en France s'élèvent respectivement à 506.054 F en 1821, 2465.166 F en 1829, 5.311.409 F en 1838, 4.480.630 F en 1844 et 6.833.525 F en 1845.

(210) Le graphique 16 a été établi à partir des Tableaux décennaux des douanes françaises 1837-1846 et 1846-1857. le montant des importations du Sénégal en France est calculé d'après les valeurs officielles des différents

TABLEAU XXIX.REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES COUTUMES DU GOUVERNEMENT.

	1821		1829		1838	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%
TRARZA	16.581,11	33,47	13.086,38	32,36	10.545,81	27,23
BRAKNA	4.219,06	8,52	3.510,70	8,68	2.835,12	7,32
DOWICH	1.851,91	3,74	1.449,06	3,58	1.257,59	3,25
DARMANKOUR	741,50	1,50	505,91	1,25	396,10	1,02
MAURES total	23.393,58	47,23	18.552,05	45,87	15.034,62	38,82
WALO	11.715,70	23,65	9.558,22	23,71	9.470,57	24,46
FOUTA TORO	4.006,82	8,08	4.003,34	9,90	3.266,76	8,44
GALAM	3.769,14	7,60	2.882,82	7,13	2.331,24	6,02
BOUNDOU	808,31	1,63	682,42	1,69	608,18	1,57
KAYOR	1.979,63	4	1.844,05	4,56	1.558,98	4,03
BARRA	583,53	1,18	753,15	1,86	634,69	1,64
BOUDHIE					624	1,65
.....						
TOTAL	49.536,31		40.438,25		38.722,86	

N.B. Les présents accordés aux populations de Saint-Louis et de Gorée ont été comptabilisés dans le total des coutumes mais ne figurent pas dans la répartition, leur but étant différent.

... produits. Celles-ci sont donc restées identiques pendant toute la période, tout comme le chiffre des coutumes.

Les Maures sont les premiers bénéficiaires des coutumes, ce qui ne peut surprendre puisqu'ils sont les seuls détenteurs de la gomme, aliment quasi unique du commerce sénégalais. Ainsi, en 1821, ils reçoivent près de la moitié des coutumes, mais un peu moins de 40 % en 1838. Ce recul s'explique par le fait que la guinée qui compte très largement dans leur coutume est la marchandise dont le prix a le plus baissé pendant cette période. Les Trarza se taillent la part du lion avec 70 % environ, très loin devant les Brakna (18 % environ), les Dowich (8 %) et les Darmankour (3 %).

Le Walo pour sa part reçoit près du quart des coutumes versées par le gouvernement, ce qui met ce pays en 1838 à peu près sur le même pied que les Trarza. Viennent ensuite, à assez grande distance, quatre bénéficiaires d'importance à peu près égale : le Fouta, les Dowich, le pays de Galam (Boundou compris) et les Brakna. Enfin, le Kayor, bien qu'état important, ne reçoit qu'une faible coutume, à la mesure du commerce insignifiant qu'il entretient alors avec les Français.

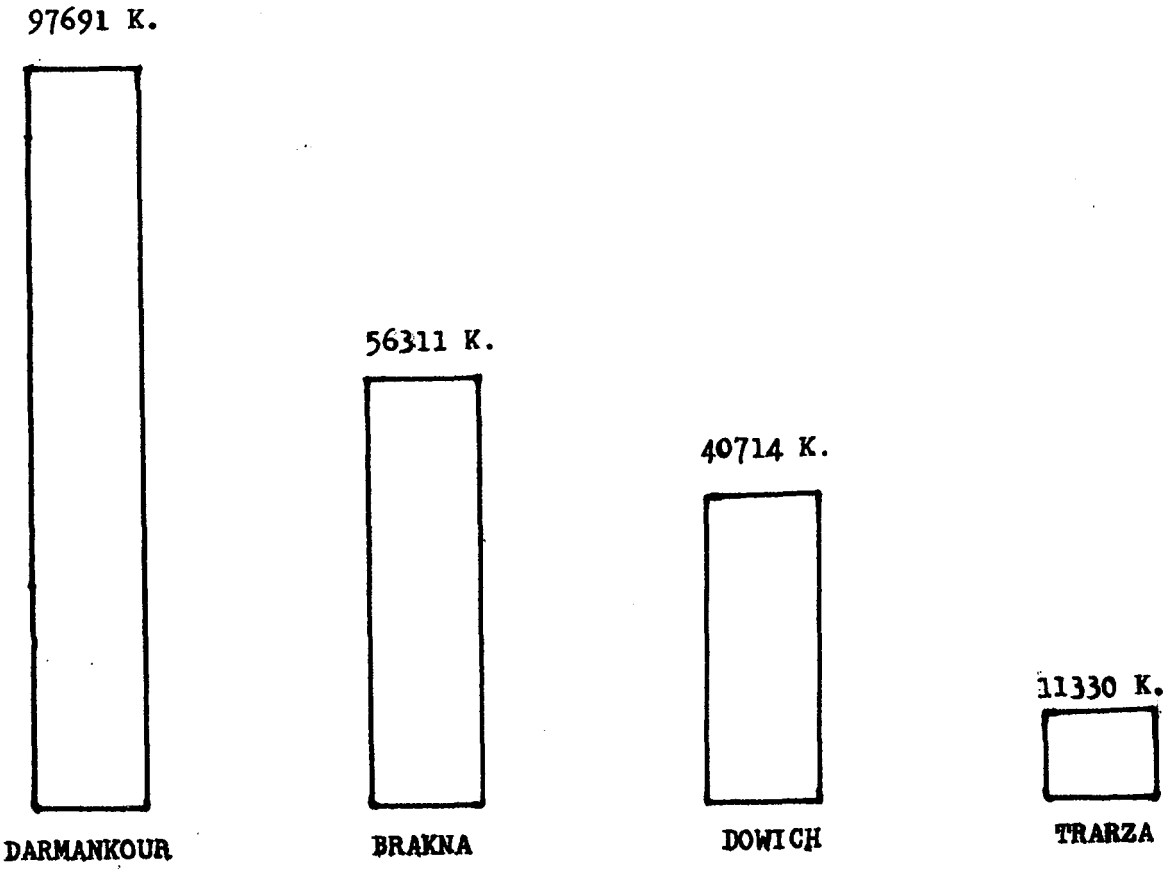
Il est bien dommage de ne pouvoir établir le classement des bénéficiaires au milieu,du siècle, mais on ne se trompera guère en affirmant que l'évolution amorcée depuis 1821 s'est poursuivie. Ainsi avec la chute du prix de la guinée, la part des coutumes maures a dû encore se réduire et peut-être le Walo a-t-il conquis la première place au détriment des Trarza. D'autre part, le sud de Gorée qui apparaît pour la première fois avec l'inscription du Boudhié en 1838 a vraisemblablement accru son pourcentage, mais dans une très modeste proportion, à la suite des traités conclus dans les années quarante.

Cet examen de la répartition des coutumes suggère plusieurs remarques. Tout d'abord, l'émirat des Trarza et

GRAPHIQUE 17 DISPARITE DES COUTUMES VERSEES AUX MAURES

1838

Quantité de gomme obtenue aux escales par rapport à cent francs de coutume.



le Walo qui reçoivent environ la moitié des coutumes posent aux autorités françaises pour le maintien de leur influence de redoutables problèmes. Etablies ou révisées dans la perspective de la colonisation agricole, leurs coutumes atteignent un niveau élevé qui ne se justifie plus depuis l'abandon des projets du gouvernement en 1831. Les gouverneurs n'ont pas pu ou pas voulu adapter les conventions à cette situation nouvelle. Les habitations créées à travers le Walo étant abandonnées, il s'agissait désormais de protéger essentiellement le commerce des gommes et accessoirement le modeste trafic du mil et du bétail effectué sur la rive gauche.

D'autre part, on constate une très grande disparité entre le taux des coutumes et les quantités de gomme traitées aux différentes escales. Prenons l'année 1838 comme exemple et comparons aux résultats obtenus par les Trarza ceux des autres tribus maures. Les Brakna pour une traite supérieure d'un tiers reçoivent une coutume de près de quatre fois inférieure tandis que les Dowich réalisant le tiers du tonnage des Trarza ne bénéficient que du dixième de leur coutume. La disparité est encore plus grande chez les Darmankour qui, pour une traite sensiblement égale à celle des Dowich perçoivent une coutume d'une valeur vingt six fois moindre que celle des Trarza (211).

---

(211) D'après l'état détaillé des coutumes en 1838

	gommes (kg)		coutumes (Frs)	
Trarza	: 1.482.690		13.086,38	
Brakna	1.976.920	: 1,33	3.510,70	x 3,72
Dowich	512.017	x 2,9	1.257,59	x 10,41
Darmankour	494.230	x 3	505,91	x 25,9

Il est vrai que dans ce dernier cas nous sommes en présence d'une tribu pacifique de marabouts commerçants et qu'il n'y a donc aucune nécessité de les dissuader par de substantiels cadeaux de mener une politique belliqueuse.

Cette disparité des coutumes peut être rendue encore plus sensible par une représentation graphique. C'est pourquoi, toujours pour l'année 1838, on a précisé quelles quantités de gomme avaient été recueillies aux différentes escales par rapport à cent francs de coutumes (voir graphique 17).

Il est évident que les résultats de la traite des gommes varient dans de très notables proportions d'une année à l'autre. Aussi, pour les années 1843-1849 où les traites aux basses escales se sont déroulées sous l'empire de l'ordonnance de novembre 1842, est-il possible d'établir une moyenne. Les résultats sont très nettement inférieurs à ceux obtenus en 1838 : 2,2 fois moins pour les Trarza et 3 fois pour les Brakna et les Darmankour. Les escales du Désert et du Coq se trouvent désormais à peu près à égalité (212). Pour atténuée qu'elle soit par l'évolution de la traite des gommes, la disparité des coutumes n'en reste pas moins considérable.

---

(212) Gommes traitées moyenne 1843-1849.

Trarza	673.792 kg 57	Pour Bakel, nous ne dispo-	
Brakna	666.113 28	sons que de chiffres par-	
Darmankour	165.023 85	tiels	358.893 Kg 1846
			733.102 kg 1849

L'analyse des coutumes consenties par le gouvernement a mis en évidence les défauts d'un système qui suscite, au milieu du siècle de nombreuses et graves critiques. On ne peut les dissocier de celles, beaucoup plus âpres encore, que provoquent les coutumes exigées des traitants par les souverains et les chefs africains.

Dès le retour à la France des comptoirs sénégalais, les autorités coloniales, tout en accordant à leurs partenaires africains le droit de prélever comme par le passé des coutumes sur les traitants, manifestèrent leur intention de suivre de près cette question. Pendant une trentaine d'années, elles s'efforcèrent, à travers bien des vicissitudes, de préciser leur position et d'intervenir ensuite avec une fermeté croissante entre traitants et chefs africains dans l'espoir d'introduire ordre et équité.

Les coutumes du commerce sont générales, elles existent partout où des traitants sont installés. Parfois, comme dans le Rio Nunez, elles sont antérieures aux coutumes versées par le gouvernement. Mais c'est un fait tout à fait exceptionnel qui s'explique par le renouveau du commerce dans les Rivières du Sud. Les autorités françaises, en effet, ont jugé bon d'intervenir directement dans l'octroi d'une coutume qu'une fois bien établi le courant d'échanges afin de lui donner de meilleures chances de développement (213).

---

(213) Sarah, roi des Landouman, qui percevait depuis l'accord du 1er avril 1839 des droits d'ancrage, reçut à la suite d'une nouvelle convention en janvier 1842 de chaque négociant "comme coutume à la fin de chaque mois, la somme de dix gourdes ou valeur équivalente en marchandises" (art.3). Le même avantage fut accordé au roi des Nalou, le 6 décembre de la même année. Ce fut en 1845 que le gouvernement concéda une coutume aux Nalou et en 1849 seulement aux Landouman,ANS AOF 13 G 4.

Il est évident que l'intérêt se concentre essentiellement sur les coutumes versées aux princes des régions riveraines du Sénégal et tout spécialement aux Maures, maîtres du commerce de la gomme. Il s'agissait, ici, de renouer avec d'anciens usages qui consistaient à exiger de chaque bâtiment qui allait en traite aux basses escales, dans l'île à morfil ou à Galam, une certaine quantité de marchandises. Celle-ci pouvait être fixée de gré à gré entre les chefs africains et chaque traitant ou par une convention officielle. La première formule en vigueur dans les basses escales implique une assez grande diversité de coutumes tandis que la seconde, en usage au Fouta, impose en principe le même taux à tous les traitants (214).

Cette dualité dans l'établissement des coutumes pose donc un premier problème. En effet, d'un côté nous avons une négociation individuelle qui place le traitant dans une position de faiblesse et de l'autre une négociation conduite par les autorités de Saint-Louis capables, en principe, de mieux résister aux exigences des rois et des princes. A Paris, comme à Saint-Louis, on souhaite, évidemment, la généralisation de ce système. Un second problème réside dans le choix des critères destinés à fixer le montant des coutumes. Depuis longtemps les chefs africains, soucieux de la stabilité de leurs revenus, avaient obtenu d'imposer les navires, soit uniformément,

---

(214) Par exemple les traités conclus avec le roi des Brakna du 20 mai 1819 et du 25 juin 1821 stipulent dans leur article 2 que "les coutumes à payer par les bâteaux qui viendront en traite de gomme resteront telles qu'elles ont été jusqu'à ce jour". Pour le Fouta, c'est le traité signé par le gouverneur Blanchot le 4 juin 1806 et confirmé par l'almami le 1er avril 1808 qui est en vigueur.

soit en fonction de leur tonnage. Mais au cours de la première moitié du siècle, administrateurs et commerçants remettent en cause ce système et vont s'efforcer de faire triompher une solution plus équitable : la taxation selon les quantités de gommes réalisées par chacun des traitants.

Ainsi, dès 1821, l'administration coloniale se réservait d'exercer un certain contrôle sur le contenu et l'application des conventions négociées librement par chaque traitant des basses escales. Par l'arrêté du 9 octobre, elle exigeait le dépôt d'un exemplaire de chaque convention entre les mains du commandant du stationnaire chargé de la police de l'escale et le paiement de la coutume à bord en présence du ministre du roi. Enfin, il était interdit au traitant de concéder quelque cadeau au-delà de la coutume fixée (215).

Cette réglementation impliquait une négociation annuelle avant l'ouverture de la traite. C'était très souvent la porte ouverte à toutes les surenchères et le traitant ne réussissait guère à obtenir que sa coutume soit fixée en fonction des résultats de l'année précédente. En effet, il était généralement victime de la double pression des Maures et de ses concurrents, ce qui l'incitait à faire des concessions dans l'espoir vain d'avoir une part plus importante dans les arrivages de gomme.

Les coutumes présentent évidemment, de sérieuses inégalités puisqu'elles sont le résultat de discussions individuelles. Certains traitants profitant de l'importan-

---

(215) Arrêté du 9 octobre 1821, ANSOM Sénégal XIII 24 a.

ce de leurs affaires, de leur habileté dans les négociations et éventuellement de leurs liens de parenté avec l'aristocratie des vendeurs de gommes obtiennent de bien meilleures conditions que les traitants petits ou moyens et que les nouveaux venus décidés à se tailler une part du commerce de l'escale. Les Maures jouissent de conditions favorables au triomphe de leurs exigences. Tout d'abord, une concurrence entre les traitants qu'exacerbe l'augmentation régulière de leur nombre, mise à part la relative stabilité apportée très momentanément par l'ordonnance de novembre 1842, et ensuite la division des coutumes en trois parties distinctes : la coutume proprement dite, les bagatelles et les charrois. La première se définit comme le droit qu'acquitte tout traitant pour établir son commerce à l'escale, la seconde qui lui est directement liée est le cadeau qui accompagne toute transaction ou toute redevance (216) et la troisième concerne les expéditions de gomme faites vers Saint-Louis pendant la durée de la traite. En effet, beaucoup de traitants utilisant de petits navires ne peuvent attendre la fin de la traite pour faire descendre leurs gommes. Aussi ont-ils recours à d'autres navires qui doivent acquitter pour ces charrois une coutume spéciale. Contrairement à ce que pensaient certains commerçants, elle n'est pas nouvelle car elle existait avant la reprise de possession (217).

---

(216) Nous avons vu antérieurement que tout échange guinée contre gomme s'accompagne du versement d'une bagatelle dont l'administration a tenté de définir strictement la composition afin d'éviter les abus. De même aux coutumes du gouvernement s'ajoutaient des avantages supplémentaires et des cadeaux.

(217) Déclaration faite au Conseil d'administration dans sa séance du 6 mai 1847 par le lieutenant-colonel Caille.

Les règlements individuels et la prise en considération du tonnage des navires et non des résultats de la traite pour la fixation des coutumes ont été la source d'abus d'autant plus nombreux que, contrairement aux dispositions de l'arrêté de 1821, le gouvernement n'a pas eu les moyens de placer un bâtiment de la station avant 1833. A ce moment, le commerce de la gomme étant devenu la préoccupation dominante après l'abandon de la colonisation agricole, les autorités prennent conscience des mauvaises habitudes contractées pendant plus d'une dizaine d'années et vont tenter de réagir. L'occasion va leur en être fournie par la guerre qui vient de s'ouvrir contre les Trarza à propos du Walo (218). Le gouverneur Pujol reprenant un projet de son prédécesseur Quernel profite de ce que la fermeture de l'escale des Trarza va favoriser les Brakna pour établir sur de nouvelles bases la fixation des coutumes du commerce. Il introduit deux innovations radicales : d'abord, en se substituant aux traitants dans la négociation avec le roi des Brakna, ce qui permet d'établir un taux égal pour tous, et ensuite, en obtenant que la coutume soit prélevée d'après la quantité de gommes traitées (219). Par ailleurs, cette décision du gouverneur s'inscrit

---

(218) Le conflit avec les Trarza, on l'a vu au début de ce chapitre, a été provoqué par le mariage de Mohammed el Habib avec la linguèr Ndjimbot.

(219) Le traité du 5 mai 1834 conclu avec le roi des Brakna prévoit les coutumes suivantes : "une pièce de guinée par millier de gommes pour le roi, vingt pièces par cent milliers pour un ministre, un présent de cent pièces aux deux-tiers de la traite et quatre bagatelles par cent milliers de gomme (il s'agit de millier de livres donc de 500 kgs). ANSOM Traité 5-540.

dans une large politique de réorganisation du commerce de la gomme qui se traduit par la création d'une "Association privilégiée" chargée d'effectuer les échanges aux escales (220). En groupant ainsi les intérêts des commerçants pour leur permettre de mieux résister aux marchandages des Maures, l'administration pouvait espérer, entre autres avantages, l'application correcte du nouveau régime des coutumes.

Mais très rapidement, "l'Association privilégiée" succomba sous les attaques des défenseurs de la liberté commerciale entraînant dans sa chute l'essai d'une répartition plus équitable des coutumes. Avec les abus reparaissent les récriminations rituelles de l'administration. Ainsi, en 1836, le gouverneur Malavois dénonce-t-il les exigences du roi des Brakna (221).et l'année suivante son successeur Guillet insiste-t-il sur la nécessité d'une réforme des coutumes sans en méconnaître les difficultés. Comme bien d'autres avant lui, il fait le procès de l'arbitraire des coutumes. La transaction entre le ministre de l'escale et chaque traitant dans le but d'en fixer le montant a pour conséquence que

> "tel traitant obtiendra pour un navire de fort tonnage une coutume très minime lorsqu'un autre ayant un navire beaucoup plus petit sera soumis à une coutume beaucoup plus considérable, ce qui constitue un genre particulier de la concurrence".

D'autre part, elle est "payable que le navire soit plein ou non". Ce mode de perception est déplorable "car

---

(220) L'Association privilégiée a été créée par l'arrêté du 22 mai 1834, ANSOM Sénégal XIII 24 b.

(221) Gouverneur à ministre, 11 août 1836, n° 160, ANSOM Sénégal I 19 a.

il est cause de ruine souvent, de désordre toujours". Guillet conclut en reprenant à son compte la solution plus équitable qui consiste à acquitter la coutume au prorata des gommes traitées (222). Il espère qu'avec le temps l'administration parviendra à généraliser ce juste principe (223). En fait, ce n'est qu'un voeu pieux, car il paraît alors exclu que l'on puisse obtenir le consentement des Maures.

Quelques années plus tard, le problème des coutumes est à nouveau étudié dans le cadre d'une réforme du commerce de la gomme rendue nécessaire par la gravité de la crise. Dans les projets qui, à la fin de 1840,envisagent la création d'une société privilégiée, un contrôle de l'administration est prévu sur les coutumes du commerce qui seront payées soit en présence du commandant de l'escale, soit directement par son intermédiaire. La base égale pour tous les traitants serait d'une pièce de guinée par millier de gommes (224). Il fallut de longues et difficiles discussions pour aboutir en avril 1842 à la mise en place de la "Société pour le commerce de la gomme". Parallèment, l'administration avait mené un effort diplomatique auprès des Maures afin de les persuader d'accepter un nouveau mode d'établissement des coutumes. Soucieuse de ne point indisposer ses interlocuteurs, elle leur proposa d'en faire l'essai pour la traite de 1842 seulement alors que la durée de la société était fixée à cinq ans. Elle réussit à conclure avec les Brakna, les Trarza et les Darmankour des

---

(224) Projets d'association. ANSOM Sénégal XIII 25 b.

traités identiques (225).

La traite devait donc se dérouler selon ces principes, mais nous ignorons si, en matière de coutumes, ils ont été correctement appliqués. Par ailleurs, la réforme des coutumes allait-elle subsister après la dissolution de la société privilégiée provoquée par la vigoureuse campagne menée en France pour la défense de la liberté commerciale ? La Commission du commerce des gommes réunie à Paris après la traite de 1842 n'a pas débattu de ces problèmes. L'ordonnance du 15 novembre qui a été le fruit de ses travaux se contentait de renvoyer à un règlement que le gouverneur était chargé d'élaborer (226). Cependant le ministre lui donnait pour instruction de se concerter avec les Maures afin d'obtenir le maintien du système inauguré en 1842.

Arrivé au Sénégal, juste avant l'ouverture de la traite, Bouët ne pouvait négocier faute de temps. Aussi, dans l'arrêté du 10 février 1843 qui mettait en applica-

---

(225) Traités avec les Brakna 20 avril 1842, les Trarza 25 avril et les Darmankour 28 avril 1842. Ces trois traités ont été approuvés par le Conseil d'administration dans sa séance du 3 mai 1842. Ils prévoyaient que les coutumes seraient payées à l'escale en présence du commandant du stationnaire et qu'elles seraient "prélevées sur la quantité de gommes traitées et non sur le jaugeage des bâtiments" ANSOM Sénégal VII 26 bis 7.

(226) L'article 17 de l'ordonnance précise "qu'il est interdit aux traitants .. de payer les coutumes autrement qu'en conformité des règles qui seront établies à cet égard par le gouverneur", Annales maritimes, 1842, n°210, partie officielle, p.1060, et suivantes.

tion le nouveau régime de la traite des gommes aux escales, il renvoya à l'année suivante le règlement sur le paiement des coutumes. En attendant, il était contraint de revenir aux anciens errements. Ainsi, l'article 7 reprenait les dispositions de l'arrêté de 1821 à cette différence près que la pratique courante des avances de coutumes était désormais interdite (227).

A nouveau, le ministre intervient pour que soit promptement adoptée une solution souhaitée depuis de nombreuses années. S'il y attache tant d'importance, c'est parce qu'elle constitue à ses yeux "un des moyens les plus efficaces pour modérer aux escales le mouvement de la concurrence" jugé responsable par les désordres qu'il engendre de la crise dans laquelle se débat l'économie sénégalaise (228).

Les négociations avec les Maures ayant échoué comme on pouvait s'y attendre, Bouët ne se résigne pas au maintien du statu quo et il va tenter d'apporter quelques améliorations substantielles dans le domaine qui relève de sa compétence. Assimilant les coutumes aux droits de douane, il estime en conséquence, qu'elles doivent atteindre également tous les traitants. Comme il ne peut modifier le montant global des coutumes, il ne remet donc pas en cause les conventions en vigueur avec des Maures, mais il décide par l'arrêté du 19 décembre 1843 d'établir une répartition plus équitable entre les traitants. Désormais les coutumes seront acquittées progressivement entre les

---

(227) Arrêté du 10 février 1843 art. 7. Les avances de coutumes sont assimilées aux crédits que l'ordonnance de novembre 1842 interdit de faire aux Maures, BAS 1843-1844.

(228) Ministre à gouverneur, 12 mai 1843, n° 123, ANSOM Correspondance générale 199.

mains du commandant de l'escale qui sera chargé d'en répartir proportionnellement et ultérieurement le montant d'après la quantité de gommes traitées par chacun des traitants (229). Ces habiles dispositions comportaient plusieurs avantages. Tout d'abord elles mettaient fin aux privilèges des gros traitants qui, par des ruses et des cadeaux, étaient parvenus à obtenir des chefs maures une coutume fixe à peu près égale à celle des petits traitants. Ensuite, en substituant le commandant de l'escale aux traitants pour le paiement, Bouët pensait éviter de nombreux différends avec les Maures et renforcer à leur égard la position de l'administration française. Il espérait enfin que l'application au sein de la corporation des traitants du principe de la juste répartition des charges inciterait les Maures à l'adopter (230).

Le succès de la politique de Bouët dépendait à la fois des traitants et des Maures, Dressant le bilan de la traite de 1844, le gouverneur constate que les dispositions de l'arrêté ont été appliquées sans difficultés et qu'il en résulte une amélioration sensible pour l'ensemble des traitants. Cependant, il note,sans insister,les réserves manifestées par certains d'entre eux qui entretenaient auparavant des relations privilégiées avec les chefs mau-

---

(229) Arrêté du 19 décembre 1843, BAS 1843-1844, pp. 135-137. La question du paiement des coutumes a été débattue en Conseil d'administration dans les séances des 6 juillet et 15 décembre 1843. Les coutumes relatives aux charrois restent à l'écart de la réglementation (art.7) ANSOM Sénégal XIII 26 b.

(230) Gouverneur à ministre, 30 décembre 1843, n°446, ANSOM Sénégal I 25 c et dépêche du ministre approuvant les dispositions prises par Bouët, 17 mai 1844, n° 165, ibid., I 23 d.

res (231)

Mais en février 1847, ils se décident à mener en Conseil d'administration une offensive en faveur du retour au paiement d'après le tonnage. Ils agitent l'étendard de la liberté commerciale et invoquent les faits. D'après eux, le nouveau système a incité les petits traitants à monter aux escales avec des navires d'un tonnage plus élevé. Les Maures ont aussitôt exigé un surcroît de coutumes dont la charge retomberait sur les grands traitants qui font les acquisitions de gommes le plus considérables. Leur thèse ayant été vivement combattue par l'administration et en particulier par Caille, commandant supérieur des escales, la réglementation imaginée par Bouët demeurait en vigueur (232).

Mais l'objectif de l'unité des coutumes ne pouvait être pleinement atteint que si les traitants acceptaient enfin de fixer leurs redevances en fonction de la quantité de gommes traitées. Le ministère insistant sur la nécessité d'ouvrir des négociations, l'administration locale se tourna d'abord vers les Darmankour réputés plus conciliants. De fait, à deux reprises, en 1844 et 1847, ils prirent l'engagement d'adopter le nouveau mode de paiement mais, à chaque fois, ils remirent en cause leur signature après une année d'essai. En effet, à leurs yeux, leur acceptation ne pouvait se concevoir que si toutes les escales étaient soumises aux mêmes règles. Or les Brakna et surtout

---

(231) Gouverneur p.i. à ministre, 23 décembre 1844, n° 40, ANSOM Sénégal I27 a.

(232) Conseil d'administration, délibération du 17 février 1847, ANSOM Sénégal XIII 26 b. Ministre à gouverneur, 16 août 1847, n° 296, ANSOM Sénégal I 30 c.

les Trarza se montraient irréductibles (233). Ainsi, le problème des coutumes des basses escales demeurait entier au milieu du siècle.

Alors que les chefs maures se refusaient encore à engager une véritable négociation sur les coutumes des traitants, ceux du Fouta et du Galam avaient depuis bien longtemps accepté de conclure un règlement d'ensemble avec les autorités de Saint-Louis.

Pour le Fouta, on fait volontiers référence vers 1850 aux traités qui,à la fin de l'Ancien Régime et au début de l'Empire, ont mis progressivement en place le régime des coutumes qui, dans ses grandes lignes demeure encore en vigueur (234). Ainsi, le traité de mars 1785 établissait trois catégories de coutumes perçues par l'almami et son entourage : celle de la Compagnie, celle que versait chaque embarcation de Saint-Louis et celle qui

---

(233) Schems, le chef des Darmankour avait signé le 19 janvier 1844 une convention qui prévoyait le paiement des coutumes à raison d'une pièce de guinée par millier de livres de gommes. Délibération du Conseil d'administration, 20 mars 1846, ANSOM Sénégal XIII 28 a. Un nouveau traité fut conclu sur les mêmes bases le 1er mars 1847. ANS AOF 13 G 2 et 13 G 3. En 1848, les Brakna en conflit avec les Trarza esquissèrent un rapprochement avec les Français et parurent sur le point d'accepter l'unité des coutumes. Gouverneur à ministre, 26 juin 1848, n° 254, ANSOM Sénégal I 34 a.

(234) Sur cet aspect des relations entre la France et les Toucouleurs voir SAINT-MARTIN (Y.) L'empire toucouleur et la France ... op.cit., p.50, et suivantes.

était due par les navires d'Europe (235). Si au XIXe siècle, il n'existait plus d'expéditions directes des ports métropolitains vers le Fouta et le pays de Galam, la Compagnie de Galam, par contre, à partir de 1824 renouait avec la tradition des compagnies privilégiées.

Quelques années plus tard, le traité du 13 floréal an XII (13 mai 1804) introduisait deux nouveautés importantes : un taux différent selon la nature des bâtiments : navires pontés, chalands, petites embarcations, et selon la destination : les navires des marigotiers sont moins taxés que ceux qui montent à Galam. Enfin, le traité du 4 juin 1806 qui augmentait les coutumes introduisait une nouvelle classification fort imprécise des bâtiments : les gros, les moyens et les petits. Les redevances devaient être payées à Saldé au représentant de l'almami. Lors de la reprise de possession, le gouverneur Schmaltz plutôt que de courir le risque d'une nouvelle négociation a préféré la reconduction tacite de ce traité qui restera en vigueur jusqu'en 1853, mises à part quelques modifications.

Ainsi, en 1834 pour mettre un terme aux discussions relatives aux navires remontant à Galam, une nouvelle convention fut conclue. Elle aggravait les coutumes en particulier pour les bâtiments qui vont au-delà de Bakel, mais trop imprécise, elle provoqua de nombreuses contestations (236). Un nouveau traité en 1841 tenta d'y mettre

---

(235) Prenant la suite de la Compagnie de la Guyane, la Compagnie de la gomme a été créée le 1er janvier 1785 ; l'année suivante, elle prit le nom de Compagnie du Sénégal.

(236) Traité du 3 août 1834. L'article 4 à propos de la coutume payée par les navires allant à Médine et au-delà se contente de prendre acte que le ministre de l'almami s'engage à ce que cette coutume soit aussi modérée que possible" ANS AOF 13 G 7.

un terme en fixant le barème des coutumes pour les navires allant à Médine et au-delà (237).

Mais en dehors des coutumes consacrées par des conventions, les traitants devaient assez souvent se plier aux exigences des chefs de villages ou de provinces qui cherchaient à profiter de leur présence ou de leur passage pour se procurer des revenus. Pour mettre un terme à cet arbitraire, l'administration coloniale poussée également par des raisons politiques négocia avec le lam Toro. Celui-ci obtint en 1830 sa propre coutume proportionnelle à la dimension des navires et payable à Guédé. Le traité n'oubliait pas les chefs de villages en fixant le cadeau qui leur était dû par les "marigotiers" (238). On évitait ainsi des marchandages toujours pénibles et des pertes de temps.

Les coutumes versées aux différents princes du pays de Galam étaient prélevées comme dans le Fouta en fonction des dimensions des navires, à cette différence près qu'une classification précise enlevait tout prétexte à des contestations (239). Les conventions tenaient également compte de la destination des traitants, distinguant

---

(237) Traité du 11 octobre 1841, ibid.

(238) Traité du 31 août 1830. Le texte en est publié en annexe, ANSOM Traité 5-537 et ANS AOF 13 G 7. En 1846 la convention du 22 juin confirmait les coutumes établies seize ans plus tôt, ibid. Traités 5-570. Dans le petit bras du Sénégal au sud de l'île à morfil, on dénombre 25 escales où se traite le mil ; elles sont fréquentées par 3 ou 4 embarcations, parfois 7 ou 8.

(239) Ces traités établissent la distinction suivante : navires de 40 tonneaux et plus, de 20 à 40 tonneaux et de moins de 20 tonneaux.

entre ceux qui s'établissaient à Bakel ou dans les villages voisins et ceux qui remontaient le Sénégal ou la Falémé. Il semble que le poids des coutumes s'est accru si l'on en juge par l'exemple de Goye où elles ont doublé entre 1839 et 1850 (240).

La Compagnie de Galam a conclu différents accords tant avec l'almami du Fouta qu'avec les princes du haut fleuve et le chef des Dowich. Malgré nos recherches, nous n'en avons trouvé aucune trace dans les archives. Cependant, le rapport du commandant du poste de Bakel, P. Holle, nous fournit une indication précieuse en signalant qu'en 1846, la Compagnie payait une pièce de guinée pour 900 kg de gommes. Il en était de même pour chaque traitant venu trafiquer pendant les trois mois de traite libre. Ainsi, à Galam, les autorités ont réussi à atteindre l'objectif qu'elles poursuivaient en vain depuis de longues années aux basses escales : un mode de perception établi en fonction de la quantité de gomme traitées (241).

L'existence d'une Compagnie effectuant la plus grande partie des échanges n'était évidemment pas étrangère à ce résultat avantageux puisque la coutume était moins lourde à Galam qu'aux basses escales. Cependant l'administration déplorait de ne point servir d'intermédiaire pour le paiement. En effet, la coutume se règle entre le prince des Dowich d'une part, la Compagnie et les traitants d'autre part. "C'est une mauvaise habitude qui ne doit pas

---

(240) Traités du 24 août 1839 et du 18 novembre 1850, ANS AOF 13 G 7.

(241) Holle à gouverneur, 4 avril 1846, ANS AOF 13 G 165. Le directeur des Affaires extérieures, Brossard de Corbigny confirme dans son rapport pour l'année 1853 l'affirmation de P. Holle en ce qui concerne la Compagnie, ANS AOF 5 B 14.

être" affirme P. Holle. Mais, par ailleurs, Bakar le chef des Dowich semble depuis quelques années remettre en cause le mode de perception établi par la Compagnie. Ainsi, lorsque les caravanes arrivent, elles exigent une certaine quantité de guinée à titre d'emprunt, menaçant de ne point ouvrir la traite si le gérant de la Compagnie et les traitants repoussaient leurs prétentions. Comme les Dowich sous divers prétextes ajournaient sans cesse le remboursement des avances, c'était en fait une augmentation de leurs coutumes qu'ils avaient réussi à obtenir (242).

La dissolution de la Compagnie au lendemain de la Révolution de février offrait d'une manière inattendue aux Maures et aux princes du haut fleuve des conditions favorables pour accroître leurs prétentions. Les autorités du Sénégal, surprises par l'événement, s'inquiétèrent mais furent incapables de définir une politique. Ainsi, le directeur des Affaires extérieures écrit au gouverneur :

> "Le commerce libre dans le pays de Galam ayant été proclamé avant que le gouvernement n'ai pu prendre un arrangement avec les chefs des diverses nations pour les coutumes à payer par les bâtiments, il est à désirer que ces chefs n'abusent point de leur position" (243).

Cet espoir sera vite démenti. Avec la liberté du commerce, les navires montent en plus grand nombre à Bakel et au-delà. Bakar

> "sachant se servir à propos du peu d'union et de solidarité qui existe entre les traitants leur

---

(242) Holle à gouverneur, 11 août 1848, ANS AOF 13 G 165.

(243) Reverdit à citoyen-commissaire, 6 novembre 1848, ANS AOF 13 G 33.

impose chaque année des coutumes toujours croissantes" (244).

Il exigea un moment une coutume d'une pièce de guinée pour 500 kg de gomme soit près du double de ce qui était versé auparavant à la Compagnie, mais l'accord se fit finalement sur la base d'une pièce pour 800 kg (245). En réalité, le chef maure désirait aligner le mode de perception de sa coutume sur celui qui était en vigueur aux basses escales (246). C'était évidemment une prétention que l'administration ne pouvait accepter puisqu'elle était contraire au combat qu'elle menait depuis de nombreuses années pour ajuster les coutumes aux résultats de la traite des gommes.

En 1850, la question restait donc entière avec les Dowich, mais elle était en voie de règlement avec les autres princes du haut fleuve. Depuis deux ans que la liberté du commerce avait été proclamée, les commandants du poste de Bakel et les directeurs des Affaires extérieures n'avaient cessé d'insister sur l'urgente nécessité de conclure un accord sur les coutumes pour contenir les "exigences démesurées" des chefs (247). Ce fut, enfin, chose faite en novembre avec le Kaméra et le Goye (248).

Ainsi, plus de trente ans après la reprise de possession, les coutumes du commerce n'étaient pas encore

---

(244) Rapport de Brossard déjà cité.
(245) Ibid.
(246) Rey, commandant du poste de Bakel à gouverneur, 24 janvier 1850, ANS AOF 13 G 165.
(247) Rapport de Duprat, directeur des Affaires extérieures au gouverneur, 1er octobre 1850, ANS AOF 13 G 33.
(248) Traité du 15 novembre 1850 avec le Kaméra, ANS AOF 13 G 3, traité du 18 novembre 1850 avec le Goye, ANS AOF 13 G 7.

fixées d'une manière rationnelle. En effet, aux escales où la gomme constituait le seul et unique produit, il aurait été logique et équitable d'établir une relation directe entre les quantités traitées et les redevances réclamées par les princes. Mais les Trarza, les Brakna et même les Darmankour, par leur résistance acharnée ont réussi à maintenir le vieux système d'imposition fondé sur le tonnage du navire. Il y trouvaient avantage puisque chaque année les embarcations montaient en plus grand nombre aux escales sans que les arrivages de gomme augmentent en proportion. Par ailleurs, dans les escales où les transactions portaient sur plusieurs produits : mil, cire, ivoire, or et depuis peu arachides, il n'était guère possible de fixer les redevances en fonction des quantités réellement traitées. Le Conseil d'arrondissement de Gorée proposa pour le Sine-Saloum une solution originale. L'administration après avoir établi le montant des coutumes du commerce avec les chefs de ces rivières devrait leur en faire l'avance, elle se rembourserait ensuite au moyen d'un droit qu'elle percevrait sur les factures des chargements expédiés pour ces rivières (249). Mais la suggestion ne fut pas retenue. Là comme ailleurs, le tonnage des navires pouvait constituer un critère acceptable mais à condition que les différentes catégories de navires soient nettement définies et que les tarifs pratiqués soient raisonnables et ne comportent pas de trop grandes disparités d'un marché à l'autre.

Raffenel estimait le montant des coutumes du commerce au moins égal à celui des coutumes du gouvernement,

---

(249) Conseil d'arrondissement de Gorée, 3 janvier 1846, ANS AOF 2 E 2.

soit 40.000 F (250). Il est évidemment impossible d'établir une comptabilité exacte de toutes les redevances acquittées par les traitants tout le long du Sénégal et sur tout le littoral s'étendant de Gorée à Sierra Leone. Cependant le directeur des Affaires extérieures, Brossard apporte de précieux renseignements sur les coutumes payées dans les escales où se pratique la traite de la gomme. Elles atteignent, selon lui, une valeur de 6834 pièces de guinée, ce qui au prix de 13 F, généralement pratiqué en 1850 donne un total de 88.842 F, soit le double du chiffre avancé par Raffenel.

Le tableau suivant établi d'après ce document permet d'apprécier l'importance du prélèvement opéré sur le commerce par les coutumes selon les escales.

---

(250) RAFFENEL (A.). Nouveau voyage ... op. cit., t.2, p. 85.

TABLEAU XXX- COUTUMES DU COMMERCE, Escales de gomme

	Gommes tonnes	Coutumes pièces de guinée	Coutumes par tonne en pièce de guinée	% 1850 (1)
Galam				
grande traite	501	2.290	4,57	2,97
petite traite	380	500	1,32	0,86
Marigotier	215	300	1,40	0,91
Brakna (Coq)	647,2	1.898	2,93	1,91
Trarza (Désert)	604,5	1.516	2,51	1,63
Darmankour	214,85	430	2	1,30
	2562,6	6.834	2,67	1,73

(1) Taux des coutumes d'après la valeur respective de la gomme et de la guinée (251).

Il est intéressant de remarquer tout d'abord que pour l'ensemble des escales, c'est à Galam que la charge est la plus élevée au moment de la grande traite et la plus faible lors de la petite, c'est à dire d'août à décembre. Le premier cas ne saurait surprendre car la disparition de la Compagnie de Galam s'est traduite par un accroissement des charges, la grande traite mobilisant maintenant trois ou quatre maisons de commerce et plusieurs traitants. D'une part, comme on l'a vu, Bakar a su tirer profit de cette concurrence et, d'autre part,les droits de passage à Saldé et à Tuabo ainsi que les droits de séjour à Bakel ont augmenté avec la participation d'un plus grand nombre de bâti-

---

(251) En 1850, la gomme vaut environ 2 F le kg et la pièce de guinée 13 F.

ments (252). C'est parce qu'il n'a pas tenu compte des changements intervenus depuis 1848 que l'estimation du taux des coutumes donnée par Ph. Curtin dans son ouvrage sur la Sénégambie repose sur des bases incorrectes (253). Comment peut-il évaluer le poids des coutumes à partir du prix moyen de la guinée et de la gomme pour la période 1836-1840 alors qu'il raisonne sur la quantité de gommes versées par les traitants en 1851 ? Or, dans son rapport, Brossard note qu'à cette date la coutume de Bakar atteignait plus de 1200 pièces de guinée alors qu'elle oscillait entre 500 et 600 pièces au temps de la Compagnie. D'autre part, il n'est guère possible de comparer les coutumes de Galam à celles des basses escales, car il ne faut pas oublier que les premières permettent de se procurer d'autres produits que la gomme et que de ce fait leur poids se trouve sensiblement majoré.

Par ailleurs, la tableau met bien en évidence les différences qui existent aux basses escales entre les deux catégories de coutumes. On note ainsi pour les coutumes du commerce, une absence de disparités importantes entre les escales, un avantage moins net pour l'escale des Darmankour et un taux plus élevé chez les Brakna que chez les Trarza.

---

(252) La coutume de 2.290 pièces pour la grande traite de Galam se décompose en droits de passage : 732 p. à Saldé et 65 à Tuabo, en droits de séjour à Bakel : 120 p., en droits pour commercer avec le Boundou : 120 p. et en coutume à Bakar : 1253 p., rapport Brossard.

(253) CURTIN : Economic change in precolonial Africa. Senegambia in the era of the slave trade, Madison, University of Wisconsin Press, 1975, p. 294.

Enfin, il est dommage de ne pouvoir, faute de renseignements, suivre l'évolution des coutumes sur une assez longue période. La question fondamentale est de savoir si la coutume des traitants s'est trouvée allégée par la baisse régulière des prix des marchandises et spécialement des guinées et autrement dit si les souverains et les chefs n'ont pas réussi à la compenser par des exigences accrues ? Il est très difficile de formuler une réponse (254). Ainsi, Bakar, le chef des Dowich n'a obtenu un accroissement de ses coutumes qu'à la suite de la transformation radicale intervenue dans la structure du commerce de Gaïam en 1848 (255). Pour les basses escales, les traitants paraissent avoir pleinement bénéficié de l'évolution des prix. En effet, le gouverneur Thomas, en 1844, et le lieutenant-colonel Caille en 1847 remarquent que les chefs maures qui se plaignent de la baisse des guinées ne perçoivent plus qu'à peine la moitié de ce qu'ils recevaient il y a quelques années (256). Mais cette observation ne peut avoir de valeur que dans l'hypothèse d'une stabilité des coutumes pendant une longue période.

---

(254) En effet, nous ne disposons que de quelques indications sur les conventions passées pour les coutumes par les traitants aux escales des Trarza et des Brakna en 1843 et dans les années précédentes, ANS AOF Q 2. On trouve dans Q20 un état des coutumes consenties par les traitants de l'escale du Coq en 1848.

(255) Au temps de la Compagnie, Bakar touchait environ 600 pièces de guinée, soit à raison de 20 F 48 prix moyen pour la période de 1836-1840. 12.288 F. ; en 1850, près de 16.300 F : 1253 pièces à 13 F la pièce.

(256) Gouverneur p.i. à ministre, 23 décembre 1844,n°409, ANSOM Sénégal I 27 a. Rapport du lieutenant-colonel Caille, directeur des Affaires extérieures, 6 mai 1847, ANSOM Sénégal VII 29 c.

Or, dans l'état actuel de la documentation rien ne vient la confirmer. D'autre part, on sait qu'il existe en plus des coutumes proprement dites des redevances pour les charrois de gommes dont le contrôle échappe à l'administration. Les souverains en se montrant plus exigeants pour ces dernières n'ont-ils pas trouvé un moyen efficace de limiter les effets de la baisse du prix des marchandises ? On peut le croire à la lecture de ce passage des voeux formulés en 1847 par le Conseil général :

> "Les traitants paient aujourd'hui sous la dénomination des charrois une nouvelle coutume plus forte que l'ancienne et qui la rend tout à fait onéreuse et inutile" (257).

Enfin, assez souvent, à l'ouverture de la traite ou après une interruption des échanges provoquée par les vicissitudes de la politique, ils réclamaient et obtenaient des cadeaux importants ou des avances rarement remboursées qui, pour n'être pas des coutumes au sens strict, n'en pesaient pas moins sur les résultats des opérations des traitants, mais l'évolution réelle des coutumes présente, en définitive, moins d'importance que l'opinion de plus en plus répandue au Sénégal que les coutumes tant du commerce que du gouvernement sont devenues intolérables.

En effet, dans les diverses analyses du mal sénégalais au milieu du siècle, le problème des coutumes fait presque toujours l'objet d'un examen attentif. En novembre 1844, dans sa célèbre lettre programme adressée au ministre, Bouët dissocie le sort des deux types de coutumes:

---

(257) Conseil général, séance du 5 février 1847, ANSOM Sénégal VII 29 c.

"Réduire progressivement et supprimer le plus tôt possible les coutumes de l'Etat tant aux Maures qu'aux chefs noirs.

Proportionner la quotité des coutumes du commerce à la traite effectuée et non au tonnage des embarcations" (258).

Mais quelques années plus tard, quand la crise secouera avec violence le Sénégal, la condamnation se fera globale. Darricau pense que les coutumes ne peuvent plus être admises, Carrère et Holle les dénoncent comme autant de "prérogatives usurpées" et de "revenus arbitrairement agrandis". Pour eux, la situation ainsi créée est intolérable et il faut la briser (259). Il en est de même pour Raffenel qui, constatant que les coutumes ont dégénéré en tribut, s'indigne de voir la France placée vis-à-vis des peuples riverains du Sénégal dans la condition humiliante de vassal (260). Seul, Durand-Valantin qui, en d'autres domaines nous a habitué à plus d'audace se refuse à cette suppression radicale des coutumes, non qu'il en conteste l'avantage pour le commerce, mais parce qu'il considère que c'est une illusion de la croire possible dans l'état actuel des choses. Il s'accommode du maintien des coutumes du gouvernement et il reste fidèle au vieux programme de l'administration, celui de l'unité des coutumes et de la

---

(258) Gouverneur à ministre, 6 novembre 1844, ANSOM Sénégal VII, 10 c, lettre publiée par SCHEFER, op.cit., t.2, p.166.

(259) DARRICAU, op.cit., CARRERE et HOLLE, op.cit.,p. 352.

(260) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., t.2, p. 184.

quotité en fonction des gommes traitées (261).

Les partisans de l'abolition des coutumes ne manquent pas d'arguments. Tout d'abord, le plus décisif d'entre eux : l'inefficacité, car elles n'ont pas réussi à

> "assurer à notre commerce auquel est attachée l'existence de la colonie, les garanties de stabilité et de sécurité sans lesquelles il ne peut prospérer" (262).

La recrudescence d'incidents que l'on observe tout au long du fleuve à la fin des années quarante en apporte la cruelle illustration. Les guerres et les conflits entre prétendants avec leur cortège d'arrêt des échanges, de pillages, d'exactions et de vexations de toutes sortes enlèvent toute justification aux coutumes. En effet, vers 1850, la grande majorité des administrateurs, des négociants et des traitants vient de prendre conscience que les redevances aux chefs africains leur sont versées en vain. Ainsi Raffenel écrit :

> "Qu'il est malplaisant de payer de grosses sommes d'argent à des gens qui ne rendent aucun service et que jamais les coutumes n'ont servi à acheter une protection efficace" (263).

---

(261) DURAND-VALANTIN : hommage de reconnaissance aux habitants du Sénégal 14 août 1851, ANSOM Sénégal XIII 29 b et ANS AOF Q 22.

(262) Pétition des habitants de Saint-Louis au ministre, 23 août 1848, ANSOM Sénégal IV 19 f.

(263) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., t.2, pp.186-187. Il écrivait déjà la même chose quelques années auparavant dans son Voyage dans l'Afrique occidentale, op.cit. : "Il est reconnu depuis longtemps que cette protection si chèrement achetée par nous est complètement illusoire" p. 231.

Sans doute, cette opinion radicale ne fait pas encore l'unanimité. En effet, quelques commerçants continuent d'accorder une certaine vertu aux coutumes, mais le fait essentiel, c'est que l'administration ne les suit plus comme le révèlent les deux affaires suivantes. Tout d'abord, en 1846, les membres du Conseil d'arrondissement de Gorée demandent au gouverneur d'allouer des coutumes au roi du Baol, persuadés qu'il n'y a pas de moyen plus efficace pour assurer la protection des nombreux traitants qui fréquentent la portion du littoral qui lui appartient (264). L'administration, consciente de l'inutilité d'une telle proposition, ne lui fit aucun accueil.

Plus importante et exemplaire est l'affaire de Gandiole. On sait avec quelle rapidité se développa ce marché des arachides du Kayor. Spontanément il s'organisait comme une escale du bas Sénégal et le damel faisait connaître ses exigences : une coutume de sept cents pièces de guinée selon Carrère. En 1850, le Conseil d'administration, inquiet des conséquences de la "folle concurrence" qui y régnait, chargea un de ses membres, Durand-Valantin, d'étudier le problème. Le maire de Saint-Louis, s'il acceptait le maintien de l'organisation des escales traditionnelles, se refusait énergiquement à l'introduire ailleurs. Il proposa donc l'interdiction de traiter à Gandiole les produits du Kayor et il fut suivi par le conseil (265) Au même moment, le gouverneur Baudin dans son mémoire de remise de service déclarait qu'il s'était opposé à la création d'une escale à Gandiole et qu'il n'avait jamais voulu

---

(264) Conseil d'arrondissement, séance du 3 janvier 1846, ANS AOF 2 E 2.

(265) Conseil d'administration, délibérations du 17 août 1850, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

s'associer à aucune coutume. Il ajoutait que s'il n'avait pas agi ainsi, le damel, dirigé par les Trarza établis chez lui, aurait avant deux ans augmenté les coutumes comme aux escales de gomme et rendu le commerce ruineux pour la colonie (266).

Un autre grief souvent formulé et qui ne concerne que les coutumes du gouvernement a trait à leur inadaptation à la situation politique et économique. En effet, les autorités qui ont modifié leur montant lors de la reprise n'ont pas cherché à obtenir de leurs partenaires les modifications qu'imposait l'évolution de leurs rapports.Ainsi, en 1850, le gouvernement continue à payer au brak du Walo la coutume qui avait été fixée en fonction des avantages concédés à la France pour réaliser son ambitieux programme de colonisation agricole. Or, une fois celui-ci abandonné, il était évident que les coutumes payées au Walo n'avaient plus aucune utilité, comme le souligne en 1843, le gouverneur Pageot des Noutières (267). L'administration fit preuve du même immobilisme, pour ne pas dire de la même faiblesse, à l'égard des Trarza qui, on l'a vu, avaient obtenu une augmentation de leurs coutumes en 1821 contre l'engagement de respecter les entreprises agricoles qui seraient fondées sur les bords du Sénégal. Bien plus, en 1842, quand il s'est agi de créer un comptoir à Mérinaghen, les autorités leur accordèrent sans difficulté une coutume supplémentaire dont l'efficacité allait s'avérer illusoire, comme cela était prévisible. Comme le dit Raffenel :

---

(266) Baudin : Mémoire de remise de service 16 août 1850, déjà cité.

(267) Rapport du gouverneur p.i. sur la situation du service, 4 février 1843, ANSOM Sénégal I 23 a.

"Ces coutumes ont dans doute été maintenues parce qu'on n'a pas su s'en affranchir. On se demande, en effet, comment nous n'avons pas essayé de nous dégager d'une pareille gêne alors qu'il devait bien être démontré que tôt ou tard, elle deviendrait une véritable chaîne dont nous ne pourrions nous débarrasser qu'en la brisant" (268).

Cette constatation pose en fait tout le problème de la politique menée par la France en Sénégambie. Nous nous proposons de l'examiner par ailleurs dans son ensemble.

Une critique d'importance a été souvent dirigée contre les coutumes payées par le commerce aux basses escales : leur manque d'équité. L'administration qui y était particulièrement sensible a tenté d'y porter remède en proposant de les rendre proportionnelles aux quantités de gommes traitées, mais elle a rencontré une très vive résistance tant de la part des princes que de certains traitants. Les premiers croient avoir avantage à imposer d'après le tonnage des navires et manifestent beaucoup de méfiance à l'égard du système qui leur est proposé. Ils craignent, non sans quelque raison, d'être la victime de la malhonnêteté de traitants qui feraient de fausses déclarations ou iraient acheter en fraude en dehors des escales. En étudiant le commerce de la gomme et son organisation, on a constaté que de telles infractions se produisaient malgré la surveillance des commandants des basses escales (269). Le danger est bien réel comme le prouve

---

(268) RAFFENEL, Nouveau voyage ... op.cit., p. 184.

(269) Les fausses déclarations ont avant tout pour but d'échapper pour une part au prélèvement du fonds commun organisé par l'ordonnance de novembre 1842. D'autre part, plusieurs traitants ont été condamnés pour avoir commercé en dehors des escales.

l'exemple de Bakel où les coutumes sont déjà perçues en fonction des gommes traitées. En effet, Bakar, le chef des Dowich ne cesse de se plaindre que des traitants ne déclarent pas leurs achats avec exactitude. D'ailleurs, le commandant du poste reconnaît sans difficulté l'existence de cette fraude qu'il attribue essentiellement aux traitants qui utilisent de petites embarcations (270). D'autre part, les traitants les plus importants bénéficiant de conventions particulières avec les princes maures souhaitent tout naturellement conserver une situation qui satisfait leurs intérêts et flatte leur orgueil. Ils s'opposent donc à toute modification qui les soumettrait à la loi commune et ils poussent les Maures à résister aux demandes des autorités de Saint-Louis. Le succès couronna cette action concertée puisque l'administration ne put réaliser ce qui était pourtant son but affiché depuis plusieurs années : l'unité des coutumes.

Enfin, on reproche aux coutumes de peser lourdement et de plus en plus par suite des exigences accrues des Maures sur les résultats de la traite. Ainsi, alors qu'elles avaient pour but, à l'origine, d'encourager le commerce de la gomme, on constate que maintenant elles l'entravent. Dans la mesure du possible on a tenté plus haut de préciser l'importance de ce prélèvement opéré au profit des Maures, mais ce qui compte, c'est moins la réalité que l'image que s'en font les traitants.

Incontestablement la crise a agi comme un révélateur en faisant apparaître insupportables les coutumes. Sans doute, les traites de 1848-1849 mauvaises voire désastreuses à cause des faibles quantités de gommes arrivées

---

(270) Commandant du poste de Bakel à gouverneur, 20 août 1849 et 24 janvier 1850, ANS AOF 13 G 165.

aux escales et de l'effondrement des prix en métropole ont alourdi le bilan des traitants. Cependant, les coutumes ne sont pas, et de loin, le seul élément des frais engagés pour une expédition de traite puisqu'elles représentent par exemple, pour un navire de vingt tonneaux, 8,6 % environ (271).Mais les traitants se refusaient à modifier leurs méthodes de travail, peu soucieux, en particulier, de se séparer de leur nombreux personnel. Dans ces conditions, les coutumes devenaient la cible favorite de leurs critiques ; il était plus facile de faire des Maures des boucs émissaires que d'avouer ses propres erreurs. Aussi, l'aménagement des coutumes ou plutôt leur suppression, pouvait constituer aux yeux des traitants un remède à leurs difficultés, d'autant que sur un plan plus général, les relations devenues plus tendues avec les Maures prouvaient d'une manière éclatante l'inefficacité des coutumes.

Ainsi la crise, en conférant une force nouvelle aux griefs formulés depuis quelques années, a provoqué une condamnation radicale des coutumes. Raffenel après avoir dénoncé ce "tribut payé à des sauvages" s'écrie :

> "Et qu'est-ce que cela nous rapporte ? Veut-on me permettre de répondre avec franchise ? A notre pavillon des insultes et des humiliations ; à notre commerce des entraves qui le placent sous la tutelle des maures et des nègres.
> Non, il n'est pas de nécessités politiques qui puissent faire accepter un pareil rôle ! il n'est pas de nécessités commerciales qui puissent faire

---

(271) D'après le compte de frais établi par les négociants du Sénégal dans leur mémoire adressé en 1852 au gouverneur, ANSOM Sénégal XIII 30 a.

supporter une telle dépendance !" (272).

Les coutumes soulèvent un problème politique d'une acuité telle qu'il apparaît désormais impossible d'en éluder la solution très longtemps.

b) L'émancipation des esclaves et les peuples voisins

Pour le Sénégal, le décret du 27 avril 1848 abolissant l'esclavage comportait un double aspect. A l'intérieur des comptoirs, bien que les conséquences économiques et sociales n'aient pas été négligeables, l'application, on l'a vu, n'a pas soulevé de grosses difficultés et, contrairement aux craintes de certains, l'ordre ne fut pas troublé. Il n'en était pas de même en ce qui concerne les relations avec les pays voisins. En effet, le décret en son article 7 précisait : "Le principe que le sol de la France affranchit l'esclave qui le touche, est appliqué aux colonies et aux possessions de la République". Victor Schoelcher, le fougueux et éloquent défenseur des noirs, devenu sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, au cours des débats de la commission chargée de préparer le décret avait fait inscrire cette clause en raison de la situation de l'Algérie et du Sénégal. Il entendait n'apporter aucune restriction à la libération des esclaves, pour laquelle il avait batallé avec tant d'ardeur. Pour lui, les possessions françaises devaient constituer non seulement des îlots de liberté, mais aussi des asiles qui permettraient à tous les esclaves des pays voisins qui le voudraient de venir la recouvrer

---

(272) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., t.2, p.184.

(273) RENAULT (F.) : L'abolition de l'esclavage au Sénégal, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 1972, 107 p.

Schoelcher qui venait d'effectuer un voyage au Sénégal et n'ignorait donc rien de la complexité de la situation n'en écarta pas moins les objections du directeur des Colonies, Mestro, qui redoutait des réactions des chefs et des maîtres rendus inquiets par les facilités apportées aux évasions.

Les dangers étaient réels et les bureaux du ministère les connaissaient bien pour les avoir examinés l'année précédente quand la Monarchie de Juillet préparait une ordonnance de libération des esclaves. Les établissements français, dérisoires par leur étendue face à un pays immense, n'avaient de raison d'être que dans le commerce effectué avec les populations voisines. Les villes de Saint-Louis et de Gorée dépendaient totalement de l'intérieur pour leur ravitaillement.

La commission qui s'était alors réunie à Paris avec la participation de Bouët-Willaumez et de Carrère avait souligné l'importance de l'esclavage dans la société africaine et la nécessité d'écarter toute mesure qui aurait pu apparaître comme une atteinte aux coutumes traditionnelles et une menace de spoliation. Les caravanes qui comprenaient de nombreux esclaves ne se détourneraient-elles pas des comptoirs si le contact avec le sol français libérait automatiquement ? Ainsi la commission dans son projet n'hésita pas à faire fléchir les principes devant les réalités. Elle voulait retirer tout prétexte à des représailles dirigées contre les sujets français circulant dans l'intérieur et contre leurs biens, et avant tout éviter la paralysie des échanges :

> "Ce serait troubler profondément les rapports commerciaux aujourd'hui établis et condamner nos possessions à un isolement stérile au milieu des peuples africains qui les entourent que d'en fermer résolument l'accès aux chefs, aux commerçants,

aux caravanes qui seraient accompagnés de noirs captifs ou de déclarer que ces captifs, une fois admis sur notre territoire y seraient libres en droit".

En conséquence, la commission autorisait pour un temps limité le séjour dans les comptoirs français des esclaves venus avec leurs maîtres (274). En cette fin de l'année 1847, on avait bien conscience qu'une application rigide de l'abolition de l'esclavage risquait de poser la question même de l'existence des comptoirs du Sénégal. Mais le grand souffle révolutionnaire de février avait balayé ces craintes mais pour très peu de temps. En effet, les instructions au gouverneur qui accompagnaient le décret du 27 avril introduisaient quelque modération. Certes le principe était maintenu car, si quelques "difficultés politiques" peuvent naître,

"Ce n'est pas un motif suffisant pour placer le Sénégal en dehors d'un principe national auquel la République ne peut faire d'exception"

---

(274) Les travaux de la commission et le rapport du directeur Galos au ministre en date du 4 octobre 1847 se trouvent dans ANSOM Sénégal XIV 13 et 14. Le projet d'ordonnance stipulait dans son article 4 que "les individus non domiciliés dans les établissements français de la côte occidentale d'Afrique ne pourront à partir de la promulgation de la présente ordonnance y être admis quand ils seront accompagnés de noirs captifs qu'à la condition d'opter entre leur départ dans un délai de trois mois avec droit d'emmener les dits captifs et une prolongation de séjour avec libération de ces mêmes captifs.

Mais le ministre recommandait :

> "Qu'on s'abstienne de provoquer en quelque sorte la désertion des noirs captifs de l'intérieur en y propageant l'opinion que le Sénégal est un refuge où l'autorité française est désireuse de les attirer. Vous restez d'ailleurs investi des attributions de police nécessaires pour surveiller les noirs qui viendraient ainsi dans nos villes chercher leur affranchissement, et même pour les expulser de notre territoire si leur présence y devenait dangereuse pour le bon ordre" (275).

Ainsi, ces instructions atténuaient considérablement le caractère militant donné primitivement à l'article 7 (276). Mais, de Saint-Louis, le gouverneur Duchâteau lançait en juin un cri d'alarme qu'il renouvela en août. Il redoutait de "grands embarras" qui ne manqueraient pas de déboucher sur une "guerre sérieuse" avec tous les peuples qui environnent les établissements français. Le commerce sera anéanti dans le fleuve et dans les marigots, et l'île de Saint-Louis deviendra une "citadelle assiégée". Aussi, le gouverneur suggére -t-il soit de ne pas rendre le décret applicable aux esclaves étrangers, soit d'autoriser le gouvernement local et la justice à fermer les yeux. Il insiste sur le fait qu'il exprime l'opinion générale car il a consulté non seulement les membres du Conseil d'administration mais aussi les commerçants, les marchands et les

---

(275) Ministre à citoyen-commissaire, 7 mai 1848, n° 72, ANSOM Sénégal XIV 15 a.

(276) C'est Arago qui a signé ces instructions datées du 7 mai. Schoelcher qui avait démissionné le 1er mai nia toute responsabilité dans leur élaboration, mais le duplicata conservé aux Archives Nationales du Sénégal est contresigné par lui, RENAULT, op.cit., p.9.

traitants les plus importants de Saint-Louis. Il annonce, enfin, qu'une pétition à l'Assemblée Nationale est en préparation. D'autre part, les chefs du Kayor et du Fouta venus chercher leurs captifs loués à des habitants de Saint-Louis, à la veille de l'émancipation, ont affirmé à Duchâteau que ce serait la guerre avec tous les peuples voisins si le décret était appliqué aux esclaves étrangers (277).

Partageant les craintes de Duchâteau, le directeur des Colonies veut mettre jusqu'à nouvel ordre le Sénégal en dehors de l'article 7. Mais le ministre, conscient que la situation politique ne permet pas de prendre une telle décision, se contente une fois de plus de recommander au gouverneur un large usage de ses pouvoirs de police (278). A Saint-Louis le déception est grande, car on avait averti depuis longtemps le ministère que la gravité de l'affaire exigeait une autre solution que ce "palliatif impuissant".

Bientôt plusieurs faits inquiétants vont inciter Baudin redevenu gouverneur à lancer au début de 1849 un

---

(277) Gouverneur p.i. à ministre, 10 juin 1848, n° 233. En marge, à propos des embarras et de la guerre évoqués par Duchâteau, le directeur des Colonies écrit : "Je les ai prédits, mais je n'ai pas été écouté". Du même au même, 22 août 1848, n° 352, ANSOM Sénégal XIV 15 a. La promulgation du décret du 27 avril aura lieu le 23 août.

(278) Directeur des Colonies à ministre, 13 octobre 1848, ministre à gouverneur, 26 octobre 1848, n° 295, ANSOM Sénégal XIV 15 a.

cri d'alarme. En effet, plusieurs manifestations de représailles font craindre le pire. Les chefs de Dakar veulent interdire la vente du poisson à Gorée et le damel du Kayor fait arrêter des habitants de Saint-Louis et retenir dans les villages près de deux cent mille francs d'arachides déjà payées par les négociants et les traitants. De leur côté, les chefs trarza menacent de ne point ouvrir la traite des gommes et le brak du Walo pille deux cents boeufs destinés au ravitaillement de Saint-Louis (279). Tous réclament la restitution des esclaves fugitifs considérant que les Français les spolient et cherchent à se procurer une main d'oeuvre à bon compte. En réalité les autorités de Saint-Louis constatent avec une certaine inquiétude que les captifs qui ont déjà bénéficié du décret en attirent d'autres et qu'il n'y a pas de travail suffisant à leur donner. En conséquence, elles risquent d'être confrontées à de redoutables problèmes de maintien de l'ordre et de ravitaillement.

Comment sortir de cette situation ? Les habitants et les négociants de Saint-Louis proposent dans une pétition une mesure radicale : la suspension de l'article 7 au Sénégal (280). Baudin ne s'est pas nettement opposé à cette démarche bien qu'il sache que l'Assemblée nationale n'accepterait aucune modification à la législation en vigueur. L'indemnisation des propriétaires ne peut être envisagée car d'une part, elle suppose des fonds qui n'ont pas été

---

(279) Gouverneur à ministre, 3 février 1849, n° 43 et 12 février 1849, n° 50, ANSOM Sénégal I 35 a.

(280) Pétition au ministre signée de 270 noms, 15 février 1849, ANSOM Sénégal XIV 15 a.

prévus au budget et, d'autre part, elle est rejetée par la quasi totalité des maîtres qui, au contraire, exigent la restitution pure et simple de leurs captifs (281).

Finalement, après accord entre Saint-Louis et Paris, la ligne de conduite suivante fut adoptée : seuls seront admis les anciens esclaves des établissements français qui ont été vendus frauduleusement durant la courte période qui a séparé la promulgation du décret du 27 avril et son exécution et ceux qui risquaient de mauvais traitements.Les autres seront expulsés, mais il était évidemment hors de question de les remettre entre les mains de leurs maîtres (282).

En définitive, peut-on apprécier avec exactitude les conséquences de l'article 7 et tout d'abord combien d'esclaves se sont-ils présentés aux portes des comptoirs français ? La correspondance des gouverneurs et éventuellement celle du commandant de Gorée ne donnent aucune évaluation d'ensemble, mais les incidents qu'elles relatent n'ont porté que sur des chiffres modestes (283). A part

---

(281) Gouverneur à ministre, 24 mai 1849, n° 176, ibid., Baudin signale dans cette lettre que 3 captifs venus des pays maures ont été libérés et que leurs maîtres ont finalement consenti à être indemnisés, mais c'est un fait exceptionnel.

(282) Gouverneur à directeur des Colonies, 2 mars 1849, à ministre, 24 mai 1849, n° 176,et ministre à gouverneur, 18 avril 1849 n° 115 et 23 août 1849 n° 240, ibid.

(283) Par exemple, la lettre du commandant particulier de Gorée à gouverneur, 13 juin 1849 ANS AOF 4 B 15.

les esclaves vendus par les gens de Saint-Louis et de Gorée avant la promulgation du décret et qui ont échappé à leurs nouveaux maîtres, il n'y a guère eu d'afflux de captifs étrangers (284). C'est l'avis de Larcher, chef du service judiciaire qui a tenu à rassurer le directeur des Colonies en lui écrivant que les craintes manifestées par les gouverneurs dans leurs dépêches et par les habitants de Saint-Louis dans leur pétition étaient fort exagérées. Il souligne, en effet, que le calme le plus complet règne dans les comptoirs et que les captifs étrangers ne songent nullement à fuir l'esclavage de leurs maîtres (285).

Mais en ce qui concerne les relations avec les peuples voisins il y a beaucoup plus grave que cet aspect quantitatif. En effet, chefs et souverains ressentent

---

(284) Sur la vente d'esclaves aux escales par les habitants de Saint-Louis voir la lettre de Baudin au ministre du 25 avril 1848, n°172. Par ailleurs, le gouverneur écrit en février 1849 : "Il a été reconnu jusqu'à présent que tous les individus qui sont venus réclamer leur liberté à Saint-Louis en vertu de l'article 7 ont presque tous été vendus dans l'intervalle qui a séparé le moment où le décret d'émancipation a été connu officiellement et celui où il a été promulgué (dépêche du 3 février 1849, n°43, au ministre). En mai, il note que depuis l'arrivée plusieurs semaines auparavant de trois captifs venus de pays maures" pas un seul captif n'est venu chercher la liberté à Saint-Louis", dépêche du 24 mai déjà citée, ANSOM Sénégal XIV 15a

(285) Larcher à directeur des Colonies, 23 mars 1849, ibid.

l'abolition de la captivité dans les comptoirs comme une condamnation de l'un des fondements essentiels de leur société d'autant qu'ils attribuent volontiers aux Français l'intention de poursuivre leur action et "d'empêcher l'esclavage d'exister en Afrique" (286). D'autre part, il est bien difficile pour les gens de l'intérieur de comprendre que les esclaves côtoyés aux escales ont d'un trait de plume été changés en citoyens français, bien qu'ils soient d'origine étrangère et qu'ils aient maintenu avec leurs familles des liens étroits.

Ainsi, au moment où, comme l'a vu, les relations se tendaient entre les Français et les populations qui entourent leurs comptoirs, l'émancipation a été incontestablement un facteur d'aggravation en accroissant la défiance en renforçant des dispositions hostiles et en nourrissant des haines qui n'attendaient qu'une occasion pour se manifester (287). Sans doute, l'émancipation n'a-t-elle pas provoqué la catastrophe redoutée par certains, mais les autorités de Saint-Louis, par leur prudence et leur esprit de conciliation, ont largement contribué à l'éviter, et il était évident que le jour où elles adopteraient à l'égard des populations voisines une politique plus dynamique, le problème de l'application de l'article 7 se poserait de nouveau avec acuité.

°

° °

---

286) Gouverneur à ministre, 16 mars 1850, n°131, ANSOM Sénégal I 35 a.

(287) Gouverneur à ministre, 16 juillet 1850, n° 328, ANS AOF 2 B 30 et gouverneur à ministre, 2 août 1850, n° 358, ANSOM Sénégal I 35 a.

S'il est vrai comme le déclarent négociants et traitants que la politique au Sénégal n'est que "l'art de régler nos rapports commerciaux avec les peuples qui nous entourent", c'est bien un constat d'échec qu'il faut dresser au milieu du siècle (288). Des conflits de plus en plus nombreux entre traitants et populations voisines survenant après de longues années jalonnées de pillages, d'exactions d'attaques d'embarcations naviguant sur le Sénégal prouvent à l'évidence que le problème de la sécurité du commerce n'est en rien résolu. D'autre part, les coutumes devenues sans rapport avec leur but initial apparaissent désormais aux traitants et surtout aux négociants soucieux de rationalité dans les affaires, comme des charges inadaptées aux réalités présentes et de ce fait insupportables. Les traités des coutumes conclus à l'origine entre Français et Africains dans l'égalité ne sont-ils pas devenus le symbole de la subordination des premiers aux seconds ? C'est en effet, la conviction que partagent au milieu du XIXe siècle, de nombreux négociants et administrateurs. En conséquence, il ne leur semble pas possible de différer longtemps une solution au problème des coutumes.

Mais tous ces "désordres" que l'on a constatés n'atteignent pas seulement les rapports commerciaux. Ils sont beaucoup plus profonds car "ils compromettent la dignité de la France". Là "où flotte notre pavillon, nous ne sommes rien, notre influence est nulle et on se rit tous les jours de nos vaines colères" (289).

---

(288) Pétition au ministre à propos de l'émancipation et de la situation de la colonie, 23 août 1848, ANSOM Sénégal IV 19 f.

(289) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., p. 116 et 185.

Ainsi, la politique menée depuis plus de trente ans vis-à-vis des populations entourant les comptoirs était rendue responsable de n'avoir pas su assurer au commerce français les conditions les plus favorables à son développement. Mais les relations avec les Africains, pour primordiales qu'elles soient, ne constituent pas les seules préoccupations des autorités et des commerçants, il leur faut aussi compter avec les puissances européennes présentes à la côte occidentale d'Afrique.

CHAPITRE XV

LES OBSTACLES POLITIQUES :

LES RIVALITES EUROPEENNES

Les négociants et les traitants du Sénégal rencontraient en divers points de la côte depuis le cap Blanc jusqu'à : Sierra Leone ainsi que sur le haut Sénégal et la Falémé, la concurrence de commerçants européens et de leurs agents africains qui opéraient à partir d'établissements situés en Gambie, en Casamance et en Sierra Leone. Séculaire avec les Portugais et les Anglais, cette rivalité va être accrue à la fin des années quarante par l'entrée en scène de commerçants appartenant à une jeune nation née quelques années plus tôt : la Belgique.

Les Sénégalais souvent désireux de se constituer une véritable chasse gardée et toujours prompts à se plaindre étaient-ils justifiés à rendre responsables de leurs difficultés et de la médiocrité de leurs progrès les autorités des autres puissances qui, pour soutenir leurs ressortissants se seraient ingéniées à entraver par tous les moyens l'essor du commerce français ? Evidemment, le principal sinon le seul accusé était l'Angleterre.

1°/ Les différends franco-anglais

a) Remarques générales

Les difficultés qui se sont élevées dans les années quarante entre Français et Anglais en Sénégambie et dans les Rivières du Sud s'inscrivent dans un contexte général de relations satisfaisantes entre les deux pays. Si âpres et si violentes qu'ont été parfois les récriminations des commerçants sur le terrain, les ministres des Affaires étrangères, en métropole, ont toujours manifesté leur volonté de rechercher l'apaisement.

Sans doute, l'entente cordiale souhaitée par Louis-Philippe dès son accession au trône a-t-elle connu bien des vicissitudes et en particulier lors de la grave crise de 1840 qui a provoqué la chute de Thiers. Guizot qui venait de quitter l'ambassade de Londres pour prendre la direction de la diplomatie française s'employa à raviver la flamme vacillante. La retraite temporaire de Palmerston pouvait servir son dessein car Peel et Aberdeen arrivés au pouvoir en 1841 avaient accepté sans réserves ni réticences de reprendre la collaboration interrompue.

Le retour aux affaires de Palmerston en 1846 allait rapidement se traduire par un net refroidissement entre les deux capitales. Aussi, au début de 1847, dans le discours du trône, Louis-Philippe prendra acte de la rupture de l'accord que les deux puissances avaient réussi tant bien que mal à maintenir jusqu'ici sur tous les grands problèmes européens. Si la cause directe peut en être attribuée à l'affaire des mariages espagnols, il n'en est pas moins vrai que le gouvernement français se plaignait depuis quelque temps du mauvais fonctionnement de l'entente cordiale. En effet, en de nombreux points du monde, les initiatives françaises avaient été contrecarrées par la Grande-Bretagne qu'il s'agisse, par exemple, du Pacifique avec la célèbre affaire Pritchard ou de l'Afrique du Nord avec le bombarde-

ment de Tanger (1).

Les dirigeants anglais accordaient la priorité aux intérêts du négoce appliquant la formule de Pitt : "la politique britannique, c'est le commerce britannique". Palmerston considérait qu'il était du devoir du gouvernement d'ouvrir et de protéger les routes nécessaires aux négociants pour l'expansion de leurs affaires à travers le monde. Si les victoriens étaient doctrinalement opposés à l'extension du Colonial Rule génératrice de dépenses et de conflits et déclaraient se contenter des liens informels du commerce et de l'influence, - "nous préférons le commerce aux possessions" -, ils ont été contraints, à plusieurs reprises à demeurer solidaires de l'expansion. "Le free trade comportait sa part d'impérialisme" (2). C'est ce que Robinson et Gallagher dans un ouvrage devenu classique, résumaient ainsi : "Trade with informal control if possible ; trade with rule when necessary" (3).

Justement le gouvernement anglais venait de décider d'intervenir d'une manière plus directe dans les affaires d'Afrique occidentale. L'occasion lui en avait été fournie par le réquisitoire dressé par Madden contre la politique menée par Mac Lean dans les comptoirs de Gold Coast au nom du Comité des marchands. La Chambre des Communes s'en émut et désigna en mars 1842 une Commission d'enquête dont le rapport fut publié en août. Tout en rendant justice à

---

(1) RENOUVIN (P) : Histoire des relations internationales, t. 5, Le XIXe siècle, Paris, Hachette, 1954, p. 181 et suivantes.

(2) GRIMAL (P) : De l'Empire britannique au Commonwealth, Paris, Colin, collection U 2, 1971, 416 pages.

(3) GALLAGHER (J), ROBINSON (R) : The imperialism of Free Trade. Economic History Review, Second series, VI, n°1, 1953, des mêmes : Africa and the Victorians, London, Macmillan, 1961, nouvelle édition 1982.

l'administration de Mac Lean qu'elle estimait calomniée, la Commission concluait à la nécessité pour le gouvernement de reprendre en main les postes abandonnés jusqu'ici aux marchands et de réoccuper d'autres points utiles à la lutte contre la traite clandestine. On suivait en France avec une vigilante attention les débats qui se déroulaient alors en Angleterre et le rapport du Select Commitee apparut comme le prélude à une intense activité britannique sur la côte occidentale d'Afrique. Schnapper a bien montré que la décision prise avec célérité par le gouvernement français de créer des comptoirs à Assinie, Grand Bassam et au Gabon constituait en quelque sorte une riposte aux objectifs que la Grande-Bretagne venait de définir (4). La politique des "points d'appui" formulée à cette occasion par Guizot pouvait apparaître comme un moyen de lutter contre la prépondérance anglaise que dénonçaient de nombreux orateurs devant la Chambre des députés (5). Il n'était pas inutile de rappeler brièvement le contexte dans lequel allaient se situer les relations entre Français et Anglais dans le secteur compris entre la Mauritanie et la Sierra Leone (6).

---

(4) SCHNAPPER : La politique et le commerce français ... op. cit., ch. 1.

(5) Par exemple L. Estancelin, député d'Abbeville, intervenant, en mars 1843, dans le débat relatif à la fondation de nouveaux comptoirs sur la côte occidentale d'Afrique affirmait que l'Angleterre ajoutait "chaque année à ses immenses possessions des acquisitions nouvelles qui lui assurent le monopole du commerce du globe" et il considérait que devant "les incroyables accroissements de sa puissance depuis 1815 ... il était impossible à la France de rester immobile". Moniteur Universel, 31 mars 1843, supplément, p. 633, colonne 3.

(6) Sur les possessions britanniques voisines du Sénégal, voir GRAY (J.M.) : A history of the Gambia,

Au début du XIXè siècle, la préoccupation majeure du gouvernement anglais était de lutter contre la traite des esclaves. C'est pourquoi il avait pris le contrôle de la presqu'île de Freetown en 1808 et décidé, après le retour des comptoirs du Sénégal à la France prévu par le traité de Paris, de fortifier l'embouchure de la Gambie en fondant Bathurst. La surveillance de ce secteur côtier allait rapidement opposer,parfois avec violence, les Anglais aux autorités françaises du Sénégal, jugées, non sans raison, tout au moins dans les années qui suivirent la reprise, trop complaisantes à l'égard des négriers et de leurs complices. Par la suite, lorsque dans les années quarante, les faits de traite se firent plus rares, les Anglais, à l'occasion de différends avec les armateurs français se montrèrent tou - jours aussi prompts à les soupçonner de participation à cet honteux trafic. Les Français, pour leur part, dénonçaient volontiers l'art machiavélique avec lequel les Anglais invoquaient les nécessités de la lutte contre les négriers pour mieux entraver le développement du commerce français. Ainsi, les relations entre la France et l'Angleterre sur les côtes occidentales d'Afrique ont été dans leur ensemble, largement influencées par les attitudes adoptées par chacune des deux puissances face au problème capital de la traite

---

(6) suite

Cambridge University Press, 1940, 508 p., GAILEY (H.A.): A history oh the Gambia, London, Routledge and Kegan Paul, 1964, 244 p., QUINN (C) : Mandingo Kingdoms of the Senegambia. Traditionalism, Islam and European expansion, London, Longman, 1972, 211 p. ; FYFE (C) : A history of Sierra Leone, London, Oxford University Press, 1962, 773 p.

clandestine (7).

L'intérêt commercial n'était évidemment pas oublié. Ainsi, la réinstallation des marchands britanniques et afro-britanniques de Gorée fut une des raisons de la fondation de Bathurst, mais là, comme à Freetown, on éprouvait, au lendemain de l'abolition de la traite, les difficultés de la reconversion de l'économie. Elles étaient d'autant plus grandes qu'à la différence du Sénégal, il n'existait pas de produit comme la gomme susceptible de procurer un volume d'échanges non négligeable. Les commerçants en étaient réduits alors à la cueillette des produits traditionnels : cire, ivoire, peaux et or auxquels allaient s'ajouter les bois de teinture et surtout de construction. Sans doute, les quantités exportées augmentaient au fil des ans, mais dans de si modestes proportions qu'à l'évidence, ces produits étaient incapables d'assurer à eux seuls un véritable essor aux comptoirs anglais.

Les négociants et les traitants de Bathurst se dispersaient le long de la côte, au Saloum où, en particulier, ils troquaient le mil nécessaire au ravitaillement de la ville, en Casamance, dans l'archipel des Bissagos et dans les rivières avoisinantes. Le long des rives de la Gambie, ils profitaient d'une expérience acquise au cours des siècles précédents pour attirer vers leurs factoreries les produits de l'intérieur. Les vieux rêves caressés au XVIIIè

---

(7) Sur le trafic illégal français, nous renvoyons aux articles de DAGET (S) et en particulier à celui qui a paru dans les Annales de l'Université d'Abidjan, série I, (Histoire) tome 3, 1975, pp. 23-53 sous le titre "le trafic négrier illégal français de 1814 à 1860 : historiographie et sources. On renvoie à sa thèse : Les croisières françaises de répression du trafic négrier sur les côtes occidentales d'Afrique de 1817 à 1867 qui sera soutenue en 1987.

siècle reprenaient vigueur car de nouveau le négoce tournait les yeux vers l'or du Bambouk et ressentait la nécessité pour étendre ses échanges de renouer des contacts avec les peuples du haut Sénégal et avec les royaumes bambara du Kaarta et du Ségou. Dès le retour des Français, la compétition entre les deux fleuves, le Sénégal et la Gambie, pour la pénétration commerciale dans l'intérieur du continent redémarrait. Les explorations de Gray et Dochard, de Mollien et de Grout de Beaufort en apportaient l'éclatante démonstration (8). Elle allait se poursuivre avec plus ou moins d'élan pendant toute la première moitié du XIXè siècle.

D'autre part, les négociants de Bathurst se résignaient mal à être coupés des sources d'approvisionnement d'un produit aussi riche que la gomme, éprouvant une véritable nostalgie à l'égard du monopole de redistribution en Europe dont l'Angleterre avait bénéficié pendant une vingtaine d'années au lendemain de la guerre de Sept ans et plus récemment encore à l'époque napoléonienne. Aussi, mettant à profit les relations nouées autrefois avec les tribus maures, cherchaient-ils à attirer les vendeurs sur la côte, à Portendick, ou à créer une route de la gomme des forêts de Mauritanie aux factoreries de Gambie.

Quant aux négociants et aux traitants de Freetown, ils allaient tenter fortune dans les "Northern Rivers" installant des comptoirs sur les rives de la Mellacorée, du Rio Nunez et plus tardivement du Rio Pongo et édifiant d'impor-

---

(8) Sur ces explorations, voir DESCHAMPS (H) : L'Europe découvre l'Afrique. Afrique occidentale 1794-1900, Paris, Berger-Levrault, 1967, 282 p. Les Français au moment où ils fondaient le poste de Bakel étaient particulièrement inquiets de la présence de la mission Gray dans le haut Sénégal, cf. HARDY : La mise en valeur ... op. cit., p. 56-61.

tants entrepôts dans les îles qui offraient une sécurité toujours vivement recherchée : Los et Matacong.

Bientôt la "découverte" de produits oléagineux allait donner un attrait nouveau au commerce. Si le palmier à huile limité aux Rivières du Sud intéressait surtout les Anglais, il n'en était pas de même de l'arachide qui allait être particulièrement recherchée par les Français. Le démarrage de l'exportation à partir de la Gambie, au début des années quarante, constitue incontestablement un facteur d'aggravation des relations entre les deux pays.

En 1850, la Gambie dont les besoins avaient été longtemps sacrifiés aux intérêts de la Sierra Leone était, depuis sept ans devenue une colonie indépendante à la suite des conclusions du Select Committee. Cette séparation, outre les avantages qu'elle comportait sur le plan administratif, créa des conditions beaucoup plus favorables au développement économique (9).

Bien que le gouvernement britannique se fut montré hostile à toute expansion, le comptoir de Bathurst avait, au cours de la première moitié du XIXè siècle, étendu sa juridiction sur différents points des rives de la Gambie, mais ces progrès d'ordre politique sont, en général beaucoup moins connus que ceux du commerce.

En dehors de James Island, berceau de la présence britannique, qui fut réoccupée, une première acquisition fut réalisée en haute Gambie, zone troublée où quelques factoreries cependant s'étaient aventurées. A la suite

---

(9) C'est à partir de 1821 que le gouvernement britannique avait assumé en Gambie la totalité des responsabilités qu'il avait partagées auparavant avec une compagnie de marchands.

d'un accord conclu en 1823, le mansa de Niani céda l'île de Lemain qui fut rebaptisée Mac Carthy en l'honneur du gouverneur de Sierra Leone (10). Les commerçants de Bathurst profitèrent de la sécurité qu'offraient à la fois la position insulaire et le Fort George pour y construire leurs magasins.

Par ailleurs, les Anglais s'inquiétaient du retour des Français à Albréda. Ils craignaient non seulement leur concurrence commerciale, mais aussi leurs intrigues politiques. En effet, ils attribuaient l'attitude inamicale du peuple de Barra à leur égard à la reprise des relations étroites que les Français avaient entretenues autrefois avec ce pays et ils voyaient déjà la rive droite de la Gambie inférieure leur échapper. En 1826, le gouverneur de la Sierra Leone, K. Macaulay, lors de son passage à Bathurst voulut profiter de la présence d'un navire de guerre pour mettre à la raison le roi de Barra. Il obtint la cession le long du fleuve d'un territoire large d'un mille : le Ceded Mile. Bientôt, le fort Bullen fut élevé à Barra Point mais il n'eut, surtout dans les premières années, qu'un rayonnement limité.

La position de Fattatenda dans le Wuli avait depuis longtemps attiré l'attention des autorités anglaises. Située à la jonction de la section navigable de la Gambie et des routes caravanières se dirigeant vers le Boundou et Bakel d'une part, et vers Ségou d'autre part, elle contrôlait les communications entre le Soudan et la mer. Des contacts avaient été établis avec le souverain du Wuli en 1827 dans

---

(10) Mac Carthy (Sir Charles) après avoir été commandant des troupes au Sénégal, fut nommé gouverneur de Sierra Leone en 1816. Il s'occupa activement de la fondation de la ville de Bathurst et il trouva la mort en 1824 dans la guerre contre les Achanti.

le but de créer une station pour les "libérés" de Freetown mais c'est W. Hutton qui, deux ans plus tard, conclut un traité garantissant aux Anglais la pleine souveraineté sur l'agglomération de Fattatenda. Bien que cet accord eut avant tout un but économique, Londres ne le sanctionna pas mais cette décision n'eut guère de conséquence sur le terrain.

Enfin, en 1840, une convention fut signée avec le roi du Kombo qui abandonna à la colonie un territoire proche de Bathurst afin d'y accueillir des "libérés" et des soldats ayant terminé leur service. Mais ce n'est que dix ans plus tard que le souverain renonça à y percevoir différentes redevances, moyennant une coutume annuelle. En 1853, par un nouveau traité il confirmait la possession du Kombo supérieur aux Britanniques. Cependant ceux-ci maîtres du "Ceded Mile" et de la région de Bathurst ne contrôlaient pas sans partage la basse Gambie puisque les Français étaient présents à Albréda.

Les autorités de Bathurst n'offraient, en réalité, qu'une très précaire protection au commerce car elles ne disposaient que de soldats peu nombreux et de médiocre valeur. Elles avaient, d'autre part, pour instructions d'éviter d'interférer dans les affaires locales. Aussi refusaient-elles - généralement de se laisser forcer la main par des traitants dont les plaintes étaient loin d'être toujours justifiées. Mais se maintenir dans une stricte neutralité apparaissait de plus en plus difficile. A plusieurs reprises, les autorités de Bathurst furent obligées de lancer des "expéditions punitives" pour tenter de mettre à la raison des chefs africains qui contrecarraient les efforts déployés par les commerçants de la colonie pour étendre leurs activités. Elles furent loin d'être toujours couronnées de succès.

Ainsi, à la suite de mauvais traitements qu'infligeaient depuis quelque temps les sujets du roi de Barra aux marchands de Bathurst, le lieutenant-gouverneur, avec l'accord de Londres, entreprit en 1831 une démonstration militaire. Mais, bientôt, les Anglais, submergés par le nombre, durent se replier sur Bathurst. La ville parut un moment en danger ; les autorités redoutant une attaque combinée du Barra et du Kombo. Elles lancèrent, alors, un appel à l'aide non seulement à Freetown mais aussi à Saint-Louis qui, plus proche, pouvait envoyer rapidement des troupes. Le gouverneur Renault de Saint-Germain y répondit d'autant plus favorablement que les marchands sénégalais devant les menaces avaient dû fuir Albréda et replier leurs valeurs à Bathurst. Finalement, avec le concours actif des troupes de Sierra Leone le roi de Barra dut se soumettre en janvier 1832.

En 1834, devant l'insécurité persistante en haute Gambie provoquée par l'attitude hostile d'un chef appelé Kémintang (11), l'embargo fut proclamé et ordre donné aux traitants de rallier Bathurst. L'année suivante, une expédition militaire qui devait rétablir la situation se termina par un échec qui affecta considérablement le prestige britannique dans les régions avoisinantes et jusque dans le Boundou (12). Quelques années plus tard, en 1841, le

---

(11) Kemintang était un jeune chef qui cherchait à étendre son autorité sur le Niani. C'est à partir de 1834 que ses relations avec les autorités de Bathurst se détériorent.

(12) Le missionnaire wesleyen Fox a rendu compte de cette perte de prestige à la suite de son voyage accompli en 1838 à travers le Wuli et le Boundou : A brief history of the Wesleyan missions on the Western coast of Africa, London, 1851, p. 454.

renforcement de la garnison de Mac Carthy et la présence d'un petit détachement opérant dans le Kataba contribuèrent à redresser la situation. Kemintang se montra mieux disposé et les bandes de pillards venues du Boundou et du Fouta Djalon mirent pour un temps un terme à leurs exactions. Mais bientôt, l'état de guerre à peu près endémique entre marabouts et Soninké dans le Wuli et entre ce dernier pays et le Boundou continua à entraver le développement commercial de la haute Gambie.

En 1848, un nouveau gouverneur, Mac Donnell se fit l'avocat d'une politique énergique. Arrivé cinq ans plus tôt comme chief justice, il avait pris conscience des problèmes qui se posaient aux comptoirs anglais au cours de voyages en haute Gambie. Dans ses rapports, il insistait sur la nécessité d'intervenir militairement et d'élargir l'assiette territoriale de la colonie afin d'assurer la sécurité indispensable au commerce mais le Colonial Office se montrait très réticent.

Au milieu du siècle, les Anglais se trouvaient confrontés, pour l'essentiel aux mêmes problèmes que les Français au Sénégal. Ils constataient aussi un net recul de leur influence politique qui s'expliquait pour une large part par le conflit qui opposait les Soninké aux marabouts. Il commençait, en effet, à prendre une ampleur inquiétante vers 1850. Les troubles s'étendaient progressivement et devenaient particulièrement graves dans le Kombo Les villages de marabouts s'étaient multipliés et s'organisaient en confédération afin de contester avec plus d'efficacité l'autorité des grandes familles parmi lesquelles le roi était traditionnellement choisi.

De même que l'existence de Saint-Louis paraissait menacée par les Trarza, maîtres des deux rives du bas

Sénégal, celle de Bathurst l'était par d'éventuelles attaques du Kombo voisin. Les événements de 1831 comme ceux qui allaient se dérouler en 1855 en apportaient la démonstration éclatante (13).

La surpopulation sévissait à Bathurst comme à Saint-Louis,car, là aussi, les gens de l'intérieur attirés par la ville ou fuyant la guerre venaient y tenter fortune ou y chercher refuge. Ils étaient le plus souvent réduits à une dangereuse oisiveté puisque le commerce gêné dans son essor par la situation politique ne pouvait offrir que des débouchés très restreints.

Alors qu'on nourrissait au Sénégal l'espoir d'un accroissement important des échanges grâce au pays de Galam, à Bathurst, on attendait des résultats semblables de la haute Gambie. Ces deux régions par leur situation géographique et par les routes caravanières qui les traversaient n'offraient-elles pas la possibilité d'ouvrir au commerce européen l'intérieur du continent considéré comme riche et peuplé ? Mais dans les deux cas l'insécurité constituait pour l'avenir une lourde hypothèque. Il était donc nécessaire de rechercher les moyens de la lever si l'on voulait que l'économie des comptoirs français et anglais accomplisse de substantiels progrès. En attendant, face à des conditions difficiles, les commerçants de Saint-Louis avec le ferme appui du gouvernement avaient décidé d'unir leurs efforts en fondant une compagnie. Un moment,

---

(13) La situation de Bathurst fut critique pendant l'hivernage 1855. Le gouverneur O'Connor avait dû faire retraite jusqu'au cap Sainte-Marie après un malheureux combat avec les marabouts. Ceux-ci tardèrent à donner l'assaut de la ville, ce qui permit aux troupes de Gorée et de Sierra Leone appelées en renfort de rétablir la situation.

ceux de Bathurst furent tentés par cette solution, mais la Tandah Company, née en 1831, n'eut qu'une existence éphémère alors que la Compagnie de Galam dura environ un quart de siècle.

D'autre part, bien après ceux du Sénégal, les administrateurs et les négociants de la Gambie commençaient à prendre conscience que la politique menée jusqu'ici était inadaptée aux réalités et incapable d'assurer un développement économique normal à la colonie. L'inefficacité du paiement des coutumes et des menaces le plus souvent non suivies d'effet, faute de moyens, n'était plus à démontrer.

L'aggravation de la situation exigeait comme au Sénégal un changement total de politique et par conséquent un effort vigoureux et persévérant pour imposer le long du fleuve la paix indispensable à l'essor des transactions.

A Freetown, Norman Macdonald, gouverneur depuis 1848 ressentait également la nécessité de rompre avec une attitude d'indécision et de timidité dans les relations avec les chefs africains. Il préconisait d'étendre l'autorité britannique sur de nouveaux territoires mais comme Mac Donnell en Gambie, il se heurtait à une opposition de principe du gouvernement de Londres.

La lutte contre la traite et le sort des "libérés" absorbaient une part importante de l'activité des autorités de la Sierra Leone. Ainsi, par exemple, en 1840, furent détruits par des navires de la Royal Navy, les barracons dont disposaient les négriers dans le Rio Pongo. Les problèmes du "commerce légitime" n'étaient évidemment pas négligés et tout particulièrement depuis les progrès de l'arachide. Aussi, le gouverneur, poussé par les négociants de Free-

town et spécialement par le plus important d'entre eux, Ch. Heddle, pionnier du commerce des oléagineux, suivait-il avec une grande attention les événements qui se déroulaient dans les "Northern Rivers" fréquentées de plus en plus par les négociants et traitants français. Dans cette zone, les Anglais ne disposaient d'aucun poste depuis qu'en 1836 ils avaient abandonné l'occupation militaire des îles de Los (14).

Ainsi, pour l'essentiel, dans leurs rapports avec les chefs africains, Français et Anglais rencontraient les mêmes difficultés et avaient à résoudre les mêmes problèmes. Entre eux, ils pouvaient, face à une situation périlleuse comme on l'a vu lors des graves menaces qui pesèrent sur Bathurst, faire preuve de solidarité européenne. Mais il s'agissait là de circonstances exceptionnelles et dans la réalité quotidienne leurs relations étaient frappées au coin d'une vive et constante rivalité.

Les commerçants de chacun des deux pays cherchant à étendre leurs activités, il était fatal qu'ils s'affrontent pour obtenir à leur profit le contrôle des voies d'accès vers l'intérieur. D'autre part, la présence d'un poste français à Albréda au milieu de comptoirs britanniques comme la possibilité reconnue par les traités aux Anglais d'acheter la gomme sous certaines conditions à Portendick constituaient autant de sources de conflit. Enfin, l'accroissement de l'implantation commerciale passait par la nécessaire entente avec les chefs africains. Les commerçants

---

(14) Rapport de Ducrest de Villeneuve, commandant de la goëlette "l'Amaranthe", 29 octobre 1847, AN. Papiers Ballot, 185 Mi 3 articles 103-104.

des deux pays installant leurs factoreries dans les mêmes villages ou dans des lieux très proches, il existait là une occasion de surenchère pour obtenir des Africains, le maximum d'avantages voire même le monopole du commerce en faveur d'une seule nation.

C'est en Gambie et surtout dans les Rivières du Sud que les intérêts commerciaux des deux puissances s'entremêlent étroitement. Les négociants et les traitants français souffrant souvent d'un complexe d'infériorité, jalousaient les Anglais. En contact direct avec les concurrents ils sont à même de mesurer, en de fréquentes occasions, le retard de l'industrie métropolitaine. Selon eux, les marchandises anglaises répondent mieux au goût des populations africaines et à qualité égale, elles sont offertes à meilleur prix. En conséquence, les Anglais peuvent élargir avec plus de facilité le cercle de leur clientèle. Mais ces affirmations péremptoires sont avant tout destinées à faire pression sur le gouvernement français et l'on sait qu'elles ne sont pas toujours le reflet exact de la réalité.

Lorsque des incidents éclatent entre les commerçants des deux pays, les autorités coloniales respectives se montrent souvent promptes à épouser leurs querelles. De temps à autre, l'affaire déborde le cadre local pour prendre en métropole une véritable dimension politique. En effet, les négociants trafiquant à la côte occidentale défendent leurs cause devant les chambres de commerce et les députés des ports armant pour l'Afrique et, à l'occasion, n'hésitent pas à alerter la presse. En général, les gouvernements s'efforcent de calmer l'agitation, et en replaçant le différend dans le contexte de la politique générale négocient pour lui trouver une solution acceptable.

Mais, à l'occasion de chacun de ces incidents, on peut constater que l'attitude des autorités locales est souvent différente de celle des gouvernements en Europe. Il est vrai que sur place, les préjugés réciproques jouent à plein et que les moindres conflits prennent dans la plupart des cas une importance démesurée. En particulier, du côté français les officiers de la marine royale et les négociants trafiquant en Afrique noire partagent un même sentiment d'anglophobie qu'Henri Brunschwig a finement analysé (15). Or, c'est justement sous Louis-Philippe au moment où la flotte a été reconstituée et où le commerce de la côte occidentale d'Afrique cherche à se développer qu'il commence à prendre toute sa force.

Les officiers de la Marine, qu'ils servent à la Division navale des côtes occidentales d'Afrique, à la tête du gouvernement du Sénégal ou dans les bureaux du ministère montrent le plus souvent un réflexe anti-britannique. La lecture de la correspondance officielle laisse apparaître toujours la même attitude mêlant l'expansion pour des raisons de prestige et une "suspicion quasi morbide" à l'égard de l'Angleterre. Les traités conclus alors avec les chefs africains sont tout à fait révélateurs. Alors que les Anglais insistent particulièrement sur la renonciation à la traite et sur la liberté du commerce avec tous les blancs, les Français ne manifestent qu'un médiocre intérêt pour l'idéal humanitaire et recherchent, sans toutefois le proclamer ouvertement le monopole commercial.

---

(15) BRUNSCHWIG (H.) : Anglophobia and French african policy in France and Britain in Africa. Imperial rivaly and colonial rule édité par Prosser GIFFORD et Roger LOUIS, Yale, University Press, 1971, pp. 3-34.

Les premiers n'exigent un transfert de souveraineté que dans des cas exceptionnels tandis que les seconds en font le plus souvent un préalable afin d'être totalement maîtres du territoire si petit soit-il sur lequel ils s'installeront.

Ainsi, les deux puissances sont-elles loin de poursuivre des buts identiques. L'Angleterre souhaite qu'un succès décisif couronne rapidement la lutte qu'elle mène contre la traite et en conséquence se méfie de tous ceux qui, comme les Français, manifestent de la tiédeur à l'égard de la cause abolitionniste. Par ailleurs, elle recherche des avantages matériels et, forte de sa supériorité industrielle, elle peut se donner l'élégance de ne point chercher à écarter les concurrents. La France, pour sa part, ressent, avant tout une soif de prestige politique et un besoin de s'affirmer. Là où elle plante son pavillon elle tient à se réserver le bénéfice du commerce en se constituant comme autant de chasses gardées. Comme le note H. Brunschwig, les Français jugeant les autres d'après eux-mêmes taxent volontiers les Anglais d'hypocrisie considérant qu'ils n'invoquent les intérêts humanitaires et commerciaux que pour mieux cacher leur volonté d'accroître leur domaine colonial et d'établir leur hégémonie politique.

b) Portendick

Deux questions majeures opposent depuis de longues années la France et la Grande-Bretagne : l'exercice sous certaines conditions du droit reconnu aux Anglais de traiter la gomme à Portendick et la présence d'un comptoir français, Albréda, sur les bords de la Gambie, fleuve que les Anglais prétendent contrôler. Au milieu du siècle, elles ont pris une acuité nouvelle à la suite d'incidents

de plus en plus fréquents. Sur la côte, la tension s'est trouvée subitement accrue tandis qu'en Europe, la presse, les chambres de commerce, les parlements y faisaient écho et que les gouvernements entretenaient à leur sujet une active correspondance diplomatique.

Similaires par certains côtés, les problèmes de Portendick et d'Albréda sont étroitement liés ; aussi, certains responsables ont-ils proposé de leur trouver une solution commune. Cependant pour la clarté de l'exposé il a paru préférable de les examiner séparément.

L'importance de la question de Portendick dépasse singulièrement les querelles d'interprétation qui se sont élevées à plusieurs reprises au sujet du droit que les Anglais avaient obtenu de trafiquer directement avec les tribus maures. En mai 1814 et en novembre 1815 lorsqu'il avait été mis fin aux guerres napoléoniennes, les traités avaient stipulé la restitution des

> "colonies, pêcheries, comptoirs et établissements de tout genre que la France possédait au 1er janvier 1792 dans les mers et sur les continents de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie". (16).

Cette clause équivalait à remettre en vigueur le traité de Versailles du 3 septembre 1783. Son article 9 consacrait, en particulier, la propriété de la France sur les forts d'Arguin et de Portendick et son article 11 stipulait que :

---

(16) Article 8 du traité de Paris du 30 mai 1814 et repris par le traité complémentaire du 20 novembre 1815, cité par HARDY, op.cit., p. 1.

"quant à la traite de la gomme, les Anglais auraient la liberté de la faire depuis l'embouchure de la rivière Saint Jean jusqu'à la baye et fort de Portendic, inclusivement. Bien entendu, qu'ils ne pourront faire dans la dite rivière ainsi que dans la baye de Portendic, aucun établissement permanent de quelque nature qu'il puisse être " (17).

Prétextant que cet article ne détermine pas d'une manière précise les droits des Anglais, les Français ont constamment cherché à réduire à sa plus simple expression l'avantage accordé à leurs rivaux. En effet, les autorités du Sénégal, les plus décidées à prendre des initiatives en ce sens n'ont manqué aucune occasion d'affirmer que le droit de propriété de la France sur Portendick ne pouvait en aucune façon être entamé par la concession faite aux Britanniques par les traités (18).

Evidemment il était hors de question de tolérer que ceux-ci, comme ils l'ont tenté à plusieurs reprises

---

(17) de MARTENS (G.F.) : Recueil des traités d'alliance, de paix, de trève, de neutralité, de commerce, de limites ... de l'Europe depuis 1761, t.3, p.524. La prétendue rivière Saint-Jean n'est en réalité qu'une dépression du sol par laquelle les rares eaux de pluie qui tombent sur cette partie de la Mauritanie s'écoulent vers l'Atlantique.

(18) Voir en particulier la lettre par laquelle le ministre de la Marine et des Colonies communique le 26 septembre 1834 à son collègue des Affaires étrangères les renseignements précis qu'il vient de recevoir sur la situation à Portendick. ANSOM Correspondance générale 186.

afin de faciliter leurs transactions, dressent sur le littoral une tente ou des baraques en planches aborant leur pavillon. Les autorités du Sénégal les considérent comme autant de violations du traité de 1783. Pour sa part, le ministère de la Marine, tout en étant extrêmement vigilant, ne se montre guère disposé à avaliser cette interprétation abusive. Ne s'agit-il pas, en fait, d'installations qui ne durent que le temps d'une traite et qu'il est indispensable de relever lors de la prochaine campagne. Surtout, trop d'intransigeance ne risque-t-elle pas d'entraîner de fâcheuses représailles en particulier contre nos marins qui, à Terre-Neuve, bénéficient du droit d'édifier pour une saison de pêche les installations nécessaires au salage et au séchage du poisson (19).

Certains gouverneurs comme Schmaltz, de Fleuriau ou Pujol allaient plus loin encore en voulant interdire aux navires anglais de mouiller devant Portendick. En effet, ils prétendaient que le traité de 1783 n'autorisait que la traite sous voiles. Mais à Paris, les autorités gouvernementales conscientes que cette interprétation ne reposait sur aucun fondement solide l'ont toujours écartée. A Saint-Louis, s'affichait tout au long de cette première moitié du XIXe siècle, une volonté d'entraver au maximum toute tentative commerciale des Anglais à Portendick. Schmaltz ne s'en cachait pas, qui écrivait au ministre :

---

(19) Sur cette question de l'interprétation de l'article 11, voir outre la lettre précédente, la note de décembre 1836, ANSOM Sénégal IV 13 b et la dépêche du ministre au gouverneur du 19 août 1839, n° 180, ANSOM Correspondance générale 191.

"Rester sous voiles à Portendick tout le temps nécessaire pour attendre de petites caravanes, acheter en détail et embarquer les gommes est chose à peu près impossible" (20).

Mais à Paris, les autorités gouvernementales ont toujours rejeté cette interprétation du traité qui ne reposait sur aucun fondement solide.

Cette attitude n'est pas nouvelle ; elle s'inscrit, en effet, dans cette tradition de rivalité qui s'est forgée tout au long du XVIIIe siècle au cours des luttes pour la conquête et la conservation du monopole du commerce de la gomme. Il suffit de rappeler, par exemple, les efforts tenaces poursuivis par les Anglais pour briser la situation prépondérante de la Compagnie des Indes dans les années 1730 et les tentatives des Français qui, une fois les Anglais devenus maîtres des escales, ont cherché à partir de Gorée à trafiquer avec les Maures sur la côte (21). Enfin, Durand, ancien directeur de la Compagnie du Sénégal, quelques années après la signature du traité de Versailles dénonçait avec force la concession faite aux Anglais à Por-

---

(20) Lettre de Schmaltz au ministre du 8 novembre 1819, citée par HARDY, op.cit., p. 84. Cette distinction entre commerce sous voiles et commerce à l'ancre faite dès la reprise sera largement invoquée par la suite et en particulier lors du violent conflit qui a opposé en 1834-1835 les deux pays.

(21) DELCOURT, op.cit; la seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la guerre de la gomme 1717-1753 ; voir tout particulièrement les chapitres 3 et 4. DODWELL (H.) Le Sénégal sous la domination anglaise, Revue d'Histoire des Colonies, 3e trimestre 1916, pp.267-300.

tendick. A son avis, elle traduisait une ignorance profonde du commerce d'Afrique car elle offrait "à nos rivaux les moyens d'inquiéter et de diminuer considérablement notre commerce". Il notait aussi que les Anglais

> "assez bons politiques pour y envoyer tous les ans ... attirent la traite, nous enlèvent des parties considérables de gomme et nous font payer bien cher celles que nous nous procurons sur le Sénégal" (22).

Il concluait que leur présence était "importune" et en conséquence il préconisait de surveiller sans cesse leurs mouvements à Portendick. Il espérait ainsi dissuader les Anglais d'exercer le droit qui leur avait été concédé.

La leçon n'a pas été perdue car pendant la première moitié du XIXe siècle, les autorités du Sénégal ont très souvent repris les mêmes arguments et suivi la même ligne de conduite.

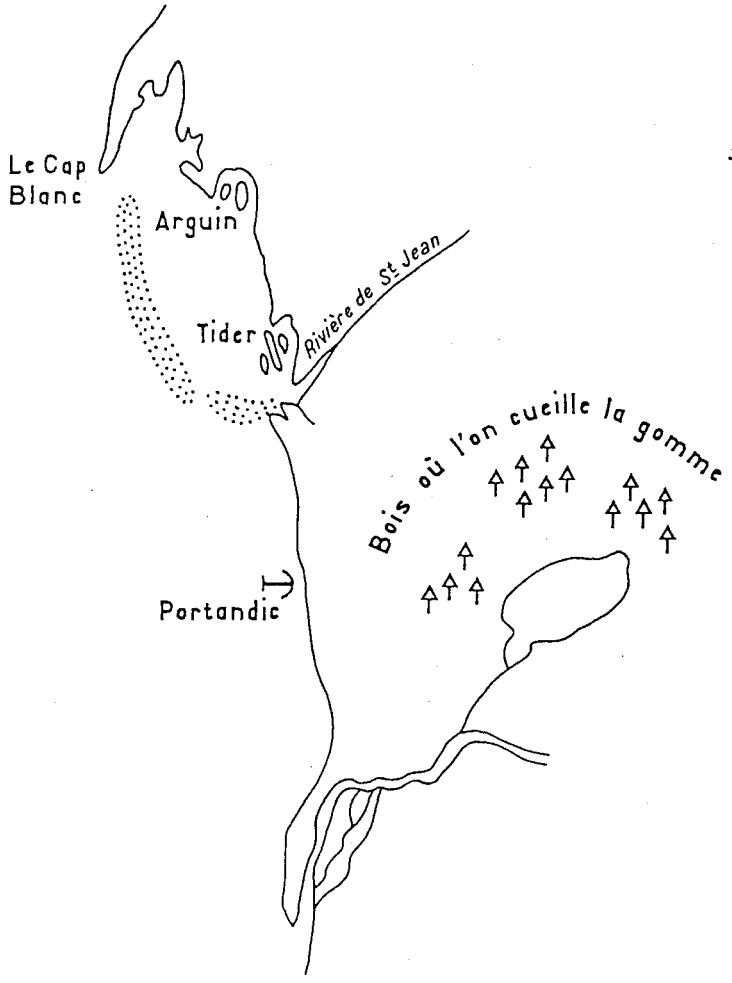
A Saint-Louis, on invoquait pour justifier une inquiétude profonde et une vigilante attention à l'égard des agissements anglais sur la côte mauritanienne des raisons d'ordre économique et politique. Tout d'abord, du fait de l'échec de la colonisation agricole, la gomme demeure primordiale pour l'économie sénégalaise et par conséquent tout partage de son commerce apparaît insupportable aux yeux de la plupart des responsables. En effet, il risquerait d'affaiblir dangereusement l'intérêt que le

---

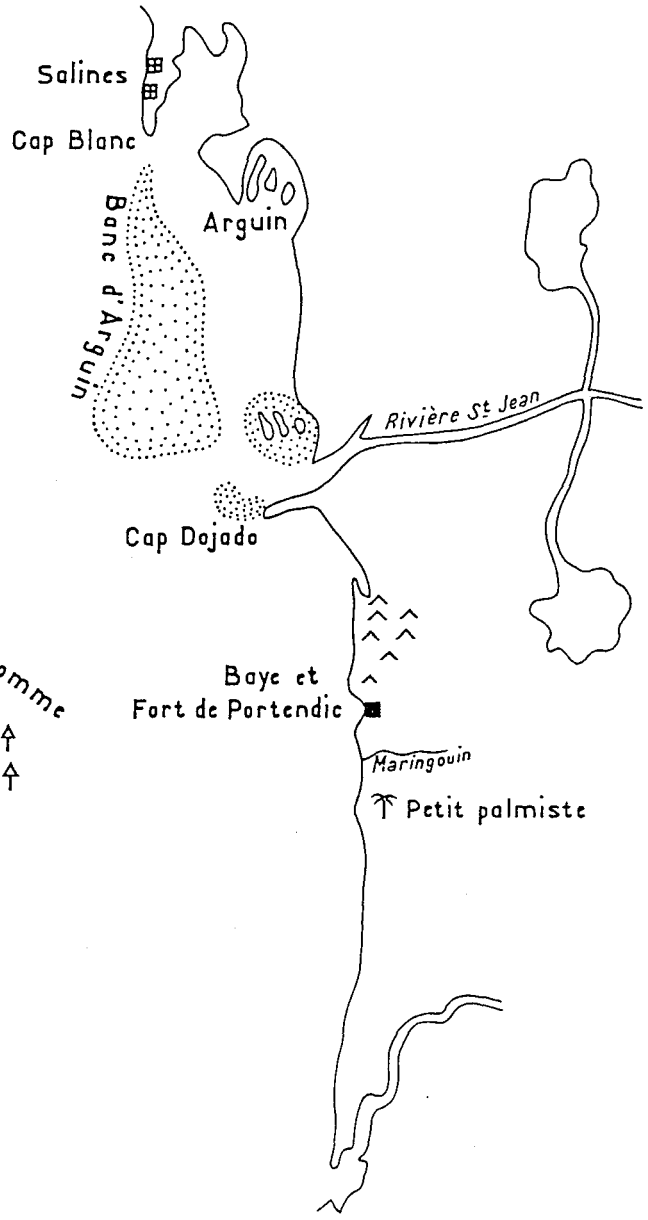
(22) DURAND (J.B.L.), op. cit. t.1, pp. 389-392.

CARTE N° 17 SITUATION DE PORTENDICK

d'après d'Anville et Delisle



CARTE DE D'ANVILLE
(in Labat Tome I page 1)



CARTE DE DELISLE
(1726)

comptoir présente pour la France. Ainsi, il importe d'autant plus de dominer le marché de la gomme et par conséquent d'en contrôler les prix que les Anglais du fait de la puissance de leur industrie textile, la première d'Europe, sont les principaux consommateurs. Les Français n'ont pas d'autre moyen d'atteindre ce but de gêner et si possible décourager l'accès des Anglais à leur seule source d'approvisionnement direct : Portendick (23). En effet, on pouvait craindre à Saint-Louis que les Anglais, en offrant aux Maures la guinée à un taux plus favorable, ne perturbent gravement les conditions d'échange aux escales.

A l'opposé, on comprend tout l'intérêt qu'il y avait pour les Anglais à battre en brèche le quasi monopole que la France venait de recouvrer en 1817 et à offrir une activité lucrative aux habitants de la ville nouvelle de Bathurst. Les circonstances n'étaient-elles pas favorables ? Des liens avaient été noués avec les Maures pendant l'occupation du Sénégal et à la fin de celle-ci, certains négociants et traitants familiers du commerce de la gomme s'étaient repliés de Saint-Louis en Gambie.

Quant aux Maures, il est évident qu'il est très important pour eux de pouvoir bénéficier d'une véritable liberté de choix et ainsi de faire jouer la concurrence entre les acheteurs afin de tirer le meilleur profit

---

(23) Comme on l'a vu antérieurement, les Anglais ne pouvaient se procurer la gomme que par l'intermédiaire des négociants français de Saint-Louis et de Gorée. L'expédition vers l'Europe n'était autorisée sur leurs propres navires qu'à partir de ce dernier port.

possible de leur unique produit d'exportation.

Enfin, les vicissitudes de la situation politique comportaient d'inévitables répercussions sur le commerce de la gomme. En effet, en cas de conflit entre les Français et les Trarza, ces derniers avaient la possibilité de faire pression en menaçant de déserter les escales et en conséquence d'intensifier leurs échanges à Portendick et éventuellement d'obtenir des Anglais les armes et les munitions qui leur étaient nécessaires. De même les Anglais dans leurs différends avec les Français tenaient avec Portendick une arme qui n'était pas sans efficacité.

Les craintes maintes fois exprimées par les Français que le droit des Anglais de trafiquer à Portendick ne constitue un moyen de porter atteinte à leur commerce de la gomme et à leur influence sur les rives du Sénégal sont-elles justifiées ? A cette question il ne peut être répondu qu'en examinant les relations franco-anglaises à propos de Portendick depuis le retour des Français à Saint-Louis. Leurs vicissitudes, en particulier, la grave crise de 1834-1835 qui n'a trouvé son épilogue que dix ans plus tard, demeurent au milieu du siècle encore trop présentes dans les esprits pour ne pas influencer la plupart des jugements. Par ailleurs, il faudra tenter d'apprécier l'importance exacte des échanges effectués par les Anglais et la solidité de leurs relations avec les Maures Trarza, maîtres de l'escale côtière.

Dès 1816, Paris, conscient de l'enjeu, donne pour instructions à Schmaltz qui vient d'être désigné comme commandant et administrateur pour le roi du Sénégal de se concilier les Maures et de les détourner de Porten-

dick (24). On n'ignore pas que les Anglais ont renoncé à regret à la possession du Sénégal et l'on ne doute pas un seul instant qu'ils fassent le maximum d'efforts pour rester présents dans le commerce de la gomme. Le comte de Bathurst, secrétaire d'Etat aux Colonies, n'est-il pas persuadé que la Gambie constitue une base favorable pour organiser des opérations sur la côte mauritanienne ? D'autre part, Sir Charles Mac Carthy, gouverneur des établissements anglais d'Afrique occidentale, dans un discours prononcé en 1820 à Freetown, à la veille de son départ en congé, n'a-t-il pas exprimé son espoir de voir "le trafic de la gomme ou du moins une grande partie de ce commerce" s'ajouter à celui, déjà établi à Bathurst, des cuirs et de la cire (25). Enfin, en 1819, un émissaire des chefs trarza, en visite en Gambie avait reçu l'assurance que l'administration était prête à verser des coutumes comme au temps de l'occupation du Sénégal (26).

A Saint-Louis, les autorités parent au plus pressé, en interdisant tout commerce aux étrangers résidant

---

(24) Mémoire du Roi pour servir d'instruction au sieur Schmaltz, colonel d'infanterie, commandant et administrateur pour S.M. du Sénégal et dépendances, 18 mai 1816, SCHEFER : Instructions générales... op.cit., t.1, p. 230.

(25) Le consul général de France à Londres a informé le baron Portal, ministre de la Marine et des Colonies, de ce discours par lettre en date du 4 novembre 1820, ANSOM Afrique IV 19 a.

(26) GRAY, op.cit., p. 407.

dans les comptoirs français, en engageant des négociations avec les Trarza et en envoyant des bâtiments croiser devant Portendick afin de surveiller d'éventuels agissements anglais. Le capitaine de frégate de Fleuriau, intérimaire de Schmaltz, réclame au ministre des instructions qui l'autoriseraient à arraisonner les navires au mouillage devant Portendick (27).

Les difficultés ne manquent pas pour mener à bien les pourparlers avec les Trarza ; les liens étroits noués par l'émir Amal ould Moctar avec les Anglais qui l'avaient aidé à asseoir son autorité et la question du Walo qui prend une singulière importance au moment où le gouvernement de la Restauration élabore son projet de colonisation agricole. Bientôt, l'instabilité politique de l'émirat risque de compliquer la situation. Contre Amar qui apparaît de plus en plus acquis aux Anglais, se dresse un puissant parti soutenu par quelques négociants de Saint-Louis et en 1822, Amdou Kouri, est élu roi par la grande majorité de la nation trarza. Amar se retire alors vers Portendick, ravitaillé par les Anglais. Bien que tout le Sénégal se soit passionné pour ou contre Amar, le baron Roger, le prudent gouverneur demeure neutre. Bien lui en prit, car Amar réussit à s'imposer à nouveau et c'est son fils Mohammed el Habib qui devait lui succéder en 1827.

Pour éviter toute complication diplomatique, les traités qui, finalement ont été conclus par les gouverneurs du Sénégal avec Amar en 1821 et en 1824 puis avec

---

(27) Gouverneur à ministre, 20 juillet 1818, lettre citée par HARDY, op.cit., p. 56.

Mohammed el Habib en 1829 ne comportent évidemment aucune clause interdisant explicitement aux Trarza de porter leurs gommes à Portendick. Mais, dans les deux derniers traités, l'émir en s'engageant à diriger sur son escale toutes les gommes récoltées sur son territoire renonce implicitement à en expédier à Portendick (28).

Pendant une dizaine d'années de 1820 à 1830, les négociants anglais ont tenté de détourner une partie des gommes vers Portendick. Il semble qu'ils ont parfois bénéficié de complicités parmi les commerçants sénégalais (29). La plus importante maison de Bathurst, Forster et Smith fondée par William Forster qui avait débuté à Gorée au temps de l'occupation anglaise, a pris une large part à ce

---

(28) Dans le traité du 7 juin 1821, l'article 12 qui interdit de traiter la gomme ailleurs que dans les escales n'a d'autre but que d'empêcher une contrebande qui en privant l'émir d'une partie des coutumes dues par le commerce risque de porter atteinte à ses intérêts. Par l'article 1 du traité du 19 août 1824, Amar et les princes s'engagent "à faire ouvrir chaque année une escale sur le bord du fleuve et d'y faire porter toutes les gommes de leurs dépendances" et surtout, ce qui paraît le plus important, de ne faire ouvrir aucune autre escale de gomme. Enfin, dans l'article 6 du traité du 15 avril 1829, Mohammed el Habib promet de faire porter toutes les gommes récoltées à son escale, ANSOM Traités 1-23, 24 et 25.

(29) MARTY (P.) = Tentatives commerciales anglaises à Portendick et en Mauritanie, RHC, 1er trimestre 1922, p.265-302.

trafic sur la côte mauritanienne.

Les opérations s'y déroulaient dans un climat de méfiance. Les navires de commerce étaient le plus souvent escortés par la Royal Navy tandis que le gouverneur du Sénégal, dans la mesure de ses possibilités y détachait en surveillance un bâtiment de la Station navale.

De temps à autre, des bruits alarmistes provoquaient de brusques accès de fièvre. Ainsi, en 1822, la rumeur se répand que les Anglais, en contravention avec les traités, vont construire un poste à Portendick. A Paris, on la prend au sérieux car on estime que les autorités de Gambie pourraient bien prendre une initiative quitte à être désavouées ultérieurement par le gouvernement de Londres (30). Ainsi, une note du ministère de mai 1823 suggère que la France devance sa rivale et forme un établissement à Portendick. Peu après, le gouverneur Roger écrit au ministre que

> "l'abolition de l'escale de Portendick est en ce moment la grande affaire, le plus pressant besoin du Sénégal" (31).

Quelques années plus tard, en 1828, le gouverneur Jubelin n'hésite pas à écrire que "Portendick est devenu l'effroi des habitants du Sénégal" (32).

L'affirmation du gouverneur est-elle justifiée ? Sur le plan économique il ne le semble pas. En effet, pen-

---

(30) Sur le problème du commerce de Portendick entre 1820 et 1823, voir ANSOM Sénégal IV 11 a.

(31) Lettre de Roger au ministre, 1824, citée par MARTY article cité.

(32) Gouverneur à ministre, 11 septembre 1828, citée par HARDY, op.cit., p. 247.

dant la période 1820-1830 où les Anglais ont fréquenté Portendick chaque année, leur part dans le commerce de la gomme n'a cessé de décroître. Ainsi, en 1824, les Anglais estiment à 12.000 livres la valeur de la gomme qu'ils ont achetée aux Trarza, ce qui correspond à cent tonnes et à environ 16 % de la quantité recueillie aux escales par les Français (33). Les craintes des commerçants de Saint-Louis peuvent donc paraître justifiées par ce pourcentage relativement considérable. Elles ne le sont plus, semble-t-il, quatre ans plus tard, quand la traite de Portendick, demeurée à peu près stable, ne représente que 6 % environ de celle du Sénégal alors en plein essor (34).

Les espoirs formulés par Mac Carthy en 1820 paraissent bien compromis. En effet, il semble que les Anglais n'ont pas toujours mesuré à leur juste valeur les difficultés de la traite sur la côte mauritanienne. Tout d'abord la baie de Portendick est d'un accès difficile du fait de la barre et de plus il est, pendant la plus grande partie de l'année, impossible d'y tenir longtemps à cause de la grosse mer et des houles furieuses que le vent du large y soulève. D'autre part, les Maures se montrent peu disposés à y porter leurs gommes, attendu que le trajet de la forêt où ils récoltent jusqu'à la côte est long et pénible, que l'eau manque partout sur la route

---

(33) GRAY, op.cit. d'après l'Annual Register de 1826 donne p.408 cette estimation qui représente 300.000 F. Au prix de 3 F le Kg, c'est donc bien d'un trafic de cent tonnes qu'il s'agit. Pour sa part, la France a reçu en 1824 618 tonnes,8 du Sénégal.

(34) Jubelin dans sa lettre déjà citée du 11 septembre évalue entre 100 et 115 tonnes la quantité de gommes achetées à Portendick en 1828. Par contre, la traite a atteint au Sénégal le chiffre record de 1782 tonnes,8. Le pourcentage se situe donc entre 5,60 et 6,44.

et que durant le voyage, ils perdent souvent les animaux qu'ils emploient au transport.

Il faudrait, sans doute, que les Anglais offrent des conditions d'échange beaucoup plus avantageuses pour inciter les Maures à apporter de grandes quantités de gomme à Portendick, mais ils risqueraient alors de ne plus obtenir de profit satisfaisant. D'ailleurs, devant les faibles résultats de ce commerce, le gouvernement anglais s'interrogea en 1825 sur la nécessité de continuer à payer les coutumes aux chefs trarza (35).Mais après avis du Board of Trade et du Foreign Office, les raisons politiques l'emportant sur l'intérêt économique, il maintint le principe des présents annuels (36).

Du côté français, c'est également le facteur politique qui apparaît déterminant et qui explique les craintes des habitants de Saint-Louis rapportées en 1828 par le gouverneur Jubelin. En effet, un an plus tôt, les relations avec les Trarza s'étaient brutalement détériorées à la suite de leurs brigandages sur les terres du Walo et de leurs attaques contre les embarcations françaises sur le fleuve. Conclue en 1829, la paix fut de courte durée car

---

(35) GRAY, op.cit., p. 408. D'après un rapport français adressé de Gorée le 13 mai 1826 au ministre de la Marine, le gouvernement britannique songeait, semble-t-il à faire supporter ces frais par le commerce. Or celui-ci payait déjà des coutumes coûteuses établies en fonction du tonnage des navires.

(36) G.J. Pennington to the hon. Fox Strangeways, Under Secretary to the Foreign Office : Trarza Moors, 8 june 1839 P R O F O 2/2. Lettre citée par NEWBURY (C.W.). British policy towards West Africa. Select Documents p. 223.

quelques années plus tard, surgissait un nouveau conflit, qui, par son ampleur et ses conséquences fâcheuses sur les relations franco-anglaises allait apporter une éclatante justification à tous ceux qui, en France et à Saint-Louis considéraient dangereuse pour l'avenir des comptoirs sénégalais l'existence de l'escale de Portendick.

Le mariage de l'émir Mohammed el Habib avec la linguèr Ndjimbot en juin 1833 posait en termes nouveaux le problème des relations entre Français et Trarza. Les deux rives du bas Sénégal risquaient de se trouver placées sous le même pouvoir et Saint-Louis de devenir une enclave trarza (37). Cette situation exigeait une politique de fermeté que les autorités de Saint-Louis se sont efforcées de mener malgré la faiblesse de leurs moyens (38). Près d'un an après leur ouverture en juillet 1833, les hostilités semblaient devoir se terminer par un succès français.

---

(37) La politique de Mohammed el Habib a été évoquée au chapitre XIV.

(38) Le Sénégal pendant les années décisives 1833-1835 a connu une grande instabilité de commandement. Le gouverneur Renault de Saint-Germain arrivé au Sénégal en mai 1831 était mort en octobre 1833. L'ordonnateur Cadéot prit l'intérim en attendant l'arrivée du capitaine de frégate Quernel. Celui-ci qui était chargé d'acheminer quelques renforts avait reçu également du ministre qui n'ignorait pas le mauvais état de santé de de Saint-Germain de prendre éventuellement le commandement. Il arriva à Saint-Louis le 13 novembre 1833. Le capitaine de frégate Pujol nommé gouverneur le 10 février 1834 prit ses fonctions le 10 mai suivant. Il les conserva jusqu'en 1836.

Les Trarza privés de leurs coutumes, gênés par la fermeture de leurs escales et harcelés par les démonstrations militaires étaient, selon le gouverneur Pujol, "réduits à la dernière extrémité". Aussi Mohammed el Habib dût-il se résoudre à dépêcher à Saint-Louis les principaux princes Trarza pour demander la paix au gouverneur. Au début, les pourparlers s'engagèrent d'une manière si favorable que le gouverneur affichait l'espoir d'aboutir rapidement à une solution satisfaisante. Mais, brusquement, les princes maures modifièrent totalement leur position, élevant de telles prétentions que la négociation fut rompue par les Français. Comment expliquer ce revirement brutal et inattendu ? Pujol n'hésite pas à en attribuer la responsabilité aux Anglais qui, à la faveur de la guerre, tentaient de ressaisir le commerce de la gomme en reprenant le chemin de Portendick délaissé depuis deux ou trois ans. Les discussions étaient en cours, déclara le gouverneur au ministre, lorsqu'un navire de guerre anglais escortant deux bâtiments de commerce, passa devant Saint-Louis, se dirigeant vers Portendick et c'est aussitôt qu'ils en eurent connaissance que les envoyés maures manifestèrent la plus grande intransigeance (39). Ainsi débutait avec l'Angleterre un conflit qui, sur place, prit tout de suite un tour aigu.

En effet, à Saint Louis prévalait l'impression que tous les efforts, consentis jusqu'ici étaient réduits à néant puisque les Trarza pouvaient désormais écouler leurs gommes et se procurer les armes et les munitions dont ils avaient besoin. On ne se gênait pas, par ailleurs, pour dénoncer l'ingratitude du gouverneur de la Gambie

---

(39) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1834, n° 146 et 9 août 1834, n° 167, ANSOM Sénégal IV 13 a.

oubliant délibérément qu'en 1831, Bathurst, menacée par le Barra et le Kombo n'avait dû son salut qu'à la promptitude de l'aide française (40).

Pujol, dès le début de juillet 1834, avait dépêché à Portendick le Dunois, donnant ordre à son capitaine de ne laisser traiter aucun navire autrement que sous voiles. Dès lors, l'incident était inévitable. En effet, à son arrivée, l'officier français trouva deux bâtiments en infraction, le Governor Temple et l'Industry. Il les obligea à lever l'ancre arraisonna le second qu'il fit conduire à Gorée et retint prisonnier son subrécargue pendant quelque temps. D'autre part, il dispersa à coups de canon le camp maure à proximité duquel s'élevait une tente battant pavillon britannique. Le gouverneur de la Gambie, Georges Rendall ayant élevé une vive protestation contre l'interprétation donnée au traité de 1783 par le gouverneur du Sénégal, celui-ci suggéra de porter le différend devant les deux gouvernements. D'autre part, Pujol demanda au ministre de la Marine de l'autoriser à décréter le blocus de la côte de Portendick, seul moyen, selon lui, de faire céder les Trarza en les privant de tout ravitaillement en armes et munitions. Pour parer à une éventuelle objection, le gouverneur rappelait que l'Angleterre n'avait pas hésité à utiliser ce moyen à plusieurs reprises et en particulier en 1826 lors de son conflit avec les Achanti (41).

---

(40) GRAY, op. cit., pp. 351-353 et FAURE : Une expédition française en Gambie au secours des Anglais (1831), Revue historique, t. 149 juillet-août 1925, pp. 161-186.

(41) Gouverneur à ministre, 9 août 1834, lettre déjà citée.

Le ministre de la Marine accueillit favorablement cette proposition et s'employa dès septembre à convaincre son collègue des Affaires étrangères de la nécessité d'une telle mesure (42). Dans l'attente d'une réponse, il prit toutes les dispositions nécessaires pour renforcer la Station navale du Sénégal (43). Après avoir hésité, le ministre des Affaires étrangères, qui avait contesté l'interprétation donnée au traité de 1783 par le gouverneur et par conséquent jugé sévèrement les mesures arbitraires prises contre les deux navires anglais, se rallia finalement à l'idée d'un blocus de la côte mauritanienne (44). Ce

---

(42) Le 26 septembre, le ministre de la Marine relatant à son collègue des Affaires étrangères les derniers événements survenus au Sénégal affirma que "ce serait un dommage irréparable pour le Sénégal" si la proposition de blocus n'était pas adoptée. Il revint à la charge le 1er octobre demandant une prompte réponse. Dix jours plus tard, dans une nouvelle lettre il insista sur le fait qu'en 1829, un ministre des Affaires étrangères, le comte Portalis, avait reconnu qu'en cas de guerre avec les Trarza, le recours au blocus était juridiquement possible, ANSOM Correspondance générale 186 et Sénégal IV 13 a.

(43) Le directeur des Colonies obtint le 25 novembre l'envoi d'un navire au Sénégal pour l'affecter au blocus de Portendick, ANSOM Sénégal IV 13 a.

(44) Le 26 octobre 1834, l'amiral de Rigny, ministre des Affaires étrangères avait fait savoir qu'il rejetait l'interprétation du gouverneur, mais il n'écartait pas l'éventualité du blocus. Ibid.

n'est qu'en décembre que les ordres furent expédiés à Saint-Louis. Le ministre de la Marine soucieux de prévenir tout incident fâcheux recommanda à Pujol :

> "d'apporter la plus grande circonspection dans l'adoption des diverses mesures qui seront prises par vous en exécution de mes ordres, ainsi que dans vos relations avec les autorités anglaises. Vous aurez soin d'éviter tout ce qui pourrait fournir prétexte à des collisions entre les bâtiments français et les bâtiments anglais. En un mot, vous ne devez pas perdre un seul instant de vue que les Maures Trarza sont nos seuls ennemis dans l'affaire dont il s'agit, et que le blocus de Portendick n'est dirigé que contre eux" (45).

Le gouverneur agit avec promptitude car la traite étant proche, les Anglais de Gambie effectuaient déjà leurs préparatifs. Le 17 janvier, il déclara que le blocus serait effectif à partir du 15 février et il notifia sa décision aux autorités anglaises de Sierra Leone et de Gambie. En principe, le blocus devait cesser dans les deux mois qui suivraient la ratification de la paix. D'autre part, il était prévu que les navires étrangers qui chercheraient à le forcer seraient soit conduits à la disposition des autorités de Sainte-Marie de Bathurst s'ils étaient anglais soit mis sous séquestre s'ils appartenaient à d'autres nations (46). Le 6 mars 1835, le ministre de la Marine,

---

(45) Ministre à gouverneur, 12 décembre 1834, Ibid.

(46) Arrêté sur le blocus de Portendick, BAS 1819-1842, p. 433-440. Gouverneur à ministre, 27 janvier 1835, n° 18, ibid. Dans l'application les autorités firent preuve d'un peu de souplesse. En effet, les officiers français avaient mission après avoir notifié le blocus aux commandants des navires anglais de les convaincre de s'éloigner de Portendick. C'est seulement en

l'amiral Duperré, informa des mesures prises à Saint-Louis son collègue des Affaires étrangères qui en avertit le 19, l'ambassade de France à Londres (47).

Les autorités françaises s'attendaient à rencontrer des difficultés dans l'application d'une mesure qui, en quelque sorte, défiait les britanniques. La Bordelaise et la Gazelle envoyés par le gouverneur pour surveiller la côte de Portendick y trouvèrent un brick anglais qui s'apprêtait à traiter avec les Maures. Il fallut beaucoup d'insistance pour qu'il consentit à s'éloigner. Les armements pour la traite se poursuivaient à Bathurst et le lieutenant-gouverneur Rendall ayant solennellement protesté contre le blocus, Pujol craignait "quelque fâcheuse collision, l'honneur et la dignité du pavillon ne permettant pas de reculer". Le gouverneur ajoutait dans sa lettre au ministre que les Anglais en reprenant un commerce qui, quelques années auparavant ne leur offrait plus d'avantages, n'avaient, en réalité, pas d'autre but que de spéculer sur les malheurs de la colonie du Sénégal (48). Quelque peu inquiet, le ministre prêcha la prudence insistant auprès du gouverneur pour qu'il évite "tout ce qui serait de nature à porter atteinte aux rapports d'amitié qui existent aujourd'hui entre la France et la Grande-Bretagne". En conséquence :

.... cas de refus ou de récidive qu'ils auraient à exécuter les instructions primitives. Note sur le blocus de la baie de Portendick, décembre 1836, ANSOM Sénégal IV 13 b.

(47) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 6 mars 1835, ANSOM Correspondance générale 187.

(48) Gouverneur à ministre, 25 février 1835, n° 52, ANSOM Sénégal IV 13 a.

"l'emploi de tous les ménagements compatibles avec l'exercice d'un droit qui ne peut être contesté doit être mis par vous au premier rang des devoirs imposés aux officiers commandant les bâtiments préposés au blocus" (49).

Si à Saint-Louis et dans les ports français, en particulier à Bordeaux, traitants et négociants accueillirent avec "une satisfaction très marquée" une décision qui les délivrait d'une concurrence gênante, il n'en était évidemment pas de même dans les comptoirs anglais (50). Là, les commerçants adressèrent les protestations les plus vives aux autorités locales. Pour leur part, les négociants de Grande-Bretagne intéressés au commerce de la gomme les transmirent en les appuyant fortement au premier ministre, lord Palmerston, au cours d'une entrevue.

Dès le début, le gouvernement britannique avait suivi de près l'affaire de Portendick. A l'automne 1834, il avait fait des représentations au gouvernement français à la suite de l'incident du Governor Temple et de l'Industry (51). De plus, il entendait que sur place, tout soit mis en oeuvre pour assurer la protection du commerce de

---

(49) Ministre à gouverneur, 22 mai 1835, ibid.

(50) Une lettre adressée à Gerbidon, chef de division à la direction des Colonies probablement par l'ordonnateur Guillet qui allait rejoindre son poste à Saint-Louis emploie cette expression à propos des négociants de Bordeaux intéressés aux affaires du Sénégal, 10 mars 1835, ibid.

(51) Ministre des Affaires étrangères à ambassadeur d'Angleterre, 26 octobre 1834, ibid.

la gomme à Portendick, approuvant en décembre l'envoi d'un navire de guerre (52). Mais, maintenant, il lui fallait adopter une attitude plus énergique s'il voulait désarmer une opposition de plus en plus hardie et éviter un débat au Parlement qui risquait d'être fâcheux pour les relations entre les deux pays. Après une entrevue avec l'ambassadeur de France, Sébastiani, Palmerston qui venait de reprendre la direction du Foreign Office substitua à la note conciliante préparée par son prédécesseur, Aberdeen, un mémoire qu'il adressa en mai à Paris. Il y exposait sur un ton rogue les griefs du gouvernement britannique.

Tout d'abord, Palmerston rappelait que depuis longtemps les Français du Sénégal n'ont cessé d'avoir recours à des procédés injustes et violents pour empêcher les Anglais de recueillir le bénéfice du droit qui leur avait été concédé en 1783 de commercer à Portendick. Il dénonçait les pressions exercées continuellement sur les Trarza pour qu'ils ne dirigent aucune gomme vers la côte et il faisait en particulier état d'un traité que le gouverneur de Repentigny aurait signé dans ce but en 1785. Il renouvelait ses protestations contre la distinction faite par le gouverneur du Sénégal entre traite sous voiles et traite à l'ancre et il réaffirmait que les Anglais n'avaient construit aucun établissement permanent. Dans ces conditions, il appuyait totalement les demandes d'indemnité présentées par les commerçants anglais qui avaient été empêchés par les autorités françaises de traiter normalement à Portendick. Il s'attachait, ensuite, à démontrer que la déclaration de blocus ne reposait sur aucune base juridique sérieuse. Pour le gouvernement britannique, le littoral de Portendick ayant cessé d'être occupé par les Français, puisqu'ils n'y entretenaient plus

---

(52) Secrétaire d'Etat Glenelg à gouverneur Rendall, 15 décembre 1835 P R O CO 1/4.

aucun fort, n'appartenait pas pour autant aux Trarza. C'est un territoire neutre qui n'est habité par aucune tribu maure particulière, un lieu fréquenté pendant la saison de la gomme, par plusieurs tribus, qui, pour la plupart ne sont pas en guerre avec les Français. Aussi, est-il inadmissible que ceux-ci les empêchent de trafiquer avec les Anglais sous le prétexte que les hostilités sont ouvertes entre le Sénégal et les Trarza. Il terminait en insistant pour que le revendication du commerce, c'est-à-dire la levée immédiate du blocus, soit rapidement satisfaite (53).

Le ministre d'Angleterre à Paris souhaitant obtenir une réponse sous quelques jours, le ministre des Affaires étrangères communiquait dès le 23 mai, le mémoire de Palmerston à son collègue de la Marine auquel il ne cache pas qu'il désire voir favorablement accueillie la demande de levée du blocus (54). Dans sa réponse du 27, l'amiral Duperré s'efforçait de réfuter les arguments de Palmerston (55). Tout d'abord, il faisait à nouveau remarquer que la responsabilité du blocus reposait entièrement sur l'Angleterre qui avait modifié du tout au tout la position des Trarza en renouant avec eux et en leur livrant armes et munitions. Par ailleurs, c'est en toute légitimité que la France a agi car Portendick lui ayant été cédé

---

(53) Palmerston à ministre d'Angleterre à Paris, 19 mai 1835, ANSOM Sénégal IV 13 a.

(54) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 23 mai 1835, ibid.

(55) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 mai 1835, ibid.

en pleine propriété par le traité de 1783 n'est nullement un territoire neutre comme l'affirment les Anglais. En conséquence, le gouvernement français n'avait pas d'autre mesure à prendre que de priver ses ennemis des secours qu'ils étaient parvenus à se procurer. En 1826, les Anglais devant des difficultés comparables n'avaient-ils pas agi de même et le Foreign Secretary Canning n'avait-il pas expliqué à l'ambassadeur de France que le blocus était légitime puisqu'il avait pour but de forcer les naturels à conclure la paix ? Or la France, en 1835, ne cherchait pas autre chose. D'autre part, de nombreux témoignages, en particulier ceux du P. Labat et de Durand prouvaient que les Trarza sont seuls à fréquenter habituellement l'escale de la côte mauritanienne. D'ailleurs, n'est-ce pas uniquement avec les Trarza que les Anglais ont traité ? Comme Palmerston se refusait à admettre la réalité, le ministre de la Marine prescrivit au président du tribunal de Saint-Louis de mener une enquête sur la fréquentation de Portendick. Des notables appelés à déposer, une vingtaine environ, confirmèrent que seuls les Trarza étaient les maîtres de l'escale, ajoutant cependant, qu'ils pouvaient en accorder l'accès aux Brakna lorsque ceux-ci étaient en guerre avec la France (56).

Le ministre gardait prudemment le silence sur les engagements que les Maures avaient dû souscrire en 1785.

---

(56) Le ministre de la Marine est revenu à plusieurs reprises sur cette question à la demande de son collègue des Affaires étrangères, les 8 et 17 juillet : voir aussi la dépêche du gouverneur au ministre du 18 juillet ANSOM Correspondance générale 187. Le résultat de l'enquête devant le tribunal de Saint-Louis est consigné dans ANSOM Sénégal IV 13 a.

En effet, dans les traités conclus en mai et en juillet, les marabouts darmankour et les souverains brakna et trarza, en termes identiques, juraient et promettaient :

> "de n'avoir jamais directement ni indirectement aucune communication avec les Anglais ... et d'employer tous les moyens praticables pour intercepter et supprimer totalement le commerce que les Anglais pourraient faire à Portendick".
>
> Du fait de cette obligation, ils recevront :
>
> "une gratification en sus de la coutume toutes les fois qu'ils arrêteront de la gomme sur le chemin de Portendick et la feront conduire au Désert de manière que la Compagnie puisse être assurée qu'il n'en sera point vendue à Portendick" (57).

Mais la question se pose de savoir si ces traités engagent véritablement l'Etat comme le pensait Palmerston. Il ne le semble pas car il s'agit essentiellement d'accords commerciaux privés, signés à l'initiative du directeur de la Compagnie de la Gomme, Durand, qui les a publiés dans l'Atlas de son Voyage (58). Bien sûr, le gouverneur d'alors les a approuvés et a même facilité leur conclusion, mais il est significatif que Cultru et Jore étudiant l'action du comte de Repentigny consacrent de longs développements à la négociation qu'il a conduite avec le bour Saloum et ne soufflent mot des traités conclus avec les

---

(57) Traités avec les Darmankour, 2 mai 1785, Ahmed Mokhtar des Brakna, 10 mai 1785 et Ali Koury des Trarza, 20 juillet 1785, ANS AOF 13 G 1.

(58) DURAND, Histoire du Sénégal, op.cit. ; TARDIEU dans sa SENEGAMBIE ET GUINEE, déjà cité, parle de "traités de commerce" p. 85.

Maures (59). De toute manière, ils sont devenus caducs à la suite de la disparition des compagnies privilégiées et de la perte du Sénégal lors des guerres napoléoniennes. Quant aux traités conclus après la reprise au cours de la première moitié du XIXe siècle, ils engagent directement l'Etat mais ils ne comportent pas, on l'a vu, d'interdiction explicite de porter la gomme à Portendick.

Enfin, le ministre rappelait que le blocus était une mesure d'une "absolue nécessité" pour aboutir à la paix avec les Trarza. Il ajoutait qu'on ne pouvait, comme le souhaitait Palmerston, le limiter aux armes et aux munitions car cela impliquerait un droit de visite, source de graves difficultés (60). Il ne se faisait guère d'illusion sur la portée de ses remarques car il savait son collègue, de Broglie, désireux de conserver avant tout l'amitié britannique (61).

Le gouvernement britannique fit bientôt savoir qu'aucun des arguments employés par l'amiral Duperré ne lui

---

(59) CULTRU (P.) : Histoire du Sénégal du XVe siècle jusqu'à 1870, Paris Larose, 1910 ; JORE (L.) : Les établissements français de la côte occidentale d'Afrique de 1758 à 1809, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre Mer, 1965, 477 p. et du même : Un canadien gouverneur du Sénégal, Louis Le Gardeur de Repentigny, Revue d'Histoire de l'Amérique française, juin, septembre, décembre 1961.

(60) On connaît l'âpre controverse qui oppose alors les deux gouvernements dans l'application du droit de visite à propos de la répression de la traite clandestine.

(61) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 mai 1835, ANSOM Sénégal IV 13 a.

paraissait "soutenable" ; néanmoins l'accord s'établit entre les deux pays le 4 juillet. Il fut convenu que la France léverait le blocus et que l'Angleterre accepterait de laisser visiter ses bâtiments pour empêcher tout commerce des armes jusqu'à ce que la paix soit conclue avec les Trarza. L'ambassadeur d'Angleterre souhaitait des mesures d'application très strictes car disait-il :

> "La conduite des autorités françaises du Sénégal ne donne que trop de sujets de les soupçonner de vouloir l'anéantissement du commerce anglais sur ce point, afin d'assurer à la France le monopole du commerce de la gomme" (62).

Ces craintes semblaient justifiées. En effet, le ministre de la Marine s'était résigné à l'abandon du blocus avec une mauvaise grâce qui transparaît nettement dans ses instructions au gouverneur du Sénégal. Il lui demandait, dès la réception des renforts qu'il venait d'expédier au Sénégal de faire aux Trarza "une guerre active". Il insistait, par ailleurs, sur la nécessité de trouver une nouvelle voie. Puisqu'il n'était plus possible d'interdire au commerce anglais d'aborder à Portendick, ne pourrait-on pas empêcher les Trarza d'amener leurs gommes sur la côte ? Pour cela, il suffirait de débarquer quelques détachements chaque fois qu'il serait nécessaire de repousser les Trarza dans l'intérieur. Il faudrait également étudier si la création d'un poste militaire ne s'avérait pas indispensable (63). Le ministre demandait, enfin, que le droit de visite ne soit pas exercé seulement contre les navires britanniques mais aussi contre les petites embar-

---

(62) L'ambassadeur d'Angleterre Granville à ministre des Affaires étrangères, 4 juillet 1835, ibid.

(63) Ministre de la Marine à gouverneur, 6 juin 1835, n° 87, ibid.

cations qui les reliaient au rivage. Si les Trarza ne cédaient pas, le rétablissement du blocus était envisagé (64).

En France, des négociants protestaient contre l'accord franco-anglais. Ainsi, Devès de Bordeaux demandait au ministre de la Marine dans une lettre du 14 juillet 1835 qu'il fit imprimer, d'empêcher "un pareil abandon de nos droits et de nos intérêts" et il affirmait que le blocus total était la seule arme efficace (65). Ce point de vue était largement partagé au Sénégal. Ainsi, le gouverneur considérait le rétablissement des relations commerciales entre Anglais et Trarza, même assorti de l'interdiction de porter à ceux-ci armes et munitions comme devant "éterniser la guerre" et ruiner le commerce des Français. "L'effet moral en serait désastreux" ajoutait-il (66). Cependant, il dut exécuter les ordres du ministre. La levée du blocus eut lieu le 14 août 1835. Le gouverneur en se réservant dans l'arrêté les moyens de repousser les Maures de la côte provoqua immédiatement les plus vives protestations du commandant de la Division anglaise et du gouverneur Rendall. Ce dernier accusait les Français de vouloir annuler le droit de commerce reconnu aux Anglais par les traités et refusait malgré les ordres reçus de leur consentir le droit de visite (67).

---

(64) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 8, juillet 1835, ANSOM Correspondance générale 187.

(65) Devès à ministre, 14 juillet 1835, ANSOM Sénégal, IV 13 a.

(66) Gouverneur à ministre, 13 juillet 1839, n°139, ibid.

(67) Gouverneur à ministre, 18 août 1835, n° 162 ; lieutenant-gouverneur Rendall à gouverneur du Sénégal, 19 août 1835, ibid. Le secrétaire d'Etat Glenelg avait demandé le 15 juillet au gouverneur de la Gambie qu'une surveillance soit exercée pour éviter que des

Le ministre de la Marine informé de ces incidents feignit l'étonnement. Il rappela à son collègue des Affaires étrangères que le gouvernement anglais avait tacitement acquiescé à toute action militaire menée à Portendick contre les Maures. Haussant le ton, il la déclara indispensable à la pacification du Sénégal ; il ne pouvait être question d'y renoncer car il y allait "du sort d'une possession importante" et "du droit que possède avant tout la France de se protéger chez elle-même" (68). Toutes ces alarmes semblaient devoir être vaines puisque le 30 août la paix était conclue avec les Trarza. Cependant, le ministre de la Marine, dans l'éventualité d'une reprise des hostilités, demandait que soient réservés de la manière la plus formelle les droits de la France à intervenir militairement à Portendick (69). Par ailleurs, pour couper court aux rumeurs répandues par les négociants de Gambie, il assurait son collègue des Affaires étrangères que le traité conclu avec les Maures ne contenait aucune clause pro-

---

(...) armes et des munitions soient délivrées aux Trarza. La France, comme belligérante, disait-il, a ce droit, P R O C O 401/4. Ministre de la Marine à Affaires étrangères, le 9 octobre 1835, ANSOM Correspondance générale 187.

(68) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 2 octobre 1835, ibid.

(69) Annonçant la conclusion de la paix, le ministre, tout en remarquant qu'elle rendait sans objet les dispositions militaires sur le territoire de Portendick estimait qu'il fallait prévoir le cas où le recours à des mesures semblables serait indispensable. Il importait dès lors "de ne clore aujourd'hui nos communications à ce sujet avec le gouvernement britannique qu'en réservant de la manière la plus formelle nos droits pour l'avenir", ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 3 octobre 1835, ibid.

pre à empêcher le commerce anglais à Portendick (70).

La méfiance traditionnelle qui régnait sur la côte occidentale d'Afrique entre les représentants des deux pays expliquait pour une large part l'ampleur prise par les événements des années 1834-1835. Ils laissèrent des traces d'autant plus vives que le problème de fond, à savoir le droit des Anglais à trafiquer à Portendick et les conditions de son exercice ne fut pas tranché et qu'il fallut près de dix ans pour régler les séquelles de cette période de tension. D'autre part, on n'a pas manqué d'observer combien les commerçants du Sénégal et de la métropole ainsi que les autorités de Saint-Louis trouvaient une oreille complaisante auprès du ministre de la Marine tandis que celui des Affaires étrangères s'efforçait de calmer les esprits afin que ne soit pas irrémédiablement compromise une entente qu'il jugeait indispensable. Mais la tâche ne lui était pas rendue facile par Palmerston qui, soucieux de faire prévaloir les intérêts britanniques, n'hésitait pas à employer ton cassant et ultimatum. Ces deux années comportent aussi un enseignement à propos de la politique à mener au Sénégal. Le gouvernement de Louis-Philippe était obligé de reconnaître que pour faire plier les Trarza, il ne pouvait manier sans dommage l'arme économique. Il ne lui restait donc qu'une solution : faire appel à la force et donner aux opérations militaires une ampleur qui était en contradiction totale avec sa position traditionnelle (71). En définitive, c'était l'attitude de

---

(70) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 novembre 1835, ibid.

(71) Dans sa lettre au gouverneur du 6 juin 1835 déjà citée, le ministre annonce l'envoi en plus des trois bâtiments légers destinés à former le blocus d'une corvette de guerre ; il complète à son effectif normal la garnison des troupes blanches et l'augmente de cent

l'Angleterre qui avait contraint le gouvernement français à employer des moyens auxquels il avait longtemps répugné.

A Paris, le département des Affaires étrangères ayant appris l'heureuse conclusion d'une paix fondée sur le succès militaire avait tendance à considérer l'affaire de Portendick comme terminée. En réalité, il n'allait pas tarder à être détrompé. En effet, à la fin de 1836, le Foreign Office adressait à Molé, alors ministre des Affaires étrangères, un état des pertes subies par les négociants anglais avant et pendant le blocus. En conséquence, il réclamait en faveur des maisons Forster et Smith, Harrison et Redman des indemnités s'élevant à près de 89.000 livres sterling, soit plus de deux millions deux cent mille francs. Pour justifier ces démarches, le gouvernement de Londres qui avait cédé aux pressions des négociants reprenait tous les arguments utilisés lors de la polémique de l'année précédente.

On était quelque peu déconcerté à Paris par cette intervention inattendue. Avant l'étude approfondie des documents transmis par l'ambassade d'Angleterre, le ministère jetait dans une note ses premières réactions. Tout d'abord, il réaffirmait sa totale hostilité à l'égard des demandes fondées sur des faits antérieurs au blocus. Il estimait que la France avait le droit d'agir en toute liberté car elle était en guerre avec les Trarza et leur

---

... hommes d'infanterie. Enfin, il fait transporter au Sénégal des soldats noirs prélevés sur le corps des Wolof stationnés à Sainte-Marie de Madagascar. En juillet, il mettait à la disposition du gouverneur un brick et une goëlette et en septembre, il envoyait un nouveau détachement de cinquante hommes.

connivence avec les Anglais était prouvée par le fait que le Governor Temple et l'Industry s'apprêtaient à leur fournir armes et munitions. En outre, il était rappelé que la tradition n'autorisait que la traite sous voiles (72).

Saisi de cette affaire en janvier, le comité consultatif du contentieux du ministère des Affaires étrangères déposa son rapport le 24 juin 1837 (73). Il concluait après avoir réfuté les arguments britanniques au rejet pur et simple de toute indemnité. En août, le comte Molé en informait l'ambassadeur d'Angleterre, Granville. Il ne doutait point que le gouvernement de la reine Victoria ne reconnaisse le bien-fondé de l'argumentation française. Sans doute, l'article 11 du traité de 1783 concédait aux Anglais le droit de commercer à Portendick,

> "quelque respectable que puisse être un pareil droit, il n'en est pas moins subordonné au droit de conservation, le plus impérieux de tous, et qui, en temps de guerre, suspend tous ceux qui peuvent se trouver en conflit avec lui".

Il rappelait, par ailleurs, que la guerre s'était prolongée du fait des relations des Trarza avec les sujets anglais. Il terminait en manifestant l'espoir que le gouvernement anglais renoncera

---

(72) Note sur le blocus de la baie de Portendick, décembre 1836, ANSOM Sénégal IV 13 b.

(73) Le comité consultatif du contentieux comprenait cinq membres dont Pellegrino Rossi, futur ambassadeur de France auprès du Saint Siège. Le marquis de Gabriac était rapporteur.

"à se faire l'appui des réclamants dont le commerce a subi les chances ordinaires de l'état de guerre et qui n'ont droit aux titres qu'ils exposent aucune indemnité du gouvernement français" (74).

Amèrement déçu par cette position intransigeante, les négociants protestèrent dans un mémoire remis à Palmerston en décembre 1837. Cherchant à gagner l'opinion publique à leur cause, ils firent campagne dans la presse et publièrent une brochure intitulée : les Français en Afrique. Ils provoquèrent également, le 8 mai 1838, à la Chambre des Communes, une interpellation sur les suites que le gouvernement britannique entendait donner à cette affaire. Une démarche de Palmerston à Paris obligea le comité consultatif à un nouvel examen. Il aboutit, en juillet 1838, aux mêmes conclusions que l'année précédente avec cette seule différence qu'elles étaient exprimées avec une fermeté encore plus grande et parfois proche de la véhémence (75). Le gouvernement s'y rallia évidemment et en informa le gouvernement de Londres le 18 août. Comme sa communication ne suscita aucune réaction, il pensa que cette fois, l'affaire était bien terminée (76).

---

(74) Comte Molé à Granville, 8 août 1837, ANSOM Sénégal IV 13 b.

(75) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 18 mai 1838, ANSOM Correspondance générale 190. Consultation du comité consultatif, 18 juillet 1838, ANSOM Sénégal IV 13 b.

(76) Molé à Aston, 18 août 1838 : "les réclamations n'étaient fondées ni en droit ni en équité", ibid.

Elle allait, cependant, connaître un nouveau rebondissement un an plus tard. Une négociation parut alors devoir s'engager. Palmerston acceptant d'envoyer à Paris des commissaires et Soult, ministre des Affaires étrangères, préparant son dossier en demandant au département de la Marine de dresser un état des plaintes des négociants français contre les agissements anglais à la côte occidentale d'Afrique. En fait, ce n'est qu'à la suite d'une nouvelle intervention des commerçants anglais en 1840 que des contacts furent pris entre commissaires français et anglais. Mais visiblement, Paris usait de toutes les manoeuvres possibles de sorte qu'aucun arrangement n'était en vue. Pressé d'en finir, le gouvernement anglais se décida à proposer une procédure d'arbitrage international. Guizot répondit le 4 juillet 1842 à l'ambassadeur, lord Cowley, que la question était trop importante pour qu'une résolution définitive soit prise immédiatement. Il considérait comme indispensable que tous les membres du cabinet après avoir été soigneusement informés délibèrent en commun. Le gouvernement français prit le temps de la réflexion puisque ce n'est qu'en novembre qu'il fit connaître sa position. Il acceptait l'arbitrage mais sous certaines conditions. Tout d'abord, la sentence à intervenir ne saurait même par voie d'induction porter atteinte aux principes que le gouvernement français a invariablement professé en matière de blocus et de droit maritime, non plus qu'aux droits inhérents à la souveraineté qu'il a toujours soutenus lui appartenir d'après les termes des traités sur la côte de Portendick. D'autre part, l'arbitrage portera sur la totalité des réclamations anglaises et l'arbitre prononcera seulement sur la question de savoir s'il y a lieu ou non à indemnité réservant dans ce dernier cas la fixation du dommage à une commission de liquidation.

Le roi de Prusse qui avait déjà été pressenti pour cette mission accepta définitivement après la déclaration commune des deux gouvernements en date du 14 novembre 1842. Un an plus tard, le 30 novembre 1843, il rendait sa sentence. Celle-ci condamnait la France à réparation pour les pertes subies par le Governor Temple et l'Industry à la suite des mauvais procédés du Dunois et pour celles qu'avait occasionnées à l'Elisa son éloignement de Portendick par des navires de guerre français, alors qu'il s'apprêtait à charger les gommes qui lui étaient dues en échange de marchandises déjà livrées aux Maures. Mais aussi la France devait indemniser les réclamants surpris par la mise en place du blocus, car elle avait eu le tort de n'adresser une notification officielle qu'en Afrique, laissant ainsi dans l'ignorance pendant quelque temps les armateurs de la métropole.

Une commission comprenant un Français, un Anglais et un arbitre désigné par le roi de Prusse fut constituée dans le courant de l'année 1844 et elle arrêta le montant des indemnités à la somme de 41.770 F,89 (77).

---

(77) Guizot avait demandé des renseignements précis sur le commerce effectué à Portendick mais il semble que le ministre de la Marine éprouve des difficultés à le satisfaire. L'ancien gouverneur Pujol et le délégué du Sénégal, Calvé , furent invités à donner leur avis sur le dossier présenté par les négociants anglais. Calvé réduisait à 105.625 F le montant des indemnités réclamées, Marine à Affaires étrangères, 27 octobre 1843, ANSOM Correspondance générale 200. La sentence a été publiée dans DE CLERCQ, op.cit., t.5, p. 131. Sur ce long conflit de Portendick, consulter le livre bleu publié par le gouvernement britannique : Papers relative to the arbitration of his Majesty the King of Prussia. London, Harrisson, 1845, 425 p.

On était loin des prétentions initiales des négociants anglais ! Enfin une loi du 20 juin 1845 mit à la disposition du gouvernement français les crédits nécessaires au règlement des ayants droit (78).

Au lendemain de cette sentence, la France pouvait, d'un certain point de vue, s'estimer satisfaite, car, ayant réussi à limiter considérablement le champ de l'arbitrage, elle conservait son entière liberté pour établir un nouveau blocus et pour éventuellement poursuivre les Trarza à partir de Portendick. Seuls le zèle intempestif et les maladresses de quelques officiers ainsi que l'absence de notification officielle en Europe se trouvaient sanctionnés. Mais, par ailleurs rien n'était réglé au fond et une nouvelle crise pouvait toujours éclater puisque les Anglais s'attachaient à poursuivre leur activité commerciale à Portendick.

En effet, après la levée du blocus et le rétablissement de la paix au Sénégal, les autorités de Bathurst se sont efforcées de renouer avec les Trarza. Le gouverneur Rendall se rendit personnellement à Portendick en juillet 1836 et il signa un traité par lequel le gouvernement anglais s'engageait à payer à nouveau les coutumes tandis que les Trarza leur accordaient un emplacement entre la rivière Saint-Jean et le Sénégal pour y élever les magasins nécessaires à un commerce qu'on espérait voir devenir

---

(78) Le crédit a été voté par la Chambre des députés sans débat. L'unique orateur, Jules de Lasteyrie, après avoir remarqué que le gouvernement français avait interprété le traité de 1783 d'une manière trop dure, donnait sa pleine adhésion à la sentence du roi de Prusse qu'il jugeait équitable. Moniteur universel 30 avril 1845, pp. 1138-1139, 1er mai 1845, pp.1151-1156.

prospère (80). Le gouvernement de Londres ne ratifia pas le traité non par hostilité au principe du versement des coutumes aux chefs Trarza mais par refus d'une application mécanique. En effet, seuls des résultats satisfaisants à Portendick pouvaient justifier, à ses yeux, l'octroi de présents importants. En conséquence, le gouverneur fut, en 1838, investi du droit d'en apprécier l'opportunité après consultation des marchands de Bathurst (81).

Tant que la crise ouverte en 1834-1835 ne fut pas réglée, le gouvernement anglais jugeait de bonne politique d'effectuer régulièrement par l'intermédiaire d'un officier de la Royal Navy le paiement des coutumes. Il se montra beaucoup moins empressé par la suite car, en 1844, ce fut Forster et Smith, la maison la plus engagée dans le commerce de la gomme qui fit aux Maures l'avance des guinées (82). Finalement, en 1847, le secrétaire d'Etat aux Colonies, Grey, ordonna au gouverneur Fitzgerald de cesser tout paiement à partir de l'année suivante (83). Il tirait la conclusion logique d'un échec qui sur le plan commercial était patent depuis longtemps déjà.

Faute de statistiques précises, il est difficile d'apprécier le volume d'échanges réalisés le plus souvent

---

(80) Lieutenant-gouverneur Rendall à Lord Glenelg, 9 juillet 1836, PRO CO 401/4 et gouverneur à ministre, 18 juillet 1836. ANSOM Sénégal IV 13 b.

(81) Lord Glenelg à gouverneur, 29 août 1838, PRO CO 401/4.

(82) Fitzgerald à lord Stanley, 17 avril 1845, PRO CO 87/35 et lord Stanley à Fitzgerald, 23 septembre 1845, PRO CO 401/6.

(83) Grey à Fitzgerald, 29 février 1847, ibid. Les coutumes s'élevaient au chiffre important de 480 pièces de guinées.

dans des conditions difficiles. En effet, les Trarza en faisant traîner les opérations en longueur, obligent les navires anglais à rester au mouillage pendant de longs mois (84). D'autre part, ils n'apportent pas toujours à l'escale les quantités escomptées par les acheteurs soit qu'ils n'y trouvent guère d'avantages, soit que des tribus rivales pillent leurs caravanes sur le chemin de Portendick (85). Enfin, le commerce ne s'effectue le plus souvent que sous la protection d'un stationnaire (86). Certaines années, comme 1838, et en 1842, la traite n'a pas eu lieu (87). Les quantités traitées demeurent des plus médiocres

---

(84) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 juillet 1846, ANSOM Sénégal IV 11 b. et rapport du capitaine de La Jonquille, 20 avril 1847, ANS AOF 9 G 1.

(85) Le gouverneur Thomas écrit au ministre, le 9 juin 1845 "que le voyage de Portendick offre si peu d'avantages aux Maures qui l'entreprennent que la plupart ont rapporté leurs gommes aux escales et que ceux qui avaient traité avec le navire anglais ont été arrêtés par les Maures Kounta qui leur ont pris marchandises et bestiaux", n° 231, ANSOM Sénégal IV 11 b.

(86) Ainsi est signalée à Portendick la présence du Partridge en 1839, gouverneur à ministre, 14 juin 1839, n°126, ANSOM Sénégal I 22 b., du Saracen en 1840, gouverneur Ingram à Lord John Russel, 21 mars 1840, PRO CO 87/23, du Pantaloon en 1843, Ingram à lord Stanley, 1er août 1843 PRO CO 87/31.

(87) Gouverneur à ministre, 8 juillet 1837 : "d'après le dénombrement des chameaux", les Anglais n'ont pas traité plus de deux cent milliers de livres de gomme, ANSOM Sénégal IV 11 B. Un état des importations de la Grande-Bretagne porte une valeur de 5775 livres sterling pour la gomme traitée à Portendick, ce qui représente un

comme dans la période qui précéda le blocus. En 1837, le gouverneur du Sénégal estime les achats de gomme à une centaine de tonnes, chiffre assez proche de celui que fournissent les statistiques de la Gambie (88). Les résultats seront encore plus décevants dans les années suivantes se situant autour d'une trentaine de tonnes en 1839 et vraisemblablement aussi en 1843 et 1844 (89). Ce ne sera qu'en 1846 que le niveau de 1837 sera largement dépassé (90). On était bien conscient à Bathurst des difficultés présentées par le commerce de Portendick et de ses limites? Ainsi, l'offre faite en 1850 par le roi des Trarza, à un moment où ses relations avec les Français sont particulièrement tendues, de diminuer les coutumes prélevées sur chaque navire afin d'inciter les négociants anglais à accroître sensiblement leurs échanges n'a pas rencontré d'accueil favorable même chez les maisons les plus engagées dans le commerce de la gomme comme Forster et Smith (91).

... un peu moins de cent tonnes. PRO Custom 6. Enfin Calvé dans une lettre au ministre datée du 2 octobre 1843 considère comme un maximum le chiffre de cent tonnes traitées à Portendick, ANSOM Sénégal IV 13 b.

(89) Le commandant de la Station d'Afrique, Montagniès de La Roque, au ministre de la Marine, 9 août 1839, ANSOM Sénégal IV 11 b.

(90) 140 tonnes d'après PRO Custom 6, mais 116 tonnes d'après un état du commerce de la Gambie CO 90.

(91) En mars 1850, une ambassade trarza était arrivée à Bathurst pour faire connaître les propositions du roi. Elle était logée chez les agents de Forster et Smith. Gouverneur Mac Donnell à lord Grey, 2 juin 1850, PRO CO 87/48.

Le ministre de la Marine pouvait donc écrire sans risque d'erreur en 1847 que l'Angleterre ne tirait, en définitive, qu'un faible parti de son droit de trafiquer à Portendick (92). Pourtant, c'est avec une vigilante attention mêlée le plus souvent d'inquiétude que les Français ont suivi après la crise du blocus l'évolution du commerce britannique avec les Trarza. Bien entendu, les bâtiments de la Station du Sénégal continuaient à être expédiés, à l'époque de la traite, sur la côte mauritanienne. Ils avaient pour mission de veiller au respect par les Anglais des clauses du traité de 1783 (93). Ce contrôle portait essentiellement sur deux points : la nature des installations éventuellement édifiées par les Anglais pour les nécessités de leur commerce et les lieux de traite.

Une première alerte avait eu lieu à l'occasion de la visite en 1836, du gouverneur anglais à Portendick. En effet, des bruits circulaient alors aux escales que des matériaux destinés à la construction de magasins et de citernes avaient été débarqués. En fait, le capitaine de la Bordelaise dépêché sur les lieux constata que cette rumeur était sans aucun fondement (94). Mais, par la suite,

---

(92) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 avril 1847, ANSOM Sénégal IV 3 a.

(93) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 28 avril 1837, ANSOM Correspondance générale 189 et Instructions du ministre au gouverneur Soret, 31 juillet 1837, ibid., Correspondance générale 140.

(94) Gouverneur à ministre, 18 juillet 1836. ANSOM Sénégal IV 11 b.

les Anglais édifièrent sur la plage quelques baraques en planches que les autorités de Saint-Louis voudraient interdire car elles les assimilent à des établissements permanents et par conséquent en contradiction avec le traité de 1783. Mais, plus prudent, le ministre de la Marine faisait remarquer qu'il s'agissait de constructions sommaires qui ne duraient que le temps d'une traite et tout à fait comparables à celles que les Français avaient le droit d'édifier sur le rivage de Terre Neuve chaque saison de pêche. Il fallait donc les tolérer et se contenter de veiller à ce qu'elles ne deviennent pas permanentes (95).

D'autre part, les autorités françaises s'efforçaient de décourager les tentatives des Anglais de traiter en dehors des limites fixées en 1783. Ils avaient, en effet, intérêt à mouiller au sud de Portendick dans un endroit plus proche des forêts de gommiers. Des essais furent effectués en 1836 et en 1837 mais ne semblent pas avoir été renouvelés par la suite (96).

Devant d'éventuelles infractions commises par les commerçants anglais, quelle allait être l'attitude des autorités françaises ? A Paris, au moment où s'engageaient avec le gouvernement de Londres des négociations à propos de la crise du blocus, le ministre des Affaires étrangères Molé, insista auprès de son collègue de la Marine pour que

---

(95) Ministre à gouverneur, 19 août 1839, n° 180, ANSOM Correspondance générale 191, ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères 27 juillet 1846 et ministre à gouverneur, 27 août 1846, ANSOM Sénégal IV 11 b.

(96) Mémoire du gouverneur Guillet au ministre, 15 janvier 1837, ibid. Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 28 avril 1837 et 21 juillet 1837, ANSOM Correspondance générale 189.

soient données au gouverneur du Sénégal d'impératives consignes de modération (97). Il redoutait, non sans quelque raison, que sa tâche soit compliquée par d'intempestives mesures de rétorsion décidées sur place. Aussi, le ministre de la Marine, l'amiral de Rosamel, se conforma très exactement aux recommandations de Molé dans les instructions qu'il adressa au nouveau gouverneur du Sénégal, le capitaine de corvette Soret. Ce dernier se voyait imposer dans ses relations avec le gouverneur de Sainte-Marie "beaucoup de réserve, de circonspection et de dignité" et se faisait opportunément rappeler que les différends qui pourraient surgir entre les représentants des deux nations ne pourraient être réglés qu'en Europe "de gouvernement à gouvernement" (98). En cas d'infraction, les officiers chargés de la surveillance de la côte n'ont d'autre conduite à tenir que d'avertir les capitaines anglais de toute situation irrégulière, de les inviter courtoisement à y mettre un terme et s'ils n'obtempèrent pas de dresser procès-verbal. Le commandant de la Station navale et le gouverneur devront alors en référer au ministère. Evidemment, tout moyen coercitif, comme la capture du navire ou la destruction des baraques doit être absolument écarté (99).

Les officiers chargés de la surveillance de la côte de Portendick ont malgré une impatience croissante observé

---

(97) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 23 mai 1837, ANSOM Sénégal IV 11 b.

(98) Instructions générales à Soret, 31 juillet 1837, ibid.

(99) Lettre de Molé du 23 mai 1837 déjà citée, ministre à gouverneur, 16 juin 1838 et 27 août 1846, ibid.

les consignes de modération du gouvernement et aucun incident n'a été signalé. Ainsi, vers 1850, le problème de Portendick demeure posé mais il a incontestablement perdu de son acuité. Par contre, la situation du comptoir d'Albréda accapare toutes les attentions à la suite de heurts de plus en plus nombreux observés depuis quelques années avec les Anglais de Gambie.

c) Albréda

Comme les comptoirs du Sénégal, celui d'Albréda fut, non sans mauvaise grâce, rétrocédé aux Français en 1817. Mais, à cette date, la situation de cet établissement fondé à la fin du XVIIe siècle fut complètement modifiée. En effet, situé à quelques lieues de l'embouchure de la Gambie, Albréda, première position européenne rencontrée en remontant le fleuve, jouissait jusqu'alors d'une totale liberté d'accès. Mais, ce précieux avantage disparut avec la fondation de Bathurst. Albréda se trouva alors enclavé entre le nouvel établissement de l'île Saint-Marie et Fort James. Quelques années plus tard, l'étau se resserra encore quand les autorités anglaises signèrent en 1826 un traité avec le roi de Barra. Elles obtinrent une bande de territoire le long du fleuve, le Ceded Mile, qui interdit toute extension au comptoir français. D'autre part, elles élevèrent, face à Bathurst, Fort Bullen qui permit de contrôler l'accès de la Gambie.

Albréda était uniquement un comptoir commercial et bien qu'aucune fortification n'y fût construite et qu'aucun soldat n'y séjournât d'une manière permanente, les Anglais affectaient de craindre une implantation militaire des Français bien qu'elle ne soit pas autorisée par les traités.(100). Très vulnérable, Albréda ne pouvait vivre et

---

(100) Sur cette question, voir différents renseignements dans ANSOM Sénégal IV 2 a.

prospérer que si certaines conditions étaient remplies. Tout d'abord, le comptoir devait bénéficier d'une totale liberté de navigation tant en amont qu'en aval afin d'assurer dans de bonnes conditions l'approvisionnement de l'entrepôt en produits africains et en marchandises européennes. Cela implique par conséquent qu'aucune entrave ne soit mise à la descente des pirogues vers Albréda comme à la remontée des embarcations des traitants sénégalais à la recherche d'échanges avec les populations riveraines. D'autre part, il paraissait difficile aux Français d'accepter de la part des autorités anglaises le contrôle de leurs navires à l'entrée de la Gambie, la prohibition de certaines marchandises importées et le paiement de droits de toutes sortes. Par ailleurs, il était indispensable pour assurer la sécurité du comptoir et la liberté des communications d'entretenir de bonnes relations avec le roi de Barra et les chefs de l'intérieur.

On comprend que ces conditions ne pouvaient être que difficilement réunies du fait du renforcement de la présence anglaise tout au long de cette première moitié du XIXe siècle et de la vieille tradition de rivalité qui opposait les deux puissances européennes. L'Angleterre acceptait mal que la France puisse exercer une influence quelconque sur les bords de la Gambie, excellente voie de pénétration vers l'intérieur dont l'intérêt avait été démontré avec éclat par les célèbres voyages de Mungo Park. Elle entendait mener en toute liberté sa politique à l'égard des chefs africains, aussi redoutait-elle qu'une intervention de la France ne l'empêche d'affermir son autorité et ne contrarie ses desseins. En conséquence, il lui paraissait indispensable et légitime d'empêcher que le bras de ses éventuels adversaires ne soit armé par le commerce d'Albréda. Dans le domaine commercial l'Angleterre désirait que les règles qu'elle pourrait être amenée à

édicter soient respectées. Pour cela, le comptoir français ne devait en aucune manière devenir le relais d'une possible contrebande et se développer artificiellement au détriment du commerce britannique. Enfin, le gouvernement de Londres revendiquait une entière liberté de manoeuvre afin de s'assurer que l'abolition de la traite des noirs était scrupuleusement respectée en Gambie. Ainsi, il existait de nombreuses occasions de voir surgir entre la France et l'Angleterre des différends plus ou moins graves. L'histoire d'Albréda, en définitive n'est que le récit des brimades et des vexations perpétrées en Gambie et des démêlés diplomatiques qu'elles ont provoqués entre Paris et Londres.

L'intérêt économique d'Albréda était-il si important qu'il puisse justifier un affrontement avec les Anglais ? Dans les premières décennies du siècle, le comptoir français avait pour fonction essentielle d'assurer l'approvisionnement en mil et en riz des centres urbains, Bathurst, Gorée et Saint-Louis. On y achetait aussi des peaux, de la cire et un peu d'ivoire. Aussi, dans les années qui ont suivi la reprise les considérations d'ordre commercial paraissaient bien minces aux responsables français et en particulier au gouverneur Roger. Ce dernier faisait remarquer au ministre que seul le facteur politique présentait de l'importance, le comptoir servant avant tout à prouver que la France ne renoncera aucunement à faire valoir ses droits lorsqu'elle jugera convenable de relever ses anciens établissements sur la côte d'Afrique au sud de Gorée (101). En 1831, un autre gouverneur, Brou, ne pensait pas autrement qui écrivait qu'Albréda est d'un intérêt presque nul sous le rapport commercial et il

---

(101) Gouverneur à ministre, 10 mai 1824, n° 79, ANSOM Sénégal IV 2 a.

ajoutait que si ce n'est "la considération d'avoir l'oeil et le pied chez nos voisins, l'utilité de ce comptoir ne compense pas l'obligation de subir à Sainte-Marie quelques formalités désagréables pour notre amour propre national" (102). Quelques années plus tard, dans ses notes remises à la direction des Colonies, en septembre 1840, Bouët exprimait encore une position très voisine (103).

Les considérations économiques longtemps jugées sans valeur vont prendre après 1840 une importance toute nouvelle grâce au commerce des arachides dont on sait qu'il débute en Gambie et qu'il a été très vite accaparé par les commerçants français. Ainsi, au milieu du siècle le ministre de la Marine prenant acte des opérations fructueuses effectuées depuis quelques années à Albréda devenu le centre d'un commerce actif de graines oléagineuses et offrant de ce fait de sérieux avantages à la marine marchande de la métropole devait constater que les termes du problème posé par cette enclave française en Gambie se trouvaient complètement modifiés par ce succès inattendu (104).

---

(102) La position de Brou est rapportée par l'ordonnateur dans son rapport de 1834, ANSOM Sénégal IV 9 a.

(103) "Bien que ce comptoir expose nos caboteurs à certaines conditions humiliantes en passant devant Sainte-Marie de Bathurst, je ne pense pas qu'il faille l'abandonner ; c'est un pied que nous avons dans la Gambie et je craindrais après l'abandon d'Albréda de voir le commerce de ce fleuve interdit complètement à nos caboteurs", ANSOM Sénégal IV 2 b.

(104) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce 27 juillet 1848, ANSOM Sénégal IV 2 d. Le gouverneur Baudin dans son mémoire de remise de service daté du 16 août 1850 parle de "l'importance immense" que revêt Albréda pour le commerce français, ANSOM Sénégal I 37 a.

Depuis la reprise, la polémique entre la France et l'Angleterre à propos d'Albréda n'a guère cessé. Sous la pression des circonstances, elle a pu, à certaines époques, prendre un ton particulièrement vif, d'autant plus facilement qu'à peine signé, le traité de 1783 avait donné lieu comme pour Portendick, à des divergences d'interprétation qui subsistaient encore. Elles trouvaient leur source dans le fait que l'article 9 après avoir garanti en toute propriété à la France la rivière du Sénégal ne citait pas Albréda dans la liste des postes rétrocédés et que l'article 10 attribuait au roi de Grande-Bretagne la pleine possession de Fort James et de la rivière de Gambie. En conséquence, le gouvernement anglais pouvait être fondé d'une part à émettre des doutes sur la validité de la restitution d'Albréda et, d'autre part, à se réserver comme le faisaient les Français au Sénégal, le droit exclusif à la navigation sur la Gambie.

Un échange de correspondance entre Vergennes et Dorset, ambassadeur d'Angleterre, avait eu lieu sur ces problèmes au début de 1785 sans parvenir à les résoudre. Le ministre soutenait alors que la possession d'Albréda ne saurait fournir matière à contestation car la France n'en a jamais été dépossédée et elle n'en a jamais fait la cession implicitement ou explicitement. Il ajoutait que tout abandon n'aurait pas manqué d'être signalé à l'article 10. De toute manière pour justifier sa présence à Albréda, la France pouvait invoquer l'article 19 sans crainte d'être démentie (105). En ce qui concerne la question de

---

(105) L'article 19 était rédigé ainsi : "Tous les pays et territoires qui pourraient avoir été conquis ou qui pourraient l'être dans quelque partie du monde que ce soit par les armées de S.M.B. ainsi que par celles de S.M.T.C. qui ne sont pas compris dans le présent

la navigation, Vergennes s'était montré particulièrement conciliant. Il renonçait pour son pays à la liberté de remonter le fleuve en amont du comptoir et il reconnaissait "à l'Angleterre le droit de faire tout règlement qu'elle jugeait à propos pour en exclure toutes les nations" (106). Cependant, le ministre chargea son ambassadeur à Londres de réclamer non comme un droit mais comme une preuve des dispositions favorables du gouvernement britannique à l'égard de la France que soient facilitées les relations d'Albréda.

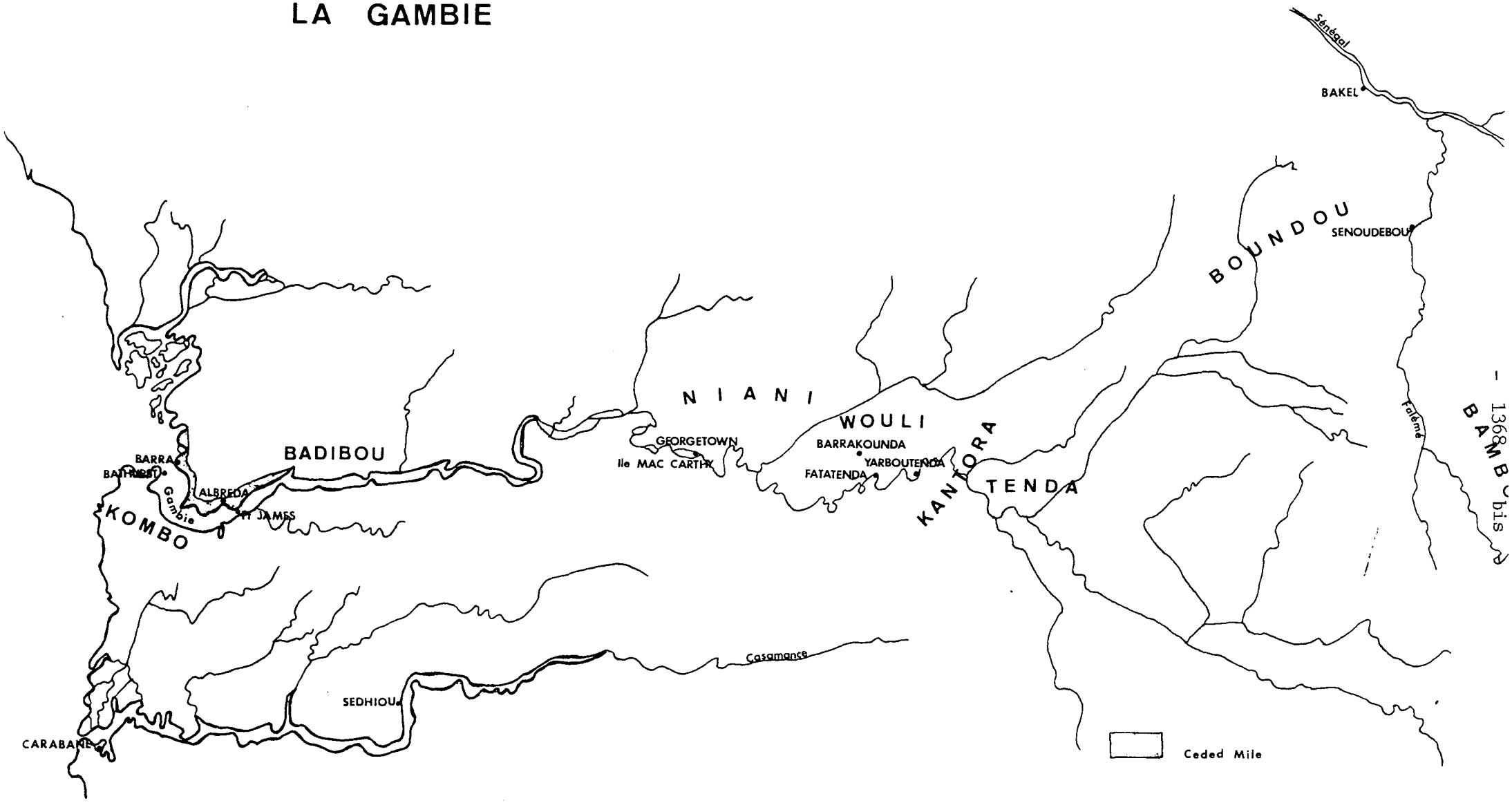
Les conditions dans lesquelles la France se trouvait à Albréda étaient donc éminemment précaires puisque l'existence du comptoir dépendait en réalité du bon vouloir des Anglais. On le vit bien au lendemain des guerres napoléoniennes quand furent restituées à la France par l'article 8 du traité de Paris les colonies qu'elle détenait en 1792. Cette clause équivalait à remettre en vigueur le traité de Versailles de 1783. Si le gouvernement britannique n'éleva alors aucune contestation officielle contre les droits de la France sur Albréda, il n'en fut pas de même de la part des milieux de l'opinion publique anglaise engagés dans la lutte contre la traite. Ainsi, l' African Institution, dans sa séance du 28 mars 1821 demanda au gouvernement le respect intégral du traité de 1783 souli-

---

... traité ni à titre de cession ni à titre de restitution seront rendus sans difficulté et sans exiger de compensation" de MARTENS : Recueil de traités, op. cit., t.3, p. 524.

(106) Cette controverse, lettres de Dorset des 22 janvier et 10 mars et de Vergennes des 31 janvier et 20 mars 1785- est évoquée par le ministre des Affaires étrangères dans sa lettre au ministre de la Marine en date du 9 février 1818, ANSOM Sénégal IV 2 a, et par Guizot au cours d'une séance à la Chambre des députés en 1846, Moniteur Universel, supplément au n° 146, 26 mai 1846, p.513.

LA GAMBIE



CARTE N° 18 : LA GAMBIE ET LES REGIONS AVOISINANTES

gnant qu'il ne faisait pas expressément mention du retour d'Albréda à la France. De toute manière, celle-ci pouvait expliquer que maîtresse de ce comptoir en 1792, le traité de 1814 lui donnait le droit de s'y réinstaller. Mais en ce début des années vingt où la situation diplomatique de la France était mal assurée, les bureaux des Affaires étrangères, affectés par la résurgence d'une querelle vieille de trente ans donnaient l'impression d'en venir à douter du bon droit de la France (107).

Les ambiguïtés du traité de Versailles n'étant pas levées, le gouvernement français pouvait toujours craindre qu'à la suite d'une détérioration des relations entre les deux pays ne soit remise en cause son droit d'occuper Albréda. Ce fut, en particulier, le cas en 1832 quand l'ambassadeur d'Angleterre fit connaître à Paris, l'intention de son gouvernement de faire valoir ses droits sur Albréda. Mise à part cette "sommation" le gouvernement anglais a, en général, agi avec plus de prudence et ce sont les autorités de la Gambie qui ont été à l'origine de la plupart des initiatives contestant à la France le droit d'occuper le comptoir (108). La crise ouverte par le blocus de Por-

---

(107) Sur cette question, MARTY (P.) : Le comptoir français d'Albréda en Gambie 1817-1826, RHC, t.17, 1924, pp. 237-272 et le dossier ANSOM Sénégal IV 2 a.

(108) A propos de l'attitude britannique, voir la communication du ministre des Affaires étrangères à son collègue de la Marine en date du 11 janvier 1833. Outre qu'il considérait la démarche de l'ambassadeur comme une véritable "sommation" le ministre jugeait "impérieuse" la lettre qui lui avait été remise, soulignant ce qu'elle avait "d'étrange et de blessant dans la forme, ANSOM Sénégal IV 9 a.

tendick a été, entre autres, l'occasion de réveiller les prétentions anglaises (109).

Dans cet interminable débat, le ministère français des Affaires étrangères après avoir longtemps manifesté incertitude et embarras, s'est finalement montré plus assuré dans la défense des intérêts nationaux. Ainsi, en 1835, le ministre d'alors, le duc de Broglie, est convaincu de la légitimité de l'installation française à Albréda (110). Le ministère de la Marine, quant à lui, avait toujours adopté une attitude plus nette, mais ce sont les autorités du Sénégal qui, conscientes de ne négliger aucun débouché pour Gorée, ont tout naturellement fait preuve de plus de constance et de vigueur dans la défense de droits qu'elles jugeaient "imprescriptibles" (111).

Bien plus que le droit d'occuper Albréda, c'est la liberté de navigation qui a constitué la trame des relations franco-anglaises parce que ce problème se situait au coeur des réalités quotidiennes. La situation s'était profondément modifiée depuis la fin du XVIIIe siècle. A cette époque, les navires français ne rencontraient évidemment aucun obstacle dans leur remontée jusqu'à Albréda mais, conformément à l'engagement pris par Vergennes ils ne devaient pas dépasser ce comptoir. Mais les transactions avaient toujours été possibles car les commandants anglais de James Island ne s'étaient jamais opposés à ce que les

---

(109) Ministre à gouverneur, 31 juillet 1837, n° 113, ANSOM Correspondance générale 140.

(110) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 19 novembre 1835, lettre citée par Guizot lors du débat à la Chambre des députés de mai 1846, déjà évoqué.

(111) Gouverneur à ministre, 23 mars 1848, n° 122 bis, ANS AOF 2 B 27.

pirogues viennent fréquenter les factoreries de leurs rivaux. Etablis à l'embouchure du fleuve depuis 1817, les Anglais disposaient désormais d'un moyen de pression efficace pour entraver, voire anéantir la valeur commerciale d'Albréda et ils pouvaient donner à leur action hostile une justification juridique en profitant des contradictions apparentes du traité de 1783.

Dans ces conditions, on comprend que les responsables français aient vivement regretté que depuis si longtemps que la question était posée, il n'ait pas été possible, contrairement à ce que prescrivait le traité de 1783, de trouver une conciliation entre deux droits, celui de la France sur Albréda et celui de l'Angleterre sur la Gambie (112). Il était bien évident que sans liberté des communications, le droit de conserver Albréda risquait d'être purement illusoire. C'est ce que les Anglais ont bien compris. Sans doute, ils n'ont pas cherché à obtenir des Français un retrait pur et simple d'Albréda, mais par tout un ensemble de mesures fiscales ou autres, par des vexations et des humiliations, ils ont cherché à prouver qu'ils étaient maîtres de la Gambie et capables d'entraver au maximum le développement du commerce de leurs rivaux. De leur côté, les autorités françaises ont par quelques manifestations significatives montré qu'elles n'acceptaient pas la domination totale de l'Angleterre sur la Gambie tandis que les commerçants tentaient de se soustraire aux mesures que l'administration de Bathurst prétendait leur imposer.

---

(112) La commission prévue à l'article 11 "pour prévenir toute discussion" en fixant "les bornes des possessions respectives" ne s'est jamais réunie.

L'histoire des trente années qui ont suivi le retour des Français à Albréda est donc jalonnée par d'interminables discussions autour des droits respectifs des deux puissances, par des poussées d'orgueil national et des blessures d'amour-propre, des intérêts lésés et des demandes de réparation. Sur ce fond de méfiance et d'acrimonie se détachent plusieurs périodes où la tension est devenue si aiguë qu'on pouvait toujours redouter un affrontement grave pour l'avenir des relations franco-britanniques.

Ainsi, après une restitution effectuée dans la mauvaise volonté et l'amertume, une première offensive contre les droits de la France a été déclenchée au milieu des années vingt en riposte à des complicités dans la traite des esclaves et au développement inquiétant de la contrebande menée par les commerçants de Gorée. Quelques années plus tard, en 1832-1833, les Anglais affirmèrent à nouveau leurs prétentions sur Albréda. Ce faisant, ils ont cherché, semble-t-il, à contrecarrer les progrès du commerce français favorisés par un assouplissement du régime douanier (113). Mais l'explication économique est insuffisante car les événements dont Bathurst a été le théâtre quelque temps auparavant ont eu, semble-t-il, une influence beaucoup plus grande. On sait que, devant la menace des populations du Barra et du Kombo, les autorités du comptoir anglais ont dû, en août 1831, lancer un appel à l'aide à leur compatriotes de Sierra Leone et aux Français du Sénégal (114). Ceux-ci, prêts à intervenir les premiers, avaient

---

(113) Voir le chapitre XII, consacré aux problèmes douaniers.

(114) Sur les événements de Gambie : FAURE (G.) : Une expédition française en Gambie au secours des Anglais en 1831, Revue Historique, t.149, juillet-août 1925, p. 161-186.

réussi à rétablir la situation avant l'arrivée des renforts de Freetown. L'action des Français n'était pas aussi désintéressée que G. Hardy veut bien le dire lorsqu'il présente le gouverneur Renault de Saint-Germain comme un véritable chevalier oubliant toute rancune et n'écoutant que "son devoir de solidarité européenne" (115). En réalité le gouverneur avait tout d'abord cherché à secourir les commerçants d'Albréda repliés avec une partie de leurs valeurs à Bathurst et ensuite, il n'était pas mécontent que les attaques des Manding aient mis en lumière et l'impuissance des Anglais et le rôle salvateur des Français comme en témoigne sa lettre au ministre :

> "L'assistance qui vient d'être fournie à une nation européenne et qui n'avait pas eu d'exemple en Afrique, a donné aux peuples de la Gambie une haute idée de la puissance française ; cette impression se répandra sur la côte et dans l'intérieur et produira un effet salutaire sur nos voisins turbulents du Sénégal" (116).

G. Rendall, lieutenant-gouverneur depuis 1830 et qui allait le demeurer jusqu'à sa mort en 1837 avait particulièrement ressenti ces moments pénibles pour l'orgueil britannique. Aussi, une fois le calme revenu, il s'était empressé de contre-attaquer en tentant de s'opposer au retour des Français à Albréda, cet établissement étant, selon lui, le résultat d'une erreur d'un de ses prédecesseurs. N'ayant pu y parvenir, il multiplia les tracasseries à l'égard des navires français dans l'espoir de montrer tant aux autorités du Sénégal qu'aux populations africaines que les Anglais étaient sans conteste les

---

(115) HARDY, op. cit., p. 303.

(116) Gouverneur à ministre, 26 octobre 1831, lettre citée par HARDY, p. 303.

maîtres de la Gambie (117).

Après un bref et relatif apaisement, une nouvelle poussée de fièvre se produisit à Albréda dans les années 1835-1837. Elle était liée à l'affrontement entre Français et Anglais à propos des Trarza et au blocus de Portendick les autorités de Bathurst, disposant en Gambie d'un utile moyen de pression. Aussi les plaintes concernant la conduite de l'administration anglaise à l'égard des bâtiments français qui se rendent au comptoir d'Albréda redeviennent particulièrement nombreuses.

A partir de 1842-1845, environ, la tension d'installe en permanence et s'aggrave jusqu'au milieu de siècle. Ce phénomène comporte essentiellement deux explications. Tout d'abord, l'administration de la Gambie émancipée depuis juin 1843 de la tutelle de la Sierra Leone, jouit désormais d'une plus grande liberté pour mener une politique africaine active ; aussi, s'efforce-t-elle d'affermir son influence le long des rives de la Gambie et de multiplier les contacts avec les populations de l'intérieur (118).

---

(117) Le gouvernement anglais fit preuve de beaucoup de réticences à propos du remboursement des frais engagés par les Français en 1831, ANSOM Sénégal IV 2 b.

(118) La décision d'ériger la Gambie en colonie indépendante est le résultat de la réflexion menée par le Select Committee de la Chambre des Communes, réuni à la suite de la mission du docteur Madden. L'insistance avec laquelle avait été soulignée l'importance de la Gambie tant sur le plan commercial que sur celui de la pénétration vers l'intérieur n'a pas manqué d'inquiéter les Français. Le ministre de la Marine écrit au

Ensuite, les progrès rapides de l'exportation des arachides ont modifié profondément les conditions du commerce français en Gambie. En effet, celui-ci qui, jusqu'alors s'accommodait fort bien du cabotage de Saint-Louis et de Gorée, exigeait de plus en plus, du fait même de l'essor du trafic et de l'exportation d'un produit encombrant, des voyages directs à partir des ports de la métropole. Cette transformation entraînait d'inévitables et importantes conséquences dans les rapports entre les deux puissances européennes.

Il est évident qu'une plus grande fréquentation de la Gambie par les bâtiments français augmentait singulièrement les risques de conflits. D'autre part, la présence de navires de haute mer pouvait apparaître plus difficile à supporter aux Anglais que celle de modestes caboteurs. Les équipages de ces derniers étant constitués de Goréens et de Saint-Louisiens assez souvent apparentés aux Sénégalais établis à Bathurst, les différends s'aplanissaient plus facilement. De même, les retards provoqués par formalités et contrôles étaient moins vivement ressentis que par les capitaines de navires au long cours soucieux de limiter au maximum la durée de leur séjour pour des raisons sanitaires et économiques. Enfin, à leur retour en métropole, par leurs rapports de mer, ils portaient à la connaissance des autorités maritimes, des Chambres de commerce et éventuellement de la presse, les avanies dont ils avaient été victimes. Ces faits avaient auprès de l'opinion publique et du gouvernement un tout autre

---

... ministre des Affaires étrangères, le 28 octobre 1842 : "Je dois à présent signaler à votre attention la nouvelle gravité que les projets de l'Angleterre sur la Gambie peuvent donner aux difficultés qui se sont élevées entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de l'occupation du comptoir d'Albréda". ANSOM Sénégal IV 9 a.

retentissement que les informations recueillies auprès des patrons au cabotage et transmises au ministre de la Marine par le gouverneur du Sénégal.

Les discussions relatives à Albréda tournent, en ce milieu du XIXe siècle, autour de trois problèmes : les conditions dans lesquelles les commerçants français peuvent exercer leurs activités, les limites territoriales du comptoir et le salut exigé des navires passant devant Bathurst par les Britanniques. Le premier, posé depuis la reprise, constitue la trame même des relations entre les deux pays tandis que les deux autres sont apparus plus tardivement dans les années quarante.

Le climat dans lequel les opérations commerciales ont repris en 1817 était loin d'être favorable. Sans doute les autorités françaises se montraient elles soucieuses d'éviter en Gambie tout éclat et le gouverneur Schmaltz recommandait au résident de Bonnay, chargé de le représenter dans le comptoir, toute la prudence que la situation exigerait envers les commandants anglais (119). Il inaugurait une série d'instructions prescrivant une modération souvent démentie dans les faits (120). Ainsi, en 1818,

---

(119) Instructions pour le sieur de Bonnay, 21 avril 1817 citées par HARDY, op.cit., p.311. MARTY : Le comptoir français d'Albréda, op.cit.

(120) Le gouverneur de Fleuriau recommandait au résident d'Albréda et à l'enseigne de vaisseau chargé de le conduire "d'agir avec prudence dans leurs relations avec les Anglais" 18 janvier 1818. HARDY p.55. Le gouverneur Roger, en 1824, demande aux Goréens d'user de patience et au résident d'Albréda de souplesse dans leurs relations avec les Anglais, ibid. p.221. Dans ses instructions à Jubelin qui vient d'être nommé à Saint-Louis, le ministre écrit le 20 novembre 1827 :

l'interdiction de toute espèce de commerce signifiée aux étrangers habitant le Sénégal provoqua le départ des Anglais. Repliés à Bathurst, ils étaient décidés à mener une concurrence sans merci aux commerçants français. Leur ressentiment, d'autant plus compréhensible que la liquidation de leurs biens souleva des difficultés, fut largement partagé par les autorités de Bathurst.

Les Anglais, pour leur part, firent de leur nouveau comptoir un établissement militaire qui permettait de contrôler efficacement la navigation de la Gambie. Soucieux d'assurer dans la compétition économique les meilleurs chances à leurs compatriotes, ils ont pris progressivement tout un ensemble de mesures discriminatoires à l'égard des Français. De plus, la question de l'esclavage suscitait de sérieux différends. En effet, lorsqu'en 1817 les autorités françaises avaient demandé que les esclaves du Sénégal récemment réfugiés à Bathurst leur soient livrés afin d'être remis à leurs maîtres, elles avaient essuyé un refus. Trois ans plus tard, le gouverneur de Sierra Leone, le colonel Mac Carthy, annonçait que tout esclave foulant le sol de Bathurst serait déclaré libre, décision que les Français ne pouvaient accepter (121). Il était évident qu'en agissant ainsi, les Anglais espéraient attirer dans

---

... "Notre commerce doit être maintenu sur le pied où il existe mais il est recommandé au sieur Jubelin d'user de la plus grande prudence dans les nouvelles discussions qui pourraient encore se présenter au Sénégal relativement à la navigation sur la Gambie", ANSOM Sénégal I 13 a.

(121) GRAY : A history of the Gambia, op.cit., p. 317.

la ville naissante la main d'oeuvre dont ils avaient besoin. Les déplacements de personnes entre Gorée et la Gambie étant très fréquents, il existait donc là une source importante de contestations, l'application de la décision de Mac Carthy offrant plus d'un prétexte à des visites de navires, des saisies d'équipages et de bâtiments emmenés à Freetown.

Après s'être contentés d'une simple visite des navires français, les autorités anglaises ont exigé, à partir de 1822, qu'ils mouillent devant Bathurst et que les capitaines portent les rôles d'équipages et les autres papiers de bord au commissaire anglais qui les gardait jusqu'au retour d'Albréda. Dans ces conditions, le résident français n'avait plus de moyen légal pour exercer quelque police sur la navigation, pour la surveiller sous le rapport de la douane et sous celui de la répression de la traite des noirs (122).

Ainsi, était mise en place une surveillance toujours subie mais jamais reconnue légale par le gouvernement français. En 1827, par exemple, le ministre rappelait au gouverneur Jubelin que la France était en réclamation

---

(122) On trouve un rapide résumé des relations franco-anglaises en Gambie dans la lettre que Lefort-Gonssolin représentant de la Seine-Inférieure adressait au ministre des Affaires étrangères, le 10 mai 1848. AMAE M & D. Sénégal 45.

auprès du cabinet britannique contre la prétention élevée par le commandant du fort de Sainte-Marie de retenir les papiers des bâtiments français :

> "En attendant que ce point ait été réglé, le gouverneur évitera de rien faire qui puisse être considéré comme une adhésion à ces prétentions et il renouvellera au besoin les protestations déjà faites" (123).

Dix ans plus tard, la situation décrite par le ministre de la Marine à son collègue des Affaires étrangères n'est pas foncièrement différente : les Anglais exigent plus que jamais le dépôt des papiers de bord et sont trop souvent prêts à fomenter la désertion des captifs qui composent la majeure partie des équipages des caboteurs français. Au fil des ans, il faut bien constater "une regrettable aggravation des difficultés" (124). Ces conditions humiliantes imposées par l'arbitraire des autorités anglaises, Bouët les dénonce avec force, car elles ne sont ni stipulées ni même pressenties par les traités. Pour lui, elles constituent un véritable abus qu'un gouvernement digne de ce nom ne peut admettre. D'ailleurs, le ministre de la Marine finit par en convenir, les plaintes des capitaines auprès des autorités maritimes ne cessant d'affluer.

Les Français faisaient également grief aux Anglais d'exiger de leurs bâtiments mouillant devant Bathurst des droits d'ancrage et de pilotage. Contrairement à ce que

---

(123) Instructions à Jubelin, le 20 novembre 1827, déjà citées.

(124) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 13 août 1837, ANSOM Correspondance générale 189, folio 230.

feignaient de croire les autorités anglaises, les revendications des capitaines et des armateurs portaient non pas tant contre le tarif que contre le principe d'une telle perception. En effet, ces droits paraissaient d'autant moins admissibles qu'ils étaient payables même en l'absence de toute opération commerciale et de tout service de pilotage (127). C'est autour des années 1834-1844 que l'on constate une très sensible recrudescence des plaintes. Ce phénomène s'explique par l'arrivée dans les eaux de la Gambie de nombreux capitaines de la métropole, surpris par les exigences anglaises (128). Obligés de s'y soumettre, ils dénoncent avec force les difficultés qu'ils éprouvent à se faire délivrer par le collecteur le reçu indispensable pour justifier leurs frais auprès des armateurs (129). Pour sa part, le ministre de la Marine, à la suite des commerçants, souhaite que le taux des droits d'ancrage soit identiques à Bathurst et à Gorée.

---

(127) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 21 juillet 1843, Foreign Secretary Aberdeen au comte de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France, 7 mars 1844, ANSOM Sénégal IV 6.

(128) Le ministre de la Marine transmet à celui des Affaires étrangères les vives protestations contre les "droits indus" d'ancrage et de pilotage formulées par les capitaines des navires suivants : La Sylphide, la Suzanne, le Mexicain, l'Harmonie, le Goëland, le Paquebot de Rio et le Gabriel-Charles. Lettres des 7 juillet, 11 août et 27 novembre 1843, du 15 novembre 1844 dans ANSOM Sénégal IV 6, lettres du 4 avril 1843 et du 12 août 1844 dans Correspondance Générale 200 et 203.

(129) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 15 novembre 1844 déjà citée.

En effet, il est supérieur de 0,20 F en Gambie depuis qu'il a été fixé en 1838 à 1,20 F par tonneau (130). Malgré plusieurs démarches auprès du cabinet britannique, cette revendication pour l'égalité de traitement n'a encore reçu en 1850 aucune réponse favorable.

Un autre sujet de conflit réside dans la décision des Britanniques d'interdire l'importation de certaines marchandises et dans la contrebande qui en est souvent la conséquence. Par sa position, Albréda constituait un excellent entrepôt pour les vins et les spiritueux français qui étaient prohibés. Comme ils constituaient des marchandises appréciées des populations africaines, ils jouaient un rôle important dans les échanges. Aussi les habitants de Bathurst étaient-ils avides de s'en procurer. La contrebande avait pris une telle ampleur dès le lendemain de la reprise que les droits d'importation perçus à Bathurst avaient diminué de moitié en 1824 (131). Pour remédier à cette situation désastreuse pour les finances locales, le commandant de Bathurst imagina de subordonner la remontée des navires français jusqu'à Albréda au paiement des droits de douane, mais il fut désavoué par son gouvernement.

Bien entendu les autorités françaises, trop heureuses de trouver un écoulement facile pour les

---

(130) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 11 décembre 1838 ANSOM Correspondance générale 190 folio 485. En 1843, la Sylphide de 177 tx a payé 322 F de droits d'ancrage et de pilotage et l'année suivante, le Paquebot de Rio de 160 tx 298 F. ANSOM Sénégal 1 IV

(131) GRAY, op.cit., p.401-402, MARTY, op.cit, Roger au ministre 10 mai 1824, n° 79, ANSOM Sénégal IV 2 a.

productions nationales, ne manifestaient aucune volonté d'aider les Britanniques dans leur lutte contre la contrebande (132). Aussi, est-ce à partir de cette époque que s'établit d'une manière systématique le contrôle des navires français passant devant Bathurst, mesure qui a soulevé les nombreuses et constantes protestations que l'on sait.

Les Français n'étaient pas seuls responsables de la contrebande. En effet, après l'acquisition de 1826 du Ceded mile, des traitants de Bathurst s'installèrent à Juffure, à proximité du comptoir français afin de s'approvisionner de marchandises prohibées. Albréda présentait donc, aux yeux des Français le grand mérite d'obliger l'établissement anglais à admettre "toutes marchandises apportées par bateaux français". Ayant reconnu leur impuissance à réprimer la fraude, les Anglais s'étaient résignés à "substituer un droit d'entrée de 6 % à une prohibition illusoire". En conséquence, le Sénégal se trouvait en mesure d'approvisionner la Gambie anglaise "de plusieurs objets de consommation et de traite, dont une partie était transportée en

---

(132) Le gouverneur Roger écrivait au ministre, le 31 mai 1826 : "une contrebande toute à notre avantage s'était établie avec les Anglais qui recevaient de nous beaucoup de vins, de corail et quelques autres objets ... Quand ce ne serait que sous le rapport de ce mode d'écoulement de nos produits, le comptoir d'Albréda serait un établissement commercial dont on ne pourrait pas contester l'utilité". Lettre citée par HARDY, op.cit., p. 221.

Sierra Leone" (133). Les Français ne fournissaient pas seulement des vins et des alcools, mais aussi du tabac qu'ils se procuraient auprès des navires américains à Gorée, depuis qu'en 1822 ce port avait été ouvert au commerce étranger. Ils faisaient ainsi une rude concurrence aux marchands britanniques alors obligés d'importer le tabac par l'intermédiaire de l'Angleterre (134).

La décision, prise en 1828, d'admettre les marchandises étrangères à Bathurst, - essentiellement françaises à cette époque -, aboutissait à les frapper d'une surtaxe puisque les importations britanniques n'étaient assujetties qu'à un modeste droit de 2 %. En 1835, intervint une révision du régime douanier. La Gambie s'alignant sur la Sierra Leone, les marchandises britanniques et étrangères furent taxées au taux unique de 3 % et des droits additionnels frappèrent les vins, les alcools et le tabac. Incontestablement ces nouvelles dispositions favorisèrent

---

(133) Gouverneur à ministre, 12 octobre 1832, n° 289. Quelques jours plus tôt, le 6 octobre au cours d'une séance du Conseil privé, le négociant Monteillet avait justement insisté sur l'importance d'Albréda pour la diffusion des marchandises françaises en Gambie, ANSOM Sénégal IV 9 a. Ce problème de la contrebande a été évoqué par BROOKS : Yankee Traders, op.cit. particulièrement pp.146-151 et 160-162.

(134) Résolutions of the Gambia board of commerce, 1 august 1827 PRO CO 267/183 in NEWBURY : British policy, op.cit., p. 86 et BROOKS, op.cit. p. 166.

le commerce étranger, mais les progrès particulièrement rapides des Américains portèrent ombrage aux marchands français. Enfin, en décembre 1845, pour tenter de pallier la faiblesse des ressources de la colonie, l'administration anglaise éleva à 4 % les droits à l'importation (135).

L'ouverture de Bathurst aux marchandises étrangères ne signifiait nullement la fin de la contrebande puisqu'il était toujours possible de se procurer à Albréda des marchandises à de bien meilleures conditions. En effet, les cargaisons introduites par des caboteurs n'acquittaient qu'un droit de 2 % lors de leur entrée au Sénégal tandis que celles qui arrivaient en droiture des ports français échappaient à toute taxation. De plus, dans les années 1840, avec l'essor du commerce des arachides, les traitants de Bathurst s'installent de plus en plus nombreux à proximité d'Albréda.

Dans ces conditions le gouverneur Mac Donnell se voit contraint en 1850, d'avouer au ministre que, faute de moyens, il ne peut mener une lutte énergique contre la contrebande. Il n'a pu envoyer qu'une seule fois en douze mois le collecteur des douanes visiter à l'improviste plusieurs factoreries anglaises proches du comptoir français pour y saisir des marchandises qui n'avaient pas acquitté de droits de douane à leur entrée en Gambie. Le gouverneur évalue la perte de revenus pour la colonie entre 1.000 et 2.500 livres par an (136). En définitive, ce mal incurable

---

(135) Législation commerciale de la Gambie, 1849, ANSOM Sénégal IV 8 d. Sessional Papers. Legislative Council - séances des 26 et 30 décembre 1845 PRO CO 89/1.

(136) Gouverneur Mac Donnell à Grey, principal secrétaire d'Etat, 14 janvier et 8 mai 1850 PRO CO 87/48.

de la fraude ne disparaîtra qu'avec la cession d'Albréda à l'Angleterre en 1857.

Les armes et les munitions, tout comme le tabac, étaient indispensables aux échanges en Gambie. Pendant de nombreuses années, leur introduction ne souleva guère de difficultés. Mais tout changea à la suite des événements de 1831 qui montrèrent la vulnérabilité de Bathurst et des troubles de la haute Gambie qui causèrent de graves dommages aux traitants anglais. En 1833, les autorités de Bathurst, invoquant ces impérieux motifs de sécurité, édictèrent une réglementation rigoureuse. C'est ainsi qu'elles interdirent aux bâtiments français de passer à Bathurst avec des armes et des munitions destinées à Albréda.

Comme pour toutes les autres mesures vexatoires, le gouvernement de Louis-Philippe se refusa à admettre cette décision britannique. S'il ne contestait pas aux Anglais le droit d'interdire l'introduction des armes et des poudres françaises dans leur établissement, il trouvait inadmissible qu'Albréda soit en fait soumis aux règlements douaniers de Sainte-Marie de Bathurst.

La question de sécurité si souvent mise en avant, n'était-elle pas un faux prétexte ? Si le danger était aussi grand que l'affirmaient les Anglais, pourquoi n'avoir pas totalement interdit la vente des armes et des poudres ? Or les commerçants français ont pu, pendant une longue période, s'en procurer en toute liberté à Sainte-Marie. Les archives nous livrent plusieurs témoignages de capitaines qui se sont résignés pour ne point compromettre leur campagne de traite à se procurer auprès des maisons anglaises de

la poudre à un prix élevé (137). Dans ces conditions, on était persuadé à Saint-Louis comme à Paris que le mobile réel des Anglais était de s'assurer dans ce domaine un monopole exclusif (138). En outre, ils disposaient d'un moyen de pression très efficace puisqu'il leur était toujours possible sous un prétexte ou sous un autre de gêner,

---

(137) Parmi d'autres, citons trois communications du ministère de la Marine au ministre des Affaires étrangères. La première du 5 mai 1843 précise que le capitaine du Goëland de Marseille a été contraint de déposer 200 barils de poudre française destinés à Albréda et d'acheter à un prix élevé de la poudre anglaise, ANSOM Sénégal IV 6. D'après la seconde du 12 août 1844, Le Paquebot de Rio de Nantes avait dû débarquer en février des fusils qu'il devait vendre à Albréda. Enfin, la lettre du 15 novembre 1844 relative au voyage du Gabriel et Charles de Marseille rend compte des mêmes entraves. ANSOM Correspondance générale 203 folio 453 et 603. En 1849, le commandant de Gorée dénonce "les conditions onéreuses" imposées aux commerçants français par les négociants de Bathurst profitant de la prohibition des armes et poudres françaises, commandant de Gorée à gouverneur du Sénégal, 24 février 1849, ANS AOF 1 F 5.

(138) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères 29 avril 1845, ANSOM Correspondance générale 208 folio 265, du même au même, 17 mars 1846, ibid. Correspondance générale 211.

voire même d'interrompre l'approvisionnement des commerçants français. Ainsi, en 1845, le gouverneur p.i. Thomas signale-t-il que les négociants de Bathurst se sont ligués pour ne plus fournir leurs rivaux. Sans doute, pense-t-il que cette entente ne durera guère mais elle n'en constitue pas moins à ses yeux, pour le commerce d'Albréda une menace préjudiciable que la France ne peut tolérer (139).

Toutes les tracasseries et les exigences manifestées à l'égard des bâtiments français à Bathurst ont provoqué non seulement des plaintes des capitaines et des armateurs auprès des autorités françaises, mais aussi des incidents diplomatiques. A la fin de l'année 1845, le ministère de la Marine a dressé un état aussi complet que possible des plaintes déposées par le commerce depuis la reprise d'Albréda. Ce document devrait lui permettre d'insister auprès du ministre des Affaires étrangères sur l'importance de la question d'Albréda et sur la nécessité d'y apporter une prompte solution. En complétant avec d'autres renseignements, on constate que de 1817 à 1841 il n'a été enregistré que quatre plaintes contre dix-huit pour la période 1842-1846 (140).

Evidemment les capitaines français avaient leur part de responsabilité en refusant de se plier aux règle-

---

(139) Communication du ministre de la Marine du 29 avril 1845 déjà citée et mémoire du gouverneur Thomas en date du 14 novembre 1845, ANSOM Sénégal IV 2 c.

(140) Relevé des plaintes du commerce de 1822 à 1844, ANSOM Sénégal IV 5. Relevé des plaintes du commerce de 1817 à 1834 et depuis 1834 ANSOM Sénégal IV 8 a. L'année 1846 a constitué un record : sept plaintes ont été reçues au ministère de la Marine.

ments édictés par les Anglais et en particulier en favorisant la contrebande par l'approvisionnement à Albréda de traitants des comptoirs de la Gambie britannique. Mais à Saint-Louis comme à Paris, on était avant tout sensible aux protestations du commerce contre l'obligation de mouiller à Bathurst même si on n'y faisait aucune transaction , d'y déposer les papiers de bord et d'y payer les droits d'ancrage et de pilotage et contre les visites et les saisies. Pour le ministre de la Marine, il s'agissait de la part des autorités britanniques de Gambie d'un "système de tracasseries croissantes" malheureusement "non redressées par les instructions du gouvernement de la métropole" (141). Pour sa part, le Journal du Havre constate au même moment :

> "Chaque jour ... cette question [d'Albréda] paraît s'envenimer sur les lieux ... Les autorités anglaises animées contre nos bâtiments par les plaintes nombreuses que ceux-ci ont porté contre elles, multiplient leurs rigueurs et il n'est presque pas de navire arrivant de la Gambie qui n'ait à souligner de nouveaux griefs" (142).

Quelques affaires parmi d'autres méritent d'être évoquées à cause de leur caractère exemplaire et du retentissement que souvent elles ont connu en France et en Angleterre. Tout d'abord, on peut citer celle du Pilote, ce navire de Bordeaux armé par la maison Devès, saisi par la douane de Bathurst en décembre 1834 parce qu'il transportait

---

(141) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 15 septembre 1845, ANSOM Correspondance générale 207, folio 533.

(142) Journal du Havre, 8 septembre 1845.

de la poudre. Son manifeste indiquait le comptoir anglais comme destination alors qu'en fait il allait à Albréda, d'où le malentendu. Après les protestations du capitaine, le navire a été relâché moyennant une caution de vingt mille francs qui fut perdue par les armateurs, un procès en douane leur ayant donné tort. Dans ces faits, le gouverneur du Sénégal ne veut voir :

> "qu'une injuste représaille contre le blocus de Portendick, un mauvais procédé à ajouter à tous ceux que l'autorité anglaise de la Gambie multiplie depuis quelques années contre celle du Sénégal".

Au ministère de la Marine, on partage entièrement ce point de vue et l'on souhaite vivement que cette question du Pilote ne soit pas traitée isolément par la diplomatie française mais comme un élément d'un volumineux contentieux (143). En agissant ainsi, on risquait de décevoir fortement Devès qui escomptait en faveur de sa demande d'indemnité pour saisie illégale une intervention efficace auprès du gouvernement de Londres (144). Effectivement, Palmerston, donna une réponse négative (145). Comme on était alors au plus fort de la crise ouverte par le blocus de Portendick, les autorités françaises réussirent

---

(143) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 octobre 1835, ANSOM Correspondance générale 187, folio 281.

(144) Du même au même, 10 juillet 1835, ibid, folio 179. L'allusion à la demande d'indemnité est dans la communication de la Marine aux Affaires étrangères du 28 octobre 1845, ANSOM Correspondance générale 207 bis folio 644.

(145) Le ministre de la Marine informe les Devès de la réponse négative de Palmerston, le 6 novembre 1835, ANSOM Correspondance générale 187, folio 295.

à obtenir des armateurs bordelais qu'ils n'enveniment pas les choses. Quelques années plus tard, de nouvelles démarches entreprises en 1840 et en 1846 à la suite d'une interpellation à la Chambre des députés ne connurent pas un meilleur sort (146).

La goëlette La Curieuse appartenait à deux négociants connus de Gorée, Cabeuil et d'Huviller. Elle devait prendre à Albréda un chargement d'arachides, mais, lors de son passage à Bathurst en septembre 1844, elle fut soupçonnée de traite, parce que les autorités découvrirent à son bord dix futailles vides et quelques sacs de riz qui ne figuraient pas sur le manifeste (147). Elle fut saisie et bientôt vendue, les armateurs ayant été condamnés par la cour de la Vice-Amirauté. Par contre, le capitaine fut acquitté par la cour d'assises, mais un nouvel incident éclata à propos des membres de l'équipage qui étaient esclaves. Quand les armateurs cherchèrent à les rapatrier à Gorée, ils avaient été embauchés et déclarèrent vouloir rester à Sainte-Marie pour y être libres (148).

L'affaire connut tout de suite un grand retentissement, car les armateurs ont rapidement alerté Bouët, gou-

---

(146) D'après le relevé des plaintes du commerce 1844. ANSOM Sénégal IV 5.

(147) Relevé des plaintes du commerce 1845, ANSOM Sénégal IV 8 a.

(148) Sur l'acquittement du capitaine, ministre à gouverneur, 21 janvier 1845, n° 16, ANSOM Correspondance générale 205, fol. 262 et sur les marins esclaves, gouverneur à ministre, 22 oct. 1844, ANSOM Sénégal IV 6.

verneur du Sénégal, alors en France, leurs relations d'affaires en particulier le négociant Chenard de Nantes et la presse. Le gouverneur Thomas qualifie l'action des autorités anglaises d'"infamie" (149). Guizot alerté dès le début de décembre par son collègue de la Marine, tout en déplorant "les irrégularités si déplorablement accumulées dans l'expédition de la Curieuse"et en attendant de recevoir le texte du jugement pour arrêter "une opinion définitive", condamne "la précipitation passionnée" avec laquelle les responsables de Bathurst ont agi (150). Cabeuil avait fait appel de la sentence mais le Chief Justice de la Gambie l'avait rejeté. Aussi, après démarche à Londres, le gouvernement français conseille vivement aux armateurs de se pourvoir devant le Conseil privé de la Reine, seule instance habilitée à casser éventuellement le jugement de la cour de Bathurst. Mais après les pertes qu'ils avaient éprouvées, les armateurs semblent hésiter devant les frais d'une longue procédure à la grande déception du gouverneur (151). Finalement, Cabeuil se contenta de rédiger à la demande de Guizot un mémoire dans lequel il réclamait une indemnité de plus de vingt mille francs pour la perte du bâtiment et des marchandises.

---

(149) Lettres de Thomas au directeur des Colonies, 15 octobre 1844 et au ministre, 22 octobre 1844, ibid.

(150) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 10 décembre 1844, ibid.

(151) Thomas écrit au ministre le 3 septembre 1845, n° 331 "Il est vraiment surprenant que dans une affaire où ils sont seuls intéressés, MM. Cabeuil et d'Huviller se montrent moins empressés que le gouvernement à obtenir réparation du dommage qu'ils ont éprouvé". ANSOM Sénégal IV 6.

En 1847, au moment où l'ambassadeur de France tentait auprès du Foreign Office une nouvelle démarche en joignant l'affaire du Pilote à celle de la Curieuse, le ministre de la Marine réaffirmait avec force son point de vue à son collègue des Affaires étrangères. Il trouvait "inique" l'attitude du gouvernement anglais et pour lui, les procès intentés à ces deux bâtiments étaient "le résultat d'un régime arbitraire pur", la justice locale prêtant son concours à "toutes les énormités" qui lui étaient demandées par l'autorité civile de la Gambie (152). Les points de vue des deux gouvernements étaient trop éloignés pour que l'on puisse espérer une heureuse solution. D'ailleurs, la Révolution de février allait brutalement mettre un terme aux contacts engagés à propos de ces deux affaires de telle sorte qu'au milieu du siècle elles figurent en bonne place dans le contentieux franco-anglais (153).

Pour avoir beaucoup moins de retentissement, les tracasseries et les vexations presque continuelles alimentaient une méfiance et une hostilité sans cesse croissantes qui, en définitive, empêchaient les autorités de la Gambie et du Sénégal d'entretenir des relations normales. Le maintien de l'esclavage dans les colonies françaises jusqu'en 1848 a offert de nombreux prétextes aux autorités anglaises comme le prouvent, entre autres, les difficultés rencontrées par l'Amitié en août 1845, et le Nouvel Auguste

---

(152) Ministre de la Marine à ministres des Affaires étrangères, 18 août 1847, ANSOM Sénégal IV 6. Correspondance générale 216, folio 589.

(153) Une note du 15 avril 1862 destinée à la direction des Colonies nous apprend que Cabeuil a adressé une pétition au Sénat afin d'obtenir réparation.

en mai 1847, deux navires destinés à Albréda. Le premier, armé par Rabaud frères de Marseille, transportait une famille de Gorée accompagnée de ses deux domestiques. Pendant que le navire mouillait devant Bathurst, le gouverneur reçut une plainte d'un charpentier de la ville l'assurant que sa soeur, l'une des deux domestiques, était retenue à bord comme esclave. Les passagers étant descendus à terre, le gouverneur fit appréhender et amener devant lui la personne en question. Il lui conseilla de demeurer dans le comptoir anglais afin de bénéficier de la liberté. Il la laissa rejoindre ses maîtres après qu'elle eût affirmé qu'elle était de condition libre et qu'elle désirait retourner à Gorée. Trop prompt à accueillir sans contrôle les doléances, le gouverneur avait dû, par la suite, faire machine arrière. Néanmoins, l'incident ne resta pas localisé et provoqua un échange de correspondance entre Paris et Londres. Le ministre de la Marine, tout en manifestant à Guizot son intention de ne point pousser plus loin l'affaire, en profita pour lui rappeler que les navires français à destination d'Albréda étaient contraints de relâcher à Bathurst sans aucune nécessité (154).

Trop souvent, les Français offraient aux autorités anglaises des motifs d'intervention en n'établissant

---

(154) L'affaire de l'Amitié se trouve dans ANSOM Sénégal IV 7. Echos dans la presse : Journal du Havre 8 septembre 1845, Courrier du Havre 10 septembre 1845, voir aussi la lettre du Colonial Secretary Stanley au gouverneur Fitzgerald du 18 novembre 1845, PRO CO 401/6.

pas avec suffisamment de soin le rôle des équipages et la liste des passagers. C'est ce qui se produisit lors du voyage du Nouvel Auguste destiné à acheminer pour les besoins du service public à Albréda matériaux et main d'oeuvre sous la direction d'un conducteur des Ponts et Chaussées. L'administration de la Gambie estima que les papiers de bord n'étaient pas entièrement en règle et qu'en particulier la qualité d'hommes libres des huit ouvriers noirs n'était pas suffisamment établie. Elle fit donc des difficultés et en profita pour exiger le paiement de droits sur les matériaux. Le gouverneur du Sénégal, au reçu de la plainte du capitaine, expédia un officier de la Station navale pour enquête. Finalement, les autorités anglaises durent convenir qu'il y avait eu malentendu et exagération, elles laissèrent repartir le Nouvel Auguste avec ses passagers et renoncèrent à percevoir les droits initialement réclamés. Le gouverneur Bourdon de Gramont, dont la fermeté avait permis d'aboutir rapidement à un règlement amiable, écrivait au ministre le 1er juin 1847 :

> "Bien que cette affaire n'ait point eu les résultats fâcheux que d'abord on supposait, il n'en est pas moins vrai qu'elle ajoute encore aux nombreuses tracasseries que suscitent chaque jour les les autorités de Sainte-Marie aux bâtiments français qui vont en Gambie et qu'elle a probablement pour but, comme toutes les autres d'évincer nos nationaux de cette rivière pour s'emparer à leur détriment d'un commerce, celui des arachides qui

devient de plus en plus florissant à Albréda" (155).

Il semblait bien que tel était le but que poursuivait le gouverneur Mac Donnell quand il tenta l'année suivante de mettre Albréda en état de blocus. C'était la manifestation d'une prétention affichée par les Anglais depuis la reprise. Se considérant maîtres de la Gambie d'après les traités, ils déniaient aux bâtiments français le droit de remonter au-dessus du Fort James, voire même à Albréda. Sept jours après le retour des Français dans leur comptoir, les autorités de Gambie leur notifièrent cette interdiction(156). Cependant liberté était laissée aux populations riveraines d'expédier leurs pirogues à Albréda. Mais, on pouvait craindre que la situation se modifie à partir du moment où les Anglais s'efforcèrent de consolider leur position dans le royaume de Barra et s'installèrent dans l'île de Mac Carthy et à Fattatenda (157). Ne rechercheraient-ils pas à profiter des quelques progrès de leur influence sur les rives de la Gambie pour éventuellement dissuader les commerçants africains de trafiquer avec les Français. Il était d'autant plus tentant d'utiliser cette

---

(155) Gouverneur à ministre, 1er juin 1847, n° 171, ANSOM Sénégal IV 7. Voir également deux lettres du ministre de la Marine adressées le 9 juillet et le 3 août 1847 au ministré des Affaires étrangères, ANSOM Correspondance générale 216 folio 465 et 554.

(156) Rapport au ministre, 7 novembre 1817, ANSOM Sénégal IV 2 a et rapport du 19 novembre 1823, ANSOM Sénégal IV 8 a.

(157) Par contre les Anglais ont évacué leur garnison de Fort James en 1829. Le poste n'avait guère montré d'efficacité, GRAY, op.cit., p. 348.

possibilité de pression qu'au milieu du siècle, les négociants britanniques, Grant et Forster entre autres, se plaignaient amèrement auprès de leur gouvernement de l'importance croissante d'Albréda et de l'inégale compétition avec les négociants de ce comptoir.

Les commerçants anglais formulaient plusieurs griefs. Tout d'abord, ils se plaignaient de ne pouvoir participer pleinement au commerce des arachides à cause des droits élevés qui frappaient leurs navires à l'entrée des ports français. Ensuite, ils s'inquiétaient d'une part du développement d'une contrebande profitable à leurs rivaux et d'autre part de l'afflux des commerçants à Albréda et de l'installation de leurs agents dans les meilleures positions commerciales des rives de la Gambie (159)

Au début de 1848 les nouvelles d'Albréda reçues à Gorée et à Saint-Louis font état de la mise en place "d'une sorte de blocus" du comptoir français (160). En effet, un navire de guerre anglais avait, en février, saisi trois pirogues expédiées dans le haut de la rivière parce qu'elles appartenaient à des Français. A cette occasion,

---

(159) Mac Donnell à Grey, 6 mars 1848. Le gouverneur doit cependant convenir que certains négociants britanniques essaient de tourner la difficulté en affrétant à Marseille ou à Bordeaux un navire qui débarquait à Albréda les marchandises destinées à être redistribuées ensuite à l'intérieur PRO CO 87/42.

(160) Commandant de Gorée à amiral commandant la Division navale, 20 février 1848, ANS AOF 1 F 5.

le gouverneur anglais rappelait avec netteté au commandant d'Albréda que les Français n'avaient pas le droit de se mêler de commerce "un pouce plus haut que la position du comptoir" (161). Début mars, l'étau se resserre, car plus aucun produit n'arrive. Les commerçants s'inquiètent alors très vivement car les arachides qu'ils attendaient devaient leur être livrées en paiment des marchandises prises à crédit par les traitants plusieurs mois auparavant. Ils trouvèrent dans le transport à dos d'homme une parade à la fois partielle et coûteuse (162). Par sa part, le gouverneur de la Gambie, Mac Donnell, aurait souhaité pouvoir interrompre tout trafic par voie de terre mais le contact qu'il fit prendre à ce sujet avec le roi de Barra ne semble pas avoir été couronné de succès (163). Néanmoins commerçants et traitants considèrent que la situation devient intenable et menacent de quitter Albréda (164). De leur côté, les autorités françaises à la côte occidentale d'Afrique voient l'avenir du comptoir très menacé et prédisent sa ruine (165).

Le gouverneur du Sénégal, Baudin, protestait parce que le blocus ne lui avait pas été notifié dans les formes

---

(161) Gouverneur de la Gambie à résident d'Albréda, 16 février 1848 AMAE M & D Sénégal 45.

(162) Beleguic à commandant du stationnaire l'Hirondelle à gouverneur de la Gambie, 1er mars 1848, ibid.

(163) Beleguic à commandant particulier de Gorée, 8 mars 1848, ibid.

(164) Commandant de Gorée à amiral, commandant la Division navale, 28 février 1848, ANS AOF 1 F 5.

(165) Gouverneur à ministre, 23 mars 1848, n° 122 bis, ANSOM Sénégal IV 2 d.

et parce que les visites et les saisies des pirogues étaient effectuées à faible distance d'Albréda dans ce qu'il considérait comme les eaux territoriales du comptoir (166). Par ailleurs, si Baudin consentait à admettre que les Français n'aient pas le droit de commercer dans toutes les parties de la Gambie avec des embarcations leur appartenant, il contestait aux Anglais le droit d'empêcher les naturels du haut pays qui ne sont pas sujets anglais de venir librement commercer à Albréda (167).

L'amiral Montagniès de la Roque, commandant de la Division navale et ancien gouverneur du Sénégal, collabora étroitement avec les autorités de Saint-Louis. Il mit tout en oeuvre pour détacher à Albréda, pendant la durée de la traite des arachides, un de ses bâtiments afin de faire respecter les droits de la France et de protester chaque fois que cela sera nécessaire contre les agissements des Anglais. L'amiral se montrait prudent car il ne voulait pas "rompre la bonne harmonie qui doit exister entre les deux nations amies" (168). De son côté, le gouverneur de la Gambie, Mac Donnell, afin d'éviter tout incident grave, renonça à faire arrêter les pirogues dans le voisinage d'Albréda.

A Gorée, le commandant criait victoire :

"C'est un grand résultat d'obtenu et pour cette année-ci encore, le sort de ce comptoir ne sera pas compromis"

---

(166) Gouverneur du Sénégal à gouverneur de la Gambie, 23 mars 1848, déjà cité.

(167) Gouverneur du Sénégal à gouverneur de la Gambie, 14 avril 1848, PRO CO 87/43.

(168) Montagniès de la Roque à ministre, 23 mars 1848, ANSOM Sénégal IV 2 d.

écrivait-il au gouverneur en avril (169). En effet, si les exportations d'arachides n'avaient pas connu la progression spectaculaire des années précédentes, elles se situaient cependant à un niveau satisfaisant (170).Mais on pouvait légitimement redouter la réapparition des mêmes difficultés lors de la prochaine traite si la question d'Albréda demeurait encore pendante. D'ailleurs, en septembre, le gouvernement britannique affirmait à nouveau sa détermination à défendre les intérêts de ses sujets et à contrôler étroitement les activités des Français en mettant à la disposition des autorités de la Gambie le soutien naval qui pourrait leur être nécessaire (171).

Dès le début de la traite de 1849, recommencent les visites et les saisies de pirogues, tout spécialement de celles qui appartiennent à des Français ou à des sujets français. Le gouverneur du Sénégal, une fois de plus, demande au nouveau commandant de la Division navale l'envoi d'un stationnaire à Albréda, mais Bouët-Willaumez adopte une position totalement différente de celle de son prédécesseur. Il se refuse, en effet, à dépêcher un bâtiment qui ne pourrait être que le spectateur impuissant des procédés vexatoires des Anglais, puisque tout démonstration était exclue. Il préfère porter plainte auprès de son collègue le commodore Hotham, dans l'espoir qu'il donnera des conseils de modération au gouverneur de la Gambie (172). Le

---

(169) Commandant particulier de Gorée à gouverneur, 15 avril 1848, ANS AOF 1 F 5.

(170) Relevé en quantité et en valeur des arachides exportées d'Albréda 1841-1848, Revue coloniale, 1850, t.5, p. 85.

(171) Grey à Mac Donnell, 8 septembre 1848, PRO CO 401/6.

(172) Bouët-Willaumez à ministre de la Marine, 15 février 1849 ANSOM Sénégal IV 2 d.

ministre de la Marine approuve Bouët-Willaumez et engage son collègue des Affaires étrangères à entreprendre dans le même but une démarche auprès du gouvernement de Londres (173).

En définitive, si "le quasi-blocus" constituait une tracasserie insupportable, son efficacité paraissait de plus en plus douteuse. En effet, le gouverneur Mac Donnell, ne voulant désormais agir que contre les pirogues appartenant à des Français, les traitants de la rivière, par toutes sortes de dissimulations se sont employés à rendre très difficile par les autorités anglaises, l'identification des véritables propriétaires (174). Néanmoins le problème de la liberté de navigation et du commerce en amont d'Albréda demeurait posé. Ainsi, fin 1850, à la veille de l'ouverture de la traite, circulaient à Gorée des rumeurs relatives à une prochaine action préparée à la demande des commerçants de Bathurst et destinée à empêcher les pirogues des naturels à aller traiter à Albréda (175).

Le problème des limites du comptoir français puisait lui aussi ses racines dans l'interprétation des traités, mais il n'avait surgi qu'à partir de 1845, c'est-à-dire du moment où le commerce des arachides avait sorti Albréda de sa torpeur et attiré sur son territoire exigu de nombreux

---

(173) Dépêches du ministre à Bouët-Willaumez, au gouverneur du Sénégal et au ministre des Affaires étrangères en date du 24 avril 1849, ibid.

(174) Mac Donnell à Grey, 11 mai 1850, PRO CO 87/48.

(175) Commandant particulier de Gorée, Gachot, à gouverneur 15 avril 1848, déjà citée.

traitants venus non seulement du Sénégal mais aussi de Bathurst. Le problème présentait un double aspect puisque la contestation s'élevait non seulement à propos des limites terrestres, mais aussi des eaux baignant le comptoir. Ce second aspect, entrevu déjà à propos du blocus, a alimenté beaucoup moins la discussion, faute de références juridiques. Les Anglais avaient fait savoir que la France à Albréda n'était pour eux qu'un simple propriétaire sans droit de souveraineté, puisqu'elle n'avait pas le droit de fortifier le comptoir. En conséquence, il ne pouvait y avoir d'eaux territoriales françaises, sinon jusqu'à la laisse de basse mer (176).

A Albréda, le résident représentait le commandant particulier de Gorée et le gouverneur du Sénégal. C'était un simple commerçant sans moyens administratifs, sans connaissance des bases juridiques de la présence française et partant sans grande autorité. Ne pouvant intervenir efficacement dans la controverse avec le gouverneur de la Gambie, il se bornait à informer du mieux qu'il pouvait les autorités du Sénégal. Mais, en plaidant leur dossier, les responsables à Saint-Louis comme à Bathurst, à Paris comme à Londres feront très souvent preuve d'ignorance, à moins que ce ne soit de mauvaise foi.

C'est en 1845 que s'élèvent les premières contestations sur les limites du comptoir. Tout d'abord, les négociants de Bathurst ont profité de l'arrivée d'un nouveau gouverneur, Fitzgerald, pour se plaindre de la concurrence et de l'influence croissante d'Albréda. Sensible à leurs doléances, il se rend en février à proximité du comptoir français pour procéder à sa délimitation en s'appuyant sur

---

(176) ibid.

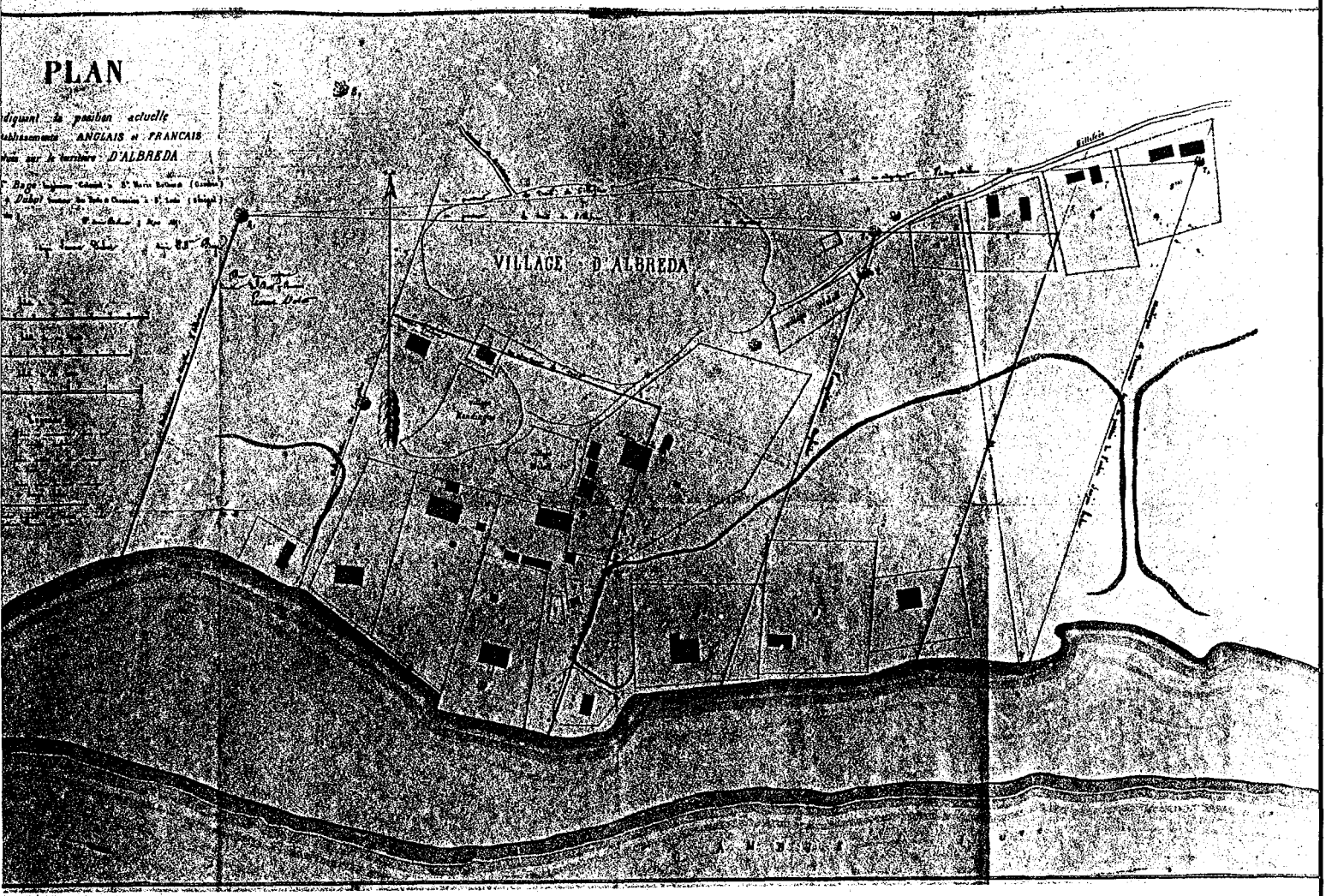
le traité que les Anglais avaient conclu avec le roi de Barra en 1826. Mais sa tentative échoua car, d'une part, l'alcati du village africain d'Albréda s'y opposa et d'autre part, le résident Blain ne disposant pas des traités de cession, il n'avait point été possible d'effectuer une reconnaissance contradictoire. Néanmoins, la question des limites se trouvait officiellement posé.

A Paris, comme à Saint-Louis, on dénonce chez les autorités de la Gambie une volonté systématique d'entraver par tous les moyens les opérations des commerçants français et l'on s'inquiète vivement à l'annonce de la prochaine implantation de maisons anglaises à Albréda (177). C'est chose faite à la fin de l'année avec l'ouverture des factoreries Lloyd et Brown. Dès ce moment, la polémique s'engage entre les deux pays. En novembre, le gouverneur Thomas envoie en mission le lieutenant de vaisseau Fournier. Celui-ci, avec l'aide d'une commission constituée du résident et de cinq commerçants, constate que les factoreries anglaises se trouvent situées à l'intérieur de la concession française qu'il vient de faire borner à raison de trois cents toises de côté (178). Au Sénégal ce fut un beau tollé contre cet empiètement jugé inadmissible et sciemment voulu

---

(177) Gouverneur à ministre, 10 mars 1845, n° 99, ANSOM Sénégal IV 3 a ; ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, le 13 juin 1845, ANSOM Correspondance générale 207, folio 302, gouverneur à ministre, 5 juillet 1845, ANSOM Sénégal IV 2 d.

(178) Procès-verbal de la commission de délimitation, 24 novembre 1845, gouverneur à ministre, 10 décembre 1845, n° 420, ainsi que d'autres pièces comme la correspondance entre Fitzgerald et Thomas dans ANSOM Sénégal IV 3 a. Voir également la dépêche du gouverneur Mac Donnell au secrétaire d'Etat 19 février 1847, PRO CO 87/40.





Vue de l'établissement français d'Albreda (Gambie) relevant le mât de pavillon du résident au N.N.E. (10 mètres, S.V.)

CARTE N° 19 PLAN ET VUE DU COMPTOIR D'ALBREDA

par le gouverneur de la Gambie (179). Le Conseil général, lors de ses sessions annuelles de 1846 et de 1848, réclama l'expulsion du territoire français des deux négociants anglais (180).

Le débat juridique s'engagea alors dans la plus grande confusion. Dès le début, les Français dénièrent aux Anglais le droit de soulever la question des limites d'Albréda. N'était-ce pas du roi de Barra qu'ils avaient acquis le territoire sur lequel ils avaient édifié leur comptoir ? En conséquence, ils ne pouvaient en débattre qu'avec ce souverain (181).

De toute manière, les Français arguaient de l'antériorité de leurs accords avec le roi de Barra. Ils affirmaient, en effet, que le traité du 31 mars 1785 qui sera au coeur de la discussion s'était substitué à des arrangements antérieurs. Or leurs rivaux n'avaient négocié qu'en 1826, mais le gouvernement français prétendait n'avoir pas été officiellement avisé de cet accord (182).

---

(179) Pour le gouverneur du Sénégal, il ne fait pas de doute que c'est d'après les ordres des autorités anglaises que les factoreries Lloyd et Brown ont été établies, gouverneur Ollivier à ministre, 3 janvier 1846, n° 4, ANSOM Sénégal IV 2 c.

(180) Conseil général, séances du 3 février 1846 et 25 janvier 1848, ANSOM Sénégal VII 29 c.

(181) Gouverneur à ministre, 10 mars 1845 et ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 13 juin 1845, ANSOM Sénégal IV 3 a.

(182) Gouverneur à ministre 3 juin 1846 déjà citée.

Les dispositions de 1785, reproduites en mai 1817, lors de la reprise et en novembre 1827, au lendemain du traité accordé par le roi de Barra aux Anglais, stipulaient le cession en toute propriété d'un terrain de trois cents toises carrées et d'un chemin large de six toises conduisant du comptoir au bord de la rivière (183).

Pendant de longues années, les Français ont interprété cette clause comme leur conférant le droit d'occuper un terrain de trois cents toises de côté. Ainsi, ils comptaient pourvoir disposer d'une étendue suffisamment vaste pour faire face à un éventuel développement de leur commerce. Evidemment aucun problème ne se pose tant qu'une grande partie de la superficie demeura libre mais à partir des années quarante, quand la commercialisation des arachides provoque un afflux de traitants, les incidents apparaissent. On l'a vu par exemple à propos de l'installation de deux négociants anglais de Bathurst. Prenant leur défense, le gouverneur Fitzgerald affirma que le terrain possédé par la France n'excédait pas quatre cents yards sur trois cents, soit environ deux cents toises sur cent cinquante. Il se référait à l'accord conclu par le gouverneur de Sierra Leone, K. Macaulay, avec le roi de Barra et qui, selon lui, réservait expressément une telle étendue au comptoir français (184). D'ailleurs, à ce moment, le gouvernement de la reine Victoria faisait savoir par l'inter-

---

(183) Traité avec le roi de Barra, 13 mai 1817, ANSOM Sénégal IV 1, traité du 4 novembre 1827, ANS AOF 13G 4 . HECQUARD dans son Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale, op.cit.,p.143 fait allusion à ces 3 traités, fondement de la position française. La toise vaut 1 m 40.

(184) Lord Aberdeen à lord Cowley, ambassadeur à Paris, 12 mai 1846, ANSOM Sénégal IV 3 a, ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 8 octobre 1850,

médiaire du Foreign secretary, lord Aberdeen, qu'il partageait pleinement le point de vue du gouverneur (185).

Mais voici qu'en 1850, Mac Donnell bouleversa les données du problème en affirmant au ministre que les limites reconnues par son prédécesseur ne reposaient sur aucun fondement historique. En effet, selon lui Macaulay ignorait tout des droits de l'Angleterre et suivre Fitzgerald serait admettre qu'une partie des constructions appartenant à des sujets anglais mais aussi du village africain soumis au roi de Barra se trouvait à l'intérieur du comptoir français, ce qui était évidemment impossible. Pour Mac Donnell, la seule référence irrécusable était le témoignage de l'ingénieur Golberry, collaborateur des gouverneurs de Repentigny et de Boufflers. Il faisait état de la cession d'un territoire de quatre vingt toises de côté à la suite de sa rencontre, en 1786, avec les chefs de Barra (186). C'est donc sur cette base que se définissait pour le gouverneur anglais la situation de la France à Albréda en 1792, situation que le traité de Paris de 1814 devait restaurer.

Evidemment Palmerston, nouveau chef du Foreign Office et énergique défenseur des intérêts britanniques à

... ANSOM Sénégal IV 3 b. Le yard vaut 0 m 94 soit un peu moins de la moitié de la toise.

(185) Lord Aberdeen à lord Cowley, déjà citée, Grey à Fitzgerald 19 décembre 1846, PRO CO 401/6.

(186) Mac Donnell à Grey, 2 mai 1850, PRO CO 87/48, ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 22 octobre 1850, ANSOM Sénégal IV 3 b. GOLBERRY : Fragment d'un voyage en Afrique, op.cit., pp. 179-181. Voir également G. LEGRAND : La Gambie, notes historiques et géographiques, BCEHSAOF, 1928, t.11, n° 3-4, pp.432 484.

travers le monde, n'hésita pas à proclamer et à se faire l'avocat intransigeant de la thèse de Mac Donnell.

En attendant que la controverse sur les limites trouve une solution, le gouverneur de la Gambie cherchait à contenir l'extension du comptoir français. A l'est, il n'existait point de danger à ses yeux car des sujets anglais étaient déjà installés, mais il n'en était pas de même à l'ouest où des terrains demeuraient inoccupés. Pour y parer, il proposait au Colonial secretary de les acheter au roi de Barra. Prévenant les objections d'un gouvernement hostile à tout accroissement territorial, il justifiait une exception à cette règle par un argument humanitaire et un argument nationaliste. Il s'agissait d'une part, de disposer d'un site plus favorable que celui de Sainte-Marie pour enseigner aux Africains les techniques de l'agriculture, et d'autre part, de favoriser les intérêts britanniques en cherchant à asphyxier le comptoir français (187). Le secrétaire d'Etat au Colonial Office, Grey, donnera finalement son approbation en mars 1851, ce qui ne manquera pas d'inquiéter le gouvernement français (188).

---

(187) Mac Donnell à Grey 29 avril 1848, n° 27, et 7 mai 1848, n°42, PRO CO 87/43.

(188) Grey à Mac Donnell, 20 mars 1851, n° 165, PRO CO 401/9 ; ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 14 avril 1851, ANSOM Sénégal IV 3 d.

PLAN

of the

BOUNDARIES OF 80 X 80 TOISES

and

300 X 400 YARDS

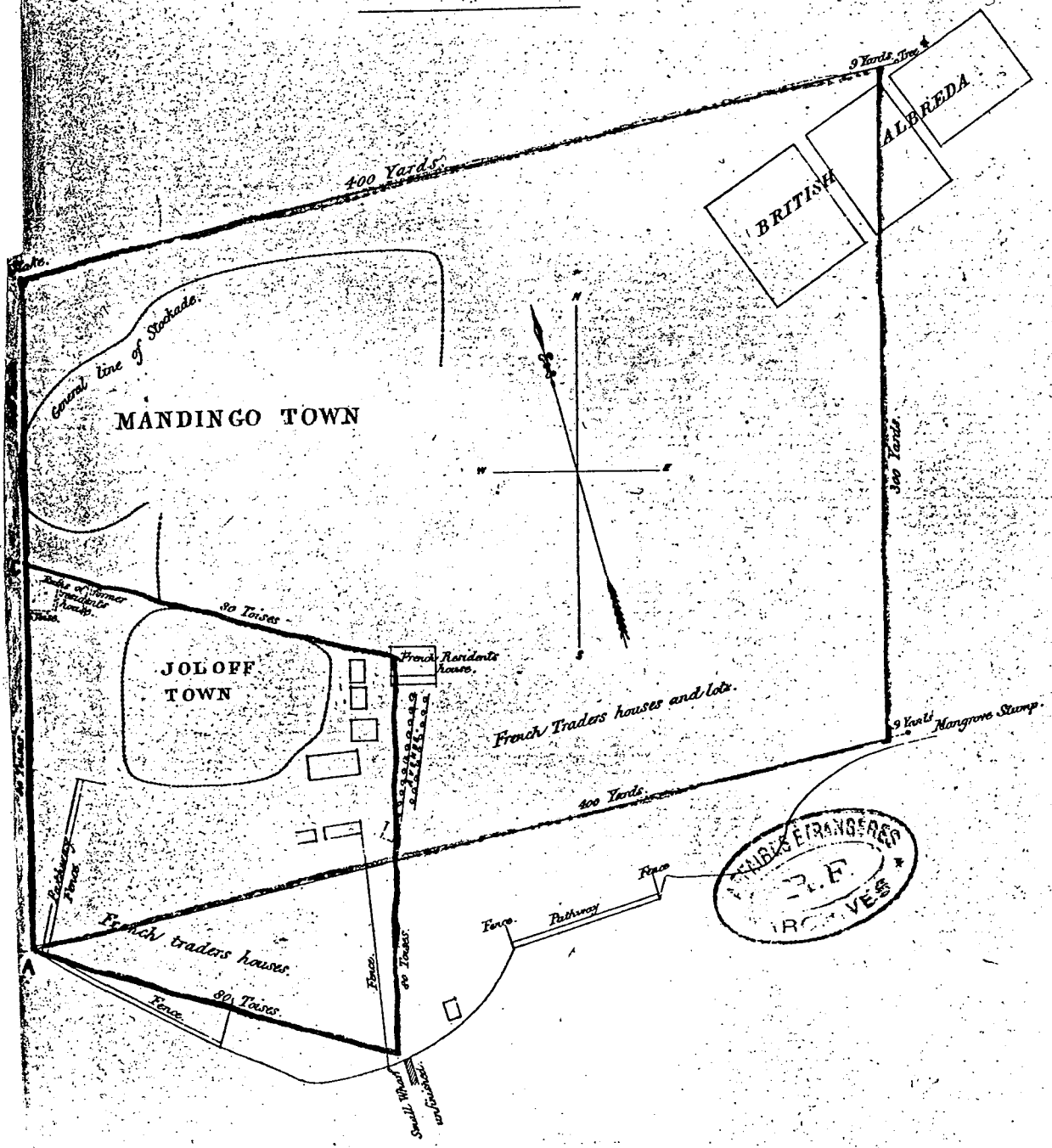
at

ALBREDA

April 14th 1850.

Position of Albreda. { *Latitude 13. 18. 21" N.*
Longitude 16. 29. 45 W.

N.B. The Toise is taken at 6.39 feet. The starting point C from which the Boundary runs true North and South, was determined by the mutual consent of the French and English Governors of the Senegal and the Gambia.



Scale of 75 feet to 1/3 of an Inch.

0 25 50 75 100 125 150 YARDS.

Par ailleurs, l'essor du commerce des arachides suscitait de la part des commerçants des demandes de concessions de terrains à Albréda qui mettaient les autorités du Sénégal dans une situation délicate. D'un côté si elles manifestaient quelques réticences, elles se voyaient reprocher en termes souvent assez vifs leurs négligences et leurs faiblesses et de l'autre, si elles cédaient aux exigences des commerçants, elles risquaient des incidents graves avec les Anglais (189). Dans ces conditions, le gouverneur Baudin comprit la nécessité de fixer avec netteté la position de l'administration. Par l'arrêté du 30 novembre 1849, il rappela qu'à aucune époque, il n'avait été accordé de concessions à titre de propriété mais simplement des permis d'occuper à titre de simple jouissance temporaire. Seul le gouverneur était habilité à délivrer de tels permis et les occupants sans titre, alors assez nombreux, étaient invités à faire régulariser leur situation (190). Mais, en agissant ainsi, le gouverneur risquait de donner une consécration à l'installation de traitants sur des terrains contestés par l'Angleterre, soit au-delà de la limite des 400 x 300 yards, puis, ensuite, à partir de 1850, au-delà des 80 toises.

Comme on pouvait s'y attendre, des incidents se produisirent (191). Mac Donnell décida alors de se rendre

---

(189) Un dossier relatif aux concessions d'Albréda se trouve dans ANSOM Sénégal IV 2 d.

(190) Conseil d'administration, séance du 30 novembre 1849, ANSOM Sénégal VII 26 bis 9, arrêté du 30 novembre 1849, BAS 1849-1850, p.136. Gouverneur à ministre, 8 décembre 1849, ANS AOF 2 B 30.

(191) Gouverneur de la Gambie à résident d'Albréda et au gouverneur du Sénégal, 22 décembre 1849, gouverneur du Sénégal à gouverneur de la Gambie, 2 janvier 1850, PRO CO 87/48.

compte sur place de la situation et souhaita vivement une délimitation définitive du comptoir. Du côté français le ministre de la Marine, à la suite d'une conférence tenue avec des représentants du ministère des Affaires étrangères, dans un but d'apaisement donna à la fin de l'année 1850, ordre à Protet, nouveau gouverneur du Sénégal, de n'accorder aucun permis d'établissement au-delà de la limite des quatre-vingt toises (192). Peu de temps après son arrivée à Saint-Louis, le gouverneur envoya en janvier 1851, en mission le directeur des Ponts et Chaussées du Sénégal, le polytechnicien Dubut, afin qu'il dresse le plan d'Albréda et qu'il recueille auprès des chefs du pays les traditions orales relatives à l'implantation des Français.

Ainsi, après avoir longtemps dénoncé avec véhémence les empiètements voire la violation de leur comptoir les autorités françaises, tout en ne lui reconnaissant aucun fondement juridique, avaient finalement accepté implicitement la limite des quatre vingt toises préconisées par les Anglais. Comment expliquer ce revirement total ?

Le ministre de la Marine, l'amiral de Mackau, prit conscience, à mesure que les contestations britanniques devenaient plus pressantes, qu'il n'était plus possible d'y répondre par les mêmes affirmations cent fois répétées et qu'il devenait indispensable de présenter désormais des preuves irréfutables. Hélàs ! les recherches menées dans

---

(192) Ministre de la Marine à gouverneur du Sénégal, 2 octobre 1850, AMAE M & D Sénégal 45. Gouverneur à ministre, 24 janvier 1851, n° 31, ANS AOF 2 B 30.

les archives tant de la métropole que du Sénégal s'avérèrent cruellement décevantes. L'amiral en informa Guizot dans une longue dépêche d'avril 1847 qui tentait de faire le point de la question (193).

Le ministre faisait tout d'abord remarquer que la position française aurait été inattaquable si l'original du traité du 31 mars 1785 avait pu être exhibé. Dans ce cas, l'antériorité du droit des Français aurait annulé toute aliénation ultérieure au profit des Anglais. Or ce traité n'existait qu'à l'état de projet et c'est justement parce que le gouverneur de Repentigny n'avait pu le faire accepter que Golberry avait été chargé l'année suivante de faire une nouvelle tentative . L'ingénieur se flatta alors d'avoir obtenu la cession d'un terrain de quatre vingt toises de côté mieux situé que celui qu'occupait autrefois la compagnie des Indes. Comme il était patent que Golberry n'aurait pu publier une relation entièrement controuvée, il était impossible pour les Français de se dissimuler que son récit donnait pleinement raison aux Anglais. D'autre part, si la convention de 1786 avait nettement réglé les conditions du rétablissement du comptoir d'Albréda, on peut légitimement s'interroger sur la valeur des dispositions du traité plus récent de 1817 qui, aux termes de celui de 1814, n'auraient dû avoir d'autre objet que de remettre les choses sur le pied où elles étaient en 1792. Enfin, il faut convenir que ni dans le traité de 1785, ni dans celui de 1817, quelle que soit l'autorité de ces deux actes, l'étendue du

---

(193) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 avril 1847, ministre à gouverneur, 17 avril 1847, n° 133, ANSOM Sénégal IV 3 a.

terrain dont l'administration du Sénégal revendique la possession ne se trouve exprimée en termes clairs.

En conclusion, le ministre de la Marine devait avouer que les prétentions françaises n'étaient justifiables sur aucun point et qu'en conséquence, il ne lui était pas possible de proposer à son collègue de soutenir cette cause vis-à-vis du gouvernement anglais. La réalité était bien cruelle, mais pouvait-on la proclamer après avoir si longtemps adhéré aveuglément à la thèse défendue par les autorités locales. Cela lui paraissait impossible, car :

> "cet acte de loyauté quelque simple et honorable qu'il serait en soi, quelque commandé même qu'il semble par la situation pourrait offrir d'assez graves inconvénients".

En effet, l'affaire avait déjà eu, selon lui, trop de retentissement pour pouvoir faire machine arrière. Elle avait été débattue à la Chambre des députés, dans la presse, dans celle des ports tout spécialement. "Une sorte de traditioné a consacré la conviction que les limites d'Albréda sont telles que les a définies le gouverneur et l'opinion publique attend impatiemment du gouvernement une décision en ce sens. Elle est persuadée qu'il y a eu empiètement des Anglais et qu'il faut "une réparation éclatante". Le ministre concluait :

> "Nous ne pourrions donc reconnaître maintenant leur bon droit et la nullité de nos prétentions sans soulever bien des clameurs".

Dans ces conditions, il était évidemment hors de question que le gouvernement français confesse au Foreign Office son erreur à propos des limites du comptoir d'Albréda. Quoiqu'il en soit, la note d'avril 1847 constituera

une précieuse référence pour les ministres de la Marine et des Affaires étrangères les années suivantes (194).

Par ailleurs, l'administration du Sénégal accomplit enfin avec Baudin, un louable effort d'impartialité. Si le gouverneur ne contestait pas les traités de 1785, 1817 et 1827, il reconnaissait qu'ils ne fixaient pas d'une manière claire l'étendue du comptoir. En conséquence, il n'hésitait pas à abandonner le vieux mythe du carré de trois cents toises de côté pour s'arrêter à l'idée d'un terrain juste nécessaire à la construction d'un petit comptoir fortifié destiné à assurer la protection des traitants. Ce terrain aurait une superficie de trois cents toises carrées, soit environ dix sept toises de côté (195).

C'est parce qu'il fut frappé par l'opinion catégorique de Baudin que le ministre de la Marine se décida à admettre implicitement la thèse anglaise inspirée de Golberry ; mais c'était uniquement une position d'attente destinée à éviter tout nouvel incident sur place. En effet, on ne considérait nullement à Paris le témoignage de l'ingénieur comme un titre "authentique et irréfragable", d'autant plus qu'on pouvait se demander si la convention qu'il prétendait avoir signée existait vraiment (196).

---

(194) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 9 novembre 1850, AMAE M & D Sénégal 45, se trouve également dans ANSOM Sénégal IV 3 b.

(195) Gouverneur à ministre, 8 décembre 1849, n° 479, AMAE ibid., et ANS AOF 2 B 30.

(196) Ministre à gouverneur, 2 octobre 1850, déjà citée et ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 22 octobre 1850, ANSOM Sénégal IV 3 b.

Par ailleurs, le Foreign Office ayant déclaré que les stipulations du traité de 1826 relatives à Albréda étaient le résultat d'une erreur, le ministre de la Marine résumait la situation au ministre des Affaires étrangères en ces termes :

> "Ainsi le gouvernement anglais se croirait en droit de se prévaloir contre nous d'une phrase extraite d'un récit de voyage et en même temps il ne voudrait reconnaître aucune valeur en notre faveur à une convention signée par ses propres agents d'un côté et de l'autre par le roi de Bar même qui est directement intéressé dans la question puisque c'est de ses prédécesseurs et de lui-même que la France tient sa concession de territoire ; cela n'est pas admissible".

Dans ces conditions, on se retrouvait devant un vide juridique et dans le conflit qui opposait les deux pays, le ministre estimait qu'il n'y avait pas d'autre recours que la tradition et le témoignage des gens du pays (197).

---

(197) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 10 janvier 1852 AMAE M & D Sénégal 45 et ANSOM Sénégal IV 3 B. Dans les Archives on trouve "le palabre de traité fait entre le roi de France et delui de Bar, le 31 mars 1785" signé par de Repentigny. ANSOM Traités 1 dossier 166. C'est incontestablement un projet. On y lit en effet : "Voilà les conditions que je propose au roi de Bar... Je ferai mettre en arabe les conditions que je viens de vous expliquer, le français d'un côté, l'arabe de l'autre". C'est justement la présentation du traité du 13 mai 1817. Celui-ci reprend pour une large part les termes du projet de Repentigny mais il faut signaler une différence signi-

Ainsi, les positions respectives des deux gouvernements concernant les limites d'Albréda avaient profondément évolué en quelques années. Au milieu du siècle, les Français avaient abandonné un système de défense reposant sur des traités jugés désormais très contestables pour se déterminer en fonction d'une longue tradition que Dubut était chargé de recueillir. Pour sa part, le gouvernement de la reine Victoria après avoir pris appui sur le traité de 1826 avait trouvé plus avantageux d'utiliser les affirmations de Golberry et de poursuivre en même temps l'encerclement du comptoir français par l'achat de terrains et par le renforcement de ses liens avec le roi de Barra (198).

Le dernier problème soulevé par l'établissement français d'Albréda à la différence de ceux qui viennent d'être étudiés, se présente sous un aspect purement politique. Les Anglais se considéraient les maîtres absolus des eaux de la Gambie en vertu de l'article 10 du traité de 1783. En conséquence, il leur paraissait normal d'exi-

---

(...) ficative à propos des limites du comptoir. En 1785, il est question sans plus d'explication d'un terrain de trois cents toises et en 1817 de trois cents toises carrées. Je n'ai pas retrouvé l'original du traité de 1817 mais simplement une copie. Il n'existe cependant aucun doute sur sa réalité. En effet, le commandant du brick L'Argus, de Parnajon, envoyé par le gouverneur Schmaltz pour relever le comptoir lui adresse le 18 mai un procès-verbal constatant qu'il a bien opéré ce rétablissement "d'après le traité fait le 13 de ce mois", ANSOM Sénégal IV 1. Ces deux documents ont été transmis au ministère des Affaires étrangères le 11 décembre 1845.

(198) Mac Donnell à Grey, 10 décembre 1850, n°64, PRO CO 87/48.

ger des navires de la marine royale se rendant à Albréda qu'ils saluent l'Union Jack en passant devant Bathurst et si possible qu'ils y mouillent. Pendant de longues années on ne signala point d'incident grave, car si les Français refusaient le plus souvent de jeter l'ancre à Sainte-Marie, ils hissaient régulièrement les couleurs. Mais, à la différence des Anglais qui interprétaient ce geste comme une reconnaissance de leurs droits souverains, les Français ne voulaient y voir que simple courtoisie.

Brusquement tout changea quand le commandant de la station extérieure d'Afrique, le capitaine de corvette Bouët décida en juin 1841 de rompre avec la tradition. Il entra dans la Gambie avec le Nisus et la Malouine, visita Albréda et sortit sans mouiller et sans saluer. Cette provocation, qui illustre bien les sentiments de nombre de marins français à l'égard de l'Angleterre, déchaîna une grande irritation à Bathurst et le gouverneur T.L. Ingram protesta énergiquement auprès de son gouvernement. Bouët se justifiait en proclamant que sa manière d'agir était parfaitement "légale" (198). Pour lui, le salut d'un bâtiment français passant devant Bathurst, comme acte de courtoisie ne lui paraissait pas plus nécessaire que devant tous les autres forts étrangers de la côte et comme acte d'adhésion aux prétentions de souveraineté absolue sur la Gambie, il lui semblait devoir être refusé tant que la France possédera Albréda (199). En outre, Bouët pensait

---

(198) Bouët commandant de la Station à ministre, 9 juillet 1841, ANSOM Sénégal IV 11 b.

(199) Rapport de Bouët, 25 juin 1841, ANSOM Sénégal IV 2 b.

en accomplissant ce geste délibéré favoriser le prochain règlement de l'affaire d'Albréda.

Comme il fallait s'y attendre, Palmerston demanda le 25 août des explications au gouvernement français. Guizot manifesta au ministre de la Marine un vif mécontentement à propos de ce qu'il considérait comme une "offense préméditée" et il demanda qu'un blâme fut infligé à Bouët (200). Mais l'amiral Duperré, glorieux adversaire des Anglais au temps des guerres napoléoniennes, s'empressa de couvrir son subordonné. Après avoir lu attentivement la lettre de Palmerston, il répondit en ces termes :

> "Je dois dire à V.E. que je n'y ai trouvé aucun motif de modifier l'opinion favorable que j'ai déjà exprimée sur la conduite que le capitaine de corvette Bouët ... a tenue dans la Gambie au mois de juin dernier".

Le ministre se contenta de transmettre le blâme de Guizot sans y joindre le sien et il prescrivit de ne plus envoyer de navires de guerre en Gambie dans l'attente de prochaines négociations avec l'Angleterre à propos d'Albréda (201).

Malgré cette interdiction, un nouvel incident se produisit en décembre 1842, provoqué par le prince de Joinville qui accomplissait alors un long périple sur les côtes d'Afrique avec la Belle Poule. Le prince avait à choisir entre s'abstenir d'entrer en Gambie, conformément aux ordres

---

(200) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 30 octobre 1841, ANSOM Sénégal IV 4.

(201) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 26 novembre 1841, ibid.

du ministre de la Marine, ou accorder le salut. C'est donc en connaissance de cause qu'il décida de se rendre à Albréda à bord du vapeur le Galibi sans mouiller à Bathurst et sans saluer. Un officier anglais, en route pour Mac Carthy, s'arrêta à Albréda à la demande du gouverneur et fit part au commandant du Galibi de son regret de ne l'avoir pas rencontré à Sainte-Marie. Le prince lui fit alors savoir qu'il se proposait de s'y arrêter à la descente. Le lendemain, il était reçu par le gouverneur et le salut des Anglais leur était rendu (202).

En février 1843, Aberdeen alerta Guizot à propos de cet incident. Très mécontent, le ministre des Affaires étrangères en rejeta toute la responsabilité sur son collègue de la Marine qui, par son refus de s'associer au blâme destiné à Bouët, avait en quelque sorte autorisé les officiers entrant en Gambie à se dispenser des formalités d'usage (203). Peu après le 24 mars, le gouvernement français faisait savoir par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Sainte-Aulaire, que des ordres allaient être donnés pour que le salut soit effectif et que des recommandations seraient faites aux officiers de la marine royale pour qu'ils accomplissent la visite d'usage. L'ambassadeur ajoutait :

"Le soussigné se flatte que le gouvernement de S.M.B. reconnaîtra dans ces dispositions un nouveau

---

(202) Rapport du Prince de Joinville, novembre 1843, ANSOM Sénégal III 15.

(203) Note du 2 mars 1843, ANSOM Sénégal IV 2 b.

témoignage du soin avec lequel celui de S.M. Le roi des Français s'efforce de mettre partout les procédés de ses agents en harmonie avec les sentiments de bonne intelligence et d'égards mutuels qui existent entre les deux gouvernements et son désir sincère tout en maintenant ses propres droits sur Albréda de respecter celui de l'Angleterre dans la Gambie" (204).

Cette déclaration ne semble pas avoir été appréciée par le ministre de la Marine si l'on en juge par cette annotation marginale : "voilà qui est bien fâcheux" portée sur la copie de la communication de l'ambassadeur.

Cependant, devant l'absence de négociation avec l'Angleterre, le ministre de la Marine, l'amiral Roussin, dut se décider à adresser le 17 mars 1843 au commandant de la Division navale et au gouverneur du Sénégal des instructions modérées autorisant l'envoi de navire de guerre si la situation le justifiait, à condition que le salut soit rendu ainsi que la visite d'usage au commandant britannique (205). Mais, avant qu'elles soient parvenues au Sénégal, éclatait un nouvel incident. Le commandant du brick l'Alouette, de Kerhallet, avait en avril 1843, suivi l'exemple du prince en passant devant Bathurst sans accomplir les formalités d'usage (206). Il avait été chargé de

---

(204) Comte de Sainte-Aulaire à lord Aberdeen, 24 mars 1843, ANSOM Sénégal IV 2 b.

(205) Ministre à gouverneur, 17 mars 1843, ibid.

(206) Ingram à lord Stanley, 12 avril 1843, PRO CO 87/31.

porter à Albréda des munitions de guerre et des armes pour la défense du comptoir contre d'éventuelles agressions des naturels, Bouët, gouverneur du Sénégal depuis quelques mois, envisageant d'y construire un poste fortifié (207). Au gouverneur de la Gambie qui lui demandait des explications, il répondit que jamais les Français n'avaient eu l'idée de ne point saluer les couleurs anglaises, les navires ayant toujours l'ordre de le faire à la sortie en jetant l'ancre à Sainte-Marie (208).

En novembre 1844, à la suite du passage de l'Eglantine, de nouvelles difficultés surgirent, qui mettent en relief la nervosité des responsables. Le gouvernement de Londres réagit d'autant plus promptement que la politique de la France en Afrique l'inquiète comme l'atteste l'affaire récente du bombardement de Tanger par l'escadre du prince de Joinville. Le commandant de la Station, le capitaine de corvette Baudin, s'efforce de minimiser l'incident en affirmant qu'il ne s'agit ni de mauvais vouloir ni d'intention de provocation de la part du commandant de l'Eglantine mais tout simplement de maladie qui le frappant ainsi que plusieurs membres de son équipage le mettait dans l'incapacité d'accomplir les formalités d'usage. Il regrettait toutefois que le commandant ne se soit pas expliqué auprès du gouverneur. Pour sa part le ministre de la Marine s'étonne de "l'empressement

---

(207) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 11 août 1843, ANSOM Sénégal IV 4 et Ingram à lord Stanley, mai 1843, PRO CO 87/31.

(208) Bouët à Seagram, 5 mai 1843, ANSOM Sénégal IV 4.

et de la vivacité" qui ont présidé à la réclamation du gouvernement britannique. Il prenait énergiquement la défense de ses subordonnés et n'hésitait pas à condamner les procédés des marins britanniques dans le Pacifique :

> "Les observations de M. Baudin prouvent jusqu'à l'évidence que nos officiers à la côte occidentale d'Afrique mettent tout l'empressement désirable à joindre les bons procédés à l'accomplissement des obligations que les rapports internationaux leur imposent. Je ne puis m'empêcher de signaler le fâcheux contraste qui existe entre cette conduite et celle des officiers de la marine britannique qui dans l'Océanie ne perdent pas une occasion de témoigner des sentiments tout opposés en refusant notamment avec tant d'obstination d'accorder à notre pavillon et à celui du protectorat le salut qui leur sont dûs". (209)

A lire le ministre, il apparaît que la violente irritation suscitée par l'affaire Pritchard est loin d'être apaisée. Aussi la marine royale est-elle particulièrement sensible à toute démarche du gouvernement britannique et très réservée, voire hostile à la politique d'apaisement que Guizot entend pratiquer. On sait, par ailleurs, que le

---

(209) Le dossier de l'affaire de l'Eglantine notamment les lettres d'Aberdeen à lord Gowley du 28 février 1845, de Baudin au ministre du 9 juin 1845 et du ministre de la Marine à celui des Affaires étrangères du 29 août 1845 se trouve dans ANSOM Sénégal IV 4. Voir également Fitzgerald à lord Stanley avril 1845, PRO CO 87/35.

prince de Joinville s'oppose vivement au ministre qu'il accuse d'affaiblir la marine française par ses mesures d'économies.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la prétention nouvelle exprimée par les officiers de la marine royale d'exiger des Anglais le salut du pavillon français dans les eaux d'Albréda. Fin 1845, un patron noir de Sainte-Marie ayant passé à deux reprises entre le comptoir et le brick l'Alsacienne sans hisser les couleurs, alors que la résidence et le bâtiment avaient arboré les leurs, le commandant du bâtiment, le lieutenant de vaisseau Fournier, demanda au gouverneur de la Gambie que ce manque d'égards soit sanctionné. Il essuya une fin de non recevoir (211).

Au début de 1848, des incidents éclatèrent de nouveau au moment où le blocus du comptoir français échauffait sensiblement les esprits. Le commandant du stationnaire l'Hirondelle se plaignit à plusieurs reprises auprès des autorités de Bathurst que des navires anglais étaient passés près de son bâtiment sans saluer ses couleurs (212). Lorsqu'en avril, l'Hirondelle fut relevée par l'Amaranthe son commandant, le lieutenant de vaisseau Ducrest de Villeneuve, se montra vindicatif. Ayant essuyé le même refus que son prédécesseur, il dénonça avec force "cette nouvelle insulte trop forte pour la supporter" et tira un coup de canon en guise d'avertissement. Le gouverneur Mac Donnell protesta auprès des autorités françaises, mais il constata

---

(211) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 avril 1847, déjà citée.

(212) Sur cet incident, voir la correspondance échangée dans AMAE M & D Sénégal 45.

avec quelque amertume que le commandant de l'Amaranthe était pleinement soutenu tant par le commandant de la Division navale, Montagniès de la Roque que par le gouverneur du Sénégal, Baudin (213).

Ainsi, les motifs de conflits ne manquent pas. Essentiellement juridiques à l'origine, puisqu'ils sont le fruit des vives controverses qui se sont élevées sur les droits réels que les traités confèrent à la France en Gambie, ce sont les conséquences économiques qui sont devenues les plus sensibles. On peut affirmer qu'en période de traite la vie quotidienne se trouve empoisonnée par les exigences et les susceptibilités des uns et des autres. Ces frictions, relativement supportables tant que la vie économique resta somnolente, devinrent intolérables à partir du moment où l'arachide fit rapidement progresser les échanges. De cet essor la meilleure part revint aux Français qui, fiers de leurs succès, n'en étaient pas moins persuadés qu'ils auraient pu être plus complets sans les vexations et les restrictions à la liberté du commerce imposées par les Anglais. Ceux-ci considèrent avec quelque amertume, à la suite de leur gouverneur Mac Donnell, que la Gambie est "en fait presque une colonie française dont les frais sont supportés par les Anglais" (214)

Dans un climat de rivalité commerciale et de méfiance réciproque le moindre incident prenait trop souvent une importance démesurée et ne manquait pas d'avoir des répercussions en Europe, marquées en parti-

---

(213) Mac Donnell à Grey, 1er mai 1848, PRO CO 87/43
(214) Mac Donnell à Grey, 2 mai 1850, PRO CO 87/48

culier par des interventions de la presse et des négociants intéressés au commerce de la côte africaine ainsi que par des interpellations aux Parlements.

Il faut bien le constater, les gouvernements n'ont pas cherché à porter remède à une rédaction défectueuse des traités qui régissent leurs rapports à la côte occidentale d'Afrique. Pourquoi n'avoir pas repris en 1814 ou lors de la réinstallation effective en 1817 l'idée inscrite dans le traité de 1783 de réunir une commission destinée à déterminer avec précision les possessions respectives des deux puissances ? (215). Cette carence ouvrait la voie à tous les incidents. Les autorités qui, en Afrique, expérimentaient la difficile coexistence entre les deux pays, ne montrèrent ni plus de rigueur ni plus de prudence. Ainsi, les accords avec le roi de Barra, conclus sans information préalable et rédigés d'une manière vague, n'avaient pas été notifiés aux puissances intéressées. Enfin, on ne pouvait nier l'existence d'un certain désordre dans les bureaux de l'administration française. En effet, n'avait-il pas été impossible de retrouver les originaux de certains traités comme de savoir avec certitude si des projets de conventions avaient réellement abouti ?

La question de Portendick, on l'a vu, présentait

---

(215) La réunion de la commission prévue à l'article 11 du traité de 1783 n'a jamais eu lieu. L'échange de lettres entre Vergennes et le duc de Dorset avait bien montré les difficultés d'application du traité de 1783.

des aspects juridiques analogues. Cependant, liés aux fluctuations des relations entre les Français et les Maures Trarza, les différends qu'elle avait engendrés étaient épisodiques, tandis que ceux qui surgissaient à Albréda, s'inscrivant dans une conjoncture économique d'expansion à partir de 1840, tendaient à devenir permanents.

Ainsi, bien que des divergences entre les Français et les Anglais soient apparues dès le lendemain du traité de Versailles et soient devenues plus sensibles lors de la réinstallation de la France sur la côte d'Afrique au lendemain des guerres de la Révolution et de l'Empire, les deux gouvernements ont donc, pendant plus d'une trentaine d'années laissé la situation se détériorer. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir dès le début de la Restauration, cherché une solution.

d) L'impossible échange

La situation faite à Albréda au lendemain de la reprise a été à l'origine de la réflexion des autorités françaises. Découragées par les entraves mises à la remontée de la Gambie par les Anglais, ainsi que par les médiocres résultats des premières traites, incertaines des droits de la France, elles envisagèrent l'abandon du comptoir contre compensation. La suggestion, faite dès 1821 par le baron Portal, ministre de la Marine, avait été admise en principe par son collègue des Affaires étrangères, le baron Pasquier, mais elle était encore bien vague puisqu'aucune proposition n'était avancée quant aux contreparties à demander (216). Dans ces conditions la négociation ne pouvait s'engager avec l'Angleterre.

L'idée n'était pourtant pas abandonnée, puisqu'elle figure en novembre 1823 dans une nouvelle note des bureaux de la Marine (217). Mais, en définitive, c'est la traite de la gomme établie depuis 1820 à Portendick entre les négociants de Bathurst et les Maures Trarza qui, en inquiétant les autorités de Saint-Louis, va les amener progressivement à imaginer une solution par voie d'échange. Si, en juin 1821, le gouverneur Lecoupé l'écartait car, disait-il, il ne pouvait être question d'échanger les "droits réels" que possédaient les Français en Gambie contre les "droits fictifs" des Anglais sur Portendick, trois ans plus tard, son successeur le baron Roger trouvait avantage à une renonciation réciproque :

---

(216) Rapport au ministre de la Marine et des Colonies, 21 juillet 1823, A N S O M Sénégal IV 8 a.

(217) Note du 19 novembre 1823, A N S O M Sénégal IV 8 a.

"Il n'y aurait pas lieu d'hésiter si les Anglais consentaient à céder en compensation d'Albréda le droit qui leur a été si malheureusement réservé d'acheter des gommes à Portendick" (218).

Ce projet de règlement apparemment simple allait en fait susciter d'interminables discussions tant en France qu'au Sénégal et alimenter une volumineuse correspondance entre les deux gouvernements. Lancée puis mise en sommeil par la France, reprise par lord Aberdeen en 1846, cette idée d'échange se révélait beaucoup plus complexe qu'on ne l'avait imaginé au départ ; la Seconde République préféra l'abandonner en 1848.

La détermination de la valeur respective des termes de l'échange, Portendick et Albréda, a évidemment constitué la pierre d'achoppement. En effet, elle était rendue difficile parce que, au fil des ans et au gré des événements, les éléments d'appréciation, qu'ils soient d'ordre politique ou économique, ont évolué. De plus, on a déjà remarqué que, sur le plan juridique, le gouvernement français, en particulier à propos d'Albréda, après avoir été convaincu de la validité de ses prétentions en était arrivé à professer un véritable scepticisme. Dans de telles conditions, le gouvernement n'arrivait pas à se faire une idée exacte de la situation et on comprend qu'il ait hésité à engager une négociation qui risquait d'aboutir à un marché de dupes. Il était d'autant plus prudent que les milieux intéressés, toujours prompts à accuser le gouvernement de faiblesse faisaient preuve de la plus grande vigilance.

---

(218) Lecoupé à ministre, 12 juin 1821, dépêche citée par MARTY. Tentatives commerciales ... op.cit. Roger à ministre, 10 mai 1824, n°79, A N S O M Sénégal IV 2 a.

Pour comprendre cette attitude du gouvernement, il faut préciser dès maintenant quelle importance on attachait à Saint-Louis, d'une part au droit des Anglais à trafiquer à Portendick et, d'autre part, à la présence française à Albréda. Dans le premier cas, une remarque préalable s'impose : à Saint-Louis, on est très sensible à tout ce qui touche le commerce de la gomme en général et à tout événement qui se déroule sur la côte mauritanienne en particulier. C'est dire que les prises de position des milieux commerçants sont davantage marquées au coin de la subjectivité qu'à celui de la raison et que les dangers tant économiques que politiques de l'éventuelle présence anglaise seront très largement surestimés. Un fait significatif de cet état d'esprit est rapporté par le baron Roger qui montre la population de Saint-Louis prête à accueillir toutes les rumeurs. Il s'agit alors de la prochaine construction par les Anglais d'un poste à Portendick. Le gouverneur n'y croit pas mais force lui est de constater que "ce bruit semé dans de mauvaises intentions" a bien réussi à inquiéter la population de Saint-Louis (219).

Les Anglais, on l'a vu, ne tirèrent qu'un modeste parti du droit qui leur avait été accordé, mais il est évident que dans un commerce aussi spéculatif que celui de la gomme, les tonnages traités à Portendick, si limités qu'ils soient, pouvaient avoir des répercussions sur les conditions de l'échange. Aussi, lorsque certains administrateurs comme Lecoupé tentaient de démontrer que la concurrence anglaise n'était pas à redouter, leur conviction était loin d'être partagée par les négociants et les traitants. Pourtant, ils fondaient leur jugement sur des observations parfaitement justes.

---

(219) Gouverneur à ministre, 4 mai 1822, A N S O M Sénégal IV 11 a.

En effet, outre les difficultés d'accès de Portendick et par conséquent l'élévation des frais de transport, ils faisaient intervenir la considération suivante tout à fait essentielle:

> "Tout le mouvement commercial et les relations politiques et sociales du Sahara soudanais se font par la force des facteurs géographiques du nord au sud, de la région désertique au pays du mil, de l'eau et des sédentaires, et non de l'est à l'ouest" (220).

Dans ces conditions, ils concluaient que les Trarza ne se détourneraient de leurs escales traditionnelles que si ils y étaient poussés par des raisons impératives. Il incombait donc aux Français d'éviter de leur en fournir. Or justement, de vives discussions s'élevèrent quand, à plusieurs reprises, les autorités de Saint-Louis instituèrent pour le commerce de la gomme le système du compromis ou de l'association privilégiée. En effet, certains négociants insistèrent sur le fait qu'en cherchant à limiter la concurrence aux escales et à imposer un taux d'échange défavorable aux Trarza on les jetait fatalement dans les bras des Anglais. C'est la crainte qu'exprime le ministre en 1839 lorsque le système du compromis est appliqué pour la troisième fois et tend à s'établir d'une manière permanente. Il dénonce

> "les coalitions qui dans les années où les récoltes auraient pour objet d'empêcher la dépréciation de la guinée ou en d'autres termes la hausse de la gomme et qui détermineraient les Maures à chercher ailleurs un prix plus élevé de leur produit".

Il ajoute que tel a été l'effet du compromis décidé

---

220) Gouverneur à ministre, 29 mai 1822, n°136, A N S O M Sénégal IV 11 b.

en 1839 (221). Bouët, avec plus de netteté, ne dit pas autre chose en 1841 alors qu'il est commandant de la Station navale :

> "Il paraît que les Maures Trarzas contrariés par le compromis exécuté cette année aux escales ont recommencé avec les colons de la Gambie les intrigues auxquelles ils ont d'ordinaire recours dans ce cas pour faire naître une concurrence en leur faveur"(222)

Mais c'est lorsqu'il a été question d'établir une association jouissant du monopole de la traite aux escales que le débat prit plus d'ampleur. L'argument majeur des adversaires de l'association a consisté à proclamer que faute de concurrence l'association élèverait inconsidérément le prix de la guinée et ferait ainsi le jeu des Anglais. V. Régis était à la pointe du combat. Dès la première alerte, en septembre 1840, il lançait une pétition affirmant que toute atteinte à la liberté des échanges ne pouvait avoir que des résultats désastreux pour le commerce français en jetant les Maures sur les pistes de Portendick (223). Il intervint à nouveau avec plus de vigueur encore lorsque fut constituée en avril 1842 la "Société pour la traite des gommes". Il n'hésita pas à proclamer que cette innovation faisait naître "des craintes sérieuses et graves" d'un déplacement de la traite

---

(221) Ministre à gouverneur, 19 août 1839, n°180, A N S O M Sénégal IV 11 b.

(222) Bouët à ministre, 9 juillet 1841, A N S O M Sénégal IV 11 b.

(223) Pétition du 25 septembre 1840, A N S O M Sénégal XIII 25 c. La controverse provoquée par la création d'une association privilégiée a été évoquée au chapitre X.

des gommes au profit des Anglais. Pour lui, c'était "une question d'intérêt national" qui se trouvait en jeu. S'il dramatisait ainsi la situation, c'est qu'il savait pouvoir agiter cet épouvantail avec quelque chance de succès (224).

Cependant les partisans de la société privilégiée, en particulier les négociants de Bordeaux, se voulaient rassurants. Pour eux, le danger de la concurrence anglaise était chimérique non seulement pour des raisons de distance déjà évoquées, mais aussi parce qu'ils se disaient persuadés que la société n'abuserait pas de son monopole, c'est-à-dire qu'elle veillerait à ce que les prix de la guinée en rivière demeurent modérés (225). "Les négociants, marchands, détaillants et habitants indigènes" de Saint-Louis partageaient entièrement ce point de vue (226).

La réunion de la commission chargée d'étudier le commerce des gommes et présidée par Gautier offrit l'occasion d'un nouveau débat sur la concurrence anglaise. Régis manifesta une fois de plus ses craintes tandis que Durand-Valantin s'employait à les écarter. L'ancien gouverneur du Sénégal, Montagniès de la Roque, veut faire confiance à la sagesse des

---

(224) Pétition à la Chambre des députés, avril 1842, réponse du commerce de Marseille déjà citée, juin 1842, A D Gironde M 7523.

(225) Mémoire surle commerce du Sénégal et la traite de la gomme des négociants de Bordeaux aux membres de la Chambre des députés, mai 1842 et annotations à la réponse du commerce de Marseille, ibid.

(226) Mémoire des négociants, marchands détaillants et habitants indigènes au ministre de la Marine, juin 1842, ibid.

négociants et des traitants. Il pense qu'ils se garderont de "folies" qui détermineraient les Maures à s'éloigner des escales du fleuve et il estime qu'un échange d'une pièce de guinée contre vingt-cinq à trente kilogrammes de gomme n'offre aucun danger. Dans son rapport final, la commission paraît se rallier à la thèse de Régis en rejetant le monopole qu'elle juge dangereux pour l'avenir du commerce de la gomme au Sénégal mais elle conserve moyennant certaines conditions le système du compromis (227).

Mais il est bien évident que les discussions sur la valeur économique de Portendick ne se sont pas déroulées dans des conditions de sérénité et de rigueur désirables. Elles ont été, en quelque sorte, faussées par le grand débat qui dominait les travaux de la commission. Faut-il adopter pour le commerce des gommes le régime de l'association privilégiée ou celui de la libre concurrence ? Le directeur des Colonies, Galos, a été particulièrement frappé de constater que les partisans de l'association se sont mis, tout d'un coup, à évoquer avec un certain dédain l'épouvantail de Portendick qu'ils n'hésitaient pas à brandir auparavant. Ils cherchaient avant tout :

> "(à) atténuer les arguments que les partisans de la concurrence tiraient contre le système de l'association du danger de rejeter les Maures sur Portendick par les exigences du monopole" (228).

Quelques années plus tard, quand, après la Révolution de février, le régime du commerce de la gomme fait une fois

---

(227) Procès-verbaux et rapport de la commission des gommes, Imprimerie royale, 1842.

(228) Note du directeur des Colonies au ministre, 28 décembre 1843, A N S O M Sénégal IV 8 d.

de plus, l'objet de vives discussions et d'âpres polémiques, on observe cette même volonté de minimiser l'importance de la concurrence anglaise à Portendick. Ainsi, Durand-Valantin n'hésite pas à parler de "futile prétexte ressassé par les adversaires du compromis à défaut de meilleures raisons" (229). L'administration n'est pas dupe de cette position tactique. En effet, le ministre de la Marine dressant le bilan de la question pour le ministre des Affaires étrangères déclare que le droit concédé aux Anglais à Portendick

> "n'est nullement une chose indifférente pour le commerce du Sénégal ... Les Maures pensent toujours jusqu'à un certain point faire la loi au commerce local et rester maîtres des prix d'échange. Au lieu d'être pour nous un marché entièrement réservé, le Sénégal a toujours une porte ouverte à la concurrence" (230).

C'est justement cette dernière raison qui empêche le gouvernement de prendre les mesures d'ordre économique qu'il souhaiterait. Ainsi, lorsque Paris se propose en 1844 d'établir des droits différentiels sur les guinées afin de protéger les fabricants de Pondichéry, les autorités et le commerce du Sénégal réussirent à écarter cette décision en démontrant que l'enchérissement de la guinée qui en résulterait inévitablement ferait le jeu des Anglais à Portendick (231).

---

(229) Maire de Saint-Louis à gouverneur, 30 novembre 1850, A N S A O F Q 22.

(230) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 avril 1847, A N S O M Sénégal IV 3 a.

(231) Conseil d'administration, séance du 16 août 1844. Au cours des débats, Larcher, chef du service judiciaire rappela que la concurrence de Portendick était "un puissant motif" en faveur du maintien du statu quo". Avec

Très intimement lié aux intérêts commerciaux, l'importance politique de Portendick s'est révélée dans toute son ampleur lors de la guerre avec les Trarza et du blocus de 1835. Ces événements ont profondément impressionné les esprits tant au Sénégal qu'en métropole et y ont laissé des traces durables. En effet, la crainte d'une telle collusion entre les Trarza et les Anglais, éventuels fournisseurs d'armes et de munitions subsistera longtemps. Il y avait donc un intérêt majeur à écarter ce danger, comme le soulignait avec force le gouverneur Guillet :

> "Le Sénégal une fois maître de Portendick deviendra le dominateur des Maures, le maître du Walo qu'ils oppriment" (232).

Ainsi, Portendick apparaît comme la clé de la situation politique dans le Sénégal inférieur. En effet, les gouverneurs n'ont cessé de se plaindre de ne pouvoir exercer sur les populations riveraines toute l'influence désirable. De son côté, la direction des Colonies partageait ce point de vue et constatait que l'action des autorités de Saint-Louis a toujours été plus ou moins paralysée par la crainte de les rejeter sur l'escale de Portendick si on leur fermait celles du fleuve par la guerre (233). A peu près au même moment, le

---

(231) suite
la surtaxe les Anglais seront dans des conditions parallèles aux nôtres sinon supérieures; l'avantage leur restera", A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

(232) Gouverneur à ministre, 17 juin 1837, n°155, A N S O M Sénégal I 20 a.

(233) Note du 14 septembre 1843, A N S O M Sénégal IV 8 d. Quatre ans plus tard, dans sa lettre au ministre des Affaires étrangères du 27 avril 1847 le ministre de la Marine reprenait les termes de la note précédente, A N S O M Sénégal IV 3 a.

ministre de la Marine tenait à souligner à Guizot toute l'importance que revêtait pour le Sénégal la question de Portendick :

> "En y faisant périodiquement acte de présence les traitants anglais obtiennent un résultat qui nous est fort préjudiciable, celui d'entretenir les Maures dans un esprit d'indépendance qui complique constamment nos rapports politiques avec ces peuplades"(234).

Justement à cette époque, les autorités de Saint-Louis s'inquiétaient du taux des coutumes qu'elles jugeaient trop élevé, mais elles enrageaient de ne pouvoir, à cause de la menace que faisait peser Portendick, dicter leurs conditions aux Maures (235).

Aussi, pour toutes ces raisons, à Saint-Louis comme à Paris, on souhaitait ardemment la suppression de l'escale de Portendick, car on se disait convaincu qu'elle apporterait bien plus de force au gouvernement du Sénégal que ne le ferait une augmentation de la garnison et de la flotille(236).

En somme, le débat sur ce que Portendick représente pour les Français n'a pas avancé d'un pas au cours des ans. En effet, ce sont toujours les mêmes arguments qui sont invoqués : dangereuse concurrence anglaise pouvant entraîner,

---

(234) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 6 juillet 1844, A N S O M Sénégal IV 11 b.

(235) Conseil d'administration, séance du 15 décembre 1843, A N S O M Sénégal XIII 26 b et ministre à gouverneur p.i. 17 mai 1844, n°165, A N S O M Sénégal I 25 d.

(236) Note du directeur des Colonies au ministre, 28 décembre 1843, déjà citée.

pour les plus pessimistes, la perte du commerce de la gomme et la ruine du Sénégal, et obstacle majeur au règlement des problèmes politiques et commerciaux qui se posent aux basses escales. Mais ressasser les mêmes arguments n'est pas en démontrer la valeur. Or, qu'avons nous constaté au cours de notre étude ? Tout d'abord que le commerce à Portendick n'a pas progressé et ensuite qu'il est à peu près impossible de mesurer avec exactitude l'incidence de l'établissement du compromis ou d'une association privilégiée. On peut cependant remarquer que la fixation du taux d'échange aux escales intervient généralement après plusieurs semaines de traite, par conséquent trop tardivement pour que les Anglais puissent se décider à entreprendre ou à renforcer leurs expéditions sur la côte mauritanienne. De plus, ils ne sont nullement assurés que le compromis ou le monopole seront reconduits l'année suivante. N'oublions pas, d'autre part, qu'en 1842, l'année où fut mise en place l'association privilégiée, aucune campagne de traite n'a eu lieu à Portendick. Cruel démenti pour ceux qui affirmaient que toute tentative d'instaurer le monopole aux escales précipiterait les négociants de Gambie sur la côte mauritanienne !

Quant au risque de voir les Anglais soutenir les Trarza dans leur conflit avec les Français, il était des plus limités. En effet, en 1848, au moment où la tension redevenait particulièrement vive sur les rives du bas Sénégal, le gouvernement de Londres cessait de payer des coutumes aux Trarza. Ainsi, faute de réflexion sérieuse et d'analyse impartiale des faits, on en reste, trop souvent, tant dans les milieux du commerce que dans l'administration, aux paresseuses idées reçues; il est tellement plus facile de rejeter pour une large part la responsabilité des difficultés sur les Anglais !

Seuls quelques rares esprits comme Auxcousteaux et Raffenel ont le courage de rompre avec de tels préjugés. Pour le premier, Portendick est "un fantôme qui effraie quelques peureux" (237). Pour le second, la concurrence n'est pas à craindre en temps de paix, mais aussi, contrairement à ce qu'affirme au même moment Durand-Valantin, en temps de guerre (238). Il voit, avant tout, dans Portendick "une sorte d'épouvantail" exhibé pour calmer l'effervescence de tous ceux qui souhaitent établir sur des bases moins "humiliantes" les rapports entre Français et Maures.

> "Songez à Portendick disent les trembleurs et sous le coup de cette menace, la résignation succède à la colère" (239).

Si, au milieu du siècle, l'unanimité ne s'était point faite sur la valeur de ce que représentaient les droits de l'Angleterre à trafiquer à Portendick, il n'en était pas de même pour Albréda. Pourtant, à l'origine il y avait eu divergence d'opinion entre Saint-Louis et Gorée. En effet, vers 1824-1825, les négociants saint-louisiens n'entretenant pas, pour la plupart, de relation avec la Gambie, n'attribuaient aucune importance au comptoir d'Albréda qui, pour les Goréens alors à la recherche de nouveaux débouchés, offrait une sérieuse possibilité d'expansion. Pour eux, il ne pouvait être

---

(237) AUXCOUSTEAUX, Le Sénégal ... op.cit. p.30.

(238) Durand-Valantin : "En cas de guerre, Portendick peut devenir dangereux", hommage de reconnaissance aux habitants du Sénégal, A N S A O F Q 22.

(239) RAFFENEL : Nouveau voyage .. op.cit., t.2, p.186. Comme l'affirme Raffenel, Portendick a joué un rôle dans la polémique pour ou contre une nouvelle politique au Sénégal qui sera évoquée dans un prochain chapitre.

question de l'abandonner (240). Mais, une dizaine d'années plus tard et surtout après 1840, le commerce de Saint-Louis ayant développé ses expéditions vers le sud en général et vers la Gambie en particulier manifesta désormais un très vif intérêt pour Albréda.

De même, les désaccords entre l'administration et les négociants à propos de la valeur commerciale du comptoir ont progressivement disparu. En 1831-1832 ministre et gouverneur la jugeaient faible, voire presque nulle à l'indignation du commerce de Saint-Louis qui prétendait que le gouvernement n'avait jamais su apprécier correctement l'importance pour la colonie et principalement pour Gorée de l'établissement d'Albréda (241). Au début des années quarante, les autorités affirmaient encore qu'il n'offrait que peu de ressources (242). Mais, à partir de 1845, l'essor du commerce des arachides ne se démentant point, un revirement complet se produisit. Par ailleurs, il semble qu'à l'exemple des négociants, les autorités n'envisagent plus uniquement les transactions effectuées à Albréda mais l'ensemble du commerce français dont on sait qu'il a conquis de solides positions à Bathurst.

Il n'est plus question désormais que de l'intérêt que présentent pour une marine marchande souvent en quête de fret

---

(240) Gouverneur à ministre, 10 mai 1824, n°79, A N S O M Sénégal IV 2 a.

(241) Conseil d'administration, séance du 6 octobre 1832, A N S O M Sénégal VII 26 bis 3.

(242) "Albréda nous offre peu de ressources", gouverneur à ministre, 18 juillet 1841, n°282, A N S O M Sénégal IV 11b. "Le mouvement commercial d'Albréda est vraiment déplorable", gouverneur à commandant particulier de Gorée, 13 août 1842, A N S A O F 3 B 56; "très faibles

les tonnages relativement importants d'arachides qui sont traités dans ce secteur de la côte occidentale d'Afrique. Le gouverneur Thomas, en novembre 1845 souligne avec satisfaction la "prospérité" du comptoir qui est "un crève-coeur continuel pour le commerce de Bathurst et aussi pour les autorités qui adoptent ses jalousies" (243). Trois ans plus tard, le ministre de la Marine dans une lettre à son collègue des Affaires étrangères évoque d'une part les opérations fructueuses qui s'effectuent déjà en Gambie et d'autre part, les perspectives encore plus avantageuses qui s'ouvrent pour l'avenir. "L'importance immense" qu'a pris d'une manière inattendue Albréda pour le commerce français bouleversait les données du problème (244). D'ailleurs, au même moment, les Anglais en tentant de réduire à leur merci le comptoir par le blocus confirmaient les autorités françaises dans leur nouvelle appréciation de la situation.

L'intérêt politique présenté par le comptoir d'Albréda n'avait cependant jamais été négligé, même au moment où sa valeur économique était jugée médiocre et incertaine. Ainsi, en 1843, au lendemain de la réunion du Select Committee, les autorités françaises considéraient le comptoir comme un obstacle éventuel à la réalisation des vues du gouvernement anglais sur la Gambie. Un peu comme Portendick pour les Français, Albréda limitait la liberté d'action des Anglais et les empêchait d'exercer une influence sans partage sur les populations

---

(242) suite
avantages commerciaux"; note du 14 septembre 1843, déjà citée.

(243) Gouverneur à ministre, 2 avril 1845, n°125, A N S O M Sénégal IV 2 c.

(244) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 27 juillet 1848, A N S O M Sénégal IV 2 d et mémoire de remise de service du gouverneur Baudin, 16 août 1850, déjà cité.

riveraines de la basse Gambie. A Paris, comme à Saint-Louis, on redoutait sérieusement que les Anglais ne réservent à leurs navires le droit exclusif de naviguer sur le fleuve de Sainte-Marie (245). Dans ce cas, ce serait la fin du commerce français, éventualité inacceptable évidemment au moment où il faisait preuve d'un si étonnant dynamisme.

Dans ces conditions, l'idée d'échange, lancée puis précisée par le gouvernement de la Restauration, n'avait guère de chances d'aboutir. Demandeurs à l'origine, les Français ne trouvèrent guère d'écho chez les Anglais. Sans doute, le gouvernement de Londres paraissait désireux de débarrasser ses nationaux de la concurrence de leurs rivaux, mais celle-ci demeurait encore bien modeste avant 1830 du fait de la supériorité de l'industrie britannique. Par ailleurs, le maintien du statu quo offrait de sérieux avantages comme la possibilité d'exercer une pression constante sur le commerce français et d'intervenir dans la politique sénégalaise en entretenant des relations plus ou moins étroites avec les Trarza. A Bathurst, les autorités et les négociants y étaient particulièrement sensibles. Plus tard, quand l'arachide devint le principal aliment du commerce, avait-on intérêt à écarter les Français, alors qu'ils détenaient la plus grande part de ce trafic et que la France était l'unique débouché ? N'était-il pas préférable d'y participer en imposant quelques contraintes comme la perception de taxes et de droits divers et surtout la fourniture exclusive des armes et des munitions?

Le gouvernement anglais n'ignorait pas cette situation. Pour qu'il adhère à l'idée d'échange et pour soutenir

---

(245) Notes du 14 septembre et du 28 décembre 1843 déjà citées et gouverneur à ministre, 5 juillet 1845, n°257 : "(La possession d'Albréda) nous ouvre l'entrée de la

sa volonté d'aboutir, il fallait que priment les raisons de politique générale sur les considérations locales. Ainsi, il pouvait considérer qu'ayant intérêt à maintenir entre les deux pays d'excellentes relations, il lui fallait éliminer tout ce qui pouvait les altérer et par conséquent mettre un terme aux vexations et aux heurts qui se produisaient fréquemment en Sénégambie. Il est aussi évident que si désireux qu'il soit à certains moments d'arriver à une solution, il entendait l'obtenir au meilleur prix.

C'est après les événements qui se sont déroulés à Bathurst en 1831 que le Foreign Office chercha à renouer des pourparlers vaguement ébauchés par le gouvernement de la Restauration quelques années plus tôt. Il proposa à la France d'abandonner Albréda. Sébastiani, alors ministre des Affaires étrangères, demanda en juillet 1832 à son collègue de la Marine, l'amiral de Rigny, d'examiner les conséquences qu'entraînerait cette suggestion pour le commerce de Gorée. Le ministre n'était pas radicalement opposé à la combinaison, d'autant qu'il conservait des doutes sur la réalité des droits de la France, mais il jugeait indispensable une compensation (246). Le 3 août, le gouverneur Saint-Germain fut invité à indiquer celle qui lui paraissait convenable. Il répondit le 12 octobre après avoir consulté le Conseil privé en proposant l'abandon par l'Angleterre de son droit de traite à Portendick, la reconnaissance du droit exclusif pour les Français

---

(245) suite
Gambie que les Anglais nous fermeront aussitôt que nous aurons abandonné le comptoir", A N S O M Sénégal IV 2 d.

(246) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 16 juillet 1832 et ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 24 juillet 1832, A N S O M Sénégal IV 2 b.

de commercer sur la côte entre la presqu'île du Cap Vert et la Gambie, et enfin pour sauvegarder les intérêts des commerçants de Gorée, l'admission des marchandises françaises à Sainte-Marie moyennant un droit modéré (247). En janvier 1833, le ministre des Affaires étrangères était informé des conditions formulées par le Sénégal. Il ouvrit peu après des négociations sur ces bases qui s'avérèrent vite inacceptables pour les Anglais.

Deux ans plus tard, à l'occasion de nouvelles plaintes formulées par le commerce français contre les autorités de Bathurst, le ministre des Affaires étrangères s'interroge sur l'opportunité de rouvrir le dossier de l'échange (248). Consulté, le ministre de la Marine, l'amiral Duperré, se montra très réticent car pour lui, la transaction proposée par son prédécesseur, l'amiral de Rigny, ne pouvait être retenue que s'il y avait "impossibilité absolue" pour la France de se maintenir à Albréda "avec toutes les conditions d'indépendance et de dignité qui doivent se rencontrer partout où flotte le drapeau français". Ainsi, le ministre faisait du règlement des griefs articulés par les Français un préalable et ce n'est qu'en cas d'échec qu'il pourrait accepter l'ouverture de discussions sur un éventuel échange (249).

Cependant, devant la persistance et l'aggravation des difficultés dues au blocus de Portendick, l'amiral Duperré

---

(247) Gouverneur à ministre , 12 octobre 1832, n°289, AN S O M Sénégal IV 9a.

(248) Directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 30 mars 1835, ibid.

(249) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 3 avril 1835, note du 18 avril 1835 et du même au même, 21 avril 1845, ibid.

suggéra un an plus tard une méthode plus souple. Au lieu de mener la négociation en Europe au niveau des gouvernements, on procéderait à des échanges de vues en Afrique entre les autorités des deux pays. C'est ainsi qu'il prescrivait dans ses instructions au gouverneur Malavois d'effectuer une démarche dans ce sens. En effet, la fondation d'un comptoir en Casamance qui venait d'être décidée lui paraissait un événement susceptible de modifier favorablement la situation. De deux choses l'une : ou le nouvel établissement absorbera tout le commerce qui se fait dans cette partie de l'Afrique et dès lors rendra Albréda sans importance, ou bien il existera désormais dans le voisinage de Sainte-Marie deux foyers de trafic également gênants pour les Anglais. Ceux-ci seront donc obligés de déterminer leur conduite en fonction de l'une ou de l'autre de ces hypothèses et l'on peut espérer qu'ils accepteront de se débarrasser de la présence de leurs rivaux au prix de leurs propres droits sur la côte de Portendick (250).

Ainsi, les autorités françaises en abandonnant implicitement toute revendication concernant le droit exclusif de commercer entre Gorée et l'embouchure de la Gambie, se montraient plus conciliantes. Des contacts furent effectivement pris entre Saint-Louis et Bathurst mais sans résultat car le lieutenant-gouverneur Rendall était un interlocuteur particulièrement coriace qui mettait comme condition à tout accord l'admission à Saint-Louis des navires britanniques. Cette exigence apparue pour la première fois en 1837 sera formulée de nouveau par la suite. Il est évident qu'à partir du moment où les Français décidaient de se retirer d'Albréda, il leur fallait obtenir que leurs navires soient admis en Gambie à

---

(250) Instructions du ministre au gouverneur Malavois, 20 mai 1836, A N S O M Sénégal I 19 a.

des conditions convenables afin de pouvoir y poursuivre leur commerce. Mais alors, la Grande-Bretagne , maîtresse du fleuve selon les traités, ne pouvait consentir à satisfaire cette requête que si la France lui accordait la réciprocité à Saint-Louis, mais elle se heurtait là à l'intransigeance totale du gouvernement de Louis-Philippe.

A Paris, si l'on continuait à préférer la méthode des négociations entre gouverneurs, on se berça de l'illusion que les pourparlers deviendraient plus faciles après la mort de Rendall (251). En fait, il n'en fut rien et toute discussion officielle cessa rapidement. Cependant, la question de l'échange demeurant toujours posée, les officiers français et anglais, lorsqu'ils avaient l'occasion de se rencontrer ne manquaient point d'échanger d'une manière informelle leurs points de vue comme le firent en 1841 à Praya Bouët alors commandant de la Station navale et le commandant Seagram de la Royal Navy (252).

Cependant, au même moment, le ministre de la Marine, l'amiral Duperré, suggère qu'il y aurait utilité à reprendre les négociations au niveau le plus élevé (253). Guizot ayant fait la sourde oreille, il profite, l'année suivante de la définition d'une politique plus active de l'Angleterre sur

---

(251) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 13 août 1837 et lettre du gouverneur p.i.Guillet au directeur des Colonies, 30 septembre 1837, A N S O M Sénégal IV 2 b.

(252) Bouët à ministre, 9 juillet 1841, A N S O M Sénégal IV 11 b.

(253) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, A N S O M Sénégal IV 4.

la côte occidentale d'Afrique pour insister auprès de son collègue sur l'impérieuse nécessité de mettre un terme à la situation actuelle de la France en Gambie par une renonciation des droits respectifs des deux pays sur Albréda et sur Portendick. Cette nouvelle requête ne connut pas un meilleur sort que la précédente. (254) Malgré tout, le ministre de la Marine ne se tint pas pour battu et il revint à l'assaut, prenant prétexte de la visite du prince de Joinville à Albréda pour réclamer une fois de plus, l'ouverture de négociations et proclamer les "avantages incontestables" de l'échange (255). Or, à la grande surprise du gouvernement français, Aberdeen fit, peu après, une proposition en ce sens l'accompagnant de cette phrase significative :

> "Nous resterons ainsi chacun maîtres chez nous, la France dans le Sénégal et l'Angleterre dans la Gambie".

Après avoir pensé qu'il était préférable de n'engager cette affaire qu'après le règlement du différend relatif au blocus de Portendick, Guizot se ravisa et décidant de ne pas attendre plus longtemps pour rouvrir la négociation, il se proposa d'entretenir très prochainement le conseil des ministres de cette question (256). Pour la première fois, semble-t-il, se manifestait dans les deux pays un désir convergent de mettre un terme à de vieilles querelles. Lorsque des exigences nouvelles formulées par le ministre français de la Marine ruinèrent cet espoir.

---

(254) Du même au même, 28 octobre 1842, A N S O M Sénégal IV 9 et 25 novembre 1842, A N S O M Correspondance générale 198, folio 677.

(255) Du même au même, 17 mars 1843, A N S O M Correspondance générale 200, folio 247.

(256) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 28 août 1843, A N S O M Sénégal IV 9 b.

Le vice-amiral de Mackau qui, dans sa jeunesse, avait servi au Sénégal, était ministre depuis juillet 1843. Tout en s'affirmant comme son prédécesseur favorable à l'échange, il prétendait l'obtenir moyennant de substantielles compensations. Il justifiait sa position en soulignant d'une part que la renonciation à Albréda contre celle de Portendick ne comportait pas d'avantages équivalents pour les deux parties et que, d'autre part, l'Angleterre s'était placée en position de demanderesse. En conséquence, il reprenait à son compte la revendication du droit exclusif à la navigation entre la presqu'île du Cap Vert et la Gambie. Il déclarait, appuyant sa thèse sur la propre formule d'Aberdeen que, si elle n'était pas satisfaite, la pensée qui présidait à l'échange serait incomplètement réalisée puisqu'elle tendait à constituer à chacune des deux puissances "un territoire compact et bien isolé". Enfin, il suggérait également de joindre à la discussion la question des pêcheries de Terre-Neuve (257). C'est probablement à la suite de conversations avec le prince de Joinville que l'amiral de Mackau s'était décidé à y inclure cette délicate affaire. En effet, dans le rapport sur son voyage à la côte occidentale d'Afrique dont il achèvera la rédaction quelques semaines plus tard, en novembre 1843, le fils de Louis-Philippe plaidait en faveur d'un échange obtenu "contre quelque avantage réel sur un autre point du globe, à Terre Neuve par exemple, car sur la côte d'Afrique je ne vois guère que Portendick et l'échange ne serait pas égal"(258).

---

(257) Note sur l'échange projeté, 14 septembre 1843, A N S O M Sénégal IV 8 d et ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 22 septembre 1843, A N S O M Correspondance générale 200, folio 958.

(258) Rapport du prince de Joinville, novembre 1843. Le ministre de la Marine après l'avoir étudié constatait dans une lettre au prince du 2 janvier 1844 qu'il con-

Comment expliquer cette attitude du ministre de la Marine ? Il semble, bien qu'il s'en défende, qu'il n'est pas resté insensible à la pression des négociants. En effet, depuis 1842, une opposition se dessine contre l'abandon d'Albréda et elle va prendre assez rapidement une grande ampleur grâce à la presse. C'est Régis - ce qui ne saurait surprendre de la part d'un homme particulièrement engagé dans le nouveau commerce des arachides - qui a donné le coup d'envoi, bientôt soutenu par les commerçants de Gorée (259).

Le ministre en se montrant particulièrement exigeant sur les compensations à obtenir a-t-il voulu neutraliser cette opposition ? ou bien, face aux jugements contradictoires exprimés alors sur la valeur commerciale d'Albréda a-t-il cherché à gagner du temps, voire même à faire échouer la négociation ? En fait, on peut penser que toutes ces considérations ont joué leur rôle dans la détermination du ministre.

Par ailleurs, la proposition de joindre le problème de Terre Neuve à la discussion sur Albréda a provoqué de sé-

---

(258) suite
tenait des considérations politiques qu'il ne manquerait pas d'utiliser dans ses communications avec le ministre des Affaires étrangères, A N S O M Sénégal III 15.

(259) Le capitaine Blanchély, commandant Le Goëland, armateur Régis, à la suite d'un voyage effectué en 1841-1842 à la côte occidentale d'Afrique qualifie dans son rapport l'échange d'Albréda contre Portendick d'acte impolitique, A N S O M Sénégal IV 6. Le ministre de la Marine dans sa lettre du 25 novembre 1842 déjà citée au ministre des Affaires étrangères, signale qu'un "des négociants de Gorée a été envoyé par ses collègues en France avec des fonds nécessaires pour donner à cette affaire du retentissement dans les journaux".

rieux remous au sein du ministère de la Marine. Le directeur des Colonies, Galos, s'opposant à l'amiral de Mackau, n'y voyait qu'une complication inutile qui risquait de compromettre une solution rapide, car pour lui : "la question de l'échange d'Albréda contre Portendick est complètement instruite, elle peut être résolue immédiatement". Pour justifier sa position, il invoquait la très sensible aggravation de la situation qui s'était produite depuis le voyage du prince (260). Prenant note de cette divergence d'opinion, le ministre jugea finalement que le moment n'était pas opportun pour introduire la discussion du projet au conseil du roi (261). Guizot ne réagit point, préférant sans doute n'aborder la question d'Albréda qu'après le règlement final de l'affaire du blocus de Portendick. Ainsi, après maintes discussions, la proposition anglaise formulée quelques mois plus tôt se trouvait virtuellement écartée. Mais cette décision n'était pas sans risque. En effet, la recrudescence des incidents que l'on constate alors en Gambie provoqua à la fin de 1844 une violente campagne de presse qui se prolongea au cours de l'année suivante. Non seulement elle dénonçait avec une vigilante attention toutes les vexations et les actes arbitraires dont étaient victimes les bâtiments français, mais elle proclamait aussi avec force les droits de la France sur son comptoir et par conséquent le devoir pour son gouvernement de les défendre avec la plus grande fermeté.

Les journaux d'opposition, comme le Journal du Havre, Le Phare de la Loire, La Gazette du Midi, L'Impartial et Le Constitutionnel avaient vite compris tout le parti qu'ils

---

(260) Notes au ministre des 28 décembre 1843 et 5 février 1844, A N S O M Sénégal IV 8 d et c.

(261) Note du ministre du 6 février 1844, A N S O M Sénégal IV 8 c.

pouvaient tirer des affaires d'Afrique dans leur lutte contre Guizot. Il était évidemment facile de sensibiliser l'opinion publique en utilisant les sentiments nationalistes et anglophobes toujours prêts à se manifester (262). Les journaux stigmatisaient la faiblesse du ministre des Affaires étrangères, l'accusant d'une part de faire bon marché des droits de la France en ne s'opposant point aux "prétentions dominatrices de l'Angleterre sur le fleuve de Gambie" (263) et, d'autre part, de ne point défendre les intérêts des armateurs et des négociants.

Bien orchestrée, la campagne de presse s'appuyait aussi sur les débats parlementaires et les prises de position des habitants de Gorée. En avril 1845, lors du vote des crédits destinés au règlement de l'affaire du blocus de Portendick, Jules de Lasteyrie interpella le gouvernement à propos d'Albréda. Il constata tout d'abord, que les deux pays également coupables d'une trop grande rigueur dans l'interprétation des traités avaient en fait adopté une attitude différente devant les plaintes qui leur avaient été adressées. Alors que la France donnait la preuve de sa modération en acceptant de payer des indemnités aux victimes, l'Angleterre s'y refusait absolument. Le gouvernement français, ajoutait-il, en ne protestant pas contre les agissements de l'Angleterre avait "virtuellement annulé, abandonné, détruit une possession française". Duchâtel qui remplaçait Guizot dans le

---

(262) La campagne de presse débute, semble-t-il, en novembre 1844. On peut citer les articles du Constitutionnel (16 novembre, 9 et 21 décembre) et du Journal du Havre qui apparaît particulièrement actif (16 novembre, 10,13 et 17 décembre,18 et 20 janvier 1845, 27 mars, 1er avril et 8 septembre 1845 en particulier).

(263) L'Impartial cité par Le Journal du Havre du 13 décembre 1844.

débat, tout en reconnaissant que la France "a le droit de réclamer des facilités pour assurer le service et l'existence commerciale" du comptoir d'Albréda évita prudemment toute déclaration qui pourrait indisposer l'Angleterre (264).

Cette attitude du ministre ne pouvait évidemment pas satisfaire l'opposition. Celle-ci continua ses attaques, accusant le gouvernement d'encourager par sa faiblesse l'Angleterre à accroître sans cesse ses prétentions (265). En septembre, le ministre de la Marine transmettait officiellement à Guizot la pétition adressée par les habitants de Gorée à la Chambre des députés et dans laquelle ils repoussaient toute cession d'Albréda qui, selon eux, ne pourrait conduire qu'à l'expulsion de tous les commerçants français de la Gambie (266). Le ministre des Affaires étrangères, sans grande conviction d'ailleurs, offrit à son collègue de proposer au gouvernement anglais un examen approfondi de la question (267). Comme prévu, la communication d'Aberdeen à l'ambassadeur Sainte-Aulaire en octobre s'avéra décevante, le Foreign secretary se contentant d'affirmer qu'il n'entrait pas dans

---

(264) Compte-rendu des débats de la Chambre des députés, Moniteur Universel, 30 avril et 1er mai 1845.

(265) Le Journal du Havre, 8 septembre 1845.

(266) Pétition des habitants de Gorée à la Chambre des députés, 24 avril 1845 et ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 2 septembre 1845, A N S O M Sénégal IV 2 c.

(267) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 18 septembre 1845, ibid.

les intentions du gouvernement anglais

> "d'empêcher par des moyens injustes ou vexatoires les navires français de naviguer dans la Gambie ou d'avoir des rapports avec Albréda" (268).

Cependant quelques mois plus tard, Aberdeen se ravisa et préoccupé par la question des limites du comptoir qui commence à se poser avec acuité fit, en mai 1845, des ouvertures en faveur d'un échange envisagé depuis si longtemps et jamais sérieusement discuté (269). Or, au même moment, devant la Chambre des députés alors saisie de la pétition des habitants de Gorée, Guizot tout en ne rejetant pas formellement cette solution parut incliner davantage vers la conclusion d'une convention spéciale qui embrasserait les différents cas relatifs à la situation de la France en Gambie, les règlerait d'avance ou du moins fixerait les principes d'après lesquels il faudrait les résoudre (270).

Cette soudaine hésitation de Guizot à sacrifier Albréda peut s'expliquer par l'influence croissante de l'opposition. En effet, en février, le Conseil général du Sénégal avait approuvé à l'unanimité le rapport de Durand-Valantin qui concluait au refus de l'échange Albréda contre Portendick et donnait mission au délégué de la colonie, l'ancien gouverneur Roger, d'intervenir dans ce sens auprès du gouverne-

---

(268) Aberdeen à Sainte-Aulaire, 29 octobre 1845, communication citée par Guizot au cours d'un débat à la Chambre des députés, Moniteur Universel 26 mai 1846, supplément au n°146, p.1514.

(269) Aberdeen à ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, 12 mai 1846, A N S O M Sénégal IV 3 a.

(270) Débats du 26 mai 1846 à la Chambre des députés déjà cités.

ment (271). De toute manière, le retour en juillet 1846 de Palmerston au Foreign Office rendit caduque l'offre de son prédécesseur. "L'entente cordiale" déjà fortement ébranlée au point de n'être plus qu'une formule vide est officiellement abandonnée au début de 1847. Si toute perspective de négociation se trouve écartée, les controverses entre Paris et Londres n'en continuent pas moins à battre leur plein. Aussi, en avril 1847, le ministre de la Marine doit-il constater que la solution de la question d'Albréda

> "loin de s'avancer et de s'éclaircir semble emprunter à chaque incident nouveau un degré de plus de complication".

Pourtant il tient à préciser sa position pour le cas bien improbable où des contacts seraient renoués. Il se déclare, tout d'abord, persuadé que la convention souhaitée par Guizot ne pourra, en aucune manière régler d'une façon acceptable pour les intérêts français les relations des deux pays en Gambie :

> "Depuis longtemps, mon département est persuadé que jamais quoiqu'on fasse, on ne parviendra à asseoir les rapports des deux nations ... sur un pied de conciliation réelle et de bonne harmonie durable".

Reste donc la solution de l'échange qui théoriquement lui paraît présenter de sérieux avantages mais qui n'est concevable que si on lève l'obstacle d'une opposition qui s'affirme chaque jour au Sénégal et qui risque d'entraîner le commerce des ports tels que Le Havre, Nantes, Bordeaux et

---

(271) Délibération du Conseil général, 3 février 1846, A N S O M Sénégal IV 2 b ou VII 29 c.

Marseille. Pour cela, il faudrait selon le ministre, procéder à un examen impartial de l'affaire et apporter une satisfaction réclamée depuis longtemps par le commerce de Gorée : la reconnaissance explicite du droit exclusif de navigation sur la côte située depuis le cap Vert jusqu'à l'embouchure de la Gambie (272).

Ainsi, comme on le voit, le ministre ne fait que répéter les mêmes arguments et envisager, sans trop y croire, la même solution. Il est particulièrement décevant de constater que pendant de si nombreuses années aucun effort n'a été entrepris pour effectuer une analyse approfondie de la situation et pour rechercher par des voies nouvelles un règlement satisfaisant pour les intérêts des deux parties. En effet, on pourrait s'étonner que le gouvernement de Louis-Philippe n'ait pris aucune initiative pour examiner avec le gouvernement anglais s'il n'était pas possible de donner au commerce français les garanties nécessaires à la continuation de son trafic d'arachides après l'abandon d'Albréda. En réalité, ce serait oublier qu'à Paris, les autorités étaient paralysées à la fois par les querelles d'interprétation des traités et surtout par la crainte qu'en posant la question des garanties, l'Angleterre n'exige pour ses navires l'égalité de traitement à Saint-Louis. D'autre part, l'intransigeance constamment manifestée par les responsables anglais, tant en ce qui concerne le droit de la Grande-Bretagne à la souveraineté absolue de la Gambie que le règlement des incidents, n'incitait guère la France à entreprendre des démarches sérieuses auprès du Foreign Office (273). Néanmoins, on ne peut s'empêcher de constater après ces trop nombreuses an-

---

(272) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 27 avril 1847, A N S O M Sénégal IV 3 a.

(273) Les propositions d'échange d'Aberdeen n'excluaient aucunement cette intransigeance, voir la lettre citée à note précédente.

nées marquées par des incidents et des heurts continuels, un évident manque de volonté politique de mettre un terme à une situation difficile qui en se perpétuant risquait de devenir dangereuse.

La seconde République allait-elle rompre avec ces fâcheux errements ? Sans doute n'hésite-t-elle pas à critiquer la politique du régime précédent, mais, incertaine de son avenir, elle est dans l'impossibilité de prendre une initiative hardie. Il lui fallait, en particulier, ne point heurter une opinion publique plus vigilante que jamais. Ainsi, Lefort-Gonssolin, représentant de la Seine-Inférieure et négociant rouennais intéressé au commerce du Sénégal, écrivait au ministre des Affaires étrangères le 10 mai 1848 pour dénoncer les dangers d'un éventuel échange (274). De même, Estancelin, ancien député, prenait en 1849 aussi nettement parti contre "l'insidieux projet" de céder à l'Angleterre le comptoir d'Albréda, car il y aurait pour la France "dommage réel pour ses intérêts et pour sa considération" (275). Le secrétaire d'Etat à la Marine, Verninac de Saint-Maur, n'était pas loin de partager ce point de vue, qui, dès juin 1848, faisait savoir à son collègue des Affaires étrangères qu'Albréda étant devenu un centre particulièrement actif du commerce des arachides, il convenait désormais d'épuiser tous les moyens nécessaires pour obtenir la conservation du comptoir

---

(274) Lefort-Gonssolin,représentant de la Seine-Inférieure au citoyen ministre des Affaires étrangères, 10 mai 1848, AMAE M & D. Sénégal 45.

(275) Louis ESTANCELIN (1777-1858) a participé comme député d'Abbeville entre 1830 et 1846 à tous les débats sur la marine et les colonies. Partisan de la colonisation qu'il considère comme le seul remède au problème social, il fait paraître en 1849, ses Etudes sur l'état actuel

et ne recourir à l'échange qu'en toute dernière extrémité (276). Comme le gouvernement français pensait que le blocus d'Albréda décidé par les autorités de Bathurst allait être l'occasion d'un échange de vues plus larges avec le gouvernement de Londres, il s'empressa d'informer son ambassadeur de l'abandon d'une doctrine qui avait prévalu depuis près de vingt cinq ans (277). En fait, aucun contact sérieux n'avait été pris et le ministère des Affaires étrangères dans une note d'avril 1850 confirmait que l'échange était devenu impossible dans les circonstances actuelles et que le problème des relations entre Français et Anglais en Gambie se trouvait dans une impasse totale (278).

C'est donc un constat d'échec qui est dressé et qui met en évidence l'impuissance du gouvernement. Dès 1825, le gouverneur Roger n'avait-il pas insisté sur l'urgente nécessité d'une solution ? (279) Depuis, commerçants et négociants

---

(275) suite
de la Marine et des Colonies françaises, XXXI-497 p. La question d'Albréda est évoquée p.317.

(276) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 16 juin 1848, AMAE M & D Sénégal 45.

(277) Ministre des Affaires étrangères à ambassadeur de France à Londres, 26 août 1848, ibid.

(278) Note pour le ministre, 23 août 1850, ibid.

(279) Gouverneur à ministre, 21 septembre 1825 : "Cette affaire (d'Albréda) ne peut pas rester plus longtemps en souffrance. Les délais tournent au profit des Anglais toujours disposés à se faire des titres pour l'avenir des envahissements de leurs agents, de la tolérance et de la faiblesse de leurs voisins", A N S O M Sénégal IV 2 a.

d'une part, et autorités locales de l'autre, n' avaient cessé surtout à partir de 1842-1843 de reprendre cette antienne dans leur correspondance avec les ministres intéressés. Devant leur insuccès et l'aggravation de la situation, les négociants s'étaient résolus à proposer un palliatif : la nomination à Bathurst d'un consul qui serait habilité à régler rapidement un certain nombre de différends qui, sans son intervention, auraient risqué de prendre une dangereuse ampleur. Cette revendication formulée pour la première fois en 1845 dans la pétition adressée à la Chambre des députés par les habitants de Gorée fut reprise l'année suivante par le Conseil général et par les capitaines dans leurs rapports de mer. Le ministère de la Marine avait insisté à plusieurs reprises auprès de Guizot pour qu'une réponse positive soit le plus rapidement donnée à la demande des négociants (280). Mais aucune négociation n'avait été entamée à ce sujet avec l'Angleterre au moment de la chute de la monarchie de Juillet. Au début de la seconde République, Schoelcher revint à la charge à la tribune de l'Assemblée Nationale sans plus de succès (281). En fait, le gouvernement était partagé sur la politique à suivre. Le ministre de la Marine souhaitait qu' une décision favorable intervienne promptement et indépendamment du règlement d'ensemble, tandis que le ministre des Affaires étrangères objectait que tant que les difficultés relatives au comptoir ne seraient pas résolues, il était impossible de désigner un agent consulaire car sa position risque-

---

(280) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 2 octobre 1846, A N S O M Correspondance générale 211, fol. 519, du même au même, 21 septembre et 7 décembre 1847, ibid. Correspondance générale 216, fol.705 et 215, fol.19.

(281) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, ibid. Correspondance générale 220.

rait bien vite de devenir intenable (282).

Ainsi, faute d'avoir obtenu cette modeste satisfaction, négociants et traitants n'eurent d'autre ressource que de redoubler d'efforts pour exiger du gouvernement une solution globale de la question Albréda-Portendick dans les plus brefs délais. Mais il leur faudra attendre encore sept longues années pour qu'elle intervienne (283).

e) Autres champs de la rivalité franco-anglaise

Ce n'est pas parce que cette question de l'échange a pendant plus de vingt-cinq ans accaparé l'attention, provoqué de graves incidents et alimenté une abondante correspondance diplomatique entre les deux gouvernements qu'il faut oublier que Français et Anglais se trouvent en concurrence sur les routes de l'intérieur, dans le Saloum, la Casamance et les Rivières du Sud.

- la pénétration vers l'intérieur

Tout comme les Français avec le Sénégal, les Anglais possèdent avec la Gambie une remarquable voie de pénétration qui leur donne l'espoir d'attirer vers leurs comptoirs une large part de ce commerce de l'intérieur si souvent décrit par les auteurs comme offrant de séduisantes perspectives en particulier pour l'or. Bien sûr, les Français convoitent aussi ce pactole et outre leur installation dans le pays de Galam

---

(282) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 18 juillet 1850, A N S O M Sénégal IV 4.

(283) La convention franco-britannique relative à l'échange Albréda-Portendick et aux garanties accordées aux Français a été conclue le 7 mars 1857.

disposent d'un atout non négligeable avec leur comptoir d'Albréda. En effet, on l'a vu, ils peuvent, grâce à lui, non seulement surveiller les efforts entrepris par les Anglais pour obtenir des chefs et des souverains les facilités nécessaires et éventuellement les contrecarrer mais aussi participer, grâce à la contrebande, aux opérations commerciales de l'intérieur. Ainsi, pendant cette première moitié du siècle, la rivalité franco-anglaise se manifeste en haute Gambie autour des comptoirs de Mac Carthy, de Fattatenda et de Yarbutenda, points d'aboutissement des caravanes de l'intérieur, mais aussi et surtout au pays de Galam et au Boundou, important carrefour de routes et à propos des relations à établir avec le Kaarta, Ségou et même Tombouctou.

Les vieux rêves du XVIIIe siècle, l'or du Bambouk, le Niger et son commerce ne sont pas morts et dès la reprise, la compétition entre les deux fleuves reprend avec force. La France est d'autant plus vigilante que sa position est difficile. Eliminée pendant plusieurs années de la Sénégambie, elle doit patiemment renouer le fil de ses anciennes amitiés afin de rétablir son influence, tandis que l'Angleterre, grâce à sa récente occupation du Sénégal et à l'effort d'exploration qu'elle a mené depuis la fin du XVIIIe siècle dispose d'une confortable avance. Elle a même un peu tendance à considérer que les voyages de Mungo Park lui ont conféré comme une espèce de droit de préemption sur le commerce du Soudan.

Justement, dès le rétablissement de la paix en Europe, les Anglais relancent le mouvement d'exploration, à la grande inquiétude des Français. Ainsi, s'organise dès 1815 la mission du major Peddie qui avait pour but d'achever le voyage de Mungo-Park en atteignant l'embouchure du Niger. En fait, partie du Sénégal, elle s'usa pendant l'année 1817 sur les contreforts humides du Fouta Djalon dans la vaine attente

d'une autorisation de l'almani de traverser ses états afin d'atteindre les rives du Niger.

Mais c'est l'expédition de Gray et Dochard qui devait pendant trois années susciter les plus vives alarmes chez les autorités du Sénégal. Forte d'une centaine d'hommes, elle part de Bathurst en mars 1818 et doit, après avoir remonté la Gambie, se diriger vers Ségou. En juin, elle modifie la direction de sa route, atteint le Boundou et s'établit finalement à une courte distance du fort de Bakel que les Français sont en train d'édifier. Elle y restera dans l'attente patiente et toujours déçue de conditions politiques favorables à la poursuite de son voyage. Ce n'est finalement qu'en août 1821, après la mort de Dochard que le major Gray se décidera à descendre à Saint-Louis et à regagner la Sierra Leone.

Cette présence étrangère persistante dans des pays que les Français avaient toujours considéré comme des dépendances du Sénégal exaspérait d'autant plus qu'au même moment le gouverneur Mac Carthy entrait en relations avec les Trarza et s'efforçait de soutenir les efforts des négociants de Bathurst désireux de se procurer de la gomme à Portendick. Le capitaine de frégate Fleuriau, défenseur sourcilleux des intérêts de son pays, qui assume l'intérim du gouverneur Schmaltz lors du départ de la mission Gray, soupçonne les Anglais de vouloir encercler le Sénégal et de barrer à la France l'accès de l'Afrique intérieure dont Jackson, consul à Mogador, vient de dresser un fabuleux tableau (284).

Ainsi, pendant toute la durée de la mission, peut-on

---

(284) J. JACKSON, An account of Timbuctoo and Hausa in the interior of Africa, Londres, Longman, 1820, XXX-547 p.

lire dans la correspondance officielle les nombreux griefs que les responsables français formulent à son encontre. Ils l'accusaient tout d'abord, de porter tort au commerce sénégalais. En cédant à bas prix les marchandises européennes, les Anglais ne cherchaient-ils pas à éloigner les populations des traitants venus de Saint-Louis, en opposant "l'économie" de ces derniers à la "prodigalité anglaise", et par conséquent, "à dégoûter la France du commerce de ces contrées par des pertes". De plus, n'avaient-ils pas pour but de détourner vers la Gambie "le commerce de la gomme qui se fait à Galam" et d'ouvrir ainsi une route terrestre qui complèterait la voie maritime qu'ils s'efforçaient de créer à partir de la côte mauritanienne ? D'autre part, la présence du major Gray ne risquait-elle pas de nuire au projet de colonisation agricole ? En effet, circulaient avec insistance des bruits selon lesquels les Anglais tenteraient de débaucher ouvriers et laptots employés par les Français dans le haut Sénégal (285). Enfin, le capitaine de vaisseau Lecoupé, successeur de Schmaltz trouvait inacceptable que le major soit en position de connaître avec précision les projets, les décisions et les moyens d'action de la France dans une région si importante pour l'avenir de son influence en Afrique (286).

Les dangers dénoncés avec tant de vigueur par les commandants du poste de Bakel et par les gouverneurs ne doivent pourtant pas nous faire oublier la situation délicate de

---

(285) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 22 décembre 1819 d'après les renseignements communiqués par Schmaltz le 11 septembre. Ces deux lettres se trouvent dans A N S O M Sénégal III 1.

(286) Gouverneur à ministre, 20 octobre 1820, ibid.

la mission anglaise. Non seulement elle n'a pu atteindre Ségou, mais elle n'a pu réussir à établir des relations convenables avec l'almami du Boundou et elle n'a pu finalement survivre que grâce aux rations cédées par le poste français. Mais ce contraste entre les craintes exprimées et la réalité est tout à fait révélateur de ce parti-pris d'hostilité à l'égard des Anglais si répandu chez les administrateurs et les officiers français. Il se manifeste aussi par la satisfaction affichée dans la correspondance officielle à l'évocation des difficultés rencontrées par la mission Gray et celles qu'il importerait de lui susciter (287).

Justement, dès l'annonce des préparatifs de la mission anglaise se présenta l'occasion d'une riposte. En effet, G. Mollien proposa au gouverneur Fleuriau qui accepta avec empressement, l'organisation d'une expédition beaucoup plus souple et plus légère. Le jeune commis de la Marine envisa-

---

(287) Fleuriau écrit au ministre le 18 janvier 1818 : "Les dispositions des Mandings à l'égard de la nation anglaise me font espérer que (les explorateurs anglais) éprouveront de grandes difficultés ... Il m'a paru important de faire quelques démarches pour augmenter ces difficultés, en y mettant toutefois beaucoup de circonspection et de secret". Le ministre relevant durement cette formule fit part le 30 juin de son "grave mécontentement" ajoutant : "vous auriez dû savoir qu'il n'y a point d'intérêt ni même de rivalité qui justifie l'emploi de pareils moyens aux yeux d'un gouvernement légitime et basé sur la justice". Mais, fait à souligner, le ministre ne prononça aucun blâme et même s'empressa de faire savoir à Fleuriau que sa "phrase imprudente n'aurait aucune suite". A N S O M Sénégal I 4. HARDY, op.cit., p.87.

geait de pénétrer dans l'intérieur en suivant un méridien qui le mènerait du Sénégal au Niger à travers le Fouta Djalon. Cette voie nouvelle croisant celles de Mungo Park et du trafic des Manding, on peut se demander si le gouverneur n'a pas songé à profiter de l'occasion pour tenter de couper la voie de l'intérieur aux Anglais de Gambie. H. Deschamps écarte sans preuves cette hypothèse (288). En réalité, Fleuriau se montre très soucieux de contrecarrer les Anglais dans ses instructions à Mollien comme dans sa correspondance ultérieure (289). Rapidement, il en vient à considérer ce voyage comme "une affaire nationale" (290).

Cet esprit de compétition qui, dès la reprise, s'instaure à propos du commerce avec l'intérieur subsistera presque toujours aussi vif tout au long des trente années qui vont suivre. L'organisation de nouvelles explorations en constitue une preuve évidente parmi d'autres. Ainsi, les instructions données par le baron Roger à l'enseigne de vaisseau Grout de Beaufort qui se proposait de visiter le Bambouk et d'atteindre Ségou sont tout à fait significatives. Le gouver-

---

(288) H. Deschamps écrit dans son introduction au voyage de Mollien, op.cit., p.21 : "Il est probable que M. de Fleuriau n'a pas eu d'intention du tout et qu'il a simplement cédé aux sollicitations d'un jeune homme enthousiaste et persuasif".

(289) Instructions de Fleuriau à Mollien, 7 février 1818, gouverneur à ministre, sans date mais réponse à la dépêche ministérielle du 30 juin 1818 déjà citée "Il existe sur cette côte, comme ailleurs, une rivalité de commerce, je devais soutenir nos droits", A N S O M Sénégal III 1.

(290) Gouverneur à ministre, 19 mai 1818, voir HARDY, op.cit., p.60.

neur recommandait au jeune officier de donner à son voyage "une apparence toute scientifique afin de ne pas exciter la malveillance des traitants anglais". En effet, il lui assignait comme but essentiel d'évaluer l'importance du commerce effectué par les Anglais en haute Gambie dans la région de Barrakunda, le nombre des navires qui remontent le fleuve chaque année ainsi que la nature, la quantité et l'origine des produits traités. Il lui prescrivait également de s'enquérir si des coutumes étaient versées non seulement au roi du Wuli et aux autres chefs du voisinage, mais aussi à l'almami du Boundou. En outre,il devait étudier les moyens susceptibles de détourner de la Gambie les marchands de l'intérieur et de "leur faire prendre une direction plus utile à notre commerce" (291).

C'est exactement dans le même esprit que le gouverneur Jubelin rédigea en 1828 les instructions destinées à Duranton chargé d'aller explorer le Bambouk en compagnie d'un ancien élève de l'école des mines de Saint-Etienne (292).

En 1843, Bouët, devenu gouverneur, renouait avec cette tradition d'exploration. Des "motifs assez graves" justifiaient à ses yeux la décision d'envoyer sous la direction du pharmacien de la Marine, Huard-Bessinières, une petite équipe dans le Boundou et le Bambouk. Les Anglais depuis la réunion du Select Committee de 1842, on l'a vu, semblaient devoir mener une politique plus active, Leurs efforts pour détourner les caravanes du pays de Galam prenaient une ampleur

---

(291) Instructions du 7 janvier 1824, A N S O M Sénégal III 3.

(292) Jubelin à Duranton, 6 septembre 1828, A N S O M Sénégal III 4.

nouvelle avec la construction "dans le haut de leur fleuve" d'un "comptoir analogue à celui de Bakel". La France, à moins de compromettre ses intérêts devait donc relever le défi. Aussi, les instructions données à Huard-Bessinières traduisaient avec éclat cette volonté de contrecarrer les initiatives anglaises. La mission aura pour tâche essentielle :

> "(d')étudier à loisir les moyens d'améliorer, d'agrandir notre position commerciale dans le haut du fleuve tout en y substituant complètement notre influence à celle que les commerçants de la Gambie s'efforcent d'y conquérir à notre détriment".

Pour y parvenir, il lui faudra en particulier rechercher :

> "quels sont les moyens à tenter pour détruire dans leur germe les établissements anglais du haut de la Gambie"

et ceux qui sont nécessaires pour établir une alliance intime avec le Bambouk, le Boundou et les Bambara afin de dresser contre les Anglais une barrière diplomatique efficace (293).

Ainsi, ces instructions révèlent à des moments précis une crainte, une obsession, pourrait-on dire, qui habite constamment les autorités de Saint-Louis de voir les agents anglais remporter dans leur pénétration commerciale des succès tels qu'ils interdisent tout avenir aux Français. Cette crainte est d'autant plus vive que, conscients de la faiblesse de leurs moyens, les Français sont souvent portés à exagérer ceux dont disposent leurs rivaux. En réalité, vers 1850, la

---

(293) Gouverneur à Huard-Bessinières, 10 août 1843, A N S O M Sénégal III 6. Sur cette mission, voir RAFFENEL : Voyage dans l'Afrique occidentale, op.cit.

situation n'étant pas fondamentalement différente de ce qu'elle était trente ans plus tôt, les Français conservaient leurs chances à peu près intactes.

Examinons, tout d'abord, les tentatives faites auprès des Bambara par les autorités anglaises. En 1838, par exemple, le gouvernement métropolitain manifesta un vif intérêt pour les encouragements que les autorités de Bathurst s'apprêtaient à donner au roi du Kaarta pour qu'il dirige les produits de son pays de préférence vers la haute Gambie. Il ne semble pas que des résultats substantiels soient venus couronner des efforts, somme toute très modestes (294). Il en est de même à propos du royaume de Ségou. Au moment où, en novembre 1848, en réponse à l'invitation de Raffenel, arrive à Bakel une ambassade du souverain, on signale la présence de traitants anglais dans la capitale (295). Au Sénégal, cette information inquiète commerçants et administrateurs. Mais, en définitive, si au milieu du siècle, Français et Anglais se disputent les faveurs d'un état considéré comme jouant un rôle essentiel dans le commerce de l'intérieur, ni les uns ni les autres n'ont réussi à nouer des relations suivies et par conséquent à remporter un avantage décisif (296).

Le Boundou, région carrefour, constitue un enjeu bien plus important encore. En effet, les Français redoutaient au

---

(294) Glenelg à lieutenant-gouverneur, 2 septembre 1838, n°11, PRO CO 401/4.

(295) Gouverneur à ministre, 6 décembre 1848, n°475, A N S O M Sénégal I 35 a.

(296) Mémoire de remise de service, 16 août 1850, A N S O M Sénégal I 37 a.

plus haut degré que les Anglais n'attirent l'almami dans leur camp et qu'en conséquence, ils parviennent à capter à leur profit, la plus grande part du commerce effectué à Galam. Ils auraient eu alors accès au trafic de la gomme dont les Français cherchaient à s'assurer le monopole. C'est pourquoi, dans les années trente, l'affaire Duranton avait provoqué de sérieuses inquiétudes. Cet ancien employé de l'administration puis de la Compagnie de Galam s'était installé dans le Khasso afin de se livrer au commerce. Bientôt, il épouse Sadioba, la fille du roi Awa Demba (297). Vivant au milieu des états africains, il s'aperçut vite que la politique suivie dans le haut Sénégal par la France était condamnée à l'échec. Adoptant la vision khassonké des événements, il tenta de mettre sur pied une alliance antibambara que devaient bientôt désavouer les autorités de Saint-Louis. Esprit indépendant, il n'en poursuivit pas moins son dessein et comme d'autre part, il supportait mal le privilège de la Compagnie de Galam, il chercha tout naturellement à substituer à la voie du Sénégal une autre liaison avec la côte. Il bénéficia, au début de circonstances favorables. L'almami du Boundou, Toumane Modi, qui en 1829 avait éconduit des agents anglais leur répond favorablement l'année suivante, car il venait d'interdire tout commerce avec le poste de Bakel à la suite d'une querelle avec son commandant. D'autre part les Ouled M'barek ne pouvaient plus porter la gomme aux Français à la suite du blocus exercé par les Dowich. Grâce à son action diplomatique, Duranton assura le passage des caravanes à travers le Khasso et le Boundou. Il se rendit alors à Bathurst

---

(297) HARDY, l'affaire Duranton, Annuaire et mémoires du Comité d'Etudes historiques et scientifiques de l'AOF, 1917, pp.413-436, CURTIN, Economic change in precolonial Africa ... op.cit., pp.141-149.

et annonça au lieutenant-gouverneur G. Rendall, en juillet 1831 que trois cents charges de gomme, soit trente deux tonnes environ seraient livrées en mars ou avril de l'année suivante près de Barrakounda. Duranton avait, semble-t-il, ouvert le commerce de l'intérieur aux marchands de la Gambie (298).

Cette route connut très vite de graves difficultés. En effet, dès la fin de 1832, le Wuli en guerre avec le Boundou arrêta les traitants de Gambie qui se rendaient dans l'intérieur. Un moment, les marchands de Bathurst songèrent à exploiter une route plus orientale qui, à partir du Tenda se dirigerait vers le sud du Boundou et du Bambouk au moyen d'une compagnie semblable à celle de Galam. Mais le gouvernement anglais ayant refusé de lui accorder le monopole du commerce, de verser des coutumes aux chefs africains et d'édifier un comptoir fortifié, elle dut rapidement cesser ses activités. Quoiqu'il en fut, la route de la gomme frayée par Duranton fonctionnait à nouveau en 1835-1836 (299). C'est alors que la Compagnie de Galam suscita à Saint-Louis une violente campagne dénonçant l'ancien employé de l'administra-

---

(298) Dans une lettre d'un commerçant de Gorée datée du 1er mars 1832 et transmise par l'intermédiaire du commissaire de la Marine à Marseille au ministre, on lit : "Il n'y a que quelques jours que j'ai su d'une manière certaine que plusieurs caravanes avaient été dirigées sur la Gambie au détriment de nos comptoirs du haut pays et M. Duranton paraît avoir décidément pris le parti de traiter avec les Anglais", A N S O M Sénégal III 4.

(299) Gouverneur à ministre, 11 août 1836, n°160, A N S O M Sénégal I 19 a, mémoire du gouverneur Guillet, 15 janvier 1837, A N S O M Sénégal I 20 a.

tion comme un agent de l'Angleterre, un misérable traître. Elle n'eut guère de mal à réduire au silence les rares partisans du commerce libre et d'une politique nouvelle et à faire partager ses vues par le gouverneur Malavois (300). Aussi, quand Duranton vint à Bakel en juillet 1837, il fut arrêté et conduit à Saint-Louis. Mais l'enquête ordonnée par Guillet, gouverneur p.i. tourna à l'avantage de l'accusé (301). Celui-ci retourna dans son pays d'adoption où il devait mourir en septembre 1838. L'hostilité dont Duranton a été la victime est vraiment exemplaire. Elle prouve, en effet, qu'à Saint-Louis, les esprits sont prompts à condamner tout homme qui s'écarte des idées reçues et à voir dans toute contestation le produit d'une machination ourdie par l'Angleterre.

Les craintes d'une compétition accrue avec Bathurst ne s'apaisèrent guère à Saint-Louis à la mort de Duranton. Au contraire, elles s'avivèrent lors de la publication en 1842 du rapport du Select Committee évoquant la possibilité de ressaisir à partir de la Gambie une partie du commerce de

---

(300) Les adversaires de la Compagnie de Galam et de son privilège soutenaient l'action de Duranton avec intérêt et sympathie. Dans la lettre évoquée plus haut, le commerçant de Gorée faisait remarquer que Duranton n'avait pris le parti de traiter avec les Anglais que parce que "ses compatriotes, loin de lui savoir gré de ses sacrifices et des peines incroyables qu'il s'était données pour augmenter leurs débouchés le persécutent et lui refusent leur confiance".

(301) Enquête août 1837, A N S O M Sénégal III 4.

la gomme. Sans doute, à Paris, les autorités faisaient-elles preuve de plus de sang-froid, mais au Sénégal on ne doutait pas que les Anglais allaient tout mettre en oeuvre pour atteindre leur objectif (302). La décision d'assurer une meilleure sécurité des traitants au moyen d'un navire à vapeur et le voyage du lieutenant-gouverneur Ingram en haute Gambie pour étudier la création d'un comptoir fortifié n'en fournissaient-ils pas dès 1843 une preuve éclatante ? En réalité, l'intervention du gouverneur avait d'abord pour but d'atténuer auprès des populations africaines l'effet désastreux provoqué par les maladresses des marchands de Bathurst. En effet, ceux-ci, malgré l'échec de la compagnie de Tenda n'avaient pas abandonné l'idée de s'entendre entre eux pour fixer un prix maximum pour les produits africains et pour refuser toute coutume et toute taxe. Le résultat ne s'était pas fait attendre, les Dioula préférant dans ces conditions fréquenter Bakel ou les Rivières du Sud (303). Les marchands de Bathurst durent revenir à la liberté des prix, mais un effort important s'avérait nécessaire pour redresser la situation (304).

Par ailleurs de fréquents raids du Boundou dans le Wuli et le Niani rendaient souvent impraticable cette route de la gomme. L'insécurité qui, semble-t-il, s'aggrava au cours des années quarante ne parut pas aux yeux des Français devoir constituer une garantie suffisante contre la concurrence de Bathurst. Ils cherchèrent à l'accroître en concluant en

---

(302) Le directeur des Colonies, Galos, contrairement au prince de Joinville estimait que le détournement du trafic de la gomme par la voie terrestre n'était guère possible, note au ministre, 28 décembre 1843, déjà citée.

(303) Lieutenant-gouverneur Ingram à Stanley, 30 mars 1843, PRO CO 87/30.

(304) Du même au même, 31 juillet 1843, PRO CO 87/31.

décembre 1843 un traité avec l'almami Saada. Celui-ci acceptait la construction sur son territoire d'un comptoir à Sénoudébou et promettait d'y attirer les caravanes de l'intérieur, les détournant ainsi des factoreries de la haute Gambie. Les Français ayant devancé une éventuelle action diplomatique des autorités anglaises avaient apparemment marqué un point, mais pouvaient-ils être assurés de la solidité des engagements souscrits ? L'almami était très sollicité. En effet, peu après arrivait à Boulébané Mac-Donnell, le chief justice de Bathurst qui tenta de persuader le chef du Boundou de désavouer l'accord qu'il venait de signer avec les Français. Bien que la mission anglaise n'ait pas obtenu le succès escompté, l'influence de la France demeurait fragile (305). Le fort de Sénoudébou, achevé en 1845 seulement, ne constituait en rien l'instrument politique dont on avait rêvé à Saint-Louis. Isolé pendant plusieurs mois de l'année, donc sans possibilité de recevoir des renforts, il était vulnérable. Saada au gré de ses intérêts pouvait sans grand risque continuer à jouer double jeu et opposer Bathurst à Bakel d'autant plus facilement que les coutumes promises n'étaient pas toujours régulièrement payées par les Français. D'ailleurs Saada aimait inquiéter les autorités de Saint-Louis en se vantant de ses bonnes relations avec les Anglais et des "magnifiques présents" qu'ils lui adressaient et en menaçant d'ouvrir ses états aux traitants de Bathurst (306).

La politique d'expansion menée par le Boundou dans le Goye et le Kaméra était suivie à Saint-Louis avec une at-

---

(305) GRAY, op.cit., p.372, gouverneur à ministre, 5 septembre 1844, A N S O M Sénégal I 27 a.

(306) Ministre à gouverneur, 24 mai 1848, n°100, A N S O M Correspondance générale 217.

tention d'autant plus vigilante que l'on redoutait de voir l'almami maître de tout le haut pays. De plus, les perspectives d'une succession prochaine avivaient encore l'inquiétude car les fils de Saada, mal disposés à l'égard des Français pourraient chercher à attirer les Anglais. Dans ces conditions, Baudin alors gouverneur brandissait la menace de voir un jour le commerce de tout le haut Sénégal passer entre les mains des Anglais de Sainte-Marie (307).

L'enjeu était de première importance et le gouvernement français en était fort conscient. Le ministre n'avait-il pas rappelé au gouverneur en 1847 qu'il importait :

> "au plus haut degré que sur le haut Sénégal, aucune nation européenne ne se mette en mesure de nous disputer la prééminence et d'entrer en partage de notre influence et des avantages commerciaux que nous cherchons à y développer" (308).

On redoutait également que l'influence anglaise ne s'étende à partir du Boundou sur les mines d'or du Bambouk, objet d'ardentes convoitises. A. Tardieu écrivait :

> "Il ne faut pas s'y méprendre; les tentatives des commerçants anglais auprès de l'almami du Boundou cachent des projets plus profonds que la sournoise intention de détourner les caravanes de nos comptoirs; c'est dans les mines du Bambouk qu'ils veulent pénétrer et s'ils y parviennent, ce qui arrivera sans doute si nous ne les prévenons pas, nous

---

(307) Gouverneur à ministre, 27 août 1849, n°322, A N S O M Sénégal I 35 a.

(308) Ministre à gouverneur, 16 novembre 1847, n°435, A N S O M Sénégal I 32 c.

nous nous repentirons, mais trop tard, d'avoir traité avec indifférence les seules chances d'avenir qui s'offraient pour le commerce sénégalais" (309).

Au même moment, le gouverneur de Gramont, désireux de connaître avec exactitude la situation, avait tenu, à l'occasion d'une tournée dans le fleuve à rencontrer l'almami et à l'encourager vivement à repousser les"offres et les avances venues de la Gambie" (310). Il ne paraît pas s'être montré assez persuasif car, en 1850, force est bien de reconnaître que l'almami n'a pas toujours su résister à l'attrait des cadeaux des traitants britanniques et qu'il n'a pas toujours tenu ses belles promesses d'attirer chez lui toutes les caravanes se dirigeant vers la Gambie (311). La méfiance à son endroit est donc toujours de rigueur, aussi, un jeune officier du génie, Pinet-Laprade, ne voit pas d'autre moyen pour développer le commerce dans le Boundou que d'y établir des postes militaires (312). Il est vrai que du côté de la Gambie, Mac Donnell, gouverneur depuis 1847, déployait une intense activité pour étendre les intérêts de son pays. A plusieurs reprises, il remonta la Gambie, traita en 1849 avec le Wuli

---

(309) TARDIEU, op.cit. p.121 et dépêche de Baudin au ministre du 27 août 1849 déjà citée.

(310) De Maricourt à ministre, août 1847, A N S O M Sénégal IV 19 i.

(311) Baudin, mémoire de remise de service, 16 août 1850, A N S O M Sénégal I 37 a.

(312) Mémoire du capitaine Pinet-Laprade, 18 juin 1850, A N S O M D F C Sénégal 504.

et ne négligea point les contacts avec le Boundou.

Ainsi, vers 1850, à Saint-Louis, les craintes de voir les Anglais capter à leur profit le commerce du haut Sénégal demeuraient d'autant plus vives qu'à la suite de Bouët la plupart des commerçants et des administrateurs pensaient que la suppression de la Compagnie de Galam au lendemain de la Révolution de février risquait de donner un avantage décisif aux Anglais (313).

La compétition n'est pas moins vive sur le littoral entre la presqu'île du Cap Vert et la Sierra Leone. Traditionnelle, puisqu'elle était apparue au temps des compagnies, elle avait connu une éclipse lors des bouleversements de la Révolution française et de l'Empire. Avec le retour des Français, elle renaît timidement dans les régions proches de Gorée, puis s'affirme dans les années trente. Dix ans plus tard, elle s'étend aux Rivières du Sud, s'aggrave et provoque plusieurs incidents dont le règlement traîne en longueur.

Sur la petite côte et les rives du Saloum, c'est le mil qui devient l'objet d'une intense rivalité entre les trai-

---

(313) Pour Bouët, la Compagnie de Galam n'est pas la meilleure mais la seule manière d'entretenir et d'accroître nos relations commerciales avec le haut du fleuve. "Que l'imprudent qui sera tenté d'y porter une main destructive tourne les yeux vers la Gambie; ce jour-là, les colons anglais de Sainte-Marie de Bathurst et de Mac Carthy battront des mains en son honneur et gloire!". Notes remises à la direction des Colonies, septembre 1840, A N S O M Sénégal IV 19 a. Protet, nommé gouverneur du Sénégal en 1850 est convaincu des vertus d'une compagnie privilégiée pour la défense et l'extension du commerce français dans l'intérieur.

tants de Gorée et ceux de Bathurst. On connaît son importance pour le ravitaillement des villes et pour les transactions avec les Maures. Avec la croissance de la population urbaine et les progrès du commerce de la gomme, Saint-Louis trouve de plus en plus difficilement les quantités nécessaires à son approvisionnement dans les régions riveraines du Sénégal, d'autant plus que les troubles du Fouta et du Walo menacent dangereusement la culture des grains autrefois florissante. L'enjeu était d'importance, puisqu'il fallait à la fois préserver Saint-Louis de la disette et pourvoir aux besoins des Maures. On se tourna donc vers Gorée qui se fournissait dans le voisinage. Mais les traitants de l'île étant mal préparés à répondre à cet important accroissement de la demande, ceux de Bathurst ont saisi l'occasion avec empressement. On signala leur présence plus nombreuse et plus active que d'ordinaire dans le Saloum et le Sine, mais aussi leur apparition à Rufisque, aux portes mêmes de Gorée. La Commission commerciale de l'île, bientôt relayée par le Comité du commerce de Saint-Louis, exprima avec force en octobre 1835 et en mars 1836 la profonde inquiétude des habitants qui se traduit par des propos alarmistes. N'a-t-on pas affirmé au cours des discussions que les traitants anglais allaient bientôt pénétrer au Kayor, autre région riche en grains, qu'ils aspiraient au monopole et, maîtres du prix du mil, allaient pouvoir affamer le Sénégal ? D'ailleurs, au cours de la traite 1835-1836, sur les 36.000 hl de mil achetés par Saint-Louis, 12.000 avaient été fournis par Gorée et 24.000 par les Anglais. Ceux-ci s'étaient procuré au moins la moitié de cette quantité dans les territoires compris entre le cap Vert et la Gambie, considérés au Sénégal comme des possessions françaises (314).

---

(314) Délibérations de la Commission commerciale de Gorée, 24 mars 1835, et du Comité de commerce de Saint-Louis, 8 avril 1836, A N S O M Sénégal IV 2b.

Devant cet "envahissement" du Sine et du Saloum par les traitants de la Gambie, le gouverneur Renault de Saint-Germain n'avait pas hésité à prophétiser dès 1833 la ruine du commerce de Gorée et l'émigration en masse de sa population à Sainte-Marie de Bathurst si elle ne parvenait plus à se procurer le mil nécessaire à sa subsistance.

> "Ce résultat serait inévitable et c'est peut-être là où tendent les efforts des Anglais" (315).

Ces sombres perspectives reposant sur une analyse de la situation déformée par la passion antibritannique ne se sont point réalisées. Mais la concurrence qui a trouvé à partir des années quarante un nouvel aliment dans la traite des arachides ne s'est point relachée au milieu du siècle. Elle semble s'être localisée essentiellement dans le Saloum, laissant ainsi aux Goréens une plus grande liberté pour opérer sur le littoral de la petite côte (316).

Les Goréens, comme l'attestent leurs plaintes fréquentes : pétition au ministre en 1837, mémoire de Cabeuil, un des principaux négociants de l'île et délibérations du Conseil d'arrondissement, ne se résignaient pas à la perte du contrôle qu'ils avaient exercé "depuis des temps immémoriaux" sur le commerce du Saloum (317). En 1850, comme un quart de siècle auparavant, la présence de concurrents venus de Bathurst leur était toujours aussi intolérable et ils conti-

---

(315) Gouverneur à ministre, 19 mai 1833, A N S O M Sénégal IV 9 a.

(316) Délibération du Conseil d'administration de Gorée, janvier 1848, A N S A O F 2E2.

(317) Pétition des marchands de Gorée, 20 juin 1837, A N S O M Sénégal IV 21 a. Voir également: ministre à gouverneur, 13 mars 1840, n°76, A N S O M Correspondance générale

nuaient à revendiquer le droit exclusif de commercer entre la presqu'île du cap Vert et la Gambie. A l'appui de leur demande, ils invoquaient le traité franco-anglais de septembre 1783 qui, selon eux, assurait à la France la possession des comptoirs de Rufisque, Portudal, Joal et le droit d'exclure de la rivière de Saloum tout navire étranger (318).

En réalité, le traité de Versailles, comme on l'a déjà constaté à propos de la question d'Albréda, manquait de précision et en particulier ne faisait aucune mention des territoires compris entre Gorée et la Gambie. En effet, après avoir réglé les questions relatives aux fleuves Sénégal et Gambie, à Gorée et à Portendick, il se bornait dans son article 12 à stipuler que :

> "pour tout ce qui est du reste des côtes d'Afrique les sujets anglais et français continueront à les fréquenter selon l'usage qui a eu lieu jusqu'à présent" (319).

Il faut remarquer que si les compagnies françaises qui se sont succédé aux XVIIe et XVIIIe siècles avaient reçu le privilège d'effectuer la traite sur les côtes depuis Arguin jusqu'à la Gambie et parfois jusqu'en Sierra Leone, elles avaient été constamment en lutte à la concurrence d'autres nations européennes et en particulier de l'Angleterre. Aussi, le gouverneur de Repentigny, qui avait compris l'importance du Saloum, avait-il cherché à mieux assurer la défense des in-

---

(317) suite
176 et gouverneur à ministre, 20 mai 1840, A N S O M Sénégal IB 2 b.

(318) Dans une lettre au gouverneur, les négociants Rey et Rolland avaient exigé en 1836 le respect du traité de 1783, A N S O M Sénégal IV 2 b.

(319) De MARTENS : Recueil de traités ... op.cit. p.524.

térêts français en concluant avec le bour un traité en février 1785. Le souverain s'engageait à accorder des facilités pour l'établissement de comptoirs dans son royaume et à obliger ses sujets à apporter "tous les objets de traite ... aux marchands français", ce qui semblait impliquer un monopole en faveur de ces derniers (320).

En fait, depuis longtemps, une confusion s'était établie dans les esprits entre monopole commercial et domination territoriale. C'est ainsi que la côte entre le cap Vert et la Gambie était considérée comme une dépendance de Gorée. Il était donc inconcevable que leur sort soit dissocié et la restitution à la France de l'îlot de Gorée par le traité de 1783 impliquait celle du littoral qui constitue son aire commerciale par excellence.

Durand, l'ancien directeur de la Compagnie du Sénégal, parmi d'autres, a largement contribué à répandre cette interprétation lorsqu'il écrit que les stipulations du traité

> "garantissent à la France ... l'îlot de Gorée, toutes les côtes entre le cap Vert et la rivière de Gambie" (321).

Ainsi, s'est développée une tradition qui, selon le lieutenant de vaisseau Bouët, demeure vivante vers 1840 (322). Sans la partager pleinement, le ministre de la Marine au len-

---

(320) Le texte du traité du 8 février 1785 a été publié par P. MARTY dans son article intitulé : L'expédition de Repentigny dans le Saloum : la première cession du pays à la France en 1785, R H C, t.17, 1er trimestre 1924, pp.43-66.

(321) DURAND : Voyage au Sénégal ...op.cit. pp.XXI-XXII

(322) Extraits des notes remises à la direction des Colonies par le lieutenant de vaisseau Bouët, septembre 1840, A N S O M Sénégal IV 24 b.

demain de la Révolution et de l'Empire ne doutait pas que les prétentions de la France au droit exclusif de commercer sur la petite côte et les rives du Saloum soient solidement fondées sur les anciens usages et les traités. Les instructions de mai 1816 destinées au gouverneur Schmaltz étaient rédigées dans cet esprit.

Bien vite le gouverneur constata la concurrence des traitants anglais et, mécontent des tracasseries infligées aux navires français, se rendant à Albréda, il décida d'exclure tout navire britannique de la zone comprise entre le cap Vert et la Gambie. Mesure sans lendemain, car, d'une part, les autorités du Sénégal ne disposaient pas des moyens nécessaires pour la faire respecter et, d'autre part, le gouvernement britannique ne tarda pas à présenter des observations.

Dans cette affaire, le ministre de la Marine resta sur ses positions, tandis que celui des Affaires étrangères soutenait que les droits de la France ne lui paraissaient pas fondés sur des titres irréfutables. On s'entendit cependant pour laisser sans exécution la décision de Schmaltz (323). Dès 1824, le gouverneur Roger suggérait d'introduire dans une éventuelle négociation d'échange sur les droits respectifs des deux nations à Albréda et à Portendick une demande de reconnaissance formelle du droit exclusif pour le pavillon français de commercer sur la côte de la Sénégambie (324).

---

(323) Sur cette question, voir les rapports au ministre de la Marine de juillet 1821 et du 19 novembre 1823, A N S O M Sénégal IV 8 a.

(324) Roger dans une lettre au ministre du 10 mai 1824, n°79, prévoyait de réserver aux Français la navigation exclusive sur les diverses branches de la rivière Saloum,

Désormais cette question va se trouver liée à celle d'Albréda dont on connaît les vicissitudes.

Ainsi, c'est tout naturellement qu'en 1832 lorsque sont renoués les pourparlers ébauchés sous la Restauration, le Conseil privé et le gouverneur ont insisté auprès du gouvernement sur la nécessité d'obtenir en faveur des intérêts goréens cette indispensable compensation. Mais, devant l'enlisement des négociations et la recrudescence de la concurrence, le commerce de Gorée, appuyé par celui de Saint-Louis, n'a cessé de rappeler comme en 1836 et en 1840 au ministre de la Marine l'importance qu'il attachait à cette question. Dans l'attente d'une solution, il proposait l'envoi immédiat d'un stationnaire chargé d'exclure de la rivière tout navire étranger (325). Bien entendu, le ministre de la Marine, conscient de la faiblesse de la position française, refusait de s'engager dans cette voie (326). Il n'en demeurait pas moins persuadé de la nécessité de profiter de la négociation sur l'échange projeté Albréda-Portendick pour obtenir la recon-

---

(324) suite
"la reconnaissance de nos droits à naviguer et à former des établissements armés dans la rivière de Casamance" et la renonciation des Anglais à "troubler notre navigation et notre commerce aux Bissagos et aux îles de Los". A N S O M Sénégal IV 2 a.

(325) Délibérations de la Commission commerciale de Gorée de 1836, du Conseil d'arrondissement de Gorée du 15 décembre 1840 et du Conseil privé du 17 février 1841, et note de Calvé, A N S O M Sénégal IV 24 a et b.

(326) Ministre à gouverneur, 28 mai 1841, n°147, A N S O M I 23 c.

naissance du droit exclusif de commercer sur la petite côte et le littoral du Saloum comme le prouvent la note du 14 septembre 1843 et ses démarches ultérieures auprès de Guizot (327). En 1850, comme on le sait, aucune solution n'était en vue.

Les traitants de Gorée se heurtaient également à la concurrence des gens de Bathurst en Casamance où ils allaient chercher, entre autres produits, le riz. Là aussi, on invoquait les droits de la France sans d'ailleurs les préciser, et Schmaltz avait reçu mission de veiller à leur défense dès ses premières instructions. Roger, après l'exploration de cette rivière avait souligné en 1826 son importance pour l'avenir économique de Gorée, et tout l'intérêt qu'il y aurait à installer un entrepôt à son embouchure. Lorsqu'avec la mission Dangles, les projets d'établissement semblent se préciser, les Anglais s'emploient à les prévenir. Le très actif lieutenant-gouverneur Rendall entreprend une nouvelle exploration pour vérifier s'il existait une communication entre les deux fleuves afin de pouvoir réclamer l'extension à la Casamance du droit exclusif que l'Angleterre prétendait détenir en Gambie. Cette menace, vite dissipée, n'en a pas moins vivement inquiété les Français (328).

La lutte contre le commerce anglais a pesé lourd dans la décision d'adopter en Casamance une politique active. En

---

(327) Note du 14 septembre 1843 déjà citée, ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 22 septembre 1843, A N S O M Correspondance générale 200, fol.958, du même au même, 27 avril 1847, A N S O M Sénégal IV 3a.

(328) Note commentant les explorations anglaises de la Gambie vers la Casamance, 1833, A N S O M Sénégal IV 17 a. Au même moment, Rendall avait proposé de prendre le contrôle du Saloum, mais le Colonial Office n'approuvait

effet, on souhaitait à Saint-Louis capter le trafic de la haute Casamance qui se dirigeait vers la Gambie et qui semblait promettre dans l'avenir de fructueux bénéfices. La Compagnie de Galam, à la lumière de son action contre la concurrence anglaise dans le haut Sénégal, apparaissait comme le moyen le plus efficace pour atteindre ce résultat. D'autre part, comme on se trouvait au plus fort de la compétition pour le contrôle du commerce du mil, la Casamance paraissait offrir la possibilité de s'affranchir des fournitures de la Gambie (329).

Les projets aboutirent à la prise de possession de l'îlot de Carabane en 1836 et à la fondation du comptoir de Sédhiou, deux ans plus tard. Le choix de ces deux emplacements s'inscrivait dans une perspective nettement anti-anglaise. Dagorne, le commandant particulier de Gorée, soulignait que posséder Carabane, c'était tenir l'embouchure et par conséquent échapper aux inconvénients d'Albréda et que Sédhiou était bien situé, puisque toutes les caravanes qui se dirigent vers la Gambie passent à proximité (330). D'ailleurs, n'y a-t-il pas preuve "plus convaincante de la justesse" de ces choix que la "mauvaise humeur des Anglais".

> "Les craintes qu'ils ont manifestées depuis qu'il est question de nous établir dans la Casamance, les efforts qu'ils ont vainement tentés pour pénétrer de

---

(328) suite
pas sa politique d'expansion, Colonial Office à Rendall, 16 novembre 1834 et 14 août 1835, PRO CO 401/4.

(329) Rapport du lieutenant Penaud, commandant la Malouine, 2 août 1837 et commandant de Gorée à commandant de Sédhiou, 6 septembre 1839, A N S A O F 13 G 360.

(330) Rapport de la commission d'exploration présidée par Dagorne, mai 1837, rapport de Dagorne au gouverneur, avril 1838, A N S O M Sénégal IV 25 b.

> la Gambie à Sédhiou et au Pacao nous enseignent la valeur de ce qu'ils craignent de perdre et nous mettent à même d'apprécier ce que nous devons gagner ; nous n'avons pas besoin d'autres ni de meilleurs garants" (331)

Pour sa part, le gouverneur Soret, quelques mois après la fondation de Sédhiou, notait avec une satisfaction non dissimulée que déjà Sainte-Marie se ressentait de la présence française en Casamance (332).

Négociants et administrateurs attendaient de l'exploitation de la Casamance un double avantage économique et politique.

> "Ou ce commerce absorbera tout le commerce que fait le Sénégal dans cette partie de l'Afrique et rendra dès lors notre commerce à Albréda sans importance, ou bien il se trouvera dans le voisinage de Sainte-Marie deux foyers de concurrence également gênants pour le commerce anglais ... Il serait à souhaiter que la possession du comptoir d'Albréda loin de cesser d'être un voisinage importun pour le commerce anglais continuât d'avoir à ses yeux assez d'importance pour le déterminer à vouloir se défaire de ce voisinage au prix de ses propres droits sur la côte de Portendick (333).

---

(331) Rapport de la commission d'exploration déjà citée.

(332) Mémoire de remise de service à M. le gouverneur Charmasson par M. Soret, 14 avril 1839, A N S O M Sénégal IV 25 c.

(333) Ministre à gouverneur, 20 mai 1836, n°85, A N S O M Correspondance générale 188, folio 675. Voir également la délibération du Comité du commerce du 9 février 1836, A N S O M Sénégal IV 25 b.

Le réveil de la politique française n'avait point manqué d'inquiéter les Anglais qui avaient dépêché un bâtiment de guerre sur les traces de la mission qui avait exploré en 1837 la Casamance. Aussi, le gouvernement de Louis-Philippe s'était-il efforcé de les rassurer en leur faisant savoir qu'il entendait laisser libre pour la navigation étrangère le cours entier du fleuve (334). Mais, sur place, les autorités cherchaient à restreindre le plus possible la concurrence anglaise en interdisant tout commerce aux étrangers sur les territoires que les chefs africains avaient cédés à la France. Dans ces conditions, des incidents étaient à craindre d'autant que les Anglais pour battre en brèche le monopole que les Français souhaitaient établir commençaient à faire des explorations en Casamance pour maintenir le contact avec les caravanes qui se dirigeaient auparavant vers la Gambie. (335)

Ainsi, en septembre 1839, le cutter Highlander de la maison Forster venu traiter devant Sédhiou malgré l'avertissement du commandant de poste fut saisi. L'équipage abandonna son navire et regagna Bathurst. L'affaire, déjà délicate, fut compliquée par le pillage de la cargaison, mettant ainsi l'administration de la colonie dans l'embarras (336). Dès octo-

---

(334) Ministre à gouverneur, 24 novembre 1837, n°193,A N S O M Correspondance générale 189 et ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 19 septembre 1840, A N S O M Sénégal IV 25c.

(335) Ministre à gouverneur, 30 septembre 1838, ministre de la Marine à président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 22 novembre 1839, A N S O M Sénégal IV 25c.

(336) Sur cette affaire, voir en particulier la correspondance échangée entre le ministre de la Marine et son collègue des Affaires étrangères dans le courant de l'année 1840, A N S O M Correspondance générale 194. A consulter éga-

bre, Forster réclama une forte indemnité, tandis que les négociants de Londres intéressés au commerce de la Gambie dénonçaient les vexations dont leurs agents étaient victimes de la part des Français dans une pétition qui était présentée en février 1840 à la Chambre des Lords. Le premier ministre, lord Melbourne, fit preuve d'une relative modération car, après avoir affirmé que les Français ne pouvaient interdire le commerce anglais en Casamance, il ajoutait qu'ils en avaient peut-être le droit sur le territoire de leur comptoir. Malgré tout, il chargea son ambassadeur à Paris d'élever une protestation officielle.

Du côté français, on s'interrogeait sur la conduite à tenir et les discussions devaient, comme à l'accoutumée, faire apparaître une divergence d'opinion entre le ministre des Affaires étrangères et celui de la Marine. En février, l'amiral Roussin avait demandé à Thiers si le gouverneur devait continuer à faire exclure non seulement du comptoir de Sédhiou, ce qui à ses yeux ne pouvait être douteux, mais aussi du territoire environnant jusqu'à portée de canon, les navires étrangers qui viendraient mouiller. En juillet, il élargissait la question à l'ensemble des territoires acquis à l'entrée de la Casamance et sur la rive gauche face à Sédhiou (337). Dans sa réponse du 13 juillet 1840, Thiers faisait remarquer que l'extension de la souveraineté dans un

---

(336) suite
lement le dossier ANSOM Afrique VI 2a et la correspondance de l'acting governor Ingram à Lord John Russell, 14 janvier, 19 février et 16 mars 1840, PRO/CO 87/23.

(337) La France avait acquis : 1° à l'embouchure de la Casamance, Carabane (traité du 22 janvier 1836) la pointe de l'île de Diembering (traité du 1er avril 1837) et le littoral sud de Djogué (traité du 17 décembre 1839),

rayon déterminé par la portée de canon ne s'applique qu'aux établissements maritimes et non à ceux de terre ferme; en conséquence, le commandant de Sédhiou qui avait invoqué cet argument n'avait pas le droit d'interrompre la traite de l'Highlander (338).

D'autre part, le ministre faisait d'expresses réserves sur les traités conclus en décembre 1839 avec les chefs du voisinage de Sédhiou qui réservaient aux Français le droit exclusif de commercer sur leurs territoires. Selon lui, ces traités, contrairement à ce que pensaient les autorités coloniales, ne lui paraissaient pas de nature à prévenir de nouveaux conflits parce que les limites n'étaient pas suffisamment déterminées et surtout parce que dans ces acquisitions on apercevait trop clairement "un but d'agrandissement et de monopole".

Le ministre de la Marine rétorqua avec vivacité que les conventions passées par le gouverneur se rattachaient à un système qui n'est ni nouveau ni spécial à la France : n'est-ce pas à lui que la Grande-Bretagne doit la Gambie et la Sierra Leone et les Etats Unis le Libéria ? Il est donc "d'une incontestable nécessité" de le continuer "si nous ne

---

(337) suite
2° en face de Sédhiou, la rive de la Casamance sur une profondeur de deux cents mètres appartenant aux villages de Bissery, Dingavare et Sandiniéri (traité du 21 décembre 1839) et au Pakao (traité du 23 décembre 1839).

(338) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 13 juillet 1840. Thiers soulignait par ailleurs que le traité conclu en 1837 avec le Boudhié sur le terrain duquel s'élevait Sédhiou ne comportait aucun article par lequel le roi s'interdisait la faculté de traiter avec d'autres que des Français. A N S O M Afrique VI 2 a.

voulons pas que notre commerce soit annulé par celui de tous les autres pavillons" (339).

Quelques mois plus tard, Guizot, successeur de Thiers s'inquiétant de prévenir toute collision autour de Sédhiou excluait toute intervention directe des autorités françaises contre les traitants anglais en infraction et n'envisageait de recours que contre les chefs signataires des traités (340). Au même moment la prudence semblait l'emporter au Sénégal. En effet, bien que des traitants anglais de Bathurst soient installés dans le Pakao, le gouverneur Charmasson hésitait à entreprendre une démonstration de force contre les villages ayant manqué aux traités par crainte de détourner les caravanes (341). Il se refusait et le ministre de la Marine également à suivre ceux qui, comme Gallois-Montbrun et Cabeuil préconisaient d'exercer un contrôle effectif de la navigation en installant dans l'île de Diembering un poste militaire qui pourrait, comme les Anglais à Sainte-Marie, multiplier les entraves (342).

Finalement, les Français, conscients de la faiblesse de leur position et contrairement à leurs espoirs, ont dû accepter de partager le commerce de la Casamance avec les Anglais. Active dans les premiers temps, la concurrence s'est

---

(339) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 9 octobre 1840.

(340) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 9 décembre 1840, A N S O M Sénégal IV 25 c.

(341) Gouverneur à ministre, 9 août 1840, A N S O M Sénégal VI 1 c.

(342) Gallois-Montbrun à Mestro, 15 novembre 1839, A N S O M Sénégal IV 25 c, rapport de Cabeuil au ministre, janvier 1840, A N S O M Sénégal IV 21 b.

atténuée par la suite. Les installations à terre des traitants anglais, tolérées à contre-coeur, n'ont eu qu'une existence épisodique. Ainsi, l'agent de Forster qui avait établi une factorerie à Sédhiou grâce à la protection de l'alcati l'abandonna en juillet 1843 et, deux ans plus tard, il n'y avait plus aucun traitant de Gambie opérant à terre (343). Cependant en 1849, la maison Lloyd tenta une nouvelle expérience en envoyant son agent Savage ouvrir une factorerie à Sédhiou (344). Néanmoins, à l'époque de la traite, quelques navires de Bathurst continuaient à venir tenter leur chance en Casamance, mais le temps était passé où le directeur de la Compagnie de Galam pouvait en attribuer les déboires à la concurrence anglaise (345).

L'affaire de 1'Highlander traînait en longueur. En effet, elle n'était pas encore réglée au milieu du siècle bien que le gouvernement français n'ait point contesté aux armateurs le droit à indemnité. Mais cherchant à atténuer sa responsabilité, il rappelait que le navire avait été rendu à ses propriétaires et que l'équipage avait commis une lourde faute en 1'abandonnant (346). Devant la résistance française, les Anglais réduisirent leurs prétentions, n'exi-

---

(343) Acting-governor Ingram à lord John Russell, 14 janvier 1840, PRO CO 87/23, commandant particulier de Gorée à gouverneur du Sénégal, 11 janvier 1840, n°2, ANS AOF 4 B 9.

(344) Commandant de Sédhiou à gouverneur, 12 janvier 1850, A N S O M Sénégal VI 4 c.

(345) Rapport de Durand-Valantin, directeur de la Compagnie de Galam, 14 février 1841, A N S O M Sénégal IV 25 c.

(346) GRAY : A history of Gambia, op.cit., p.414 et l'échange de correspondance entre les ministères de la Marine et des Affaires étrangères en 1844 et 1845, A N S O M Afrique VI 2 a.

geant plus en 1845 que quinze mille francs, soit le quart de leur demande initiale. Après quelques observations, le ministère de la Marine accepta ce chiffre et l'ambassadeur d'Angleterre qui était intervenu à plusieurs reprises auprès de Guizot pour obtenir un prompt règlement pouvait estimer qu'il touchait enfin au but (347). En réalité, il n'en était rien, car un conflit à propos du financement de l'indemnité surgit immédiatement. Le gouvernement se refusait à présenter une demande de crédit extraordinaire devant les chambres car il redoutait d'autant plus de raviver les passions qu'il n'avait pas encore obtenu satisfaction dans les affaires de La Curieuse et du Pilote (348). Dans ces conditions, Guizot prétendait imposer le règlement au département de la Marine qui rétorquait qu'il n'avait aucun crédit disponible et que la caisse de réserve du Sénégal était épuisée.

Lorsque la Révolution de février éclata, le différend n'était point tranché. A la suite d'une nouvelle et très pressante démarche de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Normanby, en août 1849, le gouvernement français rouvrit le dossier. En vain, le ministre de la Marine tenta une dernière manoeuvre de retardement en demandant le règlement simultané des affaires pendantes entre les deux pays et notamment celles de la Curieuse et du Pilote. Finalement, le gouvernement mit un terme à un conflit vieux de douze ans en réussissant à faire voter le crédit nécessaire par l'Assemblée législative le 12 juillet 1851.

De guerre lasse, le ministre de la Marine avait accep-

---

(347) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 12 septembre 1845, A N S O M Correspondance générale 207, fol.515.

(348) Le différend franco-anglais relatif aux deux navires a été évoqué plus haut à propos d'Albréda.

té le règlement de cette affaire, mais,sur place, les responsables continuaient à pratiquer leur politique traditionnelle visant à réserver dans la mesure du possible aux Français le commerce de la Casamance. Les récents traités conclus avec le Boudhié en mai 1849 et en février 1850 en portent le témoignage (349). Cependant le gouverneur du Sénégal se montra plus prudent que ses subordonnés. Ainsi, Baudin refusa d'accepter l'accord négocié par le capitaine Roger avec le Boudhié car le commandant de Sédhiou

> "pourrait nous causer de grands embarras s'il se croyait en droit de pouvoir empêcher les traitants étrangers de venir s'établir sur des points où ils avaient l'habitude de le faire" (350).

Quelques mois plus tard, tout en demandant au ministre d'approuver le traité obtenu par le capitaine Teissier successeur de Roger, il exprimait des réserves sur l'article 5 qui précise que la nation française seule aura le droit de commerce sur le territoire du Boudhié (351).

L'administration de la colonie faute avoir reçu une réponse à cette question restait fidèle à la ligne de conduite définie par Baudin, si on en croit un rapport anonyme de 1852 (352).

Cependant, en 1852, à l'occasion de l'installation d'un traitant anglais à Sédhiou, le commandant de Gorée croit

---

(349) Traités avec le Boudhié, 25 mai 1849 et 4 février 1850, ANS AOF 13 G4.

(350) Gouverneur à commandant particulier de Gorée, 22 juin 1849, ANS AOF 3 B 58.

(351) Gouverneur à ministre, 16 mai 1850,n°242, ANS AOF 2B 30.

(352) Observations sur les traités de Casamance, A N Papiers Ballot 185 Mi, article 63.

devoir rappeler, bien que le ministre des Affaires étrangères ait condamné cette interprétation douze ans auparavant, que tout étranger devait se tenir au-delà de la portée des canons du fort et que le village de Sédhiou s'était engagé à ne souffrir aucun traitant de nation étrangère sur son territoire. Prudemment, il ajoutait que si quelque incident venait à surgir, le commandant de Sédhiou ne devrait pas insister davantage (353).

Ainsi, au milieu du siècle, les autorités de Gorée et de Casamance décidées à ignorer les mises en garde du ministère des Affaires étrangères, ne reniaient aucune des prétentions affichées au moment de l'installation. D'autre part le ministre de la Marine, en refusant de prendre une position nette vis-à-vis du traité qui lui était soumis, entretenait une équivoque qui finalement renforçait les responsables sur place dans leur conviction. Probablement, en agissant ainsi, entendait-il réserver l'avenir. En fait, malgré les velléités du lieutenant-gouverneur Rendall qui n'ont rencontré aucun écho à Londres les Anglais n'ont jamais contesté aux Français le droit de s'installer en Casamance du moment que la liberté du commerce était assurée.

La rivalité se situait donc en Casamance sur un plan essentiellement commercial. Il en était de même dans les Rivières du Sud fréquentées de plus en plus activement par les navires des deux nations car la possession des îles de Los et de Boulam par l'Angleterre demeurait purement formelle puisqu'elle n'était appuyée par aucune présence militaire(354).

---

(353) Commandant particulier de Gorée à commandant de Sédhiou, 31 mars 1852, ANS AOF 3 B 44.

(354) Les îles de Los furent occupées en juillet 1818 par Mac Carthy. Depuis 1836, date à laquelle la garnison fut retirée, aucun employé de l'administration de Sierra

2°- La France, le Portugal et la Belgique

L'Angleterre n'était pas la seule puissance que rencontrait la France dans ses efforts pour maintenir et étendre son commerce. En effet, elle se heurtait sur un théâtre beaucoup plus restreint aux prétentions d'une vieille puissance coloniale, le Portugal et aux premiers essais d'un tout jeune état déjà tenté par l'expansion outre-mer, la Belgique.

a) La présence portugaise en Casamance

Les progrès du commerce goréen dans les années trente en Casamance et dans les régions avoisinantes, rios Cacheo, Geba, Grande et archipel des Bissagos, avaient nécessairement posé la question des relations entre la France et les représentants de l'autorité portugaise à Bissao,Cacheo et Ziguinchor. Le Portugal, première puissance européenne à exploiter ces parages, n'offrait depuis bien longtemps qu'une pâle image de sa grandeur passée. Négligés par la métropole et par le gouvernement des îles du cap Vert dont ils dépendaient,les comptoirs de Guinée étaient abandonnés depuis la seconde moitié du XVIIIe siècle entre les mains des membres les plus influents de la communauté luso-africaine. C'est ainsi que H. Pereira Barreto qui dominait la région de Cacheo et de

---

(354) suite
Leone n'y demeurait, rapport de Ducrest de Villeneuve, commandant de l'Amaranthe, 29 octobre 1847, AN Papiers Ballot 185 Mi, art.103. En 1842, la Royal Navy prit possession de Boulam mais le Colonial secretary Stanley refusa d'y établir une garnison. Rapport du commandant de la Fine, 25 avril 1842, A N S O M Sénégal III 6, Stanley à Ingram, 28 juin 1843, PRO CO 401/6, rapport de Ph.de Kerhallet, 1850, Papiers Ballot ibid.,art.113. Voir également : FYFE : A history of Sierra-Leone, op.cit.p.224.

Ziguinchor grâce à ses liens familiaux et à son réseau commercial était depuis 1834 chef du provedor de Cacheo et que Caetano Jose Nozolini, négrier notoire, bénéficiait de la ferme des droits de douane à Bissao et d'autres privilèges (355).

Les autorités de Bissao et de Cacheo qui ne disposaient que de maigres garnisons mal entretenues et souvent prêtes à l'insubordination se montraient impuissantes à assurer au commerce la protection nécessaire. Aussi, les marchands français et anglais dénonçaient-ils avec force une anarchie qui ne pouvait manquer d'exciter des convoitises d'autant plus vives que le commerce portugais était des plus modestes et que le pays avait une réputation de richesse (356). Les Portugais avaient toujours plus ou moins cherché à se réserver le monopole du commerce mais les entraves qu'ils mettaient aux activités de leurs rivaux, droits de douanes excessifs, limitation de la navigation dans les rivières entre autres, devenaient de plus en plus intolérables.

Ainsi, le meurtre perpétré en 1835 contre un commerçant français venu traiter dans le rio Geba fut l'occasion de dé-

---

(355) Honorio Pereira Barreto (1813-1859), mulâtre né à Cacheo avait reçu une bonne éducation à Lisbonne. Nozolini (1801-1860) dominait le commerce des rios Geba et Grande. BROOKS : Yankee traders ..op.cit. p.194 et du même : Perspectives on luso-african commerce and settlement in the Gambia and Guinea Bissao Region 16th-19th centuries, Fourth International Congress of Africanists, Kinshasa décembre 1978. Voir également FOULQUIER : Les Français en Casamance et ROCHE : Conquête et résistance.. déjà cités.

(356) Sur le commerce, voir le "Memoria sobre o estado actual de Senegambia portuguesa" rédigé en 1843 par H. Pereira Barreto, cité par ROCHE , op.cit.

noncer, une nouvelle fois, mais avec une violence inhabituelle, les tares du régime portugais et de pousser le gouvernement de Louis-Philippe à une action énergique. Le capitaine de frégate Lemarié, commandant de la Station navale, n'affirmait-il pas que le crime avait été commis à l'instigation de Gaetano Nozolini ? Dans ces conditions, l'officier n'hésitait pas à proclamer que devant "l'anarchie" et "la désorganisation" dans lesquelles étaient tombés les établissements portugais et "l'impuissance" du gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle "à protéger nos compatriotes", la France se trouvait suffisamment autorisée à se faire justice elle-même des avanies subies journellement "sans s'astreindre aux formes qu'il conviendrait d'observer en toute autre circonstance" (357).

En 1844, une nouvelle preuve d'impuissance fut administrée avec éclat lorsque le gouverneur de Bissao, devant les attaques des naturels, fut contraint de demander au commandant particulier de Gorée et au lieutenant-gouverneur de Gambie des secours immédiats afin de préserver de la destruction l'établissement portugais et de sauvegarder les intérêts des négociants. Le capitaine de corvette Baudin, commandant de la Station navale, arrivé le premier, réussit à dégager le fort et à permettre aux négociants de recommencer peu après leurs opé-

---

(357) Sur cette affaire voir les lettres du gouverneur au ministre, 28 mars 1835, n°62 et du capitaine de frégate Lemarié au ministre des 14 et 24 mai 1835. Caetano Nozolini aurait été débiteur du commerçant français . A la suite d'une démarche effectuée auprès du gouverneur général des îles du cap Vert, Caetano Nozolini qui se trouvait à Praya fut envoyé à Lisbonne pour y être jugé (novembre 1835). Une indemnité de 10.350 F. fut versée par les Portugais aux héritiers de la victime en décembre, A N S O M Afrique IV 25 b.

rations avec quelque sécurité (358).

Devant la faiblesse de la position portugaise et dans l'espoir d'offrir au commerce français de meilleures conditions de développement, les négociants de Saint-Louis avaient, dès novembre 1834, dans un mémoire adressé au gouverneur du Sénégal préconisé de négocier avec le gouvernement de Lisbonne la cession des comptoirs en particulier ceux de Bissao et de Ziguinchor. Comme à l'ordinaire, ils avaient usé de l'argument que la France devait agir vite si elle ne voulait pas être devancée par les Anglais (359). Le gouvernement de Louis-Philippe écarta leur suggestion, mais décida à peu près au même moment de prendre pied en Casamance tant à l'embouchure qu'à Sédhiou. Les prétentions des Portugais à être les seuls maîtres de la rivière et à interdire toute navigation étrangère en amont de Ziguinchor, aussi bien que les droits prohibitifs dont ils accablaient depuis longtemps les marchandises transitant par leur comptoir, n'avaient pas dissuadé les Français d'agir (360). De même, l'administration du Sénégal ne s'était guère inquiétée des protestations élevées par les autorités de Ziguinchor et de Bissao, en 1837, au lendemain

---

(358) Rapport de capitaine de corvette Baudin adressé le 1er novembre 1844 au ministre de la Marine, A N S O M Afrique IV 25b. Il a été publié dans la Revue Coloniale, t.5, février 1845, pp.135-139.

(359) Mémoire adressé au gouverneur du Sénégal par les négociants de Saint-Louis, 29 novembre 1834, A N S O M Afrique IV 25 b.

(360) Après avoir évoqué les prétentions portugaises à la navigation exclusive de la Casamance, le ministre de la Marine écrivait au ministre des Affaires étrangères qu'il n'était "pas question de nous arrêter dans l'exécution d'un projet à la fois légitime et profitable à notre commerce", 29 avril 1836, A N S O M Correspondance

de l'acquisition de Sédhiou. Elle n'ignorait pas qu'elles ne pouvaient être que de pure forme, les reconnaissances effectuées dans la rivière depuis la mission Dangles en 1828 avaient suffisamment prouvé que les Portugais n'étaient pas de taille à faire obstacle à l'entreprise française.

Ce n'est qu'en novembre 1838, après l'achèvement du fort de Sédhiou que le gouvernement de Lisbonne se décida à protester officiellement contre ce qu'il considérait comme une usurpation de la France. Son ministre à Paris fut chargé de demander au ministre des Affaires étrangères, Molé, le respect des droits de la couronne du Portugal tant en ce qui concernait ses possessions territoriales que son commerce et en conséquence l'évacuation des établissements et comptoirs français de Casamance. Il réclamait également l'envoi aux autorités françaises de la côte d'Afrique des instructions leur prescrivant :

> "de se conduire envers les autorités portugaises avec les égards que se doivent des gouvernements amis et en état de parfaite intelligence" (361).

---

(360) suite
générale 188, fol.109. Thiers l'approuve entièrement: "Je suis entièrement d'avis qu'il faut donner suite au projet d'établissement dont vous m'avez entretenu,sans plus nous préoccuper des réclamations que les Portugais ne manqueront pas d'élever à cette occasion", A N S O M Afrique VI 4b.

(361) Ministre du Portugal à ministre des Affaires étrangères, 24 novembre 1838, ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 27 novembre 1838, A N S O M Afrique VI 4b. Le dernier point de la requête du diplomate portugais était justifié. Lemarié, commandant de la Station navale n'avait-il pas écrit au ministre de la Marine à la suite d'une entrevue avec Barreto :

Du côté français, à ceux qui, comme le capitaine de frégate Lemarié, invoquaient le traité de 1783 pour justifier le droit de la France à exploiter conjointement avec le Portugal et l'Angleterre le commerce de cette partie de la côte, le ministre de la Marine répondait que l'article 12 se bornait à maintenir les usages établis seulement en ce qui concerne l'Angleterre. Après des recherches effectuées dans les archives et le dépôt des cartes et plans du ministère de la Marine, ce n'est point sur un acte diplomatique mais sur l'usage que le gouvernement de Louis-Philippe tentait d'étayer sa position. La France n'avait-elle pas au XVIIe et au XVIIIe siècle toujours exercé sur la côte comprise entre la Gambie et la Sierra Leone un droit de commerce et de navigation en concurrence avec l'Angleterre et le Portugal comme les édits et les lettres patentes concernant les compagnies privilégiées en font foi ? Ce n'est point parce que la France a été absente de ses rivages pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire que ses droits doivent lui être contestés. Pour le ministre de la Marine, l'amiral Roussin, l'avantage de la priorité que les Portugais pourraient revendiquer n'avait aucune valeur à ses yeux, faute d'avoir su y joindre :

> "celui d'une exploitation exclusive soit par l'occupation des territoires situés à l'embouchure, soit par l'acquisition successive des principaux points des deux rives" (362).

---

(361) suite
"Quelque atteinte ... qu'ait pu recevoir l'amour-propre ou la fierté de M.Barreto, je n'en maintiens pas moins qu'il faut parler haut et ferme à ces gens-là si l'on veut être écouté".28 janvier 1836, A N S O M Sénégal IV 25b.

(362) Ministre de la Marine à président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 9 octobre 1840, A N S O M Sénégal IV 25 c.

Or c'est justement sur ce terrain de la priorité que le gouvernement de Lisbonne tenta deux ans plus tard de placer la discussion en se référant à l'ouvrage que le vicomte de Santarem avait écrit sur son ordre. Cet érudit considérait qu'aussi

> "longtemps que la priorité des découvertes effectuées par une nation quelconque pourrait se prouver par des documents authentiques, par des témoignages contemporains et par la prise de possession primitive, seuls titres dignes d'être admis dans les discussions politiques et dans les négociations parmi les nations civilisées",

les droits de cette nation ne devraient pas être contestés (363). La priorité de la présence portugaise en Casamance étant démontrée d'une manière irréfutable, le gouvernement de Lisbonne se croyait autorisé à réclamer un droit exclusif de souveraineté et de navigation sur cette rivière.Cette prétention, on s'en doute, fut combattue par Guizot qui souligne avec netteté que la simple découverte d'un pays ne suffit pas en général à conférer un droit absolu de propriété (364).

Le gouvernement français n'ignorant rien de l'extrême faiblesse de la présence portugaise à Ziguinchor, était résolu à ne point tenir compte d'une opposition qui ne pouvait être que purement verbale (365). Cependant en 1847, la dis-

---

(363) Vicomte de SANTAREM : Recherche sur la priorité de la découverte des pays situés sur la côte occidentale d'Afrique au delà du cap Bojador, Paris, 1842, p.262.

(364) Guizot à ministre de la Marine, 2 septembre 1843, A N S O M Afrique VI 4 b.

(365) Dans une lettre au ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Marine définissait ainsi la situation de préside de Ziguinchor : "un faible commerce", un fort qui n'est "qu'une mauvaise palissade" et n'est doté

cussion rebondit lorsque le Portugal prétendit posséder la rivière de Casamance au même titre que la France possédait celle du Sénégal. Par ailleurs, il déniait toute valeur aux traités conclus récemment par les autorités du Sénégal avec les chefs locaux car ceux-ci selon "un principe admis par tout le monde civilisé" n'étaient pas des souverains et "leurs tribus ou hordes" n'étaient pas des nations. Le gouvernement français avait beau jeu de réfuter l'argumentation des Portugais en démontrant qu'aucune assimilation n'était possible entre la situation de la France au Sénégal définie par le traité de 1783 et celle que le Portugal cherchait à revendiquer en Casamance. D'autre part, la France saisissait l'occasion qui lui était offerte par le Portugal pour dissimuler sa volonté d'expansion en Casamance sous le voile du respect de la liberté des chefs indigènes :

> "Nous ne pouvons admettre qu'une nationalité élémentaire et si peu organisée qu'elle soit, dès l'instant qu'elle existe puisse être considérée comme entièrement nulle par toute puissance européenne à laquelle il plairait de venir prendre pied sur son territoire. Pour ceci en principe, c'est consacrer l'abus de la force et de la civilisation et la France peut dire et faire voir aujourd'hui qu'elle prend partout pour règle de sa conduite, le principe diamétralement opposé" (366).

Par ailleurs, le ministre de la Marine prétendait que la démarche portugaise avait été inspirée par la Grande-

---

(365) suite
que de "quelques canons rouillés et sans affût", 2 avril 1847, A N S O M Correspondance générale 216, fol. 171.

(366) Ibid.

Bretagne, mécontente des incidences que le commerce de Sédhiou avait sur celui de la Gambie. Quoiqu'il en fut, le gouvernement de Lisbonne n'insista pas. Dix ans après la fondation de Sédhiou, la question de la présence française en Casamance n'était toujours pas tranchée. Quelques incidents mineurs, provoqués par des rivalités commerciales le plus souvent, avaient entretenu un climat fâcheux de récriminations réciproques.

Ainsi, en 1845 les Portugais se plaignit d'actes d'agression et de violence envers des Portugais de Ziguinchor qu'aurait commis le commandant de Sédhiou en prenant le parti des Balant, leurs ennemis. Les éclaircissements fournis par les autorités de Saint-Louis permirent à Guizot de rétablir facilement la véracité des faits et de dégager la responsabilité du commandant de Sédhiou (367). Evidemment les Français avaient aussi des griefs à formuler. Ainsi, en octobre 1841, une péniche de la Compagnie de Galam fut arraisonnée à Ziguinchor et son commandant arrêté pendant quelques heures. En avril 1844, pour se procurer quelques ressources supplémentaires, le provedor de Ziguinchor frappa les marchandises étrangères d'un droit de 24% à leur entrée et de 12% à leur sortie s'ajoutant au droit d'ancrage déjà perçu sur tout navire faisant escale devant le préside. Enfin, en 1849, le gouverneur de Cacheo protesta contre les habitants de Carabane qui avaient été traiter du sel dans le marigot de Jagoubel, considéré comme possession portugaise (368).

---

(367) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 10 juillet 1845, ministre de la Marine à gouverneur; 16 août et 19 décembre 1845, A N S O M Afrique VI 4 b.

(368) Gouverneur à ministre, 20 janvier 1850, n°28, A N S O M Sénégal VI 5 a.

Dans la plupart des cas, ces conflits n'auraient pas dû, selon l'expression du gouverneur Baudin"fatiguer les deux gouvernements", mais les autorités françaises et portugaises de la Casamance au lieu de s'efforcer de les régler à l'amiable les avaient délibérément grossis.

En définitive, le commerce français, contrairement à ses affirmations, n'avait rien à redouter de la concurrence des Luso-africains de Ziguinchor. Faute de navires de haute mer, ceux-ci ne pouvaient se lancer dans de grandes affaires; ils n'eurent d'autre solution que de devenir les traitants des commerçants de Saint-Louis et de Gorée, satisfaits d'utiliser à plein leur expérience de la région et de ses populations. Dans ces conditions, les Français pouvaient certes s'irriter de ne point voir reconnu leur droit à s'établir en Casamance, mais n'avaient point de motif à s'alarmer des prétentions du Portugal à la souveraineté sur l'ensemble de la rivière.

b) Les Belges dans le Rio Nunez

En février 1848, arrive au Rio Nunez la goëlette belge, la Louise-Marie, commandée par le lieutenant de vaisseau van Haverbecke chargé d'y étudier la possibilité d'une installation des commerçants de son pays (369). La situation difficile que traversait alors l'industrie belge avait incité le gouvernement à lui ouvrir de nouveaux débouchés en explorant les voies de l'expansion outre-mer. En vain, divers projets comme l'acquisition de la Guinée espagnole ou de territoires

---

(369) DEMOUGEOT (A.) : Histoire du Rio Nunez, B C E H S A O F 1938, pp.177-289 et MASSINON (R.) : L'entreprise du Rio Nunez in Expansion belge sous Léopold I 1831-1865, 1965.

appartenant au Portugal avaient été agités. Depuis 1845, les navires belges fréquentaient les côtes comprises entre la Gambie et la Sierra Leone à l'instigation d'A. Cohen (370). Ce négociant marseillais venu s'établir un an plus tôt à Bruxelles avait réussi à convaincre un marchand hollandais de la capitale, Sigrist, et des importateurs-armateurs de Gand, les frères de Cock, de tenter une expédition. Il en imposait par son expérience du commerce à la côte occidentale d'Afrique et par ses assurances de fructueux bénéfices à réaliser. Par ailleurs, il insistait sur la capacité de l'industrie belge de fabriquer à un prix compétitif les marchandises recherchées par les Africains.

De son voyage de prospection, Cohen revint persuadé qu'il n'y avait d'avenir possible pour les commerçants que s'ils disposaient de comptoirs placés sous la protection du gouvernement et il signalait le Rio Nunez comme la rivière la plus favorable à une telle implantation. Sigrist accepta les conclusions de son agent et les porta à la connaissance du ministre des Affaires étrangères en juin et août 1847. Celui-ci ayant jugé excessive l'aide financière sollicitée se contenta de confier au lieutenant van Haverbeke la mission d'étudier la situation sur place (371).

---

(370) Sur Cohen, voir chapitre VIII, p.717 et suivantes.

(371) Les frères de Cock avaient tenté de nouvelles opérations pour leur propre compte en 1846 et en 1847. Ayant souffert de l'intransigeance des douanes de Gambie et de Sierra Leone, le gouvernement belge avait effectué auprès de Palmerston une démarche qui resta sans résultat. Les frères de Cock renoncèrent alors. En 1846, un autre négociant l'anversois Serigiers qui avait expédié un navire à la côte d'Afrique avait abouti à la même conclusion que Cohen.

Le commandant de la Louise Marie accompagné d'A.Cohen visita la côte entre Gorée et Freetown recueillant des renseignements précis sur l'importance des transactions commerciales effectuées tout le long de la côte depuis le Sénégal jusqu'à la Sierra Leone. Finalement, il jeta l'ancre dans le rio Nunez dans les derniers jours de février, peu après le passage du lieutenant de vaisseau Ducrest de Villeneuve, commandant de l'Amaranthe. La situation de la rivière était alors des plus confuses. En effet, la mort de Sarah, chef des Landouman, en 1844, avait ouvert une crise de succession que la rivalité entre traitants français et anglais avait contribué à aggraver. Les désordres engendrés par la guerre civile avaient évidemment nui au commerce, mais le Rio Nunez demeurait de toutes les rivières de cette partie de la côte encore indemnes d'occupation européenne la plus active (372).

Représentant d'une tierce puissance, van Haverbeke découvrait bientôt que son pays avait une chance à saisir. Justement Lamina, le roi des Nalou, mécontent de l'attitude des Français à son égard, cherchait un nouvel appui et Bicaise, le commerçant le plus important de la rivière, le poussait dans ce sens. En effet, celui-ci, peu satisfait des fournitures qu'il tirait jusqu'alors d'Angleterre, se décidait à passer ses commandes en Belgique.

Van Haverbeke hésitait à conclure avec Lamina, car il ne disposait d'aucun crédit pour un cadeau de prix. Cohen lui en ayant fait l'avance, un accord intervint le 4 mars par lequel Lamina cédait au roi des Belges un territoire relative-

---

(372) Dans son rapport économique cité par MASSINON, Van Haverbeke estime la valeur du commerce du rio Nunez à 2.750.000 F. pour 1847.

ment restreint mais situé dans une zone riche et particulièrement favorable à la fondation d'établissements commerciaux (373).

A son retour, Van Haverbeke rendit compte de sa mission et en août d'Hoffschmidt, ministre des Affaires étrangères fit approuver par le conseil des ministres le traité conclu avec le chef des Nalou. Il en informa les puissances intéressées : l'Angleterre et la France. Dès le 31 août, Palmerston fit savoir au représentant de la Belgique qu'il n'avait aucune objection à formuler. La position de la France était, au contraire, très réservée. En effet, les autorités de la côte occidentale d'Afrique et le ministre de la Marine manifestaient une inquiétude qui, au départ, n'était pas partagée par le ministre des Affaires étrangères. A Saint-Louis et à Gorée, la mission du lieutenant van Haverbeke avait immédiatement provoqué une émotion d'autant plus vive que le Rio Nunez, point d'aboutissement des caravanes du Fouta Djalon, apparaissait comme une région d'avenir que de nombreux officiers de marine souhaitaient placer sous le contrôle de la France. Ils appuyaient d'ailleurs avec force à ce moment, la proposition faite en 1846 par la Chambre de commerce de Bordeaux d'y élever un comptoir fortifié. Ducrest de Villeneuve ne venait-il pas de signer le 21 février avec Mayoré, chef des Landouman, un accord qui ouvrait la voie à la création d'un établissement militaire à Boké ? (374)

---

(373) Par le traité du 4 mars 1848, le chef des Nalou cédait sur les deux rives du rio Nunez un terrain d'un mille de large, s'étendant depuis le marigot en amont de Ropass jusqu'au marigot en aval de Victoria. Il s'engageait d'autre part à assurer la protection des négociants belges.

(374) Ducrest de Villeneuve, commandant de l'Amaranthe à l'amiral commandant la Station navale, 29 février 1848, ANS AOF 7 G 6.

Le ministère de la Marine s'était tenu constamment informé des activités des Belges auprès des commandants de la Station navale, Montagniès de la Roque jusqu'en avril et Baudin son successeur intérimaire. La nomination en octobre de Bouët-Willaumez qui avait exprimé à plusieurs reprises, particulièrement lors de son passage au gouvernement du Sénégal tout l'intérêt qu'il portait au Rio Nunez ne pouvait que renforcer la méfiance à l'égard de l'initiative du gouvernement de Bruxelles (375). Dans l'été 1848, le ministre de la Marine, Verninac de Saint-Maur avait insisté auprès de son collègue des Affaires étrangères, Bastide, pour qu'il obtienne de la Belgique la garantie que les libertés de navigation et de commerce seraient respectées tout au moins en ce qui concerne le pavillon français. Le 7 octobre, d'Hoffschmidt fit savoir que son pays respecterait les droits acquis et éviterait tout ce qui pourrait froisser la légitime susceptibilité des gouvernements étrangers (376).

Verninac de Saint-Maur jugeait cette réponse insuffisante car il aurait souhaité qu'elle revêtit la forme d'un engagement solennel. Il donna à Bouët-Willaumez, nouveau commandant de la Station navale, des instructions en conséquence et lui prescrivit d'étudier la question des intérêts français au rio Nunez en fonction de la situation nouvelle créée par

---

(375) Annotant le rapport du lieutenant de vaisseau Monléon qui en avril 1844 souhaitait la prise de possession du rio Nunez, Bouët écrivait : "Il y a longtemps que j'ai ce désir et couve le rio Nunez des yeux". A N S O M Sénégal VI 4 d.

(376) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 23 septembre 1848; ministre des Affaires étrangères de Belgique à ministre de la République française, 7 octobre 1848, AMAE M & D, Sénégal 45.

l'intervention de la Belgique (377).

Rassuré du côté des gouvernements anglais et français, d'Hoffschmidt s'était décidé à exploiter le résultat de la mission de van Haverbeke. Le 16 octobre, il avait adressé aux Chambres de commerce une circulaire leur annonçant la formation d'un établissement au rio Nunez et il avait accordé à deux jeunes employés de commerce des bourses pour aller étudier le marché africain (378). D'autre part, il avait choisi comme bénéficiaire de l'aide financière du gouvernement de Coster, un industriel gantois connu pour avoir fait apprécier les marchandises belges sur divers marchés de l'Amérique latine et du Levant. Des commerçants et des industriels confièrent alors des consignations à de Coster qui affréta un trois-mâts, 1'Emma. Cohen fut une nouvelle fois chargé de la conduite des opérations commerciales. Par ailleurs, d'Hoffschmidt prescrivit à Van Haverbeke de repartir pour le rio Nunez et de conclure un traité avec le roi des Landouman afin d'étendre la prépondérance de la Belgique sur la partie supérieure du rio Nunez.

Lorsque la Louise-Marie arriva le 11 février 1849, la situation ne permettait pas de négocier avec Mayoré. En effet, le chef des Landouman n'avait pas respecté les engagements contractés l'année précédente. En particulier, il

---

(377) Ministre de la Marine à commandant de la Station navale, 25 octobre , n°19 et 19 décembre 1848, n°24, A N S O M Correspondance générale 217.

(378) L'un des deux employés Louis Bols sera nommé en décembre 1850 consul de Belgique pour toute la côte de la Sénégambie avec Gorée pour résidence. Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 8 janvier 1851, A N S O M Correspondance générale 224, fol.735.

avait imposé arbitrairement des traitants de Boké qui avaient dû chercher refuge chez les Nalou. Ils en profitèrent pour implorer la protection de la Louise-Marie mais van Haverbeke ne disposait que de faibles moyens. Heureusement, à ce moment, deux navires français la Prudente et la Recherche faisaient leur entrée dans la rivière. Le capitaine de frégate de la Tocnaye qui les commandait avait reçu mission de surveiller les agissements des Belges mais il estima qu'il devait avant tout rétablir la situation des traitants. Avec la collaboration de Van Haverbeke, il lança une attaque contre Boké, le 24 mars et, quelques jours plus tard, reconnut Tongo, le frère de Mayoré, comme chef des Landouman. Le 5 avril, de la Tocnaye signait avec lui un traité qui réservait à la France le terrain nécessaire à la construction d'un fort à Boké (379). De son côté, van Haverbeke obtenait pour son pays outre le même avantage la cession des rives du rio Nunez depuis Ropass jusqu'en amont de Boké. Les derniers événements semblaient donc aboutir à un partage d'influence entre la France et la Belgique.

De la Tocnaye, en rendant compte de sa conduite au commandant de la Division navale, justifiait l'intervention conjointe en affirmant que, dès l'instant qu'il n'était pas possible d'empêcher les Belges de débarquer à Boké, il fallait être à côté d'eux au moment de l'opération pour y représenter les droits de la France. En conclusion, il se déclarait convaincu d'avoir contribué par son action à amoindrir l'influence des Belges dans la rivière (380).

---

(379) Traité du 5 avril 1849, ANS AOF 7 G5.

(380) De la Tocnaye à commandant de la Division navale, avril 1849, A N S O M Sénégal IV 26 b.

Mais, Bouët-Willaumez ne partageait en aucune manière ce point de vue. Pour lui, la Belgique avait atteint les objectifs qu'elle s'était assignés et la France pouvait redouter qu'elle n'établisse sa domination exclusive sur la rivière. Van Haverbeke n'avait-il pas su agir habilement sur l'esprit de Tongo pour lui faire inclure une clause qui pouvait enlever toute valeur au traité avec la France ? En effet, il était prévu que le traité serait nul et non avenu le 30 juin 1850 si le gouvernement n'en avait pas accepté toutes les clauses, ce qui impliquait que le poste soit édifié à cette date (381).

Le ministre de la Marine saisit l'occasion pour pousser son collègue des Affaires étrangères à demander un engagement plus positif du gouvernement belge en ce qui concerne le respect de la liberté du commerce, mais Drouyn de Lhuys répondit qu'une telle démarche n'était possible que si la France pouvait faire état d'actes contraires aux assurances données l'année précédente par la Belgique (382). Au début de 1850, le ministre de la Marine, en l'absence de crédit nécessaire à la construction d'un poste à Boké, constate qu'il ne sera pas possible de faire usage du traité conclu par de la Tocnaye . Aussi, insiste-t-il auprès de son collègue pour que soit négociée une convention assurant aux Français le même traitement qu'aux Belges (383). Drouyn de Lhuys intervient dans ce sens à Bruxelles.

---

(381) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 28 avril et 28 septembre 1849, AMAE, M & D Sénégal 45.

(382) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 30 novembre 1849, ibid.

(383) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 11 mars et 10 avril 1850, A N S O M Afrique VI 7 b.

Mais déjà le danger belge s'estompait. L'opération commerciale de de Coster se soldait une nouvelle fois par des pertes sévères et la situation dans la rivière demeurait troublée, la compétition ayant repris entre Tongo et Mayoré, à l'avantage de ce dernier. La présence d'une force de police paraissait indispensable, mais le gouvernement français ne disposait pas de crédits pour faire face à la construction d'un fort et à l'entretien d'une garnison. D'Hoffschmidt se refusait à solliciter les Chambres tant que les intérêts belges n'auraient pas pris une certaine importance. Sans doute, van Haverbeke reçut-il encore en 1850 et en 1852 mission de visiter le rio Nunez, mais il ne put qu'y constater l'aggravation de l'anarchie. En 1850, Cohen n'avait pas perdu tout espoir d'établir des relations commerciales fructueuses et il pressait le gouvernement de Bruxelles d'agir avec efficacité pour défendre les intérêts de ses nationaux, mais, à la suite de nouveaux déboires, il renoncera, deux ans plus tard, à poursuivre ses efforts au rio Nunez (384).

Cependant, en 1850, gouvernement et négociants français prenaient toujours au sérieux les entreprises belges, car ils redoutaient les conséquences de l'implantation d'un nouveau concurrent dans une région instable politiquement et déjà vivement disputée sur le plan commercial par les marchands américains et surtout britanniques.

°°°

---

(384) Les missions navales ne cesseront qu'en 1856 et de Coster organisera pendant quelques années encore des expéditions commerciales mais elles seront beaucoup plus modestes qu'auparavant.

Dans l'ensemble, les obstacles politiques que rencontrait le commerce n'étaient point nouveaux. Ainsi, au XVIIe et au XVIIIe siècles, les compagnies privilégiées qui drainaient gomme et esclaves le long du Sénégal ou en Gambie s'étaient heurtées aux états installés sur leurs rives. Les directeurs et à la fin de l'Ancien Régime, les représentants de la Couronne se sont efforcés de réunir dans des conditions difficiles des renseignements sur ces différents états et sur les relations qu'ils entretenaient entre eux afin d'élaborer une politique et ensuite de l'adapter aux circonstances. A la même époque, la rivalité entre les puissances européennes s'est étendue à l'Afrique; elle s'est révélée particulièrement sévère comme le prouvent "les guerres de la gomme" et l'établissement de la domination anglaise sur les comptoirs français.

Au XIXe siècle, ce qui est différent, c'est le contexte dans lequel les obstacles sont perçus. Depuis 1840, environ, l'économie européenne en pleine transformation fait preuve d'un dynamisme qui se manifeste jusque sur les côtes d'Afrique. Aussi, tout ce qui s'oppose ou tout simplement gêne le bon déroulement et l'expansion des opérations commerciales est de plus en plus ressenti comme intolérable par les négociants et les traitants.

On assiste alors à l'aggravation des difficultés et à leur extension à de nouveaux secteurs géographiques. C'est ainsi que, par exemple, l'inquiétude n'a cessé de croître à Saint-Louis à la suite des progrès constants de la puissance trarza dans le bas Sénégal mais aussi de la situation de plus en plus précaire des commerçants d'Albréda victimes des exigences des autorités de Bathurst et des divergences profondes entre la France et l'Angleterre à propos des limites du comptoir. D'autre part, la recherche de nouveaux débouchés et le

rapide développement du commerce des arachides ont entraîné en Casamance et dans les Rivières du Sud des heurts avec les Africains et des rivalités entre nations européennes qui sont venus s'ajouter aux importants conflits qui avaient déjà surgis ailleurs. En effet, ne suffisait-il pas que les commerçants d'un pays "découvrent les heureuses perspectives de bénéfices offertes par une région ou une "rivière" pour que très rapidement des concurrents d'une autre nation y viennent tenter fortune. Comme leurs prédécesseurs, il leur fallait s'assurer d'appuis auprès d'Africains influents et la tentation était forte de s'immiscer dans les querelles internes, les crises de succession, par exemple, et d'aider un ambitieux à s'emparer du pouvoir dans l'espoir d'en obtenir, lorsqu'il aura triomphé, des avantages commerciaux particuliers.

Ainsi, on constate que les Français, dans la plupart des cas, on l'a vu également à propos des Maures Trarza et de l'almami du Boundou, ne sont pas les seuls maîtres du jeu dans leurs relations avec les chefs et les souverains africains. Les rivalités européennes, essentiellement franco-britannique, interfèrent et évidemment compliquent la tâche des négociateurs rendant les accords à la fois plus coûteux et plus fragiles.

N'oublions pas d'autre part, que l'aggravation de la situation politique dans les années 1848-1850 s'inscrit dans un contexte de crise marqué par les répercussions de la situation économique européenne et par les difficultés propres au commerce de la gomme. Négociants, commerçants et traitants, chacun à leur manière, ont alors pris une conscience aiguë de la vulnérabilité de leurs activités et du recul de l'influence de la France en Sénégambie. Il est à peu près impossible , on l'a vu, d'apprécier dans quelle mesure les exigen-

ces et les vexations de toutes sortes, les pillages et l'insécurité ont pu causer de dommages au commerce et entraver son expansion. Mais le monde du commerce a souvent tendance à exagérer l'importance des obstacles politiques, ce qui lui permet éventuellement de rejeter sur les pouvoirs publics la responsabilité de ses déboires. En effet, il lui est facile d'alerter une opinion publique toujours sensible à tout ce qui peut paraître une atteinte au prestige de la France et un manque de fermeté de son gouvernement à l'égard des puissances rivales..

Ainsi, au milieu du siècle, la situation s'est si sensiblement détériorée que, dans les milieux du commerce sénégalais, on est persuadé qu'elle ne peut plus durer longtemps sans compromettre les intérêts français dans l'avenir et que le moment est venu pour le gouvernement de rompre avec ses erremements antérieurs et de chercher à définir sur de nouvelles bases ses relations avec les chefs africains et avec l'Angleterre.

UNIVERSITÉ PARIS SORBONNE (PARIS IV)

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME IV

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

Roger PASQUIER

DIRECTEUR DE THESE :

Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

1987

Roger PASQUIER

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXE SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME IV

THÈSE PRÉSENTÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ
DE PARIS-SORBONNE (PARIS IV)

DIRECTEUR DE THESE :
Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

CHAPITRE XVI

LE SENEGAL : COMPTOIR ou COLONIE ?

D'une protection insuffisante des échanges, d'une organisation défectueuse de la traite des gommes et d'un outillage économique rudimentaire, nombre de négociants, de commerçants et de traitants en rendaient l'administration responsable. Ils dénonçaient son incapacité à définir et à appliquer une politique claire et précise tant dans le domaine économique que dans celui des relations avec les populations africaines et les puissances européennes. Tiraillée entre des intérêts divergents, face à une métropole souvent mal informée des ressources et des besoins du Sénégal, rebelle à toute aventure et mesurant chichement les moyens, l'administration locale, malgré qu'elle en eût, s'est trouvée contrainte à l'immobilisme. Cette situation s'explique pour une large part par le fait que le Sénégal est considéré à Paris comme un simple comptoir.

Cette conception officielle prévalait depuis qu'en 1831, il avait été définitivement mis un terme à la tentative de colonisation agricole. Ainsi, s'effondrait le rêve caressé par le gouvernement de la Restauration de transformer le Sénégal en une autre Saint-Domingue. Ce n'était qu'après de mi-

nutieuses enquêtes que le gouvernement avait pris sa décision et le ministre de la Marine et des Colonies rappelait à son collègue du Commerce :

> "que la résolution prise par le gouvernement du roi de réduire le Sénégal à l'état de simple comptoir n'a pas été une résolution soudaine. Considérés comme comptoirs, les établissements de la côte occidentale d'Afrique n'en ont pas moins une importance très nette pour le commerce et la navigation de la France" (1).

Dans l'esprit du gouvernement cette réduction à l'état de comptoir entraînait obligatoirement le retrait "des avantages dont il (le Sénégal) jouissait depuis 1819 comme colonie de culture" (2). Cela signifiait avant tout pour la métropole un terme mis "à des dépenses désormais reconnues infructueuses" (3).

La distinction établie officiellement entre "vieilles colonies" (Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane) et "comptoirs" (Inde et Sénégal) demeura tout au long de la Monarchie de Juillet et de la Seconde République un véritable dogme se traduisant par des différences de structures administratives et de régime économique. Mais, vers 1850, ce statut inférieur assigné au Sénégal ne semblait plus, à la suite des progrès et de l'extension de son commerce accomplis depuis vingt ans, correspondre à la réalité. Dès les années quarante, un certain nombre d'administrateurs et de négociants

---

(1) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 17 juin 1834, A N S O M Correspondance générale 186, fol.103.

(2) Directeur de l'administration des douanes à ministre de la Marine, 18 novembre 1833, A N S O M Sénégal XIII 1 b.

(3) Ministre à gouverneur, 28 décembre 1830, ANS AOF 1B 17.

le pensent. Leurs déclarations de plus en plus nombreuses révèlent que le Sénégal supporte de plus en plus mal d'être traité comme un simple comptoir et aspire à être reconnu comme une véritable colonie.

Pageot des Noutières, gouverneur p.i., affirme en février 1842 que "notre établissement pourrait à juste titre s'appeler colonie" (4). Quelques années plus tard, Bouët-Willaumez écrivait dans Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'Afrique" :

> "Plusieurs personnes ont pensé et pensent encore que l'appellation de colonie n'était pas celle qui convenait à notre possession sénégalaise ; que le nom de comptoir lui suffisait puisqu'en fait ses produits ne lui étaient pas propres et se recueillaient sur des territoires plus ou moins soumis à notre domination... Toutefois, si l'on envisage les notables développements qu'a pris le commerce d'échange depuis quelques années ... l'on ne peut refuser à notre possession africaine de l'ouest sinon l'appellation de colonie de culture, du moins celle de colonie d'échange"(5).

Ainsi, le commandant de la Division navale, sans nier l'originalité du Sénégal, tenait à souligner que, par le volume de son commerce, il se rapprochait des "vieilles colonies" et pouvait être assimilé à elles. Pour sa part, un autre bon connaisseur de la côte d'Afrique, le capitaine de frégate Darricau consacrait en 1850 une brochure au problème et il s'efforçait de démontrer que le Sénégal disposait de

---

(4) Mémoire de Pageot des Noutières à ministre, Bordeaux, 20 février 1842, A N S O M Sénégal I 24 a.

(5) BOUET-WILLAUMEZ, op.cit. p.3.

tous les éléments nécessaires pour constituer une véritable colonie (6). Raffenel en est parfaitement d'accord et présente le dilemne en ces termes :

> "De deux choses l'une : ou le Sénégal n'est qu'un comptoir et ne peut devenir autre chose, et alors à quoi bon une occupation ruineuse, un appareil militaire ? ... à quoi bon se donner tant de peine pour réglementer sans cesse un établissement sans avenir? Ou c'est une possession mal appréciée à laquelle on n'a pas demandé tout ce qu'elle pouvait donner et alors il faut la doter d'une constitution meilleure ... qui en fasse surtout un foyer destiné à porter au centre de l'Afrique les lumières de l'industrie, de l'intelligence et de la religion" (7).

En 1851, un négociant Auxcousteaux donnait à sa courte étude ce titre péremptoire : Le Sénégal est une colonie française. Sans doute, "notre occupation actuelle n'a aucun caractère : c'est plus qu'un comptoir, cela voudrait être moins qu'une colonie". Critiquant ensuite la formule administrative "nos vieilles colonies" qui exclut le Sénégal, il proclame que celui-ci par sa population et son commerce est une colonie plus importante que la Guyane. D'ailleurs, il doit être la principale route par laquelle les marchandises d'Europe pénétreront au centre de l'Afrique et il n'existe point de limite à son extension (8).

---

(6) DARRICAU : Le Sénégal sera-t-il une colonie ou un simple comptoir ? Paris, 1850, 15 p.

(7) RAFFENEL (A). Nouveau voyage ... op.cit., t.2, pp.216-217.

(8) AUXCOUSTEAUX (S.) : Le Sénégal est une colonie française, Paris, 1851, 40 p.

Pour Carrère et Holle, l'idée que le Sénégal est un comptoir est aujourd'hui dépassée parce que ceux qui la professent n'ont pas tenu compte de l'évolution économique récente. Elle procède, en effet, selon eux "de la croyance que la gomme comme il y a vingt ans, est l'unique produit"(9).

Ainsi, progressivement, fonctionnaires et négociants ont jeté un regard neuf sur le Sénégal. Le succès inattendu de l'arachide a largement contribué à redonner confiance en son avenir. Il apparaît désormais impossible de l'enfermer dans la catégorie inférieure des comptoirs. Par l'importance et la diversité des intérêts engagés, par les ressources qu'il renferme, par les possibilités d'extension qu'il offre et par la nécessité de définir ses relations avec les populations avoisinantes, le Sénégal est bien une colonie.

Cette ambition nouvelle pour le Sénégal trouvera sa plus parfaite expression dans la célèbre pétition adressée en février 1854 par les négociants du Sénégal au gouverneur. Mais elle ne fait que reprendre avec plus de force des idées déjà exprimées quelques années auparavant.

> "Le Sénégal n'est pas un comptoir comme on affecte dédaigneusement de le dire mais bien une colonie, non pas une colonie comme la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, où l'on n'a qu'une administration intérieure d'importance limitée mais une colonie qui commande à un vaste continent. Le Sénégal est tout un état à gouverner où indépendamment des différentes administrations, on a encore toute une politique extérieure à diriger, à conduire" (10).

---

(9) CARRERE (F.) et HOLLE (P.) : De la Sénégambie française, op.cit. p.2.

(10) Seconde pétition adressée au gouverneur du Sénégal, 11 février 1854, A N S O M Sénégal XIII 30 b.

Ainsi, ces hommes qui se déclarent convaincus que le Sénégal possède tous les éléments d'une véritable colonie pensent que l'administration en ne sachant point reconnaître à temps les transformations récentes et en ne modifiant point sa politique sans moyens et sans grand dessein, risquait de compromettre ses chances.

°°°

1°- Le gouverneur peut-il définir et conduire une politique? Les pouvoirs du gouverneur : apparence et réalité

a) L'ordonnance du 7 septembre 1840

Le régime administratif du Sénégal avait été fixé par l'ordonnance du 7 septembre 1840. Elle mettait, non sans difficultés, un point final à dix ans d'hésitations et à la crise qui avait secoué le Sénégal en 1837-1838 (11). Les progrès rapides accomplis depuis quelques années par le commerce sénégalais le rapprochaient de plus en plus nettement des "vieilles colonies". N'avait-il pas largement accru son avance sur celui de la Guyane et diminué sensiblement son retard sur celui de Bourbon ? (12). Une adaptation des institutions paraissait d'autant plus souhaitable que le gouvernement issu de la Révolution de Juillet devait tenir ses promesses libérales et qu'il semblait indispensable de faire leur place à

---

(11) L'histoire institutionnelle du Sénégal de la fin de la Restauration à 1840 a été retracée dans l'article "Fortune, race et pouvoir : la crise de 1837-1838 au Sénégal", Mélanges Raymond Mauny, t.2, pp.941-960.

(12) De 1825 à 1838 c'est le commerce du Sénégal qui a connu la plus forte croissance s'élevant de 5,5 à 17 M.F.

des intérêts de plus en plus importants. La voie d'une progressive assimilation du Sénégal aux quatre colonies allait-elle s'ouvrir ? En fait, le gouvernement refusait de s'y engager dès lors qu'ayant décidé d'abandonner la colonisation agricole, il déniait au Sénégal toute ressemblance avec les îles à sucre.

Ainsi, le projet de loi sur le régime des colonies que le gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre des députés ne s'appliquait pas au Sénégal et, malgré un avis contraire de la Commission, il réussit à faire prévaloir son point de vue. La loi du 24 avril 1832, véritable charte pour les vieilles colonies introduisait le principe électif pour la désignation d'un "conseil colonial" doté de pouvoirs relativement importants puisque ses membres votaient le budget, déterminaient l'assiette et la répartition des contributions directes et émettaient des avis sur "les objets intéressant la colonie".

Cependant, le ministre de la Marine n'était pas hostile à un aménagement des institutions sénégalaises destiné à donner aux représentants des intérêts commerciaux par l'intermédiaire du Comité du commerce et du Conseil privé le moyen de faire entendre leur voix. Sur place, la guerre avec les Trarza et surtout la mauvaise volonté de l'administration retardaient les études demandées par la direction des Colonies. Si le principe électif fut définitivement introduit pour la désignation des membres du Comité du commerce, il n'en fut pas de même pour le Conseil privé dont l'enjeu était beaucoup plus important. Cependant, en 1835, une expérience fut tentée

---

(12) suite

Comme celui de Bourbon s'est élevé de 13,5 à 24,8 le rapport entre le commerce des deux colonies s'est abaissé de 2,46 à 1,45. Le commerce de la Guyane pendant la même période est passé de 4,8 à 6,1.

par le gouverneur Pujol pour l'élection de cinq membres au Conseil privé. Mais les maladresses de l'administration provoquèrent un affrontement entre Européens et mulâtres conduits par François Valentin. Les élections de représentants au Conseil privé ayant finalement été boycottées en 1837 et en 1838, on aboutissait à une impasse. La métropole se décida alors à reprendre l'affaire en mains. Elle désigna une commission présidée par le baron Ch. Dupin pour préparer les éléments d'une nouvelle organisation administrative du Sénégal en mai 1838. Elle travailla rapidement puisqu'elle rendit compte de ses travaux au ministre dès juillet, mais il fallut attendre encore plus de deux ans avant qu'une décision intervint. En effet, les conclusions de la commission suscitèrent de nombreuses discussions au sein du gouvernement qui s'efforça de restreindre le plus possible la portée du principe électif afin de préserver l'intérêt européen qui risquerait de se trouver en excessive minorité dans le corps électoral (13).

Cette longue attente inquiétait les milieux commerçants de la métropole et du Sénégal. Calvé, négociant bordelais et membre de la commission Dupin se décida à écrire en septembre 1839 à son ancien collègue, Dufaure, devenu ministre des Travaux Publics pour lui signaler les dangers de l'indécision gouvernementale. Il lui demanda en particulier de démentir par des faits "les insinuations malveillantes" répandues sans cesse pour faire croire qu'avec le Sénégal "nous n'avons ... qu'une possession précaire, qu'un comptoir et non

---

(13) Dans le débat sont intervenus, outre le roi, les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Travaux Publics. Sur cette question, voir également l'article d'Outre-mer, Journal de la Navigation et des Colonies, 14-20 avril 1839, A N S O M Sénégal VII 9 a.

une colonie dotée des institutions qui régissent les autres" (14).

Finalement était promulguée le 7 septembre 1840 l'ordonnance qui, pour de nombreuses années, allait constituer la charte du gouvernement et de l'administration du Sénégal (15). Tout en faisant de larges emprunts à la législation élaborée sous la Restauration pour les vieilles colonies, donc avant la relative libéralisation intervenue après la Révolution de Juillet, elle dotait le Sénégal d'un régime qui lui était propre. L'ordonnance fixait les pouvoirs du gouverneur et les attributions des principaux chefs de service : chefs des services administratif et judiciaire et inspecteur colonial. Elle remaniait la composition du Conseil privé qui reprenait la dénomination de Conseil d'administration et en définissait le rôle. D'autre part, elle ouvrait quelques perspectives à la représentation des intérêts commerciaux en instituant à Saint-Louis un Conseil général, à Gorée un Conseil d'arrondissement et en prévoyant l'élection d'un délégué de la colonie auprès du gouvernement de la métropole. Il suffira de dégager de ce texte fondamental les dispositions qui intéressent tout particulièrement notre étude.

Le gouverneur est doté de pouvoirs considérables qui, en théorie, en fait le maître absolu de la colonie. Il rassemble dans ses mains les pouvoirs militaires, - il est commandant des troupes -, les pouvoirs administratifs, - il assume la direction supérieure de toutes les branches de l'administration, et enfin, les pouvoirs judiciaires. Evidemment, c'est

---

(14) Calvé à Dufaure, 12 septembre 1839, ibid.

(15) Voir le texte de l'ordonnance et la dépêche ministérielle du 18 septembre 1840, n°241, qui en fait le commentaire au gouverneur, ANS AOF 1 B 31.

lui qui assume la charge de définir et de conduire la politique à l'égard des populations africaines voisines des comptoirs. En cas d'absence ou de décès, c'est le chef du service administratif qui remplace le gouverneur.

Le Conseil d'administration qui a pour tâche d'éclairer le gouverneur dans ses décisions comprenait, outre les trois fonctionnaires, membres de droit, - le chef du service administratif, le chef du service judiciaire et l'inspecteur colonial -, deux notables nommés par le gouverneur pour deux ans et pris l'un parmi les Européens et l'autre parmi les indigènes. En cas de nécessité, deux suppléants les remplacent. Les uns et les autres ne peuvent être choisis que parmi la liste des notables que dresse chaque année le gouverneur. Celui-ci a toujours la possibilité d'appeler d'autres fonctionnaires et d'autres notables pour éclairer les débats. Ainsi, deux membres du Conseil général assistent nécessairement aux séances où sont discutés les questions relatives aux affaires commerciales, les projets d'ordonnances royales, d'arrêtés et de règlements relatifs aux intérêts généraux de la colonie et toute modification au budget arrêté par le ministre de la Marine.

Le Conseil d'administration, convoqué à la discrétion du gouverneur, ne délibère que sur les questions que celui-ci lui soumet. Il n'a qu'un rôle consultatif, car le gouverneur peut toujours prendre une décision oontraire à l'avis de la majorité, s'il le juge convenable.

La grande innovation, c'est évidemment l'institution d'un Conseil général que les habitants avaient réclamée de tous leurs voeux depuis longtemps. Cependant, le gouvernement avait cherché à en limiter le plus possible la portée. L'introduction du système électif n'avait-elle pas suscité de sé-

rieuses craintes en particulier chez le garde des Sceaux, Barthe, qui aurait préféré la nomination des membres de ce Conseil général par le gouverneur. Pour lui :

> "La population du Sénégal est fort mêlée. C'est une réunion d'hommes accourus de l'Europe et de nos colonies pour se livrer au trafic. Il doit régner dans cette population plus d'avidité que de moralité et il est dès lors à craindre que les choix faits directement par les électeurs ne soient pas toujours convenables et n'amènent des hommes que l'administration verrait arriver avec peine à ses fonctions"(16).

Le ministre de la Marine plaida pour le recours à l'élection, sinon :

> "on aurait à craindre que, privée à cause de son origine de la confiance des habitants, une semblable institution ne fut entre les mains de l'autorité qu'un instrument sans valeur et sans utilité".

D'autre part, il prenait la défense des Européens installés au Sénégal qui sont avant tout "des associés ou des agents fidèles et bien famés" de maisons considérables établies dans les principaux ports du royaume (17).

La controverse se termina par un habile compromis. Le principe électif était sauvegardé, mais aménagé de telle sorte qu'il ne présente plus aucun inconvénient. A un corps d'électeurs payant un cens déterminé au moyen des patentes et des propriétés foncières, le gouvernement a substitué un nom-

---

(16) Rapport du garde des Sceaux au ministre de la Marine, 8 août 1839, A N S O M Sénégal VII 9 a.

(17) Ministre de la Marine à garde des Sceaux, 24 septembre 1839, ibid.

bre très restreint de notables (pas plus de soixante et pas moins de quarante) choisis par le gouverneur parmi les fonctionnaires de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire et parmi les principaux habitants du pays sans aucune condition de cens électoral. Ainsi, on introduisait parmi le corps électoral, les fonctionnaires, élément modérateur à coup sûr, qui, dans un système censitaire normal, n'auraient pas disposé du droit de vote faute, pour la quasi-totalité de posséder des propriétés au Sénégal. Il était prévu par ailleurs que sur les dix membres du Conseil général huit seraient élus parmi les négociants ou propriétaires européens et indigènes par portions égales et deux parmi les marchands détaillants. Comme ces derniers appartiennent en général à l'élément européen, on comprend que celui-ci se trouve nettement avantagé, ce qui n'est évidemment pas pour surprendre. Dans ces conditions on pouvait être assuré que le délégué élu par le Conseil général dès sa première session serait avant tout le défenseur des intérêts métropolitains. Enfin, toutes précautions avaient été prises par le gouvernement pour limiter les attributions du Conseil général. Il n'était que consultatif et le gouverneur, s'il le jugeait nécessaire, pouvait toujours le dissoudre.

Ainsi, l'ordonnance de 1840 mettait en place, après l'expérience tumultueuse des années précédentes un Conseil d'administration docile et, tout en conservant la façade libérale du principe électif, un dispositif tel que le Conseil général ne puisse entraver les intérêts du commerce métropolitain et la liberté d'action du gouverneur. Mais, pour mener une politique efficace, les garanties institutionnelles ne suffisent pas. En particulier, la continuité apparaît comme une condition indispensable et justement, au milieu du XIXe siècle les observateurs de la réalité sénégalaise dénoncent

l'instabilité des gouverneurs comme un obstacle majeur à toute amélioration de la situation.

b) L'instabilité des gouverneurs

De l'installation de Schmaltz, le 25 janvier 1817, au départ de Baudin en août 1850, on compte seize gouverneurs titulaires et onze intérimaires, mais il faut noter qu'il y a eu deux gouvernements de plus, puisque Bertin-Duchateau et Baudin ont été appelés chacun deux fois à la tête de la colonie. La durée moyenne de commandement se situe donc à quinze mois à peine (18).

Quelques gouvernements ont été relativement longs, comme ceux de Schmaltz, de Roger et de Baudin, mais il ne faut pas oublier qu'ils ont été coupés d'intérims, en particulier lorsque le gouverneur a bénéficié d'un congé en France. Ainsi Roger, qui détient le record de durée, officiellement gouverneur du Sénégal pendant cinq ans et sept mois n'a été présent dans la colonie que pendant quatre ans et un mois. Certains gouvernements ont été particulièrement brefs, comme ceux de Quernel (13 novembre 1833 - 10 mai 1834) et d'Ollivier (11 décembre 1845 - 20 mars 1846) (19). Bouët, dont le gouvernement est resté célèbre, n'a dirigé effectivement le Sénégal que pendant un peu plus d'un an, du 5 février 1843 au 24 mai 1844. Cependant la durée normale d'un gouvernement paraît se situer autour de deux ans. C'est le cas, par exemple, de ceux de Renault de Saint-Germain (24 mai 1831 - 18 octobre 1833), de Pujol (10 mai 1834 - 1er juillet 1836) et de Charmasson (12 août 1839 - 19 mai 1841). Baudin, pour sa part,

---

(18) Si on envisage d'une manière distincte les deux gouvernements de Bertin-Duchâteau et de Baudin, la durée s'établit à un peu moins de quatorze mois.

(19) Il s'agit ici du temps de séjour au Sénégal.

est resté à la tête du Sénégal pendant deux ans et un mois mais en deux périodes de respectivement quatre et vingt et un mois. Cinq titulaires sont morts en fonction : Renault de Saint-Germain (18 octobre 1833), Malavois (28 décembre 1836), Ollivier (20 mars 1846), Bourdon de Gramont (24 août 1847), suivi quelques jours plus tard par son successeur Caille (7 septembre). Quatre ont été victimes du climat, tandis qu'Ollivier, se sentant inférieur à sa tâche, s'est donné la mort.

Les gouverneurs titulaires sont presque uniquement choisis parmi les officiers de marine, car, sur seize, on en dénombre douze, tandis que deux autres appartiennent à l'infanterie de marine et un au commissariat de la marine. On note un seul civil, le baron Roger, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat. Par ailleurs, il convient de signaler que, depuis la nomination de Renault de Saint-Germain en janvier 1831, tous les titulaires ont été des officiers de marine. La situation est évidemment différente pour les intérimaires. Il faut, tout d'abord distinguer ceux, peu nombreux, qui ont été nommés comme tels par le ministre et ceux qui se sont trouvés placés à la tête du Sénégal en vertu des textes réglementaires à la suite du départ pour la France ou du décès du titulaire. Les premiers - et c'est le cas de Pageot des Noutières et de Thomas - ont exercé leurs fonctions pendant un temps relativement assez long, un an environ, tandis que les seconds ont attendu pendant quelques semaines, voire quelques mois, l'arrivée du titulaire (20).

---

(20) Pageot des Noutières nommé le 21 janvier 1842, a pris ses fonctions le 7 mai 1842 et les a transmis à Bouët le 7 février 1843. Pour sa part, Thomas a assumé la direction du Sénégal du 25 juillet 1844 jusqu'au 11 décembre 1845.

Au milieu du siècle, de nombreux observateurs ont l'impression que l'instabilité politique s'est aggravée depuis plusieurs années. En effet, si l'on compare la période s'étendant de la reprise en 1817 à la nomination de Montagniès de la Roque qui, en février 1841, inaugure l'application de l'ordonnance de septembre 1840 et la suivante qui se termine par le retour en métropole de Baudin en août 1850, on constate que la durée moyenne d'un gouvernement s'est abaissée de dix huit à un peu moins de onze mois.

L'instabilité des gouverneurs rend évidemment très difficile toute politique suivie, fait obstacle à toute amélioration véritable et favorise les manoeuvres des groupes d'intérêts pour circonvenir le nouvel arrivé peu familiarisé avec les problèmes du pays. Ces graves conséquences n'ont pas manqué d'être dénoncées à l'époque. Ainsi, les membres de la Chambre de commerce de Bordeaux écrivaient au ministre de la Marine en juillet 1844 en ces termes :

> "Vous savez comme nous, Monsieur le Ministre, que le déplacement presque annuel de l'autorité principale est un obstacle à toute amélioration véritable car le perfectionnement de toutes choses ne peut être obtenu que par la permanence et la suite. L'instabilité des gouverneurs est une sorte de révolution civile qui arrête le mouvement de toutes les affaires de la colonie et pour peu que le système du nouveau chef diffère de celui de son prédécesseur, le temps se perd en essais infructueux et en tentatives presque toujours abandonnées".

Ils ajoutent que cette instabilité est d'autant plus fâcheuse qu'elle se produit dans une possession qui présente "le plus de chances d'accroissement dans l'avenir" (21).

---

(21) Les membres de la Chambre de commerce de Bordeaux à ministre 15 juillet 1844, A N S O M Sénégal XIII 1b.

Peu de temps après, le gouverneur Bouët, de retour en France, leur faisait écho dans sa célèbre lettre-programme du 6 novembre :

> "Les gouverneurs s'y succèdent habituellement de deux ans en deux ans et c'est précisément à l'époque où ils commencent à s'identifier avec les affaires et les chefs du pays, c'est lorsqu'ils pourraient se passer de conseillers qu'ils abandonnent la colonie laissant leur successeur à la merci de tous ceux qui savent tirer parti de son ignorance des localités" (22).

L'abbé Boilat, pourtant plus préoccupé par l'étude des langues et des coutumes des divers peuples du Sénégal n'hésite pas à dénoncer ce mal majeur de l'instabilité :

> "Mais par un malheur qu'on ne saurait trop déplorer, rien n'est stable au Sénégal. Le changement très fréquent des gouverneurs n'en serait-il pas la cause ? A peine un gouverneur commence-t-il à connaître le pays et les moyens à prendre pour arriver à un état de prospérité qu'il est changé. Un autre arrive qui ne voit pas les choses de la même manière et agit en conséquence de ses vues et de ses projets. Tous, ayant les meilleures intentions, croient devoir opérer le bien d'une manière différente et souvent il est arrivé qu'au lieu de perfectionner une chose déjà établie, on l'a abolie; et plus tard quand on veut y revenir, il n'est plus temps, les circonstances n'étant plus les mêmes" (23).

---

(22) Gouverneur du Sénégal à ministre de la Marine, 6 novembre 1844. A N S O M Sénégal VII 10 c, lettre citée par SCHEFER Instructions générales, op.cit., t.2, p.67.

(23) BOILAT : Esquisses sénégalaises ..,op.cit., p.275.

On pourrait multiplier les citations mais toutes prouvent que, pour les observateurs du milieu du siècle, l'instabilité par ses conséquences déplorables est au premier chef responsable de la situation difficile que traverse le Sénégal. Pour leur part, Carrère et Holle, prenant exemple sur la perte de l'influence française au Walo, pensent que la cause de cette situation fâcheuse "réside principalement dans la mobilité de notre autorité locale". Ils expliquent ainsi que, "de tâtonnements en hésitations", nous en sommes venus à perdre l'influence que "notre position, notre nom, nos ressources devaient maintenir entre nos mains" (24).

Le choix d'officiers de vaisseau pour le poste de gouverneur est considéré comme la raison principale de l'instabilité. En effet, comme le souligne Raffenel, le gouvernement du Sénégal ne peut être qu'un accident de leur carrière, car ils doivent pour accéder au grade supérieur satisfaire à l'obligation de naviguer pendant un temps déterminé (25). Carrère et Holle partagent la même opinion car, si le gouvernement du Sénégal est réputé difficile "au point de vue des hommes et des choses", cette difficulté n'est pas le motif réel de "la mobilité des chefs de la colonie", mais bien le recours au corps des officiers de marine. Après avoir rendu hommage à leur intrépidité, à "leurs éminentes qualités" et à "leur rare distinction", force leur est de constater que les principes d'administration et d'organisation civiles sont complètement étrangers à leur formation et à leurs pratiques habituelles.

"Ils n'ont donc que peu d'attrait et de compétence pour des travaux non militaires et s'ils acceptent les

---

(24) CARRERE et HOLLE : op.cit., p.100.

(25) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., p.266.

gouvernements coloniaux, les sollicitent souvent, c'est les uns à titre de consolation de la non obtention d'un grade, d'autres pour attendre un grade promis ... Aussi, lorsque leurs voeux sont réalisés, se hâtent-ils d'abandonner ces positions transitoires auxquelles rien ne les attache" (26).

Tous ceux qui exposent au ministre les conséquences néfastes de l'instabilité demandent qu'un long séjour soit imposé aux gouverneurs, mais seulement quelques uns d'entre eux suggèrent des mesures pratiques. Jusqu'en 1848, le monopole des officiers de vaisseau n'est pas remis en cause. Aussi, dès 1841, le contre-amiral de Moges, commandant de la Station des Antilles, réclamait lors de son passage au Sénégal une modification des règles d'avancement (27). Quelques années plus tard, les négociants de Bordeaux préconisaient de compter comme service actif le temps de service aux colonies et souhaitaient un relèvement substantiel de traitement qui mettrait le gouverneur du Sénégal à égalité avec ses collègues des îles à sucre (28). Conséquence probable des événements de février, la revendication d'un gouverneur civil apparaît dans une pétition des habitants de Saint-Louis au ministre (29). Peut-être, le long gouvernement de Roger restait-il présent dans les mémoires d'autant plus que l'ancien gou-

---

(26) CARRERE et HOLLE, op.cit.... p.341.

(27) Contre-amiral de Moges à ministre, 16 décembre 1841, A N S O M Sénégal 113.

(28) Chambre de commerce de Bordeaux à ministre, 15 juillet 1844 déjà citée.

(29) Pétition au ministre, 23 août 1848, A N S O M Sénégal IV 19 f.

verneur s'était révélé depuis 1846 un délégué du Sénégal particulièrement actif. Cette opinion favorable à la nomination d'un civil dont la carrière ne risquait pas d'être entravée par des règlements trop stricts se renforcera les années suivantes à la suite de la décision du ministre d'appliquer pour la première fois cette mesure à la Réunion. Aussi, certains négociants rêveront-ils d'un homme capable et dévoué qui consacrerait dix ans de sa vie au Sénégal (30).

Si depuis la reprise de 1817, le Sénégal n'est point parvenu à prendre la forme d'une véritable colonie, c'est-à-dire à disposer d'un territoire vaste et d'un seul tenant à s'imposer à des voisins turbulents et à se donner des ressources abondantes et variées, il serait injuste d'en faire porter la responsabilité par les gouverneurs. Sans doute, la valeur de ces fonctionnaires est-elle inégale. Quelques uns peuvent apparaître, autant qu'on puisse en juger par le temps très court qu'ils ont passé à Saint-Louis, comme des administrateurs timorés, dépourvus de caractère et prompts à s'affoler devant les reproches du ministre, les menaces des royaumes voisins ou les mouvements de l'opinion locale. Ollivier peut en fournir un exemple extrême qui, après quelques mois de gouvernement, craignant d'être inférieur à sa tâche, s'est tranché la gorge en mars 1846 (31). Mais, la plupart furent incontestablement des hommes de valeur, capables d'assimiler la complexité des problèmes qu'ils allaient avoir à affronter. Dans ces conditions, l'instabilité du pouvoir local n'en apparaissait que plus fâcheuse, d'autant que certains d'entre eux joignaient à leurs qualités intellec-

---

(30) Lettre des négociants de Bordeaux au ministre de la Marine, sans date, probablement novembre 1852, A N S O M Sénégal XIII 30 b.

(31) MARTY (P). Le suicide d'un gouverneur du Sénégal, 1846, R H C, 1er semestre 1920, pp.129-144.

tuelles et morales une connaissance précieuse des affaires sénégalaises au moment où ils allaient aborder leurs fonctions. On sait que Roger, l'une des plus attachantes et des plus marquantes figures de gouverneurs, si l'on en croit Hardy, était depuis deux ans au Sénégal lorsqu'il fut nommé (32). En effet, il avait été auparavant chargé de "l'habitation" que le roi avait créée sur les fonds de sa liste civile pour en faire une exploitation agricole modèle et il avait par ailleurs exercé les fonctions de procureur-général: double initiation particulièrement fructueuse qui le met à la fois en contact avec les populations de la brousse et le monde des commerçants et des traitants de Saint-Louis.

Réservant toute notre attention à la période qui suit l'entrée en vigueur de l'ordonnance de 1840, on constate qu'au moment de leur nomination la plupart des gouverneurs possédaient une expérience parfois très riche du Sénégal qu'il s'agisse d'administrateurs comme Pageot des Noutières et Thomas et d'officiers de marine comme Bouët et Baudin.

La personnalité de Pageot des Noutières mériterait une étude particulière et nous aurons par la suite l'occasion

---

(32) HARDY (G). La mise en valeur... op.cit., p.117. ROGER, Jacques François (1787-1849). Après des études de droit il était devenu avocat à la Cour de cassation. Ayant été chargé d'une affaire qui intéressait la congrégation des soeurs de Saint-Joseph de Cluny, il s'acquit la reconnaissance de la fondatrice et supérieure générale Mme Javouhey qui, en retour, appuya ses demandes d'emploi aux colonies. Il fut nommé directeur de l'habitation de Koilel en 1819 et gouverneur en 1821. Il rentre en France en 1827 et en 1831 il est élu député du Loiret et le restera jusqu' à sa mort. En 1846, le Conseil général le désigne comme

d'examiner ses vues sur l'avenir du Sénégal. Fils d'un propriétaire de Saint-Domingue ruiné par l'insurrection, il est né en 1802. A vingt ans il entre dans l'administration de la Marine. Il sert d'abord dans les ports et à la mer. Sa carrière coloniale débute en 1826 à la Martinique et se poursuit à la Guadeloupe en 1834. En mai 1840, il est nommé ordonnateur au Sénégal et en janvier 1842, gouverneur par intérim. Il le restera jusqu'à l'arrivée de Bouët en février 1843. Il finira sa carrière comme commissaire général de la marine à Bordeaux (33).

Grand travailleur, esprit curieux et capable d'assimiler rapidement les affaires les plus complexes, plein d'initiative et ne redoutant pas les responsabilités, Pageot a, dès le début de son séjour au Sénégal, donné des preuves de son indépendance d'esprit en n'hésitant pas à critiquer les méthodes du gouverneur Charmasson (34). Ensuite, il a joué, sous Montagniès de la Roque, un rôle déterminant dans la mise en place d'une nouvelle organisation du commerce de la gomme. Pendant ces dix-huit mois de séjour, débordant le cadre strict

---

(32) suite
délégué du Sénégal pour remplacer Calvé. Roger était membre de la Société de Géographie et membre correspondant de la Société pour l'extinction de la traite des esclaves et la civilisation de l'Afrique. AN dossier personnel Colonies, EE 1863.

(33) Pageot des Noutières, Edouard, Paul AN Dossier personnel Colonies EE 1078.

(34) Pageot des Noutières à directeur des Colonies, 27 décembre 1840, A N S O M Sénégal XIII 25 b.

de ses attributions, il a beaucoup observé et beaucoup réfléchi et il a fait une analyse lucide des maux dont souffrait le Sénégal. Il écrivait en décembre 1841 :

> "Je dois vous l'avouer avec franchise, je ne me déciderai qu'avec la plus invicible répugnance à retourner dans quelque position que ce soit dans un pays où les bras croisés, l'autorité locale demeurerait forcément spectatrice de la ruine de ses administrés. Le coeur me manquerait pour assister à un aussi triste spectacle alors même que de la gravité du mal pourrait pour l'avenir s'élever les germes d'une nouvelle prospérité pour le pays" (35).

Sa connaissance très complète des affaires du Sénégal, au moment où il est appelé à en prendre le gouvernement p.i. dispense le ministre de lui adresser les instructions d'usage. Au contraire, c'est Pageot des Noutières qui formule un ambitieux programme d'action (36).

Après avoir, pendant près d'un an, déployé une très grande activité dans tous les domaines et fait face à une situation particulièrement délicate il rédige pour son successeur, Bouët, un long mémoire de remise de service qui, en plus de cent pages, brossait un tableau complet de l'administration intérieure, des services militaires et de la situation politique et commerciale. N'ignorant point que son successeur n'était point un nouveau venu au Sénégal, il précisait qu'il avait entrepris ce travail pour "sa satisfaction personnelle" et l'on pourrait ajouter avec quelque vraisemblance pour se

---

(35) Du même à un destinataire non identifié, 4 décembre 1841. Le 21 janvier 1842 il était nommé gouverneur du Sénégal p.i. A N S O M Sénégal XIII 26 a.

(36) Pageot des Noutières à ministre, 20 février 1842, A N S O M Sénégal I 24 a.

poser auprès du ministère (37).

Le cas de Thomas est différent. Né en 1799, il débute en 1818 comme écrivain de la marine au Sénégal où il franchira tous les échelons jusqu'au grade de commissaire, atteint en mai 1844. Il a exercé en particulier, les fonctions d'inspecteur colonial et puis de chef du service administratif. Ainsi, lorsqu'il devint gouverneur p.i., en juillet 1844, il a près de vingt six ans de carrière au Sénégal. Il a donc vécu toutes les étapes importantes de son histoire depuis la reprise : les espoirs et les déceptions de la colonisation agricole, "la fièvre de la gomme" puis la crise qui a abouti à l'ordonnance de novembre 1842 qu'il fut chargé d'appliquer. Par ailleurs, il a assisté à la main-mise progressive des Maures Trarza sur la rive gauche du fleuve et à la montée des difficultés avec le Fouta. En 1837, son mariage avec la fille naturelle de Marie-Louise Labouré, une des signares de Saint-Louis les plus riches et les plus entreprenantes en affaires, et de Narcisse Mille, un négociant alors retiré à Marseille, l'a intégré à la société coloniale. Sa connaissance du Sénégal était donc exceptionnelle mais ne risquait-il pas dans les hautes fonctions qu'il a occupées de voir son indépendance bridée par les nombreux liens d'amitié et de famille tissés au cours d'un si long séjour ? Il ne le semble pas, puisque Bouët, juge sourcilleux de son personnel, se loue de son zèle et de son intelligence et le propose au ministre comme candidat à un poste plus élevé. C'est peut-être cette recommandation qui l'a fait désigner comme gouverneur en 1844. Aussi, après la mort tragique d'Ollivier, le ministre lui demande-t-il de repartir pour Saint-Louis, mais il refuse, arguant d'une santé fortement ébranlée par un trop long séjour et qui motivera quelques

---

(37) Rapport du gouverneur p.i. Pageot des Noutières, 4 février 1843, A N S O M Sénégal I 23 a.

mois plus tard sa demande de mise à la retraite (38).

Le capitaine de corvette Bouët n'avait que trente quatre ans lorsqu'il fut placé à la tête du Sénégal, le 6 septembre 1842 (39). A sa sortie de l'Ecole navale d'Angoulême, il fit sa première campagne sur les côtes de Mauritanie. Ensuite, il alla aux Indes, prit part à l'expédition de Morée puis à celle d'Alger en 1830. En 1831-1832, le jeune lieutenant de frégate prit contact pour la première fois avec l'Afrique noire en accompagnant le commandant de la Station extérieure de la côte occidentale d'Afrique. Après escale aux îles du cap Vert, il visita les principaux sites de la traite des noirs du golfe de Guinée et au retour, il fit escale à Gorée. Mais sa carrière africaine ne débutera véritablement qu'en janvier 1836 lorsqu'il sera appelé au commandement de l'aviso à vapeur l'Africain. Dès le début de sa carrière, il s'était passionné pour la navigation à vapeur et avait étu-

---

(38) THOMAS Maurice, AN dossier personnel Colonies EE 1977. Son contrat de mariage stipulait qu'entre autres biens Thomas possédait trente six actions de la Compagnie de Galam et quatre captifs, A N S O M Notariat de Saint-Louis, acte du 19 avril 1837, n°64.

(39) BOUET Louis, Edouard (1808-1871). Bouët ajouta le nom de Willaumez en 1845 après avoir été adopté par son oncle l'amiral Willaumez. Sur sa carrière, voir l'article nécrologique, R M C, t.32, mars 1872. A consulter l'article de CAPPERON (L.), Bouët-Willaumez en Afrique occidentale et au Gabon, 1836-1850, Revue Maritime, septembre 1853, pp.1085-1103 et surtout l'excellent mémoire de maîtrise que Mme DAGET a consacré en 1969 sous la direction d'H. Deschamps à la carrière africaine de Bouët-Willaumez 1836-1850.

dié avec ardeur cette technique nouvelle et ses connaissances furent particulièrement appréciées par le gouverneur Pujol. Basés à Saint-Louis, les navires de la Station locale dont faisait partie l'Africain étaient chargés de la police des escales, de la protection des navires de commerce, du ravitaillement et éventuellement de la défense de Bakel.

Ce premier commandement au Sénégal pour être bref - Bouët, malade, dut revenir en France en novembre -, n'en fut pas moins riche d'enseignements. Il fut l'occasion d'une initiation aux problèmes posés par la situation politique et commerciale du fleuve en particulier lors de la mission effectuée à Galam en août-septembre avec le gouverneur Malavois. Il avait, par ailleurs, noué d'excellentes relations avec des négociants européens. Des conversations qu'il eut avec l'un d'entre eux, V. Calvé, devait naître un projet d'exploration commerciale de la côte d'Afrique. C'est ainsi que Bouët, nommé commandant de la Malouine, reçut la mission d'examiner avec le capitaine au long cours Broquant de Bordeaux les possibilités d'expansion du commerce français le long des côtes d'Afrique. Ce célèbre voyage accompli entre octobre 1838 et mai 1839 devait aboutir on le sait, à l'installation en 1843 des comptoirs fortifiés. Ce fut même une des tâches essentielles confiées à Bouët en tant que gouverneur du Sénégal (40). Chargé en 1840 de prendre contact avec le cheikh Beyrouk du Wad Noun, Bouët en profita pour s'informer sur le rôle respectif du Maroc et du Sénégal dans le commerce soudanais. Le ministre de la Marine, n'ayant qu'à se louer de sa manière de servir, le nomma capitaine de corvette en septembre 1840 et commandant de la Station extérieure d'Afrique en février 1841.

---

(40) SCHNAPPER (B.) : La politique et le commerce français... op.cit. ch.1 : l'origine des comptoirs fortifiés, pp.13-33.

Enfin, il était désigné comme gouverneur du Sénégal en septembre 1842 mais il ne rejoignit son poste qu'en février 1843 après avoir accompli une importante mission en Algérie. Ainsi, Bouët qui venait de bourlinguer six années à peu près consécutives sur les côtes d'Afrique, arrivait à Saint-Louis avec une solide expérience, non seulement du fleuve, mais aussi de Gorée et des Rivières du Sud, son aire d'expansion naturelle. Esprit ouvert, il n'avait pas limité ses investigations au seul aspect politique, il avait étudié les problèmes économiques avec tout autant d'application et il avait très vite compris l'avenir du commerce de l'arachide qui, alors, débutait à peine.

Par contre, l'expérience sénégalaise de Baudin était beaucoup moins riche que celle de Bouët car elle se limitait pour l'essentiel à Gorée et à ses dépendances. En effet, appelé au commandement de la Station de la côte occidentale d'Afrique en septembre 1842, en remplacement de Bouët, ses fonctions l'amenaient à parcourir le littoral du golfe de Guinée. C'est au cours de séjours de relâche à Gorée, base de la station, qu'il pouvait s'informer des affaires du Sénégal (41).

Au total, les connaissances et l'expérience acquises avant d'accéder au poste de gouverneur n'atténuaient que faiblement les inconvénients majeurs de l'instabilité. Au con-

---

(41) BAUDIN Auguste, Laurent, François (1800-1877). Voir l'article nécrologique, R M C, t.62, juillet 1879. Baudin a été commandant de la Station de septembre 1842 jusqu'en 1845 date à laquelle ses effectifs ont été considérablement augmentés à la suite de l'accord avec l'Angleterre pour la répression de la traite afin de constituer une Division navale. Le Contre-amiral Montagniès de la Roque en prend la tête, Baudin lui succèdera de mars à novembre 1848 entre ses deux gouvernements du Sénégal.

traire, ils étaient rendus plus sensibles, aux yeux des observateurs, par la qualité de la majeure partie des choix effectués par le ministère.

c) Les gouverneurs et le Département

Les gouverneurs se heurtaient à la prétention affichée par le pouvoir central de contrôler très étroitement leur action et de se réserver jalousement la décision. Or Paris souffrait, dans de moindres proportions il est vrai, du même mal que Saint-Louis : l'instabilité. Il y eut, en effet, onze responsables du ministère de la Marine et des Colonies sous la Monarchie de Juillet et six sous la seconde République de la Révolution de février à la fin de l'année 1850. Cependant, il ne faut pas oublier que trois ministres sont restés relativement longtemps à la tête de leur Département : de Mackau près de quatre ans et de Rigny, un peu plus de trois ans. Pour sa part, l'amiral Duperré en trois passages aux affaires a totalisé une présence de près de cinq ans (42).

A la rapide succession des ministres, la stabilité des directeurs des Colonies apporte un utile correctif. Ainsi, en mars 1842, succédait à Filleau Saint-Hilaire, détenteur du poste depuis 1826, Galos député de la Gironde, qui appartenait au monde du négoce bordelais (43). Au lendemain de la

---

(42) Voir en annexe la liste des ministres de la Marine et des Colonies.

(43) GALOS (1805-1873). Neveu du général Baraguay d'Hilliers, il avait épousé la fille du général Foy. Il fut élu député en 1837. Il se fit le défenseur du libre échange et sous le second Empire devint le réprésentant permanent de la Chambre de commerce de Bordeaux à Paris. Collaborateur à plusieurs reprises de la Revue des Deux Mondes, il écrivit en 1865 un ouvrage intitulé : La Marine marchande.

chute de Louis-Philippe, Mestro qui était sous-directeur le remplaça et il ne quittera ses fonctions que dix ans plus tard, lors de la formation du ministère de l'Algérie et des Colonies.

De tous les ministres qui se sont succédés depuis 1830, il semble que seul de Mackau ait eu une connaissance directe du Sénégal, mais elle datait d'une vingtaine d'années lorsqu'il y accomplit une mission au temps du colonel Schmaltz. Toutefois, on peut signaler la présence au ministère de plusieurs fonctionnaires qui au cours de leur carrière avaient servi au Sénégal et pouvaient faire bénéficier les bureaux de leur propre expérience. C'est le cas notamment de trois membres du commissariat de la Marine qui ont servi à la fin de la Restauration : Gerbidon, Jubelin et Mestro. Le premier lorsqu'il fut nommé gouverneur du Sénégal par intérim en mars 1827 était chef du 2e bureau à l'administration centrale. Plus tard il occupera le poste de sous-directeur des Colonies. Jubelin qui lui succèdera au Sénégal sera d'août 1844 jusqu'à la révolution de février sous-secrétaire d'Etat à la Marine mais il n'avait point les affaires coloniales dans ses attributions (44). Quant à Mestro, il remplaça Gerbidon à la sous-direction des Colonies en 1842 (45).

---

(44) Gerbidon nommé gouverneur p.i. au Sénégal le 4 mars 1827 prit ses fonctions le 18 mai suivant. Jubelin fut désigné le 13 septembre pour le remplacer mais il n'entrera en fonctions que le 7 janvier 1828. Tous deux ont été chargés essentiellement de mener enquête et contre-enquête sur les expériences de colonisation agricole. Le rapport de Jubelin concluant à l'échec, le gouvernement décida d'abandonner toute aide aux cultures. HARDY : La mise en valeur ... op.cit. p.238-246.

(45) MESTRO Henri, Joseph. Né en 1804, il est entré dans l'administration de la Marine en 1825. Il sert d'abord à la

Leur expérience directe des affaires sénégalaises pour précieuse qu'elle soit n'en était pas moins relativement ancienne et de toute manière antérieure à la grande crise commerciale des années quarante. Cependant, le ministère ne manquait pas de l'utiliser à l'occasion. Il est vrai que ces hommes avaient probablement continué à manifester une sollicitude particulière pour les comptoirs du Sénégal si l'on en juge par la correspondance que leur adressaient de Saint-Louis, commerçants et fonctionnaires.

Evidemment, pour son information, le ministère était essentiellement tributaire du gouverneur. Il y aurait, semble-t-il, intérêt à étudier d'une manière précise comment chacun des gouverneurs rendait compte à ses supérieurs de la situation au Sénégal et contribuait à orienter la décision des bureaux parisiens.

Chaque gouverneur en face des événements et des problèmes des comptoirs réagissait en fonction de son tempérament, de ses capacités intellectuelles et éventuellement de l'expérience acquise sur place avant sa nomination. Il y a, bien sûr, d'un côté les optimistes et de l'autre les alarmistes. Qu'ils le soient par conviction ou par calcul, c'est toujours une vision déformée soit d'une situation globale ou d'un problème particulier qu'ils transmettaient à Paris.

Roger excelle à peindre la réalité sous des couleurs

---

(45) suite
Guadeloupe puis au Sénégal où il assume en particulier les fonctions de secrétaire-archiviste du Conseil privé en 1829. Il passe ensuite à l'administration centrale et en 1842, sous-directeur des Colonies, il assume le secrétariat de la Commission sur le commerce des gommes.

favorables. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter au tableau qu'il a brossé en septembre et en novembre 1826 au moment où, considérant sa mission terminée, il demandait au ministre de pourvoir à son remplacement. Avec beaucoup d'assurance, il affirmait que "la colonisation (agricole) était fondée" et que "le problème était résolu". On sait combien la déconvenue a été brutale à la suite des enquêtes de ses successeurs (46). Vingt ans plus tard, Thomas donnera lui aussi, un bel exemple de certitude bientôt démentie par les faits. Au moment où il s'apprêtait à transmettre ses pouvoirs à un nouveau gouverneur, il déclarait au ministre qu'à la suite de l'excellente traite de 1845, le problème de la dette des traitants était quasiment réglé et que l'ordonnance de 1842 avait pleinement atteint ses objectifs puisqu'elle avait permis le sauvetage de cette intéressante catégorie sociale (47). Un homme aussi averti des difficultés du commerce de la gomme n'ignorait pas la précarité des résultats obtenus, mais soucieux comme nombre de ses prédécesseurs d'achever son gouvernement sur une note optimiste, il n'hésitait pas à les présenter comme définitifs. Combien de fois aussi le ministère n'a-t-il pas reçu de dépêches de Saint-Louis annonçant sur un ton de victoire qu'une nouvelle démonstration de force ou un nouveau traité allait mettre un terme à une longue hostilité avec telle ou telle population africaine et assurer au commerce une sécurité absolue pour de longues années. Affirmation que souvent venait bien vite démentir l'apparition de nouveaux heurts.

A l'opposé, on rencontre des alarmistes. Duchâteau est

---

(46) Roger au ministre, 22 septembre et 29 novembre 1826 citées par HARDY, p.232.

(47) Gouverneur p.i. à ministre, 26 novembre 1845, n°411, A N S O M Sénégal I 27 a.

l'un d'eux. Sans doute s'est-il trouvé investi de la responsabilité du Sénégal à un moment particulièrement délicat de son histoire. D'une part, chargé d'appliquer le décret d'émancipation, il s'est montré prompt à prendre au sérieux les menaces de troubles proférées par les propriétaires d'esclaves et d'autre part, inquiet de la situation tendue qui se développait sur le fleuve, il n'a pas hésité à en faire au ministre un tableau quelque peu effrayant.

Sur le plan officiel, le ministre et ses collaborateurs disposaient cependant d'informations complémentaires. Ainsi, les procès-verbaux des séances du Conseil d'administration leur permettaient éventuellement de se faire une opinion plus précise en prenant connaissance des différents points de vue exprimés au cours des discussions. Mais n'oublions pas que la portée de ces documents se trouvait limitée par le fait que le gouverneur était maître de convoquer le Conseil au moment qu'il jugeait opportun et d'en fixer l'ordre du jour. D'autre part, l'inspecteur colonial, oeil de l'administration centrale, ayant le privilège de communiquer directement avec le ministre, peut toujours lui faire part de ses réflexions personnelles et tout spécialement à l'occasion du compte-rendu raisonné qu'il doit chaque année sur les différentes parties de son service : contrôle de l'administration générale, de celle de la marine et des troupes ainsi que des finances.

Mais surtout, ce sont les correspondances de quelques rares fonctionnaires bénéficiant de relations personnelles avec le directeur des Colonies, voire avec le ministre qui, si limitées et épisodiques qu'elles soient, peuvent apporter un regard différent sur les problèmes du Sénégal. S'évadant de leur domaine propre, ils n'hésitent pas dans leurs lettres confidentielles à se montrer réticents ou franchement criti-

ques à l'égard de l'action du gouverneur et se tournant résolument vers l'avenir, à suggérer les grandes lignes d'une nouvelle politique. Ainsi, par exemple, Pageot des Noutières en tant que chef du service administratif et Larcher du service judiciaire ont usé de cette facilité pour éclairer le ministère sur différents aspects de la situation sénégalaise.

Le ministère recevait aussi, on l'a vu, des lettres, des mémoires et des pétitions de négociants, de commerçants et de traitants du Sénégal qui étaient souvent l'occasion d'interventions critiques ou approbatives des négociants et des Chambres de commerce des ports français intéressés au trafic de la côte occidentale d'Afrique. Plaidoyers pour des intérêts privés certes, mais que le ministère étudiait avec soin car ils lui fournissaient souvent d'autres informations et d'autres critères pour diriger et pour apprécier l'action du gouverneur et l'aidaient à prendre conscience de la complexité des problèmes économiques et de leurs incidences sociales. Evidemment, de telles interventions sont épisodiques, car elles sont essentiellement provoquées par la phase aiguë des crises économiques ou politiques comme ce fut le cas en 1842 et en 1843.

Dans l'ensemble, les ministres font largement confiance aux informations de leurs subordonnés. Un exemple significatif parmi d'autres nous est donné à propos de la question des dettes des traitants. Le gouverneur Thomas ayant affirmé qu'une très proche solution ne faisait aucun doute, le ministère n'a pas cherché à vérifier cette assertion troublante quand on connaît la profondeur du mal. La simple consultation de l'abondante documentation rassemblée lors de la réunion de la Commission du commerce des gommes aurait dû le mettre en garde. Au contraire, très imprudemment, le ministre s'empresse de féliciter le gouverneur et d'envisager la suppression ra-

pide de cette espèce d'impôt que représente le prélèvement pour le fonds commun (48). Mais, l'année suivante lorsqu'un successeur de Thomas eût rendu compte avec plus de précision et d'objectivité des résultats de la traite, le ministre dut convenir que "la libération des traitants est loin d'avoir marché aussi vite qu'on l'avait précédemment énoncé".(49) Cet exemple qui n'est point isolé illustre bien cette tendance du ministère à accueillir sans grand esprit critique toute information rassurante et toute justification de ses choix. Il en est de même en ce qui concerne les relations avec les Africains où trop souvent Paris s'est rapidement satisfait de rapports minimisant les heurts et de déclarations présentant la conclusion d'un nouveau traité comme le gage de plusieurs années de paix. Malgré les démentis cruels infligés par les événements, les bureaux parisiens continuaient à se bercer d'illusions.

La tâche des gouverneurs n'était guère facilitée par la lenteur des communications, le souci du pouvoir central de contrôler strictement l'action de son représentant et par le manque de doctrine.

On sait qu'il faut environ de trois semaines à un mois à un voilier pour relier Saint-Louis à un port français et autant pour l'acheminement de la réponse du ministre, sans compter le délai pour l'élaboration de celle-ci. C'est dire que dans un domaine aussi fluctuant que celui des rapports avec les princes et les chefs africains, les directives ministérielles risquaient d'être inadaptées au moment de leur réception. On aurait pu en conclure à Paris qu'il fallait lais-

---

(48) Ministre à gouverneur, 17 février 1846, n°58, A N S O M Sénégal I 28 d.

(49) Ministre à gouverneur, 19 avril 1847, n° 123, A N S O M Sénégal I 30 c.

ser au responsable sur place dans ce domaine comme dans d'autres une certaine autonomie, mais en fait, il n'en était rien.

En effet, le pouvoir central tenait à se réserver la décision et sauf en de rares exceptions, il intervenait jusque dans les détails de l'administration et de la politique locales. Ainsi tous les arrêtés des gouverneurs même ceux d'un intérêt tout à fait secondaire étaient pris sous réserve de l'approbation ministérielle. Les bureaux parisiens scrutaient ces textes avec beaucoup de soin tant en ce qui concerne le fond que la forme. D'une part, ils ne donnaient pas leur aval automatiquement, invitant parfois le gouverneur à annuler un arrêté dont ils n'approuvaient pas les dispositions (50). D'autre part, le ministère ne manquait jamais de relever les déficiences de forme, exigeant que soit remplacé un terme approximatif ou fautif par le mot juste et que soit modifiée la rédaction d'un ou de plusieurs articles (51).

Ce contrôle étroit, voire tatillon, décourageait les meilleures volontés mais il n'en était pas l'unique cause. En effet, le ministère faisant preuve d'une méconnaissance totale des conditions réelles dans lesquelles s'exerçait l'ac-

---

(50) Parmi les exemples d'arrêtés rapportés à la demande de Paris, on peut citer celui du 10 octobre 1833 relatif au rachat des prisonniers maures faits par le Sénégal au cours de la guerre du Walo, M'BAYE (S) : Le Conseil privé du Sénégal de 1819 à 1854. Thèse de l'école des Chartes, 1974, p.120.

(51) On peut évoquer à la suite de M'Baye le cas de l'arrêté du 25 août 1829 sur le port du couteau et du poignard. Par ailleurs, à propos de l'arrêté du 18 juillet 1834 sur la salubrité publique à Saint-Louis, le ministre remarquait le 13 février 1835 que "ce règlement contient sous le rapport de sa rédaction diverses négligences ou

tion du gouverneur s'impatientait trop souvent de la lenteur et de la médiocrité des résultats. De même, il n'avait que trop tendance à arrêter les expériences les plus intéressantes avant qu'elles n'aient eu le temps de se développer pleinement et il cédait volontiers aux pressions de l'opinion métropolitaine ou sénégalaise, n'hésitant pas à sacrifier ses subordonnés à l'égoïsme et aux courtes vues des représentants des diverses catégories d'intérêts. Il suffira d'évoquer quelques exemples significatifs.

Le capitaine de frégate Quernel envoyé en 1833 au Sénégal lors de la crise ouverte avec les Trarza par le mariage de l'émir avec la fille du brak du Walo tenta de mener une politique énergique et audacieuse tant sur le plan militaire que sur le plan commercial. En rejetant résolument tout atermoiement et toute demi-mesure, il heurta de nombreux intérêts qui protestèrent auprès du ministre. Dans cette coalition les négociants de Bordeaux se montrèrent particulièrement actifs. Quernel fut alors remplacé par Pujol qui mit à exécution le projet de son prédécesseur de créer une association privilégiée pour l'achat des gommes aux escales. Il provoqua lui aussi la même violente opposition de la part des négociants qui réussirent une fois de plus à se faire entendre du ministre. Pujol fut désavoué pour son initiative (52).

Quelques années plus tard, le ministère, sur les instances de l'administration locale, se prêta sans enthousiasme à une expérience de décentralisation en conférant au gouver-

---

(51) suite
omissions qu'il conviendrait de faire disparaître",
A N S O M Correspondance générale 136, fol.607.

(52) Ministre à gouverneur, 19 septembre 1834, n°153, A N S O M Sénégal Correspondance générale 186, fol. 469.

neur, par l'ordonnance du 7 janvier 1842, le pouvoir de prendre toutes les mesures qu'il jugerait utiles dans le domaine commercial. C'est ainsi que Montagniès de la Roque fit adopter par son Conseil d'administration le projet d'une société privilégiée pour la traite de la gomme préparé par Pageot des Noutières. Cette décision déclencha, comme en 1834, une vive opposition mais d'une toute autre ampleur. Là encore, les représentants du commerce métropolitain s'efforcèrent de faire triompher leurs propres intérêts sous le couvert de la défense du principe de liberté commerciale. Le ministre, prenant en considération leurs protestations, décida de réunir une commission chargée d'étudier la traite des gommes et de proposer une solution. La nouvelle réglementation qui sortit des débats fut consacrée, on le sait, par une ordonnance royale. Ainsi, une nouvelle fois, le ministre avait cédé aux pressions des négociants et remis en cause l'action du gouverneur. De plus, il avait mis brutalement un terme à l'expérience de décentralisation inaugurée quelques mois plus tôt (53).

Baudin, pour sa part, s'est vu désavoué par le ministre, parce que dans le domaine des relations avec les populations du fleuve, il cherchait à s'évader d'une décevante politique menée au jour le jour. Après avoir constaté le recul sensible de l'influence française depuis plusieurs années, il s'était décidé tout d'abord à entreprendre en juillet 1849 une expédition militaire contre Fanaye, un des villages

---

(53) La question de la réglementation du commerce des gommes a été étudiée au chapitre X. L'ordonnance du 7 janvier 1842 n'a pas été abrogée; il est évident que désormais toute initiative importante était interdite au gouverneur. Il ne pouvait prendre que des décisions mineures en application de l'ordonnance sur le commerce de la gomme de novembre 1842.

les plus importants du Dimar. Après sa destruction, il préconisa, pour obtenir un redressement sensible et durable de la situation un accroissement des effectifs et la construction de plusieurs forts le long du fleuve. Ce plan alarma le ministre qui le repoussa, invoquant les impératifs budgétaires (54). Mais, l'année suivante, Baudin revint à la charge, annonçant son intention de repartir en campagne et renouvelant sa demande de renforts. Cette politique dynamique étant "en opposition avec les voeux fréquemment exprimés par les traitants et les commerçants de Saint-Louis", le ministre l'écarta. Bientôt, il remplaça Baudin par Protet qu'il mit en garde contre tout esprit d'aventure (55).

Le mal provoqué par l'instabilité du pouvoir à Saint-Louis aurait pu être beaucoup moins grave si au ministère on avait élaboré une doctrine nette et précise et si on s'y était tenu. Dans ces conditions, Paris aurait pu imposer à ses représentants au Sénégal une nécessaire continuité dans l'action. En fait, le ministère donnait trop souvent l'impression de varier au gré des événements et des manipulations de l'opinion. Cette incertitude rendait perplexes les gouverneurs qui, dans leur majorité avaient tendance à se réfugier dans un immobilisme prudent de crainte d'encourir un blâme ou un rappel. Ainsi, à propos du commerce de la gomme, le ministère a constamment oscillé entre deux principes opposés : la

---

(54) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1849, n°252, ANS AOF 2B 27, du même au même, 27 juillet, n°271 et 12 septembre 1849, n°354, A N S O M Sénégal I 35 a. Ministre à gouverneur 31 décembre 1849, n°366, A N S O M Sénégal I 35 b.

(55) Ministre à gouverneur, 23 avril 1850, n°111, 14 mai 1850, n°130, A N S O M Sénégal I 35b et 23 août 1850, n°282, ibid. I 37 c.

réglementation et la liberté, bien que ce dernier ait eu ses préférences (56). Il en est résulté une longue suite de mesures contradictoires qui devait aboutir à cette tentative de conciliation d'intérêts opposés que représente l'ordonnance de novembre 1842. Assez rapidement, son application suscita de vives critiques et au moment où éclata la Révolution de février son échec apparaissait patent. De même, faute d'une expérience directe du pays et en dépit des avertissements adressés par certains gouverneurs, les bureaux parisiens croient toujours possibles une pacification sans effort militaire d'envergure et un accroissement considérable du commerce sans contrôle territorial. En particulier, malgré la preuve éclatante administrée par les faits, ils se refusent à reconnaître l'inanité de la politique des traités.

Dans ces conditions, les relations entre gouverneur et département n'ont pas toujours été faciles car des divergences, on l'a vu, n'ont pas manqué de s'élever entre eux sur la conduite des affaires économiques et politiques du Sénégal. Des gouverneurs comme Pageot des Noutières et Bouët qui ont dressé un véritable programme n'ont, en définitive, pas eu la possibilité de l'appliquer. En conséquence, à Saint-Louis, les responsables ont dû souvent déployer leurs efforts pour adapter aux circonstances les ordres de la métropole. Ces difficultés rencontrées avec le pouvoir central n'étaient point les seules; sur place, d'autres obstacles attendaient le gouverneur dans l'accomplissement de sa tâche.

---

(56) Voir en particulier les dépêches ministérielles suivantes, 19 septembre 1844, n°153, A N S O M Correspondance générale 186, fol.469, 26 juillet et 8 décembre 1839, n°151 et 255, Correspondance générale 191, 3 septembre 1841, n°276, Correspondance générale 195, fol. 405.

d) Les gouverneurs face aux intérêts et à la tradition

Ce n'étaient pas l'administration et le Conseil privé qui contrariaient l'action du gouverneur, mais bien plutôt les représentants d'intérêts opposés par leurs fréquentes interventions, et le maire de Saint-Louis par les larges attributions que la tradition lui avait reconnues.

En effet, les gouverneurs tenaient, en général, bien en mains leur administration et ils n'ont point connu de conflit majeur avec le Conseil. Sans doute, le style de leurs rapports avec ce dernier variait en fonction de la personnalité, tant du gouverneur que des membres du Conseil.

On peut, tout d'abord, distinguer les gouverneurs comme Montagniès de la Roque et Bouët qui, grâce à leur autorité naturelle, sont maîtres du Conseil et lui imposent le plus souvent leurs décisions. Ainsi, par exemple le premier, en janvier 1842, prend un arrêté organisant le recensement des captifs malgré l'avis contraire des conseillers invoquant les préjugés de la population et l'inopportunité d'une telle mesure en pleine période de crise économique. Le second fait décider en janvier 1844, l'arrêt de l'introduction des engagés à temps alors que la plupart des membres du Conseil s'étaient prononcés pour le maintien quelques années auparavant.

A l'opposé, il y a des gouverneurs qui, dans certaines circonstances suivent le Conseil au point de renier leurs convictions. Ainsi, en avril 1840, Charmasson, après avoir exposé son hostilité à la proposition du Comité du commerce demandant que par réciprocité les navires américains acquittent un droit d'ancrage d'un dollar par tonneau car, selon

lui, une telle exigence éloignerait un commerce indispensable à Gorée, se rangea finalement à l'avis du Conseil privé qui, à la majorité avait adopté la proposition du Comité du commerce.

Entre ces attitudes extrêmes, on observe celle de gouverneurs qui réunissent le Conseil pour éclairer une décision dont ils restent maîtres et ceux, très rares, qui, n'exprimant pas de point de vue personnel jugent préférable d'adopter la position du conseil (57). C'est contre cette dernière attitude, celle de Pujol,en l'occurrence,que le ministre, l'amiral Duperré, a cru devoir mettre en garde le nouveau gouverneur Malavois dans les instructions qu'il lui adresse en 1838 :

> "Je crois utile de consigner ici ... une observation qui est fondamentale. Dans quelques circonstances où votre prédécesseur a adopté l'avis exprimé par le Conseil privé sur une question administrative ou commerciale, le procès-verbal a énoncé qu'il souscrivait à cet avis parce que c'était celui de la majorité. Si l'on a voulu dire que le gouverneur trouvait dans l'avis de la majorité une garantie propre à le confirmer dans ses convictions ou même à changer l'opinion qu'il avait précédemment conçue, cette rédaction n'offre rien à reprendre, mais si on avait entendu exprimer que le gouverneur aurait cédé à l'opinion de la majorité comme étant obligé de la suivre, il y aurait eu erreur complète sur le sens et l'esprit des dispositions qui régissent la matière. Le conseil privé n'est qu'une institution consultative ... et le

---

(57) M'BAYE, op.cit., chap.6 : les gouverneurs et le Conseil.

gouverneur peut rendre une décision contraire à son avis lorsqu'il le juge convenable ... (58)

Réclamée depuis longtemps par les habitants de Saint-Louis et redoutée par ceux de Gorée, la création du Conseil général par l'ordonnance de septembre 1840 avait inquiété le gouverneur Charmasson qui exprimait sans ambages son opposition : "Saint-Louis n'a pas les éléments d'un Conseil général" (59). A l'évidence, il ne souhaitait pas partager une partie de son pouvoir, si petite soit-elle, avec une assemblée élue, si étroit et si soigneusement composé que soit le corps électoral. Le Conseil général doit, en effet, donner son avis sur les projets de budget et les comptes définitifs et formuler des voeux sur les besoins du Sénégal. Ses attributions sont limitées et sa session annuelle courte, comme en France d'ailleurs, mais il désigne deux de ses membres pour siéger au Conseil d'administration, dans l'intervalle des sessions, lorsqu'on y discute en particulier des questions relatives à la traite de la gomme et de la politique à mener vis-à-vis des populations voisines.

Rapidement l'expérience se révéla décevante, les élec-

---

(58) Instructions à Malavois, 17 mai 1836, SCHEFER, op.cit. t.2, p.58. On peut rapprocher cette mise en garde de Duperré de la remarque faite au lendemain de la Révolution de 1848 par le ministre lorsque Bertin-Duchâteau fit définir par le Conseil d'administration les principes qui allaient désormais guider la politique du Sénégal à l'égard des états riverains. "Il y a beaucoup d'inconvénients à ériger ainsi le Conseil d'administration qui n'est que consultatif en arbitre de la politique sénégalaise". A N S O M Sénégal IV 19 f.

(59) Gouverneur à sous-directeur des Colonies, 15 avril 1840, A N S O M Sénégal VII 9 a.

teurs montrant peu d'empressement pour accomplir leur devoir et les élus à siéger. Ainsi, Pageot des Noutières remarquait que plusieurs membres du Conseil avaient été élus avec huit voix sur un corps électoral de soixante notables et peu après, Thomas constatait l'impossibilité de consulter le Conseil général sur le projet de budget, la plupart des conseillers étant alors aux escales (60). Cet absentéisme prouvait d'une manière éclatante que notables et élus portaient plus d'attention à leurs intérêts personnels qu'au succès de la nouvelle institution.

Après les sessions de 1841 et de 1842, le Conseil était tombé dans une léthargie dont il ne sortira qu'en 1846. Il sera supprimé au lendemain de la Révolution de février par le décret du 27 avril. L'administration locale n'a jamais caché le mépris qu'elle manifestait à son endroit. Dès 1841, elle déplorait et la médiocrité de ses travaux et son incapacité à se prononcer sur "les mesures propres à améliorer l'état critique dans lequel se trouve la colonie" (61). Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que le gouverneur Bourdon de Gramont ait saisi l'occasion d'un conflit sur une question mineure pour demander en 1847 la suppression du Conseil général. Le ministre réagit vivement à cette proposition en faisant remarquer que la décision de créer un Conseil général avait été "une détermination mûrement calculée" et qu'on ne pouvait supprimer "une institution de cette nature à cause de

---

(60) Rapport du gouverneur p.i., 4 février 1843, A N S O M Sénégal I 23 a. Intervention de Thomas au Conseil d'administration, séance du 5 juillet 1843. Il fallait pour que le Conseil général puisse délibérer valablement qu'il y ait sept membres présents sur dix, A N S O M Sénégal VII 26 bis.

(61) Conseil d'administration, séance du 19 novembre 1841, A N S O M Sénégal VII 26 bis.

la gêne qu'en ressent parfois le pouvoir exécutif". A son avis, le Sénégal avait acquis assez d'importance pour qu'il y ait

> "convenance et utilité à associer au moins dans une certaine mesure la partie la plus intelligente de sa population à la marche du service et à lui créer en dehors de l'administration proprement dite un moyen d'étudier elle-même ses ressources et de faire connaître ses besoins" (62).

L'institution du Conseil général a donc été un échec. Hostile, l'exécutif local n'a en rien facilité ses premiers pas. Aussi, le ministère lui fait-il reproche de n'avoir pas "combiné sa marche de manière à y faire entrer cet élément aussi bien que tous les autres" (63). Les notables et leurs élus ont également leur part de responsabilité. En effet, ils n'ont manifesté aucune volonté de faire du Conseil général un organe sérieux de contrôle et de proposition et par conséquent méritant le respect de l'administration. Soucieux, avant tout, de la défense de leurs propres intérêts, cette institution telle qu'elle était conçue ne leur paraissait pas capable de l'assurer. En particulier, les sessions annuelles ne permettaient ni de suivre les problèmes ni de réagir promptement aux événements et aux décisions de l'administration. De plus, il était impossible d'aborder dans le domaine économique des questions fondamentales telle que l'organisation du commerce de la gomme sans que les discussions ne soulignent les divergences d'opinion entre négociants, commerçants et traitants et sans faire éclater l'impuissance de l'assemblée.

---

(62) Ministre à gouverneur, 24 septembre 1847, n°353, A N S O M Correspondance générale 213.

(63) Ibid.

Dans ces conditions, pour tenter de se faire entendre du gouverneur, l'efficacité commandait de rester fidèle à la vieille tactique des démarches et des pétitions qui revêtues de nombreuses signatures avaient plus de poids qu'un simple voeu du Conseil général. De plus, il existait toujours la possibilité, si cela était nécessaire et si la question était d'importance, d'intervenir en métropole par des requêtes adressées au ministre ou au Parlement soit directement, soit par l'intermédiaire des négociants et des chambres de commerce des ports intéressés au trafic de la côte occidentale d'Afrique. Enfin, la publication de brochures et d'articles dans la presse permettait d'alerter l'opinion sur les problèmes du Sénégal comme on l'a vu à propos du commerce des gommes en 1842 et d'Albréda en 1844-1845.

Ainsi, tout gouverneur pouvait toujours redouter une remise en cause de ses choix et de ses décisions à la suite de pressions locales et surtout de campagnes orchestrées en France. En effet, nul n'était à l'abri d'un revirement imprévu du ministère. On l'a bien vu en 1842 quand, sensible à de très vives protestations, il abandonna la politique d'organisation du commerce des gommes définie par Pageot des Noutières et qu'après discussion avec ce dernier, il avait approuvée. Les négociants, principaux initiateurs des interventions auprès des pouvoirs publics, s'efforcent de leur donner le plus de chance de succès en s'assurant l'appui d'autres groupes sociaux. Ils n'ont évidemment guère de difficultés à enrôler sous leur bannière ceux qui dépendent d'eux, petits commerçants, traitants salariés ou débiteurs. Ils peuvent ainsi donner l'illusion d'un accord unanime autour d'une protestation ou d'une revendication. Un gouverneur nouvellement débarqué ou des fonctionnaires parisiens pas toujours conscients de la complexité des situations au Sénégal peuvent parfois se laisser abuser faute d'avoir su "pénétrer les avidités individuelles qui se cachent si habilement sous le beau

masque de l'intérêt général" (64).

De même, il n'est pas rare de constater qu'un gouverneur au cours de son administration s'aliène par les mesures successives qu'il a prises les différentes catégories d'intérêts et que finalement se créée une dangereuse coalition de mécontents. C'est ce que le contrôleur colonial Costet montre bien dans un rapport de janvier 1852 :

> "La population commerçante est presque toujours en hostilité ouverte ou cachée contre l'autorité qui gouverne en ce sens que dans une période de quatre années, je suppose, les circonstances s'enchaînent de telle sorte que l'administration de la colonie croyant avec les meilleures intentions du monde possibles prendre des mesures dont le but est l'intérêt de tous, lèse tantôt les intérêts d'une catégorie, tantôt ceux d'une autre catégorie. Il suit de là qu'à un moment donné toutes les classes de commerçants ont eu à se plaindre et qu'alors chacune alternativement, quand toutes ne le font pas à la fois, se tourne contre ce que l'on appelle à tort sans doute l'ennemi commun et cela sans se rendre compte des circonstances qui ont fait agir l'autorité. Dès lors surgissent des embarras, des réclamations, des protestations qui viennent témoigner du mécontentement général" (65).

Les gouverneurs supportaient mal ces incessantes interventions. Les plus sensibles à cette entrave mise à leur

---

(64) CARRERE et HOLLE, op.cit., p.342.

(65) Rapport du contrôleur colonial Costet, 20 janvier 1852, A N S O M Sénégal XIX 3 b.

action étaient ceux qui avaient acquis au cours de leur carrière en Afrique une connaissance précise de la diversité des intérêts et des situations sociales ainsi que de la complexité des rapports avec les populations voisines et qui avaient réfléchi à un avenir pour le Sénégal. Aussi, dénonçaient-ils, comme Bouët, les négociants et les traitants qui en "ne consultant que leurs intérêts pécuniaires du moment" empêchaient de prendre les mesures indispensables pour mettre un terme à la crise qui secouait depuis si longtemps les comptoirs du Sénégal (66). Pour sa part, Pujol écrivant à Gerbidon observait :

> "que le commerce (est) plus envahissant ici que partout ailleurs ... Comme ils (les commerçants) n'ignorent pas leur force, ils prétendent l'exercer et sont toujours prêts à devenir hostiles à l'autorité à l'aspect de la moindre disposition qui, bien qu'essentiellement utile, viendrait à contrarier quelques combinaisons privées et même accidentelles" (67).

Douze ans plus tard, la situation n'avait point changé comme le constate Baudin lorsqu'il écrit :

> "Chacun connaît les difficultés insurmontables qu'on rencontre habituellement dans ce pays lorsqu'on touche à l'arche sainte du commerce" (68).

Comme au Sénégal les questions commerciales touchent immédiatement à la politique à mener à l'égard des popula-

---

(66) Bouët à ministre, 6 novembre 1844, A N S O M Sénégal VII 10c. et SCHEFER, op.cit., t.2, p.166.

(67) Pujol à sous-directeur des Colonies, 21 mai 1835, A N S O M Sénégal I 18 e.

(68) Gouverneur à ministre, 3 décembre 1847, n°373, A N S O M Sénégal I 33 a.

tions voisines, les commerçants et tout spécialement les traitants n'hésitent point à interférer également dans ce domaine. Pageot des Noutières à ce propos parle des "exigences incessantes du commerce local" (69). En effet, certains traitants ont souvent des liens d'intérêts et parfois de parenté avec des princes ou des chefs des populations riveraines. Ayant ainsi lié leur fortune au sort de tel ou tel prince, les traitants veillent jalousement à ce que la politique des autorités de Saint-Louis ne remette point en cause leurs intérêts. Par ailleurs, dans les luttes fréquentes pour le pouvoir, ils n'hésitent pas à intervenir en soutenant le candidat qui leur paraît le plus apte à assurer à leurs affaires les meilleures chances de développement. Parfois, leur action est décisive, comme celle de G. Foy, l'un des plus riches traitants de Saint-Louis qui a fait de Mohammed Sidi un roi des Brakna "par la grâce de ses guinées" (70).

Autour de ces compétitions se forment à Saint-Louis des coteries rivales qui rendent la position du gouverneur particulièrement délicate, surtout s'il est novice en politique sénégalaise. Ne risque-t-il pas s'il fait choix d'un candidat de paraître prisonnier d'intérêts particuliers et s'il adopte une attitude d'attente d'être accusé de passivité ? De toute manière, quelle que soit la ligne de conduite qu'il suit, il se trouve aux prises avec les intrigues des traitants. Ainsi, Bertin-Duchâteau s'efforçant d'améliorer les relations entre Trarza et Brakna, attendra-t-il en vain Mohammed el Habib au rendez-vous qu'il lui avait fixé, "des lettres parties de Saint-Louis avaient fortement agi sur

---

(69) Gouverneur p.i. à ministre, 23 août 1847, n°313, Pageot des Noutières, dossier personnel, déjà cité.

(70) Larcher à directeur des Colonies, 1er mars 1850, A N S O M Sénégal IV 19 e.

l'esprit du roi que l'on avait engagé à refuser l'entrevue" (71). D'autre part, toujours à propos des relations avec les Maures, Baudin ayant compris que sa politique de démonstration militaire ne serait pas soutenue par Paris, se décida brusquement à conclure la paix avec l'émir des Trarza. La pression des traitants n'était pas non plus étrangère à ce revirement. Afin de désarmer les intrigues et d'avoir la caution de l'ensemble des représentants du commerce, Baudin associa à la négociation cinq personnes que le Comité du commerce avait désignées à sa demande : deux négociants, deux traitants mulâtres et un noir. La paix qui fut conclue parut peu honorable, voire mauvaise, car elle consolidait l'influence de l'émir des Trarza, en particulier chez les Brakna alors qu'à Saint-Louis on n'avait cessé d'affirmer qu'on voulait la réduire. La présence de Foy dans la délégation était tout un symbole. Bien que Baudin s'en soit défendu, l'autorité du gouverneur ne pouvait manquer d'être atteinte par cette participation directe aux affaires comme d'ailleurs par toutes les pressions et les intrigues incessantes du commerce (72).

Dans ses rapports avec les populations voisines, le gouverneur devait tenir compte du rôle que la tradition avait progressivement réservé au maire de Saint-Louis. Cette fonction avait été créée dans la seconde moitié du XVIIIe siècle pour répondre au besoin de l'autorité de disposer d'un intermédiaire avec la population indigène de l'île qui ne cessait de croître. Le gouverneur fixait son choix parmi les mulâtres

---

(71) Gouverneur à ministre, 19 juillet 1848, n°282, ANS AOF 2 B 27.

(72) Gouverneur à ministre, 4 mars 1850, n°108 et 10 avril 1850, n°186, A N S O M Sénégal I 35 a. Larcher à directeur des Colonies, 28 février et 1er mars 1850, A N S O M Sénégal IV 19 e. Voir l'appréciation de Protet sur l'at-

qui détenaient la richesse et avaient reçu quelque instruction. En effet, il était assuré de trouver parmi eux un homme qui jouissait d'une solide influence parmi les habitants de l'île et de ce fait apte à régler dans les meilleures conditions possibles certains problèmes de la vie urbaine tels que ceux de police et de voirie. Bien que les instructions ministérielles n'aient assigné qu'un rôle limité au maire, les attributions de celui-ci n'ont cessé de s'accroître avec la complicité du gouvernement local. En particulier, elles ont débordé le cadre urbain pour s'étendre aux affaires du fleuve. En effet, les mulâtres, de par leurs activités commerciales le long du Sénégal, avaient acquis une expérience politique incontestable et parmi les populations riveraines une influence certaine. Les autorités locales ont tout naturellement cherché à utiliser l'une et l'autre. Elles ont consulté le maire, tout d'abord sur des questions secondaires : vols, pillages, conflits entre traitants et chefs africains, puis sur la politique qu'il convenait d'entreprendre pour assurer la défense et si possible les progrès des intérêts français. Cette tradition est déjà bien établie fin XVIIIe et début du XIXe siècle comme le prouve le fait qu'en 1807 le maire constitue la cheville ouvrière du comité chargé par le gouverneur d'examiner les relations avec les Maures (73). Les Anglais la maintiendront après 1809 et les Français renoueront d'autant plus facilement avec elle qu'après une absence de plusieurs années ils avaient besoin d'un conseiller qualifié pour reprendre leurs relations avec les princes et les chefs

---

(72) suite
titude de son prédécesseur dans une dépêche au ministre, 5 novembre 1850, n°512, A N S O M Sénégal I 37 b.

(73) LEGIER, Institution municipale et politique coloniale : les communes du Sénégal, article cité, p.418.

riverains du fleuve. Les mulâtres, dont le maire était en quelque sorte le chef, profitèrent des circonstances pour jouer les indispensables comme le souligne Carrère :

> "Quand la France reprit possession du Sénégal, elle trouva à Saint-Louis une population libre très restreinte. Quelques chefs de famille de la race intermédiaire y étaient en possession de l'influence et de la richesse. Courtiers entre les peuples de l'intérieur et les négociants établis au chef-lieu, en relations continuelles avec les premiers, ils avaient persuadé à ceux-ci que la conduite des choses publiques en rivière appartenait aux traitants, que le gouverneur devait dans cet ordre d'idées se déterminer par leurs inspirations" (74).

Les princes et les chefs de l'intérieur préféraient évidemment pour interlocuteurs des personnes du pays qu'ils connaissaient de longue date plutôt que des officiers qui changeaient fréquemment. Le maire, face à des gouverneurs plus ou moins éphémères, avait donc l'avantage de la stabilité. De 1817 à 1848, trois maires seulement se sont succédé. Le dernier d'entre eux, J.J. Alin avait été nommé en 1829 (75).

L'étude de la part prise par le maire dans la conduite des affaires extérieures reste à faire. Intéressante à plus d'un titre, elle permettrait de mieux apprécier sur une assez longue période l'influence que négociants et traitants mulâtres ont pu exercer dans ce domaine par rapport à une com-

---

(74) CARRERE et HOLLE, op.cit., p.343.

(75) En 1848, lorsqu'un nouveau statut de maire de Saint-Louis a été mis en place, Durand-Valantin a remplacé J.J. Alin. Sur cette question voir 1ère partie ch.VII.

munauté marchande européenne qui a tendance à se renforcer à partir de 1840. Dans l'état actuel de la documentation on peut cependant saisir quelles ont été les diverses activités du maire.

Outre son rôle de conseiller écouté qui se manifeste en particulier par sa participation au Conseil d'administration auquel il est souvent convoqué et dans des circonstances exceptionnelles au conseil de défense, il est associé, quand il ne les dirige pas lui-même, aux négociations menées avec les souverains du voisinage (76).

D'ailleurs, il entretient avec ceux-ci une correspondance des plus actives. Ainsi, par exemple, Bertin-Duchâteau signale qu'Alin a

> "des relations journalières et suivies avec le roi des Trarza soit pour son commerce soit pour la politique du gouvernement dont il informe régulièrement le prince" (77).

Les chefs, les princes et leurs ministres préfèrent, semble-t-il s'adresser au gouverneur par l'intermédiaire du maire plutôt que directement. Dans les archives, on retrouve, très dispersées, des traces de cette correspondance. Intéressante à plus d'un titre, elle nous révèle l'idée inexacte que quelques uns de ces chefs se font du maire en le considérant comme le véritable maître des décisions prises à Saint-Louis(78).

---

(76) Mention d'un conseil de défense réuni le 21 août 1833 à propos d'un raid des Trarza sur le village de Sor dans A N S O M Sénégal IV 16 C.

(77) Gouverneur p.i. à ministre, 26 juin 1848, n°254,A N S O M Sénégal I 34 a.

(78) Ainsi, un chef darmankour en 1834 (?) reprochait au maire de n'avoir pris aucune mesure pour assurer la sécurité

Il est possible de préciser l'aire d'influence du maire en fonction de l'origine des lettres qu'il reçoit. Elle s'étend aux pays des Maures trarza, brakna et darmankour ainsi qu'au Walo. On remarquera qu'il s'agit du bas Sénégal zone vitale du commerce des gommes.

Le maire intervient également dans le règlement des différentes coutumes. Tout d'abord, les conventions entre les Maures et les traitants sont le plus souvent conclues en sa présence, ce qui leur confère une valeur officielle (79). Ensuite, si leur application soulève des contestations, il est chargé par les autorités de Saint-Louis de les arbitrer (80). Enfin, le maire intervient dans le paiement des coutumes consenties par le gouvernement aux chefs riverains du Sénégal en établissant, chaque année, en fonction de la situation politique, les bordereaux de demande de marchandises au magasin général (81).

---

(78) suite
des relations avec son escale et évoquait dans sa lettre les "sujets" du maire, ANS AOF 9G 1.

(79) On trouve trace de conventions conclues par des négociants (Maurel et Prom), 1837 et des traitants (Ch.Porquet 1833) et Samba Agui 1841 par exemple) avec les Brakna dans ANS AOF Q 2.

(80) Par exemple en février 1836 à la suite de réclamations formulées par le premier ministre du roi des Brakna, N'Diack Moctar, à l'encontre de traitants qui n'auraient pas acquitté leurs coutumes, A N S O M Sénégal XIII 25a.

(81) Demandes du maire au magasin général pour le paiement des coutumes aux Trarza et aux Brakna, ANS AOF 13G 10 et 11, aux chefs du Fouta et au roi et princes du Kayor, ibid, 13 G 12 et 19.

Grâce à ses activités commerciales, à ses relations avec les principaux chefs de l'intérieur et à la stabilité de ses fonctions, le maire de Saint-Louis dispose d'une autorité et d'un prestige considérables. Il peut donc compter sur l'appui de nombreux partisans ; Bertin-Duchâteau pour sa part, présente le maire comme le chef d'une coterie. Fort de cette position, le maire est en mesure d'orienter la politique que le Sénégal mène vis-à-vis des peuples voisins et comme traitant, il incline à défendre une politique de concessions et par conséquent à repousser toute démonstration de force qui risquerait d'interrompre les transactions et de compromettre les résultats de la traite.

Au fil des ans, le rôle du maire dans la définition de la politique extérieure du Sénégal est devenu de plus en plus insupportable aux gouverneurs. D'ailleurs, le recul de la puissance économique des traitants à partir des années quarante ne devait-il pas impliquer qu'on tienne désormais un moindre compte de leurs intérêts ? C'est probablement pour échapper à cette tutelle du maire, sans qu'il le dise expressément, que le gouverneur p.i. Guillet demandait en mars 1837 au ministre qu'un officier soit détaché à son état-major pour suivre les problèmes de politique extérieure (82). Cette suggestion favorablement accueillie par Paris aboutit à la nomination du capitaine Caille en 1840. Solution insuffisante car étant également investi des fonctions de commandant supérieur des escales, Caille était trop souvent absent de Saint-Louis pour conseiller efficacement le gouverneur. Néanmoins, le maire rencontrait dans la personne de cet officier un interlocuteur compétent et informé. En

---

(82) Gouverneur à ministre, 20 mars 1837, n°84, A N S O M Sénégal I 20 a.

effet, presque toute sa carrière depuis 1816 s'était déroulée au Sénégal (83). Cette dualité comportait de graves inconvénients que Bouët dénonçait dans sa lettre-programme de novembre 1844 :

> "Une rivalité d'influence des plus fâcheuses s'est souvent fait sentir entre le commandant supérieur des escales naturellement chargé de la politique du fleuve et le maire qui s'en dit ou s'en croit chargé, bien qu'aucune ordonnance, aucune dépêche ne consacre ses prétentions.
> Cette rivalité est des plus fâcheuses, car elle donne lieu à des conflits, à des luttes particulières d'opinion dans lesquelles les partis se sont laissés diriger par l'esprit de jalousie plutôt qu'en vue des intérêts généraux de la colonie, luttes dans lesquelles un gouverneur nouveau, irrésolu, ne saurait à qui donner tort ou raison" (84).

---

(83) CAILLE (Jean François), né le 22 janvier 1799 dans le Var, est engagé volontaire dans l'infanterie de ligne en 1813, sergent à la légion départementale du Var en 1816, puis au bataillon du Sénégal. Il est embarqué sur la frégate la Méduse. Il a servi à Bakel d'août 1820 à octobre 1821. Rentré en France en 1822, il participe aux opérations d'Espagne et est nommé sous-lieutenant en 1826. Il retourne au Sénégal en 1828 où il servira désormais sans interruption. Lieutenant en 1830, il accomplit une mission en Gambie auprès du roi de Barra, l'année suivante. Capitaine en 1832, il est chargé de la surveillance des escales. Attaché à l'état-major du gouverneur en 1840, chargé de la direction des Affaires extérieures en 1846, il est nommé lieutenant-colonel cette même année. En août 1847, il est nommé gouverneur p.i.Il meurt quelques jours plus tard,le 7 septembre, A S H M dossier personnel.

(84) Gouverneur à ministre, 6 novembre 1844, A N S O M Sénégal VII 10 c. et SCHEFER, t.2, p.166.

Bouët regrette que dans ces conditions, le gouverneur n'ait point les moyens d'une politique suivie à l'égard des populations africaines. Mal informé de leur état d'esprit, il ne dispose d'aucun bureau centralisant les renseignements et dirigeant les négociations. Aussi, propose-t-il, à l'imitation des bureaux arabes de l'Algérie, la création d'une direction des Affaires extérieures (85). Le directeur des Colonies approuve cette suggestion mais cette nouvelle institution, en réalité, ne verra le jour que deux ans plus tard.

Pour les gouverneurs, la courte durée de leur mission, les directions changeantes et le contrôle tatillon du ministère ainsi que les pressions contradictoires des différentes catégories d'intérêts ne constituent point les seuls obstacles auxquels ils se heurtent dans l'accomplissement de leur tâche. La faiblesse des moyens mis à leur disposition en était un autre.

2°- Des moyens d'exécution insuffisants

> "La France a été généreuse pour sa colonie; elle a depuis la reprise de possession dépensé pour le Sénégal des sommes énormes; il n'est pas de sacrifices qu'elle ne se soit imposés pour pousser le pays dans la voie du progrès".

Telle est l'opinion exprimée par Carrère et Holle (86). Une analyse même rapide des ressources budgétaires, des moyens de l'administration et des forces militaires n'aura au-

---

(85) Sur l'influence de l'Algérie, voir PASQUIER (R.) : L'influence de l'expérience algérienne sur la politique de la France au Sénégal, 1842-1869, Mélanges Deschamps, Publications de la Sorbonne, 1974, pp. 264-285.

(86) CARRERE et HOLLE, op.cit., p.340.

cune difficulté à prouver qu'elle ne repose sur aucune base solide. Pour sa part, G. Hardy présente une vue plus réaliste de la situation lorsqu'il écrit :

> "A ces gouverneurs qui ne font que passer, on ne fournit que des moyens d'exécution insuffisants : en trente sept ans, c'est à peine si les crédits prévus pour les dépenses ont triplé ; l'économie est recommandée comme la première des vertus administratives ..., le personnel subalterne, et surtout le personnel technique, est aussi réduit que possible; les forces militaires ne sont jamais au complet et ne permettent aucun effort suivi" (87).

a) Le budget du Sénégal

Les dépenses publiques du Sénégal sont divisées en deux catégories principales. La première comprend des dépenses de souveraineté et de protection auxquelles il est pourvu au moyen de fonds alloués par le budget de l'Etat, la seconde se compose de dépenses d'administration intérieure assurées par le budget du service colonial.

Les dépenses de souveraineté sont essentiellement de caractère militaire . Elles concernent tout ce qui est relatif à l'entretien des troupes (infanterie, artillerie, génie) et de la Station locale de la Marine (dépenses d'état-major, soldes et accessoires, hôpitaux, vivres, entretien des navires). Au cours des années la présentation du budget de l'Etat a été modifiée à plusieurs reprises. Aussi est-il difficile d'apprécier exactement la part et l'évolution des crédits qui

---

(87) HARDY, La mise en valeur .., op.cit., p.357.

reviennent au Sénégal du fait qu'ils sont dispersés entre plusieurs chapitres et parfois confondus avec ceux d'autres possessions françaises. Cependant, l'étude des forces militaires pourra par la suite livrer quelques indications utiles à ce sujet.

Le budget du service intérieur est alimenté par une subvention métropolitaine et par le produit de contributions publiques levées au Sénégal ainsi que par d'autres revenus locaux. Il pourvoit essentiellement aux traitements du gouverneur et des divers fonctionnaires et agents ainsi qu'aux dépenses de travaux publics et d'approvisionnement. Il faut y ajouter tout un ensemble de dépenses particulières telles que les coutumes versées aux princes africains ou les primes destinées à encourager la construction de maisons en dur. Le Sénégal jouissant de l'autonomie financière, le gouverneur dispose donc de pouvoirs importants. Chaque année, il établit avec le concours du Conseil d'administration le projet de budget des recettes et des dépenses du service intérieur que le ministre de la Marine arrête définitivement. Le gouverneur, d'autre part, doit suivre l'exécution du budget et se faire présenter à la fin de chaque mois le détail des besoins des différents services par leur chef. Enfin, les comptes définitifs doivent être dressés par le chef du service administratif dès la clôture de l'exercice (88).

Cette organisation budgétaire a été mise en place sous la Restauration d'abord pour les îles à sucre par une ordonnance de janvier 1825, puis elle fut rapidement étendue à la Guyane, aux comptoirs de l'Inde et au Sénégal. Pour ce

---

(88) Le Conseil général était tenu de donner son avis sur le budget et sur les comptes définitifs mais on sait qu'il s'est très mal acquitté des tâches qui lui avaient été assignées.

dernier, elle fut véritablement consacrée par l'ordonnance organique de septembre 1840 (89).

L'Etat participant au budget du service intérieur par le biais d'une subvention, la question se trouve posée dès le début de savoir dans quelle mesure il doit concourir aux dépenses courantes du Sénégal. L'occasion d'en discuter est offerte par le débat budgétaire qui s'instaure chaque année devant les Chambres. A Paris les députés prêchent l'économie et la nécessité pour les colonies de pourvoir à leurs dépenses intérieures sur leurs revenus locaux. Mais à Saint-Louis, les représentants de la population ne cessent de réclamer de l'Etat un effort supplémentaire indispensable pour assurer le développement économique du Sénégal.

Les documents officiels permettent de suivre depuis la reprise l'évolution d'ensemble du budget sénégalais, mais nous nous bornerons à la période 1834-1850 (90). On

---

(89) FRANCOIS (G.) : Le budget local des colonies, Paris, Larose, 1908, 331 p.

(90) Ministère de la Marine et des Colonies. Budget (service colonial). ibid. Comptes définitifs des recettes et des dépenses du service colonial. L'étude du budget implique l'existence de renseignements précis sur une assez longue période. L'année 1834 est le point de départ d'une série continue interrompue seulement par une lacune en 1838. Toutes les remarques ont été effectuées à partir des données tirées des Comptes définitifs. Il est indispensable de préciser que seules les dépenses et les recettes ont été prises en compte, c'est-à-dire que pour les premières on n'a pas inclus comme le fait la présentation équilibrée du budget les versements faits à la caisse de réserve et pour les secondes les reports de crédits d'exercices clos ou les prélèvements opérés sur la caisse de réserve.

constate tout d'abord que ce budget est alors bien modeste par rapport à ce qu'il était au temps de la colonisation agricole puisque le niveau de ses dépenses est deux fois moins élevé. En effet, le maximum s'élève en 1847 à 1.188.000 F. et le minimum à 566.000 F. en 1836 alors que pour les années 1818-1825 les dépenses dépassaient toujours le million - elles atteignirent même près de 2 M 7 en 1819 - et que leur moyenne s'établissait à 1.559.250 F. (91). Par ailleurs, pour la période 1834-1850, on remarque un accroissement à peu près régulier des dépenses car si leur moyenne se situe à 809.000 F., elle s'élève à 896.000 F. pour la décennie 1841-1850 et leur montant à partir de 1846 est toujours supérieur à 900.000 F.

Pour leur part, les recettes connaissent les plus grandes fluctuations car elles sont largement dépendantes du mouvement des affaires. Leur minimum, 464.000 F. en 1834 est nettement inférieur et leur maximum, 1.199.000 F. en 1846 très légèrement supérieur à celui des dépenses. La moyenne s'établit à 760.000 F. pour l'ensemble de la période et à 871.400 pour la décennie 1841-1850. Là aussi, le recul est sensible par rapport aux années 1818-1825 puisque les recettes

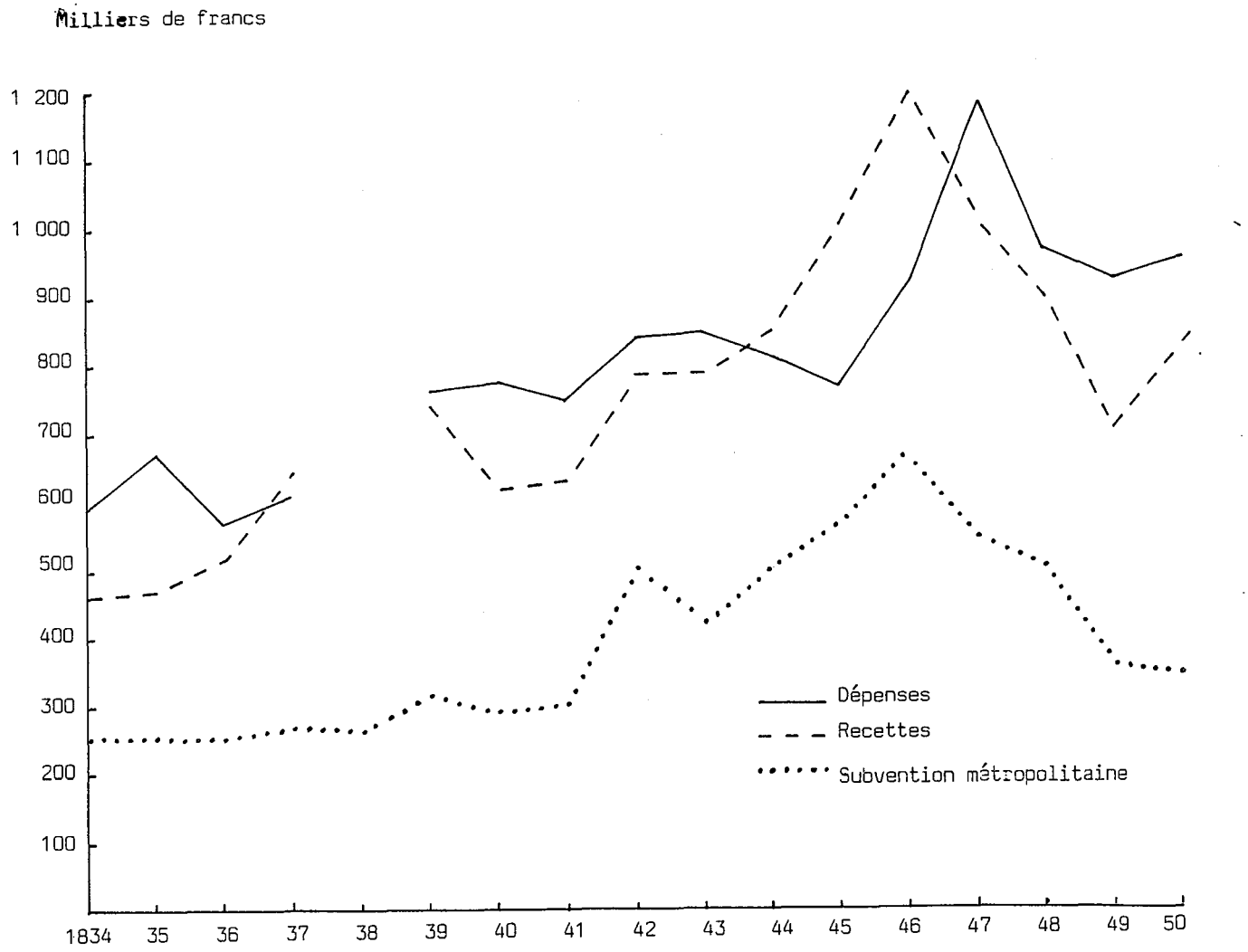
---

(91) Nous avons choisi à titre de comparaison la période 1818-1825 parce que c'est en 1818 que démarrent les entreprises agricoles et en 1825 que sont consenties en leur faveur les dernières aides substantielles. Le maximum des dépenses de 1847 peut être rapproché des minima des années 1821-1822 (1.159.000 et 1.114.000 F.). Le rapport entre les maxima de 1819 (2.692.452 F.) et de 1847 est de 2,27 et entre les minima de 1822 et de 1836 de 1,97.

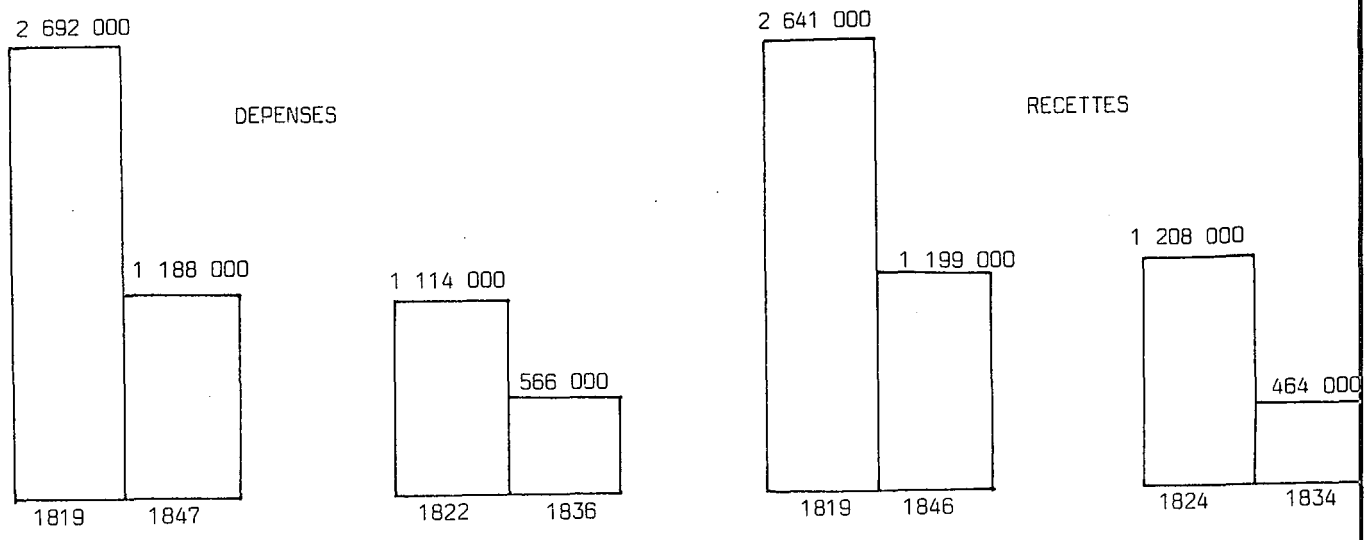
GRAPHIQUE 18

A) BUDGET DU SENEGAL 1834-1850

service colonial



B) COMPARAISON DES BUDGETS DU SENEGAL COLONIE AGRICOLE ET DU SENEGAL SIMPLE COMPTOIR



atteignaient alors un maximum de plus de 2 M,6 en 1819 et un minimum de 1 M,2 en 1824 alors que la moyenne s'élevait à 1.681.000 F. (92). Enfin si les recettes comme les dépenses ont tendance à progresser sensiblement au milieu des années quarante, elles connaissent avec la crise une baisse plus précoce et plus importante.

Après cette vue globale, il importe maintenant d'examiner avec quelque détail la structure du budget. Les dépenses du Sénégal se répartissent entre deux chapitres : personnel et matériel. Au premier s'inscrivent outre les traitements des fonctionnaires et des agents, les dépenses occasionnées par leurs éventuels séjours à l'hôpital, - le budget métropolitain en supporte cependant la plus grande part -, et les rations de vivres qui leur sont allouées. Les dépenses de matériel sont ventilées entre deux rubriques. La première regroupe les frais engagés pour des travaux effectués, soit par les Ponts et Chaussées et le génie militaire, soit par une entreprise avec laquelle il a été conclu un marché, les achats de matériaux ainsi que les loyers des immeubles utilisés par l'administration (93). La seconde comprend les primes en faveur de la construction en "dur", les frais de courrier entre Saint-Louis et Gorée, les coutumes, les bourses destinées aux élèves allant étudier en France et des dépenses exceptionnelles comme les secours aux sinistrés de l'inondation de Saint-Louis en 1841 et du raz-de-marée de Gorée en 1844 et le financement de la mission d'exploration du Djolof en 1839.

La part des dépenses de personnel est relativement considérable puisqu'elle s'élève au minimum à 47,9% en 1835

---

(92) Le rapport entre les maxima, 2.641.038 en 1819 et 1.198.751 en 1846 est de 2,2 et entre les minima, 1.208.566 en 1824 et 463.644 en 1834 de 2,6.

(93) A cette époque l'administration préfère louer les immeu-

et au maximum à 70,95% en 1849, la moyenne se situant aux alentours de 60%. Les traitements qui, à eux seuls représentent environ 50% du total des dépenses, oscillent entre 35,12 et 57,17% (94). Enfin, les travaux interviennent pour environ 30% et les coutumes et cadeaux destinés aux chefs africains pour approximativement 4% (95).

Les recettes du budget colonial sont alimentées pour une part importante par la métropole. En effet, la subvention accordée chaque année représente au minimum 41,5% (1837 et 1850) et au maximum 63,44% (1842), la moyenne s'établissant à 51,58% pour la période 1834-1850 et à 53,91% pour la décennie 1841-1850. Son montant fixé au début des années trente à 250.000 F., augmente tout d'abord lentement, passant par les paliers de 265.000 F. (1837) et de 300.000 F. (1841), puis se hausse brutalement à 500.000 F. l'année suivante et atteint en 1846 le maximum de 677.631 F,2. Il redescend ensuite très rapidement jusqu'à 343.018 en 1850, ayant ainsi diminué de près de la moitié en quatre ans. Cette subvention est de beaucoup inférieure à celle qui était consentie au temps de la colonisation agricole. Elle oscillait alors entre 1 M,2 et 2 M,3, mais la situation était entièrement différente car au lendemain de la reprise le Sénégal ne disposait d'aucune ressource importante et la subvention re-

---

(93) suite
bles dont elle a besoin; elle modifiera sa politique quelques années plus tard, à la suite de la hausse constante des loyers.

(94) Les dépenses du personnel et les traitements représentent respectivement une moyenne de 56,88% et de 47,52% pour la période 1834-1850 et de 58,33 et 49,86 % pour la décennie 1841-1850.

(95) La part des travaux oscille entre 17,9% (1849) et 31,28% (1840) et celle des coutumes entre 1,37 (1848) et 6,94% (1835) ; moyennes s'établissant pour les premiers à 30,36 et 29,14 % et pour les secondes à 4,31 et 3,98 % pour l'ensemble de la période et pour la décennie 1841-1850.

présentait près de 90% des recettes.

Parmi les recettes propres au Sénégal, le budget colonial distingue en particulier les contributions directes comprenant les patentes et l'impôt sur les maisons et les contributions indirectes regroupant les droits de douane, d'entrepôt, de consommation, d'ancrage, de tonnage, de francisation des navires ainsi que les licences de cabaretiers. Enfin, sous la rubrique "recettes diverses" figurent des ressources de moindre importance comme le produit des amendes judiciaires et de la commission prélevée sur la cession aux négociants de traites sur le Trésor qui leur évitent le transport toujours coûteux et parfois risqué de trops grandes quantités d'espèces en métropole.

La fiscalité du Sénégal n'a été établie que progressivement et l'on peut distinguer deux étapes essentielles séparées par une dizaine d'années environ. La première se situe en 1827-1829. Il était vite apparu après la reprise que les seules ressources du Sénégal constituées par les droits de douane et d'ancrage étaient très insuffisantes et que la métropole ne pourrait pas maintenir son effort exceptionnel pendant de longues années (96). Ainsi, dans l'esprit de l'ordonnance de 1825 qui visait à faire contribuer les colonies à leurs propres dépenses, le gouverneur Roger fut invité à examiner quelles pourraient être les facultés contributives du Sénégal.

Après avoir envisagé plusieurs possibilités, en par-

---

(96) FAULONG (L.). Les rapports financiers de la métropole et de l'Afrique occidentale française depuis 1825 jusqu'à jours, Paris, Giard et Bière 1910, 180 p.(thèse de droit, médiocre). DUCHENE (A.): Histoire des finances coloniales de la France, Paris, Payot, 1938, 320 p.

ticulier celle de frapper les propriétaires de maisons et même de cases, Roger a fait décider la perception à partir de 1827 d'un droit de patente acquitté par les négociants, les marchands et les détaillants; les traitants qui opèrent aux escales du Sénégal en étaient exemptés, on le remarquera. Le gouverneur soulignait avec raison au ministre l'importance d'une telle mesure, incontestable "innovation dans un pays où l'on n'avait connu jusqu'à présent aucune espèce d'impôt" (97). Le ministre tout en approuvant la décision du gouverneur se montra déçu par la modicité du taux et fit savoir qu'il en souhaitait le relèvement prochain (98). Mais à Saint-Louis, on préféra atteindre la catégorie des cabaretiers qui jusqu'ici avait échappé à l'effort fiscal en l'assujettissant à partir de 1828 à un droit de licence particulièrement élevé (99).

Quelques années plus tard, la situation financière du Sénégal laissant à désirer et la métropole se refusant à augmenter sa subvention, c'est donc, selon la formule de l'ordonnateur Cadéot, "en elle-même que la colonie doit trouver le complément des ressources nécessaires à ses besoins". A son avis, le meilleur moyen d'y parvenir consiste à créer

---

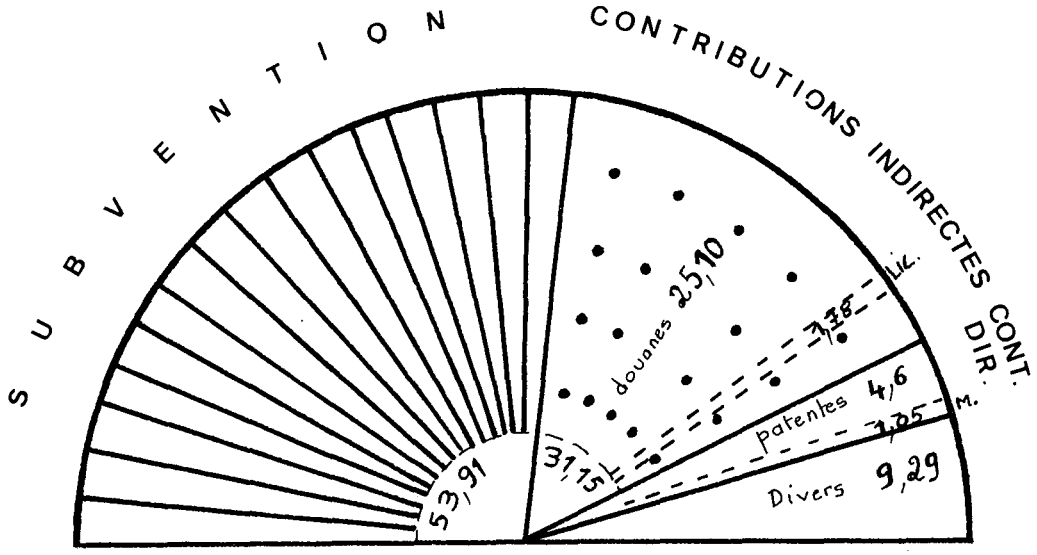
(97) Gouverneur à ministre, 18 décembre 1826, n°329, A N S O M Sénégal IX 4 c.

(98) Ministre à gouverneur, 9 mars 1827, n°58, ibid.

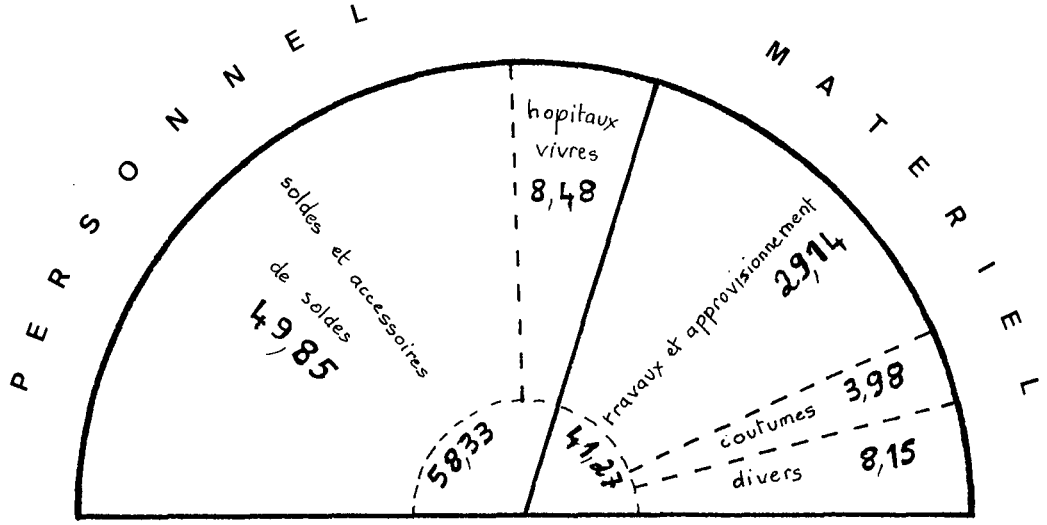
(99) Par l'arrêté du 19 novembre 1828, les cabaretiers devaient payer le même droit que les négociants, soit 300 F. à Saint-Louis et 200 F. à Gorée. Par la suite, ce droit jugé exorbitant fut ramené à 150 F. pour les deux villes du Sénégal par l'arrêté du 16 mars 1833, ibid.

GRAPHIQUE 19 STRUCTURE DES RECETTES ET DES DEPENSES DU BUDGET DU SENEGAL

1841-1850



RECETTES



DEPENSES

une contribution basée sur la valeur locative des immeubles. Ne serait-ce point justice ? En effet, le nouvel impôt auquel on pourrait ajouter une taxe sur les captifs et sur les navires opérant dans le Sénégal atteindrait essentiellement les mulâtres alors que la patente et la licence frappaient avant tout les Européens. Mais la tâche était difficile car, ajoute-t-il

> "Au Sénégal, on s'est fait une habitude de ne supporter aucune charge, à ce point que toute pensée comme celle que j'expose ici, exprimée devant sa population lui paraîtrait malveillante, hostile à ses intérêts" (100).

Mais ce n'est qu'en 1837, deux ans après le rapport de Cadéot que des mesures sérieuses ont été prises à la suite d'une intervention particulièrement pressante du ministère (101). Après avoir étudié diverses solutions les autorités de Saint-Louis décidèrent d'une part une augmentation substantielle des droits existants et d'autre part, la création d'un droit de tonnage sur les navires immatriculés au Sénégal et surtout d'un impôt foncier (102).

---

(100) Mémoire de l'ordonnateur sur les contributions des années 1833-1834, ibid.

(101) Ministre à gouverneur, 14 février 1837, n°19, A N S O M Sénégal IX 12 a.

(102) Après plusieurs séances de délibération, le Conseil d'administration adopte le 15 mai des arrêtés augmentant de 50% le taux des patentes et des licences et doublant les droits d'importation sur les marchandises françaises amenées par navires français et d'ancrage ainsi que ceux qui créent un droit annuel de tonnage sur les navires du Sénégal et un impôt foncier à raison de 3% de la valeur locative à Saint-Louis et de

Cet effort fiscal finalement modeste par rapport à l'ensemble du budget n'a pas porté les fruits qu'en attendait le ministère. En effet, la répartition des charges entre la métropole et le Sénégal ne s'en est pas trouvée fondamentalement modifiée. D'ailleurs, la crise qui, peu après, affecte le commerce sénégalais déjoue tous les calculs et entraîne une diminution sensible des revenus locaux. La situation financière se détériore et la caisse de réserve est sur le point de s'épuiser. Contrainte d'augmenter sa subvention la métropole exige du Sénégal qu'il s'impose comme elle un sacrifice supplémentaire. Le gouverneur fait alors décider en juin 1843 une majoration d'un tiers des droits de patente et de licence (103).

Plus que cette mesure, ce sont les deux excellentes récoltes de 1845 et 1846 qui permettent une amélioration de la situation et la reconstitution de la caisse de réserve. Mais, il ne s'agit que d'un court répit car dès 1847, les difficultés réapparaissent plus graves que jamais. Confronté à la dépression qui sévit en France, le ministère est d'autant plus décidé à dégager de nouvelles ressources locales qu'il est contraint de réduire sa subvention. N'ayant pu obtenir l'accord du ministre du Commerce pour augmenter les droits de sortie sur les produits du Sénégal, il imagine de

---

(102) suite
1% à Gorée, les constructions neuves étant exemptées pendant trois ans. Voir également gouverneur à ministre, 18 mai 1837, n°140, ibid, B A S 1819-1842, p.472 et suivantes.

(103) Conseil d'administration séance du 10 juin 1843, A N S O M Sénégal VII 26 bis 7 , B A S 1843-1844, p.69.

prélever au profit de la caisse coloniale les ressources du fonds commun dans une proportion de 2/5 et de frapper les gommes traitées à Galam d'un droit de 2% (104). Il préconise également l'augmentation de l'impôt sur les maisons ainsi que de la patente et de la licence. Dans ces conditions, le sacrifice exigé était partagé entre Européens et habitants (105).

L'arrêté du 5 février 1845 délibéré au Conseil d'administration reprenait les suggestions du ministre mais tenant compte de l'évolution récente du commerce de Gorée, il imposa aux contribuables de cette place un effort supplémentaire (106). Malgré les sérieuses difficultés financières que le Sénégal allait alors connaître du fait d'une baisse sensible des revenus douaniers et d'une diminution drastique de la subvention métropolitaine, aucune modification du régime fiscal n'interviendra, la crise économique excluant

---

(104) Créé par l'ordonnance de novembre 1842, on l'a vu, le fonds commun des gommes contrairement aux espoirs qu'il avait suscités n'avait pas permis aux traitants de se dégager de leurs dettes d'où l'idée de s'en servir à des fins budgétaires.

(105) Rapport du directeur des Colonies au ministre, 13 septembre 1847, nouveau rapport en date du 5 novembre tenant compte des observations du ministre du Commerce, Cunin-Gridaine, et ministre à gouverneur, 22 novembre 1847, n°444, A N S O M Sénégal IX 4.

(106) La patente a été augmentée d'un tiers à Saint-Louis et de moitié à Gorée. La licence dont le taux est uniforme dans les deux villes depuis 1847 a subi également un relèvement de 50%. L'impôt sur les maisons passe de 3 à 4% à Saint-Louis et de 1 à 3% à Gorée, A N S O M Sénégal IX 4 et B A S 1847-1848, pp.129-131.

tout nouveau relèvement des droits existant et toute création d'impôt supplémentaire.

Parmi les ressources locales, on constate l'écrasante supériorité des contributions indirectes qui alimentent pour environ 31% le budget colonial (107). Leurs fluctuations plus considérables en chiffres bruts qu'en pourcentage sont dues essentiellement aux revenus douaniers qui sont évidemment le reflet de la conjoncture économique (108). En effet, ces derniers qui constituent environ le quart des recettes de la colonie enregistrent des baisses brutales qui perturbent dangereusement les finances déjà fragiles du Sénégal (109). Ainsi,

---

(107) La part des contributions indirectes dans l'ensemble du budget du Sénégal s'établit à 31,59% pour la période 1834-1850 et à 31,15% pour la décennie 1841-1850.

(108) Les contributions indirectes n'atteignent que 102.699 F. en 1834 et 172.349 F. en 1842 mais grimpent à 385.883 F. en 1846, soit 3,75 fois plus pour la période 1834-1850 et 2,24 pour la décennie 1841-1850. Leur part dans le budget du Sénégal oscille entre 21,86% en 1842 (22,15 en 1834) et 42,75% en 1837, soit un rapport proche de deux.

(109) Les revenus douaniers (droits d'entrée et de sortie, droits d'entrepôt, de consommation et de balance sur les poudres et fers étrangers admis au Sénégal) représentent en moyenne 26,93% (1834-1850) et 25,10% (1841-1850) des recettes du budget colonial. Les pourcentages sont dans un rapport de 2,1 (maximum : 39,85 en 1837 et minimum 18,96 en 1842) et de 1,7 (maximum 32,16 en 1845 et minimum de 1842). Les revenus douaniers se sont élevés au minimum à 94.836 F. en 1834 à 149.426 F. en 1842 et au maximum à 335.450 F. en 1846. Le rapport s'établit donc à 3,5 pour la période 1834-1850 et à 2,25 pour 1841-1850.

de 1847 à 1848, ils ont fléchi de 320.000 à 181.400 F. et leur part dans les recettes du Sénégal est tombée de 31,61 à 20,07%. Il faut aussi signaler à propos des contributions indirectes d'une part, la progression substantielle de la licence à la suite d'un relèvement de son droit d'imposition et de l'alignement de Gorée sur Saint-Louis et d'autre part, l'apport non négligeable qu'en des années difficiles le prélèvement sur le fonds commun des gommes a assuré à la caisse coloniale (110).

A l'opposé, la part des contributions directes demeure modeste. Aux patentes qui assurent un peu plus de 4% des recettes du Sénégal, le nouvel impôt sur les maisons n'a ajouté qu'environ 1% (111).

Les finances du Sénégal ont connu une existence difficile. En effet, durant la période 1834-1850, le budget a été constamment déficitaire, sauf en 1837, et pendant trois années consécutives de 1844 à 1846. L'équilibre n'était réalisé que par des prélèvements dans la caisse de réserve qui,

---

(110) Le montant des licences à peine supérieur à 9.000 F. en 1841 s'élevait brutalement à 26.000 - 27.000 F. en 1848-1849 à la suite de la hausse des tarifs, sa part dans les ressources du Sénégal grimpant de 1,44% à 2,94 et 3,88. Le fonds commun des gommes a fourni en 1850 44.000 F., soit deux fois plus que les licences à cette même date.

(111) Le pourcentage moyen s'établit pour les patentes à 4,1 (1834-1850) et à 4,6 (1841-1850) et pour l'impôt sur les maisons à 1,05.

au milieu du XIXe siècle se trouvait presque épuisée (112). Le ministère pouvait bien rappeler à l'administration locale la règle absolue de l'équilibre budgétaire et la nécessité de faire des économies, il se refusait à prendre des mesures énergiques pour réduire le déficit. Mieux, il consentit à partir de 1842 à une augmentation sensible de la subvention métropolitaine. Mais la crise qui va éclater en Europe va lui imposer de renoncer à toute facilité. La dépêche du ministre au gouverneur de novembre 1847 est tout à fait révélatrice de cette détermination nouvelle. Finalement, c'est la seconde République qui va exiger dans la gestion des finances sénégalaises une rigueur qui semble avoir fait déjà défaut jusqu'ici.

Le mot d'ordre de restreindre au maximum les dépenses est donc repris avec plus de force que jamais. Le ministère ordonne en conséquence d'effectuer des réductions dans tous les services, de suspendre les travaux civils et militaires non indispensables et enfin de reporter à des temps meilleurs des dépenses qui avaient pu paraître urgentes et nécessaires (113). En particulier les comptes définitifs de l'exercice 1848 ont donné l'occasion au ministre, le contre-amiral Romain-Desfossés, de dénoncer des pratiques qui, déjà critiquables en temps ordinaire, sont devenues intolérables dans

---

(112) Si les excédents ont été parfois substantiels comme en 1845 et en 1846 où ils dépassent 245.000 et 280.000 F., les déficits ont été aussi très accusés : 199.000 en 1835, 152.000 en 1840, 176.000 en 1847 et 223.000 F. en 1849.

(113) Ministre à gouverneur 14 octobre 1848, n°274, ANS AOF 1B 49 et du même au même 14 février 1849, ibid, 1 B 50.

une conjoncture difficile. En effet, l'administration locale, sans aucune cause de force majeure est sortie des limites du budget et les prévisions une fois de plus n'ont pas été respectées (114). La diminution sévère de la subvention métropolitaine qui intervint en 1849 et en 1850 offrait au ministre une arme efficace pour contraindre les autorités de Saint-Louis à se montrer plus vigilantes dans l'emploi des deniers publics.

Par ailleurs, le ministre devait tenir compte de l'attitude particulièrement critique de l'Assemblée Législative à l'égard des finances coloniales. La commission du budget présidée par le monarchiste Berryer dénonçait en particulier l'accroissement régulier des dépenses du personnel et attirait l'attention du ministre sur "ce luxe trop évident eu égard au chiffre de la population" et sur la nécessité de le restreindre. Elle réussit à imposer quelques réductions de crédit et à obtenir l'engagement du ministre que l'effort d'économie serait poursuivi dans l'avenir (115).

Cette volonté nettement exprimée de réduire les dé-

---

(114) Ministre à gouverneur, 4 juillet 1850, n°209,ANSOM Correspondance générale 533, fol.286. En 1848 les comptes définitifs accusent un dépassement de 188.317 F. soit de 23,9% par rapport aux prévisions. Pour toute la période 1834-50, les dépassements ont été constants.Il semble cependant que les remontrances du ministre ont porté leur fruit car en 1850 les développements budgétaires sont demeurés inférieurs aux prévisions.

(115) Séances de la commission du budget, 8 décembre 1849 et 4 janvier 1850 AN C981. La commission avait entre autres réductions décidé que le traitement du gouverneur serait ramené de 35.000 à 25.000 F. A la séance de l'As-

penses du Sénégal ne s'explique pas uniquement par une conjoncture difficile. En effet, les débats, particulièrement ceux qui sont relatifs au traitement du gouverneur, prouvent que membres de la commission et députés entendaient mettre un terme à l'évolution qui tendait à rapprocher le Sénégal des vieilles colonies et, par conséquent, souhaitaient le maintenir dans les strictes limites d'un simple comptoir (116).

Par ailleurs, des hommes politiques et des économistes considèrent que le Sénégal coûte trop cher à la collectivité, invoquant la faiblesse des résultats obtenus par rapport à l'ampleur des dépenses budgétaires. En effet, ils mettent en regard le chiffre total des importations et des exportations, soit treize millions en 1848 et la somme de deux millions représentant l'ensemble des dépenses civiles et militaires du Sénégal et ils en concluent qu'un commerce qui exige une protection si dispensieuse est plus onéreux qu'utile au pays (117). Sans doute le ministre conteste-t-il ce raisonnement

---

(115) suite
semblée Législative du 6 mai 1850 Schoelcher prend la défense du gouverneur et le ministre qui propose un compromis sur le chiffre de 30.000 F. est finalement suivi par l'Assemblée.

(116) Le budget du Sénégal qui en 1837 représentait les 3/4 de celui de la Guyane l'a dépassé à partir de 1843.

(117) D'après les statistiques du ministère de la Marine et des Colonies, le mouvement commercial de Saint-Louis et de Gorée s'élève à 12.828.358 F. en 1848, les dépenses du budget de la métropole et du service colonial, soit deux millions représentent 15% du mouvement commercial. Une comparaison avec les autres colonies serait intéressante mais délicate à conduire car la structure des budgets des vieilles colonies est différente.

simpliste mais il est bien obligé de constater qu'il témoigne d'un état d'esprit fort répandu. Aussi, quelque peu découragé, il craint de ne pouvoir faire partager à ses interlocuteurs sa conviction

> "qu'il faut porter ses regards un peu plus loin que le présent et qu'il y a dans nos possessions de la côte occidentale d'Afrique des germes à féconder pour un prochain avenir" (118).

La position hostile des législateurs parisiens était perçue comme un défi par les Sénégalais à un moment où les débuts prometteurs du commerce des arachides et les espoirs de pénétration commerciale dans l'intérieur du continent africain leur donnaient une confiance renouvelée dans les possibilités d'un essor rapide de Saint-Louis et de Gorée.

Dans ces comptoirs, marchands et négociants ne ménageaient point, eux aussi, leurs critiques mais pour de toutes autres raisons, on s'en doute. Ils lui reprochaient de privilégier les dépenses de personnel au détriment des investissements productifs. En effet, les crédits destinés aux travaux étaient si limités qu'ils étaient presque entièrement absorbés par des opérations d'entretien. Aussi, que de travaux étaient réclamés depuis plusieurs années par les Sénégalais pour rendre moins rudimentaire l'outillage économique, en particulier dans le domaine de l'équipement portuaire et du remorquage des navires sur la barre et sur le fleuve ! Etait-il acceptable, dans ces conditions, que les crédits affectés au personnel demeurent nettement supérieurs à ceux qui étaient destinés aux travaux ? Au cours de la période 1834-1850, les premiers oscillent entre 240.000 F. en 1835 et 530.000 en

---

(118) Ministre à gouverneur, 31 décembre 1849, n°366, A N S O M Sénégal I 35 b.

1849. Leur croissance est régulière et leur moyenne qui se situe aux alentours de 385.000 F. s'élève à 440.000 pour la décennie 1841-1850. Quant aux seconds, ils présentent des fluctuations considérables partant de 160.000 F. en 1835 pour se hisser au niveau tout à fait exceptionnel de 425.000 F. en 1847 (119). Leur moyenne s'établit à 239.000 F. pour la période 1834-1850 et à 252.000 F. pour la décennie 1841-1850. Comme le montre le graphique 20, ces deux catégories de dépenses évoluent d'une manière diamétralement opposée puisque l'une progresse tandis que l'autre décline. Ainsi, dans les dernières années de notre période sauf en 1847 évidemment, les dépenses relatives aux travaux et approvisionnement représentent moins de 50% (minimum 31,32% en 1849) de celles qui concernent le personnel alors que dans les premières années elles se situaient très souvent au-dessus de 70% (maximum 91,40% en 1835) (120).

Les Sénégalais, non sans quelque amertume, comparaient leur situation avec celle de la métropole où le gouvernement

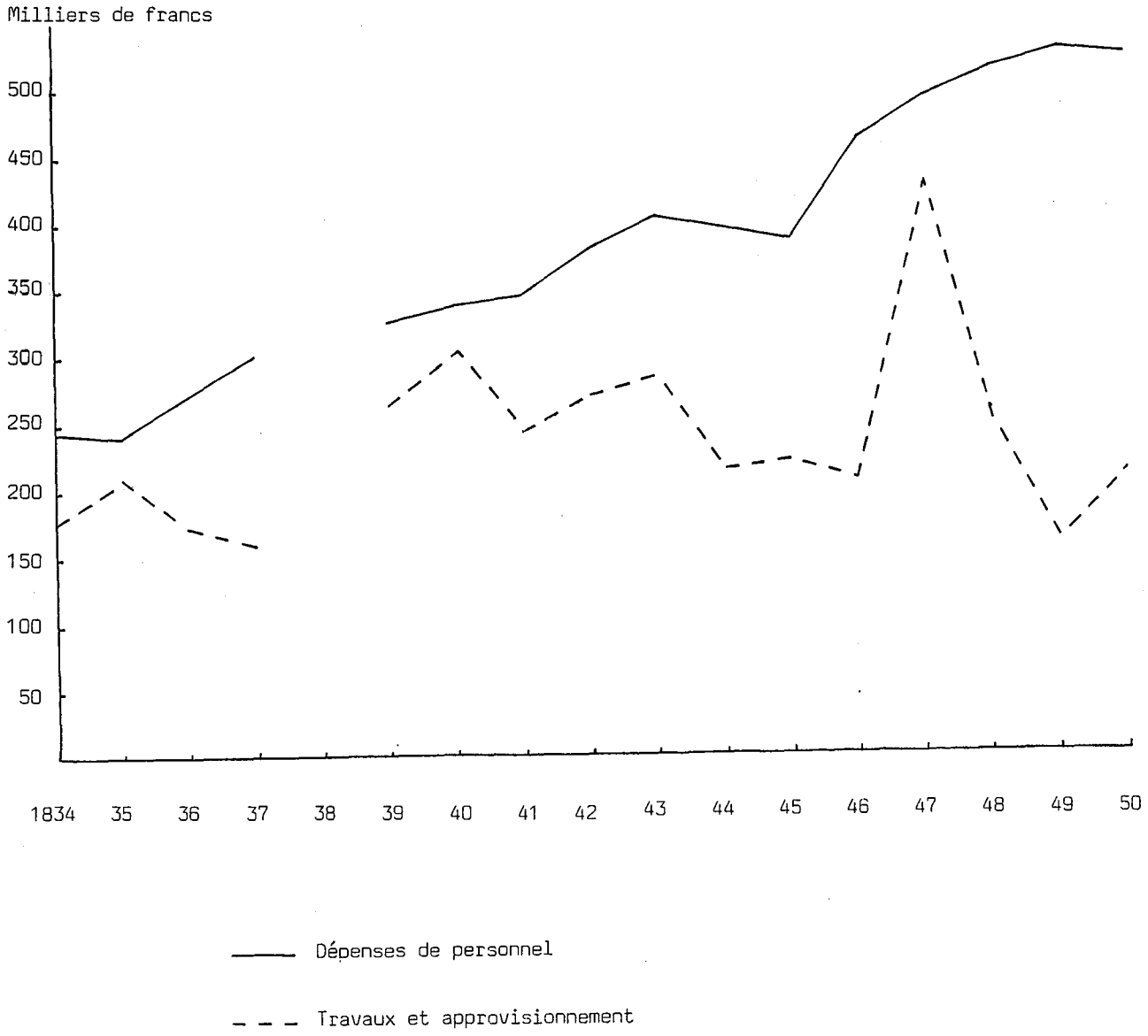
---

(119) En 1849, on assiste à un gonflement tout à fait inattendu des dépenses d'approvisionnement (230.000 F. sont, en effet, consacrés à l'achat de différentes marchandises : tabac en feuilles, verroteries, armes, munitions et autres objets de traite sans qu'on puisse en démêler les raisons). En dehors de 1849, les crédits destinés aux travaux et approvisionnements n'ont dépassé 300.000 F. qu'une seule fois (302.584 F. en 1840).

(120) Les dépenses consacrées aux travaux et approvisionnement représentent respectivement 45,1% (1846), 49,35% (1848) et 41,33% en 1850 des dépenses de personnel. Le pourcentage toujours supérieur à 50% de 1834 à 1845 dépasse 70% en 1834-35, 1839-40, 1842-43 et atteint en particulier 81,69% en 1839 et 89,42% l'année suivante.

GRAPHIQUE 20

EVOLUTION DES DEPENSES DU SENEGAL
1834 - 1850
(personnel, travaux et approvisionnement)



de Louis-Philippe se montrait soucieux d'accroître dans ses budgets la part des dépenses d'investissements productifs. Les problèmes de sécurité leur donnaient un autre sujet de mécontentement. En effet, il leur fallait bien se rendre à l'évidence; le gouvernement rechignait et finalement refusait d'assumer les dépenses qu'ils jugeaient indispensables à la protection de leurs opérations commerciales au moment où les troubles et les incidents se multipliaient sur les rives du fleuve. L'administration coloniale qui avait fait étudier la question par une commission concluait en 1848 à la création de nouveaux postes militaires. Le budget du Sénégal ne pouvant y pourvoir, il fallait faire appel à la métropole mais le ministère redoutant un cinglant désaveu de la part de députés farouchement attachés à une politique de réduction des dépenses, se refusait à présenter une demande de crédit extraordinaire (121). Paris, invoquant une conjoncture particulièrement difficile renvoyait à des temps meilleurs la solution d'un problème auquel étaient confrontés presque quotidiennement les Sénégalais. Aussi ressentaient-ils l'impression pénible de ne pas avoir été compris.

Mais, prompts à dénoncer les carences de la métropole, négociants et marchands se montraient réticents voire hostiles à tout nouvel effort. Pourtant, malgré le relèvement de la patente et de l'impôt sur les maisons en 1848, la pression fiscale demeurait relativement faible. Le ministère ne l'ignorait point mais ne voulait agir dans ce domaine qu'avec la plus extrême prudence. Ainsi, en 1850, le Sénégal restait donc privilégié par rapport aux vieilles colonies.

---

(121) Ministre à gouverneur, 31 octobre 1848, n°97, A N S O M Correspondance générale 217 et du même au même, 31 décembre 1849, n°366,déjà citée.

Le montant des contributions directes représente en 1834 1,57% du mouvement commercial. Par la suite, il oscillera entre 1,43 en 1841 et 2,92% en 1850. Si les mesures prises en 1837-1838 n'ont pas alourdi la pression fiscale, le développement du commerce ayant compensé l'accroissement des impôts, il n'en a pas été de même lors de la crise. De 1,96 et 1,98 en 1846 et 1847, le pourcentage s'élève brutalement à 2,51 en 1848 et poursuit son ascension jusqu'à 2,74 en 1849 et 2,92% l'année suivante. Ainsi, la pression fiscale qui a presque doublé pendant la période 1834-1850 - elle a été multipliée par 1,85 - demeure-t-elle extrêmement modérée.

Prenant conscience de la situation privilégiée du Sénégal, le ministère avait manifesté en 1837 son intention de réduire des disparités qu'il jugeait trop considérables avec les autres possessions françaises (122). Au milieu du siècle, on pouvait constater une amélioration sensible comme le montre le tableau suivant :

---

(122) Ministre à gouverneur, 14 février 1837, n°99, A N S O M Sénégal IX 12 a.

TABLEAU XXXI - PRESSION FISCALE dans les COLONIES FRANCAISES 1834-1850 (en %)

	REUNION	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	SENEGAL
1834	6,63	6,57	6,23	4,28	1,57
1843	5,97	3,73	3,88	4,48	1,53
1844	6,78	4,19	3,64	4,38	1,80
1847	5,93	3,58	3,38	4,27	1,98
1848	6,53	4,58	4,90	5,61	2,51
1849	6,61	4,61	4,55	6,32	2,74
1850	5,79	5,27	4,37	5,74	2,92

Sources: Ministère de la Marine et des Colonies : Notices statistiques des Colonies françaises et Comptes définitifs des dépenses (service colonial)

En effet, alors que la pression fiscale dans les îles à sucre était en 1834 environ quatre fois supérieure à celle du Sénégal, elle était ramenée à moins de deux fois en 1850 (123). Quant à la Guyane dont la situation offre davantage de points de comparaison avec celle des comptoirs de la côte occidentale d'Afrique, l'écart était ramené de 2,72 à 1,97.

Ainsi, seul parmi les possessions françaises, le Sénégal continue de jouir d'une situation très avantageuse sur le plan fiscal. Mais en se refusant à tout accroissement de

---

(123) Le rapport s'établissait en 1834 à 4,22 pour la Réunion, 4,18 pour la Martinique, 3,97 pour la Guadeloupe et en 1850 respectivement à 1,98, 1,90 et 1,50.

leurs charges et en exigeant au contraire tout nouvel effort de la métropole, par exemple en demandant en janvier 1848 par l'intermédiaire du Conseil général une augmentation de 100.000 F. de la subvention, les Sénégalais se condamnaient en définitive à n'obtenir aucune des améliorations de l'outillage économique qu'ils réclamaient par ailleurs (124).

Les crédits dont dispose le Sénégal demeurent donc modestes et le confirment dans le rôle de simple comptoir qui lui a été assigné à la fin des années vingt. Par contre, la Guyane qui paraît offrir beaucoup moins de perspectives d'avenir bénéficie de ressources plus importantes (125).

Ainsi, au terme de cette analyse du budget on constate, d'une part, que contrairement à ce que pensait Hardy les dépenses pour l'ensemble de la période s'étendant de la reprise à 1850 accusent non pas un triplement mais un recul sensible (126). Pendant les vingt années (1830-1850) où le

---

(124) Conseil général, séance du 25 janvier 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c.

(125) En 1840-1841 alors que les dépenses du Sénégal se situaient autour de 745-770.000 F., celles de la Guyane s'élevaient à 900.000 F. environ. La subvention métropolitaine atteignait 350.000 F. pour le Sénégal et 450.000 F. pour la Guyane. Après 1842, la comparaison n'est plus guère possible à la suite de la loi du 25 juin 1841 qui établit un régime budgétaire différent pour ces deux territoires.

(126) Si l'on compare les dépenses des années 1848-1850 à celles du début de la colonisation agricole, le recul s'établit respectivement à 2,79, 2,9 et 2,81 par rapport à 1819 et à 1,57, 1,64 et 1,59 par rapport à 1820.

Sénégal ne se présente plus que comme un simple comptoir leur progression n'a été que très modérée, de l'ordre de 1,6 environ (127). D'autre part, s'il est exact que la métropole s'est imposée des sacrifices financiers au temps de la colonisation agricole, il n'est pas possible de prétendre comme Carrère et Holle que cet effort a été poursuivi au-delà. En effet, en décidant le retour au régime du comptoir, le gouvernement entendait alléger son fardeau et renoncer à toute initiative en matière de développement économique.

En 1850, le problème budgétaire reste entier. La crise l'a révélé dans toute son ampleur en provoquant l'aggravation et l'accumulation des déficits ainsi que l'épuisement de la caisse de réserve. Outre le manque de rigueur dans la gestion, elle a été l'occasion de reposer la question de l'importance respective des contributions de la métropole et du Sénégal. Enfin et surtout elle a mis en pleine lumière la faiblesse des moyens mis à la disposition du gouverneur à un moment où justement autorités locales, commerçants et habitants prenaient conscience des besoins nouveaux et considérables du Sénégal.

b) La faiblesse des moyens administratifs et militaires

Dans l'ensemble, les responsables locaux se plaignent de n'avoir point à leur disposition les moyens en personnel qu'ils jugent nécessaires tant sur le plan des effectifs que

---

(127) En 1848, 1849 et 1850, les dépenses se sont accrues dans une proportion de 1,65, 1,59 et 1,64 par rapport à celles de 1830.

sur le plan de la compétence. A la tête de l'administration, le chef du service administratif ou ordonnateur joue un rôle de premier plan car le Sénégal n'a pas été doté comme les "vieilles colonies" d'une direction de l'Intérieur. Il est donc chargé de l'administration de la Station locale de la Marine et de celle des troupes, de la comptabilité générale de tous les services, de la préparation et de l'exécution du budget ainsi que de la direction supérieure des travaux et de toutes les questions d'ordre économique. Relativement à ces différents domaines, il présente et soutient devant le Conseil d'administration les décisions qu'il a préparées.

Nous disposons de quelques précisions sur les effectifs de l'administration grâce aux documents budgétaires. Ils font apparaître une nette progression, surtout à partir de l'application de l'ordonnance de septembre 1840, véritable charte du Sénégal. En effet, le nombre total des fonctionnaires et employés, qui oscille entre 170 et 185 dans les années 1834-1837, atteint 229 en 1842, 263 en 1844, 286 en 1846, 337 en 1848 et 400 environ en 1849-1850. Ainsi, en une quinzaine d'années, les effectifs auraient plus que doublé (128). Cette tendance se trouve confirmée par les statistiques de

---

(128) Les comptes définitifs du service colonial répartissent fonctionnaires et employés entre les différents services et deux rubriques supplémentaires où figure, pour une large part, le personnel supplémentaire, l'une regroupant concierges, geoliers, canotiers, jardiniers, maîtres de langues etc.. et l'autre intitulée "divers" et en fait consacrée aux commandants de poste, au résident d'Albréda et au personnel africain sous leurs ordres. Il faut être prudent dans l'utilisation des chiffres des documents budgétaires car on constate des fluctuations relativement importantes au niveau des employés subalternes. On peut penser que certains d'entre eux

population (129).

L'accroissement des effectifs, pour sensible qu'il soit, demeure insuffisant par rapport à des tâches chaque année plus nombreuses et plus complexes. En effet, l'augmentation régulière de la population des villes, l'établissement de règlements nouveaux dans les domaines les plus variés et en particulier dans celui du commerce de la gomme avec l'ordonnance de novembre 1842, les progrès des échanges et leur extension vers le sud grâce à l'arachide ne pouvaient manquer d'accroître singulièrement le volume du travail administratif. De plus, il ne faut point méconnaître l'importance des charges supplémentaires imposées au Sénégal par la création en 1843 de comptoirs fortifiés à Grand Bassam et au Gabon. Ils relevaient, en effet, du gouverneur et la solution avait paru naturelle à Bouët, promoteur de ces points d'appui et alors gouverneur du Sénégal. Sans doute, représentaient-ils peu de choses comparés à Saint-Louis et à Gorée mais

---

(128) suite
qui ont d'abord été utilisés d'une manière temporaire et payés en nature émargeant ainsi au chapitre "cession de vivres" ont été finalement intégrés à l'ensemble du personnel. Les statistiques ne nous permettent pas d'établir avec certitude la part respective des Européens, des mulâtres et des noirs.

(129) Les recensements de population comportent une mention "fonctionnaires et employés européens et leur famille." Leur nombre passe de 80 environ à la fin des années trente à plus de 200 en 1850. La progression a été de 2,5, donc comparable à celle que révèlent les documents budgétaires. On peut admettre, étant donné les habitudes de l'époque, que le nombre des femmes et des enfants s'est accru à peu près au même rythme que celui des fonctionnaires.

toute oeuvre nouvelle réclame beaucoup d'attention et d'efforts. Le commandant particulier de Gorée fut chargé des besognes administratives et de l'exécution des directives du gouverneur. L'éloignement compliquait singulièrement sa tâche et trop souvent, il devait prévoir des approvisionnements sans connaître l'état ni les besoins des comptoirs. Dans l'espour d'améliorer cette situation, lorsque fut créée en 1845 la Division navale des côtes occidentales d'Afrique son commandant fut chargé de l'inspection des comptoirs, mais toute la besogne administrative continuait à incomber aux bureaux du Sénégal. D'autre part, le service des Ponts et Chaussées y détachait une partie de son personnel pour l'exécution de travaux importants (130).

L'administration souffre, bien qu'à un degré moindre, de l'instabilité que l'on a déjà constatée dans la direction du Sénégal. En effet, les chefs du service administratif, en principe commissaires de la marine, demeurent à leur poste un peu plus de dix-huit mois contre quinze pour les gouverneurs. Sans doute, ce mal se trouve quelque peu atténué par le fait qu'un certain nombre d'entre eux ont déjà servi à Saint-Louis comme contrôleurs ou inspecteurs. Ils ont donc eu l'occasion de se familiariser avec le fonctionnement des divers services et de prendre la mesure des besoins et des aspirations du Sénégal (131).

---

(130) SCHNAPPER : La politique et le commerce français ... op.cit.p.45

(131) De 1819 jusqu'à janvier 1851, on compte vingt ordonnateurs titulaires et intérimaires, mais il y a eu vingt-cinq prises de fonction, certains d'entre eux ayant été appelés à la tête du service à deux reprises et exceptionnellement à trois comme ce fut le cas pour Thomas. Sur les vingt ordonnateurs, neuf ont été préalablement inspecteurs ou contrôleurs coloniaux.

Par contre, le service judiciaire comme les services techniques (santé, ponts et chaussées), semble-t-il, a bénéficié d'une bien plus grande continuité dans sa direction. En effet, de 1819 à mai 1850, on ne dénombre que dix chefs de service et certains ont exercé leurs fonctions relativement longtemps. C'est le cas de Delaroque (août 1831 - septembre 1837) et de Larcher (septembre 1839 - mai 1850 avec une simple interruption de juillet 1842 à février 1843) (132). En dehors des responsables des différents services, la documentation ne nous permet guère d'apprécier quelle a été la stabilité de l'ensemble du personnel. On sait cependant que les mutations sont relativement fréquentes car le Sénégal jouissant d'une mauvaise réputation parmi les possessions françaises, nombre de fonctionnaires s'efforcent d'obtenir le plus rapidement possible une autre affectation. La situation sanitaire y contribue pour une large part. Si la fièvre jaune a épargné Saint-Louis depuis 1830 et Gorée depuis 1837, il n'en est pas moins vrai que chaque hivernage ramène son cortège de fièvres et de maladies. Le travail des bureaux se trouve alors désorganisé. L'octroi même limité de congés à des employés pour qu'ils puissent rétablir leur santé en France accroît sensiblement les difficultés. Ainsi, l'administration doit-elle constater que les effectifs prévus au budget et jugés insuffisants par les autorités locales se trouvent rarement au complet (133).

---

(132) En mai 1850, Carrère qui est au Sénégal depuis 1840 est appelé à succéder à Larcher. Il conservera ses fonctions jusqu'en 1866.

(133) Le contrôleur colonial p.i. Stéphan à ministre, 25 janvier 1849 : "les mutations incessantes qu'entraînent les maladies dans le personnel du commissariat viennent modifier tous les mois l'organisation arrêtée par le chef du service administratif", A N S O M Sénégal XIX 3a.

Les conséquences d'une telle situation sont évidentes. Ainsi, Pageot des Noutières s'inquiète de voir que "le Sénégal depuis plusieurs années a été commandé mais point administré" (134). D'autre part, il n'hésite pas à affirmer que pendant toute la durée de son gouvernement "le personnel administratif et judiciaire a été très faible sous tous les rapports". Il insiste tout particulièrement sur le grave inconvénient qu'il y a à confier les fonctions d'ordonnateur à des intérimaires pendant de longs mois. Leur position inférieure dans l'ordre hiérarchique

> "tend chaque jour à élever des conflits qui déconsidèrent l'autorité provisoire dont ils sont revêtus tout en rendant impossible une bonne exécution du service ... Au Sénégal, cet état de choses ne devrait se présenter que très rarement et malheureusement les circonstances veulent qu'il soit, pour ainsi dire, permanent".

Enfin il conclut sur la nécessité de maintenir au Sénégal un cadre qui puisse pourvoir à toutes les éventualités (135).

Malgré ce sévère avertissement aucun remède ne devait être apporté dans les années suivantes à une situation aussi fâcheuse. Ainsi, Bertin-Duchâteau après le contrôleur colonial dénonçait à nouveau à la fin de 1847 les graves insuffisances du personnel administratif et judiciaire (136).

---

(134) Pageot des Noutières à ministre, 20 février 1842, A N S O M Sénégal I 24 a.

(135) Rapport du gouverneur p.i. sur la situation du service, 4 février 1843, A N S O M Sénégal I 23 a.

(136) Rapport du contrôleur colonial p.i. 31 décembre 1846; note pour la direction des Colonies, 3 mai 1847.

Faidherbe rencontrera les mêmes difficultés au début de son gouvernement et proclamera avec force en août 1856 que la stabilité du personnel constitue le premier besoin du Sénégal (137). Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si le travail exécuté par l'administration est de très médiocre qualité. Aussi, le ministère ne cesse point de se plaindre du manque de rigueur dans la gestion des deniers publics comme des retards dans l'examen d'affaires importantes et dans l'envoi à Paris des documents de toutes sortes et en particulier des statistiques commerciales.

Les services techniques sont souvent l'objet de critiques sévères. Le génie militaire qui émarge au budget de la métropole exécute les travaux propres aux besoins de l'armée tels que la construction et l'entretien des fortifications, des casernes et des postes de l'intérieur. Cependant, il est également chargé d'apporter aux installations portuaires les améliorations qui paraîtraient nécessaires. L'insuffisance numérique du personnel, dénoncée à plusieurs reprises est apparue particulièrement criante au moment où furent décidés des travaux relativement importants dans les dépendances du Sénégal (138). En 1850, le service du génie comprend deux officiers et quelques gardes et piqueurs détachés dans les postes du fleuve et dans les comptoirs du golfe de Guinée. Il apparaît dans l'incapacité de réaliser les grands travaux qui sont projetés en particulier à Gorée. Il réclame, en con-

---

(136) suite
A N S O M Sénégal XIX 3 a et réponse du ministre à la lettre de Bertin-Duchâteau, 15 novembre 1847, A N S O M Sénégal I 33b.

(137) Faidherbe : mémoire sur la colonie du Sénégal, août 1856, A N S O M Sénégal I 45 a.

(138) Gouverneur à ministre, 7 avril 1845, n°135 et du même au même 2 novembre 1846; n°434, A N S O M Sénégal XVI 6b.

séquence, une augmentation du cadre des officiers (139). Deux ans plus tard, le directeur du dépôt des fortifications, Roux, impute au manque de personnel le fait de ne recevoir du Sénégal que des mémoires contradictoires et insuffisamment étudiés (140).

Pourtant, le génie militaire avait été déchargé de toute construction civile à partir de 1842 lorsqu'un ingénieur colonial fut mis à la tête du service des Ponts-et-Chaussées, mais ce n'est qu'en septembre 1849 que celui-ci fut véritablement organisé par un arrêté du gouverneur (141). Les effectifs s'élevèrent de quatre en 1834 à onze en 1842 et à treize en 1850 (142). Le service semble fonctionner à la convenance de Baudin mais en fait la faiblesse de ses effectifs et le manque de crédits lui interdisent toute entreprise importante.

L'administration prêtait une attention particulière au service des ports qui assurait en particulier le passage de la barre. Les pilotes effectuaient selon Pageot des Nou-

---

(139) Mémoire de remise de service, 16 août 1850, déjà cité.

(140) Directeur du dépôt des Fortifications des Colonies à directeur des Colonies, 9 juin 1852, A N S O M DFC Sénégal 86 dossier 556.

(141) Arrêté du 22 septembre 1849, B A S 1849-1850, p.103.

(142) D'après les comptes définitifs du budget service colonial. En 1850 le service comprend un ingénieur colonial en résidence à Saint-Louis, un sous-ingénieur à Gorée, sept conducteurs de travaux et quatre conducteurs auxiliaires. En fait à cette date le service est dirigé par Dubut sous-ingénieur.

tières un bon travail depuis qu'un arrêté de 1840 avait amélioré les conditions de leur recrutement et donné ainsi aux commerçants et aux compagnies d'assurance les garanties qu'ils exigeaient (143). Bien que les effectifs aient été augmentés depuis plusieurs années, le service de la barre ne répondait plus aux besoins du trafic. Pour les négociants, il n'y avait de solution efficace que dans la création d'un système de remorquage par navires à vapeur mais les autorités se refusaient à engager les dépenses nécessaires.

Enfin, de l'avis de tous les gouverneurs, un des services qui fonctionnait le plus mal était celui des douanes. Cette situation fâcheuse pour le Sénégal s'expliquait par deux raisons majeures : les insuffisances d'un personnel incompétent et trop peu nombreux d'une part, les carences des textes réglementaires d'autre part.

Le service des douanes ne disposait point de personnel propre. En effet, il était confié aux employés du commissariat de la marine qui, absorbés par d'autres tâches ne pouvaient y consacrer qu'un temps limité. Comme, par ailleurs, ils étaient l'objet de fréquentes mutations, ils ne pouvaient acquérir l'expérience indispensable (144). D'autre part, les militaires détachés du bataillon jouaient le rôle de préposés chargés de procéder dans les deux ports du Sénégal aux vérifications et

---

(143) Peu après la reprise, le service du pilotage avait été organisé sommairement par l'arrêté du 24 octobre 1822. Celui du 21 juin 1840 fixait d'une manière précise les conditions exigées des pilotes africains et européens, B A S 1819-1842, pp.44 et 553.

(144) Ministre de la Marine à gouverneur, 26 novembre 1841, A N S O M Correspondance générale 195, fol.429.

aux contrôles nécessaires. Inutile de dire qu'ils n'avaient reçu aucune formation spéciale et qu'ils n'avaient qu'une connaissance rudimentaire des règlements (145). A cette situation déplorée depuis longtemps par les autorités locales, Pageot des Noutières demandait en 1841 de porter partiellement remède en désignant deux vérificateurs, l'un pour Saint-Louis, l'autre pour Gorée. Il faudra attendre 1848 pour que ces deux postes soient enfin inscrits au budget (146). Mais cette amélioration ooncédée après tant d'années d'attente fut malgré les efforts du directeur général des douanes remise en cause par les sévères réductions de dépenses décidées au lendemain de la Révolution de février (147). En conséquence, un seul vérificateur fut maintenu au Sénégal (148).

L'actif gouverneur Pageot des Noutières voulut faire disparaître l'autre obstacle au bon fonctionnement du service des douanes : l'ambiguité et les contradictions de la législation. Il entreprit de fondre en un seul code tous les règlements et ordonnances, décisions et lois qui régissent le service des douanes afin d'en faciliter l'application aux employés. Pour ce travail, il prit conseil auprès de l'inspec-

---

(145) Inspecteur p.i. Thomas à ministre, 1er mai 1832, A N S O M Sénégal XIX 2 a.

(146) Ministre à gouverneur 27 novembre 1847, n°448, A N S O M Correspondance générale 214, fol.790.

(147) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 27 septembre 1848. Les deux vérificateurs venaient de prendre leurs fonctions en mai, A N S O M Correspondance générale 218.

(148) Baudin, mémoire de remise de service, 16 août 1850, déjà cité.

teur des douanes, Itier, qui, chargé d'une mission en Guyane, devait également s'enquérir de la situation au Sénégal (149). Les efforts de Pageot des Noutières aboutirent à la rédaction de l'important arrêté du 24 décembre 1842. Mais le ministère, tout en reconnaissant ses mérites refusa de le sanctionner pour la raison que la législation des douanes dans les possessions secondaires ne pouvait être réglée que par une ordonnance royale (150). Pourtant, on ne prit aucune initiative à Paris. Mais à la suite de sérieuses difficultés rencontrées par l'administration de Saint-Louis, le gouverneur Gramont se décida en août 1847 à demander l'application de l'arrêté de 1842 "au cas où une nouvelle législation de douane ne serait pas préparée" (151). Le ministre de la Marine rappela alors à son collègue des Finances l'urgente nécessité de prendre une ordonnance qui assure au service des douanes les moyens indispensables à une action efficace (152). Mais la Révolution de 1848 devait ajourner toute décision (153).

Les conséquences de l'absence d'organisation du service des douanes sont nombreuses et graves. On constate tout d'abord des désordres dans les écritures et en particulier des erreurs et des retards dans la production des rapports mensuels et annuels. Par ailleurs, trop de laxisme, en l'oc-

---

(149) Gouverneur à ministre, 31 décembre 1842, n°458, A N S O M Sénégal IX 16 a.

(150) Ministre à gouverneur, 22 août 1843, n°227, ibid.

(151) Gouverneur à ministre, 18 août 1847, n°279, ibid.

(152) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 10 décembre 1847, ibid.

(153) Rapport au ministre de la Marine, 27 novembre 1848, A N S O M Sénégal IX 16 f.

curence l'acceptation pour le recouvrement des droits de billets à ordre à échéance de six mois provoque d'importants arriérés. Ceux-ci qui s'élevaient déjà pour Saint-Louis à plus de 60.000 F. en 1841 ont atteint 125.000 F., soit plus du double en 1847 (154). Mais ce n'est ni le seul ni le plus important des préjudices subis par la caisse coloniale : la contrebande et la fraude constituent, en effet, des maux endémiques.

Le service des douanes, faute de personnel et d'embarcations, est impuissant à empêcher les progrès de la contrebande sur la presqu'île du cap Vert. En effet, les négociants de Gorée y installent des dépôts de marchandises étrangères qu'ils ne peuvent recevoir directement et qui leur sont livrées par des navires américains. Dans ces conditions, le régime douanier prohibitif de Gorée apparaît impraticable. (155). D'autre part, l'administration n'a pas les moyens de procéder autant qu'il serait nécessaire à la vérification des déclarations effectuées par les commerçants. Enfin, l'insuffisance des textes réglementaires rend aléatoire voire impossible toute poursuite contre les auteurs d'infractions. En effet, l'administration conservait un souvenir amer de plu-

---

(154) Ministre à gouverneur, 27 août 1841, A N S O M Correspondance générale 195, fol.401, et ministre à gouverneur, 21 mai 1847, ibid, Correspondance générale 214, fol.748.

(155) L'inspecteur principal des douanes, ITIER, a évoqué le problème de la contrebande dans sa brochure : Du commerce français à la côte occidentale d'Afrique, déjà citée. Voir aussi, ministre de la Marine à ministre du Commerce, 22 août 1845, A N S O M Correspondance générale 208, fol. 584 ; ministre de la Marine à ministre des Finances, 9 janvier 1850, ibid. Correspondance gé-

sieurs procès qui avaient tourné à sa confusion (156).

Comment expliquer qu'aucune mesure sérieuse n'ait été prise pour porter remède aux carences graves du service des douanes dénoncées depuis de longues années par les responsables tant à Saint-Louis qu'au ministère de la Marine. Les raisons budgétaires peuvent-elle justifier le refus d'envoyer au Sénégal un personnel compétent alors que celui-ci par une lutte efficace contre les abus aurait pu accroître sensiblement les rentrées de la caisse coloniale ? Comment ne pas s'étonner de l'incohérence et de la légèreté du ministère qui, après avoir si longtemps gémi sur les désordres des douanes sénégalaises affirme en septembre 1848 que les réductions à opérer sur le budget ne nuiront pas à l'efficacité du service (157). Enfin, l'inertie du ministère des Finances ne manque point de surprendre. En effet, pour préparer l'ordonnance qui était juridiquement nécessaire, ne disposait-il pas avec l'arrêté de Pageot des Noutières d'un document de

---

(155) suite
nérale 222, fol.543. Sur le régime douanier de Gorée, voir chapitre XII.

(156) Ainsi, en 1847, une fausse déclaration sur la longueur des pièces de sucreton avait entraîné une saisie qui fut déclarée nulle par le tribunal correctionnel. L'administration ayant fait appel, la cour confirme le jugement sous le prétexte que le cas de fausse déclaration n'était pas prévu dans le règlement du 29 septembre 1828. On comprend que Pageot des Noutières et les autres gouverneurs du Sénégal aient désiré réformer cette législation si indigente. A N S O M Sénégal IX 16 a.

(157) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 27 septembre 1848, A N S O M Correspondance générale 218. Ministre de la Marine à ministre des Finances, 10 décembre 1847, déjà citée.

base dont on se plaisait à reconnaître en haut lieu la qualité (158).

Le maintien d'une situation aussi fâcheuse peut s'expliquer par l'absence de collaboration entre les deux ministères et surtout par le caractère secondaire de la question alors que de bien plus graves préoccupations assaillent la direction des Colonies. Peut-être celle-ci hésitait-elle devant une politique de rigueur et de fermeté qui risquait d'indisposer les négociants, grands bénéficiaires des insuffisances du service des douanes.

Pas plus que l'administration, les forces militaires ne disposent des moyens nécessaires pour accomplir d'une manière satisfaisante les missions qui leur sont assignées. Or celles-ci sont particulièrement nombreuses et ne se limitent point au seul aspect militaire.

Tout d'abord, les forces terrestres et navales doivent parer à toute attaque provenant d'une puissance européenne. Le souvenir des conflits du XVIIIe siècle et de la période révolutionnaire et impériale à la côte occidentale d'Afrique ne s'est point effacé. La recherche des moyens susceptibles d'améliorer le système des fortifications à partir des années trente en porte témoignage. C'est surtout sur Gorée que se porte l'attention et tout naturellement se fait

---

(158) Le plan de Creuly dressé le 22 août 1846 s'inspire de la préoccupation majeure de retirer à"un ennemi maître de la mer", l'Angleterre évidemment, les moyens de s'emparer de Gorée par un simple blocus en privant l'île de tout ravitaillement provenant de la presqu' île du cap Vert. Il avait donc prévu sur celle-ci la construction de plusieurs ouvrages. A l'abri de ceux-ci,

jour l'idée qu'il ne peut avoir de protection efficace de l'île sans la construction d'un fort sur la presqu'île du cap Vert. Le capitaine de frégate Dagorne l'avait exprimée en 1836 et le comité des fortifications au ministère l'avait reprise en 1842 et la faisait étudier. Enfin, quelque temps après, le chef de bataillon du génie, Creuly était chargé de dresser un plan complet de fortifications qui fut approuvé à Paris mais dont l'exécution fut différée. Mais l'essentiel des activités des forces militaires se situe ailleurs.

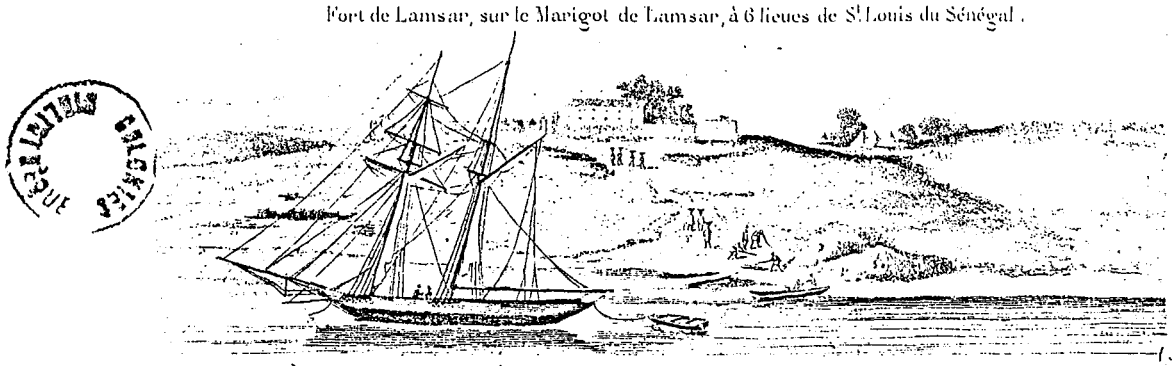
Elles ont premièrement pour tâche de faire respecter le drapeau français partout où il est hissé, c'est-à-dire sur les postes. En 1850 on en dénombre sept, soit six échelonnés le long du Sénégal ou placée dans les régions avoisinantes : Lampsar, Richard-Toll, Dagana, Bakel, Mérinaghen et Sénoudébou et un en Casamance à Sédhiou. Il est bien évident qu'à moins de renoncer à toute influence, les garnisons des postes doivent assurer aux populations qui se sont fixées à proximité une protection efficace. Mais au-delà de cette attitude purement défensive, l'intérêt de la France peut exiger de porter le combat contre tout état africain qui se poserait en rival dangereux en tentant d'asservir ses voisins et de remettre en cause l'équilibre politique existant. Les Trarza en constituent le meilleur exemple qui cherchaient à dominer le Walo et à étendre par leurs intrigues leur autorité sur les Brakna. Il importe également que dans le jeu diplomatique qu'elle est appelée à mener la France puisse honorer les engagements qu'elle a contractés avec ses alliés.

---

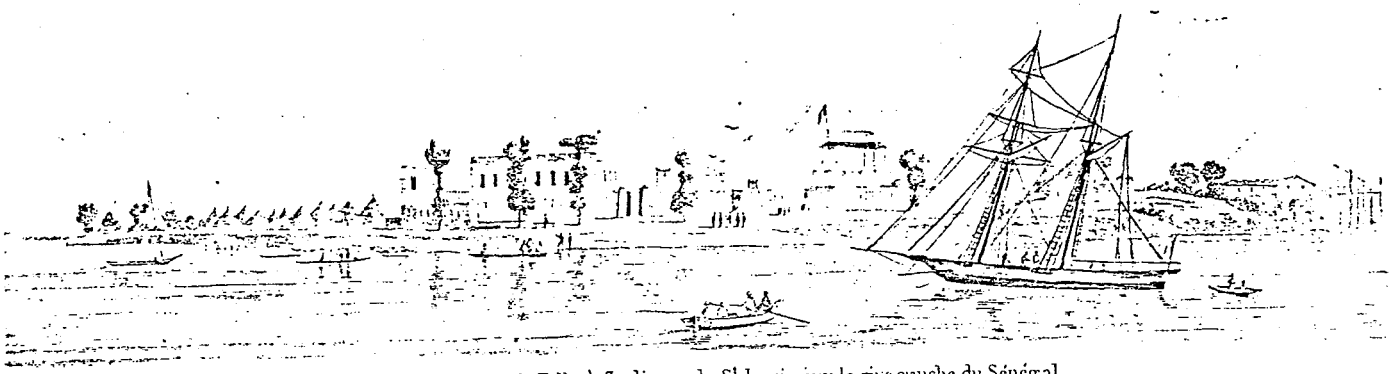
(158) suite
la flotte française pouvait également trouver en temps de guerre une excellente relâche. FAURE, Histoire de la presqu'île du cap Vert ..., op.cit., pp.104 et CHARPY, La fondation de Dakar, op.cit., pp.15-16.



Fort de Lamsar, sur le Marigot de Lamsar, à 6 lieues de St Louis du Sénégal.



Fort de Merina-Ghène, sur les bords du Lac Panié-foule, à 13 lieues de St Louis et sur le même parallèle.



Fortin de Richard-Toll, à 30 lieues de St Louis sur la rive gauche du Sénégal.

PLANCHE 11 FORTS DU SENEGAL : LAMPSAR,MERINAGHEN, RICHARD-TOLL

La sécurité du commerce constitue un autre impératif. Cependant cela ne signifie nullement que tous les traitants qui se dispersent dans l'intérieur en quête de clients bénéficient en cas de difficultés graves d'un soutien armé. Mais, il est non moins évident qu'à partir du moment où en un point donné des échanges réguliers se développent, il est bien difficile pour les autorités d'assister sans réagir à d'éventuelles attaques contre ces nouveaux marchés. Elles peuvent même dans l'espoir de les mettre à l'abri de tout acte hostile, décider la construction de nouveaux postes.

D'autre part, la liberté de mouvement sur le Sénégal est primordiale à la fois sur le plan politique et sur le plan commercial. Il est, en effet vital que soient maintenues les communications entre Saint-Louis et le poste de Bakel et que les traitants puissent trafiquer le long de ses rives ainsi que monter à Galam et en redescendre à l'abri des attaques et des pillages. De même les commerçants qui fréquentent la côte depuis la presqu'île du cap Vert jusqu'au Rio Nunez sont en droit d'attendre la même protection.

Mais les militaires ne sont pas uniquement affectés à des missions de protection et de représailles; ils remplissent aussi des fonctions diplomatiques et administratives. Le commandant supérieur des escales, par exemple, est chargé non seulement d'assurer avec le concours des commandants des navires stationnaires la sécurité de la traite des gommes mais aussi de maintenir les contacts avec les princes maures et éventuellement de conclure avec eux traités et conventions. Il est en outre chargé de la police des escales et de veiller au respect des règlements par les traitants. La direction des Affaires extérieures créée, on l'a vue, en 1844, a été confiée à des officiers sauf pendant une courte période.

En général, la responsabilité des postes incombe aux militaires, sous-lieutenant, lieutenant ou capitaine d'infanterie suivant leur importance. Cependant Bakel constitue une exception de taille. De mauvaises conditions sanitaires ont rapidement contraint l'administration à renoncer à y maintenir une garnison européenne. Elle a donc confié le poste pendant de longues années à des hommes de couleur qui ont sous leurs ordres un détachement de soldats noirs (159). Le gouverneur Charmasson remarquait en 1840 "qu'il serait sans doute préférable que ce soit un officier de troupes mais sous le rapport politique un indigène vaut mieux" (160).

Les commandants de poste sont investis de missions variées pour lesquelles ils sont souvent mal préparés. Ils doivent, en particulier, assurer la paix nécessaire aux échanges et, pour parer à toute éventualité, maintenir leur petite troupe en état de résister efficacement à toute attaque; enfin, il leur faut étudier les meilleurs moyens d'accroître le commerce.

Enfin des sous-officiers et des soldats peuvent être aussi affectés à des tâches diverses. Une vingtaine d'entre eux servent comme préposés des douanes à Saint-Louis et à Gorée (161). D'autres constituent la brigade de gendarmerie

---

(159) Louis Alin a été commandant de Bakel de 1830 à 1840 puis Paul Holle lui a succédé jusqu'en 1846. Ensuite le poste a été de nouveau confié à des Européens, Hecquard, un ancien spahi puis, à partir de 1850 à Rey un ancien commerçant. Faidherbe ramènera les officiers à la tête du poste.

(160) Gouverneur à ministre, 10 septembre 1840, AN dossier personnel Paul Holle EE 1147.

(161) En 1850, vingt-quatre militaires sont affectés au service des douanes d'après les comptes définitifs du budget.

que Bouët a créée en 1843 pour tenter de juguler les progrès de la délinquance à Saint-Louis (162). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que le Sénégal détache auprès des nouveaux comptoirs du golfe de Guinée des soldats indigènes et quelques officiers européens (163). Face à ces multiples tâches dispersées sur des centaines, voire des milliers de kilomètres, quels sont les moyens mis par Paris à la disposition des autorités du Sénégal ?

En 1850, la garnison sous les ordres du commandant Guillabert comprend un bataillon d'infanterie de marine renforcé par une compagnie de soldats noirs, un détachement d'artillerie et un escadron de spahis. En cas de difficultés majeures, le gouverneur a toujours la possibilité d'accroître sensiblement ses ressources en hommes en ordonnant la levée de la milice.

L'infanterie, rattachée pour ordre au 3e Régiment d'infanterie de marine dispose alors d'un effectif réglementaire de 566 soldats européens, en augmentation sur celui de la fin des années trente qui s'élevait à 430 hommes environ. Par contre l'artillerie qui, pendant de longues années a été forte d'une compagnie a été amputée d'une section à la suite des économies budgétaires décidées en 1848. Dans l'esprit du ministre cette décision ne doit avoir aucune conséquence fâcheuse, car il était toujours possible en cas de conflit d'utiliser le détachement d'ouvriers d'artillerie que commandait un lieutenant.

---

(162) Gouverneur à ministre, 20 janvier 1844, n°24,A N S O M Sénégal IX 4.

(163) Le bataillon d'infanterie de marine détache un capitaine au Gabon, un lieutenant ou un sous-lieutenant à Assinie et à Grand Bassam. Baudin, mémoire de remise de service 16 août 1850, déjà cité.

L'escadron de spahis constitue l'élément nouveau de la garnison. A plusieurs reprises, l'absence de cavalerie avait été déplorée. Bouët, en particulier, dès 1840 avait réclamé l'envoi de spahis au Sénégal et Pageot des Noutières, deux ans plus tard, une compagnie de cent cavaliers (164). C'est finalement Bouët qui, à l'occasion d'une mission accomplie en Algérie avant de prendre le gouvernement du Sénégal, fut chargé de préparer la création d'une petite unité. Elle débarquera avec lui à Saint-Louis en février 1843 (165). Rattachée à un régiment d'Algérie et comprenant des soldats français et arabes, ses effectifs très faibles au départ, ont été progressivement accrus dans les années suivantes (166).

La milice apporte un renfort non négligeable dans les opérations menées sur le fleuve. Ainsi, lors de la prise du village de Fanaye dans le Fouta en juillet 1849, Baudin dispose de 250 laptots, soit un peu plus du tiers des effectifs engagés (167). L'organisation de la milice a été mise en place

---

(164) Bouët, notes à la direction des colonies, septembre 1840, A N S O M Sénégal IV 19 a; Pageot des Noutières à ministre, 4 juillet 1842, n°228, A N S O M Sénégal I 24 a.

(165) PASQUIER (R). L'influence de l'expérience algérienne, déjà cité.

(166) En 1846, l'effectif réglementaire du peloton s'élevait à 28 hommes, soit 7 officiers et sous-officiers, 10 spahis français et 11 arabes. A ce chiffre s'ajoutait 10 Sénégalais, ANS AOF 13G 22. En 1850, il approchait de la centaine.

(167) L'expédition de Baudin comprenait outre les laptots, 350 fantassins, 30 artilleurs et 44 spahis; gouverneur à ministre, 27 juillet 1849, n°271, A N S O M Sénégal I 35 a.

au début de la Monarchie de Juillet. En effet, au lendemain des événements parisiens, habitants notables et européens de Saint-Louis, avaient pris l'initiative de créer, comme en métropole, une garde nationale. Mais, il fallut attendre janvier 1833 pour lui donner une existence légale. En effet, d'âpres discussions avaient surgi qui révélèrent la difficulté, voire l'impossibilité de faire coexister dans une même troupe blancs, mulâtres et noirs. L'arrêté pris par le gouverneur Renault de Saint-Germain qui, dans ses dispositions générales, s'inspirait de la loi du 22 mars 1831 sur la garde nationale consacra ces distinctions raciales . Tous les habitants de condition libre, âgés de seize à cinquante-cinq ans sont appelés à servir. Le gouverneur, chef de la milice, dénomination qui a été préférée à celle de garde nationale, nomme le chef de bataillon qui en assure le commandement effectif. L'arrêté prévoit d'une part, une compagnie d'artillerie et trois de fusiliers composées de "miliciens chrétiens" et d'autre part, quatre compagnies de tirailleurs constituées de "miliciens mahométans" (168).

L'ordonnance organique de septembre 1840 ayant nécessité un nouvel arrêté, Bouët en profita pour apporter d'importantes précisions. En particulier, il établit une distinction entre milice sédentaire ou "régulière" et milice active ou "irrégulière". La première est chargée en temps normal du maintien de l'ordre et de la paix publique et en temps de guerre de la défense de Saint-Louis et de Gorée. La seconde, constituée essentiellement de laptots, doit, à la première ré-

---

(168) Arrêté du 31 janvier 1833, B A S 1819-1842, pp.388-399. Dans la réalité, on observera que les Européens serviront de préférence dans l'artillerie et les mulâtres comme fusiliers.

quisition du gouverneur, prendre les armes pour aller combattre avec les troupes de la garnison (169). La milice irrégulière, la seule à participer à la plupart des expéditions menées sur le fleuve contre les adversaires de la France a apporté un concours, en général, apprécié par les gouverneurs.

Par contre, à l'intérieur de la garnison, la compagnie de fantassins africains ne joue qu'un rôle des plus effacés. Bien qu'au budget de 1845 son effectif eut été porté de 200 à 300 hommes, on n'en dénombrait que 190 sous les armes en 1850 (170). Elle ne constitue en aucune manière une unité appelée à combattre, puisque ses hommes sont pour la plus grande part répartis non seulement dans les postes du fleuve mais aussi dans ceux de Sédhiou, de Grand Bassam, d'Assinie et du Gabon et qu'ils sont par ailleurs confinés dans des besognes de manoeuvres (171).

Pourtant dès le retour de la France au Sénégal, un des objectifs des autorités avait été de créer une troupe noire capable de renforcer les soldats européens trop souvent victimes du climat. Plusieurs tentatives d'organisation en 1828, en 1830 puis en 1836 à la suite d'un projet du capitaine Caille témoignent des difficultés de l'entreprise. A Paris, le ministère s'obstine à considérer le Sénégal comme un réservoir d'hommes à la suite de recrutement pour la Guyane et pour Madagascar. Mais sur place, les gouverneurs qui avaient

---

(169) Arrêté du 15 juillet 1843, B A S 1843-1844, pp.78-86. Bouët a nommé Durand-Valantin commandant de la milice "régulière". En 1850, son adjoint, le négociant B.Jaume lui a succédé. Voir également le dossier consacré à la milice dans A N S O M Sénégal XVI 32a.

(170) Baudin, mémoire de remise de service, déjà cité.

(171) Au 1er mai 1851, sur 167 hommes, 150 étaient répartis dans les postes.

bien du mal à exécuter les ordres de la métropole et qui n'arrivaient point à maintenir au complet l'effectif de la compagnie indigène, professaient un avis différent. D'ailleurs, ils ne s'accordaient point entre eux sur les méthodes et les lieux de recrutement ni sur la valeur des soldats noirs. En général, c'est dans le cadre du système des engagés à temps destiné à fournir aux comptoirs la main-d'oeuvre dont ils avaient besoin que l'armée rachetait dans le haut fleuve les hommes dont elle espérait faire des soldats. Mais lorsque l'introduction des engagés à temps fut interdite en 1844, l'Etat se réserva le droit de continuer à recruter sur le fleuve parmi les Bambara. La Compagnie de Galam fut chargée des opérations de rachat mais en 1848 elle fut dissoute. Alors le problème du recrutement se posa avec acuité (172). Certains officiers comme le capitaine Deyris chargé d'étudier le problème des troupes noires faisaient confiance aux enrôlements volontaires tandis que d'autres préconisaient l'application dans les deux comptoirs de la loi française sur le recrutement. En fait ces solutions étaient loin de permettre la nécessaire reconstitution des troupes africaines. En effet, le métier des armes, mal considéré et mal rétribué attirait peu et d'autre part la loi sur le recrutement, outre qu'elle ne pourrait fournir qu'un nombre limité de soldats soulevait de telles difficultés politiques que le gouverneur Baudin la jugeait impossible à appliquer (173).

---

(172) ZUCCARELLI (F.). Le régime des engagés à temps au Sénégal 1817-1848, Cahiers d'Etudes Africaines, II, 7, 1962, pp.420-461.

(173) Gouverneur à ministre, 5 septembre 1849, n°340, ANS AOF 2B 30. Sur cette question des troupes africaines, voir FAURE (Cl). La garnison européenne du Sénégal et le recrutement des premières troupes noires 1779-1858, R H C 2e semestre 1920, pp.5-108 et GENTIL (P.): Soldats du Sénégal du colonel Schmaltz au général Faidherbe 1816-1865, 1975, ronéoté.

Ainsi, au milieu du siècle, la réorganisation des troupes noires s'imposait. Tout d'abord, il importait de renverser la tendance qui s'était manifestée dans l'évolution respective des effectifs des soldats africains et européens. En effet, de 1839 à 1850, les premiers n'avaient augmenté que de 50% tandis que les seconds avaient plus que doublé (174). Une augmentation importante des troupes indigènes apparaissait d'autant plus nécessaire que la proportion de soldats blancs décimés par le climat demeurait, malgré quelques progrès, encore trop élevée. En effet, le taux de mortalité annuel qui s'élevait à 6,17% pendant la période 1838-1847, se situait autour de 5% pour les années 1848-1851. Mais, le Sénégal vivait encore sous la terrible réputation que lui avaient valu les hécatombes provoquées par l'épidémie de fièvre jaune de 1830 (175). D'autre part, chaque année, après l'hivernage, le nombre des soldats valides se trouve réduit d'un cinquième environ rendant ainsi impossible toute entrée en campagne dès le retour de la bonne saison (176).

---

(174) Ainsi le nombre des Africains sous les drapeaux passe de 132 à 190 et celui des Européens de 358 à 849. Les premiers représentent 37% de l'effectif des soldats blancs en 1839 et seulement 22,4% en 1850.

(175) En 1830, 57,31% des soldats européens ont succombé à l'épidémie et encore 27,69% l'année suivante. Pour la période 1819-1847, le Sénégal arrive en tête de toutes les colonies avec un taux de 12,13% contre 10,04% pour la Martinique, 9,63% pour la Guadeloupe, 3,21% pour la Réunion et 2,81 pour la Guyane : Statistique coloniale, mortalité des troupes aux colonies, Revue coloniale,2e série, t.X, juin 1853, pp.473-481.

(176) Gouverneur (Protet) à ministre, 5 novembre 1850, n°512, A N S O M Sénégal I 37b.

Des forces navales participent également à la protection du commerce celles de la Station locale et celles de la Division des Côtes occidentales d'Afrique. La Station locale qui dépend du gouverneur, consacre la majeure partie de ses efforts à maintenir la liberté de la navigation sur le fleuve, cette artère vitale pour le commerce. Elle assure, d'autre part, les liaisons entre Saint-Louis, Gorée, Albréda, Carabane et Sédhiou. Enfin elle surveille à l'occasion, les côtes de Mauritanie afin de déjouer les tentatives anglaises de commerce illicite à Portendick. La Division navale, basée à Gorée, prend en charge la protection des activités des négociants et des traitants sur tous les points de la côte qu'ils fréquentent entre la presqu'île du cap Vert et la Sierra Leone. En outre, elle peut être appelée à participer aux mesures que requiert l'intérêt du Sénégal en apportant son concours à la Station locale (177). Ce fut le cas par exemple, en 1835, à l'occasion du blocus de Portendick et en février 1850 lors de l'opération dirigée par Baudin sur les rives du Sénégal (178). Mais cette aide ne pouvait qu'être exceptionnelle car la Division qui avait près de cinq mille kilomètres de côtes à surveiller ne pouvait intervenir que si un de ses navires se trouvait à Gorée ou à proximité du Sénégal.

Dans les années 1848-1850, la Station locale comprend quatre navires à vapeur dont un est affecté à Grand Bassam, trois goëlettes qui servent de stationnaires aux basses esca-

---

(177) Cette double mission de la Division navale est rappelée d'une manière très nette par le ministre de la Marine au Contre-amiral Montagniès de la Roque dans sa dépêche du 4 mars 1848, n°1, A N S O M Correspondance générale 217.

(178) Baudin signale l'appui que lui a donné Bouët-Willaumez dans sa lettre au ministre du 18 février 1850, n°86, ANS AOF 2B 30.

les pendant la traite de la gomme, un brick destiné à transporter vivres et approvisionnements aux comptoirs du golfe de Guinée et enfin un cotre mis à la disposition du commandant particulier de Gorée pour le service de la Casamance (179).

Les moyens mis à la disposition de la Station du Sénégal ont fait souvent l'objet de critiques. Pourtant, le ministère n'avait pas hésité à la doter dès 1821 de deux navires à vapeur (180). Mais cette technique nouvelle qui en principe devait rendre plus rapides les mouvements sur le fleuve posait en réalité des problèmes d'autant plus graves qu'elle était introduite dans un pays qui n'était pas préparé à la recevoir. Les avaries étaient fréquentes et les moyens de les réparer très limités. Les coûts de fonctionnement parurent si élevés qu'on se décida à utiliser le plus possible le bois comme combustible afin de réduire les importations de charbon. En définitive, l'état des navires à vapeur laissait souvent à désirer. Il en était de même pour les bâtiments à voiles affectés généralement au Sénégal après de longues années de navigation (181). Ainsi, en 1846, une commission dut constater l'inaptitude à la navigation de trois goëlettes de l'Etat

---

(179) Sur la composition de la Station du Sénégal, voir le rapport du contrôleur colonial p.i. du 25 janvier 1849, A N S O M Sénégal XIX 3 a et mémoire de remise de service de Baudin, 16 août 1850 déjà cité.

(180) Etat des bâtiments du roi affectés au service du Sénégal en 1821, ANS AOF P 224.

(181) Ainsi Pageot des Noutières dans un rapport d'ensemble de février 1843 signale que la plupart des bâtiments sont en mauvais état. La situation ne paraît pas avoir évolué dix ans plus tard : notes à la direction du matériel et au cabinet du ministre, 19 mai 1854, A N S O M Correspondance générale 230.

(182). La Station entretient au milieu du siècle environ deux cent cinquante hommes d'équipage. Elle fait un large appel aux Africains et ne semble pas avoir rencontré de trop grandes difficultés pour les recruter (183).

La Division navale le plus souvent n'a pas bénéficié de moyens suffisants pour faire face à l'immensité de ses tâches. En effet, la Station des côtes occidentales d'Afrique qui aurait dû être forte de quatorze bâtiments à partir de 1831 ne les obtint qu'en 1843 seulement. Sans doute, en 1845, à la suite de la signature de la convention franco-anglaise relative à la répression de la traite, fut-elle réorganisée et renforcée pour constituer une Division de vingt-cinq bâtiments (184). Mais cette imposante escadre n'eut qu'une existence éphémère car, à la suite de restrictions budgétaires draconiennes, elle fut réduite dès le milieu de 1848 à un effectif squelettique (185). Parallèlement l'atelier créé

---

(182) Arrêté du 18 mai 1846, B A S 1845-1846, p.124.

(183) Arrêté du 14 décembre 1848 fixant l'objectif des équipages de la flotille du Sénégal à 222 h. B A S 1847-1848, p.300, celui du 30 décembre 1850 le fixait à 252, B A S 1849-1850, p.242. Les équipages sont constitués de capitaines de rivière, de gourmets, de laptots, de mousses, de charpentiers, de boulangers, de pileuses ainsi que de maîtres de langues.

(184) L'organisation prévoyait la répartition de l'escadre en six secteurs; celui du cap Vert et des Bissagos auquel était affecté deux navires intéressait directement le commerce sénégalais.

(185) Le nombre des navires à la disposition de Bouët-Willaumez pendant son temps de commandement de novembre 1848 à avril 1850 oscilla entre sept et dix.

à Gorée en 1846 fut supprimé, rendant difficiles l'entretien et la réparation des navires.

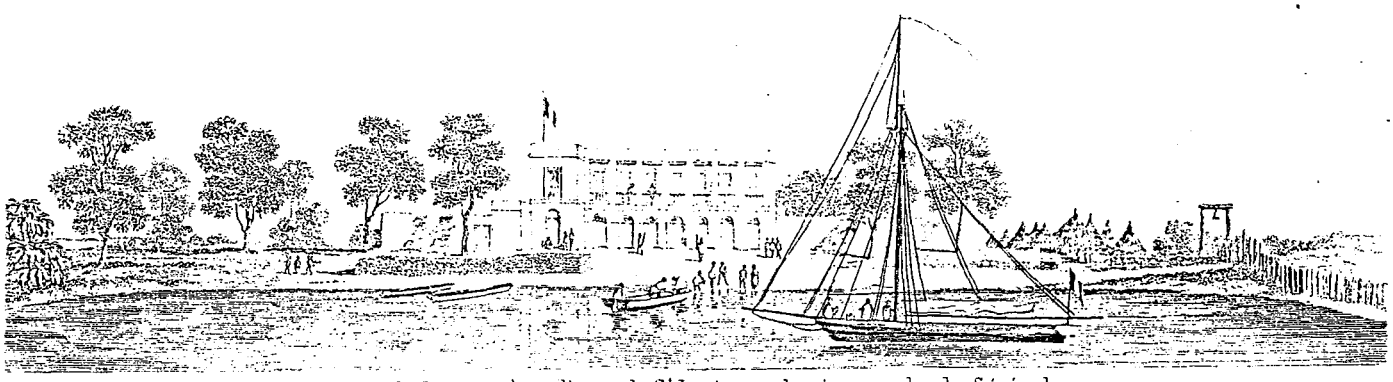
Les forces militaires, par suite de l'insuffisance de leurs moyens encore aggravée par les restrictions de crédits décidées au lendemain de la révolution de février sont, comme le constatent presque tous les gouverneurs, dans l'impossibilité d'assurer au commerce les conditions nécessaires non seulement à son développement, mais aussi à son maintien. C'est sur le fleuve que la position de la France apparaît la plus préoccupante. Comme l'affirme justement le journal La Presse "nous y sommes en état permanent de guerre, mais nous la subissons sans la faire" (186). Cette inadaptation des moyens aux buts que la métropole s'assigne au Sénégal n'est pas nouvelle en 1850. Elle date, en effet, de la reprise et elle a été lourde de conséquences. Raffenel le montre bien à propos du Fouta. Il insiste sur la faiblesse initiale à laquelle les autorités ont été contraintes au moment de réaliser les projets de colonisation agricole. Faute d'avoir pu débuter par une attitude ferme et résolue qui en eût imposé à toutes les populations riveraines, les Français ont suscité un mépris que rien n'a pu effacer par la suite (187). En effet, lorsque la métropole a réduit ses ambitions au seul commerce, elle ne s'est pas révélée plus capable d'assurer la sécurité aux traitants qui faisaient le voyage de Galam et à leurs navires.

En trente ans, aucun effort sérieux n'a vraiment été entrepris pour redresser la situation sauf peut être en 1835 lors du conflit avec les Trarza, mais faute de le poursuivre

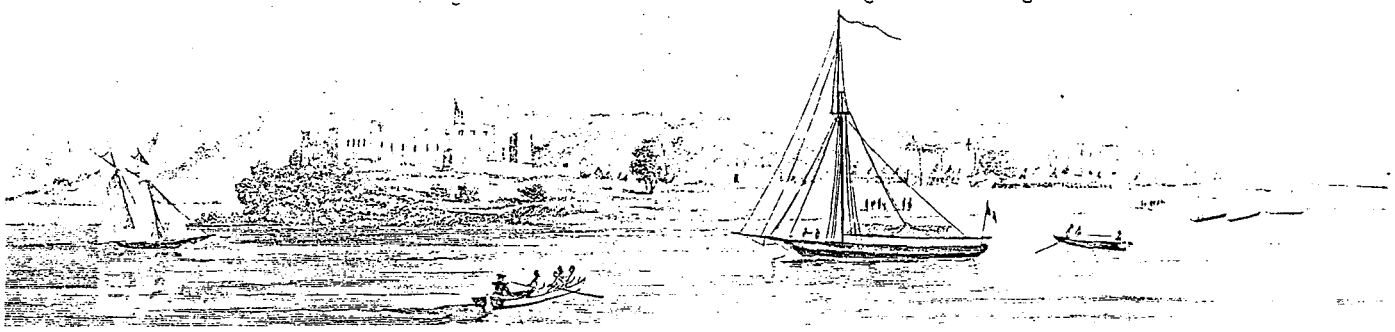
---

(186) La Presse, 19 octobre 1847.

(187) RAFFENEL, Nouveau voyage ...op.cit., t.2, pp.57-58.



Fort de Dagana à 40 lieues de St Louis sur la rive gauche du Sénégal.



Fort de Bakel à 150 lieues de St Louis dans le pays de Galam, sur la rive gauche du Sénégal.

PLANCHE 12 : FORTS DU SENEGAL : DAGANA ET BAKEL

pendant tout le temps nécessaire, il a été en définitive plus néfaste qu'utile. Pendant cette longue période la police du fleuve n'a jamais été complètement exercée. L'impossibilité de remonter le fleuve toute l'année était, certes, un obstacle majeur. Pageot des Noutières désireux de le faire disparaître, suggérait que des navires à faible calaison soient expédiés au Sénégal mais sa proposition n'a jamais été étudiée.

Par ailleurs, les insuffisances chroniques de la flotille se sont révélées à certains moments dramatiques. En différentes circonstances, elle a été incapable de transporter les troupes sur le théâtre des opérations et le gouverneur a dû faire appel aux bâtiments du commerce, ce qui ne manquait de soulever bien des difficultés. Dans ces conditions, il n'est guère possible d'organiser une riposte immédiate. L'acheminement des renforts risque donc de s'effectuer trop tardivement. Ainsi, lorsque le chef de l'expédition arrive, il doit constater dans la plupart des cas que le calme a été rétabli tant bien que mal et il se refuse alors à rouvrir les hostilités.

D'autre part, pour appuyer leurs opérations, les troupes ne disposent point le long du fleuve d'une solide chaîne de postes. Une région aussi névralgique que le Fouta n'en comporte aucun et cette fâcheuse lacune, n'a jamais été comblée. D'ailleurs, tels qu'ils sont, les postes de Richard-Toll, Dagana, et Bakel, mal entretenus, dotés d'une garnison peu nombreuse et encore réduite par la fréquence des maladies sont d'une médiocre efficacité (188). Les faibles moyens dont dis-

---

(188) En 1848, ces postes ont besoin d'être sérieusement réparés ou même reconstruits comme c'est le cas pour Richard Toll. A cette fin, une commission chargée d'en-

pose le commandement lui imposent une tactique qui consiste essentiellement en bombardements à partir des postes et, sur le fleuve, à partir des navires avec éventuellement débarquement de soldats afin d'aller détruire les villages ennemis. Raffenel, fort de son expérience, insiste sur le caractère limité et éphémère des résultats obtenus. A Bakel, témoin des pillages perpétrés à proximité du poste contre les caravanes apportant la gomme, il écrit à propos de leur répression :

> "Pendant le mois que nous passons ici, ces attaques se sont répétées cinquante fois. Le fort a bien lancé quelques boulets perdus, au risque d'atteindre indifféremment les voleurs et les volés, mais qu'est-ce qu'une pareille démonstration ? Et c'est la seule qui lui soit permis de faire, car la faiblesse de la garnison lui interdit toute poursuite" (189).

Quant aux représailles dirigées contre les villages du Fouta, force est de constater qu'elles n'impressionnent guère leurs habitants. Ayant eu, dans la plupart des cas le temps de les quitter, ils reviennent rapidement les reconstruire, une fois les navires partis. Et les traitants sont de nouveau victimes de leurs exactions. S'il est inexact de dire avec Raffenel que le commandement "s'est toujours refusé à un débarquement qui aurait pu mettre à la raison les nègres", les détachements mis à terre sont, en fait, dans l'impossibilité

---

(188) suite
quêter, fin 1847, sur la situation le long des rives du Sénégal, évalue à 70.000 F. les dépenses nécessaires. Rapport d'Auguste Bouët au gouverneur, A N S O M Sénégal IV 17 a et ministre à gouverneur, 17 octobre 1848, n°279, ibid., Correspondance générale 217.

(189) RAFFENEL . Voyage ... op.cit., p.229-230.

de trop s'éloigner des bâtiments qui les protègent. Ils se contentent de brûler d'autres villages, mais doivent vite renoncer à poursuivre un ennemi insaisissable.

Ainsi, en 1849, Baudin s'était-il décidé à une démonstration énergique jugée indispensable depuis plusieurs années. Il importait de prouver à certains chefs du Dimar qui, n'étant jamais attaqués, croyaient que les "Français n'étaient braves qu'à l'abri de leurs bâtiments". Il avait rassemblé toutes les troupes disponibles, en particulier l'escadron de spahis, pour mener l'attaque contre l'important village de Fanaye, situé à près d'une lieue du Sénégal. Selon lui, le succès était complet et le châtiment exemplaire, mais, moins d'un an plus tard, il fut obligé d'avouer au ministère la "nécessité de frapper un nouveau coup" (190). C'était bien la preuve de l'inefficacité de ces expéditions punitives.

Ce qui est vrai pour le fleuve l'est également pour la Casamance et pour les divers points des Rivières du Sud où le commerce a installé ses factoreries, la Division navale n'ayant ni les moyens de riposter rapidement ni d'entreprendre une action d'envergure dont l'effet soit durable. Pour nombre de responsables et d'observateurs, cette faiblesse ne pouvait qu'encourager les états voisins, comme celui des Trarza, à accroître leurs ambitions et les populations à redoubler d'audace au détriment de l'influence de la France et de la sécurité de son commerce. Ils y voient l'explication essentielle de l'aggravation des troubles dans les années 1848-1850. Ainsi, les gouverneurs demandent-ils avec insistance l'envoi de renforts. Mais dans l'immédiat, ils se trouvaient plus ou

---

(190) Gouverneur à ministre, 27 juillet 1849, n°271, A N S O M Sénégal I 35a du même au même, 18 février 1850, n°86, ANS AOF 2 B 30.

moins contraints à ce que certains dénonçaient comme une diplomatie d'abandon, faisant des concessions dans l'espoir de rétablir des courants d'échange d'autant plus nécessaires que la crise sévissait. Mais, il ne s'agit en fait que de paix précaire et d'amélioration trompeuse. Protet, peu après sa prise de commandement ne parle-t-il pas de "mauvaise paix" réagissant contre les affirmations optimistes de son prédécesseur Baudin qui à son arrivée à Paris faisait état d'un rétablissement de la situation tel qu'il n'estimait plus nécessaire l'envoi de troupes supplémentaires qu'il avait pourtant réclamé quelque temps auparavant (191).

o°o

La position des gouverneurs est loin d'être confortable. Confrontés à une situation locale souvent difficile, ils se trouvent placés entre une métropole centralisatrice, tatillonne et parcimonieuse dans l'octroi des moyens et les exigences des représentants d'intérêts le plus souvent contradictoires. Malgré tout, le pouvoir local, à travers les personnalités diverses qui l'ont incarné, a su faire preuve d'habileté et de courage pour corriger les ordres de la métropole et les adapter aux circonstances. Il a évité le pire, maintenu tant bien que mal l'essentiel et en définitive prolongé une situation dont il savait que la métropole ne manifestait aucune volonté de la modifier profondément.

Mais certains gouverneurs ne se laissant pas absorber par leur rude tâche quotidienne ont tenté de définir une poli-

---

(191) Gouverneur (Baudin) à ministre, 18 octobre 1850, A N S O M Sénégal I 35b et Protet à ministre, 5 novembre 1850, n°512, ibid, I 37 b.

tique nouvelle. Leur réflexion est d'autant plus précieuse qu'en 1850 la crise politique économique et sociale a pris, on l'a vu, une telle gravité qu'il n'est plus possible pour le gouvernement de se réfugier dans l'immobilisme.

Plus de trente ans après le retour des Français à Saint-Louis et à Gorée, l'heure des bilans a sonné. Ils sont tous sévères, non sans parfois quelque exagération et quelque injustice, comme celui qu'ont dressé Carrère et Holle :

> "Tout est resté immobile ... pas un progrès, ni matériel ni moral ... des tributs onéreux, déguisés sous un nom quelconque, payés aux différents chefs riverains, le commerce embarrassé par mille entraves, intimidé par mille avanies, ... la stagnation dans les comptoirs, la misère et presque le désespoir assis au foyer de l'habitant" (192).

Par ailleurs, ils parlent de "l'état de dépérissement par trop évident" dans lequel sont tombés les comptoirs du Sénégal (193).

Pour tous les censeurs, le manque de volonté et de moyens a empêché de résoudre au fond tous les problèmes qui se posaient qu'ils soient d'ordre politique ou d'ordre économique. Le ministère, le plus souvent, s'est, en effet, contenté de demi-mesures et de règlements partiels décidés le plus souvent sous la contrainte des faits. En parant ainsi au plus pressé, il semblait se refuser à admettre l'existence de liens étroits et complexes entre les différents problèmes

---

(192) CARRERE et HOLLE, De la Sénégambie française, op.cit. p.367.

(193) Ibid., p.340.

et en conséquence la nécessité d'une politique d'ensemble. Pourtant, on l'a vu, le gouvernement n'ignore point les intérêts de la France sur la côte occidentale d'Afrique, mais il souhaite les défendre aux moindres frais. S'il accepte la création de nouveaux postes à Mérinaghen et à Sénoudébou, c'est parce qu'il en attend un accroissement de l'influence politique et du commerce français sans craindre de complications et sans engager de trop importantes dépenses. Par contre, il se refuse à en faire édifier un à Podor malgré les études qui en révèlent le double intérêt stratégique et commercial pour l'avenir des relations de Saint-Louis avec le Fouta. Mais ce projet revêtait une autre dimension car il comportait des risques de guerre et exigeait en conséquence crédits exceptionnels et renforts militaires. De même, le ministère n'a pas voulu accorder au commerce du Rio Nunez, aux débuts si prometteurs, la protection permanente qu'ont réclamée à plusieurs reprises, officiers de marine et négociants.

Ainsi le gouvernement répugne à tout effort financier d'importance, cherchant comme on l'a constaté en diverses occasions à obliger le Sénégal à subvenir à la plupart de ses besoins. Dans ces conditions, il se refuse autant que possible à étendre la domination politique de la France et par conséquent l'appareil militaire et administratif qu'elle implique. Il regrette que le commerce fasse, en général, preuve de peu d'initiative. Sans doute, s'est-il spontanément dirigé vers les Rivières du Sud, mais par ailleurs il a manifesté beaucoup de réticences à s'implanter en divers points du haut Sénégal, région essentielle pour le développement des échanges avec l'intérieur de l'Afrique. Pourtant, le gouvernement demeure persuadé que l'extension des activités commerciales à de nouveaux secteurs est possible sans l'appui d'une domination formelle. En effet, celle-ci n'est pas un gage de suc-

cès comme le démontre, en 1850, l'échec de Mérinaghen au Sénégal et de Grand-Bassam et d'Assinie à la Côte de l'Or. Ces exemples malheureux ne peuvent que confirmer le gouvernement dans sa prudence.

En définitive, le gouvernement reste fidèle pour le Sénégal à la formule du comptoir qui lui permet de limiter ses engagements sur les plans militaire et financier. Il veut encore croire à la vertu des traités conclus avec les chefs africains préférant, comme les hommes politiques anglais d'alors, ce contrôle informel à la domination directe qu'implique une colonie.

Ainsi,le pouvoir central reste toujours persuadé qu'il peut obtenir une pacification sans conquête et un développement économique sans occupation territoriale. Mais, des gouverneurs et des administrateurs, des officiers de marine et des négociants dénoncent de plus en plus cette position comme inefficace, dépassée par les événements et dangereuse pour l'avenir des intérêts français. La formule du comptoir avait incontestablement fait faillite à leurs yeux. Ils ne se contentaient point de critiquer, ils esquissaient aussi les grandes lignes d'une solution qui visait à faire du Sénégal une véritable colonie. Le gouvernement ne pouvait plus longtemps ignorer leurs propositions et retarder ses décisions.

TROISIEME PARTIE

A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION

CHAPITRE XVII

ESQUISSES POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE

La récession qui débute au Sénégal dans les années 1838-1840 malgré quelques espoirs vite dissipés se traîne en longueur. Les contre-coups de la crise économique qui a éclaté en Europe en 1846 et de la Révolution de février l'ont brusquement aggravée. Sa durée et son ampleur ont mis en pleine lumière l'inadaptation des structures du commerce sénégalais. Les négociants européens ont alors dénoncé le maintien de privilèges qu'ils considèrent injustifiés, qu'il s'agisse de ceux des traitants organisés en corporation ou de ceux de la Compagnie de Galam. Ils ont aussi attaqué la rigidité d'un régime douanier qui en particulier entrave les efforts des commerçants de l'île au moment où ils s'efforcent d'étendre leurs activités vers le sud malgré une dure concurrence étrangère, spécialement anglaise. Des tensions sociales plus ou moins latentes jusqu'alors se sont exacerbées entre négociants et traitants sénégalais, qui luttent pour maintenir désespérément leur part dans le trafic, et négociants européens qui font preuve d'une combativité accrue.

Mais la crise n'est pas seulement économique et sociale, elle est aussi politique. La dégradation constante de

l'influence de la France sur les rives du fleuve, les pertes sévères dues au manque de sécurité et la difficulté souvent extrême d'ouvrir de nouveaux champs au commerce faute d'établir des relations confiantes avec les populations ont prouvé l'inefficacité et en définitive la faillite de la politique menée depuis la reprise. En effet, en 1850, contrairement à ce que pensait Hardy, les faits ont amplement démontré l'erreur du gouvernement d'avoir persévéré si longtemps dans un tel système (1). Sans doute, "l'invasion" de Saint-Louis, comme la "ruine totale" du commerce ne paraissaient pas devoir se produire dans l'immédiat, mais peut-on se refuser à constater que l'étreinte se resserre de plus en plus autour de la ville par suite de la domination mieux assurée des Trarza sur les deux rives du fleuve, de l'agressivité de plus en plus grande du Fouta et de l'effervescence du pays de Galam ? N'est-ce point fausse sécurité pour les Français que de miser sur la division persistante de leurs adversaires comme s'il était improbable qu'un chef habile ou un prophète au nom de l'Islam ne puisse rassembler sous son autorité des forces capables de menacer dangereusement la présence française ? Par ailleurs, il faut bien se rendre à l'évidence : la valeur du commerce traditionnel de la gomme ne cesse de décroître et la traite des arachides qui suscite de légitimes espoirs s'effectue alors, pour l'essentiel, dans des zones en marge du Sénégal, en Gambie et dans les Rivières du Sud, dans des conditions politiques particulièrement précaires. Mais non plus les autorités locales et métropolitaines ne peuvent ignorer que le négoce européen, travaillé par des forces neuves, subit avec une impatience de plus en plus vive toutes les entraves rencontrées non seulement dans l'exercice quotidien de ses activités mais aussi dans son extension à de nouvelles régions. Il apparaît évident pour nombre de commerçants

---

(1) HARDY, op.cit., p.158.

que la prolongation de la situation actuelle ne pouvait conduire, à plus ou moins longue échéance qu'à la paralysie et à la ruine de leurs affaires.

Aussi, Hardy a-t-il tort de ne voir, dans les difficultés que traverse le Sénégal, qu'un simple "malaise", annonciateur d'une crise qui s'annonce à plusieurs reprises entre 1817 et 1854 mais ne se produit point. Or, elle était bien là au milieu du siècle, ébranlant en profondeur les comptoirs. Elle dépassait en ampleur et en gravité toutes les difficultés rencontrées depuis trente ans car elle atteignait en même temps tous les domaines politique, économique et social. Elle était le révélateur des conséquences fâcheuses d'un trop long immobilisme des dirigeants. Un changement de système s'imposait si l'on voulait éviter la catastrophe.

Nombre d'officiers et de responsables en étaient conscients qui tentaient non seulement d'analyser le mal, mais aussi de rechercher des remèdes efficaces et, pour certains d'entre eux de formuler de vastes programmes d'action. Les bureaux du ministère suivaient, avec d'autant plus d'attention cet effort de réflexion, que les négociants faisaient connaître de leur côté leur point de vue et leur exigence de réforme. Ces discussions intenses et fructueuses, échelonnées sur plusieurs années, constituent incontestablement une des preuves de la gravité de la crise. En effet, jamais le Sénégal n'avait été l'objet d'une telle attention. Il faut dire que le regain d'intérêt porté à la question coloniale à la suite de l'expédition d'Alger y était aussi pour quelque chose. Dès 1830, le débat sur l'avenir de l'Algérie n'avait cessé, au gouvernement comme au Parlement, dans les milieux économiques comme dans la presse. Fallait-il abandonner ou conserver "ce legs onéreux de la Restauration", se contenter de "l'occupation restreinte" ou établir un "système de domination absolue"? Quelles méthodes de guerre devrait-on employer et quelle

politique suivre à l'égard des populations ? Ces discussions souvent passionnées ne pouvaient manquer d'avoir de larges échos chez ceux qui s'interrogeaient sur l'avenir du Sénégal et les moyens de l'assurer. L'Algérie constituera d'ailleurs une référence implicite ou explicite, voire même un modèle pour nombre d'entre eux.

La Révolution de 1848 en relançant la crise et en favorisant les idées de liberté en matière économique a constitué un autre stimulant pour la réflexion. Ainsi, au fil des ans, on observe que le cercle des participants au débat s'élargit et que les solutions partielles font place de plus en plus à des programmes cohérents s'efforçant ainsi de mieux répondre à l'ampleur et à la gravité de la crise.

Evidemment, ce n'est pas seulement dans le secret des correspondances officielles ou dans les interventions auprès des autorités des marchands et des négociants tant en métropole qu'au Sénégal que se débattent des solutions nouvelles, mais aussi dans les journaux et les revues, les brochures et les livres. Ces publications ne pouvaient manquer d'avoir un certain retentissement dans une opinion publique qui, jusqu' alors, avait ignoré les comptoirs du Sénégal.

L'évolution des idées qui s'accomplit au cours des années de controverses se traduit à la fois par une analyse plus précise et plus globale de la crise et par la proposition de solutions de plus en plus cohérentes et radicales qui témoignent d'une évidente rupture avec les modes de pensée antérieure. Il est d'autre part significatif de constater que, mis à part quelques points particuliers sur lesquels le débat reste ouvert, un véritable consensus s'est dégagé sur les grandes lignes d'un programme d'action. Mais celui-ci a été formulé avant tout par des Européens et en fonction des intérêts

de la métropole et de ses négociants. Dans ces conditions, on comprend qu'il ait suscité méfiance et crainte parmi les "habitants" du Sénégal.

1°- Les auteurs de propositions

Deux catégories de personnes se sont essayé à dessiner les plans d'un avenir meilleur pour le Sénégal : d'une part, des responsables de la politique des comptoirs comme les gouverneurs et de l'autre des fonctionnaires et des officiers, des explorateurs et des commerçants. Bien que tous aient souligné à plusieurs reprises les liens étroits unissant politique et commerce, ils ont le plus souvent préféré, par timidité ou par prudence, limiter leurs réflexions au domaine qui leur était le plus familier et parfois même à des problèmes particuliers. Dans ces conditions, les propositions de ceux, peu nombreux, qui ont tenté d'avoir une vision d'ensemble n'en possèdent que plus de valeur.

a) Les gouverneurs

Dans ces années difficiles que traverse le Sénégal ce n'est pas vers les bureaux du ministère qu'il faut se tourner pour découvrir des idées cohérentes en vue d'une nouvelle politique, mais vers le Sénégal où les gouverneurs ont souvent joué un rôle de proposition important voire décisif. Pourtant, la tradition exigeait que le ministre de la Marine adresse à tout nouveau gouverneur au moment de son départ pour le territoire qui lui était confié, de copieuses instructions générales. La situation de la colonie y était analysée avec clarté et précision et l'ensemble des problèmes qu'ils soient administratifs, budgétaires, économiques, militaires ou politiques y était longuement débattu. C'était pour le ministre l'occasion de faire connaître à son représentant ce qu'il attendait

de lui en dessinant ainsi les grandes lignes de l'action qu'il aurait à mener. Par la suite, des dépêches particulières pouvaient préciser la pensée du ministre, y apporter des modifications en fonction des circonstances, solliciter des informations en vue d'une décision, mettre l'accent sur un problème qu'il jugeait devoir être résolu en priorité. Or depuis la nomination de Charmasson, en novembre 1838, la tradition des instructions générales a été abandonnée, elle ne sera rétablie qu'en décembre 1854 lorsque Faidherbe se vit confier le gouvernement du Sénégal. En effet, pendant cette longue période de près de vingt ans, on peut considérer comme la seule exception les dépêches particulières adressées en novembre et décembre 1842 à Bouët, peu après sa désignation et qui, dans une certaine mesure, constituaient un ensemble comparable aux classiques instructions générales (2).

D'autre part, n'est-il pas significatif que le ministère se soit borné à communiquer pour information à Ollivier qui ignorait tout du Sénégal, la lettre programme que son prédécesseur Bouët avait rédigée en novembre 1844 et que nous aurons bientôt l'occasion d'examiner ?

Ainsi, pendant de longues années, les nouveaux gouverneurs ont rejoint leur affectation sans disposer, pour les ai-

---

(2) SCHEFER : Instructions générales ..op.cit., t.2. Les dernières instructions ont été adressées à Soret, le 31 juillet 1837. Les dépêches particulières reçues par Bouët concernaient l'application de l'ordonnance sur le commerce des gommes (18 novembre), les rapports entre le gouverneur du Sénégal et le commandant de la Station navale au moment de la création des comptoirs du golfe de Guinée (23 novembre) et diverses matières législatives et administratives (16 décembre). Ces trois dernières dépêches ont été publiées par SCHEFER, pp.119-129, 108-110 et 111-119.

der dans leur tâche, du guide que constituent les instructions générales. Cette carence est tout à fait révélatrice des hésitations du gouvernement incapable de définir pour l'avenir du Sénégal une doctrine précise et ferme. Il préfère, comme on l'a constaté déjà bien souvent, conduire les affaires au jour le jour et dans les conditions les moins onéreuses possibles pour le budget de la métropole. Ce n'est que lorsque le ministère de la Marine s'est enfin décidé à rompre avec cet immobilisme dangereux, ayant après la réunion de la Commission des comptoirs, conçu un grand dessein pour le Sénégal et manifesté la volonté de le réaliser, qu'il a tout naturellement renoué avec la pratique des instructions générales (3). Est-ce à dire que pendant cette période la correspondance ministérielle ne contienne ni idée neuve ni initiative annonciatrice d'un changement de politique ? Evidemment non et l'on en veut pour preuves, entre autres, les dépêches qui, avec une insistance croissante prescrivent de rechercher pour des raisons commerciales et surtout politiques quelles sont les communications transsahariennes existant entre le Sénégal et l'Algérie et celle qui, reprenant d'ailleurs une suggestion de Bouët, ordonne de créer une direction des Affaires extérieures (4).

---

(3) Instructions générales du ministre Th. Ducos au gouverneur Faidherbe, 8 décembre 1854, SCHEFER, op.cit., t.2, pp.265-272. Elles avaient été précédées par une dépêche confidentielle et secrète du même ministre à Protet, en date du 4 janvier 1853. Relative à la création du fort de Podor, elle marque la détermination du gouvernement de rompre avec les errements du passé, ibid, pp.216-226.

(4) Ministre à gouverneur, 24 octobre 1845, n°331, A N S O M Correspondance générale 205; du même au même, 9 octobre 1847, n°379 et 21 novembre 1845, n°373 in SCHEFER, pp.184-186 et 162-166.

De même que le ministre devait, en principe, rédiger des instructions générales, le gouverneur était tenu de laisser à la disposition de son successeur un mémoire de remise de service. Certes, plusieurs gouverneurs ont cru pouvoir se dispenser de ce travail pour diverses raisons telles que la brièveté de leur séjour, le caractère intérimaire de leur fonction ou le fait qu'ils se trouvaient en congé en France au moment où ils ont reçu une nouvelle affectation. Quant à ceux qui se sont acquittés de leur devoir, ils se sont bornés, pour les plus nombreux, à rédiger un simple exposé de la marche des différents services et de la situation économique et politique, tandis que quelques uns ont saisi l'occasion pour faire connaître, à la lumière de leur expérience, leurs vues d'avenir et les changements qu'ils jugeaient nécessaires d'introduire pour les réaliser.

Deux gouverneurs ont particulièrement fait preuve d'indépendance d'esprit : Pageot des Noutières et Bouët. En effet, ils n'ont pas craint de heurter les idées qui régnaient alors au ministère à propos du Sénégal en rédigeant un véritable programme d'action. A leur nom, on peut ajouter celui de Baudin. Cet officier, aux prises avec des difficultés considérables ayant apprécié la justesse des idées défendues par Bouët les reprenait mais avec une prudence telle qu'on peut douter de la fermeté de ses convictions.

On connaît par ailleurs, l'intelligence, l'énergie et l'activité de Pageot des Noutières. Au cours de l'année où il avait exercé les fonctions d'ordonnateur, il avait beaucoup observé et beaucoup réfléchi sur la situation au Sénégal. Aussi, quand sur la recommandation de Montagniès de la Roque il est nommé gouverneur intérimaire, il peut, avant son départ pour Saint-Louis, présenter au ministre dans un mémoire de février 1842 un véritable programme d'action. Il est ainsi le

premier gouverneur des années 1840-1850 à attirer l'attention du ministre sur la nécessité de rompre avec une politique qui ne conduit qu'à des échecs (5). Sur place il précisera sa pensée, insistant avec une vigueur croissante dans ses lettres de juillet et août 1842 et dans son mémoire de remise de service de février 1843 sur la nécessité pour la métropole de consentir un effort important en faveur du Sénégal.

Il critique, tout d'abord, la "politique inerte" adoptée depuis plusieurs années par ses prédécesseurs (6). "On a voulu négocier là où il fallait agir avec célérité et vigueur" (7). De même, il déplore l'insuffisance et l'inefficacité

---

(5) Sur la carrière de Pageot des Noutières, voir chapitre XVI. Montagniès avait demandé avec insistance pour ce collaborateur qu'il appréciait beaucoup le grade de commissaire afin qu'il puisse lors de son départ en congé en France le remplacer comme intérimaire, Montagniès de la Roque à ministre, 30 septembre 1841, n°405, A S H M dossier personnel CC7 1796.

(6) Pageot des Noutières fait ici allusion à la politique de Soret et de Charmasson, cf. la lettre du ministre à Montagniès de la Roque, 29 octobre 1841 qui comporte cette notation marginale "il faudra bien du temps pour que le Sénégal se relève sous le rapport de l'influence extérieure de l'état dans lequel l'ont laissé tomber MM. Soret et Charmasson ... Si M. Montagniès de la Roque y reste, j'espère que le mal sera réparé mais il est grand", A N S O M Sénégal I 23 c.

(7) Mémoire de Pageot des Noutières au ministre, Bordeaux, 20 février 1842, A N S O M Sénégal I 24 a.

d'une méthode de répression qui consiste, après avoir détruit des villages riverains du fleuve, à attendre des propositions de paix, et après de nombreux palabres à

> "concéder toujours quelque chose au détriment de notre considération pour mettre un terme à une interruption de nos rapports commerciaux plus préjudiciable aux intérêts du Sénégal qu'aux naturels" (8).

Par ailleurs il voit dans "le cruel délaissement" dans lequel le Walo a été plongé depuis l'abandon des projets de culture "la faute la plus grave et la plus préjudiciable à l'avenir commercial de notre établissement" (9).

A cette triste situation, il ne peut y avoir, selon Pageot des Noutières qu'un seul remède : "Le fleuve du Sénégal devrait être par le fait un fleuve français" car il ne peut y avoir de sécurité que si les Maures sont rejetés de gré ou de force sur la rive droite du fleuve (10). Pour atteindre un tel résultat, il est indispensable que la France se décide enfin

> "à des sacrifices momentanés pour recueillir plus tard une ample moisson de bénéfices et de considération"

Or le passé inaugure mal de l'avenir et le gouverneur ne craint point de poser brutalement la question :

> "Qui veut la fin veut les moyens : permettez-moi de me servir de ce dicton proverbial. Or les moyens ont constamment manqué à l'autorité française en Sénégambie

---

(8) Gouverneur à ministre, 1er juillet 1842, n°228, A N S O M Sénégal I 24 a.

(9) Rapport sur la situation du service, 4 février 1843, A N S O M Sénégal I 23 a.

(10) Gouverneur à ministre, 23 octobre 1842, n°393,A N S O M Sénégal I 24 a.

pour asseoir notre prépondérance sur des bases immuables et profitables au développement du commerce métropolitain" (8).

Il ne se dissimule point les résistances qu'il faudra vaincre, en particulier celles du commerce local trop souvent prompt à sacrifier l'avenir pour satisfaire les besoins du moment (11). Beaucoup de volonté et de persévérance seront indispensables pour redresser une situation aussi grave et il faudra disposer de moyens militaires accrus. C'est ainsi que Pageot des Noutières, après une tournée d'inspection dans le fleuve, réclama à Paris deux bateaux à vapeur et une compagnie de cavalerie de cent hommes destinée à combattre les Maures, D'autre part, il estimait que la surveillance permanente du fleuve ne serait assurée que par la construction d'un fort à Podor. Dans ces conditions la guerre pourrait être activement poursuivie.

"Alors la terreur que le nom français inspirerait dans le fleuve et dans la Sénégambie produirait cet immense bienfait que la paix ou la guerre ne dépendrait plus de la volonté d'une tribu remuante et ambitieuse mais de l'autorité française seule" (8).

De l'adoption de cette politique de fermeté dépendait la prospérité future du Sénégal, mais celle-ci ne sera véritablement assurée que le jour où la gomme cessera d'être l'unique aliment du commerce. C'est pourquoi le gouverneur préconisait d'encourager l'agriculture, au besoin par l'octroi de primes à la sortie pour le tabac, le coton et les arachides (7 et 11). Dans le but d'étendre le commerce dans l'in-

---

(11) Gouverneur à ministre, 23 août 1842, n°313, AN Colonies EE 1078.

térieur, il suggérait d'envoyer diverses missions d'exploration dans les régions avoisinantes. Enfin, le sort de Gorée ne le laissait point indifférent. Elargissant le projet de compagnie privilégiée présenté par la Chambre de commerce de Bordeaux pour l'exploitation du bas de côte, il entendait faire de l'île un vaste entrepôt que les navires d'Europe n'auraient pas dépassé tandis que les Goréens auraient joué dans le sud le rôle d'intermédiaire et de transporteurs (12).

La politique dessinée par Pageot des Noutières rompait avec la facilité et les demi-mesures. En effet, elle impliquait un effort sérieux tant des pouvoirs publics que des milieux commerçants. D'autre part, sur le plan économique, le gouverneur en préférant la formule d'une compagnie privilégiée restait fidèle à un dirigisme qui, comme on l'a vu à propos du commerce de la gomme, apparaissait de plus en plus éloigné des idées des négociants européens. Au total, Pageot des Noutières présentait un programme beaucoup plus novateur en politique qu'en économie (13).

A peu près au même moment, d'autres officiers partageaient pour l'essentiel les mêmes idées que le gouverneur sur le plan politique. Ainsi, le contre-amiral de Moges qui avait servi au Sénégal au début de la Restauration affirmait dans une lettre adressée au ministre, lors d'une relâche à Gorée

---

(12) Mémoire du 20 février 1842 déjà cité. Sur le projet de compagnie privilégiée, voir SCHNAPPER. La politique et le commerce..., op.cit., pp.23-25.

(13) En 1859, au moment où il sollicitait le gouvernement d'une colonie, Pageot des Noutières remarquait que la politique qu'il préconisait en 1842 "est précisément celle suivie par le gouverneur actuel" , AN dossier personnel EE 1078.

avant d'aller prendre le commandement de la Station des Antilles qu'"il est temps de travailler pour l'avenir sous peine de rester dans la routine et la stérile faiblesse du présent". Il assignait également aux Français comme objectif majeur de se rendre "les maîtres du fleuve et les arbitres redoutés des nations riveraines". Pour l'atteindre, il proposait la création de plusieurs compagnies de troupes noires et d'un poste situé dans quelque point intermédiaire entre Dagana et Bakel ainsi que la présence constante de trois bâtiments à vapeur (14).

Jeune officier de trente deux ans, fort d'une expérience africaine de plusieurs années, conscient de sa valeur, Edouard Bouët, en septembre 1840, rédige à l'intention de la direction des Colonies des notes qui constituent en quelque sorte un programme d'action et un acte de candidature implicite à la direction du Sénégal. Ses réflexions ne se limitent point à la seule région du fleuve, elles embrassent également tout le littoral compris entre Gorée et Freetown. D'autre part, il porte une grande attention aux questions commerciales qu'il a eu l'occasion d'étudier et aussi de débattre avec les principaux négociants de Bordeaux et de Marseille et leurs représentants à la côte occidentale d'Afrique. Quelques idées maîtresses apparaissent déjà, que Bouët reprendra trois ou quatre ans plus tard, quand il présidera aux destinées du Sénégal. Il insiste, en particulier, sur la sécurité, condition primordiale du développement commercial

> "En définitive, le Sénégal étant un pays d'échanges qui ne vit que de traite et par la traite, la paix est la condition la plus essentielle de sa prospérité, mais, nouvel Hercule africain, il doit imposer cette

---

(14) Contre-amiral de Moges à ministre, 16 décembre 1841, A N S O M Sénégal II 3.

paix appuyé sur sa massue, il doit faire des sacrifices pour l'obtenir honorable et forte, vérité que n'ont pas toujours bien comprise les Sénégalais" (15).

Fidèle à cette ligne de pensée mais mûri par son expérience de commandant de la Station navale et de gouverneur du Sénégal, Bouët rédige le 6 novembre 1844, sa fameuse lettre au ministre de la Marine (16). Après avoir dénoncé avec force les difficultés sérieuses rencontrées par les gouverneurs successifs pour mener une politique suivie à l'égard des populations environnantes, il trace avec fermeté un programme d'action ample et cohérent.

Il reprend, tout d'abord, les thèmes esquissés auparavant : libération de la rive gauche des empiètements des Maures, nécessité de poursuivre pendant plusieurs années un effort considérable et par conséquent de ne point sacrifier l'avenir au présent. Ensuite, il considère comme inéluctable l'établissement de la domination territoriale de la France sur le Walo, le Kayor et le Djolof si l'on veut soustraire ces "greniers du Sénégal" à la "tyrannie" de leurs chefs. En entreprenant la première étape de ce plan, c'est-à-dire la conquête du Walo, la France ne fera que reprendre un des objectifs qu'elle s'était assigné en 1817. Pour faciliter l'admi-

---

(15) Les notes de Bouët à la direction des Colonies se trouvent dans A N S O M Sénégal IV 19a. Des extraits en sont reproduits dans les dossiers relatifs au pays de Galam, au Saloum, à la Gambie, à la Casamance et au Rio Nunez; ils figurent dans cette même série Sénégal IV. Le 30 septembre 1840, Bouët était nommé capitaine de corvette et en février 1841, il allait prendre le commandement de la Station navale.

(16) Gouverneur du Sénégal à ministre, 6 novembre 1844.

ministration de ce pays confiée à des agents du gouverneur, il prévoit de le diviser en quatre cantons, ceux de Lampsar, de Richard-Toll, de Mérinaghen et de Dagana. Le Fouta, principal obstacle à la liberté de navigation vers le pays de Galam, ne pourra être réduit que si les Français, utilisant à leur profit les forces centrifuges qui l'affaiblissent, réussissent à provoquer son démembrement. Alors, il n'aura plus à redouter son "fanatisme" et son "esprit de domination".

Parallèlement au rétablissement de sa position vis-à-vis des populations avoisinantes, la France devra affranchir son commerce de contraintes humiliantes et onéreuses, d'une part en réduisant progressivement jusqu'à leur suppression les coutumes que le gouvernement paie aux Maures et aux chefs noirs, et d'autre part, en imposant pour la perception des coutumes du commerce le juste principe de les proportionner à la traite réellement effectuée et non plus au tonnage des embarcations.

Bouët ne se dissimule pas les difficultés soulevées par un tel programme. Il faudra "employer les moyens de rigueur", c'est-à-dire la guerre. Celle-ci, pour être conduite avec succès, impliquera, bien que le gouverneur ne le dise pas expressément, une augmentation sensible des forces militaires. Mais la diplomatie aura aussi son rôle à jouer. Pour la diriger avec efficacité, il faut que le gouverneur ait à ses côtés un conseiller très averti de la politique locale et totalement indépendant à l'égard des intérêts privés. C'est

---

(16) suite)
A N S O M Sénégal VII 10 c. On en trouvera le texte intégral dans SCHEFER, op.cit., t.2, pp.166-173 et en annexe.

pourquoi, dénonçant l'influence que le maire de Saint-Louis a trop longtemps exercé sur des gouverneurs arrivant au Sénégal sans connaissance suffisante du pays, Bouët envisage la création, sur le modèle des Bureaux arabes d'Algérie, d'une direction des Affaires extérieures (17). Par ailleurs, Bouët s'attend aux inévitables réactions des négociants et des traitants qui

> "crieront haut et fort comme ils l'ont fait si souvent, ne consultant que leurs intérêts pécuniaires du moment".

Le gouverneur devra donc montrer beaucoup de fermeté pour résister à leurs pressions et de force de persuasion pour leur faire admettre que l'extension de leurs affaires ne peut être obtenue qu'au prix de sacrifices momentanés. Mais il est évident que le gouverneur ne peut réussir que s'il est assuré du soutien sans défaillance du ministre. Enfin, pour éviter que toute interférence extérieure ne vienne contrarier sa politique, Bouët suggère au ministre de parvenir à s'entendre avec l'Angleterre sur l'échange de ses droits de traite à Portendick contre notre "chétif comptoir d'Albréda".

C'est un plan d'action essentiellement politique que Bouët a conçu, mais sa réalisation constitue, selon lui, la condition préalable à tout progrès du commerce et de "l'influence civilisatrice de la France". Il l'a formulé avec une netteté et une vigueur telles que le ministre et le directeur des Colonies en ont été vivement impressionnés. Ils en ont adopté les principes et le communiquent à Ollivier, successeur de Bouët, en le présentant comme la doctrine officielle. Mais il s'agit d'une adhésion intellectuelle qui n'implique aucune

---

(17) La création de la direction des Affaires extérieures sera évoquée au chapitre suivant.

volonté ferme de l'appliquer. La seule décision prise a consisté à créer une direction des Affaires extérieures confiée au chef de bataillon Caille.

Pour donner plus de force à son programme, Bouët l'avait volontairement réduit à ses grandes lignes. S'en tenir à lui serait ignorer la richesse des réflexions menées par le gouverneur dans l'exercice de ses fonctions, en particulier dans le domaine économique. De plus, il ne s'est pas contenté de penser, il a tenté d'agir dans la mesure de ses moyens. Aussi, aura-t-on intérêt à examiner par la suite les orientations nouvelles qu'il a définies et les initiatives qu'il a prises; elles permettront ainsi de mieux saisir quelle a été sa vision de l'avenir du Sénégal (18).

Bouët avait posé les jalons "d'une voie large de progrès et d'amélioration" selon l'expression employée à l'ouverture de la session de 1848 du Conseil général par Baudin, l'un de ses successeurs (19). Il prétendait s'y engager à son tour. Aussi, quelque temps après, invoquant la triste situation du Sénégal, il déclarait au ministre que le moment était venu de mettre en accord pensée et action. N'est-ce pas à la veille d'une "ruine complète" ? Aussi, faut-il "changer la politique et la manière de commercer". Dominer le fleuve constitue l'objectif primordial qui peut être atteint en construisant plu-

---

(18) Ce n'est évidemment pas dans son ouvrage intitulé : Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'Afrique, paru en 1848 que Bouët-Willaumez pouvait faire connaître ses vues personnelles. Cette publication officielle constituait une description simple et précise des activités commerciales effectuées tout au long de la côte occidentale. Plus du tiers de l'ouvrage était consacré au secteur compris entre le Sénégal et Sierra Leone.

(19) Séance du 4 janvier 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c.

sieurs forts, en particulier celui de Podor, clé de voûte du système de défense et gage de la liberté de navigation. Sous sa protection une ville nouvelle pourrait naître et les cultures se développer dans la riche île à morphil. Dans ces conditions, les escales seraient supprimées et le commerce des gommes rendu libre (20).

Dans le mémoire de remise de service que Baudin rédige un an plus tard, les vues d'avenir sont absentes, à l'exception d'une allusion à la possibilité de trouver pour le commerce sénégalais "un débouché immense" dans l'intérieur vers le Niger et Ségou. Pourquoi n'a-t-il pas, au moment de quitter le Sénégal repris et développé les idées de Bouët et celles qu'il avait exprimées auparavant ? Les moments difficiles que le Sénégal avait vécus et ses propres demandes de renforts militaires l'autorisaient à rédiger une sorte de testament politique. Mais il a choisi l'optimisme relatif et la prudence. Ainsi, laisse-t-il croire, après la mauvaise paix qu'il a conclue avec les Trarza sous la pression des habitants et du commerce local, que la situation est en voie d'amélioration et que les renforts de troupes ne sont plus nécessaires (21). La crise récente l'aurait-elle convaincu qu'à Saint-Louis les esprits n'étaient pas prêts à accepter un changement complet de politique et que le ministère n'était pas encore décidé à frapper le "grand coup" qu'il avait un moment appelé de ses voeux? Quoiqu'il en soit, Baudin exprime bien les contradictions de l'époque, persuadé qu'un effort important échelonné sur plusieurs années est indispensable pour atteindre les objectifs

---

(20) Gouverneur à ministre, 12 septembre 1849, n°354,A N S O M Sénégal I 35a.

(21) Mémoire de remise de service, 16 août 1850 déjà cité et les lettres de Baudin au ministre du 2 août et du 18 octobre 1850, A N S O M Sénégal I 35a et I 35b.

qui ont été définis en toute clarté et reculant finalement devant une rupture totale avec les errements anciens.

Ainsi, en 1850, du côté de l'administration, Bouët a été seul à tracer un plan qui réponde aux exigences de la situation. Il l'a élaboré à Paris, ne l'oublions pas, loin des intrigues et des pressions des commerçants et des traitants ainsi que des soucis quotidiens de l'administration et des relations avec les populations africaines. Ses successeurs et en particulier Baudin n'ont pas bénéficié du même climat de sérénité (22). Mais les responsables directs de la politique française au Sénégal n'ont pas été les seuls à apporter leur pierre à la construction d'un nouveau Sénégal.

b) Fonctionnaires et officiers, explorateurs et commerçants

Les discussions sur l'avenir du Sénégal ont franchi le cercle étroit des bureaux ministériels grâce à quelques fonctionnaires et officiers, explorateurs et commerçants, qui les ont portées devant l'opinion publique. La plupart ont vécu de longues années au Sénégal, certains même y sont nés. Ils sont tous convaincus, comme Pageot des Noutières et Bouët que ce pays récèle d'immenses possibilités. Aussi, estiment-ils qu'il est de leur devoir non seulement d'en informer le public, mais aussi de lui exposer les conditions qu'ils jugent indispensables pour faire du Sénégal une véritable colonie.

---

(22) Bouët, peu après son inspection des comptoirs du golfe de Guinée était revenu en France le 24 juin 1844. Officiellement, il conserve son poste jusqu'au 14 juillet 1845, mais il ne retourna point au Sénégal, ayant été désigné pour accompagner le duc de Broglie à Londres pour négocier une convention sur la répression de la traite des noirs.

Raffenel est le plus important d'entre eux, non seulement par l'abondance de ses écrits, mais aussi par l'ampleur de ses réflexions qui portent sur tous les aspects de la vie sénégalaise et aboutissent à un ensemble cohérent de propositions.

Fils d'un officier, Anne Raffenel est né en 1809. Il entre au service de la Marine en 1825 comme écrivain au port de Lorient. Embarqué, on le retrouve sur les côtes d'Espagne, au Brésil, dans le golfe du Mexique, à Bourbon et à Madagascar. Mais on retiendra surtout, ses contacts avec l'Algérie en 1830 et en particulier en 1836 lorsque, employé au port d'Alger il sert comme secrétaire de l'amiral Defresne, commandant de la Marine. En novembre 1842, sur sa demande, Raffenel est affecté au Sénégal. Bouët le charge de surveiller les opérations commerciales aux escales et lui confie le secrétariat de la commission syndicale créée par la récente ordonnance. Ainsi, se trouve-t-il d'emblée placé dans une position particulièrement favorable pour étudier le commerce des gommes dans toute sa complexe réalité. De cette expérience, il tirera un profit dont on peut mesurer l'importance à travers ses écrits.

Au cours de sa carrière Raffenel avait toujours montré plus de goût pour le service à la mer et l'aventure, - au Mexique, il s'était porté volontaire pour le combat et y avait fait preuve d'un grand courage - , que pour le travail sédentaire des bureaux (23). Aussi accepta-t-il avec enthousiasme

---

(23) Sur la carrière de Raffenel, on peut consulter son dossier personnel A S H M CC7 2079. Ecrivain en 1825, il est nommé commis de la marine de troisième classe en 1834, commis-principal en 1845, sous-commissaire en 1847, commissaire-adjoint six ans plus tard. Après avoir servi au Sénégal, il a été chargé du bureau de l'Inscription Mari-

l'offre de Bouët de faire partie de la mission dirigée par le pharmacien de la marine Huard-Bessinières au Bambouk. Elle partit en septembre 1843, explora la Falémé, le Boundou et les fameuses mines d'or du Bambouk. Elle revint par la Gambie et toucha à Gorée en mars 1844. La moisson de renseignements était abondante et comme le chef de la mission était mort au retour, c'est Raffenel qui fut chargé d'en rédiger le rapport (24). Sur proposition de Bouët, très satisfait des résultats de l'exploration, le ministre accorda à Raffenel, en août 1844, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Rentré en France, la direction des Colonies lui accorda toutes facilités pour préparer une carte précise de son voyage et une relation qui rassemblerait toutes les données qui n'avaient pu figurer dans le rapport initial. Mais le travail de Raffenel avançait un peu trop lentement au gré du ministre. C'est que le commis de marine, en même temps, mettait la dernière main à un ambitieux projet d'exploration de l'intérieur du continent. En effet, il ne s'agissait de rien moins que de traverser l'Afrique du Sénégal jusqu'au Nil (25). Après s'être entouré de divers avis, le ministre, l'amiral de Mackau, déci-

---

(23) suite
time à Dinan de 1850 à 1855. A cette date, il réintègre l'administration coloniale et il est nommé au commandement de Sainte-Marie de Madagascar. En 1858, malade, il est transporté à l'hôpital de Saint-Denis de la Réunion où il meurt. En 1840, le commissaire général Sanjon le note ainsi: "Il a de l'instruction mais il ne peut se plier au travail sédentaire des bureaux". Sur les voyages de Raffenel au Sénégal, voir A N S O M Sénégal III 6 et 7.

(24) Rapport adressé au gouverneur du Sénégal, 17 mars 1844.

(25) Ministre à Raffenel 31 janvier et 4 avril 1845. L'ordre donné le 1er juillet à Raffenel de se rendre au Havre pour rejoindre le Sénégal fut annulé le 15 juillet, l'ex-

de en septembre 1845 d'accueillir favorablement les vues présentées par Raffenel, mais il ne lui adressa ses instructions qu'en avril 1846.

L'explorateur est à Saint-Louis en août. Il prend pour compagnon un mulâtre, L. Panet, qui lui servira de secrétaire. En novembre, il est à Bakel qu'il quittera avec sa petite expédition à la fin de janvier 1847. Après être revenu sur les lieux de son précédent voyage, Raffenel se dirige vers le Kaarta et arrive à quatre journées de Ségou. Mais il est brusquement contraint de revenir en arrière et est retenu prisonnier près de Khogé pendant de longs mois. En janvier 1848, il est de retour à Bakel. Malade, Baudin lui conseille de rentrer en France pour rétablir sa santé. Il y arrive peu après les événements de février.

A Paris, il consacre alors son temps à la mise en ordre de ses notes et à la rédaction du récit de son voyage pour lequel il prévoit trois volumes dont un de cartes et de planches. Il bénéficie de l'appui du ministre qui le maintient jusqu'au 30 novembre 1849 en position exceptionnelle (26). A la fin de l'année, le travail était à peu près terminé. Raffenel avait caressé un moment l'espoir d'un nouveau voyage qui l'aurait conduit à établir une liaison entre l'Algérie et le Sénégal par Tombouctou (27). Mais n'ayant point obtenu cette fois l'appui du gouvernement, il se décida à solliciter sa

---

(25) suite
plorateur étant autorisé à demeurer à Paris dans l'attente qu'il soit statué sur son projet de voyage. A N S O M Correspondance générale 205, fol.47, 178 et 368.

(26) Rapport du directeur des Colonies au ministre, 17 septembre 1849, A N S O M généralités 304-1994.

(27) Raffenel à ministre, 14 février 1849 et ministre à Raffenel, 9 mars 1849, A N S O M Sénégal XIII 7.

réintégration dans le service des ports en décembre 1849. Peu de temps après, il était chargé du service de l'inscription maritime de Dinan.

De son expérience du Sénégal et de ses voyages dans l'intérieur, Raffenel a puisé une ample matière pour de nombreux articles et pour deux ouvrages de toute première importance. Il écrit facilement - un peu trop peut-être - et malgré quelques longueurs, il se lit aisément car c'est un esprit curieux et un excellent observateur. Raffenel est membre de la Société de Géographie et de la toute récente Société d'Ethnologie fondée en 1839. Il se montre, en effet, passionné par l'étude des différents groupes humains qu'il rencontre au cours de ses voyages, s'efforçant de décrire leur organisation politique et sociale, leurs moeurs et leurs croyances. Il est aussi un des premiers voyageurs à s'intéresser à l'histoire des peuples africains, recueillant soigneusement leurs traditions orales (28). Mais ce n'est pas cette partie de son oeuvre, si novatrice soit-elle et si utile que puisse être une bonne connaissance des populations à la définition d'une politique qui nous intéresse ici au premier chef, mais celle où Raffenel tente de dessiner un avenir pour le Sénégal. Ses idées dans ce domaine sont soit dispersées dans ses récits de voyages, soit rassemblées dans des études particulières.

Le ministère de la Marine a largement ouvert les colonnes de la Revue Coloniale à Raffenel puisque son nom figure au sommaire des années 1844, 1846, 1847, 1849 et 1850 (29).

---

(28) Sur cette question voir l'excellent mémoire de maîtrise d'A. BIZET : La conception ethnique des explorateurs du Soudan occidental, sous la direction d'Y.Person, Université Paris I, 1974.

(29) RAFFENEL : 1. Note sur les communications entre le Sénégal et ses affluents et la Gambie, t.4, septembre 1844,

Cependant, lorsque le voyageur envisagea à la fin de 1848 de publier le récit de son second voyage, sa demande d'aide financière essuya un refus (30). La direction des Colonies invoqua deux raisons qui n'étaient pas entièrement dénuées de valeur. Elle estimait, tout d'abord, que l'auteur ayant fait connaître à plusieurs reprises dans la Revue Coloniale ses vues sur le Sénégal, l'utilité d'un nouveau livre n'apparaissait pas démontrée . Ensuite, elle jugeait inopportune cette publication au moment où le gouvernement tentait de mettre en oeuvre une nouvelle politique. Finalement, en février 1855, Raffenel sera autorisé à publier son livre à ses frais, à condition

> "qu'il s'abstienne de commenter les actes de l'administration du Sénégal au moins pour la période la plus récente" (31).

---

(29) suite
pp.12-22. 2 : Exploration du pays de Galam, du Boundou et du Bambouk et retour par la Gambie, octobre 1844, pp.462-544. 3 : Le Haut Sénégal et la Gambie en 1843-1844, t.8, mars 1846, pp.310-340. 4 : Second voyage d'exploration dans l'intérieur de l'Afrique, t.13, septembre 1847, pp.1-47. 5 : Rapport au Ministre de la Marine, 22 août 1848 et Divers itinéraires de la Sénégambie et du Soudan nouvelle série, t.3, décembre 1849, pp.217-276 et 277-305. 6 : De la colonie du Sénégal. Etudes historiques et commerciales, 1850, t.4., juin, pp.389-415 et t.5, juillet, septembre et octobre, pp.5-44, 225-249 et 311-339.

(30) Raffenel sollicitait la souscription par le ministre de 300 exemplaires.

(31) Sur l'échange de correspondance entre Raffenel et le ministère au sujet de la publication de son Nouveau Voyage au pays des Nègres, voir le dossier dans A N S O M Généralités 304/1994. On remarquera que le ministre avait

C'est dans ces conditions que parut en 1856, dix ans après le Voyage dans l'Afrique occidentale, le Nouveau Voyage dont l'essentiel du second tome est constitué par les Etudes sur la colonie du Sénégal (32).

Ainsi, pendant près de dix ans, Raffenel n'a cessé de se pencher sur le problème sénégalais et d'alimenter de ses réflexions rapports, articles et livres. Son premier écrit, le rapport qu'il adresse au gouverneur Bouët au lendemain de sa mission au Bambouk, le 17 mars 1844, frappe par l'ampleur et l'audace de ses vues. Il contient déjà quelques uns des thèmes essentiels que Raffenel développera par la suite, mais surtout il exprime la conviction enthousiaste de l'auteur que la grandeur de la France dépend pour une large part de son expansion à l'intérieur de l'Afrique. Le rapport n'est donc point un banal compte-rendu de voyage, mais une défense et illustration des possibilités d'avenir du Sénégal en même temps qu'un vigoureux plaidoyer pour l'action. Or le ministère, ne l'oublions pas, n'a pas hésité à le publier rapidement en octobre. Quelques jours plus tard, Bouët rédigeait sa fameuse lettre programme.

Tout d'abord, le Sénégal, aux yeux de Raffenel offre d'incontestables "garanties d'avenir", parce qu'il constitue,

---

(31) suite
fait retrancher les passages traitant des intérêts politiques de la France du rapport que lui avait adressé Raffenel au début de son voyage en mars 1847 pour la publication dans le numéro de septembre de la Revue Coloniale, ministre à gouverneur, 16 novembre 1847, dépêche citée par SCHEFER, op.cit. t.2, pp.187-189.

(32) Voyage dans l'Afrique occidentale, Paris, Arthus Bertrand, 1846, VII- 512 p. Nouveau Voyage dans le pays des Nègres, Paris, Chaix, 1756, t.1, 512 p., t.2, 456 p.

comme la Guyane, une "colonie qui s'appuie sur un continent". L'argument connaîtra par la suite un éclatant succès et il sera repris par les négociants européens auxquels les historiens du Sénégal en attribuent la paternité dans leur fameuse pétition de février 1854 (33). En effet, son avenir réside dans "l'extension illimitée" de ses "relations civilisatrices et commerciales" dans l'intérieur. En conséquence, il faut prévoir "un vaste et large plan d'occupation" qui exige que le gouvernement sorte de "l'ornière habituelle des demi-mesures et du tâtonnement". Il envisage donc un système de postes fortifiés et de comptoirs qui débuterait dans le haut Sénégal pour s'étendre progressivement dans l'intérieur :

> "Je voudrais que le premier des établissements à élever fut comme le premier terme d'un grand système d'occupation indéfinie, d'une immense progression dont le dernier pourrait bien être un jour les belles et riantes vallées de l'Atlas".

Raffenel n'hésite pas à entrer dans le détail de l'organisation de ces établissements qui constitueront "une sorte de hanse militaire et commerciale". Il les voit dotés "d'un certain appareil de force" nécessaire à la fois pour la "prospérité du commerce" et "la dignité" de la France. Mais il considère cette présence militaire comme une garantie de paix et un moyen "d'arriver ... à un empire purement moral". Raffenel n'annonce-t-il pas, un demi-siècle à l'avance, la fameuse maxime de Lyautey "manifester la force pour en éviter l'emploi"?

---

(33) Pétition au gouverneur du Sénégal, 11 février 1854, A N S O M Sénégal XIII 30b. Elle a été publiée peu de temps après à Bordeaux.

Par ailleurs, Raffenel préconise l'utilisation de troupes indigènes car "ce n'est que par elles que nous pourrons arriver à étendre nos relations commerciales". Il pose également le problème de la formation des Africains et il ne désespère pas qu'un jour, dans les comptoirs fortifiés, les Sénégalais élevés en France puissent remplacer les Européens comme officiers, "ingénieurs pratiques" et commerçants (34). Enfin il insiste sur la nécessité pour assurer le développement économique du Sénégal d'exploiter les mines du Bambouk que selon lui les Anglais convoitent et de créer de grands centres agricoles dans lesquels les enfants du pays seraient initiés aux techniques modernes.

Raffenel a ainsi esquissé un vaste et ambitieux programme qui constitue une condamnation implicite de l'immobilisme et de la routine du gouvernement. Il reprendra et approfondira dans ses écrits ultérieurs les principaux thèmes abordés dans son long et substantiel rapport.

A la différence de celui-ci, le Voyage en Afrique occidentale, avant tout récit détaillé d'une exploration, n'a point la prétention de présenter un plan cohérent. Cependant au fil de la lecture, en particulier à la suite des développements sur la situation politique et commerciale des régions traversées, on découvre de nouveaux arguments en faveur de la vigoureuse politique d'expansion dont Raffenel s'est fait l'apôtre et des propositions plus précises sur les moyens de la réaliser. Ainsi, il prend prétexte d'une récente intervention militaire de Bouët au Fouta, menée avec le concours de

---

(34) Rappelons que Bouët avait adjoint à la mission Huard-Bessinières trois jeunes mulâtres: H. Lamotte, E.Lejuge et F. Girardot qu'il envoya ensuite à l'école des Arts et Métiers de Chalons-sur-Marne.

spahis amenés d'Algérie, pour déplorer que les autorités du Sénégal aient préféré les longs et vains palabres à l'efficace démonstration de force pour régler les problèmes :

> "Il faut en convenir, une charge de spahis est d'un effet plus sûr que les interminables pourparlers que l'usage a fâcheusement consacrés pour traiter les affaires. Les nègres abusent étrangement de ces moyens et notre indulgence pour eux, poussée quelquefois à l'excès, leur fait souvent douter de l'efficacité de nos moyens de répression" (35).

De même, pour assurer la sécurité des traitants opérant dans le Fouta et des navires se rendant à Galam, il plaide pour la reconstruction du fort de Podor (36). D'autre part, il souligne l'intérêt pressant qu'il y aurait à renouer avec la tradition de prendre comme otages les fils de chefs afin de les éduquer à Saint-Louis. Ils constitueraient tout à la fois une garantie de l'exécution des traités et un moyen de diffuser les idées occidentales (37). Enfin, partant en guerre contre la mentalité dominante hostile à tout nouvel effort en matière agricole, il tente de démontrer que l'échec de la fin des années vingt était dû aux vices du système et non aux possibilités du Sénégal. Si ce fâcheux état d'esprit devait persister, on risquerait de priver le Sénégal d'un avenir prospère (38).

Après une nouvelle visite aux mines du Bambouk au début de son second voyage, Raffenel, dans un long rapport de

---

(35) Voyage en Afrique occidentale, op.cit., p.54.
(36) Ibid., p.31.
(37) Ibid., p.98.
(38) Ibid., p.20.

1847 complète les observations consignées dans son ouvrage (39). Il s'efforce de convaincre à partir de renseignements précis de leur richesse et de la possibilité par la mise en oeuvre de techniques plus modernes d'en tirer de beaux bénéfices. Ce qui frappe, c'est l'insistance avec laquelle il cherche à réveiller les espoirs qui, à diverses époques, ont enflammé les esprits. L'or du Bambouk pourrait ainsi devenir l'un des piliers de l'économie sénégalaise. Mais une exploitation des mines ne peut se concevoir sans une organisation solide du commerce de Galam. Raffenel ne craint point d'affirmer en matière économique des opinions contraires à celles que professent nombre de négociants européens. C'est ainsi qu'il dénonce avec force le caractère hybride du système alors en vigueur et réclame pour la compagnie un privilège complet pendant toute l'année.

> "Ma conviction est donc bien arrêtée : le commerce libre ... laissera l'Afrique occidentale languir dans de mesquines et insuffisantes spéculations ...
> Une compagnie riche en capitaux et en hommes d'intelligence y trouvera la fortune ... et imprimera à la fois à la civilisation, au commerce et à l'industrie un rapide et puissant mouvement de progrès".

Dans le rapport qu'il adresse au ministre après son second voyage, Raffenel met l'accent avec plus de netteté qu'auparavant sur la primauté de la question politique sur la question commerciale. Pour assurer la sécurité des transactions, il juge indispensable d'accroître les effectifs militaires en particulier par la constitution d'un véritable corps de troupes indigènes sur le modèle des régiments des

---

(39) Ibid., p.386, mémoire au ministre, 8 mars 1847, publié en septembre dans la Revue Coloniale.

British West Indies (40).

Pas plus que dans ses écrits antérieurs, Raffenel n'a réussi dans le Nouveau Voyage à domestiquer sa plume vagabonde malgré les intentions qu'il avait affichées. C'est ainsi que dans le premier tome qui devait être uniquement consacré au récit de son exploration manquée, de trop nombreuses digressions dévoilent les solutions à la crise sénégalaise qu'il se proposait d'exposer dans le second sous le titre d'Etudes sur la colonie du Sénégal (41). Mais, dans ces trois cents pages, on retrouve le même manque de rigueur en particulier lorsque l'auteur retrace l'histoire des comptoirs et dénonce les erreurs commises depuis la reprise.

Raffenel met l'accent sur des considérations d'ordre moral. Pour lui le but que la France doit poursuivre en Afrique "est moins la prospérité commerciale que la régénération du peuple nègre". Pour y parvenir il faut travailler à la disparition de l'esclavage et pour se faire la pénétration dans l'intérieur constitue selon lui un moyen beaucoup plus efficace que les croisières dispersées le long des côtes d'Afrique. Mais elle ne pourra se réaliser que si elle s'appuie sur les progrès du commerce et la diffusion du catholicisme. C'est ainsi qu'il sera possible de s'attacher les Africains et d'en faire des Français par une politique d'assi-

---

(40) Rapport au ministre, 22 août 1848, Revue coloniale, décembre 1849.

(41) Quelques exemples parmi d'autres : à propos de la condamnation de la politique des demi-mesures et de la nécessité de s'affirmer militairement et de supprimer les coutumes payées par le gouvernement, pp.30, 75, 135, 151 :sur la conquête du Bambouk, condition indispensable de l'exploitation des mines d'or, p.132, sur la pénétration commerciale dans l'intérieur,en particulier vers Ségou, p.493.

milation (42).

Il est bien évident que pour l'essentiel ces idées ne sont pas nouvelles. Elles sont l'expression d'un courant de pensée qui s'est manifesté sous la Restauration avec le Comité pour l'abolition de la traite des noirs, et, plus récemment avec la Société pour l'abolition de l'esclavage constituée en 1834 sous la présidence du duc de Broglie. Mais, il a reçu une impulsion nouvelle avec la fondation bien tardive en 1841 de l'Institut d'Afrique sur le modèle de l'African Institution (43). Cet organisme trop souvent ignoré mériterait une étude. Il serait, en effet, intéressant de connaître les raisons et les circonstances de sa création, la composition sociale de ses membres, ses activités et l'influence qu'il a pu exercer sur l'opinion française en particulier par l'intermédiaire des Annales qu'il publie. Dans l'immédiat, nous avons borné nos investigations à quelques sondages dans la revue. Animé par des membres de la noblesse comme les ducs de la Rochefoucauld-Doudeauville et de Montmenrency, ses premiers présidents, l'Institut d'Afrique recueillit l'adhésion de généraux ayant servi ou servant en Algérie comme Clauzel, Berthezène et Bugeaud, de marins comme l'amiral de Rosamel, de diplomates comme F. de Lesseps et de négociants comme Duffour-Dubergier, maire de Bordeaux. Il comptait aussi des membres étrangers, essentiellement des Anglais, au premier rang desquels figurait Buxton, l'apôtre inlassable de la lutte contre la traite et l'esclavage. Au Sénégal, l'Institut semble

---

(42) RAFFENEL : Nouveau voyage ... op.cit., pp. 194, 244 et 266.

(43) COHEN (W.B.). The French encounter with Africans. White response to Blacks 1530-1880. Indiana University Press, 1980, p.268, traduit dès 1981 sous le titre Français et Africains, les Noirs dans le regard des Blancs (1530-1880), Gallimard, 416 p.

avoir connu un franc succès puisqu'il recrute des membres dans le clergé, par exemple Fridoil, Moussa et Boilat, prêtres originaires du pays, dans le personnel administratif et judiciaire et dans le milieu des négociants avec Auxcousteaux (44). On notera aussi que probablement grâce à ce réseau d'adhérents, les Annales de l'Institut publient de fréquentes informations sur le Sénégal, ses populations et son commerce. D'ailleurs Raffenel donnera en 1847 une courte note sur l'esclavage en haute Sénégambie (45).

C'est dans le droit fil des idées répandues par l'Institut d'Afrique que Raffenel conçoit le Sénégal comme :

> "un foyer destiné à porter au centre de l'Afrique les lumières de l'industrie, de l'intelligence et de la religion" (46).

Mais pour qu'il puisse remplir cette mission, il est nécessaire de rompre avec les erements qui ont été suivis jusque là. Il est donc indispensable de mener avec continuité une politique de rigueur et de fermeté comme celle qu'avait esquissée Bouët, lors de son trop bref passage au gouvernement (47). Aussi, Raffenel ne craint point d'affirmer que, pour

---

(44) Parmi les adhérents, on relève, en effet, les noms des juges de Lannoise et Bole, d'Hecquard, le commandant de Bakel pour l'année 1846 et celui de Verand, chef du service administratif en 1852.

(45) RAFFENEL (A). L'esclavage chez les Africains de la Haute Sénégambie, Annales de l'Institut d'Afrique, juillet-août 1847, pp.55-56.

(46) RAFFENEL (A). Nouveau Voyage, op.cit. t.2, p.217.

(47) Ibid., t.2, p.282.

"conquérir une position honorable en Afrique, la force est ... le principal moyen d'action" (47).

Il réclame en conséquence le renoncement à une "fade diplomatie" qui ne conduit qu'à des concessions indignes de la France et "deux années au moins de politique armée et guerrière" (48). Enfin, il lâche le mot qui révèle bien le fond de sa pensée :

"la conquête, grand mot qui peut causer et qui causera un étonnement profond aux personnes accoutumées à la politique sénégalaise" (49).

La France a bien conquis l'Algérie, ajoute-t-il et il n'y a point de raison qu'elle ne fasse de même au Sénégal. Il lui faudra alors tant pour l'organisation des troupes indigènes que pour les méthodes de guerre s'inspirer largement de ce qui a été fait dans cette nouvelle colonie (50).

Sur le plan économique, Raffenel consacre de longs développements à la situation actuelle. Il propose, pour y porter remède, ce qu'il appelle une "révolution commerciale". Distinguant entre un commerce qui ne comporte aucun espoir de développement, - la traite des gommes -, et un autre qui recèle de grandes possibilités d'expansion, - celui de Galam - il préconise deux solutions diamétralement opposées. Le premier bénéficierait d'une "liberté complète et absolue" et le second serait réservé à une compagnie bénéficiant d'un privilège exclusif (51). En application de la politique qu'il pré-

---

(48) Ibid., t.2, p.117.
(49) Ibid., t.2, p.231.
(50) Ibid., t.2, pp.281-283 et 285.
(51) Ibid., t.2, p.111, 154 et 214.

conise à l'égard des populations africaines, Raffenel veut, quoiqu'il puisse en coûter, affranchir la traite des gommes des exigences des Maures en supprimant les escales et ce tribut déguisé que constituent les coutumes (52). Dans ces conditions, le commerce se trouve dégagé de toute réglementation susceptible d'entraver l'initiative individuelle et il n'existe évidemment plus de place pour une corporation de traitants. Pour le haut Sénégal, au contraire, Raffenel ne voit de salut que dans une compagnie privilégiée qu'il considère comme le seul instrument capable d'étendre le commerce français "jusqu'aux contrées centrales qu'arrose le Ghioliba" (53). Il n'ignore pas les critiques adressées à l'ancienne Compagnie de Galam et il pense en éviter le retour en suggérant de soumettre la nouvelle à la surveillance permanente d'un commissaire du gouvernement (54).

Partant de cette constatation que "l'esprit commercial domine trop encore au Sénégal", Raffenel insiste avec raison sur la nécessité d'établir un meilleur équilibre de l'économie (55). Elle ne doit plus uniquement reposer sur le commerce fut-il doté avec l'arachide d'un nouvel aliment en progrès constant. Il lui paraît donc indispensable d'élargir la gamme des produits à exporter en relançant la colonisation agricole, mais avec une grande prudence afin d'éviter un nouvel échec(56).

---

(52) Ibid., t.1, p.75, t.2, pp.181, 184, 186.
(53) Ibid., t.2, p.77.
(54) Ibid., t.2. p.194.
(55) Ibid., t.2, p.123.
(56) Ibid., t.2, pp.71, 123, 162, 224.

D'autre part, le Sénégal et les régions avoisinantes offrent des ressources minières au premier rang desquelles se trouvent celles du Bambouk. Il convient de les mettre en valeur le plus rapidement possible. Mais ce qui fait l'originalité de Raffenel, c'est l'importance qu'il attache à la création d'activités industrielles :

> "Croyez à l'industrie, croyez que sans elle il n'y a nulle part de prospérité possible, il n'y a pas de vie, pas d'avenir pour un pays" (57).

Concrètement, il envisage tout d'abord d'améliorer le tissage, "une des rares industries des naturels", par l'introduction de nouveaux métiers puis de créer ensuite de nouvelles activités telles que la métallurgie, le travail du cuir, la mouture des grains, la fabrication de l'huile d'arachide ainsi que celle du sucre et de l'alcool à partir des tiges de mil, sans oublier l'obtention de l'indigo et d'autres matières colorantes (58).

Pour mettre en oeuvre la politique qu'il vient de définir, Raffenel pense qu'il est indispensable de former des cadres car "c'est l'Afrique qui doit fournir les instruments de sa régénération" (59). Le rôle de l'école est donc capital et notre auteur s'attache à préciser quelles devraient être les bases d'une organisation satisfaisante de l'enseignement (60). La formation professionnelle qui requiert tout particulièrement son attention pourrait être dispensée par une école des Arts et Métiers et un Institut agricole prolongés par des usines et des fermes modèles (61).

---

(57) Ibid., t.2, p.215.
(58) Ibid., t.2, pp.221, 226-227.
(59) Ibid., t.2, p.133.
(60) Ibid., t.2, p.255 et suivantes.
(61) Ibid., t.2, pp.133, 216, 221.

Ce simple résumé ne peut donner qu'une idée limitée de la richesse des ouvrages de Raffenel. En effet, l'explorateur du Soudan ne se contente point de définir les principes et les objectifs d'une politique pour la France en Afrique. Il s'attache à la fois à préciser jusque dans le détail les mesures concrètes qui lui paraissent indispensables et à prévoir les étapes de leur mise en oeuvre. Ainsi, en quelques années la France devrait, non seulement être maîtresse du Sénégal, mais aussi retirer les premiers bénéfices d'un important effort de transformation de l'économie de ses rives.

> "Résumons : dans cinq ans, nous pouvons avoir une ville florissante dans l'île à morphil ... des fermes ... des routes; nous pouvons avoir des usines établies depuis Saint-Louis jusqu'aux portes du Soudan ..., nous pouvons avoir centuplé les revenus actuels de notre commerce.
> Dans dix ans, nous pouvons avoir dans le Sego et sur le Ghioliba des établissements en pleine voie de prospérité, nous pouvons avoir rendu le Sénégal navigable jusqu'au Bafing ... Dans dix ans, nous pouvons déployer au milieu de l'Afrique le pavillon de la France" (62).

Sans doute, peut-on déceler ici ou là dans l'oeuvre de Raffenel la persistance des conceptions traditionnelles. Ainsi, par exemple, continue-t-il à croire à la supériorité d'une compagnie privilégiée sur le commerce libre pour mesurer le progrès des échanges dans des régions éloignées de Saint-Louis comme le haut Sénégal. Mais à côté, que d'idées neuves et fécondes ! Ainsi, quand Raffenel se refusant à réduire l'économie du Sénégal au simple drainage des produits pour l'exportation préconise leur transformation sur place, il

---

(62) Ibid., t.2, pp.294-295.

apparaît en avance sur son temps. En effet, dans sa vision d'avenir, il ne néglige point de prendre en compte l'intérêt propre du Sénégal et de ses habitants alors que négociants et administrateurs restent prisonniers de la vieille conception du seul commerce pour l'unique profit de la métropole (63).

Ce qui frappe chez Raffenel, c'est non seulement l'ampleur et la hardiesse de ses vues mais la passion qu'il met à défendre sa politique de conquête et d'expansion. L'indifférence et la timidité de ses concitoyens l'irritent au plus haut degré car elles risquent de priver la France d'un grand destin. Il le dit à plusieurs reprises avec force :

> "L'occupation du centre de l'Afrique est une grosse question. Malheureusement, nous sommes devenus si indifférents, si timides pour les grandes entreprises que je doute qu'on veuille l'étudier".
> "Plus je songe à ce qu'il y a de vraiment grand à réaliser à deux pas de nos obscures boutiques à guinée, et plus je me sens affligé de l'indifférence de ma nation" (64).

Enfin, lorsque Raffenel évoque l'avenir de la France en Afrique, il sait trouver des accents qui annoncent ceux des chantres de l'expansion au temps de la "course au clocher".

---

(63) Un autre exemple de l'intérêt que porte Raffenel à un développement équilibré et non à une exploitation du Sénégal peut être trouvé dans l'inquiétude qu'il est le premier à manifester devant le déboisement de certaines régions" une des mesures les plus importantes à prendre, et à prendre sans délai, serait de planter des arbres et de reboiser certains lieux", ibid, t.2, p.226.

(64) Ibid., t.2, pp.130 et 135.

"Maîtres du Niger, nous serions maîtres de l'Afrique. Des steamers français naviguant sur le Tchad !... Il y a de quoi tenter l'ambition d'un grand peuple et lui faire dépenser des millions" (65).

Ainsi l'oeuvre de Raffenel domine incontestablement la littérature consacrée au Sénégal en ce milieu du siècle. Elle doit cette supériorité à son caractère à la fois visionnaire et réaliste; ainsi qu'à l'incomparable connaissance des lieux et des hommes et au sens aigu d'une mission à accomplir dont elle témoigne. De ce fait, elle connaîtra un grand rayonnement.

Mais pour être moins originaux, moins poussés dans leurs analyses et plus limités dans leurs préoccupations, les autres ouvrages et brochures n'en sont pas moins révélateurs de l'intérêt souvent passionné porté à l'avenir du Sénégal par des représentants des différents milieux.

Dans son second voyage, Raffenel s'était fait accompagner par un secrétaire, Léopold Panet. L'existence de ce mulâtre originaire de Gorée oscillait comme celle de plusieurs de ses contemporains entre les deux pôles de l'administration et du commerce. Après avoir été pendant quelques mois en 1838-39 écrivain de la marine, il s'était laissé séduire par le prestige du commerce de la gomme en entrant au service d'un traitant. Mais déçu de ne pas avoir été admis dans la corporation, il réintègre l'administration en 1845. Ayant appris le prochain départ de Raffenel pour l'intérieur de l'Afrique, il sollicite et obtient du gouverneur l'autorisation de partir avec lui. Panet n'est pas découragé par cette exploration manquée. Au contraire, il manifeste bientôt l'ambition de

---

(65) Ibid., t.2, p.294.

réussir, lui, homme de couleur, là où l'Européen a échoué (66). Finalement, ce n'est pas vers le Niger et l'intérieur de l'Afrique que, dans les premiers mois de 1850, il va se diriger, mais vers le Maroc. Venant de Mogador, il arrive en France en juin. Il présente peu après son récit de voyage au directeur des Colonies Mestro, qui décide de le publier dans les prochaines livraisons de la Revue Coloniale (67).

Panet a cru devoir ajouter à sa relation de voyage une dizaine de pages sous le titre : Observations sur le commerce du Sénégal. Avantage d'un établissement à Ségo. Ce sont elles qui retiendront surtout notre attention. Elles s'inspirent pour une large part du rapport que Panet avait remis, le 10 novembre 1848, au directeur des Colonies, lors de son précédent séjour à Paris (68).

Il n'est pas étonnant que les idées exprimées par Panet fassent pour une large part écho à celles que défend Raffenel. Peut-être sont-elles le fruit de discussions communes menées au cours de leur résidence forcée dans le Kaarta. Panet souligne l'ardent nécessité pour le Sénégal de se libérer de la routine et de la timidité. Il lui faut rompre avec le cercle étroit des affaires de gomme et se lancer sur les pistes de l'intérieur jusqu'à Ségou, Djenné et Tombouctou. L'avenir du Sénégal se trouve au coeur de l'Afrique. Panet

---

(66) Léopold Panet à directeur des Colonies, 11 novembre 1848, A N S O M Sénégal II 3.

(67) Relation d'un voyage du Sénégal à Soueira (Mogador) par M.Léopold Panet, indigène sénégalais. Revue Coloniale, t.5, nov. 1850 pp.379-445. R. CORNEVIN a publié ce texte sous le titre : Première exploration du Sahara occidental, Paris, Le Livre Africain, 1968, 190 p.

(68) Notes sur le Sénégal présentées par L.Panet, écrivain de la Marine, 10 novembre 1848, A N S O M Sénégal II 3.

juge également la liberté du commerce indispensable pour les basses escales et bénéfique pour le pays de Galam s'écartant ainsi de Raffenel (69). Mais il ne voit d'extension possible du commerce dans l'intérieur que par l'intermédiaire d'une compagnie privilégiée. Par ailleurs, il prêche pour un meilleur équilibre de l'économie sénégalaise en demandant la création d'exploitations agricoles modernes et en proposant l'octroi d'une prime d'encouragement.

Dans ses relations avec les chefs et les souverains africains, Panet fait avant tout confiance aux moyens pacifiques mais éventuellement, il ne refuse point l'installation de postes fortifiés pour protéger le commerce et la création de troupes indigènes. Mais ce qui peut être le plus significatif dans la pensée de l'ancien secrétaire de Raffenel c'est la priorité qu'il réserve à l'enseignement dans son rapport de 1848. La clé de tout progrès au Sénégal réside, selon lui, dans la mise en place d'importants moyens d'instruction. Sans doute ce mulâtre avait repris contre les noirs en général et contre les traitants en particulier les griefs formulés par les Européens, mais à la différence de ceux-ci, il ne les rendait point responsables de leurs insuffisances. Bien au contraire, il dénonce les préjugés de trop nombreux Européens et il déclare que :

> "le noir du Sénégal n'est pas ce qu'on le dit ou plutôt les mauvaises qualités qu'on lui prête sont moins l'effet de son caractère que de l'ignorance dans laquelle il vit".
>
> "Instruisez le nègre ... et vous aurez un homme comme on en voit en France ... (Il) ne le cèdera en rien à l'Européen et à l'homme de couleur".

---

(69) Panet a évolué car dans le rapport de 1848, il partageait le point de vue de Raffenel, mais il a été convaincu par l'expérience du commerce libre pratiquée à Bakel en 1849-1850.

Panet a bien compris que le désir d'apprendre qu'il a constaté chez les noirs de Saint-Louis n'était que le reflet de leur aspiration à devenir les égaux des Européens. S'il professe le même idéal assimilationniste que Raffenel, il se montre beaucoup plus réservé sur le plan religieux, refusant tout prosélytisme en faveur du christianisme à l'école. Ainsi, l'instruction qui sera dispensée sera indépendante de toute considération religieuse, car, "commencer par heurter la croyance du nègre, ce serait un triste début" et "cela suffirait pour se l'aliéner à jamais" (70). Mais avec le temps, on peut espérer que "les erreurs de l'islamisme viendront se briser devant les saines vérités du christianisme" (71).

Frédéric Carrère a écrit son ouvrage De la Sénégambie française en collaboration avec un enfant du pays, le mulâtre Paul Holle. Le livre a paru en 1855. Sans doute fait-il allusion à des événements récents tels que la nomination de Faidherbe, mais pour l'essentiel il est le fruit de réflexions menées depuis de nombreuses années sur la situation du Sénégal et sur les moyens à mettre en oeuvre pour y porter remède. En effet, Carrère est arrivé en septembre 1840 comme juge au tribunal de première instance de Saint-Louis et il accomplira toute sa carrière au Sénégal jusqu'à sa retraite en 1866 (72).

---

(70) Notes au directeur des Colonies, 10 novembre 1848 déjà citées.

(71) PASQUIER (R.) Un explorateur sénégalais, Léopold Panet 1819-1859, African Historical Studies, vol.2, n°2, 1969, pp.307-317.

(72) CARRERE (F.). Né à Toulon en 1814, il est docteur en droit et avocat à la cour de Paris. Le député du Var, Clapier, a appuyé sa candidature à un poste dans la magistrature coloniale, puis est intervenu ensuite en faveur de son avancement. Bouët le recommande vivement au ministre. Sa carrière est rapide. Très lié avec Protet, successeur de

Ses services ont été rapidement appréciés par les gouverneurs successifs qui louent son intelligence, sa facilité à démêler les affaires les plus complexes et sa grande capacité de travail. Ils lui confient volontiers les tâches les plus diverses. Pageot des Noutières le nomme en 1842, commissaire du gouvernement tant auprès de la compagnie pour la traite de la gomme qu'il vient d'instituer qu'auprès de la Compagnie de Galam et de Casamance.

A Paris, le ministère profite des congés de Carrère pour faire appel à sa compétence et à son habileté. En 1844, il est étroitement associé aux travaux de la commission chargée de préparer le projet d'ordonnance concernant la réorganisation judiciaire du Sénégal et il se voit confier la tâche de mettre sur pied le bulletin administratif du Sénégal (73). Trois ans plus tard, alors conseiller à la cour d'appel, il participe avec l'ancien gouverneur Bouët aux études préparatoires à l'émancipation des esclaves du Sénégal.

---

(72) suite
Baudin, ses relations avec Faidherbe seront difficiles voire tendues au début; elles finiront par s'améliorer. A sa retraite, il se retire à Bordeaux et continue à suivre de près les affaires du Sénégal. Il rédige en 1869 un mémoire qui constitue à la fois une critique du régime militaire de la colonie et une candidature implicite au poste de gouverneur. Ce mémoire sera publié en 1870 sous le titre Le Sénégal et son avenir. AN Colonies, dossier personnel EE 399 et A N S O M Sénégal II 4.

(73) Jusqu'à cette date, les ordonnances du gouvernement métropolitain applicables au Sénégal et les décisions du gouvernement local n'avaient fait l'objet d'aucune publication. Carrère reçut donc pour tâche d'une part de les réunir en un recueil pour la période 1819-1842 et d'autre part d'assurer désormais la publication régulière des textes officiels.

En 1848, il devient président de la cour d'appel et deux ans plus tard, il succède à Larcher comme procureur général et chef du service judiciaire. Il entre alors au Conseil d'administration. Il s'y impose très vite par sa connaissance des dossiers et la qualité de ses avis. Le gouverneur Protet le tient en haute estime. Au cours de son long séjour à Saint-Louis, il a réussi, malgré un caractère entier, à se constituer une forte position dans la population européenne. En particulier, il entretient d'excellents rapports avec des négociants européens tels que les Maurel.

Pour la rédaction de son ouvrage Carrère s'est assuré la collaboration d'un "habitant", Paul Holle. Ce fils d'un négociant et d'une signare a été très jeune recruté avec d'autres mulâtres par Roger pour l'aider dans son entreprise de colonisation agricole. Le gouverneur désirait en effet, les initier aux techniques modernes et en faire des chefs d'équipes indigènes chargées d'effectuer des travaux spéciaux comme la culture et la récolte du coton et de l'indigo. Après l'abandon des cultures, P. Holle s'est laissé tenter comme d'autres mulâtres par le commerce de la gomme. Il est traitant quand il épouse en 1838 Marianne Pellegrin qui appartenait à une famille bien connue de Saint-Louis. Tous deux jouissent alors d'une certaine aisance (74). Mais parallèlement à une activité commerciale qu'on ne peut malheureusement pas suivre d'une manière précise, P. Holle va mener une carrière d'administrateur et de soldat. En octobre 1839, le gouverneur Charmasson l'adjoint ainsi qu'un autre saint-louisien Potin-Patterson à Caille et à Huard-Bessinières pour l'exploration du Djolof qui allait aboutir à la création du comptoir de Mérinaghen. Ayant apprécié

---

(74) HOLLE Paul, né le 15 mars 1807 à Saint-Louis et mort à Médine le 26 mars 1862 s'est marié le 4 décembre 1838. Sur sa carrière voir son dossier personnel AN Colonies EE 1147.

ses qualités, il en fait un commandant de Bakel en septembre 1840. Holle exerce ses fonctions dans des conditions difficiles s'efforçant de maintenir avec de faibles moyens un équilibre précaire entre les forces politiques du haut fleuve tout en évitant que le Boundou et le Kaarta n'exploitent la situation à leur profit. Remplacé un moment par Hecquard en 1846, il retourne à Bakel deux ans plus tard (75). De 1852 à 1855, il est commandant du poste de Sénoudébou et, pendant un congé il est nommé à titre provisoire membre suppléant du Conseil d'administration et adjoint au maire. Ensuite, il est nommé à Médine, le poste que Faidherbe vient de créer. Il y fallait un homme de confiance au moment où les agissements d'El Hadj Omar devenaient de plus en plus inquiétants. Le nom de P.Holle allait d'ailleurs rester attaché à ce poste à la suite du siège que le commandant a soutenu avec courage.

Tout en exerçant ses fonctions administratives, Holle n'a pas renoncé au commerce mais il semble que ses affaires n'aient guère été brillantes car, à sa mort, il laisse sa femme et ses enfants dans une situation financière plus que difficile (76).

---

(75) On ignore quand Holle a cessé ses fonctions mais en janvier 1851 c'est Rey qui est commandant de Bakel.

(76) P. Holle s'est associé avec Bintar Sar, propriétaire et commerçante et son mari Macodé Sal qui avait été traitant à l'escale du Coq. Macodé Sal, gérant de l'opération à Bakel a fait de mauvaises affaires. Des poursuites ont été engagées contre les associés par les créanciers, Maurel et Prom, Buhan Rabaud et Jay. Binta Sar et Macodé Sal étaient les parents d'Alioun Sal, traitant puis sous-lieutenant à titre indigène et explorateur du Sahara occidental au temps de Faidherbe. L'activité commerciale de P. Holle est généralement ignorée. Robert W. JULY nous pré-

De la Sénégambie française s'inscrit dans la série des études mi-géographiques mi-anthropologiques qui paraissent alors sur l'Afrique. Les chapitres consacrés aux structures sociales et politiques, aux activités économiques, aux coutumes et aux croyances des Maures ainsi que des populations du Walo, du Kayor, du Djolof, du Fouta et des pays du haut Sénégal en apportent la preuve évidente. Mais on aurait tort de n'y voir que cela, car l'ouvrage est aussi et peut-être avant tout une critique de la politique menée par la France depuis 1817 et un essai proposant les changements que les auteurs jugent indispensables.

Il est impossible de démêler quelle a été la part respective de chacun des deux auteurs dans la rédaction de l'ouvrage. Dans ses commentaires, Faidherbe affecte d'en attribuer la paternité uniquement à Carrère, tandis que l'historien July, adoptant une position opposée, a tendance à n'évoquer que le nom de Holle (77). Serait-ce trop s'aventurer que d'émettre l'hypothèse suivante ? Les chapitres consacrés aux sociétés africaines, au pays de Galam, au Khasso et au Bambouk seraient essentiellement le fruit de l'expérience de P. Holle qui a séjourné de longues années sur le haut fleuve. Par contre, les vues d'ensemble sur la politique suivie depuis la reprise et sur celle qu'il conviendrait de mener pour assurer à la France une solide influence et un commerce prospère représenteraient le résultat des réflexions de Carrère qui par sa position à

---

(76) suite
sente le collaborateur de Carrère uniquement sous l'angle de l'administrateur dans son ouvrage intitulé : The Origins of Modern African Thought, Londres, Faber and Faber, 1968, pp.167-176.

(77) Faidherbe critiquait essentiellement la position hostile à l'Islam exprimée avec force dans l'ouvrage, gouverneur à ministre, 6 juin 1856, A N S O M Sénégal I 41 b, Moniteur du Sénégal, 10 juin 1856, n°11.

Saint-Louis se trouvait au centre de tous les débats sur l'avenir du Sénégal. D'ailleurs Carrère revendiquait toute la responsabilité des jugements portés sur la politique ou plutôt sur l'absence de politique de la France pendant les trente cinq dernières années dans des lettres particulières comme celle qu'il adressait au P. Barbier ancien préfet apostolique de Saint-Louis :

> "Ce pays a besoin de guides et d'appuis; livré depuis longtemps à des directives sans système arrêté, la plupart du temps contradictoires, il s'épuise en mouvements désordonnés ... J'ai rempli mon devoir en publiant La Sénégambie. Ai-je chargé le tableau ? Non, mille fois non, je n'ai dit que la moitié de la vérité. Je me reproche quelquefois de ne pas l'avoir dévoilée tout entière. Je sais qu'il existe ici comme partout des gens intéressés à mettre la lumière sous le boisseau" (78).

Les auteurs de la Sénégambie française malgré le titre de leur ouvrage ne s'intéressent en fait qu'au fleuve et aux régions avoisinantes. Par ailleurs, ils n'ont point l'ambition de présenter un plan détaillé comme Raffenel mais simplement quelques principes d'action rassemblés pour l'essentiel dans le dernier chapitre intitulé : Passé, présent et avenir de notre colonie.

Comme leurs devanciers, Carrère et Holle sont persuadés que la pensée des intérêts matériels ne saurait préoccuper exclusivement la France car elle a, avant tout, la mission d'initier les peuples à la civilisation . Elle ne pourra s'ac-

---

(78) Carrère au P. Barbier, 17 juin 1856, ACSSp boîte 156 A VII.

complir que par le catholicisme et par conséquent il paraît nécessaire d'abandonner la politique trop favorable à l'Islam menée jusqu'alors en particulier à Saint-Louis. Si l'on veut amener les peuples noirs à adopter les idées françaises, il importe de les soustraire à l'oppression des Maures. Il faut donc rendre infranchissable le Sénégal "ligne de démarcation tracée par la nature entre les races noire et maure" (79).

Les deux auteurs s'efforcent ensuite de définir sur quelles bases devraient s'établir les relations de la France avec les différents peuples de la rive gauche pour parvenir à ce but. Parmi leurs suggestions on retiendra tout particulièrement le rôle qu'ils assignent dans l'avenir au Walo. Après en avoir chassé les Trarza, les Français y établiraient, à leur retour des Antilles, des engagés à temps recrutés au bas de côte. Pendant les dix années de leur séjour en Amérique; ils auraient été initiés aux travaux agricoles, à la connaissance de la langue française et de la religion. Ainsi sera créée dans le Walo

> "une province chrétienne, vraiment française, tête de pont pour la marche de la civilisation dans l'intérieur" (80).

Autre manifestation de leur anti-islamisme militant, ils caressent l'espoir, d'ailleurs peu réaliste, d'abattre le régime de l'almami en utilisant les rivalités qui déchirent le Fouta et de rétablir la dynastie païenne des dényanké (81).

La sécurité, condition indispensable au développement économique peut être obtenue simultanément par des démonstra-

---

(79) De la Sénégambie française op.cit., pp.3-4.
(80) Ibid., pp.375-376.
(81) Ibid., p.377.

tions de force, essentiellement dirigées contre les Trarza et par une diplomatie ferme et cohérente employée de préférence avec les autres peuples. Dans ces conditions, il sera possible de faire sauter "ce mince obstacle" trop longtemps "considéré comme une barrière infranchissable", les cataractes du Félou, et de s'ouvrir moyennant la création de bases solides à Médine, Gouïna et Farabana la route de Ségou et de l'Afrique centrale (82).

Carrère et Holle se félicitent de la révolution économique qui s'accomplit sous leurs yeux par le recul de la part des gommes dans les exportations de la colonie, elle atteint les Maures dans leur puissance. En effet, avec l'arachide dont les progrès sont rapides, le Sénégal a trouvé un produit destiné à le placer "au premier rang des établissements coloniaux "(83). Dans cet ordre d'idées

> "La gomme ... au lieu d'être la seule ressource du commerce local ... ne deviendrait plus qu'un produit accessoire qui n'absorberait pas uniquement le temps, les ressources et les expériences de toute une population. Le Maure, très arrogant aujourd'hui, sachant que nous pouvons alimenter par ailleurs nos spéculations deviendrait souple et facile" (84).

De la Sénégambie constatant que les solutions employées jusqu'alors pour sauver le commerce de la gomme : association, corporation des traitants, compromis n'ont été que des palliatifs impuissants se fait le défenseur convaincu de la liberté du commerce. Elle présente un double avantage économique et

---

(82) Ibid., pp.147-148, 156, 171, 366-367 et 379.
(83) Ibid., p.380.
(84) Ibid., p.382.

politique. Tout d'abord, elle stimule les énergies permettant aux plus entreprenants et aux plus habiles de s'imposer et d'éliminer les médiocres et les incapables trop longtemps soutenus par des moyens artificiels. La liberté est seule capable de rendre au commerce dynamisme et efficacité. Ensuite, par la suppression des escales et des coutumes du gouvernement qu'elle implique, elle met un terme à une dépendance par trop "intolérable" vis-à-vis des Maures (85).

L'adaptation à la liberté totale doit s'effectuer sans trop de difficultés pour les traitants mulâtres et noirs :

> "Que les jeunes hommes auxquels appartient l'avenir se pénètrent fortement des idées et des moeurs françaises; qu'ils n'oublient jamais que c'est par la patience, la probité, la régularité et un travail assidu qu'ils devront obtenir la confiance des détenteurs de capitaux et après s'être montrés des agents fidèles, économes et intelligents, ils deviendront à leur tour des patrons habiles" (86).

Cette perspective optimiste semble refléter uniquement l' opinion de Carrère car Holle directement engagé dans la vie commerciale a constaté trop d'exemples de traitants perdant leur indépendance face à la concurrence des Européens et de leurs agents, pour partager l'espoir qu'ils puissent un jour la recouvrer et que les jeunes gens embrassant la carrière commerciale réussissent à la conquérir. Justement une des conditions qui pouvait rendre plus égale la compétition entre Européens et Sénégalais était la diffusion de l'instruction. Ce problème, on la vu, a retenu longuement l'attention de

---

(85) Ibid., p.352.
(86) Ibid., p.353.

Raffenel mais curieusement il ne fait l'objet d'aucun développement dans la Sénégambie (87).

Si Carrère et Holle pensent que le Sénégal sera sauvé par l'arachide, ils ne négligent pas les autres cultures que peut produire ce pays à la "fertilité merveilleuse" ni les ressources aurifères du Bambouk. Mais à la différence de Raffenel, c'est uniquement dans la perspective des seuls intérêts de la métropole que se situent les propositions des deux auteurs. En effet, il importe avant tout de stimuler la culture de l'arachide au Kayor et dans les régions riveraines du fleuve afin de ne plus dépendre, comme c'est le cas actuellement, presque exclusivement de zones extérieures comme la Gambie et les Rivières du sud.

> "Que chacun se pénètre de cette idée : il faut pour nos intérêts et pour notre honneur que le Sénégal produise sur une vaste échelle une denrée si utile. En travaillant ainsi à son bien-être, cette colonie affranchira sa métropole d'un tribut dont le maintien nous couvrirait à la longue d'une sorte de ridicule aux yeux de nos concurrents étrangers" (88).

D'autre part, il balaye les inquiétudes manifestées par certains devant la perspective que l'arachide puisse supplanter les cultures vivrières.

> "Si nous y perdions un peu de mil, le commerce saurait bien vite remplacer cette céréale par le riz dont la

---

(87) Carrère avait eu l'occasion d'étudier les problèmes de l'enseignement par exemple en présidant la commission d'Instruction publique nommée en 1846 par le gouverneur. Dans son livre il traite essentiellement de l'enseignement maraboutique et de la nécessité de son contrôle.

(88) Ibid., p.381.

consommation en s'étendant à l'intérieur donnerait un aliment nouveau à la navigation française de long cours" (89).

Telles sont les grandes lignes du programme défini par Carrère et Holle. Par rapport à celui de Raffenel, il est moins fouillé sur le plan économique et plus modéré dans le domaine politique car faisant confiance à "la force et à l'action morales" il repousse "la pensée qu'il faut conquérir les armes à la main la partie de la Sénégambie que baigne le Sénégal" (90). Mais tous deux expriment une commune volonté d'asseoir sur des bases solides l'autorité de la France et de créer les conditions indispensables à l'extension et à l'essor du commerce.

Dans ses Esquisses Sénégalaises, l'abbé Boilat, mulâtre comme L. Panet et P. Holle, ne se borne point à une simple description de son pays et de ses habitants. Il se risque, lui aussi, à présenter quelques solutions pour sortir le Sénégal du marasme et de la misère. Boilat appartient au petit groupe de Sénégalais que la mère Javouhey, fondatrice des soeurs Saint-Joseph de Cluny, amenait en 1827 en France afin de les préparer à devenir les artisans de la christianisation de leurs frères. Après des études de philosophie et de théologie, Boilat a été ordonné prêtre en 1840 et est retourné au Sénégal deux ans plus tard. Peu après, le gouverneur Bouët lui confie la direction du collège qu'il venait de créer. Esprit curieux, il entreprit des études sur les Maures et les habitants du Fouta Toro que le baron Roger devait présenter à la Société de Géographie en 1845. Il accumulait ainsi les matériaux qu'il allait

---

(89) Ibid., p.382 et 391. On peut légitimement se demander si Holle partageait pleinement ce point de vue.

(90) Ibid., p.369.

utiliser dans son ouvrage publié en 1853 (91).

Boilat appartient à la même génération que Samuel Ajayi Crowther, cet esclave devenu évêque du Nigéria. Tous deux ont été pris en charge par des sociétés missionnaires et profondément influencés par la formation qu'ils ont reçue au cours de leur séjour en Europe. Devenus prêtres, ils sont retournés en Afrique avec l'ardent désir d'aider à la "régénération de leurs frères". Les Esquisses Sénégalaises, tout comme les ouvrages de Crowther, n'offrent pas seulement une peinture de l'Afrique vue par un des siens, elles nous livrent aussi la pensée d'un des premiers"évolués"du XIXe siècle. Elle est donc précieuse à plus d'un titre et l'attachante personnalité de Boilat mériterait une étude précise.

A la différence de Raffenel et de Carrère, Boilat ne limite point ses investigations aux seules populations riveraines du Sénégal. Il consacre, en effet, plus d'un tiers de son ouvrage à la société goréenne, aux habitants de la presqu'île du cap Vert et à ceux des pays sérères. Ainsi, les Esquis-

---

(91) BOILAT, Pierre, David est né à Saint-Louis en 1814, fils probable du français Pierre Boilat et de la signare Marie Moustey, habitante de Saint-Louis. Il fit des études au séminaire de la congrégation du Saint-Esprit. A son retour au Sénégal, il a été vicaire à Saint-Louis, curé à Gorée et à Saint-Louis. En 1852, le ministre décide son rappel en France. L'année suivante, il est mis à la disposition de l'évêque de Meaux. Il sera curé de Dampmart près de Lagny puis en 1868 jusqu'à sa mort, en 1901, de Nantouillet. AN Colonies EE 223. C'est donc à son retour en France qu'il publie ses Esquisses Sénégalaises et cinq ans plus tard une Grammaire de la langue wolofe. Artiste, Boilat a laissé de très belles aquarelles dont certaines ont été reproduites dans les Esquisses Sénégalaises, les autres

ses Sénégalaises offrent aux lecteurs une présentation plus complète des problèmes qui assaillent le Sénégal en ce milieu de siècle. Mais Boilat rassemble également ses suggestions pour l'avenir du Sénégal essentiellement dans le chapitre final. Pour lui, la clé du développement de l'Afrique réside dans l'assimilation, et c'est seulement par la culture chrétienne que ses compatriotes peuvent espérer s'élever de la "barbarie" à une plus haute civilisation. Sans doute, Boilat n'est point le seul à exprimer cette idée à cette époque, mais son origine africaine confère à ses convictions une valeur toute particulière, d'autant plus qu'il en mesure toute la portée. L'enseignement secondaire tel qu'on le pratique en France et tel que Boilat s'efforce de l'implanter au Sénégal doit permettre de former des jeunes sénégalais et d'en faire des hommes capables d'assumer les responsabilités des affaires locales. C'est donc la perspective d'une promotion sociale rapide qu'il offre à ses jeunes compatriotes lorsqu'il prononce en février 1843 son discours annonçant la création du collège. Ils recevront à Saint-Louis "toute l'éducation qu'on donne en France" et pourront ensuite "aspirer à toutes les places honorables qu'un jeune homme peut ambitionner": entrer à Saint-Cyr, devenir "capitaine, colonel, peut-être même un jour général" ou à l'école navale et commander les bâtiments du roi, devenir prêtre ou ingénieur.

> "En un mot toutes les places de la colonie vous seront ouvertes : médecins, pharmaciens, magistrature, tout dépendra de votre volonté et de votre vocation" (92).

---

(91) suite
sont conservées avec ses manuscrits à la Bibliothèque de la Société de Géographie. Le texte intitulé "mission à Joal", écrit en 1846 a été repris en partie dans les Esquisses sous une forme différente. D'autres manuscrits concernent les Maures, le Fouta Toro et la Gambie.

(92) Discours prononcé par l'abbé Boilat, le 6 février 1843,

La formation d'une élite christianisée apportera la preuve que la renaissance de la grandeur passée du peuple africain est possible (93). Elle contribuera avec un vigoureux effort de colonisation agricole à la prospérité du Sénégal :

> "L'instruction et la culture sont les uniques moyens de sauver le pays. Qu'on relève le collège et qu'on cultive en grand d'une manière toute spéciale d'abord les plantes indigènes, savoir l'indigo, le coton, l'arachide, le palma-christi et la colonie sera riche en peu d'années" (94).

Ce n'est point sans nostalgie que Boilat évoque les essais agricoles entrepris dans le Walo au temps du gouverneur Roger. Il s'attache à démontrer malgré les critiques formulées jusqu'alors, qu'il est possible de les reprendre avec succès. Mais pour cela, il est indispensable de former les cultivateurs africains. A ses yeux, le meilleur moyen consiste à recourir aux noirs des Antilles habitués au travail de la terre et connaissant les métiers de maçon, de charpentier et de forgeron. De plus, leur rôle ne se limiterait point au plan technique car ils seraient aussi les propagateurs de la langue française et de la foi chrétienne auprès des populations africaines et c'est pour Boilat un avantage décisif.

De même en matière commerciale, Boilat ne peut se détacher du passé. En effet, dénonçant la libre concurrence génératrice de ruine et de misère, il regrette le temps des compagnies et des associations privilégiées qui offraient aux

---

(92) suite
A N S O M Sénégal X 3bis repris dans les Esquisses Sénégalaises, pp.227-238.

(93) Ibid., pp.231-232.

(94) Ibid., p.326.

traitants par leur stricte organisation une école de formation et de discipline (95).

A la différence des auteurs précédents, les officiers de marine Cottu et Darricau, les commerçants Héricé et Auxcousteaux n'ont point l'ambition de présenter un tableau aussi complet de la situation au Sénégal. Ils visent essentiellement par leurs brochures à alerter une plus large fraction de l'opinion publique sur la gravité des problèmes économiques sénégalais et sur les moyens d'y porter remède. Ainsi, ils espèrent susciter un mouvement favorable à de profondes réformes et presser le gouvernement à sortir de son indécision. Mais si Cottu et Héricé ne portent leur attention que sur le Sénégal stricto sensu, Darricau et Auxcousteaux l'étendent également à Gorée.

Le lieutenant de vaisseau Cottu, qui a servi en Afrique au temps de Bouët, écrit peu après la violente polémique déclenchée en France à propos de la meilleure organisation à donner à la traite des gommes (96). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il y consacre ses plus amples développements. D'ailleurs, pour lui, un règlement satisfaisant de cette importante question constitue à la fois l'assurance du "repos" de la colonie et "le point de départ des progrès possibles". L'ordonnance de 1842 ne répond certainement pas à

---

(95) Ibid., p.473. Sur Boilat outre l'ouvrage déjà cité de JULY, pp.154-167, voir l'article de D.H.JONES : The catholic mission and some aspects of assimilation in Sénégal 1817-1852, Journal of African History, t.21, n°3, 1980, pp.323-340 et l'ouvrage d'Y. BOUQUILLON et R. CORNEVIN : David Boilat (1814-1901), N E A, Dakar, 1981.

(96) COTTU : Le Sénégal, histoire et situation actuelle de la colonie, Revue des Deux Mondes, nlle série, t.9, 15 janvier 1845, pp.247-296.

ces exigences car en voulant concilier tous les intérêts, elle s'avère à la fois "illogique et timide" et Cottu n'hésite point à trancher en faveur de la création d'une association privilégiée. Mais l'avenir du Sénégal ne peut continuer à dépendre uniquement de la traite des gommes. En effet, il sera de plus en plus assuré par le développement de l'agriculture et en particulier par l'arachide dont il convient de soutenir les débuts heureux et par l'exploitation de la richesse en poissons des côtes. Cottu lui aussi, croit à la vertu de la diversification de l'économie et regrette l'abandon trop rapide des projets de colonisation agricole en 1830. Enfin, il affirme, comme la plupart des autres auteurs, que ce qui l'emporte heureusement sur les buts de prospérité maritime et commerciale et de colonisation future c'est :

> "l'espérance de relever les noirs de l'abjecte position où ces enfants perdus de la grande famille des peuples sont toujours plongés" (97).

Héricé a une expérience du Sénégal d'un quart de siècle lorsqu'il rédige son mémoire au ministre. En effet, arrivé au Sénégal en 1822, il débute peu après comme gérant de la Compagnie de Galam à Bakel. Bientôt, il se lance dans les affaires pour son propre compte en s'occupant en particulier d'un important commerce de bestiaux destiné à l'approvisionnement de Saint-Louis et à l'exportation vers les Antilles. Il a fait, semble-t-il, une rapide fortune et est devenu un notable : juge au tribunal de première instance dès 1829, puis conseiller à la cour d'appel, membre du Comité du commerce,

---

(97) Ibid. p.295. COTTU Charles, 1809-1895, volontaire à dix-neuf ans, lieutenant de vaisseau en 1837, chevalier de la Légion d'honneur en 1842, a dû demander sa mise à la retraite en 1852 pour raison de santé, ASHM CC7 552.

du Conseil général et à plusieurs reprises du Conseil d'administration. Ses avis sont très appréciés par les autorités, aussi le gouverneur Baudin le nomme-t-il en décembre 1848 adjoint au maire et Faidherbe qui le considère comme un "homme de progrès" n'hésite pas, en mai 1856, à rompre avec une tradition qui veut que le maire soit toujours un métis en le désignant pour succéder à Nicolas d'Erneville (98). Présenté parfois comme négociant, il ne semble pas avoir participé au commerce d'importation et d'exportation. Il apparaît plutôt comme un homme qui a su s'insérer dans le commerce local et s'y créer une position dominante. Aussi, a-t-il eu l'occasion de nouer de très étroites relations avec des habitants et des chefs de l'intérieur (99). Son point de vue n'en présente que plus d'intérêt.

---

(98) HERICE, François, Marcelin, né le 24 juin 1800 à Montcarret (Dordogne), mort à Saint-Louis, le 3 octobre 1856. Outre un commerce de bestiaux (il a été souvent adjudicataire du gouvernement pour la fourniture de viande) il possédait un fonds de boulangerie et une boutique de détail. A sa mort, l'actif de sa succession était estimé à près de 250.000 F. dont plus de la moitié était constituée en immeubles. AN Colonies EE 1139 et A N S O M D P P C Notariat de Saint-Louis, n°71, 27 mai 1858.

(99) Pour assurer l'approvisionnement régulier de Saint-Louis en viande, il achète ses boeufs au Fouta Toro et au Kayor et constitue d'importants troupeaux (en 1845, il annonce quatre mille bêtes) dont il confie la garde aux habitants du Kayor et du Walo.

Il ne faut point s'attendre à trouver dans le mémoire de Héricé un exposé d'ensemble conduit avec rigueur (100). Il s'agit avant tout de la juxtaposition de courts développements sur des aspects particuliers du problème sénégalais. Ils témoignent de l'esprit pratique et de la longue expérience de leur auteur qui reprend les thèmes les plus débattus à l'époque. En particulier, il insiste, tout d'abord sur la nécessité d'accomplir un effort important en faveur de l'agriculture dont le développement a buté jusqu'ici sur des obstacles qui "tenaient plutôt aux hommes qu'à la nature". Ensuite, il ne conçoit de prospérité pour le Sénégal que lorsque les commerçants sortant des limites étroites qu'ils se sont trop longtemps assignées se lanceront dans l'intérieur sur les pistes du Kaarta vers Ségou et le Niger. Enfin, la colonisation agricole et l'extension du commerce aideront puissamment la religion chrétienne à assurer l'indispensable civilisation de la population. Par ailleurs, Héricé dresse un catalogue de mesures d'importance inégale qu'il juge nécessaire pour surmonter les difficultés dans lesquelles se débat le Sénégal.

Héricé a profité d'un séjour en France en octobre 1846 pour rencontrer Galos, le directeur des Colonies, et pour remettre son mémoire au ministre. Celui-ci a ordonné à ses bureaux d'en faire une étude attentive (101).

On a déjà évoqué la brochure du capitaine de frégate Darricau au titre percutant : Le Sénégal sera-t-il une colonie

---

(100) HERICE. Mémoire présenté à M.le Ministre de la Marine et des Colonies sur quelques améliorations à apporter à la colonie du Sénégal, Paris, Plon, 1847, 48 p. Le manuscrit se trouve dans A N S O M Sénégal II 3.

(101) Ministre à gouverneur, 14 février 1848, n°42 et 18 février 1848, n°52, ANS AOF 1B 48 et A N S O M Sénégal II 3.

ou un simple comptoir ? (102). Elle a été publiée en 1850 peu après l'annonce de la nomination d'une commission chargée d'étudier les intérêts français en Afrique. En fait, elle était rédigée depuis plus de deux ans et son auteur l'avait soumise à V. Schoelcher, alors sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, pour étayer sa candidature au gouvernement du Sénégal (103). Pour Darricau, la gravité de la situation en métropole ne doit pas faire oublier aux gouvernants l'importance de la question coloniale pour l'avenir de la France. Ce saint-simonien examine avec une particulière attention les

---

(102) DARRICAU, Rodolphe, Augustin, baron (1807-1877). Fils d'un général d'Empire tué sur le champ de bataille, ce polytechnicien a demandé à entrer à l'Ecole Navale en 1827. Comme lieutenant de vaisseau, il participe activement à la fondation du comptoir d'Assinie en 1843. Lors de la mission de Broglie chargée en 1845 de conclure un accord avec l'Angleterre pour coordonner l'action des deux puissances contre la traite des noirs, Bouët qui l'apprécie vivement le désigne pour l'accompagner à Londres. De 1845 à 1847, il commande la Fine chargée de pourchasser les négriers. Il est nommé capitaine de corvette en 1846. Commandant du Caïman , il fit en 1848-1850 sous les ordres de Bouët-Willaumez sa dernière campagne en Afrique occidentale. Détaché au cabinet du ministre de la Marine, Th.Ducos, en 1852, il suit de près les affaires du Sénégal à un moment décisif. Il est alors promu capitaine de vaisseau. Il participe ensuite à la campagne de Crimée. Il est successivement commandant supérieur de la Marine à Constantinople, Messine et Alger. Il est gouverneur de la Réunion en 1857 et nommé contre-amiral en 1864. Il termina sa carrière comme major général à Rochefort. ASHM CC7 606.

(103) Schoelcher en accusant réception déclarait que les idées émises sur les intérêts généraux du Sénégal lui avaient

possibilités économiques du pays et se dit persuadé du rôle primordial que va jouer désormais l'arachide. D'autre part, il s'efforce de déterminer les moyens qui permettraient au Sénégal de s'engager dans la voie du progrès le plus promptement possible. Dans cette perspective, il accorde une attention toute spéciale à l'enseignement. Enfin, il est un des rares parmi ses contemporains à manifester une confiance à peu près totale dans les capacités d'adaptation de la population sénégalaise et à ne point s'alarmer des progrès de l'islamisme (104).

Le négociant Auxcousteaux répond également par l'affirmative à la question posée par Darricau en donnant pour titre à un opuscule d'une quarantaine de pages : Le Sénégal est une colonie française. Après avoir été un moment secrétaire des commandements de la reine, il s'était associé en 1843, semble-t-il avec Leleu, un négociant armateur du Havre intéressé depuis plusieurs années au commerce du Sénégal(105).

---

(103) suite
paru "sages et utiles" et inspirées par une "juste appréciation" des besoins de la colonie. Il ajoutait qu'il y trouvait la garantie de l'aptitude de Darricau aux fonctions de gouverneur mais il n'avait pas eu à examiner de plus près ses titres, le successeur de Baudin étant déjà choisi. Schoelcher à Darricau, 2 mai 1848, A N S O M Correspondance générale 218.

(104) DARRICAU (R). Le Sénégal sera-t-il une colonie ou un simple comptoir? Paris, Didot, 1850, 15p. Sur l'appartenance de l'auteur au saint-simonisme, voir EMERIT (M.): Diplomates et explorateurs saint-simoniens. Revue d'Histoire moderne et contemporaine, juillet-septembre 1975, t.22, pp.397-415.

(105) Leleu auparavant associé à Bodard du Havre avait un agent à Saint-Louis en 1837. Voir chapitre VIII.

Tous deux se rendent au Sénégal en 1845 et participent au commerce de Galam. Auxcousteaux parcourt le pays, se passionne pour l'agriculture qu'il rêve de développer. Persuadé des possibilités du Sénégal dans ce domaine, il fait part de son point de vue au gouverneur dans une note de juillet 1846 et sollicite auprès de la reine l'année suivante la création d'un poste d'inspecteur des cultures en sa faveur. Rentré en France dans le courant de 1849, il consacre toute son énergie au succès de la cause du Sénégal. C'est alors que vraisemblablement les contacts noués au Sénégal avec la maison Maurel et Prom se précisent car quelques années plus tard, il va devenir le porte-parole de la firme bordelaise (106). Dans l'immédiat, il livre les résultats d'une expérience de quatre années dans une brochure au style clair et vigoureux où il reprend certaines des idées exprimées par ses devanciers tels que Héricé et Raffenel. Mais ce qui fait l'originalité d'Auxcousteaux, c'est qu'il tente d'établir dans ses propositions un relatif équilibre entre Saint-Louis et Gorée et qu'il s'affiche un partisan résolu de la liberté du commerce. Sa brochure, parue opportunément à un moment où les discussions sur l'avenir du Sénégal battent leur plein, le consacre comme expert. D'ailleurs, Le Courrier du Havre allait bientôt lui ouvrir ses colonnes donnant ainsi à ses idées une bien plus large audience.

Au total les auteurs des rapports officiels comme ceux des livres et des brochures se rejoignent autour d'un certain

---

106) BARROWS (L.C.) dans sa thèse intitulée : Gal Faidherbe, the Maurel and Prom company and French expansion in Senegal, University Microfilm Ann Arbor, 1974, voit uniquement en Auxcousteaux un journaliste, ignorant tout de son activité commerciale au Sénégal.

nombre d'idées-forces : primat de la sécurité et restauration de la dignité de la France, expansion dans l'intérieur à partir du Sénégal, indispensable diversification de l'économie et mission civilisatrice à accomplir auprès des populations africaines. Cependant des divergences subsistent à propos des difficiles problèmes de l'extension de la liberté à l'ensemble du commerce sénégalais et de l'attitude à adopter à l'égard de l'Islam. Quoiqu'il en soit, les réflexions menées au cours de ces années de crise par tous ceux qui s'intéressent passionnément à l'avenir du Sénégal aboutissent à un programme d'action ample et cohérent.

2°- Un programme d'action

Avec une belle unanimité les observateurs lucides ont dénoncé la situation fâcheuse, humiliante et par conséquent inacceptable dans laquelle la France se trouvait au Sénégal trente années après son retour. Devant les incertitudes et les faiblesses du pouvoir, ils n'hésiteraient pas à appliquer au Sénégal les conclusions formulées en 1847 par Tocqueville à propos de l'Algérie : "Rien n'y a révélé jusqu'à présent, une pensée unique et puissante, un plan arrêté et suivi" (107). Aussi, invitent-ils le gouvernement d'une manière pressante à rompre avec un immobilisme qui compromet la dignité du pays et risque de mener à la catastrophe. D 'ailleurs, il est tout à fait légitime de nourrir de grandes ambitions pour la France au Sénégal. Sans doute, jusqu'ici, ce dernier a-t-il été une "possession mal appréciée" en métropole, mais tous les auteurs que nous avons analysés se sont assignés pour tâche d'éclairer

---

(107) TOCQUEVILLE (A.de). Rapport de mai 1847 in Ecrits et discours politiques. Oeuvres complètes publiées par Jardin (A) et Chevallier (J.J.) t.3, Paris, Gallimard, 1962, p.355.

l'opinion en lui démontrant qu'il récélait de grandes possibilités d'avenir (108).

Le gouvernement doit donc, après une étude approfondie, se fixer une politique, s'y tenir et se donner les moyens de l'appliquer. Pour cela, il importe d'une part que le choix du gouverneur ne soit plus déterminé par des convenances de carrière mais par le souci de trouver l'homme le plus capable d'affronter les problèmes complexes du Sénégal et d'autre part que la durée sans laquelle rien ne se peut édifier lui soit assurée.

Pour tous les observateurs de la réalité sénégalaise, la question politique prime la question commerciale. La clé du développement économique ne peut se trouver que dans le redressement de la position de la France auprès des populations africaines. Il faut absolument rejeter une politique pacifique conciliante qui n'a apporté que discrédit, mépris et haine(109).

Sur le plan de la sécurité, l'objectif primordial à atteindre consiste à faire du Sénégal un fleuve français. Tout d'abord, les Maures et spécialement les Trarza, les plus redoutables, doivent être rejetés sur la rive droite. La libération du Walo de leur domination aura pour heureuse conséquence d'annihiler leur influence au Kayor et au Djolof. Ensuite, il faut inspirer une crainte salutaire au Fouta afin que les liaisons avec le poste de Bakel ne soient plus à sa merci, que le commerce de Galam jouisse d'une totale liberté de navigation et que les traitants qui viennent trafiquer le mil ne subissent

---

(108) RAFFENEL, Nouveau Voyage ...op.cit.t.2, p.217, CARRERE et HOLLE "La France ne sait pas assez, selon nous, quelle est l'importance de sa colonie ... Ce travail a pour but de faire connaître aussi sérieusement que possible notre établissement du Sénégal", op.cit., p.2 et 1.

(109) RAFFENEL, Nouveau Voyage,.op.cit. t.2, pp.126 et 288.

plus les avanies des Toucouleurs. En un mot, le Sénégal, "ligne de démarcation tracée par la nature entre les races noire et maure", doit venir infranchissable et constituer sans contestation possible l'axe de la domination française et l'artère vitale du commerce de Saint-Louis (110).

La restauration de la dignité de la France exige également que les coutumes payées jusqu'alors par le gouvernement soient supprimées. L'évolution des esprits à ce sujet est tout à fait significative. A l'origine, les directeurs des compagnies puis à leur suite les représentants de l'Etat ont longtemps admis la conception africaine. Les coutumes, on l'a vu, constituent pour les souverains et les chefs des cadeaux indispensables pour nouer et développer les relations commerciales mais elles n'impliquent ni infériorité ni allégeance politique. Mais, après les difficultés et les entraves de toutes sortes rencontrées dans la conduite des échanges, les Français qui en attribuent la responsabilité uniquement aux chefs africains ont fini par considérer les coutumes comme intolérables. Aussi, au cours des années quarante apparaît pour les désigner le terme de tribut qui va devenir rapidement courant sous la plume de tous les observateurs. Il exprime bien le sentiment de plus en plus partagé que le paiement des coutumes est devenu selon la formule de Carrère et Holle "la reconnaissance annuelle de notre état de sujétion" (111). Il faut donc s'en dégager au plus vite.

Pour atteindre ces objectifs qui sont la libération du fleuve de l'influence maure et la suppression des coutumes il ne faut pas se dissimuler que l'Etat et les commerçants devront

---

(110) CARRERE et HOLLE, op.cit. p.4.
(111) Ibid., p.227.

consentir des sacrifices importants. En effet, la nouvelle politique suscitant inévitablement la résistance des souverains et des chefs, il faut prévoir des heurts sérieux et probablement la guerre. La traite des gommes pourra être compromise pendant une durée plus ou moins longue, un an ou deux peut-être (112). L'effort engagé doit être suffisamment puissant pour aboutir à un résultat décisif, gage d'une autorité recouvrée pour le gouvernement et d'une prospérité jamais atteinte pour le commerce.

En conséquence, le gouvernement doit prendre un certain nombre de mesures sur le plan militaire. Il doit renforcer dans de notables proportions les effectifs de la garnison européenne; entreprendre enfin, malgré de nombreuses difficultés et des expériences antérieures décevantes la constitution de véritables troupes noires destinées à devenir des auxiliaires efficaces de la domination française. Il faudra aussi faire appel aux spahis algériens afin de disposer d'une cavalerie qui a fait si longtemps et si cruellement défaut. De plus, il sera bon d'augmenter le nombre des navires à vapeur parcourant le Sénégal et de détacher l'un d'entre eux dans la Falémé afin de faire sentir l'influence de la France sur les populations avoisinantes et tout particulièrement sur le Boundou. Enfin, pour tenir en respect le turbulent Fouta, la décision la plus efficace paraît être la construction d'un fort à Podor, position clé située à proximité de l'escale du Coq et au contact avec le Dimar et le Toro. Tous nos auteurs signalent d'ailleurs, qu'en l'occurrence, il ne s'agit que du simple rétablissement de la situation qui existait au XVIIIe siècle.

Ayant ainsi renforcé son appareil militaire, la France

---

(112) RAFFENEL, Nouveau Voyage ... op.cit., t.2, p.177 et 189.

pourra entreprendre d'utiles démonstrations de force qui, en définitive, doivent être préférées aux interminables pourparlers qui n'apportent le plus souvent que déceptions et humiliations (113). Il faudra profiter de cette supériorité militaire pour exiger des populations africaines un respect qui trop longtemps nous a été refusé et pour asseoir sur des bases solides notre influence.

Mais, il ne suffit point de disposer de troupes en plus grand nombre, il faut aussi les utiliser le plus judicieusement et le plus efficacement possible. Tout d'abord, il convient de montrer sa force aux populations africaines en parcourant fréquemment leur pays, en leur faisant sentir qu' on peut les atteindre, en particulier par la cavalerie, dans leurs villages les plus éloignés du fleuve. Ensuite une révision des méthodes de guerre s'impose. En effet, bombarder à partir des avisos les villages proches du fleuve, comme on s'obstine à le faire depuis de longues années, n'apporte aucune décision; la population qui, le plus souvent, a eu le temps de s'enfuir, revient, après le départ des navires, reconstruire ses cases incendiées (114). Pourquoi ne point s'inspirer des méthodes pratiquées avec succès en Algérie puisqu' il existe des analogies entre les deux pays selon la plupart des auteurs ? Bouët qui, avant de prendre son poste de gouverneur au Sénégal avait fait un bref séjour en Algérie auprès de Bugeaud, avait tenté dans la mesure de ses faibles moyens de les introduire. En particulier, il s'était efforcé, grâce aux spahis, de donner aux forces du Sénégal une mobilité qui leur faisait défaut. Mais cet effort devait être poursuivi

---

(113) RAFFENEL, Voyage .., op.cit., p.9.

(114) RAFFENEL (A.) Nouveau Voyage ... op.cit., p.9.

et amplifié. Ainsi, quelques années plus tard, Baudin réclamait au ministre avec beaucoup d'insistance, l'envoi au Sénégal d'officiers et de soldats habitués à la guerre d'Algérie. Enfin, Raffenel avec plus de netteté que d'autres auteurs a insisté sur la nécessité pour le Sénégal de se mettre dans le domaine militaire comme dans bien d'autres à l'école de l'Algérie (115). Par ailleurs, chez lui, comme chez ceux qui ont réfléchi à l'avenir du Sénégal, ce qui frappe c'est la détermination toute nouvelle avec laquelle un effort militaire plus ou moins prolongé est envisagé. Il ne paraît plus concevable de céder aux récriminations de négociants et de traitants momentanément atteints dans leurs intérêts par des opérations de guerre. Il ne peut donc être question de renouveler l'expérience désastreuse du gouverneur Quernel qui, engagé en 1834 dans une politique énergique contre les Trarza, fut attaqué par les commerçants et désavoué par le ministre. Au milieu du siècle, beaucoup d'observateurs virent dans cette reculade une des causes essentielles de la dégradation de la situation de la France dans le fleuve.

Mais l'emploi de la force ne constitue point l'unique remède, la diplomatie ayant aussi un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de la politique nouvelle ne sera plus, comme hier, synonyme d'engagements impunément bafoués et de capitulation à partir du moment où les chefs africains comprendront que la France ne souscrira plus à n'importe quelle condition et n'hésitera plus à utiliser les moyens qu'elle jugera nécessaires pour faire respecter la parole donnée. Par ailleurs, elle devra désormais s'attacher à conclure des alliances solides avec des peuples qui, tels les Brakna, ont

---

(115) Sur cette question, voir PASQUIER (R). L'influence de l'expérience algérienne ... article déjà cité.

des intérêts proches des siens (116). En conséquence cette action diplomatique implique que les autorités de Saint-Louis s'engagent beaucoup plus à fond qu'auparavant dans la politique locale et qu'elles cherchent toutes les occasions possibles d'exploiter à leur profit les divisions qui déchirent les peuples africains. D'autre part, elles auraient intérêt, en particulier selon Raffenel, à remettre en pratique l'usage de garder en otages les fils de chefs. En effet, il présente le double intérêt de constituer la garantie morale d'une convention et un moyen de propager les idées françaises lorsque les otages éduqués à Saint-Louis retourneront dans leur pays (117).

Mais ce qui est nouveau, c'est l'idée plus ou moins explicitement exprimée à travers articles et ouvrages que la conquête pouvait constituer le meilleur moyen d'assurer à

---

(116) RAFFENEL. Second voyage d'exploration dans l'intérieur de l'Afrique, Revue coloniale, décembre 1849, p.258; CARRERE et HOLLE, op.cit. p.377.

(117) Le mot otage n'a point le sens très spécial qu'il a pris dans nos sociétés contemporaines. Issu du mot hôte, il signifiait demeure; prendre en otage c'est prendre quelqu'un dans sa maison comme garantie morale de l'exécution d'une convention. C'est ce sens qu'il avait dans le langage des dirigeants de la Compagnie des Indes. La remise d'un fils de chef africain entre les mains d'un représentant de la compagnie était un témoignage de bonne volonté. La pratique particulièrement développée avec les chefs du pays de Galam a été à peu près complètement abandonnée au début du XIXe siècle. Sur cette question voir la note d'André Delcourt dans sa publication du Journal d'un voyage fait en Bambouk en 1751, Paris, Société Française d'Outre-Mer, 1974, p.271. RAFFENEL(A). Voyage...,op.cit. p.98.

l'économie sénégalaise la sécurité nécessaire à son développement. Raffenel, on l'a vu, n'avait pas craint de l'affirmer avec force et il en envisageait l'application, en particulier jusqu'au Bambouk, un des objectifs essentiels de son programme économique. De leur côté, Carrère et Holle considéraient à la suite de Bouët l'annexion comme la condition indispensable à la réalisation de leur projet de colonisation agricole du Walo. Enfin, reprenant les propositions formulées au XVIIIe siècle et s'appuyant sur des traités conclus alors avec le damel, Boilat et Auxcousteaux plaidaient en faveur de l'occupation de la presqu'île du cap Vert, première étape d'une implantation plus vaste sur le continent.

La conquête ne peut être dissociée d'une autre idée qui apparaît simultanément et qui prône la nécessité de préciser les limites de l'influence respective de la France et de l'Angleterre en Sénégambie. En effet, la sécurité et les progrès des échanges ne dépendent pas uniquement des relations de la France avec les populations africaines mais aussi de celles qu'elle entretient avec l'Angleterre, sa rivale tant à Portendick que sur les marchés de l'intérieur. Sur ce point, comme sur bien d'autres, Bouët a été l'initiateur, demandant dès 1840 qu'une délimitation des droits des deux puissances soit effectuée afin que chacune puisse agir dans son domaine propre sans craindre les empiètements de l'autre (118). Deux ans plus tard l'amiral Duperré, ministre de la Marine, reprend cette suggestion en plaidant auprès de son collègue Guizot en faveur de l'abandon des droits respectifs de la France et de l'Angleterre à Albréda et à Portendick. Ainsi, "le Sénégal deviendrait exclusivement une colonie française et la Gambie une

---

(118) Bouët : Notes remises à la direction des Colonies, septembre 1840, A N S O M Sénégal IV 21 b.

colonie anglaise" (119). Dans une note de septembre 1843, la direction des Colonies use d'une formule encore plus nette et appelée à une brillante fortune à l'époque de Faidherbe quand elle affirme que la pensée qui préside à cet échange tend à constituer à chacune des deux puissances "un territoire compact et bien isolé" (120). Dans cette perspective, la note recommandait également de chercher à obtenir de l'Angleterre la reconnaissance des droits exclusifs de la France à commercer au Saloum jusqu'à l'embouchure de la Gambie. Par la suite, à l'occasion de nombreuses discussions provoquées à Paris par une situation de plus en plus tendue à Albréda, l'idée de la constitution "d'un territoire complètement isolé et exempt de toute servitude" demeurera présente comme l'atteste la lettre du ministre de la Marine, l'amiral de Mackau, à Guizot en 1847 (121). On s'oriente donc au milieu du siècle, vers un partage d'influence qui doit permettre à la France d'agir en toute liberté dans la zone qui lui sera officiellement reconnue. Mais peut-être cette position cache-t-elle l'espoir secret qu'un jour ou l'autre une heureuse négociation pourra amener l'Angleterre à céder moyennant une compensation la Gambie à la France (122). Alors celle-ci devra, car telle

---

(119) Ministre de la Marine et des Colonies à ministre des Affaires étrangères, 25 novembre 1842, AMAE M & D 42 fol.154.

(120) Note sur l'échange projeté, 14 septembre 1843,A N S O M Sénégal IV 8d.

(121) Ministre de la Marine à Ministre des Affaires étrangères, 27 avril 1847, AMAE M & D 44, fol.192.

(122) Quelques années après le règlement survenu en 1857 de la question des droits respectifs à Albréda et à Portendick, Faidherbe exprimera cet espoir. Il sera alors possible de faire de "la Sénégambie une belle colonie compacte". Faidherbe à ministre, 23 avril 1864,A N S O M Sénégal I 50.

est sa "mission", "exercer son action sur les pays sénégambiens", le champ le "plus vaste" et le "plus neuf" qu'elle puisse souhaiter selon Carrère et Holle (123).

Restreindre ou mieux encore, éliminer la concurrence anglaise paraît un impératif d'autant plus important que nos auteurs sont convaincus qu'il ne peut y avoir de salut pour le Sénégal que dans l'exploitation du commerce de l'intérieur. La France dispose avec le Sénégal d'une magnifique voie de pénétration et c'est une chance qu'il ne faut pas laisser échapper. La Chambre de commerce de Nantes traduit bien cet état d'esprit quand elle déclare au ministre :

> "A aucun prix, nous ne devons laisser l'Angleterre pénétrer au coeur de ce grand continent; il faut en un mot que l'Afrique nous appartienne comme l'Inde est à l'Angleterre" (124).

En insistant sur les richesses que recèle le centre de l'Afrique et sur la nécessité d'aller les exploiter, Héricé, Raffenel, Carrère et Holle, entre autres, renouaient avec une tradition qui, née au XVIIIe siècle, plus ou moins oubliée par la suite, se manifeste à nouveau au XIXe siècle, timidement d'abord au lendemain de l'abandon des cultures, puis avec éclat au fur et à mesure que la crise se prolonge et s'aggrave.

En effet, c'est André Brüe, directeur général de la concession du Sénégal qui le premier, au tout début du XVIIIe

---

(123) CARRERE et HOLLE, op.cit., pp.3 et 365.

(124) Chambre de commerce de Nantes à ministre du Commerce, 21 mars 1850, A N S O M Sénégal IX 16 a.

siècle a conçu de vastes projets d'expansion (125). Il suggérait de faire du pays de Galam une base suffisamment solide pour intercepter les caravanes qui alimentaient les comptoirs anglais de Gambie et surtout pour s'élancer sur les routes du Bambouk, du Niger et de Tombouctou. Le P. Labat avait donné un grand retentissement à ce programme qui allait demeurer l'ambition des successeurs de Brüe et en particulier de P. David (126). A la veille de la Révolution, le gouverneur, le célèbre chevalier de Boufflers, se prit d'un vif intérêt pour l'intérieur de l'Afrique. Il étudia les moyens d'y étendre les activités de la France, persuadé qu'il était que le Sénégal se trouvait lié à un réseau commercial s'étendant jusqu'à l'Egypte. Un de ses collaborateurs, l'ingénieur militaire Golberry, dressa alors un ambitieux programme qui devait mener les Français au coeur du Soudan. De là ils noueraient des relations commerciales avec le Maroc, Alger, Tunis, Tripoli, le Caire, le pays haoussa, le Bornou et l'Abyssinie (127). Après lui, il faut attendre l'entreprise de Caillié en 1828 pour qu'à nouveau l'intérêt d'une installation dans le Soudan soit envisagé. L'intrépide voyageur, en effet, appelle de ses voeux la fondation d'un comptoir à Bamako car "ce poste rendrait maître du commerce de l'intérieur" (128).

---

(125) Sur A. Brüe, voir DELCOURT (A). La France et les établissements français au Sénégal, op.cit., en particulier pp.165-175.

(126) LABAT (le P. J.B.), Nouvelles relations de l'Afrique occidentale, Paris, 1728, t. 3, pp. 267-268. Sur David, voir l'édition de son Journal d'un voyage fait en Bambouk, déjà citée.

(127) GOLBERRY. Fragments d'un voyage en Afrique ..., op. cit. t. 1., pp. 2, 6, 25, 54- 55, t. 2, pp. 333-334, 503.

(128) CAILLIE, Journal d'un voyage à Tombouctou ..., op. cit. t. 1, pp. 420-421.

Il est possible que la lecture du journal de Caillié ait contribué à donner un nouveau départ aux idées d'expansion vers le centre de l'Afrique. Au même moment, l'échec des essais agricoles jouait dans le même sens comme en témoignent les instructions du vice-amiral de Rigny à Renault de Saint Germain en 1831.

> "L'abandon de la colonisation doit avoir pour résultat de ramener toutes les vues de l'administration sur les relations commerciales du Sénégal avec l'intérieur de l'Afrique. Une extension considérable de ces relations pourrait seule donner à la colonie une plus grande importance et elle ne serait pas moins profitable à la cause de la civilisation et de l'humanité pour laquelle il reste tant à faire en Afrique et qui ne peut être mieux servie que par les pacifiques conquêtes du commerce et de l'industrie" (129).

Mais l'administration durant de longues années n'ira point au delà de ces vagues intentions. Aussi est-ce à une pléiade d'hommes tels que Raffenel, Héricé et Panet qu'il appartiendra, dans la seconde moitié des années quarante de formuler des objectifs précis et de proposer les moyens les plus appropriés pour les atteindre. D'ailleurs de récentes explorations qui avaient accru la connaissance des pays voisins du Sénégal et de leurs relations avec l'intérieur leur permettaient d'établir leurs projets sur des bases plus solides.

Tous nos auteurs constatent avec Panet
"le besoin impérieux qui se fait sentir à Saint-Louis d'aller chercher des éléments de prospérité dans le

---

(129) Ministre à gouverneur, 15 avril 1831, A N S O M Sénégal I 15a. Voir également SCHEFER, op.cit. t.2, p.24.

vaste continent sur lequel il s'appuie" (130).

En effet, pour que le "commerce languissant du Sénégal" puisse se relever il faut lui assurer non seulement l'accès aux nombreux produits du Soudan mais aussi le contrôle du commerce du centre de l'Afrique (131). Pour leur part, Carrère et Holle affirment que les vastes territoires de l'intérieur doivent devenir les "tributaires naturels de notre commerce" (132). Dans ces conditions, l'extension de l'influence de la France apparaît sans limites et les développements de son commerce "incalculables" (133).

Au-delà de ces considérations générales, les uns et les autres s'efforcent de définir le cadre géographique dans lequel ils souhaitent voir le commerce sénégalais s'étendre dans un premier temps. Ils insistent longuement sur les relations à établir avec le Kaarta et le royaume de Ségou afin d'atteindre le Niger dont le rôle sur le plan économique est capital (134). Ils justifient cet objectif par l'importance des courants d'échanges qui traversent cette immense région et par l'énumération précise des marchandises et des produits,

---

(130) PANET, Relation d'un voyage...op.cit., p.555. Voir aussi RAFFENEL, Nouveau Voyage, op.cit. t.2, pp.130-131, 135 et 217 et HERICE, Mémoire;.. op.cit. p.15.

(131) PANET, op.cit., p.441.

(132) CARRERE, op.cit. p.366.

(133) RAFFENEL - Exploration ...op.cit. Revue coloniale, t.4 octobre 1844, AUXCOUSTEAUX (S), op.cit.p.7; CARRERE, op.cit., p.366.

(134) RAFFENEL, Nouveau Voyage ... op.cit. t.2, p.206.

souvent riches, qui y sont activement recherchés (135). De cette insertion dans le commerce africain, on peut donc légitimement attendre de beaux bénéfices et, en particulier, Raffenel pense qu'en s'installant solidement à Ségou, il serait possible de faire aux caravanes transsahariennes "une concurrence qui serait toute une révolution" (136). Mais tous considèrent qu'un comptoir à Ségou ne peut être qu'une étape sur la route de Tombouctou et qu'un jour viendra où les commerçants sénégalais s'établiront dans la cité mystérieuse (137).

Pour atteindre ces objectifs, les différents auteurs préconisent tout un ensemble de moyens qui témoignent d'une large identité de vues. Tout d'abord le Sénégal qui, selon la formule d'Auxcousteaux, doit devenir "la principale route par laquelle les marchandises d'Europe pénétreront au coeur de l'Afrique" ne pourra jouer ce rôle capital que si la sécurité de ses rives est enfin assurée et que si les conditions techniques de sa navigation sont améliorées (138). Ensuite, il faut que le pays de Galam constitue une base solide pour l'organisation des opérations commerciales vers l'intérieur. Pour cela, il est nécessaire de renforcer la position de la France par la création de postes militaires, en particulier à Makhana qui, grâce à une situation géographique et sanitaire

---

(135) CARRERE, op.cit. chap.XXIX consacré au Kaarta et à Ségou, voir en particulier pp.182-187; RAFFENEL, Nouveau Voyage, t.2, pp.204-206,209.

(136) RAFFENEL, Second voyage ... op.cit. Revue coloniale, t.3 décembre 1849, p.258.

(137) RAFFENEL : Mémoire de Toubaboukané, Revue coloniale, t.13, septembre 1847, p.38, AUXCOUSTEAUX, op.cit. p.27, PANET, op.cit. p.554.

(138) Raffenel estime que dans dix ans "nous aurons rendu le Sénégal navigable jusqu'au Bafing" Nouveau Voyage ... op.cit., t.2, p.295.

plus favorable que Bakel pourra devenir "le point central de nos possessions du haut Sénégal" (139). Par ailleurs, le village de Médine, bien protégé par un fort, exercera dans l'avenir une influence salutaire sur le Kaarta (140). Enfin, l'expansion vers l'intérieur ne sera possible que si les autorités de Saint-Louis nouent des relations étroites avec le roi de Ségou (141). Il serait même souhaitable qu'elles puissent conclure une alliance sérieuse permettant à la France d'édifier un poste fortifié et d'entretenir un navire à vapeur sur le Niger et au royaume de Ségou de renforcer sa position face à ses turbulents voisins du Macina (142).

Mais si la pénétration du commerce français au Soudan représente l'objectif primordial et le salut pour le Sénégal, nos auteurs pensent qu'il ne faut point négliger d'autres possibilités. Ainsi Panet et à sa suite Carrère et Holle insistent-ils sur l'intérêt qu'il y aurait à dominer les courants d'échanges existant entre le Sénégal et le Maroc (143). En fait c'est le problème des relations avec le Maghreb et tout spécialement avec l'Algérie qui se trouve posé.

La prise d'Alger puis la conquête de la régence et les débuts de la pénétration ne manquent point d'exciter les ima-

---

(139) RAFFENEL, op.cit., Revue coloniale, décembre 1849.
(140) CARRERE et HOLLE, op.cit., pp.147, 156.
(141) PANET, op.cit. Revue coloniale, novembre 1850, pp.440, CARRERE, op.cit. p.189.
(142) RAFFENEL : Nouveau Voyage .. op.cit., t.2, pp.130-132.
(143) Tout au long de son récit de voyage, Panet signale tout l'intérêt qu'il y aurait à exploiter le commerce de l'Adrar et celui de Tichitt. Voir CARRERE et HOLLE, op.cit. p.366.

ginations. Très rapidement, les autorités s'efforcent de recueillir des renseignements sur la marche annuelle des caravanes et le commerce de l'Algérie avec l'Afrique intérieure. On s'interroge sur les liaisons possibles par caravanes entre les possessions françaises de l'Ouest et celles du nord de l'Afrique. L'idée que le Sénégal et l'Algérie devraient un jour se donner la main à travers le Sahara fait petit à petit son chemin et certains rêvent déjà à une domination s'étendant de Saint-Louis à Alger.

C'est, semble-t-il, Augier de la Sauzaie, ancien constituant et négociant en vins à Cognac qui a formulé le premier ce grandiose projet (144). Fortement impressionné par la publication du Journal de Caillié et par le débarquement des troupes à Alger, c'est peu après ces deux événements, en septembre 1830 qu'il s'attache à en montrer les "immenses conséquences" dans un mémoire adressé à Louis-Philippe (145). Il veut

> "mettre en rapports commerciaux la portion de la côte septentrionale de l'Afrique que nous tenons de la victoire avec les établissements que les divers traités nous ont donnés sur la côte occidentale. Le plan de

---

(144) AUGIER de la SAUZAIE (Philippe). Né en 1758 appartient à une famille de négociants de Cognac. Membre de la Constituante, il disparaît de la scène politique pour ne réapparaître qu'au temps de l'Empire. Il est alors député au Corps Législatif, puis sous-préfet de Rochefort; il sera ensuite chargé d'appliquer le blocus continental à Hambourg. Après l'Empire, il reprend ses activités commerciales.

(145) Mémoire du Roi par M. Augier de la Sauzaie, Paris, 1830, 59 p.

lier ces extrêmes par un point de raccord qui serait la ville centrale et commerciale de Tombouctou est tout à fait neuf".

Ainsi, la France établie sur la côte occidentale de l'Afrique devrait "profiter du cours du fleuve" pour rendre vie à un commerce languissant "rendre compact ee qui est épars" et"rapprocher les distances en leur choisissant des intermédiaires". Elle se donnerait ainsi "le monopole d'une forte portion du commerce de l'Afrique" et ferait de Tombouctou "une sorte de ville hanséatique". Pour cela, il est également indispensable que les autorités d'Alger interviennent vigoureusement pour stimuler les échanges avec l'intérieur car les caravanes organisées au Maroc, à Tunis et à Tripoli supplantent celles qui partent du Sud algérien. Mais Augier va bien au-delà de cette vision des établissements français du nord et de l'ouest africain unis étroitement par les liens du commerce. Dans l'avenir il entrevoit, dit-il,

"le spectacle de deux dominations colossales exercées par deux grands peuples ... l'une sera celle des Anglais dans l'Inde et l'autre celle des Français en Afrique".

En conclusion, il estime que le devoir de la France est de s'atteler sans tarder à la réalisation de cette tâche magnifique.

Une quinzaine d'années plus tard, Raffenel a aussi exprimé l'idée d'unir les comptoirs du Sénégal à l'Algérie :

"L'Afrique de l'occident et l'Afrique du nord où flottent les drapeaux de la France doivent un jour se lier l'une à l'autre et se donner un mutuel appui pour répandre à travers ces immenses contrées, les bien-

faits d'une civilisation plus douce" (146).

Peut-être avait-il lu le mémoire d'Augier, mais on sait que son esprit curieux est aussi suffisamment audacieux pour concevoir de lui-même un projet aussi grandiose qu'il reprendra évidemment dans son Nouveau Voyage. Son secrétaire Panet, explorateur comme lui, ainsi que le négociant Auxcousteaux lui feront écho. Ce dernier écrira :

> "L'Algérie et le Sénégal se tendent les bras à travers le Zahra et le temps n'est pas si éloigné qu'on le pense où ils pourront se donner la main; tout ce qui touche à l'extension du Sénégal intéresse l'Algérie et le développement de l'Algérie ne peut que profiter un jour au Sénégal" (147).

Ces idées ont provoqué tant du côté algérien que du côté sénégalais l'éclosion de projets de liaison entre les possessions françaises, mais c'est de Saint-Louis qu'en définitive se lanceront les explorateurs impatients de traverser le Sahara. Très attentifs à cette question, l'Etat s'est efforcé de choisir parmi les projets qui tous requièrent son aide ceux qui lui paraissent les mieux étudiés et les plus susceptibles d'aboutir. A l'occasion, il n'a point négligé de prendre l'initiative en pressant le gouverneur du Sénégal d'organiser un voyage d'exploration vers l'Algérie.

De longues années ne manqueront point de s'écouler avant que l'expansion vers l'intérieur puisse procurer au commerce du Sénégal de solides bénéfices. Il importait donc de trouver à la crise des solutions plus immédiates. Aussi, nos auteurs préconisent-ils une diversification de l'économie

---

(146) RAFFENEL : Exploration du pays de Galam ..., op.cit. Revue coloniale, t.4, octobre 1844, p.507.

(147) AUXCOUSTEAUX, op.cit. p.31.

car ils ont tous dénoncé avec force le danger de jouer la fortune du Sénégal sur un seul produit. Dans ces conditions, la gomme

> "au lieu d'être la seule ressource du commerce local ne deviendrait plus qu'un produit accessoire qui n'absorberait pas uniquement le temps, les ressources et les espérances de toute une population" (148).

Il est donc indispensable de donner de nouveaux aliments au commerce et c'est à l'agriculture qu'il convient tout d'abord de les demander. En effet, quoiqu'on en ait dit, la terre est fertile au Sénégal et elle peut donner en particulier dans le Walo, le Fouta et le haut Sénégal d'excellents résultats. Aussi, est-il regrettable que l'échec de la colonisation agricole ait détourné pendant de longues années les habitants et les autorités de Saint-Louis à l'exception de Bouët, de tout effort destiné à améliorer et à stimuler l'agriculture. Une telle attitude, privant l'économie sénégalaise d'une base solide est en partie responsable de la très sévère crise dans laquelle elle se débat au milieu du siècle. Condamner définitivement le grand dessein de Schmaltz et de Roger comme beaucoup l'ont fait sous le prétexte que les moyens étaient inadaptés est une erreur car il s'appuyait sur une idée juste (149). Cependant en 1830, au moment où le gouvernement s'apprêtait à mettre un terme à l'expérience, L.B. Hautefeuille, un ancien membre de la Société coloniale philanthropique du cap Vert, après avoir rejeté la responsabilité de l'échec sur Roger, proclame sa confiance dans l'avenir agricole du Sénégal et dresse un vaste plan de colonisation (150).

---

(148) CARRERE et HOLLE, op.cit. p.389.

(149) Le temps de la colonisation agricole est évoqué avec nostalgie par RAFFENEL : Voyage..op.cit.pp.20-21, Nouveau voyage, op.cit.pp.55,71,162-163 et par BOILAT: Esquisses sénégalaises, ,op.cit. p.326.

(150) HAUTEFEUILLE (L.B.). Plan de colonisation des possessions

Mais c'est une voix qui crie dans le désert au moment où "la fièvre de la gomme" s'empare de la population. Mais une quinzaine d'années plus tard, les controverses s'étant apaisées et les difficultés économiques s'aggravant, Raffenel pense que le moment est venu de lancer un cri d'alarme et de présenter l'agriculture comme un remède efficace à la crise. En 1850, il constate avec satisfaction l'heureuse évolution des esprits à Saint-Louis.

> "Oui, on soupire douloureusement aujourd'hui au Sénégal pour la vie agricole, indice heureux qu'il faut accueillir avec joie car c'est la source de toutes les richesses" (151).

Héricé pour sa part y avait contribué en consacrant dans son mémoire de 1846 tout un chapitre à la "nécessité de la culture au Sénégal". Raffenel après avoir esquissé son plan dans différents écrits lui donne une forme définitive dans son Nouveau Voyage . Auxcousteaux milite par la plume et par l'exemple tandis que Boilat et Carrère font connaître peu après leurs intéressantes propositions.

Cet indispensable effort en faveur de l'agriculture

---

(150) suite
françaises dans l'Afrique occidentale au moyen de la civilisation des nègres indigènes, Paris, Levavasseur,1830, 200 p. Le botaniste Perrottet, affecté au Sénégal en 1824 après des séjours à Bourbon et en Guyane, dans son analyse des causes de l'échec de la colonisation agricole du Walo, attaque vigoureusement le plan dressé par Hautefeuille, Annales maritimes et coloniales, 2e partie; Sciences et Arts, t.1, 1831, pp.332-403.

(151) RAFFENEL. Exploration du pays de Galam .. op.cit., Revue coloniale t.4, octobre 1844, pp.513, 537-539 et Nouveau Voyage .., p.123.

aura tout d'abord l'heureux effet de faire disparaître les disettes qui affectent périodiquement Saint-Louis et ainsi d'atténuer l'excessive cherté des vivres (152). Evidemment l'essentiel ne réside point là, mais dans la fourniture à la France des produits tropicaux dont elle a besoin : coton, tabac, graines oléagineuses et indigo. La qualité de ce dernier étant tout à fait comparable à celle qui est obtenue au Bengale, la France, pour son approvisionnement, peut donc légitimement espérer s'affranchir du monopole de l'Angleterre. Mais, c'est sur l'arachide que désormais se concentrent toutes les attentions comme naguère sur la gomme. En effet, selon Carrère et Holle, la pistache de terre n'est-elle point destinée "à placer le Sénégal au premier rang des établissements coloniaux"? (153). Pour atteindre cet important objectif, il importe avant tout d'en stimuler la culture sur le territoire du Sénégal au lieu d'aller charger les précieuses graines en Gambie ou dans les Rivières du Sud qui échappent à l'influence de la France.

> "Nous, Français, possesseurs d'une colonie où l'arachide réussit à merveille, pouvant faire cultiver cette graine sur les immenses rives d'un fleuve fermé aux étrangers, nous la négligeons en quelque sorte ... Il faut et pour nos intérêts et pour notre honneur que le Sénégal produise sur une vaste échelle une denrée si utile. En travaillant ainsi à son bien-être, cette colonie affranchira sa métropole d'un tribut, dont le maintien nous couvrirait à la longue d'une sorte de ridicule aux yeux de nos concurrents étrangers" (154).

---

(152) HERICE. Mémoire présenté.. op.cit., chapitre 1 sur disette et cherté des vivres à Saint-Louis et 4 sur la nécessité de la culture au Sénégal.

(153) CARRERE. De la Sénégambie française, p.380.

(154) Ibid., p.381.

Pour développer les cultures en général et celle de l'arachide en particulier nos auteurs n'ont guère fait preuve d'imagination car ils se sont contentés de préconiser le retour à la colonisation agricole. Ils prévoient la concession définitive de terrains par le gouvernement et la constitution de grands centres d'exploitation. Ceux-ci joueraient le rôle de fermes-modèles, contribuant en particulier à la formation technique des Africains. Mais, soucieux avant tout de ne point réveiller les oppositions qui s'étaient manifestées il y a plus de vingt ans, les partisans de l'action de l'Etat en faveur de l'agriculture ont fait preuve de beaucoup de prudence dans les modalités d'application qu'ils proposaient. En particulier le recours aux prises d'encouragement leur paraissait indispensable, mais comme il s'agissait d'un moyen qui avait, au temps de Roger, suscité les plus vives critiques, il importait de les attribuer non en fonction des apparences comme trop souvent alors, mais des réalités, c'est-à-dire des récoltes (155). Par ailleurs, Raffenel, toujours soucieux d'aller chercher son inspiration en Algérie, souhaitait, après le succès des Trappistes dans la Mitidja, à Staouëli où ils étaient installés depuis 1843, leur voir confier la direction d'une ferme modèle au Sénégal (156). Enfin, Panet pensait qu' il était essentiel d 'intéresser les chefs africains à la culture de l'arachide. Pour cela, il prévoyait de leur concéder le droit de prélever une taxe payée par les commerçants sur chaque tonneau acheté sur leur territoire et éventuellement une prime d'encouragement versée par le gouvernement (157).

Malgré les échecs des années vingt, le Walo apparaît

---

(155) BOILAT, op.cit. p.474.

(156) RAFFENEL, Nouveau Voyage .. op.cit. t.2, p.224.

(157) PANET, op.cit., décembre 1850, p.363. Carrère se montre également favorable à l'octroi d'une prime aux chefs

comme la région la plus favorable aux expériences agricoles mais l'attention se tourne aussi vers le Fouta et tout spécialement vers l'île à morphil. Le problème de la formation des agriculteurs n'a pas été négligé. Les auteurs souhaitent disposer d'une élite qui, par son exemple, contribuerait à diffuser les meilleures méthodes d'exploitation du sol. Il est particulièrement intéressant de souligner le rôle d'initiatrices que, dans une perspective assimilationniste, ils assignent aux Antilles. Carrère souhaite rétablir le système des engagés à temps. Ceux-ci recrutés dans le haut Sénégal reviendraient en Afrique après dix ans de séjour en Amérique "mettre en oeuvre les enseignements puisés dans la vie laborieuse des Antilles" (158). Boilat, pour sa part, suggère d'installer dans le Walo les esclaves des plantations à sucre récemment libérés. Mais l'un et l'autre attendent du gouvernement qu'il prépare le retour de ces travailleurs en créant des villages pour les accueillir et en leur donnant des instruments aratoires, des semences et des vivres pour un an.

Ainsi, grâce à cet ensemble de mesures, on espérait que les produits de l'agriculture et tout spécialement l'arachide apporteraient à l'économie du Sénégal un dynamisme et un équilibre qui lui avaient fait défaut jusqu'ici. Mais, selon nos auteurs, l'exploitation des mines du Bambouk devait également y contribuer. Il leur apparaissait nécessaire pour le sous-sol comme pour le sol de ne point laisser aux seules mains inexpertes des Africains le soin d'en tirer les immenses richesses qu'il recélait. En ce milieu du XIXe siècle où l'on recherche activement les moyens de sortir le Sénégal de l'or-

---

(157) suite
africains, p.381. Auxcousteaux prévoit des encouragements mais sans en préciser la nature, p.34.

(158) CARRERE, op.cit., p.375.

nière dans laquelle il est tombé, le mirage de l'or joue à plein. Certes, ce n'est pas un phénomène nouveau. Il suffit de jeter un regard sur le XVIIIe siècle avec ses espoirs fous et ses explorations sans lendemain. Après les Portugais, les Français succombaient à l'attrait de l'or. Brüe, directeur de la concession du Sénégal a inauguré une politique de pénétration dans l'intérieur ayant pour but, entre autres, d'étendre l'influence française sur les régions aurifères. Plusieurs reconnaissances du Bambouk ont été effectuées dans la première moitié du siècle. On retiendra celles de Compagnon rendue bien vite célèbre par le P. Labat, de Boucard dont la relation n'a été connue qu'en 1789 à travers la version remaniée par Coste d'Arnobat et de David dont le Journal d'un voiage fait en Bambouc en 1744 n'a été publié que tout récemment (160). La perte du Sénégal en 1763 mit un terme provisoire à ces spéculations. Elles devaient renaître une vingtaine d'années plus tard avec le retour des Français à Saint-Louis.

En effet, à travers toute la littérature consacrée au Sénégal à la fin du XVIIIe siècle, on trouve l'écho des discussions relatives à l'importance de cet Eldorado africain et à l'utilité de sa conquête. Ainsi, par exemple, Pelletan, à peu près seul, ne partage point l'enthousiasme de Lamiral, de Durand et de Golberry. Mais avant que la France ait pu entreprendre une exploration sérieuse des gisements aurifères, elle était une nouvelle fois éliminée par la guerre des rives du

---

(160) Sur cette question consulter DELCOURT. La France et les établissements français du Sénégal 1713-1763, op.cit. pp.169-172, CURTIN (Ph.): The lure of Bambouk gold, J.A.H., XIV-4, 1973, pp.623-631. Curtin a publié en collaboration avec J.Boulègue la relation de Boucard dans le Bulletin de l'IFAN, série B, t.36, avril 1974, pp.246-275. Le voyage de David annoté par Delcourt, op.cit.

Sénégal (161).

En 1817, à la reprise, c'est surtout vers la colonisation agricole que se tournent les énergies. Cependant, la fascination exercée par les mines du Bambouk n'a point disparu, comme en témoignent plusieurs publications des années vingt (162). Mais leur retentissement paraît avoir été des plus limités, peut-être parce que leurs auteurs, faute d'expérience directe du Sénégal et du Bambouk reprenaient uniquement les informations rassemblées à la fin du XVIIIe siècle. Il n'en est pas de même avec Raffenel qui à deux reprises, en 1844 et en 1847, a parcouru les régions minières. Très vite, il alerte l'opinion, déclarant que "le seul but proposable au commerce français dans la Sénégambie orientale est l'exploitation des mines du Bambouk" (163). Il ne cessera de revenir sur cette "question de haut intérêt" dans tous ses écrits car il craint que le gouvernement n'agisse trop tard et ne se laisse devancer par les Anglais qui, selon lui, convoitent également les mines.

---

(161) LAMIRAL (D.H.). L'Affrique et le peuple affricain, op.cit. Paris 1789, Mémoire sur le Sénégal, Paris 1791. PELLETAN (J.G.).Mémoire sur la colonie française au Sénégal, Paris an X. GOLBERRY (X.). Fragment d'un voyage en Afrique, Paris, an X. Tous ces auteurs ont occupé différentes fonctions dans la colonie du Sénégal.

(162) LAINE fils. Des avantages d'un grand développement à donner aux établissements coloniaux de la partie occidentale de l'Afrique ainsi qu'à l'exploitation des mines d'or que recèle cette vaste partie du monde et particulièrement le royaume de Bambouk, Paris,1825, 39 p. LA FEUILLADE (marquis de): Mémoire sur les moyens d'exploiter par le Sénégal les mines d'or de Bambouc, Paris,1826, 23 p. Augier de la Sauzaie, déjà cité a également insisté sur la nécessité d'exploiter les mines d'or du Bambouk.

(163) RAFFENEL : Exploration...op.cit.Revue coloniale, oct.1844.

S'appuyant sur les observations qu'il a faites à Kénieba, Raffenel est persuadé que ce but caressé depuis tant d'années peut devenir enfin réalité si le gouvernement le veut. En effet, l'extraction ne présente aucune difficulté particulière et les Européens grâce à des méthodes rationnelles peuvent espérer en accroître considérablement le rendement (164). D'ailleurs, peu après la publication des articles et du Voyage de Raffenel, cette partie du programme économique a pris un singulier relief avec la découverte des mines de Californie en 1848 et d'Australie trois ans plus tard. Aussi, Panet et Carrère ne doutant point que les mines du Bambouk soient aussi riches invoquent ces fabuleux exemples pour enflammer l'opinion publique et pousser le ministère à l'action (165).

Si comme nous venons de le voir, l'unanimité s'est faite sur les grandes options politiques et économiques destinées à faire du Sénégal une véritable colonie, des divergences n'en sont pas moins apparues sur plusieurs points importants. Elles concernent tout d'abord le régime qu'il convient de donner au commerce de la gomme et à celui de Galam. C'est, on le sait, une question qui a été constamment et âprement débattue tant en France qu'au Sénégal. Bien que les événements de 1848 aient contribué à lui donner un tour nouveau, elle n'en demeure pas moins ouverte.

Elle oppose les partisans de la liberté et de la concurrence à ceux du privilège et du monopole. Raffenel, pourtant

---

(164) RAFFENEL : Voyage.. op.cit.pp.377, 383-386. Second voyage d'exploration..Revue coloniale, septembre-décembre 1847 et Nouveau Voyage, t.1, pp.88-89, p.227-229.

(165) PANET : Relation.. op.cit., Revue coloniale, novembre 1850, p.442, CARRERE et HOLLE : De la Sénégambie française, p.367. Boilat parle également des "trésors immenses" des mines du Bambouk, Esquisses sénégalaises,p.419.

si audacieux en ce qui concerne l'avenir du Sénégal reste dans ce domaine très traditionnel. Il s'efforce de justifier sa position en faisant remarquer que juger des problèmes sénégalais en fonction de critères valables pour la métropole serait une profonde erreur. Dès ses premiers écrits, il manifeste une forte répugnance à l'égard de la concurrence, responsable de la fraude et de la ruine des traitants (166). Aussi, a-t-il plaidé pour le commerce de la gomme en faveur de la mise sur pied d'une association privilégiée semblable à celle qu'avait conçue Pageot des Noutières au début de 1842 (167). Cottu, dans son article de la Revue des Deux Mondes, a également pris position en faveur de cette solution seule capable, selon lui, d'assurer la régularité des échanges et de permettre aux traitants d'apurer leurs dettes auprès des négociants.

C'est avec plus de vigueur encore que Raffenel défend pour le commerce de Galam le principe du privilège, seule solution pour qu'il prenne tout son essor. Encore faut-il qu'il soit appliqué dans toute sa rigueur, ce qui n'est malheureusement pas le cas. En effet, le privilège dont jouit la Compagnie de Galam n'a qu'un "caractère intermittent". Cette demi-mesure qu'il qualifie "d'accomodement intempestif" a contribué à rejeter :

> "la compagnie de Galam dans l'ornière du petit négoce, alors qu'elle semblait devoir s'élever si haut dans l'échelle des grandes opérations d'industrie et de commerce" (168).

Au moment où la France s'apprête comme l'espère l'ex-

---

(166) RAFFENEL, Revue coloniale, octobre 1844 et plus tard dans le Nouveau Voyage .., t.1, p.18.

(167) Ibid., t.2, p.98.

(168) Ibid., t.2, p.75. Raffenel ne fait que reprendre dans ce

plorateur du Soudan à exploiter le commerce de l'intérieur de l'Afrique, il importe de faire de la Compagnie de Galam un instrument efficace de cette politique en lui conférant un privilège exclusif et en la soumettant à la surveillance étroite d'un commissaire du gouvernement (169). Les mesures de libéralisation prises à la suite de la Révolution de février n'ont pas profondément ébranlé ses convictions. S'il se résout à les accepter pour le commerce des basses escales, encore qu'il n'a point renié ses sympathies pour le système de l'association, il les refuse pour le commerce de Galam (170).

A la suite de Raffenel, Panet reprend cette distinction dans le régime des échanges et la justifie. Pour la traite de la gomme, la liberté entière s'impose, parce que c'est un commerce dont on connaît "les ressources et les combinaisons" qu'il comporte. Le traitant peut donc s'y livrer individuellement et obtenir de bons résultats s'il est étroitement surveillé par les négociants européens autorisés à séjourner dans les escales. Au contraire, l'individualisme ne peut être qu'impuissant de Bakel au centre de l'Afrique où tout est nouveau et où les possibilités de développement sont immenses; il est donc nécessaire de recourir à une ou plusieurs "associations fortes et entreprenantes" (171).

Boilat, qui ne s'est point livré comme Raffenel à une étude détaillée du commerce sénégalais, se détermine uniquement

---

(168) suite
ce passage les idées qu'il a exprimées dans son rapport au ministre du 8 mars 1847. A N S O M Sénégal XIII 7.

(169) Ibid., pp.193-194.

(170) Ibid., t.2, p.111.

(171) PANET, Relation .., op.cit., Revue Coloniale, décembre 1850, pp.558-560. On remarquera que Panet se montre plus

en fonction de la situation désastreuse des traitants. Comme il attribue celle-ci aux seuls méfaits de la concurrence, il manifeste son attachement au système des compagnies privilégiées tant pour le commerce des basses escales que pour celui de Galam (172).

En face des nostalgiques de l'association et du privilège se dresse le camp des partisans de la liberté. Darricau en est un des membres les plus résolus. Ce saint-simonien s'insurge contre la politique de compromis menée jusqu'alors et qui, prétendant concilier les intérêts opposés des traitants et des négociants européens, n'en a finalement satisfait aucun. Il rejette donc toute influence directe du gouvernement dans les affaires commerciales. Ainsi, pour lui

> "le grand principe de la liberté du commerce doit se faire jour et se substituer à toutes les ordonnances du passé" (173).

Auxcousteaux adopte la même position et réclame, en particulier la possibilité d'effectuer les échanges en tout temps et en tout lieu. Ainsi, le gouverneur ne fixerait plus les dates d'ouverture et de fermeture de la traite des gommes et les escales seraient supprimées (174). Mais, il est bien évident, et le négociant havrais ne manque point de le souligner, que la liberté du commerce n'est possible que si la sé-

---

(171) suite
souple que Raffenel qui ne conçoit qu'une seule compagnie dotée d'un privilège exclusif.

(172) BOILAT, op.cit., p.473.

(173) DARRICAU, op.cit. p.9.

(174) AUXCOUSTEAUX. Op.cit., p.25. Voir également RAFFENEL : Nouveau Voyage, op.cit.,t.2, pp.154, 181, 185 et CARRERE et HOLLE, op.cit.,p.152. La suppression des escales aurait l'important avantage selon ces auteurs d'entraîner celle des coutumes.

curité est assurée, ce qui nous ramène à la priorité de la question politique. Enfin, Carrère et Holle se rallient à cette conception du commerce moins par principe que par opportunité. En effet, ils considèrent que si les compagnies privilégiées ont pu accomplir en leur temps oeuvre utile, elles sont maintenant incapables de donner la moindre extension aux affaires car "si le privilège a la vertu d'établir fortement, il repousse le progrès" (175).

Les auteurs n'ont point limité leurs propositions aux domaines politique et économique; ils se sont aussi penchés sur l'avenir des populations africaines des comptoirs. Cela leur paraissait d'autant plus nécessaire que le programme d'action qu'ils avaient élaboré requérait pour sa réalisation leur plein concours. Ainsi, il était difficile aux traitants du fait de leur origine et de leur formation de se dégager suffisamment des liens variés qu'ils entretenaient avec les chefs et les populations du fleuve. Aussi les Français avaient-ils très souvent tendance à les considérer comme un obstacle à la politique de fermeté qu'ils entendaient mener. Il importait donc, dans l'avenir, de mieux les former aux idées françaises. Sur le plan économique administration et négociants se plaignaient également de ne point disposer d'auxiliaires compétents. Les traitants et les aide-traitants manquaient des connaissances indispensables pour assurer une gestion correcte de leurs affaires, les ouvriers qualifiés étaient rares et les paysans paraissaient incapables d'offrir des produits variés en quantités suffisantes pour alimenter un commerce d'exportation actif.

Tous les auteurs s'accordent pour donner dans leur programme une place de premier plan à l'enseignement non seu-

---

(175) CARRERE, op.cit., p.147.

lement pour des raisons politiques et économiques mais aussi morales. Pour Raffenel, l'école constitue "la meilleure chance de rapprochement" entre les communautés européenne et africaine et pour Auxcousteaux

> "cette question d'école est loin d'être mesquine : c'est peut-être la plus importante de toutes celles qui se rattachent à la civilisation de l'Afrique"(176).

Après avoir déploré que les gouvernements successifs n'aient point compris la nécessité d'un effort important dans ce domaine, ils proposent tous une extension considérable de l'école primaire. Au delà, leurs opinions divergent sur les finalités. Darricau, Raffenel et Auxcousteaux privilégient l'enseignement professionnel capable de former dans diverses "écoles pratiques" les agents qualifiés d'une économie promise à l'expansion. Sans doute évoquent-ils l'intérêt d'une éducation secondaire pour le Sénégal mais, en réalité, Boilat seul s'en fait le défenseur acharné. Pour lui, le collège doit dispenser un enseignement classique et mathématique identique à celui de la métropole afin d'ouvrir aux Sénégalais les portes de l'administration, de la magistrature, de l'armée et des professions médicales. Le discours qu'il a prononcé à l'ouverture du collège en 1843 et reproduit dans les Esquisses Sénégalaises en porte le témoignage (177).

En définitive, deux orientations opposées se dégagent à la lecture des livres, brochures et articles. D'un côté, les Européens dans leur ensemble se prononcent en faveur d'un en-

---

(176) RAFFENEL, Nouveau Voyage ..op.cit., t.2, p.255. AUXCOUSTEAUX, op.cit., p.35.

(177) BOILAT. Esquisses sénégalaises, op.cit., p.237. On sait que le collège a été supprimé en 1849 et ce n'est pas sans amertume que Boilat évoque l'échec de cette expérience, p.477.

seignement utilitaire destiné à leur procurer le plus rapidement possible les auxiliaires compétents dont ils ont besoin et qui resteront confinés dans des emplois subalternes. De l'autre, Boilat manifeste évidemment une ambition plus noble pour ses frères sénégalais. Il désire ardemment que grâce à l'éducation reçue ils deviennent les égaux des Européens et soient capables d'assumer de larges responsabilités dans les affaires locales.

Ainsi Boilat posait le problème de l'assimilation. Il n'était point le seul, Raffenel, en particulier, écrivait

> "la politique à suivre doit être d'une manière générale l'assimilation c'est-à-dire dans l'ordre moral la communauté des moeurs et des habitudes, dans l'ordre matériel la coexploitation des ressources du pays" (178).

Il reflétait, comme les autres auteurs, les idées des mouvements philanthrophiques de l'époque et en particulier celles que diffusait l'Institut d'Afrique. Dans l'oeuvre de "régénération" des populations africaines, les activités agricoles, commerciales et artisanales exercées selon des critères européens constituent un moyen utile mais insuffisant car seul le christianisme peut relever le pays de l'état de barbarie dans lequel il est plongé (179). Il importe donc d'encourager l'action missionnaire et de former des prêtres noirs (180).

---

(178) RAFFENEL. Nouveau Voyage ..op.cit., t.2, p.266.

(179) Sur la civilisation par l'agriculture et le commerce voir en particulier COTTU, op.cit.,p.291, HERICE, op.cit.p.18, PANET, op.cit., Revue coloniale, décembre 1850,p.531. Seul Raffenel émet des doutes sur le rôle civilisateur du commerce, Nouveau Voyage ..op.cit., t.1, pp.123 et 154.

(180) HERICE consacre tout un paragraphe à l'extension de la

Boilat s'est évidemment assez longuement étendu sur ce sujet, il a, par ailleurs, suggéré l'envoi au Sénégal de Franciscains qui, par leur vie de pauvreté et de prière seraient les plus capables de contrecarrer l'action des marabouts et d'opérer de nombreuses conversions auprès des populations africaines (181). Au total, la diffusion des principes de la religion chrétienne doit permettre de faire des Africains de véritables Français. C'est le but final recherché et Raffenel regrette que l'on n'ait pas compris plus tôt que "la question religieuse et la question politique étaient une" (182).

Les partisans de l'assimilation par le christianisme s'inscrivent dans une tradition d'hostilité à l'Islam que quelques faits récents contribuent à renforcer. La conquête de l'Algérie ne vient-elle pas de révéler d'une manière éclatante les dangers du fanatisme musulman ? Au Sénégal, les motifs d'inquiétude ne manquent point : agressivité accrue des Maures et des habitants du Fouta, représentants d'un Islam militant, progrès constants de la religion du Prophète parmi les populations voisines des comptoirs et dans ceux-ci, un afflux considérable depuis plusieurs années de musulmans et depuis la suppression de l'esclavage, la fin de l'influence que les maîtres pouvaient exercer en faveur du catholicis-

---

(180) suite
religion chrétienne; RAFFENEL, Nouveau Voyage ..op.cit., t.2, pp.244 et suivantes, 256; AUXCOUSTEAUX, op.cit. pp.7 et 36. CARRERE et HOLLE considèrent la religion chrétienne comme "la mère du progrès", op.cit., p.368. Ils assignent au Walo une fois converti le rôle de "tête de pont" dans la "marche de la civilisation" vers l'intérieur, p.376.

(181) BOILAT, op.cit. pp.479, 483 et 489.

(182) RAFFENEL, Nouveau Voyage..op.cit., t.2, p.247.

me (183). "L'islamisme nous enserre, il tend à nous étouffer" s'exclament Carrère et Holle (184).

L'Islam doit être combattu car, selon l'expression de Boilat, c'est "une religion absurde et rétrograde" (185). Elle constitue à la fois un danger politique car tout nouvel adepte devient nécessairement un adversaire de la France et un obstacle au développement moral et intellectuel des populations. Ainsi, pour Panet, l'Islam, "contre-marche de la civilisation", repousse sans examen toute innovation bienfaisante et aveugle la raison" (186). Même point de vue chez Carrère et Holle qui ne craignent point d'affirmer que "le mahométisme en se développant a ramené les noirs à un état plus barbare" (187). Les marabouts sont violemment pris à partie parce qu'ils détournent les enfants de l'école française, la seule qui soit capable de "les civiliser" et de les élever sur le plan social. D'après Carrère et Holle, qui décidément se posent en spécialistes de l'anti-islamisme virulent "les marabouts inspirent pour notre langue une aversion égale à celle qu'ils ressentent eux-mêmes pour le christianisme" (188).

Ces prises de position conduisent ainsi la plupart de nos auteurs à une condamnation sans équivoque de la politique

---

(183) CARRERE et HOLLE, op.cit.,p.14; RAFFENEL, ibid, t.2, p.245-246.
(184) CARRERE, op.cit., p.358.
(185) BOILAT, op.cit., p.231.
(186) PANET, Revue coloniale, novembre 1850, p.441.
(187) CARRERE, op.cit., p.354.
(188) Ibid., p.356.

d'encouragement poursuivie jusqu'ici par les gouverneurs à l'égard de l'Islam. Ils concentrent, en particulier, leurs attaques contre ce qui leur apparaît comme le symbole de cette politique de "faiblesse" : la construction d'une "mosquée monumentale" à Saint-Louis.

> "Nous avons abaissé le catholicisme et élevé le mahométisme; nous avons placé à côté de notre modeste église une mosquée splendide comme les nègres n'en ont pas chez eux, comme ils n'en ont jamais vu" (189).

Il est donc nécessaire de changer de politique. Pour cela, il importe tout d'abord de "constituer l'Eglise sur de larges bases, créer un évêché, planter une croix sur la mosquée (190) et de dresser un barrage solide en installant et en aidant efficacement des missions chez tous les peuples qui jusqu'ici ont été pas ou peu touchés par la propagande de l'Islam. Ensuite, il faut expulser des comptoirs les marabouts étrangers qui, depuis quelques années, arrivent de plus en plus nombreux afin d'exploiter l'ignorance et la superstition des populations en particulier par la vente des gris-gris (191).

Cependant, il faut bien tenir compte de la présence de familles musulmanes installées depuis longtemps à Saint-Louis. Une certaine tolérance s'impose à leur égard mais l'Islam et son chef, le tamsir ne doivent pas jouir d'une situation officielle et les marabouts doivent être soumis à un strict contrôle de la part des autorités françaises (192). Carrère et Holle préconisent par ailleurs pour les enfants musulmans la création d'écoles laïques où on les contraindrait à parler français. Raffenel, quant à lui, demeure fidèle aux écoles

---

(189) RAFFENEL, Nouveau Voyage.., op.cit., t.2, p.247. Voir également CARRERE, p.14.

(190) RAFFENEL, ibid, p.248.

(191) HERICE, op.cit. p.46 ; CARRERE op.cit. p.358.

(192) CARRERE, op.cit., pp.14 et 358.

confessionnelles mais il admet qu'il faut interdire toute manoeuvre tendant à détacher les enfants de leur croyance (193). Enfin, l'abbé Boilat, allant beaucoup plus loin, refuse toute concurrence dans le domaine de l'enseignement. En conséquence, il demande que les écoles coraniques de Saint-Louis et de Gorée soient fermées et que les parents soient forcés d'envoyer leurs enfants à l'école française où un cours d'arabe pourrait être créé (194). L'instruction qui y serait dispensée permettrait, pense-t-il, de faire germer le désir du baptême et les jeunes Africains parcoureraient ensuite le chemin qui les mènerait à être de bons catholiques et de bons Français. C'est un avenir semblable qu'imagine Panet pour l'Afrique lorsqu'il affirme que l'extension des relations commerciales apportant le bien-être moral et les avantages matériels, un jour viendra où "les erreurs de l'islamisme viendront se briser devant les saines vérités du christianisme" (195).

Seul Darricau n'appartient point au courant assimilationniste. Dans sa brochure, il ne dit mot du rôle civilisateur du christianisme et ne se laisse point enrôler dans le combat contre l'expansion de l'Islam. C'est qu'il professe une tout autre idée de la religion du Prophète. Pour lui, elle constitue un incontestable facteur de progrès, ce que nient farouchement tous les auteurs précédents. Darricau justifie sa position par l'exemple des populations musulmanes de Saint-Louis dont "l'avancement moral" lui paraît évident depuis quelques années. Sans doute, le commerce y est-il pour quelque chose car en mettant de jeunes noirs en contact avec des Européens dans le cadre des firmes qui se sont implantées récemment au

---

(193) Ibid., p.358, RAFFENEL, op.cit., Nouveau Voyage ... t.2, p.256.

(194) BOILAT, op.cit., p.207.

(195) PANET, op.cit., Revue Coloniale, décembre 1850, p.531.

Sénégal, il les instruit presque sans qu'ils s'en aperçoivent. Mais surtout, "l'islamisme .. n'est pas étranger à ce progrès".

> "Si la plupart des indigènes à Saint-Louis ne savent ni lire ni écrire en français, ils le savent en arabe et ils sont façonnés à l'obéissance de la loi du Coran, ce qui les prépare admirablement à l'observation des lois en général" (196).

Darricau est proche des idées que Bouët-Willaumez vient récemment d'exprimer dans son ouvrage. Pour l'ancien gouverneur du Sénégal

> "Le Coran a introduit dans cette partie de l'Afrique comme dans beaucoup d'autres une demi-civilisation, certes bien supérieure aux barbaries et aux absurdités du fétichisme" (197).

Il respecte l'Islam et en conséquence accueille favorablement pendant son gouvernement les revendications présentées par les musulmans de Saint-Louis pour affirmer leur identité. C'est dans cet esprit qu'en 1844, il demande officiellement au ministre la création d'un tribunal spécial permettant de juger selon la loi du Coran les différentes matières constituant le statut privé des musulmans. Il a également approuvé la décision prise par l'un de ses prédécesseurs de construire une mosquée et surmontant les oppositions, il est intervenu efficacement pour sa réalisation :

> "Cette mesure empreinte d'un sage esprit de tolérance et de bonne politique n'a pas peu contribué à attirer à Saint-Louis les musulmans et les caravanes de l'intérieur" (198).

---

(196) DARRICAU, op.cit., p.4.

(197) BOUET-WILLAUMEZ : Commerce et traite des Noirs ... op.cit. p.77.

(198) Bouët à ministre, 7 décembre 1844, ANS AOF 1B 43.

Mais cette attitude envers l'Islam demeure quelque peu ambiguë puisqu'au même moment, on l'a vu, Bouët fonde à Saint-Louis un collège dont le but était nettement assimilationniste et dont le directeur n'était autre que l'abbé Boilat (199).

Quoiqu'il en soit, dans ce débat ouvert dans les années quarante sur l'attitude à adopter à l'égard de l'Islam, l'administration était trop consciente des réalités pour ne point se montrer prudente. Elle redoutait avant tout les opinions absolues et les formules abruptes. Aussi la position de Carrère, haut fonctionnaire du Sénégal, jugée impolitique et dangereuse ne pouvait que l'inquiéter (200).

Au total, par bien des aspects ce programme d'action n'est point totalement nouveau. Il s'inspire très souvent

---

(199) Peut-être pourrait-on rapprocher le point de vue de Bouët de celui exprimé par E. Duclerc dans l'article "Afrique" du célèbre Dictionnaire politique de Garnier-Pagès paru en 1842 : "Déjà l'islamisme a introduit sur quelques points de l'intérieur des germes de civilisation... c'est à la démocratie chrétienne qu'il appartient de compléter la tâche inachevée des missionnaires musulmans".

(200) Les gouverneurs qui n'ont cessé de louer les qualités d'intelligence de courage et d'activité de Carrère ont aussi regretté l'expression souvent abrupte de ses opinions. Tant qu'il n'a fait connaître son point de vue sur l'Islam que dans le cadre restreint du Conseil d'administration, par exemple à propos du projet de tribunal musulman, il n'y avait pas de problème. Mais tout change avec la publication de son livre. Faidherbe constatant l'émotion des milieux musulmans de Saint-Louis s'en ouvre au ministre qui regrette que l'ouvrage ait été dis-

d'idées exprimées depuis plus d'un siècle sur l'avenir du Sénégal. Certains de nos auteurs, tel Raffenel, ayant assidument fréquenté leurs devanciers, il ne serait guère difficile de déceler leurs inspirateurs. Brüe, tout d'abord, dont les projets diffusés par le P. Labat visaient à faire respecter l'autorité de la France sur les rives du Sénégal, à entreprendre une politique d'expansion appuyée sur des postes fortifiés échelonnés jusqu'au Niger, à contrôler les principaux axes commerciaux, à nouer des relations avec Tombouctou et à explorer les mines d'or du Bambouk. On retrouverait aussi un écho des projets élaborés par David au milieu du XVIIIe siècle et ceux de Durand et de Golberry publiés à l'époque du Consulat. Par ailleurs, les débats sur les avantages respectifs de la liberté et du monopole n'ont-ils pas été engagés dès le temps des compagnies d'Ancien Régime et l'idée d'un développement agricole stimulé par le gouvernement au-delà des plans de Schmaltz et de Roger ne plonge-t-elle pas ses racines dans les suggestions de Golberry et même de David ?

Le programme d'action porte aussi la marque de son temps. L'influence est nette du mouvement philanthropique pour qui la civilisation ne peut triompher de la barbarie en Afrique que grâce au travail agricole, au commerce et à l'implantation du christianisme.

Mais au-delà de sources d'inspiration évidentes, les auteurs ont fait oeuvre originale en accomplissant l'effort sérieux de réflexion qu'imposait la gravité de la situation au Sénégal. En effet, il ne suffisait point de reprendre ni

---

(200) suite
tribué au Sénégal sans avoir été examiné par un responsable de l'administration, dossier personnel déjà cité, gouverneur à ministre, 6 juin 1856, A N S O M Sénégal I 14b, ministre à gouverneur, 26 septembre 1856, ANSOM Sénégal VIII 14bis et ministre à garde des Sceaux, 31 août 1857.

même d'approfondir les idées émises au XVIIIe siècle pour les adapter au nouveau contexte économique et aux impérieuses nécessités de la fin des années quarante, il fallait aussi rechercher des solutions aux problèmes nouveaux qui surgissaient. Surtout, s'imposait l'élaboration d'un programme complet et cohérent offrant des propositions claires et précises. C'est ce qu'ont tenté nos auteurs au premier rang desquels se placent Raffenel, Carrère et Holle. Au-delà de formations et de tempéraments différents, ce qui frappe chez eux, c'est une incontestable force de conviction et une très grande convergence dans les solutions proposées, qui ne pouvaient manquer d'impressionner l'opinion publique.

3°- L'accueil

a) La diffusion du programme

Une diffusion relativement large atteignant des milieux assez divers a été assurée au programme d'action par les ouvrages, brochures, articles de journaux et de revue publiés à partir du début des années quarante. Une place importante, on l'a vu à l'occasion, doit être faite aux Annales Maritimes et Coloniales et depuis 1843 à la Revue Coloniale (201). Ces publications officielles du ministère de la Marine offrent une information précise et variée faite de statistiques commerciales, d'études sur les populations riveraines du Sénégal et sur la traite des gommes, de rapports d'officiers de marine et de capitaines au long cours ainsi que de récits de voyage. A côté

---

(201) Les Annales Maritimes et Coloniales ne sont pas directement prises en charge par le ministère de la Marine. Elles ont paru de 1816 à 1847. La Revue Coloniale qui dépend entièrement du ministère de la Marine a paru de 1843 à 1858 sous ce titre, puis sous celui de Revue

du Sénégal et de la Gambie, les régions méridionales, Bissao, Rio Nunez, Rio Pongo et Mellacorée, pleines de promesses grâce à l'arachide ne sont pas oubliées. Evidemment, les responsables de ces publications distinguent soigneusement entre ce qui est officiel et ce qui ne l'est pas. Ainsi, le ministère peut-il publier, dans la partie non officielle, des rapports de ses subordonnés qu'il juge intéressants mais dont il ne souhaite pas prendre les conclusions à son compte, tout au moins dans l'immédiat. La publication de ces documents effectuée dans les plus brefs délais n'est pas toujours intégrale, l'administration se réservant de pratiquer des coupures dans des textes trop longs, mais aussi, ce qui est peut-être plus grave, de modifier des formules jugées trop abruptes (202). Notons, cependant, que le ministère de la Marine tient à réserver au cercle étroit des chambres de commerce des ports engagés dans les échanges avec l'Afrique, une information complète en leur communiquant les rapports originaux. Ainsi, leurs membres pouvaient répondre en connaissance de cause à toutes les demandes d'avis comme à celles de son collègue du Commerce.

Le Sénégal tient une assez large place au sommaire de la Revue Coloniale car il n'y a guère d'années où sa situation

---

(201) suite
d'Algérie et des Colonies en 1859 et 1860, et enfin à partir de 1861 jusqu'en 1896 sous celui de Revue Maritime et Coloniale.

(202) Un bon exemple de cette attitude nous est fourni à propos du rapport du lieutenant de vaisseau Laffon de Ladebat adressé au commandant de la Station, Baudin, le 2 mai 1845. En marge des annotations indiquent les coupures à effectuer et les modifications à apporter au texte. L'officier ayant affirmé que le commerce français

et ses perspectives d'avenir ne soient évoquées. C'est Raffenel qui ouvre le débat en 1844 lorsqu'est publié son récit de l'exploration du Bambouk menée sous la direction de Huard. On sait que beaucoup plus que d'un simple rapport d'expédition, c'est d'un véritable plan de colonisation intérieure de l'Afrique qu'il s'agit. Le ministère prouve tout l'intérêt qu'il attache aux idées de Raffenel en lui ouvrant de nouveau les colonnes de la revue en 1846-1847 et en 1849-1850. En agissant ainsi, ne souhaitait-il pas susciter des discussions parmi les lecteurs et les orienter vers les solutions préconisées par son collaborateur ? La publication du voyage de Panet en 1850 semble donner quelque consistance à cette hypothèse. En effet, il pouvait être utile pour le gouvernement de faire apparaître autour du programme élaboré par Raffenel un large consensus en donnant de la publicité aux analyses et aux conclusions sensiblement identiques auxquelles était arrivé un mulâtre du Sénégal.

La Revue Coloniale ne s'adresse qu'à un public restreint mais influent dans la prise de décision : officiers, armateurs et marins, industriels et négociants. Le cercle s'élargit à l'élite intellectuelle avec la Revue des Deux Mondes qui a apporté sa contribution à la connaissance des problèmes du Sénégal grâce à Cottu et dans une moindre mesure à Bouët-Willaumez dans le cadre d'une étude générale où il soulignait l'importance des colonies pour la vie nationale.

---

(202) suite
en Gambie "se heurte à des avanies journalières et à un mauvais vouloir qu'on ne saurait trop blâmer", la revue pour d'évidentes raisons diplomatiques se contentera de faire mention de "difficultés fréquentes", A N S O M Sénégal IV 28 a.

C'est en flattant la passion des récits de voyage et de l'exotisme qu'il est possible d'atteindre un bien plus grand nombre de lecteurs. D'ailleurs, l'Afrique suscite un vif intérêt depuis que de grandes explorations commencent à en dévoiler les secrets de l'intérieur. Celle de Caillié dont le récit a été publié en 1830 marque une étape importante parce qu'elle a apporté sur "Tombouctou la mystérieuse" des informations recherchées depuis si longtemps et parce qu'elle a été l'occasion d'une vive polémique franco-anglaise.

C'est ainsi qu'Auguste Bouët, le frère de l'ancien gouverneur a tenté d'utiliser cette curiosité pour faire passer à travers descriptions et tableaux de moeurs pittoresques quelques idées sur la politique qui devrait être celle de la France. Dans un article de l'Illustration paru en 1850, reprenant les conclusions d'une commission d'enquête officielle sur la situation le long des rives du Sénégal, il insiste sur la nécessité de soustraire la traite des gommes à la dépendance presque absolue des Maures et au paiement des coutumes et il préconise comme remèdes la suppression des escales et la création d'une ville à Podor où se concentreraient toutes les opérations commerciales. Enfin, sans avoir l'air d'y toucher, il signale "l'anomalie" qui consiste à exclure les Européens de la traite et souhaite que le gouvernement la fasse disparaître promptement (203).

Parmi les livres, le Voyage dans l'Afrique occidentale ouvre dès 1846 la série des grandes publications sur le Sénégal. En effet, en livrant le récit détaillé de son exploration, Raffenel attirait "du coup l'attention du public français sur

---

(203) BOUET (A). Côte occidentale d'Afrique, Sénégal, Saint-Louis et le fleuve, l'Illustration, 16 mars 1850.

les problèmes bien lointains du Sénégal" (204). Incontestablement, il introduisait les discussions plus précises et plus techniques sur l'avenir du Sénégal présentées par Héricé, Darricau et Auxcousteaux qui, malgré les titres percutants choisis par ces deux derniers auteurs, s'adressaient vraisemblablement à un public plus limité mais plus averti.

La Société de Géographie avait assuré une large publicité à l'ouvrage de Raffenel en en confiant le compte-rendu à l'ancien gouverneur du Sénégal, le baron Roger, qui fut très favorable (205). L'année suivante le livre de Tardieu qui, dans une collection fort lue à l'époque traitait de la Sénégambie et de la Guinée contribuait largement à répandre les idées de Raffenel. En effet, ce géographe du ministère des Affaires étrangères ne se bornait point à la simple description des paysages et des groupes humains ainsi qu'au rappel de l'histoire du Sénégal depuis les premiers contacts avec les Européens jusqu'au milieu du XIXe siècle. Il n'hésitait point à aborder les graves problèmes de l'heure : organisation de la traite des gommes et du commerce de Galam, pénétration dans l'intérieur et exploitation des mines du Bambouk, occupation de la presqu'île du cap Vert et concurrence anglaise. En faisant de larges emprunts aux écrits de Raffenel, il contribuait à orienter ses lecteurs dans le sens des solutions proposées par l'explorateur non sans rappeler qu'elles s'inscrivaient dans un courant de pensée qui remontait au tout début du XVIIIe siècle :

> "C'est la pensée de Brüe, pensée énergiquement poursuivie par lui, reprise par ses successeurs, embrassée

---

(204) SAINT-MARTIN (Y). L'empire toucouleur et la France. Un demi-siècle de relations diplomatiques 1846-1893. Publications de la Faculté des Lettres de Dakar, 1967, p.65.

(205) Bulletin de la Société de Géographie, t.5, février 1846, pp.321-328.

par tous les bons esprits qui se sont préoccupés de l'agrandissement et de l'avenir de notre colonie du Sénégal, que M. Raffenel présente aujourd'hui avec une nouvelle force et propose à une souveraine décision" (206).

Dix ans après le premier paraissait le second livre de Raffenel. Profitant une fois encore d'un récit d'exploration, il exposait d'une manière plus cohérente et plus développée des idées sur le Sénégal qu'il s'était efforcé de répandre depuis plusieurs années et dont les principales avaient déjà été reprises par plusieurs auteurs. Qu'il ait pris le risque de publier les deux tomes du Nouveau Voyage sans le soutien financier du ministère semble prouver qu'il se sentait assuré d'une assez large audience.

La presse a incontestablement servi de relais. Elle a contribué à informer des problèmes qui ébranlaient alors les comptoirs du Sénégal un public plus vaste que celui des revues et des livres. Elle a, en soulignant les dangers de la politique timorée menée jusqu'alors, préparé l'adhésion à un nouveau courant énergique et ambitieux dont, à l'occasion, elle a fait connaître quelques uns des éléments.

Comme il se doit, les journaux des ports tels que le Journal de Rouen, le Courrier du Havre, le Journal du Havre, le Phare de la Loire, le Courrier de la Gironde, le Sémaphore de Marseille et la Gazette du Midi, émanation pour la plupart des milieux d'affaires et des chambres de commerce ont joué le rôle principal. Quelques journaux parisiens comme La Presse,

---

(206) TARDIEU (Amédée). Sénégambie et Guinée. Collection L'Univers ou histoire et description de tous les peuples, de leurs religions, moeurs, coutumes ,etc... t.49, Paris, Didot, p.106.

Le Constitutionnel, Le Journal des Débats et le Globe sont également intervenus.

La presse puise principalement ses informations auprès des chambres de commerce, des négociants et des armateurs qui, en particulier, lui communiquent les rapports de mer des capitaines de navires marchands et auprès d'éventuels correspondants de Saint-Louis et de Gorée. Quelques sondages dans la presse des années quarante révèlent que les journaux ont davantage insisté sur les maux dont souffrait le Sénégal que sur les remèdes qu'il convenait d'y apporter. La tension franco-anglaise à Portendick et en Gambie, l'insuffisante protection accordée au commerce français face aux exactions des populations africaines et la crise commerciale ont été les thèmes les plus souvent abordés. Il est vrai qu'ils ne l'ont pas toujours été pour eux-mêmes mais pour servir d'illustration à des débats plus généraux sur la politique extérieure de Guizot ou sur les principes d'une bonne politique économique (207). Quoiqu'il en soit, à force de dénoncer la faiblesse de la France à l'égard des Maures, des Noirs et de l'Angleterre ainsi que la désastreuse situation du commerce la presse a vraisemblablement réussi à convaincre ses lecteurs de l'impérieuse nécessité de changer de politique. Elle les a conduits à souhaiter que le gouvernement prenne promptement selon la formule de La Presse :

> "quelques résolutions efficaces afin d'assurer non seulement notre tranquillité intérieure mais encore notre domination dans le fleuve" (208).

---

(207) Les principaux articles relatifs à la tension franco-anglaise publiés surtout en 1844 ont été analysés au chapitre XV, et ceux concernant la controverse sur la concurrence et le monopole au chapitre X.

(208) La Presse, 18 septembre 1848.

Ainsi, a été créé un climat propice à la vigoureuse campagne que va mener autour du programme d'action à partir de 1851 dans le Courrier du Havre, Auxcousteaux que sa brochure vient de faire connaître.

Il est évidemment à peu près impossible de mesurer l'impact des revues, livres et journaux sur l'opinion publique. Aussi, bornons-nous à quelques remarques. Tout d'abord, la curiosité des lecteurs n'a pas manqué d'être piquée par la brusque apparition en ce milieu du siècle d'une information abondante qui dessine une image précise et complète d'un Sénégal jusqu'ici profondément ignoré. Ensuite, on peut affirmer avec quelque vraisemblance que le grand public a été sensible avant tout aux aspects politiques sur lesquels la presse insistait tout particulièrement. On n'évoque point la dignité de la France bafouée, son drapeau humilié par des populations présentées comme barbares sans susciter une réaction favorable à une politique d'intervention militaire.

Plus intéressante pour la prise ultérieure des décisions est l'attitude des milieux d'affaires tant de la métropole que des comptoirs. Dans le vaste débat ouvert sur l'avenir du Sénégal seuls deux hommes appartenant à ces milieux sont intervenus. Héricé, un marchand honorablement connu à Saint-Louis, mais dont le cercle de ses activités demeurait purement local, et Auxcousteaux, un négociant nouveau venu qui n'avait pas encore réussi à s'imposer. Des chefs de grandes maisons, ni Devès, ni Régis, ni Maurel n'avaient cru devoir alerter l'opinion et faire connaître leur point de vue avant 1850. Ils préféraient du moins pour l'instant ne point se mettre sur le devant de la scène, laissant à d'autres le soin d'exprimer des idées qu'ils partageaient dans l'ensemble. Ils se réservaient d'intervenir lorsque le moment propice serait venu.

En attendant, sur la côte, ils avaient rencontré quelques officiers lucides et décidés qui tentaient, malgré des difficultés de toutes sortes de sortir la politique française de l'immobilisme où elle s'enlisait. Au cours des discussions qu'ils eurent avec eux, ils constatèrent avec satisfaction que leurs points de vue étaient relativement proches.

b) Officiers et négociants : vers l'impérialisme

A la crise économique il n'y a de solution que politique affirme Raffenel, ce qui implique dans son esprit un effort militaire poursuivi pendant plusieurs années afin d'établir durablement l'autorité de la France sur les rives du Sénégal. L'attitude des agents économiques : négociants et traitants à l'égard de cette exigence allait constituer un test de leur acceptation ou de leur refus du programme d'action. Aussi, est-il intéressant de suivre l'évolution de leur mentalité au fur et à mesure que la crise s'aggrave et que l'urgence d'une décision se fait plus pressante.

Les opérations militaires ne pouvaient s'effectuer que pendant la saison sèche, c'est-à-dire pendant la période de la traite. Aussi une solide tradition d'hostilité s'était-elle établie chez les négociants et les traitants contre toute démonstration de force qui risquait de perturber les échanges et compromettre les résultats de la traite. Sous la Restauration, en particulier, la paix à n'importe quel prix paraissait la seule issue aux conflits avec les souverains des deux rives du Sénégal. Par la suite, seules quelques courtes expéditions punitives effectuées avant l'ouverture de la traite étaient acceptées non sans quelque réticence. Négociants et traitants qui protestaient déjà contre la limitation de la durée des échanges qu'elles provoquaient se refuseraient à plus forte raison à courir le risque de perdre le bénéfice de toute une

campagne. En effet, leurs moyens financiers demeuraient limités. Pour les uns, la préparation d'une traite exigeait une importante mobilisation de capitaux pour les achats de marchandises et si les retours en produits se trouvaient compromis, c'était à coup sûr de graves difficultés et peut-être la catastrophe. Quant aux seconds, ils auraient été mis dans l'impossibilité de rembourser les crédits qui leur avaient été ouverts par la traite. De plus, ceux qui, les années précédentes avaient fait de mauvaises affaires voyaient s'effondrer l'espoir de rétablir leur situation. Enfin, on pourrait ajouter que les traitants entretenaient trop de liens divers avec leurs partenaires maures pour acquiescer à l'idée d'une rupture totale et qu'ils étaient trop passionnés par les jeux de la spéculation pour y renoncer de gaieté de coeur.

Le gouvernement du capitaine de frégate Quernel (1833-1834) a été l'occasion pour cette hostilité à toute action militaire de se manifester avec vigueur et efficacité. Arrivé au plus fort de la crise entre les autorités de Saint-Louis et les Trarza en particulier à propos du Walo, Quernel a tenté de se libérer d'une politique au jour le jour et de se dégager des rivalités et des influences locales. Surtout, il préconisait une politique d'ensemble à l'égard des Maures alors qu'auparavant les gouverneurs à l'instigation des négociants et des traitants jugeaient préférable d'exciter entre les Trarza et les autres Maures une rivalité naturelle. Persuadé, comme il l'écrivait à son successeur que si un gouverneur veut avoir de l'influence sur les populations qui avoisinent le Sénégal, il faut :

> "qu'il se fasse une réputation; celle de guerrier est celle qui leur fait plus d'impression et sans laquelle on ne peut rien obtenir à moins d'avoir continuellement la guinée à la main et plus on en donne plus ils trouveront d'occasion pour en avoir. C'est

ce qui explique l'énormité des coutumes payées aux escales pendant la traite de la gomme" (209).

Quernel guerroya dans le Walo, entreprit une série de campagnes actives contre les Trarza et décida la fermeture de toutes les escales de traite sous prétexte que la suspension des échanges avec les Trarza n'atteindrait point son but si ceux-ci pouvaient continuer à recevoir soit des Brakna soit des Darmankour les marchandises françaises qui leur sont nécessaires. Une telle politique heurtant de front négociants et traitants, de vives protestations s'élevèrent. Des négociants de Bordeaux dont Devès intervinrent auprès du ministère et Quernel fut remplacé. Son successeur reçut l'ordre de faire la paix. Négociants et traitants triomphaient. L'attitude du ministère devait, pendant plusieurs années contraindre les gouverneurs à la prudence et à étouffer chez eux toute velléité de retour à une politique énergique.

C'est Bouët qui, le premier, a tenté de rompre avec cet immobilisme. Il envoya en avril 1843 une colonne mobile parcourir le Niambour, le Kayor et le Walo et au début de l'année suivante il intervint au Fouta contre le village de Cascas et dans la politique Brakna en faisant enlever à l'escale le roi Moctar Sidy pour le déporter au Gabon. Cette dernière démonstration de force devait être condamnée comme "acte impolitique" à la fois par le commerce sénégalais et par la direction des Colonies et elle laissa un souvenir fâcheux à Saint-Louis pendant plusieurs années (210).

---

(209) Gouverneur à ministre, 22 mars 1834, n°38, A N S O M Sénégal I 17 a.

(210) Ministre à gouverneur, 5 mai 1848; n°71 ter, ANS AOF 1 B 48; gouverneur à ministre, 4 mars 1850, n°108 et 10 avril 1850, n°186, A N S O M Sénégal I 35 a.

En février 1850, Baudin qui affirmait vouloir suivre la voie tracée par Bouët se heurta aux mêmes résistances quand il entama une guerre contre les Trarza. Craignant une fois de plus que la traite soit compromise, négociants et traitants intervinrent pour qu'il y mette promptement un terme par une négociation à laquelle leurs représentants participeraient (211). Pourtant, deux ans plus tôt, les membres du Conseil général dans leur adresse à Baudin nouvellement arrivé à Saint-Louis n'avaient pas craint d'affirmer que pour assurer la sécurité indispensable au commerce ils n'hésiteraient pas à s'imposer des sacrifices si la guerre devenait nécessaire (212). Mais en 1850, mis au pied du mur comme en 1835, négociants et traitants continuaient à préférer une paix boiteuse achetée par de nouvelles concessions à un effort militaire prolongé qui interdirait tout échange aux escales.

En apparence, rien n'était donc changé mais en réalité une évolution se dessinait depuis plusieurs années. Elle allait se précipiter après 1850 et aboutir à un changement complet de position au prix d'une rupture entre négociants et traitants, c'est-à-dire entre Européens et habitants du Sénégal. Pour les négociants et en particulier les plus puissants d'entre eux, la situation politique continuant à se dégrader rendait les perspectives de reprise économique sur les rives du Sénégal de plus en plus problématiques. Ainsi, ils en vinrent progressivement à accepter l'idée des sacrifices nécessaires au redressement de la situation. Ils ne s'opposeraient donc plus à toute mesure de blocus dirigée contre les Maures et éventuellement à des opérations militaires destinées à assu-

---

(211) Gouverneur à ministre, 27 février 1850, n°98, ANS AOF 2 B 30 et 4 mars 1850, n°108, A N S O M Sénégal I 35a.

(212) Conseil général, séance du 8 janvier 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c.

rer la sécurité des échanges depuis l'embouchure du Sénégal jusqu'au pays de Galam.

Cette évolution n'a été rendue possible que parce que quelques maisons européennes avaient réussi, comme on l'a vu, à étendre rapidement leurs affaires et à accroître leur puissance. Elles pouvaient donc affronter une période difficile sans crainte de sombrer. Aussi cette solidité relative permettait à leurs dirigeants de voir plus loin que la prochaine traite et de se convaincre, suivant la formule de Pageot des Noutières, que l'avenir du Sénégal ne se confondait point avec les besoins du moment et les intérêts du commerce local (213). Vers 1850, il était évident que le commerce de l'arachide offrait à ces maisons installées à Gorée une alternative fructueuse; Elles ne dépendaient plus uniquement pour leurs retours de la gomme comme dix ans auparavant. Les bénéfices réalisés grâce à la troque des graines oléagineuses en Gambie, en Casamance et dans le Rio Nunez offraient la possibilité de compenser le manque à gagner ou les pertes subies aux escales. C'est ce que Faidherbe devait constater quelques années plus tard quand il écrivait au ministre :

> "J'ai consulté quelques négociants. Il y en a qui pensent qu'il vaudrait mieux dans les circonstances actuelles, supprimer tout à fait le commerce avec les Maures, ce sont ceux qui ayant des maisons puissantes avec des succursales dans divers pays peuvent rester un an ou deux sans faire d'affaires à Saint-Louis"(214).

Ces négociants dynamiques en recherchant en Sénégambie et sur la côte occidentale d'Afrique de nouveaux produits sus-

---

(213) Pageot des Noutières à ministre, 23 août 1842, n°313, AN Colonies EE 1078.

(214) Gouverneur à ministre, 15 juin 1855, A N S O M Sénégal I 41b.

ceptibles d'intéresser la métropole répondaient pour une large part au voeu de l'auteur anonyme d'un ouvrage intitulé "De la marine dans ses rapports avec le commerce et la colonisation", paru en 1847 :

> "Il manque à notre industrie ce qui est partout la condition essentielle de la production manufacturière : des débouchés, de grands débouchés. Le continent ne peut plus en offrir, il y a partout encombrement. La mer, la mer seule, ouvre des voies nouvelles, des voies larges et libres à l'écoulement de nos produits" (215).

En faisant leur cet objectif et en cherchant à l'atteindre les négociants les plus entreprenants du Sénégal contribuèrent à ouvrir la voie à l'impérialisme. Ils furent appuyés par quelques officiers de marine nationalistes qui, dès le milieu des années trente et tout particulièrement à partir de 1840 travaillèrent à l'expansion du commerce français et veillèrent jalousement à ce qu'il ne soit pas devancé par les Anglais. Aussi, n'hésitèrent-ils pas à prendre des initiatives, à soutenir celles des commerçants et à l'occasion à persuader le gouvernement à les autoriser à employer la force pour faire respecter le drapeau français par les populations africaines. Par ailleurs, considérant comme néfaste aux intérêts de la France la méfiance qui trop souvent séparait militaires et négociants, ils n'hésitèrent point à multiplier les contacts afin de mieux connaître les problèmes du commerce et éventuellement à rechercher en commun des solutions. Ainsi, grâce aux liens d'estime voire d'amitié qui, petit à petit se sont tissés, un petit groupe de militaires et de négociants s'est attelé à la même tâche.

---

(215) Cité par AGERON (Charles-Robert) : France coloniale ou parti colonial ? Paris, P.U.F., 1978, p.86.

Dagorne a été l'un des premiers parmi les vigoureux défenseurs d'une politique d'expansion. Sa carrière était déjà longue lorsqu'il fut mis à la disposition de l'administration coloniale comme commandant particulier de Gorée en avril 1836 (216). A la différence des gouverneurs, il bénéficiera d'une durée exceptionnelle puisqu'il restera à son poste jusqu'en 1845. (217). Cela lui permettra d'acquérir une expérience hors pair et de s'identifier à cette dépendance de Saint-Louis qui, en grande partie sous son impulsion,prit, en une dizaine d'années une importance toute nouvelle. Très jaloux de ses prérogatives, il plaidera avec force et conviction auprès des autorités de Saint-Louis la défense d'intérêts goréens souvent mal connus et mal compris.

---

(216) DAGORNE, Henri, Louis, Félicité, Victor, né à Quimper le 1er septembre 1793 et mort à Brest le 29 décembre 1846. Entré de bonne heure dans la marine comme mousse il gravit assez lentement les échelons : il est lieutenant de vaisseau en 1828 et capitaine de corvette en 1840. Pourtant il a été régulièrement bien noté au cours d'une carrière qui l'a mené en particulier aux îles du cap Vert (1823-24) et à plusieurs reprises à la Station des Antilles (1815-17, 1828-29, 1835-36). Le commandant de celle-ci, le contre-amiral de Mackau, futur ministre de la Marine, le considérait comme "un des meilleurs officiers de son grade" et Charmasson, gouverneur du Sénégal, qui réclamait pour lui le 2 mars 1840 la croix de la Légion d'honneur - il avait été fait chevalier en 1836 - précisait que "cet ancien officier n'avait pas été heureux dans sa carrière quoiqu'il ait servi avec distinction". ASHM CC7 589 dossier personnel.

(217) Nommé par ordonnance royale du 29 avril 1836 il prit ses fonctions le 24 juin. Il a quitté Gorée le 14 avril 1845 pour raison de santé et l'ordonnance du 7 novembre lui

Face à la situation économique difficile de l'île qu' il trouva à son arrivée, il s'est efforcé de susciter et d'aider les initiatives de commerçants qu'il jugeait souvent trop timides. En particulier le sort des jeunes Goréens le préoccupait et il s'est employé à leur ouvrir de nouveaux débouchés.

La lecture de sa correspondance avec le gouverneur témoigne de l'attention constante qu'il a manifestée au commerce du vaste secteur côtier dont il a la charge depuis le Sine Saloum jusqu'à la Sierra Leone et de la fermeté avec laquelle il a défendu les intérêts français face aux concurrents portugais et surtout anglais (218). Il a joué en particulier un rôle déterminant dans la création des comptoirs de la Casamance (219). Il a très rapidement compris l'importance des graines oléagineuses pour donner un nouveau départ à l'économie de Gorée. Dagorne a soutenu Cabeuil, l'un des principaux commerçants de l'île dans ses efforts pour étendre ses relations avec la Casamance et divers points des Rivières du Sud et pour intéresser la métropole aux noix de touloucouna (220).

Par ailleurs, le commandant de Gorée n'a cessé de préconiser une politique énergique réprimant avec promptitude et vigueur toute exaction perpétrée par les Africains et il regrette souvent de ne pas en avoir les moyens. (221). Ainsi, à propos

---

(217) suite
a désigné un successeur, le capitaine de corvette Petit. Ibid.

(218) La correspondance de Dagorne se trouve dans ANS AOF 4B 7 à 4B 14.

(219) Charmasson à ministre, 15 novembre 1840, ASHM CC7 589.

(220) Commandant de Gorée à gouverneur, 25 juillet 1840, n°115 et 2 décembre 1840, n°190, ANS AOF 4 B 10.

(221) Dans une lettre au gouverneur du 26 septembre 1840, il

d'incidents dans le voisinage de Sédhiou, il se dit persuadé

> "que le seul moyen d'action sur ces peuples, c'est la force et la crainte que nous leur pourrons inspirer" (222).

Aussi, quand il rencontre un gouverneur comme Pageot des Noutières décidé à rompre avec les errements du passé, il proclame son accord total.

> "Depuis mon arrivée dans ce pays, j'ai souvent regretté que la politique que vous vous proposez de suivre n'ait pas été adoptée par vos prédécesseurs. Cette politique de protection et d'influence, si elle avait été constamment suivie depuis les affaires du Walo nous aurait donné sur le fleuve et sur la côte un pouvoir qui aurait épargné à la colonie des pertes et des tracasseries nombreuses aussi bien que des perturbations nuisibles à sa prospérité" (223).

Pour toutes ces raisons, Dagorne a su gagner "l'estime et la confiance" des négociants de Gorée. Ils lui savent gré, tout spécialement de son souci d'assurer dans des conditions

---

(221) suite
se montre extrêmement critique à l'égard de la Station qui ne lui apporte point la coopération souhaitée, ibid.

(222) Commandant de Gorée à gouverneur, 31 juillet 1840, n°122, ibid. Il revient constamment sur ce thème de la nécessité de l'emploi de la force, à propos du Baol, du Saloum et des Rivières du Sud. Voir notamment les lettres au gouverneur des 12 avril 1839 et 9 mars 1841.

(223) Commandant de Gorée à gouverneur, 5 juin 1842, n°51, ANS AOF 4B 11.

difficiles à leurs traitants dispersés sur divers points de la côte une protection aussi efficace que possible. Pourtant, il lui arrive parfois, étant instruit des maladresses ou des fautes de certains de leurs agents de refuser de répondre à leur appel (224).

Des intérêts similaires ont également rapproché Dagorne et les militaires d'une part et les négociants d'autre part. En effet, victimes les uns et les autres de la domination de Saint-Louis sur sa dépendance, ils se sont dressés en défenseurs de la spécificité goréenne. Nous aurons l'occasion d'examiner plus loin ce problème, mais dès maintenant, soulignons les critiques sévères et constamment renouvelées exprimées d'un commun accord contre la Compagnie de Galam et de Casamance. Cet instrument entre les mains d'intérêts saint-louisiens s'étant révélé sans dynamisme et par conséquent incapable d'atteindre le but qui lui avait été assigné lors de la création de Sédhiou : donner un nouvel essor au commerce de Gorée.

D'autres officiers de marine ont réussi également à gagner la confiance des négociants sur ce théâtre méridional. Philippe de Kerhallet, par exemple alors bien connu pour ses travaux hydrographiques si utiles pour le commerce et qui accomplit en 1847 une mission d'exploration dans le Rio Nunez provoquée par la Chambre de commerce de Bordeaux (225). Il approuve celle-ci dans sa demande de construction d'un comptoir fortifié et négocie en conséquence avec les chefs afri-

---

(224) Du même au même, 7 juillet 1844, ANS AOF 4 B 13.

(225) KERHALLET (Philippe de). Né à Rennes le 17 septembre 1809 et mort à Paris le 16 juin 1863, il a été l'élève du collège d'Angoulème en 1826, enseigne de vaisseau en 1833. Il finira sa carrière comme capitaine de vaisseau.

cains mais le ministère ne le suit pas (226). Il participera deux ans plus tard aux opérations destinées à rétablir l'ordre dans cette même rivière du Rio Nunez aux côtés de son chef le capitaine de frégate Bougrenet de la Tocnaye (227). Ce dernier est un officier également très apprécié de Bouët-Willaumez alors commandant de la Division de la côte occidentale d'Afrique. Face à une situation complexe et particulièrement dangereuse pour le commerce français, il a su prendre ses responsabilités avec promptitude et habileté, organisant sous sa direction une expédition franco-belge destinée à détruire Boké pour laquelle il avait obtenu l'accord des commerçants.:

> "L'opinion de tous ces messieurs... fut qu'il n'était plus possible de songer à remonter à Deboqué pour y faire la traite, le joug du chef noir Mayoré étant trop insupportable. Ces messieurs préféraient abandonner la traite et subir tous les sacrifices pendant plusieurs années même s'il le fallait. Et tous unanimement pensaient que Deboqué devait être brûlée pour

---

(225) suite
Il a été affecté à plusieurs reprises à la Station du Sénégal en 1841-44, tout d'abord, puis en 1845-47 et enfin en 1848-50 comme commandant de La Prudente. ASHM CC7 1975.

(226) Chambre de commerce de Bordeaux à ministre, 31 décembre 1846 et réponse de celui-ci, 16 août 1847, A N S O M Sénégal IV 26c. Les problèmes du Rio Nunez ont été étudiés au chapitre XV.

(227) BOUGRENET de la TOCNAYE (Henri). Né à Nantes le 17 septembre 1807, il meurt le 4 février 1873. Egalement élève au collège d'Angoulême, il sera enseigne de vaisseau en 1830. Il quittera le service en 1852 comme capitaine de

donner une leçon à Mayoré et le punir de ses méfaits" (228).

L'expédition atteignit pleinement son but. Bouët-Willaumez l'approuva et obtint pour son chef la croix de la Légion d'honneur. Le ministère,dans la crainte d'avoir été entraîné plus loin qu'il ne le souhaitait,manifesta, tout d'abord quelque réticence vite dissipée par les explications reçues d'Afrique. Les négociants, pour leur part, exprimèrent leur totale satisfaction en offrant une épée d'honneur au commandant de la Tocnaye. Cohen et Salzedo furent chargés par leurs collègues du Rio Nunez de la lui remettre par l'intermédiaire du ministre. A cette occasion, Cohen s'exprime en ces termes plutôt emphatiques :

"Cette mission est pour moi une des plus belles que je puisse accomplir car cet officier supérieur est le type de l'honneur et de la bravoure et j'ai passé avec lui dans le Rio Nunez les moments les plus heureux de ma vie. M. de Kerhallet qui commandait sous ses ordres a les mêmes droits à toute ma sympathie, à toute mon affection" (229).

Il est tout à fait significatif que le gouvernement ait tenu à donner une certaine publicité à cette étroite entente entre militaires et négociants à propos de cette expédition punitive dans le Rio Nunez. D'une part, il a fait connaître par un communiqué diffusé par le Journal des Débats et par

---

(227) suite
frégate, semble-t-il pour ne pas prêter le serment exigé de tout fonctionnaire, ASHM, CC7 283.

(228) B. de la Tocnaye à Bouët-Willaumez, le 15 avril 1849,ibid.

(229) Cohen à ministre, 19 novembre 1849, ibid, la carrière de Cohen a été évoquée au chapitre VIII.

le Moniteur Universel et repris par plusieurs publications dont la Revue de l'Orient, l'audience que l'amiral Romain-Desfossés, ministre de la Marine avait accordée aux deux négociants en novembre 1849. (230). D'autre part, sur proposition de la Tocnaye, le grade de chevalier de la Légion d'honneur fut conféré à Cohen (231).

Mais dans les années quarante, l'officier qui symbolise le mieux les excellentes relations entre l'administration et le négoce, c'est Bouët-Willaumez. Nous connaissons déjà la carrière de cet homme doué d'une grande ouverture d'esprit et d'un sens aigu des responsabilités. Dès son premier contact avec l'Afrique, il ne se laisse point accaparer par ses seules tâches militaires, s'efforçant de comprendre ce monde nouveau qui se présente à lui dans toute sa diversité et toute sa complexité. Mais c'est quatre ans plus tard, en 1836, lorsqu'il sera affecté à Saint-Louis qu'il va s'interroger sur l'avenir commercial non seulement du Sénégal mais aussi de la côte occidentale. Le poste de commandant de la Station du fleuve est une bonne école pour s'initier aux problèmes économiques et pour nouer des relations avec les négociants. Il n'y manquera point, entrant bientôt en contact

---

(230) Moniteur Universel, 28 novembre 1849, p.3812, Revue de l'Orient, t.7, 1850, p. 47. Une décision du président de la République du 30 novembre 1849 autorisa de la Tocnaye à porter l'épée offerte par les négociants.

(231) Moniteur Universel, 30 janvier 1850, pp.333-334; le décret de nomination de Cohen en date du 25 janvier fait état des "services signalés" rendus par l'"armateur belge". Bouët-Willaumez a contesté le rôle de Cohen, Bouët à ministre, 1er mai 1850, A N S O M Afrique I 17 a.

avec les responsables des principales maisons de commerce de Bordeaux et de Marseille : Calvé, Maurel et Prom, Gasconi, Régis et Cohen. C'est même à la suite de conversations entre Bouët et Calvé qu'est née, semble-t-il, l'idée d'une exploration commerciale de la côte occidentale. Les deux hommes voyaient dans le vaste champ du golfe de Guinée une solution aux problèmes des comptoirs du Sénégal en même temps qu'un débouché pour le négoce métropolitain. Le projet fut accepté par le gouvernement et réalisé entre octobre 1838 et mai 1839.

Ainsi, la mission de La Malouine constitue une véritable association entre la marine royale et le commerce, le capitaine au long cours, Broquant représentant ce dernier. Ses importants résultats valurent à Bouët une réputation exceptionnelle parmi les négociants. Il reçut de nombreux messages de félicitations et des témoignages de reconnaissance. Cohen fit publier la lettre qu'il lui avait adressée dans la Feuille Publique (232). Pour sa part, la Chambre de commerce de Bordeaux voulut lui remettre une bourse de jetons d'une valeur de 500 francs (233). Quelque temps après, celle de

---

(232) Directeur des Colonies à Cohen fils négociant à Marseille, 1er juillet 1839, A N S O M Correspondance générale 192.

(233) Bouët fait savoir aux membres de la Chambre de commerce de Bordeaux, le 18 octobre 1839, qu'il ne peut l'accepter, sa conviction étant que "nous ne devons attendre de récompense que du gouvernement qui en a le dépôt entre les mains, que nous ne devons même pas paraître défendre et protéger les intérêts de telle ou telle fraction de la France, mais de la France tout entière" ASHM CC7 281.

Marseille lui décerna une médaille d'argent (234). De son côté, le ministère de la Marine reconnut les mérites de Bouët en le nommant successivement commandant de la Station d'Afrique puis gouverneur du Sénégal chargé de l'installation des comptoirs prévus à la suite de la mission de La Malouine.

Dans toutes ces occasions, les rapports de Bouët avec les négociants s'approfondirent encore, en particulier avec les Régis. Ceux-ci le mettaient au courant du développement de leurs affaires sur la côte occidentale et tout spécialement à Ouidah. Quand Montagniès de la Roque accusa les Régis de faire indirectement la traite des noirs, Bouët reçut mission de faire une enquête qui lava de tout soupçon les Régis eux-mêmes, sinon leurs agents (235). Le dynamisme de la maison marseillaise sur la côte occidentale fit que Bouët crut toujours à l'avenir du commerce français et demeura l'avocat des intérêts commerciaux auprès du ministère de la Marine (236).

Tous les négociants ne montraient point le même esprit d'initiative ni la même audace que les Régis et Bouët le regrettait vivement : "Quand donc sonnera l'heure où mon pays deviendra commerçant", écrivait-il au ministre en 1842. Dans ce même rapport il précisait ses vues sur l'avenir de la France en Afrique en insistant sur le rôle respectif de l'officier de marine et du négociant et sur leur nécessaire collaboration :

> "Il faut qu'on le sache, si après avoir vu l'Afrique, j'ai tenu à rester, à me faire africain, dix années durant, si je suis disposé à le devenir davantage c'est que j'ai voulu apprendre à mon pays qu'il y avait

---

(234) Délibération du 25 novembre 1842, ACC Marseille, Série M A 1842, p.95.

(235) SCHNAPPER : La politique et le commerce ... op.cit. p.170-171.

(236) Ibid, p.26.

pour lui une large part de prépondérance maritime, commerciale et peut-être même coloniale, c'est que mon voeu le plus ardent est qu'il la conquiert cette part !
Que chaque officier de marine s'impose une tâche semblable sur chaque fraction du littoral du globe ... qu'il la fouille en détail pendant de longues années, qu'il cherche comment et par où elle est abordable pour la France; ce sont là de nobles missions s'il en fut jamais et que l'on peut toujours remplir sans ordre émané de trop haut, et alors au bout de ces soins, de ces fatigues avec le concours des négociants et des capitalistes, nous pourrons hardiment disputer à nos rivaux le trident des mers qui n'est autre, on le sait, que le caducée du commerce" (237).

Lecteur assidu de Buxton, Bouët est persuadé que les progrès du commerce en Afrique entraîneront ceux de la civilisation. Aussi, juge-t-il qu'il est du devoir de l'administration d'apporter une aide substantielle et une protection efficace au commerce.

Février 1841 marque une date importante dans l'histoire de la Station extérieure à la tête de laquelle Bouët vient d'être nommé : deux nouveaux navires lui sont affectés et l'accent est mis sur les impératifs économiques. Il semble bien, à la lecture des documents, que Bouët n'est pas étranger à cette nouvelle orientation qui peut s'expliquer pour une large part par les résultats de la mission de La Malouine et par les projets qui en sont la conséquence et qui sont alors étudiés conjointement par le ministère de la Marine et les chambres de

---

(237) Bouët à ministre, 15 février 1849, A N S O M Sénégal IV 29 a.

commerce intéressées. En effet, dès sa désignation, le commandant de la Station semble avoir participé avec le ministre, l'amiral Duperré, à l'élaboration des instructions qui allaient lui être officiellement adressées le 5 mars 1841. Quelques semaines auparavant, le 15 février, il écrivait au ministre :

> "Ce ne sera pas sans un vif sentiment de reconnaissance que les ports du commerce et notre colonie du Sénégal apprendront que Votre Excellence a jugé convenable de suppléer à l'insuffisance de nos forces navales sur ce littoral. C'est qu'en effet, la répression de la traite des noirs ... n'est plus seulement le but vers lequel doivent tendre nos bâtiments de guerre en Afrique. L'extension qu'y prend notre commerce soit en Sénégambie soit dans l'exploitation des côtes des graines, de l'ivoire, de l'huile, des bois y réclame un appui continu, énergique qui lui est assuré désormais" (238).

Quelques mois plus tard, en juillet dans les instructions destinées à ses officiers, Bouët affirme que le moment est venu de donner la priorité à la protection et à l'exten-

---

(238) Bouët à ministre, 12 février 1841 AN Marine BB4 610. Dans ses instructions, le ministre après avoir évoqué la mission de La Malouine et l'éventualité d'un complément d'investigation à effectuer le long de la côte, se contente d'écrire : "Votre dévouement personnel aux intérêts de notre colonie du Sénégal... me dispense de vous recommander de coopérer autant qu'il dépendra de vous à la protection du commerce. Il me suffit de vous rappeler que cette protection est un des principaux objets que j'ai eu en vue lorsque j'ai porté à cinq bâtiments l'effectif de la station", A N S O M I 3a.

sion du "commerce colonial et métropolitain" sur la répression de la traite (239). Par ailleurs, il dresse pour le littoral dépendant de Gorée un programme qui répondait aux voeux des négociants :

> "Il serait à désirer que le cabotage déjà actif qu'elle (l'île de Gorée) fait prit encore une extension nouvelle ... Deux navires de la subdivision doivent depuis novembre jusqu'en avril se porter alternativement devant tous les points de traite un peu importants, pousser les habitants à y multiplier leurs caboteurs, leur faciliter des voies nouvelles, forcer les populations noires à exécuter fidèlement leurs transactions commerciales avec les traitants et faire respecter la personne de ces derniers".

D'autre part, en matière commerciale, Bouët semble incliner plutôt en faveur du libéralisme. Il l'a montré en particulier dans la controverse ouverte à propos des nouveaux comptoirs. Consulté par le ministre, Bouët appuie la Chambre de commerce de Marseille aiguillonnée par les Régis dans son hostilité au monopole quasi absolu réservé au pavillon français. Se rendant aux objections présentées, le gouvernement revient sur sa première décision dès septembre 1843 (240). N'oublions pas, par ailleurs, que pour tous les négociants, ceux qui veulent tenter leur chance en Afrique comme ceux qui

---

(239) Mémoire sur le service de la station des côtes occidentales d'Afrique pour servir d'instructions générales à MM. les capitaines des bâtiments qui la composent par E. Bouët, capitaine de corvette, commandant de la station, 15 juillet 1841, A N S O M Afrique, I 3d.

(240) Sur cette question voir SCHNAPPER, op.cit. pp.102-105. Le 10 mars 1843 la Chambre de commerce de Marseille fait savoir que le monopole du pavillon serait "une grande faute",les Bordelais par contre étaient favorables au monopole.

désirent y étendre leurs relations,l'ouvrage publié par Bouët-Willaumez en 1848, le seul de ce genre à cette époque, apporte une foule de renseignements précieux, fruit d'une enquête méthodique menée pendant plusieurs années (241). Les commerçants peuvent lui en être reconnaissants tout comme ils l'ont été de ses passages à la tête du Sénégal et de la Division Navale. Les Régis, on s'en doute, ont été les interprètes les plus chaleureux de leurs sentiments tout d'abord en réclamant en 1844 son maintien à Saint-Louis puis plus tard en déclarant au directeur des Colonies, Mestro :

> "Décidément, nous en serons toujours à regretter Bouët-Willaumez; il n'y a qu'une voix pour le proclamer le seul officier qui par son coup d'oeil juste, par son énergie autant que par sa prudence ait rendu de véritables services au commerce (242).

Ainsi, au cours des années quarante, d'excellentes relations se sont établies entre quelques officiers préoccupés de l'avenir de la France au Sénégal et des responsables les plus dynamiques du commerce européen. Progressivement s'esquisse, se précise puis s'approfondit une communauté d'idées sur les objectifs à atteindre et sur les moyens jugés indispensables pour y parvenir (243). Bouët et Régis qui en ont été les artisans les plus résolus ont joué incontestablement le rôle de précurseurs.

---

(241) BOUET-WILLAUMEZ, Le commerce et la traite des Noirs, op.cit.

(242) Chambre de commerce à ministre de la Marine et des Colonies, 19 juillet 1844. A N S O M Sénégal XIII 13c. Régis à Mestro, 19 novembre 1855, A N S O M Gorée XV 1.

(243) Notons à titre d'exemple que dès juillet 1844 soit quelques mois avant que Bouët ait formulé son fameux programme de novembre, la Chambre de commerce de Bor-

Cette entente, on pourrait même dire cette alliance est née au cours de conversations personnelles et elle s'est caractérisée au fil des ans par une convergence très large dans les analyses de la situation sénégalaise comme dans les réactions suscitées par des événements et des problèmes particuliers. Mais si Bouët a fait connaître ses idées à travers sa correspondance et tout spécialement son programme de novembre 1844, aucun dirigeant des grandes maisons de commerce n'a encore pris l'initiative de rédiger un rapport d'ensemble dans lequel il exposerait ses solutions à la crise et ses conceptions de l'avenir du Sénégal. Mais cela ne saurait tarder.

En effet, au début des années cinquante, mémoires et pétitions vont faire connaître publiquement les positions des négociants européens qui, d'ailleurs s'inspirent très largement des suggestions faites depuis plusieurs années, en particulier par Bouët, pour étendre le commerce de la France et faire de celle-ci l'arbitre politique de la Sénégambie. Le mémoire de Marc Maurel du 8 décembre 1851 en est bien l'éclatante illustration (244). En effet, l'approbation unanime qu'il recueille auprès des négociants prouve que l'évolution de leurs conceptions relatives à l'avenir du Sénégal est arrivée à son terme. D'autre part, le rôle majeur joué en cette occasion par Marc Maurel prend d'autant plus de relief que les dirigeants des importantes firmes bordelaises et marseillaises

---

(243) suite
deaux réclamait au ministre "la création d'une force suffisante pour maintenir parmi les populations maures et nègres l'idée de notre supériorité et pour appuyer notre bon droit" A N S O M Afrique XIII 1b.

(244) Pétition à M. le gouverneur du Sénégal, 8 décembre 1851, A N S O M Sénégal XIII 1a. Ce plan complet de transformations politiques et économiques établi pour la vallée du Sénégal a été publié à Bordeaux dans le courant de

ne s'étaient guère manifesté jusqu'ici sur le devant de la scène saint-louisienne. Ainsi, à la fin des années quarante, ni un Prom, ni un Maurel, ni un Régis ne figurent parmi les membres du Conseil général (245). Ils n'ont guère plus participé aux travaux du Conseil d'administration. Seul H. Maurel en a été membre en 1843, à la suite de sa nomination par Bouët et pendant quelques mois en 1847. De même lorsqu'en 1850 il s'est agi de négocier avec les Trarza, le gouverneur Baudin ne s'est fait accompagner pour représenter le commerce européen que par des négociants de faible envergure dont les vues étaient sans doute proches de celles des traitants. Ce choix s'explique parce qu'ils demeuraient attachés à la politique d'apaisement pratiquée depuis de longues années et destinée à permettre quelqu'en soit le prix l'ouverture de la traite des gommes (246).

En fait, l'influence de ces partisans de la paix était plus apparente que réelle car les jours d'une telle politique étaient comptés. Au contraire, le petit groupe de négociants

---

(244) suite
1'été 1852 et alors diffusé largement dans les milieux gouvernementaux et commerciaux. Cette brochure de 55 pages se trouve dans A N S O M Sénégal XIII I 30a.

(245) H. Prom a été secrétaire du Conseil général en 1841-42. L'année suivante H.Maurel refuse d'être membre d'une institution sans efficacité. A N S O M Sénégal VII 29c. Le Conseil général est composé en fait de négociants européens de faible envergure et de mulâtres commerçants et traitants.

(246) Les délégués du commerce étaient H.Martin et F. de Coutures tandis que J. Pellegrin et G.Foy représentaient les traitants, Baudin avait cherché à s'évader de cette politique au jour le jour mais la démonstration militaire

et d'officiers désireux de rompre avec les errements du passé ne cessait de se renforcer. D'un côté, les négociants étaient désormais décidés à accepter les servitudes d'un effort militaire important et prolongé. De l'autre, les officiers soutenus par quelques administrateurs rejetaient l'intervention traditionnelle de l'Etat en faveur de l'équilibre social pour adopter les idées du libéralisme économique professé par un grand négoce européen sûr de profiter des lois de la concurrence pour imposer sa domination (247). Dans ces conditions, les partisans du programme novateur n'auront guère de mal à triompher des dernières résistances dont les manifestations apparaissent en quelque sorte comme un baroud d'honneur.

---

(246) suite
qu'il avait conduite sur le fleuve au début de l'année avait provoqué une telle hostilité parmi les traitants qu'il avait finalement cédé.

(247) L'évolution de la position des administrateurs peut être illustrée par les rapports faits à quelques années de distance par Pageot des Noutières et par le contrôleur colonial Costet. Pageot des Noutières se proclamait par principe favorable à la liberté commerciale mais considérait que le Sénégal n'était pas "assez avancé en civilisation pour se passer de l'appui tutélaire de l'administration" (rapport du 4 février 1843 déjà cité). Costet ayant constaté l'échec de l'interventionnisme de l'Etat se proclame partisan convaincu de la liberté économique: "J'estime que la liberté du commerce...viendrait atténuer le malaise actuel et procurer en même temps à toutes les classes plus de confiance et surtout plus de tranquillité. En effet, celui qui ne serait pas laborieux ne pourrait plus attribuer sa mauvaise fortune comme cela existe aujourd'hui à telle ou telle ordonnance, à telle ou telle mesure locale, mais bien à soi-même. En défini-

c) Les résistances

Le programme d'action tel qu'il a été défini implique, on l'a vu, une rupture complète avec le passé et une reconversion des mentalités. Aussi, ses auteurs sont-ils pleinement conscients des obstacles qu'il faudra vaincre pour le mener à bien. Raffenel, par exemple, insiste sur l'importance des facteurs d'ordre psychologique. Il dénonce tout d'abord l'indifférence et la timidité de la nation à l'égard des projets ambitieux (248). Par ailleurs la rareté des capitaux et la modestie des ambitions de trop de commerçants saint-louisiens lui font craindre que l'espoir d'étendre l'influence de la France en Afrique ne soit vain (249). Mais ce qui retient surtout son attention et l'inquiète au plus haut degré ce sont les résistances qui ne manqueront point de se manifester à Saint-Louis et sur les rives du Sénégal. Avec amertume, il constate que les populations ne sont nullement préparées à accepter des transformations radicales qui heurteraient leurs habitudes commerciales et leurs conceptions traditionnelles des rapports entre producteurs et acheteurs. En particulier, ce qui frappe l'explorateur c'est la passivité, le fatalisme de traitants convaincus qu'il n'existe aucun remède à la crise (250) et qui, en conséquence, rejettent par principe, toute solution nouvelle.

---

(247) suite
tive, il naîtrait de cette liberté d'action une plus grande activité, conséquence naturelle de la concurrence et cette activité ferait incontestablement éprouver son influence bienfaisante aussi bien à la métropole qu'au Sénégal",rapport du 20 janvier 1852,ANSOM Sénégal XIX 3b.

(248) RAFFENEL. Nouveau Voyage..,op.cit.pp.130, 131, 135.

(249) Ibid., Revue coloniale, septembre 1847, p.38.

(250) Ibid., Nouveau Voyage, p.185.

> "Les Arabes et les nègres sont ennemis des innovations; ils sont très défiants; tout changement accompli dans leurs habitudes leur inspire une crainte sérieuse; ce sont, en un mot, des conservateurs acharnés" (251).

Darricau, pour sa part, juge le poids du passé si considérable qu'il risque d'empêcher la mise en oeuvre d'une politique nouvelle en matière commerciale. En effet, "les habitudes du commerce" encore vivantes au Sénégal au milieu du siècle "datent de l'origine de la colonie".

> "Le commerce de Saint-Louis se ressent des premiers temps de l'enfance de la colonie; on y retrouve le privilège et la corporation des traitants" (252).

Ainsi, pour Raffenel et Darricau, les traitants seront parmi les adversaires les plus acharnés de la politique nouvelle. Comment ne l'auraient-ils pas été, alors que le programme exprime une nette volonté de rupture avec un long passé et par conséquent de remise en cause de leur position privilégiée dans les échanges ? Comment les traitants et tout spécialement les traitants indépendants, véritables chefs de la corporation n'auraient-ils pas été inquiets pour leur avenir ? S'ils rejettent les réformes radicales, ce n'est pas parce que leur esprit se refuse à toute innovation comme le pense Raffenel, victime de ses préjugés mais parce qu'ils ont bien compris que les bases traditionnelles de leur existence allaient s'effondrer et que les nouvelles conceptions économiques et politiques ne leur réserveraient désormais qu'un rôle limité. Le libéralisme économique en les mettant en concurrence directe avec les Européens risquait de les écraser tandis que la poli-

---

(251) Ibid., p.186.
(252) DARRICAU, op.cit., pp.8-9.

tique de fermeté et d'expansion militaire anéantirait le bénéfice des rapports privilégiés que la plupart d'entre eux entretenaient avec les Maures et les chefs noirs. Bref, ils redoutaient, non sans raison, la perte irrémédiable de leur fortune et de leur prestige.

Les traitants ne se sont point résignés. Ils se sont efforcés de faire connaître leur position en particulier par des pétitions adressées aux autorités locales et métropolitaines (253). Dans leur lutte, ils ont trouvé un interprète éloquent de leurs craintes en la personne de Durand-Valantin, maire de Saint-Louis et député du Sénégal qui, s'inscrivant dans la tradition de son frère François, a pris à coeur la défense des intérêts des habitants (254). Nul mieux que lui dans son mémoire n'a su exprimer la douloureuse situation promise aux habitants sacrifiés au principe de la liberté commerciale. Aussi, dénonce-t-il avec force le privilège de l'argent cherchant à se substituer à celui des traitants qui avait au moins le mérite de pourvoir à l'existence de la très grande majorité de la population saint-louisienne (255). C'est cette dernière considération qui incite les traitants et Durand-Valantin à rappeler au gouvernement que, jusqu'ici conscient de la situation exceptionnelle du Sénégal, il avait constamment cherché à maintenir l'équilibre entre les divers intérêts en présence. A leurs yeux, les arguments avancés en 1842 de-

---

(253) Sur le contenu de ces pétitions, il suffit de renvoyer à l'analyse qui en a été faite au chapitre VII.

(254) Sur la personnalité et l'action de François Valantin, voir l'article déjà cité : "Fortune, race et pouvoir, la crise de 1837-1838 au Sénégal" in Le Sol, la Parole et l'écrit, t.2, pp.941-960.

(255) DURAND-VALANTIN (B). Mémoire, op.cit. pp.4-5.

vant la Commission du commerce des gommes demeuraient toujours valables. Si le gouvernement les rejetait brutalement pour adopter une politique diamétralement opposée, cela signifierait non seulement qu'il n'accorderait plus "une large part à l'intérêt indigène" mais aussi qu'il accepterait le risque considérable de difficultés accrues avec les populations riveraines du fleuve.

Mais les adversaires de la politique nouvelle se rendent bien compte qu'il n'est plus possible au lendemain de la Révolution de février de bâtir la défense de leurs intérêts sur le seul maintien du statu quo. Ils ont donc adopté une tactique plus ouverte, mieux adaptée au changement qui s'est opéré. C'est ainsi, que tout d'abord, dans une pétition d'août 1848 ils avancent un argument auquel, pensent-ils, la métropole ne sera pas insensible : un gouvernement ne peut mener une politique que si elle bénéficie de l'appui de l'opinion publique. Evidemment dans leur esprit, les habitants, noirs ou mulâtres, commerçants, traitants, capitaines de rivière ou laptots constituent l'opinion publique car ils ont pour eux le nombre et la Révolution de février n'a-t-elle pas été le triomphe du nombre sur une oligarchie ? "L'autorité du gouverneur de la colonie ne peut que se fortifier au contact de la population" pour reprendre les termes des pétitionnaires qui déclarent "qu'il est temps que par sa représentation légale le pays soit appelé à prendre une part large et directe dans la discussion de ses intérêts et dans la préparation des lois qui doivent le régir" (256). Un an plus tard, Durand-Valantin se fait l'écho de ce point de vue en écrivant :

> "L'autorité du chef de la colonie pour être forte et respectée .. doit s'appuyer sur le voeu unanime de la population" (257).

---

(256) Pétition au ministre, 23 août 1848, A N S O M Sénégal IV 19 f.

(257) DURAND-VALANTIN, op.cit., p.12.

D'ailleurs l'intérêt général de la colonie se confond avec celui de la plus grande partie de la population :

> "C'est uniquement de la prospérité des indigènes que la colonie doit attendre sa prospérité et son agrandissement" (258).

D'autre part, les traitants et Durand-Valantin tiennent à se présenter non comme des hommes prisonniers du passé mais, au contraire, soucieux de l'avenir. S'ils refusent tout changement brutal de politique, ils se déclarent prêts à accepter des transformations progressives de manière à ce que les Sénégalais puissent s'y adapter sans trop de souffrances (259). Mais, c'est surtout le maire de Saint-Louis qui tient à présenter le visage d'un homme ouvert, éclairé et compétent. Aussi, approuve-t-il les idées lancées en faveur d'un nouvel effort à entreprendre en matière agricole afin de diversifier l'économie sénégalaise . De même, il tient à montrer tout l'intérêt qu'il porte à la création d'un enseignement professionnel (260). Enfin il demande une libéralisation du régime douanier et une étude sérieuse des travaux à effectuer pour améliorer la navigation sur le Sénégal (261).

Mais au-delà de ces concessions à l'esprit du temps, Durand-Valantin et les traitants demeurent fermes sur l'essentiel : le régime du commerce des gommes et les rapports avec les souverains et les chefs africains, deux problèmes qui, on le sait, présentent des liens étroits.

---

(258) Ibid., p.19.

(259) Pétition des traitants au président de la République, 10 août 1849, A N S O M Sénégal XIII 29b, DURAND-VALANTIN, op.cit., p.27.

(260) DURAND-VALANTIN, pp.29 et suivantes.

(261) Hommage de reconnaissance aux habitants du Sénégal par DURAND-VALANTIN, 14 août 1851,A N S O M Sénégal XIII 29b.

Tout d'abord, ils ont exprimé avec force leur attachement au système mis en place par l'ordonnance de 1842, le premier dans son mémoire, les seconds dans plusieurs pétitions. L'occasion leur en a été donnée par une vigoureuse protestation des négociants européens contre la décision du gouvernement de la Seconde République de maintenir le privilège des traitants, obstacle majeur, selon eux, à une rationalisation du commerce des gommes qui par une réduction des coûts devrait permettre de sortir enfin de la crise (262). Mais, dans leur réplique, les défenseurs du statu quo n'ont point cherché à réfuter les arguments d'ordre économique de leurs adversaires, ils ont préféré se placer avant tout sur un terrain plus sûr: celui de la situation matérielle et morale de la plus grande partie de la population du Sénégal (263). Dans le débat passionné qui s'est ainsi ouvert, Durand-Valantin estime qu'il n'y a pas de questions plus grave que celle de la suppression des escales. C'est pour lui une "véritable utopie", un faux remède à la crise générateur de chômage et de misère. Et que l'on ne vienne pas dire que la liberté complète du commerce dans le fleuve permettra de diminuer les frais généraux au moment où certains préconisent la construction d'établissements à terre. Bien entendu, la création toute récente par des négociants européens d'une société anonyme pour exploiter le commerce de Galam n'a pu que renforcer les habitants dans leur opinion favorable à l'ancienne compagnie privilégiée. En souhaitant que le gouvernement la reconstitue, ils n'étaient pas seuls, Raffenel, en particulier, partageait leur point de vue.

---

(262) Pétition du commerce européen à Messieurs les membres de l'Assemblée législative, Saint-Louis, 31 juillet 1849, A N S O M Sénégal XIII 29 b.

(263) Pétition au président de la République, 10 août 1849; les traitants au gouverneur, 22 octobre et 12 novembre 1849, A N S O M Sénégal XIII 29 b.

Le problème des relations avec les chefs africains a été ensuite discuté. Après avoir remarqué que le maintien des escales constituait le meilleur moyen d'assurer la sécurité du commerce des gommes, Durand-Valantin considère comme une dangereuse illusion la suppression des coutumes. Evidemment dans l'absolu, elle apporterait au commerce un avantage considérable mais dans la réalité, elle provoquerait inévitablement un conflit car l'intérêt des chefs se trouve gravement engagé dans cette question :

> "Le roi des Trarza, le roi des Brakna, l'almamy du Fouta et tous les princes auxquels nous payons des coutumes ne vivent que de ces coutumes; y porter la main, c'est porter atteinte à cette puissance, c'est prononcer leur abaissement, c'est leur imposer leur propre abdication" (264).

Or la guerre "longue et acharnée" qui sera l'inévitable conséquence de cette suppression des coutumes portera préjudice au commerce. Elle ne pourra être menée à bien et obtenir des résultats décisifs que si tous, négociants, commerçants et traitants l'acceptent sans réserve. Mais une longue expérience prouve que l'unanimité est difficile à réaliser et que de toute manière elle est éphémère. Le front uni, s'il a pu se constituer sous le choc des événements ne tarde pas à se désagréger du fait de la diversité des intérêts. Des plaintes s'élèvent contre l'arrêt des échanges et des pressions s'exercent alors sur le gouverneur pour qu'il entame rapidement des négociations de paix. Baudin en a fait l'expérience en 1850, on l'a vu, lorsqu'il a dû accepter qu'une commission de traitants et de négociants de second ordre l'accompagne pour mettre un terme à la guerre qu'il venait d'engager con-

---

(264) DURAND-VALANTIN : Hommage de reconnaissance ... déjà cité.

tre les Trarza. Cette "mauvaise paix" selon l'expression de son successeur, Protet, évidemment, n'avait en rien modifié l'équilibre des forces en présence. Mais les membres de la commission n'ont pas hésité dans leur rapport à condamner catégoriquement l'initiative de Baudin :

> "Cette guerre était nécessairement un désastre irréparable, un coup mortel porté à l'avenir du Sénégal... La branche la plus importante de notre commerce, la traite de la gomme allait nous échapper pour de longues années peut-être et anéantir le seul espoir qui fait vivre notre malheureuse population" (265).

Cette déclaration constitue une éclatante démonstration de l'hostilité de certains éléments de la population sénégalaise à tout changement. Prisonniers du passé et des traditions, ils ne peuvent concevoir l'avenir du Sénégal qu'en fonction du commerce de la gomme et ils repoussent toute action militaire d'envergure à cause des sacrifices qu'elle entraînerait inéluctablement. Ils sont donc farouchement opposés à ceux qui préconisent une révision déchirante de la politique poursuivie depuis de nombreuses années et qui a conduit à la faillite. Mais, par ailleurs, ils se montrent sceptiques sur la possibilité de mettre en oeuvre les solutions proposées par les novateurs. En effet, le concours de tous, négociants, commerçants et traitants étant la condition sine qua non du succès, il est peu probable qu'il soit obtenu. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler d'une part les événements passés et d'autre part l'aggravation des divergences d'intérêts due à l'ampleur et à la durée de la crise. Surtout, ce qui oppose les deux camps, c'est l'emploi de la force et l'esprit de do-

---

(265) Rapport des membres de la commission du commerce au gouverneur, 9 avril 1850, A N S O M Sénégal IV 19 d.

mination qu'il révèle. Durand-Valantin attaque avec force ceux qui, comme Raffenel, réclamaient le contrôle sans partage des rives du Sénégal par la France :

> "Je sens le besoin de dire quelques mots sur cette étrange prétention qui commence à se faire jour et qui voudrait que nous nous considérions chez nous au Sénégal depuis Saint-Louis jusqu'à Bakel ou tout au moins jusqu'à Saldé. Etrange prétention, en effet ! Illusion d'un esprit généreux que le sentiment de la grandeur et de la puissance de la France a pu seul inspirer ! ...
> Si je ne rendais point un hommage à la sincérité, à l'entière bonne foi de ceux qui ont énoncé cette proposition, j'y verrais une provocation, une excitation à des idées surannées de conquête et de domination ou tout au moins une réminiscence de celles qui eurent cours à l'époque de la reprise de possession et à la réalisation desquelles trente années d'une politique diamétralement opposée forment aujourd'hui d'invincibles obstacles" (266).

Contre la guerre et la conquête, le maire de Saint-Louis utilise aussi un argument moral que lui suggèrent les récents événements de France. Il insiste sur le fait que la Seconde République si elle attaquait les peuples africains renierait l'esprit de paix qui a présidé à sa naissance, faisant ainsi allusion aux déclarations de Lamartine : (267)

---

(266) DURAND-VALANTIN. Hommage de reconnaisance, déjà cité.

(267) Lamartine déclare le 27 février 1848 dans sa circulaire aux ambassadeurs étrangers "La République française n'intentera la guerre à personne". Il confirmera ses intentions pacifiques le 4 mars aux représentants de la France à l'étranger. TERSEN (E) , Le gouvernement pro-

"La France républicaine voudra-t-elle consacrer des forces militaires à asservir des peuples pour le triomphe de ses principes économiques ? Voudra-t-elle imiter après l'avoir stigmatisée cette politique égoïste et tyrannique qui a décrété de par la puissance de ses canons que la Chine s'enivrerait d'opium" (268).

Ainsi Durand-Valantin condamne-t-il sans appel un impérialisme naissant qui réunit autour d'un programme d'action pour le Sénégal, des militaires, des administrateurs et des négociants, s'indignant par ailleurs, que la France soit tentée de suivre la voie ouverte par une Angleterre dont l'action extérieure n'a cessé d'être critiquée par une large fraction de l'opinion publique.

°°°

On s'est peut-être trop longtemps attardé sur ce débat, mais il ne manquait point d'intérêt à plus d'un titre. Au fil des ans, l'aggravation de la crise aidant, aucun des grands problèmes qui intéressent l'avenir du Sénégal n'a été négligé et progressivement on est passé de discussions sectorielles sur le régime du commerce des gommes, par exemple, à la formulation d'un programme d'ensemble cohérent et ambitieux. Sans doute, sur quelques problèmes importants tels que le meilleur régime pour le commerce du pays de Galam ou l'attitude à adopter à l'égard de l'Islam, l'unanimité n'a pu être réalisée. Mais il n'en reste pas moins qu'au-delà des grandes lignes d'une

---

(267) suite
visoire en Europe, collection du centenaire de la Révolution de 1848, Paris, PUF, 1948, 79 p.

(268) DURAND-VALANTIN, op.cit.

politique nouvelle, nombre d'idées intéressantes ont été avancées constituant une réserve dans laquelle puiseront parfois jusqu'au plus petit détail ceux qui, dans les années suivantes auront en charge le redressement du Sénégal.

Tout n'était point neuf dans ce programme puisque certaines de ses propositions s'inspiraient de vues grandioses esquissées au cours du XVIIIe siècle. Le fil était renoué mais dans un contexte politique et économique différent. Par ailleurs, on ne peut oublier que les progrès de la connaissance de l'intérieur de l'Afrique à la suite des explorations qui ont débuté à la fin du XVIIIe siècle avec le premier voyage de Mungo Park ouvraient des perspectives nouvelles. Mais le plus important et le plus neuf, c'est peut-être que les plans d'avenir pour le Sénégal ne sont plus le fait d'un homme seul, Brüe ou David, mais d'un petit groupe qui après avoir analysé avec lucidité la situation et proposé des solutions, entend, fort des appuis qu'il a reçus, pousser le gouvernement à sortir d'un trop long immobilisme et à prendre enfin parti.

Les résistances aux idées nouvelles sont tout à fait révélatrices du clivage qui s'est progressivement opéré dans la société sénégalaise. Les traitants rendus de plus en plus inquiets par les ambitions ouvertement affichées des négociations s'accrochent au système de la corporation qu'ils croient encore capable de les sauver avec l'aide du gouvernement. Cet antagonisme entre négociants et traitants qui atteint son paroxysme en 1849-1850 n'est pas uniquement économique; il prend inévitablement une dimension raciale, les premiers étant blancs, et les seconds, mulâtres ou noirs.

Devant l'ampleur de ce débat, on pourrait dire de ce duel, devant une crise économique qui se prolongeait sans espoir de reprise, devant une situation de plus en plus troublée sur les rives du Sénégal, le gouvernement allait enfin réagir.

CHAPITRE XVIII

NOUVELLES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES

Pendant que se déroulent débats et controverses sur l'avenir des comptoirs, les autorités tant en métropole qu'au Sénégal, attentives à cette fermentation des esprits, ne sont pas restées totalement passives. Prenant progressivement conscience de l'ampleur et de la complexité de la crise, elles ont constitué des dossiers nourris et ordonné des enquêtes supplémentaires sur des points particuliers afin de préparer d'éventuelles décisions. Quelques unes ont même été prises mais en ordre dispersé et le plus souvent pour répondre à la dure exigence des événements. Mais, il ne faut pas l'oublier, et c'est révélateur de cette période de transition aux aspects contradictoires, les responsables ont su parfois s'évader des réalités contraignantes du présent pour caresser de grandioses projets destinés à façonner l'avenir.

Ce qui frappe dans ces années quarante, alors que la France s'enlise dans la crise, c'est qu'aucune réflexion d'ensemble n'ait été menée et qu'aucune volonté politique de sortir d'une situation dangereuse ne se soit manifestée. La prolongation douloureuse de ce temps des incertitudes s'explique en partie par la Révolution de février. Mais le tournant sera

pris quand, enfin, le gouvernement se décidera en août 1850 à confier à une commission le soin d'élaborer pour les comptoirs de la côte occidentale d'Afrique un programme d'action simple et précis et d'évaluer le coût de sa réalisation.

Les années quarante, décevantes à plus d'un titre, ne sont cependant pas sans intérêt. En effet, au travers de la conduite quotidienne des affaires, on décèle initiatives, décisions et ambitions qui témoignent d'une approche nouvelle des problèmes assaillant le Sénégal et qui constituent comme autant de jalons posés pour une autre politique. Bouët-Willaumez, on s'en doute, a joué un rôle pionnier : son propre gouvernement et les idées qu'il a exprimées à son retour à Paris dans sa fameuse lettre programme de novembre 1844 sont là pour l'attester. Les orientations nouvelles que, pour une large part, il a imprimées à la politique française concernent les relations avec les populations riveraines du fleuve, les velléités d'expansion, l'attitude à l'égard des musulmans des comptoirs, la prise de conscience des intérêts spécifiques de Gorée et les efforts pour assurer aux habitants de Saint-Louis d'autres débouchés que le commerce de la gomme.

1. Une autre politique extérieure ?

On se souvient que Bouët tirant la leçon de son année de gouvernement avait vivement regretté de ne pas avoir disposé des moyens nécessaires pour conduire une politique suivie à l'égard des populations africaines. Il déplorait, en particulier, la fâcheuse rivalité d'influence qui trop souvent se manifestait entre le commandant supérieur des escales et le maire de Saint-Louis qui, de tradition, se croit chargé de la politique du fleuve. En conséquence, Bouët souhaitait disposer d'un bureau centralisant tous les renseignements nécessaires

et dirigeant les négociations (1). Il avait donc proposé au ministre de créer une direction des Affaires extérieures sur le modèle des Bureaux arabes de l'Algérie. Selon lui, la politique indigène menée en Algérie ayant été constamment l'objet des soins les plus attentifs et ayant conduit à de grands résultats, la transposition de ces méthodes en Afrique occidentale ne pouvait que porter de semblables fruits (2).

Le directeur des Colonies, Galos, fait approuver par le ministre le projet de l'entreprenant gouverneur. Il justifie cette nouvelle institution en affirmant qu'il n'est pas possible de "livrer la politique du Sénégal à un fonctionnaire qui se trouve placé sous l'influence des indigènes" et qu'en conséquence il faut donner au directeur des Affaires extérieures les attributions que le maire remplit actuellement (3). C'est ce que prescrit le ministre dans sa dépêche au gouverneur de novembre 1845. Il est persuadé que la création de cette direction

> "préviendra les inconvénients du passé et assoiera nos rapports avec les peuplades de l'intérieur sur une base plus sûre et plus stable et imprimera à leur marche une impulsion d'autant plus régulière et conforme à nos intérêts qu'elle procèdera toujours d'après des actes, des traditions, des précédents, des appréciations dont le temps ne pourra plus rompre la chaîne" (4).

---

(1) Sur les difficultés rencontrées par Bouët, voir chapitre XVI.

(2) Sur le rôle du "modèle algérien" voir PASQUIER : l'influence de l'expérience algérienne sur la politique de la France au Sénégal, article déjà cité.

(3) Rapport au ministre, 11 novembre 1845, A N S O M Sénégal VII 10 c.

(4) Ministre à gouverneur, 21 novembre 1845, n°373, Ibid.

A la suite de diverses circonstances, parmi lesquelles la mort tragique du gouverneur Ollivier, l'arrêté créant le bureau des Affaires extérieures et en confiant la direction à Caille ne sera pris que le 28 septembre 1846 (5).

Le but que se proposait le ministère a-t-il été atteint? Il ne le semble pas car la réalisation n'a pas été à la hauteur des intentions. En effet, en manifestant sa volonté de ne donner au bureau des Affaires extérieures que la structure légère d'une simple annexe de l'état-major et du secrétariat du gouverneur, le ministère lui refusait les moyens de s'imposer tant à l'égard des autres services de l'administration que de l'opinion saint-louisienne. D'autre part, le directeur absorbé par ses fonctions de commandant supérieur des escales et ne disposant que d'un personnel très réduit, ne pouvait embrasser tous les problèmes de politique extérieure. Son action se limitait donc aux affaires du fleuve et par conséquent celles de Gorée qui tendaient à devenir de plus en plus importantes lui échappaient. Là, le maire jouait auprès du commandant particulier, à une échelle évidemment plus réduite un rôle comparable à celui que la tradition avait réservé à son collègue de Saint-Louis auprès du gouverneur (6).

D'autre part, une si longue tradition ne pouvait disparaître du jour au lendemain par la vertu d'un simple arrêté.

---

(5) Arrêté du 28 septembre 1846, BAS 1845-1846, p.156.

(6) Signalons à titre d'exemple, les missions confiées au maire de Gorée auprès du damel du Kayor. Voir les lettres du commandant particulier au gouverneur, 18 mai 1847, ANS AOF 4B15 et 29 mars 1851, ibid., 13G 303 citées par CHARPY (J): La fondation de Dakar, op.cit. pp.38 et 66.

D'ailleurs, le maire n'était guère décidé à s'effacer devant le directeur des Affaires extérieures. Déjà, A. Beynis, négociant européen et beau-frère de Durand-Valantin avait exprimé devant le Conseil d'administration l'opposition d'une partie de la population de Saint-Louis à la création du bureau des Affaires extérieures (7). Du côté des souverains africains, la réforme était plus difficile à accepter pour ceux qui antérieurement n'avaient point de contacts avec le commandant supérieur des escales et qui étaient habitués à traiter avec le maire. Ainsi, en 1847, le damel du Kayor retourne au directeur des Affaires extérieures sa lettre sous prétexte qu'elle n'émanait pas du maire Alin (8).

La mort de Caille devait porter un coup sensible à cette fragile institution un an après sa naissance. En effet, son adjoint et "élève", le lieutenant de vaisseau Reverdit qui le remplaça "n'était pas à la hauteur" si l'on en croit Baudin (9). Sa politique favorable à N'Diack Moctar, ministre du roi des Brakna provoqua contre lui de très vives attaques. Elles étaient

> "l'oeuvre de la coterie Alain (sic) qui voudrait forcer le gouvernement à supprimer le bureau arabe afin de mettre à la tête des affaires extérieures Alain"(10).

---

(7) Adolphe Beynis était directeur de la Compagnie de Galam et délégué du Conseil général au conseil d'administration, séance du 28 septembre 1846, A N S O M Sénégal VII 10 c.

(8) 15 et 25 novembre 1847, ANS 13 G 256.

(9) Gouverneur à ministre, 29 novembre 1848, n°453, ANS AOF 2 B 27.

(10) Gouverneur à ministre, 26 juin 1848, n°254, A N S O M Sénégal I 34a. Bertin Duchâteau a soutenu sans défaillance Reverdit. Il en est de même d'Auguste Bouët, le frère de l'ancien gouverneur dans sa lettre à Mestro, 31 août 1848,

A Paris, la disparition de Caille avait provoqué un réexamen de la question et par suite d'un de ces revirements dont il était coutumier, le ministère décida en décembre 1847 de confier la direction des Affaires extérieures à un fonctionnaire civil et qui plus est à un homme du pays. Il désignait à l'attention du gouverneur, Zéler, agent principal de la Compagnie de Galam à Bakel comme susceptible de remplir cette mission. Baudin n'éleva aucune objection contre cette décision, il affirmera même, quelque temps après qu'il l'avait toujours souhaitée. Cependant, Zéler qui ne pouvait se libérer immédiatement de ses affaires ne sera nommé qu'en mars 1849 (11). Mais cette expérience fut de courte durée car Zéler préféra les séductions du commerce de Galam à celles de la po-

---

(10) suite
A N S O M Sénégal I 34c. La politique de Reverdit rencontrait l'opposition d'hommes aussi influents dans la société saint-louisienne que Durand-Valantin, Beynis et Sleigth. Ministre à gouverneur, 10 octobre 1848, n°267, A N S O M Sénégal I 35b. La Presse, du 18 septembre 1848 publia une correspondance relative au conflit entre le commerce de Saint-Louis et Reverdit qui prenait la défense du directeur des Affaires extérieures en ces termes: "un officier qui connaît admirablement les moeurs, les usages et le langage de tout le pays jusqu'à Galam, un officier qui malgré d'ignobles calomnies n'a jamais eu qu'un seul but, la prospérité de la colonie et de son commerce".

(11) Ministre à gouverneur, 7 décembre 1847, dépêche relative à la nouvelle organisation du personnel de la direction des Affaires extérieures, gouverneur à ministre, 7 février 1848, n°64, ANS AOF 2B27, du même au même, 2 septembre 1848, n°367, A N S O M Sénégal I 34a; Conseil d'administra-

litique et dès le mois de septembre, il reprit le chemin de Bakel (12). Reverdit retrouva alors la direction des Affaires extérieures qu'il assura avec le concours du lieutenant Arnier jusqu'en 1850.

Au total, lorsque Faidherbe prit ses fonctions de gouverneur, la situation était comparable à celle que Bouët dénonçait dix ans plus tôt. Faute d'avoir doté la nouvelle institution d'un personnel qualifié en nombre suffisant et surtout d'avoir manifesté une ferme résolution de la rendre indépendante des influences locales, aucun progrès n'avait été réalisé. Aussi, Faidherbe très impressionné lui aussi par l'exemple algérien se plaignait-il de ne pas avoir de bureau organisé (13). Quelques mois plus tard, il renouvelait ses plaintes :

"Il est malheureux qu'au Sénégal, on soit obligé de deviner pour ainsi dire par lambeaux et par la marche

---

(11) suite
tion, séance du 30 novembre 1848, A N S O M Sénégal VII 26 bis 9; gouverneur à ministre, 4 décembre 1848, n°456, ANS AOF 2B 27 et du même au même, 10 mars 1849, n°101, A N S O M Sénégal I 35a.

(12) Gouverneur à ministre, 12 septembre 1849, n°354, ibid. On sait très peu de choses sur Zéler. Du fait de la brièveté de ses fonctions, son dossier personnel est à peu près vide, AN Colonies EE 2058. Il a été membre du Conseil d'administration en 1835. Le gouvernement ayant décidé de faire appel à un habitant du Sénégal pour le poste de directeur des Affaires extérieures, on peut penser qu'il a été choisi parce que résidant depuis plusieurs années à Bakel, il était resté à l'écart des intrigues nouées à Saint-Louis.

(13) Gouverneur à ministre, 26 décembre 1854, A N S O M Sénégal I 41b.

des événements les renseignements sur la constitution et les affaires du pays, faute de bureau politique réellement organisé pourvu d'archives en règle et composé d'un personnel suffisant et stable qui fasse connaître les hommes et les choses du pays et la marche à suivre" (14).

Cette affaire de la direction des Affaires extérieures est dans une certaine mesure exemplaire car elle révèle toute la distance qui sépare les intentions des réalisations. Le ministère qui, on l'a vu, adhérait pleinement aux arguments exposés par Bouët a manqué de la volonté et de la persévérance nécessaires pour assurer le plein succès de l'expérience. En effet, rapidement inquiet des oppositions suscitées par cette réforme, il s'est facilement résigné à lui enlever toute efficacité. En agissant ainsi, il refusait au gouverneur la possibilité de dégager la conduite de la "politique extérieure" des influences locales dont une fois encore on pouvait mesurer tout le poids.

Mais Bouët n'a pas seulement cherché à innover dans le domaine de la diplomatie, il a également tenté de faire sentir la puissance de la France aux populations africaines à travers un autre style d'intervention. Il s'est efforcé avec les moyens dont il disposait à mettre en application ce principe politique qu'il avait défini dans ses instructions à Caille dès février 1843 pour rendre réelle la domination de la France sur les rives du Sénégal (15). C'est ainsi que son expédition punitive d'avril contre les Toucouleurs de Cascas toujours prompts à attaquer les navires des traitants avait revêtu une importance jamais atteinte jusque là et Raffenel n'a point manqué d'en souligner

---

(14) Gouverneur à ministre, 3 août 1855, ibid.
(15) RAFFENEL (A). Nouveau Voyage .. op.cit. t.2, p.284.

tout le retentissement (16). De même, un an plus tard, le gouverneur n'hésitant pas à intervenir dans les querelles des Brakna fit arrêter le roi Moctar Sidy à l'escale du Coq où il avait été attiré. Ce coup de force spectaculaire provoque une impression d'autant plus grande que l'audace et l'esprit de décision dont il témoignait contrastaient avec la pusillanimité de mise auparavant.

Le ministre tout d'abord quelque peu surpris par l'initiative tout à fait inhabituelle de son subordonné a décidé de la couvrir non sans réticence (17). La presse d'opposition, en particulier la Démocratie pacifique, avait condamné l'attitude de Bouët et insisté sur la manière dont la morale avait été bafouée (18). Schoelcher aura la même attitude lorsqu'il sera sous-secrétaire d'Etat à la Marine (19).

Par contre, Calvé, délégué du Sénégal et représentant des intérêts du négoce européen s'est attaché à défendre le gouverneur dans une lettre adressée à La Flotte qui avait repris l'article du journal de V. Considérant. Selon lui, Bouët a eu raison, face à la situation anarchique qu'il a trouvée à son retour du golfe de Guinée, "d'appliquer un remède violent"

---

(16) Gouverneur à Caille, 12 février 1843, A N S O M XIII 26a.

(17) Ministre à gouverneur, 28 octobre 1844, A N S O M Correspondance générale 201, fol.271.

(18) Démocratie Pacifique, 13 novembre 1834 : "Il y a un droit des gens que les chefs civilisés doivent respecter avec tous les peuples et que la France surtout ne doit jamais méconnaître".

(19) Schoelcher à Bertin-Duchâteau, 5 mai 1848, n°71 ter, ANS AOF 1 B 48.

pour mettre un terme aux intrigues et à la trahison de Moctar Sidy (20).

On sait ce qu'il est advenu de la politique de Bouët à l'égard des Brakna et du Fouta dans les années qui ont suivi son retour en France. Ce n'est donc point son efficacité qui nous intéresse ici mais les caractères nouveaux qu'elle nous révèle : rapidité dans l'analyse d'une situation et dans la décision, souci majeur de reprendre l'initiative en rompant avec l'habitude d'interminables négociations qui, selon Bouët, ne règlent finalement rien et souvent dévoilent la faiblesse de la France, volonté de frapper un grand coup pour plonger les adversaires dans la stupeur et en définitive sens aigu des responsabilités.

Par ailleurs, au cours de ses séjours antérieurs au Sénégal, Bouët avait acquis la conviction que la tactique employée lors des démonstrations militaires faites sur les rives du fleuve était inadaptée. Aussi, devenu gouverneur, il s'est montré d'autant plus décidé à les modifier qu'avant de rejoindre son poste il avait accompli une mission en Algérie qui l'avait conduit jusqu'à Blida en compagnie du général Bugeaud. La première leçon qu'il devait en tirer était celle de l'indispensable mobilité des troupes pour atteindre l'ennemi. Aussi, adopta-t-il les méthodes de campement et de disposition des impedimenta observées en Algérie pour l'organisation de la colonne mobile qui en 1843 allait parcourir le Walo et le Kayor et allait être selon lui "un modèle de surprise" (21).

Mais ce qui a frappé avant tout Bouët, c'est la valeur des spahis au combat et par conséquent le rôle souvent décisif

---

(20) La Flotte : 29 novembre 1844, A N S O M Sénégal IV 19g. Voir chapitre XIV.

(21) Note confidentielle sur la reprise de possession de Podor, 3 septembre 1852, A N S O M Sénégal IV 17b.

de la cavalerie. Aussi, a-t-il demandé et obtenu en 1844, l'envoi au Sénégal d'un détachement du 1er régiment d'Algérie. L'influence de ces officiers et de ces cavaliers arabes a été sans commune mesure avec l'extrême modicité de leurs effectifs.

Tout d'abord, c'est autour de ce petit noyau que devait progressivement se constituer par recrutement local l'escadron de spahis sénégalais. Ensuite, les successeurs de Bouët ayant apprécié ces officiers aguerris, pleins d'initiative et de bravoure n'ont pas hésité à demander au ministre que soient détachés dans les autres armes des cadres formés à la rude école de l'Algérie. Baudin qui se présente comme un disciple de Bouët a particulièrement insisté dans ce sens :

> "La guerre de ce pays (Sénégal) ressemble à celle du Nord de l'Afrique, il est donc à désirer pour le gouverneur d'avoir auprès de lui, quelques bons officiers habitués à cette guerre capables de l'aider de leurs conseils" (22).

En effet, il avait eu l'occasion de remarquer le rôle décisif de l'un d'entre eux à l'occasion de l'expédition de Fanaye dans le Fouta en juillet 1849 (23). Un an plus tard, en prévision d'une guerre longue sur le fleuve, il sollicitait du ministre un renfort de "deux à trois cents hommes habitués à la guerre d'Algérie" (24).

Avec eux, les méthodes de guerre et la mentalité de l'armée d'Afrique pénètrent au Sénégal. Bouët a été l'initia-

---

(22) Mémoire de remise de service de Baudin, 16 août 1850, A N S O M Sénégal I 37 a.

(23) Gouverneur à ministre, 29 juillet 1849, n°277, A N S O M Sénégal I 35a.

(24) Gouverneur à ministre, 27 février 1850, n°98, ANS 2B 30.

teur de cette "greffe algérienne". Elle "prend" lentement dans les années suivantes mais elle portera ses fruits un peu plus tard lorsque le gouvernement aura décidé d'accroître sensiblement les moyens mis à la disposition du Sénégal, c'est-à-dire à l'époque de Faidherbe.

Sur le plan militaire, Bouët a donc largement innové en recherchant avant tout la rapidité de l'intervention, l'effet de surprise et la coordination étroite entre avisos et forces terrestres. Mais il tenait aussi à montrer que les soldats français pouvaient parcourir sans encombre le territoire de leurs adversaires non seulement sur la rive gauche à travers le Walo et le Kayor, mais aussi, événement plus extraordinaire sur la rive droite, à travers le pays trarza. Pour un temps, il avait réussi à démentir l'opinion trop répandue que les Français demeuraient confinés dans leurs postes ou sur leurs bateaux.

La volonté de rétablir à Podor le poste dont la France avait disposé au XVIIIe siècle constitue le signe le plus frappant du changement qui s'esquisse dans la politique à mener sur les rives du Sénégal. Tout avait été dit des impératifs politiques et économiques qui militaient en faveur de cette reconstruction au moment de la reprise et des premiers projets de colonisation agricole de Schmaltz. Grâce à ce poste les intrigues et les envahissements des Maures sur la rive gauche seraient stoppés, les populations du Fouta contenues, la régularité des approvisionnements en mil de Saint-Louis assurée et enfin, les communications avec le haut du fleuve désormais mieux protégées permettraient un développement important du commerce avec le pays de Galam.

Avec les difficultés croissantes, Pageot des Noutiè-

res, en 1842, prend l'initiative de poser à nouveau la question (25). Mais c'est quelques années plus tard qu'elle sera vraiment mise à l'ordre du jour à la suite de l'insistance du gouverneur intérimaire Houbé et des propositions circonstanciées de son successeur Bourdon de Gramont (26). En effet, ce dernier ne s'est pas contenté de reprendre le voeu exprimé par ses devanciers, il a expliqué au ministre tous les avantages que la France pourrait retirer de cette reconstruction.

Après le rappel, sous une forme percutante, de l'essentiel des arguments si souvent invoqués auparavant, il s'est inspiré des idées de Raffenel, insistant en particulier sur l'intérêt à la fois politique et économique qu'il y aurait à transférer la traite des gommes de l'escale du Coq à Podor. Le commerce effectuerait ainsi ses transactions à l'abri des pressions des Maures et à moindres frais. En peu d'années, Podor deviendrait une ville florissante accueillant éventuellement le siège du gouvernement. Comme il s'agit d'une question qui selon le gouverneur engage tout l'avenir du Sénégal, il demande au ministre l'autorisation de la faire étudier par une commission compétente. Réfutant par avance toute objection possible, il précise :

> "Les plans et les rapports coûtent peu et l'exécution d'un pareil projet peut être ajournée, mais il y a urgence de mettre sur le papier et de peser toutes les raisons pour ou contre afin de ne pas être pris au dépourvu le jour où son exécution deviendrait une nécessité" (27).

---

(25) Gouverneur à ministre, 4 juillet 1842, n°228, A N S O M Sénégal I 25 a.

(26) Mémoire laissé par Houbé à son successeur, 29 août 1846, A N S O M Sénégal I 30 a.

(27) Gouverneur à ministre, 1er juin 1847, confidentielle, A N S O M Sénégal I 30 a.

Après un examen sérieux du problème par le directeur des Colonies, le ministre adhéra aux vues du gouverneur et lui prescrivit de mener au préalable une enquête approfondie sur place (28). Mais quand sa dépêche arriva à Saint-Louis, Bourdon de Gramont était mort depuis plusieurs semaines et c'est son successeur Baudin qui allait désigner le 2 décembre les membres de la commission spéciale. Elle était composée essentiellement d'officiers des différentes armes auxquels étaient adjoints un chirurgien de la Marine et G. Foy, membre du Conseil d'administration (29). Le gouverneur donna comme instruction au président d'enquêter sur l'état des postes existant dans le fleuve et sur les améliorations à y apporter, sur leur valeur militaire, sur l'état sanitaire du pays et surtout d'examiner s'il convenait de former à Podor un établissement militaire, commercial et agricole, et dans l'affirmative son avenir et les avantages réels qu'on en pouvait attendre. En définitive, l'objectif primitif s'était considérablement élargi puisque la politique du fleuve devait être examinée dans toute son ampleur.

La commission quitta Saint-Louis le 6 décembre car il y avait urgence si l'on ne voulait pas être surpris par

---

(28) Ministre à gouverneur, 13 septembre 1847, n°341, cette dépêche a été préparée par une note de Galos, directeur des Colonies. Le dossier concernant la commission se trouve dans A N S O M Sénégal IV 17 a.

(29) Décision du 2 décembre 1847. La commission dont le président était le chef de bataillon Bertin-Duchâteau, commandant des troupes comprenait parmi ses membres le capitaine Masson, directeur du génie et son adjoint le capitaine Parent, le lieutenant de vaisseau Reverdit, directeur des Affaires extérieures, et A. Bouët, le frère de l'ancien gouverneur, chargé des fonctions de rapporteur. Durand-Valantin sera associé aux travaux de la commission.

la baisse rapide des eaux. Schoelcher arrivé quelques semaines plus tôt pour compléter son information sur l'exclavage fut autorisé à accompagner la commission et à participer à ses travaux (30). Vu l'époque tardive, la commission n'a pu remonter la Falémé jusqu'à Sénoudébou mais elle réussit à visiter Makhana sur le haut Sénégal. Elle était de retour le 27.

Le rapport dû à la plume d'A. Bouët donne une idée précise de l'ampleur des travaux accomplis par la commission pendant son séjour de trois semaines dans le fleuve. Tous les points importants sont passés en revue sous le triple point de vue politique, économique et militaire mais Bakel, Makhana et surtout Podor ont évidemment alimenté les plus longs développements. La commission s'est informée auprès des militaires détachés dans les différents postes, des traitants et éventuellement des chefs africains. Comme Raffenel quelques années plus tôt dans la Revue Coloniale elle préconise l'implantation à Makhana, lieu de passage des caravanes, d'un fort qui deviendra

> "un précieux jalon, un point de départ assuré pour la reconnaissance définitive de cet intérieur mystérieux de l'Afrique".

Soulignant une fois de plus les insuffisances de Bakel, elle n'en demeure pas moins convaincue que ce poste demeurera une escale utile après la création de Makhana surtout si l'on se décide à adopter à l'égard des chefs africains du voisinage et surtout de l'almami du Boundou une politique juste et ferme dont elle esquisse les grandes lignes. La question d'un établissement militaire et commercial à Podor, comme l'affirme Bouët :

---

(30) Gouverneur à ministre, 4 janvier 1848, n°4 et 9 juin 1848, n°232, ANS AOF 2 B 27.

"est sans contredit la question la plus difficile à résoudre et la plus importante à traiter qui fut livrée aux études de la commission".

Elle y consacra tous ses soins mais n'innova guère, tous les arguments sur l'utilité de ce fort ayant déjà été présentés. Elle insista, cependant sur deux aspects importants. Tout d'abord, elle considéra comme plus impérieuse que jamais la nécessité de soustraire Saint-Louis aux menaces de la disette. En effet, le développement récent de la culture de l'arachide dans le Saloum et le Kayor permet de moins en moins de compenser l'interruption du commerce du mil provoquée par le moindre différend avec le peuple turbulent du Fouta. Ensuite, se situant dans la ligne de pensée exprimée par le gouverneur Bouët dans sa lettre programme de novembre 1844, elle fit remarquer que par sa position entre le Dimar et le Toro, le poste de Podor offrira le meilleur moyen de travailler au démembrement du Fouta. Toujours dans le but d'assurer un contrôle plus efficace, elle suggéra de construire à l'est de l'île à morphil un autre poste à Saldé, pendant de celui de Podor situé à l'ouest.

Par ailleurs, la commission ne chercha point à dissimuler les difficultés de l'entreprise. La méfiance voire l'hostilité des populations constatée à propos d'un simple levé de plan effectué par les officiers du génie ne pouvait écarter le risque d'une guerre avec le Fouta. Il existait également avec les Brakna, peu décidés à accepter le transfert de l'escale du Coq et son corollaire l'unité des coutumes, c'est-à-dire un droit proportionnel aux transactions réellement effectuées.

La commission voyait grand car elle prévoyait un casernement capable d'abriter 250 hommes (dont un demi esca-

dron de spahis jugé indispensable à la pacification du pays) à Podor et 50 à Makhana. Dans le domaine militaire, c'était incontestablement l'effort le plus important qui ait été proposé depuis 1817. Le capitaine Masson chargé d'étudier les aspects techniques du projet évaluait dans un rapport particulier les crédits nécessaires aux constructions nouvelles à près de 600.000 F. et aux réparations et aux améliorations indispensables aux forts déjà existants à 150.000 F. environ (31). Le travail de la commission approuvé à l'unanimité par le conseil d'administration fut aussitôt adressé au ministre (32).

Mais entre temps la situation avait évolué à Paris. La Révolution de février, en particulier, avait entraîné des conséquences fâcheuses pour l'équilibre budgétaire. Le ministre de la Marine, de Verninac de Saint-Maur, s'il rendait hommage à la qualité du travail de la commission et s'il adhérait pleinement aux conclusions du rapport, ne pouvait s'empêcher de constater que la réalisation d'un programme aussi ample était pratiquement impossible. Aussi, comme il était hors de question de demander à l'Assemblée un crédit extraordinaire, il se résigna à prescrire au gouverneur d'étudier un plan d'exécution qui échelonnerait les dépenses (33).

---

(31) Rapport du capitaine Masson, 25 mai 1848, A N S O M D F C Sénégal 495.

(32) Conseil d'administration, séance du 5 juin 1848. Entre temps, le président de la commission était devenu gouverneur p.i., A N S O M Sénégal VII 26 bis 9. Gouverneur à ministre, 9 juin 1848, n°232, ANS AOF 2 B 27.

(33) Dans une note le ministre écrit "Toute cette exploration a été conduite et exécutée avec soin et activité. Le rapport est très substantiel et très concluant et les travaux à l'appui sont d'une netteté et d'une précision

C'est ce que fit Baudin qui, en particulier suggéra de réduire de moitié les effectifs prévus pour Podor et Makhana (34).

Les propositions du gouverneur se heurtèrent cependant à une fin de non-recevoir (35). En effet, le ministère tout en proclamant toujours bien haut sa fidélité aux principes formulés par la commission continua, malgré un nouvel appel du gouverneur, à se retrancher derrière une situation politique qui rendait trop risquée toute demande supplémentaire de crédit devant l'Assemblée (36).

Au total, quand s'ouvre l'année 1850, il n'existe aucun espoir d'une réalisation prochaine même partielle du programme dressé par la commission des affaires du fleuve. Mais, dans l'immédiat l'important c'est l'adhésion renouvelée du ministère aux principes d'une politique nouvelle pour le Sénégal. Il l'avait déjà exprimée à l'occasion de la lettre-programme de Bouët. On sait qu'il avait adressée celle-ci en guise d'instructions générales au nouveau gouverneur et qu'il avait prescrit la mise en oeuvre d'une des mesures préconisées : la création d'une direction des Affaires extérieu-

---

(33) suite
remarquables". A N S O M Sénégal IV 17a. Ministre à gouverneur 17 octobre 1848, n°279, A N S O M Correspondance générale 217.

(34) Gouverneur à ministre, 26 décembre 1848, n°500, A N S O M Sénégal I 35a.

(35) Ministre à gouverneur, 31 mars 1849, n°97, A N S O M Sénégal I 35b.

(36) Gouverneur à ministre, 12 septembre 1849, n°354, A N S O M Sénégal I 35a. Ministre à gouverneur, 31 décembre 1849, n°366, A N S O M Sénégal I 35b.

res (37). On comprend qu'après février 1848, alors que la France traverse une période d'incertitude politique et de difficultés financières, le gouvernement agisse avec une prudence renouvelée. Présenter prématurément à la sanction de l'Assemblée le programme de la commission serait à ses yeux en compromettre la réalisation pour de longues années. Il préférait donc attendre une occasion favorable.

Ainsi, au ministre de l'Agriculture et du Commerce qui lui faisait part du voeu de la Chambre de commerce de Nantes de voir se "créer des établissements dans les hauts du fleuve Sénégal et du Niger et dans les plateaux du Bambara" le ministre de la Marine donne son accord et ajoute:

> "Je n'hésite pas à penser que nous serons conduits nécessairement à fortifier notre action dans le haut pays, ne fut-ce qu'afin d'engager la population sénégalaise à chercher de ce côté un surcroit d'aliments à son activité. Mais la situation politique de la colonie avec les peuplades environnantes et plus encore l'impossibilité de songer à réclamer aujourd'hui les crédits élevés dont ce projet exigerait l'emploi ne permettent malheureusement pas d'en aborder maintenant l'exécution" (38).

Reliés à St-Louis par une chaîne de postes afin d'assurer la sécurité de leurs relations, les établissements à fonder dans le haut fleuve n'auraient de sens que si un sérieux effort était tenté pour élargir le champ des activités commerciales. Il importait donc de connaître avec quelque pré-

---

(37) Rapport au ministre, 11 novembre 1845 sur la politique proposée par Bouët, A N S O M Sénégal VII 10 c.

(38) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 11 mars 1850, A N S O M Correspondance générale 222, fol.735.

cision les possibilités que pouvaient offrir les régions de l'intérieur. L'exploration constituait une des conditions essentielles de toute politique d'expansion.

2°- Exploration et expansion. Vers la liaison entre Sénégal et Algérie

Dans le courant des années quarante et à l'instigation de Bouët, la France commence à prendre conscience de l'intérêt d'une politique d'exploration pour l'avenir du Sénégal. C'est un fait nouveau car, à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, paralysée par les guerres de la Révolution et de l'Empire, elle avait laissé le champ libre à l'Angleterre. Les voyages de Mungo Park avaient ouvert l'ère des grandes explorations du continent. A son retour en Afrique occidentale, la France ne manifesta aucun désir de rattraper son retard. Les voyages entrepris dans les années suivantes sont uniquement le fruit d'initiatives individuelles. Mollien, en 1818 découvre les sources du Sénégal mais ne peut atteindre celles du Niger, visite Timbo et revient par le rio Geba. Dix ans plus tard, René Caillé parti de Boké dans le rio Nunez, entre à Tombouctou, dissipe le mystère qui entourait cette ville et gagne le Maroc. Son retour en Europe provoque une violente polémique qui révèle l'amère déception des milieux géographiques anglais (39). Les deux hommes n'avaient reçu aucune aide substantielle des pouvoirs publics et si le gouverneur Fleuriau avait manifesté quelque intérêt pour la tentative de Mollien, le baron Roger n'avait éprouvé aucune sympathie pour celle de Caillié.

Depuis 1828, aucune exploration d'envergure n'a été

---

(39) PITTE (J.). Les controverses autour de la découverte de Tombouctou au début du XIXe siècle, Revue Historique, juillet-septembre 1975, pp.81-104.

entreprise. Il en a été de même pour celles qu'avaient effectué dans le Bambouk en particulier, l'enseigne de vaisseau Grout de Beaufort et l'ex-commis de l'administration Duranton au cours des années 1824-25. Cependant, au moment où Caillié parcourait le Soudan, profitant de la solide position acquise par Duranton dans le Khasso, - il avait épousé la fille du souverain Awa Demba, - le gouverneur Jubelin donna à cet aventurier mission d'explorer à nouveau le Bambouk en compagnie d'un spécialiste chargé d'apprécier sa richesse en or. Mais Duranton ne devait pas quitter sa patrie d'adoption et le mineur sans emploi demanda son retour en France (40).

Une occasion avait été perdue par la faute d'un homme, semble-t-il. (41). Cependant les raisons invoquées pour justifier l'exploration demeuraient et même prenaient plus de force au cours des ans. Tout d'abord l'argument économique avancé par le ministère qui, dès le début de 1828, manifestait son scepticisme sur la réussite de la colonisation agricole. En conséquence, il jugeait plus important que jamais de tourner ses regards vers les ressources que le pays peut offrir sous le rapport commercial. L'exploration s'imposait donc et elle s'imposera davantage lorsque l'échec des cultures sera patent et que la crise de la gomme révèlera la fragilité de l'économie sénégalaise. Il convenait selon les instructions de Jubelin à Duranton de réunir le maximum d'information sur les diverses routes suivies à travers le Bambouk par les caravanes, sur la provenance et la destination de celles-ci, sur leur nombre et leur importance ainsi que sur la nature des produits échangés.

L'autre argument était plus proprement politique puis-

---

(40) Sur la mission de Duranton, voir A N S O M Sénégal III 4.

(41) Outre le dossier d'archives déjà cité, voir HARDY (G): l'affaire Duranton, ACEHSAOF, 1917.

qu'il importait de surveiller et de contrecarrer si possible l'influence de l'Angleterre dans ces parages. Au cours des années suivantes, les responsables de la politique française tinrent d'autant plus compte de cette donnée permanente que persistait la traite des gommes à Portendick et que se multipliaient les vexations des navires se rendant à Albréda. Dans cette perspective Jubelin prescrivait à Duranton de se renseigner sur les activités des Anglais, sur les coutumes et les présents qu'ils pouvaient donner aux chefs et sur la présence éventuelle d'agents anglais dans le Bambouk et dans le voisinage. Il concluait en demandant qu'aucun effort ne soit négligé pour faire refluer vers Bakel le commerce que faisaient les Anglais en Gambie.

Il fallut attendre près de quinze ans pour que l'activité exploratrice soit relancée grâce à Bouët nouvellement nommé gouverneur du Sénégal. Pour lui c'était la phase préliminaire à l'action politique. On sait qu'il avait conduit en 1839 à bord de La Malouine l'exploration commerciale méthodique des côtes occidentales d'Afrique des îles de Los au cap Lopez en compagnie de Broquant, capitaine au long cours rompu aux affaires de troque. Une fois étudiée en liaison avec les chambres de commerce des ports la riche moisson de renseignements recueillis au cours de ce périple, le gouvernement se décida à l'action et confia à Bouët à la fois le gouvernement du Sénégal et la charge d'installer les nouveaux comptoirs fortifiés sur la Côte de l'Or et au Gabon (42).

---

(42) Nous n'envisagerons ici que l'exploration terrestre mais Bouët a donné, on s'en doute, une vive impulsion à l'exploration des côtes de la Sénégambie. Lorsqu'il prend le commandement de la Station extérieure d'Afrique en octobre 1840, il reçoit, à la suite de ses propres suggestions, pour instructions de faire procéder dans les localités fréquentées par le cabotage de Gorée une ex-

Reprenant les objectifs de Jubelin et s'inspirant de son expérience récente, Bouët attiré lui aussi après tant d'autres par le mirage de l'or, confie à une commission le soin d'explorer le Bambouk et les régions avoisinantes. Présidée par le pharmacien Huard-Bessinières qui avait treize ans de séjour au Sénégal, elle comprenait l'enseigne de vaisseau Jamin, le commis de marine Anne Raffenel et le traitant Potin-Patterson chargé de recueillir les informations commerciales (43). L'occasion fut la nécessité de reconstituer la Compagnie de Galam arrivée à expiration, car Bouët était persuadé qu'elle constituait le meilleur moyen d'étendre les relations commerciales avec l'intérieur. En compensation des nouvelles obligations qu'il lui imposait : la construction de deux comptoirs fortifiés l'un près des cataractes du Sénégal et l'autre sur la Falémé, il mettrait à sa disposition pour éclairer son action toutes les informations recueillies par l'exploration menée sous la direction de Huard.

Dans ses instructions d'août 1843, Bouët se montre soucieux de "percer le mystère des richesses du Bambouk" et d'asseoir solidement la position politique et commerciale de la France dans le haut fleuve. Il demande en conséquence à la commission de préciser la localisation des sites aurifères, d'étudier leur mode d'exploitation soit par les naturels seuls, soit par les noirs sous la direction des blancs

---

(42) suite
ploration commerciale analogue à celle qu'il venait de diriger avec "tant de soin et de succès" à partir des îles de Los. A N S O M Afrique I 3a. Boüet n'y manquera point. Lui-même et ses officiers, au premier rang desquels de Kerhallet, ont accumulé une documentation qui sera la matière de son livre Commerce et traite des Noirs aux côtes occidentales d'Afrique paru en 1848.

(43) Trois jeunes mulâtres furent également adjoints à l'ex-

ou d'habitants du Sénégal et de prévoir pour assurer la sécurité des travaux, l'emplacement et l'importance d'un fort. Pour le cas où celui-ci serait incapable d'attirer les caravanes de l'intérieur, il faut envisager dès maintenant la construction d'un second établissement mieux placé, sur la Falémé par exemple. Par ailleurs, le gouverneur prescrit d'étudier les moyens de conclure une alliance étroite avec le Bambouk, le Boundou et les Bambara et de mettre un terme à un état de guerre continuelle préjudiciable au développement des relations commerciales. Pour cela, il importe d'examiner quelle peut être l'utilisation des petits bâtiments à vapeur sur le haut Sénégal et la Falémé. Au total, c'est un programme cohérent d'études des régions du haut fleuve que Bouët a dressé pour les membres de la commission.

Partie de Saint-Louis le 16 août, l'expédition remonta le Sénégal puis la Falémé. Elle rencontra l'almami du Boundou dont les dispositions parurent favorables. L'enseigne de vaisseau Jamin entreprit le premier relevé hydrographique de la Falémé. Malade, il dut rentrer à Bakel et fut bientôt rappelé à Saint-Louis. Raffenel acheva son travail. Après un court séjour à Bakel, Huard et ses compagnons partirent pour Boulébané où ils signèrent une convention avec l'almami du Boundou. Ensuite, ils explorèrent le Bambouk visitant en particulier Kéniéba et le district des mines. Ils étaient de retour au poste français le 28 décembre après un mois d'absence. Huard mit la dernière main aux préparatifs de retour par la voie de la Gambie. La mission qui quitta Bakel le 21 janvier eut ainsi l'occasion d'apprécier l'importance du commerce anglais et le rôle des comptoirs de Fattatenda et de Georgetown. Elle redescendit ensuite le fleuve jusqu'à Sainte-Marie de

---

(43) suite

pédition. Ils témoignaient de la volonté de Bouët d'associer les "habitants" au développement de leur pays.

Bathurst d'où elle s'embarqua pour Gorée. Elle y arriva en mars 1844; l'expédition avait duré sept mois.

Huard très éprouvé par les fièvres devait mourir peu après à Saint-Louis sans avoir eu le temps de mettre en forme les nombreuses notes qu'il avait accumulées. C'est donc à Raffenel qu'il appartiendra de présenter un bilan d'ensemble de l'exploration. Cependant, Huard avait pris soin avant son départ pour la Gambie d'adresser au gouverneur Bouët un rapport sur la manière dont il s'était acquitté de la première partie de sa mission. Dans ce document, il signale que conformément au mandat reçu il s'est attaché à étudier la vie politique et le commerce du pays de Galam. A cette occasion il rend hommage à P. Holle, commandant de Bakel et à Zéler, gérant de la compagnie qui l'ont aidé dans cette tâche. Il évoque ensuite la conclusion favorable de ses entretiens avec l'almami du Boundou qui a accepté la création d'un comptoir à Sénoudébou mais il consacre la plus grande partie de son rapport à la visite des mines. Ses conclusions sont très favorables, les richesses sont certaines, mais il importe de savoir les exploiter. En effet, les mineurs africains

> "ne retirent pas la centième partie de l'or qu'ils pourraient se procurer avec un travail raisonné".

Il suggère en conséquence d'établir un comptoir au coeur de la zone aurifère, d'aider les Africains à améliorer leurs procédés et même d'effectuer une expérience directe :

> "les habitants de tous ces villages (du Bambouk) s'occupent exclusivement de l'extraction de l'or. Un comptoir placé dans cette position et ayant un gérant intelligent et instruit qui pourrait guider les indigènes et perfectionner leurs procédés, aurait de grandes chances de prospérité. Qui nous empêcherait, d'ailleurs, d'établir sur les lieux des ate-

liers, de nous occuper nous-mêmes de ce travail, d'abord en petit, puis si les profits étaient notables, d'augmenter cette exploitation?"

En conséquence, il suggère d'établir un comptoir à Sansanding, localité située au voisinage des mines et en même temps passage sûr et fréquenté des caravanes allant à Bakel ou en Gambie. Enfin, il affirme sa confiance dans les possibilités de développement du commerce à Bakel, mais à son avis, elles ne pourront être pleinement exploitées que si le régime actuel des échanges qui tente une difficile, voire impossible conciliation entre monopole et liberté est abandonné (44).

L'exploration hydrographique a fait l'objet de deux notes de Raffenel adressées à Huard. Il ressortait de la première que la Falémé était accessible jusqu'à Sénoudébou pendant la période des crues. Les navires d'un tirant d'eau n'excédant point 1,30 m pouvaient naviguer pendant quatre mois environ, du 15 juin au 20 octobre, mais il était possible d'utiliser pendant six semaines du 1er août au 15 septembre ceux qui avaient un tirant d'eau de 3,25 m, 3,50 m au maximum. En conséquence il n'y avait pas d'obstacle à l'emploi d'un petit bâtiment à vapeur pour assurer la sécurité du commerce (45). Dans la seconde, relative à son voyage vers la Gambie, Raffenel a cru pouvoir affirmer à la suite de ses observations que la Falémé se relie à la Gambie par un marigot navigable à la saison des pluies. Cette assertion, appuyée par un croquis, sera assez vite démentie à la suite de

---

(44) Huard-Bessinière à gouverneur, Bakel, le 6 janvier 1844, A N S O M Sénégal III 6.

(45) Raffenel, commis de marine à Monsieur le Président, Bakel 30 octobre 1843, A N S O M Sénégal III 6.

de nouveaux voyages accomplis dans ces régions (46).

Ces premiers rapports hâtivement rédigés appelaient un bilan complet et précis de l'exploration. Raffenel le dressa et le remit au gouverneur le 17 mars 1844. Il eut l'incontestable mérite d'élever le débat et de ne point se contenter de répondre aux seules questions posées par le gouverneur Bouët. Il a profité de l'occasion qui lui était offerte de faire connaître officiellement ses idées sur l'avenir du Sénégal. Ainsi, comme on l'a déjà vu, il a dessiné une ambitieuse politique pour la France. Il faut établir sa domination sur le haut fleuve et pour atteindre ce but Raffenel énumère les différentes mesures diplomatiques et militaires qu'il importe de prendre. Un important réseau de postes fortifiés permettra d'assurer la sécurité aux caravanes et d'exploiter en toute tranquillité l'exploitation des mines de Bambouk. Une fois cette base solidement établie, il sera possible de s'élancer sur les pistes du Soudan pour atteindre le Niger et de là, un jour peut-être, se diriger vers le nord pour tendre la main à l'Algérie.

Les vues exprimées par Raffenel ont pu surprendre le ministre par leur ampleur, mais il ne les a point repoussées, puisqu'il leur a accordé à titre de document la publicité de la Revue Coloniale (47).

Dans l'immédiat, restant dans le cadre de l'épure tracée par Bouët, le ministre a tiré deux conclusions. Tout

---

(46) du même au même, Mac Carthy 16 février 1844, ibid.

(47) Raffenel, rapport adressé au gouverneur du Sénégal, 17 mars 1844, Revue Coloniale, octobre 1844, pp.462-544. Le mois précédent avait été publié dans la partie non officielle des extraits du rapport de Huard et la note de Raffenel sur les communications entre le Sénégal et ses affluents avec la Gambie, ibid, septembre 1844, pp.325-346.

d'abord, pleinement convaincu désormais de la nécessité de fonder un comptoir fortifié à Sénoudébou, il donne des ordres en conséquence (48). Ensuite, le ministre regrettant que les investigations menées au Bambouk et en particulier à Kéniéba n'aient pu "jeter des lueurs complètes" sur la richesse réelle et sur les moyens d'exploitation présents et à venir demande au gouverneur d'organiser une nouvelle exploration afin de recueillir des renseignements plus précis (49).

L'amiral de Mackau, ministre de la Marine depuis juillet 1843 est décidé à agir avec rapidité et efficacité. Il s'intéresse au Sénégal qu'il connaît bien pour y avoir accompli une importante enquête en 1819 (50). Il souhaite qu'il soit mieux connu en France et, pour ce faire, il donne une large publicité à l'exploration de Huard et de Raffenel menée sur l'ordre du gouvernement.

A la fin de 1845, le poste de Sénoudébou étant achevé, le ministre pense que le moment est venu de franchir une nouvelle étape en se tournant à nouveau vers le Bambouk (5I). A cette date le public dispose d'informations nombreuses sur les pays du haut fleuve, leur situation politique et leurs

---

(48) Note du 28 avril 1844 et rapport au ministre, 10 mai 1844, A N S O M Sénégal II6.

(49) Ministre à gouverneur, 16 décembre 1845, n°407, A N S O M Sénégal I 28 d.

(50) HARDY : La mise en valeur du Sénégal, op.cit. pp.92-99.

(51) Pour obtenir dans les plus brefs délais la construction de Sénoudébou, il est significatif que le ministère ait choisi le procédé récemment utilisé pour les comptoirs du golfe de Guinée : celui du blockhaus dont les éléments sont expédiés de la métropole.

possibilités de développement commercial. Il a aussi découvert les ambitieux projets d'expansion caressés par Raffenel. Naturellement, les terres aurifères du Bambouk ont été largement évoquées pour exciter les imaginations et entretenir le mythe de l'Eldorado. Par ailleurs, le rappel insistant de la concurrence venue de la Gambie visait à faire prendre conscience aux lecteurs de la nécessité de ne pas laisser échapper ces riches régions entre les mains de l'Angleterre. Le Constitutionnel a été le premier, semble-t-il, le 6 juillet 1844 à consacrer un long article à la mission et aux perspectives qu'elle ouvrait au commerce français. Le Moniteur fit de même le 4 septembre. La Revue Coloniale prit alors le relais avec la publication en septembre des extraits du rapport de Huard. Le mois suivant, elle accueille sur plus de quatre-vingt pages le long rapport de Raffenel. On sait qu'il n'est point une simple réponse aux questions posées par Bouët mais un véritable programme d'expansion qui, par sa hardiesse et son ampleur, constitue le premier manifeste de l'impérialisme français en Afrique noire au XIXe siècle.

Mais la sollicitude du ministre de Mackau et du directeur des Colonies ne s'est point arrêtée là. En effet, ils ont montré toute l'importance qu'ils attachaient à cette exploration en accordant à Raffenel, sur proposition de Bouët, la croix de chevalier de la Légion d'honneur en août 1844 et en le maintenant à Paris à l'expiration de son congé en novembre. Il reçut alors l'ordre de poursuivre son travail en établissant les cartes des régions parcourues et en rédigeant un mémoire destiné à apporter des compléments sur les résultats de l'exploration, en particulier dans les domaines des sciences naturelles et de l'étude des populations (52). En

---

(52) Ministre à Raffenel, 31 janvier et 4 avril 1845, A N S O M Correspondance générale 207, fol. 47 et 178.

agissant ainsi le ministère manifestait sa volonté de donner à la mission Huard-Raffenel l'éclat d'une publication exhaustive et il a veillé à ce qu'elle s'effectue dans les plus brefs délais. Raffenel remettra son atlas à la direction des Colonies en avril 1845 et préférant un ouvrage d'ensemble au rapport complémentaire, il écrivit son Voyage en Afrique occidentale. Il paraîtra avec le concours du ministère au tout début de l'année suivante (53).

Entre temps, en mai 1845, Raffenel avait soumis au ministre un ambitieux projet d'exploration consistant à traverser l'Afrique d'ouest en est, de Bakel aux sources du Nil blanc qui restaient à découvrir. Cependant, il prévoyait, s'il s'avérait impossible, une fois le Bornou atteint de se diriger vers l'est, soit de reprendre la route de Denham et de Clapperton pour rejoindre la Méditerranée à Tripoli, soit de mettre le cap sur le sud-ouest pour rallier les comptoirs français du golfe de Guinée. Raffenel chiffrait les dépenses à engager à 18.600 F. (54). En juillet l'étude du projet entra dans une phase décisive et Raffenel qui avait reçu l'ordre de rejoindre son affectation au Sénégal est autorisé à rester à Paris jusqu'à ce qu'il soit statué sur ses

---

(53) Raffenel présenta son atlas et son livre à la séance du 8 février 1846 à la Société de Géographie. La Revue coloniale de mars 1840 en publiera les extraits sous le titre : le Haut-Sénégal et la Gambie en 1843-1844, pp.310-340. L'Atlas publié comme le livre chez A.Bertrand comprenait vingt-six cartes et onze planches in-folio.

(54) Raffenel avait vraisemblablement entretenu le ministre de son projet dès le mois de mars. Cf. lettre déjà citée du ministre à Raffenel du 4 avril 1845. Le dossier de l'expédition se trouve dans A N S O M Sénégal III 7.

propositions (55). Au départ, celles-ci avaient quelque peu effrayé le ministre par leur hardiesse et par les nombreuses et graves difficultés d'exécution qu'elles impliquaient nécessairement. Mais finalement de Mackau, peut être influencé par Bouët-Willaumez s'était laissé séduire. Par ailleurs, comme l'ancien gouverneur du Sénégal, il tenait en haute estime l'explorateur dont "l'intelligence et l'esprit d'observation s'unissent de la manière la plus heureuse à un caractère entreprenant et résolu" (56).

Avant de prendre sa décision, de Mackau a cru devoir s'entourer d'avis compétents. Le 25 juillet, il interroge le directeur général des Cartes et plans de son ministère et le président de la Société de Géographie, Jomard, sur les projets de Raffenel (57). Les réponses ne se font point attendre, elles arrivent dans les premiers jours d'août, approuvant sans réserve (58). Le 5 septembre, le directeur du personnel, Fleuriau, un "ancien" du Sénégal comme de Mackau,

---

(55) Ministre à Raffenel, 15 juillet 1845, A N S O M Correspondance générale 207, fol.368.

(56) Ministre à directeur général du Dépôt des Cartes et plans, 25 juillet 1845, A N S O M Correspondance générale 207, fol. 385 et Revue Coloniale, mars 1847, pp.296-304.

(57) Ministre à directeur général des Cartes et plans et à président de la Société de Géographie, 25 juillet 1845, A N S O M Correspondance générale 207, fol. 385.

(58) Jomard a répondu en son nom personnel le 5 août et au nom de la Société de Géographie le 11, le directeur du Dépôt des Cartes et plans le 12.

fait de même. Quelques jours plus tard, il tentera d'évaluer les crédits nécessaires à la réalisation de ce long et périlleux voyage (59). Sans perdre un instant, le ministère de la Marine invite ses collègues des Affaires étrangères, de la Guerre, de l'Instruction publique, de l'Agriculture et du Commerce à s'associer financièrement à l'entreprise (60). Le 3 octobre, le roi approuve le projet de voyage. Quatre jours plus tard, le ministre demande à ses collègues concernés et aux autorités scientifiques et techniques (président de la Société de Géographie, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, directeur du Muséum et directeur du Dépôt des Cartes et plans) de lui faire part des instructions qu'ils croient utiles de donner à Raffenel (61). Leur élaboration fut lente et le ministre dut lancer par deux fois un rappel en décembre 1845 et au début de février 1846.

La Société de Géographie constitue une commission comprenant Jomard, d'Avezac, Noël des Vergers et Daussy. A partir de décembre, le baron Roger fut associé à ses travaux qui aboutirent à la rédaction d'un mémoire de quatorze pages daté du 27 février 1846. Il prévoyait entre le Bafing et le Nil blanc six grandes étapes regroupées en deux parties dont le lac Tchad constituait la charnière. Les membres de la Société de Géographie paraissaient négliger les difficultés de l'entreprise. Par ailleurs, ils demandaient à l'explorateur et à son compagnon (Jomard avait suggéré dès août 1845

---

(59) Dans son rapport du 22 septembre 1845, Fleuriau prévoit un crédit de 40 à 43.000 F. étalé sur deux ans. ASHM CC7 679.

(60) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères et à ministre de la Guerre, 7 octobre 1845, Correspondance générale 207, fol.585.

(61) Ministre aux différentes autorités scientifiques, 7 octobre 1845, ibid, fol.587-588.

d'adjoindre à Raffenel comme interprète ou écrivain un Africain élevé en France) un véritable tour de force en présentant un programme démesuré de collecte de renseignements dans les domaines les plus divers : géographie, géologie, ressources minières, botanique, ethnologie.

Le 21 avril, de Mackau adresse à Raffenel des instructions générales renvoyant pour le détail aux mémoires des organisateurs scientifiques enfin rassemblés. Le ministre reprenant à son compte les souhaits de ses collègues des Affaires étrangères, du Commerce et de la Guerre privilégie évidemment les objectifs politiques et commerciaux.

> "Les relations que notre commerce pourrait entretenir par la suite avec les populations des régions inconnues que vous allez parcourir, l'étude de la situation politique de ces différentes populations et celle de tous les faits qui directement ou indirectement se rattacheraient à nos possessions de l'Algérie sont les points sur lesquels ... vous (devez) porter surtout votre attention".

Le ministre lui confirme par ailleurs qu'une somme de 24.000 F. est mise à sa disposition par les ministres de la Guerre, des Affaires étrangères, du Commerce et de l'Instruction Publique et que 10.000 F. seront prélevés sur le budget du Sénégal (62). D'autre part, il est prévu que Raffenel continuera à toucher sa solde et qu'il recevra en supplément pendant la durée de son exploration une indemnité de dix francs par jour (63).

---

(62) Ministre à Raffenel, 21 avril 1846, A N S O M Correspondance générale 209. Le texte des instructions se trouve également dans Sénégal III 7 et Raffenel l'a publié dans son Nouveau voyage ... op.cit.

(63) Rapport au ministre, 14 novembre 1845, A N S O M Sénégal III 7.

Le 9 août, ses préparatifs terminés, Raffenel s'embarqua à Brest pour le Sénégal. Début décembre, "l'enfant perdu de la civilisation" est à Bakel prêt à traverser le continent mystérieux.

Ce simple rappel des faits mérite réflexion. Tout d'abord, on est frappé par la rapidité avec laquelle la décision a été prise, malgré l'indispensable consultation de plusieurs ministères et organismes scientifiques. Ensuite, l'importance des crédits mis à la disposition de Raffenel ne peut manquer de surprendre alors que l'étude des budgets du Sénégal a souligné la tradition d'extrême parcimonie de l'administration française. Alors pourquoi cette brusque largesse et cette participation financière de quatre ministères ? (64)

Depuis le grand voyage de Caillié, c'est-à-dire depuis près de vingt ans, l'exploration du Sahara occidental donnait l'impression de piétiner alors que d'incontestables progrès avaient été réalisés dans le Soudan central et nilotique. Cependant, l'Angleterre qui déployait depuis plusieurs années une intense activité au Sahara inquiétait les responsables français. Sous le couvert de la lutte contre la traite caravanière elle décidait d'ouvrir des consultats à Mourzouk

---

(64) Les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et du Commerce ont répondu avec empressement aux sollicitations de leur collègue de la Marine, les deux premiers accordant 6.000 F. et le troisième 8.000 F. à répartir également sur les exercices 1846 et 1847. Le ministre de l'Instruction publique qui a répondu positivement plus tardivement a alloué 4.000 F.

en 1842 et à Ghadamès en 1846. Cette même année, Richardson, l'agent le plus dynamique de l'Anti-Slavery Society, au retour de ses voyages au Sahara, lance auprès de l'opinion publique, une campagne contre la traite, comparable par ses effets à celle de Buxton dans les années trente. Par ailleurs, il montre à Palmerston la nécessité d'une nouvelle expédition. C'est le point de départ de l'exploration qui sera confiée quelque temps après à Richardson, Barth et Overweg (65).

Dans ce contexte, le gouvernement de Louis-Philippe s'est décidé à accueillir favorablement les idées de Raffenel dont il avait favorisé la diffusion par l'intermédiaire de la Revue Coloniale en 1844. Ainsi, se dessinaient deux directions d'expansion, l'une nord-sud mettant en relation deux possessions françaises et l'autre ouest-est, objectif majeur du projet de Raffenel, tentant à partir de Bakel de rallier le domaine d'un allié de la France :

> "C'est bien par l'Egypte que je désire opérer mon retour. J'aurai ainsi l'avantage de prendre mon point de départ d'un poste français déjà avancé dans l'intérieur et de tendre vers les domaines du prince africain, notre allié, dont la puissance réelle et l'influence s'étendent de plus en plus loin dans le continent à l'autre bout de sa route ...
> Les expéditions que le pacha d'Egypte envoie avec une si noble persévérance à la découverte d'une source du Nil blanc tendent à rapprocher de plus en plus le terme des périls de ma propre exploration puisque

---

(65) BOAHEN (Adu). Britain, the Sahara and the wersten Soudan 1788-1861, Clarendon Presse, Oxford, 1964, 268 p.

c'est vers ces mêmes sources qu'elle serait dirigée" (66).

Il est tout à fait significatif que le prudent Guizot ait répondu sans hésiter et dans les plus brefs délais à son collègue de la Marine et que le ministre du Commerce, Cunin-Gridaine, riche industriel du textile, dans un bel enthousiasme patriotique se soit exprimé dans ces termes :

"La connaissance exacte d'un continent sur le littoral duquel la France occupe des positions importantes intéresse notre commerce aussi bien que notre politique et c'est d'ailleurs avec un vif sentiment de sollicitude et d'orgueil national que nous devons voir d'intrépides compatriotes s'exposer à tous les risques pour porter dans des régions à peu près inconnues jusqu'à ce jour, avec le nom français, les lumières de la civilisation" (67).

En acceptant les idées de Raffenel, le gouvernement français semblait esquisser une stratégie globale en Afrique et rechercher, alors que "l'entente cordiale" se meurt, une sorte de compensation aux déboires de sa politique méditerranéenne. En effet, la France n'avait-elle pas dû renoncer à la suite des injonctions du gouvernement de Londres à sa politique égyptienne en 1840 et aux résultats de son action militaire et navale au Maroc quatre ans plus tard ? (68)

---

(66) Raffenel à ministre, 11 mai 1845, A N S O M Sénégal III 7.

(67) Ministre de l'Agriculture et du Commerce à ministre de la Marine, 13 septembre 1845, ibid.

(68) En 1844 le gouvernement français pour mettre un terme à l'assistance accordée par le sultan du Maroc à Abd el Kader avait décidé une action militaire et navale. La victoire de l'Isly et le bombardement de Tanger inquié-

L'amour-propre national en avait été profondément blessé et l'on comprend que le gouvernement français ait profité de l'occasion offerte par Raffenel pour reprendre l'initiative en matière d'exploration, gagner de vitesse les Britanniques et marquer des points pour l'avenir.

Mais, les vastes espoirs mis dans cet ambitieux projet n'allaient pas tarder à s'effondrer. Pourtant le voyage semblait s'ouvrir sous des auspices favorables. Raffenel fort de son expérience antérieure était confiant et il avait adopté quant à la méthode un moyen terme entre Caillié et Mungo Park.

> "Je n'aurais point la besace de Caillié et son déguisement fâcheux, je n'aurais pas non plus le bagage formidable et les allures victorieuses de Mungo Park" (69).

En compagnie de L. Panet, mulâtre de Saint-Louis et écrivain de la Marine, il quitte Bakel le 26 janvier 1847. Il reprend les routes connues du Boundou passant à Boulébané et à Sénoudébou et il complète ses premières informations sur les mines du Bambouk. Puis il se dirige vers le Kaarta dont il visite la capitale Koghé. Jusqu'ici il n'a point rencontré de difficultés majeures lorsque, brusquement, alors qu'il marchait vers Ségou un envoyé du roi de Kaarta le contraint à revenir en arrière et le retient prisonnier pendant plusieurs mois. Libéré, il est de retour à Bakel en

---

(68) suite
tèrent le gouvernement anglais qui fit comprendre au gouvernement français qu'il ne pourrait tolérer l'occupation permanente d'un point de la côte marocaine par des forces françaises.

(69) Rapport au ministre, Bakel le 20 décembre 1846, A N S O M Sénégal III 7.

janvier 1848. Il redescend à Saint-Louis, puis rentre en France où il arrive au moment des événements de juin.

L'opinion publique avait été informée de cette exploration par la Revue Coloniale et divers journaux tels que la Presse, la Flotte et le Courrier du Havre (70). Le ministère avait dévoilé ses ambitions et publié la lettre que l'explorateur avait adressée de Bakel peu avant son départ ainsi que son mémoire écrit en mars 1847 à Toubabo Kané et consacré pour une large part aux mines du Bambouk (71). Puis c'est le silence qui ne sera rompu qu'en 1849 lorsque la Revue Coloniale fera connaître à ses lecteurs le rapport que Raffenel a rédigé sur l'ensemble de son voyage (72). Mais entre temps l'explorateur malchanceux avait rêvé d'un nouveau départ proposant au ministre d'établir "par le grand désert en passant par Tombouctou des communications entre l'Afrique et le Sénégal" (73). Bouët ayant demandé dès février 1842 que l'on attaque "à la fois l'Afrique par l'Ouest et par le Nord, par le flanc et par la tête", arrêtons-nous un instant sur ce qui se prépare sur les rives de la Méditerranée (74). Dès la prise d'Alger, les esprits n'ont

---

(70) Voir notamment La Presse, 26 octobre 1846, 14 avril, 24 juin et 15 juillet 1847, Le Courrier du Havre, 6 février 1847.

(71) Revue Coloniale, mars et septembre 1847 articles déjà cités.

(72) Revue Coloniale, décembre 1849, rapport au ministre de la Marine, 22 août 1848.

(73) Raffenel à ministre, 14 février 1849. Le ministre n'a pas répondu positivement à sa proposition.

(74) Bouët à ministre, 15 février 1842, A N S O M Sénégal IV 29.

cessé d'être hantés par le problème des relations entre les possessions françaises du nord et celles de l'ouest de l'Afrique. La brochure d'Augier de la Sauzaie évoquée au chapitre précédent en porte témoignage. Ainsi, les milieux officiels sont, dès le début, convaincus du grand retentissement que les événements survenus sur la rive méditerranéenne ne peuvent manquer d'avoir sur les populations noires de l'intérieur et en particulier sur celles du Sénégal. En conséquence, le ministre de la Marine, après la prise de Mascara en 1835, a demandé au gouverneur du Sénégal de traduire la retentissante proclamation du maréchal Clauzel pour la répandre auprès des populations voisines de Saint-Louis et de Gorée afin de leur donner une haute idée de la force française victorieuse d'Abd-el-Kader, "émir puissant et audacieux" (75). Par ailleurs, des missions d'exploration ont été organisées à partir de l'Algérie et du Sénégal dans le but d'apporter quelque lumière sur les relations existant entre les deux rives du Sahara, mais c'est à partir du Sénégal que les projets les plus ambitieux ont été conçus.

A Alger, on s'efforçait de réunir une ample moisson de renseignements sur le sud et sur les itinéraires les plus habituels des caravanes (76). La commission pour l'exploration scientifique de l'Afrique, créée en 1837, a accompli à partir de 1840 une oeuvre considérable. Un de ses membres, Prosper Enfantin, le "Père" de l'école saint-simonienne, a publié en 1843 un ouvrage sur la colonisation de l'Algérie où il se fait l'apôtre ardent d'une étude méthodique du Sahara (77). On peut légitimement se demander s'il n'a pas ins-

---

(75) Ministre de la Marine à gouverneur du Sénégal, 23 décembre 1835 n°205, A N S O M Correspondance générale 187, fol.611.

(76) BERNARD (A) et LACROIX (N). La pénétration saharienne 1830-1906, Alger,1906, X-195 p.

(77) ENFANTIN (P). La colonisation de l'Algérie, Paris,

piré à Raffenel son grandiose projet d'exploration (78). Pour sa part, la commission a fait paraître les travaux du capitaine du génie Carette, en particulier en 1844 l'ouvrage intitulé Du commerce de l'Algérie avec l'Afrique centrale et les états barbaresques (79). Mais c'est le livre du lieutenant-colonel Daumas sur le Sahara algérien paru, l'année

---

(77) suite

A. Bertrand, 502 p. Il écrit p.419 : "Je ne viens pas proposer d'établir un chemin de fer d'Oran à Tombouctou ou bien au Sénégal; mais il faut pourtant rappeler que nous ne sommes pas venus en Afrique pour ignorer pendant des siècles ce qu'on ignore encore aujourd'hui, par exemple où commence le grand désert, s'il est partout inhabité, s'il y a des eaux, des lacs, une mer peut-être; si au delà de ce qu'on appelle sans les connaître, les limites de la Régence, c'est-à-dire sur la limite septentrionale du désert il y a des Touariks comme il y en a au sud, à l'est et à l'ouest; où passent les caravanes du Maroc à La Mecque et si cette route d'Egypte n'a pas un intérêt pour l'Algérie française, quelles sont les relations du Maroc avec Tombouctou et si nous pouvons en profiter".

(78) Enfantin insistait sur la liaison avec le Soudan égyptien, objectif que Raffenel se proposait d'atteindre. Le saint-simonisme n'était pas inconnu au Sénégal. On sait que le capitaine de corvette Darricau, ancien polytechnicien, était un adepte du mouvement; vraisemblablement d'autres officiers avaient été touchés. Marcel Emerit dans un article déjà cité signale qu'un commerçant anglais de Saint-Louis, John King, avait été converti par Emile Picard et qu'il se faisait envoyer journaux et brochures publiés par ses coreligionnaires de Paris.

(79) Cet opuscule de 74 pages publié à Paris constitue l'exposé le plus lumineux écrit sur la vie du Sahara avant l'exploration de Duveyrier.

suivante, qui a eu le plus de retentissement au Sénégal (80). Il était le résultat des études poursuivies depuis plus de dix ans par la direction centrale des Affaires arabes et des témoignages recueillis auprès de très nombreux indigènes. Le ministre de la Marine s'était empressé de le recommander au gouverneur, attirant tout spécialement son attention sur une carte des pistes caravanières reliant l'Algérie au fleuve Sénégal. En conséquence, il lui demandait de vérifier ces renseignements et éventuellement d'en recueillir de nouveaux (81).

Apparemment les gouverneurs qui se succédaient alors rapidement à Saint-Louis n'avaient point répondu à l'attente du ministre. Aussi, en octobre 1847, le duc de Montebello qui a remplacé de Mackau rappelle cette importante question à Bertin-Duchâteau, gouverneur par intérim, L'occasion lui en a été fournie d'une part par de nouvelles informations recueillies par le colonel Yusuf et de l'autre par l'annonce de l'arrivée au Maroc d'une grande caravane apportant entre autres produits, des gommes du Sénégal. En terminant, il l'invite à rechercher le moyen de faire effectuer

> "l'exploration des pays à traverser pour mettre en communication notre établissement du Sénégal avec nos possessions de l'Algérie. C'est là une entreprise qui, par l'importance de ses résultats peut exciter l'ardeur de quelque hardi voyageur et que vous devez travailler à organiser et à exécuter ... Elle

---

(80) DAUMAS (lieutenant-colonel). Le Sahara algérien. Etudes géographiques statistiques et historiques sur la région du sud des établissements français en Algérie, Paris, 1845, XVI-339 p.

(81) Ministre à gouverneur, 24 octobre 1845, n°331, A N S O M Correspondance générale 205.

Elle semble moins périlleuse que celle qu'effectue en ce moment M. Raffenel et elle pourrait avoir pour notre commerce et surtout pour notre politique des avantages autrement importants"(82).

Baudin, appelé, entre temps, au gouvernement du Sénégal, répond que l'existence de communications entre le Maroc, l'Algérie et les populations riveraines du Sénégal n'est point douteuse. Il en veut pour preuve la présence de temps à autre à Saint-Louis de personnes venues du Maroc et les déplacements des Maures Tichit qui commercent entre Bakel, Tombouctou, le Maroc et Constantine. Mais les itinéraires des uns et des autres sont difficiles à connaître. Les noirs vont aussi à Tombouctou mais rarement au-delà. Ensuite, Baudin acquiesce à l'idée de faire effectuer une exploration entre l'Algérie et le Sénégal car il la juge parfaitement réalisable. Mais il préfèrerait que le Maroc soit choisi comme point de départ parce que ce pays expédie fréquemment des caravanes à Tombouctou, ville où l'on trouverait aisément des guides intelligents. Cependant, il dévoile sa véritable pensée en conclusion lorsqu'il suggère de renouveler sur une base beaucoup plus modeste la tentative de Raffenel : un voyage de Bakel à Ségou et éventuellement jusqu'à Tombouctou. Pour l'accomplir, il propose Hecquard, l'an-

---

(82) Ministre à gouverneur, 9 octobre 1847, n°379, A N S O M Correspondance générale 213. Le Moniteur Universel dans son numéro 266 du 23 septembre 1847, p.2601 faisait état dans sa partie non officielle d'une lettre reçue de Gibraltar annonçant l'arrivée de cette caravane à Fès. Par ailleurs, le Courrier du Havre avait publié le 15 juillet 1847 la lettre où Yusuf le 4 mai faisait part à Daumas, directeur des Affaires arabes, des renseignements nouveaux qu'il avait obtenus. La Revue de l'Orient

cien commandant du poste du haut Sénégal (83).

Du côté algérien, les troupes françaises avaient atteint les portes du désert. En 1844, le duc d'Aumale entrait à Biskra et le cheikh de Touggourt était prêt à reconnaître son autorité. La même année, le général Marey-Monge atteignait Laghouat et il examinait la possibilité d'en faire un grand port du commerce transsaharien (84). Cette poussée vers le sud allait se poursuivre les années suivantes et susciter des projets d'exploration qui, sauf un, n'auront pas de suite. Tout d'abord, un médecin d'Alger, le docteur Bodichon, propose en 1849 d'accomplir une exploration qui réaliserait un "trait d'union entre l'Algérie et le Sénégal dont Tombouctou serait le centre". Son imagination, excitée par les mines d'or du Soudan, rêve d'une "Californie africaine" exploitée par la France (85). Par ailleurs, la même année, le célèbre aventurier Ducouret, el Hadj Abd ul Hamid bey, veut lui aussi relier les possessions françaises du nord de l'Afrique à celles de l'ouest mais il ne put obtenir le concours financier qu'il sollicitait auprès des ministres de la Guerre et de la

---

(82) suite
qui est au service des saint-simoniens publiera également cette lettre en 1850, t.7, p.35 et suivantes.

(83) Gouverneur à ministre, 26 février 1848, n°83, A N S O M Missions I. Pour Baudin, Raffenel a échoué parce que ses projets étaient connus dans tout le pays et que son expédition a été faite avec un trop grand luxe de marchandises.

(84) LETOURNEAU (A). Occupation de Laghouat par les Français (1844-1852) in Etudes Maghrébiennes. Mélanges Charles-André Julien, Paris, PUF, 1964, pp.111-136.

(85) Bulletin de la Société de Géographie, juillet-août 1849.

Marine malgré l'appui du ministre de l'Instruction publique Falloux (86). Enfin, Jean Prax, un polytechnicien converti au saint-simonisme comme beaucoup d'autres et qui avait retrouvé le "Père" au Caire, a réalisé en 1848 un voyage dans le Souf effectuant son retour par Touggourt et Biskra. Il a publié l'année suivante une brochure sur le commerce transsaharien dans laquelle il concluait à la nécessité pour la France d'avoir un consulat dans le Touat, "étape commode entre les dernières pentes de l'Atlas et les rives du Sénégal" (87). Peu après, il soumettait au ministère de la Marine une carte des routes commerciales unissant l'Algérie au pays des noirs. Enfin, en 1850, persuadé de la relative facilité d'établir des communications entre l'Algérie et le Sénégal, il proposait la création d'un service régulier de courriers arabes entre Biskra et Saint-Louis. Il présenta son projet aux ministres de la Guerre et de la Marine qui, tout en reconnaissant son "aspect séduisant" n'en voyaient point l'utilité dans l'immédiat, les deux colonies n'ayant point de produits à échanger entre elles et la route terrestre étant peu

---

(86) Louis Laurent Ducouret, fils d'un colonel était célèbre par ses vantardises. Il a séjourné à Constantinople et en Egypte où il prétend avoir reçu le titre de bey. Il embrasse l'Islam, prend le nom d'Abd ul Hamid et assure avoir été en pélerinage à la Mecque. C'est à son retour en France qu'il cherche à obtenir des subsides pour un voyage d'exploration. Par la suite il collabora avec A. Dumas. Sur son projet d'exploration voir A N S O M Missions I et Correspondance générale 222,fol. 755. Il paraîtrait que finalement Ducouret ait obtenu une mission du ministre du Commerce. Il ne fit point le voyage prévu mais, semble-t-il, il rallia Touggourt à partir de Tunis.

(87) PRAX (J). Du commerce de l'Algérie avec la Mecque et le

sûre et en définitive plus lente que la voie maritime (88).

Ainsi, à partir de l'Algérie ni le ministère de la Guerre ni le gouverneur général n'avaient pris d'initiative pour tenter de réaliser cette liaison que pourtant ils semblaient appeler de leurs voeux. Ils préféraient laisser le champ libre au ministère de la Marine et aux autorités du Sénégal qui avaient montré le chemin avec le voyage de Raffenel.

Dès son arrivée au gouvernement, Baudin qui se pose en continuateur de Bouët-Willaumez, s'est montré désireux de relancer la politique d'exploration de son prédécesseur. Le moment lui paraissait opportun car la crise dont souffrait le Sénégal n'avait jamais été aussi grave et par conséquent la nécessité d'étendre les relations commerciales aussi impérieuse. D'autre part, la présence de Bouët-Willaumez à la tête de la Station navale constituait un encouragement à agir et une assurance d'étroite collaboration.

On se souvient qu'en février 1848, Baudin souhaitait organiser une expédition unissant le haut Sénégal au Niger, Bakel à Ségou voire à Tombouctou. En décembre, sa volonté se trouve affermie par l'arrivée d'une ambassade qui lui remet une lettre du roi de Ségou. C'est une réponse au message expédié par Raffenel alors qu'il était prisonnier dans le Kaarta. Le souverain se montrait très favorable à l'établissement de relations régulières. Dans ces conditions, le gouverneur pense que ce serait justice de donner à Raffenel la

---

(87) suite
Soudan, Paris, 1849. Cette brochure précise très heureusement les travaux de Carette.

(88) La Revue de l'Orient a publié en mars 1852 le mémoire de Prax, pp.277-295 et dans sa livraison de septembre sa carte des routes commerciales.

possibilité d'achever son oeuvre alors que quelques mois auparavant il avait avancé le nom de Hecquard pour remplir cette mission (89).

Mais pendant ce temps à Paris, Léopold Panet qui avait accompagné Raffenel comme secrétaire offrait ses services pour un nouveau voyage destiné à atteindre "les bords mystérieux du Djoliba" (90). Il avait convaincu le baron Roger, alors président du comité de l'Algérie et des Colonies à l'Assemblée nationale, de l'intérêt politique qu'il y aurait à confier une grande mission à un homme de couleur. Aussi, en novembre 1848, l'ancien gouverneur plaide-t-il auprès du ministre pour un voyage d'exploration dont l'intérêt serait grand "sous le triple rapport du commerce, de la science et de la politique". Il aurait pour but de reconnaître les moyens d'établir des communications par terre entre l'Algérie et le Sénégal. Panet, avec sa robuste constitution, son courage et son zèle éprouvés et une certaine connaissance de l'arabe lui paraît l'homme de la situation (91).

---

(89) Gouverneur à ministre, 6 décembre 1848, n°475, A N S O M Sénégal I 35a.

(90) Panet à directeur des Colonies, 11 novembre 1848, A N S O M Sénégal II 3.

(91) Dans son rapport au ministre du 10 février 1849, le directeur des Colonies, Mestro, laisse apparaître sa préférence pour un explorateur européen. Il déclare se résoudre à mettre Panet à la disposition du gouverneur mais il laisse à ce dernier toute latitude de juger si un européen n'aurait pas plus de chance. Quatre jours plus tard le ministre annonce au gouverneur sa décision de confier à Panet une mission d'exploration. Dépêche n°46 du 14 février 1849, A N S O M Missions I.

L'intervention de Roger a été décisive. En effet, en février 1849, le ministre adoptant les vues de Mestro, directeur des Colonies, met Panet à la disposition du gouverneur du Sénégal. Ayant jugé téméraire de fixer l'itinéraire par avance, il charge Roger de demander à la Société de Géographie les instructions nécessaires (92). Entre temps, Panet après s'être concerté avec Durand-Valantin, député du Sénégal, envisageait un voyage à Ségou et à Tombouctou qui permettrait de recueillir toutes les informations nécessaires pour tenter ensuite une traversée du désert en direction de l'Algérie.

Panet rejoint le Sénégal en mai. Il y reçoit quelque temps après les directives de la Société de Géographie rédigées par une commission composée de Jomard, d'Avezac et de Roger. On peut supposer que le rôle de ce dernier a été déterminant (93). Elles envisagent deux hypothèses : soit établir une liaison directe entre le Sénégal et Alger en passant par le Touat, soit effectuer dans un intérêt plus purement commercial une reconnaissance dans le haut Sénégal et dans le Fouta Djalon, une descente au Niger jusqu'à Djenné avant de s'enfoncer dans les régions inconnues de l'est. Dans ce cas, c'est à peu près une reprise du projet de Raffenel.

A l'intérieur de ces deux grandes options, la commission entrevoit plusieurs possibilités et par son indétermina-

---

(92) Roger à ministre, 27 novembre 1848, A N S O M Missions I.

(93) Elles ont été publiées dans le Bulletin de la Société de Géographie en septembre-octobre 1849 sous le titre "Instructions rédigées par une commission de la Société de Géographie pour le voyage de Panet du Sénégal en Algérie sur la demande du ministre de la Marine", 3e série, t.XII, pp.162-190.

tion laisse toute liberté au voyageur (94). En particulier, elle fait remarquer que, faute de guides sûrs et intelligents pour conduire Panet au Touat, plaque tournante vers l'Algérie et le Maroc, il existe un autre itinéraire "plus court, plus facile, moins chanceux et qui pour promettre des résultats moins neufs ... n'en serait pas moins plein d'intérêt". Ce voyage consisterait à aller du Sénégal à Mogador par une voie toute occidentale. En sa faveur la commission ne craint point d'invoquer l'argument nationaliste: "Attendra-t-on que les Anglais partant de Mogador nous enlèvent jusque chez nous le mérite et la gloire d'un succès qui est bien à notre portée?" Est-il aventureux de déceler ici la pensée profonde de l'ancien gouverneur du Sénégal et finalement la raison du choix de Panet ? Le ministère et Baudin au contraire, préféraient la jonction avec le Maghreb par Ségou, Djenné et Tombouctou. Faut-il voir dans ce désaccord une explication des relations rien moins que cordiales existant entre le gouverneur et Panet ? (95)

Le 17 octobre, il part de Saint-Louis en direction de Boutilimit, résidence de Cheikh Sidia. De ce marabout à l'influence sans cesse grandissante, Panet attend un guide

---

(94) En appendice elle indique une série d'itinéraires entre le Maroc, Tombouctou et le Sénégal.

(95) Peu après son arrivée au Sénégal, Panet constate un climat peu favorable. Il écrit au directeur des Colonies le 13 juin 1849 : "J'aurai bien voulu trouver chez M. le gouverneur et l'administration de la Marine, une portion, un faible atome de la bienveillance dont vous m'avez témoignée". Baudin déclare au ministre, le 3 janvier 1850, que dans sa première tentative Panet s'est bien exagéré les dangers et que finalement il a choisi "l'itinéraire le plus facile et le plus court". A N S O M Missions I.

qui le conduise en Algérie (96). Mais Cheikh Sidia est absent; le chef des Darmankour alors sollicité soulève de telles difficultés que Panet préfère revenir à Saint-Louis.

Entre le Maroc et Saint-Louis on sait que des liens économiques et humains ont été tissés à travers le désert. Quelques Fassi séjournent plus ou moins longuement à Saint-Louis et des caravanes viennent de temps à autre y écouler leurs produits (97). Partir pour le Maroc n'est donc pas un saut dans l'inconnu; encore faut-il, en recueillant des informations, agir avec habileté pour ne pas éveiller de susceptibilités. Panet prend contact avec un marchand fassi qui lui propose pour guide un juif marocain nommé Yaouda qui est présenté à Baudin. Le marché est conclu et les deux voyageurs partent le 6 janvier 1850 avec une caravane qui rejoint Chinguetti. Panet séjourne un mois dans ce centre religieux et commercial de l'Adrar; il en profite pour s'informer sur les moyens d'en développer les échanges avec le Sénégal. Ensuite, il part avec une caravane des Ouled Bou Sba qui rejoint son campement dans le nord. Attaqué et dévalisé en chemin, Panet réussit à gagner l'Oued Noun où il est reçu par le cheikh Beyrouk qui, quelques années plus tôt avait tenté de nouer

---

(96) Relation d'un voyage du Sénégal à Soueira, Revue coloniale, novembre 1850, p.380. On peut se demander si Panet est bien sincère car à Boutilimit les chances étaient minces de trouver un guide pour l'Algérie alors qu'il était à peu près certain de rencontrer des personnes se rendant au Maroc.

(97) Dans sa lettre au directeur des Colonies du 13 juin 1849, Panet signale l'arrivée d'une caravane venant du Maroc débitant en ville une grande quantité de laine et du safran.

des relations avec les Français (98). Enfin, l'explorateur sénégalais arrive le 28 mai à Mogador où le consul de France lui assure un passage pour Marseille.

A la fin de l'année, la Revue coloniale publie son récit. On en retiendra le soin avec lequel Panet relève les itinéraires des caravanes, les produits échangés et leur valeur sur les différentes places, ainsi que le rôle de plaque tournante de Chinguetti. De plus, il tente d'évaluer les avantages que les marchands sénégalais pourraient tirer de relations commerciales régulières avec l'Adrar. Par ailleurs, il propose de fonder un établissement dans la vallée de l'oued Noun :

> "Maîtres du Sénégal et de l'Algérie, si nous nous établissons ensuite à Noun (Goulimine) c'est-à-dire entre les deux, nous aurons trois points de départ très heureusement situés pour attaquer l'Afrique dans ses parties les moins connues aux Européens" (99).

Il souhaite ardemment que la France tente de capter le trafic du Soudan. Pour cela il existe une autre voie, celle de Ségou sur laquelle Panet insiste à plusieurs reprises, comme si le tourmentait le remords de ne l'avoir point ouverte.

Sans doute parce qu'il n'avait pas répondu aux espoirs de l'administration, le voyage de Panet ne fit l'objet

---

(98) En effet Beyrouk avait fait en 1839 des ouvertures au consul de France et vue de créer un établissement maritime sur ses côtes. Le lieutenant de vaisseau E.Bouët fut chargé d'une mission en 1840. Une convention fut même signée. Les contacts ont continué les années suivantes et en particulier en 1844-45 mais en définitive rien ne fut entrepris.

(99) Revue coloniale, décembre 1850, p.531.

d'aucune publicité. La Société de Géographie qui l'avait patronné n'en fait aucune mention dans son bulletin et n'a accordé aucune récompense à son auteur (100).

Au moment où Panet quitte Saint-Louis pour Chinguetti, Hecquard tentait également sa chance. Arrivé au Sénégal en 1843 avec le gouverneur Bouët, cet ancien commandant du poste de Bakel, sous-lieutenant de spahis, s'était ouvert à Baudin de son "violent désir" de marcher sur les traces de Raffenel. On sait qu'en février 1848, le gouverneur avait songé à lui confier une mission à Ségou. Peu de temps après, Hecquard fut affecté au comptoir de Grand Bassam. Bouët-Willaumez, alors commandant de la Division navale avait eu l'occasion d'apprécier ses qualités d'intelligence et de courage. En accord avec le gouverneur du Sénégal, il lui prescrivit de remonter l'Akba puis d'atteindre le Niger pour le descendre jusqu'à Ségou. L'arrivée dans cette ville constituerait déjà un "gros succès" mais Bouët-Willaumez l'engage à aller jusqu'à Tombouctou si cela est possible. Là, trois possibilités s'offrent au voyageur : la route du nord ou de Caillié menant au Maroc, celle du nord-nord-est conduisant en Algérie par le Touat et enfin celle du retour à Ségou par le Niger. La seconde présente évidemment le plus d'intérêt par suite de nos possessions d'Algérie, "mais sur les lieux seulement, vous

---

(100) Peut-être la mort de Roger qui avait montré tant de sollicitude pour Panet en est-elle la cause. Ce n'est que quelques années plus tard que justice sera rendue au jeune Sénégalais. Ducouret : L'intérieur de l'Afrique au point de vue sénégalais. Journal des Travaux de l'Académie Nationale, Agricole, Manufacturière et Commerciale t.24, 1854, pp.525-531 et Aucapitaine : Etudes sur le sud de l'Algérie, Revue de l'Orient et de l'Algérie, janvier 1855, p.63.

saurez jusqu'à quel point elle est praticable" (101).

Le 15 janvier 1850, Hecquard part de Grand Bassam mais il ne peut poursuivre son voyage, les caravaniers bambara qui devaient l'accompagner l'ayant abandonné. Rentré à Gorée, Baudin, poussé par Bouët-Willaumez, lui demande de reprendre son voyage à partir de Sédhiou et de gagner Ségou par le Fouta Djalon (102). Mais, en juin 1850, il trouve la Casamance déchirée par la guerre et finalement c'est par la Gambie qu'il s'enfonce dans l'intérieur. Il atteint Timbo où il reçoit bon accueil du nouvel almami Oumar. Il visite les sources du Sénégal et de la Falémé, mais il ne peut lui aussi se diriger vers Ségou. Il passe à Labé, remonte vers le nord, traverse le Boundou, retrouve les postes français de Sénoudébou et de Bakel. Il redescend le Sénégal et arrive à Saint-Louis le 11 septembre 1851. Hecquard publiera le récit de son voyage deux ans plus tard. (103) Auparavant, il avait insisté dans un rapport au ministre sur la volonté de l'almami d'entretenir des relations commerciales régulières avec les postes français :

---

(101) Instructions de Bouët-Willaumez à Hecquard, Grand-Bassam 1er décembre 1849, A N S O M Sénégal III 8.

(102) Bouët-Willaumez dans son livre paru en 1848 : Commerce et traite des Noirs...écrit : "J'ai toujours eu l'intention de lier les relations politiques et commerciales entre le comptoir de Sédhiou et l'almamy du Fouta-Djalon, lequel exerce une certaine suzeraineté sur le pays de Sédhiou, mon but était de multiplier les envois de caravanes mandingues au sein de l'établissement français. Je signale l'exécution de ce projet à mon successeur dans le gouvernement du Sénégal" p.64.

(103) HECQUARD (H) : Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale, Paris, Bénart, 1853,409 p.

"L'almami m'a promis, il m'a juré qu'il emploiera toute son influence et même son autorité pour diriger sur Bakel et Sédhiou les caravanes auxquelles il imprime une direction et pour les détourner à notre profit des établissements anglais de la côte. Aujourd'hui, j'ose le dire, le problème qui consiste à atteindre Ségou et à y porter nos investigations sur l'Afrique centrale est sinon résolu, du moins d'une solution praticable. La grande difficulté ne consiste pas selon moi à pénétrer dans le centre de l'Afrique, elle réside dans les obstacles qui ont jusqu'ici opposé aux Européens les peuplades qui avoisinent les côtes ou nos comptoirs. Mais de Timbo, la route devient facile, sous la protection de l'almami du Fouta-Djalon"(104).

Ainsi, le grand rêve de la liaison entre le Sénégal et l'Algérie n'avait point été réalisé. Une sous-estimation des difficultés, une insuffisante préparation et un manque évident de coordination entre les autorités françaises du nord et de l'ouest de l'Afrique peuvent expliquer entre autres raisons, cet échec. Cependant l'idée demeure vivante. Par exemple, Hecquard se plait à imaginer ce qui arrivera une fois Ségou atteint à partir de Timbo :

"C'est alors que Bakel, Sénoudébou et Sédhiou deviendront le centre d'un commerce considérable dont les résultats seront immenses et que Saint-Louis fera rayonner l'industrie française sur tous les points de l'Afrique centrale, peut-être même, verrons-nous de

---

(104) Rapport sur un voyage d'exploration dans l'intérieur de l'Afrique, Hecquard à ministre, 16 janvier 1852, A N S O M Sénégal III 8. Ce rapport a été publié à peu près intégralement dans la Revue coloniale, mars 1852, pp.193-223.

nos jours se réaliser des communications qui, parties de Bakel, faisant halte à Ségou et à Tombouctou iront aboutir dans les contrées de l'Afrique septentrionale déjà sous la domination de la France" (105).

De même les milieux d'affaires continuent à être persuadés de l'intérêt d'une liaison entre les possessions françaises à travers le Sahara tandis que la Revue de l'Orient et le Bulletin de la Société de Géographie, en particulier, soutiennent la curiosité de leurs lecteurs. En 1855, un prix alimenté par souscription est offert à l'explorateur qui le premier se sera rendu de l'Algérie à la colonie du Sénégal et réciproquement (106). Par ailleurs, les autorités coloniales vont prendre de nouvelles initiatives.

Dans l'immédiat, la déception la plus grave consiste à n'avoir point atteint cet objectif prioritaire qu'était Ségou, brisant net les espoirs mis dans un prompt développement des échanges dans le haut Sénégal. Cependant, la politique d'exploration inaugurée par Bouët comporte, malgré ses insuccès des aspects positifs. Elle a permis de mieux prendre conscience des difficultés à vaincre et de recueillir des informations nombreuses et précises sur les populations et sur les possibilités commerciales des régions situées entre le Sénégal et le Niger et entre le Sénégal et le Maroc : elles seront utiles pour l'avenir. Mais, surtout, il est important que les responsables de la politique et des affaires n'aient pas cédé au découragement et qu'ils demeurent aussi convaincus qu'auparavant que l'exploration de l'intérieur est une des conditions essentielles de l'expansion des échanges.

---

(105) Ibid.

(106) Bulletin de la Société de Géographie, 1855, t.9, p.318. Voir également les livraisons de 1859, t.17, pp.374-379 et de 1860 t.19, p.432.

3°- Une nouvelle politique à l'égard de l'Islam : le projet de tribunal musulman

L'Algérie n'est pas seulement un objectif à atteindre pour les voyageurs lancés dans l'intérieur à partir de la côte occidentale d'Afrique. Elle est aussi une inspiratrice, voire même un modèle. On l'a vu à propos de la création de la direction des Affaires extérieures, le bureau arabe, comme on le désigne communément, et des leçons que les militaires ont cru devoir tirer de la lutte menée dans les plaines et dans les djebels de la Régence pour la conduite de leurs opérations au Sénégal. Ne peut-elle pas l'être aussi pour la politique à suivre à l'égard des musulmans directement soumis à l'autorité de la France.

A Saint-Louis, les disciples de Mahomet constituent la très grande majorité des habitants. Cette communauté est particulièrement sensible aux influences de l'extérieur. Elle n'ignore rien des divers courants qui traversent l'Islam. Elle entretient des liens étroits de famille et d'affaires avec les populations riveraines du fleuve et une notable partie de ses membres séjourne plusieurs mois par an dans les escales. Par ailleurs, de temps à autre, des marabouts de Mauritanie et du Fouta viennent dans la ville pour exciter la ferveur de leurs fidèles. Le plus illustre d'entre eux, El Hadj Omar, selon une tradition fort plausible, y aurait prêché la voie tijâniyya en 1846 et reçu un accueil chaleureux (107).

---

(107) Ce passage à Saint-Louis est évoqué dans un document tardif : notice sur El Hadj Omar 1878 ANS AOF 1G 63. On sait par ailleurs que le marabout a rencontré Caille près de Podor en 1846 et l'année suivante le gouverneur Bourdon de Gramont aux environs de Bakel. P. Holle qui

La présence de la communauté musulmane que les autorités françaises avaient tout intérêt à ménager ne pouvait manquer de poser des difficiles problèmes juridiques (108). Dans les années trente, la politique officielle manquait singulièrement de netteté car elle était tiraillée entre deux tendances. La première insistait sur le nécessaire respect de toutes les croyances tandis que la seconde visait à l'assimilation , héritage des traditions d'Ancien Régime plutôt que politique délibérée. Elle révélait une certaine paresse d'esprit qui conduisait à raisonner pour le Sénégal à peu près comme pour les Antilles. Ces deux tendances n'apparaissaient point incompatibles aux yeux des autorités habituées à faire dans un système juridique laïc comme celui de la France la distinction entre le domaine religieux et le domaine temporel.

Dans la réalité, les autorités de Saint-Louis donnaient des preuves de leur respect pour la religion du Prophète par exemple en décidant la construction d'une mosquée et en reconnaissant officiellement l'existence d'un tamsir ou chef de la religion musulmane auquel un traitement était accordé. Mais d'un autre côté le gouvernement s'était résolu à introduire le Code civil au Sénégal par un arrêté de novembre 1830 (109). On ne pouvait ignorer plus complètement le droit musulman et les coutumes locales. Une disposition pré-

---

(107) suite
en a été témoin rapporte cette entrevue dans son livre: De la Sénégambie française, op.cit. pp.195-196. Voir également SAINT-MARTIN : L'Empire toucouleur op.cit.p.39.

(108) SCHNAPPER (B). Les tribunaux musulmans et la politique coloniale au Sénégal (1830-1914). Revue historique de droit français et étranger, n°1, 1961, pp.90-128.

(109) Arrêté du 5 novembre 1830, BAS 1829-1842, p.303.

voyait, en effet, que "tout individu libre et habitant le Sénégal ou ses dépendances jouirait dans la colonie des droits accordés par le Code Civil aux citoyens français". Comme le fait remarquer Schnapper, à une époque où la citoyenneté était comprise comme entraînant nécessairement la jouissance d'un statut civil, cela signifiait que les habitants libres de la colonie étaient citoyens et placés sous l'empire du Code.

Les musulmans n'allaient pas tarder à manifester leur opposition à toute mesure assimilationniste. La conquête de l'Algérie les poussait à prendre une telle détermination, car ils n'ignoraient point que les habitants de ce pays jouissaient d'un statut particulier (110). Leurs informations, plus précises et plus directes à partir de l'arrivée au Sénégal des spahis d'Algérie sous le gouvernement de Bouët, les confirmèrent dans leurs exigences (111).

Les musulmans de Saint-Louis ont donc cherché à obtenir les mêmes garanties judiciaires que celles qui avaient été concédées aux Algériens. Dès 1832, ils adressèrent au gouverneur une pétition pour réclamer une juridiction spéciale. Ils renouvelèrent leurs demandes en 1843, 1844, 1846 et 1847. Les auteurs de ces pétitions sont essentiellement des notables de la ville; en effet, à côté des noms de marabouts figurent ceux d'artisans, de chefs de quartier et surtout de traitants.

---

(110) Le statut particulier et le tribunal religieux chargé de l'appliquer ont été mis en place en Algérie par des décisions de 1834 et de 1841. CANAC (A). La justice musulmane et le juge de paix en Algérie, Alger, 1958, pp.52-54.

(111) PASQUIER, L'influence de l'expérience algérienne sur la politique de la France au Sénégal 1842-1869, op.cit.

Les deux revendications majeures des pétitionnaires consistent d'une part dans la reconnaissance officielle des règles du Coran pour régir les mariages et les successions et d'autre part dans la mise en place d'une juridiction spéciale compétente pour les affaires civiles et commerciales dans lesquelles les musulmans sont impliqués et pour certaines infractions commises par eux :

> "Le Code Civil a été promulgué dans la colonie mais aucune exception, aucune distinction n'a été faite pour les mousoulmans (sic). Est-ce à dire que nous sommes soumis aux lois civiles françaises en tous points ? qu'il faille nous appliquer ces lois pour le mariage, le divorce, les successions ? Non certes et personne n'y a songé. Nous sommes soumis au Koran qui est à la fois notre loi civile et religieuse et le gouvernement n'a jamais voulu nous imposer violemment des lois contraires à nos lois, pas plus que de nous convertir par force à la religion chrétienne... Nous demandons à être admis aux droits accordés aux musulmans d'Algérie : c'est-à-dire qu'il soit reconnu et proclamé que, dans aucun cas, les Mousoulmans ne peuvent à Saint-Louis, être soumis à des lois civiles contraires à leurs lois religieuses, qu'à cet effet il soit créé un tribunal composé de nos chefs religieux" (112).

Le débat ouvert en 1832 prit toute son ampleur dans les années quarante où l'on vit s'affronter, parfois assez durement, les deux courants de pensée qui divisaient les Français sur la politique à adopter à l'égard de l'Islam.

---

(112) Pétition des musulmans de Saint-Louis au gouverneur, décembre 1843. Elle a recueilli plus de quatre cents signatures, A N S O M Sénégal VIII 14 bis.

La pétition de 1832 fit l'objet d'un examen en conseil privé (113). Le chef du service judiciaire, Delaroque, déclara alors que mariages et successions n'étaient point du domaine religieux mais du domaine de la loi civile et qu'en conséquence celle-ci devait seule s'appliquer. Le gouverneur Renault de Saint-Germain comprit avec la majorité du conseil qu'il était impossible de heurter aussi brutalement la population musulmane. En conséquence, il proposa au ministre que les mariages eussent lieu conformément aux dispositions du Coran et que les successions fussent à l'avenir réglées par les marabouts en présence du maire et de ses adjoints. Mais, éloignés des réalités sénégalaises, les responsables de la direction des Colonies ne crurent pas devoir donner suite à ce projet. L'arrêté qui avait introduit le Code civil au Sénégal ne fut donc pas modifié.

Ainsi, se trouvait maintenue à Saint-Louis une situation ambiguë. En théorie, le Code civil s'appliquait aux musulmans, mais dans la pratique, on ne cherchait point à le leur imposer.

Les autorités locales n'étaient point systématiquement hostiles à la loi coranique mais elles souhaitaient avant tout contrôler la manière dont elle serait appliquée. Une juridiction spéciale reconnue officiellement pouvait en être le moyen. A Gorée où la population musulmane est relativement peu nombreuse, le commandant particulier, le capitaine de corvette Dagorne, en 1842, l'appelle de ses voeux en suggérant au gouverneur que l'on agisse comme en Algérie (114).

---

(113) Séance du COnseil privé du 8 septembre 1832, A N S O M Sénégal VII 26 bis 3.

(114) Commandant particulier de Gorée à gouverneur, lettre datée de 1842 sans autre précision ARS AOF 4B 11.

Quant à Bouët, il n'ignore rien des différents aspects du problème quand il prend en charge le gouvernement du Sénégal. Le rapide séjour qu'il vient de faire à Alger le renforce dans sa conviction d'y apporter une solution rapide. Peut-être aussi a-t-il été quelque peu influencé par les saint-simoniens qui, tout en étant favorables à l'Islam, souhaitaient le contrôler (115). Dans l'immédiat, Bouët prit le 27 septembre 1843, à la demande du tamsir Hamat Ndiaye Ann un arrêté qui, régularisant les pratiques de l'époque, institua un tribunal arbitral présidé par le chef de la religion musulmane. Celui-ci connaîtra uniquement des affaires où les deux parties en cause sont de religion musulmane et auront déclaré accepter cette juridiction et renoncer à se pourvoir devant les tribunaux français (116).

A son retour en France, en 1844, le gouverneur, dans la foulée de sa fameuse-lettre-programme, suggère au ministre d'aller beaucoup plus loin en appliquant "à notre colonie africaine de l'ouest" "les dispositions sages" qui régissent celle du nord. En conséquence, il sollicite l'autorisation d'étendre "par arrêté l'organisation de la justice arabe de l'Algérie à notre colonie du Sénégal" (117). Ainsi, le Sénégal serait doté d'un véritable tribunal musulman. Le ministère s'accorda un long délai de réflexion, puisqu'il mit près

---

(115) Sur l'attitude des saint-simoniens face à l'Islam voir EMERIT (M). Les saint-simoniens en Algérie, Alger,1941, p.235 et EICHTAL (G. d') De l'état actuel et de l'avenir de l'islamisme en Afrique centrale, Paris, 1841, p.33.

(116) BAS 1843-1844, p.120.

(117) Gouverneur à ministre, 7 décembre 1844, A N S.O M Sénégal VII 14bis.

d'un an pour répondre. Il se déclarait d'accord avec les idées exprimées par Bouët mais, devant l'importance de la réforme, il demandait au gouverneur de faire préparer un projet d'ordonnance qui serait examiné en conseil d'administration (118).

Mais Larcher, chef du service judiciaires, s'était déjà mis au travail. A la demande de Bouët et en liaison avec les notables musulmans, il avait élaboré un projet qu'il soumit au gouverneur p.i. Thomas, le 17 octobre 1845 (119). Il prévoyait la création d'un tribunal composé d'un cadi, de quatre assesseurs titulaires et de quatre suppléants qui seraient élus par une assemblée des musulmans les plus notables de Saint-Louis, la liste de ceux-ci étant dressée par le chef du service judiciaire et approuvée par le gouverneur en conseil. Le tribunal était compétent pour toutes les questions relatives à l'état-civil, aux mariages, aux répudiations et aux successions. Il jugera sans appel. Les musulmans auraient souhaité que ce tribunal eût de plus larges compétences mais Larcher s'y refusa (120).

Ce projet constituait un sérieux progrès pour tous ceux qui étaient favorables au respect scrupuleux de l'Islam. La loi coranique se trouvait reconnue et en conséquence un tribunal spécialisé était chargé de l'appliquer, officiellement en quelque sorte les sentences des marabouts et du tamsir. Mais le projet devait affronter le conseil d'administration

---

(118) Ministre à gouverneur, 14 novembre 1845, n°364, ibid.

(119) Rapport à Larcher, chef du service judiciaire, au gouverneur, 17 octobre 1845 et projet d'ordonnance, ibid.

(120) Les musulmans auraient voulu étendre la compétence du tribunal aux affaires commerciales dans lesquelles ils étaient seuls parties.

et la tâche n'allait pas être facile pour Larcher. Le temps jouait contre lui et Bouët n'était plus là pour tenir énergiquement la barre et imposer ses vues. La tendance assimilationniste avait profité des longs délais pour se renforcer. Le gouverneur p.i. Houbé ne cachait pas son hostilité au projet et il trouva vite de nombreux appuis parmi les fonctionnaires et les notables membres du conseil. Les délibérations occupèrent plusieurs séances en avril 1846 (121). Le négociant Gasconi trouvait le projet inutile et inopportun et le contrôleur colonial renchérissait en déclarant que le tribunal ferait faire aux musulmans "un pas rétrograde dans la civilisation". Le juge Delannoise, appelé extraordinairement au conseil jugeait funeste cette innovation, redoutant si la France se lançait sur cette voie que les musulmans n'accroissent leurs exigences et demandent leur entrée au conseil général et qui sait, au conseil privé. Larcher répondait que le droit public français proclamait que chacun professe sa religion avec une égale liberté et obtient pour son culte la même protection et que dans ces conditions les musulmans ont droit à leur justice. Par ailleurs, il trouvait fâcheux de rompre avec la politique amorcée il y a quelques années :

> "Du moment que la politique et la raison ont conseillé d'élever dans ce pays un temple à leur culte, les mêmes motifs doivent conseiller d'ouvrir un sanctuaire à leur justice" (122).

Larcher s'étant retrouvé seul, son projet fut repoussé par le conseil qui demanda le maintien du régime en vigueur. Dans une lettre confidentielle, le gouverneur p.i. reprend avec

---

(121) Conseil d'administration, séances des 14, 15, 16 et 20 avril 1846, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

(122) Conseil d'administration, séance du 20 avril, ibid.

force les thèses assimilationnistes récusant toute similitude de situation entre l'Algérie et le Sénégal. Selon lui, la création d'un tribunal musulman ne pourra que ruiner l'heureuse fusion qui se prépare par la conversion d'un grand nombre d'indigènes au christianisme. Il est donc impensable de venir arrêter "les progrès de la civilisation et les améliorations que réclame l'humanité" (123).

La direction des Colonies parut ébranlée par ce vigoureux plaidoyer. Dans une note de mars 1847, elle reconnaissait qu'elle avait été "un peu prompte" à accueillir l'idée d'un tribunal musulman et elle déplorait que le projet Larcher n'ait point retenu, contrairement à ses propres directives la possibilité d'un appel devant la justice française. Par ailleurs, il lui semblait plus judicieux de comparer la situation du Sénégal à celle des comptoirs de l'Inde. En conséquence, elle suggérait de créer à Saint-Louis, à l'instar du comité de jurisprudence indienne à Pondichéry un comité de jurisprudence musulmane destiné à éclairer l'action des tribunaux ordinaires. Enfin, elle concluait que la création d'un tribunal ayant son organisation et sa procédure propres constituerait "un acte rétrograde".

Le nouveau ministre de la Marine, le duc de Montebello, rejeta le projet de tribunal musulman (124). Quelques semaines plus tard, l'ordonnance du 4 décembre 1847 qui réformait l'organisation judiciaire du Sénégal instituait un comité de jurisprudence musulmane (125). Ainsi, on assistait

---

(123) Gouverneur à ministre, 27 avril 1846, n°175, confidentielle, A N S O M Sénégal VIII 14 bis.

(124) Ministre à gouverneur, 13 septembre 1847, n°338, ibid.

(125) Il fut mis en place par arrêté du 29 mai 1848.

à un revirement complet du gouvernement de la Monarchie de juillet. La tendance assimilationniste allait-elle l'emporter ?

A Saint-Louis, les notables musulmans avaient réagi avec modération mais avec beaucoup de fermeté. Leur déception avait été grande à la suite de la décision négative du conseil d'administration. Aussi, en août 1846, dès l'arrivée du nouveau gouverneur, Bourdon de Gramont, ils renouvellent leur demande d'un tribunal spécial (126). Après étude du dossier, le gouverneur se fit l'écho de leurs doléances et se porta garant de leur fidélité en ces termes :

> "Il m'a été facile de reconnaître tout ce qu'il y a d'idées d'ordre, de bons sentiments chez ces hommes d'élite, tête d'une population qui, comme eux et pour eux, obéit avec une merveilleuse fidélité".

En conséquence, il souhaite que le ministère, mal informé par le gouverneur Houbé et par le juge Delannoise, rouvre le dossier et considère comme lui la création du tribunal musulman comme une question d'équité (127). Ainsi, de Gramont raisonnait comme Bouët. Il est à noter que leur position sur ce problème particulier comme celui plus général des rapports avec l'Islam s'explique pour une large part par une conception de la domination française, diamétralement opposée à celle de Houbé, soucieux de la limiter aux seuls comptoirs de Saint-Louis et de Gorée.

Gramont, on le sait, n'a pas réussi à convaincre le ministère. Son successeur, Baudin, qui se déclare également

---

(126) Pétition du 27 août 1846, A N S O M Sénégal VIII 14bis.
(127) Gouverneur à ministre, 9 septembre 1846, n°382, ibid.

disciplie de Bouët ne se décourage point. Comme la direction des Colonies souhaite alors régler l'irritante question de l'état-civil, vieux litige avec les musulmans, il se saisit habilement de ce prétexte pour infléchir sa position (128). Il insiste sur la nécessité, après l'amère déception ressentie par les musulmans, de faire un geste et il pense que la création d'un tribunal spécial serait le meilleur moyen d'obtenir la tenue rigoureuse de leur état-civil. Pour lui, le projet rédigé par Larcher en 1845 conserve toujours sa valeur. Il concilie à ses yeux les intérêts de la France et ceux des musulmans et argument auquel on ne peut manquer d'être sensible en ce temps de crise, sa réalisation n'entraînera aucune dépense supplémentaire. Enfin, Baudin rappelle que les musulmans connaissant parfaitement le régime judiciaire mis en place en Algérie souffrent de n'être point traités comme leurs coreligionnaires et de se voir imposer le Code civil comme aux populations israélites (129).

Peu après, la Révolution de février éclatait. Les nouveaux responsables, Schoelcher et Mestro décidaient de donner satisfaction aux musulmans. Le 22 avril, soit cinq jours avant l'émancipation des esclaves, un décret instituait le tribunal attendu depuis si longtemps. En fait, c'était une demi-mesure, car Paris chargeait le gouverneur d'en régler la composition et la procédure après délibération du conseil d'administration (130).

---

(128) Ministre à gouverneur, 9 octobre 1847, n°380.

(129) Gouverneur à ministre, 23 décembre 1847, n°456, A N S O M Sénégal I 33a.

(130) Rapport de Mestro au ministre et décret du 22 avril 1848. A N S O M Sénégal VIII 14 bis. Ministre à gouverneur, 2 mai 1848, ibid. Quelques jours auparavant, le 4 avril, Baudin prenant prétexte des risques de guerre consécutifs aux révolutions européennes rappelait la né-

La nouvelle fut accueillie à Saint-Louis avec une vive satisfaction et comme l'écrit le gouverneur Duchâteau, la création de ce tribunal a disposé déjà favorablement la population à accepter la libération des esclaves sans trop de répugnance (131). Le décret n'était qu'une décision de principe et le chef du service judiciaire Larcher fut chargé d'élaborer avec les notables musulmans un projet d'arrêté. Celui-ci fixa la compétence du tribunal aux trois domaines de l'état des personnes, du mariage et des successions et il réserva à la cour d'appel, comme le ministère l'avait souhaité naguère, la possibilité de juger en dernier ressort. Mais le moment n'était guère propice à une discussion sereine sur un sujet aussi délicat. En effet, la campagne électorale pour le choix d'un député battait son plein et les chefs musulmans en profitaient pour tenter d'obtenir pour le tribunal de plus larges compétences. Finalement, le conseil d'administration , dans sa séance du 21 octobre 1848, se refusa à toute

---

(130) suite
cessité de s'assurer le concours de la population indigène. Aussi ne pas lui accorder le tribunal musulman serait un acte "injuste et impolitique". Il ajoutait: "J'ai cru devoir vivement insister dans cette dépêche sur la nécessité de ce tribunal musulman parce que, dans mon opinion, c'est le seul moyen de ramener à nous des peuples qui s'en éloignent chaque jour davantage et que je regarde leur affection comme indispensable à la défense de la colonie. Ces observations ne sont donc pas déplacées dans une dépêche qui a essentiellement pour objet de nous assurer les moyens de nous défendre honorablement". Gouverneur à ministre, 4 avril 1848, n°138, A N S O M Sénégal I 33a.

(131) Gouverneur à ministre, 10 juin 1848, n°233, A N S O M Sénégal XIV 15a.

décision (132).

Baudin revenu à la tête du Sénégal s'efforça de trouver un compromis. Il dressa un second projet qui, d'un côté, limita strictement la compétence de la justice musulmane mais, de l'autre, l'affranchit de la cour d'appel coloniale (133). Le système imaginé par Baudin créait en fait une juridiction musulmane d'une importance équivalente à celle de la juridiction française. Le ministère ne se pressa pas de faire connaître son point de vue. Finalement, en juillet 1849, il ajourna toute décision en faisant savoir que cette importante question ne pouvait être dissociée du problème du régime législatif du Sénégal (134).

Le projet imaginé par Baudin était trop ambitieux et finalement la Seconde République, pas plus que la Monarchie de juillet, ne s'était décidée à créer une organisation judiciaire propre aux musulmans. Elle demeurait sensible aux idées assimilationnistes et elle craignait que le tribunal musulman n'éloignât davantage les deux communautés. A Saint-Louis, la fièvre des luttes électorales était retombée, mais la question du tribunal restait posée. En effet, les difficultés croissantes avec les peuples riverains du Sénégal rendaient plus nécessaires que jamais l'appui sans faille des

---

(132) Conseil d'administration, séance du 21 octobre 1848, A N S O M Sénégal VII 26bis, 9. Gouverneur à ministre, 25 octobre 1848, n°406, ANS AOF 2B 27.

(133) Gouverneur à ministre, 6 décembre 1848, n°478, ANS AOF 2B 26.

(134) Ministre à gouverneur, 31 juillet 1849, n°220, A N S O M Correspondance général 164.

musulmans de Saint-Louis. Il importait donc de ne point s'opposer à leurs aspirations religieuses. Les responsables en prenaient conscience. Ainsi, le gouverneur Protet, en novembre 1851, déclarait au ministre se rallier à l'idée d'un tribunal musulman (135). Mais cette concession n'était point exempte de l'arrière-pensée de mieux contrôler les chefs religieux à travers cette institution judiciaire spécifique.

En définitive, en 1850-1851, le bilan de ces longues années de discussions marquées par les hésitations et les revirements du gouvernement pouvait paraître négatif. Cependant, s'opérait en profondeur, une évolution des esprits en faveur du tribunal. Les nécessités de la politique extérieure y poussaient et elles allaient bientôt vaincre les dernières résistances.

4°- Faut-il séparer administrativement Gorée de Saint-Louis?

Tout semble opposer Saint-Louis et Gorée, les deux pôles des activités françaises en Sénégambie. Ayant déjà eu l'occasion de signaler les divers aspects du particularisme de Gorée, il suffira de rappeler l'essentiel. Tout d'abord, le sentiment d'insularité y est incontestablement beaucoup plus vif qu'à Saint-Louis, ville du fleuve et de ce fait engagée dans le continent et dans toute la complexité de sa situation politique. Sur le plan économique, à Gorée, le passage de la traite négrière à la troque licite s'est effectué avec difficulté car les produits recueillis sur les rivages du sud : cire, peaux et ivoire, n'ont ni l'importance ni le caractère spéculatif de la gomme. Ainsi, son économie lan-

---

(135) Gouverneur à ministre, 5 novembre 1851, n°491, A N S O M Sénégal XIV 12.

guit. Pourtant le ministère de la Marine avait espéré la stimuler en assouplissant exceptionnellement les règles de l'exclusif grâce à un régime douanier consenti dès 1822. Il devait permettre aux commerçants et aux traitants de Gorée d'affronter dans de bonnes conditions la concurrence des étrangers, des Anglais en particulier. Mais ils avaient manqué d'initiative et volontiers on dénonçait leur apathie. Ainsi, comme le souligne le commandant particulier de Gorée, Dagorne en 1838 :

> "Les deux parties de la colonie ont des objectifs tellement différents qu'elles n'ont en commun que leur soumission à la même autorité. Les deux parties ont des vues et des intérêts essentiellement distincts bien que non opposés" (136).

Par ailleurs, autre originalité de Gorée, sa population noire originaire pour une large part de régions où l'Islam a beaucoup moins pénétré que sur les rives du Sénégal, a généralement adopté le catholicisme. Chrétienne, la petite île s'oppose au chef-lieu largement islamisé.

Gorée, semble-t-il, cultive son particularisme d'autant plus facilement que les communications avec Saint-Louis ne sont ni fréquentes ni régulières. Elle vit donc de sa vie propre, médiocre et nonchalante, pleine de nostalgie pour un passé idéalisé, loin d'une capitale saisie par la spéculation et toute bruissante des rumeurs venues des rives du fleuve. Saint-Louis était à la fois enviée et redoutée. Ne cède-t-on pas trop facilement sur l'ilôt de Gorée à la tentation de jouer au martyr et de rendre sa rivale responsable de ses propres malheurs ? Ainsi, les commerçants dans un mémoire au

---

(136) Commandant de Gorée à ministre, 4 août 1838, A N S O M Sénégal IV 21a.

ministre daté de 1837, déplorent-ils que leur île ait été jusqu'ici oubliée dans la répartition du budget, empêchant, en particulier l'indispensable amélioration du port (137). Dagorne, défenseur acharné de ses administrés ne craint point d'affirmer que le gouverneur et le département ne connaissent que Saint-Louis et que les intérêts et les besoins de Gorée n'étaient "ni bien compris ni bien connus" (138). Très révélatrice est l'habitude prise à Paris comme à Saint-Louis de réserver le terme Sénégal aux établissements situés sur le fleuve et ses affluents, alors que celui de "dépendance" est utilisé pour désigner Gorée, Albréda, Sédhiou et bientôt les nouveaux comptoirs de la Côte d'Ivoire et du Gabon. L'examen de la correspondance officielle illustre bien cette conception de la suprématie de Saint-Louis. Il révèle, en effet, la part écrasante prise par les affaires du fleuve et le commerce de la gomme et en conséquence la part plus que congrue laissée à Gorée et aux comptoirs du sud. Par ailleurs, la suprématie de Saint-Louis se manifeste à l'occasion de l'extension à la Casamance des activités de la Compagnie de Galam. Un des buts proclamés par l'administration avait été de favoriser les Goréens mais dans la réalité il n'en fut rien. La direction de la Compagnie, malgré une courte participation des Goréens, demeura entièrement dans les mains des Saint-Louisiens.

Dans ces conditions, la population a l'impression d'être abandonnée par les autorités responsables. Ainsi, nourrit-elle des ressentiments qui vont prendre une acuité nouvelle dans les années 1840 et poser au grand jour les

---

(137) Lettre au ministre, 20 juin 1837. Parmi les signataires on trouve les noms de Laporte, maire de Gorée, de François de Saint-Jean, de Cabeuil et de Jaubert, A N S O M Sénégal XIII 1b.

(138) Dagorne à ministre, lettre du 4 août 1838 déjà citée.

problèmes de Gorée. Plusieurs facteurs y ont contribué : l'ordonnance organique fixant sur de nouvelles bases le régime administratif du Sénégal, la création de nouveaux comptoirs sur la côte occidentale, le renforcement de la Division navale à la suite de l'accord de Londres de 1845 sur la répression de la traite et enfin le développement rapide du commerce des arachides au sud de Gorée.

Les bases de l'administration de Gorée avaient été fixées peu après la reprise, par le règlement du 17 janvier 1822 qui concernait l'ensemble des comptoirs français (139). Le ministère avait tenu compte à la fois de l'éloignement de l'île par rapport à Saint-Louis et du régime douanier spécial qui venait de lui être octroyé quelques jours auparavant. Un commandant particulier exerçait les fonctions dévolues au "commandant et administrateur" du Sénégal dont il était en quelque sorte le représentant à Gorée. Il était assisté d'un Conseil d'administration organisé à l'instar de celui de Saint-Louis (140). Par ailleurs, l'île disposait d'une comptabilité propre tenue par un trésorier indépendant de celui de Saint-Louis. L'administration de Gorée reflète, mais à une moindre échelle, celle du chef-lieu à laquelle elle est étroitement subordonnée. En effet, le commandant particulier ne peut correspondre directement avec le ministre et toutes ses décisions et celles de son conseil doivent obtenir l'accord du gouverneur. Ce régime a fonctionné peu de temps car le ministère l'a rapidement modifié. En 1825, il replaçait la comptabilité de Gorée sous l'autorité du trésorier de Saint-Louis et l'année suivante, il supprimait le conseil d'admi-

---

(139) M'BAYE (Saliou). Le conseil privé de 1819 à 1854, op.cit., p.67 et suivantes.

(140) Le Conseil comprenait outre le commandant particulier, président, deux fonctionnaires, le chef de bataillon commandant les troupes et un habitant notable dont la nomination était à la discrétion du commandant et administrateur du Sénégal.

nistration. Dans la dépêche qui annonçait cette dernière décision, le ministre s'exprimait ainsi :

> "Les matières sur lesquelles il (le conseil) était appelé à délibérer seront désormais soumises au conseil de gouvernement et d'administration de Saint-Louis. Vous veillerez à ce qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour le service de Gorée"(141).

En fait les Goréens, estimant que les autorités de Saint-Louis ne tenaient guère compte de cette recommandation, se plaignaient amèrement. Le commandant particulier partageait largement leur point de vue. En effet militaires et commerçants avaient des intérêts similaires, en particulier une opposition commune à la domination de Saint-Louis.

Le commandant particulier était choisi parmi les officiers de marine tout comme le gouverneur du Sénégal. Depuis 1836, c'était Dagorne, connu comme un vigoureux défenseur d'une politique d'expansion. Etant resté en poste jusqu'en 1845, il réussit à se créer une situation personnelle très forte, d'autant qu'à Saint-Louis, gouverneurs titulaires et intérimaires se succédaient (142).

Les relations entre les administrations de Gorée et de Saint-Louis n'ont pas toujours été faciles, mais l'ordonnance de septembre 1840 qui réorganisait la colonie allait les compliquer encore. En effet, jusque là, le commandant particulier avait sous son autorité les fonctionnaires de tous les services. Sans doute, les ordres émanaient du gou-

---

(141) Ministre à gouverneur, 19 décembre 1826, ANS AOF 1B 13.

(142) Dagorne nommé par l'ordonnance du 29 avril 1836 quittera ses fonctions à Gorée en avril 1845. Pendant ces neuf années, il verra défiler neuf gouverneurs titulaires ou intérimaires.

verneur, il les transmettait et veillait à leur exécution mais il lui arrivait du fait des difficultés de communication, de prendre lui-même des décisions dans des circonstances graves. L'ordonnance de 1840 ignorait complètement le commandant particulier et renforçait le pouvoir de l'ordonnateur à Saint-Louis. Celui-ci se crut autorisé à adresser directement du chef-lieu des ordres aux délégués des différents secteurs de l'administration. Le commandant particulier, mis ainsi à l'écart,risquait de n'avoir plus aucune prise sur l'administration et de se trouver réduit à ses seules fonctions militaires, c'est-à-dire "au rôle fort insignifiant de très petit commandant d'une très petite place" pour reprendre l'expression de Dagorne dans sa lettre de protestation au directeur des Colonies (143).

Dans cette querelle d'interprétation autour de l'ordonnance de 1840, le gouverneur Montagniès de la Roque a appuyé le point de vue de Dagorne (144). Le ministère ayant fait connaître son souhait de voir les attributions du commandant de Gorée maintenues dans leur étendue antérieure, le conseil d'administration prit un arrêté très général dans ce sens (145). Mais ce texte qui apportait d'utiles précisions ne pouvait rétablir dans sa totalité la situation antérieure car il devait tenir compte des dispositions de l'ordonnance qui avaient accru singulièrement les pouvoirs de l'ordonnateur (146). Dans ces conditions, Dagorne remarquait justement

---

(143) Dagorne à directeur des Colonies, 12 juillet 1841, A N S O M Sénégal VII 10b.

(144) Gouverneur à ministre, juin 1841, n°244, ibid.

(145) Ministre à gouverneur, 10 septembre 1841, n°281, conseil d'administration, séance du 3 décembre 1841, ibid.

(146) A titre d'exemple, signalons que la prérogative de présenter au gouverneur des candidats aux divers emplois inférieurs de Gorée était passée des mains du comman-

que les conflits d'attribution risquaient d'être plus nombreux dans l'avenir (147). Si personnellement, il sut les éviter, il n'en sera pas de même de son successeur, le capitaine de corvette Petit qui prétendait donner des ordres au chef du service administratif alors que celui-ci ne voulait en recevoir que de l'ordonnateur. Le gouverneur Ollivier en avait été très affecté et c'est, semble-t-il, une des raisons essentielles qui l'ont déterminé à un geste fatal (148). Le chef de bataillon Houbé qui assure l'intérim stigmatisait "le malaise et le désordre extrême" qui régnaient à Gorée et en voyait la cause dans l'attitude du commandant particulier qui de tout temps s'est efforcé de se créer une position indépendante du gouverneur de Saint-Louis (149).

Conçue essentiellement pour Saint-Louis, l'ordonnance de 1840 ne laissait à Gorée que de très faibles possibilités de faire connaître ses besoins et ses projets et de participer à la vie politique de la colonie. L'ordonnance, entre autres dispositions, réorganisait le conseil privé devenu conseil d'administration, créait un conseil général, un conseil d'arrondissement à Gorée et donnait au Sénégal la possibilité de se_faire_représenter à Paris par un délégué (150).

(146) suite
dant particulier à celles de l'ordonnateur à Saint-Louis. Mais qui fera connaître à ce fonctionnaire les mutations nécessaires ?

(147) Rapport de Dagorne au gouverneur, 27 février 1842, ibid.

(148) Note sans date (1846) A N S O M Sénégal VII 10a.

(149) Gouverneur p.i. à ministre, 3 juin 1846, n°233, ARS AOF 2B 24, mémoire laissé par Houbé à Bourdon-Gramont, 29 août 1846, A N S O M Sénégal I 30a.

(150) Le texte de l'ordonnance du 7 septembre 1840 se trouve dans le BAS 1819-1842, voir en particulier les articles 97, 117 et 118.

Le conseil d'administration, dans sa composition, ne laissait aucune place à des représentants de Gorée. Il était seulement prévu d'y appeler avec voix délibératrice deux membres du Conseil général de cette dépendance ou, à défaut, deux membres du conseil d'arrondissement lorsqu'il discuterait d'affaires intéressant particulièrement Gorée. Quant au conseil général, il était organisé de telle manière que l'assemblée des électeurs ne comprenne que des fonctionnaires et des notables de Saint-Louis. Dans ces conditions, comment des Goréens auraient-ils pu être élus ? Ainsi se trouvait vérifiée la crainte exprimée par Dagorne en 1838 qu'une représentation coloniale créerait inévitablement une oligarchie au profit de Saint-Louis (151).

Le conseil d'arrondissement concédé par l'ordonnance de 1840 à Gorée comprenait cinq membres élus par une assemblée de notables choisis parmi les habitants et les fonctionnaires et les employés civils de l'île, mais c'était le gouverneur et non le commandant particulier qui dressait la liste des membres de l'assemblée électorale. Le conseil formulait sur les besoins de l'arrondissement des avis qui devaient être examinés par le conseil d'administration. Par ailleurs, Gorée n'étant point représentée au conseil général ne participait pas à l'élection du délégué du Sénégal. Le monopole de Saint-Louis sur les affaires de la colonie était donc total. Pourtant, le conseil d'administration n'avait pas manqué d'exprimer le voeu que Gorée puisse concourir à la désignation du délégué, ce qui impliquait sa représentation au sein du conseil général. Le chef du service administratif présentant cette requête au conseil d'administration a traduit avec une franchise extrême l'état d'esprit des Saint-Louisiens :

---

(151) Dagorne à ministre, 4 août 1838, déjà cité.

"Le chef-lieu a un intérêt qui domine tous les autres et qui le préoccupe exclusivement, c'est celui de la prospérité du commerce de la gomme en rivière. Les notables appelés à élire le Conseil général ne peuvent perdre de vue cet intérêt et leurs efforts doivent tendre à ce que les nominations à ce conseil soient l'expression des besoins de la population. Sous ce rapport, leur méfiance à l'égard des habitants de Gorée est donc fort naturelle" (152).

Dans ces conditions, les habitants de Gorée ne pouvaient espérer la moindre compréhension à l'égard de leurs problèmes.

La création des nouveaux comptoirs ne facilite pas les relations entre Saint-Louis et Gorée. Il avait paru naturel de les rattacher à la principale autorité française, le gouverneur du Sénégal. Ainsi, ils étaient entièrement assimilés pour l'organisation administrative aux dépendances du Sénégal. Cette solution convenait tout particulièrement à Bouët, un des principaux initiateurs des comptoirs qui, justement, venait de se voir confier les rênes du Sénégal (153).

A cause de l'éloignement, il parut opportun de faire relayer l'autorité du gouverneur par celle du commandant particulier de Gorée qui fut chargé de besognes administratives et de l'exécution des directives du gouverneur. C'est avec cet officier que devaient correspondre les chefs de poste sauf à rendre compte directement au ministre en cas d'urgence.

---

(152) Conseil d'administration, séance du 17 février 1841, A N S O M Sénégal VII 26 bis 6.

(153) Instructions du ministre de la marine à Bouët, gouverneur du Sénégal, 23 novembre 1842, AN Marine BB2 281, fol.191; SCHNAPPER, La politique et le commerce français .. op.cit., pp.45-47.

La distance entre Gorée et les trois postes était considérable et les transports à voile lents et irréguliers. Dans ces conditions, le gouverneur du Sénégal et le commandant particulier devaient prendre des décisions, prévoir des approvisionnements sans connaître l'état ni les besoins exacts des comptoirs. Dans les débuts, le système avait fonctionné sans difficultés majeures car la compétence et l'autorité de Bouët étaient unanimement reconnues. Mais après son retour en France à l'issue de son inspection des comptoirs, la situation se détériora. Ses successeurs à Saint-Louis, plus préoccupés par les affaires du fleuve que par l'avenir des nouveaux établissements, ne disposaient point de l'expérience nécessaire pour s'imposer à leurs subordonnés de Gorée, d'où d'inévitables tiraillements et des conflits d'attributions.

Par ailleurs, la situation économique des comptoirs ne facilitait pas les choses. Assez vite, on constata que les intérêts d'Assinie, de Grand Bassam et du Gabon étaient fort différents de ceux du Sénégal. En effet, la colonie n'entretenait pas de relations commerciales avec les nouveaux établissements qui étaient presque exclusivement exploités par le négoce métropolitain. De plus, leur régime douanier mis en place en septembre 1843 et caractérisé par une franchise absolue différait de ceux qui régissaient Saint-Louis et Gorée.

Cependant on pouvait déceler quelques ressemblances entre Gorée et les nouveaux comptoirs. En effet, les progrès rapides du commerce des arachides favorisaient les voyages en droiture entre les ports métropolitains , les Rivières du Sud et même la Gambie. D'autre part, Gorée tout comme les comptoirs de la Côte de 1'Or et du Gabon ne pouvait soutenir la concurrence anglaise et américaine que si son approvision-

nement en marchandises étrangères se faisait en toute liberté. La nécessité d'un régime douanier plus libéral que celui qui avait été établi en 1822 se faisait sentir avec plus d'acuité depuis 1840. Les Goréens menèrent alors campagne pour obtenir un entrepôt ouvert à toutes les marchandises étrangères. Assez rapidement, la direction des Colonies sembla accueillir favorablement les requêtes des Goréens et finalement en 1845, de Mackau se prononça nettement en faveur de la création d'un port franc. Le régime douanier de Gorée se serait alors sensiblement rapproché de celui des comptoirs. Cette prise de position du ministre constituait incontestablement un fait nouveau, mais, pour être traduite dans les faits, il fallait obtenir l'approbation des départements du Commerce et des Finances (154).

D'autre part, les mêmes problèmes de protection du commerce se posaient à Gorée et aux nouveaux comptoirs. La station locale ne disposant pas toujours des moyens nécessaires, Gorée devait faire appel à la Division navale qui était basée dans l'île. Une collaboration étroite s'avérait donc indispensable entre le gouverneur, le commandant particulier de Gorée et le commandant de la Division navale. Il y allait de l'avenir du commerce français.

A Paris, le ministère a finalement pris conscience, à l'époque de l'actif amiral de Mackau, de la spécificité des problèmes de Gorée. Les espoirs d'un essor du commerce français suscité par la fondation des comptoirs n'y ont pas été étrangers. Déjà en 1841, le ministère s'était décidé à

---

(154) Cette question du régime douanier a été évoquée au chapitre XII. Voir la lettre du ministre de la Marine au ministre de l'Agriculture et du Commerce, 22 août 1845, A N S O M Correspondance générale 208, fol. 584.

réagir contre la propension naturelle des gouverneurs du Sénégal à ne lui communiquer que des informations fragmentaires et épisodiques sur la dépendance de Gorée. Désormais, il exigea que le commandant particulier rédige chaque année une "compte-raisonné" de l'ensemble de la situation et il tint la main à ce que le gouverneur accompagne ce travail de ses propres observations (155).

Evidemment, il ne s'agissait là que d'une mesure limitée mais cependant significative d'un intérêt nouveau porté à la dépendance de Gorée. Quelques années plus tard, en 1845, un pas nouveau a été franchi. On sait qu'à la suite de la conférence de Londres , à laquelle participait Bouët-Willaumez, France et Angleterre ont décidé d'intensifier la lutte contre la traite. La France s'étant engagée à accroître considérablement le nombre des navires de la Station navale, elle en confia le commandement à un officier général, le contre-amiral Montagniès de la Roque, ancien gouverneur du Sénégal (156). Pour éviter toutes frictions entre les diverses autorités de la côte et accroître l'efficacité de la politique de la France, Montagniès de la Roque aurait voulu avoir autorité sur le gouverneur du Sénégal (157). Mais le ministère ne semblait pas encore décidé à une mesure aussi radicale. Il se contenta de faire du commandant de la Division navale l'inspecteur général des comptoirs et Gorée qui était sa résidence devint en quelque sorte la capitale administrative des comptoirs. L'autorité appartenait toujours au gouverneur qui pouvait en déléguer une partie au chef de la Division.

---

(155) Ministre à gouverneur, 10 septembre 1841, n°281, A N S O M Sénégal VII 10b. Du même au même, 9 septembre 1842, n°211, A N S O M Sénégal Correspondance générale 197.

(156) Le nombre des navires de la Division passa de 9 à 25 AN Marine BB4 627 et BB4 633.

(157) Montagniès de la Roque à ministre, 28 juillet 1845,

Celui-ci ou ses officiers devenaient, suivant la formule de Schnapper, "les yeux et les oreilles" du gouverneur qui ne pouvait guère quitter le Sénégal. En effet, l'inspecteur recevait le droit de contrôler les actes des commandants des comptoirs. En cas d'urgence, il faisait connaître ses vues sur la direction à imprimer aux intérêts commerciaux et politiques et il pouvait donner des ordres et prendre les mesures nécessaires, à condition d'en rendre compte aux gouverneurs (158). En fait, les comptoirs tendaient à devenir des annexes de la Division qui, en droit, était indépendante du gouverneur.

Cette dernière mesure n'améliora guère la situation car demeuraient pour le gouverneur et le commandant de la Division les difficultés de se concerter en temps opportun et pour les chefs de comptoirs le danger de se trouver devant des ordres contradictoires (159).

Devant la complexité de ces problèmes, il apparut bien vite que la meilleure solution consistait à rendre Gorée indépendante de Saint-Louis et à la placer éventuellement sous l'autorité du commandant de la Division navale. Agitée à plusieurs reprises dans le passé, cette idée prit une force toute nouvelle en 1845. Montagniès de la Roque, au moment de prendre son commandement la préconisait ouvertement. Pour lui, la création de comptoirs éloignés avait rendu plus urgente la nécessité d'une telle mesure. Degorne l'approuvait également et la direction des Colonies se décidait à la faire étudier. De son côté, le commerce du Sénégal faisait savoir

---

(157) suite

A N S O M Sénégal VII 10c.

(158) Ministre à Montagniès de la Roque, 12 octobre 1845, ibid.

(159) Ministre à gouverneur, 10 décembre 1847, n°471, ibid.

dans le Journal du Havre, par la voix de Durand-Valantin qu'il ne voyait dans la séparation que des avantages pour la sécurité des opérations commerciales. Son point de vue étroitement égoïste était essentiellement motivé par la situation faite aux Français en Gambie par leurs rivaux britanniques.

> "Nous devons espérer à l'avenir que la nouvelle position faite au gouverneur de Gorée lui permettra de soutenir plus dignement et plus efficacement nos intérêts dans cette rivière où nous occupons une position assez belle, pour entrevoir dans un avenir peu éloigné la possibilité de lutter avec avantage contre le commerce anglais" (160).

Quelques mois plus tard, le conseil d'arrondissement de Gorée invoquant les mêmes raisons de sécurité émit officiellement le voeu d'une prompte séparation administrative (161). En le transmettant au ministre, le gouverneur Houbé exprima les plus vives critiques. La médiocre importance tant de Saint-Louis que de Gorée ne justifiait nullement à ses yeux une telle mesure par ailleurs source de dépenses nouvelles et de travail supplémentaire pour les bureaux du département (162). Mais ses arguments n'ébranlèrent point le ministère qui, en novembre 1846, présenta au roi un rapport concluant à "la séparation du Sénégal et de Gorée en deux sièges distincts de gouvernement et d'administration". Un projet d'ordonnance définissait les grandes lignes du gouvernement de Gorée confié à un commandant supérieur assisté

---

(160) Journal du Havre, 18 octobre 1845.

(161) Conseil d'arrondissement de Gorée, séance du 25 janvier 1846, A N S O M Sénégal IV 21b.

(162) Gouverneur à ministre, 5 avril 1846, n°150, A N S O M Sénégal I 29a. Houbé a repris et développé ses argu-

d'un conseil d'administration (163).

Tout semblait donc prêt pour qu'une solution radicale soit enfin apportée à un problème qui se posait depuis de longues années lorsque le ministère se décida in extremis à classer le rapport. Les raisons qui ont provoqué ce revirement n'apparaissent point en toute clarté faute de commentaire circonstancié de la direction des Colonies. Mais, comme on l'a vu, cette mesure devait s'inscrire dans un contexte plus large et en particulier devait être accompagnée par la réforme du régime douanier. Or, peu après la rédaction de son rapport, la direction des Colonies apprit le refus de la direction des douanes de consentir à la création d'un port franc à Gorée. Les chambres de commerce, consultées à l'initiative du ministère des Finances, se prononcèrent dans le même sens.

D'autre part, l'administration de Saint-Louis n'était point disposée à une rupture qui diminuait son importance et portait atteinte à son prestige. Le nouveau gouverneur, Bourdon de Gramont, qui avait formulé des réserves avant de quitter la France, fut convaincu, deux mois après sa prise de commandement, du danger d'une telle mesure. Non seulement il s'en ouvrit au ministre de la Marine, mais il prit aussi le parti d'écrire confidentiellement à Guizot, le véritable chef du ministère (164). Pour le gouverneur, la séparation, sans aucun avantage pour l'avenir, entraînera inévitablement une foule d'inconvénients graves tant sur le plan économique

---

(162) suite
ments dans son mémoire de remise de service à son successeur Bourdon de Gramont, 29 août 1846, A N S O M Sénégal I 30a.

(163) Rapport au roi, 3 novembre 1846, A N S O M Sénégal VII 11 a.

(164) Bourdon de Gramont avait été reçu avant son départ par

que sur le plan administratif. Par exemple, en relevant désormais de deux autorités distinctes, les négociants de Saint-Louis, trafiquant également vers le sud ne risquent-ils pas d'être entravés dans leurs opérations commerciales et de connaître alors le découragement et peut-être la ruine ? D'autre part, la gestion du personnel, déjà rendue difficile par les vacances et les mutations fréquentes provoquées par le climat, sera considérablement aggravée lorsque les administrateurs de deux petits gouvernements totalement indépendants devront se suffire à eux-mêmes. L'intervention du gouverneur du Sénégal auprès de Guizot au moment où le gouvernement hésitait à la suite des résistances suscitées par sa politique de réforme a peu être été décisive.

"L'ajournement indéfini" de la mesure de séparation et la persistance des conflits de compétence imposèrent au ministère de préciser à nouveau les attributions du commandant de Gorée. De Mackau chargea le gouverneur d'examiner la question en conseil d'administration (165). En laissant à Saint-Louis le soin de régler un problème aussi délicat, le risque était grand de n'aboutir qu'à une solution inefficace. C'est ce qui ne manqua point d'arriver. Tout d'abord, l'affaire traîna en longueur car le projet d'arrêté ne fit l'objet d'une délibération qu'en février 1848 (166). Transmis au ministre pour approbation, celui-ci ne la donna que

---

(164) suite
Guizot, entrevue peut-être motivée par les rapports franco-anglais particulièrement tendus à Albréda. Peut-être connaissait-il personnellement le ministre des Affaires étrangères. De Gramont à Guizot, 5 novembre 1846, AMAE M & D Afrique 44,fol.179.

(165) Ministre à gouverneur, 8 janvier 1847, n°8, A N S O M Sénégal VII 11b.

(166) Conseil d'administration, séance du 17 février 1848,

tardivement et à titre d'essai (167).

La volonté du gouverneur de ne point se dessaisir de ses pouvoirs se reflète nettement dans les dispositions de l'arrêté qu'il justifiait en se retranchant derrière l'ordonnance de 1840. Sans doute, l'article 1 stipule-t-il que le commandant de Gorée a autorité sur tous les fonctionnaires civils et militaires mais les articles suivants limitent singulièrement ses moyens d'action. Ainsi, il reçoit du gouverneur le budget de la dépendance avec la répartition des travaux décidés par le conseil d'administration et les chefs de service de Saint-Louis se contentent de le tenir informé de leurs ordres à leurs subordonnés de Gorée (art.21). Chaque mois, le commandant particulier réunit ces derniers qui lui rendent compte de la situation des travaux et des différents besoins de chaque branche de l'administration, il informe le gouverneur du résultat de ses réunions (art.4). Il est l'intermédiaire obligé du gouverneur auprès du commandant de la Division navale au cas où le concours de ses bâtiments s'avèrerait nécessaire (art.5). Enfin, il a l'administration supérieure des postes de la Casamance et des comptoirs du bas de la côte (art.7).

Plusieurs raisons expliquaient les réticences du ministre. En effet, celui-ci reprochait au gouverneur tout d'abord de ne pas avoir appelé en consultation le commandant particulier à la délibération du conseil d'administration, ensuite, ce qui était beaucoup plus grave, de n'avoir point résolu le problème essentiel, c'est-à-dire "le mode de relations entre le chef-lieu et Gorée sous le rapport de l'action

---

(166) suite
A N S O M Sénégal VII 26bis 9; gouverneur à ministre, 13 mars 1848, n°107, ANS AOF 2B 29.

(167) Ministre à gouverneur, 21 septembre 1848, n°242, A N S O M Sénégal VII 11b.

du commandant particulier", et enfin de lui avoir renvoyé la décision en stipulant dans l'article 7 que les attributions du commandant comme administrateur supérieur des comptoirs devaient être fixées ultérieurement par des instructions particulières (168).

Le ministre dans cette période de difficultés politiques et économiques particulièrement graves ne chercha point à sortir de l'impasse. Aussi, difficultés administratives et conflits de compétence continuèrent comme auparavant. Aumont, commandant particulier de Gorée, tint à l'arrivée du nouveau gouverneur, le capitaine de frégate Protet, à lui faire part de ses réflexions (169). Pour lui, le commandant particulier remplit, à quelques différences près, à l'égard des comptoirs de la côte les mêmes fonctions que le gouverneur du Sénégal à l'égard de ceux du fleuve, il doit donc posséder les mêmes pouvoirs que le gouverneur à Saint-Louis. Cependant, il doit dans tous les cas exceptionnels en référer au gouverneur envers lequel il est seul responsable et duquel il dépend directement. Tous les ordres revêtus de l'approbation du gouverneur devraient obligatoirement passer par lui au lieu d'être adressés directement par les chefs de service à leurs subordonnés de Gorée. Aumont concluait en faveur d'un renforcement sensible des pouvoirs du commandant

---

(168) Ibid.

(169) AUMONT, Pierre, Auguste, Eugène né à Paris en 1802, est entré comme volontaire dans la marine en 1819. Capitaine de corvette en 1846, il est nommé capitaine de frégate deux ans plus tard. Il est nommé commandant particulier de Gorée le 20 octobre 1848 et il exercera cette fonction du 4 mars 1849 au 26 avril 1853. Après le départ de Baudin qui l'appréciait, il assura l'intérim du gouvernement du Sénégal du 31 août au 11 octobre 1850, date de l'entrée en fonctions de Protet.

mais il n'allait pas jusqu'à réclamer une séparation totale (170). En attendant, la mesure qu'il préconisait permettait d'améliorer l'efficacité du service et éventuellement de préparer la voie à la création de deux gouvernements distincts. Protet, conscient des insuffisances de l'arrêté de février 1848, trouva justes les observations d'Aumont et demanda au ministre de reconnaître l'autorité du commandant particulier (171). A Paris, on partagea le point de vue de Protet d'autant plus facilement qu'il se rapprochait des instructions données en 1847. Le ministre prescrivit au gouverneur de prendre dans les plus brefs délais toutes les dispositions nécessaires pour que les fonctionnaires de Gorée soient désormais placés sous les ordres du commandant de l'île. Dans la pratique, ce dernier recevra les instructions du gouverneur et donnera ensuite les siennes aux différents chefs de service de Gorée. Pour le ministre, il s'agissait d'une expérience dont il importera, le moment venu, de tirer les conclusions et il regrettait que, faute d'une interprétation correcte de ses directives par l'administration saint-louisienne, trois années aient été perdues (172).

A propos des rapports entre le gouverneur et le commandant de la Division navale, le régime instauré en 1845 pour l'administration des comptoirs comportait une dualité des pouvoirs qui s'avéra vite fâcheuse. Aussi, le ministre fut-il conduit en décembre 1847 à limiter le rôle du commandant de la Division navale à celui "d'un inspecteur général

---

(170) Rapport du capitaine de frégate Aumont au gouverneur, novembre 1850, A N S O M Sénégal VII 11 e.

(171) Gouverneur à ministre, 10 février 1851, n°77, ibid.

(172) Ministre à gouverneur, 4 avril 1851, n°206, ibid.

se bornant à voir et à contrôler sans ordonner" (173). Mais le problème n'était pas résolu pour autant. En effet, si le gouverneur recouvrait la plénitude de sa responsabilité, il ne disposait toujours pas des moyens de l'exercer. Il demeurait sous la dépendance du commandant de la Division pour les besoins indispensables et les interventions nécessaires à la sécurité du commerce. Par ailleurs, souvent mal et tardivement informé de la situation dans les comptoirs, il lui était très difficile de prendre les décisions appropriées (174). Dans de telles conditions l'entente entre les deux hommes était indispensable. Elle a été réelle en 1848-1850 lorsque Bouët- Willaumez assumait le commandement de la Division navale et Baudin celui du Sénégal. Le premier écrivait:

> "Voici le temps revenu où l'on peut dire que la station et la colonie si longtemps deux rivales, ne sont plus que deux soeurs toujours prêtes à s'entr' aider" (175).

Bouët-Willaumez était trop expérimenté et trop lucide pour ignorer qu'il s'agissait là d'une situation exceptionnelle. En temps normal, l'entente entre les deux responsables de la politique française sur la côte occidentale d'Afrique était difficile à réaliser, tant les susceptibilités sont

---

(173) Ministre à gouverneur, 10 décembre 1847 et ministre à commandant de la Division navale, même date, n°82, A N S O M Correspondance générale 213, fol.731 et 1128.

(174) En 1851, le commandant de la Division navale Penaud écrivait "le gouverneur du Sénégal n'apprend que ce que l'on veut bien lui écrire sur les comptoirs". Commandant à ministre, 22 février 1851, A N S O M Afrique I 8b.

(175) Commandant de la Division navale à ministre, 18 décembre 1848, A N S O M Afrique I 6a.

mises à rude épreuve. En définitive, dans ce domaine comme dans celui des relations entre le gouverneur du Sénégal et le commandant de Gorée la séparation entre Saint-Louis et Gorée apparaissait à nouveau comme la seule solution (176). A peu près au même moment, les bureaux de la direction des Colonies ressortaient des cartons le projet élaboré en 1846.

5°- Vers une prochaine occupation de la presqu'île du Cap Vert

Ainsi, au moment où la direction des Colonies prend davantage en considération les intérêts de Gorée sous l'influence de divers facteurs et en particulier de la crise du commerce de la gomme et des débuts prometteurs de celui des arachides, le problème de l'occupation de la presqu'île du Cap Vert ne pouvait manquer de se poser (177). Il n'était point nouveau puisqu'il avait été débattu à plusieurs reprises au XVIIIe siècle, en particulier par Godeheu, directeur de la Compagnie des Indes dans un important mémoire sur le Sénégal de 1754 et par Durand, directeur de la Compagnie du Sénégal dans son Voyage au Sénégal paru en 1802 (178). D'ailleurs les responsables de la politique française sous l'Ancien Régime avaient tenté de préparer l'avenir en concluant

---

(176) Du même au même, 18 mai 1850, n°59, A N S O M Afrique I 8a.

(177) Sur cette question voir FAURE : Histoire de la presqu'île du Cap Vert, op.cit., CHARPY : La fondation de Dakar, op.cit; et SECK : Dakar métropole ouest africaine, op.cit.chap.7: l'installation française à Dakar.

(178) GODEHEU : Mémoire sur le Sénégal en février 1754, BN ms franç. 8993 cité par BECKER (Ch.) et MARTIN (V.). Kayor et Baol royaumes sénégalais et traite des esclaves au

avec le Kayor plusieurs traités. Ainsi en 1679, le lieutenant-général Du Casse, en 1764 et en 1765 le gouverneur Poncet de la Rivière et en 1787 le chevalier de Boufflers avaient eu pour but d'assurer à la France la possession de la "grande terre" qui appraissait d'une merveilleuse fertilité à tous ceux qui vivaient sur le rocher stérile de Gorée. La validité de ces premiers traités ne fut pas à l'abri de toute contestation à la suite des conditions dans lesquelles ils avaient été conclus et de l'indépendance acquise au début du XIXe siècle par les Lébou à l'égard du damel.

Dernièrement Lucie Colvin a analysé d'une manière pertinente ces traités en insistant sur leurs limites. Par ailleurs, elle constate que les difficultés de communication ont contribué à entretenir le mythe que ces traités avaient pleine valeur pour la colonie du Sénégal. En effet, les ministres ne retenaient que les clauses de cession territoriale et voulaient ignorer toutes les autres modalités de ces différents accords (179). Ainsi, le gouvernement français n'abandonnait point ses prétentions et au moment de la reprise, il donnait pour instructions au gouverneur Schmaltz de mettre en vigueur, s'il était possible, le traité de 1787 qui prévoyait la cession de la totalité de la presqu'île du Cap Vert.

> "Le Cap Vert et les terres voisines depuis la pointe des Mamelles jusqu'au Cap Bernard furent cédées en

---

(178) suite
XVIIIe siècle, RFHOM, t.62, 1er et 2e trim. 1975, p.288; DURAND : Voyage au Sénégal op.cit.

(179) COLVIN (Lucie): Kajor and its diplomatic relations with Saint-Louis du Sénégal 1763-1861, Columbia University, Ph D, 1972, Xerox University micro-films, Ann Arbor, Michigan. Voir chap.III : Kajor and the French merchants princes of the later eighteenth century.

toute propriété à la France par deux traités passés en 1763 (180) et 1765 entre le roi de Cayor et le gouverneur du Sénégal ... La France y acquit de nouveaux droits en 1787 par un traité conclu entre le même prince et le chevalier de Boufflers pour la cession de la presqu'île du Cap Vert. Comme il n'en a jamais pris possession, qu'aucun édifice n'y a été élevé, qu'aucune culture n'y a été établie, ni aucun acte de souveraineté exercé par le gouvernement français, il serait possible que le roi actuel ainsi que les naturels qui l'habitent regardassent cette cession comme nulle aujourd'hui. En conséquence, le colonel Schmaltz commencera par s'assurer des dispositions du roi de Cayor à l'égard du traité conclu en 1787 et dans le cas où ce prince refuserait de reconnaître et d'effectuer la cession déjà faite de la presqu'île du Cap Vert, il entrerait avec lui en arrangement et renouvellerait l'acquisition par un nouveau traité" (181).

Mais pendant trente ans rien ne fut entrepris dans ce sens, seuls furent conclus avec les chefs Lébou de Dakar des traités rendus indispensables par le développement des relations entre les habitants de Gorée et ceux de la presqu'île (182). L'inertie du gouvernement ne signifiait point qu'il

---

(180) En réalité 1764.

(181) Instructions au colonel Schmaltz, 18 mai 1816, SCHEFER: Instructions générales..op.cit.t.1,pp.230 et suivantes.

(182) Ces traités de 1826 sur le sort des navires naufragés et de 1830 sur les taxes prélevées par les dakarois en particulier sur les matériaux destinés aux Goréens ont été évoqués chapitre XIV.

entendait laisser prescrire les droits que, selon lui, les traités d'Ancien Régime lui conféraient. Au contraire, il entendait rester ferme sur le plan des principes. De sérieuses raisons l'y incitaient. Sans doute la plupart n'étaient point nouvelles mais dans les années quarante, elles commençaient à s'imposer avec force et les partisans de l'occupation ne manquaient point de les rappeler avec force dans le but de pousser le gouvernement à l'action.

La sécurité d'abord. Les guerres entre les puissances coloniales sous l'Ancien Régime avaient démontré d'une manière éclatante que la défense de Gorée aurait pu être assurée si des installations militaires avaient existé sur la presqu'île du cap Vert. Dans la pensée de Poncet de la Rivière, lorsqu'il signa les traités avec le Kayor, la cession à la France des pointes de Dakar et de Bin aurait permis d'installer des batteries destinées à croiser leurs feux avec celles de Gorée (183). Les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient confirmé d'une manière éclatante cette nécessité. La tension avec l'Angleterre et les rumeurs de guerre à l'automne 1840 ne manquèrent point d'attirer une nouvelle fois l'attention du gouvernement sur l'extrême vulnérabilité de Gorée.

Ensuite, la dépendance de Gorée à l'égard de la "Grande Terre" devenait de plus en plus insupportable. D'une part, malgré le traité de 1826 la persistance de pillage des navires malencontreusement brisés sur les récifs de la presqu'île n'attestait-elle pas l'impuissance de la France à se faire respecter ? Les progrès de la navigation dans ces parages rendaient encore plus sensibles cette humiliante situation. D'autre part, lss habitants de l'île n'étaient-ils pas trop

---

(183) Les pointes de Dakar et de Bin correspondent à la pointe sud du port de Dakar et à celle de Bel Air.

souvent le jouet des caprices et des exigences des chefs de Dakar pour leur ravitaillement en eau, en vivres et en matériaux de construction ? Les coutumes perçues à ce propos sont considérées de plus en plus comme injustifiées. Déjà en 1754, Godeheu invoquait cette dépendance pour recommander l'occupation de la presqu'île. Au milieu du XIXe siècle, avec l'accroissement sensible de la population goréenne, il est évident que cet argument prenait une force toute nouvelle.

Durand après le chevalier de Boufflers avait largement contribué à susciter le mirage de la fertilité de la presqu'île :

> "Le terrain en est bon et couvert des plus beaux arbres; il est propre à toutes les cultures et arrosé par de petits ruisseaux qui le fertilisent; c'est l'emplacement de la côte qui invite le plus à l'établissement d'une colonie" (184).

Il est encore bien vivace en 1817 quand une entreprise privée, la société coloniale philanthropique, se lance dans la création d'une colonie agricole sur la presqu'île du cap Vert. Son échec rapide a ruiné tout projet de vastes établissements de culture. Désormais, seuls quelques habitants de Gorée s'efforceront sur de petites propriétés de récolter des légumes, des fruits et même un peu de coton. Pour les autorités locales, leur exemple devrait être d'autant plus imité que la population de Gorée ne cesse de s'accroître et que sa jeunesse trouve de plus en plus difficilement de débouchés dans le commerce. Ainsi, un des remèdes à cette grave préoccupation consisterait à inciter les Goréens à se procurer grâce à l'agriculture pratiquée sur la presqu'île du cap Vert

---

(184) DURAND : Voyage au Sénégal, op.cit., p.36.

un moyen d'existence. Mais dans cette perspective la sécurité des Goréens et de leurs entreprises pouvait se poser et la France être amenée à rappeler ses droits et éventuellement à les faire respecter.

Par ailleurs, la proximité de Dakar offrait aux Goréens de sérieuses possibilités de se soustraire aux lois françaises. Plusieurs incidents caractéristiques attirèrent l'attention sur ce problème au milieu du siècle. Tout d'abord, le fonctionnement de la justice s'est trouvé entravé à plusieurs reprises. En effet, une fois son crime commis à Gorée, le meurtrier peut s'enfuir rapidement et trouver refuge sur la presqu'île où il bénéficiera d'une immunité à peu près certaine, car il est inconcevable que les autorités puissent demander son extradition. D'autre part, sur le plan commercial, Gorée se trouve également victime de cette impuissance à obtenir justice. Le progrès du commerce des arachides a provoqué l'installation sur la "grande terre" et dans les villages de Rufisque, Joal et Portudal de nombreux traitants français et africains. Ils s'approvisionnent auprès des négociants de Gorée en marchandises indispensables à leurs échanges. Quelques uns d'entre eux succombaient à la tentation d'éluder les obligations qu'ils avaient contractées à leur égard. Cela était particulièrement facile car, si l'affaire pouvait bien être portée devant le tribunal, il était impossible de faire exécuter les jugements sur un territoire étranger.

L'émancipation des esclaves devait aussi poser d'inévitables problèmes à l'organisation judiciaire. En effet, le décret du 27 avril 1848 déclarait en principe dans son article 7 que le sol français affranchit l'esclave qui le touche. Or des Goréens propriétaires d'esclaves s'étaient installés depuis plusieurs années à Dakar et dans d'autres villages

de la presqu'île et de la petite côte. Ces propriétaires souhaitant évidemment conserver leur main d'oeuvre servile ne manquaient point de réclamer aux autorités goréennes leurs esclaves qui venaient chercher refuge dans l'île. La question était délicate. Fallait-il appliquer la disposition prévue dans toute sa rigueur ou au contraire y apporter d'opportuns assouplissements ? Autrement dit, ces Goréens, sujets français installés sur la "grande terre" devraient-ils être soumis à la même règle que les Goréens restés dans l'île et par conséquent leurs esclaves affranchis lorsqu'ils toucheraient le territoire français, ou bien fallait-il les assimiler aux propriétaires africains de Dakar et de Hann et, pour éviter les réactions hostiles de ces derniers, faire plier les principes devant les exigences politiques et repousser les esclaves qui viendraient chercher la liberté à Gorée ? (185)

Enfin, la presqu'île du cap Vert était devenue depuis quelques années un important centre de contrebande que l'administration des douanes dans l'incapacité de le faire disparaître ne cessait de dénoncer. En effet, Dakar et d'autres points de la presqu'île offraient la possibilité de s'affranchir des dispositions du régime douanier de Gorée, Le mécanisme en était simple. Des marchandises étrangères prises en transbordement sur des navires étrangers, anglais et américains le plus souvent, étaient déclarées comme étant destinées à l'exportation vers le bas de la côte, ce qui était parfaitement légal. En réalité, elles étaient dirigées vers des entrepôts établis à Dakar et dans d'autres points de la

---

(185) Le gouverneur Baudin écrivait au ministre, le 21 avril 1848 : "la question la plus difficile pour l'occupation de la presqu'île de Dakar, c'est l'émancipation des esclaves". Gouverneur à ministre, n°159, A N S O M Sénégal I 33a.

presqu'île. Elles étaient alors frauduleusement introduites à Gorée ou utilisées dans le commerce des arachides en expansion rapide.

Justement à propos de ce commerce, on constate depuis quelques années, le rôle grandissant de Dakar qui attire les fournisseurs de graines oléagineuses. Ils répugnent à venir jusqu'à Gorée et sont par conséquent une proie toute désignée pour les intermédiaires. Un nouveau centre commercial paraît devoir ainsi s'établir sur la presqu'île du cap Vert.

Enfin, l'installation, sur le conseil du gouverneur du Sénégal, des missionnaires du P. Libermann à Dakar en 1846 ne pouvait manquer d'imposer au gouvernement de veiller à leur liberté d'action et à leur sécurité. Ainsi, se trouvait posé, une fois de plus, le problème de l'autorité française sur la presqu'île du cap Vert.

A Paris comme à Saint-Louis, aux autorités confrontées à ces difficultés, l'occupation pouvait apparaître comme une solution séduisante. Pour leur part, les habitants de Gorée la proposèrent avec une insistance croissante, souhaitant en particulier la création d'une ville nouvelle. Les commandants de Gorée leur apportèrent souvent leur appui.

L'importance militaire de la presqu'île n'avait plus besoin d'être démontrée. Elle était l'évidence même. Des commandants particuliers de Gorée l'avaient rappelée mais en vain, Hesse en 1830 et Dagorne en 1836 (186). Ce dernier ne se découragea point et reviendra souvent sur ce sujet,

---

(186) Hesse à gouverneur, 1er avril 1830 et Dagorne à gouverneur, 25 septembre 1836, lettres citées par FAURE, op.cit., p.101.

en particulier dans ses comptes raisonnés annuels, ne doutant point des droits de la France sur la "grande terre" et insistant sur la nécessité de l'adjoindre à la colonie pour mieux en assurer la défense (187). Mais à partir de 1840, du fait de la conjoncture internationale, Paris se montra plus attentif à ces appels. Ainsi, la commission mixte de l'armement des côtes conclut-elle en juin 1841 à la nécessité d'entreprendre des travaux de fortification. Sur place, une commission établit, en juillet 1842, un plan de défense comprenant l'installation de batteries sur les pointes de Dakar et de Bel Air. En conséquence, le ministre de la Marine, l'amiral Duperré prescrit au gouverneur de mettre à l'étude l'occupation de la presqu'île et éventuellement d'en préparer la réalisation (188). Le Dépôt des Fortifications des Colonies, tout en reconnaissant l'intérêt des études locales, conseilla au ministre d'envoyer sur place un officier supérieur chargé d'élaborer un système de défense plus complet. Le chef de bataillon Creuly, à la suite d'une étude très précise, proposa une installation solide sur la presqu'île du cap Vert qui permettrait non seulement de répondre aux impératifs de sécurité mais aussi de développer les intérêts français et de civiliser les indigènes. Le comité des fortifications du ministère de la Guerre approuva dans ses grandes lignes le projet qui lui avait été soumis par Creuly dans sa délibération du 25 mars 1847. En définitive, outre les batteries déjà prévues, le comité proposait d'édifier vers la gorge de la presqu'île "un ouvrage fortement organisé qui puisse commander toute la position et qui serait à la fois un motif de confiance et de crainte pour les populations indigènes".

---

(187) Dagorne à gouverneur, 20 février 1842, 12 février 1843 et 1er mai 1845, A N S O M Sénégal IV 21 b.

(188) Ministre à gouverneur, 9 septembre 1842, n°211, A N S O M Correspondance générale 197.

Il insistait par ailleurs pour que l'administration s'efforce

> "de déterminer le commerce à chercher au fond de l'une des baies de Dakar et de Hann l'espace et le développement que Gorée ne peut lui donner pour ses magasins, pour la réparation de ses navires, de manière à créer ainsi dans un avenir rapproché un établissement important qui concourra puissamment à maintenir notre influence sur les populations de la presqu'île" (189).

Le principe de fortifications à construire sur la "grande terre" était donc admis, mais il restait à passer à l'exécution. Ce n'était point chose facile, car elle soulevait des questions d'ordre financier et d'ordre politique. En particulier , elle supposait une entente préalable avec les chefs de Dakar au sujet des terrains indispensables à la mise en place du système de défense. Dans l'immédiat, seule la réfection des ouvrages de Gorée fut entreprise. Visiblement, le ministre hésitait et finalement il décidait en 1847 de différer les travaux de défense sur la presqu'île :

> "Quant au fortin à construire sur la presqu'île du cap Vert, l'exécution doit en être ajournée. Ce n'est que lorsque la création d'un établissement sur cette presqu'île aura été résolue que l'on pourra se livrer aux études de terrain nécessaires pour dresser le plan de ce fort" (190).

Le ministre, le duc de Montebello, avait pris prétexte de la proposition du commandant de la Division navale,

---

(189) FAURE, op.cit., p.105.

(190) Ministre à gouverneur, 16 août 1847, n°298, ANS AOF 1B 47.

Montagniès de la Roque, d'installer à Dakar l'autorité française et d'y bâtir une ville nouvelle.

L'ancien gouverneur du Sénégal avait profité du récent pillage d'un navire naufragé dans la baie de Yof pour reprendre cette vieille idée et la présenter officiellement (191). En fait, il faisait écho aux voeux des habitants de Gorée tels qu'ils s'étaient exprimés dans les délibérations du conseil d'arrondissement et dans la pétition des négociants (192). La prise de possession de la presqu'île offrirait le moyen le plus efficace de mettre un terme aux pillages des navires et la construction d'une ville nouvelle dans l'éventualité d'une prochaine émancipation permettrait d'accueillir la population exubérante de Gorée et de lui procurer des possibilités d'existence. Montagniès de la Roque avait chargé son chef d'état-major, Bouët-Willaumez, d'étudier ce projet mais ce dernier, de retour en France au début de 1847, n'avait pu s'atteler à cette tâche.

La pression des Goréens ne se relâcha point. Le conseil d'arrondissement lors de ses sessions de 1847 et de 1848 réclama avec insistance que soit mis à l'étude le projet de création d'un centre de population à Dakar (193).

---

(191) Le commandant de la Division navale à ministre, 7 juillet 1846, A N S O M Sénégal IV 22, CHARPY, op.cit.,p.20.

(192) Conseil d'arrondissement de Gorée, séance du 3 janvier 1846; dans la pétition des négociants jointe à la lettre de Montagniès de la Roque, on relève parmi d'autres les signatures de Gasconi, Griffou, Cabeuil, Bareste et Cie, Cohen, Jaubert, Sorano, Laporte, de Saint-Jean,Sleigth et Valantin. AN SOM Sénégal IV 22. Le procès-verbal du conseil d'administration a été publié par FAURE et CHARPY.

(193) Conseil d'administration de Gorée, séances du 26 janvier 1847 et du 25 janvier 1848, ANS AOF 2 E 2. Le tex-

En fait, le ministère jouait de malchance. La dépêche par laquelle il prescrivait au gouverneur de Gramont une étude conjointe du projet d'occupation de la presqu'île et du plan de fortification de Creuly était arrivée peu de jours avant la mort du gouverneur (194). Quand il rappellera cette demande à son successeur, ce sera à la veille de la Révolution de février (195). Lorsque Baudin fait savoir que l'émancipation des esclaves ne manquera point, par la complexité des problèmes qu'elle soulève, de retarder l'occupation, le ministère ne réagit pas. Il sait que la conjoncture n'est point favorable et il attend des jours meilleurs pour la réalisation d'un projet qui continue de lui tenir à coeur.

En effet, après examen il semblait n'y avoir aucun obstacle juridique à l'occupation. La direction des Colonies dans une note de juin 1847 avait conclu d'une part à la réalité des droits de la France, et d'autre part à l'impossibilité de voir surgir des difficultés sur le plan international, illustrant cette dernière affirmation par le fait que l'occupation de la presqu'île par la société coloniale philanthropique n'aavait soulevé en 1817 aucune objection

---

(193) suite
te des procès-verbaux figure dans CHARPY pp.21 et 26. Le conseil d'administration du Sénégal dans sa délibération du 7 juin 1847 avait seulement pris acte de la proposition du conseil d'arrondissement se contentant de renvoyer la question au ministre, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

(194) Ministre à gouverneur, 14 juin 1847, ANS AOF 1B 46, CHARPY p.22.

(195) Ministre à gouverneur, 21 février 1848, n°22, A N S O M Correspondance générale 217.

de la part de l'Angleterre (196).

La doctrine du ministère établie par cette note de 1847 ne variera pas au cours des années suivantes en dépit des bouleversement politiques. Ainsi, en janvier 1848, Montebello rappellera à Guizot qu'à ses yeux, il n'existait aucun doute sur les droits de propriété et de souveraineté de la France sur la presqu'île du cap Vert, mais qu'on ne saurait être aussi affirmatif en ce qui concerne Rufisque, Joal, Portudal et le Saloum. Cette dernière question doit être réservée pour être étudiée plus tard (197). Guizot n'ayant point élevé d'objection on peut penser qu'il approuve totalement le point de vue de son collègue. La Révolution de février n'apportera point d'autre position que celle de la Monarchie de juillet (198).

Par ailleurs, le ministre ne cesse de répéter que les considérations qui poussent à envisager l'occupation de la presqu'île sont essentiellement, par ordre de priorité, les impératifs militaires, le débouché commercial et agricole offert à la population goréenne et la protection des navires contre les pillages. L'argument utilisé par Bole, juge au tribunal de première instance de Gorée sur la difficulté de

---

(196) Note sur les droits de la France à la possession de la presqu'île du cap Vert, juin 1847, AMAE M & D, Afrique 45, fol.16.

(197) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, président du Conseil, 24 janvier 1848, ibid, fol.10.

(198) Ministre à gouverneur, 3 mars 1848, n°3bis ANS AOF 1B 48. A noter cependant l'intérêt porté à la propriété des Africains. Le ministre précise que dans la perspective d'une éventuelle occupation il importe de s'y préparer et,pour éviter toute difficulté,de faire constater

faire exécuter les sentences ne saurait jouer un rôle décisif car l'extension de la souveraineté de la France sur la presqu'île ne ferait que déplacer le problème, car il serait toujours possible de s'installer un peu plus loin et d'échapper à d'éventuelles poursuites (199). D'autre part, la répression de la contrebande ne constitue pas non plus un motif suffisant aux yeux du ministère. Au contraire, annotant le rapport de Dagorne de 1845, évoquant le nombre croissant d'établissements sur la presqu'île et la tentation toujours plus forte de se soustraire au régime douanier de Gorée, le ministre se prononçait pour le "laissez-faire" qui "fera développer ses germes". C'était donc un encouragement donné à cet "envahissement pacifique" qui progressivement renforcera la position de la France(200).

A la fin des années quarante, il,est évident que gouverneurs et ministres partagent la conviction exprimée dès 1842 par Dagorne, que

> "l'adjonction de la presqu'île de Dakar au territoire de la colonie... arrivera forcément un jour. Un des meilleurs moyens de préparation à ce changement est, sans aucun doute, l'extension de la culture de

---

(198) suite
l'état de la propriété indigène, "les titres de la France ne peuvent empiéter sur les droits de la propriété privée".

(199) Rapport de Bole au gouverneur 5 septembre 1847. Le juge prétendait étendre la juridiction de la France sur Rufisque, Joal et Portudal : ministre à gouverneur, 24 janvier 1848, déjà citée.

(200) Dagorne, compte raisonné 1er mai 1848, A N S O M Sénégal IV 21b.

nos habitants sur la presqu'île" (201).

Cette installation n'a pas uniquement un aspect économique car elle s'accompagne d'une oeuvre de civilisation en diffusant parmi les Africains les idées européennes (202). L'annexion de la presqu'île s'effectuera d'autant plus facilement et d'autant plus rapidement que les Goréens seront plus nombreux.

Les progrès récents du commerce des arachides devaient faciliter incontestablement cet "envahissement pacifique". Les gouverneurs et les ministres qui admettaient maintenant le principe d'une occupation officielle ne pourront plus longtemps ignorer cette prise de possession effective par les Goréens. La proclamation de la souveraineté française sur la presqu'île du cap Vert paraissait devoir être proche.

6°- Une nécessaire diversification de l'économie

La brutale crise de la gomme et la langueur persistante du commerce goréen donnèrent, au tout début des années quarante, une bien plus grande acuité au besoin ressenti depuis longtemps de rechercher de nouveaux aliments au commerce d'exportation du Sénégal. Aux raisons d'équilibre économique s'ajoutaient d'impérieuses considérations politiques et sociales. Les traitants endettés, les capitaines de rivière et les laptots sans emploi ainsi que la jeunesse de Gorée sans avenir, accablés par leur misère et leur désespoir risquaient de s'éloigner des Français.

La politique d'exploration inaugurée par Bouët et des-

---

(201) Commandant de Gorée à gouverneur, 29 décembre 1842, A N S O M Sénégal XIII 20c.

(202) Conseil d'arrondissement de Gorée, séance du 3 janvier 1846 déjà citée.

tinée à mieux connaître l'intérieur, ses besoins éventuels en marchandises européennes et ses ressources en produits d'exportation ne pouvait porter de fruits qu'à plus ou moins long terme. La situation économique par sa gravité exigeait de bien plus prompts résultats. Bouët, comme gouverneur, l'a bien compris. Son expérience du pays, sa grande lucidité lui faisaient mesurer toute l'importance de l'enjeu. Aussi, les historiens du Sénégal, ont-ils été trop souvent tentés de lui attribuer la paternité des initiatives prises à cette époque en faveur de la diversification de l'économie alors que la vérité commande de signaler que la voie a été largement ouverte par ses prédécesseurs, Montagniès de la Roque et Pageot des Noutières.

L'exploitation des richesses en poissons des côtes de la Sénégambie et la relance des activités agricoles un peu plus de dix ans après leur abandon ont paru alors offrir un remède efficace aux difficultés économiques.

a) La pêche

L'abondance en poissons de la côte occidentale d'Afrique et tout spécialement de la zone comprise entre le cap Blanc et le Sénégal avait été repérée dès les premières navigations européennes. Après les Portugais, les Hollandais, les Anglais et les Français le constatèrent à leur tour comme en témoignent nombre de documents des XVIIe et XVIIIe siècles. En 1728, le P. Labat dans sa Nouvelle relation de l'Afrique occidentale donnait les renseignements les plus complets sur les poissons, leur capture et la valeur alimentaire de leur chair. Il évoquait surtout la baie d'Arguin écrivant :

> "Ce golfe est comme un étang toujours plein de poissons dont on ne peut diminuer la quantité quelque nombre qu'on en prenne. Il s'y voit, entre autres,

> des vieilles d'une grandeur surprenante ... Ce poisson ressemble si fort à la morue ... que les Hollandais ... les ont appelés "grosses morues" ... On sale la vieille comme la morue de Terre-Neuve; mais comme elle est plus grosse, il faut y apporter plus de soin, la saler deux fois, la bien presser et la faire sécher ou mettre en barriques avec précaution. Moyennant cela, elle se conserve longtemps, se transporte partout et peut être le fond d'un très bon commerce" (203).

Au début de la Restauration, Corréard et Savigny, dans leur célèbre relation du naufrage de la Méduse, fournirent des indications dignes d'intérêt sur l'abondance et la variété des poissons et émirent sur l'utilisation de ces richesses des vues que négligèrent leurs contemporains :

> "Dans ces parages du cap Blanc, les eaux calmes d'Arguin ... sont peut-être les plus riches du monde en poissons de toutes sortes ...
> Ces incalculables richesses ichtyologiques jusqu'à ce jour dédaignées sont à la France ... Les "vieilles" ou morues d'Afrique dont le nombre apparaît comme inépuisable, vivent dans les eaux françaises. Arguin est un nouveau Terre-Neuve sur lequel nos droits sont indiscutables" (204).

Peu de temps après, le capitaine de vaisseau Roussin, futur amiral et ministre de la Marine, effectua dans ces pa-

---

(203) LABAT (Le Père) Nouvelle relation de l'Afrique occidentale, op.cit., t.1, pp.60-62.

(204) SAVIGNY (J.B.) et CORREARD (A.). Naufrage de la frégate "la Méduse", Paris, 1817. Réédition aux Editions Résonnances 1979, 189 p. Les deux auteurs font allusion au fort français d'Arguin qui au début du XVIIIe s. avait

rages des reconnaissances hydrographiques qui confirmèrent pleinement les faits signalés antérieurement (205). Mais toutes ces informations pourtant prometteuses n'éveillèrent aucun écho tant en France qu'au Sénégal. Pourtant, dans ce pays la pêche représentait pour ses habitants une activité traditionnelle dont les Européens avaient remarqué depuis longtemps l'importance pour l'alimentation et l'économie africaine. Les pêcheurs wolof de Guet N'Dar et lébou de la presqu'île du cap Vert en offraient une excellente illustration (206). Outre l'approvisionnement en poisson frais des marchés de Saint-Louis et de Gorée, ils pratiquaient le séchage afin de ravitailler les villages de l'intérieur.

Malgré ces informations prometteuses, les Français n'ont pas songé à élargir les activités de pêche du Sénégal et à exploiter à leur profit la richesse exceptionnelle des côtes mauritaniennes. Un timide essai en 1826 se solda par un échec. Mais brusquement, la publication en 1840 de l'ouvrage de Sabin Berthelot intitulé De la pêche sur la côte occidentale d'Afrique remit la question à l'ordre du jour (207).

---

(204) suite
pour tâche d'écarter les rivaux européens du commerce de la gomme.

(205) GRUVEL (A) et BOUYAT (A). Les pêcheries de la Côte occidentale d'Afrique, t.2, pp.127-128.

(206) Sur la pêche à Saint-Louis, voir CAMARA, op. cit., ch. III et sur celle de la presqu'île du cap Vert, BALANDIER (G) et MERCIER (P), Particularisme et évolution, les pêcheurs lébous, Etudes Sénégalaises, n° 3, IFAN, Saint-Louis, 1952, X-216 p.

(207) BERTHELOT (S) : De la pêche sur la côte occidentale d'Afrique, Paris, A. Bertrand, 1840.

Berthelot, directeur de collège et consul de France à Ténériffe avait également écrit une histoire naturelle des Canaries et à cette occasion avait rassemblé une abondante documentation sur les pêches. Son nouvel ouvrage présentait un aspect plus scientifique que pratique mais il se terminait néanmoins par un appel aux armateurs de France en leur indiquant combien riche est la "moisson de succès et de gloire" qui s'offrent à eux. Mais, s'ils ne l'ont point entendu, Bouët en a compris tout de suite la portée. Alors commandant de la Station extérieure, il proposa au ministre de vérifier sur les lieux les allégations de Berthelot (208). Le ministre acquiesça en mai 1841 et lui demanda d'examiner également :

> "la possibilité de tirer parti de ce genre de pêche tant pour l'avantage particulier de la colonie du Sénégal que pour l'intérêt général de notre navigation et de notre commerce" (209).

Au même moment, l'amiral Duperré prescrivit au gouverneur Montagniès de la Roque une enquête analogue (210).

Bouët qui avait déjà exploré la côte à la suite d'une mission qui en 1840 l'avait mené de Mogador et de l'oued Noun jusqu'au Sénégal poursuivit ses investigations avec sa détermination habituelle. Il remit en novembre 1841 son rapport au ministre qui, pour couper court à toutes spéculations hasardées, décida d'en publier des extraits dans les Annales Maritimes et Coloniales (211). Le commandant de la Station

---

(208) Bouët à ministre, 28 mars 1841, A N S O M Sénégal XIII 50b.

(209) Ministre à Bouët, 28 mai 1841, ibid.

(210) Ministre à gouverneur, 28 mai 1841, n°150, ibid.

(211) Bouët à ministre, 15 novembre 1841, ibid. Extrait d'un rapport adressé le 15 novembre 1841 à Monsieur le ministre de la Marine par Bouët, capitaine de corvette

extérieure, après s'être rendu sur place, confirmait les assertions de Berthelot sur la richesse ichtyologique de la région. Il distinguait trois zones de pêche, celle de l'oued Noun s'étendant de Mogador au cap Bojador, celle du Sahara limitée au sud par le cap Blanc et enfin celle du Sénégal atteignant l'embouchure de la Gambie. Ces deux dernières zones pourraient être exploitées par les Français. Cependant aucune tentative ne pouvait être effectuée avant que soit résolu le problème majeur de la conservation. Berthelot s'était contenté de souligner le caractère sommaire des méthodes des pêcheurs canariens. En effet, ceux-ci n'effectuent qu'un salage du poisson, c'est-à-dire une simple "préparation au vert" (212). Aussi, pour Bouët, la question essentielle est de savoir s'il est possible de sécher avec succès le poisson africain et en conséquence de garantir sa longue conservation. Malgré cet obstacle, il ne désespère pas de doter "notre navigation métropolitaine et coloniale d'une branche commerciale de plus".

Le ministre de la Marine avait informé son collègue du Commerce des conclusions de Bouët et lui avait demandé de les faire connaître aux négociants et aux armateurs susceptibles d'être intéressés (213).

---

(211) suite
commandant de la Station extérieure d'Afrique au sujet des faits contenus dans l'ouvrage publié par Berthelot, Annales Maritimes et Coloniales, juin 1842, partie non officielle, pp.1157-1163.

(212) Sur ce "salage en saumure" des poissons entassés dans des barils bien fermés voir LA MORANDIERE (Charles de) Histoire de la pêche française de la morue en Amérique septentrionale, Paris, Maisonneuve et Larose, t.3, 1966, p.1098.

(213) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 22 avril 1842; le 16 août il lui adresse des tirés à part du

Pour sa part, le gouverneur du Sénégal, Montagniès de la Roque n'avait point étudié la question, mais en mars 1842 il transmettait au ministre le curieux mémoire du négociant saint-louisien Sarrazin (214). Pour ce dernier, il paraîtrait impensable, au moment où la population indigène est "ensevelie sous la plus profonde misère", de repousser cette industrie nouvelle. En conséquence, des essais devraient être entrepris pour déterminer la qualité du poisson, rechercher les moyens de conservation et préciser les goûts des consommateurs éventuels. Persuadé que les commerçants de Saint-Louis ne voyaient guère plus loin que leur bénéfice immédiat, il suggérait de profiter de l'occasion du prochain renouvellement de la Compagnie de Galam pour lui imposer l'obligation de tenter l'exploitation des mers poissonneuses. En particulier, elle pourrait établir des sécheries à Arguin ou à défaut à Dakar et à Hann. Pour désarmer les adversaires de cette solution dirigiste, Sarrazin faisait remarquer qu'en l'occurrence le privilège si souvent décrié servirait l'intérêt général car la population la plus nombreuse, c'est-à-dire les indigènes, sera la première à en tirer profit. Le gouverneur en se ralliant à cette solution confirmait le rôle que l'administration souhaitait faire jouer à la compagnie dans le développement économique du Sénégal.

Mais à Paris, le ministre trouvait que l'administration coloniale avait manqué à tous ses devoirs en ne lui fournissant pas un "travail raisonné" sur la question. Il demandait donc au successeur de Montagniès de la Roque, Pageot des

---

(213) suite
rapport de Bouët pour être envoyés aux chambres de commerce des ports suivants : Dunkerque, Dieppe, Rouen, Le Havre, Cherbourg, Granville, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Bayonne et Marseille, A N S O M Correspondance générale 198 ,fol.237 et 485.

(214) Gouverneur à ministre,11 mars 1842, n°91, ANS AOF 2B 18.

Noutières, de faire le point à la lumière des rapports de Bouët et de Sarrazin (215). En fait, en cette année 1842, les choses n'avancèrent point. Pageot des Noutières accaparé par la mise en place d'une nouvelle réglementation du commerce de la gomme et les oppositions qu'elle soulevait, n'entreprit aucune réflexion sur l'avenir de la pêche au Sénégal. Par ailleurs, la Compagnie de Galam fut reconduite pour un an, sur l'ordre du ministre, sans aucun changement de ses statuts (216).

Tout allait changer avec l'arrivée de Bouët comme gouverneur, en février 1843. En effet, il n'avait point cessé de s'intéresser au problème des pêches africaines depuis plusieurs années et il était bien décidé à tenter une expérience. Aussi, avant son départ avait-il recueilli les avis des spécialistes de la Chambre de commerce de Saint-Malo qui lui avaient déclaré préférer recevoir le poisson préparé au vert plutôt que séché sur les lieux de pêche. C'était d'ailleurs de pratique courante pour la morue ramenée de Terre-Neuve en France.

Dès le 1er mars, Bouët expédie la Malouine commandée par le lieutenant de vaisseau Fleuriot de Langle, puis en août, la Vigie avec mission de recueillir le maximum d'informations précises sur les lieux et les périodes de pêche ainsi que sur les espèces de poissons (217). Peu de temps après, il

---

(215) Ministre à gouverneur, 24 avril 1842, ANS AOF 1 B 33.

(216) Gouverneur à ministre, 24 août 1842, n°323. Dans cette lettre, Pageot des Noutières annonce le départ pour la France de Durand-Valantin, alors directeur de la Compagnie de Galam sans avoir remis le mémoire qu'il avait promis sur la pêche, A N S O M Sénégal XIII 50b.

(217) Instructions au commandant de la Malouine, 1er mars 1843, au commandant de la Vigie, 10 août 1843, ibid.

faisait expédier en France plusieurs barils de poissons pêchés en octobre et novembre et salés sur place, c'est-à-dire dans le voisinage des Canaries. Les chambres de commerce de Granville et de Saint-Malo à qui ils étaient destinés étaient priées de donner leur avis sur le profit que les armateurs français pouvaient éventuellement tirer de ces ressources nouvelles. Il est à noter qu'elles présentaient l'important avantage de pouvoir être exploitées au moment où les pêcheurs de Terre-Neuve étaient sans travail (218). Les réponses furent loin d'être encourageantes. Pour les armateurs de Saint-Malo, le poisson expédié du Sénégal n'était pas de la morue et ne semblait pas propre à la consommation. Ceux de Granville affirmaient tout net ne pas être disposés à tenter un essai qui, à leurs yeux, ne s'imposait pas. En effet, les pêches de Terre-Neuve produisaient bien au delà des besoins métropolitains et coloniaux et les armateurs devaient constamment rechercher des débouchés à l'étranger pour leurs excédents. Dans ces conditions, l'exploitation des eaux africaines ne pourrait conduire qu'à une concurrence ruineuse (219).

Le ministère se montrait à la fois déçu et mécontent. Alors que l'administration avait, comme le prévoyait Bouët, supporté tous les frais d'études et d'essais, les armateurs avaient fait preuve de mauvaise volonté (220). Ils ne s'étaient point hâtés de prendre possession des barils et d'expertiser

---

(218) Ministre de la Marine aux membres des chambres de commerce de Saint-Malo et de Granville, 30 janvier 1844, ibid.

(219) Rapports de la Chambre de commerce de Saint-Malo, 24 septembre 1844 et de la Chambre de commerce de Granville, 28 septembre 1844, ibid.

(220) Dans sa lettre au ministre du 5 juin 1843, Bouët écrivait : "le gouvernement doit, je pense, s'attendre à faire seul toutes les études, tous les essais", ibid.

leur contenu. Dans ces conditions, le ministère rejetait leurs conclusions sur la mauvaise qualité du poisson et considérait qu'en définitive l'expérience ne pouvait être décisive (221). Le retour de Bouët en France et le manque de dynamisme des armateurs provoquèrent l'abandon du projet d'exploitation des richesses de l'Océan. Il est à remarquer que Bordeaux qui possédait d'importantes sècheries de morue au XIXe siècle et qui, par ailleurs dominait le commerce sénégalais ne manifesta aucun intérêt pour cette nouvelle branche d'activité (222).

On peut penser que, si le projet avait abouti, le Sénégal n'en aurait tiré qu'un maigre profit, car l'entreprise aurait été entièrement entre les mains d'armateurs métropolitains recrutant dans leurs ports l'essentiel de la main d'oeuvre nécessaire.

Ainsi, contrairement aux espoirs suscités par le livre de Berthelot, la pêche ne semblait pas devoir apporter une solution à la crise économique et à la misère de la population saint-louisienne. Incontestablement plus important pour l'avenir du Sénégal pouvait s'avérer le renouveau d'intérêt manifesté au même moment pour l'agriculture.

b) Les encouragements à l'agriculture

L'échec de la colonisation agricole avait laissé dans l'esprit des Saint-Louisiens des traces si profondes que pendant plus d'une dizaine d'années toute réflexion sur les

---

(221) Note du 19 novembre 1844, ibid.

(222) Sur cette industrie, voir DESGRAVES (L.) et DUPEUX (G.): Bordeaux au XIXe siècle, Bordeaux, 1969, p.190.

moyens de favoriser les cultures d'exportation s'était avérée impossible. Il fallut le grand choc de la crise de la gomme pour que l'agriculture apparaisse à nouveau chez quelques négociants et administrateurs comme un remède éventuel. Ils firent preuve de courage en proposant au milieu d'une opinion indifférente ou hostile une nouvelle politique d'aide aux cultures. Les discussions qui s'ouvrirent alors eurent le mérite d'aborder le problème sous toutes ses dimensions et de révéler la diversité des opinions si caractéristique de cette période de transition.

En octobre 1841, le ministre de la Marine, l'amiral Duperré, fut alerté par Chaize, ancien négociant du Sénégal alors retiré à Nantes et qui naguère s'était intéressé à la culture de l'indigo (223). Convaincu de la nécessité d'introduire une nouvelle branche d'activité au Sénégal, il demande au gouvernement d'encourager la culture des arachides. Il y voit un double intérêt, pour les comptoirs d'abord et pour la métropole ensuite qui doit acheter à l'étranger une grande partie des huiles nécessaires à la consommation. Une prime de cinq francs par cent kilos expédiés en France et dûment constatés par la douane pour éviter toute fraude pourrait être accordée pendant cinq années pour assurer le démarrage des cultures (224). Chaize balayait l'objection que la prime ainsi conçue n'aiderait que le négociant-expéditeur, c'est-à-dire l'Européen en affirmant que les acheteurs ne manqueraient point d'appâter par divers cadeaux les cultivateurs

---

(223) Mémoire de Chaize au ministre, 5 octobre 1841, ANS AOF 1B 33.

(224) Le taux de la prime a été établi à un niveau élevé. Chaize évaluant à 20,79 F. le prix de cent kilogrammes d'arachides au Sénégal, la prime représente environ le quart de cette valeur (24%). Les prix pratiqués en France sont de 40 F. les cent kilos en 1841 et de 30 F. en 1842 (Lloyd Bordelais, 1er juillet 1842).

noirs et mulâtres. Mais, par ailleurs, l'auteur du mémoire souhaite vivement que les Européens se lancent dans la culture des arachides. Le gouvernement pour les y inciter leur consentirait une avance de cinq mille francs remboursable par quart à partir de la quatrième récolte. Les marchands de bestiaux de Gorée qui expédient aux Antilles pourraient être les premiers intéressés car ils disposeraient avec la paille d'arachide d'une excellente nourriture à bon compte.

On voit tout de suite les graves lacunes du projet. D'une part, il n'esquisse aucune stratégie précise vis-à-vis des producteurs africains, n'évoquant même pas le rôle possible des chefs. D'autre part, en ce qui concerne les exploitations agricoles européennes, les questions capitales de leur localisation, de leur sécurité, de la constitution de leur domaine foncier et du recrutement de la main d'oeuvre nécessaire n'ont pas été posées. Mais tel qu'il se présente il a eu le mérite de réveiller chez les responsables un intérêt pour l'agriculture.

Dès novembre, le ministre communiquait au gouverneur le travail de Chaize pour examen (225). Montagniès de la Roque, sachant qu'il allait prochainement quitter le Sénégal, laissa cette tâche à son successeur Pageot des Noutières. Cet intérimaire était un homme d'action à l'esprit indépendant et audacieux. Il avait pris la mesure des difficultés dans lesquelles se débattait le Sénégal. Il en avait étudié les dossiers avec soin, il ouvrit des voies nouvelles, proposa des solutions et tenta de les mettre en oeuvre. On l'a bien vu à propos de l'organisation du commerce des gommes. Reconnaître l'importance de son passage à Saint-Louis, ce

---

(225) Ministre à gouverneur, 2 novembre 1841, n°340, ibid.

n'est point diminuer le mérite de Bouët à qui il devait remettre les rênes du Sénégal. En effet, tout comme Faidherbe, Bouët-Willaumez a attiré par sa très riche personnalité l'attention d'historiens qui ont trop facilement cédé à la tentation de porter à son crédit idées et initiatives inspirées en fait pour une part non négligeable par ses devanciers.

On connaît l'importance capitale de l'année 1842 dans l'histoire du commerce de la gomme. Pageot des Noutières, comme ordonnateur, avait préparé un projet de société pour la traite des gommes qu'il mettra sur pied comme gouverneur (226). Il impliquait une sérieuse réduction du nombre des traitants et créait en conséquence pour les autorités l'obligation morale de leur trouver de nouveaux moyens d'existence. L'agriculture en était un. La crise de la gomme a donc été pour une large part à l'origine de l'intérêt manifesté à nouveau pour l'extension des cultures.

Ainsi, avant de rejoindre son poste au Sénégal, Pageot des Noutières proposa au ministre d'utiliser les oisifs de Saint-Louis à la culture des terres du Walo sous la protection de la France. De plus, il souhaitait que la culture de la pistache de terre et du tabac soit encouragée parmi les populations riveraines du fleuve au moyen de primes :

> "Je ne cherche de nouveaux produits qu'en excitant chez les naturels le goût prononcé qu'ils éprouvent pour nos objets d'échanges et qu'ils ne peuvent satisfaire qu'en apportant sur notre marché les fruits de leur labeur" (227).

---

(226) Le projet de Pageot des Noutières a été analysé au chapitre X.

(227) Gouverneur à ministre, 20 février 1842, A N S O M Sénégal I 24a.

Peu de temps après son arrivée à Saint-Louis, il demanda, fait significatif, au conseil d'administration de la toute nouvelle société pour la traite des gommes de lui présenter ses vues sur l'utilité et l'opportunité de tenter à nouveau des cultures d'exportation. Un très long rapport daté du 24 août lui fut remis (228). Après une rapide analyse de la crise, les membres du conseil insistaient sur la nécessité de donner au Sénégal

> "Une industrie nouvelle si on veut qu'(il) vive d'une vie qui lui soit propre et non de cette vie factice qui consiste à ne rien produire par lui-même et seulement à se livrer à des spéculations et à des échanges sur une denrée qui n'est pas elle-même le produit du travail. Cette industrie aura sa base dans la culture de la terre".

Par ailleurs, ils mêlaient aux impératifs économiques des considérations morales fort courantes à l'époque. En effet, une pratique régulière de l'agriculture aurait l'avantage de fixer des populations plus ou moins errantes, de leur donner l'habitude du travail et finalement en suscitant des besoins nouveaux de favoriser une ouverture à la civilisation européenne. Mais pour atteindre ce but, il fallait "trouver une plante qui rapporte abondamment, d'une exploitation facile et d'un débouché avantageux". L'arachide était cette plante car ni le tabac ni le coton ne semblaient promis au même succès (229).

---

(228) Rapport du conseil d'administration de la société pour la traite des gommes au gouverneur, 24 août 1842. Le conseil se composait d'un représentant de l'administration, Carrère, de trois négociants européens, Lombard, Bourilhon et Pellen et de trois "habitants" Sleigth, Descemet et Porquet, A N S O M Sénégal XIII 20.

(229) Le conseil d'administration avait étudié les mérites

Un encouragement est indispensable car, sans lui, "les indigènes ne feront rien" mais le système de primes proposé par Chaize est à écarter car il ne profitera qu'à l'expéditeur. Il est bien préférable d'intéresser les chefs de village en leur accordant des dons de semences, de menus cadeaux et surtout une coutume proportionnelle à la quantité d'arachides vendues. Il s'agit donc de faire pour chaque village où la pistache de terre aura été traitée, ce qui se pratique aux escales pour la gomme. Comme on peut le constater, les auteurs du rapport ont eu le souci de s'adapter aux structures politiques africaines mais par ailleurs ils n'ont fait preuve d'aucune originalité puisqu'ils n'ont visé qu'à imiter pour le tout nouveau commerce des arachides la très traditionnelle traite des gommes.

Le rapport ne se contente pas seulement de proposer un remède aux difficultés économiques, il s'intéresse également aux conséquences sociales et politiques de la crise. En effet, il s'inquiète de la présence à Saint-Louis d'une masse sans cesse croissante de personnes sans moyen d'existence qui, par désespoir, risque de se détourner de la France. Aussi, pour éviter cela, il demande qu'elle soit installée dans des villages du Walo où elle s'adonnerait à l'agriculture protégée des incursions maures par les soldats français. Les colonies agricoles ainsi créées constitueraient alors autant de foyers de l'influence et de la civilisation françaises. Mais, si dans l'avenir, le gouvernement souhaitait donner plus d'ampleur à l'entreprise, il pourrait envisager

---

(229) suite

respectifs de ces trois plantes qui poussent naturellement au Sénégal. Le tabac, d'une saveur douce peu prisée des consommateurs était jugé d'une qualité inférieure; le coton aux soies courtes n'aurait pu concurrencer sur les marchés de la métropole les produits de l'Amérique, de l'Egypte et de l'Inde.

utiliser la main d'oeuvre des engagés à temps préalablement formée, tant sur le plan professionnel que sur le plan moral au cours d'un séjour de plusieurs années aux Antilles (230).

Au total, le rapport de la Société pour la traite des gommes s'était efforcé d'envisager le problème sous ses différents aspects et de dégager des solutions pour le présent et pour l'avenir. Pageot des Noutières décida de communiquer ce rapport à la commission commerciale de Gorée. Celle-ci fut flattée d'avoir été pour une fois associée à un débat d'ensemble sur l'avenir économique de la Sénégambie. Elle ne se priva point de relever que la Société pour la traite des gommes, tout comme le comité du commerce de Saint-Louis en d'autres occasions, avait renfermé cette importante question dans l'horizon limité des rives du fleuve. A son avis, seule la culture de l'arachide méritait un soutien sous la forme d'une prime établie en fonction des récoltes. Ce serait d'ailleurs le meilleur moyen d'inciter les habitants du rocher stérile à tenter leur chance sur la presqu'île du cap Vert (231).

Comme on peut le constater, les habitants de Gorée, en répondant au gouverneur uniquement en fonction de leurs propres intérêts donnaient dans le même travers que celui qu'ils reprochaient aux Saint-Louisiens. Dans ces conditions, il appartenait au commandant particulier de Gorée Dagorne, d'élever le débat. Dans sa longue lettre au gouverneur, il précise tout d'abord son intention d'examiner le problème de l'encouragement aux cultures dans le cadre de la Sénégambie tout entière et il affirme avec force une conception libérale

---

(230) On sait que Boilat a repris quelques années plus tard cette idée de former la main-d'oeuvre africaine aux Antilles.

(231) Commission commerciale de Gorée à gouverneur, 14 septembre 1842, A N S O M Sénégal XIII 20 c.

de l'économie à l'opposé de celle de Pageot des Noutières. En effet, Dagorne n'hésite pas à faire une critique sévère de la réglementation du commerce des gommes et par conséquent à condamner le projet caressé par les Saint-Louisiens de couler le commerce des arachides dans le moule de la traite des gommes . C'est pourquoi il refuse d'une part, le paiement d'une coutume car "étendre ce système enfant d'une vieille routine serait un mal plus grand au lieu d'un encouragement" et d'autre part, le système des escales, car il a détourné des traitants d'autres branches de commerce tout aussi profitables. Par ailleurs, il ne partage point l'optimisme des Saint-Louisiens sur la capacité des chefs à entraîner leurs sujets au travail.

> "Les chefs n'ont de pouvoir qu'en apparence, nous le savons tous; obéis s'ils commandent le pillage, ils ne le sont plus s'ils veulent restituer. Leur autorité est sans force, leur influence sur le travail est nulle".

Ainsi, pour Dagorne, tout régime restrictif du commerce doit être abandonné au profit du laissez-faire et du laissez-passer et les autorités doivent donner pour mot d'ordre aux commerçants : "Achetez et payez bien" car la production augmentera avec la demande. Le rôle de l'Etat n'est point d'accorder des avances ni de faire des essais. C'est de l'intérêt particulier, de l'initiative des individus qu'il convient d'attendre le progrès économique des comptoirs. Cela ne signifie nullement que l'Etat demeure indifférent à leurs efforts.

> "S'ils réussissent, que ceux qui s'y sont voués trouvent une rémunération, non seulement dans leur succès, mais dans les récompenses, soit utiles, soit honorifiques, qui viendront couronner leurs travaux. Que l'Etat si l'on veut, s'engage à leur accorder

après le travail une certaine indemnité pour des tentatives dont le succès est devenu utile à tous, cela est raisonnable, cela est juste, mais des avances, prendre part dans l'opération, c'est ce que l'Etat ne doit jamais faire sous peine d'être dupé et de gaspiller des revenus, que, ici surtout où ils sont si faibles, il importe de ménager".

Dagorne s'interroge ensuite sur l'aide la plus efficace à accorder. Prudent, il ne rejette point la prime à la production réclamée par ses administrés de Gorée. Il accepte qu'elle soit attribuée à tout habitant des comptoirs qui entreprendrait des essais de culture dans le voisinage de Saint-Louis ou de Gorée. Elle serait calculée en fonction des hectares mis en valeur, au moment de la récolte, afin d'éviter la fraude. Mais il est bien conscient que cette mesure ne répond en rien à l'importance de la question posée : la prospérité du Sénégal. En effet, dans l'immédiat, faute d'assurer une sécurité suffisante, il est impossible d'espérer une rapide extension des superficies cultivées par les Saint-Louisiens et les Goréens. Par contre, la prime à l'exportation lui paraît plus apte à provoquer "un vaste accroissement du commerce et de la navigation". En effet, elle s'adresse potentiellement à une masse considérable de producteurs car, selon Dagorne, elle permettra aux traitants de donner un meilleur prix aux cultivateurs africains. Mais, en définitive, le premier encouragement à donner ne consisterait-il pas à supprimer sur les arachides le droit d' entrée en France ? Si le ministère des Finances n'y consentait point, le budget du Sénégal devrait en supporter le remboursement avec peut être une légère augmentation.

Comme toutes les autres personnes consultées, Dagorne pense que seule l'arachide est capable de provoquer assez ra-

pidement une relance de l'économie sénégalaise, le coton n'ayant point d'avenir et le tabac nécessitant de sérieux essais tant pour sa culture que pour sa préparation. En réalité, l'aspect commercial retient avant tout l'attention du commandant particulier qui considère que c'est mal à propos que certains s'inquiètent de l'origine du produit exporté. Peu lui importe que les arachides proviennent de Gambie si elles ont offert des débouchés à nos marchandises et un aliment à notre navigation (232).

Ce point de vue devait être vivement contesté par le conseil général, expression des intérêts de Saint-Louis. Consulté fin octobre, il s'en tenait uniquement à l'octroi de primes aux planteurs selon l'importance des surfaces cultivées dans le voisinage des comptoirs (233).

Enfin Pageot des Noutières après avoir ainsi procédé à une large consultation sollicita l'avis du conseil d'administration. Celui-ci rejeta tout recours à l'octroi de coutumes et se prononça pour un système d'encouragement qu'il jugeait adapté aux conditions locales. Ainsi, Saint-Louis bénéficierait d'une prime à l'exportation des arachides par navires français et Gorée d'une prime pour leur culture sur la presqu'île du cap Vert. Le conseil souhaitait vivement l'inscription de cette nouvelle charge au budget de l'Etat (234).

---

(232) Commandant particulier de Gorée à gouverneur, 21 septembre 1842, A N S O M Sénégal XIII 20c.

(233) Conseil général, délibération du 28 octobre 1842, ibid.

(234) Conseil d'administration, délibération du 19 décembre 1842, ibid. Le Conseil avait fixé le montant de la prime à l'exportation pour trois ans à cinq francs par barrique, soit 20% du prix de celle-ci à l'époque. Ce taux était donc particulièrement favorable. Le conseil avait

Lorsqu'il rendit compte des travaux du conseil au ministre, Pageot des Noutières, toujours convaincu de la nécessité de l'interventionnisme pour afaire démarrer une nouvelle activité économique regrettait de n'avoir pu introduire dans les statuts de la Société pour la traite des gommes l'obligation de cultiver l'arachide dans l'île de Sor. Cela aurait constitué pour "l'indolente population de Saint-Louis" une éclatante démonstration,

> "de la facilité avec laquelle elle pourrait améliorer sa situation en se livrant à la culture d'une denrée dont le placement est désormais assuré sur les marchés de la métropole" (235).

Ainsi, Pageot des Noutières avait-il très largement préparé le dossier pour son successeur. Par ailleurs, le ministre dans sa dépêche du 18 novembre 1842 n'avait point manqué de donner à Bouët l'assurance que tout ce qu'il fera pour apprendre aux populations de la rive gauche à aimer et à pratiquer l'agriculture sera considéré comme de nouveaux titres ajoutés à ceux qu'il s'était déjà acquis (236).

Dès son arrivée au Sénégal, en février 1843, le nouveau gouverneur devait prendre en main cette question avec sa détermination habituelle. Il n'avait nullement l'intention de reprendre les projets grandioses de l'époque de Schmaltz

---

(234) suite
écarté toute prime à l'exportation pour Gorée car il ne voulait pas favoriser "la production anglaise".

(235) Gouverneur à ministre, 23 décembre 1842, n°455 et mémoire de remise de service, 4 février 1843, A N S O M I 24a et I 23a.

(236) Ministre à gouverneur, 18 décembre 1842, A N S O M Sénégal 125a, dépêche publiée dans SCHEFER, op.cit., t.2, p.119.

et de Roger. En effet, il portait un jugement sévère sur ses devanciers et leurs agents à cause de leurs méthodes coûteuses et inefficaces et de leur appréciation irréaliste des possibilités offertes par le sol et le climat sénégalais. Mais il était persuadé de la nécessité de tenter un sérieux effort en faveur de l'agriculture, non seulement pour d'évidentes raisons économiques mais aussi des raisons morales, parce que façonner les Africains aux pratiques bien entendues des règles de l'agriculture, c'est aussi accomplir une oeuvre de civilisation (237).

La politique de Bouët revêt essentiellement deux aspects. Le premier consiste en une campagne de propagande en faveur de l'arachide effectuée auprès des populations qui vivent en dehors des limites de la souveraineté française. Le journal de marche de la colonne mobile dirigée par Bouët en avril à travers le Diambour, le Kayor et le Walo en porte témoignage :

> "A N'Guick, comme partout, je les engage à planter de la pistache, la vraie richesse du Cayor, comme la gomme est celle du désert" (238).

Le second aspect se traduit par la décision d'établir une partie de la "population exubérante" de Saint-Louis sur les terres avoisinantes. Le gouvernement espère que l'enrichissement des Saint-Louisiens par l'agriculture sera pour les populations qui les entourent la meilleure des incitations à suivre leur exemple. Dans cette perspective, Bouët

---

(237) BOUET-WILLAUMEZ, Commerce et traite ...op.cit., p.4.

(238) Journal de marche de la colonne mobile à travers le Ghiambour, le Kayor, le Walo et le désert en avril 1843, Revue coloniale, octobre 1843, p.221.

reprend en faveur des habitants de Saint-Louis la suggestion formulée par le conseil de la Société pour la traite des gommes de leur concéder des terres à proximité du comptoir et de leur assurer la protection nécessaire. Le capitaine Parent, directeur du Génie, reçut l'ordre de dresser les plans des postes à édifier à Diaoudoun, Lampsar, Mbéraye et Thiouck (239). Le but de Bouët était donc de former des villages protégés par des détachements d'artillerie et d'infanterie. L'arrêté pris à la suite de la délibération du conseil devait permettre, d'une part, de régulariser la situation de quelques rares pionniers qui cultivaient déjà des terres dans la banlieue de Saint-Louis et, d'autre part, de faciliter l'installation de nouveaux concessionnaires. Pour éviter tout danger de spéculation, le concessionnaire qui n'aurait pas défriché et cultivé les terres attribuées risquait de se voir retirer tout ou partie de sa concession (240). Désireux de manifester qu'il entendait donner un nouveau départ à la colonisation agricole, Bouët avait rapporté tous les arrêtés antérieurs relatifs aux concessions de terre et en particulier celui du 15 mai 1822 qui réglementait l'attribution des terres dans le Walo.

De nombreux Saint-Louisiens semblent avoir répondu aux espoirs de Bouët car, peu de temps après la promulgation de l'arrêté, le gouverneur fait état de quatre-vingt demandes émanant pour la plupart de traitants ou de laptots éloignés

---

(239) Conseil d'arrondissement, séance du 1er avril 1843; à la délibération avaient été appelés extraordinairement, Prom, membre du conseil général et un autre négociant européen Héricé, A N S O M Sénégal VII 26 bis 7.

(240) Arrêté sur les concessions de terrains, 1er avril 1843, BAS 1843-44, p.53.

des escales par les dispositions de l' ordonnance de novembre 1842 (241).

Comme on a pu le constater, il n'était point question de prime pour encourager la culture de l'arachide. Le ministre doute alors que la sécurité promise puisse constituer "un mobile suffisant pour dispenser de l'allocation de prime de sortie au moins dans les premiers temps". Il renvoie Bouët qui n'y avait fait aucune allusion aux "propositions dignes d'intérêt de son prédécesseur", regrette que rien n'ait été prévu en faveur des habitants de Gorée et tout en approuvant l'arrêté lui demande de soumettre à un nouvel examen la question des encouragements (242).

Bouët ne jugea pas utile de le faire car les demandes de concessions continuaient à affluer. En septembre, il annonçait triomphalement au ministre 381 concessionnaires aidés par 2076 noirs libres ou captifs et un total de 4566 ha défrichés. Pour lui, l'élan était donné et il pouvait compter légitimement sur le succès car aucun système factice ne servait de base aux cultures : il n'avait promis qu'une chose: la sécurité (243).

---

(241) Gouverneur à ministre, 12 avril 1843, n°122, A N S O M Sénégal I 25 c.

(242) Ministre à gouverneur, 31 août 1843, n°239. Dans cette dépêche, le ministre rappelle discrètement à l'ordre Bouët qui faisant directement référence aux instructions reçues se présentait comme l'initiateur de la politique en faveur des cultures. En fait, elle n'était, selon la formule du ministre que la "suite" de celle de son prédécesseur. A N S O M Sénégal I 25d.

(243) Gouverneur à ministre 15 septembre 1843, n°325, A N S O M Sénégal I 25 c.

Après l'hivernage, à l'heure des bilans, Bouët se fait plus nuancé. La sécheresse a limité les récoltes et les concessionnaires, loin de porter massivement leurs efforts sur l'arachide ont surtout cherché en cultivant le mil et le maïs et en développant l'élevage à se créer pour leur nourriture et leur entretien des ressources indépendantes des fluctuations commerciales (244).

Cependant, le directeur des Colonies, Galos, sous l'impression des premiers résultats, présentés comme tout à fait remarquables par Bouët en septembre, trop heureux d'un succès obtenu sans qu'il en coûte un centime au Trésor ou à la caisse coloniale, approuva totalement l'action du gouverneur sans chercher à s'informer avec plus de précision (245).

Les successeurs de Bouët n'ayant pas manifesté le même intérêt pour l'agriculture, l'élan retombe rapidement après son départ. Par contre, le ministère continue à suivre de près l'expérience, souhaitant en particulier une extension rapide de la culture du coton qui trouverait faci-

---

(244) Gouverneur à ministre, 16 janvier 1844, n°21, ibid. Le directeur des Ponts et Chaussées avait dressé à la date du 9 janvier un bilan des superficies mises en valeur et des quantités récoltées dans les différents villages de concessions. Le mil et le maïs viennent au premier rang avec une récolte double de celle de l'arachide. A noter l'intérêt manifesté pour le coton, A N S O M Sénégal XIII 20 c.

(245) Ministre à gouverneur, 26 janvier 1844, n°31, A N S O M Sénégal I 25 d.

lement un débouché sur le marché français (246). Par ailleurs, il s'inquiète de ne plus recevoir de l'administration du Sénégal le moindre renseignement sur le résultat des récoltes (247). Avec un retard dû vraisemblablement à la succession rapide des gouverneurs, l'administration de Saint-Louis s'est efforcée de rassurer Paris. Le gouverneur p.i. Houbé, en particulier, en juillet 1846, affirme qu'au Sénégal on se passionne toujours pour les expériences agricoles. Comme preuves à l'appui, il expédie alors au ministre un volumineux dossier comprenant deux états consacrés, l'un aux superficies exploitées par les Saint-Louisiens, l'autre aux quantités récoltées en 1845, un rapport du juge Delannoise, un mémoire du négociant Auxcousteaux et enfin une note du vice-préfet apostolique Arlabosse sur son "projet de civilisation du Sénégal au moyen d'un établissement agricole" (248).

Les états des cultures nous précisent que sur 381 concessionnaires, 279, soit près des trois-quarts se sont concentrés dans deux localités Lampsar (153) et Mberaye (126) tandis que le reste se dispersait entre huit autres lieux. Mais il est dommage que ces statistiques n'aient pas été dressées avec tout le soin nécessaire car elles rendent difficile une comparaison avec celles que Bouët avait fait établir en 1844 (249). Cependant, Delannoise s'y est essayé dans

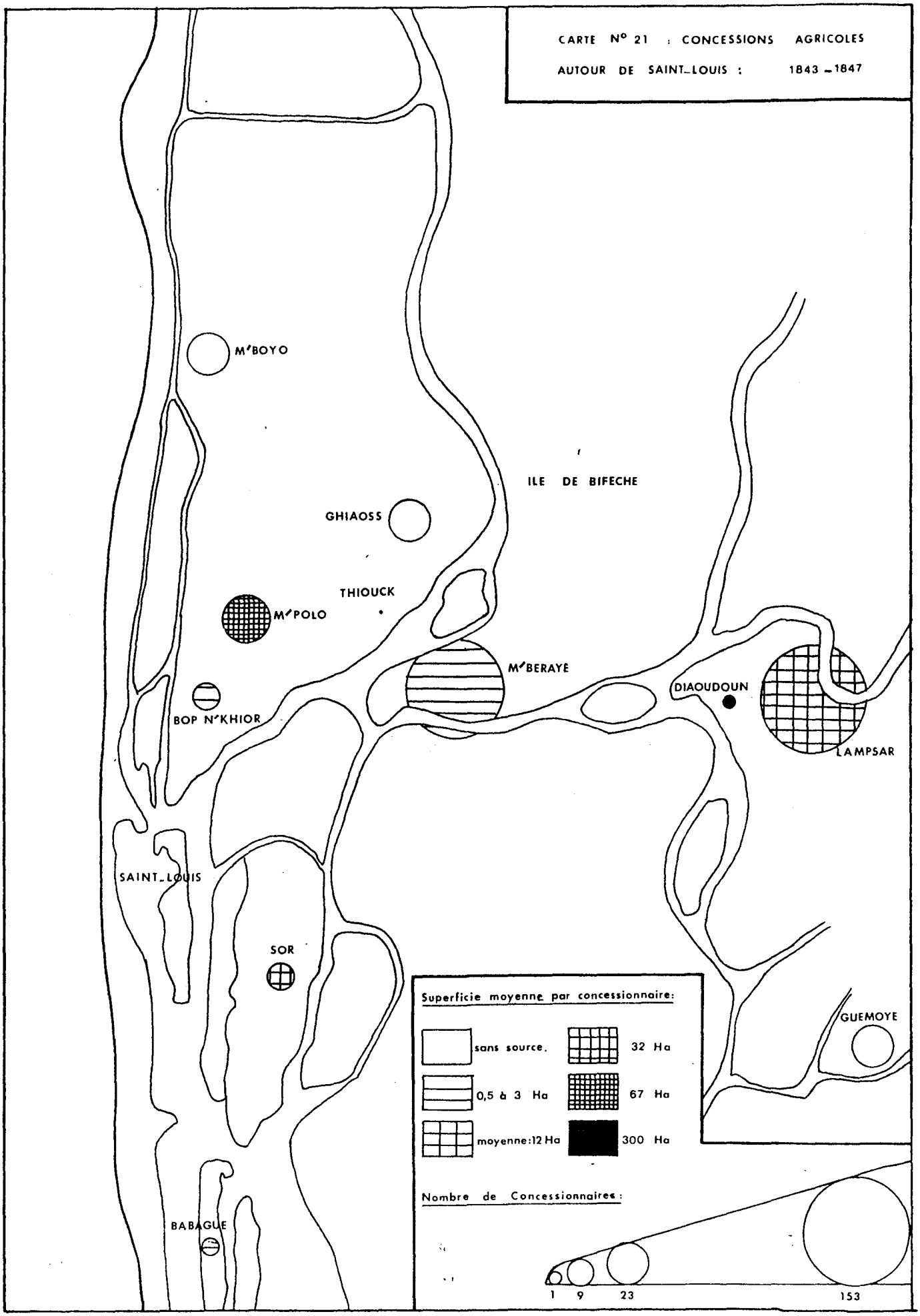
---

(246) Ministre à gouverneur, p.i.29 octobre 1844, n° 342, A N S O M Sénégal I 27 b.

(247) Ministre à gouverneur, 31 octobre 1845, n°340,A N S O M Sénégal I 28 d.

(248) Gouverneur p.i. à ministre, 30 juillet 1846, n°309, A N S O M Sénégal I 29 a.

(249) Tableau des cultures joint à la lettre du gouverneur Houbé au ministre, juillet 1846, A N S O M Sénégal XIII 17 a.


CARTE N° 21 : CONCESSIONS AGRICOLES
AUTOUR DE SAINT-LOUIS : 1843 - 1847
M'BOYO
ILE DE BIFECHE
GHIAOSS
THIOUCK
M'POLO
M'BERAYE
DIAOUDOUN
LAMPSAR
BOP N'KHIOR
SAINT-LOUIS
SOR
GUEMOYE
BABAGUE
Superficie moyenne par concessionnaire:
sans source.
32 Ha
0,5 à 3 Ha
67 Ha
moyenne:12 Ha
300 Ha
Nombre de Concessionnaires:
1
9
23
153

l'enquête que lui avait demandée Houbé.

Après un bref historique de la question depuis 1842, le juge Delannoise constate que la plupart des essais ont échoué. En particulier, il fait état de la tentative d'un négociant, Adolphe Teisseire de cultiver l'arachide sur une grande échelle. Elle s'est soldée, malgré des conditions climatiques normales et des travaux bien dirigés, par une perte de douze mille francs. Il en découvre les raisons dans l'emploi d'une main-d'oeuvre nombreuse nécessitée par les défrichements et les diverses façons et dans le prix modique de l'arachide. A ses yeux la culture européenne utilisant des travailleurs salariés est condamnée. Seule la petite exploitation africaine peut réussir, comme le Kayor en offre l'exemple. En ce qui concerne les concessions accordées par Bouët, Delannoise doit reconnaître que "l'espèce de surexcitation" qui s'était manifestée alors était maintenant bien calmée. Les superficies cultivées avaient été réduites et les récoltes accusaient un recul sensible en particulier pour l'arachide. Pourtant, il ne faut point désespérer de l'avenir agricole du Sénégal. Mais pour réussir, il faut choisir les meilleurs terrains et les plantes les plus rentables. Aussi, préconise-t-il de s'éloigner des environs de Saint-Louis afin de s'établir près du fleuve là où l'eau demeure douce toute l'année et de cultiver l'indigo dont le haut prix doit permettre le succès financier de l'opération. Mais, jugeant les Sénégalais trop découragés pour entreprendre, il pense que le gouvernement doit donner l'impulsion et il suggère en particulier que des spécialistes venus de l'Inde française initient les Africains à la fabrication d'un indigo de bonne qualité (250).

---

(250) Rapport sur les cultures du Sénégal par le juge Delannoise, 22 juillet 1846, A N S O M Sénégal XIII 17 a.

Le négociant Auxcousteaux, pour sa part, insiste sur l'importance de l'arachide qu'il faut "faire venir en abondance et créer ainsi au commerce du Sénégal qui en a besoin une branche nouvelle de transactions". Mais il ne faudrait point retomber, comme au temps de l'apogée de la gomme, dans l'erreur de l'aliment unique du commerce extérieur. En conséquence, la culture du coton et celle de l'indigo devraient être stimulées, mais la réussite n'est point assurée car dans ces deux domaines, le Sénégal rencontrera la rude concurrence des Etats-Unis et de l'Inde. Enfin, comme Delannoise, il réclame l'intervention du gouvernement (251).

Le projet d'Arlabosse, vice-préfet apostolique du Sénégal s'inscrivait évidemment dans une toute autre perspective puisque l'établissement agricole qu'il projetait avait pour but essentiel la propagation de la foi et les progrès de la civilisation. Il songeait à créer entre Richard-Toll et Dagana un village chrétien constitué par de jeunes Bambara rachetés dans l'intérieur et d'esclaves libérés lors de la saisie de navires négriers. Des religieux, des Trappistes par exemple, les initieraient à l'agriculture et à l'élevage. Si cette expérience s'avérait un succès on pourrait par la suite créer d'autres villages (252).

Le gouverneur p.i. Houbé après avoir fait pour le ministre la synthèse de ces trois mémoires conclut en faveur de la création d'un établissement agricole modèle sur les rives du Sénégal. Il accepte l'idée d'Arlabosse d'en confier

---

(251) Auxcousteaux : Mémoire sur la culture au Sénégal, 26 juillet 1846, ibid.

(252) Observations et projet de civilisation pour le Sénégal, au moyen d'un établissement agricole par Arlabosse, 28 juillet 1846, ibid.Voir aussi R.P.Abiven : Annales religieuses du Sénégal, ch.2,1845-1847, ACSSp boîte 147 IV.

la direction à une congrégation religieuse. C'est pour lui l'assurance que l'expérience sera conduite avec "sagesse et persévérance" et qu'elle aboutira à un succès susceptible d'inciter les Sénégalais à améliorer leurs méthodes de culture. De toute manière, Houbé estime que cette tentative ne pourra s'effectuer "sans le puissant concours du gouvernement" (253).

Saint-Louis renvoyait la décision à Paris. La première réaction de la direction des Colonies parut favorable aux propositions du juge Delannoise. Elle souhaite un essai de culture et de fabrication de l'indigo mais elle en refusa les charges en demandant au budget du Sénégal de supporter les frais de mission de deux spécialistes indiens. A Saint-Louis, on est déçu mais on ne renonce point, car on est persuadé qu'il y va de l'avenir de la colonie. Le nouveau gouverneur Bourdon de Gramont reprend les propositions de Houbé et Auxcousteaux tente d'utiliser ses relations à la cour pour solliciter la création à son profit d'un poste d'inspecteur des cultures (254).

Après une étude plus attentive du problème, le ministère n'hésite point à faire connaître ses véritables sentiments. D'une part, il ne souhaite point rouvrir un grand débat sur la colonisation agricole dans la crainte de ressusciter de très vives discussions autour de l'oeuvre du baron Roger. D'autre part, il se refuse, comme semblent le souhaiter Delannoise et Auxcousteaux à faire du gouvernement un entrepreneur de culture. Enfin, il prend prétexte du projet de

---

(253) Gouverneur p.i. à ministre, 30 juillet 1846, A N S O M Sénégal I 29 a.

(254) Auxcousteaux à SM la Reine, Saint-Louis, 30 mai 1847, A N S O M Sénégal XV 8.

créer un poste à Podor que vient de lui soumettre le gouverneur de Gramont pour rejeter à plus tard une étude approfondie sur le développement des cultures. Dans ces conditions, il ne peut être question de donner une réponse positive à la demande d'Auxcousteaux (255). Celui-ci, quelques semaines auparavant, avait obtenu du conseil d'administration une concession de terrain et une subvention annuelle de 3.600 francs pour entreprendre des essais à Lampsar. Pourtant, une forte opposition s'était manifestée lors du débat. Le chef du service judiciaire, Larcher, et les deux notables, les commerçants Maurel et Sleight estimaient l'entreprise peu sérieuse et d'une échelle insuffisante. Comment, ajoutaient-ils, Auxcousteaux pourrait-il réussir là où un homme intelligent et courageux tel qu'Adolphe Teisseire avait échoué ? (256).

Le rôle de l'administration et tout spécialement du gouverneur avait été décisif. En effet, pour de Gramont :

> "L'administration locale doit toujours tendre à un but : celui d'exciter la population indigène à la culture de la terre à laquelle elle ne s'adonne qu' avec la plus grande répugnance et seulement pour pourvoir à ses besoins alimentaires".

Mais pour ce faire il faut des exemples et seuls, selon lui; les Européens sont capables de les donner (257).

Au début de 1848,sur proposition d'Auxcousteaux, le

---

(255) Analyse des éléments fournis par MM. Delannoise, Arlabosse et Auxcousteaux, 30 juillet 1847, A N S O M Sénégal XIII 17 a.

(256) Conseil d'administration, séance du 17 mai 1847, A N S O M Sénégal VII 26 bis 8.

(257) Gouverneur à ministre, 16 août 1847, n°275, A N S O M Sénégal XV 8.

conseil général émet le voeu auquel s'associera un peu plus tard le conseil d'administration d'installer des chefs de famille de Saint-Louis dans plusieurs villages du Walo. Ils recevraient une aide pour la construction de leurs cases, des outils et des semences et leur travail serait à la fois guidé et surveillé par un européen, directeur de l'établissement principal implanté à Lampsar (258). Il semble, en l'absence de toute référence dans les archives, que le projet qui avait des incidences politiques puisqu'il posait le problème de la sécurité des villages ait été emporté par la Révolution de février. Cependant, l'intérêt pour l'agriculture persiste, comme en témoigne la délibération du Conseil d'administration, qui, en mai 1849, reprenant une suggestion du Comité du commerce, souhaitait que la culture du sésame soit encouragée par la distribution de semences aux agriculteurs sénégalais. D'ailleurs l'opération avait un double but économique et politique :

> "le gouverneur et tous les membres du Conseil sont d'avis que l'introduction de cette nouvelle branche d'activité ne pourra qu'ajouter à la prospérité de la colonie et nous rattacher davantage les peuplades de l'intérieur qui trouveront dans cette culture une nouvelle source de richesse qui les conduira à des relations plus fréquentes avec les Européens" (259).

---

(258) Conseil général, séance du 7 février 1848, A N S O M Sénégal VII 29 c. Conseil d'administration, séance du 5 mars 1848, A N S O M Sénégal VII 26bis 9. Ainsi, Auxcousteaux revenait à l'assaut dans l'espoir vraisemblablement d'occuper le poste de directeur qu'il suggérait de créer.

(259) Conseil d'administration, séance du 25 mai 1849, A N S O M Sénégal 26bis 9.

Le ministère accéda à ce désir et expédia les graines demandées (260). Par ailleurs, l'armateur nantais A. Lecour fait son apparition sur la scène sénégalaise en 1850. On sait que cet homme plein d'idées et de projets grandioses sur la colonisation de l'Afrique, avait tenté de créer une grande plantation de coton au Gabon. Mais, ayant rencontré de nombreuses difficultés, en particulier auprès des chefs africains qui n'avaient point fourni la main-d'oeuvre promise, il échoua. Il se tourna alors vers le Sénégal, où l'implantation française beaucoup plus ancienne lui apparaissait un gage de succès. Il acheta, par l'intermédiaire de son représentant, la maison de commerce Castagné et Cie, l'île de Saffal, située au sud-est de Saint-Louis pour y entreprendre des essais de culture (261). Mais vraisemblablement, rien n'a été entrepris et l'administration ne semble pas s'en être préoccupé. Par contre, elle a suivi avec beaucoup plus d'attention le projet d'Arlabosse.

Dans ses lettres au ministre, le préfet apostolique avait habilement mis l'accent sur les efforts qu'il entendait mener pour propager au Sénégal le goût de l'agriculture et il estimait indispensable une aide du gouvernement d'environ 60.000 francs pour atteindre ses objectifs. (262) Avant de s'engager, le ministre Verninac de Saint-Maur demanda une étude au gouverneur Baudin (263). Entre temps,

---

(260) Ministre à gouverneur, 28 août 1849, n°261,A N S O M Correspondance générale 219.

(261) Conseil d'administration, séance du 5 juin 1850, A N S O M Sénégal 26bis 10. La concession a été confirmée par un arrêté du gouverneur Baudin,BAS 1849-1850,p.191.

(262) Préfet apostolique à ministre, sans date, A N S O M Sénégal XV 9.

(263) Ministre à gouverneur, 13 novembre 1848, n°217, ANS AOF 1 B 49.

Arlabosse avait modifié son projet et préférait s'installer dans le pays de Galam plutôt que dans la région de Richard Toll et de Dagana. Baudin était prêt à lui accorder des facilités de transport et de logement dans le fort de Bakel mais n'envisageait aucun soutien financier (264). Finalement, le ministre, relancé par Arlabosse au cours d'un passage à Paris, décida de lui accorder sur le budget du Sénégal 15.000 F. en 1850 et 9.500 F. l'année suivante (265).

En fait, Arlabosse poursuivait avant tout des objectifs religieux et scolaires comme il l'avait écrit au P. Libermann, supérieur des Pères du Saint-Esprit (266). Aidé de plusieurs religieux, il créa un établissement près de Bakel et ouvrit en mai 1851 une école. Il s'agissait, comme il le déclarait aux parents, d'apprendre à leurs enfants ce qu'on enseigne aux blancs et de les rendre un jour capables de faire la traite comme eux (267). Les projets d'essais agricoles paraissaient abandonnés, tout au moins dans l'immédiat. Peu de temps après, Arlabosse paya son tribut au climat meurtrier de Bakel. Rapatrié d'urgence, il mourut à Saint-Louis en septembre (268). L'avenir de la mission paraissait compromis et Mgr Kobès vicaire apostolique, s'interrogea peu après sur la nécessité de son maintien (269).

---

(264) Gouverneur à ministre, 22 janvier 1849, n°26, ANS AOF 2B 27.

(265) Ministre à gouverneur, 19 août 1850, n°277,A N S O M Correspondance générale 166.

(266) Arlabosse à P.Libermann, 23 juin 1849, ACSSp boîte 153 VI.

(267) Rapport du P.Tanguy, 1852, ACSSp. boîte 154 B III.

(268) P. Simonet à Mgr Kobès, 15 septembre 1851, ACSSp. boîte 154 B III.

(269) Mgr Kobès au P. Duret, 4 janvier 1853 ACSSp. boîte 155 B II.

Il ressort de tous ces projets et discussions concernant l'avenir de l'agriculture que si personne ne conteste la nécessité de diversifier l'économie du Sénégal, les opinions divergent sur les moyens à employer pour atteindre cet objectif. Mais, une remarque préliminaire s'impose. Au milieu des années quarante, subsiste très vif le souvenir de l'échec de la colonisation agricole et en conséquence l'administration, dans la crainte de renouveler une expérience fâcheuse, refuse de s'engager à fond une nouvelle fois. Ainsi, Baudin prêche la prudence :

> "Les essais de culture n'ont jamais été heureux au Sénégal, bien qu'on y ait sacrifié des sommes considérables ... Il faut aller doucement avant de se lancer dans cette nouvelle voie" (270).

Le rôle de l'Etat dans le développement de l'agriculture est au coeur du débat et libéraux et interventionnistes s'affrontent. Les premiers, avec le commandant de Gorée, Dagorne, sont convaincus que l'intérêt particulier est le moteur essentiel. En conséquence, ils font confiance aux agriculteurs sénégalais et à leur capacité de répondre à la demande sans cesse croissante du commerce en produits tels que l'arachide. Les seconds pensent que l'Etat doit susciter l'initiative privée et l'aider par des avantages divers : concessions de terres, primes et subventions. Par ailleurs, ils sont persuadés que les Africains ont besoin d'être encadrés et initiés à de meilleures méthodes de culture soit dans des plantations dirigées par des Européens, soit dans des établissements modèles confiés à une congrégation religieuse comme les Trappistes.

---

(270) Gouverneur à ministre, 22 janvier 1849, n°26 déjà citée.

A Paris, le ministère, tout en affirmant bien haut son désir de promouvoir l'agriculture, se refuse à tout effort financier et prétend l'imposer au Sénégal dont il connaît pourtant les limites en matière budgétaire. Dans ces conditions, on comprend les réticences des autorités locales face aux demandes d'Européens souvent plus avides de subventions et d'aides de toutes sortes que décidés à s'engager dans des essais sérieux, forcément coûteux et d'une rentabilité mal assurée. Bouët l'a bien compris qui s'est borné à concéder quelques milliers d'hectares dans le voisinage de Saint-Louis sans accorder la moindre prime. Mais il a présenté cette opération comme le moyen de redonner au Sénégal une prospérité durement atteinte par la crise de la gomme alors qu'elle n'était en fait qu'un palliatif destiné à donner aux traitants et à leurs captifs sans emploi d'indispensables moyens de subsistance. Dans ces conditions, les discussions sur les cultures d'exportation les plus rentables à introduire et à développer : tabac, coton, indigo et surtout arachide paraissaient particulièrement vaines. En effet, le rapport établi en juillet 1846 pour le gouverneur Houbé montre que 62,5% de la superficie sont consacrés au maïs et au mil et 11,4% aux légumes soit près des 3/4 aux cultures vivrières alors que les arachides ne représentent que 21,9% et le coton 4,2% seulement (271).

Bouët et avant lui Pageot des Noutières ont eu incontestablement le mérite d'attirer vigoureusement l'attention sur la nécessité de diversifier l'économie du Sénégal en souhaitant une extension rapide de la culture du coton et des plantes oléagineuses. Mais affirmer, comme le fait Y. Saint-

---

(271) Tableau par cantons des terres cultivées, juillet 1846, A N S O M Sénégal XIII 17 a.

Martin, que la zone protégée de Lampsar, Mbéraye, Guémoye, Diaoudoun et Thiouck aurait pu devenir le foyer d'une renaissance agricole paraît bien risqué. Incriminer, par ailleurs l'intérêt limité porté par les successeurs de Bouët au développement de l'agriculture ou l'émancipation des esclaves privant les concessionnaires de la main-d'oeuvre nécessaire ne saurait fournir d'explications suffisantes de l'échec (272). En effet, c'est ignorer le vice initial de l'opération. Bouët, nous le savons, avait eu le dessein d'offrir des ressources nouvelles à une partie de la "population exubérante" de Saint-Louis (273). Mais, vouloir attacher à la terre des hommes habitués aux subtilités du commerce de la gomme et souvent méprisants pour les travaux agricoles relevait quelque peu de l'utopie. Justement, dès 1846, le directeur des Ponts et Chaussées dans son rapport sur les activités des concessionnaires démontre la vulnérabilité de l'entreprise à toutes les fluctuations de la conjoncture :

> "La traite de la gomme (en 1845) a été très productive et la plupart des noirs de Saint-Louis que le besoin seul avait pu faire adonner les années précédentes à la culture des terres n'ont pas hésité à renoncer à des travaux qui se concilient si peu avec leur vie molle et oisive pour se livrer à une industrie qui leur offrait avec moins de fatigue des chances plus assurées de bénéfices. C'est à ce concours qu'il faut attribuer une baisse assez sensible sur les produits des années antérieures" (274).

---

(272) SAINT-MARTIN : La formation territoriale de la colonie du Sénégal, op.cit., p.263.

(273) Conseil d'administration séance du 1er avril 1843, A N S O M Sénégal 26 bis 7.

(274) Rapport du directeur des Ponts et Chaussées, 19 juillet 1846, A N S O M Sénégal XIII 17 a.

Au total, la politique de Bouët révèle une ambiguité voire une contradiction fondamentale : d'une part, les grands desseins affichés, d'autre part, les mesures de circonstance quelque peu dérisoires par rapport à l'ampleur du problème.

Les Européens, de leur côté, ne songeaient nullement à de nouvelles initiatives en matière agricole, après l'échec du négociant Teisseire. D'ailleurs, pour justifier leur inertie, ils invoquaient la rareté de la main-d'oeuvre et surtout son renchérissement récent à la suite de l'arrêté de Bouët interdisant le recrutement des engagés à temps (275).

Dans ces conditions, il apparaissait nettement que les paysans de l'intérieur détenaient les clés de la diversification de l'économie du Sénégal. Mais, sauraient-ils répondre aux demandes sans cesse accrues du commerce en produits oléagineux ? Des Européens, fonctionnaires ou commerçants en doutaient, c'est pourquoi, certains d'entre eux souhaitaient une extension de la domination française sur les terres de l'intérieur.

°°°

En ce milieu du siècle, après de longues années de crise qui ont secoué le Sénégal, le ministère s'est progressivement convaincu de la nécessité de sortir de cette impasse et d'élaborer une politique cohérente et efficace. Toute une pléiade d'administrateurs, d'officiers et de gouverneurs in-

---

(275) Arrêté du 18 janvier 1844. A ce sujet voir l'article de ZUCCARELLI (F) : le régime des engagés à temps au Sénégal 1817-1848 Cahiers d'Etudes Africaines, n°7, 1962, pp.420-461.

telligents et passionnés par l'avenir de la France en Afrique ont contribué à en dégager les éléments essentiels . En effet, les dossiers sérieux et approfondis, constitués tant à Saint-Louis qu'à Paris ont débouché sur des solutions. Certaines ont été mises en oeuvre comme la création d'une direction des Affaires extérieures, d'autres ont été ajournées comme la mise sur pied d'un tribunal musulman ou la séparation administrative de Saint-Louis et de Gorée. Par ailleurs, les explorations organisées par les autorités ont ouvert pour un avenir indéterminé de vastes perspectives et stimulé bien des ambitions. Dans l'immédiat des projets comme l'établissement d'un poste à Podor ou l'occupation de la presqu'île du cap Vert ont été suffisamment mûris pour être réalisés dès que le gouvernement le voudra. Par contre, dans le domaine économique si le ministère avait bien pris conscience que le rôle quasi exclusif de la gomme appartenait au passé, il hésitait sur les méthodes à employer pour assurer une diversification jugée chaque jour de plus en plus nécessaire.

Au total, soumis aux pressions contradictoires des négociants européens et des traitants et aux aléas de la conjoncture métropolitaine et sénégalaise, le ministère, faute de doctrine ferme s'était montré indécis, louvoyant et maladroit. Après la brutale secousse de février 1848, il fallut attendre le retour au calme politique pour se décider enfin à étudier dans son ensemble la situation sénégalaise qui ne cessait de s'aggraver. La commission des comptoirs et du commerce des côtes d'Afrique réunie par le gouvernement au milieu de 1850 allait en fournir les moyens.

CHAPITRE XIX

VERS UNE POLITIQUE D'EXPANSION :

LA COMMISSION DES COMPTOIRS D'AFRIQUE.

En juillet 1850, le gouvernement décide de réunir une commission à laquelle il assignera très rapidement un but beaucoup plus large que le seul examen initialement prévu des problèmes des comptoirs de la côte occidentale et du commerce de la côte orientale. Ses conclusions ne seront connues que près d'un an plus tard. Pendant ce temps, le capitaine de frégate Protet désigné en juin pour succéder à Baudin se trouve confronté à une situation difficile dont il prend la mesure peu après son arrivée à Saint-Louis en octobre. Il n'avait évidemment point reçu d'instructions précises mais il avait reçu mission de s'informer et de rédiger un rapport d'ensemble afin d'éclairer le gouvernement et par là-même les travaux de la commission :

> "Vous devez aussitôt votre arrivée vous efforcer de pénétrer la réalité de la situation et de réunir tous les éléments qui seront de nature à mettre le gouvernement en mesure de se faire une opinion afin de s'arrêter aux résolutions que pourraient comporter les circonstances" (1).

---

(1) Ministre à gouverneur, 23 août 1850, n° 282, ANSOM Sénégal I 37 c, dépêche publiée par SCHEFER, op. cit., t. 2, p. 208.

1°/ La Commission des comptoirs

a) Les origines

L'idée de recourir à la réunion d'une commission pour régler les problèmes africains n'était point neuve. Le gouvernement de Louis-Philippe avait utilisé cette procédure à deux reprises pour tenter de définir la politique de la France en Algérie. En 1833, tout d'abord, alors que l'absence de plan d'ensemble et de décisions fermes rendait de plus en plus difficile le vote par le Parlement des crédits demandés par le gouvernement, le président du Conseil, Soult, pour conjurer le péril, fit décider la réunion de la commission d'Afrique. Ensuite, en 1847, fut constituée une grande commission parlementaire présidée par Alexis de Tocqueville à l'occasion du projet de colonisation militaire de Bugeaud (2). Pour le Sénégal, on l'a vu, le ministère de la Marine avait créé en 1842, une commission chargée d'étudier le commerce de la gomme non seulement sous son aspect économique mais aussi sous ses aspects social et politique. Cinq ans plus tard, il prescrivit au gouverneur de Bourdon-Gramont de constituer une commission spéciale destinée à apprécier la valeur des différents postes du fleuve et à proposer une politique pour l'avenir. Dans ces deux cas, il s'agissait de problèmes particuliers et ainsi aucune approche d'ensemble du problème sénégalais n'avait été tentée, à la différence de ce qui s'était passé pour l'Algérie. Pourtant la situation de la France sur la côte occidentale d'Afrique offrait quelques similitudes. Ne fallait-il pas là aussi, après tant d'hésitations et de contradictions choisir entre l'abandon, l'occupation restreinte ou la domination d'une vaste partie du continent ? Ne fallait-il pas également rechercher les meilleurs moyens de stimuler l'économie pour le plus grand profit de la métropole ?

---

(2) JULIEN (Ch. A.) Histoire de l'Algérie contemporaine : La conquête et les débuts de la colonisation, t. 1 : 1827-1871, Paris, PUF, 1964.

Le gouvernement français ne s'est peut-être pas uniquement inspiré du précédent algérien. L'exemple anglais a pu jouer également dans sa décision. En mars 1842, à la suite de la mission Madden chargée d'enquêter sur la politique menée par Mac Lean en Gold Coast, un Select Committee fut constitué à l'instigation du Colonial Office pour étudier la situation des possessions anglaises de la côte occidentale d'Afrique. Le rapport qu'il rédigea annonçait un développement de l'activité britannique dans cette région et l'on a déjà évoqué le retentissement considérable qu'il eut dans les milieux politiques français. (3)

En 1850, le besoin d'une enquête approfondie sur les positions de la France et sur son commerce le long des côtes occidentales d'Afrique n'était plus à démontrer. Les comptoirs fortifiés d'Assinie, de Grand Bassam et du Gabon, dont l'installation avait été hâtée par l'annonce de la nouvelle politique anglaise, faisaient l'objet de vives critiques car les charges qu'ils imposaient au budget n'étaient point compensées par de brillants résultats économiques. D'autre part, après trente années de tergiversations et de demi-mesures, l'influence de la France au Sénégal n'avait cessé de se dégrader. Pourtant, contrastant avec cette situation désastreuse se manifestaient à travers articles et livres des ambitions considérables. Les enquêtes partielles menées par les autorités et l'abondante littérature consacrée au Sénégal démontraient la nécessité de mettre un peu d'ordre dans toutes les suggestions faites et d'examiner dans une grande confrontation d'idées et d'expériences quel avenir pouvait être envisagé pour la France au Sénégal.

---

(3) Sur les craintes suscitées en France par les conclusions du rapport, voir SCHNAPPER (B), op. cit., pp. 28-29.

Dans ces conditions, la réunion d'une commission présentait un incontestable intérêt. En effet, elle permettait, au terme de ses travaux, d'élaborer un programme précis et de préparer les décisions que le gouvernement prendrait au moment qu'il jugerait opportun. Par ailleurs, elle offrait au ministère le double avantage de répondre à l'attente de nombreux officiers et commerçants désireux de sortir d'un immobilisme fâcheux et de gagner du temps. Il est évident qu'en 1850, l'avenir de la Seconde République demeurait incertain et si de ce fait le gouvernement ne pouvait s'engager hardiment dans une politique nouvelle, rien ne lui interdisait de la définir avec netteté et d'évaluer les moyens indispensables à sa réalisation. Ainsi, elle pourrait être rapidement mise en oeuvre lorsque les conditions politiques seraient réunies. C'est tout cela qu'a bien compris le ministre de la Marine, le contre-amiral Romain-Desfossés lorsqu'il met sur pied, en août 1850, la commission des comptoirs et du commerce des côtes d'Afrique. (4)

---

(4) Joseph Romain DESFOSSES, plus connu sous le nom de ROMAIN-DESFOSSES est né près de Brest en 1798. Enseigne de vaisseau en 1819, il gravit tous les échelons de la carrière maritime, avec lenteur au début, puis plus vite grâce à l'heureuse influence du prince de Joinville dont il fut l'aide-de-camp. Commandant de la station navale de Bourbon et de Madagascar de 1844 à 1847, il fut ensuite promu contre-amiral et major général de Brest. Nommé ministre de la Marine le 31 octobre 1849, il démissionnera en janvier 1851. Vice-amiral en 1853, sénateur en 1855, il commandera l'escadre d'évolution en 1858 puis celle de la Méditerranée. Il sera élevé à la dignité d'amiral de France en 1860. Il meurt en 1864. Voir l'article de Jean-Claude Nardin : "Les papiers Romain-Desfossés et l'histoire coloniale", RFHOM, 4° trimestre 1968, pp. 465-484.

Quelles furent les circonstances qui ont poussé le ministre à prendre une telle décision ? Sans doute, Durand-Valantin, député du Sénégal, arguant que la situation était alors au moins aussi grave qu'en 1842 lança-t-il l'idée d'une commission dans son mémoire publié dans le second semestre de 1849, mais l'élément décisif fut, semble-t-il, les discussions ouvertes à l'Assemblée législative à l'occasion du projet de budget pour 1850 (5).

On n'ignore point la situation financière difficile sinon catastrophique dans laquelle la France se trouve à cette époque et les recommandations sévères faites par des ministres, harcelés sans cesse par le Parlement,aux gouverneurs pour qu'ils réduisent au maximum leurs dépenses. Ainsi, dès le 10 octobre 1849, au cours d'une séance de la commission du budget présidée par le grand orateur monarchiste Berryer, est mise en doute l'efficacité des nouveaux comptoirs, au point qu'un de ses membres propose que les crédits qui leur sont destinés soient supprimés. Cependant, un de ses collègues affirme à son encontre que Bordeaux et Marseille ont tiré avantage de ces créations (6). Après cette première escarmouche tout à fait significative, le débat devait rebondir devant l'Assemblée législative cette fois, les 30 et 31 octobre, lors de la discussion sur le budget et l'organisation du ministère de la Marine. Le député de l'Ardèche, l'ingénieur Chabert, mena une attaque en règle contre la politique coloniale telle qu'elle était conduite par le gouvernement français :

---

(5) Cependant la proposition de Durand-Valantin n'avait pu demeurer ignorée du directeur des colonies, Mestro, qui connaissait bien le Sénégal pour y avoir servi au début de sa carrière.

(6) Séance de la commission du budget du 10 octobre 1849, AN C 981, p. 218.

"A mesure que l'Angleterre acquiert des colonies, ses ressources augmentent, à mesure que la France acquiert des colonies, ses dépenses augmentent. A mesure que la population anglaise se presse sur son sol qui peut à peine la nourrir, ses colonies nouvelles lui apportent des ressources immenses et la prospérité de la mère patrie s'augmente toujours ; à mesure que l'immense sol de la France s'enrichit, ses colonies absorbent sa puissance, épuisent ses richesses et diminuent de plus en plus ses forces" (7).

Quelques semaines plus tard, en décembre, le débat devait reprendre et se poursuivre pendant plusieurs mois tant à la commission du budget qu'à l'Assemblée législative. Cette fois, ce ne sont plus seulement les nouveaux comptoirs fortifiés qui sont en cause, mais le Sénégal lui-même. Ainsi, des députés comme l'amiral Hernoux demandent "des éclaircissements" sur l'établissement de la Casamance et sur la situation en Gambie, ainsi que de substantielles réductions de crédit (8). Celles-ci pourraient être obtenues par la diminution du traitement du gouverneur étant donné le peu d'importance de ces fonctions au Sénégal comparées à celles d'autres colonies comme la Guadeloupe et la Martinique, par une réduction du personnel de santé, "un luxe eu égard au chiffre de la population", et par une éventuelle suppression de l'escadron de spahis, cette "importation malheureuse de l'Afrique du nord dans l'Afrique du midi" (9).

---

(7) Assemblée législative, débat du 31 octobre 1849, Moniteur Universel, 1er novembre 1849 supplément p. 3461.

(8) L'amiral Hernoux (1797-1861) a été précepteur militaire du prince de Joinville, député de 1834 à 1848 puis de nouveau élu en 1849.

(9) Commission du budget, séance du 8 décembre 1849, AN C 981.

Faisant front à toutes ces attaques, le ministre s'efforce de maintenir l'essentiel au moyen de quelques concessions. Tout d'abord, à propos de l'escadron de spahis, il communique à la commission un extrait de la délibération du Conseil d'administration du Sénégal en date du 30 novembre 1848 dans lequel le procureur général démontre avec force la nécessité de la cavalerie dans les opérations de guerre menées sur les rives du fleuve (10). D'autre part, il donne le 20 décembre 1849, au général de Fitte de Soucy chargé d'une inspection au Sénégal, l'ordre d'examiner cette brûlante question (11).

Participant à la séance du 4 janvier 1850, le ministre promet à la commission, sans grand risque, puisque les hostilités sont à peu près permanentes au Sénégal, de supprimer l'escadron de spahis dès que la guerre aura cessé. Par ailleurs, il tente de maintenir le traitement du gouverneur et annonce à la fois une réduction du personnel et une enquête confiée au commandant de la Station navale des côtes occidentales d'Afrique sur l'utilité de conserver intégralement les comptoirs nouvellement fondés et ceux de Sédhiou et d'Albréda. Dans ces conditions le ministre renvoyait toute décision à l'année prochaine lors de la discussion du budget de 1851 (12).

Dans tous ces débats, le ministère a reçu l'appui à la commission des Finances de Fournier, représentant de Marseille et à l'Assemblée de J.B. de Greslan, député de la Réunion. Tous deux justifiaient le maintien des comptoirs

---

(10) Conseil d'administration, séance du 30 novembre 1848, ANSOM Sénégal VII 26 bis 9. L'extrait se trouve dans AN C 984.

(11) Commission du budget, AN C 983.

(12) Commission du budget, séance du 4 janvier 1850, AN C 981, pp. 544, 549, 551.

par les progrès tout récents du commerce français obtenus grâce au développement de la culture de l'arachide et le second suggérait qu'une enquête effectuée dans les grands ports français serait préférable à celle prévue par le ministre sur les lieux mêmes parce que plus rapide et plus significative. V. Schoelcher était également intervenu pour défendre la dignité du gouverneur et par conséquent son traitement de 35.000 francs (13).

Un compromis fut finalement trouvé entre les exigences de la commission et les positions du ministre : faible réduction de l'effectif de l'escadron de spahis et traitement du gouverneur ramené à 30.000 francs au lieu des 25.000 souhaités par la commission. La décision était renvoyée à l'année suivante pour les autres questions. L'enquête promise par le ministre en janvier ne put démarrer rapidement en Afrique, Bouët-Willaumez arrivant au terme de son commandement. C'est donc à son successeur à la tête de la Station des côtes occidentales d'Afrique, le capitaine de vaisseau Penaud, que Romain-Desfossés adressa ses instructions le 23 mai 1850 (14).

A cette date, l'enquête sur place avait perdu beaucoup de son intérêt. En effet, le ministre venait d'opter un mois auparavant pour la réunion d'une commission d'enquête à Paris. Sans doute, cette idée avait dû germer depuis quelque temps dans son esprit, mais elle s'exprima officiellement pour la première fois à l'occasion de la transmission d'une lettre de la Chambre de commerce de Nantes réclamant la prise de possession de la presqu'île du Cap Vert par le ministre de l'Agriculture et du Commerce,

---

(13) Compte rendu des séances de l'Assemblée Nationale, Années 1850, séance du 6 mai, t. 6, p. 512-513.

(14) Ministre de la Marine à commandant de la Station navale, 23 mai 1850, ANSOM Sénégal XIII 2a.

J.B. Dumas (15). Dans sa réponse du 21 avril, Romain-Desfossés pense que la question soulevée par la Chambre de commerce de Nantes ne saurait être examinée "d'une manière détachée" et, en conséquence, fait part à son collègue de sa volonté de se concerter avec lui pour former une commission à l'effet d'étudier

> "toutes les questions relatives à nos comptoirs et factoreries, à la conservation ou à l'abandon d'établissements par nous formés sur la côte occidentale d'Afrique" (16).

Le 17 mai, Dumas donne son accord, mais suggère que soient également traités les problèmes de la côte orientale, invoquant les nombreuses explorations effectuées ces dernières années dans cette région. Romain-Desfossés acquiesça d'autant plus facilement à cette demande qu'il connaissait bien les problèmes de l'océan Indien pour avoir été commandant de la Station navale de Bourbon et de Madagascar et le négociateur du traité signé en 1844 avec l'imam de Mascate qui, depuis quelques années, s'était fixé à Zanzibar au coeur de ses possessions africaines. Le ministre de la Marine accepta la double proposition de son collègue qu'un représentant du ministère des Affaires étrangères soit associé aux délibérations de la commission et que celles-ci demeurent

---

(15) DUMAS (J.B.), 1800-1884, professeur de chimie organique à la Faculté de médecine de Paris et doyen de la Faculté des sciences, député du Nord en mai 1849, il a été ministre de l'Agriculture et du Commerce du 31 octobre 1849 à janvier 1851. Dictionnaire de Biographie française, t. 12, p. 130.

(16) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 21 avril 1850, ANSOM Correspondance générale 222, fol 789 et Sénégal IX 16a.

"tout intérieures et secrètes" (17). Par ailleurs, triomphant des réticences de son collègue, Romain-Desfossés jugea nécessaire et habile, pour donner plus d'autorité aux conclusions de la commission d'enquête, d'associer aux fonctionnaires, négociants et parlementaires auxquels un secret total était demandé (18).

---

(17) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 4 juin 1850, ibid., fol 805.

(18) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 1er août 1850, ibid., fol. 1125. C'est ce secret exigé par Romain-Desfossés qui a fait écrire à Schnapper, op. cit., p. 150 que les travaux de la commission n'avaient fait l'objet d'aucune publication. En fait l'Imprimerie Nationale en juin 1851 a réuni sous le titre "Commission des comptoirs et du commerce des Côtes d'Afrique. Rapports" le rapport général du président de la commission et les rapports spéciaux sur le Sénégal, Gorée, les comptoirs fortifiés et le commerce de la côte orientale. Etaient joints en annexe des statistiques sur le commerce du Sénégal et dépendances, sur celui des côtes occidentales ainsi que le projet de loi sur le régime commercial du Sénégal. L'usage de cet ouvrage tiré à cent exemplaires a été exclusivement réservé à l'administration. Une seule exception : Sauvaire Barthélémy, président de la sous-commission du budget de la Marine et des Colonies l'a reçu pour une brève communication moyennant l'engagement de demeurer discret. Lefort-Gonssolin, ancien député de Rouen, qui en demandait un exemplaire fut éconduit. Ministre de la Marine à ministres des Affaires étrangères et des Finances, 11 août 1851, ANSOM Correspondance générale 224 fol. 931 et dossier sur la publication du rapport ANSOM Sénégal XIII 2 a.

Ainsi, en quelques mois, l'idée d'une commission a pris corps progressivement sous le double aiguillon d'une Assemblée Nationale désireuse de redresser une grave situation financière par des économies drastiques et de la détérioration rapide de l'influence française sur les rives du Sénégal présentée, on l'a vu antérieurement, d'une manière quelque peu alarmiste par le gouverneur Baudin. Si au départ, le ministre a vu dans la commission le moyen de trouver une solution aux problèmes des comptoirs et d'examiner les possibilités du commerce sur la côte orientale, il accueillera très rapidement la suggestion de Durand-Valantin en y ajoutant une réflexion sur les affaires sénégalaises. Ainsi, la commission étendit ses investigations à l'ensemble des intérêts français en Afrique noire.

b) Composition de la commission

Le 8 août 1850 un arrêté du ministre de la Marine crée la commission des comptoirs et du commerce des côtes d'Afrique et en fixe la composition (19). Bien qu'il s'agisse d'une commission interministérielle, le maître d'oeuvre en a été incontestablement le ministère de la Marine et tout spécialement le directeur des Colonies, Mestro. Ce dernier avait apporté tous ses soins à la composition comme en témoigne sa correspondance avec le ministre du Commerce (20). Outre Benoist d'Azy à qui est confiée la présidence, trois autres parlementaires font partie de la commission :

---

(19) Sur cette commission voir le bref article de CAPPERON (L). Au XIXe siècle, une grande enquête en Afrique Française par la commission des comptoirs et du commerce des côtes d'Afrique, Tropiques, février 1952, pp. 12-19.

(20) Ministre de la Marine à Ministre du Commerce, 20 juillet 1850, ANSOM Correspondance générale 222.

Fournier, Germonière et Lopès-Dubec. Les intérêts commerciaux sont défendus par Lecour et Victor Régis. Elle comprend également trois officiers de marine spécialistes des côtes d'Afrique : Guillain, Bouët-Willaumez et son frère Auguste Bouët, ainsi que les représentants des trois ministères concernés : Mestro et Lepelletier de Saint-Rémy, chef de bureau du régime politique pour la Marine, Fleury, chef de division au département du Commerce et Théodore de Lesseps, directeur au ministère des Affaires étrangères (21). Le secrétariat devait être assuré par de Lagrange, sous-chef de bureau, et par de Marivault, lieutenant de vaisseau (22). Ainsi composée, la commission était représentative des différents intérêts en présence, mais bien qu'elle dût son origine à un débat parlementaire l'administration demeurait prépondérante avec sept membres dont cinq pour le seul ministère de la Marine sur treize.

Le président, Benoist d'Azy, vice-président de l'Assemblée législative avait été un membre actif de la commission du budget réclamant des économies et s'interrogeant sur l'utilité des comptoirs. Mais cet inspecteur des Finances, ancien collaborateur de Villèle, était aussi un homme d'affaires intéressé à l'industrie métallurgique et aux chemins de fer (23). Les trois autres parlementaires

---

(21) Théodore de LESSEPS est le frère aîné de Ferdinand. Il est à ce moment directeur des consulats et des affaires commerciales au ministère des Affaires étrangères. Les démêlés franco-anglais au sujet d'Albréda justifiaient en particulier sa nomination.

(22) Arrêté du 8 août 1850, ANSOM Sénégal XIII 2 a.

(23) Denis Emmanuel BENOIST d'AZY (1796-1880) avait débuté dans la diplomatie comme secrétaire de légation à Francfort avant d'entrer dans l'administration des finances sous la Restauration. Après la Révolution de 1830, il abandonne l'administration et se fait

représentaient des villes intéressées au commerce de l'Afrique, Fournier : Marseille, Germonière : Rouen et Lopès-Dubec : Bordeaux. Ils avaient une expérience des affaires pratiquant le négoce et la banque, mais n'étaient point directement engagés dans le commerce des côtes d'Afrique (24). A l'exception de Benoist d'Azy rompu à la pratique parlementaire depuis de nombreuses années, les trois autres venaient d'être élus en 1848 ou 1849. Politiquement tous appartenaient à la majorité conservatrice de l'Assemblée, Benoist-d'Azy représentait le courant légitimiste et de la Germonière était proche de Thiers (25). Unis dans leur opposition à la politique de l'Elysée, ces notables étaient partagés dans le domaine économique : de la Germonière et Benoist d'Azy étaient protectionnistes tandis que Fournier et Lopès-Dubec

---

(23) suite
élire député de la Nièvre. En 1849, il représente le département du Gard où il avait fondé des usines métallurgiques à Alès.

(24) Jacques FOURNIER (1786-1862). Comme négociant, il avait séjourné quelque temps aux Antilles avant de s'établir à Marseille où il créa une fabrique de bougies. Il était membre de la Chambre de commerce. Louis Hippolyte RANGEARD de la GERMONIERE (1807-1887), membre de la Chambre de commerce de Rouen où il est négociant et filateur. Salomon LOPES-DUBEC (1808-1860) appartenait à une famille israélite d'origine portugaise. D'abord avocat, il reprit ensuite les affaires de négoce de son père et devint correspondant de la banque Rothschild à Bordeaux. Adjoint au maire, juge au tribunal de commerce, il était également membre de la Chambre de commerce.

(25) Tous deux protestèrent contre le coup d'Etat et furent incarcérés pendant quelque temps. Fournier et Lopès-Dubec abandonnèrent également la politique active.

inclinaient en faveur du libre-échange (26).

Les comptoirs fortifiés nouvellement créés sur la côte ayant été au coeur des critiques soulevées par la commission du budget le ministère a choisi les représentants du commerce parmi les négociants qui armaient spécialement pour ces destinations : A. Lecour de Nantes et V. Régis de Marseille.

Le premier, ancien capitaine au long cours, devenu armateur et négociant, membre de la chambre de commerce, était bien connu pour l'intérêt qu'il portait à l'Afrique et à l'océan Indien. Plein d'idées et de projets grandioses, il est un impérialiste avant la lettre, soucieux d'assurer à la France des débouchés et des sources de matières premières face aux activités de l'Angleterre et des Etats-Unis. Il proclame avec force que "l'Afrique doit appartenir à la France comme l'Inde à l'Angleterre" et il explique ainsi sa position :

> "La France a besoin de grands centres de consommation. Il lui faut des marchés pour écouler ses produits manufacturés ; fortement établie au Gabon, elle peut de ce point diriger ses expéditions par le delta du Niger à l'intérieur de l'Afrique et nul doute qu'avant peu elle n'obtienne que ce vaste continent devienne un marché réservé" (27).

L'idée d'un impérialisme convergent du nord, de l'ouest et du sud vers le lac Tchad se dégage à travers les mémoires et brochures de Lecour ;

---

(26) Benoist d'Azy était un des chefs de la ligue protectionniste, Le Journal des Economistes, 1850, p. 419.

(27) LECOUR (A.). Rapport sur la colonisation du Gabon et de l'Afrique centrale, Nantes, Busseuil, 1848, p. 11.

"Il faut que le Niger soit français et dès lors nous devons pousser nos explorations jusqu'au lac de Chadda ; c'est alors seulement que nous aurons acquis un grand et vaste marché dont la conquête commencée par la guerre d'Algérie s'achèvera pacifiquement par le commerce".

Il faut, ajoute-t-il :

"Au Sénégal, remonter le fleuve, s'établir sur les plateaux des Bambaras, se mettre en rapport avec le riche pays de Segoo et les mines d'or de Bambara, se frayer une route dans le centre de l'Afrique au moyen d'un contact immédiat avec tous les habitants de l'intérieur du Soudan ... Remonter la rivière de Bassam, fonder sur les plateaux de vastes établissements au milieu de si riches pays et se relier avec Tombouctou." (28).

Lecour entretenait des relations d'intérêt avec le Sénégal et disposait de terres concédées à Mayotte, mais il concentra tous ses efforts sur le Gabon où il entreprit sans succès de créer des plantations de denrées tropicales : canne à sucre et surtout coton afin de "soustraire la France" au monopole des Américains (29). En faisant un tel choix, la direction des Colonies qui n'avait jamais eu la pensée d'abandonner les comptoirs et de condamner la politique des points d'appui définie en 1843 était assurée de ne

---

(28) LECOUR (A), ibid.

(29) Sur Lecour, voir SCHNAPPER (B), op. cit., pp. 92-94 et M'BOKOLO (E) : Noirs et Blancs en Afrique équatoriale. Les sociétés côtières et la pénétration française (vers 1820-1874), Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1981, pp. 98-100.

point avoir de contradicteur (30). Il en était de même avec Victor Régis dont on a déjà mesuré le rôle dans les affaires du Sénégal et qui, en outre, disposait d'une vaste expérience des échanges pratiqués non seulement dans les comptoirs mais aussi sur d'autres points des côtes occidentales, le Dahomey par exemple.

Par ailleurs, il faut insister sur le rôle "d'experts" que pouvaient jouer les trois officiers de marine au sein de la commission. Une longue carrière africaine désignait tout naturellement Bouët-Willaumez, initiateur de la politique des comptoirs et ancien gouverneur du Sénégal. Le ministre le considérait comme l'homme indispensable, le technicien le plus averti, aussi informé de l'économie que de l'administration et de la politique (31). Aux yeux du ministre, il ne pouvait y avoir de défenseur plus pertinent des comptoirs et d'avocat plus talentueux d'une politique d'expansion au Sénégal. Son frère Auguste, appelé également à siéger à la commission avait aussi une expérience africaine qui pour être plus courte n'en était pas moins variée.

---

(30) Séance de la commission du 27 novembre 1850, Mestro déclare "sauf les lumières nouvelles qui pourront ressortir de l'examen auquel va se livrer la commission, le département de la Marine n'a jamais eu la pensée d'abandonner les comptoirs", ANSOM Sénégal XIII 3 a.

(31) Le ministre de la Marine écrivait le 21 avril à son collègue du Commerce "A l'époque prochaine où M. le capitaine de vaisseau Bouët-Willaumez sera revenu en France où il est attendu dans un mois environ, je me propose de me concerter avec vous pour former une commission à l'effet d'examiner avec le concours de cet officier supérieur toutes les questions relatives à nos comptoirs". Dépêche déjà citée.

Aide-de camp de Baudin au moment où celui-ci commanda la Station des côtes occidentales, il est mis en novembre 1847 à la disposition du gouverneur du Sénégal pour prendre le commandement du Serpent, un des avisos à vapeur qui assurait la police du fleuve. Il avait ensuite joué un rôle de premier plan dans la commission chargée d'étudier la situation sur les rives du Sénégal. En 1849, détaché dans les comptoirs de la Côte de l'Or, il avait réussi à faire franchir au Serpent la barre de Grand Bassam. L'événement fut alors célébré comme le début d'une ère nouvelle. Auguste Bouët rentré peu après en France pour rétablir sa santé était donc disponible pour participer à la commission des comptoirs (32).

Le troisième "expert" était le capitaine de vaisseau Guillain. Il avait servi dans l'océan Indien sous les ordres de Romain-Desfossés. Son exploration commerciale de la côte orientale depuis la baie de Delagoa jusqu'au cap Ghardafui l'avait rendu célèbre. Elle rappelait celle que Bouët-Willaumez avait effectuée quelques années plus tôt sur la côte occidentale. (33)

Telle était la composition de la commission en août 1850. Par la suite elle devait connaître plusieurs modifica-

---

(32) Auguste BOUET (1806-1858) a été capitaine au long cours avant d'entrer tardivement dans la marine royale en 1844 probablement sur la recommandation de son frère.

(33) GUILLAIN (Charles) (1808-1875). Entré au service en 1822, il fut affecté pendant de longues années dans l'océan Indien. Son exploration de la côte orientale à bord du brick Le Ducouëdic donna lieu à un rapport très précis sur l'importance et la nature du commerce. Il sera publié dans un ouvrage intitulé "Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de l'Afrique orientale", Paris, Arthus Bertrand, 1856, 3 volumes.

tions. Tout d'abord, Lecour n'a pu participer à ses travaux et devait mourir le 18 mars 1851. D'autre part, une fois achevé l'examen des problèmes relatifs à la côte occidentale, Auguste Bouët partit en février pour accomplir une mission au Dahomey que la commission lui avait confiée (34). Par ailleurs, le ministre fit appel à plusieurs spécialistes pour aider la commission dans ses travaux. Ainsi, le lieutenant de vaisseau Duburquois, bon connaisseur des nouveaux établissements et explorateur de la lagune d'Assinie siègera de novembre 1850 à janvier 1851 (35). Le capitaine de vaisseau Baudin, ancien gouverneur du Sénégal, et Rougelot, représentant le directeur général des douanes, furent désignés comme membres permanents de la commission par arrêté du 31 décembre (36). Enfin, le général de Fitte de Soucy fut consulté lors des discussions sur les problèmes militaires.

La composition de la commission a été essentiellement l'oeuvre du ministre de la Marine qui n'a laissé à son collègue du Commerce que le choix de deux membres : Germonière et Lopès-Dubec (37). On remarque aussi une absence singulière :

---

(34) Sur cette mission voir NARDIN (J. Cl.). La reprise des relations franco-dahoméennes au XIXe siècle. La mission d'Auguste Bouët à la cour d'Abomey, 1851, Cahiers d'Etudes africaines, n° 25, 1967, pp. 59-126.

(35) Arrêté de nomination du 14 novembre 1850, ANSOM Sénégal XIII 2a. Duburquois a franchi la barre d'Assinie avec le Guet N'Dar et a exploré la rivière Tendo en novembre 1849.

(36) Le ministre informe le président Benoist d'Azy de ces nominations le 4 janvier 1851, ANSOM. Correspondance générale 224, fol. 375.

(37) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 20 juillet 1850, ANSOM Correspondance générale 222.

celle du représentant du Sénégal, Durand-Valantin qui avait pourtant suggéré cette procédure pour étudier les problèmes de la colonie. A la commission du commerce des gommes, en 1842, le délégué Calvé avait été appelé en consultation ainsi qu'un "habitant notable" qui n'était autre que Durand-Valantin. La difficile situation financière dans laquelle se débattait le député et qui allait bientôt le conduire à la démission explique-t-elle qu'il ait été écarté ? Faut-il penser qu'à la direction des Colonies on ne souhaitait pas la présence d'un Sénégalais au moment où tous les principes exprimés pour redonner au commerce du Sénégal tout son élan impliquaient une sérieuse remise en cause du rôle des intermédiaires noirs et mulâtres ? La vigueur polémique du mémoire de Durand-Valantin dénonçant l'antagonisme entre négociants européens et traitants sénégalais a-t-elle déplu ? Dans l'état de la documentation, il est bien difficile de trancher, mais l'hypothèse que les trois raisons aient pu jouer ne paraît pas invraisemblable.

Ainsi, l'absence de l'élu du Sénégal parmi les membres d'une commission qui allait pourtant se pencher longuement sur l'avenir de la colonie créait une situation différente de celle qu'on avait connue à la commission du commerce des gommes. Dans la mesure où elle est possible, la comparaison entre ces deux commissions suggère plusieurs remarques. En 1850, le nombre des membres est plus élevé du fait de l'adjonction des parlementaires et des négociants (38). Mais

---

(38) En 1842, la commission comprenait : neuf membres (cinq fonctionnaires et quatre représentants des chambres de commerce des ports intéressés au commerce de l'Afrique mais elle consulta huit personnes. En 1850, treize membres ont été nommés ainsi que deux secrétaires au moment de la constitution de la commission. Par la suite furent appelés à siéger trois nouveaux membres. Il n'y eut qu'un seul consultant.

les deux commissions présidées par un parlementaire éminent, Gautier en 1842 et Benoist d'Azy en 1850 associent également des représentants du ministère du Commerce et de la direction des douanes et quatre de leurs membres ont participé aux travaux des deux commissions : Mestro, Bouët-Willaumez, Fournier et Régis.

Par ailleurs, d'une commission à l'autre, quelques modifications ont été apportées à la représentation des villes intéressées au commerce de l'Afrique. Des cinq villes : Rouen, Le Havre, Nantes, Bordeaux et Marseille présentes en 1842, Le Havre sera éliminée et Bordeaux défavorisée par rapport au grand port de la Méditerranée huit ans plus tard (39). En effet, le port de l'Aquitaine ne disposait plus que d'un seul représentant, le député Lopès-Dubec qui ne siègera guère au lieu de deux : un membre de la Chambre de commerce et Calvé, délégué du Sénégal et porte-parole des maisons bordelaises installées au Sénégal. Par contre, Marseille avait deux avocats actifs en la personne de Fournier et de Régis.

La direction des Colonies n'a point senti le besoin de faire appel aux représentants des intérêts bordelais au moment où la commission discutait des problèmes sénégalais. Peut-être parce que, au départ, la commission devait surtout traiter des comptoirs du golfe de Guinée et du Gabon et que Bordeaux n'y expédiait pas ou peu de navires. De toute façon les négociants bordelais n'ont pas protesté car ils faisaient confiance pour défendre leurs intérêts à Mestro et à Bouët-Willaumez avec lesquels ils entretenaient d'anciennes et étroites relations.

---

(39) En 1842, le gouvernement avait appelé à siéger à la commission les représentants des chambres de commerce du Havre, de Nantes, de Bordeaux et en consultation un membre de la Chambre de commerce de Rouen.

c) Les objectifs de la commission

Quelques jours après l'arrêté de nomination des membres de la commission, le ministre de la Marine s'est longuement entretenu avec le président Benoist d'Azy afin de lui préciser les objectifs qu'il assignait à la commission. Le 21 août, il les lui confirmait par une lettre d'instructions (40).

Le ministre fait remarquer qu'il s'agit tout d'abord de répondre à l'attente du Parlement et qu'il importe en conséquence d'examiner avec soin si les critiques formulées contre les comptoirs fortifiés sont justifiées. La grande question est de savoir si le commerce français trouve des avantages réels dans cette protection qui lui est assurée et si ceux-ci compensent suffisamment les dépenses qui en résultent pour le Trésor. Autrement dit, le ministre pose la question de la rentabilité des comptoirs fortifiés. Le gouvernement souhaite également qu'une fois le bilan dressé, "la commission lui fournisse ... une solution d'abord, à un point de vue général puis au point de vue de chaque comptoir en particulier".

L'amiral Romain-Desfossés passe ensuite en revue la situation de chacun des comptoirs. Ainsi, pour Sédhiou, il pose la question de l'utilité de ce poste alors que sans aucune protection de ce genre, les caboteurs de Gorée trafiquent au Rio Nunez et dans les autres rivières jusqu'en Sierra Leone avec autant de liberté et de sécurité. A Albréda, la question lui paraît plus délicate car le commerce des arachides donne depuis plusieurs années à cet établissement "une importance inattendue" très appréciée du commerce local et des ports métropolitains en relation avec le Sénégal.

---

(40) Le ministre de la Marine à Benoist d'Azy, président de la Commission, 21 août 1850, ANSOM Sénégal XIII 2a.

Mais les relations avec les autorités anglaises de Gambie rendent très incertain son avenir. Dans ces conditions, le ministre attire tout particulièrement l'attention de la commission sur ce problème et souhaite "qu'un parti définitif" soit pris. Il dresse ensuite rapidement le bilan de chacun des trois comptoirs fondés en 1843 : Grand Bassam, Assinie et le Gabon. Dans toute cette première partie de sa lettre, le ministre reprenait à peu près dans les mêmes termes les instructions qu'il avait adressées au nouveau commandant de la Station navale des côtes occidentales d'Afrique, le capitaine de vaisseau Penaud, trois mois auparavant (41).

La commission aura également à se prononcer sur la proposition faite par la Chambre de commerce de Nantes d'occuper la presqu'île du cap Vert. Enfin, élargissant les perspectives, le ministre rappelle les explorations effectuées récemment par des Français dans les différentes parties du continent : Dahomey, côte orientale et Abyssinie et insiste sur les progrès du commerce réalisés ces dernières années le long des côtes d'Afrique (42). En conséquence, la commission devra apprécier la valeur des rapports, mémoires et propositions émanant des explorateurs et des marins du commerce.

Dans cette lettre au président de la Commission, l'accent était mis délibérément sur l'aspect économique. Par ailleurs, on est frappé de constater que le ministre tout en ne cachant pas la faiblesse de certains comptoirs, le Gabon

---

(41) Ministre à capitaine de vaisseau commandant la Station, 23 mai 1850, ANSOM Sénégal XIII 2a. Penaud a été nommé le 22 août précédent. AN BB4 669.

(42) Voyages de Ch. Colomb pour le Dahomey, de Guillain et de Loarer pour la côte orientale, de Combes, Lefebvre et de Rocher d'Héricourt pour l'Abyssinie.

et surtout Assinie sur le plan des échanges, écarte toute idée d'abandon. Ne fixe-t-il pas comme objectif à la commission d'étudier :

> "les mesures qui peuvent être prises pour tirer le plus utile parti possible de chacun des établissements".

En conclusion, et c'est à souligner, le ministre n'entend point contenir dans d'étroites limites les investigations de la commission. En effet, il est disposé à laisser à celle-ci toute latitude, précisant que les propositions d'études qu'il a formulées ne constituent en aucun cas un programme strictement défini et qu'elles ne sont que de simples indications. Le ministre accepte ainsi par avance un élargissement des préoccupations de la commission à l'ensemble des intérêts politiques et commerciaux de la France en Afrique noire. Dans ces conditions, le Sénégal qui n'était point mentionné dans la lettre du ministre sauf en ce qui concerne les deux comptoirs d'Albréda et de Sédhiou placés sous la dépendance économique de Gorée ne pourrait longtemps rester à l'écart des délibérations étant donnée sa situation politique et économique de plus en plus préoccupante. Par ailleurs, le ministre s'engageait à ce que la direction des Colonies fournisse aux membres de la commission tous les documents nécessaires à la formation de leurs jugements. En revanche, il demeurait intraitable en ce qui concerne le secret :

> "la notion même des questions qui seront déférées à l'"examen de la commission exige qu'il ne soit point donné de publicité à sa formation et que ses travaux quant à présent demeurent ignorés" (43).

---

(43) Le secret n'était point total car La Marine, journal de la Marine militaire, du commerce maritime et des colo-

2 - Les débats

a) L'organisation des travaux

La direction des Colonies agit avec célérité puisque le 28 août, huit jours après la constitution officielle de la commission, s'est tenue la séance inaugurale. Seuls cinq membres, uniquement des officiers et des fonctionnaires entourent le président. C'est une prise de contact et un premier échange de vues sur l'organisation des travaux. Mestro et Bouët-Willaumez en profitent pour initier rapidement les représentants des ministères du Commerce et des Affaires étrangères aux problèmes des comptoirs fortifiés (44). Mais comme il était nécessaire de préparer soigneusement les travaux en rassemblant et en coordonnant une documentation dispersée, la prochaine réunion n'eut lieu que trois mois plus tard, le 27 novembre. (45)

Les deux premières séances nous renseignent sur l'esprit dans lequel les travaux vont être conduits. Benoist d'Azy a tenu tout de suite à les placer dans la perspective la plus large possible. Pour lui :

> "La possession de l'Algérie donne à ces études plus d'intérêt et d'importance. Il ne peut sans doute entrer dans les vues de la commission d'étendre son travail outre mesure et elle ne peut s'occuper de

---

(43) suite
nies avait annoncé dès le 4 août qu' "une commission dans laquelle doit entrer le capitaine de vaisseau Bouët-Willaumez va s'occuper de la question de savoir s'il convient de conserver tout ou partie des comptoirs fondés en Afrique depuis quelques années." ANSOM Sénégal XIII 2a.

(44) Les procès-verbaux des séances se trouvent dans ANSOM Sénégal XIII 3a et 3b.

(45) Tous les membres sont présents sauf A. Bouët et Lecour.

l'Algérie que dans l'intérêt des relations avec cet intérieur de l'Afrique encore inconnu. Mais sur les autres points des côtes d'Afrique, non seulement la côte occidentale mais aussi la côte orientale, il y a pour la commission de grands intérêts à étudier, à faire connaître et aux hommes politiques et à l'industrie".

Benoist d'Azy s'affirme donc d'entrée de jeu favorable à une politique d'expansion. Les travaux de la commission devront servir

"à ouvrir à la navigation, au commerce, à l'industrie de nouvelles voies de prospérité".

Bouët-Willaumez se félicitait de l'extension donnée à la commission qui devenait à ses yeux, "celle de l'influence générale que doit exercer la France dans l'ensemble de l'Afrique". Dans ces conditions, l'abandon des comptoirs était hors de question et Mestro affirmait que le département de la Marine n'en avait jamais eu l'intention. Pour sa part, Bouët-Willaumez agitait, argument classique, la menace d'envahissement des Anglais qui venaient d'acheter le comptoir d'Accra aux Danois et qui ne manqueraient point de tirer profit d'un éventuel retrait des Français.

Ainsi, le ton était donné et les négociants et les représentants des grands ports pouvaient être pleinement rassurés sur les intentions du gouvernement.

Benoist d'Azy tint à préciser que la commission disposera de toute liberté pour organiser ses travaux tandis que Mestro, obéissant aux directives du ministre s'engagera à donner aux membres de la commission accès à tous les documents nécessaires. La parole a été tenue, si l'on en juge par le bordereau des pièces communiquées concernant le commerce de Bakel et du pays de Galam, le seul qui ait été conservé. Des trois secteurs géographiques envisagés, c'est

évidemment pour le Sénégal que la documentation disponible a été la plus abondante : correspondance échangée entre le ministre et le gouverneur, programme de Bouët de 1844, rapport de la commission d'enquête du haut fleuve de 1847, un document capital aux yeux de la direction des Colonies, réglementation successive du commerce des gommes, mémoires et pétitions des habitants et des Européens. Le ministre du Commerce et la direction des douanes fournirent les documents statistiques indispensables. Enfin, le livre de Bouët-Willaumez : Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'Afrique fut distribué aux membres de la commission. Par ailleurs, pendant toute la durée des débats, cette documentation a été mise à jour par le directeur des Colonies qui transmettait aux membres de la commission les dépêches reçues du gouverneur du Sénégal et du commandant de la Station navale.

Invité par le président à donner son avis sur l'organisation des travaux de la commission, Bouët-Willaumez avait cru devoir suggérer de débuter par l'étude des comptoirs afin de répondre à l'attente de la commission du budget. Mais Benoist d'Azy, ce qui est tout à fait significatif, tint à lui faire remarquer que la commission des comptoirs restait entièrement libre de régler l'ordre de ses délibérations. Finalement un ordre du jour en quatre points proposé par Mestro fut adopté : questions relatives au commerce intérieur du Sénégal, régime commercial de Gorée, commerce des comptoirs de la côte occidentale et enfin côte orientale. A la suggestion de Fleury, le directeur des Colonies fut chargé de présenter dans les prochaines séances une synthèse des travaux sur le Sénégal et Régis un rapport sur les aspects du commerce à la côte occidentale d'Afrique (46).

---

(46) Commission des comptoirs, séance du 27 novembre 1850.

La commission tiendra du 28 août au 12 juin, 31 séances. Après les deux premières consacrées à la mise en route, 27 séances de travail effectif s'échelonnèrent entre la fin de novembre et le milieu de février. Quatre mois plus tard la commission se réunira les 5 et 12 juin pour approuver le rapport général et les rapports spéciaux rédigés dans l'intervalle et destinés à la publication.

Dans les discussions, le Sénégal s'est taillé la plus grande part puisqu'il a occupé douze séances sur les vingt-sept, les comptoirs, pourtant l'objet initial des travaux six seulement contre neuf pour la côte orientale. Bien entendu nous n'étudierons ici que les travaux de la commission concernant le Sénégal.

b) Le rôle des principaux membres de la commission

Outre le président, trois membres ont joué un rôle essentiel : Régis, Bouët-Willaumez et Mestro.

Le président ne semblait pas avoir manifesté jusqu'ici dans sa carrière d'intérêt particulier pour les colonies et encore moins pour le Sénégal. Mais il a su assimiler rapidement tous les aspects du problème sénégalais. Dans la conduite des débats il a fait preuve de compétence, de souplesse et pourrait-on dire, de pédagogie. Il a su éviter que les discussions ne restent limitées à un cercle étroit de trois ou quatre spécialistes et par des questions pertinentes obliger à aller au fond des choses avec le maximum de clarté possible.

Dans ses interventions, il s'est fait, tout d'abord, l'avocat d'un certain protectionnisme en mettant en avant les intérêts de la métropole, qu'il s'agisse de la concurrence possible des oléagineux tropicaux à l'égard des produits similaires français, ou du danger que ferait courir à la navigation au long cours un trop grand développement

du cabotage de Gorée (47). Ensuite, le membre de la commission du budget qu'il est, donne l'impression de vouloir régler les problèmes en fonction des impératifs financiers et par conséquent de raisonner dans le court terme. C'est une démarche inverse de celle que proposent des membres soucieux d'un avenir plus lointain et qui, comme Bouët-Willaumez veulent d'abord dégager des solutions et ensuite en examiner les incidences budgétaires (48). Dans cet ordre d'idées, le président affiche quelque hésitation à proposer des mesures qui comporteraient un risque de guerre avec les populations riveraines du fleuve (49). Enfin, il semble avoir adopté le point de vue traditionnel défendant d'une part l'indépendance des intermédiaires sénégalais dans le commerce des gommes et de l'autre le recrutement d'engagés à temps pour répondre efficacement aux besoins de main-d'oeuvre (50). Mais il est difficile de démêler la part de la conviction profonde et celle de la tactique. Benoist d'Azy en exprimant de telles positions n'a-t-il point cherché à assurer un meilleur équilibre entre les thèses en présence, à susciter une discussion plus approfondie et en définitive à conférer une valeur inattaquable aux conclusions de la commission ?

Lecour n'ayant pas siégé et étant mort avant la fin des travaux, V. Régis a été, en fait, le seul représentant des négociants. Son autorité n'en a été que plus grande et il a fourni à la commission une information qui a servi de base aux discussions. C'est ainsi qu'il a présenté une documentation très précise et très concrète sur le commerce de la côte occidentale à partir de Sierra Leone. Après avoir

---

(47) Interventions de Benoist d'Azy aux séances des 28 août, 3 et 28 décembre 1850.

(48) Séance du 4 janvier 1851.

(49) Ibid.

(50) Séances des 10 décembre et 30 novembre 1850.

souligné la suprématie des Anglais dans le commerce légitime et des Portugais et des Espagnols dans les affaires de traite, il a insisté sur son rôle de pionnier s'efforçant d'ouvrir au commerce français de nouveaux débouchés. Au passage, il rend hommage à Bouët-Willaumez auquel il exprime la reconnaissance des armateurs pour les renseignements nautiques et commerciaux qu'il a publiés (51). Bien que davantage impliqué dans le commerce effectué au sud de Sierra Leone, Régis a porté un égal intérêt aux problèmes du Sénégal. Son offre de présenter une note sur le régime commercial de la traite des gommes a été acceptée avec empressement par la commission (52). Enfin, il a pris une part active à tous les débats et ses arguments ont souvent fait forte impression. Dans toutes ses interventions, Régis dénonçait avec force les tendances favorables au monopole ou à une réglementation étroite qu'il croit déceler chez certains de ses concurrents nantais et bordelais et dans l'administration et il se fait le défenseur convaincu de la liberté du commerce, source de progrès.

Depuis plus de dix ans, Bouët-Willaumez avait assumé des responsabilités diverses sur la côte occidentale d'Afrique depuis l'oued Noun jusqu'au Gabon. Ainsi, il avait acquis une double expérience militaire et commerciale que personne ne lui contestait. Son prestige était considérable et il avait été sollicité de contribuer à organiser les travaux de la commission. Son propre programme d'expansion élaboré en 1844 servit de base solide aux discussions sur l'avenir du Sénégal. Cependant, il ne semble pas avoir mis à jour son information. Ainsi, par exemple à propos du commerce des gommes, il en reste à l'opinion optimiste exprimée dans son livre au lendemain de la traite abondante de

---

(51) Séances des 30 novembre et 3 décembre 1850.

(52) Séance du 10 décembre 1850.

1845. De même, il ne semble pas avoir mesuré pour la population sénégalaise toutes les conséquences de l'émancipation. Enfin, l'ancien gouverneur du Sénégal a exprimé avec l'appui de son frère Auguste, puis avec le renfort de Baudin, la doctrine de la direction des Colonies permettant à Mestro de limiter ses interventions personnelles et ainsi de leur donner plus poids.

Mestro a été la cheville ouvrière de la commission des comptoirs. Entré dans le cadre du commissariat de la Marine à vingt et un ans en 1825, il a d'abord servi en Guadeloupe, au Sénégal et ensuite en Guyane. De son passage à Saint-Louis, il a acquis une connaissance directe des problèmes qui se manifestera à l'occasion, au cours des débats. Par ailleurs, il a noué des relations avec les négociants bordelais, en particulier avec Hilaire Maurel dont il deviendra l'ami personnel. Passé à l'administration centrale en 1830, sous-directeur des Colonies en 1844, il assiste Galos qu'il remplacera au lendemain des journées de février. Il a donc une longue expérience de l'administration. Rapidement, cet homme intelligent et énergique s'est imposé comme le véritable responsable de la politique coloniale. Incontestablement, les événements l'ont favorisé. En effet, dans cette période d'incertitude politique il se trouvait en face de lui que des ministres éphémères. Sans doute, Romain-Desfossés constitue l'exception, puisqu'il a conservé son portefeuille pendant quinze mois, mais l'amiral est avant tout un technicien plus préoccupé par les questions maritimes - la révolution de la vapeur est son principal souci - que par les colonies. Sa démission au début de janvier n'a aucune incidence sur le déroulement des travaux de la commission (53).

---

(53) Lorsque Romain-Desfossés a démissionné le 9 janvier 1851, la commission était à peu près arrivée au terme de ses études sur le Sénégal. Jusqu'à l'achèvement de ses travaux, elle connaîtra trois autres ministres :

C'est de Mestro que dépendra pour la plus large part l'information des membres de la commission. En effet, les deux études qu'il présenta sur le commerce du Sénégal et sur celui de Gorée revêtent une ampleur toute particulière (54). Pour les membres de la commission qui n'avaient point de connaissance spéciale des problèmes de la Sénégambie, elles constituent par leur précision, leur clarté et leur riche information une excellente initiation, Mestro n'a point manqué au cours des débats de donner aux membres de la commission les compléments d'information qu'ils souhaitaient et de faire état des développements de la situation au Sénégal. Incontestablement, la commission des comptoirs, comme le prouveront le déroulement des travaux et les conclusions auxquels ils ont abouti, a été avant tout l'oeuvre de Mestro.

c) Les dossiers présentés par la direction des Colonies

Comme il en avait été décidé lors de la seconde séance du 27 novembre, ce sont les questions relatives au Sénégal qui ont d'abord été étudiées. le directeur des Colonies comme on l'en avait chargé présenta deux notices, l'une sur le commerce du Sénégal lors de la séance du 7 décembre et l'autre sur le commerce de Gorée, le 28 décembre (55).

---

(53) suite
Th. Ducos dont l'intérim sera assuré par Drouyn de Lhuys, le 18 janvier le contre-amiral Vaillant lui succède et le 10 avril, Chasseloup-Laubat prend possession de fonctions qu'il n'assumera que jusqu'au 26 octobre.

(54) L'étude consacrée au Sénégal comporte 57 pages et celle de Gorée 32.

(55) Notice sur le commerce du Sénégal et note sur le commerce de Gorée présentées par le directeur des Colonies, ANSOM Sénégal XIII 2b.

Pour compléter l'information des membres de la commission, Mestro demanda à Auguste Bouët de lire les conclusions qu'il avait rédigées pour la commission d'exploration du fleuve de 1847 et au secrétaire Lagrange d'établir une note sur le commerce de Sédhiou.

Le directeur des Colonies a donc fait le choix de présenter deux rapports distincts. Un évident souci de clarté suffisait à le justifier mais en insistant avant tout sur l'éloignement et sur la "séparation absolue" des intérêts entre Saint-Louis et Gorée, Mestro se plaçait délibérément dans la perspective d'une dissociation administrative entre les deux établissements.

La notice sur le Sénégal est solidement construite en trois parties : une vue d'ensemble du pays, une présentation des grands problèmes économiques et un schéma des principaux moyens à mettre en oeuvre pour assurer l'avenir de l'établissement français. La première partie se veut descriptive passant en revue les deux rives du fleuve depuis l'embouchure jusqu'aux cataractes du Félou. Leur originalité propre quant aux populations et à la nature des relations commerciales qu'elles entretiennent avec les Français est bien mise en valeur. Cependant, chemin faisant, Mestro ne néglige point l'occasion de faire d'indispensables rappels historiques et d'ouvrir quelques pistes de réflexion. Ainsi, il évoque Portendick, "brèche ouverte à notre monopole commercial et cause incessante d'affaiblissement de notre autorité" et les essais de colonisation agricole dans le Walo. Arguant de sa qualité de témoin oculaire en 1829, il laisse entendre que la question reste ouverte tout au moins en ce qui concerne l'indigo. Par ailleurs, il souligne l'intégration récente du Kayor dans le commerce français grâce au développement rapide de la culture de l'arachide.

Les aspects politiques ne sont point ignorés par le directeur des Colonies qui pose dès maintenant le problème du maintien du poste de Mérinaghen et celui du rétablissement d'un fort à Podor au centre d'un Fouta turbulent mais indispensable au ravitaillement en mil des escales et de Saint-Louis. Enfin, après avoir souligné le rôle de Bakel dans le commerce de Galam, il invite les membres de la commission à regarder au-delà des cataractes du Félou vers le Bambouk dont l'or a toujours fasciné. En regrettant que l'exploration de Huard n'ait point réussi à en déterminer la richesse exacte, il leur suggère indirectement d'en réclamer une nouvelle.

La seconde partie consacrée au commerce s'organise autour de quatre thèmes : les échanges aux escales, les guinées, le commerce de Galam et le régime douanier de Saint-Louis. Mestro démonte avec clarté les mécanismes du commerce des gommes, en présente les différents acteurs et leurs intérêts souvent antagonistes : traitants, traitants au service des négociants, maisons de commerce installées au Sénégal et importateurs de guinées en métropole. Véritable jeu de hasard, il en souligne les conséquences dangereuses pour les traitants dont l'endettement est spectaculaire. Il explique la genèse de la crise, les tentatives infructueuses faites pour l'enrayer et finalement l'ordonnance de 1842. Fruit d'une sérieuse enquête, elle définit encore les règles du commerce des gommes. Mais, après plusieurs années d'application, elle ne semble pas avoir apporté d'amélioration sensible et Mestro suggère que la commission en dresse un bilan exact. D'ailleurs, dans le débat qui devra nécessairement s'ouvrir, il ne craint pas de prendre position. Faisant état de la tendance de plus en plus nette des Européens à monter eux-mêmes aux escales et d'utiliser les services d'un courtier docile à leurs instructions, il déclare :

"Il y a là une force supérieure à toutes les combinaisons artificielles auxquelles on voudra recourir pour réserver aux indigènes du Sénégal dans les opérations de la traite une participation autre que celles de simples subrécargues ou d'agents secondaires à la solde des commerçants".

On ne pouvait être plus net. Le directeur des Colonies abandonnait les principes qui avaient inspiré les législateurs de 1842. Il prenait nettement parti en faveur des intérêts des Européens même si par habileté et pour désamorcer une éventuelle réaction de quelques membres de la commission, il minimisait ce changement de cap en rappelant la possibilité offerte aux Européens par une disposition de l'ordonnance d'être présents aux escales. Enfin, il soulignait que la traite de la gomme, malgré des oscillations considérables d'une année à l'autre, demeurait en fait stationnaire depuis 1842 et que par conséquent elle était incapable d'assurer la prospérité du Sénégal.

L'arrivée massive des guinées à Saint-Louis à la suite de la baisse très sensible de leur coût de fabrication a été une des causes essentielles de la crise. Mestro montre bien la complexité du problème et rappelle l'essentiel des discussions menées quelques années auparavant, à propos de la réglementation du commerce des toiles bleues. Il n'exclut pas qu'un nouveau débat s'ouvre sur la nécessité de défendre les intérêts des manufactures de la métropole et d'instaurer en leur faveur un droit différentiel, solution qui avait été repoussée en 1842 sous le prétexte que la fabrique rouennaise n'était pas encore parvenue à imiter parfaitement les guinées de l'Inde.

Par ailleurs, devant l'emploi de plus en plus considérable de guinées de qualité inférieure aux escales, les ordonnances de 1843 avaient réservé à la traite des gommes des guinées répondant à des normes de métrage et de poids

strictement définies et estampillées à cette fin à Pondichéry. Mais cette mesure avait suscité de nombreuses et fortes oppositions et finalement n'avait pas été vraiment appliquée. Mestro soumettait cette question à la sagacité de la commission et semblait incliner dans ce domaine comme dans d'autres en faveur de la liberté.

Pour le commerce de Galam la question cruciale était de décider si son essor pouvait être assuré par une compagnie privilégiée suivant la doctrine longtemps incontestée du ministère ou par la liberté accordée en 1848 sous la pression des impératifs sociaux. Les autorités du Sénégal, Baudin en particulier, toujours persuadées des bienfaits de la réglementation étaient promptes à condamner le régime de concurrence complète mis en place depuis peu et à prêcher le retour au système d'avant 1848 sauf à imposer à la nouvelle compagnie des conditions plus strictes. Enfin, Mestro soulignait l'importance de l'enjeu en estimant les possibilités offertes par le commerce de Galam bien supérieures à celles des escales, du fait de la variété des produits qui y étaient traités et de l'apparition toute récente d'un produit nouveau : l'arachide.

Le régime douanier de Saint-Louis, dernier thème évoqué, est présenté comme une application classique des principes qui régissent le commerce colonial. Seuls quelques aménagements mineurs ont été apportés pour tenir compte des conditions locales. Faut-il le maintenir tel quel ou l'aménager ? Les résultats de la consultation lancée auprès des chambres de commerce des ports intéressés seront portés à la connaissance de la commission qui décidera après une analyse précise des documents statistiques métropolitains et coloniaux.

Aux questions commerciales se rattachent les problèmes politiques militaires et financiers et c'est l'objet de la troisième partie de la notice. Le double objectif

défini par Mestro n'est point nouveau puisqu'il a déjà été formulé par Bouët et par d'autres. La France doit être maîtresse du fleuve et pour cela écarter toute puissance concurrente et jouer le rôle d'arbitre entre des populations turbulentes. Ensuite, elle doit s'efforcer de diffuser parmi les "indigènes" les goûts et les habitudes de la civilisation. Il faut donc prévoir les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs et en particulier ne point oublier que si un régime de liberté et de concurrence est appliqué tout le long du fleuve comme il paraît souhaitable, les questions politiques en seront compliquées. Il importe donc d'examiner si les forces militaires actuelles sont suffisantes et dans la négative dans quelles proportions elles devraient être augmentées. La question est d'autant plus délicate que les derniers rapports de Baudin ont été contradictoires et qu'il faut attendre que son successeur formule un jugement sur la situation. Le rapport d'Auguste Bouët, jugé capital par Mestro, constituera également une base de discussion de première importance pour la commission. Enfin, celle-ci devra apprécier les incidences budgétaires de la politique qu'elle aura définie.

Dans sa conclusion, le directeur des Colonies, tout en laissant à la commission liberté entière pour mener à bien ses travaux, tenait à préciser les questions essentielles recommandées tout spécialement à son attention. Les premières concernaient le régime douanier. Le commerce français qui bénéficiait déjà du monopole du pavillon devait-il obtenir une protection accrue en restreignant la nomenclature des marchandises étrangères admises au Sénégal et subsidiairement en établissant des droits différentiels au profit des articles similaires français ? Dans l'affirmative, devait-on considérer comme françaises les guinées tirées de nos établissements de l'Inde, bien qu'elles ne soient pas toutes tissées et teintes sur le territoire français ? D'autre part, les droits de sortie sur les pro-

duits du Sénégal pouvaient-ils être maintenus ainsi que le droit établi à l'entrée des gommes à Saint-Louis ?

A propos du commerce proprement sénégalais, Mestro soumettait à la commission les questions suivantes. Fallait-il pour le commerce des gommes aux escales, maintenir le régime instauré par l'ordonnance de novembre 1842 et pour le commerce de Galam le laisser à la concurrence ou le replacer sous le régime d'une compagnie privilégiée ? Dans ce dernier cas - et c'était très important aux yeux du directeur des Colonies - quelles conditions devait-on imposer à la compagnie pour qu'elle puisse assurer le meilleur développement possible des échanges avec les peuples de l'intérieur ?

Dans le domaine militaire, Mestro souhaitait d'une part l'examen cas par cas des différents postes du fleuve afin de déterminer ceux qui seraient à conserver et ceux qui pourraient être abandonnés sans dommage pour l'influence française et de l'autre, s'il ne serait pas utile d'en créer de nouveaux à Podor et à Makhana. Enfin, il faudrait envisager quels effectifs et quel matériel comporteraient ces différents établissements.

Sur le plan financier, Mestro propose d'étudier si le budget dans son ensemble comme dans ses chapitres principaux est bien approprié aux besoins du Sénégal et de son commerce. Habilement, pour ne point effaroucher certains membres de la commission réticents à l'égard de tout alourdissement des charges, il suggère une redistribution des crédits qui compenserait les augmentations sur certains points par des économies sur d'autres.

Le directeur des Colonies mettait ainsi l'accent sur les problèmes majeurs du fleuve qui depuis trop longtemps avaient été traités séparément et trop souvent superficiellement. Pour être plus clair il en avait dressé un véritable catalogue dans sa conclusion, mais il insistait sur leur

étroite connexité, faisant remarquer par exemple, que du tarif douanier adopté dépendrait le volume des recettes et par conséquent les moyens de réaliser ou non les propositions de créer les nouveaux établissements prévus par la commission d'exploration de 1847.

La seconde note du directeur des Colonies était consacrée à Gorée. Plus courte que la première, elle reposait sur les mêmes principes : description et information d'une part, présentation des problèmes essentiels auxquels la commission était invitée à trouver une solution de l'autre. Gorée était définie comme "le centre et le pivot principal des opérations de notre commerce avec toute la partie de la côte qui s'étend du cap Vert à Sierra Leone". Des documents statistiques de la période 1845-1849 permettaient d'évaluer le volume de son trafic mais le directeur des Colonies, pour de plus amples détails, renvoyait à l'ouvrage de Bouët-Willaumez. La grande variété des produits traités, élargie tout récemment avec l'apparition de l'arachide dont la France était le seul débouché, paraissait le gage d'un essor prochain. Mestro insistait également sur la diversité des marchandises d'échange quant à leur nature et à leur provenance, soulignant le rôle important joué par les marchandises étrangères.

Les raisons qui ont conduit à doter en 1822 Gorée d'un régime douanier spécial totalement différent de celui de Saint-Louis sont bien expliquées ainsi que les principales dispositions. Sur cette portion du littoral deux intérêts sont en présence : ceux des Goréens qui vivent du cabotage et ceux des armateurs métropolitains qui expédient en droiture pour le bas de côte. Or Mestro assigne à la commission comme objectif le développement des opérations de Gorée et pour y parvenir, lui donne deux thèmes de réflexion : la réforme du régime douanier et l'occupation de la presqu'île du cap Vert.

En effet, le commerce de Gorée n'aurait-il pas connu un plus grand développement si son régime douanier avait été plus libéral ? La commission pourra se faire une religion grâce aux études menées depuis plusieurs années par le département sous la pression du commerce local. Celui-ci tient à se procurer au meilleur prix les marchandises étrangères indispensables aux échanges afin de faire face dans les meilleures conditions à la concurrence des troqueurs étrangers. Dans un premier projet le ministère avait pensé à un simple assouplissement du régime actuel mais, bien vite, il s'était rendu compte que cette dernière mesure serait inefficace et que pour assurer un nouveau départ au commerce de Gorée, la liberté totale à l'entrée et à la sortie pour toutes les marchandises, quelle que soit leur provenance, était indispensable. Il fallait donc proposer une réforme radicale du régime douanier de Gorée.

Dans sa note - et cela est très significatif -, Mestro privilégiait ici comme dans d'autres domaines les intérêts métropolitains :

> "La question n'était (pas) réduite aux seuls intérêts de la localité ; Gorée était pour nos navires dans leurs relations avec la côte occidentale d'Afrique, un centre d'opérations, où ils avaient besoin de trouver toutes les ressources et toutes les facilités que leur offrent les ports de la métropole, que d'ailleurs les marchandises étrangères étant pour ainsi dire sur ce point, le passeport et le véhicule obligé des nôtres, notre industrie elle-même était intéressée à voir nos relations commerciales y prendre par toutes les voies une extension qui en définitive devrait activer le débouché de nos produits".

Des raisons pratiques poussaient également à une réforme profonde : la facilité d'éluder les restrictions légales et d'installer de petits entrepôts sur le littoral voisin en dehors de la juridiction des douanes. Ainsi, le directeur des Colonies proposait la création d'un port franc à Gorée avec, pour seules réserves, la levée d'un droit de navigation sur les navires étrangers et le monopole du pavillon français pour le transport des guinées et pour les retours en métropole.

Un projet de loi préparé sur ces bases avait provoqué l'opposition du ministère des Finances et des Chambres de commerce dominées par les intérêts industriels, celle de Rouen en particulier. Par contre, les ports intéressés au commerce des côtes occidentales d'Afrique l'approuvaient. Mestro persistait et réfutait dans son rapport les objections qui avaient été formulées. Appuyé par le ministère du Commerce, il soumettait donc cette question à la commission mais honnêtement il l'informait que si la franchise était accordée à Gorée des recettes budgétaires fléchiraient des deux-tiers.

Un second thème d'étude était également proposé : l'occupation de la presqu'île du cap Vert. Après avoir rappelé les demandes favorables exprimées tant en France, par la Chambre de commerce de Nantes par exemple, qu'au Sénégal par le conseil d'arrondissement de Gorée et le commandant de la Station navale, Mestro passait très longuement en revue les raisons politiques et militaires, économiques et sociales qui militaient en faveur d'une réponse positive. Persuadé de toucher les sentiments catholiques de la majorité des membres, il ne manquait pas d'invoquer aussi la récente installation de missionnaires à Dakar. Pour lui, les droits de la France sur la presqu'île ne souffraient aucune contestation et en conséquence il invitait la commission à apprécier l'opportunité de l'occupation politique

qui, ajoutait-il, était vivement souhaitée par les indigènes.

Mestro a confié à de Lagrange, sous-chef de bureau à la direction des Colonies le soin de rédiger une notice sur Sédhiou. Sans doute, la question relative à ce poste pouvait être considérée comme complémentaire de celle concernant Gorée, mais il préférait la voir traitée séparément parce que, selon lui, elle ne s'y rattachait qu'indirectement. La méthode employée demeurait la même. De Lagrange retraça l'historique de l'établissement, évoquant les raisons qui avaient justifié le choix du site, son régime économique et ses modifications à la suite de la dissolution de la Compagnie de Galam et son importance militaire dans cette région troublée. Des statistiques pour la période 1841-1849 révélaient que le mouvement commercial se situait autour de 500.000 francs. Ce chiffre était faible et de ce fait l'utilité du comptoir avait été contestée. Mais l'administration locale était favorable à son maintien. En effet, il jouait un rôle non négligeable pour le cabotage de Gorée et la culture de l'arachide semblait destinée à prendre un développement important dans la région. La question soumise à la commission était de savoir si le volume du commerce que le poste est destiné à protéger vaut les frais qu'il occasionne et si les caboteurs de Gorée pourraient trafiquer sans point d'appui en Casamance ainsi qu'ils le font dans le Rio Nunez, le Rio Pongo et dans d'autres rivières.

Les rapports de synthèse remarquables par leur clarté, leur documentation et leur argumentation s'inspiraient très largement, tout spécialement pour les deux premiers, de l'ouvrage de Bouët-Willaumez. Mais l'ancien gouverneur du Sénégal dans cette publication officielle ne pouvait que très implicitement dégager des conclusions des faits qu'il avait observés. Mestro, lui, dans la conjoncture de 1850, n'avait pas hésité à se montrer plus net et à esquisser les grandes lignes d'une politique nouvelle d'expansion. Par là même, il orientait les travaux de la commission.

d) Les grands problèmes abordés

Les discussions sur les affaires de Saint-Louis et de Gorée ont occupé douze séances échelonnées du 7 décembre 1850 au 14 janvier 1851. Plutôt que de les suivre séance après séance, il paraît préférable de les regrouper autour des thèmes suivants : régime de la traite aux basses escales et à Galam, système douanier de Saint-Louis et de Gorée, problèmes de domination ou comment assurer une protection efficace au commerce, réforme administrative et incidences budgétaires des orientations définies et enfin problèmes de l'enseignement et des missions religieuses ou la justification civilisatrice.

Contrairement à ce qu'on pouvait attendre après la lecture de la notice sur le Sénégal, le 7 décembre, ce n'est pas Mestro qui a ouvert, à la séance suivante du 10 le débat sur le régime de la traite des gommes mais Régis qui, dans un plaidoyer en faveur d'une liberté complète, lança une vigoureuse offensive contre le régime mis en place en 1842.

Cette intervention initiale peut surprendre et elle n'a été évidemment possible que grâce à la complicité de Mestro dont il faut essayer de comprendre les mobiles. Le directeur des Colonies avait déjà exprimé ses préférences en faveur de la liberté lors de la réunion de la commission de 1842, tout en reconnaissant que toutes les conditions pour l'instaurer n'étaient pas réunies (56). En agissant ainsi, il plaçait d'emblée les débats sur le plan des principes et laissait dire à Régis d'une manière quelque peu provocatrice ce que ses responsabilités l'empêchaient d'exprimer aussi nettement. Par ailleurs, en ordonnant d'insérer en annexe au procès-verbal de la séance la communication

---

(56) Commission du commerce des gommes. Procès-verbaux et rapport, op. cit., séance du 3 octobre 1842.

du négociant marseillais, Mestro montrait tout l'intérêt qu'il attachait à ses prises de position.

Dès le début, Régis stigmatisait avec force les interventions du gouvernement dans les affaires commerciales et définissait qu'elle devait être sa véritable mission :

> "Le gouvernement, doit faciliter et protéger le commerce, tout ce qu'il fait au-delà est nuisible aux intérêts qu'il se propose de défendre.
> Avec d'excellentes intentions lorsqu'il a voulu dépasser ces limites et apportant son concours et son intervention dans le détail des affaires commerciales, il a froissé des intérêts qui ne s'étaient pas montrés d'abord, il a satisfait les uns aux dépens des autres et il s'est vu assailli par des réclamations incessantes. Cet état de choses démontre qu'il avait manqué son but.
> Ouvrir les voies par des explorations intelligentes, les rendre sûres par des traités et par la force, c'est tout ce qu'il doit au commerce et tout ce que celui-ci est en droit de lui demander".

Régis pense que ces principes généraux et incontestables peuvent s'appliquer au Sénégal. Il dénonce le vieux préjugé, expression d'intérêts égoïstes, qui en affirmant que le Sénégal est un pays exceptionnel et qu'il réclame des règlements administratifs et commerciaux particuliers est, en fait, responsable des malheurs qui ont frappé la Colonie.

La commission de 1842 "n'a pas osé aborder de front la grande question de la liberté commerciale" et a manqué totalement son but. Le régime qu'elle a instauré n'est pas de notre époque et ne correspond point à l' intérêt général car depuis sept ans les misères ne sont pas moindres, les dettes se sont peut-être accrues et le "commerce végète

tristement resserré qu'il est dans un cercle étroit et vicieux".

Régis ne cessera de défendre au cours des séances suivantes et notamment à celle du 14 décembre sa conviction que seule la liberté du commerce est féconde et que, par conséquent, le Sénégal ne doit plus vivre sous "le régime artificiel" qui est encore le sien.

Sur le plan pratique, le président Benoist d'Azy résumait la déclaration de principe de Régis par ces deux objectifs : liberté du commerce des escales et suppression du privilège des traitants. Or, il avait tenu à faire remarquer dès le début de la séance que les questions du commerce du fleuve n'intéressaient pas seulement les négociants européens mais aussi l'existence de la population sénégalaise. La dimension sociale du problème était ainsi soulignée dans toute son ampleur.

Bouët-Willaumez sera tout au long des débats le principal interlocuteur de Régis. Il tentera une défense d'ailleurs peu convaincante, de l'ordonnance de 1842. Selon lui elle n'a en rien porté atteinte à la liberté du commerce car celle-ci existe à deux exceptions près : la corporation des traitants - mais les conditions d'admission sont très larges - et le compromis - mais en ce qui le concerne il n'y a jamais eu recours. On assiste donc entre les deux protagonistes à une passe d'armes sur la liberté du commerce et la manière dont on la comprend.

Au cours des débats, Régis se présente comme le porte-parole des négociants réclamant le droit de participer directement aux affaires du fleuve en envoyant aux escales des commis européens. Il prétend même qu'une plus grande liberté et l'exemple d'un commerce plus intelligent dirigé par quelques Européens constitueraient un stimulant heureux

pour les traitants africains (57).

A l'opposé, Bouët-Willaumez peut apparaître comme le défenseur des intérêts africains lorsqu'il souhaite que dans le présent, le privilège réservé aux indigènes de traiter aux escales soit maintenu. Mais en définitive, l'opposition entre les deux hommes est plus apparente que réelle, l'ancien gouverneur du Sénégal considérant également la liberté du commerce comme un objectif à atteindre. Mais ce qui le sépare de Régis, c'est l'opportunité d'un changement brutal de l'organisation de la traite. Pour Bouët-Willaumez, la proclamation immédiate de la liberté provoquerait l'élimination des intermédiaires africains qui perdraient leurs moyens de vivre. Ce qui s'est passé tout récemment à Gorée

---

(57) Le point de vue de Régis était assez largement partagé. Ainsi, à peu près au moment où il intervenait devant la commission, un correspondant sollicité par Mestro de donner son avis et dont l'identité n'a pu être percée s'exprimait à peu près dans les mêmes termes dans une lettre datée du 27 décembre 1850 : "La liberté pleine et entière pour tous de traiter la gomme partout et en toute saison me semble le plus sûr moyen d'arriver à une amélioration marquée dans le commerce du Sénégal". Il partage le même jugement négatif sur l'ordonnance de 1842 et conclut "que l'obligation imposée (de se servir de l'intermédiaire d'indigènes pris dans la corporation) est bien plutôt une charge pour le commerce européen qu'un allègement pour les indigènes". ANSOM Sénégal XIII 2a. Nous retrouvons ici comme un écho des polémiques suscitées par l'organisation du commerce des gommes entre négociants européens et traitants sénégalais et qui ont été particulièrement vives après l'émancipation des esclaves.

avec les progrès rapides du commerce de l'arachide vient d'en offrir un exemple concluant. La liberté commerciale ne sera possible selon lui, que lorsque le niveau de l'instruction des indigènes se sera élevé et c'est pourquoi il avait créé un collège à Saint-Louis pendant son gouvernement.

Le représentant de Rouen, Germonière, appuyait d'une manière brutale le point de vue de Régis. Interprétant d'une manière très libre une lettre du gouverneur Baudin citée par Mestro, il en concluait que les traitants formaient "une sorte de population parasite","un obstacle" à l'extension du commerce européen. En conséquence, il déniait toute nécessité à l'emploi des traitants aux escales. Régis, interrogé par le président sur ce dernier point, se montrait beaucoup plus habile pour faire triompher son point de vue. Sans doute, il concédait que cette restriction à la liberté s'expliquait par une question d'humanité mais il se déclarait fermement convaincu que si l'entremise des indigènes cessait d'être obligatoire, elle resterait nécessaire dans beaucoup de cas, le climat interdisant à l'Européen d'aller trafiquer dans l'intérieur de l'Afrique.

Mestro comme Bouët-Willaumez pensait qu'il serait impolitique de négliger les intérêts des traitants ajoutant que :

> "la population de Saint-Louis est ... un auxiliaire très puissant pour notre garnison et qu'il est important de conserver son affection".

En conséquence, le maintien du caractère obligatoire de l'entremise des traitants indigènes s'imposait. Ce choix pouvait se justifier par le fait que les Européens trouvaient une sauvegarde suffisante de leurs intérêts dans le droit qu'ils avaient de monter aux escales pour surveiller les opérations de leurs traitants (58). En raisonnant ainsi,

---

(58) Le droit réservé aux Européens ou à leurs commis résultait implicitement de l'ordonnance de 1842 et de l'ar-

Mestro encourageait implicitement une évolution engagée depuis quelques années et vivement souhaitée par les négociants de Saint-Louis : la transformation des traitants à leur compte en simples courtiers. Dans ces conditions, le directeur des Colonies n'avait pas trop de mal à rallier à ses vues tous les membres de la commission, y compris Germonière.

La discussion sur le principe de liberté commerciale et sur le rôle des traitants s'est trouvée approfondie par l'examen de questions plus techniques. La première est relative au "privilège du vendeur" réservé aux bailleurs de marchandises de traite. Cet usage ancien au Sénégal, inscrit dans l'ordonnance de 1842 et confirmé dans l'article 4 de l'arrêté présidentiel du 5 mai 1849 avait pour but de faciliter les opérations des traitants travaillant à leur compte (59). En fait, cette disposition semble n'avoir tourné qu'au profit exclusif des négociants. En effet, si le traitant n'a pas vendu toutes ses marchandises, il est aux yeux de la législation débiteur de la totalité. Or le prix de la guinée baisse toujours à la fin de la traite et il doit prélever sur ses bénéfices non seulement l'intérêt à 12 % mais encore la différence entre le cours de la guinée au moment où il l'a reçue et le cours au moment où il la restitue. Pour Régis, le négociant ne devrait bénéficier que de garanties ordinaires, car il serait ainsi beaucoup plus sobre d'avances.

... rêté du 5 mai 1849. Bouët avait été plus net dans son arrêté pris le 10 février 1843 en application de l'ordonnance : "Il sera permis aux expéditeurs d'aller en rivière pour y surveiller leurs intérêts ; toutefois pour y être tolérés, ils devront être inscrits sur le rôle d'équipage du navire sur lequel ils ont été embarqués".

(59) Article 10 de l'ordonnance de 1842 et article 4 de l'arrêté du 5 mai 1849. Voir annexe II. La question du privilège du vendeur a été discutée lors de la séance du 14 décembre 1850.

Avec l'accroissement sensible des dettes, le privilège du vendeur était de plus en plus contesté. Le débat opposa Bouët-Willaumez à Régis, en particulier sur le montant des dettes. Le premier dont l'information datait de l'excellente récolte de 1845 le minimisait tandis que le second, soutenu par Mestro le jugeait inquiétant et dangereux (60). Ce fut d'ailleurs l'occasion pour Régis d'affirmer une nouvelles fois, mais avec encore plus de netteté, que la transformation des traitants en courtiers étant dans "la nature des choses", il ne fallait point "chercher à reculer ce résultat inévitable mais voir dans une plus grande liberté" le"remède naturel" à la triste situation du Sénégal.

Benoist d'Azy se risqua à proposer un compromis mais Mestro n'hésita pas à prendre le parti de Régis. En effet, le directeur des Colonies considérait le privilège "comme un de ces expédients qui ne procurent à une institution défectueuse une existence artificielle que pour l'engager de plus en plus dans des difficultés insurmontables". En conséquence, il concluait à sa suppression et c'est finalement à cette position que se rallia la majorité de la commission.

Régis qui poursuivait son offensive contre les atteintes à la liberté du commerce dénonça dans une note spéciale l'interdiction du colportage en rivière édictée par l'ordonnance de 1842. Il s'agissait d'un trafic qu'effectuait auparavant un grand nombre de petits traitants. Après avoir acheté au comptant des marchandises à Saint-Louis, ils montaient aux escales où ils échangeaient leur pacotille contre de la gomme. Ils trouvaient ensuite à troquer ce pro-

---

(60) Pour le directeur des Colonies une belle récolte fait concevoir pour l'année suivante des espérances qui pour être sans fondement n'en ont pas moins pour effet de faire augmenter considérablement les demandes de guinées ... Ainsi, le traitant s'obère davantage vis-à-vis du négociant.

duit en rivière contre de nouvelles marchandises et renouvelaient ce trafic jusqu'à la fin de la traite (61).

Pour Bouët-Willaumez, le colportage présentait un aspect politique car le risque était grand que les traitants le pratiquent en dehors des escales. Eludant ainsi le paiement des coutumes, les chefs maures étaient fondés à protester. Pour Régis, de simples mesures de police suffiraient à éviter la contrebande. A sa suite, la commission adopta le voeu qu'il fut possible de lever dans les plus brefs délais, l'interdiction édictée en 1842.

Par le biais du colportage, c'était tout le grave problème des coutumes qui se trouvait posé mais en réalité le débat tourna court, Mestro se contentant de présenter l'unité des coutumes comme un objectif à atteindre sans préciser quels pourraient en être les moyens.

Autre atteinte à la liberté du commerce dénoncée par le négoce européen, "le compromis" a fait l'objet d'un très rapide échange de vues car Bouët-Willaumez et Mestro ont montré qu'il était impossible d'en assurer l'application. Il fut unanimement condamné par la commission comme une exception au droit commun (62).

---

(61) Article 12 alinéa 2 de l'ordonnance de 1842 et article 6 de l'arrêté du 5 mai 1849. La question du colportage a été débattue dans la séance du 17 décembre 1850.

(62) La nouvelle expérience qui en avait été faite pendant la traite de 1850 apporta une preuve supplémentaire des difficultés d'application. La commission écarta délibérément les raisons invoquées par le conseil d'administration du Sénégal en faveur du compromis.

Par les voeux qu'elle exprimait la commission poursuivait le démantèlement de l'ordonnance de 1842 dans toutes ses dispositions restrictives. Il en était de même pour la législation de 1843 réservant à la traite des gommes les guinées estampillées. Mestro et Bouët-Willaumez n'eurent aucun mal à prouver qu'elle n'avait point apporté les résultats recherchés, bien au contraire. En effet, l'estampille servait trop souvent à légaliser la fraude car de mauvais tissus auxquels les fabricants de l'Inde n'hésitaient point à donner le poids réglementaire grâce à un certain apprêt recevaient la garantie officielle. D'ailleurs, les acheteurs maures ont suffisamment d'expérience et d'habileté pour contrôler eux-mêmes la marchandise qu'on leur livre. La commission conclut de cet échange de vues que le privilège des guinées estampillées devrait être aboli et qu'en conséquence les guinées de toutes sortes pourraient être portées aux escales (63).

Ensuite, la commission s'est penchée sur le commerce de Galam qui pour les "retours" atteignait deux millions et demi de francs, selon l'évaluation de Régis, quelque peu supérieure à celle des statistiques officielles. Il lui fallait choisir entre le régime de la compagnie privilégiée et celui de la libre concurrence instauré en 1848. La correspondance reçue de Saint-Louis et lue en séance faisait apparaître une véritable préférence pour le monopole. Mais, Bouët-Willaumez et Régis ayant insisté sur toutes les entraves qu'il apportait au développement des échanges, la commission sensible à la force de leur argumentation décida de poursuivre l'expérience de la liberté (64).

---

(63) 9ème séance, 21 décembre 1850.
(64) 8ème et 9ème séances, 17 et 21 décembre 1850.

Le régime commercial de Saint-Louis et de Gorée constituait le second thème important discuté par la commission au cours de près de trois séances (65). On sait que Saint-Louis et Gorée bien que placées sous une même autorité politique n'avaient guère d'intérêts commerciaux communs et que leur régime douanier était totalement opposé.

Mestro ouvrit la discussion par la lecture d'un projet de loi établi à sa demande par le ministère du Commerce (66). Il apportait de sensibles modifications au régime douanier de Saint-Louis, mais son objectif primordial était le complet affranchissement du port de Gorée.

Les innovations en ce qui concerne Saint-Louis allaient dans un sens libéral : admission de certaines marchandises par extraction directe de l'étranger et suppression du droit de 2 % à l'entrée et à la sortie (67). Evidemment le monopole du pavillon était maintenu ainsi que le régime instauré en 1831 autorisant l'exportation de la gomme vers toutes les directions.

Pour éclairer les membres de la commission dans leur décision, Mestro rappela opportunément l'évolution récente du contexte international. En effet, le gouvernement anglais

---

(65) Les débats occupèrent les 10ème et 11ème séances, 26 et 28 décembre 1850 et une partie de la 12ème, 4 janvier 1851.

(66) Le ministre de la Marine et des Colonies réclamait dans sa lettre du 9 janvier 1850 au ministre de l'Agricul - ture et du Commerce un prompt règlement du nouveau régime commercial, ANSOM Correspondance générale 222, fol. 543.

(67) Une liste assez large de marchandises admises était annexée au projet. Sauf les fers, aciers non ouvrés et poudres, elles n'étaient que de médiocre importance.

venait d'abolir en 1849 les antiques et sacro-saints actes de navigation et les derniers vestiges du protectionnisme et du vieux système colonial. Le nouveau régime mis en place à Londres permettait aux étrangers de participer à la navigation coloniale anglaise mais sous réserve de réciprocité. Face à cette situation inédite, la France devait préciser sa doctrine au moment où des négociations s'engageaient pour conclure avec la Grande-Bretagne une nouvelle convention de navigation. Le gouvernement français paraissait incliner en faveur de concessions. Le directeur des Colonies s'interrogeait sur les conséquences qui pourraient en résulter pour la position exceptionnelle de Saint-Louis. A ses yeux, c'est tout le système politique et commercial qui avait jusqu'alors prévalu au Sénégal qui risquait d'être remis en cause.

Le directeur des Colonies craignait que l'admission au Sénégal de marchandises tirées de l'étranger sous pavillon français ne constituât une source d'embarras pour nos négociateurs et surtout un prélude à de nouvelles concessions. La France ne courait-elle pas le danger d'être entraînée à autoriser à Saint-Louis d'abord la présence de navires anglais et ensuite de sujets de la reine Victoria ? Les Anglais pourraient alors s'emparer de notre commerce. Cela était évidemment inacceptable et Mestro partageait la conviction exprimée par la Chambre de commerce de Nantes quelques mois plus tôt : "A aucun prix, nous ne devons laisser l'Angleterre pénétrer au coeur de ce grand continent" (68). Or le Sénégal était une des meilleures voies d'accès et la France devait en posséder l'entière maîtrise.

Pour la même raison, le directeur des Colonies condamnait également la faculté d'exportation directe de la

---

(68) Les membres de la chambre de commerce de Nantes à ministre du Commerce, 21 mars 1850, lettre déjà citée.

gomme pour toutes destinations accordée en 1831. Il optait donc pour un renforcement de l'exclusif en refusant tout commerce direct avec l'étranger tant à l'exportation qu'à l'importation. La commission adopta son point de vue comme elle le fit à propos du droit de 2 % alors appliqué à toutes les marchandises à l'entrée et à la sortie. Mestro en rejeta la suppression proposée par le ministre du Commerce pour d'évidentes raisons financières, car il savait bien qu'il était impossible dans les circonstances présentes de combler cette importante perte de revenus par une augmentation de la subvention métropolitaine. Le représentant du ministère du Commerce, Fleury, défendit très mollement le projet de son administration, se contentant de regretter que "conçu dans des idées libérales (il) soit devenu au contraire l'occasion de restrictions nouvelles" (69).

La création d'un port franc à Gorée était une des revendications exprimées à plusieurs reprises par les commerçants de l'île soucieux de disposer dans de bonnes conditions de toutes les marchandises nécessaires à leur trafic. Le ministère du Commerce en avait fait un des objectifs principaux de son projet de loi qui dans son article 3 stipulait que :

> "Les marchandises de toute espèce et de toute provenance (à l'exception des guinées) pourront être importées à l'île de Gorée et en être exportées en franchise de droit de douane et d'entrepôt".

Il suscita de vives discussions au sein de la commission. En effet, de la Germonière tint à exprimer les craintes de l'industrie rouennaise. Il se déclarait satisfait du régime actuel et voyait un grave danger à le changer car le marché goréen, une fois ouvert aux Anglais et

---

(69) 10ème séance, 26 décembre 1850.

aux Américains ne tarderait pas à être envahi par leurs marchandises aux dépens des nôtres d'un prix plus élevé. En conclusion, pour mettre un terme à la contrebande dont se plaignaient les autorités locales, il déclarait préférer l'occupation de la presqu'île du cap Vert à la création à Gorée "d'un entrepôt de marchandises étrangères".

Le président et Régis lui répliquèrent en prouvant qu'il était impossible de faire de Gorée un marché fermé et qu'inévitablement la contrebande renaîtrait en Gambie ou dans les territoires indépendants et que l'approvisionnement en marchandises étrangères était indispensable à l'essor de la troque le long de la côte. Bouët-Willaumez les soutint efficacement en faisant état de divers documents administratifs. De la Germonière, à la suite d'une remarque de Benoist d'Azy essaya de faire rebondir la discussion en opposant une nouvelle fois intérêts métropolitains et intérêts locaux. Selon lui, la création d'un entrepôt réel à Gorée en ferait un centre de cabotage si important qu'il pourrait devenir nuisible à la navigation au long cours. Avec sa connaissance incontestée du commerce des côtes africaines, Bouët-Willaumez n'eut aucun mal à dissiper ces craintes et la commission adopta le projet de franchise du port de Gorée (70).

Bouët-Willaumez et Régis ont profité de cette onzième séance pour apporter aux membres de la commission une documentation très précise sur le commerce des arachides qui constitue déjà un important élément de fret pour la marine marchande. Par ailleurs, ils ne négligèrent point de faire vibrer la corde sensible chez plusieurs de leurs collègues en exprimant l'espoir que ce nouveau commerce permettra d'extirper la traite, les détenteurs de captifs se rendant compte qu'ils ont plus d'intérêt à faire travailler un

---

(70) La commission a introduit une modification secondaire dans la rédaction de l'article 3 : elle a retranché le mot "entrepôt" jugé inutile.

esclave qu'à le vendre (71).

La commission devait ensuite statuer sur les aspects techniques du projet. L'article 4 prévoyait la perception d'un droit de 4 F 12 par tonneau sur tout navire étranger rompant charge à Gorée. Régis protesta très vivement contre cette disposition maladroite qui, selon lui, risquait d'éloigner les navires étrangers au moment même où justement on cherchait à les attirer. Rougelot, représentant de l'administration des douanes ne partageait point cette crainte puisque en vertu d'une convention de 1826, le pavillon britannique était assimilé au nôtre quant aux droits de navigation levés dans nos colonies. La situation était évidemment différente pour les Américains mais l'administration se déclarait prête à leur concéder la même faveur s'ils en faisaient la demande par voie diplomatique. Par ailleurs, Mestro s'inquiéta de ne plus voir figurer dans le projet le droit de 1 % payé par les bâtiments français venant de l'étranger. Soucieux de ne point diminuer les ressources locales, il en réclamait le maintien mais Rougelot refusa faisant remarquer que ce droit serait aussi applicable aux navires se rendant du bas de côte à Gorée. On irait alors à l'encontre du but recherché : l'essor du commerce goréen. Finalement, seule la taxe sur les navires étrangers, ramenée à quatre francs fut adoptée.

En annexe, Mestro pour bien souligner qu'il était ouvert à toute discussion a tenu à poser la question de l'admission en franchise des produits de l'agriculture sénégalaise. En effet, tout récemment l'Assemblée législative avait accordé cet avantage à l'Algérie et un député avait déclaré qu'il serait injuste de ne point faire bénéficier le Sénégal du même avantage mais il n'avait pas été suivi (72).

---

(71) 11ème séance, 28 décembre 1850.

(72) Les discussions sur le régime douanier de l'Algérie aboutiront à la loi du 21 septembre 1851.

En fait, dans ce domaine, la situation du Sénégal ne présentait aucune analogie avec celle de l'Algérie. Le directeur des Colonies en était bien conscient puisque le Sénégal était essentiellement un comptoir. Dans ces conditions, il faudrait selon lui, avant toutes choses, définir le territoire contrôlé par la France afin de savoir s'il y existait des produits agricoles susceptibles d'être considérés comme nationaux et protégés comme tels, Baudin se déclara favorable à la franchise mais sa démonstration manquait de sérieux. En effet, il faisait état du développement des cultures autour de Saint-Louis depuis quelques années alors qu'il ne pouvait en ignorer le récent déclin et il relançait l'idée d'une reprise des essais de culture dans le Walo. Bouët-Willaumez l'appuya en rappelant que par le traité de 1819 ce royaume avait été cédé à la France. Ils ne réussirent point à convaincre la commission et le président jugeant que dans l'immédiat les intérêts du Sénégal n'étaient en rien menacés, il réserva la question.

C'est au cours de cette séance du 4 janvier 1851 où s'achevait l'examen de l'ensemble des problèmes commerciaux que Benoist d'Azy proposa d'aborder immédiatement l'étude de la protection militaire nécessaire à la sécurité des échanges.

Dans sa notice sur le Sénégal, Mestro assignait comme objectif à la France la maîtrise totale du fleuve. Les membres de la commission qui avaient réfléchi sur le rapport de la commission d'exploration de 1847 l'approuvèrent totalement. Benoist d'Azy proposait donc d'étudier tout d'abord la création de deux nouveaux postes : Podor et Makhana. Mais Bouët-Willaumez répliqua que la question de la sécurité devait être prise d'un point de vue plus général. Pour lui, la question primordiale qui commandait toutes les autres était celle des effectifs militaires indispensables à la France pour se faire respecter des populations riveraines. La guerre est toujours imminente au Sénégal et il ne faut pas se leurrer : la création du fort de Podor provoquera inévitablement une guerre. Baudin appuya totalement Bouët-

Willaumez et signala que la situation s'était aggravée depuis sa lettre de septembre 1849, où il proposait une politique énergique et qu'il n'avait cessé de dénoncer l'insuffisance tragique des forces françaises au Sénégal (73). Mestro lut des lettres de Protet qui confirmaient ce point de vue et Bouët-Willaumez présenta alors un plan complet d'organisation militaire comportant un accroissement substantiel des effectifs, en particulier de l'infanterie. Il donna quelques précisions techniques et prit vigoureusement la défense des spahis injustement critiqués alors qu'ils constituent, selon lui, la meilleure force de dissuasion dont puisse disposer le gouverneur.

Mais comme les effectifs prévus risquaient de demeurer théoriques parce que trop souvent les soldats européens étaient victimes du climat la commission, à la demande de son président, a étudié dans quelle mesure les troupes noires seraient susceptibles d'être substituées aux troupes blanches (74). Bouët-Willaumez en faisait l'éloge tout comme le général de Fitte de Soucy qui, appelé en consultation, avait au début de sa carrière servi au Sénégal (75). L'infan-

---

(73) Gouverneur à ministre, 12 septembre 1849, n° 354, déjà citée.

(74) 12e séance, 4 janvier 1851 et 14e séance, 9 janvier 1851.

(75) FITTE de SOUCY (Armand de) (1796-1862). Saint-Cyrien, il fut attaché à l'état-major du Sénégal en 1819. A ce titre il mena plusieurs négociations avec les Maures et s'occupa des problèmes de défense, ANSOM DFC Sénégal 200. Après un bref séjour à la Guadeloupe en 1823, il revint au Sénégal en 1824 et y resta près de deux ans. Colonel en 1837, maréchal de camp en 1842, il était inspecteur général de l'infanterie de marine et il revenait d'une mission au Sénégal au moment où il était entendu par la commission. En 1856, il deviendra gouverneur de la Martinique. Dictionnaire de biographie française, t.13, p. 1415.

terie pourrait être composée à égalité de soldats blancs et de soldats noirs. Mais le recrutement de ces derniers posait de difficiles problèmes que la commission ne parvint pas à résoudre. Certains membres, comme Régis et Benoist d'Azy, appuyés par de Fitte de Soucy regrettaient vivement qu'il ne soit plus possible de recourir au système des engagés à temps. D'autres, comme Bouët-Willaumez et Baudin souhaitaient que dans les comptoirs français du Sénégal la loi sur le recrutement soit appliquée comme dans les autres colonies. La situation de la flotille, complément indispensable des forces terrestres, a fait également l'objet d'un examen.

Si l'accord existait sur le but, la maîtrise du fleuve et sur les moyens militaires pour l'atteindre, des divergences apparaissaient sur la tactique à suivre. Mestro, quelque peu inquiet des incidences budgétaires préférait "frapper un grand coup" qui permettrait, selon lui, d'asseoir immédiatement une paix durable sur les rives du fleuve. Mais, Bouët-Willaumez, sceptique, pensait qu'une expédition militaire risquait de ne pas être suffisamment décisive et qu'en conséquence, il serait imprudent de relâcher son effort aussitôt après. L'ancien gouverneur du Sénégal souhaitait donc le maintien des dépenses militaires à un niveau élevé pendant plusieurs années. C'est alors que le président suggéra d'atteindre les Maures dans leurs intérêts en interrompant toutes relations commerciales avec eux afin de les obliger à composer. Baudin n'eut pas de mal à prouver l'inanité d'une telle solution en rappelant que les tentatives faites en ce sens avaient toujours échoué par suite du manque de persévérance des négociants hostiles à tout arrêt un peu prolongé des affaires.

Invité par le président à préciser les avantages que la France peut attendre de la création d'un fort à Podor, Auguste Bouët reprenant les arguments de Reverdit, directeur des Affaires extérieures, insista sur le double intérêt

politique et commercial de cette position : domination assurée sur le Fouta, sécurité des relations avec les postes du haut fleuve, simplification des relations commerciales avec les pays environnants et marche vers l'unité des coutumes. Mais il ne cacha point les risques du conflit tant avec le Fouta qu'avec les Brakna si on leur imposait le transfert de l'escale du Coq à Podor.

Pour vaincre les réticences du président devant les perspectives d'une guerre, Régis fit savoir que le commerce désirait vivement la création de Podor et Bouët-Willaumez proposa d'atteindre ce but par l'achat de quelques chefs influents. Baudin récusa ce moyen car depuis l'émancipation des esclaves, les chefs africains témoignaient, à l'égard de la France une "défiance universelle". Il conclut ensuite en affirmant que si la création de Podor devait provoquer une guerre, c'était cependant une création à faire (76).

Le général de Fitte de Soucy plaida avec conviction et compétence le dossier de Podor rappelant l'espoir caressé autrefois par Schmaltz et plus récemment par certains auteurs dont Raffenel de voir ce nouvel établissement constituer le pivot de la domination française et devenir un centre plus important que Saint-Louis. Son intervention leva toutes les objections et la commission se prononça donc pour l'installation de la France au coeur du Fouta. Par ailleurs, elle décida le maintien des postes de Mérinaghen et de Sénoudébou qui avaient beaucoup déçu sur le plan commercial, invoquant com-

---

(76) Une fois encore, on peut noter que Bouët-Willaumez avait tendance à juger la situation sénégalaise à travers sa propre expérience et qu'il n'avait pas toujours pris une mesure exacte des transformations qui s'étaient produites depuis son départ de Saint-Louis en 1844.

me justification le rôle militaire du premier dans le Walo et l'espoir que le second connaîtrait enfin un heureux développement grâce à la liberté commerciale récemment instaurée dans le haut fleuve (77). Il en fut de même pour Sédhiou car la note de Lagrange qui posait la question de l'opportunité d'un retrait de la France multipliait, en fait, les arguments pour y demeurer. En effet, le pavillon français n'y flottait-il pas depuis douze ans déjà, les sacrifices consentis jusqu'alors ne seraient-ils pas rendus nuls et les intérêts qui y trouvaient protection et défense ne risquaient-ils pas d'être sacrifiés et le gouvernement portugais n'avait-il pas, depuis 1847, renoncé à toute protestation ? Enfin, Mestro et de Lesseps tinrent à donner toutes informations utiles sur la situation à Albréda (78).

Les orientations de la politique sénégalaise étant ainsi définies, il importait pour la traduire en actes de rechercher les ressources budgétaires correspondantes. Bouët-Willaumez proposa de procéder à une demande de crédit supplémentaire de 230.000 francs afin de porter les effectifs militaires à un niveau plus élevé et de fonder Podor sans retard (80). Benoist d'Azy qui n'oubliait pas que les critiques de la commission des finances de l'Assemblée législative étaient pour une large part à l'origine de la commission souhaitait qu'on passe au crible le budget civil du Sénégal afin de dégager de sérieuses économies. Un examen attentif des dépenses révéla que le personnel du commissariat était

---

(77) 15e séance, 11 janvier 1851.

(78) 16e séance, 14 janvier 1851.

(79) 13e séance, 7 janvier 1850. Mestro à la précédente réunion en avait évalué le montant à 300.000 F. chiffre qu'il jugeait excessif et difficile à faire accepter par l'Assemblée législative.

trop considérable et que l'utilité du service de contrôle n'était pas démontrée pour un établissement de l'ordre du Sénégal. Les dépenses consacrées à l'organisation de la justice étaient jugées trop élevées et le service des Ponts et Chaussées semblait faire double emploi avec le génie militaire. Mais, en définitive, la commission n'a proposé aucune économie de quelque importance, se bornant à exprimer le désir de voir le ministère établir sous le rapport de l'administration des formes plus simples et moins dispendieuses.

La séparation administrative de Gorée et de Saint-Louis était à l'ordre du jour depuis plusieurs années. Le rapport de la direction des Colonies de novembre 1846, favorable à cette mesure ne souleva aucune objection de la part des membres de la commission qui souhaitèrent que le budget de l'année prochaine tienne compte de cette décision lui conférant par là même une sanction législative (80).

Enfin, Mestro fit remarquer aux membres de la commission que le Sénégal était la seule des colonies à ne point disposer de communication régulière avec la métropole. Les conséquences en étaient fâcheuses pour l'administration comme pour le commerce. Il proposa d'y porter remède en créant un service de vapeur entre Gorée et l'île de Santiago, escale du paquebot qui relie mensuellement la Grande-Bretagne au cap de Bonne Espérance (81).

Le dernier grand thème débattu par la commission concernait l'enseignement et l'organisation des missions. Mestro posa tout d'abord une question capitale. Etait-il préférable de développer l'enseignement au Sénégal ou au contraire d'envoyer les jeunes Sénégalais faire leurs études

---

(80) 16e séance, 14 janvier 1851.
(81) Ibid.

en France ? Le directeur des Colonies prenait le second parti, condamnant ainsi l'expérience du collège qui avait été considérée quelques années plus tôt comme un grand progrès et Bouët-Willaumez n'intervint même pas pour défendre son oeuvre (82).

Le nombre des bourses concédées étant nécessairement limité, c'était donc l'abandon d'une grande ambition. Il traduisait à l'égard de l'enseignement général classique une attitude de défiance, voire d'hostilité qui s'expliquait par le désir de confiner les Sénégalais dans des emplois subalternes. En conséquence, les membres de la commission pensent que seules une solide instruction primaire et une formation professionnelle étaient capables de répondre aux besoins immédiats du Sénégal. L'accent était mis, en particulier sur la nécessité d'aboutir à la formation d'un corps d'ouvriers et de mécaniciens africains. Les derniers serviraient à bord des navires de la flotille et permettraient ainsi d'épargner la vie des blancs. Dans ces conditions, nul besoin de créer une école spéciale sur place, les ateliers de la marine suffiraient à leur donner les connaissances pratiques indispensables.

Par ailleurs, Mestro se fit l'écho des critiques formulées par les autorités de Saint-Louis contre l'envoi de jeunes Sénégalais dans les écoles techniques de la métropole. La formation théorique reçue leur donnait de vastes ambitions bientôt déçues à leur retour car on ne leur offrait que des emplois modestes. Leur amertume était grande et ils devenaient bien vite "une cause de trouble et d'embarras pour la colonie" (83).

---

(82) 13e séance, 7 janvier 1851.
(83) 15e séance, 11 janvier 1851.

Enfin, Bouët-Willaumez toujours soucieux de favoriser l'assimilation de la jeunesse indigène, proposa de la couper de son milieu en créant des internats dans les écoles primaires, seul moyen selon lui de "la moraliser en même temps qu'on l'instruira" (84). Pour cette moralisation un rôle capital était reconnu au clergé et pour Benoist d'Azy "l'intérêt catholique se confond dans le monde entier avec l'intérêt français". Il fallait donc lui donner les moyens d'être efficace. Or on sait qu'à côté du clergé travaillant à Saint-Louis et à Gorée sous la direction d'un préfet apostolique, les prêtres de la congrégation du Saint-Coeur de Marie fondée par le P. Libermann avaient créé une mission à Dakar en 1847 et que depuis cette date leur influence n'avait cessé de croître sur la petite côte. Avec l'arrivée de Mgr Kobès comme supérieur de la mission en 1849 se posera le problème d'une direction unique (85). Bouët-Willaumez s'en fit l'écho devant la commission et sa proposition de réunir sous l'autorité unique de Mgr Kobès "tout le service religieux des établissements français de la côte occidentale d'Afrique" fut approuvée. (86).

A la mi-janvier, l'examen des problèmes propres à Saint-Louis et à Gorée était terminé. Il avait été large et approfondi et les membres de la commission avaient pu en toute liberté poser les questions qu'ils souhaitaient. Mestro, aidé efficacement par Bouët-Willaumez a su leur faire prendre conscience de l'impérieuse nécessité de sortir d'un immobilisme qui conduisait tout droit à la faillite. Il a su

---

(84) 13e séance, 7 janvier 1851.

(85) Mgr Kobès avait réclamé cette unité de direction dans un long rapport au P. Libermann daté du 10 mars 1850. Le ministre de la Marine faisait savoir à son collègue des Cultes dans une lettre du 26 octobre 1850 qu'il était favorable à cette mesure. ACSSp boîte 154, dossier A 4.

(86) 15e séance, 11 janvier 1851.

également manoeuvrer avec beaucoup d'habileté pour orienter les travaux de la commission comme en témoigne tout d'abord le relief tout particulier qu'il a voulu donner au rapport d'Auguste Bouët sur les postes du fleuve. Ensuite, refusant qu'à la suite de son président la commission ne se laisse enfermer dans d'étroites contraintes budgétaires, il obtint par sa ferme insistance qu'il soit d'abord statué sur les problèmes politiques et militaires. Enfin, en appelant en séance le général de Fitte de Soucy, personnalité extérieure d'une compétence incontestée, il faisait taire d'éventuelles objections à l'égard de la création du fort de Podor et de l'organisation des troupes noires.

Au total, le directeur des Colonies réussit à faire adopter les grandes lignes d'un programme expansionniste qui restait à formuler dans un document précis et circonstancié. Mais auparavant, la commission avait porté son attention sur les comptoirs de la côte occidentale et à l'instigation de Régis sur le commerce avec le Dahomey et étudié longuement la situation de la France sur la côte orientale et aux Comores. Ses travaux s'achèvèrent le 15 février et elle décida de se dessaisir du soin d'en rédiger les conclusions au profit de l'administration, les rapports sur le Sénégal et les comptoirs fortifiés étant confiés à Mestro secondé par de Lagrange et celui sur la côte orientale à de Marivault. Cependant le président était chargé de les introduire par un exposé d'ensemble. Trois mois et demi plus tard, tous les rapports étaient adoptés par la commission (87). Peu après, il fut décidé d'en assurer la publication pour un usage strictement officiel.

---

(87) 30 et 31e séances, 5 et 12 juin 1851.

3 - Les propositions de la commission

Le rapport de Benoist d'Azy n'est pas sans intérêt. Sans doute, est-ce une présentation très générale des réformes proposées par la commission mais c'est surtout un bon révélateur de l'esprit dans lequel la commission a travaillé et a abouti à un accord sur les questions que soulevait la présence de la France en Afrique. Benoist d'Azy présente l'Afrique comme un continent d'avenir dont les nations européennes découvrent chaque jour un peu plus l'importance. Les récentes explorations n'ont-elles pas apporté des lumières nouvelles sur l'intérieur où vivent dans des contrées fertiles des populations nombreuses et où s'élèvent des villes, témoignages d'une certaine civilisation ? Ainsi :

> "tout conduit à penser que l'intérieur de l'Afrique ... présente des productions qui peuvent devenir des objets d'échange pour nos produits fabriqués". (88).

Dans ces conditions s'ouvrent pour les industriels et les commerçants de vastes perspectives de profit. Prudent, le président de la commission ne dissimule point les difficultés de la pénétration. En effet, l'islamisme peut être un obstacle car il le juge, comme beaucoup de ses contemporains comme un ennemi de tout progrès. Le monde "fétichiste" lui paraît s'ouvrir plus facilement à la civilisation occidentale et c'est par lui qu'on peut plus facilement aborder l'Afrique. Par ailleurs, la traite des noirs a laissé de profondes séquelles, tout d'abord dans la mentalité des Africains en montrant les Européens "sous leur jour le plus odieux" et ensuite en perpétuant de cruelles guerres intestines.

Partageant l'idéal abolitionniste, Benoist d'Azy

---

(88) Commission des Comptoirs et du commerce des Côtes d'Afrique. Rapports, p. 4.

précise que les Européens ont pour mission de faire régner la paix et de donner aux Africains des habitudes de travail Le commerce qui s'en trouvera stimulé permettra de répandre au coeur de l'Afrique les principes d'ordre et de civilisation.

Après ces considérations générales, le président aborde la question sénégalaise avec circonspection, car il n'ignore point les débats souvent passionnés qu'elle a suscités tant à Saint-Louis qu'en métropole. Il insiste tout d'abord sur les atouts sérieux dont dispose le Sénégal pour son développement : le commerce de la gomme pour lequel la France possède en quelque sorte "un privilège exceptionnel" car il ne se fait nulle part au monde à une échelle aussi importante, une voie de pénétration qui permet d'espérer l'ouverture de nouvelles routes commerciales avec l'intérieur.

Soucieux de rassurer, il réduit la portée des conclusions de la commission. Ainsi, il s'agit selon lui, de n'apporter au commerce de la gomme que "quelques modifications aux règlements existants" afin de le rendre "plus sûr et plus facile" tout en laissant une "part convenable ... aux indigènes qu'on ne peut priver de toute participation à cette industrie". Il en est de même à propos du rétablissement du poste de Podor. Il se fera au coeur du Fouta :

> "pays très riche et très fertile, habité par une population éclairée et intelligente vivant sous une sorte de forme républicaine et réunissant plus d'un million d'âmes" (89).

Les consommateurs de marchandises européennes sont donc à portée de mains, les produits d'échange, coton et indigo cultivés avec "intelligence" aussi. Par contre,il passe

---

(89) Ibid., p. 9.

totalement sous silence l'éventualité d'une réaction de la population toucouleur face à l'installation de soldats étrangers sur son sol (90). Il assure que cette domination de la France sur le Sénégal n'exigera que de "faibles moyens" et que personne ne contestera que ce minimum demandé "ne soit indispensable". D'ailleurs le Sénégal, si son "gouvernement est très difficile", constitue "une importante colonie" et les autorités peuvent déjà s'appuyer sur "une race indigène éclairée" qui, au contact de nos moeurs se forme peu à peu. En matière administrative, des réformes sont possibles et "la pensée constante du gouvernement" vise "à restreindre ce qui est exagéré et à pourvoir ce qui est insuffisant".

La lecture du rapport de Benoist d'Azy fait apparaître des arguments qui seront largement utilisés quelque trente ans plus tard au temps du partage. Tout d'abord, la France doit développer son influence dans les régions voisines des points où elle est déjà implantée, sinon d'autres nations européennes y prendront bientôt avantage. C'est pourquoi, il faut par exemple, créer un port franc à Gorée afin d'assurer la prépondérance du commerce français sur toute la côte qui s'étend jusqu'à Sierra Leone. Ensuite, à propos des comptoirs fortifiés créés récemment à Grand Bassam à Assinie et au Gabon - mais la prise de position est aussi valable pour les postes contestés du Sénégal comme celui de Mérinaghen - il est trop tard pour reculer. En effet, "pour une bien faible économie", on annihilerait de

---

(90) Benoist d'Azy n'hésite pas à comparer la situation sur les bords du Sénégal au milieu du XIXe siècle à celle de"nos grands fleuves d'Europe à une époque de civilisation moins avancée" où leur "domination était assurée par la présence de postes fortifiés dont on voit encore les ruines," ibid., p. 10.

"nobles efforts" et on découragerait à jamais tout esprit d'entreprise. Enfin, en Afrique, la France ne cherche pas uniquement une source d'opérations profitables pour son commerce mais aussi à acquérir un "titre d'honneur" pour avoir concouru au développement de la civilisation.

Le rapport consacré au Sénégal n'offre qu'un écho très atténué des débats qui ont eu lieu en commission et il conserve la distinction imposée au départ par la direction des Colonies entre les deux domaines géographiques de Saint-Louis et de Gorée. Les recommandations de la commission sont, pour leur part, exprimées avec plus de netteté et de vigueur. Pour les présenter, il a paru préférable de les regrouper sous deux rubriques : le commerce d'une part, le système administratif, politique et militaire de l'autre.

Sur le plan économique, la commission a montré une préférence incontestable pour la liberté même si, pour des raisons de politique générale, elle a été obligée de maintenir plusieurs mesures restrictives. Le commerce de la gomme se taille la plus grande place, ce qui ne saurait surprendre. Tout d'abord, consciente qu'elle ne peut heurter de front la population sénégalaise sans dommage pour l'"influence de la France", elle a décidé de maintenir l'obligation pour les négociants européens d'utiliser l'entremise de traitants indigènes. Mais, dans le fond, et toutes les mesures qu'elle suggère le prouvent, la commission remet en cause l'avenir des traitants indépendants. En effet, elle approuve sans aucune ambiguïté la tendance qui se manifeste de plus en plus chez les négociants de Saint-Louis de réduire les traitants au simple rôle de courtiers ou de subrécargues à leur solde. En se prononçant ainsi, elle semble faire sienne les critiques souvent exprimées contre la mauvaise foi et la gestion déplorable des traitants. Ces derniers ont pourtant tenté de se défendre dans plusieurs pétitions et ils ont été soutenus par Durand-Valantin, mais à l'évidence, la commission est restée insensible à leurs arguments.

Par ailleurs, elle insiste d'une manière toute particulière sur le droit des négociants à se rendre aux escales afin de diriger ou de surveiller les échanges soit par eux-mêmes, soit par l'entremise de leurs commis. De plus, en faisant remarquer que les traitants indépendants n'achetaient que de seconde main les guinées et les marchandises d'échange, la commission laisse entrevoir qu'ils étaient responsables du coût élevé de la gomme et qu'il ne pourrait y avoir qu'avantage à leur élimination. Aussi, envisage-t-elle le prochain remplacement de la corporation des traitants instituée par l'ordonnance de 1842 par une organisation de courtiers semblable à celle qui existe dans les ports de la métropole.

Ce choix, la commission l'exprime également en proposant l'abolition du privilège du vendeur, mesure qui aura pour conséquence de renfermer dans d'étroites limites, les crédits accordés aux traitants indépendants. Elle manifeste aussi sa volonté "de rendre au plus tôt ... aux transactions toute leur liberté en recommandant de lever l'interdiction de tout échange entre traitants aux escales et celle du colportage en rivière. Enfin, elle condamne, à partir d'expériences qui ont toutes été des échecs la réglementation qui autorisait le gouverneur à établir un "compromis" pour l'échange gomme contre guinée.

Justement, à propos des guinées, la commission a décidé de maintenir l'obligation de ne les introduire qu'après leur passage par les entrepôts de la métropole, mais elle se refuse à demander, comme elle y était invitée, une protection pour les productions de la France et de ses colonies. En effet, elle repousse la proposition de taxes spéciales, l'une sur les guinées de l'Inde destinée à favoriser la fabrique rouennaise et l'autre sur celles de l'Inde anglaise afin de soutenir les entreprises situées dans les comptoirs français. Enfin, s'appuyant sur les enquêtes de l'administration, elle souhaite qu'un terme soit mis au

privilège des guinées estampillées pour le commerce des gommes aux escales.

Pour le commerce de Galam, la commission désire le maintien du régime de liberté introduit en 1848. Mais, consciente de la faveur manifestée à Saint-Louis pour le rétablissement de la compagnie privilégiée, elle renvoie habilement la décision à plus tard lorsqu'il sera possible de porter un jugement impartial sur l'expérience en cours. Par ailleurs, elle ne se prive point de rappeler le rôle fâcheux du monopole qui, par les prix élévés qu'il entraîne, contribue à dissuader les caravanes du Boundou et du Bambouk de venir s'approvisionner aux comptoirs français.

Enfin, à propos du régime douanier du Sénégal, la commission s'est prononcée à partir du projet de loi élaboré par les ministères de la Marine et du Commerce. En ce qui concerne Saint-Louis, elle a réaffirmé avec force la nécessité d'y maintenir un régime exceptionnel excluant tous les pavillons étrangers et à même souhaité le voir renforcé. C'est ainsi qu'elle a proposé d'interdire tout commerce avec l'étranger, tant à l'importation qu'à l'exportation. Cependant le commerce de Saint-Louis pour les marchandises étrangères dont il a un besoin vital, fers et aciers non ouvrés, bois, tabacs et poudres, aurait la possibilité de s'approvisionner à Gorée dans de meilleurs conditions de rapidité et de prix que dans les entrepôts métropolitains. De même, la gomme ne serait plus expédiée directement vers l'étranger, mais elle pourrait l'être à partir de Gorée. Par ailleurs, la commission, contrairement au projet initial, demandait le maintien du droit de 2 % tant à l'importation qu'à l'exportation pour d'évidentes raisons financières. Enfin, la commission envisageait un assouplissement sur deux points de détail en proposant l'admission des vins de Madère et de Ténériffe moyennant un droit de 60 francs par hectolitre et des fruits, légumes et pierres des Canaries en franchise.

Si la commission souhaitait renforcer le régime de l'exclusif à Saint-Louis parce qu'elle redoutait les conséquences de l'application éventuelle du nouvel acte de navigation anglaise, elle recommandait d'accomplir à Gorée un nouveau pas en faveur de la liberté. Elle était convaincue que la création d'un port franc permettrait de faire de Gorée le véritable centre des opérations commerciales entre la presqu'île du Cap Vert et le golfe de Guinée. Ainsi, les marchandises de toute espèce et de toute provenance, à l'exception des guinées dont l'importation demeure réservée au pavillon français après escale dans les entrepôts de la métropole, pourront être importées dans l'île de Gorée et en être exportées par navires de tout pavillon en franchise de tout droit. Désormais, il n'y aurait plus d'autre entrave au commerce étranger que le monopole du pavillon pour tous les échanges entre la France, ses possessions à travers le monde et le Sénégal. Seul un droit relativement faible de quatre francs par tonneau de jauge serait imposé aux navires étrangers fréquentant Gorée.

En conclusion, la commission maintient et même renforce la protection douanière et le monopole du pavillon français à Saint-Louis, tandis qu'elle réclame la liberté pour les transactions à l'intérieur et pour Gorée un régime de franchise douanière et de liberté commerciale totale. Elle établit ainsi un délicat compromis entre la vieille tradition dirigiste et le libéralisme économique qui, chaque jour, gagne du terrain en Europe. Par ailleurs, la commission par ses propositions tend à rendre plus radicale la distinction entre Saint-Louis et Gorée sur le plan des échanges et de la navigation. Ce fait ne pouvait manquer d'entraîner d'importantes conséquences en matière administrative.

En effet, la commission se rallie logiquement au projet de 1846 qui visait à ériger Gorée en commandement distinct et indépendant auquel seraient rattachés tous les comptoirs du sud : Albréda, Sédhiou, Grand Bassam, Assinie

et le Gabon. La séparation d'avec le gouvernement de Saint-Louis serait complète sous le rapport administratif et financier mais quelques restrictions apparaissent indispensables en ce qui concerne la justice et les forces militaires. Tout d'abord, Gorée resterait dans le ressort de Saint-Louis pour l'appel en matière civile et criminelle. Ensuite, une collaboration devrait nécessairement s'établir entre les deux gouvernements afin de satisfaire leurs besoins réciproques en soldats d'une part, en pilotes et en laptots pour la marine, de l'autre. De même la redéfinition des rapports entre le commandant de Gorée et le chef de la Division navale s'avérait indispensable. Enfin, la commission appelant de tous ses voeux une prompte application de la réforme demande que le prochain budget soit préparé sur ces bases. De cette manière la séparation de Saint-Louis et de Gorée recevrait une sanction législative.

D'autres problèmes administratifs de moindre importance ont également retenu l'attention de la commission. A ses yeux, le fonctionnement du service des douanes pourrait être amélioré par le remplacement des soldats qui y sont affectés par des préposés détachés de la métropole. Par ailleurs, il importe de rendre l'organisation de la justice plus simple et plus économique et de préparer l'absorption du service de Ponts et Chaussées par le génie militaire en réduisant progressivement le personnel. Enfin, la commission estime indispensable que le Sénégal bénéficie comme toutes les autres colonies d'une liaison régulière avec la métropole. Pour cela, elle propose d'inscrire au budget colonial un crédit spécial destiné à créer un service de navire à vapeur qui relierait Gorée à l'île de Santiago, relâche de la ligne anglaise desservant la colonie du Cap.

La commission a pris également position sur les problèmes de l'organisation des cultes et de l'enseignement. Informée des incidents suscités à plusieurs reprises et encore tout récemment par le clergé colonial, elle a

souhaité que le service religieux des établissements du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique soit réuni à la mission de Guinée et placé sous l'autorité de Mgr Kobès, évêque de Modon. Dans son esprit politique et religion sont étroitement liées. En effet, au moment où les intérêts de la France connaissent une extension toute particulière sur la côte d'Afrique et compte-tenu du patronage que notre pays "doit partout en saine politique à la propagande de la foi catholique", il importe qu'il y ait un chef unique placé près du gouverneur du Sénégal.

Pour l'enseignement, la commission juge prématurée l'implantation de l'enseignement secondaire et c'est sans regret qu'elle constate la disparition du collège. Elle n'est pas favorable non plus à l'envoi de boursiers en France car il s'agit le plus souvent d'élèves trop âgés. Néanmoins, elle propose de laisser les six titulaires de bourses achever leurs études en métropole en les leur facilitant au maximum par l'octroi de dispenses d'âge. La préférence de la commission va à un enseignement plus pratique orienté vers la vie professionnelle. Une école primaire supérieure sur le modèle de celles que dirigeaient en France les frères de Ploërmel et de la Doctrine chrétienne conviendrait parfaitement. Enfin, après avoir constaté le goût certain de la "jeunesse indigène" pour le service à bord des navires à vapeur, la commission a souhaité qu'il soit encouragé en lui offrant la possibilité d'une formation de mécaniciens soit au Sénégal soit en métropole.

"La question des forces militaires à entretenir dans la colonie a excité au plus haut degré toute la sollicitude de la commission" car il n'y a pas de progrès du commerce sans protection efficace. L'affaire est grave car non seulement l'avenir, mais même la sécurité des intérêts actuels réclament "des mesures très décisives". Le Sénégal ne peut connaître "le riche et fécond développement" auquel il paraît appelé qu'à une seule condition : la France doit toujours être la

maîtresse de la situation, c'est-à-dire que

> "sa position y sera toujours sur tous les points suffisamment forte et respectée et surtout qu'aucune influence ne deviendra assez prépondérante pour entraver la navigation du fleuve et y dicter des conditions" (91).

Pour atteindre ce but, il importe avant tout de réduire à l'impuissance les deux adversaires principaux de la France : le Fouta et les Maures. En effet, estime la commission, il n'est plus tolérable pour la France de vivre, comme c'est alors le cas, sous la menace permanente d'une coalition générale des peuples riverains du Sénégal. Au Fouta, il est urgent de sortir du cercle vicieux des attaques des Toucouleurs et des expéditions punitives menées à partir de Saint-Louis, non sans de grandes difficultés. Elles se terminent généralement par de mauvaises paix qui n'ont d'autre résultat que de souligner la faiblesse de la France aux yeux des chefs indigènes.

La construction à Podor au coeur du Fouta, d'un fort doté d'une garnison permanente toujours prête à une riposte énergique constitue le seul moyen efficace pour maintenir en respect les turbulentes populations toucouleurs. C'est une priorité absolue et c'est pourquoi la commission propose de renoncer momentanément à la construction d'un fort dans le haut fleuve à Makhana, qui a pourtant été réclamée. La commission insiste sur l'importance de l'enjeu. Elle rappelle en particulier, que le Fouta pays fertile et peuplé, grenier à mil, peut tenir Saint-Louis à sa merci car toute guerre prolongée avec lui risque d'entraîner une grave disette pour le comptoir français. Dans ces conditions, la commission insiste sur l'urgence qu'il y a pour la France à disposer

---

(91) Ibid., p. 42.

"d'une position formidable" à Podor. Elle ne dissimule point que l'établissement du fort comporte un risque de guerre non seulement avec le Fouta mais aussi avec les Brakna. En effet, ce nouveau point d'appui situé près de l'escale du Coq ne pouvait manquer d'avoir une incidence sur les rapports des Français avec les peuples de la rive droite du Sénégal. La commission est bien consciente que les Brakna ne tarderont point à percer les desseins de la France et à comprendre que le transfert de l'escale du Coq à Podor est inévitable. Désormais, ils ne seront plus en mesure d'imposer d'onéreuses conditions aux traitants pour les échanges de gomme. Ainsi, existe une éventualité de guerre avec le Fouta et les Brakna, mais la France doit l'assumer car la commission se refuse à "y voir un motif de renoncer au projet lui-même".

Ce langage incontestablement nouveau se traduit également par le refus de tout abandon de postes échelonnés tout au long du fleuve, même celui de Dagana pourtant "jugé nul sous le rapport militaire".

La commission considère indispensable, en dehors même de la création de Podor, l'augmentation des forces militaires car

> "l'effectif actuel ne suffit plus pour donner au gouverneur le moyen de se faire respecter des populations" (92).

En conséquence, elle demande deux compagnies supplémentaires pour l'infanterie afin de disposer de 640 hommes et un effectif porté à 120 cavaliers pour les spahis. Elle réclame aussi que soient satisfaites d'urgence les demandes du gouverneur relatives au renforcement de l'artillerie. La commission, par ailleurs, attache "beaucoup d'importance"

---

(92) Ibid., p. 49.

aux troupes indigènes qui sur le plan de la solde et des vivres doivent être assimilées aux troupes européennes. Elle pense qu'elles peuvent constituer

> "d'excellents agents pour répandre dans l'intérieur de l'Afrique les premières idées de civilisation et de commerce" (93).

Elle s'est aussi préoccupée du recrutement et de l'encadrement des soldats noirs . Elle incline, semble-t-il en faveur du système des engagés à temps s'il est possible de le rétablir et elle propose que les jeunes Sénégalais étudiant en France bénéficient d'une dispense d'âge pour pouvoir passer le concours de Saint-Cyr. Enfin, elle a rappelé "l'impérieuse nécessité" d'entretenir toujours au Sénégal une flotille suffisante de bâtiments à voiles et à vapeur .

Le renforcement de la puissance militaire est conçue comme un préalable à une action diplomatique efficace . En effet, la commission estime qu'une fois solidement établie à Podor, la France pourra mettre en pratique l'antique maxime "diviser pour régner". Elle sera en mesure de tirer "le plus heureux parti" des divisions qui assaillent le Fouta et de parvenir à en détacher les deux provinces du Toro et du Dimar qui, selon elle,

> "n'y tiennent que par un faible lien de vasselage et n'en supportent le joug qu'avec impatience" (94).

Par ses propositions, la commission vient d'administrer la preuve qu'elle est persuadée de la nécessité d'agir vite et fort pour porter remède au déclin de l'influence française sur les rives du Sénégal. Elle est bien cons-

---

(93) Ibid., p. 50.
(94) Ibid., p. 45.

ciente de l'effort exceptionnel que cela implique tant sur le plan militaire que sur le plan financier. Aussi, dans ces conditions, repousse-t-elle à plus tard l'occupation de la presqu'île du Cap Vert demandée à plusieurs reprises pour des raisons militaires, économiques et sociales. Elle n'en conteste point l'utilité mais, dans l'immédiat, elle se refuse à proposer une mesure qui ne manquerait pas d'entraîner d'importantes dépenses supplémentaires. D'ailleurs, l'argument de la contrebande si souvent invoqué par les partisans de l'occupation n'aura plus d'objet si le gouvernement décide de la création d'un port franc à Gorée.

Pour conserver les comptoirs situés au sud de Gorée la commission montre la même détermination qu'elle a manifestée à propos des postes du fleuve. Elle n'a aucun doute sur le bien-fondé des droits de la France sur Albréda, lieu d'échange de plus en plus apprécié par le commerce local et les négociants de la métropole. Il en est de même pour Sédhiou qui dans une région troublée n'est pas inutile pour les commerçants qui y trouvent un abri pour leurs personnes et leurs marchandises. Il serait d'autant plus inopportun de l'abandonner que la commission pense, non sans optimisme, qu'il suffit à faire respecter le nom de la France. Elle ajoute que son entretien est peu dispendieux et que son avenir commercial est assuré grâce au progrès rapide de la culture des arachides dans la Casamance.

Après avoir ainsi défini la politique qu'elle entend voir conduire par le gouvernement, la commission s'efforce d'en déterminer les moyens financiers. Tout d'abord, elle constate, après un examen attentif du budget du Sénégal, qu'il n'est point possible de satisfaire les préoccupations d'économies massives manifestées par l'Assemblée législative. Elles avaient été pourtant à l'origine de la réunion de la commission. En effet, celle-ci doit reconnaitre que

> "l"organisation des différents services y tient à tout un ensemble de régime, sans doute en soi susceptible de simplifications, de réformes, mais auquel une colonie ne saurait être soustraite isolément".

Sans doute dans l'avenir des améliorations peuvent être apportées mais

> "la commission n'a ni la possibilité ni la mission de proposer aucune modification du système d'administration et de comptabilité qui régit les colonies" (95).

Dans ces conditions, elle ne peut que reprendre le voeu qu'elle avait exprimé de voir mises en place "des formes plus simples et moins dispendieuses".

L'essentiel réside dans la volonté bien affirmée de traduire en acte la recommandation de rétablir un poste à Podor. En effet, la commission demande d'inscrire sur les exercices 1851 et 1852 un crédit extraordinaire de 350.000 F soit 100.000 F. pour l'occupation et l'installation provisoire, c'est-à-dire pour l'expédition militaire proprement dite, et 250.000 F pour les travaux de fortification. Il est tout à fait significatif que la commission adopte finalement dans ses conclusions un chiffre plus élevé que celui qu'avaient proposé au cours des débats Bouët-Willaumez (230.000 F) et Mestro (300.000 F.).

C'est tout naturellement dans le même esprit que la commission a tranché les autres problèmes qui lui étaient soumis. Malgré des critiques souvent sévères, elle se refuse comme au Sénégal à tout abandon en ce qui concerne les autres comptoirs. En effet, Grand Bassam et Assinie offrent, selon elle, la possibilité d'établir des relations

---

(95) Ibid., p. 54.

fructueuses avec le pays achanti et les villes de l'intérieur. La France se doit de la saisir. Le Gabon présente pour la croisière dans sa lutte contre la traite une utilité qui n'est plus à démontrer. C'est aussi un pays fertile et bien peuplé, digne d'intérêt pour l'avenir. Sans doute ces comptoirs sont encore dans une phase de démarrage toujours coûteuse et souvent incertaine quant à ses résultats. Mais elle s'achève et "il ne reste plus qu'a cueillir les fruits de ces premiers efforts". Aussi serait-il dommage que le gouvernement se laisse détourner du bon chemin par quelques difficultés passagères. Par ailleurs, la commission, après la signature du traité avec le sultan de Mascate et l'installation à Mayotte, se déclare convaincue que le commerce et l'influence de la France peuvent faire de grands progrès dans l'océan Indien.

* *
*

Au total, la commission a accompli en quelques mois un travail considérable. Elle a dressé un inventaire des intérêts de la France en Afrique tropicale. Elle les a jugés très insuffisants par rapport aux vastes possibilités offertes par le continent africain. Elle s'est inquiétée de leur précarité, des menaces qui pèsent constamment sur eux. Lucidement elle en a analysé les causes ; avec détermination, elle a recherché les remèdes indispensables pour redresser une situation jugée peu digne de la France et elle a insisté sur les espoirs que celle-ci pouvait légitimement concevoir pour l'avenir.

C'est à propos du Sénégal, qui, contrairement au projet initial a occupé la plus grande place dans ses travaux, que la commission a formulé avec le plus de netteté ses propositions et manifesté le plus grand esprit de décision. Pour la première fois et c'est un événement qu'il importe de souligner, le problème sénégalais a été examiné

sous toutes ses faces. On peut souscrire dans ses grandes lignes au jugement porté par G. Hardy sur le travail de la commission :

> "De cette étude par régions, les questions à résoudre se dégagent clairement et les solutions proposées par la commission présentent un même caractère de netteté, d'adaptation aux circonstances, de sens pratique ; elles constituent un plan de campagne, délesté de toute idéologie et qu'on sent dressé par des hommes d'action et des hommes d'affaires" (96).

En définitive, la commission s'est efforcée d'expliquer le présent et de construire l'avenir. Le programme qu'elle a élaboré est un mélange d'audace et de prudence. Il s'inspire de deux principes majeurs et d'ailleurs étroitement liés : la liberté économique et la primauté des intérêts de la métropole. Le commerce du Sénégal étant prisonnier d'une longue tradition de contrôle et de restrictions, les membres de la commission ont senti la nécessité de l'en dégager et de le mettre en accord avec les aspirations libérales qui s'affirmaient alors en Europe. Cette volonté une fois affirmée, il était préférable de consentir dans l'immédiat quelques concessions comme le maintien des escales. Mais on ne doutait point que le dynamisme de la liberté emporterait dans un délai plus ou moins long les dernières entraves. En particulier, la commission et la direction des Colonies avaient su résister aux pressions constantes des autorités locales et du conseil d'administration en faveur du "compromis" pour la traite des gommes et d'une compagnie privilégiée pour exploiter le commerce de

---

(96) HARDY, op.cit., p. 338.

Galam (97). Mais à Paris, on décidait de rompre avec une longue tradition d'intervention de l'administration dans les échanges et en conséquence de laisser jouer les mécanismes économiques.

Mais la liberté qu'on voulait restaurer n'était conçue que dans l'intérêt exclusif des Européens (98). Favorisés par des capitaux beaucoup plus importants et une expérience commerciale plus étendue, ils ne manqueront point d'éliminer les traitants indépendants. Sans doute, là aussi compose-t-on en maintenant pour le commerce de la gomme l'obligation d'utiliser les services d'un intermédiaire africain. Mais outre qu'il s'agira de plus en plus de simples salariés, qui peut désormais douter que cette contrainte ne soit bientôt balayée par "la force des choses" si souvent invoquée dans ces années cinquante ? Ainsi, la commission

---

(97) Au début de l'année 1851, le conseil d'administration se déclarait en faveur d'une nouvelle compagnie de Galam et le gouverneur décidait d'en faire rédiger les statuts (séances du 17 février et du 3 mars). Quelques semaines plus tard, il établit pour la fin de la traite un compromis (séance du 7 mai). ANSON Sénégal VII 26 bis 10. Le 5 juin, la commission à qui ont été communiquées les conclusions du conseil d'administration n'a point changé de position.

(98) Au cas où la liberté risquait de gêner les Européens on n'hésitait pas à la mettre en veilleuse. Ainsi la commission déclare qu'il n'est pas question de revenir sur l'obligation pour les guinées de l'Inde de passer par les entrepôts métropolitains. Elle craint que leur introduction directe à Saint-Louis ne favorise la concurrence et procure aux traitants les guinées à meilleur compte. Il importait donc de maintenir entre les mains des Européens le monopole de ce commerce.

a-t-elle pris délibérément le risque - et là est bien l'audace et la nouveauté - de heurter les intérêts de la classe moyenne sénégalaise. En effet la commission est restée insensible aux arguments développés en 1849 par les traitants dans leurs pétitions et par Durand-Valantin dans son mémoire (99). Elle ne s'est donc point émue de leur misère. Sans doute, la commission met un peu de baume sur les plaies des traitants en rendant hommage à leur dévouement envers la France. Et tout naturellement vient à l'esprit la célèbre formule lancée par Lacordaire quelques années plus tôt, en 1848

> "Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit".

Pour l'avenir économique du Sénégal, la commission met tous ses espoirs dans la liberté. En effet, elle se déclare persuadée que les paysans africains sauront répondre à la demande sans cesse accrue d'arachides en métropole. Ainsi, l'économie sénégalaise ne sera plus uniquement tributaire de la gomme et pourra enfin connaître la prospérité, d'autant que les membres de la commission ne sont point insensibles, eux aussi, au mirage de l'or de Bambouk.

Mais la sécurité est la clé de l'essor du commerce, la commission n'hésite point, et c'est ce qui est nouveau par rapport au passé, à y mettre le prix. Elle ne recule point devant un effort militaire important et l'éventualité d'une épreuve de force. En conséquence, elle chiffre les crédits supplémentaires bravant ainsi la Législative qui avait vivement souhaité des économies.

Dans l'ensemble, ce programme qui se veut cohérent n'est point exempt d'ambiguïtés. Le président Benoist d'Azy

---

(99) Les pétitions des traitants et le mémoire de Durand-Valantin ont été analysés au chapitre VII.

d'Azy approuvé par tous les membres de la commission prétend que la France entend s'installer uniquement dans "un intérêt de commerce" mais comment les Sénégalais se seraient ils pas tentés de déceler dans son action une volonté de domination ? D'ailleurs, Benoist d'Azy lui-même ne semble pas se faire beaucoup d'illusions car il n'arrive point à dissimuler son inquiétude à propos d'éventuelles réactions des habitants du Fouta (100).

D'autre part, comment la commission peut-elle souhaiter l'allègement des structures administratives au moment où elle décide de mener une vigoureuse politique d'extension de l'influence française nécessairement génératrice de besoins nouveaux ? Pourquoi proclame-t-elle bien haut les vertus de la liberté en économie alors qu'elle en refuse les conséquences logiques telles que la suppression du privilège des traitants et celle des escales de la gomme ?

Enfin, le rapport de la commission comporte des lacunes qui ne manquent point de surprendre. C'est ainsi que le problème des relations avec les Trarza, adversaires irréductibles de la présence française sur le bas Sénégal, est laissé totalement dans l'ombre, alors que le Fouta a fait l'objet d'un long développement. De même, pas une ligne n'est consacrée aux "coutumes" pourtant considérées comme le symbole de la dépendance du commerce français à l'égard des producteurs africains. Mais affirmer comme la commission l'a fait que la France devait devenir maîtresse du fleuve et ne plus souffrir aucune sorte d'humiliation impliquait nécessairement un conflit avec les Trarza et la suppression des "coutumes".

---

(100) 14e séance, 9 janvier 1851.

Ainsi, les membres de la commission ont-ils souvent préféré jouer la prudence en n'explicitant pas toujours les conséquences de leurs options. A plus forte raison, ils n'ont point adopté les ambitieux projets d'expansion vers le Tchad et le Nil et de liaison entre le Sénégal et l'Algérie à travers le Soudan occidental et le Sahara. Cependant on en décèle quelque écho dans le rapport de Benoist d'Azy lorsqu'il évoque l'intérieur de l'Afrique et "ses productions qui peuvent devenir des objets d'échange pour nos produits fabriqués", et le grand fleuve qui assure à la colonie sénégalaise des communications jusqu'au coeur de l'Afrique (101).

Néanmoins, le rapport de la commission témoigne d'une vigueur nouvelle et d'un ton inhabituel. Aussi n'est-il nullement déplacé de dater de juin 1851 la première expression d'une politique coloniale énergique. Celle-ci s'explique avant tout par la situation du Sénégal qui exige une prompte décision. Mais les succès remportés récemment en Algérie et le mouvement d'idées impérialistes qui se dessine alors, incarné par Raffenel et Lecour pour l'Afrique occidentale et par Guillain pour l'Afrique orientale, n'ont point manqué d'exercer une certaine influence sur les réflexions des membres de la commission.

Malgré son importance capitale, la commission des comptoirs et du commerce des côtes d'Afrique a été soit ignorée, soit minimisée par de nombreux historiens du Séné-

---

(101) Rapport de Benoist d'Azy, pp. 4 et 7.

gal (102). Une certaine tendance hagiographique des biographes de Faidherbe n'y est sans doute pas étrangère. En effet, la politique menée par le célèbre gouverneur du Sénégal s'inspire pour une très large part des conclusions de la commission.

Ainsi, au milieu de 1851, le ministère de la Marine disposait d'un programme d'action élaboré avec le concours des représentants des ministères des Affaires étrangères, du Commerce et des Finances. Mais la direction des Colonies, dont le rôle avait été décisif, "avait un peu l'esprit aventureux des marins qu'elle fréquentait sans cesse" (103). Elle avait réussi à dissiper toutes les réticences.

L'accord sur une politique à suivre est une chose, la traduire dans les faits en est une autre. Les risques et les obstacles ne sont pas minces, aussi ne vont-ils pas faire hésiter, voire reculer les responsables au moment de la décision ? Heureusement la direction des Colonies sait que

---

(102) P. CULTRU dans son Histoire du Sénégal du XVe siècle à 1870, 1910, et A. VILLARD dans son Histoire du Sénégal déjà citée n'en parlent point. Plus récemment Iba des THIAM auteur d'une thèse sur l'Evolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936 soutenue devant l'Université Paris I en juin 1983 fait de même. H. DESCHAMPS y fait une courte allusion dans Sénégal et Gambie. Par contre Y. SAINT-MARTIN a su dans sa thèse en dégager toute l'importance.

(103) SCHEFER (C.), La politique coloniale de la Monarchie de juillet, l'Algérie et l'évolution de la colonisation française, 1930, p. 382.

"s'il y a une responsabilité d'action, il y a aussi une responsabilité d'inaction" (104).

---

(104) Selon l'avertissement du directeur des Colonies Galos au ministre de la Marine cité par X. YACONO dans son Histoire de la colonisation française, 3e édition, 1979, p. 35.

UNIVERSITÉ PARIS SORBONNE (PARIS IV)

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME V

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée par

Roger PASQUIER

DIRECTEUR DE THESE :

Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

1987

Roger PASQUIER

LE SENEGAL AU MILIEU DU XIXe SIECLE

LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TOME V

THÈSE PRÉSENTÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ
DE PARIS-SORBONNE (PARIS IV)

DIRECTEUR DE THESE :
Monsieur le Professeur Jean GANIAGE

CHAPITRE XX

LES CONDITIONS DE LA MISE EN ROUTE DE LA NOUVELLE POLITIQUE

Près de trois années et demie se sont écoulées entre l'approbation du rapport de la Commission des comptoirs en juin 1851 et la nomination de Faidherbe au poste de gouverneur du Sénégal en novembre 1854. Elles se situent dans un contexte politique et économique nouveau qui se met en place progressivement et incite les responsables à sortir d'un trop long immobilisme. Pendant cette période, le gouvernement n'a point appliqué "tout de suite", comme l'affirme Georges Hardy, le programme qui lui avait été soumis mais au contraire, prudent et pragmatique, il a procédé par étapes (1). Dans ces conditions, même si à la fin de 1854, la majeure partie des mesures proposées a été finalement mise en oeuvre, il est évident qu'elles n'ont pu encore porter tous les fruits qu'on en attendait. Par conséquent, il serait prématuré d'en dresser un premier bilan.

Face à la circonspection du ministère et surtout des autorités locales, les négociants européens se montrent de plus en plus impatients. Ils feront pression sur le gouverne-

---

(1) HARDY, op.cit., p.343.

ment pour qu'il agisse avec promptitude et énergie. Comme on a déjà pu le constater, ces interventions du commerce n'étaient point nouvelles, mais ce qui frappe maintenant c'est leur ampleur, les vues d'avenir qu'elles expriment et leur poids dans les décisions prises par le pouvoir.

Au total, ces années apparaissent au premier abord comme des années de transition mais en réalité elles ont été décisives car elles ont engagé l'avenir du Sénégal.

1°- La conjoncture politique

a) une nouveauté : la stabilité des responsables

La Révolution de 1848 avec les incertitudes qu'elle a engendrées a provoqué une grande instabilité dans le personnel gouvernemental. Le ministère de la Marine n'y a point échappé, mis à part le passage pendant plus d'un an de l'amiral Romain-Desfossés qui, on l'a vu, avait pris l'initiative de réunir la Commission des comptoirs. Il devait quitter son poste le 9 janvier 1851, au moment où s'achevait l'examen de la situation du Sénégal. Mais dans les mois qui suivirent le conflit entre le prince-président et l'Assemblée prit de l'ampleur et porta l'instabilité à son paroxysme : cinq ministres devaient se succéder jusqu'au coup d'Etat. Sans doute, Mestro, directeur des Colonies depuis 1848 dont on connaît l'activité et l'habileté, apparaît comme le symbole de la continuité et le garant que les recommandations de la Commission des comptoirs ne seraient pas oubliées. Mais la décision de les traduire dans les faits ne pouvait être prise que par un ministre. Le 3 décembre 1851, Théodore Ducos était nommé ministre, il allait le rester jusqu'à sa mort, en mars 1855. Dix mois après la remise du rapport de la Commission au ministre, on pouvait espérer enfin que l'on

mettrait en oeuvre les conclusions mais ce retard devait entraîner des conséquences fâcheuses.

Le nouveau ministre allait se montrer plein de compréhension à l'égard des problèmes du Sénégal. Neveu de Roger Ducos, directeur puis consul provisoire, il était né à Bordeaux en 1801. Armateur dans sa ville natale, son expérience des affaires lui avait valu d'être rapidement désigné comme membre du tribunal du commerce puis de la chambre de commerce. Il avait pu ainsi acquérir une connaissance solide des problèmes intéressant le grand port de l'Aquitaine et en particulier de ceux qui préoccupaient ses collègues trafiquant au Sénégal. D'ailleurs, Hilaire Maurel se disait son ami. Parallèlement à ses activités d'armateur, Ducos avait entamé une carrière politique. D'abord membre puis président du conseil général de la Gironde, il fut élu député en 1834 et réélu jusqu'à la Révolution de 1848. Il s'était fait remarquer par ses fréquentes interventions à la tribune sur les questions financières et commerciales. Membre de l'opposition dynatisque, il avait participé à la campagne des banquets. Elu à la Constituante, il ne retrouva pas son siège en Gironde en 1849 mais sera plus heureux à Paris à l'occasion d'une élection complémentaire. Dans le conflit qui oppose l'Assemblée et le président, il suit ce dernier et est une première fois ministre de la Marine dans le cabinet du 9 janvier 1851 qui ne dure que quelques jours. Il retrouvera son portefeuille au lendemain du 2 décembre. Avec lui se perpétue la tradition qui veut que Bordeaux soit représenté auprès du pouvoir central et Ducos apparait comme l'héritier direct de Portal, le grand ministre de la Restauration (2).

---

(2) Voir le Dictionnaire de biographie française, t.11, p.1294, FERET (Edouard) : Statistique générale ... de la Gironde, t.3 Biographie, Bordeaux, Féret et fils, 1889,

Dans l'exercice de ses fonctions, Ducos bénéfice d'une grande liberté d'action. Tout d'abord, l'Empereur lui accorde toute sa confiance et le nomme sénateur en 1853. Ensuite, la Constitution de 1852 le libère des entraves législatives et l'assure de n'avoir rien à redouter d'un Sénat docile. A la fois prudent et énergique, il est l'homme, une fois l'orientation politique définie et les décisions prises, à veiller à leur application sans défaillance . Ainsi, les hésitations et les maladresses éventuelles de l'administration locale l'irriteront.

Le Sénégal après trente années marquées par une succession rapide des gouverneurs connaît enfin à partir de 1850 une stabilité depuis longtemps ardemment souhaitée. Elle ne débute donc point, comme on a trop souvent coutume de le dire avec le gouvernement de Faidherbe. Baudin avait demandé à quitter le Sénégal, invoquant des raisons de santé. Il avait appuyé la candidature du capitaine de frégate Aumont, commandant particulier de Gorée depuis 1848, vantant "son esprit conciliant, la douceur de son caractère (qui) conviendrait à cette colonie" (3). Mais dans les circonstances difficiles que traversait le Sénégal, ce n'étaient point les qualités recherchées par le ministre. L'amiral Romain-Desfossés préféra nommer le 1er juin 1850, peu avant la convocation de la Commission des comptoirs le capitaine de corvette Protet qu'il avait connu autrefois à Bourbon. Aumont n'assura donc que l'intérim de juillet à octobre.

---

(2) suite
DESGRAVES (L) et DUPEUX (G) : Histoire de Bordeaux au XIXe siècle, Bordeaux, 1969, 680 p.

(3) AUMONT, Pierre Auguste, né à Paris en 1802, a servi en Algérie entre 1835 et 1838, capitaine de frégate en 1848, il a été nommé commandant particulier de Gorée le 20 octobre 1848. Il le restera jusqu'en août 1853. Il avait

Le nouveau gouverneur né à Saint Servan en 1808 fut admis à l'âge de quinze ans au collège royal de la Marine à Angoulême. En 1835, il sert à la côte occidentale d'Afrique puis au Mexique. A Bourbon, en 1841, il est aide-de-camp du gouverneur, l'amiral de Hell, et il assure la prise de Mayotte. Capitaine de corvette en 1846, il est affecté deux ans plus tard de nouveau à la Division navale de l'Afrique occidentale où il se trouve placé sous les ordres de Bouët-Willaumez, son ancien condisciple d'Angoulême. Celui-ci le proposera en termes élogieux pour le grade de capitaine de vaisseau. Peut-être n'a-t-il pas été étranger à sa nomination. Protet n'avait sans doute pas une connaissance directe des problèmes du Sénégal mais son expérience de la côte occidentale d'Afrique pouvait lui être utile pour les régions situées au-delà de Gorée. Il rejoindra son poste le 10 octobre 1850 et le quittera en décembre 1854. Il restera donc à la tête du Sénégal pendant plus de quatre ans, mis à part un long congé en France de mai 1853 à janvier 1854 occupé en grande partie par la préparation de l'expédition de Podor (4).

---

(3) suite
espéré dans le cadre de la réorganisation souhaitée par la Commission des comptoirs obtenir le gouvernement de Gorée et dépendances, distinct de celui de Saint-Louis. Il prendra sa retraite en 1860. ASHM CC7 69.

(4) PROTET (Auguste, Léopold) 1808-1862. Il devient capitaine de vaisseau en 1852 et quitte Saint-Louis le 18 décembre 1854. Par décision impériale du 30 novembre 1856, il est nommé commandant de la Division navale des côtes occidentales d'Afrique et commandant supérieur de Gorée. A ce titre il prendra possession de la presqu'île du cap Vert en mai 1857. Promu contre-amiral en 1860, il est nommé commandant en chef de la Division navale des mers de Chine. Il trouvera la mort à la tête de ses troupes à Ne-Kiao en mai 1862. ASHM dossier personnel 2055.

Pendant son absence, l'intérim sera assuré par Vérand, chef du service administratif (5).

Parmi les collaborateurs de Protet un nom se détache, celui de Brossard de Corbigny qui a été son aide-de-camp et son directeur des Affaires politiques. Cet ancien polytechnicien qui avait choisi la marine servit en Nouvelle-Calédonie et aux Antilles avant d'être affecté au Sénégal (6). Protet lui a confié à plusieurs reprises des missions dans l'intérieur afin d'être renseigné sur l'état d'esprit des populations. Par ailleurs, il l'a chargé d'effectuer des inspections inopinées dans le but de tenir en haleine les commandants des postes éloignés.

Ainsi, pendant plus de quatre ans, le même homme restera à la tête du Sénégal. Pénétré de l'importance de sa

---

(5) VERAND (André) né en 1805, entre dans l'administration de la Marine comme commis le 1er juin 1837. Commissaire-adjoint en 1850 il est affecté au Sénégal, appelé par décision du 13 janvier à la direction du service administratif. Commissaire en 1853, il sera nommé, l'année suivante commandant supérieur de Mayotte et le restera jusqu'en 1854. Il finira sa carrière comme commissaire général.

(6) BROSSARD de CORBIGNY (Charles, Paul, baron) 1822-1900. Entré à Polytechnique en 1842, enseigne de vaisseau en 1847 et lieutenant de vaisseau en 1853. Arrivé au Sénégal en 1848, il sera l'adjoint de Duprat à la direction des Affaires extérieures et lui succèdera à la fin de 1852. Il servira également sous Faidherbe. Il se distinguera lors de la délivrance de Médine. Il sera chargé de reconnaître la région de Kéniéba et il accomplira par ailleurs d'importants travaux hydrographiques en Sénégambie. Contre-Amiral en 1878, il commandera la Division navale du Paci-

mission, Protet est un militaire plus à l'aise dans le service à la mer qu'à la tête de troupes à terre et un administrateur consciencieux dont l'activité quelque peu brouillonne est révélée par son abondante correspondance. On lui a reproché, à tort semble-t-il, un esprit conciliant et indécis, mais il faut convenir que les conditions dans lesquelles il a exercé son commandement étaient rien moins que faciles. En effet, la crise économique continuait à faire sentir ses effets et les adversaires de la France restaient toujours aussi menaçants alors que le gouvernement s'interrogeait sur la politique à suivre, puis, une fois son parti arrêté, devait en retarder son application à la suite de contraintes budgétaires. L'attente d'abord, les lenteurs ensuite ne pouvaient que rendre plus délicate la tâche de Protet confronté aux dures réalités locales.

b) une permanence : la précarité de la situation politique

Protet ne reçut point d'instructions spécifiques avant son départ pour Saint-Louis mais une simple lettre qui lui fut remise fin août 1850 (7). Au cours de son séjour à Paris, il avait été informé de la prochaine réunion de la Commission des comptoirs et avait pris connaissance de la correspondance officielle. La direction des Colonies attendait du nouveau gouverneur des informations précises sur la situation politique du Sénégal afin de se faire une opinion exacte. Le brusque revirement de Baudin qui, après avoir été alarmant, se montrait, quelques semaines plus tard, résolument optimiste

---

(6) suite
fique en 1880-82, Dictionnaire de biographie française, t.7, p.428 , C.Amiral de Brossard : Brossard de Corbigny, Hommes et Destins, t.5, pp.87-98.

(7) Ministre à gouverneur, 23 août 1850, n°282, A N S O M

l'avait décontenancée. Par ailleurs, sa politique d'apaisement, tout particulièrement son accord avec les Trarza, avait été vivement critiquée tant en France qu'au Sénégal. Nous sommes là au coeur du débat fondamental qui opposa partisans d'une action énergique regrettant que la politique de Baudin n'ait point d'autre conséquence que d'accroître inconsidérément l'influence de Mohammed el Habib et partisans d'un compromis redoutant qu'un emploi de la force n'interrompe dangereusement les transactions commerciales. D'un côté, les représentants du commerce européen, de l'autre ceux du commerce local auxquels, selon les reproches des premiers, Baudin avait trop facilement cédé. L'amiral Romain-Desfossés n'était pas loin de partager leur point de vue et il s'inquiétait de savoir s'il n'y aurait pas lieu de demander à l'Assemblée des crédits extraordinaires pour donner au gouverneur "les moyens d'agir militairement". Mais l'examen de la situation réclamant une totale impartialité doit être mené à l'abri de toute pression des intérêts en jeu et en dehors de toute "susceptibilité nationale" qui serait déplacée à propos d'une question"toute locale".

En fait, le ministère adopte une politique d'attente pendant la durée des délibérations de la Commission des comptoirs. En conséquence, il refuse au gouverneur "hors les cas qui ne comportent aucun ajournement" d'entreprendre une opération militaire, soulignant que "la guerre bien que faite avec peu de soldats et à des populations non civilisées n'en est pas moins un fait de l'ordre le plus grave". Il est donc indispensable que le gouverneur demande préalablement des ordres au ministre. Avant tout, il faut éviter un échec qui peut conduire à des expéditions plus importantes exigeant

---

(7) suite
Sénégal I 37c, dépêche publiée par SCHEFER, op.cit., t.2., p.208.

des crédits spéciaux (8). Or ceux-ci ne pourraient être demandés à l'Assemblée qu'à l'occasion de propositions formulées par la Commission et encore faudra-t-il réduire les dépenses civiles pour pourvoir aux besoins militaires (9). Dans l'immédiat, le gouverneur ne doit donc point s'attendre à recevoir de substantiels renforts, la question des effectifs militaires n'étant pas encore tranchée (10).

Un mois après son arrivée, Protet livre au ministre ses premières impressions. Elles sont loin d'être favorables. Il dépeint la situation comme "très grave". La "mauvaise paix" conclue par son prédécesseur et sans doute rendue inévitable par la détresse du pays n'a apporté qu'un court répit. La guerre est de nouveau imminente et il craint de ne point être en mesure de la soutenir, faute d'effectifs suffisants (11). Ainsi, le problème de la sécurité du commerce demeurait entier.

Par la suite, le gouverneur a cherché à prendre une mesure plus complète et plus précise de la situation politique soit par lui-même en voyageant le long du fleuve soit par des officiers envoyés en mission. Sa critique d'abord modérée à l'égard de Baudin s'est durcie par la suite. Son

---

(8) Ministre à gouverneur, 16 mai 1851, n°166, A N S O M Sénégal I 37 c.

(9) Ministre à gouverneur, 8 janvier 1851, n°4, A N S O M Correspondance générale 535 f° 9.

(10) Ministre à gouverneur, 25 janvier 1851, n°23, A N S O M Sénégal I 37 c.

(11) Gouverneur à ministre, 5 novembre 1850, n°512, A N S O M Sénégal I 37 b.

prédécesseur par son attitude n'a-t-il pas "donné à la plupart des hommes du fleuve la conviction insensée que nous ne devions plus les dominer"? (12). Aussi, "l'outrecuidance des populations du fleuve, leur orgueil poussé à l'extrême" placent la France dans "la nécessité absolue de recourir à la force" (13). Dans cette perspective, il ne cessera de demander l'envoi de renforts.

Protet n'a point adressé à Paris le rapport d'ensemble que le ministre souhaitait. Il s'est contenté de donner son point de vue d'une manière fragmentaire au fur et à mesure qu'il étudiait les différents problèmes. Evidemment, les relations avec les Maures sont au coeur de ses réflexions. En mars, il rencontre les souverains des Brakna et des Trarza. De son entrevue avec Mohammed el Habib il sort renforcé dans son idée d'une guerre prochaine (14). D'ailleurs, il la juge "indispensable", car elle lui apparaît comme le "seul moyen" d'assurer pour longtemps l'influence et le commerce de la France dans le fleuve (15). Dans cette perspective, Protet avait tenu quelques mois auparavant à écarter l'objection si souvent formulée de voir les Anglais saisir l'occasion pour trafiquer la gomme directement à Portendick. Les renseignements recueillis par le capitaine du Brandon envoyé spécialement en mission prouvaient que cette crainte avait été largement exagérée (16).

Réduire les Trarza par la force aurait l'avantage de libérer de leur emprise le royaume du Walo. Protet en a ren-

---

(12) Gouverneur à ministre, 1er avril 1851, ibid.
(13) Gouverneur à ministre, 1er février 1851, n°51, ibid.
(14) Gouverneur à ministre, 19 avril 1851, n°186, ibid.
(15) Gouverneur à ministre, 15 mai 1851, n°228, ibid.
(16) Gouverneur à ministre, 17 décembre 1850, n°557, ibid.

contré la reine, le brak et les principaux chefs (17). Dans une politique de fermeté le poste de Mérinaghen aurait son rôle à jouer car, à la suite de l'enquête menée par le capitaine du génie Pinet-Laprade, sa valeur militaire et politique ne saurait plus être contestée (18). D'autre part, on peut légitimement espérer que le crédit des Maures à la cour du damel serait fortement atteint.

Ainsi, Protet qui ne cesse de dénoncer l'hégémonie des Trarza sur le fleuve en conclut que la combattre est une priorité. Dans sa correspondance il s'efforce de faire partager sa conviction par le ministre. Mais celui-ci ne peut cacher sa surprise devant une telle insistance. Baudin, lorsqu'il inclinait vers la nécessité d'une guerre, c'est contre le Fouta qu'il voulait la diriger. Sur la foi de ses informations, la Commission des comptoirs venait de conclure au rétablissement du fort de Podor. Sans doute, le ministre ne conteste-t-il pas que "ce nouveau point de vue peut avoir de plus juste et de plus politique" mais il rappelle qu'il a toujours été admis que la guerre était quasiment impossible contre les Maures. A la différence de ces nomades, les noirs du Fouta, sédentarisés, groupés dans de nombreux villages peuvent être surpris, atteints et réduits à composition (19). Protet veut bien admettre qu'une campagne dans le désert n'est guère possible mais il estime que le projet d'installer

---

(17) Gouverneur à ministre, 29 mars 1851, n°137, 1er avril 1851, ibid.

(18) Gouverneur à ministre, 2 juillet 1851, n°285, ibid. PINET-LAPRADE, né en 1822, ancien élève de Polytechnique, lieutenant du génie en 1843, a été affecté au Sénégal en 1849. Toute sa carrière s'y déroulera jusqu'à sa mort en 1869. Apprécié de Faidherbe, il lui succèdera à la tête de la colonie en 1865.

(19) Ministre à gouverneur, 27 juin 1851, n°216, confidentielle, A N S O M Sénégal I 37 c.

une garnison à Podor ne doit point détourner la France d'entreprendre une action vigoureuse contre les Trarza. Au contraire, il la rend à ses yeux "encore plus pressante" (20). Dans l'immédiat, il préfère adopter une politique de conciliation avec le Fouta et proposer une intervention militaire dans le Walo, théâtre de presque tous les affrontements entre Trarza et Français (21). En effet, la reine Ndate Yalla, fidèle alliée de Mohammed el Habib ne cesse depuis 1848 de s'opposer à Saint-Louis en revendiquant l'ilôt de Sor, en laissant piller Mérinaghen et en interdisant le commerce dans les marigots de ses dépendances. Mettre la main sur le Walo porterait un coup très sévère à la domination trarza sur le bas Sénégal et desserrerait la pression sur Saint-Louis.

Une autorité mieux assurée sur les basses escales aurait un profond retentissement et, selon Protet, donnerait à réfléchir aux trublions du haut fleuve. Néanmoins le commerce ne bénéficiera d'une sécurité complète que si des forts sont construits à Makhana et à Médine. L'enjeu est d'importance car le Sénégal est "la grande route" ouverte sur l'intérieur de l'Afrique et Protet partage l'espoir de ses contemporains de voir bientôt les traitants de Saint-Louis étendre leurs activités au royaume de Ségou (22). D'ailleurs, il vient de charger le commandant de Bakel, P.L. Rey de le renseigner sur les possibilités de franchir les cataractes du Félou et sur la situation générale du Khasso et la sécurité que le commerce peut y trouver (23).

---

(20) Gouverneur à ministre, 1er août 1851, n°362, A N S O M Sénégal I 37 b.

(21) Gouverneur à ministre, 8 juillet 1851, n°301, A N S O M Sénégal I 37 b. BARRY (B). Le royaume du Walo..op.cit.

(22) Gouverneur à ministre, 19 avril 1851 déjà citée.

(23) REY (Pierre Louis) 1822-1854 avait été commerçant avant d'entrer dans l'administration, à la suite de pertes con-

Dans les premiers mois de son gouvernement, Protet ne s'est pas laissé entièrement absorber par les affaires du fleuve si pressantes qu'elles fussent. Il a porté une égale attention aux dépendances de Gorée et il n'a point hésité à employer la force quand il lui a semblé que les intérêts et l'honneur de la France étaient en jeu. Ce fut le cas en Casamance. Les habitants de Cagnut qui n'avaient jamais accepté l'installation des Français à Carabane manifestaient leur hostilité par des pillages et des menaces. Justement, en février 1851, à la suite d'un vol de bétail et d'une promesse de restitution non tenue, les rapports se tendent, Protet se décide à les châtier. Une expédition mettant en oeuvre des moyens relativement importants est organisée avec le concours du capitaine de vaisseau Penaud, commandant de la Station navale (24). Une fois leur village pris d'assaut, les chefs de Cagnut demandent la paix et signent le 25 mars un traité qui reconnaît aux Français "la propriété entière et sans réserve" de Carabane. Cette opération a mis en vedette Bocandé, résident à Carabane, qui a pris une part active aux négociations et qui tente maintenant d'étendre l'influence française dans la basse Casamance. Mais elle a aussi et surtout fait la preuve que le succès est possible si l'on dispose de la force et si l'on agit par surprise. Mais le ministre, aux toutes premières informations reçues au sujet de

---

(23) suite
sidérables. A la suite de son voyage effectué en juin-juillet, Rey rédige un rapport que le ministre décidera de publier dans la Revue Coloniale, octobre 1852, pp.241-275. Rey insiste davantage sur les possibilités d'ouvrir de nouveaux débouchés au commerce que sur la situation politique. Il estime que l'obstacle des chutes du Félou peut être facilement tourné.

(24) PENAUD (Charles) 1800-1864 a été nommé au commandement de la Station des côtes occidentales d'Afrique le 22

cette expédition réagit avec vivacité. Il estime que Protet n'a pas suivi ses conseils de prudence pendant cette période d'attente et qu'il aurait dû demander préalablement ses ordres. Il exige que "l'urgence absolue" et "le cas de nécessité" lui soient démontrés (25). Finalement le gouverneur et le commandant de la Station navale lui ayant fourni toutes les explications désirées, le ministre consent à approuver l'intervention non sans manifester quelque scepticisme quant à la durée de son efficacité (26).

Ainsi, après ce succès en Casamance et les informations recueillies sur le fleuve, Protet est parvenu dans le courant de l'été 1851 à élaborer un programme proche de celui de la Commission des comptoirs. Assurer sur le fleuve un renversement durable des forces en faveur de la France implique un effort militaire sans précédent. Il faut non seulement accroître les effectifs de la compagnie indigène et réorganiser la milice des laptots, mais aussi et surtout obtenir de la métropole hommes et bateaux à vapeur. Prudent, Protet est conduit à surestimer l'adversaire. Par ses demandes répétées de renforts, il vise à s'assurer une incontestable supériorité militaire sans laquelle il ne se risquerait point à entrer en campagne (27). Par ailleurs, l'inter-

---

(24) suite
avril 1850, il le quittera en octobre 1851 bientôt appelé par Ducos aux fonctions de directeur de cabinet et de chef de l'état-major du ministre. L'expédition comprit près de 400 hommes (215 marins, 151 fantassins et 31 artilleurs). ASHM BB4 661.

(25) Ministre à gouverneur, 16 mai 1851, déjà citée.

(26) Ministre à gouverneur, 18 juin 1851, n°207, A N S O M Sénégal I 37 c.

(27) Sur ces problèmes, voir la thèse malheureusement manuscrite d'Yves SAINT-MARTIN: La formation territoriale du Sénégal sous le Second Empire 1850-1871, Université de Nantes, 1980.

vention réussie en Casamance ne doit pas faire illusion. Pendant plus de cinq mois, de juin à novembre, la Station navale ne peut apporter aucun secours au gouverneur du Sénégal, ses navires croisant alors dans le golfe du Bénin, sur les côtes du Congo et de l'Angola. Aussi, Protet réclame-t-il au ministre, pour assurer une défense efficace des intérêts commerciaux la présence permanente de trois bâtiments de la Station dans la zone comprise entre Gorée et Sierra Leone (28).

Ce n'est que bien tardivement en décembre 1851 que le gouverneur, après avoir étudié le rapport de la Commission des comptoirs, fait part au ministre de ses observations. Dans l'ensemble, il en accepte les conclusions. C'est ainsi qu'il abandonne l'idée d'une action prioritaire à engager contre les Maures et se rallie donc à la proposition de construire prochainement un fort à Podor. Il va même jusqu'à partager l'illusion un moment caressée par la Commission qu'il sera possible d'obtenir le consentement des principaux chefs par des cadeaux judicieusement distribués. Dans ces conditions le commerce n'aurait à souffrir d'aucune perturbation. Mais il est une proposition à laquelle Protet refuse de souscrire et qu'il ne cessera de combattre avec force : la séparation administrative de Saint-Louis et de Gorée.

Sa réfutation se situe sur trois plans différents. Tout d'abord, sur le plan commercial, il conteste avec raison, que le commerce de Saint-Louis n'entretienne aucun rapport avec celui de Gorée. Au contraire tous les deux sont étroitement liés et cela de plus en plus. En effet, depuis quelques années, la traite de la gomme ne suffisant plus à assurer l'existence d'une population sans cesse croissante,

---

(28) Gouverneur à directeur des Colonies, 2 juin 1851, A N S O M Sénégal I 37 d.

les Saint-Louisiens ont cherché un supplément de ressources dans le commerce du bas de côte. Il est devenu pour eux aussi nécessaire qu'aux Goréens et l'on peut estimer que Saint-Louis y fait désormais deux fois plus d'affaires que Gorée. De même en ce qui concerne la navigation au long cours, les navires de Bordeaux, de Marseille ou du Havre associent étroitement les deux ports du Sénégal dans leur trafic. Sur le plan administratif, l'argument que Saint-Louis est trop éloigné pour tenir compte des intérêts des comptoirs situés au sud n'est pas recevable car depuis longtemps le gouverneur délègue une partie de ses pouvoirs au commandant de Gorée. Il n'y a donc pas de problème majeur et une amélioration de l'organisation actuelle demeure toujours possible. Enfin, sur le plan humain, Protet rappelle l'importance des liens, en particulier familiaux, qui unissent les habitants de Saint-Louis à ceux de Gorée. Par ailleurs, bien qu'il s'en défende, Protet a été blessé dans son amour-propre car il a ressenti le projet de séparation des deux comptoirs comme une atteinte à son autorité et une mesure de défiance à l'égard de sa personne (29).

Au moment où Protet fait part de ses réflexions, Ducos vient de s'installer au ministère de la Marine. Il lui faut approfondir sa connaissance des problèmes sénégalais par l'examen des dossiers et des points de vue des divers intéressés : négociants européens, traitants et marchands sénégalais, et ensuite prendre la mesure de ce qui peut être fait tout de suite et de ce qui doit être remis à plus tard. Pendant ce temps, Protet demeure toujours confronté aux mêmes problèmes : éviter que la situation ne se détériore

---

(29) Gouverneur à ministre, 13 décembre 1851, n°579, A N S O M Sénégal I 37 b.

davantage sur le fleuve, réagir dans la mesure du possible aux actes d'hostilité des riverains, contenir leurs nouvelles exigences en matière de coutumes; bref, il doit s'efforcer d'assurer au commerce sécurité et conditions avantageuses d'échanges.

On se souvient que le ministre avait voulu entourer du plus grand secret les délibérations et les conclusions de la Commission des comptoirs. Mais, il était bien difficile d'éviter les indiscrétions. Le projet d'occupation de Podor était connu, en particulier par la brochure d'Auxcousteaux (30). Des rumeurs plus ou moins exactes se répandaient non seulement en métropole mais aussi à Saint-Louis et parmi les populations riveraines du Sénégal par l'intermédiaire des traitants.

Le gouverneur en informe le ministre en ces termes :

> "Les projets de la commission des comptoirs sont connus au Sénégal depuis très longtemps, dénaturés sans doute et pour le moins exagérés".

Il s'inquiète du "mauvais effet" que ces "exagérations colportées" dans le fleuve ont pu produire (31).

Dans ce climat d'incertitude, l'agitation ne pouvait que s'accroître et rendre encore plus précaire la situation de la France. Au début de 1852, l'effervescence se développe et Protet, en mars, annonce au ministre que "le fleuve est

---

(30) AUXCOUSTEAUX (S.) : Le Sénégal est une colonie française, op.cit., p.23.

(31) Gouverneur à ministre, 8 juillet 1851, déjà citée.

en feu" et que "toutes les populations riveraines sont en ébullition" (32).

Les causes de tension, toujours les mêmes, réapparaissent au moment de la traite : discussions sur les conditions d'ouverture des escales et sur le prix de la gomme mais aussi sur les coutumes exigées par les chefs africains soit pour commercer sur leur territoire, soit pour autoriser le passage des navires remontant à Galam. Mais, en ce début de 1852, les conflits prennent un tour nouveau, comme si, au moment où circulent des rumeurs sur la volonté des Français d'établir leur domination sur le fleuve, les riverains cherchaient à en vérifier le bien fondé.

C'est ainsi, qu'à la veille de l'ouverture de la traite, les rois des Trarza et des Brakna, par l'intermédiaire de Moctar Sidy, ministre de Mohammed el Habib font savoir à Protet qu'ils veulent un déplacement des escales du Désert et du Coq à Gaë et à Séliméké sous prétexte que la gomme y serait plus abondante. Le gouverneur accède à leur désir et déclare la traite ouverte à partir du 15 mars (33). Mais très vite, Mohammed el Habib se ravise et demande le retour aux escales traditionnelles. Protet et les membres du Conseil d'administration ne cachent pas leur perplexité : intrigues de quelques traitants, manoeuvre de Moctar Sidy qui aurait trompé son maître ? Carrère, le conseiller le plus écouté de Protet, pense que la mauvaise humeur du roi des Trarza peut être attribuée à la connaissance qu'il doit maintenant avoir du projet d'établissement à Podor. Dans l'immédiat, le gouverneur estimant qu'il ne peut se déjuger aussi rapidement

---

(32) Gouverneur à ministre, 17 mars 1852, n°127, confidentielle, A N S O M Sénégal I 37 b.

(33) Conseil d'administration, séance du 3 mars 1852, A N S O M Sénégal VII 26 bis 11.

décide de suspendre la traite. (34) Mais peu après, un émissaire du roi des Trarza ayant fait savoir que son maître était prêt à se rallier aux vues du gouverneur, celui-ci décide, en Conseil d'administration, la réouverture de la traite dans les escales du Désert et du Coq (35).

Cet épisode est significatif car il tend à accréditer l'idée que l'émir des Trarza peut à lui seul décider de la localisation des escales. Peu importe que par la suite, il se soit montré plus souple, la fâcheuse impression de faiblesse produite par l'attitude initiale du gouverneur ne sera pas oubliée de sitôt non seulement par les Maures, mais aussi par leurs voisins. De son côté, Protet en conservera un souvenir amer et quelques mois plus tard, il s'ouvrira au ministre de son espoir de disposer, un jour proche, des moyens nécessaires pour combattre Mohammed el Habib. Alors, il mènera la lutte

> "avec la vigueur que donnent les blessures d'amour-propre et de fierté naturelle lorsqu'elles ont été longuement et secrètement comprimées" (36).

Le Fouta qui subit l'influence des Maures, importants acheteurs de son mil, est aussi en effervescence. La suppression de la Compagnie de Galam avait ravivé les lancinantes querelles autour des coutumes payées à Saldé. L'almami et les principaux chefs craignaient une diminution de leurs ressources. En 1853, ils n'avaient point encore accepté le tarif de 1849 qui reposait sur le principe de la proportionnalité de la coutume au tonnage des navires. En effet, ils exigeaient

---

(34) Conseil d'administration, séance du 15 mars 1852, ibid.
(35) Conseil d'administration, séance du 22 mars 1852, ibid.
(36) Gouverneur à ministre, 8 novembre 1852, n° 532, ANSOM Sénégal I 37 b.

de percevoir sur les petits bâtiments des traitants la même coutume que sur ceux de la Compagnie jaugeant en général plus de soixante tonneaux (37). Pour Vérand, gouverneur par intérim, à défaut d'entente avec les chefs du Fouta, forcer le passage deviendrait nécessaire en faisant assurer la protection des traitants par les bâtiments de la Station locale (38). Mais après de longues et difficiles négociations menées par Brossard de Corbigny, directeur des Affaires extérieures, l'almami et les chefs ont finalement accepté le tarif proportionnel (39). Mais cet accord avait-il plus de chances d'être respecté que les précédents ? On peut en douter depuis que les chefs des laptots de Saint-Louis et quelques traitants avaient assuré l'almami que la France voulait s'emparer non seulement de Podor mais aussi de son pays (40). Comme presque tous les ans, en janvier, au retour de la traite à Galam, les embarcations des traitants ont été attaquées (41).

Une question de coutumes agite également le haut fleuve. La proclamation de la liberté du commerce qui coïncide avec les débuts de la culture de l'arachide dans cette région a donné une vigoureuse impulsion aux échanges (42). De nou-

---

(37) Gouverneur à ministre, 10 juillet 1853, n°329, A N S O M Sénégal I 38 a. Conseil d'administration, séance du 6 août 1853, A N S O M Sénégal VII 26 bis 11.

(38) Gouverneur à ministre, 9 août 1853, n°377, A N S O M Sénégal I 38 a.

(39) Gouverneur à ministre, 3 septembre 1853, n°410, ibid.

(40) Gouverneur à ministre, 17 mars 1852, n°127, confidentielle déjà citée.

(41) Rapport sur la situation générale de la colonie fait par M.Vérand, 30 janvier 1854, A N S O M Sénégal 40 a.

(42) "Le commerce des arachides a commencé à Bakel en 1848 et on y a traité 1.000 tonneaux en 1852". Mémoire sur les travaux à faire en 1854 au poste de Bakel de Faidherbe, 22 janvier 1853, A N S O M DFC Sénégal 576.

veaux points de traite ont été ouverts mais cette dispersion ne permet plus aux autorités de contrôler les transactions comme au temps de la Compagnie de Galam. Les traitants désormais plus nombreux ont contribué, par leurs intrigues, à détériorer le climat politique et, par la concurrence qu'ils se font entre eux, à accroître les prétentions des chefs. Cette situation nouvelle imposait aux autorités françaises de négocier. En effet, les traités relatifs aux coutumes ne concernaient que la Compagnie. Il était donc nécessaire de les remplacer par d'autres qui règleraient les coutumes pour tous les traitants afin d'endiguer "les exigences démesurées" des chefs et des souverains (43).

Bakar, le roi des Maures Dowich, est considéré comme un des principaux obstacles au commerce du haut fleuve. Des pillards dont il apparaît le chef s'abattent comme des sauterelles sur le Guidimaka pour exiger des villages où sont établis des traitants de Saint-Louis de substantielles coutumes. Ils opèrent aussi dans le Khasso et le Boundou pour y razzier bétail et captifs. Bakar cherche aussi à centraliser le commerce de la gomme à Bakel afin de pressurer les traitants à sa guise (44). Les coutumes étant proportionnelles à la quantité de gommes traitées, on comprend l'initiative de Bakar face à des traitants qui ne songent qu'à tricher sur le chiffre exact de leurs achats. Aussi, espère-t-il compenser cette fraude en élevant ses exigences pour chaque millier de livres échangés et il agite la menace d'interdire aux vendeurs de gomme de venir à Bakel. Il semble avoir réussi car de l'aveu de tous, la coutume n'a cessé de croî-

---

(43) Rapport du capitaine du Serpent au gouverneur, 1er octobre 1850, ANS AOF 13 G 33.

(44) Directeur des Affaires extérieures à gouverneur, 30 novembre 1853 et 20 octobre 1854, ibid, Gouverneur à ministre, 10 juin 1853, n°261, A N S O M Sénégal I 38 a.

tre depuis la suppression de la Compagnie (45).

Protet décide alors d'ouvrir une négociation avec Bakar afin de mettre sur pied un système qui n'autorise aucune contestation. Une commission présidée par le directeur des Affaires extérieures et comprenant quatre des négociants qui font le plus d'affaires dans le haut fleuve (Maurel, Chaumet, Granges et Alsace) met sur pied avec le ministre du roi des Dowich un projet de convention qui prévoyait l'unité et la proportionnalité des coutumes à raison d'une pièce de guinée par cinq cents kilogrammes de gomme. Un poids public installé à Bakel et obligatoire pour tous les traitants garantirait Bakar contre toute fraude. D'ailleurs, la commission demandait au gouverneur un arrêté prévoyant des peines sévères contre tout traitant qui ne respecterait pas les dispositions de la convention. Pour aboutir, la commission avait dû faire une importante concession à Bakar en acceptant qu'il perçoive ses coutumes non seulement à Bakel mais aussi à Makhana.

Au Conseil d'administration, en septembre 1853, de vives critiques se sont élevées contre cette disposition car, l'autorité de Bakar ne s'exerçant point à Makhana, elle risquait de susciter la défiance des chefs du haut fleuve. Finalement, le conseil rejeta le projet de convention (46). Après l'échec de cette négociation, le gouverneur p.i. Vérand, peu désireux d'engager l'avenir, a chargé Brossard de Corbigny de monter à Bakel pour tenter, après s'être informé des voeux des traitants de régler cette affaire afin de permettre

---

(45) Gouverneur à ministre, 5 février 1853, n°59, A N S O M Sénégal I 37b et du même au même, 10 juin 1853, n°269, A N S O M Sénégal I 38 a.

(46) Conseil d'administration, séance du 8 septembre 1853, A N S O M Sénégal VII 26 bis 11; gouverneur à ministre, 20 septembre 1853, A N S O M Sénégal I 38 a.

à la traite de 1853 de se dérouler dans des conditions satisfaisantes.

Une nouvelle convention a été conclue, mais cette fois de caractère privé entre le ministre de Bakar et les traitants mais en présence du directeur des Affaires extérieures. Elle stipulait que pour la "grande traite", c'est-à-dire celle de la gomme, les coutumes seraient payées à Bakar sur la base d'une pièce de guinée pour huit cents kilogrammes de gommes dures ou friables traitées à Bakel. En outre, il était prévu que chaque maison acquitterait une bagatelle de dix pièces payables en guinées ou en marchandises. Par ailleurs, pour éviter toute contestation, le poids des gommes échangées serait dûment constaté et les traitants s'engageaient à ne point établir d'escale ou de comptoir en aval de Makhana. Cette fois le Conseil d'administration ne formule aucune objection et prévoit dans un arrêté les peines encourues par tout traitant ne respectant pas l'accord conclu (47). Cependant Vérand ne nourrissait guère d'illusion sur l'attitude de Bakar qui jusqu'ici n'avait jamais voulu entendre parler de l'unité des coutumes. De fait, au début de 1854, malgré la menace brandie par le Conseil de fermer l'escale, le roi n'a toujours pas ratifié la convention signée par son ministre (48). La traite demeurait donc toujours aussi précaire.

La question des coutumes se posait également et pour les mêmes raisons au Kaméra et au Goye, les deux frères enne-

---

(47) Conseil d'administration, séance du 2 novembre 1853, ibid, arrêté du 5 novembre 1853, BAS 1853-1855,pp.60-61.

(48) Rapport sur la situation générale de la colonie, 30 janvier 1854, déjà cité, ministre à gouverneur, 21 janvier 1854, n°34,A N S O M Correspondance générale 229, dépêche publiée par SCHEFER, t.2, op.cit., pp.243-246.

mis qu'affaiblissaient des rivalités internes. Parfois la guerre interrompait le commerce. Au Kaméra, Barka, fils de Samba Yacine, apparaît comme le véritable chef du pays, le tounka ne l'étant que de nom. En particulier, c'est lui qui perçoit les coutumes. En novembre 1850, le directeur des Affaires extérieures, Duprat vient conclure un nouveau traité, l'ancienne coutume payée par la Compagnie de Galam étant abolie. Les traitants passant toute l'année soit à terre soit à bord paieront une coutume fixée à dix pièces de guinée bleue et à cinq pièces en marchandises au choix des preneurs. Il est bien spécifié que cette coutume est établie pour chaque traitant et non pour chaque navire. Enfin, aucune modification n'est apportée au régime de la petite traite qui régissait les transactions pendant la période de l'année où la Compagnie ne jouissait plus de son monopole (49).

Bientôt des difficultés s'élevèrent, Barka trouvant l'accord trop désavantageux. Il préférait la coutume par bâtiment et exigeait pour chacun d'eux celle que percevait autrefois la Compagnie, soit soixante dix pièces de guinée. Devant de pareilles prétentions, le directeur des Affaires extérieures rompit les pourparlers en octobre 1851. A son retour il fut décidé qu'il n'y aurait pas d'escale à Makhana cette année là (50). En représailles, les Bakéri du Kaméra refusèrent de laisser passer les navires qui se rendaient à Médine (51).

L'absence de toute traite à Makhana en 1851 fit réfléchir le tounka et les chefs qui ont demandé un arrangement

---

(49) Traité du 15 novembre 1850, ANS AOF 13 G 3.

(50) Gouverneur à ministre, 8 nov.1851, n°493, A N S O M Sénégal I 37 b.

(51) Directeur des Affaires extérieures à gouverneur, 20 décembre 1851, ANS AOF 13 G 33.

pour la prochaine campagne. En août 1852, Duprat et Brossard de Corbigny bien secondés par Rey, commandant de Bakel ont, par leur fermeté, réussi à faire confirmer le principe de la coutume par traitant. Cependant, ils avaient dû faire une double concession : porter la coutume de dix à quinze pièces de guinée et l'étendre à tous les traitants qu'ils soient établis sur l'une ou l'autre rive du Sénégal. Le tounka et les Bakéri s'engagèrent, une fois de plus à leur assurer la protection nécessaire (52).

Dès le retour des négociateurs, Protet a soumis le traité au Conseil d'administration. Teisseire, un négociant, et Carrère, le procureur général, ont exprimé des réserves à propos de la clause accordant au tounka des coutumes pour les traitants de la rive droite, c'est-à-dire établis en pays guidimakha. Or le tounka n'y exerçait, en fait, aucune autorité et ne pouvait, en conséquence, répondre de la sécurité des traitants. Malgré tout, le gouverneur approuva la convention (53).

Celle-ci ne connut pas un meilleur sort que la précédente et les traitants se plaignirent que Barka n'avait point respecté ses engagements. C'est alors que le gouverneur se décida à accéder à leur demande en envoyant un petit stationnaire à l'escale de Makhana. Cependant, Vérand ne dissimula point ses craintes pour l'avenir car les luttes entre les principales familles du Kaméra entretenaient un climat d'insécurité fâcheux pour le commerce (54).

Dans le Goye, les relations entre le tounka et les

---

(52) Traité du 13 août 1852, ANS AOF 13 G 7.

(53) Conseil d'administration, séance du 30 août 1852, A N S O M Sénégal VII 26 bis 11.

(54) Conseil d'administration, séance du 2 novembre 1853, ibid.

traitants ne sont guère plus stables. Cependant le pays présente peu d'intérêt pour le commerce de Saint-Louis. Moins fertile et moins bien cultivé que le Kaméra, ses ressources agricoles sont limitées. Très souvent les traitants ne peuvent s'y procurer le mil nécessaire à leurs échanges. Une mauvaise récolte conduit rapidement à "la plus profonde détresse" comme en 1854 lorsque les habitants de Tuabo furent réduits à manger des herbes (55). Mais l'importance du Goye s'explique par le fait qu'il est la porte d'entrée du pays de Galam et que le poste de Bakel est construit sur son territoire.

Le traité du 18 novembre 1850 conclu entre Duprat et le vieux tounka Samba Coumba Diama avait la prétention d'établir d'une manière claire les coutumes. Il prévoit deux cas. Les bâtiments entrant dans le pays de Galam et répartis en trois catégories suivant leur tonnage (20 tonneaux et en dessous, 20 à 40 tonneaux et 40 tonneaux et au dessus), acquitteront la coutume prévue en guinées et en sel à Tuabo. Ils pourront se rendre à Bakel, dans le Kaméra, le Khasso ou le Boundou sans que le tounka puisse exiger une autre coutume. Par ailleurs, les traitants passant toute l'année à Bakel, installés sur un terrain désigné par le commandant du poste paieront une coutume particulière. Ils pourront envoyer des embarcations partout où ils le jugeront utile pour leurs affaires sans que le chef du Goye puisse exiger aucune autre coutume (56).

Le tounka rencontra bien vite des difficultés dans la perception de la coutume à Tuabo. D'une part les traitants

---

(55) Directeur des Affaires extérieures à gouverneur, 30 novembre 1850 et du même au même, 20 octobre 1854, rapports déjà cités.

(56) Traité du 18 novembre 1850, ANS AOF 13 G 7.

supportaient mal l'obligation de s'arrêter en un point dénué de toute activité commerciale et quelques uns d'entre eux tentèrent de s'en affranchir. D'autre part, le classement des navires en fonction du tonnage souleva de nombreuses contestations. Finalement après bien des discussions, une nouvelle convention fut signée entre le tounka et Brossard de Corbigny en novembre 1852. Désormais, il sera possible de payer la coutume à Bakel entre les mains du délégué de Samba Coumba Diama et les navires seront classés en trois nouvelles catégories : bricks et goëlettes, chaloupes pontées et cotres, péniches non pontées et chalands. Rien n'était changé en ce qui concerne les coutumes dues par les traitants installés à Bakel (57).

Ainsi, tout le long du fleuve, la position des Français devient de plus en plus précaire. Les mêmes problèmes, un moment apaisés par des compromis boîteux renaissent avec plus d'acuité que jamais. Les prévisions de traite sont déjouées et les progrès du commerce entravés par les rivalités internes qui déchirent les états riverains et par les attaques dirigées contre les traitants et leurs bâtiments. La sécurité n'apparaît plus comme la contre-partie des coutumes jugées de plus en plus excessives. Par ailleurs, dans ce climat, il devient de plus en plus difficile de contrôler des traitants poussés par la vanité et l'intérêt à multiplier les intrigues ou les provocations.

Comment dans ces conditions, les responsables locaux ne se laisseraient-ils pas envahir par un sentiment d'impuissance d'autant plus vif que désormais la situation a été ana-

---

(57) Traité du 3 novembre 1852, ibid.

lysée avec lucidité et qu'une politique nouvelle a été définie ? On comprend que Protet lassé de temporiser, de parer au plus pressé, ne cesse de demander au ministre de lui donner les moyens d'établir la domination de la France sur le Sénégal. Il lui apparaît "nécessaire de parler plus haut et plus ferme car dans un an la situation de la France ne serait plus supportable" (58). Quinze jours plus tard, il déclare :

> "Il faut agir vite et bien entre le retour des traitants de Galam et le départ des grands traitants... Loin de jeter la perturbation dans le commerce sénégalais, cette guerre de deux ou trois mois nous ouvrirait bien des voies de prospérité que nous ne connaissons pas encore !" (59)

Quelque temps après, le gouverneur revient à la charge à l'occasion du rappel de ses demandes de renforts :

> "D'après les demandes que j'ai eu l'honneur de vous adresser, Monsieur le ministre, d'après les projets bien arrêtés que je supposais à votre département, je me disais avec un certain bonheur qu'un jour viendrait où je pourrais dans l'espace de deux mois venger bien des concessions extorquées par la nécessité, par la prudence, par le désir bien naturel dans ma position de rendre la moins longue possible l'interdiction aux bâtiments de monter en rivière et pour choisir aussi le moment d'une expédition. Mais si ces projets ne peuvent pas être réalisés, je ne pense pas que Votre Excellence s'étonnera de m'entendre dire que le le temps de ces concessions, de cette patience, de cette prudence, de cette politique enfin est passé,

---

(58) Gouverneur à ministre, 14 avril 1852, n°183, A N S O M Sénégal I 37 b.

(59) Du même au même, 28 avril 1852, n°194, ibid.

qu'il faut rendre à la justice et partout à notre dignité ses droits et sa force et dûssent nos bâtiments être éloignés des escales et des marigots pendant une année entière, j'ai l'honneur de vous demander avec la plus vive instance de m'autoriser à ne tolérer à l'avenir aucune infraction aux traités qui nous lient avec les populations riveraines du Sénégal" (60).

Protet ne pouvait affirmer avec plus de netteté la nécessité de tourner le dos aux errements actuels et de passer à l'action. Retarder la mise en application de la politique élaborée par la Commission des comptoirs lui apparaissait intolérable et dangereux dès lors que les projets des Français étaient connus de la plupart des populations riveraines du fleuve. Le gouverneur avait donc fait part au ministre, quelque temps auparavant de ses craintes de voir se constituer une ligue entre Trarza, Brakna, Walo et Fouta et de ne pouvoir y faire face en l'état actuel de ses moyens. Il demandait la possibilité d'intervenir lors de la saison prochaine.

Il dressa alors un plan de campagne qu'il soumit au ministre. Les opérations se dérouleraient après le retour, fin 1852, des bâtiments et des embarcations qui auront fait la petite traite et approvisionné pour un an les grands traitants de Bakel. De même, toutes embarcations qui traitent le mil dans les marigots devraient rallier Saint-Louis. Ainsi, tous les navires et tous les laptots seraient réunis et disponibles. Evidemment, pendant quelques semaines, aucune expédition aux basses escales ne serait autorisée. Par ailleurs, le gouverneur envisageait de déclarer le blocus de Portendick.

Ces conditions une fois réunies, Protet irait s'éta-

---

(60) Du même au même, 8 juin 1852, n°275, ibid.

Ces conditions une fois réunies, Protet irait s'établir à Dagana avec un millier d'hommes, y compris les renforts expédiés de France tandis qu'un détachement de trois à quatre cents hommes sous la conduite du chef de bataillon Guillabert prendrait ses quartiers à Richard Toll. A partir de ces deux points d'appui des opérations seraient dirigées contre le Dimar, le Walo et les Trarza. Un mois de campagne devrait permettre aux Français de s'installer à Podor pour y construire un fort, d'obtenir l'unité des coutumes et par dessus tout "l'influence" qu'ils avaient depuis si longtemps revendiquée (61).

Par leur ampleur et leur diversité, les problèmes du fleuve se trouvaient évidemment au coeur des préoccupations. Mais Protet qui avait exprimé son hostilité à la séparation de Gorée à l'égard de l'administration de Saint-Louis ne pouvait que suivre avec la même vigilante attention les événements qui se produisaient au sud.

En Gambie, les Français se plaignaient d'autant plus des tracasseries et des vexations dont ils étaient l'objet que les autorités anglaises venaient de leur imposer une nouvelle charge. En effet, un droit d'un shilling par tonneau de jauge devait être perçu à partir de 1852 sur tout navire commerçant dans le fleuve afin de procurer à l'hôpital de Bathurst les ressources nécessaires. Les capitaines français faisaient remarquer qu'ils n'étaient assujettis à ce droit que parce que les Anglais les obligeaient à mouiller à Bathurst alors qu'ils se rendaient à Albréda pour y charger des arachides. D'autre part, ils pensaient que les éventuels malades ne profiteraient guère de l'hôpital étant déjà soignés par un mé-

---

(61) Gouverneur à ministre, 14 avril 1852, n°183, déjà citée.

decin français établi dans la ville et par les soeurs de la mission ou bien étant dirigés sur l'hôpital de Gorée (62). Ainsi, Protet, à leur suite, considérait ce droit sanitaire comme une mesure injuste (63).

Des journaux comme le Sémaphore de Marseille, le Courrier du Havre et le Journal du Havre donnèrent une large publicité aux protestations des capitaines ainsi qu'à leurs demandes en faveur de la nomination d'un agent consulaire français à Bathurst. Les chambres de commerce, celle de Rouen en particulier, intervinrent également dans le même sens (64).

Par ailleurs, la situation du comptoir d'Albréda devenait de plus en plus précaire. Le contentieux relatif à ses limites demeurait entier. Dans l'attente d'un règlement qui s'avérait difficile, le ministère de la Marine prêchait la prudence à Protet qui prit alors soin de n'accorder aux commerçants aucune concession de terrain dans la zone contestée. Mais à Saint-Louis comme à Paris, on était persuadé que les autorités anglaises avaient juré la perte du comptoir français en tentant de l'asphyxier progressivement. Le tout récent achat par le gouverneur de la Gambie d'un territoire bordant Albréda et appartenant au roi de Barra

---

(62) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 30 juillet 1851, du même au même, 28 novembre 1851, A N S O M Sénégal IV 3 d, gouverneur à ministre, 7 juin 1852, n°264, ANS AOF 2 B 30.

(63) Gouverneur à ministre, 8 novembre 1851, n°495, ibid.

(64) Membres de la chambre de commerce à ministre des Affaires étrangères, 22 novembre 1851, AMAE M & D Afrique 45, fol.532, ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 23 février 1852, M & D Afrique 46.

semblait en apporter la preuve (65).

Protet tenait à se faire une idée aussi exacte que possible de la situation. Il chargea le directeur des Ponts et Chaussées, l'ingénieur Dubut d'examiner le bien fondé des prétentions anglaises et d'aller enquêter sur place. On sait que la Grande-Bretagne invoquant le témoignage de Golberry voulait réduire la superficie du comptoir à un carré de quatre-vingts toises de côté (66). D'après les recherches effectuées il apparaît que la France ne peut présenter aucun titre authentique fixant avec précision les limites de son établissement au premier janvier 1792, date référence pour le traité de Paris de 1814. En effet, le traité de Repentigny de 1785, allégué par les Français semble être resté à l'état de projet. Par ailleurs, l'original des traités de 1817 et 1827 conclus avec le roi de Barra n'a été retrouvé ni à Paris ni à Saint-Louis. De toute façon, ils étaient sans valeur aux yeux des Anglais. Pour leur part, ceux-ci avaient conclu en 1826 un traité avec ce même roi de Barra. C'était en définitive le seul acte authentique et il n'était point défavorable aux intérêts français. Mais les autorités anglaises ne voulaient plus le reconnaître sous prétexte que ses stipulations avaient été le résultat d'une erreur.

En l'absence de textes juridiques inattaquables, Dubut estimait dans son rapport qu'il était indispensable d'invoquer la tradition et le témoignage des gens du pays. Il s'y employa. Pour lui, les limites fixées par le traité

---

(65) Gouverneur à ministre, 24 janvier 1851, n°31, ANS AOF 2B30, ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 14 avril 1851, ANSOM Sénégal IV 3b. Le Colonial Office a approuvé l'achat du gouverneur, Grey to Mac Donnell, 20 mars 1851, n°165, PRO CO 401/9.

(66) Voir supra, chapitre XV.

de 1826 soit une longueur de 187 toises sur une largeur de 140 se trouvaient confirmées. Traitants et habitants installés dans ces limites seraient sacrifiés si la France s'inclinait devant les prétentions anglaises et cela à un moment où le commerce des arachides prenait son essor. Une solution urgente s'imposait si l'on ne voulait pas voir compromis d'importants intérêts (67). Protet adhéra pleinement aux conclusions de Dubut. Par la suite, il ne cessa de rappeler au ministre cette nécessité, harcelé qu'il était par les plaintes constamment renouvelées des traitants. Afin de faire la part d'éventuelles exagérations, Protet dépêcha au début de l'année suivante Brossard de Corbigny. Au terme d'une note bien documentée sur la situation commerciale d'Albréda, l'aide-de-camp du gouverneur se ralliait pour l'essentiel au point de vue des traitants : situation intenable et volonté délibérée des Anglais d'annihiler le commerce du comptoir. En conclusion, à défaut de solution, il suggérait pendant qu'il en était temps encore, l'échange d'Albréda contre la reconnaissance par la Grande-Bretagne des positions de la France dans le Saloum et la Casamance (68). Comme sa correspondance et les deux enquêtes qu'il avait ordonnées le prouvent, Protet portait à la question d'Albréda un très vif intérêt. C'est qu'il y allait, pour lui, de la dignité de la France mais aussi du développement de son commerce sur la côte occidentale d'Afrique. Evidemment, il était bien conscient que cette affaire ne se règlerait qu'au plus haut niveau. Aussi, s'efforçait-il d'en hâter le dénouement en constituant un dossier solide afin que

---

(67) Rapport adressé au gouverneur par Dubut, directeur des Ponts et Chaussées au sujet des délimitations d'Albréda 8 avril 1851, ANSOM Sénégal IV 3b et M & D Afrique 46. De nombreux documents relatifs à cette question se trouvent à la fois dans ANSOM et AMAE.

(68) Rapport au gouverneur, 1er juin 1852, n° 359, ANS AOF 2 B 30.

le ministre de la Marine le transmette à son collègue des Affaires étrangères en vue d'une nécessaire négociation .

Au total, laissé sans renforts ni instructions précises pendant de longs mois, Protet devait faire face dans de difficiles conditions. Pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être, il a été condamné à mener sur le fleuve, en Casamance et tout récemment à Cagnabac dans les îles Bissagos (70) "des actions isolées dictées par les nécessités du moment et non par la poursuite d'un grand dessein d'ensemble" (71). On pouvait donc constater que tous les événements survenus au Sénégal depuis la rédaction du rapport de la Commission des comptoirs ne faisaient que confirmer la lucidité de ses analyses, la justesse de ses conclusions et l'urgente nécessité de les traduire dans les faits. Chaque jour qui passait rendait la situation de plus en plus préoccupante sur le plan politique, en était-il de même dans le domaine économique ?

2. La conjoncture économique

a) Le retour de l'expansion

A partir de 1850-1851, on constatait à travers le monde les premiers indices de la reprise économique. La crise de 1847 dont les conséquences avaient été particulièrement sévères et variées s'éloignait. La tendance se renversait

---

(69) Gouverneur à ministre, 21 juillet 1852, n°359, ANS AOF 2 B 30.

(70) Protet avec le concours de Baudin, commandant de la Station navale des côtes occidentales d'Afrique était intervenu en février 1853 pour punir les habitants de Cagnabac du pillage de deux navires survenu un an auparavant, Voir le dossier ANSOM Sénégal IV 25a et gouverneur à ministre, 11 février, 22 mars et 1er avril 1853.

(71) SAINT-MARTIN (Y), op. cit.

inaugurant une longue période d'expansion de près d'un quart de siècle. La découverte de mines d'or, en Californie d'abord, en Australie ensuite, en avait été le signal. En France, à la différence des autres pays industrialisés, la reprise tardait à se faire sentir. Le climat politique complètement bouché par la perspective de l'échéance de 1852 la freinait. Sans doute, le coup d'Etat du 2 décembre se voulait une condition de la reprise des affaires en fournissant l'assurance que le capital et la libre entreprise ne seraient point menacés à brève échéance (72). On a pu ainsi parler de "l'économie politique du Deux Décembre". Mais dans l'immédiat, si la crise commerciale et industrielle était en train de se résorber et si les échanges avaient repris tant sur le marché intérieur que dans les relations avec l'étranger, la marche en avant par l'investissement n'avait pas recommencé.

Louis-Napoléon souhaitait donner un nouvel élan à l'économie française en particulier en mettant l'accent sur le développement industriel. Au début de 1852, il prenait plusieurs décisions qui témoignaient de cette volonté. Mais, il apparaît que dans certains milieux d'affaires, on restait réservé à l'égard du gouvernement. C'était le cas à Bordeaux en général et chez Maurel et Prom en particulier. Le courrier de la direction de cette maison à son représentant à Saint-Louis, Hilaire Maurel en témoigne:

> "Il n'y a rien de particulier à vous signaler sur la situation politique. Vous verrez dans les journaux les décrets sur la presse... Les électeurs ont toute facilité de voter pour le candidat du gouvernement ; en un mot, il n'y a plus de liberté pour la pensée ni les actions. Ce système rend le mode

---

(72) AGULHON (M) 1848 ou l'apprentissage de la république 1848-1852, Paris, Le Seuil, p.215.

de gouvernement plus facile, mais il est difficile de croire à sa durée.

La majorité du pays est satisfaite, le pouvoir semble fort et cependant la confiance ne reprend pas, toutes les marchandises sont en baisse".(73)

Malgré la levée de l'état de siège le 28 mars 1852, le correspondant de H. Maurel juge que la situation politique reste la même (74). En mai il note que :

" La position des affaires ne s'améliore pas et que les fonds publics ont subi une assez forte baisse. On attribue ce fâcheux état à la perspective de graves événements. On croit que l'armée acclamera l'empire à la revue du 10 courant et qu'il pourra en surgir des difficultés de la part des puissances du nord".

De plus il redoute que la proclamation de l'empire n'indispose l'Angleterre et ne provoque à plus ou moins brève échéance l'ouverture des hostilités (75). Ces craintes sont largement partagées par les milieux d'affaires et c'est à les dissiper que s'est employé Louis-Napoléon Bonaparte au cours de son voyage en province en septembre et en octobre. A Bordeaux, apparemment la tâche n'était pas facile. Au lendemain du coup d'Etat, les porte-parole de la bourgeoisie libérale n'avaient pas été épargnés et certains d'entre eux durent s'exiler ou s'éloigner. Par exemple, Galos, l'ancien directeur des Colonies de la Monarchie de Juillet fut contraint de se fixer à Paris où il allait devenir le cor-

---

(73) A M & P , 24 février 1852, copie de lettres à Saint-Louis et à Gorée, 1852-1855.

(74) 23 avril 1852, ibid.

(75) 6 mai 1852, ibid.

respondant de la Chambre de commerce. Cependant depuis plusieurs mois, le préfet Haussmann n'avait point ménagé ses efforts pour rallier la fraction de la bourgeoisie séduite par la nouvelle politique économique. Aussi, lorsque le président de la République annonça sa visite à Bordeaux, Duffour-Dubergier, un des premiers notables à se rapprocher du pouvoir, décida que la Chambre de commerce qu'il présidait offrirait un banquet en son honneur, le 9 octobre. C'est à son allocution de bienvenue rappelant les principales aspirations du port de la Gironde que Louis-Napoléon répondit par son fameux discours aux accents saint-simoniens : "l'empire, c'est la paix" (76). Cette réception a été l'occasion de contacts qui ont fait tomber les dernières préventions. Finalement Bordeaux acceptait le rétablissement de l'empire à condition que celui-ci apporte l'ordre et la prospérité dans la paix. L'adhésion bordelaise n'était pas un blanc-seing donné à un pouvoir dictatorial mais un ralliement longuement médité (77).

Si le climat politique avait retardé en France les effets bénéfiques de la nouvelle conjoncture, l'ordre rétabli, ils allaient se faire sentir d'autant plus brutalement qu'ils avaient été jusqu'ici contenus. La reprise dans les premières années de l'empire allait être exceptionnelle. En était-il de même au Sénégal ?

---

(76) A la grande question qui agitait alors Bordeaux, l'établissement de lignes de navigation à vapeur, le prince semblait répondre favorablement, en déclarant les réserver aux "grands ports de l'océan", il écartait Marseille, le concurrent le plus sérieux, cf. R. PASQUIER : En marge du centenaire de Dakar : Bordeaux et les origines de la navigation à vapeur vers le Brésil. Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, juillet-septembre 1957, pp. 219-237.

(77) Histoire de Bordeaux, op. cit., p. 175

b) Le redressement limité du commerce sénégalais

- évolution globale

Pous suivre l'évolution du commerce sénégalais entre 1850 et 1855, on s'inspirera de la démarche adoptée pour l'analyse de la crise. Le matériel statistique demeure le même et l'on renvoie pour sa critique aux remarques déjà formulées. Il a semblé utile de prendre pour point de départ des tableaux et des graphiques l'année 1847. La comparaison avec la période de dépression maximum 1847-1849 en sera facilitée mais pour mieux apprécier l'évolution sur une plus longue durée, il y aura toujours intérêt à se rapporter au chapitre II. Par ailleurs, on sait que c'est à partir de 1847 que les douanes françaises parallèlement au maintien du système d'appréciation des marchandises dit des valeurs officielles en inaugure un nouveau, celui des valeurs actuelles qui permet de mieux saisir la réalité et de donner une idée plus juste des fluctuations du commerce.

Les statistiques coloniales nous donnent des indications encourageantes sur la vitalité du commerce sénégalais. De 1850 à 1855, le commerce total a été multiplié par 2,5 passant de 12M.,1 à 30M.,2 et plus significatif encore le maximum de la période précédente (1845) a été dépassé d'un tiers environ. La croissance des échanges a donc été très forte surtout dans les trois premières années car 1854 marque un léger recul et la reprise de 1855 paraît modérée.(78).

Dans ses grandes lignes, le commerce du Sénégal avec la France présente une évolution quelque peu différente :

---

(78) En 1851, le taux de croissance annuel s'élève à 24,8%, en 1852, à 41,7% en 1853, à 33,6% ; 1854 connaît un recul de 6% et l'année suivante une progression de 12,3%, mais seulement de 5,6 par rapport à 1853.

progression d'ensemble plus forte et recul de 1854 plus accentué. En effet, pendant la période considérée la valeur des échanges est passée de 8 M, 3 à 24 M,1, soit près de trois fois plus. L'année 1853, la plus heureuse, dépasse de peu 1855 et atteint un chiffre une fois et demie plus élevé que celui du maximum de 1846 (16 M,1). Après 1850 qui est encore une année de crise, on assiste à un redressement vigoureux jusqu'en 1853, puis à partir de cette date on entre, semble-t-il, dans une période de stagnation (79).

TABLEAU XXXII. COMMERCE DU SENEGAL, 1847-1855.

Année	A	B	C	D .
1847	20,3	14,1	21	16,6
1848	11,8	8,1	12	7,5
1849	12,4	8,3	17,7	11,8
1850	12,1	8,3	14,2	10,3
1851	15,1	12,7	15,5	11
1852	21,4	18,6	20,5	13,5
1853	28,6	24,5	26,9	17,3
1854	26,9	21,3	23,4	15,7
1855	30,2	24,1	26,1+	14,5

En millions de francs

---

(79) En 1851, le taux annuel de croissance s'élève à 51,2 %, à 46,4 % en 1852 et à 31,7 % en 1853. L'année suivante, on constate une baisse de 13,06 % compensée en 1855 par une hausse de 13,14 % mais il n'en reste pas moins qu'à cette date la valeur du commerce est inférieure de 1,6 % à celle de 1853

A. Commerce total du Sénégal d'après les tableaux publiés par le ministère de la Marine et des Colonies
B. Commerce du Sénégal avec la France (même source)
C. Commerce du Sénégal avec la France d'après les tableaux décennaux (valeurs officielles)
D. Commerce du Sénégal avec la France (même source, valeurs actuelles)
+ Chiffre de 26 M 1 est un chiffre rectifié. En effet dans le tableau relatif aux exportations de France vers le Sénégal (t.1, p. 64) une erreur s'est glissée. La valeur indiquée pour les guinées apparaît dérisoire 730.950 F en diminution de plus de 4 M sur l'année précédente. Or, si on se réfère au t.2, p. 320, la quantité de guinées exportées vers le Sénégal, s'élève à 221.922 pièces, tout à fait comparable à celle des années précédentes. A 22 F la pièce (valeur actuelle) on atteint la somme de 4.882.284 F. A partir de là, le montant des exportations a été corrigé, s'élevant à 14.993.189 F contre 10.841.255 F.

Examinons maintenant les statistiques des douanes métropolitaines. En prenant en compte tout d'abord les évaluations officielles, on observe une progression bien inférieure à celle que les statistiques coloniales révèlaient. Elle n'est plus que de 1,84 au lieu de 2,5 ou 3 et le chiffre maximum de 1846 (23 M 8) n'a été dépassé qu'en 1853 et en 1855. Par ailleurs, se trouve confirmée la stagnation déjà constatée à partir de 1853 (80).

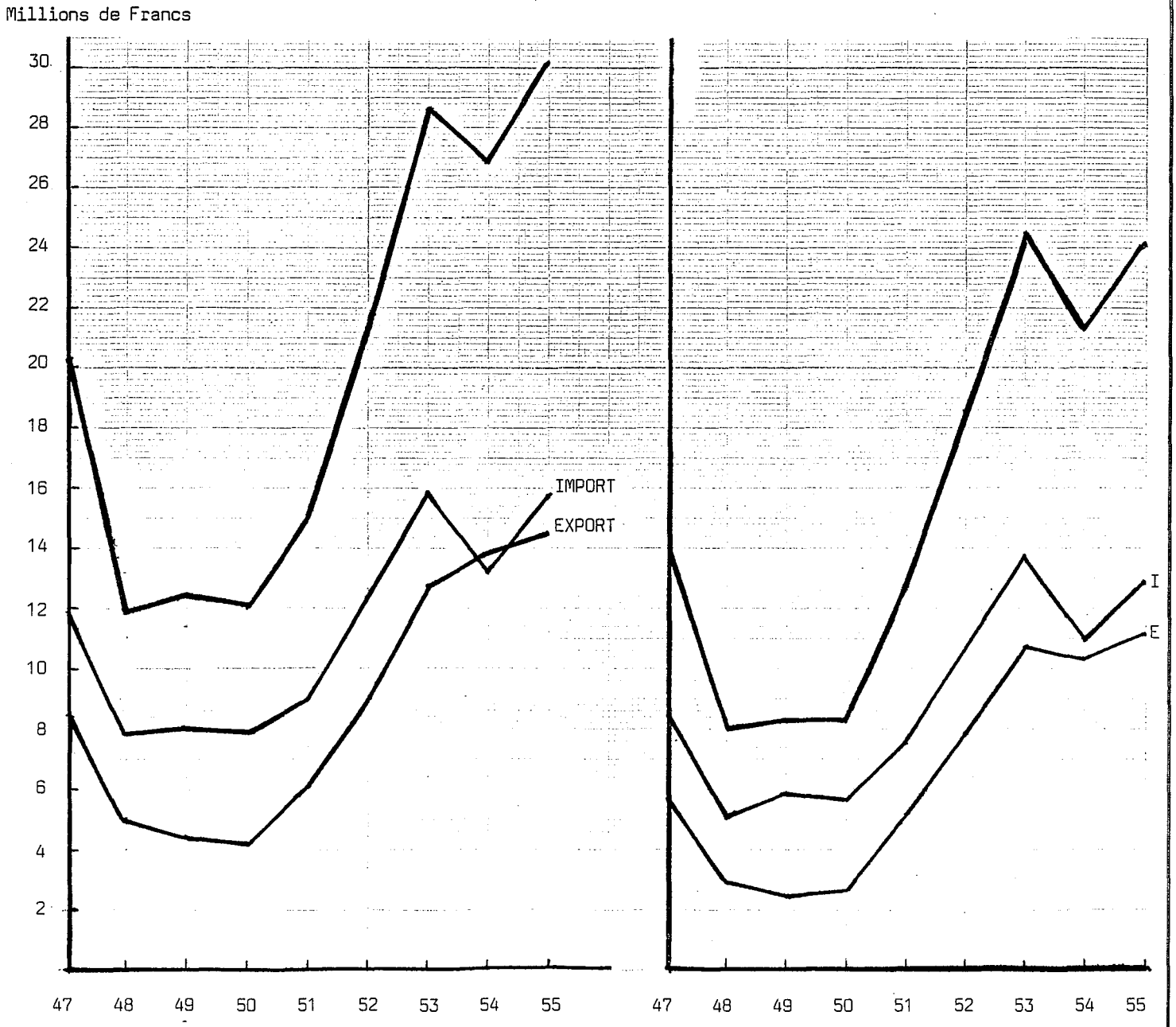
---

(80) Le taux annuel de croissance se situe à un niveau plus faible: 9,15 % en 1851, 35,25 % en 1852, 31,22 % en 1853. Ces progrès relativement modérés sont suivis d'une chute de 13 % qui n'est qu'incomplètement effacée par un redressement de 11,5 % en 1855. A cette date, la valeur du commerce du Sénégal avec la France est inférieure de près de 3 % à ce qu'elle était deux ans auparavant.

GRAPHIQUE 21 COMMERCE DU SENEGAL 1847-1855

d'après les statistiques coloniales

A. Commerce total B. Commerce avec la France



Les statistiques du commerce entre le Sénégal et la France exprimées pour la première fois à partir de 1847 en valeurs actuelles doivent être utilisés avec prudence. En effet, l'administration des douanes pour la décennie 1847-1856 tient à ménager les transitions, les valeurs actuelles dans les tableaux d'ensemble des importations et des exportations n'apparaissant que pour le total alors que les valeurs officielles sont toujours utilisées dans les rubriques concernant les différents articles. Dans ces conditions, il n'est guère possible de procéder à d'éventuelles vérifications. Cependant, on constate une erreur d'évaluation en ce qui concerne les guinées en 1847, la valeur actuelle n'étant autre que la valeur officielle utilisée précédemment, soit 22 F la pièce. Le montant des exportations de France pour le Sénégal se trouve donc surévalué et par voie de conséquence celui du commerce total (81).

On peut cependant formuler quelques remarques. A la différence des précédentes observations, les progrès du commerce apparaissent singulièrement plus modérés, le total des échanges n'ayant été multiplié que par 1,4 passant de 10 M,3 à 14 M,5. Par ailleurs, la période se termine sur une note pessimiste inhabituelle, la reprise de 1855 n'ayant pas

---

(81) La valeur actuelle de la pièce de guinée devrait se situer entre 14 et 15 F. En 1848, elle a été fixée à 13 F, elle baisse régulièrement ensuite pour atteindre 9 F en 1855. 178.237 pièces ayant été exportées en 1847 on peut apprécier la surévaluation entre 1.250.000 et 1.300.000 F. en conséquence il faudrait ramener le montal total du commerce de 16 M 6 à 15 M 3.

eu lieu (82). Par contre, il se confirme que 1853 est la meilleure année de la période (83).

Ainsi, quelle que soit la source utilisée pour appréhender l'évolution du commerce du Sénégal et tout spécialement celui qui s'effectue avec la métropole, une même tendance se dégage. A partir de 1851, on constate une reprise plus ou moins vigoureuse qui se poursuit jusqu'en 1853 suivie d'un brutal coup de frein l'année suivante. Mais, en 1855 s'amorce un retour à la croissance, sauf dans le cas où l'on prend pour références les valeurs actuelles. Les observateurs prompts à se réjouir à l'annonce de meilleurs

---

(82) Le recul de 1855 semble plausible. Il trouve son explication dans une baisse des quantités traitées et surtout des prix. D'ailleurs la tendance à l'affaiblissement des cours est constante pendant toute la période 1850-1855 : les gommes ont perdu 45,5 % de leur valeur, les guinées 25 % et les arachides seulement 4 %. Si on prend 1854 pour référence, les prix ont baissé de 5 % pour les guinées, de 9,2 % pour les gommes et de 11,1 % pour les arachides. Les gommes par l'action conjuguée de la baisse des cours et des quantités représentent 600.000 F de moins.

(83) Le taux annuel de croissance n'est que de 6,8 % en 1851, il se redresse à 22,7 et à 28,1 % en 1852 et en 1853. Par rapport à cette dernière année le recul est en 1855 particulièrement sensible car il s'établit à 16,5 %.

résultats durent rapidement modérer leur optimiste et s'interroger sur la précarité du redressement.

On avait constaté dans la période précédente, à partir des statistiques coloniales un déséquilibre de la balance commerciale du Sénégal, les importations l'emportant régulièrement sur les exportations. Cette situation se perpétue jusqu'en 1853. Le déficit, comparable à celui des années précédentes oscille entre 2 M,9 et 3 M,7, et par rapport à l'ensemble des transactions entre 10,5 et 30,6 %. En 1854, probablement pour la première fois dans l'histoire du Sénégal depuis le retour des comptoirs à la France, les exportations dépassent les importations. De peu, sans doute, mais le fait n'en est pas moins significatif. Dès l'année suivante, le déficit réapparaît mais contenu cette fois dans une limite raisonnable (84). L'amélioration paraît donc incontestable mais constitue-t-elle un accident heureux ou bien un renversement durable de la conjoncture Seule une investigation des résultats sur une longue durée peut apporter une réponse. Quoiqu'il en soit, on sait que ce déficit s'explique dans une certaine mesure par le rôle d'entrepôt joué par le Sénégal redistribuant les marchandises d'échange aux divers lieux de traite de la côte alors que les produits de retour sont expédiés directement vers la métropole.

---

(84) Le solde positif de 1854 représentait 2,60 % de l'ensemble du commerce et le déficit de l'année suivante 3,97 % sans commune mesure avec les pourcentages élevés du début de la période 30,58 % (1850) 19,20 % (1851) et 15,88 % (1852)

TABLEAU XXXIII. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DU SENEGAL
d'après les statistiques coloniales

Années	Commerce total			Commerce avec la France		
	Import.	Export.	±	Import.	Export.	±
1847	11,8	8,5	-3,3	8,4	5,7	-2,7
1848	7,8	5	-3,8	5,2	2,9	-2,3
1849	8	4,4	-3,6	5,8	2,5	-3,3
1850	7,9	4,2	-3,7	5,7	2,7	-3
1851	9	6,1	-2,9	7,5	5,2	-2,3
1852	12,4	9	-3,4	10,7	7,9	-2,8
1853	15,8	12,8	-3	13,8	10,7	-3,1
1854	13,1	13,8	+0,7	10,9	10,4	-0,5
1855	15,7	14,5	-1,2	12,9	11,2	-1,7

En millions de francs.

Examinons maintenant les statistiques établies par les douanes françaises. L'évolution apparaît différente car le déficit se maintient pendant toute la période à un niveau relativement élevé, mais on observe cependant une tendance à l'amélioration dans les deux dernières années. En se référant aux valeurs officielles, on remarque que le déficit en chiffres bruts et en pourcentage dépasse constamment celui qui ressort des statistiques coloniales, prolongeant ainsi la situation antérieure. Dans les deux cas c'est en 1850 que le déséquilibre est le plus élevé et en 1854 qu'il est le plus faible (85). Le tableau établi d'après les valeurs

---

(85) Le déficit oscille entre 11,11 % (1854) et 39,44 % (1850) du commerce total. En 1855, il se situe autour de 14,5 %.

TABLEAU XXXIV - IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DU SENEGAL
d'après les douanes françaises.

Années	Import.	Export.	±	Import.	Export.	±
1847	15,3	5,7	-9,6	11,4	5,2	-6,2
1848	7,2	4,8	-2,4	4,5	3	-1,5
1849	10,9	6,8	-4,1	6,8	5	-1,8
1850	9,9	4,3	-5,6	6,3	3,9	-2,4
1851	10,2	5,2	-5	6,5	4,5	-2
1852	12,6	7,8	-4,8	7,8	5,7	-2,1
1853	16,1	10,7	-5,4	10	7,3	-2,7
1854	13	10,4	-2,6	8,8	6,9	-1,9
1855	15	11,2	-3,8	7,9	6,6	-1,3
	Valeurs officielles			valeurs actuelles		

en millions de francs

actuelles reflète sans doute beaucoup mieux la réalité. Le déficit y est certes constant avec un maximum en 1853 mais il se situe à un niveau moins élevé que dans les cas précédents. Par ailleurs, en pourcentage, il tend à diminuer régulièrement d'année en année apportant finalement une incontestable note d'optimisme (86).

Tableaux et graphiques nous permettent de suivre l'évolution des importations et des exportations. Un simple coup d'oeil met en valeur l'originalité des résultats obtenus à partir des valeurs actuelles utilisées par les douanes métropolitaines. Par contre, les courbes dressées à partir des statistiques coloniales et des valeurs officielles établies à Paris présentent une évidente similitude.

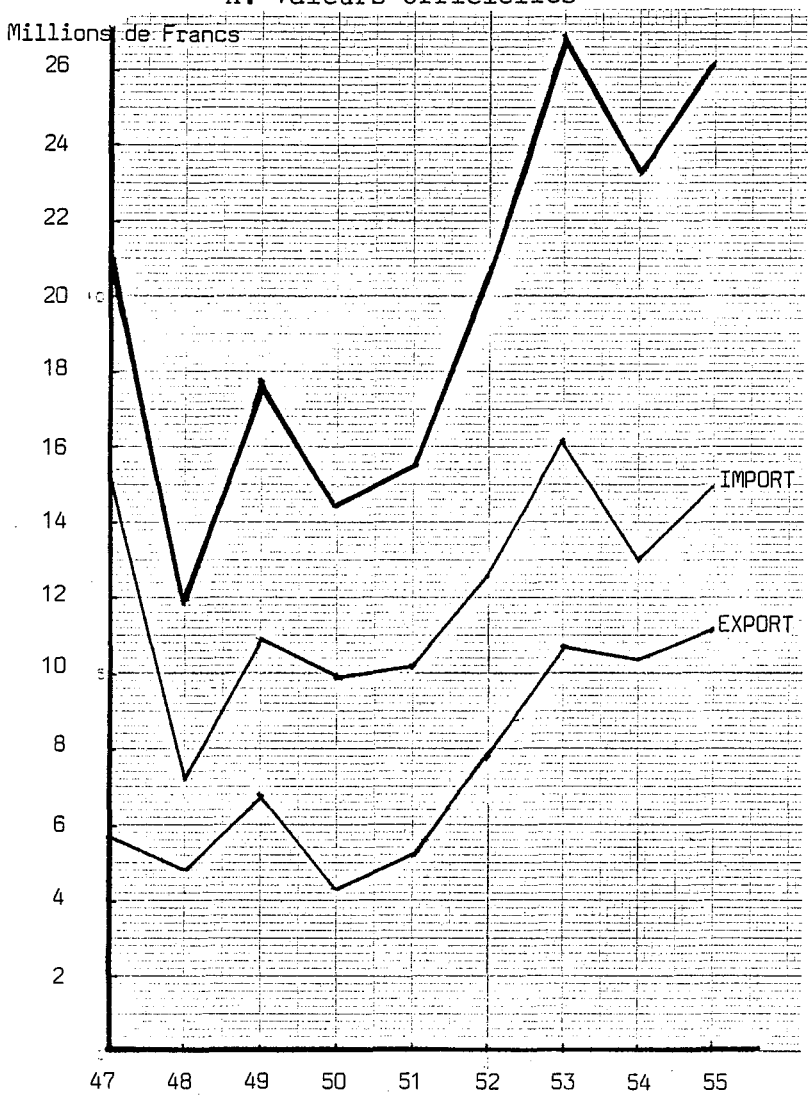
---

(86) le déficit évolue entre 23,53 % en 1850 et 8,96 % en 1855.

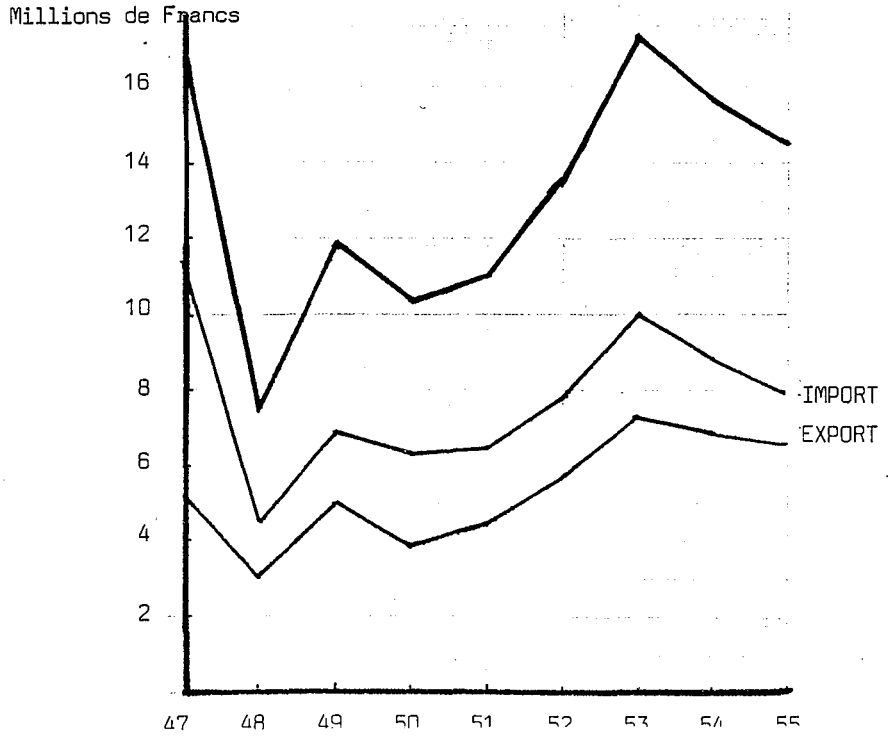
GRAPHIQUE 22 COMMERCE DU SENEGAL AVEC LA FRANCE

D'après les tableaux décennaux des douanes françaises

A. Valeurs officielles



B. Valeurs actuelles



Examinons d'abord les importations. Elles reflètent incontestablement l'évolution de l'ensemble du commerce : ascension rapide jusqu'en 1853 net recul l'année suivante et reprise en 1855. On discerne cependant, quelques nuances. Le niveau des années exceptionnelles antérieures à la grande dépression est retrouvé si l'on en croit les statistiques coloniales dès 1852 et les statistiques métropolitaines en 1853 seulement (87). Par ailleurs, c'est dans le cadre du commerce avec la France tel que le révèlent les chiffres établis par Saint-Louis que les importations progressent le plus et au rythme le plus rapide. De 1850 à 1855, elles ont été multipliées par 2,26 et le taux maximum de leur croissance se situe en 1852 avec 42,66 % (88). Remarquons enfin, que c'est seulement pour le commerce total qu'en 1855 les importations se maintiennent à peu près au chiffre record de 1853 alors qu'il est inférieur dans les deux autres cas (89). La courbe établie d'après les valeurs actuelles présente un autre visage : le démarrage en 1850-1851 y est lent, l'élan atténué et la baisse après 1853 régulière et continue. Pendant la période 1850-1855, la progression des importations n'a été que de 1,25 et en 1853, année

---

(87) En 1852, les importations s'élèvent à 12 M,4 (commerce total) et à 10 M,7 (commerce avec la France) contre respectivement 13 M,2 et 10 M,4 en 1846.

(88) Les importations ont presque doublé (1,98) en ce qui concerne le commerce total et ont été multipliées par 1,5 d'après les valeurs officielles. Le taux maximum de croissance se situe en 1852 pour le commerce total à 37,77 % et en 1853 à 28,57 % d'après les valeurs officielles.

(89) En 1853, les importations avaient été multipliées par 2,42 (commerce avec la France) par 2 (commerce total) et 1,63 (valeurs officielles).

maximum, le chiffre de 1847 a été tout juste retrouvé (90).

Les courbes des exportations présentent un profil quelque peu différent en particulier pour les deux dernières années. En effet, après 1853, la progression se poursuit régulièrement dans le cas du commerce total soit après un recul à peine sensible en 1854. De toute manière, à la différence de ce que l'on constate pour les importations, les résultats de 1855 sont les meilleurs de la période et dépassent largement ceux qui ont été obtenus dans les excellentes années 1845-1846 (91). Par contre, dans le cadre du commerce avec la France tel qu'il ressort des statistiques coloniales, les exportations connaissent une évolution comparable à celle des importations : maximum de leur progression (4,15) et de leur taux annuel de croissance : 92,6 % en 1852 (92). La courbe des exportations établie d'après les valeurs actuelles est comparable à celle des importations, à quelques nuances près : le démarrage est un peu plus vif, la progression un peu plus soutenue et la chute de 1854-1855 moins accentuée (93). De 1850 à 1855, les exportations ont donc progressé davantage que les importations et d'autre part, elles ont dépassé en 1853 le niveau de 1847 de 40 % environ.

---

(90) 1847 est, on le sait, la première année d'application du système de valeurs actuelles ; par suite d'une erreur, les guinées ont été surévaluées (voir note 81), le chiffre des importations devrait donc être ramené de 11 M,4 à 10 M,1.

(91) De 1845 à 1855, les exportations ont progressé d'après les statistiques coloniales de 34,25 % (commerce total) et de 57,75 % (commerce avec la France), d'après les valeurs officielles de 49,33 %.

(92) Les exportations ont été multipliées par 3,45 (commerce total) et par 2,6 (valeurs officielles). Le taux maximum de croissance a atteint en 1852 respectivement 47,54 % et 50 %.

(93) Le taux annuel de croissance a été de 15,38 (1851), 26,06 (1852) et 28,07 (1853) pour les exportations contre

Une conclusion s'impose, les exportations font preuve d'un dynamisme nouveau, annonciateur de changements profonds dans le commerce du Sénégal. En effet, si l'on se reporte aux statistiques des douanes métropolitaines, les seules qui permettent de suivre l'évolution sur une longue durée, on remarque que les exportations après douze années de régression ont réalisé un bond en avant de 160 % de 1850 à 1855 (94). Par ailleurs, la substantielle avancée des exportations que révèlent les diverses séries statistiques confirme la tendance à l'amélioration de la balance du commerce que l'on a déjà observée.

On connaît la prépondérance écrasante de la France dans le commerce sénégalais. Les années 1850-1855 n'apportent évidemment point de modifications à cette situation mais on peut cependant noter un renforcement des liens commerciaux entre les comptoirs et la métropole. Ainsi, la part de la France dans l'ensemble du commerce sénégalais n'est jamais inférieure à 82,35 % et se hausse jusqu'à 98,30 % alors qu'elle se situait entre 80,39 et 91,42 % dans la période 1843-1849. Comme auparavant, cette supériorité est plus affirmée pour les exportations que pour les importa-

---

... respectivement 3,17,20 et 28,2 % pour les importations En 1854 les premières avaient reculé de 5,48 et de 4,54 %, l'année suivante contre 12 et 7,9 % pour les importations.

(94) Après avoir progressé de 57,7 % de 1832 à 1837, les exportations ont connu une baisse de 13,2 % de 1838 à 1843 et de 51,11 % de 1844 à 1849. Les importations pour leur part, après une expansion spectaculaire de 220 % dans la 1ère période ont reculé de 41,52 % dans la seconde puis retrouvé une faible progression de 9,18% dans la troisième. Enfin, elles ont augmenté de 98,73 % de 1850 à 1855, c'est-à-dire à un rythme beaucoup moins rapide que celui des exportations.

tions, mais la France tend de plus en plus à devenir le débouché unique des produits sénégalais. En effet, c'est entre 96,43 et 99,18 que se situe le pourcentage des expéditions vers les ports métropolitains contre 76,66 et 99,40 pour la période de 1843-1849. Pour les importations, le pourcentage oscille entre 77,02 et 93,24 contre 80 et 90,9.

TABLEAU XXXV. COMMERCE AVEC LA FRANCE

Années	Import.-Export. réunies	Importations	Exportations
1850	82,35	77,02	96,43
1851	92,02	88,23	98,11
1852	98,30	90,67	99,18
1853	95,70	93,24	98,16
1854	91,02	86,50	97,19
1855	93,70	92,14	99,11

N.B. Sur le calcul de ces pourcentages voir chapitre II, note 68.

De même que les exportations manifestent une vigueur nouvelle, le commerce de Gorée sort d'une interminable langueur et opère un redressement spectaculaire. Un simple coup d'oeil sur les graphiques traduisant l'évolution des échanges permet de prendre conscience de l'ampleur du phénomène Celui de la période 1843-1850 est plat, presque constamment orienté à la baisse. Il contraste d'une manière saisissante avec celui des années 1850-1855 emporté par un mouvement ascendant régulier et puissant (95). Du coup, les rapports entre le commerce de Saint-Louis et celui de Gorée se trou-

---

(95) Le graphique 23 du présent chapitre est à comparer avec le graphique au chapitre II.

vent modifiés. Avant 1850, le premier imposait sa tendance à l'ensemble du commerce sénégalais. Sans doute, le fait-il encore mais d'une manière beaucoup moins assurée, en particulier dans les deux dernières années de la période où l'influence de Gorée devient très nettement perceptible.

Ainsi, le commerce de Gorée de 1850 à 1855 a été multiplié par 3,55 alors que celui de Saint-Louis n'a que doublé. Au début de la période, le premier ne représentait que la moitié du second mais à la fin il se situait presque à égalité. Si on compare la progression des échanges dans les

TABLEAU XXXVI. COMMERCE DE SAINT-LOUIS ET GOREE

Années	SAINT-LOUIS			GOREE		
	Import.	Export.	Total	Import.	Export.	Total
1847	8,7	5,8	14,5	3,1	2,7	5,8
1848	4,7	2,8	7,5	3,1	2,2	5,3
1849	5,4	3	8,4	2,6	1,4	4
1850	5,1	3	8,1	2,8	1,2	4
1851	5,4	3,7	9,1	3,6	2,4	6
1852	7,6	5,4	13	4,8	3,6	8,4
1853	11,4	8,3	19,7	4,4	4,5	8,9
1854	7,5	7,7	15,2	6,3	5,4	11,7
1855	8,9	7,1	16	6,8	7,4	14,2

En millions de francs.

deux comptoirs, on remarque qu'elle n'est point exempte d' à coup à Saint-Louis comme le prouve en 1854 un recul de près de 25 % par rapport à l'année précédente. Par contre à Gorée, elle est continue, particulièrement forte en 1851-1852,

ralentie l'année suivante puis reprenant vigueur ensuite (96).

L'examen du mouvement des importations et des exportations dans chacun des deux comptoirs apporte des précisions particulièrement éclairantes. D'une part, les secondes progressent plus substantiellement que les premières et d'autre part le dynamisme tout nouveau de Gorée se trouve confirmé. Ainsi, dans ce dernier port, les importations ont augmenté de 143 % contre seulement 74,5 % à Saint-Louis, soit près de deux fois plus et les exportations de 516,6 % contre 136,6 % soit près de quatre fois plus (3,78). En se référant à l'année 1853, généralement jugée la meilleure pour l'ensemble du commerce du Sénégal, on peut mieux apprécier l'évolution des échanges dans les deux comptoirs. A Saint-Louis, les importations comme les exportations au maximum de leur progression avec un taux respectif de 123 et de 176 % par rapport à 1850 déclinent ensuite tandis qu'à Gorée, avec 57 et 275 %, elles améliorent très nettement leurs performances dans les deux années qui suivent. En effet, le déficit qui s'élevait encore à 40 % du commerce total en 1850 allait faire place six ans plus tard à un solde positif de 4,22 % (97). A Saint-Louis, le déficit ne s'est jamais démenti depuis 1843, seule l'année 1854 constitue une exception avec un léger excédent représentant 1,32 % de l'ensemble des transactions.

La place relativement limitée des échanges avec la

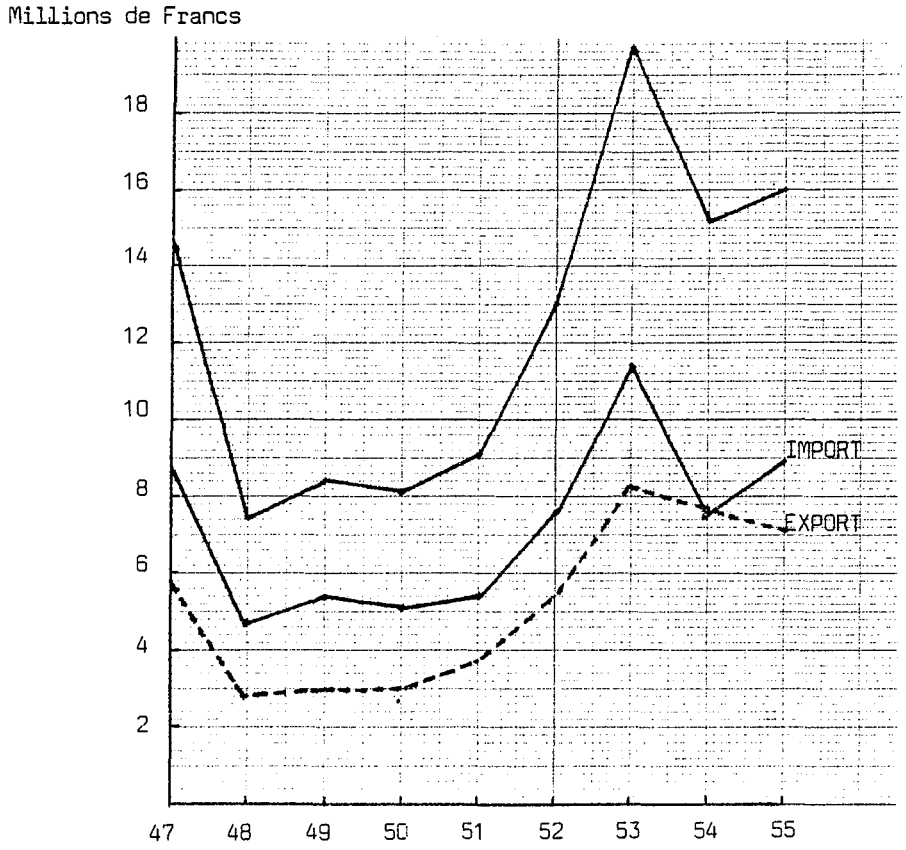
---

(96) La progression s'établit à 50 % en 1851, 40 % en 1852, à seulement 5,95 % en 1853 et pour 1854 et 1855 respectivement à 31,46 et à 21,36 %.

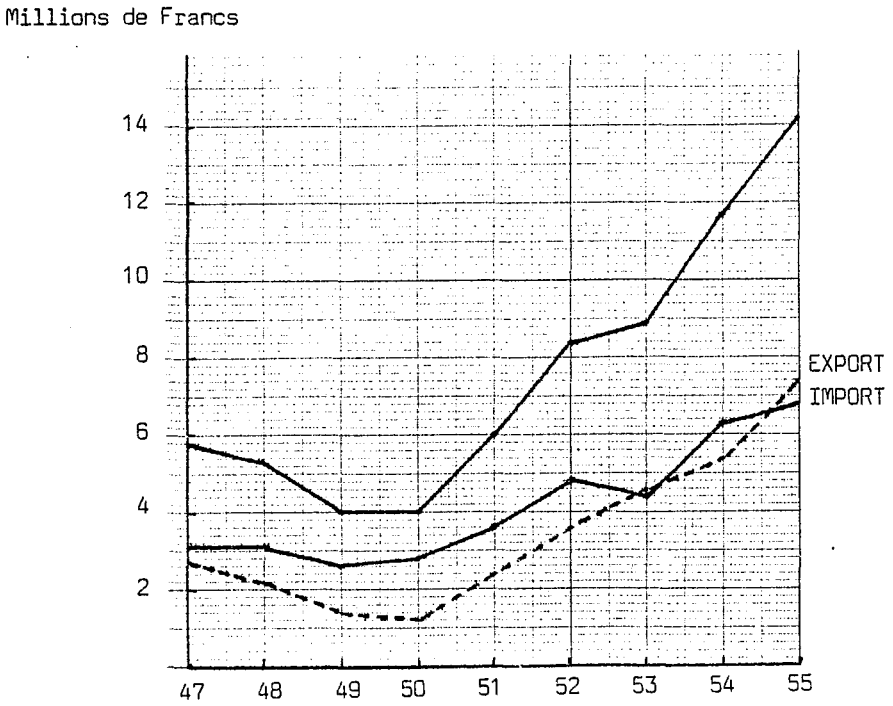
(97) 1843 a été la dernière année à enregistrer un excédent avant une longue période de déficits. Un premier retour à l'équilibre a été obtenu en 1853 (+ 1,12 %) mais le déficit est réapparu l'année suivante.

GRAPHIQUE 23 COMMERCE DE SAINT-LOUIS ET DE GOREE

SAINT-LOUIS



GOREE



France constitue on le sait, une des caractéristiques essentielles du commerce de Gorée. Mais, là aussi, les choses bougent dans les années 1850-1855. En effet, elle grimpe de 40 % (1850) à 77,4 % (1852) et n'est jamais inférieure à 64,1 % (1855). La moyenne se situe à 65,3 % contre 34,2 % pour la période précédente, ce qui constitue un changement considérable. Le même phénomène, mais dans une proportion moindre, affecte aussi le commerce de Saint-Louis. La part de la France oscille entre 82,7 % (1850) et 93,75 % (1855), la moyenne s'établissant à 90,3 contre 78,8 %. En conséquence de cette évolution, l'écart entre les deux comptoirs s'atténue : de 2,3 il descend à 1,38. Par ailleurs, la part du commerce avec l'étranger tend à se réduire (98).

Malgré les progrès réalisés pendant la période 1850-1855, le Sénégal a dans l'ensemble du commerce français perdu du terrain reculant de la 26e à la 27e place (99). Mais face aux îles à sucre et à la Guyane, il améliore ses positions comme le prouve le tableau suivant. Il a réussi à diminuer son écart avec la Réunion qui est pourtant la seule de ces colonies à avoir progressé et en 1853 ses résultats

---

(98) Le commerce direct avec l'étranger est négligeable à Saint-Louis (3 % pour 1853-1855 contre 4,6 pour 1847-1849) par rapport à ce qu'il est à Gorée (20,35 contre 37,80 %). Si on ajoute les marchandises étrangères passées par les entrepôts métropolitains le pourcentage s'élève pour les mêmes années de référence à 15,16 contre 30,16 à Saint-Louis et à 24,85 contre 37,06 à Gorée. Ainsi, la structure des échanges diffère d'un comptoir à l'autre, soulignant la faiblesse des importations de marchandises étrangères extraites de France à Gorée.

(99) Tableaux décennaux 1837-1846 et 1847-1856). Il ne faut pas oublier que cette dernière décennie comprend les années les plus sévèrement éprouvées par la crise.

ont été supérieurs à ceux de la Guadeloupe (100). Par ailleurs, le Sénégal accentue régulièrement son avance vis à vis de la Guyane (101).

TABLEAU XXXVII.- EVOLUTION COMPAREE DU COMMERCE DU SENEGAL ET DES ILES A SUCRE

Années	SENEGAL	MARTI-NIQUE	rapport	GUADE-LOUPE	rapport	REUNION	rapport
1850	14,2	28,9	2,03	23	1,62	34,80	2,45
1851	15,5	45,7	2,95	32,8	2,12	32,50	2,10
1852	20,5	41,9	2,04	32,10	1,57	40,20	1,96
1853	26,9	35,1	1,30	25,90	0,96	40,4	1,5
1854	23,4	37,9	1,62	31,50	1,35	46,4	1,98
1855	26,1	33,5	1,28	31,60	1,21	58,9	2,26

En millions de francs, valeurs officielles.

La comparaison entre le Sénégal et l'ensemble du commerce colonial ne manque pas d'intérêt. Les progrès du premier sont certains mais limités. En effet, la croissance de son commerce est un peu plus soutenue : indice 184 en 1855 contre 166. Aussi, son poids dans l'ensemble du commerce colonial tend à s'affirmer. En 1853, il représente près du cinquième (18,94 %), un maximum jamais atteint. Si on compare la période 1850-1855 aux six années qui la précèdent on observe un léger progrès (15,81 contre 14,82 %).

---

(100) La Réunion est passée de la 17e à la 16e place, la Martinique de la 15e à la 18e, la Guadeloupe de la 13e à la 19e et la Guyane de la 32e à la 44e.

(101) Son commerce est en moyenne 4,3 fois supérieur (1850-1855) contre 3,38 pour la période précédente ; en 1855 le rapport atteint son maximum : 5,02.

TABLEAU XXXVIII - EVOLUTION COMPAREE DU COMMERCE DU SENEGAL ET DE L'ENSEMBLE DU COMMERCE COLONIAL

Années	Commerce colonial		Sénégal		%
1850	94 (1)	100 (2)	14,2 (1)	100 (2)	15,10
1851	112	119	15,5	109	13,84
1852	136	145	20,5	144	15,07
1853	142	151	26,9	189	18,94
1854	154	164	23,4	165	15,19
1855	156	166	26,1	184	16,73

(1) en millions de francs, valeurs officielles ; (2) indice

Les limites des progrès du Sénégal apparaissent lorsqu'on compare son commerce à celui de la côte occidentale d'Afrique (102). Ce dernier dont l'essor a été rapide au début des années quarante, traverse la crise presque sans dommage et continue à donner des preuves éclatantes de sa vitalité. En effet, on assiste entre 1850 et 1855 à un renversement des situations. Le Sénégal qui, au départ bénéficie d'une légère supériorité se trouve assez nettement distancé à l'arrivée. Pendant cette période il progresse de 83,8 % mais celui de la côte occidentale d'Afrique de 113,5 % En 1854 le recul est assez sévère pour le premier (- 13 %) et insignifiant pour le second (- 0,88 %). D'autre part, les importations du Sénégal en n'augmentant que de la moitié sont en passe d'être rattrapées par celle de la côte occi-

---

(102) Cette comparaison s'effectue comme précédemment, à partir des statistiques des douanes françaises. Il s'agit donc du commerce effectué par le Sénégal et la C.O.A. avec la France. Pour la décennie 1847-1856, le Sénégal figure au 27e rang, la C.O.A. au 28e dans le commerce de la métropole.

dentale d'Afrique qui ont presque quadruplé (103).

TABLEAU XXXIX. EVOLUTION COMPAREE DU COMMERCE DU SENEGAL ET DE LA C.O.A.

Années	SENEGAL			C.O.A.		
	Import.	Export.	Total	Import.	Export.	Total
1850	9,9	4,3	14,2	3,1	10,2	13,3
1851	10,3	5,2	15,5	3,9	11,2	15,1
1852	12,6	7,9	20,5	3,6	17,3	20,9
1853	16,2	10,7	26,9	4,4	18,3	22,7
1854	13	10,4	23,4	6,7	15,8	22,5
1855	15	11,1	26,1	11,8	16,6	28,4

En millions de francs, valeurs officielles.

Ainsi, dans le commerce avec la France, le Sénégal affirme sa supériorité aux importations et la C.O.A. aux exportations. Mais celle-ci, et c'est un fait de grande importance, offre au fil des ans des débouchés de plus en plus intéressants aux marchandises expédiées de la métropole. Ces conclusions se trouvent largement confirmées par l'exament des statistiques établies par les douanes françaises à partir des valeurs actuelles (104).

-"Les arachides doivent sauver le Sénégal" (105)

L'analyse globale du commerce ne saurait suffire.

---

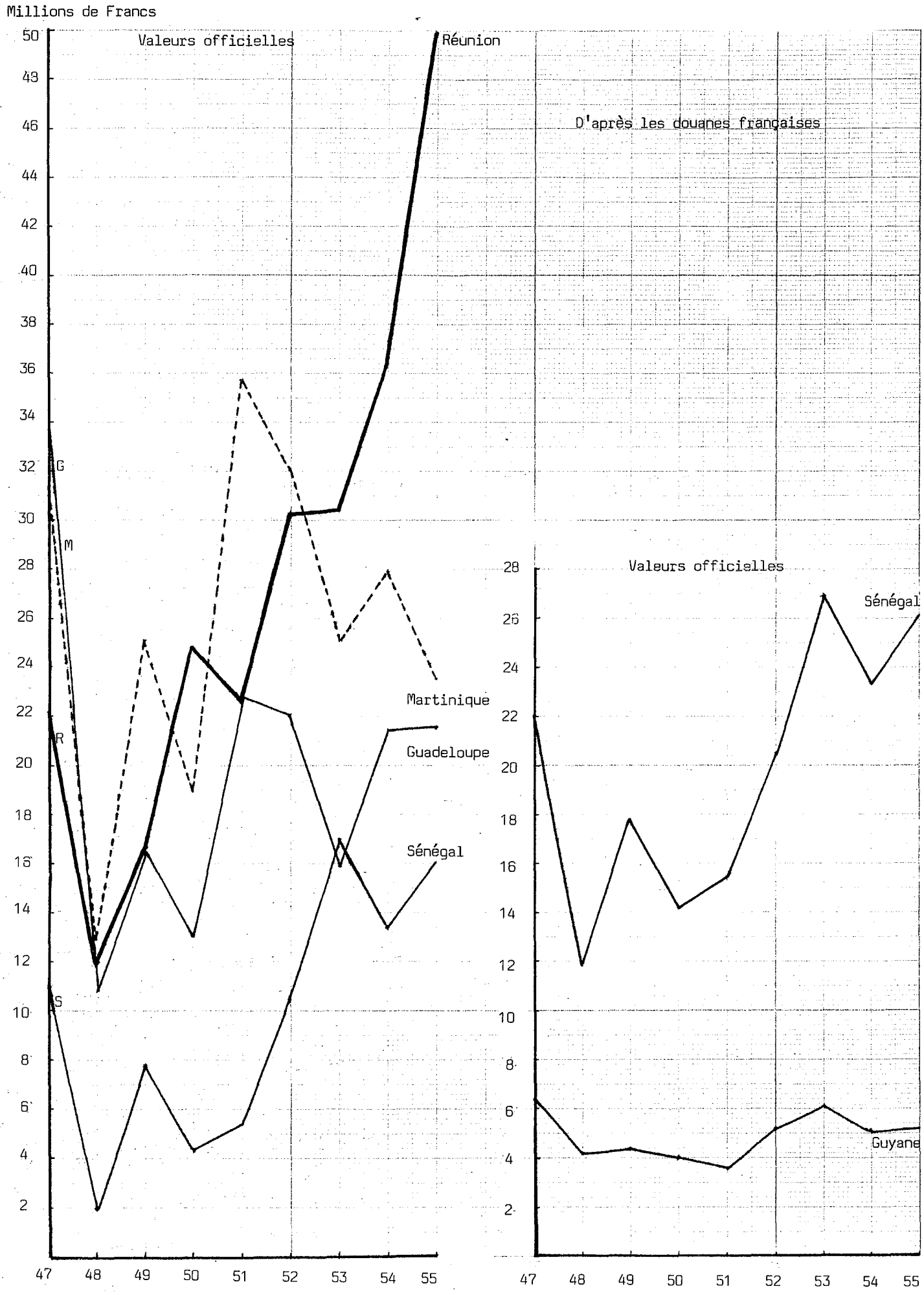
(103) la comparaison est plus difficile pour les exportations ; le Sénégal ayant enregistré en 1850 son plus mauvais résultat depuis 1843, ses progrès se trouvent artificiellement gonflés (158 % contre 62,7 %).

(104) Les progrès de la C.O.A. apparaissent encore plus nets Ils atteignent pour l'ensemble du commerce : 122 % contre 41,7 pour le Sénégal, 190 % et 91 % pour les exportations contre respectivement 47,3 et 64,1%.

(105) Protet à ministre, 21 août 1852, n°411, ANS 2 B 31.

GRAPHIQUE 24

COMPARAISON DU COMMERCE DU SENEGAL AVEC CELUI DES AUTRES COLONIES



En effet, il importe également de bien mettre en lumière les modifications qui ont pu se produire dans les structures des importations et des exportations. Il n'est évidemment point question de présenter dans ce domaine une étude aussi complète que pour la période précédente mais à partir des statistiques disponibles de dégager les tendances essentielles et d'indiquer ce qui demeure et surtout ce qui change.

Aux importations, la primauté des articles textiles demeure incontestée (106). Mieux, elle se renforce, représentant d'après les statistiques coloniales, 58,5 % de la valeur des marchandises entrées à Saint-Louis et à Gorée contre 50,7 % pour les années 1843-1850 (107). En valeur, la progression est régulière et importante puisque de 2 M,3 en 1850 les tissus et les fils atteignent 8 M,6 en 1855, ce qui représente un accroissement de trois fois supérieur à celui de l'ensemble des importations. Mais n'oublions pas que l'année 1850 a été particulièrement défavorable (108).

Le fait nouveau, c'est incontestablement la nouvelle répartition qui se manifeste à l'intérieur de la rubrique tissus. En effet, la primauté des guinées est remise en cause par la progression significative de tous les autres tissus et fils. Leur recul est impressionnant, car elles ne représentent plus que 37,08 % de l'ensemble des tissus contre 70,65 % pour la période précédente. Elles sont désormais distancées par les tissus de coton qui ont doublé leur part

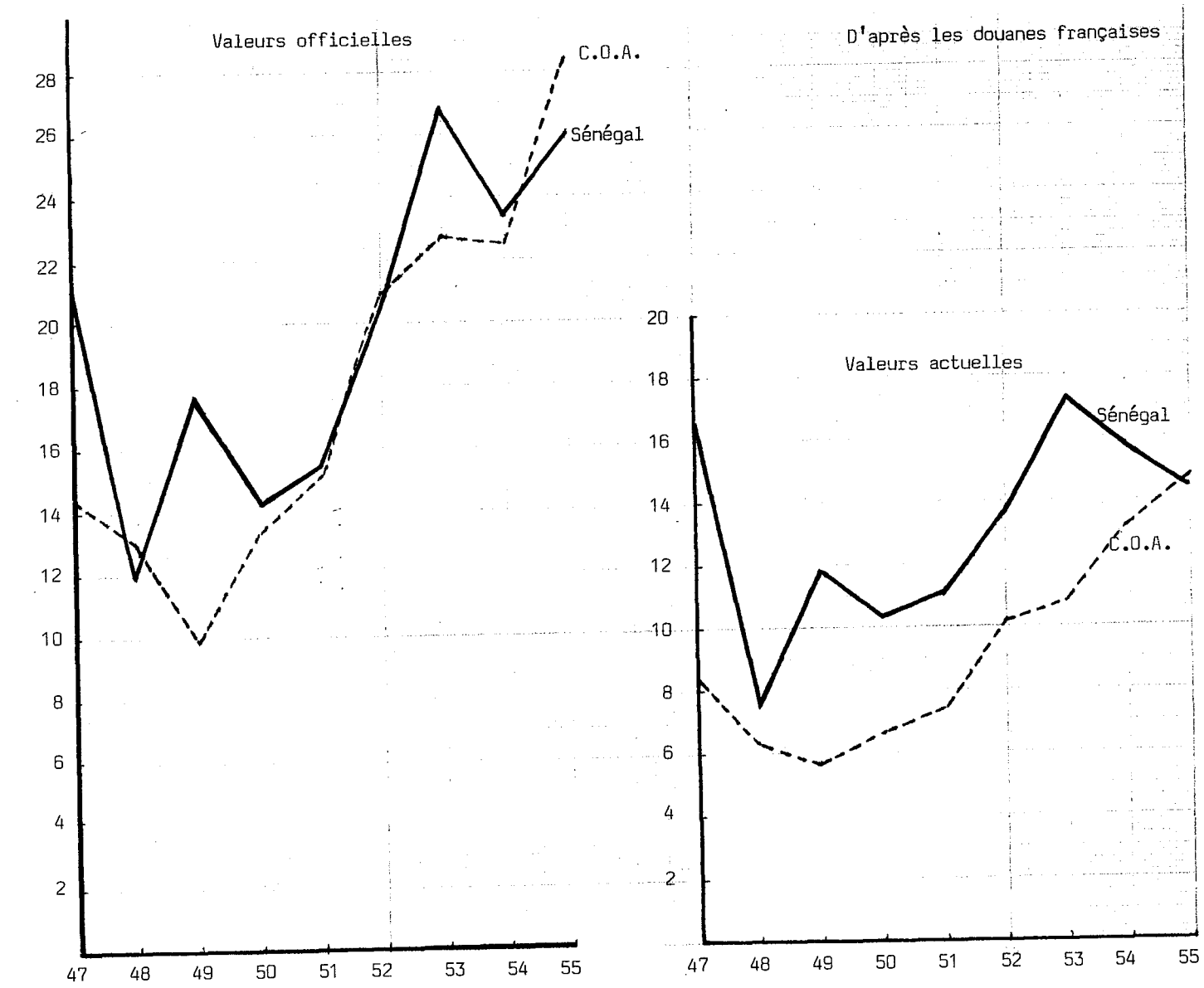
---

(106) On regroupe sous une même rubrique les guinées, les autres tissus de coton, les tissus de lin, de laine, de chanvre et de soie ainsi que les fils destinés aux artisans sénégalais.

(107) Cette progression se trouve confirmée par les statistiques des douanes françaises.

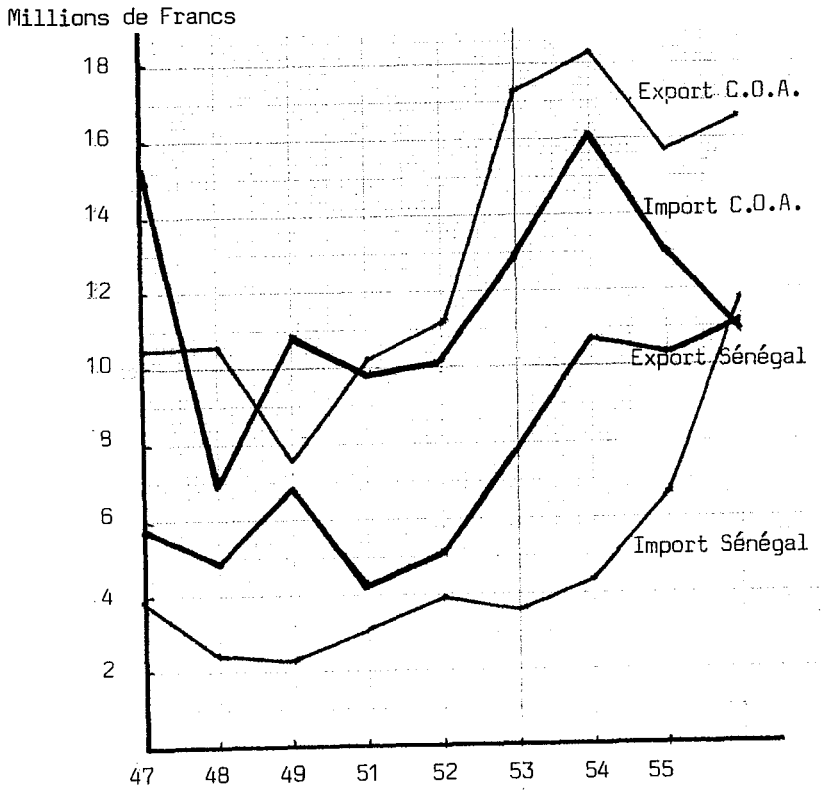
(108) De 1843 à 1850, seule l'année 1848 (1 M,8) a été inférieure.

GRAPHIQUE 25 COMMERCE DU SENEGAL ET DE LA COA



GRAPHIQUE 26 IMPORT-EXPORT SENEGAL- COA

d'après les douanes françaises



(46,11 contre 23,55 %) (109). Dans ces conditions, la part des guinées dans l'ensemble des importations ne cesse de s'amenuiser : elle est tombée à moins d'un quart alors qu'elle était auparavant supérieure au tiers (110).

L'examen des statistiques métropolitaines exprimées en valeur officielles révèle une évolution à peu près semblable mais d'une ampleur moindre. Ainsi, le recul des guinées n'est point si accentué qu'elles soient supplantées par les tissus de coton (111).

Les vins, liqueurs et eaux de vie constituent le second poste des importations. Mais à l'inverse des articles textiles, leur part diminue régulièrement et dans des proportions assez sensibles. En effet, elle ne représente plus en moyenne que 7,45 % de l'ensemble des importations contre 10,84 % pour la période précédente (112).

Cette même tendance à la baisse se retrouve pour les armes et munitions autant que l'on puisse en juger à partir de statistiques coloniales assez déficientes dans ce

---

(109) La part des autres tissus est passée de 3,04 à 12,77 % soit un quadruplement, et celle des fils de 2,39 à 3,88 %.

(110) De 36 % la part des guinées est descendue à 22 %. A titre d'exemple en 1855, les articles textiles représentent environ 67 % de l'ensemble des importations, les tissus de coton (35 % et les guinées 21 %.

(111) Par rapport à l'ensemble des importations du Sénégal, les tissus de coton représentent en 1850 19,19 % contre 38,83 % pour les guinées, soit deux fois moins et en 1855 30,66 % contre 32,66 %. L'égalité est alors presque atteinte.

(112) Entre 1850 et 1855, elle oscille entre 5,07 % et 12 % contre 8,65 et 17,30 % auparavant. Un recul plus limité s'inscrit également dans les statistiques métropolitaines 5,31 contre 6,46 %.

domaine (113). Elles représentent environ 1,8 % des importations contre 3 % auparavant.

En ce qui concerne les autres marchandises importées, ambre et corail, verroteries, fer en barres, bois, sucre et farine, il n'y a aucune modification importante à signaler. Par ailleurs, alors qu'on aurait pu s'attendre à une demande accrue de tabac en feuilles, particulièrement recherché à Gorée pour les échanges sur le bas de la côte, on constate un recul faible sans doute, mais inattendu (114). A l'opposé, les importations de riz qu'il s'agisse des expéditions de la métropole et des Etats-Unis ou des fournitures de "riz de pays" effectuées par la Casamance et les Rivières du Sud, poursuivent leurs rapides progrès déjà observés dans la période précédente (115). Entre 1850 et 1855, la métropole expédie en moyenne 350 tonnes de riz chaque année soit près de quatre fois plus que pour la période 1844-1849. Les importations en provenance des Etats-Unis et de la côte au sud de Gorée sont sensiblement équivalentes.

En réalité, les modifications observées dans les importations du Sénégal ne sont que le révélateur de celles qui affectent les exportations. Le recul des guinées reflète la diminution constante de la part des gommes dans les expéditions du Sénégal tandis que les achats croissants de

---

(113) Par exemple aucune importation de poudre à tirer n'est signalée à Gorée en 1855, ce qui paraît impensable.

(114) Le tabac en feuilles pour les importations en provenance de France représente 1,73 % contre 1,87 % pour la période précédente. Si l'on prend en compte toujours selon les statistiques coloniales les importations en provenance de l'étranger, le pourcentage s'établit à 4,88 contre 5,59 % auparavant.

(115) Dans les importations en provenance de France (statistiques coloniales) le riz représente 1,60 % du total contre 0,99 % auparavant. En 1855, la valeur du riz

riz sont à mettre en relation avec l'essor des arachides obtenu, souvent, au détriment des cultures vivrières.

Les exportations de gomme accusent en valeur un recul sensible. Si on les envisage dans leur totalité, elles représentent en moyenne pour les années 1850-1855, 3 MF,03 contre 3 M,7 pour la période 1844-1849. Il en est de même pour les gommes destinées uniquement à la France, 2 M,96 contre 3 M,53. Le temps des records réalisés en 1845-1846 sem-

TABLEAU XL.- EXPORTATIONS DE GOMME

Années	France et étranger	France	% (1)
1850	2	2	74,07
1851	2,1	2	38,46
1852	2,9	2,9	36,7
1853	4,3	4,2	39,25
1854	3,8	3,6	34,62
1855	3,1	3,1	27,68

En millions de francs, statistiques coloniales

(1) Part des exportations de gomme dans l'ensemble des exportations destinées à la métropole.

ble révolu. Le maximum de 1853 en est fort loin et se place même légèrement en dessous des résultats de 1847. Les fluctuations demeurent encore importantes quoique très atténuées par rapport à la période précédente. Elles se situent désormais dans un rapport légèrement supérieur à 2 (2,15 pour la totalité des exportations et 2,1 pour celles qui sont destinées seulement à la France) contre 3,88 auparavant. Par ailleurs, le courant d'exportation vers l'étranger demeure très

---

(115) suite
importé de toutes provenances représente 2,55 % de l'ensemble des importations.

faible et à même tendance à s'amenuiser. Il ne représente plus que la moitié environ de ce qu'il était dans les années 1843-1849 (2,19 % contre 4,5 %).

Quant à la part de la gomme dans les exportations destinées à la métropole, son évolution est tout à fait spectaculaire. De 74,07 % en 1850 elle ne cesse de décroître pour atteindre son plus bas niveau en 1855 avec 27,68 % soit près de 2,7 fois moins. En moyenne, elle est pour cette même période très nettement inférieure à la moitié (41,79 %) alors qu'elle atteignait presque les trois quarts dans la période précédente (73,33 %). Encore cette chute est-elle masquée par le pourcentage élevé de 1850, année où le prix de la gomme opère un vigoureux redressement après deux années d'effondrement : le kilogramme valait, selon la mercuriale de Saint-Louis 1 F 80 contre 1 F 02 en 1848 et 0,9 l'année suivante.

En quantité, la situation se présente sous un jour quelque peu différent, à la fois rassurant et inquiétant. En effet, de 1850 à 1855, il entre en France plus de gomme que pendant les six années précédentes : 12.920 tonnes contre 12.341,02 soit une moyenne annuelle de 2153 t 3 contre 2056,9. Il est vrai qu'il n'y a pas eu comme entre 1844 et 1849 de brusques poussées de fièvre bientôt suivies de chutes brutales (116). Mais, par ailleurs, la part du Sénégal sur le marché métropolitain ne cesse de reculer. Elle s'élève à 64,35 % pour la période 1850-1855 alors qu'elle atteignait 85,05 % pour les six années précédentes. La position de quasi monopole des années quarante est maintenant contestée. En 1851, le Sénégal ne fournit même pas la moitié des

---

(116) Entre le maximum de 1846 : 3436 t. et le minimum de 1848 : 988 t., le rapport est de 3,5 mais il n'est plus que de 2,45 entre le maximum de 1853 : 3028 t. et le minimum de 1850 : 1263 t. 5.

gommes importées (48,72 %) alors qu'il en expédiait 92,98 % en 1845. Il s'agit, il est vrai de deux années exceptionnelles, mais il est évident que le Sénégal doit compter de plus en plus avec la concurrence de l'Egypte, pays qui désormais entre pour près de 30 % dans les approvisionnements de la métropole (117).

TABLEAU XLI. IMPORTATIONS DE GOMME EN FRANCE.

	1850	1851	1852	1853	1854	1855
Egypte	321,3	1293,6	1156,1	1001,5	819,7	1127,3
Sénégal	1236,5	1556	2116	3028,3	2649	2334,5
Total	1855,2	3193,3	3616,5	4157,7	3577,7	3607,3
% (1)	66,65	48,72	58,51	72,83	74,04	64,71

En tonnes, statistiques des douanes françaises.
(1) Part du Sénégal dans les importations de gomme en France.

Un autre phénomène important nous confirme le recul des gommes dans le commerce du Sénégal. Désormais, la part des tissus dans les importations dépasse largement celle des gommes dans les exportations alors qu'auparavant c'était l'inverse (118).

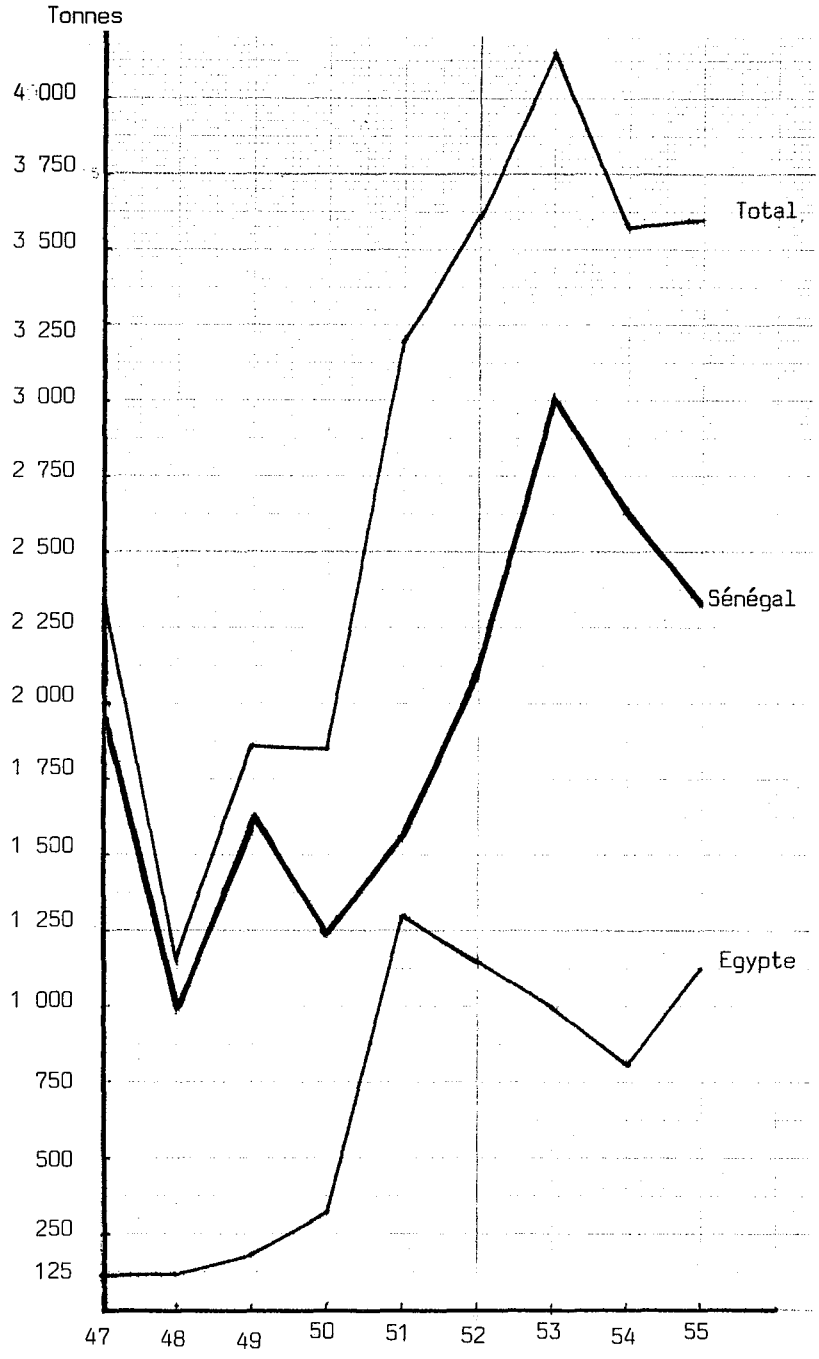
---

(117) Pour la période 1850-1855, la part de l'Egypte s'établit à 28,58 % (elle a même atteint 40,5 % en 1851) soit quatre fois plus que pour les années 1844-1849 (6,97 %).

(118) les tissus représentent 58,53 % des importations et les gommes 41,49 % des exportations pour les années 1850-1855. Pour la période 1844-1849, les pourcentages étaient respectivement de 52,1 et de 78,22 %.

GRAPHIQUE 27 IMPORTATION DE GOMME EN FRANCE

d'après les douanes françaises



L'examen du graphique ci-contre montre que la courbe des guinées et celle des gommes demeurent très proches l'une de l'autre mais le fait nouveau c'est incontestablement, à partir de 1851, l'envolée des importations de tissus. La courbe qui les représente après avoir longtemps évolué dans le voisinage de celle des gommes s'en détache nettement et conquiert son autonomie (119). La guinée reste, pour l'essentiel, le moyen de se procurer des gommes, mais il est évident que les quantités croissantes de tissus introduites à Saint-Louis et à Gorée s'expliquent par l'arrivée sur le marché d'un produit nouveau : l'arachide. Ainsi, la suprématie de la gomme, longtemps incontestée est désormais battue en brèche. Ce n'est donc plus de la gomme et d'elle seule que dépend la misère ou la prospérité du Sénégal.

En effet, dans les années cinquante, l'économie sénégalaise est en train de vivre une "révolution" dont les contemporains ont bien mesuré la portée. Quelques chiffres nous permettent d'en saisir les divers aspects.

Tout d'abord, pendant les années 1850-1855, les arachides exportées représentent en moyenne 3.650.000 F. contre 314.000 F. pour la période précédente, soit une valeur onze fois et demie supérieure. La progression a été fulgurante car en 1855 le montant des graines oléagineuses expédiées en métropole était environ dix sept fois et demie plus élevé qu'en 1850 (120). En conséquence, les arachides prennent année par année une importance de plus en plus grande

---

(119) Pour comparer, voir le graphique 8, chapitre II.

(120) Il est vrai que l'année 1850 n'a pas été bonne, en recul sensible par rapport au record établi en 1848 soit 622.000 F. A signaler le palier de 1854 où les résultats ont été inférieurs de 3,8 % à ceux de l'année précédente.

GRAPHIQUE 28 EXPORTATIONS DE GOMME ET IMPORTATIONS DE TISSUS ET DE GUINEES

Statistiques coloniales

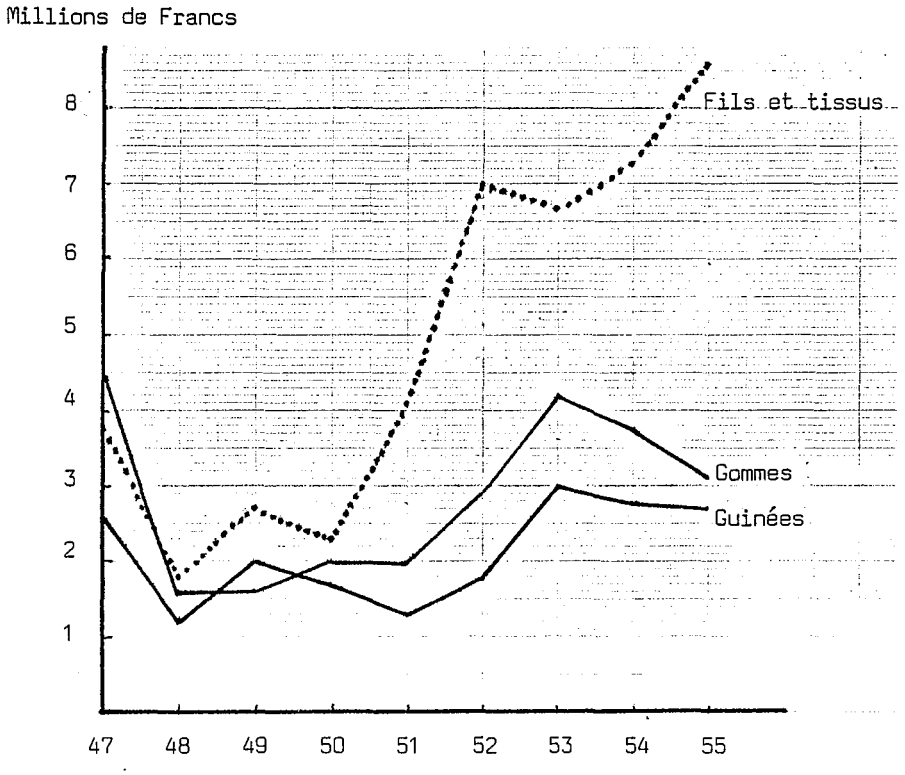


TABLEAU XLII. EXPORTATIONS D'ARACHIDES

1850	1851	1852	1853	1854	1855
360.606	1596.663	3506.275	5201.188	5001.204	6241.303
13,35 (1)	30,70	44,38	48,60	48,08	55,72

En francs, statistiques coloniales.
(1) Les arachides dans l'ensemble des exportation en %.

dans les exportations partant de 13,35 % en 1850 pour atteindre 55,72 % en 1855 soit quatre fois plus environ.

Ensuite, l'examen des tonnages expédiés vers la France révèle qu'après le creux des deux premières années s'opère un vigoureux redressement qui permet un quadruplement pour l'ensemble de la période (121). Par ailleurs, on sait que depuis 1844, la côte occidentale d'Afrique a dépassé le Sénégal dans l'approvisionnement de la France. Ses progrès fulgurants jusqu'en 1847 se sont considérablement ralentis par la suite. Ainsi, de 1850 à 1855, le tonnage introduit dans les ports français n'a-t-il augmenté que de 57 %. Mais, sa suprématie n'en est pas moins éclatante (122) alors

---

(121) En fait, l'avancée est moins spectaculaire si on se réfère aux six années précédentes. De 1844 à 1849 la totalité des importations en France s'élève à 15.911 tonnes et à 30.818 de 1850 à 1855, soit à peu près le double. En 1849, un record de 4853 tonnes ne sera dépassé qu'en 1853.

(122) En ce qui concerne les arachides, il faut comprendre par côte occidentale d'Afrique, toutes les expéditions effectuées vers les ports français à partir des régions com-

que la part du Sénégal dans les importations françaises oscille entre 12,92 (1851) et 28,57 (1855, celle de la côte

TABLEAU XLIII. IMPORTATIONS D'ARACHIDES EN FRANCE

	1850	1851	1852	1853	1854	1855
C.O.A.	11.967	13.950	20.182	22.178	17.469	18.795
Sénégal	2.089	2.129	4.675	6.935	6.668	8.322
Total	14.064	16.473	24.875	29.119	24.163	29.127
% (1)	14,85	12,92	18,79	23,81	27,59	28,57

En tonnes, statistiques des douanes françaises.
(1) part du Sénégal dans les importations d'arachides en France.

occidentale se situe entre 64,52 (1855) et 85,09 % (1850). L'Afrique satisfait à la quasi-totalité des besoins de la métropole (entre 93,1 et 99,9 %), les autres provenances, en particulier celles de l'Inde ne jouent donc, à cette époque qu'un rôle insignifiant.

Les statistiques coloniales malgré leurs évidentes imperfections permettent d'évaluer le rôle respectif de Saint-Louis et de Gorée dans l'exportation des arachides vers la France (123). A l'origine, celui de Gorée a été capi-

---

... prises entre Gorée et Sierra Leone, à l'exception d'Albréda et de la Casamance placées sous l'autorité du gouverneur du Sénégal.

(123) Les quantités enregistrées au Sénégal sont toujours inférieures à celles comptabilisées par les douanes françaises sauf en 1851 et 1852 où les statistiques coloniales reprennent exactement les chiffres de la métropole. On peut donner à ces différences deux explications qui ne s'excluent point : au départ une sous-estimation pour des raisons fiscales et à l'arrivée

tal mais depuis 1847, les exportations de Saint-Louis sont devenues largement supérieures. Cependant, entre 1850 et 1855, celles de Gorée progressent plus rapidement car elles ont presque quintuplé (4,78) alors que celles de Saint-Louis n'ont même pas doublé (1,57). Au début de la période Saint-Louis avec 2600 t. exportait près de six fois plus d'arachides que Gorée mais en 1855 avec 4087 tonnes seulement moins de deux fois (124).

En valeur, les arachides ne cessent pour chacun des deux comptoirs de prendre une importance de plus en plus grande dans l'ensemble des exportations destinées à la France. A Saint-Louis, la part des graines oléagineuses après avoir atteint le record de 21,2 % en 1849 et s'être repliée à 11,04 l'année suivante, reprend son ascension régulière jusqu'à 45,79 % en 1855. Elle est alors de peu inférieure à celle des gommes (46,26 %). Quel chemin parcouru et à quel rythme depuis le milieu des années quarante où elle représentait moins de 1 % ! La révolution de l'arachide est encore plus nette à Gorée. Ce comptoir avait pris de l'avance puisque dès 1844 le pourcentage s'élevait déjà à 16 %. Il dépassait le quart en 1848 et presque le tiers deux années plus tard. Ensuite, la progression est particulièrement brutale car désormais la part des arachides dans les

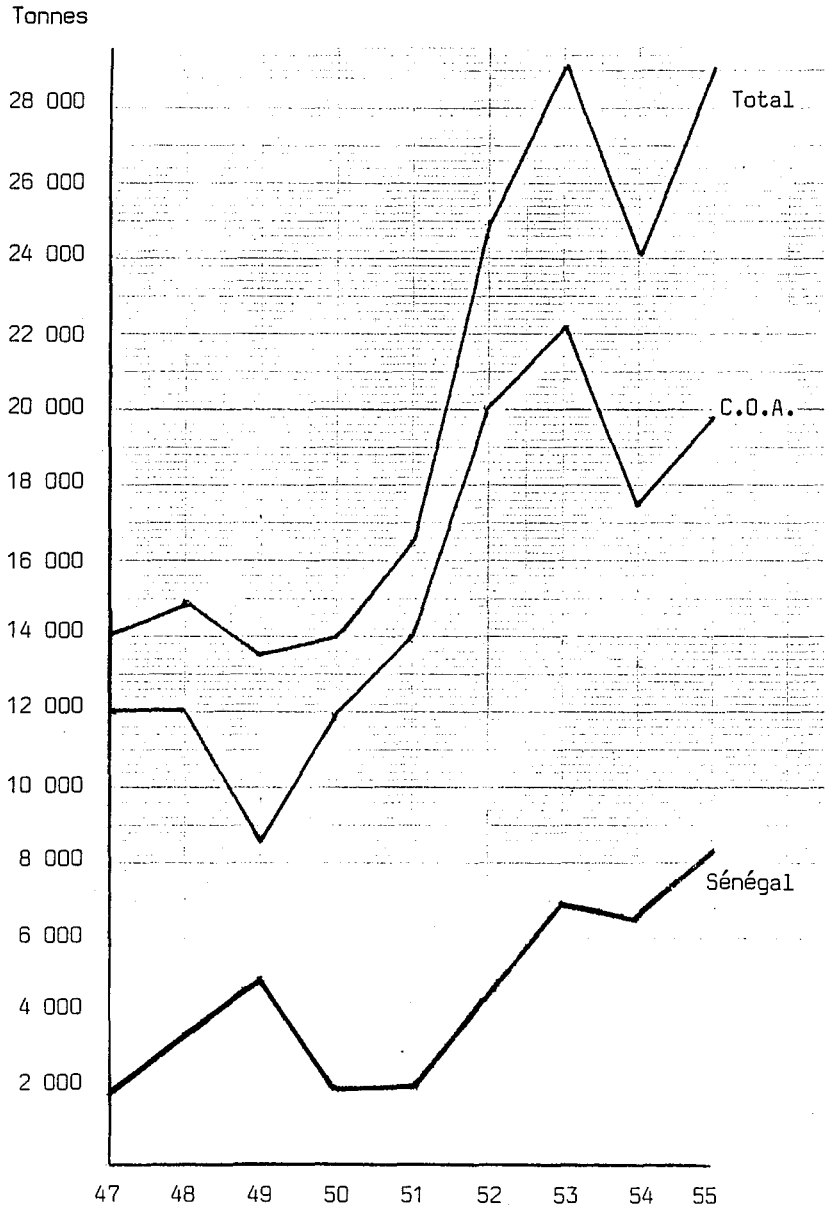
---

... la comptabilisation de cargaisons enlevées sur la côte occidentale mais attribuées au Sénégal après relâche des navires à Gorée ou à Saint-Louis.

(124) Il faut noter cependant que les résultats ont été particulièrement mauvais à Gorée en 1849 et en 1850 près de trois fois inférieurs à ceux de 1848. De 1850 à 1855, Saint-Louis a exporté chaque année en moyenne 3032 t. et Gorée 1870 t. C'est en 1853 que l'écart a été le plus faible 3949 t. contre 3185 t.

GRAPHIQUE 29 IMPORTATIONS D'ARACHIDE EN FRANCE

d'après les douanes françaises



exportations goréennes vers la métropole oscille entre les deux tiers et plus des trois quarts (125). On peut dire qu'à partir de 1851, les arachides sont à Gorée ce que les gommes étaient autrefois à Saint-Louis (126).

Il est donc heureux pour Saint-Louis que sa fortune commerciale ne se joue plus uniquement sur la gomme. D'ailleurs, les perspectives d'accroissement de sa production sont limitées et ses débouchés dans l'industrie textile ont tendance à se restreindre depuis la découverte de la dextrine. Ainsi, grâce aux arachides, l'activité commerciale de ce comptoir semble trouver un équilibre qui jusqu'ici lui faisait défaut. Quant à Gorée, le pessimisme qui avait longtemps prévalu à son endroit ne paraît plus de mise car l'avenir de son commerce semble maintenant assuré. L'importance relative de ce comptoir au sein du Sénégal s'est accrue au point que certains rêvent pour lui d'une existence indépendante de Saint-Louis.

Cette irruption des graines oléagineuses a également sa traduction dans les statistiques métropolitaines. Si on se reporte aux tableaux établis en "valeurs officielles", les seules qui permettent de comparer avec la période précédente, on constate que pour la première fois en 1848 et en 1849, les arachides ravissent aux gommes la première place, mais leur primauté ne sera durablement assurée qu'à partir de 1852. Cependant, n'oublions pas que les valeurs officielles donnent une image trompeuse de la réalité car elles surévaluent les arachides dans une forte propor-

---

(125) En 1854 le pourcentage s'élève à 65,24 % et à 83,15 % en 1851.

(126) En effet, les pourcentages obtenus à Gorée pour les arachides 83,15 (1851), 77,78 (1853), 71,25 (1855) peuvent se comparer à ceux de Saint-Louis pour les gommes : 88,23 (1847), 86,95 (1850), 76,19 (1848).

tion (127). En effet, si on a recours aux "valeurs actuelles" on s'aperçoit que les gommes retrouvent leur suprématie. Sans doute, est-elle de plus en plus contestée car l'écart encore considérable en 1850 ne cesse de se réduire régulièrement. Finalement, en 1856, les arachides conquièrent le premier rang (128).

TABLEAU XLIV.- IMPORTATIONS D'ARACHIDES ET DE GOMMES EN FRANCE (en pourcentage)

	1847	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854	1855
Arachides	25,14	55,75	53,23	36,42	30,70	44,66	48,42	48,18	55,97
Gommes	47,85	28,90	33,53	40,24	41,88	37,74	39,47	35,73	29,31
Total	72,99	84,65	86,76	76,66	72,58	82,40	87,89	83,91	85,28

Statistiques douanes françaises, valeurs officielles

Ainsi, toutes les séries statistiques nous confirment que l'arachide a réussi, pendant la première moitié des

---

(127) Le Kg d'arachides est coté officiellement 0 F 75 pour la décennie 1847/1856, soit une évaluation environ deux ou trois fois supérieure à la "valeur réelle" qui oscille entre 0,24 et 0,35 (moyenne 0,26). Par contre la "valeur officielle" des gommes, 1 F 40 est plus proche de la "valeur réelle" comprise entre 1,09 et 2 F (moyenne 1,43).

(128) En 1850, les gommes représentent 63,07 % et les arachides 13,32 % des importations métropolitaines et en 1855 respectivement 38,76 et 30,42 %. En 1856, la situation est inverse, la part des gommes n'est plus que de 27,15 % et celle des arachides progresse à 34,94 %.

années cinquante à détrôner la gomme dans le commerce du Sénégal. Si l'on en croit les statistiques coloniales et les tableaux des douanes françaises établis à partir des valeurs officielles, 1852 est l'année de ce changement, elle où Protet proclame que l'arachide sauvera l'économie sénégalaise. Mais, si on prend en compte les valeurs actuelles, on l'a vu, cet événement de première grandeur qui a non seulement des conséquences économiques mais aussi politiques se trouve retardé de quatre ans. Quoiqu'il en soit, c'est pendant ces années décisives que l'économie du Sénégal est en train de passer de l'âge de la gomme à celui des arachides. Carrère et Holle le constatent dans leur ouvrage publié en 1855 en affirmant que "la pistache est évidemment destinée à remplacer la gomme, celle-ci n'étant plus bientôt dans nos spéculations qu'un accessoire" (129).

Cette irruption des arachides n'a pas été sans provoquer quelque bouleversement dans la géographie du commerce sénégalais. Les escales du bas-fleuve sont en perte de vitesse alors que le pays de Galam, le Kayor et le littoral au sud de Gorée connaissent une activité sans cesse croissante.

Dans le haut fleuve, l'instauration de la liberté en 1848 a donné un élan nouveau aux échanges. Cette région est devenue un des objectifs les plus importants des négociants et des traitants. Le pétition qu'ils ont adressée au gouverneur, en décembre 1851 en est la preuve. Aussi, le ministre se réjouit-il "qu'une sorte de mouvement général porte maintenant vers le haut-fleuve les idées et les espérances du commerce local" (130). De son côté, Protet affirme

---

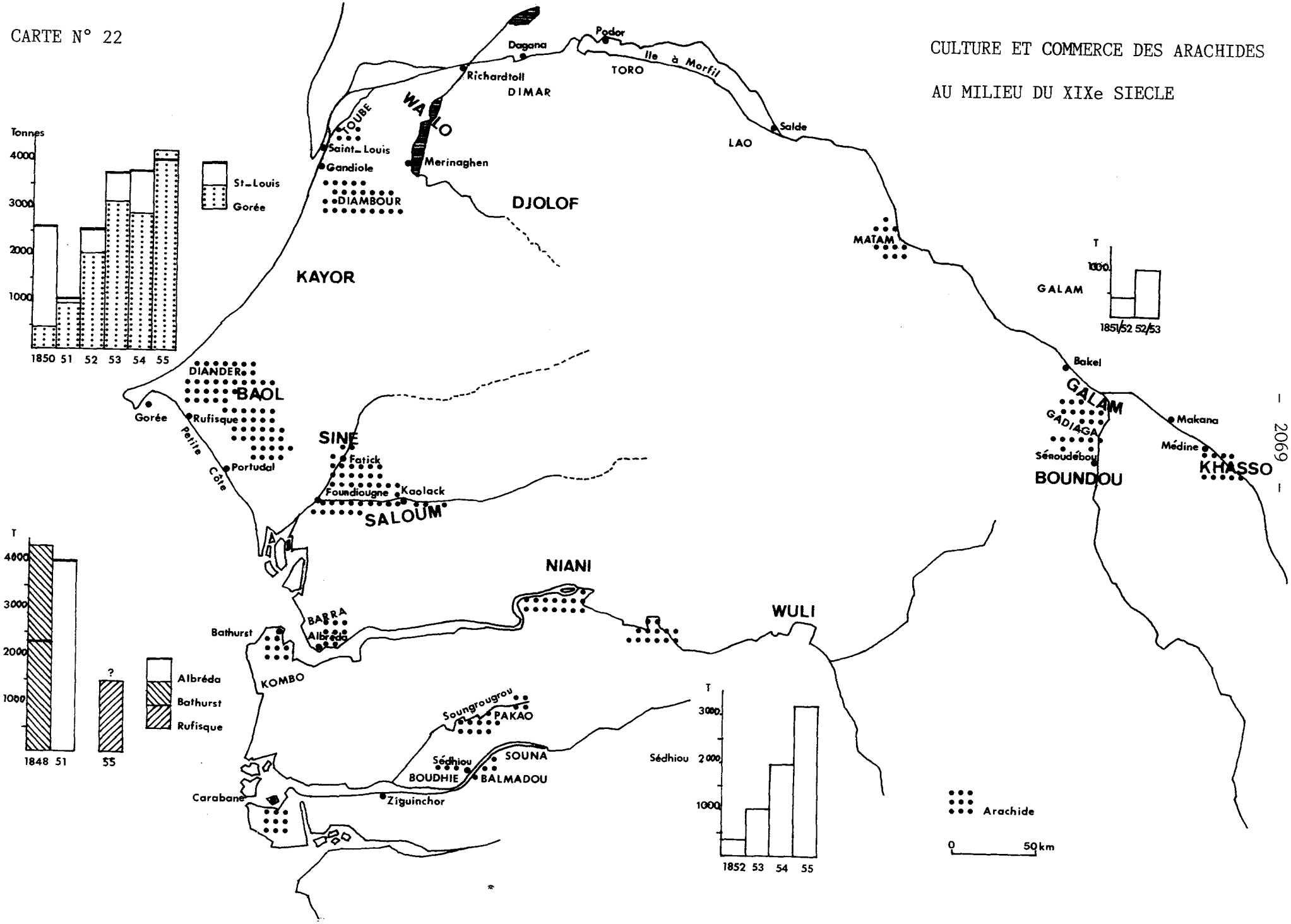
(129) CARRERE et HOLLE, op. cit., p. 85.

(130) Ministre à gouverneur, 24 janvier 1853, n° 30, ANSOM Sénégal III 8.

CARTE N° 22

CULTURE ET COMMERCE DES ARACHIDES

AU MILIEU DU XIXe SIECLE



- 2069 -

que "l'avenir du Sénégal est tout entier dans le haut pays" (131). Déjà, en juin 1851, le gouverneur avait chargé le commandant de Bakel, P. Rey, d'effectuer un voyage dans le Khasso pour évaluer avec précision ses possibilités commerciales, étudier l'avenir de Médine comme lieu d'échanges et rechercher les moyens de contourner les obstacles à la navigation sur le Sénégal, en particulier les chutes du Félou (132).

Le rapport de Rey revêtaît aux yeux du ministre un "si grand intérêt" qu'il lui donna une large diffusion. La Revue Coloniale le publia, le Moniteur Universel en donna un résumé et il fut adressé aux chambres de commerce des ports intéressés (133).

---

(131) Gouverneur à ministre, 11 octobre 1852, n° 480, ANSOM Sénégal I 37 b. Il reviendra sur ce sujet peu de temps après, déclarant que "plus j'apprends à connaître cette colonie plus j'acquiers la conviction que (la prospérité du Sénégal) est dans le pays de Galam et au-dessus de Galam, c'est-à-dire dans le Kaméra et le Khasso". 8 novembre 1852, n° 534, ANSOM Sénégal III 8.

(132) REY (Pierre, Louis) est né à Rumilly en Savoie en 1822. Naturalisé français en 1835, il tente sa chance au Sénégal. Négociant à Bakel, il fait de fort mauvaises affaires et entre dans l'administration. Il mourra à son poste à Bakel en mai 1854 après avoir effectué en août 1852 une excursion à Farabana et aux mines d'or de Kéniéba.

(133) Rapport au gouverneur du Sénégal sur un voyage dans le Khasso en juin-juillet 1851, Revue Coloniale, octobre 1852, pp. 241-275, Moniteur Universel, 25 octobre 1852, ministre de la Marine à messieurs les membres des chambres de commerce de Rouen, Le Havre, Nantes, Bordeaux, Marseille, 22 octobre 1852, ANSOM Sénégal III. 8.

L'extension récente prise par les affaires dans le pays de Galam se révèle de plusieurs façons. Tout d'abord, les traitants sont de plus en plus nombreux à venir s'installer à Bakel, et dans divers comptoirs, Makhana, Médine et Sénoudébou entre autres. Ils s'efforcent par tous les moyens d'y attirer le maximum de produits. Par ailleurs, on assiste à une véritable fièvre de construction de chalands et de magasins (134). Selon le directeur du génie, le capitaine Faidherbe, la population de Bakel a connu, en peu de temps une augmentation considérable :

> "Il y a mieux que des paroles pour prouver l'importance et l'avenir de Bakel, c'est l'accroissement prodigieux qu'il a pris depuis quelques années. La population, 800 habitants en 1848, est aujourd'hui de 8000 âmes" (135).

Peut-être, le futur gouverneur exagère-t-il l'ampleur du phénomène mais il n'en est pas moins vrai, et tous les témoins le confirment, que depuis 1848, le haut pays exerce un puissant attrait sur les commerçants et les traitants de Saint-Louis. C'est ainsi que, dès 1851, le commandant du poste, Rey, informait le gouverneur que Bakel était en train de devenir "une ville, un grand centre de population" (136).

---

(134) Conseil d'administration, séance du 6 mars 1851. Les constructions faites à Bakel sont évaluées par le négociant Teisseire à 20.000 F., ANSOM Sénégal VII 26 bis 10. Voir également le rapport de Rey au gouverneur du 10 mars 1851, ANSOM Sénégal XIII 10 b.

(135) Mémoire sur les travaux à faire en 1854 au poste de Bakel pour améliorer et compléter son casernement et son système de défense, 22 janvier 1853, ANSOM DFC Sénégal 576.

(136) Rey à gouverneur, 5 et 10 mars 1851, ANS AOF 13 G 1 66.

Mais le volume des échanges s'est-il accru d'une manière comparable ? Protet parle des "résultats magnifiques" obtenus par le commerce et estime en 1852 que les transactions ont quadruplé depuis l'établissement d'un régime de liberté (137). Un négociant, des Coutures, confirme ce bond en avant en déclarant qu'il s'expédie à Bakel en marchandises des quantités autrement considérables qu'au temps de la Compagnie de Galam (138).

L'idéal serait de pouvoir évaluer d'une manière précise les progrès du mouvement des affaires. C'est chose difficile, pourtant personne ne doute de l'intérêt de se faire une idée claire de ce que représente le pays de Galam dans l'ensemble du commerce sénégalais, le ministre moins que tout autre qui presse à plusieurs reprises le gouverneur de tout mettre en oeuvre pour que soient rassemblées des statistiques précises. L'administration locale, devant les réticences des négociants redoutant toute nouvelle entrave à leur commerce, fait traîner les choses. Finalement, elle se décide en octobre 1853 à prendre un arrêté qui exige que tous les produits en provenance du haut fleuve soient désormais soumis à déclaration en douane avant débarquement dès leur arrivée à Saint-Louis (139). Mais il ne semble pas que l'arrêté ait reçu une application rigoureuse.

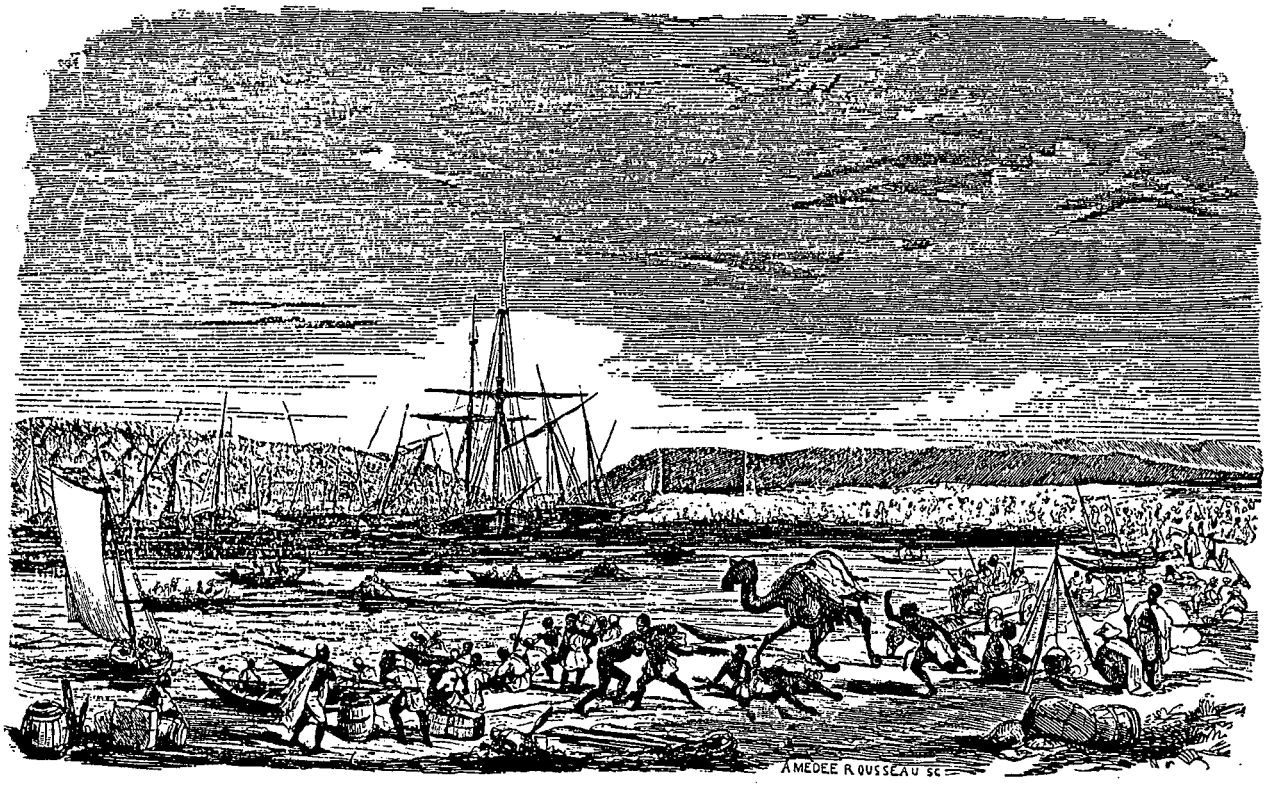
Cependant, il est relativement facile d'apprécier les fluctuations de la gomme car c'est le seul produit sur lequel pèse depuis de longues années un droit à son entrée à Saint-Louis. En conséquence, l'examen du tableau dressé

---

(137) Gouverneur à ministre, 24 janvier 1851, ANSOM Sénégal I 37 b et du même au même, 8 novembre 1852, n° 534, ANSOM Sénégal III 8.

(138) Conseil d'administration, séance du 17 février 1851, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

(139) Conseil d'administration, séance du 14 octobre 1853, ANSOM Sénégal XIII 30 d.



BAKEL AU MOMENT DE LA TRAITE. T. I, p. 17.

PLANCHE 13 BAKEL AU MOMENT DE LA TRAITE

(Raffenel : Nouveau voyage . tome 1 p.17)

par les douanes permet de distinguer deux périodes quadriennales : 1845-1848 et 1849-1852, cette dernière étant placée sous le régime de la liberté. Pendant la première, les gommes expédiées du haut fleuve oscillent entre 522 t.9 (1848) et 764 t 5 (1845) et pendant la seconde entre 679 t 1 (1851) et 1072 t (1852). Elles représentent respectivement près du quart (23,9 %) et un peu moins de la moitié (44,95 %) des gommes introduites à Saint-Louis. En quelques années, le pays de Galam faisant preuve d'un évident dynamisme a considérablement amélioré sa position par rapport aux basses escales (140).

Mais les progrès du commerce de Galam ne se mesurent point uniquement au volume de la traite traditionnelle de la gomme mais aussi et surtout à l'extraordinaire développement d'un produit nouveau : l'arachide. La Compagnie ne s'y était pas intéressé. Il a fallu attendre la fin de son privilège et en conséquence la montée dans le haut pays de nombreux traitants en quête de nouveaux aliments d'échanges pour que sa culture en soit stimulée. Faidherbe confirme que le commerce des arachides a débuté en 1848 (141). Protet recommande au commandant de Bakel, Rey, d'étudier "le plus possible la culture de la pistache" (142). Ce qu'il n'a pas

---

(140) "Tableau indiquant la proportion du commerce des gommes aux escales et à Galam" 1845-1852, ANSOM Sénégal XIII 10 c. En 1849, le pays de Galam est à égalité avec les basses escales, 1072 et 1099 t. et l'année suivante les dépasse largement : 791 t 3 et 528 t 8, Protet estime que du fait de la contrebande, ces chiffres devraient être majorés de 10 %, voir son annotation au rapport de REY du 10 octobre 1852, ANSOM Sénégal III, 8.

(141) Mémoire déjà cité.

(142) Gouverneur à commandant de Bakel, 30 janvier 1852, ANS AOF 13 G 207.

manqué de faire, en particulier au cours de son voyage dans le Khasso en s'efforçant de convaincre chefs et souverains d'inciter leurs sujets à répondre à la demande sans cesse croissante des traitants. Rapidement, les résultats paraissent très encourageants et Protet signale au ministre, en août 1852, que "la culture des arachides a pris cette année un grand développement dans le haut pays. La production sera considérable" (143). Quant à Carrère et Holle, ils font, avec enthousiasme, mention d'une récolte "d'une abondance merveilleuse et d'une qualité supérieure" (144).

Malheureusement, les chiffres disponibles sont rares. On sait seulement que 385 tonnes d'arachides en provenance de Galam ont été introduites à Saint-Louis en 1852 et 1007 t. l'année suivante. (145). Mais un indice tout à fait probant des progrès de ce commerce c'est l'insuffisance des capacités de transport et leur coût élevé qui sont rapidement ressentis d'une manière aiguë (146). L'arachide, on le sait, constitue un produit de grand encombrement et l'utilisation des petites embarcations des traitants, outre qu'elle multiplie les risques de pillage se révèle ruineuse en partie à cause des coutumes. Les frais sont, en général estimés à la moitié de la valeur des graines (147). Le gouverneur fait alors un premier geste en réduisant les droits de navigation sur les chalands qui fréquentent le haut fleu-

---

(143) Gouverneur à ministre, 21 août 1852, n° 411, ANS AOF 2 B 31.

(144) CARRERE et HOLLE, op.cit., p.148. Les arachides de Galam sont réputées pour leur forte teneur en huile. Revue Maritime et coloniale, avril 1862, p. 661.

(145) Galam, marchandises importées à Saint-Louis, campagnes 1851-1852 et 1852-1853, ANSOM XII 10 c.

(146) Conseil d'administration, séance du 17 juin 1852, ANSOM Sénégal VII 20 bis 11.

(147) Conseil d'administration, séance du 30 juin 1853, estimation du négociant Rabaud, ibid.

ve (148).

Par ailleurs, Rey pense que l'actuel système des transports devrait être modifié. Les petites embarcations des traitants seraient utilisées seulement en amont de Bakel de façon à mieux drainer les produits du haut pays. Bakel jouerait le rôle d'entrepôt et les transports entre ce comptoir et Saint-Louis seraient effectués par des navires de plus fort tonnage remorqués par un navire de l'Etat (149). Il répondait aussi aux voeux des négociants qui cherchaient ici comme aux basses escales à limiter le rôle des traitants indépendants. L'argument d'une sécurité à assurer avec efficacité permettait de dissimuler ce dessein. En décembre 1852, les négociants réclament dans une pétition au gouverneur l'organisation de convois pendant cinq ans au plus car ils espèrent qu'à l'issue de cette période l'extension du commerce des arachides permettra de s'en passer (150). La guerre du Fouta en 1854, l'année de l'expédition de Podor, déterminera le gouverneur à n'autoriser la montée à Galam que des navires jaugeant plus de quarante tonneaux : les négociants ont accepté de payer un droit spécial pour dédommager l'Etat des frais de remorquage (151). En prenant cette mesure le gouverneur et le Conseil d'administration ne pouvaient se dissimuler qu'elle serait interprétée par les traitants comme devant favoriser les grandes maisons de commerce.

---

(148) Arrêté du 17 juin 1852.

(149) Rey à gouverneur, 9 janvier 1853, ANS AOF 13 G 166.

(150) Pétition au gouverneur, 20 décembre 1852 ; on note parmi les signataires, M. Maurel, A. Teisseire, Gasconi, Griffou, Chaumet, Durand-Valantin et G. Foy, ANS AOF Q 22.

(151) Conseil d'administration, séance du 31 août 1854, ANSOM Sénégal 26 bis 12.

Relier Bordeaux à Galam sans rupture de charge constituerait un avantage décisif. La maison Maurel et Prom l'a rapidement compris. La solution du problème n'était cependant pas aisée : le navire devait avoir un fond plat pour franchir la barre et être capable de faire le voyage aller et retour Saint-Louis Bakel pendant la période de crue dont la durée pouvait varier sensiblement d'une année à l'autre. La maison Maurel et Prom passa commande au grand constructeur de Bordeaux, Arman. L'Aquitaine, achevé en 1854, était un navire de 500 tonneaux, long de 62 mètres avec une coque en bois et fer. Ce trois-mats doté d'une machine à vapeur et d'une hélice pouvait charger 600 tonneaux de marchandises. L'investissement était considérable, le coût du bâtiment doté des derniers perfectionnements techniques s'élevait à 428.500 francs (152). La maison bordelaise agissait en véritable pionnier. Par ailleurs, au moment où l'on discutait de l'établissement de lignes régulières de navigation à vapeur, elle pouvait espérer forcer la main du ministre pour l'obtention d'une subvention.

Parti en août de Bordeaux, la navire arriva seize jours plus tard à Saint-Louis. Il en part le 19 septembre pour atteindre Bakel le 30. Il sera de retour à Saint-Louis le 17 octobre après une navigation difficile semée d'incidents mécaniques et d'avaries graves (153). L'Aquitaine

---

(152) BAILLET (E.) : Les origines de la navigation à vapeur à hélice, le voyage au Sénégal de l'Aquitaine de la maison Maurel et Prom en 1854, Revue Philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest, 1937, pp. 162-177 et PASQUIER (R.) : Le commerce de la côte occidentale d'Afrique 1850-1870 in Les origines de la navigation à vapeur. Travaux préparés sous la direction de Michel Mollat, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Paris-Sorbonne, PUF, 1970, pp. 119-136.

(153) Rapport du capitaine Portal, port de Bordeaux, 6 janvier 1855, ANSOM Sénégal XIII 10 c.

s'était échouée à plusieurs reprises et s'était avérée trop longue pour manoeuvrer dans les méandres du fleuve (154). Cependant, Protet considère le voyage comme un succès sur le plan politique comme sur le plan commercial. Aucune manifestation hostile n'a eu lieu et aucune coutume n'a été exigée. Selon lui,

> "les populations sauvages" qui bordent les rives du Sénégal ont été impressionnées à la vue "d'un bateau de la force de l'Aquitaine remonter près des cataractes sans voiles et sans roues ... Elles se sont demandées quelle était la puissance qui poussait cette énorme machine et ... elles ont compris la supériorité de la race blanche".

Sur le plan commercial, Protet estime que les armateurs ont obtenu un très beau bénéfice entre 60 et 70.000 F. (155). En fait, le voyage fut sans lendemain. La maison Maurel et Prom déçue par l'insuffisante maniabilité du navire et son énorme consommation de combustible décida de le vendre.

Néanmoins, l'événement a eu un certain retentissement, la presse s'en est fait l'écho en particulier Le Courrier du Havre qui, un peu prématurément, annonça l'inauguration d'une "nouvelle ère" dans les relations entre la France et le Sénégal (156). Quelques mois plus tard, Faidherbe devenu gouverneur voyait, non sans raison, dans ce voyage à Bakel

---

(154) Gouverneur à ministre, 20 octobre 1854, n° 470, ANSOM Sénégal I 40 b.

(155) Du même au même, 28 octobre 1854, n° 482, ibid.

(156) L'article du Courrier du Havre à la suite du Mémorial Bordelais a été écrit en juin à l'occasion du lancement du navire. Le Moniteur Universel du 14 janvier 1855 reprenait pour l'essentiel le point de vue de Protet. Voir aussi la correspondance du consul à Sainte-Croix de Ténérife du 5 décembre 1854 dans le Bulletin de la Société de Géographie, 4e série, 1855, pp. 93-95.

d'un navire marchand à vapeur la preuve "d'un bien grand mouvement dans les idées qui président aux destinées du Sénégal" (157). En effet, ce voyage était révélateur du dynamisme manifesté depuis quelque temps par le commerce européen et de sa volonté de briser le corset du coûtage en allant chercher les produits au coeur du pays. Peut-être n'est il pas sans intérêt de rappeler que c'était aussi un des objectifs de Mac Grégor Laird, négociant et armateur de Liverpool qui, à peu près au même moment, envoya la Pléiade, navire à vapeur spécialement construit remonter le Niger et une partie de la Bénoué sous le commandement de W. Baikie. De même que l'initiative de Maurel et Prom suscita la jalousie de leurs concurrents, celle de Laird inquiéta les autres négociants de sa ville traditionnellement liés aux courtiers de la côte (158).

Ainsi l'économie du pays de Galam connaissait-elle un nouveau départ grâce à la culture de l'arachide. Celle-ci allait permettre au Kayor d'entrer vraiment dans le circuit du commerce. Ses débuts modestes se situent en 1842, semble-t-il, mais les paysans, les badolo, y ont très vite apporté une ardeur telle que les progrès de la production ont été spectaculaires (159). Le gouvernement du Sénégal y avait contribué en décidant en mai 1848 d'exempter de tout droit d'exportation les arachides du Kayor. Le rôle majeur joué par celles-ci dans la relance du commerce saint-louisien

---

(157) Gouverneur à ministre, 2 février 1855, ANSOM Sénégal I 41 b.

(158) BRUNSCHWIG (H.) : L'avènement de l'Afrique noire du XIXe siècle à nos jours, Paris, Colin, 1963, p. 73 et BOAHEN (A.) : Britain, the Sahara and the western Sudan 1788-1861, Clarendon Press, Oxford, 1964, pp.215-216.

(159) Moniteur du Sénégal, 1er juillet 1856.

a été promptement reconnu (160). Pour leur part, les négociants en 1852 affirment que déjà le Kayor fournit le chargement de plus de trente navires (161). Deux ans plus tard, la valeur des graines récoltées sur la rive gauche du bas Sénégal dépasse celle des gommes traitées dans les trois escales de la rive droite. Le renversement total de situation ne pouvait manquer d'inquiéter Mohammed el Habib, toujours soucieux d'exercer son influence sur le pays du damel, aussi annonce-t-il qu'à l'avenir, il empêchera la culture des pistaches (162).

Les régions proches de Saint-Louis (Gandiolais, Diambour et dans une certaine mesure Toubé) et de Gorée (Diander) ont été évidemment les premières à se consacrer à cette nouvelle ressource. Gandiole dès 1849, Rufisque, quatre ans plus tard, sont devenues des marchés importants où se rencontrent producteurs et traitants sans cesse plus nombreux (163). Le Baol voisin commence à être saisi par la fièvre de l'arachide et Portudal en devient le débouché.

La Gambie, région pionnière dans l'exportation des arachides occupe toujours une place de premier plan dans le commerce français dont les représentants sont installés à Bathurst et à Albréda. Il est possible d'en suivre l'évolution grâce aux statistiques établies par l'administration anglaise. Pour la période 1850-1855, les Français constatent que leurs échanges progressent plus vite que l'ensemble du commerce 71,6 % contre 58,6 % et qu'ils s'adjugent entre 51,3%

---

(160) Gouverneur à ministre, 21 août 1852, n° 411, ANS AOF 2 B 31. AUXCOUSTEAUX (S.), op.cit., p.15.

(161) Négociants à gouverneur, 20 décembre 1852, ANS AOF Q22.

(162) Gouverneur Faidherbe à ministre, 20 février 1855, ANSOM Sénégal I 41 b.

(163) Rufisque aurait exporté en 1853, 3000 tonnes d'arachides, chiffre vraisemblablement exagéré. BROOKS, Peanuts and colonialism : conséquences of the commercialization

et 57,9 % du trafic total (164). Comparer le mouvement respectif des importations et des exportations est tout à fait révélateur de la structure du commerce français. Les premières n'augmentent que de 22,8 % contre 72,2 % pour la totalité des importations. Dans ces conditions, la part des provenances de France recule de 42,3 à 30,1 % (165). A l'inverse,

TABLEAU XLV. COMMERCE FRANCAIS A BATHURST.

		1850	1851	1852	1854	1855
IMPORTATION	Total	73410	107011	110174	124047	126454
	G.B.	38796	47855	45190	62904	53574
	France	31047	41257	33494	43683	38137
	%	42,3	38,5	30,4	35,2	30,1
EXPORTATION	Total	142366	186404	217856	173882	215803
	G.B.	42781	39171	49050	23780	35000
	France	79669	126271	148634	128786	151858
	%	55,9	67,7	68,2	74	70,3
ARACHIDES	Total	72237	133133	153098		149713
	G.B.	8189	9773	9261		7253
	France	59676	114366	133022		134136
	%	82,6	85,9	84,9		89,6

Source : Gambia Blue Books 1850-1855.
En livre Sterling.

... of peanuts in West Africa 1830-1870, JAH, 1, 1975,p.44 Voir également : l'arachide en 1862, Revue Maritime et coloniale, avril 1862, p. 661.

(164) Gambia Blue Books 1850-1855, PRO CO 90/24-29. La part du commerce français est de 51,3 en 1850, et de 57,9 % en 1854.

(165) En examinant les séries statistiques antérieures à 1850 on constate que les provenances de France sont assez souvent légèrement supérieures aux provenances

les expéditions vers les ports français progressent de 90,6 % contre 71,6 %, leur part passant de 55,9 % à 70,3 %. Cette supériorité, la France la doit essentiellement à l'arachide. En effet, les exportations totales de cette graine ont augmenté de 107,2 % et celles destinées à la France de 124,7 % et la part de notre pays oscille entre 82,6 % (1850) et 89,6 % (1855) tandis que celle de la Grande-Bretagne recule de 11,3 % à 4,8 % (166). Du côté français cette supériorité se trouve confirmée par la Chambre de commerce de Rouen qui déclare que les 9/10 des navires qui fréquentent Bathurst sont français (167). Quant au gouverneur de la Gambie, s'il constate avec quelque dépit que l'exportation des arachides est un commerce étranger sur navires étrangers, il se réjouit de l'extension rapide de la culture des graines dans des zones demeurées jusque là en friche ou parcourues par des "rude and savage tribes", le travail de la terre apportant selon lui la paix et la civilisation (168).

Apprécier l'importance du commerce d'Albréda est beaucoup plus difficile car le résident chargé de représenter le gouverneur ne semble pas avoir systématiquement établi un relevé du mouvement commercial. La correspondance de l'époque est beaucoup plus riche en renseignements sur la situation politique et sur les relations difficiles avec la colonie anglaise que sur l'activité commerciale. Neuf ou dix traitants ainsi que le représentant de la maison Maurel et Prom sont établis dans le comptoir et il est fait état

---

... d'Angleterre. Après cette date on assiste au phénomène inverse et l'écart tend à s'accroître.

(166) Les achats des Etats-Unis se situent pendant cette période autour de 6 %, pourtant ce pays a dominé le marché des arachides entre 1837 et 1841.

(167) Les membres de la chambre de commerce de Rouen à ministre des Affaires étrangères, 22 novembre 1851, AMAE M & D

(168) Mac Donnell à Grey, 1er mai 1851, n° 84, PRO CO 87/50.

pour la campagne de 1851 de 314.000 boisseaux exportés représentant une valeur de 785.000 francs (169). Mais ce chiffre est largement supérieur à celui qui figure dans l'état du commerce d'Albréda paru dans la Revue Coloniale. Ce dernier fait apparaître de très sensibles fluctuations dues probablement à la situation politique (170). Mais la volonté affirmée avec force par le commerce de conserver Albréda est une preuve de l'importance sans cesse croissante des intérêts mis en jeu par la traite des arachides.

Comme en Gambie, la traite des arachides a connu au Saloum un démarrage précoce et rapide. Deux factoreries sont installées dès 1845 et deux ans plus tard il est déjà possible de charger quatre navires pour les expédier directement en France. Dans sa phase initiale, le bour Balle N'Dougou N'Dao avait favorisé ce nouveau commerce. Mais dans les années 1850 cet élan est brisé vraisemblablement à la suite des troubles causés par la mort du souverain en 1853 et la crise de succession qu'elle a provoquée. Aussi, les commerçants français qui ont pris la mesure des grandes possibilités offertes par le Saloum s'inquiètent et posent devant les autorités le problème de la sécurité de leurs échanges (171).

Jusque vers 1850, les activités commerciales de la Casamance restèrent médiocres. Mais bientôt des progrès sensibles ont été enregistrés confirmant l'opinion de ceux qui

---

(169) Note sur la situation politique et commerciale d'Albréda rédigée par Brossard, mars 1852, AMAE M & D Sénégal 46.

(170) Revue coloniale, t.13, 1854.

(171) Note sur la rivière de Saloum par de Rulhière, lieutenant de vaisseau commandant l'Alecton, Revue coloniale t.11, juillet 1853, pp. 124-128.

lors de la réunion de la Commission des comptoirs justifiaient le maintien du poste de Sédhiou par les débuts du commerce des arachides. Dans son rapport sur les établissements français de Casamance, le capitaine Pinet-Laprade, futur gouverneur du Sénégal, note en 1855 que le commerce de la rivière a quadruplé en dix ans de 1845 à 1855 passant de 500.000 F. à deux millions (172). Mais l'incertitude demeure sur la réalité de ces chiffres car dans un rapport paru dans la Revue Coloniale, mais concernant uniquement Sédhiou les progrès paraissent plus limités, le total des échanges s'élevant de 475.000 F. en 1845 à 770.000 F. en 1854. Mais de 1850, année de crise à 1854, l'ensemble du commerce a été multiplié par 2,7, les importations par 3,7 et les exportations par 2,1 (173).

La traite en Casamance, au milieu du XIXe siècle revêtait deux formes distinctes. La première, pratiquée dans le bas fleuve, à Carabane, recueillait le riz, la cire et les peaux de boeufs. La seconde utilisait des traitants dispersés dans de nombreux sillages pour rabattre à Sédhiou, outre les produits traditionnels, des arachides en quantités sans cesse croissantes. (174). C'est sur ce dernier fait que s'appuyait Bouët-Willaumez pour prédire un brillant avenir commercial à la Casamance (175).

---

(172) Rapport sur les établissements français de Casamance, Pinet-Laprade, 10 septembre 1855, ANS AOF 13 G 299.

(173) Sédhiou, Revue coloniale, t.14, août 1855, p. 355-357.

(174) Rapport de Hecquard, 24 août 1850, Papiers Ballot, art. 60, AN 185 Mi et Revue coloniale, t.8, mai 1852, pp. 409-432.

(175) Bouët-Willaumez : Commerce ..., op. cit., pp. 64-65.

Il n'avait point tort car peu après, Bertrand Bocandé, résident à Carabane, signalait que le comptoir prenait chaque jour plus d'extension grâce en particulier, à l'introduction récente de la culture de l'arachide dans le voisinage et tout particulièrement le long des rives du Soungrougrou. En cinq ans, le tonnage des arachides traitées aurait quadruplé (177). Mais c'est autour de Sédhiou dans le Boudhié et le Pakao que les progrès ont été les plus spectaculaires. Dans ce comptoir de la haute Casamance la traite des arachides est passée en 1852 de 30.000 boisseaux à 250.000 en 1855, c'est-à-dire de 390 à 3250 tonnes.

Le dynamisme de la Casamance durant ces cinq années est incontestable et plusieurs faits en apportent la preuve irréfutable. Le fleuve attire de plus en plus commerçants et traitants qui entre 1852 et 1854 sollicitent une dizaine de concessions auprès de l'administration. La maison de commerce la plus puissante est alors celle de Bocandé. Ses établissements occupèrent plus de mille ouvriers, manoeuvres et commis à des travaux variés : briqueteries, fours à chaux dont les produits sont destinés à Gorée et à Saint-Louis, clarification de la cire, décorticage de l'arachide, égrenage et emballage du coton, scieries et ateliers de forge et de carénage des navires (178). Mais deux faits doivent tout spécialement attirer notre attention. La Casamance après avoir alimenté uniquement un mouvement de cabotage vers Gorée est fréquentée depuis 1853 par des navires d'Europe venus y prendre charge, signe évident d'une augmentation substantielle du trafic. Par ailleurs, le facteur décisif

---

(176) Commandant de Gorée à ministre, 15 octobre 1852, ANSOM Sénégal IV 21 b.

(177) Commandant de Gorée à résident de Carabane, 5 mai 1855, ANS AOF 4 B 34.

(178) FOULQUIER (J.), Les Français en Casamance, op.cit., et AN Colonies EE 219.

de l'expansion de la culture de l'arachide en haute Casamance c'est l'utilisation de travailleurs saisonniers venus des régions voisines, Le recours aux "navetanes" devait prendre ultérieurement une très grande ampleur dans tout le Sénégal (179).

Les Rivières du Sud constituent le dernier secteur et non des moindres, où traitants et commerçants du Sénégal, déploient une activité accrue. Sans doute, dans certaines îles ou rivières une situation politique assez instable et une concurrence anglaise et, un moment, belge ont pu, dans une certaine mesure freiner l'essor commercial. Nous ne disposons pas, malheureusement, de renseignements statistiques précis qui nous permettent d'apprécier le volume du commerce et son évolution. Mais, nous savons qu'en métropole, les importations d'arachides en provenance de la côte occidentale d'Afrique, et les Rivières du Sud en font partie , sont en forte augmentation.

Au sud de la Casamance, c'est tout d'abord en Guinée portugaise que nous rencontrons les intérêts français. Ils semblent prendre une importance nouvelle comme en témoigne l'expédition entreprise par Protet aux îles Bissagos afin de leur assurer la protection nécessaire. La présence d'un

---

(179) BERTRAND-BOCANDE (E.), Carabane et Sédhiou. Des ressources que présentaient dans leur état actuel les comptoirs français établis sur les bords de la Casamance, Revue Coloniale, t.16, octobre 1856, pp. 398-421. Voir BERTRAND-BOCANDE (J.), DEBIEN (G.), et SAINT-MARTIN (Y.), Emmanuel Bertrand-Bocandé 1812-1881, un nantais en Basse Casamance, Bulletin de l'IFAN, B, t. 31, n° 1, 1969, pp. 279-308.

agent consulaire à Bissao est vivement souhaitée, par les commerçants. Le commandant de Gorée, Aumont, et le chef de la Division navale, Monléon, les appuient, mais aucune décision n'a encore été prise en 1855 (180).

Le rio Nunez se relève après la crise de 1849-1850. Sans doute, les troubles qui en ont été la cause n'ont pas totalement cessé. L'équilibre politique demeure, en effet, instable et en 1854 des factoreries françaises et anglaises ont été incendiées. Néanmoins, le rio Nunez apparaît toujours comme le lieu de troque le plus important et le plus susceptible d'avenir de l'ensemble des Rivières du Sud et il continue d'attirer traitants et représentants des maisons de Saint-Louis et de Gorée en quête de profits substantiels. Ainsi, la maison Teisseire s'y installe en 1854. Les relations avec le Fouta Djalon qui étaient primordiales ont tendance à perdre de leur importance au fur et à mesure que la culture de l'arachide s'étend dans la rivière (181). Le négociant Auguste Santon n'a point ménagé ses efforts pour l'encourager en créant des plantations autour de sa factorerie de Bel Air. Son exemple a été rapidement imité. Les esclaves assurent la main d'oeuvre nécessaire mais l'extension des plantations ne put s'effectuer qu'avec l'apport des esclaves du Fouta-Djalon que leurs maîtres louaient ou vendaient (182). Avec l'arachide, le commerce français s'affirmait face à celui

---

(180) Le négociant Cohen a été le premier à en faire la suggestion. Elle a été reprise par Aumont dans sa lettre au gouverneur, 4 mars 1851, n° 25, ANS AOF 4 B 16. Monléon intervient auprès du ministre le 20 avril 1855, ANSOM Gorée I 1a.

(181) Rapport du commandant l'aviso, l'Arabe, 27 avril 1859, ANSOM Sénégal III 8.

(182) BROOKS Peanuts and colonialism, op.cit., et MOUSER (Bruce L.), Trade and Politics in the Nunez and Pongo Rivers, 1790-1865 (Ph. D. Indiana University 1971), GOERG (O.) : Commerce et colonisation en Guinée, op.cit.

des Britanniques. Le cabotage vers le Sénégal tend à diminuer, peut-être ici plus rapidement qu'ailleurs, au profit des voyages en droiture vers la métropole, une quinzaine environ chaque année vers 1855.

Le Rio Pongo apparaît au commandant de Gorée comme un pays prometteur. La traite des arachides qui se substitue à celle des esclaves démarre bien et au début des années cinquante plusieurs traitants et une maison relativement importante de Saint-Louis, Borel y ouvrent des factoreries (183).

Les Sénégalais sont également de plus en plus actifs dans le voisinage de la Sierra Leone. Pourtant, à l'origine ce sont les Anglais et les mulâtres de cette colonie qui ont encouragé la culture de l'arachide. Mais cette graine oléagineuse étant presque uniquement expédiée vers la France le rôle des Saint-Louisiens et des Goréens n'a cessé de s'affirmer. A Matacong, Nathaniel Isaacs, le maître de l'île, fait de grandes affaires, presque toutes avec des Français qui expédient, chaque année, environ une quinzaine de navires chargés d'arachides (184). D'ailleurs, en 1851, Isaacs a été nommé agent consulaire de France pour représenter le vice-consul de Freetown (185). En Mellacorée

---

(183) Commandant particulier à gouverneur, 30 mai 1851, n°50, ANS AOF 4B 16.

(184) Rapport de Lecomte, capitaine au long cours de Rouen publié par la Revue coloniale, juillet-décembre 1851, pp.434-436.

(185) Nommé à la fin de 1850 par le ministre des Affaires étrangères, le gouvernement britannique l'a reconnu officiellement l'année suivante, Ministère de la Marine à direction du personnel, 28 juillet 1851, ANSOM Correspondance générale 224, p. 101.

où la rivalité franco-britannique est particulièrement vive, après le rôle pionnier de Saint-Just, négociant de Gorée, c'est maintenant la maison Malfilâtre de Rouen qui vers 1855 apparaît au premier plan, signe non équivoque du progrès du commerce français (186).

Ainsi, on assiste en ce début des années cinquante à un redressement du commerce qui peut paraître encore fragile mais qui incontestablement prouve que le Sénégal sort de la crise. L'espoir renaît grâce au dynamisme nouveau des exportations suscité par la demande sans cesse croissante des graines oléagineuses en Europe. Protet n'a point tort quand il affirme que les arachides sauveront le Sénégal car elles peuvent assurer à son économie l'équilibre et la croissance.

Toutefois le développement du commerce de l'arachide n'est pas sans poser problème. On sait que la production sénégalaise a été très vite incapable de satisfaire aux besoins de la métropole. Pourtant la culture pourrait s'étendre, par exemple, le long du fleuve et dans l'intérieur du Kayor. L'influence française y est limitée mais elle l'est encore beaucoup plus dans ce vaste domaine de l'arachide qui est en train de prendre forme de Gorée à la Mellacorée en ce début des années cinquante. C'est pourquoi, les négociants de Rouen, de Bordeaux et de Marseille qui viennent y charger leurs navires ne cessent de réclamer plus de sécurité et moins de concurrents étrangers. Ainsi, grâce à l'arachide se dessinent progressivement les futurs contours de la domination française.

---

(186) Porchat représentant de la maison Malfilâtre à Merruau sous-chef de bureau au ministère de la Marine, AN SOM Gorée IV 2 c.

Dans l'immédiat, la dégradation de l'autorité française dans le fleuve et les régions avoisinantes imposait au gouvernement, s'il ne voulait pas compromettre la reprise des affaires, de mettre en oeuvre les mesures suggérées par la Commission des comptoirs.

CHAPITRE XXI

LE TEMPS DES DECISIONS

Le ministre de la Marine avait tout naturellement adopté le rapport de la Commission des comptoirs daté du 12 juin 1851. Il est vrai que la direction des Colonies en avait très largement inspiré les conclusions. Quinze jours plus tard, il l'adressait pour avis à Protet. On sait que ce dernier prit son temps pour répondre puisqu'il ne formula ses observations que le 13 décembre. Elles n'arrivèrent à Paris qu'au début de l'année suivante. Mais le gouverneur n'était en rien responsable du fait que six mois après la fin des travaux de la commission aucune mesure n'avait été prise. A la direction des Colonies la volonté de rompre avec les errements du passé ne pouvait être mise en doute et les dossiers étaient prêts depuis longtemps. La véritable raison de ce retard résidait dans l'incertitude politique et dans l'instabilité ministérielle qui en était la conséquence. En effet, au moment où le conflit entre le président de la République et l'Assemblée nationale prenait toute son acuité, il était exclu qu'une demande de crédits extraordinaires puisse être présentée avec quelque chance de succès. Par ailleurs, ce n'étaient pas les quatre ministres éphémères qui se sont succédés depuis le départ de l'amiral Romain-Desfossés le 9 janvier jusqu'à l'arrivée de Th. Ducos le 3 décembre 1851 qui pouvaient disposer de l'autorité nécessaire pour engager la politique nouvellement définie.

Brutalement, le coup d'Etat ouvrit de nouvelles perspectives et le régime qui en est issu accorda au ministre une bien plus grande liberté de manoeuvre. De plus, la nomination de Théodore Ducos marqua incontestablement un tournant. On connaît l'homme. Bordelais bien informé des problèmes coloniaux, étroitement lié au monde du commerce, il fit de la question sénégalaise une des priorités de son action. Faidherbe devait plus tard reconnaître le rôle décisif du ministre dans les transformations du Sénégal.

Mais il est évident que l'ampleur du programme de la Commission des comptoirs ne pouvait manquer de soulever des difficultés nombreuses et variées. Sa clé de voute consistait, on l'a vu, dans une vigoureuse action militaire destinée à permettre au commerce de se développer en toute sécurité le long du fleuve. Mais dans ce domaine, il était impossible d'agir dans l'immédiat. Tout d'abord en cette fin de 1851 il était trop tard pour dresser le plan de campagne, expédier les renforts de troupes et conduire les opérations nécessaires du poste de Podor avant d'hivernage. Mais surtout, et c'est la raison essentielle, le régime n'était pas encore suffisamment affermi pour se lancer dans une politique d'envergure et imposer au Trésor un effort exceptionnel. Ducos décida de procéder par étapes en mettant en oeuvre immédiatement les mesures d'ordre économique et en renvoyant à plus tard l'action militaire. Le ministre témoignait ainsi de sa volonté d'engager le processus des réformes ainsi que de son sens des réalités.

En janvier-février 1852, la promulgation des décrets concernant le commerce des gommes et des guinées ainsi que le régime douanier constituait la première phase. La seconde s'ouvrit au lendemain du rétablissement de l'Empire avec les instructions décisives que Ducos adressa à Protet le

4 janvier 1853 (1). Suivant les termes employés par le ministre quelques mois plus tard ; "La politique expectante" laissait désormais la place à "la politique militante" (2). Les opérations militaires étaient prévues pour septembre-octobre aussitôt après l'hivernage. Elles ne se dérouleront en fait qu'en mars-avril 1854.

Ces retards successifs de la mise en application de la politique définie en juin 1851 n'allaient pas manquer d'avoir de graves incidences. Tout d'abord, le secret qui était apparu comme la condition indispensable du succès de l'expédition de Podor n'avait pu être gardé. L'effet de surprise ne pouvait donc plus jouer et les rumeurs les plus diverses qui circulaient parmi les populations riveraines du fleuve devaient, le moment venu, compliquer la tâche des responsables. Par ailleurs les négociants de la métropole et leurs représentants au Sénégal s'impatientent et mettent à profit ces délais pour rédiger mémoires et pétitions et intervenir dans la presse. En particulier, ils souhaitent pour le commerce des gommes une liberté totale car, selon eux, il ne serait pas concevable que subsiste la moindre restriction alors que l'emploi de la force devait assurer une totale sécurité sur les rives du fleuve. Ainsi, les négociants n'hésitaient pas à aller plus loin que les recommandations de la Commission des comptoirs, persuadés qu'ils étaient que le ministre manifesterait une large compréhension à l'égard de leurs revendications.

---

(1) Ministre à gouverneur, 4 janvier 1853, n°4, confidentielle, ANSOM Sénégal I 37c, instructions publiées par SCHEFER, op. cit., t.2, pp. 216-226.

(2) Ministre à gouverneur p.i., 25 juillet 1853, n°237 bis, ANSOM Sénégal I 38b.

Pour la clarté de l'exposé, il a paru préférable d'analyser dans une première partie les mesures d'ordre économique, administratif et militaire qui ont été prises de 1852 à 1854 et dans une seconde d'en dresser le bilan. En effet, il importe de déterminer dans quelle mesure le programme de la Commission des comptoirs a été exécuté d'une part, et d'examiner quelles ont été les réactions des négociants, d'autre part.

1. Les mesures économiques

Les mesures économiques concernent essentiellement le commerce du fleuve tant aux escales qu'à Galam et le régime douanier. Elles étaient très attendues des milieux d'affaires, soucieux de voir introduire plus de liberté dans les transactions. A cet égard, l'année 1852 fut décisive. Mais le ministère ne borna point son action à ces seuls domaines. Il relança, conformément au souhait de la Commission des comptoirs, l'exploration des mines d'or du Bambouk et après bien des hésitations, il se décida à créer la Banque du Sénégal à la fin de 1853.

a) l'affranchissement du commerce fluvial

- le nouveau régime de la traite des gommes

Le 22 janvier 1852 était signé par le prince-président le décret sur la traite des gommes. Il était le résultat d'un travail poursuivi par les bureaux de la direction des Colonies au cours du second semestre 1851. A plus d'un titre, il paraît intéressant d'en retracer les étapes et de montrer l'évolution des positions de l'administration.

On sait qu'au moment de la réunion de la Commission des comptoirs le régime établi par l'ordonnance de novembre 1842 subsistait dans ses grandes lignes. Seules quelques

modifications commandées par la suppression de l'esclavage et une expérience de six années avaient été apportées par le décret du 5 mai 1849. L'ouverture de la profession de traitant aux nouveaux affranchis constituait "l'innovation la plus grave" puisqu'elle aboutissait, en fait, à la disparition de la corporation. Par ailleurs, le fonds commun qui avait fait la preuve de son inefficacité dans l'extinction des dettes était supprimé.

Au lendemain de la réunion de la Commission des comptoirs, les bureaux de la direction des Colonies se mirent à l'ouvrage. Ils élaborèrent deux projets avant d'aboutir au texte définitif. Malheureusement, nous ne pouvons suivre avec précision la progression des travaux, les projets n'étant pas datés. En particulier, le premier pose problème. Directement inspiré du décret du 5 mai, il est sur certains points en deça des recommandations de la Commission des comptoirs. A-t-il été rédigé avant la réunion ? Cela n'est guère vraisemblable. En effet, s'il était antérieur, il aurait dû logiquement servir de base aux discussions. Or, il n'en est rien car c'est la législation en vigueur qui a été la constante référence. Par ailleurs, il porte la mention "premier projet" ce qui l'intègre au processus d'élaboration du nouveau décret déclenché par la réunion de la Commission. On trouvera en annexe le décret de 1849, les deux rédactions successives et le décret du 22 janvier 1852. Ils permettront de mieux suivre le cheminement des bureaux du ministère pendant ces quelques mois décisifs.

Le premier projet à peine plus court que l'arrêté de 1849 (3) débute comme lui par l'affirmation du principe de liberté présidant au commerce des gommes (art.1). Il

---

(3) Dans les papiers officiels, l'acte du 5 mai 1849 est qualifié tantôt d'arrêté, tantôt de décret. Le dossier relatif à la préparation de la législation de 1852 se trouve dans ANSOM Sénégal XIII 30a.

réaffirme l'obligation d'utiliser un indigène comme intermédiaire et il introduit deux nouveautés importantes. Tout d'abord, il accole le mot courtier à celui de traitant, ce qui implique un net changement dans la nature de la profession (4). Ensuite, il proclame solennellement le droit jusqu'alors implicite pour les marchands et les négociants de Saint-Louis de se rendre aux escales ou d'y envoyer des commis pour surveiller leurs opérations. Ainsi, un terme était mis à de nombreuses contestations et les Européens pouvaient être satisfaits. Enfin, il importe de noter que l'administration centrale préfère désormais se décharger sur le gouverneur du soin de fixer les conditions d'aptitude au métier de traitant (art.2).

Le projet maintient, le plus souvent dans les mêmes termes, tout ce qui concerne l'organisation de la traite. Le gouverneur demeure maître d'en fixer les dates d'ouverture et de fermeture et il peut toujours exiger un minimum de tonnage pour les navires expédiés dans le fleuve. De même, les obligations auxquelles les traitants sont soumis au départ de Saint-Louis, pendant le séjour aux escales et au retour demeurent inchangées. L'interdiction du colportage pourtant vivement critiquée à la Commission des comptoirs demeure intacte tandis que le droit pour les traitants d'échanger entre eux aux escales des marchandises de traite refusé jusque là pourrait être concédé par le gouverneur dans d'étroites limites de temps et de lieu (5). On peut aussi considérer comme un assouplissement, mais tout aussi timide que le pré-

---

(4) Le vocable nouveau de courtier-traitant apparaît pour la première fois à la Commission des comptoirs. C'est une confirmation que le premier projet lui est postérieur.

(5) Interdiction de colportage : art.4, opérations d'échange : art.3.

cédent, la dispense accordée au traitant de ne plus préciser les conditions auxquelles il a traité les gommes dont il vient faire constater les quantités au poids public avant son retour à Saint-Louis (6). Les contraventions à cette réglementation sont toujours jugées selon la même procédure et passibles des mêmes peines sévères.

Par ailleurs, le projet fait le silence sur deux dispositions fort critiquées devant la Commission des comptoirs : le privilège du vendeur et la possibilité donnée au gouverneur de fixer un taux d'échange de la guinée contre la gomme aux escales.

Au total, ce premier projet, encore très proche de la législation en vigueur, traduit l'embarras de l'administration et sa réticence à modifier profondément le vieux régime de la traite. Pourtant, on décèle un changement de ton et des infléchissements annonciateurs de temps nouveaux. Sans doute, une très légère brise libérale a à peine entamé le vieil édifice de la réglementation et a transformé les "restrictions" à la liberté de l'arrêté de 1849 en "simples" mesures de police". Mais l'essentiel n'est pas là ; il réside dans l'amorce de la transformation des traitants en courtiers et dans l'affirmation sans restriction des droits des Européens à monter aux escales pour surveiller leurs affaires.

Le premier projet empêtré dans ses contradictions n'eut pas de suite. Un second, bientôt élaboré, traduit la volonté du gouvernement de mettre un terme aux hésitations et de prendre en compte les recommandations de la Commission des comptoirs. Il s'agissait, enfin, de faire disparaître la plupart des restrictions que la "législation actuelle apporte

---

(6) L'article 10 du projet reproduit l'article 13 de l'arrêté sauf le membre de phrase suivant : "et les conditions auxquelles (les gommes) auront été traitées."

à la liberté des transactions" comme le souligne le rapport au président de la République qui introduit ce second projet. Ce rapport est intéressant à plus d'un titre. Il annonce une décision prochaine et il est présenté par Th. Ducos, le nouveau ministre. Il peut donc être daté de décembre 1851 ou du début de janvier 1852. Le rôle de Ducos a donc été décisif dans l'orientation nouvelle donnée à la politique commerciale. Le ministre n'ignorait rien des revendications exprimées par les négociants européens soit à la Commission des comptoirs, soit dans leur correspondance ou leurs pétitions adressées depuis près de deux ans au gouverneur ou au ministre. Au moment où les bureaux parisiens élaboraient une nouvelle législation, Marc Maurel adressait à Protet sa célèbre pétition du 8 décembre 1851 dont nous aurons l'occasion de reparler. Transmise officiellement à Paris avec beaucoup de retard elle n'a pu influencer la décision ministérielle. Mais les idées qu'elle exprimait n'étaient point toutes absolument neuves et étaient pour la plupart l'objet de discussions depuis un certain temps.

Le second projet est beaucoup plus concis ; il a été réduit à six articles au lieu de treize. Il est précédé de considérants qui proclament venu le moment de faire disparaître les restrictions apportées par la législation de 1842 et de 1849. Ils remplacent l'article 1 du précédent projet qui affirmait une liberté du commerce des gommes démentie par les articles suivants. Le nouveau texte y gagne incontestablement en cohérence.

Les droits et les devoirs des marchands et des négociants européens occupent l'article 1. L'obligation de prendre pour intermédiaire un courtier-traitant indigène leur est rappelée ainsi que le droit de se rendre aux escales mais ils pourront désormais y séjourner, précision importante. Pas de changement pour les conditions d'aptitude à la profession de courtier-traitant, le gouverneur les fixera

par arrêté (article 2). Les trois articles suivants mettent un terme aux restrictions depuis longtemps critiquées : privilège du vendeur, interdiction faite aux traitants de vendre et d'échanger entre eux aux escales, facilité donnée au gouverneur d'établir un compromis pour l'échange de la guinée contre la gomme. Par ailleurs, ce second projet abandonnne toutes les dispositions concernant la conduite à tenir par les traitants au départ de Saint-Louis, à l'arrivée et pendant le séjour aux escales et au retour.

Les progrès dans le sens de la libéralisation du commerce des gommes sont évidents. L'administration reconnaît dans le rapport au président de la République que mêler comme auparavant l'autorité à des détails de réglementation a été plus nuisible qu'utile et que son rôle, en réalité, n'est d'intervenir dans les transactions que pour exercer son droit de police générale. Pourtant une recommandation importante exprimée par la Commission des comptoirs n'a pas été satisfaite : la levée de l'interdiction du colportage. Dans le rapport au président de la République, le ministre s'y déclare favorable mais craint qu'il soit un moyen d'éluder le paiement des coutumes aux Maures. Aussi, juge-t-il plus sage de régler d'abord ce problème avant d'autoriser le colportage. Mais ce second projet ne constitue point l'ultime étape des réflexions de la direction des Colonies.

Le 13 janvier, le ministère de la Marine informe son collègue du Commerce qu'il va soumettre au président de la République le décret relatif au régime de la traite des gommes (7). Celui-ci reprend le texte du second projet mais en y apportant plus de logique dans son organisation et en y introduisant deux innovations importantes. En effet,

---

(7) Ministre de la Marine à ministre de l'Agriculture et du Commerce, 13 janvier 1852, ANSOM Sénégal XIII 30a.

dans la foulée des considérants annonçant un régime plus libéral, les trois premiers articles énumèrent les interdictions qui vont être enfin levées. L'article 1 laisse à la concurrence le soin de fixer le taux d'échange guinée contre gomme, tout recours au compromis étant exclu. Le second abolit le privilège du vendeur ; le troisième accorde aux traitants le droit de vendre et d'échanger entre eux les marchandises aux escales mais surtout, abandonnant sa position exprimée il y a peu, autorise, enfin, le colportage dans des conditions qu'il appartiendra au gouverneur de fixer. Les deux derniers articles concernent le rôle respectif des traitants indigènes et des marchands et négociants européens dans la traite des gommes. Ils reprennent, sous une forme quelque peu modifiée, les dispositions de l'article 1, à une différence près, mais d'une importance capitale pour l'avenir.

En effet, l'obligation imposée aux marchands et négociants européens d'employer un courtier-traitant indigène comme intermédiaire, maintenue dans le projet ne l'est plus dans le décret que provisoirement (article 5). Le monopole des traitants se trouve donc menacé à terme. Le gouvernement qui jusque là s'était toujours refusé d'y porter atteinte pour des raisons politiques et sociales offre depuis quelque temps une oreille de plus en plus complaisante aux revendications des négociants européens. Dans ces conditions, leur droit et celui de leurs commis à séjourner aux escales annonce, semble-t-il, pour les négociants une totale liberté d'action dans la conduite de leurs affaires. Ainsi, une très ancienne tradition favorable aux traitants risque d'être anéantie et le ministère paraît prêt à en assumer les risques. Du projet au texte du décret,ce qui frappe c'est une rigueur plus grande dans la formulation et une volonté plus nette d'assumer une application rapide de toutes ses dispositions. Le rapport au président de la République fut également modifié dans ce sens. Le décret signé par Louis-Napoléon Bonaparte

le 22 janvier a été transmis le lendemain au gouverneur avec l'ordre de le promulguer immédiatement (8). Ce sera chose faite, un mois plus tard par l'arrêté pris le 28 février par Protet.

Le souhait du ministre était que la nouvelle législation puisse entrer en vigueur dès l'ouverture de la traite généralement fixée au 1er mars. N'ayant pas reçu en temps voulu les instructions spéciales annoncées, Protet décida de parer au plus pressé et il convoqua le Conseil d'administration afin de mettre sur pied une réglementation du colportage, enfin autorisé. Deux écueils étaient à éviter : une concurrence déloyale des colporteurs à l'égard des traitants et des difficultés avec les Maures à propos des coutumes. L'arrêté stipula que les colporteurs ne pourront acheter de gommes qu'aux traitants en échange de leurs marchandises. En quittant l'escale, ils devront faire peser leurs gommes et acquitter la coutume du charroi. De plus, il leur était défendu de recevoir les Maures à leur bord. Conçu comme une mesure provisoire, ce règlement ne fut pas remis en question les années suivantes (9). Le ministre l'avait approuvé considérant qu'il était en accord avec ses intentions.

En effet, le 20 février, le ministre adresse, comme

---

(8) Ministre de la Marine à gouverneur, 23 janvier 1852, n°38, ANSOM Sénégal I 37c. Le ministre annonçait des instructions spéciales au sujet de l'exécution des articles 3 et 4.

(9) Conseil d'administration, séance du 3 mars 1852, ANSOM Sénégal VII 26 bis 11. Arrêté du 4 mars 1852, B A S 1851-1852,pp.167-168. Le contrôleur colonial aurait souhaité pour éviter toute fraude que les gommes soient pesées également à l'achat. Les contrevenants étaient passibles de peines sévères édictées par l'article 14 du décret du 5 mai 1849.

il l'avait annoncé,des instructions spéciales au sujet des articles 3 (colportage) et 4 (conditions d'aptitude des traitants) du décret (10). C'est pour lui l'occasion de préciser les principes qui ont inspiré la nouvelle législation. Tout d'abord, le ministre affirme qu'il s'agit de rendre aux transactions une liberté trop longtemps bridée et pourtant reconnue comme utile à tous. L'objectif consiste donc à ramener le Sénégal aux conditions du droit commun. C'est pourquoi, il n'entend pas "enchaîner" l'avenir" à propos de la seule exception qui subsiste, l'obligation d'employer un intermédiaire indigène.

Enfin, le gouvernement se refusant à toute intervention inutile dans le domaine commercial et se contentant de définir les grandes lignes d'une politique, il appartient au gouverneur de prendre les mesures d'application qui s'avèrent indispensables. Mais, il doit agir de telle manière que rien ne vienne gêner le libre exercice des opérations commerciales ni en entraver le développement. Ceci est tout particulièrement valable pour la règlementation du colportage.

A ce propos, le ministre en vient à aborder le problème des relations avec les Maures et pour la première fois officiellement d'une manière toute nouvelle. Avec l'autorisation du colportage leurs plaintes sont inévitables mais il importe de ne point s'en préoccuper "au delà d'une certaine mesure". En effet, elles ne peuvent s'expliquer que par le système arbitraire suivi jusqu'à ce jour par les Maures dans le règlement des coutumes qu'ils exigent des traitants. Le ministre pense que l'autorisation du colportage constituera, peut-être, l'occasion d'amener les fournisseurs de gomme à accepter un mode plus régulier de

---

(10) Ministre à gouverneur, 20 février 1852, n°77, ANSOM Sénégal I 37c.

perception fondé soit sur le tonnage des navires venus aux escales, soit sur la quantité des gommes traitées et officiellement constatée. Un pas serait ainsi franchi vers l'unité des coutumes, objectif constant du gouvernement.

Le ministère devait également ouvrir des perspectives plus larges à propos des conditions d'aptitude à exiger des courtiers-traitants. Sous le couvert de mesures techniques, c'est en réalité tout l'avenir des traitants qui se trouve posé. La question est d'importance et le ministre tient à préciser au gouverneur la conduite à tenir. Prenant acte de l'évolution récente qui a réduit nombre de traitants criblés de dettes au rôle de simples commettants à la solde des négociants de Saint-Louis, Ducos pense que le moment est venu de définir clairement leur position face à celle des traitants opérant par eux-mêmes. La mise en place d'un système de courtage permettra d'atteindre ce but. Inspiré de celui qui fonctionne en métropole, il devra être adapté aux conditions locales. C'est la tâche du gouverneur qui se fera assister par une commission d'hommes compétents. Mais il est admis en principe que les courtiers ne pourront en aucun cas et sous aucun prétexte faire des opérations pour leur compte personnel puisque le "monopole exclusif du courtage" leur sera assuré. Enfin, le taux de leurs émoluments sera fixé de telle manière qu'ils pourront subsister de leur office. Le ministre craignant qu'au moment où il met sur pied une politique libérale, le mot de monopole ne soit pris en mauvaise part tient à préciser sa pensée. En effet, il y aura toujours possibilité pour les traitants indigènes de rester en dehors du courtage et de conserver le choix d'opérer directement à leur compte. C'est ce que feront ceux que l'on désigne au Sénégal sous le nom de "gros traitant".

"Ils demeureront ainsi placés dans les mêmes conditions que le sont nos négociants sur les marchés d'Europe, c'est-à-dire libres de traiter par eux-mêmes, mais forcés s'ils recourent à un intermédiaire de ne pouvoir employer qu'un courtier officiel".

Par contre, pour les négociants et marchands européens, l'intermédiaire du courtier demeure obligatoire.

Le nouvel état de choses qu'a pour but de créer le décret comportera pour la traite des gommes, trois positions bien distinctes :

1. celle des traitants indigènes agissant pour leur compte individuel mais n'ayant plus le droit de traiter pour le compte d'autrui.

2. celle des traitants-courtiers, seuls admis à faire le courtage mais ne pouvant plus opérer pour leur compte.

3. celle des négociants européens ne pouvant traiter que par l'intermédiaire des courtiers mais autorisés néanmoins à y envoyer leurs commis aussi souvent et aussi longtemps que leur intérêt pourra l'exiger.

Au total, dans cette importante dépêche, le ministre reprenait, parfois mot pour mot, l'essentiel des interventions de Mestro devant la Commission des comptoirs (11).

Comme le nouveau régime ne pourra être appliqué que pour la traite de 1853, le gouverneur a tout le temps nécessaire pour préparer un projet d'organisation du courtage. Il devra être, à cause de ses incidences politiques et sociales, soumis préalablement à l'approbation du gouvernement.

---

(11) Séances des 4 et 17 décembre 1850.

Protet, comme le lui avait prescrit le ministre, réunit au retour des escales, une commission dont faisaient partie trois négociants européens, Marc Maurel, Rabaud et Héricé pour lui soumettre le projet de l'ordonnateur Costet qui avait été désigné pour la présider (12).

Après avoir nettement distingué les courtiers-traitants des traitants opérant pour leur compte, Costet exigeait des premiers qu'ils soient nés au Sénégal et dépendances ou d'y résider depuis au moins dix ans. Le nombre des courtiers limité à cent ne saurait être dépassé que pour sauvegarder les droits acquis. Ils recevront un salaire mensuel de cent francs et une commission de quarante francs par mille kilogrammes de gommes traitées. Il était nettement précisé que les négociants et marchands européens se livrant au commerce de la gomme en rivière devront avoir chacun leur courtier.

D'autres dispositions prévoyaient des sanctions contre les courtiers qui auraient enfreint les règlements, par exemple en traitant pour leur propre compte ou en faisant des avances aux Maures. Par ailleurs, il était prévu d'exiger que dans un délai de cinq ans, les courtiers sachent lire et écrire.

Protet réunit alors le Conseil d'administration le 27 septembre 1852 (13). L'ordonnateur, après avoir présenté

---

(12) COSTET (Victor, Etienne) né en 1808 à Rochefort. A fait une longue carrière au Sénégal. Il a débuté en 1826 comme écrivain de la Marine à Gorée. Il servit ensuite à partir de 1846, à Saint-Louis où il restera dix ans (AN Colonies E E 544 (29) dossier personnel.

(13) Conseil d'administration, séance du 27 septembre 1852, ANSOM, Sénégal VII 26 bis 11.

son projet instituant des courtiers-traitants, fait état du "peu de sympathie" qu'il a rencontré au sein de la commission. En réalité, cet euphémisme cachait mal une opposition totale, négociants et traitants n'y voyant que "restrictions venant entraver les opérations pour lesquelles il leur faut une liberté entière". Les trois négociants lui ont écrit tout spécialement pour rappeler cette exigence qu'ils ont déjà formulée dans une pétition, en décembre et pour repousser la plupart des mesures adoptées qu'ils jugeaient impraticables.

Rabaud, membre du conseil, donne ensuite lecture de son rapport particulièrement critique. Il accuse l'administration de n'avoir tenu aucun compte de l'évolution toute récente de l'opinion qui désormais considère comme indispensable pour les transactions en rivière, une "liberté aussi absolue que possible".

Dans ces conditions, l'institution des courtiers-traitants, pas plus que l'ordonnance et les arrêtés édictés depuis 1842 n'atteindra le but qui lui est assigné : protéger les intérêts du plus grand nombre de traitants. Tout d'abord, on peut prévoir que les courtiers-traitants se recruteront dans l'armée des traitants criblés de dettes. Ensuite, on peut craindre que les courtiers ne soient plus disposés à céder aux exigences des Maures que les traitants opérant pour leur propre compte. En effet, les conditions d'échange les préoccupent moins et l'appât d'une rétribution proportionnée aux quantités de gommes traitées peut les surexciter dangereusement. Enfin, le nombre des courtiers sera disproportionné par rapport aux ressources offertes par la traite des gommes. Rabaud conclut en déclarant que :

> "C'est à l'extension de nos débouchés encouragée par un régime plus large et mieux en rapport avec les tendances de notre époque qu'il faut désormais demander la subsistance de nos habitants et la pros-

périté de notre colonie".

Le commerce de Galam nous en apporte une preuve éclatante. La liberté dont il jouit depuis quatre ans a stimulé les échanges, accru dans des proportions considérables la production d'arachides et offert du travail à trois cents noirs et à vingt traitants supplémentaires.

G. Foy, un "gros traitant" partage l'opinion de son collègue Rabaud et le contrôleur colonial persuadé que la "liberté pleine et entière" triomphera tôt ou tard est persuadé qu'il faut faire l'économie de mesures provisoires qui ne manqueront pas d'être éludées.

C'est au tour du procureur général, Carrère, de prendre la parole. Son très remarquable rapport aboutit aux mêmes conclusions :

> "Aujourd'hui, les progrès des idées, la lumière apportée par les faits qui se sont produits à Galam amènent forcément à cette double conclusion 1°/ que le système commercial peut être ramené à l'unité dans tout le fleuve, 2°/que la liberté des transactions ayant admirablement réussi dans le haut pays, il est urgent de la donner au reste du fleuve".

Mais Carrère replaçait la question des courtiers dans une perspective beaucoup plus large. Pour lui, c'est dans la sécurité de la rive gauche et le travail de ses populations que se trouvent les germes de la richesse du Sénégal. La culture de l'arachide pourra s'y répandre et dans un proche avenir le Sénégal sera capable de satisfaire aux besoins de la France. Sans doute, la gomme ne sera pas négligée mais elle deviendra forcément une "production acces-

soire" (14).

L'ordonnateur tout en ayant pris acte de l'opposition manifestée au projet de règlement prescrit par le Département, se déclare persuadé qu'on ne peut se dispenser d'exécuter les ordres du ministre. Docile, le conseil d'administration discute, article par article, l'arrêté qui lui est soumis et lui apporte quelques modifications secondaires. Protet le transmet alors au ministre qui n'apprécie guère cet excès de zèle, jugeant "cette obéissance passive ... bien peu à sa place en pareil cas" (15). Par ailleurs, Ducos trouve assez singulier que le procureur général ait traité cette importante question au lieu et place du gouverneur (16). Comment expliquer ce silence de Protet ? Peut être, parce qu'en général favorable à une stricte limitation de la liberté en matière commerciale, le gouverneur s'est trouvé isolé et n'a point voulu prendre la défense d'un projet qu'il sentait de plus en plus dépassé. Mais il tenait à souligner la nouveauté et les dangers de l'introduction dans le bas fleuve du système libéral instauré à Galam :

> "Le système que l'on demande est nouveau. C'est un essai à faire et cet essai doit nous amener des complications dans le fleuve. Personne ne l'ignore et je dirai même que le commerce le désire parce qu'il faut sortir par une crise de l'état précaire dans lequel nous vivons.

---

(14) Le rapport de Carrère témoigne de l'évolution des esprits dans l'administration, ses membres adoptant désormais l'essentiel des idées des négociants européens. On aura l'occasion d'en reparler.

(15) Annotation marginale à la copie de la délibération qui se trouve dans ANSOM Sénégal XIII 30 b.

(16) Gouverneur à ministre, 12 octobre 1852, n° 487, dépêche annotée par le ministre, ANSOM Sénégal I 37 b.

Par ailleurs, le gouverneur n'ignorait rien de la volonté du ministre d'accueillir favorablement les revendications de plus en plus pressantes des négociants européens. Il ne se trompait pas car peu de temps après, Ducos autorisa Protet à laisser sans suite le projet d'arrêté et lui annonça l'envoi de prochaines instructions (17). Ainsi, l'institution des courtiers-traitants ne verra pas le jour.

- L'abolition du monopole des guinées estampillées

Le régime mis en place par les ordonnances de 1843 exigeait de ne traiter les gommes qu'avec des guinées dont l'estampille garantissait les dimensions et le poids. Très rapidement, il avait été l'objet de vives critiques et pratiquement mis en veilleuse devant l'impossibilité de lutter efficacement contre la fraude. Le commerce des guinées est hautement spéculatif et favorise les manoeuvres des importateurs. Ainsi, plusieurs maisons de Bordeaux faisant le négoce des guinées règlementaires interviennent-elles auprès du ministre pour que la législation en vigueur soit strictement respectée.

La question était alors débattue devant la Commission des comptoirs. Mais dans l'attente de ses conclusions, le ministre, persuadé que la tolérance de l'administration locale nuit à ceux qui se conforment aux réglements, prescrit au gouverneur de rentrer dans le droit (18). Protet s'exécute par l'arrêté du 19 avril 1851 mais sous la réserve, comme l'approvisionnement de la place de Saint-Louis en guinées de différentes catégories l'y invite, d'autoriser

---

(17) Ministre à gouverneur, 9 décembre 1852, n° 483, ANSOM Sénégal I 37 c.

(18) Ministre à gouverneur, 16 janvier 1851, n° 10, ANSOM Sénégal Correspondance générale 223.

l'emploi des guinées non estampillées jusqu'au 1er septembre prochain (19).

Mais les importateurs de Bordeaux par l'intermédiaire de Calvé protestent aussitôt contre ce délai (20). Invoquant le préjudice subi, ils menacent de présenter une demande de réparation pécuniaire. Visiblement embarrassé, le ministre regrette, une fois de plus, que l'on se soit écarté du règlement mais admet les raisons qui ont poussé le gouverneur à ne pas imposer un retour immédiat aux ordonnances de 1843 (21). A Saint-Louis la riposte de la plupart des négociants, marchands et traitants ne se fait pas attendre. Ils dénoncent dans une pétition au gouverneur, l'accaparement des gommes estampillées par quelques maisons de Bordeaux désireuses de prendre le contrôle du commerce des gommes. Prenant argument que dix-huit mois sont nécessaires pour acheminer les guinées de l'Inde au Sénégal, ils demandent que l'emploi des guinées non estampillées ne soit interdit qu'a partir de la traite de 1853. Protet consulte alors le Conseil d'administration qui reconnaît alors la valeur des arguments des pétitionnaires mais laisse au ministre le soin de trancher. Elargissant le débat, le conseil émet le voeu que soient rapportées les ordonnances de 1843, mais à cette date, la décision est déjà prise (22).

---

(19) Arrêté du 19 avril 1851, BAS 1851-1852, p. 47.

(20) Calvé alors délégué du Sénégal avait joué un grand rôle dans l'établissement de la législation de 1843.

(21) Ministre à gouverneur, 27 juin 1851, n° 228, ANSOM Correspondance générale 223.

(22) Conseil d'administration, séance du 4 décembre 1851, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10. Protet qui transmet le voeu du conseil demande une réponse rapide : gouverneur à ministre, 12 décembre 1851, n° 575, ANSOM Sénégal I 37 b. A peu près au même moment, la chambre de commerce de Marseille est saisie d'une requête de plusieurs négociants intéressés au commerce du Sénégal et de Pondiché-

En effet, dès juin, la Commission des comptoirs avait fait la même proposition. Le ministre l'avait adoptée et en octobre, selon la procédure utilisée pour l'élaboration du nouveau régime des gommes, il prend contact avec ses collègues des Finances et du Commerce (23). En réalité, c'est à ce dernier qu'appartenait la préparation du décret car les ordonnances de 1843 avaient été prises à son initiative.

Le ministre des Finances donna rapidement son accord (24). Par contre, celui du Commerce ne montra guère d'empressement, le commerce bordelais fit alors savoir qu'il souhaitait une prompte décision afin de pouvoir organiser en connaissance de cause ses prochaines campagnes de traite (25). Aussi Ducos qui venait d'être nommé ministre de la Marine saisit l'occasion pour demander qu'à l'avenir soit réservée à son département la préparation de toute "réglementation concernant exclusivement le régime et la constitution du commerce colonial" (26).

Finalement, après une modification introduite à la suggestion du ministre de la Marine et destinée à assurer l'indispensable transition, le décret est signé le 17 janvier 1852. Chronologiquement, il est le premier des actes

---

... ry qui à l'initiative de Régis demandent l'abrogation du régime établi en 1843. ACC Marseille-Commerce avec les colonies françaises OK4 1846-1856.

(23) Ministre de la Marine à ministre des Finances et du Commerce, 24 octobre 1851, ANSOM Correspondance générale 224, fol. 693.

(24) Ministre des Finances à ministre de la Marine, 5 novembre 1841, ANSOM Sénégal IX 26 bis.

(25) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 29 novembre 1851, ANSOM Correspondance générale 224, fol.717.

(26) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 3 janvier 1852. Cette requête de Ducos est écrite de sa propre main.ANSOM Correspondance générale 226.

pris par le pouvoir central en application des recommandations de la Commission des comptoirs. A partir du 1er janvier 1853, les ordonnances de 1843 sur l'emploi des guinées estampillées sont rapportées (art. 1). L'estampille désormais facultative devra indiquer non seulement le poids et les dimensions mais aussi la bonne qualité du tissu. Elle sera apposée par les soins d'une commission spéciale dont le siège sera à Pondichéry (art. 2), Enfin, le gouverneur, pour la traite de 1852, pourra, en cas d'insuffisance des guinées estampillées, autoriser la vente de guinées non réglementaires jusqu'à concurrence des quantités nécessaires au commerce de la traite (art. 3) (27). Le décret est promulgué au Sénégal par un arrêté du 28 février. En application de l'article 3 et conformément aux instructions du ministre relatives à la période de transition, Protet fit procéder au recensement des guinées estampillées (28). Leur nombre ayant été jugé plus que suffisant pour satisfaire aux besoins de la campagne de 1852, il décida que seules les guinées réglementaires seraient employées (29). L'expérience démontra une fois de plus combien il était difficile de faire respecter une telle décision. Les traitants déployant toutes les ressources de leur habileté, Protet fut obligé de sévir (30). Ce fut la dernière intervention de l'administration.

---

(27) Texte du décret dans ANSOM Sénégal IX 26 bis et dans BAS 1851-1852, pp. 148-149.

(28) Ministre à gouverneur, 23 janvier 1852, n° 35, ANSOM Correspondance générale 225.

(29) Conseil d'administration séance du 3 mars 1852, ANSOM Sénégal VII 26 bis 11 et arrêté du 4 mars, BAS 1851-1852, pp. 165-166.

(30) Arrêtés du 10 avril 1852 pour lutter contre la fraude et du 12 interdisant le traitant Madiop de traite pour un temps limité, BAS 1851-1852, pp. 176-177.

A partir de 1853, l'emploi dans la traite des gommes des différentes catégories de guinées étant devenu possible, la liberté étendait son domaine sur le commerce du Sénégal. Il en était de même à Galam.

- La liberté confirmée à Galam

On connaît l'importance qu'attachait au pays de Galam la direction des Colonies, persuadée que là gisait l'avenir du Sénégal. La Révolution de 1848 avait rendu la liberté au commerce du haut fleuve en décrétant la suppression de la compagnie privilégiée. Cette décision prise en liaison avec l'abolition de l'esclavage n'avait pas été concertée avec l'administration et le commerce du Sénégal. Cette rupture brutale avec une longue tradition n'avait point manqué de provoquer de sérieux remous à Saint-Louis. Les partisans de la compagnie privilégiée, un moment déconcertés, ne désarmaient point. Ils espéraient, contre toute attente, que Paris réviserait sa position et rétablirait l'ancien ordre de choses. Baudin, puis son successeur Protet semblaient les appuyer, le Conseil d'administration aussi qui au début de 1851 demandait que soient rédigés les statuts d'une nouvelle compagnie dont les opérations débuteraient en 1852 (31). Cependant, à cette date, un certain nombre de négociants et de marchands avaient fait savoir dans une pétition, leur confiance dans le régime instauré en 1848 et seul capable à leurs yeux d'ouvrir la voie à de nouveaux débouchés. Peu après, la Commission des comptoirs adoptait le même point de vue, mais pour ne point heurter de front les opposants du Sénégal, elle accepta de reconsidérer la question dès qu'un bilan sérieux de l'expérience en cours pourra être établi.

---

(31) Conseil d'administration, séances des 17 février et 6 mars 1851, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

Au Sénégal, au même moment, Rey, le commandant de Bakel, dans un rapport au gouverneur, prenait parti en faveur de la liberté du commerce. Mais Protet contesta son analyse comme reposant sur les fausses prémisses d'une sécurité démentie par les exigences sans cesse croissantes des Maures en amont comme en aval de Bakel. Pour lui, les conditions d'un commerce libre ne se trouvaient point remplies (32). A Paris, par contre, on se félicita que les observations faites sur place par Rey, rejoignent les conclusions de la commission. Le ministre demanda donc au gouverneur de poursuivre l'expérience actuelle aussi longtemps que possible afin qu'elle soit incontestable et en conséquence d'ajourner pour longtemps tout projet de reconstitution d'une compagnie privilégiée (33). Désormais, c'était aux négociants d'administrer la preuve que par leurs initiatives ils étaient capables d'ouvrir de nouveaux et importants débouchés pour leurs marchandises à Galam et au-delà.

Les partisans de la liberté pouvaient triompher mais en réalité la polémique n'était pas définitivement close car Rey, à la suite de son voyage dans le Khasso semblait introduire une distinction dans le régime du commerce du haut fleuve. En effet, il s'interrogeait pour savoir s'il ne serait pas préférable de créer pour le commerce au-delà de la Médine et pour un temps limité, une compagnie privilégiée à condition que l'administration en impose les statuts (34). Sollicité par le ministre de donner son avis

---

(32) Gouverneur à ministre, 10 juillet 1851, n° 318, ANSOM Sénégal I 37 b.

(33) Ministre à gouverneur, 13 décembre 1851, n° 323, ANSOM Sénégal I 37 c.

(34) REY : Rapport au gouverneur sur un voyage dans le Khasso, Revue Coloniale, octobre 1852, pp. 241-275, ministre à gouverneur, 2 septembre 1852, n° 350 et 22 octobre 1852, n° 417 bis, ANSOM Sénégal III 8.

Protet reprenait, à la suite d'un débat en Conseil d'administration, les suggestions du commandant de Bakel (35).

En un an, l'évolution du gouverneur était tout à fait significative. Prenant conscience de la force croissante du courant libéral tant au Sénégal qu'à Paris, depuis l'arrivée de Ducos au ministère, il se fait le contempteur du privilège après en avoir été le défenseur. Il ne craint point de reprendre tous les griefs articulés contre l'ancienne Compagnie de Galam et il ne propose que du bout des lèvres le projet de compagnie du Khasso imaginé par Rey (36).

Comme on pouvait s'y attendre, l'affaire était définitivement tranchée en faveur de la liberté au début de l'année 1853 non seulement pour le pays de Galam proprement dit mais aussi pour le Khasso. Le ministre souhaitait seulement dans ce dernier cas que les marchands s'associent librement entre eux pour accroître leurs moyens d'action.

> "Ces associations toutes volontaires agissant sans privilège n'ont ... aucun des inconvénients des compagnies exclusives" (31).

Un terme était donc mis à ce long débat sur les avantages réciproques du privilège et de la liberté ouvert depuis la création de la première compagnie en 1824. L'essor du commerce de Galam depuis quatre ans avait largement contribué à assurer le succès des partisans de la liberté, mais ne pouvait-on pas craindre qu'un retour éventuel des difficultés ne le remette en question ?

---

(35) Conseil d'administration, séance du 25 octobre 1852, ibid., gouverneur à ministre, 8 novembre 1852, n° 534, ibid.

(36) Protet ne se trompait point sur les intentions du ministre car il annota cette proposition d'un "non" résolu.

b) Le nouveau régime douanier

A la fin de la Monarchie de Juillet, la direction des Colonies était consciente que le régime douanier établi il y a près d'un quart de siècle n'était plus adapté aux nouvelles conditions économiques du Sénégal et tout spécialement de Gorée. Aux yeux de l'amiral de Mackau, l'octroi de la franchise au port du sud constituait la réforme essentielle à accomplir (38). Des discussions s'ouvrirent alors avec le ministre des Finances et celui du Commerce au cours desquelles l'administration des Douanes se révéla farouchement opposée à l'affranchissement de Gorée. Lorsque la Révolution de février éclate, rien n'est réglé mais très vite le ministère de la Marine rouvre le dossier déplorant que malgré les efforts entrepris depuis deux ou trois ans la législation douanière du Sénégal n'ait pas encore subi une refonte indispensable (39). Aussi, presse-t-il ses collègues d'aboutir car il estime qu'il y a urgence à mettre un terme à un régime générateur de fraudes et d'irrégularités (40). La réunion de la Commission des comptoirs allait permettre de débloquer la question. En effet, aux échanges de correspondance toujours longs et jusqu'alors inefficaces a été substituée la méthode de la confrontation directe. Par ailleurs,

---

(38) Voir le chapitre XII : Problèmes douaniers.

(39) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 11 décembre 1848, ANSOM Correspondance générale 218.

(40) Ministre de la Marine à ministre des Finances et du Commerce, 31 août 1849, ANSOM Correspondance générale 220 et du même au ministre des Finances, 9 janvier 1850, Correspondance Générale 222, fol. 543.

la direction des Colonies n'était plus seule, bénéficiant de l'appui des délégués du commerce et des fonctionnaires qui avaient été en poste au Sénégal. La Commission des comptoirs avait abouti à un projet précis (41). Seule l'administration des douanes avait maintenu ses réticences à l'égard de l'affranchissement du port de Gorée.

En octobre, le ministre de la Marine invite ses collègues à se concerter avec lui pour mettre en forme un texte qui sera soumis à l'Assemblée législative (42). En novembre, tout obstacle est levé, le ministre des Finances, imposant sa volonté à la direction des douanes,fait savoir qu'il adhère pleinement aux propositions de la Commission (43).

Le coup d'Etat du 2 décembre accélère le processus. En effet, Ducos devenu ministre ne cache point sa satisfaction d'être délivré d'un vote toujours incertain de l'Assemblée législative et de pouvoir agir par décret (44). Quinze jours après la libéralisation du commerce des gommes, le régime douanier se trouve modifié par le décret du 8 fé-

---

(41) Voir chapitre XIX.

(42) Ministre de la Marine à ministre des Finances et du Commerce 17 octobre 1851, ANSOM Correspondance Générale 224, fol. 481 et 683.

(43) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 15 novembre 1851 ANSOM Correspondance Générale 224, fol. 709.

(44) "Dans la situation où nous sommes aujourd'hui, j'hésite d'autant moins à penser que nous pouvons donner suite immédiatement aux dispositions convenues en les proposant au président de la République sous forme de décret, ministre de la Marine à ministre du Commerce, 13 janvier 1852, ANSOM Correspondance Générale 226. Le Sénégal comme sous la Monarchie de Juillet se trouvait de nouveau régi par des actes du pouvoir exécutif.

vrier 1852 (45).

En renforçant l'exclusif à Saint-Louis et en introduisant plus de liberté à Gorée, la nouvelle législation creusait l'écart entre les deux ports du Sénégal. En effet, Saint-Louis se voyait retirer deux avantages importants. Tout commerce avec l'étranger était désormais interdit à l'exportation comme à l'importation. Ainsi, il n'était plus possible d'exporter les gommes et d'importer directement fers, aciers et poudres. En pratique , cela signifiait qu'il fallait désormais se procurer à Gorée ces marchandises comme on le faisait déjà pour les bois et les tabacs et expédier les gommes à l'étranger en touchant d'abord un port français (46). Cette décision s'expliquait par des craintes exprimées au cours des débats de la Commission des comptoirs et suscitées par l'application du nouvel Acte de navigation britannique de 1849. Celui-ci autorisait les étrangers à participer à la navigation coloniale anglaise mais sous réserve de réciprocité. Or le gouvernement français craignait en permettant un trafic direct à partir des colonies françaises d'être entraîné à admettre les navires anglais au Sénégal (47). Aucune atteinte ne devait être por-

---

(45) SCHNAPPER, La fin du régime de l'exclusif : le commerce étranger dans les possessions françaises ... op.cit. Le décret a été publié dans le Moniteur Universel du 17 février 1852. On le trouve également avec l'arrêté de promulgation du 22 avril 1852 dans BAS 1851-1852, pp.182-185.

(46) Comme le ministre l'indique aux chambres de commerce "ce qui ne sera plus possible à Saint-Louis pourra toujours se faire à Gorée" et quant à l'exportation des gommes "l'escale (dans un port français) annule la prohibition", ministre de la Marine à chambre de commerce de Rouen, Le Havre, Nantes, Bordeaux et Marseille, 17 février 1852, ANSOM Correspondance générale 226.

(47) Ministre à gouverneur, 28 février 1852, n° 90, ANSOM Correspondance générale 225.

tée au monopole du pavillon français.

Par ailleurs, la plupart des importations et des exportations demeuraient soumises à un droit de 2 % et aucune modification n'avait été apportée au régime des guinées qui continuaient à n'être admises au Sénégal qu'après un passage dans les entrepôts de France. Cependant, sur quelques points de détail des assouplissements ont été apportées. Tout d'abord, il a été établi une liste de marchandises étrangères admises à Saint-Louis, à condition d'être importées par des navires français et de provenir des entrepôts de France (48). D'autre part, les vivres frais, les pierres des Canaries étaient introduits en franchise et les vins de Madère et de Ténériffe moyennant un droit de 60 F par hectolitre (49).

Le commerce de Gorée ne s'était point développé aussi rapidement qu'administrateurs et commerçants l'avaient escompté malgré le régime relativement favorable établi en 1822. La Commission des comptoirs comprit qu'il fallait franchir une étape nouvelle et faire de Gorée un port franc. Désormais les marchandises de toute espèce et de toute provenance à l'exception des guinées pourront être importées

---

(48) Parmi ces marchandises citons l'ambre, les toiles de l'Inde, les fusils de traite, les objets en cuivre rouge, les miroirs d'Allemagne, les platilles de Breslau, les pipes de Hollande, les cauris, les bois, les poudres le tabac en feuilles et fabriqué.

(49) Le décret reprenait l'arrêté local du 10 juillet 1850 qui avait fixé ce taux très élevé. En 1855, il sera réduit à un droit purement statistique. Il est bien précisé que ces vins et ces marchandises admises en franchise devaient être importés par navires français.

à l'île de Gorée et en être exportées par des navires de tout pavillon en franchise de tout droit de douane (art.3). Cependant un droit de 4 F par tonneau était imposé aux navires étrangers. En seront exemptés ceux qui feront relâche et reprendront la mer sans avoir effectué aucun déchargement ni chargement de marchandises (article 4).

Ainsi, relativement à Saint-Louis, Gorée est maintenant comme un port étranger sauf pour un petit nombre d'articles que le commerce du fleuve a un intérêt spécial à recevoir de l'étranger par la voie la plus directe.

Assailli depuis longtemps par les Goréens de doléances sur leur situation misérable, sur la vocation de leur île à trafiquer sur toute l'étendue de la côte, le ministère s'était finalement décidé à supprimer les dernières entraves mises à leurs relations avec l'étranger. Pourtant l'accueil des Goréens au décret n'a pas été celui que le gouvernement attendait (50). En effet, l'application du nouveau régime ne devait poser de problèmes que pour Gorée. Une question soulevée par des négociants de Saint-Louis sur l'interprétation à donner à l'article 1 relativement à l'extraction des bois, fers, tabacs aciers et poudres de l'entrepôt de Gorée fut rapidement réglée. La douane contrairement à un usage constant appliqua à la lettre le décret prescrivant la mise à terre et l'entrée réelle en entrepôt de ces marchandises avant leur expédition à Saint-Louis. Or la plupart des navires affrétés par les négociants pour les Etats-Unis était

---

(50) Conseil d'administration, séance du 27 mai 1853. L'ordonnateur déclare dans son rapport que lorsque le décret du 8 février fut connu dans la colonie, "il produisit plus d'étonnement que de plaisir", ANSOM Sénégal IX 16 b.

destinée aussi bien pour Saint-Louis que pour Gorée. Les exigences de la douane étaient donc source de lenteurs et de frais inutiles. Le Conseil d'administration saisi de l'affaire acquiesça à la demande du commerce et la douane se contenta désormais d'une simple escale (51). Le ministre approuva cet esprit de tolérance (52).

Par contre, la discussion s'est engagée sur le droit de 4 F par tonneau exigé des navires étrangers essentiellement américains qui fréquentaient Gorée. Pour certains négociants, il risquait de les détourner de ce port et mieux valait le supprimer. Pour d'autres, les plus nombreux, son maintien était souhaitable. Ils n'avaient point perdu leur réflexe de défenseurs du pavillon français et de l'industrie nationale (53). Ils faisaient remarquer que les Américains

---

(51) Conseil d'administration, séance du 17 juin 1852, ANSOM Sénégal VII 26 bis 11.

(52) Ministre Marine à Devès et Lacoste, 20 mai 1853, ANSOM Correspondance générale 228.

(53) A sa séance du 10 décembre 1852, la Chambre de commerce de Rouen se déclare opposée à la franchise récemment accordée à Gorée, craignant que cette mesure porte préjudice à la métropole, "Déjà nous apprenons que le port de Gorée qui autrefois était à peu près exclusivement approvisionné, sauf quelques cas de fraude, par des navires français de toutes les marchandises destinées à la troque se trouve maintenant pourvu presque en totalité par les Américains et les Anglais "Exposé des travaux de la Chambre de commerce de Rouen pendant les années 1849-1852".

concluaient à Gorée des affaires profitables et qu'ils n'avaient élevé jusqu'ici aucune protestation. Le Conseil d'administration, où, notons-le, les intérêts de Gorée ne sont pas représentés, se rallia, après en avoir délibéré, à la conclusion du gouverneur par interim, Vérand, de continuer à percevoir le droit sur les navires étrangers et de rouvrir le dossier dans un an (54).

Quelques mois plus tard, l'affaire rebondit à la suite d'une intervention du commandant particulier de Gorée auprès du ministre, faisant état, statistiques à l'appui, du refus des Américains de poursuivre leurs affaires dans ces conditions (55). Le ministre favorable à une large ouverture de Gorée au commerce étranger réussit à vaincre les réticences de ses collègues des Finances et du Commerce (56). Quant à l'administration de Saint-Louis, la détermination du ministre entraîna un renversement total de ses positions. Le vérificateur des douanes Nicolas proposa la suppression pure et simple du droit et l'ordonnateur Costet de le ramener à un franc par tonneau. C'est ce dernier qui a été suivi par le Conseil d'administration (57). Le ministre, à la

---

(54) Conseil d'administration, séance du 27 mai 1853, déjà citée.

(55) Commandant particulier de Gorée à ministre, 23 septembre 1853, ANSOM Sénégal IX 16 b. Ministre à gouverneur du Sénégal, 25 novembre 1853, ibid., n° 389.

(56) Ministre de la Marine à ministres des Finances et du Commerce, 27 octobre 1853, ministre des Finances à ministre de la Marine, 17 novembre 1853, ministre du Commerce à ministre de la Marine, 23 novembre 1853, ibid.

(57) Conseil d'administration, séance du 25 février 1854, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12.

suite de cette délibération, décida de n'imposer qu'un simple droit statistique de 0 F 50. L'accord de ses collègues permit de consacrer cette décision dans un décret du 6 janvier 1855, promulgué le 13 février au Sénégal (58).

En définitive, cette mesure devait se révéler efficace. Les marchandises étrangères de toutes provenances et tous pavillons confondus ont progressé de 39 % de 1855 à 1864 alors que les importations de France demeuraient stables. Mais le commerce américain a été le grand vainqueur, Alors que de 1848 à 1854, suivant les années, de deux à quatre de ses navires fréquentaient Gorée, leur nombre passa de sept à vingt et un les années suivantes et surtout la valeur des marchandises a progressé de 127 %. Aussi, il apparaît impossible d'affirmer avec Schnapper que "le trafic étranger ne fit presque aucun progrès" (59).

c) A la recherche de l'or

L'exploration de la région aurifère du Bambouk par Huard et Raffenel en 1843 n'avait débouché sur aucune tentative d'exploitation (60) mais quelques années plus tard, la découverte des mines de Californie et d'Australie relançait

---

(58) Décret du 6 janvier 1855 et arrêté de promulgation du 13 février.

(59) SCHNAPPER (B.). Le commerce étranger ... op.cit., p.45. Les statistiques du commerce américain se trouvent dans ANSOM Sénégal IX 44 et 45 et dans les Tableaux et relevés de population, de culture, de commerce et de navivigation ... sur les colonies françaises. Pour le commerce américain, voir également BROOKS (G.) Yankee traders ... op. cit., p. 298.

(60) Voir chapitre XVII.

le vieux mythe des richesses de l'Afrique et cela d'autant plus que le Sénégal recherchait alors de nouveaux aliments à son commerce. En 1850, un ancien président du tribunal de Saint-Louis, Marchal, maintenant avocat à la cour d'appel de Paris adressait un rapport au président de la République (61). Il apparaît comme l'illustration des illusions suscitées par l'or du Bambouk lorsqu'il écrit que :

> "Le Sénégal a toujours été considéré comme le fleuve le plus voisin des plus riches mines d'or de l'Afrique. Tout son cours nous appartient ... Le fleuve présente l'aspect d'un canal enrichi des beautés de la nature".

Puis après avoir évoqué brièvement les auteurs qui de Labat à Raffenel, en passant par Compagnon se sont penchés sur la question, il reprend le vieux thème de l'indolence et de l'incapacité des Africains à mettre en valeur les richesses de leur sous-sol. Par contre, les Européens grâce aux progrès techniques récents pourront entreprendre une exploitation plus facile et plus rentable. Enfin, le gouvernement devrait donner l'impulsion nécessaire afin de doubler l'importance du Sénégal et d'en faire une source de richesse pour la métropole. Ce mémoire devait avoir un certain retentissement puisqu'il fut repris en partie dans différents journaux et revues (62). Peu de temps après,les membres de la Commission des comptoirs exprimaient le souhait que soit reprise l'exploration des mines du Bambouk. Le poste de Sénoudébou construit depuis quelques années pouvait offrir un utile point d'appui pour de nouvelles investigations.

---

(61) Marchal : Mémoire à M. le Président du pouvoir exécutif (1850), ANSOM Sénégal XIII 54 a.

(62) Publié d'abord dans l'Echo de la Marine le mémoire fut reproduit dans la Revue de l'Orient, t.8, 1850, pp.376-380 puis dans le Bulletin de la Société de Géographie, mars 1851, p. 276.

Le second voyage de Rey dans le haut fleuve organisé avec l'accord de Protet devait répondre à ce souhait. Il avait pour but de visiter les mines de Kéniéba et de découvrir le chemin le plus facile pour y parvenir. Les informations rassemblées par Raffenel aidèrent Rey à préparer son voyage. Il part en août 1852 et se dirige vers Farabana considéré comme la meilleure clé pour pénétrer dans le Bambouk. Là, à la recherche de nouveaux produits d'échange : cire, morfil et surtout or, il prend des contacts avec des chefs qui lui communiquèrent des renseignements sur les mines situées à deux jours de marche de Farabana. Rey devait se rendre ensuite à Kéniéba.

Dans son rapport rédigé peu après, tout en précisant qu'il n'est guère aisé de juger de la richesse des mines, Rey croit pouvoir affirmer qu'il y aura bénéfice à les exploiter et dans ce but, il suggère la création d'une compagnie privilégiée ou non disposant d'un capital d'au moins 400.000 F. Pour lui,ni l'état politique ni le climat ne sauraient constituer des obstacles insurmontables. Par ailleurs, le commandant de Bakel donne quelques détails sur la dispersion des mines et les méthodes de leur exploitation (63).

Protet communiqua le rapport de Rey aux principaux représentants du commerce sénégalais. Tous furent d'accord sur son intérêt mais jugèrent qu'il était impossible d'y donner suite "pour le moment" faute de communications faciles et de sécurité suffisante (64). Le ministre en convient mais

---

(63) Voyage à Farabana par P.L. Rey, commandant de Bakel, 15 octobre 1852, ANSOM Sénégal XIII 54 b.

(64) Gouverneur à ministre, 7 février 1853, n° 69. Protet pense que devraient être achevés avant toute exploitation des mines des travaux d'amélioration de la naviga-

il pense que l'activité déployée par le commandant de Bakel mérite "les plus grands encouragements" et il décide, peu après, la publication de son rapport dans la Revue coloniale (65).

L'intérêt pour les mines d'or du Bambouk allait se trouver encore renforcé à la suite d'un projet d'exploitation présenté à l'Empereur en octobre 1853 par un américain de Philadelphie, R.A. Parrish (66). Sans faire grand fond sur cette tentative, le ministre qui avait reçu Parrish ne voulait pas la décourager car elle entrait bien dans ses vues. Mais pour se réserver une autre possibilité, il décide de donner la plus grande publicité au rapport de Rey en le publiant dans le Moniteur Universel et en attirant l'attention des hommes d'affaires français par l'intermédiaire des chambres de commerce de Bordeaux, Marseille, Nantes et le Havre.Après

---

... tion sur le fleuve projetés par Rey lors de son précédent voyage, ANSOM Sénégal I 37 b. Gouverneur à ministre, 29 juin 1854, n° 256. La guerre civile qui règne au Boundou depuis près de deux ans aurait empêché, selon le gouverneur, les maisons de commerce de s'intéresser à l'extraction de l'or.

(65) Ministre à gouverneur, 21 avril 1853, n° 132, ANSOM Correspondance générale 222, REY (P.L.). Voyage à Farabana (Haute Sénégambie) Revue coloniale, t.12, janvier 1854, pp. 34-62.

(66) BOUCHE (D.). Un mythomane, l'américain Parrish et les mines d'or du Bambouk in Entreprises et entrepreneurs en Afrique XIX-XXe siècles, t.1, pp. 297-304.

avoir évoqué à mots couverts la proposition Parrish, c'est un véritable appel qu'adresse Ducos aux capitalistes des ports de la métropole :

> "Le gouvernement ne peut que frayer la voie, c'est surtout au commerce et à l'industrie privée à rendre profitables ces ressources nouvelles une fois que l'initiative officielle les a mises à leur portée" (67).

La presse des différents ports intéressés, du Havre en particulier répercuta très largement la circulaire de Ducos (68). Au même moment, le ministre déclare au gouverneur qu'il "attache beaucoup de prix" à savoir quels ont été les résultats de ses contacts avec les négociants les plus entreprenants de Saint-Louis (69). En fait, aucun d'entre eux n'a voulu se lancer dans l'aventure.

Cependant, l'intérêt pour les mines du Bambouk ne devait pas faiblir. Ainsi, Faidherbe, deux ans plus tard, devait dans son mémoire s'inspirer très nettement de ses devanciers en particulier de Rey. Devant la carence des négociants et sous l'insistance du nouveau gouverneur du Sénégal, l'Etat se décidait à tenter l'exploitation des mines de Kéniéba (70).

---

(67) Circulaire du ministre de la marine aux chambres de commerce, 10 février 1854, ANSOM Sénégal XIII 54 b.

(68) Journal du Havre, 27 février 1854, Courrier du Havre 28 février 1854, ibid.

(69) Ministre à gouverneur, 20 février 1854, n° 72; Correspondance générale 229.

(70) Faidherbe : Mémoire sur les mines d'or du Bambouk, sur leur histoire et sur la possibilité de les exploiter, 12 juillet 1856, ANSOM Sénégal XIII 55 a.

d) La difficile naissance de la Banque du Sénégal

L'absence d'établissement de crédit freinait le développement économique du Sénégal et à différentes reprises plusieurs commerçants et fonctionnaires avaient souhaité qu'il y fût porté remède. La crise économique de 1847-1848 a relancé le débat et le commerce local demanda alors la création d'une caisse d'escompte qui suscita, pour diverses raisons, les réserves du ministre (71). Finalement, malgré les voeux pressants de l'administration du Sénégal et à la différence des Antilles, aucune mesure d'urgence ne fut prise pour soulager le commerce sénégalais. La question resta donc en suspens.

L'année suivante, la loi du 30 avril 1849 sur le règlement de l'indemnité coloniale était essentiellement conçue en fonction des colonies de plantation. En effet, la substitution du travail salarié au travail des esclaves exigeait que fut mis à la disposition des planteurs un fond de roulement approprié, ce qui est proprement la fonction du crédit à court terme et précisément d'une banque d'émission Ainsi, s'explique la disposition prévoyant le prélèvement d'un huitième sur l'indemnité due aux anciens propriétaires d'esclaves afin de constituer le capital des banques coloniales. Mais les conditions étaient totalement différentes au Sénégal et le gouvernement hésitait, du fait de la faiblesse du prélèvement, à créer une banque à Saint-Louis. Par décret du 24 novembre applicatif de la loi, il précisa que le prélèvement sera opéré pour le Sénégal mais restitué

---

(71) Voir chapitre XIII. Quelques courtes pages sur les origines de la banque dans ALIBERT (Jacques). De la vie coloniale au défi international Banque du Sénégal, BAO, BIAO. 130 ans de banque en Afrique, Paris, Chotard et Associés, 1983, 347 p.

aux intéressés si la banque n'était point créée avant le 1er octobre 1852. Par ailleurs le Conseil d'Etat en délibérant sur le statut des banques coloniales réserva le cas du Sénégal. Les intérêts des porteurs de titres semblaient prévaloir sur les besoins du commerce. A Paris, le ministre en prit conscience en demandant à Protet une étude à ce sujet et en prorogeant à deux reprises le délai fixé pour la restitution du prélèvement (72).

A Saint-Louis, la réponse fut longue à élaborer car l'administration désirait connaître les résultats des travaux relatifs au règlement des indemnités avant de se prononcer. Le contrôleur colonial Costet rédigea en février 1851 un rapport dans lequel il insistait sur l'accueil favorable que réserverait la majorité des commerçants à la création d'une banque. Ils en attendaient une baisse du loyer de l'argent mais aussi un moyen de lutter contre la rareté du numéraire et par conséquent un assainissement des transactions entre traitants et négociants. Pour Costet, un capital de 250.000 F. pourrait suffire si le gouvernement accordait la faculté d'émettre des billets au porteur pour une valeur égale au capital en espèces et une circulation monétaire de 500.000 F. répondrait aux besoins de Saint-Louis car il n'était pas question d'étendre l'activité de la banque à Gorée. Enfin, se plaçant du point de vue de la population indigène, Costet craignait que dans un premier temps, elle ne puisse en retirer de grands avantages faute d'expérience en matière financière (73).

---

(72) Ministre à gouverneur, 26 juillet 1850, n° 283, ANSOM Sénégal IX 56 a. Sur la prorogation du délai, du même au même, 9 décembre 1852, n° 482, ANSOM Correspondance générale 225 et du même au même 31 octobre 1853, n°353, ANSOM Correspondance générale 227.

(73) Rapport du contrôleur colonial Costet, 8 février 1851, ANSOM Sénégal XIX 3 b.

Le Conseil d'administration ne délibéra que trois mois plus tard. Il partagea la conviction du contrôleur colonial sur la nécessité de disposer d'une banque au Sénégal mais il estima que son capital devait s'élever à 400.000 F au moins. Un négociant, Seignac, proposa 600.000 F Mais le prélèvement sur les indemnités n'atteignait que 180.086 F. et la colonie à la suite de difficultés financières n'avait plus de caisse de réserve pour apporter l'indispensable complément. Le procureur général Carrère faisait remarquer avec raison que le succès de la banque dépendait pour une large part d'une modification profonde du mode d'achat des gommes. Il faudrait selon lui, introduire le numéraire dans les transactions mais il lui paraissait impossible de bousculer les méthodes traditionnelles d'échange dans l'immédiat. De cette discussion, le conseil unanime tira la conclusion que, pour le moment, les conditions n'étaient pas réunies pour la création d'une banque au Sénégal (74).

A la suite de cette prise de position, le ministre admit, en juillet le principe de la répartition du prélèvement entre les indemnitaires mais aucune mesure n'ayant été prise fin 1851, Protet dut faire face aux réclamations de plusieurs intéressés (75).

Entre temps, le projet de création de banque au Sénégal paraissait définitivement abandonné. La Commission des comptoirs n'avait formulé aucune recommandation à ce sujet et la loi du 11 juillet 1851 n'avait créé d'établissement de crédit que dans les trois îles à sucre : la Marti-

---

(74) Conseil d'administration, séance du 9 mai 1851, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

(75) Ministre à gouverneur, juillet 1851 sans autre précision, ANSOM Sénégal IX 56 a.

nique, la Guadeloupe et la Réunion (76). Mais Ducos rouvrit le dossier en mars 1852. Il sollicita l'avis des chambres de commerce des ports intéressés aux affaires du Sénégal. Se rendant compte qu'une banque ne pourrait voir le jour à Saint-Louis, que grâce à un concours financier de l'Etat, il cherchait à savoir si un tel effort se justifiait (77). Ainsi, cette question n'était plus envisagée sous l'angle du règlement de l'indemnité mais sous celui de l'utilité économique.

La plupart des chambres de commerce ont apporté une réponse négative car elles raisonnaient uniquement en fonction des échanges effectués le long du fleuve, laissant délibérément Gorée en dehors du champ d'activité d'une éventuelle institution de crédit. Ainsi, pour la chambre de commerce de Marseille, la banque ne pouvait être qu'un "don stérile" car incapable d'atteindre son but, le commerce du Sénégal étant exclusivement un commerce d'échange dans lequel la guinée est l'unique monnaie (78).

Le ministre demanda alors à Protet de saisir à nouveau le Conseil d'administration (79). Les discussions s'échelonnèrent sur près d'un mois du 25 octobre au 18

---

(76) DENIZET (Pierre) : Les banques coloniales, Paris, A. Pedone, 1899, 248 p.

(77) Ministre de la Marine aux chambres de commerce du Havre, de Rouen, Nantes, Bordeaux, Marseille, 20 mars 1852, ANSOM Sénégal IX 56 a.

(78) Chambre de commerce de Marseille à ministre de la Marine, 29 avril 1852, ACC Marseille, Correspondance, lettres pour Paris, n° 21, Bordeaux et Rouen ont apporté une réponse plus nuancée.

(79) Ministre à gouverneur, 29 juillet 1852, n° 295, ANSOM Correspondance générale 225.

novembre (80). Le commerce était représenté non seulement par les deux membres titulaires du conseil,Foy et Rabaud,mais aussi par leurs suppléants,Dumont et Teisseire,et par deux invités,Marc Maurel et Granges. Mais il est bien évident qu'une question de cette importance a dû faire l'objet de larges consultations entre les commerçants de Saint-Louis.

Dans une première séance, l'ordonnateur Vérand du fait des pratiques commerciales du Sénégal ne cacha point son scepticisme sur les chances de succès d'une institution de crédit. D'une part, le négoce européen n'en éprouvait guère le besoin et d'autre part, les clients potentiels, les habitants, endettés pour la plupart, ne pouvaient offrir de garanties sérieuses en échange d'éventuels emprunts. On voit le dilemme : ou la ruine de la banque, conséquence du laxisme dans l'octroi des prêts, ou stagnation complète des opérations en cas d'exigence rigoureuse des garanties nécessaires. Tout comme l'année précédente, Vérand juge inutile, l'établissement d'une banque et en conséquence, il propose de rembourser aux indemnitaires le prélèvement du huitième.

La discussion ne s'engagea véritablement que lors de la seconde séance, le 2 novembre. Le procureur général Carrère y tint la vedette. Il jouissait d'un grand crédit auprès de Protet, ce qui expliquerait le rôle important qu'il jouait, à cette époque, tout particulièrement dans les discussions d'ordre économique (81). D'ailleurs, personne n'ignore à Saint-Louis qu'à ce moment, il réunissait sur

---

(80) Conseil d'administration, séances du 25 octobre 1852, ANSOM Sénégal VII 26 bis 11, 2 novembre 1852, ANSOM Sénégal VII 22 c, 18 novembre 1852 ANS 3 E 23.

(81) On a vu la part de Carrère dans les discussions sur la création des courtiers-traitants.

tous ces problèmes une documentation importante en vue de son ouvrage "De la Sénégambie française" publié trois ans plus tard.

A un an de distance, Carrère a modifié du tout au tout sa position vis-à-vis de la banque. Aujourd'hui, favorable à sa création, il s'oppose à l'ordonnateur. Son revirement s'explique par la modification profonde qu'il croit déceler dans les méthodes du commerce depuis quelques temps Les négociants européens semblent désormais préférer vendre leurs marchandises contre numéraire. Si cette tendance se confirmait, le besoin de numéraire ne cesserait de croître et l'existence d'une banque se justifierait pleinement. Carrère y voit de nombreux avantages : une concurrence accrue provoquant une baisse du prix des marchandises, de plus grandes facilités pour les traitants, en particulier de conclure des affaires avec les pacotilleurs qui proposent à Saint-Louis des marchandises 15 à 25 % moins cher, formation plus normale des prix des marchandises et des produits payement à échéance des billets à ordre et des comptes courants qui jusqu'ici n'était respecté que par les seuls négociants, baisse substantielle du loyer de l'argent. Ainsi, la banque introduirait-elle des habitudes d'ordre et d'économie.

Mais l'aspect économique n'est point le seul. Les considérations sociales sont loin d'être négligeables. Par exemple, les traitants obérés pourront tenter à nouveau leur chance en obtenant auprès de la banque un prêt sur les quelques valeurs d'or qu'eux-mêmes ou leurs femmes détiennent encore. Pour Carrère la banque entraînera "l'émancipation de la classe des habitants". En affirmant ceci, Carrère emploie un argument auquel il sait que l'administration sera sensible. En effet, au moment où elle opte pour un plus grand libéralisme économique, elle a besoin d'être rassurée sur l'avenir qui en découlera pour les commerçants et les

traitants sénégalais.

Le procureur général devait trouver un adversaire déterminé dans le contrôleur colonial Lhoumeau (82). En effet, celui-ci fort de sa connaissance du pays et de ses usages commerciaux acquise au cours d'un long séjour conteste la réalité du changement introduit dans les méthodes de la traite des gommes. Se posant en défenseur de l'intérêt général il prétend que la banque ne rendra service qu'à trois ou quatre grandes maisons qui, en tout état de cause n'en ont guère besoin. Par contre, les petits traitants, les plus nombreux, n'en retireront aucun bénéfice En effet, s'ils désiraient emprunter sur dépôt de leurs gommes pour entreprendre de nouvelles opérations, ils en seraient dissuadés par la lourdeur des frais de magasinage et des intérêts. Ainsi, la banque n'atteindrait point le but qu'on se propose. De toute manière dans une économie aussi rudimentaire que celle du Sénégal, ses activités seraient limitées et saisonnières. En effet, quelles opérations engagerait-elle de février à août quand les traitants sont aux escales et que les affaires sont suspendues à Saint-Louis ? Enfin, il sera difficile de recruter un directeur et des administrateurs compétents et dégagés des influences locales. En conclusion, le contrôleur colonial appuyé par l'ordonnateur, chef du service administratif, exprimait un avis défavorable à la création d'une banque au Sénégal.

---

(82) LHOUMEAU, Antoine, Alexis. Arrivé en 1839 au Sénégal, il est sous-commissaire de la Marine en 1852 et remplace Costet parti pour la France comme contrôleur colonial ; il se montre d'une opinion opposée à celle de son prédécesseur. Contrôleur colonial à ministre, 10 décembre 1852, ANSOM Sénégal IX 56 a.

Au contraire, les représentants du commerce, Rabaud et Foy, tout en étant conscients des difficultés que soulèverait une institution de cette sorte, pensaient que les avantages en étaient évidents : l'emploi du numéraire régulariserait le cours des gommes et en définitive aiderait les traitants.

Cette fois, le gouverneur se déclara partisan de la banque, se rangeant aux arguments de Carrère. Le conseil fit de même à la majorité de ses membres : seuls le chef du service administratif et le contrôleur colonial votèrent contre (83). Dans une certaine mesure, on avait assisté au cours de ces deux séances à une sorte de combat entre "les anciens" soucieux de ne point sacrifier les intérêts des "habitants" sur l'autel du libéralisme et les "modernes" persuadés que la transformation des structures économiques dont la création de la banque était une illustration assurerait la prospérité du Sénégal.

La décision étant prise, il restait à la traduire dans les faits. Dans une nouvelle séance, la 18 novembre, l'ordonnateur, fonctionnaire docile, présentait, ô ironie du sort, un projet de statut de la future banque qu'il avait toujours combattue. Il s'était inspiré de la législation de 1851 destinée aux colonies de plantation et l'avait adaptée aux besoins du Sénégal (84).

---

(83) Ont voté pour, outre le gouverneur, Carrère, Rabaud et Foy, soit quatre voix contre deux hostiles à la banque.

(84) En particulier, il avait supprimé toutes les opérations qui se rapportaient aux récoltes pendantes.

La banque sera une société anonyme et portera le nom de Banque du Sénégal. Son siège est à Saint-Louis et elle peut avoir des succursales. La durée de la société est fixée à vingt ans. Le capital est constitué par le prélèvement du huitième sur l'indemnité coloniale. Comme il ne s'élève qu'à 189.000 francs, l'Etat s'engage à apporter un complément substantiel. En échange, la représentation de l'Etat sera au moins égale à celle des actionnaires. Le trésorier de la colonie est de droit administrateur de la banque. Des trois autres, deux sont élus par l'assemblée des actionnaires et le troisième sera au choix du gouverneur en conseil et pourra être pris parmi les fonctionnaires. Les administrateurs nommés par l'assemblée générale sont tenus de justifier qu'ils sont propriétaires de dix actions. Les deux représentants du gouverneur sont dispensés de cette obligation. Les administrateurs remplissent leurs fonctions gratuitement. Enfin, le Sénégal n'ayant pas été compris dans la loi de 1851 au nombre des colonies destinées à jouir d'une institution de crédit, l'ordonnateur Vérand pensait qu'une loi spéciale était nécessaire (85). Le projet de statut fut approuvé à l'unanimité par le Conseil.

La décision appartenait maintenant au ministre mais il faudra attendre encore un an avant qu'un décret donne naissance à la Banque du Sénégal. Pourtant, l'Agence centrale, des banques coloniales créée par le décret du 17 novembre 1852 avait donné un avis très favorable dans une note anonyme du 13 avril 1853. A ses yeux, la question parfaitement étudiée par le Conseil d'administration du Sénégal avait pris

---

(85) Vérand oubliait que la constitution de janvier 1852 soustrayait les colonies au domaine législatif pour les replacer dans le domaine réglementaire. C'est donc d'un décret que devait procéder la création de la Banque du Sénégal.

une tournure toute nouvelle. En effet, elle n'est plus de savoir si la fondation d'une banque peut être utile mais bien si cette fondation n'est pas indispensable pour aider à une transformation extrêmement désirable - l'emploi du numéraire dans les transactions - qui prend naissance aujourd'hui par la seule force des choses et qui a besoin d'être aidée pour se maintenir et se développer. Ainsi, le rédacteur de la note reprenait avec beaucoup de force, les arguments avancés par Carrère et recommandait la création d'une banque au capital de 400.000 F. Le prélèvement en représentant environ la moitié, il ne lui paraissait pas impossible que l'Etat consente à apporter pareille somme.

> "Devant ce que l'on fait pour l'Algérie et qu'on fait chaque jour pour la métropole, il faut avouer que le concours de l'Etat donné dans cette proportion ne serait pas une bien grosse affaire (86).

Apparemment cela en était une, car l'Etat qui venait de se décider à un effort militaire important pour rétablir le fort de Podor ne souhaitait évidemment pas accroître ses charges financières. D'un autre côté, il lui était difficile de décevoir les espoirs du commerce local. Finalement, le ministre Ducos convaincu qu'une banque sera un bienfait pour le Sénégal quelle aidera à sortir de sa routine en introduisant les moyens de circulation monétaire et de crédit qui y manquent, décida de tenter l'expérience au moindre prix (87). Le capital fut fixé à 230.000 F. afin de ne point faire

---

(86) Note anonyme de l'Agence centrale des banques coloniales, 13 avril (1853), ANSOM Sénégal IX 56 a.

(87) Rapport à l'Empereur, 17 décembre 1853, ANSOM Sénégal IX 56 b.

appel au concours de l'Etat. Il était constitué par les 189.000 F. provenant du prélèvement du huitième et par les 41.000 F représentant les arrérages acquis par les titres de rente jusqu'en septembre 1853. La caisse coloniale supportait les frais de premier établissement que la banque s'engageait à lui rembourser ultérieurement. Le décret du 21 décembre 1853 consacra la fondation d'une banque de prêt et d'escompte au Sénégal (88).

La mise en place de la nouvelle institution demanda dix-huit mois. Tout d'abord, le ministère n'adressa au gouverneur les instructions nécessaires à l'exécution du décret que six mois plus tard (89). Ensuite le travail relatif à la constitution du capital se révéla plus long que prévu et ce n'est qu'en août 1855 que la banque a été définitivement constituée et qu'elle a pu commencer ses opérations.

La Banque du Sénégal fut avant tout une création de l'Etat car ses actionnaires devaient être, au départ, tous des indemnitaires auxquels le prélèvement prescrit par la loi d'indemnisation des propriétaires d'esclaves aura été appliqué. En conséquence, l'administration locale devait déterminer la part que chaque indemnitaire aura dans la constitution du capital de la banque. Ce travail préparatoire servira de base pour la conversion des certificats de prélèvement en actions de la banque. Mais dans la pratique beaucoup de petits propriétaires et de traitants endettés ont préféré céder leurs titres contre espèces ou marchandises. Parmi les dix principaux acheteurs, on trouve cinq maisons européennes et cinq mulâtres, la part des premières s'éta-

---

(88) Décret du 21 décembre 1853, avec les statuts en annexe. Arrêté de promulgation du 21 février 1854, BAS 1853-1855, p.88.

(89) Ministre à gouverneur, 18 juillet 1854, n° 286, ANSOM Correspondance générale 229.

blissant en gros au double de celle des seconds. La maison Maurel et Prom vient très largement en tête ayant acquis près du tiers des droits qui ont changé de mains. Un important phénomène de concentration s'est donc produit et on peut dire que les négociants bordelais en ont été les principaux bénéficiaires (90). Le capital de 230.000 francs fut divisé en 460 actions nominatives de 500 F. chacune.

Pour donner à la banque les moyens de commencer ses opérations, il fut décidé que son capital représenté par des inscriptions de rente à 4,5 % serait déposé de la manière suivante : à hauteur de 41 % en nantissement à la caisse coloniale en garantie d'une avance de 75.570 F. destinée à constituer le fonds de roulement, pour une part équivalente à la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'ouverture d'un compte courant d'avances et enfin pour 18 % entre les mains de l'agent central des banques coloniales mais restant à la disposition de la banque (91).

Les opérations de la banque et les garanties dont elles doivent être entourées ont été définies avec précision, en particulier dans les statuts. L'escompte doit constituer l'activité essentielle de la banque car selon des rapports provenant de Saint-Louis, il répond à des besoins trop longtemps insatisfaits du commerce sénégalais et il doit stimuler son développement dans l'avenir. La banque est donc autorisée à escompter les lettres de change et effets à ordre ainsi que les traites du Trésor et les obligations garanties par marchandises, transferts de rente, monnaies ou matières d'or et d'argent. Les effets ne sont admis à l'escompte que

---

(90) PASQUIER (R.). A propos de l'émancipation des esclaves au Sénégal en 1848, RFHOM, t.54, 1967, n° 194-197, pp. 188-208.

(91) Ministre à gouverneur, 26 juillet 1854, n° 301, ANSOM Correspondance générale 229.

s'ils sont revêtus de deux signatures et leur échéance ne doit pas dépasser quatre-vingt dix jours de vue. La banque est évidemment habilitée à se charger de l'encaissement des effets, à recevoir des dépôts, à émettre des billets à ordre et des traites ainsi que des billets payables à vue. Le total des billets en circulation ne peut en aucun cas excéder le triple de l'encaisse métallique. La liaison monétaire avec la métropole est assurée à Paris par l'Agence centrale des Banques coloniales. Celle-ci veille à ce qu'un compte courant soit ouvert à la Banque du Sénégal dans un établissement de crédit désigné par le ministre de la Marine et des Colonies, en l'occurrence le Comptoir d'Escompte de Paris. Le jeu de ce compte assure la balance entre la métropole et le Sénégal. L'exercice s'étend du premier juillet au trente juin et l'Assemblée générale se tient chaque année en juillet.

C'est P.I. Rey qui, nommé directeur à la fin de l'année 1854, eut la charge de procéder à la constitution de la banque et de lui donner l'impulsion première (92). Le

---

(92) REY Pierre, Ignace né en Haute-Savoie à Rumilly, fut naturalisé français en 1835. Il était le frère du commandant de Bakel, Pierre Louis Rey. Ancien commerçant, il s'intéressait au moment de sa nomination à un projet de création d'une usine à vapeur destinée à moudre le mil. Cette initiative était vue favorablement tant à Paris qu'au Sénégal. Afin de pouvoir exercer ses fonctions de directeur de la Banque, Rey confia la direction de l'entreprise qui fonctionna à partir de janvier 1857 à son fils Léon. Mais après des débuts qui semblaient prometteurs, ce fut bientôt l'échec P.I. Rey devait mourir en 1858. Sur cette tentative d'industrialisation, ANSOM Sénégal XV 11.

15 juin 1855, le nouveau gouverneur Faidherbe convoquait l'assemblée générale pour le 1er août à l'effet de constituer le conseil d'administration. Marc Maurel, de loin le plus fort actionnaire puisque la Société Maurel et Prom qu'il représentait possédait environ 70 % du capital, y fut appelé. Le 9 août furent prises les premières décisions indispensables pour le démarrage des opérations. En effet, le conseil d'administration fixa la première émission de billets à 150.000 F., l'avance demandée à la Caisse nationale à 50.000 F. et le taux de l'escompte à 6 % .Il établit également le règlement relatif aux prêts sur matière d'or et d'argent (93). Le premier exercice de la banque a débuté le 4 août 1855 et devait se terminer le 30 juin de l'année suivante. L'un des deux censeurs chargé de suivre la gestion du directeur fut le contrôleur colonial Lhoumeau dont on connaît les réticences à l'égard de la création de la banque.

La Banque du Sénégal, la dernière des banques coloniales issues de la loi sur l'indemnisation voyait enfin le jour. Les fées qui s'étaient penchées sur son berceau n'avaient guère fait preuve de bienveillance .En imposant des statuts très stricts et en multipliant les garanties pour tenter de mettre la banque à l'abri de tout dérapage fâcheux, l'administration laissait apparaître sa médiocre confiance dans les agents économiques locaux et finalement dans l'avenir de cette institution de crédit. Il faut bien le dire, l'unanimité ne s'était point faite sur son utilité tant à Saint-Louis qu'à Paris. Dans ces conditions, le directeur des Colonies avait agi avec prudence et lenteur et n'avait point, ce qui est tout à fait révélateur, ressenti le besoin d'introduire devant la Commission des comptoirs une discussion sur la création de la banque. Finalement, devant les prises

---

(93) Conseil d'administration de la banque, séance du 9 août 1855, ANSOM Sénégal IX 58a.

de position de certains négociants et administrateurs, Mestro céda à leurs arguments, mais sans enthousiasme. C'est ainsi qu'il se refusa à ce que l'Etat consente, comme il venait de le faire pour l'Algérie, un effort en capital. En limitant les apports au seul montant des indemnités et de leurs arrérages, on était loin des 400.000 F. jugés indispensables pour une action efficace. Cette faiblesse de moyens ne pouvait manquer de peser sur l'avenir de la Banque du Sénégal. Enfin, il faut remarquer que Gorée qui pourtant comptait un nombre non négligeable d'indemnitaires se trouvait exclue du champ d'action de la banque. Dans ces conditions, la banque allait-elle jouer le rôle de stimulant de l'économie du Sénégal et d'agent de modernisation des techniques d'échanges comme l'espéraient certains ? Il ne peut y avoir de jugement valable que sur le long terme, et cela déborde le cadre de notre étude, mais les débuts ne semblaient guère encourageants si l'on en croit Faidherbe qui au début de 1857 déclarait que la nouvelle institution ressemblait plus à "un mont de piété qu'à une banque" (94).

2) Les réformes administratives

La Commission des comptoirs pouvait d'autant moins négliger de se pencher sur les problèmes administratifs que certains d'entre eux avaient été posés avec quelques éclat devant l'Assemblée législative lors des discussions sur le budget. Elle s'est efforcée au cours de ses travaux de concilier économie et efficacité. Ses propositions s'appliquaient à des domaines variés : l'organisation des cultes qui intéressait plus particulièrement les populations africaines et le fonctionnement de services techniques comme la

---

(94) Faidherbe à ministre, 4 février 1857, n° 88, ANSOM Sénégal IX 57 a.

justice, les Ponts et Chaussées et les Douanes. Mais la décision la plus importante était, sans conteste, l'adoption de l'idée lancée depuis quelques années déjà d'ériger Gorée en gouvernement indépendant de Saint-Louis.

a) L'unification de l'organisation religieuse

L'arrivée à Gorée en 1845 des missionnaires de la Congrégation du Saint-Coeur de Marie fondée en 1841 par le Père Libermann devait rapidement poser le problème de l'organisation religieuse du Sénégal (95). En effet, le culte à Saint-Louis et à Gorée était confié à la suite d'un accord conclu par le gouvernement en 1779 et renouvelé en 1816 à la Congrégation du Saint-Esprit. Celle-ci s'occupait du recrutement des prêtres et du choix du préfet apostolique en accord avec Rome et le gouvernement. Les ecclésiastiques étaient donc des fonctionnaires émargeant au budget colonial. Leur indépendance s'en trouvait réduite comme l'attestent les nombreux conflits qui depuis la reprise en 1817 ont opposé préfets apostoliques et gouverneurs.

La congrégation du Saint-Esprit qui s'était reconstituée assez péniblement au lendemain de la Révolution n'envoyait qu'un nombre limité de prêtres au Sénégal. Ceux-ci s'occupaient presque exclusivement des Européens délaissant les Noirs et tout particulièrement les esclaves. Dans les années quarante l'arrivée des trois prêtres supplémentaires d'origine sénégalaise formés en France n'apporta point l'amélioration escomptée. Bien au contraire, elle fut bientôt

---

(95) BRASSEUR (Paule) : Missions catholiques et administration française sur la côte d'Afrique de 1815 à 1870. RFHOM, 3e trim. 1975, pp.415-446. Voir également JONES (D.H.). The catholic mission and some aspects of assimilation in Senegal 1817-1852, JAH, t.21, 1980, n°3, pp.323-340.

source de conflits avec préfets apostoliques et gouverneurs.

Les carences du clergé colonial ont été dans une certaine mesure à l'origine de l'action missionnaire du P. Libermann. Mais, l'arrivée de ses disciples et la création du vicariat apostolique des Deux-Guinées allaient bientôt poser de délicates questions de juridiction. Cependant, afin d'éviter toute occasion de friction, le supérieur de la congrégation du Saint-Coeur de Marie avait établi ses premiers missionnaires à Dakar, c'est-à-dire en dehors du territoire de la préfecture apostolique.

Ainsi, au milieu du siècle, coexistaient un clergé colonial, entretenu par l'Etat mais dont le recrutement difficile l'empêchait de mener à bien l'oeuvre d'évangélisation des noirs et une jeune congrégation, brûlante de zèle et qui, en 1848, venait de se fondre dans celle du Saint-Esprit pour lui donner un élan nouveau (96). Le vicaire apostolique des deux-Guinées, Mgr Bessieux résidait au Gabon et son coadjuteur, Mgr Kobès, s'installait à Dakar (97). Devant la situa-

---

(96) La congrégation du Saint-Esprit était alors réduite à quelques prêtres seulement. Son nom fut conservé et le P. Libermann en devenait le onzième supérieur.

(97) Mgr Kobès (1820-1872) a fait ses études au séminaire de Strasbourg où il a été le condisciple de Libermann. Ordonné prêtre en 1844, il a le désir de la vie missionnaire et entre dans la congrégation du Saint-Coeur de Marie. Nommé coadjuteur de Mgr Bessieux, sacré à Strasbourg en novembre 1848, il est le plus jeune évêque de la chrétienté.

tion religieuse du Sénégal, comment ce dernier n'aurait-il pas souhaité que sa congrégation prenne en charge les âmes délaissées ? Or, au lendemain de l'abolition de l'esclavage l'administration des Cultes envisage la création de trois évêchés coloniaux dont un à Saint-Louis et le ministère de la Marine avançait le nom de Mgr Bessieux pour occuper ce siège. Mais finalement la décision fut remise à plus tard.

Peu de temps après, Libermann proposa d'ériger la Sénégambie en vicariat avec annexion de la préfecture mais à condition que le vicaire apostolique ne soit pas obligé de résider à Saint-Louis. Ce souci d'indépendance à l'égard du gouvernement, Mgr Kobès le partageait pleinement. Il réclamait également l'unité "d'administration ecclésiastique dans la colonie et la mission de Dakar". Elle devait assurer l'unité du clergé par une stricte discipline et l'unité de la liturgie pour l'édification de fidèles très sensibles aux différences. Enfin, elle devait faciliter la conversion des côtes de Sénégambie car celle-ci dépend pour une large part, selon lui, "de la conversion et de la ferveur des noirs de Gorée et de Saint-Louis", les rapports étant "très fréquents" entre "les îles et la côte" (98). La position de Mgr Kobès vis-à-vis du gouvernement manquait de cohérence. En effet, il insistait sur le fait que la position du préfet était particulièrement délicate et pour cela il souhaitait que le clergé ait à sa tête un évêque mais celui-ci ne résiderait pas à Saint-Louis où il serait représenté par un grand vicaire. Seul ce dernier émargerait au budget colonial, l'Etat faisant ainsi l'économie d'un traitement épiscopal.

---

(98) Mgr Kobès au P. Libermann, 15 janvier 1850 ; le même à S.E. le cardinal préfet de la Propagande, 29 janvier 1850, rapport de Mgr Kobès au P. Libermann 10 mars 1850, AC SSp. 154, A I.

Cette combinaison envisagée par Mgr Kobès pour régulariser les relations entre l'Eglise et le pouvoir ne semble pas devoir éviter tout malentendu dans l'avenir.

Le ministre de la Marine, l'amiral Romain-Desfossés, souhaitait également une mesure d'unification et il en entretenait le ministre des Cultes (99). Quelques temps après, Bouët-Willaumez, devant la Commission des comptoirs se faisait l'avocat de l'unité du service religieux dans les établissements français de la côte occidentale d'Afrique sous la direction de Mgr Kobès et son point de vue fut adopté (100).

Peu de temps après, le préfet apostolique Guyard dans un mémoire à la Congrégation de la Propagande faisait savoir qu'il voyait l'avenir de la préfecture dans l'extension de son autorité à toute la Sénégambie (101). En présence de positions aussi contradictoires, l'administration des Cultes tergiversait. Mais les démêlés de Protet avec les prêtres sénégalais Boilat et Fridoil ainsi qu'avec Guyard lui-même poussent le ministre Ducos à intervenir auprès de son collègue des Cultes en faveur d'une prompte décision. Finalement les prêtres et le préfet sont rappelés en France et la préfecture apostolique est confiée à la congrégation du Saint-Esprit. Par décret du 1er août 1852 , l'un de ses membres, l'abbé Boulanger, est nommé à Saint-Louis (102).

---

(99) Ministre de la Marine à ministre des Cultes, 26 octobre 1850 AC S Sp. 154 A IV.

(100) Séance du 11 janvier 1861. Le procès-verbal de cette séance se trouve également dans AC S Sp. 154 B I.

(101) Arrivé à Rome au moment où le préfet de la Propagande étudiait le mémoire de Guyard, Mgr Bessieux en informe Mgr Kobès et s'emploie à combattre auprès des autorités romaines les thèses du préfet de Saint-Louis, 27 janvier 1852, AC S Sp. 172 IV.

(102) Ministre à gouverneur, 25 juin 1852, n° 261, et 6 août 1852, n° 310, ANSOM Correspondance générale 170. Le P.

Ce n'était qu'une demi-mesure, un premier pas vers l'unification qui ne modifiait point les structures. Le second fut franchi près de deux ans plus tard ; par le décret du 27 mars 1854 la préfecture apostolique était unie quant à la juridiction à la mission de la Sénégambie et des Deux-Guinées. Un vicaire général désigné par Mgr Kobès était chargé de l'administrer (103). A la mort de Boulanger en avril 1854 ce fut l'abbé Barbier. Enfin, il faudra attendre 1863 pour que soit créé un vicariat apostolique de Sénégambie indépendant de celui des Deux-Guinées avec résidence épiscopale à Dakar (104).

Ainsi, en unifiant le service religieux des établissements du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique, le gouvernement répondait à l'esprit des recommandations de la Commission des comptoirs. La mission de Guinée placée sous sa protection spéciale pouvait constituer un auxiliaire important du développement de l'influence française dans ces parages.

b) Les services techniques

L'organisation de la justice mise en place par l'ordonnance du 4 décembre 1847 était jugée trop dispendieuse. Il est vrai qu'elle avait été conçue dans le but de fortifier la magistrature du Sénégal alors débordée par les questions de captivités illégales et celles du régime des engagés à

... Schwindenhammer, supérieur de la congrégation du Saint-Esprit depuis la mort de Libermann avait informé Mgr Kobès des décisions prises le 8 juillet, A C S Sp. 155 A IV.

(103) En vérité, aux yeux du gouverneur, le vicaire général à Saint-Louis demeurait toujours préfet apostolique.

(104) Lettre apostolique du 3 février 1863, A C S Sp. 157 A VII.

temps aboli en principe depuis 1844. Avec l'émancipation, une modification s'avérait nécessaire et les critiques de la commission du budget reprises par la Commission des comptoirs se trouvaient justifiées. En effet, la dépense de 39.800 F. prévue au budget de 1848 devait en réalité atteindre plus de 56.000 F. La progression continua les années suivantes. 1850 marqua un sommet avec 67.354 F., inférieur, cependant aux prévisions ajustées au chiffre de 72.500 F.

Au lendemain de la réunion de la Commission des comptoirs, la direction des Colonies met une réforme en chantier. Elle estime que les économies réalisées sur le chapitre de la justice pourront être heureusement appliquées à l'indispensable accroissement des dépenses militaires (105). Comme les affaires sont, désormais, pour les trois-cinquièmes à caractère commercial, le directeur des Colonies estime qu'il serait normal de rouvrir en faveur de "la population commerçante et éclairée de la colonie" l'accès à des positions judiciaires. Par ailleurs, les maires de Saint-Louis et de Gorée étant souvent appelés par la population noire toute entière et par la population de couleur en grande partie à régler leurs différends, il conviendrait de régulariser leur situation en les instituant juges de conciliation.

La réforme ne devait voir le jour qu'en 1854. Le ministère de la Marine devait nécessairement consulter celui de la Justice et la réduction du personnel ne pouvait s'opérer brutalement. Le décret du 19 août supprimait non seulement le poste de procureur général mais aussi ceux d'un conseiller et d'un conseiller-auditeur. Comme prévu, les notables étaient largement associés à l'exercice de la justice

---

(105) Note pour un projet de décret concernant une nouvelle organisation judiciaire au Sénégal 1851, ANSOM Sénégal VIII 14 a.

comme assesseurs au nombre de quatre auprès de la cour d'assises, mais aussi comme remplaçants de magistrats empêchés ou absents. Contrairement à ce qui avait été envisagé, aucune décision n'avait été prise en faveur des maires (106). Enfin, l'efficacité de la réforme sur le plan financier parut bien vite douteuse (107).

Le service des Ponts et Chaussées tel qu'il avait été réorganisé en 1849 disposait d'un effectif de dix personnes. Il était dirigé par un ingénieur colonial (108). Le volume des travaux effectués dans les deux villes demeurait bien modeste. Dans ces conditions, la Commission des comptoirs estima que ce service faisait double emploi avec celui du génie et elle souhaita qu'il fut absorbé par ce dernier. Elle fut écoutée car, à partir de 1853, le directeur du génie est chargé des travaux civils et porte également le titre de directeur des Ponts et Chaussées et sous ses ordres les agents civils : conducteurs, piqueurs et employés. Sur le plan financier, la mesure a été efficace car les dépenses allégées en particulier de la solde de deux ingénieurs coloniaux ont diminué sensiblement. De 40.000, elles sont tombées à 16.000 F. environ en 1853-1854. Quelques années plus tard, le colonel Malcor, directeur des Fortifications se félicitait

---

(106) A propos du décret du 9 août 1854, voir ANSOM Sénégal VIII 8 a. Le texte a paru dans le Moniteur Universel du 19 août. L'arrêté de promulgation du 15 novembre ne reproduit pas le texte du décret, BAS 1853-1855, p.13.

(107) En 1855 les dépenses de justice se sont élevées à 55966 F. contre 51659 l'année précédente. Elles ont dépassé de peu les prévisions fixées à 54900 F. Ministère de la Marine et des Colonies, Budgets et comptes définitifs, 1848-1855.

(108) Arrêté du 22 septembre 1849, BAS 1849-1850, p.103. Le directeur du service avait sous ses ordres un autre ingénieur colonial qui le représentait à Gorée.

de l'économie réalisée par la réunion des deux services dans les mêmes mains et souhaitait le maintien de l'organisation existante malgré l'augmentation des travaux effectués (109).

Depuis de nombreuses années, l'administration se plaignait du mauvais fonctionnement du service des Douanes qui ne disposait que d'un personnel insuffisant et souvent ignorant des réglements. Il est vrai que, faute de préposés, on faisait appel aux militaires de la garnison. La question avait été débattue à plusieurs reprises à Saint-Louis et à Paris et tout dernièrement par la Commission des comptoirs. Le remède était simple mais se heurtait à des impératifs budgétaires. En juillet 1851, le ministre de la Marine faisait savoir à son collègue des Finances que pour l'envoi d'une brigade de préposés au Sénégal il fallait attendre le remaniement général du budget des établissements de la côte occidentale d'Afrique rendu indispensable depuis les travaux de la commission (110). Mais à la suite du nouveau régime politique instauré en janvier 1852, la décision intervint plus rapidement que prévu. En 1853, débarquait, à Saint-Louis une brigade de préposés (111). Dès l'année suivante, l'administration locale enregistrait avec satisfaction une nette amélioration dans le fonctionnement du service et un accrois-

---

(109) Colonel Malcor, extrait d'un rapport d'ensemble de l'Inspection générale des Services des Ponts et Chaussées, 28 décembre 1862, ANSOM Sénégal XII 2 a.

(110) Ministre de la Marine à ministre des Finances, 17 juillet 1851, ANSOM Correspondance générale 224, fol. 447.

(111) Arrêté du 6 juin 1853 sur le logement des préposés, BAS 1853-1855, p. 29-30.

sement des recettes, fruit de plus de rigueur dans l'application des règlements (112).

c) Gorée, colonie indépendante

Sur le plan administratif, la grande question est incontestablement la constitution de Gorée et de ses dépendances en un gouvernement indépendant. On sait que le dossier avait été largement étudié en 1846 par la direction des Colonies qui avait présenté en novembre un projet d'ordonnance dans ce sens. Mais au début de l'année suivante, le ministère ajournait toute décision (113). Dans l'immédiat, on se contente de mieux définir les pouvoirs du commandant de Gorée dans le but d'améliorer l'administration des comptoirs. Cependant la direction des Colonies ne renonça pas et présenta le projet de 1846 à la Commission des comptoirs qui l'adopta. Il restait à le mettre en oeuvre mais les résistances demeuraient fortes.

En effet, Protet, tout comme Gramont, un de ses prédécesseurs, s'était employé comme on l'a vu, à convaincre le ministère d'abandonner son projet. En particulier, il avait affiché son scepticisme quant aux progrès rapides du commerce goréen invoqués par le ministère pour justifier sa réforme. Pour le gouverneur, le déséquilibre entre les deux nouvelles colonies risquait de demeurer encore pendant de longues années.

---

(112) Lhoumeau, contrôleur colonial p.i. à ministre, 12 janvier 1855, ANSOM Sénégal XIX 3 c.

(113) Voir chapitres XVIII et XIX.

"Quoiqu'on fasse et quoiqu'il arrive d'ici à bien des années, le Sénégal sera toujours qu'il soit un comptoir ou une colonie bien plus important que Gorée".

A cet argument présenté en 1851, la croissance rapide de la valeur des échanges à Gorée apportait un sévère démenti dans les années suivantes. Mais les autres arguments formulés par Protet méritaient d'être sérieusement examinés. Il était exact que les relations entre Saint-Louis et Gorée étant fréquentes tant par terre que par mer, le gouverneur et le commandant de Gorée n'avaient aucune difficulté à communiquer. D'ailleurs, depuis longtemps, c'était ce dernier qui administrait les comptoirs et il était tout à fait concevable d'améliorer le système actuel en installant à Grand Bassam un commandant supérieur qui se rendrait deux fois par an au Gabon. Enfin, il n'était pas faux de déclarer que la création de deux colonies rivales à une distance aussi rapprochée comportait un danger (114). Mais à Paris,le ministre se préparait à prendre une décision rapidement. En février 1852, au lendemain des trois décrets qui venaient de réaliser les réformes en matière commerciale, il faisait le point à propos des mesures recommandées par la Commission des comptoirs. Il constatait qu'il ne restait plus à résoudre, parmi les questions importantes que l'accroissement des forces militaires et le rétablissement du poste de Podor d'une part et la séparation de Gorée d'autre part. Ducos déterminé à mener à bien cette dernière réforme se devait tout d'abord de rassurer Protet. Il lui promettait d'examiner "très mûrement" ses observations et en tout état de cause il lui demandait de ne rien voir dans ce projet qui puisse impliquer une

---

(114) Gouverneur à ministre, 13 décembre 1851, n° 679 et 28 avril 1852 n° 194, ANSOM Sénégal I 37 b.

altération de sa confiance envers l'administration actuelle du Sénégal (115).

Le directeur des Colonies fut chargé de reprendre le dossier. En juillet, dans un rapport au ministre, Mestro écartait les objections du gouverneur qui lui paraissaient manquer de solidité. Il se déclarait toujours persuadé de l'avantage qu'il y aura de mettre le commandant de Gorée en rapports directs avec le Département de la Marine et à lui donner la responsabilité des établissements de la côte. La décision paraissait d'autant plus proche que le ministre dans un rapport au prince-président, le 28 juillet, introduisait un projet de décret organisant le gouvernement de Gorée. Par ailleurs, le prochain budget tenait compte de la séparation dans ses prévisions (116).

En fait, ce projet fut sans suite et rien ne permet dans les archives de déterminer avec certitude les raisons de cet ajournement. Cependant on peut se risquer à formuler plusieurs hypothèses qui ne s'excluent pas forcément. Tout d'abord, Ducos ayant décidé d'accorder la priorité à l'affaire de Podor et de la suivre personnellement, il importait de ménager la susceptibilité de Protet et de ne point porter atteinte à son autorité à un moment aussi décisif pour la colonie. Par ailleurs, le projet pouvait, à la réflexion, paraître insuffisamment étudié. En effet en avril 1853, les bureaux de la direction des Colonies se sont interrogés pour savoir si la séparation décidée sur le plan poli-

---

(115) Ministre à gouverneur, 26 février 1852, n° 87, ANSOM Correspondance générale 225.

(116) Sur cette question de la séparation, voir le dossier suivant ; ANSOM Sénégal, VII 11 a.

tique devrait nécessairement entraîner une séparation administrative et financière et si le budget y trouverait son compte. Il semble que l'on assiste alors à une prise de conscience de la complexité de la question et en particulier de l'impossibilité pour Gorée de se payer le luxe d'une administration établie sur les mêmes bases que celles de Saint-Louis. Actuellement, les fonctionnaires qui y servent sont d'un grade inférieur et d'une expérience moindre. Il en sera de même dans l'avenir. Echappant désormais au contrôle de Saint-Louis, il se peut que le fonctionnement de l'administration en souffre. Les bureaux doivent finalement constater que Gorée ne pourra échapper à une certaine subordination à l'égard du Sénégal. Ainsi, dans le domaine judiciaire l'appel ne pourra être porté que devant la cour de Saint Louis et surtout sur le plan militaire Gorée devra toujours continuer à recevoir sa garnison du Sénégal. Par contre, en matière financière, la séparation complète paraît possible (117). C'était implicitement reconnaître quelque valeur aux observations de Protet, mais pas plus qu'avant le directeur des Colonies ne parut ébranlé.

Le gouverneur continua à s'opposer à la séparation et en juillet 1854 il prophétisa que l'avenir lui donnerait raison (118).

Mais à cette date, Protet n'avait plus de chance de convaincre le ministre. En effet, le gouverneur, à la suite de la campagne qu'il avait conduite contre le Fouta avait perdu la confiance de Ducos et son sort était scellé. On profita de son remplacement pour décider enfin la séparation. Le

---

(117) Note pour le directeur des Colonies, 7 avril 1853, ibid.

(118) Gouverneur à ministre, 8 juillet 1854, ibid.

1er novembre 1854, deux décrets étaient signés par l'Empereur Le premier donnait vie à la nouvelle entité administrative de Gorée et dépendances et le second nommait Faidherbe au gouvernement du Sénégal.

Le projet de 1852 ayant été repris sans modification, seules les grandes lignes de l'organisation ont été définies, les règles de fonctionnement restant à déterminer ultérieurement. Le commandement et l'administration de Gorée et des établissements français situé sur la côte occidentale au sud de cette île étaient confiés à un commandant de Gorée placé sous les ordres du commandant de la Division navale. Un sous-commissaire de la Marine et un magistrat chargé du ministère public dirigent sous les ordres du commandant de Gorée les différentes parties du service administratif et judiciaire. Un agent du commissariat y remplit les fonctions de contrôleur. Enfin, tout comme à Saint-Louis, un conseil d'administration comprenant deux habitants notables assiste le commandant (119).

Gorée devient donc indépendante de Saint-Louis à compter du 1er janvier 1855. Cette décision n'implique aucun changement des responsables. Ropert qui avait été nommé en avril 1853 commandant particulier de Gorée deviendra automatiquement le chef de la nouvelle colonie et Monléon commandant de la Division navale et inspecteur général des comptoirs, héritera de tous les pouvoirs du gouverneur.

Ainsi, le ministère avait finalement passé outre les objections de Protet. Pourtant le gouverneur avait des transformations économiques récentes une vue lucide et exacte

---

(119) Décret du 1er novembre 1854 portant séparation administrative de Saint-Louis et de Gorée et arrêté du 23 décembre le promulgant, BAS 1853-1855, pp. 145-147.

Il n'y avait plus au Sénégal qu'un seul domaine commercial, celui de l'arachide qu'il pouvait paraître fâcheux de partager entre deux autorités administratives. Par ailleurs, le ministère avait négligé le fait que le commandement de la Division navale, sollicité par de multiples obligations, ne pourrait consacrer aux affaires de Gorée et de la côte jusqu'à Sierra Leone toute l'attention qu'elles méritaient. Dans ces conditions, on pouvait craindre que les Goréens soient vite déçus car ils attendaient de la réforme qu'elle leur permette de mieux faire entendre leur voix et d'obtenir une solution plus rapide de leurs problèmes. Les faits allaient très vite se charger de donner raison à Protet car le décret du 26 février 1859 allait replacer Gorée sous l'autorité du gouverneur du Sénégal.

3. Le rétablissement du poste de Podor

a) La genèse de la décision

La Commission des comptoirs avait vivement insisté on l'a vu, pour qu'il soit donné suite "dans le plus bref délai" à la proposition de rétablir l'ancien poste de Podor fondé par David en 1743 et laissé à l'abandon à la veille de la Révolution. Sa position était l'aboutissement de tout un courant d'idées qui s'était exprimé depuis la reprise de 1817 à travers la correspondance de nombreux gouverneurs dont Bouët, les écrits de Raffenel et tout récemment les conclusions de la commission d'exploration de 1847. Les avantages politiques et commerciaux avaient paru suffisamment puissants pour inviter le gouvernement à sortir d'une trop longue indécision. Rappelons-les brièvement : le fort français permettrait de soustraire la rive gauche au joug des Maures, d'assurer à la navigation vers Galam la sécurité nécessaire et de contrôler le turbulent Fouta en s'efforçant

de le diviser grâce à sa position à la charnière du Dimar et du Toro. Par ailleurs, Podor était proche de l'escale du Coq, on pouvait espérer que les Maures, intimidés, consentiraient aux traitants de gomme de meilleures conditions d'échange. Enfin, l'île à morfil réputée pour sa fertilité connaîtrait, grâce à "la paix française" un développement agricole qui non seulement mettrait Saint-Louis à l'abri de la disette mais procurerait aussi pour la vente l'arachide, l'indigo et le coton.

La perspective de la reprise de Podor stimula les imaginations. Certains caressaient l'espoir de relancer la politique de colonisation agricole en faveur dans les années vingt tandis que d'autres voyaient dans le poste l'amorce d'une ville nouvelle qui, un jour, pourrait devenir la capitale de la colonie à la place de Saint-Louis (120).

L'opération de la reconstruction du fort posait au ministère de délicats problèmes. Il lui fallait obtenir les moyens budgétaires indispensables et prévoir l'envoi de renforts suffisants pour que la garnison du Sénégal puisse soutenir contre les populations du Fouta une guerre qui ris-

---

(120) Projet d'un établissement agricole et militaire au Sénégal. Il est dû probablement à un officier. Non daté, il est postérieur à février 1850. Il prévoit l'installation dans l'île à morfil de colons noirs, indiens et blancs, moyennant l'octroi d'aides diverses instruments agricoles, boeufs de labour, semences et rations pendant la première année. Outre l'arachide seraient cultivés le sésame, le coton, le tabac, la canne à sucre. ANSOM Sénégal IV 17 b.

quait de s'étendre aux Maures. Dans l'immédiat, le ministère a dû adopter une politique d'attente qui n'était pas sans inconvénient.

En effet, le secret qui avait été jugé un atout indispensable lors des délibérations de la commission ne pouvait être indéfiniment gardé. Dès juillet 1851, Protet signale que les projets de la commission sont connus depuis longtemps au Sénégal "dénaturés sans doute et pour le moins très exagérés". Aussi, s'inquiète-t-il du mauvais effet produit par ces "exagérations colportées dans le fleuve" (121). Au début de l'année suivante, lorsque le gouverneur apprend que toutes les populations riveraines du Sénégal sont en ébullition, il s'indigne à la nouvelle que des chefs laptots et quelques traitants de Saint-Louis ont écrit à l'almami du Fouta pour l'avertir que les Français voulaient s'emparer de Podor et de leur pays (122). Aussi, Protet ne cesse d'insister auprès du ministre sur la nécessité d'une prompte décision d'autant que, d'après les dernières informations, une coalition est en train de se nouer entre le Fouta, les Trarza et les Brakna (123). Quelques semaines plus tard, il revient en termes vigoureux :

> "D'après les demandes que j'ai eu l'honneur de vous adresser, Monsieur le Ministre, d'après les projets bien arrêtés que je proposais à votre département, je me disais avec un certain bonheur qu'un jour viendrait où je pourrais dans l'espace de deux mois

---

(121) Gouverneur à ministre, 8 juillet 1851, n° 301, ANSOM Sénégal I 37 b.

(122) Gouverneur à ministre, 17 mars 1852, n° 127, confidentielle ibid.

(123) Gouverneur à ministre, 28 avril 1852, n° 194, ANSOM Sénégal VII 11 a.

venger bien des concessions extorquées par la nécessité, par la prudence, par le désir bien naturel dans ma position, de rendre la moins longue possible l'interdiction aux bâtiments de commerce de monter en rivière et pour choisir aussi le moment d'une expédition ; mais si ces projets ne peuvent pas être réalisés, je ne pense pas que V.E. s'étonnera de m'entendre lui dire que le temps de ces concessions, de cette patience, de cette prudence, de cette politique enfin est passé, qu'il faut rendre à la justice et surtout à notre dignité ses droits et sa force dussent nos bâtiments être éloignés des escales et des marigots pendant une année entière" (124).

En effet, Protet ne s'était pas contenté de réclamer des renforts comme il le faisait depuis sa prise de commandement, il avait aussi ébauché au début de 1852 un plan de campagne destiné non seulement au rétablissement d'un fort à Podor mais aussi à des opérations dans le Walo et contre les Maures (125). Mais, dans l'immédiat, le ministre n'apercevait aucune possibilité de dégager les crédits nécessaires à une opération de cette ampleur. Aussi, en attendant, s'était-il attaché, conformément aux recommandations de la Commission des comptoirs à la reconstitution des compagnies indigènes en décidant de reprendre l'enrôlement des captifs dans le haut fleuve, opération qui s'avéra plus délicate que prévu (126).

---

(124) Gouverneur à ministre, 8 juin 1852, n° 275, ANSOM Sénégal I 37 b.

(125) Gouverneur à ministre, 14 avril 1852, n° 183, ibid.

(126) Ministre à gouverneur, 15 avril 1852, n°167, ANSOM Sénégal I 37 c, gouverneur à ministre, 7 août 1852, n° 383, ANSOM Sénégal I 37 b, gouverneur à ministre, 17 février 1853, ibid, gouverneur p.i. à ministre, 22 août 1853, n° 391, ANSOM Sénégal I 37 a .

L'insistance de Protet et la pression des négociants ont amené le directeur des Colonies à rouvrir le dossier. Dans un premier rapport au ministre daté du 1er août 1852, il dessine les grandes lignes de l'opération. C'est ainsi qu'il est prévu, tout d'abord, d'édifier un établissement provisoire et si les résultats confirment les espérances on pourra construire plus durablement. Afin de donner au gouverneur les moyens d'action nécessaires, on créera une flotille capable d'assurer une surveillance sérieuse du fleuve et l'on accroîtra de manière sensible les effectifs militaires. Enfin, Mestro accepte de recourir en cas de nécessité absolue au blocus de Portendick suggéré par Protet (127).

Ducos se montre alors décidé à passer à l'action. Aussi, Mestro, après avoir consulté l'ancien gouverneur Bouët-Willaumez, rédige un rapport définitif intitulé : Eléments de la décision à prendre par le ministre sur le projet de création d'un établissement à Podor (Sénégal) (128).

Par ailleurs, l'horizon financier s'est brusquement éclairci. La quasi suppression du contrôle parlementaire sous l'empire autoritaire a rendu possible un véritable tour de passe-passe et la somme de 200.000 francs jugée nécessaire à l'opération de Podor pourra être couverte sans recourir à des crédits extraordinaires. La caisse de réserve de l'Océanie qui avait réussi à accumuler 800.000 F. viendra à la rescousse de celle du Sénégal à peu près épuisée. Par ailleurs, le directeur des Colonies élargissait son dessein et profitait de l'occasion pour mettre à l'étude un vaste programme de travaux : améliorations à apporter aux postes de Richard-Toll, Dagana et Sénoudébou, construction de deux

---

(127) Rapport au ministre, 1er août 1852, ANSOM Sénégal IV 17 b.

(128) Rapport au ministre, 12 septembre 1852, ibid.

nouveaux comptoirs fortifiés au-delà de Bakel, disparition des obstacles naturels de façon à rendre possible en toute saison la navigation jusqu'à Bakel, aménagement de l'embouchure du Sénégal pour diminuer les inconvénients de la barre et enfin, mise en place d'une écluse à l'entrée du lac Panié-foul de manière à assurer un niveau d'eau douce permettant l'irrigation des terres avoisinantes. Dans sa conclusion, Mestro n'oubliait pas que, dans l'immédiat, tous les efforts devaient être concentrés sur la reconstruction du fort de Podor, question capitale à laquelle il était urgent d'apporter une solution.

En fait, la décision ne sera prise que quelques mois plus tard. Après avoir obtenu de l'empereur les crédits nécessaires, Ducos adresse à Protet, le 4 janvier 1853 des instructions confidentielles qui, incontestablement feront date dans l'histoire du Sénégal (129). Le ministre rappelle, tout d'abord, que le but poursuivi est de protéger et de développer"les intérêts commerciaux, principalement ceux qui tiennent à la traite des escales". Surtout, il attend du rétablissement du fort de Podor une modification radicale de l'actuel régime de la traite des gommes.

Pour obtenir ce résultat, le ministre assure le gouverneur que toutes les demandes de renfort en hommes et en matériel seront satisfaites et il l'invite à pousser aussi activement que possible le recrutement des soldats noirs.

---

(129) Ministre à gouverneur, 4 janvier 1853, n° 4, confidentielle, ANSOM Sénégal I 37 c. Les crédits soit 350.000 F., dont 200.000 pour l'expédition de Podor étaient octroyés au Sénégal par le décret du 30 novembre 1853.

Les opérations devront commencer dès la fin de l'hivernage en septembre ou en octobre, mais en fonction de la situation locale le gouverneur reste libre de sa décision. Dans ces conditions, ce n'est qu'à partir de 1854 que la traite des gommes pourra se faire librement tout au long de l'année sur tout le cours du fleuve, l'antique système des escales ayant ainsi vécu. Le risque de voir les Maures rejoindre les habitants du Fouta dans une résistance commune n'est pas à négliger. C'est pourquoi le ministre demande à Protet de donner consistance à son opération avant que ses adversaires aient pu s'organiser. La rapidité est donc une condition du succès ; le secret en est une autre mais on ne peut plus en jouer depuis que l'éveil a été donné aux populations du fleuve à la suite des coupables indiscrétions des Saint-Louisiens. Il ne reste donc qu'à profiter du retard de l'opération pour tenter d'égarer l'opinion locale sur les véritables intentions de la France. Le gouverneur, par exemple, pourra attribuer les préparatifs militaires à d'autres projets comme la création d'un poste à Médine ou l'occupation de la presqu'île de Dakar.

Le ministre caresse l'espoir d'éviter un conflit armé grâce à une installation par surprise à Podor et à la démonstration d'une évidente supériorité militaire. Les chefs du Fouta, dans ces conditions, pourraient hésiter à courir les chances de la guerre et s'ils manifestaient quelques vélléités de résistance, il serait facile de les vaincre soit par la persuasion, soit par des présents. Mais, si la guerre était inévitable, Ducos exprime sa totale confiance dans la capacité de Protet d'en conduire les opérations.

Une fois l'installation à Podor bien assurée, il sera possible d'imposer un nouveau régime pour le commerce des gommes aux Maures désormais privés de toute possibilité d'alliance avec le Fouta. Enfin, le ministre constate que

Protet dispose de tout le temps nécessaire pour mûrir son plan de campagne et l'invite à le lui adresser afin de l'étudier en toute connaissance de cause avant sa mise en éxécution.

En conclusion, le ministre insiste sur le fait que grâce à l'effort exceptionnel consenti par le gouvernement, tous les éléments de réussite sont réunis.

Sur les points essentiels : effet de surprise, dissimulation sur les véritables intentions du gouvernement, politique à l'égard des chefs du Fouta, Ducos reprend les suggestions de Bouët-Willaumez (130). Les instructions ministérielles, longues et précises préparées avec beaucoup de soin , attestent l'intérêt que le gouvernement attache à cette affaire de Podor considérée comme le symbole de la politique nouvelle que la France entend mener à l'égard des populations riveraines du fleuve.

Les opérations militaires étaient prévues pour septembre mais leur préparation se fit sans hâte (132). En effet, ce n'est que le 2 juillet que l'empereur approuva les premières mesures techniques destinées à envoyer deux compagnies au Sénégal pour renforcer la garnison et à porter à cinq le nombre des bâtiments de la flotille. Entre temps, l'attention avait été détournée par l'expédition des Bissagos que Protet avait cru devoir entreprendre en février-mars.

---

(130) Bouët-Willaumez : note confidentielle sur la reprise de possession de Podor, 3 septembre 1852, ANSOM Sénégal IV 17 b.

(131) Nous renvoyons une fois pour toutes pour le détail de la préparation et de l'exécution de la campagne de Podor à la thèse d'Yves Saint-Martin.

Par ailleurs, les Régis de Marseille réclamaient depuis longtemps une punition exemplaire pour les courtiers Jack-Jacks qui entravaient le commerce français de Grand Bassam. Ducos se rallia d'autant plus facilement qu'il avait critiqué la priorité accordée par le gouverneur à l'affaire des Bissagos. Il donna l'ordre au Sénégal de mettre le maximum de soldats disponibles à la disposition de Baudin, chef de la Station navale afin qu'il puisse mener à bien ce que Schnapper a appelé "la guerre de l'huile". Les Jack-Jacks furent battus au combat d'Eboué en septembre 1853. Quelques semaines plus tard, un nouveau fort fut rapidement construit à Dabou sur la lagune Ebrié par Faidherbe qui trouva là l'occasion de se faire connaître (132).

Protet qui avait sollicité en janvier un congé pour raison de santé était à Paris depuis la fin avril. Il ne devait retourner au Sénégal qu'en janvier 1854 après avoir efficacement travaillé à la préparation de l'expédition de Podor. Le gouverneur approuvé par le général de Fitte de Soucy, inspecteur des troupes au ministère de la Marine fit des demandes en hommes et en matériel qui dépassaient très largement le crédit de 360.000 francs déjà accordés.
En effet, Mestro dans un rapport au ministre, chiffrait le 27 août 1853, la dépense à près de 820.000 F. Mais, le problème financier ne constitue plus un obstacle car le directeur des Colonies sait qu'il peut désormais trouver les ressources complémentaires en procédant, en temps utile, par virement d'autres chapitres (133).

L'expérience de Bouët-Willaumez fut une nouvelle fois mise à contribution. Le ministre lui demanda, en effet, par

---

(132) SCHNAPPER, La politique et le commerce français ... op.cit., pp. 155-159.

(133) Rapport au ministre, 27 août 1853, ANSOM Sénégal IV 17 c.

l'intermédiaire de son chef d'état-major, le contre-amiral Penaud, des conseils sur la conduite des opérations. L'ancien gouverneur à la lumière des leçons reçues dix ans auparavant auprès du "brave père Bugeaud", recommanda mobilité, adaptation de l'équipement au climat et meilleure utilisation des spahis que par le passé. Redoutant une vive résistance de la part des Toucouleurs, il jugea nécessaire de disposer de gros effectifs. De plus, la prise de Podor et la construction d'un fort exigeant un assez long délai, il fallait prévoir la mise en oeuvre de deux tactiques successives imposées par le climat, "la guerre sur terre" menée pendant la saison sèche avec des colonnes légères parcourant le pays bientôt suivie lors de la crue de "la guerre par eau" où les bâtiments de la flotille opéreront de brefs débarquements et détruiront des villages (134).

Au Sénégal, Vérand assurait l'intérim de Protet et chargeait deux capitaines du génie Faidherbe et Pinet-Laprade de dresser les plans de l'occupation de Podor et de la construction du fort. Au Fouta, la diplomatie des présents s'était révélée, une fois de plus décevante et il n'était pas étonnant qu'au départ de la petite traite pour Galam les embarcations aient été attaquées (135). La question des coutumes de Saldé posée depuis la suppression de la compagnie, retrouvait alors toute son acuité (136). Vérand envoya le directeur des Affaires extérieures, Brossard de Corbigny, auprès de l'almami pour trouver un terrain d'entente. Après de longues discussions, l'almami devait renoncer au rétablissement des coutumes sur le pied de celles consenties par l'ancienne compagnie mais Brossard n'obtenait rien de plus que la remise en vigueur de l'arrangement provisoire

---

(134) Bouët-Willaumez à Penaud, ANSOM Sénégal IV 17 c.

(135) Gouverneur p.i. à ministre 10 juillet 1853, n° 329, ANSOM Sénégal I 38 a.

(136) Gouverneur à ministre p.i., 9 août 1853, n° 377, ibid.

de 1849 (137). Ce replâtrage n'inaugurait rien de solide pour l'avenir. On en restait donc, à la veille de l'expédition de Podor à la politique traditionnelle des accords de circonstances. Sans doute, avait-elle, dans l'immédiat, le double avantage d'assurer à la prochaine traite un minimum de sécurité et d'endormir la méfiance des chefs du Fouta quant aux véritables intentions des Français. Mais à Paris comme à Saint-Louis on se berce d'illusions sur l'efficacité et la durée du traité conclu et sur la possibilité de fonder le poste de Podor "sans coup férir" (138). Elles allaient rapidement se dissiper. En janvier, au retour de la traite, les embarcations furent une fois de plus attaquées et un canot expédié par le commandant de Bakel ne fut même pas épargné (139). Il fallait bien se rendre à l'évidence, l'épreuve de force avec le Fouta apparaissait inévitable.

A Paris, plusieurs réunions techniques sur l'organisation des forces avaient eu lieu au cours de l'été et de l'automne. Le 19 novembre, le ministre informe le gouverneur que les derniers préparatifs venaient d'être arrêtés. De nouveaux renforts seraient prochainement 'expédiés et le gouverneur disposerait pour la campagne sur le fleuve de 1600 hommes auxquels s'ajouteraient 450 hommes de troupes

---

(137) Gouverneur à ministre p.i., 3 septembre 1853, n° 410, ibid., traité du 1er septembre 1853, ANS AOF 13 G 17.

(138) Ministre à gouverneur p.i. 19 octobre 1853, n° 333, ANSOM Sénégal I 38 b., du même au même, 19 novembre et 14 décembre 1853, n° 376 et 417, ANSOM Sénégal I 39 b, gouverneur p.i. à ministre, 10 décembre 1853, n° 580, ANSOM Sénégal I 38 a.

(139) Rapport sur la situation générale de la colonie fait à M. le gouverneur du Sénégal et dépendances par M. Vérand, commissaire de la Marine gouverneur p.i., 30 janvier 1854, ANSOM Sénégal I 40 a.

indigènes et 500 volontaires levés à Saint-Louis (140).

Jamais la France n'avait consenti un tel effort militaire pour asseoir son autorité sur les rives du Sénégal mais l'exécution du projet a été d'une grande lenteur. Heureusement, les populations riveraines n'ont pas mis à profit ce délai pour organiser une résistance commune. Comment l'auraient-elles pu alors que leurs intérêts sont divers et parfois contradictoires et que l'installation du nouveau fort ne les atteint pas avec la même force ? Ainsi, chez les Maures, les Brakna, maîtres de l'escale du Coq sont les plus exposés mais leurs divisions en deux fractions rivales leur interdit toute riposte efficace. Quant aux Trarza, Mohammed-el-Habib paraît ne pas avoir mesuré immédiatement la menace que représente la nouvelle politique de la France pour le système des coutumes. D'ailleurs, Vérand fait état des bonnes dispositions de l'émir et des résultats satisfaisants de la dernière traite (141). On est persuadé à Saint-Louis qu'il ne bougera que si l'on met en question sa domination sur le Walo.

Quelle allait être l'attitude des Toucouleurs ? C'était évidemment la question capitale. A la fin de 1853, on était à Saint-Louis relativement optimiste. Les chefs du Fouta avaient été avertis par le directeur des Affaires extérieures lors de la conclusion de l'accord sur les coutumes de Saldé des projets du gouvernement. L'établissement de Podor ne semblait pas devoir être mal accueilli si leurs intérêts n'étaient pas menacés et s'ils étaient suffisamment

---

(140) Rapport au ministre, 5 novembre 1853, ANSOM Sénégal IV 17 c, ministre à gouverneur, 19 novembre 1853, n°376, déjà citée.

(141) Gouverneur p.i. à ministre, 10 juin 1853, n° 269, ANSOM Sénégal I 38 a et Vérand à ministre, 30 janvier 1854, déjà citée.

indemnisés (142).

Cependant Bouët-Willaumez avait averti Penaud que l'almami pouvait réunir 20.000 Toucouleurs, musulmans fanatiques et farouches défenseurs de leur indépendance. Mais, il s'agit d'une force plus apparente que réelle car la confédération est la proie de profondes divisions. Tout d'abord, l'almami ne dispose que d'un pouvoir fragile car deux familles traditionnellement s'en disputent la dignité. Ensuite, les tendances séparatistes ont toujours été vives au Toro comme au Dimar. Enfin, face à la menace française, l'unanimité est loin de se réaliser, certains, les vieux notables surtout, adoptent une attitude temporisatrice tandis que d'autres, les jeunes guerriers, prêchent la résistance (143). En février les habitants de Podor se fortifient et appellent à leur aide la population de tous les villages voisins. Protet qui signale ce fait craint de rencontrer de sérieuses difficultés dans l'expédition qu'il s'apprête à conduire (144).

En effet, le gouverneur était revenu fin janvier à Saint-Louis muni des dernières instructions du ministre. Celui-ci insistait sur la nécessité d'une prompte solution engageant Protet à se mettre en campagne dès son arrivée,

---

(142) Gouverneur p.i. à ministre, 10 décembre 1853, n° 580, ANSOM Sénégal I 38 a.

(143) Sur la situation au Fouta, outre la thèse de Saint-Martin déjà citée voir ROBINSON (David) Chiefs and clerics. The history of Abdul Bokar Kan and Futa Toro 1853-1891, Oxford, Clarendon Press, 1975, 239 p.

(144) Gouverneur à ministre, 16 février 1854, n° 87, ANSOM Sénégal I 40 b.

car les crédits ne pouvaient être renouvelés ni les renforts maintenus trop longtemps au Sénégal. Ducos précisait également les motifs de l'opération :

> "Je vous ai, de votre propre aveu, pourvu de tous les moyens nécessaires pour dominer par la force toutes les tentatives de résistance. Mais il va sans dire qu'en agissant comme j'ai dû le faire dans cette prévision, je n'ai point entendu vous ordonner de faire, quoiqu'il arrive, une expédition militaire".

Aussi, le ministre écarte toute démonstration armée inutile, gardant le secret espoir que la présence de forces considérables suffirait à obtenir la soumission des populations du Fouta. Quant à la suppression des escales et du système des coutumes, le ministre, dans la crainte de difficultés avec les Maures autorisait Protet à en différenr l'application :

> "Vous pourrez ajourner à quelques mois la suppression des escales, si vous ne vous sentez pas le maître de faire coïncider cette solution avec l'expédition de Podor" (145).

Ainsi, au moment où des forces imposantes de mettent en place à Saint-Louis, le ministre semble hésiter et limite les objectifs de l'opération.

Au début de 1854, les derniers renforts débarquent à Saint-Louis et les forces prévues ne sont pas encore entièrement mises en place. Protet qui a dû affronter une pénible navigation de vingt-huit jours et les caprices de la barre ne reprend que le 30 janvier les rênes du Sénégal

---

(145) Ministre à gouverneur, 14 décembre 1853, ANSOM Sénégal I 39 b.

après neuf mois d'absence. Il lui faut s'informer de l'évolution de la situation sur le fleuve pendant son absence et mettre la dernière main à son plan de campagne.

Mais ne l'oublions pas, l'opération de Podor avait été prévue pour septembre-octobre. Tous les retards accumulés n'étaient pas sans graves conséquences. Tout d'abord, sur le plan tactique, "la guerre par eau" prévue par Bouët-Willaumez n'était plus possible en cette saison. Ensuite, Protet a trouvé à son retour une opinion publique déconcertée par tant de retards, impatiente, nerveuse et de plus en plus exigeante (146).

b) Les opérations militaires et leurs résultats

A Paris d'abord, puis à Saint-Louis ensuite, Protet avait apporté tous ses soins à la préparation matérielle de l'opération et cela jusque dans les moindres détails. Pourtant, on ne lui en saura point gré et il sera par la suite, accablé de reproches.

Le 18 mars, il quitte Saint-Louis pour rejoindre Dagana où les bâtiments de la flotille l'ont devancé. Là, il rencontre les ministres des émirs trarza et brakna afin de s'assurer de leur neutralité. Il n'y parviendra qu'à moitié :

> "Il me parut parfaitement démontré, bien plus par leur attitude que par leurs paroles que si je venais à éprouver un échec, j'aurais contre moi toutes les populations des deux rives" (147).

---

(146) Gouverneur à ministre, 4 février 1854, n°56, et du même au même, 16 février 1854, n° 87, ANSOM Sénégal I 40 b.

(147) Gouverneur à ministre, rapport sur l'expédition de Podor 16 avril 1854, ANSOM Sénégal I 40 b.

Le convoi part de Dagana le 22, subit la fusillade au lieu-dit le Cachot, endroit propice aux embuscades et débarque les troupes à Naolé, petit village proche de Podor choisi comme base des opérations.

Protet disposait de la force d'intervention la plus puissante qui ait jamais été réunie au Sénégal : plus de 2000 hommes avec les équipages des six avisos, du brick canonnière et des voiliers de transport.

Le 24 au matin, les soldats se dirigent vers Podor où l'objectif est constitué par le retranchement édifié par les Toucouleurs sur les ruines de l'ancien fort français. Le village fut rapidement pris et incendié. Peu après, le pavillon français flottait sur le tata qui n'avait pas opposé de résistance.

Seuls quelques chefs du Toro vinrent demander la paix. L'almami Rasin qui s'était montré capable d'arrêter l'invasion fut déposé et les électeurs lui donnèrent un successeur en la personne de Biran Wan.

Le Dimar n'ayant pas fait acte de soumission, Protet décida de lui infliger une sévère leçon. En redescendant à Saint-Louis, il attaquerait la ville sainte de Dialmath. Les principaux marabouts parcourent à la hâte le pays et réussissent à réunir près de 5000 guerriers pour assurer sa défense. Le 7 mai, Protet débarquait des troupes à Fanaye et après une marche longue et éprouvante, il donna l'ordre d'attaquer. Les Toucouleurs se battirent avec beaucoup d'acharnement. Après un assaut difficile, la ville tomba entre les mains des Français. Un moment, on frôla la catastrophe mais la situation fut renversée grâce à Faidherbe. Finalement, la victoire était acquise mais à quel prix ! Le nombre des morts, des blessés et des malades était relativement

élevé (148).

Dans sa lettre à Penaud, Bouët-Willaumez déclarait qu'il fallait pour conduire l'expédition les qualités de Scipion l'Africain. A l'évidence, Protet ne les possédait point, loin de là ! Dans la conduite des opérations, il avait accumulé maladresses, hésitations et erreurs que certains comme Faidherbe n'hésitèrent pas à faire connaître en haut lieu (149). Aussi, très rapidement, le gouverneur allait être l'objet de reproches et de récriminations.

Protet ne pouvait dissimuler l'ampleur des pertes subies, qu'elles soient le fait des combats ou du climat. En effet, il signalait à Paris, au lendemain de la destruction de Dialmath, qu'à peine la moitié des Européens engagés demeuraient valides.

Les résultats n'étaient point à la mesure des moyens engagés et le gouverneur ne pouvait dissimuler que la situation demeurait tendue à travers le Fouta :

> "Le fort que nous venons d'édifier à Podor a soulevé contre nous dans tout le Fouta des sentiments hostiles qui, bien que comprimés momentanément par le vigoureux châtiment que viennent de recevoir à Dialmath les gens du Dimar, n'en sont pas moins sujets à se reproduire d'un moment à l'autre par des pillages ou des attaques contre ceux de nos pos-

---

(148) Gouverneur à ministre, 28 mars 1854, n° 203 bis, ANSOM Sénégal I 40 b.

(149) Faidherbe à lieutenant-colonel Roux, directeur du Dépôt des Fortifications des Colonies, 28 mai 1854, ANSOM Sénégal IV 17 e.

tes qui seraient mal gardés" (150).

Dans sa correspondance, Protet préférait se vanter des avantages obtenus auprès des Maures Trarza. En effet, ceux-ci avaient accepté l'unité des coutumes à raison d'une pièce de guinée par millier de gommes traitées. Elles seraient désormais perçues auprès des traitants par le commandant de l'escale qui les verseraient au ministre du roi des Trarza (151).

> "Depuis vingt-cinq ans, on demandait en vain cet arrangement aux Trarza qui s'y sont toujours opposés. C'est l'inauguration de l'ordre et de la justice dans les escales. C'est l'influence française qui s'établit dans le fleuve et qui j'espère, n'ira qu'en augmentant" (152).

Au total, les résultats de l'expédition contrastaient par leur minceur avec l'ampleur des moyens mis en oeuvre et l'on peut souscrire au jugement de Saint-Martin (153). Le drapeau tricolore flottait sur Podor au prix de lourdes pertes et de souffrances considérables mais tout le Fouta demeurait hostile à la France :

> "Une garnison supplémentaire dans une fournaise insalubre ne faisait ni un fleuve soumis ni des peuples apaisés"

---

(150) Gouverneur à ministre, 3 juin 1854, n° 227, ANSOM Sénégal I 40 b.

(151) Arrêté du 27 mai 1854, BAS 1853-1854, p. 102, Conseil d'administration, délibérations des 26 et 27 mai, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12. La mesure est loin d'être radicale car subsistent pour les traitants les obligations du souper et des bagatelles, source continuelle d'arbitraire et de discussions.

(152) Gouverneur à ministre, 28 mai 1854, déjà citée.

En définitive, contrairement à ce que d'aucuns avaient espéré, l'occupation de Podor n'apportait à la situation sur le fleuve aucun changement en faveur de la France. Pas plus qu'auparavant, elle n'était capable de dicter ses ordres aux chefs riverains. Par ailleurs, à situation politique sans modification majeure, régime du commerce inchangé. A Saldé, les Saint-Louisiens montant à Galam doivent toujours acquitter les coutumes. A l'escale du Coq, proche de Podor, la traite des gommes n'a pu avoir lieu faute d'une entente avec les Brakna nullement impressionnés par le récent déploiement de force. Enfin, l'unité des coutumes consentie par les Trarza, n'apportait qu'une amélioration apparente : base plus juste de la perception et limitation des marchandages. Mais il est évident que le gouverneur ou ses représentants aux escales chargés désormais de verser les coutumes à la place des traitants devenaient les tributaires directs de l'émir des Trarza. Les coutumes devenaient par là même plus humiliantes encore.

Finalement, Protet doit se rendre à l'évidence, l'expédition a été décevante et il ne craint point de dresser un véritable constat d'échec :

> "Il est facile de voir que la soumission au nouveau système à établir pour le commerce sera longue et surtout pénible pour tous ceux qui l'entreprendront. Aujourd'hui, j'ai la conviction, à moins que la métropole ne donne au gouvernement du Sénégal des forces considérables pendant plusieurs années, et surtout des moyens de transport parfaitement organisés, qu'il est impossible à une colonne de poursuivre les habitants de l'une des deux rives au-delà de cinq à six lieues des bâtiments qui l'auront transportée" (154).

---

(154) Conseil d'administration, séance du 26 mai 1854, déjà citée.

Selon le gouverneur, pour améliorer la situation, le ministère devra poursuivre pendant plusieurs années un effort important. Aussi, conviendra-t-il de créer, de distance en distance des forts semblables à celui de Podor, et d'entretenir une flotille considérable et de maintenir des effectifs élevés pour la cavalerie et l'infanterie (155). La prise de Podor n'était point, comme certains l'avaient cru, le coup de baguette magique par lequel la paix française serait définitivement instaurée sur les rives du Sénégal. Le réveil était cruel.

---

(155) Gouverneur à ministre, 12 juin 1854, n° 258, ANSOM Sénégal I 40 b.

CHAPITRE XXII

DECEPTIONS ET NOUVEAU PROGRAMME ?

Au lendemain de l'expédition de Podor et au moment où Protet, invoquant son état de santé, demande son rappel en France, il paraît opportun d'examiner comment et dans quelle mesure les recommandations de la Commission des comptoirs ont été suivies d'effet (1). Après un simple rappel des décisions gouvernementales, - elles viennent d'être exposées en détail au chapitre précédent - , il s'agit moins de dresser un bilan systématique que d'examiner les suggestions qui n'ont pas été retenues et pourquoi. Enfin, élargissant le débat, il conviendra de se demander si le programme de 1851, fruit de longues réflexions, correspond toujours aux aspirations et aux besoins de l'opinion publique des comptoirs sénégalais et des ports métropolitains.

1.- Un bilan nuancé : les lacunes

a) Un espoir déçu : le Sénégal ne sera pas relié par une ligne de navigation à vapeur

Dans le domaine économique, tout d'abord, on peut affirmer que les objectifs essentiels ont été atteints dans leur quasi totalité. La brise libérale qui soufflait alors a fini par dénouer les liens qui, aux yeux des négociants

---

(1) Gouverneur à ministre, 27 août 1854, n° 375 bis, ANSOM Sénégal I 40 b.

européens ligotaient le commerce. Le régime de la traite des gommes sortait modifié comme prévu : interdiction du privilège du vendeur et de tout recours au compromis, autorisation des échanges entre traitants aux escales et du colportage en rivère, droit officiellement reconnu aux négociants européens de se rendre aux escales pour surveiller leurs traitants, abolition du monopole réservé aux guinées estampillées dans les échanges de gomme. Ainsi la législation mise en place au début des années quarante se trouvait profondément remaniée après à peine dix ans d'application. Par contre, la création de courtiers semblables à ceux qui existent en métropole a rencontré trop de résistances pour être finalement décidée. Dans le commerce des gommes, c'est la seule recommandation qui n'a pas été traduite dans les faits.

Par ailleurs, comme l'avait souhaité la commission, la liberté de la traite instaurée à Galam en 1848, était officiellement consacrée et était mis en place un système douanier mieux adapté aux caractères spécifiques de Saint-Louis et de Gorée, la mesure la plus spectaculaire étant l'octroi de la franchise de ce dernier port.

Enfin, autre application du programme de 1851, une nouvelle exploration des mines du Bambouk a été entreprise par Rey, commandant de Bakel.

Par contre, la demande d'un service régulier de navires à vapeur unissant la métropole au Sénégal n'avait pas été satisfaite.Depuis que Thiers, en 1840, avait démontré la nécessité de doter la France de lignes transatlantiques subventionnées par le gouvernement, rien n'avait été fait. Pourtant, les études, les rapports et les discussions parlementaires n'avaient point manqué mais les rivalités entre les ports, la difficulté d'échafauder de solides combinaisons financières puis la crise économique et politique expliquent

pour une large part cet échec. Ainsi, la France, dans ce domaine comme dans bien d'autres, présentait un important retard par rapport à l'Angleterre.

Le Sénégal était intéressé par le projet de ligne du Brésil comme l'a fait remarquer, en 1847, Ducos, alors simple député, dans son rapport à la Chambre :

> " Quant au Sénégal et à la côte occidentale d'Afrique où nos échanges ont acquis ces dernières années un développement considérable, la ligne qui desservira le Brésil pourra soit directement à Gorée soit par un branchement établi à Madère, assurer leur correspondance mensuelle avec la France". (2)

En 1851, en l'absence d'une solution française, le ministre de la Marine désireux de mettre un terme au relatif isolement du Sénégal pense utiliser les deux lignes anglaises dont l'une se dirige vers le cap de Bonne Espérance et l'autre vers le Brésil et qui font escale à Saint-Vincent, une des îles du Cap Vert. Peu après le rapport de la Commission des comptoirs, il demande au gouverneur d'étudier les moyens de rattacher Gorée à ces lignes et de se concerter avec Penaud, le commandant de la Station navale. Celui-ci a fait rapidement savoir que la très sévère réduction de la Station en navires et en hommes ne lui permettait pas d'assurer cette liaison régulière (3). D'ailleurs, le Conseil d'administration, entre temps, avait fait connaître sa préférence pour un appel à l'entreprise privée et avait même établi un cahier des

---

(2) LAVOLLEE C. Des nouvelles voies maritimes : les paquebots transatlantiques, La Revue des Deux Mondes, 15 février 1853, pp. 708-736

(3) Ministre à gouverneur, 7 juillet 1851, n°231, ANSOM Correspondance Générale 168 ; gouverneur à ministre, 5 septembre 1851, n° 408, ANSOM Sénégal I 37 b.

charges pour une liaison assurée par une simple goëlette et non par un navire à vapeur comme le souhaitait Protet. Le ministre accepte cependant le projet et confie à l'administration locale le soin de procéder à l'adjudication et de recalculer en fonction de données plus précises le montant de la subvention (5).

Mais ce projet est bientôt remis en cause. En effet, en août 1852, on apprend au ministère que l'African Steam Company fondée par Mc Gregor Laird, l'armateur écossais bien connu par l'intérêt qu'il porte à l'Afrique va créer une ligne reliant Plymouth à Fernando-Po et faisant escale à Gorée. Le premier départ a lieu en janvier 1853 (6). D'autre part, le 25 novembre suivant, la compagnie Touache de Marseille lance le premier transatlantique vers Rio de Janeiro avec relâche à Gorée. Le Sénégal paraît donc assuré de communiquer plus facilement avec la métropole. L'avantage n'est pas mince au moment où une politique nouvelle est décidée et où le commerce accomplit des progrès encourageants. La correspondance officielle deviendra beaucoup plus régulière et le commerce disposera plus rapidement d'informations sur l'état des marchés en France d'une part, et sur les fluctuations de la traite des gommes et des arachides, d'autre part.

---

(4) Conseil d'administration, séances des 12 et 24 septembre 1851, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10 et gouverneur à ministre 28 septembre 1851, n°457, ANSOM Sénégal I 37 b.

(5) Ministre à gouverneur, 26 février 1852, n°33, ANSOM Correspondance générale 170

(6) Ministre à gouverneur, 20 avril 1852, n°171, ANSOM Correspondance générale 170. DAVIES (P.N.) The Trade Makers Elder Dempster in West Africa 1852-1972, G Allen & Unwin Ltd, 1973, 526 p.

Malheureusement, ces espoirs furent vite déçus. L'African Steam Ship Company ne rendit point les services escomptés et renonça bientôt à l'escale de Gorée (7). A peu près au même moment, la compagnie Touache abandonna la ligne du Brésil à la suite de difficultés techniques et de la guerre de Crimée qui exigea de nombreux navires pour les transports de troupes (8). Mais surtout, ces deux brèves expériences eurent le mérite de révéler les insuffisacnes de la rade de Gorée et par conséquent la nécessité d'y créer un port apte à y recevoir les paquebots transatlantiques (9).

---

(7) Le consul de France à Sainte Croix de Ténériffe, Berthelot, bien placé pour suivre les progrès de la navigation transatlantique nous donne de très utiles renseignements, en particulier dans son rapport du 11 juin 1852. Dans sa dépêche du 21 août 1853, il déplore l'irrégularité du service de l'African Steam Ship Company", le désordre qui règne à bord", le manque de soin à l'égard des passagers, "la négligence des capitaines et des officiers" et il ajoute qu'il a reçu des plaintes de Français venus de Gorée,AMAE Correspondance commerciale Ténériffe 12.

(8) GUIRAL (P) : Marseille et la navigation à vapeur vers l'Amérique latine de 1840 à 1870. Revue d'Histoire économique et sociale, n°2, 1966, pp. 195-210 et PASQUIER (R). En marge du centenaire de Dakar : Bordeaux et les débuts de la navigation à vapeur vers le Brésil, Revue Historique de Bordeaux et du département de la Gironde, juillet-septembre 1957, pp. 219-237.

(9) Commandant de la Division navale (Monléon) à ministre, 24 novembre 1854, ANSOM Gorée I 1a. Quand quelques années plus tard, la compagnie des Messageries Impériales, concessionnaire de la ligne du Brésil cherche à s'affranchir de l'escale de Gorée imposée par le cahier des charges, Touache consulté par la Chambre de commerce de Marseille estima que ces raisons étaient fondées, 22 juillet 1859 P.V. des réunions de la C C M.54.

Au total, ce n'est que pendant quelques mois en 1852 que le gouverneur reçut à Gorée par voie anglaise les dépêches de France, mais les horaires étaient tels qu'ils ne lui réservaient que "quelques heures de jour et une nuit" pour répondre au ministre. Il en est donc réduit à continuer à utiliser les moyens traditionnels (10).

Ainsi, dans ces conditions, il ne pouvait y avoir d'autre solution que dans la création d'une liaison entre le Sénégal et l'une des escales, Canaries ou îles du Cap Vert utilisées par les lignes anglaises desservant le Brésil et la côte occidentale d'Afrique. Mais le ministère, au moment même où il allait accomplir un effort financier en faveur du Sénégal ne manifesta aucune volonté d'aboutir. Au cours de l'été 1854, il crut cependant qu'une solution allait être trouvée grâce à l'Aquitaine, navire à hélice construit pour le compte de la maison Maurel et Prom. On sait qu'il a été rapidement déçu. (11).

b) Albréda : difficiles négociations sans conclusion

Les progrès du commerce des arachides donnaient depuis quelques années une importance inattendue au comptoir d'Albréda. La Commission des comptoirs, après avoir étudié la situation des intérêts français en Gambie, avait jugé bon d'affirmer qu'il ne pouvait être "question de mettre

---

(10) Gouverneur à ministre, 11 octobre 1852, n°480, ANSOM Sénégal I 37 b.

(11) Supra chapitre XX. Le ministre avait été officiellement avisé en mai 1853 de la construction de l'Aquitaine par la Chambre de commerce de Bordeaux appuyant la demande de Maurel et Prom de bénéficier d'une préférence pour le transport des passagers et des approvisionnements de l'Etat. Ducos devait la refuser en août.

en doute la conservation de ce comptoir". Cette position était nouvelle et traduisait un incontestable durcissement de la France dans le conflit qui depuis la reprise l'opposait à l'Angleterre. On a vu dans un chapitre précédent combien la question était complexe et délicate : imbroglio juridique à propos du bien-fondé des droits de la France et des limites du comptoir, pression des intérêts exercée sur les gouvernements par l'intermédiaire des chambres de commerce et de la presse, passions politiques. (12).

Du côté français, on avait d'abord cru trouver une solution dans un échange. La France renoncerait à Albréda et l'Angleterre à son droit de traiter la gomme à Portendick. Les négociations engagées sur cette base traînèrent en longueur et au fur et à mesure que le temps passait le doute s'introduisit sur la valeur réelle de Portendick alors que celle d'Albréda devenait éclatante grâce à l'arachide. Dans ces conditions, les responsables français craignirent de conclure un marché de dupes. Peu de temps avant la Révolution, l'amiral de Mackau semblait prêt à rejeter cet échange qu'il qualifia d'inégal. Le revirement peut en partie s'expliquer par la pression d'une opinion publique plus vigilante que jamais. De même, le commandant de Gorée, Aumont, insistait auprès du gouverneur sur la nécessité de "ne pas se laisser déposséder d'Albréda" (13). En réalité, le ministre, Verninac de Saint-Maur, paraît avoir, dès l'été 1848, écarté l'idée d'échange qu'il ne considère plus que comme un parti extrême. (14).

En 1850, la situation était devenue intenable et les incidents se multipliaient entre autorités anglaises

---

(12) Voir chapitre XV

(13) Commandant particulier de Gorée à gouverneur, 4 janvier 1851, ANS AOF 13 G 29.

(14) Minsitre des Affaires étrangères à ambassadeur de France à Londres, 26 août 1848, AMAE M & D Sénégal 45, fol. 106.

et capitaines français toujours prompts à éluder les règlements de plus en plus contraignants édictés à Bathurst. A la veille d'une reprise inéluctable des négociations, le ministre de la Marine, Romain-Desfossés, à la demande de son collègue des Affaires étrangères précisait sa position. Pour lui, la France doit se maintenir à Albréda mais à la condition d'obtenir certaines garanties. Tout d'abord, les navires des commerçants français doivent pouvoir communiquer avec le comptoir en toute liberté et s'ils sont astreints à mouiller devant Bathurst, ils ne devront remettre leurs papiers de bord qu'à un consul français. Des droits d'ancrage ne pourront être perçus qu'en cas de transactions et il ne devra exister aucune discrimination de leur taux suivant la nationalité des navires. Enfin, les autorités britanniques ne devront mettre aucune entrave au commerce des naturels avec le comptoir (15).

Le gouvernement adoptait donc une position de fermeté. Il est évident qu'il avait été fortement impressionné par les rapports de mer où les capitaines du commerce ne cessaient de dénoncer les "exactions" des autorités anglaises et tout particulièrement le nouveau droit qu'elles se proposaient de lever pour la construction de l'entretien d'un hôpital à Bathurst (16). Les Chambres de commerce parmi lesquelles celles de Rouen manifestent une grande combativité, les journaux comme Le Courrier du Havre, Le Courrier de la Gironde, le Sémaphore de Marseille et même le Journal des Débats leur font un large écho et soulignent également l'augmentation rapide et massive des intérêts français dans la région (17).

---

(15) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 9 novembre 1850, AMAE M & D Sénégal 45, fol. 306.

(16) Nombreux rapports de mer en 1851 dans ANSOM Sénégal IV 8 c

(17) Les 9/10 des navires fréquentant la Gambie sont français constatent les membres de la Chambre de commerce de Rouen, lettres aux ministres des Affaires étrangères et de l'Agriculture et du Commerce, 22 novembre 1851,AMAE M & D Sénégal 45, fol. 352.

La diplomatie française pouvait-elle espérer obtenir les garanties souhaitées par les armateurs et les négociants ? L'attitude du gouvernement de Londres n'était guère encourageante comme le prouve le refus de tenir compte des représentations de la France à propos de la taxe sanitaire (18). Pourtant, du côté français, on venait de donner un gage de bonne volonté en n'octroyant pas aux traitants de nouvelles concessions au-delà des quatre-vingts toises, seule limite reconnue par les Britanniques (19). Mais ceux-ci interprétèrent, un peu vite, ce geste comme une reconnaissance officielle de leur position (20).

Au début de 1852, le nouveau ministre Ducos manifeste beaucoup d'intérêt pour les affaires de Gambie. Selon lui, la tension continuelle qui règne dans des parages affaiblit chaque jour la position française et impose une prompte solution. En attendant, il n'omet point de transmettre la moindre plainte des marins contre "l'arbitraire" anglais à son collègue des Affaires étrangères, Turgot, afin qu'il constitue un solide dossier dans la perspective d'une prochaine négociation. Il lui suggère de profiter de l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur présidé par Derby, supposé mieux disposé, pour prendre les premiers contacts (21).

---

(18) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 10 janvier 1852, ANSOM Correspondance générale 226, gouverneur à ministre 7 juin 1852, n° 264, ANS AOF 2 B 30

(19) Gouverneur à ministre, 24 janvier 1851, n°31, ibid.

(20) Mac Donnell à Grey, 22 août 1851, PRO CO 87/50 ; ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, le 12 janvier 1852, AMAE M & D Sénégal 46.

(21) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 30 mars 1852.

Mais à Saint-Louis, Brossard de Corbigny, dépêché à Albréda par Protet afin de s'informer sur place des derniers développements de la situation, remet, le 1er juin 1852, au gouverneur qui l'approuve un rapport très complet dans lequel il se ralliait à la vieille idée d'échange. Cependant, il l'adaptait à la situation actuelle en l'assortissant de conditions précises : garanties sérieuses assurant le libre développement du commerce français et surtout reconnaissance par l'Angleterre des positions de la France en Casamance, dans le Saloum et sur toute la côte depuis la presqu'île du Cap Vert, car il craignait que la franchise accordée à Gorée ne favorise sur tout le littoral le commerce effectué sous pavillon anglais (22).

Au moment où Brossard rédigeait son rapport, il ignorait que quelques semaines auparavant le gouvernement de la reine Victoria prenait de court celui de Louis-Napoléon Bonaparte et donnait ordre à Lord Cowley, son ambassadeur à Paris,de rouvrir la négociation sur la proposition d'échange Albréda-Portendick telle qu'elle avait été formulée une dizaine d'années plus tôt, donc sans tenir compte des bouleversements opérés dans le commerce par l'exportation de plus en plus massive d'arachides (23).

A Paris, on se montra déçu par cette attitude si peu compréhensive à l'égard des intérêts français et perplexe sur la suite à donner à la démarche anglaise. La première réaction de Ducos interrogé par le ministre des Affaires étrangères reflète un certain défaitisme et à l'évidence se trouve en contradiction avec la politique définie lors de

---

(22) Brossard de Corbigny, rapport au gouverneur du Sénégal, 1er juin 1852, ibid., gouverneur à ministre, 21 juillet 1852, n° 359, ANS AOF 2B 30.

(23) Lord Cowley à ministre des Affaires étrangères (Turgot), 4 mai 1852, AMAE M & D Sénégal 46.

la Commission des comptoirs. Considérant que le droit de la France d'être présente à Albréda est litigieux tandis que celui des Anglais à Portendick est hors de toute contestation, il se résigne à l'abandon du comptoir mais s'inquiète pour l'avenir du commerce français. Aussi, demande-t-il, qu'avant d'engager la négociation proprement dite, on s'assure au cours d'explications préalables que les Britanniques n'ont pas l'intention de fermer la Gambie au pavillon français une fois évacué Albréda. (24).

Un mois plus tard, le ministre de la Marine dans un rapport au président de la République préparé par Mestro précisait sa position (25). Elle se voulait plus optimiste, caressant l'espoir de parvenir à dégager la présence française à Albréda des embarras qui rendent son avenir très incertain. Ce n'est que si la diplomatie se déclarait dans l'impossibilité d'y réussir que seulement la question de l'échange pourrait être abordée. Mais la France ne consentirait à ce sacrifice que si elle obtenait des compensations satisfaisantes : la libre admission du pavillon et des marchandises françaises à Bathurst et le monopole des échanges dans les rivières du Grand Bassam et d'Assinie (26). Le prince-président donne son accord pour ouvrir la négociation sur ces bases (27).

Au même moment, à la suite vraisemblablement d'in-

---

(24) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 6 mai 1852

(25) Rapport au président de la République, 5 juin 1852, ibid.

(26) Le directeur des Colonies se préoccupait de l'avenir des nouveaux comptoirs, il voulait ainsi en interdire l'accès aux troqueurs anglais. Voir SCHNAPPER (B), Commerce et politique... op.cit.,pp.155 et suivantes.

(27) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 2 juillet 1852, ibid.

discrétions calculées ou non, une campagne de presse se développe dont Auxcousteaux, ancien commerçant à Saint-Louis paraît le principal animateur. Dans le Courrier du Havre, il dénonce le leurre du simple échange Albréda-Portendick, "un marché de dupes" qui aboutirait "à troquer un territoire français où nous traitons des quantités considérables d'arachides contre un palmier sur la côte du Sahara".

Pour lui, il n'y aura d'autres solutions que la négociation d'un traité qui reconnaîtrait la présence française à Albréda et assurerait la liberté nécessaire au commerce ou l'échange moyennant de sérieuses garanties. Décidément bien informé, Auxcousteaux est persuadé que le gouvernement adoptera la seconde et il lui fait confiance pour qu'elle soit avantageuse pour les intérêts des négociants et "conforme à la dignité nationale" (28).

Le 28 juillet 1852, Drouyn de Lhuys fut appelé à succéder à Turgot à la tête du département des Affaires étrangères. Comme il ne manifestait pas plus d'empressement que son prédécesseur à résoudre le problème d'Albréda, Ducos lui demanda de bien vouloir engager la négociation et de lui donner "une active impulsion". Il ajoutait de sa propre main :

> "J'attache le plus haut prix à ce que vos négociations au sujet d'Albréda soient conduites avec suite, car je crains beaucoup que la situation des choses ne devienne telle qu'il n'y aurait plus le moyen d'obtenir les compensations que nous avons tant d'intérêt à nous procurer" (29).

---

(28) Articles du Sémaphore de Marseille, du Courrier du Havre et du Journal du Havre en juin 1852. L'article d'Auxcousteaux est paru le 26 juillet 1852, ANSOM Sénégal IV 10 a.

(29) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 18 septembre 1852, ibid.

Ainsi admonesté, Drouyn de Lhuys, fit immédiatement savoir à l'ambassadeur d'Angleterre que le gouvernement français était disposé à négocier un arrangement basé sur le principe de l'échange (30).

En réalité, à la fin de l'année, la négociation n'avait pas vraiment débuté ; Ducos intervint à nouveau auprès de son collègue. En effet, il était maintenant décidé à entreprendre en 1853 l'expédition de Podor et il craignait qu'à cette occasion les rapports avec les Maures ne s'aggravent. Le droit des Anglais à commercer avec Portendick risquait alors de retrouver une importance fâcheuse. La négociation en deviendrait plus difficile dans sa conduite et plus incertaine dans son issue. Une fois de plus, le ministre montrait l'importance qu'il attachait à cette affaire en rappelant dans une note écrite de sa main "l'impérieuse nécessité" d'en accélérer la marche et en ajoutant : "Je n'exagère rien en disant que tout l'avenir de la colonie sera dans ces débats" (31).

Ducos jouait donc un rôle décisif dans cette négociation. Il avait défini la politique à suivre et l'avait fait approuver par le prince-président. Avec beaucoup d'autorité il en suivait maintenant la mise en oeuvre. Ce n'est qu'au début de 1853 que Drouyn de Lhuys se décida à rédiger pour servir de base aux discussions un mémorandum et un projet de traité en tous points conformes au rapport de juin 1852 au président de la République (32). Ducos qui en approuva

---

(30) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 20 septembre 1852, ibid.

(31) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 16 décembre 1852, ibid.

(32) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 3 janvier 1853, ibid.

les termes tint à mettre en garde son collègue à propos des garanties à obtenir en faveur du commerce français en Gambie. L'Angleterre pouvait très bien refuser de les inscrire dans le document final sous le prétexte que le nouvel acte de navigation reposait sur le principe de l'ouverture de ses ports coloniaux aux pavillons des autres puissances. Une stipulation formelle apparaissait indispensable aux yeux du ministre de la Marine car le gouvernement anglais s'était réservé le droit d'exclure du bénéfice de cette mesure ceux qui n'accorderaient pas la réciprocité. Or si les navires étrangers sont d'ores et déjà admis à Gorée, Saint-Louis doit absolument demeurer sous le signe de l'exclusif (33).

Cependant au moment où la négociation va enfin se nouer, Ducos est comme brusquement saisi par un doute au sujet de l'abandon d'Albréda. Drouyn de Lhuys, surpris par ce revirement propose alors de considérer les objections que lord Cowley ne manquera pas de faire à propos des conditions mises à l'échange comme une raison de ne pas pousser plus loin la négociation au lieu de s'attacher à les vaincre comme il se préparait à le faire (34). Finalement, Ducos accepte l'ouverture des conférences avec l'Angleterre sur la base du mémorandum et du projet de traité. Dans cette affaire, il ne se considère juge que de ce qui touche à l'intérêt colonial ou maritime et il enregistre avec satisfaction l'affirmation renouvelée de son collègue qu'il n'existe point de possibilité d'améliorer la situation du comptoir. Il a donc réussi à dégager sa responsabilité sur ce point, ce qu'à l'évidence il cherchait (35).

---

(33) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 22 janvier 1853, ibid.

(34) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 28 janvier 1853, ibid.

(35) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 9 février 1853, ibid.

Les négociations traînèrent en longueur. Pourtant à Paris, le ministre de la Marine n'avait cessé de proclamer la nécessité d'une prompte solution. Mais il hésitait. L'abandon d'Albréda ne constituait-il pas pour l'avenir des intérêts français un pari dangereux ? Sans doute, l'Angleterre promettait d'accueillir comme auparavant les navires de Marseille, de Bordeaux, de Nantes et de Rouen mais partageant la méfiance des négociants et des officiers, le ministre redoutait qu'elle ne respectât point sa parole. De son côté, le gouvernement de Londres n'était ni pressé de régler ce problème jugé mineur ni désireux d'assouplir sa position initiale. Enfin, en cette année 1853, de bien plus graves problèmes comme celui de l'empire ottoman accaparaient toute l'attention des chancelleries (36).

Ce n'est que le 8 juillet que lord Cowley répond au nom de son gouvernement à une note du mois de mars où Drouyn de Lhuys exposait la position de la France. Cette première réaction anglaise est décevante. L'ambassadeur souligne avec force la grande distance qui sépare les deux points de vue. D'entrée de jeu, il regrette que l'accord qui, en 1845 semblait réalisé entre les deux pays sur le principe du simple échange Albréda-Portendick n'ait pu se traduire dans les faits à la suite de considérations politiques et parlementaires. Par ailleurs, il trouve inadmissible que la France s'appuie sur le traité de 1814 pour justifier sa possession d'Albréda alors que la Grande-Bretagne lui a constamment dénié cette interprétation. Ensuite, ce qui ne peut que conforter Ducos dans sa méfiance, Cowley déclare sans ambages que son pays ne peut consentir à perpétuité aux Français les mêmes droits qu'aux Anglais en ce qui concerne la navi-

---

(36) Après une offensive diplomatique du tsar, les hostilités entre la Russie et la Turquie débutèrent en octobre 1853 ; peu de temps après, les flottes anglaise et française pénétrèrent en mer Noire.

gation et le commerce en Gambie. De plus, il est totalement exclu que l'Angleterre reconnaisse le monopole de la France à Grand Bassam et à Assinie. Enfin, avec quelque condescendance, Cowley n'accepte l'ouverture de la Gambie aux commerçants français que si le gouvernement de Napoléon III "dans un même esprit de libéralité" ouvre le Sénégal aux navires anglais. Il ajoute qu'en faisant cette offre tout l'avantage serait pour la France qui bénéficie déjà de relations en Gambie alors que l'Angleterre devrait en nouer au Sénégal(37).

Cette prise de position dissipa brusquement les illusions que les Français pouvaient encore entretenir sur la possibilité d'un règlement qui leur soit favorable. Mestro dans son rapport au ministre daté d'octobre considère la lettre de Cowley comme un ultimatum ne laissant le choix qu'entre le statu-quo et l'acceptation du contre-projet britannique. Bien qu'il ait ressassé une fois de plus les arguments sur les dangers du premier et les graves insuffisances du second, le directeur des Colonies ne vit d'autre issue que d'accepter contraint et forcé un échange inégal qu'il redoutait de voir interprété par l'opinion tant métropolitaine que sénégalaise comme un abandon pur et simple des droits de la France. Cependant, il voulait croire que les intérêts du commerce métropolitain n'en souffriraient pas car les Anglais n'ayant pas l'emploi des arachides, ils hésiteraient à priver cet aliment essentiel du commerce de la Gambie de son débouché en France. Dans ces conditions, il semblait nécessaire à Mestro de poursuivre la négociation afin d'obtenir l'ouverture d'un consulat à Sainte-Marie de Bathurst, instrument jugé indispensable à la protection du commerce français. L'abandon d'Albréda risquait sans doute de "blesser" des intérêts particuliers au Sénégal mais le directeur des Colonies affectait de s'y résigner.

---

(37) Cowley à Drouyn de Lhuys, 8 juillet 1853, ANSOM Sénégal IV 10 a.

Il insistait sur sa contre-partie, la renonciation des Anglais à leur droit de trafiquer à Portendick dont l'importance lui apparaissait "capitale" au plan politique et militaire à la veille de l'expédition de Podor. (38).

Ainsi, le gouvernement français, devant l'impossibilité de faire fléchir l'intransigeance britannique se résignait à céder. D'ailleurs, une évolution était en train de se dessiner chez certains négociants. En effet, ceux qui, depuis quelques années s'étaient installés à Bathurst, notait le lieutenant de vaisseau Rulhière dans son enquête sur la Gambie, acceptaient maintenant la cession immédiate d'Albréda à condition d'être assurés de bénéficier de la libre circulation pour les marchandises françaises (39). C'était le cas de Marc Maurel dont la maison était établie à Sainte-Marie de Bathurst depuis 1848. En septembre 1853, il rencontra Ducos à Paris et lui déclara que si l'arbitraire de plus en plus insupportable des autorités britanniques devait persister, il serait préférable de céder Albréda, ne serait-ce qu'en échange de Portendick (40). Il est probable que la prise de position de la maison Maurel et Prom, la plus importante du Sénégal, n'a pas été étrangère à la proposition de Mestro approuvée par Ducos. (41). Celui-ci, en informant de sa décision son collègue des Affaires étrangères lui demanda dans la perspective d'une éventuelle expulsion des traitants français et sénégalais de la Gambie, de prévoir

---

(38) Rapport au ministre, 14 octobre 1853, ibid.

(39) Note du lieutenant de vaisseau Rulhière, commandant de l'Alecton, transmise par Baudin, chef de la Division navale au ministre, 14 juillet 1853, ANSOM Sénégal IV 2 d.

(40) Marc Maurel à ministre de la Marine, 24 septembre 1854, ibid.

(41) En marge du rapport de Mestro en date du 14 octobre, rappelons-le, Ducos écrit : "approuvé, parfait, excellent".

dans la convention à négocier une indemnité en leur faveur (43).

Au même moment, dans le Courrier du Havre, Auxcousteaux faisait état de rumeurs circulant en Gambie et colportées par la presse anglaise (44). Le comptoir d'Albréda serait prochainement abandonné et la navigation serait libre tant sur le Sénégal que sur la Gambie. Ducos, peu désireux de voir l'opinion publique s'emparer de cette délicate affaire d'échange demanda à son collègue des Affaires étrangères d'intervenir auprès du ministre de l'Intérieur pour qu'il donne un avertissement officieux au journal (45).

C'est alors que, soucieuse de défendre les intérêts de ses manufacturiers, la Chambre de commerce de Rouen entre en scène. Pour elle, l'abandon d'Albréda est une erreur car la prospérité du commerce français dépend avant tout de l'existence du comptoir et que le repli des activités sur Barthurst est une illusion dans la mesure où les Anglais risquent d'en interdire l'accès à leurs concurrents (46).

Le ministre du Commerce ne pouvait évidemment pas être laissé à l'écart de la négociation. Influencé par le point de vue exprimé par la Chambre de commerce de Rouen, il prenait une position que Ducos avait au départ défendue : maintien à Albréda et en cas d'impossibilité manifeste

---

(43) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 4 novembre 1853, ANSOM Sénégal IV 10 a.

(44) Courrier du Havre, 27 octobre 1853, ibid.

(45) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 5 novembre 1853, ibid.

(46) Chambre de commerce de Rouen à ministre de la Marine, 15 décembre 1853, ibid.

recherche "d'amples compensations" (47). En fait, ce que préconisait Magne, c'était le statu-quo. Dans ces conditions, il appartenait au ministre de la Marine de lui en montrer le danger car il était à ses yeux "l'annihilation graduelle du comptoir" sans chance ultérieure de la compensation que nous pouvons obtenir aujourdhui". (48).

L'ambassadeur d'Angleterre, lord Cowley, n'ignorait rien des hésitations des responsables français ; elles l'incitaient à demeurer ferme sur ses positions et à faire pression pour obtenir une prompte décision (49). La rumeur de la mise en place par les Anglais de nouvelles mesures restrictives inquiéta Paris, où l'on en vint à douter sérieusement que la France puisse conserver son rôle en Gambie après l'évacuation d'Albréda. Aussi, pour écarter cette fâcheuse perspective, l'idée de recourir à l'arbitrage d'une tierce puissance lancée par Ducos dès novembre fut reprise par Magne en février. Une telle solution suscitait chez les deux ministres l'espoir quelque peu irréaliste de faire, d'une part, établir les droits que le gouvernement anglais avait toujours refusé de reconnaître à la France et d'autre part, accorder à son commerce les garanties indispensables à son développement. De plus, l'attente du jugement aurait vraisemblablement eu l'avantage de suspendre la mise à exécution des mesures restrictives. Enfin, de cette façon, les deux ministres pensaient mettre à couvert la responsabilité du gouvernement vis-à-vis des intérêts qui ne manqueraient

---

(47) Ministre du Commerce à ministre des Affaires étrangères, 28 décembre 1853, ibid.

(48) Ministre de la Marine à ministre du Commerce, 11 janvier 1854, ibid., ministre du Commerce à ministre de la Marine, 15 février 1854, ANSOM Sénégal IV 10 b.

(49) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 21 mars 1854, AMAE, Mémoires et Documents Sénégal 46.

pas d'être lésés par le jugement de l'arbitre (50).

Drouyn de Lhuys ne retient point la suggestion de ses collègues tout au moins dans l'immédiat. Après concertation avec Ducos, il adressa à lord Cowley en avril 1854, une note qui précisait les conditions auxquelles le gouvernement de Napoléon III se déclarait prêt à terminer cette trop longue négociation. Elle témoignait d'un incontestable esprit de conciliation. En effet, la France paraissait souscrire au point de vue britannique puisqu'elle affirmait ne pas persister à réclamer en échange d'Albréda d'autre compensation que l'abandon par l'Angleterre du droit de traiter à Portendick. Mais, elle se disait en droit d'espérer qu'il ne serait mis aucun obstacle à l'établissement du commerce français et à la nomination d'un agent consulaire à Bathurst. De plus, elle déclarait s'en remettre à l'équité du gouvernement de Londres pour indemniser les Français d'Albréda qui seraient obligés d'abandonner les propriétés immobilières qu'ils y possédaient (51).

Comme on pouvait s'y attendre, Lord Cowley se félicite de voir le gouvernement français souscrire à l'idée d'échange mais se montre résolument hostile à des demandes de garanties unilatérales. En effet, il pose le principe de réciprocité, feignant de s'étonner qu'à Saint-Louis la France n'offre point aux Anglais les mêmes avantages qu'elle revendique pour ses sujets à Bathurst. Enfin, prétextant de ne disposer d'aucun pouvoir pour en discuter, il écarte le problème des compensations pécuniaires (52).

---

(50) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 1er avril 1854, ibid.

(51) Ministre des Affaires étrangères à lord Cowley, 17 avril 1854, ANSOM Sénégal IV 10 b.

(52) Lord Cowley à Drouyn de Lhuys, 25 avril 1854, ibid.

L'ambassadeur précise alors sa pensée dans un projet de convention en cinq articles. Les responsables français jugent "acceptables" les trois premiers qui résument l'essentiel de leur position (53). Mais ils repoussent avec force le quatrième qui va être au coeur de la discussion. En effet, il consacre pour les commerçants l'égalité de traitement tant sur les rives de la Gambie que sur celles du Sénégal et de ce fait, il entraîne un "renversement complet" du système traditionnellement en vigueur à Saint-Louis. Malgré la détermination constamment affichée par les Anglais, Drouyn de Lhuys et Ducos ne désespèrent pas d'obtenir le retrait de cet article (54).

Devant l'opposition des Français, le gouvernement britannique adopte une nouvelle stratégie. Il présente alors un projet de convention réduit aux deux articles traitant de l'échange de Portendick-Albréda. Il n'est donc plus question des avantages réciproques. Sans doute, dans la correspondance entre Drouyn de Lhuys et l'ambassadeur de Grande-Bretagne, allusion est faite aux facilités dont pourraient bénéficier les Français en Gambie conformément à la législation commerciale anglaise, mais elle ne saurait avoir valeur d'engagement et en conséquence apaiser les esprits. Ducos, bientôt appuyé par Magne, fait savoir qu'il ne donnera en aucun cas son adhésion à un acte dans lequel les

---

(53) L'article 1 stipule la renonciation du gouvernement britannique au droit de commercer à Portendick, l'article 2 l'abandon à la Grande-Bretagne du comptoir d'Albréda et l'article 3 l'octroi aux Français du droit de résider à Bathurst et d'y commercer dans les mêmes conditions que les Anglais.

(54) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 2 mai 1854 et ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 8 mai 1854, ibid.

garanties envisagées ne seraient pas formellement exprimées (55).

Le gouvernement de Londres, en durcissant sa position, poursuivait un double but : se garder du côté de son opinion publique qui craint que la Gambie ne devienne "une colonie française sous un drapeau britannique" et mieux faire apprécier par ses interlocuteurs la concession qu'il s'apprêtait à leur soumettre (56). En effet, Cowley suggère de consigner dans un protocole les assurances qui avaient leur garantie dans l'article 3 de la convention (57). Mais Ducos rejette cette solution. En effet, le traité qui ne fait mention que de l'échange apparaîtra, une fois rendu public, comme un sacrifice consenti par la France. On peut donc craindre une vive opposition de la part des chambres de commerce et des négociants trafiquant avec la Sénégambie. Aussi, le ministre de la Marine juge-t-il préférable de réintroduire l'article 3 dans la convention et demande-t-il à son collègue de négocier dans ce sens (58).

Mais comme on peut le constater il n'est plus question de l'article 4 ce qui signifie que les Anglais renoncent à l'application du principe de réciprocité en leur faveur à Saint-Louis. Au moment où la France et l'Angleterre étaient engagés dans de délicates négociations avec la Prusse et

---

(55) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères 15 juin 1854 et ministre du Commerce à ministre de la Marine, 1er juillet 1854, ibid.

(56) Mémoire des marchands de Bathurst à principal secrétaire d'Etat pour les Colonies,11 juin, PRO CO 87/64.

(57) Ministre des Affaires étrangères à ministre de la Marine, 13 juillet 1854, ANSOM Sénégal IV 10 b.

(58) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 20 juillet 1854, ibid.

l'Autriche pour les amener à adopter une politique plus active à l'égard de la Russie, le gouvernement de Londres tient-il à faire preuve de bonne volonté ?

Contrairement à ce que l'on pouvait penser, le règlement de cette affaire n'en fut pas accéléré. Les Anglais ne montraient aucun empressement à inscrire dans la convention les garanties demandées par les Français. A Paris, comme à Saint-Louis, on regretta vivement cette absence de solution quand, au début de 1855, la perspective d'une guerre avec les Trarza posa, de nouveau, la question de Portendick et d'un éventuel blocus. Pour aboutir rapidement, le ministre de la Marine, un moment se déclara prêt à accepter la procédure du protocole (59). En fait, les Anglais ne désiraient point profiter de la situation et le Colonial Office interdisait au gouvernement de la Gambie de conclure un traité avec Mohammed el Habib, l'émir des Trarza (60).

Par ailleurs, la mort de Ducos en mars, remplacé par l'amiral Hamelin devait retarder le déroulement des discussions de même que la nomination de Walewski à la tête de la diplomatie en mai. La malencontreuse initiative de ce dernier de joindre la question des limites des comptoirs de l'Inde et le congrès de Paris jouèrent dans le même sens. Aussi, n'est-ce qu'en mars 1857 que fut enfin signée une convention qui consacrait l'échange et accordait aux Français les garanties qu'ils souhaitaient (61).

Cette longue négociation traversée de nombreuses vicissitudes se terminait finalement à la satisfaction du gouvernement impérial car non seulement l'article 3 dans une

---

(59) Ministre de la Marine à ministre des Affaires étrangères, 10 mars 1855 AMAE M & D 46

(60) Molesworth to O'Connor, 28 juillet 1855, PRO CO 401/9

(61) Convention du 7 mars 1857, AMAE M & D 47

version améliorée était réintégré dans la convention mais un article 4 avait été ajouté pour donner aux sujets français établis à Albréda tous les apaisements souhaitables quant à leurs propriétés et à la liberté de leur commerce.

Ainsi, le gouvernement avait abandonné sa position initiale. En effet, en 1851, dans un sursaut patriotique, il avait, à la suite de la Commission des comptoirs décidé le maintien de l'autorité française à Albréda. Mais, l'année suivante, appréciant plus lucidement la situation, il acceptait que l'Union Jack y remplace le drapeau tricolore à la condition que les intérêts de ses sujets soient sauvegardés en Gambie. Le but a été atteint si l'on en croit le vice-consul de France à Bathurst qui déclare en 1864 à Faidherbe que la Gambie est devenue "un comptoir français tenu par les fonctionnaires anglais" (62). La crainte exprimée une dizaine d'années auparavant par les marchands de Bathurst était devenue réalité.

c) Une illusion : les économies budgétaires

Si nous quittons le domaine de l'économie pour celui de l'administration nous constatons que là aussi le ministère a mis en oeuvre presque toutes les recommandations formulées par la commission présidée par Benoist d'Azy. Tout d'abord, le service religieux des établissements du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique a été unifié sous la direction de la Congrégation du Saint-Esprit. Les réductions du personnel tant à l'administration de la justice qu'à celle des Ponts et Chaussées désormais absorbée par la direction du génie réalisées tandis que l'efficacité du service des douanes était améliorée par l'envoi d'un personnel com-

---

(62) Le vice-consul de France à Bathurst à gouverneur du Sénégal, 6 mai 1864, ANS AOF 1 F 6.

pétent. Enfin, malgré la résistance tenace et lucide de Protet, la réforme majeure qui consiste à ériger Gorée et les établissements de la côte de l'Or en colonie indépendante de Saint-Louis finira par voir le jour en novembre 1854 à l'occasion du remplacement du gouverneur par Faidherbe.

Par contre, dans le domaine de l'enseignement ni la direction des Colonies ni Protet n'ont manifesté la moindre volonté de mettre en oeuvre les conclusions de la commission qu'il s'agisse de la création d'une école primaire supérieure sur le modèle métropolitain ou de la formation de mécaniciens pour les navires à vapeur pourtant largement évoquée lors des discussions sur l'instruction publique.

A l'origine de la création de la Commission des comptoirs se trouvait la volonté de réaliser de sérieuses économies dans le budget des colonies. Les membres de l'Assemblée Nationale avaient jugé excessives, on s'en souvient, les charges imposées par le Sénégal alors que la position de la France devant cette partie de l'Afrique occidentale était faible et se dégradait sans cesse. Par ailleurs, ils dénonçaient un manque de rigueur dans la gestion des deniers publics. Mais il était évident qu'à partir du moment où la commission après avoir étudié le problème de la présence française dans toute son ampleur avait décidé que les intérêts en jeu justifiaient une politique active d'expansion et d'effort militaire la perspective d'économies budgétaires s'évanouissait.

Dans ces conditions, seules quelques mesures ponctuelles étaient possibles comme l'absorption du service des Ponts et Chaussées par celui du Génie. Parallèlement un effort a été accompli pour éliminer tout désordre dans la comptabilité. En 1855, au moment de l'établissement des comptes définitifs du budget de 1853, le ministre reconnaît

et félicite l'administration de Saint-Louis d'être entrée dans la voie de la rigueur dont il espère qu'elle ne sortira plus désormais (63).

Un rapide coup d'oeil jeté sur l'évolution du budget entre 1850 et 1854, dernière année avant la constitution des deux colonies distinctes du Sénégal et de Gorée, n'est pas sans intérêt. La première remarque qui s'impose à la lecture des chiffres c'est que le plus bas niveau se situe en 1850 pour la subvention accordée par la métropole et l'année suivante pour l'ensemble du budget.

TABLEAU XLVI.- BUDGET DU SENEGAL - 1848-1854 SERVICE COLONIAL

ANNEE	BUDGET	SUBVENTION	%
1848	965 517	509 400	52,76
1849	926 448	360 000	38,85
1850	956 831	343 018	35,85
1851	831 001	435 000	52,35
1852	844 860	485 900	57,51
1853	1 366 268	949 400	69,48
1854	1 149 227	542 900	47,24

d'après Ministère de la Marine et des Colonies. Comptes définitifs

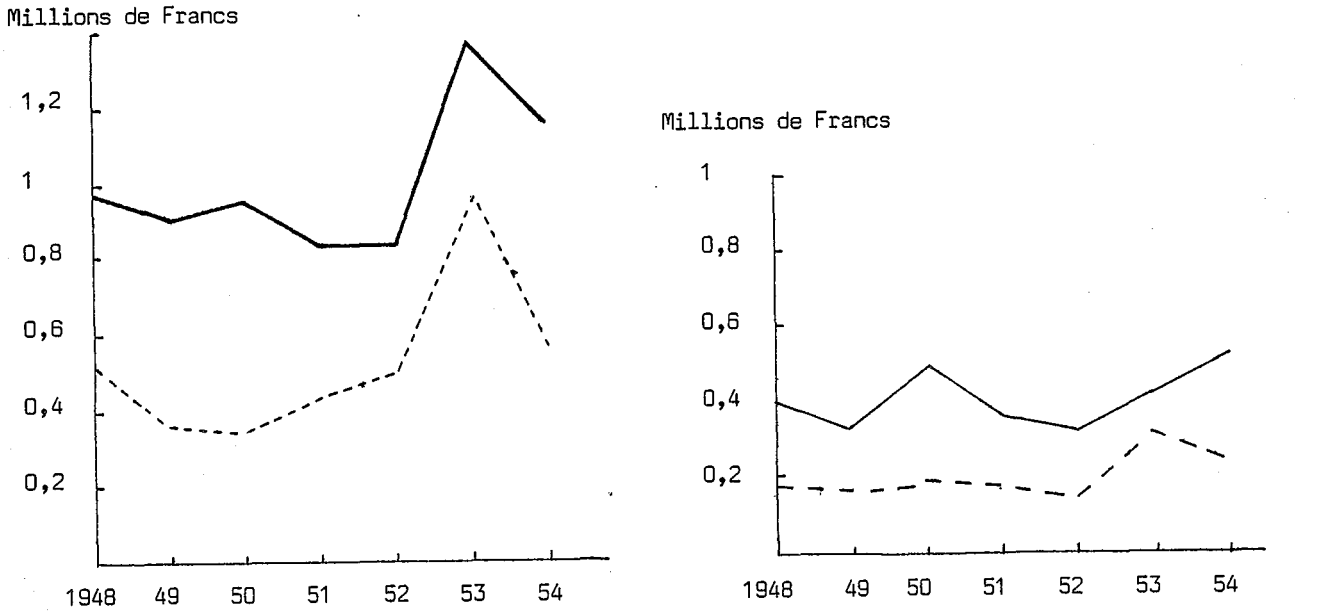
C'est donc au moment où la commission se réunit et remet son rapport que les conséquences de la crise s'inscrivent

---

(63) Ministre à gouverneur, 24 août 1855, ANSOM Correspondance générale 543, fol. 396.

GRAPHIQUE 30

EVOLUTION DU BUDGET COLONIAL
1848-1854



D'après le Ministère de la Marine et des Colonies - Budget (Service Colonial) Comptes Définitifs

le plus nettement possible dans les courbes (64).

Mais si fâcheuse que soit cette diminution des moyens financiers pour les comptoirs du Sénégal à une période difficile de leur histoire, force est de constater qu'ils ont été relativement épargnés. C'est ce qui ressort d'une étude officielle signalant que de 1848 à 1851, le budget total du ministère de la Marine a connu une baisse considérable de 29,5% et le service colonial de 20,7% alors que pour le Sénégal la subvention n'a reculé que de 14,6% et le budget que de 13,9% seulement (65).

Examinons maintenant l'évolution globale de la masse budgétaire entre 1850 et 1854. L'augmentation qu'on peut déceler est modérée (16,74%) et la comparaison avec les cinq années précédentes en limite la portée car la moyenne annuelle s'inscrit, en réalité à un niveau légèrement inférieur (-2,7%) (66). Cela s'explique par le fait que les premières années se placent encore sous le signe de la crise et des économies et que les grandes décisions n'ont été prises qu'en 1853, année de l'effort financier maximum complété, par ailleurs, par un important crédit extraordinaire.

La subvention métropolitaine a progressé d'une manière beaucoup plus vigoureuse. Son montant constamment su-

---

(64) La subvention a chuté de plus d'un tiers (32,6%) entre 1848 et 1850 et l'ensemble du budget de 13,9% entre 1848 et 1851. L'année 1846 à l'inverse, avait marqué le point culminant tant pour la subvention (677.361 F.) que pour l'ensemble du budget (1.198.751 F.).

(65) Ministre de la Marine et des Colonies, Comptes définitifs 1851, t.1, p.240.

(66) La moyenne pour la période 1845-1849 s'établit à 1.058.071 F.) et pour les années 1850-1854 à 1.029.637 F.

périeur à 500.000 francs depuis 1844 était descendu autour de 300.000 en 1849 et en 1850. Trois ans plus tard, il avait triplé, traduction financière de la volonté du gouvernement d'intervenir efficacement en faveur du Sénégal.

Phénomène tout à fait significatif, la subvention représente dans les recettes du Sénégal une part considérable qui, au fil des ans, se situe autour de la moitié. C'est ainsi qu'en 1848, elle s'inscrit à 52,76% et si elle descend les deux années suivantes, aux environs de 35%, elle retrouve vite son pourcentage habituel, non sans atteindre en 1853, avec près de 70%,un maximum (67). Par ailleurs, les fluctuations de la subvention ne doivent pas nous faire oublier que leurs effets ont été, en temps de crise, atténués grâce aux disponibilités de la caisse de réserve accumulées pendant les bonnes années. Ainsi, en 1850, la subvention étant tombée au plus bas, un prélèvement de 130.000 F. a permis de maintenir à peu près à 500.000 F. le montant de l'aide au budget du Sénégal (68).

Le sérieux effort financier que doit consentir l'Etat s'explique par la faiblesse des ressources propres aux comptoirs. La progression est d'ailleurs relativement modeste au lendemain de la crise et au moment où les besoins s'accroissent avec l'adoption d'une nouvelle politique. De 1850 à 1854, elle n'est que de 7,65% pour les impôts directs et indirects mais il est vrai que 1850 est une année relativement favorisée

---

(67) Voir tableau XLVI. A titre de comparaison, la part de la subvention s'était élevée à 56,14% en 1845, à 56,5% en 1846 et à 46% en 1847.

(68) Après un prélèvement considérable de 223.461 francs en 1849 les ressources de la caisse de réserve s'épuisaient et il fallut bien à partir de 1851 relever le montant de la subvention.

par rapport aux deux années précédentes et aux deux années suivantes (69). Par contre, la perception des droits de douane a connu pendant la même période une augmentation beaucoup plus forte de 20,5% comblant ainsi le manque à gagner provoqué par la mise en vigueur de la franchise du port de Gorée. C'est en 1853, comme on pouvait s'y attendre, qu'elle atteint son maximum à la suite du vigoureux élan des échanges que l'on a constaté cette année là. (70).

Ayant enfin décidé à la fin de 1852 d'entreprendre l'expédition de Podor, l'Etat s'est donné, l'année suivante, les moyens de sa politique en augmentant l'ensemble du budget du service colonial de 61,7%, la subvention de 95,4% et en débloquant des crédits extraordinaires représentant près du quart des dépenses ordinaires. Mais, une fois le fort construit, c'est le retour rapide aux normes avec, en particulier, une subvention ramenée à un demi-million de francs comme en 1848. Malgré les difficultés rencontrées et les incertitudes de l'avenir, on tente de se persuader à Paris que le but est atteint et que la poursuite de l'effort financier ne s'impose point. Mais, bien vite, le ministère comprit que l'expédition de Podor n'était qu'un point de départ et qu'il s'avérait indispensable d'engager de nouvelles et fortes dépenses pour consolider, d'abord, et pour en élargir les résultats, ensuite. Ainsi, convient-il pour apprécier l'importance des moyens mis en oeuvre pour l'application stricte du programme de 1851 de porter un regard sur les années suivantes. La comparaison est rendue difficile par le fait que les budgets ne

---

(69) En 1850, les rentrées s'élèvent à 483.093 francs et à 520.097 francs en 1854 contre 394.200 et 242.086 pour 1848 et 1849 et 361.167 et 317.610 pour 1851, 1852. L'année suivante, les résultats sont encore inférieurs à ceux de 1850 : 416.598 francs.

(70) Les recettes de douane ont progressé de 61% en 1853 par rapport à 1850.

concernent plus, à partir de 1855, que le Sénégal stricto sensu. Tout d'abord, les dépenses réellement effectuées se situent en 1856 au même niveau que deux ans auparavant pour l'ensemble des comptoirs de Saint-Louis et de Gorée. Ensuite, en quatre ans, elles ont à peu près doublé et si la subvention a été réduite, le recours à la procédure des crédits supplémentaires et extraordinaires a été largement utilisée. (71).

L'intérêt porté par le gouvernement au Sénégal se traduit dans ses options budgétaires. Soucieux de préserver l'avenir au moment où la crise des finances métropolitaines est à son comble, il en limite au maximum les incidences assurant aux comptoirs du Sénégal une situation relativement privilégiée et dès que la conjoncture s'améliore, il n'hésite pas à consacrer les sommes nécessaires au renforcement des moyens militaires et au rétablissement du fort de Podor.

Dans l'ensemble, en dépit de quelques lacunes et insuffisances auxquelles on peut ajouter l'insuccès rencontré par Protet dans le recrutement des troupes indigènes dans le haut fleuve, on peut affirmer que le programme de la Commission des comptoirs a été réalisé au milieu de 1854 (72). Il

---

(71) En 1854, les dépenses d'élèvent à 1.149.227 francs, à 1.147.000 en 1856 et 2.017.500 en 1859. Ministre de l'Algérie et des Colonies à gouverneur, 21 juin 1859, ANSOM Sénégal IX 5.

(72) La commission déclarait "attacher beaucoup d'importance" aux troupes indigènes et se disait favorable au retour du recrutement dans le haut fleuve. Mais la loi d'abolition de l'esclavage rendait l'opération difficile. Protet signale à plusieurs reprises, l'impossibilité de recruter autant d'hommes que le ministère le souhaitait. Par ailleurs, ces soldats paraissent avoir été d'une efficacité douteuse. Certains même, à l'occasion de l'expé-

a donc fallu trois ans pour le mettre en oeuvre. Ce délai ne pouvait qu'indisposer les impatients, souligner les limites des réformes et alimenter les critiques.

Le nouveau régime du commerce des gommes déçut car il traduisait incomplètement dans les faits le principe libéral dont il était pourtant censé s'inspirer. Aussi, les négociants européens n'ont-ils pas tardé à dénoncer les entraves qui subsistent et à réclamer leur suppression. Le retard et la maladresse dans l'exécution des mesures militaires présentées comme la condition sine qua non de tout redressement de la position française dans le fleuve rendirent plus sensible leur manque d'ampleur. A qui est nourri de libéralisme économique pour lequel la concurrence doit s'exercer pleinement, et d'auteurs tels que Raffenel qui vantent les richesses de l'intérieur de l'Afrique et dressent des plans de pénétration, le programme de la commission adopté par le gouvernement ne pouvait que paraître timoré. Très vite, il s'est trouvé dépassé.

2. - La pression du commerce européen

Ces dernières années, deux thèses particulièrement importantes ont apporté sur la période qui a précédé la nomination de Faidherbe au gouvernement du Sénégal une large documentation et un éclairage souvent neuf. Aussi, nous nous permettrons d'y renvoyer le lecteur (73). Dans ces conditions

---

... dition du Fouta ont déserté. Gouverneur à ministre, 7 août 1852, n° 383, 22 août 1853, n° 391, ANSOM Sénégal I 37 b, 13 juillet 1854, n° 304, ANSOM Sénégal I 40 b.

(73) BARROWS (Leland Conley) : Général Faidherbe, the Maurel et Prom Company and French Expansion in Senegal (Université de Californie, Los Angeles, 1974) thèse manuscrite mais actuellement reprise et mise à jour afin d'être

nous nous bornerons à analyser les pétitions adressées aux autorités par les négociants européens afin de préciser en quoi leur position allait au-delà du programme élaboré par la Commission des comptoirs.

Au lendemain de la Révolution de 1848, on s'en souvient, un large débat contradictoire sur l'avenir du Sénégal s'était ouvert entre négociants et habitants. Mais, fait nouveau et significatif, après les élections législatives d'août 1851, seuls les premiers poursuivent leur combat. Durand-Valantin après un dernier pamphlet se tait. Son effacement peut s'expliquer par les difficultés financières qui l'assaillent alors, mais aussi et surtout par le fait qu'un certain nombre de Sénégalais, mulâtres ou noirs, désorientés par les épreuves d'une si longue crise se sont laissés entraîner dans le sillage de négociants habiles à les rassurer.

Cette campagne du commerce européen se déroule, ne l'oublions pas, dans un climat économique nouveau puisque depuis 1852, des signes de reprise apparaissent et s'affirment qui incitent à l'optimisme et à l'action. Evidemment, les responsables politiques à Paris comme à Saint-Louis n'ont pas manqué d'y être attentifs et il conviendra d'apprécier dans quelle mesure les idées exprimées par les négociants ont pu infléchir la ligne de conduite du gouvernement.

... publiée sous forme de biographie du Général Faidherbe. En attendant, l'auteur a rédigé pour le Mois en Afrique une série d'articles sous le titre : L'oeuvre, la carrière du général Faidherbe et les débuts de l'Afrique noire française : une analyse critique contemporaine, n° 235-236, août-septembre 1985 pp. 120-150, n° 237-238 octobre-novembre 1985, pp. 130-156, n° 239-240, décembre 1985-janvier 1986, pp. 120-150. SAINT-MARTIN (Yves-Jean) La formation territoriale de la colonie du Sénégal sous le Second Empire 1850-1871 (Université de Nantes, 1980) non publiée.

a) La pétition de Marc Maurel de décembre 1851

Le coup d'envoi a été donné à Saint-Louis par la pétition datée du 8 décembre 1851. Rédigée par Marc Maurel, neveu d'Hilaire Maurel, un des fondateurs de la célèbre maison bordelaise, elle a été remise à Protet (74). Elle voyait le jour six mois après que la Commission des comptoirs ait rédigé son rapport. Celui-ci était-il connu ? Il ne le semble pas si l'on en croit Auxcousteaux qui, dans le Courrier du Havre déclare qu'il est encore un secret dont on ignore "si c'est une épée de Damoclès ou une pluie d'or qu'il tient ainsi suspendu sur le Sénégal" (75). Mais, est-il invraisemblable de penser que les négociants ont recueilli quelques informations auprès de certains participants, Régis, par exemple ? Quoiqu'il en soit, on notera avec intérêt que la pétition qui pourtant accorde une très large place à la réforme de la traite des gommes ne dit mot de la pratique du compromis. Peut-être parce que son auteur savait que la commission l'avait fermement condamnée. Par ailleurs, les nouvelles du coup d'Etat et de la nomination de Ducos, faute de n'être pas encore parvenues à Saint-Louis n'avaient eu aucune incidence sur sa rédaction.

En réalité, les idées maîtresses de la pétition faisaient l'objet de débats depuis plusieurs mois. Le capitaine Jean Lombard, commandant la Sylphide, de retour à Marseille y fait écho dans son rapport de mer en déclarant qu'il serait temps que cette "méthode usée" d'aller traiter aux

---

(74) MAUREL Marc (1826-1911) Au moment où il rédige cette pétition, c'est donc un tout jeune homme de vingt cinq ans, depuis peu membre suppléant du Conseil d'administration.

(75) Courrier du Havre, 10 novembre 1851.

escales à une époque fixe fut abolie (76). De son côté, Durand-Valantin signale l'apparition récente de l'idée de supprimer les escales et de les remplacer par des établissements permanents fondés sur la rive gauche. Elle lui a paru suffisamment grave pour se décider, dans l'été 1851, à la réfuter dans un travail qu'il adresse au ministre (77). Selon Protet, c'est une "réponse à une pétition qui est encore... sous forme de projet" (78). Ainsi, quelques mois avant celle de Marc Maurel, Durand-Valantin avait déjà rédigé une contre-pétition. Nul doute, à partir de cette date, le traditionnel système des escales est âprement contesté et au coeur de toutes les discussions.

Marc Maurel, dans son travail de soixante et une pages manuscrites oppose un lointain âge d'or à une situation actuelle marquée par la misère. Il rappelle les raisons maintes fois avancées pour expliquer celle-ci : production stagnante de la gomme, nombre de plus en plus élevé des traitants et augmentation constante des frais. Pour lui, le remède n'est point dans le malthusianisme frileux de certains "niveleurs" réclamant une limitation du nombre des traitants et de négociants, mais dans la création de nouveaux débouchés pour donner de l'emploi à tous et dans "l'élargissement de l'espace où se meut notre activité pour que chacun s'y trouve à son aise" (79).

---

(76) Rapport de mer du capitaine Jean Lambert, La Sylphide, Marseille, 2 septembre 1851, ANSOM Sénégal XIII 29 d.

(77) Durand-Valantin à ministre, 3 septembre 1851, ANSOM Sénégal XIII 29 b.

(78) Gouverneur à ministre, 6 septembre 1851, n°412, ANSOM Sénégal I 37 b.

(79) Pétition adressée à Monsieur le Gouverneur du Sénégal, 8 décembre 1851, ANSOM Sénégal XIII 30 a.

Marc Maurel se fait le défenseur de deux idées essentielles : la liberté du commerce et l'expansion économique. Selon lui, la première rencontre un succès de plus en plus certain : "c'est autour d'elle que gravite dans ce moment la majorité de la population". C'est donc un changement profond de mentalité qui s'est produit depuis quelques années et c'est heureux car il doit permettre ce "changement prompt et énergique" que l'auteur de la pétition appelle de ses voeux.

Par ailleurs, il réhabilite la notion de concurrence si sévèrement attaquée dans les années quarante :

> " Nous persistons à dire que loin d'être un fléau, la concurrence est un bien ; dans le nouvel ordre des choses elle sera ce qu'elle aurait dû toujours être, un stimulant raisonnable et nécessaire excitant noblement l'activité humaine pour l'amener à mieux faire".

Le rôle de l'Etat dans cette perspective libérale doit être repensé. Il ne peut plus être d'intervention constante et de règlementation tatillonne comme auparavant :

> " A force de vouloir faire intervenir l'Etat dans les affaires des particuliers on finit par devenir tyrannique en poussant à l'excès un zèle trop passionné. L'Etat doit exercer sans doute une certaine surveillance sur les affaires en général ... mais ce doit être toujours d'une manière très réservée".

Marc Maurel constate que la liberté accordée depuis 1848 au commerce de Galam a déjà produit d'excellents fruits. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la traite des gommes ? Il propose de supprimer les escales de la rive droite et

d'accorder la liberté de traiter les gommes tout au long de l'année. Sous le double rapport de la sécurité et du maintien des relations convenables avec les Maures un changement aussi important impose une transition. C'est pourquoi la liberté devra être circonscrite dans les postes fortifiés de Dagana et de Podor quand celui-ci sera rétabli. Maurel insiste alors sur les avantages variés tant politiques qu'économiques et sociaux procurés par la traite à terre. Tout d'abord, pratiquée sur la rive gauche que la France prétend contrôler elle échappera aux vexations des Maures. Ensuite, dans ces établissements fixes on pourra traiter la gomme dans de bien meilleures conditions :

> " Quand la gomme viendra chez nous, dans nos établissements, nous ne l'achèterons plus en étourdis comme à bord des navires, mais en hommes qui réfléchissent et mettent de côté toute sotte question d'amour-propre. A terre, chez nous, nous achèterons la gomme avec le même calme que si elle nous était portée à Saint-Louis."

On y traitera aussi mil et arachides. Enfin, pour l'auteur de la pétition ce nouveau régime de traite devrait entraîner des frais moindres - et il le démontre chiffres à l'appui -, et donner au laptots du travail toute l'année.

On sait combien nombreuses ont été les critiques formulées contre le régime des coutumes alors en vigueur. Maurel prévoit de le modifier de telle manière que les traitants soient soustraits aux exigences des souverains. C'est le gouverneur qui s'entendra avec les princes maures pour leur payer une coutume fixe sur la base du commerce réellement effectué. En contre-partie, les traitants pourraient acquitter une taxe aux autorités françaises.

Par ailleurs, Maurel s'emploie à réfuter l'objection

si souvent formulée que les négociants à la faveur de la liberté du commerce des gommes veulent s'emparer de tout le commerce du fleuve. Afin de rassurer les traitants et d'obtenir la signature de plusieurs d'entre eux, il va même jusqu'à proposer que les commerçants européens soient exclus des établissements des rives du Sénégal. Enfin, il ne craint pas d'aborder une question particulièrement délicate : les pavillons étrangers doivent-ils être admis à Saint-Louis ? Il n'y est pas hostile, mais comme il sait que l'idée est impopulaire chez de nombreux négociants, il ne la proposera pas.

Maurel, comme beaucoup d'autres observateurs, a bien conscience que la gomme seule ne peut assurer la prospérité du Sénégal et sa transformation de comptoir en colonie. L'agriculture est donc une nécessité. Le coton, l'indigo, le sésame offrent des possibilités mais c'est l'arachide qui jouera le premier rôle. Sa culture a fait ces dernières années des progrès spectaculaires du Kayor à Sierra Leone alors que les rives du Sénégal sont délaissées. Pourtant le Fouta et le Galam pourraient en fournir beaucoup. L'impulsion pourrait être donnée à Dagana et à Podor par des Saint-Louisiens qui obtiendraient des concessions de terres et dans le pays de Galam par les demandes sans cesse croissantes des commerçants. Mais pour Bakel, il importe de résoudre avant tout le problème crucial de l'évacuation des produits. La solution idéale serait l'aménagement du Sénégal de telle manière qu'il soit navigable toute l'année mais dans l'immédiat l'auteur de la pétition se tourne vers l'Etat pour lui demander de mettre à la disposition des commerçants deux remorqueurs à vapeur (80).

---

(80) Maurel prévoit pendant deux ans une mise à disposition gratuite : "l'Etat doit venir à notre aide car dans ce pays personne n'est jamais assez riche pour faire la dépense d'un remorqueur". Il oublie délibérément les

L'introduction du nouveau régime de la traite des gommes provoquera-t-elle une guerre avec les Maures ? Non, répond Maurel, car les chefs africains pourraient se rendre compte que ce changement serait en fin de compte favorable à leurs intérêts :

> " Une guerre n'est pas possible car elle serait entreprise sans aucun motif et ferait bien plus de mal aux Maures qu'elle n'en ferait aux habitants du Sénégal. Nous nous établirons à Dagana et à Podor et autour de nous se groupera une population avide de sécurité. Cette population sera française et combattra pour nous quand nous le voudrons. C'est seulement à partir de ce jour que le fleuve nous appartiendra et que nous exercerons sur les pays voisins une autorité réelle".

Sur cet aspect politique, Maurel ne s'étend guère, préférant, dit-il, simplement traiter de la question commerciale. Vraisemblablement, il est bien conscient de la difficulté qu'il y aura à rallier les Maures à ses idées mais il veut, avant tout, convaincre le ministre qu'elles sont réalisables et qu'elles sont soutenues à Saint-Louis par des personnes d'origines différentes.

En effet, la pétition a été signée par des personnalités telles que le docteur Bancal ou Marguerie de Montfort, conseiller à la cour d'appel, des négociants, des commerçants en gros, des détaillants, des employés et des traitants, des

---

... maisons de commerce qui ont leur siège en métropole, Maurel et Prom par exemple, qui, deux ans plus tard trouvera le moyen de mettre en chantier l'Aquitaine.

blancs, des mulâtres et des noirs (81). Certains ont ajouté des commentaires exprimant leur adhésion ou leurs réserves. On approuve "pleinement les idées heureuses, neuves et progressives" du travail de Maurel qui est "le prélude des transformations qui doivent régénérer le Sénégal". Mais, comme on pouvait s'y attendre, du côté des négociants, on s'élève contre "l'intempestif conseil" d'exclure des établissements du Fleuve les commerçants européens, concession destinée à obtenir la signature des traitants.

Ainsi, en présentant d'une manière habile quelques unes des idées exprimées depuis plusieurs années sur l'avenir du Sénégal, Maurel a réussi à recueillir un très large assentiment parmi les Saint-Louisiens. Dans ces conditions, il est curieux que Protet abordant quelques jours plus tard, dans une lettre au ministre, les mêmes problèmes à propos de ses observations sur le rapport de la Commission des comptoirs ne fasse aucune mention de la pétition (82). Peut-être, le temps lui a-t-il manqué pour l'étudier sérieusement et

---

(81) BANCAL (Etienne, Prosper) 1808-1877. Ancien chirurgien de la Marine est resté au Sénégal où il exerce la médecine civile, a été adjoint au maire de Saint-Louis. Faidherbe en fera en 1864, un chef du bureau de l'intérieur, chargé des affaires économiques. AN Colonies EE 89. Parmi les négociants on peut citer : U. Borel, A. Granges, Lacoste, Merle et A. Teisseire, les commerçants en gros : Héricé, Pellen, les détaillants : Destigny, les employés : Marqus et l'explorateur L. Panet que Maurel vient de recruter, les traitants : Beccaria, A. Crespin, H. Dodds, B. Dumont, Macnamara, Ch. Pellegrin, Ch. Valantin, Birama Youga, Yora Sar et Mody N'Diaye.

(82) Gouverneur à ministre, 13 décembre 1851, n°579 déjà citée.

s'en entretenir avec les principaux intéressés. Toujours est-il qu'il n'a montré aucun empressement pour en informer Ducos puisqu'il ne lui a communiqué le texte que quelques mois plus tard, en mai, et après que Marc Maurel eut menacé d'en envoyer une copie directement au ministre. Cependant, le gouverneur se proposait de présenter ses propres observations à la lumière d'un travail que Durand-Valantin préparait sur le même sujet (83). En réalité, cette confrontation n'a jamais eu lieu et Protet en rejeta la responsabilité sur l'ancien maire de Saint-Louis (84). Par ailleurs, il n'a jamais appelé le Conseil d'administration à débattre des idées exprimées par Marc Maurel.

A Paris, par le décret du 22 janvier 1852, le gouvernement venait de mettre en place un nouveau régime du commerce des gommes conforme aux propositions de la Commission des comptoirs, mais en retrait par rapport aux aspirations récemment manifestées par les négociants de Saint-Louis. Entre temps, ceux-ci avaient chargé Ancel, un ancien député, et Auxcousteaux de remettre à Ducos une note destinée à appuyer leur pétition (85). Elle insistait sur la nécessité d'abolir le régime commercial "restrictif et exceptionnel" auquel était soumis le Sénégal et de faire rentrer ce dernier dans le "droit commun". En conséquence, elle demandait que la traite de la gomme soit effectuée par tous les habitants

---

(83) Gouverneur à ministre, 16 mai 1852, n°230, ANSOM Sénégal XIII 1 a.

(84) Du même au même, 11 octobre 1852, n°480, ANSOM Sénégal I 37 b.

(85) Note remise à M. Ducos, ministre de la Marine, 20 février 1852, ANSOM Sénégal XIII 30 a. Daniel Ancel est un important armateur du Havre, ancien membre de la Législative, il devint en 1852, candidat officiel, sera maire de la ville et président de la chambre de commerce.

du Sénégal, sans distinction de couleur ni d'origine, à bord des navires ou à terre pendant toute l'année. Il n'était donc plus question d'en écarter les Européens. Enfin, elle proclamait sa confiance dans la liberté, source de toute expansion. Dans ces conditions, il n'y a pas à redouter les dépenses provoquées par la création d'établissements destinés à assurer la protection du commerce sur la rive gauche du fleuve, elles seront compensées par de plus fortes rentrées de droits de douane.

b) Campagnes de presse et interventions auprès du ministre de la Marine 1852-1854

En l'absence de toute réaction officielle, les négociants décident de faire imprimer le mémoire de Maurel. Il paraît à Bordeaux en septembre (86). Au même moment débute une campagne de presse qui se poursuivra jusqu'à la nomination de Faidherbe en novembre 1854. Auxcousteaux, dans le Courrier du Havre révèle l'existence de la pétition, en reprend les thèmes essentiels et une partie de l'argumentation développée dans la note de février (87). Quelques mois plus tard, dans un article leader de janvier 1853, il attire de nouveau l'attention sur le Sénégal, colonie qui, selon lui, a le plus d'avenir. Pour bâtir celui-ci, il n'existe pas de meilleur guide que "l'excellent" plan Maurel présenté cette fois d'une manière beaucoup plus détaillée. Le journaliste souligne "qu'après vingt cinq ans d'essais stériles, on est d'accord dans la colonie depuis deux ans pour demander la liberté du commerce" et que le ministre de la Marine et des colonies "après avoir conservé longtemps une opinion favorable au monopole s'est enfin pénétré de l'idée que l'abolition des privilèges pouvait faire du comptoir une

---

(86) Pétition adressée à Monsieur le gouverneur du Sénégal, Bordeaux, imprimerie de Mme Veuve Crugy, 1852, 55 p.

(87) Le Courrier du Havre, 18 septembre 1852.

colonie". D'ailleurs quelques décisions récentes apparaissent à Auxcousteaux comme autant de signes avant-coureurs d'un changement radical. Enfin, il s'emploie à rassurer ceux qui redoutent des réactions violentes des Maures. A son avis, le plan peut être appliqué pacifiquement.

> "Il n'y a ni danger politique ni danger militaire à accorder au Sénégal le régime qu'il sollicite"(88).

Parallèlement, la maison Maurel et Prom passe à l'offensive tant à Paris qu'à Saint-Louis. Elle veut obliger les autorités à prendre parti sur les propositions faites dans le mémoire rédigé par un de ses dirigeants : aider au développement de l'agriculture pour accroître les aliments du commerce et libérer la traite des gommes de toutes ses entraves. C'est pourquoi elle demande l'octroi d'une concession à Dagana pour y entreprendre des essais de culture du coton, de l'indigo et de l'arachide. Elle espère que les noirs l'imiteront et elle leur promet d'acheter leurs produits à des prix avantageux. Par ailleurs, elle sollicite l'autorisation de traiter la gomme et généralement tous les produits de quelque rive qu'ils proviennent tout au long de l'année.

Les dirigeants de Maurel et Prom tiennent à faire remarquer qu'ils ne réclament aucun privilège en leur faveur mais tout simplement l'exercice d'un droit. A leur initiative, ils attachent une valeur exemplaire. En effet, par ses heureux résultats, elle apportera une double démonstration. D'une part, elle révèlera des richesses jusqu'ici ignorées et elle ne manquera pas de susciter des imitateurs. D'autre part, en réalisant sans secousse des transformations radicales, elle prouvera l'inanité des difficultés imaginées

---

(88) Le Courrier du Havre, 22 janvier 1853.

par tous ceux qui s'opposent au changement (89).

En réalité, le véritable but de la démarche de la maison Maurel et Prom en posant d'une manière aussi concrète le problème de la suppression des escales est de mettre le ministère au pied du mur et de l'obliger à donner enfin une réponse à la pétition qu'un de leurs dirigeants avait remise à Protet près d'un an auparavant. Mais le ministère demeure silencieux, aussi les négociants bordelais intéressés au commerce sénégalais vont-ils s'organiser en groupe de pression. A leur tête se trouvent évidemment les dirigeants de Maurel et Prom mais c'est Tandonnet, négociant et armateur qui est chargé d'intervenir auprès du ministre (90). Il a été choisi parce qu'il est un ami de longue date de Ducos, ce que n'est pas Hilaire Maurel contrairement à ce que voudrait accréditer une tradition familiale bien ancrée (91). Tandonnet adresse alors au ministre, en janvier 1853, un mémoire qui reprend l'essentiel de la pétition de décembre 1851. Selon les signataires :

> "Rien d'injuste et d'imprudemment aventurier dans les propositions qui vous sont soumises. Rien non plus de vraiment difficile, seulement il faut vouloir et persévérer... Nous serons maîtres du jour où nous voudrons l'être et les Maures se soumettront à la volonté de la France".

Quant à la persévérance dans le but comme dans les moyens elle est incompatible avec les changements fréquents

---

(89) Hilaire Maurel et Compagnie à ministre de la Marine, Saint-Louis, 13 octobre 1852, ANSOM Sénégal XIII 30 c.

(90) Tandonnet à ministre, 18 janvier 1853, ANSOM Sénégal XIII 1 b.

(91) Voir Saint-Martin, op. cit., t.1, p. 315.

de gouverneurs,aussi les auteurs du mémoire suggèrent-ils de nommer à la tête du Sénégal, à l'exemple de ce qui venait d'être fait pour la Réunion, un civil qui, à la différence d'un officier de marine soumis aux contraintes de l'avancement, soit assuré de séjourner longtemps dans la colonie (92).

Le ministre se contente d'une réponse évasive (93). Quelques mois plus tard, au cours d'un voyage à Bordeaux, il reçoit en audience, le 26 juillet 1853, les chefs des maisons "sénégalaises". Ceux-ci insistent sur "l'urgence" qu'il y a à "s'établir solidement sur la rive gauche du fleuve" pour assurer non seulement la liberté du commerce de la gomme mais aussi et surtout l'avenir de la culture des arachides (94).

Auxcousteaux profite de cette occasion pour lancer une nouvelle offensive dans le Courrier du Havre. Après avoir rappelé le programme de réformes qu'il avait proposé dans sa brochure publiée deux ans auparavant, il signale l'effort de réflexion accompli par les habitants de Saint-Louis pour comprendre leurs problèmes et surtout l'esprit d'initiative manifesté par quelques capitalistes. Ils ont provoqué par leurs demandes croissantes le développement de la culture des arachides sur les rives du fleuve et ils sont prêts à y faire des établissements avant même que le nouveau régime commercial ne soit inauguré. De plus, une maison de Bordeaux a décidé de construire un navire à vapeur pour relier la

---

(92) Mémoire adressé à S E le ministre de la Marine et des Colonies par le commerce sénégalais à Bordeaux. Parmi les signataires, outre Tandonnet frères et Maurel et Prom, on note Calvé et Devès et Lacoste, ANSOM Sénégal XIII 30 b.

(93) Ducos à "mon cher Tandonnet", 27 janvier 1853, ANSOM Sénégal XIII 1 b.

(94) Marc Maurel à Mestro, 25 juillet 1853, ANSOM Sénégal I 38 c.

métropole au Sénégal. En définitive, peut-on trouver de meilleures preuves de confiance dans l'avenir du Sénégal ?

Cependant, c'est au gouvernement qu'il appartient désormais de seconder les efforts des négociants :

> " C'est un peu, très peu d'argent qu'il faut faire figurer pendant quelques années seulement au débit de la colonie... c'est l'abolition du système désastreux des escales qu'il faut enfin ordonner".

Et Auxcousteaux ajoute, comme pour forcer la main au ministre :

> " Monsieur le ministre comprend tous ces besoins du Sénégal et nous n'hésitons pas à croire qu'il proposera très prochainement à l'Empereur la réalisation des mesures que nous venons d'indiquer".(95).

Le lendemain le Courrier du Havre se contentait de reproduire l'article du Courrier de la Gironde qui rendait compte de l'entrevue accordée par le ministre et de ses résultats satifaisants (96). Le 29 juillet Auxcousteaux reprenait la plume, cette fois pour féliciter Ducos de sa compréhension des intérêts du Sénégal et de sa volonté d'inaugurer une nouvelle politique (97).

En cet été 1853, à la suite de leur entrevue avec le ministre, les négociants bordelais affichaient une belle

---

(95) Courrier du Havre, 27 juillet 1853. Comme on peut le constater, Auxcousteaux dans cet article fait l'éloge de la "hardiesse" de la maison Maurel et Prom.

(96) Courrier du Havre, 28 juillet 1853.

(97) ibid., 29 juillet 1853.

confiance dans le changement, dès cette année, du système commercial. Mais à l'automne, la rumeur d'un atermoiement dans l'exécution du projet gouvernemental altère ce climat favorable et incite les Bordelais à intervenir une nouvelle fois auprès du ministre. Ils insistent dans leur supplique sur les fâcheux effets d'un tel retard auprès des populations du fleuve, en particulier des Maures, prompts à l'attribuer à la peur qu'ils inspireraient aux Français. L'emploi de la force deviendra alors inéluctable, le commerce sera arrêté et en conséquence la misère s'accroîtra encore (98). Ducos s'empresse alors de rassurer les signataires, déclarant leurs craintes sans fondement et insistant sur l'ampleur des préparatifs militaires. Enfin, il annonce le prochain départ, pour Saint-Louis, de Protet alors très critiqué par Auxcousteaux pour son long séjour en France.(99).

Justement Marc Maurel à son retour à Saint-Louis, s'inquiète de l'état d'esprit qu'il y a trouvé. Il tient à en informer Mestro qu'il avait rencontré en septembre. Selon un grand nombre de fonctionnaires et surtout d'officiers, tous les préparatifs entrepris n'auraient qu'un "but unique" bâtir un fort à Podor. Ainsi il ne serait nullement question de la suppression des escales, du règlement des coutumes avec les Maures et du libre passage devant Saldé des navires montant à Galam. Est-ce possible que les voeux des négociants aient été ignorés à ce point ? Pourtant, les officiers interrogés affirment que les forces considérables qui ont été

---

(98) Les négociants de Bordeaux au ministre, 8 octobre 1853, la lettre est signée par les maisons suivantes : Marrot, Devès et Lacoste, Marc Merle et neveu, Maurel et Prom, Calvé, P. Rey, Tandonnet frères et Senger, ANSOM Sénégal XIII 30 b.

(99) Ministre de la Marine à Devès et Lacoste, Marrot, Tandonnet etc..., 29 octobre 1853, ibid.

accordées au gouverneur sont plus que suffisantes pour réduire les Maures et les Toucouleurs. La "régénération" du Sénégal serait-elle une fois de plus ajournée ? La déception serait à la mesure des espoirs (100). Peu après, Marc Maurel exprime avec plus de force les sentiments des négociants dans une lettre à Auxcousteaux :

> " Il faut avouer que c'est une étrange manière d'entendre les intérêts du pays, on met de côté la question capitale, celle du changement radical du système actuel. On laisse en un mot de côté la principale difficulté et on s'attache à attirer l'attention... sur un point très accessoire qui ne peut avoir d'importance autant que la liberté du commerce ne sera pas proclamée" (101).

Mais le journaliste avait déjà fait connaître à la fin de 1853 le point de vue des négociants dans deux articles du Courrier du Havre intitulés "le gouvernement du Sénégal" et visiblement inspirés par Marc Maurel (102).

En février, peu après le retour de Protet, Marc Maurel décide de rédiger une nouvelle pétition qui sera publiée quelques mois plus tard à Bordeaux(103). Signée par quarante quatre négociants, commerçants, traitants et un fonctionnaire, elle reprend les thèmes abordés depuis de nombreux mois. Ce que le commerce tient à faire savoir d'une manière particu-

---

(100)Marc Maurel à Mestro, 20 janvier 1854, ANSOM Sénégal IV 17 d.

(101)Marc Maurel à Auxcousteaux, Saint-Louis, 24 février 1854 A M & P

(102)Le Courrier du Havre , 10 et 23 décembre 1853

(103)Pétition adressée au gouverneur du Sénégal, 11 février 1854, Bordeaux, Veuve Crugy, 1854, 27 p.

lièrement ferme c'est qu'il veut "une réforme et une régénération complètes" et qu'il "repousse le maintien de ce qui existe", "l'emploi des demi-mesures" et ce qu'en un mot on pourrait appeler "la consolidation des ruines du régime politique et commercial actuel".

Pour bien montrer que Podor ne doit pas être l'objet unique, il se plaît à rappeler la toute puissance des Maures qui font ce qu'ils veulent, l'importance du Kayor aussi grande que celle du Fouta et qui fait souhaiter qu'il soit placé sous la protection de la France et "l'état désespéré" du Walo qui n'est pour les Trarza qu'un pays conquis. Dans ces conditions, les forces considérables mises à la disposition du gouverneur n'ont de justification que si elles permettent

> "de frapper un coup vigoureux afin d'abattre l'audace des populations riveraines, d'anéantir tous les vieux abus et de fonder à l'aide d'établissements créés sur la rive gauche du fleuve, un régime commercial large, reposant sur les assises du droit commun".

En conclusion, Marc Maurel résume, en une formule suggestive qui fait écho aux idées de Raffenel, son ambition pour le Sénégal :

> " Le Sénégal n'est pas un comptoir comme on affecte dédaigneusement de le dire mais bien une véritable colonie, non pas une colonie comme la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion où l'on n'a qu'une administration intérieure d'une importance limitée mais une colonie qui commande à un vaste continent".

En ce début de 1854, où les négociants viennent d'alerter les autorités de Paris et de Saint-Louis, Auxcousteaux

une nouvelle fois prend le relais auprès de l'opinion publique. Il l'informe de l'imminence de l'expédition de Podor et des résultats qu'en attend le commerce européen se disant persuadé "qu'ils sont indiqués dans les instructions données par M. le ministre ~~des Colonies~~ de la Marine et M. le directeur des Colonies". Il prédit lui aussi un grand avenir pour le Sénégal, colonie qui "va prendre un développement auquel on ne peut pas assigner de limites" et véritable "vestibule de l'Afrique Centrale" (104).

Une fois rétabli le poste de Podor et terminée la campagne du Fouta après la prise de Dialmath, les négociants se trouvaient confirmés dans leurs craintes. Protet semblait en rester au statu quo, n'ayant pris aucune mesure dans les domaines politique et économique . Sans aucune hésitation, les Bordelais prennent à nouveau la plume pour rédiger sur un ton particulièrement cinglant une lettre de récrimination adressée au ministre (105). Ils lui rappellent que "le fort isolé (de Podor) n'est rien par lui-même, il ne devient important qu'avec ce qui doit l'accompagner et le suivre". Il est bien entendu que le fleuve doit devenir une barrière infranchissable aux Maures et pour atteindre ce but, ils n'hésitent pas à formuler une nouvelle revendication : la création entre Podor et Dagana d'une série de blockhaus reliés entre eux à terre par des pelotons de spahis et sur le fleuve par des bateaux à vapeur. Grâce à ce système la prépondérance française pourra s'établir sur des bases solides permettant de déclarer libre le commerce et d'étendre les cultures. Les

---

(104) Courrier du Havre, 19 janvier et 15 février 1854

(105) Au ministre de la Marine, 1er juin 1854, lettre adressée par les cinq maisons de commerces suivantes : Devès et Lacoste, Marc Merle et Neveu, Maurel et Prom, Lovely Seignac, Calvè frères. ANSOM Sénégal IV 17 d.

auteurs de la lettre décrivent cet avenir d'une manière quelque peu irréelle.

> "Ces établissements pacifiques (commerciaux et agricoles) naissaient d'eux-mêmes de cette protection militaire. La population entière de Saint-Louis qui n'a d'autre gagne-pain que le commerce et les échanges s'empressait de se grouper autour de ces forts. Chacun avec ses petits moyens s'y réunissait individuellement attirant à lui sa clientèle et ses relations, sa parenté de l'intérieur du pays et grandissait en faisant une masse dont les intérêts étaient les mêmes, utilisait sa position nouvelle soit par la traite sans frais généraux des produits que lui portaient les indigènes, soit par la culture d'abord d'arachides, puis de coton et d'indigo".

Ainsi, comme on peut le constater, les auteurs de la lettre lient d'une manière étroite expansion économique et domination territoriale, ce qui paraît caractéristique d'une position impérialiste.

Le ministre répond très rapidement à la lettre de ces négociants qu'il considère mal fondée. Les objectifs des négociants, en particulier la suppression des escales n'ont pas été oubliés mais "on ne fait pas tout à la fois". Le ton parfois violent, certaines formules cinglantes, par exemple : "l'état d'abjection dans lequel est tombé le comptoir du Sénégal", l'ont fortement indisposé. Quant à la nouvelle demande formulée par les négociants de créer des blockhaus le long du fleuve, il s'en déclare surpris, car "elle complique d'une manière inattendue le mode de transformation réclamé par le commerce du Sénégal" (106).

---

(106) Ministre à Devès et Lacoste... 8 juin 1854, ibid.

Une fois encore, Auxcousteaux intervient mais d'une manière modérée. Revenant fin juin sur l'expédition de Podor, il se borne à signaler l'absence de tout changement dans le régime commercial du fleuve et à formuler l'espoir que la construction du fort porte rapidement et totalement tous les fruits que les négociants en attendaient avec impatience (107). Ainsi, depuis la première pétition au gouverneur, en décembre 1851, six mois après la réunion de la Commission des comptoirs jusqu'à la lettre collective des maisons bordelaises en juin 1854, peu après le rétablissement du fort de Podor, le programme du commerce s'est précisé, élargi et en définitive modifié. La dimension politique que Marc Maurel n'avait envisagée qu'avec réticence a pris au fil des années une importance de plus en plus grande. Les hésitations du gouvernement et les retards de l'expédition du Fouta expliquent pour une large part cette évolution. Après avoir nié que la liberté du commerce conduise nécessairement à la guerre avec les Maures le risque d'un affrontement a été accepté à partir d'octobre 1853. Enfin, la valeur militaire des seigneurs du fleuve longtemps considérée comme un dogme est désormais contestée :

> " Les Maures d'aujourd'hui sont bien inférieurs en tout à ceux de l'Algérie... Si les Maures veulent nous faire de la résistance, l'autorité a à sa disposition suffisamment de force pour les réduire en peu de temps et les contraindre à demander la paix" (108).

Ainsi le fleuve deviendra "une barrière infranchissable" et alors qu'au début il était seulement question de ne pouvoir souffrir que se commette la moindre exaction dans le Kayor et le Walo, on en est venu à l'idée de mettre les

---

(107) Courrier du Havre, 26 et 28 juin 1854

(108) Pétition adressée au gouverneur du Sénégal, 11 février 1854 déjà citée.

deux royaumes sous "protection" de la France. Leurs chefs aujourd'hui "insolents et féroces" seront demain des "préfets dociles et dévoués à l'autorité sénégalaise". Enfin, on n'hésite pas à évoquer

> " la conquête de cette nouvelle colonie dont le territoire est plus vaste que celui de l'Algérie mais dont l'occupation ne nous coûtera rien parce que le fleuve forteresse nous vaudra mieux qu'une armée".

Mais, pour atteindre ce but, les signataires des lettres et des pétitions insistent sur la nécessité de "vouloir et de persévérer" et à cet effet de nommer un gouverneur qui puisse rester au moins sept ans à la tête du Sénégal.

En matière commerciale, la revendication de liberté pour la traite de la gomme apparaît dès le début mais les modalités d'application de ce principe se sont singulièrement élargies. D'abord circonscrite aux postes fortifiés elle est étendue ensuite à tous les points du fleuve, la gomme pouvant être portée partout où il plaira aux commerçants de la traiter. Il est évident que cette plus grande hardiesse réclamée dans l'application de la liberté du commerce va de pair avec l'exigence politique formulée avec une vigueur de plus en plus grande. De même et pour la même raison, le problème des coutumes n'est plus envisagé dans la seule perspective des relations avec les Maures mais dans toute son ampleur. A noter l'insistance mise à partir de 1854 à demander le libre accès à Galam, région riche d'avenir.

Enfin, un changement est nettement perceptible en ce qui concerne les implications sociales de la nouvelle politique. C'est ainsi qu'au début Marc Maurel tendait de

disculper le commerce européen de l'accusation de vouloir accaparer toutes les affaires et donnait des gages de bonne volonté. Mais rapidement, ceux-ci ont été oubliés et le besoin de se justifier a laissé place à la simple affirmation que les propositions faites aux pouvoirs publics ne comportaient rien d'injuste. De toute manière, la liberté apporterait la prospérité dont tous, traitants comme négociants, profiteraient. En réalité, le commerce métropolitain n'ignorait point que la liberté serait défavorable aux traitants mais il acceptait avec sérénité le risque de leur élimination du fleuve comme en témoigne cette lettre de Marc Maurel à la maison-mère après avoir dépêché un européen sur un lieu de traite :

> " Les traitants sont furieux de ce que j'ai envoyé un Européen, preuve, sans doute qu'ils se reconnaissent au moins en dessous. Ils sont toujours imbus de l'idée que le fleuve est à eux et rien qu'à eux, encore s'ils avaient trouvé le moyen d'y faire de bonnes affaires". (109).

D'ailleurs les négociants n'avaient plus maintenant à redouter une contre-offensive des défenseurs du système traditionnel des escales. En effet, ceux-ci avaient perdu leur chef depuis que Durand-Valantin était contraint au silence à la suite de ses embarras financiers. De même, si les représentants du commerce métropolitain ne ressentaient plus le même besoin qu'auparavant de se justifier, n'est-ce-pas parce qu'ils avaient compris que la direction des Colonies était en train de réviser sa position et que la défense des intérêts des habitants n'était plus pour elle une priorité ? Les négociants mécontents de la lenteur avec laquelle le programme de la Commission des comptoirs a été mis en oeuvre ont progressivement pris conscience de ses limites. En effet,

---

(109) Marc Maurel à Maurel et Prom, 22 juin 1856, A M & P.

il leur est apparu que toutes les conséquences n'avaient pas été tirées des principes posés par crainte des réactions des populations riveraines du fleuve et des habitants. Ainsi, au fil des pétitions et des lettres, les négociants ont rejeté les demi-mesures et ont ardemment souhaité une "regénération complète" du Sénégal dont ils ont précisé les moyens.

Dans ce combat tenace, le rôle des dirigeants de la maison Maurel et Prom a été déterminant. Ce sont eux qui ont pris l'initiative des pétitions, des campagnes de presse par l'intermédiaire d'Auxcousteaux et des démarches auprès du ministre. Mais on aurait tort, semble-t-il de négliger celui de Régis, lui aussi ami de Ducos. Marc Maurel y fait allusion au moins à deux reprises (110).

A Paris comme à Saint-Louis, quel accueil les pouvoirs publics ont-ils réservé aux demandes des négociants ?

---

(110) Marc Maurel écrit de Saint-Louis à Auxcousteaux d'abord le 24 février 1854 après la seconde pétition : "Borel [un négociant du Sénégal] écrit à M. Régis de Marseille qui connaît aussi M. Ducos particulièrement. Tout le monde demande que les choses se fassent convenablement et non à demi". Puis, le 19 avril, quelques jours après la réoccupation du fort de Podor, il annonce au même interlocuteur qu'Hilaire Maurel quitte Gorée pour Marseille où il a l'intention de voir Régis pour discuter avec lui de la situation au Sénégal, A M & P.

3 - Ducos, Protet et les négociants

Bordelais comme la plupart des négociants opérant au Sénégal, Ducos s'est particulièrement montré attentif à leurs problèmes, toujours prêt à leur accorder une audience et à étudier lettres, pétitions et mémoires qu'ils lui adressaient. Sur le fond, il partage leur confiance dans les bienfaits de la liberté en matière commerciale et leur conviction dans la nécessité pour la France d'adopter une politique de fermeté sur les rives du fleuve, bref, de rompre avec un système traditionnel qui a fait faillite. Mais, il se sépare des négociants sur deux points : les difficultés de l'entreprise et le rythme de la mise en place des réformes. Conscient de l'ampleur de la tâche, il ne cherche pas à minimiser les obstacles que ne manquera pas de rencontrer l'application d'une politique heurtant profondément les mentalités des traitants et des vendeurs de gomme. C'est ainsi que le ministre juge bien réel le risque de guerre que les négociants veulent ignorer et nécessaire de ménager les transitions alors qu'ils souhaitent brûler les étapes (111). Ducos qui doit évidemment tenir compte de la situation politique générale et des contraintes budgétaires entend ne pas se laisser dicter ses décisions et marcher à son pas. Ainsi, se montre-t-il irrité par le ton de certaines lettres des Bordelais comme celle du 1er juin 1854 et surtout par les campagnes de presse menées par Auxcousteaux. En effet, Ducos et le directeur des Colonies, Mestro, accusent l'ancien négociant de Saint-Louis devenu journaliste de compliquer leur tâche en dévoilant prématurément les projets du gouvernement. Aussi, demandent-ils aux négociants de Bordeaux et à Ancel, un des propriétaires du "Courrier du Havre" de conseiller à

---

(111)"Pour arriver aux fins proposées, il faudra sans doute guerroyer au Sénégal", ministre à Tandonnet, 27 janvier 1853, ANSOM Correspondance générale 228, ministre à gouverneur, 9 décembre 1852, n° 483, et 13 juin 1854, n° 234, ibid. Correspondance générale 225 et 229.

Auxcousteaux de se taire (112). Par ailleurs, le ministre réclame des chefs des maisons bordelaises la plus grande discrétion dans leur correspondance avec leurs représentants au Sénégal. Sa lettre à Tandonnet du 27 janvier 1853 en porte témoignage :

> "Toute divulgation anticipée des projets du gouvernement ne pourrait que préparer des complications pour le moment décisif. Je laisse à votre amitié le soin d'empêcher surtout que les correspondances de Bordeaux avec le Sénégal n'aillent prématurément allumer les esprits dans la colonie"(113).

Mais il est bien évident que le ministre n'a point été écouté. En France, Auxcousteaux continuera à intervenir dans le Courrier du Havre et à Saint-Louis, Marc Maurel, tenu au courant des derniers développements de la situation par les membres de sa famille, partagera tout naturellement ses informations avec ses collègues.

Protet n'a point manifesté le même intérêt que Bouët-Willaumez pour les problèmes économiques. Il est tout à fait significatif que devant le Conseil d'administration, il ne les a point présentés lui-même et n'a guère participé à leur discussion même lorsqu'ils engageaient l'avenir du Sénégal. C'est Carrère, le chef du service judiciaire, on l'a vu, qui a introduit, par exemple, les importants dossiers concernant la création d'une banque et l'organisation éventuelle des traitants-courtiers en corporation. Le ministre s'en était étonné, la tâche revenant, selon lui, à l'ordonnateur et surtout au gouverneur (114). Celui-ci répu-

---

(112) Note de la main de Mestro, s.d. (probablement octobre 1853), ANSOM Sénégal XIII 30 a.

(113) Ducos insistera de nouveau sur cette nécessité dans sa réponse aux maisons bordelaises datée du 29 octobre 1853, ANSOM Correspondance générale 228.

(114) Annotation en marge à la lettre du gouverneur du 12 octobre 1852, n° 487, ANSOM Sénégal I 37 b.

gnait à trancher et préférait renvoyer la décision au ministre particulièrement lors de débats délicats comme celui des guinées estampillées. Par ailleurs, il n'a pas, semble-t-il usé de son autorité pour obtenir du service administratif malgré les rappels pressants du ministère, statistiques et rapports raisonnés sur le commerce de Galam ou l'utilité d'un établissement de crédit par exemple.

Par ailleurs, Protet peu favorable à l'origine aux idées de liberté en matière économique ne s'y est rallié que contraint et forcé lorsqu'il s'est enfin aperçu que le mouvement était irrésistible et approuvé par le ministre. Il constate, en octobre 1852, que "la population commerçante ... veut aujourd'hui une plus grande liberté dans les transactions". Mais pour lui, elle ne peut être que source de difficultés :

> "Le système que l'on demande est nouveau. C'est un essai à faire et cet essai doit nous amener des complications dans le fleuve" (115).

Un mois plus tard, il se fait plus explicite dans une lettre au directeur des Colonies :

> "Le mémoire des négociants ... fait par un jeune homme fort intelligent, le neveu de M. Hilaire Maurel, Marc Maurel, je l'approuve dans la généralité de ses calculs. L'application de son système est aujourd'hui indispensable, mais évidemment, c'est la guerre" (116).

---

(115) Gouverneur à ministre, 12 octobre 1852, déjà citée.

(116) Gouverneur à directeur des Colonies, 8 novembre 1852, ANSOM Sénégal I 37 d.

Dans ses rapports avec les négociants européens, Protet a plus d'une fois fait preuve de maladresse. L'élection législative d'août 1851 a peut-être été l'occasion d'un premier malentendu. Le gouverneur n'avait rien fait pour le succès de Sleight, un mulâtre qui passe pour être l'élu des traitants mais il l'avait accueilli avec faveur. Le commerce européen déçu par l'éviction de son candidat, Lefort-Gonssolin, mènera contre le nouveau député sous prétexte qu'il était fournisseur de l'administration une campagne pour obtenir son invalidation qui sera couronnée de succès (117).

D'autre part, Protet devait également irriter les négociants en ne communiquant au ministre la pétition de Marc Maurel datée de décembre 1851 que cinq mois plus tard. L'auteur et les signataires avaient dû alerter les maisons-mères de Bordeaux pour qu'elles interviennent auprès du ministre et obtiennent enfin une réponse. Lorsqu'elles écrivent à Ducos, en novembre 1852, elles avaient, semble-t-il, retiré leur confiance à Protet puisqu'elles réclamaient la nomination d'un gouverneur civil pour appliquer leur programme (118).

---

(117) Sur cette question, voir 1ère partie, chapitre VII. Avant la proclamation des résultats, Sleight avait demandé le transfert de son marché à G. Devès. Le Conseil d'administration, réuni le 21 août 1851, avait accepté à l'unanimité moins une voix, celle du représentant du commerce européen. Malgré tout, les négociants réussirent à faire invalider Sleight par l'Assemblée législative.

(118) A S.E. Mgr le ministre de la Marine et des Colonies, s.d. novembre 1852 . Lettre signée par Devès et Lacoste, J. Calvé, Tandonnet, P. Rey, Maurel et Prom, ANSOM Sénégal XIII 30 b.

Les réserves des Bordelais à l'égard de Protet n'étaient point partagées par Régis même si ce dernier reconnaissait implicitement que le gouverneur manquait de confiance en lui. En mai 1853, il écrivait au ministre de la Marine :

> "Les Sénégalais désirent ardemment le retour de M. le commandant Protet au gouvernement de la Colonie Ils croient cet officier capable de mener à bonne fin les projets de M. le Ministre de la Marine ... Mes amis m'écrivent que M. Protet est très bon administrateur, qu'il a du courage et de l'énergie mais qu'il serait indispensable que M. le Ministre lui donnât des pouvoirs très étendus pour qu'il ne reculât point devant la responsabilité de ses actes" (119).

Enfin, Protet n'a pas su trouver une solution satisfaisante au problème de la représentation des divers intérêts du commerce. On sait que le Comité du commerce créé en 1825 et modifié en 1842 ne répondait plus aux besoins et à l'importance du commerce du Sénégal (120). Des négociants et des traitants dans une pétition au gouverneur en décembre 1850 avaient souhaité que soit créée une institution semblable aux chambres de commerce de la métropole (121). Dans le projet qu'ils avaient élaboré, le nouveau Comité serait indépendant de l'administration, doué d'initiative et permanent

---

(119) Notes confidentielles remises par Régis aîné au ministre de la Marine, 26 mai 1853, ANSOM Sénégal IV 17 c.

(120) Voir seconde partie, chapitre XIII.

(121) Pétition au gouverneur, 16 décembre 1850. Sur 36 signatures, 12 étaient le fait d'Européens : H. Maurel, Marc Merle et neveu, Régis entre autres, ANS AOF Q 26.

dans son fonctionnement. Ses attributions seraient élargies. Il devrait, en particulier, éclairer l'autorité sur tous les moyens susceptibles d'accroître la prospérité du Sénégal. Le Comité comprendrait treize membres élus par les négociants faisant le commerce directement avec la France depuis cinq ans au moins, par les habitants indigènes propriétaires faisant le commerce aux escales et par les marchends patentés. Eventuellement deux subrécargues ou deux capitaines de bâtiments armés en France pourront être appelés à siéger avec voix consultative.

Très vite, le Conseil d'administration étudia ce projet. Les discussions furent animées. Protet laissa la parole au chef du service judiciaire, Carrère, qui reconnaît légitime l'aspiration du commerce à disposer d'un organisme officiel pour "exprimer ses voeux et ses idées" mais ne peut accepter que l'ordonnateur soit privé de la présidence du Comité. Il voit dans cette disposition "une défiance, un principe de mauvais vouloir à l'égard de l'administration". Evidemment, il reçoit l'appui de l'ordonnateur qui trouve peu sage de l'évincer alors qu'au Sénégal questions commerciales et affaires politiques sont en si étroite connexion. Protet qui venait de prendre ses fonctions deux mois auparabant se déclare convaincu de la nécessité de réformer le Comité mais en laisse le soin au ministre en lui soumettant la pétition (122).

Mais à Paris, la direction des Colonies préoccupée avant tout par la réunion de la Commission des comptoirs n'ouvrit point le dossier. Vraisemblablement, elle était persuadée que cette affaire devait trouver sa solution à Saint-Louis. En effet, quand la chambre de commerce de Bordeaux

---

(122) Conseil d'administration, délibération du 20 décembre 1850, ANSOM Sénégal VII 26 bis 10.

au début de 1852 intervint pour rappeler les voeux du commerce, le ministre en informa Protet (123). Mais l'administration locale attendit dix-huit mois pour saisir de nouveau le Conseil d'administration. Le Comité du commerce n'était plus convoqué depuis près de trois ans et il paraissait inadmissible au moment où se déroulaient tant de discussions sur l'avenir du Sénégal que les commerçants ne puissent s'exprimer par l'intermédiaire d'un organisme officiel.

Devant le Conseil d'administration réuni par Vérand, gouverneur p.i., en octobre 1853, l'ordonnateur présenta les grandes lignes d'un projet qui visait à créer dans les deux ports du Sénégal des chambres de commerce sur le modèle de celles qui existaient dans les vieilles colonies. Elles comprendraient sept membres à Saint-Louis (3 négociants, 2 habitants notables et 2 marchands) et cinq à Gorée (respectivement 2,2 et 1). Le projet de l'administration n'était guère favorable aux traitants qui, privés d'une représentation spécifique, figuraient dans la seconde catégorie. Deux d'entre eux invités à participer aux délibérations du Conseil d'administration s'en inquiétèrent. Pour défendre leurs intérêts parfois opposés à ceux des négociants mais toujours aussi importants, ils demandèrent mais en vain une meilleure représentation au sein des futures assemblées. Les attributions de celles-ci seraient d'information sur les ressources économiques du Sénégal et les moyens de les mettre en oeuvre et de consultation, par exemple sur les travaux publics relatifs au commerce et sur d'éventuelles dérogations en matière douanière. Elles comporteraient, comme par le passé, une collaboration avec l'administration pour diverses tâches

---

(123) Ministre à gouverneur, 12 mars 1852, n° 103, ANSOM Correspondance générale 225.

telles que la révision de la mercuriale pour les douanes et la fixation du prix des farines, base de la taxation du pain.

Les chambres de commerce éliront leur président qui disposera d'une voix prépondérante. Mais elles demeureront sous la tutelle de l'administration puisqu'elles se réuniront chaque fois que le chef du service administratif aura une question à leur soumettre et qu'elles seront présidées par lui chaque fois qu'il décidera d'assister à leurs délibérations.

Bien qu'un négociant européen, membre du conseil, Rabaud, eût douté de l'efficacité d'une chambre de commerce traversée par des intérêts divergents et préféré la création de deux organismes dont l'un s'occuperait plus spécialement des intérêts de la colonie dans ses relations extérieures et l'autre de son commerce intérieur, le projet de l'administration fut approuvé sans modification et transmis au ministre (124). Celui-ci ajourna toute décision sous prétexte du vote prochain d'une constitution coloniale qui donnerait au Sénégal une représentation appropriée à ses intérêts particuliers 1(25).

En réalité, il n'en fut rien. Aussi, Protet au moment de tirer les conséquences d'ordre économique de la construction du fort de Podor tentera de renouer le dialogue avec le commerce en redonnant vie au Comité de Saint-Louis. Il introduisit quelques modifications par un arrêté délibéré en Conseil d'administration le 7 août 1854. Les traitants disposaient d'une représentation spécifique mais n'obtenaient pas la parité avec les négociants. L'inno-

---

(124) Conseil d'administration, délibération du 14 octobre 1853, ANSOM Sénégal 26 bis 11.

(125) Ministre à gouverneur, 21 janvier 1854, n° 32, ANSOM Correspondance générale 229.

vation essentielle consistait à associer avec voix consultative quatre membres du Comité aux travaux du Conseil d'administration chaque fois que celui-ci traitera des questions soumises au Comité. Cependant, le rôle du chef du service administratif demeurait décisif puisque, sur ordre du gouverneur ou sur demande motivée de quatre membres il convoque le Comité et le préside (126).

Négociants et traitants, bien que cet arrêté s'écartât de l'idée d'autonomie qu'ils avaient défendue dans leur pétition jouèrent le jeu. Les élections eurent lieu quelques jours plus tard, le 13 août (127).
Les négociants européens s'assurèrent la domination du comité en détenant la vice-présidence (Granges), le secrétariat (M. Maurel) et deux postes sur quatre de délégués au Conseil d'administration (Guiches et Maurel) (128). Dès la première séance provoquée par le désir de Protet de consulter le commerce sur son projet de faire escorter les navires montant à Galam par des bâtiments à vapeur, les hostilités sont ouvertes. Barazer s'étonnera d' apprendre que l'état de guerre persistait avec le Fouta alors que le rapport adressé par le gouverneur et publié dans le Moniteur affirmait que les résultats de l'expédition de Podor avaient été décisifs. Il sera suivi par plusieurs collègues qui discuteront de la conduite des affaires politiques dans le fleuve. Incontestablement le Comité qui avait dépassé les limites de ses attributions aggravera la situation en rapportant ce

---

(126) Conseil d'administration, délibération du 7 août 1854, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12.

(127) Arrêté du 18 août nommant les membres du Comité du commerce, ibid.

(128) Comité du commerce, séance du 24 août 1854, ANS AOF Q 26.

débat au procès-verbal de la réunion. Devant un tel défi Protet exigea son retrait. Le Comité ayant réfusé, le gouverneur prononça sa dissolution le 24 novembre. Le ministère approuva cette décision mais blâma le gouverneur d'avoir maladroitement posé sa question et l'ordonnateur d'avoir laissé s'égarer la discussion (130). Le problème de la représentation des intérêts commerciaux restait entier. Il ne trouvera de solution qu'une quinzaine d'années plus tard lorsque seront créées des chambres de commerce à Saint-Louis et à Gorée (131).

La décision de reconstituer le Comité du commerce intervenait bien tardivement et au plus mauvais moment. En effet, les rapports entre Protet et le commerce sénégalais n'avaient cessé de se détériorer depuis la fin de 1853, date à laquelle on lui reprochait son trop long séjour en métropole. A son retour à Saint-Louis, fin janvier 1854, il mesure toute la froideur de l'accueil des commerçants qui le rendent responsable du retard de l'expédition de Podor (132). Par ailleurs, il s'inquiète des exigences sans cesse croissantes du commerce :

> "L'esprit du commerce européen au Sénégal est mauvais ou du moins n'est pas sérieux : ainsi, aujourd'hui leur programme n'est plus le même que l'année dernière. Ce n'est pas seulement un établissement à Podor qu'ils demandent et la suppression des escales, c'est une campagne dans le Cayor, dans le Wallo, dans le désert et dans le Fouta jusqu'à Saldé et s'ils osaient, ils iraient jusqu'à Galam. C'est

---

(130) Ministre à gouverneur, 5 mars 1855, n° 72, ANS AOF 1 B 66.

(131) Arrêté du 29 décembre 1869.

(132) Gouverneur à ministre, 4 février 1854, n0 56, ANSOM Sénégal I 40 b.

> enfin une domination générale à deux cents lieues à la ronde, un rêve creux que quelques négociants font ingénuement avec l'espoir de n'avoir plus jamais de coutumes à payer et de vendre leurs marchandises à des prix exagérés. D'autres, au contraire, propagent ces idées pour se croire le droit de se plaindre du gouvernement quand même" (133).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'expédition de Podor n'allait point se dérouler dans un climat de confiance réciproque. Les négociants attendaient Protet aux actes, or ceux-ci ne plaidaient guère en sa faveur. La manière dont il conduisit l'opération, et surtout l'attaque de Dialmath où le désastre fut évité grâce à Faidherbe et à ses sapeurs du génie, déchaîna de violentes critiques qui ne se cantonnèrent pas à Saint-Louis et atteignirent rapidement les rives de la Seine.

A partir de ce moment, une vigoureuse campagne contre le gouverneur est menée par les négociants européens au premier rang desquels se trouvent Hilaire et Marc Maurel. Elle met en évidence non seulement les maladresses et les erreurs commises dans l'exécution des opérations militaires mais aussi et surtout le parti insuffisant que Protet a tiré de sa victoire incomplète et acquise au prix de lourdes pertes. Les négociants n'eurent point de peine à entraîner dans leur sillage les traitants inquiets de perdre leur campagne de traite. En fait, celle-ci ouvrira le 10 juin avec trois mois de retard (134).

---

(133) Du même au même, 16 février 1854, n° 87, ibid.
(134) Arrêté du 27 mai 1854, BAS 1853-1854, p. 102.

A Saint-Louis, le mécontentement est à son comble et il s'exprime, en particulier, dans les lettres adressées par Marc Maurel à son oncle Hilaire. Leur contenu a servi de base non seulement pour les entretiens que ce dernier a eus avec Mestro et Ducos, mais aussi pour les articles du Courrier du Havre où Auxcousteaux réclame, à la suite de la prise de Podor, "une nouvelle ère commerciale" pour le Sénégal. On sait que ce mécontentement s'exprime aussi dans la pétition du 1er juin au ton si vif et si cinglant que le ministre y répond fort sèchement. Au même moment, Marc Maurel lance une vigoureuse campagne pour le remplacement de Protet à la tête du Sénégal. Le 3 juin, il écrit à Auxcousteaux que "le plus grand service qu'on puisse rendre aujourd'hui à la colonie, c'est celui de nous reprendre M. Protet" et quelques jours plus tard à son oncle "qu'aujourd'hui, la seule chose à demander, c'est le rappel immédiat de M. Protet. On ne doit pas s'attendre d'ailleurs à ce qu'il fasse quelque chose de bon" (135).

Protet, sans en connaître les détails, n'ignore point ce qui se trame contre lui, Dans une lettre à Mgr Kobès, il laisse éclater son amertume :

> "Je croyais que l'on me saurait gré dans le pays de ce que nous avions fait, de la peine que nous nous étions donnée pendant l'expédition et j'ai vu que je n'ai pas satisfait MM. les négociants".

Cinq semaines plus tard, il informe son interlocuteur de la rumeur de son prochain départ que les négociants faisaient circuler à Saint-Louis (136). A cette date, le gou-

---

(135) Marc Maurel à Auxcousteaux, 3 juin 1854, à Hilaire Maurel, 10 juin 1854, A M & P. Le 12 juin il insistait de nouveau auprès de son oncle : "Tant que nous aurons un homme de la trempe de M. Protet, on ne fera rien de ce pays".

(136) Protet à Mgr Kobès, 26 juin et 1er août 1854, A C SSp 156 A.

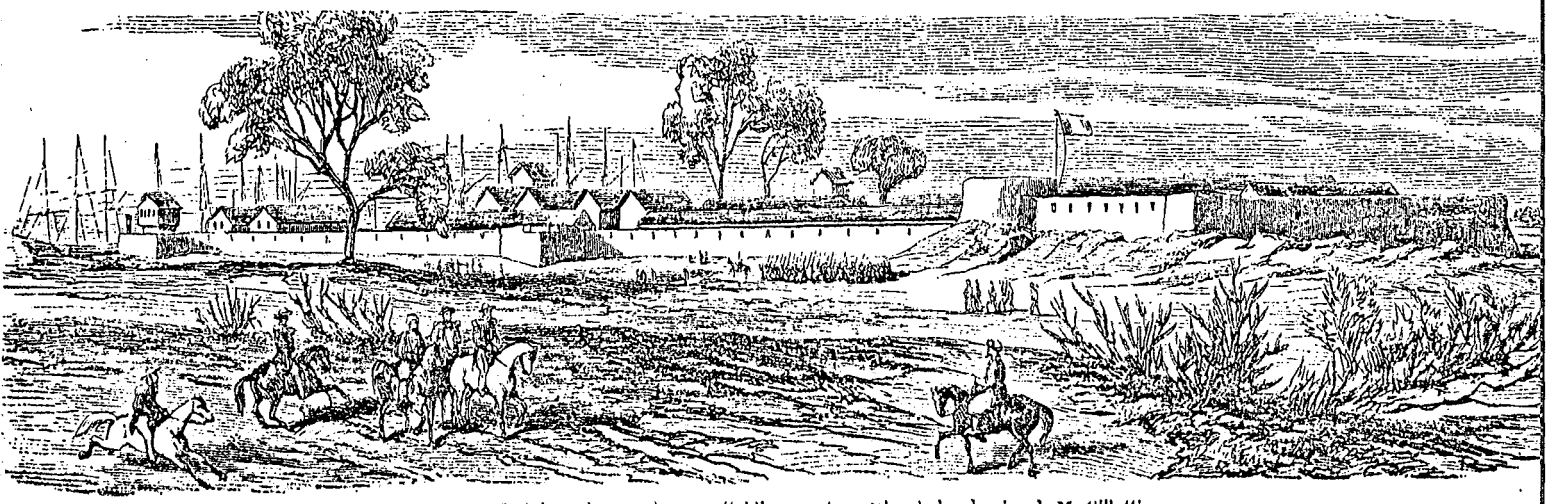
verneur n'avait pas encore reçu les lettres des 18 et 27 juillet dans lesquelles le ministre, reprenant les griefs du commerce reprochait en termes vifs la manière dont il avait conduit la meurtrière affaire de Dialmath et la pusillanimité de ses décisions dans le domaine commercial (137). La dernière dépêche arrivée la première blessa Protet qui eut la confirmation que sa mission arrivait à son terme. Ainsi le 27 août, arguant de sa fatigue et de sa mauvaise santé, il demanda son rappel. Quelques jours plus tard, ayant reçu les deux lettres du 18 juillet, le gouverneur tout en faisant remarquer qu'il aurait désiré achever la tâche qu'il avait entreprise avant de quitter le Sénégal réitéra sa demande de lui trouver un successeur (138).

La tâche ne devait pas être bien difficile. En effet, le processus qui devait aboutir à la nomination de Faidherbe était engagé depuis plusieurs semaines. L'énergie, l'esprit de décision et les qualités tactiques manifestées par le directeur du génie du Sénégal à Podor et surtout à Dialmath l'avaient mis en vedette. Le soutien du lieutenant-colonel Roux, directeur du Dépôt des Fortifications des Colonies lui était acquis. Irrité de constater que le rapport de campagne de Protet ne rendait pas à l'arme du génie et à son chef l'hommage qui leur était dû, il obtint du directeur des Colonies de publier dans le Moniteur Universel le rapport de Faidherbe précédé d'une introduction élogieuse :

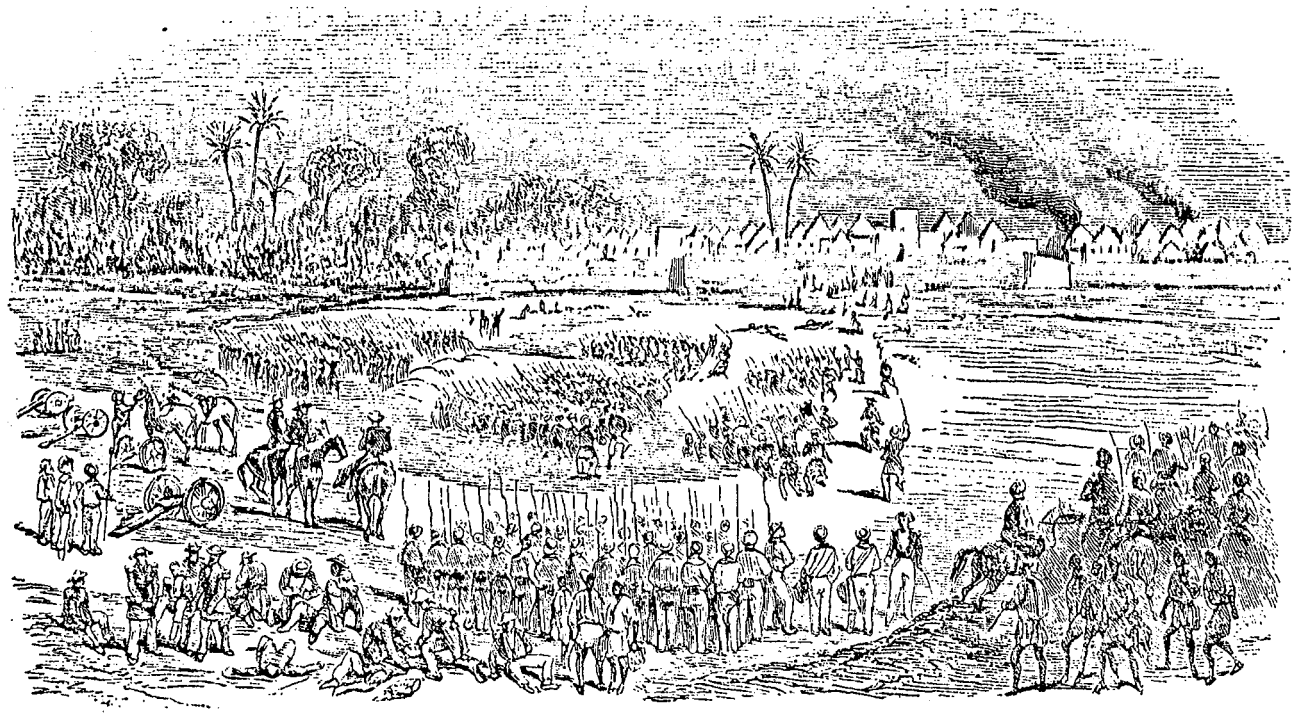
---

(137) Le 18 juillet 1853 le ministre adressa deux lettres à Protet, l'une destinée à la publicité et l'autre "secrète" qui était une virulente critique de son action, ANSOM Sénégal I 40 c.

(138) Gouverneur à ministre, 27 août 1854, n° 375 bis et 11 septembre n° 410, ANSOM Sénégal I 40 b.



Le fort de Podor, après son rétablissement. — D'après les dessins de M. Gillottin.



Prise de Dialmatch, le 7 mai 1853. — D'après le dessin de M. le capitaine du génie Faidherbe.

planche 14. LE FORT DE PODOR ET LA PRISE DE DIALMATH

L'Illustration, 15 juillet 1854, p.37

"On ne lira pas sans intérêt le rapport fait à l'Etat-Major du gouverneur par Monsieur le Capitaine Directeur du Génie. C'est d'ailleurs pour le ministre de la Marine et des Colonies l'occasion de payer un juste tribut d'éloges aux services que rend le génie dans celle du Sénégal où il vient de jouer un rôle brillant sous le commandement de Monsieur le Capitaine Faidherbe" (139).

En comparant ces deux rapports, on ne pouvait qu'approuver le commentaire de Faidherbe regrettant dans une lettre au lieutenant-colonel Roux le manque "d'officiers expérimentés dans la guerre de campagne pour diriger les colonnes" (140). Quelques semaines plus tard, le chef du génie du Sénégal se révèlera plus sûr et plus direct en évoquant "la catastrophe qui arrivera nécessairement si l'on prend l'habitude de donner des armées à commander à des officiers de vaisseau" (141).

Dès janvier 1854, à l'occasion de la prochaine expédition de Podor, Marc Maurel avait attiré l'attention du directeur des Colonies sur Faidherbe sous prétexte que cet officier avait déjà guerroyé en Algérie (142). Le jeune négo-

---

(139) Le rapport de Protet a été publié le 27 juin et celui de Faidherbe le 10 juillet. Par ailleurs, le ministre autorisa la publication d'un récit de Faidherbe sur le même sujet dans l'Illustration afin de "populariser nos intérêts sénégalais", 15 juillet 1854, pp. 35-38, ANSOM Sénégal I 40 d.

(140) Faidherbe au lieutenant-colonel Roux, 28 mai 1854, ANSOM Sénégal IV 17 e.

(141) Du même au même, 10 septembre 1854, AN dossier personnel Faidherbe EE II 875.

(142) Marc Maurel à directeur des Colonies, 20 janvier 1854, ANSOM Sénégal IV 17 d.

ciant avait certainement eu l'occasion de discuter de l'avenir de la France au Sénégal avec le directeur du génie qui l'avait convaincu que l'Algérie constituait une excellente école pour la conduite des opérations militaires au Sénégal. Cependant, à cette date, il n'était point question de donner un successeur à Protet et la pétition de février envisageait une fois les opérations militaires terminées, la nomination d'un gouverneur civil qui resterait au moins sept ans à son poste. Mais le problème changeait de face dès lors que l'expédition de Podor et la prise de Dialmath n'avaient point apporté les résultats escomptés. Marc Maurel en tira la leçon dans une lettre à Auxcousteaux : ce qu'un officier de vaisseau n'a pu obtenir, un militaire d'Algérie le peut et, fidèle à l'esprit de la pétition, il demande qu'une fois résolu le problème de la sécurité du commerce, un gouverneur civil soit désigné (143).

C'est probablement lors des entrevues d'Hilaire Maurel avec Mestro, puis avec Ducos en juin 1854 que le nom de Faidherbe fut retenu pour le gouvernement du Sénégal. Mais la promotion du candidat au grade de chef de bataillon était indispensable. Dès le 27 juin, Ducos formule une demande en ce sens auprès du maréchal Vaillant, ministre de la Guerre. Le 13 juillet, Faidherbe est inscrit d'office au tableau d'avancement pour "faits de guerre éclatants" et nommé chef de bataillon hors cadre par décret impérial du 5 août. Pendant que se déroulaient ces démarches pour l'obtention d'une promotion exceptionnelle, Hilaire Maurel rameutait

---

(143) Marc Maurel à Auxcousteaux, 3 juin 1854, déjà citée : "Le plus grand service qu'on puisse rendre aujourd'hui à la colonie c'est ... celui de nous envoyer un militaire de l'Algérie et lorsque tout sera réglé, nous donner alors un civil". A remarquer que le nom de Faidherbe n'est point cité.

les négociants bordelais car à Paris, on semblait hésiter. Le ministre craignait que cette nomination n'apparaisse comme une désapprobation publique de l'action de Protet et qu'elle risque d'aviver les blessures d'amour-propre ressenties par une partie des militaires de Saint-Louis à la suite de la publication du rapport du directeur du génie dans le Moniteur universel (144). C'est vraisemblablement pour emporter la décision de Ducos que Hilaire Maurel prit l'initiative d'une nouvelle pétition. Les dix-neuf signataires, essentiellement des maisons de commerce, formulaient des voeux ardents pour la désignation de Faidherbe à la tête du Sénégal.

> "Si par extrême bienveillance pour une colonie dont V.E. a compris l'avenir en même temps qu'elle est frappée de son état de pauvreté au milieu de ses immenses ressources, elle était disposée à entrer dans un système nouveau offrant les avantages d'un pouvoir qu'on ne saurait plus regarder comme trop précaire pour de si grands intérêts, nous vous prierions, Monsieur le Ministre, de prendre en considération la demande que nous avons l'honneur de vous adresser en faveur de Monsieur le Chef de bataillon du génie Faidherbe. Son élévation au poste de gouverneur serait, nous nous en portons garants, un acte conforme aux intérêts et aux voeux de la colonie, car il n'est personne à Saint-Louis qui n'ait admiré et apprécié son intelligente ardeur, la sagacité qu'il a montré à l'endroit des questions à résoudre et des améliorations à réaliser, non moins

---

(144) Gouverneur à ministre, 11 septembre 1854, n° 410, déjà citée : "le rapport de Faidherbe inséré au Moniteur a blessé beaucoup d'officiers qui auraient voulu protester si je les avais empêchés.

> que la bravoure qu'il a déployée dans les expéditions de Grand Bassam, de Podor et de Dialmath. Monsieur Faidherbe qui réunit de si précieuses qualités qu'il est si rare et cependant si utile de trouver toutes formées dans un chef de colonie, nous paraît aussi offrir les garanties de durée de commandement que nous avons signalées indispensables pour mener à bonne fin des vues de réformes commerciales que l'intérêt et l'équité réclament depuis longtemps et que V.E. est résolue d'obtenir" (145).

La pétition parvint au ministre le 5 septembre. Quelques jours plus tard, Hilaire Maurel écrivit à Mestro pour lui rappeler que les négociants attendaient toujours "la régénération commerciale" du Sénégal et pour appuyer leur toute récente requête relative à la nomination de Faidherbe :

> "J'ai été heureux de la manifestation que les commerçants de Bordeaux en relations avec le Sénégal ont faite en faveur de M. Faidherbe pour le gouvernement de cette colonie dans le cas où M. Protet demanderait à revenir en France. Cet officier distingué comprend les besoins et l'avenir de ce pays ; j'ai la conviction que si vous voulez lui continuer votre bienveillante protection, et lui donner ce chef pour le diriger, avant longtemps la France vous devra une colonie" (146).

---

(145) A Monsieur le Ministre, Bordeaux, le 28 août 1854. Parmi les signatures, outre Maurel et Prom, Marc Merle et neveu, Lafargue et Larrieu, Lovely Seignac, Durin-Chaumel, Debotas et Daval, Devès et Lacoste, A. Cabrol, P. et F. Calvé, V. Calvé, Lopès-Dubec, ANSOM Sénégal IV 17 d.

(146) Hilaire Maurel à Mestro, Bordeaux, 14 septembre 1854, ibid.

Finalement, après avoir obtenu l'assentiment du maréchal Vaillant, le ministre de la Marine, le 1er novembre présenta à la signature de l'Empereur le décret de nomination de Faidherbe à la tête du Sénégal (147). Huit jours plus tard, Ducos informait les pétitionnaires bordelais de cette décision en ces termes :

> "Il m'est agréable d'avoir à soumettre à S.M. un choix en harmonie avec les voeux que vous m'avez exprimés au nom du commerce sénégalais" (148).

En décembre Hilaire Maurel au nom de ses collègues remercia le ministre pour la nomination de Faidherbe lui faisant savoir qu'ils étaient "tous reconnaissants ... du bienveillant intérêt" qu'il portait "à la prospérité de ce pays" (149).

A Saint-Louis, on était dans l'attente de la décision du ministre, Marc Maurel paraît avoir été le seul négociant informé.

> "On ignore qui sera le remplaçant de M. Protet, on dit qu'il n'y a que moi qui le sait, mais que je tiens la chose en secret" (150).

---

(147) Le même jour, un décret détachait Gorée et dépendances du gouvernement du Sénégal.

(148) Ministre à commerçants bordelais, 8 novembre 1854 ; cette lettre se trouve, ce qui est très révélateur, dans le dossier personnel de Faidherbe.

(149) Hilaire Maurel à Mestro, Bordeaux, 5 décembre 1854, ANSOM Gorée IV 2 a.

(150) Marc Maurel à Hilaire Maurel, 14 novembre 1854, A M & P.

Le 9 décembre, il reçoit une correspondance qui confirme la désignation de Faidherbe et le 12 arrive enfin l'annonce officielle. Marc Maurel dépeint à son oncle l'accueil qui est fait à Saint-Louis à cette nouvelle :

> "Tout le monde a enfin vu avec plaisir la nomination de Faidherbe ... Nous verrons la marche que les événements vont donner aux affaires : tout le commerce convient que M. Protet a tout embrouillé et il doit compter de remettre un état de situation à quelqu'un qui connaît parfaitement le pays ... On lui annonce des instructions pour la marche à suivre. Je crois que notre lettre du 11 février dernier ne sera pas entièrement inutile" (151).

Si les négociants pavoisent, certains membres de l'administration se montrent réservés tels Carrère, chef du service judiciaire, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Il écrit alors à Blanquet du Chayla, chef du bureau de législation et d'administration :

> "Mes relations personnelles avec M. Protet sont excellentes ... Je me garderai bien de vous entretenir des affaires locales. Au milieu de ces courants en sens contraire d'intrigues, de diatribes, de récriminations et d'opinions plus ou moins digérées, plus ou moins sincères, que pourrait-on extraire de supportable ? M. Protet est le point de mire de toutes les criailleries, mais est-ce bien juste ? J'attends messieurs les bavards sénégalais dans six mois. M. Faidherbe lui-même le candidat des bordelais aura bien de la peine à les satisfaire, s'il veut les écouter (152).

---

(151) Du même au même, 13 décembre 1854, ibid.

(152) Carrère à Blanquet du Chayla, 5 décembre 1854, ANSOM Sénégal II 4.

La campagne orchestrée par les Maurel avait donc porté ses fruits. Les Bordelais avaient obtenu la tête de Protet et une nomination qui les comblait d'aise. On assiste ainsi à la naissance d'une tradition bien établie à la fin du siècle qui veut que la maison Maurel et Prom fasse et défasse les gouverneurs. Ce que Marc Maurel écrira en 1863 lors du rappel de Jauréguiberry pourrait très bien s'appliquer au départ de Protet :

> "Il est bon d'apprendre aux gouverneurs à venir que les commerçants savent les remplacer quand ils n'administrent pas dans le sens de l'opinion (153).

Protet a fait face aux attaques des négociants européens et aux critiques du ministre avec beaucoup de dignité et un incontestable sens des responsabilités. Surmontant son amertume, il a tenu la barre pendant un hivernage difficile et jusqu'à la passation des pouvoirs à son ambitieux subordonné, le 16 décembre 1854. En juillet, il transmet avec faveur au ministre le projet d'occupation de Gandiole conçu par Faidherbe et en novembre, inquiet des menées d'El Hadj

---

(153) Marc Maurel à "mes bons amis", Bordeaux, 7 mai 1863, A M & P. Dans une note intitulée "Négociants et commerçants établis à Saint-Louis", Jauréguiberry écrit : "La maison Maurel grandit rapidement jusqu'à l'arrivée de Faidherbe avec lequel ils ont fait le pacte qui a élevé l'un au gouvernement du Sénégal et l'autre à cette puissante position commerciale que la maison occupe ... On dit que l'alliance de Maurel et de Faidherbe s'est faite après la prise de Podor, que l'un a promis au capitaine du génie le gouvernement et l'autre appui et protection dans le cas où leur complot réussirait". Papiers Jauréguiberry.

Omar qui campe devant Sénoudébou, il monte à Bakel pour rassurer les traitants et organiser la défense du poste (154). La présence du marabout toucouleur dans le voisinage des établissements français du haut fleuve allait bouleverser toutes les prévisions et obliger Saint-Louis et Paris à préciser leur position à la lumière de cet événement inattendu.

Au moment où Protet quitte Saint-Louis après avoir été pendant un peu plus de quatre ans à la tête du Sénégal, il est possible de porter un jugement sur son gouvernement. Comme le signale Y. Saint-Martin, Protet n'a pas été traité à l'époque ni depuis avec toute l'équité désirable (155). Sans doute, à lire sa correspondance très prolixe, on peut avoir l'impression que l'essentiel est noyé dans l'accessoire et que Protet n'a pas toujours su, dans cette difficile période de transition, exposer au ministre la situation du Sénégal et ses fluctuations avec toute la rigueur et la clarté nécessaires. Il a pu, aussi, paraître hésitant, répondant, tardivement et partiellement aux questions que lui soumettait le ministère. Mal à l'aise dans les questions économiques, il a été long à percevoir la force du courant libéral. Enfin, ses insuffisances dans la conduite des opérations sur le fleuve sont incontestables ; il les reconnaît, avouant que marin avant tout, il n'a point les talents d'un général (156).

---

(154) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1854, n° 306, 20 novembre, n° 503, 1er décembre, n° 515 et 12 décembre n° 529, ANSOM Sénégal I 40 b.

(155) SAINT MARTIN, op.cit., p. 382.

(156) Gouverneur à ministre, 11 septembre 1854, n° 410, ANSOM Sénégal I 40 b.

Mais pendant ces quatre années et dans des conditions souvent difficiles, il a appliqué la politique définie par Paris et les atermoiements et les maladresses n'ont pas toujours été de son fait. Alors que l'attention était polarisée dans les sphères gouvernementales sur le Fouta et le rétablissement du poste de Podor, il a su opportunément rappeler que les relations avec les Maures constituaient la clé du commerce sur les rives du fleuve. D'autre part, le gouverneur a apprécié avec justesse l'importance toute nouvelle de l'arachide et le rôle sans cesse croissant du pays de Galam et des côtes au sud de Gorée dans l'économie du Sénégal. Attendre de Protet qu'il transforme radicalement la situation des comptoirs du Sénégal comme par un coup de baguette magique n'était point réaliste. Beaucoup de ses censeurs de 1854 en prendront conscience par la suite. Incontestablement, Protet, pendant ces quatre années, a affermi l'influence de la France et préparé les voies à son successeur.

4°. Un nouveau programme ?

L'indécision et la lenteur du ministère à mettre en oeuvre les réformes jugées indispensables par la Commission des comptoirs ont provoqué, en quelque sorte, la mobilisation des négociants européens. L'émergence de nouvelles revendications montrait bien qu'ils ne se contentaient plus des recommandations formulées en 1851. Le gouvernement, sous leur pression, va-t-il accepter d'infléchir sa position initiale et dans l'affirmative peut-on parler d'un nouveau programme ou plus simplement de l'élargissement de l'ancien ?

La suppression des escales, c'est-à-dire la liberté de traiter la gomme partout sur le fleuve et tout au long de l'année constituait la revendication essentielle aux

yeux des négociants. Dans leur esprit, elle devait permettre d'obtenir de meilleures conditions d'achat et ainsi de mieux lutter contre les fluctuations du marché européen.

Cette argumentation ne suffisait pas à convaincre le ministre. Pourtant, à la fin de 1852, Ducos devait reconnaître que depuis le décret de janvier, l'idée de libérer le commerce des gommes de toutes ses entraves n'avait cessé de gagner du terrain. Mais il considérait comme Protet et le Conseil d'administration qu'une mesure dans ce sens était inopportune, qu'une transition était indispensable et qu'au mieux un nouveau régime ne pourra voir le jour que pour la traite de 1854 (157). Le ministre confirmait sa volonté de ne point se laisser forcer la main dans un domaine particulièrement délicat puisqu'il posait tout le problème des relations avec les Maures. En effet, quelque temps auparavant, une occasion avait été donnée au ministre de préciser sa position. Hilaire Maurel, dans le droit fil de sa pétition de décembre 1851, avait demandé au ministre de lui concéder un terrain près du fort de Dagana afin d'y bâtir des magasins et d'y effectuer des essais de culture. Surtout, il sollicitait l'autorisation d'acheter durant toute l'année la gomme et tous les produits du pays (158). Ducos invita le gouverneur à donner à cette requête :

> "la suite la plus favorable hormis en un seul point : la libre traite de la gomme. Donner à M. Maurel l'autorisation qu'il réclame sous ce rapport, ce serait décider la suppression du monopole des escales à l'égard duquel nous sommes liés par des traités avec les chefs maures. Je n'ai plus besoin de

---

(157) Ministre à gouverneur, 9 décembre 1852, n° 483, ANSOM Sénégal I 37 c.

(158) H. Maurel et Cie à ministre de la Marine, 13 octobre 1852, ANSOM Sénégal XIII 30 c.

vous faire remarquer que cette question, la plus grave de toutes celles que soulèvent en ce moment les intérêts sénégalais, ne peut être ainsi abordée incidemment" (159).

Quelques jours auparavant, Ducos avait pris connaissance d'une note préparée à sa demande qui rassemblait "les clauses qui dans les traités avec les Maures s'opposaient à ce que la traite des gommes se fasse ailleurs qu'aux escales" (160). Cependant, le ministre promettait une étude approfondie de la question et une prompte décision. Dans ces conditions, il apparaît exagéré de parler, comme le fait Barrows, "d'une réponse affirmative du ministère" (161).

Dans l'immédiat rien n'était changé et la maison Maurel et Prom allait en faire l'expérience. Cependant, dans les importantes instructions qu'il adresse à Protet en Janvier 1853, le ministre rappelle l'intention déjà exprimée par le gouvernement que la traite des gommes s'effectue librement dans le cours du fleuve à partir de 1854. Ce sera un des résultats du rétablissement d'un poste fortifié à Podor, mais le gouverneur ne devra notifier aux Maures la suppression des escales que si l'influence de la France est suffisamment assurée sur la rive gauche. Alors et alors seulement, il pourra dénoncer les traités (162).

La maison Maurel et Prom choisit de ne point attendre ces échéances. Ayant obtenu la concession demandée elle

---

(159) Ministre à gouverneur, 6 décembre 1852, n° 475, ANSOM Sénégal I 37 c.

(160) Article 12 du traité du 7 juin 1821 avec les Trarza, cité en annexe articles 1 et 4 du traité du 9 mai 1839 avec les Brakna, note du 25 novembre 1852, ANSOM Sénégal XIII 30 e.

(161) BARROWS (L.C.), p.140 de l'article du Mois en Afrique voir note 73

(162) Ministre à gouverneur,4 janvier 1853, déjà citée.

lance dans le courant de 1853 les travaux de construction et les opérations commerciales. Très vite, comme il était facile de le prévoir, des difficultés surgissent avec les Maures. En effet, ceux-ci interdisent non seulement tout achat de gommes provenant de la rive droite mais aussi de la rive gauche. Habilement, c'est sur ce dernier point qu'Hilaire Maurel décide de concentrer ses réclamations auprès du ministre (163). Les gommes de la rive gauche ne proviennent-elles pas essentiellement du Walo, "pays français depuis 1819" ? Les Maures ne peuvent donc invoquer aucun droit mais la responsabilité de leurs prétentions retombe sur les gouverneurs successifs qui par "une faiblesse inconcevable" leur ont toujours cédé sur ce point. Le ministre en convient volontiers déplorant que, pendant longtemps, l'administration du Sénégal ait cru devoir faire saisir à leur arrivée à Saint-Louis, les gommes provenant de la rive gauche. Aussi, prescrit-il au gouverneur de ramener les Maures à "l'exacte observance des traités" (164).

En réalité, à Saint-Louis, on se montre beaucoup plus réservé. Le gouverneur intérimaire Vérand, s'appuyant sur le Conseil d'administration répond à une demande de Maurel et Prom, que pour le moment il n'est pas possible d'autoriser à Dagana la traite des gommes sur les deux rives et de garantir la sécurité nécessaire (165). Mais au moment où s'achèvent les derniers préparatifs de l'expédition de Podor, le ministre semble hésiter devant cette décision "révolutionnaire" qu'est la suppression des escales. Dans ses instructions à Protet il craint que les conditions ne soient pas réunies pour un changement radical du régime de la traite des gommes :

> "Il sera donc difficile de résoudre les positions pour 1854. Ce serait peut-être risquer de rendre

---

(163) H. Maurel à ministre, 30 septembre 1853, ANSOM Sénégal XIII 30 d.

(164) Ministre à gouverneur p.i., 3 novembre 1853,n°356, ANSOM Sénégal I 38 b.

(165) Conseil d'administration, séance du 21 décembre

entièrement nulle la traite des gommes de 1854, ou d'y jeter une grande perturbation. Je vous laisse donc à cet égard une entière latitude. Sans perdre de vue cette partie de l'affaire, vous ne l'entamerez concurremment avec la réoccupation de Podor qu'autant que vous jugerez prudent et praticable de le faire.

En résumé, la formation de comptoir de Podor ne peut être renvoyée à l'année prochaine sous peine d'un ajournement indéfini. Vous ferez tous vos efforts pour l'établir pacifiquement. Vous pourrez ajourner à quelques mois la suppression des escales, si vous ne vous sentez pas le maître de faire coïncider cette solution avec l'expédition de Podor. Sur ce point spécial, je m'en remets à vos propres appréciations" (166).

Le ministre aurait voulu encourager l'attentisme naturel de Protet qu'il ne s'y serait pas pris autrement. En effet, au retour d'une expédition difficile, le gouverneur peut se croire autorisé à ajourner la suppression des escales. En conséquence, il fixe, comme à l'accoutumée, la date d'ouverture de la traite (167). On peut donc légitimement penser que la responsabilité du retard est largement partagée, mais c'est évidemment Protet qui reçut les flèches des négociants européens mécontents. Le ministre ne l'épargna pas non plus, on le sait, mais dans sa défense, le gou-

---

... 1853 et gouverneur p.i. à ministre, 13 janvier 1854, ANSOM Sénégal XIII 30 e.

(166) Ministre à gouverneur, 14 décembre 1853, n° 417, ANSOM Sénégal I 39 b.

(167) Conseil d'administration, séance du 26 mai 1854, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12, arrêté du 27 mai 1854, BAS 1853-1854, p. 102.

verneur s'abstint de rappeler la liberté d'appréciation qui lui avait été donnée.

Cependant, le ministre avant d'être informé des résultats de l'expédition avait voulu préparer les voies d'un libre commerce des gommes toute l'année en prescrivant à Protet de profiter de l'occasion de l'installation de Maurel et Prom à Dagana pour interdire aux Maures de s'immiscer dans les transactions effectuées sur la rive gauche et par conséquent d'autoriser la traite de la gomme toute l'année (168). D'ailleurs, à la suite de Maurel et Prom, d'autres commerçants tels que Chaumet et Beccaria ont sollicité des concessions à Dagana et quelques jours après sa prise de fonction, Faidherbe en offrait à Podor (169). Le ministre, l'amiral Hamelin, qui venait de succéder à Ducos, donna son "entier assentiment" à une politique qui répondait aux voeux des commerçants et qui lui apparaissait comme une étape indispensable vers la liberté du commerce (170). Progressivement, le mode de traiter allait se trouver modifié puisque les achats de gomme s'effectueraient à terre et non plus sur les bateaux. Là aussi, cette transformation risquait de se faire au détriment d'un certain nombre de traitants indépendants incapables de faire face aux investissements nécessaires pour une installation à terre (171).

---

(168) Ministre à gouverneur, 18 mai 1854, n° 200, ANSOM Correspondance générale 229.

(169) Conseil d'administration, séances des 23 et 27 décembre 1854, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12 ; gouverneur à ministre, 28 décembre 1854, ANSOM Sénégal I 41 b.

(170) Gouverneur à ministre, 19 janvier 1855, ibid., ministre à gouverneur 22 avril 1855, n° 113, ANSOM Correspondance générale 231.

(171) Au conseil d'administration, Carrère avait insisté pour que les terrains situés en bordure du fleuve et réservés au commerce "soient exclusivement attribués à ceux dont les ressources personnelles permettent de créer des entrepôts sérieux", séance du 23 décembre 1854, déjà citée.

Le problème des coutumes des traitants, pas plus que celui de la suppression des escales n'avait figuré dans les résolutions de la Commission des comptoirs. Il n'était point nouveau et les critiques avaient porté jusqu'ici plus sur les modalités que sur le principe. Au début de 1852, encore, alors que l'affranchissement du commerce du fleuve était à l'ordre du jour, le ministre en présentant le décret sur le régime de la traite aux basses escales, se demande si le moment n'est pas venu d'unifier le système des coutumes payées par chaque traitant sur des bases claires et égales pour tous : tonnage des navires ou quantité de gommes traitées. Ducos demande à Protet d'y réfléchir mais la solution lui paraît encore lointaine, un premier pas pouvant consister à ne garantir aux chefs maures que les coutumes établies sur une base déterminée d'un commun accord (172). Dans cette perspective, le gouverneur inscrit l'unité des coutumes dans le plan d'action qu'il propose en avril 1852 et tente, mais en vain, de l'imposer aux Brakna, quelques mois plus tard, à l'occasion d'un différend avec eux (173).

En réalité, la question des coutumes ne pouvait trouver de solution qu'en liaison avec la démonstration militaire prévue sur le fleuve. Ainsi, dans ses importantes instructions de janvier 1853, le ministre, après avoir annoncé sa ferme intention de supprimer les escales, aborde le sujet mais d'une manière indirecte. Il ne prononce pas le mot de "coutumes" mais celui de "tribut annuel" payé par les traitants et il lui semble raisonnable d'espérer qu'après

---

(172) Ministre à gouverneur, 20 février 1852, n° 77, ANSOM Sénégal I 37 c.

(173) Gouverneur à ministre, 14 avril et 7 juillet 1852, n° 183 et 382, ANSOM Sénégal I 37 b.

une "rupture momentanée" les Maures se résigneront finalement "à reprendre sur leurs propres sujets ce qu'ils n'auront plus à prélever sur les nôtres" (174).

Les médiocres résultats obtenus à Podor changeaient la face du problème. Protet chercha désespérément à en masquer la minceur en tentant de remporter quelques avantages du côté des Maures. Il pensa subordonner l'ouverture de la traite à l'escale du Désert à l'acceptation de l'unité des coutumes sur la base d'une pièce de guinée par millier de livres traitées. Pour éviter les intrigues des traitants, cette coutume sera perçue par le commandant de l'escale et versée par lui au représentant de l'émir des Trarza (175). Le gouverneur qui obtint aussi l'accord des Darmankour chanta victoire :

> "Depuis vingt-cinq ans, on demandait en vain cet arrangement aux Trarzas qui s'y sont toujours opposés. C'est l'inauguration de l'ordre et de la justice dans les escales. C'est l'influence française qui s'établit dans le fleuve et qui, j'espère, n'ira qu'en augmentant" (176).

En fait, ce succès était plus apparent que réel car subsistaient les obligations de souper et de bagatelle qui étaient une source inépuisable d'arbitraire et de chi-

---

(174) Ministre à gouverneur, 4 janvier 1853, dépêche déjà citée.

(175) Conseil d'administration, séances des 26 et 27 mai 1854, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12.

(176) Gouverneur à ministre, 12 juin 1854, n° 258, ANSOM Sénégal I 40 b. En raison de la guerre civile qui déchirait les Brakna il n'y eut pas de traite à l'escale du Coq cette année là.

canes (177). De plus l'unité des coutumes n'était point la panacée car elle n'était juste qu'en apparence. En effet, les traitants en ne résistant pas toujours à la tentation de fausser leurs déclarations d'achats provoquaient les récriminations des fournisseurs de gommes. Le commandant de Bakel l'avait constaté lorsque le système avait été appliqué pendant quelques années.

Cependant, la solution obtenue in extremis par Protet pour les coutumes des basses escales n'était pas tellement éloignée de celle que Marc Maurel avait réclamée dans sa pétition de décembre 1851. Trois ans plus tard, après les efforts considérables déployés à Podor, le "succès" claironné par Protet apparaissait singulièrement insuffisant voire dérisoire.

On n'ignore point l'importance que le gouverneur et le ministre attachaient au commerce de Galam. Les coutumes jugées injustes et onéreuses étaient de plus en plus mal acceptées tout particulièrement le droit exigé à Saldé par les chefs du Fouta. Leur prétention à se poser en maîtres de la navigation vers le haut fleuve avait été dénoncée à plusieurs reprises ces dernières années par le commerce européen et cela d'autant plus que la dissolution de la Compagnie de Galam avait rendu les relations encore plus difficiles. L'almami, en effet, rejetait le nouveau tarif établi en fonction du tonnage des embarcations. Le conflit prit toute son acuité en 1853 et le gouverneur Vérand envisageait de forcer le passage s'il n'obtenait point une réponse positive. Il l'eût grâce à la mission de Brossard de Cor-

---

(177) Arrêté du 27 mai 1854, article 2, BAS 1853-1854, p. 102.

bigny (178). Le ministre approuva l'accord conclu avec l'almami mais un an plus tard, il estima que l'établissement d'une garnison à Podor devait permettre de rendre le passage de Saldé complètement libre et il invita le gouverneur à arriver le plus tôt possible à la suppression de la coutume (179). Ce fut chose faite dès la prochaine campagne si l'on en croit Protet (180).

Le problème des coutumes se posait également à peu près au même moment à Galam et en 1852 le gouverneur avait engagé, par l'intermédiaire du directeur des Affaires extérieures, avec les chefs du Kaméra des négociations traditionnelles recherchant un accord entre partenaires plus ou moins égaux. Mais le ministre réagit à l'annonce de l'accord conclu avec une vigueur toute caractéristique des temps nouveaux :

> "L'usage des coutumes en ce qui nous touche est une atteinte au principe de notre souveraineté sur les eaux. Je pense qu'au lieu de subir cette petite tyrannie locale et d'acheter à ce prix la sécurité de nos traitants, nous devrions tendre au contraire à nous dégager en toute occasion des obligations

---

(178) Conseil d'administration, délibération du 6 août 1853, ANSOM Sénégal VII 26 bis 11 ; gouverneur p.i. à ministre, 9 et 12 août 1853, n° 377 et 390, 3 septembre 1853, n° 410, ANSOM Sénégal I 38 a ; traité du 1er septembre, ANS AOF 13 G 17.

(179) Ministre à gouverneur, 27 juillet 1854, n° 302, ANSOM Sénégal I 40 c.

(180) Gouverneur à ministre, 25 septembre 1854, n° 433, ANSOM Sénégal I 40 b. En fait la situation était exceptionnelle. Protet avait décidé qu'il n'y aurait pas de "petite traite" à Galam et seuls six bâtiments du commerce remorqués par un navire de l'Etat passèrent à Saldé sans payer la coutume.

passées et accoutumer les peuples riverains à ne plus compter sur aucun tribut de notre part" (181).

A l'occasion de la signature d'une convention avec le roi des Dowich et à la veille de l'expédition de Podor, le ministre devait réaffirmer sa position non sans la nuancer :

"Nous sommes les souverains du fleuve ... Nous devons nous affranchir au plus tôt de tout ce qui peut avoir l'apparence d'un tribut prélevé sur le gouvernement ou d'une exaction imposée au commerce".

Cependant, il convient que "l'usage des coutumes est trop profondément enraciné dans les habitudes africaines" pour qu'on puisse espérer son entière suppression et il pense qu'on peut consentir à donner "quelques marques de munificence" à certains chefs, en signe des bons rapports qui existent entre eux et nous et aussi "pour solder l'espèce de police qu'ils exercent sur leurs sujets au profit de nos traitants" (182).

Ainsi, le ministre dans la perspective d'une situation de force que l'expédition de Podor était censée assurer, prescrivait le remplacement des coutumes par des cadeaux. Ces récompenses recouvrées sur le commerce seraient octroyées en fonction de la plus ou moins grande docilité des chefs. En réalité, le nouveau système était moins révolutionnaire qu'il ne le semblait et il portait en lui-même des risques de dérapage. Il supposait de la part de l'administration vigilance et fermeté pour déjouer toutes les

---

(181) Ministre à gouverneur, 29 novembre 1852, n° 469, ANSOM Sénégal I 37 c.

(182) Ministre à gouverneur, 21 janvier 1854, n° 34, ANSOM Correspondance générale 229.

intrigues des chefs destinées à obtenir de traitants, toujours disposés à céder, les mêmes avantages qu'auparavant. La tâche d'établir de nouveaux rapports avec les chefs s'annonçait complexe et délicate. Elle allait incomber au successeur de Protet (183).

Au moment où le ministre et les négociants européens affirmaient que la France devait devenir maîtresse du fleuve et qu'en conséquence, il convenait de ne plus payer les coutumes de Saldé, Protet s'interrogeait sur l'efficacité du fort de Podor qu'il avait mission de reconstruire. Il lui apparaissait évident que situé à l'extrême ouest de l'île à morfil, il ne pourrait empêcher les pillages au voisinage de Saldé où habitent la plupart des chefs du Fouta. Aussi, le gouverneur ne voyait pas d'autre moyen d'assurer la sécurité de la navigation qu'en édifiant un fort supplémentaire (184). Au lendemain de l'expédition de Podor, il reviendra sur cette idée et en attendant qu'elle soit retenue par le ministre, il propose d'installer aux environs de Saldé un bâtiment de la Station locale pour tenir lieu et place de second fort (185).

Dans l'esprit de Protet, Saldé comme Podor n'étaient que les maillons d'un dispositif qui devait permettre aux Français de contrôler le fleuve. En effet, il appelait de ses voeux la création d'établissements de distance en dis-

---

(183) Voir la discussion engagée à ce propos par Faidherbe devant le Conseil d'administration, 20 août 1855, ANSOM Sénégal VII 26 bis 12.

(184) Gouverneur à ministre, 17 février 1853, ANSOM Sénégal I 37 b.

(185) Conseil d'administration, séance du 18 septembre 1854, ANSOM Sénégal IV 18 g.

tance tout le long du Sénégal (186). C'était reprendre l'idée de Raffenel. Il était naturel que le pays de Galam, point de rencontre des caravanes et voie de pénétration vers l'intérieur, alors en pleine expansion, bénéficiât de la priorité. Bien que la commission d'exploration de 1847 ait recommandé la construction d'un comptoir fortifié à Makhana, escale très fréquentée, c'est finalement le site de Médine qui fut préféré (187). Baudin signalait la relative facilité de l'entreprise, le souverain du Khasso, Sambala s'y étant déclaré favorable. Le voyage de Rey dans le haut Sénégal devait attirer l'attention du ministre sur le projet. Ducos, au reçu de l'étude qu'il avait prescrite à Protet et de l'avis favorable du Conseil d'administration décida non seulement la construction du fort de Médine mais aussi celle d'un second point d'appui. au-delà des cataractes du Félou en un lieu à déterminer. La dépense en serait imputée sur le crédit extraordinaire destiné pour la plus grande part à l'expédition de Podor (188). Quelques jours plus tard, dans une dépêche spécialement consacrée à l'avenir du pays de Galam, le ministre se plaisait à souligner que les mesures qui venaient d'être prises répondaient parfaitement aux voeux exprimés par les négociants dans leur pétition de décembre 1851 (189).

---

(186) Gouverneur à ministre, 12 juin 1854, déjà citée.

(187) En 1851, la Commission des comptoirs avait décidé d'ajourner la réalisation de la proposition de 1847.

(188) Conseil d'administration, séance du 25 octobre 1852, gouverneur à ministre, 8 novembre 1852, ANSOM Sénégal III 8, ministre à gouverneur, 5 janvier 1853, déjà citée.

(189) Ministre à gouverneur, 24 janvier 1853, n° 30, ibid.

Les négociations engagées avec Sambala dès le retour de la crue se révélèrent plus difficiles que prévu car le souverain manifesta des prétentions jugées exorbitantes quant au prix du terrain à céder et au taux des coutumes. Finalement , un accord fut conclu au début de 1854 et la construction entreprise l'année suivante (190). Peu après le fort de Médine allait jouer un rôle de premier plan dans la lutte des Français contre El Hadj Omar.

Les négociants, dans leur seconde pétition de février 1854, avaient demandé que le Kayor soit placé sous le protectorat de la France. En juillet, le directeur du génie, Faidherbe, dans son rapport au gouverneur proposait l'occupation de la rive gauche du Sénégal depuis son embouchure jusqu'à Gandiole. Le village connu par les revenus que ses salines procurent au damel devenait chaque jour davantage un grand centre commercial grâce aux rapides progrès de la culture des arachides. Faidherbe profite de l'occasion pour condamner la politique traditionnelle des îles-comptoirs, pour en définir une beaucoup plus audacieuse qui s'inscrit dans la pensée de Bouët :

> "Voici, à ce qu'il me semble, ce qu'il y aurait à faire si le gouvernement français était décidé à sortir, de ce côté aussi, de la politique timide qui nous a relégués jusqu'à présent au Sénégal dans les coins inhabitables, sur les bancs de roche et de sable les plus stériles ...
> Sous tous les rapports, il est grand temps que la France se fasse un territoire bien à elle, et

---

(190) Gouverneur p.i. à ministre, 14 novembre 1853, n° 522, ANSOM Sénégal I 38 a, rapport de Vérand à Protet, 30 janvier 1854, ibid. Sénégal I 40 a, Conseil d'administration, séance du 20 août 1855, ibid. Sénégal VII 26 bis 12.

qu'elle abandonne cette espèce d'horreur de la terre ferme qu'elle a toujours montrée dans ce pays" (191).

Faidherbe précise alors, à la lumière de son expérience algérienne, les moyens qu'il juge nécessaires pour se rendre maître d'un pays : des postes permanents et des forces actives toujours prêtes à marcher aussi bien pour protéger ces forts que pour opérer sous leur protection. En conclusion, dans le cas particulier qui l'occupe, il propose la construction de deux postes, l'un à la barre et l'autre à Gandiole.

Cette politique exprimée avec netteté ne manquait pas d'audace car elle comportait le risque d'un conflit avec le damel qui ne pouvait se laisser dépouiller du revenu des salines sans réagir et aussi avec les Trarza qui poussaient à la résistance. La rapidité avec laquelle le projet a été adopté à Saint-Louis comme à Paris mérite d'être soulignée. Peut-être Protet, fidèle à ses idées depuis longtemps affirmées de la priorité de la lutte contre l'influence maure sur la rive gauche, veut-il montrer au lendemain de l'expédition de Podor qu'il est toujours prêt à mener une politique dynamique et à apaiser les critiques du commerce en répondant à l'un de ses voeux. Toujours est-il que dès le 14 juillet, il déclare au ministre qu'il lui paraît "indispensable que nous nous emparions des entours de Saint-Louis entre le fleuve, Gandiole et Lampsar" et que par retour du courrier, Ducos enjoint à Protet de mettre le projet à exécution au moment qu'il jugera opportun (192).

---

(191) Rapport de Monsieur le Directeur du génie, 3 juillet 1854, ANSOM Sénégal IV 19 b.

(192) Gouverneur à ministre, 14 juillet 1854, n° 306, ANSOM Sénégal I 40 b, ministre à gouverneur, 29 septembre 1854, n° 368, ANSOM Correspondance générale 229.

L'acquisition de Gandiole était jugée par Faidherbe, "bonne pour la France, nécessaire même, absolument comme celle de Dakar". En effet, la question de la prise de possession de la presqu'île du Cap-Vert était posée. Elle l'avait été sous l'angle militaire avec le projet de fortifications du colonel Creuly destiné avant tout à compléter les défenses de Gorée. La Commission des comptoirs et la direction des Colonies en avaient recommandé l'ajournement. Le ministre le rappelait en juillet 1851 à la suite du sinistre de la goëlette américaine la Charlotte pillée par les habitants de Yoff (193). Mais de nouveaux naufrages et surtout les rapides progrès du commerce sur la presqu'île du Cap-Vert sollicitaient l'attention des autorités. Les négociants de Gorée de plus en plus nombreux à s'installer sur la terre ferme ne cessaient de se plaindre des chefs de Dakar coupables à leurs yeux d'entraver la construction de leurs habitations et de leurs magasins et d'exiger de lourdes taxes (194). Ducos, écartant la suggestion de Protet de négocier un nouveau traité pencha pour une solution plus radicale. Dans ses célèbres instructions du 5 janvier 1853, il estime "utile de prendre pied" sur la presqu'île et en conséquence demande à l'administration locale une étude raisonnée. (195). Un mois plus tard, il réaffirme que l'occupation est "le moyen le plus efficace" de régler les problèmes en suspens (196). Faidherbe remet son rapport au gou-

---

(193) Ministre à gouverneur, 18 juillet 1851, n° 244, ANSOM Sénégal I 37 c.

(194) Parmi les plaignants, on compte H. Maurel, commandant particulier de Gorée à gouverneur, 27 mars 1852, ANS AOF 4 B 17.

(195) Gouverneur à commandant particulier de Gorée, 14 août 1852, ANS AOF 3 B 59, ministre à gouverneur, 5 janvier 1853, déjà citée.

(196) Ministre à gouverneur, 17 février 1853, ANSOM Sénégal I 37 c.

verneur le 15 mars, nouvel exemple de célérité. Selon lui, c'est sous le rapport politique et commercial qu'il faut traiter, puis décider de l'occupation de la presqu'île. L'installation d'une douzaine de maisons de commerce françaises prouve l'importance de la terre ferme pour Gorée et l'éventualité de l'intervention d'une nation étrangère, faute de le faire nous-mêmes, pour punir les pillards n'est pas à écarter. Dans ces conditions, la France doit prendre pied à Dakar et Faidherbe en fixe les conditions : refus de toutes coutumes et redevances, liberté de bâtir en maçonnerie, construction d'un débarcadère et d'un poste de garde (197). Par la suite, le commandant particulier de Gorée, Ropert, devait intervenir directement auprès du ministre en particulier au cours d'un séjour à Paris en 1854 pour hâter la décision. Le directeur des Colonies réaffirme que les droits de la France sur Dakar sont incontestables et qu'il est utile de les exercer mais il ajoute que le ministère ne donnera les ordres nécessaires que si le commandant de la Division navale déclare possible d'atteindre le but avec ses seuls moyens (198). Au même moment, celui-ci informe le ministre qu'il prépare à la prise de possession les habitants de Dakar et ceux des autres villages de la presqu'île (199). Le processus paraît donc engagé et la séparation de Gorée et de Saint-Louis devait le faciliter.

*

* *

---

(198) Directeur des Colonies à commandant de Gorée, 11 novembre 1854, ANSOM Gorée VII 1.

(199) Chef de la Division navale à ministre , 24 novembre ANSOM Gorée I 1 a.

Ainsi, tout au long des années qui suivent la réunion de la Commission des comptoirs se définissent et se précisent des objectifs qui ne figuraient point expressément dans le catalogue de ses recommandations. Ils concernent tout à la fois la sécurité et les modalités du commerce ainsi que son extension à de nouveaux champs.

A la fin de 1854, la prise de fonction de Faidherbe permet de faire le point et de connaître les intentions du ministre. En effet, bien que le nouveau gouverneur présent à Saint-Louis depuis deux ans ait eu le temps de se familiariser avec les problèmes du Sénégal, le ministre, renouant avec la tradition, lui adresse des instructions générales qui, ne l'oublions pas, ne concernent, à la suite de la séparation de Gorée, que le Sénégal stricto sensu. Ducos, dans une première dépêche datée du 9 novembre et accompagnant le décret de nomination, tient tout d'abord à dégager le sens de la mission confiée à Faidherbe. Elle devra être à la fois politique et commerciale :

> "Votre nomination n'est pas le commencement ou la continuation d'une ère belliqueuse ... votre mission est d'amener le développement pacifique des intérets commerciaux en leur donnant des issues nouvelles et en montrant aux peuples des deux rives que nous sommes toujours prêts à mettre la force à l'appui de notre autorité toutes les fois qu'ils voudront être plus maîtres que nous dans le règlement des affaires du fleuve, depuis Saint-Louis jusqu'aux cataractes du Félou" (200).

Les instructions proprement dites feront l'objet de

---

200) Ministre à gouverneur, 9 novembre 1854, ANSOM Sénégal I 41 c, SCHEFER, op.cit., t.2, p. 256.

la dépêche du 8 décembre. Après un bref rappel du double but que doit poursuivre Faidherbe : "l'accroissement des opérations commerciales en même temps que l'extension de notre influence et de notre domination", le ministre propose d'agir tout d'abord dans les environs de Saint-Louis. Ainsi, l'émancipation de quelques villages dont celui de Gandiole de la "tyrannie du damel" constituera un premier pas qui permettra, ensuite, de négocier avec ce chef des arrangements destinés à mettre le Kayor "sous l'action du gouvernement du Sénégal". L'enjeu est d'importance car il s'agit d'assurer à la culture des arachides aux débuts prometteurs, les meilleurs conditions possibles de développement. Par ailleurs, le gouverneur devra placer le Walo sous la protection de la France, si on veut le soustraire aux pillages des Maures. D'une manière générale, il faudra convaincre les populations maures et noires des deux rives que, sans vouloir conquérir leurs territoires, nous exigeons d'elles la reconnaissance de notre souveraineté et le respect pour le gouvernement du Sénégal.

Sur le plan plus spécialement du commerce, le ministre demande que soient satisfaits sans plus attendre les voeux des négociants. La suppression des escales devra donc être effective à la prochaine traite et il souhaite voir régler pleinement le problème des coutumes. Il attend en conséquence, une étude du gouverneur sur les résultats du nouveau mode de perception inauguré par Protet. Par ailleurs Ducos croit ou feint de croire que les coutumes de Saldé ont été vraiment supprimées cette année. Il considère donc comme affranchi de ce "tribut onéreux" le commerce de Galam et se réjouit de voir consacré le principe de la liberté et de la franchise sur tout le cours du fleuve.

Enfin, le ministre esquisse une politique d'expansion économique dans le haut fleuve :

"Le champ dans lequel surtout paraît devoir se trouver la moisson de l'avenir, c'est celui du Haut-Pays, c'est surtout de ce côté que se dirigeront vos vues ... Par les mots Haut-Pays, je n'entends pas seulement la région de Galam, où le fort de Bakel sert pour nous de point d'appui à des échanges commerciaux d'un intérêt déjà sérieux, je veux parler aussi de ce bassin supérieur du Sénégal, si curieusement exploré et si bien décrit il y a trois ans par M. Rey ... Conduire alors le commerce du Sénégal à se porter jusqu'à ce point et à y chercher des éléments d'échange, ce serait déjà un progrès remarquable. De là, on peut par la pensée se représenter ce commerce se frayant ensuite la route à travers le Kaarta, organisant par des caravanes la jonction du Sénégal et du Djoliba et touchant enfin Tombouctou. Quelle peut être, dans l'accomplissement de cette idée la part d'action du gouverneur du Sénégal ? C'est le gouverneur qui peut le savoir bien plus que le ministre. L'impression très arrêtée que j'exprime, c'est que les cataractes du Félou ne peuvent pas être les colonnes d'Hercule du Sénégal : le premier but que je vous assigne, c'est de les faire franchir par les traitants du Sénégal" (201).

Ce vaste et ambitieux programme où se mêlent étroitement le politique et le commercial est cohérent et il tente d'apporter une réponse aux problèmes majeurs qui se posent alors au Sénégal. Parce qu'il inaugure le long gouvernement de Faidherbe, il constitue souvent, trop souvent, pour l'étude de la politique française au Sénégal au milieu du XIXe siècle, la référence essentielle parée du brillant

---

(201) Instructions générales, 8 décembre 1854, n° 485, ANSOM Sénégal I 41 a, publiées par Schefer.

éclat de la nouveauté. En fait, ce programme ne doit pas faire oublier qu'il est l'aboutissement d'un long effort de discussions, de réflexions et d'enquêtes sur le terrain. Ses sources d'inspiration sont bien visibles : idées de Bouët, recommandations de la Commission des comptoirs, pétitions des négociants et tout particulièrement des Maurel, vues grandioses de Raffenel et de Rey, parrains souvent méconnus de la politique à mener dans le haut fleuve et au-delà des cataractes du Félou que le ministre invitait à franchir. En définitive, ce programme du 8 décembre 1854 se situe bien dans la logique évolutive des principes proclamés au cours des séances de la Commission des comptoirs : maîtrise de tout le fleuve, liberté du commerce, condition indispensable de son développement. Les autorités après y avoir adhéré intellectuellement furent comme saisies de crainte et se refusèrent à en tirer toutes les conséquences. Redoutant un changement brutal, elles traînèrent les pieds. Mais les négociants par leurs interventions réussirent à amener le ministère et la direction des Colonies à sortir de leur indécision et à se rallier à leurs revendications. Le renversement de la conjoncture économique avait peut être facilité l'évolution des responsables. Protet, au reçu des instructions de janvier 1853 se déclara heureux d'inaugurer un "système nouveau" destiné à "échanger la face de nos affaires coloniales" (202). Pour sa part, Faidherbe constatera que les instructions de décembre 1854, adoptent "le programme du commerce", un "bon programme" dont "l'exécution est possible avec un peu d'énergie et de suite dans les idées" (203). Mais comme le signale le Constitutionnel "lorsque M. Faidherbe a pris le gouvernement du Sénégal, on avait fait les premiers pas vers l'exécution de ce programme

---

(202) Gouverneur à ministre, 17 février 1853, ANSOM Sénégal I 37 b.

(203) Gouverneur à ministre, 19 janvier 1855, ANSOM Sénégal I 41 b.

énergique" (204). Pour la mener à bien, le nouveau gouverneur avait toutes les qualités requises et à la différence de son prédécesseur, la confiance entière du commerce. Mais l'annonce par Protet le 20 novembre de la présence d'El Hadj Omar dans le haut fleuve n'allait-elle pas compliquer sa tâche ? (205).

---

(204) Le Constitutionnel, 11 août 1856.

(205) Gouverneur à ministre, 20 novembre 1854, n° 503, ANSOM Sénégal I 40 b.

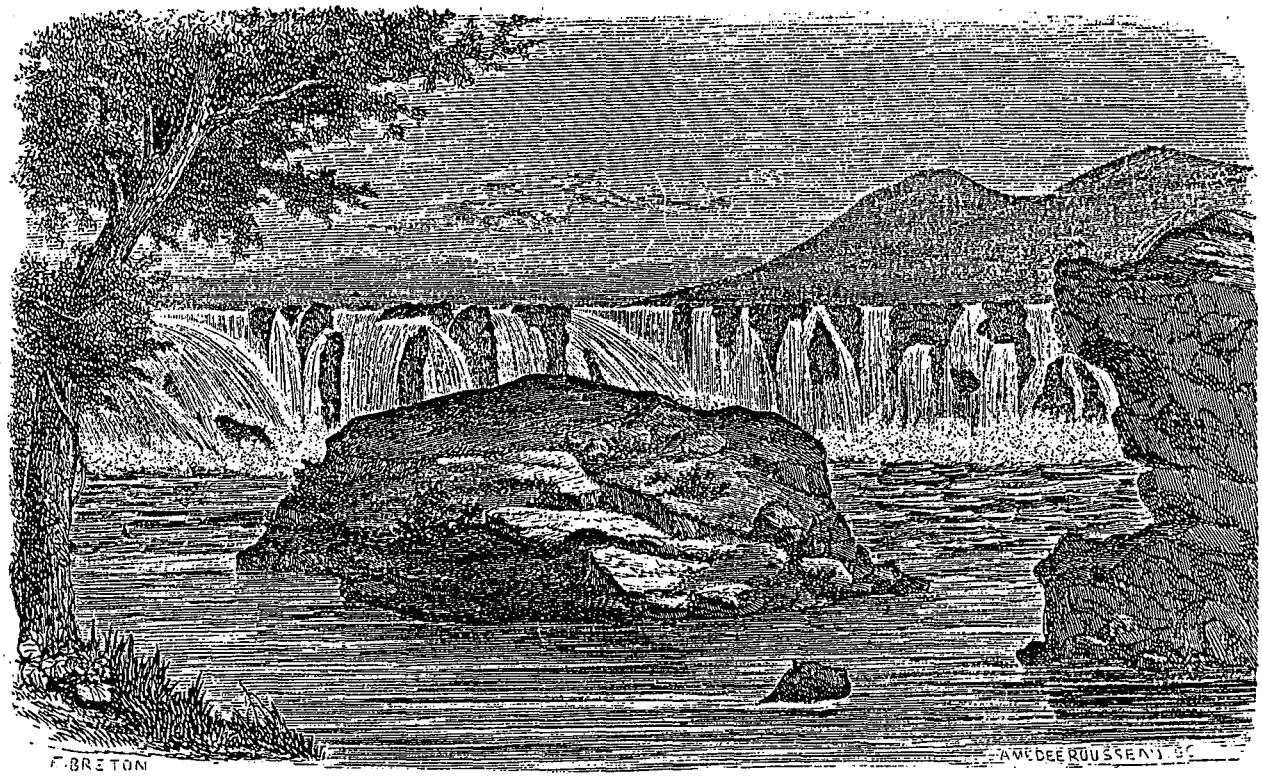


PLANCHE 15 CATARACTE DU FELOU

(Raffenel : Nouveau voyage tome 1 p.166)

CONCLUSION GENERALE

Les comptoirs du Sénégal, trente ans après la reprise, n'ont pas réussi à trouver un véritable équilibre économique. Après la colonisation agricole et ses espoirs déçus, la gomme apporta à Saint-Louis aisance et même richesse. Dans les années quarante, elle ne provoque plus que pertes et ruines. Gorée végète, incapable de trouver au lendemain de l'abolition de la traite des esclaves, des aliments sérieux à son commerce. Les "habitants" victimes de la crise, prennent alors la plume pour dénoncer une situation, pour se plaindre d'un malheur injuste et pour appeler à l'aide plutôt que pour analyser le mal. Leurs témoignages déjà nombreux en 1841-1842 prennent, soudain, une ampleur considérable à partir de 1848 avec l'aggravation de la crise. Les Européens interviennent aussi. Bientôt, une vive polémique s'installe dans les discussions qui révèlent brutalement les oppositions d'intérêts et les différences de mentalités.

Ces témoignages ne tournent qu'autour de la gomme et de ceux qui en vivent. C'est la preuve éclatante de son rôle primordial dans l'économie et du prestige dont jouissent ceux qui en pratiquent la traite. Aussi, on ne saurait être surpris que Gorée dont la situation est pourtant difficile ne suscite aucune allusion.

Dans l'ensemble, l'examen des statistiques confirme la valeur des témoignages par delà leurs éventuels excès. La crise économique est bien là, interminable et s'aggravant dangereusement à partir de 1848. Mais nier tout progrès,

comme certains auteurs le font, ne correspond pas à la réalité. Sans doute, si l'on prend pour référence des années isolées, on peut constater qu'en 1842, la valeur des échanges est quelque peu inférieure à celle de 1836 et qu'en 1849-1850, elle se situe à peu près au niveau atteint dix ans auparavant en 1838-1839. Mais cette valeur, d'après les statistiques coloniales pour la période 1835-1850, soit en quinze ans, a augmenté de 50% et si on se réfère à 1845, année d'abondance exceptionnelle des gommes et de hauts prix en France, la progression est près de trois fois. Les statistiques métropolitaines confirment cette tendance et même l'amplifient. Cependant les contemporains, ce qui justifie la recrudescence et la violence de leurs plaintes, ont été particulièrement sensibles à l'effondrement qui survient en 1848-1850 après trois années relativement satisfaisantes. A cela, il faut ajouter l'ampleur et la brutalité des fluctuations qui déconcertent et inquiètent. Un autre phénomène qui ne peut manquer de décourager, c'est la persistance d'un déficit structurel important qui peut atteindre jusqu'à 40 et 45% du total du commerce.

Une autre caractéristique du commerce du Sénégal, c'est sa dépendance à peu près totale à l'égard de la France car 80 à 90% des échanges se font avec elle et cette proportion s'élève encore, si on ne considère que les exportations. La métropole constitue ainsi, avec toutes les conséquences que cela peut comporter le débouché à peu près unique de ses produits. Enfin, on ne s'étonnera pas de constater que le commerce de Saint-Louis impose sa tendance à celui du Sénégal tandis que Gorée a son évolution propre marquée par une absence de fluctuations brutales et par un recul constant.

Le régime des guinées préoccupe beaucoup les contemporains. On le comprend mieux en examinant les statistiques

qui mettent en valeur d'une manière précise le rôle de premier plan qu'elles jouent dans l'achat des gommes. Elles représentent entre un quart (en 1848 et c'est exceptionnel) et la moitié (c'est la situation normale) de l'ensemble des importations du Sénégal et c'est essentiellement par Saint-Louis qu'elles sont introduites. Aux exportations, la gomme jouit d'une supériorité encore plus affirmée, sa part se situant entre 50 et le plus souvent près de 90%. Ainsi, se trouve confirmée l'affirmation des contemporains que de la gomme dépend la prospérité ou la misère du Sénégal. Les quantités introduites en France ne varient-elles pas dans de larges proportions d'une année à l'autre (souvent du simple au double) et la faiblesse des résultats des trois dernières années (1848-1850) ne sont-ils pas inférieurs à ceux de 1831-1833 ? Enfin, le Sénégal n'a pratiquement pas d'autre débouché que la France à qui il fournit pour la décennie 1841-1850, 84% de ses besoins contre 90% pendant la décennie précédente. Nouvelles preuves de la vulnérabilité et du recul du commerce sénégalais.

En revanche, la réussite de l'arachide est éclatante. En dix ans, les exportations du Sénégal ont été multipliées par 19. Elles ont été rapidement surclassées par celles qui proviennent de la "côte occidentale d'Afrique", dénomination des douanes françaises pour désigner les régions au sud de Gorée exemptes de tout comptoir français. Cependant cette progression connaît un coup d'arrêt en 1849-1850. Au tableau des exportations du Sénégal, l'arachide se situe dès 1848 au deuxième rang et semble menacer à plus ou moins brève échéance la primauté de la gomme et on commence à affirmer que la pistache de terre sauvera le Sénégal. Dans l'immédiat, force est de constater que par rapport à Gorée, Saint-Louis ne joue qu'un rôle modeste dans l'exportation des arachides. Les traitants n'avaient donc aucun soulagement à en attendre. On comprend mieux, dans ces conditions, les suggestions qui

sont faites alors pour en développer la culture sur les rives du fleuve. En revanche, les maisons européennes de Saint-Louis et de Gorée présentes directement ou indirectement dans les régions productrices échelonnées jusqu'à Sierra Leone pouvaient affronter la crise de la gomme sans crainte majeure.

La gravité de la crise se révèle peut-être davantage dans sa dimension sociale qu'à partir des statistiques du commerce. Dans la société très hiérarchisée de Saint-Louis et de Gorée, traitants et signares auxquels s'ajoutent quelques rares négociants sénégalais constituent une véritable bourgeoisie aux activités et aux niveaux de fortune relativement variés. Ainsi, parmi les traitants ceux qui se spécialisent dans la gomme et qui travaillent pour leur compte se situent au sommet de l'échelle sociale. Ils ont l'argent mais aussi l'influence car gravite autour d'eux toute une clientèle de commis, de maîtres de langues, de capitaines de rivière et de laptots. Mais, en dessous d'eux, il y a les traitants qui montent à Galam et ceux qui fréquentent les marigots. Les signares, détentrices de nombreux esclaves participent aussi à la vie économique tout au moins jusqu'à l'émancipation. Grâce à diverses sources on a pu évaluer les niveaux de fortune de ce milieu étroit, uni par des alliances matrimoniales, mais aussi jeter quelque lumière sur les actifs d'autres éléments de la bourgeoisie commerçante et du petit monde des artisans. Dans la composition des fortunes, les biens immobiliers et les captifs tiennent une place importante mais l'or et les bijoux, les navires et les actions de la Compagnie de Galam jouent aussi leur rôle. C'est à Saint-Louis que l'on rencontre les fortunes les plus considérables. Elles sont le témoin de cet âge d'or de la gomme dont parle Boilat et certains traitants ne sauraient avoir de complexe d'infériorité à l'égard des membres de la bourgeoisie parisienne étudiée par A. Daumard.

C'est essentiellement la fortune des mulâtres qui a pu être appréhendée mais des informations précises réunies sur quelques traitants noirs permettent de conclure à l'existence d'un phénomène d'ascension sociale. L'enquête, ne l'oublions pas, en l'absence d'inventaires après décès ne peut aboutir qu'à des reconstitutions approximatives qui ont cependant le mérite de donner un ordre de grandeur et de déterminer l'échelle des fortunes. La tâche est beaucoup plus difficile pour les revenus. Sauf ceux procurés par la gomme et qui sont connus grâce à la législation de 1842, nous ignorons ou à peu près ceux qui proviennent des autres traites, des locations d'immeubles et d'embarcations.

Cette solide assise matérielle allait être sérieusement entamée par la crise. L'endettement auquel peu de traitants échappe débute en 1838 et prend, dix ans plus tard, des proportions inquiétantes. On l'évalue autour de deux à trois millions de francs. Pour apaiser leurs créanciers, généralement européens, les traitants vendent leurs terrains et leurs maisons, leurs embarcations, les bijoux de leurs femmes et après l'émancipation leurs droits à indemnité. Ainsi, il se produit un vaste transfert de propriété en faveur des Européens dont on peut, en gros, mesurer l'importance. Des faillites retentissantes ont défrayé la chronique saint-louisienne comme celle du négociant Durand-Valantin, principal créancier des traitants. Cette triste situation se retrouve également dans l'évolution des revenus. En suivant les traitants aux basses escales, on a pu constater la chute brutale de leurs bénéfices et la généralisation des pertes en 1847-1848. Malheureusement, faute d'une documentation comparable, on n'a pu connaître d'une manière aussi précise le sort des traitants de Gorée. Ne bénéficiant d'aucun privilège, à la différence des traitants de gomme, ils ont été confrontés à la dure concurrence de "petits blancs" récemment attirés par les arachides et ils ont été

à peu près éliminés.

Devant l'aggravation de la situation et en particulier à la suite de l'émancipation des esclaves, les premières manifestations de mécontentement de la bourgeoisie saint-louisienne apparaissent en 1848 et vont atteindre leur paroxysme l'année suivante. Brusquement allait surgir ce qu'on a appelé "l'esprit habitant". L'administration qui avait souvent loué le calme et l'obéissance d'une population qu'elle croyait soumise à la France fut la première surprise. Les traitants ne supportaient point d'être atteints dans leurs biens et dans leur prestige. Ils n'acceptaient point, après avoir été libres de mener leurs affaires comme ils l'entendaient, de devenir salariés de négociants européens. Leur idéal de vie était condamné et à leurs yeux, c'était injuste. Les rivalités d'intérêts éclatent au grand jour; des sentiments et des idées trop longtemps contenus se trouvent brutalement libérés à l'occasion de la crise.

Durand-Valantin s'est imposé comme chef de file des habitants. Il a affirmé, à la faveur de la Révolution de février, leur volonté de prendre une part directe dans les affaires du Sénégal. Nommé maire de Saint-Louis et élu député, il a été constamment sur la brèche pour défendre les intérêts des traitants et répondre aux attaques dont ils ont été l'objet. L'occasion en a été donnée par la pétition du commerce européen en juillet 1849, véritable pamphlet contre les traitants jugés incapables et indélicats. En réalité, derrière les hommes, c'était un système qui était visé : celui qui réservait aux Sénégalais le privilège de faire la traite aux escales. La controverse était lancée, caractérisée pr une violence verbale qui soudain dévoila aux contemporains l'ampleur du fossé qui sépare les adversaires. Ceux-ci n'ont pas hésité à invoquer les grands principes de liberté ou de justice pour dissimuler leurs inté-

rêts. Les traitants étaient conscients qu'un équilibre, plus ou moins bien maintenu jusqu'ici s'était brisé. Se sentant menacés d'exclusion du commerce de la gomme par les Européens, ils font de ce conflit, et Durand-Valantin avec eux, une "question de couleur". Nostalgiques d'un passé plus ou moins embelli, ils ont le vieux réflexe de l'appel au secours adressé aux pouvoirs publics contre les négociants européens qui cherchenr à les "dominer", voire à les "anéantir". Mais les temps ont bien changé.

Tout d'abord, le négoce européen n'a cessé de se renforcer, bénéficiant de la reprise de la croissance que l'on constate en France au lendemain de la crise de 1836-1839. Le capital social des firmes, qu'elles soient en nom collectif comme Maurel et Prom et Régis, ou en commandite comme Gasconi et Griffou, n'a cessé d'augmenter et souvent dans de très fortes proportions. On regrette que la documentation n'ait pas permis d'en établir le total exact à un moment déterminé. Les Régis, contrairement à ce que l'on pense généralement, sont très engagés dans le commerce du Sénégal jusque dans les années cinquante. D'autre part, c'est au cours de cette décennie que la maison Maurel et Prom bâtit sa puissance et qu'elle est devenue le porte-parole reconnu du commerce européen. Preuve de la confiance que les capitalistes des ports comme Marseille et de plus en plus Bordeaux placent en l'avenir du Sénégal, de nouvelles sociétés n'ont cessé de se créer.

Le dynamisme européen se manifeste aussi par la volonté de trouver de nouveaux aliments au commerce et en conséquence par l'extension des activités à de nouveaux secteurs géographiques. En quelques années, grâce à l'arachide, les firmes françaises ont dominé le commerce de la Gambie, joué un rôle de premier plan au Rio Nunez, se sont installés sur la presqu'île du Cap-Vert, les rives du Saloum

et celles de la Casamance. Des statistiques permettent de se faire une idée de l'ampleur et de la rapidité des progrès. Par ailleurs le taux du profit brut que l'on peut calculer sur la gomme et sur les arachides montre l'intérêt majeur que les négociants pouvaient porter à ce nouveau produit.

La situation des firmes françaises contraste avec celle des traitants. En effet, ce n'est qu'à partir de 1848 qu'elles ont ressenti les effets de la crise à la suite de la baisse des prix de la gomme sur les marchés européens et du recul des bénéfices. Mais leur esprit d'initiative ne paraît pas avoir été atteint car neuf d'entre elles s'unirent en une société anomyme pour exploiter le commerce de Galam. Par ailleurs, leurs activités dispersées sur une aire géographique de plus en plus vaste sont variées permettant ainsi de répartir les risques.

Depuis la crise, les négociants étaient devenus plus sensibles à ce qui entravait le commerce de la gomme dénonçant avec vigueur l'organisation mise en place par l'ordonnance de 1842. Cette unanimité constituait un fait nouveau. En effet, lors de son élaboration, seul Régis s'était fait le champion de la liberté. Six ans plus tard, les Bordelais l'avaient rejoint. La faillite était patente, aucun des objectifs n'ayant été atteint : concurrence toujours aussi ruineuse aux escales, gestion coûteuse, aggravation de l'endettement. Il faudrait y ajouter une évolution des termes de l'échange guinée-gomme de plus en plus favorable aux Maures. L'administration elle-même était bien obligée de se rendre à l'évidence mais elle n'était pas prête à changer radicalement de politique.

La critique des négociants ne portait pas uniquement sur l'organisation du commerce de la gomme mais aussi sur le privilège accordé à la Compagnie de Galam. L'administration

avait longtemps considéré comme un dogme que dans le haut fleuve, seule une compagnie puissante avait les moyens d'imposer des conditions d'échanges satisfaisantes et d'étendre le commerce dans l'intérieur. A cela elle ajoutait un argument social : le faible nominal des actions offrait à la population modeste du Sénégal la possibilité de participer aux affaires de Galam. Un bilan sérieux montra que la Compagnie n'avait pas rempli la mission que l'administration lui assignait. Au lendemain de la Révolution, les partisans de la liberté ont triomphé : la Compagnie supprimée, le mouvement commercial du haut fleuve se développa rapidement. Pourtant à Saint-Louis, les partisans du privilège ne désarmaient pas, bénéficiant pendant un temps du soutien de Protet.

En définitive, l'affrontement entre négociants européens et habitants du Sénégal révélait deux conceptions complètement opposées de l'économie et de la société. Les premiers se présentaient en adeptes du libéralisme. Disposant de capitaux et d'une solide expérience des affaires, ils étaient armés pour la lutte économique et pouvaient espérer devenir les véritables maîtres de l'économie sénégalaise. Les seconds, conscients de leur faiblesse, souhaitaient le maintien d'une réglementation protectrice à laquelle ils estimaient avoir droit.

L'ordonnance de 1842 s'inscrivait dans le cadre d'un système de pensée hérité de l'Ancien Régime. Dans le domaine économique le privilège en était la base. Le commerce de la gomme, noble par excellence, est réservé aux traitants organisés en une corporation dont l'accès était soumis à des règles précises. Ils ne peuvent traiter qu'en des lieux déterminés : les escales. En principe, la concurrence était bridée et les chances devaient être égales pour tous. Par ailleurs, la Compagnie de Galam rappelait les compagnies du

XVIIIe siècle et le régime douanier, le système de l'exclusif. Sur le plan social, les traitants formaient aux yeux de l'administration une élite destinée à encadrer une grande partie de la population saint-louisienne et à répandre la "civilisation". Le maire était choisi parmi ses membres. Son influence débordait les limites de la ville pour s'étendre aux rives du fleuve. En effet, il était l'intermédiaire plus ou moins obligé entre le gouverneur et les chefs et souverains africains, participant étroitement à la négociation des conventions et des traités. Dans ces conditions, le pouvoir colonial pouvait estimer qu'il existait de sérieuses raisons de ne point porter atteinte à la situation matérielle et morale des traitants. C'est l'argument qui a été utilisé lors des discussions qui aboutirent à l'ordonnance de 1842. Il le sera encore par la suite.

Ainsi, à propos de ce débat entre la doctrine corporatiste et paternaliste d'une part, et la doctrine libérale, d'autre part, on peut évoquer celui des Anciens et des Modernes mais ce serait un peu trop simpliste. En effet, si l'on examine le problème sénégalais dans sa vraie grandeur, on s'aperçoit que les plus audacieux en politique ne le sont pas toujours en économie : c'est le cas de Raffenel qui reste fidèle à la notion de privilège.

La situation préoccupante du Sénégal a provoqué un intense effort de réflexion qui a rassemblé fonctionnaires et officiers , explorateurs et négociants et débouché sur un programme d'action ample et nouveau qui contrastait avec un immobilisme de trente années. Tout d'abord, les auteurs ont, à la suite de Raffenel conclu que le politique primait l'économique et que le temps de l'immobilisme était passé. Il convenait donc de définir une ligne de conduite et de s'y tenir. Vouloir et persévérer devenaient les maîtres-mots. Il importait, en conséquence de modifier radicalement

les relations de la France avec les riverains du fleuve. En effet, l'équilibre jusqu'ici établi par des accords équivoques et des concessions fâcheuses était à la merci d'une exigence nouvelle ou d'un incident mineur. La dignité de la France impliquait qu'elle devienne maîtresse du fleuve et que son commerce soit affranchi de toute coutume qui n'était en fait qu'un tribut. En conséquence, le gouvernement devait prévoir un effort militaire sans précédent. Parallèlement, commence à se répandre l'idée que la conquête peut offrir le meilleur moyen pour assurer au commerce la sécurité nécessaire à son essor. C'est donc une révolution complète des esprits que l'on assiste puisqu'à la négociation, reflet d'une certaine égalité entre les partenaires, on cherche à substituer la domination et par conséquent l'inégalité.

Certains auteurs tentent de définir les contours de cette conquête et posent en conséquence le problème des rapports avec les autres puissances européennes et tout spécialement avec l'Angleterre. Plus intéressant peut-être que les interminables négociations à propos de la Gambie et de Portendick est l'apparition dès 1843, sous la plume du ministre Mackau de l'idée que les deux puissances devraient se constituer "un territoire compact et bien isolé". Elle sera appelée à un grand avenir grâce à Faidherbe. Ainsi, la France assurera des bases solides à son commerce pour pénétrer dans l'intérieur. Des auteurs comme Raffenel et Carrère renouant avec une tradition née un siècle plus tôt assignaient Ségou et Tombouctou comme objectifs. La conquête de l'Algérie en ajoutait un autre : dominer les courants d'échange entre le Sénégal et le Maghreb.

La diversification de l'économie apparaît comme un impératif pour tirer le Sénégal de l'ornière mais les solutions proposées : nouvel effort en faveur de l'agri - culture, de l'arachide en particulier, et exploitation des

mines d'or du Bambouk ne constituent pas les parties les plus originales du programme. Si elles font l'unanimité, il n'en est pas de même pour celles qui concernent l'avenir de la gomme. Cependant les partisans de la liberté gagnent du terrain. Pour eux, la sécurité une fois assurée, l'intervention de l'Etat ne se jsutifie plus et les échanges doivent pouvoir s'effectuer en tout temps et en tout lieu. Certains ajouteraient par tous, remettant en cause le privilège des Sénégalais.

La Commission des comptoirs offrit la preuve de l'importance que le gouvernement attachait à ce vaste mouvement de réflexion mais les conclusions auxquelles elle a abouti, sous l'influence du directeur des Colonies ne consacraient point le changement radical auquel rêvaient certains. C'était particulièrement vrai dans ce domaine sensible qu'est le commerce des gommes. Sans doute, de même qu'il avait reconnu l'urgente nécessité d'un effort militaire exceptionnel, le gouvernement avait adhéré aux idées de liberté économique mais leur application lui posait davantage de problèmes. Aussi, jouait-il la prudence. Comment aurait-il pu faire autrement alors que Durand-Valantin et les traitants venaient encore récemment d'élever la voix pour défendre leurs intérêts avec l'énergie du désespoir ? L'administration locale était encore plus sensible à leurs arguments et à divers moments on a pu constater un décalage nuisible à l'action, entre Paris et Saint-Louis.

Les négociants européens trouvèrent un porte-parole habile et déterminé en la personne de Marc Maurel, au moment où celui des traitants, Durand-Valantin, allait être réduit au silence par ses embarras financiers. Ils menèrent une campagne auprès des autorités locales et métropolitaines qui, de la première pétition en décembre 1851 à celles de 1854, se radicalisa montrant ainsi l'évolution des esprits.

L'utilisation de la presse pour atteindre l'opinion publique des grands ports lui donna un caractère moderne. On sait que cette campagne fut payante et que Ducos balayant ses scrupules à l'égard de la bourgeoisie sénégalaise se rallia, fin 1854, au programme du commerce qu'il chargea Faidherbe d'appliquer. Six mois plus tard, le nouveau gouverneur tirera avec quelque brutalité la philosophie de ce changement radical de politique :

> "On avait jusqu'à présent sacrifé la colonie à la classe des traitants. Aujourd'hui, on sacrifie non pas les traitants (ils s'étaient perdus eux-mêmes et n'avaient plus de crédit) mais leurs privilèges à la prospérité de la colonie" (1)

La victoire des Européens trouve sa source dans le redressement de la conjoncture et dans la place de plus en plus grande acquise par l'arachide au cours de ces années décisives. On aurait également tort d'oublier qu'au cours de ces années de crise, des officiers comme Dagorne, de la Tocnaye et surtout Bouët-Willaumez ont eu la volonté de discuter longuement avec les négociants de l'avenir de la France au Sénégal. Les uns et les autres ont appris à se comprendre et à s'estimer. Ils se sont finalement mis d'accord sur les grandes lignes d'une politique annonçant ainsi l'entente de Faidherbe avec les Bordelais.

La décennie qui a précédé la nomination de Faidherbe a souvent été négligée dans l'histoire du Sénégal. Elle est pourtant capitale car les transformations politiques économiques et sociales à travers les épreuves, les mesures prudentes, les succès limités et les déceptions ont dessiné les contours d'un Sénégal nouveau et créé les conditions

---

(1) Gouverneur à ministre, 16 juin 1855, ANSOM Sénégal I 41 b.

qui devaient permettre à Faidherbe de bâtir une colonie. Pendant de longues années, trop longues au gré de ceux qui souhaitaient un redressement de la situation des comptoirs, des gouverneurs comme Bouët ont suggéré des mesures, voire un programme sans rencontrer un véritable écho à Paris. Il fallut attendre 1850 et surtout l'arrivée de Ducos au ministère pour qu'il existe enfin une volonté gouvernementale de se donner les moyens d'une politique. Des explorations organisées à l'époque de Bouët et Protet ont repéré les champs d'une expansion future et nourri les rêves d'une pénétration au Soudan jusqu'à Tombouctou. Grâce à ses progrès commerciaux, en particulier, le pays de Galam peut en devenir la base de départ.

Par ailleurs, l'économie sénégalaise ne va plus reposer sur la base unique de la gomme. En effet, elle trouve avec l'arachide les conditions d'un nouveau départ et d'un indispensable équilibre. Mais ce ne sont pas les seules conséquences qu'entraîne l'introduction de la pistache de terre. Tout d'abord, l'aire du commerce s'est étendue le long des côtes du sud de Gorée jusqu'à Sierra Leone, prélude à la domination politique. Ensuite, un nouveau moyen d'échange est apparu avec l'emploi en Gambie de la pièce de cinq francs. Cet usage de la monnaie a eu tendance à s'étendre jusqu'au Sénégal et il explique l'intérêt tout soudain manifesté pour la création d'une banque. Enfin, on peut constater - et c'est un domaine qui mériterait une enquête précise - que les paysans africains ont répondu rapidement à la demande européenne. En particulier, ils se sont organisés pour accroître leur production en faisant appel en Gambie à une main-d'oeuvre extérieure. C'est le début des migrations saisonnières qui, par la suite, prendront une ampleur considérable. Par ailleurs, les observateurs notent déjà que pour répondre aux sollicitations du commerce, les paysans se spécialisent et négligent les cultures vivrières.

Sur le plan social, on a assisté au déclin de la bourgeoisie sénégalaise. Les traitants jusque là véritables entrepreneurs ont été réduits pour la majorité d'entre eux au rôle de salariés intéressés aux affaires. Atteints dans leur fortune et leur influence, comment ont-il vécu cette pénible transformation ? Malheureusement, il semble qu'aucun d'entre eux n'ait laissé de témoignage. Quelques traitants ont pu se lancer dans la traite des arachides, mais combien ont-ils pu travailler à leur compte ? Là aussi, notre documentation est avare de renseignements. Nous connaissons mieux ceux qui ont quitté le commerce pour servir dans l'administration, Paul Holle nous en offre l'exemple.

Quant aux négociants européens, nous les avons vu se renforcer en nombre et en capitaux, prendre une conscience plus aiguë de leurs intérêts et se considérer comme les maîtres de l'économie au Sénégal. N'est-ce-point dans les années cinquante que l'on voit pour la première fois les Bordelais employer dans leur correspondance des expressions révélatrices de "Nous les Sénégalais", "le commerce sénégalais" pour se désigner. A travers elles, le Sénégal apparaît comme le bien des grandes maisons de commerce et pour le faire fructifier elles ont mis sur pied un programme qu'elles ont réussi à imposer au gouvernement.

En définitive, tout au long de ces années difficiles, principalement sous l'impulsion des négociants se précise progressivement une politique unissant étroitement expansion économique et domination territoriale. Après bien de pétitions, les Bordelais la rappelaient avec force au ministre en juin 1854 (2). Une trentaine d'années plus tard, elle portera un nom : l'impérialisme.

---

(2) Au ministre de la Marine, 1er juin 1854, déjà citée.

A N N E X E S

ANNEXE I

ANSOM DPPC

Notariat de Saint-Louis

1er Juillet 1847
n°116

SOCIETE GASCONI ,GRIFFOU et Cie

Entre Sauveur Gasconi,négociant,chevalier de la Légion d'Honneur et Antoine Griffou,négociant demeurant actuellement à Saint Louis,agissant tant en son nom propre qu'au nom et comme mandataire de M.Roch Olive,négociant à Marseille.

article 1 . Une société est constituée entre Sauveur Gasconi,Antoine Griffou et Roch Olive.Elle a pour objet le commerce du Sénégal,achat et vente de toutes marchandises,envois en Europe et retours,expéditions au bas de la côte,aux escales du haut et bas Sénégal pour la traite des gommes et généralement toutes les opérations de commerce qui se font au Sénégal. La raison sociale sera Gasconi,Griffou et Compagnie. Gasconi et Griffou seront les seuls associés-gérants responsables et solidaires ayant la signature de la maison,Roch Olive n'est qu'associé commanditaire. Gasconi gérera la maison de commerce qui sera établie à Marseille et ne s'occupera que des affaires du Sénégal,Griffou gérera les maisons de Saint-Louis et de Gorée.

article 2 .La durée de la Société sera de quatre ans et six mois du 1 er juillet 1847 au 31 décembre 1851.

article 3. Le fonds social s'élevera à 750.000 francs, soit 300.000 F. versés par Roch Olive,300.000 F. versés par Sauveur Gasconi et 150.000 F. par Antoine Griffou.

article 4. Les meubles de commerce, les navires appartenant à la compagnie Gasconi,Monteillet et Cie seront pris par la nouvelle société à l'estimation de Gasconi et Griffou. Toutes les marchandises courantes qui résultent de l'inventaire de l'ancienne maison seront reçues par la nouvelle maison sur l'inventaire qui en sera fait contradictoirement par Gasconi

et Griffou. Pour parfaire le capital de la nouvelle société,il sera dressé un bordereau des créances provenant de la précédente société, desquelles créances les anciens associés resteront responsables avec l'obligation de verser chacun suivant leur intérêt la somme de déficit qui pourrait se trouver; quant aux autres créances,elles seront liquidées par la nouvelle société avec une commission à son profit de 2½%.
article 5.MM. Griffou et Gasconi auront la signature et il leur sera interdit de faire d'autres opérations de commerce que celles qui concernent la société. La maison de Gorée,succursale de celle de Saint-Louis rendra ses comptes à cette dernière qui les comprendra dans ses propres écritures et rendra compte à Marseille.
article 7. Sur les bénéfices sera effectué un prélèvement de 2/20 qui seront partagés entre M. Auguste Leautier et M.Théodore Dard mais dans le cas où les 2/20 n'atteindraient pas 4000 F.pour chacun de ces messieurs il leur sera toujours parfait la dite somme pour tenir lieu d'honoraires. En attendant l'apurement des comptes,MM. Leautier et Dard pourront chacun toucher annuellement la dite somme. Après ce prélèvement les bénéfices seront partagés à savoir un tiers pour Roch Olive, un tiers pour Sauveur Gasconi, un tiers pour Antoine Griffou.
article 8 . MM. Gasconi et Griffou auront le droit de prélever annuellement une somme de 15000 F. pour leurs dépenses particulières. M. Roch Olive prélèvera également une somme de 15000 F. par an laquelle lui sera acquittée dans son compte pour les bénéfices présumés.
article 10 . Le décès de M. Roch Olive n'entrainera aucun changement dans la société tandis que celui des deux associés -gérants provoquerait la dissolution de plein droit. En cas de décès de l'un des associés-gérants, la société continuerait avec M. Roch Olive à Marseille et avec MM.Léautier et Dard à Saint-Louis en attendant qu'intervienne une décision.

ANNEXE II

REGLEMENTATION DU COMMERCE DE LA GOMME

1°- ordonnance du 15 NOVEMBRE 1842

Nous Louis Philippe,roi des Français ... sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies,nous anons ordonné et ordonnons ce qui suit :

article 1 : A dater de la promulgation de la présente ordonnance,le commerce de la traite de la gomme au Sénégal,aux escales, dans le fleuve sera libre sous les restrictions ci-après,

article 2 : La traite de la gomme aux escales ne pourra être faite que par l'intermédiaire des traitants commissionnés chaque année par le gouverneur.

article 3 § 1: Le gouverneur en Conseil formera une liste générale des traitants . Ne pourront jusqu'à nouvel ordre être inscrites sur cette liste que les personnes libres nées au Sénégal et dépendances, ne payant patente ni comme marchands,ni comme négociants, qui auront fait soit pour leur propre compte,soit pour compte d'autrui, des expéditions pour la traite de la gomme aux escales depuis l'ouverture de la traite de 1836.

§2 Seront assimilés aux marchands et négociants européens et ne pourront en conséquence être inscrits sur la liste générale des traitants, les commis européens employés dans les maisons de commerce de la colonie.

§ 3. Après la formation primitive de cette liste, nul ne pourra être admis s'il n'est âgé de 21 ans et né au Sénégal et dépendances,s'il ne justifie avoir fait, pendant trois ans en qualité d'aide-traitant, la traite aux escales et s'il ne produit un certificat signé de 3 personnes notables constatant sa moralité et son aptitude.

§ 4. A ces conditions d'admission sera ajoutée a partir d'une époque qui sera déterminée par le gouverneur, celle de savoir lire et écrire.

§ 5. Le gouverneur fera la révision de cette liste tous les 3 ans après avoir pris l'avis de la commission syndicale instituée par l'article 6.

article 4: Soit avant l'ouverture de la traite, soit pendant sa durée, le gouverneur en Conseil d'administration,après avoir pris l'avis de la commission syndicale,désignera chaque année sur la liste générale,les traitants qui seront commissionnés et qui seuls auront le droit de traiter aux escales.

article 5 : Les traitants non commissionnés perdront les droits attachés à leur inscription sur la liste générale s'ils ne justifient exercer les fonctions d'aide-traitant ou faire la traite des marigots ou se livrer à Saint-Louis à une industrie.

article 6 § 1: Il sera institué pour la surveillance des opérations des traitants et pour le recouvrement, l'administration et la répartition du fonds commun dont il sera parlé ci-après, une commission syndicale composée de 5 membres choisis par le gouverneur sur une liste triple de candidats formée au scrution secret et à la majorité absolue par l'Assemblée générale des traitants.

§ 2 : Cette commission sera présidée par un fonctionnaire supérieur désigné par le gouverneur et qui y aura voix délibérative.

§ 3 : Un employé de l'administration désigné par le gouverneur sera en outre adjoint à cette commission avec voix consultative seulement et y remplira les fonctions de secrétaire.

§ 4 : En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

article 7 : Soit que les traitants commissionnés aient agi pour leur propre compte ou comme mandataires, il sera fait pour la formation d'un fonds commun sur la quantité de gommes qu'ils auront rapporté de la traite un prélèvement de 5% qui sera effectué avant le débarquement de la cargaison et dont le produit sera emmagasiné sous la surveillance de la commission syndicale.

article 8: Après la cloture de la traite, ce fonds commun sera par l'entremise de la commission syndicale et sous la surveillance du gouverneur distribué par portions égales entre tous les traitants inscrits sur la liste générale.

article 9 : § 1: La part de chaque traitant à cette distribution sera susceptible d'opposition de la part de ses créanciers jusqu'à concurrence des 2/3 seulement de son montant.

§2: Toutefois dans les cas où le gouverneur ferait usage de la faculté qui lui est conférée par l'article 13 ci-après,la part des traitants commissionnés serait tout entière soumise à l'opposition des créanciers.

§3 : Les traitants ne pourront faire à l'avance la cession de leur part dans le fonds commun.

article 10 : § 1: Le privilège du vendeur est réservé à ceux qui auront fourni au traitant des marchandises avec lesquelles il aura acquis la gomme qu'il rapportera des escales.

§2 : Néanmoins ce privilège ne s'exercera sur la gomme rapportée qu'après le prélèvement de la part contributive du traitant au fonds commun.

article 11§ 1: Le gouverneur fixera chaque année, l'époque de l'ouverture et de la clôture de la traite et désignera les escales où elle pourra être faite. Nul ne pourra sous les peines de droit traiter que pendant le temps et aux lieux indiqués.

§ 2: Le gouverneur pourra fixer un minimum au tonnage des bâtiments employés à la traite.

article 12 §1 : Les traitants ne pourront vendre ni échanger entre eux , aux escales, aucune marchandise de traite.

§2 : Le commerce connu sous le nom de colportage est interdit ...

article 13 . Le gouverneur pourra avant l'ouverture ou pendant le cours de la traite, fixer en Conseil d'administration, le prix d'échange aux escales de la guinée contre la gomme. Il consultera préalablement le Conseil général et il ne procèdera à la fixation du prix d'échange qu'après avoir pris l'avis du Comité du commerce et de la commission syndicale.

article 14: Avant de partir pour les escales,les traitants commissionnés seront tenus de faire, devant l'administration de la Marine, la déclaration des noms de leur aide-traitants et des hommes composant leur équipage ou destinés au service de la traite ainsi que des conditions rétributives dont ils seront convenus avec eux ...

article 15 : §1: Chaque traitant commissionné sera muni avant son départ pour la traite d'un registre conforme au modèle qui sera indiqué par l'administration.

§2 : Sur ce registre qui sera coté et paraphé par la commission syndicale , le secrétaire de cette commission inscrira le manifeste déclaré

devant elle et dont elle conservera la copie de la quantité, de l'espèce et de la qualité des marchandises de traite chargées, à la destination des escales soit à la consignation du traitant soit pour son propre compte. Pendant le cours de la traite, le traitant consignera jour par jour, sur ce registre les détails et les résultats de ses opérations. Il sera tenu de le représenter toutes les fois qu'il en sera requis par l'autorité.

article 16 : A son arrivée aux escales, le traitant avant de se livrer à aucune opération de traite sera tenu de se présenter au commandant du bâtiment du roi... afin d'obtenir de lui le visa de son rôle et de son registre-manifeste et pour recevoir ses ordres relativement aux dispositions de police à observer pendant le cours de la traite.

article 17: Il est interdit aux traitants de faire aucun crédit aux Maures et de payer les coutumes autrement qu'en conformité des règles qui seront à cet égard établies par le gouverneur.

article 18 : Il sera établi à chaque escale, sous la surveillance du commandement, un pesage public, par les employés duquel le traitant devra faire constater et inscrire sur son registre le poids de toutes les gommes traitées à peine de confiscation des dites sommes au profit du fonds commun.

article 19: Avant de quitter l'escale pour revenir à Saint-Louis, le traitant sera tenu de faire au commandant la déclaration de la quantité des gommes qu'il aura traitées et des conditions auxquelles elles auront été traitées.

Le commandant transmettra immédiatement cette déclaration au gouverneur avec ses observations qui comprendront des renseignements sur la conduite que le traitant aura tenue à l'escale ...

La douane de Saint-Louis pourra procéder par un nouveau pesage à la vérification de la quantité de gomme rapportée par chaque embarcation...

Donné à Saint-Cloud, le 15 novembre 184

Louis-Philippe

Par le Roi

le ministre secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies

Amiral Duperré

Annales Maritimes, 1842, n° 210
partie officielle pp. 1060-1067

2°- ARRETE du PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE QUI MODIFIE L'ORDONNANCE du 15 NOVEMBRE 1842 sur le COMMERCE DES GOMMES.

article 1. A dater de la promulgation du présent arrêté de commerce de traite de la gomme aux escales dans le fleuve du Sénégal sera libre sous les restrictions ci-après :

article 2 · La traite de la gomme aux escales ne pourra être faite que par l'intermédiaire de traitants soumis aux conditions suivantes :

article 3.§1: Le gouverneur en conseil formera une liste générale des traitants; pourront être inscrits sur cette liste toutes personnes qui en feront la demande et qui, âgées de vingt et un ans nées au Sénégal et dépendances ou inscrites depuis cinq ans au moins sur des listes de recensement de la population indigène ne payeront patente ni comme marchands ni comme négociants.

§2: Seront assimilés aux marchands et négociants et ne pourront en conséquence être inscrits sur la liste générale des traitants, les commis européens employés dans les maisons de commerce de la colonie.

§3: A ces conditions d'admission sera ajoutée, à partir d'une époque qui sera déterminée par le gouverneur , celle de savoir lire et écrire.

article 4 : Le privilège du vendeur est réservé à ceux qui auront fourni au traitant les marchandises avec lesquelles il aura acquis la gomme qu'il rapportera des escales. Le traitant judiciairement reconnu coupable de vol au préjudice de son vendeur sera passible des peines portées en l'article 14

article 5 §1: Le gouverneur fixera chaque année l'époque de l'ouverture et de la clôture de la traite et désignera les escales où elle pourra être faite. Nul ne pourra sous peines de droit traiter que pendant le temps et aux lieux indiqués.

§2: Le gouverneur pourra fixer un minimum au tonnage des bâtiments employés à la traite.

article 6:Les traitants ne pourront vendre ni échanger entre eux aux escales aucune marchandise de traite.

Le commerce connu sous le nom de colportage est interdit. En conséquence aucune embarcation chargée de marchandises de traite destinées à être vendues

en rivière aux traitants ne pourra ni être expédiée à Saint-Louis ni être admise aux escales, sans préjudice néanmoins du droit que conservent les traitants de faire venir de Saint-Louis pendant le cours de la traite les marchandises nécessaires à leur commerce

article 7 : Le gouverneur pourra avant l'ouverture ou pendant le cours de la traite et après avoir pris l'avis du comité du commerce fixer en conseil d'administration le prix d'échange aux escales de la guinée contre la gomme

article 8 : Avant de partir pour les escales, les traitants seront tenus de faire, devant l'administration de la Marine, la déclaration des noms des hommes composant leur équipage ou destinés au service de la traite ainsi que les conditions rétributives dont ils seront convenus avec eux. Le tout sera inscrit sur un rôle dont une expédition certifiée par le commissaire de la Marine sera remise au traitant et dont le double signé du traitant demeurera entre les mains de l'administration.

article 9: Chaque traitant sera muni avant son départ pour la traite d'un registre qui sera coté et paraphé par le président du tribunal.

Sur ce registre sera inscrit le manifeste indiquant la quantité , l'espèce et la qualité des marchandises chargées à la destination des escales soit à la consignation du traitant soit pour son propre compte et le nom du vendeur des marchandises.

Pendant le cours de la traite, le traitant consignera jour par jour sur ce registre,les détails et les résultats de ses opérations. Il sera tenu de le faire viser et de le présenter toutes les fois qu'il en sera requis par l'autorité.

article 10 : A son arrivée aux escales, le traitant avant de se livrer à aucune opération de traite sera tenu de se se présenter au commandant du bâtiment stationnaire chargé de la protection et de la surveillance de la traite afin d'obtenir de lui le visa de son rôle et de son registre manifeste et pour recevoir ses ordres relatifs aux dispositions de police à observer au cours de la traite.

article 11 : Il est interdit aux traitants de faire aucun crédit aux Maures et de payer les coutumes autrement qu'en conformité des règles qui seront à cet égard établies par le gouverneur.

article 12 : Il sera établi à chaque escale, sous la surveillance du commandant,un pesage public par les employés duquel le traitant devra faire constater et inscrire sur son registre le poids de toutes les gommes traitées à peine de confiscation des dites gommes au profit de l'hospice civil.

article 13 :Avant de quitter l'escale pour revenir à Saint-Louis le traitant sera tenu de faire arrêter son registre par le commandant auquel il remettra un extrait conforme constatant la quantité de gommes qu'il aura traitées et les conditions auxquelles elles auront à être traitées.

Le commandant transmettra immédiatement cette déclaration au gouverneur avec ses observations qui comprendront des renseignements sur la conduite que le traitant aura tenue à l'escale et qui signaleront les infractions faites et les irrégularités dont il aurait pu se rendre coupable.

La douane de Saint-Louis procèdera par un nouveau pesage à la vérification de la quantité de gommes apportées par chaque embarcation.

Un arrêté du gouverneur déterminera le chiffre des excédents qui pourront être admis à titre de tare; l'ensemble des quantités introduites sera soumis aux droits établis en faveur de la caisse coloniale.

article 14: Toutes contraventions aux dispositions des articles 4,5 6,7,8,9,10,11,12 et 13 du présent arrêté seront punis selon leur gravité:

1. par l'expulsion immédiate de l'escale
2. par leur exclusion pour une ou plusieurs années de participer à la traite.

Une commission composée du commandant de l'escale,président, et de quatre traitants désignés par la majorité de leurs collègues constatera ces contraventions et en rendra compte au gouverneur qui prononcera en conseil sur la peine à appliquer.

article 15: Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1842 qui ne sont point reproduites et toutes les autres contraires au présent arrêté.

article 16: Le ministre de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

A Paris,le 5 mai 1849

Louis-Napoléon

Par le président de la République,le ministre de la Marine et des Colonies,Destutt de Tracy.

(Cet arrêté a été promulgué au Sénégal par l'arrêté du 3 juillet 1849.Il a été publié dans le Bulletin Administratif du Sénégal 1849-1850, p.75)

3°- PREMIER PROJET DE DECRET

Décret qui modifie l'ordonnance du 15 Novembre 1842 et l'Arrêté du 5 Mai 1849 sur le commerce des gommes au Sénégal.

Le Président de la République sur le rapport du ministre de la Marine et des Colonies

Vu la loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif de la colonie

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840 sur le gouvernement du Sénégal et dépendances,

Vu l'ordonnance du 15 novembre 1842 concernant la traite des gommes au Sénégal et le décret du 5 mai modifiant la dite ordonnance,

Décrète:

article 1. A dater de la promulgation du présent décret, le commerce de la traite de la gomme aux escales dans le fleuve du Sénégal sera libre sous les mesures de police ci-après déterminées.

article 2. La traite de la gomme aux escales ne pourra être faite que par l'intermédiaire de courtiers-traitants soumis à des conditions d'aptitude qui seront réglées par un arrêté du gouverneur.

Les marchands et négociants de Saint-Louis conserveront le droit de se rendre aux escales ou d'y envoyer leurs commis afin de surveiller les opérations qui les intéressent.

article 3. Le gouverneur fixera chaque année l'époque de l'ouverture et de la clôture de la traite et désignera les escales où elle pourra être faite. Il est interdit à tout traitant de se livrer à des opérations d'échange en dehors de la période de temps fixé par le gouverneur et sur des points autres que ceux qu'il aura déterminés.

Le gouverneur pourra fixer un minimum au tonnage des bâtiments employés à la traite des gommes aux escales.

article 4 . Le commerce connu sous le nom de colportage demeure interdit. En conséquence aucune embarcation chargée de marchandises de traite destinées à être vendues en rivière aux traitants ne pourra ni être expédiée de Saint-Louis ni être admise aux escales sans préjudice néanmoins du droit que conservent les traitants de faire venir de Saint-Louis pendant le cours de la traite des marchandises nécessaires à leur commerce.

article 5. reprend l'article 8 de l'arrêté du 5 mai 1849

article 6. " 9 " "

article 7. " 10 " "

article 8. " 11 " "

article 9. " 12 " "

article 10. " 13 " "

sauf le dernier membre de phrase au premier paragraphe : "et les conditions auxquelles elles (les gommes) auront été traitées"
article 11. reprend l'article 14 de l'arrêté du 5 mai 1849 en faisant référence aux articles 3,4,5,6,7,8,9 et 10 du présent décret.
article 12. Sont abrogées les dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1842 et du décret du 5 mai 1849 et toutes autres qui seraient contraires au présent décret.
article 13. Le ministre de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

ANSOM Sénégal XIII 30 a.

4°- SECOND PROJET DE DECRET.

Le Président de la République sur le rapport du ministre de la Marine et des Colonies

Vu la loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif de la colonie,

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840 sur le gouvernement du Sénégal et dépendances,

Vu l'ordonnance du 15 novembre 1842 concernant la traite des gommes au Sénégal et le décret en date du 5 mai 1849 modifiant la dite ordonnance

. Considérant que plusieurs des restrictions apportées par ces deux actes à la liberté des transactions peuvent être maintenant rapportées,

décrète :

article 1. L'obligation imposée aux négociants et marchands du Sénégal de prendre un courtier-traitant indigène pour intermédiaire dans tous les actes de la traite des gommes est maintenue.

Les sus-dits négociants ou marchands conservent le droit de se rendre et de séjourner aux escales ou d'y envoyer et d'y faire séjourner leurs commis afin de surveiller les opérations qui les intéressent.

article 2. Les conditions d'aptitude des courtiers-traitants indigènes employés comme intermédiaires dans la traite des gommes seront réglées à nouveau par un arrêté du gouverneur .

article 3. Le privilège du vendeur réservé aux bailleurs des marchandises qui sont échangées contre la gomme aux escales est aboli.

article 4. Est levée l'interdiction jusqu'à présent faite aux traitants de vendre ou d'échanger entre eux aux escales des marchandises de traite.

article 5.La faculté donnée au gouverneur de fixer sous le titre de compromis le taux minimum d'échange de la gomme contre la guinée est supprimée.

article 6. Sont maintenues toutes les dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1842 et du décret du 5 mai 1849 non contraires à celles qui précèdent.

article 7. Le ministre de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des Lois.

ANSOM Sénégal XIII 30 a.

5° DECRET DU 22 JANVIER 1852

article 1. Est abrogé l'article 13 de l'ordonnance du 15 novembre 1842 qui autorise la fixation du prix minimum pour l'échange de la gomme contre la guinée.

article 2. (reprend l'article 3 du second projet)

article 3. (reprend l'article 4 du second projet)

Le commerce dit de colportage en rivière est autorisé sous les conditions de police qui seront établies par un arrêté du gouverneur.

article 4. Un arrêté du gouverneur règle les conditiona d'aptitude des courtiers-traitants indigènes employés comme intermédiaires dans la traite des gommes.

article 5. L'obligation imposée aux négociants ou marchands européens d'employer un courtier-traitant indigène à bord de chaque navire expédié aux escales est maintenue provisoirement,sans préjudice du droit réservé aux dits négociants ou marchands de se rendre et de séjourner aux escales,ou d'y envoyer et d'y faire séjourner leurs commis pendant la durée de la traite.

article 6. (sans changement)

article 7. (sans changement)

Fait au palais des Tuileries, le 22 janvier 1852

Louis-Napoléon Bonaparte

pour le Président de la République , le ministre

Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies

Th. Ducos

ANSOM Sénégal XIII30 a

BAS 1851-1852 pp. 146-147

ANNEXE III

LETTRE-PROGRAMME DE BOUET, GOUVERNEUR DU SENEGAL

AU MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES

Paris, le 6 novembre 1844

Monsieur le ministre,

Depuis la reprise de possession du Sénégal, il n'existe aucune tradition de la politique extérieure suivie avec les peuples qui nous environnent.

Les gouverneurs s'y succèdent habituellement de deux en deux ans, et c'est précisément à l'époque où ils commencent à s'identifier avec les affaires et les chefs du pays, c'est lorsqu'ils pourraient se passer de conseillers, qu'ils abandonnent la colonie, laissant leur successeur à la merci de tous ceux qui savent tirer parti de son ignorance des localités.

D'un autre coté, une rivalité d'influence des plus fâcheuses s'est souvent fait sentir entre le commandant supérieur des escales, naturellement chargé de la politique du fleuve, et le maire qui s'en dit ou s'en croit chargé, bien qu'aucune ordonnance, aucune dépêche ne consacre ses prétentions.

Cette rivalité est des plus fâcheuses, car elle donne lieu à des conflits, à des luttes particulières d'opinion dans lesquelles les partis se sont laissés diriger par l'esprit de jalousie, plutôt qu'en vue des intérêts généraux de la colonie, luttes dans lesquelles un gouverneur nouveau, irrésolu,ne saurait à qui donner tort ou raison. Il y a donc lieu de regretter, d'abord qu'il n'y ait pas de direction et de tradition politiques suivies au Sénégal, et ensuite,que cette direction ne soit pas entre les mains d'un homme, ferme,familiarisé avec le pays depuis longtemps; c'est nommer M. le chef de bataillon Caille, commandant supérieur des escales.

Le directeur des Affaires extérieures, tel que je le propose, serait chargé,sous la surveillance du gouverneur, de toutes les propositions,de toutes les réclamations des diverses peuplades, du redressement des exactions commises contre ou par les habitants du Sénégal: en un mot tout ce

qui serait susceptible d'amener la paix ou la guerre serait de son ressort.

Il veillerait au payement des coutumes, à la délivrance des vivres fournis en nature aux chefs, aux envoyés ou aux otages des diverses peuplades.

Enfin, il aurait sous ses ordres immédiats les commandants d'escales ou des postes du fleuve, qui devraient correspondre avec lui pour tout ce qui intéresserait la politique.

... ... Les bons résultats qu'une organisation semblable a produit en Algérie, me font penser que nos intérêts politiques et commerciaux au Sénégal, gagneraient beaucoup à cette organisation nouvelle. Peut-être, à cette occasion, V.E. jugera-t-elle aussi nécessaire de tracer la ligne de politique que doivent suivre les gouverneurs à l'avenir, dans le double but de notre commerce et de notre influence civilisatrice tout à la fois.

Il faut l'avouer, à de rares exceptions près, la politique qui a prévalu au Sénégal, depuis la reprise de possession et surtout depuis l'abandon des projets de colonisation, semble avoir eu en vue les intérêts commerciaux du moment plutôt que ceux de l'avenir, plutôt surtout que les progrès de la civilisation africaine.

A nos portes, pour ainsi dire, on pille, on rançonne les peuples nos alliés, et les traités eux-mêmes semblent consacrer ces déprédations.

D'un autre côté, aucune augmentation de territoire n'est venue permettre à la France d'exercer une influence gouvernementale directe sur ces populations africaines groupées autour de son chef-lieu. Il en est résulté que ces malheureux gémissent sous le joug de leurs barbares gouvernements chez lesquels le mot puissance est absolument synonyme du droit de pillage.

C'est ainsi que le Cayor, le Wallo et le Yoloff, qui devraient être les greniers du Sénégal, ne deviendront jamais des contrées florissantes tant que la tyrannie des chefs et des grands ne laissera aux sujets aucune garantie, aucune sécurité pour leurs biens et leurs personnes.

Or, pour faire cesser un état de choses aussi déplorable et qui s'aggrave d'année en année par les empiètements des tribus Maures sur le territoire de la Nigritie, il faudra peut-être employer les moyens de rigueur, car il s'agira souvent de se mettre du côté des faibles contre les forts. Alors l'état de paix, si favorable aux intérêts commerciaux, pourra être compromis momentanément; les négociants et les traitants crieront haut

et fort, comme ils l'ont fait si souvent, ne consultant que leurs intérêts pécuniaires du moment et ne faisant aucun cas du rôle civilisateur que la France est appelée à jouer sur le continent africain: j'ai dit leurs intérêts pécuniaires du moment, car je ne mets pas en doute que l'avenir commercial gagnerait immensément à une politique plus forte, plus directement protectrice des intérêts des peuples asservis.

Le gouverneur du Sénégal ne pourrait entrer dans cette voie avec liberté, persévérance et succès, que s'il y était autorisé et encouragé par le département de la Marine; je désirerais donc être assuré que la ligne de conduite que je viens d'indiquer aurait l'approbation de V.E., vous connaissez si bien le Sénégal, Amiral, qu'il serait peut-être inutile de donner aux idées que je viens d'exprimer plus de développement: cependant, pour mieux caractériser la portée de mes propositions, j'énoncerai ici les principales conditions du plan que je me suis tracé, et les résultats généraux que je crois utile de réaliser moi-même, ou de préparer pour mes successeurs :

Ne tolérer aucune bande de Maures en expédition de pillage sur la rive gauche:

Placer tôt ou tard le Wallo sous notre souveraineté directe et le diviser en quatre cantons dont les chefs-lieux seraient Dagana, Richard-Toll, Mérinaghen, Lampsar, gouvernés directement par nos agents.

Faire alors de ce royaume l'asile de tous les sujets maltraités par leurs chefs et y encourager l'agriculture et l'élève des bestiaux.

Travailler au démembrement du Fouta qui devient inquiétant par son esprit de domination, par le fanatisme de sa population et par l'étendue de son territoire; ne lui laisser commettre aucun acte de violence sans le châtier vigoureusement.

Réduire progressivement et supprimer le plus tôt possible les coutumes de l'Etat, tant aux Maures qu'aux chefs noirs;

Proportionner la quotité des coutumes du commerce à la traite effectuée et non au tonnage des embarcations.

Je n'ai pas dissimulé que, pour réaliser ce programme, il faut s'attendre à des résistances de la part d'intérêts qu'il doit troubler, et que l'emploi de la force sera parfois nécessaire; mais il ne faut pas s'exagérer cette objection; les moyens d'action dont le gouverneur disposera lui permettront de prendre, dès le début, une attitude très forte,

et il aura toujours d'ailleurs, un auxiliaire puissant dans la politique de division qu'il aura soin de pratiquer à l'égard des peuples sur lesquels il doit agir.

Dans tous les cas, il est essentiel de ne pas perdre de vue que les complications momentanées qui pourraient surgir n'auraient jamais aucun effet extérieur susceptible de réagir sur la politique de la France, puisque le Sénégal, et tous les pays qu'il traverse, sont sous notre domination exclusive: la seule escale de Portendick pourrait offrir aux tribus Maures un moyen de retarder l'effet de nos combinaisons. Il serait donc doublement désirable, dans le système indiqué, de parvenir à obtenir de l'Angleterre l'abandon du droit de trafic que les traités lui reconnaissent sur ce point, abandon qui serait échangé contre notre chétif comptoir d'Albréda, cette source continuelle de réclamations britanniques.

Une autre considération qui n'échappera pas à V.E. , c'est que la continuation du système actuel est loin de garantir au Sénégal une paix sans interruption. L'histoire des vingt-cinq dernières années prouve assez que le statu quo lui-même ne se maintient qu'à travers de fréquents démêlés et de nombreux faits de guerre. Depuis 1817, que de querelles, que de luttes se sont succédé, uniquement pour rester au même point ! Que d'efforts au prix desquels de grands pas auraient été faits, s'ils avaient été dirigés d'après un système large et bien conçu, vers un but déterminé !

Quoi que V.E. décide, la conduite et les actes du gouverneur ne pourront que gagner beaucoup à être dirigés d'après des vues bien connues et bien arrêtées. Si les intérêts d'avenir et d'humanité semblent mériter d'y jouer un rôle dont on s'est trop peu préoccupé jusqu'ici, l'oeuvre devra être poursuivie sans bruit,sans éclat, mais avec ténacité.

ANSOM Sénégal VII 10 c

SCHEFER (C) Instructions générales aux Etablissements français en Afrique occidentale, t.2, pp. 166 -169

ANNEXE IV

LES TRAITANTS ET DURAND VALANTIN

Les traitants soussignés:

Voulant témoigner leur reconnaissance à Monsieur Durand-Valantin pour le dévouement et le zèle dont il a fait preuve pour le bien du pays et lui offrir en même temps un témoignage de sympathie pour les malheurs qu'il a éprouvés, ont pris volontairement et spontanément l'engagement suivant qu'ils s'obligent à exécuter :

A compter de la prochaine traite de 1852 et pendant cinq années consécutives, chaque traitant opérant soit pour son compte, soit pour compte d'autrui, recevra de M. Durand-Valantin dix pièces de guinée pour être vendues pour son compte sans aucune espèce de frais, pas même de charroi de la gomme.

Les traitants qui prendront escale après le mois de mars pourront ne recevoir la guinée et livrer la gomme qu'à la fin de juin.

Le présent engagement sera déposé au greffe de Saint-Louis

Saint-Louis, le 25 août 1851.

ont signé:

Mac Namara	Ch. d'Erneville	Yauyau	J.Crespin
P.Ch.Bamby	G.Alsace	Bala Gueye	Bakar Toute
Descemet	Coumba Cisse	V.Couder	D.Duchesne
Carpot père	J.B.d'Erneville	Madiob Poul	L.Alsace
G.Alsace père	F.Malic	C.Panchaud	G.Pellegrin
Ch.Porquet	Ch.Gamoudiaw	Bourceret	C.Dugommier
G.d'Erneville	F.Patterson	Fara Garnisson	Pate Diagne
J.G.Lezongar	N'Diaye Sour	F.Desert	P.Valantin fils
A.Haucerne	Crespin d'Erneville	J.Crespin	C.Floissac père
Armstrong	B.Dumont	J.Pellegrin	P.Holle
P.André fils	P.André père	J.Lamotte	Pèdre Alassane
Provost père	Moctar Sal	G.Crespin	H. Gansford
Abou Dieye	Samba Poul	A.Crespin	etc.
Ch.Valantin	P. Alin	Potin Leautier	

Réponse faite aux signataires de l'engagement

ci-contre

Saint-Louis,le 11 septembre 1851

Monsieur,

En inscrivant votre nom au bas de l'engagement par lequel 275 traitants se sont volontairement et spontanément obligés à vendre à mon profit chacun dix pièces de guinée, sans aucune espèce de frais pendant cinq années; en me donnant ce témoignage d'affection personnelle et de sympathie pour les malheurs que j'ai éprouvés, vous m'avez imposé une de ces dettes du coeur qui ne s'effacent point, que l'on aime, au contraire, à perpétuer puisqu'elles prennent leur source dans des sentiments qui font l'éternel honneur de celui qui en estl'objet.

Un tel acte me pénètre, à plus d'un titre de la plus profonde reconnaissance. Je vous devrai de reconquérir un jour, peut-être, la fortune que j'ai perdue; mais je vous devrai plus encore : la démonstration à laquelle vous vous êtes associé et qui s'élève presque à la hauteur d'une récompense nationale, préservera mon honneur de toute atteinte, car, pour mériter un tel témoignage, il faut n'avoir pas cessé de s'en montrer constamment digne.

Veuillez agréer la sincère expression de ma reconnaissance et de mon entier dévouement.

Durand-Valantin

Imprimerie de Lacombe
Paris, 1852

B.N. Folio Ln 27 6905

ANNEXE V

1° . TRAITE AVEC LES TRARZA, 7 JUIN 1821

Traité avec Amar Ould Mokhtar, roi des Trarza et avec les chefs des diverses tribus de cette nation.

A la gloire du Tout Puissant, créateur du ciel et de la terre

Au nom et sous les auspices de S.M. Louis XVIII roi de France et de Navarre

Lecoupé, Jean Baptiste, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de la Légion d'Honneur, capitaine de vaisseau, Commandant et administrateur pour le Roi du Sénégal et dépendances d'une part,

Amar Ould Mokhtar, roi des Trarza et les principaux chefs de la tribu d'autre part,

désirant sincèrement mettre un terme à tous les différends, établir entre eux une union parfaite, paix et amitié constante, rouvrir les anciennes relations commerciales qui avaient été suspendues et créer de nouvelles branches d'industrie et d'échange qui puissent rapprocher encore les nations et tourner à leurs avantages réciproques, sont convenus les articles suivants :

article 1. La mésintelligence qui existait entre les Français et la tribu des Trarza cesse à compter de ce jour; les escales seront rouvertes, les anciennes relations rétablies à dater du moment de la signature du présent traité.

article 2 . Le roi Amar Ould Mokhtar et les princes Trarza prétendent avoir des droits sur les terres du pays de Walo que les Français ont acheté au brak. Le gouverneur croit que ces droits sont réels mais prétend leur acheter la faculté d'y faire des établissements moyennant une nouvelle coutume qui sera stipulée plus bas.

article 3. Le roi Amar Ould Mokhtar et les princes Trarza consentent à céder aux Français moyennant cette coutume tous leurs droits sur le Walo, ils s'engagent non seulement à respecter tous les établissements qu'il plairait aux Français de former sur la rive gauche, mais encore à les défendre, les conserver et les protéger et à contribuer de tous leurs moyens à leur prospérité.

article 4. Le roi Amar Ould Mokhtar et les princes Trarza engagent le gouvernement français à s'établir dans leur pays sur la rive droite, ils lui concèdent à cet égard tous les terrains où ils jugeraient convenable d'élever des habitations et de faire des lougans, lui promettant d'y contribuer eux-mêmes de tout leur pouvoir, de les défendre, respecter et faire respecter et ils verront avec plaisir les Français bâtir chez eux des cases et des maisons et fonder des établissements.

article 5. Il sera loisible aux Français de s'établir sur la rive droite depuis Saint-Louis jusqu'en face de Gaë ...

article 6. Le roi Amar Ould Mokhtar et les princes Trarza s'engagent à ne faire aucune incursion dans le pays de Walo,à n'y commettre ni dégât ni pillage ni vexation considérant désormais cette contrée comme une dépendance du Sénégal...

article 7. Le roi Amar Ould Mokhtar et les princes Trarza s'engagent à garantir aux Français la propriété du Walo contre les prétentions non fondées que pourraient manifester les Pouls et les Brakna sur sa prospérité;

ils jurent de prendre fait et cause pour les Français en cas de tentatives hostiles contre leurs établissements et s'engagent même à déclarer la guerre à qui que ce soit qui prétendrait avoir des droits sur le pays.

article 9. Le commandant reconnaissant fort bien que le chef et les princes des Trarza ont de temps immémorial leurs tributaires dans le Walo et sachant aussi que ces tributaires loin de vouloir se soustraire au payement de ces tributs en reconnaissent eux-mêmes la légitimité, consent à ce que le roi et les chefs trarza continuent à percevoir ces rétributions mais en cas de non payement offre sa médiation aux Trarza qui ne doivent se permettre aucune violence dans le Walo.

article 10. Le roi Amar Ould Mokhtar et les princes Trarza s'engagent à favoriser de tous leurs moyens toutes espèces de culture et particulièrement celles du coton soit dans le Walo soit sur la rive droite...

article 12. Le gouvernement français défendra avec la plus stricte sévérité de traiter de la gomme en quelque petite quantité que ce soit ailleurs que dans les escales et des endroits convenus entre le commandant du Sénégal et le roi des Trarza. Tout bâtiment qui sera trouvé avoir traité la gomme en contrebande, le roi mettra à son bord un homme de confiance qui l'accompagnera à Saint-Louis et le commandant confisquera les gommes ainsi traitées au profit du roi.

article 13. Moyennant la stricte exécution des clauses précédentes et des conditions contenues aux anciens traités entre le Sénégal et les Trarza, le commandant garantit aux Trarza le payement des anciennes redevances telles qu'elles sont portées aux livres des coutumes.

article 14 . Le commandant accorde au roi et aux princes trarza pour les concessions qu'ils lui font dans le Walo et sur la rive droite pour l'engagement qu'ils prennent de garantir la propriété du Walo contre les entreprises du Fouta une coutume qui est stipulée à la fin du traité.

article 15. L'ancienne coutume ainsi que la nouvelle seront payées immédiatement après la traite à la descente des bâtiments à Saint-Louis entre les mains des gens que le roi et les princes jugent à propos d'envoyer.

article 17. Il est entendu entre le gouvernement du Sénégal et le roi et les princes trarza que les Français prétendent ne s'immiscer en rien dans les affaires des chefs trarza et qu'ils n'ont aucune prétention de souveraineté dans le pays des Trarza hors de leurs établissements de culture.

Fait en triple exemplaires, le septième jour de juin mil huit cent vingt et un.

Accordé aux Trarza en raison du traité ci-dessus

Coutumes

Au Roi 30 pièces de guinée
1 fusil à deux coups
2 fusils à un coup
20 livres de poudre
500 pierres à fusil
500 balles de plomb
1 pièce de mousseline
2 aunes d'écarlate

A son ministre 6 pièces de guinée
1 fusil à deux coups
4 livres de poudre
50 pierres à fusil
50 balles de plomb

Aux fils d'Aleis et d'Amar Coumba princes
6 pièces de guinée
2 fusils à deux coups
10 livres de poudre
200 pierres à fusil
200 balles de plomb

A Omar prince 12 pièces de guinée
2 fusils à deux coups
10 livres de poudre
200 pierres à fusil
200 balles de plomb

Aux fils de Boubacar Sire princes
4 pièces de guinée
2 fusils à deux coups
2 fusils à un coup
10 livres de poudre
200 pierres à fusil
200 balles de plomb

Aux fils d'Amar Boucharb princes
4 pièces de guinée
1 fusil double à deux coups
10 livres de poudre

A Ely BIRAHIM Patte prince

6 pièces de guinée
1 fusil à deux coups
10 livres de poudre
200 pierres à fusil
200 balles de plomb

Aux fils de Boubacar Siderk princes

2 pièces de guinée
1 fusil à deux coups
5 livres de poudre
100 pierres à fusil
100 balles de plomb

Aux fils d'Amar Boucharb Princes (~~suite~~)

200 pierres à fusil
200 balles de plomb

A Amat Schems prince

4 pièces de guinée
1 fusil à deux coups
10 livres de poudre
200 pierres à fusil
200 balles de plomb

Signé Lecoupé, marque d'Amar Ould Mokhtar

ANSOM Traités I- 23

2° . TRAITE CONCLU AVEC LE LAM TORO

Au nom du roi de France,sauf l'approbation de Sa Majesté, Nous, Pierre Edouard Brou, officier de l'ordre royal de la Légion d'Honneur et chevalier de Saint-Louis, capitaine de vaisseau, gouverneur du Sénégal et dépendances d'une part, lam Toro, Hamet Ali et Samba Detié, ses deux neveux prétendant à lui succéder et tous les chefs de Guedé, d'autre part.

Désirant sincèrement mettre un terme aux difficultés qu'éprouvent les bateaux du Sénégal commerçant dans le marigot.

article 1. Lam Toro, ses neveux et les chefs de Guedé pour preuve de leur désir d'être en bonne intelligence avec le Sénégal et attendu qu'ils se considèrent comme appartenant autant au Sénégal qu'à Torrobe promettent de donner assistance et protection à toutes les embarcations grandes et petites qui entrent dans le marigot

article 2. Que nul ne pourra exiger des bâtiments aucun présent forcé ni rétribution autres que ceux accordés par la coutume ordinaire qui sera fixée à la suite du présent traité

article 3. Les bateaux après avoir payé leurs coutumes à Guédé seront libres de prendre escale dans tel village du marigot qu'ils choisiront jusqu'à Sarrabé

article 4. Le chef de village où une embarcation prendra escale ne pourra exiger d'autre présent que celui fixé par le tableau ci-joint.

article 5. Les coutumes à payer seront proportionnées à la grandeur des embarcations suivant le tableau ci-après.

article 6. Le chef du village devant ou dans le voisinage duquel une embarcation viendrait à couler sera responsable envers lam Toro d'abord qui lui-même le sera envers le gouverneur du Sénégal de tout le tort que ses habitants pourraient faire aux naufragés.

article 7. Si un des traitants du marigot faisait quelque tort à un des habitants, lam Toro s'engage avant de rien faire d'en donner connaissance aux agents du gouvernement qui se trouveront dans le lieu le plus rapproché de Guedé et en instruirait le gouverneur dans le plus court délai pour que justice soit faite.

article 8. Lam Toro considérant sa parenté avec le Sénégal s'engage en cas de guerre avec le Fouta pendant le séjour des traitants à faire prévenir de suite tous les bâtiments épars dans son marigot et à les protéger jusqu'à leur sortie.

article 9. Tant que les articles ci-dessus seront exactement observés, le gouverneur du Sénégal promet à Iam Toro de respecter tous les villages qui seront sous sa protection, quand même il serait en guerre avec l'almamy et de ne faire aucune incursion sur son territoire tant qu'il sera fidéle à ses engagements.

Tableau des coutumes

Grands bateaux et grandes chaloupes

à l'almamy : 2 pièces de guinée
1 bouteille de poudre
50 balles de plomb
50 pierres à feu
1 main de papier
1 bagatelle et deux ciseaux
2 pattes de fer

à Iam Toro : 1/2 pièce de guinée
1/2 bouteille de poudre
25 balles de plomb
25 pierres à feu
1 bagatelle

Petites embarcations

à l'almamy : 1 pièce de guinée
1 de tout

à Iam Toro : 1/2 pièce de guinée
1 de tout

Péniches

à l'almamy : 1/2 pièce de guinée
1/2 bouteille de poudre
25 balles de plomb
25 pierres à feu

à Iam Toro : 2 pagnes de 10 coudées de guinée
1/2 bouteille de poudre
20 balles de plomb
20 pierres à feu

Dane les autres escales aux maîtres de villages

pour les grands bâtiments :

2 pagnes ou 10 coudées de guinée
1 patte de fer
1/2 main de papier
1/2 bouteille de poudre
10 balles de plomb
10 pierres à feu

pour les petites embarcations:

1 pagne
1 patte de fer

Fait à Saint-Louis, le 31 août 1830

plus, pour les dénommés ci-après Samba Detié et Hamet Ali :
5 coudées et un pagne à chacun

Signé Brou

marques de lam Toro, de Samba Detié,Hamet Ali et des chefs de Guédé

ANSOM Traités V- 537

ANNEXE VI

1. MINISTRES DE LA MARINE ET DES COLONIES

MONARCHIE DE JUILLET

13 mars 1831	Henri GAUTHIER, comte de RIGNY, pour la troisième fois
4 avril 1834	Albin-Reine, baron ROUSSIN, vice-amiral (n'accepte pas)
	Le comte de RIGNY, ministre des Affaires étrangères chargé de la Marine, par intérim
9 mai 1834	Louis-Léon comte JACOB, vice-amiral
10 novembre 1834	Pierre-Charles-François, baron DUPIN
18 novembre 1834	Henri GAUTHIER, comte de RIGNY, ministre des Affaires étrangères, chargé de la Marine par intérim pour la deuxième fois
22 novembre 1834	Victor-Guy, baron DUPERRE, amiral
6 septembre 1836	Claude-Charles-Marie DU CAMPE DE ROSAMEL, vice-amiral
31 mars 1839	Jean-Marguerite, baron TUPINIER
12 mai 1839	baron DUPERRE, pour la deuxième fois
1er mars 1840	baron ROUSSIN, pour la deuxième fois
20 octobre 1840	baron DUPERRE, pour la troisième fois
7 février 1843	baron ROUSSIN, pour la troisième fois
24 juillet 1843	Ange-René-Armand, baron de MACKAU, vice-amiral
	Louis-Jean-Guillaume JUBELIN, sous-secrétaire d'Etat du 10 août 1844 au 25 février 1848
9 mai 1847	Napoléon-Lannes, duc de MONTEBELLO
	François GUIZOT, ministre des Affaires étrangères, chargé de la Marine par intérim jusqu'au 20 mai

SECONDE REPUBLIQUE ET DEBUT SECOND EMPIRE

24 février 1848	Dominique-François ARAGO, ministre provisoire jusqu'au 5 avril et ministre de la guerre, chargé de la Marine par intérim
	Victor SCOELCHER, sous-secrétaire d'Etat, du 4 mai au 17 mai

11 mai 1848	Joseph-Grégoire CASY,vice-amiral Raymond-Jean-Baptiste de VERNINAC DE SAINT-MAUR,sous-secrétaire d'Etat du 6 juin au 17 juillet
28 juin 1848	Louis-François LE BLANC, vice-amiral(n'accepte pas)
29 juin 1848	Jules BASTIDE
17 juillet 1848	Raymond-Jean-Baptiste de VERNINAC DE SAINT-MAUR,Capitaine de vaisseau, puis contre-amiral
10 décembre 1848	Alexandre-César-Victor-Charles DESTUTT DE TRACY
31 octobre 1849	Romain-Joseph DESFOSSES,contre-amiral
9 janvier 1851	Théodore DUCOS, représentant au Corps législatif DROUYN DE L'HUYS, ministre des Affaires étrangères, chargé par intérim de la Marine jusqu'au 18 janvier
18 janvier 1851	Auguste-Nicolas VAILLANT, contre-amiral
10 avril 1851	Comte Prosper DE CHASSELOUP-LAUBAT,représentant au Corps législatif
26 octobre 1851	Hyppolite FORTOUL, représentant au Corps législatif
3 décembre 1851	Théodore DUCOS,représentant au Corps législatif puis sénateur (pour la seconde fois) ABBATUCCI, garde des Sceaux,ministre de la Justice,chargé par intérim de la Marine et des Colonies depuis le 27 mars jusqu'au 19 avril 1855
19 avril 1855	Ferdinand-Alphonse HAMELIN , amiral

2. GOUVERNEURS DU SENEGAL

28 janvier 1831	RENAULT DE SAINT GERMAIN,(chef de bataillon d'Infanterie de Marine)Arrivé le 24 mai 1831,il meurt le 18 octobre 1833
octobre 1833	CADEOT(commissaire de la Marine,faisant fonction d'ordonnateur),par intérim par suite du décès,le 18 octobre 1833 de RENAULT DE SAINT GERMAIN
14 octobre 1833	QUERNEL(capitaine de frégate),commandant la "Flore". Chargé par une dépêche du ministre du gouvernement de la colonie,il arrive le 13 novembre 1833
10 février 1834	PUJOL (capitaine de frégate).Il entre en fonctions le 10 mai 1834

9 avril 1836	MALAVOIS (commandant de Gorée), il entre en fonctions le 1er juillet 1836, meurt le 28 décembre 1836. GUILLET, ordonnateur, par intérim par suite du décès de MALAVOIS.
1er mars 1837	SORET, officier de Marine en retraite. Il entre en fonctions le 15 septembre 1837.
2 novembre 1838	CHARMASSON (capitaine de vaisseau). Il entre en fonctions le 12 avril 1839.
9 février 1841	MONTAGNIES DE LA ROQUE (capitaine de vaisseau) . Il entre en fonctions le 19 mai 1841.
21 janvier 1842	PAGEOT DES NOUTIERES, commissaire de la Marine, chef du Service administratif par intérim. Il entre en fonctions le 7 mai 1842.
6 septembre 1842	BOUET (capitaine de corvette), (futur amiral BOUET-WILLAUMEZ) est nommé gouverneur à titre provisoire. Il entre en fonctions le 5 février 1843.
24 mai 1844	LABOREL, chef de bataillon, par intérim, nommé par BOUET qui rentre en France.
juin 1844	THOMAS, par intérim. Il entre en fonctions en juillet 1844
14 juillet 1845	OLLIVIER (capitaine de vaisseau). Arrivé le 11 décembre 1845, il se suicide le 20 mars1846.
20 mars 1846	HOUBE (chef de bataillon, commandant des troupes) par intérim par suite du décès ce même jour d'OLLIVIER.
6 mai 1846	BOURDON-GRAMONT (capitaine de corvette). Il entre en fonctions le 30 août 1846.
24 août 1847	CAILLE (chef de bataillon, directeur des Affaires extérieures du Sénégal) par intérim par suite du décès, le 24 août 1847 de BOURDON-GRAMONT. Il meurt le 7 septembre 1847.
7 septembre 1847	BERTIN-DUCHATEAU (chef de bataillon), commandant les troupes par intérim.
10 octobre1847	BAUDIN (capitaine de vaisseau). Il entre en fonctions fin 1847.
17 mars1848	BERTIN-DUCHATEAU, par intérim. Il entre en fonctions le 1er mai 1848.
31 août 1848	BAUDIN (capitaine de vaisseau) est nommé pour la seconde fois gouverneur du Sénégal.
1er juin 1850	PROTET (capitaine de frégate). Il entre en fonctions le 11 octobre 1850.
fin août 1850	AUMONT (capitaine de frégate), commandant particulier de Gorée, par intérim en attendant l'arrivée de PROTET.

fin avril 1853	VERAND, chef du Service administratif, par intérim pendant l'absence de PROTET (revenu le 31 janvier1854).
1er novembre 1854	FAIDHERBE (Louis Léon César), chef de bataillon du Génie. Il entre en fonctions le 16 décembre 1854.

S O U R C E S E T B I B L I O G R A P H I E

ARCHIVES

INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Guide des Sources de l'histoire de l'Afrique au sud du Sahara dans les archives et bibliothèques françaises,t.1, Archives, T.2 Bibliothèques, Conseil international des Archives,1971 et 1976

Répertoires des archives du gouvernement général de l'A.O.F. par J.CHARPY, Rufisque,1954,1955,1956,1958.

I. EN FRANCE

A Archives Nationales,Paris

1- Série C. Procès-verbaux des séances des Commissions parlementaires

Assemblée Constituante 1329,1335 (élections d'un député)

Assemblée Législative 981,983,984 (budgets 1849-1851)

2- Sous-série F 12. Commerce et industrie

6459-6460 Colonies anglaises d'Afrique

6820 Association Sénégalaise pour l'exploitation de Galam 1850

6920. Régime douanier des colonies: guinées de l'Inde

7208-7209.Côte occidentale d'Afrique.

3- Série K . Indemnité en faveur des anciens propriétaires d'esclaves

8 Sénégal

4- Série Microfilms M.

185 Mi Papiers Ballot (pièces concernant la Casamance, les Rivières du Sud et la Gambie)

200 Mi Archives de Dakar

5- Fonds du Ministère de la Marine

Sous-série BB3 Correspondance à l'arrivée

625(1844),633(1845),638(1846),643(1847),647(1848),653(1844),661(1851) 668(1852),676(1853),685(1854),691(1855).

Sous-série BB4.Campagne. Les dossiers de la Station navale des côtes occidentales d'Afrique,outre une correspondance adressée au gouverneur du Sénégal contiennent à l'occasion des renseignements d'ordre économique.

602(1840),635(1845),648(1847),653(1848),666(1849),669(1850),672(1851),
681(1852),688(1853),709(1854).

Sous-série BB8

35 Notes sur Gorée 1847.

6- Fonds des Colonies

Série ÉE Personnel moderne, dossiers de fonctionnaires

1000 Galos,directeur des Colonies

365 Caille,lieutenant-colonel,gouverneur du Sénégal

1078 Pageot des Noutières,gouverneur

1977 Thomas, gouverneur

875 Faidherbe,gouverneur

399 Carrère, 544 Costet.

B Archives Nationales, Section Outre-Mer Aix en Provence

1. Traités . Série artificiellement constituée par Schefer, indispensable pour connaître les conditions dans lesquelles s'établissent les relations commerciales entre Européens et Africains. Ont été examinés les traités conclus avec les Maures Trarza,Brakna,Darmankour et Dowich, les chefs et souverains du Galam, du Boundou, du Khasso,du Fouta Toro, du Walo, du Kayor, de Dakar, du Sine et du Saloum, de Casamance, du Rio Grande,des Bissagos du Rio Nunez, du RioPongo et de la Mellacorée. Exemple Carton I 23 (1821) à 33 (1853): Trarza.

2. Correspondance générale Direction des Colonies- Bureau de législation et d'administration

144(1839) à 175 (1854).

Bureau politique et commercial

186(1834) à 232 (1855).

Bureau des Finances et des Approvisionnements.

522(1844),523(1845),525(1846),527(1847),529(1848),531(1849),533(1850),
535(1851),537(1852),539(1853),541(1854),543(1855).

3. Généralités

-Affaires économiques

carton 9 dossier 106.Résumé des règlements de douanes dans les colonies françaises 1838

9-109 Résumé des tarifs,Documents 1838-1843

14-150.Projets de loi sur les tarifs douaniers (1847)

- Missions

304.1994.L'exploration de Raffenel, publication de ses ouvrages 1844-1856.

4. Missions d' exploration

1. Dossiers Panet (1850), de Prax (1851-1852) et de Ducouret(1849-1850). Projet d'exploration des mines d'or de la Falémé (1854).

5. Afrique

I.Correspondance générale, dossiers 3 (1840-1842) à 10 (1854).

IV.Expansion territoriale dossier 3.Région côtière du sud du Maroc (1839-1850).

17 colonies anglaises Gambie (1825-1880).

25 colonies portugaises (1835-1879).

VI. Affaires diplomatiques.

Les dossiers 1,2,3,4,7 et 10 concernent Portendick et la Gambie, les entreprises belges dans le Rio Nunez et les rapports avec le Portugal (Casamance,Bissagos,Guinée-Bissao).

6. Sénégal

I Correspondance générale

Il n'est pas possible de suivre dans son intégralité la correspondance échangée entre Paris et Saint-Louis, Shefer ayant dispersé nombre de dépêches dans les séries spécialisées: finances, agriculture,commerce etc. L'unité a été conservée dans la Série Correspondance générale et dans les Archives de la République du Sénégal. En général,chaque dossier contient: a) les dépêches du gouverneur, b) les dépêches du ministre,c) les pièces annexes. Des sondages ont été effectués dans les dossiers 7,8,11,15,17,18,19 et une exploitation systèmatique a été faite des dossiers 20 (décembre 1836-septembre 1837) à 41 (décembre 1854-juin 1856).

II. Mémoires,Publications

3.de Moges (1840), Héricé(1846), Panet (1848).

4. Carrère (1854).

6. d'Eichtal (1840),Caille (1843), Bouët-Willaumez (1846 et 1848).

III. Explorations-Missions

5.Caille,Huard,Potin-Patterson,P.Holle (1839),Bouët (1839).

6. Huard,Raffenel,Patterson (1843).

7.Raffenel (1845-1847),Rousseau (1849).

8.Rey (1851),Hecquard (1849-1851).

IV . Expansion territoriale. Politique indigène.

1 à 13 Albreda et Portendick (1818-1862).

14.Coutumes (1775-1855).

15,16,17,18 et 19. Fleuve (1816-1854).

20 Kayor (1816-1854).

21,22,Gorée,presqu'île du Cap-Vert (1816-1854).

23,24,Joal Portudal,Sine Saloum (1816-1854).

25, Casamance (L82ç-1854).

26,Rio Nunez (1838-1854).

27, Rio Pongo (1842-1854).

28,Mellacorée (1845-1854).

VI.Relations avec les puissances étrangères

1 et 4, Angleterre (1816-1840).

2 et 5,Portugal (1840-1860).

6,Etats-Unis, Belgique (1838-1860).

VII. Administration générale et municipale

7,9,10,11,12,22,26 bis (Procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration du n° 5 au n° 12),28,29,(Conseil général). 43,44 (Représentation dans la métropole),49,50 (régime municipal).

VIII.Justice

Les dossiers 4 bis,6 bis,7,8,12,13,14 et 14 bis, outre l'organisation et le fonctionnement apportent d'utiles renseignements d'ordre économique et social: état-civil,naturalisations,mariages à la mode,projet d'institution d'un tribunal musulman.

IX. Finances et budget local

4 et 5 (budget local 1836-1860),12,14,15 (impôts),16 bis,24,25,26 et 26 bis (régime douanier),44,45,45 bis(statistiques douanières) 49 (hypothèques),56,57,58,(banque)

X. Cultes,Instruction publique

3 bis,3 ter,4,4bis,4 ter,5,7,8.

XI. Police,Hygiène,Assistance

Les dossiers 3,4 et 5 intéressent les problèmes de moralité publique, 6 les étrangers, 14 la police des marchés, 17 à 19 la voierie, les incendies et les inondations des villes, 27,29,30 et 32 la situation sanitaire.

XII. Travaux publics. Communications

3,7,8,9,11,12,22 dossiers concernant la voierie, les constructions d'édifices, l'approvisionnement en eau de Saint-Louis et de Gorée, 25,27,28 la navigation et les ports, 36 les routes et les ponts

XIII Agriculture,Commerce,Industrie

1 (mémoires généraux),2 et 3 (Commission des comptoirs)

4(comité de commerce)7,8,9 et 10 (Compagnie de Galam)

17 et 42(agriculture,arachides) 24 à 30(organisation de la traite des gommes, traites annuelles),50(pêche),54 et 55 (mines de Bambouk).

XIV. Esclavage,Travail et Main d'oeuvre

13 et 14, abolition de l'esclavage

XV. Entreprises particulières

5 à 10 négociants étrangers et demandes de concessions

11(Rey)

XIX Contrôle et inspection.

2 et 3

7- Gorée et dépendances

I.Correspondance générale

1 Monléon 1854-1856

3 Commandant particulier Ropert 1855.

IV.Expansion territoriale

1 et 2

VII.Administration générale

1 Décret constitutif du 1er novembre 1854

8- Dépôt des Papiers Publics des Colonies

-Etat-civil,-registres de Saint-Louis et de Gorée 1820-1854

- Greffes des tribunaux. Les jugements en matière commerciale ont été systèmatiquement dépouillés pour la période 1842-1855,tribunaux de 1ère instance et cours d'assises de Saint-Louis et de Gorée, Cour d'appel de Saint-Louis 1842-1855.

- Notariat

Saint-Louis et Gorée 1838-1855.Les actes notariés: vente de terrains et de maisons,constitution de sociétés commerciales, obligations hypothécaires,faillites,emprunts à la grosse,baux de location, contrats de mariage et inventaires après décès constituent une mine particulièrement riche pour l'étude de la société sénégalaise.

- Conservation des hypothèques. Des sondages ont été effectués pour la période 1845-1855 pour Saint-Louis. Les registres de Gorée ne commencent qu'en 1862.

9- Dépôt des Fortifications des Colonies

Il ne faudrait pas se laisser abuser par le titre restrictif de ce fonds d'archives dont la richesse est considérable : mémoires sur le commerce, plans de villes,cartes

- côtes d'Afrique possessions étrangères

44 A : Albreda 1851

- Sénégal

459 Mémoire sur les projets de défense du chef de bataillon Creuly (1846) la barre du Sénégal

495 Mémoire du capitaine Masson sur les travaux à exécuter

pour la création de deux postes sur la rive gauche du fleuve 1848
504 Mémoire relatif au poste de Senoudebou de Pinet-Laprade 1850
520 Observations du commandant Roux sur les travaux proposés sur le fleuve 1850
560 Plan des concessions à faire à Sedhiou dressé par Pinet-Laprade 1852
561 Observations de Roux sur les travaux à exécuter à Saint-Louis
576 Mémoire de Faidherbe relatif à Bakel 1853

- Gorée
31 Rapport sur la Casamance de Parent 1846
34,35,Casamance 1848-1860

10 - Inde

L'Inde française assurant une part notable de la fabrication des guinées destinées au Sénégal et les intérêts des négociants bordelais ne convergeant pas toujours avec ceux des fabricants de Pondichéry, il a paru nécessaire de consulter les cartons 494 et 534 relatifs à l'industrie et au régime douanier des guinées.

C Archives départementales.

- Bouches du Rhône
dossier Abraham Cohen T^4 241
29 E 103 registre de copie- lettres de la maison Régis (juillet 1847-septembre 1848).

D Archives ministérielles

1- Archives du Ministère des Affaires Etrangères
- Mémoires et Documents Afrique.
39(1833-1835) à 46 (1852-1855) Sénégal et dépendances
55(1819-1865) Possessions anglaises de la côte
- Correspondance consulaire et commerciale
Mogador 3 (1848-1861).
Ténériffe 12 (1852-1874)
Freetown 1 (1848-1866)

2 - Archives du Service Historique de la Marine
Série CC7 dossiers personnels.
69 Aumont,283 Bougrenet de la Tocnaye,291 Bouët-Willaumez, 552 Cottu , 589 Dagorne,606 Darricau,1796 Montagniès de la Roque,1975 de Kerhallet, 2055 Protet.

E Bibliothèque Nationale

- n.a.f. 3634 Collection Schoelcher. Documents sur le commerce des arachides et la fabrication d'huile par le négociant Jaubert 1834-1844

-Archives de la Société de Géographie

Les manuscrits du P. Boilat contiennent des carnets sur les moeurs et les coutumes des Maures du Sénégal, des notes sur le Fouta-Toro, le récit d'un voyage à Joal(1846)et une vingtaine de très beaux dessins de l'auteur.

F Archives privées

- Chambres de commerce

Marseille Série M A Délibérations de la Chambre 1840-1855

Correspondance pour Paris 21(1850-1852), 22(1853-1855)

OH Commerce et Industrie 19 à 22 (huiles et graines oléagineuses)

OK Commerce avec les colonies françaises 3(1841-1845), 4(1846-1856)

Bordeaux : le fonds du XIXè siècle a malheureusement été détruit lors de l'incendie de 1940. Pour qui connaît l'importance des liens qu'entretenaient les maisons de commerce de Bordeaux avec le Sénégal, c'est une perte irréparable.

- Maurel et Prom. Registres de correspondance 1852-1855.

Correspondance avec le ministre et le directeur des Colonies, les dirigeants des autres firmes bordelaises, avec les agents de Saint-Louis et de Gorée (importante pour suivre la conjoncture économique, l'évolution des marchés de la gomme et des arachides et aussi les interventions auprès des pouvoirs publics.

- Congrégation des Pères du Saint-Esprit Chevilly-Larue.

Ont été dépouillées les boîtes portant les numéros suivants : 147(historique de la mission),152(dossiers A et B 1820-1846),153(1847-1849),154 (A:1850, B:1851),155(A:1852,B:1853),156 (A:1854-1856), le Journal de la communauté de Saint-Louis qui débute en 1852 et celui de l'abbé Boilat.

Ces archives sont précieuses par les nombreuses notations d'ordre économique et social qu'elles contiennent. En effet,au détour de la correspondance on peut glaner des précisions sur le coût de la vie, les salaires et les loyers. La vie quotidienne, les moeurs et les mentalités des différentes catégories de la population apparaissent dans ces annales.

II. A L'ETRANGER

A . En Grande-Bretagne, Public Record Office

- Colonial office

CO 87 Gambia original correspondence (lettres arrivée et départ du gouverneur

du volume 23 (1840) au volume 57 (1854).

CO 90. Miscellanae (en particulier Blue Books of statistics)
du volume 10 (1837) au volume 29 (1855).

CO 401, Entry Books (Secrétaire d'Etat à gouverneur)
du volume 4 (1834-1842) au volume 9 (1849-1858).

Customs 6 Ledgers of imports into colonies 1832-1853 : Sondages .

B . Au Sénégal, Archives Nationales, Dakar (1)
anciennes archives du Gouvernement Général de l'A.O.F .

- Série B Correspondance générale

1 B - Correspondance arrivée du ministre au gouverneur du Sénégal
1B 23 (1835) à 1B 67 (1855).

2 B - Correspondance départ du gouverneurdu Sénégal à ministre
2B 16 (1834-1836) à 2B 31 bis(1855).

3 B - Correspondance départ du gouverneur à toutes personnes autres que le ministre :
53
3B 39,46,52,54,55,56,57,58,59,63,64,65,66,67,74.

4 B . Correspondance départ du commandant de Gorée
9 (1839-1840) à 18 (1852-1857).

5 B . Correspondance départ du controleur colonial
6 (1841-1857).

6 B . Correspondance arrivée reçue par le commandant de Gorée
16 (1840) à 29 (1853).

- Série E Conseils et Assemblées.

2 E . Conseil d'arrondissement de Gorée
2 : Procès-verbaux 1840-1848.

3 E . Conseil d'administration et Conseil privé du Sénégal. Il est toujours utile de consulter les Procès-verbaux conservés à Dakar afin de pouvoir remédier aux lacunes des registres de la Section Outre-Mer des Archives Nationales.
13 (1839-1840) à 25 (1852-1854)

4 E . Conseil général 1840-1848.
1,2,3.

---

(1)- Archives consultées en original à Dakar pour la plus grande partie et sur micro-film (200 Mi) aux Archives Nationales à Paris.

- Série F Affaires Etrangères

1 F Gambie

5 (1820-1858) A retenir le dossier sur le commerce français à Bathurst 1851-1858.

4 F Sierra Leone

1 Rivalités franco-anglaise dans les Rivières du Sud

- Série G Politique et administration générale

1 G Etudes générales, missions

18 Voyage de Raffenel 1846-1848

21 Voyage de Panet 1849

22 Voyage de Hecquard 1851

3 G Institutions municipales

3 G 3 Saint-Louis

1.Topographie de l'île de Saint-Louis par Calvé 1824

2.Lettre de l'adjoint au maire sur les étrangers à Saint-Louis.

3. Rues et quais- Plans de Saint-Louis

4. Incendies, hygiène,voierie.

7 G Affaires politiques, administratives et musulmanes

Guinée

Le développement économique du Sénégal a été trop lié aux Rivières du Sud pour qu'on puisse négliger les précisions qu'apportent les dossiers sur l'implantation commerciale des Français, la rivalité franco-anglaise, les rapports avec les chefs africains. dossiers 1, 5,6,11,12,18,19.

9 G Mauritanie

1. Correspondance avec le roi des Trarza 1799-1864.

13 G Sénégal

Sous-série d'un intérêt exceptionnel.

Avec les dossiers 1 à 7, 9 et 10, on peut comparer avec ceux des Archives Nationales SOM afin de reconstituer dans son intégralité la succession des traités conclus avec les chefs africains:

sur les coutumes, dossiers 15 à 20

instructions ministérielles, passation de service, 22 et 23.

Viennent ensuite les rubriques géographiques :

80 (Gandiole),83(Lampsar), 86 et 87 (Merinaghen), 90(Walo),99 et 100 (Dagana), 117(Dimar), 120(Podor), 139(Fouta), 164 à 166 (Bakel), 255 et 256 (Kayor), 299(Gorée), 317(Albreda), 360,361,362(Casamance).

20 G Elections.

1 et 2 (Conseil général) 3 (élections législatives);

22 G Statistiques

5 (1844 à 1848 et 1853 à 1857: commerce extérieur).

intérêt limité car ces documents ne constituent en aucune manière des séries complètes.

- Série H Santé.

1 Situation sanitaire Gorée,N'Dar Toute 1846-1851.

3 Dépêches du ministre et du directeur des Colonies aux gouverneurs relatives au service de Santé 1851-1857.

6 Service de Santé 1829-1846.

- Série J Enseignement.

1 Ecoles chrétiennes 1831-1850.

2 Ecole des otages 1847-1869.

- Série K Esclavage et travail

8, 9, 10 Abolition de l'esclavage et répartition de l'indemnité

- Série L Concessions et Domaine au Sénégal

6 Concessions de terrains à Saint-Louis, Sor, Guet N'Dar 1842-1853

17 Concessions de terrains en Casamance 1850-1878

- Série O Transports et transmissions

5 Naufrages 1846-1851.

260 Service postal courrier entre Saint-Louis et Gorée 1851.

- Série P Travaux Publics

1 Organisation du service des Ponts et Chaussées

163 Urbanisme Sénégal Carabane 1852

241 Barre du Sénégal 1828-1875.

257 Appontement et port de Gorée 1843.

374 Hydrographie et travaux du Sénégal.

- Série Q Affaires économiques.

1 à 14, 18 à 22 Traite des gommes .

17 Compagnie de Galam.

26 Comité de commerce 1830-1854.

- Série S Douanes

1 Organisation et fonctionnement du service des douanes,rapport sur le service de Gorée (1849).

- Série Z Fonds Privés.

1 Z 28 Livre rouge de Bouët-Willaumez.

SOURCES IMPRIMEES.

I. PUBLICATIONS OFFICIELLES

- 1 Journaux, bulletins et revues

Le Moniteur Universel

Bulletin Administratif du Sénégal

1819-1842	Paris, Imprimerie royale,	1844
1843-1844	" " "	1846
1845-1846	" " "	1847
1847-1848	" " "	1849
1849-1850	" " nationale	1851
1851-1852	" " "	1853
1853-1855	Saint-Louis, Imprimerie du gouvernement	1857

Cette publication n'est pas toujours assurée avec tout le soin désirable; ainsi les décrets promulgués ne sont pas tous publiés, il en est de même pour les arrêtés du gouverneur.

Annales Maritimes et Coloniales	1842-1847
Revue Maritime et Coloniale	1843-1855

- 2 Budgets et Comptes définitifs

Ministère de la Marine et des Colonies . Budget (Service colonial).
Ministère de la Marine et des Colonies. Comptes définitifs (des dépenses du service Colonial). Dépouillement portant sur les années 1835-1855

- 3 Statistiques

Direction générale des Douanes. Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères. Paris,Imprimerie Nationale publication annuelle, dépouillée pour la période 1835-1855.
Tableau décennal du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères 1827-1836, 1837-1846, 1847-1856.
Etat de population, de culture et de commerce relatif aux colonies françaises, Paris, Imprimerie Royale publication annuelle du ministère de la Marine, 1835-1838 . A partir de 1839, sous le titre:Tableaux et relevés de population, de culture ...
Notices statistiques sur les colonies françaises imprimées par ordre de M. l'amiral Duperré, 3è part.Sénégal et dépendances, pp.143-318,Paris, 1839.

- 4 Enquêtes

Ministère de la Marine et des Colonies.

- Procès-verbaux et rapport de la Commission chargée d'examiner les questions relatives à la traite des gommes au Sénégal, Paris, Imprimerie Royale, 1842,272 p.

- Commission des comptoirs et du commerce des côtes d'Afrique; Rapports. Imprimerie Nationale, 1851, 143 p.

- Recueil de traités

CLERCQ (de) Recueil des traités de la France, Paris, tomes 4,5,6,7 pour la période considérée.

II. PUBLICATIONS DIVERSES.

-1 Publications des Chambres de commerce

- Extraits des procès-verbaux, lettres et mémoires de la Chambre de commerce de Bordeaux
  publication annuelle qui débute en 1850 , a été dépouillée jusqu'en 1855.Utiles renseignements sur les différents aspects du commerce de Bordeaux avec le Sénégal, sur les interventions des intérêts bordelais auprès du ministère de la Marine. Sous le second empire, Godos, ancien directeur des Colonies était le représentant de la chambre de commerce à Paris .
- Comptes-rendus des Travaux de la Chambre de commerce de Marseille
  publication annuelle depuis 1848.
- Exposé des travaux de la Chambre de commerce de Rouen pendant l'exercice . depuis 1846-1847.

-2 Relations de voyages.

CAILLIE (René). Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné dans l'Afrique centrale, précédé d'observations faites chez les Maures Brakna, les Nalous et d'autres peuples pendant les années 1826-1828, Paris, Imprimerie Royale,1830,3 vol. (précisions sur la traite de la gomme aux escales, t.1 pp. 196-204 et dans les autres tomes sur le commerce intérieur).

CAILLE (lieutenant-colonel) Notes sur les peuples de la Mauritanie et de la Nigritie, Revue coloniale, t.10, septembre 1846,pp.1-10.

DURAND (J.B.L.) Voyage au Sénégal, Paris,Agasse, an X, 2 vol. 359 et 383 p. et un atlas.

GOLBERRY (Xavier). Fragments d'un voyage fait en Afrique pendant les années 1785, 1786, 1787, Paris, an X; 2 vol. 512 et 522 p. (nombreuses notations intéressantes sur le commerce; référence pour la question d'Albreda).

HECQUARD (Hyacinthe). Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale, Paris, Bénard, 1853, 409 p. (Renseignements sur le commerce de la Casamance, de la Gambie, du Boundou et du haut Sénégal).

HUARD-BESSINIERES (P.L.). Exploration de la rivière Falemé et des mines d'or du Bambouk et du Bondou, Annales Maritimes et Coloniales, t.4, 1844,pp. 325-346.

LABARTHE (Pierre). Voyage au Sénégal pendant les années 1784-1785 , Paris, Dentu, an X, XII-262 p.

LABAT (J.B.). Nouvelle relation de l'Afrique occidentale, Paris, Cavelier, 1728, 5 vol.

LAMIRAL (D.H.). L'Affrique et le peuple affricain considérés sous tous les rapports avec notre commerce et nos colonies, Paris, Dessene, 1789, VI- 400 p.

MOLLIEN (Gaspard). Voyage dans l'intérieur de l'Afrique fait en 1818, Paris, A.Bertrand 1822, 2 vol. XI- 415 et 352 p. Une réédition allégée a été faite par DESCHAMPS (H.) sous le titre: l'Afrique occidentale en 1818, Calmann-Lévy, 1967, 300 p.

PANET (Léopold). Relation d'un voyage du Sénégal à Soueira (Mogador), 1850, Revue Maritime et Coloniale novembre 1850, pp. 379-445 et décembre 1850 pp. 473-563. Réédition avec une préface de L.S.Senghor et une introduction de R. Cornevin. Paris. Le Livre africain, 1968, 190 p. (Renseignements utiles sur le commerce entre le Maroc, le Soudan et le Sénégal).

RAFFENEL (Anne). Articles de la Revue Coloniale :

- Notes sur les communications entre le Sénégal et ses affluents et la Gambie, septembre 1844, t.4, pp. 12-22.
- Exploration du pays de Galam, du Bondou et du Bambouk et retour par la Gambie, octobre 1844 t.4, pp.462-544
- Le Haut Sénégal et la Gambie, mars 1846, t.8,pp. 310-340.
- Second voyage d'exploration dans l'intérieur de l'Afrique, mars 1847, t.11,p.296-304, septembre 1847, t.13, pp. 2 -47.
- Second voyage ... Rapport au ministre de la Marine, décembre 1849, nouvelle série, t.3, pp. 217-276.
- De la colonie du Sénégal. Etudes historiques et commerciales, juillet 1850,t.4,pp.389-419, septembre 1850,t.5,pp.225-249, octobre 1850,t.5, pp. 311-335.

- Voyage dans l'Afrique occidentale française 1843-1844, Paris, A.Bertrand, 1846, VII-512 p.

- Nouveau voyage dans le pays des nègres suivi d'études sur la colonie du Sénégal, Paris, Chaix, 1856, 2 vol.,t.1, XXV-512 p., t.2 ,456 p.

RANCON (Dr André). Dans la Haute Gambie, voyage d'exploration scientifique, Paris, société d'éditions scientifiques, 1894,592 p.

REY (Pierre-L.). Rapport au gouverneur du Sénégal sur un voyage dans le Khasso, Revue coloniale, octobre 1852, t.9, pp.241-275.

- Voyage à Farabana, Revue coloniale,janvier 1854, t.12,pp. 34-62

SNIDER-PELLEGRINI (A). Quelques observations sur les moyens de développer le commerce de l'Algérie avec l'intérieur de l'Afrique et en particulier sur ceux de se rendre d' Algérie au Sénégal par Tombouctou, précédé d'observations sur l'Algérie et le Maroc. Bulletin de la Société de Géographie, mars 1857, t.13, pp. 161-194.

- 3 Mémoires et pétitions

AUGIER de la SAUZAIE (Philippe). Mémoire au Roi,Paris,1830, 59 p.

AUXCOUSTEAUX (S). Le Sénégal est une colonie française, Paris, Dupont,1851 40 p.

COTTU (Charles). Le Sénégal, histoire et situation actuelle de la colonie, Revue des Deux Mondes, janvier 1845,pp. 247-296.

DARRICAU (baron Rodolphe). Le Sénégal sera-t-il une colonie ou un simple comptoir ? Paris, Didot frères, 1850, 15 p.

DURAND-VALANTIN (Barthélémy). Mémoire rédigé à l'occasion de la pétition présentée à l'Assemblée Nationale par les commerçants européens du Sénégal, Bordeaux , Imprimerie des ouvriers associés, 1849, 39 p.

HAUTEFEUILLE (L.B.). Plan de colonisation des possessions françaises dans l'Afrique occidentale , Paris,Levasseur, 1830,200 p.

HERICE (Marcelin). Mémoire à M. le Ministre de la Marine et des Colonies sur quelques améliorations à apporter à la colonie du Sénégal, Paris, Plon 1847, 48 p.

DUCHON- DORIS junior (J.P.). Commerce des toiles bleues dites guinées. De l'industrie française de Pondichéry et de la métropole dans ses rapports avec le Sénégal, l'île Bourbon et l'étranger, Paris, 64 p.

Lettres adressées par le plus grand nombre des négociants de Marseille intéressés au commerce du Sénégal à M. le ministre de la Marine, Marseille, Marius Olive, 1842, 12 p.

Mémoire adressé à M. le Ministre de la Marine et des Colonies par les négociants , marchands détaillants et habitants indigènes de Saint-Louis (Sénégal). Bordeaux, H. Faye, 1842, 10 p.

Mémoire sur le commerce du Sénégal et la traite de la gomme à MM. les membres de la chambre des Députés, Bordeaux, mai 1842, 32 p.
Pétition à la Chambre des Députés au sujet du monopole établi par le gouverneur du Sénégal pour la traite de la gomme, Marseille, Marius Olive, avril 1842, 11 p.
Pétition adressée à M. le gouverneur du Sénégal, Bordeaux, Vve Crugy, 1852, 55 p.
Seconde pétition adressée au gouverneur du Sénégal, Bordeaux, Vve Crugy, 1854, 27 p.

4 Etudes

a) géographiques

AVEZAC (d').Esquisse générale de l'Afrique, Paris, A.Bertrand, 1837, XII-132 p.
RECLUS (Elisée). Nouvelle géographie universelle, Paris, Hachette, 1889, t.12. Le grand géographe a épousé Clarisse Briand, mulâtresse de Saint-Louis.
TARDIEU (Amédée,Eugène). Sénégambie et Guinée, Paris, Firmin-Didot, 1847, 386 p. dont 190 pour la Sénégambie.

b) Etudes générales

BOILAT (abbé D.). Documents relatifs à la Sénégambie, Bulletin de la Société de Géographie, t.1,1844.
-Esquisses sénégalaises, Paris, A.Bertrand, 1853, 2 vol. t.1 XVI-496 p., t.2, Atlas (texte et lithographie en couleur). Réédition en un volume par les éditions Karthala, 1984, 499 p.
BOUET (Auguste). Le Sénégal, Saint-Louis et le fleuve, L'Illustration, 16 mars 1850, pp. 171-174.
BOUET-WILLAUMEZ (Edouard). Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'AFRIQUE, Paris, Imprimerie Nationale, 1848, 230 p.
- Description nautique des côtes occidentales d'Afrique, Paris, Dupont, 2° édition, 1849, XVI-323p.
- Les colonies françaises en 1852, Revue des Deux Mondes, juin 1852, pp. 921-951.
CARRERE (Frédéric) et HOLLE (Paul). De la Sénégambie française, Paris, Firmin-Didot, 1855, 396 p.
DUVAL (Jules). La politique coloniale de la France. Le Sénégal, Revue des Deux Mondes,1er octobre 1858, pp. 517-552, 15 octobre 1858, pp. 837-879.

FAIDHERBE (Léon). Le Sénégal, la France dans l'Afrique occidentale, Paris, Hachette, 1889, 501 p.

MADIVAL (J.). Le Sénégal, son état présent et son avenir, Paris ,B. Duprat, 1863, XVI-200 p.

RICARD (Dr.F.). Le Sénégal, étude intime, Paris, Challamel, 1865,425 p.

c) Etudes régionales

AUBE (Th.). Le fleuve du Sénégal, Revue Maritime et Coloniale, t.12, octobre 1864, pp. 266-288.

AZAN (H.). Notice sur le Oualo, Revue Maritime et Coloniale, T.9, novembre 1863,pp. 395-422, décembre 1863, pp.607-655.

BOCANDE (Bertrand). Notes sur la Guinée portugaise ou Sénégambie méridionale, Bulletin de la Société de Géographie, t. 11, mai-juin 1849,pp.265-350, juillet-août 1849, pp. 57-93.

- Carabane et Sédhiou, Revue Coloniale, t.16,juillet-décembre 1856, pp. 398-421

BRAOUEZEC (J.E.). Hydrographie du Sénégal, Revue Maritime et Coloniale, t.1, mars 1861,pp.101-114.

PINET-LAPRADE (Colonel). Notice sur le pays des Sérères, Revue Maritime et Coloniale, t.13, mars et avril 1865,pp. 479-492 et 709-728.

VALLON (Lieutenant de vaisseau). La Casamance, Revue Maritime et Coloniale, t.6, novembre 1862, pp. 456-474.

III PRESSE

Le Courrier du Havre

Le Journal du Havre

Le Sémaphore de Marseille et le Lloyd bordelais sont particulièrement utiles pour les cotations qu'ils donnent régulièrement des marchandises expédiées au Sénégal (guinées essentiellement) et des produits(gomme, arachide) reçus dans les deux ports. Ils nous renseignent aussi sur l'évolution des taux de fret.

BIBLIOGRAPHIE

I TRAVAUX NON PUBLIES

BARROWS (Leland C.). General Faidherbe, the Maurel et Prom Cy and French expansion in Senegal, Los Angeles,1974, Ph D, Xerox copy from University Microfilms, Inc. Ann Arbor.

BATHILY (A.). Guerriers, tributaires et marchands. Le Gajaaga (ou Galam) cVIII - XIXe siècle, thèse d'Etat, Dakar, 3 vol., 1985.

BROOKS (George E.). Western Africa to c/1860 AD. A Provisional Historical Schema based on climate Periods. Indiana University African Studies Program working Papers Series n° 1, multigraphie, 1985, 232 p.

CARIOU (DrP.). Promenade à Gorée.

CHARLES (Eunice). A history of the kingdom of Jolof (Sénégal) 1800-1890, Boston, 1973, Ph D. Xerox copy, Ann Arbor.

COLVIN (Lucie). Kajor and its diplomatic relations with Saint-Louis du Sénégal 1763-1861, Ph. D. Columbia University, 1972, Xerox copy, Ann Arbor, 458 p.

DAGET (Mme Michèle). La carrière africaine de Bouët-Willaumez 1836-1850, DES Université de Paris, 1969, V-157 p.

DIOUF (Mamadou). Le Kajoor au XIXè siècle, La conquête coloniale, thèse de 3è cycle, Université Paris I, 1980, 410 p.

FOULQUIER (Jacques). Les Français en Casamance de 1826 à 1854, DES,Université de Dakar, 1966, 130 p.

LUZE (Séverine de). La maison Maurel et Prom 1828-1870. Mémoire de maîtrise, Faculté des Lettres de Bordeaux, 1965, 66 p.

M'BAYE (Saliou). Le conseil privé du Sénégal de 1819 à 1854, thèse de l'Ecole des Chartes, 1974, 430 p.

REYSS (Nathalie). Saint-Louis du Sénégal à l'époque précoloniale, l'émergence d'une société métisse originale 1658-1854, thèse de 3è cycle, Université Paris I, 1983, 2 tomes, 270 et 127 p.

SAINT-MARTIN (Yves). La formation territoriale de la colonie du Sénégal sous le Second Empire 1850-1871, thèse d'Etat, Université de Nantes, 1980, t.1, 515 p.

SANE (Ousmane). Vie économique et sociale des Goréens entre 1817 et 1848, thèse de 3è cycle, Université de Dakar, 1978.

SANKALE (Sylvain). Une ancienne coutume matrimoniale à Saint-Louis du Sénégal, le mariage à la mode du pays, mémoire de DEA, histoire du droit, Université de Dakar, 1982, 77 p.

THIAM (Iba der). L'évolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936, t.1: l'établissement de la domination coloniale: premières tentatives d'organisation et premières réactions 1840-1901, thèse d'Etat, Université Paris I, 1982.

ZION (Henri). Le poste de Bakel à l'époque du gouverneur Faidherbe 1855-1865, DES, Université de Dakar, 1968, 227 p.

WITHERELL (Julian). The response of the peoples of Cayor to french penetration. Ph.D., University of Wisconsin, 1964,Xerox copy, 208 p.

II. INSTRUMENTS DE TRAVAIL

A. Bibliographies, dictionnaires

BRASSEUR(P.) et MAUREL (J.F.). Les sources bibliographiques de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique équatoriale d'expression française, Da-Kar, Bibliothèque de l'Université, 1970,88 p.

COQUERY-VIDROVITCH (C.) et MONIOT (H.). L'Afrique noire de 1800 à nos jours, Nouvelle Clio n° 46, PUF, nouvelle édition 1984,480 p.

JOUCLA (E). avec la collaboration de MAUPOIL (M.). Bibliographie de l'Afrique occidentale française, Paris,Société d'Editions géographiques, maritimes et coloniales, 1937,704 p. (n'est pas exempte d'erreurs et de lacunes).

PORGES (Laurence). Bibliographie des régions du Sénégal, Dakar, Ministère du Plan et du Développement, 1967,705 p.

- Complément pour la période des origines à 1965 et mise à jour pour 1966- 1973, Paris, A CCT, 1977, 637 p.,(Deux ouvrages très utiles, indiquent en introduction pour chaque région les numéros des dossiers des différentes séries des Archives du Sénégal, font une large place aux études anciennes.).

COLVIN (Luçie). Historical Dictionary of Senegal, Collection African Historical Dictionaries n° 23, The Scarecrow Press Inc., London, 1981, 339 p.(incomplet, des erreurs).

B. Recueils de textes.

CHARPY (Jacques). La fondation de Dakar (1845-1857-1869),Collection des documents inédits pour servir à l'histoire de l'Afrique occidentale française, Paris, Larose, 1958, 596 p.

HARGREAVES (John D.). France and West Africa, an anthology of historical documents, London, Mac Millan and Co ltd, 1969, 278 p.,(la plus grande partie des textes intéresse le Sénégal).

NEWBURY (Colin W.). British policy towards West Africa. Select Documents, Oxford Clarendon Press, t.1, 1786-1874, 1965, XXVIII-656 p. (Textes intéressant le Sénégal, la Gambie et les Rivières du Sud.)

SCHEFER (Christian). Instructions générales données de 1763 à 1870 aux gouverneurs et ordonnateurs des établissements français en Afrique occidentale, T.2, 1831-1870, Paris, Société d'Histoire des Colonies, 1928, 686 p., (textes commentés, indications biographiques sur les principaux personnages de l'Histoire du Sénégal).

III. OUVRAGES GENERAUX

AJAYI (J.F.) et CROWDER (M.). History of West Africa, vol. 2, London, Longman, 1974, 764 p.

ARCIN (André). Histoire de la Guinée française, Rivières du Sud,Région du Sud, du Soudan, Fouta-Djallon, Paris, Challamel, 1911, 752 p.

BERNARD(A) et LACROIX (M). La pénétration saharienne 1830-1906, Alger, 1906, X - 195 p.

BRIGAUD (Félix). Histoire traditionnelle du Sénégal, Saint-Louis, CRDS, Etudes sénégalaises, n° 9, fasc. 9, 1962, 335 p.

- Histoire moderne et contemporaine du Sénégal, Saint-Louis, CRDS, Etudes sénégalaises, n° 9, fasc. 11, 1966, 148 p.

BRUNSCHWIG (Henri). Mythes et réalités de l'impérialisme colonial 1871-1914, Paris, Colin, 1960, 206 p.

- Noirs et Blancs dans l'Afrique noire française, Paris, Flammarion, 1982, 243 p.

CHAILLEY (Marcel). Histoire de l'Afrique occidentale française, 1638-1959, Paris, Berger-Levrault, 1968, 580 p.

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). Afrique noire. Permanences et ruptures, Paris, Payot, 1985, 440 p.

COURTET (M.). Etude sur le Sénégal, Paris, Challamel, 1903, 183 p.

CULTRU (Prosper). Histoire du Sénégal du XVè siècle à 1870, Paris, Larose, 1910, 376 p. (néglige le XIXè siècle).

DESIRE-VUILLEMIN (Geneviève). Contribution à l'histoire de la Mauritanie 1900-1934, Dakar, Clairafrique, 1962, 412 p.

DUBOIS (Marcel)et TERRIER (Auguste). Un siècle d'expansion coloniale, Paris, Challamel, 1901, 1072 p.

FYFE (Christopher). A history of Sierra Leone, Oxford University Press, 1962, 773 p. (important pour la rivalité franco anglaise dans les Rivières du Sud).

GAILEY(Henry A.). A history of the Gambia, London, Routledge, 1964, 244 p. (Pour la période étudiée n'apporte rien de plus que l'ouvrage de Gray).

GRAY (J.M.). A history of the Gambia, Cambridge University Press, 1940, X - 508 p.

HARGREAVES (John D.). West Africa, the former French States, Englewood Cliffs, New Jersey, 1967,183 p. (des pages bien informées sur la société sénégalaise).

- Prelude to the partition of West Africa. London, Mac Millan and Co ltd. 1963, 383 p. (important pour la rivalité franco anglaise en Gambie et dans les Rivières du Sud) .

HOPKINS (A.G.) AnEconomic history of West Africa, London, Longman, 1973, 337 p.

KNIEBIELHER et GOUTALIER. La femme au temps des colonies, Paris, Stock, 1985, 340 p. (un chapitre sur les signares du Sénégal).

LOMBARD (Jacques). Géographie humaine, Etudes sénégalaises, n° 9, Connaissance du Sénégal, fasc. 5,CRDS, Saint-Louis,1963,183 p.

MARSEILLE (Jacques). Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce. Paris, Albin Michel,1984, 462 p.

PASQUIER (Roger). Mauritanie et Sénégambie in Histoire Générale de l'Afrique noire publiée sous la direction d'H. Deschamps, t.2, Paris, PUF,197L, pp. 51-83.

PEHAUT (Yves). Les oléagineux dans les pays d'Afrique occidentale associés au marché commun, thèse d'Etat, Lille, 1974, 2 t., 1476 p.

PERSON (Yves). La Sénégambie dans l'histoire, in Senegambia Proceedings of a colloquium at the university of Aberdeen, April 1974, pp.1 - 30.

RICHARD-MOLARD (Jacques). Afrique occidentale française, Paris, Berger-Levrault, 2è édition,1952, XIV-240 p.

SABATIE (Alexandre). Le Sénégal, sa conquête et son organisation, Saint-Louis, Imprimerie du gouvernement, s.d.(1925), 436 p.

SCHNAPPER (Bernard). La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871, Paris, Mouton, 1961,286 p.

SURET-CANALE (Jean). Afrique noire, géographie, civilisations, histoire, Paris, Editions sociales, 3è édition 1968, 397 p.

VILLARD (André). Histoire du Sénégal, Dakar, Viale, 1943, 265 p.

IV. SENEGAL PRECOLONIAL

ANGRAND (Armand). Les lébous de la presqu'île du Cap Vert. Essai sur leur histoire et leurs coutumes, Dakar, La Maison du Livre, s.d.,(1947),144 p.

AUJAS (Louis). Les Sérères du Sénégal, BCEHSAOF , t. 14, 1931, pp.293-333.

BA(Tamsir, Ousmane) .Essai historique sur le Rip, Bulletin de l'IFAN, B, t. 31, juillet 1957, pp. 564-591.

BAL ANDIER (Georges)et MERCIER (Paul). Particularisme et évolution, les pêcheurs lebous, Saint-Louis, IFAN, 1952, X-216 p.

BARRY (Boubacar). Le royaume du Waalo. Le Sénégal d'avant la conquête, nouvelle édition, Paris, Karthala, 1985, 390 p.

BOULEGUE (Jean). L'ancien royaume de Kasa (Casamance), Bulletin de l'IFAN B, t.42, juillet 1980, pp. 475-486.

CISSOKO (Sekene Mody). Introduction à l'histoire des Mandingues de l'Ouest. L'empire du Kabou XVI-XIXè s., Congrès des Etudes Manding, Londres,1972, 21 p.

- Contribution à l'histoire politique du Khasso dans le Haut-Sénégal des origines à 1854, Paris,l'Harmattan, 1985, 415 p.

CURTIN (Philip). Economic change in precolonial Africa, t.1, Senegambia in the Era of the Slave Trade, t.2, Supplementary Evidence, Madison, University of Wisconsin Press, 1975-1976.

DIAGNE (Pathé). Pouvoir politique traditionnel en Afrique occidentale, essai sur les institutions politiques précoloniales, Paris, Présence Africaine,1967,294 p.(malgré son titre,intéresse avant tout le Sénégal).

DIOP (Abdoulaye Bara). Société toucouleur et migration, Dakat, IFAN, Initiations et Etudes, n° 18, 1965, 232 p.

- La Société wolof, Paris, Karthala,1985 , 360 p.

GAMBLE (David P.). The Wolof of Senegambia, London, International African Institute, 1957, 110 p.

GRAVRAND (Henry). La civilisation sereer, I : Cosaan, les origines, Dakar , Nouvelles éditions africaines, 1983, 361 p.

JOHNSON (James). The almamate of Futa Toro,1770-1836. A political history, University of Wisconsin, 1974, 513 p.

MANE (Mamadou). Contribution à l'histoire du Kaabu des origines au XIXè s. Bulletin de l'IFAN, B,janvier 1978, p.87.

MONTEIL (Vincent). Chronique du Walo sénégalais(1186 ? - 1855) par Amadou Wade, Esquisses sénégalaises, Dakar, IFAN, Initiations et Etudes Sénégalaises, n° 21, Dakar, 1966, pp.11-69.

QUINN (Charlotte).Mandingo Kingdoms of the Senegambia: Traditionalism Islam and European Expansion, Evanston, North western University Press, 1972,197p.

ROBINSON (David). Chiefs and clerics. The history of Abdul Bakar Kan and Futa Toro, 1853-1891, Oxford Clarendon Press,1975, 238 p.

ROUSSEAU (Raymond). Le Sénégal d'autrefois, Etude sur le Oualo,BCEHSAOF, t.12, janvier-juin 1929,pp. 132-211, Le Sénégal d'autrefois. Etude sur le Cayor, Cahiers de Yoro Dyao, BCEHS AOF, t.16, avril-juin 1933,p.237-298.

SAINT-MARTIN (Yves). L'empire toucouleur 1848-1897, Paris, Le Livre Africain, 1970, 192 p.

THOMAS (Louis-Vincent). Les Diola. Essai d'analyse fonctionnelle sur une population de Basse-Casamance, Dakar, IFAN, Mémoires n° 55 et 55 bis, 1958-1959, 2 vol. 821 p.

WANE (Yaya). Les Toucouleur du Fouta-Toro (Sénégal), Dakar, IFAN, Initiations et Etudes Africaines, n° 25, 1969, 250 p.

V. EXPANSION FRANCAISE

BATHILY (Abdoulaye). La conquête française du haut fleuve (Sénégal) 1818-1887, Bulletin IFAN, B, t.34, janvier 1972, pp.67-113.

CAPPERON (Louis). Protet, gouverneur du Sénégal et dépendances 1850-1854, Revue Maritime, novembre 1956, pp. 1415-1436.

- Au XIXè siècle, une grande enquête en Afrique française par la Commission des Comptoirs et du Commerce des côtes d'Afrique, 1851, Tropiques, février 1958, pp. 12-19.

CHASTANET (Monique). L'état du Gajaga de 1815 à 1858 face à l'expansion commerciale française au Sénégal, mémoire Université Paris I,1976,manuscrit.

CORNEVIN (Robert). Léopold Panet (1820-1859), Bulletin IFAN, B, t.30,juillet 1968, pp. 1243-1245.

DEMOUGEOT (A). Histoire du Rio Nunez, BCEHSAOF, t.21, n°2, 1938, pp.177-289.

FAURE (Claude). Histoire de la presqu'île du Cap Vert et des origines de Dakar, Paris,Larose, 1914, 165 p.

KLEIN (Martin). Islam and imperialism in Senegal, Sine Saloum 1847-1914, Stanford University Press, 1968, 265 p.

MASSINON (R.). L'entreprise du Rio Nunez, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Histoire, bulletin des séances, 1965, pp. 304-353.

PASQUIER (Roger). Un explorateur sénégalais, Léopold Panet, 1819?-1859, African Historical Studies, vol.2, n° 2,1969, pp.307-317.

- L'expérience algérienne et la politique française au Sénégal 1842-1869, in Mélanges Hubert Deschamps Perspectives nouvelles sur le passé de l'Afrique noire et Madagascar, Publications de la Sorbonne, 1974,314 p.

ROCHE (Christian). Histoire de la Casamance: conquête et résistance 1850-1920, Paris, Karthala, 1985, 408 p., réédition de l'ouvrage publié en 1976 par NEA.

SAINT-MARTIN (Yves). L'empire toucouleur et la France : Un demi-siècle de relations diplomatiques 1846-1893, Dakar, Publications de la Faculté des Lettres, 1967, 482 p.

SCHEFER(Christian). L'Algérie et l'évolution de la colonisation française, la politique coloniale de la Monarchie de Juillet, Paris, Champion,1928, 542 p.

VI. ECONOMIE

A. Généralités, Commerce et industrie des ports métropolitains.

1. Généralités

BRAUDEL(Fernand) et LABROUSSE (Ernest). Histoire économique et sociale, t.3, 1789 -années 1880, 2 vol., Paris, PUF, 1976, 1071 p.

CARON (François). Histoire économique de la France, XIX-XXè siècles, Paris, Colin, 1981.

AMIN (Samir). L'Afrique de l'Ouest bloquée, l'économie politique de la colonisation 1880-1970, Paris, Editions de Minuit, 1971, 322 p.

- Sous -développement et dépendance en Afrique noire: les origines historiques et les formes contemporaines, Tiers-Monde, t.13, octobre-décembre 1972, pp. 753-778.

DRESCH (Jean). Sur une géographie des investissements de capitaux: l'exemple de l'Afrique noire. Bulletin de l'Association des Géographes français, n° 177-178, mars-avril 1946, pp. 59-64.

- Questions ouest-africaines: l'économie de traite, Boletin cultural de Guine portuguesa, t.5, 1950, n° 17, p.1-17.

-Les investissements en Afrique noire, Présence Africaine, 1952.

VAN HAEVERBEKE (André). Rémunération du travail et commerce extérieur. Essai d'une économie paysanne exportative et termes de l'échange des producteurs d'arachides du Sénégal, Louvain, 1970, 253 p.

VILAR (Pierre). Croissance économique et analyse historique, in Première Conférence Internationale d'Histoire économique, Stockholm,1960, Paris, La Haye, Mouton, pp.35-82.

WADE(Abdoulaye). Economie de l'Ouest africain, Présence Africaine, Paris, 1964.

2. Commerce et industrie des ports métropolitains.

BAUD (Paul). L'industrie chimique en France, Paris, Masson,1932, 415 p.

BERTEAUT (Sébastien). Marseille et les intérêts nationaux qui se rattachent à son port,Marseille, 1845, 2 t.,384 et 589 p.

CHABAUD (Louis). Marseille et ses industries, la savonnerie, Marseille, 1881,202 p.

CLAPIER (Alex). Précis historique sur le commerce de Marseille, Paris, Guillaumin, 1863, 87 p. (bon observateur de la réalité marseillaise).

Etablissements Maurel et Prom 1822-1923, Bordeaux, R.Samie, s.d.(1923), 90 p. (ouvrage rédigé par E.Baillet à l'occasion du centenaire de la maison).

FERET . Statistique générale de la Gironde, Bordeaux, Féret et fils, t.III, Biographie,1889,(Notices sur les négociants de Bordeaux et statistiques commerciales).

FOHLEN (Claude). L'industrie textile au temps du Second Empire, Paris, Plon, 1958, 534 p.

GUERIN (Jean et Bernard). Des hommes et des activités. Autour d'un demi-siècle, Bordeaux, Société bordelaise d'éditions biographiques, 1957, 926 p. (notices consacrées aux familles de négociants et aux sociétés qui ont opéré au Sénégal).

HIGOUNET (Charles). Histoire de Bordeaux, t.IV: Bordeaux au XIXè siècle, sous la direction de L. Desgraves et G. Dupeux, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1969, 583 p.

JULLIANY (Jules). Essai sur le commerce de Marseille, 2ème édition, Marseille, Bérile, 1842,t.2, 520 p., t.3, 488 p.

LEVAINVILLE (Jean). Rouen, étude d'une agglomération urbaine, Paris, A. Colin,1913,(quelques indications sur le commerce de Rouen avec le Sénégal et sur l'industrie cotonnière fabriquant pour les colonies).

MALVEZIN (Théophile). Histoire du commerce de Bordeaux depuis les origines jusqu'à nos jours, t.4, XIXè siècle,Bordeaux, Bellier,1892,390 p.

MASSON (Paul).(sous la direction de).Encyclopédie du département des Bouches du Rhône, t.8, Industries, Paris, Champion, 1926, 511p., t.9, le commerce, 1922, t.11, Biographies.

- Marseille et la colonisation française, Essai d'histoire coloniale, Paris, Hachette, 2e édition, 1912, 592 p.

B. Production et Commerce

1. Généralités.

BROOKS (George E. Jr.). Yankee traders, old Coasters and African middlemen, Boston University Press, 1970, 370 p. (intéressant pour les échanges commerciaux entre la Sénégambie et les Etats-Unis).

CHARBONNEAU (Jean et René). Marchands et marchés d'Afrique noire, Paris, Editions La Colombe, 1961, 150 p. (quelques indications sur le mécanisme des circuits commerciaux et sur les différentes maisons de commerce).

HARDY(Georges). La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1854, Paris, Larose, 1921,376 p. (Travail pionnier aujourd'hui dépassé).
MAC PHEE (Allan). The economic révolution in British West Africa, London, Routledge, 1926, 322 p.
PELISSIER (Paul). Les paysans du Sénégal. les civilisations agraires du Cayor à la Casamance, Imprimerie Fabrègue, Saint-Yriex, 1966,939 p.
PETER (Georges). L'effort français au Sénégal, Paris, de Boccard, 1938, 383 p. (une vue d'ensemble sur le développement du pays).
PIM (Sir Allan). The financial and economic history of the African tropical territories, Oxford, Clarendon Press, 1940, 234 p.

2. Production et Commerce.

ACKERMANN (E.). Une région aurifère dans l'AOF, les territoires miniers de la Falémé, Paris, F.Sutter, 1906.
ADAM (Jean). Les plantes oléifères de l'AOF, t.1, l'arachide, Paris, Challamel, 1908, 208 p.
BARROWS (L.C.). The merchants and General Faidherbe, Aspects of French Expansion in Senegal in the 1850's, RFHOM, 2ème trimestre 1974,pp.236-283.
BATUDE (Fernand). L'arachide au Sénégal, monographie d'économie coloniale, Paris, Sirey, 1941, 184 p.
BERTRAND-BOCANDE(J.) DEBIEN (G.),SAINT-MARTIN(Y.). Emmanuel Bertrand Bocande 1812-1881. Un nantais en Basse-Casamance, Bulletin de l'IFAN, B, t.31,janvier 1969, pp. 279-308.
BOAHEN(Adu A.). Britain, the Sahara and the western Sudan 1788-1861, Oxford, Clarendon Press, 1964,268 p.
BOVILL (E.W.). The golden trade of the Moors, London, Oxford University Press, 2è édition, 1963,281 p.
CHASTANET (Monique). Les crises de subsistance dans les provinces soninke du cercle de Bakel de 1858 à 1945. Problèmes méthodologiques et perspectives de recherches, Cahiers d'Etudes Africaines, 89-90,1983,pp.5-36.
CHEVALIER (Auguste). L'arachide au Sénégal, Revue de Botanique appliquée et d'agriculture tropicale, septembre-octobre 1936,pp.673-872.
CORDEMOY (Dr H de). Gommes, résines d'origine exotique et végétaux qui les produisent particulièrement dans les colonies françaises, Paris, Challamel, 1900, 314 p.
- Les plantes à gomme et à résine, Paris, Doin, 1911, 412 p.
CURTIN (Philip). The lure of Bambouk gold, Journal of African history, t. 14, 4, 1973, pp. 623-631.

DESIRE-VUILLEMIN (G.). Essai sur les gommes et le commerce de la gomme dans les escales du Sénégal, Dakar, Clairafrique, s.d.(1962),V-102 p. (pages utiles sur la répartition des gommiers, sur les méthodes d'exploitation ainsi que sur l'utilisation de la gomme et sur l'histoire de son commerce).

DUCHE de BRICOURT (J.). L'évolution de la question douanière au Sénégal et dans ses anciennes dépendances, Paris, Rousseau, 1902.

ENFANTIN. L'arachide au Sénégal, Revue des Cultures Coloniales, n° 9, février 1898.

FLEURY (Th.). L'arachide, principalement celle de Sénégambie, Bordeaux, Féret et fils, 1900.

FOUQUET (Joseph). La traite des arachides dans le pays de Kaolack, Saint-Louis, IFAN, Etudes Sénégalaises, n°8, 1958, 263 p.

GADEN (Henri). La gomme en Mauritanie, Annales de l'Académie des Sciences coloniales, t.4,1929, pp. 219-227.

GOERG (Odile). Commerce et colonisation en Guinée 1850-1913, Paris, l'Harmattan, 1986,432p.

GUILLARD (Xavier). Commerce et production de l'or du Bambouk, XVII,XVIIIè s. d'après les sources françaises, mémoire Université Paris I, 1982, manuscrit.

GUIRAUD (Xavier). L'arachide sénégalaise. Monographie d'économie coloniale, Paris,Librairie technique et économique, 1937, 269 p.

HERVET (G.). Commerce extérieur de l'Afrique occidentale, Paris, Larose,1911,175p.

LE BARBIER (Louis). L'or dans la vallée du Sénégal, Paris, Larose 1909

MARTY (Paul). Tentatives commerciales anglaises à Portendick et en Mauritanie (1810-1826) RHC, 2è trimestre 1922, pp. 265-302.

NEWBURY (Colin W.). North Africa and western Sudan trade in the nineteenth century. A reevaluation, JAH, t.7, 2,1966,pp.233-246.

- Credit in early nineteenth century West Africa trade, JAH,t.12, 1,1972, pp. 81-95.

PAPY (Louis). La vallée du Sénégal: agriculture traditionnelle et agriculture mécanisée, Etudes sénégalaises, n° 2 IFAN, Saint-Louis,1952(description de la vallée, historique de la mise en valeur).

PASQUIER (Roger). En marge du centenaire de Dakar, Bordeaux et les débuts de la navigation à vapeur vers le Brésil, Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, septembre-décembre 1957,pp.219-237.

- Le commerce de la côte occidentale d'Afrique de 1850 à 1870, in les Origines de la navigation à vapeur, travaux préparés sous la direction de Michel Mollat, Publications de la Sorbonne,Paris,1970,pp.119-136.

PERRON (Michel). Un eldorado africain. Le Bambouk, Bulletin de l'Agence générale des Colonies, 1926, n°212, pp. 192-206.
PERROT (Emile). Matières premières usuelles du règne végétal, Masson, 1944, t.2,(pour la gomme, pp. 1474-1494).
PREVAUDEAU (Albert). Contribution à l'histoire de l'industrie huilière au Sénégal, 1959, 17 p., ronéotypées.
ROUSSEAU (Raymond). Les pluies au Sénégal 1897-1927, BCEHSAOF, t.14, janvier, juin 1931, pp. 157-182.
SAULNIER (Eugène). Une compagnie à privilège au XIXè siècle: la Compagnie de Galam, Paris, Larose, 1921, X-199 p. (première étude du commerce du haut Sénégal fondée sur les archives).
SCHNAPPER (Bernard). La fin du régime de l'exclusif: le commerce étranger dans les possessions françaises d'Afrique tropicale 1817-1870, Annales Africaines, pp. 149-200.
SWINDELL (K.). Serawollies, tillibunkas and strange farmers: the developpement of migrant groundnuts farming along Gambia River,1848-1895, JAH,1,1980, pp. 93-104.
WEBB (James L.). The trade in gum arabic. Prelude to french conquest in Senegal; JAH, 2 et 3 1985, pp. 149-168.
ZUCCARELLI (François). L'entrepôt fictif de Gorée entre 1822 et 1852, une exception au régime de l'exclusif, Annales Africaines, 1959, pp. 261-282.

VII . VIE POLITIQUE ET SOCIALE

AMIN (Samir). Le monde des affaires sénégalais, Paris, Editions de Minuit, 1968,208 p. (étude de la bourgeoisie sénégalaise. Le XIXè siècle est évoqué rapidement et la documentation n'est pas toujours sûre).
BOUCHE (Denise). L'enseignement dans les territoires de l'ex AOF de 1817 à 1920, thèse Lille, 1975, 2 vol., 947 p.
BRASSEUR (Paule). Missions catholiques et missions françaises sur la côte d'Afrique de 1815 à 1870, RFHOM, T.62, 3è trimestre 1975,pp. 414-446.
BROOKS (George E.). The signares of Saint-Louis et Gorée, Women entrepreneurs in eighteenth century Senegal in Women in Africa. Studies in social and Economic change, edit by Nancy Hafkin and Edna G.Bay, Stanford University Press,1976.
CAMARA (Camille). Saint-Louis du Sénégal, IFAN, Initiations et Etudes Africaines, n° 24, Dakar, 1968, 292 p.
CROWDER (Michael). Senegal. A study in french assimilation policy. London, Oxford University Press, 1962, 104 p.
DEROURE (Françoise). La vie quotidienne à Saint-Louis par ses archives 1779-1809, Bulletin IFAN, B, t.26, n°3-4, juillet -octobre 1964, pp.397-439;

DIOP (Mahjemout). L'histoire des classes sociales de l'Afrique de l'Ouest, t.2, Le Sénégal, Paris, Maspero, 1972,285p.

GAFFIOT (Robert). Gorée, capitale déchue, Paris, Fournier, 1933, 280 p.

GOUTALIER (Régine). Splendeur et déclin des signares au Sénégal, Le Mois en Afrique, février-mars 1984,n°. 217-218,pp.105-118.

HARDY (Georges). L'enseignement au Sénégal de 1817 à 1854, Paris, Larose, 1920, 148p.

JONES (D.H.). The catholic mission and some aspects of assimilation in Senegal,1817-1852, JAH, t.21, 3, 1980,pp. 323-340.

JULY (Robert W.). The origins of Modern African thought, London, Faber and Faber, 1968, 512p.(étude des milieux mulâtres, de Boilat et de P. Holle).

LEGIER (Henri-Jacques). Institutions municipales et politique coloniale: les communes du Sénégal, RFHOM, t.55, n°201,4è trimestre 1968,pp.414-464.

M'BAYE(Saliou). La représentation du Sénégal au parlement français sous la Seconde République 1848-1851, Bulletin IFAN ,B,t.38,n°3,juillet 1876, pp. 516-551.

NICOLAS (Jean Paul). Bioclimatologie humaine de Saint-Louis du Sénégal, IFAN,Mémoire n°57,Dakar,1959,340p.

PASQUIER (Roger). Villes du Sénégal au XIXè siècle, RFHOM, 3è et 4è trimestres 1960, n° 168-169, pp. 387-426

- A propos de l'émancipation des esclaves au Sénégal en 1848, RFHOM, Hommage à Robert Delavignette 1967, pp. 188-208.

- Fortune, race et pouvoir. La crise de 1837-1838 au Sénégal in Le sol, la parole et l'écrit, Mélanges Mauny, t.2, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 1981,pp.941-960.

RENAULT (François). L'abolition de l'esclavage au Sénégal. L'attitude de l'administration française 1848-1905, Paris, SFHOM, 1972,109 p.

ROUSSEAU (Raymond). Le site et les origines de Saint-Louis. La Géographie, t.44, n° de juillet à décembre 1925,pp. 116-128, 282-301, 424-438.

SCHNAPPER (Bernard). Les tribunaux musulmans et la politique coloniale du Sénégal 1830-1914, Revue Historique du Droit français et étranger, 1961, n° 1, pp.90-128.

SINOU (Alain). Idéologies et pratiques de l'urbanisme dans le Sénégal colonial, Paris, EHESS, 1985, 300 p.

ZUCCARELLI (François). Les maires de Saint-Louis et de Gorée de 1816 à 1872, bulletin IFAN.Bn°3, 1973, pp.551-573.

LISTE DES TABLEAUX

		Page
I	. Commerce du Sénégal 1831 - 1850	161
II	. Importations et exportations du Sénégal d'après les statistiques coloniales	164
III	. Importations et exportations du Sénégal d'après les douanes françaises	166
IV	. Commerce avec la France 1843 - 1850	169
V	. Commerce de Saint-Louis et de Gorée 1843 - 1850	173
VI	. Evolution comparée du commerce du Sénégal et des îles à sucre.....	177
VII	. Evolution comparée du commerce du Sénégal et de l'ensemble du commerce colonial.....	181
VIII	. Commerce de la côte occidentale d'Afrique.	183
IX	. Importations de fils et de tissus au Sénégal (Guinées comprises).....	190
X	. Importations de guinées au Sénégal.....	191
XI	. Importations de vins et d'alcool au Sénégal	202
XII	. Exportations de gomme	217
XIII	. Importations de gomme du Sénégal en France	219
XIV	. Importations d'arachides en France 1840 - 1850	235
XV	. Compositions des exportations du Sénégal en France	246
XVI	. Relevé des quantités de gommes importées à Saint-Louis 1843 - 1850	262
XVII	. Gommes traitées aux escales 1843 - 1849 ..	262
XVIII	. Tonnage de gomme expédié à Saint-Louis ...	545

XIX	. Acheteurs de droits à l'indemnité aux propriétaires d'esclaves	590
XX	. Elections d'octobre 1848	652
XXI	. Commerce du Sénégal et commerce colonial : indices pour la période 1831 - 1850	668
XXII	. Famille MAUREL et PROM	731
XXIII	. Exportations d'arachides de Gambie 1837 - 1847	763
XXIV	. Evolution du profit brut procuré par la gomme 1841 - 1850	808
XXV	. Evolution du profit brut procuré par les arachides 1844 - 1850	809
XXVI	. Evolution des termes de l'échange guinée-gomme	928
XXVII	. Droits perçus sur les produits du Sénégal et de la côte occidentale à leur entrée en France	1033
XXVVIII.	Coutumes du gouvernement.....	1253
XXXIX	. Répartition géographique des coutumes du gouvernement	1258
XXX	. Coutumes du commerce. Escales de gomme ..	1282
XXXI	. Pression fiscale dans les colonies françaises	1588
XXXII	. Commerce du Sénégal 1847 - 1855	2031
XXXIII	. Importations et exportations du Sénégal d'après les statistiques coloniales	2037
XXXIV	. Importations et exportations du Sénégal d'après les douanes françaises	2038
XXXV	. Commerce avec la France	2043
XXXVI	. Commerce de Saint-Louis et de Gorée	2044
XXXVII	. Evolution comparée du commerce du Sénégal et de l'ensemble du commerce colonial....	2048
XXXVIII.	Evolution comparée du commerce du Sénégal et de l'ensemble du commerce colonial ...	2049
XXXIX	. Evolution comparée du commerce du Sénégal et de la C.O.A.	2050

XL . Exportations de gomme 2056
XLI . Importations de gomme en France 2058
XLII . Exportations d'arachides 2062
XLIII . Importations d'arachides en France 2063
XLIV . Importations d'arachides et de gomme en France en pourcentage 2067
XLV . Commerce français à Bathurst 2080
XLVI . Budget du Sénégal 1848 - 1854 Service colonial 2200

TABLE DES GRAPHIQUES

	Page
1 . Commerce du Sénégal 1843-1850	160
2 . Commerce du Sénégal avec la France 1831 - 1850	170
3 . Commerce de Saint-Louis et de Gorée 1843 - 1850	170
4 . Comparaison du commerce colonial avec celui des vieilles colonies	178
5 . Evolution comparée du commerce de la France avec les colonies et avec le Sénégal	180
6 . Commerce du Sénégal et commerce de la côte occidentale d'Afrique	184
7 . Composition des importations de France au Sénégal moyenne 1843 - 1850	211
8 . Exportation de gommes et importations de tissus et guinée en valeur	220
9 . Importations de gommes en France en tonnage.	220
10. Importations d'arachides en France 1840 - 1850	234
11. Composition des exportations du Sénégal en France 1843 - 1850	247
12. Composition des fortunes au milieu du XIXe siècle d'après les contrats de mariage	503
13. Quelques exemples de chute des bénéfices des traitants de gomme.....	555-556
14. Tonnage des navires chargés effectuant le commerce entre la métropole et le Sénégal 1841 - 1850	677
15. Tonnage des cinq principaux ports au relation avec le Sénégal.....	679

16. Coutumes du gouvernement 1838 - 1850 1256
17. Disparité des coutumes versées aux Maures 1838 1260
18. Budget du Sénégal 1569
19. Structure des recettes et des dépenses du budget 1574
20. Evolution des dépenses du Sénégal 1834-1850 .. 1585
21. Commerce du Sénégal 1847 - 1855 2033
22. Commerce du Sénégal avec la France 2039
23. Commerce de Saint-Louis et de Gorée 2046
24. Comparaison du commerce du Sénégal avec celui des autres colonies 2051
25. Commerce du Sénégal et de la C.O.A. 2053
26. Import-export Sénégal C.O.A. ..... 2053 bis
27. Importation de gomme en France 2059
28. Exportations de gomme et importations de tissus et de guinées..... 2061
29. Importations d'arachides en France..... 2065
30. Evolution du budget colonial 1848 - 1854 ..... 2200 bis

TABLE DES CARTES ET PLANS

		Page
1 .	Le Sénégal dans l'Ouest africain	4
2 .	Régions naturelles et pays historiques	7
3 .	Vallée du Sénégal	25
4 .	L'embouchure du Sénégal	39
5 .	La presqu'île du Cap-Vert	46
6 .	Les ethnies	86
7 .	L'économie du Sénégal vers 1850	261
8 .	Le Sénégal et les routes caravanières	283
9 .	Carte du fleuve Sénégal par le lieutenant Arnier	291
10.	L'économie des Rivières du Sud vers 1850	310
11.	Plan général de l'île et de la ville de Saint-Louis	338
12.	Plan de l'île et de la ville de Gorée	340
13.	Walo, Fouta Toro, Djolof	1173
14.	Pays de Galam	1197
15.	La Casamance au milieu du XIXe siècle	1218
16.	Rio Nunez	1226
17.	Portendick	1326 bis
18.	La Gambie et les régions avoisinantes	1368 bis
19.	Plan et vue du comptoir d'Albréda	1402 bis
20.	La limites d'Albréda	1406 bis
21.	Concessions agricoles autour de Saint-Louis ...	1894
22.	Culture et commerce des arachides au milieu du XIXe siècle	2069

ILLUSTRATIONS

		Page
1 .	La Reine du Walo	82
2 .	L'escale du désert ou des Trarza	254
3 .	Le poste de Sénoudébou sur la Falémé	273
4 .	Vue de Saint-Louis	344
5 .	Place du gouvernement à Gorée	348
6 .	Signare	402
7 .	Lettre des traitants au directeur des Colonies Août 1849	615
8 .	Pétition au président de la République. Signature des traitants	618
9 .	Mémoire de Durand-Valantin	623
10.	Maison Maurel et Prom à Saint-Louis.....	728
11.	Forts du Sénégal : Lampsar, Mérinaghen, Richard Toll	1065
12.	Forts du Sénégal : Dagana et Bakel	1618
13.	Bakel au moment de la traite	2072 bis
14.	Le fort de Podor et la prise de Dialmath	2242
15.	Cataracte du Félou.....	2273

INDEX GEOGRAPHIQUE

Noms de lieux, de pays et de peuples.

Adrar, 51, 279, 281, 1160, 1702, 1816, 1817.

Albréda, VI, 33, 127, 228, 230, 232, 236, 305, 306, 307, 309, 391, 455, 715, 762, 774, 775, 803, 804, 953, 999, 1009, 1044, 1153, 1203, 1215, 1311, 1313, 1314, 1318, 1321, 1322, 1363-1423, 1424, 1425, 1426, 1435, 1436, 1437, 1439, 1440, 1441, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1452, 1453, 1455, 1456, 1474, 1476, 1477, 1480, 1507, 1614, 1642, 1695, 1696, 1789, 1837, 1850, 1913, 1918, 1927, 1966, 1977, 1983, 2022, 2023, 2025, 2063, 2079, 2081, 2082, 2180, 2181, 2182, 2184, 2185, 2186, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2197, 2198, 2263, 2306.

Algérie, 194, 382, 666, 695, 758, 1293, 1535, 1537, 1564, 1609, 1629, 1630, 1633, 1642, 1646, 1648, 1654, 1657, 1659, 1685, 1688, 1692, 1693, 1698, 1702, 1703, 1704, 1705, 1709, 1720, 1770, 1774, 1777, 1778, 1794, 1800, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1818, 1820, 1821, 1822, 1824, 1825, 1826, 1827, 1830, 1908, 1909, 1921, 1930, 1931, 1961, 1962, 1990, 2136, 2141, 2225, 2226, 2265, 2284, 2304.

Almadies, pointe des, 44, 47, 1051, 1053.

Angleterre, Anglais, 3, 33, 73, 111, 115, 127, 187, 192, 193, 194, 195, 207, 214, 221, 249, 263, 284, 285, 299, 305, 307, 308, 309, 314, 315, 317, 320, 321, 323, 324, 334, 335, 336, 337, 339, 341, 346, 352, 407, 674, 681, 683, 684, 686, 693, 696, 719, 760, 762, 764, 765, 766, 767, 771, 779, 782, 822, 823, 824, 830, 831, 844, 864, 866, 867, 876, 895, 932, 942, 949, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 995, 997, 999, 1000, 1003, 1005, 1009, 1011, 1012, 1028, 1029, 1032,

1037, 1040, 1045, 1053, 1072, 1074, 1082, 1097, 1151, 1152, 1153, 1157, 1193, 1200, 1204, 1215, 1128, 1229, 1231, 1304-1488, 1492, 1494, 1500, 1501, 1503, 1507, 1508, 1509, 1558, 1642, 1653, 1657, 1695, 1696, 1697, 1704, 1708, 1712, 1730, 1731, 1733, 1740, 1742, 1766, 1789, 1796, 1801, 1804, 1815, 1820, 1836, 1848, 1861, 1870, 1912, 1920, 1928, 1931, 1935, 1959, 1961, 1976, 1978, 2002, 2022, 2024, 2028, 2079, 2081, 2085, 2086, 2087, 2088, 2117, 2120, 2177, 2180, 2181, 2183, 2184, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2284, 2306.

Antilles, 118, 127, 150, 193, 204, 243, 244, 294, 369, 372, 410, 505, 639, 685, 686, 689, 695, 777, 928, 985, 1020, 1021, 1073, 1074, 1087, 1168, 1527, 1639, 1673, 1680, 1682, 1710, 1741, 1823, 1880, 1884, 1919, 1998, 2127.

Arguin, 37, 72, 115, 1322, 1870, 1875.

Bakel, VI, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 59, 74, 95, 126, 139, 265, 266, 267, 268, 270, 271, 272, 273, 275, 276, 277, 281, 282, 284, 359, 368, 425, 445, 804, 900, 932, 936, 942, 944, 945, 946, 954, 955, 957, 958, 959, 965, 967, 1064, 1066, 1144, 1191, 1192, 1194, 1195, 1198, 1199, 1201, 1202, 1254, 1277, 1278, 1279, 1282, 1283, 1291, 1310, 1312, 1457, 1458, 1462, 1463, 1464, 1466, 1467, 1468, 1534, 1604, 1606, 1607, 1618, 1619, 1620, 1639, 1648, 1658, 1670, 1684, 1700, 1702, 1715, 1765, 1773, 1774, 1782, 1789, 1791, 1793, 1797, 1801, 1802, 1804, 1805, 1809, 1812, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1901, 1931, 1939, 2004, 2012, 2013, 2014, 2015, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2070, 2071, 2072, 2072 bis, 2073, 2075, 2076, 2077, 2113, 2114, 2117, 2124, 2125, 2139, 2160, 2165, 2176, 2211, 2259, 2270.

Baga, 57.

Baînouk, 104, 105, 106, 107, 315.

Balant, 104, 106, 107, 1220, 1497.

Bambara, 96, 358, 359, 360, 435, 935, 1191, 1310, 1462, 1463, 1464, 1612, 1789, 1791, 1819, 1896, 1921.

Bambouk, 59, 64, 65, 68, 112, 126, 251, 271, 275, 277, 282, 934, 938, 951, 1155, 1182, 1201, 1310, 1456, 1460, 1461, 1462, 1465, 1469, 1647, 1651, 1654, 1655, 1656, 1661, 1671, 1676, 1695, 1698, 1710, 1711, 1712, 1713, 1726, 1729, 1731, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1794, 1795, 1796, 1804, 1805, 1939, 1976, 1988, 2093, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2176, 2285.

Baol, 18, 68, 83, 84, 85, 88, 110, 112, 209, 224, 232, 238, 360, 435, 1211, 1212, 1288, 1743, 1855, 2079.

Barra, 1215, 1247, 1258, 1312, 1314, 1337, 1363, 1364, 1372, 1395, 1397, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1412, 1413, 1422, 1563, 2023, 2024.

Bathurst, 11, 33, 230, 306, 308, 309, 313, 314, 316, 341, 419, 465, 709, 715, 720, 743, 762, 764, 769, 775, 776, 787, 942, 988, 992, 995, 996, 1000, 1011, 1012, 1025, 1044, 1078, 1150, 1153, 1193, 1200, 1222, 1308, 1309, 1310, 1311, 1313, 1314, 1316, 1317, 1327, 1329, 1331, 1337, 1339, 1340, 1359, 1363, 1366, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1390, 1391, 1393, 1394, 1401, 1404, 1414, 1416, 1417, 1418, 1420, 1424, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1453, 1454, 1457, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1471, 1472, 1473, 1478, 1480, 1481, 1484, 1507, 1791, 2022, 2023, 2079, 2080, 2081, 2182, 2185, 2190, 2191, 2192, 2194, 2195, 2196, 2198.

Bel Air (Katekouma), 766, 2086.

Belgique, 192, 194, 317, 719, 765, 1204, 1231, 1304, 1489, 1498-1506, 1745, 2085.

Bissagos, 48, 49, 317, 318, 324, 360, 764, 1225, 1309, 1477, 1489, 1616, 2026, 2086, 2162, 2163.

Bissao, 3, 317, 318, 769, 1222, 1489, 1490, 1491, 1492, 1728, 2086.

Blanc Cap, 37, 1139, 1304, 1870, 1874.

Boké, 319, 320, 1224, 1225, 1230, 1231, 1232, 1501, 1504, 1505, 1745, 1787.

Bordeaux, 36, 37, 130, 131, 154, 192, 196, 200, 203, 228, 319, 323, 384, 392, 414, 421, 422, 423, 428, 429, 438, 562, 565, 663, 675, 676, 678, 680, 683, 684, 687, 689, 690, 691, 692, 693, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 708, 725, 726, 727, 730, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 742, 743, 744, 745, 757, 758, 765, 766, 770, 779, 787, 789, 790, 791, 792, 793, 799, 801, 804, 806, 807, 846, 849, 852, 855, 862, 865, 866, 868, 869, 870, 872, 873, 879, 881, 923, 989, 991, 993, 1019, 1024, 1033, 1041, 1042, 1057, 1073, 1074, 1078, 1079, 1080, 1115, 1128, 1129, 1140, 1141, 1224, 1341, 1348, 1396, 1429, 1450, 1501, 1524, 1527, 1530, 1534, 1536, 1544, 1638, 1639, 1652, 1657, 1658, 1687, 1737, 1744, 1745, 1748, 1752, 1754, 1875, 1878, 1911, 1919, 1926, 1935, 1995, 2008, 2027, 2028, 2029, 2070, 2076, 2088, 2091, 2108, 2109, 2110, 2125, 2130, 2138, 2180, 2189, 2207, 2215, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2223, 2225, 2280, 2281, 2286, 2288.

Bosséa, 90, 91, 93.

Boudhié, 105, 1216, 1217, 1219, 1249, 1250, 1254, 1258, 1259, 1483, 1487, 2084.

Boulam, 3, 49, 318, 1488.

Boulébané, 96, 284, 1200, 1468, 1791, 1804.

Boundou, 56, 88, 95, 96, 97, 110, 112, 271, 275, 277, 284, 951, 956, 958, 1192, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1247, 1258, 1259, 1283, 1312, 1314, 1315, 1456, 1457, 1459, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1508, 1647, 1670, 1691, 1782, 1791, 1792, 1804, 1819, 1976, 2013, 2018, 2125.

Bourbon (île de la Réunion), 177, 179, 987, 1020, 1021, 1023, 1086, 1087, 1088, 1116, 1123, 1136, 1137, 1511, 1514, 1515, 1516, 1528, 1566, 1588, 1613, 1646, 1647, 1685, 1707, 1910, 1913, 1915, 1996, 1997, 2047, 2048, 2129, 2218, 2222.

Brakna, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 110, 112, 251, 252, 258, 262, 263, 266, 267, 382, 553, 644, 831, 844, 845, 887, 889, 894, 909, 924, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1171, 1180, 1186, 1243, 1246, 1247, 1253, 1254, 1258, 1259, 1261, 1267,

1268, 1269, 1270, 1273, 1274, 1280, 1282, 1283, 1284, 1344, 1345, 1556, 1561, 1609, 1693, 1737, 1763, 1772, 1776, 1777, 1783, 1965, 1981, 2002, 2010, 2021, 2157, 2166, 2169, 2173, 2257, 2258, 2310.

Cachéo (Rio), 48, 49, 105, 318, 1489, 1490, 1497.

Cagnabac, 1229, 1234, 1250, 2026.

Caignoux, 271, 934, 946.

Canaries, 35, 186, 350, 1873, 1874, 1877, 1976, 2118, 2180.

Capatchez (Rio), 321, 764.

Carabane, VI, 312, 314, 315, 316, 768, 769, 770, 774, 934, 947, 948, 1221, 1222, 1479, 1482, 1497, 1614, 2005, 2083, 2084.

Casamance, VI, 16, 34, 48, 49, 61, 62, 63, 67, 69, 103-108, 112, 118, 127, 153, 172, 209, 232, 238, 239, 241, 242, 298, 300, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 320, 324, 325, 360, 511, 676, 768, 769, 770, 803, 931, 934, 943, 946, 947, 948, 952, 953, 954, 957, 959, 960, 1036, 1050, 1061, 1204, 1216, 1217, 1220, 1222, 1223, 1247, 1249, 1250, 1252, 1253, 1304, 1309, 1441, 1455, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1484, 1485, 1487, 1488, 1489, 1492, 1493, 1495, 1496, 1497, 1498, 1508, 1604, 1614, 1615, 1621, 1640, 1739, 1742, 1744, 1819, 1837, 1912, 1947, 1983, 2005, 2006, 2007, 2025, 2026, 2055, 2063, 2082, 2083, 2084, 2085, 2184, 2263, 2281.

Cascas, 1182, 1188, 1190, 1295, 1737, 1775.

Chinguetti, 279, 280, 284, 1816, 1817.

Coq, escale du, 251, 252, 253, 262, 442, 443, 446, 521, 543, 544, 545, 546, 547, 549, 554, 714, 841, 1161, 1182, 1186, 1188, 1262, 1282, 1284, 1670, 1691, 1776, 1780, 1783, 1965, 1981, 2010, 2156, 2166, 2173.

Dagana, VI, 22, 23, 31, 72, 90, 253, 382, 1066, 1143, 1171, 1604, 1618, 1619, 1639, 1641, 1896, 1901, 1981, 2022, 2159, 2169, 2170, 2210, 2211, 2212, 2216, 2223, 2252, 2254, 2256, 2305.

Dakar, 45, 47, 88, 154, 302, 377, 378, 379, 393, 531, 543, 747, 770, 774, 993, 1026, 1051, 1206, 1207, 1208, 1208, 1210, 1298, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1868, 1875, 1946, 2266, 2267.

Darmankour, 74, 251, 258, 262, 263, 446, 549, 550, 553, 841, 844, 845, 887, 889, 906, 908, 924, 925, 1245, 1246, 1247, 1253, 1258, 1259, 1261, 1262, 1269, 1270, 1273, 1274, 1280, 1282, 1345, 1560, 1561, 1737, 1816, 2258.

Désert, escale du, 251, 254, 262, 263, 442, 446, 653, 1158, 1262, 1345, 2010, 2258.

Dialmath, 90, 2170, 2171, 2223, 2242.

Diambour, 83, 85, 1174, 1737, 1889, 2079.

Diémbering, 311, 315, 934, 947, 1221, 1482, 1484.

Dimar, 90, 94, 286, 292, 656, 1160, 1162, 1184, 1188, 1189, 1190, 1546, 1621, 1691, 1783, 1982, 2022, 2156, 2167, 2170, 2171.

Diola, 66, 103, 104, 107, 108, 1221, 1222.

Djenné, 938, 1665, 1814, 1815.

Djogué, 934, 947, 1221, 1250, 1482.

Djolof, 47, 63, 67, 68, 69, 78, 83, 85, 88, 89, 97, 110, 112, 251, 288, 290, 358, 935, 946, 950, 1157, 1162, 1163, 1164, 1166, 1168, 1175, 1248, 1249, 1570, 1640, 1669, 1671, 1689, 2304.

Dowich, (Idaw Aïch), 74, 266, 281, 1160, 1191, 1192, 1201, 1202, 1246, 1247, 1253, 1258, 1259, 1261, 1277, 1278, 1279, 1284, 1291, 1464, 2013, 2014, 2261.

Etats-Unis, 172, 176, 187, 189, 204, 206, 210, 236, 239, 423, 696, 712, 752, 762, 765, 995, 996, 1000, 1001, 1002, 1008, 1010, 1011, 1012, 1014, 1045, 1074, 1096, 1384, 1483, 1861, 1883, 1896, 1920, 1921, 1960, 1961, 2055, 2081, 2119, 2120, 2121, 2122, 2125.

Falémé, 2, 22, 23, 26, 29, 30, 55, 56, 57, 59, 65, 96, 117, 223, 241, 250, 264, 271, 273, 285, 934, 935, 946, 951, 968, 1277, 1304, 1647, 1691, 1782, 1790, 1791, 1793, 1819.

Fanaye, 292, 656, 1189, 1545, 1609, 1621, 1778, 2170.

Farabana, 1674, 2070, 2124.

Fattatenda, 284, 285, 1200, 1312, 1313, 1395, 1456, 1791.

Félou, VI, 30, 264, 277, 1063, 1066, 1674, 1939, 2004, 2005, 2070, 2263, 2268, 2270, 2271, 2273.

Ferlo, 60, 61, 88, 90, 111, 359.

Fes, 55, 279, 359, 360, 1816.

Floup, 62, 315.

Fouta Djalon, VI, 2, 22, 32, 55, 56, 57, 58, 59, 105, 109, 317, 318, 322, 435, 1217, 1222, 1232, 1315, 1456, 1460, 1501, 1814, 1819, 1820, 2086.

Fouta Toro, 47, 56, 67, 68, 80, 81, 88, 90-94, 95, 96, 110, 112, 122, 243, 251, 260, 286, 288, 290, 292, 293, 294, 297, 359, 361, 364, 435, 540, 624, 1104, 1163, 1181-1190, 1246, 1247, 1251, 1253, 1254, 1258, 1259, 1263, 1274, 1275, 1276, 1277, 1297, 1472, 1532, 1561, 1609, 1617, 1619, 1620, 1624, 1628, 1641, 1653, 1654, 1671, 1673, 1677, 1679, 1683, 1689, 1706, 1710, 1720, 1737, 1763, 1777, 1778, 1779, 1783, 1822, 1939, 1965, 1972, 1980, 1981, 1982, 1989, 2003, 2004, 2011, 2012, 2021, 2075, 2153, 2155, 2156, 2157, 2161, 2162, 2164, 2165, 2166, 2168, 2171, 2172, 2205, 2211, 2222, 2223, 2225, 2251, 2259, 2262, 2305, 2313.

Freetown, 317, 324, 424, 766, 767, 775, 776, 1000, 1082, 1308, 1309, 1310, 1313, 1314, 1317, 1329, 1373, 1378, 1500, 1639, 2087.

Gadiaga, 94, 95, 1191.

Gaé, 72, 292, 2010, 2310.

Galam, 65, 90, 94, 118, 125, 126, 197, 241, 251, 262, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 275, 276, 277, 278, 281, 288, 290, 312, 313, 314, 435, 444, 445, 446, 448, 460, 477, 499, 502, 507, 523, 530, 534, 557, 706, 711, 714, 715, 722, 785, 931-980, 1057, 1063, 1064, 1065, 1079, 1105, 1144, 1157, 1181, 1182, 1185, 1188, 1190, 1195, 1203, 1235, 1236, 1237, 1238, 1240, 1247, 1251, 1253, 1254, 1258, 1259, 1263, 1274, 1275, 1277, 1278, 1282, 1283, 1284, 1316, 1455, 1456, 1458, 1461, 1464, 1465, 1466, 1534, 1577, 1606, 1617, 1628, 1640, 1641, 1654, 1655, 1659, 1666, 1671, 1687, 1689, 1694, 1698, 1701, 1707, 1713, 1714, 1715, 1716, 1731, 1739, 1762, 1767, 1773, 1779, 1792, 1901, 1931, 1939, 1941, 1943, 1948, 1956, 1976, 1987, 2010, 2012, 2018, 2020, 2068, 2071, 2073, 2074, 2075, 2076, 2078, 2093, 2106, 2107, 2112, 2113, 2155, 2164, 2173, 2176, 2209, 2211, 2220, 2226, 2251, 2259, 2260, 2263, 2269, 2270, 2277, 2281, 2287.

Gambie, VI, 3, 11, 32, 33, 48, 55, 102, 103, 110, 112, 116, 126, 127, 154, 172, 200, 208, 223, 224, 230, 236, 239, 264, 272, 278, 284, 285, 298, 299, 305-311, 312, 313, 314, 315, 316, 324, 325, 334, 336, 341, 361, 369, 394, 408,418, 434, 670, 676, 716, 717, 719, 732, 762, 763, 767, 768, 769, 773, 776, 803, 943, 953, 988, 991, 992, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1025, 1044, 1046, 1049, 1094, 1102, 1139, 1150, 1152, 1153, 1192, 1193, 1200, 1201, 1212, 1215, 1217, 1222, 1247, 1304, 1308, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1319, 1321, 1327, 1329, 1336, 1337, 1339, 1349, 1359, 1363-1424, 1428, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1440, 1441, 1443, 1444, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1453, 1455, 1456, 1457, 1458, 1460, 1461, 1462, 1463, 1465, 1466, 1467, 1468, 1470, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1485, 1491, 1494, 1497, 1499, 1507, 1563, 1628, 1640, 1647, 1676, 1679, 1695, 1696, 1698, 1708, 1728, 1729, 1733, 1739, 1789, 1791, 1792, 1793, 1794, 1796, 1819, 1844, 1848, 1874, 1887, 1912, 1928, 1960, 2022, 2023, 2079, 2081, 2082, 2180, 2182, 2183, 2185, 2188, 2190, 2191, 2192, 2193, 2195, 2196, 2197, 2198, 2280, 2284, 2287, 2288.

Gandiole,38, 83, 268, 296, 330, 359, 361, 364, 435, 453, 775, 1055, 1085, 1095, 1176, 1178, 1288, 2079, 2264, 2265, 2266, 2269.

Géba, Rio, 48, 318, 764, 769, 1222, 1489, 1490, 1787.

Goye, 94, 95, 1191, 1195, 1196, 1198, 1202, 1277, 1279, 1468, 2015, 2017, 2018.

Grande, Rio, 48, 55, 242, 318, 764, 803, 1225, 1229, 1234, 1247, 1250, 1489.

Grande-Bretagne, 172, 176, 189, 195, 205, 206, 208, 217, 761, 762, 799, 985, 993, 1000, 1153, 1305, 1340, 1341, 1358, 1367, 1375, 1442, 1451, 1483, 1958, 1967, 2024, 2025, 2081, 2087, 2189, 2195.

Guadeloupe, 172, 176, 177, 243, 372, 689, 712, 853, 1006, 1086, 1088, 1116, 1123, 1511, 1514, 1530, 1538, 1566, 1588, 1613, 1912, 1936, 1963, 2047, 2048, 2129, 2222.

Guet N'Dar, 361, 375, 434, 461, 1050, 1106, 1872.

Guidimakha, 1192, 1201, 1202, 2013, 2017.

Guinée, 3, 48, 172, 192, 333, 1731, 1776, 1795, 1797, 1926, 1977, 1979, 2146.

Guinée Portugaise, 2, 48, 769, 770.

Guyane, 176, 177, 179, 243, 689, 1016, 1020, 1023, 1073, 1085, 1116, 1117, 1511, 1513, 1516, 1566, 1582, 1588, 1611, 1613, 1652, 1707, 1936, 2047, 2048.

Hann, 87, 301, 367, 368, 377, 747, 1208, 1861, 1864, 1875.

Inde, 120, 189, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 429, 683, 684, 689, 691, 693, 695, 696, 849, 987, 988, 1024, 1030, 1033, 1043, 1511, 1533, 1566, 1704, 1830, 1883, 1895, 1896, 1897, 1920, 1940, 1942, 1956, 1975, 1987, 2063, 2109, 2197.

Joal, 48, 172, 303, 470, 996, 1144, 1214, 1474, 1679, 1860, 1867, 1868.

Kaarta, 96, 126, 271, 277, 281, 282, 284, 358, 817, 1191, 1310, 1456, 1463, 1648, 1665, 1670, 1684, 1700, 1702, 1804, 1812, 2270.

Kahone, 102, 1213, 1214.

Kaméra, 94, 95, 96, 1191, 1196, 1198, 1202, 1279, 1468, 2015, 2016, 2017, 2018, 2070, 2260.

Kaolack, 32, 97, 102, 304, 1214.

Karkandy, 318, 1228.

Kayor, 18, 60, 62, 68, 69, 72, 80, 83, 84, 85, 87, 88, 99, 109, 111, 112, 209, 224, 232, 238, 251, 279, 286, 288, 294, 295, 296, 297, 301, 358, 360, 361, 362, 363, 364, 367, 384, 434, 452, 464, 471, 525, 624, 670, 775, 895, 993, 1055, 1084, 1085, 1095, 1157, 1162, 1163, 1166, 1171, 1174, 1175, 1176, 1177, 1179, 1180, 1181, 1182, 1205, 1209, 1211, 1247, 1251, 1252, 1253, 1254, 1258, 1259, 1288, 1297, 1298, 1472, 1561, 1640, 1671, 1676, 1683, 1689, 1737, 1771, 1772, 1777, 1779, 1783, 1855, 1856, 1858, 1889, 1895, 1938, 2068, 2078, 2079, 2088, 2211, 2222, 2225, 2264, 2269, 2304.

Keniéba, 65, 1198, 1201, 1713, 1791, 1795, 1998, 2070, 2124, 2126.

Khasso, 94, 96, 109, 112, 269, 271, 277, 284, 934, 1192, 1201, 1202, 1248, 1464, 1671, 1788, 2004, 2013, 2018, 2070, 2074, 2113, 2114, 2263.

Lampsar, VI, 359, 1170, 1604, 1605, 1619, 1641, 1890, 1893, 1894, 1898, 1899, 1904, 2265, 2305.

Landouman, 57, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1250, 1254, 1263, 1500, 1501, 1503, 1504.

Langue de Barbarie, 38-41, 331, 343, 361, 366, 375, 533.

Lébou, 87, 88, 112, 367, 1205, 1206, 1856, 1857, 1872.

Le Havre, 6, 37, 413, 429, 675, 678, 680, 681, 683, 685, 690, 691, 692, 695, 698, 701, 702, 708, 711, 732, 766, 805, 862, 869, 872, 873, 991, 1014, 1057, 1058, 1073, 1074, 1076, 1450, 1686, 1716, 1877, 1926, 2008, 2070, 2117, 2125, 2126, 2130, 2214.

Los, îles de, 48, 49, 321, 322, 764, 766, 803, 1225, 1311, 1318, 1477, 1488, 1789.

Mac Carthy, île, 33, 942, 1193, 1311, 1315, 1395, 1416, 1456, 1471.

Makhana, 95, 275, 281, 284, 950, 1065, 1701, 1782, 1784, 1785, 1943, 1962, 1980, 2004, 2014, 2015, 2016, 2017, 2071, 2263.

Malaguia, 322, 765, 1236.

Manding, 66, 68, 75, 94, 96, 99, 100, 103, 104, 105, 106, 223, 1217, 1219, 1220, 1373, 1459, 1460, 1819.

Mandjak, 104, 105.

Maroc, 54, 182, 221, 277, 278, 279, 280, 281, 359, 360, 1534, 1665, 1698, 1702, 1704, 1787, 1803-1807, 1808, 1809, 1815, 1816, 1818, 1821.

Marseille, 37, 154, 207, 227, 228, 229, 230, 231, 384, 421, 423, 428, 429, 433, 455, 562, 563, 565, 571, 663, 675, 676, 682, 685, 687, 689, 690, 691, 692, 693, 695 - 703, 707, 708, 712, 713, 714, 717, 718, 719,722, 723, 725, 726, 732, 742, 743, 744, 745, 747, 783, 789, 793, 799, 803, 804, 846, 849, 862, 863, 864, 865, 866, 868, 869, 870, 872, 873, 988, 1014, 1019, 1024, 1032, 1043, 1044, 1056, 1057, 1058, 1073, 1074, 1078, 1080, 1095, 1100, 1101, 1115, 1386, 1393, 1396, 1451, 1499, 1532, 1639, 1748, 1749, 1752, 1754, 1817, 1875, 1911, 1913, 1919, 1926, 1949, 2008, 2070, 2088, 2109, 2117, 2125, 2130, 2178, 2189, 2207, 2280, 2290, 2291.

Martinique, 177, 179, 372, 689, 1006, 1116, 1123, 1511, 1514, 1530, 1566, 1588, 1613, 1912, 1963, 2047, 2048, 2129, 2222.

Matacong, 18, 49, 321, 764, 766, 1311, 2087.

Matam, 23, 26, 59, 293.

Maures, 17, 52, 53, 69, 73, 74, 75, 78, 85, 89, 91, 92, 106, 111, 125, 145, 198, 209, 241, 250, 253, 255, 256, 258, 259, 284, 286, 288, 289, 292, 359, 363, 366, 375, 472, 536, 538, 540, 571, 572, 573, 575, 616, 694, 779, 815, 816, 824, 829, 831, 832, 838, 840, 841, 842, 844, 846, 853, 860, 866, 868, 875, 876, 880, 882, 886, 887, 888, 892, 894, 895, 897, 904, 906, 909, 911, 916, 921, 922, 926, 928, 929, 967, 987, 1092, 1093,

Maures (suite)
1096, 1104, 1157, 1158, 1163, 1167, 1168, 1169, 1170, 1174, 1176, 1180, 1181, 1186, 1202, 1254, 1258, 1259, 1261, 1263, 1266, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1278, 1279, 1284, 1286, 1291, 1292, 1297, 1325, 1327, 1328, 1340, 1343, 1344, 1346, 1349, 1357, 1358, 1427, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1435, 1472, 1557, 1558, 1636, 1637, 1641, 1660, 1671, 1673, 1674, 1675, 1677, 1679, 1689, 1690, 1720, 1730, 1733, 1736, 1738, 1739, 1759, 1779, 1780, 1955, 1956, 1963, 1964, 1980, 2002, 2003, 2007, 2011, 2098, 2101, 2104, 2105, 2113, 2155, 2156, 2157, 2158, 2161, 2166, 2168, 2172, 2187, 2210, 2212, 2216, 2217, 2220, 2221, 2222, 2223, 2225, 2226, 2251, 2252, 2253, 2254, 2256, 2257, 2258, 2265, 2269, 2281, 2304, 2305, 2306.

Mauritanie, VI, 51, 55, 67, 70, 75, 90, 214, 342, 1307, 1310, 1323, 1434, 1533, 1614, 1822, 1872, 1883.

Médine, 28, 271, 284, 525, 934, 946, 950, 1248, 1275, 1276, 1669, 1670, 1674, 1702, 2004, 2016, 2070, 2071, 2113, 2161, 2263, 2264.

Mellacorée, 48, 49, 172, 322, 764, 766, 1050, 1223, 1233, 1234, 1236, 1251, 1310, 1728, 2087, 2088.

Mérinaghen, VI, 288, 289, 290, 946, 950, 951, 957, 1163, 1164, 1170, 1188, 1248, 1289, 1604, 1605, 1624, 1625, 1640, 1669, 1939, 1965, 1973, 2003, 2004, 2305.

Mogador (Souéira), 281, 282, 285, 1457, 1665, 1815, 1817, 1873, 1874.

Nalou, 57, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1250, 1263, 1500, 1501, 1504.

Nantes, 116, 323, 423, 429, 562, 565, 663, 675, 678, 683, 684, 686, 688, 691, 692, 695, 696, 698, 701, 702, 708, 711, 712, 719, 743, 765, 779, 869, 872, 873, 879, 991, 1032, 1057, 1073, 1074, 1078, 1386, 1450, 1697, 1786, 1877, 1879, 1914, 1915, 1920, 1926, 1928, 1935, 1946, 1958, 2070, 2117, 2125, 2130, 2189, 2215.

N'gor, 1051, 1052, 1207.

Niani, 197, 1200, 1312, 1467.

Noun, Oued, 279, 281, 1534, 1816, 1817, 1873, 1874, 1935.

Nunez (Rio), 48, 49, 58, 172, 239, 241, 242, 298, 317 - 322, 324, 325, 720, 737, 764, 765, 766, 791, 803, 900, 1029, 1030, 1033, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1050, 1141, 1204, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1239, 1247, 1250, 1263, 1310, 1498 - 1056, 1606, 1624, 1640, 1728, 1739, 1745, 1746, 1787, 1927, 1947, 2086, 2280.

Pakao, 105, 316, 1217, 1250, 1254, 1480, 1483, 1484, 2084.

Paniéfoul, lac, 23, 228, 950, 1168, 2160.

Petite Côte, 48, 153, 172, 324, 670, 770, 996, 1478, 1861.

Peuls, 56, 57, 66, 90, 94, 101, 105, 359, 1219, 1220, 1222, 2310.

Podor, 22, 23, 28, 29, 31, 253, 408, 845, 1066, 1624, 1633, 1637, 1644, 1654, 1691, 1730, 1779-1785, 1898, 1906, 1939, 1943, 1962, 1964, 1965, 1966, 1970, 1972, 1980, 1981, 1982, 1984, 1997, 2003, 2004, 2007, 2009, 2010, 2012, 2022, 2075, 2091, 2092, 2136, 2151, 2152, 2155-2175 , 2187, 2191, 2203, 2204, 2210, 2211, 2212, 2220, 2222, 2223, 2225, 2242, 2251, 2253, 2254, 2255, 2256, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2265.

Pondichéry, 192, 193, 194, 195, 197, 692, 699, 864, 867, 869, 874, 876, 877, 1023, 1431, 1830, 1941, 2109, 2111.

Pongo (Rio), 48, 49, 50, 172, 320,321,764, 766, 1232, 1233, 1251, 1310, 1317, 1728, 1947, 2087.

Portendick, VI, 37, 72, 115, 263, 264, 762, 831, 844, 864, 866, 876, 895, 953, 992, 1157, 1310, 1318, 1321-1363, 1367, 1369, 1374, 1389, 1422, 1424, 1425, 1426, 1428, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1427, 1439, 1440, 1441, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1449, 1455, 1457, 1474, 1476, 1477, 1480, 1614, 1642, 1695, 1696, 1733, 1789, 1938, 2002, 2021, 2159, 2181, 2184, 2186, 2187, 2189, 2191, 2194, 2195, 2196, 2306.

Portudal, 48, 303, 1211, 1474, 1860, 1867, 1868, 2079.

Portugal, 3, 21, 36, 57, 68, 104, 106, 212, 214, 223, 249, 312, 314, 315, 333, 769, 949, 1204, 1304, 1489-1498, 1499, 1711, 1742, 1870, 1935, 1966.

Richard-Toll, VI, 253, 288, 1143, 1168, 1604, 1605, 1619, 1641, 1896, 1901, 2022, 2159, 2305.

Rivières du sud, 3, 48, 55, 57, 64, 109-113, 154, 172, 175, 210, 241, 242, 300, 317, 391, 670, 676, 719, 732, 736, 737, 764, 768, 771, 772, 809, 823, 1035, 1141, 1203, 1222, 1223, 1227, 1233, 1236, 1239, 1250, 1252, 1253, 1255, 1263, 1305, 1310, 1311, 1318, 1319, 1455, 1467, 1471, 1488, 1508, 1535, 1621, 1624, 1628, 1676, 1708, 1742, 1743,1844, 2055, 2086.

Ropass, 320, 1501, 1504.

Rouen, 193, 194, 195, 196, 200, 201, 227, 259, 288, 308, 320, 321, 323, 423, 565, 659, 663, 675, 678, 681, 683, 684, 685, 686, 692, 695, 698, 701, 702, 708, 709, 710, 720, 743, 765, 767, 770, 862, 869, 873, 877, 988, 1017, 1019, 1225, 1875, 1916, 1918, 1926, 1940, 1946, 1952, 1959, 2023, 2070, 2081, 2087, 2088, 2117, 2120, 2130, 2182, 2189, 2192.

Rufisque, 48, 83, 172, 232, 236, 302, 350, 771, 774, 993, 996, 1211, 1472, 1474, 1860, 1867, 1868, 2079.

Sahara, 54, 333, 343, 1427, 1670, 1703, 1705, 1801, 1802, 1806, 1807, 1808, 1821, 1874, 1990.

Saint-Joseph (Galam), 264, 934.

Saldé, 22, 72, 1182, 1183, 1275, 1282, 1283, 1765, 1783, 2011, 2164, 2166, 2173, 2220, 2259, 2260, 2262, 2269.

Saloum, 16, 18, 32, 34, 47, 48, 49, 50, 60, 61, 63, 64, 68, 88, 97, 110, 112, 172, 209, 224-229, 239-241, 243, 260, 298, 300, 301, 303, 304, 305, 360, 435, 770, 802, 1050, 1182, 1204, 1212, 1213, 1214, 1215, 1251, 1280, 1309, 1345, 1455, 1471, 1472, 1473, 1474, 1476, 1478, 1640, 1696, 1783, 1867, 2025, 2082, 2184, 2280.

Sarakollé, 52, 54, 66, 94, 244, 267, 359, 1217, 1220, 1315.

Scarcies, 323, 764, 767.

Sédhiou, VI, 34, 127, 313, 315, 316, 317, 452, 768, 769, 900, 934, 946, 947, 948, 950, 957, 961, 962, 1203, 1216, 1217, 1219, 1220, 1221, 1224, 1249, 1254, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1487, 1488, 1492, 1493, 1497, 1604, 1611, 1614, 1743, 1744, 1819, 1820, 1837, 1913, 1927, 1938, 1947, 1966, 1977, 1983, 2083, 2084.

Ségou, 59, 94, 271, 277, 278, 281, 282, 284, 358, 435, 457, 938, 1155, 1182, 1310, 1312, 1456, 1457, 1459, 1460, 1463, 1644, 1648, 1656, 1662, 1665, 1674, 1684, 1700, 1701, 1804, 1809, 1812, 1814, 1815, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1921, 2004, 2284.

Sénoudébou, VI, 29, 271, 272, 273, 275, 277, 284, 308, 325, 946, 950, 955, 958, 1198, 1199, 1468, 1604, 1624, 1670, 1782, 1792, 1793, 1795, 1804, 1819, 1820, 1965, 2071, 2123, 2159.

Sérer, 66, 68, 75, 90, 92, 97-103, 303, 360, 393, 1678.

Sierra Leone, VI, 3, 11, 33, 48, 115, 127, 154, 232, 233, 237, 242, 250, 264, 298, 318, 320, 321, 324, 325, 361, 369, 394, 404, 418, 419, 453, 455, 481, 500, 688, 702, 710, 719, 761, 767, 771, 776, 823, 989, 991, 992, 1000, 1003, 1009, 1034, 1139, 1142, 1203, 1228, 1317, 1339, 1372, 1374, 1377, 1383, 1404, 1457, 1471, 1474, 1483, 1488, 1494, 1499, 1500, 1614, 1742, 1927, 1934, 1935, 1944, 1973, 2007, 2063, 2087, 2211, 2263, 2277, 2287.

Sine, 32, 47, 68, 97, 112, 243, 298, 300, 301, 360, 435, 1212, 1213, 1214, 1251, 1280, 1472.

Sor, 331, 337, 376, 533, 1085, 1179, 1247, 1560, 1888, 1894, 2004.

Tichit, 241, 267, 279, 280, 281, 284, 359, 1104, 1809.

Tombouctou, 59, 278, 281, 282, 759, 934, 938, 1155, 1182, 1456, 1648, 1665, 1698, 1701, 1704, 1726, 1730, 1787, 1805, 1807, 1809, 1810, 1812, 1815, 1818, 1821, 1921, 2270, 2284, 2287.

Toro, 90, 94, 286, 292, 382, 1184, 1188, 1691, 1783, 1982, 2156, 2167, 2170, 2313.

Toucouleurs, 52, 54, 66, 67, 75, 90, 94, 101, 358, 359, 1104, 1188, 1690, 1775, 1973, 1980, 2166, 2167, 2170, 2221.

Trarza, 51, 52, 54, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 80, 81, 82, 89, 110, 112, 251, 252, 253, 258, 260, 262, 263, 267, 279, 280, 359, 360, 382, 540, 545, 547, 549, 550, 553, 554, 644, 831, 841, 844, 876, 887, 889, 894, 924, 925, 1151, 1157, 1158, 1159, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1171, 1172, 1174, 1175, 1176, 1177, 1179, 1180, 1184, 1190, 1246, 1247, 1248, 1251, 1253, 1254, 1258, 1259, 1261, 1262, 1267, 1269, 1270, 1274, 1280, 1282, 1283, 1284, 1289, 1298, 1315, 1328, 1330, 1331, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1350, 1352, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1374, 1423, 1424, 1427, 1428, 1432, 1434, 1438, 1457, 1507, 1508, 1516, 1532, 1544, 1556, 1557, 1560, 1561, 1604, 1617, 1621, 1622, 1628, 1644, 1673, 1689, 1693, 1736, 1737, 1738, 1755, 1763, 1764, 1779, 1989, 2000, 2002, 2003, 2004, 2010, 2011, 2021, 2022, 2157, 2166, 2169, 2172, 2173, 2197, 2222, 2258, 2265, 2309, 2310, 2311.

Tuabo, 95, 2018.

Vert, îles du cap, 350, 2177, 2180, 2266.

Vert, presqu'île du cap, 35, 44, 47, 60, 85, 87, 118, 232, 239, 250, 300, 301, 302, 324, 331, 333, 378, 380, 394, 453, 481, 533, 770, 1049, 1052, 1053, 1055, 1139, 1144, 1204, 1205, 1208, 1209, 1210, 1211, 1440, 1444, 1451, 1471, 1472, 1474, 1475, 1476, 1601, 1603, 1604, 1606, 1614, 1616, 1678, 1695, 1731, 1855, 1856-1869, 1872, 1884, 1887, 1906, 1914, 1928, 1944, 1946, 1960, 1977, 1983, 1997, 2184, 2280.

Victoria, 320, 1230, 1501.

Wadan, 279, 280, 1104.

Wakam, 1051, 1207.

Walo, 21, 68, 72, 78, 79, 80, 83, 84, 87, 88, 109, 110, 112, 113, 120, 121, 122, 251, 260, 279, 286, 287, 288, 292, 341, 358, 362, 374, 382, 435, 464, 471, 624, 844, 895, 933, 1085, 1157, 1162, 1163, 1164, 1165, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1174, 1175, 1176, 1180, 1181, 1190, 1246, 1247, 1248, 1251, 1252, 1253, 1254, 1258, 1259, 1261, 1267, 1289, 1298, 1330, 1334, 1432, 1472, 1526, 1544, 1561, 1604, 1636, 1640, 1671, 1673, 1680, 1683, 1689, 1695, 1706, 1707, 1709, 1710, 1720, 1736, 1737, 1743, 1777, 1779, 1881, 1883, 1889, 1890, 1899, 1938, 1962, 1966, 2002, 2004, 2021, 2022, 2158, 2166, 2222, 2225, 2254, 2269, 2304, 2305, 2310, 2311.

Wolof, 18, 66, 67, 75, 76, 90, 92, 98, 99, 101, 113, 358, 359, 360, 393, 435, 472, 1872.

Wuli, 1200, 1312, 1465, 1467, 1470.

Yoff, 44, 47, 1051, 1052, 1207, 1805, 2286.

Ziguinchor, 34, 61, 62, 106, 312, 314, 315, 769, 934, 947, 949, 1489, 1490, 1492, 1495, 1497, 1498.

INDEX DES MAISONS DE COMMERCE

Alsace frères, 441, 517, 712.

Association Sénégalaise, 706, 968-971, 979, 1063, 1098.

Barbaroux de Mégy, 565, 663.

Bareste et Cie, 745, 746, 783, 1052, 1865.

Barrère et Cie, 746.

Bourilhon et Cie, 445, 446, 447, 589, 737, 741, 849, 868, 921, 968, 1111, 1198, 1882.

Bourilhon et Buhan et Cie, 737.

Brian et Guiches, 706, 739, 740, 1121.

Buhan, Rabaud et Jay, 1670.

Cabeuil et d'Huviller, 802, 1390, 1391.

Calvé frères, 732, 734, 2218, 2220, 2223.

Castagné et Cie, 589, 590, 1900.

Chenard, 663, 803, 1391.

Compagnie de Galam, 425, 441, 444, 445, 446, 451, 452, 493, 501, 502, 511, 517, 520, 521, 523, 557, 564, 613, 700, 702, 732, 734, 735, 741, 768, 785, 786, 792, 806, 900, 931-980, 1064, 1065, 1098, 1109, 1114, 1150, 1163, 1164, 1165, 1185, 1193, 1196, 1220, 1239, 1248, 1249, 1274, 1275, 1277, 1278, 1279, 1283, 1284, 1317, 1464, 1465, 1471, 1479, 1485, 1497, 1533, 1612, 1627, 1660, 1668, 1682, 1714, 1715, 1744, 1772, 1773, 1790, 1837, 1875, 1876, 1947, 1987, 2011, 2012, 2013, 2014, 2016, 2072, 2073, 2114, 2259, 2277, 2281, 2287.

Devès et Chaumet, 734.

Devès, Lacoste et Cie, 422, 735, 2213, 2218, 2220, 2223.

Dumont et Barazer, 421.

Forster et Smith, 424, 823, 1331, 1351, 1357, 1359, 1396, 1481, 1485.

Fortané, Granges et Cie, 736, 741, 806, 968.

Gasconi et Lombard, 568, 720, 721.

Gasconi, Monteillet et Cie, 720.

Gasconi, Griffou et Cie, 454, 580, 591, 706, 721, 722, 741, 784, 786, 968, 1748, 2280, 2290, 2291.

Granges et Cie, 589, 736, 1121, 2014, 2131, 2213.

Giraud et Cie, 746, 783, 784, 786, 806.

Griffou et Cie, 723, 768.

Héricé, père et fils, Ed. Besson et Cie, 748.

Isnard aîné, 428, 563, 663, 865.

Jaubert père et fils, 747.

H. et D. King et Cie, 724, 725.

Lacoste et Sleight, 421, 735.

Lafargue et Larrieu, 1121.

Ch. Lafon et Cie, 736.

Leleu et Bodard, 710, 711, 1058, 1686.

Lloyd et Brown, 1402, 1403, 1485.

Lombard, 564, 580, 1104.

Malfilâtre, 709, 710, 2088.

Marrot et Cie, 445, 706, 738, 741, 865, 1121, 2220.

Marrot, Rabaud et Cie, 455, 737, 738.

H. Martin et Th. Pecarrère, 707, 724, 725.

H. Maurel et Cie, 730, 741.

J.L. Maurel et Prom, 730, 732, 784.

Maurel et Prom, 196, 228, 309, 377, 425, 463, 590, 591, 611, 706, 726, 727, 729, 730, 732, 739, 741, 764, 770, 784, 787, 801, 802, 804, 812, 864, 968, 1079, 1209, 1561, 1670, 1687, 1748, 2014, 2027, 2076, 2077, 2078, 2081, 2138, 2180, 2191, 2212, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2223, 2253, 2254, 2256, 2280.

Marc Merle et neveu, 706, 738, 739, 741, 783, 784, 968, 1121, 2213, 2220, 2223.

Monneron Dupin, 663.

Rabaud et Cie, 589, 590, 591, 741, 968, 1121, 2074.

Rabaud frères, 723, 724, 1393.

Régis frères, 706, 713, 719.

Régis aîné, 716.

L.P. Rey, 724.

Rey et Rolland, 735, 751, 781, 783, 787, 790, 1104, 1105, 1474.

Rouelle, 567, 724, 804, 857.

Senger et Bohn, 783, 784, 2220.

Serpolet et Cie, 802.

Sleigth, 422.

Société Anonyme pour l'exploitation du commerce de Galam, 706, 722, 730, 741, 786, 806, 822.

Société pour la traite de la gomme, 853-872.

Tandonnet frères, 735, 736, 805, 849, 865, 2217, 2218, 2220.

A. Teisseire et Ch. Bohn, 706, 741.

A. Teisseire et Cie, 741, 783.

Theraizol et Brémond, 706, 748.

François Valantin et frères, 422, 424, 564.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Aberdeen, 1342, 1380, 1405, 1416, 1425, 1443, 1444, 1448, 1449, 1451.

Adanson, 6, 26, 63, 214, 225, 253.

Ali Chandora, 71, 72, 251.

Alin, Jean-Jacques, 410, 419, 540, 603, 606, 607, 611, 614, 630, 634, 1138, 1559, 1560, 1772 ; Louis, 1607.

Ali Seye, 443, 450.

Alioune Sal, 525, 1670.

Alsace, Louis, 409, 419, 420, 441, 446, 463, 517, 523, 536, 562, 564, 614, 631, 720, 2014 ; Georges, 420, 441, 446, 534, 545, 546, 562, 564, 617.

Audibert, 410, 414, 562, 617.

André, 415, 436, 553, 554, 562, 611, 617, 870.

Aquarone (négociant à Marseille), 865.

Arlabosse R.P., 1143, 1144, 1893, 1896, 1898, 1900, 1901.

Armstrong, 411.

Arnier (lieutenant), 289, 605, 653, 913, 914, 925, 1774.

Arragon R.P., 354, 356, 388.

Augier de la Sauzaie, 1703, 1705, 1712, 1806.

Aumont, 641, 1053, 1852, 1853, 1996, 2081, 2186.

Aussenac, Pierre, 411, 420, 422.

Auxcousteaux, 6, 139, 141, 238, 374, 710, 711, 805, 817, 916, 922, 1026, 1066, 1145, 1435, 1513, 1658, 1681, 1686, 1687, 1695, 1701, 1705, 1707, 1710, 1716, 1718, 1731, 1734, 1893, 1896, 1897, 1899, 2009, 2186, 2207, 2214, 2215, 2216, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2225.

Awa Demba, roi du Khasso, 1788.

Bakar, roi des Dowich, 75, 1202, 1278, 1282, 1283, 1284, 1291, 2013, 2014, 2015.

Balle Ndougou Ndao, bour Saloum, 1213, 1214, 2182.

Barazer, 738, 783.

Barka, chef du Kaméra, 2016, 2017.

Barreto, Honorio Pereira, 1489, 1490, 1493, 1494.

Baudin, gouverneur, 87, 146, 147, 148, 231, 259, 267, 272, 276, 277, 280, 284, 286, 287, 290, 292, 295, 363, 375, 376, 533, 540, 580, 584, 587, 594, 601, 605, 608, 630, 633-638, 641, 646, 651, 653, 654, 657, 658, 659, 661, 803, 821, 904, 905, 907, 910, 911, 913, 915, 920, 930, 938, 968-971, 973, 974, 976, 977, 1056, 1229, 1288, 1297, 1300, 1366, 1397, 1398, 1407, 1411, 1418, 1419, 1421, 1469, 1487, 1491, 1498, 1522, 1524, 1529, 1535, 1545, 1546, 1555, 1557, 1597, 1609, 1612, 1614, 1621, 1634, 1643, 1644, 1645, 1648, 1668, 1683, 1686, 1693, 1728, 1738, 1755, 1763, 1764, 1772, 1773, 1778, 1781, 1785, 1809, 1810, 1812, 1815, 1816, 1818, 1819, 1831, 1832, 1834, 1852, 1854, 1861, 1866, 1900, 1901, 1902, 1917, 1923, 1924, 1936, 1941, 1942, 1952, 1962, 1964, 1965, 1996, 1999, 2000, 2001, 2003, 2026, 2112, 2163, 2263.

Baudin, Pierre-Jean, 377, 476, 585, 1221.

Beccaria, 408, 2213, 2256.

Bénis, 412, 414, 442.

Benoist d'Azy, 1917-1920, 1926, 1927, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1950, 1954, 1960, 1962, 1964, 1966, 1969, 1971, 1973, 1988, 1989, 1990, 2213.

Berthelot, Sabin, 1872, 1873, 1874, 1878, 2179.

Bertin-Duchateau, gouverneur, 31, 147, 286, 605, 606, 607, 608, 609, 634, 644, 646, 647, 649, 650, 651, 652, 662, 967, 1065, 1111, 1114, 1137, 1171, 1289, 1296, 1297, 1522, 1539, 1550, 1556, 1560, 1562, 1595, 1772, 1781, 1808, 1833.

Betting de Lancastel, 574, 873, 879, 880, 882.

Beynis, Adolphe, 590, 741, 868, 936, 939, 956, 959, 968, 1094, 1106, 1772, 1773.

Beyrouk, Cheikh (Oued Noun), 1534, 1816, 1817.

Binta Sar, 525, 526, 589, 1104, 1670.

Bischopp, Caty, 525.

Blanchot, gouverneur, 352, 373, 408, 409, 410, 412, 420, 1264 ; Catherine et Madeleine, 436.

Blondin, 415, 450, 617.

Bocandé, Bertrand, Emmanuel, 34, 769, 784, 1222, 2005, 2084.

Bohn, Charles, 741, 780, 781.

Boilat, abbé, 30, 41, 102, 112, 137, 138, 139, 141, 145, 159, 253, 275, 295, 354, 355, 386, 397, 398, 399, 403, 404, 405, 457, 459, 493, 500, 526, 534, 558, 559, 568, 592, 600, 611, 650, 1131, 1132, 1525, 1658, 1677-1681, 1695, 1707, 1710, 1713, 1715, 1718, 1719, 1720, 1721, 1723, 1725, 1884, 2145, 2277.

Borel, Urbain, 716, 966, 1095, 1101, 2087, 2213.

Borelli, 717, 803, 863.

Boubacar, éliman, marabout du Dimar, 1184, 1189.

Boucaline, 425, 1039, 1227.

Boucher, 409, 411, 419.

Bouët, Auguste, 343, 439, 440, 775, 818, 1065, 1620, 1772, 1781, 1782, 1918, 1922, 1923, 1924, 1930, 1936, 1942, 1964, 1970, 2155.

Bouët, Edouard, Bouët-Willaumez à partir de 1845, 26, 27, 48, 73, 74, 129, 136, 138, 200, 201, 204, 209, 231, 232, 236, 237, 244, 245, 259, 263, 271, 276, 286, 293, 296, 300, 304, 317, 318, 320, 324, 349, 354, 355, 373, 374, 378, 381, 386, 398, 429, 439, 440, 452, 467, 493, 557, 569, 578, 594, 598, 603, 627, 629, 630, 646, 647, 655, 702, 709, 720, 733, 765, 768, 770, 772, 773, 775, 785, 786, 791, 852, 874, 883, 887, 889, 890, 891, 893, 896, 902, 903, 905, 942, 945, 946, 951,

952, 959, 976, 1026, 1039, 1048, 1050, 1051, 1053, 1058, 1059, 1063, 1065, 1077, 1131, 1133, 1134, 1151, 1186, 1187, 1193, 1224, 1270, 1271, 1272, 1273, 1285, 1294, 1366, 1379, 1390, 1399, 1400, 1414, 1415, 1416, 1418, 1428, 1442, 1461, 1471, 1475, 1502, 1505, 1512, 1522, 1523, 1524, 1525, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1547, 1548, 1555, 1563, 1564, 1592, 1608, 1609, 1610, 1611, 1614, 1616, 1632, 1633, 1634, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1651, 1653, 1658, 1668, 1677, 1681, 1692, 1695, 1706, 1724, 1725, 1729, 1737, 1738, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1769, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1792, 1794, 1796, 1798, 1805, 1812, 1817, 1818, 1819, 1821, 1824, 1827, 1828, 1829, 1831, 1832, 1843, 1844, 1846, 1854, 1865, 1869, 1870, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1881, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1895, 1903, 1905, 1918, 1922, 1923, 1926, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1942, 1946, 1947, 1950, 1951, 1952, 1954, 1956, 1960, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1968, 1969, 1997, 2083, 2145, 2159, 2162, 2163, 2167, 2169, 2171, 2264, 2271, 2286, 2287.

Bourdon-Gramont, gouverneur, 579, 785, 914, 937, 1195, 1394, 1470, 1523, 1551, 1600, 1780, 1781, 1822, 1831, 1849, 1866, 1897, 1898, 1908, 2150.

Briot, R.P., 354, 355, 356, 375, 377.

Briqueler, 717, 718, 865, 1058.

Brossard de Corbigny, 1277, 1281, 1283, 1998, 2012, 2014, 2017, 2019, 2025, 2164, 2184, 2259.

Cabeuil, 318, 377, 712, 724, 761, 768, 802, 803, 804, 947, 949, 953, 1011, 1052, 1106, 1391, 1392, 1473, 1484, 1742, 1837, 1865.

Cadéot, ordonnateur, 1129, 1573, 1575.

Caille, lieutenant-colonel, 75, 110, 111, 112, 288, 569, 570, 875, 887, 889, 905, 913, 950, 1094, 1273, 1284, 1525, 1562, 1563, 1611, 1643, 1669, 1771, 1772, 1773, 1775, 1822.

Caillié, René, 223, 255, 257, 909, 1698, 1699, 1703, 1730, 1787, 1801, 1804, 1848.

Calvé, Victor, 129, 131, 135, 231, 367, 371, 399, 401, 422, 426, 427, 569, 571, 621, 642, 663, 732, 741, 780, 851, 855, 865, 874, 875, 876, 877, 878, 881, 894, 898, 913, 922, 936, 1043, 1355, 1359, 1517, 1530, 1534, 1748, 1776, 1925, 1926, 2109 ; Félix, 732, 733, 1105 ; Henri, 733, 1105 ; Etienne, 733.

Campine, Guillaume, 415.

Carpot, 411, 412, 458, 554, 611, 617, 870.

Carrère, Frédéric, 30, 65, 69, 94, 269, 276, 294, 295, 422, 603, 645, 658, 665, 830, 841, 872, 1063, 1095, 1096, 1118, 1127, 1151, 1156, 1178, 1183, 1286, 1287, 1288, 1294, 1513, 1526, 1559, 1564, 1590, 1594, 1623, 1667, 1668, 1669, 1671-1677, 1678, 1690, 1695, 1697, 1700, 1702, 1707, 1708, 1709, 1710, 1713, 1716, 1717, 1720, 1721, 1722, 1725, 1727, 1882, 2010, 2017, 2068, 2074, 2106, 2129, 2131, 2132, 2134, 2136, 2248, 2256, 2283, 2286, 2287.

Chaize, 423, 1013, 1106, 1879, 1880, 1883.

Charmasson, 318, 765, 848, 850, 854, 882, 1011, 1213, 1484, 1522, 1530, 1548, 1550, 1607, 1632, 1635, 1669, 1741.

Chaumet, 734, 2014, 2256.

Chenard, Adolphe, négociant de Nantes, 711, 712.

Cohen, Abraham, 228, 229, 230, 428, 717, 718, 719, 720, 721, 761, 784, 865, 872, 1052, 1058, 1499, 1500, 1503, 1506, 1746, 1747, 1865, 2086.

Coninck de, 873, 877, 881, 882, 883, 884.

Costet, contrôleur colonial, 1117, 1118, 1554, 1756, 2104, 2121, 2128.

Cottu, Charles, 122, 133, 598, 599, 654, 1681, 1682, 1714, 1719, 1729.

Crespin, 415, 419, 420, 442, 446, 537, 545, 546, 554, 562, 589, 602, 2213.

Creuly, 1604, 1863, 1866, 2266.

Dagorne, commandant de Gorée, 313, 317, 325, 452, 460, 773, 947, 1072, 1212, 1249, 1479, 1604, 1741, 1742, 1743, 1744, 1826, 1836, 1837, 1839, 1840, 1841, 1842, 1847, 1862, 1868, 1884, 1885, 1886, 1902, 2286.

Dard, 412, 419, 454, 455.

Darricau, officier de marine, 136, 137, 138, 141, 142, 475, 598, 1026, 1081, 1147, 1286, 1512, 1681, 1684, 1685, 1686, 1716, 1718, 1723, 1724, 1731, 1751.

Demba Taliba, 446, 506, 521, 522, 536, 557.

Descemet, Pierre-Louis, 416, 537, 611, 617, 868, 1882.

Devès, Bruno, 130, 131, 145, 165, 241, 419, 422, 427, 429, 569, 734, 735, 751, 781, 787, 790, 791, 847, 852,856, 874, 875, 877, 878, 881, 894, 1013, 1348, 1388, 1389, 1734, 1737, 2120 ; Edouard, 734, 735, 751 ; Gaspard, 422, 660 ; Justin, 734, 735.

Diarra Moussa, 521, 522, 545, 546.

Diol, éliman, chef de Dakar, 88, 1206, 1207, 1208.

Dodds, 415,2213.

Dubut, officier du génie, 1408, 1413, 1597, 2024, 2025.

Duchesne, Gabriel, 409, 414.

Duchon-Doris, 193, 197, 201, 692, 693, 923, 928.

Ducos, Théodore, 757, 916, 1633, 1685, 1937, 1994, 1995, 1996, 2005, 2006, 2008, 2091, 2097, 2102, 2107, 2108, 2110, 2114, 2116, 2126, 2130, 2136, 2145, 2151, 2152, 2153, 2159, 2160, 2161, 2163, 2168, 2177, 2180, 2183, 2184, 2186, 2187, 2188, 2189, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2207, 2214, 2217, 2219, 2200, 2252, 2253, 2256, 2257, 2263, 2265, 2266, 2268, 2269, 2286, 2287.

Ducrest de Villeneuve, 322, 1225, 1230, 1231, 1420, 1500, 1501.

Duffour-Dubergier, 757, 1657, 2029.

Dumesnil de Maricourt, 914, 958.

Dumont, 416, 421, 422, 425, 536, 537, 589, 590, 591, 733, 741, 968, 1118, 2131, 2213.

Duperré, amiral, 863, 865, 1340, 1343, 1346, 1415, 1440, 1442, 1536, 1549, 1550, 1695, 1751, 1863, 1873, 1879.

Duprat, officier, 1279, 1998, 2016, 2017, 2018.

Durand-Valantin, 136, 137, 139, 143, 192, 200, 296, 314, 419, 421, 422, 429, 493, 494, 526, 536, 537, 541, 564, 565, 568, 585, 590, 600, 611, 612, 613, 614, 617, 619, 621, 622, 624, 625, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 640, 641, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 656, 657, 658, 659, 661, 662, 663, 664, 665, 712, 788, 807, 813, 818, 874, 877, 881, 911, 936, 959, 973, 1020, 1025, 1065, 1080, 1085, 1094, 1096, 1098, 1102, 1111, 1127, 1136, 1138, 1145, 1151, 1178, 1286, 1288, 1429, 1431, 1435, 1449, 1559, 1611, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1765, 1766, 1772, 1773, 1781, 1814, 1848, 1876, 1911, 1917, 1925, 1974, 1988, 2075, 2206, 2208, 2227, 2278, 2279, 2280, 2285.

Duranton, 1248, 1461, 1464, 1465, 1466, 1788, 1789.

Durécu, Nicolas, René, 409, 414.

Duval, Jules, 27, 397, 654.

El Hadj Omar, 57, 386, 1670, 1822, 2264, 2272.

Erneville d'., 408, 419, 420, 436, 442, 446, 450, 455, 541, 589, 617, 870, 1111, 1683.

Erneville d', Miller, 260, 545, 546, 554.

Escal, 411, 412, 436, 446, 474.

Estancelin, député, 1307, 1452.

Estoupan de Saint-Jean, gouverneur, 407.

Fablot, Marie-Pierre, 474, 531.

Faidherbe, V, 6, 24, 75, 94, 110, 265, 280, 372, 525, 541, 629, 1176, 1180, 1596, 1607, 1632, 1667, 1668, 1670, 1671, 1683, 1696, 1726, 1739, 1774, 1779, 1781, 1881, 1991, 1993, 1996, 1998, 2003, 2012, 2071, 2073, 2077, 2091, 2126, 2140, 2141, 2154, 2163, 2164, 2170, 2171, 2199, 2205, 2206, 2213, 2215,

2248, 2256, 2264, 2265, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2283, 2286, 2287.

Fara Biram, 446, 521, 522, 536.

Fara Penda, brak du Walo, 1167, 1169.

Fitte de Soucy, général, 1913, 1924, 1963, 1964, 1965, 1970, 2163.

Fleuriot de Langle, 1229, 1876.

Floissac, 415, 416, 443, 870.

Forster, 314, 1331, 1482.

Fournier, négociant à Marseille, 571, 574, 576, 873, 877, 881, 882, 883, 884, 1913, 1918, 1919, 1926.

Foy,Guillaume, 416, 419, 443, 446, 536, 537, 545, 546, 557, 646, 857, 1065, 1556, 1557, 1756, 1781, 2075, 2106, 2131, 2134.

Fridoil, abbé, 459, 646, 652, 1658, 2145.

Galos, 429, 603, 703, 873, 877, 878, 882, 957, 1295, 1430, 1446, 1467, 1536, 1684, 1770, 1781, 1892, 1936, 2028.

Gasconi, Sauveur, 229, 455, 643, 720, 721, 722, 730, 778, 858, 988, 989, 1052, 1096, 1829, 1865, 2075, 2290, 2291.

Gautier, pair de France, 428, 430, 564, 569, 873, 883, 889, 894, 895, 896, 922, 1090, 1429, 1926.

Girardot, Ferdinand, 457, 1653.

Gréterin, 571, 873, 1025.

Griffou, Antoine, 455, 639, 721, 722, 723, 815, 1052, 1865, 2075, 2290, 2291.

Guillabert, 450, 1608, 2022.

Guillet, ordonnateur, 505, 837, 840, 1268, 1269, 1341, 1432, 1466, 1562.

Guizot, 1305, 1307, 1391, 1393, 1409, 1415, 1416, 1419, 1433, 1442, 1443, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1454, 1478, 1484, 1486, 1495, 1497, 1695, 1696, 1733, 1803, 1849, 1850, 1867.

Guyard, préfet apostolique, 658, 662.

Hamat N'Diaye Ann., 458, 1827.

Haucerne, Joseph, 409, 617.

Haverbecke Van, 1498, 1499, 1500, 1501, 1503, 1504, 1505, 1506.

Hecquard, Hyacinthe, 34, 105, 106, 107, 108, 269, 270, 285, 307, 308, 313, 1607, 1658, 1670, 1809, 1813, 1818, 1819, 1820, 2083.

Heddle, 411, 419, 420, 424, 1318.

Héricé, Marcelin, 136, 139, 142, 163, 243, 355, 356, 371, 372, 374, 376, 388, 463, 604, 636, 778, 779, 857, 868, 1085, 1104, 1111, 1163, 1681, 1682, 1683, 1684, 1687, 1697, 1699, 1707, 1719, 1731, 1734, 1890, 2103, 2213.

Holle, Paul, 69, 269, 276, 288, 294, 295, 433, 525, 584, 645, 830, 841, 872, 900, 950, 1151, 1156, 1195, 1277, 1278, 1286, 1513, 1526, 1564, 1590, 1607, 1623, 1667, 1669, 1670, 1671-1677, 1690, 1695, 1697, 1700, 1702, 1708, 1716, 1717, 1720, 1721, 1722, 1727, 1792, 1822, 2068, 2074, 2288.

Houbé, gouverneur, 903, 1136, 1780, 1829, 1831, 1841, 1848, 1893, 1895, 1896, 1897, 1906.

Huard-Bessinières, 271, 458, 939, 950, 951, 955, 1164, 1194, 1201, 1461, 1462, 1647, 1653, 1669, 1730, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1939, 2122.

Huchard, Alexis, 455.

Huvillier d'., 724, 761.

Isaacs, Nathaniel, 321, 322, 767, 2087.

Itier, 1016, 1017, 1600, 1601.

Jaffro, Rose, 436, 446.

Jamin, enseigne de vaisseau, 1790, 1791.

Jaubert, Benjamin, 227, 229, 230, 231, 377, 715, 716, 747, 1052, 1837, 1865.

Jomard, président de la Société de Géographie, 1798, 1799, 1814.

Joinville, prince de, 1415, 1416, 1417, 1418, 1420, 1443, 1444, 1446, 1456, 1467, 1910.

Jouga, 412, 455, 529.

Kerhallet, Philippe, capitaine de corvette, 319, 323, 720, 1048, 1050, 1224, 1225, 1228, 1239, 1417, 1744, 1746, 1790.

King, John, Dupont, 778, 1807.

Kobès, Mgr, 394, 594, 1144, 1901, 1969, 1979, 2143, 2144, 2145, 2146.

Labouré, Jacques, 413, 524, 1214 ; Marie, 436, 446, 448, 463, 465, 507, 523, 524, 525, 563, 590, 591, 608, 1105, 1532.

Labrue, Baudoin, 415, 553, 554.

Lacoste, Polyeucte, 735, 741, 789, 968, 1121.

Laffont de Ladébat, officier de marine, 323, 1050, 1234, 1728.

Lamina, 1229, 1230, 1232, 1233, 1500.

Lamotte, 412, 450, 458, 1653.

Laporte, 603, 729, 1052, 1837, 1865.

Larcher, chef du service judiciaire, 429, 438, 465, 560, 571, 609, 633, 874, 903, 917, 973, 1093, 1096, 1300, 1431, 1540, 1594, 1669, 1828, 1829, 1830, 1832, 1833, 1898.

Leautier, Alexis, 454, 537, 602, 611, 617, 632, 714.

Lecour, A., 711, 1900, 1918, 1920, 1924, 1930, 1934, 1990.

Lefort-Gonssolin, 659, 660, 661, 662, 663, 710, 1225, 1378, 1452, 1916.

Lejuge, 410, 458, 1653.

Leleu, Louis, 711, 1058, 1059, 1061, 1686.

Lezongar, 413, 420, 617.

Legros, Virginie, 608.

Libermann, R.P., 375, 377, 393, 394, 1142, 1144, 1862, 1901, 1969, 2142, 2143, 2144, 2146.

Lloyd, commandant de Gorée, 409, 419.

Lombard, 779, 857, 868, 936, 947, 1882.

Lopès-Dubec, négociant de Bordeaux, 1918, 1919, 1924, 1926.

Mabodje Malick, brak du Walo, 1164, 1169.

Mac Carthy, gouverneur de Sierra Leone, 1312, 1329, 1333, 1377, 1378, 1457, 1488.

Mac Donnell, gouverneur de Gambie, 1200, 1315, 1317, 1384, 1395, 1396, 1397, 1398, 1400, 1405, 1406, 1407, 1420, 1421, 1467, 1470.

Mac Gregor Laird, 824, 825, 2178.

Mac Namara, 407, 446, 617, 904, 2213, 2307.

Mackau de, 1017, 1018, 1408, 1444, 1446, 1536, 1537, 1647, 1696, 1741, 1795, 1796, 1798, 1800, 1808, 1845, 1850, 2115, 2181, 2284, 2316.

Macodé Mamour Sal, 434, 525, 533, 561, 617, 917.

Madiop Poul, 443, 2111.

Magnier de Maisonneuve, 873, 878, 884.

Maïssa Tenda Dior, damel du Kayor, 85, 1175, 1178, 1180, 1211.

Malavois, gouverneur, 271, 312, 1268, 1441, 1466, 1523, 1534, 1549, 2318.

Malivoire, 410, 414.

Massemba Cina, 260, 446, 463, 521, 545, 546, 554, 589.

Masson, capitaine du génie, 656, 657, 1111, 1112, 1781, 1784.

Maurel, Hilaire, 228, 302, 727, 729, 730, 732, 738, 959, 1111, 1121, 1669, 1734, 1755, 1898, 1936, 1995, 2027, 2028, 2075, 2207, 2217.

Maurel, Marc, 141, 730, 793, 801, 802, 807, 808, 811, 816, 916, 917, 930, 1754, 2097, 2103, 2131, 2140, 2191, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2220, 2221, 2222, 2225, 2226, 2227, 2248, 2252, 2254, 2259, 2285.

Maurel, famille, 731, 2271.

Mayoré, chef des Landouman, 1230, 1231, 1232, 1501, 1503, 1506, 1745, 1746.

Mérilhon, 873, 879, 881, 883, 884.

Merle, 463, 590, 738, 739.

Mestro, 130, 145, 165, 427, 429, 573, 574, 580, 855, 873, 879, 1294, 1537, 1665, 1753, 1772, 1813, 1814, 1832, 1911, 1917, 1918, 1922-1926, 1930, 1931, 1932, 1933, 1936-1947, 1948, 1949, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1961, 1962, 1963, 1964, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1994, 2103, 2141, 2152, 2159, 2160, 2163, 2185, 2190, 2191, 2220.

Mille, Adolphe, 524, 1532.

Moctar Sidi, roi des Brakna, 73, 1158, 1159, 1164, 1186, 1187, 1737, 2010.

Moges, Amiral de, 928, 1527, 1638.

Mohammed el Habib, roi de Trarza, 74, 81, 83, 844, 1158, 1159, 1160, 1162, 1163, 1164, 1166, 1167, 1168, 1172, 1175, 1176, 1177, 1186, 1248, 1267, 1330, 1331, 1335, 1336, 1556, 2002, 2004, 2010, 2011, 2079, 2166, 2197.

Mohammed el Ragel, 73, 1159, 1160, 1161, 1187, 1243.

Mohammed Sidi, 74, 1160, 1161, 1187, 1243, 1556.

Mollien, 59, 65, 77, 84, 85, 88, 110, 223, 290, 293, 1183, 1459, 1460, 1787.

Monléon, 1224, 2086, 2154.

Montagniès de la Roque, 133, 330, 428, 429, 469, 570, 574, 765, 851, 855, 856, 857, 859, 872, 874, 875, 894, 898, 913, 1052, 1208, 1224, 1225, 1231, 1398, 1421, 1429, 1502, 1524, 1530, 1535, 1545, 1548, 1614, 1634, 1635, 1749, 1840, 1846, 1847, 1865, 1866, 1870, 1873, 1875, 1880, 2318.

Montebello, duc de, ministre de la Marine, 1808, 1830, 1864, 1867, 2316.

Monteillet, Victor, 567, 721, 751, 778, 779, 936, 1008, 1036, 1052, 1105, 1128, 1383, 2290.

Moussa, abbé, 459, 1658.

Moussa Toup, 442, 450.

Moustey et Moustey-Charbonnié, 415, 420, 458.

Mungo Park, 33, 115, 223, 674, 1364, 1456, 1460, 1767, 1787, 1804.

Ndate Yalla, 81, 83, 1170, 1171, 1172, 2004.

Ndiack Moctar, 1561, 1772, 1776, 1777.

Ndjimbot (Guimbotte), linguer du Walo, 81-83, 844, 1165, 1166, 1167, 1169, 1170, 1172, 1176, 1267, 1335.

Newton, William, gouverneur du Sénégal, 407, 419.

Nousveaux, Edouard, 342, 343.

Nozolini, Caetano, José, 1490, 1491.

O'Hara, gouverneur du Sénégal, 407, 408, 420.

Olive, Roch, négociant à Marseille, 230, 717, 721, 723, 865, 1058, 2290, 2291.

Ollivier, gouverneur, 147, 1522, 1523, 1528, 1532, 1632, 1642, 1771, 1841, 2318.

Pageot des Noutières, gouverneur, 131, 133, 232, 737, 427, 428, 430, 561, 571, 574, 599, 610, 614, 723, 785, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 862, 866, 869, 871, 897, 926, 942, 984, 1005, 1081, 1083, 1125, 1140, 1141, 1164, 1166, 1289, 1512, 1523, 1529, 1530, 1541, 1545, 1547, 1551, 1553, 1556, 1595, 1597, 1599, 1600, 1602, 1609, 1615, 1619, 1634, 1636, 1637, 1638, 1645, 1668, 1714, 1739, 1743, 1756, 1779, 1870, 1875, 1876, 1880, 1881, 1884, 1885, 1887, 1888, 1903, 2318.

Palmerston, 1305, 1306, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1350, 1353, 1354, 1389, 1405, 1415, 1450, 1499, 1501, 1802.

Panet, Léopold, 277, 280, 415, 420, 456, 457, 524, 592, 601, 611, 625, 645, 656, 787, 913, 914, 922, 1648, 1664-1667, 1677, 1699, 1702, 1705, 1709, 1713, 1715, 1721, 1723, 1729, 1804, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 2213.

Parent, capitaine, 1781, 1890.

Patterson, 415, 416, 442, 589, 2307.

Pellegrin, 260, 415, 419, 540, 568, 617, 900, 1669, 1756, 2213, 2307.

Pellen, Antoine, 783, 865, 868, 1128, 1882, 2213.

Penaud, commandant de la Station, 1854, 1914, 1928, 2005, 2164, 2167, 2171, 2177.

Pesnel, 195, 196, 419, 522, 568, 1014, 1107.

Petiton, ordonnateur, 584, 632, 633, 656, 657, 973, 1111.

Pinet-Laprade, capitaine du génie, 1172, 1470, 2003, 2083, 2164.

Porquet, 410, 416, 420, 520, 540, 611, 617, 868, 1561, 1882, 2307.

Portal, baron, 117, 118, 703.

Potin, 567, 568, 617, 727, 734, 936, 1105.

Potin-Patterson, 271, 288, 950, 955, 1164, 1669, 1790.

Prom, Hubert, 727, 729, 732, 734, 857, 868, 1755, 1890.

Protet, gouverneur, IX, 148, 198, 290, 376, 459, 497, 522, 559, 587, 660, 661, 662, 663, 665, 1117, 1118, 1160, 1172, 1180, 1183, 1408, 1471, 1546, 1557, 1622, 1633, 1764, 1835, 1852, 1853, 1963, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2014, 2017, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2068, 2072, 2073, 2074, 2077, 2086, 2088, 2090, 2091, 2097, 2100, 2104, 2107, 2108, 2109, 2111, 2112, 2113, 2124, 2128, 2129, 2130, 2131, 2145, 2150, 2151, 2153, 2155, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2175, 2178, 2184, 2199, 2204, 2207, 2208, 2213, 2214, 2217, 2220, 2221, 2223, 2248, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2262, 2263, 2265, 2266, 2269, 2271, 2272, 2282, 2287, 2318, 2319.

Provost, 415, 420, 520, 537, 617, 2307.

Pujol, gouverneur, 475, 845, 921, 1167, 1267, 1324, 1335, 1336, 1337, 1339, 1340, 1355, 1517-1522, 1534, 1544, 1549, 1555, 2317.

Quernel, gouverneur, 844, 845, 1167, 1267, 1335, 1522, 1544, 1693, 1736, 1737, 2317.

Rabaud, 738, 740, 2103, 2105, 2121, 2130, 2134.

Raffenel, 27, 29, 65, 96, 123, 124, 132, 133, 137, 139, 141, 271, 282, 284, 292, 345, 368, 389, 405, 457, 458, 600, 601, 652, 656, 744, 817, 836, 841, 842, 847, 851, 861, 862, 869, 889, 909, 910, 913, 918, 921, 933, 939, 944, 951, 955, 957, 960, 963, 1066, 1146, 1153, 1200, 1201, 1239, 1241, 1255, 1280, 1281, 1286, 1287, 1289, 1291, 1435, 1463, 1513-1526, 1617, 1620, 1646-1664, 1665, 1666, 1667, 1672, 1676, 1677, 1678, 1687, 1693, 1694, 1695, 1697, 1699, 1701, 1704, 1705, 1706, 1707, 1709, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1718, 1719, 1720, 1722, 1726, 1727, 1729, 1730, 1731, 1732, 1735, 1757, 1758, 1762, 1765, 1775, 1780, 1782, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1796, 1797, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1807, 1809, 1810, 1812, 1813, 1814, 1818, 1965, 1990, 2122, 2123, 2124, 2155, 2205, 2222, 2263, 2271, 2283, 2284.

Régis, 228, 229, 428, 429, 433, 571, 576, 611, 614, 643, 701, 702, 703, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 723, 725, 761, 764, 849, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 872, 874, 876, 877, 889, 966, 1042, 1058, 1121, 1428, 1429, 1430, 1445, 1734, 1748, 1749, 1752, 1753, 1755, 1918, 1920, 1926, 1932, 1933, 1934, 1935, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1960, 1961, 1964, 1965, 1970, 2110, 2163, 2207, 2280, 2281.

Renault de Saint-Germain, gouverneur, 124, 472, 844, 845, 1003, 1166, 1167, 1314, 1335, 1373, 1439, 1473, 1522, 1523, 1610, 1699, 1826, 2317.

Reverdit, 1183, 1772, 1773, 1774, 1781, 1964.

Rey, Pierre-Louis, 276, 284, 285, 591, 780, 781, 804, 1607, 1670, 2004, 2017, 2070, 2071, 2073, 2074, 2075, 2113, 2114, 2124, 2125, 2126, 2139, 2176, 2220, 2263, 2270, 2271 ; Ignace, 781, 2139.

Roger, 119, 120, 122, 123, 130, 226, 243, 303, 306, 311, 390, 458, 467, 583, 631, 642, 643, 833, 835, 932, 933, 938, 939, 940, 998, 1034, 1086, 1087, 1088, 1121, 1122, 1125, 1205, 1211, 1330, 1332, 1365, 1376, 1382, 1424, 1426, 1449, 1453, 1460, 1476, 1478, 1669, 1677, 1680, 1706, 1709, 1726, 1731, 1787, 1799, 1813, 1814, 1818, 1889, 1897.

Romain-Desfossés, ministre, 1580, 1747, 1910, 1914, 1915, 1916, 1923, 1927, 1936, 1994, 1996, 2000, 2090, 2145, 2182, 2317.

Rousseau, 227, 229, 232, 708, 709, 710, 770, 771, 803, 1114.

Roussin, amiral, 1871, 2316.

Rulhière, de, 1215, 2191.

Saada, almami du Boundou, 96, 1198, 1200, 2468, 2469.

Saint-Jean de, 377, 419, 420, 463, 505, 541, 770, 1052, 1837, 1865.

Saint-Just de, 322, 323, 762, 765, 2088.

Salzedo, 723, 724, 1746.

Samba Agui, 436, 446, 463, 521, 522, 540, 546, 596, 607, 609, 611, 870, 1561.

Samba Coumba Diama, tounka du Goye, 95, 1195, 2018, 2019.

Samba Poul, 443, 545, 546, 2316.

Samba Yacine, 1195, 2016.

Sambala, roi du Khasso, 97, 1248, 2263, 2264.

Santon, A, 320, 766, 2086.

Sarah, roi des Landouman, 1227, 1228, 1229, 1230, 1263, 1500.

Sarrazin, 1875, 1877.

Sauvigny, botaniste, 303, 1871.

Schmaltz, gouverneur, 26, 114, 118, 119, 122, 341, 382, 414, 472, 831, 932, 983, 996, 997, 999, 1005, 1205, 1245, 1246, 1275, 1324, 1328, 1329, 1330, 1413, 1457, 1458, 1476, 1478, 1522, 1537, 1706, 1726, 1779, 1857, 1888, 1965.

Schoelcher, 228, 229, 230, 583, 604, 646, 647, 650, 652, 965, 1187, 1293, 1294, 1296, 1454, 1582, 1685, 1686, 1776, 1781, 1832, 1908, 2316.

Seignac, Lovely, 815, 816, 973, 974, 1111, 1118, 1121, 2129, 2223.

Servant, 1051, 1069, 1977, 1138.

Sidi Ely, 1159, 1161.

Sleigth, John, 409, 419, 420, 421, 425, 518, 536, 590, 591, 611, 614, 636, 659, 660, 661, 868, 936, 944, 959, 1111, 1773, 1865, 1882, 1898.

Sorano, Adolphe, 475, 746, 1865.

Soret, 948, 1168, 1362, 1480, 1632, 1635, 2318.

Stephan, 579, 973, 1111, 1594.

Tailhardat-Fayette, 436, 453, 631, 1095, 1110, 1114.

Teisseire, Auguste, 590, 737, 739, 745, 1138, 1895, 1898, 1905, 2017, 2075, 2086, 2131, 2213.

Thiers, 1305, 1482, 1483, 1493, 1919, 2176.

Thomas, gouverneur, 135, 195, 244, 429, 439, 448, 524, 578, 620, 790, 874, 889, 890, 896, 898, 901, 924, 1133, 1219, 1284, 1358, 1387, 1391, 1402, 1437, 1523, 1529, 1532, 1533, 1539, 1541, 1542, 1551, 1593, 1828, 2318.

Tocnaye, de la, 720, 1231, 1504, 1505, 1745, 1746, 1747, 2286.

Tongo, 1230, 1231, 1232, 1504, 1505, 1506.

Touranjou, 412, 524.

Valantin, 413, 419, 420, 422, 424, 425, 612, 655, 778, 845, 857, 858, 1227, 1517, 1750, 1865, 2213, 2216.

Vérand, chef service administratif, 1118, 1658, 1998, 2012, 2014, 2015, 2017, 2121, 2131, 2135, 2164, 2166, 2254, 2259, 2319.

Verninac de Saint-Maur, 1784, 1900, 2181, 2317.

Watermann, 415, 450, 617.

Yatma Blondin, 436, 442, 450, 568.

Zeler, Nicolas, 425, 778, 1773, 1774, 1792.

TABLE DES MATIERES

Remerciements I

Liste des abréviations II

Transcription des noms africains III

Introduction IV

PREMIERE PARTIE - LA CRISE DU SENEGAL AU MILIEU DU SIECLE
ECONOMIE ET SOCIETE

CHAPITRE I : Le pays et les hommes 2

1. La part du milieu 2
2. Les hommes, leur organisation politique et sociale .. 66

CHAPITRE II : La crise du commerce sénégalais 114

1. Bref rappel de l'histoire économique du Sénégal 114
2. La crise d'après les témoignages contemporains 128
3. L'inquiétante évolution du commerce 149

   a) Les documents statistiques 150
   b) L'évolution globale du commerce sénégalais 158
   c) Les éléments du commerce 185

CHAPITRE III : Géographie du commerce 249

1. Saint-Louis et les régions riveraines du Sénégal 251
2. Gorée et dépendances 300

CHAPITRE IV : Le cadre urbain au milieu du siècle 328

1. Le site 329
2. Bref rappel historique 333
3. Saint-Louis et Gorée vers 1850 342
4. Population : effectifs, composition 351
5. Les conditions de vie 362
6. L'impuissance de l'administration 372

CHAPITRE V : La société sénégalaise : les catégories sociales 396

1. Définitions préalables 396
2. Origine des familles mulâtres 406
3. Négociants sénégalais 421
4. Traitants de gomme 426
5. Les auxiliaires du commerce et de l'administration .. 448
6. Les travailleurs 459

CHAPITRE VI : Le dangereux appauvrissement des Sénégalais 479

1. Fortune et niveaux de vie 483
2. Recul des fortunes et des revenus 541

CHAPITRE VII : Crise sociale et malaise politique 593

1. Les progrès de la délinquance 594
2. La colère des "habitants" 598
3. Malaise politique 627

DEUXIEME PARTIE - EXPLICATION DE LA CRISE 673

CHAPITRE VIII : Les Européens, moteurs de l'économie sénégalaise 674

1. Les ports français et le commerce du Sénégal 675
2. Les investissements de capitaux dans l'économie sénégalaise 704

CHAPITRE IX : Conjonctures et dynamisme des Européens .. 752

1. Les années favorables : 1840-1847 752
2. Les aspects du dynamisme européen 759
3. La crise a-t-elle brisé le dynamisme des Européens .. 795

CHAPITRE X : Une organisation du commerce très controversée : l'ordonnance de 1842 sur le commerce de la gomme 827

1. De la libre concurrence à l'Association privilégiée 1817-1842 828

2. La constitution de la corporation des traitants : novembre 1842 851
3. Le commerce de la gomme sous le régime de l'ordonnance de 1842 892

CHAPITRE XI : Une organisation du commerce très controversée : la Compagnie de Galam 931

1. Le privilège, condition nécessaire et suffisante de l'extension du champ commercial ? L'exemple de la Compagnie de Galam 931
2. Vers le libéralisme ? 964

CHAPITRE XII : Problèmes douaniers 981

1. Un exclusif mitigé 982
2. A la recherche d'un nouveau régime douanier 1010
3. L'accueil de la métropole aux produits sénégalais ... 1026

CHAPITRE XIII : Un outillage économique rudimentaire ... 1048

1. Navigation et aménagement des ports 1048
2. Gorée escale transatlantique 1071
3. Les communications au Sénégal 1081
4. L'absence d'institutions de crédit 1086
5. Une institution dépassée : le Comité de commerce 1121
6. Le problème de la formation professionnelle 1128

CHAPITRE XIV : Les obstacles politiques : les relations avec les Africains 1150

1. Une aggravation constante 1154
2. Problèmes majeurs en suspens 1240

CHAPITRE XV : Les obstacles politiques : les rivalités européennes 1304

1. Les différends franco-anglais 1305
2. La France, le Portugal et la Belgique 1489

CHAPITRE XVI : Le Sénégal : comptoir ou colonie ? 1510

1. Le gouverneur peut-il définir et conduire une politique ? 1515
2. Des moyens d'exécution insuffisants 1564

TROISIEME PARTIE - A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION 1626

CHAPITRE XVII : Esquisses pour une nouvelle politique .. 1627

1. Les auteurs de propositions 1631
2. Un programme d'action 1688
3. L'accueil 1727

CHAPITRE XVIII : Nouvelles orientations gouvernementales 1768

1. Vers une autre politique extérieure ? 1769
2. Exploration et expansion. Vers la liaison entre Sénégal et Algérie ? 1787
3. Une nouvelle politique à l'égard de l'Islam 1822
4. Faut-il séparer administrativement Gorée de Saint-Louis ? 1835
5. Vers une prochaine occupation de la presqu'île du Cap Vert 1855
6. Une nécessaire diversification de l'économie 1869

CHAPITRE XIX : Vers une politique d'expansion : la Commission des comptoirs 1907

1. La Commission des comptoirs 1908
2. Les débats 1930
3. Les propositions de la Commission 1971

CHAPITRE XX : Les conditions de la mise en route de la nouvelle politique 1993

1. La conjoncture politique 1994
2. La conjoncture économique 2026

CHAPITRE XXI : Le temps des décisions 2090

1. Les mesures économiques 2093
2. Les réformes administratives 2141
3. Le rétablissement du poste de Podor 2155

CHAPITRE XXII : Déceptions et nouveau programme ? 2175

1. Un bilan nuancé : les lacunes 2175
2. La pression du commerce européen 2205

3. Ducos, Protet et les négociants 2229
4. Un nouveau programme ? 2251

CONCLUSION GENERALE 2274

ANNEXES 2289

I - Société Gasconi, Griffou et Compagnie 2290
II - Règlementation du commerce des gommes 2292
III - Lettre-programme de Bouët, gouverneur du Sénégal. 2303
IV - Les traitants et Durand-Valantin 2307
V - Traité avec les Trarza, 7 juin 1821 2309
Traité conclu avec le Iam Toro, 31 août 1830 2313
VI - Ministres de la Marine et des Colonies 2316
Gouverneurs du Sénégal 2317

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 2320

Archives 2320
Sources imprimées 2330
Bibliographie 2335

LISTE DES TABLEAUX 2348

TABLE DES GRAPHIQUES 2351

TABLE DES CARTES ET PLANS 2353

ILLUSTRATIONS 2354

INDEX GEOGRAPHIQUE 2355

INDEX DES MAISONS DE COMMERCE 2372

INDEX DES NOMS DE PERSONNES 2375

*

* *

*

DACTYLO-SORBONNE

8, rue Casimir-Delavigne

75006 PARIS